

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	3
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>3</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....</i>	<i>3</i>
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°03.BODE.34 ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MME CHRISTINE BITTEL, ATTACHÉ PRINCIPAL, CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	3
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES .....</b>	<b>5</b>
<i>TROISIÈME BUREAU .....</i>	<i>5</i>
DÉLÉGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES À MONSIEUR LE DIRECTEUR RÉGIONAL DES DOUANES .....	5
DÉLÉGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSÉS AU NOM DU MINISTÈRE DES FINANCES MARCHÉ SUR APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA RÉNOVATION PARTIELLE DE L'HÔTEL DE LUDRE À NANCY .....	6
DÉLÉGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSÉS AU NOM DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LES TRAVAUX DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA COUR D'APPEL DE NANCY .....	6
<b>DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES .....</b>	<b>7</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>7</i>
ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU LOTISSEMENT EUROPA .....	7
AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 148 POUR L'ACTIVITÉ DE GARDIENNAGE DE LA SOCIÉTÉ UNIVERS PROTECTION .....	7
<b>SERVICES DECONCENTRÉS DE L'ÉTAT .....</b>	<b>7</b>
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>7</b>
<i>ACTIONS ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ .....</i>	<i>7</i>
ARRÊTÉ DDASS/AES N° 312 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE BACCARAT .....	7
ARRÊTÉ DDASS/AES N° 313 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU .....	8
ARRÊTÉ DDASS/AES N° 314 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME D'EVINVILLE AU JARD .....	8
ARRÊTÉ DDASS/AES N° 315 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE PONT À MOUSSON .....	9
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 316 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY .....	9
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 317 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE .....	10
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 319 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE BAYON .....	10
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 320 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE COLOMBEY-LES-BELLES .....	11
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 321 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE DOMBASLE SUR MEURTHE .....	11
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 322 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME D'ESSEY-LES-NANCY .....	12
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 323 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE GERBEVILLER .....	12
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 324 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME D'HAROUÉ .....	13
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 325 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE À BUT LUCRATIF « HOTEL CLUB » DE ST MAX .....	13
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 326 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE À BUT LUCRATIF « HOTELIA » DE LAXOU .....	13
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 327 FIXANT POUR 2003 .....	14
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « SIMON BENICHO » DE NANCY .....	14
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 328 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE JARNY .....	14
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 329 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « LES BRUYÈRES » À JOUDREVILLE .....	15
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 330 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LABRY .....	15
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 331 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGUYON .....	16
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 332 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY .....	16
ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 333 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « RESIDENCE DE L'OSERAIE » DE LAXOU .....	17

ARRETE DDASS / AES / N° 334 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE LUDRES.....	17
ARRETE DDASS / AES / N° 335 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION SOINS COURANTS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE « MA MAISON » GEREE PAR LES PETITES SOEURS DES PAUVRES .....	18
ARRETE DDASS / AES / N° 336 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR.....	18
ARRETE DDASS / AES / N° 337 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE MAXEVILLE.....	18
ARRETE DDASS / AES / N° 338 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME « NOTRE MAISON » DE NANCY .....	19
ARRETE DDASS / AES / N° 339 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « LES OPHELIADES » DE NANCY .....	19
ARRETE DDASS / AES / N° 340 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE PONT A MOUSSON.....	20
ARRETE DDASS / AES / N° 341 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « PROTESTANTE » DE NANCY .....	20
ARRETE DDASS / AES / N° 342 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES AUX SALINES .....	21
ARRETE DDASS / AES / N° 344 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE SAINT FIRMIN .....	21
ARRETE DDASS / AES / N° 345 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-REMY » DE NANCY.....	22
ARRETE DDASS / AES / N° 346 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-SAUVEUR » DE NANCY .....	22
ARRETE DDASS / AES / N° 347 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT.....	22
ARRETE DDASS / AES / N° 348 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	23
ARRETE DDASS / AES / N° 349 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE .....	23
ARRETE DDASS / AES / N° 350 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME D'AUDUN LE ROMAN.....	24
ARRETE DDASS / AES / N° 351 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME BRIEY HOMECOURT .....	24
ARRETE DDASS / AES / N° 352 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES.....	25
ARRETE DDASS / AES / N° 353 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY.....	25
ARRETE DDASS / AES / N° 354 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE ROYAUMEIX.....	26
ARRETE DDASS / AES / N° 355 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY.....	26
ARRETE DDASS / AES / N° 356 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE HAROUÉ.....	27
ARRETE DDASS / AES / N°357 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES « MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT.....	28
ARRETE DDASS / AES / N° 358 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES « MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	28
ARRETE DDASS / AES / N° 359 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES « MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE.....	29
ARRETE DDASS / AES / N° 360 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES « MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS.....	29
ARRETE DDASS / AES / N° 361 FIXANT OU MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES « MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX.....	30
ARRETE DDASS / AES / N° 362 FIXANT POUR 2003.....	31
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE 38, RUE DE DIEUZE A NANCY .....	31
ARRETE DDASS / AES / N° 363 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY.....	31
ARRETE DDASS / AES / N° 366 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	32
ARRETE DDASS / AES / N° 367 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE .....	32
ARRETE DDASS / AES / N° 368 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	33
ARRETE DDASS / AES / N° 369 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON.....	33



ARRETE DDASS / AES / N° 370 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT .....	34
ARRETE DDASS / AES / N° 371 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF.....	35
ARRETE DDASS / AES / N° 372 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY.....	35
A R R E T E DDASS/AES/2003/385 PORTANT ORGANISATION DE LA GARDE DEPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORT SANITAIRE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE .....	36
ARRETE DDASS / AES / N° 377 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE JARVILLE .....	36
ARRETE DDASS / AES / N° 386 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME D'HAROUÉ .....	37
ARRETE DDASS / AES / N° 387 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE JARNY .....	37
ARRETE DDASS / AES / N° 443 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « CENTRE BRANCON » A ROYAUMEIX .....	38
ARRETE DDASS/AES N°389/2003 FIXANT LE MONTANT DES DOTATIONS ATTRIBUEES EN 2003 POUR LE FINANCEMENT DES CENTRES DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) .....	38
<b>POLE SOCIAL</b> .....	39
A R R Ê T É MODIFIANT POUR 2003, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT.....	39
A R R E T E ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2003 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE.....	41
A R R E T E FIXANT POUR L'ANNEE 2003 LES DOTATIONS EXCEPTIONNELLES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE.....	42
A R R E T E ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2003 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE.....	42
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU</b> .....	43
DECISION N° 015/03 DELEGATION DE SIGNATURE .....	43
DECISION N° 017/03 DELEGATION DE SIGNATURE .....	44
<b>SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS</b> .....	44
ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS 03 PORTANT OUVERTURE DU NOMBRE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME) AU TITRE DE L'ANNEE 2004 .....	44
ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2003-FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS DU GRIMP ( GROUPE DE RECONNAISSANCES ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX) DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2004 .....	45
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	46
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	46
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	47
<b>PREFECTURE DES ARDENNES</b> .....	47
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b> .....	47
<b>BUREAU DU CONTROLE, DE LA LEGALITE ET DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE</b> .....	47
ARRETE N° 2003 - 343 PORTANT ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE JEANNE A L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA MEUSE ET DE SES AFFLUENTS (EPAMA) .....	47

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°03.BODE.34 ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À Mlle CHRISTINE BITTEL, ATTACHÉ PRINCIPAL, CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipements des services placés sous leur autorité ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 15 mai 2001 nommant Mlle Christine Bittel, attaché principal, à compter du 1er janvier 2001 ;

VU la décision préfectorale du 26 juin 2002 nommant Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation à compter du 1er septembre 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2003 accordant délégation de signature à Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation et les arrêtés modificatifs des 29 avril, 16 septembre et 13 novembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2003 modifiant l'organigramme des services de la préfecture ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Mlle Christine Bittel, attaché principal, à l'effet de signer :

**1) Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat (BODE):**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- a) l'organisation des services déconcentrés de l'Etat,
- b) les relations générales entre le préfet et les chefs de services déconcentrés de l'Etat : délégations de signature (article 17 du décret modifié du 10 mai 1982),
- c) la préparation, le secrétariat et le suivi des réunions du collège des chefs de service (article 16.VI du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant « charte de déconcentration »),
- d) le fonds pour la réforme de l'Etat,
- e) le schéma départemental des services publics (article 16.IX du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1992),
- f) l'organisation des actions interservices déconcentrées : « chef de projet », « pôles de compétence », « délégations interservices »,
- g) la mise en œuvre des actions communes (article 11 du décret) à plusieurs services déconcentrés en matière de formation professionnelle, d'informatique, de communication, d'action sociale ou d'achat public,
- h) les affaires immobilières interservices :
  - « schéma départemental des implantations de l'Etat » (nouvel article 15-1 du décret du 10 mai 1982),
  - « programme annuel départemental d'équipement et d'entretien » (nouvel article 15-2 du décret du 10 mai 1982),
  - « cité administrative » (nouvel article 15-4 du décret du 10 mai 1982).
- i) en ce qui concerne spécifiquement la préfecture :
  - organigramme de la préfecture et des sous-préfectures,
  - courrier : tri, préparation du courrier réservé,
  - documentation et mise en place d'un centre de documentation,
  - pré-archivage et archivage.
- j) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux (Chapitre 37-30 article 20 § 21).
- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

**2) Bureau de la formation et de la modernisation (BFM):**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- a) la formation du personnel titulaire et contractuel affecté à la préfecture et dans les sous-préfectures, l'élaboration et la mise en œuvre du plan local de formation, les relations avec la sous-direction du recrutement et de la formation et la délégation interrégionale à la formation,
- b) la communication interne aux services préfectoraux,
- c) le pré-accueil des citoyens à la préfecture,
- d) la coordination, sous l'autorité du secrétaire général et la responsabilité du chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, des différentes actions de modernisation de la préfecture et notamment :
  - plan pluriannuel des préfectures,
  - charte d'accueil de la préfecture,
  - projet de restructuration immobilière.
- e) en matière de formation, toutes pièces comptables et états de liquidation des frais s'y rapportant (chapitre 37-30 - article 20 § 22 et 98) et en particulier :
  - titres de transport et réservations d'hôtels destinés aux participants aux stages de formation,
  - visas obligatoires de l'animatrice de formation sur les fiches d'inscription aux stages et convocations.

**3) Service départemental d'action sociale (SDAS) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision,

- les actes et documents correspondant à une décision d'autorité dans les matières suivantes :

- a) la gestion de l'action sociale du Ministère de l'Intérieur ordonnancement secondaire,
- b) le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale.

**4) Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine (BLIP) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

- a) le service intérieur :
  - maintenance technique des installations,
  - entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts,
  - préparation des salles et de l'installation des équipements nécessaires à l'activité de la préfecture
- b) l'imprimerie,
- c) la gestion et la maintenance du patrimoine : (acquisitions, travaux, maintenance) :
  - tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau du budget assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30 article 20 § 12.4, 12.5, 14.2, 15.4, 15.5, 19, 24, 33.2 et 33.3).

**5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

- a) Permanence des liaisons gouvernementales
- b) Analyses et développement des projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT)
- c) Gestion technique des matériels et des réseaux
- d) Cartographie et multimédia, assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
- e) Standard.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également donnée à Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services ainsi que les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30 - article 20 - § 12, 14, 15.3, 21, 22, 25.10, 27.1, 27.2, 33.2, 33.3, 91, 94, 95, 96, 97, 98 et 99.10).

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Lionel Thiébaud, chef du Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication, à l'effet de signer les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30, article 20 - § 12.3, 15.3, 27.1, 27.2, 91, 94, 95, 96 et 97).

**ARTICLE 4 :** Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après.

Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat :

\* Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau.

Bureau de la formation et de la modernisation :

\* Mlle Jacqueline Thouvenin, attaché principal de 2<sup>ème</sup> classe, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée en matière de formation à Mme Muriel Feuillat, secrétaire administrative, animatrice de formation.

Service départemental d'action sociale :

\* M. Hervé Froment, secrétaire administratif de classe normale, chef du service départemental d'action sociale.

Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine :

\* M. Claude Charpentier, contrôleur des services techniques, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à :

\* M. Denis Lapointe, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

\* M. Lionel Thiébaut, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Christine Bittel, délégation de signature est donnée à Mlle Jacqueline Thouvenin, chef du bureau de la formation et de la modernisation, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 1 et 2 du présent arrêté à l'exception de l'article 1-5<sup>ème</sup>, et à M. Lionel Thiébaut, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 - 5<sup>ème</sup>.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Thouvenin, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Thiébaut, délégation de signature est donnée à M. Pierre Camaille, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

**ARTICLE 7 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 8 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 9 :** Les arrêtés préfectoraux des 28 février, 29 avril, 16 septembre et 13 novembre 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Christine Bittel, attaché principal, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 2 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### TROISIEME BUREAU

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle;

Vu le décret n° 2001-210 du 7 mars 2001 portant code des marchés publics;

Vu les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982, 31 mars et 24 octobre 1983, 5 janvier et 6 août 1984, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie, des finances et du budget;

Vu la circulaire de M. le ministre de l'économie, des finances et du budget du 1<sup>er</sup> octobre 1992 relative au seuil de compétence des chefs des services déconcentrés du ministère de l'économie, des finances et du budget pour signer les marchés publics;

Vu l'arrêté de Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie en date du 18 novembre 2003 portant nomination de Monsieur Philippe BAILLET, en qualité de directeur régional des douanes, à compter du 31 décembre 2003;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur régional des douanes pour l'exécution du budget du ministère de l'économie, des finances et du budget;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral susvisé du 28 août 2000 est annulé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget du ministère de l'économie, des finances et du budget, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié) sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction régionale des douanes.

**ARTICLE 3 :** Cette délégation s'applique également à la signature des marchés publics passés dans le cadre de l'activité du service, dans la limite des seuils arrêtés par M. le ministre de l'économie, des finances et du budget.

Toutefois, les arrêtés fixant la composition des commissions d'appel d'offres passés en application de l'article 21 du décret 2001-210 du 7 mars 2001 portant code des marchés publics seront soumis à ma signature.

**ARTICLE 4 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 5 :** M. le directeur régional des douanes peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Toutefois, cette possibilité de subdélégation ne peut s'appliquer en ce qui concerne la fonction de personne responsable des marchés.

**ARTICLE 6 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article 4 est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 31 décembre 2003.

**ARTICLE 8 :** M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional des douanes et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 24 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DES FINANCES  
MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA RÉNOVATION PARTIELLE DE L'HÔTEL DE LUDRE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le décret 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 21;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et sa circulaire d'application du 12 juillet 1982 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 février 2002 modifiant l'arrêté du 17 septembre 1999 désignant les personnes responsables des marchés passés au nom de l'Etat (ministère de l'économie, des finances, de l'industrie et du budget)

Vu la circulaire du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué au budget et du ministre délégué aux finances du 29 mai 1997 relative à la déconcentration de la gestion immobilière du ministère de l'économie et des finances;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1998 portant composition de la commission d'appel d'offres pour la passation des marchés des services du ministère de l'économie et des finances ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de présider en mon nom la commission chargée de l'ouverture des plis et de l'examen des candidatures dans le cadre de la procédure de marché sur appel d'offres ouvert pour les travaux de rénovation partielle de l'Hôtel de Ludre à Nancy et de signer en cette qualité les procès verbaux correspondants.

**ARTICLE 2 :** La séance de cette commission se tiendra à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet claudé Erignac, le vendredi 16 janvier 2004 à 9h30 (salle de Commandement. 1<sup>er</sup> étage).

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE LA JUSTICE  
APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LES TRAVAUX DE NETTOYAGE DES LOCAUX DE LA COUR D'APPEL DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 21;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et sa circulaire d'application du 12 juillet 1982 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> août 1984 et 20 mars 2002 désignant les personnes responsables des marchés passés au nom de l'Etat (ministère de la justice)

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2002 portant composition de la commission d'appel d'offres pour la passation des marchés des services du ministère de la Justice ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de présider en mon nom la commission chargée de l'examen des candidatures et de l'ouverture des offres dans le cadre de la procédure d'appel d'offres ouvert pour les travaux de nettoyage des locaux de la cour d'appel de Nancy, ainsi que la commission chargée d'émettre un avis sur les offres après analyse en vue de l'attribution du marché, et de signer en cette qualité les procès verbaux correspondants.

**ARTICLE 2 :** Les séances de ces commissions se tiendront à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet claudé Erignac le lundi 19 janvier 2004 à 9h30 (salle de la Bibliothèque au 2<sup>e</sup> étage) et le lundi 26 janvier 2004 à 9h30 (salle de Commandement au 1<sup>er</sup> étage), respectivement.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

## PREMIER BUREAU

## ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU LOTISSEMENT EUROPA

Au terme d'un acte sous seing privé reçu par maître Robert MARTINI, notaire à Ars sur Moselle, il a été constitué une association syndicale libre régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents, pour grouper tous les propriétaires du lotissement Europa.

Objet : L'association a pour mission générale d'assurer :

1. L'appropriation des biens et équipements communs au lotissement, qui devra être réalisé dans les délais et conditions définis à l'article 6 des statuts, et à ce titre :

- la création de tous éléments d'équipements nouveaux ;
- la cession éventuelle de tout ou partie des biens de l'association à une personne morale de droit public ;
- le contrôle de l'application du règlement et du cahier des charges du lotissement par tous les propriétaires ou occupants ;
- l'exercice de toutes actions afférentes à ce contrôle ainsi qu'aux ouvrages et équipements ;
- la gestion et la police des biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires dès leur mise en services et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;
- la souscription des polices d'assurance ;
- la répartition des dépenses entre les membres de l'association et leur recouvrement ;
- et, d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières, concourant aux objets ci-dessus définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts ;

2. L'entretien des terrains et équipements communs à tous les propriétaires du lotissement y compris dans son périmètre, notamment voies, espaces verts, canalisations et réseaux, ouvrages de constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ceux-ci.

Dénomination :

L'association sera dénommée : association syndicale libre du lotissement Europa.

Durée : illimitée

Siège social :

Le siège de l'association syndicale est fixé à l'Hôtel de ville de Pagny sur Moselle.

Administration :

L'association syndicale est administrée par un bureau de cinq membres, présidé par madame Laurence BOUVET, domiciliée à Pagny sur Moselle, 4, allée Théodore Monod.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## AUTORISATION PRÉFECTORALE N° 148 POUR L'ACTIVITÉ DE GARDIENNAGE DE LA SOCIÉTÉ UNIVERS PROTECTION

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Monsieur Zindine MEKAOUCHE, dirigeant de la société « UNIVERS PROTECTION », située 1 bis rue Laurent Bonnevey à NANCY (54000), entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** - La société « UNIVERS PROTECTION » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Zindine MEKAOUCHE.

NANCY, le 19 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

## ARRETE DDASS/AES N° 312 FIXANT POUR 2003

LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE BACCARAT

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de BACCARAT  
N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592  
est fixé à 371 912,14 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de BACCARAT  
N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592  
est fixé à 31,90 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS/AES N° 313 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU  
N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288  
est fixé à 418 448,11 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU  
N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288  
est fixé à 31,06 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS/AES N° 314 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME D'EINVILLE AU JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile d'EINVILLE AU JARD  
N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018  
est fixé à 367 102,34 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile d'EINVILLE AU JARD  
N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018  
est fixé à 29,71 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS/AES N° 315 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851  
est fixé à 377314,65 €

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851  
est fixé à 32,28 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 316 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de JARNY  
N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853  
est fixé à 416 097,95 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de JARNY  
N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853  
est fixé à 31,79 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

#### ARRETE DDASS / AES / N° 317 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283  
est modifié soit 197 605,64 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2003 du Service de Soins Infirmiers à Domicile de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283  
est modifié soit 21,95 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de NANCY Campagne, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

#### ARRETE DDASS / AES / N° 319 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE BAYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;



**ARRETE**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de BAYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1302, N° FINESS E.T. : 54 000 3134  
est fixé à 1 165 353,35 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de BAYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1302, N° FINESS E.T. : 54 000 3134  
est fixé à 22,17 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 320 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE COLOMBEY-LES-BELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**ARRETE**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de COLOMBEY-les-BELLES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2102, N° FINESS E.T. : 54 000 2994  
est fixé à 178 611,34 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de COLOMBEY-les-BELLES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2102, N° FINESS E.T. : 54 000 2994  
est fixé à 11,30 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de TOUL, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 321 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE DOMBASLE SUR MEURTHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**ARRETE**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1146, N° FINESS E.T. : 54 000 2219  
est fixé à 379 439,84 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1146, N° FINESS E.T. : 54 000 2219  
est fixé à 15,08 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 322 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME D'ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite d'ESSEY-les-NANCY

N° FINESS E.J. : 67 000 0124, N° FINESS E.T. : 54 000 8703

est fixé à 420 704,87 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite d'ESSEY-les-NANCY

N° FINESS E.J. : 67 000 0124, N° FINESS E.T. : 54 000 8703

est fixé à 9,35 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 323 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE GERBEVILLER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de GERBEVILLER

N° FINESS E.J. : 54 000 1179, N° FINESS E.T. : 54 000 2573

est fixé à 791 382,04 €

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de GERBEVILLER

est fixé à 21,16 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de LUNEVILLE et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 324 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME D'HAROUÉ**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite d'HAROUÉ

N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209

est fixé à 525 479,31 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite d'HAROUÉ

N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209

est fixé à 18,24 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 325 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE À BUT LUCRATIF « HOTEL CLUB » DE ST MAX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral fixant pour 2002 le forfait journalier de soins et le forfait global de soins de la maison de retraite Hotel Club à ST MAX ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « Hotel Club » de ST MAX

N° FINESS E.J. : 54 000 1682 N° FINESS E.T. : 54 000 6400

est modifié soit 123 927,45 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « Hotel Club » de ST MAX

N° FINESS E.J. : 90 081 1645 N° FINESS E.T. : 54 000 8216

est modifié soit 3,05 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 326 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE À BUT LUCRATIF « HOTÉLIA » DE LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « Hotélia » de LAXOU

N° FINESS E.J. : 90 081 1645 N° FINESS E.T. : 54 000 8216

est fixé à 534 663,68 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « Hotélia » de LAXOU

N° FINESS E.J. : 90 081 1645 N° FINESS E.T. : 54 000 8216

est fixé à 14,36 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

ARRETE DDASS / AES / N° 327 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME  
« SIMON BÉNICHOU » DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de "Simon Bénichou" de NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 1245, N° FINESS E.T. : 54 000 2656

est fixé à 271 574,31 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE

N° FINESS E.J. : 54 000 1245, N° FINESS E.T. : 54 000 2656

est fixé à 11,48 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

ARRETE DDASS / AES / N° 328 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE JARNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action et des Familles ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de JARNY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1393, N° FINESS E.T. : 54 000 0775  
est fixé à 134 005,46 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de JARNY  
est fixé à 7,88 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE DDASS / AES / N° 329 MODIFIANT POUR 2003

#### LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « LES BRUYÈRES » À JOUDREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU l'arrêté n°124 fixant pour 2003 le forfait global de soins de la maison de retraite « Les Bruyères » de JOUDREVILLE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite «Les Bruyères» de JOUDREVILLE  
N° FINESS E.J. : 77 000 115 4 N° FINESS E.T. : 54 001 958 5  
est modifié soit 167 826,93 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite «Les Bruyères» de JOUDREVILLE  
N° FINESS E.J. : 77 000 115 4 N° FINESS E.T. : 54 001 958 5  
est modifié soit 6,96 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE DDASS / AES / N° 330 MODIFIANT POUR 2003

#### LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LABRY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral fixant pour 2003 le forfait journalier de soins et le forfait global de soins pour la maison de retraite de LABRY ;

SUR proposition du Secrétaire Générale de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de LABRY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1187, N° FINESS E.T. : 54 000 2581  
est modifié soit 355 843,34 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de LABRY est modifié soit 18,06 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 331 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de LONGUYON

N° FINESS E.J. : 54 000 1088, N° FINESS E.T. : 54 000 0791

est fixé à 461 937,83 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de LONGUYON

N° FINESS E.J. : 54 000 1088, N° FINESS E.T. : 54 000 0791

est fixé à 16,18 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 332 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de LONGWY

N° FINESS E.J. : 54 000 1203, N° FINESS E.T. : 54 000 2607

est fixé à 444 826,60 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de LONGWY

N° FINESS E.J. : 54 000 1203, N° FINESS E.T. : 54 000 2607

est fixé à 12,56 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 333 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « RÉSIDENCE DE L'OSERAIE » DE LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de LAXOU  
N° FINESS E.J. : 54 001 3992, N° FINESS E.T. : 54 001 4008  
est fixé à 173 885,08 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de LAXOU  
N° FINESS E.J. : 54 001 3992, N° FINESS E.T. : 54 001 4008  
est fixé à 9,93 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 334 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE LUDRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de LUDRES  
N° FINESS E.J. : 54 000 1310, N° FINESS E.T. : 54 000 3142  
est fixé à 774 274,29 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de LUDRES  
N° FINESS E.J. : 54 000 1310, N° FINESS E.T. : 54 000 3142  
est fixé à 13,52 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 335 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION SOINS COURANTS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE « MA MAISON » GÉRÉE PAR LES PETITES SOEURS DES PAUVRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « Ma maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 001 9304 N° FINESS E.T. : 54 000 8208  
est fixé à 82 350,07 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « Ma maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 001 9304 N° FINESS E.T. : 54 000 8208  
est fixé à 3,62 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 336 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de MARS LA TOUR  
N° FINESS E.J. : 54 000 1211, N° FINESS E.T. : 54 000 2615  
est fixé à 299 577,53 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de MARS LA TOUR  
N° FINESS E.J. : 54 000 1211, N° FINESS E.T. : 54 000 2615  
est fixé à 15,21 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 337 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE MAXEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;



VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

- Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de MAXEVILLE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1336, N° FINESS E.T. : 54 000 3367  
est fixé à 1 021 902,24 €.
- Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de MAXEVILLE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1336, N° FINESS E.T. : 54 000 3367  
est fixé 22,51 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 338 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME « NOTRE MAISON » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

- Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « Notre Maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 6871, N° FINESS E.T. : 54 000 4520  
est fixé à 781 269,82 €.
- Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « Notre Maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 6871, N° FINESS E.T. : 54 000 4520  
est fixé à 13,66 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 339 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE  
À BUT LUCRATIF « LES OPHÉLIADES » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite «Les Ophéliades» à NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 002 0104 N° FINESS E.T. : 54 001 3323  
est fixé à 454 098,82 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite «Les Ophéliades»  
N° FINESS E.J. : 54 002 0104 N° FINESS E.T. : 54 001 3323  
est fixé à 14,64 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 340 FIXANT POUR 2003****LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1229, N° FINESS E.T. : 54 000 2623  
est fixé à 483 745,59 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1229, N° FINESS E.T. : 54 000 2623  
est fixé à 14,90 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 341 FIXANT POUR 2003****LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « PROTESTANTE » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « Protestante » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1377, N° FINESS E.T. : 54 000 4512  
est fixé à 208 079,52 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « Protestante » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1377, N° FINESS E.T. : 54 000 4512  
est fixé à 15,79 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 342 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES AUX SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de la Santé Publique ;

**VU** le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

**VU** la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

**VU** la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

**VU** le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2441, N° FINESS E.T. : 54 000 2466  
est fixé à 1 326 661,93 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2441, N° FINESS E.T. : 54 000 2466  
est fixé à 30,64 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 344 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE SAINT FIRMIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** le Code de la Santé Publique ;

**VU** le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

**VU** la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

**VU** la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

**VU** la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

**VU** le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de SAINT FIRMIN  
N° FINESS E.J. : 70 078 3558, N° FINESS E.T. : 54 000 8539  
est fixé à 300 314,79 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de SAINT FIRMIN  
N° FINESS E.J. : 70 078 3558, N° FINESS E.T. : 54 000 8539  
est fixé à 13,78 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 345 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « SAINT-REMY » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « SAINT-REMY » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1294, N° FINESS E.T. : 54 000 3118  
est fixé à 585 857,29 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « SAINT-REMY » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1294, N° FINESS E.T. : 54 000 3118  
est fixé à 10,78 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 346 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME « SAINT-SAUVEUR » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite « SAINT-SAUVEUR » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 94 072 1418, N° FINESS E.T. : 54 000 8372  
est fixé à 150 871,05 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite « SAINT-SAUVEUR » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 94 072 1418, N° FINESS E.T. : 54 000 8372  
est fixé à 6,26 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 347 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de THIAUCOURT

N° FINESS E.J. : 54 000 1237, N° FINESS E.T. : 54 000 2631

est fixé à 722 636,42 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de THIAUCOURT

N° FINESS E.J. : 54 000 1237, N° FINESS E.T. : 54 000 2631

est fixé à 19,25 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet d'arrondissement de TOUL, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

ARRETE DDASS / AES / N° 348 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de VANDOEUVRE-lès-NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 6889, N° FINESS E.T. : 54 000 3126

est fixé à 184 249,19 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de VANDOEUVRE-lès-NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 6889, N° FINESS E.T. : 54 000 3126

est fixé à 9,10 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

ARRETE DDASS / AES / N° 349 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 2342  
est fixé à 556 601,04 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 2342  
est fixé à 19,04 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 5 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 350 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME D'AUDUN LE ROMAN**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code la santé publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**SSIAD d'AUDUN LE ROMAN, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch - 57705 - HAYANGE CEDEX**  
N° FINESS : 54 000 4166

Forfait global annuel de soins : 427 805,51 €

Forfait journalier de soins : 31,82 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, et le Directeur de la S.S.M. Fer et Sel à Hayange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 351 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME BRIEV HOMÉCOURT**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code la santé publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**SSIAD de Briey Homécourt - 100, rue de Franchepré - 54240 JCEUF, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch - 57705 - HAYANGE CEDEX**

N° FINESS : 54 001 276 2

Forfait global annuel de soins : 382 515,04 €

Forfait journalier de soins : 30,92 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, et le Directeur de la S.S.M. Fer et Sel à Hayange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 352 MODIFIANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE COLOMBEY LES BELLES**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code la santé publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;
- VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;
- VU** le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;
- VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;
- VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 153 du 28 mai 2003 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de COLOMBEY LES BELLES ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2003 :

**SSIAD - 4, rue de la gare - 54170 - COLOMBEY-LES-BELLES**

N° FINESS : 54 000 727 5

Forfait global de soins : 264 653,55 €

Forfait journalier de soins : 42,28 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 353 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE À NANCY**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code la santé publique ;
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**SSIAD - Centre de soins Sainte Marie** - 28, rue de la primatiale - 54000 - NANCY

N° FINESS : 54 000 534 5

Forfait global annuel de soins : 277 446,54 €

Forfait journalier de soins : 28,54 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

## ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 354 FIXANT POUR 2003

LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
 À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE ROYAUMEIX

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code la santé publique ;  
 VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
 VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
 VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**SSIAD - Centre Brancion** - 54200 - ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 000 835 6

Forfait global annuel de soins : 346 059,41 €

Forfait journalier de soins : 25,27 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

## ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 355 FIXANT POUR 2003

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
 « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de la Santé Publique ;  
 VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;



VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY à MONT ST MARTIN :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

Forfait global de soins : 499 632,63 €

Forfait journalier de soins : 27,60 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de Brie, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Président de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont St Martin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 356 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE HAROUÉ

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code la santé publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 154 du 28 mai 2003 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'HAROUÉ, modifié par l'arrêté n° 225 du 19 septembre 2003 ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** : Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2003:

**SSIAD DE L'ASAPA - 7, rue Général Pouget - 54740 - HAROUÉ**

N° FINESS : 54 001 256 4

Forfait global annuel de soins : 265 724,74 €

Forfait journalier de soins : 34,38 €

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, et le Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N°357 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES  
« MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES »  
DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n°93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 des budgets annexes « maison de retraite » et « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

Forfait global de soins : 569 472,98 €

Forfait journalier de soins : 31,64 €

« Maison de retraite » : :

Forfait global de soins : 967 218,06 €

Forfait journalier de soins : 15,75 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 358 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES  
« MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES »  
DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n°93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 des budgets annexes « maison de retraite » et « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

Forfait global de soins : 320 955,54 €

Forfait journalier de soins : 30,00 €

« Maison de retraite » :

Forfait global de soins : 661 164,19 €

Forfait journalier de soins : 19,07 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de TOUL, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 359 FIXANT POUR 2003

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES  
« MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES »  
DE L'HÔPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 des budgets annexes « maison de retraite » et « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :**

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

Forfait global de soins : 363 562,46 €

Forfait journalier de soins : 33,05 €

« Maison de retraite » :

Forfait global de soins : 2 297 346,61 €

Forfait journalier de soins : 23,00 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 360 FIXANT POUR 2003

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES  
« MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES »  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 des budgets annexes « maison de retraite » et « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

Forfait global de soins : 296 675,17 €

Forfait journalier de soins : 30,10 €

« Maison de retraite » :

Forfait global de soins : 148 914,71 €

Forfait journalier de soins : 22,71 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Association Hospitalière St Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 361 FIXANT OU MODIFIANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DES BUDGETS ANNEXES  
« MAISON DE RETRAITE » ET « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 20 du 14 février 2003 fixant pour 2003 le forfait global et le forfait journalier soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 des budgets annexes « maison de retraite » et « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 105 176,70 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2003 : 41,65 €

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 849 017,66 €

Forfait journalier de soins : 15,55 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 362 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS  
À DOMICILE POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE  
DE MEURTHE ET MOSELLE 38, RUE DE DIEUZE À NANCY**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code la santé publique ;  
**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
**VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
**VU** la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**SSIAD** - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY - géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais - 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY

N° FINESS : 540 003 175

Forfait global annuel de soins : 897 431,74 €

Forfait journalier de soins : 33,56 €

**Article 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Présidente de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 363 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE  
POUR PERSONNES ÂGÉES DE STATUT PRIVÉ AUTONOME DE L'ALSAD À VILLERS LES NANCY**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le Code la santé publique ;  
**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
**VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
**VU** le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
**VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
**VU** la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1 :** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné sont fixés ainsi qu'il suit :

**A.L.S.A.D. - 2 bis, rue Saint Odile - 54600 VILLERS LES NANCY**

N° FINESS : 54 000 5329

Forfait global de soins : 725 651,38 €

Forfait journalier de soins : 31,27 €

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 366 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

**VU** le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

**VU** le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

**VU** le décret n°2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

**VU** la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 -** Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

- Forfait global de soins : 345 653,90 €

- Forfait journalier de soins : 16,91 €

**ARTICLE 2 -** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de l'arrondissement de BRIEY, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 367 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

**VU** la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

**VU** la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

**VU** la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

**VU** l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

**VU** le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

**VU** le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n°2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :**

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

- Forfait global de soins : 880 941,07 €
- Forfait journalier de soins : 20,43 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 368 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n°93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0080

Forfait global de soins : 1 051 633,26 €

Forfait journalier de soins : 15,08 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de LUNEVILLE, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du centre Hospitalier de Lunéville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 369 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0106

- Forfait global de soins : 664 723,85 €

- Forfait journalier de soins : 23,38 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier de Pont à Mousson, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 370 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT :**

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Forfait global de soins : 630 030,53 €

Forfait journalier de soins : 17,45 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de Lunéville, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maison Hospitalière de Baccarat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS



**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 371 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF:**

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

Forfait global de soins : 487 175,29 €

Forfait journalier de soins : 19,85 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de Briey, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de L'Association Hospitalière de Jœuf, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ DDASS / AES / N° 372 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;  
VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2003 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

Forfait global de soins : 138 933,67 €

Forfait journalier de soins : 12,92 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur de la Maison Hospitalière St Charles à Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**A R R E T E DDASS/AES/2003/385**  
**PORTANT ORGANISATION DE LA GARDE DÉPARTEMENTALE DES ENTREPRISES DE TRANSPORT SANITAIRE**  
**DU DÉPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur,

- VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la Santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;  
VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;  
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente et des Transports Sanitaires et notamment son article 6 ;  
VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS/01/2003/204 du 23 avril 2003, relative à l'organisation de la garde ambulancière ;  
VU le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003, relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence des transports sanitaires et modifiant le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;  
VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003, fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;  
VU la réunion du Sous Comité des Transports Sanitaires du 25 novembre 2003 ;  
VU la réunion du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente et des Transports Sanitaires (CODAMUPS) du 15 décembre 2003 ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Les entreprises de transports sanitaires agréées du département de Meurthe et Moselle ont l'obligation d'assurer le service de garde départementale selon des modalités d'organisation prévues dans le cahier des charges ci-joint.

**ARTICLE 2** : Toute entreprise de transports sanitaires participant à cette garde s'oblige au respect dudit cahier des charges et des réglementations liées à l'activité d'ambulancier dans le département.

**ARTICLE 3** : La garde départementale ambulancière s'effectuera sur les secteurs tels que définis dans le présent cahier des charges, soit :

- ♦ LONGWY
- ♦ BRIEY
- ♦ PONT A MOUSSON
- ♦ NANCY
- ♦ TOUL
- ♦ LUNEVILLE

**ARTICLE 4** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne , de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 15 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / AES / N° 377 FIXANT POUR 2003**  
**LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE JARVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
VU l'arrêté n°277 du 17 novembre 2003 autorisant le centre communal d'action social de JARVILLE à transformer la maison de retraite « Le Haut du Bois » à JARVILLE en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;  
SUR proposition du Secrétaire Générale de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de JARVILLE

N° FINESS E.T. : 54 001 2838  
est fixé à 66 000 € .

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de JARVILLE  
est fixé à 3,01 € à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2003

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 386 MODIFIANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME D'HAROUÉ**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite d'HAROUÉ  
N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209  
est modifié soit 617 431,31 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite d'HAROUÉ  
N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209  
est modifié soit 21,14 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 387 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MÉDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVÉE AUTONOME DE JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'Action et des Familles ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du Sectétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de JARNY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1393, N° FINESS E.T. : 54 000 0775  
est modifié soit 146 005,46 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de JARNY  
est modifié soit 8,33 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet d'arrondissement de BRIEY et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DDASS / AES / N° 443 MODIFIANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « CENTRE BRANCION » À ROYAUMEIX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
 VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
 VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
 VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
 VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
 VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
 VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
 VU l'arrêté n° 4 fixant le forfait global pour 2003 de la maison de retraite « Centre Brancion » à ROYAUMEIX ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite «Centre Brancion» de ROYAUMEIX  
 N° FINESS E.J. : 54 000 855 4 N° FINESS E.T. : 54 001 898 3  
 est modifié soit : 410 010,22 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite «Centre Brancion» de ROYAUMEIX  
 N° FINESS E.J. : 54 000 855 4 N° FINESS E.T. : 54 001 898 3  
 est modifié soit : 19,10 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

**ARRETE DDASS/AES N°389/2003 FIXANT LE MONTANT DES DOTATIONS ATTRIBUÉES EN 2003  
POUR LE FINANCEMENT DES CENTRES DE SOINS SPÉCIALISÉS POUR TOXICOMANES (CSST)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code de la Santé Publique,  
 VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,  
 VU la loi n° 75-535 du 30 Juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales complétée par la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,  
 VU la loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663 du 22 Juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
 VU la loi n°2002-1487 du 20 Décembre 2002 de financement de la sécurité sociale pour 2003,  
 VU la loi n° 2002-2 du 2 Janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
 VU le décret n° 82-389 du 10 Mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département,  
 VU le décret n° 90-359 du 11 Avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au conseil supérieur de l'aide sociale,  
 VU le décret n° 2003-160 du 26 Février 2003 fixant les conditions minimales d'organisation et de fonctionnement des centres spécialisés de soins aux toxicomanes,  
 VU le décret n° 2003-251 du 19 Mars 2003 relatif au financement des centres spécialisés de soins aux toxicomanes,  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 Octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et de Familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique.  
 VU l'instruction du 25 Octobre 2002 relative à l'intégration des centres de soins spécialisés aux toxicomanes dans le champ des établissements médico-sociaux et au basculement de leur financement de l'Etat vers l'assurance maladie.  
 VU l'arrêté du 27 Janvier 2003 pris pour l'application de l'article L 314-3 du Code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2003 l'objectif des dépenses d'assurance maladie et le montant total des dépenses sociales et médico-sociales autorisées pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux publics et privés,  
 VU l'arrêté du 6 Mars 2003 pris en application de l'article L 314-3 du Code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2003 les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés accueillant des personnes handicapées,  
 VU l'arrêté du 13 Novembre 2003 majorant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés accueillant des personnes handicapées?  
 VU la circulaire DGAS-5 B du 29 Janvier 2002 relative aux évolutions concernant la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux compte tenu de la loi n° 2002-2 du 2 Janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
 VU la circulaire DGAS/5C/3B/DSS/1A N° 2003/104 du 4 Mars 2003 relative à la campagne budgétaire pour 2003 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des structures d'addictologie,  
 VU la circulaire n° DGAS/5C-DSS/1A N° 526 du 13 Novembre 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des personnes confrontées à des difficultés spécifiques (CCAA, CSST, et ACT),  
 VU les demandes présentées par les établissements,  
 APRES avoir respecté la procédure contradictoire et sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Les dotations de financement des Centres de Soins Spécialisés pour Toxicomanes, au titre de l'année 2003, sont les suivantes :

**I -C.S.S.T. UFATT**

N° FINESS E.J. : 54 000 207 8 CHU NANCY

N° FINESS E.T. : 54 000 533 7

Dotation 2003 : 664 891 €

**II -C.S.S.T. TANDEM:**

N° FINESS E.J. : 54 001 965 0 ASSOC. TANDEM

N° FINESS E.T. : 54 001 967 6

Dotation 2003 : 385 137 €

**ARTICLE 2** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale compétente, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 19 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## POLE SOCIAL

**A R R Ê T É MODIFANT POUR 2003, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat ;  
VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;  
VU la loi de finances pour 2003 n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au conseil supérieur de l'aide sociale ;  
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 27 janvier 2003 pris pour l'application de l'article L.314-3 du code de l'action sociale et des familles fixant pour l'année 2003 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total des dépenses sociales et médico-sociales autorisées pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux publics et privés ;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9,12,16,18,19,47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;  
VU la circulaire DGAS-5C/DSS-1A n° 2003-104 du 4 mars 2003 relative à la campagne budgétaire pour 2003 dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées et des structures d'addictologie ;  
VU les demandes présentées par les établissements ;  
Après avoir respecté la procédure contradictoire et sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1** : Les tarifs de prestations journalières pour 2003 des établissements médico-sociaux ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2003 :

**ASSOCIATION A.E.I.M. 8 rue du bois de la Champelle - 54506 VANDOEUVRE**

Institut Médico-Educatif « Les Orchidées » à BRIEV

N° FINESS : 54 000 0817

- Semi-internat .....128,17 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Semi-internat .....111,39 €

Institut Médico-Educatif « Les Trois Tilleuls » à CHENIÈRES

N° FINESS : 54 000 0833

- Section I.M.E. ....142,89 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section I.M.E. ....133,28 €

- Section « polyhandicapés » .....126,55 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section « polyhandicapés » .....116,23 €

Institut Médico-Educatif « Jean L'HOTE » à LUNÉVILLE

N° FINESS : 54 000 0221

- Section I.M.E. ....331,21 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section I.M.E. ....168,67 €

- Section « polyhandicapés » .....122 €

<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section « polyhandicapés »	93,54 €
<b>Institut Médico-Educatif « Georges FINANCE » à TOUL</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0213</b>	
- Semi-internat	122,98 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Semi-internat	130,49 €
<b>Institut Médico-Educatif « Raymond CAREL » à SAINT-NICOLAS-DE-PORT</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0239</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0254</b>	
- Section internat	454,11 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section internat	408,17 €
- Section semi-internat	157,43 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section semi-internat	146,00 €
- Section « polyhandicapés »	303,89 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section « polyhandicapés »	285,82 €
<b>Maison d'Accueil Spécialisée « Lucien GILLET »</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 5436</b>	
- Accueil permanent	183,47 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Accueil permanent	191,22 €
- Accueil de jour	180,30 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Accueil de jour	130,99 €
<b>INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE - 2 rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0692</b>	
- S.E.E.S. et S.I.P.F.P. : internat	322,50 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- S.E.E.S. et S.I.P.F.P. : internat	269,11 €
- Section d'éducation pour enfants déficients auditifs avec handicaps associés : internat	412,90 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section d'éducation pour enfants déficients auditifs avec handicaps associés : internat	388,23 €
- Section semi-internat	147,80 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section semi-internat	89,94 €
<b>ASSOCIATION DE L'INSTITUTION J.B. THIERY - 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE</b>	
<b>Institut Médico-Educatif</b>	
<b>N° FINESS : 54 001 3547</b>	
- Section internat	706,31 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section internat	330,14 €
- Section semi-internat	296,64 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section semi-internat	140,06 €
<b>Maison d'Accueil Spécialisée</b>	
<b>N° FINESS : 54 001 3364</b>	
- Section accueil permanent	213,25 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section accueil permanent	201,49 €
- Accueil de jour	209,02 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Accueil de jour	192,59 €
<b>ASSOCIATION A.H.B.L. - 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN</b>	
<b>Maison d'Accueil Spécialisée</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0866</b>	
- Section internat	640,27 €
- Section semi-internat	996,61 €
<b>A.L.A.G.H. - 1661 avenue Pinchard - 54100 NANCY</b>	
<b>Maison d'Accueil Spécialisée</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 4538</b>	
- Accueil permanent	254,50 €
<b>OFFICE D'HYGIENE SOCIALE - 1 rue du Vivarais - 54500 VANDOEUVRE</b>	
<b>Institut Médico-Educatif de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE</b>	
<b>N° FINESS : 54 000 0577</b>	
<b>Section IME</b>	
- Section internat	261,51 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section internat	247,83 €
- Section semi-internat	156,49 €
<u>à compter du 31 décembre 2003 :</u>	
- Section semi-internat	145,23 €

## Etablissement Régional d'Enseignement Adapté

N° FINESS: 54 000 0593

-Section internat -----131,26 €

à compter du 31 décembre 2003 :

-----115,60 €

## Centre d'Education Motrice de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

N° FINESS: 54 001 8777

## Section handicapés moteur

-Section internat -----633,83 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section internat -----594,04 €

-Section semi-internat -----375,99 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section semi-internat -----363,79 €

## Section polyhandicapés

- Section internat -----641,39 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section internat -----529,32 €

## Institut « Les Terrasses de Méhon » de LUNEVILLE

N° FINESS: 54 000 0205

## Section Institut de Rééducation

-Section semi-internat -----351,24 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section semi-internat -----305,03 €

ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL POUR PERSONNES HANDICAPEES DE ROSIERES-AUX-SALINES

4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES

## Maison d'Accueil Spécialisée

N° FINESS : 54 001 2531

- Accueil permanent et accueil temporaire -----170,54 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Accueil permanent et accueil temporaire -----152,49 €

INSTITUTION SAINT-CAMILLE - 12 poste de Velaine - 54840 VELAINE-EN-HAYE

## Institut Médico-Educatif SAINT-CAMILLE

N° FINESS : 54 000 0718

- S.E.E.S. : internat -----163,90 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section internat -----131,46 €

- S.E.E.S. : semi-internat -----185,16 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section semi-internat -----149,81 €

- S.I.P.F.P. : internat -----164,38 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section internat -----136,39 €

- S.I.P.F.P. : semi-internat -----194,13 €

à compter du 31 décembre 2003 :

- Section semi-internat -----141,96 €

**ARTICLE 2 :** La dotation globale de financement applicable au service de soins et d'accompagnement pour étudiants handicapés de Vandœuvre-les-Nancy (FINESS : 54 001 988), géré par l'Association Accueillir et Guider l'Intégration est modifiée ainsi qu'il suit, pour l'année 2003 à **367 184,04 €**.

**ARTICLE 3 :** La dotation globale de financement visée à l'article 2 fera l'objet d'avances mensuelles par la Caisse Primaire d' Assurance Maladie de NANCY, caisse pivot, à raison d'un douzième de la somme indiquée à l'article sus-visé.

**ARTICLE 4 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale compétente, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et transmis à la direction départementale des archives.

Nancy, le 1 novembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**A R R E T E ATTRIBUANT POUR L'ANNÉE 2003 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT À UN ÉTABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ETAT CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 modifié relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au Conseil supérieur de l'aide social,

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré,

VU le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale,

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 susvisé,

VU les crédits inscrits sur le chapitre 46-81, article 30, du budget du Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité,  
 VU les jugements rendus le 4 juin 1999 par la commission interrégionale de la tarification sur le recours déposé par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S.) aux fins de réformation des arrêtés préfectoraux portant dotation globale de financement au titre des années 1997 et 1998,  
 SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Une dotation de financement **non reductible** est attribuée, au titre de l'année 2003, à l'établissement social ci-après désigné :

**Chapitre 46-81, article 30 - Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale**

**ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES - ALISES - AUBOUÉ**

C.H.R.S. - N° FINESS 54 000 9693

**26 310 €**

**ARTICLE 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY - Immeuble « Les Thiers », 4, rue Piroux - 54036 NANCY-CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il aura été notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Briey, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 décembre 2003

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**A R R E T E FIXANT POUR L'ANNÉE 2003 LES DOTATIONS EXCEPTIONNELLES DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT CENTRES D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,  
 VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
 VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré,  
 VU le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale,  
 VU l'arrêté du 3 mars 2003 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale,  
 VU la circulaire DGAS-PILE/LCE/1A n° 2003/144 du 24 mars 2003 relative à la campagne budgétaire 2003 es centres d'hébergement et de réinsertion sociale,  
 VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,  
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 susvisé,  
 VU les crédits inscrits sur le chapitre 46-81, article 30, du budget du Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité,  
 VU les demandes présentées par les établissements,  
 SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Les dotations de financement **non reductibles** pour l'exercice 2003 des établissements sociaux, ci-après désignés, sont fixées ainsi :

**Chapitre 46-81, article 30 - Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale**

**ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI - A.L.A.S.A. - NANCY**

C.A.V.A. - N° FINESS 54 000 5485

**11 598 €**

**ASSOCIATION CLAIR LOGIS - NANCY**

Foyer de Jeunes - N° FINESS 54 000 4249

**4 862,99 €**

**ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL - NANCY**

C.A.V.A. - N° FINESS 54 000 5527

**9 639 €**

**ASSOCIATION ACCUEIL ET REINTEGRATION SOCIALE - A.R.S. - NANCY**

Point d'Accueil d'urgence NANCY - N° FINESS 54 000 7879

**4 051,57 €**

Camille Mathis - C.A.O. - N° FINESS 54 000 4603

**5 507,11 €**

A.R.S. Pierre Vivier - N° FINESS 54 000 5493

**25 918,11 €**

**ASSOCIATION FOYER DU JEUNE OUVRIER LE GRAND SAUVOY - MAXEVILLE**

C.H.R.S. - N° FINESS 54 000 4553

**29 585,69 €**

CAVA. - N° FINESS 54 000 4561

**14 023,69 €**

**ARTICLE 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY - Immeuble « Les Thiers », 4, rue Piroux - 54036 NANCY-CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il aura été notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Briey, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 décembre 2003

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**A R R E T E ATTRIBUANT POUR L'ANNÉE 2003 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT À UN ÉTABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELÈVE DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,  
 VU le décret n°90-359 du 11 avril 1990 modifié relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale et au Conseil supérieur de l'aide social,  
 VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré,



- VU le décret n° 2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale,
- VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique,
- VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 susvisé,
- VU les crédits inscrits sur le chapitre 46-81, article 30, du budget du Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité,
- VU le jugement rendu le 16 mai 1997 par la commission interrégionale de la tarification sur le recours déposé par l'association du Foyer du jeune ouvrier « Au grand Sauvoy » aux fins de réformation des arrêtés préfectoraux portant dotation globale de financement au titre de l'année 1995,
- VU les comptes administratifs arrêtés au titre de l'année 1995,
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Une dotation de financement **non reductible** est attribuée, au titre de l'année 2003, à l'établissement social ci-après désigné :

**Chapitre 46-81, article 30 - Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale**

**ASSOCIATION FOYER DU JEUNE OUVRIER « AU GRAND SAUVOY » - MAXEVILLE**

C.H.R.S. - N° FINESS 54 000 4553

**110 756,64 €**

**ARTICLE 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY - Immeuble « Les Thiers », 4, rue Piroux - 54036 NANCY-CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il aura été notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Briey, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 2 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

#### DECISION N° 015/03 DELEGATION DE SIGNATURE

##### LE DIRECTEUR DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 714.12.1 à D 714.12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2003 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 7 novembre 2003 nommant **Madame Isabelle CAILLIER** dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

#### D E C I D E

**ARTICLE 1** La décision n° 004/03 du 26 mai 2003 est annulée.

#### **ARTICLE 2** Délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

##### **I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical**

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires,

b) Délégation permanente est donnée à Madame Françoise BELCOURT, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer les attestations et les certificats relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER, Madame BELCOURT recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

- En cas d'absence de Madame CAILLIER et de Madame BELCOURT, Madame Brigitte CHEVALLIER, Adjoint des Cadres, recevra délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

##### **II - Questions relatives à la Formation Continue**

a) Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER à l'effet de signer :

- tous les documents, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Madame CAILLIER, la délégation susvisée sera exercée par Madame SYLVESTRE, responsable de la Formation Continue.

c) Délégation permanente est donnée à Madame SYLVESTRE à l'effet de signer tous les documents relatifs à la prise en charge par l'A.N.F.H. des actions de formations des personnels non médicaux.

#### **ARTICLE 3 :**

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

#### **ARTICLE 4 :**

Délégation permanente est donnée à Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 5 :**

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention " Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

LAXOU, le 1 décembre 2003

Le Directeur,  
Y BOUYSSSET

**DECISION N° 017/03 DELEGATION DE SIGNATURE**

LE DIRECTEUR DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 714.12.1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 12 décembre 2003;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 novembre 2000 nommant **Madame Marie Andrée PORTIER** dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** La décision n° 018/02 du 9 décembre 2002 est annulée.

**ARTICLE 2** Délégation permanente est donnée à Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Monsieur Charles NICLOT, attaché d'administration hospitalière, à effet de signer tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication.

**ARTICLE 3** Délégation permanente est donnée à Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSSSET, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint et de Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

**ARTICLE 4** Délégation permanente est donnée à Monsieur Charles NICLOT, attaché d'administration hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 5** Les signatures des agents visées à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

LAXOU, le 2 décembre 2003

Le Directeur,  
Y BOUYSSSET

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS****ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS 03 PORTANT OUVERTURE DU NOMBRE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME) AU TITRE DE L'ANNEE 2004**

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985, modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997, abrogeant le décret n° 88-623 du 6 mai 1988, relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990, modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des Sapeurs-Pompiers Professionnels, notamment les articles 9 et 10 ;

VU le décret n° 90-851 du 25 septembre 1990, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers ;

VU le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;

VU l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;

VU l'arrêté du 2 août 2001, modifié, relatif au concours externe sur épreuves d'accès au cadre d'emplois des Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers (Sapeur-Pompier Professionnel de 2<sup>ème</sup> classe) ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 13 juillet 2001 portant désignation de M. Gérard ROYER, Conseiller Général du canton de Seichamps, Maire de Pulnoy en qualité de Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

VU la délibération du CASIS dans sa séance du 17 décembre 2003 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le Service départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ouvre au titre de l'année 2004 deux concours de sapeur-pompier professionnel de 2<sup>ème</sup> classe pour 76 postes.

Conformément à l'article 4 du décret 90-851 du 25 septembre 1990, modifié, le nombre des postes ouverts au concours n° 1 (candidats externes) est égal à 20, le nombre des postes ouverts au concours n° 2 (candidats SPV) est égal à 56.

**ARTICLE 2** : Peuvent faire acte de candidature les intéressés qui remplissent les conditions suivantes :

- être de nationalité française
- jouir de ses droits civiques
- ne pas avoir de mentions portées au bulletin n° 2 du Casier Judiciaire incompatibles avec l'exercice des fonctions
- être en position régulière au regard du code du service national
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction
- être âgé de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1er janvier 2004, nonobstant les possibilités de recul ou de suppression de la limite d'âge supérieure prévues par la législation et la réglementation en vigueur
- être titulaire au moins de l'un des titres ou diplômes suivants :

➤ Concours n° 1 sur épreuves ouvert aux candidats titulaires au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, au moins du Brevet d'études du 1<sup>er</sup> cycle, du Brevet des collèges ou du diplôme national du Brevet, ou de l'un des titres ou diplômes homologués au niveau V selon la procédure définie par le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique et figurant sur une liste établie par le Ministère de l'Intérieur

- Les candidats ressortissants d'un autre Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique Européen, les documents suivants, émanant de l'autorité compétente de cet Etat et dont la traduction en langue française est authentifiée :

1. Toute pièce permettant de vérifier qu'ils remplissent les conditions d'âge prévues à l'article 4 du décret du 25 septembre 1990
2. Toute pièce permettant d'établir leur nationalité
3. Toute pièce établissant qu'ils n'ont pas subi de condamnation incompatible avec l'emploi postulé
4. Toute pièce établissant qu'ils se trouvent en position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants

→ Les candidats doivent en outre fournir à l'autorité organisatrice du concours soit la copie du titre ou du diplôme requis, soit la copie du titre ou diplôme obtenu dans leur Etat d'origine et reconnu comme équivalant aux diplômes français requis, soit la décision, rendue par la commission instituée par le décret n° 94-743 du 30 août 1994 relatif à l'assimilation pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale, des diplômes délivrés dans d'autres Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, assimilant leur diplôme à un diplôme français.

➤ Concours n° 2 sur épreuves ouvert aux candidats ayant la qualité de Sapeur-Pompier Volontaire justifiant de trois ans de services effectifs au moins en cette qualité ou en qualité de Jeune Sapeur-Pompier, de volontaire civil de Sécurité Civile, de Sapeur-Pompier Auxiliaire ou de militaire de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris, du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille ou du Unités d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile et ayant suivi avec succès la formation initiale de Sapeur-Pompier Volontaire de 2<sup>ème</sup> classe ou une formation au moins équivalente.

**ARTICLE 3** : Les dossiers de candidature seront disponibles au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle à partir du 5 janvier 2004..

Les dossiers devront parvenir complets à la même adresse au plus tard le lundi 8 mars 2004 minuit, le cachet de la poste faisant foi.

**ARTICLE 4** : La liste des candidats autorisés à prendre part au concours sera arrêtée par le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

**ARTICLE 5** : La liste des membres du jury des examinateurs spéciaux et des correcteurs sera arrêtée par le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 6** : Les épreuves se dérouleront conformément à l'arrêté ministériel du 21 novembre 1994 modifié par l'arrêté ministériel du 20 décembre 1996, modifié par l'arrêté du 2 août 2001 et le décret 2001-680 du 30 juillet 2001.

Elles auront lieu :

- pour les épreuves d'admissibilité : du 8 au 16 avril 2004 (pour les épreuves sportives) et à compter du 18 mai 2004 (pour la partie écrite)
- pour l'épreuve orale d'admission à partir du 22 juin 2004

**ARTICLE 7** : Après délibération du jury, les listes d'aptitude des deux concours seront établies dans l'ordre alphabétique par arrêté du Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

"Toute personne déclarée apte depuis moins de trois ans ou, si celui-ci est intervenu au-delà de ce délai, depuis le dernier concours, peut être nommée dans un des emplois auxquels le concours correspondant donne accès ; la personne déclarée apte ne bénéficie de ce droit la deuxième et la troisième année que sous réserve d'avoir fait connaître son intention d'être maintenue sur ces listes au terme de l'année suivant son inscription initiale et au terme de la deuxième année. Le décompte de cette période de trois ans est suspendue, le cas échéant, durant l'accomplissement des obligations du service national et en cas de congé parental ou de maternité".

**ARTICLE 8** : Les S.D.I.S peuvent, par voie de convention, se regrouper pour organiser les concours. L'organisation peut être confiée à un seul S.D.I.S. qui prendra les dispositions nécessaires pour désigner un jury unique et établir une seule liste par concours.

**ARTICLE 9** : Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera transmis à Monsieur le Préfet du département de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 18 décembre 2003

Le Président du Conseil d'Administration  
du SDIS,  
Gérard ROYER

**ARRETE PREFECTORAL DDSIS 2003-FIXANT LA LISTE D'APTITUDE OPERATIONNELLE DES PERSONNELS SAPEURS POMPIERS  
DU GRIMP ( GROUPE DE RECONNAISSANCES ET D'INTERVENTION EN MILIEUX PERILLEUX)  
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR L'ANNEE 2004**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 modifié relatif à l'organisation générale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU la note d'information DSC8/JJD/MS n° 93-1397 du 9 AOUT 1993 relative au «Groupe de reconnaissance et d'intervention périlleux» ;

VU la note d'information DSC8/CdeC/LB N°94-1763 du 26 octobre 1994 relative aux équivalences pour la spécialité GRIMP ;

VU les listes d'équivalences IMP3 établies par la Direction de la sécurité civile-Bureau formation et IMP2 établies par l'Etat Major de zone-Bureau formation ;

VU la note d'information DDSC9/CDC/JB N° 98 679 du 30 octobre 1998 relative à la mise à jour du schéma national de formation et de la mise à jour des emplois de spécialité GRIMP du 11 septembre 1998 ;

VU le guide de référence d'Août 1999 ;

VU l'arrêté Préfectoral n° 0882 du 10 juin 2003 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des équipiers GRIMP Sapeurs Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2003 ;

**CONSIDERANT** que l'ensemble des sapeurs pompiers mentionnés ci dessous a été déclaré apte après les contrôles d'aptitude annuels tels que définis dans les textes et qu'ils justifient d'un entraînement annuel collectif minimal conforme à la note d'information DDSC9/CDC/JB N°98 679 ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° 0882 en date du 10 juin 2003 fixant la liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP (Groupe de reconnaissance et d'intervention périlleux) sapeurs pompiers du département de Meurthe et Moselle pour l'année 2003 est abrogé.

**ARTICLE 2** : La liste d'aptitude opérationnelle des membres du GRIMP Sapeurs-Pompiers du département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2004 s'établit comme suit :

NIVEAU DE QUALIFICATION OPERATIONNELLE	LIEU D'AFFECTATION	GRADE - NOM - PRENOM
Conseiller Technique	SDIS 54	Major Dracacci Sylvain
Conseiller Technique	TOUL	Major Kieffer Jean Marc
Chef d'unité	TOUL	Lieutenant Moriau Yanick
Chef d'unité	TOUL	Adjudant Lalloue Noel
Chef d'unité	LUNEVILLE	Caporal Valli Arnaud
Chef d'unité	NANCY	Adjudant Schenck Jacques
Chef d'unité	NANCY	Sergent Arnould J. Jacques
Chef d'unité	NANCY	Caporal/Chef Bertuzzi Olivier
Chef d'unité	LONGWY	Sergent Hollard Philippe
Equipier	TOUL	Sapeur Baron Laurent
Equipier	LUNEVILLE	Lieutenant Martet Olivier
Equipier	LUNEVILLE	Adjudant/Chef Bontemps Michel
Equipier	LUNEVILLE	Caporal Carly Samuel
Equipier	BLAINVILLE/DAMELEVIERES	Sergent Brandmeyer
Equipier	NANCY	Major Very Bruno
Equipier	NANCY	Sergent Pignatelli Georges
Equipier	NANCY	Sergent Jilquin Williams
Equipier	NANCY	Caporal/Chef Fallot David
Equipier	NANCY	Caporal/Chef Kech Martial
Equipier	NANCY	Caporal Ventrella Arnaud
Equipier	NANCY	Caporal Talfournier Guillaume
Equipier	NANCY	Caporal Gudefin Arnaud
Equipier	NANCY	Caporal Mougeot Pierre
Equipier	NANCY	Sapeur Paillon Gregory
Equipier	NANCY	Sapeur Tisserant Frederic
Equipier	NANCY	Sapeur Chevallier David
Equipier	NANCY	Sapeur Jacquot Patrick
Equipier	PONT A MOUSSON	Caporal/Chef Cisternino Frederic
Equipier	TRIEUX TUCQUEGNIEUX	Caporal/Chef Jorant J. Luc
Equipier	PIENNES	Sergent Zimmermann Sebastien
Equipier	LONGUYON	Sergent Bonnard Sebastien
Equipier	LONGWY	Lieutenant Merens Muriel
Equipier	LONGWY	Sergent Leroy Bernard
Equipier	LONGWY	Caporal/Chef Rossi J. Louis
Equipier	LONGWY	Sapeur Monteiro J. Louis
Equipier	LONGWY	Sapeur Lecherf Servais
Equipier	SDIS 54 CTA	Sapeur Didelot Cyril
Equipier	LUNEVILLE	Caporal Litaize Sebastien
Equipier	NANCY	Caporal Deblay Julien

**ARTICLE 3** : Cette liste est valable un an à compter du 1er janvier 2004.

**ARTICLE 4** : Seuls les membres du GRIMP inscrits sur cette liste peuvent être engagés en intervention et pour l'ensemble des missions correspondant à leur qualification.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 18 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### AVIS DE CONCOURS

##### DÉCISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN CADRE DE SANTÉ AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

##### LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de Santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé,

Vu la vacance de trois postes de Cadres de Santé diffusée le 23 juillet 2003 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

## DECIDE

**Article 1** : un concours sur titres **EXTERNE** est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 pour pourvoir **UN** poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers enseignants".

**Article 2** : peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
  - n°89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
  - n° 89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;
- et du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Cette limite d'âge est reculée dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Elle n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge et qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

**Article 3** : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé
- un C.V. établi par le candidat sur papier libre.

**Article 4** : Une décision ultérieure fixera le composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Fait à Verdun, le 29 décembre 2003

Le Directeur,  
C. WINGERT

**DÉCISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES  
POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTÉ AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de Santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé,

Vu la vacance de trois postes de Cadres de Santé diffusée le 23 juillet 2003 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

## DECIDE

**Article 1** un concours sur titres **INTERNE** est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 pour pourvoir **DEUX** postes vacants de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers".

**Article 2** : peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;
- n°89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;
- n° 89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière comptant au 1<sup>er</sup> janvier 2003, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

**Article 3** : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé
- un C.V. établi par le candidat sur papier libre.

**Article 4** : Une décision ultérieure fixera le composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Fait à Verdun, le 29 décembre 2003

Le Directeur,  
C. WINGERT

**PREFECTURE DES ARDENNES**

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

**BUREAU DU CONTROLE, DE LA LEGALITE ET DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE**

**ARRETE N° 2003 - 343 PORTANT ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE JEANNE  
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA MEUSE ET DE SES AFFLUENTS (EPAMA)**

LE PREFET DES ARDENNES  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5721-1 et suivants,

Vu le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu le décret modifié n° 92.604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

Vu le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bernard LEMAIRE en qualité de Préfet des Ardennes,

Vu le décret n°2003-174 du 9 juillet 2003 portant délégation de signature à M. Pierre CASTOLDI, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-140 du 23 juin 2003 portant modification des statuts de l'établissement public d'aménagement de la Meuse et de ses affluents,

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-238 du 22 août 2003 portant adhésion de la communauté de communes du Pays de COMMERCEY et du syndicat intercommunal d'aménagement de la Chiers à l'EPAMA,

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de JEANNE du 18 avril 2003 demandant l'adhésion de la communauté de communes à l'EPAMA,

Vu la délibération du comité syndical de l'EPAMA du 26 juin 2003 acceptant l'adhésion de la communauté de communes du Pays de JEANNE à l'EPAMA,  
Vu les délibérations reçues à ce jour des assemblées délibérantes des membres de l'EPAMA relatives à cette adhésion,  
Considérant que les dispositions prévues par les statuts de l'EPAMA ont été respectées,  
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La communauté de communes du Pays de JEANNE est autorisée à adhérer à l'EPAMA.

**Article 2** : Suite à ces adhésions les membres de l'EPAMA sont les suivants :

a) Régions :

- Champagne-Ardenne
- Lorraine

b) Départements :

- Ardennes
- Haute-Marne
- Meuse
- Vosges

c) Groupements ou communes de plus de 50 000 habitants :

- SIVU de CHARLEVILLE-MEZIERES WARCQ (08)

d) Groupements ou communes de 20 000 à 50 000 habitants :

- Communauté de communes du Pays Sedanais (08)
- Communauté de communes de la région de CHOOZ (08)
- Communauté de communes des cantons de CARIGNAN, MOUZON et RAUCOURT (08)
- Syndicat intercommunal d'aménagement de la CHIERS (54)

e) Groupements ou communes de moins de 20 000 habitants :

- Communauté de communes de la Vallée de la Semoy (08)
- Communauté de communes du Sammiellois (55)
- REVIN (08)
- Communauté de communes du Pays de NEUFCHATEAU (88)
- Communauté de communes du Pays de COMMERCE (55)
- communauté de communes du Pays de JEANNE (88)

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, les présidents des conseils régionaux de Champagne-Ardenne et de Lorraine ; les présidents des conseils généraux des Ardennes, de la Haute-Marne, de la Meuse et des Vosges ; les présidents des communautés de communes du Pays Sedanais, de la région de CHOOZ, des cantons de CARIGNAN-MOUZON-RAUCOURT, de la Vallée de la Semoy, du Sammiellois, du Pays de NEUFCHATEAU, du Pays de COMMERCE, du Pays de JEANNE ; les présidents du SIVU CHARLEVILLE-MEZIERES WARCQ et du syndicat intercommunal d'aménagement de la CHIERS et le maire de la commune de REVIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les préfectures concernées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements concernés.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 21 novembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Pierre CASTOLDI



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	50
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>50</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>50</b>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL .....	50
<b>TROISIEME BUREAU .....</b>	<b>50</b>
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE L'INTERIEUR .....	
APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES .....	50
<b>CINQUIEME BUREAU .....</b>	<b>51</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DES ETANGS DANS LE CADRE DE LA REPARATION DU PONCEAU RN 74 A GYE. ....	51
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE ET VILLECEY-SUR-MAD SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE.....	52
LA PREFECTURE COMMUNIQUE .....	55
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>55</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>55</b>
CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE SUR BARBELIN A REHAINVILLER. ....	55
<b>DEUXIEME BUREAU .....</b>	<b>56</b>
ARRETE FIXANT LE CALENDRIER DES JOURNEES NATIONALES D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE POUR L'ANNEE 2004 .....	56
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE .....	56
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>71</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>71</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS. ....	71
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU BASSIN DE POMPEY EN SYNDICAT A LA CARTE. ....	72
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS DU SIVOM D'HAROUÉ.....	74
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>74</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE L'ORNE.....	74
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE JARNISY ..	75
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>76</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>76</b>
DECISION ARH - DDASS N° 03/74 .....	76
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 03/ 89 DU 24 DECEMBRE 2003 PORTANT FIXATION DU FORFAIT JOURNALIER DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE VILLERUPT ( HOTEL MEDICAL PASTEUR) N° FINESS B 54 001 058 .....	76
DELIBERATION N° 164/2003 .....	77
DELIBERATION 173/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003/2007 DU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON .....	77
DELIBERATION N° 174/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001/2005 DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE .....	77
DELIBERATION 175/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003/2006 DE L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION.....	78
DELIBERATION 176/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002/2005 DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	78
DELIBERATION N° 177/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DU CENTRE DE REEDUCATION SPECIALISE D'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER.....	79
DELIBERATION N°178 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DE L'HOPITAL SAINT-FRANÇOIS DE MARANGE-SILVANGE .....	79
DELIBERATION N°179 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DE LA CLINIQUE SAINTE-ELISABETH DE THIONVILLE .....	79
DELIBERATION N° 180/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL .....	80
DELIBERATION N° 181 DU 16/12/2003 .....	80
DELIBERATION N° 182 DU 16/12/2003 .....	80
DELIBERATION N° 183 DU 16/12/2003.....	81
DELIBERATION N° 184 DU 16/12/2003.....	81
DELIBERATION N° 185 DU 16/12/2003.....	81
DELIBERATION N° 186 DU 16/12/2003.....	81
DELIBERATION N° 188 DU 16/12/2003.....	82
DELIBERATION N° 189 DU 16/12/2003.....	82
DELIBERATION N° 190 DU 16/12/2003.....	82
DELIBERATION N° 191 DU 16/12/2003 .....	82
DELIBERATION N° 192 DU 16/12/2003.....	83
DELIBERATION N° 193 DU 16/12/2003.....	83

DELIBERATION N° 194 DU 16/12/2003.....	83
DELIBERATION N° 195 DU 16/12/2003.....	83
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	
<b>DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE</b> .....	84
ARRETE AUTORISANT L'ASSOCIATION DE GESTION DES MAISONS DE RETRAITE « SAINT REMY » ET « SAINTCLEMENT » A PORTER LA CAPACITE DE LA MAISON DE RETRAITE « SAINT REMY », 14 RUE DU CHANOINE JACOB A NANCY, A 125 PLACES PAR SUPPRESSION DES 35 PLACES DE LA MAISON DE RETRAITE « SAINT CLEMENT », 17 COURS LEOPOLD A NANCY, ET A TRANSFORMER LA NOUVELLE MAISON DE RETRAITE EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (E. H. P. A. D.).....	84
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	85
<b>SANTE-ENVIRONNEMENT</b> .....	85
ARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX REALISES D'OFFICE.....	85
ARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB.....	85
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b> .....	86
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICAL AUTORISATION N° 54-77.....	86
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AUTORISATION N° 54-25.....	87
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A FORME ANONYME SELAFA 02 AUTORISATION N° 54-33 AUTORISATION N° 54-77.....	87
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 49 AMBULANCES GOTTIE 36, AVENUE DU 2 <sup>EME</sup> BCP 54300 LUNEVILLE.....	88
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 66 BRIEY AMBULANCES 22, RUE DE LORRAINE 54150 BRIEY.....	89
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 47 AMBULANCES SARL LTS SUK 100, RUE DE LA MINE 54970 LANDRES.....	90

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**PREMIER BUREAU**

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL**

Par décision du 12 novembre 2003, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 10 avril 2003 **a refusé** à la SARL ALDI MARCHE EST l'autorisation de procéder à l'extension de 478 m<sup>2</sup> de vente d'un supermarché de type maxidiscount à l'enseigne ALDI à PIENNES pour porter sa surface totale de vente à 777m<sup>2</sup>.  
Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PIENNES.

NANCY, le 6 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**TROISIEME BUREAU**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE L'INTERIEUR  
APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;  
Vu le code des marchés publics, et notamment son article 21;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et sa circulaire d'application du 12 juillet 1982;  
Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application;  
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle;  
Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2000 désignant les personnes responsables des marchés passés au nom de l'Etat (ministère de l'intérieur)  
Vu l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2002 portant composition de la commission d'appel d'offres pour la passation des marchés des services du ministère de l'Intérieur  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de présider en mon nom la commission chargée de l'examen des candidatures et de l'ouverture des offres dans le cadre de la procédure d'appel d'offres ouvert pour la fourniture de consommables informatiques destinés aux services de la préfecture, des sous préfecture, de la police et de la sécurité civile, ainsi que la commission chargée d'émettre un avis sur les offres après analyse en vue de l'attribution du marché, et de signer en cette qualité les procès verbaux correspondants.



**ARTICLE 2 :** Les séances de ces commissions se tiendront à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet claudé Enignac le mardi 6 janvier 2004 à 9h30 (salle de commandement au 1er étage) et le vendredi 9 janvier 2004 à 9h30 (salle de la bibliothèque au 2ème étage), respectivement.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 31 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### CINQUIEME BUREAU

### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DES ETANGS DANS LE CADRE DE LA REPARATION DU PONCEAU RN 74 A GYE.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande de la Direction Départementale de l'Equipelement de Meurthe-et-Moselle relative à l'autorisation de réaliser des travaux de réparation du ponceau RN 74 à GYE ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle en séance du ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

##### **ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

La Direction Départementale de l'Equipelement de Meurthe-et-Moselle est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, des travaux dans le lit du ruisseau des ETANGS.

Ces travaux devront être terminés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

##### **ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés en communes de GYE au droit et de part et d'autre du ponceau RN 74 .

##### **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages intéressant le ponceau et le lit du ruisseau des ETANGS consistent essentiellement en :

- La réalisation temporaire d'un batardeau ;
- La mise à sec temporaire du lit du ruisseau ;
- La remise en état du ponceau, la création de 2 entonnements et la protection par enrochements ;
- La démolition de l'ouvrage temporaire et la remise en l'état des lieux.

##### **ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer, s'il y a lieu, les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

##### **ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

##### **ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### **ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

##### **ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

##### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

##### **ARTICLE 10- PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL,

Monsieur le Maire de la commune de GYE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Equipelement.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de GYE.

Fait à NANCY, le 29 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
A BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE ET VILLECEY-SUR-MAD SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (art L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement) ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le projet du Syndicat intercommunal d'assainissement du VAL de MAD relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE et VILLECEY-SUR-MAD et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à BAYONVILLE-SUR-MAD ;

**CONSIDERANT** que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 3 novembre 2003 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 27 novembre 2003 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 - OBJET**

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Président du Syndicat intercommunal d'assainissement du VAL de MAD concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur les territoires BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE et VILLECEY-SUR-MAD et d'une station d'épuration des eaux usées à BAYONVILLE-SUR-MAD, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ( station d'épuration de BAYONVILLE-SUR-MAD) ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ; (1 déversoir à BAYONVILLE-SUR-MAD, 2 déversoirs à ONVILLE et 1 déversoir à VILLECEY-SUR-MAD concernés).

**ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 1400 équivalents - habitants sur le territoire de BAYONVILLE-SUR-MAD (parcelles C 192 à C 195) , en rive droite du RUPT-DE-MAD, à l'aval du village; l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur support fin (infiltration-percolation sur sable) ; le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le RUPT-DE-MAD au droit de la station ;

- l'aménagement de 13 déversoirs d'orage sur les réseaux d'égout de BAYONVILLE-SUR-MAD (6 dont 1 soumis à déclaration), ONVILLE (4 dont 2 soumis à déclaration), VANDELAINVILLE (2) et VILLECEY-SUR-MAD (1 soumis à déclaration).

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS**

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.

4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux stations de refoulement mises en place sur le réseau ; les stations de refoulement doivent être conçues pour éviter les fuites vers le milieu naturel ; si celles-ci sont équipées de surverses, des mesures seront prises pour enregistrer les événements et en mesurer l'importance.

5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	50 %	15 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

Par ailleurs l'effluent devra présenter un abatement microbiologique d'au moins 99%.

6. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.

7. Les dispositions visées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 concernant l'autosurveillance du fonctionnement des installations sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Débit et pH	DBO <sub>5</sub>	DCO	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	MES	microbiologie
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	4	12	4

**ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS**

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, à la DDASS et à l'exploitant de la prise d'eau du barrage d'ARNAVILLE destinée à la production d'eau potable tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

**ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

**ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE**

M. Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Mme La Sous-Préfète de TOUL,

M. Le Président du Syndicat intercommunal d'assainissement du VAL de MAD,

Mme et MM. Les Maires des communes de BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE et VILLECEY-SUR-MAD,

M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de BAYONVILLE-SUR-MAD, ONVILLE, VANDELAINVILLE et VILLECEY-SUR-MAD.

Fait à NANCY, le 29 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

---

**Arrêté du 21 juin 1996**

fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

Arrêtent :

**Art. 1 - Objet** - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

**CHAPITRE I**

**Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier**

**SECTION 1 Conception et implantation**

**Art. 2 - Dispositions générales** - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

**SECTION 2 Rejet**

**Art. 3 - Protection du milieu naturel** - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

**Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface** - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

**Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités** - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

**Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

### SECTION 3 Entretien des installations et élimination des boues et des graisses

**Art. 7 - Entretien** - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

**Art. 8 - Destination des boues et des graisses** - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;
- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

## CHAPITRE II

Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

### SECTION 1 Conception

**Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé** - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

**Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement** - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

**Art. 11 - Raccordements** - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau** - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

### SECTION 2 Obligations de résultat

**Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface** - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

**Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités** - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

**Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

### SECTION 3 Implantation

**Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives** - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Art. 17 - Protection contre les crues** - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

#### SECTION 4 Équipements annexes et préservation du site

**Art. 18 - Voie d'accès** - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

**Art. 19 - Clôture des ouvrages** - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

**Art. 20 - Protection contre le gel** - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

**Art. 21 - Bassin d'orage** - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

**Art. 22 - Dégrillage** - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

#### SECTION 5 Exploitation, maintenance et contrôle

**Art. 23 - Exploitation** - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

**Art. 24 - Maintenance** - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

**Art. 25 - Contrôle des rejets** - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

**Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration** - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO5 : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO5 : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

**Art. 27 - Dispositions complémentaires** - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

---

### LA PREFECTURE COMMUNIQUE

Par délibération, le conseil municipal de la ville de MAXEVILLE a demandé la constitution du groupe de travail prévu par le code de l'environnement titre VIII et notamment l'article L.581.14 relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes, afin de réviser le règlement local de publicité en vigueur dans la commune.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, des métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées

(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5<sup>e</sup> bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de MAXEVILLE.

---

### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

#### PREMIER BUREAU

#### CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE SUR BARBELIN A REHAINVILLER.

Au terme d'un acte sous seing privé reçu par maître CHONE le 31 octobre 2003, il a été créé une association syndicale libre, régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents, afin de gérer les équipements et ouvrages communs à un groupe de trois maisons sis à Rehainviller.

**Dénomination** : l'association syndicale sera dénommée : Association syndicale libre sur Barbelin.

**Durée** : La durée de l'association syndicale est illimitée. Toutefois, elle pourra être dissoute dans les conditions prévues à l'article 28 de ses statuts.

**Siège social** : le siège social de l'association est fixé à NANCY, 42, boulevard de Scarponne, dans les locaux de la société Espace et Avenir.

**Objet** : Cette association syndicale a pour objet :

- L'acquisition, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier et compris dans son périmètre, notamment voies, espaces verts, canalisations et réseaux, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ceux-ci, etc...
- La création de tous éléments d'équipements nouveaux ;
- La cession éventuelle de tout ou partie des biens de l'association à une personne morale de droit public ;
- Le contrôle de l'application du règlement et du cahier des charges de l'ensemble immobilier, ainsi que tous règlements de copropriété
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle ainsi qu'aux ouvrages et équipements ;
- La police desdits biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires, et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;

- La répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.

**Administration :** l'association est administrée par un directeur. Cette fonction sera assurée jusqu'à la tenue de la première assemblée générale par la société Espace et Avenir.

NANCY, le 7 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## DEUXIEME BUREAU

### ARRETE FIXANT LE CALENDRIER DES JOURNEES NATIONALES D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE POUR L'ANNEE 2004

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 2212-2 et L 2215-1 du code général des collectivités territoriales;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association;

Vu la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique;

Vu le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1958 modifié par l'arrêté du 24 mai 1960;

Vu la circulaire n° INT D 03 00114 C de M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales en date du 26 novembre 2003, relative au calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2004 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE :

**ARTICLE 1er** - Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2004 est fixé ainsi qu'il suit :

<b>21 janvier au 8 février</b>	Campagne de la jeunesse au plein air avec quête le 1 <sup>er</sup> février
<b>24 et 25 janvier</b>	Journée nationale pour la campagne mondiale en faveur des lépreux avec quête le 25 janvier
<b>15 au 21 mars</b>	Journées nationales du Collectif Action Handicap avec quête les 20 et 21 mars
<b>29 mars au 4 avril</b>	Campagne nationale de lutte contre le cancer avec quête le 4 avril
<b>2 au 8 mai</b>	Campagne nationale du Bleuet de France avec quête les 7 et 8 mai
<b>3 au 16 mai</b>	Quinzaine nationale de l'école publique avec quête le 9 mai
<b>10 au 16 mai</b>	Campagne nationale de la Croix Rouge Française avec quête les 15 et 16 mai
<b>31 mai au 6 juin</b>	Semaine nationale de la famille avec quête le 6 juin
<b>31 mai au 13 juin</b>	Campagne nationale de l'Union française des centres de vacances avec quête les 12 et 13 juin
<b>3 au 13 juin</b>	Journées nationales pour les enfants atteints de cancer
<b>14 juillet</b>	Journée nationale pour la Fondation Maréchal de Lattre avec quête
<b>13 au 19 septembre</b>	Semaine nationale du coeur avec quête le 19 septembre
<b>9 et 10 octobre</b>	Journées nationales des aveugles et de leurs associations avec quête les 9 et 10 octobre
<b>11 au 17 octobre</b>	Journées de solidarité des associations de l'UNAPEI
<b>18 au 24 octobre</b>	Semaine bleue des retraités et personnes âgées ( Pas de quête )
<b>1<sup>er</sup> au 11 novembre</b>	Campagne nationale du Bleuet de France avec quête les 10 et 11 novembre
<b>15 au 28 novembre</b>	Campagne nationale contre les maladies respiratoires avec quête le 28 novembre
<b>29 novembre au 12 décembre</b>	Campagne nationale pour le fonds des Nations -Unies pour l'Enfance organisée par le comité français FISE-UNICEF

L'Association nationale du souvenir français, chargée d'entretenir les tombes des « Morts pour la France » et les monuments qui perpétuent leur souvenir, est autorisée à quêter le **1<sup>er</sup> novembre** aux portes des cimetières

**ARTICLE 2** - Seuls les oeuvres et organismes désignés par les départements ministériels qui exercent sur eux un pouvoir de tutelle peuvent être autorisés à participer aux opérations de collecte dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**ARTICLE 3** - Sont toutefois autorisées les quêtes effectuées la veille du jour fixé à cet effet par le calendrier déterminé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, lorsque ce jour est un dimanche.

**ARTICLE 4** - Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon ostensible, une carte indiquant l'oeuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

**ARTICLE 5** - M. le secrétaire général de la préfecture, Mmes et MM. les sous-préfets, Mmes et MM. les maires, M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, M. l'inspecteur d'académie, Mme le directeur départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 2 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 4 avril 2003 par M. Eric BRIANCON, au nom de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, 17 rue Gabriel Péri 54110 VARANGEVILLE;

Vu le récépissé en date du 21 mai 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> octobre 2003;

Vu le courrier en date du 17 octobre 2003 de M. Eric BRIANCON attestant que les représentants du personnel ont été informés du projet d'installation d'une caméra de vidéosurveillance ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance aux abords du parking Nord de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, Chemin de la Saline 54110 VARANGEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.03.0021

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service sécurité de l'établissement, 17 rue Gabriel Péri 54110 VARANGEVILLE.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Eric BRIANCON, chef d'établissement

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Varangéville

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 16 octobre 2003 par M. Raynier MENY, président-directeur général de la société « MENY Automobiles », sise 7-9, avenue de la Résistance 54523 LAXOU ;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans l'enceinte de la société « MENY Automobiles », sise 7-9, avenue de la Résistance 54523 LAXOU, est autorisée sous le numéro :

54.03.0074

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Raynier MENY, président-directeur général de la société.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Raynier MENY, président-directeur général de la société

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Laxou

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 13 octobre 2003 par M. Jean-Marie DISSER, gérant de « PARA-DISS SARL », Restaurant Mc Donald's, Centre Commercial Auchan 54350 MONT-SAINT-MARTIN;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au restaurant Mc Donald's, implanté au Centre Commercial Auchan 54350 MONT-SAINT-MARTIN, est autorisée sous le numéro :

54.03.0075

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jean-Marie DISSER, gérant de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jean-Marie DISSER, gérant de l'établissement
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Mont-Saint-Martin

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 23 septembre 2003 par M. Claude THIRION, gérant du magasin INTERSPORT, situé avenue de la Libération 54300 MONCEL-Lès-LUNEVILLE;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin INTERSPORT, situé avenue de la Libération 54300 MONCEL-Lès-LUNEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.03.0077

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Emmanuel THIRION, directeur du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Claude THIRION, gérant magasin



- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
- M. le maire de Moncel-Lès-Lunéville  
NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 17 septembre 2003 par M. Guy VATTIER, maire de BRIEY, vice-président du Conseil Régional de Lorraine;  
Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à la mairie de BRIEY (Etat-civil, cabinet du maire, comptabilité et services urbanisme), est autorisée sous le numéro :

54.03.0078

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Guy VATTIER, maire de BRIEY.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le maire de BRIEY  
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée par M. Jacques MARTIN, gérant du bureau de tabac situé 46, avenue du 2<sup>ème</sup> BCP 54300 LUNEVILLE;  
Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac situé 46, avenue du 2<sup>ème</sup> BCP 54300 LUNEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.03.0079

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jacques MARTIN, gérant du bureau de tabac.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jacques MARTIN, gérant du bureau de tabac
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Lunéville

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée par M. Laurent MULLER, directeur de la FNAC Nancy, 2 avenue Foch 54001 NANCY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à la FNAC Nancy (sas des convoyeurs de fonds), est autorisée sous le numéro :

54.03.0080

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup> est M. Laurent MULLER, directeur du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 4** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Laurent MULLER, directeur de la FNAC Nancy
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Nancy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 3 octobre 2003 par « SOFRATEL », sis 77 rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à l'agence SOFRATEL, sis 77 rue des Jardins Fleuris 54340 POMPEY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0081

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup> est M. VAUTRIN, directeur de l'agence.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 4** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. VAUTRIN, directeur de l'agence SOFRATEL

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle  
- M. le maire de Pompey  
NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 4 juillet 2003 par M. Pascal DAVID, directeur juridique de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF) 60304 SENLIS, en vue de l'installation d'un système mobile de vidéosurveillance destiné aux chantiers d'autoroutes;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation par la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF), 60304 SENLIS, d'un système mobile de vidéosurveillance sur les chantiers d'autoroutes, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0082**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup> est M. Edmond COLLOT, directeur de l'exploitation.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 4** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Pascal DAVID, directeur juridique de la SANEF

- M. le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 14 septembre 2003 par M. Philippe QUINTO, responsable de la parfumerie « Beauty Success », située Centre Commercial Auchan, Pôle Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à la parfumerie « Beauty Success », située Centre Commercial Auchan, Pôle Europe 54350 MONT-SAINT-MARTIN, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0083**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Philippe QUINTO, responsable de la parfumerie.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Philippe QUINTO, responsable de la parfumerie « Beauty Success »

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Longwy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 19 septembre 2003 par M. François MORIN, ingénieur sécurité au sein de la société « Honeywell Performance Fibers », sise Pôle Européen de Développement Longlaville 54414 LONGWY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la société « Honeywell Performance Fibers », sise Pôle Européen de Développement Longlaville 54414 LONGWY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0084

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. François MORIN, ingénieur sécurité.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. François MORIN, ingénieur sécurité

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Longlaville

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 22 septembre 2003 par M. Philippe DEHONGHER, gérant de la « Maison de la Presse », située 11 place des Trois Evêchés 54200 TOUL;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à la Maison de la Presse, 11 place des Trois Evêchés 54200 TOUL, est autorisée sous le numéro :

54.03.0085

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Philippe DEHONGHER, gérant du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Philippe DEHONGHER, gérant du magasin
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- Mme le maire de Toul

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 28 août 2003 par Mme Paulette GILLES, exploitante du café-tabac « Le Tivoli », situé 5 rue de Tivoli 54400 LONGWY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au café-tabac « Le Tivoli », situé 5 rue de Tivoli 54400 LONGWY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0086

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Paulette GILLES, exploitante.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Paulette GILLES, exploitante du café-tabac
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Longwy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 10 septembre 2003 par le Service de Continuité des Soins (SCS), Centre d'Affaires « Les Nations » 54501 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, pour l'équipement du Cabinet Médical de Garde, situé 67 rue Saint-Nicolas 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au Cabinet Médical de Garde, situé 67 rue Saint-Nicolas 54000 NANCY est autorisée sous le numéro :

54.03.0087

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme le docteur Elisabeth UNVOIS, présidente du SCS.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme le docteur Elisabeth UNVOIS, présidente du SCS

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Nancy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 10 octobre 2003 par Mlle Nadia TREVE, gérante du Centre de Beauté Yves Rocher, Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY;

Vu le récépissé en date du 5 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au Centre de Beauté Yves Rocher, Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0088

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mlle Nadia TREVE, gérante du Centre de Beauté.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mlle Nadia TREVE, gérante du Centre de Beauté

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Nancy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 3 novembre 2003 par M. Sylvain FRANCOIS, cogérant de la SARL « Transports Néodominiens », sise 2 rue Nicolas Gény 54230 NEUVES-MAISONS;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la SARL « Transports Néodomiens », sise rue Antoine Becquerel 54230 NEUVES-MAISONS, est autorisée sous le numéro :

54.03.0089

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Sylvain FRANCOIS, cogérant de la société.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Sylvain FRANCOIS, cogérant de la société « Transports Néodomiens »
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de Neuves-Maisons

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 23 octobre 2003 par M. Christian REBOURG, gérant du magasin « Neuves-Maisons Presse », situé Centre Commercial Intermarché 54230 NEUVES-MAISONS;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin « Neuves-Maisons Presse », situé Centre Commercial Intermarché 54230 NEUVES-MAISONS, est autorisée sous le numéro :

54.03.0090

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Christian REBOURG, gérant du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Christian REBOURG, gérant du magasin
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de Neuves-Maisons

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 4 novembre 2003 par M. Jérôme KRYWYJ, gérant de la SARL « JKS 8 A HUIT », sise rue Mère Teresa 54270 ESSEY-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au supermarché « 8 A HUIT », situé rue Mère Teresa 54270 ESSEY-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0091

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jérôme KRYWYJ, gérant du supermarché.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jérôme KRYWYJ, gérant du supermarché

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Essey-Lès-Nancy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 24 octobre 2003 par M. Francisco GONZALES, gérant de la SCI du Parc, sise 433 rue de Fontenelle 54710 LUDRES, en vue de l'installation d'un système de vidéosurveillance sur l'aire de jeux pour enfants « Monkey Parc », 14 rue du Préfet Erignac 54850 MESSEIN ;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur l'aire de jeux « Monkey Parc », 14 rue du Préfet Erignac 54850 MESSEIN, est autorisée sous le numéro :

54.03.0092

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Francisco GONZALES, gérant de la SCI du Parc.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Francisco GONZALES, gérant de la SCI du Parc

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Messein

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;



Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> août 2003 par M. Albert ROESCH, gérant du magasin « Primeurs des 3 Maisons », 47 rue du Faubourg 54000 NANCY ;  
Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin « Primeurs des 3 maisons », 47 rue du Faubourg 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0093**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Albert ROESCH, gérant du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Albert ROESCH, gérant du magasin
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Nancy

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 13 novembre 2003 par Mme Béatrice LAMBERT des CILLEULS, pharmacienne exploitant l'officine située 35 rue Baron de Courcelles 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à l'officine de pharmacie située 35 rue Baron de Courcelles 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0094**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Béatrice LAMBERT des CILLEULS.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Béatrice LAMBERT des CILLEULS, pharmacienne
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de Lay-Saint-Christophe

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 12 novembre 2003 par M. Christian des CILLEULS, pharmacien exploitant l'officine située 38 boulevard de Baudricourt 54600 VILLERS-lès-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à l'officine de pharmacie située 38 boulevard de Baudricourt 54600 VILLERS-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0095**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Christian des CILLEULS.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Christian des CILLEULS, pharmacien
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
  - M. le maire de Villers-Lès-Nancy
- NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 25 octobre 2003 par M. Antoine DI CANDIA, président-directeur général de la SAS « Les Hauts Fourneaux », Espace Saintignon, avenue Raymond Poincaré 54400 LONGWY;

Vu le récépissé en date du 13 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement « Bubbly's Bowling », situé Espace Saintignon, avenue Raymond Poincaré 54400 LONGWY, est autorisée sous le numéro :

**54.03.0096**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Antoine DI CANDIA.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Antoine DI CANDIA, PDG de la SAS « Les Hauts Fourneaux »
  - M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
  - M. le maire de Longwy
- NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 12 novembre 2003 par Mme Sandrine PARACHINI, gérante du bureau de tabac « Le Mercéen », situé 18 bis, Route Nationale 54960 MERCY-Le-BAS;

Vu le récépissé en date du 14 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « Le Mercéen », situé 18 bis Route Nationale 54960 MERCY-Le-BAS, est autorisée sous le numéro :

54.03.0097

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Sandrine PARACHINI.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Sandrine PARACHINI, gérante du bureau de tabac

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Mercy -Le- Bas

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 24 novembre 2003 par M. Manuel DA COSTA, exploitant du « Bar- Tabac de la Poste », situé 95 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX;

Vu le récépissé en date du 25 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au « Bar-Tabac de la Poste », situé 95 avenue Carnot 54130 SAINT-MAX, est autorisée sous le numéro :

54.03.0098

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Manuel DA COSTA.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Manuel DA COSTA, exploitant du bar- tabac

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Saint-Max

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 20 novembre 2003 par M.Gérard BELIN, exploitant du bureau de tabac « Le Royal Cadeaux », situé 82 avenue Victor Claude 54700 BLENOD-LÈS-PONT-à-MOUSSON;

Vu le récépissé en date du 25 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « Le Royal Cadeaux », situé 82 avenue Victor Claude 54700 BLENOD-LÈS-PONT-à-MOUSSON, est autorisée sous le numéro :

54.03.0099

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Gérard BELIN.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Gérard BELIN, exploitant du bureau de tabac

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Blénod-Lès-Pont-à-Mousson

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 28 novembre 2003 par Mme Yvette BONTEMPI, exploitante du bureau de tabac situé 15 rue Nivoy 54530 PAGNY-sur-MOSELLE;

Vu le récépissé en date du 28 novembre 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac situé 15 rue Nivoy 54530 PAGNY-sur-MOSELLE, est autorisée sous le numéro :

54.03.00100

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Yvette BONTEMPI.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Yvette BONTEMPI, exploitante du bureau de tabac

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle  
- Mme le maire de Pagny-sur-Moselle

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur de la réglementation  
Mohand AZZI

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

### PREMIER BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYS DU SEL ET DU VERMOIS.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1964 autorisant la création du district urbain de l'agglomération de SAINT-NICOLAS-DE-PORT;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2001 autorisant la transformation du district urbain de SAINT-NICOLAS-DE-PORT en communauté de communes des pays du sel et du Vermois;

VU la délibération en date du 30 octobre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois décide de modifier ses compétences;

VU la lettre de notification aux communes membres de la communauté de communes en date du 14 novembre 2003 demandant aux conseils municipaux de délibérer;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- AZELOT en date du 7 novembre 2003,
- BURTHÉCOURT-AUX-CHÊNES en date du 10 décembre 2003,
- COYVILLER en date du 7 novembre 2003,
- DOMBASLE-SUR-MEURTHE en date du 5 décembre 2003,
- HUDIVILLER en date du 5 décembre 2003,
- MANONCOURT-EN-VERMOIS en date du 13 décembre 2003 ,
- ROSIÈRES-AUX-SALINES en date du 15 décembre 2003,
- SAINT-NICOLAS-DE-PORT en date du 18 décembre 2003,
- SOMMERVILLER en date du 26 novembre 2003,
- VARANGÉVILLE en date du 5 novembre 2003,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 23 décembre 2003;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

#### A R R Ê T E

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : La modification des compétences de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de LUNÉVILLE et le président de la communauté de communes des pays du sel et du Vermois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à NANCY, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### STATUTS MODIFIES au 1<sup>er</sup> janvier 2004 (Délibération du 30 octobre 2003)

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Il est institué la « Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois » regroupant les communes d'AZELOT, BURTHECOURT-aux-CHENES, COYVILLER, DOMBASLE-sur-MEURTHE, HUDIVILLER, MANONCOURT en VERMOIS, ROSIERES aux SALINES, SAINT NICOLAS de PORT, SOMMERVILLER et VARANGÉVILLE.

**ARTICLE 2** Le siège de la Communauté de Communes est fixé à SAINT NICOLAS de PORT, 3, rue du Canal.

**ARTICLE 3** Chaque commune sera représentée au sein du Conseil Communautaire par deux délégués, augmenté d'un délégué par tranche de deux mille habitants au delà des deux premiers milliers.

En aucun cas cependant, la représentation de la commune la plus peuplée ne pourra excéder la moitié moins un du nombre total des sièges du Conseil Communautaire.

En tenant compte du recensement de la population de 1999, le Conseil Communautaire est composé de 30 délégués :

AZELOT	( 364 habitants)	2 délégués
BURTHECOURT aux CHENES	( 101 habitants)	2 délégués
COYVILLER	( 131 habitants)	2 délégués
DOMBASLE sur MEURTHE	(9 153 habitants)	6 délégués
HUDIVILLER	( 295 habitants)	2 délégués
MANONCOURT en VERMOIS	( 251 habitants)	2 délégués
ROSIERES AUX SALINES	(2 864 habitants)	3 délégués
SAINT NICOLAS de PORT	(7 568 habitants)	5 délégués
SOMMERVILLER	( 968 habitants)	2 délégués
VARANGÉVILLE	(4 272 habitants)	4 délégués

**ARTICLE 4** Chaque conseil municipal élira ses délégués parmi ses membres, conformément aux dispositions prévues à l'Article L. 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**ARTICLE 5** La Communauté de Communes exercera les compétences suivantes :

**COMPETENCES OBLIGATOIRES**

**A - Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté**

- 1 Définition d'une stratégie globale de développement :
  - Etat de l'existant
  - **Convention** de développement
- 2 Suivi du tissu économique :
  - Fichier des entreprises
  - Locaux libres
  - Friches industrielles
- 3 Création de zones activité qui seront reconnues d'intérêt communautaire par les communes
- 4 Création de pépinières d'entreprises qui seront reconnues d'intérêt communautaire par les communes
- 5 Actions de développement touristique d'intérêt communautaire :
  - Signature d'une convention de partenariat avec l'Office du Tourisme de Saint Nicolas Sel et Vermois permettant de dynamiser le développement communautaire
- 6 Adhésion à des structures permettant à la Communauté de Communes de disposer d'un réel suivi du tissu économique communautaire :
  - Chambres consulaires et tout autre organisme intervenant dans ce domaine
- 7 Adhésion à des organismes exerçant un suivi destiné aux demandeurs d'emploi ainsi qu'une dynamique de création d'entreprises :
  - Mission Locale
  - Fonds d'Aide aux Jeunes
  - Programme Local Pour l'Insertion

**B - Aménagement de l'espace**

- 1 Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), schémas de secteur et autres documents s'y rapportant
- 2 Schéma Directeur de l'Habitat et autres documents et actions s'y rapportant
- 3 Campagne de ravalement des façades
- 4 Adhésion à l'Association des Communes Minières de France
- 5 Réserves foncières permettant le développement économique de la communauté et autres actions communautaires :
  - lotissements
  - logements locatifs ; milieu rural
  - stationnement des gens du voyage
- 6 Lutte contre les inondations : aménagement des rivières.
- 7 Aménagement des berges de la Meurthe et du Sânon.

**C - Service d'Incendie et de Secours**

- 1 Contingent d'incendie
- 2 Subvention à l'Association des Jeunes Sapeurs Pompiers du Secteur de Saint Nicolas de Port

**COMPETENCES OPTIONNELLES**

**A Environnement :**

- 1 Gestion globale des déchets ménagers et assimilés
- 2 Création et gestion de déchetteries
- 3 Balayage des rues par engin mécanisé
- 4 Adhésion à l'Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Lorraine (AIRLOR)

**B Equipements culturels, sportifs et équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire :**

- 1 Création, entretien et gestion d'une piscine communautaire

**COMPETENCES FACULTATIVES**

- 1 Mise à disposition d'une nacelle avec chauffeur pour travaux d'entretien de l'éclairage public communal
- 2 Service de rabattement des habitants des communes non desservies par les transports en commun
- 3 Mise à disposition du personnel technique dans les communes non dotées de personnel pour la réalisation de travaux d'entretien
- 4 Electrification : exercice du pouvoir concédant en matière de distribution publique d'énergie électrique
- 5 Aides financières aux associations et organismes oeuvrant sur l'ensemble du territoire en faveur de la population âgée, en difficulté ou Handicapée :
  - Association du Maintien à Domicile (ADMR de Moselle et Meurthe Canton de Saint Nicolas de Port)
  - Fédération Nationale des Accidentés du Travail (FNATH Section de Dombasle - Rosières - Saint Nicolas - Varangéville)
  - CROIX ROUGE FRANCAISE (Délégation Locale de Dombasle - Saint Nicolas - Varangéville - Rosières)
  - Société Française de la Croix Bleue - Section de Dombasle
  - Amicale des Donneurs de Sang de Dombasle, Saint Nicolas et Environs
  - Aide financière exceptionnelle au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS) pour l'organisation du festival « Arts et Intégration » destiné à insérer les personnes handicapées dans la société
- 6 Création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance

**ARTICLE 6** Les conditions de dissolution de la Communauté de Communes seront celles prévues par l'Article L. 5214-28 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Fait à NANCY, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA TRANSFORMATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT DU BASSIN DE POMPEY EN SYNDICAT A LA CARTE.**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1983 portant création du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du bassin de POMPEY (SIDES);

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la transformation du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du Bassin de Pompey en Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Bassin de Pompey (SEA);

VU la délibération du conseil syndical en date du 23 juin 2003 décidant de transformer le syndicat en syndicat à la carte;

VU la notification de cette décision aux communes membres du syndicat en date du 26 juin 2003;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes

de FROUARD en date du 17 septembre 2003,

de POMPEY en date du 8 septembre 2003,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ces articles est atteinte;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** La transformation du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY en syndicat à la carte est autorisée.

Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, et le président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à NANCY, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**STATUTS Syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Bassin de Pompey**

**ARTICLE 1 :** En application de l'article L 5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de BELLEVILLE, CUSTINES, FROUARD, MARBACHE et POMPEY, se constituent un Syndicat intercommunal qui prend le nom de " *Syndicat intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Bassin de Pompey* " ou *SEA du Bassin de Pompey*.

Jusqu'au 31 décembre 2001, le Syndicat était nommé « Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du Bassin de Pompey ».

**ARTICLE 2 :** Le Syndicat est dit « Syndicat à la carte ».

**ARTICLE 3 :** La durée de vie du Syndicat est illimitée.

**ARTICLE 4 :** Le siège du Syndicat est à la Mairie de Pompey.

**ARTICLE 5 :** Le Syndicat est habilité à exercer les compétences à caractère optionnel suivantes :

- Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la zone délimitée sur l'extrait de carte figurant en annexe,
- Station d'épuration sur la Zone Industrielle de Pré-à-Varois, située sur la commune de Custines,
- Collecte, transport et épuration des eaux usées,
- Implantation et réalisation du système épuratoire Belleville - Marbache.

**ARTICLE 6 :** Les compétences « Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement » et « Station d'épuration sur la Zone Industrielle de Pré-à-Varois » prendront effet dès que les équipements rétrocédés aux communes font partie du domaine public de celles-ci. Ces équipements doivent être en parfait état. Ils sont gérés d'office par le Syndicat lorsqu'ils rentrent dans le cadre des équipements prévus à l'article 5.

**ARTICLE 7 :** Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat pourra notamment :

- effectuer ou faire effectuer toutes études en vue de la recherche, de l'aménagement et de l'équipement de terrains susceptibles d'accueillir des équipements;
- acquérir lesdits terrains à titre gracieux (ou pour l'euro symbolique);
- contracter des emprunts et conclure tout marché nécessaire à la bonne gestion des infrastructures des zones d'activités, telles que mentionnées à l'article 5.
- avoir recours par convention, à des communes ou groupements de communes membres ou non membres

**ARTICLE 8 :** Les compétences « Gestion et entretien des réseaux d'eau potable et d'assainissement » et « Station d'épuration » concernent les communes membres suivantes : Frouard, Pompey et Custines.

La compétence « Collecte, transport et épuration des eaux usées » concerne les communes membres : Frouard et Pompey. Pour cette compétence, Champigneulle, non membre du Syndicat, est liée à celui-ci par convention.

La compétence « Implantation et réalisation du système épuratoire Belleville - Marbache » concerne les communes membres : Belleville et Marbache.

**ARTICLE 9 :** Une compétence à caractère optionnel est transférée ou reprise au Syndicat par une collectivité dans les conditions suivantes :

- le transfert ou la reprise peut porter sur l'une ou l'autre des compétences définies à l'article 3, et dans le cas d'un transfert, sur toute compétence possible entrant dans le cadre des activités du syndicat,
- la procédure de transfert ou de reprise de compétences obéit aux règles définies par le Code Général des Collectivités Territoriales,
- le transfert ou la reprise prend effet au premier jour du trimestre civil suivant la parution de l'arrêté préfectoral l'autorisant,
- la nouvelle répartition de la contribution des communes aux dépenses liées aux compétences optionnelles est déterminée ainsi qu'il est indiqué à l'article 14.

- Les équipements réalisés par le syndicat demeurent la propriété de celui-ci même en cas de reprise de compétence, sauf avis contraire du Comité,

- La collectivité reprenant une compétence au syndicat continue à supporter le service de la dette pour les emprunts contractés par le syndicat et concernant cette compétence pendant la période au cours de laquelle elle l'avait déléguée à cet établissement, jusqu'à l'amortissement complet desdits emprunts. Le comité syndical constate le montant de la charge de ces emprunts lorsqu'il adopte le budget.

**ARTICLE 10 :** Des commissions peuvent être formées par le Comité pour l'étude de problèmes généraux ou particuliers intéressant soit l'ensemble des collectivités associées, soit certaines d'entre elles.

Notamment, une commission spécifique par compétence optionnelle pourra être constituée par le Comité Syndical pour préparer ses décisions relevant de son domaine de compétence.

**ARTICLE 11 :** Le Syndicat est administré par un Comité composé des représentants des communes membres, désignés par chaque Conseil Municipal, à raison de :

- 1 délégué pour chacune des communes dont la population est inférieure à 2 500 habitants. Lorsque celui-ci sera absent, le délégué suppléant désigné par le conseil municipal de la commune en question conformément à l'article L 5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales aura voix délibérative au Comité Syndical;
- 2 délégués pour chacune des communes dont la population est supérieure à 2 500 habitants.

✦ Concernant les délibérations spécifiques à une compétence, seuls les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération pourront prendre part au vote.

Le Comité pourra faire appel à des personnalités compétentes à titre consultatif.

**ARTICLE 12 :** Le Comité élit un bureau composé de :

- 1 Président

- 2 Vice-Présidents
- 4 membres

Le Comité fixera par délibération les délégations de pouvoir qu'il entend confier au Président et au Bureau.

**ARTICLE 13 :** Le Budget du Syndicat pourvoit aux dépenses nécessaires à la réalisation de son objet.

Ses recettes proviennent notamment :

- de la contribution des communes membres
- du produit des subventions
- du produit des dons et legs
- du revenu éventuel de ses biens immobiliers
- du produit des emprunts
- du produit éventuel résultant des conventions passées

**ARTICLE 14 :** Concernant les dépenses de fonctionnement à caractère général, la contribution de base des communes membres est calculée au prorata de la population de chaque commune. Cette contribution de base représente 10% des dépenses de fonctionnement à caractère général. Les 90% restants sont répartis suivant les compétences entre les communes par délibération particulière du Comité Syndical.

✦ En ce qui concerne les dépenses relevant des compétences du syndicat, la contribution des communes membres concernées est déterminée :

- par délibérations particulières du syndicat : la répartition des contributions d'une année N est déterminée par délibération du Comité Syndical votée avant le 31 décembre de l'année N-1 ; en cas d'absence de délibération, la répartition de l'année N reprend le principe de l'année N-1, et/ou en fonction des conventions passées, particulièrement dans le cas de communes non membres (voir article 7).

**ARTICLE 15 :** Toutes les autres dispositions non prévues par les présents statuts seront réglées par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Fait à NANCY, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DES STATUTS DU SIVOM D'HAROUÉ

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ; VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral de 24 août 1964 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple appelé "District Rural d'HAROUÉ";

VU les délibérations du comité syndical du SIVOM d'HAROUÉ en date des 14 avril et 3 juillet 2003 décidant de modifier l'article 4 des statuts ;

VU la notification de cette décision aux communes membres du syndicat en date du 24 juin 2003 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

CRANTENOY en date du 19 septembre 2003,

HAROUÉ en date du 1<sup>er</sup> août 2003,

ORMES-ET-VILLE en date du 17 octobre 2003,

VAUDEVILLE en date du 8 juillet 2003 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation multiple d'HAROUÉ est modifié comme suit :

"Ces dépenses ainsi que les frais d'études générales seront couvertes par une contribution des communes adhérentes, calculées proportionnellement à l'effectif de la population de chacune d'elles, d'après le dernier recensement officiel connu.

Pour la commune d'HAROUÉ: déduction des résidents de la maison de retraite, défini au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile."

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de et le président du SIVOM d'HAROUÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres et qui fera, en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à NANCY, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE L'ORNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la création de la communauté de communes du pays de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2001 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de l'Orne ;

VU les arrêtés préfectoraux des 23 mai 2002 et 3 février 2003 modifiant l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de l'Orne ;

VU la délibération en date du 20 novembre 2003 du conseil de la communauté de communes du pays de l'Orne décidant la modification des statuts ;

VU les délibérations favorables des communes suivantes :

- AUBOUÉ en date du 8 décembre 2003
- HOMECOURT en date du 22 décembre 2003
- JOEUF en date du 16 décembre 2003
- JOUAVILLE en date du 9 décembre 2003
- MOINEVILLE en date du 11 décembre 2003



■ MOUTIERS en date du 11 décembre 2003

VU les délibérations des communes défavorables au projet, à savoir :

- HATRIZE en date du 8 décembre 2003
- VALLEROY en date du 12 décembre 2003

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-3 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

Considérant que toutes les communes membres appartiennent au syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy

#### **ARRETE :**

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de l'Orne. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy devient un syndicat mixte.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à chacun des maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 29 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

*Les statuts sont consultables à la Sous-Préfecture de BRIEY Place du Château 54151 BRIEY CEDEX*

### **ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE DU PAYS DE JARNISY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Jarnisy ;

VU les délibérations en date du 30 septembre 2003 du conseil de la communauté de communes du Jarnisy décidant la modification de l'article 2 et de l'article 4 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

**Article 2** (« équipements culturels, de loisirs et sportifs » et « politique sociale et politique scolaire »)

**Avis favorable :**

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 14 novembre 2003
- AFFLEVILLE en date du 14 novembre 2003
- ALLAMONT-DOMPIERRE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- BONCOURT en date du 24 octobre 2003
- BRAINVILLE en date du 14 novembre 2003
- BRUVILLE en date du 23 décembre 2003
- CONFLANS-EN-JARNISY en date du 17 décembre 2003
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 23 octobre 2003
- FLEVILLE-LIXIERES en date du 5 décembre 2003
- FRIAUVILLE en date du 15 octobre 2003
- GIRAUMONT en date du 13 novembre 2003
- JARNY en date du 10 novembre 2003
- LABRY en date du 27 octobre 2003
- MOUAVILLE en date du 19 septembre 2003
- NORROY-LE-SEC en date du 3 novembre 2003
- OZERAILLES en date du 27 novembre 2003
- PUXE en date du 8 octobre 2003
- VILLE-SUR-YRON en date du 5 novembre 2003 ;

**Avis défavorable :**

- GONDRECOURT-AIX en date du 10 décembre 2003
- SAINT-MARCEL en date du 3 novembre 2003
- THUMERIVILLE en date du 3 décembre 2003

**Article 4** (siège)

**Avis favorable :**

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 14 novembre 2003
- AFFLEVILLE en date du 14 novembre 2003
- ALLAMONT-DOMPIERRE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- BECHAMPS en date du 5 novembre 2003
- BONCOURT en date du 24 octobre 2003
- BRAINVILLE en date du 14 novembre 2003
- BRUVILLE en date du 23 décembre 2003
- CONFLANS-EN-JARNISY en date du 17 décembre 2003
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 23 octobre 2003
- FLEVILLE-LIXIERES en date du 5 décembre 2003
- FRIAUVILLE en date du 15 octobre 2003
- GIRAUMONT en date du 13 novembre 2003
- JARNY en date du 10 novembre 2003
- JEANDELIZE en date du 28 novembre 2003

- LABRY en date du 27 octobre 2003
- MOUAVILLE en date du 19 septembre 2003
- NORROY-LE-SEC en date du 3 novembre 2003
- OZERAILLES en date du 27 novembre 2003
- PUXE en date du 8 octobre 2003
- VILLE-SUR-YRON en date du 5 novembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

#### ARRETE :

**Article 1er :** La modification des articles 2 et 4 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

**Article 2 :**

##### B) Compétences optionnelles

###### 4 - Equipements culturels, de loisirs et sportifs

- Etude permettant la mise en place d'une politique et d'équipements de loisirs, socioculturels et sportifs sur le Jarnisy.
- Etudes, réalisation et gestion d'une piscine intercommunale.
- Gestion et animation des équipements culturels de dimension intercommunale : espace Gérard Philipe à Jarny, salle Jean Vilar à Conflans-en-Jarnisy et la Tour Mahuet à Labry.

##### C) Compétences facultatives

###### 5 - Politique sociale et politique scolaire

- Acquisition de livres à destination de la jeunesse et de tout équipement s'y rapportant dans le cadre de la mise en place d'une bibliothèque intercommunale scolaire.
- Gestion administrative du groupement d'achats de livres scolaires à destination des élèves des lycées et lycées professionnels de Jarny.
- Mise en place de toutes actions permettant l'émergence d'un centre intercommunal d'action sociale.
- Mise en place et suivi d'un contrat petite enfance et d'un contrat temps libre avec la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4 :**

« Le siège de la communauté de communes est fixé 8, rue Emile Bouchotte à Jarny (54800) ».

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 6 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

---

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### DECISION ARH - DDASS N° 03/74

#### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU l'article L 6146-10 du Code de la Santé Publique ;  
VU l'article R 714-29 à R 714-41 du Code de la Santé Publique ;  
VU la décision du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 12 août 1998 autorisant le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON à faire fonctionner une structure d'hospitalisation spécifique, pour 9 lits de chirurgie et 4 lits d'obstétrique ;  
VU le résultat positif de la visite de conformité à compter du 7 avril 1999 ;  
VU la demande d'autorisation auprès du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Monsieur le Docteur Patrick GRUMILLIER, chirurgien généraliste, en date du 07 août 2003, à exercer dans la structure d'hospitalisation spécifique du Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;  
**Considérant** que le projet de contrat entre Monsieur le Docteur Patrick GRUMILLIER et le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON prévoit l'engagement du praticien à respecter le règlement intérieur du service de chirurgie de l'établissement où est implantée la structure d'hospitalisation spécifique ;  
**Considérant** que le règlement intérieur prévoit les modalités de fonctionnement pour garantir la continuité des soins en structure d'hospitalisation spécifique ;  
**Considérant** que Monsieur le Docteur Patrick GRUMILLIER exerce en secteur libéral, au Médipôle Gentilly Saint-Jacques 13, rue Blaise Pascal à MAXEVILLE ;

#### DECIDE

d'autoriser Monsieur le Docteur Patrick GRUMILLIER, chirurgien généraliste, à dispenser des soins dans la structure médicale d'hospitalisation spécifique répondant aux conditions de l'article L 6146-10 du Code de la Santé Publique et fonctionnant au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 18 décembre 2003

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
J. SANS

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 03/ 89 DU 24 DECEMBRE 2003 PORTANT FIXATION DU FORFAIT JOURNALIER DE SOINS APPLICABLE A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE VILLERUPT ( HOTEL MEDICAL PASTEUR) N° FINESS B 54 001 058**

#### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- Vu les Codes de la Santé Publique, de la Famille, de l'Aide Sociale et de la Sécurité Sociale ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

Vu l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER, Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 de financement de la Sécurité Sociale, publiée au Journal Officiel du 24 décembre 2002;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro = 6.55957 F

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 le forfait journalier de soins applicable à l'établissement est fixé à:

-U.S.L.D. (forfait journalier de soins)..... 42.67 € soit 279.90 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation, Pour le D.D.A.S.S.  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### DELIBERATION N° 164/2003

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le code de la santé publique et notamment l'article L. 6115-3 dernier alinéa,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997, et notamment son article 13,

#### DECIDE

D'approuver le programme de travail 2004 de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine présenté par le directeur de l'agence.

Fait à Nancy, le 16 décembre 2003

Le président de la commission exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION 173/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003/2007 DU CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON approuvé le 13 juillet 2001 ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON en décembre 2001 ;

**Considérant** que les objectifs retenus dans le cadre de ce projet s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine et qu'ils sont conformes au projet médical et au projet d'établissement approuvé ;

**Considérant** que ce contrat permet de poursuivre les missions actuelles du Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON, notamment en améliorant la qualité et la sécurité des soins, en développant des alternatives à l'hospitalisation et en répondant aux besoins de proximité grâce à la délocalisation de 60 lits de réadaptation fonctionnelle sur NANCY.

#### DECIDE

**Article 1er :** d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Jacques Parisot de BAINVILLE SUR MADON pour la période 2003 à 2007.

**Article 2 :** d'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat ;

**Article 3 :** la présente délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

#### DELIBERATION N° 174/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001/2005 DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier de LUNEVILLE approuvé le 20 décembre 2000 ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par l'établissement le 27 mai 2002 ;

**Considérant** que les objectifs retenus dans le cadre de ce projet s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine et qu'ils sont conformes au projet médical et au projet d'établissement approuvé ;

**Considérant** que ce contrat permettra, notamment :

l'amélioration de l'organisation interne, du système d'information et le développement de la politique qualité,

le rétablissement progressif de l'équilibre budgétaire,

la réalisation de la restructuration architecturale liée à la création d'un pôle de santé commun à l'Hôpital et à la Clinique Jeanne d'Arc, sur le site du Centre Hospitalier, dans le cadre d'un groupement de coopération sanitaire ;

**Considérant** que le contrat prévoit en outre :

le renforcement et la coordination de l'offre de soins de proximité avec les autres établissements de santé du LUNEVILLOIS, en particulier sur la prise en charge de soins palliatifs et de la douleur, sur la consolidation d'actions de périnatalité, et sur l'organisation de la filière gériatrique, la mise en œuvre d'un projet social favorisant le développement de la promotion professionnelle ;

#### DECIDE

**Article 1er** : d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour la période 2001-2005 ;

**Article 2** : d'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat ;

**Article 3** : la présente délibération sera publiée au recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

#### DELIBERATION 175/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003/2006 DE L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement de l'Institut Régional de Réadaptation approuvé le 18/06/2002 ;

**VU** le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par l'établissement en septembre 2002 ;

**Considérant** que les objectifs retenus dans le cadre de ce projet s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine et qu'ils sont conformes au projet médical et au projet d'établissement approuvé ;

**Considérant** que ce contrat permet notamment :

de rétablir l'équilibre financier des sections hospitalières,

d'améliorer la qualité et la sécurité des soins,

de contribuer à un meilleur fonctionnement du réseau sanitaire (consultations décentralisées, retour à domicile des patients hospitalisés, programme COMETE, en particulier),

de développer de nouvelles activités.

**Considérant** que le contrat prévoit en outre :

la relocalisation des centres NANCY et GONDREVILLE sur le site de Lobau à NANCY, accompagnée d'une perspective de coopération médicale et logistique avec un autre établissement sanitaire devant s'installer à proximité.

#### DECIDE

**Article 1er** : d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens de l'Institut Régional de Réadaptation pour la période 2003 à 2006.

**Article 2** : d'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat ;

**Article 3** : la présente délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

#### DELIBERATION 176/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002/2005 DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement de la Maternité Régionale approuvé le 17 mai 2002 ;

**VU** le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par l'établissement en février 2003 ;

**Considérant** que les objectifs retenus dans le cadre de ce projet s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire de Lorraine et qu'ils sont conformes au projet médical et au projet d'établissement approuvé ;

**Considérant** que ce contrat permet notamment :

-le rétablissement progressif de l'équilibre budgétaire de l'établissement,

-la mise en conformité des installations et l'organisation des services (néonatalogie, pharmacie, stérilisation et usage unique),

-l'amélioration de l'offre de soins sur la prise en charge des cancers féminins, et la prévention en santé publique.

**Considérant** que le contrat prévoit en outre :

-le renforcement de la coopération engagée avec le CHU sur des axes médicaux, techniques et logistiques, et le développement des liens avec les autres établissements du bassin de santé (maternités de niveau 1 et centres périnataux de proximité),

-la sécurisation et la coordination de certaines prises en charges (IVG, vigilances et politiques de qualité),

-l'intensification de la promotion professionnelle et de la formation des cadres de santé,

-la modernisation du management.

#### DECIDE

**Article 1er** : d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens de la Maternité Régionale de NANCY pour la période 2002 à 2005.

**Article 2** : d'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat ;

**Article 3** : la présente délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N° 177/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007  
DU CENTRE DE REEDUCATION SPECIALISE D'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE, délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER approuvé le 11 avril 2003;

**VU** la délibération du conseil d'administration du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens ;

**CONSIDERANT** que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER permettent la création des effectifs de personnel nécessaires à l'évolution des activités d'hospitalisation prévues dans le projet d'établissement 2003-2007 (substitution de 27 lits de soins de suite et 4 places d'hospitalisation de jour à caractère gériatrique à 27 lits de rééducation cardiaque, transformation de 4 lits en 4 places de rééducation cardiaque et fonctionnelle, participation à la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux) et le financement des dépenses médicales et générales afférentes,

**CONSIDERANT** la contribution du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens (145 450 euros),

**CONSIDERANT** la volonté du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement, tel qu'il a été approuvé par l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

**CONSIDERANT** que le contrat d'objectifs et de moyens du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER permet la mise en œuvre des actions de coopérations interhospitalières prévues par le protocole du 28 juin 2002, signé par le C.H. de Sarrebourg, le C.H. de Lorquin et le centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER.

**DECIDE**

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs du centre de rééducation spécialisé d'ABRESCHVILLER-NIDERVILLER pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N°178 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007  
DE L'HOPITAL SAINT-FRANÇOIS DE MARANGE-SILVANGE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement de l'hôpital Saint-François de MARANGE-SILVANGE approuvé le 7 avril 1999 ;

**VU** la délibération du conseil d'administration de l'hôpital Saint-François de MARANGE-SILVANGE relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens ;

**CONSIDERANT** que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens permettent :

- d'achever la restructuration de l'hôpital suite à la fermeture en 2001 de son service de chirurgie en permettant le renforcement du service de 30 lits de médecine par redéploiement des moyens de l'établissement ainsi que la mise en place d'un service de 24 lits de soins de suite et de réadaptation,
- la création d'une unité de 6 lits pour l'accueil des personnes en état végétatif chronique au sein du service de soins de suite,
- la mise aux normes du temps de pharmacien par redéploiement des crédits permettant de financer l'augmentation de son temps de travail de 0,2 ETP à 0,5 ETP,
- de procéder à l'extension et à la mise aux normes de l'établissement, afin de mettre en œuvre l'unité pour personnes en état végétatif chronique.

**CONSIDERANT** les efforts consentis par l'hôpital Saint-François de MARANGE-SILVANGE au travers des redéploiements proposés à hauteur de 2 031 304 €.

**CONSIDERANT** la volonté de l'hôpital Saint-François d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement tel qu'il a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, notamment en ce qui concerne le développement d'une filière gériatrique complète au travers d'un service de médecine, de soins de suite et de long séjour.

**DECIDE**

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital Saint-François de MARANGE-SILVANGE pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N°179 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007  
DE LA CLINIQUE SAINTE-ELISABETH DE THIONVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement de la Clinique Sainte-Elisabeth de THIONVILLE approuvé le 2 juillet 2002 ;

**VU** la délibération du conseil d'administration de la Clinique Sainte-Elisabeth de THIONVILLE

relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens ;

**CONSIDERANT** que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens permettent :

- le cas échéant, la prise en charge en dialyse péritonéale des personnes âgées selon des modalités financières restant à définir,
- la création d'un centre spécialisé en addictologie par la prise en charge de patients en lits d'hospitalisation,
- l'accompagnement des patients en fin de vie dans le cadre d'une prise en charge en soins palliatifs,
- de procéder à une mise à niveau des dépenses de personnel et la compensation des charges d'investissements courants pour un montant de 374 161 €.

**CONSIDERANT** les efforts consentis par la Clinique Sainte-Elisabeth de THIONVILLE au travers des redéploiements proposés à hauteur de 370 683 €.

**CONSIDERANT** la volonté de la Clinique Sainte-Elisabeth d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement tel qu'il a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, notamment en ce qui concerne le développement d'une filière gériatrique et d'une filière addictologie.

**DECIDE**

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens de la Clinique Sainte-Elisabeth de THIONVILLE pour la période 2003-2007.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N° 180/2003 DU 16 DECEMBRE 2003 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005  
DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

**VU** les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'établissement du Centre Hospitalier d'Epinal, approuvé le 28 septembre 2001 avec des réserves ;

**VU** le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Hospitalier d'Epinal

**CONSIDERANT** que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d' Epinal s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

**CONSIDERANT** que ces objectifs tiennent compte des réserves émises dans la décision ARH n°122/01du 28 septembre 2001 portant approbation du projet d'établissement du centre hospitalier Jean Monnet;

**CONSIDERANT** que le projet de contrat d'objectifs et de moyens concourt à l'amélioration de la prise en charge médicale des patients dans les domaines de la médecine, gériatrie, neurologie, oncologie, cardiologie, diabétologie et chirurgie.

**CONSIDERANT** que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet de promouvoir et renforcer les actions de coopérations auxquelles l'établissement est partie et favorise en particulier la structuration d'un pôle mère-enfant unique sur l'agglomération spinalienne, conformément aux orientations du S.R.O.S, en collaboration avec la clinique d'Epinal;

**CONSIDERANT** que le projet de contrat d'objectifs et de moyens entend positionner le centre hospitalier d'Epinal comme pôle de référence pour le département des Vosges, tant sur la période intermédiaire, que dans la perspective de sa restructuration.

**CONSIDERANT** que le projet de contrat d'objectifs et de moyens permet une mise à niveau des dépenses de personnel et médicales;

**DECIDE**

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal pour la période 2001-2005.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat sous réserve de la signature préalable du protocole d'accord entre le centre hospitalier Jean Monnet et la clinique Sogeclerc.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N° 181 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Polyclinique Pasteur d'Essey lés Nancy et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Polyclinique Pasteur d'Essey lés Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

**DELIBERATION N° 182 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Clinique Saint André de Vandoeuvre lés Nancy et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Clinique Saint André de Vandoeuvre lés Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 183 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre Alexis Vautrin de Vandoeuvre lés Nancy et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre Alexis Vautrin de Vandoeuvre lés Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 184 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Clinique Claude Bernard de Metz et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Clinique Claude Bernard de Metz, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 185 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par l'U.S.L.D. de Gorze et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec l'U.S.L.D. de Gorze, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 186 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par le C.H.R. de Metz-Thionville et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le C.H.R. de Metz-Thionville, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 188 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par la Maison de repos et de convalescence La Louvière de Senones et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Maison de repos et de convalescence de Senones, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 189 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier de Vittel et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier de Vittel, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 190 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier intercommunal de Golbey et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier intercommunal de Golbey, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 191 DU 16/12/2003**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU L'arrêté du 25 juin 2003 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité de soins de suite ou de réadaptation et à la transmission d'informations issues de ce traitement,

VU la circulaire D.H.O.S./F3/2003/ 372 du 25 juillet 2003 ;



**DÉCIDE**

1) La création d'une prestation P.M.S. d'une valeur unitaire de 6 € à compter de la date d'entrée de la **Maison de Repos et de Convalescence "Mon Repos" à Rasey** dans la production des données du programme de médicalisation des systèmes d'information (P.M.S.I.) en soins de suite et de réadaptation afin de rémunérer la production des données qui y sont liées.

Cette prestation est facturable dans les conditions décrites et à compter de la date figurant dans l'avenant n°2 au contrat d'objectifs et de moyens signé avec l'établissement.

2) L'attribution d'une subvention du fonds de modernisation des établissements de santé de 15 000 €, dans la limite de 100 % des dépenses effectivement engagées par l'établissement afin de financer les moyens matériels qu'il aura dû acquérir ou maintenir pour produire les informations attendues.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle et des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 192 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par l'Hôpital Sainte Blandine de Metz et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec l'Hôpital Sainte Blandine de Metz, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 193 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par Alpha Santé (Site de Thionville) et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec Alpha Santé (Site de Thionville), en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 194 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par l'Hôpital de Bitche et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec l'Hôpital de Bitche, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

**DELIBERATION N° 195 DU 16/12/2003****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

- VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
- VU le projet d'opération d'investissement présenté par LADAPT (Site de Thionville) et intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

#### D E C I D E

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec LADAPT (Site de Thionville), en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive  
J. SANS

---

### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE AUTORISANT L'ASSOCIATION DE GESTION DES MAISONS DE RETRAITE « SAINT REMY » ET « SAINTCLEMENT »  
A PORTER LA CAPACITE DE LA MAISON DE RETRAITE « SAINT REMY », 14 RUE DU CHANOINE JACOB A NANCY,  
A 125 PLACES PAR SUPPRESSION DES 35 PLACES DE LA MAISON DE RETRAITE « SAINT CLEMENT », 17 COURS LEOPOLD A NANCY,  
ET A TRANSFORMER LA NOUVELLE MAISON DE RETRAITE EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT  
POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (E. H. P. A. D.)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;
- VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991 relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaire, et notamment à la création d'un Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale ;
- VU le décret 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;
- VU l'arrêté du président du conseil général du 17 novembre 1994 autorisant le transfert à l'association de gestion des maisons de retraite Saint-Rémy et Saint-Clément de l'autorisation de création d'une maison de retraite initialement délivrée la congrégation des Sœurs de Saint-Charles ;
- VU l'arrêté du président du conseil général du 21 décembre 1995 autorisant l'extension non importante de 5 places de la capacité de la maison de retraite Saint-Rémy, et portant ainsi la capacité de l'établissement à 90 places ;
- CONSIDERANT** que le projet prévoit de porter la capacité de la maison de retraite « St Rémy » sise à Nancy 14, rue du Chanoine Jacob, de 90 à 125 places par transfert des 35 places de la maison de retraite « St Clément » sise actuellement à Nancy au 17 cours Léopold ;
- CONSIDERANT** que le projet prévoit la transformation de la nouvelle maison de retraite « St Rémy » en un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 125 places ;
- CONSIDERANT** que parmi les objectifs du schéma gérontologique, figure l'amélioration des conditions d'accueil dans l'ensemble des secteurs gérontologiques ;
- CONSIDERANT** ainsi que le projet tel qu'il est présenté, répond aux critères de qualité requis pour l'accueil des résidents et de leurs familles ;
- SUR** proposition du Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Conseil Général et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### **A R R E T E N T**

**Article 1 :** L'association de gestion des maisons de retraite « Saint Rémy » et « Saint Clément » est autorisée à regrouper les maisons de retraite « Saint Rémy » sise à Nancy 14 rue du Chanoine Jacob et « Saint Clément » sise à Nancy 17 cours Léopold, sur le site de la maison de retraite « Saint Rémy », 14 rue du Chanoine Jacob à NANCY, laquelle est transformée en un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) comportant 125 places à compter du 1<sup>er</sup> mai 2003.

**Article 2 :** La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 3 :** La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour une capacité de 125 places.

**Article 4 :** La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans.

**Article 5 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif -5, place Carrière CO 38 54 036 NANCY Cedex- dans le délai franc de deux mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 6 :** Le Directeur Général des Services Départementaux de Meurthe et Moselle, le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale de Meurthe et Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle dont ampliation sera adressée à Monsieur le Président de l'Association de gestion des maisons de retraite « Saint Rémy » et « Saint Clément » 14 rue du Chanoine Jacob à Nancy.

Nancy, le 18 décembre 2003

Pour le Président du Conseil Général,  
La Vice-Présidente déléguée,  
Michèle PILOT

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## SANTÉ-ENVIRONNEMENT

ARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION  
PAR LE PLOMB ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX REALISES D'OFFICE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8 ;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** - Sont agréés, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés suivantes :

## - LEI

97, avenue Paul Marcellin  
69120 VAULX-EN-VELIN

## - BET- D MANTEAUX

17, rue de Saint Léger  
51 460 SAINT ETIENNE AU TEMPLE**ARTICLE 2** - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.

2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-5 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

3. Pour une mission de suivi de travaux réalisés d'office visant à supprimer l'accessibilité au plomb, prévus au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.1334-2 et à l'article R.1334-3 du Code de la Santé Publique.**ARTICLE 3** - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écailles et poussières.**ARTICLE 4** - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée d'un an (1 an), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.**ARTICLE 5** - L'opérateur disposant d'un agrément pour la réalisation de travaux, visée au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.1334-2 du Code de la Santé Publique et l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique, il ne pourra être missionné pour une même opération pour l'ensemble des trois compétences visées à l'article 2.**ARTICLE 6** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 25 août 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUISARRETE PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC  
ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-13 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** - Sont agréés en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés et les contrôleurs techniques suivants :

## - ENVIRO TECH

RD 157

88510 ELOYES  
- **AXMETRIC S.A.**  
6, chemin du Grand Bois  
B.P. 37  
69120 VAULX-EN-VELIN CEDEX  
- **SOCOTEC** (agence de NANCY)  
84, Quai Claude le Lorrain  
B.P. 3337  
54014 NANCY CEDEX  
- **CS BTP**  
9 bis, rue des censes  
51 110 WARMERIVILLE  
- **SA SEDEMAP**  
ZA du Parc, Bâtiment 10  
Secteur Gampille  
42 490 FRAISSES

**ARTICLE 2** - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.

2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écaïlles et poussières.

**ARTICLE 4** - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée d'un an (1 an). L'agrément pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 25 août 2003

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICAL AUTORISATION N° 54-77

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

**VU** le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

**VU** l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;

**VU** l'arrêté du 8 juin 1999, modifié le 12 septembre 2002, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à MAXEVILLE - 13, rue Blaise Pascal, sous le n° 54-77 au sein de la « SELAFA L.A.B.M. AUBERT », agréée sous le n° 02 ;

**VU** le dossier relatif à la démission de Madame DENJEAN Odile, directeur adjoint, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2003 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté du 8 juin 1999, modifié le 12 septembre 2002, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-77, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54320 MAXEVILLE - 13, rue Blaise Pascal, est modifié comme suit :

**Raison sociale** : Laboratoire d'analyses de biologie médicale

13, rue Blaise Pascal à 54320 MAXEVILLE

exploité au sein de la SELAFA LABM AUBERT, agréée sous le n° 02,

dont le siège social est situé 22, rue des Carmes à 54000 NANCY.

**Directeurs** :

Monsieur **DEDERICHS Pierre**, Médecin biologiste

Monsieur **BOURDETTE Pierre**, Pharmacien Biologiste,

Pour des actes de Biochimie, Immunologie, Bactériologie et Virologie, Hématologie, Parasitologie.

**ARTICLE 2** : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur **DEDERICHS Pierre**,
- Monsieur **BOURDETTE Pierre**,

- Monsieur le Président de la SELAFA LABM AUBERT,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de MAXEVILLE,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 2 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT  
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE AUTORISATION N° 54-25**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

**VU** le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

**VU** l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

**VU** l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;

**VU** l'arrêté du 20 mai 1977, modifié le 28 juillet 2003, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à JOEUF - 111, rue de l'Hôtel de Ville sous le n° 54-25 ;

**VU** le dossier concernant la transformation du contrat de travail de Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim, pharmacien biologiste, en contrat à durée indéterminée à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003, en tant que directeur adjoint ;

**VU** l'attestation d'inscription délivré par le Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens et l'enregistrement de l'avenant au contrat de travail ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté du 20 mai 1977, modifié le 28 juillet 2003, autorisant le fonctionnement, sous le n° **54-25**, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54240 JOEUF - 111, rue de l'Hôtel de Ville, est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2003 :

**Raison sociale :** Laboratoire d'analyses médicales et biologiques Richard ISRAEL  
111, rue de l'Hôtel de Ville à 54240 JOEUF.

**Directeur :**

**Monsieur ISRAEL Richard**, Pharmacien Biologiste,

Pour des actes de Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie, Parasitologie, Mycologie,

Examens nécessaires au diagnostic de la syphilis,

Examens de recherche et de titrage des anticorps d'immunisation pour le dépistage des risques d'allo-immunisation foeto-maternelle.

**Directeurs adjoints :**

**Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim**, Pharmacien Biologiste.

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur ISRAEL Richard
- Monsieur BAKKOUCH Abdelkarim
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de JOEUF
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 3 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES  
DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A FORME ANONYME  
SELAFA 02 AUTORISATION N° 54-33 AUTORISATION N° 54-77**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

- VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- VU l'arrêté du 5 mai 1977, modifié le 10 septembre 2002, autorisant sous le n° 54-33 le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale AUBERT sis 22, rue des Carmes à NANCY ;
- VU l'arrêté du 8 juin 1999, modifié le 2 décembre 2003, autorisant sous le n° 54-77 le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 13, rue Blaise Pascal à MAXEVILLE ;
- VU l'arrêté du 26 novembre 1993, modifié le 13 septembre 2002, portant autorisation de fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELAFA Laboratoires d'analyses de biologie médicale AUBERT, sous le n° 02 ;
- VU le dossier relatif à la nomination d'un nouvel administrateur, suite au décès de Monsieur Jean AUBERT ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
- SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Société d'Exercice Libéral à Forme Anonyme, agréée sous le n° 02, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

**Raison sociale :** SELAFA Laboratoires d'analyses de biologie médicale AUBERT  
22, rue des Carmes à 54000 NANCY

**Laboratoires exploités :**

Laboratoire d'analyses de biologie Médicale AUBERT  
22, rue des Carmes  
54000 NANCY

Autorisation n° 54-33

Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
13, rue Blaise Pascal  
54320 MAXEVILLE

Autorisation n° 54-77

**Administrateurs :**

Monsieur DEDERICHES Pierre, Professionnel interne

Monsieur BOURDETTE Pierre, Professionnel interne

Monsieur KLEIN Jean-Paul, Professionnel interne

Madame DEDERICHES Marie-Christine, Professionnel externe.

**Objet de la société :**

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant cette activité,
- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe,
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur DEDERICHES Pierre
- Monsieur BOURDETTE Pierre
- Madame DEDERICHES Marie-Christine
- Monsieur KLEIN Jean-Paul
- Monsieur le Président de la SELARL Laboratoire AUBERT H.
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de NANCY
- Monsieur le Maire de MAXEVILLE
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 3 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 49 AMBULANCES GOTTIE 36, AVENUE DU 2<sup>EME</sup> BCP 54300 LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;
- VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;
- VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;
- VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;
- VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 1980, modifié le 8 novembre 1996, portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise « Ambulances GOTTIE » à LUNEVILLE et BACCARAT, sous l'agrément n° 49 ;  
VU la demande de Monsieur GOTTIE, en date du 21 février 2000, tendant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'un nouveau lieu d'implantation ;  
VU la visite des locaux effectuée le 17 mars 2003 ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 20 octobre 1980, modifié le 8 novembre 1996, sous le n° 49, aux **Ambulances GOTTIE**, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
  - 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale,
- est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mars 2000.

**Siège social :** Ambulances GOTTIE

36, avenue du 2<sup>ème</sup> B.C.P.

54300 LUNEVILLE

**Autres lieux d'implantation :** 45, rue des 3 Frères Clément

54120 BACCARAT

48, rue Pierre Sémar

54360 BLAINVILLE SUR L'EAU.

**ARTICLE 2 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 3 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 3 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 66 BRIEY AMBULANCES 22, RUE DE LORRAINE 54150 BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;  
VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;  
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 juillet 1983, modifié le 23 mars 2001, portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise « BRIEY Ambulances » sous le n° 66 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande de Monsieur SUK en date du 17 décembre 2002, tendant à obtenir l'autorisation de déplacer son siège social au 24, rue Sarre l'Evêque à BRIEY ;

VU la visite des locaux effectuée le 19 mars 2003 ;

**CONSIDERANT**

Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 5 juillet 1983, modifié le 23 mars 2001, sous le n° 66 à l'entreprise **BRIEY Ambulances**, représenté par Monsieur SUK Jean-Marie, est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 :

**Siège social :** BRIEY Ambulances 24, rue Sarre l'Evêque - 54150 BRIEY.

**ARTICLE 2 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute mise hors service ou cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 3** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
  - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
  - à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.
- Nancy, le 4 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI

#### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 47 AMBULANCES SARL LTS SUK 100, RUE DE LA MINE 54970 LANDRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU** le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;  
**VU** la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;  
**VU** le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;  
**VU** le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;  
**VU** l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;  
**VU** l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1979, modifié le 22 mars 2001, portant autorisation d'effectuer des transports sanitaires terrestres aux « Ambulances LTS SUK » sous le n° 47 ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
**VU** la demande de Monsieur SUK en date du 17 décembre 2002, tendant à obtenir l'autorisation d'ouverture d'une antenne 24, rue Sarre l'Evêque à BRIEY et la fermeture du 2, rue de la Mine à AUBOUVE ;  
**VU** la visite des locaux effectuée le 19 mars 2003 ;

#### CONSIDERANT

Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 6 décembre 1979, modifié le 22 MARS 2001, sous le n° 47 aux **Ambulances SARL LTS SUK**, représenté par Monsieur SUK Jean-Marie, est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 :

**Siège social** : 100, rue de la Mine 54970 LANDRES

**Antenne** : 24, rue Sarre l'Evêque 54150 BRIEY

**ARTICLE 2** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute mise hors service ou cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 3** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 4 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur  
M.H. COVELLI





## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>333</b>
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	333
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>333</i>
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.06 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET .....	333
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES .....	335
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.09 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MAURICE DUBOL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....	335
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES.....	337
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>337</i>
ARRETE D'APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.) DE MOUVEMENTS DE TERRAIN SUR LE TERRITOIRE DE AUTREVILLE-SUR-MOSELLE .....	337
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>338</i>
ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY .....	338
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>338</i>
ARRETE PREFECTORAL PROROGÉANT LE DELAI POUR 1°) DECLARER L'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE BIENVILLE-LA-PETITE PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX D'EINVILLE-AU-JARD ET LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE SOMMERVILLER-VITRIMONT EN COMMUNES DE BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON ET SIONVILLER B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISER LA POURSUITE DE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE .....	338
ARRETE PREFECTORAL PROROGÉANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE DE M. LE MAIRE DE PONT-A-MOUSSON, A L'EFFET D'ETRE AUTORISE A REALISER LA L'OUVERTURE D'UN PERTUIS AU LIEU-DIT « LA SAUSSEE VOIRIN » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PONT-A-MOUSSON AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	339
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....	339
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>339</i>
ARRETE PREFECTORAL AGREANT LES GARAGISTES DEPANNEURS SUR AUTOROUTES NON CONCEDEES ET VOIES EXPRESS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	339
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....	341
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>341</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BASLIEUX ET BAZAILLES A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES.....	341
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORIT .....	341
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....	342
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LANDRES.....	342
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA GESTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PIENNES.....	342
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	343
ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT LA SOUMMISSION AU REGIME FORESTIER D'UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE CHAUDENEY- SUR-MOSELLE .....	343
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DE LA COMMUNE DE NOVIANT-AUX-PRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> CYCLE DE TOUL .....	343
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>344</b>
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....	344
DELIBERATION N° 18/2004 .....	344
DELIBERATION N° 19/2004 .....	344
DELIBERATION N° 20/2004 .....	344
DELIBERATION N° 21/2004 .....	344
DELIBERATION N° 22/2004 .....	345
DELIBERATION N° 23/2004 .....	345
DELIBERATION N° 24/2004 .....	345
DELIBERATION N° 25/2004 .....	345
DELIBERATION N° 26/2004 .....	345
DELIBERATION N° 27/2004 .....	345
DELIBERATION N° 28/2004 .....	346
DELIBERATION N° 29/2004 .....	346
DELIBERATION N° 30/2004 .....	346
DELIBERATION N° 31/2004 .....	346

DELIBERATION N° 32/2004.....	346
DELIBERATION N° 33/2004.....	347
DELIBERATION N° 34/2004.....	347
DELIBERATION N° 35/2004.....	347
DELIBERATION N° 36/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. » CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	347
DELIBERATION N° 37/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. » CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE.....	347
DELIBERATION ARH N° 38/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT RELAIS ENTRE L'UPATOU DU CH DE REMIREMONT ET LE CHU DE NANCY.....	347
DELIBERATION N° 39/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. » CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	348
DELIBERATION N° 40/2004 DU 17 FEVRIER 2004 PORTANT AVENANT AU MONTANT DU VOLET SOCIAL DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (FMESPP).....	348
DELIBERATION N° 41/2004 PORTANT AVENANT AU MONTANT DE LA SECONDE TRANCHE DU VOLET SOCIAL DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE, AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (FMESPP).....	348
DELIBERATION N° 42/2004.....	349
DELIBERATION N° 43/2004 PORTANT CREATION D'UNE ANTENNE DU SERVICE MOBILE D'URGENCE ET DE REANIMATION (S.M.U.R.) DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU AU CENTRE HOSPITALIER DE VITTEL.....	349
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>349</i>
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 11 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES-MAISONS - N° FINESS H 54 000 0858 - B 54 001 3836.....	349
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 12 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS H 54 000 0866 - B 54 000 4488.....	350
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/13 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN) - N° FINESS H 54 000 3019.....	351
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/14 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0585.....	351
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/15 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0973.....	352
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 16 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS H 54 000 9701.....	352
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/17 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS H 54 000 0262 - B 54 001 4057.....	353
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 18 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS H 54 001 9007 - B 54 000 6665.....	353
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/19 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104 - B 54 001 3158.....	354
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 20 DU 01 MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS H 54 000 0395 - B 54 000 9578.....	354
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 21 DU 01 MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT - N° FINESS H 54 000 0726.....	355
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 22 DU 15 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS H 54 000 0114.....	356
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 03/ 90 DU 15 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 03/ 48 DU 10 NOVEMBRE 2003 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS H 54 000 0866.....	356
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	357
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>357</i>
ARRETE N° 51 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-48.....	357
ARRETE N° 63 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 158 - EURL 2000 - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT.....	357
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	358
ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF/N° 2004-50 RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	358
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	360
DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL.....	360
DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES INSPECTEURS DU TRAVAIL.....	361
DECISION RELATIVE A L'ORGANISATION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	361
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	361
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>361</i>
ARRETE 2004/DDE/160/CDER.....	361
ARRETE 2004/DDE/198/CDER.....	362

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....	363
AVIS .....	363
ARRETE DE CESSIBILITE N° 08 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY ACQUISITION DE TERRAINS, D'IMMEUBLE BATI ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT A REALISER POUR LA MISE EN ŒUVRE DU P.A.Z. DE LA ZAC DITE « PORT AUX PLANCHES » A NANCY .....	363
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS .....	364
PROCES-VERBAL DU JURY D'EXAMEN DU BREVET NATIONAL DE JEUNES SAPEURS POMPIERS - EXAMEN DES 20 ET 27 SEPTEMBRE 2003 .....	364
ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS N° 367/2004 PORTANT RETRAIT DE L'ARRETE N° 2358/2003 DU 18 DECEMBRE 2003, PORTANT OUVERTURE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME) AU TITRE DE L'ANNEE 2004 .....	366
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....	367
DECISION N° 004/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE .....	367
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE .....</b>	<b>368</b>
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE .....	368
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-324 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	368
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-325 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	368
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-326 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	369
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-327 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	369
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-328 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	370
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-329 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	370
ZONAGE TOTAL 50 M2 - ARRETE SGAR N° 2003-330 DU 31 JUILLET 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	371
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-781 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	371
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-782 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	372
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-783 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	372
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-784 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	373
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-785 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	374
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 786 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	374
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-787 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	375
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-788 DU 30 DECEMBRE 2003 - DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	375
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE .....	376
ARRETE DRASS N° 2004-5 DU 21 JANVIER 2004 PORTANT NOMINATION DU REGISSEUR ET DU SUPPLEANT D'UNE REGIE D'AVANCES INSTITUTE AUPRES DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	376
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....	376
ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DE LA FEDERATION REGIONALE DES MSA DE LORRAINE .....	376

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°04.BODE.06 ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. SÉBASTIEN DAZIANO, SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DU CABINET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 31 juillet 2001 nommant M. François Dumuis, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 18 juillet 2001 nommant M. Michel Zinger, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de 1<sup>ère</sup> classe, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2003 modifiant l'organigramme des services de la préfecture ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

##### BUREAU DU CABINET

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, à la conférence départementale de prévention, à la commission départementale d'accès à la citoyenneté (CODAC), au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, aux élections, distinctions honorifiques et aux transports de fonds

##### BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

##### SERVICE INTERMINISTEriel DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises

b) Les Arrêtés d'hospitalisation d'office, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants du préfet et du secrétaire général de la préfecture

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Sébastien Daziano, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet (Chapitre 37-30 article 20-paragraphes 11-20, 12-20, 15-11, 15-21, 19-12, 19-21, 25-12, 28-50, 33-22, 34-22, 34-32, et 34-42) et au titre du centre de responsabilité budgétaire des services du cabinet, chapitre 37-30 - article 20 paragraphes 14-10, 19-20, 19-30, 24-20, 24-35, 25-10, 25-20, 25-30, 27-10, 41-00, 43-00, 44-10, 44-20, 47-00, 48-00, 49-00, 66-20 et 99-10.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Daziano, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. François Dumuis, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission.

**ARTICLE 4** : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercées dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

##### BUREAU DU CABINET :

- M. Gérard Postal, chef du bureau du cabinet

- M. Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau de cabinet

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mme Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Mme Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe normale.

##### BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- M. Daniel Pucelle, attaché de préfecture, chef de bureau

- Mlle Béatrice Mougel, attaché de préfecture, adjointe au chef de bureau

##### SERVICE INTERMINISTEriel DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Mme Françoise Reposeur, Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

- M. Olivier Muller, attaché de préfecture, adjoint au chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale, à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative et à Mme Anne-Marie Antoine, secrétaire administrative de classe supérieure.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Reposeur, chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile :

- M. Olivier Muller, attaché, adjoint du chef de bureau du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,

- M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative,

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 7** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral du 16 juin 2003 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission, ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 19 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*(affiché à la préfecture le 22 mars 2004)*

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
POUR PRESIDEN LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE  
ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH),  
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP,  
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2003 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté N° 03.BODE.32 du 10 décembre 2003 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

- M. Olivier Muller, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif ,
- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative,
- M. Lionel Razurel, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Chef d'escadron Jean-Charles Lémond, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,
- M. Dominique Louis, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,
- M. le Lieutenant-Colonel Jean-Jacques Horb, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 5 :** M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur du cabinet, Mme la sous-préfète de Toul, MM. les sous-préfets de Briey, et Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à chacun des membres désignés et à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 22 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*(affiché à la préfecture le 23 mars 2004)*

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.09 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. MAURICE DUBOL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU les décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de déconcentration ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 18 Avril 2000 nommant M. Maurice DUBOL, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 5 Juin 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 accordant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et l'arrêté modificatif du 17 avril 2003 ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Maurice DUBOL, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**CHAPITRE I : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

100 - Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), la PMSEE (prime au maintien du système d'élevage extensif).

101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats agriculture durable).

105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PAM (plan d'amélioration matériel), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

110 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

111 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

112 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

113 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

**CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU**

200 - recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques au profit du FNDAE (instructions ministérielles du 1<sup>er</sup> juin 1955).

201 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

**CHAPITRE III : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU**

300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432-3 du code de l'environnement).

302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

**CHAPITRE IV : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**

400 - arrêtés individuels de plans de chasse (art. R 225-8 et R 225-9 du code rural).

401 - autorisations individuelles de destruction des nuisibles (art. R 227-17 et R 227-20 du code rural).

402 - arrêtés de battues administratives (art. L 427-4 à L 427-7 du nouveau code de l'environnement).

403 - agréments des piégeurs (art. R 227-14 du code rural).

404 - arrêtés modificatifs concernant les ACCA (Associations Communales de Chasse Agréées) et notamment la délimitation du territoire de chasse, des réserves de chasse, des enclaves, des territoires relevant du droit de non chasse.

405 - visa des règlements intérieurs et des règlements de chasse des ACCA.

406 - arrêtés individuels de tir du grand cormoran.

407 - autorisation de capture du gibier pour le repeuplement, utilisation de sources lumineuses pour les comptages et les captures à des fins scientifiques ou de repeuplement (articles 11 et 11 bis de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1986 du ministère de l'environnement).

408 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

409 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après visa du contrôleur financier du CNASEA.

410 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes d'autorisation de défrichement et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

411 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes de distraction du régime forestier et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

412 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement).

**CHAPITRE V : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SECRETARIAT GENERAL**

500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative.

502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**CHAPITRE VI : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).

601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

**ARTICLE 2** : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés relatifs aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre I ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV - rubrique 412.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (Association Communale de Chasse Agréée),
- la délivrance des récépissés pour les actions relevant du régime de la déclaration au titre de la loi sur l'eau.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Maurice DUBOL, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint ou, en cas d'absence de M. Philippe PETITJEAN, par M. Joël CHARBONNEL.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Philippe PETITJEAN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - . des rubriques 104 - 108 - 111 - 112
  - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Joël CHARBONNEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
- Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- Mme Yolande FISCHER pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
- Melle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
- MM. Philippe PETITJEAN, Joël CHARBONNEL, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN, Yolande FISCHER et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Maurice DUBOL dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand-Nancy.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : Les arrêtés préfectoraux des 30 août 2002 et 17 avril 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 23 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 23 mars 2004)

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### PREMIER BUREAU

#### ARRETE D'APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.) DE MOUVEMENTS DE TERRAIN SUR LE TERRITOIRE DE AUTREVILLE-SUR-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 7 et 8,

VU les articles R.11-4 à R.11-13 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis du conseil municipal,

VU l'avis de la chambre d'agriculture,

VU l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété foncière,

Sur le rapport du directeur départemental de l'Équipement,

Sur la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

#### A R R E T E

**Article 1er** : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Autreville-sur-Moselle est approuvé.

**Article 2** : Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux publiés dans le département.

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Autreville-sur-Moselle pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois.

**Article 4** : Des ampliations du présent arrêté seront adressées :

- au maire de la commune concernée,
- au secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- au chef du service instructeur des autorisations d'urbanisme.

**Article 5 :** Le PPR approuvé sera tenu à disposition du public tant à la préfecture et à la direction départementale de l'Équipement qu'à la mairie de Autreville-sur-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'Équipement, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### QUATRIEME BUREAU

##### ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995 ;

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre 1er de son titre II;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1er de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989, relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles ;

Vu le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du Code de la Consommation ;

Vu le décret n° 99-65 du 1er février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du Code de la Consommation ;

Vu la circulaire de M. le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan du 28 septembre 1995 ;

Vu les propositions du de l'Association Française des Etablissements de Crédit en date du 26 janvier 2004;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2003 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral du 14 mars 2003 est abrogé.

**ARTICLE 2 :** La Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY comprend :

- le Préfet, Président, ou son représentant,
- M. le Trésorier Payeur Général, Vice-Président, ou son représentant,
- le Directeur des Services Fiscaux, ou son représentant
- M. le représentant local de la Banque de France

##### Au titre des associations familiales ou de consommateurs

###### Titulaire

- Mme Jocelyne SURBACK, de la Confédération Syndicale du Cadre de Vie

###### Suppléant

- M. GEORGES Raymond de Force Ouvrière Consommateurs

##### Au titre des associations françaises des établissements de crédit

###### Titulaire

- Mme Catherine MOKRANE, responsable du service Recouvrement à la Société Lorraine de Crédit Immobilier, 16 rue Raymond Poincaré à NANCY

###### Suppléant

- M. Antoine SANNA, Directeur de l'Agence du Crédit Mutuel, 114-116 rue de Paris à HERSERANGE

**ARTICLE 3 :** Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

**ARTICLE 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 11 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### CINQUIEME BUREAU

##### ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR

###### 1°) DECLARER L'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE BIENVILLE-LA-PETITE PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
DES EAUX D'EINVILLE-AU-JARD ET LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE SOMMERVILLER-VITRIMONT  
EN COMMUNES DE BIENVILLE-LA-PETITE, CRION, RAVILLE-SUR-SANON ET SIONVILLER

###### B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

###### 2°) AUTORISER LA POURSUITE DE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3 et L.1324-3 ;

VU le Code de l'Environnement

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues les articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 93-743 du 31 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;



VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les délibérations du 21/03/2000 du Comité Syndical d'Einville-au-Jard et du 03/09/2003 du Comité Syndical de Sommerviller-Vitrimont sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de BIENVILLE-LA-PETITE à BIENVILLE-LA-PETITE ;

VU l'arrêté préfectoral du 26/09/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de BIENVILLE-LA-PETITE par les Syndicats Intercommunaux des Eaux d'Einville-au-Jard et de Sommerviller-Vitrimont en communes de Bienville-la-Petite, Crion, Raville-sur-Sanon et Sionviller

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de Bienville-la-Petite ;

VU la nécessité d'une consultation du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, en application de l'article R 1321-11 du code de la Santé Publique ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande des Syndicats intercommunaux des eaux d'Einville-au-Jard et de Sommerviller-Vitrimont est prorogé de deux mois.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Sous-Préfet de Lunéville, Mme le Maire de Bienville-la-Petite, MM. les Maires de Crion, Raville-sur-Sanon et Sionviller, M. le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux d'Einville-au-Jard
- M. le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Sommerviller-Vitrimont
- Mme le Maire de Bienville-la-Petite
- MM. les Maires de Crion, Raville-sur-Sanon et Sionviller

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 17 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE DE M. LE MAIRE DE PONT-A-MOUSSON, A L'EFFET D'ETRE AUTORISE A REALISER LA L'OUVERTURE D'UN PERTUIS AU LIEU-DIT « LA SAUSSEE VOIRIN » SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PONT-A-MOUSSON AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 repris dans les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, et notamment l'article 8 du décret n° 93-742 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande de M. le maire de Pont-à-Mousson à l'effet d'être autorisé à réaliser l'ouverture d'un pertuis au lieu-dit « la Saussée Voirin » sur le territoire de la commune de Pont-à-Mousson ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable au projet de réaliser les travaux susvisés ;

Vu le déroulement de l'enquête publique du lundi 27 octobre 2003 au lundi 17 novembre 2003 inclus ;

Vu le rapport de M. Pierre GOUPIL, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 29 décembre 2003 ;

Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande de M. le maire de Pont-à-Mousson est prorogé de 2 mois.

**ARTICLE 2** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le maire de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de Pont-à-Mousson, pétitionnaire ;
- M. le Directeur Interrégional de la Navigation du Nord-Est

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 18 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

##### QUATRIEME BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL AGREANT LES GARAGISTES DEPANNEURS SUR AUTOROUTES NON CONCEDEES ET VOIES EXPRESS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté du 25 juin 2001, de M. le Ministre de l'équipement, des transports et du logement, modifiant l'arrêté du 30 septembre 1975 relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés ;

VU le cahier des charges définissant les conditions de dépannage sur les autoroutes non concédées et les voies express du département de Meurthe et Moselle approuvé par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis émis par la commission départementale d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express, lors de sa séance du 26 novembre 2003 ;

CONSIDERANT que les dépanneurs dont la liste est annexée au présent arrêté remplissent les conditions requises fixées au cahier des charges susvisé pour intervenir en qualité de dépanneur agréé sur les autoroutes non concédées et les voies express du département de la Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, les garagistes dont les noms figurent au tableau annexé au présent arrêté sont agréés en qualité de dépanneur sur autoroutes non concédées et voies express du département de Meurthe et Moselle ;

**Article 2** : Ils s'engagent à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie leur sera adressée ;

**Article 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

NANCY, le 16 janvier 2004

#### LISTE DES DEPANNEURS AGREES AU 1ER JANVIER 2004 Annexe de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004

	NOM DU RESPONSABLE	DENOMINATION SOCIALE	ADRESSE	CODE POSTAL	VILLE	N° AGREMENT
M.	ANTONIO Hervé	DIEULOUARD AUTO	18 avenue du général de Gaulle	54380	DIEULOUARD	2004 - 1
M.	BENOIT Jean-Marie		17 route de Frouard	54250	CHAMPIGNEULLES	2004 - 2
M.	BENOIT Jean-Marie	DEPANN' AUTO	3 rue Anatole France	54250	CHAMPIGNEULLES	2004 - 3
M.	BERLEUX Sylvain		47 rue Marcel André	54200	CHOLOT MENILLOT	2004 - 4
M.	BOUR Christian		239 rue Marceau	54200	ECROUVES	2004 - 5
MLLE	CHEVRE Sabine	BELLEVILLE AUTO	Route nationale	54940	BELLEVILLE	2004 - 6
M.	COLLARDE Michel	A.S.D. Sarl	33 rue de Lorraine	54360	DAMELEVIERES	2004 - 7
M.	EHRENFELD Gilles	B.S.A.	22 rue du Docteur Louis Michel	54000	NANCY	2004 - 8
MME	FALTOT Joëlle	LARONXE AUTOMOBILES	14 route de Lunéville	54950	LARONXE	2004 - 9
M.	FERRY Dominique		Route de saint Urbain	54110	ROSIERES AUX SALINES	2004 - 10
M.	GAUDRON Claude		81 avenue général de Gaulle	54380	DIEULOUARD	2004 - 11
M.	KAUFFMANN Christian	Château - Garage Peugeot	40 rue de Neuves Maisons	54230	CHAVIGNY	2004 - 12
M.	KAYSER Jean-Louis	SODIAL	96 Faubourg de Ménil	54300	LUNEVILLE	2004 - 13
M.	MAILLEFERT Jean	Garage PEUGEOT	91 rue de Metz	54390	FROUARD	2004 - 14
M.	MARTIN Dimitri	GARAGE A.A.D.	1 rue Pierre Curie	54500	VANDIERES	2004 - 15
M.	NADLER Jean-Michel		32 route Nationale	54700	LESMENIL	2004 - 16
M.	PETITJEAN François		Route de Mirecourt	54134	CEINTREY	2004 - 17
M.	PEZZOTTI Hervé		87 route de Metz	54320	MAXEVILLE	2004 - 18
M.	PLUGER Dominique		48 route de Maron	54230	CHALYGNY	2004 - 19
	S.I.A.L.	Concessionnaire Peugeot	18 rue de Pologne	54300	LUNEVILLE	2004 - 20
M.	STERNJACOB J.Marie	Auto Service Sécurité	Route nationale	54200	TOUL	2004 - 21
M.	SYLVESTRE Olivier		11 rue de Virecourt	54290	BAYON	2004 - 22
M.	TANGUY Jean-Philippe			54120	THIAVILLE SUR MEURTHE	2004 - 23
M.	THOMAS Jean-Claude	SNADA	Route de Ville en Vermois	54210	SAINT NICOLAS DE PORT	2004 - 24
M.	TSCHANNEN Claude		Rue de la Moselle	54290	BAYON	2004 - 25
M.	VIRY Daniel		2 rue de la Justice	54360	BLAINVILLE SUR L'EAU	2004 - 26

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BASLIEUX ET BAZAILLES  
A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 autorisant la création de la communauté de communes des Deux Rivières;

VU les délibérations du conseil municipal de la commune de BAZAILLES en date des 19 juin et 21 novembre 2003 demandant son adhésion à la communauté de communes des Deux Rivières;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de BASLIEUX en date du 15 octobre 2003 demandant son adhésion à la communauté de communes des Deux Rivières;

VU la délibération du 24 novembre 2003 par laquelle le conseil communautaire accepte ces deux demandes d'adhésions;

VU la notification de cette décision aux maires des communes membres de la communauté de communes en date du 25 novembre 2003;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes de :

BEUEVILLE en date du 5 décembre 2003,

DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 5 décembre 2003,

FRESNOIS-LA-MONTAGNE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003,

HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003,

MONTIGNY-SUR-CHIERS en date du 2 décembre 2003,

PIERREPONT en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003,

SAINT-PANCRÉ en date du 26 novembre 2003,

SAINT-SUPPLET en date du 15 décembre 2003,

VILLE-HOUDLEMONT en date du 21 novembre 2003,

VILLERS-LA-CHEVRE en date du 27 novembre 2003,

VIVIER-SUR-CHIERS en date du 15 décembre 2003,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'adhésion des communes de BASLIEUX et BAZAILLES à la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée.

La commune de BASLIEUX sera représentée au sein du conseil communautaire par 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants.

La commune de BAZAILLES sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 8 DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de SAINT NICOLAS DE PORT;

VU la délibération en date du 10 décembre 2003, par laquelle le comité syndical décide la modification de l'article 8 de ses statuts relatif à la clé de répartition de la participation des communes ;

VU la notification de cette décision aux maires des communes membres du syndicat en date du 11 décembre 2003 demandant à leurs conseils municipaux de délibérer ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

AZELOT en date du 13 janvier 2004,

BUISSONCOURT en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003,

BURTHECOURT AUX CHENES en date du 29 janvier 2004,

COVVILLER en date du 27 février 2004,

DOMBASLE SUR MEURTHE en date du 19 décembre 2003,

HARAUCCOURT en date du 22 décembre 2003,

LENONCOURT en date du 19 décembre 2003,

LUPCOURT en date du 13 janvier 2004,

MANONCOURT EN VERMOIS en date du 13 décembre 2003,

ROSIÈRES-AUX-SALINES en date du 1<sup>er</sup> mars 2004,

SAFFAIS en date du 25 février 2004,

SAINT NICOLAS DE PORT en date du 26 janvier 2004,

SOMMERVILLER en date du 22 janvier 2004,

VILLE EN VERMOIS en date du 30 janvier 2004,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ce même article est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 26 février 2004;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : L'article 8 des statuts du syndicat intercommunal scolaire de SAINT NICOLAS DE PORT relatif à la contribution des communes est modifié comme suit :

« Participation aux frais de fonctionnement et participation aux annuités d'emprunts :

La répartition des annuités d'emprunts et de la participation aux frais de fonctionnement (équilibre du budget) du syndicat est fixée de la manière suivante :

- 50% sur le nombre d'élèves inscrits dans les établissements scolaires (collèges Embanie - Julienne Farenc et Saint-Exupéry et Lycées Levassor et Jean-Monnet) à l'année n-1.
- 25% sur la population
- 25% sur le potentiel fiscal

(Le potentiel fiscal et la population retenus pour le calcul de la participation aux annuités d'emprunts et aux frais de fonctionnement de l'année N est celui de l'année N-1) »

Le reste sans changement.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE et le président du syndicat intercommunal scolaire de SAINT-NICOLAS-DE-PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE  
AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LANDRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1612-1, L.1612-16, L.2321-1 et L 5212-20;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU le courrier du 11 décembre 2003 par lequel le trésorier de Piennes a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 52,53 €, correspondant à la contribution de la commune de Gondrecourt-Aix au syndicat intercommunal scolaire de Landres;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Gondrecourt-Aix le 9 janvier 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Gondrecourt-Aix envers le syndicat intercommunal scolaire de Landres;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Gondrecourt-Aix a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 du budget primitif 2003 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Une somme de 52,53 Euros, correspondant à la dette de la commune de Gondrecourt-Aix sera versée au syndicat intercommunal scolaire de Landres.

**Article 2** : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 65 du budget primitif 2003 de la commune de Gondrecourt-Aix.

**Article 3** : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

**Article 4** : Mme la Comptable de la trésorerie de Conflans-en-Jarnisy, receveur de la commune de Gondrecourt-Aix, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le maire de Gondrecourt-Aix et, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
- M. le trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal scolaire de Landres
- M. le président du syndicat intercommunal scolaire de Landres.

BRIEY, le 20 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE  
AU PROFIT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA GESTION DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE PIENNES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 1612-1, L.1612-16, L.2321-1 et L 5212-20;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements;

VU le courrier du 11 décembre 2003 par lequel le trésorier de Piennes a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 1 522,56 €, correspondant à la contribution de la commune de Mont-Bonvillers au syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Mont-Bonvillers le 9 janvier 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Mont-Bonvillers envers le syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Mont-Bonvillers a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 du budget primitif 2003 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Une somme de 1 522,56 €uros, correspondant à la dette de la commune de Mont-Bonvillers sera versée au syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes.

**Article 2** : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits ouverts au chapitre 65 du budget primitif 2003 de la commune de Mont-Bonvillers.

**Article 3** : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

**Article 4** : M. le Comptable de la trésorerie d'Audun-le-Roman, receveur de la commune de Mont-Bonvillers, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le maire de Mont-Bonvillers et, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.
- M. le trésorier de Piennes, receveur du syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes
- M. le président du syndicat intercommunal pour la gestion de la bourse du travail de Piennes.

BRIEY, le 20 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

#### SOUS-PREFECTURE DE TOUL

#### ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT LA SOUMMISSION AU REGIME FORESTIER D'UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE CHAUDENEY-SUR-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 111-1 et L 141-1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141-1 à R 141-8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE du 10 décembre 2003 demandant l'application du régime forestier à la parcelle indiquée ci-après ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'ingénieur de l'office national des forêts en date du 15 janvier 2004 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de la soumission au régime forestier des bois désignés ci-après ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'agence de NANCY-SUD en date du 23 février 2004;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : Commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
D	90	Bois Blanc	0.1631	Chaudeney-sur-Moselle

**Article 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la sous-préfète de TOUL et M. le directeur de l'agence de NANCY-NORD de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de CHAUDENEY-SUR-MOSELLE.

TOUL, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

#### ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU RETRAIT DE LA COMMUNE DE NOVIANT-AUX-PRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1<sup>ER</sup> CYCLE DE TOUL

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 1966 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de NOVIANT-AUX-PRES du 22 septembre 2003 demandant à se retirer du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL .

VU la délibération en date du 8 novembre 2003, notifiée aux communes par courrier du 21 novembre 2003, par laquelle le comité du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de Toul consent au retrait de la commune de NOVIANT-AUX-PRES ;

VU les délibérations des communes de :

ANDILLY ..... 28/11/2003

AVRAINVILLE ..... 3/12/2003

BICQUELEY ..... 1/12/2003

LANEUEVILLE DERRIERE FOUG ..... 12/2/2004

LAY SAINT REMY ..... 12/12/2003

LUCEY ..... 15/12/2003

BLÉNOD-LES-TOUL .....	14/11/2003
BOUCQ .....	12/12/2003
BRULEY .....	9/12/2003
BULLIGNY .....	5/12/2003
CHARMES LA COTE .....	5/12/2003
CHAUDENEY SUR MOSELLE .....	10/12/2003
DOMEVRE EN HAYE .....	12/12/2003
DOMGERMAIN .....	5/12/2003
ECROUVES .....	19/12/2003
FONTENOY SUR MOSELLE .....	5/2/2004
FOUG .....	28/11/2003
FRANCHEVILLE .....	22/12/2003
GONDREVILLE .....	15/12/2003
GYE .....	5/12/2003
LAGNEY .....	17/12/2003

MENIL LA TOUR .....	26/1/2004
MINORVILLE .....	12/12/2003
MONT LE VIGNOBLE .....	27/2/2004
MOUTROT .....	29/1/2004
NOVIAANT-AUX-PRES .....	15/12/2003
OCHEY .....	19/12/2003
PAGNEY DERRIERE BARINE .....	17/11/2003
PIERRE LA TREICHE .....	20/2/2004
ROYAUMEIX .....	1/12/2003
SANZEY .....	16/12/2003
TOUL .....	17/12/2003
TREMBLECOURT .....	1/12/2003
VILLEY-LE-SEC .....	26/11/2003
VILLEY-SAINT-ETIENNE .....	9/12/2003

favorables à ce retrait aux conditions fixées par le comité syndical ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** : La commune de NOVIAANT-AUX-PRES est autorisée à se retirer du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL dans les conditions financières définies par le comité syndical et acceptées par les communes adhérentes.

**ARTICLE 2** : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 17 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

##### DELIBERATION N° 18/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°01/20 du 9 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON,

VU la délibération N° 2001/43 du 31 mai 2001 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

#### LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

##### DELIBERATION N° 19/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet d'avenant au contrat de relais concernant la chirurgie cardio vasculaire et la chirurgie de la main ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°01/20 du 9 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON,

VU la délibération N° 2002/94 du 14 octobre 2002 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

#### LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

##### DELIBERATION N° 20/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°01/22 du 29 juin 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Saint Charles de TOUL,

VU la délibération N°2001.43 du 31 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

#### LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

##### DELIBERATION N° 21/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais présenté par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (A.H.B.L.) et l'Hôpital Saint André de METZ

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 22/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais présenté par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (A.H.B.L.) et l'Hôpital Sainte Blandine de METZ

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 23/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°82/2001 du 11 octobre 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de BRIEY,

VU la délibération N°2001.43 du 31 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 24/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : Hospitalor Saint-Avold et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

VU la délibération du conseil d'administration de l'établissement contractant Hospitalor Saint-Avold et la délibération N°2001/40 du 04/05/2001 du conseil d'administration de l'établissement contractant le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy de statut public

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 25/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet d'avenant au contrat de relais concernant la filière pédiatrique et la chirurgie cardio vasculaire ainsi présenté par les établissements contractants : Hospitalor Saint-Avold et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

VU la délibération du conseil d'administration de l'établissement contractant Hospitalor Saint-Avold et la délibération N°2002/94 du 14 octobre 2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy de statut public

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 26/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : Hospitalor Saint-Avold et le Centre Hospitalier de Freyming Merlebach

VU la délibération du conseil d'administration de l'établissement contractant Hospitalor Saint-Avold et l'Hôpital de Freyming Merlebach

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 27/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : Hospitalor Saint-Avold et le Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville

VU la délibération du conseil d'administration de l'établissement contractant Hospitalor Saint-Avold et la délibération N°2001/40 du 04/05/2001 du conseil d'administration de l'établissement contractant le Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville de statut public  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 28/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique  
VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : le Centre Hospitalier de Sarreguemines et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU la délibération N°2002/47 du 14/10/2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier de Sarreguemines de statut public et la délibération n°2001/43 du 31 mai 2001 du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy de statut public  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 29/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique  
VU l'avenant au projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : le Centre Hospitalier de Sarreguemines et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU la délibération N°2002/47 du 14/10/2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier de Sarreguemines de statut public et la délibération N°2001/43 du 31/05/2001 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 30/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique  
VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : le Centre Hospitalier de Sarreguemines et le Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville  
VU la délibération N°2002/47 du 14/10/2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier de Sarreguemines de statut public et la délibération N°2001/40 du 04/05/2001 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville de statut public  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 31/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique  
VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : le Centre Hospitalier de Sarrebourg et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU la délibération N°68/2000 du 13/10/2000 et du 24 juin 2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier de Sarrebourg de statut public et la délibération N°44/2001 du 31 mai 2001 du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 32/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique  
VU l'avenant au projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants : le Centre Hospitalier de Sarrebourg et le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU la délibération N°68/2000 du 13/10/2000 et du 24 juin 2002 du conseil d'administration de l'établissement contractant : le Centre Hospitalier de Sarrebourg de statut public et la délibération N°44/2001 du 31 mai 2001 du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy  
VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »



## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 33/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°2003.45 du 22 mai 2003 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de BAR LE DUC,

VU la délibération N°2001.43 du 31 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 34/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants

VU la délibération N°2001.31 du 10 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de BAR LE DUC,

VU la délibération N°2001.40 du 4 mai 2001 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

DELIBERATION N° 35/2004

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par le Centre hospitalier de Bar le Duc et la Polyclinique de Bar le Duc,

VU la délibération N°2003.46 du 22 mai 2003 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de BAR LE DUC,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 36/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. »  
CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU  
ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

VU l'article R. 712-69 du code de la santé publique,

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractant,

VU la délibération du 11 mai 2001 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier de Neufchâteau et la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Universitaire du 31 mai 2001, tous deux établissements contractants de statut public,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences »,

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 37/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. »  
CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU  
ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE**

VU l'article R. 712-69 du code de la santé publique,

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractant,

VU la délibération du 11 mai 2001 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier de Neufchâteau et la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional du 4 mai 2001, tous deux établissements contractants de statut public,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences »,

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION ARH N° 38/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT RELAIS  
ENTRE L'UPATOU DU CH DE REMIREMONT ET LE CHU DE NANCY**

VU l'article R. 712-69 du code de la Santé Publique

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractant

VU la délibération N° 18/2003 du conseils d'administration du centre hospitalier de Remiremont en date du 18 avril 2003

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 39/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « U.P.A.T.O.U. »  
CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES  
ET LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

VU l'article R. 712-69 du code de la santé publique,

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractant,

VU la délibération du 29 janvier 2001 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier de Saint-Dié des Vosges et la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier universitaire de Nancy du 31 mai 2001, tous deux établissements contractants de statut public,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences »,

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 40/2004 DU 17 FEVRIER 2004  
PORTANT AVENANT AU MONTANT DU VOLET SOCIAL DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL  
AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (FMESPP)**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi du 19 décembre 1997 de financement de la Sécurité Sociale pour 1998, et son article 25 créant un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des établissements de santé ;

VU le protocole signé le 14 mars 2000 entre Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et six organisations syndicales représentatives ;

VU le décret n° 2000-684 du 20 juillet 2000 relatif aux missions du Fonds d'Accompagnement Social pour la Modernisation des Etablissements de Santé ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et son article 40 instituant un fonds de modernisation des établissements de santé (FMES) ;

VU la circulaire DHOS/P1/2001 n° 335 du 3 juillet 2001 relative au projet social et au volet social des contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé financés par dotation globale ;

VU la circulaire DHOS/P1/2002 n° 00074 du 21 février 2002 relative à l'utilisation des crédits FMES au titre des années 2001 et 2002 ;

VU la décision de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 30 décembre 2002 approuvant le volet social du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de TOUL ;

## D E C I D E

**Article 1 :**

L'avenant au volet social du Contrat d'Objectifs et de Moyens du Centre Hospitalier de TOUL est agréé.

**Article 2 :**

L'avenant au volet social précité porte sur les éléments suivants :

- Promotion professionnelle

**Article 3 :**

La participation du FMESPP 2003 au financement de l'avenant au volet social visé à l'article 1 est fixée à 25 644 €. Elle se répartit comme indiqué sur le tableau ci-dessous :

Intitulé de la mesure	MONTANT TOTAL DE L'OPERATION	Montant de la participation du FMESPP en 2004
Formation aide soignante 2003/2004	25 644 €	25 644 €

**Article 4 :**

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Président du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 41/2004 PORTANT AVENANT AU MONTANT DE LA SECONDE TRANCHE DU VOLET SOCIAL  
DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE, AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION  
DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (FMESPP)**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi du 19 décembre 1997 de financement de la Sécurité Sociale pour 1998, et son article 25 créant un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des établissements de santé ;

VU le protocole signé le 14 mars 2000 entre Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et six organisations syndicales représentatives ;

VU le décret n° 2000-684 du 20 juillet 2000 relatif aux missions du Fonds d'Accompagnement Social pour la Modernisation des Etablissements de Santé ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et son article 40 instituant un fonds de modernisation des établissements de santé (FMES) ;

VU la circulaire DHOS/P1/2001 n° 335 du 3 juillet 2001 relative au projet social et au volet social des contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé financés par dotation globale ;

VU la circulaire DHOS/P1/2002 n° 00074 du 21 février 2002 relative à l'utilisation des crédits F.M.E.S. au titre des années 2001 et 2002 ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE, approuvé le 6 mars 2002, notamment son projet social ;

VU la décision de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 22 avril 2003 approuvant le contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE ;

VU la décision d'agrément au titre du Fonds de Modernisation des Etablissements de Santé Publics et Privés du volet social du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE en date du 24 avril 2003 ;

## D E C I D E

**Article 1<sup>er</sup>** : L'avenant de la seconde tranche du volet social du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE est agréée.

**Article 2** : Cette seconde tranche du volet social précitée porte sur les éléments suivants :

- 1) l'acquisition de matériel ergonomique pour faciliter la prise en charge des personnes âgées,
- 2) la formation en promotion professionnelle de 3 I.D.E.

**Article 3** : La participation du F.M.E.S.P.P. 2003 au financement de la seconde tranche du volet social visé à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 323.850 €. Elle se répartit comme indiqué sur le tableau ci-dessous :

Intitulé de la mesure	Montant total de l'opération	MONTANT DE LA PARTICIPATION du F.M.E.S.P.P. en 2004
Achat de matériel ergonomique (lits à hauteur variable - véticalisateurs - fauteuils roulants)	39.000 €	39.000 €
Promotion professionnelle - 3 I.D.E. (2004 - 2005 - 2006)	284.850 €	284.850 €
<b>TOTAL</b>	<b>323.850 €</b>	<b>323.850 €</b>

**Article 4** : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Moselle et le directeur général du Centre hospitalier régional de METZ-THIONVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.  
NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 42/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2003-1487 du 20 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'annexe A de l'arrêté ministériel du 29 juin 1978,

VU la demande de classement déposée par l'établissement (dossier reconnu complet le 1<sup>er</sup> septembre 2003), pour son service de chirurgie et pour la reconnaissance de 10 lits de chirurgie à soins particulièrement coûteux,

VU l'avis favorable émis par les membres du Comité Régional des Contrats lors de la séance du 16 février 2004,

VU l'arrêté de classement n°6/2004 pris par Monsieur le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, en date du 17 février 2004 ;

## D E C I D E

D'approuver les tarifs fixés, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2004, pour 7 lits de chirurgie à soins particulièrement coûteux de la Clinique Saint André à Vandœuvre les Nancy

Prestations	Chirurgie à soins particulièrement coûteux
Prix de Journée	198.92 €
Forfait pharmacie	5.74 €
Chambre particulière	24.15 €
Frais de salle d'opération	3.62 €
Frais d'environnement	2.72 €
Frais de transport de sang	1.75 €
Majoration PMSI	4.30 €
Forfait d'entrée	58.25 €
ANP	40.79 €

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 43/2004 PORTANT CREATION D'UNE ANTENNE DU SERVICE MOBILE D'URGENCE ET DE REANIMATION (S.M.U.R.)  
DU CENTRE HOSPITALIER DE NEUFCHATEAU AU CENTRE HOSPITALIER DE VITTEL**

VU les articles L. 6115-4, R. 712-71, R. 712-71-1 et R 712-71-6 du code de la santé publique,

VU l'avis du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires des Vosges du 9 septembre 2003,

VU les délibérations du conseil d'administration du centre hospitalier de Vittel du 14 avril 2003 et du conseil d'administration du centre hospitalier de Neufchâteau du 30 avril 2003,

VU l'arrêté N°2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences »,

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Autorise la création d'une antenne de service mobile d'urgence et de réanimation (S.M.U.R.) au centre hospitalier de Vittel.

NANCY, le 17 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 11 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES-MAISONS  
N° FINESS H 54 000 0858 - B 54 001 3836**

## LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Soins de suite et réadaptation.....**177.65€** soit 1 165.31F

**ARTICLE 2 :**La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**1 848 622.00€** soit 12 126 165.41F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**200 643.00€** soit 1 316 131.80F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à NEUVES-MAISONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 12 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS H 54 000 0866 - B 54 000 4488**

**LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine .....**367.00€** soit 2 407.36F

50 - Hospitalisation de jour : Médecine .....**380.70€** soit 2 497.23F

12 - Chirurgie .....**394.95€** soit 2 590.70F

20 - Spécialités coûteuses.....**865.00€** soit 5 674.03F

52 - Dialyse .....**510.00€** soit 3 345.38F

30 - Soins de suite.....**125.75€** soit 824.87F

13 - Hospitalisation complète : psychiatrie.....**229.75€** soit 1 507.06F

54 - Hospitalisation de jour : psychiatrie.....**132.65€** soit 870.13F

33 - Placement familial thérapeutique..... **105.25€** soit 690.39F

**ARTICLE 2 :**La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**43 161 560.00€** soit 283 121 274.13F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**2 089 686.00€** soit 13 707 441.60F

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY ( Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN) d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **36.60€** soit 240.08F par jour dans les disciplines suivantes:

Médecine ( générale et spécialités)

Chirurgie

La majoration est fixée à **48.30€** soit 316.83F pour la gynéco-obstétrique

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/13 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN)  
N° FINESS H 54 000 3019**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

20 - Spécialités coûteuses.....**780.00€** soit 5 116.46F

51 - Hôpital de jour.....**520.00€** soit 3 410.98F

**ARTICLE 2** :La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**37 093 412.00€** soit 243 316 832.55F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Régional de Lutte contre le Cancer (Centre Alexis Vautrin)** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **43.00€** soit 282.05F par jour dans les disciplines suivantes:

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Régional de Lutte contre le Cancer (Centre Alexis Vautrin)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/14 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE  
N° FINESS H 54 000 0585**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art.34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Service de suite et réadaptation .....**157.50€** soit 1 033.13F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**3 799 640.00€** soit 24 924 004.55F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison de Repos et de Convalescence de FLAVIGNY SUR MOSELLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/15 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINSS H 54 000 0973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

- Hospitalisation complète.....**257.85€** soit 1 691.39F

- Hospitalisation de jour.....**168.00€** soit 1 102.00F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**6 565 630.00€** soit 43 067 709.58F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre d'Observation et de Cure pour Enfants Epileptiques à FLAVIGNY SUR MOSELLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 16 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION N° FINSS H 54 000 9701**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Soins de suite et réadaptation.....**448.25€** soit 2 940.33F  
55 - Hospitalisation à temps partiel de jour.....**238.25€** soit 1 562.82F  
50 - Forfait de réadaptation de soins externes.....**84.30€** soit 552.97F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**34 736 736.00€** soit 227 858 051.36F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Institut Régional de Réadaptation** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/17 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**  
**N° FINESS H 54 000 0262 - B 54 001 4057**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 02/04 du 25 février 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Soins de suite et réadaptation.....**159.42 €** soit 1 045.73F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**1 787 606.00€** soit 11 725 926.69F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**255 794.00€** soit 1 677 898.65F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre de Moyen Séjour de FAULX** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 18 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE**  
**N° FINESS H 54 001 9007 - B 54 000 6665**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11- Médecine .....**267.75€** soit 1 756.32F  
 30 - Soins de suite et réadaptation.....**200.40€** soit 1 314.54F  
 19 - S.M.S.C.....**260.53€** soit 1 708.96F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**2 596 201.00€** soit 17 029 962.19F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**1 287 993.00€** soit 8 448 680.24F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal **3 H SANTE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/19 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104 - B 54 001 3158**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement ;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11- Médecine.....**344.05€** soit 2 256.82F  
 30 - Soins de suite et réadaptation.....**150.00€** soit 983.94F  
 50 - Hospitalisation de jour.....**281.25€** soit 1 846.52F  
 19 - Soins palliatifs.....**331.60€** soit 2 175.15F  
 70 - Hospitalisation à domicile.....**255.65€** soit 1 676.95F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**3 140 772.00€** soit 20 602 113.79F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**137 448.00€** soit 901 599.78F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 20 DU 01 MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY N° FINESS H 54 000 0395 - B 54 000 9578**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;



VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11- Médecine.....**257.00€** soit 1 685.80F  
 30 - Soins de suite et réadaptation.....**169.00€** soit 1 108.57F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**4 437 300.00€** soit 29 106 779.96F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**1 869 408.00€** soit 12 262 512.63F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 21 DU 01 MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
 ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT  
 N° FINESS H 54 000 0726**

**LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 02/04 du 25 février 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

- Maison d'enfants à caractère sanitaire.....**260.00€** soit 1 705.49F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**1 651 910.00€** soit 10 835 819.28F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à BLAMONT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 22 DU 15 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES  
AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS H 54 000 0114**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 02/04 du 25 février 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté du 25 février sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1<sup>er</sup> mars 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30- Service de suite et réadaptation.....	<b>293.55€</b>	soit 1 925.56F
13 - Hospitalisation complète psychiatrie.....	<b>314.05€</b>	soit 2 060.03F
54 - Hospitalisation de jour psychiatrie.....	<b>71.35€</b>	soit 468.03F
60 - Hospitalisation de nuit psychiatrie.....	<b>192.85€</b>	soit 1 265.00F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 03/ 90 DU 15 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 03/ 48 DU 10 NOVEMBRE 2003  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES  
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN)  
N° FINESS H 54 000 0866**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu les Codes de la Santé Publique, de la Famille, de l'Aide Sociale et de la Sécurité Sociale;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2003, publiée au Journal Officiel du 24 décembre 2002;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté du 10 novembre 2003 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée **pour l'exercice 2003**, comme suit :

-budget général .....**43 710 651.97 euros** soit 286 723 081.34 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Association Hospitalière du Bassin de Longwy ( Centre Hospitalier de Mont Saint Martin)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 51 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT  
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-48

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le chapitre 1<sup>er</sup> du Titre III du Livre VII du Code de la santé Publique ;

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales, modifiée par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, troisième partie ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975, modifié, relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale, modifié par le décret n° 95-1321 du 27 décembre 1995 ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 30 décembre 1975 fixant les diplômes exigés pour l'exécution de certains actes de biologie médicales ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale ;

VU les arrêtés des 3, 4, 6 et 7 novembre 1980 relatifs à la liste des actes réservés de biochimie, d'immunologie, de bactériologie et virologie, d'hématologie et de mycologie ;

VU la circulaire n° 1 du 6 février 1976 relative aux directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs conditions de remplacement ;

VU la circulaire du 10 novembre 1976 relative aux conditions d'autorisation de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 24 mars 1977, modifié le 30 juillet 1999, autorisant le fonctionnement sous forme de Société Anonyme du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NEUVES-MAISONS - 108bis, rue Jean Jaurès, sous le n° 54-48 ;

VU l'arrêté DDASS/AES/n° 1072 du 10 octobre 2002 portant autorisation de fonctionnement dudit laboratoire sous forme de « SELAS Laboratoire FRESSE », sous le n° 16 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 12 novembre 2002 et le 18 septembre 2003 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté du 24 mars 1977, modifié le 30 juillet 1999, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-48, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 108bis, rue Jean Jaurès à 54230 NEUVES-MAISONS, est modifié comme suit :**Raison sociale :** Laboratoire d'analyses de biologie médicale

108bis, rue Jean Jaurès à 54230 NEUVES-MAISONS

exploité au sein de la SELAS Laboratoire FRESSE, agréée sous le n° 16,

dont le siège social est situé 108bis, rue Jean Jaurès à 54230 NEUVES-MAISONS.

**Directeur :****Monsieur FRESSE Daniel**, Pharmacien biologiste,

Pour des actes de :

- Biochimie, Hématologie, Immunologie, Bactériologie, Parasitologie, Mycologie,
- Examens nécessaires au diagnostic de la syphilis,
- Examens de recherche et de titrage des anticorps d'immunisation pour le dépistage des risques d'allo-immunisation foeto-maternelle.

**A compter du 26 février 2004 :****Directeur adjoint :****Monsieur GORNET Ludovic**, Docteur en Pharmacie.**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur FRESSE Daniel,
- Monsieur GORNET Ludovic
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de NEUVES-MAISONS,
- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre des Pharmaciens - Section G,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives de NANCY.

NANCY, le 26 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Philippe MICHEL

ARRETE N° 63 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 158 - EURL 2000 - 3 RUE DE LA GARE - 54450 AVRICOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 5 février 2004 par Monsieur BAUDOIN Laurent tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise « EURL 2000 », sise 3, rue de la Gare à 54450 AVRICOURT, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2004 ;

CONSIDERANT

➤ Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,

➤ Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département.

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre provisoire, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2004, sous le n° 158, à l'entreprise « EURL 2000 », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : EURL 2000

3 rue de la Gare

54450 AVRICOURT

Gérant : M. BAUDOIN Laurent

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.-F. LHUILLIER

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF/N° 2004-50

RELATIF A LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'ORIENTATION AGRICOLE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants.

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999.

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture.

#### ARRETE

##### ARTICLE 1

La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant - Président
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant,
- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant.
- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant,
- Mme la Présidente de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole ou son représentant.

- Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :

Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

- *Au titre de la chambre d'agriculture (nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001):*

**Titulaires :** Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE

Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

*(au titre des sociétés coopératives agricoles)*

Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY

**Suppléants :** Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS

Madame Rachel THOMAS - 54800 JOUAVILLE

Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY

Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL

Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

- *Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :*

*Entreprises agro alimentaires non coopératives :*

**Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER

**Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE

*Coopératives Agricoles :*

**Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY

Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

- *Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées (nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001):*

**Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE

**Suppléants :** Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC

Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE

**Titulaire :** Monsieur Pascal CHATA - 54360 MEHONCOURT

**Suppléants :** Monsieur Didier BOURDON - 54370 DROUVILLE

Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

**Titulaire :** Monsieur François MAIRE - 54110 HARAUCOURT

**Suppléants :** Monsieur Francis TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY

Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

**Titulaire :** Monsieur Charles BAUDOUIN - Villancy - 54260 LONGUYON

**Suppléants :** Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

Monsieur Denis WAHU - 54800 - SPONVILLE

**Titulaire :** Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS

Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

**Titulaire :** Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

**Suppléants :** Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT

Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUELMONT

**Titulaire :** Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont- 54870 MONTIGNY sur CHIERS

**Suppléants :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS

Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

**Titulaire :** Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

**Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON

Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

- *Au titre des organisations syndicales des salariés des exploitations agricoles les plus représentatifs (nommés par arrêté préfectoral du 9 novembre 1999):*

**Titulaire :** Monsieur Gilles LAFFON DE RIBEYROLLES - 54540 BADONVILLER

**Suppléants :** Madame Jacqueline GIET - 54170 DOLCOURT

Monsieur Hervé GERARD - 54300 MARAINVILLER

- *Au titre de la distribution des produits agro alimentaires:*

*Distribution en général*

**Titulaire :** Monsieur Jean Luc REMY - 54000 NANCY

**Suppléant :** Monsieur Alain EVEN - 54000 NANCY

*Commerce indépendant*

**Titulaire :** Monsieur Michel CUSEY - 54000 NANCY

**Suppléant :** Monsieur Michel MARCHAND - 54000 NANCY

- *Au titre du financement de l'agriculture*

**Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1

Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY

- *Au titre des fermiers métayers:*

**Titulaire :** Monsieur Claude AUBRION - 54560 BEUVILLERS

**Suppléant :** Monsieur Michel MERLIN 54330 - FORCELLES ST GORGON

- *Au titre des propriétaires agricoles:*

**Titulaire :** Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL

**Suppléants :** Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL

Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

- *Au titre de la propriété forestière:*

**Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE

**Suppléants :** Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU

Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

- *Au titre d'associations agréées pour la protection l'environnement:*

**Titulaire :** Monsieur Jean Pierre SIMOUTRE - Président FDC - 54450 CHAZELLES sur ALBE

**Suppléants :** Monsieur Guy SAPRANI - Président FDAAPPMA 54150 BRIEY

Monsieur Philippe SUGG - FDAAPPMA 54300 CHANTEHEUX

**Titulaire :** Monsieur Alain SALVI - Président CSL - 57930 FENETRANGE  
**Suppléants :** Monsieur Laurent GIGOUT - directeur CSL - 57930 FENETRANGE  
 Monsieur Damien AUMAITRE - CSL - 57930 FENETRANGE

- *Au titre de l'artisanat:*

**Titulaire :** Monsieur Raymond RECEVEUR - 54520 LAXOU  
**Suppléants :** Monsieur Francis CHRETIEN - 54200 TOUL  
 Monsieur Guy OLRV - 54930 HOUSSEVILLE

- *Au titre des consommateurs:*

**Titulaire :** Madame Madeleine PEIGNIER Familles Rurales - 54000 NANCY  
**Suppléante :** Madame Michèle PATIES CSF - 54000 NANCY

- *Au titre des personnes qualifiées :*

**Titulaires:** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS  
 Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

**ARTICLE 2 -**

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif:

- Madame Catherine CHAIX - Lycée agricole Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur Benoit SIDEL - Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur de l'ADASEA (*dans la mesure où cet organisme n'est pas rapporteur*)

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

**ARTICLE 3 -**

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**ARTICLE 4 -**

La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés *ès qualité*, est de trois ans à compter de leur nomination. La date de nomination est la date du présent arrêté sauf pour les membres nommés au titre de la chambre départementale d'agriculture, nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001, au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles, nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001 et au titre des organisations syndicales de salariés d'exploitation, nommés par arrêté préfectoral du 9 novembre 1999.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

**ARTICLE 5 -**

Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 mars 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES CONTROLEURS DU TRAVAIL

#### LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 11 mars 2004 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail

#### D E C I D E

**Article premier**

Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine LECOMTE Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULLY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Madame Valérie VIRIOT Monsieur Marc CORCHAND
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD

**Article deuxième**

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs du travail désignés ci-dessus, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux.

**Article trois**

La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Article quatre**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVRE, le 11 mars 2004

Le Directeur Départemental,  
 J.-P. JOLY

## DECISION CONCERNANT L'AFFECTATION DES INSPECTEURS DU TRAVAIL

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2004 nommant Monsieur Guy TROGNON, Inspecteur du Travail en section d'inspection à la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle,

## D E C I D E

## Article premier

Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspecteurs du travail dont les noms suivent :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Marie-Françoise VINCENT
Troisième section	Madame Astrid TOUSSAINT
Quatrième section	Monsieur Fernand LORRAIN
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

## Article deuxième

La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2004.

## Article trois

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 11 mars 2004

Le Directeur Départemental,  
J.-P. JOLY

## DECISION RELATIVE A L'ORGANISATION DE L'INSPECTION DU TRAVAIL DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu le code du travail, notamment son livre VI,

Vu le décret 94-1166 du 28 décembre 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des inspecteurs du travail de Meurthe-et-Moselle,

Vu la décision du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 11 mars 2004 concernant l'affectation en section d'inspection des inspecteurs du travail

## D E C I D E

**Article 1 :** En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des inspecteurs du travail ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un ou l'autre d'entre eux :

Section d'inspection d'affectation	Titulaire
1 <sup>ère</sup> section	Martine BOUBAGRA
2 <sup>ème</sup> section	Marie-Françoise VINCENT
3 <sup>ème</sup> section	Astrid TOUSSAINT
4 <sup>ème</sup> section	Fernand LORRAIN
5 <sup>ème</sup> section	Guy TROGNON

**Article 2 :** En application des articles 6 et 7 du décret susvisé du 28 décembre 1994, les agents du corps de l'inspection participent en tant que de besoins, aux actions d'inspection de la législation du travail organisées par le Directeur Départemental dans le département.

**Article 3 :** Le DDTEFP de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

**Article 4 :** La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Article 5 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 11 mars 2004

Le Directeur Départemental,  
J.-P. JOLY

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

## SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

## ARRETE 2004/DDE/160/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de LAXOU en date du 5 mars 2004;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation des corniches, garde-corps et trottoirs sur l'ouvrage d'art n°170 de l'autoroute A31 sur les bretelles de liaison : PARIS/METZ et LAXOU/PARIS;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE I

###### **Phase 1**

Les nuits du lundi 15 mars au vendredi 2 avril 2004, de 21h à 22h30, la circulation s'établit comme suit sur l'A31 :

- **bretelle PARIS/METZ** du PR 247+300 au 247+650
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - il est interdit de doubler
- **bretelle LAXOU/PARIS** du feu tricolore à la bretelle LAXOU/STRASBOURG
  - la circulation s'effectue sur une seule voie sur l'axe médian de la chaussée,
  - il est interdit de doubler

###### **Phase 2**

Les nuits du lundi 15 mars au vendredi 2 avril 2004, de 22h30 à 6h00, la circulation s'établit comme suit sur l'A31 :

- **bretelle PARIS/METZ** du PR 247+300 au 247+650
  - les deux voies sont neutralisées (lente et rapide)
  - les usagers doivent emprunter la déviation par NANCY, rue de la résistance, rue du Saulnois, avenue des 4 vents, puis A31 direction METZ
- **bretelle LAXOU/PARIS** du feu tricolore à la bretelle LAXOU/STRASBOURG
  - la circulation s'effectue sur une seule voie sur l'axe médian de la chaussée,
  - il est interdit de doubler.

##### ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

##### ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LAXOU, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

#### ARRETE 2004/DDE/198/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réalisation de travaux de génie civil sur l'ouvrage d'art 450 au PR 273+650 de l'autoroute A31, sur le territoire de la commune d'ATTON ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE I

Les nuits du 15 mars au 18 mars 2004, de 21h à 6h00, la circulation s'établit comme suit entre les PR 274+950 et 270+800:

- **dans le sens METZ/NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h,
  - il est interdit de doubler
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY/METZ
- **dans le sens NANCY/METZ**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler

##### ARTICLE II

Basculement effectif entre les ITPC du PR 273+950 au 271+800

##### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.



**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 12 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 33073 en date du 10 mars, La Communauté de Communes du pays de l'Orne a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement des réseaux basse tension cité Genébois 1° tranche, sur la commune de JOEUF.

Par arrêté préfectoral n° 33313 en date du 24 mars 2004, Electricité de France, service NANCY LORRAINE, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la sécurisation HTA liaison Richier/Chanzy, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 33412 en date du 11 mars 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique du lotissement Les Longues Raies, rue des Neuf Sauts, sur la commune d'AUDUN LE ROMAN.

Par arrêté préfectoral du 11 mars 2004, est autorisée au profit de la direction départementale de l'Equipement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, l'occupation temporaire sur les parcelles d'une superficie de 13 747 m<sup>2</sup> en vue de réaliser les travaux de la RN 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, sur le territoire de la commune de SAINT CLEMENT.

**ARRETE DE CESSIBILITE N° 08 DE 04 SERUAI/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY  
ACQUISITION DE TERRAINS, D'IMMEUBLE BATI ET TRAVAUX D'AMENAGEMENT A REALISER  
POUR LA MISE EN ŒUVRE DU P.A.Z. DE LA ZAC DITE « PORT AUX PLANCHES » A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet d'acquisition de terrains, d'immeuble bâti et de travaux d'aménagement à réaliser pour la mise en œuvre du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dite « Port aux Planches », sur le territoire de la commune de NANCY ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 02 DE 001 PFU du 21 février 2002 portant déclaration d'utilité publique des acquisitions de terrains et d'immeubles bâtis ainsi que les travaux à réaliser pour la mise en œuvre du plan d'aménagement de zone de la zone d'aménagement concerté dite « Port aux Planches » à NANCY ;

Vu la délibération n° 4 du 11 juillet 2002 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle l'ouverture de l'enquête parcellaire, l'arrêté de cessibilité des parcelles non acquises à l'amiable ainsi que l'ordonnance d'expropriation ;

Vu la lettre du 26 février 2004 de la Société Lorraine d'Economie Mixte d'Aménagement Urbain (SOLOREM) ;

Vu le plan et l'état parcellaire des immeubles à acquérir ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé, en exécution de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2003 ;

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur du 3 décembre 2003 ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 à L 11-8 ainsi que les R 11-19 à R 11-31 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs et libertés des communes, des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

Considérant la nécessité d'acquiescer les trois immeubles indispensables à la réalisation des travaux d'aménagement de la ZAC dite « Port aux Planches » ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) ou à la SOLOREM.

**Article 2** - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

**Article 3** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de NANCY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le directeur général de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine
- Monsieur le directeur de la SOLOREM
- Monsieur le maire de NANCY
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

## PROCES-VERBAL DU JURY D'EXAMEN

## DU BREVET NATIONAL DE JEUNES SAPEURS POMPIERS - EXAMEN DES 20 ET 27 SEPTEMBRE 2003

L'an deux mille trois les 20 et 27 septembre à 17 heures 30 le jury d'examen désigné par arrêté préfectoral n° 03 1340 DDSIS en date du 29 août 2003 s'est réuni au centre d'intervention de Tomblaine en vue de délibérer sur les résultats des épreuves subies par 79 candidats au :

- Brevet National de Jeunes Sapeurs Pompiers

**79 candidats se sont présentés**

NOM & PRENOM	NOTE sur 140 points
AMADEI Jonathan	90,35
BARBIER Jules	98,8
BASTER Maxime	110
BEAUREGARD Marjorie	22,5*
BENOIT Laetitia	61,7*
BENOIT Nicolas	69,8
BOTTA Joris	109,75
BOURGOIN Ludovic	119
BRULHARD Kévin	75,85
BRUNORI Dino	106,95
CAFFETTI Antony	99,8*
CANIAUX Eugénie	86,8*
CAREME Sébastien	88,65*
CHAFFIN Réjane	97,35
CHOPINEAUX Cécile	96,6
CLEMENT Loïc	97,35
CORDIER Yoann	100,35
CREUX Jessica	87,6
CUETTE Marianne	100,55*
DELAVELLE Stephanie	77,75
DENIS Johana	86,45
DESNOYER Laëticia	98,55
DETHIER Sébastien	106,9
DONY Alexandre	102,35
DURESNE Cédric	97,95
ETIENNE Jonathan	105,25
FONTAINE Nathaele	103,2
FRANCHINA Lisa	10,25
GALISOT Jérémy	92,45
GEORGE Aurélie	90
GOEURY Vincent	102,6
GRANDIDIER Aurélia	108,35
GUICHOUX Lucie	95,95
HENTSCH Antonin	88,15
HETT Antonin	107,2
HUMBERT Marc	118,8
JACQUET Anne	97,5
JENIN Jérémie	115,8
KRATZ Geoffrey	118,7
LACREUSE Aurelien	98,7
LAMBINET Jonathan	88,2
LECANTE Noemie	94
LEGROS Ludovic	103,15
LEMAUX Michael	120,4
LIEGEOIS Arnaud	67,4*
LOSTETTER Damien	101,4
MAILLARD Sylvain	61,8*
MEINSER Gaétan	117,2

MIANOWSKI Mandy	111,3
MIRA Anthony	115,6
MOGINOT Grégory	120,6
MONTREUIL Kévin	121,9
MOUGENOT Benjamin	98,6
MUEL Alex	103,45
NOWACZYK Geoffroy	112,75
OLE Julien	108,4
PACIOCCO Anthony	90,85
PAÏOLAS Benjamin	94,5*
PARMENTIER Arnaud	104,15
PAUL Kévin	93,65
PIAT Florence	97,3
PICARD Frederic	116,1
PIERRAT Julien	104,85
PIERRE Alexis	113,9
PIHET Julien	102,45
POULPARD Floris	115,9
PROTIN Sébastien	109,2
RASSEL Jonathan	90,45*
REPPERT William	109,2
RONVAL Christophe	109,7
SALAMOU Kévin	105,4
SAUCY Charline	108,5
SCHMITT Ulrich	105,4
SCHOOR Vivien	85,85
SELLIER Yohan	108,5
SEMERANO Thomas	90,5
SOULIGNAC Eloïse	97,15
TALIA Sabrina	96,6
THIRINGER Magalie	97,85

Sont reçus les candidats ayant obtenu **70 points sur 140** (\*) non admis : note éliminatoire ou moyenne insuffisante

En conséquence , le Brevet National de Jeune Sapeur Pompiers est décerné à Mesdemoiselles et Messieurs

NOM & PRENOM	NOTE sur 140 points
AMADEI Jonathan	90,35
BARBIER Jules	98,8
BASTER Maxime	110
BENOIT Nicolas	69,8
BOTTA Joris	109,75
BOURGOIN Ludovic	119
BRULHARD Kévin	75,85
BRUNORI Dino	106,95
CHAFFIN Réjane	97,35
CHOPINEAUX Cécile	96,6
CLEMENT Loïc	97,35
CORDIER Yoann	100,35
CREUX Jessica	87,6
DELAVELLE Stephanie	77,75
DENIS Johana	86,45
DESNOYER Laëtitia	98,55
DETHIER Sébastien	106,9
DONY Alexandre	102,35
DURESNE Cédric	97,95
ETIENNE Jonathan	105,25
FONTAINE Nathaele	103,2

FRANCHINA Lisa	10,25
GALISOT Jérémy	92,45
GEORGE Aurélie	90
GOEURY Vincent	102,6
GRANDIDIER Aurélie	108,35
GUICHOUX Lucie	95,95
HENTSCH Antonin	88,15
HETT Antonin	107,2
HUMBERT Marc	118,8
JACQUET Anne	97,5
JENIN Jérémie	115,8
KRATZ Geoffrey	118,7
LACREUSE Aurelien	98,7
LAMBINET Jonathan	88,2
LECANTE Noemie	94
LEGROS Lluovic	103,15
LEMAUX Michael	120,4
LOSTETTER Damien	101,4
MEINSER Gaétan	117,2
MIANOWSKI Mandy	111,3
MIRA Anthony	115,6
MOGINOT Grégory	120,6
MONTREUIL Kévin	121,9
MOUGENOT Benjamin	98,6
MUEL Alex	103,45
NOWACZYK Geoffroy	112,75
OLE Julien	108,4
PACIOCCO Anthony	90,85
PARMENTIER Arnaud	104,15
PAUL Kévin	93,65
PIAT Florence	97,3
PICARD Frederic	116,1
PIERRAT Julien	104,85
PIERRE Alexis	113,9
PIHET Julien	102,45
POULPARD Floris	115,9
PROTIN Sébastien	109,2
REPPERT William	109,2
RONVAL Christophe	109,7
SALAMOU Kévin	105,4
SAUCY Charline	108,5
SCHMITT Ulrich	105,4
SCHOOR Vivien	85,85
SELLIER Yohan	108,5
SEMERANO Thomas	90,5
SOULIGNAC Eloïse	97,15
TALIA Sabrina	96,6
THIRINGER Magalie	97,85

NANCY, le 13 janvier 2004

Pour le Président du Jury,  
 Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
 Lieutenant-Colonel J.-J. HORB

ARRETE DEPARTEMENTAL DDSIS N° 367/2004 PORTANT RETRAIT DE L'ARRETE N° 2358/2003 DU 18 DECEMBRE 2003,  
 PORTANT OUVERTURE DE DEUX CONCOURS DE SAPEUR-POMPIER PROFESSIONNEL DE 2° CLASSE (FEMME OU HOMME)  
 AU TITRE DE L'ANNEE 2004

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
 VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;  
VU le décret n° 85-1229 du 20 novembre 1985, modifié, relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;  
VU le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997, abrogeant le décret n° 88-623 du 6 mai 1988, relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours ;  
VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990, modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des Sapeurs-Pompiers Professionnels, notamment les articles 9 et 10 ;  
VU le décret n° 90-851 du 25 septembre 1990, modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers ;  
VU le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;  
VU l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des Sapeurs-Pompiers Professionnels et Volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;  
VU l'arrêté du 2 août 2001, modifié, relatif au concours externe sur épreuves d'accès au cadre d'emplois des Sapeurs-Pompiers Professionnels non Officiers (Sapeur-Pompier Professionnel de 2<sup>ème</sup> classe) ;  
VU la délibération du Conseil d'Administration du SDIS en date du 13 juillet 2001 portant désignation de M. Gérard ROYER, Conseiller Général du canton de Seichamps, Maire de Pulnoy en qualité de Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;  
VU la délibération du CASIS dans sa séance du 17 décembre 2003 ;  
VU l'arrêté n° 2358/2003 du 18 décembre 2003, portant ouverture de deux concours de Sapeur-pompier Professionnel de 2<sup>ème</sup> classe ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Les dispositions de l'arrêté n° 2358/2003 du 18 décembre 2003 portant ouverture de deux concours de Sapeur-pompier Professionnel de 2<sup>ème</sup> classe (concours N°1 réservé aux candidats externes et concours n° 2 réservé aux candidats S.P.V) au titre de l'année 2004 sont rapportées.

**ARTICLE 2** : Le Directeur du Service Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 mars 2004

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS,  
Gérard ROYER

### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

#### DECISION N° 004/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;  
VU les articles D 714.12.1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;  
VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 23 avril 2004 ;  
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;  
VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;  
VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant **Monsieur Bernard HURSON** dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

#### DECIDE

##### **ARTICLE 1**

La décision n° 014/02 du 19 novembre 2002 est annulée.

##### **ARTICLE 2** Délégation

- a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :
  - tous bons de commandes, marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;
  - en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.
- b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.
- c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude MAREKOVIC, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.
- d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Pierre LESEIGNEUR, ingénieur, à l'effet de signer :
  - les ordres de service, certificats, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux.
  - en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.
- e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courants, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.
- f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Pierre LESEIGNEUR, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

##### **ARTICLE 3**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

##### **ARTICLE 4**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

##### **ARTICLE 5**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

##### **ARTICLE 6**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Pierre LESEIGNEUR, ingénieur, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

##### **ARTICLE 7**

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

**ARTICLE 8**

La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 10 mars 2004

Le Directeur,  
Y. BOUYSSSET

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE****ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-324 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de TOUL ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de TOUL.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DAI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

**Copie à** : M le Maire de la commune de TOUL.

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-325 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de PONT-à-MOUSSON ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de PONT-à-MOUSSON.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéa a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

**Copie à** : M le Maire de la commune de PONT-à-MOUSSON.  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-326 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de NANCY ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de NANCY.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéa a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

**Copie à** : M le Maire de NANCY.  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-327 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de LUNEVILLE ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de LUNEVILLE.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les **zones de type 1**, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les **zones de type 2**, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : *La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.*

Copie à : M le Maire de LUNEVILLE.

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

---

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-328 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de BACCARAT.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les **zones de type 1**, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les **zones de type 2**, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : *La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.*

Copie à : M le Maire de BACCARAT.

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

---

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-329 DU 31 JUILLET 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de DENEUVRE ;



Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de DENEUVRE.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DADI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M le Maire de DENEUVRE.

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

#### ZONAGE TOTAL 50 M2 - ARRETE SGAR N° 2003-330 DU 31 JUILLET 2003 DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale ( Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles ) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire des communes citées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE, les communes suivantes :

Dieulouard, Liverdun, Ludres, Mars-la-Tour, Mousson, Saxon-Sion, Vaudémont.

**Article 2** : Le périmètre des communes visées à l'article 1 constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers ( y compris parkings et voiries ), situés dans la zone délimitée à l'article 2 et d'une emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>, devront être transmis au Préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 4** : Les projets de travaux d'une emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup> visés par l'article R 442-3-1, alinéas a et d du code de l'urbanisme, devront être également transmis au Préfet de région.

**Article 5** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DADI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : Maires des communes concernées

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement

#### ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-781 DU 30 DECEMBRE 2003 DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de BLAMONT ;  
Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**AR R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de BLAMONT.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de BLAMONT

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-782 DU 30 DECEMBRE 2003**  
**DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de BRIEY ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**AR R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de BRIEY.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m<sup>2</sup>** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de BRIEY

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-783 DU 30 DECEMBRE 2003**  
**DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Préfet de la Zone de Défense Est

Préfet de la Moselle

Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de LONGUYON ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de LONGUYON.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de LONGUYON  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

#### ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-784 DU 30 DECEMBRE 2003 DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de LONGWY ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de LONGWY.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de LONGWY  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-785 DU 30 DECEMBRE 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de NOMENY ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de NOMENY.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéa a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de NOMENY

Préfecture de région

Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle

Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 786 DU 30 DECEMBRE 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de ROSIERES-aux-SALINES ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de ROSIERES-aux-SALINES.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéa a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de ROSIERES-aux-SALINES  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-787 DU 30 DECEMBRE 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de SAINT-NICOLAS-de-PORT ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de SAINT-NICOLAS-de-PORT.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DASI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de SAINT-NICOLAS-de-PORT  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETE SGAR N° 2003-788 DU 30 DECEMBRE 2003  
DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la Zone de Défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;

Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;

Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire de la commune de VEZELISE ;

Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE la commune de VEZELISE.

**Article 2** : Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4** : Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5** : Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une **emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2** (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé.

**Article 6** : Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA** : La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DAI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

Copie à : M. le Maire de VEZELISE  
Préfecture de région  
Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle  
Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

## DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE

### ARRETE DRASS N° 2004-5 DU 21 JANVIER 2004 PORTANT NOMINATION DU REGISSEUR ET DU SUPPLEANT D'UNE REGIE D'AVANCES INSTITUEE AUPRES DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,  
VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976,  
VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par les décrets n° 92-1368 du 23 décembre 1992 et N°97-33 du 13 janvier 1997,  
VU l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avance et des régisseurs de recettes,  
VU l'arrêté du Ministère du Budget du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents,  
VU l'arrêté du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville en date du 27 octobre 1993 habilitant les préfets de Région à instituer des régies d'avance auprès des Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales des services déconcentrés de son administration, modifié par l'arrêté du 26 avril 2000,  
VU l'arrêté du 28 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,  
VU l'arrêté du 9 mars 1995 portant création d'une commission nationale d'action sociale, de commissions régionales et interdépartementales d'action sociale et d'une commission d'action sociale pour l'administration centrale, modifié par l'arrêté du 17 juin 1996 et l'arrêté du 22 février 2000, notamment son article 11.1,  
VU l'arrêté SGAR n° 2003-299 du 23 juillet 2003, donnant délégation d'ordonnateur secondaire à M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame WEBER Béatrice, secrétaire administrative, est nommée régisseur d'avances titulaire auprès de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de LORRAINE à compter du 1<sup>er</sup> mars 2004.

**Article 2** : Madame KIEFFER Mantine exerce auprès du régisseur en son absence ou en cas d'empêchement les fonctions de suppléant.

**Article 3** : Le montant du cautionnement que doit constituer le régisseur s'élève à 760 €.

**Article 4** : Le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle allouée au régisseur est fixé à 140 €.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Ramiro PEREIRA

## SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

### ARRETE D'APPROBATION DES STATUTS DE LA FEDERATION REGIONALE DES MSA DE LORRAINE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 723-2 et L 723-46 nouveaux du code rural,  
VU le décret n° 99-507 du 17 juin 1999, relatif aux statuts et aux règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, d'après lequel les statuts et les règlements intérieurs des organismes de mutualité sociale agricole, ainsi que leurs modifications, sont soumis à l'approbation du Préfet de Région.  
VU l'arrêté du 21 février 2002 relatif au modèle de statuts des Associations Régionales et Fédérations des Caisses de Mutualité Sociale Agricole, modifié par l'arrêté du 27 mars 2002,  
VU le projet de statuts de la Fédération des MSA de Lorraine, adopté par l'Assemblée Générale de cet organisme lors de sa réunion du 24 février 2004,  
SUR proposition du Chef de Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles

#### ARRETE

**Article 1** - Sont approuvés, tels qu'ils ont été adoptés par l'Assemblée Générale du 24 février 2004, les projets de statuts de la Fédération Régionale des MSA de Lorraine, annexés au présent arrêté.

**Article 2** - Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 5 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,  
Philippe-Xavier PIMOR

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

CABINET DU PREFET - SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

LISTE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR ET DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle communique à Mesdames et Messieurs les Maires la liste des immeubles de Grande Hauteur (I.G.H.) et des Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) du 1er groupe - 1ère à 4ème catégorie - dans le département, telle qu'elle a été soumise et approuvée en séance du 26 février 2004 de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il appartient à chacun, dans sa commune, d'en vérifier l'exactitude et de me faire part (Cabinet - SIDPC) de toute correction à y apporter

**IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

Commune	Type		Raison Sociale	Adresse
MAXEVILLE	GHZ		TOUR PANORAMIQUE	Les Aulnes
NANCY	GHA		IMMEUBLE ETOILE	96, avenue du Gal Leclerc
NANCY	GHZ		TOUR THIERS	1, rue Piroux
NANCY	GHW1		HOTEL DES FINANCES	50, rue des Ponts
NANCY	GHZ		IMMEUBLE JOFFRE	25-29, boulevard Joffre
NANCY	GHZ		IMMEUBLE JOFFRE ST THIEBAUT	15, boulevard Joffre
VANDOEUVE LES NANCY	GHU		C.H.U. DE BRABOIS	2, rue du Morvan
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS TOUR ET PARTIES COMMUNES	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS COTOREP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS MAGASIN ELVEDA	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS DDTEFP 1ER ETAGE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS DDTEFP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS ANPE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS BOWLING RESTAURANT	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS RESTAURANT LE SQUARE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS CABINET DENTAIRE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS PHONE SHOP	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS INFODOC (lot A)	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS INFODOC (lot B)	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS MAGASIN MATCH	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS CABINET OPHTALMOLOGIE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS CREDIT MUTUEL	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVE LES NANCY	GHZ		LES NATIONS MAGASIN NORMA	23, boulevard de l'Europe

VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS KAPTECH	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS UNIPIERRE UNIFICA	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS PHARMACIE HANTELLE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS BOUTIQUE RECREATION	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS MEDIA - TEL	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS SALON TCHAK	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS ESPACE SFR	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS RESTO RAPIDE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS CMP-CATTP 1°IJ	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS CAIMAN VETEMENTS CORSAIRE COIFFURE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS BRASSERIE UNIVERSELLE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS FRANCE TELECOM	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS UNION MEDECINS LIBERAUX	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS EDISSIMMO	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS SALON COIFFURE ATMOSPHERE	23, boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY			LES NATIONS CREDIT AGRICOLE LORRAINE	23, boulevard de l'Europe

7 IGH et 32 sous-dossiers

## ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

Commune	Type	Cat	Raison Sociale	Adresse
ABBEVILLE LES CONFLANS	L	4	SALLE POLYVALENTE	4bis, Grande Rue
ABONCOURT	P	4	DISCOTHEQUE L' OUBLIETTE	rue Basse
AFFLEVILLE	LR	4	SALLE POLYVALENTE ECOLE	11, rue des Ecoles
AFFLEVILLE	V	3	EGLISE	rue d'Aix
AGINCOURT	L	4	SALLE DES FETES	4, rue Maucolin
AINGERAY	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
ALLAIN	L	4	SALLE POLYVALENTE ET ANNEXE	route Nationale
ALLAMPS	L	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	12, rue du Lieutenant Clerc
ALLAMPS	R	4	MATERNELLE JULES FERRY	6, rue Jules Ferry
ALLONDRELLE LA MALMAISON	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, place de la Mairie
AMANCE	R	4	ECOLE MATERNELLE	rue Derrière l'Eglise
ANCERVILLER	V	3	EGLISE	
ANDILLY	L	4	SALLE COMMUNALE	49, rue St Paul
ANDILLY	R	4	ECOLE	47, rue St Paul
ANGOMONT	R	4	LE PRÉ DES NOISETTES BAT 1	Chemin départemental n° 11
ANGOMONT	R	4	LE PRE DES NOISETTES BAT 2	1bis, Grande Rue
ARNAVILLE	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	109, Grande rue



ARRACOURT	RLW	4	ECOLE MAIRIE	10, Grand rue
ARRACOURT	V	3	EGLISE	
ARRAYE ET HAN	L	4	SALLE POLYVALENTE	chemin des Ecoliers
ARRAYE ET HAN	R	4	CENTRE EDUCATIF SCOLAIRE	rue du Haut Bourg
ARRAYE ET HAN	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
ART SUR MEURTHE	L	4	LE CHATEAU	1, rue des Frères Marianistes
ART SUR MEURTHE	R	2	LEP ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
ART SUR MEURTHE	R	4	CENTRE AERE ET D'HEBERGEMENT	36, avenue de la Chartreuse
ART SUR MEURTHE	WP	4	MAISON COMMUNE	20, rue Georges Chepfer
ART SUR MEURTHE	X	3	SALLE DES SPORTS ST MICHEL	Chartreuse de Bosserville
AUBOUE	L	3	SALLE DES FETES	rue du 11 Novembre
AUBOUE	LR	3	CENTRE AERE JEAN BERTRAND	rue de la Cartoucherie
AUBOUE	LX	3	CENTRE CULTUREL ABOWELS	place du Général de Gaulle
AUBOUE	R	3	LYCEE FULGENCE BIENVENUE	10, rue Prosper Mérimée
AUBOUE	R	3	COLLEGE SALVADOR ALLENDE	place du Général Leclerc
AUBOUE	R	4	PRIMAIRE ROMAIN ROLLAND	5, parc Alexis Léonov
AUBOUE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
AUBOUE	X	4	HALLE DES SPORTS MAURICE PICHON	place Albert Lebrun
AUBOUE	X	4	GYMNASSE MUNICIPALE	6, parc Léonov
AUDUN LE ROMAN	L	3	SALLE POLYVALENTE	67, route de Briey
AUDUN LE ROMAN	R	3	COLLEGE GASTON RAMON	6, rue du Stade
AUDUN LE ROMAN	R	4	GROUPE SCOLAIRE	place du Général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	V	3	EGLISE	place du Général de Gaulle
AUDUN LE ROMAN	X	3	SALLE SPORTS RENE ROUSSEAU	place Clémenceau
AUTREVILLE SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	place du Lavoir
AVRICOURT	L	4	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue du Stade
AVRIL	L	3	SALLES POLYVALENTES	lieu dit domaine de Fillières
AVRIL	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Libération
AZERAILLES	L	4	SALLE JEANNE-D'ARC	
AZERAILLES	L	4	FOYER RURAL	rue Général Leclerc
AZERAILLES	V	3	EGLISE	
BACCARAT	J	4	MAISON REPOS LE CHATEAU	25bis, rue du Parc
BACCARAT	L	3	CINEMA CONCORDE	rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	L	3	SALLE DES FETES	avenue de la Chapelle
BACCARAT	L	4	ESPACE CULTUREL	12, rue Emile Gridel
BACCARAT	M	2	SUPERMARCHE CHAMPION	59, rue des Cristalleries
BACCARAT	M	3	MAGASIN LIDL	29, route Nationale

BACCARAT	NO	4	CRISTALLERIE RESTAURANT	avenue de la Division Leclerc
BACCARAT	R	3	COLLEGE	1bis, avenue de la Chapelle
BACCARAT	R	4	INSTITUTION DE GONDRECOURT	1, rue de la Paroisse
BACCARAT	R	4	MATERNELLE DU CENTRE	5, rue des III Frères Clément
BACCARAT	R	4	LA CLE DES CHAMPS	9, rue de Humbépaire
BACCARAT	R	4	PRIMAIRE DE LA SERRE	16, rue Gernsbach
BACCARAT	U	3	MAISON HOSPITALIERE	24, rue de l'Abbé Munier
BACCARAT	V	3	EGLISE ST REMY	lieu dit pré de la Semelle
BACCARAT	X	3	SALLE DES SPORTS GEORGES BENE	rue Emile Gridel
BACCARAT	X	4	PISCINE MUNICIPALE	rue Emile Gridel
BADONVILLER	J	4	MAISON RETRAITE CLAUDE JACQUEMIN	6, rue de Chanzy
BADONVILLER	M	4	SUPERMARCHE TIMY	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	R	4	COLLEGE EMILE FOURNIER	2, rue Raymond Poincaré
BADONVILLER	U	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	avenue de la Division Leclerc
BADONVILLER	V	3	EGLISE	
BADONVILLER	X	4	GYMNASE	avenue de la Division Leclerc
BAINVILLE SUR MADON	L	4	SALLE DES FETES	2, rue de l'Eglise
BAINVILLE SUR MADON	U	2	CENTRE JACQUES PARISOT	78, rue Jacques Callot
BARBONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grande Rue
BARISEY AU PLAIN	L	4	SALLE DES FETES	10, rue St Hubert
BASLIEUX	LPR	4	SALLE POLYVALENTE MATERNELLE	1bis, rue Chapelle Doncourt cités
BATILLY	L	3	SALLE POLYVALENTE COUARAIL	10bis, avenue des Tilleuls
BAUZEMONT	L	4	MAISON POUR TOUS	36, Grande rue
BAYON	J	3	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	23, Grande Rue
BAYON	L	3	SALLE DES FETES	6, rue Ecoles
BAYON	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	1, avenue de Virecourt
BAYON	R	3	COLLEGE DE L'EURON	24, rue Ecoles
BAYON	V	3	EGLISE	4, place de l'Eglise
BAYON	X	3	HALL DES SPORTS	28, rue des Ecoles
BAYONVILLE SUR MAD	WR	4	MAIRIE BIBLIOTHEQUE	rue du Biard
BAZAILLES	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Mairie
BAZAILLES	V	3	EGLISE	
BEAUMONT	LNO	3	CARREFOUR DES JEUNES	23, Grande rue
BELLEAU	L	4	SALLE DES FETES	rue du Breuil
BELLEVILLE	LW	3	SALLE SOCIO CULTURELLE MAIRIE	rue de la Mairie
BELLEVILLE	M	4	MAGASIN HUIT A HUIT	1, rue Bourgogne
BENAMENIL	RX	3	COLLEGE RENE GAILLARD	rue des Ecoles

BENNEY	V	3	EGLISE ST MARTIN	10, rue St Martin
BERNECOURT	LX	4	SALLE POLYVALENTE	grand rue
BERTRAMBOIS	L	4	FOYER RURAL	23, rue Général Meyer
BERTRAMBOIS	V	3	EGLISE	
BERTRICHAMPS	L	4	SALLE POLYVALENTE	58, rue Général Leclerc
BERTRICHAMPS	V	3	EGLISE	62bis, rue Général Leclerc
BEUVEILLE	L	3	SALLE DES FETES	rue Albert Lebrun
BEUVEILLE	L	4	FOYER RURAL CENTRE AERE	rue Jean Baptiste Gauche
BEUVILLERS	V	3	EGLISE	
BEZAUMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
BICQUELEY	L	4	SALLE DES FETES	5, rue Haut du Chêne
BICQUELEY	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Nicolas Chenin
BICQUELEY	R	4	ECOLE MATERNELLE ET MAIRIE	rue Nicolas Chenin
BIONVILLE	UR	4	CHALET D'ACCUEIL N-D DE TRUPT	5 Au Trupt
BLAINVILLE SUR L'EAU	J	4	MAISON DE RETRAITE	rue du Bac
BLAINVILLE SUR L'EAU	L	3	CENTRE CULTUREL	rue de l'Etang
BLAINVILLE SUR L'EAU	LW	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	cour Jean Jaurès
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	2	MAGASIN CHAMPION	25, avenue Pierre Sépard
BLAINVILLE SUR L'EAU	M	3	MAGASIN ALDI	route de Mont sur Meurthe
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	3	COLLEGE LANGEVIN WALLON	40, rue Rendez-vous
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	CENTRE D'ACCUEIL ENFANTS	1bis, rue du Presbystère
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	ECOLE JULES FERRY	rue de Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	R	4	MATERNELLE JEAN JAURES	17bis, rue Gerbeviller
BLAINVILLE SUR L'EAU	V	3	EGLISE	
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	SALLE SPORTS SNCF	Gare
BLAINVILLE SUR L'EAU	X	3	SALLE SPORTS HAUT DES PLACES	rue Drouhot
BLAMONT	J	4	MAISON DE RETRAITE LE COUARAIL	17, rue de Voise
BLAMONT	L	3	CINEMA BON ACCUEIL	5, rue des Capucins
BLAMONT	L	4	FOYER DES JEUNES	20, rue de la Traversière
BLAMONT	LW	3	HOTEL DE VILLE	12, place du Général de Gaulle
BLAMONT	M	2	INTERMARCHE	rue de Beuhât
BLAMONT	R	3	GROUPE SCOLAIRE JEAN CROUZIER	3, rue du Collège
BLAMONT	R	3	COLLEGE DU CHATEAU	25, rue de la Traversière
BLAMONT	R	4	LUDOTHEQUE RELAIS ASSIT.MATERNELLE	17, rue du Château
BLAMONT	U	4	CENTRE DE PROTECTION DE L'ENFANCE	33, rue du Château
BLAMONT	U	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	80, rue du 18 Novembre
BLAMONT	V	3	EGLISE	rue Victor Pierre

BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	2	CENTRE MICHEL BERTELLE	rue du Saule
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	SALLE POLYVALENTE JEAN VILAR	3, rue St Epvre
BLENOD LES PONT A MOUSSON	L	4	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	square Jean Jaurès
BLENOD LES PONT A MOUSSON	M	3	CENTRE COMMERCIAL ALDI	zac Encumechamps Gibotins
BLENOD LES PONT A MOUSSON	PA	1	STADE DES FONDERIES	
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	2	COLLEGE VINCENT VAN GOGH	5/7, rue St Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE ARTHUR RIMBAUD	rue des Ecoles
BLENOD LES PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE LOUIS ARAGON	rue Saint-Martin
BLENOD LES PONT A MOUSSON	RN	4	MAISON DES ENFANTS	rue Françoise Dolto
BLENOD LES PONT A MOUSSON	X	3	SALLE DES SPORTS	place du 8 Mai
BLENOD LES TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE DU PUISAT	rue du Puisat
BLENOD LES TOUL	V	3	EGLISE	place du Château
BONCOURT	L	4	MAISON POUR TOUS	Grande rue
BORVILLE	L	4	SALLE SOCIO-CULTURELLE	Mairie de Borville
BOUCQ	L	4	MAISON POUR TOUS	4, rue Monnaie
BOUCQ	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
BOUVRON	L	4	MAISON POUR TOUS	ruelle du Château
BOUXIERES AUX CHENES	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF PERE GERARD	rue des Ormes
BOUXIERES AUX DAMES	J	4	MAISON D'ENFANTS CLAIRJOIE	rue du Comte de Frawenberg
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue du Téméraire
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	SALLE GUINGOT	15 rue des Frères Lièvre
BOUXIERES AUX DAMES	L	4	SALLE LAMBING	Chemin du Paquis
BOUXIERES AUX DAMES	M	3	CENTRE COMMERCIAL TREFF MARCHE	40, route départementale
BOUXIERES AUX DAMES	N	3	BAR RESTAURANT L'OLYMPE	C.C. Les Arcades
BOUXIERES AUX DAMES	O	4	HOTEL FORMULE 1	1, rue Charles Boursault
BOUXIERES AUX DAMES	R	3	PRIMAIRE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	R	4	MATERNELLE RENE THIBAUT	rue Saint Antoine
BOUXIERES AUX DAMES	V	3	EGLISE	rue Saint Martin
BOUXIERES SOUS FROIDMONT	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	1, grande rue
BRAINVILLE - PORCHER	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	24, Grand'rue
BRALLEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Lieudit Paquis du Breuil
BREMONCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, rue du Haut Ménuchamp
BRIEY	J	4	FOYER JEAN COLLON	5, rue Clémenceau
BRIEY	L	4	CENTRE LINO VENTURA	avenue Albert de Briey
BRIEY	L	4	SALLE BATANI CENTRE DE LOISIRS	Lieu dit Bois de Chèvre
BRIEY	LW	4	CENTRE POLYVALENT D'INFORMATION	avenue Albert de Briey
BRIEY	M	2	SUPERMARCHE CHAMPION	3, rue Raymond Mondon

BRIEY	M	2	SUPER U	RD 906
BRIEY	M	2	MAGASIN BRICOLAGE WELDOM	RD 906
BRIEY	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	25bis, rue de Metz
BRIEY	M	3	LIDL	place Alexis Gruss
BRIEY	NO	3	HOTEL RESTAURANT ASTER	1, rue de l'Europe
BRIEY	NP	4	LE STANISLAS	8, rue Raymond Mondon
BRIEY	NP	4	RESTAURANT LA BRIOTINE DANCING LE SAXO	10, avenue Clémenceau
BRIEY	PA	1	STADE AUGUSTIN CLEMENT	rue Albert de Briey
BRIEY	R	2	LYCEE LOUIS BERTRAND	27, avenue Albert de Briey
BRIEY	R	3	LYCEE COLLEGE DE L'ASSOMPTION	1, rue Maréchal Foch
BRIEY	R	3	COLLEGE JULES FERRY	5, avenue de la République
BRIEY	R	4	PRIMAIRE LOUIS PERGAUD	rue du roi de Rome
BRIEY	R	4	E.R.E.A.HUBERT MARTIN	4, rue Robert Schuman
BRIEY	R	4	MATERNELLE ST EXUPERY	25, rue de Metz
BRIEY	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	7, rue de la Liberté
BRIEY	R	4	INSTITUT FORM.SOINS INFIRMIERS	Cité radieuse
BRIEY	R	4	MATERNELLE YVONNE IMBERT	9bis, rue de la Liberté
BRIEY	U	2	CENTRE HOSPITALIER MAILLOT	31, avenue Albert de Briey
BRIEY	U	3	CENTRE MEDICAL STERN	4, avenue Clémenceau
BRIEY	V	3	EGLISE ST GENGOULT	place de l'Eglise
BRIEY	WL	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
BRIEY	WL	4	COMPLEXE JUDICIAIRE	4, rue Maréchal Foch
BRIEY	WL	4	SOUS PREFECTURE	place du Château
BRIEY	X	3	GYMNASSE JEAN PETIT	rue Albert de Briey
BRIEY	X	3	COMPLEXE PISCINE GYMNASSE ALFRED MERKEL	avenue Albert de Briey
BRIEY	X	4	SALLE DE JUDO ET PING-PONG	rue Albert de Briey
BRIN SUR SEILLE	L	4	MAISON POUR TOUS	route de Nancy
BRULEY	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue des Triboulottes
BUISSONCOURT	L	4	SALLE DES FETES	rue Haute
BUISSONCOURT	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL MAIRIE	1, rue des Ecoles
BULLIGNY	L	4	MAISON POUR TOUS	place de l'Eglise
BULLIGNY	V	3	EGLISE	place de l'église
BURES	L	4	MILLE CLUB	Lieudit "Le Cheminot"
BURES	L	4	SALLE DES FETES	4, route Réchicourt
CEINTREY	L	4	SALLE POLYVALENTE VICTORIN	rue de la Gare
CERVILLE	XL	4	MAISON POUR TOUS	1, rue de Réméréville
CHALIGNY	L	4	SALLE POLYVALENTE	128, rue Edmond Pintier

CHALIGNY	N	4	BAR LE LAFAYETTE	873, rue Edmond Pintier
CHALIGNY	V	3	EGLISE SAINT REMY	
CHAMPENOUX	L	4	SALLE SAINT NICOLAS	rue Saint Barthélémy
CHAMPENOUX	M	3	MARIETTI FRANCE TEXTILES	rue du Grand Couronné
CHAMPENOUX	M	3	DECOR JARDIN	10, rue Demoyen
CHAMPENOUX	R	4	ECOLE MATERNELLE	1, rue du Chanoine Rollin
CHAMPEY SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	Chemin du Gué des Fondières
CHAMPIGNEULLES	L	3	SALLE DES FETES	26, rue Philippe Martin
CHAMPIGNEULLES	L	4	SALLE POLYVALENTE DU CHATEAU	parc du Château
CHAMPIGNEULLES	LNR	3	CHATEAU DU BAS	rue Philippe Martin
CHAMPIGNEULLES	LRS	4	CENTRE LOUIS ARAGON	rue Hector Berlioz
CHAMPIGNEULLES	M	2	SUPERMARCHE MATCH	rue de Frouard
CHAMPIGNEULLES	M	3	LEROY MERLIN	35, rue de Frouard
CHAMPIGNEULLES	M	3	LES BARAQUES SCI ATRE	route Nationale 4
CHAMPIGNEULLES	P	4	CAVEAU ST ARNOU	2, rue Gabriel Bour
CHAMPIGNEULLES	PA	1	COMPLEXE SPORTIF DU MALNOY	Chemin des Malnoys
CHAMPIGNEULLES	R	2	COLLEGE JULIEN FRANCK	36, route de Nancy
CHAMPIGNEULLES	R	3	GROUPE SCOLAIRE JEAN MOULIN	3, rue des Charmilles
CHAMPIGNEULLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE BUFFON	rue de Bellefontaine
CHAMPIGNEULLES	R	4	MATERNELLE LES MOUETTES	1, rue de Nantes
CHAMPIGNEULLES	RL	4	PRIMAIRE JEAN ZAY	rue des Ecoles
CHAMPIGNEULLES	V	3	EGLISE	
CHAMPIGNEULLES	X	3	SALLE RENE SIMON	rue des Talintes
CHAMPIGNEULLES	X	3	PISCINE CHARLES KAUFMANN	rue Talintes
CHAMPIGNEULLES	X	4	GYMNASE	36, rue de Nancy
CHANTEHEUX	LX	3	SALLE POLYVALENTE	5, rue Concorde
CHANTEHEUX	M	1	BRICOMARCHE	9, rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	M	1	INTERMARCHE	1, rue Denis Papin
CHANTEHEUX	M	3	VETIMARCHE	rue Blaise Pascal
CHANTEHEUX	V	3	EGLISE	
CHARENCY VEZIN	R	4	ECOLE MATERNELLE	rue de la Frontière
CHAUDENEY SUR MOSELLE	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	rue de l'Eglise
CHAUDENEY SUR MOSELLE	NM	3	LE MIRABELLIER	aire de Toul-Chaudeney A 31
CHAUDENEY SUR MOSELLE	O	4	TOUL MERIGNAC HOTEL	A 31, Aire de Dommartin-les-Toul
CHAUDENEY SUR MOSELLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	rue du Mont Hockey
CHAVIGNY	V	3	EGLISE ST BLAISE	rue de Nancy
CHAVIGNY	X	4	COMPLEXE SPORTIF INDOOR KARTING	Les Clairs Chênes

CHENEVIERES	L	3	MAISON POUR TOUS	chemin de la Grande Fouille
CHENIERES	L	4	SALLE POLYVALENTE	26, rue de la Mairie
CHENIERES	R	4	CENTRE MEDICO EDUCATIF	1, rue des Tilleuls
CHOLOY MENILLOT	R	4	PRIMAIRE ET MATERNELLE	rue de Toul
CIREY SUR VEZOUZE	J	4	MAISON DE RETRAITE	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	L	4	SALLE DES FETES	place Chevandier
CIREY SUR VEZOUZE	M	3	MAGASIN SHOPI	rue du Parterre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	COLLEGE DE LA HAUTE VEZOUZE	51, rue Joffre
CIREY SUR VEZOUZE	R	4	GROUPE SCOLAIRE PRIMAIRE	34-36, rue Foch
CIREY SUR VEZOUZE	U	4	LES TILLEULS	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	U	4	FAS PAVILLON MAZERAND	62, rue Raymond Poincaré
CIREY SUR VEZOUZE	V	3	EGLISE	
COLOMBEY LES BELLES	J	4	MARPA LES GRANDS JARDINS	4, rue de la Gare
COLOMBEY LES BELLES	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Puits de Chanier
COLOMBEY LES BELLES	L	3	ASSOCIATION ST MAURICE	2, rue de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	R	3	COLLEGE JACQUES GRUBER	Chemin rural du Clesson
COLOMBEY LES BELLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE	route de Moncel
COLOMBEY LES BELLES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
COLOMBEY LES BELLES	X	4	GYMNASE	route de Vaucouleurs
CONFLANS EN JARNISY	L	4	CINEMA JEAN VILLAR	1, rue du Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	L	4	MAISON DE LA CULTURE	2, rue Dr Grandjean
CONFLANS EN JARNISY	M	1	CENTRE LECLERC	ZI du Val de l'Orme
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN M.BRICOLAGE	ZI du Val de l'Orme
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN FOLLEN VIE	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN GEMO	route Nationale 3
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN GAMM VERT	zone industrielle Val de l'Orme
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN DECATHLON	rue de Verdun
CONFLANS EN JARNISY	M	2	MAGASIN JOUE CLUB - BEBE NEUF	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	M	3	ALDI MARCHE	Lieu dit Longues Rayes
CONFLANS EN JARNISY	M	3	CONFLANS DEPOT ANTENNES LEMAIRE	zone du Val de l'Orme
CONFLANS EN JARNISY	M	4	MAGASIN PULSAT - CUISINELLA	rue Paul Filiot
CONFLANS EN JARNISY	R	4	MATERNELLE JACQUES PREVERT	rue Honoré de Balzac
CONFLANS EN JARNISY	RLXW	3	MAIRIE ECOLE	place Aristide Briand
CONFLANS EN JARNISY	V	3	EGLISE	rue de Verdun
CONS LA GRANDVILLE	L	4	FOYER MUNICIPAL	rue de la Poste
CONS LA GRANDVILLE	LN	3	LA GRANGE DU PRIEURE	rue du Château
CONS LA GRANDVILLE	M	3	MAGASIN POINT VERT	3, rue du Moulin

COSNES ET ROMAIN	L	3	SALLE POLYVALENTE	60, rue du Dauphiné
COSNES ET ROMAIN	L	4	FOYER DES JEUNES DE VAUX	12, rue Languedoc
COSNES ET ROMAIN	LX	4	SALLE POLYV.VESTIAIRES DOUCHES	rue de Lorraine
COSNES ET ROMAIN	M	3	MAGASIN DEFIMODE	Lieu dit les Maragolles
COSNES ET ROMAIN	M	3	MAGASIN MAXI-TOYS AUBERT	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	M	4	MAGASIN WEIGERDING	RN 18 lieu dit les Maragolles
COSNES ET ROMAIN	N	3	PIZZERIA LA RIVIERA	route Nationale 18
COSNES ET ROMAIN	R	3	I.U.T. HENRI POINCARÉ	186, rue Lorraine
COSNES ET ROMAIN	R	4	MATERNELLE GARDERIE CANTINE	33, rue de Lorraine
CREPEY	V	3	EGLISE	rue de Toul
CREVIC	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	10, rue Eglise
CREVIC	R	4	ECOLE MATERNELLE	10, rue de l'Eglise
CREVIC	V	3	EGLISE	place Poincaré
CREZILLES	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Mairie
CROISMARE	V	3	EGLISE	rue du Château
CRUSNES	L	4	SALLE DES FETES LEON ECKEL	4ème avenue
CRUSNES	PA	2	STADE RAYMOND VISCOGLIOSI	rue du Stade
CUSTINES	L	4	BATIMENT SOCIO EDUCATIF	2, rue des Ecoles
CUSTINES	LW	2	MAIRIE	4, rue de l'Hôtel de Ville
CUSTINES	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	42, avenue du Général Leclerc
CUSTINES	PA	1	STADE DE FOOTBAL	Terrain d'honneur de Clévent
CUSTINES	R	3	COLLEGE LOUIS MARIN	12, rue du Val de Faux
CUSTINES	R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUIS GUINGOT	rue du Général Leclerc
CUSTINES	R	4	MATERNELLE DU CENTRE	8, rue Général Leclerc
CUTRY	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	2, place Louis Dorion
CUTRY	V	3	EGLISE	rue de l'église
DAMELEVIERES	L	3	SALLE DES FETES	22, rue Mal de Lattre de Tassigny
DAMELEVIERES	M	3	TREFF MARCHÉ	Chemin départemental n° 1
DAMELEVIERES	R	3	ECOLE DU CENTRE	19, rue Mal de Lattre Tassigny
DAMELEVIERES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DENEUVRE	M	3	INTERMARCHE	route La Chapelle
DENEUVRE	M	3	LOGIMARCHE	route de la Chapelle
DENEUVRE	Y	4	MUSEE DES SOURCES D'HERCULE	rue de la Porte St-Nicolas
DEUXVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Notre Dames De Lourdes
DIARVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue Cugnot
DIEULOUARD	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL	rue Jules Ferry
DIEULOUARD	L	3	SALLE POLYVALENTE	place du 08 mai 1945



DIEULOUARD	M	3	CHAMPION	avenue du Général de Gaulle
DIEULOUARD	M	3	LIDL	zac de la Ferrière
DIEULOUARD	R	3	COLLEGE JOLIOT CURIE	rue Frédéric Joliot Curie
DIEULOUARD	R	4	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	2, rue Jules Ferry
DIEULOUARD	R	4	ECOLE JEAN JAURES	18, rue Jacques Anquetil
DIEULOUARD	X	3	SALLE OMNISPORTS CHALES ROTH	rue Jacques Anquetil
DOMBASLE SUR MEURTHE	J	4	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	30, rue Collot
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	2	SALLE POLYVALENTE LEOMONT	avenue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	3	SALLE DES AMIS DU CANAL	67, avenue Mal de Lattre Tassigny
DOMBASLE SUR MEURTHE	L	4	MAISON DES JEUNES	place du Monument aux Morts
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	SUPERMARCHE MATCH	26, rue Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	2	MAGASIN CHAMPION	avenue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	HALLE AUX VETEMENTS	rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	CATENA	78, rue Gabriel Péri
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	LE MUTANT	31, rue Sondage Botta
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	3	HALLE AUX CHAUSSURES	rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	MAGASIN LIDL	14, rue de Blainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	M	4	MAGASIN TYPIC	28, rue Gabriel Péri
DOMBASLE SUR MEURTHE	MNL	3	SCI DE LA MAIX	avenue de Lunéville
DOMBASLE SUR MEURTHE	PA	1	STADE PAVAGEAU	avenue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	COLLEGE JULIENNE FARENC	5, rue Louis Burtin
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	COLLEGE DE L'EMBANIE	rue de Léomont
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	LPR LEVASSOR	2, rue Emile Levassor
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	3	LYCEE JEAN MONNET	8, rue Saint-Don
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE PAUL BERT	2, rue Paul Bert
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE ALICE SOLVAY	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	GROUPE SCOLAIRE MARCEL PAGNOL	rue Guynemer
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	MATERNELLE JEAN LHOTE	5, rue Florainville
DOMBASLE SUR MEURTHE	R	4	ECOLE MAURICE CAREME	rue Armand Solvay
DOMBASLE SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	2	SALLE DES SPORTS	rue du Général Leclerc
DOMBASLE SUR MEURTHE	X	4	GYMNASE COSEC	route de Blainville
DOMEVRE EN HAYE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Côte
DOMEVRE EN HAYE	LRW	4	ENSEMBLE POLYVALENT	2, place Eglise
DOMEVRE SUR VEZOUZE	L	4	SALLE DES FETES	82, Grand rue
DOMEVRE SUR VEZOUZE	V	3	EGLISE	Grand rue
DOMGERMAIN	L	4	SALLE POLYVALENTE	Lieu dit La Petite Charme

DOMGERMAIN	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DOMJEVIN	L	4	SALLE POLYVALENTE	22, Grande Rue
DOMJEVIN	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
DOMMARTEMONT	L	4	MAISON DU TEMPS LIBRE	14, rue Haute
DOMMARTEMONT	R	2	COLLEGE RENE NICKLES	rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	R	4	ECOLE DE PLEIN AIR	Chemin d'Amance
DOMMARTEMONT	R	4	CRECHE LES CONFETTIS	20, rue de Malzéville
DOMMARTEMONT	X	4	GYMNASE RENE NICKLES	chemin d'Amance
DOMMARTIN LES TOUL	M	1	C.C. LECLERC	2, rue Aristide Briand
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	ALDI MARCHE	rue du Stade
DOMMARTIN LES TOUL	M	3	MAGASIN TWINNER	chemin des Veaux
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	DESCHAMPS MOTOCULTURE	zac du Jonchery
DOMMARTIN LES TOUL	M	4	ANIMALIA	zac du Jonchery n° 1
DOMMARTIN LES TOUL	PA	1	STADE ROBERT BARBAT	rue des Marronniers
DOMMARTIN LES TOUL	RL	4	ECOLE MATERNELLE	10, rue de la République
DOMMARTIN LES TOUL	U	3	HOPITAL JEANNE D'ARC	route Nationale
DOMMARTIN LES TOUL	VL	3	EGLISE	rue Thiers
DOMMARTIN SOUS AMANCE	L	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue Jules Ferry
DONCOURT LES CONFLANS	L	4	MAISON DU TEMPS LIBRE	rue Laglierre
ECROUVES	L	4	SALLE LA MADELEINE BAUTZEN	rue du 16ème B.C.P.
ECROUVES	L	4	SALLE DES FETES CENTRE DETENTION	Centre de Détention
ECROUVES	L	4	SALLE DES FETES	rue du Chanoine Rousselot
ECROUVES	L	4	SALLE LAMARCHE	rue Lamarche
ECROUVES	M	2	INTERMARCHE	153, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	2	BRICOMARCHE	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	VETIMARCHE	3 bis, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	M	3	HALLE AUX CHAUSSURES	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	NP	3	CERCLE MIXTE GARNISSON 516ème R.T.	route de Choley - Quartier AR - Justi
ECROUVES	PA	3	STADE MUNICIPAL	avenue du 15ème Génie
ECROUVES	PN	2	DISCOTHEQUE L'EVASION	137, rue Ste Catherine
ECROUVES	R	4	GROUPE SCOLAIRE JUSTICE	rue Lamarche
ECROUVES	R	4	MATERNELLE GERDOLLE	rue de la Justice
ECROUVES	R	4	GROUPE SCOLAIRE MATHY	897, avenue du 15ème Génie
ECROUVES	X	3	GYMNASE JACQUES ROBINOT	1504, avenue du 15ème Génie
EINVAUX	L	4	SALLE POLYVALENTE	17, rue de Chaumont
EINVAUX	R	4	ECOLE MATERNELLE	32, rue Principale
EINVILLE AU JARD	J	4	MAISON D'ACCUEIL PERSONNES AGEES	rue du Puits Gros Yeux

EINVILLE AU JARD	L	3	SALLE POLYVALENTE	2, rue Brasseries
EINVILLE AU JARD	RX	3	COLLEGE GYMNASSE CHARLES DUVIVIER	46, rue Aristide Briand
EINVILLE AU JARD	V	3	EGLISE	
EPIEZ SUR CHIERS	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise
ERROUVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue Verlaine
ESSEY LES NANCY	J	4	MAISON DE RETRAITE ST JOSEPH	2, rue de Dommartemont
ESSEY LES NANCY	L	3	SALLE DES FETES MARINGER	parc Maringer
ESSEY LES NANCY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL HAUT CHATEAU	rue du Chamoine Laurent
ESSEY LES NANCY	M	1	BRICODEPOT	12, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	HYPER AFFAIRES	route d'Agincourt
ESSEY LES NANCY	M	2	MAGASIN INTER SPORT	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	2	MONDIAL TISSUS	6, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	CAP DES MARQUES	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	2	LES COULEURS DU TEMPS	15, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	ESPACE REV ' ENFANT	4, avenue du Grémillon
ESSEY LES NANCY	M	3	ZENITH LUMINAIRES	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	CROC AFFAIRES	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN CHANTEMUR	11, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LITERIE D'AUJOURD'HUI	17, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LIDL	75, rue du Pont de Pierre
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN AUBERT	20, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	LA HALLE AUX VETEMENTS	allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN JARDILAND	24, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN ARDEKO	18, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN KING JOUET	avenue de Saulxures
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN FABIO LUCCI	13, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	M	3	THIRIET DISTRIBUTION	120, avenue du 69è R.I.
ESSEY LES NANCY	M	3	MALIN PLAISIR	15, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	3	EMMAUS 54	60, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	3	MAGASIN QUELLE	8, rue du Haut Chêne
ESSEY LES NANCY	M	4	CASH CONVERTERS	Chemin des Maillys
ESSEY LES NANCY	M	4	LA HALLE AUX ENFANTS	allée du midi
ESSEY LES NANCY	M	4	ALDI MARCHE	122, avenue du 69ème R.I.
ESSEY LES NANCY	M	4	MAGASIN RC AVENTURE	2, allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	4	LA HALLE AUX CHAUSSURES	allée du Midi
ESSEY LES NANCY	M	4	EVEREST MEDICAL	aux Maillys
ESSEY LES NANCY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	avenue de Saulxures

ESSEY LES NANCY	N	4	LE RELAIS D'ESSEY	126, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	O	4	HOTEL 1ère CLASSE	rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	P	2	DISCOTHEQUE LE SCORPION	5, rue des Tarbes
ESSEY LES NANCY	R	3	COLLEGE EMILE GALLE	65, rue de Verdun
ESSEY LES NANCY	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE D'APPLICATION	6, rue Roger Bérin
ESSEY LES NANCY	R	4	MATERNELLE JACQUES PREVERT	6, rue Roger Bérin
ESSEY LES NANCY	R	4	CREPS BAT.HEBERGEMENT	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE MOUZIMPRE	allée Roland Garros
ESSEY LES NANCY	R	4	MATERNELLE SONIA DELAUNAY	Chemin de Tomblaine
ESSEY LES NANCY	RNL	4	CREPS BAT.PRINCIPAL	1, avenue Foch
ESSEY LES NANCY	U	2	POLYCLINIQUE LOUIS PASTEUR	7, rue Parmentier
ESSEY LES NANCY	V	3	EGLISE ST PIE X	avenue Général Leclerc
ESSEY LES NANCY	X	4	GYMNASE EMILE GALLE	10, rue Parmantier
EULMONT	LX	4	CENTRE POLYVALENT	rue du Chêne
FAULX	J	4	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR - LA ROCHELLE	1, rue Emille Baraban
FAULX	J	4	CENTRE MOYEN ET LONG SEJOUR	1, rue Louis Pasteur
FAULX	L	3	SALLE DES FETES	3, rue du Stade
FAULX	L	3	MAISON POUR TOUS	rue du Stade
FAVIERES	LRW	4	ENSEMBLE POLYVALENT	18 à 24, rue de l'Abbé l'Enfant
FAVIERES	V	3	EGLISE	rue de l'Abbé Lenfant
FILLIERES	LX	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	2, place de l'église
FILLIERES	V	3	EGLISE	place de l'église
FLAVIGNY SUR MOSELLE	R	4	CRECHE PARENTALE	24, rue de Nancy
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RNU	4	E.R.E.A. BAT.DP1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	3	EREA BAT.EX1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	4	EREA BAT.IN 2	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	RU	4	EREA BAT. IN 1	rue de Mirecourt
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS MAISON CONVALESCENCE B	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS MAISON CONVALESCENCE A	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS COCEE PAVILLON BUHL	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS IME BAT STE THERESE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS C.E.M. BAT.A	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS BATIMENT EREA	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS MAISON CONVALESCENCE	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS IME BAT.B6	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	U	4	OHS CRE BAT.C	46, rue Doyen Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UL	4	OHS CRE BAT.B3	46, rue Doyen Jacques Parisot

FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE 1/2 PENSION BAT.D	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE BAT.HORLOGE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS IME BAT.S.I.D.O.	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS IME BAT.SCOLAIRE	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UR	4	OHS CRE BAT.B2	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	UW	4	OHS IME BAT.B7	46, rue Doyen Jacques Parisot
FLAVIGNY SUR MOSELLE	V	3	EGLISE ST HILAIRE	
FLAVIGNY SUR MOSELLE	X	3	SALLE DES SPORTS	
FLEVILLE - LIXIERES	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	2	SALLE DES FETES	route de Lupcourt
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	rond point d' Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	L	4	SALLE POLYVALENTE	place d' Armsheim
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	MATERNELLE JULES RENARD	10, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	R	4	PRIMAIRE JULES RENARD	8, rue Jean Royer
FLEVILLE DEVANT NANCY	T	3	AUCTION SERVICES	766, rue Gustave Eiffel
FLEVILLE DEVANT NANCY	X	2	SALLE SPORTIVE JEAN-MICHEL MOREAU	Chemin de la Woivre
FLIN	L	3	SALLE DES FETES - FOYER 3°AGE	place du 18 septembre 1944
FLIN	L	3	CENTRE AERE	1bis, rue Vosges
FLIN	V	3	EGLISE	place du 18 septembre
FOUG	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Général Leclerc
FOUG	R	4	GROUPE SCOLAIRE DU LUTON	rue Lutons
FOUG	R	4	COLLEGE LOUIS PERGAUD	33, rue du Général de Gaulle
FOUG	V	3	EGLISE	rue Prosper Boucher
FOUG	X	3	HALL DES SPORTS	rue du Général de Gaulle
FREMENIL	L	4	MAISON POUR TOUS	22, Grand Rue
FREMONVILLE	V	3	EGLISE	
FRESNOIS LA MONTAGNE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12, place Orval
FRESNOIS LA MONTAGNE	R	4	CANTINE GARDERIE	rue Habscheid
FROLOIS	L	4	COMPLEXE SALLE SOCIO CULTURELLE	Lieu dit devant le Château
FROUARD	L	3	SALLE DES FETES	rue Pasteur
FROUARD	L	3	THEATRE GERARD PHILIPPE	avenue de la Libération
FROUARD	L	4	F.J.E.P.	2, rue du 15 Septembre 1944
FROUARD	L	4	CINEMA PLACE	place Nationale
FROUARD	M	2	MAGASIN GO SPORT	2, rue de la Vallée
FROUARD	M	2	MAGASIN AUBERT	16, rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	2	MAGASIN FESTY PARTY	rue du Bois
FROUARD	M	2	PLANETE SATURN BAT. A1	zac Saule Gaillard

FROUARD	M	2	KING JOUET- MODERN PLASTIC BAT.A2	zac du Saule Gaillard
FROUARD	M	2	ANIMAL' S PLANET	14, rue de la Vieille Pierre
FROUARD	M	3	MAGASIN LECLERC ELECTRO CONSEIL	rue du Bois
FROUARD	M	3	LES JARDINS DU VAL DE LORRAINE	51, rue de Metz
FROUARD	M	3	HALLE AUX VETEMENTS	10, rue du Bois
FROUARD	M	3	GEMO CHAUSSURES	6, rue du Bois
FROUARD	M	3	GEMO VETEMENT	4, rue du Bois
FROUARD	M	3	LECLERC AUTO	1, rue du Bois
FROUARD	M	3	MAGASIN INTERSPORT	12, rue du Bois
FROUARD	M	3	MAGASIN GRIFF'PLUS	164, rue de Nancy
FROUARD	M	3	STE CASA FRANCE	14, rue du Bois
FROUARD	M	3	THIRIET DISTRIBUTION	5, rue de la Vielle Pierre
FROUARD	M	3	MAGASIN DEVIANNE	3, rue du Bois
FROUARD	M	3	SOCIETE MARCA	5, rue du Bois
FROUARD	M	3	SOCIETE LIDL	5, rue Rémy Collin
FROUARD	M	3	KERIA LUMINAIRE BAT.B	zac du Saule Gaillard
FROUARD	M	4	HALLE AUX CHAUSSURES	8, rue du Bois
FROUARD	M	4	UNIVERS DU SOMMEIL	rue du Bois
FROUARD	MN	1	CENTRE LECLERC	2, rue du Bois
FROUARD	N	3	BUFFALO GRILL	6, rue de Nerbevaux
FROUARD	N	4	RESTAURANT QUICK	2, rue Nerbevaux
FROUARD	N	4	RESTAURANT LE BODEGON COLONIAL	8, rue Nerbevaux
FROUARD	O	4	HOTEL AKENA	5, rue de Nerbuvaux
FROUARD	O	4	VILLAGE HOTEL	3, rue de Nerbevaux
FROUARD	O	4	HOTEL B & B	1, rue de Nerbevaux
FROUARD	PA	1	STADE INTERCOMMUNAL	rue Lasalle
FROUARD	R	3	COLLEGE JEAN LURCAT	36, rue de l'Hôtel de Ville
FROUARD	R	4	PRIMAIRE HENRI WALLON	54, rue du 08 mai 1945
FROUARD	R	4	GROUPE SCOLAIRE JEAN ZAY	rue de Liverdun
FROUARD	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	5, rue Clémenceau
FROUARD	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES VALLES	1, rue Jules Ferry
FROUARD	R	4	ESPACE 89	10-12, rue de Metz
FROUARD	R	4	MATERNELLE PAUL LANGEVIN	1, rue Colvis
FROUARD	RS	4	ESPACE LUDO CULTUREL	10-12, rue de Metz
FROUARD	V	3	EGLISE ST JEAN-BAPTISTE	rue Haute
FROUARD	V	3	CHAPELLE ND DE LA PAIX	rue Emile Zola
FROUARD	X	3	SALLE DES SPORTS INTERCOMMUNALE	4, rue Lasalle

FROUARD	X	4	COSEC	rue de la Salle
FROVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	8, rue Principale
GERBEVILLER	J	4	MAISON DE RETRAITE STE JULIE	16, rue Maurice Barrès
GERBEVILLER	R	3	COLLEGE EUGENE FRANCOIS	6, route Haudonville
GERBEVILLER	R	4	GROUPE SCOLAIRE	rue Carnot
GERBEVILLER	X	3	GYMNASE	12, cité Gallieni
GEZONCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE	place de la Fontaine
GIBEAUMEIX	LW	4	SALLE POLYVALENTE	7-9, rue de l'Eglise
GIRAUMONT	J	4	MAISON DE RETRAITE E.HERE	avenue Ste Barbe
GIRAUMONT	LX	4	ESPACE ASSOCIATIF MARIE ROMAINE	rue du Stade
GIRIVILLER	LW	4	SALLE POLYVALENTE MAIRIE	2, place de la Boudière
GLONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5bis, rue Haute
GLONVILLE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
GONDRECOURT AIX	L	4	SALLE POLYVALENTE	17bis, rue de Verdun
GONDREVILLE	J	4	CENTRE DE READAPTATION	51, avenue de la Libération
GONDREVILLE	M	2	MEUBLES ATLAS ET FLY	RN 4
GONDREVILLE	NP	3	LA BERGERIE	route de Villey-le-Sec
GONDREVILLE	R	4	MATERNELLE DE LA CROIX STE ANNE	2, rue de la Croix Ste Anne
GONDREVILLE	R	4	PRIMAIRE FONTENOT	route de Fontenoy
GONDREVILLE	V	3	EGLISE	rue du Château des Princes
GONDREVILLE	X	2	SALLE POLYVALENTE	place de la Grève
GORCY	LX	3	ESPACE COULMY	rue du Stade
GORCY	PA	3	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
GORCY	R	4	MATERNELLE CANTINE GARDERIE	10, rue du Stade
GORCY	V	3	EGLISE	
HAN DEVT PIERREPONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, rue d'Alsace
HANNONVILLE SUZEMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	Grand rue
HANNONVILLE SUZEMONT	LN	4	AUBERGE DE LA VALLE DE L'YRON	101, route Nationale
HAROUE	J	4	MAISON DE RETRAITE BEAU SITE	1, Chemin Ormes
HAROUE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	2, route ville sur Madon
HAROUE	R	4	CENTRE A.L.P.A.	Les Noires Terres
HATRIZE	L	4	SALLE DES FETES	rue du Rouvion
HAUCOURT MOULAIN	L	3	SALLE POLYVALENTE AEIM	rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAIN	L	4	SALLE DES FETES	19, rue Pierre et Marie Curie
HAUCOURT MOULAIN	L	4	SALLE DES FETES JEAN VILLAR	rue de l'Ardèche
HAUCOURT MOULAIN	PA	1	TERRAIN DE FOOTBALL	rue de la Garonne
HAUCOURT MOULAIN	R	4	ECOLE VICTOR CHEVALIER	6ter, rue Pasteur

HAUCOURT MOULAIN	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY	22, rue de la Meurthe St Charles
HAUCOURT MOULAIN	R	4	MATERNELLE ROBERT DESNOS	23, rue de la Meuse
HAUCOURT MOULAIN	X	3	COMPLEXE SPORTIF	rue de la Garonne
HAUSSONVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	18, Grande rue
HAUSSONVILLE	R	4	MAISON D'ACCUEIL	4, rue de l'Eglise
HEILLECOURT	J	4	FOYER DES AULNES	rue de la Rotonde
HEILLECOURT	L	3	MAISON DU TEMPS LIBRE	11, rue Gustave Lemaire
HEILLECOURT	LX	3	COMPLEXE SPORTIF SALLES D'ACTIVITES	RD n° 71
HEILLECOURT	M	2	BOTANIC	1, rue de Vandoeuvre
HEILLECOURT	NOL	4	HOTEL ECLIPSE	1, rue Epinette
HEILLECOURT	R	3	GROUPE SCOLAIRE CHATEAUBRIAND	rue de Brest
HEILLECOURT	R	4	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Besançon
HEILLECOURT	R	4	MATERNELLE EMILE GALLE	rue Gustave Lemaire
HEILLECOURT	RL	4	MAISON DE L'ENFANCE ET CANTINE SCOLAIRE	rue de Versailles
HEILLECOURT	X	4	SALLE TOUSSAINT	zone de loisirs du parc de l'embanie
HEILLECOURT	X	4	COSEC	zone de Loisirs parc de l'Embanie
HERBEVILLER	V	3	EGLISE	place St Germain
HERSERANGE	L	3	SALLE DES FETES	87, rue de Paris
HERSERANGE	L	3	CENTRE CULTUREL LOUIS LUMIERE	62, rue de Paris
HERSERANGE	L	4	M.J.C. DE LA CHIERS	rue de Liège
HERSERANGE	R	3	COLLEGE HENRIETTE DE GODFROY	rue du Pré de Villers
HERSERANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE JULES SIMON	40, rue de Paris
HERSERANGE	X	3	SALLE OMNISPORTS PISCINE	rue de Lorraine
HERSERANGE	X	3	SALLE ANATOLE DE MANNEFFE	allée des Chalets
HOEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	2, rue de la Fontaine
HOMECOURT	J	4	BATIMENT VILLE PLURIELLE	place Leclerc
HOMECOURT	L	2	CENTRE CULTUREL PABLO PICASSO	place du Général Leclerc
HOMECOURT	LN	3	CAFE DANCING LA JAVA	rue Georges Clémenceau
HOMECOURT	M	1	BRICOMARCHE	rue Jean Moulin
HOMECOURT	M	2	INTERMARCHE	rue Jean Moulin
HOMECOURT	M	3	VETIMARCHE	zac du Haut des Tappes
HOMECOURT	M	3	ALDI MARCHE	avenue de la République
HOMECOURT	M	3	MAGASIN CHAUSS EXPO	zac du Haut des Tappes
HOMECOURT	M	3	STATIONMARCHE	lotiss. des Hauts des Tappes
HOMECOURT	NRXW	3	HOTEL DES OUVRIERS	place de l'Hôtel des Ouvriers
HOMECOURT	PA	2	ENSEMBLE SPORTIF BOIS DE LA SARRE	Lieudit Bois de la Sarre



HOMECOURT	R	3	COLLEGE J.J.ROUSSEAU	Bois de la Sarre
HOMECOURT	R	3	PRIMAIRE JOLIOT CURIE	rue Maurice Thorez
HOMECOURT	R	4	PRIMAIRE HENRI BARBUSSE	rue Henri Barbusse
HOMECOURT	X	2	SALLE DES SPORTS MUNICIPALE	rue des Tunnels
HOUEMONT	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue des Saules
HOUEMONT	M	1	MAGASIN DECATHLON	2, avenue des Erables
HOUEMONT	M	3	MONDIAL PECHE	1, rue Egrez
HOUEMONT	M	3	CENTER MARQUES	route Nationale 57
HOUEMONT	MN	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	route Nationale 57
HOUEMONT	N	4	RESTAURANT QUICK	4, avenue des Erables
HOUEMONT	NO	4	HOTEL ARCOLE	2, rue des Egrez
HOUEMONT	O	4	ETAP HOTEL	rue de la Genelière
HOUEMONT	O	4	HOTEL FORMULE 1	rue de la Genelière
HOUEMONT	ONL	3	NOVOTEL	8, allée de la Genelière
HOUEMONT	R	4	MATERNELLE DES EPINETTES	12bis, rue des Saules
HOUEMONT	X	3	SALLE OMNISPORT DU MANCES	12, rue de Lorraine
HUSSIGNY-GODBRANGE	L	3	SALLE DES FETES	rue de l'Hôpital
HUSSIGNY-GODBRANGE	M	4	MAGASIN CORSAIRE	rue de l'Hôpital
HUSSIGNY-GODBRANGE	PA	2	STADE MUNICIPAL	rue Jean Moulin
HUSSIGNY-GODBRANGE	R	4	CENTRE AERE D'HERSERANGE	Lieu dit La Clairière
HUSSIGNY-GODBRANGE	V	3	EGLISE	place du 8 mai
HUSSIGNY-GODBRANGE	X	3	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	rue des Tilleuls
JARNY	J	4	MAISON DE RETRAITE LES LILAS	54, avenue de Wilson
JARNY	L	2	SALLE POLYVALENTE JEAN LURCAT	rue Clément Humbert
JARNY	L	3	SALLE DES FETES GERARD PHILIPPE	rue Clément Humbert
JARNY	L	3	CENTRE JULES ROMAIN	rue Claude Debussy
JARNY	L	4	CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT SNCF	86, rue Victor Hugo
JARNY	M	1	BRICOMARCHE	51, avenue de la République
JARNY	M	2	INTERMARCHE	rue du 11 novembre 1918
JARNY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	48, rue de Verdun
JARNY	M	3	MAGASIN NORMA	1-3, avenue de la République
JARNY	M	4	MAGASIN RIDOSOL	41, avenue de la République
JARNY	M	4	MAGASIN DELISSE HABILLEUR	7, rue Pasteur
JARNY	N	4	FOYER GUY MOQUET	place Aristide Briand
JARNY	PA	1	STADE HUGO GNEMMI	rue Clément Humbert
JARNY	PA	3	STADE CHARLES GENOT	rue Clément Humbert
JARNY	R	1	LYCEE JEAN ZAY	2, rue de la Tuilerie

JARNY	R	2	COLLEGE LOUIS ARAGON	2, rue Foch
JARNY	R	3	COLLEGE ALFRED MEZIERES	1, place Paul Mennegand
JARNY	R	3	L.P.R. CENTRE MUSICAL ANNE FRANCK	4, rue Tuilerie
JARNY	R	3	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	rue Jean Jacques Rousseau
JARNY	R	4	GROUPE SCOLAIRE PABLO PICASSO	18, rue Gabriel Péri Droitaumont
JARNY	R	4	PRIMAIRE JULES FERRY	3/5, rue Jules Ferry
JARNY	R	4	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN-WALLON	rue Clément Humbert
JARNY	R	4	MATERNELLE YVONNE IMBERT	rue Montesquieu
JARNY	X	2	SALLE POLYVALENTE AUGUSTE DELAUNE	rue Clément Humbert
JARNY	X	2	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE SNCF	86, rue Victor Hugo
JARNY	X	2	GYMNASE MAURICE BAQUET	avenue Patton
JARVILLE LA MALGRANGE	J	4	MAISON RETRAITE DU HAUT DU BOIS	23, avenue Général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	L	3	SALLE DES FETES	15, rue Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	L	4	SALLE POLYVALENTE LA CACHETTE	16, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	M	1	INTERMARCHE	115, avenue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	2	SUPERMARCHE LE MUTANT	34, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	LIDL	rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	M	3	TREFF MARCHE	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	N	4	CUISINE MUNICIPALE	avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	PA	1	STADE DE MONTAIGU	rue de la Sablière
JARVILLE LA MALGRANGE	R	2	LYCEE COLLEGE DE LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	COLLEGE ALBERT CAMUS	3, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	COLLEGE MONTAIGU	rue de la Sablière
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ERCKMANN CHATRIAN	5, rue du Maréchal Foch
JARVILLE LA MALGRANGE	R	3	A.F.T. I.F.T.I.M.	2, avenue Général de Gaulle
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE ALEXANDER FLEMING	15, rue Jean-Philippe Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA FONTAINE	rue Georges Bizet
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	MATERNELLE CALMETTE GUERIN	15, rue JP Rameau
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	MATERNELLE FLORIAN	14, rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS COLLEGE	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.LALLEMAND	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS BAT.CENTRAL	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	INSTITUT JEUNES SOURDS HEBERG.GARCONS	2, rue Joseph Piroux
JARVILLE LA MALGRANGE	R	4	CENTRE DE LOISIRS ET DE L'ENFANCE	18, avenue de la Malgrange
JARVILLE LA MALGRANGE	V	3	EGLISE	rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	COSEC ALBERT CAMUS	3bis, rue de la République
JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	SALLE DES SPORTS LA MALGRANGE	3, avenue de la Malgrange

JARVILLE LA MALGRANGE	X	3	SALLE DES SPORTS M.J.C.	rue François Evrard
JARVILLE LA MALGRANGE	Y	4	MUSEE DU FER	1, avenue Général de Gaulle
JEANDELIZE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de Verdun
JEZAINVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	8, rue Jean Mermoz
JEZAINVILLE	R	4	CENTRE VACANCES ET ACCUEIL	Centre Michel Bertel
JOEUF	J	4	ETS LE CANTOU	26, rue Saint Robert
JOEUF	L	2	SALLE FRANCOIS DE CUREL ET ANNEXES	57, rue du Commerce
JOEUF	L	3	CINEMA CASINO	8, rue de Franchepré
JOEUF	L	4	SALLE SAINT MICHEL	rue Saint Henri
JOEUF	L	4	BATIMENT COMMUNAL	rue Cités Basses
JOEUF	LOW	3	CENTRE D' ACTIVITES ECONOMIQUES	Z.I. de Franchepré
JOEUF	M	2	MAGASIN MATCH	83, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	LEADER PRICE	31, rue de Franchepré
JOEUF	M	3	COMPLEXE COMMERCIAL LIDL	10, rue d' Arly
JOEUF	PA	1	STADE RAVENNE	butte de Ravenne
JOEUF	R	3	COLLEGE MAURICE BARRES	1, place Monte Sans Guisto
JOEUF	R	3	PRIMAIRE GENIBOIS	place de l'Eglise
JOEUF	R	4	COLLEGE DE L'ASSOMPTION	place de l'Eglise Notre Dame
JOEUF	R	4	PRIMAIRE JOEUF MAIRIE	place de l'Hôtel de Ville
JOEUF	R	4	MATERNELLE - PRIMAIRE DE RAVENNE	57, rue du Commerce
JOEUF	R	4	ECOLE MATERNELLE	16, place Hôtel de Ville
JOEUF	U	4	HOPITAL GENIBOIS	26, rue St Robert
JOEUF	V	2	EGLISE ND FRANCHEPRE	place de l'Eglise
JOEUF	V	3	EGLISE STE CROIX	grand rue
JOEUF	X	1	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	rue Eugène Bastien
JOEUF	X	3	GYMNASE MUNICIPAL	rue du Stade
JOEUF	X	3	PISCINE	1, rue du Stade
JOLIVET	L	4	SALLE POLYVALENTE	115, place Xavier Kussler
JOUAVILLE	R	4	ACCUEIL PERISCOLAIRE	5bis, rue de l'Eglise
JOUDREVILLE	J	4	MAPAD RESIDENCE LES BRUYERES	rue de la Piscine
JOUDREVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	25, rue Victor Hugo
JOUDREVILLE	L	4	FOYER FREDERIC ROSANT	15, rue Emile Zola
JOUDREVILLE	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
JOUDREVILLE	X	3	SALLE SPORT CESAR MARKUT	rue Joliot Curie
LABRY	J	4	MAISON DE RETRAITE FIDRY	26, rue Roland Daret
LABRY	L	4	SALLE DES FETES	1, rue Frères Marcon
LAGNEY	L	4	CENTRE SOCIO-CULTUREL	rue de la Mairie

LAGNEY	V	3	EGLISE	
LAITRE SOUS AMANCE	LW	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	1, rue Sophie de Bar
LANDREMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	21, rue Marcellin Munier
LANDRES	L	4	SALLE POLYVALENTE	za La Croisette
LANDRES	M	2	INTERMARCHE	37, rue de Verdun
LANDRES	M	2	MAGASIN GAMM VERT	route de Verdun
LANDRES	R	3	LYCEE PROFESSIONNEL REGIONAL	1, rue du Collège
LANDRES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
LANEUVEVILLE AU BOIS	L	4	SALLE DES FETES	49, Grande rue
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	J	4	LA MARRAINE RESIDENCE PERSONNES AGEES	6, rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	SALLE DES FETES DE LA MADELEINE	RN 4 - La Madeleine
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	SALLE DES FETES	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	L	3	LOCAUX SOCIO EDUCATIFS	rue Viriot
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	M	3	MAGASIN ALDI	71/75, rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	NP	4	RESTAURANT BAR LA MUHLERIA	83, rue de l'Armée Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	STADE LANEUVEVILLE N° 1	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	2	STADE DE LA MADELEINE	rue des Aulnois
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	PA	3	STADE LANEUVEVILLE N° 2	rue du Général Leclerc
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	R	4	ECOLE MATERNELLE MONTAIGU	1, rue Robert Damery
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	V	3	EGLISE	rue Patton
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	X	3	PISCINE	rue Lucien Galtier
LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	X	4	SALLE DES SPORTS	rue Lucien Galtier
LARONXE	V	3	EGLISE	
LAXOU	J	4	FOYER DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE	1, rue Bel Air
LAXOU	J	4	RESIDENCE DE LA SAONE HOTELIA	rue de la Saone
LAXOU	J	4	MAISON RETRAITE	allée de la Saulx
LAXOU	J	4	RESIDENCE L'OSERAIE	27, rue de Maréville
LAXOU	L	2	CENTRE INTERCOMMUNAL LAXOU MAXEVILLE	23, rue de la Meuse
LAXOU	L	3	SALLE LOUIS COLIN	avenue de l'Europe
LAXOU	L	3	ESPACE EUROPE LES PROVINCES	place Louis Collin
LAXOU	L	4	SALLE LOUIS PERGAUD	1 à 4, place de la Liberté
LAXOU	LRW	4	CENTRE SOCIAL COMMUNAL	1, place de l'Europe
LAXOU	M	1	LA CASCADE CENTRE COMMERCIAL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	LA CASCADE SUPERMARCHÉ MATCH	rue de la Mortagne
LAXOU	M	1	LA CASCADE MAGASIN LIDL	rue de la Mortagne
LAXOU	M	2	NOUVELEC	77, avenue de la Libération
LAXOU	M	2	INTERMARCHÉ	avenue de l'Europe

LAXOU	M	2	BRICORAMA	rue du Vermois
LAXOU	M	3	MEUBLES FOISSEY	4, avenue de la Résistance
LAXOU	M	3	NORAUTO	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	DARTY	21, avenue de la Résistance
LAXOU	M	3	MAGASIN NORMA	CC Les Provinces
LAXOU	M	3	MAGASIN THIRIET	rue de la Sapinière
LAXOU	M	3	MAGASIN ALDI	30bis, boulevard Foch
LAXOU	M	4	DORAMA - CUISINE SCHMIDT	20, rue de la Sapinière
LAXOU	M	4	MAGASIN AMBIA	18, avenue de la Résistance
LAXOU	MN	1	CENTRE COMMERCIAL AUCHAN	2, rue de la Sapinière
LAXOU	MT	4	CONCESSION VOLKSWAGEN AUDI	rue de la Sapinière
LAXOU	N	4	RESTAURANT MC DONALD'S	rue de la Sapinière
LAXOU	NO	2	HOTEL ARIANE	10, rue de la Saône
LAXOU	NO	4	HOTEL NOVOTEL	2, rue du Vair
LAXOU	O	4	HOTEL FORMULE 1	rue de la Saône
LAXOU	O	4	VILLAGE HOTEL	rue Saulnois
LAXOU	PA	2	STADE DE LA SAPINIERE	rue de la Toulouse
LAXOU	R	2	LYCEE E.HERE	86, boulevard Foch
LAXOU	R	3	INSTITUTION ST JOSEPH	413, avenue Boufflers
LAXOU	R	3	A.F.P.A.	73-75, boulevard Foch
LAXOU	R	3	CENTRE CONSULAIRE DE FORMATION	3, rue du Mouzon
LAXOU	R	3	COLLEGE LA FONTAINE	6, rue de la Moselle
LAXOU	R	3	COLLEGE VICTOR PROUVE	10, rue de Villers
LAXOU	R	3	CEPAL	3, rue de la Vezouze
LAXOU	R	3	GROUPE SCOLAIRE ALBERT SCHWEITZER	rue de la Meuse
LAXOU	R	4	GROUPE SCOLAIRE PASTEUR	76, avenue du Maréchal Foch
LAXOU	R	4	GROUPE SCOLAIRE VICTOR HUGO	5, rue Victor Hugo
LAXOU	R	4	CRECHE HANSEL ET GRETEL	3, avenue Paul Déroulède
LAXOU	R	4	CPN BATIMENT CRECHE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	RLW	4	CHAMBRE DES METIERS DE MEURTHE ET MOSELLE	4, rue de la Vologne
LAXOU	RV	4	CPN BATIMENT LALANNE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	S	3	BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE	17, rue de Maréville
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT ARCHAMBULT PASTEUR	1, rue du Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 1 & 2	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT FOVILLE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL E	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT ST JULIEN	1, rue Dr Archambault

LAXOU	U	4	CPN BATIMENT BONFILS	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 3	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT UNITE 4	1, rue Dt Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL D	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT STE MARIE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT F1	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN CLINIQUE INTERSENSORIELLE	1, rue Dr Archambault
LAXOU	U	4	CPN BATIMENT LE PRISME	1, rue Dr Archambault
LAXOU	V	3	EGLISE SAINT GENES	place de la Liberté
LAXOU	X	3	PISCINE	rue Pol Choné
LAXOU	X	3	SALLE OMNISPORTS	avenue de l'Europe
LAXOU	X	3	GYMNASE LA FONTAINE	rue de la Moselle
LAXOU	XN	4	GYMNASE CLUB	113 bis, boulevard Emile Zola
LAY SAINT CHRISTOPHE	J	4	MAISON RETRAITE BAUDINET DE COURCELLES	rue de l'Eglise
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	3	SALLE COMMUNALE	chemin rural de la Jeune Rose
LAY SAINT CHRISTOPHE	L	4	SALLE DES FETES	9, rue Baron de Courcelles
LAY SAINT CHRISTOPHE	U	4	CENTRE SPILLMANN	1, rue Professeur Montant
LAY SAINT CHRISTOPHE	UNL	4	CENTRE DE READAPTATION	4, rue du Professeur Montau
LAY SAINT REMY	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
LENONCOURT	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Presbytère
LES BAROCHES	L	4	SALLE POLYVALENTE SAINT ELOI	Ecart Geraville
LESMENILS	L	3	SALLE SOCIO CULTURELLE	rue Louvière
LESMENILS	PN	2	DISCOTHEQUE SYQUEST	Tête de St Euchamps
LEXY	L	3	FOYER MUNICIPAL FOYER DES JEUNES	6, rue du Maréchal Foch
LEXY	M	3	MAGASIN BUT	92, route de Longwy
LEXY	M	3	MAGASIN MR BRICOLAGE	Les Maragoles
LEXY	M	3	MAGASIN SHOPI	4, rue de Lorraine
LEXY	M	3	MAGASIN INTERSPORT	route de Longuyon
LEXY	R	2	COLLEGE EMILE GALLE	23, rue Albert Lebrun
LEXY	R	4	MATERNELLE	rue du Parc
LEXY	VL	3	EGLISE LOCAUX PAROISSIAUX	place de l'église
LEXY	X	3	GYMNASE MUNICIPAL	19, rue Albert Lebrun
LEYR	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue de la Promenade
LIVERDUN	J	4	FOYER D'HEBERGEMENT CAT	route de Frouard
LIVERDUN	J	4	RESIDENCE BEAU SITE	47, avenue Mozart
LIVERDUN	L	2	SALLE ESPACE LOISIRS CHAMPAGNE	rue de Quimper

LIVERDUN	L	3	SALLES ASSOCIATIVES	48, grande rue
LIVERDUN	L	4	CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT	rue Mozart
LIVERDUN	LSY	3	CHATEAU CORBIN	13, place de la Cagnotte
LIVERDUN	M	2	INTERMARCHÉ	route de Frouard
LIVERDUN	M	4	MAGASIN NORMA	2, rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	N	3	RESTAURANT LE VAL FLEURI	1, route de Villey St-Etienne
LIVERDUN	N	4	CANTINE SCOLAIRE	4bis, rue Adam
LIVERDUN	R	3	COLLEGE GRANDVILLE	rue Pierre Pinteaux
LIVERDUN	R	3	GROUPE SCOLAIRE GEORGES BRASSENS	12, rue de la Gare
LIVERDUN	R	4	GROUPE SCOLAIRE ROND CHENE	6bis, avenue Mozart
LIVERDUN	R	4	MATERNELLE PRIMAIRE CHAMPAGNE	rue des Hautes Alpes
LIVERDUN	R	4	INSTITUTION JEUNES AVEUGLES	domaine des Eaux Bleues
LIVERDUN	V	3	EGLISE	place d'Armes
LIVERDUN	X	4	COSEC	7, chemin Tuilerie
LIVERDUN	XL	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	rue de Quimper
LOISY	L	3	SALLE DES FETES LE COUARAIL	21, Grand rue
LONGLAVILLE	L	2	CENTRE CULTUREL ELSA TRIOLET	avenue Bogdan Politanski
LONGLAVILLE	L	3	SALLE DES FETES ALEXEI LEONOV	2, rue Victimes du Nazisme
LONGLAVILLE	L	3	SALLE POLYV.GRANGE RATY	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	N	3	HOTEL SAINT MARTIN	2, rue du Prieuré
LONGLAVILLE	PA	2	STADE DE FOOTBALL	avenue du Luxembourg
LONGLAVILLE	R	3	L.P. JM REISER	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	3	COLLEGE DES 3 FRONTIERES	1, rue du Stade
LONGLAVILLE	R	4	CRECHE POMME D'API	place du 24 juillet
LONGLAVILLE	R	4	MAISON DE L'ENFANCE	parc Jacques Duclos
LONGLAVILLE	RW	2	COLLEGE EUROPEEN DE TECHNOLOGIE	avenue du Prieuré
LONGLAVILLE	X	4	HALLE DES SPORTS	rue du Stade
LONGLAVILLE	XL	2	COMPLEXE SPORTIF	28, rue René Getti
LONGUYON	J	4	MAISON RETRAITE LOUIS QUINQUET	29, rue Louis Quinquet
LONGUYON	L	3	FOYER SOCIO EDUCATIF G.BRASSENS	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	SALLE ROLAND PIERRET	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	L	3	CINEMA FORUM	27, rue de l'Hôtel de Ville
LONGUYON	LN	4	LA BELLE EPOQUE	18, route Nationale lieudit Noers
LONGUYON	LR	3	CENTRE AERE SALLE POLYV.	Ferme de Moncel
LONGUYON	LR	4	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	rue Albert Lebrun
LONGUYON	M	2	INTERMARCHÉ	route d'Arrancy
LONGUYON	M	3	LIDL	avenue de la Libération

LONGUYON	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	21, rue de Sète
LONGUYON	NO	4	HOTEL LUTETIA	54, rue de Deauville
LONGUYON	NO	4	HOTEL LA LORRAINE RESTAURANT LE MAS	rue Augistrou
LONGUYON	PA	2	STADE DE FOOTBALL	route de Viviers
LONGUYON	R	3	ECOLE SAINTE CHRETIENNE	13, rue de l'Eglise
LONGUYON	R	3	COLLEGE PAUL VERLAINE	18, avenue Général de Gaulle
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE LOUISE MICHEL	1, avenue O'Gormann
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE LANGEVIN WALLON	rue du 19 mars 1962
LONGUYON	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES CARTIER	15, rue Emile Zola
LONGUYON	R	4	CENTRE MATERNEL DE LOISIRS	59, rue Augistron
LONGUYON	X	3	SALLE DES SPORTS LEO LAGRANGE	avenue Charles de Gaulle
LONGUYON	X	4	PISCINE	avenue Libération
LONGWY	J	4	MAISON RETRAITE ROCHE AUX CARMES	Le haut de la côte aux Carmes
LONGWY	J	4	MAISON RETRAITE SAINT LOUIS	2, rue Saint Louis
LONGWY	L	1	COMPLEXE CINEMA UTOPOLIS	avenue de Saintignon
LONGWY	L	3	CENTRE SOCIAL BLANCHE HAYE	16, avenue Malraux
LONGWY	L	3	SALLE DES FETES GOURAINCOURT	3, rue Edouard Dreux
LONGWY	L	3	SALLE PAROISSIALE ST MARTIN	20, rue Stanislas
LONGWY	L	4	SALLE DES FETES EDOUARD LEGRAS	1, rue Grand Duchesse Charlotte
LONGWY	L	4	LE GAMIN DE PARIS	18, avenue de la Paix
LONGWY	LSW	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL ROBERT SCHUMAN	place Darche
LONGWY	M	2	SUPER U	13, rue Pierre Albert Labro
LONGWY	M	2	INTERMARCHE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	2	BRICOMARCHE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	3	ALDI	rue de l'Europe
LONGWY	M	3	LIDL	avenue de Saintignon
LONGWY	M	3	HYPER AUX VETEMENTS	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	HYPER AUX CHAUSSURES	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	MAGASIN LA FOIRFOUILLE	rue du Pulventeux
LONGWY	M	4	HALLE AUX CHAUSSURES	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	STATION MARCHE	rue de l'Europe
LONGWY	M	4	CONFORAMA	rue Pulventeux
LONGWY	M	4	MAGASIN ZAZI	Z.I. du Pulventeux
LONGWY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL VAUBAN	1, avenue de la Paix
LONGWY	N	3	RESTAURANT UNIVERSITAIRE	rue du Bivacque
LONGWY	NM	3	BATIMENT LE CRISTAL	12, rue Mercy
LONGWY	NP	4	BAR JEUX LE CHAPLIN	17, rue Aristide Briand



LONGWY	O	4	HOTEL MISTER BED	rue du Pulventeux
LONGWY	PN	3	BUBBLY'S BOWLING	avenue Raymond Poincaré
LONGWY	PN	4	CLUB DISCOTHEQUE LES CAVES	49, rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	R	1	LYCEE ALFRED MEZIERES	avenue André Malraux
LONGWY	R	2	LYCEE TECHNIQUE ALFRED MEZIERES	avenue de l'Aviation
LONGWY	R	3	COLLEGE VAUBAN	avenue Paul Mansard
LONGWY	R	3	COLLEGE ALBERT LEBRUN	rue d'Halanzy
LONGWY	R	3	LYCEE PROFESSIONNEL DARCHÉ	2, rue Vauban
LONGWY	R	3	GROUPE SCOLAIRE PORTE BOURGOGNE	36/38, rue Aristide Briand
LONGWY	R	3	COLLEGE DES RECOLLETS	44, rue Général Pershing
LONGWY	R	4	ECOLE NOTRE DAME	3/5, rue du Parc
LONGWY	R	4	ECOLE GARDERIE DARTEIN	10, avenue Raymond Poincaré
LONGWY	R	4	GROUPE SCOLAIRE ALBERT 1er	rue Albert 1er
LONGWY	R	4	HOME D'ACCUEIL	1, avenue Foch
LONGWY	R	4	GROUPE SCOLAIRE CHADELLE	17, rue d'Halanzy
LONGWY	R	4	CRECHE MUNICIPALE	rue Molière
LONGWY	R	4	LYCEE DES RECOLLETS	44, rue Général Pershing
LONGWY	R	4	MATERNELLE BEL ARBRE	avenue du Bel Arbre
LONGWY	V	3	EGLISE STE TRINITE	rue de l'Abbé Henrion
LONGWY	V	3	EGLISE ST DAGOBERT	rue de l'Hôtel de Ville
LONGWY	V	3	EGLISE ST JULES	place de l'Eglise
LONGWY	VR	3	ASSOCIATION CULTURELLE ISLAMIQUE	36, rue Pasteur
LONGWY	X	2	COMPLEXE SPORTIF DES RECOLLETS	rue Legendre
LONGWY	X	2	PISCINE MUNICIPALE	19, rue Légendre
LONGWY	X	3	SALLE DES SPORTS PIERRE MOUSSET	rue de Boismont
LOROMONTZEY	L	4	SALLE POLYVALENTE	CD n° 133
LOROMONTZEY	V	3	EGLISE	
LUCEY	L	4	SALLE DE L'UNION DES ASSOCIATIONS	route de Laneuveville
LUCEY	V	3	EGLISE	rue de l'Eglie
LUDRES	J	4	MAISON RETRAITE STE THERESE	rue Ferry de Ludres
LUDRES	L	4	MJC GEORGES BRASSENS	44, rue de Secours
LUDRES	LN	1	UGC CINE CITE	boulevard des Technologies
LUDRES	M	1	C.C.LE CHAUDEAU	Lieu-dit Chaudéau
LUDRES	M	2	MAGASIN RETIF	37, rue Bertholet.
LUDRES	M	3	HYPER BURO	163, rue Berthollet
LUDRES	M	4	SCI PREVOYANCE	77, rue Pascal
LUDRES	M	4	ALDI MARCHE	RD 570

LUDRES	N	4	RESTAURANT LE CHALET SUISSE	rue Bertholet
LUDRES	NL	3	LE COUNTRY	38, impasse Bertholet
LUDRES	O	4	HOTEL 1ERE CLASSE	Impasse Berthelot
LUDRES	O	4	HOTEL BONZAI	235, rue Berthollet
LUDRES	PA	2	STADE DU BON CURE	avenue du Bon Curé
LUDRES	R	3	COLLEGE JACQUES MONOD	114, avenue Chaudeau
LUDRES	R	4	GROUPE SCOLAIRE JACQUES PREVERT	79, rue de Secours
LUDRES	R	4	PRIMAIRE PIERRE LOTI	243, rue Hector Berlioz
LUDRES	R	4	MATERNELLE JEAN CHARCOT	113, rue Jean Charcot
LUDRES	S	3	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	rue des Bas Fourneaux
LUDRES	WL	4	SALLE DES FETES JEAN MONET MAIRIE	place Jules Ferry
LUDRES	X	4	MANEGE DE L'ETRIER	chemin de Colomheu
LUDRES	XL	3	AIRE DE JEUX COUVERTE	rue Marie Marvingt
LUNEVILLE	J	3	MAISON DE RETRAITE ST CHARLES	rue de Villers
LUNEVILLE	J	4	MAISON DE RETRAITE STANISLAS	1, rue Level
LUNEVILLE	J	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	4, rue de la Barollière
LUNEVILLE	L	2	THEATRE MUNICIPAL	37, rue de Lorraine
LUNEVILLE	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL ERCKMANN	11, rue Erckmann
LUNEVILLE	L	3	CINEMA IMPERIAL	39, rue de la République
LUNEVILLE	L	3	MEDIATHEQUE	rue du Colonel Clarenthal
LUNEVILLE	L	3	SALON DES HALLES	place Léopold
LUNEVILLE	L	3	MAISON DES ASSOCIATIONS	rue de Villers
LUNEVILLE	L	4	SALLE SAINT MICHEL	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	L	4	COMPLEXE STAINVILLE BAT.3	2, avenue Voltaire
LUNEVILLE	L	4	MAISON QUARTIER SUD	8, rue Messier
LUNEVILLE	LY	3	MUSEE MILITAIRE	2, place de la 2ème Division de Cavalier
LUNEVILLE	M	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	M	2	MONOPRIX	8-10, place Léopold
LUNEVILLE	M	2	HYMA BRICOPRIX	3, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	2	LA HALLE AUX VETEMENTS	avenue de la Libération bât. C
LUNEVILLE	M	3	NORMA	12, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	M	3	ALDI	1, avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	3	LIDL	avenue du 2ème B.C.P.
LUNEVILLE	M	3	QUINCAILLERIE CHERRIER	6, rue Rivolet
LUNEVILLE	M	3	LA HALLE AUX CHAUSSURES	avenue de la Libération
LUNEVILLE	M	4	MAGASIN BUT	2 à 6, avenue de la Libération
LUNEVILLE	MX	2	ROUSSEL SPORTS	10, rue du Pré Contal

LUNEVILLE	N	3	CERCLE MIXTE DU CHATEAU STANISLAS	Chateau de Lunéville
LUNEVILLE	N	3	LYCEE E.BICHAT RESTAURANT BAT.DP1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	N	4	CUISINE CENTRALE	place Léopold
LUNEVILLE	NO	4	LE PETIT COMPTOIR-HOTEL LES PAGES	5, quai des petits Bosquets
LUNEVILLE	NP	4	RESTAURANT LE CAPRI	8, rue Chanzy
LUNEVILLE	P	3	DISCOTHEQUE LE SCOOP	1, rue Rivolet
LUNEVILLE	PA	1	STADE FENAL	avenue Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	COLLEGE CHARLES GUERIN	1, rue Cosson
LUNEVILLE	R	2	LYCEE BOUTET DE MONVEL	4, rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	R	2	LYCEE E.BICHAT BAT.EX4 EX5 EX6	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	LYCEE E.BICHAT BAT.EX1 EX2 EX3 AD2	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	2	LYCEE REGION.E.BICHAT BAT.IN2	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	3	ENSEMBLE SCOLAIRE ST PIERRE FOURRIER	14, rue des Bénédictins
LUNEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ALSACE	80, rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	3	LYCEE PAUL LAPIE	6, avenue du Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	3	IUT CENTRE DE RESSOURCES TECHNOLOGIQUES	rue du Contre Amiral Antoine
LUNEVILLE	R	3	ECOLE DEMANGEOT	5, place des Carmes
LUNEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE HUBERT MONNAIS	1bis, rue des Bosquets
LUNEVILLE	R	3	LYCEE E.BICHAT BAT.IN1	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	R	4	ECOLE NOTRE DAME	54, rue de Lorraine
LUNEVILLE	R	4	ECOLE PRIVEE STE-JEANNE D'ARC	20, avenue du 2è BCP
LUNEVILLE	R	4	CRECHE MUNICIPALE STE ANNE	12, rue Ste Anne
LUNEVILLE	R	4	ECOLE JULES FERRY	41, rue Sainte Anne
LUNEVILLE	R	4	HALTE JEUX	rue Ernest Bichat
LUNEVILLE	R	4	I.M.E. DE MEHON BAT.HEBERGEMENT	24, rue François Richard
LUNEVILLE	RL	4	CENTRE SOCIAL LES EPIS	4bis, avenue du Gal de Gaulle
LUNEVILLE	RX	4	ERNEST BICHAT BAT.EX7	avenue Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	U	3	CENTRE HOSPITALIER	1, rue Level
LUNEVILLE	U	4	ESPACE CHIRURGICAL JEANNE D'ARC	26, rue Charles Vue
LUNEVILLE	V	2	EGLISE ST JACQUES	place St Rémy
LUNEVILLE	V	3	EGLISE ST MAUR	rue de Villers
LUNEVILLE	V	3	EGLISE JEANNE D'ARC	quai de Strasbourg
LUNEVILLE	X	2	COMPLEXE SPORTIF CHARLES BERTE	avenue du Dr Paul Kahn
LUNEVILLE	X	2	PISCINE	1, cours de Verdun
LUNEVILLE	X	3	GYMNASE MIMOUN	73, rue Saint Anne
LUNEVILLE	X	4	COSEC BOULOCHÉ	rue Boutet de Monvel
LUNEVILLE	X	4	COSEC LEO LAGRANGE	rue Ernest Bichat

MAGNIERES	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
MAIDIERES	L	4	SALLE DES FETES	rue du Bois le Prêtre
MAIRY MAINVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE ANNEXE	rue Jules Ferry
MAIRY MAINVILLE	L	4	SALLE MUNICIPALE	Grand ' rue
MAIXE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12bis, rue Saint Martin
MAIXE	V	3	EGLISE	
MAIZIERES	X	3	COMPLEXE SPORTS ET LOISIRS	26, rue du Fort
MALLELOY	L	4	SALLE POLYVALENTE	45, rue Vénézu
MALZEVILLE	J	4	RESIDENCE DU PARC	rue du Vieux Cours
MALZEVILLE	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL JERICHO	52, rue du Jéricho
MALZEVILLE	L	3	LYCEE AGRICOLE EX 3 CINEMA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	L	4	SALLE DES FETES JERICHO	11, rue du Jericho
MALZEVILLE	L	4	CHATEAU DE LA DOUERA	2, rue du Lion d'Or
MALZEVILLE	LR	4	LYCE AGRICOLE SG 1 CENTRE SOCIO-CULTUREL	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	M	2	MBP DGF LORRAINE	2, rue Gustave Nordon
MALZEVILLE	R	3	COLLEGE PAUL VERLAINE	115, avenue Général Leclerc
MALZEVILLE	R	3	LYCEE AGRICOLE BAT.B EX 6	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	ECOLE PASTEUR	rue Pasteur
MALZEVILLE	R	4	ECOLE LECLERC	39, avenue du Général Leclerc
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE IN 1 PAVILLON BTS	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	MATERNELLE GENY	14, rue Gény
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE EX 2	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	R	4	LYCEE AGRICOLE EX 4-EX 5 CFPPA	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	RN	3	LYCEE AGRICOLE EX 1-CU 1 BAT.EXTERNAT	domaine de Pixérécourt
MALZEVILLE	X	3	GYMNASE JO SCHLESSER	rue du Stade
MALZEVILLE	X	4	GYMNASE PAUL VERLAINE	155, avenue Général Leclerc
MANCE	L	4	MAISON POUR TOUS	place de la Mairie
MANCIEULLES	LN	4	SALLE HELIOS	4, rue Albert 1er
MANCIEULLES	LN	2	SALLE DES FETES SAINT PIERREMONT	11, rue du Parc
MANCIEULLES	LX	4	STAND DE TIR SALLE POLYVALENTE	Bois de Landremont
MANCIEULLES	R	4	GROUPE SCOLAIRE HERVE BAZIN	place de la Mairie
MANDRES AUX 4 TOURS	L	4	FOYER RURAL	rue Saint-Martin
MANONCOURT EN WOEVRE	L	4	SALLE COMMUNALE	allée des Acacias
MANONVILLE	L	4	SALLE DES CHAPELINES	rue de la Fontaine
MARAINVILLER	L	4	SALLE POLYVALENTE	10, rue de Lunéville
MARAINVILLER	R	4	ECOLE PRIMAIRE	12, rue des Ecoles
MARAINVILLER	V	3	EGLISE	place de l'Eglise

MARBACHE	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	3, voie de Liverdun
MARBACHE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	5, rue Clémenceau
MARBACHE	V	3	EGLISE ST GENGOULT	place du 8 mai 1945
MARON	L	4	BATIMENT SOCIO CULTUREL	ancienne gare SNCF
MARON	V	3	EGLISE ST GENGOULT	rue de Nancy
MARS LA TOUR	J	4	MAISON RETRAITE STE DOMINIQUE	70, rue de Metz
MARS LA TOUR	L	3	MAISON POUR TOUS	37, rue de Verdun
MARS LA TOUR	R	4	GROUPE SCOLAIRE ALBERT LEBRUN	rue des Ecoles
MARS LA TOUR	V	3	EGLISE	place Jeanne d'Arc
MARTINCOURT	R	4	CENTRE DE VACANCES ANDRE SCHILTZ	Chemin rural derrière Ste Croix
MAXEVILLE	J	4	INSTITUT JB THIERY - I.M.E.	13, rue de la République
MAXEVILLE	J	4	MAISON RETRAITE ND BON REPOS	34, rue Général Leclerc
MAXEVILLE	J	4	INSTITUT JB THIERY - E.E.P.	13, rue de la République
MAXEVILLE	J	4	MAISON ACCUEIL SPECIALISEE JB THIERY	8, rue de la Seille
MAXEVILLE	L	4	F.J.E.P.	2, avenue Patton
MAXEVILLE	L	4	SALLE PARC DE LA MAIRIE	rue du Commandant Charcot
MAXEVILLE	L	4	SALLES ASSOCIATIVES	5, rue du Général Leclerc
MAXEVILLE	LN	4	SALLE RESTAURANT MARCOTULLIO	rue Eugène Vallin
MAXEVILLE	LPA	1	SALLE SPECTACLES LE ZENITH	rue du Zénith
MAXEVILLE	M	1	PROMOCASH	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	M	2	SUPER U	avenue de la Meurthe
MAXEVILLE	M	3	ALDI	rue Lafayette
MAXEVILLE	M	3	MAGASIN DAGUET	rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	N	3	RESTAURANT LE FIN PALAIS	9, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	P	2	DISCOTHEQUE LE PLATINIUM	rue Lafayette
MAXEVILLE	PA	3	STADE LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme
MAXEVILLE	R	2	I.U.F.M.	5, rue Paul Richard
MAXEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE JULES ROMAINS	rue de la Seille
MAXEVILLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE ST EXUPERY	5, rue de la Chiers
MAXEVILLE	R	3	ESPACE ENTREPRISE ET FORMATION	10, rue Alfred Kastler
MAXEVILLE	R	4	ECOLE MATERNELLE ANDRE VAUTRIN	2, rue Courbet
MAXEVILLE	R	4	ECOLE ELEMENTAIRE ANDRE VAUTRIN	6, rue Courbet
MAXEVILLE	V	3	EGLISE ST MARTIN	rue du 15 Septembre
MAXEVILLE	V	3	EGLISE EVANGELIQUE MISSIONNAIRE	16, rue Jean Jaurès
MAXEVILLE	WL	4	FOYER DU GRAND SAUVOY	17, route de Metz
MAXEVILLE	X	3	COMPLEXE SPORTIF MARIE MARVINGT	rue Solvay
MAXEVILLE	X	4	COMPLEXE SPORTIF LEO LAGRANGE	16, rue de l'Orme

MENIL LA TOUR	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	13, rue Reine
MENIL LA TOUR	NP	4	RELAIS MON PLAISIR	7, route Nationale
MERCY LE BAS	L	3	SALLE POLYVALENTE	87, route Nationale
MEREVILLE	L	4	MAIRIE LOCAUX SOCIO EDUCATIF	Grande rue
MEREVILLE	N	3	MAISON CARRE HANUS	14, rue du Bac
MEREVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	4, grand rue
MERVILLER	V	3	EGLISE	rue de Grammont
MESSEIN	L	3	L'ACQUET D'EAU	allée des Nautoniers
MESSEIN	R	4	GROUPE SCOLAIRE JEAN ROSTAND	32, rue Joliot Curie
MESSEIN	XL	2	CENTRE DE LOISIRS LES MILLERIES	place Leclerc
MEXY	L	2	SALLE DES FETES RENE MARTINI	rue de Lorraine
MEXY	M	4	MAGASIN CORSAIRE	place Gilbert Dufour
MEXY	PA	2	TERRAIN DE FOOTBALL	plaine de Jeux
MEXY	V	3	EGLISE	place Gilbert Dufour
MEXY	X	3	COMPLEXE OMNISPORT	rue Jean Boin
MILLERY	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue du Stade
MILLERY	V	3	EGLISE	
MOINEVILLE	L	4	SALLE DES FETES	rue de l'Eglise
MOINEVILLE	LN	4	MJC DE JOEUF	Base de Serry
MONCEL LES LUNEVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	13, route Nationale
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	HYPERMARCHE CORA	6, rue Thuillier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	1	LES BRICONAUTES	Lotissement les Wagons
MONCEL LES LUNEVILLE	M	2	INTERSPORT	lotissement les Wagons
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	MAGASIN CHAUSSEA	19, rue du Tuilier
MONCEL LES LUNEVILLE	M	3	MAGASIN DEFI MODE	19-21, rue du Tuilier
MONCEL SUR SEILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Gare
MONT BONVILLERS	LW	4	SALLE DES FETES MAIRIE	9, rue de la République
MONT BONVILLERS	R	4	GROUPE SCOLAIRE	13, rue de la République
MONT LE VIGNOLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	place de la Mairie
MONT SAINT MARTIN	J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	L	3	SALLE JACQUES CALLOT	place Ambroise Thomas
MONT SAINT MARTIN	L	4	SALLE VICTOR HUGO	avenue du Bois
MONT SAINT MARTIN	L	4	AUBERGE DU PRIEURÉ	Cité du Prieuré
MONT SAINT MARTIN	LN	4	BAR LE GAULOIS	45, route de Longwy
MONT SAINT MARTIN	LX	3	CENTRE SOCIO-CULTUREL E.CHATRIAN	rue Jeanne d'Arc
MONT SAINT MARTIN	M	1	C.C. AUCHAN	3, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	M	3	LIDL	rue de Bordeaux

MONT SAINT MARTIN	M	4	C.C. LES BLEUETS	rue de Bordeaux
MONT SAINT MARTIN	MN	1	CC AUCHAN (2ème partie)	1, boulevard de l'Europe
MONT SAINT MARTIN	P	4	DISCOTHEQUE HIFI-CLUB	25, rue des Chênes
MONT SAINT MARTIN	PA	1	STADE JEAN ALMETER	rue Mathieu de Dombasle
MONT SAINT MARTIN	R	3	COLLEGE ANATOLE FRANCE	21, rue de Lille
MONT SAINT MARTIN	R	3	PRIMAIRE JEAN MACE	rue de Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	3	PRIMAIRE ALBERT IELHEN	2A, rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE MARIE LOIZILLON	rue des Pins
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE JEAN MACE	rue Marseille
MONT SAINT MARTIN	R	4	LEP NOTRE DAME	1, rue du Bois le Prieur
MONT SAINT MARTIN	R	4	MATERNELLE JEAN DE LA FONTAINE	boulevard du 08 mai 1945
MONT SAINT MARTIN	U	2	HOPITAL HOTEL DIEU	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	3	MAISON MEDICALE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	U	4	CLINIQUE	4, rue Alfred Labbé
MONT SAINT MARTIN	X	1	COMPLEXE SPORTIF	rue de Marseille
MONT SUR MEURTHE	LW	4	MAIRIE	4, rue de la Meurthe
MONT SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	
MONTAUVILLE	L	3	SALLE POLYVALENTE	150, rue Bois le Prêtre
MONTAUVILLE	ON	4	HOTEL RESTAURANT DE LA COTE	côte St Pierre
MONTENOY	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Lassus
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Albert Iehlen
MONTIGNY SUR CHIERS	L	4	FOYER SAINT DENYS	22bis, rue Juminel
MORFONTAINE	LR	3	CENTRE SOCIO CULTUREL POLYVALENT	rue Gabriel Péri
MOUTIERS	L	4	FOYER LUCIEN WOLL	14, rue Eugène Jungblut
MOUTIERS	V	3	EGLISE	rue Foch
MOYEN	R	4	FERME PEDAGOGIQUE	rue de Bourgogne
MOYEN	RL	4	MATERNELLE	place Capitaine Gaudet
MOYEN	U	4	MAISON DE VACANCES LA VOLIERE	15, rue de l'Eglise
MURVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	1, rue Jeanne d'Arc
NANCY	CTS	1	CHAPITEAU DE LA PEPINIERE	Parc de la Pépinière
NANCY	CTS	1	LE LIVRE SUR LA PLACE	place Stanislas
NANCY	CTS	3	CHAPITEAU MAGIC MIRRORS	parc de la Pépinière
NANCY	EF	4	PENICHE NIAGARA	quai Ste Catherine
NANCY	EF	4	PENICHE LE NAUTILUS	quai Sainte Catherine
NANCY	GA	2	SNCF GARE DE NANCY	place Thiers
NANCY	GA	3	ILOT SAINT LEON	5-5bis, rue Saint Léon
NANCY	J	3	MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES	56bis, rue des 4 Eglises

NANCY	J	4	ACCUEIL FAMILIAL SOEURS ST CHARLES	58, rue des 4 Eglises
NANCY	J	4	AEIM MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE MA MAISON	119, avenue de Strasbourg
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE ND COMPASSION	58, place Monseigneur Ruch
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE ST REMY	14, rue du chanoine Jacob
NANCY	J	4	CENTRE READAPTATION FONCTIONNELLE	35, rue Lionnois
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE ST SAUVEUR	35, rue Victor Prouvé
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE NOTRE MAISON	52, rue des Jardiniers
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE SIMON BENICHO	53, rue Hoche
NANCY	J	4	MAISON RETRAITE PROTESTANTE	11, rue de Nabécor
NANCY	J	4	CENTRE DE LONG SEJOUR ST STANISLAS	rue des Fabriques
NANCY	J	4	CENTRE MATERNEL	9, rue du Dr Heydenreich
NANCY	J	4	A.L.A.G.H.	1061, avenue Raymond Pinchard
NANCY	J	4	FOYER MATERNEL LES SAPINS	30, rue Alix Leclerc
NANCY	J	4	RESIDENCE ST CHARLES	6, rue de l'Abbé Didelot
NANCY	JN	4	R.P.A. LES OPHELIADES	12, boulevard du 21ème R.A.
NANCY	L	2	SALLE DES FETES DE GENTILLY	avenue du Rhin
NANCY	L	2	CAMEO ST SEBASTIEN	6, rue Léopold Lallement
NANCY	L	2	SALLE ET GALERIES POIREL	3, rue Victor Poirel
NANCY	L	2	OPERA THEATRE DE NANCY	place Stanislas
NANCY	L	2	UGC SAINT JEAN	54, rue Saint-Jean
NANCY	L	3	SALLE DE REUNIONS RAUGRAFF	12, rue Raugraff
NANCY	L	3	SALLE JULES FERRY	10, rue des Jardiniers
NANCY	L	3	MJC BAZIN	47, rue Henri Bazin
NANCY	L	3	CENTRE SOCIAL JOLIBOIS	4, avenue du Général Mangin
NANCY	L	3	CENTRE SOCIAL LA CLAIRIERE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	MJC PHILIPPE DESFORGES	27, rue de la République
NANCY	L	3	MJC HAUT DU LIEVRE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	3	CINEMA CAMEO	16, rue de la Commanderie
NANCY	L	3	THEATRE DE LA MANUFACTURE	10, rue Baron Louis
NANCY	L	3	MJC PICHON	15, rue René Cassin
NANCY	L	3	LA GUINGUETTE DE LA CURE D'AIR	rue Marquette
NANCY	L	3	SALLE ROBERT SITTLER	55, rue de la Colline
NANCY	L	4	THEATRE 4 L 12	avenue du Rhin
NANCY	L	4	SALLE DE LA FOUCOTTE	3, rue de la Foucotte
NANCY	L	4	SALLE DE SPECTACLES CU	26, rue de Saurupt
NANCY	L	4	THEATRE GUIGNOL	parc de la pépinière



NANCY	L	4	MJC BEAUREGARD	place Maurice Ravel
NANCY	L	4	THEATRE DE LA CUVETTE	71, rue Mon Désert
NANCY	L	4	SALLE POLYVALENTE MEDREVILLE	boulevard Charlemagne
NANCY	L	4	AIASF SALLE POLYVALENTE	60 bis, rue de Metz
NANCY	L	4	ANNEXE MJC 3 MAISONS	rue de Fontenoy
NANCY	L	4	FOYER BUISSON ARDENT	1249, avenue Raymond Pinchard
NANCY	L	4	FOYER DES ABEILLES	58, rue de la République
NANCY	L	4	CREDIT MUTUEL DES ENSEIGNANTS	31, rue Gustave Simon
NANCY	L	4	CENTRE SOCIAL DE BEAUREGARD	269, avenue Boufflers
NANCY	L	4	CENTRE NAUTIQUE CANOE KAYAK	boulevard d'Austrasie
NANCY	L	4	LE VERTIGO	29, rue de la Visitation
NANCY	L	4	FPA GABRIEL MOUILLERON	129, rue Gabriel Mouilleron
NANCY	L	4	FOYER CLUB ANATOLE FRANCE	2, avenue Anatole France
NANCY	L	4	FOYER CLUB LES GAIS LURONS	43-45, rue Eugène Corbin
NANCY	L	4	SALLE HENRI BLAISE	39, rue de Laxou
NANCY	L	4	SALLE FOYER RENE II	rue Claude Deruet
NANCY	L	4	CENTRE CULTUREL TURC	117, rue Charles III
NANCY	L	4	CENTRE REGION.DOCUMENT.PEDAGOGIQUE	95, rue de Metz
NANCY	L	4	SALLE SPECTACLES L'AUSTRASIQUE	34, boulevard d'Austrasie
NANCY	LN	2	PALAIS DES CONGRES	rue du Grd Rabbin Haguenauer
NANCY	LN	3	MJC DES III MAISONS	12, rue de Fontenoy
NANCY	LN	3	CITE UNIVERSITAIRE BOUDONVILLE	61, rue de Boudonville
NANCY	LN	3	LES CESARS TRAITEUR	8, place Stanislas
NANCY	LN	3	ENGREF PAVILLON ST GEORGES	14, rue Girardet
NANCY	LN	4	BRASSERIE SAINT EPRE	place Saint Epre
NANCY	LN	4	RESTAURANT SCOLAIRE ALFRED MEZIERES	Impasse Saint Vincent
NANCY	LNP	4	LA PLACE - L'ARQUEBUSE	7, place Stanislas
NANCY	LNP	4	STUDENTS CAFE	7, rue Saint-Julien
NANCY	LNR	3	CENTRE COMMUNAUTAIRE ISRAELITE	19, boulevard Joffre
NANCY	LNRS	3	I.R.T.S.	201, avenue Raymond Pinchard
NANCY	LNW	2	CITE JUDICIAIRE	23 à 27, rue du Maréchal Juin
NANCY	LOW	4	CLAIR LOGIS	3, rue Emile Friant
NANCY	LP	2	GEC SALLE ST PAUL ET ST JOSEPH	35, cours Léopold
NANCY	LP	4	ESPACE SAINT JEAN	6, rue Chanzy
NANCY	LPTW	1	HOTEL DE VILLE	place Stanislas
NANCY	LR	3	ICN MAISON DES ELEVES RES.OTEM	122, quai Claude le Lorrain
NANCY	LR	3	SALLE DE QUARTIER CHARLES III DIDION	1, rue Didion

NANCY	LRS	2	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE DROIT	11, place Carnot
NANCY	LW	3	HOTEL DE LA COMMUNAUTE URBAINE	22-24, viaduc Kennedy
NANCY	LW	4	POLE IMAGE BAT.M	9, rue Michel Ney
NANCY	LW	4	COUR D'APPEL DE NANCY	2, place Carrière
NANCY	LX	3	MJC LILLEBONNE	12, rue du Cheval Blanc
NANCY	LX	4	CENTRE NAUTIQUE BAT.AVIRON	boulevard d'Austrasie
NANCY	M	1	PRINTEMPS - FNAC	2, avenue Foch
NANCY	M	1	C.C.SAINT SEBASTIEN	rue des Ponts
NANCY	M	2	MAGASIN ZARA	16, rue St Georges
NANCY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	rue du Grand Rabbin Haguenau
NANCY	M	2	MAGASIN KIABI	13 - 21, rue Saint Jean
NANCY	M	2	MAGASIN DARTY	2, rue Pierre Sépard
NANCY	M	2	MAGASIN FNAC JUNIOR	45, rue Saint Jean
NANCY	M	2	MAGASIN H & M	45, rue Saint Jean
NANCY	M	2	PARFUMERIE DOUGLAS	55, rue Saint Jean
NANCY	M	3	METRO	rue Marcel Brot
NANCY	M	3	CONFORAMA	6, rue Marcel Brot
NANCY	M	3	SUPERMARCHE SHOPI	77-79, rue Charles Keller
NANCY	M	3	MAGASIN EURODIF	53-57, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	MATCH MEDREVILLE	boulevard Charlemagne
NANCY	M	3	GO SPORT	47, rue Saint Dizier
NANCY	M	3	MAGASIN SHOPI	84, rue du Mon Désert
NANCY	M	3	MAGASIN NORAUTO	127, boulevard Lobau
NANCY	M	3	ARMAND THIERRY	2-4, rue St Jean
NANCY	M	3	MAGASIN REJAN	91/95, rue St Dizier
NANCY	M	3	CENTRE COMMERCIAL LIDL	25-27, avenue Général Mangin
NANCY	M	3	LE MUTANT	rue Laurent Bonneval
NANCY	M	3	MIDI COULEUR	47, rue Marcel Brot
NANCY	M	3	MAGASIN MONDIAL MOQUETTE	27, rue Saint Lambert
NANCY	M	4	MAGASIN BONUS	43, rue Saint Jean
NANCY	M	4	MAGASIN SODDY ' S	3, rue Léopold Lallemand
NANCY	M	4	CODEC VIEUX GOURMET	rue St Georges
NANCY	M	4	PRIMEURS DES 3 MAISONS	47, rue du Fbg des III Maisons
NANCY	M	4	LA GRANDE RECRE	13-15, rue du Pont Mouja
NANCY	MN	1	CC AUCHAN LOBAU	127, boulevard Lobau
NANCY	MN	1	MARCHE CENTRAL	rue Saint Dizier
NANCY	MNP	3	C.C. DES CARMES	44, rue des Carmes

NANCY	MNW	1	GALERIE SAINT SEBASTIEN	15, rue du Grd Rabbin Haguenauer
NANCY	MT	3	HALL DU LIVRE	38, rue Saint Dizier
NANCY	MT	3	HOTEL DES VENTES PLACIEUX	12- 14, rue du Placieux
NANCY	MT	4	HOTEL DES VENTES BLANDAN	107, rue du Sergent Blandan
NANCY	MW	4	FRANCE TELECOM	8, rue St Thiébaut
NANCY	N	2	RESTAURANT UNIVERSITAIRE LEOPOLD	16, cours Léopold
NANCY	N	2	RESTAURANT FLUNCH	rue Grand Rabbin Haguenauer
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSITAIRE DE SAURUPT	26, rue de Saurupt
NANCY	N	3	RESTAURANT DES SERVICES FISCAUX	45, rue Sainte Catherine
NANCY	N	3	MIDINE RESTAURANT	9bis, rue Maurice Barres
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MEDREVILLE	73, rue de Laxou
NANCY	N	3	LE SEVEN	42, rue des 4 Eglises
NANCY	N	3	RESTAURANT UNIVERSITAIRE STANISLAS	17, boulevard d'austrasie
NANCY	N	4	MAMMA JULIA	16, place des Vosges
NANCY	N	4	BRASSERIE LES 2 HEMISPHERES	3, rue Crampel
NANCY	N	4	BRASSERIE L'AMBASSY	63, rue Stanislas
NANCY	N	4	MAC DONALD'S	57, rue Saint Dizier
NANCY	N	4	BRASSERIE CARNOT	9, rue Guerrier de Dumast
NANCY	N	4	BRASSERIE JEAN LAMOUR	9, place Stanislas
NANCY	NL	2	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MONBOIS	131, rue de Boudonville
NANCY	NL	3	FLO	50, rue Henri Poincaré
NANCY	NL	4	LES II PALMIERS	64, rue Stanislas
NANCY	NO	3	CERCLE MIXTE DU 5è GL CAT	35, avenue du Mal Juin
NANCY	NO	4	GRAND HOTEL DE LA REINE	2, place Stanislas
NANCY	NO	4	HOTEL IBIS RESTAURANT AQUARELLE	42, avenue du XXème Corps
NANCY	NO	4	HOTEL IBIS	3, rue Crampel
NANCY	NP	3	PUB IRLANDAIS THE MAC CARTHY	6, rue Guerrier de Dumast
NANCY	NP	3	LA TAVERNE DE L'IRLANDAIS	8, rue Mazagran
NANCY	NP	4	RESTAUR.KIM HOA DISCOTHEQUE POLARIS	6, rue Benit
NANCY	NP	4	LE TROCADERO	1, rue du Général Hoche
NANCY	O	4	HOTEL ALBERT 1er ASTORIA	3, rue de l'Armée Patton
NANCY	O	4	HOTEL MERCURE	5, rue des Carmes
NANCY	O	4	HOTEL AMERICAIN	61, rue Pierre Sémard
NANCY	O	4	HOTEL AKENA	41, rue Raymond Poincaré
NANCY	O	4	HOTEL MISTER BED	avenue Raymond Pinchard
NANCY	ON	4	CENTRE D'ACCUEIL CAMILLE MATHIS	37, boulevard d'Austrasie
NANCY	P	2	LE CHAT NOIR	63, rue Jeanne d'Arc

NANCY	P	3	LE METRO	1 ter, rue Hoche
NANCY	P	4	LES CAVES DU ROY	9, place Stanislas
NANCY	P	4	LE BLUE NOTE	3 et 5, rue des Michottes
NANCY	P	4	CLUB 54	17, rue de Serre
NANCY	P	4	LE METROPOLITAIN	4, avenue Foch
NANCY	PN	3	TERMINAL EXPORT	2, rue Sébastien Leclerc
NANCY	PN	3	SALLE DE JEUX VOYAGER	57, rue St Jean
NANCY	PNW	2	COMPLEXE DE LOISIRS LE PHAROS	3/5, rue Marcel Brot
NANCY	R	1	FACULTE LETTRES BAT A-B	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	1	LYCEE HENRI POINCARÉ	1, rue de la Visitation
NANCY	R	1	CITE SCOLAIRE FREDERIC CHOPIN	39, rue du Sergent Blandan
NANCY	R	1	I.U.T. CHARLEMAGNE	2 ter, boulevard Charlemagne
NANCY	R	1	LYCEE LORITZ	29, rue des Jardiniers
NANCY	R	2	CITE SCOLAIRE GEORGES DE LA TOUR	5, rue de la Croix Ste Claude
NANCY	R	2	INSTITUT ST DOMINIQUE	11, rue du Manège
NANCY	R	2	LYCEE REGIONAL JEANNE D'ARC	16, rue Pierre Fourrier
NANCY	R	2	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULT	1, rue Jeannot
NANCY	R	2	COLLEGE ND ST SIGISBERT	35, rue de la Ravinelle
NANCY	R	2	LYCEE ND ST SIGISBERT	19, cours Léopold
NANCY	R	2	FACULTE PHARMACIE	5, rue Albert Lebrun
NANCY	R	2	LYCEE CYFFLE	1, rue Cyfflé
NANCY	R	2	ECOLE DES MINES	parc de Saurupt
NANCY	R	2	I.U.F.M.	54bis, boulevard de Scarpone
NANCY	R	2	FACULTE LETTRES BAT J	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	2	EEIGM - ENSGSI	8, rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	ECOLE D'ARCHITECTURE	rue Bastien Lepage
NANCY	R	2	POLE DE GESTION	13, rue Michel Ney
NANCY	R	2	AMPHI PARISOT FACULTE PHARMA	20, rue Lionnois
NANCY	R	2	ENSIC BATIMENT A & A'	Ilot Grandville
NANCY	R	3	COLLEGE GUYNEMER ECOLE DIDION RAUGRAFF	28, boulevard Joffre
NANCY	R	3	LYCEE COLLEGE DOCTRINE CHRETIENNE	40bis, rue Charles III
NANCY	R	3	COLLEGE CLAUDE LE LORRAIN	place Alain Faunier
NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE BOUDONVILLE	64/66, rue de Boudonville
NANCY	R	3	CUCES	32-34, rue de Saurupt
NANCY	R	3	COLLEGE DE LA CRAFFE	2, rue de la Craffe
NANCY	R	3	COLLEGE LOUIS ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	R	3	PRIMAIRE NOTRE DAME	40, quai Claude le Lorrain

NANCY	R	3	INSTITUT ETUDES POLITIQUES ADMINISTRATION	4, rue de la Ravinelle
NANCY	R	3	ECOLE PRIMAIRE ST LEON IX	58 bis, rue Raymond Poincaré
NANCY	R	3	ENSIC INP BAT. E	2, rue de la Citadelle
NANCY	R	3	COLLEGE ALFRED MEZIERES	19, rue Alfred Mézières
NANCY	R	3	COLLEGE JEAN LAMOUR	56, boulevard de Scarponne
NANCY	R	3	PRIMAIRE BRACONNOT	12, rue Braconnot
NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE MARCEL LEROY	101, rue du Mon Désert
NANCY	R	3	FACULTE CHIRURGIE DENTAIRE	96, avenue de Lattre Tassigny
NANCY	R	3	FACULTE LETTRES BAT F	23, boulevard Albert 1er
NANCY	R	3	COLLEGE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	R	3	ENSEMBLE SCOLAIRE ST LEON	20, rue Saint Léon
NANCY	R	3	C.N.F.P.T.	39, rue de Beauregard
NANCY	R	3	CENTRE EUROPEEN UNIVERSITAIRE	15, place Carnot
NANCY	R	3	UNIVERSITE DE LA CULTURE PERMANENTE	12, place de la Croix de Bourgogne
NANCY	R	3	INTERNAT 1/2 PENSION LYCEE LORITZ	30, rue des Jardiniers
NANCY	R	3	CENTRE DE FORMATION	110, boulevard d'Austrasie
NANCY	R	3	ECOLE D'APPLICATION CHARLEMAGNE	2, place des Ducs de Bar
NANCY	R	3	ENSIC BAT.DEGLIN	47, rue Henri Deglin
NANCY	R	3	ANNEXE CHARLES DE FOUCAULD	32, rue des Tiercelins
NANCY	R	4	MATERNELLE BUTHENEMONT	45, rue Anne Fériet
NANCY	R	4	ENSEMBLE SCOLAIRE CHARLES DE FOUCAULD	40bis, rue Charles III
NANCY	R	4	ECOLE SAINT SAUVEUR	52, rue du Chemin Blanc
NANCY	R	4	HALTE GARDERIE TOM POUCE	1, rue de Laxou
NANCY	R	4	MATERNELLE PRIMAIRE ST-SIGISBERT	6, rue de la Ravinelle
NANCY	R	4	ECOLE DES BEAUX ARTS	1, avenue Boffrand
NANCY	R	4	MATERNELLE DONZELOT	avenue du Général Mangin
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT GEORGES	16, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	MATERNELLE SAINT GEORGES	18, rue Henri Bazin
NANCY	R	4	PRIMAIRE GEBHART	31-33, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	MATERNELLE BONSECOURS	21, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	MATERNELLE DU MONTET	2, quai de la Bataille
NANCY	R	4	PRIMAIRE BUTHEGNEMONT	168-170, avenue de Boufflers
NANCY	R	4	PRIMAIRE BUFFON	26, rue Bergamotte
NANCY	R	4	MATERNELLE BUFFON	26, rue de la Bergamotte
NANCY	R	4	CRECHE HDL JEANINE BODSON	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ECOLE JEANNE DE LYS	8, rue Joli Cœur
NANCY	R	4	ECOLE KINESITHERAPIE	57 bis, rue de Nabécor

NANCY	R	4	MATERNELLE ROBERTY	9, rue des Etats
NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN JAURES	46 bis, rue de la République
NANCY	R	4	MATERNELLE ALFRED MEZIERES	9 allée St Vincent
NANCY	R	4	MATERNELLE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ECOLE DE LA PROVIDENCE	rue Laurent Bonnevoy
NANCY	R	4	MATERNELLE DIDION	rue Saint Thiébaut
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT VINCENT	23, rue de Solignac
NANCY	R	4	MATERNELLE CLEMENCEAU	54, boulevard Clémenceau
NANCY	R	4	IMP GAI SOLEIL	14, rue de Metz
NANCY	R	4	PRIMAIRE DES III MAISONS	22-24, rue St Fiacre
NANCY	R	4	CRECHE LOUISE DELSART	26, rue Joseph Laurent
NANCY	R	4	CRECHE OSIRIS	14, rue Saint Thiébaut
NANCY	R	4	MATERNELLE STANISLAS	46, rue Raymond Poincaré
NANCY	R	4	MATERNELLE CHARLEMAGNE	2, place des Ducs de Bar
NANCY	R	4	MATERNELLE GEBHART	30, rue Emile Gebhart
NANCY	R	4	ANNEXE DU RECTORAT CAFA-CIGAL	10, rue de Saintifontaine
NANCY	R	4	PRIMAIRE CLEMENCEAU	rue de Vaucouleurs
NANCY	R	4	MATERNELLE DES III MAISONS	7, rue de l'Atrie
NANCY	R	4	ECOLE SAGES FEMMES	rue du Dr Heydenreich
NANCY	R	4	LYCEE TECHNIQUE MARIE IMMACULEE	33, avenue du Général Leclerc
NANCY	R	4	CRECHE JACQUES CALLOT	quai de la Bataille
NANCY	R	4	I.N.F.O.M.A.	7, rue des Cordeliers
NANCY	R	4	CRECHE WUNSCHENDORFF	4, rue Baron Louis
NANCY	R	4	PRIMAIRE SAINT PIERRE	1, rue du Doct Heydenreich
NANCY	R	4	ECOLE ST JEAN BAPTISTE DE LA SALLE	9, place de l'Arsenal
NANCY	R	4	MATERNELLE SAINT PIERRE	106, avenue de Strasbourg
NANCY	R	4	ECOLE ND DE BONSECOURS	12, rue ND de Bonsecours
NANCY	R	4	MATERNELLE MICHELET	10, rue Dominique Louis
NANCY	R	4	ECOLE JULES FERRY	10, rue des Jardiniers
NANCY	R	4	ECOLE PRIVEE ST PIERRE	8, rue Nabécor
NANCY	R	4	PRIMAIRE LA FONTAINE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	R	4	ANNEXE ORY ET CHARLES III	100, rue Saint Nicolas
NANCY	R	4	THE LITTLE GYM	6, rue Christian Pfister
NANCY	R	4	D.A.F.C.O.	28, rue de Saurupt
NANCY	R	4	E.S.I.C.E ANNEXE BAT. 2	rue Robert Schumann
NANCY	R	4	ENSIC INP BAT.C	2, rue de la Citadelle
NANCY	R	4	PRIMAIRE JEAN JAURES	25, boulevard Jean Jaurés

NANCY	R	4	CFA AUTOMOBILE ET METIERS DE L'INDUSTRIE	53, rue de Bonsecours
NANCY	R	4	CENTRE CREATIF MUSICAL DE NANCY	rue des Frères Henry
NANCY	R	4	ECOLE DE CONDE	64, rue Marquette
NANCY	R	4	CENTRE FORMATION HEBERGEMENT JEUNES SPORTIF	parc de Gentilly
NANCY	R	4	LYCEE SAINT DOMINIQUE	56, place Monseigneur Ruch
NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE BEAUREGARD	12, rue Gustave Charpentier
NANCY	R	4	CENTRE NATION.FORM.TECHN.DE LA POSTE	34/36, boulevard Lobau
NANCY	R	4	CRECHE CLODION	rue Clodion
NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE DES TIERCELINS	74, rue des Fabriques
NANCY	R	4	ECOLE ORY	1 /3, rue de la Salle
NANCY	RL	2	CONSERVATOIRE NATIONAL REGIONAL DE MUSIQUE	32, rue Michel Ney
NANCY	RL	2	CAMPUS CARNOT RAVINELLE	4, rue de la Ravinelle
NANCY	RL	3	ENACT	boulevard d'Austrasie
NANCY	RL	4	MUSIC ACADEMY INTERNATIONAL	12, avenue du XXème Corps
NANCY	RL	4	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL	3, rue Henri Bazin
NANCY	RL	4	INSTITUT EUROPEEN DU CINEMA ET AUDIO	10, rue Michel Ney
NANCY	RL	4	ECOLE ND DE BONSECOURS	27, rue de Bonsecours
NANCY	RLS	1	FACULTE DE DROIT	13, place Carnot
NANCY	RLSW	4	POLE UNIVERSITAIRE EUROPEEN	34, cours Léopold
NANCY	RLW	4	ECOLE DE MUSIQUE ANNEXE DRIANT	78, rue St Georges
NANCY	RN	3	LYCEE PROFESSIONNEL JEAN PROUVE	53, rue de Bonsecours
NANCY	RN	4	CANTINE LA FONTAINE	11, avenue du Rhin
NANCY	RU	3	INSTITUT DE SOINS DENTAIRE	rue du Dr Heydenreich
NANCY	RU	4	CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS	8, rue de Saintifontaine
NANCY	RV	4	PRIEURE STE THERESE	10, rue du Carmel
NANCY	RW	2	FACULTE LETTRES BAT G	23, boulevard Albert 1er
NANCY	RX	3	E.S.I.C.E.	42, rue de Phalsbourg
NANCY	RX	3	LYCEE PROFESSIONNEL C.DAUNOT	10, boulevard Georges Clémenceau
NANCY	RX	4	ECOLE NOTRE DAME DE LOURDES	2, rue du Général Chevert
NANCY	S	2	MEDIATHEQUE	10, rue Baron Louis
NANCY	S	2	BIBLIOTHEQUE UNIVERS.SECTION LETTRES	46, avenue de la Libération
NANCY	S	4	BIBLIOTHEQUE SICD	30, rue Lionnois
NANCY	SL	4	BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE	43, rue Stanislas
NANCY	U	1	CHRN ZONE A	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE B	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE CD	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	1	CHRN ZONE E	29, avenue Mal de Lattre Tassigny

NANCY	U	1	CHRN ZONE F	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	2	MATERNITE REGIONALE	10, rue du Dr Heydenreich
NANCY	U	2	CHR BATIMENT NEUROLOGIE	29, avenue Mal de Lattre Tassigny
NANCY	U	3	POLYCLINIQUE DE GENTILLY	2, rue Marie Marvingt
NANCY	U	3	CLINIQUE AMBROISE PARE	rue Ambroise Paré
NANCY	U	3	CLINIQUE MAJORELLE	1240, avenue Raymond Pinchard
NANCY	U	4	HOPITAL SAINT JULIEN	1, rue Foller
NANCY	U	4	HOPITAL VILLEMIN	47, rue de Nabécor
NANCY	U	4	CLINIQUE SAINT JEAN	5/7 place Provençal
NANCY	U	4	HOPITAL MARINGER	36, quai de la Bataille
NANCY	U	4	CLINIQUE SAINT DON	rue Ambroise Paré
NANCY	UN	3	CLINIQUE DE TRAUMATOLOGIE	49, rue Hermite
NANCY	UR	4	CENTRE HOSPITALIER ST STANISLAS	163, rue Saint Dizier
NANCY	V	1	CATHEDRALE	place Monseigneur Ruch
NANCY	V	2	BASILIQUE ST EPRE	place St Epre
NANCY	V	2	EGLISE DU SACRE COEUR	39, rue de Laxou
NANCY	V	3	SYNAGOGUE	boulevard Joffre
NANCY	V	3	EGLISE LA VIERGE DES PAUVRES	avenue Pinchard
NANCY	V	3	EGLISE ST JOSEPH	rue Mon Désert
NANCY	V	3	EGLISE ST LEON IX	6 bis, rue St Léon
NANCY	V	3	EGLISE ST MANSUY	243, avenue de la Libération
NANCY	V	3	EGLISE ST VINCENT & ST FIACRE	7, allée St Vincent
NANCY	V	3	TEMPLE PROTESTANT	6, rue Chanzy
NANCY	VL	1	BASILIQUE ND DE LOURDES	149, avenue Général Leclerc
NANCY	VL	2	EGLISE JC DES SAINTS DES DERNIERS JOURS	69, rue de Badonviller
NANCY	VL	3	EGLISE ST SEBASTIEN	rue des Ponts
NANCY	VL	3	EGLISE ST NICOLAS	47bis, rue Charles III
NANCY	VL	3	EGLISE ST PIERRE	place du Doyen Roubault
NANCY	VLW	2	EGLISE STE ANNE BEAUREGARD	1, rue Guy Ropartz
NANCY	VR	3	EGLISE EVANGELIQUE PENTECOTE	58/60, rue du Placieux
NANCY	VX	4	SALLE DE SPORT HDL ET MOSQUEE	avenue Raymond Pinchard
NANCY	W	3	PREFECTURE MEURTHE & MOSELLE	3-5, rue Lyautey
NANCY	W	3	TOUR MARCEL BROT	1, rue Joseph Cugnot
NANCY	W	4	JOFFRE ST THIEBAUT BAT B	boulevard Joffre
NANCY	W	4	RECTORAT DE NANCY-METZ	1, rue Mably
NANCY	WL	4	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	53, rue Stanislas
NANCY	WLN	4	CONSEIL GENERAL	48, rue du Sergent Blandan



NANCY	WR	4	CENTRE DE FORMATION BANCAIRE	6, rue des Michottes
NANCY	X	1	PISCINE DE GENTILLY	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	1	PALAIS DES SPORTS JEAN WEILLE	rue du Capitaine Guynemer
NANCY	X	1	PISCINE LOUISON BOBET	rue du Sergent Blandan
NANCY	X	2	GYMNASSE JACQUET	parc de la Pépinière
NANCY	X	2	PISCINE OLYMPIQUE NANCY THERMAL	43, rue Sergent Blandan
NANCY	X	3	PISCINE GYMNASSE UNIVERSITAIRE	rue de Verdun
NANCY	X	3	GYMNASSE UNIVERSITAIRE A.LEFEBVRE	1bis, boulevard Albert 1er
NANCY	X	3	SALLE DES SPORTS POINCARÉ	56, rue Raymond Poincaré
NANCY	X	3	GYMNASSE ANDRE MARTINY	rue Victor
NANCY	X	4	GYMNASSE LOUIS ARMAND	33, avenue de Brabois
NANCY	X	4	SALLE DES SPORTS SNCF	Impasse du Caveau
NANCY	X	4	HALL GYMNASSTIQUE CHARLES DE FOUCAULT	3, rue Jeannot
NANCY	X	4	GYMNASSE PISCINE P. DE COUBERTIN	avenue Raymond Pinchard
NANCY	X	4	GYMNASSE ALFRED MEZIERES	4, quai Choiseul
NANCY	XL	2	PISCINE RONDE ET GALERIE	rue du Sergent Blandan
NANCY	XL	2	GYMNASSE PROVENÇAL	quai René II
NANCY	XL	4	GYMNASSE CLEMENCEAU	83, rue du Mal Oudinot
NANCY	XL	4	GYMNASSE HENRI BAZIN	47, rue Henri Bazin
NANCY	XN	3	CENTRE LOISIRS KARTING	62/66, rue Oberlin
NANCY	Y	4	MUSEE LORRAIN	64, Grande Rue
NANCY	Y	4	MUSEE CORBIN	36, rue du Sergent Blandan
NANCY	Y	4	MUSEE DES CORDELIERS	70, Grand Rue
NANCY	YL	3	MUSEE DES BEAUX ARTS	3, place Stanislas
NANCY	YR	3	MUSEE DE ZOOLOGIE	34, rue Sainte Catherine
NEUVES MAISONS	J	4	M.A.P.A.D.	14, rue Boyard
NEUVES MAISONS	J	4	FOYER CIBULKA	72 bis, rue Jean Jaurès
NEUVES MAISONS	L	3	CENTRE CULTUREL JEAN L'HOTE	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	L	4	SALLE POLYVALENTE PASTEUR	7, rue Pasteur
NEUVES MAISONS	M	1	INTERMARCHE	1137, rue Pasteur
NEUVES MAISONS	M	4	MR BRICOLAGE	541, rue Pasteur
NEUVES MAISONS	M	4	SHOPI	26, rue du Capitaine Caillon
NEUVES MAISONS	M	4	STATIONMARCHÉ	rue Louis Pasteur
NEUVES MAISONS	PA	1	STADE ANDRE COURRIER	rue Pasteur
NEUVES MAISONS	R	2	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
NEUVES MAISONS	R	3	COLLEGE JULES FERRY	place Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	MAISON DE L'ENFANT	1, Impasse Aristid Briand

NEUVES MAISONS	R	4	MATERNELLE BURE	13, rue du Général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	ECOLE PRIMAIRE FRANCOIS VILLON	rue du Général Leclerc
NEUVES MAISONS	R	4	ECOLE EMILE ZOLA	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	R	4	PRIMAIRE LOUISE MICHEL	place Ernest Poirson
NEUVES MAISONS	U	4	CLINIQUE ST ELOI	5, rue Aristide Briand
NEUVES MAISONS	V	3	EGLISE ST ANTOINE DE PADOUE	place Jarland
NEUVES MAISONS	X	3	PISCINE COMMUNALE	5, rue de l'Yser
NEUVES MAISONS	X	3	C.O.S.E.C.	rue Jacques Callot
NEUVES MAISONS	XL	3	SALLE DES SPORTS ANDRE PLUMET	1, rue Haute Borne
NEUVILLER LES BADONVILLER	L	4	SALLE POLYVALENTE	3bis, rue Général de Castelnau
NOMENY	L	4	SALLE DES FETES	place Valentin Brocard
NOMENY	L	4	SALLE MULTI USAGES	3, place de la Victoire
NOMENY	R	3	COLLEGE DU VAL DE SEILLE	3, rue Louis Marin
NOMENY	R	4	ECOLE MATERNELLE et PERI SCOLAIRE	rue Fourrier d'Hincourt
NOMENY	R	4	GROUPE SCOLAIRE	place Victoire
NORROY LE SEC	L	4	FOYER D'EDUCATION POPULAIRE	88, rue Pasteur
NORROY LE SEC	NL	3	CAFE DANCING AU CHEVAL BLANC	48, rue Pasteur
NORROY LE SEC	V	3	EGLISE	rue Pasteur
NORROY LES PONT A MOUSSON	L	4	SALLE POLYVALENTE	cour du Château
NORROY LES PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE	
NOVIAINT AUX PRES	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place du Champ de Foire
NOVIAINT AUX PRES	RW	4	ECOLE MAIRIE	16, rue Jean de Beauvau
NOVIAINT AUX PRES	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
ONVILLE	J	4	MAISON DE RETRAITE	6 à 10, Grand rue
ONVILLE	L	4	ASSOCIATION JEANNE D'ARC	rue de l'Eglise
ONVILLE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
ONVILLE	WR	4	MAIRIE ECOLE	1, rue de la Mairie
OZERAILLES	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	6, Grand rue
PAGNEY DERRIERE BARINE	P	3	PUB ROCK PAULETTE	47, rue Régine Kriek
PAGNY SUR MOSELLE	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL 2000	5bis, rue Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	L	4	MJC ET SALLE POLYVALENTE	11E, rue de la Victoire
PAGNY SUR MOSELLE	M	3	SUPERMARCHE CHAMPION	avenue Jean Jaurès
PAGNY SUR MOSELLE	NL	4	BAR LE BOUCHON	4, rue de Serre
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT	4, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	3	COLLEGE LA PLANTE GRIBE	3, rue Marie Montessori
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	MATERNELLE GASTON AUBIN	2, rue Albert Favelin
PAGNY SUR MOSELLE	R	4	MATERNELLE MONTESSORI	1, rue Marie Montessori

PAGNY SUR MOSELLE	X	3	SALLE DES SPORTS	24, rue Nivoy
PARROY	L	4	SALLE POLYVALENTE	55, rue des Ecoles
PETITMONT	L	4	SALLE DES FETES	41, rue de la 2ème D.B.
PETITMONT	V	3	EGLISE	
PEXONNE	R	4	CENTRE DE VACANCES LA COMBELLE	rue de la Combelle
PEXONNE	V	3	EGLISE	
PIENNES	L	3	SALLE JEAN VILLAR	rue du 8 Mai 1945
PIENNES	L	4	SALLE GERARD PHILIPPE	rue du Colonel Fabien
PIENNES	M	2	SUPERMARCHE CHAMPION	24, rue de la Mourière
PIENNES	M	3	SUPERMARCHE MATCH	rue Pierre Potier
PIENNES	M	4	MAGASIN LIDL	rue Joliot Curie
PIENNES	PA	2	STADE DE FOOTBALL RENE ROUSSEAU	avenue Joliot Curie
PIENNES	R	2	COLLEGE PAUL LANGEVIN	13, rue Jean Moulin
PIENNES	V	3	EGLISE	rue d'Estienne d'Orves
PIENNES	X	3	GYMNASE JEAN STELLA	rue Emile Zola
PIERRE LA TREICHE	V	3	EGLISE	Grande rue
PIERREPONT	L	4	SALLE COMMUNALE DES PAQUIS	place de la Victoire
POMPEY	J	4	MAISON RETRAITE DE L'AVANT GARDE	6, rue de l'Avant Garde
POMPEY	J	4	MAISON RETRAITE NOTRE CHAUMIERE	54, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN HARTMANN	59, avenue du Général de Gaulle
POMPEY	L	4	MAISON POUR TOUS	99ter, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	LNW	3	SOCIETE NOVASEP	Lieu dit l'Usine
POMPEY	LR	4	CENTRE AERE	rue de l'Avant Garde
POMPEY	M	2	MAGASIN LEADER PRICE	Z.A. de Turlomont
POMPEY	N	3	CENTRE DE VIE	boulevard de Finlande
POMPEY	N	3	LPR B.SCHWARTZ BAT.1/2 PENSION	5, rue Ste Anne
POMPEY	R	3	LPR BERTRAND SCHWARTZ	5, rue Sainte Anne
POMPEY	R	4	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT A	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	PRIMAIRE EIFFEL BATIMENT B	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	MATERNELLE GILBERTE MONNE	1, rue des Brevelles
POMPEY	R	4	MATERNELLE COUSTEAU	rue des Jardins Fleuris
POMPEY	R	4	ANNEXE LPR BERTRAND SCHWARTZ	11, rue des Jardins Fleuris
POMPEY	U	3	HOPITAL DE POMPEY	8, rue de l'Avant Garde
POMPEY	X	2	PISCINE NAUTIS PLUS	avenue Gambetta
PONT A MOUSSON	J	4	MAISON RETRAITE JOSEPH MAGOT	place Colombé
PONT A MOUSSON	J	4	MAISON RETR. ST FRANCOIS D'ASSISE	69, rue du Général Leclerc
PONT A MOUSSON	J	4	RESIDENCE PHILIPPE DE GUELDRES	place Colombé

PONT A MOUSSON	L	1	SALLE SOCIO-CULTURELLE	chemin de Montrichard
PONT A MOUSSON	L	3	MAISON DES SOCIETES	32 avenue des Etats Unis
PONT A MOUSSON	L	3	ESPACE SAINT LAURENT	rue Philippe de Gueldres
PONT A MOUSSON	L	4	CINEMA CONCORDE	48, place Duroc
PONT A MOUSSON	LN	3	PAM SA SALLE DES FETES	22, avenue Camille Cavallier
PONT A MOUSSON	LR	4	CENTRE AERE L'OASIS	Chemin côté Chadevée
PONT A MOUSSON	LR	4	F.J.E.P.	51 rue de Scarpone
PONT A MOUSSON	LRO	3	CENTRE CULTUREL DES PREMONTRES	9, rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	M	1	SUPERMARCHE MATCH	Le Pré Latour
PONT A MOUSSON	M	1	INTERMARCHE	1015, chemin de la Corderie
PONT A MOUSSON	M	2	BRICOMARCHE	route de Metz
PONT A MOUSSON	M	2	INTERMARCHE	Rue Nicolas Pierson - zac du Breuil
PONT A MOUSSON	M	2	MAGASIN NETTO	59, avenue Général Patton
PONT A MOUSSON	M	2	LA HALLE	38, rue Victor Hugo
PONT A MOUSSON	M	3	MAGASIN CONNEXION	200, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	VETIMARCHE	Zac du Breuil
PONT A MOUSSON	M	3	BRICOMARCHE	178, allée Pierre Brossolette
PONT A MOUSSON	M	3	MAGASIN LIDL	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	4	MAGASIN CHAUSS EXPO	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	M	4	POINT P VANNESSON	38, rue du Bois le Prêtre
PONT A MOUSSON	M	4	SCI PAM	Lieu dit premier bas lieux
PONT A MOUSSON	NO	4	FOYER PROCHEVILLE	rue Alexandre Fleming
PONT A MOUSSON	ONL	4	COMFORT'INN PRIMEVERE	210, avenue des Etats Unis
PONT A MOUSSON	P	4	CABARET SWING	266, avenue Etats-Unis
PONT A MOUSSON	PA	1	STADE DE L'ILE D'ESCH	Ile d'Esch
PONT A MOUSSON	R	2	LYCEE ET COLLEGE MARQUETTE	place Foch
PONT A MOUSSON	R	2	LYCEE PROFESSIONNEL HANZELET	79, place de Trey
PONT A MOUSSON	R	2	ECOLE NOTRE DAME	2, rue Charles Lepois
PONT A MOUSSON	R	3	LPR HELENE BARDOT	14, place St Antoine
PONT A MOUSSON	R	4	CENTRE FORMATION APPRENTIS BATIMENT	rue Nicolas Pierson
PONT A MOUSSON	R	4	GROUPE SCOLAIRE DE PROCHEVILLE	8, avenue Général de Gaulle
PONT A MOUSSON	R	4	ECOLE GUYNEMER	265, rue Maurice Barrès
PONT A MOUSSON	R	4	MATERNELLE ST JEAN	30, rue Clémenceau
PONT A MOUSSON	R	4	GROUPE SCOLAIRE GEORGES POMPIDOU	avenue de l'Europe
PONT A MOUSSON	R	4	MATERNELLE ST CHARLES	place Colombé
PONT A MOUSSON	R	4	PRIMAIRE PIERRE DOHM	64, rue du 26ème BCP
PONT A MOUSSON	S	4	MEDIATHEQUE	rue de l'Institut Magot

PONT A MOUSSON	U	3	CENTRE HOSPITALIER	place Colombé
PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE ST LAURENT	rue Saint Laurent
PONT A MOUSSON	V	3	EGLISE ST MARTIN	rue Saint Martin
PONT A MOUSSON	X	1	CENTRE DES SPORTS	avenue Guynemer
PONT A MOUSSON	X	2	PISCINE COUVERTE	rue Robert Schuman
PONT A MOUSSON	X	2	BOULODROME	lieu dit derrière les murs
PONT A MOUSSON	X	3	GYMNASE	rue du Président Kennedy
PONT A MOUSSON	X	3	SALLE DE GYMNASTIQUE	chemin de Montrichard
PONT SAINT VINCENT	M	3	MAGASIN ALDI	rue Antoine Becquerel
PONT SAINT VINCENT	NO	4	I.N.R.S.	Zone d'activités
PONT SAINT VINCENT	R	3	L.P.R. LA TOURNELLE	2, rue de Lorraine
PONT SAINT VINCENT	X	3	SALLE DES SPORTS	82, rue Jean Jaurès
PULLIGNY	L	4	SALLE POLYVALENTE	place du Foyer culturel
PULLIGNY	L	4	FOYER RURAL	2, place du Jet d'eau
PULLIGNY	V	3	EGLISE	place du Jet d'eau
PULNOY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL ROGER GALMICHE	rue du Golf
PULNOY	LN	4	CLUB HOUSE DU GOLF	rue du Golf
PULNOY	M	3	PROCANIS	6, rue des Tarbes
PULNOY	M	3	TROC DE L'ILE	1, rue des Trézelots
PULNOY	M	3	MANUFACTURE DE LA LITERIE	4, avenue du Breuil
PULNOY	R	3	COLLEGE EDMOND GONCOURT	route de Seichamps
PULNOY	R	4	GROUPE SCOLAIRE VAL DE MASSERINE	avenue du Grémillon
PULNOY	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA MOISSONNERIE	Chemin du Tir
PULNOY	R	4	MATERNELLE DES 4 VENTS	rue de la Vanoise
PULNOY	RN	3	PARC RECREATIF TUBI TUBA	25, avenue Charles de Gaulles
PULNOY	X	3	GYMNASE EDMOND GONCOURT	route de Cerville
RAON LES L'EAU	L	4	FOYER RURAL	1, rue de la Mairie
RAON LES L'EAU	V	3	EGLISE	
REHAINVILLER	L	4	CENTRE SOCIO EDUCATIF	7, rue d'Adoménil
REHAINVILLER	V	3	EGLISE	rue d'Adoménil
REHERREY	L	4	MAISON POUR TOUS	2, rue de la Mairie
REHON	L	3	MAISON DE LA JEUNESSE	12, rue de Longwy
REHON	LR	4	CENTRE AERE D'HEUMONT	1, rue des Ecoles
REHON	R	3	COLLEGE PIERRE BROSSOLETTE	2A, rue de Chenières
REHON	X	3	COSEC	rue Jean Feuillettre
REILLON	R	4	LA CROISEE DECOUVERTE	9bis, Grand rue
REMBERCOURT SUR MAD	LR	4	SALLE DES FETES	rue Marie Maussée

REMEREVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue de l'Eglise
REPAIX	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue d'Autrepierre
RICHARDMENIL	L	3	MAISON DU TEMPS LIBRE	rue du Général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	ECOMARCHE	59, rue Général de Gaulle
RICHARDMENIL	M	3	MAGASIN TREFF MARCHE	43, rue Alfred de Vigny
ROSIERES AUX SALINES	J	4	MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	route de Saffais
ROSIERES AUX SALINES	J	4	E.P.D.T.P.H.	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	J	4	EPDTPH FOYER D'HEBERGEMENT	4, rue Léon Parisot
ROSIERES AUX SALINES	J	4	EPDTH FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	30, rue Léon Bocheron
ROSIERES AUX SALINES	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Yvon Malpièce
ROSIERES AUX SALINES	L	4	MAISON RETRAITE SALLE POLYV.	rue du Paquis des Toiles
ROSIERES AUX SALINES	R	4	ECOLE PRIMAIRE MIXTE	place de la République
ROSIERES AUX SALINES	R	4	ASSOCIATION RELAIS LA MARELLE	11, rue de la Moselle
ROSIERES AUX SALINES	R	4	MATERNELLE SAINT PIERRE	4, place Saint Pierre
ROSIERES AUX SALINES	V	3	EGLISE ST PIERRE	place Saint Pierre
ROSIERES EN HAYE	L	4	SALLE DES FETES	rue des Ardennes
ROVILLE DEVANT BAYON	L	4	SALLE DES FETES	23, place Mathieu de Dombasle
ROYAUMEIX	J	4	MAISON D'ACCUEIL BRANCION	11, rue Carnot
ROYAUMEIX	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	place de la Reine Brunehaut
ROYAUMEIX	V	3	EGLISE	rue Carnot
SAINT AIL	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue des Jardins
SAINT AIL	L	4	FOYER EDUCATION POPULAIRE	rue des Jardins
SAINT CLEMENT	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Division Leclerc
SAINT CLEMENT	L	4	SALLE DES FETES	route de Lunéville
SAINT CLEMENT	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
SAINT FIRMIN	J	4	MAISON RETRAITE DE LA COMPASSION	5, rue Barre
SAINT JEAN LES LONGUYON	R	4	CENTRE DE VACANCES ET LOISIRS ST JEAN	Lieu-dit Tillombois
SAINT JULIEN LES GORZE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue Basse
SAINT MARCEL	P	4	CLUB DES ILES	9, route de Metz
SAINT MAX	J	4	FOYER L'EAU VIVE	40, rue de Mainvaux
SAINT MAX	L	3	CINEMA LE ROYAL	18, rue St Livier
SAINT MAX	L	3	CHATEAU DU PONT DE LA MEURTHE	2, avenue Carnot
SAINT MAX	LP	3	SALLE SOCIO CULTURELLE	place de l'Europe
SAINT MAX	LX	3	ESPACE VICTOR HUGO	32, rue Victor Hugo
SAINT MAX	M	2	SUPERMARCHE MATCH	104, avenue Carnot
SAINT MAX	M	4	MAGASIN HUIT A HUIT	69, rue Alexandre 1er
SAINT MAX	R	4	MATERNELLE CLEMENCEAU	rue Georges Clémenceau

SAINT MAX	R	4	PRIMAIRE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	MATERNELLE VICTOR HUGO	rue de Verdun
SAINT MAX	R	4	GROUPE SCOLAIRE P.et M.CURIE BAT.C	avenue du Général Leclerc
SAINT MAX	X	3	GYMNASE HENRI COCHET	11, rue Haie le Comte
SAINT PANCRE	LW	4	SALLES POLYVALENTE MAIRIE	3, place de la Fontaine
SAIZERAIS	L	4	SALLE MULTIACTIVITES	chemin rural des Vignes
SAIZERAIS	R	4	GROUPE SCOLAIRE LA HAUTE EPINE	59, rue sous-Chatier
SAIZERAIS	R	4	GARDERIE ECOLE MATERNELLE	1, rue St Amand
SAULNES	L	3	CENTRE CULTUREL	place du 8 mai 1945
SAULNES	PA	2	STADE MUNICIPAL	rue du Stade
SAULNES	R	3	GROUPE SCOLAIRE	59, route Sous Chatier
SAULNES	X	3	SALLE DES SPORTS COSEC	route de Longwy
SAULXEROTTE	L	4	SALLE POLYVALENTE	12, rue de Favières
SAULXURES LES NANCY	L	4	MAISON COMMUNALE GRANDS PAQUIS	rue de Provence
SAULXURES LES NANCY	LW	4	HOTEL DE VILLE SALLE POLYVALENTE	2, rue de Tomblaine
SAULXURES LES NANCY	X	2	SALLE POLYVALENTE SPORTIVE	rue d'Essey
SAULXURES LES VANNES	V	3	EGLISE	
SAXON SION	LRY	4	COUVENT	13, rue Notre Dame
SAXON SION	N	3	HOTELLERIE	3, rue Notre Dame
SAXON SION	V	3	BASILIQUE	
SEICHAMPS	J	4	MAISON CONVALESCENCE LES ELIEUX	4, rue Grande Ozeraille
SEICHAMPS	L	2	CENTRE SOCIO CULTUREL SPORTIF	avenue de l'Europe
SEICHAMPS	L	4	FOYER DE L'AGE D'OR	19, rue de Varinchamps
SEICHAMPS	L	4	ESPACE LES PARAPLUIES	18, rue St Lambert
SEICHAMPS	M	3	INTERMARCHE	21, avenue du Général de Gaulle
SEICHAMPS	M	3	MAGASIN SHOPI	1, avenue de l'Europe
SEICHAMPS	N	4	BRASSERIE RESTAURANT L'ARC EN CIEL	rue du Général de Gaulle
SEICHAMPS	PA	3	STADE FOOTBALL JACQUES GEORGES	rue du Tourmalet
SEICHAMPS	R	4	GROUPE SCOLAIRE G.DE LA TOUR	avenue Heleux
SEICHAMPS	R	4	PRIMAIRE ST EXUPERY	avenue du Québec
SEICHAMPS	R	4	ECOLE JEAN LAMOUR	avenue du Québec
SEICHAMPS	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	1, rue Fléoles
SEICHAMPS	V	3	EGLISE	4, rue St Pierre
SEICHAMPS	X	4	VESTIAIRES SPORTIFS	Stade de Revello
SERROUVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de l'Eglise
SERROUVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	16, rue de la Poste
SEXEY AUX FORGES	LR	4	SALLE POLYVALENTE	1, rue de Pont St Vincent

SEXEY LES BOIS	L	4	SALLE POLYVALENTE	16, rue de la Commanderie
SOMMERVILLER	V	3	EGLISE	
SPONVILLE	LW	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	22, rue Notre Dame
ST NICOLAS DE PORT	J	4	FOYER HEBERGEMENT SPECIALISE	6, rue des Clairons
ST NICOLAS DE PORT	J	4	INSTITUT MEDICO-PROFESSIONNEL	2, rue des Martyrs du Nazisme
ST NICOLAS DE PORT	L	3	SALLE DES FETES	24, rue Jolain
ST NICOLAS DE PORT	M	3	SUPERMARCHE NORMA	rue de la Butte
ST NICOLAS DE PORT	M	3	SUPERMARCHE MATCH	71, rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	M	3	MAGASIN LIDL	rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	N	4	RESTAURANT LA LICORNE	6-8, rue Bonardel
ST NICOLAS DE PORT	R	3	ECOLE P.& M.CURIE	rue du Centre
ST NICOLAS DE PORT	R	3	COLLEGE SAINT EXUPERY	route de Coyviller
ST NICOLAS DE PORT	R	4	ECOLE JEAN MOULIN	29, rue Charles Courtois
ST NICOLAS DE PORT	R	4	MATERNELLE MARIE MARVINGT	12, rue du Centre
ST NICOLAS DE PORT	R	4	HALTE GARDERIE LES CANAILLOUX	31, rue du 4ème BCP
ST NICOLAS DE PORT	R	4	MATERNELLE PAULETTE CASTEL	24, rue de la Porte de Fer
ST NICOLAS DE PORT	U	3	CENTRE HOSPITALIER	3, rue jeu de Paume
ST NICOLAS DE PORT	V	2	BASILIQUE	
ST NICOLAS DE PORT	X	3	COMPLEXE SPORTIF	50, rue du Blanc Mur
ST NICOLAS DE PORT	X	4	PISCINE TOURNESOL	rue Clairon
TANTONVILLE	LVO	4	ASS° LECTORIUM ROSICRUCIANUM	rue Tourtel Frères
TANTONVILLE	R	4	COLONIE DE VACANCES LE CLOS	1, rue d'Affracourt
TANTONVILLE	RL	4	MAIRIE GROUPE SCOLAIRE	1, place Anciens Combattants
TANTONVILLE	V	3	EGLISE	
TELLANCOURT	L	4	FOYER CULTUREL ET SOCIAL	rue de Fresnois
TELLANCOURT	RWL	4	GROUPE SCOLAIRE MAIRIE	place Etienne Bastien
THIAUCOURT	J	4	FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE	rue du Cimetière
THIAUCOURT	J	4	MAISON RETRAITE STE SOPHIE	2, rue Henri Poulet
THIAUCOURT	L	4	SALLE POLYVALENTE DU CAMPING	rue du Stade
THIAUCOURT	LX	4	CENTRE SOCIO CULTUREL	route de Verdun et de Jaulny
THIAUCOURT	R	3	COLLEGE FERDINAND BUISSON	44, Faubourg St Jean
THIAUCOURT	V	3	EGLISE	place de l'Eglise
THIAVILLE SUR MEURTHE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
THIAVILLE SUR MEURTHE	X	2	ESPACE SPORTIF	rue des Vosges
THIEBAUMENIL	L	4	MAISON POUR TOUS	Grande rue
THIEBAUMENIL	V	3	EGLISE	17bis, rue de l'Eglise
THIL	L	3	SALLE POLYVALENTE JACQUES DUCLOS	rue des écoles



THIL	R	4	GARDERIE CANTINE LUDOTHEQUE	105, rue Paul Langevin
THOREY LYAUTEY	L	4	SALLE DES FETES	rue du Maréchal Lyautey
THOREY LYAUTEY	LY	4	SALLE POLYVALENTE DU CHATEAU	Chemin Communal d'Ognéville
TIERCELET	L	4	SALLE DES FETES	2, rue Honoré de Balzac
TOMBLAINE	J	4	FOYER PERSONNES AGEES MARCEL GRANDCLERC	rue Lamartine
TOMBLAINE	L	3	SALLE DES FETES	8, boulevard Henri Barbusse
TOMBLAINE	L	3	ESPACE JEAN JAURES	avenue de la Paix
TOMBLAINE	M	3	LIDL	87, boulevard Barbusse
TOMBLAINE	M	3	ALDI	135, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAINE	MN	1	CC AUCHAN	avenue Eugène Potier
TOMBLAINE	N	2	LRP ARTHUR VAROQUAUX 1/2 PENSION DP1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	N	3	AUCHAN RESTAURANT FLUNCH	rue Eugène Potier
TOMBLAINE	PA	1	STADE MARCEL PICOT	90, boulevard Jean Jaurès
TOMBLAINE	PA	1	STADE RAYMOND PETIT	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	LEP MARIE MARVINGT	8, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	COLLEGE JEAN MOULIN	14, ue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	2	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 2 (Internat garçons)	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.IN 1	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 3	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	3	LRP ARTHUR VAROQUAUX BAT.EX 2	rue Jean Moulin
TOMBLAINE	R	4	ECOLE PAUL LANGEVIN	avenue de la Paix
TOMBLAINE	R	4	PRIMAIRE DE LA PAIX	avenue de Hasberger
TOMBLAINE	R	4	MATERNELLE BROSSOLETTE	rue Mozart
TOMBLAINE	RL	4	CENTRE AERE LEO LAGRANGE	rue du Bois la Dame
TOMBLAINE	RX	3	COSEC	6, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	V	3	EGLISE	place René Herbuvaux
TOMBLAINE	WL	3	MAISON REGIONALE DES SPORTS DE LORRAINE	19, rue Jean Moulin
TOMBLAINE	WLN	4	CETE DE L'EST	75, rue de la Grande Haie
TOMBLAINE	X	2	PISCINE LE LIDO	rue Virginie Mauvais
TONNOY	L	4	SALLE DES FETES	20, place Libération
TONNOY	V	3	EGLISE ST LAURENT	rue de l' Eglise
TOUL	J	4	MAISON DE RETRAITE BARAT	cour Raymond Poincaré
TOUL	J	4	M.A.P.A.D.	Abbaye St Evre
TOUL	L	1	SALLE VALCOURT	546, route de Valcourt
TOUL	L	3	CINEMA CLAIR	rue de Rigny
TOUL	L	3	CENTRE CULTUREL JULES FERRY	30, rue Jeanne d' Arc

TOUL	L	4	THEATRE DU MOULIN	9, impasse François Badot
TOUL	L	4	SALLE JOSEPH OURY	avenue du Pont Bernon
TOUL	L	4	SALLE DES ADJUDICATIONS	13, rue de Rigny
TOUL	L	4	FOYER CLUB MP FORESTIER	7, rue de Hamm
TOUL	L	4	SALLE POLYVALENTE	Ile des Sables
TOUL	LS	3	MEDIATHEQUE CENTRE DE RESSOURCES	rue de Hamm
TOUL	LW	3	ESPACE ACCUEIL SERVICE A.MALRAUX	place Henri Miller
TOUL	M	3	MAGASIN DYMANITE	17, rue Gambetta
TOUL	M	3	MAGASIN LIDL	rue Paul Keller
TOUL	M	3	TREFF MARCHÉ ST MICHEL	rue Trait la Ville
TOUL	M	3	MAGASIN POINT P	rue des Etats Unis
TOUL	M	4	MAGASIN LIDL	rue de Verdun
TOUL	MN	1	CENTRE COMMERCIAL CORA	678, avenue du Général Bigeard
TOUL	N	4	RESTAURANT LE DAUPHIN	65, allée Gaumiron
TOUL	N	4	RESTAURANT GRILL LA SPEZIA	50-52, route de Valcourt
TOUL	N	4	BAR LE MARCASS CLUB	52, rue Albert Denis
TOUL	NL	4	SARL FORT TRAITEUR	2380, route Villey St Etienne
TOUL	NP	3	CAFETERIA TRAITEUR ROBERT CH.	26/27, rue St Mansuy
TOUL	R	2	LYCEE LOUIS MAJORELLE	18, rue du Général Foy
TOUL	R	2	LYCEE CAMILLE CLAUDEL	6, route de Valcourt
TOUL	R	2	COLLEGE DE LA CROIX DE METZ	rue Louis Majorelle
TOUL	R	2	COLLEGE AMIRAL DE RIGNY	23/25, rue du Collège St Léon
TOUL	R	3	LYCEE JOSEPH CUGNOT	16, quai de la Glacière
TOUL	R	3	LYCEE JB VATELOT	6, rue de la République
TOUL	R	3	COLLEGE DE VALCOURT	route de Valcourt
TOUL	R	3	GROUPE SCOLAIRE HUMBERT	avenue des Leuques
TOUL	R	4	MATERNELLE LES EGLANTINES	rue du Pont Chardon
TOUL	R	4	MATERNELLE P.M. CURIE	avenue de Leuques
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE JB VATELOT	3-4, place du Marché
TOUL	R	4	ECOLE P.M.CURIE A	avenue des Leuques
TOUL	R	4	MATERNELLE ST EVRE	53, rue Albert Denis
TOUL	R	4	MATERNELLE LES ACACIAS	rue de Pramont
TOUL	R	4	CRECHE BANCEL	porte Jeanne d' Arc
TOUL	R	4	PRIMAIRE LA SAPINIERE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	R	4	MATERNELLE GOUVION ST CYR	rue Drouas
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE MOSELY	rue de la Légion Etrangère
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE CHATELET	rue Drouas

TOUL	R	4	ECOLE DE LA STE FAMILLE	6, rue de Rigny
TOUL	R	4	LYCEE AGRICOLE CFA	12, rue Drouas
TOUL	R	4	ECOLE P.M.CURIE B	avenue des Leuques
TOUL	R	4	GROUPE SCOLAIRE ST MANSUY	11, rue La Viergeotte
TOUL	R	4	LYCEE AGRICOLE CFPJ E.ONLY	4, rue de Hamm
TOUL	R	4	CENTRE EQUESTRE DU TOULOIS	765, rue Maurice Bokanoski
TOUL	RL	4	ECOLE PAUL BERT	rue du Murot
TOUL	U	3	CENTRE RION	rue de l'Hôpital Militaire
TOUL	U	3	CENTRE HOSPITALIER ST CHARLES	1 cours Raymond Poincaré
TOUL	V	2	CATHEDRALE ST ETIENNE	place du Général de Gaulle
TOUL	V	3	EGLISE ST GENGOULT	place du Marché
TOUL	X	2	HALLE DES SPORTS BALSON	place Porte de Metz
TOUL	X	3	PISCINE DE PLEIN AIR	rue Porte de Moselle
TOUL	X	3	GYMNASE DE LA CHAMPAGNE	rue de la Champagne
TOUL	X	4	SALLE DES SPORTS LA FONTAINE	rue du Cardinal Tisserand
TOUL	X	4	GYMNASE P.et M.CURIE	avenue des Leuques
TOUL	X	4	PISCINE LES GLACIS	avancée de la Porte de Metz
TOUL	X	4	PATINOIRE	2, rue de Hamm
TOUL	X	4	GYMNASE DE VALCOURT	route de Valcourt
TOUL	X	4	HALLE DE SPORTS CROIX DE METZ	5, rue d'Austrasie
TOUL	Y	4	MUSEE MUNICIPAL	25, rue Gouvion St Cyr
TREMBLECOURT	LS	4	SALLE POLYV.BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE	22, rue de l'Eglise
TRIEUX	L	3	MAISON POUR TOUS G.BRASSENS	77, rue de la Libération
TRIEUX	PA	1	STADE MUNICIPAL MARCEL DURAND	rue Henri Burda
TRIEUX	V	3	EGLISE	Grande rue
TRONDES	R	4	ECOLE	9, rue de l'Eglise
TRONDES	V	3	EGLISE	rue de Genevaux
TRONVILLE	LRW	4	MAIRIE ECOLE SALLE POLYV.	16, Grand rue
TUCQUEGNIEUX	L	3	SALLE MUNICIPALE	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue du Général Leclerc
TUCQUEGNIEUX	M	4	MAGASIN SHOPI	31, rue Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	R	3	COLLEGE JOLIOT CURIE	rue Georges Clémenceau
TUCQUEGNIEUX	V	3	EGLISE	1, place de l'Eglise
TUCQUEGNIEUX	X	3	GYMNASE MUNICIPAL	rue Georges Clémenceau
UGNY	L	4	SALLE DES FETES	place Abbé Martin
URUFFE	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
VAL ET CHATILLON	L	3	SALLE DES FETES	Grand rue

VAL ET CHATILLON	V	3	EGLISE	
VALLEROY	L	3	SALLE DES FETES	1, place de la Libération
VALLEROY	R	4	ECOLE PRIMAIRE MAIRIE	place de la Mairie
VALLEROY	R	4	ECOLE MATERNELLE DUHAMEL	place de la Mairie
VALLEROY	V	3	EGLISE	
VALLEROY	X	3	SALLE MUNICIPALE OMNISPORTS	rue du Stade
VANDELEVILLE	R	4	COLONIE DE VACANCES PTT	3, place Château
VANDIERES	LW	3	COMPLEXE SALLE POLYVALENTE MAIRIE	3bis, rue Abbé Mamias
VANDIERES	V	3	EGLISE	
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	MAISON RETRAITE STE FAMILLE	17, rue Bois le Duc
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	MAISON D'ACCUEIL LUCIEN GILLET	6, rue de Ludres
VANDOEUVRE LES NANCY	J	4	FOYER A.G.I.H.P.	8, rue des Myosotis
VANDOEUVRE LES NANCY	L	2	SALLE DES FETES	rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	L	2	CENTRE ANDRE MALRAUX	rue de Parmes
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	SALLE PAROISSIALE SAINTE BERNADETTE	1, rue du Général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	L	3	MJC LORRAINE	rue de Lorraine
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	MJC ETOILE	1, place de Londres
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	ESPACE JACQUES PREVERT	1, rue du Vivarais
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	LUDOTHEQUE	rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	L	4	SALLE D'ACTIVITES ECHTERNACH	square de Louvain / Bruges
VANDOEUVRE LES NANCY	LNPA	2	HIPPODROME DE BRABOIS	avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	LW	3	SYNDICAT DES BOULANGERS	parc des Expositions
VANDOEUVRE LES NANCY	LW	3	N.A.N.C.I.E. (POLE DE L'EAU)	149, rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	LWN	4	CHATEAU DU CHARMOIS	avenue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	PLANET SATURN	9, boulevard Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	MAGASIN GIF	6, rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	1	CASTORAMA	5, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	DARTY	boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	MATCH DU MONTET	8, square de Liège
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	ENSEIGNE LIBRE	9, boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	MAGASIN CAP MODE	9, boulevard Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	2	HYPER AFFAIRES	9, boulevard Louis Barthou
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASIN BUT	8, avenue du 8ème R.A.
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MEGA CENTRE REGIONAL DU MEUBLE	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC JEANNE D'ARC LIDL	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	SOCIETE DEVIANNE	10, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	L'AUTO LECLERC	4, rue de Roberval

VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	VILAR SA	2, rue Roberval
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASIN NORMA	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	ALDI	rue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC JEANNE D'ARC CLUB DE BRIDGE	rue d'Amsterdam
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	MAGASIN GIFI	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	3	CC ALDI	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	PACIFIC PECHE SA	1, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	ESPACE ELECTROMENAGER LECLERC	1, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	M	4	MAGASIN LIDL	7, rue Aristide Briand
VANDOEUVRE LES NANCY	MN	1	CENTRE COMMERCIAL LECLERC	2, rue Bernard Palissy
VANDOEUVRE LES NANCY	N	1	RESTAURANT UNIVERSITAIRE MEDECINE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	N	2	RESTAURANT UNIVERS. MONPLAISIR	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	N	3	RESTAURANT LEON DE BRUXELLES	rue d'Albertville
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	RESTAURANT BUFFALO GRILL	2, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	BRASSERIE DE L'EUROPE	8, square de Liège
VANDOEUVRE LES NANCY	N	4	MAC DONALD'S	avenue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	NL	3	CENTRE DE VIE	rue du Bois de la Champelle
VANDOEUVRE LES NANCY	ONL	3	HOTEL IBIS	2, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	ONL	4	COTTAGE HOTEL	4, allée de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	P	2	DISCOTHEQUE LE CIRCUS	42, rue Jean Mermoz
VANDOEUVRE LES NANCY	PA	1	STADE DES NATIONS	Parc des Sports des Nations
VANDOEUVRE LES NANCY	PN	1	DISCOTHEQUE L'IBIZA RESTAURANT LE SQUARE	boulevard de l'Europe
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	FACULTE DE MEDECINE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	1	FACULTE SCIENCES	1, boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	COLLEGE DU HAUT DE PENOY	rue Clément Marot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	LYCEE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.S.S.T.I.N.	2, rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.N.S.G.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.N.S.A.I.A.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	IUT GENIE TELECOMM.RESEAUX	rue du Doyen Urion
VANDOEUVRE LES NANCY	R	2	E.N.S.E.M.	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	COLLEGE MONPLAISIR	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMAIRE JEANNE D'ARC	9, allée de Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMAIRE BROSSOLETTE	rue de Lisbonne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE BRABOIS	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	PRIMAIRE EUROPE NATIONS	2, place Delft
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	E.N.S.G. BAT.D	rue du Doyen Roubault

VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	MATERNELLE EUROPE NATIONS	rue Hollande
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT B	4, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	I.F.S.I.	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	ESSTIN BATIMENT F	rue Jean Lamour
VANDOEUVRE LES NANCY	R	3	COLLEGE JACQUES CALLOT	rue Jacques Callot
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT A	6, rue Paul Bert
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEANNE D'ARC	9, allée Fribourg
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN MACE	rue Gabriel Péri
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	GROUPE SCOLAIRE JEAN MACE	rue Jean Macé
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	PRIMAIRE DU CHARMOIS	1/3, rue du Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE CHARMOIS	3, rue Charmois
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE BROSSOLETTE	rue du Général Frère
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	MATERNELLE JEAN POMPEY	allée de Cologne
VANDOEUVRE LES NANCY	R	4	BATIMENT ATELA	boulevard des Aiguillettes
VANDOEUVRE LES NANCY	RO	4	RESIDENCE DE L'ECOLE D'INFIRMIERES	route Nationale 74
VANDOEUVRE LES NANCY	S	2	BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE	9, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	S	3	MEDIATHEQUE	rue de Malines
VANDOEUVRE LES NANCY	S	4	CENTRE DOCUMENTATION INPL	2, allée de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	T	1	FOIRE EXPOSITION	route Nationale 57
VANDOEUVRE LES NANCY	U	2	HOPITAL D'ENFANTS	rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	CENTRE ALEXIS VAUTRIN	6, avenue de Bourgogne
VANDOEUVRE LES NANCY	U	3	CLINIQUE ST ANDRE	102, avenue Jean Jaurès
VANDOEUVRE LES NANCY	ULW	4	CENTRE TRANSFUSION SANGUINE	6, rue du Morvan
VANDOEUVRE LES NANCY	UW	3	CENTRE MEDECINE PREVENTIVE	2, rue Doyen Jacques Parisot
VANDOEUVRE LES NANCY	VL	3	EGLISE ST FRANCOIS D'ASSISE	avenue des Accacias
VANDOEUVRE LES NANCY	VR	4	EGLISE STE MELAINE	village de Vandoeuvre
VANDOEUVRE LES NANCY	W	3	HOTEL DE VILLE	7, rue de Parme
VANDOEUVRE LES NANCY	WL	3	INPL BAT.SERV.DE LA PRESIDENCE	2, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	X	1	PARC DES SPORTS DES NATIONS	rue de Gembloux
VANDOEUVRE LES NANCY	X	2	PATINOIRE	parc des expositions
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	PISCINE MUNICIPALE	rue de Norvège
VANDOEUVRE LES NANCY	X	3	SALLE DE GYMNASTIQUE	rue de Crévic
VANDOEUVRE LES NANCY	X	4	GYMNASE HAUT DE PENOY	rue de Crévic
VANDOEUVRE LES NANCY	XL	2	HALLE DES SPORTS INTER UNIVERSITAIRE	11, avenue de la Forêt de Haye
VANDOEUVRE LES NANCY	XL	3	GYMNASE DU CHARMOIS	rue du Charmois
VANNES LE CHATEL	L	4	SALLE POLYVALENTE	6, rue Poste
VANNES LE CHATEL	L	4	M.J.C.	6, rue de la Poste

VANNES LE CHATEL	R	4	LOCAL DU PATRONAGE	3, rue de la Liberté
VARANGEVILLE	L	3	SALLE DES FETES	rue Gambetta
VARANGEVILLE	L	4	F.J.E.P. LOUIS ARAGON	rue du Colonel Driant
VARANGEVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue de la Meurthe
VARANGEVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BAT.2	2, rue Victor Hugo
VARANGEVILLE	R	4	GROUPE SCOLAIRE FR.MITTERAND BT 1	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	R	4	MATERNELLE LOUISE MICHEL	rue Jules Ferry
VARANGEVILLE	V	3	EGLISE ST GORGON	rue Jean Jaurès
VARANGEVILLE	X	4	SALLE DES SPORTS	4, rue du Maréchal Foch
VAUDIGNY	LNT	3	MAISON DE L'ENVIRONNEMENT	rue de l'Eglise
VAXAINVILLE	L	4	SALLE COMMUNALE	1, rue de la Mairie
VEHO	LW	4	SALLE DES FETES-MAIRIE	11, rue de l'Abbé Grégoire
VELAINE EN HAYE	J	4	I.M.E.ST CAMILLE	12 poste de Velaine
VELAINE EN HAYE	L	3	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF	chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	L	3	ONF BAT N°240 SALLES MECHOUI	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	L	3	BAT n°110a HALL D'ACCUEIL	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	LNOR	4	ONF C.N.F.F.	parc de Haye
VELAINE EN HAYE	LT	4	BAT n°150 ZOO DE HAYE	parc de Loisirs
VELAINE EN HAYE	LX	4	ONF SALLE DEPIERRE	parc de Haye entrée 2
VELAINE EN HAYE	MT	4	C.L.C.	35, route de Toul
VELAINE EN HAYE	N	4	BAT n°110b BRASSERIE LA CALECHE	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	NP	3	AUBERGE DE LA FORET BAT.n° 247	Parc de haye
VELAINE EN HAYE	NX	4	BAT n° 276b TC FHN	parc de loisirs
VELAINE EN HAYE	R	4	GROUPE SCOLAIRE	72, chemin de la Poste
VELAINE EN HAYE	T	4	BAT N° 222 HALL D'EXPOSITION	parc de loisirs
VELAINE SOUS AMANCE	L	4	SALLE DES FETES	3bis, rue Damain la Ville
VELLE SUR MOSELLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	5, rue Moselle
VEZELISE	J	4	MAISON RETRAITE ST CHARLES	rue Notre Dame
VEZELISE	J	4	RESIDENCE DES TROIS FONTAINES	29, rue Libération
VEZELISE	L	4	LES HALLES	rue de Nancy
VEZELISE	M	3	LECLERC SERVICE	2, place du Général Leclerc
VEZELISE	R	3	COLLEGE ROBERT GEANT	5, rue du Haut de Barmont
VEZELISE	R	4	PRIMAIRE MARIE MARVINGT	rue Haut Barmont
VEZELISE	R	4	ECOLE MATERNELLE	15, rue Maréchal Foch
VEZELISE	R	4	CRECHE GARDERIE PERISCOLAIRE	9, rue du Maréchal Foch
VEZELISE	V	3	EGLISE ST COME	place Lyautey
VILCEY SUR TREY	P	2	DISCOTHEQUE LE MAEVA	46, rue du Général de Gaulle

VILCEY SUR TREY	R	4	FOYER D'HEBERGEMENT LA CHAUMIERE	110, rue Principale
VILLE AU MONTOIS	V	3	EGLISE	
VILLE AU MONTOIS	WL	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue de la Mairie
VILLE EN VERMOIS	L	3	SALLE DES FETES	10, rue des Ecoles
VILLE EN VERMOIS	R	4	ECOLE CHARLES SONNINI	8, rue des Ecoles
VILLE HOUDLEMONT	R	4	GROUPE SCOLAIRE	11, rue des Ecoles
VILLE SUR YRON	L	4	SALLE POLYVALENTE	quartier Bachot
VILLERS EN HAYE	L	4	SALLE COMMUNALE	Grande rue
VILLERS LA MONTAGNE	J	4	CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL	zone Industrielle
VILLERS LA MONTAGNE	L	3	CENTRE CULTUREL	36, rue Gaston Dupuis
VILLERS LA MONTAGNE	L	4	FOYER EDUCATION POPULAIRE	134, rue Emile Curicque
VILLERS LA MONTAGNE	M	4	MAGASIN DE BRICOLAGE OBI	route d'Hussigny
VILLERS LA MONTAGNE	R	4	ECOLE MATERNELLE	75, rue Emile Curicque
VILLERS LES NANCY	J	3	FPA PAUL ADAM	rue Jean Giraudoux
VILLERS LES NANCY	J	4	VILLA ST PIERRE FOURRIER	3, rue Ste Odile
VILLERS LES NANCY	J	4	MAISON RETRAITE LA VERRIERE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	L	3	CENTRE SOCIO CULTUREL LES ECRAIGNES	6, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	L	4	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN SAVINE	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	L	4	CAVEAU DE LA ROELLE	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	LN	4	CHATEAU DU GEC	boulevard Albert 1er
VILLERS LES NANCY	LRON	3	CENTRE D'ACCUEIL DE REMICOURT	149, rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	LWN	2	I.N.R.I.A. LORRAINE	615, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	M	2	SUPERMARCHE MATCH	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	M	2	MAGASIN MONOPRIX	boulevard de Baudricourt
VILLERS LES NANCY	M	3	ECOMARCHE	110, avenue Paul Muller
VILLERS LES NANCY	R	1	I.U.T. DU MONTET	rue du Doyen Union
VILLERS LES NANCY	R	2	LYCEE STANISLAS	rue de Vandoeuvre
VILLERS LES NANCY	R	2	U.F.R. STAPS	30, rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	R	3	COLLEGE GEORGES SCHEPFER	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE DU PLACIEUX	15, rue J.F. Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	3	GROUPE SCOLAIRE DES AIGUILLETES	boulevard du Maréchal Lyautey
VILLERS LES NANCY	R	3	INSTITUT DE MATHÉMATIQUES	Campus universitaire Villers
VILLERS LES NANCY	R	4	CENTRE AERE CLAIRLIEU	21, avenue de Maron
VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE DU CHATEAU	4, rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE MARCEL PAGNOL	boulevard Valtriche
VILLERS LES NANCY	R	4	MATERNELLE ET CANTINE DU PLACIEUX	15, rue JF Kennedy
VILLERS LES NANCY	R	4	MATERNELLE S.HERBINIERE LEBERT	boulevard Mal Lyautey



VILLERS LES NANCY	R	4	PRIMAIRE ALBERT CAMUS	rue des Cisterciens
VILLERS LES NANCY	RLNO	4	GRAND SEMINAIRE DE L'ASNEE	11, rue de Laxou
VILLERS LES NANCY	RW	4	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE	2, allée Pelletier Doisy
VILLERS LES NANCY	S	3	BIBLIOTHEQUE DES SCIENCES ET TECHNIQUES	rue du Jardin Botanique
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL B	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL A	1, rue du Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	U	4	CPN BATIMENT HARDEVAL C	1, rue Dr Archambault
VILLERS LES NANCY	V	2	EGLISE STE THERESE	
VILLERS LES NANCY	V	3	EGLISE ST FIACRE	rue Saint Fiacre
VILLERS LES NANCY	X	3	COMPLEXE SPORTIF DES AIGUILLETES	boulevard des Aiguillettes
VILLERS LES NANCY	X	3	COSEC COMPLEXE SPORTIF	boulevard des Essarts
VILLERS LES NANCY	X	3	COSEC DE LA CARRIERE	rue de la Carrière
VILLERS LES NANCY	X	4	GYMNASE ALBERT 1er	rue Albert 1er
VILLERS LES NANCY	XL	3	CENTRE EQUESTRE DE BRABOIS	avenue du parc de Brabois
VILLERS LES NANCY	Y	3	JARDIN BOTANIQUE	100, rue du Jardin Botanique
VILLERUPT	L	4	MJC GUY MOQUET- CINEMA RIO	6, rue Clémenceau
VILLERUPT	LW	2	SALLE DES FETES MAURICE TOREZ	rue Albert Lebrun
VILLERUPT	M	2	MAGASIN MATCH	3, rue Gambetta
VILLERUPT	M	3	COMPLEXE COMMERCIAL NORMA	rue du Moulin
VILLERUPT	PA	2	STADE DELAUNE	rue Jean Macé
VILLERUPT	R	2	COLLEGE JEAN MACE	rue du 19 mars 1962
VILLERUPT	R	3	L.P.R. HENRI WALLON	1, rue Henri Wallon
VILLERUPT	R	3	PRIMAIRE MATERNELLE LANGEVIN	rue Paul Vaillant Couturier
VILLERUPT	R	3	ECOLE PRIMAIRE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	ECOLE JULES FERRY	rue Clémenceau
VILLERUPT	R	4	MATERNELLE JOLIOT CURIE	place Joliot Curie
VILLERUPT	R	4	MATERNELLE BARA	2, rue de Verdun
VILLERUPT	U	4	CLINIQUE DES PEUPLIERS	11, rue du 11 novembre
VILLERUPT	U	4	HOTEL MEDICAL PASTEUR	15, rue St Juste
VILLERUPT	X	3	PISCINE MUNICIPALE	3, rue de Verdun
VILLERUPT	X	3	COSEC ELIO FIORANI	rue Jean Macé
VILLERUPT	X	4	SALLE MUNICIPALE DES SPORTS	avenue de la Libération
VILLEY LE SEC	L	4	SALLE DES FETES	rue de Toul
VILLEY SAINT ETIENNE	L	3	SALLE POLYVALENTE	rue de Fontenoy
VILLEY SAINT ETIENNE	LN	4	BRASSERIE DES SPORTS	42, rue de Liverdun
VILLEY SAINT ETIENNE	V	3	EGLISE	
VITERNE	LR	4	SALLE COMMUNALE	7, rue de la Mairie

VITERNE	LRW	4	MAIRIE ECOLE ENSEMBLE SOCIO CULTUREL	2, rue de la Mairie
VITERNE	R	4	PRIMAIRE ET MATERNELLE	17, rue de la Mairie
VITERNE	V	3	EGLISE	rue de la Mairie
VITRIMONT	M	3	MEUBLES FOISSEY	route Nationale 4
VITRIMONT	M	4	STATION SERVICE ESSO	route Nationale 333
VITRIMONT	M	4	STATION SERVICE FINA	Air d'Anthelupt RN 333
VITRIMONT	V	3	EGLISE	
VOINEMONT	L	4	SALLE POLYVALENTE	3, rue de l'Abbé Collet
VOINEMONT	R	4	MATERNELLE	1, Grande rue
WAVILLE	LWX	4	MAIRIE SALLE POLYVALENTE	rue Joyeuse
XAMMES	L	4	SALLE POLYVALENTE	rue du Pont d'Arcot
XERMAMENIL	L	4	SALLE POLYVALENTE	51, rue Général Mangin
XERMAMENIL	V	3	EGLISE	
XEUILLEY	RL	3	COMPLEXE ECOLE M.J.C.	rue Croix Burnée
XIROCOURT	V	3	EGLISE	
XIVRY CIR COURT	L	4	SALLE COMMUNALE	9, rue de l'Eglise
XIVRY CIR COURT	V	3	EGLISE	rue de l'Eglise
XONVILLE	L	4	SALLE POLYVALENTE	10bis, Grand rue
XOUSSES	L	4	MAISON POUR TOUS	31, Grande rue
2145				







































































































































## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>248</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>248</b>
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	248
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	248
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	248
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	249
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	249
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	249
ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT .....	250
<b>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</b>	<b>250</b>
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DE PREMIERS SECOURS DU MERCREDI 10 MARS 2004 -	
PROCES-VERBAL N° 9/2004 .....	250
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>250</b>
<b>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....</b>	<b>250</b>
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR	
DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT .....	250
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES	
ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....	251
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>251</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>251</b>
LISTE DES RESTAURANTS CLASSES - RESTAURANTS DE TOURISME DE MEURTHE ET MOSELLE EN APPLICATION DE L'ARRETE	
DU 27 SEPTEMBRE 1999 FIXANT LES CONDITIONS DE CLASSEMENT DES RESTAURANTS DANS LA CATEGORIE DE "RESTAURANT	
DE TOURISME" .....	251
<b>TROISIEME BUREAU .....</b>	<b>252</b>
DECLARATION SANS SUITE D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT (MARCHE DE RENOVATION DE L'HOTEL DE LUDRE A NANCY) -	
DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE .....	252
<b>QUATRIEME BUREAU .....</b>	<b>252</b>
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT	
DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY- CAMPAGNE .....	252
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT	
DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY .....	253
ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT	
DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	253
<b>CINQUIEME BUREAU .....</b>	<b>254</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-	
AMANCE ET LANEUELOTTE .....	254
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>255</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>255</b>
ELECTIONS CANTONALES DES 21 ET 28 MARS 2004 - ARRETE FIXANT LES TARIFS MAXIMA DE REMBOURSEMENT DES DOCUMENTS	
ELECTORAUX .....	255
ELECTIONS REGIONALES DES 21 ET 28 MARS 2004 - ARRETE FIXANT LES TARIFS MAXIMA DE REMBOURSEMENT DES DOCUMENTS	
ELECTORAUX .....	256
<b>DEUXIEME BUREAU .....</b>	<b>257</b>
MODIFICATION DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 144 .....	257
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>257</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>257</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU	
VAL DE MAUCHERE .....	257
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE CREVECHAMPS DU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES	
COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE .....	258
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>259</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES	
DEUX RIVIERES .....	259
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>260</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>260</b>
ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°02/04 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR	
DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE ET MOSELLE .....	260
ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°03/04 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PIERRE NOEL, DIRECTEUR	
DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE .....	260
ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°04/04 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CLAUDINE BOURGEOIS, DIRECTRICE	
DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE .....	261
ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°05/04 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME FRANCETTE MEYNARD, DIRECTRICE	
DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DES VOSGES .....	262

DELIBERATION N°14/2004 DU 20 JANVIER 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007 DU POLE HOSPITALIER GERIATRIQUE DE CREUTZWALD .....	263
DELIBERATION N°15/2004 DU 20 JANVIER 2004 PORTANT AVENANT AU MONTANT DU VOLET SOCIAL DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE DE METZ AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (F.M.E.S.P.P.) .....	263
DELIBERATION N° 16/2004 .....	263
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>264</b>
DECISION ARH-DDASS N° 55/2003 PORTANT AGREMENT AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE (FMES) DU VOLET SOCIAL DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (2002-2006) DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS .....	264
ARRÊTÉ N° 8 DU 26 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	264
ARRÊTÉ N° 11 DU 26 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY .....	265
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS : H 54 000 0031 .....	266
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/02 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS : H 54 000 0049 - B 54 000 8364 .....	266
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/03 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS : H 54 000 0056 .....	267
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/04 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS : H 54 000 0080 - B 54 000 6780 .....	268
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/05 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS : H 54 000 3399 - B 54 001 0782 .....	268
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS : H 54 000 0114 - B 54 000 8737 .....	269
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/07 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS : H 54 000 0767 - B 54 000 9503 .....	269
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 08 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS : H 54 000 106 .....	270
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/09 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS : H 54 002 0112 .....	270
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 10 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS : H 54 000 2078 - B 54 000 6459 .....	271
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>272</b>
<b>DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE .....</b>	<b>272</b>
ARRETE PORTANT TRANSFERT A L'ASSOCIATION « LES BRUYERES » DE L'AUTORISATION DE CREATION DE LA MAISON DE RETRAITE « BEAU SITE » A HAROUÉ PRECEDEMMENT ACCORDEE A L'ASSOCIATION DE GESTION DE « BEAU SITE » .....	272
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>273</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>273</b>
ARRETE N° 393 PORTANT AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL .....	273
ARRETE DDASS / AES / N°38 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT .....	273
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>274</b>
ARRETE PREFECTORAL FORETS / N° 2004-063 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL D'ANCERVILLER ET DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES .....	274
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>274</b>
ARRETE PREFECTORAL DDSV/54/SA/2004 - 05 PORTANT DESIGNATION DES SPECIALISTES APICOLES ET DES AIDES-SPECIALISTES APICOLES .....	274
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>275</b>
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DE LA COTOREP .....	275
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>276</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL .....</b>	<b>276</b>
COMPOSITION DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES PASSES PAR LA DDE 54 POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DEFENSE .....	276
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>277</b>
ARRETE 2004/DDE/091/CDSR - LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - DEPLACEMENT DU PN 29 A AZERAILLES .....	277
ARRETE 2004/DDE/097/CDSR - LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - AUTOMATISATION DU PN 16 A SAINT CLEMENT .....	277
ARRETE 2004/DDE/098/CDSR - LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - AUTOMATISATION DU PN 36 A BACCARAT .....	278
ARRETE 2004/DDE/167/CDER .....	278
ARRETE 2004/DDE/188/CDER .....	279
<b>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....</b>	<b>279</b>
DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT, LA TAXE DEPARTEMENTALE DU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT ET LA TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES NATURELS SENSIBLES .....	279
AVIS .....	280
<b>OFFICE NATIONAL DES FORETS .....</b>	<b>280</b>
ARRETE PREFECT. RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER DANS LA COMMUNE DE MENIL LA TOUR .....	280
<b>MATERNITE REGIONALE A. PINARD DE NANCY .....</b>	<b>281</b>
DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVE A LA PHARMACIE .....	281
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>281</b>
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAITRE OUVRIER A LA MATERNITE REGIONALE A. PINARD DE NANCY .....	281



PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	282
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	282
ARRETE S.G.A.R. N° 2003-469 EN DATE DU 18 SEPTEMBRE 2003 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE (U.G.E.C.A.M.) DE LORRAINE, CHAMPAGNE-ARDENNE.....	282
ARRETE 2004-15 SGAR EN DATE DU 30 JANVIER 2004 FIXANT LES PERIODES DE DEPOTS DES DEMANDES D'AUTORISATION DE CREATION, DE TRANSFORMATION OU D'EXTENSION D'ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX AINSI QUE LES PERIODES D'EXAMEN DES DEMANDES PAR LE COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSM5).....	283
ARRETES INTERPREFECTORAUX.....	284
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2607/03 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU SECTEUR DE MIRECOURT.....	284
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE BARBONVILLE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT ET L'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'EURON.....	284

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Nicolas WINCKEL  
Gardien de Police Municipale  
Ville de NEUVES-MAISONS

Qui le 30/09/2003 assisté d'un collègue, a réussi à intercepter un enfant déficient mental, qui jouait sur l'autoroute, alors que celui-ci s'était enfui du C.HU où il était hospitalisé.

**Article 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Maire de la commune de NEUVES-MAISONS et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Norbert QUIROT  
Brigadier Chef Principal de Police Municipale  
Ville de NEUVES-MAISONS

Qui le 30/09/2003 assisté d'un collègue, a réussi à intercepter un enfant déficient mental, qui jouait sur l'autoroute, alors que celui-ci s'était enfui du C.HU où il était hospitalisé.

**Article 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Maire de la commune de NEUVES-MAISONS et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement  
VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements  
SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille d'argent de 1<sup>ère</sup> classe pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Guy ROBERT

Gardien de la Paix - Sécurité Publique Circonscription de NANCY

Qui le 6 novembre 2003, aidé d'un collègue, a réussi à maîtriser un désespéré qui voulait mettre fin à ses jours, en se jetant dans le vide, depuis le 2<sup>ème</sup> étage de son appartement.

**Article 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE  
POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Olivier GILLET

Gardien de la Paix - Sécurité Publique Circonscription de NANCY

Qui le 6 novembre 2003, aidé d'un collègue, a réussi à maîtriser un désespéré qui voulait mettre fin à ses jours, en se jetant dans le vide, depuis le 2<sup>ème</sup> étage de son appartement.

**Article 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE  
POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Christian GEORGES

Gardien de la Paix

Circonscription de Sécurité Publique - PONT A MOUSSON

Qui le 25 juin 2003, n'a pas hésité au péril de sa vie, à pénétrer dans un pavillon en flammes, afin de porter secours à deux jeunes enfants.

**Article 2** : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 22 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE  
POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Jean-Luc HAAS

Gérant de Société - PONT A MOUSSON

Qui le 25 juin 2003, n'a pas hésité à participer aux secours déployés lors de l'incendie d'un pavillon, permettant ainsi de sauver deux jeunes enfants.

**Article 2 :** Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.  
NANCY, le 22 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL ATTRIBUANT UNE RECOMPENSE  
POUR ACTE DE COURAGE ET DE DEVOUEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour acte de courage et de dévouement

VU le décret modifié n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements  
SUR proposition de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** La médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement est décernée à :

M. Laurent FROITIER  
M. Eric MATTLIN  
Gardiens de la Paix - Hôtel de Police NANCY

Qui le 17 août 2003, n'ont pas hésité à maîtriser un jeune homme dépressif qui menaçait de se jeter dans le vide depuis un échafaudage installé contre les parois de l'église Saint Thiébaut à NANCY.

**Article 2 :** Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au Directeur Départemental de la Sécurité Publique et sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.  
NANCY, le 16 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DE PREMIERS SECOURS  
DU MERCREDI 10 MARS 2004 - PROCES-VERBAL N° 9/2004**

**12 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

ANDRE	JULIEN	ECROUVES
BERTOLOTI	CEDRIC	LONGLAVILLE
DI BENEDETTO	SABRINA	JOEUF
GANTOIS	NATHALIE	CUSTINES
KELPIN	NICOLAS	LUDRES
LALLEMENT	GREGORY	LAXOU
LAMBERT	JEAN-MARC	LEYR
PETIT	JEAN-FRANCOIS	SAINT-CLEMENT
SCASSELLATI	DENIS	VILLERUPT
SCHMITT	AURELIEN	HEILLECOURT
THIEBERT	GUILLAUME	NANCY
VIAL	GERALD	JOLIVET

**SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
À M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement, en date du 29 avril 2002 nommant M. Hugues Corbeau, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle, à compter du 3 juin 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle et les arrêtés modificatifs des 16 avril, 10 juillet et 24 novembre 2003 ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 5 de l'arrêté du 16 janvier 2003 modifié susvisé, accordant délégation de signature à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement est modifié comme suit :

**8 -** Mesdames et Messieurs Michel Bouneaud, Pascal Campaner, David Chevallier, Roddy Armède, Bernadette Clavel, Séverine Besson, Martine Coudert, Florent Fever, Marie-Claude Girot, Elina Greiner, Maryse Guillemette, Michèle Harmand, Stéphane Hebenstreit, Claude Leclerc, Xavier Mangin, Karl

Marotta, Jean-Jacques Martel, Karim Miksa, Philippe Morel, Sylvain Pierrot, Carine Rauch, Christophe Saunier, Marie-Christine Sibille, Frédéric Tartivel, Karim Tazir, Claude Thouvenin, Pierre Veillerette, Olivier Vermorel, chargés des cellules de la D.D.E. à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1a11 et A1a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).

9 - Mesdames Françoise Rouillon, Isabelle Thomas, messieurs Patrice Arnault, Michel François, Joël Laquenaire, Francis Salsi, Yann Taberkane, Frédéric Thorner, Roddy Armède ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires, dans les limites territoriales de leurs subdivisions à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d26 ; A5 d31.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, qui aura en charge d'informer chacun des collaborateurs cités dans l'arrêté, affiché pendant 15 jours à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier payeur général.

NANCY, le 24 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 24 février 2004)

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N°50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU le décret N°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N°70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;

VU le décret N°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n°511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 accordant délégation de signature à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles et les arrêtés modificatifs des 11 décembre 2003 et 28 janvier 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Il est ajouté à l'alinéa IV de l'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié N° 03.BODE.27 du 7 octobre 2003 les attributions suivantes :

**IV - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ÉTAT (D. A. C. I. /3) :**

- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au dessus du seuil de 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 2 mars 2004)

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### PREMIER BUREAU

#### LISTE DES RESTAURANTS CLASSES - RESTAURANTS DE TOURISME DE MEURTHE ET MOSELLE EN APPLICATION DE L'ARRETE DU 27 SEPTEMBRE 1999 FIXANT LES CONDITIONS DE CLASSEMENT DES RESTAURANTS DANS LA CATEGORIE DE "RESTAURANT DE TOURISME"

Restaurant de la Gare	15, rue de la Gare	52122 AZERAILLES
La Renaissance	31, rue des Cristalleries	54120 BACCARAT
Hostellerie du Château	2, rue Florent Schmitt	54450 BLAMONT
Aux Armes de Briey	63, rue de Metz	54150 BRIEY
Restaurant de l'Hôtel Aster	Rue de l'Europe	54150 BRIEY
Hostellerie de l'Ile	48, rue de Metz	54670 CUSTINES
Relais Saint-Jean	Route Nationale 59	54300 MONCEL LES LUNEVILLE
Les Pissenlits	27, rue des Ponts	54000 NANCY
La Mirabelle	24, rue Héré	54000 NANCY
Restaurant Les Agaves	2, rue des Carmes	54000 NANCY
Restaurant IBIS Nancy Brabois	Allée de Bourgogne	54500 VANDOEUVRE

## TROISIEME BUREAU

**DECLARATION SANS SUITE D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT  
(MARCHE DE RENOVATION DE L'HOTEL DE LUDRE A NANCY)  
DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment ses articles 20 et 21;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et sa circulaire d'application du 12 juillet 1982 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics ;

Vu l'es arrêtés préfectoraux des 29 décembre 2003 et 29 janvier 2004 portant délégation de signature pour la présidence de la commission d'appel d'offres ouvert du chargée de l'examen des candidatures et des offres ainsi que du classement des offres après analyse, concernant le marché de rénovation de l'Hôtel de Ludre, à Nancy.

Vu le procès-verbal de la commission chargée du classement des offres après analyse en date du 5 février 2004, proposant à la personne responsable du marché de déclarer le marché sans suite en raison de l'absence d'offre conforme aux stipulations du cahier des charges et du règlement d'appel d'offres (absence de production des mémoires techniques retenus comme critère de choix, ou mémoires non conformes), et par suite, de concurrence insuffisante ;

Considérant que cette situation résulte d'une exigence particulière du cahier des charges auxquelles les entreprises n'ont pas pu ou pas su répondre ;

Considérant dès lors que le cahier des charges doit être revu de façon à permettre une réponse conforme, exactement adaptée au besoin à satisfaire ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** L'appel d'offres relatif aux travaux de rénovation de l'Hôtel de Ludre, dont l'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 16 décembre 2003 est déclaré sans suite en application des dispositions de l'article 65-I du décret 2001-210 du 7 mars 2001 portant code des marchés publics.

**Article 2 :** Est autorisée, en application de l'article 35 §5 du décret 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, le lancement d'une procédure négociée après publicité et mise en concurrence pour la réalisation des travaux de rénovation des locaux de la trésorerie générale situés à l'Hôtel de Ludre à Nancy.

**Article 3 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de cette décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## QUATRIEME BUREAU

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY- CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 ,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL et NANCY-CAMPAGNE et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de TOUL et NANCY-CAMPAGNE,

VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 6 janvier 2004,

VU les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Toul et Nancy-Campagne

• **Au titre des associations familiales ou de consommateurs**

*Titulaire*

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

*Suppléant*

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs

• **Au titre des associations françaises des établissements de crédit**

*Titulaire*

- M. Kirdin MADI, responsable du Service gestion, Banque Populaire Lorraine Champagne, 57, rue Saint-Jean - 54000 NANCY

*Suppléant*

- M. Bernard BEAUPOIL - directeur - Caisse de Crédit Mutuel de Toul - 5, place de la République - 54200 TOUL

**ARTICLE 3 :** Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

**ARTICLE 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme La Sous-Préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.  
NANCY, le 23 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN et notamment son article 3,  
VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de NANCY-CUGN,  
VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 6 janvier 2004,  
VU les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 est abrogé.

**ARTICLE 2** : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN

• **Au titre des associations familiales ou de consommateurs**

*Titulaire*

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

*Suppléant*

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs

• **Au titre des associations françaises des établissements de crédit**

*Titulaire*

- Mme Catherine MOKRANE, responsable du service Recouvrement à la Société Lorraine de Crédit Immobilier, 16 rue Raymond Poincaré à NANCY

*Suppléant*

- M. Christophe DAYRAUT, Directeur d'agence CETELEM, 34 rue Stanislas à NANCY

**ARTICLE 3** : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

**ARTICLE 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet à la ville et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.  
NANCY, le 23 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE-SAINT-NICOLAS-DE-PORT et notamment son article 3,  
VU l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de LUNEVILLE-SAINT-NICOLAS-DE-PORT,  
VU la réunion du collège « consommateurs » des membres du Comité Départemental de la Consommation du 6 janvier 2004,  
VU les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : l'arrêté préfectoral du 24 janvier 2003 est abrogé.

**ARTICLE 2** : Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE-SAINT-NICOLAS-DE-PORT

• **Au titre des associations familiales ou de consommateurs**

*Titulaire*

- Mme Anne-Marie TAINGLAND, de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie

*Suppléant*

- M. André FLOT de l'Union Fédérale des Consommateurs

• **Au titre des associations françaises des établissements de crédit**

*Titulaire*

- M. Alain BERAÏN - directeur de l'agence du Crédit Mutuel - 2 place Léopold - 54300 LUNEVILLE

*Suppléant*

- M. Jean-Marc SENTEF - directeur d'Agence - Société Nancéienne Varin Bernier - 3, rue Carnot, 54300 LUNEVILLE

**ARTICLE 3** : Les représentants des associations familiales ou de consommateurs, ainsi que de l'Union des Associations Françaises des Etablissements de Crédit, sont nommés pour une durée d'un an.

**ARTICLE 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 23 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
A AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE ET LANEUVELOTTTE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU l'article 35 de la loi 92-3 sur l'eau du 03 janvier 1992 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 modifié fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2000 définissant le périmètre d'agglomération de LAITRE-SOUS-AMANCE ;

VU le projet déposé le 14 avril 2003 par le Président de la Communauté de Communes du GRAND COURONNE, relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées à AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE et LANEUVELOTTTE et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à LAITRE-SOUS-AMANCE ;

CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (1°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes des systèmes d'assainissement des communes d'AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE et LANEUVELOTTTE ( construction d'une station d'épuration des eaux usées à LAITRE-SOUS-AMANCE ) au titre du code de l'environnement ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 06 au 28 octobre 2003 en communes d'AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE, LANEUVELOTTTE, AGINCOURT, DOMMARTIN-SOUS-AMANCE, EULMONT et LAY-SAINT-CHRISTOPHE ;

VU l'avis du commissaire enquêteur, le 03 décembre 2003 ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 8 janvier 2004 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 30 janvier 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 - OBJET**

La Communauté de Communes du GRAND COURONNE est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées sur les territoires d'AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE et LANEUVELOTTTE et une station d'épuration des eaux usées à LAITRE-SOUS-AMANCE dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (1°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieure à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Autorisation (station d'épuration de LAITRE-SOUS-AMANCE) ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur réseaux d'égouts destinés à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration.

**ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 2600 équivalents - habitants sur le territoire de LAITRE-SOUS-AMANCE , en rive droite de l'AMEZULE.

L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé de traitement biologique par boues activées en bassin d'aération faible charge, la filière comprenant successivement :

- . un prétraitement : dégrilleur et dessableur- dégraisseur ;
  - . le traitement biologique : bassin d'aération ;
  - . un bassin clarificateur ;
  - . un système de recirculation des boues ;
  - . le stockage et le traitement des boues en excès dans une installation de compostage.
- l'aménagement de déversoirs d'orage sur les réseaux d'égouts d'AMANCE (2), CHAMPENOUX (8), LAITRE-SOUS-AMANCE (2) et LANEUELOTTE (3).

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra :

- Se conformer aux prescriptions mentionnées dans l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994, modifié le 16 novembre 1998, fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
  - Se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;
- Ces 2 arrêtés sont annexés au présent arrêté.
- Présenter, sous délai d'un an après la publication du présent arrêté, un projet d'élimination des boues produites ;
  - Respecter les rendements de l'ouvrage d'épuration et concentrations du rejet des eaux épurées suivants :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	80 mg/l
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	75 %	8 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

- Procéder à l'auto-surveillance du fonctionnement des installations selon les fréquences suivantes:

Paramètre	Débit	DBO <sub>5</sub>	DCO	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	MES
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	12	12

**ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS**

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

**ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure d'autorisation.

**ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 8 - EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Le Président de la Communauté de Communes du GRAND COURONNE,

Les Maires des communes d' AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE et LANEUELOTTE,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Equipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies d'AMANCE, CHAMPENOUX, LAITRE-SOUS-AMANCE, LANEUELOTTE, AGINCOURT, DOMMARTIN-SOUS-AMANCE, EULMONT et LAY-SAINT-CHRISTOPHE.

NANCY, le 24 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****PREMIER BUREAU****ELECTIONS CANTONALES DES 21 ET 28 MARS 2004****ARRETE FIXANT LES TARIFS MAXIMA DE REMBOURSEMENT DES DOCUMENTS ELECTORAUX****LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article R 39 et L 216 du code électoral ;

Vu le décret n° 2003-995 du 20 octobre 2003 portant convocation des collèges électoraux pour procéder au renouvellement de la série sortante des conseillers généraux et pour pouvoir aux sièges vacants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2004 portant constitution de la commission départementale prévue à l'article R 39 du code électoral ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/A/03/00126/C du 17 décembre 2003 du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales relative notamment à l'organisation des élections cantonales des 21 et 28 mars 2004 ;

Vu l'avis émis le 6 février 2004 par la commission susvisée ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Les tarifs maxima de remboursement des frais exposés par les candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés aux élections cantonales des 21 et 28 mars 2004, pour l'impression des affiches, circulaires et bulletins de vote ainsi que pour l'apposition des affiches, sont fixés, pour le département de Meurthe et Moselle, ainsi qu'il suit :



**A - AFFICHES**

Impression sur papier couleur

Prix hors taxe

**Format 594 x 841 mm**

. 25 exemplaires

341,01 €

. l'exemplaire en plus

0,55 €

**Format 297 x 420 mm**

. 25 exemplaires

99,37 €

. l'exemplaire en plus

0,16 €

**B- CIRCULAIRES**

Impression sur papier blanc

Prix hors taxe

**Format 210 x 297 mm****Recto****Recto Verso**

. 1 000 exemplaires

190,33 €

321,97 €

. 1 000 suivants

22,68 €

31,40 €

. 10 000 exemplaires

388,59 €

460,75 €

. 1 000 suivants

20,30 €

24,98 €

**C - BULLETINS DE VOTE**

Impression sur papier blanc

Prix hors taxe

**Format 74 x 105 mm**

. 1 000 premiers

80,50 €

. 1 000 suivants

10,00 €

. 10 000 premiers

162,00 €

. 1 000 en plus

7,00 €

. 30 000 premiers

272,00 €

. 1 000 en plus

4,80 €

Ces prix s'entendent papier fourni par l'imprimeur et à l'exclusion de tous travaux de photogravure.

Les circulaires et bulletins de vote devront être livrés aux commissions de propagande électorale situées dans les mairies des communes chefs lieux de canton, à la sous-préfecture de Lunéville pour les candidats des cantons de Arracourt et de Lunéville Nord, à la mairie de Nancy pour ceux des trois cantons renouvelables de Nancy et à la mairie de Toul pour ceux du canton de Toul sud.

Les mémoires des imprimeurs devront indiquer distinctement le prix hors taxe et le montant de la taxe fiscale.

Dans le cas où les imprimés nécessaires au second tour devraient être exécutés en heures supplémentaires et de nuit, les prix ci-dessus pourront être majorés de 30 % si les justifications nécessaires sont fournies à l'appui de la demande de règlement.

**D - APPPOSITION DES AFFICHES**

(Travaux effectués par une entreprise)

 Prix hors taxe par affiche  
(entretien compris)

. Format 594 x 841 mm

1,95 €

. Format 297 x 420 mm

0,85 €

**ARTICLE 2** - Les factures mentionneront distinctement les prix hors taxe et le montant de la TVA et seront à transmettre, en trois exemplaires, au bureau des élections et des associations de la préfecture.

Seront joints à ces factures, un exemplaire de chaque document de propagande ouvrant droit à remboursement et, le cas échéant, l'acte de subrogation signé du candidat, autorisant l'État à rembourser directement l'imprimeur.

**ARTICLE 3** - Si un candidat fait appel à un imprimeur situé dans un autre département pour l'impression de ses documents électoraux, le remboursement s'établira, pour chaque nature de documents, sur la base du tarif le moins élevé entre celui fixé dans le présent arrêté et celui du département où auront été confectionnés lesdits documents.

**ARTICLE 4** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué aux candidats, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux présidents des commissions de propagande électorale.

NANCY, le 18 février 2004

 Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ELECTIONS REGIONALES DES 21 ET 28 MARS 2004**  
**ARRETE FIXANT LES TARIFS MAXIMA DE REMBOURSEMENT DES DOCUMENTS ELECTORAUX**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article R 39 et L 355 du code électoral ;

Vu le décret n° 2003-996 du 20 octobre 2003 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des conseillers régionaux et des conseillers territoriaux à l'assemblée de Corse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2004 portant constitution de la commission départementale prévue à l'article R 39 du code électoral ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/A/03/00126/C du 17 décembre 2003 du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales relative notamment à l'organisation des élections régionales des 21 et 28 mars 2004 ;

Vu l'avis émis le 6 février 2004 par la commission susvisée ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - Les tarifs maxima de remboursement des frais exposés par les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés aux élections régionales des 21 et 28 mars 2004, pour l'impression des affiches, circulaires et bulletins de vote ainsi que pour l'apposition des affiches, sont fixés, pour le département de Meurthe et Moselle, ainsi qu'il suit :

**A - AFFICHES**

Impression sur papier couleur

Prix hors taxe

**Format 594 x 841 mm**

. 1 000 exemplaires

551,64 €

. l'exemplaire en plus

0,30 €

**Format 297 x 420 mm**

. 1 000 exemplaires

161,57 €

. l'exemplaire en plus

0,09 €

**B- CIRCULAIRES****Format 210 x 297 mm**

. 500 000 exemplaires

. 1 000 suivants

Impression sur papier blanc

**Recto**

8 827,41 €

16,53 €

Prix hors taxe

**Recto Verso**

10 908,77 €

20,47 €

**C - BULLETINS DE VOTE****Format 210 x 297 mm**

. 500 000 exemplaires

. 1 000 suivants

Impression sur papier blanc

Prix hors taxe

8 827,41 €

16,53 €

Ces prix s'entendent papier fourni par l'imprimeur et à l'exclusion de tous travaux de photogravure.

Les circulaires et bulletins de vote devront être livrés à la commission de propagande électorale, dans ses locaux situés à la cité administrative, 45 rue Sainte Catherine à Nancy.

Les mémoires des imprimeurs devront indiquer distinctement le prix hors taxe et le montant de la taxe fiscale.

Dans le cas où les imprimés nécessaires au second tour devraient être exécutés en heures supplémentaires et de nuit, les prix ci-dessus pourront être majorés de 30 % si les justifications nécessaires sont fournies à l'appui de la demande de règlement.

**D - APPPOSITION DES AFFICHES**

(Travaux effectués par une entreprise)

Prix hors taxe par affiche

(entretien compris)

1,95 €

0,85 €

. Format 594 x 841 mm

. Format 297 x 420 mm

**ARTICLE 2** - Les factures mentionneront distinctement les prix hors taxe et le montant de la TVA et seront à transmettre, en trois exemplaires, au bureau des élections et des associations de la préfecture.

Seront joints à ces factures, un exemplaire de chaque document de propagande ouvrant droit à remboursement et, le cas échéant, l'acte de subrogation signé du candidat tête de liste, autorisant l'État à rembourser directement l'imprimeur.

**ARTICLE 3** - Si une liste fait appel à un imprimeur situé dans un autre département pour l'impression de ses documents électoraux, le remboursement s'établira, pour chaque nature de documents, sur la base du tarif le moins élevé entre celui fixé dans le présent arrêté et celui du département où auront été confectionnés lesdits documents.**ARTICLE 4** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué aux candidats, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux présidents des commissions de propagande électorale.

NANCY, le 18 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DEUXIEME BUREAU

## MODIFICATION DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 144

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 144 autorisant Monsieur Steve BRUNOIS, 61 rue du Grand Verger à NANCY, à gérer une entreprise en nom propre exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Vu la modification de siège social en date du 5 février 2004

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**ARRETE****ARTICLE 1er** - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à MAXEVILLE, 3 chemin de la Cote Leprêtre.**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Steve BRUNOIS.

NANCY, le 10 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jean-Pierre DEVIDET

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAUCHERE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2000 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère ;

VU la délibération en date du 18 décembre 2003 par laquelle le conseil syndical du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère décide de modifier les statuts du syndicat;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

FAULX en date du 6 février 2004,

MALLELOY en date du 2 février 2004,

CONSIDÉRANT qu'à la suite de la consultation des conseils municipaux des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère est autorisée.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Val de Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAUCHERE

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

En application des articles L.52.12-1 et L.5211-26 du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de MALLELOY et FAULX, un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique qui prend la dénomination de

##### **SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAUCHERE**

##### **ARTICLE 2 - OBJET**

Le syndicat est habilité à exercer la compétence assainissement telle que définie :

- Mise en œuvre des études diagnostics, et des travaux nécessaires à la réalisation de ces études, en vue de l'établissement des contrats pluriannuels à signer avec l'agence de l'eau Rhin Meuse et le Conseil Général de Meurthe et Moselle, au profit des abonnés des communes adhérentes.
- Exploitation des réseaux existants,
- Extension des réseaux hors travaux liés à l'urbanisation d'une zone,
- Collecte et transport des eaux usées,
- Collecte et transport des eaux pluviales, en zones U des deux communes,
- Traitement des eaux usées,
- Elimination des eaux claires parasites,
- Etudes, travaux et gestion du service public.

##### **ARTICLE 3 - SIEGE DU SYNDICAT**

Le siège du syndicat est fixé à la mairie à la mairie de Faulx, 4 rue de la Libération (54760). Les fonctions de Receveur du Syndicat sont assurées par Monsieur le Trésorier Principal de Lay-St-Christophe, receveur des deux communes.

##### **ARTICLE 4 - DUREE**

Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

##### **ARTICLE 5 - COMPOSITION**

Le Comité est composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes associées.

Chaque commune est représentée au sein du Comité par cinq délégués élus au sein du Conseil municipal par les conseillers municipaux de chaque commune.

##### **ARTICLE 6 - ADMINISTRATION**

Le bureau est composé :

- d'un président
- d'un vice-président
- et deux membres

##### **ARTICLE 7 - BUDGET**

La compétence exercée par le syndicat relevant d'un service à caractère industriel et commercial, il n'est pas prévu de contribution des communes adhérentes au sens de l'article L5212-20 du code général des collectivités territoriales.

Les recettes du syndicat seront assurées par le produit de la taxe d'assainissement recouvrée sur les abonnés des communes membres ainsi que par toutes les recettes auxquelles peut prétendre un syndicat d'assainissement.

Il sera toutefois institué une contribution du budget général de chaque commune ayant transféré au syndicat sa compétence « Assainissement ». Cette contribution, recouvrée au titre des « eaux pluviales », sera fixée conformément aux dispositions prévues par la circulaire interministérielle du 12 décembre 1978 relative aux modalités d'application du décret n°67-945 du 24 octobre 1967.

##### **ARTICLE 8 - DISPOSITIONS GENERALES**

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts, seront réglées conformément aux instructions contenues aux articles L5212-1 à L5212-34 du Code des Collectivités Territoriales.

##### **ARTICLE 9 - APPROBATION**

Les présents statuts seront soumis à l'examen de chacun des deux conseils municipaux de Malleloy et Faulx et annexés aux délibérations les approuvant.

#### PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE CREVECHAMPS DU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, L5212-1 et suivants et L5711-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 1998 autorisant la création du syndicat intercommunal d'électricité des communes de la Vallée et des coteaux de la Moselle ;

VU la délibération en date du 4 septembre 2003 par laquelle la commune de CRÉVÉCHAMPS demande son retrait du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle suite à son adhésion à la communauté de communes du Bayonnais ;

VU la délibération en date du 31 octobre 2003 par laquelle le conseil syndical du syndicat mixte accepte cette demande de retrait,

VU les délibérations favorables des collectivités suivantes :

FERRIERES en date du 15 décembre 2003,

FLAVIGNY-SUR-MOSELLE en date 19 novembre 2003,

FROLOIS en date du 14 novembre 2003,

LUPCOURT en date du 13 janvier 2003,

MÉRÉVILLE en date du 25 novembre 2003,

PIERREVILLE en date du 24 novembre 2003,

PRAYE en date du 14 novembre 2003,

PULLIGNY en date du 26 novembre 2003,

QUEVILLONCOURT en date du 7 novembre 2003,

SAFFAIS en date du 25 novembre 2003,

TONNOY en date du 25 novembre 2003,

VAUDÉMONT en date du 25 novembre 2003,

VILLE-EN-VERMOIS en date du 26 novembre 2003,

acceptant ce retrait.

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le retrait de la commune de CRÉVÉCHAMPS du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de communes membres, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 autorisant la création de la communauté de communes des Deux Rivières ;

VU la délibération en date du 14 octobre 2003 du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières décidant la modification de l'article 2 « compétences - vie sociale, sportive et culturelle » des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

- BEUVEILLE en date du 5 décembre 2003
- DONCOURT-LES-LONGUYON en date du 5 décembre 2003
- FRESNOIS-LA-MONTAGNE en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- MONTIGNY-SUR-CHIEERS en date du 2 décembre 2003
- PIERREPONT en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003
- SAINT-PANCRE en date du 26 novembre 2003
- SAINT-SUPPLET en date du 20 février 2004
- VILLE-HOUDLEMONT en date du 19 novembre 2003
- VILLERS-LA-CHEVRE en date du 27 novembre 2003
- VIVIERS-SUR-CHIEERS en date 15 décembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée comme suit :

« **Article 2 :**

- .....
- Vie sociale, sportive et culturelle (compétence optionnelle)
    - *favoriser une politique d'animation sportive et culturelle à l'échelle communautaire ;*
    - *mettre en place une politique de cohésion sociale tendant à développer des services de proximité, de niveau communautaire, pour la population allant de la petite enfance aux personnes âgées. La communauté de communes des Deux Rivières prendra en charge la construction et le fonctionnement d'une crèche parentale.*
- ..... ».

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°02/04

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE ET MOSELLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 03351 du 8 novembre 2001 portant nomination de Monsieur Philippe MICHEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de Madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté 17/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Délégation est donnée à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1<sup>er</sup> du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MICHEL, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER directeur adjoint, et par Madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER .

**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003.

NANCY, le 25 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°03/04

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PIERRE NOEL,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 941 du 23 avril 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre NOEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté n° 01888 du 3 mai 2002 portant nomination de Monsieur Daniel WILBOIS, inspecteur principal à la DDASS de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002,VU l'arrêté n°03950 du 20 novembre 2002 portant nomination de Madame Sandrine SAINT-HUBERT, inspectrice des affaires sanitaires et sociales à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2002.

VU l'arrêté n°15/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre NOEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Monsieur Jean-Pierre NOEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre NOEL, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Daniel WILBOIS directeur adjoint, et par Madame Sandrine SAINT-HUBERT en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel WILBOIS.

**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 15/03 du 4 septembre 2003.

NANCY, le 25 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°04/04

#### PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME CLAUDINE BOURGEOIS, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MOSELLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 00790 du 24 mars 2000 portant nomination de Madame Claudine BOURGEOIS dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle,

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> novembre 1997 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice adjointe de la D.D.A.S.S. de Moselle,

VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> mai 2000 portant nomination de Mademoiselle Martine ARTZ dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Moselle,

VU l'arrêté n°14/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Madame Claudine BOURGEOIS, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Madame Claudine BOURGEOIS, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de

l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine BOURGEOIS, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Madame Myriam BERG directrice adjointe, et par Mademoiselle Martine ARTZ en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Myriam BERG.

**ARTICLE 3** - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe et Moselle .

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 14/03 du 4 septembre 2003.

NANCY, le 25 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N°05/04

#### PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME FRANCETTE MEYNARD, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DES VOSGES

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n° 00816 du 13 Mars 2001 portant nomination de Madame Francette MEYNARD dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges,

VU l'arrêté 16/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Madame Francette MEYNARD, directrice départementale des Vosges ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Madame Francette MEYNARD, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales des Vosges est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Vosges et de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 16/03 du 4 septembre 2003.

NANCY, le 25 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DELIBERATION N°14/2004 DU 20 JANVIER 2004  
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2003-2007  
DU POLE HOSPITALIER GERIATRIQUE DE CREUTZWALD**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD approuvé le 26 novembre 2002 ;

VU la délibération du conseil d'administration de la Société de Secours Minière de Moselle-Est relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD ;

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD permettent principalement à l'établissement d'achever sa restructuration avec :

- le développement de la consultation mémoire,
- la mise en place d'un réseau gérontologue,
- la mise en place de l'équipe mobile de soins palliatifs du bassin houiller,
- l'extension de l'Unité de Soins de Longue Durée (qui reste soumise à la procédure d'autorisation),
- le développement de la lutte contre les infections nosocomiales,
- le développement de la qualité.

CONSIDERANT la contribution du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD au financement de ce contrat d'objectifs et de moyens (1.571.200 €).

CONSIDERANT l'acceptation par l'établissement de la non revalorisation de sa base budgétaire historique pendant la durée du contrat

CONSIDERANT la volonté du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD d'assurer la mise en œuvre de son projet d'établissement tel qu'il a été approuvé par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

CONSIDERANT que le contrat d'objectifs et de moyens du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD permet la mise en œuvre d'actions de coopérations en matière de réseau gérontologique et d'équipe mobile de soins palliatifs sur le bassin houiller et s'inscrit ainsi dans un projet territorial

**D E C I D E**

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du pôle hospitalier gériatrique de CREUTZWALD pour la période 2003 à 2007.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

NANCY, le 20 janvier 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N°15/2004 DU 20 JANVIER 2004  
PORTANT AVENANT AU MONTANT DU VOLET SOCIAL DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE DE METZ  
AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE PUBLICS ET PRIVES (F.M.E.S.P.P.)**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi du 19 décembre 1997 de financement de la Sécurité Sociale pour 1998, et son article 25 créant un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des établissements de santé ;

VU le protocole signé le 14 mars 2000 entre Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et six organisations syndicales représentatives ;

VU le décret n° 2000-684 du 20 juillet 2000 relatif aux missions du Fonds d'Accompagnement Social pour la Modernisation des Etablissements de Santé ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et son article 40 instituant un fonds de modernisation des établissements de santé (F.M.E.S.) ;

VU la circulaire DHOS/P1/2001 n° 335 du 3 juillet 2001 relative au projet social et au volet social des contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé financés par dotation globale ;

VU la circulaire DHOS/P1/2002 n° 00074 du 21 février 2002 relative à l'utilisation des crédits F.M.E.S. au titre des années 2001 et 2002 ;

VU la décision de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 19 novembre 2002 approuvant le volet social du contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital Saint-André de METZ ;

**D E C I D E**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'avenant du volet social du contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital Saint-André à METZ est agréé.

**Article 2** : L'avenant au volet social précité porte sur les éléments suivants :

1) l'acquisition de matériel ergonomique pour améliorer les conditions de travail des personnels soignants.

**Article 3** : La participation du F.M.E.S.P.P. au financement du volet social visé à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 30.000 €.

Elle se répartit comme indiqué sur le tableau ci-dessous :

Intitulé de la mesure	Montant total de l'opération	Montant de la participation du F.M.E.S.P.P. au titre de l'année 2003
Achat de matériel ergonomique : - lits à hauteur variable	30 000 €	30 000 €

**Article 4** : Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Moselle et le président du Conseil d'administration de l'Hôpital Saint-André de METZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

NANCY, le 20 janvier 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 16/2004**

VU l'article R. 712-69 du Code de la santé publique,

VU le projet de contrat de relais relatif à la prise en charge des "grands brûlés présenté par le centre hospitalier de Sarrebourg, établissement "relayé", et le centre hospitalier régional de Metz-Thionville, établissement "relayeur"

VU la délibération n° AG-87/03 du 10 octobre 2003 du conseil d'administration du centre hospitalier de Sarrebourg

VU l'arrêté n° 2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine activité de soins « accueil et traitement des urgences »



## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.  
NANCY, le 20 janvier 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**DECISION ARH-DDASS N° 55/2003 PORTANT AGREMENT  
AU TITRE DU FONDS DE MODERNISATION DES ETABLISSEMENTS DE SANTE (FMES)  
DU VOLET SOCIAL DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (2002-2006)  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU la loi du 19 décembre 1997 de financement de la Sécurité Sociale pour 1998, et son article 25 créant un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des établissements de santé ;

VU le protocole signé le 14 mars 2000 entre Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et six organisations syndicales représentatives de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2000-684 du 20 juillet 2000 relatif aux missions du fonds précité ;

VU la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001, et son article 40 instituant un fonds de modernisation des établissements de santé (FMES) ;

VU la circulaire DHOS/P1/2001 n° 335 du 3 juillet 2001 relative au projet social et au volet social des contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé financés par dotation globale ;

VU le projet d'établissement de l'Association Hospitalière Saint Eloi à NEUVES MAISONS approuvé le 19 décembre 2001 par Madame le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine ;

VU la délibération n° 162/2003 du 20 novembre 2003 relative à l'approbation du Contrat d'Objectifs et de Moyens 2002-2006 ;

## D E C I D E

**Article 1 :** Le volet social du Contrat d'Objectifs et de Moyens de l'Association Hospitalière Saint Eloi à NEUVES MAISONS pour la période 2003-2006 est agréé.

**Article 2 :** Le volet social du Contrat d'Objectifs et de Moyens sus-visé comprend les axes suivants :

1. Amélioration des conditions de travail.

**Article 3 :** La participation du FMES au financement du volet social visé à l'article 1 est fixée à 7 600 € (crédits non reconductibles) sur la totalité du Contrat d'Objectifs et de Moyens : elle se répartit comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Actions	Thème	Montant participation FMES en 2003
1	Amélioration des conditions de travail : - acquisition de deux « lave plat bassin »	7 600 €
<b>TOTAL</b>		<b>7 600 €</b>

Cette participation sera versée à l'établissement par la Caisse des Dépôts et Consignations, gestionnaire du FMES sur production des justificatifs de la dépense.

**Article 4 :** Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

NANCY, le 24 décembre 2003

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

## ARRÊTÉ N° 8 DU 26 FEVRIER 2004

## FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 7 du 21 novembre 2002 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

VU la correspondance de Monsieur DALLA COSTA R, Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, en date du 28 novembre 2003 relative aux remplacements de :

- Madame LERCHER et proposant la candidature de Monsieur Rémi DONNOT,
- Madame Joëlle HUGNIN, aide soignante et proposant la candidature d'elle-même,
- Madame Laurence BRIN, infirmière et proposant la candidature de Monsieur Jean-Yves LANG
- Mademoiselle Nadine DIEUDONNE et proposant la candidature de Madame Sylvie SAUVAGE.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1er. -** : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

**1 - Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, fin du mandat en mars 2004.

**2 - Cinq représentants du conseil général**

- Monsieur BARBIER, conseiller général, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur BISTON, conseiller général, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur HUSSON, conseiller général, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur LE DEAUT, député de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur LEMOINE, maire de PONT A MOUSSON et conseiller général, fin du mandat en mars 2004.

**3 - Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**

- Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil régional**

- Madame Claudine BARTHELEMY, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Le président et le vice-président de la CME**

- Postes non pourvus

**6 - Deux autres membres de la CME**

- Postes non pourvus

**7 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière en remplacement de Mademoiselle Nadine DIEUDONNE, fin du mandat en décembre 2006.

**8 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT en remplacement de Madame LERCHER, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame Joëlle HUGNIN, aide soignante et remplacée par elle-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT en remplacement de Madame Laurence BRIN, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**9 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Madame Nathalie FRANQUET, assistante sociale, fin du mandat fin mai 2004,
- Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin novembre 2005,
- Monsieur Yves MARTINOT, démissionnaire, attente de nomination d'un remplaçant.

**10 - Deux représentants des usagers**

- Madame Andrée ANTOINE, représentant l'ADPM, fin du mandat fin mai 2004,
- Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Instance Locale Gériatologique de Coordination des 4 vallées, fin du mandat début juillet 2004.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 7 du 21 novembre 2002.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRÊTÉ N° 11 DU 26 FEVRIER 2004****FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 10 du 4 juillet 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY ;

VU les correspondances de Madame D. LAMBALLAIS, Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY, en date du 19 janvier 2004 relative aux remplacements de :

- Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres et proposant la candidature d'elle-même,
- Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, ouvrier professionnel et proposant la candidature de lui-même,
- Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale et proposant la candidature d'elle-même.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

**1 - Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Trois représentants du conseil municipal**

- Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007.

**3 - Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**

- Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOMECOURT, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil général**

- Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Un représentant du conseil régional**

- Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2004.

**6 - Le président et le vice-président de la CME**

- Président : Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, en remplacement de Monsieur le Docteur Denis BRAUN, fin du mandat en avril 2007,
- Vice-Président : Monsieur le Docteur Denis BRAUN, en remplacement de Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, fin du mandat en avril 2007.

**7 - Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Docteur Stanislas LUCAS, chirurgien - chef de service, en remplacement de Monsieur le Docteur Alain BRESSON, fin du mandat en avril 2007,
- Monsieur le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, remplacé par lui-même, fin du mandat en avril 2007.

**8 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Monsieur Gérard POLEGATO, manipulateur, cadre supérieur de santé, en remplacement de Madame Dominique BEHERLET, fin du mandat en 5 juin 2006.

**9 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, en remplacement d'elle-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, en remplacement de lui-même,
- Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, en remplacement d'elle-même, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**10 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2004,
- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2006,
- Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2006.

**11 - Deux représentants des usagers**

- Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en juin 2004,

- Madame Marie-Paule PERSON, représentant la Ligue Contre le Cancer, fin du mandat en janvier 2004, a démissionné, en attente d'une nouvelle nomination.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 4 juillet 2003.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE  
N° FINESS : H 54 000 0031**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

**VU** le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

**VU** le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

**VU** l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

**VU** l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

**VU** la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son article 34;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

**VU** la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

**VU** les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

**VU** le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

- Hospitalisation complète :

12 - Gynécologie obstétrique .....725.00€ soit 4 755.69F

20 - Réanimation adultes .....1 168.00€ soit 7 661.58F

21 - Médecine néonatale et réanimation néonatale.....1 035.00€ soit 6 789.15F

50 - Hospitalisation de jour..... 515.00€ soit 3 378.18F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....39 186 175.00€ soit 257 044 457.94 F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité Régionale d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **52 €** soit 341.10 F par jour dans les disciplines suivantes:

12- Gynéco - obstétrique

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/02 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL  
N° FINESS : H 54 000 0049 - B 54 000 8364**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.6145-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

**VU** le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

**VU** le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

**VU** le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

**VU** l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

**VU** l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

**VU** la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son article 34;

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

**VU** la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine .....	399.50€	soit 2 620.55F
12 - Chirurgie.....	599.30€	soit 3 931.15F
12 - Maternité.....	599.30€	soit 3 931.15F
50 - Hôpital de Jour.....	343.60€	soit 2 253.87F
90 - Chirurgie ambulatoire.....	495.40€	soit 3 249.61F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....15 769 721€ soit 103 442 588.78F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....1 437 580€ soit 9 429 906.64F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de TOUL d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 35€ soit 229.60F par jour dans les disciplines suivantes:

- 11 - Médecine
- 12 - Chirurgie
- 12 - Maternité

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/03 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU N° FINSS : H 54 000 0056

#### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.6145-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son article 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

13 - Psychiatrie, hospitalisation complète.....	370.00€	soit 2 427.04F
33 - Placement familial thérapeutique.....	175.00€	soit 1 147.92F
34 - Centre de Post-Cure.....	320.00€	soit 2 099.06F
54 - Hôpital de jour- psychiatrie.....	290.00€	soit 1 902.28F
60 - Hospitalisation de nuit.....	215.00€	soit 1 410.31F
70 - Hospitalisation à domicile.....	180.00€	soit 1 180.72F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....69 840 749.00€ soit 458 125 281.92F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/04 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE  
N° FINESS : H 54 000 0080 - B 54 000 6780**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine et obstétrique.....**460.00€** soit 3 017.40F  
 12 - Chirurgie et gynécologie.....**489.00€** soit 3 207.63F  
 20 - Spécialités coûteuses.....**810.00€** soit 5 313.25F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**21 329 867.00€** soit 139 914 755.68F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**926 047.00€** soit 6 074 470.12F

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier de LUNEVILLE d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **34.00€** soit 223.03F par jour dans les disciplines suivantes:

- Obstétrique

**ARTICLE 4 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
 Pour le D.D.A.S.S.,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/05 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE  
N° FINESS : H 54 000 3399 - B 54 001 0782**

LE DIRECTEUR DE L' AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
 VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
 VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine.....**219.70€** soit 1 441.14F  
 30 - Soins de suite et réadaptation.....**221.54€** soit 1 453.21F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général ..... **1 896 711.00€** soit 12 441 608.57F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**584 605.00€** soit 3 834 757.42F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification

conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT**  
**N° FINESS H 54 000 0114 - B 54 000 8737**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

30 - Service de suite et réadaptation.....	292.65€	soit 1 919.66F
13 - Hospitalisation complète psychiatrie.....	318.85€	soit 2 091.52F
54 - Hospitalisation de jour psychiatrie.....	72.15€	soit 473.27F
60 - Hospitalisation de nuit psychiatrie.....	194.25€	soit 2 274.20F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....11 348 271.00€ soit 7 444 265.77F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....1 479 799.00€ soit 9 706 845.13F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/07 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**  
**N° FINESS H 54 000 0767 - B 54 000 9503**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes

d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine et spécialités médicales .....	<b>458.10€</b>	soit 3 004.94F
12 - Chirurgie et spécialités chirurgicales, gynécologie.....	<b>545.05€</b>	soit 3 575.29F
20 - Réanimation.....	<b>1 177.65€</b>	soit 7 724.88F
30 - Moyen Séjour.....	<b>334.45€</b>	soit 2 193.85F
13 - Psychiatrie adultes.....	<b>291.60€</b>	soit 1 912.77F
54 - Psychiatrie Hospitalisation de jour.....	<b>249.50€</b>	soit 1 636.61F
60 - Psychiatrie Hospitalisation de nuit.....	<b>114.05€</b>	soit 748.12F
33 - Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT).....	<b>237.75€</b>	soit 1 559.54F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**47 911 866.00€** soit 314 281 238.86F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**524 065.00€** soit 3 437 641.05F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de BRIEY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 08 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS H 54 000 106**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro = 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine .....	<b>402.00€</b>	soit 2 636.95F
12 - Chirurgie, gynéco, surveillance continue.....	<b>760.00€</b>	soit 4 985.27F
30 - Soins de suite et réadaptation.....	<b>236.00€</b>	soit 1 548.06F
90 - Chirurgie ambulatoire.....	<b>516.00€</b>	soit 3 384.74F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général ..... **11 591 730.00€** soit 76 036 764.36F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **30.49€** soit 200F par jour dans les disciplines suivantes:

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/09 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS : H 54 002 0112**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1 , L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro = 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

12 - Chirurgie.....	736.00€	soit	4 827.84F
90 - Chirurgie ambulatoire.....	715.00€	soit	4 690.09F
20 - Spécialités coûteuses.....	1 224.00€	soit	8 028.91F
30 - Moyen Séjour.....	183.00€	soit	1 200.40F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....38 111 802.00€ soit 249 997 033.05F

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur** d'une majoration tarifaire journalière pour régime particulier fixée ainsi qu'il suit dans les disciplines suivantes :

12 - Chirurgie .....	74.00€	soit	485.41F
90 - Chirurgie ambulatoire.....	71.00€	soit	465.73F
20 - Spécialités coûteuses.....	122.00€	soit	800.27F
30 - Moyen Séjour.....	18.00€	soit	118.07F

**ARTICLE 4 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 10 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY N° FINESS : H 54 000 2078 - B 54 000 6459

#### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et, R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro = 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

❖ Hospitalisation complète :

11 - Médecine.....	591.00€	soit	3 876.71F
12 - Chirurgie.....	864.00€	soit	5 667.47F
13 - Psychiatrie.....	373.00€	soit	2 446.72F
20 - Spécialités coûteuses.....	1 632.00€	soit	10 705.22F
30 - Service de suite et réadaptation.....	297.00€	soit	1 948.19F

❖ Hospitalisation incomplète :

51 - Hôpital de jour A.....	1 106.00€	soit	7 254.88F
50 - Hôpital de jour B.....	350.00€	soit	2 295.85F
52 - Dialyse.....	909.00€	soit	5 962.65F
90 - Chirurgie ambulatoire.....	864.00€	soit	5 667.47F
60 - Hôpital de nuit.....	236.00€	soit	1 548.06F



**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**389 818 471.00€** soit 2 557 041 547.82F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**2 881 455.00€** soit 18 901 105.77F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **40€** soit 262.40F par jour dans les disciplines suivantes :

11 - Médecine

12 - Chirurgie

20 - Spécialités coûteuses

30 - Service de suite et réadaptation

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,

Pour le D.D.A.S.S.,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE

#### ARRETE PORTANT TRANSFERT A L'ASSOCIATION « LES BRUYERES »

#### DE L'AUTORISATION DE CREATION DE LA MAISON DE RETRAITE « BEAU SITE » A HAROUÉ

#### PRECEDEMMENT ACCORDEE A L'ASSOCIATION DE GESTION DE « BEAU SITE »

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 22 mars 2001 autorisant l'Association gestionnaire de la maison de retraite « Beau Site » à réduire à 60 lits la capacité de la maison de retraite existante à l'issue des travaux de reconstruction de l'établissement ;

VU les arrêtés du Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 6 juin 1994 et 13 juin 1997 autorisant l'extension à 50 lits de la section de cure médicale de la maison de retraite « Beau Site » à HAROUÉ ;

VU le dossier transmis par l'Association « Les Bruyères » le 25 avril 2002 et complété le 4 décembre 2002, demandant, d'une part, le transfert à son profit de l'autorisation accordée à l'Association de gestion de la maison de retraite « Beau Site » et, d'autre part, l'autorisation de procéder à l'extension non importante (+ 15 lits) de la capacité de la maison de retraite « Beau Site » à l'issue des travaux ;

VU le courrier conjoint du 27 janvier 2003 autorisant la reprise de la maison de retraite « Beau Site » par l'Association « Les Bruyères » au 1<sup>er</sup> janvier 2003 dans ses conditions actuelles de fonctionnement et indiquant qu'un délai de réflexion était nécessaire avant de se prononcer sur la proposition d'extension de capacité, la question de l'offre en places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes devant être envisagée de façon globale sur le secteur du Saintois, en fonction des projets des autres établissements s'y trouvant ;

VU les contacts pris avec les autres établissements du secteur courant 2003 ;

VU le dossier financier remis par l'association « les Bruyères » le 12 septembre 2003 et étudié en réunion avec l'Association le 18 décembre 2003, tendant à comparer les coûts de fonctionnement d'un établissement de 60 lits à ceux d'une structure de 75 places ;

VU les statuts de l'Association « les Bruyères » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Général des Services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E N T

**Article 1er** : L'autorisation de création et par conséquent l'autorisation de fonctionner de la maison de retraite « Beau Site » à HAROUÉ initialement délivrées à l'association de gestion de la maison de retraite « Beau Site » sont transférées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003 à l'Association « les Bruyères », 15 rue Massenet 77 940 VOULX.

**Article 2** : La capacité de l'établissement sera portée à 75 places, au terme des travaux de reconstruction.

**Article 3** : L'autorisation d'extension à 50 lits de la section de cure médicale initialement délivrée à l'association de gestion de la maison de retraite Beau Site est transférée à l'Association « Les Bruyères » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

**Article 4** : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et autorisation à dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale.

**Article 5** : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner dans les nouveaux locaux, sous réserves :

- du résultat de la visite de conformité devant être organisée à l'initiative de l'association « les Bruyères », selon les modalités prévues par le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 précité ;

- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Général des Services Départementaux de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et au bulletin des actes administratifs du département et dont ampliation sera adressée au Président de l'Association « les Bruyères ». NANCY, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Pour le Président du Conseil Général,  
La Vice-Présidente déléguée,  
Michèle PILOT

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

## ARRETE N° 393 PORTANT AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU la demande présentée par la SARL ACTIS SANTE le 14 août 2003 en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'avis favorable du Conseil Central de la section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 15/10/2003 ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17/12/2003 ;

## A R R E T E

**Article 1** - La SARL ACTIS SANTE est autorisée, pour son site de rattachement sis Parc d'activité 19, route Henry 54840 VELAIN EN HAYE, à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans l'aire géographique selon les modalités déclarées dans la demande.

**Article 2** - Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration.

**Article 3** - Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**Article 4** - Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**Article 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Département des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National des Pharmaciens

- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales (Inspection de la Pharmacie).

NANCY, le 30 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRETE DDASS / AES / N°38 MODIFIANT POUR 2003

## LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE

## « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »

## DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n°93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES/376 du 14 janvier 2004 modifiant le forfait global annuel et le forfait journalier 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de SAINT NICOLAS DE PORT ;

Considérant l'affectation du résultat excédentaire de l'exercice 2002 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 376 du 14 janvier 2004 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2003 :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0114**

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

- Forfait global de soins : 581 941,98 €

- Forfait journalier de soins : 39,95 € »

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 9 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

**ARRETE PREFECTORAL FORETS / N° 2004-063**  
**RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL**  
**D'ANCERVILLER ET DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5, R 311-1 et suivants et R 312-1 et suivants ;

VU la demande de la société Louis THIRIET et Cie en date du 5 juillet 2002, sollicitant l'autorisation de défricher 14 ha 15 a 16 ca de bois situés sur les communes d'ANCERVILLER dans les parcelles cadastrées section D numéros 88, 89 et 90 et de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES dans les parcelles cadastrées section B numéros 180 à 184, 187 à 191, 201 à 205, 471 et 592 ;

VU l'avis du 20 février 2004 du Directeur Régional de l'Environnement ;

VU l'avis du 1<sup>er</sup> mars 2004 du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1** - La société Louis THIRIET et Cie est autorisée à procéder au défrichement demandé dans les parcelles suivantes :

**Commune d'ANCERVILLER**

<i>Lieudit</i>	<i>Section</i>	<i>Parcelles</i>
Devant le Bois de la WOIVRE	D	88, 89 et 90

**Commune de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES**

<i>Lieudit</i>	<i>Section</i>	<i>Parcelles</i>
Le Grand BADOU	B	180 à 184, 187 à 191, 201 à 203, 471 et 592
Devant VOIRIN	B	204 et 205

**à l'exclusion**

- dans la parcelle B 204 : de l'aulnaie en bordure de La Blette (cf. plan annexé au présent arrêté)
- et d'une bande de 15 m de large en bordure des rivières La Blette et La Brême.

Les limites des deux réserves boisées ci-dessus devront être matérialisées sur le terrain et leur surface communiquée à la D.D.A.F. avant le début des opérations de défrichement.

**et sous réserve**

- de la fourniture préalable d'un plan de phasage du défrichement avec des phases d'une durée de 5 ans maximum ;
- de la délivrance de l'autorisation d'exploitation de carrière.

**Article 2** - La présente autorisation sera affichée :

- dans les mairies de chaque commune, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins de la société Louis THIRIET et Cie, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé dans les mairies de chaque commune par la société Louis THIRIET et Cie, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

**Article 3** - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires d'ANCERVILLER et de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

**ARRETE PREFECTORAL DDSV/54/SA/2004 - 05**  
**PORTANT DESIGNATION DES SPECIALISTES APICOLES ET DES AIDES-SPECIALISTES APICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural et notamment les articles L221-1 à 13, L223-1 à 8 ;

VU le Code Rural et notamment l'article R212-13 ;

VU le décret n° 66-619 du 10 août 1966 modifié relatif aux frais de déplacements des fonctionnaires de l'Etat ;

VU le décret 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

VU l'Arrêté interministériel du 11 août 1980 modifié concernant la lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles ;

VU l'Arrêté interministériel du 16 février 1981 précisant l'application des articles 7 et 23 de l'arrêté du 11 août 1980 relatif à la lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles ;

VU l'Arrêté préfectoral du 10 janvier 2000 relatif à l'agrément des Agents Sanitaires Apicoles ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Au sens du présent arrêté, on entend par agent sanitaire apicole les spécialistes apicoles et les aides-spécialistes apicoles ;

**Article 2** : Sont nommés Spécialistes Apicoles les apiculteurs dont les noms figurent ci-dessous :

☐ 54-0473

M. BEREZOWSKI Stéphan 10 rue Claude Debussy / 54800 JARNY

☐ 54-0657

M. BRICHIT Jean Marie grande rue / 54150 FLEVILLE LIXIERES

☐ 54-0178

M. DARTOIS François 29 rue des Brice / 54000 NANCY

☐ 54-1092

M. DEJARDIN Serge 7 avenue de la paix / 54400 LONGWY

☐ 54-0615

M. GEORGEAT René 36 rue du Haut de Meix / 54300 FRAIMBOIS

☐ 54-0779

M. HOUPERT Jacques 24 route de Malleloy / 54760 FAULX

☐ 54-0279

M. MARTIN Jean Louis 31 rue de Bréchon / 54120 BACCARAT

☐ 54-0458

M. PERIN Michel 21 grande rue / 54800 PUXIEUX

☐ 54-0486

M. RICATTE Dominique 43 rue du Général Leclerc / 54300 LUNEVILLE

☐ 54-0173

M. RICHARD Gérard 7 Impasse Maurice Barrès / 54850 MESSIN

☐ 54-1026

M. ROYER Thierry 5 rue du 31 août 1944 / 54170 SAULXURES LES VANNES

☐ 54-0736

M. VAGNIER Claude 16 rue Joseph Carrez / 54200 TOUL

☐ 54-0753

M. VOZELLE Paul n° 14 Hameau Le Béchet / 54770 BOUXIERES AUX CHENES

**Article 3 :** Sont nommés Aides-Spécialistes Apicoles les apiculteurs dont les noms figurent ci-dessous :

☐ 54-0866

M. COLIN Claude 6 rue Haut de Fol / 54120 GLONVILLE

☐ 54-0445

M. FRANCOIS Jean Paul 2 rue du Maréchal Leclerc / 54120 FLIN

☐ 54-0646

M. FRIANG Robert 26 grand rue / 54450 VERDENAL

☐ 54-0545

M. LUCOT Franklein 329 rue Saint-Denis / 54700 LESMENILS

**Article 4 :** Les spécialistes apicoles sont autorisés à inspecter les ruchers appartenant aux particuliers, lors de la campagne de dépistage des maladies réputées contagieuses, sur ordre de la Directrice des Services Vétérinaires, et sous son autorité, et de la surveillance des ruchers. Ils peuvent se faire aider dans leurs activités par les Aides-Spécialistes Apicoles ;

**Article 5 :** Le remboursement des frais des Agents Sanitaires Apicoles est effectué d'après les textes en vigueur ;

**Article 6 :** L'Arrêté Préfectoral du 10 janvier 2000 est abrogé ;

**Article 7 :** M.M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de NANCY, BRIEY, LUNEVILLE, TOUL, le Trésorier Payeur Général, la Directrice Départementale des Services Vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 26 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DE LA COTOREP

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-534 du 30 Juin 1975 d'orientation des personnes handicapées,

VU le décret n° 76-478 du 2 Juin 1976 relatif à la composition et au mode de fonctionnement de la Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel,

VU le décret n° 76-707 du 21 Juillet 1976 portant modification du décret n° 76-478 du 2 Juin 1976 relatif à la composition et au mode de fonctionnement de la Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel,

VU la circulaire n° 8409 du 25 Mai 1984 de Monsieur le Ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale, relative au fonctionnement des COTOREP,

VU le décret n° 95-642 du 6 Mai 1995 portant modification à la composition et au mode de fonctionnement des COTOREP,

VU l'arrêté préfectoral du 6 Décembre 2000 modifié par l'arrêté du 31 Mai 2001,

VU les personnes désignées par le Conseil Général de Meurthe et Moselle pour siéger à la COTOREP,

VU les propositions présentées par le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Régional du Travail et de la Protection Sociale Agricoles, le Directeur du Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,

#### A R R E T E

**Article 1er :** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 6 Décembre 2000 modifié par l'arrêté du 31 Mai 2001 et du 20 Mars 2002 fixant la composition de la COTOREP est modifié comme suit :

- b) Quatre personnes proposées conjointement par le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Directeur du Travail, Chef du service régional de l'inspection du travail et de la protection sociale agricoles
- Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ou en cas d'empêchement le directeur adjoint ou l'inspecteur du travail chargé de l'insertion des travailleurs handicapés

- Monsieur le Directeur Départemental de l'A.N.P.E. ou en cas d'empêchement un directeur d'agence, chargé de mission ou le conseiller principal chargé de l'insertion des travailleurs handicapés

Titulaire : Madame le Docteur MARTINET Corinne - médecin du travail  
43, rue du Général Hoche à 54000 NANCY

Suppléant : Madame le Docteur GENY Marie Hélène  
25, rue du Général de Gaulle - 54340 POMPEY

Titulaire : Monsieur l'inspecteur du travail, chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole -  
Cité administrative - 45, rue Sainte Catherine à NANCY

Suppléant : Madame le contrôleur du travail au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricole -  
Cité administrative - 45, rue Sainte Catherine à NANCY

- g) Deux personnes choisies en raison de leur compétence par le Préfet sur proposition conjointe du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales parmi les personnes présentées par les organismes gestionnaires des centres de rééducation professionnelle, des ateliers protégés et des centres d'aide par le travail du département ainsi qu'une personne choisie en raison de sa compétence par le Président du Conseil Général parmi les personnes présentées par les organismes gestionnaires de foyers d'hébergement pour personnes handicapées

Titulaire : Monsieur le Docteur BRUGEROLLE- médecin chef du centre de réadaptation de GONDREVILLE

Suppléants : Madame le Docteur FRENAY LE CHAPELAIN - médecin au centre de Gondreville  
ou Madame le Docteur HENRY - médecin au centre de Gondreville

Titulaire : Monsieur JEANSEN Maurice - Directeur du Centre d'Aide par le Travail  
54300 LUNEVILLE

Suppléant : Monsieur MARTIN Jean Denis  
10 A, rue de l'Usine à 57120 ROMBAS

Titulaire : Monsieur BUREL Denis  
Directeur du C.A.P.S. de ROSIERES AUX SALINES

Suppléant : Madame REBILLON Marielle  
Educatrice spécialisée  
Chargée du service social de la M.A.S. et du foyer expérimental d'accueil de Jour de l'A.L.A.G.H.

**Article 2 :** La durée du mandat des membres désignés par le présent arrêté est prorogé d'une durée de 6 mois.

**Article 3 :** Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun de ses membres. Il sera par ailleurs publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

### SECRETARIAT GENERAL

#### COMPOSITION DES COMMISSIONS D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES PASSES PAR LA DDE 54 POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DEFENSE

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le décret n°51-196 du 21 février 1951 fixant les attributions respectives du secrétaire d'Etat aux forces armées « air » du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et du secrétaire d'Etat aux forces armées « guerre », en ce qui concerne les installations immobilières du département air,

Vu le code des marchés publics, et notamment ses articles 20 et 21;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu l'arrêté du Ministre de la défense du 14 août 2001 portant désignation des autorités habilitées à signer les marchés et les bons de commande pour le compte du ministère de la défense

Vu la décision n°860 DEF/DCG, n°101 DEF/TM/SDT, n° 2645 DEF/DCIA/SDA du 12 mars 1995

Vu l'arrêté ministériel du 29 avril 2002 portant nomination de Monsieur Hugues CORBEAU, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

### ARRETE

**ARTICLE 1er :** Il est créé, dans le département de Meurthe et Moselle, une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services pour l'exécution des budgets du ministère de la Défense.

**ARTICLE 2 :** La commission d'appel d'offres est composée comme suit :

A) Membres avec voix délibérative :

1) le directeur départemental ou son représentant (ou un cadre administratif ou technique de grade au moins équivalent à ingénieur divisionnaire),  
Président.

2) Deux chefs d'arrondissement, de service ou d'unité.

B) Membres avec voix consultative :

3) le trésorier payeur général ou son représentant

4) le directeur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant.

**ARTICLE 3 :** Le président peut en outre désigner par convocation d'autres personnes en raison de leur compétence dans la matière faisant l'objet de la consultation, notamment un responsable du dossier pour répondre à toutes les questions techniques.

**ARTICLE 4 :** Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétariat général de la DDE (SG/FM) et le service maître d'œuvre.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le directeur départemental de l'équipement et Monsieur le trésorier payeur général, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 février 2004

Le Directeur Départemental,  
Hugues CORBEAU

## SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

**ARRETE 2004/DDE/091/CDSR**  
**LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - DEPLACEMENT DU PN 29 A AZERAILLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau;  
Vu l'arrêté préfectoral 84/DE/490 du 28 août 1984;  
Vu les propositions de la SNCF représentant réseau ferré de France en date du 10 décembre 2003;  
Vu l'avis de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle;  
Considérant la nécessité de déplacer de 37 mètres les installations du passage à niveau n°29 de la ligne SNCF LUNEVILLE à SAINT-DIE, sur le territoire de la commune d'AZERAILLES, dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN 59.  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter du 29 février 2004, le passage à niveau (PN) n°29 de la ligne SNCF de LUNEVILLE à SAINT-DIE est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle ci-annexée.

**ARTICLE II**

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral 84/DE/490/INF du 28 août 1984 en ce qui concerne le PN 29 et entrera en application lorsque sera mis en service le nouvel équipement.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le sous préfet de LUNEVILLE,
- Monsieur le maire d'AZERAILLES,
- Monsieur le directeur-direction SNCF METZ/NANCY-délégation infrastructure-pôle maintenance passages à niveau,
- Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est,
- Monsieur le chef de l'UDAM de BACCARAT,
- Madame la responsable de la subdivision de l'équipement de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur des archives départementales,
- SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE 2004/DDE/097/CDSR**  
**LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - AUTOMATISATION DU PN 16 A SAINT CLEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau;  
Vu l'arrêté préfectoral 78/DE/413/INF du 4 octobre 1978;  
Vu les propositions de la SNCF représentant réseau ferré de France en date du 10 décembre 2003;  
Vu l'avis de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle;  
Considérant la nécessité de procéder à l'automatisation du passage à niveau gardé n°16 sur le territoire de la commune de SAINT CLEMENT;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter du 29 février 2004, le passage à niveau (PN) n°16 de la ligne SNCF de LUNEVILLE à SAINT-DIE sur le territoire de la commune de SAINT CLEMENT est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle ci-annexée.

**ARTICLE II**

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral 78/DE/413/INF du 4 octobre 1978 en ce qui concerne le PN 16 et entrera en application lorsque sera mis en service le nouvel équipement.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le sous préfet de LUNEVILLE,
- Monsieur le maire de SAINT CLEMENT,
- Monsieur le directeur-direction SNCF METZ/NANCY-délégation infrastructure-pôle maintenance passages à niveau,
- Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est,
- Monsieur le chef de l'UDAM de BACCARAT,
- Madame la responsable de la subdivision de l'équipement de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur des archives départementales,
- SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE 2004/DDE/098/CDSR**  
**LIGNE SNCF DE LUNEVILLE A SAINT DIE - AUTOMATISATION DU PN 36 A BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau ;  
Vu l'arrêté préfectoral 78/DE/413/INF du 4 octobre 1978 ;  
Vu les propositions de la SNCF représentant réseau ferré de France en date du 10 décembre 2003 ;  
Vu l'avis de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle ;  
Considérant la nécessité de procéder à l'automatisation du passage à niveau gardé n°36 sur le territoire de la commune de BACCARAT ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

A compter du 29 février 2004, le passage à niveau (PN) n°36 de la ligne SNCF de LUNEVILLE à SAINT-DIE sur le territoire de la commune de BACCARAT est classé conformément aux indications portées sur la fiche individuelle ci-annexée.

**ARTICLE II**

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral 78/DE/413/INF du 4 octobre 1978 en ce qui concerne le PN 36 et entrera en application lorsque sera mis en service le nouvel équipement.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le sous préfet de LUNEVILLE,
- Monsieur le maire de BACCARAT,
- Monsieur le directeur-direction SNCF METZ/NANCY-délégation infrastructure-pôle maintenance passages à niveau,
- Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est,
- Monsieur le chef de l'UDAM de BACCARAT,
- Madame la responsable de la subdivision de l'équipement de LUNEVILLE,
- Monsieur le directeur des archives départementales,
- SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE 2004/DDE/167/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de dépose de la ligne aérienne haute tension EDF 63 KV MILLERY- VANDIERES, surplombant l'autoroute A31 au droit de son PR 272+060, sur le territoire de la commune de LOISY ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Le dimanche 7 mars 2004 de 9h à 11h, la circulation s'établit comme suit sur l'autoroute A31 au droit de son PR 272+060 :

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée progressivement à 90 Km/h puis à 30 Km,
- il est interdit de doubler,
- et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II**

La circulation sera interrompue momentanément par micro-coupures par les forces de police pour permettre la dépose et l'évacuation de chaque câble conducteur haute tension.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés au dimanche 14 mars 2004 dans les mêmes conditions.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière

Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LOISY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/188/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté 2004/DDE/125/CDER du 11 février 2004;

Considérant la nécessité de procéder à la pose d'un dispositif de sécurité pour la protection des motards sous les glissières des bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330.

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Les nuits du lundi 8 au vendredi 12 mars 2004 de 21h à 4h 00 du matin, toute circulation est interdite sur les bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330 :

- Phase 1 - bretelle STRASBOURG/EPINAL (sens STRASBOURG/NANCY),
- Phase 2 - bretelle PARIS/NANCY sud (sens PARIS/STRASBOURG).

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter selon le cas l'une des déviations suivantes:

- Phase 1, bretelle STRASBOURG/EPINAL

déviation par bretelle STRASBOURG/NANCY section courante A330 jusqu'au diffuseur d'HEILLECOURT-route de VANDOEUVRE, bretelle HEILLECOURT/EPINAL-A330 où les usagers retrouveront la direction d'EPINAL.

- Phase 2, bretelle PARIS/NANCY

déviation par bretelle PARIS/EPINAL de l'A33, A330 section courante, jusqu'à l'échangeur de LUDRES bretelle NANCY/LUDRES, rue Pasteur et demi tour par la bretelle LUDRES/NANCY, les usagers retrouveront la direction de NANCY sur A330.

En fonction de l'avancement du chantier, SEA/FLEVILLE se réserve la possibilité de procéder à la phase suivante.

**ARTICLE III**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/125/CDER du 11 février 2004;

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés à la semaine suivante.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES/FLEVILLE.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le maire d'HEILLECOURT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

DECISION DE DELEGATION DE SIGNATURE POUR LA TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT,  
LA TAXE DEPARTEMENTALE DU CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT  
ET LA TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES NATURELS SENSIBLES

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE

Vu l'article L 255.A du livre des procédures fiscales

Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du logement en date du 29 avril 2002, nommant M. CORBEAU Hugues, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle

Vu l'organigramme de la direction départementale de l'équipement de Meurthe et Moselle

**D E C I D E**

**Article 1 :**

Délégation de signature est donnée à :



- Monsieur LOUIS Dominique, directeur adjoint
- Monsieur NIKOLIC Pierre, chef du service de l'urbanisme
- Monsieur SPITZBARTH Roland, chef de l'arrondissement sud
- Monsieur VOGRIG Antoine, chef de l'arrondissement nord
- Madame ALNOT Christiane, chef de l'unité application du droit des sols
- Monsieur ARNAULT Patrice, chef de la subdivision de Briey
- Monsieur FRANCOIS Michel, chef de la subdivision de Blâmont
- Monsieur LAQUENAIRE Joël, chef de la subdivision de Nancy Nord
- Madame ROUILLON Françoise, chef de la subdivision de Lunéville
- Monsieur SALSI François, chef de la subdivision de Nancy Sud
- Monsieur TABERKANE Yann, chef de la subdivision d'Haroué
- Mademoiselle THOMAS Isabelle, chef de la subdivision de Toul
- Monsieur THORNER Frédéric, chef de la subdivision de Pont à Mousson

à effet de signer les titres de recette pour la taxe locale d'équipement, la taxe départementale du conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement et la taxe départementale d'espaces naturels sensibles, dans le cadre de leurs attributions.

#### Article 2 :

La présente décision prendra effet dès sa publication au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 4 mars 2004

Le Directeur Départemental,  
Hugues CORBEAU

#### AVIS

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2004, le personnel du bureau d'études ECOSCOPI et les agents du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipeement, sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder à des études d'environnement et recensements préalables de faune et flore dans le cadre du projet de liaison autoroutière A.32 entre GYE département de Meurthe et Moselle) et FLORANGE (département de Moselle), sur le territoire des communes de AUTREVILLE SUR MOSELLE, AVRAINVILLE, BELLEAU, BELLEVILLE, BEZAUMONT, BICQUELEY, BLENOD LES TOUL, BOUVRON, BRULEY, CHARMES LA COTE, CHAUDENEY SUR MOSELLE, CHOLOY-MENILLOT, CLEMERY, DIEULOUARD, DOMGERMAIN, DOMMARTIN LES TOUL, ECRIOUVES, EPLY, FRANCHEVILLE, GONDREVILLE, GYE, JAILLON, LANDREMONT, LIVERDUN, MONT LE VIGNOBLE, MOUTROT, NOMENY, PAGNEY DERRIERE BARINE, PIERRE LA TREICHE, PORT SUR SEILLE, RAUCOURT, ROSIERES EN HAYE, ROUVES, SAIZERAIS, TOUL, VILLE AU VAL, VILLERS LE HAYE et VILLEY SAINT ETIENNE.

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2004, les agents de la direction départementale de l'Equipeement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder à des levés topographiques et à des sondages géotechniques dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN 52, entre MEXY et la frontière Belge, sur les communes de MEXY, LEXY, REHON, LONGWY, COSNES ET ROMAIN et MONT SAINT MARTIN.

Par arrêté préfectoral du 8 mars 2004, les agents de la direction départementale de l'Equipeement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder à des levés topographiques et à des sondages géotechniques dans le cadre de la mise à 2x2 voies de la RN 4, entre GOGNEY (département de Meurthe et Moselle) et SAINT GEORGES (département de la Moselle), sur la commune de GOGNEY.

### OFFICE NATIONAL DES FORETS

#### ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER DANS LA COMMUNE DE MENIL LA TOUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de MENIL LA TOUR en date du 4 Octobre 2002 demandant l'application du régime forestier à 04 ha 79 a 51 ca ;

VU le procès-verbal de reconnaissance des Ingénieurs de l'Office National des Forêts en date du 21 mars 2003 mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du 31 octobre 2003 du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignations Cadastres			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des Parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de MENIL LA TOUR	A	33	Au Pâquis	0,9223	MENIL LA TOUR
		A	34	Au Pâquis	3,1386	MENIL LA TOUR
		A	35	Au Pâquis	0,7342	MENIL LA TOUR

**Article 2** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de MENIL LA TOUR.

NANCY, le 5 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## MATERNITE REGIONALE A. PINARD DE NANCY

## DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVE A LA PHARMACIE

M. BRUNO CARRIERE,

DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE MATERNITE REGIONALE DE NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2000 nommant Mlle Monique LUX chef de service de la pharmacie de la Maternité Régionale de NANCY,

## D E C I D E

## ARTICLE 1 :

Délégation permanente est donnée à Mlle LUX, praticien hospitalier, chef de service de la pharmacie, de l'établissement pour signer en mon nom et place :

- toutes pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ;
- les documents relatifs à une consultation, une mise en concurrence préalable à la conclusion d'un marché public à l'exclusion du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement.

## ARTICLE 2 :

En cas d'empêchement ou d'absence conjoint de M. CARRIERE, directeur d'établissement, et de Mlle LUX, praticien hospitalier, chef de service, subdélégation est donnée à :

- Mlle PIERRAT, Pharmacien assistant spécialiste
- M. JACQUOT, Pharmacien assistant spécialiste

pour viser toutes les pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

## ARTICLE 3 :

Les bons de commande et actes d'engagement visés aux articles 1 et 2 de la présente décision sont déterminés en annexe 1.

## ARTICLE 4 :

Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision.

NANCY, le 4 février 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

## Annexe 1 : Liste des comptes budgétaires

60211	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM
602152	PRODUITS SANGUINS STABLES
60216	FLUIDES ET GAZ MEDICAUX
60217	PRODUITS DE BASE
60218	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES
60221	LIGATURES ET SONDES
60222	PETIT MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL NON STERILE
60223	MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL A USAGE UNIQUE STERILE
60227	PANSEMENTS
602281	AUTRES FOURNITURES MEDICALES
611182	CENTRALE GAZ MEDICAUX

## AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAITRE OUVRIER  
A LA MATERNITE REGIONALE A. PINARD DE NANCY

En application du Décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié (art. 14), un concours sur titres externe de maître ouvrier aura lieu à la Maternité Régionale en vue de pourvoir 2 postes de maître ouvrier à partir du 10 mai 2004 :

Dans les spécialités suivantes :

- ↳ Services généraux: 1 poste
- ↳ Service Blanchisserie : 1 poste

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.04 et titulaires soit de :

Deux certificats d'aptitude professionnelle

ou

Un brevet d'étude professionnelle et d'un certificat d'aptitude professionnelle

ou

Deux brevets d'étude professionnelle

ou

de Diplômes de niveau au moins équivalent

La limite d'âge mentionnée est reculée dans certaines conditions.

Les demandes de participation à ce concours sont à adresser ou déposer à :

Direction du personnel de la Maternité Régionale A Pinard,  
service formation

10 rue du Dr Heydenreich

BP 4213

54042 NANCY cédex

par lettre recommandée avec AR ou simple courrier en précisant les diplômes détenus, la filière ciblée, votre curriculum vitae  
au plus tard le 29 mars 2004, cachet de la poste faisant foi.

NANCY, le 9 février 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

## PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

## SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE S.G.A.R. N° 2003-469 EN DATE DU 18 SEPTEMBRE 2003  
 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
 DE L'UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE (U.G.E.C.A.M.)  
 DE LORRAINE, CHAMPAGNE-ARDENNE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
 PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
 PREFET DE LA MOSELLE  
 OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L 211-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L 216-1 et L 216-3 ;

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 10 avril 1998 portant approbation des statuts types des Unions pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie ;

VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :**

Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine, Champagne-Ardenne :

**- En tant que représentants des assurés sociaux, sur désignation de :****- la CGT :**

*Titulaires :* **M. Jean PIERREL**  
 (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)  
**Mme Véronique COLLIN**  
 (Administrateur de la CPAM de la Marne)

*Suppléants :* **M. Jean GUZZO**  
 (Administrateur de la CPAM de Metz)  
**Mme. Martine SEGUIN**  
 (Administrateur de la CPAM de la Marne)

**- la CGT-FO :**

*Titulaires :* **M. Jacky BOYÉ**  
 (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)  
**M. Claude LEWKOWITCH**  
 (Administrateur de la CPAM de Metz)  
*Suppléants :* **M. Roger ZONCA**  
 (Administrateur de la CPAM de Nancy)  
**M. Jean-Pierre DHOBIE**  
 (Administrateur de la CPAM de la Haute Marne)

**- la CFDT :**

*Titulaires :* **M. Patrick DELICOURT**  
 (Administrateur de la CPAM de Nancy)  
**M. Jacky TREMEL**  
 (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)  
*Suppléants :* **M. Jean-Raymond FAIVRE**  
 (Administrateur de la CPAM de Metz)  
**Mme Elisabeth TAILLANDIER née FRANCARD**  
 (Administrateur de la CPAM de la Marne)

**- la CFTC :**

*Titulaire :* **M. Robert GERARDIN**  
 (Administrateur de la CPAM de la Haute Marne)  
*Suppléant :* **M. Germain PONTES**  
 (Administrateur de la CPAM de Sarreguemines)

**- la CFE-CGC :**

*Titulaire :* **M. Jean-Louis DUVAUX**  
 (Administrateur de la CPAM de la Haute Marne)  
*Suppléant :* **M. François TORNAMBE**  
 (Administrateur de la CPAM de Nancy)

**- En tant que représentants des employeurs :****- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale :**

*Titulaires :* **M. Michel GERAULD**  
 (Administrateur de la CRAM du Nord-Est)  
**M. Georges BACHELARD**  
 (Administrateur de la CPAM de la Marne)  
*Suppléants :* **M. André POIREL**  
 (Administrateur de la CPAM de Nancy)  
**M. Joël VENCK**  
 (Administrateur de la CPAM de la Haute Marne)

**- En tant que représentants de la Fédération nationale de la mutualité française :**

*Titulaires :* **M. Michel LERCHER**  
 (Administrateur de la CPAM de Nancy)  
**M. Jacques BOLOT**  
 (Administrateur de la CPAM des Vosges)

Suppléants : **M. Gabriel HAZARD**  
(Administrateur de la CPAM de la Meuse)  
**M. Jean-Louis OLAÏZOLA**  
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)

**Article 2 :**

L'arrêté SGAR n°2001-428 en date du 8 novembre 2001 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (U.G.E.C.A.M.) de Lorraine, Champagne-Ardenne est abrogé.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Haute-Marne, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des Régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des Préfectures des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**ARRETE 2004-15 SGAR EN DATE DU 30 JANVIER 2004**  
**FIXANT LES PERIODES DE DEPOTS DES DEMANDES D'AUTORISATION DE CREATION, DE TRANSFORMATION**  
**OU D'EXTENSION D'ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOCIAUX ET MEDICO-SOCIAUX**  
**AINSI QUE LES PERIODES D'EXAMEN DES DEMANDES PAR LE COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE**  
**ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux soumis à autorisation, notamment TITRE VII, article 26,  
VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux, notamment son article 4,  
VU le décret n°2004-65 du 16 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale,  
VU les avis favorables émis par les présidents des conseils généraux et les Préfets des 4 départements de la région lorraine,  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** Le tableau ci-dessous présenté, récapitule le calendrier qui prévoit, jusqu'en juin 2005 :

- les périodes de dépôt des demandes d'autorisation,
- les périodes d'examen des dossiers par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine,

Catégories de bénéficiaires d'établissements et de services	Dates d'ouverture de la période	Dates de clôture de la période	Échéance de la décision implicite de rejet De la demande	Période d'examen des demandes par le CROSMS
Personnes handicapées	1 mars 04	30 avr 04	31 oct 04	<b>Septembre 04</b>
Personnes âgées	1 avr 04	31 mai 04	30 novembr 04	<b>Octobre 04</b>
Personnes en difficulté Sociale	1 mai 04	30 juin 04	31 décembr 04	<b>Novembre 04</b>
(créneau libre)	1 juin 04	31 juil 04	31 janv 05	<b>Décembre 04</b>
Protection de l'enfance	1 juil 04	31 août 04	28 févr 05	<b>Janvier 05</b>
Personnes âgées	1 août 04	30 sept 04	31 mars 05	<b>Février 05</b>
Personnes handicapées	1 sept 04	31 oct 04	30 avril 05	<b>Mars 05</b>
Personnes en difficulté Sociale	1 oct 04	30 nov 04	31 mai 05	<b>Avril 05</b>
(créneau libre)	1 nov 04	31 déc 04	30 juin 05	<b>Mai 05</b>
Personnes âgées	1 déc 04	31 janv 05	31 juil 05	<b>Juin 05</b>

**ARTICLE 2 :** Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les Préfets des Départements de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Bulletins Officiels de la Région Lorraine, des Préfectures des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2607/03 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU SECTEUR DE MIRECOURT

LE PREFET DES VOSGES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Locales en ses articles L 5211-1 et suivants et notamment l'article L 5211-20,  
VU l'arrêté préfectoral n° 1298/72 du 11 juillet 1972 portant création du Syndicat Intercommunal scolaire du secteur de Mirecourt,  
VU les arrêtés interpréfectoraux n° 398/73 des 2 mars et 20 avril 1973, n° 879/02 des 30 avril et 3 juin 2002 autorisant le rattachement de communes au syndicat susvisé,  
VU la délibération du 10 juin 2003 par laquelle le comité syndical du Syndicat Intercommunal scolaire du secteur de Mirecourt a décidé de modifier ses statuts,  
VU les délibérations favorables émises à ce sujet par les conseils municipaux des communes membres,  
VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de Neufchâteau du 17 septembre 2003,  
VU l'avis de Madame la Sous-Préfète de Toul du 6 janvier 2004  
CONSIDERANT que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Locales sont réunies,  
SUR la proposition de MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges et le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

## A R R E T E N T

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 1298/72 du 25 mai 1972 est modifié comme suit :

*« Le syndicat a pour objet le versement au Département des Vosges de la part des dépenses mises globalement à la charge des communes adhérentes dans le cadre du financement de l'opération de construction du nouveau collège de Mirecourt »*

**Article 2** : L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 1298/72 du 25 mai 1972 est modifié comme suit :

*« La contribution des communes associées aux dépenses du syndicat est déterminée comme suit :*

- 20 % des dépenses au prorata du nombre des élèves fréquentant le collège au 1<sup>er</sup> novembre précédant l'exercice à partir du 1<sup>er</sup> élève.
- 40 % des dépenses au prorata de la population totale de chaque commune suivant le dernier recensement connu.
- 40 % des dépenses au prorata du dernier potentiel fiscal connu ».

**Article 3** : Les autres dispositions restent inchangées.

**Article 4** : Un exemplaire de chaque délibération restera annexé au présent arrêté.

**Article 5** : MM. Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du Syndicat, le Président du Syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

EPINAL, le 10 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,

La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,

Marie-Paule DEMIGUEL

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE BARBONVILLE  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT ET L'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'EURON

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DES VOSGES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la délibération de BARBONVILLE en date du 30 septembre 2003 demandant son retrait du syndicat ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'assainissement de la vallée de l'Euron en date du 22 septembre 2003 acceptant le retrait de BARBONVILLE ;

VU la notification de cette décision aux communes membres en date du 13 octobre 2003 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

BAYON en date du 12 novembre 2003,  
BORVILLE en date du 5 décembre 2003,  
BREMONCOURT en date du 4 décembre 2003 ;  
CLAYEURES en date du 27 octobre 2003,  
DAMAS AUX BOIS en date du 21 novembre 2003,  
DOMPTAIL EN L' AIR en date du 16 octobre 2003,  
EINVAUX en date du 28 novembre 2003,  
ESSEY LA COTE en date du 7 novembre 2003,  
FROVILLE en date du 3 décembre 2003,  
GIRIVILLER en date du 18 novembre 2003,  
HAIGNEVILLE en date du 7 novembre 2003,  
HAILLAINVILLE en date du 6 novembre 2003,  
HAUSSONVILLE en date du 12 novembre 2003,  
LANDECOURT en date du 6 novembre 2003,  
LOREY en date du 18 novembre 2003,  
LOROMONTZEY en date du 29 octobre 2003,  
MEHONCOURT en date du 31 octobre 2003,  
REHAINCOURT en date du 28 novembre 2003  
ROZELIEURES en date du 13 octobre 2003,  
SAINT GERMAIN en date du 28 novembre 2003,  
SAINT REMY AUX BOIS en date du 12 novembre 2003,  
VILLACOURT en date 5 décembre 2003 ;  
VIRECOURT en date du 14 novembre 2003;

CONSIDÉRANT que les communes de SAINT-BOINGT et VENNEZEY n'ont pas délibéré dans le délai de 3 mois et que leur décision est réputée défavorable conformément à l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales;

VU la délibération en date du 22 septembre 2003 par laquelle le conseil syndical décide d'abandonner la compétence « hydraulique » suite à la création de la communauté de communes du Bayonnais ;

VU la notification de cette décision aux communes membres en date du 13 octobre 2003 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

BAYON en date du 12 novembre 2003,

BORVILLE en date du 5 décembre 2003,

CLAYEURES en date du 27 octobre 2003,

DAMAS AUX BOIS en date du 21 novembre 2003,

DOMPTAIL EN L' AIR en date du 16 octobre 2003,

EINVAUX en date du 28 novembre 2003,

ESSEY LA COTE en date du 7 novembre 2003,

FROVILLE en date du 3 décembre 2003,

GIRIVILLER en date du 18 novembre 2003,

HAIGNEVILLE en date du 7 novembre 2003,

HAILLAINVILLE en date du 6 novembre 2003,

HAUSSONVILLE en date du 12 novembre 2003,

LANDECOURT en date du 6 novembre 2003,

LOREY en date du 18 novembre 2003,

LOROMONTZEY en date du 29 octobre 2003,

MEHONCOURT en date du 31 octobre 2003,

REHAINCOURT en date du 28 novembre 2003

ROZELIEURES en date du 13 octobre 2003,

SAINT GERMAIN en date du 28 novembre 2003,

SAINT REMY AUX BOIS en date du 12 novembre 2003,

VIRECOURT en date du 14 novembre 2003;

VU l'avis du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 16 décembre 2003

CONSIDÉRANT que les conditions de majorités requises par les articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

#### ARRESENT

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le retrait de la commune de BARBONVILLE du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Assainissement de la vallée de l'Euron est autorisé.

**ARTICLE 2** : Le retrait de la compétence "hydraulique" exercée par le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement et l'Assainissement de la vallée de l'Euron est autorisé.

**ARTICLE 3** : Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le secrétaire général de la préfecture des Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée, aux trésorier-payeur généraux de Meurthe et Moselle et des Vosges, aux directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle et des Vosges.

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

EPINAL, le 18 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN

#### STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT ET L'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'EURON

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

En application des articles L52120-01 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de :

BAYON . BORVILLE . BREMONCOURT . CLAYEURES . DAMAS aux BOIS . DOMPTAIL en L' AIR . EINVAUX . ESSEY la COTE . FROVILLE . GIRIVILLER . HAIGNEVILLE . HAILLAINVILLE . HAUSSONVILLE . LANDECOURT . LOREY . LOROMONTZEY . MEHONCOURT . REHAINCOURT . ROMAIN . ROZELIEURES . SAINT BOINGT . SAINT GERMAIN . SAINT MARD . SAINT REMY aux BOIS . VENNEZEY . VILLACOURT . VIRECOURT .

Un syndicat qui prend la dénomination de : *syndicat intercommunal pour l'aménagement et l'assainissement de la vallée de l'Euron*.

##### **ARTICLE 2**

Le syndicat est habilité à exercer la compétence suivante :

- ASSAINISSEMENT: études préalables à l'assainissement des communes.

La liste des communes transférant la compétence assainissement au syndicat s'établit comme suit :

BAYON . BORVILLE . BREMONCOURT . CLAYEURES . DAMAS aux BOIS . DOMPTAIL en L' AIR . EINVAUX . ESSEY la COTE . FROVILLE . GIRIVILLER . HAIGNEVILLE . HAILLAINVILLE . HAUSSONVILLE . LANDECOURT . LOREY . LOROMONTZEY . MEHONCOURT . REHAINCOURT . ROMAIN . ROZELIEURES . SAINT BOINGT . SAINT GERMAIN . SAINT MARD . SAINT REMY aux BOIS . VENNEZEY . VILLACOURT . VIRECOURT

##### **ARTICLE 3**

Le syndicat est administré par un comité composé de deux délégués titulaires par commune, désignés par le conseil municipal conformément aux dispositions de l'article 5212 - 7 du code général des collectivités territoriales.

Son siège est fixé en mairie de ROZELIEURES.

Monsieur le percepteur de BAYON est désigné comme receveur principal.

Le comité syndical forme des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions pour la compétence exercée par le syndicat.

##### **ARTICLE 4**

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses occasionnées par l'exécution des opérations mentionnées à l'article 2.

Les recettes comprennent :

- Les contributions des communes associées
- Les subventions et emprunts à réaliser par le syndicat
- Les dons et legs.

Les dépenses comprennent :

- Les dépenses entraînées par les opérations visées à l'article 2 des présents statuts.
- Les frais de fonctionnement, bureau, secrétariat.
- Les dépenses relevant de la compétence « assainissement » du syndicat sont réparties entre les communes ayant opté pour cette compétence au prorata du nombre d'habitants de chaque commune.

**ARTICLE 5**

Le syndicat décide des opérations à exécuter, des études à mener, et veille à leur bonne exécution.

**ARTICLE 6**

Les clauses de droit, les conditions de fonctionnement qui ne sont pas rappelées dans les présents statuts seront réglées d'après le code général des collectivités territoriales.

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

**PREFECTURE DES VOSGES**

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

EPINAL, le 18 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Yvon ALAIN



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>211</b>
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>211</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>211</i>
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. JÉRÔME GOELLNER, DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	211
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>211</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>211</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	211
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT CINEMATOGRAPHIQUE DE MTHE-ET-MOSELLE.....	212
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>212</i>
ARRETE PRÉFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	212
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>212</i>
ARRETE N° 1000 PORTANT MESURES DE POLICE DES MINES.....	212
COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES .....	213
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>214</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>214</i>
CREATION DE L' ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE « LES FILATURES » .....	214
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>214</i>
AUTORISATION PREFECTORALE N° 151.....	214
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE .....	215
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>222</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>222</i>
ARRETE PRÉFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU BASSIN DE POMPEY .....	222
ARRETE PRÉFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE VILCEY-SUR-TREY ET VIEVILLE-EN-HAYE AU SYNDICAT MIXTE DE GESTION DES DECHETTERIES ET POINTS TRI DES SECTEURS DE PONT-A-MOUSSON.....	223
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>225</i>
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D' ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHAMPIGNEULLES .....	225
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D' ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE LUNEVILLE .....	225
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>226</b>
ARRETE PRÉFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE.....	226
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....</b>	<b>226</b>
ARRETE PRÉFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE ALLAIN/OCHEY/MOUTROT.....	226
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>228</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>228</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>228</i>
ARRÊTÉ N° 10 DU 4 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D' ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT- A-MOUSSON.....	228
ARRÊTÉ N° 14 DU 4 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D' ADMINISTRATION DU CHU DE NANCY .....	229
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>230</b>
<b>DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE .....</b>	<b>230</b>
ARRETE AUTORISANT L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE A TRANSFORMER LE CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR GERMAINE MARCHAL EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (E.H.P.A.D.) DE JOUR.....	230
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>230</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>230</i>
ARRETE DDASS/AES/N°51-04 DU 16 FEVRIER 2004 PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES « WECHTLER ET CLAUDIN » 49 RUE DE L'HOTEL DE VILLE - 54390 FROUARD - N° 54-84-004 .....	230
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>231</b>
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	231
<i>AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>239</i>
ARRETE PRÉFECTORAL RECTIFICATIF 04/011/DDAF/REMBT DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'HARAU COURT .....	239
DECISION PREFECTORALE 04/012/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'AUTREPIERRE.....	240
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>241</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</i>	<i>241</i>
ARRETE 2004/DDE/119/CDER.....	241
ARRETE 2004/DDE/125/CDER.....	241
<b>MATERNITE REGIONALE « A. PINARD » DE NANCY.....</b>	<b>242</b>
DELEGATION DE SIGNATURE - DEPARTEMENT D'INFORMATION MEDICALE -.....	242
DELEGATION DE SIGNATURE - SERVICES FINANCIERS -.....	242



RESEAU FERRE DE FRANCE .....	243
DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE .....	243
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE .....	243
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....	243
ARRETE 2003-636 SGAR EN DATE DU 28 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT LA CREATION, A TITRE EXPERIMENTAL, D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL PONCTUEL POUR ENFANTS, ADOLESCENTS ET ADULTES HANDICAPEES A GUENANGE, GEREE PAR L'ASSOCIATION VERS HANDI-RELAIS .....	243
ARRETE 2003-776 SGAR EN DATE DU 22 DECEMBRE 2003 REJETANT LA DEMANDE DE CREATION, A TITRE EXPERIMENTAL, D'UN SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES ADULTES HANDICAPEES (SSIADPAH) A BRIEY-HOMECOURT, PRESENTEE PAR LA SOCIETE DE SECOURS MINIERE FER ET SEL DE LORRAINE (SSM) .....	244
ARRETE 2004-17 SGAR EN DATE DU 3 FEVRIER 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN SERVICE DE PRISE EN CHARGE A DOMICILE DE PERSONNES ADULTES LOURDEMENT HANDICAPEES, RATTACHE A LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DE GUENANGE, GEREE PAR L'ASSOCIATION APEI DE THIONVILLE .....	245

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. JÉRÔME GOELLNER, DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant Monsieur Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2002, modifié les 20 juin, 1<sup>er</sup> septembre 2003 et 21 janvier 2004 accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

Considérant les mouvements de personnels intervenus au sein de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 4 de l'arrêté préfectoral N° 02.DEC.59 du 30 décembre 2002 est modifié comme suit :

a) - 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> lignes : lire Michel DELVOT au lieu de Michel DEVOT.

d) - 3<sup>ème</sup> alinéa : supprimer "M. Frédéric PRADEL, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines".

Le reste de l'arrêté sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

NANCY, le 16 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 17 février 2004)

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### PREMIER BUREAU

#### EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 février 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA Ameublements Vischel, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension de 322 m<sup>2</sup> de vente d'un magasin d'ameublement à l'enseigne La Maison Coloniale à LAXOU - ZAC de la Sapinière portant la surface totale de vente à 799 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LAXOU.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT CINEMATOGRAPHIQUE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 12 février 2004, la commission départementale d'équipement cinématographique de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Kinépolis Nancy en qualité d'exploitant, en vue de procéder à la création d'un complexe cinématographique à l'enseigne KINEPOLIS à NANCY - ZAC Stanislas Meurthe de 10 salles d'une capacité totale de 2 842 places.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial siégeant en matière cinématographique, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

## QUATRIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS-DE-PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port,  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par Mme la sous-préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du mercredi 11 février 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la sous-préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe & Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 9 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

## ARRETE N° 1000 PORTANT MESURES DE POLICE DES MINES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code minier;  
Vu le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture de travaux miniers et à la police des mines;  
Vu le décret du 17 août 1864 instituant la concession de Boudonville;  
Vu l'acte de vente du 29 octobre 1902 de la concession à la S.A. Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville, dont le siège social est situé à l'adresse suivante : Bussy B.P. 33 F-52300 VECQUEVILLE ;  
Vu la décision interpréfectorale du 25 mars 1997 des préfets de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse portant création d'une conférence interdépartementale permanente sur les conséquences de l'arrêt de l'activité minière (C.I.A.M.), composée d'une instance administrative et d'un conseil scientifique ;  
Vu le rapport produit par Géodéris le 13 octobre 2003 relatif à une évaluation de l'aléa et du risque minier établie par un comité d'experts pour la concession de Boudonville ;  
Vu les résultats du rapport produit identifiant sur cette concession des travaux miniers (dépilages incertains) conduisant à des zones d'aléas de dépilages, d'aléas de fontis et d'autres travaux miniers sous du bâti et des infrastructures conduisant à des zones de fontis ;  
Vu les différences significatives constatées entre les plans fournis par le concessionnaire à la DRIRE et les observations faites des travaux miniers lors des investigations menées;  
Considérant que les investigations menées n'ont pas permis, pour certaines zones de dépilages susceptibles de comporter des vides résiduels, d'écarter le risque de mouvement de terrain ;  
Considérant que la ruine de ces vides résiduels est de nature à provoquer un affaissement progressif ou un fontis ;  
Considérant que la zone à risque de fontis identifiée dans le rapport Géodéris R 332 A5(2) n'a pas été reconnue (inaccessible par le fond) ;  
Considérant que les caractéristiques prévisibles des effets d'un fontis en surface peuvent porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;  
Considérant que les caractéristiques prévisibles d'un affaissement progressif peuvent porter atteinte en surface à la sécurité des biens ;  
Considérant que les moyens de surveillance préconisés par les spécialistes et validés par le conseil scientifique de la Conférence Interdépartementale permanente sur les conséquences de l'Arrêt de l'activité Minière (C.I.A.M.), lors de la présentation des différents rapports établis par l'Inéris sur la problématique du risque minier sur le bassin ferrifère, sont de nature à prévenir les risques ;  
Vu le rapport n° AM/AC/DB-L-1203-1653 du 15 décembre 2003 de la DRIRE au titre de la police des mines;  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 : Reconnaissance de la zone de risque de fontis R332 A5(2)**

La Société des Hauts Fourneaux de Maxéville confiera à un collège d'experts extérieurs à l'entreprise et validé par l'administration une étude de caractérisation de l'aléa de la zone R332 A5 (2). Celle-ci devra être réalisée dans un délai de douze mois à compter de la signature du présent arrêté. Cette caractérisation devra permettre de préciser, grâce à des investigations de terrain adaptées (inspection des travaux miniers, relevés de géomètre, carottages...), les secteurs pouvant être le lieu d'apparition de fontis.

La Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville établira un calage précis de ces secteurs par rapport à l'occupation de la surface.

**ARTICLE 2 : Surveillance des zones à risque de fontis**

La Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville mettra en place une surveillance de l'ensemble des zones à risque de fontis pour le bâti et les infrastructures apte à prévoir l'apparition d'un fontis suffisamment en avance par rapport à son arrivée en surface, de manière à éviter tout risque pour la sécurité publique. Cette surveillance devra être réalisée dans un délai de douze mois à compter de la signature du présent arrêté.

L'état des travaux miniers devra être contrôlé au minimum une fois par an, la fréquence de contrôle devant être adaptée à l'état des galeries et leur évolution. Chaque contrôle fera l'objet d'un rapport transmis à la DRIRE.

En cas de constat de désordre de nature à amorcer un départ de fontis, la Société des Hauts-Fourneaux informera la DRIRE de la situation sans délai. La Société des Hauts-Fourneaux prendra les mesures utiles pour stopper le phénomène.

**ARTICLE 3 : Surveillance de la zone d'affaissement progressif R 332B concernée par du bâti et des infrastructures**

La Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville est tenue de mettre en place sur la zone R 332 B identifiée dans le rapport Géodéris, zone concernée par du bâti ou des infrastructures, un ou des dispositifs de surveillance en continu de la tenue des ouvrages miniers et des terrains de couverture répondant aux critères suivants :

- ce dispositif doit assurer une couverture de la surface de la zone de risque ;
- il doit pouvoir identifier, de manière pérenne, les signaux émis par la rupture des terrains à l'aplomb des anciens travaux miniers ;
- le système de surveillance à mettre en place doit comprendre une procédure définissant les caractéristiques des signaux devant donner lieu à information du Préfet territorialement compétent et de la DRIRE, ainsi que les modalités de cette information.

Ce système devra être mis en place dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté.

La Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville est tenue de faire fonctionner ce dispositif tant que le risque n'aura pas été écarté.

Par exemple, la Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville pourra faire réaliser une campagne de sondage visant à vérifier, pour la zone à risque R332 B, la bonne réalisation du foudroyage des terrains afin de permettre une réévaluation du risque sur la base de données complémentaires.

**ARTICLE 4 :**

La Secrétaire des Hauts-Fourneaux de Maxéville soumettra dans un délai de quinze jours, à l'accord préalable du préfet, ses propositions et son programme concernant la réalisation des études, des travaux et la mise en place de surveillances micro sismiques et fontis figurant dans les articles ci-dessus.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville, transmis aux maires des communes de Nancy et de Maxéville et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 9 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES****LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée notamment par l'article 22 de la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et par l'article 81 de la loi n°95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture ;

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes et notamment son article L 581-14 ;

Vu le décret n° 70-288 du 31 mars 1970 abrogeant certaines dispositions de la loi du 2 mai 1930 précitée et portant règlement d'administration publique sur la composition et le fonctionnement des commissions départementales des sites et de la Commission Supérieure des Sites, instituées en application de ladite loi, modifié par le décret n° 77-49 du 19 janvier 1977 ;

Vu le décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale dans le cadre du titre VIII du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements, notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 98-865 du 23 septembre 1998 fixant les missions, la composition, le mode de désignation et les modalités de fonctionnement des commissions départementales des sites, perspectives et paysages et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages ;

Vu la circulaire n° 85-42 du 31 mai 1985 relative à la protection et la gestion des sites au titre de la loi du 2 mai 1930 - Conservation de la faune et de la flore - Rôle et fonctionnement des commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu la circulaire n° 98-3 du 23 octobre 1998 relative aux commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2002 portant composition de la commission départementale des sites, perspectives et paysages ;

Vu la démission de M. Gérard HERBELIN, maire de GERBEVILLER, et la proposition faite par le président de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle de son remplacement par M. Jean Pierre MAURER, maire de MOUSSON ;

Vu la demande de la société Clear Channel sollicitant le remplacement de M. Didier de SAINTE-MARIE par M. Olivier CHAMPAGNEUR ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E****ARTICLE 1**

L'article 2 de l'arrêté du 31 octobre 2002 est modifié comme suit :

**3 maires****Titulaires**

M. Jean Pierre MAURER  
Maire de  
54700 MOUSSON  
  
M. Daniel RINGENBACH  
Maire d'  
54150 AVRIL

**Suppléants**

M. Bernard CLAUDON  
Maire de  
54480 TANCONVILLE  
  
M. Claude MOREL  
Maire de  
54930 BOUZANVILLE

M. Marc RENOUARD  
Maire de  
54930 SAINT FIRMIN

M. François FORIN  
Maire de  
54200 LUCEY

**ARTICLE 2**

L'article 6 de l'arrêté du 31 octobre 2002 est modifié comme suit :

3 représentants des entreprises de publicité

**Titulaires**

M. Olivier CHAMPAGNEUR  
Société Clear Channel  
6 rue des Drapiers  
57070 METZ

M. Pascal MADELINE  
Société Viacom Outdoor  
Direction juridique  
17 rue de Marignan  
75008 PARIS

M. François GAUGLER  
Directeur régional  
Société JC DECAUX  
13 rue des peupliers ZI Houdemont  
54183 HEILLECOURT Cedex

**Suppléants**

Mme Marie Christine GROZDOFF  
Société Clear Channel  
21 Bd de la Madeleine  
75001 PARIS

M. Eric de LABRIOLLE  
Société Viacom Outdoor  
17 rue de Marignan  
75008 PARIS

Mme Véronique SIMMLER  
Directeur général délégué  
Société J C DECAUX  
17 rue Soyier  
92200 NEUILLY sur SEINE

**ARTICLE 3**

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Ministre de l'écologie et du développement durable,
- chacun des membres de la commission.

NANCY, le 12 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

**PREMIER BUREAU**

**CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE « LES FILATURES »**

Suivant acte reçu le 16 janvier 2004 par maître DELLESTABLE, il a été créé une association syndicale libre régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents.

Dénomination : L'association syndicale sera dénommée : Association syndicale libre "les Filatures".

Durée : La durée de l'association syndicale est illimitée. Toutefois, elle pourra être dissoute dans les conditions prévues à l'article 27 de ses statuts.

Siège social : Le siège social de l'association est fixé à NANCY, 22, rue saint Nicolas, dans les locaux de la société Michel & Neumayer.

Objet :

Cette association syndicale a pour objet :

- L'acquisition éventuelle, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier et compris dans son périmètre, notamment voies, espaces verts, canalisations et réseaux, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ceux-ci, etc...
- La création de tous éléments d'équipements nouveaux ;
- La cession éventuelle de tout ou partie des biens de l'association à une personne morale de droit public ;
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle ainsi qu'aux ouvrages et équipements ;
- La police desdits biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires, et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;
- La répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement ;
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.
- La poursuite des travaux de voirie et des réseaux nécessaires au fonctionnement de l'ensemble. Concernant la réalisation desdits travaux, l'association syndicale libre, par son président, désignera un maître d'œuvre.

Administration : L'association est administrée par un directeur. Cette fonction sera assurée jusqu'à la tenue de la première assemblée générale par la société Michel & Neumayer.

NANCY, le 10 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Attaché, Chef de Bureau,  
Pascal SEYLLER

---

**DEUXIEME BUREAU**

**AUTORISATION PREFECTORALE N° 151**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Monsieur Guillaume JOLY, dirigeant de la société « A.M.C. PROTECTION », située 1 rue du Béhard à DOMBASLE SUR MEURTHE (54110), entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;  
Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1er** - La société « A.M.C. PROTECTION » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Guillaume JOLY.  
NANCY, le 2 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 5 août 2003 par la polyclinique Majorelle, sise 1240 avenue Pinchard 54100 NANCY;

Vu le récépissé en date du 27 août 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> octobre 2003 et du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Vu les conclusions du rapport établi par deux membres de la commission délégués sur place le 9 janvier 2004;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de la polyclinique Majorelle, sise 1240 avenue Pinchard 54100 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0050

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Fabrice MOITESSIER, secrétaire général de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le docteur Bertrand MAY, PDG de la polyclinique Majorelle

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Nancy

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 9 janvier 2004 par M. Jean-Marie DURAND, président-directeur général de la société « DURAND SA » (combustibles-matériaux), sise 3 rue Jeanne d'Arc 54570 FOUG;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux des établissements « DURAND SA », sis 3 rue Jeanne d'Arc 54570 FOUG, est autorisée sous le numéro :

54.04.0001

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jean-Marie DURAND, président-directeur général de la société.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jean-Marie DURAND, président-directeur général de la société

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Foug

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 2 janvier 2004 par M. Xavier GIRARD, exploitant de la boulangerie-pâtisserie située 126 rue du Maréchal Oudinot 54000 NANCY;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de la boulangerie-pâtisserie GIRARD, située 126 rue du Maréchal Oudinot 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0002

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Xavier GIRARD, exploitant de la boulangerie-pâtisserie.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Xavier GIRARD, exploitant de la boulangerie-pâtisserie

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Nancy

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 23 décembre 2003 par le magasin « Leader Price », situé ZA de Turlomont 54340 POMPEY;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur l'aire de la station-service du magasin « Leader Price », situé ZA de Turlomont 54340 POMPEY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0003

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Ludovic CICHY, responsable du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Ludovic CICHY, responsable du magasin

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Pompey

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 18 décembre 2003 par « Media Saturn France », Centre Commercial Villiers n° 108 77195 DAMMARIE LES LYS;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux du magasin « Planète Saturn », situé 1 rue du Saule Gaillard 54390 FROUARD, est autorisée sous le numéro :

54.04.0004

**ARTICLE 2** - Les personnes chargées de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès desquelles pourra être exercé le droit d'accès aux images, sont MM. Hans WALLSTAB, gérant du magasin, et H. DELVAUX, directeur.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. H. DELVAUX, directeur du magasin

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Frouard

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 8 décembre 2003 par Mme Valérie GUERIN, exploitante du débit de tabac « Au Chamois », situé 5 place Saint-Jacques 54300 LUNEVILLE;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « Au Chamois », situé 5 place Saint-Jacques 54300 LUNEVILLE, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0005**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Valérie GUERIN, exploitante du débit de tabac.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Valérie GUERIN, exploitante du débit de tabac
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Lunéville

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 9 décembre 2003 par Mme Noëlle HERGEL, intendante du lycée professionnel Levassor, 2 rue Levassor 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE ;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans l'enceinte du lycée professionnel Levassor, 2 rue Levassor 54110 DOMBASLE-sur-MEURTHE, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0006**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Noëlle HERGEL, intendante du lycée.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Mme Noëlle HERGEL, intendante de l'établissement
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Dombasle-sur-Meurthe

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;



Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, 17 rue Gabriel Péri 54110 VARANGEVILLE;  
Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au puits de secours d'EINVILLE-au-JARD (54370), qu'exploite la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0007**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Eric BRIANCON, chef d'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Eric BRIANCON, chef d'établissement
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- M. le maire de Einville-au-Jard

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par M. Daniel BARNIER, exploitant du « Bar de l'Espérance », 71 route nationale 54700 MONTAUVILLE;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au « Bar de l'Espérance », 71 route nationale 54700 MONTAUVILLE, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0008**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Daniel BARNIER, exploitant du bar.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Daniel BARNIER, exploitant du « Bar de l'Espérance »
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Montauville

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 20 novembre 2003 par la Ville de Nancy (Service circulation-stationnement) place Stanislas 54035 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le parking « Croix de Bourgogne », rue André Schock 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0009

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service circulation-stationnement de la mairie de Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la ville de Nancy

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par la Ville de Nancy (Service circulation-stationnement) place Stanislas 54035 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le parking « Faubourg des III Maisons », rue Charles Keller 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0010

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service circulation-stationnement de la mairie de Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la ville de Nancy

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée 20 octobre 2003 par « ESSO S.A.F », 2 rue des Martinets 92569 RUEIL-MALMAISON;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à la station-service ESSO Express « Saint-Joseph », située avenue de la Libération-boulevard Albert 1<sup>er</sup> 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0011

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le directeur de la division « Projets ESSO S.A.F ».

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Christian BOUBAREL, directeur adjoint des ventes réseau ESSO S.A.F

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

- M. le maire de Nancy

NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 5 janvier 2004 par M. Jacques ARGANT, gérant du bureau de tabac « Au Pacha », situé 7 rue du Général Leclerc 54300 LUNEVILLE;

Vu le récépissé en date du 19 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « Au Pacha », situé 7 rue du Général Leclerc 54300 LUNEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0012

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jacques ARGANT, gérant du bureau de tabac.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jacques ARGANT, gérant du bureau de tabac

- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
- M. le maire de Nancy  
NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 21 janvier 2004 par M. Jean-Claude MOISSETTE, exploitant la boulangerie-pâtisserie « Le Nid à Pain », située 2 allée des Hirondelles 54220 MALZEVILLE;  
Vu le récépissé en date du 27 janvier 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 2 février 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de la boulangerie-pâtisserie « Le Nid à Pain », située 2 allée des Hirondelles 54220 MALZEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0013

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Jean-Claude MOISSETTE, exploitant de la boulangerie.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Jean-Claude MOISSETTE, exploitant de la boulangerie  
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
- M. le maire de Nancy  
NANCY, le 13 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

### PREMIER BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MASSIF DE HAYE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU BASSIN DE POMPEY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 1991 portant création du syndicat intercommunal d'incendie et de secours du secteur de POMPEY ;  
VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 portant création de la communauté de communes du massif de HAYE ;  
CONSIDÉRANT qu'à cette date la communauté de communes du massif de HAYE représente la commune d'AINGERAY au sein du syndicat ;  
VU la délibération en date du 9 septembre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du massif de HAYE demande son retrait du syndicat ;  
VU la délibération du conseil syndical en date du 17 novembre 2003 acceptant le retrait de la communauté de communes ;  
VU la lettre de notification du 18 novembre 2003 invitant les conseils municipaux des communes membres à délibérer sur ce retrait ;  
VU les délibérations favorables des conseils des collectivités suivantes :  
AUTREVILLE SUR MOSELLE en date du 10 décembre 2003,  
BELLEVILLE en date du 8 décembre 2003,  
BOUXIERES AUX DAMES en date du 26 novembre 2003,  
BRATTE en date du 22 décembre 2003,  
CUSTINES en date du 21 novembre 2003,

FAULX en date du 21 novembre 2003,  
FROUARD en date du 3 décembre 2003,  
LEYR en date du 8 décembre 2003,  
LIVERDUN en date du 5 décembre 2003,  
MALLELOY en date du 24 novembre 2003,  
MARBACHE en date du 17 décembre 2003,  
MILLERY en date du 15 décembre 2003,  
MONTENOY en date du 27 novembre 2003,  
POMPEY en date du 15 décembre 2003,  
ROSIERES EN HAYE en date du 28 novembre 2003,  
SAIZERAIS en date du 17 décembre 2003,  
CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée, telles que définies par l'article L5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales sont atteintes,  
VU l'avis de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 12 janvier 2004 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le retrait de la commune d'AINGERAY, représentée par la communauté de communes du massif de HAYE, du syndicat intercommunal d'incendie et de secours du secteur de POMPEY est autorisé.

Ce retrait s'effectue sans contrepartie financière.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, et le président du syndicat intercommunal d'incendie et de secours du secteur de POMPEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 3 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE VILCEY-SUR-TREY ET VIEVILLE-EN-HAYE  
AU SYNDICAT MIXTE DE GESTION DES DECHETTERIES ET POINTS TRI DES SECTEURS DE PONT-A-MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5711-1;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1994 autorisant la création du syndicat de construction et de gestion des déchetteries et point-tri du secteur de PONT-À-MOUSSON ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2002 autorisant la transformation du syndicat en "Syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de PONT-À-MOUSSON" ;

VU la délibération en date du 2 mai 2003 par laquelle le conseil municipal de la commune de VILCEY-SUR-TREY demande l'adhésion de la commune au syndicat mixte

VU la délibération en date du 16 mai 2003 par laquelle le conseil municipal de la commune de VIEVILLE-EN-HAYE demande l'adhésion de la commune au syndicat mixte.

VU l'avis du comité syndical favorable à ces adhésions en date du 16 juin 2003 ;

VU la notification de cette décision aux collectivités membres en date du 20 juin 2003, demandant à leurs conseils de délibérer sur ces demandes d'adhésion ;

VU les délibérations favorables des collectivités suivantes :

Communauté de communes du Pays de PONT-À-MOUSSON en date du 30 juin 2003,

Communauté de communes du Grand Valmon en date du 15 juillet 2003,

BOUXIÈRES-SOUS-FROIDMONT en date du 24 juin 2003,

PAGNY-SUR-MOSELLE en date du 28 août 2003,

PRÉNY en date du 30 juin 2003,

VANDIÈRES en date du 29 août 2003,

VILLERS-SOUS-PRÉNY en date du 7 juillet 2003,

VITTONVILLE en date du 11 juillet 2003,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres, effectuée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ce même article est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de TOUL en date du 18 août 2003 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'adhésion des communes de VILCEY-SUR-TREY et VIEVILLE-EN-HAYE au syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri des secteurs de PONT-À-MOUSSON est autorisée.

Chaque commune sera représentée au sein du conseil syndical par un délégué titulaire.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte de gestion des déchetteries et points tri du secteur de PONT-À-MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux collectivités membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 10 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**STATUTS**

**Syndicat Mixte de Gestion des Déchetteries et Points Tri des secteurs de Pont-à-Mousson**

**Membres, objet et siège**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> - CONSTITUTION**

Il est créé un syndicat mixte entre les collectivités suivantes :

1 La Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson pour les communes suivantes :

- Atton
- Blénod les Pont-à-Mousson
- Jezainville
- Maidières
- Montauville
- Morville
- Mousson
- Norroy
- Pont-à-Mousson
- Port-sur-Seille

2 La Communauté de Communes des Vals de Moselle et l'Esch pour les communes suivantes :

- Belleville
- Dieulouard
- Gézoncourt
- Griscourt
- Rogéville
- Rosières en Haye
- Villers en Haye

3 La Communauté de Communes du Grand Valmon pour les communes suivantes :

- Autreville
- Bezaumont
- Landremont
- Loisy
- Millery
- Sainte Geneviève
- Ville-au-Val

4 Les communes membres du Syndicat :

- Bouxières-sous-Froidmont
- Champey
- Pagny-sur-Moselle
- Prény
- Vandières
- Vièville en Haye
- Vilcey sur Trey
- Villers-sous-Prény
- Vittonville

Ce syndicat prendra le nom de **Syndicat Mixte de Gestion des Déchetteries et Points Tri des Secteurs de Pont-à-Mousson**.

#### ARTICLE 2 - OBJET

Ce syndicat a pour objet l'élimination et la valorisation des déchets des ménages :

- liées à la collecte en apport volontaire aux déchetteries et points tri,
- l'entretien et la gestion des équipements nécessaires à cette élimination et valorisation, dont les deux déchetteries existantes, des Points-Tri et des conteneurs,
- la mise en place de toutes installations nécessaires à l'exercice des compétences du syndicat mixte.

#### ARTICLE 3 - REPRESENTATION DES COLLECTIVITES AU CONSEIL SYNDICAL

La représentation actuelle au niveau du conseil syndical est définie de la manière suivante :

- 1 siège par commune de moins de 4 000 habitants
- 2 sièges par commune de plus de 4 000 habitants
- 12 sièges pour la Communauté de Communes du Pays de Pont-à-Mousson
- 8 sièges pour la Communauté de Communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- 7 sièges pour la Communauté de Communes du Grand Valmon

Si des communes nouvelles viennent à adhérer aux communautés de communes, ou si d'autres communes ou communautés de communes entrent dans le syndicat, leur représentation sera établie sur la base de 1 siège par commune inférieure à 4000 habitants et 2 sièges pour les communes supérieures ou égales à 4 000 habitants.

Cependant, afin d'éviter la prépondérance d'une communauté de communes, une seule entité ne saurait avoir à elle seule la majorité absolue. Le nombre de sièges maximum d'une communauté de communes est donc bloqué à la majorité moins 1 siège.

#### ARTICLE 4 - SIÈGE DU SYNDICAT MIXTE

Le siège du syndicat mixte est fixé à la mairie de Pagny-sur-Moselle.

#### ARTICLE 5 - ÉLECTION DES DELEGUES

Les délégués titulaires et leurs suppléants sont élus par chaque assemblée délibérante des collectivités membres au scrutin secret, à la majorité absolue aux deux premiers tours et relative au troisième.

Le mandat des délégués expire lors de l'installation de l'organe délibérant élu du syndicat mixte suivant le renouvellement général des assemblées délibérantes des collectivités membres.

#### ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXERCICE DU MANDAT DE DELEGUE

Le président, ainsi que le(s) vice-président(s) ayant reçu délégation(s) de fonction(s), ont droit à des indemnités de fonctions, dont le montant est fixé par l'organe délibérant, dans les limites fixées par décret.

#### ARTICLE 7 - FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

Le comité se réunit au moins une fois par trimestre au siège du syndicat mixte ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des Communes membres.

Le président et les membres du bureau sont élus par le conseil selon les modalités prévues au Code Général des Collectivités territoriales.

#### ARTICLE 8 - RÔLE DU PRÉSIDENT

Le président est l'exécutif du syndicat Mixte, il peut recevoir délégation de l'organe délibérant, sauf exceptions prévues par les textes.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des attributions qu'il a exercées par délégation.

#### ARTICLE 9 - COMPOSITION ET RÔLE DU BUREAU

Le bureau est composé du président, de 2 vice-présidents et de 6 membres.

Le Bureau peut recevoir délégation de l'organe délibérant, dont il est rendu compte devant le comité.

**Dispositions financières****ARTICLE 10 - RECETTES**

Les recettes du syndicat mixte comprennent :

- ◇ la contribution des collectivités associées calculée au prorata :
  - de leur population au dernier recensement à hauteur de 75%
  - de leur potentiel fiscal de l'année N - 1 pour 25 %
- ◇ le revenu des biens, meubles ou immeubles,
- ◇ des sommes perçues des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu,
- ◇ les subventions de l'État, de la Région, du Département et des communes,
- ◇ le produit des dons et legs,
- ◇ le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- ◇ le produit des emprunts.

**Modifications statutaires****ARTICLE 11 - MODIFICATION**

Toute modification statutaire s'effectue selon les lois et règlements en vigueur.

**Durée - dissolution****ARTICLE 12 - DUREE**

Le syndicat mixte est fixé pour une durée illimitée.

**ARTICLE 13 - DISSOLUTION**

La dissolution du syndicat mixte s'effectue selon les lois et règlements en vigueur.

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.**

NANCY, le 10 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DEUXIEME BUREAU****ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHAMPIGNEULLES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-5 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de CHAMPIGNEULLES ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant nomination de M. Thierry FONTAINE en qualité de régisseur et M. Alain BOISELLE en qualité de suppléant ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 susvisé est modifié comme suit : les autres policiers municipaux et le garde-champêtre de la commune de CHAMPIGNEULLES sont désignés mandataires.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de CHAMPIGNEULLES et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 3 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-5 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de LUNÉVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant nomination de M. Gérald BIGARE en qualité de régisseur et M. Alexandre BERGEON en qualité de suppléant  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 susvisé est modifié comme suit : les autres policiers municipaux et les agents chargés de la surveillance de la voie publique de la commune de LUNÉVILLE sont désignés mandataires.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE, le maire de LUNÉVILLE et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 3 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 1980 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 2001 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 créant la communauté de communes des Deux Rivières ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières en date du 4 juin 2003 demandant le retrait de la communauté de communes du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne en date du 16 septembre 2003 acceptant le retrait de la communauté de communes des Deux Rivières du syndicat et fixant les conditions financières ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières en date du 22 décembre 2003 acceptant les conditions financières de son retrait ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

- BAZAILLES en date du 7 octobre 2003
- BETTAINVILLERS en date du 10 octobre 2003
- BEUVILLERS en date du 13 octobre 2003
- BOISMONT en date du 21 octobre 2003
- ERROUVILLE en date du 20 octobre 2003
- JOPPECOURT en date du 21 octobre 2003
- MALAVILLERS en date du 10 octobre 2003
- MERCY-LE-BAS en date du 3 octobre 2003
- MERCY-LE-HAUT en date du 3 octobre 2003
- VILLE-AU-MONTOIS en date du 3 décembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la communauté de communes des Deux Rivières est substituée à la commune de SAINT-SUPPLET au sein du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le retrait de la communauté de communes des Deux Rivières, du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne, est autorisé.

Le retrait s'effectue dans les conditions suivantes :

- restitution de la somme de 1226,57 € à la communauté de communes ;
- règlement des dépenses de fonctionnement dues au syndicat par la communauté de communes jusqu'au 31 décembre 2003.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au président de la communauté de communes des Deux Rivières, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 18 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

---

**SOUS-PREFECTURE DE TOUL****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE ALLAIN/OCHEY/MOUTROT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;



VU la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;  
VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de TOUL.  
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 2000 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire Allain-Ochey ;  
VU la délibération du comité du SIS ALLAIN OCHEY MOUTROT en date du 15 décembre 2003 relative à une modification des statuts ;  
VU les délibérations concordantes des conseils municipaux d'ALLAIN (16/1/04), OCHEY (29/1/04) et MOUTROT (29/1/04) favorables à la modification statutaire envisagée ;  
Considérant que la majorité qualifiée telle que définie par L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### A R R E T E

**Article 1er** : La modification des statuts du Syndicat intercommunal scolaire ALLAIN OCHEY MOUTROT est autorisée ; un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

**Article 2** : Mme la sous-préfète de Toul et Mme la présidente du syndicat intercommunal scolaire de Allain/Ochey/Moutrot sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Messieurs les maires des communes de Allain, Moutrot, Ochey  
Il sera en outre, inséré au recueil des actes administratifs du département.  
TOUL, le 30 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

#### STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE ALLAIN/OCHEY/MOUTROT

**Article 1<sup>er</sup>** :

En application des articles L 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, les communes désignées à l'article 2 ci-dessous, se constituent en syndicat intercommunal scolaire pour :

- assurer le transport des élèves,
- assurer la réalisation d'une classe supplémentaire à l'école maternelle d'OCHEY,
- assurer la gestion des services communs nécessaires au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires du syndicat ;
- procéder aux acquisitions du mobilier nécessaire aux classes (équipement et renouvellement),
- assurer la gestion du personnel, par ses propres moyens ou par les moyens délégués par les communes, des : accompagnatrice du transport scolaire, ATSEM, agents d'entretien, secrétariat.

**Article 2** : circonscription - siège

Le syndicat qui porte le nom de « *Syndicat intercommunal scolaire de ALLAIN/OCHEY/MOUTROT* » a son siège au 5, rue Lucien COLSON cidex 308 54170 OCHEY et comprend les communes suivantes : ALLAIN, OCHEY et MOUTROT;

**Article 3** : durée

La durée du syndicat est limitée à celle du regroupement pédagogique.

**Article 4** : administration

Le syndicat est administré par un comité composé de six membres issus des conseils municipaux des communes intéressées (deux délégués par commune).

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du comité :

- l'inspecteur départemental de l'enseignement primaire.

Le comité se réunit au moins deux fois par an, il peut être convoqué extraordinairement par son président.

Les délibérations du comité sont soumises aux mêmes règles que celles des conseils municipaux.

Le comité élira parmi ses membres :

- un président
- un vice-président,
- quatre membres.

Le comité est habilité à prendre toutes décisions ayant trait au fonctionnement administratif du syndicat intercommunal et notamment à préparer les budgets, donner au président les pouvoirs nécessaires à la signature des contrats et marchés. Cette énumération n'est pas limitative.

**Article 5** : prise en charge

Les immeubles, leurs installations et aménagements actuellement utilisés pour les services scolaires et qui appartenaient aux communes, demeurent leur propriété.

Le mobilier et le matériel seront cédés gratuitement au syndicat.

Le comité du syndicat procédera dès son entrée en fonction, contradictoirement avec les représentants des municipalités :

- à l'établissement d'un état des lieux des immeubles,
- à un inventaire du mobilier et du matériel.

**Article 6**

Le budget du syndicat pourvoit à toutes les dépenses occasionnées par les frais des services gérés par le syndicat.

Les recettes comprendront :

- la contribution des communes adhérentes,
- la participation de parents d'élèves,
- les subventions des communes, associations, des particuliers et autres collectivités territoriales,
- le produit des dons et legs,
- le produit des emprunts.

Les dépenses comprendront :

- la location d'un secrétariat ainsi que le matériel informatique, le téléphone, la télécopie, le photocopieur,
- les frais d'assurance responsabilité civile, assurance juridique, dommages électriques, incendie, dégâts des eaux, vol, bris de glaces, actes de vandalisme),
- les frais de transport des élèves (piscine, sorties pédagogiques),
- les frais de bureau,
- la rémunération du secrétaire, du personnel de service et du receveur du syndicat,
- les frais d'entretien des écoles du regroupement, du mobilier et du matériel nécessaires au fonctionnement des services gérés par le syndicat,
- les dépenses d'investissement relatives à l'extension de l'école maternelle d'Ochey.

Copie des budgets et des comptes du syndicat seront adressés chaque année aux mairies des communes syndiquées pour communication à leur conseil municipal.

**Article 7** : inventaire permanent

Le président du syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis au compte du syndicat.

**Article 8 :** contribution des communes

L'ensemble des dépenses du syndicat sera réparti entre les communes ALLAIN/OCHEY/MOUTROT au nombre d'habitants du dernier recensement. Les dépenses à la charge des communes, déterminées conformément aux règles ci-dessus fixées, seront arrêtées par le président du syndicat dès la clôture de chaque année et mises immédiatement en recouvrement.

Pour assurer le démarrage, les communes effectueront exceptionnellement dans un délai de trois mois, à compter de la première réunion du comité syndical un versement forfaitaire dont le montant sera fixé par ledit comité (x euros par habitant).

**Article 9 :** adhésion

Toute commune qui le demandera, pourra par la suite et à un moment quelconque adhérer au syndicat, sous réserve de l'acceptation de son comité et dans les conditions prévues à l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales.

**Article 10 :** dispositions générales

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions contenues aux articles L 5212-1 à L 5212-33 du code général des collectivités territoriales.

Un règlement intérieur sera élaboré par les membres du syndicat et sera soumis au conseil municipal de chaque commune.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****ARRÊTÉ N° 10 DU 4 FEVRIER 2004****FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT-A-MOUSSON**

Le Directeur de l'Agence Regionale de l'Hospitalisation de Lorraine

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 9 du 30 juillet 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

VU la correspondance de Monsieur D. PIERRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, en date du 18 décembre 2003, relative aux remplacements de :

- Monsieur Gilles MOLINARI, ambulancier et proposant la candidature de lui même,
  - Madame Françoise DENIS, sage-femme et proposant la candidature de Madame Joëlle SCHOOR,
  - Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale et proposant la candidature d'elle même.
- SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

**A R R E T E**

**Article 1er. -** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

**1 - Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Trois représentants du conseil municipal**

- Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

**3 - Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**

- Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Guy SOUHAI, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil général**

- Monsieur Jean-Louis COSSIN, conseiller général, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Un représentant du conseil régional**

- Monsieur François MULLER, conseiller régional, fin du mandat en mars 2004.

**6 - Le président et le vice président de la CME**

- Président : Monsieur le Docteur ROBERT, en remplacement de Monsieur le Docteur CHRISTOPHE, fin du mandat en avril 2007. Madame le Docteur Noëlle CHERY siégera au Conseil d'Administration à la place,
- Vice-Président : Madame le Docteur CHERY, Chef de service UPATOU, en remplacement de Madame Josiane GOURMEL, fin du mandat en avril 2007. Madame GOURMEL siégera à sa place au Conseil d'Administration.

**7 - Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Docteur BERTRAND, en remplacement de Madame le Docteur Noëlle CHERY, fin du mandat en avril 2007. Monsieur le Docteur Boualem BOUNAAS siégera à sa place au Conseil d'Administration,
- Monsieur le Docteur GALMICHE, en remplacement de Madame le Docteur Valérie MARGOT, fin du mandat en avril 2007.

**8 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, fin du mandat en janvier 2004.

**9 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Gilles MOLINARI, ambulancier, en remplacement de lui même, fin du mandat au 31 décembre 2007,
- Madame Joëlle SCHOOR, infirmière en remplacement de Madame Françoise DENIS, fin du mandat au 31 décembre 2007,
- Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale en remplacement d'elle même, fin du mandat au 31 décembre 2007.

**10 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur Hubert DARDAINE, fin du mandat en juin 2004,
- Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin ophtalmologiste, fin du mandat en janvier 2004,
- Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, fin du mandat en janvier 2004.

**11 - Deux représentants des usagers**

- Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), fin du mandat en juin 2004,
- Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), fin du mandat en juin 2004.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 9 du 30 juillet 2003.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRÊTÉ N° 14 DU 4 FEVRIER 2004

#### FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 13 du 27 octobre 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur CH. VUILLEMIN, Directeur Général par intérim du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, en date du 4 décembre 2003 relative au remplacement de :

- Monsieur Serge ADAM, aide-soignant, représentant le syndicat CFDT, remplacé par lui-même
- Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, remplacé par lui-même
- Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, remplacé par lui-même
- Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, remplacé par lui-même
- Monsieur Joël HUMBERTCLAUDE, représentant le syndicat FO, et proposant la candidature de Monsieur Michel MEYER.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

**1 - Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Quatre représentants désignés par le conseil municipal**

- Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
- Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
- Madame Sylvie SCHLITTE-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur François WERNER, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2007.

**3 - Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**

- Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général**

- Monsieur Jacques BAUDOT, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur Jean-Yves LE DEAUT, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional**

- Madame Monique FRANCOIS, Conseillère Régionale, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur Roland FAVARO, Conseil Régional, fin du mandat en mars 2004, décédé, demande de remplacement en cours auprès du Conseil Régional.

**6 - Le président et le vice président de la CME**

- Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, en remplacement de Monsieur le Professeur SCHMITT, fin du mandat en mars 2007,
- Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, en remplacement de Monsieur le Docteur BORG, fin du mandat en mars 2007.

**7 - Quatre autres membres de la CME**

- Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, en remplacement de Monsieur le Professeur GROSDIDIER, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, en remplacement de Monsieur le Professeur SCHMUTZ, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, en remplacement de Monsieur le Docteur ANDRE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, en remplacement du Docteur HERBEUVAL, fin du mandat en mars 2007.

**8 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame Marie-Odile PAULY, membre de la CSSI, fin du mandat en septembre 2005.

**9 - Cinq représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, en remplacement de Monsieur Joël HUMBERTCLAUDE, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**10 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2004,
- Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en février 2006,
- Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en février 2006.

**11 - Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical**

- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, en remplacement de Monsieur le Professeur Jacques ROLAND, fin du mandat en janvier 2004.

**12 - Deux représentants des usagers**

- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin de mandat en mai 2004,
- Monsieur Jacques LEQUEUE, représentant l'URIOPS de Lorraine, fin du mandat en mai 2004.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 27 octobre 2003.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 février 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE AUTORISANT L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE A TRANSFORMER LE CENTRE D'ACCUEIL DE JOUR GERMAINE MARCHAL  
EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (E.H.P.A.D.) DE JOUR**

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du président du conseil général du 18 janvier 1988 autorisant la création du centre de jour Germaine Marchal, pour une capacité de 20 places, mais refusant l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU le dossier reconnu complet le 9 juillet 2003 présenté par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU l'avis favorable émis par la section sociale du Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale en sa séance du 18 septembre 2003 ;

CONSIDERANT que cette transformation est l'aboutissement d'une réflexion visant d'une part, à conforter cette structure dans sa mission d'accueil de jour, en étendant son activité par l'ouverture d'une deuxième, puis d'une troisième journée par semaine, et, d'autre part, de trouver des financements pérennes avec un prix de journée modique restant à la charge des personnes accueillies ;

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet ;

CONSIDERANT que le niveau de dépendance des personnes accueillies, l'encadrement et le projet de soins et de vie permettent la médicalisation de l'établissement ;

CONSIDERANT ainsi que le projet tel qu'il est présenté, répond aux critères de qualité requis pour l'accueil des résidents et de leurs familles ;

SUR proposition du Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale du Conseil Général et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E N T**

**Article 1** : Le centre d'accueil de jour Germaine Marchal, géré par l'Office d'Hygiène Sociale, est transformé en un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de jour d'une capacité de 22 places.

**Article 2** : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner sous réserves :

- du résultat de la visite de conformité devant être organisée à l'initiative de l'Office d'Hygiène Sociale, selon les modalités prévues par le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 précité ;

- de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 3** : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

**Article 4** : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.

**Article 5** : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans.

**Article 6** : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif -5, place Carrière CO 38 54 036 NANCY Cedex dans le délai franc de deux mois à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 7** : Le Directeur Général des Services Départementaux de Meurthe et Moselle, le Directeur de la Solidarité et de l'Action Sociale de Meurthe et Moselle, le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à Madame la Présidente de l'Office d'Hygiène Sociale.

NANCY, le 26 janvier 2004

Pour le Président du Conseil Général,  
La Vice-Présidente déléguée,  
Michèle PILOT

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE DDASS/AES/N°51-04 DU 16 FEVRIER 2004  
PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES « WECHTLER ET CLAUDIN »  
49 RUE DE L'HOTEL DE VILLE - 54390 FROUARD - N° 54-84-004**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 12 novembre 2002 et le 18 septembre 2003 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1984, modifié les 19 septembre 1997 et 16 février 1999 portant inscription de la société civile professionnelle d'Infirmières « WECHTLER ET CLAUDIN » sise 49, rue de l'Hôtel de Ville à FROUARD 54390 sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle sous le n° 54-84-004, pour une durée de 40 ans ;

VU la décision de Mesdames WECHTLER Anne-Marie et CLAUDIN Stéphanie, cogérantes de la SCP, de procéder à une cession de parts au profit de Mademoiselle BARTOSIK Christelle à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

CONSIDERANT que le dossier déposé à l'appui de cette demande est conforme à la réglementation :

- Demande de modification d'enregistrement de la société,
- Procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 décembre 2003 ayant procédé au changement des statuts et à la nomination de Mademoiselle Christelle BARTOSIK comme co-gérante de la société,
- Copie de l'acte de cession de 25 parts de Madame WECHTLER et 25 parts de Madame CLAUDIN au profit de Mademoiselle BARTOSIK, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- Exemplaire des statuts de la société mis à jour le 30 décembre 2003,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54-99-0182 de Mademoiselle BARTOSIK Christelle, nouvelle associée,
- Attestation du greffier du Tribunal de commerce de NANCY constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces et actes nécessaires à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** La S.C.P. Cabinet d'Infirmière « WECHTLER Anne-Marie », inscrite le 10 septembre 1984, modifiée les 19 septembre 1997 et 16 février 1999, sous le n° 54-84-004 pour une durée de 40 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle, est modifiée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 :

**Raison sociale :** SCP Cabinet d'infirmières « WECHTLER, CLAUDIN et BARTOSIK »

**Siège social :** 49 rue de l'Hôtel de Ville  
54390 FROUARD

**ARTICLE 2 :** Mesdames WECHTLER Anne-Marie et CLAUDIN Stéphanie et Mademoiselle BARTOSIK Christelle sont nommées cogérantes de la société .

**ARTICLE 3 :** Toute modification de la SCP sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame WECHTLER Anne-Marie
- Madame CLAUDIN Stéphanie
- Mademoiselle BARTOSIK Christelle
- Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des archives.

NANCY, le 16 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales et par délégation,  
L'Inspecteur,  
Marie-Hélène COVELLI

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

### DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/12/2003 par Monsieur STREFF Jean Marie à VILLE EN VERMOIS concernant 68,82 ha situés à VILLE EN VERMOIS ; la motivation et les résultats étant les suivants : installation avec les aides de l'Etat.

VU l'absence de demande concurrente et le projet d'installation examiné favorablement au cours de la CDOA du 9 décembre 2003

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur STREFF Jean Marie est autorisé à exploiter 68,82 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur STREFF Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur STREFF Jean Marie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLE EN VERMOIS pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/12/2003 par Monsieur PIERSON Nicolas à LIRONVILLE; la motivation et les résultats étant les suivants : installation en EARL avec les aides de l'Etat.

VU l'absence de demande concurrente et le projet d'installation examiné favorablement au cours de la CDOA du 9 décembre 2003

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

DECIDE

**ARTICLE 1er :**

Monsieur PIERSON Nicolas est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERSON Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERSON Nicolas ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LIRONVILLE pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/11/2003 par l'indivision **MANGEONJEAN-MERCIER représentée par Monsieur Antoine MANGEONJEAN à BELLEAU concernant 36,21 ha; la motivation et les résultats étant les suivants : poursuite des activités de l'exploitation en l'attente du règlement de la succession.**

VU la convention d'indivision en date 8 août 2000, donnant mandat de gestion de l'exploitation à Monsieur Antoine MANGEONJEAN en l'attente du règlement de la succession

VU la demande déposée par Monsieur Christophe TRONCY pour s'installer en qualité de jeune agriculteur avec les aides de l'Etat avec la reprise de cette exploitation.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

ENTENDU Monsieur Antoine MANGEONJEAN qui a précisé que la demande est bien faite au nom de l'indivision et que son projet personnel d'installation ne prendra corps qu'à la liquidation de l'indivision

CONSIDERANT que la conclusion de baux avec des tiers, notamment avec Monsieur TRONCY, ne peut se faire compte tenu de la procédure judiciaire de liquidation actuellement en cours, et que par ailleurs il convient de maintenir l'exploitation en place en l'attente de ce règlement.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

L'indivision MANGEONJEAN MERCIER, représentée par Monsieur Antoine MANGEONJEAN, est autorisée à poursuivre ses activités agricoles, à titre temporaire pour une durée d'un an.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien des intentions des co-propriétaires sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Indivision MANGEONJEAN MERCIER représentée par Monsieur Antoine MANGEONJEAN, aux co-propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/12/2003 par **Madame OSTE Elisabeth à SERRES concernant la reprise de l'exploitation de son conjoint, Monsieur Gérard OSTE.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Madame OSTE Elisabeth est autorisée à exploiter conformément à la demande qu'elle a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame OSTE Elisabeth.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame OSTE Elisabeth, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERRES pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/12/2003 par Monsieur LAPOINTE Denis à AGINCOURT concernant 1,95 ha situés sur les communes de EULMONT, BRIN SUR SEILLE, BOUXIERES AUX CHENES, AGINCOURT ; la motivation et les résultats étant les suivants : régularisation d'une activité d'élevage ovin, d'apiculture et de production fruitière.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur LAPOINTE Denis est autorisé à exploiter 1,95 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LAPOINTE Denis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LAPOINTE Denis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'EULMONT - BRIN SUR SEILLE - BOUXIERES AUX CHENES - AGINCOURT pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,



VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/12/2003 par **Monsieur BARRY Alain à ANTHELUPT concernant 60,51 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en pluriactivité avec projet d'installation d'un fils, Pierre Charles BARRY en formation BTS.**

VU le correctif apporté à sa demande portant sur le retrait des parcelles 54588 A 25 - A 28 - A 29 et A 141 totalisant une surface de 4 ha 12, ayant pour effet de permettre au propriétaire, Monsieur Hubert POBE de réaliser une donation à son neveu, Monsieur Olivier SIMONIN, associé du GAEC de la Mirabelle à VIGNEULLES, lequel GAEC exploite un îlot voisin

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur BARRY Alain est autorisé, sous condition d'installer un fils dans un délai de deux ans, à exploiter 56 ha 39 ha conformément à sa demande.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BARRY Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARRY Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.  
NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/01/2004 par **Monsieur THOMAS François à CEINTREY concernant 13,28 ha situés à RICHARDMENIL ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur THOMAS François est autorisé à exploiter 13,28 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOMAS François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOMAS François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RICHARDMENIL pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/12/2003 par **Monsieur JANNOT Henri Pierre à TANTONVILLE concernant 16,93 ha situés à COYVILLER ; la motivation et les résultats étant les suivants : reprise de biens familiaux avec projet d'installation d'un fils.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur JANNOT Henri Pierre est autorisé, sous condition d'installer un fils dans un délai de deux ans, à exploiter 16,93 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JANNOT Henri Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JANNOT Henri Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COYVILLER pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/12/2003 par **Monsieur MARCHAL Fabien** à **VAXAINVILLE** concernant **3,55 ha situés à MIGNEVILLE** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU la présence de trois demandes concurrentes examinées favorablement par la CDOA au cours de sa réunion du 9 décembre 2003, avec un rang de priorité plus élevé et concernant chacune un projet d'installation d'un jeune agriculteur avec les aides de l'Etat : Messieurs Jean-Philippe VUILLEMARD, Sébastien HENRY et Stéphane MELLE

VU les décisions préfectorales du 14 novembre 2003 accordant, conformément aux priorités du schéma départemental des structures agricoles, l'autorisation d'exploiter à Messieurs HENRY et MELLE

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Monsieur MARCHAL Fabien n'est pas autorisé à exploiter 3,55 ha objet de la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Fabien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MIGNEVILLE pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/12/2003 par **Monsieur ANTOINE Patrick** à **LEINTREY** concernant **10,84 ha situés à LEINTREY** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Monsieur ANTOINE Patrick est autorisé à exploiter 10,84 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANTOINE Patrick.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ANTOINE Patrick, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEINTREY pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/12/2003 par **Monsieur FAGNOT Eric à LEINTREY concernant 13,38 ha situés à LEINTREY ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement sur démembrement d'exploitation.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

**ARTICLE 1er :**

Monsieur FAGNOT Eric est autorisé à exploiter 13,38 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FAGNOT Eric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FAGNOT Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEINTREY pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/12/2003 par **Monsieur DIDIER Pascal à LOROMONTZEY concernant 11,60 ha situés à LOROMONTZEY ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

**ARTICLE 1er :**

Monsieur DIDIER Pascal est autorisé à exploiter 11,60 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DIDIER Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DIDIER Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/01/2004 par Monsieur BASTIEN Jean Paul à LAY ST CHRISTOPHE concernant 6,87 ha situés à LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/01/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur BASTIEN Jean Paul est autorisé à exploiter 6,87 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BASTIEN Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BASTIEN Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT pour affichage.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**AMENAGEMENT FONCIER**

**ARRETE PREFECTORAL RECTIFICATIF 04/011/DDAF/REMBT  
DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'HARAU COURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;  
VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau  
VU l'arrêté préfectoral du 13/03/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière d'HARAUCOURT  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

Il y a lieu d'exclure du périmètre de remembrement d'HARAUCOURT les parcelles suivantes:

**Territoire d'HARAUCOURT:**

**Section AD :** n° 5,6,7.

**Section AP :** n° 403

Il y a lieu d'inclure dans le périmètre de remembrement d'HARAUCOURT les parcelles suivantes:

**Territoire d'HARAUCOURT:**

**Section AI :** n° : 612 à 639, 641, 675, 705 à 717.

**Territoire de GELLENONCOURT:**

**Section C :** n° 48,49.

**Territoire de SOMMERVILLER:**

**Section A :** n° 7.

**Section B :** n° 129,151.

**ARTICLE 2**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire d'HARAUCOURT, Mesdames ou Messieurs les maires de CREVIC, DROUVILLE, GELLENONCOURT, REMEREVILLE, SOMMERVILLER, VARANGEVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 14 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**DECISION PREFECTORALE 04/012/DDAF/REMBT  
PORTANT MODIFICATION DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'AUTREPIERRE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L211-1 du code de l'Environnement

VU l'arrêté préfectoral du 20/11/2002 ordonnant le remembrement d'AUTREPIERRE et déterminant le périmètre de cette opération;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

L'article 6 de l'arrêté du 20/11/2002 est modifié comme suit :

En application des dispositions de l'article L. 121-19 du Code Rural et sur proposition de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier sont interdits à l'intérieur du périmètre de remembrement, à partir de la publication du présent arrêté et jusqu'à la clôture de l'opération, la préparation et l'exécution des travaux modifiant l'état des lieux tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Sont exemptés de cette interdiction :

Les travaux rendus nécessaires pour la réalisation d'une éolienne sur la parcelle cadastrée section ZD n°31 territoire d'IGNEY.

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3811 Euros conformément à l'article L 121-23 du Code Rural.

**ARTICLE 2**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, monsieur le maire d'AUTREPIERRE, mesdames ou messieurs les maires de AMENONCOURT, IGNEY, REPAIX, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée:

à monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle; à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général, à monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 14 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/119/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à une enquête de circulation sur la liaison A330-RD2bis-RN74 dans les deux sens de circulation dans le cadre du projet d'actualisation des études générales sur le réseau de transports en commun et la réalisation des études de la ligne 3 du tram ;

A la demande de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Le mardi 24 février 2004 de 7h à 19h30 la circulation s'établit comme suit entre les PR 38+500 et 40+000 de la liaison A330-RD2bis-RN74 dans les deux sens de circulation :

- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h,

**ARTICLE II**

Le bureau d'étude Municipalité Services est autorisé à procéder à des enquêtes de circulation par questions posées aux usagers sur les accotements et la voie de contournement prévus pour les transports exceptionnels le mardi 24 février 2004 de 7h à 19h30.

Les usagers volontaires seront invités par le personnel de la CUGN à se rendre sur les aires de stationnement prévues à cet effet pour répondre aux questions des enquêteurs.

**ARTICLE III**

Les postes d'enquête seront signalés de façon apparente par des panneaux portant l'indication:

**ENQUETE DE CIRCULATION**

**ARTICLE IV**

Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

**ARTICLE V**

Les forces de l'ordre seront présentes durant toute la durée de l'enquête pour assurer la sécurité des usagers de la route et des personnels enquêteurs sur les lieux d'enquête.

**ARTICLE VI**

En cas d'intempéries, l'opération prévue au préambule du présent arrêté est susceptible d'être reportée au jeudi 26 février 2004.

**ARTICLE VII**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le service entretien des autoroutes-centre de FLEVILLE ;

**ARTICLE VIII**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures p.i.,  
R. SPITZBARTH

**ARRETE 2004/DDE/125/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté 2004/DDE/001/CDER

Considérant la nécessité de procéder à la pose d'un dispositif de sécurité pour la protection des motards sous les glissières des bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330.

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Le présent arrêté annule et remplace le précédent n°2004/DDE/001/CDER reporté pour cause d'intempéries

**ARTICLE II**

Les nuits du lundi 23 au vendredi 27 février 2004 de 21h à 4h 00 du matin, toute circulation est interdite sur les bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330 :

- Phase 1 - bretelle STRASBOURG/NANCY,
- Phase 2 - bretelle STRASBOURG/EPINAL(sens STRASBOURG/NANCY),
- Phase 3 - bretelle PARIS/NANCY sud (sens PARIS/STRASBOURG).

**ARTICLE III**

Les usagers doivent emprunter selon le cas l'une des déviations suivantes:

- Phase 1,  
déviation par bretelle STRASBOURG/EPINAL, section courante de l'A330 jusqu'à l'échangeur de LUDRES, bretelle NANCY/LUDRES, rue Pasteur et demi-tour par la bretelle LUDRES/NANCY. Les usagers retrouveront la direction NANCY sur l'A330.
- Phase 2,  
déviation par bretelle STRASBOURG/NANCY section courante A330 jusqu'au diffuseur d'HEILLECOURT-route de VANDOEUVRE, bretelle HEILLECOURT/EPINAL-A330 où les usagers retrouveront la direction d'EPINAL.
- Phase 3,  
déviation par bretelle PARIS/EPINAL de l'A33, A330 section courante, puis idem que phase I.

En fonction de l'avancement du chantier, SEA/FLEVILLE se réserve la possibilité de procéder à la phase suivante.

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés à la semaine du 29 mars au 2 avril.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES/FLEVILLE.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le maire d'HEILLECOURT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef de l'Arrondissement Territorial Sud p.i.,  
R. SPITZBARTH

**MATERNITE REGIONALE « A. PINARD » DE NANCY****DELEGATION DE SIGNATURE - DEPARTEMENT D'INFORMATION MEDICALE -**

M. BRUNO CARRIERE,

DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 nommant Mme Marie-Christine PRUD'HOMME directeur adjoint de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2001 nommant Mme le Docteur Jeanne FRESSON chef de service du département d'information médicale de la Maternité Régionale de NANCY,

**D E C I D E****ARTICLE 1 :**

Délégation permanente est donnée à Mme FRESSON, chef de service du DIM de la Maternité régionale pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'empêchement ou d'absence conjoint de M. CARRIERE, directeur d'établissement, et de Mme FRESSON, chef de service du DIM, délégation est donnée à Mme PRUD'HOMME pour communiquer aux patients qui en manifestent la volonté, les informations et les documents médicaux les intéressant dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires.

**ARTICLE 3 :**

Le délégataire doit se conformer aux dispositions législatives et réglementaires opposables.

NANCY, le 4 février 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

**DELEGATION DE SIGNATURE - SERVICES FINANCIERS -**

M. BRUNO CARRIERE,

DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision du 20 septembre 2003 nommant Mme Florence MALGRAS, attachée d'administration hospitalière à la Maternité Régionale de NANCY,

**D E C I D E****ARTICLE 1 :**

Délégation permanente est donnée à Mme MALGRAS pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes émis par l'établissement, les notes et différentes correspondances se rapportant à l'organisation et au fonctionnement des services financiers et du bureau des entrées ainsi que différents documents portant mobilisation ou remboursement de la ligne de trésorerie.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'empêchement ou d'absence, délégation est donnée à Mme MALGRAS pour signer :



- l'ensemble des mandats de paiement et bordereaux afférents,
- les documents du Trésor public ordonnant des poursuites,
- les états prononçant des virements de crédits entre les comptes d'un groupe budgétaire,
- les notes et correspondances transmises pour information à la tutelle et se rapportant à l'évolution budgétaire et à la situation financière de l'établissement.

**ARTICLE 3 :**

Le délégataire doit s'assurer de la légalité des décisions, actes administratifs, notes et documents signés de sa main établis en vertu de la présente décision.

NANCY, le 4 février 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

**RÉSEAU FERRE DE FRANCE****DECISION DE DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE****LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu le décret du 12 juillet 2002 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date du 9 juillet 2002 par lequel ledit Conseil a délégué une partie de ses pouvoirs à son Président et a défini les principes de délégation de compétences à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne FLORETTE en qualité de Directeur du patrimoine ;

Vu la décision du 16 décembre 2002 portant délégation de signature au Directeur du patrimoine ;

Vu l'attestation en date du 25/03/03 déclarant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les activités de transport de la SNCF et pour sa mission de gestion déléguée de l'infrastructure ;

Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

**D E C I D E****Article 1<sup>er</sup> :**

Le terrain sis à XEUILLEY (54) Lieu-dit Au Pré de l'Isle sur la parcelle cadastrée AA 5p pour une superficie de 463 m<sup>2</sup>, tel qu'il apparaît sur le plan (1) joint à la présente décision figurant sous teinte jaune, est déclassé du domaine public ferroviaire.

**Article 2 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de **Erreur! Signet non défini.** la Meurthe et Moselle et sur le site Internet de Réseau Ferré de France (<http://www.rff.fr>).

PARIS, le 19 janvier 2004

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur du Patrimoine,  
Anne FLORETTE

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, au siège de Réseau Ferré de France, 92 avenue de France - 75013 Paris ou à l'AIR de la SNCF de Metz-Nancy, 4A rue Gabriel Mouilleron - 54000 Nancy.

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**ARRETE 2003-636 SGAR EN DATE DU 28 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT LA CREATION,  
A TITRE EXPERIMENTAL, D'UNE STRUCTURE D'ACCUEIL PONCTUEL POUR ENFANTS, ADOLESCENTS  
ET ADULTES HANDICAPES A GUENANGE, GEREE PAR L'ASSOCIATION VERS HANDI-RELAIS**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et notamment son article 31 relatif aux établissements et services à caractère expérimental,

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales,

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992,

VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux,

VU le dossier reconnu complet le 16 septembre 2003, présentée par l'Association VERS HANDI-RELAIS, sise à GUENANGE, en vue d'être autorisée à créer une structure innovante de type expérimental, pour l'accueil ponctuel d'enfants, adolescents et adultes handicapés, d'une capacité maximale de 8 places,

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 16 octobre 2003, à la demande d'autorisation de la création de la structure expérimentale projetée, cet avis étant assorti d'une clause d'évaluation du fonctionnement de la structure avant la fin de la 2<sup>ème</sup> année d'ouverture,

CONSIDERANT, également, dans le cadre d'une démarche de sécurité et de qualité, les réserves formulées afin que soient mis en place :

- un comité de suivi (DDASS-Conseil Général),
- des indicateurs d'évaluation,
- des modalités de collaboration très précises avec la MAS de GUENANGE,

CONSIDERANT que l'agrément permet d'apporter, sur un temps délimité, une réponse spécifique et adaptée à la prise en charge de la personne handicapée, tout en offrant une solution ponctuelle de garde aux aidants, qui leur permettra enfin de disposer du temps nécessaire pour mener à bien des activités extraordinaires, familiales, médicales, culturelles, sportives et ludiques,

CONSIDERANT que ce projet est conforme aux orientations dégagées dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental de l'enfance handicapée et du schéma départemental en faveur des adultes handicapés,

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : La création d'une structure d'accueil, à caractère expérimental, prenant en charge ponctuellement les enfants à partir de 10 ans, les adolescents et adultes présentant un handicap, à GUENANGE, est autorisée,

**ARTICLE 2** : Le service, d'une capacité maximale de 8 places, a pour vocation d'assurer la garde des personnes handicapées (surveillance, protection, soins, nourriture), quel que soit le type de handicap, tout en proposant en parallèle, une prise en charge en milieu éducatif,

**ARTICLE 3** : Cette autorisation est accordée pour une durée de 2 ans. Elle est renouvelable au vu des résultats positifs d'une évaluation du fonctionnement de la structure qui sera effectuée avant la fin de la 2<sup>ème</sup> année d'ouverture,

**ARTICLE 4** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine et Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association VERS HANDI-RELAIS, sise à GUENANGE, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de la Moselle et à la mairie de GUENANGE.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

---

**ARRETE 2003-776 SGAR EN DATE DU 22 DECEMBRE 2003 REJETANT LA DEMANDE DE CREATION, A TITRE EXPERIMENTAL, D'UN SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES ADULTES HANDICAPEES (SSIADPAH) A BRIEY-HOMECOURT, PRESENTEE PAR LA SOCIETE DE SECOURS MINIERE FER ET SEL DE LORRAINE (SSM)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et notamment son article 31 relatif aux établissements et services à caractère expérimental,

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales,

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992,

VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation, de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le dossier reconnu complet le 16 juillet 2003, présenté par la SSMFS de Lorraine, sise à HAYANGE, en vue d'être autorisée à créer, à JOEUF, un Service expérimental de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) de 5 places, rattaché au Service de Soins Infirmiers à Domiciles Pour Personnes Agées (SSIADPA) de BRIEY-HOMECOURT,

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance 27 novembre 2003, cet avis étant assorti d'une clause d'évaluation du fonctionnement de la structure avant la fin de la 3<sup>ème</sup> année d'ouverture,

CONSIDERANT que le SSIADPAH a pour missions essentielles de prendre en charge des personnes handicapées présentant diverses pathologies évolutives et invalidantes, nécessitant des soins et une prise en charge complémentaire socio-éducative ainsi qu'une prise en compte de l'environnement familial,

CONSIDERANT que ce projet correspond aux orientations du schéma départemental en faveur des personnes adultes handicapées, notamment par la préconisation du développement de solutions innovantes,

CONSIDERANT l'existence des besoins,

CONSIDERANT qu'un intérêt supplémentaire est apporté par la reconnaissance du savoir-faire de la SSM en matière d'accueil et de prise en charge des personnes handicapées,

CONSIDERANT cependant que le projet ne présente pas un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L.314-3 de la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, au titre de l'exercice correspondant à la date de ladite opération,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : La demande de création d'un Service expérimental de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH) de 5 places, rattaché au Service de Soins Infirmiers à Domiciles Pour Personnes Agées (SSIADPA) de BRIEY-HOMECOURT, est refusée,

**ARTICLE 2** : Ce refus, motivé non pas par l'absence de besoins mais par le manque de moyens financiers suffisants pour permettre actuellement le fonctionnement de la structure, est assorti des 2 mesures suivantes :

- si le coût prévisionnel de fonctionnement du projet se révèle, dans un délai de trois ans, en tout ou partie compatible avec le montant des dotations financières, l'autorisation peut être accordée en tout ou partie au cours de ce même délai sans que la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine soit tenue de déposer une nouvelle demande,
- ce projet fera l'objet d'un classement dans des conditions qui sont définies à l'article 7 du décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003,

**ARTICLE 3** : Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, Monsieur le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine, sise à HAYANGE, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et en mairies de JOEUF, BRIEY et HOMECOURT.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

ARRETE 2004-17 SGAR EN DATE DU 3 FEVRIER 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN SERVICE DE PRISE EN CHARGE A DOMICILE  
DE PERSONNES ADULTES LOURDEMENT HANDICAPEES, RATTACHE A LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DE GUENANGE,  
GEREE PAR L'ASSOCIATION APEI DE THIONVILLE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et notamment son article 31 relatif aux établissements et services à caractère expérimental,

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales,

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992,

VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux,

VU le dossier reconnu complet le 29 octobre 2003, présenté par l'Association APEI de THIONVILLE, en vue d'être autorisée à créer un service de prise en charge à domicile pour personnes adultes lourdement handicapées de 15 places, rattaché à la MAS de GUENANGE,

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 27 novembre 2003, à la demande d'autorisation de la création de ce service à caractère innovant ; cet avis étant assorti d'une clause d'évaluation du fonctionnement de la structure avant la fin de la 1ère année d'ouverture,

CONSIDERANT que l'agrément permet d'apporter des modalités de fonctionnement qui offrent des temps de prise en charge adaptés au domicile et des temps d'accueil réguliers en MAS,

CONSIDERANT que ce projet est conforme aux orientations dégagées dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental en faveur des adultes handicapés,

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : La création d'un service de prise en charge à domicile de personnes adultes lourdement handicapées, d'une capacité de 15 places, rattaché à la maison d'accueil spécialisée de GUENANGE, est autorisée,

**ARTICLE 2** : Cette autorisation est accordée pour une durée de un an. Elle est renouvelable au vu des résultats positifs d'une évaluation du fonctionnement de la structure qui sera effectuée avant la fin de la 1ère année d'ouverture,

**ARTICLE 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine et Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association APEI de THIONVILLE, sise à THIONVILLE, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de la Moselle et à la mairie de GUENANGE.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>167</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>167</b>
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</i>	<i>167</i>
ARRETE N° 2004/2/SIDPC DU 19 JANVIER 2004 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC .....	167
ARRETE N° 2004/3/SIDPC DU 22 JANVIER 2004 PORTANT APPROBATION DU PLAN DE SECOURS SPECIALISE « TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES NON RADIOACTIVES » .....	168
ARRETE N° 2004/4/SIDPC DU 26 JANVIER 2004 PORTANT APPROBATION DES LISTES D'USAGERS APPELES A BENEFICIER DES DISPOSITIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 05/07/1990 EN CAS DE DELESTAGE SUR LES RESEAUX ELECTRIQUES .....	168
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>175</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....</i>	<i>175</i>
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANÇOIS DUMUIS, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	175
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL ZINGER, SOUS-PREFET A LA VILLE ET AUX AFFAIRES ECONOMIQUES .....	175
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES EN PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	176
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES .....</b>	<b>176</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>176</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	176
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	177
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	177
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	177
<i>DEUXIEME BUREAU .....</i>	<i>177</i>
DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT - COMPOSITION DE LA COMMISSION - ARRETE MODIFICATIF .....	177
<i>CINQUIEME BUREAU .....</i>	<i>178</i>
ARRETE DU 10 NOVEMBRE 2003 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACLOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER D'AUMETZ (MEURTHE-ET-MOSELLE/MOSELLE) ( <i>JOURNAL OFFICIEL DU 25 NOVEMBRE 2003</i> ) .....	178
ARRETE CHASSE N° 2003/506 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2004 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	178
ARRETE CHASSE N° 2003/507 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2004 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	179
ARRETE N° 998 AUTORISANT LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL DANS LA CONCESSION MINIERE DE CAUROY .....	180
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE ROUGE CAILLOU PAR LA COMMUNE DE TANCONVILLE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE .....	181
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE ET A GROSROUVRES, AU TITRE DE LA LOI 92-3 SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 ET DE L'ARTICLE L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	184
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA VALLEE DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 145 A TUCQUEGNEUX .....	185
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT SOLOREM A EFFECTUER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES DANS LE CADRE DE L' AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROCCOURT EN COMMUNES DE FLEVILLE-DEVANT-NANCY ET HOUEMONT, AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 .....	186
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU FORAGE LOLIETTE PAR LA COMMUNE DE MORFONTAINE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE .....	187
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>190</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>190</i>
CREATION DE L' ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE LA RUE PASTEUR A SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	190
<i>DEUXIEME BUREAU .....</i>	<i>191</i>
ARRETE AUTORISANT L'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE .....	191
ARRETE FIXANT LE TARIF DES TRANSPORTS PAR TAXIS .....	191
ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL ANCONA - HOTEL ASTER A BRIEVY .....	193
ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL « LA RESIDENCE » A NANCY .....	193
ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL DE GUISE A NANCY .....	193
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>194</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>194</i>
ERRATA .....	194
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEVY .....</b>	<b>196</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE NORROY-LE-SEC, AFFLEVILLE ET GONDRECOURT-AIX .....	196
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>197</b>
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE BACCARAT - DISSOLUTION .....	197

ARRETE AUTORISANT LA VILLE DE BACCARAT A TENIR UN REGISTRE DE DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES .....	197
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>198</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>198</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>198</b>
ARRETE N° 8 DU 28 JANVIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	198
ARRETE N° 11 DU 23 JANVIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY .....	199
ARRETE N° 16 DU 23 JANVIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT.....	199
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>200</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>200</b>
ARRETE DDASS / AES / N° 376 MODIFIANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT .....	200
ARRETE DDASS / AES / N° 393 PORTANT AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL .....	201
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>201</b>
ARRETE PREFECTORAL FORETS / N° 2004-35 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL DE TANCONVILLE .....	201
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>202</b>
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>202</b>
ARRETE 2004/DDE/043/CDER .....	202
ARRETE 2004/DDE/073/CDER .....	202
<b>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE .....</b>	<b>203</b>
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/03/45 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT.....	203
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/03/46 AVENANT N° 1 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT .....	203
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/03/47 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT.....	204
<b>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....</b>	<b>205</b>
ARRETE N° 03 DE 007 PFU - REPARTITION 2003 DU CONCOURS PARTICULIER CREE AU SEIN DE LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS D'URBANISME .....	205
AVIS.....	206
<b>DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>206</b>
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES.....	206
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>208</b>
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS.....	208
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>209</b>
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) AIDE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE A L'INSTITUT DU BEAU-JOLY DE MIRECOURT (VOSGES).....	209

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

ARRETE N° 2004/2/SIDPC DU 19 JANVIER 2004

PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R 123.11 et R 123.12 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;

VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public ;

VU la demande d'agrément de la SARL Jeanne d'Arc Formation continue du 12 décembre 2003;

VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux deux premiers degrés de qualification du personnel permanent du service de sécurité des établissements recevant du public est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 19 janvier 2004

**SARL Jeanne d'Arc - Formation continue - 1 avenue de Chanzy - 88600 BRUYERES**

**ARTICLE 2** : le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 2004/3/SIDPC DU 22 JANVIER 2004  
PORTANT APPROBATION DU PLAN DE SECOURS SPECIALISE  
« TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES NON RADIOACTIVES »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, de la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs;

VU le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence, modifié par décret n°2001/470 du 28 mai 2001;

VU l'arrêté du 921/99 du 5 décembre 1996 modifié par l'arrêté du 11 décembre 2000 relatif au transport de matières dangereuses ;

VU les circulaires du ministère de l'intérieur n°404 du 22 novembre 1988 et n°64 du 20 février 1990 relatives à la réalisation des plans d'urgence transport de matières dangereuses ;

SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - Le plan de secours spécialisé (PSS) « Transport de Matières Dangereuses non radioactives » est applicable immédiatement dans le département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 2** - Ce plan fera l'objet d'une mise à jour chaque fois que nécessaire et au moins tous les 5 ans.

**ARTICLE 3** - M.M. le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville et Toul, les chefs de services cités dans le présent plan, ainsi que les destinataires départementaux et régionaux de ce plan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 2004/4/SIDPC DU 26 JANVIER 2004  
PORTANT APPROBATION DES LISTES D'USAGERS APPELES A BENEFICIER DES DISPOSITIONS  
DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 05/07/1990 EN CAS DE DELESTAGE SUR LES RESEAUX ELECTRIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté du 05/07/1990 de M. le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, fixant les consignes générales de délestage sur les réseaux électriques,

VU l'arrêté n°2001/47/SIDPC du 16/02/2001 du préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'avis des services consultés,

VU la proposition de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 08/12/2003,

SUR la proposition de M. le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Sont inscrits sur la liste en annexe I du présent arrêté les usagers dont le maintien de l'alimentation en énergie électrique des installations doit être assuré en toutes circonstances, au titre de la protection des vies humaines et de la sécurité.

Les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité devront veiller à pouvoir disposer à tout moment, et jusqu'à ce que le fonctionnement normal du service public de l'électricité puisse être établi, de moyens en matériel et en personnel indispensables au maintien de la puissance minimum attribuée à chacun des usagers retenus sur la liste susvisée.

**ARTICLE 2** : A titre complémentaire en raison de leur situation particulière, et dans la limite des disponibilités en énergie électrique, sont inscrits sur la liste en annexe II du présent arrêté les usagers pouvant bénéficier d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence.

**ARTICLE 3** : Conformément aux prescriptions du ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire, les organismes et établissements assurant la distribution de l'électricité doivent informer par tous les moyens appropriés et le plus longtemps possible à l'avance les usagers concernés par les délestages.

**ARTICLE 4** : L'arrêté n° 2001/47/SIDPC du 16/02/2001 est abrogé.

**ARTICLE 5** : En cas de coupures programmées ou prévisibles, les distributeurs d'électricité préviennent les malades à haut risque vital, c'est-à-dire tout malade ayant une autonomie respiratoire inférieure ou égale à 4H00 par jour, ainsi que leurs associations.

La garantie d'une alimentation en électricité ne pouvant être assurée, les associations doivent donner les consignes nécessaires à leurs adhérents en cas de coupure d'électricité et mettre en place les dispositifs de secours en cas de coupure effective.

Afin de permettre cette organisation, les associations feront connaître aux distributeurs d'électricité concernés et à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales les coordonnées de leurs adhérents. La direction départementale des affaires sanitaires et sociales communiquera chaque semestre aux distributeurs d'électricité la liste des associations et de leurs adhérents.

**ARTICLE 6** : Le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le Directeur Départemental des affaires sanitaires et sociales, les distributeurs d'électricité, les associations de malades à domicile (ALTIR et AIRAILOR), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département. Les usagers inscrits sur les listes prévues aux articles 1 et 2 seront avisés de cette inscription et des conditions dont celle-ci est assortie.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ANNEXE 1 à l'arrêté n° 2004/ 4 /SIDPC du 26 janvier 2004**

Liste des usagers relevant du service minimum de l'électricité (au sens de l'art.2 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

**Catégorie A** : Etablissements qui ne sauraient souffrir d'interruption dans leur fonctionnement sans mettre en danger des vies humaines (catégorie 1 du plan CROIX ROUGE)

Etablissements de santé			
Noms	Adresse	Commune	KW
Hôpital local 3H santé	17, rue Voise	Blamont	156
Centre de Protection de l'Enfance	33, rue du Château	Blamont	84
Hôpital Maillot	31, ave Albert de Briey	Briey	700
Centre médical Stern	4, ave Clemenceau	Briey	100
Hôpital local 3H santé	62, rue R Poincaré	Cirey sur Vezouze	78

Hôpital J. d'Arc	route nationale 4	Dommartin les Toul	560	
Polyclinique d'Essey les Nancy	7, rue Parmentier	Essey les Nancy	615	
OHS	rue de Mirecourt	Flavigny		
OHS (CEM/IME/IR/MRC/CRE/COCEE)	46 Rue du Doyen Parisot	Flavigny	500	
Centre P. Spillman	1, rue prof. Montaut	Lay St Christophe	100	
Centre de Réadaptation Gds Handicapés	rue du Professeur Montaut	Lay St Christophe	800	
Centre hospitalier	2, rue Level	Lunéville	300	
Clinique Jeanne d'Arc	26, rue Charles Vue	Lunéville	250	
Institut J.B. Thiéry	13, Rue de la République	Maxéville	132	
Association Hospitaliere bassin Longwy	4, rue A Labbé	Mont St Martin	430	
Hôpital central et St Julien	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	Nancy	2450	
Hôpital marin	29, ave du M. de Lattre de Tassigny	Nancy	160	
Hôpital Maringer-Villemin-Fournier	34, quai de la bataille	Nancy	266	
Hôpital St Stanislas	rue des fabriques	Nancy	66	
Maternité régionale	10, rue du D Heydenreich	Nancy	660	
Centre maternel départemental	9, rue du D Heydenreich	Nancy	36	
Clinique de Traumatologie	49, rue Hermite	Nancy	200	
Clinique Ambroise Paré	Rue Ambroise Paré	Nancy	650	
Polyclinique Majorelle	1240, Avenue Pinchard	Nancy	630	
Polyclinique de Gentilly	Rue Marie Marvingt	Nancy	630	
NANCY-MAS+FDTe l'ALAGH	6 Avenue Pinchard	Nancy	75	
Hôpital local	3, rue Avant garde	Pompey	177	
Centre hospitalier	place Colombé	Pont à Mousson	250	
Centre hospitalier site centre Rion	1, cours R Poincaré	Toul	130	
Centre hospitalier site St Charles	1, cours R Poincaré	Toul	260	
Hôpital deBrabois	allée du Morvan	Vandœuvre	3000	
Centre Alexis Vautrin	Avenue de Bourgogne	Vandœuvre	1000	
Clinique Saint André	102, Avenue Jean Jaurès	Vandœuvre	200	
ALTIR Hôpitaux de Brabois	Rue du Morvan	Vandœuvre	42	
Foyer expérimental AGI(FDT)	8 Rue des Myosotis	Vandœuvre	36	

**Laboratoires et divers**

Noms	Adresse	Commune	KW	
Laboratoire Saint Remy	13, Rue de la République	Lunéville	18	
Laboratoire Saint Remy	39 rue Division Leclerc	Lunéville	9	
Laboratoire Carnot	6, rue Carnot	Lunéville	36	
Laboratoire Aubert	13, rue Blaise Pascal	Maxéville		
Laboratoires Brignon & Associés	70, rue Stanislas	Nancy	50	
Idem	4, Guerrier de Dumas	Nancy	24	
Laboratoire Cinqualbre	2, rue des 4 Eglises	Nancy	36	
Laboratoire Aubert	22, rue des Carmes	Nancy		
Laboratoires Paulus & Vadulga	1170, Avenue Pinchard	Nancy	100	
Laboratoire Verdier	29, rue St Laurent	Pont à Mousson	15	
Laboratoire Thouvenin Gonthier	11, rue de la République	Toul	20	
Ets de Transfusion sanguine	rue Lionnois	Nancy		
Idem	Avenue de Bourgogne	Vandœuvre		

**Catégorie B : Installations indispensables à la sécurité**

P. C. de la Circulation Urbaine	40, rue de Mont Désert	Nancy		
Passage souterrain Charles III	Rue Charles III	Nancy		

**Catégorie C : Installations industrielles pour lesquelles une interruption de fonctionnement serait gravement dommageable**

Noms	Adresse	Commune	KW	Distributeur
PONT A MOUSSON S.A.	Service Agglomération	Dieulouard	2000	RTE
Cie salins du Midi et de l'Est	Varangéville/Dombasle sur Meurthe	Varangéville	1000	EDF NANCY LORRAINE
SOLVAY		Dombasle	1000	RTE
AIR LIQUIDE Santé France		Heillecourt	80	EDF NANCY LORRAINE

Sces auxil. du poste répartiteur E.D.F.		Houdreville	150	EDF NANCY LORRAINE
NOVACARB	Usine de la Madeleine	Laneuveville dt nancy	600	EDF NANCY LORRAINE
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Mainville		EDF NANCY LORRAINE
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Mancieulles	360	EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Maison d'Arrêt	Rue Charles III	Nancy	80	EDF NANCY LORRAINE
Sté aciers armatures pour béton (SAM)		Neuves-Maisons	5700	RTE
KIMBERLEY CLARCK SNC		Villey St Etienne	3500	RTE
Ciments VICAT	16 Rue de Pierreville	Xeuilley	3500	RTE
Automobiles PEUGEOT		Villers la montagne	745	RTE
LORMINES (exhaure soutien d'étiage)		Tucquegnieux		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES

## ANNEXE 2 à l'arrêté n° 2004 / 4/SIDPC du 26 janvier 2004

Liste supplémentaire des usagers pouvant bénéficier dans la limite des disponibilités, d'une priorité d'alimentation en cas d'urgence  
(au sens de l'art.4 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1990)

## Catégorie A : Etablissements relevant de la catégorie 2 du plan CROIX ROUGE)

Etablissements de santé				
Noms	Adresse	Commune	KW	
Maison Hospitalière de Baccarat	24 Rue de l'Abbé Munier	Baccarat	130	
Maison de Repos "Le Château"	25 Bis, Rue du Parc	Baccarat	84	
3H Santé Badonviller Maison de Retraite	6 Rue Chanzy	Badonviller	70	
Centre Jacques Parisot	78 Rue Jacques Callot	Bainville S/ Madon	400	
Centre de Moyen Séjour et Maison de	Rue Emile Baraban	Faulx	40	
Retraite "La Rochelle"	Rue Louis Pasteur	Faulx	40	
Institut Régional de réadaptation	51 Avenue de la Libération	Gondreville	130	
Association Hospitalière Joeuf Hôpital	26 Rue St Robert	Joeuf	50	
Association Hospitalière Maison Retraite	Le Cantou	Joeuf	50	
" " "	Résidence Beau Site	Liverdun	24	
U P M		Lunéville	70	
Clinique St DON	11 Rue Blaise Pascal	Maxéville		
Institut Régional de réadaptation Nancy	35 Rue Lionnois	Nancy	100	
Office D'Hygiène Sociale	4 rue du Cardinal Tisserant	Nancy		
Maison Hospitalière St Charles	56 Bis, Rue des 4 Eglises	Nancy	75	
Clinique St Jean	5 Rue Provençal	Nancy	25	
Association Hospitalière St Eloi	5 Rue Aristide Briand	Neuves-Maisons	48	
Hôpital Local de Pompey	3, Rue de l' Avant Garde	Pompey	18	
Maison de Repos "Les Elieux"	4 Rue de la Grande Ozeraille	Seichamps	120	
Centre Hospitalier Spécialisé (CPN)	3 rue du Jeu de Paume	St Nicolas de Port	280	
Clinique des Peupliers (AHBLA)	54 Rue des Peupliers	Villerupt	48	
Association Hospitalière Villerupt	15 Rue St Juste	Villerupt	25	
Etablissements sociaux et médico-sociaux				
Noms	Adresse	Commune	KW	
EPSOR Rosières		Allamont	18	
EPSOR Rosières		Bayon	36	
AEIM - IME "Les Orchidées"	10 Rue Albert 1er	Briey		
AEIM - IME "Les 3 Tilleuls"	1 Rue des Tilleuls	Chenières		
FAS-EPC(Pur Personnes Handicapées)	7 Rue de Bertrambois	Cirey s/ Vezouze	20	
OHS	rue de mirecourt	Flavigny sur Moselle		
OHS	46 rue du doyen Parisot	Flavigny sur Moselle		
Institut de Rééducation "L'Escale"	15 Rue St Charles	Jarville	20	
Institut des jeunes Sourds la Malgrange	Rue Joseph Piroux	Jarville	60	
CPN de Nancy - MAS	rue docteur Archambault	Laxou		
AEIM-IME "Jean l'Hôte"	Chemin du Harquet	Lunéville		
IME+RR2D OHS "Les Terrasses Mehon"	24 Rue François Richard	Lunéville	280	
Institut J.B. Thiery - MAS -	8 Rue de la Seille	Maxéville	42	
Centre d'Education des Déficients Visuels	8 Rue de Santifontaine	Nancy	250	
Institut de Rééducation "Gai Soleil"	14 Rue de Metz	Nancy	36	
AEIM - IME "Claude Monet"	121 rue de l'abbé de l'Epée	Pont à Mousson		



EPSOR Site de Rosières	4 Rue Léon Parisot	Rosières aux Salines	162	
" " "	Chemin St Antoine	Rosières aux Salines	36	
" " "	Route de Saffais	Rosières aux Salines	36	
" " "	Rue Bocheron	Rosières aux Salines	22	
Rosières aux Salines EPC-MAS	Avenue des Vosges	Rosières aux Salines	36	
" " " "	Avenue des Vosges	Rosières aux Salines	36	
AEIM-IME "Raymond Carel"	2 Rue des Martyrs du Nazisme	St-Nicolas-de-Port		
AEIM -IME "Georges Finance"	4 avenue JF Kennedy	Toul		
AEIM - MAS	rue de Ludres	Vandœuvre		
IME+Rééducation St Camille	Poste de Velaine	Velaine en Haye	90	
Institution Jeunes Aveugles "Les 3 Font."	Rue de la Libération	Vézelize		
<b>Maisons de retraite - foyers - résidences - établissements publics</b>				
<b>Noms</b>	<b>Adresse</b>	<b>Commune</b>	<b>KW</b>	
Maison de Retraite	Rue du Bac	Blainville S/ l'Eau	24	
Maison de Retraite	16 Rue Maurice Barrès	Gerbéviller	240	
Maison de Retraite Fidry	26 Rue Roland Daret	Labry	42	
Maison de Retraite B. de Courcelles	3 Rue de l'Eglise	Lay St Christophe	61	
Maison de Retraite Louis QUINQUET	29 Rue Louis Quinquet	Longuyon	50	
Maison de Retraite	2 Rue St Louis	Longwy	96	
Maison de Retraite St Dominique	70 Rue de Metz	Mars la Tour	48	
Maison de Retraite St François d' Assise	29 avenue du Gal. Leclerc	Pont à Mousson	60	
Maison de Retraite	Rue du Paquis des Toiles	Rosières aux Salines	54	
Maison de Retraite Ste Sophie	2 Rue Henry Poulet	Thiaucourt/Régnieville	108	
Maison de Retraite St Charles	Rue Notre Dame	Vézelize	90	
<b>Etablissements privés</b>				
<b>Noms</b>	<b>Adresse</b>	<b>Commune</b>	<b>KW</b>	
Résidence MONMOUSSEAU	5 Rue de l'Eglise	Auboué		
Résidence A. CROIZAT	2 Rue Ambroise Croizat	Audun le Roman	80	
Résidence des Personnes Agées	17 Rue Pasteur	Baccarat		
Maison de Retraite St Charles	23 Grande Rue	Bayon	200	
Foyer A. Croizat	4 Rue St Guérin	Blénod les PAM	92	
Résidence Foyer Club Poincaré	Rue Poincaré	Bouxières aux dames	98	
Résidence René Pernet	Rue Kauenne	Briey	40	
Foyer Résidence "Les Fourasses"	1 Bis, Rue de la Papeterie	Champigneulles	270	
"Les Grands Jardins"	4 Rue de la Gare	Colombey les belles	60	
Résidence "La Grande Muraille"	2 rue de la Résistance	Damelevières	19	
Foyer Personnes Agées "Le Couarail"	Rue de la Petite Emбанie	Dombasle	19	
Foyer des Pers. Agées "Le Rond Caillou"	Rue Fanny	Dombasle	3	
Maison de Retraite St Charles	30 Rue Collot	Dombasle		
Maison de Retraite La Fontaine Lincourt	Rue du Puits Gros Yeux	Einville au Jard		
Maison de Retraite St Joseph Bas Chat.	2 Rue de Dommartemont	Essey les Nancy	102	
Foyer des Personnes Agées	3 Ruelle du Jard	Gerbéviller		
Maison de Retraite "Beau Site"	1 Chemin d' Ormes	Haroué	42	
Résidence Blanche de Castille	Rue Blanche de Castille	Herserange		
Foyer des Personnes Agées	Rue Denfert Rochereau	Homécourt	360	
Foyer Personnes Agées Ambroise Croizat	Rue Jeanne d'Arc	Jarny		
Maison de Retraite Vallée du Rupt Mad	54 Avenue Wilson	Jarny		
Maison de Retraite du Haut du Bois	23 Avenue du Gal. De Gaulle	Jarville		
Résidence Jean Moulin	Rue de Ravenne	Joeuf		
Résidence Maurice Peltier	Rue du Commerce	Joeuf		
Maison de Retraite HOTELIA	8 Rue de la Saône	Laxou		
Résidence l'Oseraie	27 Rue de Maréville	Laxou	250	
Foyer Personnes Agées	2 Rue René Getti	Longlerville		
Résidence Automne Paisible	22 Avenue O'Gorman	Longuyon		
Résidence les Marronniers	Avenue Nouvelle	Longuyon		

Foyer Personnes Agées Rameau	1 Rue Stanislas	Longwy		
Foyer Personnes Agées Les Remparts	50 Avenue du 8 Mai 1945	Longwy		
Foyer Personnes Agées Les Fougères	1 Rue du Bon Curé	Ludres		
Maison de Retraite Ste Thérèse	50 Rue de la Gare	Ludres	130	
Foyer des Personnes Agées St Jacques	13 Place St Jacques	Lunéville	96	
Foyer des Personnes Agées Boffrand	12 Bis, Rue Boffrand	Lunéville	200	
Foyer des Personnes Agées Ménil	34 Rue de Ménil	Lunéville	240	
Foyer des Personnes Agées	Rue du Gal. De Gaulle	Malzéville		
Maison de retraite - ND du Bon Repos	34 Avenue du Gal. Leclerc	Maxéville	50	
Foyer des Pers. Agées G. Moulleron	137 Avenue Gabriel Moulleron	Nancy		
Foyer des Personnes Agées Guérineau	14 Place du Colonel Fabien	Nancy		
Foyer des Personnes Agées Pichon	20 Rue de l'Abbé Grégoire	Nancy		
Foyer des Pers. Agées Haussonville	42 Avenue du Gal. Mangin	Nancy		
Foyer des Personnes Agées Donop	27 Rue du Colonel Grandval	Nancy		
Maison de Retraites Œuvres Protestantes	11 Rue de Nabécor	Nancy	48	
Maison de Retraite Israélite (S.Bénichou)	Rue Hoche	Nancy	66	
Maison de Retraite St Clément	17 Cours Léopold	Nancy		
Maison de Retraite St Rémy	17 Rue du Chanoine Jacob	Nancy		
Maison de Retraite St Sauveur	35 Rue Victor Prouvé	Nancy		
Maison de Retraite Notre Maison	52 Rue des Jardiniers	Nancy	150	
Résidence de Boudonville	1 Rue St Bodon	Nancy		
M.A.P.A.D.	14 Rue Boyard	Neuves-Maisons		
Foyer Résidence André Clerbout	Rue Pierre Mendes France	Neuves-Maisons	250	
Home du Rupt de Mad	8 Grande Rue	Onville		
Foyer Résidence Dr Jean Claude	28 Rue de Nivoy	Pagny Sur Moselle	35	
Foyer des Personnes Agées Marronniers	2 Bis, Rue des Vannes	Pompey	360	
Résidence Philippe de Gueldres	Place Colombé	Pont à Mousson	30	
Résidence de l'Age d'Or	19 Rue Haxo	St Clément		
Maison de Retraite St Firmin	5 Rue Barre	St Firmin	90	
Résidence du Clos Pré	Rue du Clos Pré	St Max	200	
Foyer William Jacson	Rue des Chardonnerets	St Nicolas de Port	36	
Foyer de Personnes Agées	Rue Aristide Briand	Tomblaine		
Foyer du Dr Crosmarie	Allée de la Louvière	Toul	69	
Foyer du Dr Douzain	Cours Raymond Poincaré	Toul	6	
Résidence A. Picquot	Quai de la Glacière	Toul	33	
Foyer des Pers. Agées Les Jonquilles	1 Avenue des Jonquilles	Vandœuvre		
Maison de Retraite La Ste Famille	Bois le Duc	Vandœuvre	95	
Foyer des Pers. Agées Les Chardonnerets	Rue Victor Hugo	Varangéville	60	
Foyer des Personnes Agées	2 Quai du Brénon	Vézelize	16	
Foyer des Personnes Agées Le Clairlieu	Boulevard des Essarts	Villers les Nancy		
Foyer des Personnes Agées Paul Adam	Rue Jean Giraudoux	Villers les Nancy		
Foyer des Personnes Agées La Verrière	6 Bis, Rue Albert 1er	Villers les Nancy	150	
<b>Laboratoires d'analyses médicales et biologiques</b>				
<b>Noms</b>	<b>Adresse</b>	<b>Commune</b>	<b>KW</b>	
Lab. d'Analyses Médicales St Rémy	39 rue de la Division Leclerc	Baccarat		
Lab. d'Analyses Médicales Mairey	9 Rue de Metz	Briey	8	
Lab.d'Analyses Médicales Zanad Watrin	54 Rue Gabriel Péri	Dombasle	4	
Lab.d'Analyses Médicales Cussenot Basthel	45 Avenue Foch	Essey les Nancy	12	
Lab.d'Analyses Médicales Le Vieux Moulin	89 Rue de l'Hôtel de Ville	Frouard	36	
Laboratoire d'Analyses Médicales	2 Rue de Nancy	Frouard		
Lab.d'Analyses Médicales Klein	1 Place Foch	Homécourt	24	
Lab. d'Analyses Médicales Mathieu	22 Avenue Parron	Jarny		
Lab. d'Analyses Médicales	17 Rue de la République	Jarville		
Laboratoire d'Analyses Médicales Isarel	111 Rue de l'Hôtel de Ville	Joeuf		
Lab. d'Analyses Médicales et Biologiques	2 Rue de la Mortagne	Laxou		
Laboratoire d'Analyses Médicales	59 Avenue Pierre et Marie Curie	Laxou		

Laboratoire d'Analyses Médicales Dorion	21 Place de l'Hôtel de Ville	Longuyon	10	
Laboratoire d'Analyses Médicales de Korwin	32 Rue de Sète	Longuyon	12	
Lab. D'Analyses Médicales Gambirasio	6 Rue Ordemer	Longwy	10	
Laboratoire Biologique et Médical	9 Rue Mercy	Longwy		
Laboratoire Biologique et Médical	1 Rue du Tramway	Longwy		
Laboratoire ANABIO	820 Avenue du Bon Curé	Ludres	48	
M.G.E.N.	6 Rue Désilles	Nancy		
Laboratoire VALLEE	31 Rue Grandville	Nancy	9	
Laboratoire Biologique et Médical NEUMANN	248 Avenue de Strasbourg	Nancy		
Laboratoire BARTHEL METAIZEAU	2 Rue de la Commanderie	Nancy	36	
Laboratoire LUPORSI TRABOULZY	38 Avenue Foch	Nancy	6	
Labos Faculté de Médecine	Rue Lionnois	Nancy		
Laboratoire Biologique et Médical	108 Bd Jean Jaurès	Neuves-Maisons		
Laboratoire SCHIRRAZ SCHUHMACHER	3 Rue des Aulnois	Pagny Sur Moselle	6	
Laboratoire CREHANGE	4 Rue de la République	Piennes		
Laboratoire SIEST	9 Rue Fabvier	Pont à Mousson		
Lab. Le Breuil SIEST DOLEANS	248 Avenue Henri Dunant	Pont à Mousson	5	
Laboratoire AUBERT	66 Avenue Carnot	St-Max		
Laboratoire ZANNAD	5 Rue Jolain	St-Nicolas-de-port		
Laboratoire VAUTRIN	18 Rue Gambetta	Toul		
Laboratoire ST MANSUY	10 Rue Albert 1er	Toul		
Laboratoire COLLIN PUPIL	9 Square de Liège - Montet Octroi	Vandoeuvre	36	
Lab. Centre de Médecine Préventive	2 Avenue du Doyen Parisot	Vandoeuvre	10	
Laboratoire Biologique et Médical	Place Gérard d'Alsace	Vandoeuvre		
Laboratoire CHEVALIER LAMY	Les Nations	Vandoeuvre	24	
Laboratoire Biologique et Médical	23 Bd de l'Europe	Vandoeuvre		
Laboratoire Biologique et Médical	5 Rue de la Carrière	Vézelize		
Laboratoire LABOLIO	Bd Cattenoz	Villers les Nancy	9	
Laboratoire SYMBIOSE	17 Rue Foch	Villerupt	24	

Catégorie C: Etablissements industriels et divers				
Noms	Adresse	Commune	KW	Distributeur
Barrage		Aingeray		EDF NANCY LORRAINE
Station de Relevage des Eaux		Aingeray		EDF NANCY LORRAINE
CFC DAUM		Vannes le Châtel		EDF NANCY LORRAINE
Station d'Épuration des Eaux Usées		Auboué		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Cristalleries		Baccarat		EDF NANCY LORRAINE
Société Européenne de Galvanisation		Baccarat		EDF NANCY LORRAINE
Station d'Épuration des Eaux Usées		Batilly		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Syndicat des Eaux du SOIRON		Batilly		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Société SOPRACO	Rue des Souches	Beuveille	225	EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Station de Pompage Centrale EDF		Blénod les PAM		EDF NANCY LORRAINE
Auxiliaire Centrale Thermique		Blénod les PAM		EDF NANCY LORRAINE
Fonderies de Pont à Mousson	Blénod les PAM et PAM	Blénod les PAM	6400	EDF NANCY LORRAINE
Cie des Eaux et de l'Ozone Station Épuration		Briey		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Caserne des Pompiers	22 Rue de Metz	Briey		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Station de pompage du Dolhain		Briey		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Stockage Souterrain GAZ-EDF		Cerville		EDF NANCY LORRAINE
Brasserie KRONENBOURG		Champigneulles		EDF NANCY LORRAINE
ALSTOM		Champigneulles		EDF NANCY LORRAINE
Usine AEP de Cosnes et Romain		Cosnes et Romain		
Manoir industries		Custines		EDF NANCY LORRAINE
Ets GOUVY		Dieulouard		EDF NANCY LORRAINE
Centre de Détention d'Ecrouves	323 Route de Pagney	Ecrouves		EDF NANCY LORRAINE
Aérodrome Nancy-Essey		Essey les Nancy		EDF NANCY LORRAINE
DELIPAPIER	Ban la Dame	Frouard		EDF NANCY LORRAINE
Union Coopérative Agricole (UCA)		Frouard+Belleville		EDF NANCY LORRAINE

Station de Pompage	Haut de Blémont	Heillecourt		EDF NANCY LORRAINE
CGE Station Traitement Eaux DROITAUMONT		Jarny		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
SOCEA Pompage		Joeuf		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Station d'Epuration des Eaux Usées		Laneuveville		EDF NANCY LORRAINE
ARCELOR Tubes		Lexy		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
	500 en période normale, 1400 en période de gel			
Pompes Immergées		Liverdun		EDF NANCY LORRAINE
St Gobain PAM		Liverdun + Foug		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage de DORLON		Longuyon		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Caserne des Pompiers		Longwy		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
St Hubert	870 Rue Denis Papin (ZI)	Ludres		EDF NANCY LORRAINE
UIOM NANCY ENERGIE		Ludres		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Château de Lunéville	Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage		Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de Relevage des Eaux	Rue RICHARD	Lunéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage		Maidières		EDF NANCY LORRAINE
Centre de Recherche de Pont à Mousson		Maidières		EDF NANCY LORRAINE
Syndicat des Eaux		Mancieulles		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Station d'Epuration des Eaux Usées		Maxéville	550	EDF NANCY LORRAINE
PERMALI COMPOSITES S.A.		Maxéville		EDF NANCY LORRAINE
Station de Relevage des Eaux		Messein		
Station de pompage de Boudonville		Nancy		
Centre distribution Mixte EDF-GDF		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Préfecture de Meurthe-et-Moselle	1 Rue du Préfet Erignac	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Conseil Général de Meurthe-et-Moselle	Rue du Sergent Blandan	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Hôtel de Ville	Place de l'Hôtel de Ville	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Avenue de la Libération	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Boulevard Joffre	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Musée Zoologique	Rue Ste Catherine	Nancy		0
Station de Pompage	ZAC de Brabois	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage	Haut du Lièvre	Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Grands Moulins de Paris (VILGRAIN)		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Centre de Tri Postal		Nancy		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Rue Nicolas Cugnot	Neuves-Maisons		EDF NANCY LORRAINE
Société CARBONE LORRAINE		Pagny sur Moselle		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage de Joudreville		Piennes		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Caserne des Pompiers	146 Allée Amperre	Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE
Sté Usinage des Tubes pour l'Electricité		Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE
PHILIPS ECLAIRAGE	chemin Montrichard	Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE
Coopérative Agricole de Lorraine (CAL)		Pont à Mousson		EDF NANCY LORRAINE
Aérodrome		Rosières aux salines		EDF NANCY LORRAINE
Faienceries de St Clément		St-Clément		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage de Mainvaux		St-Max		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Place Jean Jaurès	St-Nicolas-de-port		EDF NANCY LORRAINE
Puits 3 et 3 Secours		Serrouville		EDF LORRAINE 3 FRONTIERES
Caserne des Pompiers		Tomblaine		EDF NANCY LORRAINE
Centre de Détention de Toul	804 Rue du Mal. Lyautey	Toul		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Quai de la Glacière	Toul		EDF NANCY LORRAINE
Kléber Colombes		Toul		EDF NANCY LORRAINE
Station de Pompage	Usine de la Croisette Toulvalcourt	Toul		EDF NANCY LORRAINE
STIT Alimentation en Vapeur Kléber Colombes		Toul		EDF NANCY LORRAINE
Société LAMBERT Industrie		Vandières		EDF NANCY LORRAINE
Société CEBAL		Vandières		EDF NANCY LORRAINE
Ecole Nale d'Agronomie et Industries Aliment.	2 Ave. de la Forêt de Haye	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Caserne des Pompiers	Avenue Désiré Masson	Vandoeuvre		EDF NANCY LORRAINE
Station St Charles (usine AEP)	rue Gabriel Péri	Vandoeuvre		
Station Imbeaux (usine AEP)		Vandoeuvre		

Station de pompage de Bellevue		Vandoeuvre		
AIR LIQUIDE		Varangéville		EDF NANCY LORRAINE
CIME EST		Villers les Nancy		EDF NANCY LORRAINE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

## ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE

À M. FRANÇOIS DUMUIS, SOUS-PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture, tel qu'il a été modifié et complété ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2001 nommant M. François Dumuis, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2000 nommant M. Jean-Pierre Balloux, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne Chauvin, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;

VU le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2001 nommant M. Michel Zinger, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de 1<sup>ère</sup> classe, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2003 accordant délégation de signature à M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.17 du 27 juin 2003 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Dumuis, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à M. Jean-Pierre Balloux, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville et à Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. Balloux, sous-préfet de Lunéville, à Mme Chauvin, sous-préfète de Toul, à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission, à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 28 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE

À M. MICHEL ZINGER, SOUS-PRÉFET À LA VILLE ET AUX AFFAIRES ECONOMIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N°82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 modifié, relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 18 juillet 2001 nommant M. Michel Zinger, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de 1<sup>ère</sup> classe, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 5 août 2001 nommant M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil en qualité de sous-préfet de 2<sup>ème</sup> classe, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2002 accordant délégation de signature à M. Michel Zinger, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'article 11 de l'arrêté préfectoral N° 02.BODE.41 du 29 août 2002 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Zinger, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Zinger et Dumuis, par M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.  
NANCY, le 28 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
À M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES EN PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret N°50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;  
VU le décret N°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
VU le décret N°70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;  
VU le décret N°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n°511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;  
VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 accordant délégation de signature à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles ;  
Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction des actions interministérielles ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'alinéa 2 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.27 du 7 octobre 2003 est modifié comme suit :

**Bureau de la programmation et des fonds européens :**

Mme Michèle Wiss,  
Mlle Françoise Chaudron,  
Mme Martine Gillet,  
Mme Gisèle Mansuy,  
M. Stéphane Blaise.

**ARTICLE 2** : L'alinéa 4 de l'article 7 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville :**

Mme Dominique Demangeon,  
M. Frédéric Demangeon,  
Mlle Virginie Andrews,  
Mme Marthe Badie,  
Mme Sophie Mulot,  
M. Angelo Curto.

**ARTICLE 3** : L'alinéa 5 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau de l'environnement :**

M. Gérard Bernardin,  
Mme Christine Debaize,  
M. Driss Daghmous,  
Mme Patricia Rome,  
Mlle Chantal Moitrot,  
Mlle Dominique Salas,  
Mlle Amandine Sutter,  
Mlle Stéphanie Renard,  
Mlle Laurence Lamesle.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.  
NANCY, le 28 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES**

**PREMIER BUREAU**

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 janvier 2004, la Commission Départementale d'Équipement Commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL VMONT Promotion, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial composé de 3 moyennes surfaces spécialisées : - en vêtements à l'enseigne DEFIMODE de 1 000 m<sup>2</sup>, - en chaussures à l'enseigne CHAUSSEA de 650 m<sup>2</sup>, - en jouets et en puériculture à l'enseigne TEDDY TOYS de 800 m<sup>2</sup> à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchéry d'une surface totale de vente de 2 450 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 16 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 janvier 2004, la Commission Départementale d'Equipe-  
ment Commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI  
Houdcourt, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin de jeux et jouets éducatifs à l'enseigne OXYBUL à  
HOUEMONT d'une surface de vente de 1 400 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOUEMONT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 16 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 29 janvier 2004, la Commission Départementale d'Equipe-  
ment Commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA  
Vêtir, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à l'agrandissement d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne GEMO par réunion de 2  
commerces existants de 999 m<sup>2</sup> de vente chacun et par l'extension de 516 m<sup>2</sup> de vente portant la surface totale de vente du nouvel ensemble à 2 514 m<sup>2</sup> à  
FROUARD - ZAC du Saule Gaillard.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 30 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 29 janvier 2004, la Commission Départementale d'Equipe-  
ment Commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA  
Pasnat, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un supermarché à l'enseigne INTERMARCHE à LONGWY - Zone du Pulventeux de 1  
170 m<sup>2</sup> de vente portant la surface de vente à 3 069 m<sup>2</sup> et de sa galerie marchande de 161 m<sup>2</sup> de vente portant la surface de vente à 236 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGWY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 30 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**DEUXIEME BUREAU**

**DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT - COMPOSITION DE LA COMMISSION - ARRETE MODIFICATIF**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment, son article 103 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition de compétences entre les communes, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 85-1352 du 20 décembre 1985 relative à la dotation globale d'équipement ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment, ses articles L 2334-35 et R 2334-32 à R 2334-35 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de  
l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 2002 du 23 décembre 2002 relatif aux modalités d'attribution de la DGE des communes et modifiant le code général des collectivités  
territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2001 déterminant la composition de la commission des élus chargée de fixer, pour la répartition de la dotation globale  
d'équipement, les catégories d'opérations prioritaires et les taux minima et maxima de subvention applicables à chacune d'elles ;

Vu la proposition de M. le président de l'association des maires de Meurthe & Moselle du 18 décembre 2003 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Au 6° alinéa du paragraphe I " Représentants des communes de moins de 20 000 habitants " de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 31  
juillet 2001 portant composition des membres de la commission des élus relative à la dotation globale d'équipement, le membre désigné, M. Michel  
JACQUEL, maire de THIAVILLE S/ MEURTHE, est remplacé par Mme Rose-Marie FALQUE, maire d'AZERAILLES.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe & Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera  
adressée à chacun des membres de la commission et qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## CINQUIEME BUREAU

**ARRETE DU 10 NOVEMBRE 2003 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES  
A LA CONCESSION DE MINES DE FER D'AUMETZ (MEURTHE-ET-MOSELLE/MOSELLE)  
(JOURNAL OFFICIEL DU 25 NOVEMBRE 2003)**

LA MINISTRE DELEGUEE A L'INDUSTRIE

Vu le code minier,

Vu le décret n° 80-204 du 11 mars 1980 relatif aux titres miniers, ensemble le décret n°95-424 du 19 avril 1995 modifié ;

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières, ensemble le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié ;

Vu l'acte du 28 septembre 1904 instituant, au profit de la Société Métallurgique de Knutange, la concession de mines de fer d'Aumetz par fusion des concessions dites « Aumetz » et « Aumetz II », elles-mêmes instituées respectivement par actes du 13 novembre 1874 et du 14 novembre 1874 ;

Vu le décret du 28 décembre 1959 autorisant l'échange de parcelles des concessions de mines de fer d'Aumetz et de Villerupt, détenues respectivement par la Société Métallurgique de Knutange et la Société Métallurgie d'Aubrives et Villerupt ;

Vu les décrets des 24 décembre 1964, 13 janvier 1969 et 28 mars 1979 autorisant notamment la mutation de la concession d'Aumetz susvisée, en dernier lieu au profit de la Société des Mines de Sacilor-Lormines ;

Vu la demande en date du 27 avril 1994, complétée le 15 mars 1995, par laquelle la Société des mines de Sacilor-Lormines, dont le siège social est à Hayange (57), 155, rue de Verdun, a sollicité l'autorisation de renoncer totalement à la concession d'Aumetz, susvisée ;

Vu les documents joints à cette demande ;

Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine en date du 3 février 1998 ;

Vu les avis du préfet de Meurthe-et-Moselle et du préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, en date respectivement des 2 et 24 juillet 1998 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, en date du 14 décembre 2000 donnant acte à la Société des mines de Sacilor-Lormines de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation d'utilisation des installations associées, attachés, notamment, à la concession d'Aumetz ;

Vu les avis du préfet de Meurthe-et-Moselle et du préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, en date respectivement des 31 mai et 22 juin 2001 ;

Vu le jugement, non définitif, en date du février 2002, par lequel le Tribunal administratif de Strasbourg a annulé le refus implicite du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie d'accepter la renonciation de la Société des mines de Sacilor-Lormines à la concession d'Aumetz (art. 1<sup>er</sup>) et enjoint au ministre d'accepter celle-ci, rétroactivement à la date du 26 février 1999, dans le mois de la notification dudit jugement (art. 2) ;

Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 2 juillet 2003 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** - La renonciation de la Société des mines de Sacilor-Lormines à la concession de mines de fer d'Aumetz, portant sur partie du territoire des départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, est acceptée à compter du 26 février 1999.

En conséquence, à la date précitée, il est mis fin à cette concession et le gisement correspondant est replacé dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

**ARTICLE 2.** - Le présent arrêté est pris en exécution du jugement susvisé du Tribunal administratif de Strasbourg en date du 22 février 2002.

**ARTICLE 3.** - Un extrait du présent arrêté sera, par les soins des préfets, affiché aux préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et dans les communes d'Aumetz, Audun-le-Tiche et Villerupt, inséré au Recueil des actes administratifs de ces préfectures et, aux frais du demandeur, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone anciennement couverte par la concession.

**ARTICLE 4.** - Le directeur général de l'énergie et des matières premières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, par extrait, au Journal officiel de la République française.

PARIS, le 10 novembre 2003

La Ministre Déléguée à l'Industrie,  
Nicole FONTAINE

**ARRETE CHASSE N° 2003/506 FIXANT LA LISTE DES ANIMAUX NUISIBLES  
POUR L'ANNEE 2004 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 82.389 du 10 Mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du 21 Novembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 26 Novembre 2003 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le Département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2004 est fixée comme suit :

ESPECES	MOTIVATIONS	CONDITIONS PARTICULIERES
<b>1 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES DANS L'INTERET DE LA SANTE ET DE LA SECURITE PUBLIQUES</b>		
• RENARD	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
• CORBEAU FREUX	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
• ETOURNEAU SANSONNET	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
<b>2 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR PREVENIR DES DOMMAGES IMPORTANTS AUX ACTIVITES AGRICOLES, FORESTIERES OU AQUICOLES</b>		
• RENARD	Dégâts sur petits élevages - Prédation des agneaux dans les parcs	
• FOUINE	Dégâts sur petits élevages	
• MARTRE	Dégâts sur petits élevages	Exclusivement dans un rayon de 500 m autour des habitations.
• RAGONDIN - RAT MUSQUE	Dégradation des rives et des digues	
• SANGLIER	Dégâts aux cultures	



• CORBEAU FREUX	)	
• CORNEILLE NOIRE	) - Dégâts dans les cultures (semis...)	
• PIE BAVARDE	)	
• ETOURNEAU SANSONNET	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
<b>3 - ANIMAUX CLASSES NUISIBLES POUR LA PROTECTION DE LA FLORE ET DE LA FAUNE</b>		
• CHIEN VIVERRIN	Présence signalée dans le Département en 1999.	
• VISON D'AMERIQUE	Présence signalée en 2002 . Visons échappés d'un élevage.	

**ARTICLE 2** - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R\* 227-7 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 3** - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R\* 227-8 à R\* 227-23 du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 23 Mai 1984 modifié relatif aux conditions du piégeage ;

**ARTICLE 4** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence Nord, délégué Départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en Mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale de Chasseurs.

NANCY, le 19 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### ARRETE CHASSE N° 2003/507 FIXANT LES MODALITES DE DESTRUCTION A TIR DES ANIMAUX NUISIBLES POUR L'ANNEE 2004 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 82.389 du 10 Mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU l'arrêté ministériel du 30 Septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 Décembre 2003 fixant la liste des animaux nuisibles pour l'année 2004 dans le Département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des chasseurs du 21 Novembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 26 Novembre 2003 ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

#### A R R E T E :

**ARTICLE 1er** - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R\* 227-17 et suivants du Code de l'Environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

**Espèces** : *fouine - martre*

Période autorisée : néant

**Espèces** : *ragondin - rat musqué*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

**Espèces** : *renard - chien viverrin - vison d'Amérique*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars.

Formalités : autorisation préfectorale

**Espèce** : *sanglier*

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

**Espèces** : *corbeau freux - corneille noire - pie bavarde*

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : \* autorisation préfectorale  
\* tir à poste fixe uniquement  
\* tir dans les nids interdit  
\* utilisation du grand duc artificiel autorisé

**Espèce** : *étourneau sansonnet*

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - Formalités : \* sur autorisation préfectorale  
\* tir à poste fixe uniquement

**ARTICLE 2** - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

**ARTICLE 3** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme et MM. les Sous-Préfets, Mesdames et Messieurs les Maires, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence Nord, délégué départemental de l'O.N.F., Mme et MM. les Lieutenants de Louveterie, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs,

NANCY, le 19 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DEMANDE D'AUTORISATION DE DESTRUCTION A TIR D'ANIMAUX NUISIBLES

ANNEE 2004

Je soussigné (1) .....

demeurant à .....

agissant en qualité de : (2)

☐ Propriétaire ou possesseur☐ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)☐ Fermier☐ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ..... ha dont ..... ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux dits) .....

sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

ESPECES	PERIODE	LIEUX DE DESTRUCTION	CULTURES MENACEES (préciser la superficie)
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions ..... tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :

- M. ....

- M. ....

*Je m'engage à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs, pour le 30 JUIN au plus tard, un compte-rendu (même négatif) des destructions réalisées.*

A ..... le .....  
(Signature)

(1) nom, prénom, profession

(2) cocher la qualité correspondante

(3) à remplir pour chaque espèce

(4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

## ATTESTATION DU MAIRE DE LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de ..... atteste la qualité du demandeur.

A ..... le .....  
(Signature et cachet de la Mairie)

Déclaration à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle  
5, Rue Drouin - B.P. 72226 - 54022 NANCY CEDEX

ARRETE N° 998 AUTORISANT LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST  
A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL DANS LA CONCESSION MINIERE DE CAUROY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code Minier ;

Vu le décret n° 95.696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

Vu le décret du 15 février 1882 instituant la concession de mines de sel LE HARAS, portant sur le territoire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES, ensemble les décrets du 28 juillet 1965 et du 3 septembre 1968 autorisant successivement la mutation de ladite concession au profit de la Société Salinière de l'Est, puis de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

Vu le décret du 22 mars 1982 instituant la concession de mines de sel CAUROY, portant sur le territoire des communes de ROSIERES-AUX-SALINES et de SAINT-NICOLAS-DE-PORT, au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

Vu la déclaration d'ouverture de travaux miniers dans les concessions susvisées, introduite le 29 mars 1982 au nom de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1982 autorisant la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est à ouvrir des travaux miniers dans les concessions de mines de sel CAUROY et LE HARAS ;

Vu la déclaration d'ouverture d'un nouveau panneau d'exploitation dénommée « CAUROY bis » dans les concessions de mines de sel ROSIERES-AUX-SALINES, DOMBASLE, CAUROY et LE HARAS introduite le 21 février 1990 par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

Vu le courrier 90/DB/03/15 en date du 8 mars 1990 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine autorisant la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est à ouvrir un nouveau panneau d'exploitation dénommée « CAUROY bis » ;

Vu la déclaration en date du 5 août 2003 de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est relative à une demande de modification des travaux miniers dans les concessions CAUROY et LE HARAS ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 15 octobre 2003 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 27 novembre 2003 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A R R E T E

## ARTICLE 1er

La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est est autorisée à poursuivre les travaux miniers en direction de la limite Est dans la concession de mines de sel du CAUROY, suivant le plan des travaux n° 13033.PP2 en date du 01 août 2003 annexé au présent arrêté.

Les travaux d'exploitation dans la concession LE HARAS, tel que définis dans l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1982 ne seront pas poursuivis.

**ARTICLE 2**

Les travaux d'exploitation seront réalisés dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1982 relatif à l'ouverture des travaux miniers dans les concessions de mines de sel du CAUROY et du HARAS.

**ARTICLE 3**

Tous autres travaux d'exploitation projetés, notamment, au-delà de la limite Est de la concession du CAUROY, feront l'objet d'une demande d'ouverture de travaux miniers établie conformément aux prescriptions de l'article 3 du décret n° 95.696 du 09 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines. Cette demande sera introduite au moins un an avant la fin des travaux autorisés.

**ARTICLE 4**

L'autorisation en date du 8 mars 1990 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine relative à l'ouverture d'un nouveau panneau d'exploitation dénommé « CAUROY bis » est rapportée.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois compté à partir de la date de sa notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le Ministre Délégué à l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 7**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - Etablissement de VARANGEVILLE, et transmis à titre d'information aux maires de Varangéville et de Saint Nicolas de Port et à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Militaire.

NANCY, le 15 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

*Le plan peut être consulté à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, DACI, Bureau de l'environnement.*

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT :****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE ROUGE CAILLOU PAR LA COMMUNE DE TANCONVILLE****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 14/05/2001 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 09/02/1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage ROUGE CAILLOU à TANCONVILLE ;

VU l'arrêté préfectoral du 05/02/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage ROUGE CAILLOU par la Commune de TANCONVILLE en commune de TANCONVILLE

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de TANCONVILLE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 03/05/2003 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 09/05/2003 du Sous-Préfet de LUNEVILLE ;

VU le rapport en date du 06/10/03 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 27/11/2003 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la Commune de TANCONVILLE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation de source par le captage ROUGE CAILLOU à TANCONVILLE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à TANCONVILLE

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

## TITRE II - DERIVATION DES EAUX

## ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
ROUGE CAILLOU	TANCONVILLE	A3 N° 698	232-6-0030	938976	2411018	311

## ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 50 m<sup>3</sup>/j.

## ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

## ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

## ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

## ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

## 7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage ROUGE CAILLOU est situé sur la commune de TANCONVILLE, dans les parcelles A n° 697, 698 et 700. Il couvre une surface de 13 a 08 ca.

## 7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 30 ha 05 a 82 ca environ. Il est situé sur la commune de TANCONVILLE et regroupe les parcelles cadastrées A feuille 3 numéros 689 à 702 et 706.

## ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

## 8-1 Périmètre de protection immédiate

Les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate doivent être propriété de la commune et le rester.

Le périmètre de protection immédiate devra être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle des eaux et de l'entretien de l'ouvrage.

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du captage ou de ses abords sont interdites. Les arbres devront y être abattus et toute végétation ligneuse sera régulièrement coupée. Les prairies seront fauchées mais ne seront ni pâturées ni engraisées. L'emploi de produits phytosanitaires y sera interdit.

## 8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

\* concernant les travaux souterrains sont interdits :

- les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- les sondages de reconnaissance,
- l'exploitation de carrière,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 m de profondeur,
- la réalisation de mares et d'étangs.

\* sont interdits les stockages et dépôts :

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- de produits chimiques,
- d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, lisiers, purins),
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

\* sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées domestiques collectives et industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides.

\* sont interdits les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques et industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'installations autonome de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

\* sont interdites toutes les constructions de quelque nature qu'elles soient.

\* concernant les activités agricoles est interdit :

- le drainage,
- la culture sur labour,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris,
- l'épandage de lisiers, fumiers, boues de station d'épuration,
- l'épandage de pesticides.

\* concernant les activités forestières:

- les défrichements,
- les aires de débardages
- l'utilisation de pesticides,
- l'affouragement ou l'agrenage de gibier,
- le traitement du bois stocké.

\* est interdite toute modification d'écoulement des eaux superficielles :

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

\* concernant les travaux souterrains :

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières.

\* concernant les activités agricoles :

- le pacage est autorisé sous réserve du maintien permanent du couvert végétal. Il pourra être interdit si la qualité bactériologique le justifie,
- les prairies pourront être amendées et recevoir une dose maximale annuelle de 120 kg d'azote minéral par hectare, si possible de manière fractionnée.

\* concernant les activités forestières :

- tous les défrichements ne relevant pas des dispositions des articles L.311-1 et L.312-1 et suivants du code forestier devront faire l'objet d'une autorisation préalable à la DDAF. Les déboisements seront compensés par des plantations au moins équivalentes en superficie à l'intérieur du périmètre,
- les coupes à blanc seront limitées à moins de deux hectares par année dans le périmètre et seront remplacées autant que possible par des coupes de régénération progressive.

#### **ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- acquisition des parcelles nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate
- mise en place d'une clôture autour du périmètre de protection immédiate .
- remplacement de l'édifice existant par un capotage en béton, doté d'un accès par le haut, fermé par un capot réglementaire, avec joint torique et cheminée d'aération. Lors de ces travaux, contrôle de l'état des travaux d'étanchéification réalisés en 1995 et éventuellement renforcement,
- création d'un chemin d'accès au périmètre de protection immédiate. Il pourra être protégé des eaux de ruissellement par un fossé le longeant à l'amont et conduisant les eaux vers le ruisseau au Sud Est.
- L'ancien captage de la Fontaine Piersonnette devra être déconnecté du réseau d'alimentation en eau potable.

#### **ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

#### **ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

#### **ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de TANCONVILLE est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1321-3 du code de la santé publique.

#### **ARTICLE 13 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de TANCONVILLE est chargé d'effectuer ces formalités.

### **TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 14- Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

#### **ARTICLE 15- Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

#### **ARTICLE 16- Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

### **TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 17-**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 18 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le maire de la commune de TANCONVILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 16 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL  
LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE ET A GROSROUVRES,  
AU TITRE DE LA LOI 92-3 SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992 ET DE L'ARTICLE L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 ;

VU l'article L 432-3 du Code de l'Environnement ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 pris en application de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande déposée le 30 juin 2003 par Monsieur le Maire de GROSROUVRES à l'effet d'autoriser et de déclarer d'intérêt général les travaux d'aménagement du ruisseau de GROSROUVRES.

VU l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation et la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que l'enquête a été menée en mairie de GROSROUVRES ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 15 jours en mairie précitée ;

VU l'avis favorable, le 03 novembre 2003, du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 26/11/03 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 19/12/03 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er - OBJET ET DECLARATION D'INTERET GENERAL**

La commune de GROSROUVRES est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux d'aménagement du ruisseau de et à GROSROUVRES.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés en commune de GROSROUVRES, du pont de l'église à la sortie du village.

**ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE**

Pendant les travaux, les riverains du ruisseau de GROSROUVRES devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages consistent en :

- l'entretien du lit mineur ;
- la mise en place de gabions ;
- l'aménagement d'une rampe d'accès au ruisseau ;
- la construction d'un mur de soutènement ;
- la mise en place d'un garde corps ;
- la réfection d'un chemin en bordure de ruisseau ;
- la pose d'enrochements ;
- l'aménagement paysager.

**ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la D.D.A.F. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

**ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'aménagement du ruisseau de GROSROUVRES devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 31 décembre 2004.

Les travaux concernant devront être terminés dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 9 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 10 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

#### **ARTICLE 11 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

#### **ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Madame la Sous-Préfète de TOUL,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Maire de la commune de GROSROUVRES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie de GROSROUVRES.

NANCY, le 20 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### **ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA VALLEE DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE 145 A TUCQUEGNIEUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements ;

VU la demande de Monsieur le Président du Conseil Général ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 4 décembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 19 décembre 2003 ;

SUR les propositions de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle;

#### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE**

Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à procéder aux travaux de réparation du pont de franchissement du ruisseau de la Vallée sur la route départementale n°145 à TUCQUEGNIEUX dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la Vallée consisteront :

- à traiter les aciers apparents par un décapage et une passivation, à ragréer les parties endommagées à l'aide d'un béton projeté et à rejointoyer la maçonnerie.

Les travaux seront réalisés à pied d'œuvre depuis le ruisseau de la Vallée.

#### **ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chaque chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

#### **ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE :**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX :**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

#### **ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE :**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

**ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

**ARTICLE 9 -**

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de monsieur le préfet de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 10 -**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Président du Conseil Général,

Monsieur le Maire de TUCQUEGNIEUX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et affiché en mairie de TUCQUEGNIEUX.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

NANCY, le 20 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT SOLOREM A EFFECTUER DES INSTALLATIONS, OUVRAGES, TRAVAUX ET ACTIVITES  
DANS LE CADRE DE L' AMENAGEMENT DE LA ZAC DE FROCOURT EN COMMUNES DE FLEVILLE-DEVANT-NANCY ET HOUEMONT,  
AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LOI SUR L'EAU DU 3 JANVIER 1992**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment les articles R 11-4 à R 11-14 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement;

VU la demande du 18 février 2003 déposée par la société SOLOREM, à l'effet d'être autorisée à réaliser les installations, ouvrages, travaux et activités liés à l'aménagement de la ZAC de FROCOURT, au titre du code de l'environnement et de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique, préalable à la réalisation du projet précité, en communes de FLEVILLE-DEVANT-NANCY, HOUEMONT ET HEILLECOURT ;

Considérant que le dossier enquête est resté 31 jours en mairies concernées par le périmètre d'enquête ;

VU l'avis du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 19/11/03 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de MEURTHE & MOSELLE au cours de sa séance du 19/12/03 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 - OBJET**

La société SOLOREM est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement, les installations, ouvrages, travaux et activités prévus dans le cadre de l'aménagement de la ZAC de FROCOURT.

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les ouvrages et travaux seront réalisés en communes de FLEVILLE-DEVANT-NANCY et HOUEMONT.

**ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES ET TRAVAUX**

Les installations, ouvrages, travaux et activités seront exécutés conformément au projet soumis à enquête publique.

Les ouvrages hydrauliques liés à l'aménagement de la ZAC consistent en :

- La couverture du ruisseau de FROCOURT sur un linéaire de 600m environ dont 430 m en section rectangulaire (1,75 x 0,75 m), le reste de section circulaire (diamètre 1,2 m) en jonction avec un busage de même diamètre aboutissant à une section déjà aménagée du ruisseau.
- L'aménagement de 3 bassins de rétention des eaux pluviales B1, B2, et B3 de volumes respectifs 3000, 4250 et 4250 m<sup>3</sup>, équipés de déboueurs déshuileurs, et dont les débits de fuite (débits naturels avant aménagement de la ZAC) seront contrôlés par des orifices de diamètres respectifs 300, 200 et 150 mm.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution des eaux souterraines et des ruisseaux et prévenir les désordres susceptibles de nuire à la faune (poisson notamment) et à la flore aquatiques.

Les ouvrages, les bassins, les ruisseaux et fossés au droit de l'emprise routière seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 5 - MESURE DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX : SURVEILLANCE**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du Service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

**ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.



**ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet de MEURTHE & MOSELLE et soumise à autorisation préalable.

**ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

MM. Les Maires des communes de FLEVILLE-DEVANT-NANCY, HOUEMONT et HEILLECOURT,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE & MOSELLE,

sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE & MOSELLE et affiché en mairies précitées.

NANCY, le 20 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT :****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU FORAGE LOLIETTE PAR LA COMMUNE DE MORFONTAINE****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 22/12/2000 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 28/03/1997 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage FORAGE LOLIETTE à VILLERS LA MONTAGNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 28/04/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du FORAGE LOLIETTE à VILLERS LA MONTAGNE par la Commune de MORFONTAINE en communes de VILLERS LA MONTAGNE, MORFONTAINE, TIERCELET et BREHAIN LA VILLE,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de VILLERS LA MONTAGNE et MORFONTAINE

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10/08/2003 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 19/08/2003 du Sous-Préfet de BRIEY ;

VU le rapport en date du 23/10/2003 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 27/11/2003 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la Commune de MORFONTAINE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation du FORAGE LOLIETTE à VILLERS LA MONTAGNE

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à MORFONTAINE

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**TITRE II - DERIVATION DES EAUX****ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
FORAGE LOLIETTE	VILLERS LA MONTAGNE	B 55	0113-1-0008	854 152	2 500 212	375 m

**ARTICLE 3 - Débits prélevés**

Le volume à prélever ne pourra excéder 190 m<sup>3</sup>/j ni 8 m<sup>3</sup>/h.

**ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

**ARTICLE 5 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

**ARTICLE 6 -**

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU****ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate du FORAGE LOLIETTE est situé sur la commune de Villers la Montagne, lieudit "Pièce de 40 jours", section B n°55. Il couvre une surface de 2 a 20 ca.

**7-2 Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 92 ha 59 a 91 ca, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieu dit	Parcelles
VILLERS LA MONTAGNE	B	Pièce de 40 jours	2 à 5 ; 46 ; 54
		Fond Saint Sébastien	6 à 7
		Devant le Habe	8 à 11
		Haies Communes	32 ; 35 ; 36
		Friche Carbon	37 à 45
		A Droite du Chemin de Bréchain	62
	ZC	Fond Loliette	67 ; 69 71 ; 73
		Petit Fond Tourna	75 ; 77 ; 79
MORFONTAINE	C	Le Haut Chemin	8 ; 10 ; 81 ; 85 ; 87 ; 89 ; 91
		Hayes Communales	13 à 14

**7-3 Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée couvre une superficie de 260 ha 73 a 45 ca environ située sur le territoire des communes de VILLERS LA MONTAGNE, BREHAIN LA VILLE, TIERCELET et MORFONTAINE.

**ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection****8-1 Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre est propriété de la commune et doit le rester. Dans ce périmètre, toute activité autre que celle nécessaire à l'entretien du captage et du sol est interdite. L'usage de produits phytosanitaires est interdit.

**8-2 Périmètre de protection rapprochée**

A l'intérieur de ce périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

\* concernant les travaux souterrains sont interdits :

- l'exploitation de carrière,
- les captages d'eau captant le même aquifère sauf ceux rendus nécessaires pour remplacer l'ouvrage actuel,
- la réalisation de mares et d'étangs.

\* sont interdits les stockages et dépôts :

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- de produits chimiques,
- d'hydrocarbure et liquides inflammables,
- de produits destinés aux cultures,
- d'effluents industriels et d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains

\* sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées domestiques collectives,
- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

\* sont interdits les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'installations de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales et routières.

*\* sont interdites les constructions :*

- d'habitations raccordées ou non à un réseau d'assainissement collectif,
- de campings, caravanning et annexes,
- de cimetières,
- d'installations classées,
- de bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- de silos produisant des jus de fermentation.

*\* concernant les activités agricoles sont interdits:*

- le drainage,
- le maraîchage, serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration,
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite à moins de 200 m du captage,
- le retournement des prairies existantes sauf pour réensemencement immédiat.

*\* concernant les activités forestières sont interdits:*

- les défrichements,
- le traitement du bois stocké.
- les aires de stockage à moins de 200 m des captages,
- l'affourage ou l'agrenage de gibier à moins de 200 m des captages,
- l'utilisation de produits insecticides,
- la création de nouvelles pistes à moins de 200 m du captage.

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

*\* concernant les travaux souterrains :*

- les sondages et forages de reconnaissance seront exécutés dans les règles de l'art, seront cadencés et cimentés après usage sauf pour les besoins de surveillance de la nappe, le cas échéant,
- l'ouverture d'excavations de plus de 2 m de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
- le remblaiement d'excavations sera réalisé à l'aide des matériaux provenant carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

*\* concernant les constructions :*

- le traitement des accotements des voiries de communication utilisera d'autres moyens que des herbicides chimiques,
- les travaux de voirie prendront en compte l'existence du point d'eau et il sera proposé un mode d'assainissement de la chaussée compatible avec la protection de l'ouvrage. Les matériaux utilisés devront également ne pas porter atteinte à l'ouvrage, seront notamment exclus les laitiers de haut fourneaux.

*\* concernant les activités agricoles :*

- le pacage du bétail est autorisé sous réserve que la charge d'animaux à la parcelle maintienne un couvert végétal permanent des sols,
- l'utilisation de pesticides pourra être réglementée en cas d'apparition dans la ressource d'éléments en excès. Une étude déterminera le cas échéant les dispositions à prendre, et ce, en concertation avec la profession agricole.

*\* concernant les activités forestières :*

- dans les peuplements en régénération artificielle, les coupes à blanc ne devront pas excéder 1 ha d'un seul tenant avec une surface cumulée 3 ha par an. Le cumul des surfaces coupées à blanc, dans les peuplements en régénération pendant cinq ans ne devra pas excéder 5 ha. Les coupes de régénération naturelle ou d'amélioration seront autorisées.

**8-3 Périmètre de protection éloignée**

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

*\* concernant les travaux souterrains :*

- les captages d'eau captant le même aquifère seront soumis à déclaration quel que soit le débit capté. L'incidence sur l'ouvrage actuel sera ainsi étudiée.
- les sondages et forages de reconnaissance seront exécutés dans les règles de l'art, seront cadencés et cimentés après usage sauf pour les besoins de surveillance de la nappe, le cas échéant,
- l'étude d'impact prévue par la réglementation générale pour l'implantation devra comporter une étude hydrogéologique complète sur l'incidence sur le point d'eau,
- le remblaiement d'excavations et tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe,
- pour la création de plan d'eau, une étude hydrogéologique détaillée devra être effectuée dans chaque cas, afin de préciser la profondeur maximale de creusement et les prescriptions particulières,

*\* concernant les stockages et dépôts :*

- les stockages de produits polluants et de déchets solides seront réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales seront traitées avant rejet ou sur des aires étanches couvertes,
- les stockages de produits polluants liquides seront réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassins de rétention étanches dont la capacité correspondra au stockage et seront isolées des eaux pluviales pour éviter les débordements,

*\* concernant les canalisations :*

- toutes les canalisations de produits polluants seront étanches. Un contrôle adapté à la nature de la canalisation pourra être demandé.

*\* concernant les rejets liquides :*

- tout rejet liquide polluant devra faire l'objet d'un traitement avant rejet dans le milieu naturel comme le prévoit la réglementation générale. On étudiera pour chaque type de rejet le traitement optimal et le point de rejet le moins préjudiciable pour le point d'eau.

*\* concernant les constructions :*

- les modalités d'extension ou de construction de cimetières seront définies en fonction d'une conclusion d'une notice d'incidence,
- toute demande d'installation classée devra fournir une étude hydrogéologique mesurant l'impact sur le point d'eau et les préconisations adaptées au risque,
- les bâtiments d'élevage et d'engraissement autres que les installations classées devront faire l'objet d'une mise aux normes le cas échéant,
- les silos produisant des jus de fermentation devront être installés sur une aire étanche avec récupération des jus,
- tout projet de nouvelle voirie devra prendre en compte l'existence du point d'eau et proposer un système d'assainissement des eaux pluviales adapté. Les matériaux employés ne devront pas porter préjudice à la nappe.

*\* concernant les activités agricoles :*

- les épandages de boues de station d'épuration ou de lisiers devront être précédés d'une étude d'incidence.

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- le périmètre de protection immédiate sera clôturé avec porte d'accès fermant à clé. La maisonnette sera maintenu en bon état de propreté.
- les détritres situés à proximité de l'ouvrage devront être dégagés.
- les responsables du manège équestre devront être sensibilisés à la nécessité de garder les lieux en bon état de propreté et de ramasser les détritres générés par leur activité.

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Les maires des communes de MORFONTAINE, VILLERS LA MONTAGNE, TIERCELET et BREHAIN LA VILLE sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1321-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de MORFONTAINE est chargé d'effectuer ces formalités.

**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE****ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

**ARTICLE 15 - Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 17 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 18 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le maire de MORFONTAINE, M. le maire de VILLERS LA MONTAGNE, M. le maire de TIERCELET, M. le maire de BREHAIN LA VILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 28 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****PREMIER BUREAU****CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE LA RUE PASTEUR A SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

Au terme d'un acte reçu par Maître DELLESTABLE le 31 octobre 2003, il a été créé une association syndicale libre, régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents.

Dénomination : l'association syndicale sera dénommée : Association syndicale libre de la rue Pasteur.

Durée : L'association syndicale durera tant que durera son objet.

Siège social : le siège social de l'association est fixé à NANCY, 22, rue Saint Nicolas, dans les locaux de la société Michel et Neumayer.

Objet :

Cette association syndicale a pour objet :

- L'acquisition éventuelle, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier et compris dans son périmètre, notamment voies, espaces verts, canalisations et réseaux, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ceux-ci, etc...
- La création de tous éléments d'équipements nouveaux ;
- La cession éventuelle de tout ou partie des biens de l'association à une personne morale de droit public ;
- La police desdits biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires, et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;
- La répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement ;
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.

Administration : l'association est administrée par un directeur. Cette fonction sera assurée jusqu'à la tenue de la première assemblée générale par la société Michel et Neumayer.

NANCY, le 20 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## DEUXIEME BUREAU

### ARRETE AUTORISANT L'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> juillet 2003 par M. DEZA, boulanger-pâtissier installé 5 place du 10 Septembre 54340 POMPEY;

Vu le récépissé en date du 27 août 2003 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> octobre 2003;

Vu les explications fournies par M. DEZA dans son courrier du 29 octobre 2003 et les plans produits par l'intéressé ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation de deux caméras de vidéosurveillance dans les locaux commerciaux, accessibles au public, de la boulangerie DEZA, située 5 place du 10 Septembre 54340 POMPEY, est autorisée sous le numéro :

54.03.0063

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. DEZA.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification peut faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 7** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. DEZA, boulanger-pâtissier

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de Pompey

NANCY, le 17 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

### ARRETE FIXANT LE TARIF DES TRANSPORTS PAR TAXIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L.410-2 du Code de commerce et le décret d'application n° 86.1309 du 29 décembre 1986 fixant ses conditions d'application;

Vu le Décret n° 78.363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instruments de mesures taximètres ;

Vu le Décret n° 87.238 du 6 avril 1987 réglementant les tarifs des courses par taxis ;

Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur de taxi et à la profession d'exploitant et son décret d'application n° 95-935 du 17 août 1995;

Vu l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2000 relatif aux tarifs des transports de taxis en Meurthe-et-Moselle.

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et l'arrêté interministériel du 18 juillet 2001 relatifs aux taximètres en service;

Vu l'Arrêté Préfectoral du 20 janvier 2003 relatif aux tarifs des transports de taxis en Meurthe-et-Moselle.

Vu l'Arrêté Ministériel du 16 décembre 2003 relatif aux tarifs des courses par taxis pour la période 2001/2002 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le présent arrêté fixe les prix des transports par véhicules répondant à la définition et aux conditions d'exploitation des taxis, telles qu'elles résultent de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995, du décret n° 78-363 du 13 mars 1978, du décret n° 78-363 du 13 mars 1978, du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 et de leurs arrêtés d'application.

**ARTICLE 2** : A compter de la publication du présent arrêté, les tarifs maxima applicables dans le département de Meurthe-et-Moselle pour le transport de personnes par taxis sont fixés comme suit, T.V.A. comprise, quel que soit le nombre de places que la voiture comporte et que celles-ci soient toutes occupées ou non :

- Prise en charge : 2,30 €
- Indemnité d'heure d'attente ou de marche lente : 14,85 €, soit une chute de 0,10 € toutes les 24 secondes.
- Tarifs kilométriques pour une valeur de chute de 0,10 €

DESIGNATION AU COMPTEUR	TARIF APPLICABLE AU KM	VALEUR DE LA CHUTE	DISTANCE PARCOURUE PENDANT UNE CHUTE
A	0,59 €	0,10 €	169,49 m
B	0,84 €	0,10 €	119,05 m
C	1,18 €	0,10 €	84,75 m
D	1,68 €	0,10 €	59,52 m

La prise en charge comprend en franchise un parcours équivalent à la valeur d'une chute.

Pour les courses à petite distance, le montant de la prise en charge peut être augmenté à condition que le montant total de la course ne dépasse pas 32,80 F (5 euros), suppléments inclus repris à l'article 5 du présent arrêté et que la clientèle en soit préalablement informée, suivant les dispositions de l'article 8 ci-après.

**ARTICLE 3 :**

- a) **Tarif A** (jour) ) Transport avec départ et retour chargé  
**Tarif B** (nuit) ) à la station
- b) **Tarif C** (jour) ) Transport avec départ chargé et retour à vide  
**Tarif D** (nuit) ) à la station

Dans les deux cas, le compteur ne doit être mis en service qu'au moment de la prise en charge effective du client.

c) **Transports sur appels :**

Pour les transports sur appels, le compteur doit être mis en service dès le départ de la station et aux conditions suivantes :

- départ de la station au lieu de prise en charge : Tarif A (jour) ou B (nuit)
- après prise en charge du client :
  - 1 - Si l'itinéraire en charge coïncide intégralement avec le retour à la station : application des tarifs A ou B.
  - 2 - Si l'itinéraire en charge coïncide pour partie avec l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs A ou B puis application des tarifs C (jour) ou D (nuit) pour le reste du parcours.
  - 3 - Si l'itinéraire en charge est différent de l'itinéraire de retour à la station : application des tarifs C ou D.

**ARTICLE 4 : MODALITES D'APPLICATION DES TARIFS**

Les tarifs de nuit sont applicables de 19 heures à 7 heures.

Les dimanches et jours fériés, les tarifs B et D ci-dessus sont pratiqués de 7 heures à 19 heures.

Pour toute course dont une partie est effectuée pendant les heures de jour et l'autre partie les heures de nuit, il sera fait application du tarif « jour » pour la fraction effectuée le jour et du tarif « nuit » pour la fraction effectuée aux heures de nuit.

**ARTICLE 5 : SUPPLEMENTS**

Les seuls suppléments pouvant être demandés sur le prix de la course sont les suivants :

- 4<sup>ème</sup> personne adulte : 0,95 €
- Transport d'animaux : 0,47 €
- Petits bagages pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,55 € (forfait)
- Bicyclettes, voitures d'enfants, malles, skis ou autres colis ne pouvant tenir dans le coffre fermé : 0,62 € par colis.

Aucun supplément ne peut être perçu pour les bagages pouvant être transportés sur les genoux des voyageurs.

Les professionnels ont la faculté de refuser de prendre en charge tout animal dans leurs véhicules : dans ce cas, ils ne devront pas assurer la publicité de ce service.

**ARTICLE 6** : A titre de mesure accessoire, toutes les voitures de place dites « TAXIS » doivent être pourvues d'un compteur horokilométrique à quatre tarifs conçu pour la lecture directe du prix des courses, et d'un dispositif extérieur lumineux, répétiteur de tarifs suivant la réglementation spécifique régissant cette activité. Ces appareils seront conformes à la réglementation en vigueur et faire l'objet des vérifications périodiques nécessaires.

Ce compteur ne doit être déclenché au départ de la station, ou éventuellement en cours de route, que dans les conditions définies au présent arrêté.

Tout changement de tarifs pendant la course doit être signalé à la clientèle.

**ARTICLE 7** : Pour faire procéder à la mise à jour de leurs compteurs, les professionnels disposent d'un délai compris entre la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et le 17 février 2002.

Pendant ce délai et sur justification que le compteur ne porte pas encore la lettre "M" de couleur ROUGE (différente des positions tarifaires et d'une hauteur minimale de 10 mm<sup>o</sup>) indiquant qu'il a été transformé, ils devront, pour percevoir une hausse de 2% correspondant à l'augmentation des tarifs, utiliser un tableau de concordance qui sera affiché à l'intérieur du véhicule de façon à être lisible et visible de la clientèle.

Après ce délai, la somme à régler sera celle inscrite au compteur majoré éventuellement des suppléments pour bagages, transport de la 4<sup>ème</sup> personne adulte et transport d'animal.

**ARTICLE 8** : Conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 3 décembre 1987 relatif à l'information du consommateur sur les prix (publié au BOCCRF du 16 décembre 1987), un extrait des tarifs repris au présent arrêté, aux articles 2, 3, 5 et 6 devra être affiché dans chaque véhicule de manière parfaitement visible et lisible du client.

De plus, une information par voie d'affichette apposée de la même manière à bord du taxi devra indiquer à la clientèle les conditions d'application de la prise en charge dans les termes suivants :

"Quel que soit le montant inscrit au compteur, la somme perçue par le chauffeur ne peut être inférieure à 5,10 €, suppléments compris."

**ARTICLE 9** : La remise de note devra être assurée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel n° 83.50/A du 3 octobre 1983.

**ARTICLE 10** : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la législation en vigueur.

**ARTICLE 11** : Cessent d'être applicables les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2003.

**ARTICLE 12** : M. Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet chargé des affaires économiques, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et dont un exemplaire sera transmis au service des archives départementales.

NANCY, le 21 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

## ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL ANCONA - HOTEL ASTER A BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,  
Vu le décret n° 94.490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de l'article 31 de la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992,  
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,  
Vu la demande présentée le 20 juin 2003 par M. Gérard SPITONI, gérant de l'Hôtel ANCONA - Hôtel ASTER, situé 63 rue de Metz 54150 BRIEY,  
Vu l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique en date du 16 décembre 2003,  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1er :**

L'Habilitation n° HA 054.04.0001 est délivrée à l'Hôtel ANCONA-Hôtel ASTER

Raison sociale : Gestionnaire d'hébergement classé

Adresse siège social et lieu d'exploitation : 63, rue de Metz- 54150 BRIEY

Forme juridique : S.A.R.L.

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Gérard SPITONI.

**ARTICLE 2 :**

La garantie financière est apportée par la banque « Crédit Lyonnais », Centre Dauphine, 15-17 rue Bossuet 21000 DIJON.

**ARTICLE 3 :**

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès des « Assurances DEMULIER ZURICH », 29 rue de Metz 54150 BRIEY.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL « LA RESIDENCE » A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,  
Vu le décret n° 94.490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de l'article 31 de la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992,  
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,  
Vu la demande présentée le 28 décembre 2002 par Mme Michelle WENGER, gérante de l'Hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès 54000 NANCY,  
Vu l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique en date du 16 décembre 2003,  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1er :**

L'Habilitation n° HA 054.04.0003 est délivrée à l'Hôtel « La Résidence »

Raison sociale : Gestionnaire d'hébergement classé

Adresse siège social et lieu d'exploitation : 30 boulevard Jean Jaurès- 54000 NANCY

Forme juridique : S.A.R.L.

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est Mme Michelle WENGER.

**ARTICLE 2 :**

La garantie financière est apportée par la banque « Société Nancéienne Varin-Bernier », 4 place André Maginot 54074 NANCY

**ARTICLE 3 :**

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès du « Groupe des Assurances Nationales », 66 rue Stanislas 54011 NANCY.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## ARRETE DELIVRANT UN AGREMENT A L'HOTEL DE GUISE A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,  
Vu le décret n° 94.490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de l'article 31 de la loi n° 92.645 du 13 juillet 1992,  
Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par M. Jean-Claude MIGEOT, gérant de l'Hôtel de Guise, situé 18 rue de Guise 54000 NANCY,  
Vu l'avis de la Commission Départementale de l'Action Touristique en date du 16 décembre 2003,  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'Habilitation n° HA 054.04.0002 est délivrée à l'Hôtel de Guise

Raison sociale : Gestionnaire d'hébergement classé

Adresse siège social et lieu d'exploitation : 18 rue de Guise- 54000 NANCY

Forme juridique : S.A.R.L

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est M. Jean-Claude MIGEOT.

**ARTICLE 2 :**

La garantie financière est apportée par la banque « SNVB », Division Gestion des Engagements - Clientèle Entreprises, 2 rue de la Vologne 54520 LAXOU.

**ARTICLE 3 :**

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de « AXA France » - Agence de M. Gérard PARDINI, 105-109 rue Jeanne d'Arc 54013 NANCY.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU****ERRATA**

Suite à une erreur matérielle, les statuts de la communauté de communes du Saintois au Vermois annexés à l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 et parus au recueil des actes administratifs N° 37 du 31 décembre 2003 sont annulés et remplacés par les statuts suivants :

**STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS****Communes membres, objet et siège****Article 1<sup>er</sup> - Constitution**

En application des articles L.5211-1 à L.5211-58 et L.5214-1 à L.5214-29 du Code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de :

FERRIERES, FLAVIGNY SUR MOSELLE, FROLOIS, LUPCOURT, MEREVILLE, PIERREVILLE, PULLIGNY, SAFFAIS, TONNOY, VILLE EN VERMOIS.

Elle prend le nom de communauté de communes DU SAINTOIS AU VERMOIS.

**Article 2 - Objet**

La communauté de communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Elle exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

**I. Compétences obligatoires****A. En matière d'aménagement de l'espace**

Contribution à l'harmonisation des PLU / POS communaux dans le cadre d'un document de synthèse valant recommandation ;

Chaque commune transfère l'exercice du droit de création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire à vocation économique.

Sont considérés d'intérêt communautaire, les ZAC à vocation économique non inscrites au POS/PLU à la date de la création de la communauté de communes (zones Ux, NAx, 2NAx). Par ailleurs, le terme ZAC d'intérêt communautaire ne peut concerner que des aménagements destinés à l'accueil d'entreprises et comprenant au moins 3 lots.

Participation à la mise en valeur de l'environnement par l'élaboration d'une charte environnementale valant recommandation ;

Mise en cohérence et création des chemins de randonnée, d'aires de détente et de pique-nique du territoire communautaire

- Création des interconnexions ;

- Création et entretien d'un signalétique sur l'ensemble du réseau

Promotion et conservation du patrimoine public immobilier du territoire communautaire jugé d'intérêt communautaire.

*Sont considérés d'intérêt communautaire, les éléments du patrimoine public immobilier reconnus pour leur intérêt patrimonial et historique dans le cadre du projet de valorisation de la ruralité porté par l'EPCI.*

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) permettant de préserver l'aspect rural du territoire communautaire.

Elaboration et révision du SCOT et du schéma de secteur dans le cadre du syndicat mixte.

**B. En matière d'actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté :**

Actions de promotions d'intérêt communautaire des zones d'activités du territoire en complément de celles susceptibles d'être menées par les communes.

*Sont considérées d'intérêt communautaire, les actions de promotion visant à doter la communauté de ressources supplémentaires (dans le cadre de la fiscalité additionnelle sur la taxe professionnelle) par une attractivité accrue des zones d'activités, et par-là même, l'arrivée de nouvelles entreprises.*

Elaboration d'une charte de qualité pour le développement économique.

Acquisition et aménagement de terrains pour la création de zones industrielles, artisanales ou commerciales d'intérêt communautaire, dans les communes, destinés à leur revente par lot.

*Sont considérées d'intérêt communautaire, les zones industrielles, artisanales ou commerciales non inscrites au POS/PLU à la date de la création de la communauté de communes (zones Ux, NAx, 2NAx). Par ailleurs, le terme zone d'activités d'intérêt communautaire ne peut concerner que des aménagements destinés à l'accueil d'entreprises et comprenant au moins 3 lots.*

Conduite d'actions visant à créer les conditions d'un développement local sur l'ensemble du territoire communautaire ;

- Fournir une aide à la recherche de locaux

- Assistance technique et / ou administrative aux communes pour la recherche de contributions publiques dans le développement de projets

Développement touristique : dresser un bilan de l'existant et émettre des perspectives de développement durable.

Elaboration en partenariat avec les organismes et structures existants des actions de promotion, de valorisation et de développement touristique.

Elaboration d'un schéma de cohérence du tourisme visant à maintenir et développer la diversité de l'offre sur l'ensemble du territoire communautaire.



**II. Compétences optionnelles****A. En matière de protection et mise en valeur de l'environnement :**

Collecte, transport, traitement et valorisation des déchets ménagers en provenance des ménages à l'exclusion des déchets industriels, commerciaux et artisanaux, aires d'accueil.

Etude pour la création et la gestion d'une déchetterie ou adhésion à des déchetteries existantes.

**B. En matière de construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et scolaires :**

Mise en place d'un observatoire de l'existant.

Aide à la coordination des actions associatives.

Soutien à l'organisation de manifestations ou d'actions culturelles, sportives ou éducatives présentant un intérêt communautaire ;

*Présentent un intérêt communautaire, les manifestations ou actions culturelles, sportives et éducatives qui contribuent à la rencontre des habitants des différentes communes du territoire.*

Mise en œuvre et conduite du dispositif « jeunesse et territoire ».

**III. Compétences facultatives**

Exercice du pouvoir concédant en matière de distribution de l'électricité étant entendu que la compétence exclut toutes prérogatives en matière de maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution de l'énergie électrique. Les taxes sur les pylônes ou sur l'électricité restent donc collectées directement par les communes membres.

**Article 3 - Siège**

Le siège de la communauté est fixé à :

4 place de l'hôtel de ville 54 630 Flavigny-sur-Moselle.

**Organe délibérant****Article 4 - Composition du conseil et répartition des délégués**

La communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé « conseil communautaire » composé de délégués des communes membres, selon la répartition suivante :

La répartition se fonde sur des critères démographiques. Les strates sont définies comme suit :

0 à 499 habitants : 2 représentants

500 à 1499 habitants : 3 représentants

1500 à 2499 habitants : 4 représentants

Communes	Population	Nombre de délégués	Nombre de suppléants
Ferrières	243	2	2
Flavigny	1 911	4	4
Frolois	570	3	3
Lupcourt	280	2	2
Méréville	1 365	3	3
Pierreville	305	2	2
Pulligny	1 192	3	3
Saffais	95	2	2
Tonnoy	675	3	3
Ville en Vermois	616	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>7 252</b>	<b>27</b>	<b>27</b>

Source : INSEE, RGP, 1999.

Cette répartition tient compte des résultats de chaque recensement, total ou partiel. La population prise en compte est la population totale de chaque commune, le réajustement éventuel intervenant lors du renouvellement général du conseil de communauté.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

**Article 5 - Fonctionnement du conseil**

Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que le Code général des collectivités territoriales fixe pour les conseils municipaux.

Toutefois, si trois membres ou le président le demandent, le conseil de communauté peut décider, sans débat, à la majorité absolue, qu'il se réunit à huis clos.

Les lois et règlements relatifs au contrôle administratif et financier des communes sont également applicables à la communauté de communes.

Le conseil se réunit, au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

**Article 6 - Rôle du président**

Le président est l'organe exécutif de la communauté. A ce titre :

Il prépare et exécute les délibérations du conseil,

Il ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes,

Il est seul chargé de l'administration,

Il est le chef des services de la communauté,

Il représente en justice la communauté,

Il convoque les membres de l'organe délibérant.

**Article 7 - Composition et rôle du bureau**

Le bureau est composé du président et de vice-président(s), dont le nombre sera fixé par le conseil communautaire (dans la limite d'un maximum de 30 % du nombre de délégués). La nomination de membres autres que le(s) vice-président(s) n'est pas obligatoire.

Le bureau peut recevoir délégation de l'organe délibérant, pour une partie de ses attributions.

**Transfert des compétences****Article 8 - Mise à disposition des biens nécessaires à l'exercice des compétences**

Le transfert de compétences à la communauté entraîne de plein droit le transfert de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui leurs sont attachés dans les conditions fixées par le CGCT dans les articles L.1321-1 à L.1321-3.

**Article 9 - Substitution aux communes membres**

La communauté est substituée de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes membres dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes dans les conditions fixées par le CGCT.

**Article 10 - Personnel**

La communauté de communes prendra en charge le personnel nécessaire à son bon fonctionnement.

**Dispositions financières, fiscales et budgétaires****Article 11 - Recettes**

Les recettes de la communauté de communes comprennent :

Le produit des ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 *quinquies* C, ou, le cas échéant, à l'article 1609 *nonies* C du Code général des impôts ;

Le revenu des biens meubles ou immeubles,

Les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu,

Les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes,

Le produit des dons et legs,

Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,

Le produit des emprunts,

**Modifications statutaires****Article 12 - Modifications relatives aux compétences**

Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer, en tout ou partie, certaines de leurs compétences, ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes :

De l'organe délibérant de la communauté,

Des conseils municipaux, à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

**Article 13 - Adhésion de nouvelles communes**

Le périmètre de la communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, sous réserve de l'absence d'opposition de plus d'un tiers des conseils municipaux des communes membres :

- Soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles, l'accord du conseil de communauté étant nécessaire,

- Soit sur l'initiative de l'organe délibérant de la communauté, l'accord du ou des conseils municipaux étant nécessaire,

- Soit sur l'initiative du représentant de l'Etat, l'accord du conseil de communauté et du ou des conseils municipaux étant nécessaire.

**Article 14 - Retrait de communes membres**

Une commune peut se retirer de la communauté avec le consentement de l'organe délibérant de celle-ci. Le retrait ne peut pas intervenir si plus du tiers des communes membres s'y oppose.

**Article 15 - Adhésion de la communauté au syndicat départemental d'électricité**

La communauté de communes adhère au syndicat départemental d'électricité.

**Durée****Article 16 - Durée**

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

**Règlement intérieur**

Un règlement intérieur, préparé par le bureau, sera proposé au conseil communautaire. Ce règlement devra être adopté par la majorité simple des délégués.

Cette même règle s'appliquera pour toute modification. Une fois adopté par le conseil communautaire, le règlement intérieur sera annexé aux présents statuts.

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

NANCY, le 11 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE NORROY-LE-SEC, AFFLEVILLE ET GONDRECOURT-AIX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 novembre 1970 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 1993 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal scolaire de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal scolaire de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix en date du 28 septembre 2003 décidant la modification de l'article 1 des statuts ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- AFFLEVILLE en date du 14 novembre 2003
- GONDRECOURT-AIX en date du 10 décembre 2003
- NORROY-LE-SEC en date du 3 novembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 1 des statuts du syndicat intercommunal scolaire de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix est autorisée comme suit :

« Article 1 :

*Les communes de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix s'associent dans un syndicat intercommunal scolaire à la suite d'un regroupement pédagogique mis en place par l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle.*

*Le syndicat a pour objet :*

1. L'achat et le règlement des fournitures scolaires gratuites pour tous
2. La nomination et la rétribution d'un agent spécialisé pour la classe maternelle
3. La prise en charge des frais de sorties piscine
4. La prise en charge des frais de chauffage des écoles
5. La prise en charge des frais de nettoyage des locaux scolaires ».

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal scolaire de Norroy-le-Sec, Affléville et Gondrecourt-Aix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ; il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 20 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

### SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE BACCARAT - DISSOLUTION

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'article L.5212-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 mai 1977 autorisant la création du Syndicat Intercommunal à vocation multiple de Baccarat ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1994 autorisant le retrait de la commune de Flin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 1994 autorisant les adhésions de Deneuvre, Gélacourt, Glonville, Pettonville et Reherrey ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 1997 autorisant le SIVOM à exercer la compétence "distribution publique d'énergie électrique" ;

Vu les délibérations en date du 3 octobre 2003 par lesquelles le comité syndical demande la dissolution du SIVOM de Baccarat, et décide la répartition du solde de trésorerie, de l'actif et du passif ;

Vu la lettre de consultation des communes adhérentes, datée du 16 octobre 2003 ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- Azerailles	17 octobre 2003
- Baccarat	27 novembre 2003
- Bertrichamps	14 novembre 2003
- Brouville	31 octobre 2003
- Deneuvre	31 octobre 2003
- Fontenoy la Joute	31 octobre 2003
- Gélacourt	24 octobre 2003
- Glonville	30 octobre 2003
- Hablainville	5 décembre 2003
- Lachapelle	7 novembre 2003
- Merviller	27 novembre 2003
- Mignéville	10 janvier 2004
- Montigny	23 octobre 2003
- Pettonville	10 octobre 2003
- Reherrey	12 novembre 2003
- Thiaville sur Meurthe	14 novembre 2003
- Veney	27 novembre 2003

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'unanimité des communes concernées a délibéré ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 accordant délégation de signature à Monsieur Jean Pierre Balloux, Sous Préfet de Lunéville ;

#### A R R E T E

**Article 1er :** Le SIVOM du Pays de BACCARAT est dissous.

**Article 2 :** La répartition du solde de trésorerie, de l'actif et du passif se fera conformément aux délibérations du comité syndical du 3 octobre 2003, reçues en sous préfecture le 13 octobre 2003.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Sous-Préfet de Lunéville et le président du SIVOM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes associées, et au trésorier payeur général. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNEVILLE, le 13 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

### ARRETE AUTORISANT LA VILLE DE BACCARAT A TENIR UN REGISTRE DE DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL A FEUILLETS MOBILES

LE PREFET DE MEURTHE-et-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article R 2121-9 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 70-150 du 17 février 1970 relatif aux conditions de tenue des registres des délibérations des conseils municipaux ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003, portant délégation de signature à M. Jean-Pierre BALLOUX, sous préfet de Lunéville ;

Vu la demande présentée par la ville de Baccarat à l'effet de tenir un registre de délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles ;

Vu l'avis favorable du directeur des archives de Meurthe-et-Moselle en date du 30 décembre 2003.

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : la ville de Baccarat est autorisée à tenir un registre de délibérations du conseil municipal à feuillets mobiles à compter de la date du présent arrêté.

**Article 2** : les feuillets mobiles seront, préalablement à leur utilisation, cotés et paraphés par le préfet ou son représentant.

**Article 3** : les feuillets mobiles seront, dès leur utilisation, collés dans le registre à onglets. Le cachet de l'établissement public sera alors apposé, moitié sur l'onglet, moitié sur le feuillet mobile, en deux endroits différents.

**Article 4** : le sous-préfet de Lunéville, le maire de Baccarat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur des services d'archives de Meurthe-et-Moselle.  
LUNEVILLE, le 19 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRÊTÉ N° 8 DU 28 JANVIER 2004**

**FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 7 du 16 juillet 2001 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL,

VU la correspondance de Monsieur W. STRAUSS, Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, en date du 4 décembre 2003, relative aux remplacements de :

- Monsieur Didier DETHOREY, ouvrier professionnel aux ateliers et proposant la candidature de Madame Marianne PIERSON,
- Madame Denise ZIMMERMAN, sage-femme et proposant la candidature de Madame Angéla RICOU,
- Monsieur Didier GIRARD, infirmier et proposant la candidature de Madame Sylvie BERNARD.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>**.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

**1 - Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

- Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Trois représentants du conseil municipal**

- Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

**3 - Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**

- Madame GASSER, adjointe au maire, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUG, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil général**

- Madame Michèle PILOT, vice-présidente du Conseil Général conseillère générale de TOUL Nord, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Un représentant du conseil régional**

- Madame Monique FRANCOIS, conseillère générale, fin du mandat en mars 2004.

**6 - Le président et le vice président de la CME**

- Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2007,
- Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2007.

**7 - Deux autres membres de la CME**

- Madame le Docteur CLAUSET, fin du mandat en mai 2007,
- Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2007.

**8 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame Sylviane MACHIN, aide soignante, fin du mandat en février 2006.

**9 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame Marianne PIERSON, Aide soignante, en remplacement de Monsieur Didier DETHOREY, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame Angéla RICOU, infirmière, en remplacement de Madame Denise ZIMMERMAN, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, en remplacement de Monsieur Didier GIRARD, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**10 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée de TOUL, Président du Cercle d'Etudes Locales du Toulais, fin du mandat en avril 2004,
- Monsieur le Docteur Anto PAVLJASEVIC, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2006,
- Madame Danielle DUSSAUX, infirmière, fin du mandat en juin 2006.

**11 - Deux représentants des usagers**

- Madame Françoise JANOT, représentant l'association « France Parkinson », fin du mandat en mai 2004,
- Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2004.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 7 du 16 juillet 2001.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 28 janvier 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRÊTÉ N° 11 DU 23 JANVIER 2004**  
**FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 10 du 16 septembre 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY en date du 8 décembre 2003 relative aux remplacements de :

- Monsieur Guy CORNU et proposant la candidature de Monsieur CORNU Guy
- Madame Elisabeth DEVAUX et proposant la candidature de Madame DEVAUX Elisabeth
- Madame Marie-Thérèse BELGY et proposant la candidature de Madame DURAND

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

**1 - Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2004.

**2 - Cinq représentants du conseil général**

- Madame Michèle PILOT, fin du mandat en mars 2004
- Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en mars 2004
- Monsieur Jean-Marie SCHLERET, fin du mandat en mars 2004
- Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en mars 2004
- Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en mars 2004.

**3 - Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**

- Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil régional**

- Madame Monique FRANCOIS, en remplacement de Monsieur Gérard LEONARD, démissionnaire le 28 août 2002, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Le président et le vice-président de la CME**

- Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, en remplacement de Monsieur le Professeur Michel SCHWEITZER, fin de mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU, Vice-Présidente, Praticien Hospitalier, en remplacement de Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, fin de mandat 31 mars 2007.

**6 - Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Professeur Philippe JUDLIN, Chef de Service des Unités de Gynécologie, en remplacement de Monsieur le Docteur François DIDIER, fin du mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Alain MITON, fin du mandat 31 mars 2007.

**7 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Poste non pourvu

**8 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, en remplacement de lui-même, fin du mandat en 1<sup>er</sup> janvier 2007,
- Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme représentant CGT, en remplacement d'elle-même, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2007,
- Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture représentant l'UNSA, en remplacement de Madame Marie-Thérèse BELGY, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2007

**9 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur le Professeur Claude HURIET, personne qualifiée ; fin du mandat le 14/06/2004,
- Monsieur le Docteur Jean COLSON, médecin conseiller suppléant de l'Ordre Départemental des Médecins de Meurthe et Moselle, en remplacement de Monsieur le Docteur Régis WANG, démissionnaire, fin du mandat le 26/03/2004,
- Monsieur Philippe BITSCHINE, représentant non hospitalier des professions paramédicales, fin du mandat le 12/01/2006.

**10 - Deux représentants des usagers**

- Madame Brigitte JAY-BEGIN, représentant l'Association « Info Allaitement 54 », fin du mandat le 14/06/2004,
- Madame Thérèse VAUTRIN, représentant les « Familles Rurales », fin du mandat le 14/06/2004.

**Article 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 16 septembre 2003.

**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 janvier 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRÊTÉ N° 16 DU 23 JANVIER 2004**  
**FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 15 du 17 juin 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT ;

VU la correspondance de Monsieur Serge NIVET, Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003 et relative aux remplacements de :

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, représentant le Syndicat CFDT et proposant la candidature d'elle-même,
- Madame Martine THOMAS, infirmière représentant le Syndicat CFDT et proposant la candidature de Madame BEYDON Nadine,
- Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier représentant le Syndicat CFDT et proposant la candidature de lui-même.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

**1 - Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Trois représentants du conseil municipal**

- Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.

**3 - Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**

- Madame Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.

**4 - Un représentant du conseil général**

- Monsieur Robert BLAISE, conseiller général, fin du mandat en mars 2004.

**5 - Un représentant du conseil régional**

- Monsieur Pierre BARDELLI, conseiller régional, fin du mandat en mars 2004.

**6 - Le président et le vice président de la CME**

- Président : Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, fin du mandat en mars 2007,
- Vice-Président : Madame le Docteur Florence PERREIN, médecin, en remplacement de Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, fin de mandat en mars 2007.

**7 - Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier - chef de service, en remplacement de Madame le Docteur Florence PERREIN, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, en remplacement de lui-même, fin de mandat en mars 2007.

**8 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Monsieur Patrice MURAT, infirmier-surveillant chef des services médicaux, fin du mandat en mai 2004.

**9 - Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame Henriette SALTIEL-ISELLA, infirmière et représentant le Syndicat CFDT, en remplacement d'elle-même fin du mandat le 21 octobre 2006,
- Madame BEYDON Nadine, agent administratif représentant le Syndicat FO, en remplacement de Madame Martine THOMAS, fin du mandat le 21 octobre 2006,
- Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 21 octobre 2006.

**10 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur Jean DEMETTRE, fin du mandat en mars 2004,
- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin de mandat en septembre 2004,
- Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2005.

**11 - Deux représentants des usagers**

- Madame Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), fin du mandat en avril 2004,
- Monsieur Jean PETITGAND, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat en mars 2004.

**Article 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 17 juin 2003.

**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 janvier 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE DDASS / AES / N° 376 MODIFIANT POUR 2003**

**LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE**

**« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »**

**DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE ST NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n°93-510 du 24 mars 1993 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements publics de santé et des établissements de santé privés participant à l'exécution du service public hospitalier et modifiant le Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2/MARTHE/DGAS/DSS-1A n° 2003/269 du 30 mai 2003 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2003 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU l'arrêté préfectoral DDASS/AES/357 du 9 décembre 2003 fixant le forfait global annuel et le forfait journalier 2003 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de SAINT NICOLAS DE PORT ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2003 :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0114**

"Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées" :

Forfait global de soins : 561 941,98 €

Forfait journalier de soins : 39,95 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### ARRETE DDASS / AES / N° 393 PORTANT AUTORISATION DE DISPENSER A DOMICILE DE L'OXYGENE A USAGE MEDICAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU la demande présentée par la SARL ACTIS SANTE le 14 août 2003 en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'avis favorable du Conseil Central de la section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 15/10/2003 ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17/12/2003 ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - La SARL ACTIS SANTE est autorisée, pour son site de rattachement sis Parc d'activité 19, route Henry 54840 VELAIN EN HAYE, à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans l'aire géographique selon les modalités déclarées dans la demande.

**ARTICLE 2** - Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration.

**ARTICLE 3** - Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**ARTICLE 4** - Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Département des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National des Pharmaciens

- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales (Inspection de la Pharmacie).

NANCY, le 30 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

#### ARRETE PREFECTORAL FORETS / N° 2004-35

#### RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRIQUEMENT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL DE TANCONVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5 et R 311-1 à R 312-6 ;

VU la demande du maire de TANCONVILLE en date du 16 juillet 2003, sollicitant l'autorisation de défricher 22 ha 99 a 00 ca de bois situés sur la commune de TANCONVILLE ;

VU l'avis favorable de l'O.N.F. en date du 6 janvier 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 16 janvier 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - La Commune de TANCONVILLE est autorisée à procéder au défrichement de 22,99 ha de bois dans la parcelle ci-après désignée :

Commune de TANCONVILLE

Section A

parcelle n° 338

selon le plan et l'échéancier en annexe au présent arrêté,

sous réserve :

- de la remise en état boisé des lieux en essences locales adaptées à la station et selon les normes de densités préconisées par le ministère de l'agriculture ;
- de la délivrance de l'autorisation d'exploiter la carrière présentée par la société STV.

**ARTICLE 2** - La présente autorisation sera affichée

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;

- sur le site, par les soins de la Commune de TANCONVILLE, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie, où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de TANCONVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

Le dossier peut être consulté à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
45 rue Sainte Catherine - 54043 NANCY CEDEX

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/043/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de faire un curage du fossé le long de la bretelle Metz-Lésménils pour éviter sa submersion par les eaux de ruissellement ((A31),

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes",

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Les travaux de curage de fossé nécessitent la fermeture de la bretelle Metz/Lésménils (échangeur n°28) la journée du 15 janvier 2004 de 9h00 à 16h00 (A31).

**ARTICLE II**

Durant les travaux, l'itinéraire de déviation est le suivant : les usagers voulant prendre la RD910 sont invités à continuer sur l'A31 jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n°27), à reprendre l'autoroute en direction de Metz et à sortir à l'échangeur n° 28 Nancy / Lésménils.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire ainsi que les panneaux de déviation seront fournis, posés, entretenus et déposés par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/073/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des Préfets, sous-préfets et Secrétaires Généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I- 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de monsieur le maire de LONGWY,

Vu l'avis favorable de l'UDAM de LONGUYON

Considérant la nécessité de procéder à une opération générale d'entretien sur le viaduc de la RN 52, contournement de LONGWY, section échangeur de MEXY - échangeur de LONGUYON (Pulventeux), entre les PR 14+128 et 18+247 ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**



**ARTICLE I**

Du jeudi 29 janvier 2004 à 8h au vendredi 30 janvier 2004 à 18 h, toute circulation est interdite sur la RN 52, entre les PR 14+128 (échangeur de MEXY) et 18+247 (échangeur de LONGUYON, dit du Pulventeux) et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II**

Durant la période indiquée à l'article I du présent arrêté, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie LONGWY haut, puis RD 520: avenue de l'aviation (Croix de mission), avenue du général DE GAULLE, rue de METZ, rue A LABRO(LONGWY bas), avenue de TASSIGNY, rue de la Faïencerie jusqu'à l'échangeur de MEXY pour reprendre la RN 52, et ce dans les deux sens de circulation : ARLON/METZ et METZ/ARLON.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera assurée par schéma n°CF 115, ouverture B1+ KD42-panneaux KD21a, fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions territoriales de l'équipement de LONGWY et d'AUDUN-LE-ROMAN.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur des services départementaux, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de MEXY, REHON et LONGWY, Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU, Monsieur le directeur du SMUR de LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est et Monsieur le directeur des archives départementales.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 27 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

---

**SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE****AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS****ARRETE DDE/INF/03/45 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié, accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de Monsieur Didier SAEZ du 12 novembre 2003, sollicitant la résiliation de l'autorisation d'occupation temporaire sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS,

VU l'arrêté DDE/INF/03/40 du 31 octobre 2003 portant autorisation d'occupation temporaire et venant à expiration le 31 décembre 2008,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

L'arrêté DDE/INF/03/40, portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 400 m<sup>2</sup> sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS, signé le 31 octobre 2003 et venant à expiration le 31 décembre 2008 délivré à Monsieur Didier SAEZ - 1, rue de l'Abreuvoir - 57640 MALROY est résilié à compter du 31 décembre 2003.

**ARTICLE 2 :**

L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,

- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental,

H. CORBEAU

---

**AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/03/46****AVENANT N° 1 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
D'UN TERRAIN NU APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU le code du domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'E.D.F.- G.D.F., représentée par Monsieur MANDEL, sollicitant une autorisation d'occupation temporaire sur l'aérodrome de DONCOURT LES CONFLANS,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Par arrêté DDE/INF/00/2, E.D.F. - G.D.F. « le permissionnaire » dans les dispositions qui suivent, a été autorisé à occuper temporairement une partie de terrain nu d'une longueur de 115 mètres et 1,00 mètre de large, sur l'aérodrome de DONCOURT LES CONFLANS pour alimenter en énergie électrique les hangars implantés sur l'aérodrome - parcelle n° 25, section ZL - occupés par MM. CLAVEL, TREICHEL et VEGEZZI. Cette autorisation est étendue au hangar occupé par M. KLEMM (cf. plan joint).

**ARTICLE 2 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour la durée de l'exploitation de l'installation et pourra, de ce fait, être retirée ou révoquée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou si les besoins de l'Aviation Civile ou un intérêt public justifient cette mesure, et ce sans que le permissionnaire puisse prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

**ARTICLES 3 à 9 :** Inchangés

**ARTICLE 10 :**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliation sera adressée par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux.

NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

**AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS**

**ARRETE DDE/INF/03/47 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'aviation civile,

VU le code du domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de Météo-France, Etablissement Public à caractère administratif, 1 Quai Branly 75340 PARIS VII ème, représenté par Monsieur Jean-Pierre BEYSSON, président directeur général et par délégation Monsieur Jacki PILON, directeur pour le Nord-Est, Parc d'Innovation Bld Gonthier d'Andernach BP 50120 67403 ILLKIRCH Cedex, sollicitant une autorisation d'occupation temporaire sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS à l'effet d'implanter une station automatique de mesures météorologiques, **l'emplacement prévu initialement n'ayant pas été retenu,**

VU l'avis de la Déléguée Régionale de l'Aviation civile pour la Lorraine en date du 3 novembre 2003,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,

**CET ARRÊTÉ ANNULE ET REMPLACE**

**L'ARRÊTÉ N° DDE/INF/03/32 DU 24 JUILLET 2003**

**ARTICLE 1.**

L'Etablissement Public Météo-France, représenté par Monsieur Jacki PILON, dénommé ci-après le bénéficiaire, est autorisé à occuper temporairement sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS une parcelle de terrain d'une superficie de 67,50 m<sup>2</sup> (cf plan ci-joint) aux clauses et conditions définies ci-après.

**ARTICLE 2.**

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'occupation du terrain sur lequel sera implantée une station automatique de mesures météorologiques. La hauteur hors tout du pylône ne devra pas dépasser la cote NGF 250,00 sans balisage diurne et nocturne afin de ne pas grever les servitudes en vigueur.

**ARTICLE 3.**

La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le contrat de sous-traité, devra être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

**ARTICLE 4.**

Etant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34.1 à L 34.9 du Code du Domaine de l'Etat.

**ARTICLE 5.**

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets de travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc. ...) réglementaires.

**ARTICLE 6.**

En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 7.**

L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

**ARTICLE 8.**

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation par les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particulier de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

**ARTICLE 9.**

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des matériels et objets entreposés.

**ARTICLE 10.**

Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'Etat sur simple demande.

**ARTICLE 11.**

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

**ARTICLE 12.**

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de BRIEV**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 100 €** (cent euros), payable chaque année.

Il devra régler également **le droit de 10 €** (dix euros) prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat à la **recette principale des impôts de BRIEV**.

**ARTICLE 13.**

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'Etat.

**ARTICLE 14.**

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

**ARTICLE 15.**

La présente autorisation est accordée à compter du **1<sup>er</sup> août 2003** et sa durée ne saurait en aucun cas dépasser la durée de l'exploitation de l'installation.

**ARTICLE 16.**

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un **préavis de Trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable ;
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire) ;
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée d'un **(1) an**.

En cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

**ARTICLE 17.**

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai d'un **(1) an** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

Si l'Etat accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

**ARTICLE 18.**

Le bénéficiaire fait éléction de domicile :

Météo-France  
Direction interrégionale Nord-Est  
Parc d'Innovation  
B.P. 124  
Boulevard Gonthier d'Andernach  
67403 ILLKIRCH CEDEX

**ARTICLE 19.**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
  - La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliation sera adressée par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux.

NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ARRETE N° 03 DE 007 PFU - REPARTITION 2003 DU CONCOURS PARTICULIER CREE AU SEIN DE LA DOTATION GENERALE DE  
DECENTRALISATION AU TITRE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS D'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi de finances pour 2002 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment l'article 102 ;

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et notamment l'article 95 ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU le décret n° 83.1222 du 22 décembre 1983 modifié relatif à la répartition du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme ;

VU le rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipelement relatif à la répartition 2003 de la dotation générale de décentralisation ;

Considérant l'avis émis par le collège des élus de la commission de conciliation ;

#### ARRETE

##### Article 1

Le barème de répartition 2003 du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme est le suivant :

*Pour les communes ayant prescrit une révision entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 31 août 2001 et n'ayant pas été dotées en 2001 et 2002 :*

	Dépenses matérielles	Dépenses d'études	Total
Révision	2 500 €	3 500 €	6 000 €

*Pour les communes ayant prescrit une élaboration ou une révision après le 1<sup>er</sup> septembre 2001 :*

	Dépenses matérielles	Dépenses d'études	Total
Elaboration	2 000 €	2 500 €	4 500 €
Révision	500 €	2 500 €	3 000 €

##### Article 2

Le concours particulier sera versé au titre de l'année 2003, aux communes et aux établissements public de coopération intercommunale figurant dans la liste annexé au présent arrêté.

##### Article 3

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Trésorier Payeur Général, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Trésorier Payeur Général
- Monsieur le Président de la commission de conciliation
- Monsieur le Président du Conseil Général
- Monsieur le Président de la Région Lorraine
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes et des E.P.C.I. concernés, à titre de notification
- Messieurs les Sous-Préfets de LUNEVILLE, BRIEY et TOUL.

NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### AVIS

Par arrêté préfectoral n° 33289 en date du 3 février 2004, l'EPCI du bassin de LANGRES a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement du réseau basse tension (BTA) quartier Batignani, rues Batignani et Amédée Lamoine, sur la commune de TUCQUEGNIEUX.

Par arrêté préfectoral n° 33377 en date du 20 janvier 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement d'un bassin de pollution et prolongement de la rue Ravenne, sur la commune de JOEUF.

Par arrêté préfectoral n° 33451 en date du 15 janvier 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS de la société TRAPIL, sur les communes de SAINT BAUSSANT, FLIREY, LIMEY, MAMEY, FEY EN HAYE, SEICHEPREY.

Par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004, est autorisée au profit de la direction départementale de l'Equipelement de Meurthe et Moselle, service Grands Travaux, l'occupation temporaire sur les parcelles d'une superficie de 920 m<sup>2</sup> en vue de réaliser les travaux de la RN 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, sur le territoire de la commune d'AZERAILLES.

Par arrêté préfectoral n° 2002-09-012 en date du 3 février 2004, le maire de la commune d'AUDUN LE ROMAN a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement du réseau basse tension rue Lucien Michel, sur la commune d'AUDUN LE ROMAN.

#### DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

##### ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES

##### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2003 portant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

Sur la proposition de ce dernier :

#### ARRETE

**Article 1** : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 Juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1734	Association Rondade Salto Tomblaine 12, rue Roger Salengro 54510 TOMBLAINE	GYMNASTIQUE
54 S 1735	Association Nancy Sports de Combat 42, rue de Phalsbourg ESICE 54000 NANCY	BOXE ANGLAISE - LUTTE
54 S 1736	Comité Rallye Alliance Internationale du Tourisme 54 Maison des Clubs - Place du 8 Mai 1945 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON	CYCLOTOURISME

54 S 1737	Poney Club d'Heillecourt Parc de l'Embanie 54180 HEILLECOURT	EQUITATION
54 S 1738	Association Sportive des Jeunes Mahorais de Nancy (A.S.J.M.N.) 13, rue Jean Mihé Cèdre Bleu - appartement 1511 54100 NANCY	FOOTBALL
54 S 1739	Karaté Club Longuyonnais Mairie - 1, rue de l'Hôtel de Ville 54260 LONGUYON	KARATE
54 S 1740	Karaté Club Neuves-Maisons 3 bis, Chemin d'Alba 54210 SAINT NICOLAS DE PORT	KARATE
54 S 1741	Association Azerailles Val de Meurthe Tennis de Table 2, rue de Maix 54122 AZERAILLES	TENNIS DE TABLE
54 S 1742	Bayon Tennis de Table Mairie - 15, rue de la Mairie 54290 BAYON	TENNIS DE TABLE
54 S 1743	Association Les Majorettes de Mexy Les Aubépines Salle des Fêtes 54135 MEXY	TWIRLING BATON
54 S 1744	Association Challenge Cross 50, rue de Rombas (chez M. Serge BRUNI) 54310 HOMECOURT	UFOLEP
54 S 1745	Association Karaté Forme Mairie - 14, rue du 15 septembre 1944 54320 MAXEVILLE	KARATE
54 S 1746	Tennis Club de Saint Max Centre Sportif Henri Cochet Rue Haie le Comte 54130 SAINT MAX	TENNIS
54 S 1747	Comité Départemental 54 Fédération Française du Sport Travailiste 15, rue de la Brèche (chez Mme Sylvie PECHINE) 54300 LUNEVILLE	FFST
54 S 1748	Roller Club Herserange (RCH) 120, rue de Paris 54440 HERSERANGE	FFEPMM
54 S 1749	Association Les Ailes du Grand Rê Mairie 8, rue Saint Laurent 54380 DIEULOUARD	AEROMODELISME
54 S 1750	Roller Hockey Club de Nancy 9, avenue Carnot 54130 SAINT MAX	ROLLER SKATING

**Article 2** : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

#### EXTENSION D'AGREMENT

54 S 210 du 08 août 1978	Association Fléville Loisirs 18, rue des Lilas 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	BADMINTON
54 S 340 du 10 juin 1980	Union Familiale de Richardménil 52, rue de Nancy 54630 RICHARDMENIL	GYMNASTIQUE
54 S 1010 du 21 août 1987	Stade Lorrain Université Club Nancy (SLUC Nancy) Cité des Sports 41, rue du Sergent Blandan 54000 NANCY	TAEKWONDO

**Article 3** : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

#### MODIFICATION D'AGREMENT

54 S 1712 du 29 janvier 2003 nouveau titre	CENTAURE'S CLUB L'AMICALE DU RELAIS EQUIN Chemin Rural du Village 54370 MOUACOURT	EQUITATION
---	--	------------

54 S 394 du 20 octobre 1980 nouveau titre	UNION SPORTIVE TUILLERIE ASSOCIATION SPORTIVE JEANDELAINCOURT-LEYR Rue du Stade 54114 JEANDELAINCOURT	FOOTBALL
54 S 1725 du 15 juillet 2003 nouveau titre	BIEN VIEILLIR A VANDOEUVRE BIEN VIEILLIR A VANDOEUVRE (ILGC de VANDOEUVRE) Mairie 7, rue de Parme 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	FFEPGV
54 S 1363 du 19 octobre 1993 nouveau titre	HALTEROPHILIE VALLERESIENNE MUSCULATION HALTEROPHILIE VALLEROY-AUBOUÉ 24, rue du 8 mai 1945 54580 AUBOUÉ	HALTEROPHILIE
54 S 1691 du 17 janvier 2002 nouveau titre	ASSOCIATION SPORTIVE DE TENNIS DE TABLE ET DE BADMINTON ASSOCIATION SPORTIVE DE TENNIS DE TABLE PONT A MOUSSON (A.S.T.T.PAM) Centre des Sports Avenue Guynemer 54700 PONT A MOUSSON	TENNIS DE TABLE
54 S 1000 du 21 août 1987 nouveau titre	ASPTT NANCY ASPTT NANCY MEURTHE ET MOSELLE 31 bis, avenue du Général Leclerc BP 4001 54039 NANCY CEDEX	ATHLETISME, BASKET, BOULES CYCLISME, CYCLOTOURISME, EPGV FOOTBALL, GOLF, HANDBALL, KARATE, MONTAGNE, NATATION, PETANQUE, RANDONNEE PEDESTRE, RUGBY, SKI, TENNIS, TENNIS DE TABLE, TRIATHLON, VOLLEY, VOL LIBRE

**Article 4 :** L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

#### RETRAIT D'AGREMENTS

(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)

54 S 435 du 06 mars 1997	Association Loisirs et Rencontres d'Heillecourt 1, rue Gustave Lemaire 54180 HEILLECOURT	EQUITATION
54 S 1506 du 26 mars 1997	Entente Sportive de Leyr Rue de la Promenade Bâtiment Communal 54760 LEYR	FOOTBALL

**Article 5 :** Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.  
NANCY, le 23 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint  
de la Jeunesse et des Sports,  
Bernard FUSS

### TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues à la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1er septembre 2003 et d'y ajouter les mandataires suivants :

Les modifications concernent les points suivants :

#### Point 3 de la délégation spéciale sur les contrats et marchés relatifs au fonctionnement des services :

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les contrats et marchés relatifs au fonctionnement des services à :

- Mme Sylvie ROMAIN, Inspecteur assurant les fonctions de Chef du service Matériel
- Mme Michèle BOZZONI, Receveur Percepteur Chef de division.

#### Point 4 de la délégation spéciale sur la signification des actes d'Huissiers de Justice et d'Huissiers du Trésor.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de Justice ou huissiers du Trésor à

- Monsieur François JABOUILLE, Inspecteur, Chef du service Gestion Bancaire.

#### Point 7 de la délégation spéciale, sur le fonctionnement des services :

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- Mme Bénédicte OLLIER, au titre de ses fonctions de Chargé des Affaires Economiques
- Monsieur François JABOUILLE, au titre de ses fonctions de Chef du service Gestion Bancaire
- Mme Catherine BOUVERESSE, au titre de ses fonctions de contrôleur interne.

Point 9 de la délégation spéciale, sur le fonctionnement du service du Personnel Matériel :

Procuration spéciale est donnée en l'absence du Chef de service Personnel à l'effet de signer le courrier courant interne au service à :

- Mme Simone GOIMIER, Contrôleur du service Personnel

- Mme Anne Marie CAMBEFORT, Contrôleur Principal du service du Personnel.

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 8 janvier 2004

Le Trésorier-Payeur Général,  
Christian BRUNET

---

#### AVIS DE CONCOURS

##### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) AIDE MEDICO-PSYCHOLOGIQUE A L'INSTITUT DU BEAU-JOLY DE MIRECOURT (VOSGES)

Un concours sur titres pour le recrutement d'un(e) **Aide Médico-Psychologique** de la Fonction Publique Hospitalière est ouvert en vue de pourvoir **1 poste à temps complet**, vacant à l'Institut du Beau-Joly de MIRECOURT (Vosges).

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et titulaires du **certificat d'aptitude aux fonctions d'aide médico-psychologique**.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises, dans un délai de deux mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2004, au directeur de l'Institut du Beau-Joly - 557, avenue Louis Buffet - B.P. 82 - 88503 MIRECOURT Cedex.



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	109
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>109</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>109</i>
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....	109
ARRETE PREFECTORAL N° 03.BODE.31 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX.....	110
ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES PRINCIPALES ET ELARGIES, CENTRE-RECETTE DES IMPOTS .....	112
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	112
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>114</b>
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>114</i>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 21 NOVEMBRE 2002 RELATIF AU 2 <sup>EME</sup> PROGRAMME D'ACTION A METTRE EN ŒUVRE EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE.....	114
REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE EN VIGUEUR DANS LA COMMUNE D'ESSEY-LES-NANCY.....	118
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 17 OCTOBRE 2003 AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN ( <i>PHALACROCORAX CARBO SINENSIS</i> ) DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2003/2004.....	118
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>119</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>119</i>
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 25.....	119
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 47.....	119
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 56.....	119
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 65.....	120
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 67.....	120
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 76.....	120
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 78.....	121
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 82.....	121
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 84.....	121
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 86.....	121
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 97.....	122
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 98.....	122
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 99.....	122
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 101.....	123
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 102.....	123
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 104.....	123
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 106.....	123
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 109.....	124
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 110 BIS.....	124
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 112.....	124
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 113.....	125
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 118.....	125
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 119.....	125
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 122.....	126
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 123.....	126
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 132.....	126
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 134.....	126
AUTORISATION PREFECTORALE N° 149.....	127
AUTORISATION PREFECTORALE N° 150.....	127
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>127</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>127</i>
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE LONGUYON .....	127
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>128</b>
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT, L'ASSAINISSEMENT ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA VALLEE DE LA MORTAGNE - DISSOLUTION.....	128
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE - RETRAIT DE 4 COMPETENCES, AJOUT DE LA COMPETENCE "TOURISME" ET DIVERSES MODIFICATIONS STATUTAIRES.....	128
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRISTAL - COMPETENCE "DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ENERGIE ELECTRIQUE".....	129
ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DU PAYS D'ENTRE MOSELLE ET MEURTHE - DISSOLUTION.....	130
SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DES DEUX VALLEES : ORDURES MENAGERES - RETRAIT DE LA COMMUNE DE CHARMOIS.....	131
COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE - EXTENSION DE COMPETENCES.....	132
COMMUNE DE LANDECOURT - APPLICATION DU REGIME FORESTIER.....	134



SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	135
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b> .....	135
DELIBERATION N° 150 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SA IMNE D'ESSEY LES NANCY DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DU SCANOGAPHE.....	135
DELIBERATION N° 151 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SAS NOUVELLE CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE DE CONFIRMATION DES AUTORISATIONS DE LA CLINIQUE JEANNE D'ARC.....	135
DELIBERATION N° 152 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DU SCANOGAPHE G.E. DE L'HOPITAL CENTRAL.....	136
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	136
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b> .....	136
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE.....	136
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCES DE POSTES DE MAITRE OUVRIER .....	136
<b>SANTE - ENVIRONNEMENT</b> .....	137
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 25 AOUT 2003 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB .....	137
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	137
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	137
<b>AMENAGEMENT FONCIER</b> .....	140
ARRETE PREFECTORAL 03/422/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE LAY-ST-CHRISTOPHE .....	140
ARRETE PREFECTORAL 03/443/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'AZERAILLES.....	142
ARRETE PREFECTORAL 03/444/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE GELACOURT.....	144
ARRETE ASAD 2003/449 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE DE CRANTENOY .....	145
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b> .....	145
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA S.C.O.P. LACROIX VALENTIN .....	145
ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES CONSEILLERS DU SALARIE POUR TROIS ANS .....	146
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	150
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</b> .....	150
ARRETE 2003/DDE/763/CDER .....	150
ARRETE 2003/DDE/859/CDER .....	150
ARRETE 2003/DDE/862/CDER .....	151
ARRETE 2003/DDE/892/CDER .....	151
ARRETE 2003/DDE/894/CDER .....	152
ARRETE 2003/DDE/895/CDER - RN 4 ARRETE PERMANENT RELATIF A LA REGLEMENTATION SUR LA DEVIATION DE BENAMENIL (BRETELLE D'ENTREE DU DEMI ECHANGEUR EST DE THIEBAUMENIL) (SENS THIEBAUMENIL -> NANCY) .....	153
ARRETE 2004/DDE/001/CDER .....	154
<b>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</b> .....	155
AVIS.....	155
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE</b> .....	155
ARRETES ACCORDANT DES LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES.....	155
ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETES SGAR N° 781 A 788 DU 30 DECEMBRE 2003 DEPARTEMENT DE LA MEURTHE- ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE .....	161
<b>CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE</b> .....	162
ARRETE N° 12/2003 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. ERIC THEVENON, PRESIDENT DE SECTION .....	162
<b>VILLE DE LAXOU</b> .....	162
ARRETE PORTANT APPLICATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE.....	162
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	163
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'OUVRIERS PROFESSIONNELS SPECIALISES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU .....	163
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT DE CONTREMAITRES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU.....	163
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE</b> .....	164
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES</b> .....	164
ARRETE 2003-631 SGAR EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'INSTITUT DE REEDUCATION « L'ESCALE » A JARVILLE, GERE PAR REALISE .....	164
ARRETE 2003-632 SGAR EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT L'EXTENSION DE LA CAPACITE DU SERVICE D'EDUCATION ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD) « L'ESCALE » A JARVILLE, GERE PAR REALISE .....	164
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX</b> .....	165
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BOUQUEMONT AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LAFFON DE LADEBAT .....	165

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté N° 02-508 du 9 juillet 2002 du ministre de l'intérieur nommant M. Mohand Azzi en qualité de chef de service administratif à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 nommant M. Mohand Azzi, en qualité de chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 accordant délégation de signature à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

VU les mouvements de personnel survenus à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral n° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003 est modifié comme suit :

**I - L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mohand Azzi, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée par :

- pour le bureau des élections et des associations (DRLP/1) par M. Pascal Seyller, chef de bureau,
- pour le bureau de la réglementation générale et des polices administratives (DRLP/2) par M. Jean-Pierre Devidet, chef de bureau,
- pour le bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité (DRLP/3) par Mme Brigitte Dédisse, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Melle Sandrine Hézelot, adjointe au chef de bureau,
- pour le bureau de la circulation et de la sécurité routière (DRLP/4) par M. Jean-Marc Kieffer, chef de bureau.

**II - L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 2, sera exercée par :

- M. Alex Bailly et Mme Odile Sbuttoni, secrétaires administratives, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations,
- Mme Marie-Catherine Toussaint et Mlle Yolande Vaudin, secrétaires administratives de classe supérieure, M. Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives,
- Mme Edith Charriau-Coron, attachée, Mmes Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratives de classe supérieure, Mme Anne-Marie Lecaque et MM. Franck Ménégatti et David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité.

**III - L'article 6 est modifié comme suit :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mmes Dédisse, Hézelot et Charriau-Coron, de Mmes Klein, Lecaque, Gaertner, et de MM. Ménégatti et André, délégation de signature est donnée à Mmes Bilot Sylviane, Drouant Sylvie, Vigneron Christine, Vincent Catherine, Stender Gerhilt, Mlle Roy Gwenaëlle adjoints administratifs et Mme Richard Sylviane, adjoint administratif principal et également à MM. Elophe Fabrice, Guillemin Bruno, adjoints administratifs et Guien Robert, adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe pour les actes suivants :

- récépissés
- autorisations provisoires de séjour (asile politique)
- mise en œuvre des autorisations provisoires de séjour accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopie de documents ne comportant ni avis ni décision

**V - L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi, et de M. Jean-Marc Kieffer, délégation de signature est donnée à M. Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la section des cartes grises et à Mme Danielle Collotte, adjoint administratif pour les matières relevant de la section des permis de conduire.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mohand Azzi, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 15 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 16 janvier 2004)

---

ARRETE PREFECTORAL N° 03.BODE.31  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO,  
DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 92-606 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean François CORDET, préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juillet 2001 nommant la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour assurer l'expérimentation d'une nouvelle organisation de la gestion des patrimoines privés ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 nommant M. Marc CANO en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle à compter du 29 août 2002 ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 14 janvier 2003 et du 25 mars 2003, accordant délégation de signature à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle ;

Vu les changements intervenus dans l'organigramme des services de la direction des services fiscaux de Meurthe et Moselle ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et, d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	NATURE DES ATTRIBUTIONS	REFERENCES
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L.69-1, R.32, R.66, R.76-1, R.78, R.128-3, R.128-7, R.129, R.130, R.144, R.148, R.148-3, A.102, A.103, A.110, A.115, A.115-1 et A.116 du Code du Domaine de l'Etat
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat.	Art. R.18 du Code du Domaine de l'Etat
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.1 du Code du Domaine de l'Etat
4	Autorisation de transfert de gestion des biens du domaine public.	Art. R.58 du Code du Domaine de l'Etat Décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 Art. R.81 à R.87 du Code du Domaine de l'Etat
5	Prononciation des affectations, changements d'affectation et changements d'utilisation des immeubles destinés au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.	Art. R.83-1, R.89 et A.106 du Code du Domaine de l'Etat
6	Acceptation de remise des biens de toute nature au domaine et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	
7	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2è alinéa) et A.91 du Code du Domaine de l'Etat
8	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent au recouvrement des produits domaniaux.	Art. R.158, R.158-1, R.159, R.160 et R.163 du Code du Domaine de l'Etat
9	Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R.4 et R.105 du Code du Domaine de l'Etat
10	Gestion et réalisation des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiés au service des domaines.	Loi validée du 5.10.1940 Loi validée du 20.11.1940 Ordonnance du 5.10.1944 Décret du 23.11.1944 Ordonnance du 6.01.1945 Art. 627 à 641 du Code de Procédure Pénale Art. 187 à 198 du Code de Justice Militaire
11	Autorisation de cession amiable des biens vacants et sans maître à destination agricole.	Art. 31 de la loi 90-85 du 23 janvier 1990
12	Tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R.179 et R.180 du Code du Domaine de l'Etat.	Art. R.176 à R.178 et R.181 du Code du Domaine de l'Etat Décret n° 67-568 du 12.07.1967
	Dans le cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les Services de la Direction Générale des Impôts.	Art. 10 du décret n° 82-389 du 10.05.1982

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. CANO, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. NAERT, directeur départemental des impôts, ou à défaut, par MM. MUNIER, CLERMONT, BACH et CALDERARI, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M. DIGUIO, inspecteur principal, MM. CLAUDOT, LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, Mme BALANDIER, inspecteur.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO est exercée par M. DIGUIO, inspecteur principal, Mme KLEIN, inspecteur divisionnaire et par M. GATTICO, contrôleur principal.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à M. CANO pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Mme KLEIN, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par M. GATTICO, contrôleur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 7 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle.

Moselle.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : Les arrêtés préfectoraux des 14 janvier 2003 et 25 mars 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 15 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 16 janvier 2004)

#### ARRETE PREFECTORAL RELATIF AU REGIME D'OUVERTURE AU PUBLIC DES BUREAUX DES HYPOTHEQUES, DES RECETTES DIVISIONNAIRES PRINCIPALES ET ELARGIES, CENTRE-RECETTE DES IMPOTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu les articles 1 et 3 du décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts,

Vu l'article 17-2° du décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : A compter du 1<sup>er</sup> février 2004, les bureaux des hypothèques, la recette divisionnaire, les recettes principales, les recettes élargies et le centre-recette des impôts implantés dans le département de Meurthe-et-Moselle seront ouverts au public tous les jours, y compris les journées des arrêts comptables mensuels et annuels, à l'exception :

a) des samedis et des dimanches ;

b) des jours fériés reconnus par la loi ;

c) des jours visés par les lois des 23 décembre 1904, 20 décembre 1906 et 29 octobre 1909 en ce qui concerne les services des comptables des impôts.

**ARTICLE 2** : Les horaires d'ouverture au public des services visés à l'article 1 sont les suivants à compter du 1<sup>er</sup> février 2004 :

1) Les bureaux des hypothèques de Nancy, Briey, Lunéville et Toul :

8H30 à 12H00 - 13H30 à 16H00

2) Le centre-recette de Briey, la recette élargie de Nancy Sud-Ouest et les recettes principales de Longwy, Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul :

8H30 à 12H00 - 13H30 à 16H00

3) La recette divisionnaire de Nancy Sud-Est et les recettes élargies de Nancy Nord-Est et Nancy Nord-Ouest :

8H45 - 12H00 - 13H15 à 16H00

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur des services fiscaux sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 16 janvier 2004)

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant Monsieur Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2002 accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU les arrêtés préfectoraux des 20 juin et 1<sup>er</sup> septembre 2003 portant modification de la délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

Considérant les mouvements de personnels intervenus au sein de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral N° 02.DEC.59 du 30 décembre 2002 est modifié comme suit :

**I - L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :**

Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Julien POUGET, ingénieur des mines, Gilbert GUYARD, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Michel DEVOT, Julien CAILHOL et Mme Agnès COURT, ingénieurs de l'industrie et des mines, MM. Bruno FERRY et Michel CHANTREIN, attachés d'administration centrale, Serge SCHWARTZ, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Bertrand HELBLING, Alain MARNET et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Jean-Pierre BARBAULT, Michel BORGONOVO, Jean-Philippe GIONTA et Thomas LANGUIN, ingénieurs de l'industrie et des mines, Robert DOLLARD, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN, Chef de Mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines, MM. Pascal BOUTEFOY, ingénieur des TPE, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur des TPE, Robert DOLLARD, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines, Mme Claire MERMET, MM. AVENEL et Guy MAROTTA, techniciens supérieurs de l'industrie et des mines.

d) pour les matières visées en 4, par MM. Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jacques MOLE, chef de mission, Maxime COURT, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlles Karine BIZARD, Solange THORAIN, MM. Christophe CALLIER, Pascal LAJUGIE et Franck NASS, ingénieurs de l'industrie et des mines, Lucien MEYER, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines, Philippe RICHARD, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

Ces délégations peuvent être également exercées dans les limites de leur compétence par :

- M. Gérard FOLNY, chef de mission,
  - M. Michel GOUTFREIND, chef de mission,
  - M. Michel HAZOTTE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines,
  - M. Patrick D'AMATO, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - Mme Laure DELASNERIE, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Nicolas DENNI, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Guy GAZEAU, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Serge HUBERT, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Julien HUSSE, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. François-Xavier LABBE, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. François LEGOUGE, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - Mlle Stéphanie MONIN, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Claude ROBERT, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - M. Philippe SCHOUMACKER, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - Mme Isabelle VAN DER SCHOT, ingénieur de l'industrie et des mines,
  - Mme Véronique GILLOIS-PASTEAU, attachée d'administration centrale,
- ainsi que par :
- M. Alain VRIGNAUD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Luc KLEIN, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - Mlle Anne-Marie LOSTRIAT, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Erwan PINVIDIC, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Frédéric PRADEL, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - Mlle Pamela BORR, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Bernard FRITZ, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - Mlle Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Denis TOUSSAINT, technicien supérieur de l'industrie et des mines.

et limitativement dans le domaine des contrôles techniques visés au paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> par :

- M. Marcel BLIN, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Yves CHARBONNEL, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Gilles DURUPT, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Frédéric FILLAUDEAU, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Dominique LEJARS, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Richard NICOLAS, expert technique principal des services extérieurs,
- M. Michaël ALBRECHT, expert technique des services extérieurs,
- M. Jean-Pierre CHARON, expert technique des services extérieurs,
- M. Claude COLIATTI, expert technique des services extérieurs,
- M. Cyrille COLLIN, expert technique des services extérieurs,
- M. Claude DEREANT, expert technique des services extérieurs,
- M. Thierry DUBOIS, expert technique des services extérieurs,
- M. Michel GUERIN, expert technique des services extérieurs,

- M. Jean-Louis HAVETTE, expert technique des services extérieurs,
- M. Pascal MARIE, expert technique des services extérieurs,
- M. Damien PERRIN, expert technique des services extérieurs,
- M. Jean-Claude SOMEIL, expert technique des services extérieurs,
- M. Eric STEIB, expert technique des services extérieurs,
- M. Alain VIGENT, expert technique des services extérieurs,
- M. René VILLAIN, expert technique des services extérieurs,
- M. Dominique WITTOZ, expert technique des services extérieurs,
- M. Jean-François EHRLICH, expert contractuel,
- M. Jean-Jacques SCLAMINEC, expert contractuel.

Le reste de l'arrêté sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

NANCY, le 21 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

(affiché à la préfecture le 22 janvier 2004)

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### CINQUIEME BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL

#### RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 21 NOVEMBRE 2002

#### RELATIF AU 2<sup>EME</sup> PROGRAMME D'ACTION A METTRE EN ŒUVRE

#### EN VUE DE LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE,  
Officier dans l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive " nitrates »,

Vu la directive n° 75/440/CEE du 16 juin 1975 modifiée concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211 -1 à L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-7, L. 216-3, L. 512-5 et L. 517-2,

Vu le code de la santé publique et ses articles R.1321-1 et suivants,

Vu le code rural,

Vu le décret n°93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu le décret n° 96-540 du 12 juin 1996 relatif au déversement et à l'épandage des effluents d'exploitations agricoles,

Vu le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,

Vu l'arrêté interministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 1981 portant règlement sanitaire départemental,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1987 le complétant et le modifiant,

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 31 mars 2003 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin - Meuse,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002 relatif au 2<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

Vu la circulaire du 17 avril 2001 relative aux modalités de mise en œuvre du 2<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive « nitrates » susvisée,

Vu la circulaire DGS/DE/DERF/DPPR du 27 décembre 2001 relative à la délimitation des cantons en zone d'excédent structurel (ZES) lié aux élevages et à la mise en œuvre des « actions renforcées », définies à l'article 3 du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé,

Vu la circulaire DGS/DE/DERF du 2 août 2002 relative aux modalités de mise en œuvre de plans de gestion en vue de la restauration de la qualité des eaux brutes superficielles destinées à la consommation humaine,

Vu la circulaire DE/DGFAR du 15 mai 2003 relative à la mise en œuvre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) : simplification et adaptations,

Vu la circulaire DE/DPPR/DGS/DGFAR du 11 septembre 2003, relative à la mise en œuvre du 3<sup>ème</sup> programme d'action dans les zones vulnérables au titre de la directive « nitrates »,

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène, en date du 19 décembre 2003,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - La période de validité l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002 relatif au 2<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est prorogée au delà du 20 décembre 2003 jusqu'à la date d'application de l'arrêté préfectoral 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

**ARTICLE 2** - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article 19 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

**ARTICLE 3** - Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux membres du groupe de travail départemental, aux maires des communes de la zone vulnérable pour affichage ainsi qu'à la direction de l'eau en trois exemplaires.

NANCY, le 19 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## Liste des communes du département de Meurthe et Moselle concernées par les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates

Communes	Arrondissements
ABAUCCOURT	NANCY
ABBEVILLE-LES-CONFLANS	BRIEY
ABONCOURT	TOUL
AFFLEVILLE	BRIEY
ALLAIN	TOUL
ALLAMONT	BRIEY
ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	BRIEY
ANDERNY	BRIEY
ANOUX	BRIEY
ARMAUCOURT	NANCY
ARNAVILLE	TOUL
ARRACOURT	LUNEVILLE
ARRAYE-ET-HAN	NANCY
ATHIENVILLE	LUNEVILLE
AUBOUE	BRIEY
AUDUN-LE-ROMAN	BRIEY
AVILLERS	BRIEY
AVRAINVILLE	TOUL
AVRIL	BRIEY
BAGNEUX	TOUL
BARISEY-AU-PLAIN	TOUL
BARISEY-LA-COTE	TOUL
LES BAROCHES	BRIEY
BASLIEUX	BRIEY
BATILLY	BRIEY
BAYONVILLE-SUR-MAD	TOUL
BAZAILLES	BRIEY
BEAUMONT	TOUL
BECHAMPS	BRIEY
BELLEAU	NANCY
BELLEVILLE	NANCY
BERNECOURT	TOUL
BETTAINVILLERS	BRIEY
BEUVEILLE	BRIEY
BEUVEZIN	TOUL
BEUVILLERS	BRIEY
BEY-SUR-SEILLE	NANCY
BEZANGE-LA-GRANDE	LUNEVILLE
BICQUELEY	TOUL
BOISMONT	BRIEY
BONCOURT	BRIEY
MONT-BONVILLERS	BRIEY
BOUILLONVILLE	TOUL
BOUXIERES-AUX-CHENES	NANCY
BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	NANCY
BRAINVILLE	BRIEY
BREHAIN-LA-VILLE	BRIEY
BRIEY	BRIEY
BRIN-SUR-SEILLE	NANCY
BRUVILLE	BRIEY
BULLIGNY	TOUL
CHAMBLEY-BUSSIERES	BRIEY
CHARENCY-VEZIN	BRIEY
CHAREY	TOUL
CHENICOURT	NANCY
CHENIERES	BRIEY
CLEMERY	NANCY
COLMEY	BRIEY
COLOMBEY-LES-BELLES	TOUL
CONFLANS-EN-JARNISY	BRIEY
CONS-LA-GRANDVILLE	BRIEY
COSNES-ET-ROMAIN	BRIEY
CREPEY	TOUL
CREZILLES	TOUL
CRUSNES	BRIEY
CUTRY	BRIEY
DAMPVITOUX	BRIEY
DIEULOUARD	NANCY
DOLCOURT	TOUL

DOMEVRE-EN-HAYE	TOUL
DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	TOUL
DOMPRIX	BRIEY
DONCOURT-LES-CONFLANS	BRIEY
DONCOURT-LES-LONGUYON	BRIEY
EPIEZ-SUR-CHIERS	BRIEY
EPLY	NANCY
ERROUVILLE	BRIEY
ESSEY-ET-MAIZERAIS	TOUL
EUVEZIN	TOUL
FAVIERES	TOUL
FEY-EN-HAYE	NANCY
FILLIERES	BRIEY
FLEVILLE-LIXIERES	BRIEY
FLIREY	TOUL
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	BRIEY
FRIAUVILLE	BRIEY
GEMONVILLE	TOUL
GERMINY	TOUL
GEZONCOURT	TOUL
GIRAUMONT	BRIEY
GONDRECOURT-AIX	BRIEY
GORCY	BRIEY
GRAND-FAILLY	BRIEY
GRIMONVILLER	TOUL
GRISCOURT	TOUL
HAGEVILLE	BRIEY
HAN-DEVANT-PIERREPONT	BRIEY
HANNONVILLE-SUZEMONT	BRIEY
HATRIZE	BRIEY
HAUCOURT-MOULAIN	BRIEY
HERSERANGE	BRIEY
HOMECOURT	BRIEY
HUSSIGNY-GODBRANGE	BRIEY
JAILLON	TOUL
JARNY	BRIEY
JAULNY	TOUL
JEANDELAINCOURT	NANCY
JEANDELIZE	BRIEY
JEZAINVILLE	NANCY
JOEUF	BRIEY
JOPPECOURT	BRIEY
JOUAVILLE	BRIEY
JOUDREVILLE	BRIEY
JUVRECOURT	LUNEVILLE
LABRY	BRIEY
LAIX	BRIEY
LANDREMONT	NANCY
LANDRES	BRIEY
LANFROICOURT	NANCY
LANTEFONTAINE	BRIEY
LESMENILS	NANCY
LETRICOURT	NANCY
LEXY	BRIEY
LEYR	NANCY
LIMEY-REMENAUVILLE	TOUL
LIRONVILLE	TOUL
LIVERDUN	TOUL
LONGLAVILLE	BRIEY
LONGUYON	BRIEY
LONGWY	BRIEY
LUBEY	BRIEY
MAILLY-SUR-SEILLE	NANCY
MAIRY-MAINVILLE	BRIEY
MALAVILLERS	BRIEY
MAMEY	TOUL
MANCE	BRIEY
MANCIEULLES	BRIEY
MANONVILLE	TOUL
MARBACHE	NANCY
MARS-LA-TOUR	BRIEY
MARTINCOURT	TOUL



MAZERULLES	NANCY
MERCY-LE-BAS	BRIEY
MERCY-LE-HAUT	BRIEY
MEXY	BRIEY
MOINEVILLE	BRIEY
MOIVRONS	NANCY
MONCEL-SUR-SEILLE	NANCY
MONTAUVILLE	NANCY
MONTIGNY-SUR-CHIERS	BRIEY
MONT-SAINT-MARTIN	BRIEY
MORFONTAINE	BRIEY
MORVILLE-SUR-SEILLE	NANCY
MOUAVILLE	BRIEY
MOUTIERS	BRIEY
MOUTROT	TOUL
MURVILLE	BRIEY
NOMENY	NANCY
NORROY-LE-SEC	BRIEY
NOVIAINT-AUX-PRES	TOUL
OCHEY	TOUL
OLLEY	BRIEY
ONVILLE	BRIEY
OTHE	BRIEY
OZERAILLES	BRIEY
PANNES	TOUL
PETIT-FAILLY	BRIEY
PHLIN	NANCY
PIENNES	BRIEY
PIERRE-LA-TREICHE	TOUL
PIERREPONT	BRIEY
POMPEY	NANCY
PORT-SUR-SEILLE	NANCY
PRENY	NANCY
PREUTIN-HIGNY	BRIEY
PUXE	BRIEY
PUXIEUX	BRIEY
RAUCOURT	NANCY
RECHICOURT-LA-PETITE	LUNEVILLE
REHON	BRIEY
REMBER COURT-SUR-MAD	TOUL
ROGEVILLE	TOUL
ROSIERES-EN-HAYES	TOUL
ROUVES	NANCY
SAINT-AIL	BRIEY
SAINT-BAUSSANT	TOUL
SAINTE-GENEVIEVE	NANCY
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	BRIEY
SAINT-JULIEN-LES-GORZE	BRIEY
SAINT-MARCEL	BRIEY
SAINT-PANCRE	BRIEY
SAINT-SUPPLET	BRIEY
SAIZERAIS	NANCY
SANCY	BRIEY
SAULNES	BRIEY
SAULXEROTTE	TOUL
SEICHEPREY	TOUL
SELAINCOURT	TOUL
SERROUVILLE	BRIEY
SEXEY-AUX-FORGES	TOUL
SORNEVILLE	NANCY
SPONVILLE	BRIEY
TELLANCOURT	BRIEY
THEZEY-SAINT-MARTIN	NANCY
THIAUCOURT-REGNIEVILLE	TOUL
THIL	BRIEY
THUILLEY-AUX-GROSEILLES	TOUL
THUMEREVILLE	BRIEY
TIERCELET	BRIEY
TRAMONT-EMY	TOUL
TRAMONT-LASSUS	TOUL
TRAMONT-SAINT-ANDRE	TOUL
TREMBLECOURT	TOUL

TRIEUX	BRIEY
TRONVILLE	BRIEY
TUCQUEGNIEUX	BRIEY
UGNY	BRIEY
VALLEROY	BRIEY
VANDELAINVILLE	TOUL
VIEVILLE-EN-HAYE	TOUL
VILCEY-SUR-TREY	TOUL
VILLE-AU-MONTOIS	BRIEY
VILLECEY-SUR-MAD	BRIEY
VILLE-HOUDLEMONT	BRIEY
VILLERS-EN-HAYE	TOUL
VILLERS-LA-CHEVRE	BRIEY
VILLERS-LA-MONTAGNE	BRIEY
VILLERS-LE-ROND	BRIEY
VILLERS-LES-MOIVRONS	NANCY
VILLERUPT	BRIEY
VILLE-SUR-YRON	BRIEY
VILLETTE	BRIEY
VITERNE	NANCY
VIVIERS-SUR-CHIERS	BRIEY
WAVILLE	BRIEY
XAMMES	TOUL
XIVRY-CIRCOURT	BRIEY
XONVILLE	BRIEY

**REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE  
EN VIGUEUR DANS LA COMMUNE D'ESSEY-LES-NANCY**

**LA PREFECTURE COMMUNIQUE**

Par délibération, le conseil municipal de la ville d'ESSEY les NANCY a demandé la constitution du groupe de travail prévu par le code de l'environnement titre VIII et notamment l'article L.581.14 relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes, afin de réviser le règlement local de publicité en vigueur dans la commune.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, des métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées  
(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5<sup>e</sup> bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie d'ESSEY les NANCY.

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 17 OCTOBRE 2003  
AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN (*PHALACROCORAX CARBO SINENSIS*)  
DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2003/2004**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire, notamment son article 2 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 août 2003, autorisant la destruction du Grand cormoran en Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis du comité départemental de suivi réuni le 23 septembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003/418 du 17 octobre 2003 autorisant le tir du Grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) dans le cadre du plan de gestion national de l'espèce, modifié par arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 ;

VU l'arrêté ministériel du 23 décembre 2003, modifiant l'arrêté ministériel du 25 août 2003 ;

VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2003 visé ci-dessus est rédigé comme suit :

*"Article 7 - Le nombre maximal de grands cormorans qui pourront être détruits au cours de la présente campagne pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs est fixé à 350."*

**ARTICLE 2** - L'article 13 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2003 visé ci-dessus est rédigé comme suit :

*"Article 13 - Le nombre maximal de cormorans qui pourront être détruits au titre de la protection d'espèces de poissons menacées est fixé à 150."*

*Dès que le quota de tir est atteint, le compte-rendu des opérations doit être transmis à la D.D.A.F."*

**ARTICLE 3** - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires du département, le directeur du service départemental de l'office national des forêts, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Briey
- M. le sous-préfet de Lunéville
- Mme la sous-préfète de Toul
- M. le chef de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- M. le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le délégué régional du conseil supérieur de la pêche
- M. le délégué régional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs
- M. le président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- M. le directeur du service de la navigation du nord-est

NANCY, le 9 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

### DEUXIEME BUREAU

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 25

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 25 du 14 janvier 1988 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECTAS S.D.C., située à LUDRES, 26 rue Denis Papin;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 25 du 14 janvier 1988 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECTAS S.D.C., située à LUDRES, 26 rue Denis Papin, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Gérard SERGENT.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 47

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 47 du 6 juillet 1990 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SOCIETE LORRAINE DE SURVEILLANCE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 3 allée de Vincennes;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 47 du 6 juillet 1990 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SOCIETE LORRAINE DE SURVEILLANCE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 3 allée de Vincennes, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Christian LEROGNON.

NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 56

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 56 du 18 novembre 1988 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein de l'entreprise SOLVAY, à DOMBASLE SUR MEURTHE;

Vu les éléments fournis par le responsable sécurité de cette entreprise;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 56 du 18 novembre 1988 portant autorisation d'exploiter un service interne de sécurité au sein de l'entreprise SOLVAY, à DOMBASLE SUR MEURTHE est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur TABELLION.

NANCY, le 19 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 65**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 65 du 30 octobre 1991 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Surveillance Néodomienne, située à BAINVILLE SUR MADON, 24 rue de la Gare;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 65 du 30 octobre 1991 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Surveillance Néodomienne, située à BAINVILLE SUR MADON, 24 rue de la Gare, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Guillaume DURET.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 67**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 67 du 18 décembre 1992 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne KESSLER SECURITE, située à NANCY, 1 rue Cugnot;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 67 du 18 décembre 1992 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne KESSLER SECURITE, située à NANCY, 1 rue Cugnot, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Ferdinand KESSLER.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 76**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 76 du 2 février 1988 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SECFRA, située à PONT A MOUSSON, 86 rue Saint Laurent;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 76 du 2 février 1988 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SECFRA, située à PONT A MOUSSON, 86 rue Saint Laurent, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Jules FERRI.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 78

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 78 du 19 décembre 2002 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECNICOM FRANCE, située à NANCY, 10 rue de Villers;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 78 du 19 décembre 2002 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECNICOM FRANCE, située à NANCY, 10 rue de Villers, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Fabien GOUBY.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 82

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 82 du 13 avril 1995 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SGI SURVEILLANCE, située à PONT A MOUSSON, Avenue des Etats Unis, Espace Saint Martin;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 82 du 13 avril 1995 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SGI SURVEILLANCE, située à PONT A MOUSSON, Avenue des Etats Unis, Espace Saint Martin, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Xavier LUMBRERAS PUERTO.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 84

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 84 du 30 décembre 1994 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne HOLDEN SECURITE, située à BEY SUR SEILLE, 35 rue Principale;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 84 du 30 décembre 1994 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne HOLDEN SECURITE, située à BEY SUR SEILLE, 35 rue Principale, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Jean-Michel FLORENTIN.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 86

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 86 du 10 février 1995 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne EUROLYNX, située à ESSEY LES NANCY, 7 rue des Pommiers;  
Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 86 du 10 février 1995 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne EUROLYNX, située à ESSEY LES NANCY, 7 rue des Pommiers, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Marcel KOZLOFF.  
NANCY, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 97**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 97 du 19 septembre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne AGENCE LORRAINE DE SECURITE, située à VANNES LE CHATEL, « La Taille »;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 97 du 19 septembre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne AGENCE LORRAINE DE SECURITE, située à VANNES LE CHATEL, « La Taille », est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Philippe NOIRE.  
NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 98**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 98 du 3 octobre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne POWER PRIVATE PROTECTION, située à NORROY LES SEC, 12 rue Albert Lebrun;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 98 du 3 octobre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne POWER PRIVATE PROTECTION, située à NORROY LES SEC, 12 rue Albert Lebrun, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur George LONGLE.  
NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 99**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 99 du 28 novembre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne A.S.54., située à NANCY, 6 rue de la Commanderie;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 99 du 28 novembre 1996 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne A.S.54., située à NANCY, 6 rue de la Commanderie, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Dominique ELLES.  
NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 101

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 101 du 20 mai 1997 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne ENTREPRISE EUROPEENNE DE SERVICES DE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 23 boulevard de l'Europe;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 101 du 20 mai 1997 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne ENTREPRISE EUROPEENNE DE SERVICES DE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 23 boulevard de l'Europe, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Jean MAKANZU MAMBI.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 102

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 102 du 22 mai 1997 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Compagnie Nouvelle de Télésurveillance, Protection et Sécurité, située à DEUXVILLE, 8 rue du Maréchal Pétain;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 102 du 22 mai 1997 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Compagnie Nouvelle de Télésurveillance, Protection et Sécurité, située à DEUXVILLE, 8 rue du Maréchal Pétain, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Pascal PIERRE.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 104

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 104 du 30 mars 1998 portant autorisation d'exploiter un services interne de gardiennage au sein de l'établissement LEROY MERLIN de CHAMPIGNEULLES, 35 route de Frouard;

Vu la cessation manifeste d'activité de ce service;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 104 du 30 mars 1998 portant autorisation d'exploiter un services interne de gardiennage au sein de l'établissement LEROY MERLIN de CHAMPIGNEULLES, 35 route de Frouard, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Philippe DANJEAN.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 106

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et

de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 106 du 16 avril 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne A.S.G. SECURITE, située à HOMECOURT, 3 rue de l'Hôtel des Ouvriers;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise (liquidation judiciaire du 16 novembre 2000);

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 106 du 16 avril 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne A.S.G. SECURITE, située à HOMECOURT, 3 rue de l'Hôtel des Ouvriers, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Patrick MAROCCOU, mandataire liquidateur.

NANCY, le 9 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 109

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 109 du 18 septembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne EURO SECURITE, située à PAGNY SUR MOSELLE, 30 rue de Serre;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 109 du 18 septembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne EURO SECURITE, située à PAGNY SUR MOSELLE, 30 rue de Serre, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Maurice PECOUL.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 110 BIS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 110 bis du 17 septembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECNICOM FRANCE, située VANDOEUVRE LES NANCY, 6 avenue de la Forêt de la Reine;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 110 bis du 17 septembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne PROTECNICOM FRANCE, située VANDOEUVRE LES NANCY, 6 avenue de la Forêt de la Reine, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Philippe CAVALLERO.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 112

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 112 du 9 décembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne World Electronic Protection, située à LAXOU, 2 place de l'Europe;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 112 du 9 décembre 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne World Electronic Protection, située à LAXOU, 2 place de l'Europe, est abrogé;



**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Ali HANCER.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 113**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 113 du 18 juin 1999 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SYGMA PREVENTION, située à MAXEVILLE, 12 rue de la Seille;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 113 du 18 juin 1999 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SYGMA PREVENTION, située à MAXEVILLE, 12 rue de la Seille, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Madame Karine SCHUTZ.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 118**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 118 du 3 avril 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne JBO SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 18 rue du Portugal;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 118 du 3 avril 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne JBO SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, 18 rue du Portugal, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Alain OLLANDO.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

---

**RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 119**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n°2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 119 du 16 mars 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne XXL SECURITE, située à OZERAILLES, 18 rue des Roses;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 119 du 16 mars 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne XXL SECURITE, située à OZERAILLES, 18 rue des Roses, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Jean-Marie SCHULER.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 122

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 122 du 3 octobre 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne J.P.K.S. SECURITE., située à VANDOEUVRE LES NANCY, 2 allée du Venlo;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 122 du 3 octobre 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne J.P.K.S. SECURITE., située à VANDOEUVRE LES NANCY, 2 allée du Venlo, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur José BONGO.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 123

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 123 du 25 septembre 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne HL SECURITE, située à LAY SAINT REMY, 2B rue du Saint Empire;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 123 du 25 septembre 2000 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne HL SECURITE, située à LAY SAINT REMY, 2B rue du Saint Empire, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Laurent MARTIN.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 132

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 132 du 31 mai 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SECURITE COBRA, située à NANCY, 35 rue de Malzéville;

Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 132 du 31 mai 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne SECURITE COBRA, située à NANCY, 35 rue de Malzéville, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Mademoiselle Sandy VIANNET.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 134

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et

de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;  
Vu l'arrêté n° 134 du 29 août 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Brigade de Sécurité et d'Intervention, située à BRAINVILLE, 4 Grand'Rue;  
Vu la cessation manifeste d'activité de cette entreprise;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 134 du 29 août 2001 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne Brigade de Sécurité et d'Intervention, située à BRAINVILLE, 4 Grand'Rue, est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Marc LAMUTH.

NANCY, le 24 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**AUTORISATION PREFECTORALE N° 149**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Madame NICOLAS, responsable du supermarché INTERMARCHE de HOMECOURT, Z.A.C. du Haut des Trappes, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'un service interne de sécurité sous la responsabilité de Monsieur Robert DITSCH;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'entreprise précitée est autorisée à organiser un service interne de sécurité, placé sous la responsabilité de Monsieur Robert DITSCH, à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Madame NICOLAS et à Monsieur Robert DITSCH.

NANCY, le 8 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**AUTORISATION PREFECTORALE N° 150**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Monsieur Jean-Marc HUMBERT, gérant d'une entreprise de surveillance et de gardiennage dénommée « ACTURUS SECURITE » à PARIS (19<sup>ème</sup>), 137-139 rue Manin, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une succursale à NANCY, 138 rue Saint DIZIER;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La société « ACTURUS SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à ouvrir une succursale à NANCY, 138 rue Saint Dizier, à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Jean-Marc HUMBERT.

NANCY, le 9 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****DEUXIEME BUREAU****ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-5 ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU les lettres des 27 novembre 2002 et 20 octobre 2003 du maire de LONGUYON proposant la nomination de M. Christian MILLET en qualité de régisseur ;  
 VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 5 novembre 2002 ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de LONGUYON ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur Christian MILLET, chef de police municipale de la commune de LONGUYON, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : Monsieur Christian MILLET est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de BRIEY, le maire de LONGUYON et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 13 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur,  
 Jacques SABLAYROLLES

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT, L'ASSAINISSEMENT  
 ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA VALLEE DE LA MORTAGNE - DISSOLUTION**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;  
 Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;  
 Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
 Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;  
 Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 Vu l'article L.5212-33 du code général des collectivités territoriales ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 mai 1975 autorisant la création du Syndicat Intercommunal pour l'aménagement, l'assainissement et la protection de l'Environnement de la Vallée de la Mortagne, et les statuts approuvés le 12 juin 1975 ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 1980 autorisant l'adhésion de Xermaménil ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 15 mai 1996 autorisant l'adhésion de Mont sur Meurthe ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1989 modifiant l'article 5 des statuts ;  
 Vu la délibération en date du 2 septembre 2003 par laquelle le comité syndical demande la dissolution du Syndicat intercommunal pour l'aménagement de la Mortagne, et décide de répartir l'actif, le passif et le solde de trésorerie du syndicat selon des modalités détaillées sur la délibération ;  
 Vu la lettre de consultation des communes adhérentes, datée du 22 septembre 2003 ;  
 Vu les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- Gerbéviller	26 septembre 2003
- Haudonville	14 octobre 2003
- Lamath	25 septembre 2003
- Magnières	10 octobre 2003
- Mont sur Meurthe	5 décembre 2003
- Moyen	23 octobre 2003
- Vallois	26 septembre 2003
- Xermaménil	29 septembre 2003

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, toutes les communes ont délibéré favorablement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 accordant délégation de signature à Monsieur Jean Pierre Balloux, Sous Préfet de Lunéville ;

**AR R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement, l'assainissement et la protection de l'environnement de la vallée de la Mortagne est dissous à compter du 31 décembre 2003.

**Article 2** : Le passif du syndicat est reversé à la communauté de communes de la Mortagne.

L'actif du syndicat est reversé à la communauté de communes de la Mortagne sauf la part des travaux réalisés pour le compte de la commune de Mont sur Meurthe.

Le reliquat de trésorerie est réparti entre les communes membres avec le même mode de calcul que pour les contributions : 50% proportionnellement à la longueur de rives, 25% proportionnellement à la population et 25% proportionnellement au potentiel fiscal. La part des sept communes de la communauté de communes de la Mortagne sera versée à cette structure, la part de Mont sur Meurthe sera versée à cette commune.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Sous-Préfet de Lunéville et le président du Syndicat intercommunal pour l'aménagement, l'assainissement et la protection de l'environnement de la vallée de la Mortagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes associées, et au trésorier payeur général. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNEVILLE, le 12 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Sous-Préfet,  
 Jean-Pierre BALLOUX

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE - RETRAIT DE 4 COMPETENCES,  
 AJOUT DE LA COMPETENCE "TOURISME" ET DIVERSES MODIFICATIONS STATUTAIRES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu les articles L.5214-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1994 autorisant la création de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1995, modifiant l'article 4, alinéa 3 des statuts, relatif aux compétences transférées par les communes, et insérant dans les statuts un article 12 bis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 1997, complétant l'article 4 des statuts par la compétence « politique du logement : étude et réalisation d'une OPAH » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 1997, complétant l'article 4 des statuts par la compétence « distribution publique d'électricité » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1998 complétant l'article 4 des statuts par la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement - collecte et traitement des déchets recyclables par apport volontaire » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 1998 complétant l'article 4 des statuts par les compétences « développement local » et « équipement en informatique des écoles élémentaires » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 1999 autorisant la communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze à exercer la compétence « collecte et traitement des ordures ménagères » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2000 autorisant la communauté de communes à exercer la compétence « activités offertes aux enfants et adolescents en dehors du cadre scolaire » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2001 autorisant la communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze à exercer la compétence « élaboration et modification du schéma directeur d'aménagement de son territoire dont le schéma de cohérence territoriale »

Vu l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2002 autorisant la communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze à exercer les compétences "création et gestion d'une maison médicale qui sera louée à des professions médicales ; adhésion à l'ANPE et la Mission Locale pour l'Emploi et substitution aux communes ; charte de pays ; adhésion à un syndicat mixte ou un GIP-DL ou tout autre outil nécessaire ultérieurement dans la mise en œuvre d'un pays au sens de la loi précisant la notion de pays"

Vu la délibération du conseil de la communauté de communes du Pays de la Haute Vezouze en date du 23 septembre 2003, approuvant la suppression des 4 compétences suivantes : création, aménagement et entretien de la voirie, équipement en informatique des écoles maternelles, création et gestion d'une maison médicale louée à des professions médicales, et par substitution de droit, gestion du syndicat intercommunal scolaire du canton ; la modification des articles 4 et 20 des statuts, et l'ajout de la compétence tourisme ;

Vu la lettre de notification de ces délibérations transmise aux communes membres le 6 octobre 2003 ;

Vu les délibérations concordantes des communes de :

- Bertrambois	23 octobre 2003
- Cirey sur Vezouze	13 novembre 2003
- Parux	17 novembre 2003
- Petitmont	17 octobre 2003
- Saint Sauveur	14 novembre 2003
- Tanconville	1 <sup>er</sup> décembre 2003
- Val et Châtillon	7 novembre 2003

acceptant ces différentes modifications statutaires,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003, accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre BALLOUX, Sous-Préfet de Lunéville ;

#### A R R E T E

**Article 1er :** Les compétences suivantes sont supprimées des compétences exercées par la communauté de communes :

- création, aménagement et entretien de la voirie
- équipement en informatique des écoles maternelles
- création et gestion d'une maison médicale louée à des professions médicales

par substitution de droit, gestion du syndicat intercommunal scolaire du canton.

La communauté de communes du pays de la Haute Vezouze est autorisée à exercer, outre ses compétences antérieures, la compétence "nouvelles actions favorisant le développement touristique : étude, création, gestion de programmes touristiques".

Les articles 4 et 20 des statuts sont modifiés.

**Article 2 :** Les statuts annexés au présent arrêté sont approuvés.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Sous-Préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays de la Haute Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes associées, et au trésorier payeur général. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNEVILLE, le 15 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

*Les statuts sont consultables à la Sous-Préfecture de LUNEVILLE - Bureau des Relations avec les Collectivités Locales.*

#### COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRISTAL COMPETENCE "DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ENERGIE ELECTRIQUE"

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu les articles L5211.1 et suivants, et L5214.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Cristal ;

Vu la délibération du 6 novembre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Cristal décide de compléter ses compétences par "distribution publique d'énergie électrique" ;

Vu les délibérations des conseil municipaux des communes suivantes :

- Baccarat :

Délibération du 27 novembre 2003

- Lachapelle :

Délibération du 7 novembre 2003

- Thiaville sur Meurthe :

Délibération du 16 octobre 2003

donnant un avis favorable à l'extension de compétence envisagée ;

Considérant que la majorité telle que définie par l'article L5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales, a été atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 , donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre BALLOUX, Sous-Préfet de Lunéville ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La communauté de communes du Cristal est autorisée à exercer la compétence "distribution publique d'énergie électrique".

**Article 2 :** Le Sous-Préfet de Lunéville, le Directeur des Services Fiscaux et le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes associées, et au directeur des services fiscaux. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

LUNEVILLE, le 16 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

### ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DU PAYS D'ENTRE MOSELLE ET MEURTHE DISSOLUTION

#### LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'article L.5212-33 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1990 autorisant la création de l'EPCI du Pays d'entre Moselle et Meurthe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 1993 autorisant l'adhésion des communes d'Essey-la-Côte, Fraimbois, Franconville, Gerbéviller, Giriviller, Haudonville, Lamath, Magnières, Mattexey, Mont sur Meurthe, Moriviller, Moyen, Remenoville, Seranville, Vallois, Vathiménil et Vennezey ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 1994 portant modification de l'article VI des statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 mars 1994 autorisant l'adhésion de la commune de Ferrières ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 4 août 1994 autorisant, d'une part l'adhésion des communes de Rechainviller et Xermaménil, et d'autre part le retrait de la commune de Borville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mars 1996 portant modification des articles VI, VII et VIII des statuts de l'EPCI du pays d'entre Moselle et Meurthe, et autorisant l'adhésion de la commune de Romain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 septembre 1997 autorisant l'EPCI à exercer la compétence « distribution publique d'énergie électrique » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2000 autorisant le retrait de la commune de Velle sur Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2001 autorisant le retrait de la commune de Ferrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2002 autorisant l'EPCI à exercer "participation à l'élaboration, le suivi et la gestion de la Charte de pays, au sein de la Loi précisant la notion de pays" et "élaboration et adoption d'un schéma de cohérence territoriale" ;

Vu la délibération du 23 septembre 2003 par laquelle le comité de l'EPCI du Pays d'entre Moselle et Meurthe demande la dissolution de la structure à compter du 31 décembre 2003 et décide le mode de répartition de la trésorerie, de l'actif et du passif ;

Vu la notification de cette délibération adressée le 6 octobre 2003 à chacun des maires des communes adhérentes en vue de la consultation de leur conseil municipal ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes :

- Barbonville	24 novembre 2003
- Bayon	12 novembre 2003
- Blainville sur l'eau	14 novembre 2003
- Brémoncourt	4 décembre 2003
- Charmois	17 octobre 2003
- Clayeures	27 octobre 2003
- Damelevières	21 novembre 2003
- Einvaux	28 novembre 2003
- Essey la Côte	7 novembre 2003
- Fraimbois	20 octobre 2003
- Franconville	15 octobre 2003
- Gerbéviller	13 novembre 2003
- Giriviller	18 novembre 2003
- Haigneville	7 novembre 2003
- Haudonville	14 octobre 2003
- Haussenville	12 novembre 2003
- Lamath	25 septembre 2003
- Landécourt	6 novembre 2003
- Lorey	18 novembre 2003
- Loromontzey	29 octobre 2003
- Magnières	10 octobre 2003
- Mattexey	24 octobre 2003
- Méhoncourt	31 octobre 2003
- Mont sur Meurthe	5 décembre 2003
- Moriviller	13 novembre 2003

- Moyen	23 octobre 2003
- Rehainviller	20 novembre 2003
- Remenoville	14 novembre 2003
- Romain	12 novembre 2003
- Rozelieures	13 octobre 2003
- Saint Boingt	8 octobre 2003
- Saint Germain	28 novembre 2003
- Saint Mard	7 novembre 2003
- Saint Rémy aux bois	12 novembre 2003
- Seranville	15 octobre 2003
- Vallois	26 septembre 2003
- Vathiménil	17 octobre 2003
- Vennezey	9 octobre 2003
- Vigneulles	12 novembre 2003
- Villacourt	17 octobre 2003
- Virecourt	14 novembre 2003
- Xermaménil	29 septembre 2003

Vu la demande d'avis de la commission permanente du Conseil Général formulée par courrier du 21 octobre 2003 ;

Vu l'avis favorable de la commission permanente du Conseil Général en date du 5 décembre 2003 ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres et du conseil général, effectuée en application de l'article L 5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, la majorité telle que définie par ce même article est atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003, accordant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre BALLOUX, Sous-Préfet de Lunéville ;

#### ARRÊTÉ

**Article 1er :** L'EPCI du Pays d'entre Moselle et Meurthe est dissous à compter du 31 décembre 2003

**Article 2 :** Le solde de trésorerie sera réparti entre les 43 communes de l'EPCI, au prorata du nombre d'habitants.

Le partage de l'actif de l'EPCI se fera conformément aux termes de la délibération de l'EPCI du 23 septembre 2003, annexée au présent arrêté.

**Article 3 :** Le personnel est transféré aux communautés de communes du Bayonnais, de la Mortagne et du Val de Meurthe.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Sous-Préfet de Lunéville et le président de l'EPCI du pays d'entre Moselle et Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes associées, et au trésorier payeur général. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNÉVILLE, le 22 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

#### SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DES DEUX VALLÉES : ORDURES MENAGÈRES RETRAIT DE LA COMMUNE DE CHARMOIS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2000 autorisant la création du Syndicat intercommunal à vocation unique des deux vallées : ordures ménagères ;

Vu la délibération du 17 octobre 2003, par laquelle le conseil municipal de Charmois demande à se retirer du SIVU des 2 vallées ;

Vu la délibération du 30 octobre 2003 par laquelle le comité syndical accepte le retrait de la commune de Charmois ;

Vu la notification aux communes membres en date du 4 novembre 2003 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur ce retrait ;

Vu les délibérations des conseil municipaux des communes suivantes :

- Bayon	12 novembre 2003
- Borville	26 septembre 2003
- Brémoncourt	4 décembre 2003
- Clayeures	27 octobre 2003
- Dompail en l'air	5 décembre 2003
- Einvaux	28 novembre 2003
- Froville	3 décembre 2003
- Haigneville	7 novembre 2003
- Landécourt	6 novembre 2003
- Lorey	18 novembre 2003
- Loromontzey	8 décembre 2003
- Méhoncourt	31 octobre 2003
- Romain	12 novembre 2003
- Saint Boingt	8 octobre 2003
- Saint Germain	12 septembre 2003
- Saint Mard	7 novembre 2003
- Saint Rémy aux bois	12 novembre 2003
- Velle sur Moselle	12 novembre 2003
- Villacourt	5 décembre 2003
- Virecourt	14 novembre 2003

donnant un avis favorable au retrait de Charmois du SIVU des deux vallées ;

Considérant que la majorité telle que définie par l'article L5211.19 du Code Général des Collectivités Territoriales, a été atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 accordant délégation de signature à Monsieur Jean Pierre BALLOUX, Sous Préfet de Lunéville ;

#### ARRÊTÉ

**Article 1er :** Le retrait de Charmois du Syndicat intercommunal à vocation unique des deux vallées : ordures ménagères est autorisée.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNÉVILLE, le 23 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

## COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE - EXTENSION DE COMPETENCES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;  
Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu les articles L5211.1 et suivants, et L5214.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette ;  
Vu la délibération en date du 28 septembre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette décide de compléter ses compétences ;  
Vu la consultation des communes membres, engagée par courrier du 14 octobre 2003 ;  
Vu les délibérations des conseil municipaux des communes suivantes :

- Azerailles	Délibération du 17 octobre 2003
- Bertrichamps	Délibération du 14 novembre 2003
- Brouville	Délibération du 31 octobre 2003
- Deneuvre	Délibération du 31 octobre 2003
- Flin	Délibération du 22 décembre 2003
- Fontenoy la Joûte	Délibération du 31 octobre 2003
- Gélacourt	Délibération du 24 octobre 2003
- Glonville	Délibération du 30 octobre 2003
- Hablainville	Délibération du 5 décembre 2003
- Merviller	Délibération du 27 novembre 2003
- Pettonville	Délibération du 10 octobre 2003
- Reherrey	Délibération du 17 octobre 2003
- Vacqueville	Délibération du 20 novembre 2003
- Vaxainville	Délibération du 1 <sup>er</sup> décembre 2003
- Veney	Délibération du 27 novembre 2003

donnant un avis favorable à l'extension de compétence envisagée ;

Considérant que la majorité telle que définie par l'article L5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales, a été atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre BALLOUX, Sous-Préfet de Lunéville ;

### A R R E T E

**Article 1er :** La communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette est autorisée à exercer les compétences "distribution publique d'énergie électrique", "adhésion au syndicat départemental d'électricité, sur simple délibération du conseil communautaire", "mettre en place une politique intercommunale de la petite enfance et des personnes âgées", et "soutenir les politiques socioculturelles intercommunales en aidant à la mise en place d'actions notamment pour les jeunes. Accès aux loisirs et à la culture. Soutien à la vie associative".

**Article 2 :** Les statuts annexés sont approuvés.

**Article 3 :** Le Sous-Préfet de Lunéville, le Directeur des Services Fiscaux et le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes associées, et au directeur des services fiscaux. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

LUNÉVILLE, le 31 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

## COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE - STATUTS

### TITRE I : CONSTITUTION ET OBJET

#### Article 1 : Constitution

En application des articles L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une Communauté de Communes entre les communes de : Azerailles, Bertrichamps, Brouville, Deneuvre, Flin, Fontenoy, Gélacourt, Glonville, Hablainville, Merviller, Pettonville, Reherrey, Vacqueville, Vaxainville, Veney.

Elle prend le nom de Communauté de Communes d'Entre Meurthe et Verdurette.....

#### Article 2 : Objet

Conformément à l'article L 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.

Elle exercera de plein droit, aux lieux et places des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

#### Aménagement de l'espace :

- Mise en oeuvre d'un schéma de développement et d'aménagement définissant les axes stratégiques, les enjeux fondamentaux ainsi qu'un plan d'actions pluriannuel.
- Urbanisme : préparation à l'élaboration et révision du SCOT (Schéma de cohérence Territorial)
- La Communauté de Communes pourra adhérer par simple délibération du Conseil Communautaire à un Syndicat Mixte ou à un GIP-DL et tout autre outil nécessaire intervenant dans la mise en oeuvre d'un Pays au sens de la loi précisant la notion de Pays.
- Participation à l'élaboration, approbation, suivi, gestion (et mise en oeuvre) de la Charte de Pays au sens de la Loi précisant la notion de Pays.
- Mission de conseil et de sensibilisation en matière d'aménagement et d'embellissement des villages et de préservation des paysages.
- Actions de valorisation et de promotion du patrimoine naturel.



**Développement économique :****1. Actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités artisanales, commerciales, industrielles, agricoles, touristiques et de services.****Mesures directes ou indirectes pour favoriser l'implantation d'activités et notamment :**

- Recensement des locaux professionnels disponibles et leurs caractéristiques (superficie, prix, équipements...)
- Recensement des terrains disponibles pouvant accueillir des constructions professionnelles
- Réalisation d'études de marché pour l'implantation d'activités nouvelles (commerces ambulants...)

**2. Assistance aux acteurs économiques**

- Elaboration d'un guide à l'installation et à l'investissement
- Mise en place d'une signalisation
- Organisation de réunions d'information (démarches pour l'accès aux marchés publics)
- Assistance administrative et technique dans certaines démarches (marché public, demande de subventions)
- Recensement des activités commerciales et artisanales et élaboration d'une plaquette sur l'activité économique de la communauté

**3. Réalisation, gestion et commercialisation de zones d'activités futures**

- Etude et éventuellement réalisation, gestion et développement de zones d'activités économique, avec à terme, instauration d'une taxe professionnelle de zone.

**4. Action de promotion du territoire**

- Communication intercommunale
- Mise en oeuvre d'actions de soutien pour le développement d'activités touristiques d'intérêt communautaire, en relation avec les offices de tourisme du secteur, et éventuellement adhésion aux organismes concernés.

**Environnement :**

- Collecte et traitement des ordures ménagères
- Tri sélectif
- Déchetterie et collecte d'objets divers (piles, batteries, huile de vidange, etc...)
- Mise en place d'un circuit santé, reliant toutes les communes de la future communauté (pédestre, cyclable, équestre)
- Mise en place d'une signalisation labellisée :
  - Panneau d'indication aux entrées
  - Panneau d'information au centre

**Actualisation de services :**

- Mandat de maîtrise d'œuvre par convention :
  - Entretien Eclairage Public
  - Maintenance installations techniques (Eau-Assainissement)
  - Entretien Espaces Verts et décoration florale
- Distribution publique d'énergie électrique
- Adhésion au Syndicat Départemental d'Electricité sur simple délibération du conseil communautaire

**Logement et cadre de vie :**

- Elaboration de programmes locaux de l'habitat
  - Opérations de rénovation des logements et de l'habitat
  - Ravèlement de façades
- Elaboration de programmes intercommunaux ou locaux d'amélioration du cadre de vie
  - Favoriser les conditions de transports collectifs et de déplacements individuels des personnes
  - Soutenir les actions de sauvegarde et de rénovation du petit patrimoine

**Action sociale :**

- Mise à disposition de locaux consacrés aux associations caritatives et agissant sur le territoire de la communauté de communes
- Mettre en place une politique intercommunale de la petite enfance et des personnes âgées.

**Assistance à l'animation culturelle et sportive :**

- Soutenir les politiques socioculturelles intercommunales en aidant à la mise en place d'actions notamment pour les jeunes :
  - ⇒ Accès aux loisirs et à la culture
  - ⇒ Soutien à la vie associative

**Article 3 : Siège de la Communauté de Communes**

Le siège social de la Communauté de Communes est fixé à FONTENOY-LA-JOUTE (mairie)

**Article 4 : Durée**

La durée de la Communauté de Communes est illimitée.

**TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT****Article 5 : Composition du Conseil de Communauté**

La Communauté de Communes est administrée par un Conseil de communauté composé de délégués désignés par les Conseils Municipaux des communes membres à raison de :

Jusque 500 habitants	2 délégués
De 501 à 1 000 habitants	3 délégués
De 1001 à 2 000 habitants	4 délégués
Et par tranche supplémentaire de 1 000	+ 1 délégué par tranche de 1 000

Chaque commune pourra désigner un ou des suppléants en nombre égal au nombre de délégués. Ils pourront assister aux réunions du Conseil de Communauté en cas d'empêchement des titulaires. Dans ce cas, les suppléants auront voix délibératives.

La population prise en compte est la population totale telle qu'elle ressort du dernier recensement officiel, total ou partiel. Le réajustement éventuel suite à un nouveau recensement n'interviendra qu'au renouvellement général du Conseil de Communauté.

Le maximum de représentants d'une commune ne doit pas excéder le tiers du conseil.

Dans l'hypothèse de l'adhésion de nouvelles communes à la Communauté de Communes, les modalités de représentations de celles-ci seraient les mêmes que celles exposées ci-dessus.

**Article 6 : Election des délégués**

Les délégués sont élus par chaque Conseil Municipal au scrutin secret, à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Les délégués suivent le sort du Conseil Municipal quant à la durée de leur mandat. Mais en cas de suspension, de dissolution de celui-ci ou de démission de tous les membres en exercice, ce mandat est constitué jusqu'à la nomination des délégués par le nouveau Conseil Municipal.

**Article 7 : Durée des fonctions des délégués**

Les fonctions de délégués au Conseil de Communauté suivent quant à leur durée, le sort de l'assemblée au titre de laquelle elles sont exercées.

**Article 8 : Fonctionnement du Conseil de Communauté**

Le Conseil de Communauté se réunit au siège de la Communauté de Communes ou dans tout lieu qu'il choisit au moins une fois par trimestre au siège de la Communauté de Communes ou dans un lieu choisit par le Conseil de Communauté dans l'une des communes membres.

Il se réunit en séance extraordinaire à la demande du Président ou de la majorité de ses membres.

Les conditions de validité des délibérations du Conseil de Communauté et, le cas échéant, de celle du bureau procédant par délégation du Conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que fixe le Code Général des Collectivités Territoriales pour les Conseils Municipaux. Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des communes sont applicables à la Communauté de Communes.

Le Conseil de Communauté ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié des délégués en exercice représentant la moitié des communes assiste à la séance. Cependant, quand, après une première convocation régulièrement faite, le Conseil de Communauté ne s'est pas réuni en nombre suffisant pour délibérer valablement, les délibérations prises au cours de la deuxième réunion, tenue dans un délai maximum de huit jours, sont valables quel que soit le nombre de délégués présents.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, sous réserve des majorités qualifiées requises par la loi, comme par les présents statuts ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat de Président et des membres du bureau sont celles que fixent les articles L 2122-7 à L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales pour les maires et leurs adjoints. L'administration des éventuels établissements issus ou faisant l'objet de la Communauté est soumise aux règles de droit commun.

Un membre du Conseil de Communauté peut donner pouvoir écrit de vote en son nom à un autre membre. Un membre du Conseil de Communauté ne peut être porteur que d'un seul mandat.

Le Conseil de Communauté peut décider de s'adjoindre un ou plusieurs conseiller(s) technique(s) qui assiste(nt) aux séances sans prendre part aux délibérations.

Les délibérations du Conseil de Communauté donnent lieu à la rédaction de procès-verbaux transcrits sur un registre tenu au siège de la Communauté de Communes.

**Article 9 : Pouvoirs du Conseil de Communauté**

Le Conseil de Communauté règle par ses délibérations les affaires de la Communauté de Communes.

Il définit les grandes orientations de la politique de la Communauté de Communes.

Il vote le budget et approuve les comptes.

Il délibère sur les modifications à apporter aux conditions initiales de composition et du fonctionnement de la Communauté de Communes, de l'adhésion de la Communauté de Communes à un établissement public et de la délégation d'un service public ; les Conseils Municipaux sont obligatoirement consultés ; la décision est prise par le représentant de l'Etat ; elle ne peut toutefois intervenir si plus d'un tiers des Conseils Municipaux s'oppose à la modification ou à l'extension.

Il crée les emplois nécessaires au fonctionnement de la structure.

**Article 10 : Composition et rôle du bureau**

Pour constituer le bureau, le Conseil de Communauté élit en son sein :

- 1 Président
- 3 vice-présidents
- 11 membres

Le bureau participe avec le Président et sous sa direction à l'administration et au fonctionnement de la Communauté de Communes.

Il règle par ses décisions toute question qui lui est soumise par le Président et qui ne relève pas de la compétence statutaire exclusive du Conseil de Communauté.

Le Conseil de Communauté peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception :

- du vote du budget,
- de l'approbation du Compte Administratif
- des décisions relatives aux modifications des initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la Communauté de Communes,
- de l'adhésion de la Communauté de Communes à un autre établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public.

**Article 11 : Rôle du Président**

Le Président est l'organe exécutif de la Communauté de Communes.

A ce titre, il convoque aux réunions du Conseil de Communauté et du bureau et préside les séances : il dirige les débats et contrôle les votes.

Il prépare et exécute les délibérations du Conseil de Communauté et les décisions de bureau.

Lors de chaque réunion du Conseil de Communauté, il rend compte des travaux du bureau.

Il prépare et propose le budget de la Communauté de Communes.

Il représente la Communauté de Communes dans tous les actes de gestion.

Il nomme aux emplois créés par le Conseil de Communauté.

Il représente la Communauté de Communes en justice.

Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sous sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents, et en cas d'empêchement de ces derniers à d'autres membres du bureau.

**Article 12 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur sera approuvé par le Conseil de Communauté sur proposition du bureau.

**Article 13 : Autres dispositions :**

Toute disposition non-prévue dans les présents statuts sont réglés par le Code Général des Collectivités Territoriales.

*Vu pour rester annexé à l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003*

Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

**COMMUNE DE LANDECOURT - APPLICATION DU REGIME FORESTIER**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 111.1 et L 141.1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141.1 à R 141.8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003 donnant délégation de signature à M. Jean-Pierre BALLOUX sous-préfet de LUNEVILLE ;  
 VU la délibération du conseil municipal de la commune de LANDECOURT ;  
 VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office National des Forêts en date du 22 avril 2002 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de l'application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après ;  
 VU les plans des lieux ;  
 VU l'avis du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud en date du 17 décembre 2003

**A R R E T E**

**Article 1er** : Le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : MEURTHE-ET-MOSELLE

Personne morale propriétaire :

Commune de LANDECOURT

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
ZC	33	-	0,1609	Landecourt

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le sous-préfet de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. le Maire de la commune de LANDECOURT ;
  - publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle et dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts à NANCY.
- LUNEVILLE, le 5 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Sous-Préfet,  
 Jean-Pierre BALLOUX

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**DELIBERATION N° 150 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003  
 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SA IMNE D'ESSEY LES NANCY  
 DE RENOUELEMENT D'AUTORISATION DU SCANOGAPHE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2003 et présenté par Monsieur le Président Directeur Général de la SA IMNE d'ESSEY LES NANCY en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation du scanographe de classe 3 autorisé le 24 octobre 1996 et installé dans les locaux de la Polyclinique Louis Pasteur, et le remplacement de l'appareil,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 5 septembre 2003,

CONSIDERANT que l'activité réalisée sur ce scanographe est très importante et que le renouvellement de son autorisation s'avère indispensable,

CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation de cet appareil ne modifie pas la carte sanitaire relative aux scanographes,

CONSIDERANT que le promoteur souhaite bénéficier des avancées technologiques pour réaliser un travail de meilleure qualité et que le remplacement de cet appareil installé fin 1996 est justifié,

**D E C I D E**

De renouveler l'autorisation du scanographe de classe 3 autorisé le 24 octobre 1996 et installé dans les locaux de la Polyclinique Louis Pasteur, et d'autoriser le remplacement de l'appareil, demande présentée par la SA IMNE d'ESSEY LES NANCY.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,  
 Jacques SANS

**DELIBERATION N° 151 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003  
 RELATIVE A LA DEMANDE DE LA SAS NOUVELLE CLINIQUE JEANNE D'ARC A LUNEVILLE  
 DE CONFIRMATION DES AUTORISATIONS DE LA CLINIQUE JEANNE D'ARC**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 31 juillet 2003 et présenté par Monsieur le Directeur de la SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc à LUNEVILLE en vue d'obtenir la confirmation à son profit des autorisations détenues par la SA Clinique Jeanne d'Arc pour 62 lits de chirurgie et 8 places d'anesthésie ou de chirurgie ambulatoires,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 5 septembre 2003,

CONSIDERANT que la Clinique Jeanne d'Arc de LUNEVILLE a fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire par jugement du 5 juin 2001 et que le Tribunal de Commerce de NANCY, lors de l'audience du 17 décembre 2002 a décidé le plan de redressement proposé autorisant notamment la cession des autorisations de la clinique au profit de la SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc à LUNEVILLE,

CONSIDERANT que la SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc de LUNEVILLE est autorisée provisoirement par décision de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 17 décembre 2002 à faire fonctionner les 62 lits de chirurgie et les 8 places d'anesthésie ou de chirurgie ambulatoires de la clinique,  
 CONSIDERANT que la demande répond aux impératifs du SROS notamment au regard de l'accessibilité et de la continuité des soins, de la coopération et du développement des réseaux, et du développement des alternatives à l'hospitalisation,  
 CONSIDERANT que la confirmation d'autorisation demandée ne modifie pas la capacité de la clinique concernée,

**D E C I D E**

De confirmer au profit de la SAS Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc à LUNEVILLE les autorisations détenues par la SA Clinique Jeanne d'Arc pour 62 lits de chirurgie et 8 places d'anesthésie ou de chirurgie ambulatoires.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,  
 Jacques SANS

**DELIBERATION N° 152 / 2003 DU 21 OCTOBRE 2003  
 RELATIVE A LA DEMANDE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY  
 DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DU SCANOGAPHE G.E. DE L'HOPITAL CENTRAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 30 avril 2003 et présenté par Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation du scanographe de classe 3 GEMS CT HISPEED du service de neuroradiologie de l'hôpital central, appareil installé en 1996 et transféré en 1999 dans le bâtiment de neurosciences de l'hôpital central,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 5 septembre 2003,

CONSIDERANT que cet appareil est indispensable au bon fonctionnement et à la prise en charge des patients du bâtiment de Neurosciences,

CONSIDERANT qu'au vu de l'activité scanographique réalisée au CHU de NANCY, le maintien de ses quatre scanographes autorisés est nécessaire,

CONSIDERANT que le renouvellement de l'autorisation de cet appareil ne modifie pas la carte sanitaire relative aux scanographes,

**D E C I D E**

De renouveler l'autorisation du scanographe de classe 3 GEMS CT HISPEED du service de neuroradiologie de l'hôpital central, appareil installé en 1996 et transféré en 1999 dans le bâtiment de neurosciences de l'hôpital central, demande présentée par le CHU de NANCY.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,  
 Jacques SANS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE**

**AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 9 (2°), l'établissement bénéficiaire de nomination au choix au titre de l'année 2003, devant être pourvu dans le grade de **Contremaître** est le suivant :

- E.P.D.T.P.H. - CAPs de ROSIERES aux SALINES 1 POSTE  
 4 rue Léon Parisot  
**54110 ROSIERES aux SALINES**

Peuvent faire acte de candidature :

- les maîtres-ouvriers comptant 3 ans de services effectifs dans leur grade et les ouvriers professionnels qualifiés parvenus au 5ème échelon de leur grade. Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur des établissements susnommés, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
 AVIS DE VACANCES DE POSTES DE MAITRE OUVRIER**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), les établissements suivants bénéficient de nomination au choix au titre de l'année 2003 pour le grade de **Maître Ouvrier** :

- CHU de NANCY 2 POSTES  
 29 Av.de Lattre de Tassigny  
 CO n° 34 - 54035 NANCY CEDEX
- E.P.D.T.P.H. - CAPs de ROSIERES aux SALINES 1 POSTE  
 4 rue Léon Parisot  
**54110 ROSIERES aux SALINES**
- Maternité Régionale de NANCY 2 POSTES  
 10 rue du Dr Heydenreich  
**54000 NANCY**
- Centre de Moyen Séjour 1 POSTE  
 1 rue Pasteur  
**54760 FAULX**

- Maison de Retraite  
16 rue Maurice Barrès  
54830 GERBEVILLER

2 POSTES

Peuvent faire acte de candidature :

- les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et les ouvriers professionnels spécialisés comptant au moins neuf ans de services effectifs dans le corps.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

## SANTÉ - ENVIRONNEMENT

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 25 AOUT 2003 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS  
POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-13 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2003 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 7 janvier 2002, 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003 accordant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La liste des opérateurs agréés pour des missions de diagnostic et contrôle du risque d'intoxication par le plomb, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, est complétée par les sociétés et les contrôleurs techniques suivants :

- **ALIZE, Cabinet GAUDENZI**

21, en Chaplerue

57000 METZ

- **NORISKO Construction**

34,36 rue Alphonse Pluchet

BP 200

92 225 BAGNEUX

**ARTICLE 2** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 31 octobre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.-F. LHUILLIER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET****DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/08/2003 par Madame CHONE Agnès à PUXE concernant la création d'une exploitation, avec, comme

principale activité, une ferme auberge.

VU la décision favorable prise le 29 août 2003 en faveur de Monsieur Xavier HENRY à OLLEY

VU l'accord conclu entre Monsieur Xavier HENRY et Madame CHONE et précisé dans un courrier conjoint du 8 décembre 2003

Vu la modification apportée à la demande initiale ramenant la surface à 14,00 ha sur les parcelles A 8 /15 16 et B 119 et 149

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/12/2003 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Madame CHONE Agnès est autorisée à exploiter 14 ha 00 ,conformément à sa demande modifiée .

##### ARTICLE 2 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, au recueil des actes administratifs et en mairie de PUXE pour affichage.

NANCY, le 12 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/10/2003 par Monsieur RENAUDIN Jean Luc à REMEREVILLE concernant 19,33 ha situés à FERRIERES et TONNOY ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU la décision du 21 mars 2003 autorisant Monsieur JACQUET de LALOEUF à exploiter ces surfaces dans le cadre de son installation, sous réserve de s'installer

VU l'installation effective de Monsieur JACQUET le 21 avril 2003

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/12/2003 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Monsieur JACQUET, installé avec les aides de l'Etat, est prioritaire au regard du schéma départemental des structures

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Monsieur RENAUDIN Jean Luc n'est pas autorisé à exploiter les 19,33 ha objet de la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RENAUDIN Jean Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FERRIERES - TONNOY pour affichage.

NANCY, le 10 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/11/2003 par Monsieur LHUILLIER Arnaud à DROUVILLE concernant 4,00 ha situés à DROUVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement sur terrains communaux.

VU l'absence de demande concurrente et l'accord conclu auprès des exploitants de la commune

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/12/2003 sur la demande précitée.

#### DE C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur LHUILLIER Arnaud est autorisé à exploiter 4,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LHUILLIER Arnaud.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LHUILLIER Arnaud, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 10 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/10/2003 par Monsieur BOURDON Olivier à DROUVILLE concernant 4,10 ha situés à SERRES ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement sur terrains communaux.

VU l'absence de demande concurrente et l'accord conclu auprès des exploitants de la commune

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/12/2003 sur la demande précitée.

#### DE C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur BOURDON Olivier est autorisé à exploiter 4,10 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOURDON Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOURDON Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERRES pour affichage.

NANCY, le 10 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 1<sup>er</sup> septembre 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/11/2003 par Monsieur ADAM Jean François à FONTENOY LA JOUTE concernant 7,67 ha situés à FONTENOY LA JOUTE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 09/12/2003 sur la demande précitée.

**D E C I D E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur ADAM Jean François est autorisé à exploiter 7,67 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ADAM Jean François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ADAM Jean François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FONTENOY LA JOUTE pour affichage.

NANCY, le 12 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**AMENAGEMENT FONCIER****ARRETE PREFECTORAL 03/422/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211-1 du code de l'Environnement



VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;  
VU le décret 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> Juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;  
VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;  
VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;  
VU le décret du 21/08/1997 déclarant d'utilité publique la réalisation d'une voie nouvelle visant à dévier conjointement et de façon optimale les communes d'AGINCOURT, d'EULMONT, DOMMARTIN-SOUS-AMANCE et LAY-SAINT-CHRISTOPHE,  
VU les articles L. 123-24, R. 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;  
VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de LAY-SAINT-CHRISTOPHE dans ses séances des 28/05/03 et 30/09/03;  
VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 20/06/2003 au 04/07/2003, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de LAY-SAINT-CHRISTOPHE ;  
VU l'avis du conseil municipal de LAY-SAINT-CHRISTOPHE, MALZEVILLE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de LAY-SAINT-CHRISTOPHE;  
VU l'arrêté préfectoral du 30/10/2003 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de LAY-SAINT-CHRISTOPHE aura à observer pour la réalisation des travaux connexes,  
VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 10/10/2003  
VU l'avis du conseil général en date du 12/11/2003;  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

#### AR R E T E

##### ARTICLE 1er

Un remembrement des propriétés foncières est ordonné à LAY-SAINT-CHRISTOPHE avec extension sur MALZEVILLE avec l'application de l'article L123-24 de la loi N° 92.1283 du 11/12/92.

##### ARTICLE 2

L'emprise de la voie nouvelle visant à dévier conjointement et de façon optimale les communes d'AGINCOURT, d'EULMONT, DOMMARTIN-SOUS-AMANCE et LAY-SAINT-CHRISTOPHE, mentionnée dans le décret du 21/08/1997 susvisé est incluse dans le périmètre de remembrement déterminé comme suit:

##### PERIMETRE REMEMBREMENT DE LAY-SAINT CHRISTOPHE

###### TERRITOIRE DE LAY-SAINT-CHRISTOPHE

**Section B :** 41 à 89, 140 à 158, 161, 180 à 196, 461 à 499, 520 à 540, 556 à 600, 697 à 727, 729, 732, 734 à 747, 752 à 771, 774 à 785, 791, 792, 794 à 798, 804 à 812, 819 à 950, 967, 969, 970, 992, 993, 1033, 1034, 1037, 1038, 1060 à 1063

**Section c :** 10, 14, 15, 17, 19, 51 à 63, 66 à 74, 127 à 135, 494 à 497, 499, 500, 503, 504, 511 à 527, 530 à 533, 539 à 541, 548, 549, 560 à 568, 588 à 601, 736, 747 p, 1164, 1165, 1315, 1397 à 1401, 1441, 1442

**Section D :** 2 à 301, 304 à 382, 391 à fin

**Section AA :** 83 à 93, 95 à 98

**Section AB :** 55 à 65, 72 à 86

**Section AC :** 1 à 86, 250 à 264, 408 à 418, 420 à 426, 436, 458, 459, 480

**Section AD :** 98 à 125, 130 à 137, 153 à 210, 216 à 234, 316, 317

**Section AE :** 1 à 92, 111 à 120, 128 à 130, 318, 319, 321, 322, 333 à 335

**Section AI :** 84 à 150, 155 à 160

**Section AK :** 32 à 44, 246 p, 369

**Section AL :** 8, 11, 12, 140, 146, 147, 149 à 177

###### TERRITOIRE DE MALZEVILLE

**Section AO :** 1, 2, 6 à 15, 26, 29 à 31, 43, 67, 69, 71

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

##### ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

##### ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

##### ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

##### ARTICLE 6

En application des dispositions de l'article L. 121-19 du Code Rural et sur proposition de la Commission Communale d'Aménagement Foncier sont interdits à l'intérieur du périmètre de remembrement, à partir de la publication du présent arrêté et jusqu'à la clôture de l'opération, la préparation et l'exécution des travaux modifiant l'état des lieux tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Sont exemptés de cette interdiction :

Les travaux rendus nécessaires pour la réalisation d'une voie nouvelle visant à dévier conjointement et de façon optimale les communes d'AGINCOURT, DOMMARTIN-SOUS-AMANCE, EULMONT, LAY-SAINT-CHRISTOPHE tels que :

Les dépôts de terre provisoires ou définitifs

Les constructions de chemins d'accès

L'élargissement de route pour l'accès des chantiers

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

##### ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de LAY-SAINT-CHRISTOPHE est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu

aquatique aux prescriptions ci-après :

#### **COURS D'EAU**

- \* Interdiction de modifier le tracé ;
- \* Préserver ou améliorer les ripisylves existantes ;
- \* Se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau ;
- \* Prévenir les effondrements de rives et berges ;
- \* Les zones et prairies humides seront préservées ;

#### **FOSSES**

- \* Tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant ;
- \* Le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle ;
- \* Le drainage en zone inondable est exclu.

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de EULMONT saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

#### **ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

#### **ARTICLE 9**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le maire de LAY-SAINT-CHRISTOPHE, Monsieur le Maire de MALZEVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique

NANCY, le 8 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### **ARRETE PREFECTORAL 03/443/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE D'AZERAILLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU l'article L 211 du code de l'environnement

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la route Nationale 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, publié au journal officiel du 29/04/2000

VU les articles L 123 - 24, R 123.30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de AZERAILLES dans ses séances des 23/10/2001, 08/10/2002 et 03/12/2002 ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 23/10/2002 au 07/11/2002, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de AZERAILLES

VU l'avis du conseil municipal de AZERAILLES et FLIN sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de AZERAILLES ;

VU l'avis de la commission départementale d'Aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 10/10/2003

VU l'avis du conseil général en date du 12/11/2003

VU l'arrêté préfectoral du 09/04/2003 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT aura à observer pour la réalisation de travaux connexes,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

#### **A R R E T E**

##### **ARTICLE 1er**

Un remembrement des propriétés foncières avec exclusion d'emprise est ordonné à AZERAILLES en application de l'article L123 - 24 du code rural de la loi n° 92.1283 du 11/12/1992

##### **ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit :

###### **TERRITOIRE D'AZERAILLES**

Section AB : n° 12, 17, 18, 23 à 31, 36 à 45 50 à 95, 97 à 101

Section AC : n° 1 à 38, 54 à 60, 68, 118, 119, 257, 262, 265 à 297.

Section ZA : n° 22 à 71, 92 à 104, 121 à 171, 232, 235, 238, 241, 244, 246, 248, 250, 252, 255.

Section ZB : n° 2 à 46, 54 à 57, 69 à 81, 86 à 116, 130p01, 131, 260, 246, 248 à 250, 260, 306 à 309, 137, 209, 211, 213, 215 à 218, 168 à 181, 146, 151, 325, 341, 345, 353, 347, 349, 355, 315, 337, 327, 434, 339, 415, 410, 439, 343, 329, 441, 445, 447, 536, 467, 465, 463, 461, 459, 457, 455, 453, 429, 484, 376, 486, 488, 491, 317, 496, 511, 379, 527, 530, 499, 518, 381, 403, 506, 534, 509, 514, 502, 501, 513, 508, 532, 351, 520, 504, 498, 529, 526, 378, 524, 516, 495, 493, 490, 522, 375, 483, 428, 335, 333, 331, 437, 433.

Section ZC : n° 1 à 130, 285 à 288, 215, 304, 351, 324, 338, 340, 342, 316, 344, 346, 314, 310, 308, 322, 320, 349, 330, 318, 328, 332, 334, 312, 326, 336, 306, 218 à 281, 301, 302, 297, 298, 294.

Section ZD : n° 10, 11, 17, 20 à 52, 61 à 63, 66, 67, 80 à 88, 97, 104, 170, 171, 174, 180, 181, 188, 189, 106 à 125, 144, 145, 153 à 158, 162, 163, 360, 247, 232, 225, 294, 304, 223, 302, 237, 221, 292, 298, 306, 308, 205, 249, 319, 322, 230, 326, 337, 227, 243, 343, 241, 346, 348, 354, 356, 358, 239, 352, 350, 339, 336, 333, 329, 324, 331, 202, 229, 321, 318, 316, 200, 314, 172, 312, 245, 310, 341, 212, 300, 220, 236, 217, 209, 289, 287, 207, 281, 279, 276, 266, 264, 263, 251, 253, 215, 234, 255, 259, 257, 261, 268, 274, 277, 283, 285, 290, 210, 218, 270, 272, 213, 296

Section Z.E. : n° 5 à 8, 12, 14, 15, 17, 19, 22 à 26, 30 à 36, 38, 42, 43, 53, 56, 59, 60, 64 à 66, 69, 70,

Section ZH : n° 1 à 49, 67 à 73, 77, 87 à 137, 159 à 163, 167, 171 à 242, 261, 283

Section ZL : n° 141p01, 142, 143, 180 à 200

Section ZM : n° 39 à 41, 58, 67 à 79, 85 à 91, 92 à 94, 122, 123, 128, 153, 154, 177, 194, 195.

Section ZN : n° 01 à 66, 68 à 90, 120, 132 à 135, 145 à 159, 162 à 190, 191p01, 192 à 194, 198, 229, 226, 246, 248, 260, 221, 213, 211, 256, 268, 265, 271, 197, 209, 206, 219, 203, 274, 240, 237, 234, 277, 288, 216, 200, 280, 283, 285, 223, 244, 242, 231, 250, 252, 254, 282, 279, 199, 215, 287, 276, 233, 236, 239, 273, 202, 218, 205, 208, 196, 270, 264, 267, 262, 228, 290, 258.

Section ZO : n° 01, 6p01, 9 à 29, 34, 36 à 60, 64 à 89, 91 à 101.

#### **TERRITOIRE DE BROUVILLE**

Section D : n° 730 à 747

#### **TERRITOIRE DE GLONVILLE**

Section A : n° 1404, 1428 à 1433.

#### **TERRITOIRE DE GELACOURT**

Section ZA : n° 117, 118, 151, 162.

#### **TERRITOIRE DE HABLAINVILLE**

Section ZH : n° 22 à 45

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

#### **ARTICLE 3**

Les opérations commenceront ce jour.

#### **ARTICLE 4**

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

#### **ARTICLE 5**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dûs éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

#### **ARTICLE 6**

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

Sont exemptés de ces interdictions :

Les travaux rendus nécessaires pour la construction de la R.N. 59 tels que :

Les dépôts de terre provisoires ou définitifs

Les constructions de chemins d'accès

L'élargissement et le rétablissement de route pour l'accès des chantiers

#### **ARTICLE 7**

La commission communale d'aménagement foncier de AZERAILLES est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

##### **COURS D'EAU**

\* interdiction de modifier le tracé.

\* Préserver ou améliorer les ripisylves existantes

\* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

\* Prévenir les effondrements de rives et berges

\* Les zones humides seront préservées, de même que les bras morts de la MEURTHE

##### **FOSSES**

\* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

\* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de AZERAILLES saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

\* le drainage en zone inondable est exclu. En outre, il ne devra en aucun cas contribuer à accroître la vulnérabilité aux inondations des actuelles zones habitées

#### **ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

#### **ARTICLE 9**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Prefet de LUNEVILLE, le Maire d'AZERAILLES et FLIN, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président du Conseil Général, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,  
NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL 03/444/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE GELACOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;  
VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;  
VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;  
VU l'article L 211 du code de l'environnement  
VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;  
VU le décret n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration;  
VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;  
VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;  
VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;  
VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la route Nationale 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, publié au journal officiel du 29/04/2000  
VU les articles L 123 - 24, R 123.30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;  
VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT dans ses séances des 05/09/2002, 18/12/2002 et 19/05/2003;  
VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 11/06/2003 au 25/06/2003, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT<sup>2</sup>  
VU l'avis du conseil municipal de GELACOURT , AZERAILLES et BROUVILLE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de GELACOURT ;  
VU l'avis de la commission départementale d'Aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 10/10/2003  
VU l'avis du conseil général en date du 12/11/2003  
VU l'arrêté préfectoral du 16/09/2003 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT aura à observer pour la réalisation de travaux connexes,  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er**

Un remembrement des propriétés foncières avec exclusion d'emprise est ordonné à GELACOURT en application de l'article L123 - 24 du code rural de la loi n° 92.1283 du 11/12/1992

**ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit:

**TERRITOIRE DE GELACOURT**

**Section A :** en totalité sauf n° 351 à 362

**Section B1 :** n° 152, 741 à 786, 788, 789, 792, 793, 796, 797, 800.

**Section B3 :** n° 531 à 534, 536 à 539, 542 à 546, 550 à 552

**Section C1 :** n° 193, 225 à 259, 662.

**Section C2 :** n° 349, 509, 513, 516, 519, 522, 525, 528.

**Section D :** en totalité

**Section ZA :** en totalité sauf n° 6 à 8, 22, 23, 112 à 114, 117, 118, 151, 162, 184, 186, 188, 190.

**Section ZB :** en totalité sauf n° 1 à 4, 11, 142, 143, 148 à 150, 152, 153, 156, 157, 158, 161, 167, 168, 170, 171, 173, 175, 177, 179, 182, 184, 187, 189, 191, 193, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225,

**Section ZC :** N° 6 à 10, 13 à 21, 25 à 47, 53 à 57, 68 à 70, 83, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 221, 223, 225.

**Section ZD :** en totalité

**TERRITOIRE DE AZERAILLES**

**Section ZN :** n° 67.

**TERRITOIRE DE BROUVILLE**

**Section C :** n° 1 à 106, 942 à 1019, 1023, à 1025.

**Section D :** n° 254 à 265, 268 à 280

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Les opérations commenceront ce jour.

**ARTICLE 4**

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

**ARTICLE 5**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

**ARTICLE 6**

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et

l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3811 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

Sont exemptés de ces interdictions :

Les travaux rendus nécessaires pour la construction de la R.N. 59 tels que :

Les dépôts de terre provisoires ou définitifs

Les constructions de chemins d'accès

L'élargissement et le rétablissement de route pour l'accès des chantiers

#### ARTICLE 7

La commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

#### COURS D'EAU

\* interdiction de modifier le tracé.

\* Préserver ou améliorer les ripisylves existantes

\* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

\* Prévenir les effondrements de rives et berges

\* Les zones humides seront préservées

#### FOSSES

\* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

\* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

\* le drainage en zone inondable est exclu

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de GELACOURT saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

#### ARTICLE 8

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

#### ARTICLE 9

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Prefet de LUNEVILLE, le Maire de GELACOURT, AZERAILLES, et BROUVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président du Conseil Général, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

NANCY, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### ARRETE ASAD 2003/449 PORTANT DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISEE DE DRAINAGE DE CRANTENOT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 21/06/1865 modifiée sur les Associations Syndicales ;

VU l'arrêté préfectoral du 07/01/1970 transformant l'Association Syndicale Libre en Association Syndicale Autorisée de Drainage (ASAD) de CRANTENOT ;

VU la délibération de l'Association Syndicale Autorisée de Drainage du 20/12/2002 décidant de demander sa dissolution ;

VU que le compte administratif de 2002 fait apparaître le solde de tous les comptes et que la totalité des emprunts ont été remboursés ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### A R R E T E

#### ARTICLE 1

L'Association Syndicale Autorisée de Drainage de CRANTENOT, créée pour le drainage des terres et des prairies, est dissoute et le reliquat financier de l'ASAD de CRANTENOT sera versé par M. le Comptable du Trésor d'HAROUÉ à tous les adhérents proportionnellement à la surface drainée.

#### ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

#### ARTICLE 3 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de CRANTENOT, notifié à M. le Maire de CRANTENOT, à M. le Vice Président de l'ASAD de CRANTENOT (nommé liquidateur), à M. le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à chacun des membres du bureau et adressé à M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à M. le Comptable du Trésor d'HAROUÉ.

NANCY, le 8 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Michel ZINGER

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA S.C.O.P. LACROIX VALENTIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

Vu la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,  
Vu la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,  
Vu le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,  
Vu l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,  
Vu le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,  
Vu le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,  
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,  
Vu l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,  
Vu l'avis favorable en date du 29 janvier 2003 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : La société L.V. (Lacroix Valentin) sise 37 route de Toul 54113 Blénod-lès-Toul est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

**ARTICLE 2** : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**ARTICLE 3** : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**ARTICLE 4** : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture. et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

NANCY, le 27 novembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre des affaires sociales du travail et de la solidarité ( 127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif ( 5 place Carrière - 54000 NANCY).

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES CONSEILLERS DU SALARIE POUR TROIS ANS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 122-14 du code du travail,  
Vu les articles D 122-1 à D 122-5 du code du travail,  
Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2001 nommant pour trois ans les conseillers du salarié,  
Vu les propositions de M. le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle,  
Après consultation des organisations représentatives visées à l'article L 136-1 du code du travail,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

**ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

Mr. **BERG André** - C.G.T.  
16 rue Pasteur - 54150 ANOUX  
Sidérurgiste EUROPIPE  
06.88.53.80.22

Mr. **BERNEDE Joël** - C.F.D.T.  
10, 5<sup>ème</sup> avenue - 54680 CRUSNES  
Sans emploi  
03.82.26.30.42

Mr. **BILLIAUX Michel** - C.G.T.  
13 rue de Nancy - 54800 CONFLANS-JARNY  
Agent S.N.C.F.  
03.82.33.24.22 / 03.82.33.60.09

Mr. **BONAMIGO Jean-Claude** - F.O.  
18 rue Marc Raty - 54650 SAULNES  
Agent hospitalier  
03.82.23.80.09

Mr. **CANONE Georges** - C.G.T.  
Route de Bruville  
54800 DONCOURT-lès-CONFLANS  
Ouvrier chez UNIBETON  
03.82.20.84.66 / 03.82.33.60.09

Mr. **CAYRE Claude** - F.O.  
11 rue des Vosges - 54400 LONGWY  
Sidérurgiste  
03.82.23.17.49

Mme **CIPRIETTI Brigitte** - F.O.  
6 rue de Lille - 54350 MONT-SAINT-MARTIN  
Electronique  
06.75.81.13.88

Mr. **CORDELLA Robert** - Union locale C.G.T.  
132 rue de Metz - 54400 LONGWY  
Retraité  
03.82.23.45.10 / 03.82.24.30.48 (U.L.)

Mr. **CUVIER Michel** - C.F.D.T.  
5 Quartier Bachot - 54800 VILLE SUR YRON  
Retraité  
03.82.33.93.11 / 03.82.33.05.20 (U.L.)

Mr. **DEBRA Frédéric** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **DE MATTEIS Fernand** - C.G.T.  
19 rue des tilleuls - 54800 JARNY  
Retraité  
**03.82.33.19.97 / 03.82.33.60.09**

Mr. **GAILLARD Michel** - C.F.D.T.  
8 rue Jules Ferry - 54800 JOUAVILLE  
Retraité  
**03.82.33.51.58 / 03.82.33.05.20 (U.L.)**

Mr. **GUGUMUS Yves** - C.F.D.T.  
80 rue de Liège - 54350 MONT-SAINT-MARTIN  
Invalide sidérurgie  
**03.82.23.91.47 / 03.82.24.38.64 (U.L.)**

Mr. **KENDZIERSKY Laurent** - U.D. C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **MAURY Claude** - F.O.  
2 rue des tunnels - 54310 HOMECOURT  
Retraité  
**03.82.22.64.77**

Mr. **OLIVIER Jean-Paul**  
24 rue Paul Déroulède - 54800 JARNY  
Agent SNCF  
**03.82.33.51.03**

Mr. **PIPOLI Samuel** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **RODRIGUES Mario** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **SAINT MARD Pierre** - C.F.D.T.  
24 rue Belle Faye - 54260 LONGUYON  
Retraité  
**03.82.26.57.93 / 03.82.24.38.64 (U.L.)**

Mme **THIEBAUT Marie-Thérèse** - U.L. C.F.D.T.  
9 rue du colonel Merlin - 54400 LONGWY  
Euroconseillère C.F.D.T.  
**03.82.24.38.64 (U.L.)**

Mr. **WILLE François** - C.F.E./C.G.C.  
4 rue Saint Jules - 54400 LONGWY  
Métallurgie  
**03.82.25.78.40**

**ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE**

Mr. **CHRIST Patrick** - C.G.T.  
7 rue de la vieille muraille - 54300 LUNEVILLE  
Cuisinier de collectivité  
**06.32.17.57.61**

Mr. **HASLLER Denis** - Union départementale C.F.D.T.  
4 rue des chanoines - BP 32240  
54022 NANCY Cedex  
La Poste  
**03.83.37.79.01 (U.D.)**

Mr. **MULLER Pierre** - C.F.E./C.G.C.  
« La maison de brique » - 54300 LUNEVILLE  
Cadre en horticulture  
**03.83.72.65.37**

Mlle **ROSSI Valérie** - SNECER-FEN  
59 faubourg du Ménil - 54300 LUNEVILLE  
Monitrice auto-école  
**03.80.74.09.33**

Mr. **DESTEFANIS Eric** - C.G.T.  
75 rue des tilleuls - 54800 JARNY  
Ouvrier chez Croisées & Profils  
**03.82.20.84.66 / 03.82.33.60.09**

Mr. **GUARISCO Christian** - C.F.E./C.G.C.  
37 rue de la Ferme - HEUMONT 54430 REHON  
Métallurgie  
**03.82.24.80.57**

Mr. **JUBERT Alain** - C.G.T.  
1 rue du Pont - 54730 GORCY  
Sans emploi  
**03.82.26.85.38**

Mr. **LAIDIE Pierre** - C.F.D.T.  
4 rue du Québec - 54260 LONGWY  
Sidérurgie  
**03.82.39.46.37 / 03.82.24.38.64 (prof.)**

Mr. **MOUGIN Christophe** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **PANOT René** - C.F.D.T.  
5 rue Victor Hugo - 54150 NORROY-LE-SEC  
Retraité  
**03.82.33.05.20 (U.L.)**

M. **ROCHE Jean-Pierre** - C.F.D.T.  
35 avenue Charles de Gaulle - 54910 VALLEROY  
Retraité  
**03.82.46.39.26 / 03.82.33.05.20 (U.L.)**

Mr. **ROUX Norbert**  
27 lotissement « les genêts » - 54720 CHENIERES  
**03.82.25.31.98**

Mr. **SIBILLE Didier** - F.O.  
28 rue Jean-Paul Sartre - 54800 JARNY  
Ouvrier automobile  
**06.30.55.49.38**

Mr. **WATRIN Maurice** - C.G.T.  
15 rue Pasteur - 54150 ANOIX  
Métallurgiste EDCHA  
**06.71.63.86.92**

Mr. **DORNSTETTER Gérard** - F.O.  
39 faubourg de Ménil - 54300 LUNEVILLE  
retraité  
**03.83.74.53.15**

Mr. **MICHOUX Michel** - C.F.D.T.  
2 rue de Bourgogne - 54360 DAMELEVIERES  
O.H.S.  
**03.83.75.02.98**

Mme **PUTEGNAT Marie-Claire** - F.O.  
1 route de Baccarat - 54122 AZERAILLES  
Ouvrière faïencerie  
**06.15.43.91.89**

## ARRONDISSEMENT DE NANCY

Mr. **ALTMAYER Jean-François** - C.F.E./C.G.C.  
La Maisonnaie - 14 rue du Breuil - 54180 HEILLECOURT  
Cadre administratif chargé de mission  
03.83.59.80.54 (prof) / 06.89.82.80.94

Mr. **BARTHEL Marc** - C.G.T.  
45 bât. Les primevères - rue du 8 mai 1945  
54390 FROUARD  
Sidéurgiste chez SOLLAC  
06.81.96.51.58

Mme **BOGE Monique** - F.O.  
41 bis rue de Réménauville - 54000 NANCY  
ADAPA  
03.83.37.16.21 (prof.)

Mr. **CAMBIER Guy** - F.O.  
13 allée Barras, BI - 54630 RICHARDMENIL  
Educateur  
03.83.25.60.69

Mr. **CIUPEK Dominique** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **CHRETIEN Jean** - C.F.D.T.  
24 rue de l'abbaye -  
54136 BOUXIERES-AUX-DAMES  
Retraité  
03.83.22.74.71

Mr. **DEMOISSON André** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.36.47.24

Mr. **DROUHOT Claude** - F.O.  
8 rue des Orfèvres - 54140 JARVILLE  
Agent S.N.C.F.  
06.14.19.86.42

Mr. **DURAND Philippe** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **FAIQ Rahim** - C.G.T.  
15 rue de la Seille - 54320 MAXEVILLE  
Psycho-pédagogue ESAF 54  
03.83.97.03.16

Mr. **FLECHON Yves** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **GERMAIN Christian** - C.F.D.T.  
4 rue de Neuville - 54740 SAINT-REMIMONT  
03.83.25.05.86

Mr. **HICHERI Anouar** - Union Locale C.G.T.  
17 rue Drouin - 54000 NANCY  
Employé de banque  
03.83.32.20.14

Mr. **JACQUE Frédéric** - Union déptale C.F.D.T.  
4 rue des chanoines - BP 32240 - 54022 NANCY Cedex  
Permanent syndical  
03.83.37.79.01 (U.D.)

Mr. **ATTENONT Hubert** - Union déptale C.F.D.T.  
4 rue des chanoines - BP 32240 - 54022 NANCY Cedex  
I.N.R.S.  
03.83.37.79.01 (U.D.)

Mr. **BIRON Christian** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts  
54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **BOUGHSAS Mohamed** - F.O.  
25 Chemin du Champs Fays - 54700 PONT A MOUSSON  
Métallurgiste  
03.83.83.19.85 / 03.83.80.66.14 (prof)

Mr. **CHIRIO Jean-Jacques** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **CHEVALME Gilbert** - C.G.T.  
Bât Provence entrée 4 - Cité les Provinces - 54520 LAXOU  
Vendeur-préparateur FACEN  
06.11.25.35.32

Mr. **CONRAT Jacques** - C.F.E./C.G.C.  
3 rue Boyard - 54230 NEUVES-MAISONS  
Ingénieur sidérurgie retraité  
03.83.47.36.10 / 06.81.26.91.69

Mr. **DEROCHES Michel** - C.G.T.  
Bâtiment Boileau - 6 rue du cardinal Tisserand  
54200 TOUL  
Chauffeur routier  
03.83.43.05.79 (après 20 H)

Mr. **DRUGEON Jean-François** - C.G.T.  
6 bis quai de la Bataille - 54000 NANCY  
Employé ASSEDIC  
03.83.59.53.39

Mr. **EINSWEILLER Marc** - C.F.E./C.G.C.  
8 ruelle du Bas du village -  
54710 FLEVILLE DT NANCY  
Ingénieur service après-vente  
06.85.91.47.84

Mme **FEISTHAMMEL Malika** - U.D. C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Melle **FOERST Christelle** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **GODENIR Jacques** - C.G.T.  
3 rue Jean-Philippe Rameau - 54140 JARVILLE  
Métallurgiste  
03.83.38.42.11 (prof.)

Mr. **JACQUES Jean-Michel** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
03.83.35.35.67

Mr. **KNEPPERT Marc** - C.F.D.T.  
8 rue des épicéas - 54280 SEICHAMPS  
Chargé d'études  
03.83.29.06.39



Mr. **LACOUR Marc** - C.G.T.  
24 rue du Camp - 54700 PONT A MOUSSON  
Employé  
**03.83.30.13.10(prof) / 03.83.83.21.18 (dom)**

Mr. **LAMBRE Patrick** - C.F.E./C.G.C.  
5 rue de la source - BP 377 - 54007 NANCY Cedex  
Gestionnaire  
**06.70.10.36.38**

Mme **LOUVION Annie France** - U.D. C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr **MERIKHI Nadir** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mme **MOUGEOT Pascale** - C.G.T. S.N.T.  
13 rue Jean Henry Dunant - 54230 CHAVIGNY  
Télé-opératrice SNT  
**03.83.47.10.05**

Mr. **OLRY Gervais** - Union départementale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **PATENOTTE Michel** - C.F.E./C.G.C.  
7 rue de Quimper - 54180 HEILLECOURT  
Pré-retraité secteur social  
**03.83.56.11.16**

Mr. **PIERRET Frédéric** - SNECER-FEN  
4 rue Georges Clémenceau - 54140 JARVILLE  
Moniteur auto-école  
**03.83.28.26.01**

Mme **ROBERT Marylou** - Union déptale C.F.D.T.  
4 rue des chanoines - BP 32240 -  
54022 NANCY Cedex  
Retraîtée  
**03.83.37.79.01 (U.D.)**

Mme **ROUSSEAU Maryse** - C.F.D.T.  
6 rue Antoine Lavocat - 54250 CHAMPIGNEULLES  
Agent Administratif  
**03.83.38.03.83 - 03.83.59.53.56 - 06.80.75.92.50**

Mr. **SERRA Jean-Michel**  
127 rue de la colline - 54000 NANCY  
Médiateur  
**03.83.97.31.61**

Mr **THIRIET Dominique** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr **UHL Jean-Pierre** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **VIARD Daniel** - C.F.E./C.G.C.  
10 rue du général de Gaulle - 54121 VANDIERES  
Agent de maîtrise P.A.M. Saint-Gobain  
**03.83.82.67.08 / 03.83.80.64.68 (Prof.)**

Mr. **VIOLET Michel** - C.F.E./C.G.C.  
68 rue du Fbg Saint Phlin - 54510 ART SUR MEURTHE  
Transport  
**03.83.51.35.80 (dom.)**

Mme **LACROIX Angélique** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts  
54000 NANCY  
**03.83.36.47.24**

Mr **LATAILLE Thierry** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr **MANGIN Philippe** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr **MERIKHI Salah** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mme **NOIRET Mireille** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **PARISEL Patrick** -  
14 rue Joliot Curie - résidence « pervenches » entrée A  
54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU  
Transport  
**06.85.81.07.36**

Mr. **PERNET Philippe** - C.F.D.T.  
17 rue de l'abbaye de Clairlieu - 54600 VILLERS-lès-NANCY  
Chauffeur de bus  
**03.83.37.79.11 (U.D.) / 06.77.78.73.34**

Mme **RAVEY Dominique** - Union déptale C.F.T.C.  
13 bis rue des Ponts - 54000 NANCY  
**03.83.35.35.67**

Mr. **ROGER Gérard**  
29 rue de Bellefontaine - 54250 CHAMPIGNEULLES  
Chauffeur de bus  
**03.83.38.27.76 (répondeur) / 06.19.46.83.15**

Mr. **RUEFF Alain** - C.F.E./C.G.C.  
21 rue Drouin - 54000 NANCY  
Pré-retraité secteur VRP-commerce  
**03.83.32.88.58**

Mr. **TERNARD Jacques** - C.F.D.T.  
236 avenue de Boufflers - 54000 NANCY  
retraité banque  
**03.83.98.22.20 - 03.83.37.79.01 (U.D.)**  
**06.71.68.70.96**

Mr. **TREGUIER Patrick** - C.G.T.  
Lots de Paloze - 54110 HARAUCOURT  
Mineur Salins du Midi  
**06.07.42.66.85**

Mr **VELU Robert** - F.O.  
31bis Cottage Beauséjour - 54230 CHAVIGNY  
Retraité (entreprise Bernard)  
**03.83.47.16.08**

Mr. **VIGNERON Thierry** - C.G.T.  
14 rue des Ecoles  
54520 CHAMPIGNEULLES  
Agent de sécurité SECURITAS  
**06.83.15.81.91**

Mme **VUITTON Elisabeth** - F.O.  
69 rue de la commanderie - 54000 NANCY  
Educatrice  
**06.30.92.80.60**

## ARRONDISSEMENT DE TOUL

Mr. BOUBEKEUR Karim - C.G.T.  
23 rue des Jeux  
54570 FOUG  
Métallurgiste Pont-à-Mousson  
06.99.34.21.38

Mr. PRAIRAT Marc - C.F.D.T.  
46 rue de la boudière  
54570 TRONDES  
Retraité  
03.83.64.41.28 (U.L.)

**ARTICLE 2** : La durée de leur mandat est fixée à trois ans.

**ARTICLE 3** : leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe et Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

**ARTICLE 4** : L'arrêté du 26 novembre 2001 est abrogé.

**ARTICLE 5** : La liste prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés dans chaque section d'inspection du travail, chaque subdivision d'inspection du travail des transports, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 5 janvier 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

## SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

## ARRETE 2003/DDE/763/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral de circulation n° 2003/DDE/576/CDER

Vu la demande prolongation du Conseil Général UDAM de Nancy du 28/10/03

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral de circulation n° 2003/DDE/576/CDER est prolongé dans l'ensemble de ses dispositions jusqu'au 7 novembre 2003 inclus

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie et entretenue par le maître d'ouvrage.

La signalisation réglementaire sera posée et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES;

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à madame le maire d'Houdemont et monsieur le Maire de LUDRES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 31 octobre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

## ARRETE 2003/DDE/859/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu la circulaire interministérielle n° 95-45206 du 09 janvier 1995 relative à l'information et la signalisation des services à l'usager sur autoroute ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose de panneaux d'information de chantier concernant les travaux de construction de la L.G.V. Est Européenne sur l'autoroute A31, dans le sens NANCY/METZ et METZ/NANCY;

A la demande de Réseau ferré de France. ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté, des panneaux d'information relatifs au chantier de la L.G.V. Est Européenne seront posés sur l'accotement de l'A31, dans le sens NANCY/METZ PR 277+700 et 278+360 et METZ/NANCY: PR 282+470 et 282+240, sécurisés par des glissières de sécurité existantes. Les informations relatives au chantier sont données sur des panneaux à fond jaune de type classe 1 avec des écritures noires et de la manière suivante :

1<sup>er</sup> panneau : registre 1 : La LGV Est Européenne trace sa voie en LORRAINE  
registre 2 : Mise en service : 2007

registre 3 : Maître d'ouvrage : RFF

2<sup>nd</sup> panneau : registre 4 : Coût des travaux : 3,2 milliards d'euros

registre 5 : Financement et logos

Le modèle des panneaux est joint en annexe du présent arrêté.

Ils seront protégés de manière à ne pas constituer d'obstacles.

Ils seront fabriqués par des sociétés titulaires d'un droit d'usage normes françaises (NF) sur la réalisation de panneaux.

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

Les panneaux ainsi que leur protection seront fournis, posés, entretenus et déposés par RFF sous le contrôle de la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES de MEURTHE ET MOSELLE.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

ARRETE 2003/DDE/862/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'étanchéité du viaduc d'AUTREVILLE dans le sens METZ/NANCY sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819 de l'autoroute A31, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n°2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003 est prorogé jusqu'au mercredi 30 juin 2004.

**ARTICLE II**

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

---

ARRETE 2003/DDE/892/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de mettre en place un ouvrage provisoire au-dessus de l'A31 pour la réalisation de la Ligne à Grande Vitesse Est Européenne,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

Les travaux d'équipement du pont provisoire (platelages, bardage, passerelle) nécessitent 4 nuits de basculement de circulation afin de pouvoir travailler au dessus des voies en toute sécurité.

Les travaux sont prévus dans les nuits du 15 au 19 décembre 2003 de 21h00 à 6h00.

Le basculement de la circulation du sens Metz - Nancy sur le sens Nancy - Metz du PR 282.050 au PR 280.100 dans les nuits du 15 au 16 décembre et du 16 au 17 décembre 2003 nécessite la fermeture de la bretelle Metz/Lesménils (échangeur n°28).

Le basculement de la circulation du sens Nancy - Metz sur le sens Metz - Nancy du PR 280.100 au PR 282.050 dans les nuits du 17 au 18 décembre et du 18 au 19 décembre 2003 nécessite la fermeture de la bretelle Lesménils/Metz (échangeur n°28).

##### ARTICLE II

Durant les opérations de basculements successifs, les itinéraires de déviation seront les suivants :

###### 1. Basculement du sens Metz - Nancy :

La bretelle Metz/Lesménils (échangeur n°28) est fermée. Les usagers voulant prendre la RD910 sont invités à continuer sur l'A31 jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n°27), à reprendre l'autoroute en direction de Metz et à sortir à l'échangeur n° 28 Nancy / Lesménils.

###### 2. Basculement du sens Nancy - Metz :

La bretelle Lesménils/Metz (échangeur n°28) est fermée. Les usagers voulant se rendre à METZ sont invités à prendre l'A31 direction Nancy jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n°27) et à reprendre l'autoroute en direction de Metz.

##### ARTICLE III

La signalisation réglementaire ainsi que les panneaux de déviation seront fournis, posés, entretenus et déposés par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2003/DDE/894/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/892/CDER du 15 décembre 2003

Considérant la nécessité de mettre en place un ouvrage provisoire au-dessus de l'A31 pour la réalisation de la Ligne à Grande Vitesse Est Européenne,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

Les travaux d'équipement du pont provisoire (platelages, bardage, passerelle) nécessitent 4 nuits de basculement de circulation afin de pouvoir travailler au dessus des voies en toute sécurité.

Les travaux sont prévus dans les nuits du 16 au 20 décembre 2003 de 21h00 à 6h00.

Le basculement de la circulation du sens Metz - Nancy sur le sens Nancy - Metz du PR 282.050 au PR 280.100 dans les nuits du 16 au 17 décembre et du 17 au 18 décembre 2003 nécessite la fermeture de la bretelle Metz/Lesménils (échangeur n°28).

Le basculement de la circulation du sens Nancy - Metz sur le sens Metz - Nancy du PR 280.100 au PR 282.050 dans les nuits du 18 au 19 décembre et du 19 au 20 décembre 2003 nécessite la fermeture de la bretelle Lesménils/Metz (échangeur n°28).

##### ARTICLE II

Durant les opérations de basculements successifs, les itinéraires de déviation seront les suivants :

###### 1. Basculement du sens Metz - Nancy :

La bretelle Metz/Lesménils (échangeur n°28) est fermée. Les usagers voulant prendre la RD910 sont invités à continuer sur l'A31 jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n°27), à reprendre l'autoroute en direction de Metz et à sortir à l'échangeur n° 28 Nancy / Lesménils.

**2. Basculement du sens Nancy - Metz :**

La bretelle Lesménils/Metz (échangeur n°28) est fermée. Les usagers voulant se rendre à METZ sont invités à prendre l'A31 direction Nancy jusqu'à l'échangeur d'ATTON (échangeur n°27) et à reprendre l'autoroute en direction de Metz.

**ARTICLE III**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/892/CDER du 15 décembre 2003;

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire ainsi que les panneaux de déviation seront fournis, posés, entretenus et déposés par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2003/DDE/895/CDER - RN 4**  
**ARRETE PERMANENT RELATIF A LA REGLEMENTATION SUR LA DEVIATION DE BENAMENIL**  
**(BRETELLE D'ENTREE DU DEMI ECHANGEUR EST DE THIEBAUMENIL)**  
**(SENS THIEBAUMENIL -> NANCY)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi N° 89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative),

Vu le décret Ministériel du 6 mai 1995 (journal officiel du 7 mai 1995) déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

Vu le décret Ministériel du 3 mai 2000 (journal officiel du 4 mai 2000) prorogeant les effets de la déclaration d'utilité public, par le décret du 6 mai 1995, des travaux d'aménagement en route express à 2 x 2 voies de la route nationale 4 entre Lunéville et Phalsbourg dans les départements de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

Vu le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu le décret N° 89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire),

Vu le décret N° 92-1227 du 23 novembre 1992 fixant les limitations de vitesses sur routes et autoroutes,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté préfectoral permanent N° 2003/DDE/526/CDER du 11 septembre 2003 réglementant la circulation sur la déviation de BENAMENIL,

Vu la décision de M. le directeur départemental de l'équipement en date du ..... de mettre en service le demi échangeur Est de THIEBAUMENIL - carrefour sur la RN2004 et la bretelle d'entrée THIEBAUMENIL -> NANCY sur la RN333 - route express à 2 x 2 sur le territoire de la commune de THIEBAUMENIL.

Considérant la nécessité de réglementer la circulation sur ladite section,

A la demande du directeur départemental de l'équipement,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE premier :**

A compter du 22 décembre 2003 :

La bretelle d'entrée sur la RN333 du demi échangeur Est de THIEBAUMENIL (du Carrefour avec la RN2004 à la zone de raccordement RN4/RN333) sens THIEBAUMENIL -> NANCY est ouverte à la circulation.

**ARTICLE II :**

La circulation sur la bretelle d'accès à la RN333 sens THIEBAUMENIL -> NANCY du demi échangeur Est, est réglementée de la façon suivante :

**A/ Statut de la voie**

La bretelle d'accès à la RN333 sens THIEBAUMENIL -> NANCY porte le statut de route express nationale.

**B/ Priorité de passage**

- les usagers circulant sur la bretelle d'entrée de THIEBAUMENIL doivent à leur débouché sur la RN333 laisser la priorité de passage (AB3a) aux usagers de cette dernière.

**ARTICLE III :**

A - l'accès de la bretelle à la route express est réglementé selon le panneau C 107 du code de la route.

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

B - l'accès de la route express est autorisé aux convois exceptionnels de type C2 limités en hauteur à 4,75m maximum.

**ARTICLE IV :**

Tout auteur de déprédation ou dégradation au domaine public, notamment aux ouvrages d'art, chaussées, équipements de superstructures, installations annexes, plantations, portails et accès de service, équipements, sera poursuivi et puni selon les lois et règlements en vigueur concernant la conservation du domaine public.

Les usagers concernés devront supporter les frais engagés par l'Administration pour la remise en état du domaine public ainsi que les frais liés à la mise en place de la signalisation temporaire, à la protection de l'accident et aux chantiers de dégagement nécessités par le rétablissement rapide de la circulation.

**ARTICLE V :**

En cas de panne, l'usager doit s'efforcer de dégager la chaussée et d'immobiliser son véhicule sur l'accotement le plus loin possible des voies réservées à la circulation.

Des postes téléphoniques d'appel d'urgence reliés directement au PC Gendarmerie sont à la disposition des usagers.

Les usagers doivent utiliser ces postes pour demander les secours nécessaires en cas de panne ou d'accident et peuvent utiliser les accotements pour se rendre à pied à ces postes.

Les réparations importantes excédant trente minutes (30 mn) sont interdites sur les accotements, le véhicule devra alors être évacué hors de la route.

#### **ARTICLE VI :**

Il est interdit à toute personne, sur l'emprise routière :

- d'abandonner ou de jeter, en dehors des installations prévues à cet effet, tous papiers, journaux, emballages, détritiques, et d'une manière générale tout objet pouvant nuire à l'hygiène ou à la propreté des installations ou susceptible de provoquer des troubles ou des accidents,
- de procéder à toute action de propagande, de se livrer à la mendicité,
- de quêter, se livrer à une quelconque activité commerciale ou publicitaire, sans autorisation,
- de prendre des vues photographiques ou cinématographiques dans des buts commerciaux ou publicitaires, sans autorisation.

La circulation des auto-stoppeurs est également interdite.

#### **ARTICLE VII :**

La police de la route est assurée par le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

#### **ARTICLE VIII :**

Toutes dispositions contraires formulées dans l'arrêté 2003/DDE/526/CDER du 11 septembre 2003 sont abrogées.

#### **ARTICLE IX :**

Les forces de gendarmerie et les services de l'équipement pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

#### **ARTICLE X :**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de THIEBAUMENIL et BENAMENIL et Monsieur le général commandant la R.M.D. Nord-Est.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 décembre 2003

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### **ARRETE 2004/DDE/001/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose d'un dispositif de sécurité pour la protection des motards sous les glissières des bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330.

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

### **A R R E T E**

#### **ARTICLE I**

Les nuits du lundi 12 au vendredi 16 janvier 2004 de 21h à 4h 00 du matin, toute circulation est interdite sur les bretelles de liaison de l'échangeur A33/A330 :

- Phase 1-bretelle STRASBOURG/NANCY,
- Phase 2-bretelle STRASBOURG/EPINAL(sens STRASBOURG/NANCY),
- Phase 3-bretelle PARIS/NANCY sud (sens PARIS/STRASBOURG).

#### **ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter selon le cas l'une des déviations suivantes:

- Phase 1, les nuits du lundi 12 au mercredi 14 janvier 2004

déviations par bretelle STRASBOURG/EPINAL, section courante de l'A330 jusqu'à l'échangeur de LUDRES, bretelle NANCY/LUDRES, rue Pasteur et demi-tour par la bretelle LUDRES/NANCY. Les usagers retrouveront la direction NANCY sur l'A330.

- Phase 2, les nuits du mercredi 14 au jeudi 15 janvier 2004,

déviations par bretelle STRASBOURG/NANCY section courante A330 jusqu'au diffuseur d'HEILLECOURT-route de VANDOEUVRE, bretelle HEILLECOURT/EPINAL-A330 où les usagers retrouveront la direction d'EPINAL.

- Phase 3, les nuits du jeudi 15 au vendredi 16 janvier 2004,

déviations par bretelle PARIS/EPINAL de l'A33, A330 section courante, puis idem que phase I.

En fonction de l'avancement du chantier, SEA/FLEVILLE se réserve la possibilité de procéder à la phase suivante.

#### **ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### **ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES/FLEVILLE.

#### **ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le maire d'HEILLECOURT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 janvier 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

### AVIS

Par arrêté préfectoral n° 13674 en date du 5 décembre 2003, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique du lotissement « le clos du Bois », route d'Errouville, sur la commune de CRUSNES.

Par arrêté préfectoral n° 33240 en date du 9 décembre 2003, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du chemin rural dit de Tantelainville, création lot. 7 parcelles avec pose poste HTA/BT et réseau BT, sur la commune de CHAMBLEY-BUSSIERES.

Par arrêté préfectoral n° 23556 en date du 12 décembre 2003, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTAS TJ/TB RS NANCY ZAC Stanislas EDL, rue de la Mothe, sur la commune de NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 33379 en date du 12 décembre 2003, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation boutiques CORA 9 TB + 1TJ + Poste DP, rue du Tuilier, sur la commune de MONCEL LES LUNEVILLE.

## DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

### ARRETES ACCORDANT DES LICENCES D'ENTREPRENEUR DE SPECTACLES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02-DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

### ARRETE

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup> 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0404, 54-0405 et 54-0406 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Frédéric BELLO, Nouveau Vertigo, 29, rue de la Visitation, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02-DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-407 et 54-408 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :  
Monsieur Jérémie DUVAL, Association « Extenses Arts » 30, rue des blancs prés, 54230 Neuves Maisons.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0409 et 54-0410 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :  
Monsieur Gérard HOWALD, Mairie de Toul 13, rue de Rigny, 54200 Toul.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02-DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0411 et 54-0412 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :



Monsieur Max TOGNI, SARL « Event Show » 28, rue Foller, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0413 et 54-0414 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Véronique WESTERMANN Association « Station Rock » 8, impasse des alouettes, 54840 Gondreville.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 5 juin 2003,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0415 et 54-0416 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Alain ZANON, ALZA PRODUCTION 32, rue de Rozélieures, 54300 Lunéville.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 18 juin 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0417, 54-0418 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :  
Monsieur Frédéric DENIS Allée de la Poste, 54840 Velaine en Haye.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0419, 54-0420 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sophie GINDT, Association en Compagnie d'Eux, 182, avenue du général Leclerc, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros **54-0421, 54-0422** sont accordées **pour une période de trois ans** à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Isabelle HIBLOT, « Miam Production », 5, rue de la Salle, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0423**, est accordée **pour une période de trois ans** à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Manuel PEREIRA « Les Passagers de l'éphémère » 27, rue de la République, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### AR R E T E

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros 54-0425, 54-0426 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Catherine PEREIRA de VASCONCELOS, MJC des 3 maisons, 12, rue de Fontenoy, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 3 septembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### AR R E T E

**Article 1er :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup> catégorie portant le numéro 54-0424 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur TOGNI Max « Event Show » chez Mme Isabelle Gillier, 31 bis, rue Saint-Jean, 54770 Amance.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 16 septembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 4 décembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**AR R E T E**

**Article 1er :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0427** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Corinne AKA KOFFI, Les Quatre Chemins de Bohème 4, rue Guy Ropartz, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 16 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée notamment par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et notamment l'article 632,  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L 242.1, L 415.3 et L 514.1,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration territoriale de la République assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'Etat,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU le décret du 29 juin fixant les conditions de nomination des membres de la commission des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de la région Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 4 décembre 2003,  
CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**AR R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie portant respectivement les numéros **54-0428, 54-0429 et 54-0430** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Emmanuel BERNARD, « Bar la Place » 7, Place Stanislas 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 16 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

**ZONAGE DIFFERENCIE (2 ZONES : 3000/50 M2) - ARRETES SGAR N° 781 A 788 DU 30 DECEMBRE 2003**  
**DEPARTEMENT DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE - ARRETE DE ZONAGE ARCHEOLOGIQUE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Préfet de la zone de défense Est  
Préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur

Vu la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;  
Vu le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive notamment son article 1er ;  
Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.442-3-1 ;  
Considérant que les éléments de connaissance du patrimoine recensés à la carte archéologique nationale (Service Régional de l'Archéologie, Direction Régionale des Affaires Culturelles) laissent supposer la présence d'éléments du patrimoine archéologique sur le territoire des communes de BLAMONT, BRIEY, LONGUYON, LONGWY, NOMENY, ROSIERES-aux-SALINES, SAINT-NICOLAS-de-PORT, VEZELISE ;  
Considérant que les projets d'aménagements sont susceptibles de porter une atteinte irréversible à la conservation, l'étude ou la mise en valeur des sites archéologiques ;

**AR R E T E**

**Article 1er :** Le présent arrêté concerne dans le département de la MEURTHE-ET-MOSELLE les communes de BLAMONT, BRIEY, LONGUYON, LONGWY, NOMENY, ROSIERES-aux-SALINES, SAINT-NICOLAS-de-PORT, VEZELISE.

**Article 2 :** Le périmètre de la commune constitue la zone géographique prévue au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3 :** Le territoire de la commune est divisé en zones de 2 types représentées sur le plan annexé au présent arrêté .

**Article 4 :** Dans les zones de type 1, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R 442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une emprise au sol terrassée supérieure à 3000 m2 (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 5 :** Dans les zones de type 2, tous les dossiers de demande de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installation et de travaux divers, ainsi que tous les dossiers soumis à déclaration au titre des alinéas a et d de l'article R442-3-1 du code de l'urbanisme, d'une emprise au sol terrassée supérieure à 50 m2 (y compris parkings et voiries), devront être transmis au préfet de région dans les conditions définies par le décret n°2002-89 susvisé .

**Article 6 :** Le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional des affaires culturelles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département, adressé au Maire, et affiché en mairie pendant un mois, à compter du jour où il sera reçu.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**NOTA :** La cartographie du zonage est consultable en mairie, à la préfecture à NANCY - DACI 1 bureau de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - et à la DRAC Lorraine - service régional de l'archéologie à METZ.

**Copie à :** - MM les Maires des communes de BLAMONT, BRIEY, LONGUYON, LONGWY, NOMENY, ROSIERES-aux-SALINES, SAINT-NICOLAS-de-PORT, VEZELISE

- Préfecture de région
- Préfecture du département de la Meurthe-et-Moselle
- Direction départementale de l'équipement (pour transmission aux subdivisions)

## CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE

### ARRETE N° 12/2003 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. ERIC THEVENON, PRESIDENT DE SECTION

LE CONSEILLER REFERENDAIRE A LA COUR DES COMPTES,  
PRESIDENT DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE LORRAINE

VU le code des juridictions financières, notamment son article R 212-11 ;

VU l'arrêté n° 02/2003 du Président de la Chambre régionale des comptes de LORRAINE fixant la composition et les attributions des sections ;

VU le décret du 24 février 2003 du Président de la République nommant M. Eric THEVENON président de section de chambres régionales des comptes ;

VU les arrêtés du 24 mars 2003 et du 17 novembre 2003 du Premier Président de la Cour des comptes portant affectation de M. Eric THEVENON et désignation en qualité de président de section à la Chambre régionale des comptes de LORRAINE ;

VU l'avis du Commissaire du Gouvernement près la Chambre régionale des comptes de LORRAINE ;

#### ARRETE

**Article 1 :** Délégation de signature est consentie à M. Eric THEVENON, président de section, à l'effet de signer les jugements de décharge et de quitus des comptables publics relevant de la deuxième section.

**Article 2 :** Les signatures données en vertu des dispositions de l'article premier du présent arrêté sont précédées de la mention : « pour le président et par délégation ».

**Article 3 :** Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région, sera notifié à M. Eric THEVENON, Mme Francine BOULLET, secrétaire générale, et M. Frédéric LACZKOWSKI, greffier.

EPINAL, le 2 décembre 2003

Gérard TERRIEN

## VILLE DE LAXOU

### ARRETE PORTANT APPLICATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

LE MAIRE DE LA VILLE DE LAXOU

Vu le Code de l'Environnement et notamment le titre VIII du livre V relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes,

Vu le règlement local de publicité de la commune de Laxou rendu applicable le 14 novembre 1997,

Vu la délibération en date du 28 septembre 2001 par laquelle le conseil municipal de Laxou a demandé la constitution du groupe de travail prévu par le code de l'environnement titre VIII et notamment son article L 581-14,

Vu la publication de la délibération dans le recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle du 14 novembre 2001 et dans les journaux "L'Est Républicain" du 30 octobre 2001 et "LeRépublicain Lorrain" du 7 novembre 2001,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 février 2002 instituant le groupe de travail chargé d'élaborer un projet de réglementation spéciale instituant des zones de publicité restreinte ou élargie dans tout ou partie de l'agglomération et des zones de publicité autorisée en dehors des lieux qualifiés "agglomération",

Vu les réunions du groupe de travail et notamment la séance du 19 septembre 2002 au cours de laquelle a été approuvé le projet définitif de règlement,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Sites réunie le 16 mai 2003 et reçu en mairie le 28 juin 2003,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2003 approuvant ledit règlement,

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le présent règlement de publicité de la ville de Laxou est exécutoire dès sa réception en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 2 :** Il sera affiché en mairie durant un mois et un avis sera publié dans la rubrique des annonces légales de deux quotidiens régionaux.

**ARTICLE 3 :** La Directrice Générale des Services de la ville de Laxou est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- Madame le Ministre chargée de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement
- Madame le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, architecte des Bâtiments de France
- Union des Chambres Syndicales Françaises d'Affichage et de Publicité extérieurs
- Association Française de l'Enseigne, de la Lumière et de la Signalisation
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture 54
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce 54

- CHARPENTIER Enseignes- AVENIR - GIRAUDY VIACOM- DAUPHIN- PUBLIMAT  
- Monsieur François PETIT - FLORE 54 - 54, rue Léon Bourcier à Nancy  
- M. Jean-Marie DEMANGE Association Villages Lorrains - Laboratoire de géographie Humaine - 23, rue Albert 1<sup>er</sup> à NANCY  
- M. Philippe WANNESON -EDEN- MJC Lillebonne 14, rue du cheval Blanc à Nancy  
- M. GOUDOT, adjoint au Maire  
- M. BAUMANN, conseiller municipal  
- M. le Directeur de l'A.D.U.A.N.  
- M. le Président de la C.U.G.N.  
- M. le Directeur Départemental de la Police Nationale  
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie 54  
- Police Municipale  
- Services techniques de la ville de Laxou  
LAXOU, le 15 octobre 2003

Claude GUILLERME

---

**AVIS DE CONCOURS****AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'OUVRIERS PROFESSIONNELS SPECIALISES  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n° 2001-1033 du 8 novembre 2001 modifiant le décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 1<sup>er</sup> mars 2004 un concours externe sur titres d'ouvriers professionnels spécialisés afin de pourvoir 7 postes :

- 2 postes spécialité sécurité
- 2 postes spécialité métallerie - serrurerie
- 2 postes spécialité environnement
- 1 poste spécialité restauration

**Conditions d'inscription :***Conditions générales :*

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et titulaires des titres suivants :

- 1 CAP ou 1 BEP ou 1 diplôme au moins équivalent

*Dispositions particulières :*

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre +CV+copie des diplômes) doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX

avant le 29 février 2004, le cachet de la poste faisant foi

LAXOU, le 14 janvier 2004

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES POUR LE RECRUTEMENT DE CONTREMAITRES  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 15 mars 2004 un concours interne sur épreuves de contremaître en vue de pourvoir :

- 1 poste - spécialité blanchisserie (distribution du linge)
- 2 postes - spécialité sécurité
- 1 poste - spécialité menuiserie
- 1 poste - spécialité peinture/maçonnerie
- 1 poste - spécialité voirie

**Conditions d'inscription :**

Peuvent faire acte de candidature :

- Les Maîtres Ouvriers
- Les Ouvriers Professionnels Qualifiés ayant atteint le 5<sup>ème</sup> échelon de leur grade

**Composition et nature des épreuves :***A - épreuves écrites d'admissibilité :*

- Composition sur un ou plusieurs sujets de législation hospitalière (durée 1 heure - coef 1)
- Questionnaire portant sur les connaissances professionnelles (durée 2 heures - coef 2)

*B - épreuve d'admission :*

- Epreuve orale permettant d'apprécier les connaissances et les aptitudes à l'encadrement suivie d'un entretien avec le jury (durée 15 mn - coef 2)

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les demandes d'inscription à ces concours doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX

avant le 29 février 2004, le cachet de la poste faisant foi

LAXOU, le 21 janvier 2004

Le Directeur Adjoint chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

## PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

## SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

## ARRETE 2003-631 SGAR EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'AGREMENT DE L'INSTITUT DE REEDUCATION « L'ESCALE » A JARVILLE, GERE PAR REALISE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales,  
VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,  
VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992,  
VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux,  
VU l'annexe XXIV relative aux conditions techniques d'autorisation des établissements et services prenant en charge des enfants et adolescents présentant des déficiences intellectuelles ou inadaptés,  
VU l'arrêté 98-61 SGAR en date du 8 décembre 1998 autorisant l'extension non importante, de 75 à 85 places, soit 10 places supplémentaires, de la capacité de l'Institut de Rééducation de JARVILLE,  
VU le dossier reconnu complet le 12 mai 2003, présenté par l'Association « REALISE » sise à VANDOEUVRE (Meurthe-et-Moselle), en vue d'être autorisée à diminuer, de 20 places, la capacité de son I.R. à JARVILLE qui passerait de 85 à 65 places, par redéploiement de ces 20 places sur son SESSAD,  
VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 16 octobre 2003,  
CONSIDERANT que la demande répond aux orientations du schéma départemental de l'enfance handicapée de Meurthe-et-Moselle, recommandant notamment des améliorations sur :

- le projet d'établissements,
- les usagers,
- la place du projet thérapeutique,
- le travail en réseau,
- la sécurité des locaux et l'amélioration de l'architecture,

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : La modification de l'agrément de l'Institut de Rééducation (I.R.) « L'Escale » de JARVILLE, géré par l'Association « REALISE », est autorisée,

**ARTICLE 2** : L'I.R. est agréé pour réduire sa capacité de 85 places à **65 places** -soit une diminution de 20 places- pour enfants et jeunes en mixité, de 6 à 18 ans, atteints de troubles de la conduite et du comportement, dont :

- internat : **13 places** pour 6-13 ans
- semi-internat : **52 places** dont 27 pour 6-13 ans et 25 pour 13-18 ans,

répartis en 2 sections distinctes **de 40 et 25 places** :

☛ **pour les enfants (d'âge primaire) de 6 à 12-13 ans** :

- **SEES** : section éducation et enseignement spécialisé de **40 places** structurée en 4 groupes :
  - groupe à dominance scolaire (intégré à l'école Claude Gellée) : **9 places**
  - groupe à dominance éducative pour les 6-9 ans : **12 places**
  - groupe à dominance éducative pour les 9 à 12-13 ans : **12 places**
  - groupe à dominance thérapeutique : **7 places**

☛ **pour les enfants de 12-13 ans à 18 ans (préadolescents et adolescents)**, une section de **25 places** comprenant :

- **SEES** : section éducation et enseignement spécialisé de **10 places** à dominante scolaire et **9 places** d'intégration scolaire,
- **SIFPS** : section de première formation professionnelle pour enfants de 14-18 ans de **6 places**,

Soit un total de **65 places**

**ARTICLE 3** : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine et Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association REALISE de VANDOEUVRE LES NANCY (Meurthe-et-Moselle), publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de JARVILLE.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

## ARRETE 2003-632 SGAR EN DATE DU 26 NOVEMBRE 2003 AUTORISANT L'EXTENSION DE LA CAPACITE DU SERVICE D'EDUCATION ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD) « L'ESCALE » A JARVILLE, GERE PAR REALISE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,  
VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales,  
VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées,  
VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,  
VU le décret n° 91-1410 du 31 décembre 1991, relatif à l'organisation et à l'équipement sanitaires modifié par le décret n° 92-1439 du 30 décembre 1992,  
VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux,  
VU l'annexe XXIV relative aux conditions techniques d'autorisation des établissements et services prenant en charge des enfants et adolescents présentant des déficiences intellectuelles ou inadaptés,  
VU l'arrêté 213-93 SGAR en date du 27 avril 1993 autorisant l'Association REALISE à créer un SESSAD à JARVILLE,



VU le dossier reconnu complet le 12 mai 2003, présenté par l'Association « REALISE » sise à VANDOEUVRE (Meurthe-et-Moselle), en vue d'être autorisée à porter la capacité de son Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 20 à 40 places mixtes -soit 20 places supplémentaires- pour enfants et jeunes de 4 à 18 ans,

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 16 octobre 2003,

CONSIDERANT que la demande répond aux orientations du schéma départemental de l'enfance handicapée de Meurthe-et-Moselle, recommandant notamment :

- une amélioration de la qualité des prises en charge SESSAD,
- le travail avec les familles,
- le maintien en milieu ordinaire grâce à un travail avec l'éducation nationale et avec les autres dispositifs,

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'extension de 20 à 40 places - soit 20 places supplémentaires - de la capacité du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) « l'Escale » à JARVILLE, est autorisée.

**ARTICLE 2** : Le SESSAD est agréé pour accueillir 40 enfants et jeunes en mixité, de 4 à 18 ans, atteints de troubles de la conduite et du comportement.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine et Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Association REALISE de VANDOEUVRE LES NANCY (Meurthe-et-Moselle), publié au recueil des actes administratifs, affiché à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de JARVILLE.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

---

### ARRETES INTERPREFECTORAUX

#### ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BOUQUEMONT AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE LAFFON DE LADEBAT

LE PREFET DE LA MEUSE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1947 portant création du syndicat intercommunal d'AEP Laffon de Ladebat,

Vu les différents arrêtés préfectoraux autorisant l'adhésion de nouvelles communes au syndicat et notamment ceux autorisant l'adhésion de Béchamps et de Boucq (Meurthe et Moselle),

Vu la délibération du 27 décembre 2002 par laquelle la commune de Bouquemont sollicite son adhésion au syndicat,

Vu la délibération du 17 avril 2003 par laquelle le comité syndical donne son accord à cette adhésion,

Vu les délibérations des communes adhérentes émettant un avis favorable à cette demande,

Vu les avis favorables des sous-préfets de Commercy et de Verdun,

#### ARRESENT

**Article 1** : La commune de Bouquemont est autorisée à adhérer au syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable Laffon de Ladebat.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe et Moselle, le trésorier payeur général de la Meuse, les sous-préfets de Commercy, Verdun, Briey et Toul, le président du syndicat, les communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la préfecture de la Meurthe et Moselle.

BAR-LE-DUC, le 18 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,  
Hubert VERNET

NANCY, le 8 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS



REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE DDASS/AES N° 391 DU 22 DECEMBRE 2003 CONCERNANT LA PERMANENCE DES SOINS EN MEDECINE AMBULATOIRE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ORGANISEE DANS LE CADRE DE LA SECTORISATION DEFINIE EN ANNEXE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6313-1, L 6313-2 et L 6325-1 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L 162-5 et L 162-31-1 ;

VU le décret n° 87-1005 du 16 décembre 1987 modifié relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-1005 du 16 décembre 1987 modifié relatif aux missions et à l'organisation des unités participant au service d'aide médicale urgente appelées SAMU ;

VU le décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 modifié portant code de déontologie médicale, notamment les articles 77 et 78 ;

VU le décret n° 2003-880 du 15 septembre 2003 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2003 relatif au cahier des charges type fixant les conditions d'organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

VU la circulaire du ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées du 12 décembre 2003 relative aux modalités d'organisation de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;

VU la transmission de l'état de sectorisation "géographique" de la garde médicale dans le département de Meurthe-et-Moselle par le président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, en date du 10 octobre 2003 ;

VU l'avis du sous comité médical en date du 11 décembre 2003 ;

VU l'avis du CODAMUPS en date du 15 décembre 2003 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1** - La permanence des soins en médecine ambulatoire dans le département de Meurthe et Moselle est organisée dans le cadre de la sectorisation définie en annexe et qui comporte 43 secteurs.**ARTICLE 2** - les communes de TRAMONT EMY, TRAMONT LASUS et TRAMONT SAINT ANDRE seront rattachées au secteur de VICHÉREY (Vosges).**ARTICLE 3** - Le secteur de NANCY, compte tenu de son importance est divisé en 5 zones. La permanence des soins sur ce secteur pourra donner lieu au paiement d'une astreinte par zone.**ARTICLE 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DISTRICT 1****10 - NANCY****Zone 1 :**

- Malzéville
- Maxéville Bas
- Nancy quartier 4 : Boudonville, Scarpone, Libération
- Nancy quartier 5 : St Fiacre, Trois Maisons, Crosne, Vayringe
- Nancy quartier 10 : Ville vieille, Léopold
- Nancy quartier 12 : Poincaré, Foch, Anatole France

**Zone 2 :**

- Nancy quartier 7 : St Pierre, René II, Bonsecours
- Nancy quartier 8 : Saurupt, Clémenceau
- Nancy quartier 9 : Mon désert, Jeanne d'Arc, Croix Bourgogne
- Nancy quartier 11 : Centre Ville, Charles III

**Zone 3 :**

- Laxou,
- Villers les Nancy,
- Maxéville Haut,
- Nancy quartier 1 : HDL, Gentilly,
- Nancy quartier 2 : Beauregard, Boufflers, Buthégnémont

**Zone 4 :**

- Vandoeuvre,
- Hellecourt,
- Houdemont,
- Fléville,
- Jarville,
- Nancy quartier 3 : Haussonville, Blandan, Donop
- Ludres

**Zone 5:**

- Pulnoy,
- Seichamps
- Saulxures
- Essey les Nancy
- Dommartemont,
- Art-Sur-Meurthe
- Tomblaine
- Laneuveville
- Saint Max
- Nancy quartier 6 : Stanislas Meurthe
- Agincourt

**11 - CHAMPIGNEULLES-BOUXIERES-LAY ST C**

Bouxières aux Dames  
Champigneulles  
Eulmont  
Lay St Christophe

**13 - CHAMPENOUX**

Bey sur Seille  
Brin sur Seille  
Cerville  
Champenoux,  
Erbeviller/Amezule  
Laneuvelotte  
Mazerulles,  
Moncel/Seille  
Réméreville  
Sorneville  
Velaine sous Amance

**DISTRICT 2**

**20 - NEUVES MAISONS**

Bainville/Madon  
Chaligny  
Chavigny  
Frolois  
Maizières  
Maron  
Méréville  
Messein  
Neuves Maisons  
Pierreville  
Pont St Vincent  
Sexey aux Forges  
Viterne  
Xeulley

**21 - FLAVIGNY**

Flavigny/Moselle  
Pulligny  
Richardménil  
Voinémont

**22 - VEZELISE-TANTONVILLE**

Autrey Sur Madon  
Clerey Sur Brenon  
Etreval  
Fecocourt  
Forcelles St Gorgon  
Forcelles Sous Gugney  
Gélaucourt  
Goviller  
Hamméville  
Houdelmont  
Houdreville  
Laloeuf  
Marthemont  
Ognéville  
Omelmont  
Parey st Cezaire  
Quévilloncourt  
Saxon Sion  
Tantonville  
Thélod  
Vézelise  
Vitrey  
Vroncourt

**23 - HAROUÉ-**

Affracourt  
Benney  
Ceintrey  
Crantenoy  
Gerbécourt et Haplemont  
Haroué  
Lebeuville  
Lemainville  
Lemenil Mitry  
Ormes et Ville  
St Remimont  
Vaudeville  
Vaudigny  
Xirocourt

**24 - DIARVILLE**

Aboncourt  
Beuvezin  
Bouzanville  
Bralleville  
Chaouilley  
Courcelles  
Diarville  
Dommarie Eulmont  
Fraisnes en Saintois  
Germonville  
Grimonviller  
Gugney  
Housséville  
Jevoncourt  
Praye  
Pulney  
St Firmin  
They sous Vaudémont  
Thorey Lyautey  
Vaudémont

**DISTRICT 3**

**31 - SAINT NICOLAS DE PORT**

Azelot  
Buissoncourt  
Burthecourt aux Chènes  
Coyviller  
Gellenoncourt  
Haraucourt  
Lenoncourt  
Lupcourt  
Manoncourt en Vermois  
St Nicolas de Port  
Tonnoy  
Varangéville  
Ville en Vermois

**32 - DOMBASLE/MEURTHE**

Anthelupt  
Crévic  
Dombasle Sur Meurthe  
Flainval  
Hudiviller  
Sommerviller

**33 - ROSIERES AUX SALINES**

Ferrières  
Rosières aux Salines  
Saffais

**DISTRICT 4**

**41 - LUNEVILLE**

Chanteheux  
Croismare  
Hériménil  
Jolivet  
Lunéville  
Moncel lès Lunéville  
Réhainviller  
Vitrimont

**42 - EINVILLE AU JARD**

Arracourt  
Athienville  
Bathelémont les Bauzemont  
Bauzemont  
Bezange la Grande  
Bienville la Petite  
Bonviller  
Bures  
Coincourt  
Courbesseaux  
Crion  
Deuxville  
Drouville  
Einville au Jard  
Hénaménil  
Hoeville  
Juvrecourt  
Maixe  
Mouacourt  
Paroy  
Raville sur Sanon  
Réchicourt la Petite  
Serres  
Sionviller  
Valhey  
Vaucourt  
Xures

**43 - BLAINVILLE SUR L'EAU**

Barbonville  
Blainville/l'Eau  
Charmois  
Damelevières  
Einvaux  
Haussonville  
Lamath  
Landécourt  
Mehoncourt  
Mont/Meurthe  
Romain  
Vigneulles

**44 - BENAMENIL-OGEVILLER-ST CLEMENT**

Bénaménil  
Buriville  
Donjevin  
Emberménil  
Frémenil  
Laneuveville aux Bois  
Laronxe  
Manonviller  
Marainviller  
Migneville  
Pettonville  
Ogeviller  
Reclonville  
St Clément  
Thiebauménil  
Veho

**45 - BACCARAT**

Azerailles  
Baccarat  
Bertrichamp  
Brouville  
Chenevières  
Deneuvre  
Flin  
Fontenoy la Joute  
Gélacourt  
Glonville  
Hablainville  
La Chapelle  
Merviller  
Montigny  
Reherrey  
Thiaville Sur Meurthe  
Vacqueville  
Vathiménil  
Vaxainville



**46 - BADONVILLER**

Ancerviller  
Angomont  
Badonviller  
Bionville  
Bréménil  
Fenneviller  
Montreux  
Neufmaisons  
Neuviller les Badonviller  
Parux  
Petitmont  
Pexonne  
Pierre Percée  
Raon les l'Eau  
St Maurice aux Forges  
Ste Pôle  
St Sauveur  
Val et Chatillon  
Veney

**47 - BLAMONT**

Aménoncourt  
Autrepierre  
Avricourt  
Barbas  
Bertrambois  
Blâmont  
Blemerey  
Cirey/Vezouse  
Chazelles sur Albe  
Domèvre/Vezouse  
Fremonville  
Gogney  
Gondrexon  
Halloville  
Harbouey  
Herbeviller  
Igney  
Leintrey  
Nonhigny  
Reillon  
Remoncourt  
Repaix  
St Martin  
Tanconville  
Verdenal  
Xousse

48 - GERBEVILLER

Clayeures  
Essey la Cote  
Frambois  
Franconville  
Gerbéviller  
Giriviller  
Haudonville  
Magnières  
Mattexey  
Moriviller  
Moyen  
Remenoville  
Rozelieures  
St Boingt  
Seranville  
Vallois  
Venezey  
Xermaménil

49 - BAYON

Bainville aux Miroirs  
Bayon  
Borville  
Bremontcourt  
Crévéchamps  
Domptail en l'Air  
Grippont  
Froville  
Haigneville  
Laneuveville dvt Bayon  
Lorey  
Loromontzey  
Mangonville  
Neuviller/Moselle  
Roville dvt Bayon  
St Germain  
St Mard  
St Remy aux Bois  
Velle/Moselle  
Villacourt  
Virecourt

DISTRICT 5

**51 - TOUL CENTRE**

Bicqueley  
Chaudeney/Moselle  
Dommartin les Toul  
Ecrouves  
Pierre la Treiche  
Toul

**52 - TOUL OUEST**

Boucq  
Bruley  
Charmes la Côte  
Choloy Ménillot  
Domgermain  
Foug  
Lagney  
Laneuveville derrière Foug  
Lay st Remy  
Lucey  
Pagney derrière Barine  
Trondes

**53 - TOUL NORD EST**

Aingeray  
Andilly  
Avrainville  
Bouvron  
Fontenoy/Moselle  
Francheville  
Gondreville  
Jaillon  
Menil la Tour  
Minorville  
Royaumeix  
Rosières en Haye  
Sanzey  
Sexey les Bois  
Velaine en Haye  
Villers le Sec  
Villey st Etienne

**54 - TOUL SUD**

Allamps  
Allain  
Bagneux  
Barisey au Plain  
Barisey la Côte  
Battigny  
Blénod les Toul  
Bulligny  
Colombey les Belles  
Crépey  
Crézilles  
Dolcourt  
Favières  
Germiny  
Gémonville  
Gibaumeix  
Gye  
Mont l'Etroit  
Mont le Vignoble  
Moutrot  
Ochey  
Thuilley aux Groseilles  
Saulxerotte  
Selaincourt  
Saulxures les Vannes  
Uruffe  
Vandeléville  
Vannes le Chatel

**DISTRICT 6****60 - PONT A MOUSSON**

Atton  
Blénod les Pont à Mousson  
Bouxières sous Froidmont  
Champey Sur Moselle  
Fey en Haye  
Jezainville  
Lesménils  
Loisy  
Maidières  
Mamey  
Montauville  
Mousson  
Norroy les Pont à Mousson  
Pont à Mousson  
Vittonville

**61 - POMPEY-FROUARD-CUSTINES**

Custines  
Frouard  
Malleloy  
Pompey

**62 - NOMENY**

Abaucourt  
Arraye et Han  
Belleau  
Clémery  
Eply  
Létricourt  
*Lixières (section commune de Belleau)*  
*Manoncourt/Seille (section commune de Belleau)*  
Mailly/Seille  
Morville/Seille  
Moivrons  
*Morey (section commune de Belleau)*  
Nomeny  
Phlin  
Port/Seille  
Raucourt  
Rouves  
*Serrières (section commune de Belleau)*  
Thezey st Martin

**63 - BOUXIERES AUX CHENES-LEYR**

Amance  
Armaucourt  
Bouxières aux Chènes  
Bratte  
Chenicourt  
Dommartin sous Amance  
Faulx  
Jeandelaincourt  
Lanfroicourt  
Laitre sous Amance  
Leyr  
Montenoy  
Sivry  
Villers les Moivrons

**64 - DIEULOUARD-MARBACHE**

Autreville/Moselle  
Belleville  
Bezaumont  
Dieulouard  
Gézoncourt  
Griscourt  
Landremont  
Marbach  
Martincourt  
Millery  
Rogéville  
Sainte Geneviève  
Saizerais  
Ville au Val  
Villers en Haye

**65 - THIAUCOURT-ESSEY-MAIZERAIS-DOMEVRE**

Ansauville  
Beaumont  
Bernécourt  
Bouillonville  
Charey  
Dampvitoux  
Domevre en Haye  
Dommartin la Chaussée  
Essey et Maizerais  
Euvezin  
Flirey  
Grosrouvres  
Hamonville  
Jaulny  
Hageville  
Limey Remenauville  
Lironville  
Mandres aux 4 Tours  
Manoncourt en Woivre  
Manonville  
Noviant aux Prés  
Pannes  
Rembercourt/Mad  
St Baussant  
St Julien les Gorze  
Seicheprey  
Thiaucourt Régnieville  
Tremblecourt  
Vieville en Haye  
Vilcey sur Trey  
Vilcey sur Mad  
Waville  
Xammes

**66 - PAGNY / MOSELLE**

Arnaville  
Bayonville/Mad  
Onville  
Pagny/Moselle  
Preny  
Vandelainville  
Vandières  
Villers sous Preny

**67 - LIVERDUN**

Liverdun

**DISTRICT 7**

**71 - BRIEY**

Avril  
Briey  
Fléville Lixières  
Lantefontaine  
Les Baroches  
Lubey  
Valleroy

**72 - MANCIEULLES**

Anoux  
Bettainvillers  
Mairy-Mainville  
Mance  
Mancieulles  
Trieux  
Tucquegnieux

**73 - PIENNES**

Affleville  
Avillers  
Domprix  
Gondrecourt Aix  
Joudreville  
Landres  
Mont Bonvillers  
Murville  
Norroy le Sec  
Piennes  
Preutin Higny  
Xivry Circourt

**74 - JOEUF-HOMECOURT-AUBOUE-MOUTIERS**

Auboué  
Batilly  
Jouaville  
Joeuf  
Homécourt  
Moineville  
Moutiers  
St Ail

**75 - JARNY-CONFLANS**

Abbéville les Conflans  
Allamont  
Béchamps  
Boncourt  
Brainville  
Conflans en Jarnisy  
Doncourt les Conflans  
Friaucourt  
Giraumont  
Hatriz  
Jarny  
Jeandelize  
Labry  
Mouaville  
Olley  
Ozerailles  
Puxe  
St Marcel  
Thuméréville

**76 - MARS LA TOUR**

Bruville  
Chambley Bussières  
Hannonville Suzemont  
Mars la Tour  
Puxieux  
Sponville  
Tronville  
Ville/Yron  
Xonville



**DISTRICT 8****81 - LONGWY**

Chenières  
Cons la Grandville  
Cosnes et Romain  
Cutry  
Fresnois la Montagne  
Gorcy  
Haucourt Moulaine  
Herseange  
Lexy  
Longlaville  
Longwy  
Mexy  
Mont st Martin  
Rehon  
Saulnes  
St Pancre  
Tellancourt  
Ugny  
Ville Houdlemont  
Villers la Chèvre  
Villers la Montagne

**82 - LONGUYON**

Allondrelle la Malmaison  
Charency Vezin  
Colmey  
Epiez/ Chiers  
Gd Faily  
Pt Faily  
Longuyon  
Montigny/Chiers  
Othe  
St Jean les Longuyon  
Villette  
Villers le Rond  
Viviers/Chiers

**83 - PIERREPONT**

Baslieux  
Bazailles  
Beuveille  
Boismont  
Doncourt les Longuyon  
Han devant Pierrepont  
Laix  
Mercy le Bas  
Morfontaine  
Pierrepont  
St Supplet  
Ville au Montois

**84 - VILLERUPT**

Brehain la Ville  
Crusnes  
Hussigny Godbrange  
Tiercelet  
Thil  
Villerupt

**85 - AUDUN LE ROMAN**

Anderny  
Audun le Roman  
Beuvillers  
Errouville  
Fillières  
Joppécourt  
Malavillers  
Mercy le Haut  
Sancy  
Serrouville



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>379</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>379</b>
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</i>	<i>379</i>
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MARDI 23 MARS 2004 - PROCES-VERBAL N° 10/2004 .....	379
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU JEUDI 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2004 - PROCES-VERBAL N° 12/2004 .....	379
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>379</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....</i>	<i>379</i>
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES EN PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	379
ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS .....	380
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES .....</b>	<b>381</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>381</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE BEY-SUR-SEILLE SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	381
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A LA COMMUNE DE GYE SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	381
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE NOMENY SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	382
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A L'ASSOCIATION DIOCESAINE SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	382
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A L'ASSOCIATION DIOCESAINE SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	382
ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE VEZELISE SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES .....	385
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	385
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	385
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	386
<i>TROISIEME BUREAU .....</i>	<i>386</i>
COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES POUR LES MARCHES PASSES PAR LA PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE .....	386
<i>QUATRIEME BUREAU .....</i>	<i>387</i>
ARRETE PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A TONNOY (54) .....	387
ARRETE PORTANT HABILITATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A TONNOY (54) .....	387
<i>CINQUIEME BUREAU .....</i>	<i>388</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE POUR LA MISE EN ESSAI DE LA STATION D'EPURATION DE NEUVES-MAISONS .....	388
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE DU 22 SEPTEMBRE 2003 AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE PETINPRES DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 80 A REMEREVILLE .....	389
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL POUR LA REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE MALZEVILLE .....	390
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL POUR L'ELABORATION D'UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE A GONDREVILLE .....	390
ARRETE PREFECTORAL INTERDISANT LA PECHE SUR LE RUISSEAU DU TREY .....	391
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>391</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>391</i>
CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU CLOS DE LA BERGERIE A GONDREVILLE .....	391
<i>DEUXIEME BUREAU .....</i>	<i>391</i>
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 108 .....	391
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>392</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>392</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54) .....	392
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>392</b>
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENVIRONNEMENT A BLAINVILLE ET DAMELEVIERES MODIFICATION STATUTAIRE .....	392
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>393</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA VALLEE DE L'ESCH A L'ACCUEIL PERISCOLAIRE DES ENFANTS DU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL .....	393
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> CYCLE DE TOUL .....	393

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	394
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b> .....	394
ARRETE ARH N° 57 D-136 DU 5 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ.....	394
ARRETE N° 1/2004 DU 25 MARS 2004 PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES DU COMITE TECHNIQUE REGIONAL DE L'INFORMATION MEDICALE (COTRIM).....	395
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	396
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b> .....	396
ARRETE DDASS / AES / N°79 MODIFIANT L'ARRETE N° 367 DU 9 DECEMBRE 2003 FIXANT POUR 2003 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE.....	396
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	396
<b>AMENAGEMENT FONCIER</b> .....	396
ARRETE PREFECTORAL 04/061/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU PERIMETRE DE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE SAINT CLEMENT .....	396
ARRETE PREFECTORAL 04/081/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE MAIXE .....	397
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	398
ARRETE D'APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.) DE MOUVEMENTS DE TERRAIN SUR LE TERRITOIRE DE AUTREVILLE-SUR-MOSELLE .....	398
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</b> .....	398
ARRETE 2004/DDE/201/CDER.....	398
ARRETE 2004/DDE/202/CDER.....	399
ARRETE 2004/DDE/203/CDER.....	399
ARRETE 2004/DDE/205/CDER.....	400
ARRETE 2004/DDE/206/CDSR.....	400
ARRETE 2004/DDE/209/CDER.....	401
<b>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE</b> .....	402
AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - ARRETE DDE/INF/04/5 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT.....	402
<b>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</b> .....	403
ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME .....	403
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES</b> .....	403
ARRETE PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DE DEFENSE ET D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR (ADIC) DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 411.1 A 422-3 ET R. 411.1 A 422.10 DU CODE DE LA CONSOMMATION RELATIFS AUX ACTIONS EN JUSTICE DES ASSOCIATIONS.....	403
<b>NAVIGATION DU NORD-EST</b> .....	404
<b>VOIES NAVIGABLES DE FRANCE</b> .....	404
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE .....	404
DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST .....	406
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE .....	408
DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE .....	409
SUBDELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES - DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT, CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....	409
<b>COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY</b> .....	409
ARRETE N° 2004/019 - REGLEMENT DE PUBLICITE APPLICABLE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY .....	409
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY</b> .....	410
DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN VUILLEMIN, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.....	410
DELEGATION DE SIGNATURE A M. ALAIN COLLOMBET, DIRECTEUR DE L'HOPITAL JEANNE D'ARC .....	410
DECISION D'HABILITATION ET DE DELEGATION DE SIGNATURE EN FAVEUR DE M. JACQUES BERAUD, INSPECTEUR-SURETE AU CHU DE NANCY.....	410
DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN VUILLEMIN, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.....	411
DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL KIEFFER, DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTEUR DES FINANCES ET DU PATRIMOINE.....	412
DELEGATION DE SIGNATURE A MME ISABELLE VIDREQUIN, DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTRICE DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MEDICAL, RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS .....	412
DELEGATION DE SIGNATURE A M. ROBERT PEREZ, INGENIEUR GENERAL, DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES, RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS.....	412
DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHARLES GUEPRATTE, DIRECTEUR DE L'HOTELIER ET DE LA LOGISTIQUE .....	413
DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHARLES GUEPRATTE, DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTION HOTELIERE ET LOGISTIQUE, RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS.....	413
DELEGATION DE SIGNATURE A MME ISABELLE VIDREQUIN, DIRECTRICE DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MEDICAL .....	414
DELEGATION DE SIGNATURE A M. ROBERT PEREZ, DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES .....	414
DELEGATION DE SIGNATURE A MME SYLVIE RISTERUCCI, DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTEUR DES AFFAIRES MEDICALES .....	415
DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-MARC VIRION, DIRECTEUR INFORMATIQUE, RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS.....	415
DELEGATION DE SIGNATURE A MME MICHELE LABRUDE, PHARMACIENNE, CHEF DE SERVICE, RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS.....	416
DELEGATION DE SIGNATURE A MME LABRUDE, PHARMACIEN-CHEF, MME COMMUN, PHARMACIEN, ET M. GEORGET, PHARMACIEN.....	416
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE</b> .....	417
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE</b> .....	417
ARRETE DRASS N° 2004-33 DU 15 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE DRASS N° 68 DU 26 AVRIL 2002 PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	417

ARRETE DRASS N° 04-40 EN DATE DU 25 MARS 2004 FIXANT L'ORGANISATION DU CONCOURS EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN TECHNICIEN SANITAIRE (FEMME OU HOMME) EN REGION LORRAINE .....	417
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>418</b>
ARRETE S.G.A.R. N° 2004-53 EN DATE DU 18 MARS 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	418
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>419</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-020 EN DATE DU 3 ET 29 MARS 2004 ENTERINANT L'ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE GRAVELOTTE ET DE LA VALLEE DE L'ORNE.....	419
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 631 DU 18 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°D2/B4/I/2000 N°1418 DU 5 MAI 2000 APPROUVANT LES CARACTERISTIQUES DE LA CANALISATION DE TRANSPORT D'ETHYLENE DN 200 CARLING-VIRIAT .....	419
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT .....	421

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**CABINET DU PREFET**

**SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS  
DU MARDI 23 MARS 2004 - PROCES-VERBAL N° 10/2004**

**11 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

BAUER	CLAIRE	MONTIGNY LES METZ
BOUR	PATRICIA	SAINT JULIEN LES METZ
CHATY	JOCELYNE	MORHANGE
COLIN-DONATI	EDITH	LONGWY
EDEL	CLAIRE	VERDUN
HUMBERT	VINCENT	LEXY
KOMORN	JACQUES	LANEUVEVILLE DEVANT
LAVAUX	PATRICIA	LANDRES
MORISSET-PERRIN	CATHERINE	TOUL
RAPENEAU-DUVOIX	ISABELLE	DOMMARTEMONT
TALLOTTE	MARTINE	TOUL

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE  
DU JEUDI 1<sup>ER</sup> AVRIL 2004 - PROCES-VERBAL N° 12/2004**

**21 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

BEAUDOUIN	THOMAS	RICHARDMENIL
BOUQUENIAUX-BRISFER	SYLVIANE	TOURCOING
CARIDDI	MICHAËL	NANCY
DERBIER	JOANNA	VANDOEUVRE
DESMETTRE	PHILIPPE	TOURCOING
DOUB	RAPHAËL	STIRING WENDEL
DUR	JEREMY	HAUDAINVILLE
EL MOKRETAR	FATMA	VILLERS LES NANCY
FOUQUERAY	CHARLOTTE	NANCY
GRISVARD	REMI	VOID
HAUTION	CHRISTOPHE	FERRIERE LA GRANDE
HELIGOT	VINCENT	NANCY
HEMELSDAEL	MARINE	CERFONTAINE
KADDOUR	HAZAD	MAUBEUGE
LEGER	NATACHA	LAXOU
LIGET	KEVIN	NANCY
LOMBARDET	THIBAUT	LUDRES
LOUCHART	PHILIPPE	WATTIGNIES LA VICTOIRE
MADOUX	SYLVIE	WILLEMS
RUGGERI	YANN	CATTENOM
VANDESOMPELE	JONATHAN	ROUBAIX

**SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE**

**A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES EN PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N°50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture et notamment son article 4 ;

VU le décret N°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N°70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;

VU le décret N°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n°511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2003 accordant délégation de signature à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction des actions interministérielles ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 5 alinéa 1 de l'arrêté N° 03.BODE.27 du 7 octobre 2003 est modifié comme suit :

**Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique :**

\* M. Yann Négro, attaché,

\* Mme Dorine Grave, attaché,

\* Mme Laurence Piekarski, attaché

\* Mlle Thérèse Brun, secrétaire administrative de classe exceptionnelle

**ARTICLE 2 :** L'article 5 alinéa 2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau de la programmation et des fonds européens :**

\* Mme Monique Colire, attaché, chef du bureau de la programmation et des fonds européens,

\* Mme Frédérique Bello-Laplanche, attaché,

**ARTICLE 3 :** L'article 5 alinéa 3 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau des Finances de l'Etat :**

\* M. Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau des finances de l'Etat  
ou, en son absence,

\* Mme Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale,

\* Mme Favre Dominique, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**ARTICLE 4 :** L'article 7 alinéa 2 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau de la programmation et des fonds européens :**

\* Mme Michèle Wiss,

\* Mlle Françoise Chaudron,

\* Mme Martine Gillet,

\* Mme Gisèle Mansuy,

\* M. Stéphane Blaise,

\* Mme Marie-Claire Got.

**ARTICLE 5 :** L'article 7 alinéa 4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville :**

\* Mme Dominique Demangeon,

\* M. Frédéric Demangeon

\* Mlle Virginie Andrews,

\* Mme Marthe Badie,

\* Mme Sophie Mulot,

\* M. Angelo Curto.

\* Mlle Virginie Arnould

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 2 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL DE DELEGATION DE POUVOIRS

**A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS,  
CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

VU l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°64-1278 du 23 décembre 1964 créant l'Office national des forêts ;

VU l'article R.134-9 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les départements ;

VU le rapport de M. le Directeur départemental de l'Office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de pouvoirs est donnée à :

- M. MULLER Gérard, Ingénieur divisionnaire des Travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts

afin de présider la vente par adjudication publique sur soumission de bois sur pied du jeudi 15 avril 2004 à Velaine-en-Haye (54840)

**ARTICLE 2 :** M. le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office national des forêts, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 5 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES****PREMIER BUREAU****ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE BEY-SUR-SEILLE  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**AR R E T E**

**Article 1.:** Les objets mobiliers ci- après désignés, appartenant à la commune, sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Bey-sur-Seille. Eglise Saint Etienne**

- La fuite en Egypte, toile signée Eugène Feyen, datée 1846 et son cadre, bois doré, vers 1846 ;
- Maître-autel, gradin, tabernacle, exposition, pierre blanche dorée en partie, mosaïque, colonnettes en marbre, vers 1925 ;
- Les quatre statuettes des Evangélistes provenant de la chaire à prêcher, bois décapé, du XIXe siècle.

**Article 2.:** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Bey-sur-Seille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au clergé affectataire des objets concernés, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication  
3, rue de Valois - 75042 PARIS
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles  
6, place de Chambre - 57045 METZ CEDEX
- Mme la directrice des archives départementales
- M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle  
81, rue de Badonviller - 54000 NANCY

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A LA COMMUNE DE GYE  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**AR R E T E**

**Article 1.:** L'objet mobilier ci- après désigné, appartenant à la commune, est inscrit sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Gye. Eglise Saint Mansuy**

- Cloche en bronze datée de 1682 et provenant de Lucey.

**Article 2.:** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Gye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au clergé affectataire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Mme la directrice des archives départementales
- M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE NOMENY  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoir des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1.:** Les objets mobiliers ci- après désigné, appartenant à la commune, sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Nomeny. Eglise Saint Etienne**

- Bénitier en pierre du XIIe siècle et son pied en pierre du XXe siècle ;

**Mur du cimetière**

- Vierge de pitié, groupe en pierre avec traces de polychromie du XVe ou du XVIe siècle.

**Article 2.:** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Nomeny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au clergé affectataire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication

- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles

- Mme la directrice des archives départementales

- M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A L'ASSOCIATION DIOCESAINE  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoir des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1.:** L'objet mobilier ci- après désigné, appartenant à l'association diocésaine, est inscrit sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Saxon-Sion. Basilique Notre-Dame de Sion**

- Ornement dit de la Victoire, comprenant une chape, une chasuble, une dalmatique, une tunique, deux étoles et deux manipules, vers 1915.

**Article 2.:** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et Mme le Maire de Saxon-Sion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'association diocésaine, au clergé affectataire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication

- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles

- Mme la directrice des archives départementales

- M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A L'ASSOCIATION DIOCESAINE  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoir des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,



## A R R E T E

**Article 1.:** Les objets mobiliers ci-après désignés, appartenant à l'Association Diocésaine, sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Saxon - Sion. Basilique Notre Dame de Sion****Bannières des litanies de la Vierge, datées 1944**

- 01 Bannière MATER CREATORIS,  
offerte par la paroisse d'Art sur Meurthe
- 02 Bannière MATER CHRISTI,  
offerte par la paroisse de Frémonville
- 03 Bannière REGINA ORIGINALI CONCEPTA SINE LABE,  
offerte par les Oblats de Marie Immaculée
- 04 Bannière REFUGIUM PECCATORUM,  
offerte par l'hôpital St François de Saint Nicolas de Port
- 05 Bannière SEDES SAPIENTIAE,  
offerte par le collège de la Malgrange
- 06 Bannière VIRGO FIDELIS,  
offerte par la paroisse de Bouxières aux Chênes
- 07 Bannière TURRIS DAVIDICA,  
offerte par les paroisses de Chaouilley et Etrevail
- 08 Bannière VIRGO CLEMENS,  
offerte par les paroisses de Forcelles Saint Gorgon et Vroncourt
- 09 Bannière VIRGO POTENS,  
offerte par les paroisses de Benney et Saint Remimont
- 10 Bannière MATER BONI CONSILII,  
offerte par la paroisse de Bayon
- 11 Bannière MATER INTERMEDITA,  
offerte les paroisses de Rozelieures, Saint Boingt et Vennezey
- 12 Bannière MATER INVIOLETA,  
offerte par la paroisse de Blainville sur l'Eau
- 13 Bannière REGINA APOSTOLORUM,  
offerte par la paroisse de Frolois
- 14 Bannière REGINA SANCTORUM OMNIUM,  
offerte par les paroisses de Maidières et Montauville
- 15 Bannière REGINA ANGELORUM,  
offerte par les paroisses de Férocourt, Grimmonviller et Pulney
- 16 Bannière REGINA CONFESSORUM,  
offerte par le doyenné d'Einvill
- 17 Bannière MATER SALVATORIS,  
offerte par la paroisse de Vandelévill
- 18 Bannière VIRGO PRAEDICANDA,  
offerte par les paroisses de Pulligny et Autrey
- 19 Bannière MATER CASTISSIMA,  
offerte par la paroisse d'Heillecourt
- 20 Bannière CONSOLATRIX AFFLICTORUM,  
offerte par la paroisse de Ruvill devant Bayon
- 21 Bannière MATER PURISSIMA,  
offerte par la paroisse d'Houdemont
- 22 Bannière VIRGO PRUDENTISSIMA,  
offerte par la paroisse de Laloef
- 23 Bannière MATER AMABILIS,  
offerte par le doyenné de Gerbéviller
- 24 Bannière VAS SPIRITUALE,  
offerte par les paroisses de Thorey et Dommarie - Eulmont
- 25 Bannière SANCTO VIRGO VIRGINUM,  
offerte par la paroisse de Vaudémont
- 26 Bannière MATER CREATORIS,  
offerte par le doyenné d'Arracourt
- 27 Bannière REGINA MARTYRUM,  
offerte par le doyenné de Badonviller
- 28 Bannière REGINA VIRGINUM,  
offerte par la paroisse de Bagneux
- 29 Bannière REGINA PATRIARCHARUM,  
offerte par la paroisse de Dieulouard
- 30 Bannière AUXILIUM CHRISTIANORUM,  
offerte par les paroisses de Favières, Battigny, Saulxerotte et Gélaucourt
- 31 Bannière MATER ADMIRABILIS,  
offerte par la paroisse de Fléville
- 32 Bannière TURRIS EBURNEA,  
offerte par les paroisses de Forcelles Sous Gugney et Bouzanville
- 33 Bannière REGINA PACIS,  
offerte par la France
- 34 Bannière MATER DIVINAE GRATIAE,  
offerte par la paroisse de Gogney
- 35 Bannière DOMUS AUREA,  
offerte par les paroisses de Gugney, Courcelles et Fraignes

- 36 Bannière SANCTA MARIA,  
offerte par l'Ecole privée des garçons et la paroisse de Joeuf
- 37 Bannière REGINA ROSARII SACRATISSIMA,  
offerte par le Grand Sauvoy
- 38 Bannière SALUS INFIRMORUM,  
offerte par l'Hôpital central de Nancy
- 39 Bannière AD JESUM PER MARIAM,  
offerte par les paroisses de Nancy
- 40 Bannière VAS INSIGNE DEVOTIONIS,  
offerte par les religieuses du diocèse
- 41 Bannière CAUSA NOSTRAE LAETITIAE,  
offerte par l'union catholique des malades
- 42 Bannière SPECULUM JUSTITIAE,  
offerte par le doyenné de Nomeny
- 43 Bannière STELLA MATUTINA,  
offerte par la paroisse de Pagny-sur-Moselle
- 44 Bannière ROSA MYSTICA,  
offerte par la paroisse de Rosières-aux-salines
- 45 Bannière VIRGO VENERANDA,  
offerte par la paroisse de Ruppes
- 46 Bannière SANCTA DEI GENITRIX,  
offerte par la paroisse de Saxon-Sion
- 47 Bannière FOEDERIS ARCA,  
offerte par les paroisses de Vandières et Norroy
- 48 Bannière VAS HONORABILE,  
offerte par une famille sauvée

Saxon-Sion. Bannières diverses

- A Bannière *CŒUR DE JESUS, SAUVEZ LA FRANCE*,  
offerte par la Légion St Longin de Nancy et la paroisse du Sacré Cœur  
velours rouge brodé, fils de soies de couleur et métal, vers 1939-1940 ?
- B Bannière *GLOIRE AU DIEU DES ARMEES*,  
offerte par la paroisse de Strasbourg ( ? ), toile de coton peinte  
sur une face, vers 1918
- C Bannière au bateau,  
offerte par la paroisse du Rosières aux Salines, velours rouge brodé,  
fils de soies de couleur et métal, vers 1870-1900, fin XIXe
- D Bannière de la Vierge à l'Alérion,  
offerte par la paroisse de Leyr ; velours rouge brodé, fils de soies  
de couleur et métal, vers 1939 - 1940
- E Deux bannières, « *Mère très bonne / Trésor du pays* »  
(don anonyme) reste d'un ensemble de trois pièces de tissu brodé,  
fils de soies de couleur et métal, vers 1920 ?
- F Bannière de Saint Nicolas,  
offerte par la paroisse du Saint Nicolas de Port; tissu vert brodé,  
fils de soies de couleur et métal, vers 1920 ?
- G Bannière *Tiers Ordre de saint François d'Assise*,  
offerte par les Tiercelins de Nancy ; velours brun brodé, fils de  
soies de couleur et métal, vers 1903
- H Bannière *Reconnaissance*,  
offerte par la paroisse de Réhainviller ; velours bleu brodé, fils de  
soies de couleur et métal, vers 1925 ?
- I Bannière de l'Immaculée Conception,  
offerte par la paroisse de Maron ; satin brodé, fils de  
soies de couleur et métal, vers 1919
- J Bannière *CN'ATEUT-ME PO TOJO*,  
offerte par les paroisses de Metz ; satin brodé, fils de  
soies de couleur et métal, vers 1920
- K Bannière "*Reconnaissance à Notre Dame de Sion*"  
offerte par une famille d'Ogéville ; tissu brodé, fils de soies de  
couleur et métal, vers 1920
- L Bannière *de l'Immaculée Conception*,  
offerte par la paroisse de Baccarat ; velours vert brodé, fils de  
soies de couleur et métal, vers 1930 ?
- M Bannière « *Marie priez pour nous* »,  
(don anonyme) tissu brodé, fils de soies de couleur et métal,  
première moitié XXe
- N Bannière à la *Vierge à l'Enfant allaitant*,  
offerte par la paroisse de Vandoeuvre ; toile brodée, peinture à  
l'huile, fils de soies de couleur et métal, vers 1945
- O Bannière *A Notre Dame de Sion*,  
offerte par la paroisse de Crevéchamps ; Satin, fils de soies de  
couleur et métal, vers 1920 - 1930 ?
- P Bannière *Nous nous consacrons à Marie*,  
offerte par la paroisse de Pierre la Treiche ; coton, satin, fils de  
soies de couleur et métal, 1898

- Q Bannière à deux cœurs rayonnant (sans revers),  
don anonyme ; damas, fils d'or, XIXe ?
- R Bannière *Christ prêchant* et *Immaculée Conception*,  
don anonyme ; tissu, fils de soies de couleur et métal, vers 1920 -1930 ?

**Article 2.:** Le présent arrêté sera notifié à Madame le maire de Saxon-Sion, au clergé affectataire et à l'association diocésaine de Nancy propriétaire, qui sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication  
3, rue de Valois - 75042 PARIS
  - M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles  
6, place de Chambre - 57045 METZ CEDEX
  - Mme la directrice des archives départementales
  - M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle  
81, rue de Badonviller - 54000 NANCY
- NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT INSCRIPTION D'OBJETS MOBILIERS APPARTENANT A LA COMMUNE DE VEZELISE  
SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE A LA LISTE DES OBJETS MOBILIERS CLASSES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;  
Vu les circulaires ministérielles n° 1666, 736 et 289 des 21 octobre 1971, 6 juillet 1973 et 25 février 1974 relatives à l'application de la Loi et des décrets susvisés;  
Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu l'arrêté du 11 juillet 2001 portant composition de la Commission Départementale des Objets Mobiliers;  
Vu l'avis de la Commission Départementale des Objets Mobiliers du 26 février 2004;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1.:** Les objets mobiliers ci- après désignés, appartenant à la commune, sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**Vézelise. Eglise Saint Côte et Saint Damien**

- Ensemble des bancs en bois ciré et fonte, par la fonderie de Tusey ( Meuse ), 1868 ;
- Deux bénitiers, fonte, par la fonderie de Tusey, 1868 ;
- Sainte Thérèse, statue d'applique en pierre polychrome, sa console, signée Henri Charlier, XXe siècle et son décor en fer forgé et cuivre repoussé par les ateliers de Jean Prouvé, vers 1925.

**Article 2.:** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Vézelise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au clergé affectataire des objets concernés, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication  
3, rue de Valois - 75042 PARIS
  - M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles  
6, place de Chambre - 57045 METZ CEDEX
  - Mme la directrice des archives départementales
  - M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle  
81, rue de Badonviller - 54000 NANCY
- NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 25 mars 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL Hello Toy's, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à la création d'une surface de vente de jouets de 1 000 m<sup>2</sup> de vente à FROUARD - ZAC du Saule Gaillard.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de FROUARD.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 25 mars 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA Desmazières, en qualité d'exploitante, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de vente de chaussures de 294 m<sup>2</sup> à l'enseigne CHAUSS'EXPO à HOMECOURT - ZAC des Hauts des Tappes portant la surface totale de vente à 594 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de HOMECOURT.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 25 mars 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI  
ROMI, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de vente de chaussures de 185 m<sup>2</sup> à l'enseigne CHAUSS'EXPO à PONT A  
MOUSSON portant la surface totale de vente à 605 m<sup>2</sup>

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT A MOUSSON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-  
ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**TROISIEME BUREAU**

**COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES  
POUR LES MARCHES PASSES PAR LA PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant  
règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment ses articles 20 et 21;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et  
sa circulaire d'application du 12 juillet 1982 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour  
son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 5 février 2002 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés financés sur le budget de la  
justice, 8 février 2002 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés financés sur le budget de la justice et du 10 septembre  
2002 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés financés sur le budget de l'intérieur ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les arrêtés préfectoraux des 5 février, 8 février et 10 septembre 2002 susvisés sont annulés

**ARTICLE 2 :** Est créée, dans le département de Meurthe et Moselle, une commission d'appel d'offres pour la passation des marchés de travaux, de  
fournitures ou de services pour lesquels le préfet exerce la mission de personne responsable des marchés et d'ordonnateur secondaire des dépenses de ces  
marchés ;

**ARTICLE 3 :** La commission d'appel d'offres est composée comme suit :

**A) Membres avec voix délibérative pour tous marchés:**

1) Le préfet ou son représentant, président.

2) M. le chef du bureau des finances de l'Etat ou son représentant.

**1) En ce qui concerne les marchés de travaux et de prestations intellectuelles qui y sont rattachés**

**a) financés sur les crédits du ministère de la justice**

3) M. le magistrat délégué à l'équipement ou son représentant ou le directeur de la direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse en ce  
qui concerne ce service

4) Le représentant du conducteur d'opération (antenne régionale de l'équipement du ministère de la justice à Strasbourg ou direction départementale de  
l'équipement, selon les marchés)

5) Un représentant du service utilisateur

**b) financés sur les crédits du ministère des finances (services du Trésor)**

3) Le trésorier payeur général ou son représentant

4) Le conducteur d'opération ou une personne des services techniques de la trésorerie générale

6) une personne du service personnel et matériel

7) Un représentant de la direction régionale des douanes pour les travaux concernant l'Hôtel des finances

**c) financés sur les crédits du ministère de l'intérieur ou des services du premier ministre et de la Direction Générale de l'Administration et de la  
Fonction Publique**

3) Le conducteur d'opération ou son représentant

4) Le chef du bureau du personnel et du budget ou son représentant

5) Le chef du service de l'organisation et des moyens ou son représentant

6) Le chef du bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine pour les travaux à la préfecture ou dans les sous-préfectures

ou un représentant de chaque service utilisateur en ce qui concerne les travaux à la cité administrative

**2) En ce qui concerne les marchés de fournitures ou de services**

**a) financés sur les crédits du ministère de la justice**

3) Le chef du service administratif régional de la justice ou son représentant,

ET (en cas de marché commun aux deux services)

le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse ou son représentant.

4) Une personne chargée de la gestion du budget sur lequel sont imputées les dépenses du marché

**b) financés sur les crédits du ministère des finances (services du Trésor)**

3) Le trésorier payeur général ou son représentant au titre d'utilisateur du marché

4) une personne du service personnel et matériel de la trésorerie générale

5) Un représentant de la direction régionale des douanes pour les travaux concernant l'Hôtel des finances

**c) financés sur les crédits du ministère de l'intérieur**

4) Le chef du bureau du personnel et du budget ou son représentant pour les marchés de la préfecture et des sous-préfectures  
OU

le responsable de la gestion du budget de chaque service concerné pour les autres services ( police et sécurité civile)

**B) Membres avec voix consultative pour tous marchés**

1) Monsieur le directeur de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant ;

2) Monsieur le trésorier payeur général ou son représentant en sa qualité de comptable des dépenses du marché.

3) le maître d'œuvre ou son représentant pour les marchés de travaux

**ARTICLE 4** : Le président peut en outre désigner par convocation d'autres personnes en raison de leur compétence dans la matière faisant l'objet de la consultation, notamment un responsable du dossier pour répondre à toutes les questions techniques.

**ARTICLE 5** : Le secrétariat de la commission est assuré par une personne du service du gestionnaire du marché, (service utilisateur)

**ARTICLE 6** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et Monsieur le trésorier payeur général, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**QUATRIEME BUREAU****ARRETE PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A TONNOY (54)**

LE PREFET de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;

Vu les articles L313-1 et suivants du code de l'action sociale et de la famille ;

Vu la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation de la justice ;

Vu le décret n° 2003 - 1135 du 26 novembre 2003 relatif à la procédure de création, de transformation ou d'extension des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu le cahier des charges de la Protection Judiciaire de la Jeunesse concernant la création et le fonctionnement des Centres Educatifs Fermés ;

Vu la demande présentée par l'Association R.E.A.L.I.S.E, sise 1, rue du Vivarais - 54519 Vandoeuvre, en vue de la création d'un Centre Educatif Fermé de 10 places destiné à recevoir des mineurs confiés par l'autorité judiciaire, le dossier ayant été considéré complet le 20 août 2003 ;

Vu les conclusions du rapport et l'avis favorable émis par le C.R.O.S.S lors de sa séance du 16 octobre 2003 ;

Considérant :

- La qualité du projet eu égard à la réponse qu'il apporte à la prise en charge des mineurs délinquants et aux éléments de qualité du dossier, notamment les conditions d'éducation et de sécurité du centre ainsi que les modalités permettant d'assurer la continuité du service et l'accompagnement éducatif ;

- L'opportunité du projet ;

- Les garanties techniques, financières et morales présentées par le demandeur ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**Article 1** - L'Association R.E.A.L.I.S.E, sise 1, rue du Vivarais - 54519 Vandoeuvre, est autorisée à créer un Centre Educatif Fermé d'une capacité de 10 places, situé à Tonnoy (54), et destiné à recevoir des mineurs âgés de 16 à 18 ans, confiés par autorité judiciaire au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante.

**Article 2** - Le but du Centre Educatif Fermé est de permettre à des mineurs délinquants en grandes difficultés sociales de bénéficier de programmes d'activités intensifs (scolarité, activités pédagogiques et sportives) et d'un encadrement éducatif permanent.

**Article 3** - L'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté ne prendra effet qu'après qu'il aura été satisfait au contrôle de conformité dans les conditions prévues à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Préfet.

**Article 5** - Les caractéristiques du service seront répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS)

**Article 6** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 février 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PORTANT HABILITATION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME A TONNOY (54)**

LE PREFET de Meurthe-et-Moselle  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 modifiée, relative à l'enfance délinquante ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L 313-10 et L 313-20 ;

Vu la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 d'orientation et de programmation pour la justice ;

Vu le décret n° 88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu le décret n° 88-949 du 6 octobre 1988 modifié par le décret n° 2003-180 du 5 mars 2003 relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés, auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs ou l'exécution de mesures les concernant ;

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 4 février 2004 portant autorisation de création d'un centre éducatif fermé sis à Tonnoy (54) ;

Vu la demande en date du 26 novembre 2003 de l'association R.E.A.L.I.S.E dont le siège social est situé 1, rue du Vivarais à Vandoeuvre (54 519), en vue d'obtenir l'habilitation prévue à l'article L 313-10 du code de l'action sociale et des familles, pour le centre éducatif fermé situé à Tonnoy (54) ;

Vu les engagements pris par le demandeur pour garantir les conditions d'éducation et de sécurité ainsi que la continuité du service ;

Vu l'avis de Monsieur le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy, en date du 31 décembre 2003 ;

Vu l'avis de Monsieur le vice-président chargé des fonctions de juge des enfants au tribunal de Nancy, en date du 25 février 2004 ;

Vu l'avis de Monsieur l'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle, en date du 18 décembre 2003 ;

Vu l'avis de Monsieur le directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle en date du 17 décembre 2003 ;

Vu l'avis de Monsieur le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, en date du 17 mars 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**Article 1 :** Le centre éducatif fermé situé à Tonnoy (54) géré par l'association « R.E.A.L.I.S.E » est habilité à recevoir, en internat, 10 garçons, âgés de 16 à 18 ans placés sous l'autorité judiciaire au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante et faisant l'objet soit d'un contrôle judiciaire soit d'un sursis avec mise à l'épreuve et dont les conditions d'éducation et de séjour sont préconisées à l'article 22 de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002.

**Article 2 :** La présente habilitation est accordée pour une période de 5 ans à compter de sa notification et renouvelable dans les conditions fixées par le décret du 6 octobre 1988 susvisé.

**Article 3 :** Le représentant légal de l'association « R.E.A.L.I.S.E » devra faire connaître au directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse tout projet modifiant la capacité d'accueil de l'équipement habilité, le lieu de son implantation, les conditions d'éducation et de séjour des mineurs confiés et, d'une manière générale, tout changement pouvant avoir une incidence sur la nature ou le champ d'application de la présente habilitation.

Le représentant légal de l'association « R.E.A.L.I.S.E » devra également faire connaître au directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse toute modification des organes de direction de la personne morale gestionnaire de l'établissement habilité, ainsi que tout recrutement de personnel affecté à l'établissement habilité.

Il s'engage également à faire une évaluation des prestations qu'il délivre conformément à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au président de l'association « R.E.A.L.I.S.E ».

NANCY, le 24 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### CINQUIEME BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE POUR LA MISE EN ESSAI DE LA STATION D'EPURATION DE NEUVES-MAISONS

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la directive européenne n° 91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, notamment le livre Ier, titre III, chapitre I et II concernant la conservation et la gestion du domaine public fluvial ;

Vu le Code du domaine de l'Etat et notamment les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57, A.12 à A.19 et A.26 à A.29 ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée ;

Vu le décret du 6 février 1932 modifié, portant règlement général de la police de la navigation intérieure (art.63) et le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié ;

Vu le décret n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994, modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, et son arrêté modificatif du 3 juin 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mars 1998 définissant le périmètre de l'agglomération de NEUVES-MAISONS ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet Coordonnateur de bassin le 15 novembre 1996 ;

Vu le dossier présenté par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon, ci-après désigné par le pétitionnaire ;

Vu la demande exprimée par le pétitionnaire pour une autorisation de mise en essai de la station d'épuration de NEUVES-MAISONS ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Meurthe-et-Moselle en date du 4 mars 2004 ;

Considérant qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

#### A R R E T E

##### Article 1 : Objet de l'autorisation

Les ouvrages d'assainissement collectif des communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL sont autorisés au titre des articles L.214-1 et L.214-6 du Code de l'environnement et des décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 de la loi sur l'eau.

Ils correspondent à la définition des rubriques suivantes du décret n° 93-743 :

Désignation des activités	Rubrique	Régime
- station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur ou égal à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5-1-0	Autorisation
- déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur ou égal à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5-2-0	Autorisation
- rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit mais inférieure à 10 000 m <sup>3</sup> /j et à 25 % du débit	2-2-0	Déclaration

La présente autorisation, délivrée au titre de la police de l'eau, ne vaut pas autorisation d'occupation pour la partie des installations située sur le domaine public fluvial pour laquelle une convention devra être conclue avec Voies Navigables de France.

Cette autorisation est délivrée à titre temporaire pour une durée de six mois, en application de l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993. Elle concerne la mise en essai de la station d'épuration de NEUVES-MAISONS présentant les caractéristiques suivantes :

- site : sur le ban des communes de NEUVES-MAISONS et PONT-SAINT-VINCENT
- capacité : 30 000 équivalent-habitants
- filière de traitement : épuration biologique type boues activées en aération prolongée
- lieu de rejet : en rive droite de la Moselle

Les niveaux de rejet à atteindre sont les suivants :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO <sub>5</sub>	25 mg/L	90 %
DCO	100 mg/L	75 %
MES	30 mg/L	90 %
NKj	10 mg/L	75 %
NH <sub>4</sub>	10 mg/L	75 %
Ntotal	15 mg/L	70 %
Ptotal	2 mg/L	80 %

Par temps sec, les exigences ci-dessus sont à respecter en concentration et en rendement.

Par temps de pluie, les exigences se limitent au respect d'un critère : concentration ou rendement.

L'autosurveillance des rejets et des sous-produits sera organisée conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1994 et selon les fréquences définies ci-après :

• cas n° 1 : pour une charge brute de pollution organique reçue par la station comprise entre 120 et 600 kg/j de DBO<sub>5</sub> :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	N Kjeldahl	NH <sub>4</sub>	NO <sub>2</sub>	NO <sub>3</sub>	Pt	BOUES quantité et matière sèche
Fréquence Des Mesures	365	24	12	24	12	12	12	12	12	24

• cas n° 2 : pour une charge brute de pollution organique reçue par la station supérieure à 600 kg/j de DBO<sub>5</sub> :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	N Kjeldahl	NH <sub>4</sub>	NO <sub>2</sub>	NO <sub>3</sub>	Pt	BOUES quantité et matière sèche
Fréquence Des Mesures	365	52	12	52	12	12	12	12	12	24

Les modalités d'élimination des boues seront conformes à la réglementation.

Dans le cas où l'épandage agricole serait retenu, le pétitionnaire a l'obligation de déposer à cet effet un dossier de déclaration au titre de la rubrique 5-4-0 du décret nomenclature du 29 mars 1993.

#### **Article 2 : Voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois qui suit sa notification.

#### **Article 3 : Exécution de l'arrêté préfectoral**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon, MM. les maires des communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse, M. le Directeur Interrégional de la Navigation du Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 19 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

### ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE DU 22 SEPTEMBRE 2003 AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE PETINPRES DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 80 A REMEREVILLE

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU les décrets n°93-742 et 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 Mars 1993 ;

VU le décret n°82-389 du 10 Mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2003 autorisant le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à effectuer des travaux intéressant le lit du ruisseau de Péтинpres dans le cadre de la reconstruction du pont RD 80 à REMEREVILLE ;

VU la demande présentée le 10 mars 2004 par M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis en date du 22 mars 2004 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

### A R R E T E

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET :**

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral susvisé, autorisant le Conseil Général à réaliser des travaux intéressant le lit du ruisseau de PETINPRES dans le cadre

de la reconstruction du Pont RD 80 à REMEREVILLE est modifié comme suit : « les travaux de réalisation sont prorogés d'un délai supplémentaire de six mois à compter de la notification du présent arrêté ».

**ARTICLE 2 - VOIES DE RECOURS :**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois, par le pétitionnaire à compter de la notification et de quatre ans, pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 3 - PUBLICATION ET EXECUTION :**

M. le Secrétaire général de la Préfecture de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

M. le Président du Conseil Général,

M. le Maire de la commune de REMEREVILLE,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de REMEREVILLE.

NANCY, le 26 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL  
POUR LA REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE MALZEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;

Vu le règlement local de publicité de la commune de MALZEVILLE en date du 15 décembre 1997 ;

Vu la délibération du 19 février 2003, par laquelle le conseil municipal de MALZEVILLE demande la constitution du groupe de travail, prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement, afin de réviser le règlement local de publicité et désigne les élus devant participer à ce groupe de travail ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2003 fixant la composition du groupe de travail institué pour la ville de MALZEVILLE ;

Vu la demande du 2 mars 2004 de la société CLEAR CHANNEL nommant M. Olivier CHAMPAGNEUR en remplacement de M. Didier de SAINTE MARIE, démissionnaire ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2003 qui fixe la composition du groupe de travail pour la révision du règlement local de publicité à MALZEVILLE est modifié comme suit :

**2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE**

**a) Représentants des entreprises de publicité :**

- M. Jean Claude CHARPENTIER, ENSEIGNES CHARPENTIER, BP 40705 -54064 NANCY Cedex,
- M. le Directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT 54180 HEILLECOURT ou son représentant,
- M. le Directeur de la société JC DECAUX 17 rue Soyser 92200 NEUILLY SUR SEINE ou son représentant,
- M. Olivier CHAMPAGNEUR société CLEAR CHANNEL 6, rue des drapiers 57070 METZ ou son représentant,
- M. Laurent THIVEL société PUBLIMAT 32 rue d'Essey les Nancy BP 105 54133 SAINT MAX Cedex.

Le reste sans changement.

**Article 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Maire de MALZEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes intéressées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LA COMPOSITION DU GROUPE DE TRAVAIL  
POUR L'ELABORATION D'UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE A GONDREVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes ;

Vu le décret n°80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévue à l'article L581-14 du code précité ;

Vu la délibération du 25 juin 2002 par laquelle le conseil municipal de GONDREVILLE demande la constitution du groupe de travail prévu à l'article L581-14 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 fixant la composition du groupe de travail institué pour la ville de GONDREVILLE ;

Vu la demande du 24 février 2004 de M. Stéphane HEGLY de la société SIGNAL & PUB qui souhaite intégrer le groupe de travail en remplacement de M. Philippe HEGLY de la société PUBLI SIGNAL démissionnaire ;

Vu la demande du 2 mars 2004 de la société CLEAR CHANNEL nommant M. Olivier CHAMPAGNEUR en remplacement de M. Didier de SAINTE MARIE démissionnaire ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 qui fixe la composition du groupe de travail pour l'élaboration d'un règlement local de publicité à GONDREVILLE est modifié comme suit :

**2 - MEMBRES AYANT VOIX CONSULTATIVE**

**b) Représentants des entreprises de publicité :**

- M. Laurent RENARD, TRB Enseignes 5, rue de la Forge 54740 BENNEY,
- M. le Directeur de la société AVENIR, 13 allée des peupliers ZI HOUEMONT 54180 HEILLECOURT ou son représentant,
- M. le Directeur de la société VIACOM OUTDOOR 17 rue de Marignan 75008 PARIS ou son représentant,
- M. Olivier CHAMPAGNEUR société CLEAR CHANNEL 6, rue des drapiers 57070 METZ ou son représentant,
- M. Stéphane HEGLY société SIGNAL & PUB 38 Grande rue 54200 PIERRE LA TREICHE.

Le reste sans changement.



**Article 2 :** M. le Secrétaire général de la préfecture, madame la Sous Préfète de TOUL, monsieur le maire de GONDREVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacune des personnes intéressées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.  
NANCY, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE PREFECTORAL INTERDISANT LA PECHE SUR LE RUISSEAU DU TREY

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le livre II, titre III du Code de l'Environnement relatif à la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles et notamment les articles R236-8 et R236-53 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande de M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique « La Gaule Pagnotine » ;

Vu l'avis en date du 12 février 2004 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ;

Vu l'avis en date du 11 mars 2004 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

Vu l'avis en date du 15 mars 2004 de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - En vue de la protection de la faune aquatique à l'étiage, la pêche est interdite, du 14 juin 2004 au 19 septembre 2004 inclus, sur le ruisseau du TREY, depuis la commune de VILCEY-SUR-TREY Lieu-dit « Le Pouillot » jusqu'à son confluent avec La MOSELLE, sauf sur la propriété de M. CHONE, Ferme de la Tuile sur une longueur de 300 m.

**ARTICLE 2** - La réserve sera dûment signalée par pancartes ou tout autre moyen.

**ARTICLE 3** - L'interdiction de pêche, dans la réserve ainsi instituée, n'est cependant pas opposable aux pêches extraordinaires exécutées en application du second alinéa l'article L 436-9 du Code de l'Environnement.

#### ARTICLE 4 -

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

MM. les Maires de VILCEY-SUR-TREY, VILLERS-SOUS-PRENY et VANDIERES ;

M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de MEURTHE & MOSELLE,

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique « La Gaule Pagnotine ».

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera affiché dès réception pendant un mois dans les mairies de VILCEY-sur-TREY, VILLERS-SOUS-PRENY et VANDIERES et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

NANCY, le 31 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

##### PREMIER BUREAU

##### CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU CLOS DE LA BERGERIE A GONDREVILLE

Au terme d'un acte sous seing privé reçu par maître PERSON le 27 décembre 2000, il a été créé une association syndicale libre, régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents.

Dénomination : l'association syndicale sera dénommée : Association syndicale du Clos de la Bergerie.

Durée : La durée de l'association syndicale est illimitée.

Siège social : le siège social de l'association est fixé provisoirement à Gondreville, rue de la Bergerie.

#### Objet :

Cette association syndicale a pour objet :

- La propriété, par tous moyens de droit et notamment par voie de dotation ou d'abandon, la garde, la gestion et l'entretien des terrains, ouvrages et aménagements d'intérêt collectif à l'usage de tous les habitants de l'ensemble immobilier, leur amélioration et la création de tous nouveaux aménagements d'intérêt collectif, le tout à l'exception de ceux cédés à la commune de Gondreville ou aux administrations et services publics intéressés ;
- Le maintien de l'harmonie architecturale de l'ensemble immobilier, de son affectation résidentielle, des avantages présentés par les constructions, les espaces libres, l'air, la lumière, la tranquillité et l'hygiène, sans que cela puisse interférer dans l'action de l'auteur du cahier des charges, de l'association syndicale ou de ses ayants-droits, telle qu'elle est précisée classe 1.1 dudit cahier des charges ;
- Le respect de l'exacte observation des servitudes, règles d'intérêt général, charges et conditions résultant du règlement de l'ensemble immobilier ;
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières, concourant aux objets ci-dessus définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.

Administration : l'association sera administrée par un comité syndical de 3 membres, élus pour trois ans lors de la première assemblée générale. De manière dérogatoire, la SARL TERBOIS, ayant son siège à PARIS, 10, 12, place Vendôme, assure provisoirement la présidence ainsi que les fonctions de secrétaire et de trésorier.

NANCY, le 22 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

##### DEUXIEME BUREAU

##### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 108

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;  
Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;  
Vu l'arrêté n° 108 du 3 août 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne NEW FORCE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, centre commercial « les Nations »;  
Vu les modifications intervenues dans la structure de l'entreprise (changement de gérant non déclaré en préfecture) ;  
Vu l'exploitation de cette entreprise sans autorisation préfectorale par Monsieur Gustinc WASANGA ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'arrêté n° 108 du 3 août 1998 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne NEW FORCE SECURITE, située à VANDOEUVRE LES NANCY, centre commercial « les Nations », est abrogé;

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Monsieur Gustinc WASANGA.  
NANCY, le 6 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE  
AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5214-27 et L 5721-1 et suivants;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 autorisant la création du syndicat départemental d'électricité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette ;  
VU la délibération en date du 23 décembre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette demande son adhésion au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la délibération en date 2 février 2004 par laquelle le bureau du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle accepte cette adhésion ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'adhésion de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

**ARTICLE 2** : - Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENVIRONNEMENT A BLAINVILLE ET DAMELEVIÈRES  
MODIFICATION STATUTAIRE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;  
Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu les articles L.5211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 janvier 1996 autorisant la création du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville - Damelevières ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 2003 modifiant l'article 7 des statuts ;  
Vu la délibération du comité syndical en date du 2 décembre 2003, décidant de revoir ses statuts (retrait des compétences collecte des déchets ménagers et assimilés, traitement par tout procédé respectant la législation en vigueur, et gestion de la déchetterie située entre Damelevières et Haussonville ; prise de la compétence "transport" dans la collecte et le traitement des eaux usées ; transfert du siège)  
Vu la lettre de consultation des communes membres, datée du 23 décembre 2003 ;  
Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :  
- Blainville sur l'eau, datée du 21 janvier 2004, reçue en sous préfecture le 27 janvier 2004  
- Damelevières, datée du 6 février 2004, reçue en sous préfecture le 16 mars 2004  
Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat intercommunal de l'environnement à Blainville Damelevières, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2003, donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre BALLOUX, Sous-Préfet de Lunéville ;

**AR R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

**Article 2 :** Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville et Monsieur le Président du Syndicat intercommunal de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les Maires des communes associées, à Monsieur le chef de Poste de la Trésorerie de Blainville sur l'eau, à Monsieur le Trésorier Payeur Général, et à Monsieur le Directeur des Archives Départementales. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNÉVILLE, le 18 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Jean-Pierre BALLOUX

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Lunéville.*

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

### ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'EXTENSION DES COMPETENCES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE LA VALLEE DE L'ESCH A L'ACCUEIL PERISCOLAIRE DES ENFANTS DU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1971 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de la vallée de l'Esch ;

VU la délibération du comité syndical du 27 novembre 2003 relative à l'extension des compétences du syndicat à l'accueil périscolaire des élèves ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de GEZONCOURT (4/3/04), GRISCOURT (13/3/04), MARTINCOURT (2/1/04), ROGÉVILLE (7/1/04).

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres d syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Les compétences du syndicat intercommunal scolaire de la vallée de l'Esch sont étendues à l'accueil périscolaire des enfants du regroupement pédagogique intercommunal, le matin avant la classe, le midi avec repas, et le soir après la classe.

**Article 2 :** Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du syndicat intercommunal scolaire de la vallée de l'Esch sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les maires de GEZONCOURT, GRISCOURT, MARTINCOURT, ROGÉVILLE et VILLERS-EN-HAYE. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 18 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

### ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1<sup>ER</sup> CYCLE DE TOUL

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 56214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 1966 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL ;

VU les délibérations du comité du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL en date des 22 mars, 8 novembre 2003 et 28 février 2004 relatives à la modification des statuts du syndicat ;

VU les délibérations des communes de :

ANDILLY.....	3/01/04	LAGNEY.....	6/02/04
AVRAINVILLE.....	2/02/04	LANEUVEVILLE DERRIERE FOU.....	12/02/04
BICQUELEY.....	27/01/04	LAY SAINT REMY.....	13/02/04
BLENOD-LES-TOUL.....	3/01/04	LUCEY.....	15/12/03
BOUCQ.....	0/1/04	MANONCOURT-EN-WOEVRE.....	30/01/04
BOUVRON.....	26/01/04	MANONVILLE.....	13/02/04
BRULEY.....	19/01/04	MENIL LA TOUR.....	26/01/04
BULLIGNY.....	6/02/04	MONT LE VIGNOBLE.....	27/02/04
CHARMES LA COTE.....	30/01/04	MOUTROT.....	29/1/04
CHAUDENEY SUR MOSELLE.....	02/01/04	NOVIAANT-AUX-PRES.....	1/03/04
CREZILLES.....	6/02/04	OCHEY.....	29/01/04
DOMEVRE EN HAYE.....	13/02/04	PAGNEY DERRIERE BARINE.....	19/01/04
DOMGERMAIN.....	30/01/04	PIERRE LA TREICHE.....	23/01/04
DOMMARTIN-LES-TOUL.....	9/02/04	ROYAUMEIX.....	5/01/04
FONTENOY SUR MOSELLE.....	5/02/04	SANZEY.....	27/01/04
FOUG.....	30/01/04	TOUL.....	4/02/04
FRANCHEVILLE.....	22/12/03	TREMBLECOURT.....	13/02/04
GONDREVILLE.....	27/01/04	TRONDES.....	9/01/04
GYE.....	8/01/04	VILLEY-LE-SEC.....	30/01/04
JAILLON.....	16/01/04	VILLEY-SAINT-ETIENNE.....	3/02/04

favorables à la modification statutaire ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er :** L'article 1<sup>er</sup> des statuts est modifié comme suit :

*"Le syndicat assure la gestion et le fonctionnement des services des œuvres d'intérêt commun, ainsi que l'édification et la gestion des constructions scolaires au niveau du 1<sup>er</sup> cycle. Il assure la gestion et le fonctionnement de restaurants scolaires du 1<sup>er</sup> cycle et peut intervenir sur demande des communes*

membres ou autres établissements publics, en qualité de prestataire de service pour la fourniture et/ou la livraison de repas aux écoles maternelles, primaires et aux centres de loisirs sans hébergement".

**ARTICLE 2** : La sous-préfète de Toul, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
TOUL, le 31 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### ARRETE ARH N° 57 D-136 DU 5 FEVRIER 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT INTERHOSPITALIER DE BLANCHISSERIE DE METZ

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 6132-1 à L 6132-8 et R 713-23-1 à R 713-2-19 ;

VU l'arrêté ARH n° 57 D-1012 du 1er octobre 2001 modifié portant création du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ ;

VU l'arrêté ARH n° 966 du 1<sup>er</sup> juillet 2003 portant élargissement du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ ;

VU l'arrêté ARH n° 57 D-1207 du 9 octobre 2001 modifié fixant la liste des membres du Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ ;

VU la délibération n° 12/2002 du Conseil d'Administration de la Maison de retraite Saint François d'Assise de PONT-à-MOUSSON en date du 27 septembre 2002 désignant son représentant au Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie ;

VU la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier François MAILLOT de BRIEY en date du 13 octobre 2003 désignant ses représentants au Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie ;

VU la délibération n° 03/09 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Saint Charles de TOUL en date du 26 mars 2003 désignant ses représentants au Conseil d'administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie ;

VU l'extrait du procès verbal de la réunion de la Commission Médicale d'Etablissement du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON dans sa séance du 14 avril 2003, fixant la composition nominative de ses membres ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Le nombre de représentants au Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ est fixé comme suit :

- Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE	12 représentants
- Centre Hospitalier de SARREBOURG	3 représentants
- Centre Hospitalier de BRIEY	3 représentants
- Centre Hospitalier Spécialisé de JURY	2 représentants
- Centre Hospitalier de TOUL	2 représentants
- Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON	1 représentant
- Centre Départemental de l'Enfance à METZ	1 représentant
- Etablissements de GORZE	1 représentant
- Maison de retraite St. François à PONT A MOUSSON	1 représentant

**Article 2** : La composition nominative du Conseil d'Administration du Syndicat Interhospitalier de Blanchisserie de METZ est fixée comme suit :

1	<u>Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE</u> Monsieur le Docteur Khalifé KHALIFE, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Marcel SCHMITT, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur le Docteur Robert STEMPFER, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur le Docteur Philippe LEMARIE, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Karim DRAZ, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Frédéric LIMOUZY fin du mandat le 9 octobre 2004 Madame Micheline TASCA, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Roland PINCK, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Jean-Jacques WECKER, fin du mandat le 1 avril 2006 Madame Elisabeth GLOAGUEN, fin du mandat le 26 mai 2006 Madame Roberte BOUR, fin du mandat le 1 avril 2006
2	<u>Centre Hospitalier de SARREBOURG</u> Monsieur le Docteur Léon-Charles DREYFUSS, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Camille ZIEGER, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Joseph KALCH, fin du mandat le 9 octobre 2004
3	<u>Centre Hospitalier de BRIEY</u> Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 28 octobre 2005 Monsieur François DIETSCH, fin du mandat le 13 octobre 2006
4	<u>Centre Hospitalier Spécialisé de JURY</u> Monsieur le Docteur Christophe SCHMITT, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 9 octobre 2004 Monsieur Pierre CERUTTI, fin du mandat le 9 octobre 2004
5	<u>Centre Hospitalier de TOUL</u> Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 26 mars 2006 Madame Denise ZIMMERMANN, fin du mandat le 26 mars 2006
6	<u>Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON</u> Monsieur le Docteur Jean-François ROBERT, Président de la Commission Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 9 octobre 2004
7	<u>Centre Départemental de l'Enfance à METZ</u> Monsieur Christian MEUNIER, fin du mandat le 9 octobre 2004

8	<u>Etablissements de GORZE</u> Madame Marie-Louise DIEBOLD, fin du mandat le 9 octobre 2004
9	<u>Maison de Retraite Saint François de PONT-A-MOUSSON</u> Madame Martine MAIRE, fin du mandat le 27 septembre 2005

**Représentant des pharmaciens des établissements de santé adhérents au syndicat**

Madame Marie-Béatrice CHRISTMANN fin du mandat le 4 avril 2005

**Représentant des personnels non médicaux**

Monsieur Roland ARNOULD, fin du mandat le 9 octobre 2004

Monsieur Joël CUTTE, fin du mandat le 9 octobre 2004

Madame Joëlle RUDOWSKI, fin du mandat le 9 octobre 2004

Monsieur Sébastien POCRY, fin du mandat le 29 octobre 2004

**Article 3 :** Les membres du conseil d'administration d'un syndicat interhospitalier sont désignés ou élus pour trois ans. Toutefois leur mandat prend fin si, avant l'expiration de cette période, ils cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés ou élus.

Lorsqu'un membre cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est pourvu dans le délai d'un mois à son remplacement. Dans ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

**Article 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de leur notification.

**ARRETE N° 1/2004 DU 25 MARS 2004 PORTANT DESIGNATION DES MEMBRES  
DU COMITE TECHNIQUE REGIONAL DE L'INFORMATION MEDICALE (COTRIM)**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION

VU la circulaire DH/PMI n° 48 du 11 décembre 1995, relative à la création des Comités Techniques Régionaux de l'Information Médicale (COTRIM) et à l'organisation des contrôles externes dans les établissements de santé dans le cadre du développement du PMI

VU la circulaire DH/PMI n° 366 du 3 juillet 2000, portant précisions relatives à la composition et au fonctionnement des Comités Techniques Régionaux de l'Information Médicale (COTRIM)

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** La composition du Comité Technique Régional de l'Information Médicale est fixée comme suit :

**Président :**

Monsieur le Professeur KOHLER

**Vice Président :**

Monsieur le Docteur KLEIN

**Médecins inspecteurs de santé publique :**

Madame le Docteur PIQUET

Madame le Docteur LINGK

Monsieur le Docteur TERMIGNON

Madame le Docteur PILON

**Médecins conseils :**

Monsieur le Docteur MELIN

Monsieur le Docteur ORDENER

Monsieur le Docteur RATAJCZAK

Monsieur le Docteur PARANT

**Médecins de DIM :**

Madame le Docteur de GASPERI

Madame le Docteur DELEAU

Monsieur le Docteur DURR

Madame le Docteur FRESSON

Madame le Docteur LACOUR

Monsieur le Docteur MOUGENOT

Monsieur le Docteur PELTIER

Madame le Docteur REVILLE

Monsieur le Docteur TERRIER

Monsieur le Docteur VERRA

**Directeurs d'établissements de santé :**

Madame JEANNE, représentant les établissements publics

Monsieur TEYSSIER, représentant les établissements privés non PSPH

Monsieur DUFRAISSE, représentant les établissements privés PSPH

**Directeur système d'information :**

Monsieur le Docteur MAYEUX

**Présidents de commission et conférence médicales : (C.M.E.)**

Madame DUFFAY représentant les présidents de CME des établissements publics

Monsieur le Docteur BLANCHOT représentant les présidents de CME des établissements privés non PSPH

Monsieur le Docteur BAILLE représentant les présidents de CME des établissements privés PSPH

**Union Régionale des Médecins Libéraux :**

Monsieur FRANCOISE

**Référents - Administration des données PMI :**

Madame JOLY - Etablissements sous dotation globale

Madame GIBSON - Etablissements sous objectif quantifié national

**Chargés de mission ARH :**

Monsieur JACQUOT

Madame le Docteur Odile de JONG

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié aux bulletins officiels de la Préfecture de Région Lorraine, des Préfectures de Moselle, de Meurthe et Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES****ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE DDASS / AES / N°79 MODIFIANT L'ARRETE N° 367 DU 9 DECEMBRE 2003 FIXANT POUR 2003  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE »  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 modifiée relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 78-478 du 29 mars 1978 relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n°2001-1085 du 20 novembre 2001 portant application de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 367 du 9 décembre 2003 fixant pour 2003 le forfait global et le forfait journalier de soins du budget annexe « maison de retraite » de l'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 367 du 9 décembre 2003 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :**

**N° FINESS (EJ) 54 001 9007**

- Forfait global de soins : 787 529,51 €

- Forfait journalier de soins : 18,26 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 22 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET****AMENAGEMENT FONCIER**

**ARRETE PREFECTORAL 04/061/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU PERIMETRE DE REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE SAINT CLEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau

VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la Route Nationale 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, publié au journal officiel du 29/04/2000 ;

VU les articles L. 123-24, R. 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 27/11/2002 ordonnant le remembrement de SAINT CLEMENT avec exclusion d'emprise et déterminant le périmètre de cette opération;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de SAINT CLEMENT dans sa séance du 25/11/2003;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 09/01/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 09/02/2004;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

Le périmètre de remembrement de SAINT CLEMENT défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27/11/2002 est modifié ainsi :

**Territoire de SAINT CLEMENT****Exclusion (zone emprise) :**

Section ZC : 50 - 58 - 59 - 62 - 63 - 70 - 71 - 94 - 135p2 - 136p2 - 180 - 206 - 209 - 212 - 214 - 216 - 218 - 220 - 222 - 224 - 226 - 228 - 230 - 232 - 234 - 236 - 238 - 240 - 242 - 245 - 248 - 251 - 254 - 257 -

**Extension (Vathiménil)**

Section A : 29p1 - 30p1 - 31 - 32 - 33p1 - 34p1 - 35 à 37 - 38p1 - 40p1 - 41p1 - 42p1 - 43 - 44 - 45p1 - 48 à 55 - 393p1

**ARTICLE 2**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, le maire de SAINT CLEMENT, le maire de VATHIMENIL, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général, à monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, à monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

NANCY, le 5 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE PREFECTORAL 04/081/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT  
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE MAIXE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la Loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'Eau ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 82.389 du 10 Mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 30/12/2000 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 10/10/2003 ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er**

Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

**Territoire de la commune de MAIXE :**

Sections : ZI - ZK - ZL - ZM - ZN - ZO - ZP - ZR - ZS - ZT - ZV

**Territoire de la commune de ANTHELUPT :**

Section YA

**Territoire de la commune de CREVIC :**

Sections YC - YD

**Territoire de la commune de DEUXVILLE :**

Sections YA - YB

**Territoire de la commune de EINVILLE AU JARD :**

Sections ZP - ZR

**ARTICLE 2**

Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de MAIXE le 1<sup>ER</sup> AVRIL 2004. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE, le Procès-Verbal.

**ARTICLE 3**

L'association foncière et/ou la commune de MAIXE est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

**ARTICLE 4 : RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 5 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Sous Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, Madame le Maire de MAIXE, Mesdames ou Messieurs les Maires de ANTHELUPT, CREVIC, DEUXVILLE, EINVILLE AU JARD, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; Monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

ARRETE D'APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (P.P.R.)  
DE MOUVEMENTS DE TERRAIN SUR LE TERRITOIRE DE AUTREVILLE-SUR-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 40.1 à 40.7 issus de la loi n° 95-101 du 2 février 1995,  
VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, notamment ses articles 7 et 8,  
VU les articles R.11-4 à R.11-13 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,  
VU le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ;  
VU l'avis du conseil municipal,  
VU l'avis de la chambre d'agriculture et l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété foncière,  
Sur le rapport du directeur départemental de l'Équipement,  
Sur la proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**Article 1er :** Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) de mouvements de terrain sur le territoire de la commune de Autreville-sur-Moselle est approuvé.

**Article 2 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux publiés dans le département.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Autreville-sur-Moselle pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois.

**Article 4 :** Des ampliations du présent arrêté seront adressées :

- au maire de la commune concernée
- au secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Nancy
- au chef du service instructeur des autorisations d'urbanisme

**Article 5 :** Le PPR approuvé sera tenu à disposition du public tant à la préfecture et à la direction départementale de l'Équipement qu'à la mairie de Autreville-sur-Moselle aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de Nancy, le directeur départemental de l'Équipement, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

NANCY, le 24 mars 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

## SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

## ARRETE 2004/DDE/201/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose de canalisation d'eau potable calorifugée en encorbellement sous l'ouvrage PS 6 supportant la RD570, au PR 9+890 de l'A33 pour la communauté urbaine du grand NANCY-service des eaux pour l'alimentation de la zac de Frocourt,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Les nuits du lundi 22 mars au mercredi 21 avril 2004 de 21h à 6h00, la circulation s'établit comme suit entre les PR 7+000 et 11+300:

**• phase 1 sens PARIS/STRASBOURG**

- Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens STRASBOURG/PARIS,
- Rabattement de la circulation de la voie lente sur la voie rapide dans le sens PARIS/STRASBOURG,
- Basculement de la circulation du sens PARIS/STRASBOURG sur la voie rapide du sens STRASBOURG/PARIS, par les ITPC du PR 9+260 et 10+120.

**• phase 2 sens STRASBOURG/PARIS**

- Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens PARIS/STRASBOURG,
- Rabattement de la circulation de la voie lente sur la voie rapide dans le sens STRASBOURG/PARIS,
- Basculement de la circulation du sens STRASBOURG/PARIS sur la voie rapide du sens PARIS /STRASBOURG, par les ITPC du PR 9+260 et 10+120.
- Fermeture de la bretelle NANCY/PARIS accès A330/A33 :
  - \* les usagers doivent emprunter la déviation suivante :
    - section courante de l'A330 sens NANCY/EPINAL jusqu'à l'échangeur de LUDRES,
    - bretelle NANCY/LUDRES de l'échangeur DE LUDRES,
    - rue Pasteur,
    - retour sur A330 par bretelle LUDRES ZI NANCY jusqu'au nœud autoroutier A33/A330,
    - bretelle EPINAL/PARIS, A33 direction PARIS par le basculement de la phase 2

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.



**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LUDRES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/202/CDER****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des Préfets, sous-préfets et Secrétaires Généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à une opération générale d'entretien sur le viaduc de la RN 52, contournement de LONGWY, section échangeur de MEXY - échangeur de LONGUYON (Pulventeux), entre les PR 14+128 et 18+247 ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du lundi 22 mars 2004 au jeudi 25 mars 2004, de 8h30 à 16h30, toute circulation est interdite sur la RN 52, entre les PR 14+128 (échangeur de MEXY) et 18+247 (échangeur de LONGUYON, dit du Pulventeux) et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II**

Durant la période indiquée à l'article I du présent arrêté, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

sortie LONGWY haut, puis RD 520: avenue de l'aviation (Croix de mission), avenue du général DE GAULLE, rue de METZ, rue A LABRO (LONGWY bas), avenue de TASSIGNY, rue de la Faïencerie jusqu'à l'échangeur de MEXY pour reprendre la RN 52, et ce dans les deux sens de circulation : ARLON/METZ et METZ/ARLON.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera assurée par schéma n°CF 115, ouverture B1+ KD42-panneaux KD21a, fournie, posée, entretenue et déposée par les subdivisions territoriales de l'équipement de LONGWY et d'AUDUN-LE-ROMAN.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur des services départementaux, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de MEXY, REHON et LONGWY, Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU, Monsieur le directeur du SMUR de LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est et Monsieur le directeur des archives départementales.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/203/CDER****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de mettre en place une protection spécifique au droit du chantier de la LGV Est européenne sur l'A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2007, la vitesse est limitée à 110 km/h sur l'A31 :

- dans le sens Dijon/Luxembourg du PR 280+400 au PR 281+700. La Bande d'Arrêt d'Urgence sur la section courante est réduite à 2,50m sur la zone de chantier. La voie rapide est réduite à 2,80m et est interdite aux poids lourds du PR 280+400 au PR 281+700.
- dans le sens Luxembourg/Dijon du PR 281+525 au PR 280+400. La Bande d'Arrêt d'Urgence sur la section courante est réduite à moins de 2,50m sur la zone de chantier. La voie rapide est réduite à 2,80m et est interdite aux poids lourds du PR 281+525 au PR 280+400.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**ARRETE 2004/DDE/205/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la Route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des Préfets, sous-préfets et Secrétaires Généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I- 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/202/CDER du 19 mars 2004;

Considérant la nécessité de procéder à une opération générale d'entretien sur le viaduc de la RN 52, contournement de LONGWY, section échangeur de MEXY - échangeur de LONGUYON (Pulventeux), entre les PR 14+128 et 18+247 ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n°2004/DDE/202/CDER du 19 mars 2004 est prolongé jusqu'au vendredi 26 mars 2004 de 8h30 à 16h30.

**ARTICLE II**

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur des services départementaux, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de MEXY, REHON et LONGWY, Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU, Monsieur le directeur du SMUR de LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est et Monsieur le directeur des archives départementales.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/206/CDSR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi d'orientation des transports intérieurs n° 82-1153 du 30 décembre 1982, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 83-816 du 13 septembre 1983 relatif au domaine confié à la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.), notamment son article 17 ;

Vu le décret du 14 mai 1996 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction d'une ligne nouvelle de chemin de fer à grande vitesse dite "TGV" Est européen entre PARIS et STRASBOURG;

Vu l'arrêté de M. le Ministre des Transports, en date du 5 juin 1984, modifié par l'arrêté du 5 octobre 2001 fixant à 300 000 euros, le montant de la valeur des immeubles dépendant du domaine public ferroviaire géré par la SNCF au-dessous duquel les décisions de déclassement de ces immeubles sont prononcées par le préfet ;

Vu la circulaire du 2 juillet 1984, relative à la gestion du domaine immobilier confié à la SNCF ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis sur la valeur vénale des biens, établi par la direction des services fiscaux, inspection domaniale, le 18 octobre 2002 ;

Vu le dossier présenté par la S.N.C.F. ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE I -**

Sont déclassés du domaine public ferroviaire en vue de son aliénation, l'ancienne maison de garde du passage à niveau n°19 de VANDIERES et son terrain attenants cadastrés sur la commune de VANDIERES SECTION A, lieu dit "Devant Moulon" n°526 pour 308m2, figurant sous teinte jaune au plan joint au présent arrêté.

**ARTICLE II -**

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de VANDIERES ;
- M. le directeur de la région SNCF de METZ-NANCY délégation infrastructure - agence immobilière régionale, 14 viaduc J.F. Kennedy - 54052 NANCY Cedex ;
- M. le président du conseil régional de Lorraine, direction infrastructures, Transports et Logistique à METZ ;
- M. le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle inspection domaniale ;
- M. le directeur des archives départementales de M. et M. ;
- préfecture (SOM) ;
- M. le président du conseil général, direction de la logistique, service patrimoine immobilier et assurances ;
- M. le chef de la subdivision de l'équipement de PONT A MOUSSON ;
- M. le chef de SERU/AJF.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/209/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réalisation de travaux de génie civil sur l'ouvrage d'art 450 au PR 273+650 de l'autoroute A31, sur le territoire de la commune d'ATTON ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE I**

La nuit du mercredi 14 au jeudi 15 avril 2004, de 21h à 6h00, la circulation s'établit comme suit entre les PR 274+950 et 270+800 :

**• dans le sens METZ/NANCY**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
- puis, la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY/METZ à 90 km/h,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement

**• dans le sens NANCY/METZ**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
- il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

Le basculement est effectif entre les ITPC du PR 273+950 au 271+800

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 2 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

## AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS

## ARRETE DDE/INF/04/5 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code l'aviation civile,  
VU le code du domaine de l'Etat,  
VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,  
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,  
Vu la demande en date du 30 septembre 2003 de Monsieur Jean-Pierre PICCA, Président de l'Association Aéromodèles club Doncourtois,  
VU l'avis de la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine en date du 28 janvier 2004,  
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,  
VU la décision du Directeur Départemental des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du 11 février 2004,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

L'Association Aéromodèles club Doncourtois, représentée par Monsieur PICCA Jean-Pierre, Président de l'Association, dénommé ci-après le bénéficiaire est autorisée à occuper temporairement une parcelle de terrain nu de 120 m<sup>2</sup> (sur laquelle est installé un bungalow de 16 m<sup>2</sup>) sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS pour la pratique d'activités d'aéromodélisme aux clauses et conditions définies ci-après.

**ARTICLE 2 :**

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour un usage aéronautique et plus particulièrement pour l'abri du matériel aéronautique.

**ARTICLE 3 :**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra de ce fait être retirée ou révoquée à tout moment en cas d'inexécution des conditions imposées, ce dont l'administration restera seule juge et ce, sans que le permissionnaire ne puisse prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel. Toutefois un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation, si ce changement est porté préalablement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la connaissance du Préfet.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire ne peut pas recourir au crédit-bail pour financer les constructions ou installations qu'il réalise et il ne peut pas non plus hypothéquer celles-ci.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le constat de sous-traité, devra être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

**ARTICLE 4 :**

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que le concessionnaire jugerait utile d'exercer.

**ARTICLE 5 :**

Etant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L. 34.1 à L.34.9 du Code du Domaine de l'Etat.

**ARTICLE 6 :**

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets des travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient alors au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc....) réglementaires.

**ARTICLE 7 :**

En cas de travaux, leur exécution sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

**ARTICLE 8 :**

L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

**ARTICLE 9 :**

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation pour les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particuliers de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

*Les évolutions des aéromodèles se dérouleront dans le secteur Nord de l'emprise aéronautique, comme indiqué sur le plan joint en annexe, et à une hauteur inférieure à 150m/sol, en évitant tout survol de la route départementale 13 h.*

**ARTICLE 10 :**

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, l'objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul et intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

**ARTICLE 11 :**

Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient, sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'Etat sur simple demande.

**ARTICLE 12 :**

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

**ARTICLE 13 :**

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de BRIEV**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 180 € (cent quatre vingt euros)**.

En cas de paiement tardif de la redevance, les intérêts moratoires, dont le tarif est fixé par décision du Ministre chargé des Finances et aligné sur le taux légal par décision ministérielle du 9 avril 1985, courront de plein droit (art. L.32 du Code du Domaine de l'Etat).

Il devra régler également **le droit de 10 € (dix euros)** prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat à la recette principale des impôts de BRIEV.

**ARTICLE 14 :**

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'Etat.

**ARTICLE 15 :**

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

**ARTICLE 16 :**

La durée de l'autorisation est fixée à **UN (1) AN** à compter du **1<sup>er</sup> avril 2004**.

**ARTICLE 17 :**

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un **préavis de Trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable ;
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire) ;
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée **de six (6) mois** ;
- en cas de non respect de la présente autorisation,
- en cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

**ARTICLE 18 :**

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai **de trois (3) mois** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

Si l'Etat accepte que les installations qui auraient été construites par le bénéficiaire ne soient pas enlevées, il ne saurait être tenu au versement d'une indemnité quelconque au profit de l'occupant.

**ARTICLE 19 :**

Le bénéficiaire, représenté par Monsieur PICCA Jean-Pierre, fait éléction de domicile :

Association Aéromodèles club Doncourtois

33 rue Pasteur

54780 GIRAUMONT

**ARTICLE 20 :**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
  - La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

NANCY, le 2 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME****LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

Vu l'article L 255-A du livre des procédures fiscales,

Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998,

Vu la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999,

**D E C I D E**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à :

Madame Katy Nancy, chef du service de l'Urbanisme et des Affaires juridiques par intérim à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004

à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les titres de recette individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales.

**Article 2 :** La présente décision prendra effet dès sa publication au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION  
ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES****ARRETE PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DE DEFENSE ET D'INFORMATION DU CONSOMMATEUR (ADIC)  
DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 411.1 A 422-3 ET R. 411.1 A 422.10  
DU CODE DE LA CONSOMMATION RELATIFS AUX ACTIONS EN JUSTICE DES ASSOCIATIONS****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la consommation, art. L.411.1 à 422-3 et R 411-1 à 422-10 ;

Vu l'arrêté du 21 juin 1988 relatif à l'agrément des organisations de défense des consommateurs ;

Vu la demande du 10 février 2004 de l'Association de Défense et d'Information du Consommateur (ADIC) ;

Vu l'avis favorable du Procureur Général près la cour d'appel de Nancy ;

Sur le rapport du directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'Association de Défense et d'Information du Consommateur (ADIC) est agréée pour exercer l'action civile dans le cadre des dispositions du code de la consommation, art. L. 411-1 à 422.3 et R 411-1 à 422-10.

**ARTICLE 2 :** Le présent agrément est accordé pour une période de 5 années, sous réserve de l'application des articles R 411-6 et R 411-7 du code de la consommation.

**ARTICLE 3 :** Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**NAVIGATION DU NORD-EST**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

**DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu le décret n° 60-1441 du 26.12.1960, modifié, portant statut de VNF, notamment l'article 27,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29.12.1990, modifiée

Vu l'arrêté du 18 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, chef du Service de la Navigation de Nancy,

Vu la décision du 21 mars 2002 portant délégation de signature à M. Didier CAUVILLE, Chef du Service de la navigation de Nancy.

Vu la décision du 1<sup>er</sup> octobre 2003, portant désignation d'ordonnateur secondaire,

**D E C I D E**

**Article 1 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au Chef de service, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été délégués par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Serge HECTOR, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Secrétaire Général par intérim, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures leur ont été délégués par décision susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE, Serge HECTOR et Bernard TERRANOVA, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER Ingénieur Divisionnaire des TPE, chef de l'arrondissement Entretien-Exploitation par intérim, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures leur ont été déléguées par décision susvisée.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'Arrondissement Développement, à effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
  - \* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
  - \* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
  - \* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)
- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 €.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 46 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux.
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance y compris d'équipements légers dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle au cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 08/01/1999,
  - \* passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération ;
  - \* passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de participations financières n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;
- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE et Michel COURTEAU, subdélégation est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE à l'effet de signer :

- Transactions prévues par l'article 44 du code du domaine public fluvial de la navigation intérieure lors d'infractions à :
  - \* interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage (art 62 du décret du 06 février 1932)
  - \* interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles (art 59-3 décret 06 février 1932)
  - \* interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports (art 29 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure)

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991.
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

- Les états établis en cas de défaut de déclaration de flotte ou de déclaration inexacte prévues par l'article 6 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié ; En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Didier CAUVILLE, Michel COURTEAU, Mme Michelle LAQUENAIRE, subdélégation est donnée à Mme Anne DIDIER, Responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du CRCE à NANCY pour signer les copies conformes.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Eau à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. Philippe THIRION, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Chef de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

**Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, subdélégation est donnée à M. TERRANOVA Bernard, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable mission prospective et management à l'effet de signer les actes suivants :

- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement.
- Passation des baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 €
- Passation des contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 €
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Certifications de copies conformes,
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués.
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, chef de Service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF, subdélégation est donnée à MM. les chefs d'unités comptables définis sur la liste 1, à effet de signer les actes suivants :

- Certifications de copies conformes

**Article 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, chef de Service de la navigation du Nord-Est, représentant local de VNF, subdélégation est donnée à Mme Françoise MARC, Attaché administratif, Conseiller juridique, à effet de signer les actes suivants :

- Certifications de copies conformes
- Passation de toutes commandes, conventions relatives aux études, fournitures et services dans la limite de 90 000 € HT
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par VNF y compris le contreseing des superpositions de gestion ;

**Article 8 :** Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

**Article 9 :** Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 13 février 2004

Le Directeur Interrégional,  
Didier CAUVILLE

Liste 1

LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES  
EN VIGUEUR AU 1<sup>er</sup> janvier 2004

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
001	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	T.S.P
005	Arrt EGT	N. LANCELOT	SA
006	Arrt Exploitation	J.L. HUMBERT	TSP TPE
007	Arrt Eau	N. HANY	SA
110	Subdivision BAR LE DUC	M. HATIER par intérim	TSC TPE

120	Subdivision VOID	M. HATIER	TSC TPE
130	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC TPE
140	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
150	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
210	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC TPE
220	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
230	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
240	Subdivision NANCY	J.F MORICEAU par intérim	ITPE
250	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF

## SUBDELEGATIONS

au 1<sup>er</sup> janvier 2004

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de Service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Secrétaire Général par intérim	I.D.T.P.E.		
B. TERRANOVA	Responsable mission prospective management	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
A. MAGNIER	Responsable arrt Exploitation par intérim	I.D.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt Eau	I.D.T.P.E.		
P. THIRION	Responsable arrt EGT	I.D.T.P.E.		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
M. HATIER	Responsable subdivision de VOID	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E		
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C		
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E		
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de NANCY par intérim	I.T.P.E		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E		
M. HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC par intérim	T.S.C		
J.C CHESNEAU	Responsable de la cellule Logistique	T.S.P		
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrt EGT	S. A		
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P		
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle		
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF		
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF		
F. MARC	Conseiller juridique	Attaché administratif		

**DELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ORDONNATEUR SECONDAIRE  
DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,  
DIRECTEUR INTERREGIONAL DE NAVIGATION DU NORD EST**

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu l'article 124 de la loi de finances n° 90-1168 du 29 décembre 1990 pour l'année 1991,  
Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France, notamment les articles 16 et 27.1,  
Vu le décret du 26 octobre 2001 nommant M. François BORDRY, président du conseil d'administration de Voies Navigables de France,  
Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant Didier CAUVILLE, directeur du Service Navigation du Nord-Est,  
Vu la décision du 1<sup>er</sup> octobre 2003 portant désignation d'ordonnateurs secondaires  
Vu la décision du 1<sup>er</sup> juin 1996 portant réorganisation du service,

## D E C I D E

**Article 1 :** Subdélégation de signature est donnée à :



- M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Adjoint au chef de service,  
 - M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Secrétaire Général, par intérim  
 à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

**Article 2 :** Subdélégation de signature est donnée à :

- M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement Développement

à effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire pour la partie recettes.

**Article 3 :** Subdélégation de signature est donnée dans la limite de leurs attributions et compétences à :

- Mme Pascale RAMASSAMY, responsable de la cellule comptabilité-marchés pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

- Mlle Fabienne BENOIT GONIN, secrétaire administratif, adjointe au responsable de la cellule comptabilité marchés pour la partie dépenses du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy

- Mme Anne DIDIER, responsable gestion domaniale pour la partie dépenses et recettes du Centre Régional de Collecte et d'Edition de VNF à Nancy,

**Article 4 :** Subdélégation de signature est donnée à :

Mme RAMASSAMY Pascale, Technicien Supérieur Principal, Mlle BENOIT GONIN Fabienne, secrétaire administratif, affectées à la cellule Comptabilité-Marchés à l'effet de signer :

- les copies conformes de documents concernant les marchés,
- les notifications aux entreprises des documents concernant les marchés
- les fiches de recensement des marchés

**Article 5 :** Subdélégation de signature est donnée à :

- Michel COURTEAU à l'effet de signer les ordres de mission des agents placés sous son autorité.

**Article 6 :** Subdélégation de signature est donnée aux Chefs d'unités comptables désignés dans la liste 1, à l'effet de signer dans la limite de leurs attributions et compétences :

- les engagements juridiques matérialisés par des bons ou lettres de commande,
- les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature.

**Article 7 :** Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

**Article 8 :** Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 13 février 2004

Le Directeur Interrégional,  
 Didier CAUVILLE

Liste 1

**LISTE DES CHEFS D'UNITES COMPTABLES  
 EN VIGUEUR AU 1<sup>er</sup> janvier 2004**

CODE UNITE COMPTABLE	LIBELLE U.C.	ATTRIBUTAIRES	
		Nom des CHEFS U.C	Grade
001	SG / LOGISTIQUE	J.C CHESNEAU	TSP
005	Arrt EGT	N. LANCELOT	SA
006	Arrt Exploitation	J.L HUMBERT	TSP
007	Arrt Eau	N. HANY	SA
110	Subdivision BAR LE DUC par intérim	M. HATIER	TSC
120	Subdivision VOID	M. HATIER	TSC
130	Subdivision VERDUN	JP. LE FAURE	TSC
140	Subdivision CHARLEVILLE	M. FURLAN	ITPE
150	Subdivision GIVET	JF BERNAUER BUSSIER	CTRL P
210	Subdivision TOUL	H. REBOUCHE	TSC
220	Subdivision PONT A MOUSSON	D. TABUTIAUX	TSC
230	Subdivision METZ	J.F MORICEAU	ITPE
240	Subdivision NANCY par intérim	J.F MORICEAU	ITPE
250	Subdivision EPINAL	P. VACHERAT	ITPE
009	Arrt Développement	M. LAQUENAIRE	Contrat VNF

**SUBDELEGATIONS  
 au 1<sup>er</sup> janvier 2004**

NOMS	Fonction	Grade	Signature	Paraphe
S. HECTOR	Adjoint au chef de Service	I.D.T.P.E		
B. TERRANOVA	Secrétaire Général par intérim	I.D.T.P.E.		
B. TERRANOVA	Responsable mission Prospective management	I.D.T.P.E.		
M. COURTEAU	Responsable arrt Développement	Contrat VNF		
J. L AUBERTEIN	Responsable arrt Exploitation	I.D.T.P.E.		
A. MAGNIER	Responsable arrt Eau	I.D.T.P.E.		
P. THIRION	Responsable arrt EGT	I.D.T.P.E.		
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON	T.S.C		
M. HATIER	Responsable subdivision de VOID	T.S.C		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN	T.S.C		

M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE	I.T.P.E
JF BERNAUER BUSSIER	Responsable subdivision GIVET	CTRL P
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL	T.S.C
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ	I.T.P.E
J.F MORICEAU	Responsable subdivision de NANCY par intérim	I.T.P.E
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL	I.T.P.E
M. HATIER	Responsable subdivision de BAR LE DUC par intérim	T.S.C
J.C CHESNEAU	Logistique	T.S.P
N. LANCELOT	Responsable UC de l'arrt EGT	S. A
JL HUMBERT	Responsable de l'Unité GVE	T.S.P
N. HANY	Responsable du BAG de l'Arrt EAU	S.A classe exceptionnelle
M. LAQUENAIRE	Action commerciale	Contrat VNF
A. DIDIER	Gestion domaniale	Contrat VNF
F. MARC	Conseiller juridique	Attaché administratif

#### DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,  
Vu la décision du 21 mars 2002 nommant M. CAUVILLE Didier, chef du Service Navigation du Nord-Est,  
Vu la délégation de pouvoir en date du 16 janvier 2004, du Président de Voies Navigables de France au Directeur Général de Voies Navigables de France,  
Vu la délégation de pouvoir en date du 1<sup>er</sup> octobre 2003, du Directeur Général aux représentants locaux de VNF,

#### DECIDE

**Article 1 :** Délégation permanente est donnée à M. Michel COURTEAU, Chef de l'arrondissement Développement à signer tous les actes ou décisions relatifs aux occupations temporaires, constitutives ou non de droits réels, du domaine géré par VNF portant sur une durée inférieure à 18 ans et une superficie inférieure à 10 hectares, sous réserve, le cas échéant, de l'avis conforme de la direction générale de VNF, sollicité sous couvert du délégant.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel COURTEAU, délégation de signature est donnée à Mme Michelle LAQUENAIRE.

**Article 3 :** Délégation permanente est donnée à MM. les chefs de subdivision définis en liste 1, à effet de signer tous les actes portant sur l'amarrage des barques.

**Article 4 :** Toute délégation antérieure à la présente est abrogée.

**Article 5 :** Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service Navigation du Nord-Est.

NANCY, le 13 février 2004

Le Directeur Interrégional,  
Didier CAUVILLE

#### Liste 1

#### LISTE DES SUBDIVISIONS au 1<sup>er</sup> janvier 2004

NOMS	Fonction	Signature	Paraphe
D. TABUTIAUX	Responsable subdivision de PONT A MOUSSON		
M. HATIER	Responsable subdivision de VOID		
JP LE FAURE	Responsable subdivision de VERDUN		
M. FURLAN	Responsable subdivision de CHARLEVILLE		
JF BERNAUER	Responsable subdivision de GIVET		
H. REBOUCHE	Responsable subdivision de TOUL		
J. F MORICEAU	Responsable subdivision de METZ		
J. F MORICEAU	Responsable subdivision de NANCY par intérim		
P. VACHERAT	Responsable subdivision d'EPINAL		
M. HATIER	Responsable subdivision BAR LE DUC par intérim		

## DECISION PORTANT SUBDELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF DU SERVICE DE NAVIGATION DU NORD-EST, REPRESENTANT LOCAL DE VNF,

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel,  
 Vu la loi n° 91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée, portant dispositions en matière de transports,  
 Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies Navigables de France,  
 Vu l'arrêté du 15 mars 2002 nommant Didier CAUVILLE, chef du Service Navigation du Nord-Est,  
 Vu le décret du 15 janvier 2004 nommant M. Guy JANIN, directeur général de Voies Navigables de France,  
 Vu la décision du 16 janvier 2004 portant délégation de signature à M. Guy JANIN, directeur général de Voies Navigables de France,  
 Vu la décision du 19 janvier 2004 portant subdélégation à M. Didier CAUVILLE, chef du service Navigation du Nord-Est,

## D E C I D E

**Article 1 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, chef du service Navigation du Nord-Est, subdélégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Secrétaire Général par intérim et à M. Michel COURTEAU, chef de l'arrondissement Développement à effet de signer toutes décisions, actes ou mémoires de première instance relatifs à la répression des atteintes à l'intégrité et à la conservation du domaine public confié, établis dans les conditions et selon les procédures prévues par le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et de représenter l'établissement en première instance.

**Article 2 :** Toute subdélégation antérieure à la présente est abrogée.

**Article 3 :** Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service du délégataire.

NANCY, le 13 février 2004

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,  
 Didier CAUVILLE

SUBDELEGATION DE SIGNATURE POUR L'EXERCICE DES ATTRIBUTIONS DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
 DECISION DE M. CAUVILLE, ARCHITECTE ET URBANISTE EN CHEF DE L'ETAT,  
 CHEF DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié portant statut de Voies navigables de France, notamment ses articles 16 et 17,  
 Vu la décision du 1<sup>er</sup> octobre 2003 du président du conseil d'administration de Voies navigables de France portant autorisation de délégation de pouvoir du directeur général aux représentants locaux de Voies navigables de France en matière de marchés,  
 Vu la communication au conseil d'administration de Voies navigables de France du 1<sup>er</sup> octobre 2003 relative aux compétences en matière de marchés publics,  
 Vu l'arrêté ministériel n°02001410 du 15 mars 2002 nommant M. Didier CAUVILLE, architecte et urbaniste en chef de l'Etat, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

## D E C I D E

**Article 1<sup>er</sup> :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE, délégation de signature est donnée à M. Serge HECTOR, Ingénieur Divisionnaire des TPE, adjoint au Chef de service, à l'effet de signer les marchés et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés par le code des marchés publics.

**Article 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier CAUVILLE et de M. Serge HECTOR, délégation est donnée à M. Bernard TERRANOVA, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Responsable de l'arrondissement Prospective, Gestion et Financement, à l'effet de signer dans les mêmes conditions les marchés et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés.

**Article 3 :**

Le chef du service de la Navigation du Nord-Est est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée dans les locaux du service et publiée aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise du service délégataire.

NANCY, le 13 février 2004

Le Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,  
 Didier CAUVILLE

## COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY

ARRETE N° 2004/019 - REGLEMENT DE PUBLICITE APPLICABLE SUR LE TERRITOIRE  
 DE LA COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE VILLERS-LES-NANCY

VU le Code de l'Environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes,  
 VU le décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution ses zones de réglementation spéciale prévue à l'article L.581-14 du Code précité,  
 VU la délibération du 29 novembre 1999 par laquelle le Conseil Municipal a demandé la constitution du groupe de travail prévu à l'article L.581-14 du Code de l'Environnement,  
 VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2000, modifié le 16 octobre 2001 instituant un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de réglementation spéciale instituant des zones de publicité restreinte ou élargie dans tout ou partie de la commune  
 VU les procès-verbaux des réunions du groupe de travail et notamment celui de la séance du 20 mars 2003 au cours de laquelle a été approuvé le projet définitif de règlement local de publicité  
 VU l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages du 16 mai 2003,  
 VU la délibération du Conseil Municipal du 23 juin 2003 approuvant ledit règlement

## A R R E T E

**Article 1.** Le règlement communal de publicité est applicable dès la publication du présent arrêté.

**Article 2.** Le présent arrêté sera affiché durant un mois à l'Hôtel de Ville et sera également publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe et Moselle et un avis sera publié dans la rubrique des annonces légales de deux quotidiens régionaux.

**Article 3.** le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président de la CUGN
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement
- Madame la Directrice du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, Architecte des Bâtiments de France,
- Monsieur le Président de la Chambre des Métiers
- Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe et Moselle
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe et Moselle

- Monsieur le Président de l'ADUAN  
- Monsieur le Président de la Société CHARPENTIER Enseignes  
- Monsieur le Directeur de la Société AVENIR  
- Monsieur le Directeur de la Société DAUPHIN Affichage  
- Monsieur le Directeur de la Société DECAUX  
- Monsieur le Directeur de la Société GIRAUDY VIACOM  
- Monsieur le Directeur de la Société PUBLIMAT  
- Monsieur le Président de la Fédération pour l'Environnement et la qualité de vie (FLORE)  
- Madame Nelly LEBRET  
- Monsieur Claude SURGET  
VILLERS-LES-NANCY, le 19 février 2004

Le Maire,  
Pascal JACQUEMIN  
Conseiller Général

---

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN VUILLEMIN, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Benoît PERICARD, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,  
Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissements,  
Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy,

##### ARTICLE 1 :

Donne délégation à **Monsieur Christian VUILLEMIN**, Directeur Général adjoint pour signer en mes nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

##### ARTICLE 2 :

Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées.

##### ARTICLE 3 :

Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et, est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

##### ARTICLE 4 :

La présente délégation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2004.

NANCY, le 1<sup>er</sup> février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

#### DELEGATION DE SIGNATURE A M. ALAIN COLLOMBET, DIRECTEUR DE L'HOPITAL JEANNE D'ARC

Benoît PERICARD, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,  
Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissements,  
Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy,

##### Article 1 :

Donne délégation à Monsieur Alain COLLOMBET, Directeur de l'Hôpital Jeanne d'Arc, pour signer en ses nom et place les avis d'admission et toutes les pièces administratives relatives aux hospitalisations sous contrainte en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 27 juin 1990.

##### Article 2 :

Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à Monsieur Arnaud MOREL, Directeur-adjoint et à Monsieur Fernand LAROSE, adjoint des cadres hospitaliers, en l'absence de Monsieur Alain COLLOMBET.

##### Article 3 :

Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, dans le cadre des gardes administratives assurées par eux, conformément aux tableaux de garde trimestriels arrêtés par le Directeur Général.

##### Article 4 :

La présente délégation prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2004; elle se renouvellera annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 8 mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

#### DECISION D'HABILITATION ET DE DELEGATION DE SIGNATURE EN FAVEUR DE M. JACQUES BERAUD, INSPECTEUR - SURETE AU CHU DE NANCY

Benoît PERICARD, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Vu l'article L714-12 du Code de la Santé Publique,

##### ARTICLE 1 :

**Monsieur Jacques BERAUD**, Inspecteur - Sûreté au CHU de Nancy, est habilité à représenter le Directeur Général dans les démarches de dépôt de plaintes auprès des autorités de police et de gendarmerie, au nom du CHU, et à suivre les dossiers concernés.

Dans ce cadre, il reçoit délégation de signature du Directeur Général.

##### ARTICLE 2 :

**Monsieur Jacques BERAUD**, suivant les dossiers concernés, sera habilité, sur décision expresse du Directeur Général, à le représenter au nom du CHU auprès des instances juridictionnelles et des autorités judiciaires.

NANCY, le 1<sup>er</sup> mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN VUILLEMIN,  
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Le Directeur Général du C.H.U. de NANCY

Vu l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,

Vu l'Arrêté Ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,**Article 1 :**

En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur Christian VUILLEMIN, Directeur Général Adjoint, pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :**

En matière de gestion du personnel, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 6 et 7, donne délégation à Monsieur Philippe WERNERT, Directeur adjoint, Directeur des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité ou contrat emploi jeune.

**Article 3 :**

En matière de gestion de la formation continue et promotionnelle des personnels, donne délégation à Mademoiselle Murielle HANNION, Directeur Adjoint, Directeur de la Formation et des Ecoles.

**Article 4 :**

En l'absence de Monsieur Philippe WERNERT, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Marius CARRAYROU et en l'absence de ce dernier à Mademoiselle Murielle HANNION.

En l'absence de Mademoiselle Murielle HANNION, la délégation visée à l'article 3 est donnée à Monsieur Philippe WERNERT et en l'absence de ce dernier à Monsieur Marius CARRAYROU.

**Article 5 :**

En matière de notation administrative (mention de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) pour l'ensemble des personnels des catégories A, B, C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leurs sont rattachés, donne délégation de signature aux directeurs suivants :

- Madame Eliane TOUSSAINT, Monsieur le Professeur KOHLER, Monsieur Marius CARRAYROU, A.N.A.D.I.M. et Direction Qualité, Gestion des Risques, Droits et Information des patients.
- Monsieur Patrick COLOMBEL, Monsieur Philippe BOULANGÉ, Direction de la Recherche, Innovation, Communication Coopération, Relations Extérieures.
- Monsieur Alain COLLOMBET, Monsieur Arnaud MOREL et Madame Véronique BOUVIER, Direction des Hôpitaux de Brabois (Adultes et Enfants) et de l'Hôpital Jeanne d'Arc
- Monsieur Marcel DOSSMANN, Monsieur Jean Jacques CŒUR, Direction des Hôpitaux Urbains (Hôpital Central, Hôpital Saint-Julien, Hôpitaux M.V.F., Centre Paul Spillmann et Centre Saint-Stanislas)
- Monsieur Robert PEREZ, Direction des Services Techniques,
- Madame Isabelle VIDREQUIN, Direction Logistique Equipement Médical
- Monsieur Charles GUEPRATTE, Direction Hôtelière et Logistique
- Mademoiselle Sylvie RISTERUCCI, Direction des Affaires Médicales
- Monsieur Philippe WERNERT, Direction des Ressources Humaines
- Mademoiselle Murielle HANNION, Direction de la Formation et des Ecoles
- Monsieur Daniel KIEFFER, Direction Finances Patrimoine
- Madame Danielle HERBELET, Direction Projet T.A.A.
- Monsieur Jean-Marc VIRION, Direction Informatique

Dans ce cadre, donne délégation à Monsieur Philippe WERNERT, qui peut in fine, pour le compte du Directeur Général, modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du C.H.U.

**Article 6 :**

En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformulation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 7 :**

Donne délégation à Mademoiselle Isabelle BERTHÉLEMY, Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLOCCA, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers pour signature des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

**Article 8 :**

En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur Philippe WERNERT, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.) ou sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.).

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Marius CARRAYROU, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de ce dernier à Mademoiselle Murielle HANNION.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

En matière de convention de prestations, donne délégation à Mademoiselle Murielle HANNION, pour signer les conventions de prestations de service destinées à la rémunération des intervenants extérieurs des écoles et des instituts de formation du C.H.U. de NANCY.

Une délégation secondaire est également donnée, en l'absence de Mademoiselle Murielle HANNION, à Monsieur Philippe WERNERT et en l'absence de ce dernier à Monsieur Marius CARRAYROU.

**Article 9 :**

La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances Patrimoine,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 10 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 11 :**

Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL KIEFFER,  
DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTEUR DES FINANCES ET DU PATRIMOINE**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

**Article 1**

Donne délégation générale à M. Daniel KIEFFER, Directeur Adjoint, Directeur des Finances et du Patrimoine, pour signer au nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Daniel KIEFFER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances et du Patrimoine, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

**Article 2**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel KIEFFER pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par Mme Danielle HERBELET, Directrice du projet de tarification à l'activité et par M. Christian VUILLEMIN, Directeur Général Adjoint, dans le cadre de la délégation générale de signature dont il bénéficie.

**Article 3**

La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Groupe 1 qui restent de la responsabilité de la Direction du Personnel et de la Formation et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

**Article 4**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5**

La présente délégation se substitue à la délégation du 19 septembre 2001.

Elle prend effet à la date du 1<sup>er</sup> février 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A MME ISABELLE VIDREQUIN,  
DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTRICE DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MEDICAL,  
RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret 2004-15 portant Code des Marchés Publics

**Article 1 :**

Donne délégation à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directeur Adjoint, Directrice de la Logistique et de l'Equipeement Médical pour représenter le Directeur Général, et signer en ses noms et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à la passation et à l'exécution des marchés qui relèvent de sa compétence, à l'exception de la signature du marché et du choix de l'attributaire.

**Article 2 :**

En l'absence de Mme Isabelle VIDREQUIN, donne délégation à M. Robert PEREZ, Ingénieur Général, Directeur des Services Techniques et à M. Charles GUEPRATTE, Directeur Adjoint, Direction Hôtelière et Logistique, dans les mêmes termes que ceux définis à l'article 1.

**Article 3 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

↳ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics

↳ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 4 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5 :**

La présente décision de délégation prend effet à la date du 3 février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. ROBERT PEREZ,  
INGENIEUR GENERAL, DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES,  
RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret 2004-15 portant Code des Marchés Publics

**Article 1 :**

Donne délégation à M. Robert PEREZ, Ingénieur Général, Directeur des Services Techniques pour représenter le Directeur Général, et signer en ses noms et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à la passation et à l'exécution des marchés qui relèvent de sa compétence, à l'exception de la signature du marché et du choix de l'attributaire.

**Article 2 :**

En l'absence de M. Robert PEREZ, donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, Directeur Adjoint, Direction Hôtelière et Logistique et à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directrice de la Logistique et de l'Equipeement Médical, dans les mêmes termes que ceux définis à l'article 1.

**Article 3 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- ↳ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- ↳ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 4 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5 :**

La présente décision de délégation prend effet à la date du 3 février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHARLES GUEPRATTE,  
DIRECTEUR DE L'HOTELIER ET DE LA LOGISTIQUE**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

**Article 1 :**

Donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, directeur de l'hôtelier et de la logistique, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives :

- aux marchés publics gérés par la Direction hôtelière et logistique exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché

**Article 2 :**

Donne délégation principale à M. Charles GUEPRATTE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction hôtelière et logistique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à M. Robert PEREZ, Directeur des Services Techniques et à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directrice Logistique et Equipement médical.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

**Article 3 :**

Une délégation secondaire est donnée, exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6 et exclusivement pour la signature des bons de commandes du pôle d'achat qu'ils encadrent à :

- Mme VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière
- Mme ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière
- M. CREUSOT, Adjoint Technique

**Article 4 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 5 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :**

La présente délégation prend effet à la date du 3 février 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHARLES GUEPRATTE,  
DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTION HOTELIERE ET LOGISTIQUE,  
RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret 2004-15 portant Code des Marchés Publics

**Article 1 :**

Donne délégation à M. Charles GUEPRATTE, Directeur Adjoint, Direction Hôtelière et Logistique pour représenter le Directeur Général, et signer en ses noms et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à la passation et à l'exécution des marchés qui relèvent de sa compétence, à l'exception de la signature du marché et du choix de l'attributaire.

**Article 2 :**

En l'absence de M. Charles GUEPRATTE, donne délégation à M. Robert PEREZ, Ingénieur Général, Directeur des Services Techniques et à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directrice de la Logistique et de l'Equipeement Médical, dans les mêmes termes que ceux définis à l'article 1.

**Article 3 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- ↳ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
- ↳ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 4 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5 :**

La présente décision de délégation prend effet à la date du 3 février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A MME ISABELLE VIDREQUIN,  
DIRECTRICE DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MEDICAL**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

**Article 1 :**

Donne délégation à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directrice de la Logistique et de l'Equipeement Médical, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives

- aux marchés publics gérés par la Direction Logistique et Equipement Médical (DLEM)

**Article 2 :**

Donne délégation principale à Mme Isabelle VIDREQUIN, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction Logistique et Equipement Médical, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée à M. Robert PEREZ, Directeur des Services Techniques et à M. Charles GUEPRATTE, Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique.

La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

**Article 3 :**

Une délégation secondaire est donnée, exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6 et exclusivement pour la signature des bons de commandes du pôle d'achat qu'ils encadrent à :

- Mme WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière ;
- Mme ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière

**Article 4 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 5 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :**

La présente délégation prend effet à la date du 3 février 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. ROBERT PEREZ,  
DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES**

Le Directeur Général du CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

**Article 1 :**

Donne délégation à M. Robert PEREZ, directeur des services techniques, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux marchés publics gérés par la Direction des services techniques (DST) exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

**Article 2 :**

Donne délégation principale à M. Robert PEREZ, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des services techniques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses

Une délégation secondaire est donnée à Mme Isabelle VIDREQUIN, Directrice Logistique et équipement médical, et à M. Charles GUEPRATTE, Directeur de l'Hôtelier et de la Logistique.

Une délégation secondaire est également donnée aux Ingénieurs en Chef de la Direction des Services Techniques chargés de travaux, d'opérations d'Ingénierie, des activités de maintenance et de réparation. Ces Ingénieurs sont MM Jean-Paul SAUVAGEOT, Richard PEREZ et Jean-Louis PEROT. La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.

**Article 3**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.



**Article 4 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5 :**

La présente délégation prend effet à la date du 3 février 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 3 février 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M<sup>LE</sup> SYLVIE RISTERUCCI,  
DIRECTEUR ADJOINT, DIRECTEUR DES AFFAIRES MEDICALES**

Le Directeur Général du CHU

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le décret n°92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

**Article 1 :**

Donne délégation à Mademoiselle Sylvie RISTERUCCI, Directeur adjoint, Directeur des Affaires Médicales, pour signer au nom et place du Directeur Général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

**Article 2 :**

Donne délégation à Mademoiselle Sylvie RISTERUCCI pour signer au nom et place du Directeur Général, les assignations des personnels médicaux, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

**Article 3 :**

Donne délégation principale à Mademoiselle RISTERUCCI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Affaires Médicales, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

La suppléance est assurée par Monsieur Christian VUILLEMIN pour les mêmes comptes, dans le cadre de la délégation générale dont il bénéficie.

**Article 4 :**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières.
- de rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 5 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :**

La présente délégation se substitue à la délégation du 19 septembre 2001.

Elle prend effet à la date du 1<sup>er</sup> février 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 15 mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-MARC VIRION, DIRECTEUR INFORMATIQUE,  
RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Directeur Général du CHU

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret n°2004-15 portant Code des Marchés Publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

**Article 1**

Donne délégation à Monsieur Jean-Marc VIRION, Directeur informatique, pour représenter le Directeur Général, et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- Appel d'offres concernant la Direction Informatique :
  - Etude des offres
  - Etablissement du rapport de choix présenté à la Commission d'Appel d'Offres
- Marché négocié concernant la Direction Informatique :
  - Etude des offres
  - Négociation avec les candidats choisis

**Article 2**

Après signature des marchés par le Directeur Général, Monsieur VIRION a délégation pour représenter le Directeur Général et signer en son nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés concernant la Direction Informatique.

**Article 3**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires du Codes des Marchés Publics
- de rendre compte au Directeur Général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 4**

Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5**

La présente décision de délégation prend effet à la date du 1<sup>er</sup> février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

NANCY, le 15 mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A MME MICHELE LABRUDE, PHARMACIENNE, CHEF DE SERVICE,  
RELATIVE A L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Le Directeur Général du CHU

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu le Décret n° 2004-15 portant Code des Marchés Publics

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

**Article 1**

Donne délégation à Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne, Chef de service, pour représenter le Directeur Général, et signer en ses nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux opérations suivantes :

- Appel d'offres concernant la Pharmacie :
  - Etude des offres
  - Etablissement du rapport de choix présenté à la Commission d'Offres
- Marché négocié concernant la Pharmacie :
  - Etude des offres
  - Négociation avec les candidats choisis

**Article 2**

Après signature des marchés par le Directeur Général, Madame Michèle LABRUDE a délégation pour représenter le Directeur Général et signer en ses nom et place l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives à l'exécution des marchés concernant la Pharmacie

**Article 3**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires du Codes des Marchés Publics
- de rendre compte au directeur général des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 4**

Le titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation.

A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 5**

La présente décision de délégation prend effet à la date du 1<sup>er</sup> février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction.

NANCY, le 15 mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE A MME LABRUDE, PHARMACIEN-CHEF,  
MME COMMUN, PHARMACIEN, ET M. GEORGET, PHARMACIEN**

Le Directeur Général du CHU

Vu la loi n° 91-748 31 juillet 1991

Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

**Article 1**

Une délégation d'engagement et de liquidation de certaines opérations de dépenses est donnée à :

- Madame LABRUDE, Pharmacien-Chef : délégation principale pour l'ensemble des comptes figurant en annexe
- Mademoiselle COMMUN, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale
- Monsieur GEORGET, Pharmacien : délégation secondaire pour les mêmes comptes que le bénéficiaire de la délégation principale

**Article 2**

Cette délégation est assortie de l'obligation pour chaque titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires d'achat (Code des Marchés Publics)
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières
- de rendre compte mensuellement à la Direction des opérations effectuées en faisant ressortir les crédits engagés et les crédits disponibles.

**Article 3**

Chaque titulaire de délégation a l'entière responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures d'achat et de liquidation.

**Article 4**

La présente délégation prend effet à la date du 1<sup>er</sup> février 2004.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 26 mars 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

## PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

## DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE

**ARRETE DRASS N° 2004-33 DU 15 MARS 2004**  
**MODIFIANT L'ARRETE DRASS N° 68 DU 26 AVRIL 2002 PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES**  
**AUPRES DE LA DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18,  
VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976,  
VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par les décrets n° 92-1368 du 23 décembre 1992 et N°97-33 du 13 janvier 1997,  
VU l'avis favorable du Trésorier Payeur Général en date du 2 mars 2004,  
VU l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avance et des régisseurs de recettes,  
VU l'arrêté du Ministère du Budget du 28 mai 1993 modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents,  
VU l'arrêté du Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville en date du 27 octobre 1993 habilitant les préfets de Région à instituer des régies d'avance auprès des Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales des services déconcentrés de son administration, modifié par l'arrêté du 26 avril 2000,  
VU l'arrêté du 28 janvier 2002 modifiant l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,  
VU l'arrêté du 9 mars 1995 portant création d'une commission nationale d'action sociale, de commissions régionales et interdépartementales d'action sociale et d'une commission d'action sociale pour l'administration centrale, modifié par l'arrêté du 17 juin 1996 et l'arrêté du 22 février 2000, notamment son article 11.1,  
VU l'arrêté n° 68 du 26 avril 2002 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction Régionale des Affaires sanitaires et Sociales,  
VU l'arrêté SGAR n° 2003-299 du 23 juillet 2003, donnant délégation d'ordonnateur secondaire à M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

**A R R E T E**

**Article 1er** : L'article 3 de l'arrêté du 26 avril 2002 susvisé est modifié ainsi qu'il suit, le reste est sans changement :  
Le montant maximum de l'avance pouvant être consentie dans le cadre de la régie visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixé à 7600 €.

**Article 2** : Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Région sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Ramiro PEREIRA

**ARRETE DRASS N° 04-40 EN DATE DU 25 MARS 2004**  
**FIXANT L'ORGANISATION DU CONCOURS EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT**  
**D'UN TECHNICIEN SANITAIRE (FEMME OU HOMME) EN REGION LORRAINE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,  
VU le décret n°72-1160 du 5 décembre 1972 relatif au personnel non enseignant de l'Ecole nationale de la santé publique,  
VU le décret n° 75-765 du 14 août 1975 relatif à la limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires des corps classés en catégorie B, C et D,  
VU le décret n°96-41 du 17 janvier 1996 portant statut particulier des techniciens sanitaires et notamment ses articles 4 (1<sup>er</sup> alinéa), 5 et 6,  
VU le décret n°2000-1317 du 26 décembre 2000 portant déconcentration en matière de recrutement de certains personnels du ministère de l'emploi et de la solidarité,  
VU l'arrêté du 27 novembre 1996 fixant la liste des diplômes exigés des candidats au concours externe de technicien sanitaire,  
VU l'arrêté du 26 décembre 2000 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement de certains personnels du ministère de l'emploi et de la solidarité,  
VU l'arrêté du 10 octobre 2001 modifié fixant l'organisation et le programme des concours de recrutement de techniciens sanitaires,  
VU l'arrêté du 20 février 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens sanitaires (femmes et hommes),  
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2003-300 en date du 23 juillet 2003 portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (fonctionnement du service),  
SUR proposition du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** :

L'épreuve écrite d'admissibilité du concours externe organisé par arrêté ministériel en vue de pourvoir un poste vacant de technicien sanitaire (femme ou homme) en région Lorraine se déroulera le 26 mai 2004 à NANCY.  
L'épreuve orale d'admission se déroulera à NANCY à une date qui sera fixée par le jury.

**ARTICLE 2** :

La clôture des inscriptions est fixée au 3 mai 2004 (le cachet de la poste faisant foi).

**ARTICLE 3** :

Ce concours est ouvert aux candidats remplissant les conditions fixées dans le décret n° 75-765 du 14 août 1975, dans le décret n° 96-41 du 17 janvier 1996 (article 5) et l'arrêté du 27 novembre 1996 sus-visé.

**ARTICLE 4 :**

La composition du jury fera l'objet d'un arrêté pris par le Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité et le Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, et la liste des candidats admis à concourir d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 5 :**

Le jury établira la liste principale des candidats admissibles à l'épreuve orale.

A l'issue de l'épreuve orale, le jury prononcera la liste principale et la liste complémentaire des candidats admis aux concours, par ordre de mérite.

L'affectation du candidat admis sera prononcée par le Ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité et le Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (D.A.G.P.B.), après vérification des conditions d'accès au concours.

**ARTICLE 6 :**

Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
La Directrice Adjointe,  
K. STEBLER

**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**ARRETE S.G.A.R. N° 2004-53 EN DATE DU 18 MARS 2004  
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L. 212-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;

VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

**A R R E T E****Article 1er :**

Sont nommés membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle :

**- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :****- la CGT :**

*Titulaires :* Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN  
M. Eskill ADENOT  
*Suppléants :* Mme Hélène DELVILLE née GOMES  
M. Pierre FLORSCH

**- la CGT-FO :**

*Titulaires :* M. Daniel PICCINELLI  
Mme Monique BOGÉ née RODRIGUES  
*Suppléants :* M. Jean-Claude CHARPENTIER  
Mme Chantal MASSENET née PEIGNIER

**- la CFDT :**

*Titulaires :* M. Jean-Paul LACRESSE  
Mme Anne-Marie CALCATERRA  
*Suppléants :* Mme Edith VOIRIN  
Mme Michelle PONCIONI née BRAND

**- la CFTC :**

*Titulaire :* M. Christian BIRON  
*Suppléant :* Melle Caroline TYKOCZINSKY

**- la CFE-CGC :**

*Titulaire :* M. Jean Noël DUCHÊNE  
*Suppléant :* M. Claude ANTOINE

**- En tant que représentants des employeurs :****- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale :**

*Titulaire :* M. Jean-Paul MULLER  
*Suppléant :* Mme Danielle NICOLAS née LEVASSEUR

**- En tant que représentants des travailleurs indépendants :****- sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale :**

*Titulaire :* Mme Michèle JACQUEMIN née FRANDON  
*Suppléant :* Mme Ginette CASPAR née PLOMTEUX-HARTZ

**- sur désignation de l'Union Nationale des Professions Libérales et de la Chambre Nationale des Professions Libérales, conjointement :**

*Titulaire :* M. Patrick BLANCHOT  
*Suppléant :* M. Gérard MOREL

**- En tant que représentants des Associations Familiales sur désignation de l'Union Départementale des Associations Familiales :**

*Titulaires :* Mme Bernadette ALVERNHE née LAMY  
Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE  
M. Guy DELALLE  
M. Etienne SIAUD  
*Suppléants :* Mme Evelyne GUTEHRLE née TOUCHE  
M. Daniel D'HIVER  
Mme Violaine GOMAS née ERRARD  
Mme Christiane MARCHAL née BAUMGARTEN

- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :

Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT  
Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE  
Melle Monique VASSEUR  
Mme Geneviève MAUGUIN

**Article 2 :**

L'arrêté S.G.A.R. n° 2004-40 du 1<sup>er</sup> mars 2004 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la Meurthe et Moselle est abrogé.

**Article 3 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région et à celui de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

### ARRETES INTERPREFECTORAUX

#### ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-020 EN DATE DU 3 ET 29 MARS 2004 ENTERINANT L'ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE GRAVELOTTE ET DE LA VALLEE DE L'ORNE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-20 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 1938 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) ;

VU la délibération du comité syndical (17 juin 2003) adoptant de nouveaux statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres du syndicat : AMANVILLERS (22.08.2003), AMNEVILLE (7.08.2003), BRONVAUX (16.09.2003), CLOUANGE (24.09.2003), FEVES (1.09.2003), GANDRANGE (21.10.2003), GRAVELOTTE (19.09.2003), JUSSY (10.09.2003), LESSY (19.08.2003), LORRY LES METZ (4.09.2003), MARANGE SILVANGE (4.09.2003), MARS LA TOUR (17.10.2003), MONDELANGE (17.10.2003), MONTOIS LA MONTAGNE (18.09.2003), NORROY LE VENEUR (19.08.2003), PIERREVILLERS (11.09.2003), PLESNOIS (28.08.2003), PUXIEUX (29.08.2003), REZONVILLE (15.09.2003), RICHEMONT (3.10.2003), ROMBAS (2.10.2003), RONCOURT (12.08.2003), ROSSELANGE (4.09.2003), SAINTE MARIE AUX CHENES (1.09.2003), SAINT PRIVAT LA MONTAGNE (31.07.2003), SAINTE-RUFFINE (19.08.2003), SAULNY (25.09.2003), SEMECOURT (5.09.2003), TALANGE (29.09.2003), TRONVILLE (29.08.2003), VAUX (11.09.2003), VERNEVILLE (27.08.2003), VIONVILLE (9.09.2003) et VITRY SUR ORNE (11.09.2003) ayant émis un avis favorable à l'adoption des nouveaux statuts du S.I.E.G.V.O. ;

VU l'absence d'opposition ;

VU les avis des Sous-Préfets de METZ-CAMPAGNE, THIONVILLE et BRIEY ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETEMENT

**ARTICLE 1** - Les statuts du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne (S.I.E.G.V.O.) annexés au présent arrêté sont adoptés.

**ARTICLE 2** - Un exemplaire des délibérations et statuts précités sera annexé au présent arrêté, qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3** - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Metz-Campagne, Thionville et Briey, les Trésoriers-Payeurs Généraux, le président du syndicat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

METZ, le 29 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

NANCY, le 3 mars 2004  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### ARRETE INTERPREFECTORAL N° 631 DU 18 MARS 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°D2/B4/I/2000 N°1418 DU 5 MAI 2000 APPROUVANT LES CARACTERISTIQUES DE LA CANALISATION DE TRANSPORT D'ETHYLENE DN 200 CARLING-VIRIAT

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE,  
PREFET DE LA MOSELLE  
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
LE PREFET DES VOSGES  
LE PREFET DE LA HAUTE-MARNE  
LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE

LE PREFET DE LA REGION BOURGOGNE,  
PREFET DE LA COTE D'OR  
LE PREFET DU JURA  
LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE  
LE PREFET DE L'AIN

VU la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 modifiée relative au transport de produits chimiques par canalisations,

VU le décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 modifié portant application de la loi du 29 juin 1965 susvisée,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 établissant pour le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, la liste des décisions administratives non déconcentrées pour les domaines relevant de sa compétence,

VU le décret du 19 mars 1999 déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport d'éthylène entre Viriat (Ain) et Carling (Moselle),

VU l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982 modifié portant réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz combustible,

VU l'arrêté inter préfectoral du 5 mai 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling-Viriat,

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2004 fixant les conditions de sécurité auxquelles devra satisfaire un poste de liaison sur la commune de Saint-Aubin (Jura) entre les canalisations ETEL DN 150 Feyzin-Viriat-tavaux et ETHYLENE EST DN 200 Carling-Viriat,

VU la demande du 29 janvier 2004 de la société ATOFINA d'abaisser de 100 à 99 bar relatifs la PMS du pipeline Carling-Viriat,  
 VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine du 11 février 2004  
 VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne du 13 février 2004  
 VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne du 16 février 2004  
 VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Rhône-Alpes du 24 février 2004,  
 CONSIDERANT que la DIRE Franche-Comté, DIRE centralisatrice, émet un avis favorable à l'abaissement de la PMS du pipeline Carling-Viriat,  
 CONSIDERANT que le préfet de la Haute-Saône assure la coordination et la centralisation des instructions,  
 CONSIDERANT qu'en toute circonstance, la pression maximale de service ne doit pas dépasser 99 bar relatif en tout point du réseau afin de limiter tout risque de surpression sur les ouvrages,  
 SUR PROPOSITION des secrétaires généraux des préfectures de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, du Jura, de la Côte d'Or, de la Saône-et-Loire et de l'Ain,

## A R R E T E N T

## Article 1

Les règles techniques annexées à l'arrêté inter préfectoral du 5 mai 2000 susvisé sont modifiées comme suit :

- I. A l'article 2 - Caractéristiques principales de l'ouvrage  
La valeur de la pression maximale en service : "100 bar" est remplacée par "99 bar"
- II. A l'article 14- Pression maximale en service  
La valeur de la pression maximale en service : "100 bar" est remplacée par "99 bar"
- III. A l'article 15 - Epreuves  
Au 3ème alinéa, la valeur "(soit 110 bar)" est supprimée.

## Article 2

Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, du Jura, de la Côte d'Or, de la Saône et Loire, de l'Ain, les sous-préfets de Boulay, Forbach, Château-Salins, Lunéville, Neufchâteau, Dole et Louhans sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de chaque département concerné par l'ouvrage et fera l'objet d'un affichage dans les mairies des communes concernées, dont la liste est annexée au présent arrêté.

Copie de l'arrêté sera adressée aux directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, de Champagne-Ardenne, de Franche-Comté, de Bourgogne et de Rhône-Alpes, ainsi qu'aux directeurs départementaux de l'équipement de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône, du Jura, de la Côte d'Or, de la Saône et Loire et de l'Ain.

Metz, le 17 mars 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,  
 Préfet de la Moselle,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc-André GANIBENQ

Epinal, le 16 mars 2004

Le Préfet des Vosges,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Yvon ALAIN

Vesoul, le 18 mars 2004

Le Préfet de la Haute-Saône,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Laurent NUNEZ

Nancy, le 17 mars 2004

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

Mâcon, le 15 mars 2004

Le Préfet de Saône et Loire,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Gilles LAGARDE

Bourg en Bresse, le 15 mars 2004

Le Préfet de l'Ain,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Pierre-Henri VRAY

Dijon, le 12 mars 2004

Le Préfet de la Région Bourgogne,  
 Préfet de la Côte d'Or,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Olivier du CRAY

Chaumont, le 16 mars 2004

Le Préfet de la Haute-Marne,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Nicolas de MAISTRE

Lons le Saunier, le 12 mars 2004

Le Préfet du Jura,  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Philippe MAFFRE

Annexe à l'arrêté interpréfectoral n° 631 du 18 mars 2004 modifiant l'arrêté n° D2/B4/I/2000 n° 1418 du 5 mai 2000  
 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 CARLING - VIRIAT

## Liste des communes concernées

## Département de la Moselle

**Communes traversées :** Amelécourt, Baronville, Boustroff, Bréchain, Chambrey, Château-Bréchain, Château-Salins, Dalhain, Destry, Gerbécourt, Lachambre, Landroff, Lelling, Lubécourt, Macheren, Marthille, Guessling-Hémery, Saint-Avold, Salennes, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont, Vannecourt, Vaxy, Viller.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Achain, Adelange, Altwiller, Bellange, Biding, Carling, Fonteny, Folschviller, Fresnes-en-Saulnois, Grémecey, Harprich, Hombourg-Haut, Lixing-lès-Saint-Avold, Pontpierre, Puttigny, Teting-sur-Nied.

**Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres :** Eincheville.

## Département de la Meurthe-et-Moselle

**Communes traversées :** Athienville, Bezange-la-Grande, Bienville-la-Petite, Bonviller, Crion, Deuxville, Einvaux, Einville-au-Jard, Froville, Lamath, Landécourt, Lunéville, Mont-sur-Meurthe, Raville-sur-Sânon, Rehainviller, Saint-Germain, Valhey, Villacourt, Vitrimont, Xermaménil.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Bainville-aux-Miroirs, Bathélemont-lès-Bauzemont, Bayon, Brémontcourt, Franconville, Jolivet, Méhoncourt, Serres, Sionviller, Virecourt.

**Communes incluses dans la bande des 1 000 mètres :** Bauzemont, Clayeures, Moncel-sur-Seille.

## Département des Vosges

**Communes traversées :** Ahéville, Ameuvelle, Attigny, Avillers, Bainville-aux-Saules, Belmont-lès-Darney, Bleurville, Bonvillet, Bouxurulles, Chamagne, Charmes, Darney, Dombasle-devant-Darney, Dommartin-lès-Vallois, Frénois, Florémont, Godoncourt, Hagécourt, Maroncourt, Monthureux-sur-Saône, Nonville, Racécourt, Relanges, Rugney, Savigny, Valfroicourt, Velotte-et-Tatignécourt, Villers, Vroville.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Begnécourt, Esley, Gircourt-lès-Viéville, Mazirot, Rancourt, Regnéville, Saint-Julien, Sans-Vallois, Senonges, Tignécourt, Valleroy-aux-Saules.

**Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres :** Brantigny.

## Département de la Haute-Marne

**Commune traversée :** Enfonvelle.

## Département de la Haute-Saône

**Communes traversées :** Angirey, Barges, Blondfontaine, Bougey, Bousseraucourt, Cemboing, Choye, Cornot, Cugney, Fresne-Saint-Mamès, Gourgeon, Igny, Jonvelle, Jussey, La Chapelle-Saint-Quillain, La Résie-Saint-Martin, Malans, Melin, Montigny-lès-Cherlieu, Mont-Saint-Léger, Oigney, Pesmes, Ray-

sur-Saône, Sainte-Reine, Saint-Gand, Saint-Loup-Nantouard, Sauvigney-lès-Gray, Theuley, Valay, Vanne, Vauconcourt-Nervezain, Velloreille-lès-Choye, Vellexon-Queutrey-et-Vaudey, Venère, Villefrancon.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Bonboillon, Chancey, Chaumerenne, Confracourt, Ferrières-les-Ray, Greucourt, Lavigney, Raincourt, Semmadon, Seveux, Soing-Cubry-Charentenay, Tincey-et-Pontrebeau, Veslesmes-Echevanne, Vellemoz, Villars-le-Pautel.

**Communes incluses dans la bande des 1 000 mètres :** Bourbéville, Motey-Besuche, Sauvigney-lès-Pesmes.

#### Département du Jura

**Communes traversées :** Aumur, Biarne, Chevigny, Dammartin-Marpain, Frasne, Longwy-sur-le-Doubs, Menotey, Moisse, Montmirey-le-Château, Neublans-Abergement, Offlanges, Peseux, Petit-Noir, Rainans, Saint-Aubin, Sampans.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Abergement-la-Ronce, Annoire, Brans, Champdivers, Chapelle-Voland, Jouhe, Montmirey-la-Ville, Peintre, Saint-Loup, Tavaux, Thervay.

**Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres :** Chemin.

#### Département de la Côte-d'Or

**Communes traversées :** Billey, Flagey-lès-Auxonne, Laperrière-sur-Saône, Saint-Seine-en-Bâche, Saint-Symphorien-sur-Saône, Samerey.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Auxonne, Villers-Rotin.

#### Département de la Saône-et-Loire

**Communes traversées :** Authumes, Bosjean, Bouhans, Bruailles, Frangy-en-Bresse, Fretterans, Le Planois, Louhans, Montagny-près-Louhans, Montcony, Montjay, Mouthier-en-Bresse, Sainte-Croix, Saint-Usuge, Sens-sur-Seille, Torpes, Varennes-Saint-Sauveur.

**Communes incluses dans la bande des 730 mètres :** Frontenard, La Chapelle-Saint-Sauveur, Ratte, Saint-Germain-du-Bois, Saint-Martin-du-Mont.

#### Département de l'Ain

**Communes traversées :** Attignat, Cormoz, Cras-sur-Reyssouze, Etrez, Foissiat, Viriat.

**Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres :** Marboz.

### ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

#### LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 août 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT ;

VU l'arrêté interpréfectoral en date des 31 mars et 2 avril 1982 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT ;

VU la délibération en date du 29 mars 2003 du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières demandant l'adhésion de la communauté au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT ;

VU la délibération du comité du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT en date du 11 juin 2003 acceptant cette adhésion ;

VU les délibérations concordantes des communes et EPCI membres du syndicat, à savoir :

- BREHAIN-LA-VILLE en date du 19 septembre 2003

- FILLIERES en date du 30 septembre 2003

- LANDRES en date du 24 septembre 2003

- THIL en date du 28 août 2003

- TIERCELET en date du 21 août 2003

- VILLERUPT en date du 29 septembre 2003

- Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy en date du 10 octobre 2003

- Syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES en date du 26 septembre 2003 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 3 février 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 26 février 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

#### A R R E T E N T

**ARTICLE 1er :** L'adhésion de la communauté de communes des Deux Rivières au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT est autorisée.

La communauté de communes des Deux Rivières sera représentée au sein du comité syndical par 3 délégués titulaires.

**ARTICLE 2 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY et de THIONVILLE et le président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes et aux présidents des EPCI intéressés, aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera en outre l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

NANCY, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

METZ, le 22 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENQ



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	422
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b> .....	422
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i> .....	422
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 04.BODE.12 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE .....	422
À MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PRÉFÈTE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL .....	422
ARRÊTÉ N° 04.BODE.13 PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. CORINNE CHAUVIN, SOUS-PRÉFÈTE .....	423
DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL CHARGÉE DE L'INTÉRIM DU SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE .....	423
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES</b> .....	425
<i>PREMIER BUREAU</i> .....	425
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT TERRITOIRE COMMUNAL D'HERIMENIL .....	425
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER COMMUNE D'HERIMENIL .....	426
<i>CINQUIÈME BUREAU</i> .....	426
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT LIMITATION ET SUSPENSION PROVISOIRES DES USAGES DE L'EAU .....	426
PAR LE SYNDICAT MIXTE DE PRODUCTION D'EAU FENSCH-MOSELLE .....	426
A PARTIR DU POINT DE PRÉLEVEMENT DE L'ANCIENNE MINE DE SERROUVILLE, LIEUDIT « MOULIN-AU-BOIS », .....	426
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FILLIERES EN MEURTHE-ET-MOSELLE .....	426
ARRÊTÉ PORTANT EXECUTION DE TRAVAUX D'OFFICE AU TITRE DE LA POLICE DES MINES SUR LA CONCESSION DE BOUDONVILLE .....	427
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	427
A ARNAVILLE SOUMIS AU RÉGIME DE LA DÉCLARATION PRÉALABLE .....	427
<b>DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES</b> .....	431
<i>PREMIER BUREAU</i> .....	431
CRÉATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE DU DOMAINE DES HAUTES TERRES .....	431
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b> .....	431
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS .....	431
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b> .....	432
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	432
<i>ACTIONS ET ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ</i> .....	432
ARRÊTÉ DDASS / AES / N°67 RELATIF A L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE .....	432
POUR PERSONNES AGÉES DE AUDUN-LE-ROMAN .....	432
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT</b> .....	432
DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DÉLAIS D'INSTRUCTION DES .....	432
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	432
DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DÉLAIS D'INSTRUCTION DES .....	433
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	433
DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DÉLAIS D'INSTRUCTION DES .....	433
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	433
DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DÉLAIS D'INSTRUCTION DES .....	434
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	434
DÉCISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	434
DÉCISION CONCERNANT L'EXPLOITATION D'UN BIEN AGRICOLE .....	448
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES SERVICES VÉTÉRINAIRES</b> .....	449
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/N°25 .....	449

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 04.BODE.12 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE  
À MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PRÉFÈTE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;



VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture tel qu'il a été modifié et complété ;  
VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de TOUL ;  
Considérant l'affectation de M. Jean-Louis BIOU, dans le département de Meurthe-et-Moselle, en qualité de secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 2 alinéa 2 de l'arrêté n° 03.BODE.23 du 15 septembre 2003 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultanée de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative à la sous-préfecture de TOUL.

**ARTICLE 2 :** L'article 7 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de TOUL les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis, ni décision visés aux articles 1 et 4 à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus et tous documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3.

**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de TOUL et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 13 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ N° 04.BODE.13 PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE A M. CORINNE CHAUVIN, SOUS-PRÉFÈTE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL CHARGÉE DE L'INTÉRIM DU SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture tel qu'il a été modifié et complété ;  
VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de TOUL ;  
VU les arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2001 relatifs aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;  
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Jean-Pierre BALLOUX, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

#### AR R Ê T E

**ARTICLE 1 :** Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de TOUL est chargée de l'intérim de M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, à compter du 13 avril 2004, dans les limites de la circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

#### I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

- 1) Octroi du concours de la force publique :
  - pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
  - autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale
- 2) Réquisition de logements
- 3) Police des débits de boissons :
  - délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
  - fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boisson et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- 4) Police des armes :
  - visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
  - délivrance des permis de chasser
  - visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

## 5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

## 6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

## 7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)

- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)

- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)

- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de LUNEVILLE

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)

- fixation des dates limites :

- du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

- du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de LUNEVILLE

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales

- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI

- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement

- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements

- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation

- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;

- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

**VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

## **VII - ENVIRONNEMENT**

### **Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

## **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

- accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoires (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equipeement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

## **IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.422-7) R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

## **X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence et fonctionnement de la commission locale d'insertion

ARTICLE 2 : En vertu des arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2001 susvisés, délégation est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL pour assurer la présidence de la Commission d'Arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la Commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de TOUL, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de LUNEVILLE et en cas d'absence ou d'empêchement simultanée de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

⇒ délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

⇒ délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes de garage

ARTICLE 4 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom de la sous-préfète de TOUL, chargée de l'intérim du sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 3 à l'exclusion des correspondances visées à l'article 5 ci-dessous.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Jean Pierre BALLOUX est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours à la préfecture et dans les sous-préfectures de LUNEVILLE et de TOUL et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 14 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

## **DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

### **PREMIER BUREAU**

#### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT TERRITOIRE COMMUNAL D'HERIMENIL**

#### **LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 312-1, L 312-2, et R 311-1 à R 312-6 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 20 octobre 2003, et la demande du Maire d'HERIMENIL en date du 6 février 2004, sollicitant l'autorisation de défricher 1,1004 ha de bois ;

VU l'avis du Directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle-Sud en date du 19 mars 2004 ;  
 VU l'avis du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 5 avril 2004 ;  
 Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

**ARRÊTE**

**Article 1** - La Commune d'HERIMENIL est autorisée à procéder au défrichement des terrains boisés suivants :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune d'HERIMENIL	Bois des Côtes	C	1 (pie)	1,1004 ha	HERIMENIL

**sous réserve :**

- de l'exécution par la Commune d'un boisement compensateur sur la parcelle ZB 111 (0,3390 ha)
- de l'application du régime forestier à cette parcelle et aux parcelles B 384 (0,8244 ha) et ZB 71 (0,2760 ha) dès leur acquisition par voie d'échange.

**Article 2** - La présente autorisation sera affichée

- en mairie, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;
- sur le site, par les soins de la Commune, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

Le plan cadastral des parcelles à défricher sera déposé en mairie où il pourra être consulté pendant la durée des opérations de défrichement.

**Article 3** - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire d'HERIMENIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts

Fait à NANCY, le 9 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER COMMUNE D'HERIMENIL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;  
 VU la délibération du Conseil municipal en date du 5 février 2001 ;  
 VU le plan des lieux ;  
 VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 19 mars 2004 ;  
 VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 5 avril 2004 ;  
 Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

**ARRÊTE**

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune d'HERIMENIL	Bois des Côtes	C	1 (pie)	1,1004 ha	HERIMENIL

**Article 2** - Le présent arrêté prendra effet à la signature de l'acte d'échange des terrains.

**Article 3** - Le Secrétaire général de la Préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire d'HERIMENIL

Fait à NANCY, le 9 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 François DUMUIS

**CINQUIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT LIMITATION ET SUSPENSION PROVISOIRES DES USAGES DE L'EAU  
 PAR LE SYNDICAT MIXTE DE PRODUCTION D'EAU FENSCH-MOSELLE  
 A PARTIR DU POINT DE PRELEVEMENT DE L'ANCIENNE MINE DE SERROUVILLE, LIEUDIT « MOULIN-AU-BOIS »,  
 SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE FILLIERES EN MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la légion d'honneur

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article L 211-3 du code de l'environnement relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau,  
 VU l'arrêté interpréfectoral du 21 décembre 1994 portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux souterraines destinées à la consommation humaine, d'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau situés sur le territoire des communes de ERROUVILLE et de SERROUVILLE et autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine,  
 VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration et notamment l'article 34,  
 VU le décret n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau,  
 VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 portant limitation et suspension des usages de l'eau au lieudit « Moulins-au-Bois » pour une durée de 6 mois ;  
**CONSIDERANT** que le niveau de la nappe n'a toujours pas atteint un seuil satisfaisant et que la pluviométrie actuelle reste faible ;  
**SUR** les propositions M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral du 28 août 2003 susvisé est reconduit pour une durée de 6 mois à compter du 28 février 2004.

**ARTICLE 2** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3** :

- le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le Sous-Préfet de BRIEY,
- le Président du Syndicat Mixte de Production d'Eau Fensch Moselle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,
- le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle,
- le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée aux :

- M. le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle,
- Maires des communes de ERROUVILLE, SERROUVILLE, CRUSNES, JOPPECOURT et FILLIERES,
- Président du Syndicat Intercommunal des Eaux d'AUDUN LE ROMAN,
- Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de MERCY-LE-HAUT,
- Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine,
- Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine,
- Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,

Fait à NANCY, le 30 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PORTANT EXECUTION DE TRAVAUX D'OFFICE AU TITRE DE LA POLICE DES MINES SUR LA CONCESSION DE BOUDONVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU le code minier ;

VU le décret du 17 août 1864 instituant la concession de Boudonville ;

VU l'acte de vente du 29 octobre 1902 de la concession à la S.A. Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville, dont le siège social est situé à l'adresse suivante : Bussy B.P. 33 F-52300 VECQUEVILLE ;

VU le rapport produit par GEODERIS le 13 octobre 2003 relatif à une évaluation de l'aléa et du risque minier établie par un comité d'experts pour la concession de Boudonville ;

VU le rapport de la DRIRE au titre de la police des mines du 15 décembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral de police des mines n° 1000 en date du 9 février 2004, notifié le 10 février 2004 à la S.A. Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville ;

CONSIDERANT les risques identifiés dans les rapports mentionnés ci-dessus et rappelés par l'arrêté préfectoral de police des mines visé ci-dessus ;

CONSIDERANT que les caractéristiques prévisibles de ces risques peuvent porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDERANT que la Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville n'a pas proposé de programme de mise en place des mesures imposées dans le délai de quinze jours fixé par l'arrêté préfectoral de police des mines mentionné ci-dessus ;

CONSIDERANT que le silence de la Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville démontre son intention de ne pas appliquer l'arrêté ;

CONSIDERANT que compte tenu des enjeux en matière de sécurité publique, il convient de mettre en œuvre les dispositifs de surveillance au plus tôt ;

CONSIDERANT que les études préalables à l'implantation des dispositifs de surveillance ainsi que l'installation et la mise en service de ces derniers nécessitent des délais de l'ordre de 12 mois pour la surveillance des zones de risque de fontis et de 6 mois pour la surveillance de la zone d'affaissement ;

CONSIDERANT que pour ne pas entraîner de délai supplémentaire, les actions prescrites doivent être lancées immédiatement ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 11 mars 2004,

Vu le projet d'arrêté préfectoral de travaux d'office adressé pour avis le 16 mars 2004 à la société des Hauts fourneaux de Maxéville par lettre recommandée avec accusé de réception,

Vu la lettre du 18 mars 2004 par laquelle la société des Hauts Fourneaux de Maxéville informe le Préfet de Meurthe et Moselle de son intention de contester les travaux prescrits devant la justice administrative,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

**ARRETE**

**Article 1** : Il sera procédé d'office, aux frais de la S.A. Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville, dont le siège social est situé à l'adresse suivante : Bussy B.P. 33 F-52300 VECQUEVILLE, à l'exécution des études, travaux, surveillance des zones d'affaissement et de fontis prescrits par l'arrêté préfectoral n° 1000 du 9 février 2004.

**Article 2** : Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts-Fourneaux de Maxéville, transmis immédiatement aux Maires des communes de NANCY et de MAXEVILLE et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 5 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
A ARNAVILLE SOUMIS AU REGIME DE LA DECLARATION PREALABLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le projet de la commune d'ARNAVILLE relatif à la réalisation de travaux collecte et de transport des eaux usées et à la réalisation d'une station d'épuration ;

**CONSIDERANT** que le projet est répertorié sous les rubriques 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de la déclaration ;

VU le rapport en date du 28/01/2004 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 4 mars 2004 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## AR R E T E

### ARTICLE 1 - OBJET

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le Maire de la commune d'ARNAVILLE concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et d'une station d'épuration dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration.

### ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après.

Ils consistent principalement en :

-La construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 700 équivalents - habitants sur le territoire d'ARNAVILLE (parcelle AD 2) , en rive droite du RUPT-DE-MAD, à l'aval du village.

-L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par cultures fixées sur support fin (infiltration-percolation sur sable).

-Le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le RUPT-DE-MAD par l'intermédiaire d'un fossé;

-L'aménagement de 5 déversoirs d'orage sur les réseaux d'égout et d'un poste de refoulement.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.

Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Le déclarant devra, dans un délai de 2 (deux) ans après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.

4. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	70 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	50 %	-
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

5. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.

### ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, et au service chargé de la police de l'eau tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

### ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

### ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 7 - RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

## ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le Maire de la commune d'ARNAVILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie d'ARNAVILLE.

Fait à NANCY, le 13 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## Arrêté du 21 juin 1996

fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

Arrêtent :

**Art. 1 - Objet** - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

## CHAPITRE I

## Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier

## SECTION 1 Conception et implantation

**Art. 2 - Dispositions générales** - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

## SECTION 2 Rejet

**Art. 3 - Protection du milieu naturel** - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

**Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface** - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

**Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités** - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

**Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

**SECTION 3 Entretien des installations et élimination des boues et des graisses**

**Art. 7 - Entretien** - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

**Art. 8 - Destination des boues et des graisses** - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;
- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

**CHAPITRE II**

**Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993**

**SECTION 1 Conception**

**Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé** - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

**Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement** - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

**Art. 11 - Raccordements** - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau** - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

**SECTION 2 Obligations de résultat**

**Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface** - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

**Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités** - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

**Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

**SECTION 3 Implantation**

**Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives** - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Art. 17 - Protection contre les crues** - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**SECTION 4 Équipements annexes et préservation du site**

**Art. 18 - Voie d'accès** - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

**Art. 19 - Clôture des ouvrages** - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

**Art. 20 - Protection contre le gel** - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

**Art. 21 - Bassin d'orage** - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

**Art. 22 - Dégrillage** - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.



## SECTION 5 Exploitation, maintenance et contrôle

**Art. 23 - Exploitation** - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

**Art. 24 - Maintenance** - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

**Art. 25 - Contrôle des rejets** - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

**Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration** - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO5 : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO5 : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

**Art. 27 - Dispositions complémentaires** - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

## PREMIER BUREAU

## CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE DU DOMAINE DES HAUTES TERRES

Objet : Création de l'association syndicale du Domaine des Hautes Terres.

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 9 juillet 2002 reçu par maître PERSON, notaire à Toul, il a été constitué une association syndicale libre dans les termes de la loi du 21 juin 1865 et des textes subséquents.

Dénomination : l'association syndicale est dénommée : association syndicale libre du Domaine des Hautes Terres.

Durée : La durée de l'association syndicale est illimitée.

Siège social : le siège social de l'association est fixé à la mairie d'ECROUVES. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la commune par simple décision du syndicat.

Objet :

Cette association syndicale a pour objet :

- L'entretien des biens et aménagements communs à tous les propriétaires du lotissement et compris dans son périmètre notamment voies, espaces verts communs, canalisations, réseaux et éclairage public, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation des réseaux.
- L'appropriation desdits biens.
- La création de tous éléments d'équipements nouveaux.
- Le contrôle de l'application du cahier des charges du lotissement
- La gestion et la police desdits biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires, dès leur mise en service, et la conclusion de tous les contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association.
- La répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement.
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets ci-dessus définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts.

Administration : l'association est administrée par un syndicat de quatre membres nommés par l'assemblée générale pour trois ans. Ces quatre membres ont désigné parmi eux :

- la directrice et présidente : Mme Marie Laure REMILLY
- la directrice adjointe : Mme Magali SEMINARA
- la secrétaire : Mme Christelle VIGNERON
- le trésorier : Mme Catherine QUINETTE

NANCY, le 6 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

## ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1998 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin ;

Vu la délibération du comité syndical du 29 janvier 2004 relative à la modification des statuts ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes d'ANDILLY (15/1/04 et 26/2/04), MENIL-LA-TOUR (25/3/04), ROYAUMEIX (28/1/04) et SANZEY (16/3/04) ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres d syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### ARRETE

Article 1er Les compétences du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont étendues à la réalisation des investissements nécessaires à la scolarisation des enfants d'âge préscolaire et du 1<sup>er</sup> degré.

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les maires d'ANDILLY, MENIL-LA-TOUR, ROYAUMEIX et SANZEY. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

---

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

#### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE DDASS / AES / N°67 RELATIF A L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE AUDUN-LE-ROMAN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

- VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;  
VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;  
VU le décret 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile ;  
VU le décret n° 95-185 du 14 février 1995 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;  
VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1997, autorisant la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine (SSM) dont le siège social est situé 68, rue Foch à HAYANGE (Moselle) à gérer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 45 places sur le canton d'AUDUN LE ROMAN et la commune de NORROY LE SEC ;  
VU le dossier reconnu complet le 6 octobre 2003, présenté par la Société de Secours Minière Fer et sel de Lorraine en vue d'être autorisée à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de BRIEY HOMECOURT de 45 à 50 places, soit une extension « non importante » de 5 places ;  
VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 10 juillet 2002 ;  
VU l'avis émis le 3 novembre 2003 par le Directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est qui juge l'aspect non prioritaire de cette extension par rapport au taux d'équipement du canton, tout en y étant cependant pas opposé ;  
VU l'avis réservé émis le 11 février 2004 par le Médecin Inspecteur de Santé Publique sur les besoins exprimés dans la demande et concluant sur son caractère non prioritaire ;

CONSIDERANT que :

- le taux d'équipement du secteur desservi par le S.S.I.A.D.(29,1 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus) est supérieur à la moyenne régionale (17,38 pour 1000),
  - le nombre de journées réalisées au cours des derniers exercices est en diminution,
  - lors de la récente enquête effectuée auprès du service aucun nom ne figurait sur la liste d'attente,
  - en conséquence la demande d'extension de 5 places est à surestimée par rapport aux besoins actuels et n'apparaît pas comme prioritaire ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

Article 1 : L'autorisation sollicitée par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine dont le siège social est situé 68, rue Foch à HAYANGE (57), tendant à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de AUDUN LE ROMAN de 45 à 50 places, soit une extension de 5 places, est refusée.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à M. Directeur de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine.

NANCY, le 2 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

#### DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

- VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU l'avis émis par la CDOA du 10/03/2004,  
CONSIDERANT qu'il existe un grand nombre de demandes pour reprendre l'exploitation de M MICHEL Jean Marie de FOUÛ,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,  
SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction, les demandes d'autorisation d'exploiter les terres agricoles de l'exploitation libérée par Mr MICHEL Jean Marie sur la commune de FOUÛ sont portées de 4 à 6 mois.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 11 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES  
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU l'avis émis par la CDOA du 10/03/2004,  
CONSIDERANT qu'il existe un grand nombre de demandes pour reprendre l'exploitation de M CARRIER Raymond de CHAZELLES SUR ALBE,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,  
SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction, les demandes d'autorisation d'exploiter les terres agricoles de l'exploitation libérée par Mr CARRIER Raymond sur la commune de SAINT MARTIN - CHAZELLES SUR ALBE sont portées de 4 à 6 mois.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 11 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES  
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU l'avis émis par la CDOA du 10/03/2004,  
CONSIDERANT qu'il existe un grand nombre de demandes pour reprendre l'exploitation de M DARTOIS Jean Paul de GERBEVILLER,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,  
SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction, les demandes d'autorisation d'exploiter les terres agricoles de l'exploitation libérée par Mr DARTOIS Jean Paul sur la commune de GERBEVILLER sont portées de 4 à 6 mois.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 11 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**DÉCISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES  
DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU l'avis émis par la CDOA du 10/03/2004,  
CONSIDERANT qu'il existe un grand nombre de demandes pour reprendre le GAEC DE LA PETITE CORVEE à SAXON CHAOUILLEY et VRONCOURT,  
CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,  
SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction, les demandes d'autorisation d'exploiter les terres agricoles de l'exploitation libérée par le GAEC DE LA PETITE CORVEE sur la commune de SAXON CHAOUILLEY et VRONCOURT sont portées de 4 à 6 mois.

ARTICLE 2 : Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 11 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**DÉCISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/02/2004 par Monsieur GUILLIN Etienne à NORROY LE SEC concernant 5,02 ha situés à BETTAINVILLERS,  
VU le projet d'installation dans lequel figurent les parcelles objet de la présente demande,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Monsieur GUILLIN Etienne est autorisé à exploiter 5,02 ha conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUILLIN Etienne.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUILLIN Etienne, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BETTAINVILLERS pour affichage.  
NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/02/2004 par Monsieur LINTZ Sébastien à VELAINES SOUS AMANCE concernant son installation en GAEC  
VU le projet d'installation avec les aides de l'Etat,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1<sup>er</sup> : Monsieur LINTZ Sébastien est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LINTZ Sébastien.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LINTZ Sébastien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VELAINES SOUS AMANCE pour affichage.  
NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2004 par Monsieur COTTEL Michel à BORVILLE concernant 11,60 ha situés à LOROMONTZEY en vue d'être associé dans le GAEC du RAYEUX.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que le GAEC du RAYEUX occupe un rang de priorité comparable à la demande de Monsieur Pascal DIDIER examiné favorablement lors de la précédente réunion

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur COTTEL Michel est autorisé à exploiter 11,60 ha et rentrer dans le GAEC du RAYEUX comme associé, conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COTTEL Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COTTEL Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2004 par Monsieur MARTIN Michaël à ETREVAL concernant l'exploitation de 54,56 ha situés à FORCELLES SAINT GORGON - CHAOUILLEY - THOREY LYAUTEY - VAUDEMONT - ETREVAL en succession de l'exploitation de Madame MARTIN;  
VU l'absence de demande concurrente et considérant qu'il s'agit de reprendre l'exploitation familiale,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur MARTIN Michaël est autorisé à exploiter 54,56 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MARTIN Michaël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARTIN Michaël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FORCELLES SAINT GORGON - CHAOUILLEY - THOREY LYAUTEY - VAUDEMONT - ETREVAL pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/01/2004 par l'association « Ferme de la Faisanderie » représentée par Madame DUPRE Nicole à NEUVES MAISONS concernant 7,92 ha situés à BAINVILLE SUR MADON ; la motivation et les résultats étant les suivants : Elevage de volailles et petits gibiers à plumes.  
VU l'objet social du projet et l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : L'association " Ferme de la Faisanderie" est autorisée à exploiter 7,92 ha conformément à la demande déposée par Madame DUPRE.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame DUPRE Nicole.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à la gérante de l'association, Madame DUPRE Nicole, au Conseil Général de Meurthe et Moselle, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BAINVILLE SUR MADON pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2004 par Monsieur MATHIEU Sylvain à GELACOURT concernant 22,34 ha situés à BROUVILLE - MERVILLER - GELACOURT ; la motivation et les résultats étant les suivants : son installation dans le GAEC de FLACOURT.  
VU les engagements établis entre le propriétaire et l'accord intervenu sur le plan local avec les différents repereneurs,  
VU ENTENDU Messieurs MATHIEU Bruno et Sylvain lors de la CDOA du 10 mars 2004,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,  
CONSIDERANT que la demande présentée, s'ajoutant à l'attribution de la SAFER de Lorraine, est de nature à permettre l'installation d'un jeune agriculteur,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur MATHIEU Sylvain est autorisé, sous réserve de réaliser son installation dans un délai d'un an, à exploiter 22,34 ha conformément à la demande qu'il a déposée  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MATHIEU Sylvain.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MATHIEU Sylvain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BROUVILLE - MERVILLER - GELACOURT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/01/2004 par Messieurs GUILLAUME et SESMAT à FLIN concernant 5,15ha situés à GELACOURT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
ENTENDU Messieurs MATHIEU Bruno et Sylvain lors de la CDOA du 10 mars 2004,  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Messieurs GUILLAUME et SESMAT sont autorisés à exploiter 5,15 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs GUILLAUME et SESMAT.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GUILLAUME et SESMAT, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELACOURT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2004 par Monsieur COLIN Dominique à BARBAS concernant 2,92 ha situés à PETTONVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT qu'il s'agit d'un bien familial,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur COLIN Dominique est autorisé à exploiter 2,92 ha conformément à la demande qu'il a déposée.



ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/02/2004 par Monsieur COLIN Jacques à CHAOUILLEY concernant 5,38 ha situés à CHAOUILLEY ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.

VU l'accord intervenu au plan local et l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur COLIN Jacques est autorisé à exploiter 5,38 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Jacques.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Jacques, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/02/2004 par Messieurs VOSGIEN Jean Bernard et Claude à CHAOUILLEY concernant 7,65 ha situés à CHAOUILLEY - VAUDEMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.

VU l'accord intervenu au plan local et l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Messieurs VOSGIEN Jean Bernard et Claude sont autorisés à exploiter 7,65 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs VOSGIEN J Bernard et Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs VOSGIEN J Bernard et Claude, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY - VAUDEMONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/02/2004 par Monsieur FLORENTIN Bruno à FORCELLES SAINT GORGON concernant 6,95 ha situés à VAUDEMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.

VU l'accord intervenu au plan local et l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur FLORENTIN Bruno est autorisé à exploiter 6,95 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FLORENTIN Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FLORENTIN Bruno, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEMONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/02/2004 par Monsieur GEORGES Francis à CHENEVIERES concernant 6,56 ha situés à VATHIMENIL - CHENEVIERES ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur GEORGES Francis est autorisé à exploiter 6,56 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGES Francis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGES Francis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VATHIMENIL - CHENEVIERES pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/01/2004 par Monsieur PAULUS Joël à FREMONVILLE concernant 8,43 ha situés à CIREY SUR VEZOUZE ; la motivation et les résultats étant les suivants : installation pour son fils Alban.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que la demande, en cours de dépôt, de Monsieur Jacky DUVAL, n'a pas pour effet de permettre une installation et de ce fait n'est pas prioritaire à la demande de Monsieur PAULUS,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur PAULUS Joël est autorisé, sous réserve de réaliser l'installation d'un fils dans un délai d'un an, à exploiter 8,43 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PAULUS Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PAULUS Joël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CIREY SUR VEZOUZE pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/02/2004 par Monsieur VUILLEMIN Etienne à MARAINVILLER concernant 22,47 ha situés à MARAINVILLER ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en vue de l'installation d'un fils avec les aides de l'Etat.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur VUILLEMIN Etienne est autorisé, sous réserve de réaliser l'installation d'un fils dans un délai de deux ans, à exploiter 22,47 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VUILLEMIN Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VUILLEMIN Etienne, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MARAINVILLER pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/02/2004 par Monsieur SIMONIN Olivier à VIGNEULLES concernant 4,22 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
VU l'accord intervenu au plan local et l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur SIMONIN Olivier est autorisé à exploiter 4,22 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur SIMONIN Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIMONIN Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/01/2004 par Monsieur ROUYER Laurent à ESSEY ET MAIZERAIS concernant 4,05 ha situés à ESSEY ET MAIZERAIS ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur ROUYER Laurent est autorisé à exploiter 4,05 ha conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ROUYER Laurent.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ROUYER Laurent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ESSEY ET MAIZERAIS pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/01/2004 par Monsieur MAURICE Michel à CRUSNES concernant 13,18 ha situés à SERROUVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : Reprise de biens familiaux - installation du fils en 2005.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur MAURICE Michel est autorisé à exploiter 13,18 ha, sous réserve de l'installation du fils dans un délai d'un an, conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MAURICE Michel.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MAURICE Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 11 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/02/2004 par Madame PIERSON Dominique à BASLIEUX concernant 5,99 ha situés à BASLIEUX - PIERREPONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Madame PIERSON Dominique est autorisée à exploiter 5,99 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame PIERSON Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame PIERSON Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BASLIEUX - PIERREPONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/01/2004 par Monsieur LOUIS Olivier à BELLEAU concernant 11,46 ha situés à BELLEAU ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Monsieur LOUIS Olivier est autorisé à exploiter 11,46 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LOUIS Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LOUIS Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/12/2003 par Monsieur REPPLINGER Olivier à WOEL concernant 7,91 ha situés à VILLERS LA MONTAGNE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur REPPLINGER Olivier est autorisé à exploiter 7,91 ha conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur REPPLINGER Olivier.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur REPPLINGER Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLERS LA MONTAGNE pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/02/2004 par Madame CUNY Claisse à DOMPTAIL concernant 30,63 ha situés à LOROMONTZEY - ST GERMAIN ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.  
VU l'absence de demande concurrente et les liens familiaux entre le cédant et le cessionnaire,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Madame CUNY Claisse est autorisée à exploiter 30,63 ha conformément à la demande qu'elle a déposée  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CUNY Claisse.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame CUNY Claisse, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY - ST GERMAIN pour affichage.  
NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/02/2004 par Madame et Messieurs SCHWARTZ Anne-Marie, Paul et Luc à ARMAUCOURT concernant 4,36 ha situés à EULMONT - LAY SAINT CHRISTOPHE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en compensation d'une emprise d'utilité publique.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Madame et Messieurs SCHWARTZ Anne-Marie, Paul et Luc sont autorisés à exploiter 4,36 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame et Messieurs SCHWARTZ Anne-Marie, Paul et Luc.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Messieurs SCHWARTZ Anne-Marie, Paul et Luc, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EULMONT - LAY SAINT CHRISTOPHE pour affichage.  
NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/02/2004 par Monsieur VAUTRIN Jean Michel à BELLEAU concernant 0,60 ha situés à LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en compensation d'une emprise d'utilité publique.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

ARTICLE 1er : Monsieur VAUTRIN Jean Michel est autorisé à exploiter 0,60 ha conformément à la demande qu'il a déposée.  
ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VAUTRIN Jean Michel.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VAUTRIN Jean Michel, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT pour affichage.  
NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,



VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/02/2004 par Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne, Vincent à AGINCOURT concernant 15,02 ha situés à LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en compensation d'une emprise d'utilité publique.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée.,

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne, Vincent sont autorisés à exploiter 15,02 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne, Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs DROUVILLE Marc, Etienne, Vincent, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/02/2004 par Messieurs REIGNIER Benoit et Damin à AGINCOURT concernant 3,92 ha situés à LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en compensation d'une emprise d'utilité publique.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée,

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Messieurs REIGNIER Benoit et Damin sont autorisés à exploiter 3,92 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs REIGNIER Benoit et Damin.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs REIGNIER Benoit et Damin, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAY SAINT CHRISTOPHE - EULMONT pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 29 août 2002,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/01/2004 par Monsieur HURAUX Pierre à EULMONT concernant 2 ha situés à EULMONT - LAY SAINT CHRISTOPHE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en compensation de l'emprise d'une emprise d'utilité publique.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/03/2004 sur la demande précitée..

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Monsieur HURAUX Pierre est autorisé à exploiter 2 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HURAUX Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HURAUX Pierre, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EULMONT - LAY SAINT CHRISTOPHE pour affichage.

NANCY, le 15 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

#### DÉCISION CONCERNANT L'EXPLOITATION D'UN BIEN AGRICOLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur,

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Philippe PETITJEAN, directeur départemental adjoint de l'agriculture et de la forêt en date du 23 Mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/01/2004 par Monsieur DARNOIS Christian à SIONVILLER concernant la reprise de 32,68 ha de biens familiaux

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole de Meurthe et Moselle réunie le 10/03/2004 sur les terrains situés sur la commune de MAGNIERES.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole des Vosges réunie le 18/03/2004 sur les 30.39 ha situés sur SAINT PIERREMONT, XAFFVILLERS et DOMPTAIL.

VU l'absence de demande concurrente

#### D E C I D E :

ARTICLE 1er : Monsieur DARNOIS Christian est autorisé à exploiter 32,68 ha conformément à la demande qu'il a déposée

ARTICLE 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DARNOIS Christian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DARNOIS Christian, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et à la DDAF des Vosges.

NANCY, le 2 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
par empêchement du Directeur départemental  
de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,  
Le Directeur Adjoint  
Philippe PETITJEAN

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

### ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/N° 25

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur,

**VU** le code rural et notamment ses articles L221-11 -- L242-6 - L242-7 - L243-1 - R221-4 - R221-16 -R241-23 - R241-76 ;

**VU** la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles et professionnelles ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1993 portant attribution du mandat sanitaire au Docteur MESSIN Pascal demeurant à 22 chemin des Brigeottes à SAINT MAX 54130 et membre de la SCP Vétérinaire ANTOINE - HOERNER - MESSIN - THIRIET - VROMANN à MORHANGE (57) ;

**VU** la décision de la Chambre Supérieure de discipline de l'Ordre des Vétérinaires du 07 février 2003 qui a déclaré la dite SCP coupable de nombreux faits, les a jugés contraires à l'honneur et à la probité et l'a condamnée à la peine de suspension d'exercice de la profession vétérinaire sur le territoire national pour une durée d'un an dont neuf mois avec sursis ;

**VU** le rejet par le Conseil d'Etat de la requête de ladite SCP en vue de l'annulation de la décision de la Chambre Supérieure de discipline de l'Ordre des Vétérinaires susvisée en date du 10 décembre 2003 ;

Considérant la notification faite par le Président de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine à la SCP susvisée de la sanction prise à son encontre en date du 8 mars 2004 ;

Considérant que la peine de suspension d'exercice de la profession vétérinaire qui s'applique à la SCP susvisée , s'applique à chacun de ses membres et que de fait, les actes relevant du champ d'application du mandat sanitaire attribué au Docteur MESSIN, ne peuvent plus être exécutés par ce dernier ;

Considérant que du fait de la condamnation de la SCP à laquelle il appartient, le Docteur MESSIN ne satisfait plus aux obligations prévues à l'article 241-23 du Code Rural

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - Le mandat sanitaire du Docteur MESSIN est suspendu à compter du 19 avril 2004

**Article 2** - Le mandat sanitaire du Docteur MESSIN pourra être rétabli à l'issue d'une période de 3 mois suivant la date de suspension sous réserve de l'instruction d'une nouvelle demande par l'intéressé auprès du préfet

**Article 3** - L'arrêté préfectoral du 27 juillet 1993 susvisé est abrogé

**Article 4** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale des Services Vétérinaires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 9 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>836</b>
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>836</b>
<b>QUATRIEME BUREAU .....</b>	<b>836</b>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN .....	836
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE .....	837
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN .....	837
<b>CINQUIEME BUREAU .....</b>	<b>838</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY A EFFECTUER EN URGENCE DES TRAVAUX D'EDIFICATION D'UNE CLOTURE POUR PARTIE FUSIBLE EN VUE D'ENCLURE SES TROIS BASSINS COMPOSANT SA RESERVE EN EAU POTABLE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE RICHARDMENIL, MEREVILLE ET FLAVIGNY-SUR-MOSELLE .....	838
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE D'ONVILLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUPT-DE-MAD DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA RUE DE LA GARE A ONVILLE .....	838
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE REHAINVILLER A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA FONTAINE BENITE ET ACCUSANT RECEPTION DU PROJET DE RECONSTRUCTION DU PONT DU RUISSEAU, RUE DU MONT A REHAINVILLER .....	839
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA POSE DE DEUX TUYAUX EN POLYETHYLENE EN LITS MINEUR ET MAJEUR DE LA MEURTHE SOUS LE PONT SUPPORTANT LA NOUVELLE RN 59 A LACHAPPELLE .....	840
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REHAUSSE DE 0 A 50 CENTIMETRES DE LA DIGUE SISE EN LIT MINEUR RIVE GAUCHE DE LA VEZOUE DANS LA TRAVERSEE DE LA COMMUNE DE LUNEVILLE, QUAI DE LA VEZOUE .....	842
ARRETE PREFECTORAL N° 1005 PRESCRIVANT DES MESURES DE POLICE DES MINES A LA SALINE D'EINVILLE S.A. POUR L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LA CONCESSION MINIERE DE LA SABLONNIERE A EINVILLE-AU-JARD .....	843
ARRETE PREFECTORAL N° 1007 PRESCRIVANT DES MESURES DE POLICE DES MINES A LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST APPLICABLES A LA MINE DE SEL GEMME D'EINVILLE-AU-JARD DANS LA CONCESSION MINIERE DE SAINT-LAURENT-CHARMEL .....	844
ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE DE M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON, EN VUE D'OBTENIR L'AUTORISATION RELATIVE AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE NEUVES-MAISONS (CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION DE 30 000 EH EN COMMUNES DE NEUVES-MAISONS ET PONT-SAINT-VINCENT) AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	846
ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE DE M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS, A L'EFFET D'ETRE AUTORISE A EFFECTUER LES TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	846
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>847</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>847</b>
CREATION DE L'ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE BRICHAMBEAU .....	847
<b>DEUXIEME BUREAU .....</b>	<b>847</b>
AUTORISATION PREFECTORALE N° 157 .....	847
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>848</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>848</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES ENTRE FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS ET VIVIERS SUR CHIERS .....	848
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT D'ERBEVILLER SUR AMEZULE DU S.I.C.H.E.R.D. ....	848
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>849</b>
COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE - EXTENSION DE COMPETENCES .....	849
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>849</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ECOLE ET LA CANTINE DE BLENOD-LES-TOUL .....	849
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE .....	850
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>850</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>850</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>850</b>
ARRETE N° 9 DU 23 JUILLET 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL .....	850
ARRETE N° 15 DU 29 JUIN 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	851
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/27 DU 9 AOUT 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°04/07 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY N° FINESS H 54 000 0767 .....	852
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/28 DU 9 AOUT 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 12 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) N° FINESS H 54 000 0866 .....	853
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/29 DU 16 AOUT 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/04 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS H 54 000 0080 .....	854

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

<b>DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE .....</b>	<b>854</b>
ARRETE 2004 DISAS-123-S.H.D. FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION PERMANENTE ISSUE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL CONSULTATIF DES PERSONNES HANDICAPEES .....	854
ARRETE N° 434 FIXANT POUR 2004, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE D'UNE COMPETENCE CONJOINTE DE L'ETAT ET DU DEPARTEMENT - CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE - INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE, 02, RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE .....	855
ARRETE N° 435 FIXANT POUR 2004, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE D'UNE COMPETENCE CONJOINTE DE L'ETAT ET DU DEPARTEMENT - CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE, 73, RUE ISABEY - 54000 NANCY ET ANTENNE, 5 RUE HIPPOLYTE HUART - 54400 LONGWY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIONS MEDICO-SOCIALES PRECOCES DE LORRAINE .....	856
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>857</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>857</b>
ARRETE DDASS/AES N° 159 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BACCARAT .....	857
ARRETE DDASS/AES N° 160 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU .....	857
ARRETE DDASS/AES N° 161 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME D'EINVILLE AU JARD .....	858
ARRETE DDASS/AES N° 162 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY .....	858
ARRETE DDASS/AES N° 163 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE PONT A MOUSSON .....	858
ARRETE DDASS/AES N° 239-04 DU 11/08/04 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE CONCOURS SUR TITRES DE TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER .....	859
ARRETE DDASS/AES N°241-04 DU 11/08/04 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE SECRETAIRES MEDICAUX .....	859
<b>AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE » .....</b>	<b>860</b>
ARRETE DDASS/AES/N°200/2004 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) DE MONT-SAINT-MARTIN - ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY 4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN .....	860
ARRETE DDASS/AES/N°201/2004 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) CHU DE NANCY 29, AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX .....	861
ARRETE DDASS/AES/N° 212 DU 20 JUILLET 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) A NANCY GERE PAR LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	862
ARRETE DDASS/AES/N° 213 DU 20 JUILLET 2004 AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) 1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND A VILLERUPT GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM .....	862
ARRETE DDASS/AES/N°237 DU 20 JUILLET 2004 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) "UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT DES TOXICOMANIES" (UFATT) - 22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY GERE PAR LE CHU DE NANCY .....	863
ARRETE DDASS/AES/N° 238 DU 20 JUILLET 2004 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM 1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM .....	864
<b>POLE SOCIAL .....</b>	<b>864</b>
ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES CAPACITES DU CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS DE NANCY - CEDV DE LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS - FADV 8, RUE DE SANTIFONTAINE - BP 3724 - 54098 NANCY CEDEX .....	864
<b>S.E.M.S. ....</b>	<b>865</b>
ARRETE DDASS / SEMS / N° 352 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	865
ARRETE DDASS / SEMS / N° 353 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE .....	866
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL .....	866
ARRETE DDASS / SEMS / N° 354 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT .....	866
ARRETE DDASS / SEMS / N° 355 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY .....	867
ARRETE DDASS / SEMS / N° 356 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE .....	868
ARRETE DDASS / SEMS / N° 357 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS .....	868
ARRETE DDASS / SEMS / N° 358 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT .....	869

ARRETE DDASS / SEMS / N° 359 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF.....	869
ARRETE DDASS / SEMS / N° 360 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY .....	870
ARRETE DDASS / SEMS / N° 361 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS.....	870
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>871</b>
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>871</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/258 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE BOISMONT.....	871
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/259 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE LANDECOURT.....	871
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/260 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE PIERREPONT.....	872
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>872</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA S.C.O.P. SN CIEDIL.....	872
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>873</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>873</i>
ARRETE 2004/DDE/247/CDER.....	873
ARRETE 2004/DDE/248/CDER.....	873
ARRETE 2004/DDE/249/CDER.....	874
ARRETE 2004/DDE/250/CDER.....	874
ARRETE 2004/DDE/251/CDER.....	875
ARRETE 2004/DDE/252/CDER.....	875
ARRETE 2004/DDE/253/CDER.....	876
ARRETE 2004/DDE/255/CDER.....	877
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>877</i>
AVIS.....	877
ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME CONCERNANT MME HELENE GUIDAT, SUBDIVISIONNAIRE A LONGWY.....	878
ARRETE N° 04 DE 003 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GERMONVILLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME.....	878
ARRETE N° 04 DE 004 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE HABLAINVILLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME.....	878
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX .....</b>	<b>879</b>
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE VAL ET CHATILLON.....	879
<b>OFFICE NATIONAL DES FORETS .....</b>	<b>879</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE JEZAINVILLE.....	879
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>880</b>
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS.....	880
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>880</b>
DELEGATION DE SIGNATURE.....	880
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>881</b>
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE CONTREMAITRE A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	881
AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT DE 4 INFIRMIER(ES) CADRE DE SANTE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU.....	881
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>881</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-043 EN DATE DU 29 JUIN 2004 ET DU 19 JUILLET 2004 PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE NETTOIEMENT DU HAUT PLATEAU MESSIN.....	881

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

#### QUATRIEME BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 5 août 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 3 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-Nancy-campagne  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - CAMPAGNE pour la séance du lundi 23 août 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 3 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 19 août 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 10 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY  
A EFFECTUER EN URGENCE DES TRAVAUX D'EDIFICATION D'UNE CLOTURE POUR PARTIE FUSIBLE  
EN VUE D'ENCLURE SES TROIS BASSINS COMPOSANT SA RESERVE EN EAU POTABLE  
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE RICHARDMENIL, MEREVILLE ET FLAVIGNY-SUR-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et L.432-3 ;

VU le Code rural ;

VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU le Code civil, notamment l'article 647 ;

VU le décret n° 91-796 du 20 août 1991 confiant à Voies Navigables de France la gestion du domaine public fluvial, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

VU le décret 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et notamment son article 34 ;

VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié pris en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande et l'étude hydraulique présentées par le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy le 21 juin 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur Interrégional du Service de la Navigation du Nord-Est en date du 5 juillet 2004 ;

VU l'avis favorable de la Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique de Meurthe-et-Moselle en date du 28 juin 2004 ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;

**CONSIDERANT** le caractère d'urgence des travaux pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ;

**CONSIDERANT** que la préservation de l'alimentation en eau potable est une des orientations fondamentales du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er**

Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisé à entreprendre en urgence, sur le territoire des communes de RICHARDMENIL, MEREVILLE et FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, des travaux d'édification d'une clôture pour partie fusible, en vue d'enclure ses trois bassins composant la réserve en eau potable de l'agglomération nancéienne.

**ARTICLE 2**

La servitude des pêcheurs en rive droite de la Moselle est supprimée. Le locataire du bail de pêche n'est donc autorisé à pêcher qu'en rive gauche.

**ARTICLE 3**

Après réalisation des travaux, le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy sera tenu d'adresser en Préfecture ( DACI 5 - bureau de l'Environnement ) un compte-rendu indiquant leur incidence sur les éléments mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

**ARTICLE 4**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 5**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 6**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

- Monsieur le Directeur Interrégional du Service de la Navigation du Nord-Est,

- Messieurs les maires des communes de RICHARDMENIL, MEREVILLE et FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-ET-MOSELLE,,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

- Ampliation du présent arrêté notifiée au permissionnaire et affichée en mairies de RICHARDMENIL, MEREVILLE et FLAVIGNY-SUR-MOSELLE

- Ampliation du présent arrêté sera également transmise au Chef de la brigade départementale des gardes-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche et au Président de la Fédération Départementale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE D'ONVILLE A EFFECTUER DES TRAVAUX  
INTERESSANT LE LIT DU RUPT-DE-MAD DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA RUE DE LA GARE A ONVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'Environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Maire de la commune d'ONVILLE relative à l'autorisation de réaliser des travaux de réfection du pont de la rue de la gare à ONVILLE ;

VU le rapport de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 mai 2004 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle en séance du 18 juin 2004 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

La commune d'ONVILLE est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, des travaux dans le lit du RUPT-DE-MAD.



Ces travaux devront être terminés dans le délai de 6 mois à compter du 01 juillet 2004.

#### **ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés en commune d'ONVILLE, au droit et de part et d'autre du pont de la rue de la gare.

#### **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages intéressant le pont et le lit du RUPT-DE-MAD consistent essentiellement en :

- La mise à sec temporaire du lit de la rivière au droit des travaux (batardeaux) ;
- La pose d'échafaudages ;
- La réfection de l'ouvrage d'art notamment les piles;
- La remise en l'état du lit du RUPT-DE-MAD.

#### **ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Le technicien garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer, s'il y a lieu, les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

#### **ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux de réparation du pont.

#### **ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

#### **ARTICLE 10- DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

#### **ARTICLE 11- PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY,

Monsieur le Maire de la commune d'ONVILLE ,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-et-MOSELLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratif et notifié au permissionnaire.

Ampliation de l'arrêté sera affichée en mairie d'ONVILLE.

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### **ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNE DE REHAINVILLER A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA FONTAINE BENITE ET ACCUSANT RECEPTION DU PROJET DE RECONSTRUCTION DU PONT DU RUISSEAU, RUE DU MONT A REHAINVILLER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de la commune de REHAINVILLER, le 10 mai 2004, relative à l'autorisation de reconstruire le pont, rue du Mont, du ruisseau de la FONTAINE BENITE ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 28 mai 2004 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 18 juin 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

#### **ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle accuse réception de la déclaration de la commune de REHAINVILLER relative aux travaux de reconstruction du pont de la rue du Mont franchissant le ruisseau de FONTAINE BENITE.

Ces travaux sont répertoriés sous la rubrique 2-5-2 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 du 29 mars 1993, en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, relative aux « installations et ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatiques sur une longueur supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m ».

La commune de REHAINVILLER est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la FONTAINE BENITE nécessaires à la reconstruction du pont.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter du 01 août 2004.

#### **ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de REHAINVILLER, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau de la FONTAINE BENITE, rue du Mont.

#### **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages consistent à :

- barrer le ruisseau au moyen de seuils placés en amont et en aval du pont existant ;
- assécher la zone de travail ;
- mettre en place deux buses de transit parallèles de diamètre 600 mm au travers des seuils ;
- démolir le pont existant ;
- construire un nouveau pont ( longueur 20 mètres, murs en aile compris ) sur cadre béton ( longueur 12,70 m ; hauteur 2,75 m ; largeur 2,50 m ) ;
- remettre les lieux en l'état.

#### **ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de la FONTAINE BENITE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

#### **ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Concernant l'ouvrage définitif, le pétitionnaire devra se conformer à l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2-5-2 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Ce texte est annexé au présent arrêté.

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

#### **ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

#### **ARTICLE 10 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire et de 4 ans pour les tiers. Le délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée au pétitionnaire et à compter de la publication ou de l'affichage pour les tiers (article 29 de la Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau ; article L 214-10 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 11- PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Monsieur le Maire de la commune de REHAINVILLER,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire et affiché en mairie de REHAINVILLER.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA POSE DE DEUX TUYAUX EN POLYETHYLENE EN LITS MINEUR ET MAJEUR DE LA MEURTHE  
SOUS LE PONT SUPPORTANT LA NOUVELLE RN 59 A LACHAPELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;  
Vu le Code rural ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau codifiée ;

Vu la demande déposée par le Directeur Régional de France TELECOM en date du 7 avril 2004 ;

Vu le rapport du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est en date du 7 juin 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 juin 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Le Directeur Régional de France TELECOM est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

- Rubrique 2-5-3 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Ouvrages dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues"* AUTORISATION

- Durée prévisionnelle des travaux : dès la notification de l'arrêté préfectoral jusqu'au 31 juillet 2004

La pose des deux tuyaux en polyéthylène en lits mineur et majeur de la rivière Meurthe est donc soumise à autorisation temporaire.

#### **ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION**

Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges de la Meurthe et le milieu aquatique.

##### **2-1) Description de l'aménagement**

les travaux consistent en la pose de deux tuyaux en polyéthylène de diamètre 40 mm pour le passage des câbles optiques en lits mineur et majeur de la rivière Meurthe, plus précisément sous le pont supportant la nouvelle RN 59, sur le territoire de la commune de LACHAPELLE.

**2-1-1)** En lit mineur de la rivière Meurthe, les travaux seront réalisés en fouille sous l'eau sur toute la largeur du lit de la rivière Meurthe. En conséquence, le fond du lit de la rivière sera excavé à une profondeur de 2 mètres. La largeur de la fouille sera de 30 centimètres.

Les 2 tuyaux seront maintenus en fond de fouille par 4 plots d'ancrage bétonnés, répartis sur la largeur du lit.

Les enrochements de protection de berges seront enlevés sur une largeur de 2,50 mètres pour permettre le passage de cet engin et remis à l'identique après travaux.

Les matériaux extraits du fond de fouille seront stockés sur la moitié du lit mineur de la rivière et remis en fouille immédiatement.

**2-1-2)** En lit majeur de la rivière Meurthe, les 2 tuyaux seront enterrés sans plots à une profondeur de 1 mètre.

Le pétitionnaire devra reconstituer la ripisylve présente sur le haut de berges en cas de préjudice lors des travaux.

##### **2-2) Impacts**

Le pétitionnaire apportera une attention particulière à la mise en place du béton afin que les éventuelles pertes de laitance de ce béton ne polluent pas les eaux de la Meurthe.

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle.

#### **ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX**

##### **3-1) Libre écoulement des eaux**

Les travaux débiteront dès la notification du présent arrêté et devront être achevés pour le 31 juillet 2004.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux, de la Direction Régionale de l'Environnement de la Lorraine (DIREN), service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Meurthe.

##### **3-2) Relations avec les services chargés de la police de l'eau et de la pêche**

Avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit les services chargés de la police de l'eau et de la pêche, et en particulier le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur, la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques et le locataire du lot de pêche du secteur.

Les agents de la brigade départementale des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle ainsi que le Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions nécessaires à la préservation des espèces piscicoles.

#### **ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES**

##### **Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier**

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous accès existants ou potentiels.

#### **ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

#### **ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 7 : INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de la commune de LACHAPELLE.

#### **ARTICLE 8 : EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur de la Navigation du Nord-Est et le maire de la commune de LACHAPELLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Ampliation sera adressée pour information à :

M. Le Sous-Préfet de Lunéville

Monsieur le directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle

Monsieur le directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

M. le Directeur de la SNC Bouchot, rue de la mairie - 54120 LACHAPELLE

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REHAUSSE DE 0 A 50 CENTIMETRES DE LA DIGUE SISE EN LIT MINEUR RIVE GAUCHE  
DE LA VEZOUE DANS LA TRAVERSEE DE LA COMMUNE DE LUNEVILLE, QUAI DE LA VEZOUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 sur l'eau codifiée ;

Vu la demande déposée par le Président de la Communauté de communes du LUNEVILLOIS en date du 6 avril 2004 ;

Vu le rapport du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est en date du 7 juin 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 18 juin 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION** : Le Président de la Communauté de communes du LUNEVILLOIS est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

- Rubrique 2-5-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Travaux conduisant à modifier les profils en travers du cours d'eau"* AUTORISATION
- Durée prévisionnelle des travaux : dès le 6 septembre jusqu'au 15 octobre 2004 au plus tard
- Rubrique 2-5-5 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : *"Consolidation ou protection de berges par des techniques autres que végétales pour un cours d'eau ayant un lit mineur d'une largeur supérieure ou égale à 7,5 m et sur une longueur comprise entre 50 et 200 mètres"* DECLARATION
- Durée prévisionnelle des travaux : dès le 6 septembre jusqu'au 15 octobre 2004 au plus tard

La réalisation de la rehausse de 0 centimètre en aval à 50 centimètres au plus en amont, en lit mineur rive gauche de la rivière Vezouze, est donc soumise à autorisation temporaire.

**ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION** : Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges de la Vezouze et le milieu aquatique.

**2-1) Description de l'aménagement**

Les travaux consistent à rehausser la digue avec du remblai d'argile compacté et de la terre végétale ainsi qu'à combler la légère et limitée encoche d'érosion en pied de berge consécutivement à la crue des 13 et 14 janvier 2004.

Dans l'attente d'une nouvelle végétalisation de la berge, cette dernière sera momentanément recouverte d'un treillis de coco pour limiter le risque d'érosion en cas de crue.

**2-2) Impacts**

Le pétitionnaire prendra soin de limiter les matières en suspension lors des travaux.

Les engins présents dans le lit mineur seront positionnés sur des édifices assurant la transparence hydraulique (platelage en creux par exemple)

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle.

**ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX :**

**3-1) Libre écoulement des eaux**

Les travaux seront entrepris à compter du 6 septembre 2004 si l'hydrologie de la rivière le permet. Ils s'achèveront le 15 octobre 2004.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux, de la Direction Régionale de l'Environnement de la LORRAINE (DIREN), service d'annonces des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Vezouze.

**3-2) Relations avec les services chargés de la police de l'eau et de la pêche**

Huit jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir, par écrit, les services chargés respectivement de la police de l'eau et de la pêche, le chef de la brigade départementale des gardes-pêche, la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ainsi que le locataire du bail de pêche.

Le chef de la brigade départementale des garde-pêche et la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

**ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES** : Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

**ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE** : En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

**ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS** : Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification;

**ARTICLE 7 : INFORMATION DES TIERS** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de la commune de LUNEVILLE

**ARTICLE 8 : EXECUTION** : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est et le maire de la commune de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au pétitionnaire;

Ampliation sera adressée pour information à :

M. le Sous-Préfet de Lunéville

M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

Monsieur le délégué régional du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL N° 1005 PRESCRIVANT DES MESURES DE POLICE DES MINES  
A LA SALINE D'EINVILLE S.A. POUR L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION  
DANS LA CONCESSION MINIERE DE LA SABLONNIERE A EINVILLE-AU-JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code minier ;

Vu le code de l'environnement institué par l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, codifiant pour partie les dispositions de la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture de travaux miniers et à la police des mines, modifié en dernier lieu par le décret n° 2001-209 du 06 mars 2001, en particulier ses articles 34 et 36 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 25 novembre 1872 instituant la concession de mines de sel gemme et sources salées de La Sablonnière, étendue par décret du 07 mai 1880, au profit de la Saline d'EINVILLE ;

Vu les déclarations d'ouverture de travaux miniers relatives aux sondages repérés 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17, sondages à partir desquels l'exploitation du sel a définitivement cessé ;

Vu la déclaration produite le 18 janvier 1990 par la Saline d'EINVILLE SA, au titre du décret n° 80-330 du 07 mai 1980 aujourd'hui abrogé et relatif à la police des mines, concernant l'ouverture de nouveaux travaux miniers dans la concession de La Sablonnière par adjonction d'un sondage supplémentaire, repéré 19, au champ d'exploitation en activité ;

Vu la déclaration produite le 28 décembre 1993 par la Saline d'EINVILLE S.A, au titre du décret n° 80-330 susvisé, concernant l'ouverture de nouveaux travaux miniers dans la concession de La Sablonnière par adjonction d'un sondage supplémentaire, repéré 20, au champ d'exploitation en activité ;

Vu les lettres en date des 09 février 1990 et 1<sup>er</sup> février 1994 du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, adressées à l'auteur des deux déclarations précitées et valant autorisation, au titre des dispositions du titre II, chapitre III du décret n° 80-330 susvisé, d'entreprendre les travaux de réalisation et d'exploitation des sondages 19 et 20 selon les modalités fixées par le pétitionnaire dans les dossiers de déclaration correspondants ;

Vu les modalités d'exploitation des sondages 19 et 20, telles que celles-ci apparaissent dans les dossiers précités de déclaration produits par l'exploitant, qui prévoient en particulier le contrôle du processus de dissolution du sel, d'une part, au moyen de bilans périodiques comparant les volumes de fluides injectés et extraits et, d'autre part, en suivant l'évolution du sommet des cavités salines par utilisation d'une sonde de détection du rayonnement « gamma » des terrains ;

Vu la lettre susvisée du 1<sup>er</sup> février 1994 de la DRIRE qui, en outre, rappelle à l'exploitant minier considéré que tout projet de mise en communication des sondages 19 et 20, qui constituerait par conséquent une modification notable de la méthode d'exploitation appelée supra, nécessiterait préalablement à sa mise en œuvre la production d'un dossier déclaratif complémentaire devant comprendre une analyse de dissolution qui en résulterait ;

Vu cette même lettre susvisée du 1<sup>er</sup> février 1994 qui, enfin, invite l'exploitant, dans le cadre de la procédure de délaissement de travaux miniers prévue au titre IV, chapitre 1<sup>er</sup>, du décret n° 80-330 susvisé, à engager un programme de traitement approprié des anciens sondages d'exploitation qui ne sont plus utilisés, en procédant en particulier au comblement intégral et étanche des colonnes résiduelles desdits sondages ;

Vu l'arrêt préfectoral n° 977 du 14 février 2002 prescrivant des mesures de police des mines à l'exploitation du sel par dissolution dans la concession minière de La Sablonnière, notamment les articles 1 et 2 imposant à l'exploitant de transférer l'exploitation du sel par dissolution dans une zone vierge de ladite concession non affectée par le phénomène de la nappe salée et par les cavités souterraines communicantes ou non, créées par les exploitations en cours ou anciennes ;

Vu l'arrêt préfectoral n° 985 du 25 juillet 2002 prescrivant à l'encontre de la saline d'Einvillie des mesures de police des mines portant sur la réalisation d'études hydrogéologiques locales par chaque exploitant, dans le but d'une meilleure compréhension des mécanismes qui régissent l'hydrogéologie dans le bassin salifère de Nancy ;

Vu l'arrêt préfectoral n° 977 du 14 février 2002 susvisé qui, en outre rappelle à l'exploitant que les travaux d'exploitation en cours seront arrêtés définitivement douze mois au plus tard après la date de notification de l'arrêt préfectoral statuant sur la demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers dans le nouveau champ d'exploitation ;

Vu les conclusions du rapport BRGM/RP-52350-FR de mai 2003 « *Avis sur les méthodes d'exploitation du domaine salifère* » du Groupe International d'Experts mis en place à la demande du Ministère Délégué à l'Industrie, notamment celle relative à l'exploitation au toit du sel, dite « lessivage sauvage », pour laquelle le groupe d'experts préconise pour les exploitations utilisant cette méthode de se reconvertir au plus vite à d'autres méthodes d'exploitation ;

Constatant aujourd'hui que les sondages en activité 19 et 20, qui n'ont pas été crépinés comme décrit précédemment, fonctionnent exclusivement en extraction de saumure, sans apport d'eau douce dans ces ouvrages, ce qui suppose que la dissolution du sel est susceptible de résulter du détournement d'aquifères perchés par des sondages plus anciens et éventuellement de circulation de nappe salée, ladite dissolution se produisant en des lieux que l'exploitant n'est pas en mesure de déterminer ;

Considérant que la situation décrite ci-dessus n'est plus satisfaisante aujourd'hui au regard de la protection des eaux souterraines et ne répond pas à la disposition du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 et pris en application de l'article 3 de la loi n° 92-03 du 03 janvier 1992 sur l'eau, disposition visant à « éviter la communication hydraulique artificielle entre les nappes naturellement distinctes, notamment dans le cadre des autorisations accordées au titre de la police des eaux » ;

Constatant que l'exploitation conduite à partir des sondages n° 19 et 20 a créé une communication hydraulique entre ceux-ci, et éventuellement avec la nappe salée précitée, et que cette situation requiert un réexamen de la situation administrative de ces ouvrages et, par ailleurs, ne permet plus à l'exploitant de respecter le principe d'exploitation rappelé précédemment, sur lequel se fondaient les dossiers déclaratifs afférents à l'ouverture de ces travaux miniers et relatifs à la surveillance en exploitation du développement des cavités salines résultant du processus de dissolution ;

Considérant dans ces conditions que l'exploitant ne maîtrise pas suffisamment le processus de dissolution du sel de la concession de La Sablonnière ;

Constatant la relation entre les variations piézométriques de la nappe salée située pour partie au toit de la formation salifère de la mine Saint-Laurent-Charmel et les débits de pompage de saumure au niveau des sondages n° 19 et 20 exploités par la Saline d'Einvillie ;

Considérant que ces pompages de saumure par l'intermédiaire des sondages 19 et 20 sont susceptibles de solliciter la nappe salée dans la zone de la mine Saint-Laurent-Charmel, en y activant les dissolutions et réduisant ainsi l'épaisseur de la planche de sel de protection au toit des galeries, pouvant conduire à l'intrusion d'eau dans les travaux souterrains de la mine et engendrer des risques pour la sécurité publique ;

Considérant qu'il n'existe pas actuellement de solutions techniques permettant de poursuivre l'exploitation des sondages n° 19 et 20 sans sollicitation de la nappe salée ;

Considérant donc que l'exploitation des sondages n° 19 et 20 ne peut être poursuivie sans engendrer des risques pour la sécurité publique ;

Constatant en outre que la Saline d'Einvillie n'a pas fait réaliser l'étude hydrogéologique et géotechnique relative à l'éloignement et à l'isolement de la future zone d'exploitation du sel, comme prescrite à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêt préfectoral n° 977 du 14 février 2002 susvisé ;

Constatant que la Saline d'Einvillie n'a pas adressé à la préfecture de Meurthe-et-Moselle de dossier de demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers dans un nouveau champ d'exploitation situé dans une zone vierge de ladite concession qui ne soit affectée ni par le phénomène de la nappe salée, ni par les cavités souterraines communicantes ou non, créées par les exploitations en cours ou anciennes, comme prescrit à l'article 2 de l'arrêt préfectoral du 14 février 2002 susvisé ;

Considérant que la Saline d'Einvillle ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 977 du 14 février 2002, en particulier les articles 1 et 2 ;  
Considérant dans ces conditions que l'exploitant ne maîtrise pas suffisamment le processus de dissolution du sel dans la concession de La Sablonnière, et qu'il convient par conséquent de prescrire à celui-ci les mesures de police des mines que requiert la préservation des intérêts visés à l'article 79 du code minier ;

Vu le rapport n° RM/AC/DB-R-0404-452 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 26 avril 2004 relatif aux mesures de police des mines à imposer à l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral modifié portant mesures de police des mines relatives à l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de la Sablonnière adressé à la Saline d'Einvillle le 7 mai 2004 par lettre recommandée avec accusé de réception ;

Vu la lettre du 21 mai 2004 par laquelle l'exploitant adresse au préfet de Meurthe-et-Moselle ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral susvisé ;

Vu le rapport n° RM/SP/DB-L-0604-723 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 21 juin 2004 modifiant les mesures de police des mines à imposer à l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mesures de police des mines relatives à l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de la Sablonnière adressé à la Saline d'Einvillle le 5 juillet 2004 par lettre recommandée avec accusé de réception ;

Vu le courrier de réponse du 19 juillet 2004 adressé par la Saline d'Einvillle au Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les rapports de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement n° PLF/AC/DB-L-0704-849 du 21 juillet 2004 et PLF/AC/DB-L-0704-862 du 26 juillet 2004 précisant les mesures de police des mines à imposer à l'exploitant ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> : Arrêt des travaux d'exploitation en cours

La Saline d'Einvillle cessera l'exploitation du sel par dissolution sur les sondages n° 19 et 20 dans la concession de mines de sel gemme et de sources salées de La Sablonnière pour le 1<sup>er</sup> juin 2005.

Elle engagera, dans le même délai, la procédure d'arrêt des travaux prévue à l'article 91 du code minier.

##### ARTICLE 2 : Travaux de traitement des sondages

Dans un délai de six (6) mois compté à partir de l'arrêt définitif d'exploitation des sondages n° 19 et 20, l'exploitant procèdera au traitement desdits sondages afin de supprimer toute communication hydraulique avec la nappe salée et à leur mise en sécurité.

Les travaux de traitement des sondages seront précédés par une phase de reconnaissance des cavités souterraines qui ont résulté de l'exploitation du sel au droit de ces sondages.

Les opérations correspondantes seront à inscrire dans le cadre de la procédure d'arrêt de travaux prévue à l'article 91 du Code Minier. Ladite déclaration sera accompagnée des documents et informations mentionnés à l'article 44 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié susvisé.

##### ARTICLE 3 : Arrêtés préfectoraux n° 977 du 14 février 2002 et n° 985 du 25 juillet 2002

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 977 du 14 février 2002 et n° 985 du 25 juillet 2002 restent applicables, sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

##### ARTICLE 4 : Possibilités de recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux (2) mois compté à partir de la date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le Ministre Chargé de l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy.

##### ARTICLE 5 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### ARTICLE 6 : Notification et exécution de l'arrêté

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Lunéville et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Saline d'Einvillle, et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Général Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire.

NANCY, le 29 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL N° 1007 PRESCRIVANT DES MESURES DE POLICE DES MINES A LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST APPLICABLES A LA MINE DE SEL GEMME D'EINVILLE-AU-JARD DANS LA CONCESSION MINIERE DE SAINT-LAURENT-CHARMEL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code minier ;

Vu le code de l'environnement institué par l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, codifiant pour partie les dispositions de la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture de travaux miniers et à la police des mines, modifié en dernier lieu par le décret n° 2003-1264 du 23 décembre 2003, en particulier ses articles 34 et 36 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 09 octobre 1902 instituant la concession de mines de sel gemme et sources salées de Saint-Laurent-Charmel, ensemble le cahier des charges annexé audit décret, au profit de la S.A des Mines de Sel et Salines de Saint-Laurent d'Einvillle ;

Vu le décret du 13 septembre 1968 portant mutation de la concession sus-désignée au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 juin 1999 autorisant la mutation de l'ensemble des concessions au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 978, 988 et 999 des 7 septembre 2001, 14 juin 2002 et 17 novembre 2003 prescrivant des mesures de police des mines applicables à la mine de sel gemme d'EINVILLE-AU-JARD dans la concession minière de Saint-Laurent-Charmel ;

Considérant les incidents survenus sur le puits principal de la mine lors des effractions perpétrées le 30 mai et 31 août 2003 ;

Considérant les conclusions de l'étude de risques INERIS-DRS-03-25903/R03 du 22 juillet 2003 relative à l'arrêt des travaux de la mine de sel Saint-Laurent-Charmel à EINVILLE-AU-JARD ;

Considérant le rapport INERIS DRS-04-49528/RN01 du 18 juin 2004 relatif à la définition et à l'implantation d'un système de télésurveillance pour la mine Saint-Laurent-Charmel à EINVILLE-AU-JARD ;

Vu le rapport n° RM/SP/DB-L-0704-767 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 19 juillet 2004 ;

Vu le courrier du 2 août 2004 adressé à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et lui transmettant pour avis sous huitaine le projet d'arrêté préfectoral prescrivant des mesures de police des mines ;

Vu le courrier du 3 août 2004 par lequel l'exploitant informe le préfet de Meurthe-et-Moselle qu'il n'a pas d'observations à formuler sur ce projet ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Les travaux miniers et les installations de la mine de sel SAINT-LAURENT-CHARMEL à EINVILLE-AU-JARD, dont la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est est titulaire, sont soumis aux mesures de police des mines spécifiées aux articles suivants :

##### ARTICLE 2 :

I - Le dispositif de surveillance des travaux et installations du fond de la mine SAINT-LAURENT-CHARMEL comporte les équipements suivants :

1. Un dispositif permettant de mesurer la convergence - distance entre le mur et le toit - des galeries dans chacun des deux secteurs de la mine : secteur des petits piliers et secteurs des grands piliers ;
2. Un dispositif de captage, de collecte et d'exhaure de l'eau provenant du puits principal et de l'ancien puits de secours constitué de deux collecteurs entre les puits et de quatre pompes installées à la recette du puits principal (cf. schéma annexe 1) ;
3. Un dispositif de comptage des volumes exhaurés, avec enregistrement des données ;
4. Un dispositif d'alarme en cas de défaut d'alimentation électrique ou de niveau haut de l'eau dans le puisard du puits principal où l'ensemble des eaux exhaurées est collecté ;
5. Un dispositif de télésurveillance en continu, opérationnel au plus tard le 31 décembre 2004, intégrant (cf. annexe 2) :
  - Des mesures de contrôle de niveau d'eau dans 17 forages drainants, répartis au mur de la mine, permettant de détecter, aussi efficacement que possible, la présence transitoire ou permanente et non attendue, d'eau dans une ou plusieurs zones de la mine ;
  - 3 sondes microsismiques permettant de détecter des ondes microsismiques générées par les processus de rupture et fracturation des roches sous contrainte dans le toit et les piliers de la mine ;
  - 3 sondes microphoniques permettant de détecter des ondes aériennes générées par des chutes de blocs du toit.

L'ensemble de ces données, à l'exception des relevés de convergence, est transmis, en temps réel au poste de garde de l'Usine de Varangéville, où une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7 toute l'année.

II - Les relevés de convergence sont réalisés semestriellement et une synthèse interprétative des résultats est faite tous les trois ans par l'exploitant ; les résultats sont transmis annuellement à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

III - Une visite hebdomadaire des travaux miniers et des installations du fond est réalisée par l'exploitant ; cette visite comporte au minimum :

- Une inspection visuelle du puits principal, des pompes d'exhaure, des canalisations d'eau, des piliers le long du trajet emprunté, des remontées de voûtes situées au voisinage de l'ancien puits de secours et des ouvrages de soutènement maçonnés ;
- Une mesure des débits d'eau résiduels à la base de l'ancien puits de secours.

Cette visite est complétée, semestriellement, par une visite de la partie centrale du secteur des grands piliers.

La fréquence de ces visites pourra être modifiée, en fonction des seuils d'intensité et de fréquence des signaux qui seront définis à la suite de la période de calibrage du dispositif de télésurveillance en continu défini au point I.5 du présent article.

IV - Annuellement, au moins une visite de l'ensemble de la mine fond est réalisée par l'exploitant.

V - Les rapports de visite sont adressés en fin de chaque mois à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

##### ARTICLE 3 :

Mensuellement, une visite en surface de l'ancien puits de secours est réalisée ; cette visite comporte une mesure du niveau d'eau présent dans la partie supérieure de l'ancien puits (puits intérieur et couronne extérieure), et dans le piézomètre (F4) installé à proximité du puits ;

##### ARTICLE 4 :

Afin de suivre en continu l'évolution de la nappe salée et de la nappe d'eau douce présentes au droit des travaux miniers, deux piézomètres sont implantés en bordure de l'emprise desdits travaux (cf. annexe 3) ;

- F1 : implanté à l'ouest des travaux, mesure le niveau d'eau de la nappe salée ;
- F3 : implanté à l'est des travaux, mesure le niveau d'eau de la nappe d'eau douce.

Les résultats de ces mesures sont transmis annuellement à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, accompagné d'une note d'interprétation, en cas d'anomalies.

##### ARTICLE 5 :

Un dispositif de détection des effractions des installations de surface et de sécurisation du site du puits principal est mis en place et comporte (cf.annexe 4) ;

- Une clôture de 2,5 m de hauteur avec un (des) portail(s) cadénassés, ceinturant le carreau du puits principal ;
- Un système de surveillance équipé de 5 détecteurs de présence et 4 caméras vidéo implantés dans le bâtiment du puits.

Le déclenchement de l'alarme entraîne la mise en service de la vidéosurveillance avec report au poste de garde de l'usine de VARANGÉVILLE.

##### ARTICLE 6 :

Une procédure de transmission d'alarme au poste de garde de l'Usine de VARANGÉVILLE est mise en place ; cette procédure définit le rôle respectif des différents intervenants : garde, cadre de garde, responsable de la mine, direction.

Cette procédure est régulièrement tenue à jour par l'exploitant, et un exemplaire est communiqué au Préfet de Meurthe-et-Moselle et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

##### ARTICLE 7 :

Tout incident significatif ou inhabituel affectant l'un ou l'autre des dispositifs décrits aux articles visés ci-dessus sera porté à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement dans les plus brefs délais, et avec tous les éléments d'appréciation dont dispose l'exploitant.

##### ARTICLE 8 :

L'exploitant procédera périodiquement à un relevé topographique de la surface du sol, au droit de la mine, relevé qui sera rapporté à une base de référence IGN et qui sera réalisé à partir d'un ensemble de repères de nivellements qui sera porté à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, dans le délai de 3 mois comptés à partir de la date de notification du présent arrêté.

La réalisation des campagnes de nivellement et le porter de leurs résultats à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, s'effectueront au minimum à la fréquence annuelle.

En cas d'évolution de manière significative de l'un des repères, la fréquence pourra être modifiée.

Le réseau de nivellement sera opérationnel dans un délai de un (1) an, compté à partir de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 9 : Possibilités de recours**

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux (2) mois comptés à partir de la date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant le Ministre Chargé de l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy.

**ARTICLE 10 : Publication de l'arrêté**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 11 : Notification et exécution de l'arrêté**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Général Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire.

NANCY, le 9 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

*Les 4 plans et graphiques joints en annexes peuvent être consultés à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Bureau de l'Environnement.*

**ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER  
SUR LA DEMANDE DE M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON,  
EN VUE D'OBTENIR L'AUTORISATION RELATIVE AU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE NEUVES-MAISONS  
(CONSTRUCTION D'UNE STATION D'EPURATION DE 30 000 EH EN COMMUNES DE NEUVES-MAISONS ET PONT-SAINT-VINCENT)  
AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 repris dans les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, et notamment l'article 8 du décret n° 93-742 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande de M. le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon en vue d'obtenir l'autorisation relative au système d'assainissement de l'agglomération de Neuves-Maisons (construction d'une station d'épuration de 30 000 EH en communes de Neuves-Maisons et Pont-Saint-Vincent) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable au projet de réaliser les travaux susvisés ;

Vu le déroulement de l'enquête publique du mardi 13 avril 2004 au jeudi 13 mai 2004 ;

Vu le rapport de M. Roger MUNIER, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 2 juin 2004 ;

Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande de M. le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon est prorogé de 2 mois.

**ARTICLE 2 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3 :** M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon, pétitionnaire ;
- M. le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER  
SUR LA DEMANDE DE M. LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS,  
A L'EFFET D'ETRE AUTORISE A EFFECTUER LES TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE  
AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 repris dans les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, et notamment l'article 8 du décret n° 93-742 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande de M. le Président de la Communauté de Communes du Lunévillois à l'effet d'être autorisé à effectuer les travaux de protection contre les crues de la Vezouze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable au projet de réaliser les travaux susvisés ;

Vu le déroulement de l'enquête publique du lundi 16 février 2004 au mercredi 17 mars 2004 ;



Vu le rapport de M. Jacques KREBS, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 17 mai 2004 ;  
Considérant qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai imparti ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande de M. le Président de la Communauté de Communes du Lunévillois est prorogé de 2 mois.

**ARTICLE 2** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le Sous-Préfet de Lunéville, M. le Président de la Communauté de Communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Communauté de Communes du Lunévillois, pétitionnaire ;

- M. le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****PREMIER BUREAU****CREATION DE L'ASSOCIATION FONCIERE URBAINE LIBRE BRICHAMBEAU**

Suivant acte reçu par maître Jean Jacques FERRY, notaire à Nancy, en date 19 mars 2004, il a été constitué une association foncière urbaine libre régie par les dispositions de la loi du 21 juin 1865 modifiée, relatives aux associations syndicales et des textes subséquents ainsi que celles des articles L 322-1 et suivants du code de l'urbanisme, présentant les caractéristiques suivantes :

**DENOMINATION :**

L'association est dénommée "association foncière urbaine libre Brichambeau", et par abréviation : AFUL BRICHAMBEAU.

**OBJET :**

L'association foncière urbaine libre a pour objet, dans les conditions prévues par les textes en vigueur ou ceux à intervenir :

- La gestion et l'entretien des équipements communs à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier et compris dans son périmètre, canalisations et réseaux, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation de ceux-ci, la gestion et l'entretien des servitudes, etc...
- La création de tous éléments d'équipements nouveaux ;
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle ainsi qu'aux ouvrages et équipements ;
- La police desdits biens communs nécessaires et utiles pour la bonne jouissance des propriétaires, dès leur mise en service, et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;
- La répartition des charges et des dépenses de gestion et d'entretien, de chauffage, d'eau chaude sanitaire et d'eau froide à destination d'eau chaude entre les membres de l'association et leur recouvrement ;
- Le maintien de la sécurité des personnes et des biens pour ce qui concerne les espaces communs ;
- Ester en justice tant en demande qu'en défense, transiger, compromettre, acquiescer et se désister sur toutes actions dans l'intérêt de l'association ;

Et d'une manière générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets définis, notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts, s'il y a lieu, le tout cependant sous réserve que de telles opérations ne portent pas atteinte au but non lucratif de l'association.

**SIEGE SOCIAL :**

Le siège social de l'association est fixé à NANCY, 12, rue des Carmes, dans les locaux de la société BATIGERE ;

**DUREE :**

La durée de l'association est illimitée.

**ADMINISTRATION :**

L'association est administrée par un président, assisté, le cas échéant, sur sa demande, d'un directeur ou d'un secrétaire.

NANCY, le 22 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**DEUXIEME BUREAU****AUTORISATION PREFECTORALE N° 157****LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par messieurs Sébastien ANDRE et Jean-Emmanuel FIEVET, dirigeants de la société « A.S. SECURITE », située 2 rue Lavoisier à LUNEVILLE, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La société « A.S. SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à messieurs Sébastien ANDRE et Jean-Emmanuel FIEVET.

NANCY, le 21 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES  
ENTRE FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS ET VIVIERS SUR CHIERS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2112-2 à L2112-13;

VU l'article 22 du code rural ;

VU l'article 26 du décret n° 86-1417 du 31 décembre 1986 portant application des dispositions du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du code rural, relatif au remembrement rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations par lesquelles les conseils municipaux des communes suivantes ont approuvé les modifications des limites territoriales de leurs communes, consécutives aux opérations de remembrement de la commune de FRESNOIS LA MONTAGNE:

FRESNOIS LA MONTAGNE en date du 9 mai 2003 ;

MONTIGNY SUR CHIERS en date du 5 mars 2004

VIVIERS SUR CHIERS en date du 31 mars 2003

VU la délibération du 4 juin 2004 de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle,

VU les plans des lieux,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les modifications de limites territoriales entre les communes de FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS et VIVIERS SUR CHIERS (arrondissement de BRIEY, canton de LONGUYON) sont approuvées conformément aux plans et tableaux annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

**ARTICLE 3 :** Les conseils municipaux de FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS et VIVIERS SUR CHIERS sont maintenus en fonction.

**ARTICLE 4 :** La modification des limites territoriales des communes de FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS et VIVIERS SUR CHIERS n'entraîne aucun transfert de population.

**ARTICLE 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de FRESNOIS LA MONTAGNE, MONTIGNY SUR CHIERS et VIVIERS SUR CHIERS et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

*Les plans annexés au présent arrêté sont consultables en préfecture.*

## ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT D'ERBEVILLER SUR AMEZULE DU S.I.C.H.E.R.D.

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 1972 autorisant la création du SICHED (syndicat intercommunal regroupant les communes de Courbessaux, Hoéville, Erbéviller, Rémeviller et Drouville);

VU la délibération en date du 16 janvier 2004, par laquelle la commune de d'ERBEVILLER SUR AMEZULE demande son retrait du SICHED ;

VU la délibération du 5 avril 2004 par laquelle le conseil syndical du SICHED accepte ce retrait,

VU la lettre de notification aux communes membres leur demandant de se prononcer sur ce retrait ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

COURBESSAUX en date du 2 juillet 2004

DROUVILLE en date du 25 mai 2004

HOEVILLE en date du 25 mai 2004

REMEREVILLE en date du 21 juin 2004

favorables à ce retrait ;

VU l'avis de la sous-préfète de Lunéville par intérim en date du 13 juillet 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le retrait de la commune d'ERBEVILLER SUR AMEZULE du SICHED est autorisé.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le président du SICHED sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 26 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

## COMMUNAUTE DE COMMUNES D'ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE - EXTENSION DE COMPETENCES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu les articles L5211.1 et suivants, et L5214.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003 autorisant la Communauté de Communes d'entre Meurthe et Verdurette à exercer les compétences "distribution publique d'énergie électrique", "adhésion au syndicat départemental d'électricité, sur simple délibération du conseil communautaire", "mettre en place une politique intercommunale de la petite enfance et des personnes âgées", et "soutenir les politiques socioculturelles intercommunales en aidant à la mise en place d'actions notamment pour les jeunes. Accès aux loisirs et à la culture. Soutien à la vie associative" ;

Vu la délibération du conseil communautaire faisant part de son intention d'étendre ses compétences par « la création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale, le transfert des attributions prévues par les statuts à l'alinéa « action sociale » à ce CIAS, la prise en charge par le CIAS pour le compte des communes membres de la CCEMV, de l'organisation de l'accueil et du soutien en matière d'action sociale et en particulier l'aide aux demandeurs d'emploi, et la prise en charge de toute nouvelle attribution que l'ensemble des communes membres voudront transférer » ;

Vu les délibérations concordantes des conseil municipaux des communes suivantes :

- Azerailles	Délibération du 9 juillet 2004
- Bertrichamps	Délibération du 18 juin 2004
- Brouville	Délibération du 4 juin 2004
- Deneuvre	Délibération du 28 mai 2004
- Flin	Délibération du 1 <sup>er</sup> juin 2004
- Fontenoy la Joûte	Délibération du 9 juillet 2004
- Gélacourt	Délibération du 28 mai 2004
- Glonville	Délibération du 27 mai 2004
- Hablainville	Délibération du 28 mai 2004
- Merviller	Délibération du 8 juillet 2004
- Pettonville	Délibération du 8 juin 2004
- Reherrey	Délibération du 4 juin 2004
- Vacqueville	Délibération du 2 juillet 2004
- Vaxainville	Délibération du 6 juillet 2004
- Veney	Délibération du 9 juillet 2004

donnant un avis favorable à la modification statutaire envisagée ;

Considérant que la majorité telle que définie par l'article L5211.17 du Code Général des Collectivités Territoriales, a été atteinte ;

Considérant que tous les conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes ont délibéré favorablement à la création du Centre Intercommunal d'Action Sociale ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, Sous-Préfète de Lunéville par intérim ;

## A R R E T E

**Article 1er :** La Création d'un Centre Intercommunal d'Action Sociale sur le périmètre de la communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette est autorisée.

**Article 2 :** La communauté de communes d'entre Meurthe et Verdurette est autorisée à exercer les compétences détaillées dans sa délibération du 19 mai 2004.

**Article 3 :** Les statuts annexés sont approuvés.

**Article 4 :** La Sous-Préfète de Lunéville par intérim, le Directeur des Services Fiscaux et le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes associées, et au directeur des services fiscaux. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

LUNEVILLE, le 21 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de LUNEVILLE par intérim,  
Corinne CHAUVIN

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la sous-préfecture de LUNEVILLE.*

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ECOLE ET LA CANTINE DE BLENOD-LES-TOUL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU les arrêtés préfectoraux des 28 août et 5 septembre 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'école et la cantine de regroupement de BLENOD-LES-TOUL ;

VU les délibérations des 15 novembre 2003 et 25 juin 2004 par lesquelles le comité du syndicat intercommunal pour l'école et la cantine de BLENOD-LES-TOUL demande sa dissolution, prévoit les modalités de liquidation de cet établissement ;

VU les délibérations concordantes des communes de BLENOD-LES-TOUL ( 14 /11/2003, 26/02/04) et CREZILLES ( 31/01/03,27/02/04) relatives à la dissolution du syndicat ;

VU l'avis de la commission administrative paritaire du 22 janvier 2004 relative à la répartition des personnels ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La dissolution du syndicat intercommunal pour l'école et la cantine de BLENOD-LES-TOUL est autorisée.

**Article 2** : Le personnel est transféré aux communes de BLENOD-LES-TOUL, BULLIGNY et CREZILLES;

**Article 3** : L'ensemble de l'actif et du passif est transféré à la commune de BLENOD-LES-TOUL, ainsi que le solde du compte 515. Les investissements réalisés par le syndicat sont remis à la commune de BLENOD-LES-TOUL.

**Article 4** : Mme la sous-préfète de TOUL et Mme la présidente du syndicat intercommunal sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les maires de BLENOD-LES-TOUL et CREZILLES . Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 9 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT LES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5211-17 ; L 5214-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2002 donnant délégation de signature à M. Jean-Jacques BOYER, sous-préfet de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes des Côtes en Haye ;

VU la délibération du 23 mars 2004 - notifiée aux communes le 19 avril 2004 - par laquelle le conseil de la communauté de communes a décidé d'élargir ses compétences dans le domaine de l'assainissement;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de ANSAUVILLE (18/3/04), DOMEVRE-EN-HAYE (27/3/04), GROSROUVRES (27/5/04), MANONVILLE (26/3/04), MARTINCOURT (18/6/04), MINORVILLE (31/3/04) TREMBLECOURT (26/3/04) ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de délibération au terme du délai de 3 mois imparti par l'article L 5211-17, le conseil municipal de NOVIANT-AUX-PRES, est réputé avoir pris une décision favorable ;

CONSIDERANT dès lors que la majorité qualifiée telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales est atteinte,

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La communauté de communes des Côtes en Haye exerce désormais aux lieu et place des communes adhérentes, outre la compétence en matière d'assainissement non collectif, une compétence globale d'assainissement comprenant :

- les études et travaux nécessaires à la réalisation de ces études en vue de l'établissement des contrats pluriannuels à signer avec l'Agence de l'eau Rhin Meuse et le conseil général de Meurthe-et-Moselle au profit des abonnés des communes associées au sein de la communauté de communes,
- les études et travaux d'extension ou réhabilitation de réseaux nécessaires à la collecte des eaux usées et pluviales (pour les secteurs urbanisés exclusivement, l'élimination des eaux claires parasites et le transport des effluents, hors travaux liés à l'urbanisation d'une zone,
- les études et travaux nécessaires au traitement des eaux usées,
- l'exploitation des réseaux existants et installations de traitement,
- la gestion des services publics d'assainissement.

**Article 2** : Mme la sous-préfète de TOUL et Mme la présidente de la communauté de communes des Côtes en Haye sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes membres de la communauté de communes,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le directeur des archives départementales.

TOUL, le 5 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE N° 9 DU 23 JUILLET 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 8 du 28 janvier 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL,

VU les élections des conseillers généraux et régionaux de Lorraine en mars 2004

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

#### 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration

- Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2007.

- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
  - Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame GASSER, adjointe au maire, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUG, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
  - Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, en remplacement d'elle-même, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
  - Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine en remplacement de Madame Monique FRANCOIS, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice président de la CME**
  - Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2007,
  - Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2007.
- 7 **Deux autres membres de la CME**
  - Madame le Docteur CLAUSET, fin du mandat en mai 2007,
  - Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Sylviane MACHIN, aide soignante, fin du mandat en février 2006.
- 9 **Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Madame Marianne PIERSON, Aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Angéla RICOU, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée d'Art et d'Histoire de TOUL en remplacement de lui-même, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur le Docteur Anto PAVLJASEVIC, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2006,
  - Madame Danielle DUSSAUX, infirmière, fin du mandat en juin 2006.
- 11 **Deux représentants des usagers**
  - Madame Françoise JANOT, représentant l'association « France Parkinson », fin du mandat en mai 2004, en attente de renouvellement,
  - Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2004, en attente de renouvellement.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 8 du 28 janvier 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 juillet 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRETE N° 15 DU 29 JUIN 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 14 du 4 février 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur CH. VUILLEMIN, Directeur Adjoint du CHU, en date du 11 mars 2004 et relative aux renouvellements du mandat de :

- Monsieur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine,
- Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités ;

VU la correspondance de Monsieur André ROSSINOT, Maire de NANCY, en date du 1er juin 2004 relative au remplacement de :

- Monsieur François WERNER, et proposant la candidature de Monsieur Jean-Marie SCHLERET ;

VU la correspondance de Monsieur le Professeur JM GILGENKRANTZ, Responsable de Médecins du Monde, en date du 12 juin 2004 relative au renouvellement du mandat de :

- Monsieur le Docteur Lucien MAISON ;

VU les élections des conseillers généraux et régionaux en avril 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Quatre représentants désignés par le conseil municipal**
  - Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
  - Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
  - Madame Sylvie SCHLITTE-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, en remplacement de Monsieur François WERNER, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général**
  - Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, en remplacement de Monsieur Jacques BAUDOT, fin du mandat en avril 2007,

- Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, en remplacement de Monsieur Jean-Yves LE DEAUT, fin du mandat en avril 2007.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional
  - Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, en remplacement de Madame Monique FRANCOIS, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, en remplacement de Monsieur Roland FAVARO, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME
  - Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,
  - Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 7 Quatre autres membres de la CME
  - Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
  - Madame Marie-Odile PAULY, membre de la CSSI, fin du mandat en septembre 2005.
- 9 Cinq représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
  - Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
  - Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, en remplacement de lui-même, fin du mandat en mai 2007,
  - Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en février 2006,
  - Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en février 2006.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical
  - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, en remplacement de lui-même, fin du mandat en janvier 2007.
- 12 Deux représentants des usagers
  - Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », en remplacement de lui-même, fin du mandat en mai 2007,
  - Monsieur Jacques LEQUEUE, représentant l'URIOPS de Lorraine, fin du mandat en mai 2004. Nouveau représentant en cours de désignation.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 4 février 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/27 DU 9 AOUT 2004**  
**MODIFIANT L'ARRETE N°04/07 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT**  
**ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**  
**N° FINESS H 54 000 0767**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté du 25 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

- A partir du **1<sup>er</sup> juillet 2004** sera appliqué pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

- *Hospitalisation de jour* :

56 - Médecine physique et réadaptation ..... **255.00 €** soit 1 672.69 F

- A partir du **1<sup>er</sup> août 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

- Hospitalisation complète :

11 - Médecine et spécialités médicales.....	473.53 €	soit	3 106.15 F
12 - Chirurgie et spécialités chirurgicales, gynécologie.....	563.41 €	soit	3 695.73 F
20 - Réanimation.....	1 217.31 €	soit	7 985.03 F
30 - Moyen Séjour.....	211.90 €	soit	1 389.97 F
31 - Médecine physique et réadaptation.....	377.29 €	soit	2 474.86 F
13 - Psychiatrie adultes.....	301.42 €	soit	1 977.19 F
54 - Psychiatrie Hospitalisation de jour.....	257.90 €	soit	1 691.71 F
60 - Psychiatrie Hospitalisation de nuit.....	114.05 €	soit	748.12 F
33 - Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT).....	237.75 €	soit	1 559.54 F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... **47 963 761.66 euros** soit 314 621 652.07 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/28 DU 9 AOUT 2004**  
**MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 12 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT**  
**ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**  
**(CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN)**  
**N° FINESS H 54 000 0866**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène BELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

• A partir du **1er août 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine .....	372.70 €	soit	2 444.75 F
50 - Hospitalisation de jour : Médecine.....	384.55 €	soit	2 522.48 F
12 - Chirurgie .....	401.20 €	soit	2 631.70 F
20 - Spécialités coûteuses.....	876.40 €	soit	5 748.81 F
52 - Dialyse .....	516.10 €	soit	3 385.39 F
30 - Soins de suite.....	127.45 €	soit	836.02 F
13 - Hospitalisation complète : psychiatrie.....	232.55 €	soit	1 525.43 F
54 - Hospitalisation de jour : psychiatrie.....	134.00 €	soit	878.98 F
33 - Placement familial thérapeutique.....	106.40 €	soit	697.94 F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... **43 772 830.00 €** soit 287 130 942.48 F

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN)

d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **36.60 €** soit 240.08 F par jour dans les disciplines suivantes:

Médecine (générale et spécialités)

Chirurgie

La majoration est fixée à **48.30 €** soit 316.83 F pour la gynéco-obstétrique

**ARTICLE 4 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY ( Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/29 DU 16 AOUT 2004**  
**MODIFIANT L'ARRETE N° 04/04 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT**  
**ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**  
**N° FINESS H 54 000 0080**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté du 24 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

- A partir du **1er août 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine et obstétrique .....	<b>484.00 €</b> soit	3 174.83 F
12 - Chirurgie et gynécologie .....	<b>521.00 €</b> soit	3 417.54 F
20 - Spécialités coûteuses .....	<b>853.00 €</b> soit	5 595.31 F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....	<b>22 588 387.00 €</b> soit	148 170 105.71 F
------------------------	-----------------------------	------------------

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **34.00** euros soit 223.03 F par jour dans les disciplines suivantes :  
12 - Gynécologie- obstétrique

**ARTICLE 4 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Ph. MICHEL

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**  
**DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION SOCIALE**

**ARRETE 2004 DISAS-123-S.H.D. FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
**ISSUE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL CONSULTATIF DES PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles notamment les articles L.146-1 et L.146-2 ;  
VU le code du travail ;  
VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;  
VU le décret n° 2002-1388 du 27 novembre 2002, relatif aux conseils départementaux consultatifs des personnes handicapées ;  
VU les propositions présentées par les membres du conseil départemental consultatif des personnes handicapées ;

**A R R E T E N T**

**Article 1 :** Sont nommés membres de la commission permanente instituée auprès du conseil départemental consultatif des personnes handicapées et prévue à l'article 4 du décret du 27 novembre 2002 susvisé :

*En tant que représentants du 1<sup>er</sup> collège dit « des représentants des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités territoriales et des principaux organismes qui apportent une contribution à l'action en faveur des personnes handicapées » :*

- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant
- Le Président du Conseil Général ou son représentant
- Le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ou son représentant



En tant que représentants du 2<sup>ème</sup> collège dit « collège des associations de personnes handicapées ou de leurs familles » :

- Monsieur Jacques JEANJEAN
- Madame Thérèse PRECHEUR
- Mademoiselle Isabelle CHAUVEL

En tant que représentants du 3<sup>ème</sup> collège dit « collège des personnes en activité au sein des principales professions de l'action sanitaire et sociale et de l'insertion professionnelle et des personnes qualifiées » :

- Mademoiselle Christiane BEROGIN
- Monsieur Denis BUREL
- Monsieur le Professeur ANDRE

**Article 2 :** La commission permanente pourra solliciter le concours d'experts en fonction des points inscrits à l'ordre du jour, et notamment celui des institutions suivantes : URIOPSS, CREAM.

**Article 3 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

Le Président du Conseil Général,  
Michel DINET

**ARRETE N° 434 FIXANT POUR 2004, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ D'UNE COMPETENCE CONJOINTE DE L'ETAT ET DU DEPARTEMENT  
CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE - INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE  
02, RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE  
GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 1978 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange, sis 02, rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE LA MALGRANGE, et géré par l'Association « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ».

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E N T**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 200,00	228 786,04 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	192 951,46	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 634,58	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	239 491,01	239 491,01 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte n°11519 pour un montant déficitaire de 10 704,97 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy de l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange fixé[e] à 239 491,01 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80% de cette somme, soit 191 592,81 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20% de cette somme, soit 47 898,20 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur de la Direction de la Solidarité et de l'Action Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

Le Président du Conseil Général,  
Michel DINET

**ARRETE N° 435 FIXANT POUR 2004, LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ D'UNE COMPETENCE CONJOINTE DE L'ETAT ET DU DEPARTEMENT  
CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE**

**73, RUE ISABEY - 54000 NANCY ET ANTENNE, 5 RUE HIPPOLYTE HUART - 54400 LONGWY  
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ACTIONS MEDICO-SOCIALES PRECOCES DE LORRAINE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL  
DE MEURTHE ET MOSELLE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 1985 autorisant la création du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce, sis 73, rue Isabey - 54000 NANCY - Antenne, 5 rue Hippolyte Huart - 54400 LONGWY, et géré par l'Association pour la Promotion des Actions Médico-Sociales Précoces de Lorraine.

VU le courrier transmis le 4 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E N T**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 855,00	<b>870 815,88 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	723 865,20	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	110 095,68	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	875 140,73	<b>876 532,73 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 392,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte n° 11 519 pour un montant déficitaire de 5 716,85 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce de Nancy est fixé[e] à **875 140,73 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La participation de l'assurance maladie est fixée à 80% de cette somme, soit 700 112,58 €

La participation du Département de Meurthe-et-Moselle est fixée à 20% de cette somme, soit 175 028,15 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur de la Direction de la Solidarité et de l'Action Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

Le Président du Conseil Général,  
Michel DINET

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES****ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****ARRETE DDASS/AES N° 159 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BACCARAT

N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592

est fixé à 422 669 €.

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BACCARAT

N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592

est fixé à 33 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE DDASS/AES N° 160 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé à 470 517 €.

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé à 30,61 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES N° 161 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME D'EINVILLE AU JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile d'EINVILLE AU JARD

N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018

est fixé à 417 405 €.

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile d'EINVILLE AU JARD

N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018

est fixé à 29,24 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / AES / N° 162 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de JARNY

N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853

est fixé à 414 692 €.

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de JARNY

N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853

est fixé à 31,56 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES N° 163 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de PONT A MOUSSON

N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851

est fixé à 408 018 €

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de PONT A MOUSSON

N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851

est fixé à 31,85 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES N° 239-04 DU 11/08/04**  
**PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE**  
**CONCOURS SUR TITRES DE TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 91.868 du 05 septembre 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels techniques de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC 53 du 7 janvier 2002, modifié le 10/05/04, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU les déclarations des postes vacants à offrir aux concours réservés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Un concours sur titres, au titre des emplois réservés, est ouvert en vue de pourvoir :

- ❖ 1 poste de Technicien Supérieur Hospitalier (domaine : gestion technique) à la Maternité Régionale de NANCY,
- ❖ 1 poste de Technicien Supérieur Hospitalier (domaine : qualité et accréditation) à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY-LAY SAINT CHRISTOPHE ;

**ARTICLE 2** : Les épreuves se dérouleront à compter du 01 octobre 2004 à la Maternité Régionale de NANCY.

**ARTICLE 3** : Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;
- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

Les candidats ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes exigibles pour l'accès au corps concerné fourniront la décision de l'autorité préfectorale prise en application du décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001.

**ARTICLE 4** : Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, Direction des ressources humaines, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY et affiché dans les établissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

NANCY, le 11 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**ARRETE DDASS/AES N°241-04 DU 11/08/04**  
**PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE**  
**CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE SECRETAIRES MEDICAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n°01.DEC.53 du 07 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle;

VU la déclaration de poste vacant à offrir au concours réservé ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Un concours sur épreuves, au titre des emplois réservés, est ouvert en vue de pourvoir :

♦ un poste de **Secrétaire Médicale** au **Centre Hospitalier St Charles de TOUL**.

**ARTICLE 2** : Les épreuves se dérouleront à compter du **01 avril 2005** au **Centre Hospitalier Saint Charles de TOUL**.

**ARTICLE 3** : Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;
- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

Les candidats ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes exigibles pour l'accès au corps concerné fourniront la décision de l'autorité préfectorale prise en application du décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001.

**ARTICLE 4** : Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL -Cours Raymond Poincaré - BP 310 - 54201 TOUL, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL et affiché dans les établissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

NANCY, le 11 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

#### AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE »

#### ARRETE DDASS/AES/N°200/2004

#### FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT

#### CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) DE MONT-SAINT-MARTIN ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY 4, RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 99-395-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de MONT-SAINT-MARTIN, sis 4, rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et géré par l'Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (AHBL) à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998 ;

VU le courrier du 13 Octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA de MONT-SAINT-MARTIN au sein de AHBL a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004,

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 9 Juin 2004,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses de personnel	224 722	236 105
	Groupe II : Dépenses médicales	975	
	Groupe III : Autres dépenses	10 408	
Recettes	Groupe I : Dotation globale	201 090	236 105
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	35 015	
	Groupe III : Autres produits	0	

**Article 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CCAA de MONT-SAINT-MARTIN est fixée à 201 090 € à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 16 757,50 €.

**Article 3 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 5 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES/N°201/2004**  
**FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX**  
**DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT**  
**CENTRE DE CURE AMBULATOIRE EN ALCOOLOGIE (CCAA) CHU DE NANCY**  
**29, AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - C.O. N° 34 - 54035 NANCY-CEDEX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté n° 99-396-SGAR en date du 28 Octobre 1999 autorisant le Centre d'hygiène alimentaire et d'alcoologie (CHAA) de NANCY géré par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) conformément au décret n° 98-1229 du 29 Décembre 1998,

VU le courrier transmis le 16 Octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CCAA du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 9 Juin 2004,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CCAA du CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses de personnel	533 087,82	<b>560 058</b>
	Groupe II : Dépenses médicales	1 192,89	
	Groupe III : Autres dépenses	25 777,36	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Dotation globale	560 058	<b>560 058</b>
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

**Article 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CCAA du CHU est fixée à 560 058 € à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 46 671,50 €

**Article 3 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 5 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES/N° 212 DU 20 JUILLET 2004**  
**AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) A NANCY**  
**GERE PAR LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L312-1 et L313-1,

VU la loi n° 2002-2 du 2 Janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et réformant la loi n° 75-535 du 30 Juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales,

VU la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2003,

VU le décret n° 2003-1135 du 26 Novembre 2003 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n°2003-160 du 26 Février 2003 fixant les conditions minimales d'organisation et de fonctionnement des CSST qui abroge le décret n° 92-590 du 29 Juin 1992,

VU le décret n° 2003-251 du 19 Mars 2003 relatif au financement des CSST,

VU la circulaire DGAS/Dir n° 572 du 11 Décembre 2003 relative aux modalités d'application du décret du 26 Novembre 2003 susvisé,

VU le dossier reconnu complet le 28 Novembre 2003, présenté par le CHU de NANCY, en vue d'obtenir l'autorisation d'intégrer son Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST) appelé "Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT)" dans le champ des établissements sociaux et médico-sociaux, et dont le fonctionnement s'effectue en structure ambulatoire disposant de locaux appartenant au CHU répartis sur deux sites à NANCY :

➤ 22 bis rue de Malzéville - 54000 NANCY (centre d'accueil)

➤ 163, rue Saint-Dizier - 54000 NANCY (centre méthadone),

auxquels s'ajoutent trois antennes de consultations mises en place dans les Centres Hospitaliers de LUNEVILLE, PONT-A-MOUSSON et TOUL, couvrant ainsi les besoins de la zone géographique du sud de la Meurthe-et-Moselle,

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine, section sociale, dans sa séance du 19 Avril 2004,

CONSIDERANT que l'importance des toxicomanies en Lorraine a conduit la région à retenir la lutte contre les dépendances aux produits comme priorité régionale de santé publique,

CONSIDERANT que le CSST réalise les missions énoncées à l'article 2 du décret du 26 Février 2003,

CONSIDERANT les besoins et la qualité du projet,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT), géré par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (CHU) - 29 avenue de Lattre de Tassigny- C.O. N° 34 - 54000 NANCY, est autorisée à fonctionner en Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST).

**ARTICLE 2 :** L'autorisation est accordée pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de NANCY.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES/N° 213 DU 20 JUILLET 2004**  
**AUTORISANT LA CREATION D'UN CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST)**  
**1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND A VILLERUPT**  
**GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L 312-1 et L313-1,

VU la loi n° 2002-2 du 2 Janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et réformant la loi n° 75-535 du 30 Juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales,

VU la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2003,

VU le décret n° 2003-1135 du 26 Novembre 2003 relatif à la procédure de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le décret n°2003-160 du 26 Février 2003 fixant les conditions minimales d'organisation et de fonctionnement des CSST qui abroge le décret n° 92-590 du 29 Juin 1992,

VU le décret n° 2003-251 du 19 Mars 2003 relatif au financement des CSST,

VU la circulaire DGAS/Dir N° 572 du 11 Décembre 2003 relative aux modalités d'application du décret du 26 Novembre 2003 susvisé,

VU le dossier reconnu complet le 28 Novembre 2003, présenté par l'Association TANDEM - 9, rue Pouyer Quartier - Parc Jean Rostand à VILLERUPT, en vue d'obtenir l'autorisation d'intégrer son centre de soins spécialisés pour toxicomanes (CSST) dans le champ des établissements sociaux et médico-sociaux, et dont le fonctionnement s'effectue :

➤ en son siège : 9, rue Pouyer Quartier - Parc Jean Rostand - 54190 VILLERUPT,

➤ à son antenne : 3, rue du Maréchal Joffre - 54150 BRIEY,

➤ aux trois consultations hospitalières ouvertes sur MONT-SAINT-MARTIN, LONGUYON et PIENNES,

➤ et auquel est également rattachée une section de deux appartements thérapeutiques.

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine, section sociale, dans sa séance du 19 Avril 2004,



CONSIDERANT que l'importance des toxicomanies en Lorraine a conduit la région à retenir la lutte contre les dépendances aux produits comme priorité régionale de santé publique,  
 CONSIDERANT que le CSST réalise les missions énoncées à l'article 2 du décret du 26 Février 2003,  
 CONSIDERANT les besoins et la qualité du projet,  
 SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : La création d'un Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST), géré par l'Association TANDEM, est autorisée.

**ARTICLE 2** : L'autorisation est accordée pour une durée de trois ans.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié Monsieur le Président de l'Association TANDEM, publié au recueil des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la mairie de VILLERUPT.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES/N°237 DU 20 JUILLET 2004**

**FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
 CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) "UNITE FONCTIONNELLE D'ACCUEIL ET DE TRAITEMENT  
 DES TOXICOMANIES" (UFATT) - 22 BIS, RUE DE MALZEVILLE - 54000 NANCY  
 GERE PAR LE CHU DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté DDASS/AES/212 en date du 20 Juillet 2004 autorisant l'Unité Fonctionnelle d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes (UFATT) gérée par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY à fonctionner en Centre de Soins Spécialisés pour Toxicomanes (CSST) conformément au décret n°2003-160 du 26 Février 2003,

VU le courrier transmis le 16 Octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST du CHU a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 7 Juin 2004,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST "UFATT" géré par le CHU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses de personnel	610 464	<b>748 623</b>
	Groupe II : Dépenses médicales	38 693	
	Groupe III : Autres dépenses	99 466	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Dotation globale	748 623	<b>748 623</b>
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

**Article 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CSST "UFATT" géré par le CHU est fixée à 748 623 € à compter du 20 Juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 62 385,25 €

**Article 3 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 5 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS/AES/N° 238 DU 20 JUILLET 2004**  
**FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX**  
**DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT**  
**CENTRE DE SOINS SPECIALISES POUR TOXICOMANES (CSST) TANDEM**  
**1, RUE POUYER QUERTIER - PARC JEAN ROSTAND - 54190 VILLERUPT**  
**GERE PAR L'ASSOCIATION TANDEM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté DDASS/AES/213 en date du 20 Juillet 2004 autorisant la création du Centre de soins spécialisés pour toxicomanes TANDEM - 1, rue Pouyer Quertier - Parc Jean Rostand à Villerupt géré par l'Association TANDEM,

VU le courrier transmis le 18 Décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le CSST géré par l'Association TANDEM a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions budgétaires transmises par courrier en date du 7 Juin 2004,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CSST géré par l'Association TANDEM sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses de personnel	20 199	<b>392 840</b>
	Groupe II : Dépenses médicales	317 075	
	Groupe III : Autres dépenses	55 566	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Dotation globale	392 840	<b>392 840</b>
	Groupe II : Produits de l'activité hospitalière	0	
	Groupe III : Autres produits	0	

**Article 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale du CSST géré par l'Association TANDEM à VILLERUPT est fixée à 392 840 € à compter du 20 Juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 Octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 32 736,67 €

**Article 3 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 4 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 5 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 6 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 20 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**POLE SOCIAL**

**ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES CAPACITES**  
**DU CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS DE NANCY - CEDV**  
**DE LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS - FADV**  
**8, RUE DE SANTIFONTAINE - BP 3724 - 54098 NANCY CEDEX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles et plus particulièrement le livre III ;

VU la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, et réformant la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées ;

VU le décret n°2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif à la procédure de création de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'annexe XXIV quinquies au décret du 5 mars 1956 relative aux conditions techniques d'autorisation des établissements et services prenant en charge des enfants ou adolescents atteints de déficience grave ou de cécité ;

VU la circulaire DGAS/Dir n°572 du 11 décembre 2003 relative aux modalités d'application du décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 susvisé ;

VU le dossier reconnu complet le 26 novembre 2003, présentée par la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels sise 8, rue de Santifontaine - BP 3724 - 54098 NANCY CEDEX - FADV - accueillant des enfants déficients visuels dont l'acuité est inférieure ou égale à 4/10<sup>ème</sup>, avec ou sans handicaps associés, âgés de 0 à 20 ans, en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les capacités du Centre d'Education pour Déficients Visuels (CEDV) comme suit :

- le Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce (SAFEF) - 0 à 3 ans : passage de 8 à 12 places ;
- le Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire (SAAIS) - 3 à 20 ans : passage de 42 à 68 places avec fonctionnement de 5 antennes ;
- la Section d'Education et d'Enseignement Spécialisé - Section de Première Formation Professionnelle (SEES-SPFP) : passage de 88 (81 en internat et 7 en semi-internat) à 35 places (30 en internat et 5 en semi-internat) ;
- la Section pour Enfants Présentant des Handicaps Associés (SEPHA) : passage de 30 (20 en internat et 10 en semi-internat) à 25 places ( 20 en internat et 5 en semi-internat) ;

Total général : passage de 168 à 140 places.

VU l'avis favorable émis par le CROSS de Lorraine dans sa séance du 26 février 2004 à la demande présentée par de l'Institution de Jeunes Aveugles et Déficients Visuels, en vue de modifier les capacités du Centre d'Education pour Déficients Visuels de Santifontaine.

CONSIDERANT que la demande de modification de l'agrément repose sur le constat d'une baisse des effectifs due notamment aux résultats de la politique d'intégration et d'externalisation des prestations menée depuis plusieurs années,

CONSIDERANT que le schéma départemental de l'enfance handicapée a mis en évidence la nécessité de restructurer les instituts sensoriels du département eu égard à leur activité et au coût de leur prestation,

CONSIDERANT que dans ce cadre un audit était mené en 2000 par la DDASS avec la collaboration de l'assurance maladie afin d'analyser les perspectives de restructuration du centre ;

CONSIDERANT que ce projet correspond aux orientations du schéma départemental de l'enfance handicapée de Meurthe et Moselle 1999-2005 ;

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet dans sa globalité ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

#### AR R E T E

##### Article 1<sup>er</sup> :

La demande de modification des capacités du Centre d'Education pour Déficients Visuels - accueillant des enfants déficients visuels dont l'acuité est inférieure ou égale à 4/10<sup>ème</sup>, avec ou sans handicaps associés, âgés de 0 à 20 ans, est acceptée.

##### Article 2 :

L'Etablissement comprend 140 places réparties par service et section comme suit :

- le Service d'Accompagnement Familial et d'Education Précoce (SAFEF) - 0 à 3 ans : 12 places ;
- le Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire (SAAIS) - 3 à 20 ans : 68 places avec fonctionnement de 5 antennes ;
- la Section d'Education et d'Enseignement Spécialisé - Section de Première Formation Professionnelle (SEES-SPFP) : à 35 places (30 en internat et 5 en semi-internat) ;
- la Section pour Enfants Présentant des Handicaps Associés (SEPHA) : à 25 places ( 20 en internat et 5 en semi-internat).

##### Article 3 :

Cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans conformément à l'article 25 de la loi de 2002-2 du 2 janvier 2002. Le renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au deuxième alinéa de l'article L.312-8. Toute autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa date de notification.

##### Article 4 :

L'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1 de la loi de 2002-2 du 2 janvier 2002 ou son renouvellement sont valables sous réserve du résultat d'une visite de conformité aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1 dont les modalités sont fixées par décret.

##### Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels - FADV de Nancy, publié au bulletin des actes administratifs, affiché à la Préfecture de Meurthe et Moselle et à la Mairie de Nancy.

NANCY, le 19 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

S.E.M.S.

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 352 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 149 013,52 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 27,77 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 353 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE TOUL :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0049

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 318 019,52 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 29,72 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 354 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 577 730,34 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 32,10 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 355 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy à MONT SAINT MARTIN, reçues le 15 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association 21 juin 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY à MONT ST MARTIN :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 655,00	492 251,62
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	370 271,62	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 325,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	485 680,62	492 251,62
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	6 571,00	

**Article 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **485 680,62** Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **29,44** Euros.

**Article 4** : Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'AHBL, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 356 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 339 9**

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

**Forfait global de soins : 360 738,29 €**

**Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 32,79 €**

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital local intercommunal de Pompey - Lay Saint Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 357 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES »  
DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

- « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

Forfait global de soins : 292 352,12 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 29,67 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

ARRETE DDASS / SEMS / N° 358 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT :**

N° FINESS (EJ) 54 001 4081

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 627 984,60 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 20,14 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la présidente de la Maison Hospitalière de BACCARAT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

ARRETE DDASS / SEMS / N° 359 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF:**

N° FINESS (EJ) 54 000 0882

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 486 455,36 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 19,81 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'Association Hospitalière de JOEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 360 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**MAISON HOSPITALIERE ST CHARLES A NANCY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0122

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 137 871,91 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 12,54 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de la Maison Hospitalière Saint Charles à Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / SEMS / N° 361 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DE L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES MAISONS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;



VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**ASSOCIATION HOSPITALIERE ST ELOI A NEUVES MAISONS :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

- « maison de retraite » :

Forfait global de soins : 188 883,07 €

Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 22,75 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le président de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

#### SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

#### ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/258 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE DE BOISMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU la délibération du Conseil municipal de BOISMONT en date du 18 février 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable de l'Office National des Forêts en date du 27 mai 2003 ;

VU l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 26 juillet 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de BOISMONT	Fosse Bionvaux	ZD	90	3,7346	BOISMONT
		Charpont	ZD	100	0,3621	
					4,0967	

**Article 2** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de BOISMONT.

NANCY, le 29 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

#### ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/259 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE DE LANDECOURT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU la délibération du Conseil municipal de LANDECOURT en date du 17 janvier 2002 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'arrêté d'application du régime forestier à la parcelle ZC 33 en date du 5 janvier 2004 ;

VU l'avis favorable de l'Office National des Forêts en date du 16 janvier 2004 ;

VU l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 26 juillet 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de LANDECOURT	Les Vieux Prés	ZC	29	0,1257	LANDECOURT
			ZC	31	0,0352	
					0,1609	

**Article 2** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de LANDECOURT.

NANCY, le 29 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/260  
PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER  
COMMUNE DE PIERREPONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU la délibération du Conseil municipal de PIERREPONT en date du 7 mars 2002 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable de l'Office National des Forêts en date du 15 mai 2002 ;

VU l'avis favorable du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 26 juillet 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de PIERREPONT	Bois du Fayel	A	86 (pie)	0,1400	PIERREPONT
					0,1400	

**Article 2** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de PIERREPONT

NANCY, le 29 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA S.C.O.P. SN CIEDIL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

Vu la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

Vu la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

Vu le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

Vu l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

Vu le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

Vu le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

Vu l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

Vu l'avis favorable en date du 12 juillet 2004 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**A R R E T E**

**Article 1** : La société SN CIEDIL sise 3 rue des Aciéries - BP 34 - 54340 POMPEY est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

**Article 2** : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3** : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;

2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4** : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture. et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

NANCY, le 22 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

*Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre des affaires sociales du travail et de la solidarité ( 127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière - 54000 NANCY).*

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

### SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2004/DDE/247/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/242/CDER en date du 5 juillet 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la mise en place d'une passerelle surplombant la voie ferrée, entre la RN52 et sa voie de substitution, au droit du carrefour de la voie de substitution de la RN 52 et la RD 26C (lieu dit BOURENE), sur le territoire de la commune de TIERCELET ;

A la demande de S.L.I. (Maxéville), en date des 1<sup>er</sup> et 12 juillet 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

### A R R E T E

#### ARTICLE I

L'arrêté n° 2004/DDE/242/CDER du 5 juillet 2004 est prorogé jusqu'au 15 septembre 2004.

#### ARTICLE II

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

#### ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire TIERCELET, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

ARRETE 2004/DDE/248/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité, pour la société MV2 ETC, de procéder à une enquête de circulation par interrogation des usagers de l'autoroute A4 en gare de péage de BEAUMONT, sur le territoire de la commune de MOINEVILLE, dans le cadre d'une étude de satisfaction pour le compte de la SANEF ;

A la demande de la Société SANEF en date du 5 juillet 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

### A R R E T E

#### ARTICLE I

La société MV2 ETC, agissant pour le compte de la Société SANEF est autorisée à procéder à une enquête de circulation, par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 295+000 de l'autoroute A4 concédée à la SANEF, dans le sens PARIS STRASBOURG, les jours suivants :

- o le samedi 31 juillet 2004 de 11h00 à 15h00 avec possibilité de repli le samedi 7 août 2004
- o le mardi 5 octobre 2004 de 13h00 à 18h00 avec possibilité de repli le jeudi 7 octobre 2004
- o le samedi 9 octobre 2004 de 14h00 à 18h00 avec possibilité de repli le samedi 16 octobre 2004

- le samedi 13 novembre 2004 de 14h00 à 18h00
- le samedi 26 février 2005 de 12h00 à 16h00 avec possibilité de repli le samedi 5 mars 2005.

**ARTICLE II**

Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société SANEF.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur d'exploitation de SANEF à SENLIS, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant la légion de gendarmerie de Lorraine à METZ, Monsieur le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de MOINEVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Général commandant la région de gendarmerie de METZ, Madame la Directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE 2004/DDE/249/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité, pour la société IDDEM, de procéder à une enquête de circulation par interrogation des usagers de l'autoroute A4 en gare de péage de BEAUMONT, sur le territoire de la commune de MOINEVILLE, dans le cadre d'une étude de satisfaction pour le compte de la SANEF ;

A la demande de la Société SANEF en date du 8 juillet 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le lundi 30 août 2004, de 9 h00 à 15h00, la société IDDEM, agissant pour le compte de la société SANEF est autorisée à procéder à une enquête de circulation par questions posées aux usagers sur les aires de la gare de péage de BEAUMONT au PR 295+000 de l'autoroute A4 concédée à la SANEF, dans le sens PARIS STRASBOURG.

**ARTICLE II**

Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Société SANEF.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur d'exploitation de SANEF à SENLIS, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant la légion de gendarmerie de Lorraine à METZ, Monsieur le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de JARNY, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de MOINEVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le Général commandant la région de gendarmerie de METZ, Madame la Directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE 2004/DDE/250/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la réfection du terre plein central sur la R.N. 57 - 2 x 2 voies, du PR 64+000 au PR 65+163 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Du lundi 2 août 2004 au jeudi 5 août 2004 et du lundi 16 août 2004 au jeudi 19 août 2004 en permanence, entre les PR 64+000 et 65+163 sur la RN 57 - 2 x 2 voies, la circulation des usagers s'établit comme suit :

- dans le sens NANCY-EPINAL
  - la voie rapide est neutralisée 24h/24
  - la circulation s'effectue sur une voie
  - la vitesse est limitée à 70 km/h
  - signalisation temporaire renforcée par des feux à défilement de nuit
- dans le sens EPINAL-NANCY
  - la voie rapide est neutralisée 24h/24
  - la circulation s'effectue sur une voie
  - la vitesse est limitée à 70 km/h
  - signalisation temporaire renforcée par des feux à défilement de nuit

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de la commune de FLAVIGNY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/251/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/683/CDER du 20 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/738/CDER du 27 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/221/CDER du 21 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de créer un rétrécissement de chaussée afin de procéder à la construction de la pile n°27 d'un ouvrage du LGV au PR 3+250 de la RN 57, sur le territoire de la commune de CHAMPEY;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/221/CDER du 21 mai 2004 est prorogé pour une durée de 3 mois, du 28 août au 28 novembre 2004.

**ARTICLE II**

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**ARRETE 2004/DDE/252/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise aux normes de glissières dans le terre plein central sur l'A.31, dans le sens METZ - NANCY, entre les PR 284+275 et 281+800 ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du 11 au 12 août, du 16 au 19 août et du 23 au 26 août 2004 de 9 h 00 à 16 h 00, la circulation des usagers de l'A.31, entre les PR 284+275 et 281+800, s'établit comme suit :

- o **dans le sens METZ - NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée à 90 km/h
  - il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

Ce chantier est un chantier non-courant au sens de la circulaire ministérielle n°96-14 en dérogeant aux interdistances entre chantiers définies dans le cas des chantiers courants, notamment par rapport aux travaux réalisés sur l'A31 dans le département de Moselle (arrêté préfectoral du département de la Moselle n°2004.DDE/Ex.R. 149).

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/253/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 33 entre les PR 12+000 et 10+660 dans le sens PARIS - STRASBOURG  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits du 1<sup>er</sup> et 2 septembre 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation sur l'A. 33 s'établit comme suit entre les PR 12+000 et 10+660.

- **sens STRASBOURG - PARIS**
  - rabattement de la circulation de la voie lente sur la voie rapide puis basculement de la circulation du sens STRASBOURG/PARIS sur la voie rapide du sens PARIS /STRASBOURG
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du basculement
  - il est interdit de doubler
- **sens PARIS - STRABOURG**
  - rabattement de la voie rapide sur la voie lente
  - neutralisation de la voie rapide
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 Km/h au droit du rabattement
  - il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Fléville-devant-Nancy Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/255/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy et Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à la fermeture des bretelles de l'échangeur n° 23 NANCY/BOUXIERES AUX DAMES et METZ/BOUXIERES AUX DAMES de l'A. 31 pour réaménager le carrefour RD 321/RD 40.

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les 18 et 19 août 2004 de 6 h 30 à 20 h 00, toute circulation est interdite sur les bretelles de sortie de l'échangeur n° 23 de l'A. 31 : NANCY/BOUXIERES AUX DAMES et METZ/BOUXIERES AUX DAMES.

**ARTICLE II**

En raison de la fermeture des bretelles NANCY/BOUXIERES AUX DAMES ET METZ/BOUXIERES AUX DAMES, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- sortir à l'échangeur n° 24 de CUSTINES - RD 40 direction CUSTINES puis prendre le giratoire central et retour vers le RD 40 direction BOUXIERES AUX DAMES.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de BOUXIERES AUX DAMES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 23258 en date du 22 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau HTAS voie de la vallée de l'Amezule, sur les communes d'ESSEY LES NANCY et d'AGINCOURT.

Par arrêté préfectoral n° 33252 en date du 21 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation HTAS Zac Ouest du Tronc qui Fume, sur la commune d'ESSEY LES NANCY.

Par arrêté préfectoral n° 33384 en date du 21 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue TV Centre Leclerc RD 909 (face Zac Jonchery), sur la commune de DOMMARTIN-LES-TOUL.

Par arrêté préfectoral n° 33558 en date du 21 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TV station d'épuration PAGNY rue Jean Boin, sur la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE.

Par arrêté préfectoral n° 33960 en date du 20 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement réseau HTA - départ HTA Var 13, sur la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Par arrêté préfectoral n° 43287 en date du 21 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création poste DP pour Centre E. LECLERC, ZAC du Saule Gaillard, sur la commune de FROUARD.

Par arrêté préfectoral n° 43289 en date du 22 juillet 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement réseau HTA - départ Choloy 19 Toul Intra Muros et avenue Victor Hugo, sur la commune de TOUL.

**ARRETE DE DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME  
CONCERNANT MME HELENE GUIDAT, SUBDIVISIONNAIRE A LONGWY**

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE

Vu l'article L 255-A du livre des procédures fiscales,  
Vu l'article 50 de la loi de finances rectificative pour 1998,  
Vu la circulaire n° 99-10/UHC/DU/2 du 11 février 1999,

**D E C I D E**

**Article 1** : Délégation de signature est donnée à :

Madame Hélène GUIDAT, subdivisionnaire à Longwy à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004,  
à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les titres de recette individuels ou collectifs, pour les taxes d'urbanisme, en application de l'article L 255-A du livre des procédures fiscales.

**Article 2** : La présente décision prendra effet dès sa publication au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 3 août 2004

Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

**ARRETE N° 04 DE 003 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GERMONVILLE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 23 mai 2003 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 29 août au 30 septembre 2003 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 6 octobre 2003 ;

VU la délibération du conseil municipal de GERMONVILLE en date du 26 novembre 2003 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipelement.

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1**

La carte communale de GERMONVILLE, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2**

Le dossier comprend :

- une délibération du conseil municipal
- un rapport de présentation,
- deux plans de zonage au 1/10000<sup>e</sup>, et 1/2000<sup>e</sup>
- des annexes (servitudes d'utilité publique - sanitaires - règles générales d'aménagement et d'urbanisme),

**Article 3**

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Article 4**

En vertu de l'article L. 421-2 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

**Article 5**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipelement et le Maire de GERMONVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 10 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 04 DE 004 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE HABLAINVILLE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2003 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 2003 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 12 décembre 2003 ;

VU la délibération du conseil municipal de HABLAINVILLE en date du 28 mai 2004 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipelement.

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1**

La carte communale de HABLAINVILLE, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.



**Article 2**

Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal
- un rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2000<sup>e</sup>,
- un plan d'assainissement au 1/2 000<sup>e</sup>,
- un plan de l'eau potable au 1/2000<sup>e</sup>,
- un plan de servitude au 1/5000<sup>e</sup>.

**Article 3**

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Article 4**

En vertu de l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, modifié par l'article 31 de la loi SRU, la commune décide de laisser à l'Etat la compétence pour la délivrance de ses actes d'urbanisme.

L'assistance technique des services de l'Etat en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme.

**Article 5**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement et le Maire de HABLAINVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 6 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**DIRECTION DES SERVICES FISCAUX**

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE VAL ET CHATILLON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 10 du 03 avril 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de VAL ET CHATILLON en date du 05 mai 2003 (affichage en Mairie du 03 avril 2003 au 05 mai 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

**A R R E T E**

**Article 1 :** Les immeubles ci-après désignés :

COMMUNE DE VAL ET CHATILLON				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
B	459	Grande Basse	18 a 80 ca	Bois Taillis
B	460	Grande Basse	11 a 40 ca	Bois Taillis

sont attribués à l'Etat.

**Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de VAL ET CHATILLON sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de LUNEVILLE.

NANCY, le 22 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**OFFICE NATIONAL DES FORETS**

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER  
COMMUNE DE JEZAINVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et Départements ;

VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de JEZAINVILLE en date du 26 février 2004 demandant l'application du régime forestier à 46 ha 45 a 0 ca ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Ingénieur de l'Office National des Forêts mentionnant le 3 juin 2004 les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts en date du 5 juillet 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne Morale propriétaire	Désignations Cadastreales			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de JEZAINVILLE	C	84	Forêt des Antoinistes	46,45	JEZAINVILLE

**Article 2 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de JEZAINVILLE.

NANCY, le 23 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues à la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1<sup>er</sup> septembre 2003.

Les modifications concernent les points suivants :

#### Point 1 de la délégation spéciale sur le fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1-1 Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur Principal service Gestion Bancaire

#### Point 4 de la délégation spéciale sur la signification des actes d'Huissiers de Justice et d'Huissiers du Trésor

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de Justice ou huissiers du Trésor, à :

Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur Principal service Gestion Bancaire

#### Point 15 de la délégation spéciale sur le fonctionnement du service Gestion Bancaire

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts ; les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture ou au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse, à :

Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur Principal

Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à la date de la présente.

NANCY, le 19 juillet 2004

Christian BRUNET

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

### DELEGATION DE SIGNATURE

#### LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU

Vu la Loi 91-748 du 31 juillet 1991

Vu le Décret 92-783 du 6 août 1992

Vu l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 nommant M. PERICARD en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy

#### Article 1

Donne délégation générale à Mme Danielle HERBELET, Directeur Adjoint, pour signer au nom et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Mme Danielle HERBELET, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances et du Patrimoine, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au Comptable de l'établissement.

#### Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danielle HERBELET pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Stéphane MASSARD, Directeur Adjoint et par M. Christian VUILLEMIN, Directeur Général Adjoint, dans le cadre de la délégation générale de signature dont il bénéficie.

#### Article 3

La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures (à l'exception des dépenses de Groupe 1 qui restent de la responsabilité de la Direction du Personnel et de la Formation et de la Direction des Affaires Médicales), et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

#### Article 4

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

#### Article 5

La présente délégation se substitue à la délégation du 1<sup>er</sup> février 2004.

Elle prend effet à la date du 1<sup>er</sup> août 2004, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 27 juillet 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

## AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES DE CONTREMAITRE  
A LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Un concours interne sur épreuves est ouvert en vue du recrutement d'un contremaître spécialité « sécurité, ateliers, services généraux », conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991.

Peuvent être admis à concourir les maîtres ouvriers ainsi que les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint le 5<sup>e</sup> échelon de leur grade. A défaut, peuvent se présenter les ouvriers professionnels spécialisés ayant atteint le 5<sup>e</sup> échelon et comptant 8 ans de services effectifs en cette qualité ou en celle antérieure (OP2).

Les demandes de participation à ce concours sont à adresser à :

Direction des Ressources Humaines de la Maternité Régionale A. Pinard  
Service formation  
10, rue du Dr Heydenreich  
B.P. 4213  
54042 NANCY Cédex

pour le 15 octobre 2004, dernier délai, cachet de la poste faisant foi.  
NANCY, le 11 août 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES  
EN VUE DU RECRUTEMENT DE 4 INFIRMIER(ES) CADRE DE SANTE  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière et notamment son article 2, un concours interne sur titres pour le recrutement de 4 infirmier(es) cadre de santé est ouvert au Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou.

**Conditions d'inscription :**

- être titulaire du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989,
- compter au 1<sup>er</sup> janvier 2004, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités

**Dossier de candidature :**

- demande d'inscription au concours
- curriculum vitæ
- copie des diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
B.P. 1010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le 30 novembre 2004 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.  
LAXOU, le 16 août 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

**ARRETES INTERPREFECTORAUX**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-043 EN DATE DU 29 JUIN 2004 ET DU 19 JUILLET 2004  
PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE NETTOIEMENT DU HAUT PLATEAU MESSIN

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-25-1 et L. 5212-33 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 novembre 1968 autorisant la création du syndicat intercommunal de nettoyage du haut plateau messin modifié ou complété par les arrêtés préfectoraux du 3 mars 1969, du 16 octobre 1969, du 18 décembre 1970, du 6 février 1973, du 27 août 1975, du 6 mars 1978 et des 21 et 29 avril 1999 ;

VU les délibérations du comité syndical (2 juillet 2003, 7 novembre 2003 et 20 février 2004)

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres du syndicat : AMANVILLERS (30 janvier 2004), GRAVELOTTE (30 mars 2003 et 28 janvier 2004), REZONVILLE (15 septembre 2003), SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE (4 septembre 2003), VERNEVILLE (22 décembre 2003 et 31 mars 2004), VIONVILLE (9 septembre 2003), VILLE-SUR-YRON (25 septembre 2003 et 31 mars 2004),

VU les délibérations des conseils des communautés de communes du Mad à l'Yron (24 octobre 2003) et du Pays Orne Moselle (26 juin 2003 et 18 décembre 2003) ;

VU l'absence d'opposition ;

VU l'avis des Sous-Préfets de METZ-CAMPAGNE et BRIEY ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE 1** - Le SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL DE NETTOIEMENT DU HAUT PLATEAU MESSIN, composé de :

- ⇒ la communauté de communes du Pays Orne Moselle, représentant, au titre de la représentation-substitution, les communes de Amnéville, Bronvaux, Marange-Silvange, Montois-la-Montagne, Pierrevillers, Roncourt et Sainte-Marie-aux-Chênes ;
- ⇒ la communauté de communes du Val de Moselle, représentant Rezonville et Vionville ;
- ⇒ la communauté de communes du Mad à l'Yron, représentant les communes de Mars-la-Tour et Tronville ;
- ⇒ la communauté d'agglomération de Metz-Métropole, représentant les communes d'Amanvillers, Gravelotte et Vernéville et Saint-Privat-la-Montagne ;
- ⇒ la commune de Ville-sur-Yron.

EST DISSOUS.

**ARTICLE 2** - Le comité du syndicat se réunira pour voter son compte administratif et définir les conditions de répartition des résultats et de transfert de l'actif et du passif.

**ARTICLE 3** - Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté, qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe et Moselle. Les annexes pourront être consultées à la Préfecture.

**ARTICLE 4** - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Metz-Campagne et Briey, les Trésoriers-Payeurs Généraux, le président du syndicat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

METZ, le 19 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	767
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	767
POLE SOCIAL .....	767
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - Foyer d'accueil medicalise - RTE DE BACCARAT - 54290 BAYON GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES .....	767
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE POUR POLYHANDICAPES « LES RIVES DU CHATEAU » - 33 RUE DU CHATEAU - 54450 BLAMONT GERE PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE .....	768
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES ORCHIDEES » - 10 RUE ALBERT 1 <sup>ER</sup> - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX GERE PAR L'AEIM .....	769
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TROIS TILLEULS » - 1 RUE DES TILLEULS - 54720 CHENIERES GERE PAR L'AEIM .....	770
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	771
ARRETE MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	772
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	772
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - LE CENTRE DE SOINS DE L'ETABLISSEMENT REGIONAL D'ENSEIGNEMENT ADAPTE - RUE DE MIRECOURT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	773
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'EDUCATION MOTRICE - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	774
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DU CENTRE D'EDUCATION MOTRICE - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	775
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	776
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE DE PREORIENTATION - 51 AVENUE DE LA LIBERATION - 54840 GONDREVILLE GERE PAR L'UGECAM .....	777
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « L'ESCALE » - 15 RUE ST-CHARLES - 54140 JARVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE .....	778
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE « L'ESCALE » - 15 RUE ST-CHARLES - 54140 JARVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE .....	779
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - ETABLISSEMENT DENOMME « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » - 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE .....	780
ARRETE MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - ETABLISSEMENT DENOMME « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » - 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE .....	780
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DU CPN DE LAXOU - 54521 LAXOU CEDEX GERE PAR LE CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU .....	781
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « JEAN L'HOTE » - CHEMIN DU HARQUET - BP 126 - 54305 LUNEVILLE CEDEX GERE PAR L'AEIM .....	782
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT	

DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TERRASSES DE MEHON » - 12 RUE GAMBETTA - 54300 LUNEVILLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	783
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TERRASSES DE MEHON » - 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	784
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « LES TERRASSES DE MEHON » - 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	785
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 17 BIS RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY GERE PAR LA PEP 54 .....	786
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 8 RUE DE LA SEILLE - 54320 MAXEVILLE GEREE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY .....	787
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY .....	788
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - ETABLISSEMENT POUR ENFANTS POLYHANDICAPES - 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY .....	788
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 4 RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY .....	789
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS - 8 RUE DE SANTIFONTAINE - 54052 NANCY CEDEX GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES .....	790
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 73 RUE ISABEY - 54052 NANCY CEDEX GERE PAR LA PEP 54 .....	791
ARRETE MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 73 RUE ISABEY - 54052 NANCY CEDEX GERE PAR LA PEP 54 .....	792
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « GAI SOLEIL » - 14 RUE DE METZ - 54000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION « CULTURE ET PROMOTION » .....	793
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE - 1161 AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY GERE PAR L'ALAGH .....	794
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU SPECIALISTES MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION AEIM .....	795
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 1161 AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY GEREE PAR L'ALAGH .....	795
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR ADULTES HANDICAPES - 38 RUE DE DIEUZE - 54000 NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	796
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54000 NANCY GERE PAR L'AEIM .....	797
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « CLAUDE MONET » - 121 RUE DE L'ABBE DE L'EPEE - 54700 PONT-A-MOUSSON GERE PAR L'AEIM .....	798
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GEREE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES .....	799
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES SOINS DE ROSIERES ET DE LUNEVILLE - 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL .....	800
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « RAYMOND CAREL » - 2 RUE DES MARTYRS DU NAZISME - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT GERE PAR L'AEIM .....	801
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « GEORGES FINANCE » - 4 AVENUE JF KENNEDY - BP 216 - 54202 TOUL CEDEX GERE PAR L'AEIM .....	802
ARRETE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT	

DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - MAISON D'ACCUEIL SPÉCIALISÉE - ZAC DE BRABOIS - RUE DE LUDRES - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY GÉRÉE PAR L'AEIM.....	802
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR ÉTUDIANTS HANDICAPÉS - 8 RUE DES MYOSOTIS - BP 35 - 54501 VANDOEUVRE LES NANCY GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION « ACCUEIL ET GUIDER L'INTÉGRATION » .....	803
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT MEDICO-ÉDUCATIF « SAINT-CAMILLE » - 12 POSTE DE VELAINÉ - 54840 VELAINÉ-EN-HAYE GÉRÉE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE .....	804
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - INSTITUT DE REÉDUCATION « SAINT-CAMILLE » - 12 POSTE DE VELAINÉ - 54840 VELAINÉ-EN-HAYE GÉRÉE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE .....	805
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE - 12 POSTE DE VELAINÉ - 54840 VELAINÉ-EN-HAYE GÉRÉE PAR L'INSTITUTION ST-CAMILLE .....	806
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - FOYER D'ACCUEIL MÉDICALISÉ « RESIDENCE DES TROIS FONTAINES » - RUE DE LA LIBÉRATION - 54330 VEZELISE GÉRÉE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES.....	807
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIÈRES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - SERVICE D'ÉDUCATION SPÉCIALISÉE ET DE SOINS À DOMICILE - 6 ALLÉE DE LONGCHAMP - PARC D'ACTIVITÉS DE L'HIPPODROME - 54600 VILLERS-LES-NANCY GÉRÉE PAR L'AEIM .....	808
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 1 RUE DES CITES - 54112 ALLAMPS GÉRÉE PAR LE G.I.P. « HANDICAP ET INSERTION » .....	809
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY - ZONE INDUSTRIELLE CÔTE BARRY - 54154 BRIEY CEDEX GÉRÉE PAR L'AEIM .....	810
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « ANDRÉ LANCLOT » - ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ÉRABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX GÉRÉE PAR L'AEIM .....	811
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL POUR DÉFICIENTS VISUELS « LES ATELIERS DU HAUT DES VANNES » - DOMAINE DES EAUX BLEUES - BP 9 - 54460 LIVERDUN GÉRÉE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES.....	811
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ROUTE DE FROUARD - BP N° 10 - 54460 LIVERDUN GÉRÉE PAR L'AEIM .....	812
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 38 RUE PIERRE ET MARIE CURIE - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX GÉRÉE PAR L'AEIM .....	813
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 585 RUE DENIS PAPIN - 54713 LUDRES CEDEX GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE .....	814
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX GÉRÉE PAR L'AEIM .....	815
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « LE FIN PALAIS » - RUE JEAN JAURES - 54320 MAXEVILLE GÉRÉE PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE .....	816
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZONE INDUSTRIELLE DE LA MOURIÈRE - BP N° 8 - 54490 PIENNES GÉRÉE PAR L'AEIM .....	817
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 13 RUE DU FOUR - 54700 PONT-A-MOUSSON (ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) GÉRÉE PAR L'AEIM .....	817
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIÈRES-AUX-SALINES - 4 RUE LÉON PARISOT - 54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES GÉRÉE PAR L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DÉPARTEMENTAL .....	818
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAC DE LA CROISSETTE - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT GÉRÉE PAR L'AEIM .....	819
ARRÊTE FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE GÉRÉE PAR L'AEIM .....	820
ARRÊTE N° 317 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE D'HERSERANGE GÉRÉE PAR LA S.E.M. SONACOTRA.....	821
ARRÊTE N° 318 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE DE POMPEY GÉRÉE PAR LA S.E.M. SONACOTRA.....	822
ARRÊTE N° 319 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT - CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GÉRÉE PAR L'ASSOCIATION COMITÉ D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS (C.E.F.R.) .....	822

ARRETE N° 320 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	823
ARRETE N° 321 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	824
ARRETE N° 322 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY .....	825
ARRETE N° 323 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.).....	826
ARRETE N° 324 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.).....	826
ARRETE N° 325 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.).....	827
ARRETE N° 326 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL.....	828
ARRETE N° 327 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE LA LIBERATION - GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.).....	829
ARRETE N° 328 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS .....	830
ARRETE N° 329 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.).....	830
ARRETE N° 330 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY .....	831
ARRETE N° 331 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL .....	832
<b>AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE.....</b>	<b>833</b>
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	833

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

#### POLE SOCIAL

#### ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE - ROUTE DE BACCARAT - 54290 BAYON GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1999 autorisant la création d'un Foyer d'Accueil Médicalisé, sis Route de Baccarat - 54290 BAYON et géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

VU le courrier transmis le 19 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :



	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 710,00	262 815,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	231 444,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 661,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	232 147,18	232 147,18 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 110 pour un montant de : excédent de 30 667,82 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Foyer d'Accueil Médicalisé est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 62,74 €

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du FAM de Rosières est fixé[e] à 232 147,18 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 19 345,60 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE POUR POLYHANDICAPES « LES RIVES DU CHATEAU » - 33 RUE DU CHATEAU - 54450 BLAMONT  
GERE PAR LA CROIX ROUGE FRANÇAISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1999 autorisant la création d'un Centre pour Polyhandicapés dénommé « Les Rives du Château », sis 33 rue du Château - 54450 BLAMONT et géré par la Croix Rouge Française ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	538 980,00	4 501 525,08 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 859 794,08	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 102 751,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 131 866,10	4 163 337,10 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	27 182,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	4 289,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 338 187,98 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre pour Polyhandicapés « Les Rives du Château » est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2004:

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 401,40 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES ORCHIDEES » - 10 RUE ALBERT 1<sup>ER</sup> - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1990 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Les Orchidées », sis 10 rue Albert 1<sup>er</sup> - BP 93 - 54154 BRIEY CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	351 476,69	1 465 687,67 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	983 720,22	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	130 490,76	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 524 263,98	1 556 351,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	32 088,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : Excédent de 90 664,31 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Semi-internat : 133,99 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TROIS TILLEULS » - 1 RUE DES TILLEULS - 54720 CHENIERES  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 1971 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Les Trois Tilleuls », sis 1 rue des Tilleuls - 54720 CHENIERES et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	419 732,30	2 161 266,32 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 563 679,98	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	177 854,04	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 933 074,13	1 975 246,13 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	42 172,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : Excédent de 186 020,19 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Semi-internat Section IME : 124,81 €
- Semi-internat Section polyhandicapés : 204,61 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAIVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAIVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 03 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 164 370,00	<b>7 603 810,82 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5 662 884,19	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	776 556,63	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	8 155 283,93	<b>8 230 783,93 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	75 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 626 973,11 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du **01 juillet 2004**

**Prix de journée moyen annuel:**

- Internat : 283,60 €

- Semi-internat : 150,03 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 03 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 164 370,00	7 603 810,82 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5 662 884,19	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	776 556,63	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	8 155 283,93	8 230 783,93 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	75 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 626 973,11 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du **01 juillet 2004**

**Prix de journée moyen annuel:**

- Internat : 287,54 €

- Semi-internat : 152,12 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut de Rééducation , sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 03 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	138 838,00	755 490,22 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II :	523 931,22	
	Dépenses afférentes au personnel		
Recettes	Groupe III :	92 721,00	814 162,09 €
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I :	804 362,09	
	Produits de la tarification		
Recettes	Groupe II :	9 800,00	814 162,09 €
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III :	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 58 671,87 €

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit à compter du **01 juillet 2004**

##### Prix de journée moyen annuel:

- Semi-internat : 229,94 €

- Internat : 568,10 €

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
LE CENTRE DE SOINS DE L'ETABLISSEMENT REGIONAL D'ENSEIGNEMENT ADAPTE  
RUE DE MIRECOURT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU la décision en date du 10 janvier 1969 de la commission régionale d'agrément autorisant la création du Centre de soins de l' Etablissement Régional d'Enseignement Adapté, sis Rue de Mirecourt - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre de soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;  
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;  
 SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 880 954,31	3 610 715,31 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 669 189,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	60 572,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	3 599 267,69	3 617 967,69 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	18 700,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 7 252,38 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre de soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Accueil de jour : 156,49 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
 CENTRE D'EDUCATION MOTRICE - 46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
 GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 885 563,00	8 440 051,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 809 200,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	745 288,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	8 344 074,98	8 434 074,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	90 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : 5 976,02 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre d'Education Motrice est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Semi-internat 24 bis : 385,69 €
- Internat 24 bis : 465,57 €
- Internat 24 ter : 533,03 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DU CENTRE D'EDUCATION MOTRICE  
46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	122 774,00	397 010,36 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	242 035,36	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	32 201,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	390 135,90	394 335,90 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 200,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	



**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 2 674,46 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.A.D du CEM est fixé[e] à **390 135,90 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 32 511,33 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF  
46 RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 956,41	<b>234 015,27 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	191 578,98	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 479,88	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	238 758,76	<b>239 558,76 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	800,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 5 543,49 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.A.D. de l'IME de FLAVIGNY (OHS) est fixé[e] à **238 758,76 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 19 896,56 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE DE PREORIENTATION - 51 AVENUE DE LA LIBERATION - 54840 GONDREVILLE  
GERE PAR L'UGEAM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1989 autorisant la création d'un Centre de Préorientation, sis - 51 avenue de la Libération - 54840 GONDREVILLE et géré par l'UGEAM ;

VU le courrier transmis le 25 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Préorientation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Préorientation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I	297 479,00	<b>858 628,67 €</b>
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II :	537 764,67	
	Dépenses afférentes au personnel		
<b>Recettes</b>	Groupe III :	23 385,00	<b>823 869,46 €</b>
	Dépenses afférentes à la structure		
	Groupe I :	808 869,46	
	Produits de la tarification		
<b>Recettes</b>	Groupe II :	15 000,00	<b>823 869,46 €</b>
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III :	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 34 759,11 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre de Préorientation est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 173,45 €
- Semi-internat : 135,16 €
- Internat UEROS : 197,35 €
- Semi-internat UEROS : 125,32 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION « L'ESCALE » - 15 RUE ST-CHARLES - 54140 JARVILLE  
GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 décembre 1998 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé « L'Escale », sis 15 rue St-Charles - 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	311 547,06	2 872 957,63 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 273 169,14	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	288 241,43	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	2 909 825,91	3 029 956,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15 319,69	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	104 811,04	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 156 999,01 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 228,45 €
- Semi-internat : 194,15 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE « L'ESCALE » - 15 RUE ST-CHARLES - 54140 JARVILLE  
GERE PAR L'ASSOCIATION REALISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé « L'Escale », sis 15 rue St-Charles - 54140 JARVILLE et géré par l'association REALISE ;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>37 344,38</b>	<b>409 270,93 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	<b>336 194,94</b>	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	<b>35 731,61</b>	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	<b>380 256,09</b>	<b>399 673,25 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>600,00</b>	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	<b>18 817,16</b>	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 9 597,68 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.S.A.D de Réalise est fixé[e] à **380 256,09 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 31 688,00 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
ETABLISSEMENT DENOMME « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » - 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE  
GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 229 375,55	10 606 032,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	8 296 355,54	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 080 300,91	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	10 540 130,70	10 887 359,02 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	130 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	217 228,32	

**Article 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : excédent de 281 327,02 €

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 327,72 €
- Semi-internat : 204,61 €
- SEPEDAHA : 339,18 €

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
ETABLISSEMENT DENOMME « INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE » - 2 RUE JOSEPH PIROUX - 54140 JARVILLE  
GERE PAR L'INSTITUT DES JEUNES SOURDS DE LA MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux - 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 229 375,55	10 606 032,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	8 296 355,54	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 080 300,91	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	10 540 130,70	10 887 359,02 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	130 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	217 228,32	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : excédent de 281 327,02 €

## **Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange » est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 327,72 €
- Semi-internat : 204,61 €
- SEPEDAHA : 339,18 €

## **Article 3 bis:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section Service de Soutien à l'Education Familiale et à l'Intégration Scolaire (SSEFIS) est fixé[e] à 1 167 567,45 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 97 297,29 €.

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DU CPN DE LAXOU - 54521 LAXOU CEDEX GEREE PAR LE CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise au CPN de LAXOU et gérée Le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

VU le courrier transmis le 10 octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 201 633,00	4 250 943,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 528 310,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	521 000,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 250 943,00	4 250 943,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Reprise de résultat : 0,00 €

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004

- Prix moyen annuel de l'hospitalisation : 196,92 €

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « JEAN L'HOTE » - CHEMIN DU HARQUET - BP 126 - 54305 LUNEVILLE CEDEX  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Jean L'Hôte », sis Chemin du Harquet - BP 126 - 54305 LUNEVILLE CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 23 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	462 579,00	2 188 239,98 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 539 472,38	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	186 188,60	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 117 578,75	2 244 902,75 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	127 324,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 56 524,88 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Semi-internat Annexe 24 : 153,25 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 249,98 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE DE L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF  
« LES TERRASSES DE MEHON » - 12 RUE GAMBETTA - 54300 LUNEVILLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon », sis 12 rue Gambetta - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » sont autorisées comme suit :



	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 776,00	351 513,33 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	323 227,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 510,33	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	347 532,02	347 532,02 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 3 981,31 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif « Les Terrasses de Méhon » est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification]:

XXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.A.D de l'IME est fixé[e] à 347 532,02 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 28 961,00 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « LES TERRASSES DE MEHON » - 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Les Terrasses de Méhon », sis 24 rue François Richard - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	209 880,00	1 781 922,80 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 440 530,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	131 512,80	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 819 238,72	1 822 438,72 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	3 200,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 40 515,92 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 253,74 €
- Semi-internat : 215,68 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION « LES TERRASSES DE MEHON » - 24 RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut de Rééducation, dénommé « Les Terrasses de Méhon » sis 24 rue François Richard - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	283 720,00	2 380 819,08 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 849 357,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	247 742,08	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 33 713,95	2 340 223,95 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 510,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 40 595,13 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 300,96 €
- Semi-internat : 255,82 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 17 BIS RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY  
GERE PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1975 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 17 bis rue de Boismont - 54400 LONGWY et géré par la PEP 54;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I	34 855,91	739 985,68 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	663 395,21	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	41 734,56	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	698 552,79	700 267,79 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 715,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 39 717,89 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- Prix moyen annuel de la séance : 108,30 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 8 RUE DE LA SEILLE - 54320 MAXEVILLE  
GEREE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 1996 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 8 rue de la Seille - 54320 MAXEVILLE et gérée par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste Thiery ;

VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	469 689,00	3 672 114,10 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 113 488,87	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 088 936,23	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	3 628 085,27	3 674 840,27 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 020,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	45 735,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 2 726,17 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 246,99 €
- Semi-internat : 175,95 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF - 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE  
GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1999 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;

VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	894 954,00	<b>5 947 596,46 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 000 681,36	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 051 961,10	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	5 678 264,78	<b>5 887 731,70 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	209 466,92	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 59 864,75 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 314,15 €
- Semi-internat : 168,18 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
ETABLISSEMENT POUR ENFANTS POLYHANDICAPES - 13 RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE  
GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1999 autorisant la création d'un Etablissement pour Enfants Polyhandicapés sis 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;

VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	726 016,00	5 614 580,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 796 778,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 091 786,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	5 484 095,97	5 531 604,97 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	47 509,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 82 975,03 €

## **Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Etablissement pour Enfants Polyhandicapés est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 375,72 €

- Semi-internat : 186,27 €

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 4 RUE ALFRED LABBE - 54350 MONT-SAINT-MARTIN GEREE PAR L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 4 rue Alfred Labbé - 54350 MONT-SAINT-MARTIN et gérée par l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy ;

VU le courrier transmis le 10 octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I	579 296,00	2 879 490,31 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II :	1 758 344,31	
	Dépenses afférentes au personnel		
	Groupe III :	541 850,00	
	Dépenses afférentes à la structure		
Recettes	Groupe I :	2 879 490,31	2 879 490,31 €
	Produits de la tarification		
	Groupe II :	0,00	
	Autres produits relatifs à l'exploitation		
	Groupe III :	0,00	
	Produits financiers et produits non encaissables		

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Pas de reprise de résultat (ouverture en 2003)

## **Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

### **Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 198,67 €
- Semi-internat : 242,60 €

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'EDUCATION POUR DEFICIENTS VISUELS - 8 RUE DE SANTIFONTAINE - 54052 NANCY CEDEX GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine - 54052 NANCY CEDEX et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education pour Déficients Visuels a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education pour Déficients Visuels sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	472 416,67	4 719 806,72 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 822 017,05	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	425 373,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 508 059,49	4 542 559,49 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	34 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 177 247,23 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre d'Education pour Déficients Visuels est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :****Sections SEES SPFP :**

- Internat : 461,77 €
- Semi-internat : 307,84 €

**Sections SEPHA (GME) :**

- Internat : 464,03 €
- Semi-internat : 309,35 €

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins de la section SERVICES est fixé[e] à 1 062 412,44 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 88 534,37 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 73 RUE ISABEY - 54052 NANCY CEDEX  
GERE PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1971 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 73 rue Isabey - 54052 NANCY CEDEX et géré par la PEP 54;

VU le courrier transmis le 24 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy sont autorisées comme suit :



	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	71 660,00	1 905 622,34 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 653 255,51	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	180 706,83	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 871 386,84	1 871 386,84 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 34 235,50 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004:

- **Prix de journée moyen annuel de la séance : 43,51 €**

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ MODIFIANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE - 73 RUE ISABEY - 54052 NANCY CEDEX  
GERE PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1971 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 73 rue Isabey - 54052 NANCY CEDEX et géré par la PEP 54;

VU le courrier transmis le 24 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	71 660,00	1 905 622,34 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 653 255,51	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	180 706,83	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 871 386,84	1 871 386,84 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 34 235,50 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Nancy est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- Prix de journée moyen annuel de la séance : 106,94 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 16 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION « GAI SOLEIL » - 14 RUE DE METZ - 54000 NANCY  
GERE PAR L'ASSOCIATION « CULTURE ET PROMOTION »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1990 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé « Gai Soleil », sis 14 rue de Metz - 54000 NANCY et géré par l'association « Culture et Promotion » ;

VU le courrier transmis le 1 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	132 400,00	687 517,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	486 717,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	68 400,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	592 188,81	597 618,81 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 700,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 730,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 89 898,19 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 177,94 €

- Semi-internat : 97,93 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE - 1161 AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY  
GERE PAR L'ALAGH**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1990 autorisant la création Foyer d'Accueil Médicalisé, sis 1161 avenue Pinchard - 54100 NANCY et géré par l'ALAGH ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 100,00	133 177,28 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	120 670,28	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 407,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	129 088,19	129 088,19 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de :excédent de 4 080,09 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Foyer d'Accueil Médicalisé est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004:

- Prix moyen sur l'année du forfait soins : 41,64 €

**Article 3 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médicalisé d'ALAGH est fixé[e] à 129 088,19 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 10 757,35 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
STRUCTURE INNOVANTE AVEC SOINS MEDICAUX ET/OU SPECIALISTES MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54000 NANCY  
GERE PAR L'ASSOCIATION AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 septembre 2002 autorisant la création d'une Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes dénommée « MICHELET », sis 10 rue Dominique LOUIS - 54000 NANCY et gérée par l'Association AEIM ;

VU le courrier transmis le 20 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 331,88	67 550,32 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	60 718,44	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	500,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	51 282,86	51 282,86 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 16 267,46 €

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXX

**Article 3 bis** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins des SISMES MICHELET d'AEIM est fixé[e] à **51 282,86 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 4 273,57 €.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - 1161 AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY  
GEREE PAR L'ALAGH**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 août 1980 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 1161 avenue Pinchard - 54100 NANCY et gérée par l'ALAGH ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 22 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### AR R E T E

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	629 522,28	4 819 754,96 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 388 636,69	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	801 595 ,99	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 629 153,61	4 789 033,61 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	159 880,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 30 721,35 €

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 219,62 €

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR ADULTES HANDICAPES - 38 RUE DE DIEUZE - 54000 NANCY  
GERE PAR L'ASSOCIATION OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 2003 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés, sis 38 rue de Dieuze - 54000 NANCY et géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 10 octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 902,00	102 319,82 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	88 653,82	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	764,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	102 319,82	102 319,82 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- pas de reprise de résultat (ouverture en 2003)

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification]:

XXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.I.D.P.A.H. (OHS) est fixé[e] à 102 319,82 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 8 526,65 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE MICHELET - 10 RUE DOMINIQUE LOUIS - 54000 NANCY  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2002 autorisant la création Foyer d'Accueil Médicalisé dénommé MICHELET, sis 10 rue Dominique LOUIS - 54000 NANCY et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 10 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 544,52	366 422,25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	330 125,73	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 752,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	217 075,86	217 075,86 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 149 346,39 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Foyer d'Accueil Médicalisé est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- Prix moyen sur l'année du forfait soins : 28,17 €

**Article 3 bis :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médical Michelet d'AEIM est fixé[e] à 217 075,86 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 18 089,66 €.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « CLAUDE MONET » - 121 RUE DE L'ABBE DE L'EPEE - 54700 PONT-A-MOUSSON  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Claude Monet », sis 121 rue de l'Abbé de l'Epee - 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	301 171,74	1 665 126,63 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 235 845,91	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	128 108,98	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 606 815,42	1 608 511,42 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 696,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 56 615,21 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Semi-internat Annexe 24 : 137,96 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 311,77 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES  
GEREE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise Avenue des Vosges - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	460 293,00	3 083 594,06 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 035 576,57	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	587 724,49	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	2 846 247,52	2 846 747,52 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	500,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 110 pour un montant de : excédent de 236 846,54 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 140,85 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.



**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI DES SOINS DE ROSIERES ET DE LUNEVILLE  
4 RUE LEON PARISOT -54110 ROSIERES-AUX-SALINES  
GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2002 autorisant la création d'un Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville, sis 4 rue Léon Parisot -54110 ROSIERES-AUX-SALINES et géré par l'Etablissement Public Départemental ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Structure Innovante avec Soins Médicaux et/ou Spécialistes a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 650,00	<b>169 623,85 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	157 943,89	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	10 029,96	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	169 623,85	<b>169 623,85 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
compte 110 ou compte 119 pour un montant de : pas de reprise de résultat (ouverture 2003).

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Accompagnement et de Suivi des Soins de Rosières et de Lunéville est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du SASS de Rosières et de Lunéville est fixé[e] à **169 623,85 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **14 135,32 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « RAYMOND CAREL »  
2 RUE DES MARTYRS DU NAZISME - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Raymond Carel », sis 2 rue des Martyrs du Nazisme - BP 53 - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 045 012,00	6 232 364,82 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 700 320,73	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	487 032,09	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	6 393 000,55	6 593 320,55 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	180 320,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	20 000,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 360 955,73 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel:**

- Internat annexe 24 : 489,57 €
- Semi-internat annexe 24 : 172,95 €
- Polyhandicapés annexe 24 Ter : 318,35 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « GEORGES FINANCE » - 4 AVENUE JF KENNEDY - BP 216 - 54202 TOUL CEDEX  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 Avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Georges Finance », sis 4 avenue JF Kennedy - BP 216 - 54202 TOUL CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	220 219,05	<b>1 239 795,87 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	916 171,42	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	103 405,40	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 093 182,36	<b>1 157 476,66 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	64 294,30	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 82 319,21 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2004** :

Prix de journée moyen annuel :

- **Semi-internat : 119,25 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE - ZAC DE BRABOIS - RUE DE LUDRES - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY  
GEREE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 mars 1983 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise ZAC de Brabois - Rue de Ludres - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY et gérée par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 10 octobre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### A R R E T E

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	473 440,79	3 760 932,46 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 787 802,60	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	499 689,07	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 647 486,93	3 654 993,80 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 506,87	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 105 938,66 €

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

##### Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 202,75 €
- Semi-internat : 180,76 €

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT SERVICE DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR ETUDIANTS HANDICAPES 8 RUE DES MYOSOTIS - BP 35 - 54501 VANDOEUVRE LES NANCY GERE PAR L'ASSOCIATION « ACCUEIL ET GUIDER L'INTEGRATION »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2000 autorisant la création d'un Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés, sis 8 rue des Myosotis - BP 35 - 54501 VANDOEUVRE LES NANCY et géré par l'Association « Accueil et guider l'intégration » ;  
 VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;  
 VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;  
 SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 870,00	373 867,39 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	359 499,39	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	5 498,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	371 369,42	373 810,42 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 441,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 56,97 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service de Soins et d'Accompagnement pour Etudiants Handicapés est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- Prix moyen sur l'année du forfait soins : 69,54 €

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.S.A.E.H. d'AGI est fixé[e] à 371 369,42 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 30 947,45 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 2 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
 ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
 INSTITUT MEDICO-EDUCATIF « SAINT-CAMILLE » - 12 POSTE DE VELAIN - 54840 VELAIN-EN-HAYE  
 GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé « Saint-Camille », sis 12 Poste de Velaine - 54840 VELAIN-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	418 395,84	3 245 035,40 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 564 584,57	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	262 054,99	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	3 131 370,45	3 143 210,45 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	11 840,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
- compte 11510 pour un montant de : excédent de 101 824,95 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat SIPFP : 154,08 €
- Semi-internat SIPFP : 150,39 €
- Internat SEES : 155,71 €
- Semi-internat SEES : 143,12 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION « SAINT-CAMILLE » - 12 POSTE DE VELAIN - 54840 VELAIN-EN-HAYE  
GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 1996 autorisant la création d'un Institut de Rééducation dénommé « Saint-Camille », sis 12 poste de Velaine - 54840 VELAIN-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	89 472,41	563 034,60 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	426 740,52	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	46 821,67	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	559 364,28	559 364,28 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 3 670,32 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 247,95 €
- Semi-internat : 243,44 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE - 12 POSTE DE VELAIN - 54840 VELAIN-EN-HAYE  
GERE PAR L'INSTITUTION SAINT-CAMILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 août 2002 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 12 poste de Velaine - 54840 VELAIN-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	22 611,63	130 927,18 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	98 404,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 911,55	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	130 927,18	130 927,18 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0,00 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du S.E.S.A.D de St CAMILLE est fixé[e] à **130 927,18 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 10 910,60 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au service concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
FOYER D'ACCUEIL MEDICALISE « RESIDENCE DES TROIS FONTAINES » - RUE DE LA LIBERATION - 54330 VEZELISE  
GERE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 1990 autorisant la création d'un Foyer d'Accueil Médicalisé, dénommé « Résidence des Trois Fontaines », sis Rue de la Libération - 54330 VEZELISE et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

VU le courrier transmis le 11 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Foyer d'Accueil Médicalisé a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 894,00	<b>688 917,28 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	664 237,28	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	7 786,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	657 260,73	<b>657 260,73 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 31 656,55 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Foyer d'Accueil Médicalisé est fixée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 :

- Prix moyen sur l'année du forfait soins : **58,51 €**



**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la **dotation globale de financement** ou le forfait global soins du Foyer d'Accueil Médicalisée d'IJA est fixé[e] à **651 260,73 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 54 271,73 €.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE  
6 ALLEE DE LONGCHAMP - PARC D'ACTIVITES DE L'HIPPODROME - 54600 VILLERS-LES-NANCY  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 Mars 1987 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 6 allée de Longchamp - Parc d'activités de l'hippodrome - 54600 VILLERS-LES-NANCY et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 12 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	169 503,00	1 560 716,67 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 237 083,82	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	154 129,85	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 615 147,47	1 624 683,63 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	9 536,16	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11519 pour un montant de : déficit de 63 966,96 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile est fixée comme suit à compter du [date d'effet postérieure à la date prévisionnelle de notification] :

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

**Article 3 bis :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la **dotation globale de financement** ou le forfait global soins du S.E.S.S.D. de l'AEIM est fixé[e] à **1 615 147,47 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 134 595,62 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 1 RUE DES CITES - 54112 ALLAMPS  
GERE PAR LE G.I.P. « HANDICAP ET INSERTION »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 avril 2003 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 1 rue des Cités - 54112 ALLAMPS et géré par le G.I.P. « Handicap et Insertion » ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	136 161,00	542 754,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	360 591,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	46 002,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	498 267,00	548 267,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	50 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 5 513,00 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'Allamps est fixé[e] à **498 267,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **41 522,25 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY - ZONE INDUSTRIELLE COTE BARRY - 54154 BRIEY CEDEX  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Zone Industrielle Côte Barry - 54154 BRIEY CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 24 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	240 138,29	1 249 216,32 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	875 649,43	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	133 428,60	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 248 208,00	1 316 826,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	68 618,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 67 609,68 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Briey est fixé[e] à **1 248 208,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **104 017,33 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « ANDRÉ LANCIOT »  
ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ERABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX  
GÈRE PAR L'AEIM**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail dénommé « André Lanciot », sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 20 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	355 379,88	2 062 150,66 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 447 898,06	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	258 872,72	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 990 606,00	2 117 214,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	124 311,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 297,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** déficit de 55 063,34 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'Heillecourt est fixé[e] à **1 990 606,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **165 883,83 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL POUR DEFICIENTS VISUELS « LES ATELIERS DU HAUT DES VANNES »  
DOMAINE DES EAUX BLEUES - BP 9 - 54460 LIVERDUN  
GÈRE PAR LA FONDATION DE L'INSTITUTION DES JEUNES AVEUGLES**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 2001 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail pour Déficients Visuels, dénommé « Les Ateliers du Haut des Vannes » sis Domaine des Eaux Bleues - BP 9 - 54460 LIVERDUN et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

VU le courrier transmis le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### A R R E T E

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	67 000,00	410 000,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	323 000,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	20 000,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	400 777,24	400 777,24 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : Excédent de 9 222,76 €.**

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Liverdun (IJA) est fixé[e] à **400 777,24 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **33 398,10 €.**

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ROUTE DE FROUARD - BP N° 10 - 54460 LIVERDUN GERE PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Route de Frouard - BP n° 10 - 54460 LIVERDUN et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	400 277,70	2 066 919,26 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 490 965,97	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	175 675,59	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 948 830,00	2 066 919,26 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	118 089,26	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : 0,00 €**

## **Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004 la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Liverdun est fixé[e] à **1 948 830,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **162 402,50 €**

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 38 RUE PIERRE ET MARIE CURIE - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 38 rue Pierre et Marie Curie - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	303 975,33	1 480 977,84 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	947 124,01	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	229 878,50	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 510 733,00	1 587 924,91 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	76 082,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 109,91	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** déficit de 106 947,07 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Ludres est fixé[e] à **1 510 733,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **125 894,42 €**

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 585 RUE DENIS PAPIN - 54713 LUDRES CEDEX  
GERE PAR L'ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 août 2003 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES CEDEX et géré par l'Association des Paralysés de France ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 536,12	239 536,12 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	170 000,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	30 000,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	216 470,12	239 536,12 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	15 147,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	7 919,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : 0,00 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'APF Ludres est fixé[e] à 216 470,12 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 18 039,18 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	304 414,95	1 449 595,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	956 732,70	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	188 447,35	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 372 774,00	1 449 595,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	75 030,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 791,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : 0,00 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Lunéville est fixé[e] à 1 372 774,00 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : 114 397,83 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.



**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « LE FIN PALAIS » - RUE JEAN JAURES - 54320 MAXEVILLE  
GÉRÉ PAR L'OFFICE D'HYGIÈNE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 1999 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail dénommé « Le Fin Palais », sis Rue Jean Jaurès - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 1<sup>er</sup> décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	49 103,91	<b>377 368,91 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	279 402,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	48 863,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	369 559,40	<b>369 659,40 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	100,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : Excédent de 7 709,51 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Maxéville est fixé[e] à **369 559,40 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **30 796,62 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZONE INDUSTRIELLE DE LA MOURIERE - BP N° 8 - 54490 PIENNES  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 1999 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Zone Industrielle de la Mourière - BP n° 8 - 54490 PIENNES et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 19 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I	166 334,95	671 482,30 €
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante		
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	394 366,94	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	110 780,41	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	663 390,00	699 059,22 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	35 669,22	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 27 576,92 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Piennes est fixé[e] à **663 390,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **55 282,50 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 13 RUE DU FOUR - 54700 PONT-A-MOUSSON  
(ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX)  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 13 rue du Four - 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	162 535,25	693 220,86 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	459 170,10	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	71 515,51	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	650 141,00	693 220,86 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	43 079,86	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :**

##### Article 3:

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Pont-à-Mousson est fixé[e] à **650 141,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **54 178,42 €**

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE ROSIERES-AUX-SALINES - 4 RUE LEON PARISOT - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 avril 2002 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail de Rosières-aux-Salines, sis 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et géré par l'Etablissement Public Départemental ;

VU le courrier transmis le 5 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	120 000,00	1 769 352,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 136 352,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	513 000,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 749 971,24	1 773 571,24 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	23 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	100,00	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 119 (établissements publics) pour un montant de : déficit de 4 219,24 €**

## **Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Rosières est fixé[e] à **1 749 971,24 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **145 830,94 €**

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAC DE LA CROISSETTE - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis ZAC de la Croisette - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 20 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	244 691,61	1 055 628,75 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	660 937,14	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	150 000,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 077 985,00	1 139 541,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	58 742,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 814,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** déficit de 83 912,25 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Saint Nicolas de Port est fixé[e] à **1 077 985,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **89 832,08 €**

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE  
GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	388 416,28	2 143 564,25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 452 184,66	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	302 963,31	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 021 195,00	2 142 880,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	121 685,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : excédent de 684,25 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Villers-la-Montagne est fixé[e] à **2 021 195,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **168 432,92 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 317 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE D'HERSERANGE  
GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ; VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 août 2002 autorisant la création d'un Centre d'accueil des demandeurs d'asile, sis Résidence Le Coteau 5 rue du Coteau à HERSERANGE et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile par courrier transmis le 3 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'accueil des demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>45 800</b>	<b>592 197</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	<b>225 780</b>	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	<b>320 617</b>	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	<b>490 478,74</b>	<b>490 478,74</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	-	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en prenant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 101 718,26 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du Centre d'accueil des demandeurs d'asile d'HERSERANGE est fixée à **490 478,74 euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **40 873,23 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la SONACOTRA, gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 318 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE DE POMPEY  
GERE PAR LA S.E.M. SONACOTRA**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ; VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2000 autorisant la création d'un Centre d'accueil des demandeurs d'asile, sis Résidence Fond de Lavaux 28, rue du Val de la Tuilerie à POMPEY et géré par la société d'économie mixte SONACOTRA;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile par courrier transmis le 4 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**AR R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'accueil des demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 800	<b>588 433</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	202 770	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	341 863	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	563 900,02	<b>565 400,02</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1500	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 23 032,98 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du Centre d'accueil des demandeurs d'asile de POMPEY est fixée à **563 900,02 euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **46 991,67 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la SONACOTRA, gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 319 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE  
GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS (C.E.F.R.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, sis 17, rue Laurent Bonnevey - Tilleul Argentié - 54 100 NANCY et géré par l'association C.E.F.R;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU la contre-proposition faite par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 10 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 000	528 756
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	301 773	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	179 983	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	479 761,70	507 163,70
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	18 729	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	8 673	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 21 592,30 euros.

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale de NANCY géré par l'association C.E.F.R. est fixée à **479 761,70 euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **39 980,14 euros**.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ N° 320 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 août 1993 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé C.H.R.S. du Pays Haut, sis 1, rue Jules Ferry 54 150 BRIEY et géré par l'association A.L.I.S.E.S.;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 3 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales



## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000	378 020,29
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	274 838,52	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	60 181,77	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	334 503,23	371 983,03
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	37 479,80	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 6 037,26 euros.**

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association ALISES est fixée à **334 503,23 euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **27 875,27 euros**.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 321 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE LONGWY  
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 autorisant la création d'un Point d'accueil et d'urgence sociale, sis 132, rue de Metz 54 400 LONGWY et géré par l'association A.L.I.S.E.S.;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ; VU

le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy par courrier transmis le 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 380	222 241,17
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	187 551,17	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24 310	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	168 458,79	221 301,83
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	52 843,04	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 939,34 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du Point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association ALISES est fixée à **168 458,79 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **14 038,23 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 322 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE  
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dans le cadre de l'adaptation à la vie active, sis 17, route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association Le Grand Sauvoy;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale - adaptation à la vie active a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale - adaptation à la vie active par courrier transmis le 3 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale - adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 922	<b>1 197 731,94</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	936 345,94	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	234 464	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 204 653,85	<b>1 210 223,85</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 570	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 12 491,91 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale dans le cadre de l'adaptation à la vie active est fixée à **1 204 653,85 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **100 387,82 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 323 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - POINT D'ACCUEIL ET D'URGENCE SOCIALE DE BRIEY  
GERE PAR L'ASSOCIATION POUR UN LIEN SOCIAL ET DES ESPACES SOLIDAIRES (A.L.I.S.E.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU le protocole d'accord en date du 27 septembre 1994 validant la création d'un Point d'accueil et d'urgence sociale, sis 2A, rue Emile Gentil 54 150 BRIEY et géré par l'association A.L.I.S.E.S.;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Point d'accueil et d'urgence sociale de BrieY a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le Point d'accueil et d'urgence sociale de BrieY par courrier transmis le 3 juin 2004;  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Point d'accueil et d'urgence sociale de BrieY sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 000	<b>184 652,87</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	150 159,87	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24 493	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	94 403,80	<b>144 660,41</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	50 256,61	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 39 992,46 euros.

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du Point d'accueil et d'urgence sociale de BrieY géré par l'association ALISES est fixée à 94 403,80 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à 7 866,98 euros.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.I.S.E.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 324 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE  
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 novembre 1982 autorisant dans le cadre de l'adaptation à la vie active, la création d'ateliers de réentraînement au travail et à l'effort dénommés BATI-LIB', annexé au Foyer de la Libération, sis 269, avenue de la Libération à NANCY et géré par l'association A.L.A.S.A.;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier remis le 4 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles des ateliers de réentraînement au travail et à l'effort BATI-LIB' sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 096,37	443 912,76
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	353 024,39	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	72 792	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	416 194,50	450 876,50
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	34 682	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 6 963,74 euros.**

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement des ateliers de réentraînement au travail et à l'effort BATI-LIB' est fixée à **416 194,50 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **34 682,88 euros**.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## **ARRÊTÉ N° 325 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU la lettre préfectorale en date du 11 avril 1990 autorisant la réouverture du centre d'hébergement et de réinsertion sociale, sis 36 rue Pierre Villard et géré par l'association ASLORAL ;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 2 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 400	324 671,98
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	246 271,98	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	40 000	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	296 135,98	329 372,98
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	31 953	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 284	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 4 701 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association ASLORAL est fixée à **296 135,98 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **24 678 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.S.L.O.R.A.L. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 326 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE  
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 1981 autorisant dans le cadre de l'adaptation à la vie active, la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé « Ateliers 18 », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial,

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale - adaptation à la vie active a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale - adaptation à la vie active par courrier remis le 2 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Ateliers 18 » dans le cadre de l'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 008	495 744,10
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	423 526,10	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	53 210	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	475 201,10	495 744,10
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	20 543	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **Pas de reprise de résultats.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Ateliers 18 » dans le cadre de l'adaptation à la vie active est fixée à **475 201,10 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **39 600,09 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 327 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE LA LIBERATION -  
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'AIDE AUX SANS ABRI (A.L.A.S.A.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1978 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de la Libération, sis 269, avenue de la Libération et géré par l'association A.L.A.S.A.;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier remis le 4 juin 2004;  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>176 124</b>	<b>1 204 611,60</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	<b>814 756,76</b>	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	<b>213 730,84</b>	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	<b>830 409,54</b>	<b>1 166 576,54</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>336 167</b>	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	<b>-</b>	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11510 - report à nouveau excédentaire pour un montant de 38 035,06 euros.**

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de la Libération est fixée à **830 409,54 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **69 200,80 euros**.

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.L.A.S.A., gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 328 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES -  
GERÉ PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1957 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de Jeunes, sis 9, bis avenue Paul Déroulède 54 520 LAXOU et géré par l'association CLAIR LOGIS;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 2 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de Jeunes sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	60 220	<b>384 138,21</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	211 171,57	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	112 746,64	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	386 314,88	<b>393 714,88</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 400	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 9 576,67 euros.**

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale - Foyer de Jeunes est fixée à **386 314,88 euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **32 192,91 euros**.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association CLAIR LOGIS gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 329 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPÉTENCE DE L'ÉTAT  
CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE  
GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 13 juillet 2001 autorisant la réorganisation des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S., dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY,

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter les centres d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des centres d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	487 996	4 627 175,37
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 526 315,63	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	612 863,74	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 140 988,38	4 639 570,08
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	356 736,65	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	141 845,05	

**Article 2** : Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant la reprise des résultats suivants :

- **compte 11519 - report à nouveau déficitaire pour un montant de 12 394,71 euros.**

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S. est fixée à **4 140 988,38 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **345 082,37 euros**.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ N° 330 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, sis 17, route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association Le Grand Sauvoy;

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier transmis le 3 juin 2004;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :



	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53 300	1 685 617,11
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 039 659	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	592 658,11	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 415 228,11	1 685 617,11
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	201 990	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	68 399	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- Pas de reprise de résultats.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale est fixée à **1 415 228,11 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **117 935,68 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 331 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE »  
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ; VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 1976 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial,

VU le courrier transmis le 27 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier en date du 26 mai 2004 ;

VU le désaccord exprimé par la personne ayant qualité pour représenter le centre d'hébergement et de réinsertion sociale par courrier remis le 2 juin 2004;  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	148 365	862 753,14
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	597 542,14	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	116 846	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	793 614,14	862 753,14
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	69 139	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2 :** Le tarif précisé à l'article 3 est calculé en intégrant les reprises des résultats suivants :

- Pas de reprise de résultats.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite Vallette » est fixée à **793 614,14 euros** à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2004**.

La fraction forfaitaire correspondant, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **66 134,51 euros**.

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 26 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE

### DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la décision portant nomination, sur proposition du préfet, du délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine de MEURTHE-ET-MOSELLE;

#### J'ai décidé :

De donner délégation de pouvoir au délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences à l'effet d'instruire proposer ou signer les décisions suivantes :

- a - Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur (y compris la signature des accusés de réception relatifs aux demandes de subventions et pièces complémentaires) et les directives de l'ANRU;
- b - Décisions de subvention concernant les opérations isolées conduites en l'absence de projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération et 1,5 millions d'euros de subvention par quartier;
- c - Décisions de subvention concernant les opérations urgentes conduites pour l'achèvement ou la préfiguration d'un projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération;
- d - Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts prêt locatif aidé d'intégration « PLAI ») : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation) ;
- e - Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières: octroi, annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R. 381-1 à R381-6 du code de la construction et de l'habitation) ;
- f - Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R.323-1 à R.323-12 du code de la construction et de l'habitation) ;
- g - Liquidation (calcul) du montant des sommes à payer au titre des acomptes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites ;
- h - Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Le directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, et le préfet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

PARIS, le 25 mai 2004

Le Directeur Général,  
Philippe VAN DE MAELE



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	717
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>717</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>717</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.23 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS .....	717
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.25 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT .....	718
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>718</b>
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>718</i>
DECISION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER .....	718
ARRETE PREFECTORAL FORETS N° 2004/240 AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN ( <i>PHALACROCORAX CARBO SINENSIS</i> ) DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2004/2005 .....	719
ARRETE CHASSE N° 2004/244 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2004-2005 .....	721
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>723</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>723</i>
AUTORISATION PREFECTORALE N° 156 .....	723
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>724</b>
ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS - COMMUNE DE VILLETTE.....	724
ARRETE PORTANT REGLEMENT D'OFFICE DU BUDGET PRIMITIF 2004 DE LA COMMUNE DE BASLIEUX.....	724
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>725</b>
SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE BLAINVILLE - REDUCTION DE COMPETENCES .....	725
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>726</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>726</b>
ARRETE N° 69/04 DU 1 <sup>ER</sup> JUIN 2004 PORTANT NOMINATION DE LA DIRECTRICE-ADJOINTE .....	726
ARRETE N° 14/04 DU 1 <sup>ER</sup> JUIN 2004 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A DANIELLE MOUFFARD, DIRECTRICE-ADJOINTE A L'A.R.H. DE LORRAINE.....	726
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 70/04 DU 5 JUILLET 2004 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	727
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>728</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>728</i>
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DES MEMBRES DU COMITE DEPARTEMENTAL DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES .....	728
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 115 - EUROPA SARL .....	728
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 5 - AMBULANCES POIREL - RESPAUT - 11BIS, PLACE THIERS - 54700 PONT A MOUSSON .....	729
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 151 - LES AMBULANCES DU SOLEIL - SARL - 28, RUE DU GENERAL DE GAULLE - 54180 HOUEMONT .....	730
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>730</b>
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>730</i>
ARRETE PREFECTORAL 04/120/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE COTATION DES GROS BOVINS SUR LE MARCHE DE NANCY-LANEUVEVILLE DEVANT BAYON .....	730
ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2004/245 PORTANT SUR L'ENVOI DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISOIRE - COMMUNE DE FAULX.....	731
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>732</i>
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/313 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROGEVILLE.....	732
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/319 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PAGNY-SUR-MOSELLE .....	733
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/375 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 JUIN 1989 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BATILLY .....	733
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/376 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 SEPTEMBRE 1990 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE JOUAVILLE.....	734
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/434 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE LAY-SAINT-REMY .....	735
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/451 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE TOUL .....	736
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/177 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 29 JUIN 1973 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BADONVILLER .....	736
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/178 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 25 NOVEMBRE 1971 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PETIT FAILLY .....	738
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/232 .....	738
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/233 .....	738

ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/235 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE LANDECOURT.....	739
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/236 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GEZONCOURT .....	739
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/238 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SEXEY-AUX-FORGES.....	740
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/251 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SAINT GERMAIN.....	740
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/252 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MORIVILLER.....	741
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/254 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE HAGEVILLE .....	742
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/255 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GROSROUVRES.....	742
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/256 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ESSEY LA COTE.....	743
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>743</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</i>	<i>743</i>
ARRETE 2004/DDE/244/CDER .....	743
ARRETE 2004/DDE/066/CDER - RN 57 - ARRETE PERMANENT RELATIF A L'HARMONISATION DES VITESSES ENTRE MAXEVILLE ET CHAMPIGNEULLES .....	744
ARRETE 2004/DDE/245/CDER .....	745
ARRETE 2004/DDE/246/CDER .....	745
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX .....</b>	<b>746</b>
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE DE DENEUVRE .....	746
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE DE ONVILLE.....	746
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE DE SAINT MAX .....	747
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE DIEULOUARD .....	747
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE DIEULOUARD .....	747
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE VANDOEUVRE.....	748
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE .....</b>	<b>748</b>
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 11 MARS 2004 .....	748
ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 8 JUIN 2004 .....	754
<b>CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY .....</b>	<b>760</b>
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'IMPLANTATION DU LOGICIEL MEDIALOG POUR LA GESTION DE LA RELATION AVEC LES CLIENTS.....	760
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPLICATION "SAFIR" "SUIVI ASSISTE DE FICHIERS RNIAM" A LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY .....	761
<b>AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE.....</b>	<b>761</b>
DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	761
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>762</b>
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES D'UNE SAGE-FEMME AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN .....	762
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LA NOMINATION D'UN CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE GOLBEY.....	762
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>762</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BOISMONT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « EPCI DU BASSIN DE LANDRES » AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES .....	762

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.23 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;  
VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;  
VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 15 juin 2004 nommant M. Jacques Beckel, directeur de l'Agence de Nancy-Sud ;  
VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2002 accordant délégation de signature à M. Jean Gardin en sa qualité de directeur d'Agence de Nancy-Sud de l'Office National des Forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

Considérant les changements de personnels intervenus au sein de l'Office National des Forêts de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation de pouvoir est donnée à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à Nancy-Sud, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de Nancy-Sud :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral du 22 octobre 2002 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Nancy-Sud, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 30 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.25 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 29 avril 2002 nommant M. Hugues CORBEAU, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et les modificatifs des 16 avril 2003, 10 juillet 2003 et du 24 mai 2004 ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'article 5, alinéas 7 et 8, de l'arrêté préfectoral modifié du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

7 - Mmes et MM. **Roddy ARMEDE**, Séverine BESSON, Michel BOUNEAUD, Nathalie CABLAN, Pascal CAMPANER, David CHEVALLIER, Bernadette CLAVEL, Martine COUDERT, Florent FEVER, Marie-Claude GIROT, Elina GREINER, Michèle HARMAND, Stéphane HEBENSTREIT, Claude LECLERC, Xavier MANGIN, Karl MAROTTA, Jean-Jacques MARTEL, Karim MIKSA, Philippe MOREL, Sylvain PIERROT, Carine RAUCH, Christophe SAUNIER, Marie-Christine SIBILLE, Frédéric TARTIVEL, Karim TAZIR, Claude THOUVENIN, Pierre VEILLERETTE, Olivier VERMOREL, chargés des cellules de la direction départementale de l'équipement, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).

8 - Mmes **Hélène GUIDAT**, Françoise ROUILLON, Isabelle THOMAS, MM. Patrice ARNAULT, Michel FRANCOIS, Joël LAQUENAIRE, Francis SALSI, Yann TABERKANE, Frédéric THORNER, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires dans les limites territoriales de leur subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d26 ; A5 d31.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 30 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**CINQUIEME BUREAU**

**DECISION DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES DEGATS DE GIBIER**

Lors des séances du 9 janvier et du 1<sup>er</sup> avril 2004, la Commission départementale pour l'indemnisation des dégâts de grand gibier a arrêté les dispositions suivantes pour l'année 2004 :

**LISTE DES ESTIMATEURS**

M. André BARBIER  
M. Pierre BARBIER  
M. René BONTEMPS  
M. Bernard BRODIER  
M. André FAVRE  
M. Hubert GOUDOT  
M. Bernard HELLE  
M. Michel LEMOINE

M. Jean-Marie LEROY  
M. Daniel PERRIN  
M. Michel PIERRON  
M. Michaël ROCHER  
M. Thierry SINTEFF  
M. Jacques THOUVENIN  
M. Jean VUILLEMIN

BAREME D'INDEMNISATION (1<sup>ère</sup> partie)Resemis

Semences	Maïs	140 €/ha	)
	Autres céréales	83 €/ha	) ou sur facture
	Colza	102 €/ha	)
	Pois	116 €/ha	)

Tarif 1 : Tracteur + semoir 45,73 €/ha

Tarif 2 : Herse rotative ou alternative + semoir 84 €/ha

Prairies

1	Remise en état manuelle	10 €/h
2	Rabot ou herse (1 passage)	30,5 €/ha
3	Herse rotative (1 passage) ou Herse ou rabot (2 passages croisés)	61 €/ha
4	Charrue	92 €/ha
5	Rouleau	28 €/ha
6	Semoir + tracteur	30,50 €/ha
7	Semoir + herse rotative ou alternative	84 €/ha
8	Traitement	19 €/ha
9	Semence sur barème	91,45 €/ha
10	Semence sur facture	
Perte de fourrage	Prairie artificielle	10,67 €/q
	Prairie naturelle	9,76 €/q

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FORETS N° 2004/240**  
**AUTORISANT LE TIR DU GRAND CORMORAN (*PHALACROCORAX CARBO SINENSIS*)**  
**DANS LE CADRE DU PLAN DE GESTION NATIONAL DE L'ESPECE - CAMPAGNE 2004/2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;  
 VU le code de l'environnement, notamment les articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU l'arrêté ministériel du 17 avril 1981 modifié, fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire, notamment son article 2 ;  
 VU l'arrêté ministériel du 25 août 2003, autorisant la destruction du Grand cormoran en Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'avis du comité départemental de suivi réuni le 24 juin 2004 ;  
 VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;  
**CONSIDERANT** qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;  
**CONSIDERANT** les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;  
**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le tir du Grand cormoran est autorisé en Meurthe-et-Moselle pour la présente campagne dans les conditions fixées par le présent arrêté.

**I - Dispositions communes**

**Article 2** - Le tir peut être autorisé en Meurthe-et-Moselle :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées.

**Article 3** - Le tir est autorisé, de jour, selon les règles de la police de la chasse, de l'ouverture de la chasse du gibier d'eau jusqu'à la fermeture générale de la chasse dans le département, sauf dans les cas suivants :

- le tir est interdit les jours de comptage des cormorans organisés par le C.S.P. ou de comptage national des oiseaux d'eau, ainsi que les deux jours précédents et la semaine précédant le comptage national, soit pour la présente campagne :
  - \* du 15 au 17 novembre 2004
  - \* du 13 au 15 décembre 2004
  - \* du 10 au 16 janvier 2005 (comptage BIROE+comptage national)
  - \* du 14 au 16 février 2005.
- le tir est interdit :
  - \* sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),
  - \* en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

**Article 4** - Les tireurs doivent être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale.

**Article 5** - Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur  
 - à la brigade du C.S.P. : Tél/fax : 03 83 54 87 72

Mél : bd54@csp.environnement.gouv.fr

- ou au service départemental de l'O.N.C.F.S. : Tél : 03 83 73 24 74

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr.

Seuls les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront remis dans les 24 heures à l'agent du CSP responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport des oiseaux bagués par le tireur.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

**Article 6** - M. Jean-Baptiste SCHWEYER, technicien supérieur de l'environnement au conseil supérieur de la pêche, est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir.

## II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

**Article 7** - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent :

- aux piscicultures extensives en étang, qu'elles soient privées ou sous la responsabilité d'associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (A.A.P.P.M.A.) ou de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- aux piscicultures à valorisation touristique procurant un revenu à leur propriétaire ou exploitant.

Les étangs à vocation touristique ou de loisir qui ne relèvent pas d'une association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique ne sont pas éligibles.

**Article 8** - Le nombre de grands cormorans qui peuvent être détruits au cours de la présente campagne pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs est fixé à 350.

**Article 9** - Les autorisations de tir peuvent être délivrées pour les étangs situés dans la zone de piscicultures extensives et les dortoirs situés dans la zone périphérique (cf. annexes 1 et 4).

Le tir aura lieu dans un périmètre de 100 m maximum des rives des étangs ou des dortoirs.

**Article 10** - Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura expressément désignées.

Sur les dortoirs situés dans la zone périphérique (recensés en annexe n° 4), les opérations de tir pourront être effectuées avec l'aide des détenteurs de droit de chasse sur le Domaine public fluvial ou des gardes-pêche particuliers assermentés des détenteurs du droit de pêche concernés, titulaires d'un permis de chasser valide.

Elles seront encadrées par les personnes assermentées ci-après :

- agents du conseil supérieur de la pêche
- agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- lieutenants de louveterie
- agents de l'office national des forêts

qui seules pourront intervenir sur les lots en réserve du domaine public fluvial.

**Article 11** - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées par les propriétaires ou exploitants de piscicultures extensives en étangs selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

**Article 12** - Si des opérations tardives de vidange ou d'alevinage d'étang sont prévues (les opérations de repeuplement étant exclues), l'autorisation individuelle de destruction peut être prorogée jusqu'au 31 mars, le demandeur devant fournir dès que possible les justificatifs de l'exécution de ces opérations.

**Article 13** - Les opérations de destruction autorisées feront l'objet de la part des demandeurs d'un compte-rendu (selon le modèle en annexe 3), qui sera adressé à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt avant le 15 mars (31 mars si des opérations sont autorisées en mars).

Le respect des dispositions de l'article 5 et la transmission du compte-rendu annuel conditionnent l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

## III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

**Article 14** - Le nombre maximal de cormorans qui peuvent être détruits au titre de la protection d'espèces de poissons menacées est fixé à 150.

Les opérations de tir doivent prendre fin dès que le quota de tir est atteint.

**Article 15** - Les autorisations de tir peuvent être délivrées pour la protection d'espèces de poissons menacées

- sur les cours d'eau suivants : le Rupt-de-Mad, l'Esch, le Madon, la Mortagne
- en cas de situation locale critique, sur des secteurs définis en concertation avec le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques.

Le tir aura lieu dans un périmètre de 100 m maximum des rives des cours d'eau.

**Article 16** - Sont seuls autorisés à détruire à tir les cormorans :

- les agents du conseil supérieur de la pêche
- les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- les lieutenants de louveterie,
- sur le territoire pour lequel ils sont commissionnés et à la demande de la personne qui les a désignés : les gardes particuliers assermentés au titre de la chasse ou de la pêche, titulaires d'un permis de chasser valide, encadrés par des agents assermentés parmi ceux désignés ci-dessus.

**Article 17** - Le respect des dispositions de l'article 5 par les gardes particuliers désignés comme tireurs conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

**Article 18** - M. Jean-Baptiste SCHWEYER, technicien supérieur de l'environnement au conseil supérieur de la pêche, est chargé

- de l'organisation des opérations de tir et de la récupération des oiseaux abattus bagués
- L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport des oiseaux bagués par le tireur. Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.
- du compte rendu des opérations de tir qui sera adressé à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt pour le 15 mars.

**Article 19** - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires du département, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'office national des forêts, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-préfet de Briey
- M. le Sous-préfet de Lunéville
- Mme la Sous-préfète de Toul
- M. le Chef de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche
- M. le Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le Président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- M. le Président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le Délégué régional du conseil supérieur de la pêche
- M. le Délégué régional de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- M. le Président de la fédération départementale des chasseurs

- M. le Président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau  
 - M. le Directeur du service de la navigation du Nord-Est  
 NANCY, le 12 juillet 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

Les annexes n° 1, 2, 3 et 4 sont consultables à la D.D.A.F. - Service Forêt, Environnement et Développement Rural - Cité Administrative - 45, rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY Cédex.

**ARRETE CHASSE N° 2004/244 D'OUVERTURE ET DE CLOTURE DE LA CHASSE  
 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE - CAMPAGNE 2004-2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 07 février 1994 instaurant un plan de chasse faisan sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse perdrix grise sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 Juillet 1996 modifié instaurant un plan de chasse lièvre sur une partie du département ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2001 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse « cervidés » dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 Mai 2004 portant déclaration d'une zone d'observation et d'une zone de surveillance de la peste porcine classique chez les sangliers sauvages ;

VU l'avis du Président de la Fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle du 22 Juin 2004 ;

VU l'avis du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage du 23 Juin 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

**A R R E T E :**

**Article 1er** - La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 26 Septembre 2004 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2005 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 26 Septembre 2004 à 08 heures au 28 février 2005 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2004 au 31 mars 2005.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2004 au 15 janvier 2005.

**Article 2** - Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
<b>Cerf</b>	<b>01.09.2004</b>	<b>28.02.2005</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Du 01.09.04 au 25.09.04 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</li> <li>Du 26.09.04 au 09.10.04 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût.</li> <li>Du 10.10.04 au 29.10.04 :  <b>Tir du cerf (CEM1 et CEM2)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours,</li> <li>en battue : cf. article 4.</li> </ul> </li> <li>Du 26.09.04 au 29.10.04  <b>Tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ)</b>            Uniquement à l'approche et à l'affût</li> <li>Du 30.10.04 au 28.02.05               <ul style="list-style-type: none"> <li>à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours,</li> <li>en battue : cf. article 4</li> </ul> </li> </ul>
<b>Chevreaux</b> <b>Mâle</b> <b>Femelle</b>	<b>01.06.2004</b> <b>26.09.2004</b>	<b>28.02.2005</b> <b>28.02.2005</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Du 01.06.04 au 25.09.04 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle.</li> <li>- Du 26.09.04 au 28.02.05 :               <ul style="list-style-type: none"> <li>tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours,</li> <li>tir en battue : cf. article 4</li> </ul> </li> </ul>
<b>Sanglier</b>	<b>01.06.2004</b>	<b>28.02.2005</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Du 01.06.04 au 14.08.04 :               <ul style="list-style-type: none"> <li>tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ;</li> </ul> </li> <li>- Du 15.08.04 au 25.09.04 :               <ul style="list-style-type: none"> <li>tir à l'approche et à l'affût,</li> <li>tir en battue en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie.</li> </ul> </li> </ul>



			- Du 26.09.04 au 28.02.05 : • tir à l'approche et à l'affût • tir en battue : cf. article 4.
Faisan	26.09.2004	02.01.2005	- Chasse du faisan : • interdite sur certaines communes (cf. article 5) • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • sans formalité particulière sur le reste du département.
Lièvre	24.10.2004	14.11.2004	- Chasse du lièvre : • interdite sur certaines communes (cf. article 5) • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • sans formalité particulière sur le reste du département.
Perdrix	26.09.2004	31.10.2004	- Chasse de la perdrix : • interdite sur certaines communes (cf. article 5) • secteur soumis à plan de chasse : cf. arrêté préfectoral visé ci-dessus • sans formalité particulière sur le reste du département.
Lapin de garenne	26.09.2004	02.01.2005	
Blaireau	)		
Belette	)		
Hermine	(		
Putois	)		
Martre	)		
	26.09.2004	15.01.2005	

**Article 3 :** Dans les zones concernées par la peste porcine classique, la chasse se pratique selon les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2004 relatif à la peste porcine classique chez les sangliers sauvages.

**Article 4 -** En ce qui concerne les battues :

- du 15.08.04 au 25.09.04 pour l'espèce « sanglier » les dates des battues seront déclarées 24 heures à l'avance en Mairie pour affichage,
- à compter du 26 Septembre 2004, les dates des battues seront déclarées au moins 8 jours à l'avance en Mairie pour affichage.

**Article 5 -** La chasse des espèces suivantes est interdite, afin de favoriser leur protection et leur repeuplement :

- **Faisan** sur les communes de :

BACCARAT	DOMGERMAIN	NEUFMAISONS	
BADONVILLER	FENNEVILLER	PEXONNE	VENEY
BERTRICHAMPS	MERVILLER	SAINTE-POLE	
CHARMES-LA-COTE	MONT-LE-VIGNOBLE	VACQUEVILLE	
CHOLLOY-MENILLOT			

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

- **Perdrix grise** sur les communes de :

CHARMES-LA-COTE	CHOLLOY-MENILLOT	DOMGERMAIN	MONT-LE-VIGNOBLE
-----------------	------------------	------------	------------------

ECROUVES (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

GYE (partie à l'ouest de l'autoroute A31)

TOUL (partie au sud du canal de la Marne-au-Rhin)

- **Lièvre** sur les communes de :

AMENONCOURT	DOMEVRE-EN-HAYE	MANONCOURT-EN-WOEVRE	SAINT-BAUSSANT
ANDILLY	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE	MARBACHE	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
AUTREPIERRE	EMBERMENIL	MARTINCOURT	SAINT-MARTIN
AVRAINVILLE	ESSEY-ET-MAIZERAIS	MANONVILLE	SAIZERAIS
AVRICOURT	EUVEZIN	MERVILLER	SAINTE POLE
AZELOT	FENNEVILLER	MINORVILLE	THIAUCOURT-REGNIEVILLE
AZERAILLES	FRANCHEVILLE	MONTAUVILLE	TREMBLECOURT
BACCARAT	FREMENIL	NEUFMAISONS	VACQUEVILLE
BADONVILLER	GELACOURT	OGEVILLER	VAUCOURT
BELLEVILLE	GEZONCOURT	PANNES	VAXAINVILLE
BENAMENIL	GONDREXON	PETTONVILLE	VEHO
BERTRICHAMPS	GRISCOURT	PEXONNE	VENEY
BLEMEREY	HABLAINVILLE	POMPEY	VILLERS-EN-HAYE
BLENOD-LES-P.-à-M.	IGNEY	RECLONVILLE	VILLEY-SAINT-ETIENNE
BOUILLONVILLE	JAILLON	REHERREY	XAMMES
BOUVRON	JAULNY	REILLON	XOUSSE
BURIVILLE	JEZAINVILLE	REMONCOURT	
BROUVILLE	LEINTREY	REPAIX	
BURTHECOURT-AUX-CHENES	LUPCOURT	ROGEVILLE	
CHAREY	MAIDIERES	ROSIERES-EN-HAYE	
CHAZELLES-SUR-ALBE	MAMEY		
COYVILLER	MANONCOURT-EN-VERMOIS		
DAMPVITOUX			
DIEULOUARD			
DOMJEVIN			

FLAVIGNY-SUR-MOSELLE (partie située au nord-est du canal de l'est)  
FLEVILLE-DEVANT-NANCY (Partie située au sud de l'A33)  
LIVERDUN (partie située au nord de la Moselle)  
LUDRES (partie située au sud est du canal de jonction de la Moselle à la Meurthe)  
MENIL-LA-TOUR (partie située à l'est de la D 904)  
PONT-A-MOUSSON (partie située à l'ouest de la Moselle et au sud de la D 958)  
ROYAUMEIX (partie située à l'est de la D 904)  
SAINT-NICOLAS-DE-PORT (Partie située au sud de l'A33)  
RICHARDMENIL (partie située à l'est de l'A33°)  
TONNOY (partie située au nord ouest du ruisseau de Mataucourt)  
VILLE-EN-VERMOIS (partie située au sud de l'A33)

- **Gélinotte** sur tout le département.

**Article 6** - La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du renard,
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre.

**Article 7** - Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet de modifications en fonction des textes réglementaires publiés postérieurement à la date de parution du présent arrêté.

**Article 8** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord, délégué départemental de l'Office National des Forêts, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mesdames et Messieurs les Maires des Communes du Département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Mme et M. les membres du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage.

NANCY, le 12 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### RAPPELS

- **Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs**

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

- **Sont interdits :**

- le tir du coq et de la poule de bruyère ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement ;

- **Sont prohibés :**

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.228-5 du code de l'Environnement).

- **Divers**

- Peuvent être commercialisés en Meurthe-et-Moselle

- \* à partir du 1<sup>er</sup> juin : les brocards tirés sur autorisation individuelle,
- \* à partir du 1<sup>er</sup> juin : les sangliers sur autorisation individuelle,
- \* à partir du 1<sup>er</sup> septembre : les cerfs tirés sur autorisation individuelle.

Pour les départements limitrophes, se reporter à l'arrêté d'ouverture du département concerné.

- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.A.F. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 224-5 du Code de l'Environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le cochon vietnamien n'est pas un gibier, sa destruction s'effectue sans formalité.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

#### DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

##### DEUXIEME BUREAU

##### AUTORISATION PREFECTORALE N° 156

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par mademoiselle Carine GAGNERE, dirigeante de la société « PRESTAN'S », située 38 place du Docteur Louis Michel à NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - La société « PRESTAN'S » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Mademoiselle Carine GAGNERE.

NANCY, le 5 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Bureau de la Réglementation Générale  
et des Polices Administratives,  
Jean-Pierre DEVIDET

### SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

#### ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS - COMMUNE DE VILLETTE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1612-16 et L.2321-1;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU le courrier du 12 février 2004 par lequel le receveur des finances de l'arrondissement de Briey a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par l'article L 1612.16 du code général des collectivités territoriales, afin d'obtenir le recouvrement de la somme de 3 424,20 € due par la commune de Villette au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt au titre des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2002 et du mois de janvier 2003;

VU la lettre de mise en demeure adressée au maire de la commune de Villette le 1<sup>er</sup> mars 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Villette envers le syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Villette a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2004 de la commune;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

#### ARRETE

**Article 1er** : Une somme de 3 424,20 €, correspondant à la contribution la commune de Villette au titre des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres 2002 et du mois de janvier 2003 sera versée au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt.

**Article 2** : La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » du budget primitif 2004 de la commune de Villette.

**Article 3** : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

**Article 4** : M. le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Villette, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, notifié à M. le Maire de la commune de Villette et, dont copie conforme sera adressée à :

- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle,
- Mme le trésorier de Villerupt,
- M. le Président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de Villerupt.

BRIEY, le 22 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

#### ARRETE PORTANT REGLEMENT D'OFFICE DU BUDGET PRIMITIF 2004 DE LA COMMUNE DE BASLIEUX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1612-2, R 2311-11 et R 2311-12 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 15 juin 2004 proposant au sous-préfet de BRIEY de régler et de rendre exécutoire le budget primitif de la commune de Baslieux pour l'année 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

VU la lettre d'observation du 30 juin 2004 adressée à la commune de Baslieux par le sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

CONSIDERANT que, dans ses propositions, la chambre régionale des comptes n'a pas pris en compte les dispositions des articles R 2311-11 et R 2311-12 précités ;

CONSIDERANT que le besoin de financement de la section d'investissement calculé conformément à l'article R 2311-11 s'élève à 117 223 € ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article R 2311-12, l'excédent de fonctionnement de clôture, qui s'élève à 116 966 €, doit être affecté en totalité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;

CONSIDERANT que, par suite, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement nécessite un nouveau calcul et que son nouveau montant s'établit à 53 083 € ;

CONSIDERANT que, dans ses propositions, la chambre régionale des comptes a écarté des dépenses réelles de fonctionnement, le montant prévisionnel des subventions aux associations, soit 3 800 €, au motif que ce type de dépenses n'est pas indispensable au fonctionnement courant de la commune ;

CONSIDERANT que, dans ses propositions, la chambre régionale des comptes a établi la section de fonctionnement, en dépenses, à 316 539 € et, en recettes, à 353 506 € ;

CONSIDERANT dès lors que le montant prévisionnel des subventions aux associations n'a pas été écarté pour un motif tenant à l'équilibre budgétaire ;

CONSIDERANT qu'une fois l'affectation du résultat effectuée, le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement modifié et le crédit destiné aux subventions aux associations réintégré, la section de fonctionnement s'établit, en dépenses et en recettes, à 238 333 € ;

CONSIDERANT qu'une fois l'affectation du résultat effectuée et le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement modifié, la section d'investissement s'établit à 177 577 € en dépenses et à 212 537 € en recettes;

CONSIDERANT que l'article L 1612-7 du code général des collectivités territoriales dispose que : « A compter de l'exercice 1997, pour application de l'article L 1612-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscriptions des dotations aux amortissements et aux provisions exigées. »

#### ARRETE

**Article 1er** : Le budget principal de la commune de Baslieux est arrêté à 415 910 € en dépenses et à 450 870 € en recettes.

**Article 2** : L'excédent de fonctionnement de clôture, soit 116 966 €, est affecté comme suit : 116 966 € au compte 1068.

**Article 3** : La section d'investissement est fixée à 177 577 € en dépenses et à 212 537 € en recettes.

#### I. DEPENSES

- Chapitres 20, 21, 23 - Opérations d'équipement : 60 354 €
- Résultat reporté : 117 223 €
- Total : 177 577 €

#### II. RECETTES

- Chapitre 13 - Subventions d'investissement : 42 488 €
- Chapitre 021 - Virement de la section d'investissement : 53 083 €
- Compte 1068 - Affectation du résultat : 116 966 €
- Total : 212 537 €

**Article 4** : Les opérations d'investissement sont établies comme suit :

	Dépenses	Subventions
300 Travaux chemin de la Forière		1 318 €
301 Aménagement trottoirs grande rue Doncourt		13 008 €
304 Travaux rue des écoles		10 192 €
306 Acquisition tracteur	6 000 €	
308 Travaux en forêt	2 400 €	
309 Sanitaires salle polyvalente	15 000 €	4 274 €
310 Renforcement éclairage grande rue	7 800 €	3 168 €
312 Extension rue des cités	17 854 €	
316 Réfection rue du 12 août		10 528 €
317 Remplacement informatique mairie	3 700 €	
318 Route de Latiremont	7 600 €	

**Article 5** : La section de fonctionnement est fixée en dépenses et en recettes à 238 333 € :

#### I. DEPENSES

- Chapitre 011 - Charges à caractère général : 62 110 €
- Chapitre 012 - Charges de personnel : 84 770 €
- Chapitre 65 - Charges de gestion courante : 34 370 €
- Chapitre 67 - Charges exceptionnelles : 4 000 €
- Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement : 53 083 €
- Total : 238 333 €

#### II. RECETTES

- Chapitre 70 - Produits des services et des domaines : 32 300 €
- Chapitre 73 - Impôts et taxes : 36 793 €
- Chapitre 74 - Dotations et participations : 137 540 €
- Chapitre 75 - Autres produits de gestion courante : 14 200 €
- Chapitre 013 - Atténuation de charges : 17 500 €
- Total : 238 333 €

**Article 6** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey et M. le maire de Baslieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle, dont ampliation sera adressée à :

- M. le président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,
- M. le trésorier-payeur-général de Meurthe-et-Moselle,
- M. le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle,
- M. le comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur municipal.

BRIEY, le 5 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

#### SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

#### SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE BLAINVILLE - REDUCTION DE COMPETENCES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements est paru au Journal Officiel du 30 avril 2004 ;

Vu les articles L.5211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 janvier 1960 autorisant la création du syndicat intercommunal Scolaire de Blainville ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 septembre 1960 autorisant l'adhésion de Rehainviller ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 février 1963 approuvant de nouveaux statuts ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 1964 modifiant les articles 1 et 6 des statuts ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 janvier 1966 autorisant le retrait de Ferrières et Saffais ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 février 1967 modifiant l'article 6 des statuts ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 mars 1971 modifiant les articles 8 et 9 des statuts ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 janvier 1974 autorisant le retrait de Rehainviller ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 1986 modifiant les articles 8 et 9 des statuts ;  
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 juillet 1989 modifiant l'article 4 des statuts ;  
 Vu la délibération du comité syndical en date du 2 décembre 2003, décidant de réduire ses compétences, par retrait de la compétence « gestion, extension, et rénovation du gymnase du Haut des Places à Blainville sur l'eau »  
 Vu la lettre de consultation des communes membres, datée du 23 décembre 2003 ;  
 Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :  
 - Blainville sur l'Eau, datée du 21 janvier 2004, reçue en sous préfecture le 27 janvier 2004  
 - Damelevières, datée du 28 mai 2004, reçue en sous préfecture le 22 juin 2004  
 - Mont sur Meurthe, datée du 23 janvier 2004, reçue en sous préfecture le 2 février 2004  
 - Vigneulles, datée du 6 février 2004, reçue en sous préfecture le 12 mars 2004  
 Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat intercommunal scolaire de Blainville, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004, donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, Sous Préfète de Lunéville par intérim ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1er** : Les compétences du SIS de Blainville sont réduites par retrait de la compétence « gestion, extension, et rénovation du gymnase du Haut des Places à Blainville sur l'Eau ».

**Article 2** : Madame la Sous-Préfète de Lunéville par intérim et Monsieur le Président du Syndicat intercommunal scolaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les Maires des communes associées, à Monsieur le chef de Poste de la Trésorerie de Blainville sur l'eau, à Monsieur le Trésorier Payeur Général, et à Monsieur le Directeur des Archives Départementales. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

LUNÉVILLE, le 25 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 La Sous-Préfète de LUNÉVILLE par intérim,  
 Corinne CHAUVIN

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**ARRÊTÉ N° 69/04 DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2004**

**PORTANT NOMINATION DE LA DIRECTRICE-ADJOINTE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment l'article L.6115-3 modifié par la loi n°2002-303 du 4 mars 2002,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003, nommant Jacques SANS, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU le contrat du 19 mai 2004 fixant les conditions d'engagement de Danielle MOUFFARD par l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : Danielle MOUFFARD est nommée directrice-adjointe de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, à ce titre, elle supplée de droit le directeur en cas de vacance momentanée, d'absence ou d'empêchement.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
 Jacques SANS

**ARRÊTÉ N° 14/04 DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2004**

**PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A DANIELLE MOUFFARD,  
 DIRECTRICE-ADJOINTE A L'A.R.H. DE LORRAINE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.6115-3 et R.710-17-2,

VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel de la république française du 10 janvier 1997,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 nommant Jacques SANS, directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté n°69/04 du 1<sup>er</sup> juin 2004 du Directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine nommant Danielle MOUFFARD dans les fonctions de directrice-adjointe,

VU l'arrêté du 30 avril 2002 portant détachement du Docteur Brigitte HONORE à l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2001,

VU la délégation de signature donnée à Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe et Moselle en date du 5 juillet 2004,

VU la délégation de signature donnée à Claudine BOURGEOIS, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Moselle en date du 25 février 2004,

VU la délégation de signature donnée à Francette MEYNARD, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales des Vosges en date du 25 février 2004,

VU la délégation de signature donnée Karine STEBLER, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales par intérim de la Meuse en date du 1<sup>er</sup> juin 2004.

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation générale est donnée à Danielle MOUFFARD, Directrice-Adjointe, pour signer :

- tous actes, arrêtés, décisions, notifications ou conventions, à l'exception des décisions à caractère individuel, des délibérations de la commission exécutive, des autorisations données au titre du code de la santé publique, des projets d'établissement et des contrats d'objectifs et de moyens signés avec les établissements de santé.

- toutes propositions d'engagement et de mandatement des dépenses, de décisions de virement de crédits à l'initiative de l'ordonnateur toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de reversement et toutes demandes d'émission de titres de perception, à l'exception des décisions de réquisition de l'agent comptable.

**Article 2** : La suppléance du Directeur assurée par la Directrice-Adjointe est exercée sans préjudice des délégations de signature consentis aux Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales.

**Article 3** : Délégation est donnée au Dr Brigitte HONORE pour signer toutes décisions à caractère médical.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et de Danielle MOUFFARD, la délégation qui lui est accordée sera exercée par le Docteur Brigitte HONORE dans les limites fixées à l'article 1.

**Article 5** : Cet arrêté annule et remplace l'arrêté n°13/2003 du 4 septembre 2003.

**Article 6** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Lorraine et des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

**ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N° 70/04 DU 5 JUILLET 2004  
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 03351 du 8 novembre 2001 portant nomination de Monsieur Philippe MICHEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02833 du 6 octobre 2000 portant nomination de Monsieur Jean-François LHUILLIER dans les fonctions de directeur adjoint de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°01024 du 22 avril 2004 portant nomination de Madame Myriam BERG dans les fonctions de directrice-adjointe de la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté n°02445 du 24 juillet 2002 portant nomination de Madame Irène DELFORGE dans les fonctions d'inspectrice principale à la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté 17/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MICHEL, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeur adjoint, et par Madame Myriam BERG, directrice-adjointe, ainsi que par Madame Irène DELFORGE en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François LHUILLIER et de Madame Myriam BERG.

**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 02/04 du 25 février 2004.

NANCY, le 5 juillet 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DES MEMBRES  
DU COMITE DEPARTEMENTAL DE L'AIDE MEDICALE URGENTE ET DES TRANSPORTS SANITAIRESLE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique ;

VU la loi n° 70-1318 du 30 décembre 1970 modifiée, portant réforme hospitalière ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires et notamment, ses articles 1<sup>er</sup> et 2 ;

VU le décret n° 80-284 du 17 avril 1980 relatif au classement des établissements publics assurant le service public hospitalier ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente et des Transports Sanitaires, modifié par l'article 18 du décret n° 95-1093 du 5 octobre 1995 ;

VU le décret n° 95-1093 du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires terrestres prévue par l'article L. 6312-4 du Code de la Santé Publique ;

VU le décret n° 2003-880 du 15 septembre 2003 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins et aux conditions de participation des médecins à cette permanence et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets ;

VU l'arrêté du 22 juin 1988 portant constitution du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente et des Transports Sanitaires ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2002 portant renouvellement des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 25 novembre 2003 portant modification de la composition des membres du comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Dans la composition des membres du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente et des Transports Sanitaires, l'arrêté du 25 novembre 2003 susvisé est ainsi modifié :I) **A l'article 1<sup>er</sup> :**b) **Représentants des collectivités territoriales**1. **Conseillers généraux désignés par le Conseil Général**

- Monsieur UHLRICH Jean-Marie
- Monsieur SAINT DENIS Marc.

**ARTICLE 2 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

NANCY, le 28 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDETARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION  
D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 115 - EUROPA SARLLE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'HonneurVU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002 modifié le 10 mai 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande formulée le 7 janvier 2004 par la société d'avocats pour Monsieur ERPELDING Francis, gérant de la SARL EUROP Ambulance, tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres suite à la fusion EUROPA-EUROP Ambulance, sise 104ter, avenue du Général Leclerc à 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE, à compter du 30 janvier 2004 ;

## CONSIDERANT

- Qu'il s'agit d'une entreprise déjà existante,
- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 26 mars 2002, sous le n° 115, à la « SARL EUROP Ambulance », représenté par Monsieur ERPELDING Francis, est modifié comme suit à compter du 30 janvier 2004 :**Raison sociale :** SARL EUROPA**Siège social :** 50 rue de Nabécor  
54000 NANCY**Etablissement secondaire :**104ter, avenue du Général Leclerc  
54110 DOMBASLE SUR MEURTHE**ARTICLE 2 :** Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.**ARTICLE 3 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),

- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 2 juillet 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur,  
Gérard GAUER

---

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION  
D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 5  
AMBULANCES POIREL - RESPAUT - 11BIS, PLACE THIERS - 54700 PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande formulée le 20 avril 2004 par Monsieur POIREL Anthony tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres suite à la fusion par voie d'absorption par la société HOLDING POIREL HENRY de la société LOCATIONS RESPAUT ;

VU la lettre du 20 novembre 2003 de Monsieur POIREL Anthony , indiquant la fermeture de l'agence sise, 21 rue du Général de Gaulle à 54380 DIEULOUARD au 31 août 2003 ;

CONSIDERANT

Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 23 mars 2001 sous le n° 5 à l'entreprise « Ambulances POIREL-RESPAUT », gérée par Monsieur POIREL Anthony, est modifié comme suit à compter du 25 décembre 2003 :

Raison sociale : HOLDING POIREL HENRY

SARL

Nom commercial : AMBULANCES POIREL RESPAUT

Siège social : 11bis, place Thiers

54700 PONT A MOUSSON

**ARTICLE 2** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute mise hors service ou cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 3** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 6 juillet 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspectrice,  
B. MENNESSIER



**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION  
D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 151  
LES AMBULANCES DU SOLEIL - SARL - 28, RUE DU GENERAL DE GAULLE - 54180 HOUEMONT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté provisoire DDASS/AES n° 236 délivré le 1<sup>er</sup> mars 2002, à titre provisoire, à la SARL Les Ambulances du SOLEIL, gérée par Madame CLAUDOT Josiane ;

VU l'avis délivré par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 21 mars 2002 ;

VU le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 4 février 2004 nommant Monsieur GROSSMANN Lionnel en qualité de gérant de la société ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2002, sous le n° 151, à la « **SARL Les Ambulances du Soleil** », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

La société est gérée à compter du 4 février 2004 par Monsieur GROSSMANN Lionnel en remplacement de Madame CLAUDOT Josiane.

**Raison sociale :** SARL Les Ambulances du Soleil

28, rue du Général de Gaulle à 54180 HOUEMONT.

**ARTICLE 2 :** Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

**SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

**ARRETE PREFECTORAL 04/120/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DE LA CONSTITUTION  
DE LA COMMISSION DE COTATION DES GROS BOVINS  
SUR LE MARCHE DE NANCY-LANEUVEVILLE DEVANT BAYON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le décret N° 70-1030 du 30 Octobre 1970 relatif aux règles de cotation des animaux de boucherie et de charcuterie ;

VU l'arrêté du 05/07/1977 portant homologation d'un catalogue de classement des carcasses de gros bovins en vue de leur répartition par catégorie et de leur marquage ;

VU l'arrêté interministériel du 05/05/1971 relatif à la composition, à la mission et aux règles de fonctionnement des commissions locales chargées de la cotation des gros bovins ;

VU l'arrêté préfectoral du 10/01/01 portant constitution de la commission de cotation des gros bovins sur le marché de NANCY-LANEUVEVILLE DEVANT BAYON ;

APRES consultation des organisations professionnelles concernées ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1**

Il est institué sur le marché aux bestiaux vivants de NANCY-LANEUVEVILLE DEVANT BAYON, une commission de cotation des gros bovins dans la grille de qualité « EUROP ». Ce marché est retenu comme place de référence pour la cotation des gros bovins au niveau national.

**ARTICLE 2**

La commission est composée comme suit :

**Président** : Monsieur le Préfet ou son représentant

**Membres** :

1) **Membres fonctionnaires** :

- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant
- Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires ou son représentant

2) **Autres membres** :

A) **Représentants de la commune de LANEUEVILLE DEVANT BAYON** :

**Titulaire** : M. CHARROIS Jean, maire de LANEUEVILLE DT BAYON

**Suppléant** : M. ANTOINE Jacques - 1, rue de Neuville - 54470 LANEUEVILLE DEVANT BAYON

B) **Représentants des vendeurs** :

**Titulaires** :

- M. MARX Philippe - 11, rue de Villers - 57100 THIONVILLE
- M. CANEL Régis - Route de Chaouilly - 54330 VRONCOURT
- M. ANDRE Jean Claude - 1, Route du Paquis - 88500 PUZIEUX
- M. HERIAT Jean Louis - 5, Route du Moulin - 54290 BREMONCOURT
- M. GERARD Louis - 3, Rue Principale - 88170 AROFFE

**Suppléants** :

- M. WEBER Alain - 121, Avenue Victor Claude - 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON
- M. ETIENNE Jean-Pierre - 11, Chemin des Saules - 88450 VINCEY
- M. JACOB Didier - 6, route de Baronville - 57340 MORHANGE
- M. THOMAS François - Ferme du Point du Jour - 54630 FLAVIGNY
- M. NICOLAS Philippe - 1, rue du Spatial - 88500 PUZIEUX

C) **Représentants des acheteurs** :

**Titulaires** :

- M. BLOCH Didier - 12, Route d' Harbouey - 54450 BLAMONT
- M. LEPAGE Dominique - Société BIGARD - Rue des Macéliers - 51100 REIMS
- M. MAYER Pascal - Société CHARAL - Rue du Trou aux serpents - 57000 METZ
- M. GRUHY Benjamin - Société SOCOPA-EST ABATTOIRS - 88500 MIRECOURT
- M. JALET René - 9, Route de Gérardcourt - 54410 LANEUEVILLE

**Suppléants** :

- M. ROGER Jean - 3, Route de Ferrières - 54210 SAFFAIS
- M. PRESTAT Benoît - Société BIGARD - Rue des Macéliers - 51100 REIMS
- M. ARNAUD Jim - Société CHARAL - Rue du trou aux Serpents - 57000 METZ
- M. MICHELOT Frank - Société SOCOPA-EST ABATTOIRS - 88500 MIRECOURT
- M. BERTAUD René - 7, Rue Charles Baudelaire - 54470 - DOMMARTIN SOUS AMANCE

Les membres titulaires et suppléants sont nommés pour trois ans, leur mandat est renouvelable.

**ARTICLE 3**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de LANEUEVILLE DEVANT BAYON, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL DDAF/REMBT/2004/245 PORTANT SUR L'ENVOI  
DE LA PRISE EN POSSESSION PROVISOIRE - COMMUNE DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du livre 1<sup>er</sup> (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural et notamment les articles L 123.10 et R 123.17 ;

VU le décret n° 92.1290 du 11/12/1992 pris pour l'application de la Loi n° 92.1283 relative à la partie législative du Livre 1<sup>er</sup> (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 02/11/1999 ordonnant l'exécution du remembrement rural de la commune de FAULX ;

VU le plan de projet approuvé par la commission communale d'aménagement foncier de FAULX soumis à enquête publique du 15/12/2003 au 22/01/2004 ;

VU les conditions de prise de possession annexées au mémoire explicatif et soumis à enquête publique également du 15/12/2003 au 22/01/2004 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale d'aménagement foncier du 05/07/2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de FAULX dans sa séance du 02/03/2004 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

**Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver** dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **15/08/2004** -

**Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine** : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le **30/08/2004** -

**Terres en maïs ensilage** : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le **15/10/2004** -

**Terres en maïs grain** : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le **15/11/2004** -

**Terres en féveroles** : dès l'enlèvement des récoltes au plus tard le **15/10/2004** -

**Terres en herbes** : au plus tard le **15/12/2004** -

**Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables** devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le **15/01/2005**, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité -

**Jachères** : le **01/09/2004** -

**Arbres d'essences forestières** (non indemnisés par une soulte) **parvenus à maturité et les peuplements sans valeur d'avenir** (chablis, bois mort ou malades : épicéas bostryches, taillis de 25 à 30 ans) pourront être abattus et débités (coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés) par les propriétaires actuels jusqu'au **30/04/2005** enlèvement compris -

**Arbres fruitiers** : **récolte des fruits uniquement** au plus tard le **15/11/2004** -

Jardin potager et chènevières : au plus tard le 01/03/2005 -

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières) -

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 30/04/2005 -

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs) -

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenus et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées -

**ARTICLE 2** : Les modalités, ci-dessus, n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY - 5 Place de la Carrière - CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

**ARTICLE 6** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, M. le Colonel du Groupement de Gendarmerie, M. le Maire de FAULX, M. le Maire de MALLELOY, M. le Président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel ainsi qu'au recueil des actes administratifs, affiché pendant au minimum un mois en mairie de FAULX et notifié aux intéressés et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle

- Mme la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier

- M. le Président du Conseil Général

NANCY, le 9 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

#### ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/313 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROGEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code rural (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 Février 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de ROGEVILLE;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ACCA de ROGEVILLE en date du 26 Mai 2002 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 14 Février 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 73 ha 56 a 21 ca situés sur le territoire de la Commune de ROGEVILLE ainsi désignés :

COMMUNES	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
ROGEVILLE	ZC	5 à 7 - 9 - 18 - 24 à 26 et 50
	SL	22 - 32 à 34 - 36 à 41
	ZD	6 - 24 à 30

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROGEVILLE.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROGEVILLE.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROGEVILLE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de ROGEVILLE par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Commune de ROGEVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROGEVILLE,

- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 15 juillet 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/319**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PAGNY-SUR-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code rural (partie réglementaire) ;  
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 9 Mai 1994 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de PAGNY-SUR-MOSELLE ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
 VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ACCA de PAGNY-SUR-MOSELLE en date du 19 Mai 2000 ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 9 Mai 1974 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 64 ha 62 a 10 ca situés sur le territoire de la Commune de PAGNY-SUR-MOSELLE ainsi désignés :

COMMUNES	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
PAGNY-SUR-MOSELLE	AA	315 à 323 - 306 à 313 - 215 à 228 - 324 et 325 - 329 et 330 -
	AK	30 à 32
	AL	209 - 211 et 216
	AN	71 à 78 - 130 à 138
	D	125 à 148 - 150 à 159 - 314 à 316 - 333 et 334 - 336 à 338 et 193

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de PAGNY-SUR-MOSELLE.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de PAGNY-SUR-MOSELLE.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de PAGNY-SUR-MOSELLE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de PAGNY-SUR-MOSELLE par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de Commune de PAGNY-SUR-MOSELLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de PAGNY-SUR-MOSELLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 28 juillet 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/375**  
**MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 JUIN 1989**  
**RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS**  
**A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BATILLY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code Rural (partie réglementaire) ;  
 VU les arrêtés ministériels du 1<sup>er</sup> mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de BATILLY ;  
 VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 28 Juin 1989 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BATILLY ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
 VU la demande de M. Karl Heinz RIEWER ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'annexe 1 de l'arrêté du 28 Juin 1989 est abrogée.

**ARTICLE 2** - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BATILLY.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de BATILLY par les soins du maire.

**ARTICLE 4** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de la Commune de BATILLY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de BATILLY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. Karl Heinz RIEWER à 66787 WADGASSEN.

NANCY, le 29 octobre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Maurice DUBOL

ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 29 OCTOBRE 2003  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BATILLY

Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association à sa demande

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
<b>BATILLY</b>		<p>Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p><b>M. DEWENDEL</b> n° 599 et 600 n° 3 et 4 - 40 et 42 n° 1 et 6 Soit au total 128 ha 72 a 11 ca</p> <p><b>M. Gilbert ECKER</b> n° 26 Soit au total 10 ha 93 a 10 ca (faisant partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur JOUAVILLE)</p> <p><b>Commune de BATILLY</b> n° 26 Soit au total 14 ha 06 a 44 ca (zone de loisirs)</p> <p><b>M. Karl Heinz RIEWER</b> n° 195 et 196 n° 19 et 20 Soit au total 18 ha 75 a 12 ca (faisant partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur JOUAVILLE)</p>

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/376**  
**MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 28 SEPTEMBRE 1990**  
**RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS**  
**A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE JOUAVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code Rural (partie réglementaire) ;  
VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de JOUAVILLE ;  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 Septembre 1990 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de JOUAVILLE ;  
VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
VU la demande de M. Karl Heinz RIEWER ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'annexe 1 de l'arrêté du 28 Septembre 1990 est abrogée.

**ARTICLE 2**- Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de JOUAVILLE.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de JOUAVILLE par les soins du maire.

**ARTICLE 4** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de la Commune de JOUAVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de JOUAVILLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. Karl Heinz RIEWER à 66787 WADGASSEN.
- M. CHLEQ Pierre à 54700 PONT-A-MOUSSON.

NANCY, le 29 octobre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 29 OCTOBRE 2003  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE JOUAVILLE

Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association à sa demande

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
<b>JOUAVILLE</b>		<p>Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p><b>M. Pierre CHLEQ</b> N° 679 - 693 - 696 - 697 et 721 Soit au total 51 ha 67 a 37 ca</p> <p><b>G.F.A. "ECKER"</b> n° 1 et 3 soit au total 52 ha 00 a 00 ca</p> <p><b>Indivision THOMAS</b> n° 1 - 6 - 9 n° 26 - 28 soit au total 53 ha 00 a 00 ca</p> <p><b>Mme Veuve Bernadette THOMAS</b> n° 8 n° 31 soit au total 101 ha 00 a 00 ca</p> <p><b>M. Bernard VINCENT</b> n° 4 n° 1 soit au total 72 ha 00 a 00 ca</p> <p><b>M. Bernard SONNET</b> n° 8 soit au total 3 ha 65 a 00 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur GIRAUMONT)</p> <p><b>M. Karl Heinz RIEWER</b> n° 58 à 64 - 101 - 113 et 114 soit au total 31 ha 41 a 29 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha, le reste étant sur BATILLY)</p>

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/434**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE LAY-SAINT-REMY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code rural (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 Septembre 1979 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de LAY-SAINT-REMY;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ACCA de LAY-SAINT-REMY en date du 21 Mars 2003 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 26 Septembre 1979 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 35 ha 20 a 82 ca situés sur le territoire de la Commune de LAY-SAINT-REMY ainsi désignés :

COMMUNES	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
<b>LAY-SAINT-REMY</b>	AA de ZD	29 à 35 - 45 à 53 - 56 - 58 à 60
	ZD	118 à 123 et 129
	A de ZH	123 et 124 - 150 à 156

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de LAY-SAINT-REMY.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de LAY-SAINT-REMY.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de sera affichée pendant 1 mois dans la commune de LAY-SAINT-REMY par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme. le Sous-Préfet de TOUL et M. le Maire de Commune de LAY-SAINT-REMY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de LAY-SAINT-REMY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 29 octobre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2003/451**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement (partie législative) et le Code rural (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements ;

VU la décision préfectorale du 9 Septembre 1992 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> Septembre 2002 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'ACCA de TOUL en date du 19 Juillet 2003 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 9 Septembre 1992 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 169 ha 20 a situés sur le territoire de la Commune de TOUL ainsi désignés :

COMMUNES	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
T O U L	AB	sauf AB 19 - 47 - 48- 90 Sauf AB 63 à 89 et 91
	AD	sauf AD 20 - 39 à 44 - 68 à 74 - 80 - 83 - 84 - 86 - 88 - 90 - 12 - 14 - 15 - 17 - 22 - 23 et 24
	E2	79 - 85 à 87 - 91 à 96 - 210 et 211
	E4	135 à 138

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de TOUL.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de TOUL.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de TOUL sera affichée pendant 1 mois dans la commune de TOUL par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme le Sous-Préfet de TOUL et Mme le Maire de la Commune de TOUL sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de TOUL,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 3 décembre 2003

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/177**  
**MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 29 JUIN 1973**  
**RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS**  
**A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BADONVILLER**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de BADONVILLER ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 29 Juin 1973 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BADONVILLER ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
 VU la demande de Messieurs Jean-Claude et Jean-Luc GERARD .  
 Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'annexe 1 et 2 de l'arrêté du 29 Juin 1973 sont abrogées.

**ARTICLE 2** - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BADONVILLER.

**ARTICLE 3** - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L. 422- 20 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de BADONVILLER par les soins du maire.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de BADONVILLER sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de BADONVILLER,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- Messieurs Jean-Claude et Jean-Luc GERARD.

NANCY, le 4 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Maurice DUBOL

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 4 AVRIL 2004  
 PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
 A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BADONVILLER**

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
<b>BADONVILLER</b>		<p>Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p><b>La Commune de BADONVILLER</b>            1<sup>ère</sup> série            soit    425 ha 75 a 00 ca            2<sup>ème</sup> série           soit    136 ha 91 a 00 ca</p> <p><b>La Commune de SAINTE-POLE</b>            n° 47 à 51        soit    59 ha 56 a 05 ca</p> <p><b>G. BATIEN-THIRY</b>            n° 1 à 21, 38     soit    28 ha 78 a 00 ca            Partie d'un lot de plus de 10 ha, le reste sur ANGOMONT</p> <p><b>M. CHIARAVALLI Bernard à MARAINVILLER</b>            n° 301 - 302     soit    1 ha 88 a 30 ca (étang)</p> <p><b>INDIVISION GERARD</b>            n° 171 à 174 - 176 - 178 à 180 - 182 à 185 - 190 et 191</p> <p>44                    soit    45 ha 70 a 90 ca</p>

**ANNEXE II A L'ARRETE PREFECTORAL DU 4 AVRIL 2004  
 PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
 A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE BADONVILLER**

**E N C L A V E S**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
<b>BADONVILLER</b>	<b>B</b>	<p>N° 73 à 96, 149 à 152, 156, 157            Soit    24 ha 92 a 27 ca            en 2 lots</p>	



**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/178  
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 25 NOVEMBRE 1971  
RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PETIT FAILLY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de PETIT FAILLY ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 Novembre 1971 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée PETIT FAILLY ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de la Société Lyonnaise de Gestion et d'Ingénierie Publique à PARIS gérant statutaire du Groupement Forestier du Grand Failly ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'annexe 1 de l'arrêté du 25 Novembre 1971 est abrogée.

**ARTICLE 2** - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de PETIT FAILLY.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de PETIT FAILLY par les soins du maire.

**ARTICLE 4** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de la Commune de PETIT FAILLY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de PETIT FAILLY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- M. le Directeur Général de la S.L.G.

NANCY, le 4 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 4 AVRIL 2004  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PETIT FAILLY**

**Terrains à comprendre dans le territoire de l'Association**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
PETIT FAILLY	ZD	Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :  <b>Groupement Forestier du GRAND FAILLY</b> n° 1 et 11 soit au total            61 ha 75 a 35 ca

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/232**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, articles L 427-1 et suivants et R 227-1 et suivants ;

VU la demande formulée par le Président de l'Association Départementale des Louvetiers en date du 1<sup>er</sup> Juin 2004 ;

VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs en date du 3 Juin 2004 ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 11 Juin 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'honorariat des fonctions de Lieutenant de Louveterie est conféré à M. Francis CHOLLOT, ancien Président de l'Association Départementale des Lieutenants de louveterie.

**ARTICLE 2** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs et notifié à l'intéressé.

NANCY, le 25 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/233**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, articles L 427-1 et suivants et R 227-1 et suivants ;

VU la demande formulée par le Président de l'Association Départementale des Louvetiers en date du 1<sup>er</sup> Juin 2004 ;  
 VU l'avis de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs en date du 3 Juin 2004 ;  
 VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 11 Juin 2004 ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** - L'honorariat des fonctions de Lieutenant de Louveterie est conféré à M. Roland DARDAINE, ancien Secrétaire de l'Association Départementale des Lieutenants de Louveterie.

**ARTICLE 2** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs et notifié à l'intéressé.

NANCY, le 25 juin 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/235**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE LANDECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 Code de l'Environnement ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU la décision préfectorale du 28 Mars 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de LANDECOURT ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
 VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de LANDECOURT en date du 21 Mars 2003 ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 28 Mars 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 67 ha 96 a situés sur le territoire de la Commune de LANDECOURT ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
LANDECOURT	ZB	N° 24 à 34 et 45 à 48 (partie)
	ZD	N° 1 à 5 - 10 à 13 et 48 à 51
	ZE	N° 3 - 5 - 7 à 10 - 16 (partie) 81 - 87 et 88

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de LANDECOURT.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de LANDECOURT.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de LANDECOURT sera affichée pendant 1 mois dans la commune de LANDECOURT par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE et M. le Maire de Commune de LANDECOURT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de LANDECOURT,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 15 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/236**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GEZONCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
 VU la décision préfectorale du 28 Juin 1989 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de GEZONCOURT ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
 VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de GEZONCOURT en date du 11 Mai 2003 ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 28 Juin 1989 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 42 ha 67 a20 ca situés sur le territoire de la Commune de GEZONCOURT ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
GEZONCOURT	ZB	N° 1 - 2 - 3 - 4 et 5
	ZC	N° 2 et 3

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de GEZONCOURT.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de GEZONCOURT

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de GEZONCOURT sera affichée pendant 1 mois dans la commune de GEZONCOURT par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de TOUL et M. le Maire de Commune de GEZONCOURT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de GEZONCOURT,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 15 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/238**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SEXEY-AUX-FORGES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 4 Avril 1974 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de SEXEY-AUX-FORGES ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de SEXEY-AUX-FORGES en date du 30 Juin 1998 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 4 Avril 1974 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 49 ha 25 a 59 ca situés sur le territoire de la Commune de SEXEY-AUX-FORGES ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
SEXEY-AUX-FORGES	AD	N° 3 à 8 - 14 à 15 - 17 à 33 - 38 à 50 - 53 - 56 à 57 - 59 à 70 - 77 à 81 - 85 à 94 - 213 - 216 à 234 - 243 - 264 à 297 - 302 - 304 à 307 - 309 - 334 à 337 - 353 et 354 - 362 à 370 - 372 et 373

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de SEXEY-AUX-FORGES.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de SEXEY-AUX-FORGES.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SEXEY-AUX-FORGES sera affichée pendant 1 mois dans la commune de SEXEY-AUX-FORGES par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de TOUL et M. le Maire de Commune de SEXEY-AUX-FORGES sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SEXEY-AUX-FORGES,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/251**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE SAINT GERMAIN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 04 avril 1974 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de SAINT GERMAIN ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de SAINT GERMAIN en date du 18 juin 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 04 avril 1974 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 51 ha 79 a 25 ca a situés sur le territoire de la Commune de SAINT GERMAIN ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
SAINT GERMAIN	D	N°1a 10 - 12 à 30 - 32 à 33 - 61 à 62 - 66 à 81 - 129 à 162 - 165 à 166 - 173 à 174
	E	N° 01 à 02 - 06 à 10 - 12 à 14 - 16 à 37 - 50 - 78 à 82 - 399 - 423 à 425

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAINT GERMAIN.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAINT GERMAIN

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAINT GERMAIN sera affichée pendant 1 mois dans la commune de SAINT GERMAIN par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE et M. le Maire de Commune de SAINT GERMAIN sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de SAINT GERMAIN,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

#### ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/252 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MORIVILLER

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 26 mars 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de MORIVILLER ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de MORIVILLER en date du 25 juin 2003;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 26 mars 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 48 ha 71 a 95 ca situés sur le territoire de la Commune de MORIVILLER ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
MORIVILLER	ZC	N° 56 à 69
	ZD	N° 27 à 28 - 30 à 55 - 63 à 73 et 106

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de MORIVILLER.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de MORIVILLER.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de MORIVILLER sera affichée pendant 1 mois dans la commune de MORIVILLER par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE et M. le Maire de Commune de MORIVILLER sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de MORIVILLER,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.  
NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/254**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE HAGEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la décision préfectorale du 04 juillet 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de HAGEVILLE ;  
VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de HAGEVILLE en date du 06 avril 2002 ;  
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale 04 juillet 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 52 ha 26 a 80 ca situés sur le territoire de la Commune de HAGEVILLE ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
HAGEVILLE	ZA	N° 1, 2 et 3

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de HAGEVILLE.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de HAGEVILLE

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de HAGEVILLE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de HAGEVILLE par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY et Mme le Maire de la Commune de HAGEVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de HAGEVILLE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 16 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/255**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE GROSROUVRES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la décision préfectorale du 14 février 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de GROSROUVRES ;  
VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;  
VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de GROSROUVRES en date du -02 novembre 2002 ;  
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 14 février 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 96 ha 37 a 24ca situés sur le territoire de la Commune de GROSROUVRES ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
GROSROUVRES	ZA	N° 1 à 14-
	ZH	N° 1 à 24

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de GROSROUVRES.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de GROSROUVRES

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de GROSROUVRES sera affichée pendant 1 mois dans la commune de GROSROUVRES par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL et M. le Maire de Commune de GROSROUVRES sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de GROSROUVRES,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 16 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/256**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ESSEY LA COTE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 24 mai 1984 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de ESSEY LA COTE ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de ESSEY LA COTE en date du 23 novembre 2001 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 24 mai 1984 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 57 ha 18 a 47 ca situés sur le territoire de la Commune de ESSEY LA COTE ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
ESSEY LA COTE	ZA	N° 10 à 46 et de 69 à 70 -

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de ESSEY LA COTE.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de ESSEY LA COTE

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ESSEY LA COTE sera affichée pendant 1 mois dans la commune de ESSEY LA COTE par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE et M. le Maire de Commune de ESSEY LA COTE sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ESSEY LA COTE,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 22 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/244/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à reprofilage de la chaussée au droit de l'ouvrage d'art N.333.360, au PR 34+700 de la RN 333 dans le sens Nancy/Strasbourg ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le lundi 12 juillet 2004, de 8h à 17h, entre les PR 32+700 et 38+600 sur la RN 333, la circulation des usagers s'établit comme suit :

- **dans le sens NANCY-STRASBOURG**
  - réduction des deux voies de circulation à une voie
  - la circulation s'effectue sur une voie,
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement (PR 34+350)
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens STRASBOURG-NANCY à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 36+790)

La bretelle de sortie n°25 (Metz-Belleville) de l'échangeur de Belleville est fermée à toute circulation.

- **dans le sens STRASBOURG-NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de CHAUFONTAINE, REHAINVILLER et LUNEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/066/CDER - RN 57**  
**ARRETE PERMANENT RELATIF A L'HARMONISATION DES VITESSES**  
**ENTRE MAXEVILLE ET CHAMPIGNEULLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes

Vu l'arrêté préfectoral 90/DE/824 BESTER du 19 décembre 1990,

Vu l'arrêté préfectoral 93/DE/454/CDES du 12 janvier 1994;

Considérant la nécessité de procéder à l'harmonisation des vitesses sur la RN 57 entre MAXEVILLE et CHAMPIGNEULLES ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de NANCY-NORD ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté, la vitesse sur la RN 57 entre les limites d'agglomération des communes de CHAMPIGNEULLES et MAXEVILLE s'établit comme suit :

- **dans le sens CHAMPIGNEULLES/MAXEVILLE**
  - du PR 32+670( fin de l'agglomération de CHAMPIGNEULLES) au PR 33+600 (intersection rue GAMBETTA prolongée) : vitesse limitée à **50 km/h**,
  - du PR 33+600 au PR 34+050 (entrée de l'agglomération de MAXEVILLE) : vitesse limitée à **70 km/h**.
- **dans le sens MAXEVILLE/CHAMPIGNEULLES**
  - du PR 34+050(fin de l'agglomération de MAXEVILLE) au PR 33+510 : vitesse limitée à **70 km/h**,
  - du PR 33+510 au PR 33+260 : vitesse limitée à **50 km/h**,
  - du PR 33+260 au PR 32+740 (entrée de l'agglomération de CHAMPIGNEULLES) : vitesse limitée à **70 km/h**.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par la subdivision territoriale de l'équipement de NANCY-NORD.

**ARTICLE III**

Sont abrogées toutes dispositions contraires prises par des arrêtés antérieurs.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de CHAMPIGNEULLES et MAXEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRETE 2004/DDE/245/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/215/CDER du 7 mai 2004.

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/232/CDER du 11 juin 2004

Considérant la nécessité de procéder, dans les deux sens de circulation de l'A. 31 sur le viaduc d'AUTREVILLE, aux travaux d'étanchéité sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819, situé sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

A compter du mardi 20 Juillet 2004 à 8h 00 et jusqu'au 20 septembre 2004, la vitesse est réduite à 90 km/h sur l'A. 31 dans le sens METZ - NANCY entre les PR 268+200 et 267+300, et dans le sens NANCY - METZ entre les PR 267+100 et 268+000. La bande d'arrêt d'urgence est supprimée.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

## ARRETE 2004/DDE/246/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux remplacements de joints de chaussée sur l'A.31, (OA A.31-030 - OA A31-040 - OA A31-06) sens DIJON - Luxembourg entre les PR 229+550 et 231+080,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Les nuits du 19 juillet 2004 au 22 juillet 2004, de 20h00 à 6h00, la circulation des usagers de l'A.31 et de la RN. 4 s'établit comme suit :

- **dans le sens DIJON - Luxembourg**
  - réduction des deux voies de circulation à une voie
  - la circulation s'effectue sur une voie
  - il est interdit de doubler
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1er basculement sur la R.N. 4 - PR 9+800
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens LUXEMBOURG - DIJON à 90 km/h
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 232+600)
- **dans le sens Luxembourg - DIJON**
  - la voie rapide est neutralisée
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée à 90 km/h
  - il est interdit de doubler



**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

**DIRECTION DES SERVICES FISCAUX**

**BIENS VACANTS ET SANS MAITRE  
ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE  
COMMUNE DE DENEUVRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de DENEUVRE du 21 juin 2004.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n'a plus de propriétaires connus :

COMMUNE DE DENEUVRE				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AE	110	La Houbette	5 a 27 ca	Pré
AE	124	La Houbette	3 a 73 ca	Verger
AL	144	Au Dessus De La Grande Haie	10 a 53 ca	Terre
AM	7	Aux Jovinottes	27 a 97 ca	Bois Feuillu
AM	80	A La Maix	35 a 98 ca	Lande

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture, à la Sous-Préfecture de LUNEVILLE ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.

**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de LUNEVILLE par intérim, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Chef du SOM,

Christine BITTEL

**BIENS VACANTS ET SANS MAITRE  
ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE  
COMMUNE DE ONVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de ONVILLE du 15 juin 2004.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n'a plus de propriétaires connus.

COMMUNE DE ONVILLE				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
C	1053	Les Plantes	1 a 49 ca	Terre

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture, à la Sous-Préfecture de BRIEY ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.

**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BRIEY, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**BIENS VACANTS ET SANS MAITRE  
ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE  
COMMUNE DE SAINT MAX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de SAINT MAX du 24 mars 2004.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n'a plus de propriétaires connus.

COMMUNE DE SAINT MAX				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AH	119	Ruelle de la Fontaine	1 a 70 ca	Jardin

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.

**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE DIEULOUARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 février 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle n° 9 du 24 mars 2003, constatant que l'immeuble ci-après désigné n'a pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de DIEULOUARD en date du 17 mars 2003 (affichage en Mairie du 14 février 2003 au 17 mars 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE DIEULOUARD				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
ZL	101	Pièce Drouot	4 a 60 ca	Terre

est attribué à l'Etat.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de DIEULOUARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE DIEULOUARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 10 du 03 avril 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de DIEULOUARD en date du 05 mai 2003 (affichage en Mairie du 04 avril 2003 au 05 mai 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Les immeubles ci-après désignés :

##### COMMUNE DE DIEULOUARD

Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
A	142	BEMONT	2 a 76 ca	Terre
A	143	BEMONT	2 a 66 ca	Terre
A	209	FRICHE BASTIEN	2 a 70 ca	Bois
A	274	SUR LA CHAPELLE	1 a 40 ca	Bois
A	314	SUR LA CHAPELLE	3 a 40 ca	Bois
A	341	LE CLOSEL	1 a 50 ca	Bois
B	88	LES TETADES	1 a 90 ca	Bois
B	262	SOUS CUIITE	2 a 90 ca	Verger
B	264	SOUS CUIITE	10 a 03 ca	Bois
B	458	CERISIER HARDAL	2 a 56 ca	Bois
B	475	CERISIER HARDAL	2 a 90 ca	Bois
B	498	CERISIER HARDAL	2 a 30 ca	Bois
B	566	LES BAUES	2 a 67 ca	Bois

sont attribués à l'Etat.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de DIEULOUARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY.

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

#### ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE COMMUNE DE VANDOEUVRE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle n° 13 du 07 mai 2003, constatant que l'immeuble ci-après désigné n'a pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Madame le Maire de VANDOEUVRE LES NANCY en date du 15 juin 2003 (affichage en Mairie du 13 mai 2003 au 12 juin 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'immeuble ci-après désigné :

##### COMMUNE DE VANDOEUVRE LES NANCY

Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AB	94	Ruelle Robée	1 a 10 ca	Verger

est attribué à l'Etat.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme le Maire de VANDOEUVRE LES NANCY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY

NANCY, le 15 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

#### DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE

##### ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 11 MARS 2004

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0231** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Stéphane ANDRE « Ca respire encore » 126 bis, rue Saint-Dizier, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup> catégorie portant le numéro **54-0252** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Emmanuel BARAZER de LANNURIEN « SNC Zénith de Nancy », rue du Zénith, 54320 MAXEVILLE.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0433, 54-0434 et 54-0435** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Madame Joëlle BARTELMANN « MJC Lillebonne » 14, rue du Cheval Blanc, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0436** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie CAMBOIS « Mille Failles » 18, rue Sellier, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0437** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Serge CLAUDE « En Verre et Contre Tout » 16, rue Mathieu, 54110 Dombasle.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 3<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0098** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Yann DELON « Musique et Compagnie » 6, rue Claudot, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0438** et **54-0439** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Jean-Pierre DOUCHE « M.A.I. Productions » 12, Avenue du Xxe Corps, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0440** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Madame Catherine DUFOUR « 2 D TOUR » 97, rue du Crosne, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** La licence d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0441** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Madame Laurence GILLOT « Echo » 7 bis, rue de la Libération, 54200 Villey Saint-Etienne.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant respectivement les numéros **54-0244, 54-0245 et 54-0246** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté :

Monsieur Henry LEMOINE, Ville de Pont-à-Mousson, Place Duroc, 54700 Pont-à-Mousson.

**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0442 et 54-0443** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Stéphanie MULLER « Zyryab Productions » 30, rue de Paris, 54440 Herserange.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0444, 54-0445 et 54-0446** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Eric SCHERMANN « Le French Cancan » 21, rue des Maréchaux, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 11 mars 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les licences d'Entrepreneur de Spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0447 et 54-0448** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur David SIMON « Elliott Musique » 5, rue Marie Lezynska, 54000 Nancy.



**Article 2 :** Les infractions à la réglementation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter la nomination de l'identité, la raison sociale et la référence de la licence de l'entrepreneur de spectacle cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.  
METZ, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

#### ARRETES D'ATTRIBUTION DE LICENCES D'ENTREPRENEURS DU SPECTACLE - COMMISSION DU 8 JUIN 2004

##### ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/1

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

##### A R R E T E

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros 54-0449, 54-0450 et 54-0451 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :  
Madame Delphine AUBERT, Centre culturel Pablo Picasso, Place Leclerc, 54310 Homécourt.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

##### ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/2

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

##### A R R E T E

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros 54-0452 et 54-0453 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Christelle BARASSI, Association Li(luo) 5, rue de la Salle, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/3**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0454** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jean-Pierre BRABIS, Restaurant le Country, 38, Impasse Berthollet, 54710 Ludres.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/4**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0101** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérard CAVE, « Casun 5 » Zac croix Saint-Nicolas, 54840 Gondreville.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/5**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### AR R E T E

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0242** est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Prune CHARROIS, [aku :sta] Production, 4, rue de la Citadelle, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

#### ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/6

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### AR R E T E

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro **54-0455** est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Michaël DELBOSC D'AUZON, Compagnie l'Instant, 16, rue de Guise, 54000 Nancy.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

#### ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/7

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

CONSIDÉRANT que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

## A R R E T E

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro 54-0456 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Lydie FERRY, Théâtre de poche, Mairie de Longwy, 54400 Longwy.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

## ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/8

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

## A R R E T E

**Article 1er** : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros 54-0457 et 54-0458 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérard GOUSSARD, Music Room, 8, allée Saint-Christophe, 54130 Saint-Max.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

## ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/9

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

## A R R E T E

**Article 1er** : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro 54-0243 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Stéphane GREGOIRE « ICI D'AILLEURS ... » 32 bis, rue Raymond Poincaré, 54000 Nancy.

**Article 2** : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3** : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/10**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros 54-104 et 54-264 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Patrick KADER « Nancy Jazz Pulsations » 106, Grande rue, 54023 Nancy Cédex.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

---

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/11**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro 54-0459 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Nadine LEDRU, La Salamandre, 1, rue du Sort, 54870 Fermont.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/12**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du ,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0460 et 54-0461** sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Cécile LOUIS, Association CEISM, 36, rue du capitaine Caillon, 54230 Neuves Maisons.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/13**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,  
VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,  
VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,  
VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,  
VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,  
**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories portant les numéros **54-0178 et 54-0270** sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Esther MASSOT, Cirque Imagine, 22, rue La Jus, 54830 Vallois.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

**ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/14**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,  
VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,  
VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### A R R E T E

**Article 1er :** La licence d'entrepreneur de spectacles de 3<sup>ème</sup> catégorie portant le numéro 54-0462 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Olivier PIZETTE, Affaires Culturelles de Longwy, Hôtel de Ville, 54414 Longwy.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

#### ARRETE DRAC-LICENCES 54/2004/15

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 Octobre 1945 relative aux spectacles modifiée par la loi n° 99-198 du 18 mars 1999,

VU le Code du Commerce et le Code de la Sécurité Sociale,

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 94-298 du 12 avril 1994 portant déconcentration de la procédure d'attribution des licences d'entrepreneurs de spectacles,

VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 2000 pris en application du deuxième alinéa de l'article 4 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 susvisé,

VU l'arrêté SGAR n° 2001-21 en date du 18 janvier 2001 portant constitution de la commission consultative régionale des licences d'entrepreneurs de spectacles de Lorraine, modifié par l'arrêté SGAR n° 2002-404 en date du 30 octobre 2002,

VU l'arrêté 02.DEC.45 du 1er octobre 2002 donnant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

VU le récépissé adressé à chacun des candidats dans les conditions fixées par l'article 3 du décret du 29 juin 2000,

VU l'avis favorable émis par la Commission Régionale des Licences d'Entrepreneurs de spectacles du 8 juin 2004,

**CONSIDÉRANT** que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

#### A R R E T E

**Article 1er :** Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégories portant les numéros 54-0109 et 54-0300 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Frédéric SAINT-DIZIER, « Label LN », 32, rue Alexandre 1<sup>er</sup>, 54130 Saint-Max.

**Article 2 :** Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

**Article 3 :** Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,  
Daniel BARROY

#### CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

##### ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A L'IMPLANTATION DU LOGICIEL MEDIALOG POUR LA GESTION DE LA RELATION AVEC LES CLIENTS

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY,

AGISSANT POUR LE COMPTE DU DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LONGWY

Vu la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que le décret d'application N° 78 -774 du 17 juillet 1978 ;

Vu l'ordonnance N° 67 - 706 du 21 août 1967 relative à l'organisation de la Sécurité sociale ainsi que le décret d'application N° 67 - 1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret N° 68 - 14 du 6 janvier 1969 ;

Vu le décret N° 85 - 420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de Sécurité sociale ;

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 19 mai 2004

#### D E C I D E

##### Article 1.

Il est créé dans les CPAM de Nancy et Longwy un traitement automatisé d'informations nominatives, dénommé Médialog dont l'objet est d'enregistrer l'ensemble des contacts téléphoniques avec les bénéficiaires, les employeurs et les professionnels de santé afin d'améliorer le service rendu dans un souci de personnalisation.

**Article 2.**

Les informations nominatives recueillies de nature administrative sont les suivantes :

- Nom et prénom,
- Numéro d'identification,
- Civilité,
- Adresse,
- Numéro de téléphone
- Adresse électronique (e mail)

**Article 3.**

Les personnes susceptibles de consulter ou d'enrichir Médialog sont soumises aux règles du secret professionnel. L'application Médialog n'est pas accessible de l'extérieur.

Aucune information d'ordre médical n'est enregistrée.

**Article 4.**

Le droit d'accès aux informations concernant les bénéficiaires, les employeurs et les professionnels de santé de chaque circonscription n'est pas modifié.

**Article 5.**

La Division Informatique de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, pour le compte de l'autre caisse primaire partenaire est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le personnel concerné par cette application sera informé.

NANCY, le 27 mai 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint,  
Frédérique PAULUS

---

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPLICATION "SAFIR"  
"SUIVI ASSISTE DE FICHIERS RNIAM"  
A LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

**LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n°78-774 du 17 juillet 1978;

Vu l'ordonnance n°67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la Sécurité Sociale, ainsi que le décret d'application n°67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n°69-14 du 6 janvier 1969;

Vu le décret n°85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale;

Vu l'avis réputé favorable de la CNIL du 8 juillet 2004

**D E C I D E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Il est créé à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé "SAFIR", ayant pour finalité la sauvegarde de données issues d'une application permettant la certification de nos bénéficiaires. Ne sont concernés que les enregistrements pour lesquels la certification, par comparaison avec les fichiers INSEE ou SANDIA (Service Administratif National d'identification des Assurés) n'a pu aboutir.

**Article 2 :**

Les catégories d'informations traitées sont relatives à l'identité, au numéro de sécurité sociale, à la situation familiale.

**Article 3 :**

Les destinataires des ces informations sont :

- Les agents autorisés à utiliser l'application, l'assuré, le centre de paiement concerné, le cas échéant, la nouvelle CPAM concernée.

**Article 4 :**

Le droit d'accès et de rectification prévu par l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, s'exerce auprès du responsable de la Division Informatique de

- **La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy**  
9 Boulevard Joffre - 54047 NANCY CEDEX

**Article 5 :**

Le Directeur est chargé de l'application de la présente décision qui sera affichée dans les halls d'accueil accessibles au public et insérée dans le recueil départemental des Actes Administratifs.

NANCY, le 21 juillet 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint,  
Frédérique PAULUS

---

**AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE**

**DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE  
DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE**

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

Vu le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'agence nationale pour la rénovation urbaine,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine,

Vu la proposition du préfet, concernant la désignation du délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E**

**Article 1 :** De nommer M. Michel ZINGER, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville de Meurthe-et-Moselle, en qualité de délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

**Article 2 :** La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

PARIS, le 25 mai 2004

Le Directeur Général,  
Philippe VAN DE MAELE



## AVIS DE CONCOURS

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES D'UNE SAGE-FEMME  
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,  
Vu le décret 89-611 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statut particulier des sages-femmes de la fonction publique hospitalière,  
Vu la vacance d'un poste de sage-femme diffusée le 24 mai 2004 non pourvue par des candidats à la mutation,

## D E C I D E

**Article 1** : Un concours sur titres est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2004 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir un poste vacant de sage-femme.

**Article 2** : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un des diplômes ou titres mentionnés à l'article L-356.2 (3°) du code de la santé publique ou d'une autorisation d'exercer la profession de sage-femme délivrée par le Ministre de la Santé en application des dispositions de l'article L.356, de nationalité française ou ressortissants des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées, judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

**Article 3** : Les candidatures doivent parvenir au plus tard le 27 août 2004 au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme ou titre dûment certifié conforme permettant de postuler à un emploi de sage-femme,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions. (listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun)
- un curriculum vitae sur papier libre.

**Article 4** : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.  
VERDUN, le 20 juillet 2004

Le Directeur,  
C. WINGERT

AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRES POUR LA NOMINATION D'UN CADRE DE SANTE  
AU CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE GOLBEY

Un concours interne sur titres en vue de la nomination d'un **cadre de santé** aura lieu au :

**Centre Hospitalier de GOLBEY**  
13, rue Eugène Lutherer  
B.P. 39  
88191 GOLBEY  
le 1<sup>er</sup> octobre 2004

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 et n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 susvisés, comptant, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, pour 90 % des postes ouverts.

Les candidatures doivent être adressées ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis, au Directeur du Centre Hospitalier de GOLBEY.

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BOISMONT  
A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES « EPCI DU BASSIN DE LANDRES »  
AINSI QUE LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral en date du 30 décembre 1992 autorisant la création de la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » ;

VU la délibération en date du 18 janvier 2004 du conseil municipal de BOISMONT demandant l'adhésion de la commune à la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » ;

VU les délibérations en date du 17 février 2004 du conseil de la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » acceptant cette adhésion et décidant la modification des articles 2 et 4 des statuts ;

VU les délibérations des communes membres, à savoir :

- Favorables à l'adhésion de la commune de BOISMONT :

- AVILLERS en date du 25 mars 2004
- BOULIGNY en date du 1<sup>er</sup> mars 2004
- DOMPRIX en date du 10 mars 2004
- JOUDREVILLE en date du 11 mars 2004
- LANDRES en date du 2 mars 2004
- MAIRY-MAINVILLE en date du 27 février 2004
- MERCY-LE-BAS en date du 1<sup>er</sup> mars 2004
- PIENNES en date du 24 mars 2004
- TRIEUX en date du 29 mars 2004
- TUCQUEGNIEUX en date du 24 mars 2004
- XIVRY-CIRCOURT en date du 19 mars 2004 ;

- Favorables à la modification de l'article 2-4 des statuts « création, aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire, éclairage public » :
  - AVILLERS en date du 25 mars 2004
  - BOULIGNY en date du 1er mars 2004
  - DOMPRIX en date du 10 mars 2004
  - JOUDREVILLE en date du 11 mars 2004
  - LANDRES en date du 2 mars 2004
  - MAIRY-MAINVILLE en date du 27 février 2004
  - MERCY-LE-BAS en date du 1er mars 2004
  - PIENNES en date du 24 mars 2004
  - TRIEUX en date du 29 mars 2004
  - TUCQUEGNIEUX en date du 24 mars 2004
  - XIVRY-CIRCOURT en date du 19 mars 2004 ;
- Favorables à la modification de l'article 4 des statuts « composition du conseil et répartition des délégués » :
  - BOULIGNY en date du 1er mars 2004
  - JOUDREVILLE en date du 11 mars 2004
  - MERCY-LE-BAS en date du 1er mars 2004
  - PIENNES en date du 24 mars 2004
  - TRIEUX en date du 29 mars 2004
  - TUCQUEGNIEUX en date du 24 mars 2004
- Défavorables à la modification de l'article 4 des statuts :
  - AVILLERS en date du 25 mars 2004
  - DOMPRIX en date du 10 mars 2004
  - LANDRES en date du 2 mars 2004
  - MAIRY-MAINVILLE en date du 27 février 2004
  - XIVRY-CIRCOURT en date du 19 mars 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 1er juin 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 14 mai 2004 ;

CONSIDÉRANT que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur des projets d'adhésion de la commune de BOISMONT et de modification de l'article 2 des statuts ;

CONSIDÉRANT que pour le projet de modification de l'article 4 des statuts, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

#### ARRÊTENT

**ARTICLE 1ER :** L'adhésion de la commune de BOISMONT à la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » est autorisée.

La commune de BOISMONT sera représentée au sein du conseil communautaire par trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

**ARTICLE 2 :** La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » est autorisée comme suit :

« 4 - Création, aménagement et entretien de voiries d'intérêt communautaire, éclairage public

Il est créé un domaine de voirie communautaire composé de toutes les voiries situées dans les zones d'activités industrielles, tertiaires, commerciales, touristiques, artisanales d'intérêt communautaire.

L'EPCI assure l'intégralité de la gestion de cette voirie.

Il est défini des zones des domaines d'intervention communautaire pour des voiries à caractère d'intérêts éminemment communautaire.

Ces voiries sont désignées dans le document cartographique modifié pour la seconde fois et annexé aux présents statuts.

L'EPCI prend en charge leur construction, leur aménagement, leur réfection, les signalisations verticales, horizontales et directionnelles relatives à ces voiries.

L'EPCI prend en charge, dans le cadre des transferts de compétences, l'ensemble des domaines relatif à l'éclairage public, soit : étude, entretien, maintenance, consommation et investissement en matière d'éclairage public. »

**ARTICLE 3 :** La modification de l'article 4 des statuts de la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » est autorisée comme suit :

« La Communauté de Communes est administrée par un Conseil, constitué de membres délégués des communes selon la représentation suivante :

- Deux délégués titulaires de base et un délégué titulaire supplémentaire par tranche ou fraction de tranche de 500 habitants, par commune adhérente.

- Chaque commune aura droit à autant de délégués suppléants qui ne disposeraient de voix délibérative qu'en cas d'empêchement des délégués titulaires.

Cette répartition tient compte des résultats de chaque recensement officiel, total ou partiel calculé en double compte. La population prise en compte est la population totale, le réajustement éventuel intervenant au renouvellement général du Conseil de Communauté. »

**ARTICLE 4 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY et de VERDUN, et le président de la communauté de communes « EPCI du bassin de LANDRES » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ; il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 8 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 24 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Hubert VERNET



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>672</b>
<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>672</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS - PROMOTION DU 14 JUILLET 2004	672
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	673
<b>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</b>	<b>674</b>
ARRETE 2004/34/SIDPC DU 25 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA BASE DE LOISIRS DE FAVIERES	674
ARRETE 2004/35/SIDPC DU 29 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE TOUL	674
ARRETE 2004/36/SIDPC DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE FROUARD-LIVERDUN-POMPEY	674
ARRETE 2004/37/SIDPC DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA ZONE DE LOISIRS DE DAMELEVIERES	675
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b>	<b>675</b>
<b>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</b>	<b>675</b>
ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DE PARCELLES DE TERRAIN DU COLLEGE ALBERT LEBRUN - COMMUNE DE LONGWY	675
ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DE PARCELLES DE TERRAIN DU COLLEGE AMIRAL DE RIGNY - COMMUNE DE TOUL	676
ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DU COLLEGE GEORGE SAND - COMMUNE DE VILLERUPT	676
ARRETE N° 04.BODE.22 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	677
ARRETE N° 04 BODE 24 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE BRIEY	677
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>678</b>
<b>PREMIER BUREAU</b>	<b>678</b>
ARRETE PREFECTORAL - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS - PLAN DE PROTECTION DES LIEUX HABITES DE LUNEVILLE CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE - LEVES TOPOGRAPHIQUES SUR LA COMMUNE DE LUNEVILLE - AUTORISATION DE PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES	678
<b>CINQUIEME BUREAU</b>	<b>678</b>
ARRETE N° 1002 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 05 FEVRIER 2001 AUTORISANT LA SOCIETE NOVACARB A POURSUIVRE SON EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LA CONCESSION MINIERE DE LENONCOURT	678
ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACE DE TROIS CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ DESTINEES A RESTRUCTURER L'ALIMENTATION EN GAZ NATUREL DE L'AGGLOMERATION NANCEIENNE	679
ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACE D'UNE CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ DESTINEE A RESTRUCTURER LE RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DANS LE SECTEUR D'EINVILLE-AU-JARD	680
VILLE DE SEICHAMPS - REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE	681
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A TITRE TEMPORAIRE LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE VOIDENCOURT DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 70 A BEY-SUR-SELLE	681
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE DE L'OTHAIN DANS LE CADRE DE LA REFECTION DE DEUX PONTS DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A SAINT JEAN LES LONGUYON	682
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A BARISEY-AU-PLAIN	683
ARRETE DU 21 JUIN 1996 FIXANT LES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES MINIMALES RELATIVES AUX OUVRAGES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT	685
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES ANCIENS CAPTAGES ET DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE LA VAUX PAR LA COMMUNE DE VILLERS-SOUS-PRENY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	687
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>690</b>
<b>PREMIER BUREAU</b>	<b>690</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE CHAMPIGNEULLES AU SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT (SEA) DU BASSIN DE POMPEY	690
ARRETE AUTORISANT L'ADHESION ET LE RETRAIT DE COLLECTIVITES DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	691
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MEURTHE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE 54)	693
<b>DEUXIEME BUREAU</b>	<b>693</b>
ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2004 DE LA COMMUNE DE MAIDIERES	693

ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2004 DU SYNDICAT SCOLAIRE PUBLIC INTERCOMMUNAL DE VEZELISE .....	695
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>697</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	
<b>UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE .....</b>	<b>697</b>
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM .....	697
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>700</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>700</b>
ARRETE DDASS / AES / N° 144 MODIFIANT L'ARRETE DU 26 MARS 2002 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 150 - SARL SC 54 - AMBULANCES PAUL MICHEL.....	700
ARRETE DDASS / AES / N° 145 MODIFIANT L'ARRETE DU 21 OCTOBRE 2002 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 139 - SARL SC 54 - AMBULANCES SOS 54 .....	701
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 151 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME D'AUDUN-LE-ROMAN .....	702
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 152 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY - HOMECOURT .....	703
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>704</b>
<b>ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</b>	<b>704</b>
ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF/N° 2004/223 CONCERNANT LES CONTRATS D'AGRICULTURE DURABLE .....	704
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>709</b>
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>709</b>
ARRETE 2004/DDE/241/CDER .....	709
ARRETE 2004/DDE/242/CDER .....	710
ARRETE 2004/DDE/243/CDER .....	711
<b>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....</b>	<b>712</b>
LIAISON ROUTIERE ENTRE BRIEY ET L'AUTOROUTE A.4 - CONSTRUCTION D'UNE VOIE NOUVELLE ENTRE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 137 ET LA ROUTE NATIONALE N° 103 SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BRIEY ET DE MOUTIERS - ARRETE N° 04 DE 10 SERUJ/AJF DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME DE BRIEY ET DE MOUTIERS.....	712
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX .....</b>	<b>713</b>
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE LABRY .....	713
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>714</b>
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT DE 3 CADRES DE SANTE (FILIERE INFIRMIERE) AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET D'EPINAL.....	714
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>714</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DU GROUPEMENT DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT .....	714
ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION PARTIELLE DE LA LIGNE ELECTRIQUE AERIEUNE A 63/90 KV CIREY - RECHICOURT (DU POSTE DE CIREY AU PYLONE N° 74).....	715

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE DE BRONZE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS PROMOTION DU 14 JUILLET 2004

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports.

VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n°83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,

VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 12 décembre 2003,

VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001,

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

#### A R R Ê T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

**M. Gérard DALLE FRATTE**

Né le 2 juin 1945 à Homécourt  
11 rue des Tilleuls - 54340 Homécourt

**M. Bernard FRANC**

Né le 12 mars 1945 à Arrancys/Crusnes  
20 rue Louis Quinquet - 54260 Longuyon

**M. Robert FREYWALD**

Né le 5 juillet 1945 à Joëuf  
19 rue du Gal Leclerc - 54240 Joëuf

**M. Harouna DIARRA**

Né le 13 janvier 1945 à Hadabere (Sénégal)  
9 G. rue Jean Mihe - 54100 Nancy

**Mme Dominique FETET**

Née le 20 mai 1966 à Pont-à-Mousson  
32 rue Raymond Poincaré - 57590 Delme

**Mme Jacqueline GOLIOT née PIGUET**

Née le 12 mai 1949 à Dombasle-sur-Meurthe  
4 avenue des Vosges - 54110 Dombasle-sur-Meurthe

**M. Aldo GASPARINI**

Né le 20 avril 1926 à Moutiers  
11 rue des Romains - 54660 Moutiers

**M. Joseph MORGESE**

Né le 2 janvier 1950 à Longlaville  
1 bis rue des Tilleuls - 54350 Mt St Martin

**M. Jean THIEBAUX**

Né le 14 mai 1929 à Rehon  
189 rue de Paris - 54440 Herserange

**M. Bernard MAJOREL**

Né le 13 juin 1945 à Chamagne  
3 rue des Carrières - 54360 Damelevières

**M. Jean-Claude MENGUY**

Né le 18 avril 1947 à Loudéac  
70 rue du Gal Leclerc - 54450 Ogéviller

**M. Mickaël SAPRANKOFF**

Né en 1945  
4 rue Sancal 54830 - Gerbéviller

**M. Gérard BAUCHE**

Né le 24 août 1945 à Malzéville  
26 le Bourgarel - 54220 Malzéville

**Mme Christine BELLEVILLE née OTTER**

Née le 22 septembre 1953 à Essey-les-Nancy  
5 rue Antoinette Lix - 54210 St Nicolas de Port

**M. Henri CERUTTI**

Né le 14 mars 1945 à Thezey-St-Martin  
1 ruelle des Ecoles - 54610 Thezey St Martin

**M. Jean-Pierre DEMANGE**

Né le 22 septembre 1945 à St Laurent Epinal  
5, rue Claude Debussy - 54110 Varangéville

**ARTICLE 2 :** Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'à Monsieur le ministre des sports.

NANCY, le 4 juin 2004

**M. Francis GUERBETTE**

Né le 1<sup>er</sup> mars 1949 à Charenton le Pont  
15 rue des Pétunias - 54130 Saint Max

**M. Bernard HEYREND**

Né le 16 novembre 1942 à Villers-les-Nancy  
16 rue de la Croix Grand Colas - 54600 Villers-les-Nancy

**M. Jean-Paul KELLER**

Né le 24 janvier 1945 à Nancy  
47 rue de Sèvres - 54180 Heillecourt

**M. Jean-Marie MARMOTIN**

Né le 28 août 1956 à Nancy  
15 rue de Lorraine - 54000 Nancy

**Mme Jeanine PRUD'HOMME née MAURIC**

Née le 23 mars 1922 en Pologne  
28 rue Joliot Curie - 54850 Messein

**Mme Béatrice THOUVENOT née ROUSSEL**

Née le 30 avril 1959 à Dombasle-sur-Meurthe  
11 rue de Bretagne - 54110 Dombasle sur Meurthe

**Mme Fabienne TRAVAGLIA**

Née le 2 décembre 1966 à Villerupt  
74 rue du Pavillon - 54220 Malzéville

**M. Christophe KOUDLANSKY**

Né le 3 juillet 1972 à Commercy  
38 route nationale - 54940 Belleville

**Mme Colette MARTIN**

Née le 5 juin 1945 à Mont-St-Martin  
4 impasse des Vosges - 54500 Vandœuvre

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL  
DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

VU le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

VU le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 modifié relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU les effectifs des personnels de police dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le procès-verbal du président du bureau de vote central départemental du 20 novembre 2003 établissant la répartition des sièges entre les organisations syndicales ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2003 portant répartition des sièges des représentants au comité technique paritaire départemental des services de la police nationale dans le département de la Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2004 portant composition du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU les propositions de M. le Secrétaire régional du Syndicat national des policiers en tenue ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1ER :** La désignation des représentants du syndicat national des policiers en tenue (SNPT) au sein du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale est modifiée comme suit :

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.P.T.	DALIER Guy CSP NANCY	DUPIN XAVIER CSP LONGWY
	WANKIEWICZ XAVIER CSP DOMBASLE	GUENOT JEAN-BERNARD CSP DOMBASLE
	ZIMMERMANN DENIS CSP BRIEY/JOEUF	LUCAS JEAN-JACQUES CSP NANCY

**ARTICLE 2 :** Un recours contre cet arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Nancy.

**ARTICLE 3 :** M. le sous-préfet, directeur de cabinet, M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du présent comité.  
NANCY, le 7 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

**ARRETE 2004/34/SIDPC DU 25 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION  
DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA BASE DE LOISIRS DE FAVIERES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,  
VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,  
VU la demande présentée le 18 juin 2004 par monsieur le vice-président de l'association d'Accueil du Vallon de Jolive sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, deux personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la base de loisirs de FAVIERES durant la période du 26 juin 2004 au 5 septembre 2004,  
VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 24 juin 2004,  
SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er :** Monsieur le vice président de l'association du Vallon de Jolive est autorisé, par dérogation, à employer deux personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la base de loisirs de FAVIERES durant la période du 26 juin 2004 au 5 septembre 2004,

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, Monsieur le vice-président de l'association du Vallon de Jolive sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

**ARRETE 2004/35/SIDPC DU 29 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION  
DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE MUNICIPALE DE LA COMMUNE DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,  
VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,  
VU la demande présentée le 21 juin 2004 par madame le maire de TOUL sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine municipale durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 août 2004,  
VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 25 juin 2004,  
SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er :** Madame le maire de TOUL est autorisée, par dérogation, à employer trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine municipale durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 août 2004.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, Madame le maire de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

**ARRETE 2004/36/SIDPC DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION  
DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE FROUARD-LIVERDUN-POMPEY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,  
VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,  
VU la demande présentée le 29 juin 2004 par monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 octobre 2004,  
VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 30 juin 2004,  
SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er :** Monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY est autorisé, par dérogation, à employer trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine de FROUARD - LIVERDUN - POMPEY durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 octobre 2004.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

---

**ARRETE 2004/37/SIDPC DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION  
DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA ZONE DE LOISIRS DE DAMELEVIERES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,  
VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,  
VU la demande présentée le 29 juin 2004 par monsieur le maire de DAMELEVIERES sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la zone de loisirs de DAMELEVIERES durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 août 2004,  
VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 30 juin 2004,  
SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur le maire de DAMELEVIERES est autorisé, par dérogation, à employer trois personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la zone de loisirs de sa commune durant la période du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 31 août 2004.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, Monsieur le maire de DAMELEVIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

---

**SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DE PARCELLES DE TERRAIN  
DU COLLEGE ALBERT LEBRUN - COMMUNE DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi du 22 juillet 1982 ;  
Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;  
Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales ;  
Vu le décret n° 85-348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur des transferts de compétence en matière d'enseignement ;  
Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative d'une part à la désaffectation et d'autre part aux changements d'utilisation, sans désaffectation préalable, des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L 815-1 du code rural ;  
Vu le code de l'Education et notamment l'article L 213-6 ;  
Vu l'avis favorable du Conseil d'administration du Collège Albert Lebrun à Longwy en date du 15 septembre 2003 pour réaliser la désaffectation d'une parcelle de terrain du collège ;  
Vu la délibération prise en ce sens par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle le 7 novembre 2003 ;  
Vu l'avis favorable de M. l'Inspecteur d'Académie en date du 29 avril 2004 ;  
Considérant la demande de désaffectation du bien présentée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 20 février 2004 ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la construction d'un gymnase la parcelle suivante du collège Albert Lebrun à Longwy est désaffectée :

➤ parcelle cadastrale - section AC n° 417 pour une superficie totale de 3 ares 14 centiares.

**ARTICLE 2 :**

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. l'Inspecteur d'Académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Briey,
- M. le Président du Conseil Général,
- M. le Maire de Longwy.

NANCY, le 28 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DE PARCELLES DE TERRAIN  
DU COLLEGE AMIRAL DE RIGNY - COMMUNE DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur des transferts de compétence en matière d'enseignement ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative d'une part à la désaffectation et d'autre part aux changements d'utilisation, sans désaffectation préalable, des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L 815-1 du code rural ;

Vu le code de l'Education et notamment l'article L 213-6 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration du Collège Amiral de Rigny à Toul en date du 20 octobre 2003 pour réaliser la désaffectation de parcelles de terrain du collège ;

Vu la délibération prise en ce sens par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle le 7 novembre 2003 ;

Vu l'avis favorable de M. l'Inspecteur d'Académie en date du 29 avril 2004 ;

Considérant la demande de désaffectation du bien présentée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 20 février 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la restructuration foncière du collège Amiral de Rigny à Toul, les parcelles suivantes sont désaffectées au profit du syndicat intercommunal scolaire qui en est propriétaire :

➤ parcelles cadastrales - section AP n° 570, 571, 572 et 573 pour une superficie totale de 208 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :**

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. l'Inspecteur d'Académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Toul,
- M. le Président du Conseil Général,
- M. le Maire de TOUL.

NANCY, le 28 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PORTANT DESAFFECTATION DU COLLEGE GEORGE SAND - COMMUNE DE VILLERUPT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la loi du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée ;

Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 85-348 du 20 mars 1985 relatif à l'entrée en vigueur des transferts de compétence en matière d'enseignement ;

Vu le décret n° 85-924 du 30 août 1985, relatif aux établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative d'une part à la désaffectation et d'autre part aux changements d'utilisation, sans désaffectation préalable, des biens des écoles élémentaires, des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spécialisée, des écoles de formation maritime et aquacole et des établissements d'enseignement agricole visés à l'article L 815-1 du code rural ;

Vu le code de l'Education et notamment l'article L 213-6 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration du Collège George Sand à Villerupt en date du 18 novembre 2003 pour réaliser la désaffectation du collège ;

Vu la délibération prise en ce sens par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle le 5 décembre 2003 ;

Vu l'avis favorable de M. l'Inspecteur d'Académie en date du 29 avril 2004 ;

Considérant la demande de désaffectation du bien présentée par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 20 février 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Suite à la construction d'un collège regroupant au sein d'une nouvelle et même entité les élèves jusqu'alors répartis dans deux établissements, le collège George Sand à Villerupt est désaffecté.

**ARTICLE 2 :**

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. l'Inspecteur d'Académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Briey,
- M. le Président du Conseil Général,
- Mme. le Maire de VILLERUPT.

NANCY, le 28 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG



**ARRETE N° 04.BODE.22 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI,  
CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté N° 02-508 du 9 juillet 2002 du ministre de l'intérieur nommant M. Mohand AZZI en qualité de chef de service administratif à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 nommant M. Mohand AZZI, en qualité de chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003, modifié par les arrêtés préfectoraux du 15 janvier 2004 et 19 mai 2004 accordant délégation de signature à M. Mohand AZZI, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral N° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003 est modifié comme suit :

**I - L'article 6 est modifié comme suit :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mmes DEDISSE, HEZELOT et CHARRIAU-CORON, de Mmes KLEIN, LECAQUE, GAERTNER, et de MM. MENEGATTI et ANDRE, délégation de signature est donnée à Mlle BILOT Sylviane, Mmes VIGNERON Christine, CLAUDIN-VINCENT Catherine, STENDER Gerhilt, DIJEAU LORINO Monique, Mlles ROY Gwenaëlle, SCHONI Cristelle, adjoints administratifs et Mmes RICHARD Sylviane, HERRY Thérèse, adjoints administratifs principaux et également à MM. ELPOHE Fabrice, GUILLEMIN Bruno, adjoints administratifs et GUIEN Robert, adjoint administratif principal 2ème classe pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour (asile politique)
- mise en œuvre des autorisations provisoires de séjour accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 7 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 04 BODE 24 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE BRIEV**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CorDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de Briev ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briev ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2003 modifiant la délégation de signature à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briev ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral N° 03.BODE.19 du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de Briev, est remplacé par les dispositions suivantes :

- Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.

**ARTICLE 2** : L'article 8 de l'arrêté susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Briev seront exercées par M. Marc Burg, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briev sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briev, il sera notifié à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briev et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 12 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS  
PLAN DE PROTECTION DES LIEUX HABITES DE LUNEVILLE CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE  
LEVES TOPOGRAPHIQUES SUR LA COMMUNE DE LUNEVILLE - AUTORISATION DE PENETRER DANS LES PROPRIETES PIVEES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété par l'exécution de travaux publics ;

Vu la loi du 22 juillet 1889 modifiée ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères validée par la loi du 28 mars 1957 ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les articles 322-2 1° et 433-11 du code pénal ;

Vu l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique qui s'est déroulée du 16 février au 17 mars 2004 ;

Vu les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 15 avril 2004 ;

Vu la demande de la communauté de communes du Lunévillois en date du 28 avril 2004 ;

Considérant que pour établir le plan de parcellaire de l'opération, la communauté de communes du Lunévillois a confié à M. Bernard COULLE, géomètre expert, domicilié 12 rue Jamery DUVAL, le soin de réaliser les levés topographiques.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**A R R E T E**

**Article 1er** - M. Bernard COULLE, géomètre expert est autorisé à pénétrer pendant la durée nécessaire à l'accomplissement de sa mission, sur les parcelles cadastrées AL (1) 250, AL n°2, AL 3, AL 4, AL 5, AL 6, AL 8 appartenant à Mme PAILLARD Martine, Mme PAILLARD Véronique, Mme PAILLARD Catherine et M. PAILLARD Eric et AL n°7 et AL 9, appartenant à M. PAILLARD Robert et Mme CENDRE Josette, son épouse, afin de procéder à des levés topographiques.

A cet effet, il pourra pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non, à l'exception de l'intérieur des maisons d'habitation, y planter des balises, y établir des jalons et piquets ou repères et y faire toutes opérations que sa mission rend indispensable sur le territoire de la commune de LUNEVILLE.

**Article 2** - M. COULLE sera muni d'une ampliation du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.

**Article 3** - En application de l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892, l'entrée de M. COULLE ne pourra avoir lieu que dix jours au moins après notification au propriétaire, faite par ses soins, par lettre recommandée indiquant les jours et heures où il compte se rendre sur les lieux et invitant le propriétaire à s'y trouver ou à s'y faire représenter pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux.

Il informe par écrit le maire de Lunéville de la notification.

**Article 4** - M. COULLE est autorisé à prendre communication des plans cadastraux et des matrices cadastrales déposés en mairie.

**Article 5** - Le maire de LUNEVILLE, le commissaire de police de LUNEVILLE, seront invités, s'il y a lieu, à prêter leur concours à M. COULLE.

Monsieur le maire prendra en outre les mesures convenables à la conservation des piquets, bornes, signaux et repères, dont la liste et les emplacements auront été notifiés et exerceront à cet égard une surveillance active.

**Article 6** - Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires par le personnel chargé des études et travaux seront à la charge de la communauté de communes du Lunévillois.

A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif de NANCY, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1889 modifiée.

Toutefois, il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur leur valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à une constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

**Article 7** - En application des dispositions de l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, les études prévues à l'article 1er devront être entreprises dans un délai de six mois à compter de cette date.

Faute d'avoir été utilisée dans ce délai, la présente autorisation sera nulle et non avenue.

**Article 8** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur COULLE, géomètre expert, M. le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de LUNEVILLE, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle, affiché à la mairie de LUNEVILLE et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle ;

- Madame la directrice des archives départementales ;

- Monsieur le directeur des services fiscaux (service des affaires foncières et domaniales).

- Monsieur le président de la communauté de communes du Lunévillois qui le notifiera aux propriétaires des parcelles concernées ;

- Monsieur COULLE.

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

CINQUIEME BUREAU

**ARRETE N° 1002 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 05 FEVRIER 2001  
AUTORISANT LA SOCIETE NOVACARB A POURSUIVRE SON EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION  
DANS LA CONCESSION MINIERE DE LENONCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code minier ;

Vu la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau, ensemble les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés respectivement relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour application de son article 2 ;

Vu le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

Vu le décret du 13 janvier 1968, publié au journal officiel du 24 janvier 1968 instituant la concession de mines de sel de sodium de LENONCOURT, ensemble le cahier des charges annexé audit décret, au profit de la société « Les Soudières Réunies » ;  
Vu le décret du 12 décembre 1969 paru au journal officiel du 17 décembre 1969 autorisant la mutation de la concession de LENONCOURT au profit de la compagnie SAINT-GOBAIN ;  
Vu le décret du 16 novembre 1970 paru au journal officiel du 19 novembre 1970 autorisant la mutation de la concession de LENONCOURT au profit de la société PECHINEY SAINT-GOBAIN devenue RHONE PROGIL et l'avenant au cahier des charges de la concession, annexé audit décret ;  
Vu le décret du 24 novembre 1975 paru au journal officiel du 27 novembre 1975 autorisant la mutation de la concession de mines de sel de sodium de LENONCOURT au profit de la Compagnie Industrielle et Minière ;  
Vu le décret du 09 septembre 1981 paru au journal officiel du 13 septembre 1981 portant extension de superficie de la concession LENONCOURT et le nouveau cahier des charges de la concession annexé audit décret ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 1985 autorisant la Compagnie Industrielle et Minière à ouvrir des travaux miniers dans sa concession de mines de sel de sodium de LENONCOURT portant sur la partie du territoire des communes de LENONCOURT, CERVILLE, ART-SUR-MEURTHE et SAULXURES-LES-NANCY ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 2000 prorogeant jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2001 l'autorisation d'exploiter du sel par dissolution dans la concession de LENONCOURT ;  
Vu la demande présentée le 27 mars 2000 par la société NOVACARB, sollicitant l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession de LENONCOURT ;  
Vu l'arrêté ministériel en date du 26 septembre 2000, paru au journal officiel du 06 octobre 2000, autorisant la mutation des concessions de mines de sel d'ART-SUR-MEURTHE, de LENONCOURT et du PONT-DE-SAINT-PHILIN au profit de la société NOVACARB ;  
Vu la lettre en date du 08 janvier 2001 par laquelle la société NOVACARB déclare le transfert de son siège social de COURBEVOIE (92) à LANEUVEVILLE-devant-NANCY (54), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 05 février 2001 autorisant la société NOVACARB à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution dans la concession minière de LENONCOURT ;  
Vu l'arrêté ministériel en date du 24 décembre 2002, paru au journal officiel du 08 janvier 2003, autorisant la mutation de la concession de mines de sel de LENONCOURT au profit de la société RHODIA CHIMIE ;  
Vu la lettre de caution solidaire produite le 14 avril 2003 par la société NOVACAP, au profit de sa filiale NOVACARB, concernant l'après-mine et transmise à Madame la Ministre Déléguée à l'Industrie ;  
Vu l'arrêté ministériel du 13 février 2004, paru au Journal Officiel du 28 février 2004, autorisant la mutation de la concession de mines de sel de LENONCOURT au profit de la société NOVACARB ;  
Vu le rapport n° RM/AC/DB-R-0304-307 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 25 mars 2004 ;  
Vu l'avis exprimé par le Conseil départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle consulté lors de sa séance du 7 mai 2004 ;  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

A l'article 33 de l'arrêté préfectoral n° 974 du 5 février 2001, les mots « Société RHODIA CHIMIE » sont remplacés par « Société NOVACAP » ;

**ARTICLE 2 : Possibilités de recours**

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois, compté à partir de la date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant Monsieur le Ministre Délégué à l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY ;

**ARTICLE 3 : Publication de l'arrêté**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage aux maires des communes de Art-sur-Meurthe, Lenoncourt et Saulxures-les-Nancy.

**ARTICLE 4 : Notification et exécution de l'arrêté**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société NOVACARB - Usine de la Madeleine, et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Monsieur le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- Monsieur le Directeur Département de l'Equipeement ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Général, Commandant la 6<sup>ème</sup> Région Militaire.

NANCY, le 18 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE  
A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES  
NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACE DE TROIS CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ DESTINEES A RESTRUCTURER  
L'ALIMENTATION EN GAZ NATUREL DE L'AGGLOMERATION NANCEIENNE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande en date du 26 mai 2004 présentée par Gaz de France, direction transport, région Est , en vue d'obtenir l'autorisation pour les agents de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour étudier le tracé de trois canalisations de transport de gaz destinées à restructurer l'alimentation en gaz naturel de l'agglomération nancéienne ;

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1**

Les agents et mandataires de Gaz de France, direction transport, région Est, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à la reconnaissance et à l'étude du tracé de trois canalisations de transport de gaz destinées à restructurer l'alimentation en gaz naturel de l'agglomération nancéenne.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUELOTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, ART sur MEURTHE et JARVILLE la MALGRANGE.

**ARTICLE 2**

Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 3**

Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

**ARTICLE 4**

Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

**ARTICLE 5**

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de Gaz de France. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

**ARTICLE 6**

Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

**ARTICLE 7**

Madame et Messieurs les maires des communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUELOTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, ART sur MEURTHE et JARVILLE la MALGRANGE, Monsieur le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

**ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

**ARTICLE 9**

Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans la commune citée à l'article 1<sup>er</sup> dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

**ARTICLE 10**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 11**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Madame et Messieurs les maires des communes d'ESSEY les NANCY, SEICHAMPS, LANEUELOTTE, LAITRE sous AMANCE, DOMMARTIN sous AMANCE, AGINCOURT, LANEUEVILLE devant NANCY, TOMBLAINE, SAULXURES les NANCY, ART sur MEURTHE et JARVILLE la MALGRANGE et Monsieur le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur de Gaz de France - Direction transport, région Est.

NANCY, le 18 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE AUTORISANT LES AGENTS ET MANDATAIRES DE GAZ DE FRANCE  
A PENETRER DANS LES PROPRIETES PRIVEES POUR PROCEDER AUX ETUDES ET OPERATIONS DE PIQUETAGE TOPOGRAPHIQUES  
NECESSAIRES A L'ETUDE DU TRACÉ D'UNE CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ DESTINEE A RESTRUCTURER  
LE RESEAU DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DANS LE SECTEUR D'EINVILLE-AU-JARD**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée pour l'exécution des travaux publics et notamment l'article 1er ;

Vu la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

Vu la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande en date du 26 mai 2004 présentée par Gaz de France, direction transport, région Est, en vue d'obtenir l'autorisation pour les agents de pénétrer dans les propriétés publiques et privées pour étudier le tracé d'une canalisation de transport de gaz destinée à restructurer le réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'EINVILLE AU JARD ;

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1**

Les agents et mandataires de Gaz de France, direction transport, région Est, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à la reconnaissance et à l'étude du tracé d'une canalisation de transport de gaz destinée à restructurer le réseau de transport de gaz naturel dans le secteur d'EINVILLE AU JARD ;

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes d'EINVILLE au JARD, BONVILLER, BIENVILLE la PETITE, RAVILLE sur SANON, CRION, BAUZEMONT.

#### **ARTICLE 2**

Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une ampliation du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

#### **ARTICLE 3**

Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

#### **ARTICLE 4**

Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

#### **ARTICLE 5**

Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de Gaz de France. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

#### **ARTICLE 6**

Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

#### **ARTICLE 7**

Madame et Messieurs les maires des communes d'EINVILLE au JARD, BONVILLER, BIENVILLE la PETITE, RAVILLE sur SANON, CRION, BAUZEMONT, Monsieur le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

#### **ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

#### **ARTICLE 9**

Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes citées à l'article 1<sup>er</sup> dont les maires adresseront immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

#### **ARTICLE 10**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 11**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Madame et Messieurs les maires des communes d'EINVILLE au JARD, BONVILLER, BIENVILLE la PETITE, RAVILLE sur SANON, CRION, BAUZEMONT et Monsieur le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur de Gaz de France - Direction transport, région Est.

NANCY, le 18 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

### **VILLE DE SEICHAMPS - REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE**

#### **LA PREFECTURE COMMUNIQUE**

Par délibération, le conseil municipal de la ville de SEICHAMPS a demandé la constitution du groupe de travail prévu par le code de l'environnement titre VIII et notamment l'article L.581.14 relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes, afin de réviser le règlement local de publicité en vigueur dans la commune.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, des métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréées
- Les professions intéressées  
(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle - direction des Actions Interministérielles - 5<sup>e</sup> bureau, 6 rue Ste Catherine 54038 NANCY Cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de SEICHAMPS.

#### **ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A TITRE TEMPORAIRE LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE VOIDENCOURT DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 70 A BEY-SUR-SEILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle relative à l'autorisation de réaliser des travaux de reconstruction du pont RD 70 à BEY-SUR-SEILLE ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 30 mars 2004 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle en séance du 7 mai 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

#### ARRETE

##### **ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, des travaux dans le lit du ruisseau de VOIDENCOURT.

Ces travaux devront être terminés dans le délai de 6 mois à compter du 01 juillet 2004.

##### **ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés en commune de BEY-SUR-SEILLE au droit et de part et d'autre du ponceau RD 70.

##### **ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages intéressant le pont et le lit du ruisseau de VOIDENCOURT consistent essentiellement en :

- La mise à sec temporaire du lit du ruisseau au droit des travaux (barrage amont et pompage des eaux vers l'aval) ;
- La démolition de l'ancien ouvrage d'art dégradé ;
- La reconstruction du nouveau pont ;
- La remise en l'état du lit du ruisseau.

##### **ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

##### **ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

##### **ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### **ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

##### **ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

##### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

##### **ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

##### **ARTICLE 11- PUBLICATION ET EXECUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Maire de la commune de BEY-SUR-SEILLE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE-et-MOSELLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une application du présent arrêté sera notifiée au Conseil Général, permissionnaire et affiché en mairie de BEY-SUR-SEILLE.

NANCY, le 22 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

#### **ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE DE L'OTHAIN DANS LE CADRE DE LA REFECTION DE DEUX PONTS DE LA ROUTE NATIONALE N° 43 A SAINT JEAN LES LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements ;

VU la demande de Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 26/04/2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 07/05/2004 ;

SUR les propositions de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE**

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe et Moselle est autorisé à procéder aux travaux de réparation des deux ponts de franchissement de la rivière de l'OTHAIN sur la route nationale n°43 à SAINT JEAN LES LONGUYON dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière de l'OTHAIN consisteront :

**Renforcement structurel du tablier**

- sciage et enlèvement des garde-corps
- sciage et enlèvement des encorbellements et reconstruction,
- les aciers apparents seront traités et passivés,
- la sous face du tablier sera recouverte d'une couche de béton projeté.

**Renforcement des culées**

- les culées et les murs en retour seront sablés,
- les éclats et trous seront rebouchés,
- un hydrofuge sera appliqué sur tous les parements en pierre,
- les abouts des chevêtres seront réparés en reconstruisant des poutres en béton armé,
- les coins de culées endommagées seront réparés.

Ces deux dernières opérations nécessiteront l'étalement provisoire de la poutre avec mise en place d'une fondation dans le lit de l'OTHAIN qui sera évacuée en fin de chantier.

**ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Tout déversement accidentel devra immédiatement être signalé en préfecture pour permettre de prendre les mesures nécessaires à la sécurisation de la prise d'eau destiné à la consommation humaine de la Communauté de Communes de LONGWY à MONTMEDY et de la source située en bordure de la rivière qui alimente la commune de OTHE.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chaque chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

**ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

**ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 9 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 10 - EXECUTION DE L'ARRETE ET PUBLICATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de SAINT JEAN LES LONGUYON, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au pétitionnaire et affiché en mairie de SAINT JEAN LES LONGUYON.

Ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

NANCY, le 22 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS  
DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A BARISEY-AU-PLAIN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 et notamment l'article 35 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;  
 VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;  
 VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;  
 VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
 VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;  
 VU le dossier déposé le 29 septembre 2003 par le Maire de la commune de BARISEY-AU-PLAIN relatif à la mise aux normes du système de collecte et de transport des eaux et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à BARISEY-AU-PLAIN ;  
 CONSIDERANT que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°), 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes du système d'assainissement collectif de la commune de BARISEY-AU-PLAIN au titre du code de l'environnement ;  
 VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 09 février au 05 mars 2004 en communes de BARISEY-AU-PLAIN, SAULXURES-LES-VANNES et ALLAMPS ;  
 VU l'avis du commissaire enquêteur, le 12 mars 2004 ;  
 VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 29 mars 2004 ;  
 VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 7 mai 2004 ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### A R R E T E

#### ARTICLE 1 - OBJET

La commune de BARISEY-AU-PLAIN est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et une station d'épuration des eaux usées à BARISEY-AU-PLAIN dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

- 2.2.0. (1°) - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000 m<sup>3</sup>/j ou à 25 % du débit- Autorisation ;
- 5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;
- 5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;

#### ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande d'autorisation moyennant les prescriptions ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 380 équivalents - habitants sur le territoire de BARISEY-AU-PLAIN (parcelle ZB 68), à proximité rive gauche de l'AROFFE, à l'aval du village.  
L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par boues activées à faible charge, la filière de traitement comportant successivement un ouvrage de prétraitement ( dégrilleur - dessableur ), un bassin d'aération et un clarificateur. Les boues en excès seront stockées en silo (autonomie 10 mois) aux fins d'épandage.
- l'aménagement de 2 déversoirs d'orage et d'un poste de refoulement sur le réseau d'égouts.

#### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS

La commune devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.  
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
Le déclarant devra, dans un délai de 6 (six) mois après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites.
4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité à la station de refoulement mise en place sur le réseau ; la station de refoulement doit être conçue pour éviter les fuites vers le milieu naturel ;
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	80 %	10 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

Par ailleurs l'effluent devra présenter un abattement microbiologique d'au moins 99%.

6. Les dispositions visées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 concernant l'autosurveillance du fonctionnement des installations sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Débit et pH	DBO <sub>5</sub>	DCO	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	MES	Microbiologie
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	4	12	4



**ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS**

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, et à la DDASS tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

**ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

**ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE ET PUBLICATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le Maire de la commune de BARISEY-AU-PLAIN, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à M. le Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et à M. le Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de BARISEY-AU-PLAIN, SAULXURES-LES-VANNES et ALLAMPS.

NANCY, le 22 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

**Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement  
des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales,  
dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993  
relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration,  
en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

**Arrêtent :**

**Art. 1 - Objet** - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

**CHAPITRE I****Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier****SECTION 1****Conception et implantation**

**Art. 2 - Dispositions générales** - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

**SECTION 2****Rejet**

**Art. 3 - Protection du milieu naturel** - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

**Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface** - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

**Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités** - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

**Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

### SECTION 3

#### Entretien des installations et élimination des boues et des graisses

**Art. 7 - Entretien** - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

**Art. 8 - Destination des boues et des graisses** - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;
- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

### CHAPITRE II

#### Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

### SECTION 1

#### Conception

**Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé** - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

**Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement** - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

**Art. 11 - Raccordements** - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau** - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

### SECTION 2

#### Obligations de résultat

**Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface** - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

**Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités** - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

**Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

## SECTION 3

## Implantation

**Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives** - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Art. 17 - Protection contre les crues** - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

## SECTION 4

## Équipements annexes et préservation du site

**Art. 18 - Voie d'accès** - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

**Art. 19 - Clôture des ouvrages** - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

**Art. 20 - Protection contre le gel** - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

**Art. 21 - Bassin d'orage** - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

**Art. 22 - Dégrillage** - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

## SECTION 5

## Exploitation, maintenance et contrôle

**Art. 23 - Exploitation** - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

**Art. 24 - Maintenance** - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;

- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

**Art. 25 - Contrôle des rejets** - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

**Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration** - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO<sub>5</sub> : 2 fois par an ;

- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO<sub>5</sub> : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

**Art. 27 - Dispositions complémentaires** - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

## ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

## 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

A) DE LA DERIVATION DES ANCIENS CAPTAGES ET DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE LA VAUX PAR LA COMMUNE DE VILLERS-SOUS-PRENY

B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL

EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 25/05/2001 ;

VU la délibération du conseil municipal du 12/07/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des ANCIENS CAPTAGES et du captage de la source de LA VAUX à VILLERS-SOUS-PRENY ;

VU l'arrêté préfectoral du 13/10/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des ANCIENS CAPTAGES et de la source de LA VAUX à VILLERS-SOUS-PRENY par et en commune de VILLERS-SOUS-PRENY

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de VILLERS-SOUS-PRENY.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 12/01/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 07/05/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

## TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

**ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de VILLERS-SOUS-PRENY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation de sources par les ANCIENS CAPTAGES et le captage de LA VAUX à VILLERS-SOUS-PRENY
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à VILLERS-SOUS-PRENY
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

## TITRE II - DERIVATION DES EAUX

**ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage dont la situation est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
ANCIENS CAPTAGES	VILLERS-SOUS-PRENY	C 221 -229	193-3-0022	867935	2444697	220
LA VAUX	VILLERS-SOUS-PRENY	C 309	193-3-0023	868634	2444065	243

**ARTICLE 3 - Débits prélevés**

Le volume à prélever pour l'ensemble des sources ne pourra excéder 80 m<sup>3</sup>/j

**ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

**ARTICLE 5 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

**ARTICLE 6 -**

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

## TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètres de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate des ANCIENS CAPTAGES est situé sur le territoire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, section C parcelles 547 et 519 lieudit "AU DESSUS DE LA ROUTE DE VILCEY" et parcelles 224 et 228 lieudit "LES BOUZÉES".

Il couvre une surface de 1 ha 46 a 14 ca.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de LA VAUX est situé sur le territoire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, section C parcelles 304 et 309 lieudit "LA VAUX".

Il couvre une surface de 49 a 81 ca.

**7-2 Périmètres de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée des ANCIENS CAPTAGES s'étend sur une surface 20 ha 76 a 77 ca environ sur le territoire de VILLERS-SOUS-PRENY, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
C	Blancs Pouillots	1 à 29
	Champs Montants Chadenas	47 à 50
	Raie des Chèvres	144 à 150
	La Terrière	151 à 180
	Les Bouzées	181 à 208 ; 218 à 228
	Les Galères	450 à 453 ; 455 à 457 ; 474 à 475
	Au Dessus de la Route de Vilcey	518 ; 520

Le périmètre de protection rapprochée du captage de la source de LA VAUX s'étend sur une surface 25 ha 92 a 37 ca sur le territoire de VILLERS-SOUS-PRENY, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
B	Les Abondants	50 à 58 ; 120 à 123
	Abondants sur la Vaux	63 à 80
C	La Vaux	306 à 320

#### ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

##### 8-1 Périmètres de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages ou de leurs abords sont interdites. Les parcelles seront enherbées et fauchées, mais ne seront ni pâturées ni engraisées. L'herbe fauchée sera évacuée. L'emploi de produits phytosanitaires y est interdit.

Les périmètres de protection immédiate seront la propriété de la commune et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des captages.

##### 8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres **est interdit** tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

la création de forage ou de puits sauf ceux réalisés pour l'alimentation en eau potable de la commune,

- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux,
- l'implantation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants,
- les installations de dépôts d'eaux usées domestiques,
- l'installation de constructions superficielles ou souterraines classées,
- le rejet et l'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration ou de boues industrielles,
- le retournement des parcelles actuellement en nature de vergers ou de prairie permanente pour une autre destination
- les activités de loisirs avec utilisation d'engins motorisés ou concentration humaine importante (plus de 15 personnes),
- toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques.

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

- les travaux qui nécessitent un creusement important par décapage des matériaux ou les travaux de déblai remblai seront signalés au service chargé de la police de l'eau qui pourra émettre un cahier des charges approprié afin d'éviter toute infiltration directe d'eau de surface vers la nappe,
- tout projet de construction souterraine ou superficielle devra être soumis à l'avis de l'autorité sanitaire qui si elle le juge nécessaire pourra demander l'intervention de l'hydrogéologue agréé,
- le pacage des animaux ne devra pas entraîner de formation de lisier avec risque d'infiltration des jus sur les aires de stagnation du bétail.,
- les épandages d'amendements et d'engrais chimiques devront respecter les recommandations du code des bonnes pratiques agricoles.

##### 8-3 Périmètres de protection éloignée

- les puits et captages de sources seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé, afin de prendre toute précaution pour éviter tout risque de contamination de la nappe,
- l'ouverture de carrières ou gravières devra faire l'objet d'une étude hydrogéologique préalable pour vérifier l'absence de tout risque de contamination du captage,
- les excavations de plus de deux mètres de profondeur seront soumises à l'avis préalable de l'hydrogéologue agréé,
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes devra être réalisé avec des matériaux neutres, non fermentescibles,
- les canalisations et dépôts d'hydrocarbures, produits chimiques toxiques et eaux usées seront soumises à l'avis préalable de l'hydrogéologue agréé. Le stockage sera soumis à la mise en place d'un dispositif de sécurité comprenant une cuvette de rétention étanche, de capacité au moins égale à celle de la plus grande citerne, un bac de rétention à l'aplomb de la vanne et d'un dispositif d'alerte,
- les constructions devront répondre en tout point à l'ensemble des prescriptions notamment en matière de rejet et de stockage,
- l'épandage ou l'infiltration de lisiers, d'eaux usées ou industrielles est soumis à étude hydrogéologique préalable, avec mise en place d'un réseau de contrôle des eaux souterraines,
- les épandages d'amendements et d'engrais chimiques devront respecter les recommandations du code des bonnes pratiques agricoles.
- Toute activité susceptible d'altérer la qualité des eaux ou d'en modifier les caractéristiques est soumise à autorisation préalable.

#### ARTICLE 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- Clôture grillagée avec portail d'accès des périmètres de protection immédiate des captages de « La Vaux » et du captage amont des « Anciens Captages ». Pour le périmètre de protection immédiate des « Anciens Captages », la clôture grillagée avec portail d'accès sera réalisée autour des captages et une clôture évitant l'intrusion du bétail sera réalisée autour de la parcelle constituant le périmètre de protection immédiate
- Réfection des captages
- Création d'un fossé en amont des captages
- Débroussaillage des périmètres de protection immédiate

#### ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

#### ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

#### **ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

#### **ARTICLE 13 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Monsieur le Maire par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais

#### **ARTICLE 14 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de VILLERS-SOUS-PRENY est chargé d'effectuer ces formalités.

### **TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

#### **ARTICLE 16 - Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

#### **ARTICLE 17 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

### **TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 18 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

#### **ARTICLE 19 -**

L'arrêté préfectoral du 14 février 1963 déclarant d'utilité publique le projet de travaux de renforcement par la commune de VILLERS-SOUS-PRENY de son réseau d'alimentation en eau potable est abrogé.

#### **ARTICLE 20 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 25 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## **DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

### **PREMIER BUREAU**

#### **ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE CHAMPIGNEULLES AU SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT (SEA) DU BASSIN DE POMPEY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 1983 portant création du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du bassin de POMPEY (SIDES);

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la transformation du Syndicat Intercommunal de Développement Economique et Social du Bassin de Pompey en Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement du Bassin de Pompey (SEA) ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2003 transformant le SEA du bassin de POMPEY en syndicat à la carte;

VU la délibération du conseil municipal de CHAMPIGNEULLES en date du 18 décembre 2002 demandant son adhésion de manière partielle au SEA du bassin de POMPEY ;

VU la délibération du comité syndical en date du 1<sup>er</sup> mars 2004 acceptant cette demande d'adhésion ;

VU la notification de cette décision aux communes membres du syndicat en date du 18 mars 2004 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

BELLEVILLE en date du 31 mars 2004,  
CUSTINES en date du 16 avril 2004,  
FROUARD en date du 7 mai 2004,  
POMPEY en date du 17 mai 2004,

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par cet article est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** : L'adhésion de la commune de CHAMPIGNEULLES au Syndicat Intercommunal d'Eau et d'Assainissement (SEA) du Bassin de POMPEY, dans le cadre de la compétence "Assainissement" pour tout ce qui concerne le collecteur intercommunal, les ouvrages annexes audit collecteur et son raccordement à la station d'épuration de MAXEVILLE, est autorisée.

La commune de CHAMPIGNEULLES sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, et le président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du bassin de POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 28 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE AUTORISANT L'ADHESION ET LE RETRAIT DE COLLECTIVITES DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT AUTONOME

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-5, L 5211-18 et suivants et L 5711-1;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2002 autorisant la création du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome

VU les délibérations des collectivités membres de :

- ABBEVILLE LES CONFLANS en date du 19 septembre 2003
- ABAUCOURT SUR SEILLE en date du 11 décembre 2003
- BECHAMPS en date du 22 mars 2003
- CONS LA GRANDVILLE en date du 24 mars 2003
- HARAUCOURT en date du 25 avril 2003
- JEANDELAINCOURT en date du 28 novembre 2003
- MALLELOY en date du 6 mars 2003
- REMENOVILLE en date du 4 septembre 2003
- SIVRY en date du 21 novembre 2003
- TIERCELET en date du 20 octobre 2003
- VILLERS LE ROND en date du 24 septembre 2003

demandant leur retrait du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU les délibérations des collectivités de :

- HERBEVILLER en date du 1 avril 2003
- LAY SAINT CHRISTOPHE en date du 26 mars 2003

demandant leur adhésion au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome ;

VU la délibération du syndicat mixte d'assainissement autonome en date du 11 février 2004 par laquelle le conseil syndical accepte ces demandes d'adhésion et de retrait ;

VU la lettre de notification aux collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome en date du 2 mars demandant à leurs conseils de délibérer ;

VU les délibérations des collectivités membres favorables aux retraits et adhésions, telles que recensées en annexe 1 du présent arrêté ;

VU la délibération de la commune d'ANDERNY en date du 3 avril 2004 favorable aux adhésions et défavorable aux retraits ;

CONSIDERANT les collectivités recensées en annexe 2 dont la délibération a été réputée favorable aux demandes d'adhésion et défavorable aux demandes de retraits faute de s'être prononcées dans les délais de consultation ;

RETRAITANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-8 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de LUNEVILLE en date du 4 juin 2004

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 1<sup>er</sup> juin 2004

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'adhésion de HERBEVILLER et LAY SAINT CHRISTOPHE au syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisée.

**ARTICLE 2** - Le retrait des collectivités suivantes du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome est autorisé : ABBEVILLE LES CONFLANS, ABAUCOURT SUR SEILLE, BECHAMPS, CONS LA GRANDVILLE, HARAUCOURT, JEANDELAINCOURT, MALLELOY, REMENOVILLE, SIVRY, TIERCELET, VILLERS LE ROND.

**ARTICLE 3** - le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de TOUL, BRIEY, et LUNEVILLE et le président du syndicat mixte départemental d'assainissement autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires et présidents des collectivités concernées ainsi qu'au Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et qui fera en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ANNEXE 1 : COLLECTIVITES FAVORABLES AUX ADHESIONS ET RETRAITS

AMENONCOURT en date du 24 mars 2004, ANCERVILLER en date du 12 mars 2004, ANDILLY en date du 12 mars 2004, ANOUX en date du 19 mars 2004, ANTHELUPT en date du 22 mars 2004, ARNAVILLE en date du 30 mars 2004, ARRACOURT en date du 6 avril 2004, ATHIENVILLE en date du

1<sup>er</sup> avril 2004, AUDUN LE ROMAN en date du 2 avril 2004, AUTREPIERRE en date du 20 mars 2004, AUTREVILLE SUR MOSELLE en date du 22 mars 2004, AVRAINVILLE en date du 8 mars 2004, AZERAILLES en date du 26 mars 2004, BACCARAT en date du 23 mars 2004, BADONVILLER en date du 31 mars 2004, BAINVILLE AUX MIROIRS en date du 15 avril 2004, BAROCHES (les) en date du 22 mars 2004, BATILLY en date du 31 mars 2004, BAYON en date du 24 mars 2004, BAZAILLES en date du 26 mars 2004, BEAUMONT en date du 29 mars 2004, BECHAMPS en date du 22 mars 2004, BERNECOURT en date du 6 mars 2004, BERTRAMBOIS en date du 9 mars 2004, BERTRICHAMPS en date du 5 mars 2004, BEZANGE LA GRANDE en date du 05 mars 2004, BEZAUMONT en date du 26 mars 2004, BLAINVILLE SUR L'EAU en date du 29 mars 2004, BLAMONT en date du 10 mars 2004, BLEMERIEY en date du 8 mars 2004, BLENOD LES TOUL en date du 26 mars 2004, BOISMONT en date du 12 mars 2004, BOUCQ en date du 27 mars 2004, BOUVRON en date du 31 mars 2004, BOUXIERES AUX DAMES en date du 12 mai 2004, BOUXIERES SOUS FROIDMONT en date du 25 mars 2004, BOUZANVILLE en date du 25 mars 2004, BREHAIN LA VILLE en date du 28 mars 2004, BREMENIL en date du 05 mars 2004, BREMONCOURT en date du 04 mars 2004, BROUVILLE en date du 26 mars 2004, BRULEY en date du 08 mars 2004, BURIVILLE en date du 26 mars 2004, CHAMPIGNEULLES en date du 06 mai 2004, CHAREY en date du 16 février 2004, CHARMES LA COTE en date du 12 mars 2004, CHARMOIS en date du 26 mars 2004, CHAUDENEY SUR MOSELLE en date du 12 mars 2004, CHAZELLES SUR ALBE en date du 10 mars 2004, CHENEVIERES en date du 04 mars 2004, CIREY SUR VEZOUZE en date du 19 mars 2004, CLAYEURES en date du 18 mars 2004, COLMEY-FLABEUVILLE en date du 29 mars 2004, CONS LA GRANDVILLE en date du 23 mars 2004, COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON en date du 18 mars 2004, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS en date du 29 avril 2004, COURBESSAUX en date du 29 mars 2004, COYVILLER en date du 19 mars 2004, CUSTINES en date du 28 mars 2004, DEUXVILLE en date du 30 mars 2004, DIARVILLE en date du 05 mars 2004, DOMBASLE SUR MEURTHE en date du 26 mars 2004, DOMEVRE SUR VEZOUZE en date du 15 mars 2004, DOMGERMAIN en date du 26 mars 2004, DOMJEVIN en date du 09 mars 2004, DONCOURT LES LONGUYON en date du 12 mars 2004, ECROUVES en date du 30 avril 2004, EINVILLE AU JARD en date du 05 avril 2004, EPCI DU BASSIN DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS en date du 01 avril 2004, ESSEY ET MAIZERAIS en date du 16 mars 2004, ESSEY LA COTE en date du 26 mars 2004, EUVEZIN en date du 27 mars 2004, FAULX en date du 30 mars 2004, FENNEVILLER en date du 10 mars 2004, FERRIERES en date du 24 mars 2004, FEY EN HAYE en date du 10 mars 2004, FILLIERES en date du 30 mars 2004, FLAINVAL en date du 30 mars 2004, FLAVIGNY SUR MOSELLE en date du 24 mars 2004, FLEVILLES LIXIERES en date du 14 mai 2004, FLIN en date du 30 mars 2004, FONTENOY SUR MOSELLE en date du 25 mars 2004, FORCELLES SOUS GUGNEY en date du 24 mars 2003, FOUË en date du 10 mai 2004, FRANCHEVILLE en date du 30 mars 2004, FRANCONVILLE en date du 19 mars 2004, FREMONVILLE en date du 26 mars 2004, FROUARD en date du 07 mai 2004, FROVILLE en date du 05 mars 2004, GELACOURT en date du 19 mars 2004, GERBEVILLER en date du 05 mars 2004, GIRIVILLER en date du 16 mars 2004, GLONVILLE en date du 25 mars 2004, GOGNEY en date du 26 mars 2004, GONDREVILLE en date du 23 mars 2004, GONDREXON en date du 12 mars 2004, GORCY en date du 23 mars 2004, GRAND FAILLY en date du 25 mars 2004, GYE en date du 31 mars 2004, HALLOVILLE en date du 05 mars 2004, HAN DEVANT PIERREPONT en date du 15 mars 2004, HARAUCOURT en date du 26 mars 2004, HAUDONVILLE en date du 25 mars 2004, HAUSSONVILLE en date du 18 mars 2004, HENAMENIL en date du 19 mars 2004, HOEVILLE en date du 18 mars 2004, HOUSSEVILLE en date du 12 mars 2004, HUDIVILLER en date du 26 mars 2004, IGNEY en date du 02 avril 2004, JAILLON en date du 26 mars 2004, JEANDELAINCOURT en date du 26 mars 2004, JEVONCOURT en date du 02 avril 2004, JEZAINVILLE en date du 18 mai 2004, LACHAPELLE en date du 26 mars 2004, LAGNEY en date du 19 mars 2004, LAIX en date du 24 mars 2004, LAMATH en date du 26 mars 2004, LANDELCOURT en date du 01 avril 2004, LANDREMONT en date du 31 mars 2004, LANEUVEVILLE DERRIERE FOUG en date du 23 mars 2004, LARONXE en date du 12 mars 2004, LAY SAINT REMY en date du 19 mars 2004, LESMENILS en date du 30 mars 2004, LIMEY REMENAUVILLE en date du 24 mars 2004, LIRONVILLE en date du 26 mars 2004, LOISY en date du 25 mars 2004, LUBEY en date du 18 mars 2004, MAGNIERES en date du 12 mars 2004, MAIXE en date du 06 avril 2004, MALLELOY en date du 15 mars 2004, MAMEY en date du 23 mars 2004, MANONCOURT EN VERMOIS en date du 26 mars 2004, MARBACHE en date du 30 mars 2004, MATTEXEY en date du 18 mars 2004, MEHONCOURT en date du 19 mars 2004, MENIL LA TOUR en date du 25 mars 2004, MERCY LE BAS en date du 29 mars 2004, MERCY LE HAUT en date du 1<sup>er</sup> mars 2004, MEREVILLE en date du 04 mars 2004, MERVILLER en date du 25 mars 2004, MIGNEVILLE en date du 12 mars 2004, MILLERY en date du 29 mars 2004, MONT BONVILLERS en date du 29 mars 2004, MONT SUR MEURTHE en date du 19 mars 2004, MONTENOY en date du 22 mars 2004, MORFONTAINE en date du 19 mars 2004, MORIVILLER en date du 26 mars 2004, MORVILLE SUR SEILLE en date du 30 mars 2004, MOUACOURT en date du 24 mars 2004, MOUSSON en date du 30 mars 2004, MURVILLE en date du 08 mars 2004, NEUVILLER LES BADONVILLER en date du 09 mars 2004, NEUVILLER SUR MOSELLE en date du 09 avril 2004, NONHIGNY en date du 19 mars 2004, OGEVILLER en date du 26 mars 2004, OTHE en date du 07 mars 2004, PAGNEY DERRIERE BARINE en date du 15 mars 2004, PANNES en date du 12 mars 2004, PARROY en date du 26 mars 2004, PARUX en date du 22 mars 2004, PETIT FAILLY en date du 22 mars 2004, PETITMONT en date du 05 mars 2004, PEXONNE en date du 05 mars 2004, PIERRE LA TREICHE en date du 31 mars 2004, PIERRE PERCEE en date du 29 mars 2004, PIERREPONT en date du 31 mars 2004, PIERREVILLE en date du 22 mars 2004, POMPEY en date du 22 mars 2004, PULLIGNY en date du 26 mars 2004, RECLONVILLE en date du 03 mars 2004, REHAINVILLER en date du 25 mars 2004, REILLON en date du 05 mars 2004, REMENOVILLE en date du 30 mars 2004, REMEREVILLE en date du 09 mars 2004, REMONCOURT en date du 22 mars 2004, REPAIX en date du 26 mars 2004, ROMAIN en date du 09 mars 2004, ROSIERES AUX SALINES en date du 29 mars 2004, ROZELIEURES en date du 19 mars 2004, SAFFAIS en date du 17 mars 2004, SAINT AIL en date du 12 mars 2004, SAINT BAUSSANG en date du 30 mars 2004, SAINT BOINGT en date du 25 février 2004, SAINT FIRMIN en date du 18 mars 2004, SAINT GERMAIN en date du 19 mars 2004, SAINT JEAN LES LONGUYON en date du 24 mars 2004, SAINT MARD en date du 19 mars 2004, SAINT MARTIN en date du 30 mars 2004, SAINT MAURICE AUX FORGES en date du 19 février 2004, SAINT PANCRE en date du 23 mars 2004, SAINT REMY AUX BOIS en date du 24 mars 2004, SAINTE GENEVIEVE en date du 22 mars 2004, SAINTE POLE en date du 31 mars 2004, SAIZERAIS en date du 31 mars 2004, SANCY en date du 29 mars 2004, SANZEY en date du 16 mars 2004, SAULXEROTTE en date du 15 mars 2004, SEICHEPREY en date du 11 mars 2004, SERANVILLE en date du 15 mars 2004, SERRES en date du 04 mai 2004, SERROUVILLE en date du 26 mars 2004, SEXEY AUX FORGES en date du 30 avril 2004, SIVRY en date du 26 mars 2004, SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DU VAL DE MAD en date du 24 mars 2004, SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU SANON en date du 30 mars 2004, SYNDICAT CONTRAT DE RIVIERE WOIGOT en date du 22 avril 2004, TANCONVILLE en date du 22 mars 2004, THEY SOUS VAUDEMONT en date du 20 mars 2004, THIAUCOURT en date du 06 avril 2004, THIAVILLE SUR MEURTHE en date du 26 mars 2004, TIERCELET en date du 31 mars 2004, TOUL en date du 12 mai 2004, VAL ET CHATILLON en date du 05 mars 2004, VALHEY en date du 13 mars 2004, VALLOIS en date du 05 mars 2004, VANDIERES en date du 26 mars 2004, VARANGEVILLE en date du 28 avril 2004, VAUDEMONT en date du 09 mars 2004, VEHO en date du 26 mars 2004, VELLE SUR MOSELLE en date du 17 mars 2004, VENNEZEY en date du 31 mars 2004, VERDENAL en date du 02 avril 2004, VIEVILLE EN HAYE en date du 26 mars 2004, VIGNEULLES en date du 17 mai 2004, VILCEY SUR TREY en date du 05 mars 2004, VILLE AU MONTAIS en date du 27 mars 2004, VILLE AU VAL en date du 29 mars 2004, VILLE EN VERMOIS en date du 15 avril 2004, VILLERS LA CHEVRE en date du 31 mars 2004, VILLERS LES MOIVRONS en date du 22 mars 2004, VILLERS SOUS PRENY en date du 29 mars 2004, VILLEY SAINT ETIENNE en date du 02 mars 2004, VITREY en date du 26 mars 2004, XOUSSE en date du 15 mars 2004, XURES en date du 23 mars 2004.

*VU pour être annexé à notre arrêté préfectoral de ce jour*

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ANNEXE 2 : COLLECTIVITES N'AYANT PAS DELIBERE ET CONSIDEREES  
COMME FAVORABLES AUX ADHESIONS ET DEFAVORABLES AUX RETRAITS**

ABAUCOURT, ABBEVILLE LES CONFLANS, AINGERAY, ALLAMONT, ANGOMONT, AVRICOURT, AZELOT, BARBONVILLE ; BASLIEUX, BATTIGNY, BICQUELEY, BIENVILLE LA PETITE, BONVILLER, BOUILLONVILLE, BRATTE, BRUVILLE, BURTHECOURT AUX CHENES, CHAMPEY SUR MOSELLE,



CHOLOY MENILLOT, CREVECHAMPS ; DAMELEVIERES, DENEUVRE, DOMMARTIN LES TOUL, DOMPTAIL EN L'AIR, EINVAUX, FLIREY, FONTENOY LA JOUTE, FRAISNES EN SAINTOIS, FRESNOIS LA MONTAGNE, FROLOIS, GERBECOURT ET HAPLEMONT, HOUDREVILLE, JAULNY, JOPPECOURT, JUVRECOURT, LEMENIL MITRY, LONGUYON, LOROMONTZEY, LUPCOURT, MANGONVILLE, MANONCOURT EN WOEVRE, MARTHEMONT, MOIVRONS, MONTIGNY, MONTIGNY SUR CHIERS, MOYEN, NEUFMAISONS, PORT SUR SEILLE, PRENY, QUEVILLONCOURT, RAON LES LEAU, RAVILLE SUR SANON, RECHICOURT LA PETITE, REMBERCOURT SUR MAD, ROYAUMEIX, SAINT CLEMENT, SAINT NICOLAS DE PORT, SAINT SAUVEUR, TELLANCOURT, TRONDES, VATHIMENIL, VAUDEVILLE, VELAIN EN HAYE, VILLE HOUDLEMONT, VILLERS LE ROND, VILLETTE, VITTONVILLE, VIVIERS SUR CHIERS, XIROCOURT, COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTES EN HAYE.

*VU pour être annexé à notre arrêté préfectoral de ce jour*

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MEURTHE  
AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE 54)**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5214-27 et L 5721-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 autorisant la création du syndicat départemental d'électricité ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes du Val de Meurthe;

VU la délibération en date du 14 janvier 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Val de Meurthe demande son adhésion au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle ;

VU la délibération en date du 2 février 2004 par laquelle le bureau du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle accepte cette adhésion ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- BARBONVILLE en date du 17 janvier 2004,
- BLAINVILLE SUR L'EAU en date du 21 janvier 2004,
- CHARMOIS en date du 3 juin 2004,
- DAMELEVIERES en date du 28 mai 2004,
- MONT-SUR-MEURTHE en date du 23 janvier 2004,
- REHAINVILLER en date du 3 juin 2004 ;
- VIGNEULLES en date du 17 mai 2004 ;

CONSIDÉRANT que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur de cette adhésion ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'adhésion de la communauté de communes du Val de Meurthe au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée. La communauté de communes sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**DEUXIEME BUREAU**

**ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2004 DE LA COMMUNE DE MAIDIÈRES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'article L 1612-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 10 mai 2004 en vue du règlement des budgets primitifs pour 2004 de la commune de MAIDIÈRES, ainsi que des services annexes de l'eau et du lotissement Prochebois suite à la non-adoption de ces documents par le conseil municipal dans sa séance du 28 avril 2004 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 18 mai 2004, reçu en préfecture le 24 mai 2004, proposant de régler les budgets de la commune de MAIDIÈRES ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> -** Le budget primitif 2004 de la commune de MAIDIÈRES est arrêté à la somme de 1 164 800,19 € (UN MILLION CENT SOIXANTE QUATRE MILLE HUIT CENTS EUROS ET DIX NEUF CENTIMES)

**ARTICLE 2 -** Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont respectivement fixées à 612 310,00 € et 624 279,00 € et les dépenses et les recettes de la section d'investissement fixées à 425 190,95 € et 540 521,19 € sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

DÉPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE			
OPÉRATIONS RÉELLES					
011	Charges à caractère général	289 097,00 €	70 Produits des serv., du dom.	26 000,00 €	
012	Charges de pers. et assimilé	201 580,00 €	73 Impôts et taxes	423 365,00 €	
65	Autres ch. de gestion courante	78 157,00 €	74 Dotations et subventions	133 284,00 €	
			75 Autres prod. de gestion courante	25 050,00 €	
014	Atténuation de produits	0,00 €	013 Atténuation de charges	9 580,00 €	
Total dépenses de gest. des services		568 834,00 €	Total recettes de gest. des services		617 279,00 €
66	Charges financières	25 505,00 €	76 Produits financiers		
67	Charges exceptionnelles	1 000,00 €	77 Produits exceptionnels	7 000,00 €	
022	Dépenses imprévues	15 000,00 €	Indemnités de sinistres (7911)		
Total des dépenses réelles exerc.		610 339,00 €	Total recettes réelles		624 279,00 €
SOLDE DES OPÉRATIONS RÉELLES : 13 940,00 €					
OPÉRATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION					
023	Virement à la section d'invest.	1 971,00 €	Transferts entre sections, dont : 72 Travaux en régie 776 Moins-values/cessions 777 Subv.d'investis. transférées 79 Transferts de charges Autres		
Transferts entre sections, dont :					
6741	Subventions en nature				
675	Valeurs des immob. Cédées				
676	Plus-values/cessions				
68	Dotations aux amort. et prov.				
Autres					
Total des dépenses d'ordre		1 971,00 €	Total des recettes d'ordre		0,00 €
AUTOFINANCEMENT DÉGAGÉ : 1 971,00 €					
Total dépenses de l'exercice		612 310,00 €	Total recettes de l'exercice		624 279,00 €

	Op. de l'exercice (col. 1)	Restes à réaliser (col. 2)	Résultat reporté (col. 3)	Cumul section (col 1+2+3)
Dépenses (ou déficit)	612 310,00 €			612 310,00 €
Recettes (ou excédent)	624 279,00 €			624 279,00 €

**SECTION D'INVESTISSEMENT**

DÉPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE		
OPÉRATIONS RÉELLES				
<b>Dépenses financières</b>		<b>Ressources propres d'origine externe</b>		
10	Reversement de dotations	10	Dotations et fonds propres	15 750,00 €
13	Remboursement de subventions	138	Subventions d'invest. non affectées	
16	Remboursement d'emprunts	27	Remboursement de prêts	
	69 670,00 €			
<b>Dépenses d'équipement</b>		<b>Ressources externes</b>		
26	Acquisition de participations	<b>- définitives</b>		
27	Prêts et immo. Fi			
		13	Subventions (sauf 138)	65 615,00 €
		<b>- non définitives</b>		
21	Immobilisations corporelles	16	Emprunts et dettes	
23	Immobilisations en cours			
020	Dépenses imprévues			
45	Opérations compte de tiers	45	Opérations compte de tiers	
Total des dépenses réelles		Total des recettes réelles		81 365,00 €
173 503,00 €				
<b>BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : 92 138,00 €</b>				
<b>OPÉRATIONS D'ORDRE A L'INTÉRIEUR DE LA SECTION</b>				
Opérations patrimoniales		Opérations patrimoniales		
<b>OPÉRATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION</b>				
Transferts entre sections, dont :		021 Virement de la section de fonct.		1 971,00 €
139	Reprises sur subventions	Transferts entre sections, dont :		
14,15,29,39,49,59	rep. sur prov.	Prov. 14,15,29,39,49,59		
19	Moins values de cession	19 Plus values de cession		
20,21,23	Travaux en régie	20,21,23,26,27 sorties d'actif		
		28 Amortissement des immob.		
481	Charges à répartir	45 Opérations compte de tiers		
		481 Amortis. des charges à répartir		
Autres		Autres		
Total des dépenses d'ordre		Total des recettes d'ordre		1 971,00 €
0,00 €				
<b>AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE : 1 971,00 €</b>				
Total dépenses de l'exercice		Total recettes de l'exercice		83 336,00 €
173 503,00 €				

	Op. de l'exercice (col. 1)	Restes à réaliser (col. 2)	Résultat reporté (col. 3)	Cumul section (col 1+2+3)
Dépenses	173 503,00 €	50 321,72 €	201 366,23 €	425 190,95 €
Recettes	83 336,00 €			83 336,00 €
Affectation			457 185,19 €	457 185,19 €

**ARTICLE 3** - Le budget annexe "eau" de la commune de MAIDIÈRES, arrêté à la somme de 391 063,37 €, comprend des dépenses et des recettes respectivement fixées à 230 040,42 € pour la section de fonctionnement et à 161 022,95 € pour la section d'investissement, ventilées entre les différents chapitres comme suit :

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU**

(opérations et services assujettis à la T.V.A.)

**Section exploitation**

Dépenses

Chapitre 011	Charges à caractère général	207 944,42 €
Chapitre 66	Charges financières	5 480,00 €
Chapitre 68	Dotations amortissements	16 616,00 €
	<b>Total</b>	<b>230 040,42 €</b>

Recettes

Chapitre 70	Ventes	178 000,00 €
Chapitre 77	Produits exceptionnels	420,00 €
Article 002	Résultat reporté	51 620,42 €
	<b>Total</b>	<b>230 040,42 €</b>

**Section d'investissement**

Dépenses

Chapitre 13	Subventions d'équipement	420,00 €
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	4 118,00 €
Chapitre 23	Immobilisations en cours	156 484,95 €
	<b>Total</b>	<b>161 022,95 €</b>

Recettes

Article 001	Excédent antérieur reporté	144 406,95 €
Chapitre 28	Amortissements des immobilisations	16 616,00 €
	<b>Total</b>	<b>161 022,95 €</b>

**ARTICLE 4** - Le budget annexe du lotissement Prochebois à MAIDIÈRES, arrêté à la somme de 114 443,87 €, comprend des dépenses et des recettes fixées à 67 154,18 € pour la section de fonctionnement et à 47 289,69 € pour la section d'investissement, ventilées entre les différents chapitres comme suit :

**BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT PROCHEBOIS**

(opérations et services assujettis à la T.V.A.)

**Section de fonctionnement**

Dépenses

Chapitre 011	Charges à caractère général	67 154,18 €
	<b>Total</b>	<b>67 154,18 €</b>

Recettes

Article 002	Excédent de fonctionnement reporté	67 154,18 €
	<b>Total</b>	<b>67 154,18 €</b>

**Section d'investissement**

Dépenses

Article 001	Déficit d'investissement reporté	47 289,69 €
	<b>Total</b>	<b>47 289,69 €</b>

Recettes

Article 1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	47 289,69 €
	<b>Total</b>	<b>47 289,69 €</b>

**ARTICLE 5** - Le produit attendu de la fiscalité totale à inscrire au chapitre 73 "Impôts et taxes" peut être arrêté à la somme de 423 365 €, dont 242 480 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal à taux constants, à savoir 7,15 % pour la taxe d'habitation, 7,49 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 18,16 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

**ARTICLE 6** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la délégation spéciale et le trésorier de PONT-A-MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général et au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE REGLANT LE BUDGET PRIMITIF 2004 DU SYNDICAT SCOLAIRE PUBLIC INTERCOMMUNAL DE VÉZELISE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les articles L. 1612-2, L. 1612-6 et L. 1612-7 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 3 mai 2004 en vue du règlement du budget primitif pour 2004 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézélise, suite au refus d'adoption de ce document par le comité syndical dans sa séance du 10 mars 2004 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 2 juin 2004, reçu en préfecture le 10 juin 2004, proposant de régler le budget primitif du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize ;

VU la délibération du 10 mars 2004 du comité syndical du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize qui prévoit le reversement à la section de fonctionnement de l'excédent de clôture de la section d'investissement de l'exercice 1998 s'élevant à 7 498,66 €, par débit du compte 1068 et crédit au compte 778, n'est conforme ni aux dispositions des articles R. 2311-5, R. 2311-11, R. 2311-12 du code général des collectivités territoriales, ni à celles de l'instruction budgétaire et comptable M 14, et qu'en conséquence un tel virement ne peut être retenu dans le cadre du budget primitif 2004 du syndicat ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de retenir les propositions de la chambre régionale des comptes, auxquelles doit toutefois être ajouté en recettes d'investissement l'excédent de clôture 2003 de la section d'investissement, qui s'élève selon le compte de gestion du comptable à 7 498,66 € ;

CONSIDÉRANT, qu'il convient d'affecter le résultat de clôture excédentaire de l'exercice 2003 de la section d'investissement au compte R 001 du budget primitif 2004 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Le budget primitif 2004 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize est arrêté à la somme de 517 552,66 € (CINQ CENT DIX SEPT MILLE CINQ CENT CINQUANTE DEUX EUROS SOIXANTE SIX CENTIMES).

**ARTICLE 2** - Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement fixées à 29 732 € et les dépenses et les recettes de la section d'investissement fixées respectivement à 480 322 € et 487 821,66 € sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

#### SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE	
OPÉRATIONS RÉELLES			
011 Charges à caractère général	531,00 €	70 Produits des serv., du dom.	
012 Charges de pers. et assimilé	940,00 €	73 Impôts et taxes	
65 Autres ch. de gestion courante	28 261,00 €	74 Participations communales	12 119,71 €
dont 6531 indemnités	1 200,00 €	75 Autres prod. de gestion courante	
6533 cotisations de retraite	61,00 €	013 Atténuation de charges	
6555 contribution au centre de gestion	27 000,00 €		
014 Atténuation de produits			
Total dépenses de gest. des services	29 732,00 €	Total recettes de gest. des services	12 119,71 €
66 Charges financières		76 Produits financiers	
67 Charges exceptionnelles		77 Produits exceptionnels	
022 Dépenses imprévues		Indemnités de sinistres (7911)	
Total des dépenses réelles exerc.	29 732,00 €	Total recettes réelles	12 119,71 €
SOLDE DES OPÉRATIONS RÉELLES : - 17 612,29 €			
OPÉRATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
023 Virement à la section d'invest.		Transferts entre sections, dont :	
Transferts entre sections, dont :		72 Travaux en régie	
6741 Subventions en nature		776 Moins-values/cessions	
675 Valeurs des immob. Cédées		777 Subv. d'investis. transférées	
676 Plus-values/cessions		79 Transferts de charges	
68 Dotations aux amort. et prov.		Autres	
Autres		Total des recettes d'ordre	0,00 €
Total des dépenses d'ordre	0,00 €		
AUTOFINANCEMENT DÉGAGÉ : 0,00 €			
Total dépenses de l'exercice	29 732,00 €	Total recettes de l'exercice	12 119,71 €

	Op. de l'exercice (col. 1)	Restes à réaliser (col. 2)	Résultat reporté (col. 3)	Cumul section (col 1+2+3)
Dépenses (ou déficit)	29 732,00 €			29 732,00 €
Recettes (ou excédent)	12 119,71 €		17 612,29 €	29 732,00 €

#### SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES DE L'EXERCICE		RECETTES DE L'EXERCICE		
OPÉRATIONS RÉELLES				
<b>Dépenses financières</b>		<b>Ressources propres d'origine externe</b>		
10	Reversement de dotations	5 400,00 €	10	Dotations et fonds propres
13	Remboursement de subventions		138	Subventions d'invest. non affectées
16	Remboursement d'emprunts		27	Remboursement de prêts
24	Immobilisations affectées, concédées affermées ou mises à disposition	474 922,00 €	<b>Ressources externes</b>	
26	Acquisition de participations		<b>- définitives</b>	
28	Prêts et immo. Fi		13	Subventions (sauf 138)
<b>Dépenses d'équipement</b>			<b>- non définitives</b>	
21	Immobilisations corporelles		16	Emprunts et dettes
23	Immobilisations en cours		<b>Recettes d'équipement</b>	
020	Dépenses imprévues		Compte 21	480 322,00 €
46	Opérations compte de tiers		46	Opérations compte de tiers
Total des dépenses réelles		480 322,00 €	Total des recettes réelles	
			480 322,00 €	
BESOIN D'AUTOFINANCEMENT : 0.00 €				

OPÉRATIONS D'ORDRE A L'INTÉRIEUR DE LA SECTION			
Opérations patrimoniales		Opérations patrimoniales	
OPÉRATIONS D'ORDRE DE SECTION A SECTION			
Transferts entre sections, dont :		021 Virement de la section de fonct.	
139 Reprises sur subventions		Transferts entre sections, dont :	
14,15,29,39,49,59 rep. sur prov.		Prov. 14,15,29,39,49,59	
19 Moins values de cession		19 Plus values de cession	
20,21,23 Travaux en régie		20,21,23,26,27 sorties d'actif	
481 Charges à répartir		29 Amortissement des immob.	
Autres		45 Opérations compte de tiers	
Total des dépenses d'ordre		481 Amortis. des charges à répartir	
0,00 €		Autres	
		Total des recettes d'ordre	
		0,00 €	
AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE : 0,00 €			
Total dépenses de l'exercice		Total recettes de l'exercice	
480 322,00 €		480 322,00 €	

	Op. de l'exercice (col. 1)	Restes à réaliser (col. 2)	Résultat reporté (col. 3)	Cumul section (col 1+2+3)
Dépenses	480 322,00 €			480 322,00 €
Recettes	480 322,00 €		7 498,66 €	487 820,66 €
Affectation				

**ARTICLE 3** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la présidente du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize et la trésorière de VÉZELISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général et au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

#### DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu le volet gérontologique du SROS 1999-2004

Vu le schéma gérontologique départemental de Meurthe et Moselle 2002-2006 signé le 09 juillet 2002

Vu la circulaire N° 2002-157 du 18 mars 2002 sur l'amélioration de la filière de soins gériatrique

Vu la circulaire N° 101/DHOS/O/2004 du 05 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

Au réseau

Réseau Gérard CUNY

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Madame le Docteur Marie Yvonne GEORGE

Statut professionnel

Médecin à la Maison Hospitalière Saint Charles

Adresse

56, bis rue des quatre églises - 54000 NANCY

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Régionale de Développement des Réseaux. Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

#### Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau

Gérard CUNY

Numéro d'identification

960410124

Thème

« - Assurer et organiser la prise en charge globale des problèmes sanitaires et sociaux des personnes âgées en situation de fragilité ou de dépendance (nutrition, psychiatrie, démence, risque médicamenteux) dans une démarche de proximité et dans une coordination domicile/hôpital/établissements,

- préserver leur désir de rester à domicile,
- veiller à la bonne qualité de décisions et des conditions d'hospitalisation et d'admission en établissement médico-social,
- faciliter la recherche de placement »

*Zone géographique (codes INSEE)*

La Communauté Urbaine du Grand Nancy regroupant 20 communes.

*Caisses d'assurance maladie concernées* (caisses dont les bénéficiaires résident dans la zone géographique)

La Caisse Primaire de Nancy, la Mutualité Sociale Agricole, L'Assurance Maladie des Professions Indépendantes (CMR), l'URSSME

#### **Article 2 : Décision de financement**

- Montant total accordé 677 100 €
- Durée du financement 3 ans du 01 Juillet 2004 au 30 Juin 2007
- Mode de versement :
  - Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

#### **Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

#### **Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année 2004 et de chaque nouvelle année fournis à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour les années 2005, 2006 et 2007.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

#### **Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 677 100 € pour 3 ans du 01.07.2004 au 30.06.2007, soit 46,58 % des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT				
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
<u>CHARGE DE PERSONNELS SALARIES</u>				
Equipe de coordination du réseau				
Secrétaire	19 700	33 800	50 700	14 100
Coordonnateur médecin	29 700	101 780	101 780	21 190
Infirmière	16 500	28 275	37 700	11 775
<u>AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT</u>				
Recueil des données et suivi	10 000	12 000	12 000	3 000
Elaboration des référentiels	10 000	10 000	10 000	
Dossier médical patients	7 000	10 000	10 000	3 000
FORMATION				
EVALUATION				
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
<u>REUNIONS DE COORDINATION(5 DE 3 heures)</u>				
MEDECINS GENERALISTES (10)	5 250	9 000	9 000	3 750
IDE (5)	660	1 125	1 125	465
KINESITHERAPEUTES / ORTOPHONISTES (10)	1 315	2 250	2 250	935
<u>CONCERTATION PLURIDISCIPLINAIRE PAR PERSONNE AGE (500)</u>				
<u>1 FOIS PAR AN</u>				
MEDECINS GENERALISTES 40 € DRDR (60 €)	12 000	20 000	20 000	8 000
IDE 10.65 € DRDR (15 €)	3 100	5 325	5 325	2 225
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	115 225	233 555	259 880	68 440

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le FAQSV 370 000 € (25 %)
- Etablissements et collectivités locales 370 150 € (25%)
- L'assurance maladie (droit commun) 36 525 € (2,5%)

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 500 personnes âgées par an.

#### **Article 6 : Détail des dérogations accordées**

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

#### **Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins**

- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €)
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation
- Nombre prévisionnel de dérogations

#### **Médecins généralistes**

Réunions de coordination

**60 € par heure**

dotation forfaitaire au réseau, contrôle sur justificatif de participation sortie du réseau du médecin généraliste

**10**

**150 h**

- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €)
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation
- Nombre prévisionnel de dérogations versées
- Type de professionnel de santé

- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €)
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation
- Nombre prévisionnel de dérogations versées

- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €)
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de dérogations versées

- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €)
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de dérogations versées

**Infirmiers Diplômés d'Etat**

Réunions de coordination

**15 € par heure**

dotation forfaitaire au réseau, contrôle sur justificatif de participation sortie du réseau de l'IDE.

**5****75 h****Autres auxiliaires médicaux**

(Kinésithérapeutes, orthophonistes)

Réunions de coordination

**15 € par heure**

dotation forfaitaire au réseau, contrôle sur justificatif de participation sortie du réseau de l'auxiliaire médical.

**10****150 h****Médecins généralistes**

Concertation pluridisciplinaire/patient

**40 €**

dotation forfaitaire au réseau, dans la limite d'1 forfait annuel/patient sortie du réseau du patient et/ou du P.S.

**500 par an****Infirmiers Diplômés d'Etat**

concertation pluridisciplinaire/patient

**10,65 €**

dotation forfaitaire au réseau, dans la limite d'1 forfait annuel/patient sortie du réseau du patient et/ou du P.S.

**500 par an****Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion de la personne âgée.
- Respect des critères administratifs d'inclusion : la personne âgée doit résider dans l'une des communes de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment)

Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau
- Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

**Article 8 : Engagements du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention.
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.  
Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.
- A se conformer au volet gérontologique du SROS 1999-2004
- A se conformer au schéma gérontologique
- A coopérer avec les autres réseaux gérontologiques lorrains (mutualisation de certains travaux...)
- A faire en sorte que les professionnels de santé libéraux appliquent conformément aux textes en vigueur : la démarche de soins infirmiers, le plan de soins kinésithérapique, le Protocole Inter Régime d'Examen Spécial
- A coordonner au mieux les secteurs de soins hospitalier et ambulatoire et le secteur médico-social dont les PAIS-CLIC.

**Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

**Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer la réalité de son fonctionnement à partir de la tenue d'un tableau de bord, comportant au minimum par an :

- Le nombre de personnes âgées :
  - ✓ incluses dans le réseau
    - avec indicateurs âge, sexe, localisation, évaluation gériatrique, ALD, APA, l'organisme maladie assureur, consultation spécialisée - mémoire, chute, nutrition...
  - ✓ sorties du réseau
    - avec motifs dont décès à domicile
- Le nombre et la durée d'hospitalisation par personne âgée par catégorie de séjour (Hôpital de jour, court séjour, moyen séjour...) et les modalités d'entrée (urgence, programmée)
- Le nombre de personnes âgées ayant bénéficié d'une concertation dans l'année et le motif
- Le nombre de professionnels libéraux par catégorie
  - ✓ entrant dans le réseau
  - ✓ sortant du réseau et motif
- Le nombre d'interventions par type de professionnel de santé
- Le nombre d'établissements de santé par catégorie (Ets publics de santé, PSPH, Ets privés de santé, médico-sociaux... ) adhérant au réseau
- Le nombre et le type de conventions mises en oeuvre
- Le nombre de réunions de concertation mises en oeuvre par an
- Le nombre de réunions de coordination, leur thème, le nombre et le type de participants par catégorie de P.S
- Les outils de communication, les procédures et les protocoles mis en place « au local »
- Les formations professionnelles catégorielles-pluridisciplinaires
- Le nombre de passages aux urgences par personne âgée suivie par le réseau (SAU du CHU)
- Le nombre de soutien aux aidants
- L'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation,
- Le nombre et la nature des plaintes.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **31 mars 2007** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante, l'adéquation des réponses apportées aux personnes aidées (satisfaction du patient); l'intérêt et l'utilisation d'un dossier commun partagé pour le suivi des principaux facteurs de risque, la mesure des délais de résolution des problèmes soumis à la cellule de coordination. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**

##### **Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### **Retrait de la décision de financement**

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

#### **Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

#### **Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle.

#### **Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 29 juin 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

### **ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE DDASS / AES / N° 144**

**MODIFIANT L'ARRETE DU 26 MARS 2002 PORTANT AUTORISATION  
D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 150 - SARL SC 54 - AMBULANCES PAUL MICHEL**

**LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;



VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande formulée par **Monsieur SCHWALLER Laurent**, gérant de la **SARL SC 54**, tendant à obtenir le transfert de son siège social au 5 place d'Irlande à 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;

CONSIDERANT

- Qu'il s'agit d'une entreprise déjà existante,
- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,
- La visite des locaux effectuée le 18 juin 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 26 mars 2002 sous le n° 150, à la « **SARL SC 54 - Ambulances PAUL Michel** », représenté par Monsieur SCHWALLER Laurent, est modifié comme suit à compter du 18 juin 2004 :

**Raison sociale** : Groupe SC 54 - Ambulances PAUL Michel

**Siège social** : 5 place d'Irlande à 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Agence** : 19, rue du 8 mai 45

54110 VARANGEVILLE

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur,  
Gérard GAUER

#### ARRETE DDASS / AES / N° 145 MODIFIANT L'ARRETE DU 21 OCTOBRE 2002 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 139 - SARL SC 54 - AMBULANCES SOS 54

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande formulée par **Monsieur SCHWALLER Laurent**, gérant du **GROUPE SC 54 - Ambulances SOS 54**, tendant à obtenir le transfert de son siège social au 5 place d'Irlande à 54500 VANDOEUVRE LES NANCY ;

CONSIDERANT

- Qu'il s'agit d'une entreprise déjà existante,
- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,
- La visite des locaux effectuée le 18 juin 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 21 octobre 2002, sous le n° 139, au « **GROUPE SC 54 - Ambulances SOS 54** », représenté par Monsieur SCHWALLER Laurent, est modifié comme suit à compter du 18 juin 2004 :

**Raison sociale** : Groupe SC 54 - Ambulances SOS 54

**Siège social** : 5 place d'Irlande à 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Agences** : 46bis, rue du Mont

54134 CEINTREY

8, rue Nicolas Noël

54460 LIVERDUN

98, route d'Einvill

54300 LUNEVILLE

12, rue Lafayette  
54200 TOUL

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur,  
Gérard GAUER

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**  
**ARRETE DDASS / AES / N° 151 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004**  
**DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES**  
**DE STATUT PRIVE AUTONOME D'AUDUN-LE-ROMAN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine dont le siège est situé 68, rue Foch à HAYANGE (57) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à AUDUN-LE-ROMAN, reçues le 28 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association les 6 et 24 mai 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné : SSIAD D'AUDUN-LE-ROMAN, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 000 4166

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	81 640,00	515 878,00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	422 064,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	12 174,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	515 878,00	515 878,00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

... compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : **0 Euro**.

**Article 3** : Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à **515 878,00 Euros** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à **31,46 Euros**.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 18 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION  
ARRETE DDASS / AES / N° 152 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BRIEY - HOMECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine dont le siège est situé 68,rue Foch à HAYANGE (57) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à BRIEY-HOMECOURT , reçues le 28 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 6 mai 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

SSIAD DE BRIEY-HOMECOURT, géré par la Société de Secours Minière Fer et Sel de Lorraine - 68, rue Foch à 57705 HAYANGE CEDEX

N° FINESS : 54 001 2762

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	81 805,00	444 510,00
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	353 465,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	9 240,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	444 510,00	444 510,00
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 444 510,00 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 30,45 Euros.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Directeur de la SSM, gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la CPAM de LONGWY.

NANCY, le 18 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

## ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF/N° 2004/223 CONCERNANT LES CONTRATS D'AGRICULTURE DURABLE

## LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement (CE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires notamment le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 ;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifié concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements ensemble le règlement (CE) n° 445/2002 modifié de la Commission du 26 février 2002 ;

Vu le règlement (CE) n° 1685/2000 de la Commission du 28 juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les Fonds structurels et applicable aux mesures cofinancées par le FEOGA-Garantie ;

Vu le plan de développement rural national approuvé par décision de la Commission européenne C (2000) 2521 du 7 septembre 2000, modifié ;

Vu le code rural ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-3 ;

Vu la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret n°2003-675 du 22 juillet 2003 relatif aux contrats d'agriculture durable et modifiant le code rural ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2003 relatif aux aides accordées aux titulaires de contrats d'agriculture durable ;

Vu la circulaire DGFAR/SDEA/C2003-5030 du 30 octobre 2003 relatif à la mise en œuvre des contrats d'agriculture durable ;

Vu l'arrêté du Préfet coordonnateur de bassin du 31 mars 2003 portant délimitation des zones vulnérables pour le bassin Rhin Meuse

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2003, relatif à la prorogation de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2002, relatif au 2<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Vu l'avis de la commission départementale d'orientation agricole, section contrats d'agriculture durable, en date du 1<sup>er</sup> juin 2004,

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

## A R R E T E

**Art. 1.** - Le présent arrêté définit les modalités de mise en œuvre des contrats d'agriculture durable dans le département de Meurthe et Moselle.

Conformément aux dispositions de l'article R.\* 311-2 du code rural, il est créé un contrat type départemental pour le département de la Meurthe et Moselle à finalités socioéconomiques et environnementales, codifié : CT-DEP, ainsi que deux contrats types territorialisés à finalités environnementales, le premier sur un territoire composé de la zone vulnérable définie par l'arrêté du 31 mars susvisé, et de la zone sur laquelle se déroulent les opérations Fertimieux, qui couvre tout ou partie des territoires suivants définis dans la synthèse agroenvironnementale lorraine : Etangs de la Woëvre, Plateau lorrain, Vallée alluviale de la Seille et Pays des étangs, Espace lorrain ouest vosgien, codifié : CT-ENV01 ; le deuxième, sur un territoire, dénommé Plateau Lorrain, comprenant le reste du département, codifié : CT-ENV02 .

Les contrats types précisent les enjeux retenus dans les domaines environnemental, social et économique, et, pour chaque enjeu, les actions parmi lesquelles l'exploitant peut choisir pour élaborer un projet cohérent de contrat individuel en tenant compte des fonctions environnementale, économique et sociale de l'agriculture mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> de la Loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999.

Tout contrat individuel d'agriculture durable, peut se référer à un ou plusieurs contrats types, et doit comporter au moins une action agroenvironnementale ou une action pluriannuelle de protection de l'environnement.

Il peut également comporter une ou plusieurs actions à caractère d'investissements ou de dépenses.

Le contrat a pour objet de définir les engagements pris par l'exploitant, ainsi que la nature et les modalités des aides publiques accordées en contre partie des actions souscrites.

Chaque action fait l'objet d'un cahier des charges annexé au présent arrêté.

## Contrat type départemental

**Art. 2.** - Le contrat type départemental, codifié CT-DEP, est applicable à l'ensemble du département de Meurthe et Moselle. Il comporte des actions à finalités environnementales et/ou locales, ainsi que des actions à caractère d'investissements matériels ou des dépenses correspondant aux enjeux socio-économiques et environnementaux retenus dans le département.

## 1 - Les actions agroenvironnementales à caractère national,

inscrites au Plan de développement rural national susvisé et mises en œuvre sur l'ensemble du département, sont :

- la protection des races menacées,
- la conversion à l'agriculture biologique,
- l'apiculture.

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide		
Code action	Mesure RDR de rattachement				
1501A10	F	Races locales bovine, ovine, caprine, porcine menacées de disparition	46 €/UGB/an		
1502A10	F	Races locales équines menacées de disparition conduites en croisement d'absorption	107 €/UGB/an		
1503A10	F	Races équines et asines menacées de disparition conduites en race pure	153 €/UGB/an		
Conversion à l'Agriculture Biologique					
		Production	Années 1 et 2	Années 3 et 4	Année 5
2100B00	F	- Semences, légumes - Plantes aromatiques, médicinales et à parfum annuelles ou bi-annuelles - Vergers hautes tiges ou pâturés	457 €/ha/an	229 €/ha/an	152 €/ha/an
2100C00	F	- Autres cultures annuelles	366 €/ha/an	183 €/ha/an	122 €/ha/an
2100D00	F	- Prairies permanentes - Parcour	160 €/ha/an	80 €/ha/an	53 €/ha/an
2100F00	F	- Autres cultures pérennes (y compris agrumes) - Vignes (dix premiers ha contractualisés)	877 €/ha/an	Année 3 : 877 €/ha/an Année 4 : 526 €/ha/an	351 €/ha/an

2100E00	F	- Vignes (ha suivant les dix premiers ha contractualisés)	572 €/ha/an	Année 3 : 572 €/ha/an Année 4 : 343 €/ha/an	229 €/ha/an
4001A00	T	Préservation de la diversité végétale en améliorant le potentiel entomophile			15,96 €/ruche/an

Le cahier des charges de ces actions fait l'objet de l'annexe I du présent arrêté.

## 2. - Les actions agroenvironnementales à caractère local

répondant aux enjeux environnementaux, très localisés dans le département, suivants :

- Biodiversité : NATURA 2000
- Biodiversité : Prairies remarquables
- Qualité de l'eau : Cours, plan d'eau ou périmètre de captage
- Qualité de l'eau : Arboriculture et viticulture

Les actions agroenvironnementales correspondant à chacun de ces enjeux sont extraites de la synthèse agroenvironnementale de la région Lorraine.

Le cahier des charges de ces actions fait l'objet de l'annexe II du présent arrêté.

### 2-1 - NATURA 2000

(que le document d'objectif soit approuvé ou qu'il existe une expertise de la DIREN, indiquant que les actions demandées en contractualisation par l'agriculteur sont conformes à la gestion du site : majoration possible de + 20% selon le cahier des charges)

Ces enjeux et actions, figurant dans le tableau suivant, sont localisés dans des communes faisant l'objet de l'annexe IV du présent arrêté.

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide
Code action	Mesure RDR de rattachement		
<b><i>Actions prioritaires</i></b>			
1601A01	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 15/06)	30 €/ha/an
2001C00	f	Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage (limitation de la fertilisation minérale à 30/60/60)	125 €/ha/an
2003A00	f	Gestion extensive des pelouses calcaires (sur Plateau lorrain et Espace lorrain ouest vosgien)	137 €/ha/an
<b><i>Actions Complémentaires</i></b>			
0101A00	f	Reconversion de terres arables en herbages extensifs	450 €/ha/an
0501A00	f	Plantation et entretien de haies	2,44 €/ml/an
0610A00	f	Restauration de mares ou de points d'eau	106,71 €/mare/an
0611A00	f	Entretien de mares ou de points d'eau	45,73 €/mare/an
1601A02	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 30/06)	91 €/ha/an
1601A03	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 20/07)	182 €/ha/an
1601Z00	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 15/06) et gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage (limitation de la fertilisation minérale à 30/60/60)	156 €/ha/an
2001D00	f	Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage ( suppression totale de la fertilisation minérale)	160 €/ha/an

### 2-2 - PRAIRIES REMARQUABLES

La liste des communes où sont situées des prairies remarquables fait l'objet de l'annexe VIII du présent arrêté

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide
Code action	Mesure RDR de rattachement		
<b><i>Actions prioritaires</i></b>			
1601A01	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 15/06)	30 €/ha/an
2001C00	f	Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage (limitation de la fertilisation minérale à 30/60/60)	125 €/ha/an
2003A00	f	Gestion extensive des pelouses calcaires (sur Plateau lorrain et Espace lorrain ouest vosgien)	137 €/ha/an
<b><i>Actions Complémentaires</i></b>			
1601A02	f	Utilisation tardive de la parcelle (fauche après le 30/06)	91 €/ha/an
2001D00	f	Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage( suppression totale de la fertilisation minérale)	160 €/ha/an

### 2-3 - COURS D'EAU, PLAN D'EAU ou PERIMETRE de CAPTAGE (parcelles en terre arable, en bord de cours d'eau, plan d'eau ou périmètre de protection de captage)

La liste des communes où sont situées des périmètres de protection rapprochée de captage fait l'objet de l'annexe VII du présent arrêté

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide
Code action	Mesure RDR de rattachement		
<b>Actions prioritaires (*)</b>			
0101A01	f	Reconversion de terres arables en herbages extensifs	450 €/ha/an
0102A01	f	Reconversion des terres arables en prairies temporaires	259 €/ha/an
0402A02	f	Planter des dispositifs enherbés en localisant le gel PAC de manière pertinente : en cas de bord de cours d'eau, de plan d'eau et périmètre de captage	117 €/ha/an
<b>Action Complémentaire</b>			
2001D00	f	Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage (suppression totale de la fertilisation minérale)	160 €/ha/an

(\*) - Dans le cas où au moins une parcelle en terre arable de l'exploitation est en bord de cours d'eau, plan d'eau ou périmètre de protection rapprochée de captage, l'une de ces trois actions doit être obligatoirement souscrite dans le contrat individuel. Pour la protection de l'eau de surface, elles ne peuvent être souscrites que sur une bande d'une largeur minimum de 10 m et maximum de 20 m et pour la protection de l'eau souterraine (captage), elles ne peuvent être souscrites que dans le périmètre de protection rapprochée.

## 2-4 - ARBORICULTURE et VITICULTURE

## 2-4-1 : Arboriculture.

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide
Code action	Mesure RDR de rattachement		
<b><u>Actions prioritaires</u></b>			
0801A01	f	Lutte raisonnée	30,49 €/ha/an
0803A01	f	Mise en place d'un couvert herbacé sous culture ligneuse pérenne dans le cas des vergers de pruniers et de pommiers	213 €/ha/an
0804A01	f	Remplacer un traitement chimique par un traitement mécanique dans les vergers de pruniers	182 €/ha/an
<b><u>Action complémentaire</u></b>			
0805A02	f	Remplacer le désherbage chimique par le désherbage mixte, dans les vergers	30 €/ha/an

## 2-4-2 : Viticulture

Codification		Libellé de l'action	Montant de l'aide
Code action	Mesure RDR de rattachement		
<b><i>Actions prioritaires</i></b>			
0802A01	f	Mise en place de la lutte biologique	83 €/ha/an
0803A02	f	Mise en place d'un couvert herbacé sous culture ligneuse pérenne dans le cas de la viticulture	213 €/ha/an
0804A02	f	Remplacer un traitement chimique par un traitement mécanique dans le cas de la viticulture	182 €/ha/an

## 3. Les actions à caractère d'investissement ou de dépenses

répondant aux enjeux socio-économiques ou environnementaux suivants, retenus dans le département :

- Qualité des produits
- Diversification des activités
- Biodiversité, qualité des ressources, paysage et patrimoine culturel
- Conditions de travail, hygiène et bien-être animal

A chacun d'eux correspondent des actions à caractère d'investissements ou de dépenses figurant dans le tableau suivant.

Le cahier des charges de ces actions fait l'objet de l'annexe III du présent arrêté

Enjeux	ACTIONS Code - Libellé	Mesure RDR de rattachement	Nature des investissements (matériels/immatériels)
Tous	7001 - Elaboration du diagnostic-projet CAD en lien avec les investissements matériels (socio-économiques)	a	Immatériels
Qualité des produits	5701 - Améliorer la qualité des produits (Stockage des céréales et fabrication des aliments à la ferme) :	a3	Matériels
	5702 - Améliorer la qualité des produits (Arboriculture, viticulture)	a3	Matériels
	7003 - Elaboration d'études thématiques avant contractualisation en lien avec la diversification des activités agricoles et non agricoles (Etude, conseil, mise en place d'une démarche de qualité, traçabilité des productions)	p	Immatériels
Diversification des activités	5001 - Diversifier les activités sur l'exploitation agricole (agro-tourisme) -aménagement de gîte (hors petit matériel))	a5	Matériels
	5401 - Améliorer et réorienter la production (commercialisation des produits à la ferme)	a2	Matériels
	5402 - Améliorer et réorienter la production (Equipements spécifiques Agriculture Biologique) : uniquement si le demandeur souscrit la CAB et démontre dans son projet que le matériel considéré apporte une solution à ses changements de pratiques culturales)	a2	Matériels
	7003 - Elaboration d'études thématiques avant contractualisation en lien avec la diversification des activités agricoles et non agricoles (Etude de faisabilité, de marché, d'une nouvelle activité)	p	Immatériels
	7005 - Elaboration d'études thématiques avant contractualisation en lien avec la commercialisation de produits agricoles : Etude, suivi technique du projet de diversification : promotion, commercialisation... Commercialisation des produits à la ferme : étude de faisabilité, de marché d'une nouvelle activité...	m	Immatériels
	7102 - Suivi, approfondissement et conseil thématique après contractualisation en lien avec la diversification des activités agricoles et non agricoles	p	Immatériels

Biodiversité, qualité des ressources en eau, paysage et patrimoine culturel	5301 - Préserver et améliorer l'environnement (Gestion de l'espace)	α4	Matériels
	5302 - Préserver et améliorer l'environnement (Equiperment pour des pratiques respectueuses de l'environnement) :	α4	Matériels
	6500 - Améliorer et préserver le patrimoine paysager et bâti	o	Matériels
	7002 - Elaboration d'études thématiques avant contractualisation en lien avec la préservation du patrimoine paysager et bâti (Etude paysagère : réalisation d'un plan d'aménagement)	o	Immatériels
	7006 - Elaboration d'études thématiques avant contractualisation en lien avec la protection de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal : Etude diagnostic milieu, adaptation des pratiques aux contraintes environnementales Etude faisabilité, valorisation ou élimination des déchets de culture Diagnostic du système d'élevage Etude, diagnostic, mise en place de la protection intégrée des cultures	†	Immatériels
	7105 - Suivi, approfondissement et conseil thématique après contractualisation en lien avec la protection de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal (Analyses de terre, de feuilles, conseil technique)	†	Immatériels
Conditions de travail, Hygiène et bien être animal	5801 - Améliorer le bien-être des animaux et les conditions d'hygiène (Aménagement des bâtiments d'élevage et des pâtures)	α4	Matériels
	5802 - Améliorer le bien-être des animaux et les conditions d'hygiène (Mise aux normes des bâtiments d'élevage si non éligible aux programmes « PMPOA/PMPLEE »)	α4	Matériels
	7105 - Suivi, approfondissement et conseil thématique après contractualisation en lien avec la protection de l'environnement, l'hygiène et le bien-être animal (Analyses, conseil technique)	†	Immatériels

Tout matériel dont l'achat bénéficie d'une aide publique dans le cadre d'un contrat d'agriculture durable doit être maintenu sur l'exploitation jusqu'au terme du contrat.

#### Contrats types territorialisés

**Art. 3.** - Les territoires concernés correspondent à un ensemble de communes. La liste des communes par territoire figure aux annexes V et VI du présent arrêté.

Les deux contrats types territorialisés agréés dans le département sont :

- Le contrat type, codifié CT-ENV01, applicable au territoire constitué de la zone vulnérable définie par l'arrêté du 31 mars 2003 susvisé et la zone sur laquelle se déroule les opérations Fertimieux. Son aire géographique s'étend sur tout ou partie des territoires suivants, définis dans la synthèse régionale : Etangs de la Woëvre, Plateau lorrain, Vallée alluviale de la Seille et Pays des étangs, Espace lorrain ouest vosgien. Sa dénomination est « *Zone vulnérable et fertimieux* »
- Le contrat type, codifié CT-ENV02, applicable au reste du département, dont l'aire géographique s'étend sur tout ou partie des territoires suivants définis dans la synthèse régionale : Plateau lorrain, Vallée alluviale de la Seille et Pays des étangs, Vallée alluviale de la Moselle, Espace lorrain ouest vosgien, Montagne vosgienne. Sa dénomination est « *Plateau Lorrain* ».

Dans chaque contrat de ce type, trois actions agroenvironnementales prioritaires au maximum et une action complémentaire, figurant dans la synthèse agroenvironnementale de la région Lorraine, sont retenues pour répondre aux enjeux définis dans le présent article.

#### 1 - Contrat type CT-ENV01 : « *Zone vulnérable et fertimieux* »

Enjeux	ACTION Code - Libellé	Montant de l'aide
Protection des ressources en eau	<i>Actions prioritaires</i>	
	0102A01 : Reconversion des terres arables en prairies temporaires	259 €/ha/an
	0301A02 : Implantation d'une culture intermédiaire sur sols laissés nus en hiver	109 €/ha/an
	2001A00: Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage avec limitation de la fertilisation minérale (60/60/60)	76 €/ha/an
	<i>Action complémentaire</i>	
	1001A01 : Compostage des effluents d'élevage : cas du fumier	2,59 €/T de compost

Biodiversité	<i>Actions prioritaires</i>	
	0402A01 : Planter des dispositifs enherbés en localisant le gel PAC de manière pertinente (lisière de bois ou de haies)	97,83 €/ha/an
	1401A01 : Amélioration d'une jachère PAC	76 €/ha/an
	1801A01 : Réhabilitation des vergers abandonnés	2,90 €/arbre/an

## 2 - Contrat type CT-ENV02 : « Plateau Lorrain »

Enjeux	ACTION Code - Libellé	Montant de l'aide
Protection des ressources en eau	<i>Actions prioritaires</i>	
	0102A01 : Reconversion des terres arables en prairies temporaires	259 €/ha/an
	0301A01 : Implantation d'une culture intermédiaire sur sols laissés nus en hiver	91 €/ha/an
	2001A00 : Gestion extensive des prairies par fauche ou pâturage avec limitation de la fertilisation minérale (60/60/60)	76 €/ha/an
	<i>Action complémentaire</i>	
	0501A00 : Plantation et entretien de haies	2,44 €/ml/an
Biodiversité	<i>Actions prioritaires</i>	
	0402A01 : Planter des dispositifs enherbés en localisant le gel PAC de manière pertinente (lisière de bois ou de haies)	97,83 €/ha/an
	1401A01 : Amélioration d'une jachère PAC	76 €/ha/an
	1801A01 : Réhabilitation des vergers abandonnés	2,90 €/arbre/an

Le cahier des charges de ces actions fait l'objet de l'annexe II du présent arrêté

**Art. 6.** - Les actions choisies dans le contrat d'agriculture durable, au titre d'un contrat type, ne sont pas exclusives de celles inscrites dans les autres contrats types.

Conformément aux dispositions de l'article R.\* 341-9 du code rural, le choix des actions retenues doit constituer un projet cohérent de contrat au regard des enjeux arrêtés et du système de production.

**Art. 7.** - Pour souscrire un contrat d'agriculture durable, les demandeurs doivent satisfaire aux conditions d'éligibilité fixées aux articles R.\* 341-7 et R.\* 341-8 du code rural.

Ils doivent également respecter les conditions suivantes :

- maintien de la surface en prairie
- maintien du linéaire de haies et des bosquets
- souscrire, si une parcelle en terre arable de son exploitation est riveraine d'un cours d'eau, figurant en tracé bleu continu sur les cartes IGN, d'un plan d'eau ou située dans un périmètre de protection rapprochée de captage, obligatoirement à au moins une action de protection de la qualité de l'eau (code 0101A01, 0102A01, 0402A02). Cette dernière condition ne s'applique pas aux contrats de conversion à l'agriculture biologique.

**Art. 8.** - Pendant le contrat, le titulaire doit respecter les dispositions de l'article R.\* 341-14 du code rural ainsi que les engagements pris dans le cadre de chaque action souscrite en contre partie des aides publiques qui lui sont versées

Le montant unitaire des aides, dû au titre des actions agroenvironnementales, ainsi que leur éventuelle majoration financière de 20% dans les zones Natura 2000, est fixé dans les cahiers des charges annexés au présent arrêté.

**Art. 9.** - Une aide peut être attribuée au titulaire du contrat pour la réalisation d'investissements immatériels en faveur de la préparation de son projet.

**Art. 10.** - A l'exception des aides versées au titre de la conversion à l'agriculture biologique, traitées à l'article 11, le montant des aides de l'Etat et sa contre partie FEOPA, attribuées en contre partie du respect de l'ensemble des engagements souscrits doit s'inscrire dans une moyenne annuelle départementale de 27 000 euros, par contrat individuel ou par exploitation regroupée si le contrat est souscrit par un groupement agricole d'exploitation en commun, dans la limite de 3.

Le montant total des aides correspondants aux actions d'investissement ou de dépenses ne peut excéder 15 000 euros pour la durée du contrat y compris les éventuels avenants, par contrat individuel ou par exploitation regroupée si le contrat est souscrit par un groupement agricole d'exploitation en commun, dans la limite de 3.

Les taux plafonds de subventions retenus pour les investissements sont les suivants :



Mesures de rattachement du RDR	Aides totales allouées par l'Etat et la contrepartie FEOGA dans le cadre d'un contrat d'agriculture durable		
	Taux de subvention plafond		
	Zone non défavorisée	Zone défavorisée	Jeune agriculteur
Mesure a : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles	40%	50%	+ 5 %
Mesure m : commercialisation de produits agricoles de qualité			
Mesure o : rénovation et développement des villages et protection du patrimoine rural			
Mesure p : diversification des activités agricoles			
Mesure q : gestion des ressources en eau destinées à l'agriculture			
Mesure t : protection de l'environnement			

Compte tenu des taux de subventions mentionnés, les autres financeurs publics sont exclus du financement de ces investissements.

La définition du jeune agriculteur est celle du règlement européen n° 445/2002 susvisé, qui fixe à cinq ans, à compter de sa date d'installation, la période pendant laquelle le jeune peut bénéficier de la majoration de 5 %, par rapport au taux maximum d'aide publique.

La date d'installation, à partir de laquelle s'apprécie la durée de cinq ans, est celle arrêtée par le Préfet lors de l'établissement du certificat de conformité. L'auto-construction est éligible, la rémunération de l'exploitant sera égale à 50% du montant Hors Taxes du devis des fournitures.

**Art. 11.-** Le montant des aides versées au titre des actions de Conversion à l'Agriculture Biologique est fixé de manière dégressive. Les modalités de dégressivité sont fondées sur des tranches établies selon le montant de l'aide avec une pondération positive en fonction du niveau d'emploi.

Montant des tranches d'aides CAB sur 5 ans avant application de la dégressivité (en euros)		≤ 30 000	>30 000 à ≤60 000	> 60 000
Coefficient de dégressivité par tranche pondéré en fonction du nombre d'UTH	≤ 1 UTH	100 %	50 %	15 %
	1 < UTH < 2		60 %	20 %
	2 ≤ UTH < 3		70 %	25 %
	≥ 3 UTH		80 %	30 %

**Art. 12.-** Les actions agroenvironnementales doivent être effectives à compter de la date d'effet du contrat.

**Art. 13 -** Les engagements pris au titre du contrat d'agriculture durable font l'objet de contrôles administratifs et sur place conformément aux dispositions de l'article R.\* 341-20 du code rural.

En cas de non-respect des engagements ou de fausse déclaration, les sanctions applicables sont prévues aux articles R.\* 341-15 et suivants du code rural, précisés par les articles 17 à 19 de l'arrêté du 30 octobre 2003, susvisé, relatif aux aides accordées aux titulaires de contrat d'agriculture durable.

**Art. 14 -** Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Délégué Régional du C.N.A.S.E.A, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### Annexes à l'arrêté préfectoral :

- Annexe I** : Cahier des charges des actions agroenvironnementales d'application nationale
- Annexe II** : Cahier des charges des actions agroenvironnementales et pluriannuelles portant exclusivement sur la protection de l'environnement
- Annexe III** : Cahier des charges des actions socioéconomiques à caractère d'investissement ou de dépenses
- Annexe IV** : Liste des communes où est situé un site Natura 2000
- Annexe V** : Liste des communes du contrat ENV01 « Zone Vulnérable et Fertimieux »
- Annexe VI** : Liste des communes du contrat ENV02 « Plateau Lorrain »
- Annexe VII** : Liste des communes où est situé un périmètre de protection rapprochée de captage
- Annexe VIII** : Liste des communes où est située une prairie remarquable.

Ces Annexes sont consultables à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt - Service Economie Agricole et Aménagement Foncier - Cité Administrative - 45, rue Sainte Catherine - 54043 NANCY Cedex.

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

#### SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2004/DDE/241/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable des Maires de CUSTINES, MARBACHE, POMPEY ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine, secteur Sud ;

Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31 entre les PR 267+300 et 268+000 dans le sens Metz-Nancy, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et d'AUTREVILLE SUR MOSELLE et de reprendre un élément de joint du viaduc de BELLEVILLE au PR 265+043 de l'A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE I**

Les nuits du mercredi 30 juin 2004 au jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2004, de 21h à 6h, et du jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2004 au vendredi 2 juillet 2004, de 21h à 5h, entre les PR 271+350 et 263+500 sur l'A31, la circulation des usagers s'établit comme suit :

**dans le sens METZ-NANCY**

- réduction des deux voies de circulation à une voie
- la circulation s'effectue sur une voie,
- il est interdit de doubler,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement (PR 269+850)
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY-METZ à 90 km/h,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 264+700)

La bretelle de sortie n°25 (Metz-Belleville) de l'échangeur de Belleville est fermée à toute circulation.

**dans le sens NANCY-METZ**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
- il est interdit de doubler.

**ARTICLE II**

La bretelle d'entrée BELLEVILLE-NANCY de l'échangeur n°25 de l'A31 est fermée à toute circulation durant la nuit du jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2004 au vendredi 2 juillet 2004, de 21h à 5h.

**ARTICLE III**

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

**Fermeture de la sortie n°25 (Metz-Belleville) Echangeur de Belleville :**

Sortir de l'A31 par la sortie 24 de l'échangeur de CUSTINES, reprendre l'A31 dans le sens Nancy-Metz, sortir à la sortie n°25 (Echangeur de BELLEVILLE)

**Fermeture de la bretelle d'entrée BELLEVILLE-NANCY (Echangeur n°25 Belleville) :**

Suivre la RN 57, traverser MARBACHE, entrer dans POMPEY direction CUSTINES par RD 90, au giratoire de la ZI de POMPEY, prendre RD 40 puis entrer sur A31 par l'échangeur de CUSTINES (n°24).

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de AUTREVILLE SUR MOSELLE, BELLEVILLE, CUSTINES, MARBACHE, POMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/242/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la mise en place d'une passerelle surplombant la voie ferrée, entre la RN52 et sa voie de substitution, au droit du carrefour de la voie de substitution de la RN 52 et la RD 26C (lieu dit BOURENE), sur le territoire de la commune de TIERCELET ;

A la demande de S.L.I. (Maxéville), en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE I**

Du mardi 6 juillet 2004 au jeudi 5 août 2004, de 8h à 17h, sauf les week-ends, jours fériés et jours classés "hors chantier", la circulation s'établit comme suit sur la voie de substitution de la RN 52 au lieu dit BOURENE, proche du carrefour de cette voie de substitution avec la RD 26C :

- limitation de la vitesse à 50 km/h
- Chaussée rétrécie
- Interdiction de doubler
- alternat de circulation par feux tricolores

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la société THEBA, sous contrôle de la S.L.I.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire TIERCELET, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/243/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de LESMENILS ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine, secteur Sud ;

Considérant la nécessité de procéder au transfert de coffrages de la pile P1 vers P2 sur l'ouvrage d'art N° 34.130 de la ligne à grande vitesse Est Européenne et à la construction d'un ouvrage définitif de franchissement de l'autoroute A31 entre les PR 278.+600 et 283+300 dans le sens Metz-nancy, sur le territoire de la commune de LESMENILS .

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le lundi 5 juillet 2004, entre 21h et 6h, entre les PR 283+300 et 278+600 sur l'A31, la circulation des usagers s'établit comme suit :

**basculement dans le sens METZ-NANCY**

- réduction des deux voies de circulation à une voie
- la circulation s'effectue sur une voie,
- il est interdit de doubler,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1er basculement (PR 283+300 )
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY-METZ à 90 km/h,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2ème basculement (PR 278+600)

**basculement dans le sens NANCY - METZ**

- la voie rapide est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie lente
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 Km/h
- il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

La bretelle de sortie n° 28 de Metz Lesmenils de l'A31 est fermée à toute circulation durant la nuit du lundi 5 juillet 2004, de 21 h à 6 h.

**ARTICLE III**

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

**Dans le sens METZ - NANCY****- Fermeture de la bretelle de sortie de l'échangeur n° 28 Metz - Lesménils :**

Continuer sur l'A.31, sortir à l'échangeur d'Atton n° 27 puis reprendre l'A. 31 dans le sens Nancy - Metz et sortir à l'échangeur n° 28 - Nancy - Lesmenils

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de Lesménils , Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**LIAISON ROUTIERE ENTRE BRIEY ET L'AUTOROUTE A 4**  
**CONSTRUCTION D'UNE VOIE NOUVELLE ENTRE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 137 ET LA ROUTE NATIONALE N° 103**  
**SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BRIEY ET DE MOUTIERS**  
**ARRETE N° 04 DE 10 SERUAJ/AJF DE DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**  
**EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME DE BRIEY ET DE MOUTIERS**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet de construction d'une voie nouvelle entre la route départementale n° 137 (RD n° 137) et la route nationale n° 103 (RN n° 103), sur le territoire des communes de BRIEY et de MOUTIERS comprenant :

- la réalisation d'une route nouvelle à deux voies, de la RD n° 137 au nord, à la RN 103 au sud, y compris la construction d'un viaduc d'une portée de 310m, destiné au franchissement de la vallée du Woigot,
- la réalisation de trois carrefours giratoires destinés aux raccordements avec les infrastructures existantes :
  - . le premier, au nord, entre la RD n° 137 et la future liaison,
  - . le second, au sud, entre la RN n° 103 et la liaison future,
  - . le troisième, au sud, entre la RN n° 103 et la RD n° 952a.
- la rectification ou l'aménagement :
  - . de la RD n° 137, à l'Est et en approche du giratoire nord,
  - . de la RN n° 103, à l'ouest, en approche du giratoire sud et entre le giratoire sud et le carrefour avec la RD n° 952a ;
  - . de la RD n° 952a, en approche du carrefour giratoire avec la RN n° 103.

Vu le projet de mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de BRIEY et de MOUTIERS ;

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant :

- l'objet de l'enquête - informations juridiques et administratives,
- le plan de situation,
- la notice explicative comportant l'objet de l'opération, les caractéristiques des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses,
- le plan général des travaux,
- l'étude d'impact et son résumé non technique.

Vu le dossier de mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de BRIEY et de MOUTIERS ;

Vu la loi d'orientation n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole notamment son article 10 et modifiée par les articles 22-1 et 22-2 de la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et notamment son article 2 ;

Vu la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole, notamment l'article 73 et le décret d'application de ladite loi n° 81-221 du 10 mars 1981 ;

Vu la loi n° 82-630 du 12 juillet 1983 relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 89-412 du 22 juin 1989 portant codification des textes législatifs et le décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 portant codification des textes réglementaires concernant la voirie routière ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu la loi n° 93-24 du 8 octobre 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et notamment son article 19 ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu les décrets n° 68-333 du 5 avril 1968 et n° 68-386 du 26 avril 1968 portant application de l'article 10 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 susvisée, en ce qui concerne les travaux de remembrement nécessités par la création du projet ;

Vu le décret d'application n° 77-1141 du 12 octobre 1977 de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture, fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

Vu le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques modifiant le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et l'annexe du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 précité ;

Vu le décret n° 93-1133 du 22 septembre 1993 portant modification du code de la voirie routière et relatif à la voirie départementale ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures des transports terrestres ;

Vu le décret n° 2004-127 du 9 février 2004 modifiant les articles R 11-1 et R 11-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières, pris pour l'application du décret n° 95-22 susvisé ;

Vu la circulaire ministérielle n° 78-16 du 23 janvier 1978 relative à la méthodologie applicable pour l'établissement des dossiers d'étude d'impact en matière de projets routiers ;

Vu la délibération du Conseil Général du 7 février 1984 dans le cadre du plan routier départemental, approuvant le programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil Général du 27 septembre 2001 décidant du parti d'aménagement et autorisant son président à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation du projet ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de BRIEY et de MOUTIERS, respectivement des 2 mars 2004 et 26 mars 2004, donnant un avis favorable à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme de ces deux communes ;

Vu le rapport de l'ingénieur de la DIRAM du Conseil Général après enquête du 20 avril 2004, analysant et répondant aux observations du public et sollicitant de Monsieur le préfet, la déclaration d'utilité publique de l'opération comportant la mise en compatibilité des Plans Locaux d'urbanisme de BRIEY et de MOUTIERS ;

Vu la procédure de concertation réalisée par le Conseil Général en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme en juin 2000 et sa poursuite en 2001 et en 2002, suivi du bilan de la concertation par délibération du Conseil Général du 5 avril 2002, ainsi que la lettre de Monsieur le président du Conseil général du 4 juin 2003 adressée à Monsieur le maire de BRIEY ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 à L 11-2, L 11-4, L 11-5, L 11-6, L 11-7 et R 11-1 à R 11-18, notamment les articles R 11-14-1 à R 11-14-15 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L 123-16, R 123-23, R 123-24c, R 123-25 et L 300-2, R 302 ;

Vu le code rural et notamment les articles L 112-2, L 112-3, L 123-24 à L 123-26 et R 123-30 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de BRIEY approuvé le 22 décembre 1976, révisé une première fois le 26 septembre 1985 et une seconde fois le 18 mars 1987, modifié le 19 septembre 1988, révisé le 9 avril 1992, modifié le 17 mai 1994, révisé le 22 décembre 1998, modifié le 27 juin 2000, le 19 décembre 2000, le 26 juin 2002 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de MOUTIERS approuvé le 2 août 1983, révisé le 25 mai 1989, modifié le 27 octobre 1995 et révisé le 19 décembre 2001 ;

Vu le code de l'environnement (partie législative), annexe de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le chapitre III du titre II du livre 1er ;

Vu l'avis du service des domaines du 13 mars 2002 ;

Vu le procès-verbal du 8 août 2003 de la réunion d'examen conjoint du 3 juillet 2003 en sous-préfecture de BRIEY, suite à l'application des articles L 123-16 et R 123-23 du code de l'urbanisme ;

Vu le dossier et les résultats de l'enquête ouverte dans les communes de BRIEY et de MOUTIERS, en exécution de l'arrêté préfectoral du 8 août 2003, en vue de la déclaration d'utilité publique ;

Vu l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur dans son rapport et des conclusions du 23 novembre 2003 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY du 3 décembre 2003 ;

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de construction d'une voie nouvelle entre la RD 137 et la RN 103, destinés à éviter :

- la traversée de l'agglomération pour la circulation des poids-lourds notamment,
- les nuisances sonores correspondantes engendrées par le trafic,
- la pollution de l'air ;

Considérant que le projet du maître d'ouvrage de cette opération représente le meilleur parti d'aménagement eu égard aux problèmes liés aux affaissements miniers et à l'implantation du viaduc franchissant la rivière « Woigot » ;

Considérant qu'un merlon anti-bruit sera réalisé sur une partie du tracé nord du projet, conformément à la demande des riverains ;

Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération ;

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**Article 1er** - Sont déclarés d'utilité publique, les terrains à acquérir et les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une voie nouvelle entre la route départementale n° 137 et la route nationale n° 103, sur le territoire des communes de BRIEY et de MOUTIERS, conformément aux dispositions du plan général des travaux au 1/5000°, ainsi qu'au document joint justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

**Article 2** - Le département de Meurthe et Moselle est autorisé à acquérir les immeubles nécessaires à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 3** - Pour cet ouvrage à caractère linéaire, le maître d'ouvrage est tenu de remédier aux dommages causés aux exploitants agricoles par l'exécution de ces travaux dans les conditions prévues par les articles L 123-24, L 123-26, L 352-1, R 123-30 et R 123-38 et R 352-1 à R 352-14 du code rural.

**Article 4** - Le présent arrêté emporte la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de BRIEY et de MOUTIERS, conformément aux documents suivants annexés audit arrêté, à savoir :

#### **Pour BRIEY**

- Les plans de zonage au 1/2000°

#### **Pour MOUTIERS**

- Les plans de zonage au 1/5000°.

**Article 5** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY et Monsieur le maire de BRIEY et Madame le maire de MOUTIERS, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY
- Monsieur le maire de BRIEY
- Madame le maire de MOUTIERS
- Monsieur Jacques LANGLAIS, commissaire enquêteur
- Monsieur le président du Conseil Général
- Monsieur le président du tribunal administratif
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

NANCY, le 2 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

#### ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE COMMUNE DE LABRY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle n°15 du 03 juin 2003, constatant que l'immeuble ci-après désigné n'a pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de LABRY en date du 5 décembre 2003 (affichage en Mairie du 05 juin 2003 au 07 juillet 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

#### A R R E T E

**Article 1** : L'immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE LABRY				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AH	189	Prés Hauts	17 a 33 ca	Pré

est attribué à l'Etat.

**Article 2 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Briey, M. le Maire de LABRY sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de BRIEY.

NANCY, le 5 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

## AVIS DE CONCOURS

### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT DE 3 CADRES DE SANTE (FILIERE INFIRMIERE) AU CENTRE HOSPITALIER JEAN MONNET D'EPINAL

Un concours sur titres à effet de pourvoir 3 postes de Cadres de santé (filieré infirmière) au Centre Hospitalier Jean Monnet d'EPINAL, se déroulera dans cet établissement le 15 septembre 2004.

Les candidat(e)s à ce concours disposent d'un délai de deux mois à compter de la date de parution du présent avis pour déposer leur dossier de candidature.

Celui-ci devra comporter :

- les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de cadre de santé,  
ou
- l'un des certificats cités à l'article 2 du décret n° 95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé,
- un curriculum vitae établi sur papier libre.

EPINAL, le 1<sup>er</sup> juillet 2004

Le Directeur,  
D. CAPPELLI

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

### ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DU GROUPEMENT DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN AU SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE VILLERUPT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 août 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT ;

VU l'arrêté interpréfectoral en date des 31 mars et 2 avril 1982 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT;

VU la délibération en date du 11 juin 2003 du comité du groupement de communes de la vallée de l'Othain demandant l'adhésion du groupement au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT;

VU la délibération en date du 24 septembre 2003 du comité du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT acceptant cette adhésion;

VU les délibérations favorables des collectivités suivantes ;

BRÉHAIN-LA-VILLE en date du 12 décembre 2003

FILLIERES en date du 19 décembre 2003

LANDRES en date du 5 décembre 2003

THIL en date du 6 novembre 2003

TIERCELET en date du 22 décembre 2003

VILLERUPT en date du 18 décembre 2003

Communauté de communes des Deux Rivières en date du 24 novembre 2003 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 23 avril 2004;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 19 mai 2004;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR propositions des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE 1er :** L'adhésion du groupement de communes de la vallée de l'Othain au syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT est autorisée.

Le groupement de communes de la vallée de l'Othain sera représenté au sein du comité syndical par un délégué titulaire.

**ARTICLE 2 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY et de THIONVILLE, et le président du syndicat mixte de traitement des ordures ménagères de la région de VILLERUPT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes et présidents des EPCI intéressés et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

NANCY, le 28 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

METZ, le 14 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

**ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE  
LES TRAVAUX DE RECONSTRUCTION PARTIELLE DE LA LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE A 63/90 KV CIREY - RECHICOURT  
(DU POSTE DE CIREY AU PYLONE N° 74)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et notamment son article 12, ensemble les règlements pris pour son application,  
Vu l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, ensemble le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 modifié notamment par le décret n° 93-629 du 25 mars 1993,  
Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de l'environnement et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de son article 2,  
Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, ensemble le décret modifié n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application,  
Vu la demande du 28 avril 2003 par laquelle Réseau Transport Electricité Est a sollicité la déclaration d'utilité publique des travaux de reconstruction de la ligne électrique aérienne à 63/90 kV Cirey-Réchicourt (du poste de Cirey au pylône n°74).  
Vu l'arrêté interpréfectoral du 16 octobre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la demande de Transport Electricité Est en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de reconstruction partielle de la ligne électrique aérienne à 63/90 kV Cirey - Réchicourt (du poste de Cirey au pylône n° 74),  
Vu les pièces constatant que les prescriptions de l'arrêté susvisé ont été intégralement accomplies,  
Vu les résultats de l'enquête et l'avis du commissaire enquêteur,  
Vu les résultats de l'instruction administrative,  
Vu le rapport de M. le Directeur régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement du 10 mai 2004  
Sur la proposition de MM. les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle

**A R R E T E N T**

**Article 1er :**

Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement des servitudes, les travaux de reconstruction partielle de la ligne électrique aérienne à 63/90 kV Cirey - Réchicourt (du poste de Cirey au pylône n° 74), sur le territoire des communes de FREMONVILLE, GOGNEY, HARBOUEY, CIREY SUR VEZOUZE, BARBAS, BLAMONT, RICHEVAL, IBIGNY et FOULCREY.

**Article 2 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle et affiché dans les mairies de FREMONVILLE, GOGNEY, HARBOUEY, CIREY SUR VEZOUZE, BARBAS, BLAMONT, RICHEVAL, IBIGNY et FOULCREY.

**Article 3 :**

MM. les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe et Moselle et de la Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Equipeement et les maires de FREMONVILLE, GOGNEY, HARBOUEY, CIREY SUR VEZOUZE, BARBAS, BLAMONT, RICHEVAL, IBIGNY et FOULCREY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à M. le Directeur de Transport Electricité Est.

NANCY, le 25 juin 2004  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

METZ, le 25 juin 2004  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>621</b>
<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>621</b>
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>621</i>
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MERCREDI 9 JUIN 2004 -	
PROCES-VERBAL N° 29/2004	621
ARRETE N° 2004/32/SIDPC DU 10 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA	
POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE MUNICIPALE DE BACCARAT	621
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>622</b>
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>622</i>
ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPAC DE MEURTHE ET MOSELLE	622
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>623</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION D'UNE HALTE FLUVIALE EN RIVE DROITE DE LA MOSELLE CANALISEE AU LIEU	
DIT « SAUSSAIE VOIRIN » A PONT A MOUSSON	623
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA FOSSE DE DISSIPATION EN ENROCHEMENTS EN AVAL IMMEDIAT DU BARRAGE DIT DE	
LA CALIFORNIE SUR LA RIVIERE MEURTHE A JARVILLE-LA-MALGRANGE	624
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	<b>625</b>
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>625</i>
AUTORISATION PREFECTORALE N° 155	625
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	<i>626</i>
ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU JURY DU BREVET POUR L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'ENSEIGNANT DE LA CONDUITE	
AUTOMOBILE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	626
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE</b>	<b>626</b>
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BADONVILLOIS - CHANGEMENT DE DENOMINATION	626
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b>	<b>627</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL « LA MARELLE »	627
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	<b>627</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>627</b>
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 13/04 DU 1 <sup>ER</sup> JUIN 2004 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME KARINE STEBLER,	
DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE PAR INTERIM	627
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	<b>628</b>
ARRETE N° 2 DU 9 JUIN 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL	
DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE	628
ARRETE N° 13 DU 15 JUIN 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE	
DE NANCY	629
ARRETE N° 14 DU 15 JUIN 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE	
DE NANCY-LAXOU	630
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	<b>630</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	<i>630</i>
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 159 - ENTREPRISE	
MZ TOUL - 40, RUE DE LA SAVONNIERE - 54570 FOUG	630
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 127 RELATIF AU BUDGET	
PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME	
DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE, 38, RUE DE DIEUZE A NANCY	631
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 128 RELATIF AU BUDGET	
PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME	
DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY	632
DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION - ARRETE DDASS / AES / N° 130 RELATIF AU BUDGET	
PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME	
D'HAROU	633
ARRETE MODIFICATIF PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES POUR L'ENTREPRISE	
AMBULANCES VANDOPERIENNES SUITE A CHANGEMENT D'ADRESSE : ROUTE DE MIRECOURT - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY -	
AGREMENT N° 127	634
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b>	<b>634</b>
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES	634
<b>AMENAGEMENT FONCIER</b>	<b>649</b>
ARRETE PREFECTORAL RECTIFICATIF 04/204/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT	
LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LOISY	649
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>650</b>
ARRETE FIXANT LA COMPOSITION DE LA COTOREP DE MEURTHE ET MOSELLE	650
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b>	<b>652</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	<i>652</i>
ARRETE PERMANENT 2004/DDE/197/CDER PORTANT HARMONISATION DES LIMITATIONS DE VITESSE SUR LE RESEAU	
AUTOROUTIER NON CONCEDE (A31, A33 ET A330) DE MEURTHE-ET-MOSELLE AINSI QUE SUR LA RN 57 A 2 X 2 VOIES DITE	
"LIAISON FLAVIGNY-CHARMES"	652



ARRETE PERMANENT 2004/DDE/212/CDER RELATIF AU CARREFOUR RN 4/RD 7 A L'EST DE BLAMONT .....	653
ARRETE 2004/DDE/219/CDER .....	653
ARRETE 2004/DDE/222/CDER .....	654
ARRETE 2004/DDE/223/CDER .....	655
ARRETE 2004/DDE/225/CDER .....	655
ARRETE 2004/DDE/226/CDER .....	656
ARRETE 2004/DDE/227/CDER .....	657
ARRETE 2004/DDE/232/CDER .....	657
ARRETE 2004/DDE/234/CDER .....	658
ARRETE 2004/DDE/235/CDER .....	658
ARRETE 2004/DDE/236/CDER .....	659
ARRETE 2004/DDE/237/CDER .....	660
ARRETE 2004/DDE/238/CDER .....	660
ARRETE 2004/DDE/239/CDER .....	661
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....	661
AVIS .....	661
DIRECTION DES SERVICES FISCAUX .....	662
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE D'ABBEVILLE LES CONFLANS .....	662
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE D'ESSEY LES NANCY .....	662
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE FROUARD .....	662
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE PONT A MOUSSON .....	663
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT .....	663
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE DIEULOUARD .....	664
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE NORROY LES PONT A MOUSSON .....	664
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE ROMAIN .....	665
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	665
ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES .....	665
AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE .....	666
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	666
DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	667
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	667
DECISIONS DE DELEGATION DE SIGNATURE .....	667
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....	668
DECISION N° 005/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE .....	668
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE .....	669
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE .....	669
ARRETE D.R.A.S.S. N° 2004-77 EN DATE DU 27 MAI 2004 FIXANT LA REPARTITION PAR INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS DES ETUDIANTS ADMIS A ENTRER EN PREMIERE ANNEE D'ETUDES PREPARATOIRES AU DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER/ERE DANS LA REGION LORRAINE AU TITRE DE LA RENTREE 2004-2005 .....	669
ARRETES INTERPREFECTORAUX .....	670
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE JARNY AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI-BOIS .....	670

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

#### EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MERCREDI 9 JUIN 2004 - PROCES-VERBAL N° 29/2004

#### 7 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BARBELIN	CEDRIC	SAINT NICOLAS DE PORT
DEFRAUX	JULIEN	NANCY
HAUCK	STEPHANIE	NORROY LES PONT A MOUSSON
LORENZO	NATHALIE	SEICHAMPS
MATHIEU	JENNIFER	OUTREMECOURT
SPLINGARD	FANNY	NANCY
THIERY	EMILIE	NANCY

#### ARRETE N° 2004/32/SIDPC DU 10 JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE MUNICIPALE DE BACCARAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,

VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,

VU la demande présentée le 1<sup>er</sup> juin 2004 par monsieur le maire de BACCARAT sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, une personne titulaire du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine municipale de sa commune durant la période du 21 juin au 20 octobre 2004, VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 7 juin 2004, SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur le maire de BACCARAT est autorisé, par dérogation, à employer monsieur LECOMTE Mickaël, titulaire du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique, pour assurer la surveillance de la piscine municipale de sa commune durant la période du 21 juin au 20 octobre 2004.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, monsieur le maire de BACCARAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES****QUATRIEME BUREAU****ARRETE PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPAC DE MEURTHE ET MOSELLE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R.421-7, R.421-8, R.421-9 et R.421-11 ;

VU le décret du 26 août 1982 relatif à la transformation de l'office public d'habitation à loyer modéré de Meurthe-et-Moselle en office public d'aménagement et de construction ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juin 2001 modifié ;

VU les désignations proposées suivant les conditions exposées dans l'article R.421-7 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'avis de M. le directeur départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - L'arrêté préfectoral du 8 juin 2001 modifié est abrogé.

**ARTICLE 2** - Sont nommés membres du conseil d'administration de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle :

a) **Représentants désignés par le conseil général :**

M. Christian ARIES  
M. Hervé FERON  
M. Stéphane HABLOT  
M. Jean-Jacques HENRY  
M. Edouard JACQUE  
M. Laurent RIGHI  
M. Maurice VILLAUME

b) **Représentants désignés par le préfet :**

M. Jean-Paul GASSMANN  
M. Jérôme TONIN  
Mme Evelyne GAREAUX  
Mme Christiane CONTAL  
M. Jean-Marie SIMON

*Sur proposition de la Caisse d'Epargne des Pays Lorrains :*

M. Jean-Charles COCHET

*Sur proposition des organismes collecteurs de la participation des employeurs à la construction :*

M. Hugues DURAND

c) **Représentant désigné par le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales :**

M. Jean-Paul LACRESSE

d) **Représentants des locataires :**

Mme Roberte DIOUF  
Mme Danielle ROLAND  
Mme Monique COLIN

e) **Représentant désigné par l'Union Départementale des Associations Familiales :**

Mme Monique FORT

f) **Représentants désignés par les organisations syndicales :**

M. Alain HUMBERT, représentant de la C.G.T.  
M. Christophe GERARDOT, représentant de la C.F.D.T.

**ARTICLE 3** - Seront déclarés démissionnaires d'office les administrateurs se trouvant dans un cas d'incapacité ou d'indignité prévu par les lois électorales ou tombant sous le coup des dispositions de l'article L 423-12 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 4** - Les membres du conseil d'administration, à l'exception de ceux représentant les locataires, feront l'objet d'une nouvelle désignation après chaque renouvellement partiel de l'organe délibérant de la collectivité de rattachement de l'office. En cas de suspension ou de dissolution de cet organe, leur mandat est prolongé jusqu'à la désignation de leur successeur.

**ARTICLE 5** - Les représentants des locataires feront l'objet d'une nouvelle désignation entre le 15 novembre et le 15 décembre 2005.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

M. le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

M. le directeur départemental de l'équipement

M. le directeur de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle

Chacun des administrateurs de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION D'UNE HALTE FLUVIALE EN RIVE DROITE DE LA MOSELLE CANALISEE  
AU LIEU DIT « SAUSSAIE VOIRIN » A PONT A MOUSSONLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement,  
Vu le Code général des collectivités territoriales,  
Vu le Code de Domaine Public Fluvial,  
Vu le décret n° 93.742 du 29 mars 1993, relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration, prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement,  
Vu le décret n° 93.743 du 29 mars 1993, modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2003 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet,  
Vu la demande présentée par M. le Maire de Pont-à-Mousson en date du 3 octobre 2000,  
Vu le rapport et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 26 décembre 2003,  
Vu le rapport du service chargé de la police de l'eau en date du 17 mars 2003,  
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle en date du 2 avril 2004 ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

## A R R E T E

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

La commune de Pont-à-Mousson est autorisée à ouvrir un pertuis entre la Moselle et le plan d'eau, au lieudit "la Saussaie Voirin", en rive droite de la Moselle.

**Article 2 : Nomenclature des travaux**

Les travaux autorisés sont visés aux rubriques suivantes du décret n° 93-743 :

Désignation	Rubrique	Régime
Rectification du lit	2.5.0.	Autorisation
Création de canaux dont la section est supérieure à 10 m <sup>2</sup>	2.5.1.	Autorisation

**Article 3 : Désignation des travaux**

Le pertuis aura une largeur de 30 m et une longueur de 35 m.

Il aura une profondeur de 3,50 m.

Les matériaux extraits, pour un volume approximatif de 3675 m<sup>3</sup>, seront évacués.

**Article 4 : Prescriptions techniques**

Les berges seront talutées à 2H/1V, et renforcées en pied par des enrochements.

Elles seront renforcées par une végétalisation effectuée avec des espèces autochtones, notamment des saules, qui devra être approuvée par service chargé de la police de l'eau.

Le fond de la darse devra avoir la même profondeur que la Moselle (5,50 mètres).

**Article 5 : Suivi bathymétrique**

Un levé bathymétrique sera réalisé dans les 3 mois suivant l'ouverture du pertuis, et renouvelé après les périodes de crue pendant 3 ans après la réalisation des travaux.

Ce levé couvrira l'ensemble de la halte fluviale, ainsi que la portion de Moselle, depuis le pont à l'aval, jusqu'au droit de l'écluse de l'île d'Esch.

Il sera transmis au service chargé de la police de l'eau.

**Article 6 : Protection des berges**

La pétitionnaire assurera le suivi et la réparation éventuelle de toute dégradation des berges à l'intérieur de la darse et sur le linéaire de berge de la Moselle correspondant.

**Article 7 : Période des travaux**

Les travaux devront être réalisés en dehors de période d'étiage.

Ils ne pourront avoir lieu si le débit à la station hydrométrique de Custines est inférieur à 17 m<sup>3</sup>/s.

**Article 8 : Remise en état**

8 - 1 : Aucune gêne à l'écoulement des crues éventuelles ne devra être apportée tout au long de la réalisation des travaux.

8 - 2 : Qualité des eaux

Le pétitionnaire procèdera au nettoyage complet de tous les abords avec enlèvement de tous les matériaux, matériels, détritus et débris divers.

**Article 9 : Fin des travaux**

Le pétitionnaire remettra au Préfet, ainsi qu'au service chargé de la police de l'eau, un plan de récolement au 1/2000<sup>ème</sup> de l'ouvrage réalisé.

**Article 10 : Modification des ouvrages**

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle avec tous les éléments d'appréciation.

**Article 11 : Changement de pétitionnaire**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit faire la déclaration à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

**Article 12 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révoquant sans indemnité.

Conformément à l'article L.214-4-II du Code de l'environnement, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- dans l'intérêt de la salubrité publique
- pour prévenir ou faire cesser les inondations
- en cas de menace pour la Sécurité Publique
- en cas de menace majeure pour le milieu aquatique
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Le pétitionnaire est responsable :

- 1) des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux et aux ouvrages publics du fait des travaux qu'il effectue.

2) des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

**Article 14 : Droits des tiers**

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du pétitionnaire.

Elle cessera de produire ses effets dans l'hypothèse où les travaux n'auront pas été réalisés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**Article 15 : Voies et délais de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**Article 16 : Exécution et publication**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur du Service Interrégional de Navigation du Nord-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à M. Le maire de Pont-à-Mousson pétitionnaire, pour notification et affichée en mairie de Pont-à-Mousson

Ampliation sera adressée pour information à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

- M. le directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 26 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA FOSSE DE DISSIPATION EN ENROCHEMENTS  
EN AVAL IMMEDIAT DU BARRAGE DIT DE LA CALIFORNIE SUR LA RIVIERE MEURTHE A JARVILLE-LA-MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande déposée par le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en date du 23 mars 2004 ;

Vu l'avis favorable du Gestionnaire du Domaine Public Fluvial ;

Vu l'avis favorable de la Mission Interservices de l'Eau de Meurthe-et-Moselle en date du 23 avril 2004 ;

Vu le rapport de M. le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est en date du 27 avril 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 mai 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

Rubrique 2-5-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Modification du profil en long ou en travers d'un cours d'eau" AUTORISATION Durée prévisionnelle : du 1<sup>er</sup> juin 2004 au 30 septembre 2004.

Rubrique 2-5-3 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Ouvrages dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues" AUTORISATION Durée prévisionnelle : du 1<sup>er</sup> juin 2004 au 30 septembre 2004.

Les travaux consistent à réaliser une fosse de dissipation en enrochements en aval immédiat du barrage dit de la Californie sur le territoire de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE. Ces travaux nécessitent une autorisation temporaire en regard de l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau. Ces travaux sont dispensés d'enquête publique.

**ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION**

Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges de la Meurthe et le milieu aquatique.

**2.1 - Description de l'aménagement**

Le barrage dit de la Californie nécessite d'être conforté en raison de la présence d'affouillements conséquents sous le radier aval, notamment en rive gauche. Ces affouillements, variant de 1 mètre en rive droite à 5,50 mètres en rive gauche, sont le résultat d'une érosion régressive fortement marquée en raison de l'accroissement de la vitesse moyenne de l'écoulement des eaux de la rivière Meurthe, conséquence de l'abaissement de la ligne d'eau en crue résultant des aménagements hydrauliques de la rivière Meurthe dans la traversée de NANCY.

Les travaux consistent à réaliser une fosse de dissipation en enrochements composés de blocs variant de 20 à 1400 kgs. Ces enrochements seront posés en aval immédiat du barrage. La superficie à enrocher, de forme trapézoïdale, est d'environ 3200 m<sup>2</sup>, soit un volume d'enrochements à poser de 6000 m<sup>3</sup>.

Ces enrochements seront bétonnés sur une largeur de 10 mètres, c'est-à-dire sur une superficie de 800 m<sup>2</sup> pour dissiper l'énergie cinétique de la chute d'eau. La superficie restante sera composée d'enrochements libres pour stabiliser le fond du lit mineur de la rivière Meurthe.

La partie aval du radier rive gauche sera démolie pour assurer l'ancrage des enrochements.

La partie aval du plan d'eau sera abaissée d'un mètre pour permettre la pose à sec des enrochements.

Une piste d'accès sera spécialement créée en rive gauche à partir de la rue Gabriel Fauré. Sa continuité sera assurée en aval du barrage sur toute la longueur du lit mineur de la Meurthe. Cette piste fera office de batardeau. Composée de calcaires, elle sera rendue fusible pour permettre le passage d'une éventuelle crue. Elle sera enlevée dès l'achèvement des travaux.

Le débit réservé de 5 m<sup>3</sup>/s, prévu dans le droit d'eau de la Société Hydroélectrique de Moselle, sera impérativement conservé et le débit restant sera dérivé, en rive droite, par le canal d'amenée de l'usine hydroélectrique en fermant les vannages du barrage. Un barrage à gué présentant une section de 4 m<sup>2</sup> sera spécialement construit lors de l'avancement de la piste pour assurer son libre écoulement. Ce passage servira de surverse lors de la fermeture de la piste en rive droite.

La zone d'enrochements comprise entre le radier et la piste sera asséchée par pompage permettant la pose à sec des enrochements.

Les pieds de berge seront enrochés et le haut de ces berges sera végétalisé.

Par ailleurs, il est prévu une réservation dans les enrochements en rive droite pour la construction d'un dispositif de franchissement des poissons à la charge de la Société Hydroélectrique de Moselle.

Les travaux de la fosse de dissipation seront à la charge exclusive de la Communauté Urbaine du Grand NANCY.

## **2-2 - Impacts**

Le pétitionnaire apportera une attention toute particulière à la mise en place du béton afin que les éventuelles pertes de laitance de ce béton ne polluent pas les eaux de la Meurthe.

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle.

## **ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX**

### **3-1 - Libre écoulement des eaux**

Les travaux seront entrepris à compter du 1<sup>er</sup> juin 2004 si l'hydrologie de la rivière le permet. Ils s'achèveront le 30 septembre 2004.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux dans le bras secondaire de la Meurthe, de la DIREN Lorraine, service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Meurthe.

### **3-2 - Relations avec les services chargés de la gestion du domaine public fluvial et de la police de l'eau et de la pêche**

Huit jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit le directeur de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Voies Navigables de France, gestionnaire de la rivière Meurthe ainsi que les services chargés de la police de l'eau et de la pêche, et en particulier le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur de NANCY, la Fédération Départementale des Pêcheurs ainsi que les Sociétés de Pêche concernées.

Les représentants du Conseil Supérieur de la Pêche et de la fédération Départementale des Pêcheurs fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

## **ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES**

### **4-1 - Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier**

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

### **4-2 - Risque inondation**

Le pétitionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur du débit de la Meurthe à la station de DAMELEVIERES.

## **ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

## **ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

## **ARTICLE 7 : RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE 8 : EXECUTION ET PUBLICATION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur du Service Interrégional de Navigation du Nord-Est, M. le maire de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE et M. le Directeur de la Société Hydroélectrique de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy pétitionnaire, pour notification et affichée en mairie de Jarville la Malgrange.

Ampliation sera adressée pour information à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

- M. le directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 18 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

## **DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

### **DEUXIEME BUREAU**

#### **AUTORISATION PREFECTORALE N° 155**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par monsieur Gustinc WASANGA, dirigeant de la société « NEW FORCE SECURITE », située 23 boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE LES NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La société « NEW FORCE SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur Gustinc WASANGA.

NANCY, le 11 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## QUATRIEME BUREAU

ARRETE PORTANT CONSTITUTION DU JURY DU BREVET POUR L'EXERCICE  
DE LA PROFESSION D'ENSEIGNANT DE LA CONDUITE AUTOMOBILE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et notamment l'arrêté ministériel équipement-transport du 10 octobre 1991 modifié,

Vu le décret 2004 374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret 2000 1335 du 26 décembre 2000 et l'arrêté ministériel du 8 janvier 2001 relatifs à l'enseignement de la conduite automobile et de la sécurité routière,

Vu la circulaire 2001 5 du 25 janvier 2001 relatif à l'enseignement de la conduite automobile et de la sécurité routière,

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général,

## A R R E T E

**Article 1er :** le jury de l'examen du brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière est constitué ainsi qu'il suit :

*A - Président :*

- M. le Préfet de Meurthe et Moselle ou son représentant.

*B - Représentant du service de la formation du conducteur :*

- Un examinateur des permis de conduire.

*C - Représentant les forces de police et de gendarmerie :*

- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, ou son représentant.

- M. le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant.

*D - Représentant les services de l'éducation nationale :*

- M. Claude DURAND, principal du collège J.Franck à CHAMPIGNEULLES,

- M. Maurice BARRIER, principal du collège de GERBEVILLER, suppléant.

*E - Représentants d'associations intéressés aux problèmes de la sécurité routière :*

- M. Jean-Claude VILLEVIEILLE, directeur départemental de la prévention routière ou M. Claude JUNG, délégué départemental,

- M. Jean COLSON, président de l'automobile club lorrain ou M. Philippe THOMARDEL, directeur administratif.

*F - Représentant les enseignants de la conduite :*

- M. Patrick PRATT, président départemental du conseil national des professions de l'automobile (branche auto-école),

- M. Sylvain STOCCO, exploitant d'auto-école à PONT SAINT VINCENT,

- M. Claude LAMAIX, exploitant d'auto-école à VANDOEUVRE,

- Mme Carina VIRLAT HOUILLON, exploitante auto-école à NANCY,

- M. Jean-Paul GILARDOT, exploitant d'auto-école CHAMPIGNEULLES, titulaire du BAFM,

- M. Jean MEIGNAN, enseignant de la conduite, titulaire du BAFM

- M. William MERRA, enseignant de la conduite,

- M. Christophe MUGUET, enseignant de la conduite.

**Article 2 :** le jury restreint prévu par les instructions ministérielles susvisées est composé de :

*A - M. le préfet de Meurthe et Moselle ou son représentant*

*B - un examinateur du permis de conduire*

*C - Deux enseignants de la conduite, à savoir :*

- M. Patrick PRATT, titulaire,

ou M. Sylvain STOCCO, suppléant.

**Article 3 :** les membres du jury sont désignés pour trois ans.

Un renouvellement partiel pourra intervenir notamment en cas de cessation des fonctions qui ont justifié la désignation.

Les membres désignés lors d'un renouvellement partiel accompliront leur mandat pour le temps restant à couvrir avant le renouvellement triennal.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des intéressés.

NANCY, le 15 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général par intérim,  
Corinne CHAUVIN

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

## COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BADONVILLOIS - CHANGEMENT DE DENOMINATION

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, titre IV, d'amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu les articles L5211.1 et suivants, et L5214.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Badonviller ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2002 autorisant l'adhésion de la commune de Montigny et la modification de l'article 8 des statuts ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 modifiant le contenu de la compétence « validation et participation à la charte d'aménagement et de développement durable du Pays »

Vu la délibération du 24 novembre 2003 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays de Badonviller décide de modifier l'appellation de la « communauté de communes du pays de Badonviller » en « communauté de communes du Badonvillois » ;

Vu la consultation des communes membres, réalisée par courriers du 5 décembre 2003 ;

Vu les délibérations des conseil municipaux des communes suivantes :

- ANGOMONT :  
 - BADONVILLER :  
 - BREMENIL :  
 - MONTIGNY :  
 - PEXONNE :  
 - SAINT MAURICE AUX FORGES :  
 - SAINTE-PÔLE :

Délibération du 18 décembre 2003  
 Délibération du 28 janvier 2004  
 Délibération du 6 février 2004  
 Délibération du 3 décembre 2003  
 Délibération du 12 décembre 2003  
 Délibération du 18 décembre 2003  
 Délibération du 20 février 2004

donnant un avis favorable à la modification envisagée ;

Considérant que la majorité telle que définie par l'article L5211.20 du Code Général des Collectivités Territoriales, a été atteinte ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 , donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, Sous Préfète de Lunéville par intérim ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La « communauté de communes du pays de Badonviller » devient « communauté de communes du Badonvillois ».

**Article 2** : La Sous-Préfète de Lunéville par intérim et le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes associées, et au directeur des services fiscaux.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

LUNEVILLE, le 7 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 La Sous-Préfète de LUNEVILLE par intérim,  
 Corinne CHAUVIN

### SOUS-PREFECTURE DE TOUL

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL « LA MARELLE »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de CHARMES-LA-COTE (28/4/04) et MONT-LE-VIGNOBLE (28/4/04) qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du syndicat intercommunal scolaire "La Marelle" ;

VU les statuts ;

VU l'avis du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 14 mai 2004 ;

#### ARRETE

**Article 1er** - La constitution du " Syndicat intercommunal "la Marelle", associant les communes de CHARMES-LA-COTE et MONT-LE-VIGNOBLE est autorisée.

**Article 2** - Le syndicat a pour objet d'assurer le fonctionnement :

- des écoles primaires et maternelles
- des services péri et extrascolaires.

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

**Article 3** - Le syndicat est créé pour une durée limitée à la réalisation de son objet.

**Article 4** - Le siège du syndicat est fixé en mairie de MONT-LE-VIGNOBLE.

**Article 5** - Les fonctions de receveur du syndicat intercommunal "La Marelle" seront assurées par la trésorière principale de TOUL.

**Article 6** - Mme la sous-préfète de TOUL est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres, à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 La Sous-Préfète,  
 Corinne CHAUVIN

*Les statuts peuvent être consultés à la Sous-Préfecture de TOUL.*

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N° 13/04 DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2004

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME KARINE STEBLER,

DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE PAR INTERIM

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 1352 du 25 mai 2004 portant nomination de Madame Karine STEBLER dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meuse par intérim,

VU l'arrêté n° 01888 du 3 mai 2002 portant nomination de Monsieur Daniel WILBOIS, inspecteur principal à la DDASS de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002,

VU l'arrêté n°03950 du 20 novembre 2002 portant nomination de Madame Sandrine SAINT-HUBERT, inspectrice des affaires sanitaires et sociales à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2002 ;

VU l'arrêté n°02454 du 24 juillet 2002 portant nomination de Monsieur Paul Charles AUBERT, inspecteur principal des affaires sanitaires et sociales à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> mai 2002.

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Madame Karine STEBLER, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Meuse par intérim, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

**C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :**

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Karine STEBLER, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Daniel WILBOIS directeur adjoint, et par Madame Sandrine SAINT-HUBERT ou Monsieur Jean-Charles AUBERT en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel WILBOIS.

**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 11/04 du 21 mai 2004.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE N° 2 DU 9 JUIN 2004**

### **FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 1 du 18 mars 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE ;

VU les élections des conseillers généraux en date du mois de mars 2004 relative au remplacement de :

- Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, remplacé par lui-même.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### **A R R E T E**

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

#### **1 Cinq représentants des communes concernées**

- Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur MATHIEU Richard, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007,
- Madame PRADURAT Marilyne conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007.

#### **2 Un représentant du département désigné par le conseil général**

- Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, en remplacement de lui-même, fin du mandat en mars 2007.

#### **3 Le président et le vice-président de la CME**

- Madame TROTZIER Marie-Claire, Présidente, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006,
- Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2006.

#### **4 Un autre membre de la CME**

- Madame BADET Christelle, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006.

#### **5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame KOSTKA Marie-Laure, cadre infirmier supérieur, fin du mandat en octobre 2005.

#### **6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, en remplacement d'elle-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, en remplacement de Monsieur TREFFEL Bruno, ouvrier spécialisé, fin du mandat le 31 décembre 2007.

#### **7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat fin octobre 2005



- Madame BARTHELEMY Michèle, IDE libérale, fin du mandat fin octobre 2005,
- Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat fin octobre 2005.

**8 Deux représentants des usagers**

- Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat fin octobre 2005,
- Madame PEUREUX Claude, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat fin octobre 2005.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 1 ARH en date du 18 mars 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE N° 13 DU 15 JUIN 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 12 du 19 mai 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY ;

VU la correspondance de Monsieur le Professeur HURIET en date du 14 mars 2004 et de FAMILLES RURALES en date du 12 mai 2004 ;

VU l'avis du Préfet en date du 17 mai 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

**1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en avril 2007.

**2 Cinq représentants du conseil général**

- Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en avril 2007.

**3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**

- Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2007.

**4 Un représentant du conseil régional**

- Poste non pourvu.

**5 Le président et le vice-président de la CME**

- Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU, Vice-Présidente, Praticien Hospitalier, fin de mandat 31 mars 2007.

**6 Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Professeur Jean-Louis BOUTROY, gynécologue-obstétricien, fin du mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007.

**7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Poste non pourvu

**8 Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 14 juin 2007,
- Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Philippe BITSCHINE, représentant non hospitalier des professions paramédicales, fin du mandat le 12 janvier 2006.

**10 Deux représentants des usagers**

- Madame Brigitte JAY-BEGIN, représentant l'Association « Info Allaitement 54 », fin du mandat le 14 juin 2004,
- Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », en remplacement d'elle-même, fin du mandat en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 12 du 19 mai 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARRETE N° 14 DU 15 JUIN 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 13 du 30 juin 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU les correspondances de Monsieur Y. BOUYSSSET, Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY, en date du 5 décembre 2003 et 28 avril 2004, relatives à la modification de la composition du Conseil d'Administration ;

VU la correspondance de Monsieur SCHLERET, Président de l'ARS, en date du 10 mars 2004 relative au renouvellement de la désignation de Monsieur Pascal HOULNE ;

VU la correspondance de Madame PRECHEUR, présidente de l'UNAFAM, en date du 28 mars 2004 relative au renouvellement de la désignation de Monsieur André MARCHAND ;

VU les élections des représentants du Conseil Général en avril 2004 ;

VU l'avis du Préfet en date du 2 juin 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

**1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**

- Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.

**2 Cinq représentants du conseil général**

- Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Dominique OLIVIER, en remplacement de Monsieur Jean-Marie SCHLERET, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Marc SAINT DENIS, en remplacement de Monsieur Jean-Paul VINCHELIN, fin du mandat en mars 2007.

**3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**

- Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.

**4 Un représentant du conseil régional**

- En attente de désignation.

**5 Le président et le vice-président de la CME**

- Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
- Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

**6 Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Docteur Guy VERRA, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007,
- Monsieur le Docteur Claude DEMOGÉOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

**7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Monsieur Pascal NICOLLE, fin du mandat février 2005.

**8 Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
- Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
- Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Madame Chantal DEHAYE, Présidente de l'Association du Grand Sauvoy, en remplacement de Madame Françoise LESURE, fin du mandat en juin 2007,
- Monsieur le Docteur Philippe CANTON, médecin non hospitalier, fin du mandat en avril 2004. En attente de nomination par le Conseil de l'Ordre.
- Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, en remplacement d'elle-même, fin du mandat en avril 2007

**10 Deux représentants des usagers**

- Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), en remplacement de lui-même, fin du mandat en avril 2007,
- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), en remplacement de lui-même, fin du mandat en avril 2007.

**Article 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 30 juin 2003.

**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 juin 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 159 - ENTREPRISE MZ TOUL - 40, RUE DE LA SAVONNIERE - 54570 FOUG**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 20 avril 2004 par Monsieur HUNAUULT Dominique tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise M.Z TOUL, sise 40 rue de la Savonnière à 54570 FOUG, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 ;

VU la visite des locaux effectuée le 30 avril 2004 ne répondant aux normes et la seconde visite effectuée le 25 mai 2004 étant conforme aux normes,

CONSIDERANT

- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,
- Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département.

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre provisoire, à compter du 25 mai 2004, sous le n° 159, à l'entreprise M.Z. TOUL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

**Raison sociale :** Ambulances M.Z. TOUL  
40 rue de la Savonnière  
54570 FOUG

**Gérant :** Monsieur ADENOT Bruno

**ARTICLE 2 :** Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 28 mai 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.-F. LHUILLIER

#### DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION ARRETE DDASS / AES / N° 127 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004 DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE DE MEURTHE ET MOSELLE, 38, RUE DE DIEUZE A NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 / DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY, reçues le 1<sup>er</sup> décembre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 27 avril 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**SSIAD - 38, rue de Dieuze - 54000 - NANCY -** géré par l'O.H.S., 1, rue du Vivarais - 54519 - VANDOEUVRE LES NANCY

N° FINESS : 540 003 175

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	123 285,00	1 031 841,53
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	904 216,53	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4340,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 031 841,53	1 031 841,53
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 1 031 841,53 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 34,13 Euros.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036-NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION  
ARRETE DDASS / AES / N° 128 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DU CENTRE DE SOINS SAINTE MARIE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires du Centre de soins Sainte Marie gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à NANCY 28 rue de la primatiale, reçues le 24 octobre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 27 avril 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :  
**SSIAD - Centre de soins Sainte Marie** - 28, rue de la primatiale - 54000 - NANCY

N° FINESS : 540 005 345

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 155,00	322 918,59
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	297 548,59	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	15 215,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	298 918,59	322 918,59
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	24 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 298 918,59 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 27,42 Euros.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036-NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DECISION D'AUTORISATION BUDGETAIRE ET DE TARIFICATION**  
**ARRETE DDASS / AES / N° 130 RELATIF AU BUDGET PREVISIONNEL 2004**  
**DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES**  
**DE STATUT PRIVE AUTONOME D'HAROUÉ**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'Association « Aide et services aux personnes âgées d'Haroué et environs » (A.S.A.P.A.) gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Haroué 7 rue du général Pouget, reçues le 14 novembre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 28 avril 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**SSIAD DE L'ASAPA - 7 rue Général Pouget - 54740 - HAROUÉ**

N° FINESS : 54 001 256 4

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 000,00	243 203,67
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	182 103,67	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	6 100,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	243 203,67	243 203,67
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

. compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 243 203,67 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 30,29 Euros.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036-NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,

- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,  
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif : CPAM de NANCY.  
NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
POUR L'ENTREPRISE AMBULANCES VANDOPERIENNES SUITE A CHANGEMENT D'ADRESSE :  
ROUTE DE MIRECOURT - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY - AGREMENT N° 127**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;  
VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;  
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;  
VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;  
VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;  
VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
VU la demande de Monsieur MANGEL Jean-Paul faisant part de son changement d'adresse ;  
VU la visite des locaux effectuée le 10 juin 2004 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 27 mars 1992, sous le n° 127, à l'entreprise AMBULANCES VANDOPERIENNES Route de Mirecourt 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, représentée par Monsieur MANGEL Jean-Paul est modifié comme suit à compter du 22 janvier 2004 :

**Siège social :** Route de Mirecourt  
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**ARTICLE 2 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS, BNPS...)

**ARTICLE 3 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 11 juin 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.-F. LHUILLIER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

**DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/02/2004 par **Monsieur CHOUX Claude à SELAINCOURT concernant 104,42 ha situés à FOUÛ ; la motivation et le résultat étant les suivants : Installation au cours des deux prochaines années - Entrée dans le GAEC du Sillon.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E :

##### ARTICLE 1er :

Monsieur CHOUX Claude est autorisé à exploiter 104,42 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de son installation dans un délai de deux ans.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHOUX Claude.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHOUX Claude, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FOUÛ pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/04/2004 par **Monsieur LECLERC Thibault à SAXON SION concernant 26,96 ha situés à CHAOUILLEY - QUEVILLONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON - VAUDEMONT - VEZELISE - SAXON SION ; la motivation et le résultat étant les suivants : constitution d'une société agricole, la SCEA « Les Grands Champs » et exploitation au sein de cette société.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'il s'agit de régulariser une situation de fait existante

#### D E C I D E :

##### ARTICLE 1er :

Monsieur LECLERC Thibault est autorisé à exploiter 26,96 ha, en SCEA, conformément à la demande qu'il a déposée.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LECLERC Thibault.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LECLERC Thibault, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - CHAOUILLEY - QUEVILLONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON - VAUDEMONT - VEZELISE - SAXON SION pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires

Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.  
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/04/2004 par **Monsieur WARIN Lilian à BETTAINVILLERS concernant 117 ha situés à MAIRY MAINVILLE - MANCIEULLES - MONT BONVILLERS - TRIEUX - BETTAINVILLERS** ; la motivation et le résultat étant les suivants : **installation individuelle**.  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie les 10 mars 2004 et 26 mai 2004 sur la demande précitée.

D E C I D E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur WARIN Lilian est autorisé à exploiter 117 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de son installation dans un délai d'un an.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur WARIN Lilian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur WARIN Lilian, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAIRY MAINVILLE - MANCIEULLES - MONT BONVILLERS - TRIEUX - BETTAINVILLERS pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/04/2004 par **Madame GRANDIDIER Virginie à TONNOY concernant 151,5 ha situés à LUPCOURT - BURTHECOURT AUX CHENES - AZELOT - VILLE EN VERMOIS** ; la motivation et le résultat étant les suivants : **Installation individuelle hors cadre familial**.



VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Madame GRANDIDIER Virginie est autorisée à exploiter 151,5 ha conformément à la demande qu'elle a déposée, sous réserve de son installation dans un délai d'un an.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GRANDIDIER Virginie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GRANDIDIER Virginie, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LUPCOURT - BURTHECOURT AUX CHENES - AZELOT - VILLE EN VERMOIS pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/04/2003 par Monsieur PETITDANT Benjamin à CEINTREY concernant 3,80 ha situés à QUEVILLONCOURT ; la motivation et le résultat étant les suivants : installation en pluriactivité.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur PETITDANT Benjamin est autorisé à exploiter 3,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITDANT Benjamin.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITDANT Benjamin, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de QUEVILLONCOURT pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/04/2004 par **Monsieur MICHEL Alexandre à LANDAVILLE concernant 83,13 ha situés à SAULXURES LES VANNES - BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant les suivants : installation avec les aides de l'Etat comme associé de GAEC du FIEF, situé dans les Vosges.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur MICHEL Alexandre est autorisé à exploiter 83,13 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de son installation dans un délai d'un an.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MICHEL Alexandre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MICHEL Alexandre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAULXURES LES VANNES - BARISEY AU PLAIN pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2004 par **Monsieur HOGARD Florent à VILLE EN VERMOIS concernant 5 ha 58 ha situés à MANONCOURT EN VERMOIS - VILLE EN VERMOIS ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur HOGARD Florent est autorisé à exploiter 5 ha 58 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HOGARD Florent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HOGARD Florent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANONCOURT EN VERMOIS - VILLE EN VERMOIS pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/05/2004 par Monsieur HESSE Pierre à ATHIENVILLE concernant 34,06 ha situés à HOEVILLE et COURBESSEAUX ; la motivation et le résultat étant les suivants : reprise de friches et agrandissement sur des terrains en propriété.

VU la demande de Monsieur LAMBLIN Jean Paul qui sollicite l'exploitation de la parcelle 54 139 ZE 17 de 1 ha 10 qui lui convient particulièrement du fait de sa proximité à un îlot de culture qu'il exploite déjà.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur HESSE Pierre est autorisé à exploiter 32.96 ha sur les parcelles 54 139 ZE 24 et 54 262 YA 420 - ZI 420 - ZE 420 - ZE 431 - ZD 420 ; il n'est pas autorisé à exploiter la parcelle 54 139 ZE 17 d'une superficie de 1 ha 10.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HESSE Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HESSE Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HOEVILLE - COURBESSEAUX pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/03/2004 par Monsieur XOLIN Julien à BELLEAU concernant 4 ha situés à SIVRY ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement concernant la reprise d'une partie de parcelle précédemment exploitée comme peupleraie.

CONSIDERANT qu'une partie de la parcelle est déjà exploitée par le GAEC

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE :

##### ARTICLE 1er :

Monsieur XOLIN Julien est autorisé à exploiter 4 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur XOLIN Julien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur XOLIN Julien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SIVRY pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/05/2004 par Monsieur VUILLEMARD Daniel à AZERAILLES concernant le terrain militaire de JOLIVET - BONVILLER d'une superficie de 71 ha 50 ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement,

VU le résultat de l'adjudication organisée par le service des Domaines le 17 avril 2004 :

- Monsieur Daniel VUILLEMARD, offreur préférentiel, est retenu par la Direction des Services Fiscaux sous réserve de son agrément par la CDOA.

- Monsieur Jérôme ROUSSEL utilisateur du fonds en qualité d'associé dans le GAEC des Deux Villages

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'une attribution à Monsieur VUILLEMARD a pour effet d'évincer l'exploitant en place lequel a présenté une demande d'autorisation pour reprise du fonds en question.

CONSIDERANT les rangs de priorités définis à l'article 2 § B du schéma départemental des structures :

- Monsieur ROUSSEL occupe le rang de priorité n° 3 défini comme suit : « Reconstitution d'une exploitation ayant subi une reprise ou emprise partielle non volontaire dans la limite de 150 équivalents SCOP/UTH »

- Monsieur VUILLEMARD occupe le rang de priorité n° 6 : « ...agrandissement d'exploitation en vue d'atteindre une capacité de production dans la limite de 150 unités SCOP par UTH »

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur VUILLEMARD Daniel n'est pas autorisé à exploiter le terrain militaire de JOLIVET - BONVILLER pour le pacage et la récolte d'herbe

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VUILLEMARD Daniel, au Directeur des Services Fiscaux, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JOLIVET pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/04/2004 par Monsieur HUMBERT Jérôme à ROZELIEURES concernant 3,14 ha situés à LOROMONTZEY ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur HUMBERT Jérôme est autorisé à exploiter 3,14 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUMBERT Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUMBERT Jérôme, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/04/2004 par **Monsieur GUERARD Jean Luc à DAMPVITOUX concernant 2,19 ha situés à CHAREY ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur GUERARD Jean Luc est autorisé à exploiter 2,19 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUERARD Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUERARD Jean Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAREY pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/02/2004 par **Monsieur JACQUOT Fabrice à GERBEVILLER concernant 14,35 ha situés à GERBEVILLER ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur JACQUOT Fabrice est autorisé à exploiter 14,35 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACQUOT Fabrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUOT Fabrice, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GERBEVILLER pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/05/2004 par Monsieur FRANCOIS Bruno à JOLIVET concernant 93,67 ha situés à CROISMARE et JOLIVET ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement avec reprise de l'exploitation de son père.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur FRANCOIS Bruno est autorisé à exploiter 93,67 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRANCOIS Bruno.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRANCOIS Bruno, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CROISMARE et JOLIVET pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/03/2004 par **Monsieur ALISON Gérard à VAXAINVILLE concernant 4,71 ha situés à PETTONVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur ALISON Gérard est autorisé à exploiter 4,71 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ALISON Gérard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ALISON Gérard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETTONVILLE pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/05/2004 par **Monsieur MATHIEU Mickaël à COURCELLES concernant 11,03 ha situés à COURCELLES ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur MATHIEU Mickaël est autorisé à exploiter 11,03 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MATHIEU Mickaël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MATHIEU Mickaël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COURCELLES pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL



Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/04/2004 par **Monsieur CLEMENT Patrice à DIARVILLE concernant 1,97 ha situés à DIARVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur CLEMENT Patrice est autorisé à exploiter 1,97 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CLEMENT Patrice.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CLEMENT Patrice, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DIARVILLE pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2004 par **Messieurs GOBERT Francis et Pascal à FILLIERES concernant 11,08 ha situés à MERCY LE BAS et PREUTIN HIGNY ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement de terrains en propriété.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Messieurs GOBERT Francis et Pascal sont autorisés à exploiter 11,08 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs GOBERT Francis et Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GOBERT Francis et Pascal, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MERCY LE BAS et PREUTIN HIGNY pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/05/2004 par Monsieur LHOTE Jean Pierre à NONHIGNY concernant 6,70 ha situés à PARUX : la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur LHOTE Jean Pierre est autorisé à exploiter 6,70 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LHOTE Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LHOTE Jean Pierre, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PARUX pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/05/2004 par **Monsieur PIERRON Olivier à DAMAS AUX BOIS concernant 28,07 ha situés à DAMAS AUX BOIS, GIRIVILLER, MAGNIERES, MENARMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement dont 10 ha 13 sur le département des Vosges.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur PIERRON Olivier est autorisé à exploiter 28,07 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERRON Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Olivier, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs, au DDAF des Vosges et en mairie de DAMAS AUX BOIS, GIRIVILLER, MAGNIERES, MENARMONT pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2004 par **Monsieur BOTTIN Jean Luc à COURCELLES concernant 15,35 ha situés à COURCELLES, FRAISNES EN SAINTOIS ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur BOTTIN Jean Luc est autorisé à exploiter 15,35 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOTTIN Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOTTIN Jean Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COURCELLES, FRAISNES EN SAINTOIS pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/04/2004 par Monsieur RICHARD Gilles à PUNEROT concernant 2,83 ha situés à SAULXEROTTE ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur RICHARD Gilles est autorisé à exploiter 2,83 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RICHARD Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RICHARD Gilles, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAULXEROTTE pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/04/2004 par **Madame CUNY Clarisse à DOMPTAIL (88) concernant 4,60 ha situés à LOROMONTZEY ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 26/05/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Madame CUNY Clarisse est autorisée à exploiter 4,60 ha conformément à la demande qu'elle a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame CUNY Clarisse.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame CUNY Clarisse, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY pour affichage.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**AMENAGEMENT FONCIER****ARRETE PREFECTORAL RECTIFICATIF 04/204/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LOISY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;  
VU la Loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;  
VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;  
VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;  
VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;  
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 Janvier 1992 sur l'Eau ;  
VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09/04/1997 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;  
VU l'arrêté modificatif du 15/04/1999 du remembrement de la propriété foncière de LOISY ;  
VU l'arrêté préfectoral du 19/04/2004 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de LOISY ;  
SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19/04/2004 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de LOISY est modifié comme suit :

**Au lieu de :**

Le plan désigné à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera déposé en Mairie de LOISY le **29 Avril 2004**.

A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY, le Procès-Verbal.

**Il y a lieu de lire :**

Le plan désigné à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sera déposé en Mairie de LOISY le **28 Avril 2004**.

A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY, le Procès-Verbal.

**ARTICLE 2**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral visé ci-dessus restent inchangées.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Maire de LOISY, Mesdames ou Messieurs les Maires d'ATTON, BEZAUMONT, SAINTE GENEVIEVE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### ARRETE FIXANT LA COMPOSITION DE LA COTOREP DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 323-11 du Code du Travail,

VU la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation des personnes handicapées,

VU le décret 76-478 du 2 juin 1976 relatif à la composition et au mode de fonctionnement de la Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel,

VU le décret n° 2003-1220 du 19 décembre 2003 relatif à la composition et à l'organisation de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel,

VU la circulaire DGEFP/DGAS n° 2004-76 du 19 Février 2004 relative à l'application du décret n° 2003-1220 du 19 décembre 2003 relatif à la composition et à l'organisation de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

#### A R R E T E

**Article 1er** : La Commission Technique d'Orientation et de Reclassement Professionnel (COTOREP) est composée de la manière suivante :

**a) Conseillers généraux :**

Titulaires : Madame Michèle PILOT  
Monsieur Alain CASONI  
Monsieur Jean-Jacques HENRY

Suppléants : Madame Dominique OLIVIER  
Monsieur Louis CAUSERO  
Monsieur Michel MARIUZZO

**b) Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi ou son représentant**

**c) Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ou son représentant**

**d) Trois personnes désignées en raison de leur compétence :**

Titulaire : Docteur Corinne MARTINET - Médecin du Travail  
43, rue du Général Hoche - 54000 NANCY

Suppléant : Docteur Emmanuelle DEVILLE - Médecin M.S.A.  
15, avenue Paul Doumer - 54500 VANDOEUVRE

Titulaire : Monsieur Franck BATTIATA - Directeur CAP - EMPLOI  
10, rue du Mouzon - 54520 LAXOU

Suppléant : Madame Anne NIVOIX - Directrice Adjointe CAP - EMPLOI  
10, rue du Mouzon - 54520 LAXOU

Titulaire : Monsieur le Directeur Départemental de l'A.N.P.E.

Suppléant : un directeur d'Agence ou un chargé de mission

**e) Un médecin proposé par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :**

Titulaire : Docteur Simone ALBISER  
Médecin Inspecteur de la Santé Publique DDASS

Suppléant : Docteur Eliane PIQUET  
Médecin Inspecteur de la Santé Publique DDASS

**f) Deux personnes dont un médecin, désignées, en raison de leur compétence en matière d'action sanitaire et sociale :**

Titulaire : Docteur Marie-Hélène TERRADE  
DISAS - Service santé handicap dépendance

Suppléant : Docteur Michèle STRYJSKI  
DISAS - Service santé handicap dépendance

Titulaire : Madame Marie Annick HELFER  
DISAS - Responsable du service santé handicap dépendance

Suppléant : Madame Jacqueline GRANDGIRARD  
DISAS - Service santé handicap dépendance

**g) Une personne proposée en raison de sa compétence par le chef du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre :**

Titulaire : Monsieur Jean Louis LECOQ - Directeur de l'E.R.P. Jean Moulin  
11, place de France - 57000 METZ

Suppléant : Madame Yvette VOGLIMACCI - A.C.V.G.  
67, rue Emile Bertin - C.S. 5232 - 54052 NANCY CEDEX

**h) Quatre représentants des organismes d'assurance maladie et de prestations familiales proposés conjointement par le directeur régional des affaires sanitaires et sociales et le chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles :**

Titulaire : Monsieur Jean Paul MULLER  
19, rue de la Gare - 54460 LIVERDUN

Suppléant : Monsieur Alain BAILLON  
4, rue Léon Bacherez - 54110 ROSIERES AUX SALINES

Titulaire : Madame Marie Louise THOUVENIN  
35, rue de Nancy - 54360 FLAVIGNY SUR MOSELLE

Suppléant : Monsieur Vincent PEULTIER  
9, rue de Pulligny - 54160 AUTREY

Titulaire : Monsieur Jean Paul MARTIN  
3 Ter, rue de la Gare - 54370 EMBERMENIL

Suppléant : Madame Eliane OUVRARD  
11, rue Albert 1<sup>er</sup> - 54150 BRIEY

Titulaire : Madame Monique BOGE  
41 Bis, rue de Réménauville - 54000 NANCY

Suppléant : Madame Anne Marie CALCATERRA  
9, rue François Chardin - 54610 NOMENY

**i) Trois personnalités qualifiées désignées parmi les personnes présentées par les organismes gestionnaires d'établissements ou de services pour personnes handicapées :**

Titulaire : Monsieur Maurice JEANSEN - Directeur C.A.T  
54300 CHANTEHEUX

Suppléant : Monsieur Jean Denis MARTIN  
10 A, rue de l'Usine - 57120 ROMBAS

Titulaire : Monsieur Alain DENOVAL - C.R.M.  
57, rue Albert Camus - 68093 MULHOUSE CEDEX

Suppléant : Docteur Bertrand BRUGEROLLE- Médecin Chef  
Centre de Préorientation - 51, avenue de la Libération  
54840 GONDREVILLE

Titulaire : Monsieur Denis BUREL  
Directeur du CAPS de ROSIERES AUX SALINES

Suppléant : Madame Marielle REBILLON  
Educatrice spécialisée - MAS ALAGH - 54100 NANCY

**j) Deux personnalités qualifiées présentées par les associations représentant les personnes handicapées :**

Titulaire : Monsieur Rémi BLAISE  
Délégué départemental adjoint A.P.F.  
7, chemin de Laval - 54110 VARANGEVILLE

Suppléant : Madame Brigitte HENNEQUIN MORLOT - Directrice de l'A.G.I.  
8, rue des Martyrs du Nazisme - 54210 ST NICOLAS DE PORT

Titulaire : Monsieur Giovanni LONGO- Directeur Adjoint A.E.I.M.  
8, Clos des Prémontrés  
54700 BLENOD LES PONT-A-MOUSSON

Suppléant : Madame Marie Louise DOUBLIEZ - Vice Présidente UNAFAM  
3, rue St Antoine prolongée - 54360 BLAINVILLE SUR L'EAU

**k) Une personnalité qualifiée choisie parmi les personnes présentées par les organisations syndicales d'employeurs les plus représentatives :**

Titulaire : Monsieur Armand DEHASS - Responsable A.P.C.  
10, rue Alfred Kastler - Site technologique St Jacques  
54320 MAXEVILLE

Suppléant : Mademoiselle Marion ROUSSEAU - Service juridique MEDEF  
10, rue Alfred Kastler - Site technologique St Jacques  
54320 MAXEVILLE

**l) Une personnalité qualifiée choisie parmi les personnes présentées par les organisations syndicales de salariés les plus représentatives :**

Titulaire : Monsieur Michel JEANCENEL  
185, impasse G. Chepfer - 54710 LUDRES

Suppléant : Madame Angélique LACROIX  
6, rue du Général Leclerc - 54770 BOUXIERES AUX CHENES

**m) Trois personnes exerçant la fonction de responsable des ressources humaines ou une fonction assimilée au sein d'une administration de l'Etat, d'une collectivité territoriale et d'un établissement mentionné à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière :**

Titulaire : Monsieur Gérald UMLOR - Direction Ressources Humaines C.H.U.  
Hôpital Central - C.O. n° 34 - 54035 NANCY CEDEX

Suppléant : Monsieur Patrick ALBERT  
Direction Ressources Humaines - C.H.U.  
Hôpital Central - C.O. n° 34 - 54035 NANCY CEDEX

Titulaire : Docteur Danielle L'HOSTE  
Centre départemental de gestion - 54600 VILLERS LES NANCY

Suppléant : Docteur Agnès MARCHAL  
Centre départemental de gestion - 54600 VILLERS LES NANCY

Titulaire : Mademoiselle Jacqueline THOUVENIN  
Chef du Bureau de la Formation et de la Modernisation des Services  
Préfecture de Meurthe et Moselle

Suppléant : Madame Murielle FEUILLETAINE  
Préfecture de Meurthe et Moselle

**Article 2 :** La COTOREP est placée sous la présidence alternative annuelle du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP) et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS).

Elle est placée sous la présidence de Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 1<sup>er</sup> Juin 2004 au 31 Mai 2005.

En cas d'empêchement de celui-ci, la présidence est assurée par le directeur adjoint ou l'inspecteur du travail chargé de l'insertion des travailleurs handicapés.

Le président désignera conjointement avec son homologue un président de séance pour chaque formation thématique, telle qu'elles ont été définies par l'article 3 du règlement intérieur de la COTOREP pris, soit au sein des services de la D.D.T.E.F.P., soit au sein des services de la D.D.A.S.S.

**Article 3 :** Le secrétariat permanent de la commission est composé comme suit :

**Secrétaire :** Madame Monique TIESSEN - Contrôleur de classe exceptionnelle à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe et Moselle

**Secrétaire Adjointe :** Madame Michèle BISSON - Adjoint administratif principal à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle

**Article 4 :** La durée du mandat des membres désignés par le présent arrêté, à l'exception de ceux prévus au paragraphe a), b) et c) ci-dessus, est fixée à 3 ans.

**Article 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 28 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

### SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

#### ARRETE PERMANENT 2004/DDE/197/CDER PORTANT HARMONISATION DES LIMITATIONS DE VITESSE SUR LE RESEAU AUTOROUTIER NON CONCEDE (A31, A33 ET A330) DE MEURTHE-ET-MOSELLE AINSI QUE SUR LA RN 57 À 2 X 2 VOIES DITE "LIAISON FLAVIGNY-CHARMES"

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative) ;

Vu le décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire) ;

Vu le décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 fixant les limitations de vitesses sur routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent 99/DDE/857/CDES du 28 janvier 2000

Considérant la nécessité, afin d'améliorer la sécurité routière et la fluidité du trafic, d'harmoniser les limitations de vitesse s'appliquant aux véhicules circulant sur les autoroutes A31 (section non concédée), A33 et A330 ainsi que sur la RN 57 à 2 x 2 voies dite "liaison Flavigny-Charmes" dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

A la demande de la subdivision entretien des autoroutes ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

A compter de la date de signature du présent arrêté, la vitesse des véhicules est limitée comme suit sur les autoroutes A31 (section non concédée), A33 et A330 ainsi que sur la RN 57 à 2 x 2 voies dite liaison Flavigny-Charmes dans le département de Meurthe-et-Moselle :

##### 1°) sur l'autoroute A31 dans le sens + (TOUL-NANCY-METZ) :

- PR 229+000 à 245+500	= 130 km/h
- PR 245+500 à 251+030	= 110 km/h
- PR 251+030 à 253+450 (descente Solvay) :	
(- VL, VU et motos	= 110 km/h
(- PL (PTAC < 7,5 t)	= 90 km/h
(- PL (PTAC > 7,5 t), autobus et caravanes	= 70 km/h
- PR 253+450 à 264+350	= 110 km/h
- PR 264+350 à 283+1035	= 130 km/h

##### 2°) sur l'autoroute A31 dans le sens - (METZ-NANCY-TOUL) :

- PR 283+1035 à 264+350	= 130 km/h
- PR 264+350 à 245+000	= 110 km/h

##### 3°) sur l'autoroute A33 dans le sens + (NANCY-Ouest - LUNEVILLE) :

- PR 0+000 à 7+550	= 110 km/h
- PR 7+550 à 9+700 (descente de Houdemont) :	
(- VL, VU et motos	= 90 km/h
(- PL > 3,5 T, autobus et caravanes	= 70 km/h
- PR 9+700 à 11+000	= 110 km/h
- PR 11+000 à 20+350	= 130 km/h
- PR 20+350 à 23+550 (descente de Rosières-aux-Salines) :	
(- VL, VU et motos	= 110 km/h
(- PL > 3,5 T, autobus et caravanes	= 90 km/h
- PR 23+550 à 25+998	= 110 km/h

##### 4°) sur l'autoroute A33 dans le sens - (LUNEVILLE - NANCY-Ouest) :

- PR 25+998 à 20+840	= 110 km/h
- PR 20+840 à 19+430 (descente de St Nicolas-de-Port) :	
(- VL, VU et motos	= 110 km/h
(- PL > 3,5 T, autobus et caravanes	= 90 km/h
- PR 19+430 à 11+000	= 130 km/h
- PR 11+000 à 0+000	= 110 km/h

##### 5°) sur l'autoroute A330 dans le sens + (NANCY-FLAVIGNY) :

- PR 0+000 à 9+1000	= 110 km/h
---------------------	------------

##### 6°) sur l'autoroute A330 dans le sens - (FLAVIGNY-NANCY) :

- PR 9+1000 à 0+000	= 110 km/h
---------------------	------------

##### 7°) sur la RN 57, dans le sens + (FLAVIGNY - limite des Vosges) :

- PR 49+000 à 70+1000	= 110 km/h
-----------------------	------------

##### 8°) sur la RN 57, dans le sens - (limite des Vosges - FLAVIGNY) :

- PR 70+1000 à 51+270	= 110 km/h
- PR 51+270 à 49+000 de la RN 57 correspondant au PR 9+1000 de l'A330 (descente de Flavigny) :	
(- VL, VU et motos	= 110 km/h
(- PL > 3,5 T, autobus et caravanes	= 90 km/h



**ARTICLE II**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral permanent 99/DDE/857/CDES du 28 janvier 2000, et abroge toutes dispositions antérieures prises par des arrêtés antérieurs.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée et entretenue par la subdivision entretien des autoroutes.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'Equipeement, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Madame la directrice des archives départementales, Monsieur le directeur régional de l'Equipeement, Monsieur le général commandant la R.M.D. Nord Est et à Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PERMANENT 2004/DDE/212/CDER RELATIF AU CARREFOUR RN 4/RD 7 A L'EST DE BLAMONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière (partie législative);

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n°89-631 du 4 septembre 1989 relatif au code de la voirie routière (partie réglementaire);

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Considérant la nécessité, afin d'améliorer la sécurité des usagers et des riverains, de modérer la vitesse des véhicules circulant sur la RN 4, à l'approche du carrefour avec la RD 7

A la demande du directeur départemental de l'équipement;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté, la vitesse de tous les véhicules est limitée à 70 km/h sur la RN 4 dans le sens NANCY/STRASBOURG entre les PR 94+317 et 94+965 et dans le sens STRASBOURG/NANCY entre les PR 94+928 et 94+320 ;

**ARTICLE II**

Sont abrogées toutes dispositions contraires prises par des arrêtés antérieurs.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue par la subdivision de l'équipement de BLAMONT;

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de BLAMONT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE 2004/DDE/219/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 2215 du 9 août 1996 portant réglementation de la circulation routière sur les A5 et A 31 pour l'exécution des chantiers courants d'entretien et de réparation ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM du SUD OUEST - secteur Nord Ouest, en date du 19 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Equipeement des Vosges ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réfection du revêtement du diffuseur de Colombey les Belles - sortie n° 11 de l'autoroute A. 31 - PR 214+800, sur le territoire de la commune d'ALLAIN ;

A la demande de la Société d'Autoroutes Paris Rhin Rhône, en date du 3 mai 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

L'Echangeur de Colombey-les Belles situé sur le territoire de la commune d'ALLAIN - sortie n° 11 de l'A. 31 - sera entièrement fermé à la circulation afin que la SAPRR procède à des travaux de réfection située en rase campagne. Ces travaux se dérouleront pendant quatre jours consécutifs, entre le lundi 7 juin et le vendredi 11 juin 2004 ou entre le lundi 14 juin et le vendredi 19 juin 2004.

**ARTICLE II**

Lors de la fermeture du diffuseur de Colombey les Belles, les usagers devront emprunter les déviations suivantes :

- Echangeur de Chatenois n° 10 - RD 166 - Neufchâteau - R.N. 74 - Colombey les Belles - RD 974 - R.N. 74 Echangeur de Toul Valcourt n° 14 et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la SAPRR sur l'A31 concédée et par les directions départementales de l'équipement des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle chacune sur le réseau qui la concerne.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Messieurs les directeurs départementaux de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, Monsieur le Directeur Régional de la SAPRR, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire d'ALLAIN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE 2004/DDE/222/CDSR****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, notamment les articles 1 et 4 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 20 août 1825 relative aux enquêtes administratives de commodo et incommode

Vu la décision du tribunal administratif de NANCY en date du 10 mai 2004, désignant Monsieur Jacques KREBS commissaire enquêteur,

Vu la requête en date du 30 avril 2004 par laquelle la direction des opérations de la ligne à grande vitesse Est européenne de réseau ferré de France mandate la région SNCF de METZ-NANCY, délégation infrastructure, pour qu'il soit procédé dans la commune de VANDIERES à l'ouverture d'une enquête de commodo et incommode sur le projet de suppression définitive du passage à niveau n° 17, situé au point kilométrique 368 495 de la ligne de chemin de fer 090.000 de FROUARD à NOVEANT, sur le territoire de la commune de VANDIERES ;

Vu la notice explicative présentée par réseau ferré de France;

Vu le plan des lieux ;

**A R R E T E****ARTICLE I -**

Il sera procédé dans la commune de VANDIERES à une enquête de "commodo et incommode" sur le projet présenté par la société nationale des chemins de fer français, relatif à la suppression du passage à niveau n°17, situé au point kilométrique 368 495 de la ligne de chemin de fer 090.000 de FROUARD à NOVEANT, sur le territoire de la commune de VANDIERES ;

**ARTICLE II**

Dès réception du dossier, l'enquête sera annoncée aux habitants dans la forme ordinaire et par voie de publication et d'affiches par les soins de la mairie concernée.

**ARTICLE III**

Le dossier sera déposé à la mairie pendant 15 jours consécutifs du mardi 15 juin au mardi 29 juin 2004 inclus et pourra y être consulté

en mairie de VANDIERES, du lundi au vendredi de 14h à 18h

Ce délai de 15 jours ne courra qu'à partir de l'annonce de l'enquête.

**ARTICLE IV**

Monsieur Jacques KREBS domicilié 6 rue Voltaire - 54520 LAXOU, est nommé commissaire enquêteur et recevra les déclarations des habitants sur le projet dont il s'agit - **le jeudi 18 juin 2004 de 15 h à 18 h et le mardi 29 juin 2004 de 15h à 18h** en mairie de VANDIERES.

**ARTICLE V**

Le maire de la commune remettra au commissaire enquêteur, avant l'enquête, le certificat constatant l'accomplissement des formalités prescrites à l'article II.

Ce certificat sera annexé au procès-verbal du commissaire-enquêteur.

**ARTICLE VI**

Le commissaire enquêteur mentionnera et certifiera, sur un procès-verbal établi à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites oralement et que les déclarants seront invités à signer.

Il joindra à ce document, en leur donnant un numéro d'ordre, celles qui lui auront été transmises par écrit au cours de l'enquête.

Le procès-verbal devra être complété par l'avis personnel et motivé du commissaire enquêteur, qui visera en outre les pièces du dossier et remettra sous huitaine celui-ci au maire.

**ARTICLE VII**

Le conseil municipal de la commune délibérera le plus tôt possible sur le projet après clôture de l'enquête et, au plus tard, deux mois après la remise du dossier au maire.

Au cas où le conseil municipal n'aurait pas examiné le projet dans ce délai, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

**ARTICLE VIII**

Le maire de la commune transmettra immédiatement à la préfecture après cette délibération, toutes pièces constitutives au dossier de l'enquête.

**ARTICLE IX**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le maire de VANDIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental de l'équipement;
- Subdivision de l'équipement de PONT A MOUSSON ;
- M. le directeur d'opération déléguée - direction SNCF METZ-NANCY
- M. le directeur des opérations LGV EST;
- M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur;
- M. le directeur des archives départementales;
- préfecture, DACI./1.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 27 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## ARRETE 2004/DDE/223/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité, pour des raisons de sécurité, d'interdire le stationnement le long de la RN 59 entre les agglomérations de CHENEVIERES et MENIL-FLIN (commune de FLIN) et de limiter la vitesse à 70 km/h, lors du 28<sup>ème</sup> rallye cross national de LUNEVILLE-CHENEVIERES organisé par l'Association Sportive Automobile Stanislas les samedi 5 et dimanche 6 juin 2003

A la demande de l'ASA STANISLAS en date du 12 mai 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Sur la RN 59 entre les PR 13+150 et 14+896, c'est-à-dire entre les deux agglomérations de CHENEVIERES et MENIL-FLIN (commune de FLIN), tout stationnement est interdit le samedi 5 juin à partir de 6 h 00 jusqu'au dimanche 6 juin à 22 h 00, sauf pour les services de secours, la vitesse est limitée à 70 km/h. et ce dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II**

Des panneaux de rappel devront être implantés tous les 300 m environ.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de Lunéville.

**ARTICLE IV**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement et Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de CHENEVIERES et FLIN, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales, Monsieur le Directeur du SDIS, et Monsieur le Directeur du SAMU.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 4 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/225/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de LAXOU en date du 5 mars 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation des corniches, garde-corps et trottoirs sur l'ouvrage d'art n°170 de l'autoroute A31 sur les bretelles de liaison : PARIS/METZ et LAXOU/PARIS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Les nuits du lundi 21 juin au mercredi 23 juin 2004, de 21h à 6h00, la circulation s'établit comme suit sur l'A31 :

- **bretelle PARIS/METZ** du PR 247+300 au 247+650

La section courante est fermée à la circulation

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter la déviation par NANCY, rue de la résistance, rue du Saulnois, avenue des 4 vents, puis A31 direction METZ

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont

ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LAXOU, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/226/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 et tous ses modificatifs ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM sud-ouest 54 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparations des corniches, gardes-corps et des trottoirs sur l'ouvrage des cinq tranchées au PR 244+930 de l'autoroute A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

**Phase 1**

Les nuits du mercredi 23 juin au vendredi 25 juin 2004, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 248+950 et 244+050 de l'A.31 :

- **dans le sens NANCY/TOUL**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens TOUL/NANCY à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.
  - la sortie VELAINE reste disponible avec une chicane
- **dans le sens TOUL/NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

**Phase 2**

Les nuits du lundi 28 et 29 juin 2004, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 242+900 et 247+800 de l'A. 31 :

- **dans le sens TOUL/NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY/TOUL à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.
  - la sortie 17 - VELAINE est fermée, les usagers doivent emprunter la déviation :
    - **venant de TOUL :**  
sortie TOUL/GONDREVILLE, giratoire GONDREVILLE direction VELAINE, DR 400 poste de VELAINE, parc de loisirs, zone des baraques, site ST-Jacques II. Dans le cas où les usagers manqueraient la sortie TOUL/GONDREVILLE, ils seraient redirigés sur leurs destinations par A31 NANCY, bretelle TOUL/LUNEVILLE, A33, bretelle de sortie TOUL/NANCY/BRABOIS, échangeur de BRABOIS, bretelle d'entrée NANCY/BRABOIS/TOUL, A33 vers TOUL, bretelle LUNEVILLE/TOUL, échangeur de VELAINE sortie NANCY-VELAINE et RD 400.
    - **venant de VELAINE :**  
pour se rendre à NANCY, RD 400 direction GONDREVILLE, giratoire de GONDREVILLE, bretelle GONDREVILLE/NANCY, puis A31 direction NANCY.
- **dans le sens NANCY/TOUL**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le

commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de VELAINES en HAYE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/227/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de remplacement des supports et du calorifugeage de l'ouvrage existant OA A. 33 050 du PR 7+584 de l'A. 33 (PS n° 3 sous CC n° 50) pour la communauté urbaine du Grand Nancy - service hydraulique ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Les nuits du lundi 28 juin au mercredi 30 juin 2004 de 21h à 6h00 et du lundi 5 juillet au mercredi 7 juillet 2004 de 21h00 à 6h00 la circulation s'établit comme suit entre les PR 5+500 et 11+300:

• phase 1 sens STRASBOURG/PARIS - du 28 au 30 juin 2004

Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens PARIS/STRASBOURG,

Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens STRASBOURG/PARIS,

Basculement de la circulation du sens STRASBOURG/PARIS sur la voie rapide du sens PARIS /STRASBOURG, par les ITPC du PR 6+850 et 10+120.

Fermeture de la bretelle NANCY/PARIS accès A330/A33:

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- section courante de l'A330 sens NANCY/EPINAL jusqu'à l'échangeur de LUDRES,

- bretelle NANCY/LUDRES de l'échangeur DE LUDRES,

- rue Pasteur,

- retour sur A330 par bretelle LUDRES ZI NANCY jusqu'au nœud autoroutier A33/A330,

- bretelle EPINAL/PARIS, A33 direction PARIS par le basculement de la phase 1

• phase 2 sens PARIS/STRASBOURG - du 5 au 7 juillet 2004

Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens STRASBOURG/PARIS,

Rabattement de la circulation de la voie rapide sur la voie lente dans le sens PARIS/STRASBOURG,

Basculement de la circulation du sens PARIS/STRASBOURG sur la voie rapide du sens STRASBOURG/PARIS, par les ITPC du PR 6+850 et 10+120.

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président de la communauté urbaine du grand NANCY, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LUDRES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 9 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/232/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/215/CDER du 7 mai 2004.

Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'étanchéité sur le viaduc d'AUTREVILLE dans le sens METZ/NANCY sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819 de l'autoroute A31, sur le territoire de la commune de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE I

A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au vendredi 9 juillet 2004, dans le sens Metz-Nancy, sur l'A31 entre les PR 268+200 et 267+300, la vitesse est réduite à 70 km/h, en raison de la prolongation des travaux d'étanchéité du viaduc d'Autreville, la bande d'arrêt d'urgence étant supprimée.

##### ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

#### ARRETE 2004/DDE/234/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/683/CDER du 20 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/738/CDER du 27 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté de voirie portant permis de stationnement (autorisation de surplomb) du 15 mars 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/199/CDER du 16 mars 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/211/CDER du 26 avril 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la construction de la culée C 28 et de la pile P 27 au moyen d'une grue à tour dans le cadre du chantier LGV, au PR 3+250 de la RN 57, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

##### ARTICLE I

A compter du 30 juin 2004, l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/211/CDER du 26 avril 2004 est prorogé jusqu'au mercredi 30 juillet 2004.

##### ARTICLE II

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

##### ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

#### ARRETE 2004/DDE/235/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder au fauchage et au nettoyage du Terre-Plein Central de l'A31 entre les PR 282 et 284+273 (limite départementale entre la Moselle et la Meurthe-et-Moselle), dans le cadre de la semaine du développement durable ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

Le 24 juin 2004, de 9h30 à 15h, sur l'A31 entre les PR 282 et 284+273 (limite départementale entre la Moselle et la Meurthe-et-Moselle), des travaux de fauchage et de nettoyage du terre-plein central auront lieu et conduiront à neutraliser les voies rapides (voies les plus à gauche dans le sens de circulation) dans les deux sens de circulation.

##### ARTICLE II

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

##### ARTICLE III

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 17 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

#### ARRETE 2004/DDE/236/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 18 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/226/CDER, en date du 09 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM sud-ouest 54 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparations des corniches, garde-corps et des trottoirs sur l'ouvrage des cinq tranchées au PR 244+930 de l'autoroute A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

L'arrêté n° 2004/DDE/226/CDER susvisé est modifié comme suit :

- La phase 1 se déroulera durant la nuit du mercredi 23 juin 2004 au jeudi 24 juin 2004, de 21 h à 6 h.
- La phase 2 se déroulera durant la nuit du jeudi 24 juin 2004 au vendredi 25 juin 2004, de 21 h à 6 h.

##### ARTICLE II

Toutes les autres dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

##### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

##### ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de VELAINES en HAYE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/237/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°04.BODE.19 en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de mise en oeuvre d'une couche de roulement sur la RN 57 entre les PR 31+170 et 31+980 et d'assurer la sécurité des usagers circulant dans le sens Nancy-Champigneulles, sur la bretelle de sortie n°22 (échangeur de Champigneulles-Frouard) de l'A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement de Nancy Nord ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

En raison de travaux de mise en oeuvre d'une couche de roulement sur la RN57, du mercredi 23 juin 2004 au mercredi 30 juin 2004 inclus, de 9h à 16h, sauf le week-end, toute circulation est interdite, dans le sens Nancy-Champigneulles, sur la section spécifique à la desserte de la ville de Champigneulles de la sortie n°22 de l'A31 (Echangeur de Champigneulles-Frouard).

La bretelle de sortie précédemment citée reste néanmoins ouverte à la circulation pour les usagers désirant rejoindre le giratoire de Frouard.

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Sur la bretelle de sortie n° 22 de l'A31, sens Nancy-Champigneulles, les usagers doivent continuer sur la dite bretelle, emprunter le giratoire de Frouard et prendre la direction de Champigneulles par la RN 57.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de l'Equipement de Nancy Nord.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de CHAMPIGNEULLES et FROUARD, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/238/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu la circulaire ministérielle n°96-14 relative à l'exploitation sous chantier en date du 6 février 1996 ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la vérification et au remplacement de joints mécaniques sur le viaduc de Belleville au PR 265+043 de l'A31, afin d'assurer la sécurité des usagers de l'autoroute ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

La nuit du mercredi 23 juin 2004 au 24 juin 2004, de 22h à 6h, des travaux de vérification et de remplacement de joints mécaniques sur le viaduc de Belleville au PR 265+043 de l'A31 conduiront à la neutralisation d'une voie de circulation (rapide ou lente selon les besoins des travaux) (Fiche CF113a et CF113b du guide du SETRA "signalisation temporaire, Routes à chaussées séparées, Manuel du chef de chantier, Volume 2 édition 2002"), dans chacun des sens de circulation.

**ARTICLE II**

Ce chantier est un chantier non-courant au sens de la circulaire ministérielle n°96-14 en dérogeant aux interdistances entre chantiers définies dans le cas des chantiers courants.



**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de BELLEVILLE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/239/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 18 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de messieurs les maires de HAUCOURT-MOULAIN, MEXY et LONGWY ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Longwy et Briey ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité des usagers au droit de l'échangeur de Mexy sur la RN 52 et de procéder à des travaux sur la RD 520 sur le territoire de la commune de LONGWY ;

A la demande de la subdivision de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits du jeudi 24 juin 2004 au vendredi 25 juin 2004 et du jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2004 au vendredi 2 juillet 2004, de 20h à 6h, la bretelle de sortie de l'échangeur de MEXY sur la RN 52, dans le sens Metz-Longwy, sera fermée à toute circulation.

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

- **Pour se rendre à Mexy dans le sens Metz-Longwy**  
Sortir à l'échangeur de HAUCOURT-MOULAIN, HAUCOURT-MOULAIN, prendre la RD 196 en direction de MEXY, MEXY.
- **Pour se rendre à Longwy Bas dans le sens Metz-Longwy**  
Au droit de l'échangeur de MEXY, continuer sur la RN 52, sortir à l'échangeur du PULVENTEUX, prendre la RD 520 en direction de LONGWY BAS.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la Subdivision de l'Equipement de Longwy.

**ARTICLE V**

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté 2004/DDE/237/CDER relatif à la fermeture de la bretelle de sortie de Mexy sur la RN52.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires LONGWY, MEXY et HAUCOURT-MOULAIN, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 23425 en date du 7 juin 2004, la commune de PULNOY a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement électrique par CIRMAD-EST, Zac des Sables, sur la commune de PULNOY.

Par arrêté préfectoral n° 43166 en date du 7 juin 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau électrique HTAS, route départementale n° 52, sur les communes de VITERNE et MAIZIERES.

## DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE D'ABBEVILLE LES CONFLANSLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 13 du 07 mai 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années.

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de ROMAIN en date du 10 mai 2003 (affichage en Mairie du 10 mai 2003 au 10 novembre 2003).

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

## A R R E T E

**Article 1** : Les immeubles ci-après désignés :

## COMMUNE DE ABBEVILLE LES CONFLANS

Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
E	121	Le Village	6 a 60 ca	Jardin
E	122	Le Village	1 a 32 ca	Lande

sont attribués à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. le Maire de ABBEVILLE LES CONFLANS sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de BRIEY.

NANCY, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTELBIENS VACANTS ET SANS MAITRE  
ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE  
COMMUNE D'ESSEY LES NANCYLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de ESSEY LES NANCY du 09 décembre 2003 ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n' a plus de propriétaires connus.

## COMMUNE DE ESSEY LES NANCY

Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AV	196	La Hayotte	3 a 47 ca	Jardin

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTELARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE FROUARDLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 15 du 03 juin 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de FROUARD en date du 12 juillet 2003 (affichage en Mairie du 13 juin 2003 au 12 juillet 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité ;

# **A R R E T E**

**Article 1** : Les immeubles ci-après désignés :

COMMUNE DE FROUARD				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AO	664	Côte Mahaut	1 a 62 ca	Verger
AO	670	Côte Mahaut	5 a 30 ca	Verger
AO	753	Bourgogne	1 a 78 ca	Bois
AO	755	Bourgogne	3 a 91 ca	Bois Taillis

sont attribués à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de FROUARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY.

NANCY, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

## **ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE COMMUNE DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 février 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 9 du 24 mars 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de PONT A MOUSSON en date du 27 mars 2003 (affichage en Mairie du 20 février 2003 au 20 août 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité ;

# **A R R E T E**

**Article 1** : Les immeubles ci-après désignés :

COMMUNE DE PONT A MOUSSON				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
F	703	Fontaine Saint Antoine	4 a 93 ca	Verger
F	706	Fontaine Saint Antoine	4 a 10 ca	Terre

sont attribués à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de PONT A MOUSSON sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY .

NANCY, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

## **ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2002 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 3 du 11 février 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de SAINT NICOLAS DE PORT en date du 17 mars 2003 (affichage en Mairie du 24 janvier 2003 au 11 mars 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité ;

# **A R R E T E**

**Article 1** : Les immeubles ci-après désignés :

COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AK	42	A ALBA	3 a 74 ca	Verger
AK	44	A ALBA	2 a 88 ca	Terre
AK	46	A ALBA	3 a 34 ca	Terre
AK	48	A ALBA	5 a 85 ca	Terre
AK	49	A ALBA	2 a 85 ca	Terre
AK	78	A ALBA	3 a 77 ca	Jardin

sont attribués à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY.  
NANCY, le 8 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE DIEULOUARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 13 du 07 mai 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de DIEULOUARD en date du 06 juin 2003 (affichage en Mairie du 06 mai 2003 au 06 juin 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Les immeubles ci-après désignés :

COMMUNE DE DIEULOUARD				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
A	52	HAUT DES GREVES	2 a 20 ca	Bois Taillis
A	99	HAUT DES GREVES	6 a 02 ca	Bois Taillis
A	264	SUR LA CHAPELLE	3 a 70 ca	Bois Taillis
A	304	SUR LA CHAPELLE	1 a 50 ca	Taillis
A	462	DERRIERE LE TREME	1 a 95 ca	Bois Taillis
AD	199	RELES JOSEPH	2 a 26 ca	Bois Taillis
B	478	CERISIER HARDAL	4 a 10 ca	Bois Taillis
B	479	CERISIER HARDAL	2 a 40 ca	Bois Taillis
B	480	CERISIER HARDAL	2 a 10 ca	Bois Taillis
B	494	CERISIER HARDAL	2 a 10 ca	Bois Taillis
B	506	CERISIER HARDAL	5 a 13 ca	Bois Taillis
B	534	CERISIER HARDAL	1 a 50 ca	Bois Taillis
B	539	CERISIER HARDAL	3 a 70 ca	Bois Taillis
B	548	CERISIER HARDAL	2 a 75 ca	Bois Taillis
ZN	10	LES GRANDS RAYEUX	23 a 70 ca	Terre
ZN	53	LES GRANDS RAYEUX	10 a 20 ca	Terre
ZO	21	SOUS LE BOIS L'EPINE	9 a 90 ca	Terre

sont attribués à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de DIEULOUARD sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY.  
NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE NORROY LES PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, n° 13 du 07 mai 2003, constatant que l'immeuble ci-après désigné n'a pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de NORROY LES PONT A MOUSSON en date du 10 juin 2003 (affichage en mairie du 07 mai 2003 au 10 juin 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

**A R R E T E**

**Article 1** : L'immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE NORROY LES PONT A MOUSSON				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
C	167	La Galère	6 a 74 ca	Bois Taillis

est attribué à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de NORROY LES PONT A MOUSSON sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY  
NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE ROMAIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2003 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 23 du 05 août 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de ROMAIN en date du 09 septembre 2003 (affichage en Mairie du 31 juillet 2003 au 31 août 2003) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité ;

**A R R E T E**

**Article 1** : L'immeuble ci-après désigné :

**COMMUNE DE ROMAIN**

Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
ZB	6	Le Fays	1 a 53 ca	Bois Taillis

est attribué à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Lunéville, M. le Maire de ROMAIN sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de LUNEVILLE.

NANCY, le 21 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  
DE LORRAINE ET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**ARRETE D'AGREMENT DES ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 84-610 du 16 Juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

Vu le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 2003 portant délégation de signature à Monsieur Bernard FUSS, Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports,

Sur la proposition de ce dernier :

**A R R E T E**

**Article 1** : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 Juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

54 S 1751	Association Les Amis Cyclos du Paris-Longwy Hôtel de Ville 54400 LONGWY	CYCLOTOURISME
54 S 1752	Union Sportive des Cyclotouristes de Lexy Mairie de Lexy 54720 LEXY	CYCLOTOURISME
54 S 1753	Association Cheval en Saintois 31 grande rue 54126 PRAYE	EQUITATION
54 S 1754	Football Club Val de Mad Mairie de Villecey sur Mad 54890 WAVILLE	FOOTBALL
54 S 1755	Association Tennis Laxou Sapinière (T.L.S.) Club House Parc des sports - rue des forestiers 54520 LAXOU	TENNIS
54 S 1756	Office Municipal des Sports de Saint Max Hôtel de Ville 54130 SAINT MAX	O.M.S.
54 S 1757	Association Sportive Laxou Volley ball Chez M. Jean-Marie BARBIER 26 rue de Lunéville 54110 ANTHELUP	UFOLEP
54 S 1758	Bolide sur Terre Club 54 37 rue Maurice Barrès 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE	UFOLEP

**Article 2** : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations dont les noms suivent pour la pratique des activités physiques et sportives, est étendu aux disciplines précisées pour chacune d'entre elles :

EXTENSION D'AGREMENT

54 S 247 du 20 mai 1980	Amicale Laïque de Toul Ecole Saint Mansuy 54200 TOUL	BADMINTON
54 S 1000 du 21 août 1987	ASPTT Nancy Meurthe et Moselle 31 bis avenue du Général Leclerc B.P. 4001 54039 NANCY CEDEX	EQUITATION
54 S 435 du 2 mai 1981	Loisirs et Rencontre Heillecourt Mairie 54180 HEILLECOURT	F.F.E.P.G.V.

**Article 3** : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est modifié ainsi qu'il suit :

MODIFICATION D'AGREMENT

54 S 162 du 20 mai 1980	GYMNASTIQUE VOLONTAIRE MESSEIN	
nouveau titre	TONIC GYM MESSEIN Mairie 51 rue du bois de grève 54850 MESSEIN	F.F.E.P.G.V.
54 S 1148 du 02 février 1989	ASSOCIATION CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE A ROULETTE	
nouveau titre	ROLLER SKATING VANDOEUVRE (RSV) Parc des Sports - rue de Gembloux 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	ROLLER SKATING
54 S 80 du 20 octobre 1989	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE D'ERROUVILLE	
nouveau titre	LES ARCHERS D'ERROUVILLE chez M. E. NOWAK 14 rue des Prés 54680 ERROUVILLE	TIR A L'ARC

**Article 4** : L'agrément ministériel accordé antérieurement aux associations figurant à cet article pour la pratique des activités sportives est supprimé :

RETRAIT D'AGREMENTS

(Clubs qui ne sont plus affiliés à une fédération)

54 S 575 du 12 janvier 1982	Club du Renouveau de Flavigny sur Moselle Mairie 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE	F.F.E.P.M.M.
54 S 211 du 20 mai 1980	Amicale Laïque Louis Pergaud B.P. 49 54526 LAXOU CEDEX	VOLLEY BALL

**Article 5** : Le Directeur Régional Adjoint de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.  
NANCY, le 15 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Régional Adjoint  
de la Jeunesse et des Sports,  
Bernard FUSS

**AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE****DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIR AU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE  
POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la décision portant nomination, sur proposition du préfet, du délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine de MEURTHE-ET-MOSELLE;

J'ai décidé :

De donner délégation de pouvoir au délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département, dans le cadre de son ressort territorial et de ses attributions et compétences à l'effet d'instruire proposer ou signer les décisions suivantes :

- Instruction des opérations éligibles aux aides de l'agence nationale pour la rénovation urbaine selon les conditions et modalités d'attribution définies par les textes en vigueur (y compris la signature des accusés de réception relatifs aux demandes de subventions et pièces complémentaires) et les directives de l'ANRU;
- Décisions de subvention concernant les opérations isolées conduites en l'absence de projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération et 1,5 millions d'euros de subvention par quartier;
- Décisions de subvention concernant les opérations urgentes conduites pour l'achèvement ou la préfiguration d'un projet de rénovation urbaine dans les quartiers en zone urbaine sensible (ZUS) et qui sont éligibles aux subventions de l'ANRU sous réserve de ne pas excéder 1,5 million d'euros de subvention par opération;

- d - Décisions concernant les subventions et agréments pour la construction, et l'acquisition de logements locatifs aidés (prêts locatifs à usage social « PLUS », prêts locatifs à usage social pour la démolition construction « PLUS CD » et prêts prêt locatif aidé d'intégration « PLAI ») : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, modification, dérogations, prorogation des délais d'achèvement des travaux, dépassement des prix de référence, transfert des prêts (art. R 331-1 à R 331-16 du code de la construction et de l'habitation) ;
  - e - Décisions relatives aux subventions pour majoration de surcharges foncières: octroi, annulation, dérogations au plafonnement de l'assiette et au taux de la subvention (art. R 331-24 à R 331-31 et art. R. 381-1 à R381-6 du code de la construction et de l'habitation) ;
  - f - Décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux éligibles et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R.323-1 à R.323-12 du code de la construction et de l'habitation) ;
  - g - Liquidation (calcul) du montant des sommes à payer au titre des acomptes conventionnels fondés sur la vérification et l'attestation des pièces justificatives produites ;
  - h - Certification de la réalité et de la conformité des prestations ou des travaux réalisés par rapport aux opérations isolées ou urgentes en vue de leur ordonnancement et du paiement par l'agent comptable de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.
- Le directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine, et le préfet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de MEURTHE-ET-MOSELLE.
- PARIS, le 25 mai 2004

Philippe VAN DE MAELE

#### DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

##### LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE

VU le code de la construction et de l'habitation ;  
 VU la loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;  
 VU le Décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;  
 Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
 Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;  
 VU la proposition du préfet, concernant la désignation du délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de MEURTHE-ET-MOSELLE;

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1 :

De nommer en Mr Michel ZINGER, Sous préfet chargé de mission pour la politique de la ville de MEURTHE-ET-MOSELLE en qualité de délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

##### ARTICLE 2 :

La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE.

PARIS, le 25 mai 2004

Philippe VAN DE MAELE

#### CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT

##### DECISIONS DE DELEGATION DE SIGNATURE

##### LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE St NICOLAS DE PORT :

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris pour l'application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière et modifiant le code de la santé publique ;

#### D E C I D E

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Madame KOCHER Antoinette**, Adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques et financiers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des bons de commandes et les courriers relatifs aux services économiques et financiers à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destiné à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

**Article 2 :** Cette délégation prendra effet à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2004**.

**Article 3 :** Cette décision sera publiée au R.A.A. de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

Le Directeur par intérim,  
Y. BOUYSSSET

##### LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE St NICOLAS DE PORT :

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris pour l'application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière et modifiant le code de la santé publique ;

#### D E C I D E

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Madame JACQUOT Nelly**, Adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques et financiers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des bons de commandes et les courriers relatifs aux services économiques et financiers à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destiné à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

**Article 2 :** Cette délégation prendra effet à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2004**.

**Article 3 :** Cette décision sera publiée au R.A.A. de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

Le Directeur par intérim,  
Y. BOUYSSSET

##### LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE St NICOLAS DE PORT :

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris pour l'application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière et modifiant le code de la santé publique ;

#### D E C I D E

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Madame DELICOURT Yvette**, Adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques et financiers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des bons de commandes et les courriers relatifs aux services économiques et financiers à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destiné à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

**Article 2 :** Cette délégation prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

**Article 3 :** Cette décision sera publiée au R.A.A. de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

Le Directeur par intérim,  
Y. BOUYSET

---

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE ST NICOLAS DE PORT ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris pour l'application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière et modifiant le code de la santé publique ;

**D E C I D E**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Monsieur BENBACHIR Madgide**, Adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques et financiers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des bons de commandes et les courriers relatifs aux services économiques et financiers à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destiné à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

**Article 2 :** Cette délégation prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

**Article 3 :** Cette décision sera publiée au R.A.A. de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

Le Directeur par intérim,  
Y. BOUYSET

---

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DU CENTRE HOSPITALIER DE ST NICOLAS DE PORT ;

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé pris pour l'application de la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière et modifiant le code de la santé publique ;

**D E C I D E**

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à **Monsieur DE PELLEGRINI Jean-Pierre**, Adjoint des cadres hospitaliers, chargée des services économiques et financiers, à l'effet de signer les correspondances relatives à des bons de commandes et les courriers relatifs aux services économiques et financiers à l'exception de celles revêtant un caractère décisionnel ou destiné à des personnalités extérieures ainsi que de notes ayant un caractère de diffusion générale.

**Article 2 :** Cette délégation prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

**Article 3 :** Cette décision sera publiée au R.A.A. de l'Etat du Département de Meurthe et Moselle.

Le Directeur par intérim,  
Y. BOUYSET

---

**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**

**DECISION N° 005/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE**

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 714.12.1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 18 juin 2004 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant **Monsieur Bernard HURSON** dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1**

La décision n° 004/04 du 10 mars 2004 est annulée.

**ARTICLE 2 Délégation**

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- tous bons de commandes, marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000 € HT, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;
- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Daniel DUPAL, attaché d'administration à la Direction des Services Economiques, à l'effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel DUPAL, sa délégation est donnée à Monsieur Jean-Claude MAREKOVIC, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe LARIVIERE, ingénieur, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux.
- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courantes, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe LARIVIERE, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

**ARTICLE 3**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.



**ARTICLE 4**

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

**ARTICLE 5**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 6**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Philippe LARIVIERE, ingénieur, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 7**

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographié des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

**ARTICLE 8**

La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Le Directeur,  
Y. BOUYSSET

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE**

ARRETE D.R.A.S.S. N° 2004-77 EN DATE DU 27 MAI 2004

**FIXANT LA REPARTITION PAR INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS DES ETUDIANTS  
ADMISS A ENTRER EN PREMIERE ANNEE D'ETUDES PREPARATOIRES AU DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER/ERE  
DANS LA REGION LORRAINE AU TITRE DE LA RENTREE 2004-2005**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 81-421 du 29 avril 1981 modifié,

VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2004 fixant le nombre d'étudiants admis en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier/ère (rentrée septembre 2004 et février 2005) dans les différentes régions,

VU l'arrêté préfectoral S.G.A.R. n° 2003-680 en date du 8 décembre 2003 portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Les effectifs des étudiants admis à entrer en première année d'études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier/ère dans les instituts de formation de la région Lorraine en 2004-2005 sont fixés comme suit :

**Département de Meurthe-et-Moselle**

- Instituts de formation du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY	
. Institut de NANCY-LIONNOIS	190
. Institut de NANCY-BRABOIS	75
- Institut de formation du Centre Hospitalier de BRIEY	35
- Institut de formation du Centre Hospitalier Spécialisé de LAXOU	80

**Département de la Meuse**

- Institut de formation du Centre Hospitalier de BAR LE DUC	45
- Institut de formation du Centre Hospitalier de VERDUN	110

**Département de la Moselle**

- Instituts de formation du Centre Hospitalier de METZ-THIONVILLE	
. Institut de formation de METZ	110
. Institut de formation de THIONVILLE	110
- Institut de formation du Centre Hospitalier Spécialisé de JURY LES METZ	100
- Institut de formation de la Croix Rouge Française de METZ	110
- Institut de formation du Centre Hospitalier de SARREBOURG	40
- Institut de formation du Centre Hospitalier de SARREGUEMINES	80
- Institut de formation des Etablissements Hospitaliers de FORBACH - SAINT-AVOLD	95

**Département des Vosges**

- Institut de formation du Centre Hospitalier d'EPINAL	70
- Institut de formation du Syndicat NEUFCHATEAU-VITTEL	65
- Institut de formation du Centre Hospitalier de REMIREMONT	45
- Institut de formation du Centre Hospitalier de SAINT-DIE	40

**ARTICLE 2 :** Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales et aux directeurs des instituts de formation en soins infirmiers et qui sera publié au recueil des actes administratifs de chaque département de la région.

Pour le Préfet de Lorraine et par délégation,  
Pour le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Pierrette GRANDEMANGE

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE JARNY  
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI-BOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU la délibération du conseil municipal de JARNY en date du 22 janvier 2002 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;

VU les délibérations en date des 25 juillet 2002 et 25 septembre 2003 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant cette adhésion ;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes de :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS (14 novembre 2003) - ANOUX (19 décembre 2003) - APACH (12 décembre 2003) - AUBOUE (8 décembre 2003) - AUDUN-LE-ROMAN (11 février 2004) - AUMETZ (5 décembre 2003) - AVILLERS (17 novembre 2003) - LES BAROCHES (9 décembre 2003) - BASSE-HAM (15 décembre 2003) - BATILLY (5 décembre 2003) - BAZAILLES (21 novembre 2003) - BEUVILLERS (24 novembre 2003) - BOULANGE (9 décembre 2003) - BREHAIN-LA-VILLE (12 décembre 2003) - BRIEY (25 novembre 2003) - CHAILLY-LES-ENNERY (8 décembre 2003) - CHENIERES (11 décembre 2003) - CONS-LA-GRANDVILLE (24 novembre 2003) - CONTZ-LES-BAINS (22 novembre 2003) - CUTRY (16 décembre 2003) - DONCOURT-LES-CONFLANS (20 novembre 2003) - ERROUVILLE (10 décembre 2003) - FILLIERES (19 décembre 2003) - FLEVILLE-LIXIERES (5 décembre 2003) - GANDRANGE (25 février 2004) - GIRAUMONT (13 novembre 2003) - GONDRECOURT-AIX (10 décembre 2003) - HERSENGE (3 décembre 2003) - HOMECOURT (22 décembre 2003) - HUSSIGNY-GODBRANGE (4 décembre 2003) - ILLANGE (10 décembre 2003) - JEANDELIZE (14 novembre 2003) - JOEUF (23 novembre 2003) - JOPPECOURT (9 décembre 2003) - JOUAVILLE (9 décembre 2003) - JOUDREVILLE (11 décembre 2003) - KERLING-LES-SIERCK (11 décembre 2003) - LABRY (15 décembre 2003) - LAIX (26 janvier 2004) - LANDRES (5 décembre 2003) - LANTEFONTAINE (12 novembre 2003) - LEXY (4 décembre 2003) - LONGLAVILLE (25 novembre 2003) - LONGWY (16 décembre 2003) - LUBEY (26 novembre 2003) - MAIRY-MAINVILLE (28 novembre 2003) - MAIZIERES-LES-METZ (28 novembre 2003) - MALAVILLERS (4 décembre 2003) - MALLING (21 novembre 2003) - MANCE (12 novembre 2003) - MANCIEULLES (26 novembre 2003) - MARANGE-SILVANGE (19 décembre 2003) - MERCY-LE-BAS (12 novembre 2003) - MERCY-LE-HAUT (22 décembre 2003) - MOINEVILLE (11 décembre 2003) - MONTIGNY-SUR-CHIERS (2 décembre 2003) - MONTOIS-LA-MONTAGNE (16 décembre 2003) - MONT-SAINT-MARTIN (21 novembre 2003) - MOUTIERS (11 décembre 2003) - MOYEUVE-PETITE (19 décembre 2003) - MURVILLE (21 novembre 2003) - NORROY-LE-VEUR (15 décembre 2003) - OTHE (29 novembre 2003) - OZERAILLES (27 novembre 2003) - PIENNES (15 décembre 2003) - PREUTIN-HIGNY (5 décembre 2003) - PUXE (4 novembre 2003) - REHON (12 novembre 2003) - REMELING (21 novembre 2003) - REZONVILLE (29 janvier 2004) - ROMBAS (27 novembre 2003) - RONCOURT (29 décembre 2003) - ROSSENGE (27 novembre 2003) - RUSSANGE (11 décembre 2003) - SAINT-AIL (12 décembre 2003) - SAINT-PANCRE (26 novembre 2003) - SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE (20 novembre 2003) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (17 décembre 2003) - SAULNES (24 novembre 2003) - SERROUVILLE (5 décembre 2003) - THIL (18 décembre 2003) - THUMEREVILLE (3 décembre 2003) - TRESSANGE (19 décembre 2003) - TRIEUX (22 décembre 2003) - TUCQUEGNIEUX (11 décembre 2003) - UGNY (10 décembre 2003) - VALLEROY (12 décembre 2003) - VILLE-AU-MONTOIS (3 décembre 2003) - VILLERUPT (18 décembre 2003) - VILLE-SUR-YRON (12 décembre 2003) - VIONVILLE (14 novembre 2003) - YUTZ (26 janvier 2004) ;

VU l'avis défavorable des conseils municipaux des communes de :

AFFLEVILLE en date du 14 novembre 2003,

BRONVAUX en date du 9 décembre 2003,

VU l'avis favorable de la sous-préfète de Verdun en date du 24 février 2004 ;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de METZ-Campagne en date du 1er mars 2004;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 5 avril 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 16 avril 2004;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

## ARRETEMENT

**ARTICLE 1er** : L'adhésion de la commune de JARNY (Meurthe-et-Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de JARNY sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

**ARTICLE 2** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY, METZ-Campagne, THIONVILLE et VERDUN, et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 29 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

METZ, le 3 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

BAR-LE-DUC, le 10 juin 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,  
Hubert VERNET



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	616
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	616
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	616
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.07 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE .....	616
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.08 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES.....	618
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.20 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE, CHARGEE DE L'INTERIM DU SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	618
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.21 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	619

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.07 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n° 520 du 6 août 2003 nommant M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

VU les arrêtés préfectoraux du 28 août 2000 et du 8 septembre 2000 accordant délégation de signature à M. Jean-Louis Toubhantz, directeur départemental de la sécurité publique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : Cette délégation peut également être exercée par :

- M. Razurel Lionel	commissaire divisionnaire
- M. Touzé Jean-Louis	commissaire principal
- M. Kotnik Denis	commissaire de police
- M. Barot Michel	commandant échelon fonctionnel
- M. Bluteau Jean-Claude	commandant échelon fonctionnel
- M. Bourgois François	commandant échelon fonctionnel
- M. Finance Jérôme	commandant échelon fonctionnel
- M. Kowalski Daniel	commandant échelon fonctionnel

- M. Mahé Jean-Charles
- M. Untereiner Jean-Bernard
- M. Deray Charles
- M. Florentin Michel
- M. Friderich Pierre
- M. Herlem Philippe
- M. Lambolez Alain
- M. Magny Jean-Marie
- M. Maquinghen Eric
- M. Rzadkowski Jean Pierre
- Mme Audoine Nancy
- M. Bart Bernard
- M. Collard Guy
- M. Crespo Jean-Louis
- M. Dauphin Bruno
- M. Escolano Robert
- M. Husson Jean-Marie
- M. Klein Hervé
- M. Luthi Michel
- M. Messain Etienne
- M. Noël Jean-Paul
- M. Rengshausen André
- M. Rollin Patrick
- M. Romens Bernard
- M. Weber Christian
- M. Wunsch Thierry
- M. Ambroise Frédéric
- Mme Bouabbas Noura
- M. Bresciani Pascal
- M. Camus Joël
- M. Chardin Alain
- M. Cote Emmanuel
- M. Cremer Pierre
- M. Dautel Jean-Charles
- M. Exposta Patrick
- M. Felten Cyrille
- M. Gauzail Olivier
- M. Giglio Philippe
- M. Grimont Benoît
- M. Hoffmann Pierre
- M. Houot Stéphane
- M. Imbert Francis
- Mme Jézequel Michelle
- M. Joliot Henri
- Mme Koehler Sandrine
- M. Koudlansky Christophe
- Mme Lamothe Céline
- M. Laprevotte Eric
- M. Louis Eric
- M. Maffei Pierre
- Mme Nicolas Delphine
- M. Ory Serge
- M. Perry Jean-Michel
- Mme Romens Claude
- M. Tisserant Jean-Luc
- Mme Toni Isabelle
- M. Tonnelier Bruno
- Mme Turpin Chantal
- M. Vaz Marcelin
- M. Vit Philippe
- M. Zoall Christian

- [illegible]

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Ponsard-Chareyre, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 3 du présent arrêté sera exercée par M. Lionel Razurel, commissaire divisionnaire.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : Les arrêtés préfectoraux des 28 août 2000 et 8 septembre 2000 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 10 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.08 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2003-734 du 1<sup>er</sup> août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;

VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 1993 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Jacques Schiele, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté en date du 16 septembre 1988 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Miguel Fabbri, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2000 accordant délégation à MM. Jacques Schiele et Miguel Fabri, capitaines de police, chargés des fonctions de directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à :

**M. Jacques SCHIELE**, commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle en résidence à Mont-Saint-Martin, habilité à exercer les fonctions d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SCHIELE, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Miguel FABBRI, commandant de police, adjoint au directeur.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral du 15 septembre 2000 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. SCHIELE exerçant les fonctions d'officier de police judiciaire, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée pour information à M. le sous-préfet de l'arrondissement de Briey ainsi qu'à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 10 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.20 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE, CHARGÉE DE L'INTERIM DU SECRETAIRE GENERAL  
DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Mme Corinne Chauvin, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;

VU le décret du Président de la République en date du 17 mai 2004 nommant M. François Dumuis, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet du Raincy ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2003, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 avril 2004 accordant délégation de signature à M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** : Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul, est chargée de l'intérim du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit et des ordres de réquisition, des déférés préfectoraux et de la saisine de la chambre régionale des comptes et des actes pour lesquels une délégation a été conférée à un chef de service de l'État dans le département.

**ARTICLE 2** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux cabinets ministériels et aux parlementaires.

**ARTICLE 3** : Les arrêtés préfectoraux du 27 juin 2003 et du 15 avril 2004, sont abrogés.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de Toul, à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission, à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 14 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.21 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG, commissaire divisionnaire de la police nationale, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2001 nommant M. Michel ZINGER, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de 1<sup>ère</sup> classe, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges AMBROISE sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien DAZIANO, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 juin 2004 accordant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet chargée de l'intérim du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Marc BURG, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit et des actes pour lesquels une délégation a été conférée à un chef de service de l'Etat dans le département.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc BURG, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet de l'arrondissement de Toul et à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de Briey.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Michel ZINGER, sous-préfet chargé de mission et à M. Sébastien DAZIANO, sous-préfet, directeur du cabinet.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Marc BURG, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral du 14 juin 2004 est abrogé.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. AMBROISE, sous-préfet de Briey, à Mme CHAUVIN, sous-préfet de Toul, à M. ZINGER, sous-préfet chargé de mission, à M. DAZIANO, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 21 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>569</b>
<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>569</b>
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	<i>569</i>
ARRETE N° 2004/14/SIDPC54/SECOURISME PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT (N° 17/2004/SIDPC54/SECOURISME)	
A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS	569
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU LUNDI 17 MAI 2004 - PROCES-VERBAL N° 22/2004	570
ARRETE N° 2004/31 DU 1 <sup>ER</sup> JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE FROUARD-LIVERDUN-POMPEY	570
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b>	<b>571</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	<i>571</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.19 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT	571
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>572</b>
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>572</i>
DECISION - OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL D'EQUIPEMENT COMMERCIAL	572
<i>TROISIEME BUREAU</i>	<i>573</i>
ARRETE PORTANT FIXATION EN EUROS DE L'AVANCE DE LA REGIE D'AVANCES OUVERTE A LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE (MODIFICATION DE L'ARRETE DU 25 MARS 1994)	573
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	573
ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	574
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	574
ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	574
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	<i>575</i>
ARRETE DU 19 MARS 2004 ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE SAINT-PIERREMONT (MEURTHE ET MOSELLE) ( <i>JOURNAL OFFICIEL DU 31 MARS 2004</i> )	575
ARRETE CHASSE N° 2004/192 FIXANT LES PLANS DE CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR LA CAMPAGNE 2004/2005	576
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CHASSE N° 2004/193 RELATIF AU PLAN DE CHASSE POUR L'ESPECE "SANGLIER" ET SA MISE EN ŒUVRE SUR LA TOTALITE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	576
ARRETE CHASSE N° 2004/58 - ENQUETE PUBLIQUE POUR LA DETERMINATION DES TERRAINS A SOUMETTRE A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY	577
COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES	577
ARRETE N° 1003 PORTANT EXECUTION DE TRAVAUX D'OFFICE AU TITRE DE LA POLICE DES MINES SUR LES CONCESSIONS D'HOMECOURT ET D'AUBOUÉ-MOINEVILLE	578
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE L'EGLISE PAR LA COMMUNE D'ECROUVES B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	579
AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL AFIN DE REVISER LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE LA COMMUNE DE SEICHAMPS	582
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	<b>582</b>
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>582</i>
CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DES TILLEULS	582
CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE LA COTE DE SION - 2	583
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	<i>583</i>
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	583
AUTORISATION PREFECTORALE N° 154	593
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>594</b>
<i>PREMIER BUREAU</i>	<i>594</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ISOLEES POUR LE SCOT » (SICISCOT)	594
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b>	<b>596</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'ADHESION DE LA COMMUNE DE CHOLOY-MENILLOT AU SYNDICAT D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN DE L'INGRESSIN	596
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	<b>596</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>596</b>
ARRETE A.R.H. DE LORRAINE N° 11/04 DU 19 MAI 2004 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PIERRE NOEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE	596

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	<b>597</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b> .....	<b>597</b>
ARRETE DDASS/AES/N° 106 - EXERCICE DE LA PHARMACIE - LICENCE N° 514 .....	597
ARRETE DDASS/AES/N° 107 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 98 - AMBULANCES J.L.B., 1 RUE DE NOIRVAL - 54600 VILLERS LES NANCY .....	597
<b>POLE RESSOURCES</b> .....	<b>598</b>
ORDONNATEUR SECONDAIRE - SUBDELEGATION DE SIGNATURE .....	598
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	<b>598</b>
<b>AMENAGEMENT FONCIER</b> .....	<b>598</b>
ARRETE PREFECTORAL 2004/188 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE ET MOSELLE .....	598
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES</b> .....	<b>599</b>
ARRETE PREFECTORAL DDSV/54/04/30 RELATIF A LA PESTE PORCINE CLASSIQUE CHEZ LES SANGLIERS SAUVAGES .....	599
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	<b>600</b>
<b>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</b> .....	<b>600</b>
ARRETE 2004/DDE/213/CDES .....	600
ARRETE 2004/DDE/214/CDER .....	601
ARRETE 2004/DDE/217/CDER .....	601
ARRETE 2004/DDE/218/CDER .....	602
ARRETE 2004/DDE/220/CDES .....	603
ARRETE 2004/DDE/221/CDER .....	604
<b>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE</b> .....	<b>604</b>
ARRETE DDE/INF/04-38 - AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT .....	604
<b>OFFICE NATIONAL DES FORETS</b> .....	<b>606</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE AVRAINVILLE .....	606
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	<b>606</b>
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS .....	606
<b>MATERNITE REGIONALE "A. PINARD" DE NANCY</b> .....	<b>606</b>
DELEGATION DE SIGNATURE .....	606
DELEGATION DE SIGNATURE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	607
<b>RESEAU FERRE DE FRANCE</b> .....	<b>607</b>
DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE .....	607
<b>AVIS DE RECRUTEMENT</b> .....	<b>608</b>
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	608
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT ADMINISTRATIF AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	608
VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2 <sup>EME</sup> CATEGORIE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	608
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	<b>609</b>
AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES EN VUE DU RECRUTEMENT DE 4 INFIRMIER(ES) CADRE DE SANTE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU .....	609
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CADRE DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT .....	609
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX</b> .....	<b>610</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL EN DATE DU 4 MAI 2004 PORTANT AUTORISATION, AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE-AVAL .....	610

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

#### ARRETE N° 2004/14/SIDPC54/SECOURISME PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT (N° 17/2004/SIDPC54/SECOURISME) A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 1993 portant agrément à la fédération française de sauvetage et de secourisme pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1993 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux des 8 février 1996, 30 mars 1998, 3 mai 2000 et 27 juin 2002, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 1<sup>er</sup> avril 2004 par M. le Président du conseil départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Directeur de Cabinet ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer différentes formations aux premiers secours mentionnées dans le paragraphe 5 de la demande du 1<sup>er</sup> avril 2004, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 2** : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;



**ARTICLE 3 :** M. le Directeur de Cabinet, et M. le Président du conseil départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 7 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE  
DU LUNDI 17 MAI 2004 - PROCES-VERBAL N° 22/2004**

**31 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

BANISCH	JEREMIE	SARREBOURG
BIGOT	JERÔME	VILLERS LES NANCY
BOUSNANE	NABIL	NANCY
BRIAND	AURELIE	CHALIGNY
COLLIN	ALEXANDRE	NANCY
CONTENOT	ADRIEN	NANCY
DA ROCHA	JEREMIE	BOERSCH
EMERIAU	CHARLOTTE	VALLET
FALZONE	JONATHAN	METZ SABLON
FEGELE	STEPHANE	MALANCOURT LA
FONTY	ANNE	ABAUCCOURT SUR SEILLE
GENTILE	JESSICA	NANCY
GROSDIDIER	LUDOVIC	BAYON
KESSLER	KEVIN	PONT A MOUSSON
KLIPFEL	MARIE	THAON LES VOSGES
LADENT	THOMAS	SALONNES
LION	ALEXIS	SAINT AME
LOCK	MARJORIE	WILLERWALD
LOUISET	VERONIQUE	ATTON
MATHIEU	FRANCIS	BACCARAT
MUGUET ROBBIA	PAUL ANTOINE	VANDOEUVRE
NARDIN	ALEXANDRE	REBEUVILLE
PAOLILLO	MATHIEU	CREUTZWALD
PAULINE	EMMANUELLE	VELAINE EN HAYE
PITOT	FLORENT	CHALIGNY
REMY	ANNE-CLAIRE	BOUVRON
RETOURNARD	NICOLAS	LIVERDUN
ROBERT	EMILIE	NANCY
ROMAIN	PIERRE-JEAN	CHALIGNY
RONDEAU	BENJAMIN	VERDUN
VAGNIER	JERÔME	MOUTROT

**ARRETE N° 2004/31 DU 1<sup>ER</sup> JUIN 2004 AUTORISANT A EMPLOYER PAR DEROGATION  
DU PERSONNEL TITULAIRE DU BNSSA POUR ASSURER LA SURVEILLANCE DE LA PISCINE FROUARD-LIVERDUN-POMPEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91.365 du 15 avril 1991 modifiant le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation paru au Journal Officiel le 17 avril 1991,

VU l'arrêté du 26 juin 1991 relatif à la surveillance des activités aquatiques de baignade ou de natation paru au Journal Officiel le 4 juillet 1991,

VU la demande présentée le 24 mai 2004 par Monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY sollicitant une dérogation pour employer, en l'absence de personnel titulaire du Brevet de Maître Nageur Sauveteur ou du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de Natation, deux personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY durant la période du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2004,

VU l'avis favorable de Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports du 26 mai 2004,

SUR proposition de M. le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY est autorisé, par dérogation, à employer deux personnes titulaires du Brevet National de Sauvetage et de Sécurité Aquatique pour assurer la surveillance de la piscine de FROUARD - LIVERDUN - POMPEY durant la période du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2004.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Sous Préfet, Directeur de Cabinet, Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports, monsieur le président du syndicat intercommunal de la piscine FROUARD - LIVERDUN - POMPEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Directeur de Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.19 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A MONSIEUR HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 29 avril 2002 nommant M. Hugues CORBEAU, ingénieur en chef des ponts et chaussées, en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et les modificatifs des 16 avril, 10 juillet, 24 novembre 2003 et 24 février 2004 ;

Compte tenu des modifications de personnel intervenues au sein de la direction départementale de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté préfectoral modifié du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, est modifié comme suit :

Délégation de signature est également donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services, ainsi qu'aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent :

Madame Katy NARCY, Messieurs Jean-Louis FELMY, Maurice FREDERIC, Grégoire GEAI, René LEHMANN, Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIG.

**ARTICLE 2 :** L'article 5 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

**1 - M. Maurice FREDERIC**, chargé du service du « secrétariat général » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a27 ; A1 a30 (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement) ; A1 a32.**2 - M. Jean-Louis FELMY**, chargé du service de « l'habitat » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2 ; A4 a5 à A4 a9 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b5 ; A4 b6 ; A4 b8 à A4 b14 ; A4 c1.**3 - Mme Katy NARCY**, chargée du service de « l'urbanisme et des affaires juridiques » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 ; A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 b1 à A1 b4 ; A3 a1 ; A3 a2 ; A5 a1 à A5 a2 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d39 ; A5 e1 ; A5 e2 ; A5 f1 ; A5 f2 ; A5 g1 ; A5 h3 ; A5 i1 ; A5 i2 ; A9 a1 à A9 a3.**4 - M. Grégoire GEAI**, chargé du service de « gestion et d'exploitation des infrastructures » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A2 a1 à A2 a3 ; A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6 ; A7 a1 à A7 a5.**5 - M. René LEHMANN**, directeur du cabinet du directeur à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A6 a1 à A6 a3 ; A11 a1.**6 - MM. Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIG, Mme Katy NARCY**, chargés des services et arrondissements de la direction départementale de l'équipement, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité).**7 - Mmes et MM. Séverine BESSON, Michel BOUNEAUD, Nathalie CABLAN, Pascal CAMPANER, David CHEVALLIER, Bernadette CLAVEL, Martine COUDERT, Florent FEVER, Marie-Claude GIROT, Elina GREINER, Michèle HARMAND, Stéphane HEBENSTREIT, Claude LECLERC, Xavier MANGIN, Karl MAROTTA, Jean-Jacques MARTEL, Karim MIKSA, Philippe MOREL, Sylvain PIERROT, Carine RAUCH, Christophe SAUNIER, Marie-Christine SIBILLE, Frédéric TARTIVEL, Karim TAZIR, Claude THOUVENIN, Pierre VEILLERETTE, Olivier VERMOREL**, chargés des cellules de la direction départementale de l'équipement, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).**8 - Mmes François ROUILLON, Isabelle THOMAS, MM. Roddy ARMEDE, Patrice ARNAULT, Michel FRANCOIS, Joël LAQUENAIRE, Francis SALSI, Yann TABERKANE, Frédéric THORNER**, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires dans les limites territoriales de leur subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d26 ; A5 d31.**9 - Mme Christiane ALNOT**, chef de la cellule « application du droit des sols » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d12 à A5 d29 ; A5 d31 à A5 d37.**10 - Mme Colette LUTZ**, chargée du bureau « aménagement foncier » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 i1 ; A5 i2.**11 - Mme Christel FIORINA**, chef de la cellule « procédure et financement de l'urbanisme » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 a2 ; A5 i1 ; A5 i2.**12 - Mme Isabelle ROUYER**, chef de la cellule « logement privé » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2.**13 - Mlle Isabelle REINSTADLER**, chef de la cellule « logement social » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a2 ; A4 a5 à A4 a7 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b8 à A4 b10 ; A4 b14 ; A4 c1.**14 - M. Cédric GIRARDY**, chargé de la « cellule départementale d'exploitation de la route » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A2 c1 ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6.**15 - MM. Michel ALOSI, Patrick DAUVERGNE, Pierre DEVOCELLE, Alain DUKARSKI, Pierre FIQUET, Timothée FRITZSCH, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Claude PESTELARD, Dominique SCHORB, Mmes Renée AUBIN, Corinne COLIN, Clothilde**

DELFOUR, Anne-Marie DI MARTINO, Brigitte LAURENT, Sylvie LOIZON, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Jocelyne RECLIN, Marie-Thérèse RODRIGUEZ, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d2 ; A5 d3 ; A5 d31.

**16 - MM.** Bruno COLLIN, Thierry DURAND, Hervé KLEIN, François VALLEE, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires dans les limites territoriales de la subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).

**17 - M.** Jean MOSSBACH, chargé de la cellule « personnel » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence :

**A1 a11** (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les fonctionnaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés pour maternité ou adoption, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a12** (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle, les congés de maternité ou d'adoption, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a13** (agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a14** (pour les fonctionnaires stagiaires de catégorie C et B, l'attribution des congés de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a15** (pour les fonctionnaires réformés de guerre de catégorie C et B, les congés de longue maladie et de longue durée, les congés occasionnés par un accident de service, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a16** (pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de grave maladie, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a23** (pour les agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a30** (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement).

**18 - M.** Emmanuel PETITJEAN, chargé de la cellule « affaires juridiques et foncières » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A9 a1 et A9 a2.

**ARTICLE 3 :** L'article 6 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés aux articles 4 et 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur départemental de l'équipement et à défaut de cette décision :

**1 - en remplacement de M. Dominique LOUIS, directeur adjoint :**

➤ par M. Grégoire GEAI, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a4 ; A2 c4.

➤ par M. Daniel MORLON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A8 a1 à A8 a3.

**2 - en remplacement de M. Maurice FREDERIC :**

➤ par M. Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a19 ; A1 a21 à A1 a24 pour les agents titulaires et non titulaires de catégorie B, C et D.

**3 - en remplacement de M. Jean-Louis FELMY :**

➤ par Mlle Isabelle REINSTADLER

**4 - en remplacement de Mme Katy NARCY :**

➤ par Mme Christiane ALNOT.

➤ par M. Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

➤ par Mme Estelle RABY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A3 a1 ; A3 a2.

**5 - en remplacement de M. Grégoire GEAI :**

➤ par M. Cédric GIRARDY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a1 à A2 a3 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

➤ par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.

➤ par les fonctionnaires visés à l'article 5 (paragraphes 1 à 6) pour les décisions de l'article 1 portant les numéros A2 c5 et A2 c6 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

**6 - en remplacement de M. Antoine VOGRIG :**

➤ par M. Roddy ARMEDE

**7 - en remplacement de M. Cédric GIRARDY :**

➤ par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 c1 ; A2 c3 ; A2 c5 et A2 c6.

**ARTICLE 4 :** Les arrêtés préfectoraux modificatifs susvisés des 24 novembre 2003 et 24 février 2004 sont abrogés.

**ARTICLE 5 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 28 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

### PREMIER BUREAU

#### DECISION - OBSERVATOIRE DEPARTEMENTAL D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Aux termes des délibérations de l'observatoire départemental d'équipement commercial du 19 mai 2004, prises sous la présidence de M. Jean-François CORDET, préfet,

Vu le Code de Commerce, notamment ses articles L 720-1 à L 720-11;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 122-1 et L 122-3 ;

Vu les articles L 2122-18 , L 2122-19, L 2122-20 et L 2122-25 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, modifiée ;

Vu le décret n° 93-306 du 9 mars 1993, modifié par les décrets n° 93-1237 du 16 novembre 1993 et n° 96-1018 du 26 novembre 1996 relatif à l'autorisation d'exploitation commerciale de certains magasins de commerce de détail et de certains établissements hôteliers, aux observatoires et aux commissions d'équipement commercial ;

Vu le décret n°2002-1369 du 20 novembre 2002 relatif aux schémas de développement commercial ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 mai 2001 relatif aux observatoires départementaux d'équipement commercial

**Article 1 :** Le schéma de développement commercial, annexé au présent arrêté, est approuvé à la majorité absolue des membres composant l'observatoire.

**Article 2 :** La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3 :** Le schéma de développement commercial est mis à la disposition du public à la préfecture et dans les sous-préfectures.

NANCY, le 19 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## TROISIEME BUREAU

**ARRETE PORTANT FIXATION EN EUROS DE L'AVANCE DE LA REGIE D'AVANCES OUVERTE  
A LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
(MODIFICATION DE L'ARRETE DU 25 MARS 1994)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs ;  
VU l'arrêté interministériel du 20 juillet 1992, fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993, notamment son titre III, habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services actifs territoriaux de police ;  
VU l'instruction codificatrice 93-75-A.B.K.O.P.R. du 19 juin 1993, relative aux régies d'avances et aux régies de recettes ;  
VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 1994 portant constitution d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de la sécurité publique ;  
VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2001 portant fixation en euros de l'avance consentie au régisseur ;  
VU la demande présentée par le régisseur de la direction départementale de la sécurité publique en vue de porter l'avance qui lui est consentie à 10 500 € ;  
Considérant que le montant des dépenses prévisibles au cours de l'exercice, compte tenu des charges ponctuelles relatives aux renforts saisonniers, s'élève à 47 350 €, et que dans ces conditions l'avance proposée demeure inférieure au quart de la dépense ;  
VU l'avis émis par Monsieur le trésorier payeur général le 10 mai 2004 ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 28 décembre 2001, fixant à 6 100 € le montant de l'avance consentie au régisseur est annulé.

**Article 2** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 25 mars 1994 est remplacé par les dispositions suivantes :

- le montant de l'avance consentie au régisseur est fixé à 10 500 € (DIX MILLE CINQ CENTS EUROS).
- les autres articles demeurent sans changement.

**Article 3** : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de parution au recueil des actes administratifs du département.

**Article 4** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 17 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES  
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale, modifié par l'arrêté du 28 août 2002 ;  
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;  
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 11 mai 2004 ;  
Sur les propositions de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale et de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué, auprès des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle, une régie d'avances pour le paiement des dépenses de matériel et de fonctionnement dans la limite de 450 € par opération.

**Article 2** : Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 500 €.

**Article 3** : Le régisseur d'avances institué est dispensé de cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993.

**Article 4** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR D'AVANCES  
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale, modifié par l'arrêté du 28 août 2002 ;  
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;  
Vu l'arrêté préfectoral de ce jour, instituant une régie d'avances auprès des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 11 mai 2004 relatif à la nomination de Mme GAND Eliane ;  
Sur les propositions de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale et de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame GAND Eliane, Adjoint Administratif, est nommée régisseur d'avances auprès des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2** : Madame GAND tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, et présentera ses dépenses en remboursement au minimum une fois par mois.

**Article 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Eliane GAND et dont une ampliation, comportant les échantillons de sa signature, sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES  
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale, modifié par l'arrêté du 28 août 2002 ;  
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;  
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 11 mai 2004 ;  
Sur les propositions de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale et de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est institué, auprès des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle, une régie de recettes pour l'encaissement des droits d'examen, des remboursements des photocopies et des versements effectués par des organismes publics ou privés participant à des stages.

**Article 2** : Le régisseur de recettes est autorisé à disposer d'un fonds de caisse permanent de 75 €.

**Article 3** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

**Article 4** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES  
AUPRES DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996 habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale, modifié par l'arrêté du 28 août 2002 ;  
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;  
Vu l'arrêté préfectoral de ce jour, instituant une régie de recettes auprès de l'Inspection Académique de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général le 11 mai 2004 relatif à la nomination de Mme BIETRIX Nadine  
Sur les propositions de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale et de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame BIETRIX Nadine, Adjoint Administratif, est nommée régisseur des recettes auprès des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle pour l'encaissement des droits d'examen, des remboursements des photocopies et des versements effectués par des organismes publics ou privés participant à des stages.

**Article 2** : Le régisseur de recettes institué est dispensé de cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993.

**Article 3** : Madame BIETRIX tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, et versera ses recettes au minimum une fois par mois.

**Article 4** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l' Education Nationale de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Nadine BIETRIX et dont une ampliation, comportant les échantillons de sa signature, sera adressée à Monsieur le trésorier Payeur Général

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### CINQUIEME BUREAU

#### ARRETÉ DU 19 MARS 2004

#### ACCEPTANT LA RENONCIATION DE LA SOCIETE DES MINES DE SACILOR-LORMINES A LA CONCESSION DE MINES DE FER DE SAINT-PIERREMONT (MEURTHE ET MOSELLE) (JOURNAL OFFICIEL DU 31 MARS 2004)

#### LA MINISTRE DELEGUEE A L'INDUSTRIE

Vu le code minier,

Vu le décret n° 80-204 du 11 mars 1980 relatif aux titres miniers, ensemble le décret n° 95-427 du 19 avril 1995 modifié ;

Vu le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières, ensemble le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié ;

Vu le décret du 27 décembre 1903 instituant, au profit d'un groupe de sociétés, les concessions de mines de fer de Saint-Pierremont et de Mance, aux lieu et place des concessions de Mance, instituée par décret du 31 mars 1899 d'une part, et de Saint-Pierremont-Nord, Saint-Pierremont-Sud et Anoux, instituées par décret du 27 février 1902 d'autre part ;

Vu le décret du 16 janvier 1924 autorisant la mutation de la concession de Saint-Pierremont, susvisée, au profit de la Société des mines de fer de Saint-Pierremont ;

Vu les décrets du 2 mai 1961 et du 28 juillet 1965 portant extension de la superficie de la concession de Saint-Pierremont, qui couvre désormais 15,40 kilomètres carrés portant sur partie du territoire des communes de Fléville-Lixières, Norroy-le-Sec, Mairy-Mainville, Anoux, Tucquegnieux, Mancieulles, Bettainvilliers, Avril et Mance dans le département de Meurthe-et-Moselle, ensemble le cahier des charges annexé au premier desdits décrets ;

Vu le décret du 16 août 1989 autorisant la mutation de la concession de Saint-Pierremont au profit de la Société des mines de Sacilor-Lormines ;

Vu la demande en date du 13 novembre 1992, par laquelle la Société des mines de Sacilor-Lormines, dont le siège social est à Hayange (57) a sollicité l'autorisation de renoncer totalement à la concession de Saint-Pierremont, susvisée ;

Vu les documents joints à cette demande et les compléments ultérieurs ;

Vu les rapport et avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine en date du 14 décembre 1995 ;

Vu l'avis du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 13 juin 1996 ;

Vu l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 16 février 2001 donnant acte à la Société des mines de Sacilor-Lormines de l'arrêt définitif des travaux miniers et de la cessation définitive d'utilisation des installations associées, attachés, notamment, à la concession de Saint-Pierremont ;

Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 10 mars 2004 ;

#### AR R E T E

**Art. 1<sup>er</sup>**. - La renonciation de la Société des mines de Sacilor-Lormines à la concession des mines de fer de Saint-Pierremont, portant sur partie du territoire de Meurthe et Moselle, est acceptée.

En conséquence, il est mis fin à cette concession et les mines correspondantes sont replacées dans la situation de gisement ouvert aux recherches.

**Art. 2**. - Un extrait du présent arrêté sera, par les soins du préfet de la Meurthe-et-Moselle, affiché à la préfecture de Nancy et dans les communes intéressées, inséré au Recueil des actes administratifs de cette préfecture et, aux frais du demandeur, publié dans un journal régional ou local dont la diffusion s'étend à toute la zone anciennement couverte par la concession.

**Art. 3**. - Le directeur des ressources énergétiques et minérales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, par extrait, au journal officiel de la République française.

PARIS, le 19 mars 2004

Pour la Ministre et par délégation,  
Par empêchement du Directeur Général de l'Energie  
et des Matières Premières,  
Le Directeur des Ressources Énergétiques et Minérales,  
Didier HOUSSIN

**ARRETE CHASSE N° 2004/192 FIXANT LES PLANS DE CHASSE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
POUR LA CAMPAGNE 2004/2005**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 Juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse sanglier ;

VU l'avis du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle en date du 29 Mars 2004 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de la Chasse et de la Faune Sauvage du 1<sup>er</sup> Avril 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Sur l'ensemble des territoires de chasse du Département, le nombre maximum de têtes de grand gibier soumis à plans de chasse qui peuvent être tuées et le nombre minimum de têtes qui doivent être tuées sont fixées comme ci-après :

- hors enclos, au sens de l'article L 424-3 du Code de l'Environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	6 480	58	58	59	175	4 500	0	0	0
MAXI	14 000	233	267	200	700	18 000	25	60	25

- en enclos, au sens de l'article L 424-3 du Code de l'Environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAXI	50	5	5	5	15	20	20	60	20

**ARTICLE 2** - Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 30 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CHASSE N° 2004/193 RELATIF AU PLAN DE CHASSE POUR L'ESPECE "SANGlier"  
ET SA MISE EN ŒUVRE SUR LA TOTALITE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 425-1 à L 425-5 et R 425-1 à R 425-14 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 31 Juillet 1989 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de chasse du sanglier dans le département de la Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande du Président de la Fédération départementale des chasseurs ;

VU l'avis du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage, en date du 1<sup>er</sup> Avril 2004 ;

SUR proposition du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** - L'Article 7 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 sus-visé est remplacé par les dispositions suivantes :

**"Article 7** - Seront remplacés les dispositifs de marquage utilisés :

- pour le tir sanitaire des sangliers malades ou blessés dont la venaison est inconsommable : sur présentation de l'animal à un Agent technique de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, à un agent assermenté de l'Office National des Forêts ou à un lieutenant de louveterie qui établira un compte-rendu, ou sur présentation du reçu d'équarrissage ;
- pour le tir de jeunes sangliers rayés : sur présentation de l'animal à Agent technique de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, à un agent assermenté de l'Office National des forêts ou à un lieutenant de louveterie qui établira un compte rendu ;
- pour les sangliers de moins de 15 kilogrammes pleins attrapés par les chiens : sur présentation de l'animal à un garde national de la chasse et de la faune sauvage, à un agent assermenté de l'Office National des Forêts ou à un lieutenant de louveterie qui établira un compte-rendu."

**Article 2** - M le Secrétaire général de la Préfecture, M<sup>me</sup> et Messieurs les Sous-Préfets, M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, MM. le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Nord de l'Office National des Forêts, M. le Colonel, commandant le Groupement de gendarmerie, M. le Directeur départemental de la Sécurité publique, Mesdames et Messieurs les Maires, ainsi que toutes autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,
- MM. les membres du Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage.

NANCY, le 30 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE CHASSE N° 2004/58 - ENQUETE PUBLIQUE POUR LA DETERMINATION DES TERRAINS A SOUMETTRE  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE NOMENY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-8, R 222-17 à R 222-20 du Code de l'Environnement sur l'organisation des associations communales de chasse agréées, prescrivant une enquête pour déterminer les terrains à soumettre à l'action de ces associations ;

VU les arrêtés des 1er mars 1968 et 20 mars 1970 prescrivant la création d'associations communales de chasse agréées dans toutes les communes de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'enquête prévue aux articles susvisés du Code de l'Environnement sera effectuée sur le territoire de la Commune de NOMENY par une commission d'enquête constituée comme suit :

- **M. LECLERC Bernard**, né le 19 Juillet 1949 à MALZEVILLE, Maire et Conseiller Général, *Président de la Commission*,
- **M. BROCARD Michel**, né le 20 Avril 1937 à PONT-A-MOUSSON, retraité, propriétaire,
- **M. KOENIG Bernard**, né le 22 Avril 1950 à NOMENY, Agriculteur,
- **M. PAILLON Jean-Luc**, né le 9 Octobre 1956 à LIXIERES, Directeur des ressources humaines,
- **M. FONTY François**, né le 2 Décembre 1951 à PARIS, responsable technique cynégétique

**ARTICLE 2** - Ladite enquête sera ouverte le Samedi 12 Juin 2004 à 10 Heures et close le Samedi 26 Juin 2004 à 12 Heures à la Mairie de NOMENY.

**ARTICLE 3** - Un registre paraphé par le président, destiné à recevoir les observations du public sera déposé à la mairie de NOMENY, pendant toute la durée de l'enquête. La commission d'enquête pourra recevoir le public à la mairie, aux dates et heures suivantes :

Samedi 12 Juin 2004	de 10 à 12 Heures
Jeudi 17 Juin 2004	de 18 à 19 Heures
Samedi 19 Juin 2004	de 10 à 12 Heures
Jeudi 24 Juin 2004	de 18 à 19 Heures
Samedi 26 Juin 2004	de 10 à 12 Heures.

**ARTICLE 4** - La commission d'enquête établira le relevé de tous les droits de chasse de la commune ainsi que la liste des terrains dont les propriétaires ou détenteurs du droit de chasse paraîtraient en droit de formuler l'opposition prévue à l'article L 422-13 .

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, dans la presse locale et affiché dans les communes de NOMENY et limitrophes par les soins des maires au lieu ordinaire d'affichage des actes administratifs, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par le maire.

**ARTICLE 6** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Maire de la commune de NOMENY, les enquêteurs désignés à l'article 1 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le Chef du Service Départemental de la Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage et à M. le Président la Fédération départementale des Chasseurs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**COMMISSION DEPARTEMENTALE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée notamment par l'article 22 de la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et par l'article 81 de la loi n°95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture ;

Vu le code de l'environnement et son titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes et notamment son article L 581-14 ;

Vu le décret n° 70-288 du 31 mars 1970 abrogeant certaines dispositions de la loi du 2 mai 1930 précitée et portant règlement d'administration publique sur la composition et le fonctionnement des commissions départementales des sites et de la Commission Supérieure des Sites, instituées en application de ladite loi, modifié par le décret n° 77-49 du 19 janvier 1977 ;

Vu le décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale dans le cadre du titre VIII du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements, notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 98-865 du 23 septembre 1998 fixant les missions, la composition, le mode de désignation et les modalités de fonctionnement des commissions départementales des sites, perspectives et paysages et de la commission supérieure des sites, perspectives et paysages ;

Vu la circulaire n° 85-42 du 31 mai 1985 relative à la protection et la gestion des sites au titre de la loi du 2 mai 1930 - Conservation de la faune et de la flore - Rôle et fonctionnement des commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu la circulaire n° 98-3 du 23 octobre 1998 relative aux commissions départementales des sites, perspectives et paysages ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2002 portant composition de la commission départementale des sites, perspectives et paysages et modifié le 12 février 2004;

Vu la délibération du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle dans sa séance du 9 avril 2004 désignant ses représentants pour siéger au sein de la commission ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1**

L'article 2 de l'arrêté du 31 octobre 2002 concernant la désignation des conseillers généraux est modifié comme suit :

**3 conseillers généraux**

**Titulaires**  
M. Olivier JACQUIN  
Conseiller Général du canton de  
THIAUCOURT REGNIEVILLE  
Ferme d'Ansoncourt  
54470 LIMEY REMENAUVILLE

**Suppléants**  
M. Jean-Paul BOLMONT  
Conseiller Général du canton de  
MALZEVILLE  
Maire de  
54220 MALZEVILLE



M. Bernard LECLERC  
Conseiller Général du canton de  
NOMENY  
Maire de  
54610 NOMENY

M. Michel MARIUZZO  
Conseiller Général du canton d'  
AUDUN le ROMAN  
Maire de  
54490 PIENNES

M. Jean-Jacques HENRY  
Conseiller Général du canton de  
VEZELISE  
Maire de  
54330 GOVILLER

M. Jean-Pierre MINELLA  
Conseiller Général du canton d'  
HOMECOURT  
Maire de  
54310 HOMECOURT

## ARTICLE 2

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Ministre de l'écologie et du développement durable,
- chacun des membres de la commission.

NANCY, le 4 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### ARRETE N° 1003 PORTANT EXECUTION DE TRAVAUX D'OFFICE AU TITRE DE LA POLICE DES MINES SUR LES CONCESSIONS D'HOMECOURT ET D'AUBOUÉ-MOINEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code minier, notamment les articles 79, 91 et 93 ;

VU le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines, notamment les articles 34, 36 et 49 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 26 mai 1997, ensemble l'arrêté interpréfectoral du 11 juin 1997 des préfets de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle imposant à la société LORMINES, dont le siège social est à Hayange (Moselle), 155, rue de Verdun, de confier à un collège de trois spécialistes extérieurs à l'entreprise, la mission d'analyser les parties d'édifices miniers des communes d'AUBOUÉ, BRIEY, HOMECOURT, JOEUF et MOUTIERS (Meurthe-et-Moselle), MOYEUVE-PETITE, SAINT-PRIVAT (Moselle), et de sérier les parties d'édifices miniers ainsi répertoriés en fonction de la présence de facteurs de déséquilibres aggravants d'une part, de la vulnérabilité liée aux types d'habitats exposés d'autre part ;

VU l'arrêté préfectoral 96-MI-005 du 12 août 1997 du préfet de Meurthe-et-Moselle imposant à la Société LORMINES de confier à un collège de trois spécialistes extérieurs à l'entreprise, la mission d'analyser les parties d'édifices miniers de la commune d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle), qui n'avaient pas fait l'objet de l'expertise prescrite par l'arrêté du 26 mai 1997 susvisé en raison de la limitation à la cote NGF 115, et de sérier les parties d'édifices miniers ainsi répertoriés en fonction de la présence de facteurs de déséquilibres aggravants d'une part, de la vulnérabilité liée aux types d'habitats exposés d'autre part ;

VU les conclusions des rapports déposés par les experts mandatés par la société LORMINES, conformément aux arrêtés préfectoraux susvisés, qui montrent des risques d'incident mettant en jeu les intérêts protégés par l'article 79 du code minier sur les concessions d'AUBOUÉ-MOINEVILLE et d'HOMECOURT, à savoir des zones de risque d'affaissement progressif concernant les communes de Joeuf et d'Homécourt ;

VU l'arrêté préfectoral du préfet de Meurthe-et-Moselle du 27 octobre 1997 imposant à la société Lormines de mettre en place un dispositif de surveillance de la tenue des ouvrages miniers sous les communes de Joeuf et Homécourt au droit des zones de risque d'affaissement identifiés par les experts ;

VU l'arrêté préfectoral du préfet de Meurthe-et-Moselle du 28 octobre 1997 imposant à la société Lormines de mettre en œuvre et de faire fonctionner le dispositif prévu à l'arrêté préfectoral susvisé ainsi que d'assurer sa maintenance et son fonctionnement correct tant qu'une technique de surveillance plus performante ne pourrait lui être substituée ;

CONSIDERANT que la technique de surveillance micro sismique, mise en œuvre pour répondre à ces prescriptions, est, dans l'état actuel des connaissances, la plus performante et la mieux adaptée au risque minier, qu'à ce titre ce l'Etat fait installer ce type de dispositif, soit à sa charge soit à celle des exploitants miniers, sur l'ensemble des zones de risque d'affaissement progressif de classe 1 et 2 comprenant du bâti du bassin ferrifère lorrain ;

CONSIDERANT que cet arrêté ne prévoyait pas de délai concernant la fin de ces prescriptions ;

VU le jugement du 29 décembre 2000, rendu par le Tribunal administratif de Nancy, concernant la requête n° 98-206 présentée par la société LORMINES contre un arrêté préfectoral du 26 juin 1997 imposant la surveillance de surface des mêmes zones de risque sur Joeuf et Homécourt, indiquant dans son sixième CONSIDERANT : « *Considérant, dans un sixième temps, que si l'arrêté du 26 juin 1997 n'indique pas la durée des mesures prescrites, il ressort des dispositions précédemment citées du code minier que celles-ci s'imposent tant que le concessionnaire reste titulaire du titre minier dès lors qu'existent des risques d'incident mettant en jeu les intérêts protégés par l'article 79 du même code* » ;

CONSIDERANT, d'une part que la société LORMINES reste à ce jour titulaire des titres miniers des concessions de mine de fer d'AUBOUÉ-MOINEVILLE et d'HOMECOURT, d'autre part que les risques d'incident considérés dans le VISA précédent et qui avaient motivé les arrêtés préfectoraux du préfet de Meurthe-et-Moselle du 27 octobre 1997 et du 28 octobre 1997 existent toujours ;

CONSIDERANT, en conséquence, que les mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du préfet de Meurthe-et-Moselle du 28 octobre 1997 s'imposent toujours à la société LORMINES à ce jour ;

VU la télécopie du 26 décembre 2003 et le courrier du 5 février 2004, adressés par la société LORMINES à l'INERIS et informant de la décision, unilatérale et sans préavis de la société de ne pas poursuivre la surveillance micro sismique sur les communes de Joeuf et Homécourt à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;

CONSIDERANT que le risque d'affaissement progressif caractérisé sur les communes de Joeuf et Homécourt menace les biens mais peut aussi, indirectement, menacer les personnes (par exemple par ruine des édifices sur des personnes) si des mesures préventives de surveillance ne sont pas prises ;

CONSIDERANT en conséquence que, sur les zones de risque des communes de Joeuf et d'Homécourt, la surveillance ne peut être suspendue, sous peine de menacer la sécurité publique ;

CONSIDERANT en conséquence que la décision brutale de la société LORMINES d'arrêter la surveillance par sondes microsismiques a fait apparaître un risque important pour la sécurité publique ;

CONSIDERANT donc, en application des articles 91, 79 et 93 du code minier, que l'autorité administrative doit faire procéder au maintien des mesures prescrites par l'arrêté préfectoral du préfet de Meurthe-et-Moselle du 28 octobre 1997 à la société LORMINES, en tant que de besoin d'office, au frais de l'exploitant ;

VU le rapport de la DRIRE en date du 1 avril 2004,

VU la lettre en date du 27 avril 2004 envoyant le projet d'arrêté préfectoral de travaux d'office à Monsieur Jean Luc SAUVAGE, liquidateur amiable, représentant la société LORMINES,

VU la réponse en date du 3 mai 2004 de Monsieur Jean Luc SAUVAGE,

VU le rapport de la DRIRE en date du 5 mai 2004,  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E****Article 1 :**

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement procédera, aux frais de la Société LORMINES représentée par M. Jean-Luc SAUVAGE, liquidateur amiable de la Société LORMINES, à l'exécution des mesures de surveillance prévues par l'arrêté préfectoral du préfet de Meurthe-et-Moselle du 28 octobre 1997, à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 3 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine et le Sous-Préfet de Briey sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société LORMINES, transmis aux maires des communes de Joeuf et Homécourt et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 13 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT :****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE LA SOURCE DE L'EGLISE PAR LA COMMUNE D'ECROUVES****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 13/08/2001 ;

VU la délibération du conseil municipal du 22/11/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source de l'Eglise à ECROUVES ;

VU l'arrêté préfectoral du 24/09/2003 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source de l'Eglise à ECROUVES par et en commune d'ECROUVES,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune d'ECROUVES.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 18/12/2003 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 08/01/2004 de Mme la Sous-Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 09/04/2004

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1er - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune d'ECROUVES dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage de la source de l'Eglise à ECROUVES

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à ECROUVES

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**TITRE II - DERIVATION DES EAUX****ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert I		altitude
				X =	Y =	
Source de l'Eglise	ECROUVES	AB 615-616	229-5-0030	858062	2415060	282 m

**ARTICLE 3 - Débits prélevés**

Le volume à prélever ne pourra excéder 600 m<sup>3</sup>/j ni 25 m<sup>3</sup>/h.

**ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

**ARTICLE 5 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

**ARTICLE 6 -**

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

**TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU****ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètres de protection immédiate**

Les périmètres de protection immédiate des différents ouvrages de captage et de stockage sont tous situés sur la commune d'ECROUVES.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de l'EGLISE couvre une surface de 9 a 95 ca et concerne les parcelles AB 612 - 613 - 615, lieudit "LE VILLAGE".

Le périmètre de protection immédiate du réservoir de la COTE couvre une surface de 11 a 43 ca et concerne les parcelles AB 52-53-57-58-664-666-668, lieudit "LA COTE EST".

Le périmètre de protection immédiate du réservoir JEANNE D'ARC couvre une surface de 8 a 25 ca et concerne la parcelle AB 316, lieudit "LE VILLAGE".

Le périmètre de protection immédiate du réservoir de l'EGLISE couvre une surface de 5 a 25 ca et concerne la parcelle AB 544, lieudit "LE VILLAGE".

**7-2 Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 42 ha 88a 84ca environ sur le territoire de la commune d'ECROUVES. Il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° des parcelles
A	Le Plateau	9 pp ; 10 ; 11 ; 12 pp
C	Dessus les Gaulaires	1 à 6
	Les Gaulaires	185 à 191 ; 193 à 202 ; 204 à 210 ; 212 à 265 ; 267 à 282 ; 284 à 288 ; 297 à 300 ; 307 à 310
AB	La Côte Est	1 à 8 ; 10 à 13 ; 15 à 50 ; 52 à 54 ; 56 à 93 ; 95 à 132 ; 539 ; 540 ; 553 ; 554 ; 556 à 558 ; 560 à 563 ; 621 à 624 ; 662 ; 663 ; 665 à 667.
	Les Faubades	146 à 158 ; 160 à 161 ; 163 à 170 ; 173 à 174 ; 635 à 638 ; 701 ; 702.
	Place de l'Eglise	317
	Le Village	318 à 320 ; 323 ; 325 à 338 ; 611 ; 616
	Rue Jeanne d'Arc	324
AC	Les Manginpères	37 à 49

**7-3 Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée couvre une superficie de 61 ha environ situé sur le territoire d'ECROUVES.

**ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection****8-1 Périmètre de protection immédiate**

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du captage et des installations ou de leurs abords sont interdites.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate devront être régulièrement entretenues. Aucun épandage ou dépôt de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé. Les terrains seront déboisés, régulièrement entretenus (au moins deux fois par an) et toutes les dispositions seront prises pour empêcher ou faciliter le transit des eaux superficielles qui seraient susceptibles d'y pénétrer.

Les périmètres de protection immédiate seront propriété de la commune et devront le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du captage.

**8-2 Périmètre de protection rapprochée**

**A l'intérieur de ce périmètre est interdit** tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

*\* en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*

- la création de forages ou de puits et le captage de sources sauf au bénéfice de la collectivité,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour le passage des conduites AEP et des gaines techniques,
- la réalisation de mares et d'étangs.

*\* sont interdits les stockages et dépôts :*

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- de produits chimiques,
- l'implantation de nouvelles cuves d'hydrocarbures et de liquides inflammables enterrées,
- de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers),
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

*\* sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

*\* sont interdits les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques non traitées ou d'eaux industrielles,

- d'effluents agricoles,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

**\* sont interdites les constructions :**

- de camping, caravaning et annexes,
- de cimetières ou de leurs agrandissement sauf en ce qui concerne la création d'un jardin du souvenir en complément du cimetière existant, - d'activités artisanales et industrielles,
- de bâtiments d'élevage ou d'engraissement,
- de silos produisant des jus de fermentation,

**\* en ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :**

- le drainage,
- la culture sur labour,
- la création de maraîchage, serres et de pépinières hormis les jardins familiaux,
- l'épandage de fumiers, lisiers, boues de station d'épuration,
- l'épandage d'engrais minéraux ou organiques, de pesticides,
- la pacage des animaux, l'installation d'abreuvoir, les installations mobiles de traite ou abris à moins de deux cent cinquante mètres e, amont des limites du périmètre de protection immédiate du point d'eau. et elles que figuré sur la plan annexé.

**\* en ce qui concerne les activités forestières sont interdits:**

- les défrichements,
- les coupes à blanc,
- l'épandage de boues de station d'épuration,
- le traitement du bois stocké,
- les aires de débardage à moins de 250 m en amont des limites du périmètre de protection immédiate,
- l'affourage ou l'agrenage de gibier dans un rayon de 250 m en amont des limites du périmètre de protection immédiate

**\* toute inhumation dans l'ancien cimetière (même en caveau) est interdite**

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

**\* en ce qui concerne les travaux souterrains :**

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines.

**\* en ce qui concerne les stockages et dépôts ::**

- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables seront réalisés dans des cuves aériennes à double enveloppe ou munies d'un autre dispositif anti-pollution.,

**\* en ce qui concerne les constructions :**

- la filière d'assainissement autonome sera conçue sur un sol reconstitué avec un filtre à sable vertical drainé construit dans une fosse étanchéifiée,
- la construction de voies de communication, aires de stationnement sera soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé. En cas de goudronnage de l'aire de stationnement existante au pied de l'église, les eaux de ruissellement seront collectées et évacuées vers le réseau en aval du captage après passage dans un séparateur d'hydrocarbures,

**\* d'une manière générale, tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.**

**8-3 Périmètre de protection éloignée**

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

**\* en ce qui concerne les travaux souterrains :**

- la création de sondages, forages ou de puits, le captage de sources devra faire l'objet, avant réalisation, d'une étude hydrogéologique d'influence. Ces ouvrages devront être exécutés dans les règles de l'art. Ils seront cadénassés et cimentés après usage, sauf s'ils sont destinés à la surveillance de la nappe
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'affecter la qualité des eaux souterraines.

**\* en ce qui concerne les constructions :**

- la création de cimetières ou leur agrandissement sera soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé,
- la construction de voies de communication, aires de stationnement sera soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé.

**\* en ce qui concerne les activités forestières :**

- tout défrichement fera l'objet d'une demande d'autorisation,
- les coupes à blanc ne pourront excéder 2 ha cumulés chaque année.

**\* d'une manière générale tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.**

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

☐ Clôture des périmètres de protection immédiate

☐ Au captage de la source de l'Eglise :

- ✓ Mise en place d'un capot en fonte avec joint étanche et cheminée d'aération munie d'un fin grillage
- ✓ Les dépôts de sable dans la chambre devront être enlevés régulièrement
- ✓ Réfection du trop-plein
- ✓ Nettoyage de la chambre de vannes
- ✓ Réparation de la galerie
- ✓ Mise en place d'une échelle pour permettre une descente sécurisée dans l'ouvrage
- ✓ Construction d'un fossé permettant d'éviter le ruissellement des eaux superficielles vers le captage.

☐ Au réservoir de l'Eglise :

- ✓ Nettoyage des cuves, élimination du lierre qui se trouve sur la cheminée d'aération
- ✓ Pose d'un clapet sur l'exutoire du trop-plein

☐ Au réservoir Jeanne d'Arc :

- ✓ Pose d'un joint d'étanchéité sur le capot de fonte,
- ✓ Pose d'un clapet sur l'exutoire du trop-plein
- ✓ Enlever le filin entrant à l'intérieur de la cuve.

☐ Au réservoir de la Côte :

- ✓ Couvrir l'aération de la chambre de vannes et remédier à l'humidité persistante,
- ✓ Dégager le trop-plein du réservoir et le munir d'un clapet pour éviter l'entrée de petits animaux.

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

En ce qui concerne les inhumations dans l'ancien cimetière le délai est porté à quatre ans.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune d'ECROUVES est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 14 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire d'ECROUVES est chargé d'effectuer ces formalités.

**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE****ARTICLE 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**ARTICLE 16 - Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

**ARTICLE 17 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 18 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 19 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le maire de la commune d'ECROUVES, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 27 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**AVIS DE DEMANDE DE CONSTITUTION D'UN GROUPE DE TRAVAIL  
AFIN DE REVISER LE REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE LA COMMUNE DE SEICHAMPS**

Par délibération du 3 mai 2004, le conseil municipal de SEICHAMPS demande au préfet, conformément à l'article L.581-14 du code de l'environnement, la constitution d'un groupe de travail afin de réviser le règlement local de publicité de la commune.

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****PREMIER BUREAU****CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DES TILLEULS**

Suivant acte reçu par Maître DELESTABLE, notaire à Nancy, 16, place Jean Jaurès à Saint Nicolas de Port, en date du 11 mars 2004, il a été constituée une association syndicale libre régie par les dispositions de la loi du 21 juin 1865 modifiée et des textes subséquents, présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination :**

Association syndicale libre des Tilleuls

**Objet :**

L'association syndicale a pour objet :

- L'acquisition de la voirie et des espaces ;
- La gestion et l'entretien des terrains et équipements communs à tous les propriétaires de l'ensemble immobilier et compris dans son périmètre, notamment voies, canalisations et réseaux, ouvrages ou constructions nécessaires au fonctionnement ou à l'utilisation de ceux-ci, etc ;
- La cession éventuelle de tout ou partie des biens de l'association à une personne morale de droit public ;
- L'exercice de toutes actions afférentes audit contrôle ainsi qu'aux ouvrages et équipements ;
- La police desdits biens communs nécessaires ou utiles pour la bonne jouissance des propriétaires et la conclusion de tous contrats et conventions relatifs à l'objet de l'association ;
- La répartition des dépenses de gestion et d'entretien entre les membres de l'association et leur recouvrement ;
- Et d'une façon générale, toutes opérations financières, mobilières et immobilières concourant aux objets ci-dessus définis notamment la réception de toutes subventions et la conclusion de tous emprunts ;
- L'entretien des espaces verts ;
- La poursuite des travaux de voirie et des réseaux nécessaires au fonctionnement de l'ensemble ; concernant la réalisation des travaux, l'association syndicale libre, par son président, désignera un maître d'œuvre. La voirie sera interdite aux camions à l'exception de ceux nécessaires aux démnagements et aux ordures.

Durée : L'association syndicale durera tant que durera son objet.

Siège social : Le siège social de l'association est fixé à Dombasle sur Meurthe, 27, rue Carnot.

Administration : La fonction de directeur sera assurée jusqu'à la tenue de la première assemblée générale par Monsieur Louis TREFFEL, domicilié 27, rue Carnot à Dombasle sur Meurthe.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### CREATION DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE LA COTE DE SION - 2

Suivant acte du 31 mars 2004 reçu par Maître Véronique DIVO, notaire à FAVIERES (54115), il a été créé une association syndicale libre régie par la loi du 21 juin 1865 et les textes subséquents, ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : l'association syndicale sera dénommée : association syndicale libre de la Côte de Sion - 2.

Durée : La durée de l'association syndicale est illimitée. Elle prendra fin de plein droit lorsque l'ensemble immobilier complexe se trouvera appartenir à un seul propriétaire ;

Siège social : L'assemblée générale fixera le siège de l'association syndicale lors de sa première réunion ;

Objet :

Cette association syndicale a pour objet :

- la propriété, la gestion, l'entretien, la réparation et éventuellement la reconstruction de toutes les parties et équipements présentant un intérêt collectif pour l'ensemble des propriétaires des lots de volume dépendant d'un ensemble immobilier sis à SAXON-SION, colline de Sion, cadastré section AE n° 111, lieudit "la Côte de Sion", pour 9 centiares, affectés à l'association ;
- la mise en œuvre des actions tendant à faire respecter les servitudes, règles, charges et conditions résultant de la division en lots de volume ;
- la répartition des dépenses entre les membres de l'association, le paiement des dépenses et le recouvrement des recettes.

Administration : Jusqu'à la tenue de la première assemblée générale, la fonction de président sera assurée par l'association de la colline de Sion, ou toute personne désignée par cet organisme.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### DEUXIEME BUREAU

#### ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande présentée le 27 janvier 2004 par M. Philippe THOMAS, exploitant la boulangerie « A la boulangerie du village », située 9 rue de l'Eglise 54110 THIAVILLE-sur-MEURTHE ;

Vu le récépissé en date du 3 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance dans les locaux de la boulangerie « A la boulangerie du village », située 9 rue de l'Eglise 54120 THIAVILLE-sur-MEURTHE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0014

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Philippe THOMAS, exploitant de la boulangerie.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Philippe THOMAS, exploitant de la boulangerie

-M. le sous-préfet de Lunéville

-M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Thierville-sur-Meurthe

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 13 février 2004 par M. Philippe DUBOIS, directeur technique de « Auxilia Médical » (location et vente de matériel médical), ZAC Saint-Jacques II, 5 rue Albert Einstein 54320 MAXEVILLE;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance aux abords de l'établissement « Auxilia Médical », situé ZAC Saint-Jacques II, 5 rue Albert Einstein 54320 MAXEVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0015

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Philippe DUBOIS, directeur technique de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Philippe DUBOIS, directeur technique de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Maxéville

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 5 février 2004 par M. Pierre ANGOT, directeur du Centre de Lorraine de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS), situé avenue de Bourgogne 54501 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 3 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance aux abords du Centre de Lorraine de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS), situé avenue de Bourgogne 54501 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0016

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service des moyens techniques de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Pierre ANGOT, directeur de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Vandœuvre-Lès-Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 29 janvier 2004 par M. COLLOMBET, directeur des Hôpitaux de Brabois, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de l'Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale (UHSI), rue du Morvan 54511 VANDOEUVRE-Lès-NANCY ;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'Unité Hospitalière Sécurisée Interrégionale (UHSI) des Hôpitaux de Brabois, rue du Morvan 54511 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0017

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. le directeur des Hôpitaux de Brabois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. COLLOMBET, directeur des Hôpitaux de Brabois

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Vandœuvre-Lès-Nancy

NANCY, le 19 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 18 février 2004 par M. Bernard GRIENENBERGER, intendant de l'ensemble scolaire Notre-Dame / Saint-Sigisbert, situé 19 cours Léopold 54042 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;



Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'ensemble scolaire Notre-Dame / Saint-Sigisbert, 19 cours Léopold 54042 NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0019**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. l'intendant de l'ensemble scolaire.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Bernard GRIENENBERGER, intendant de l'ensemble scolaire

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 29 janvier 2004 par la direction régionale Ouest du Crédit Mutuel à Metz, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de l'agence bancaire de Vandoeuvre Velodrome, 167 avenue du Général Leclerc - 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY;

Vu le récépissé en date du 3 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'agence du Crédit Mutuel de Vandoeuvre Velodrome, 167 avenue du général Leclerc 54500 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0020**

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service de sécurité de la banque, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 Metz.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain HUET, Direction Régionale Ouest du Crédit Mutuel à Metz

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Vandoeuvre-Lès-Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 19 février 2004 par Mme Colette HOUCKERT, exploitante du bar-tabac « Le Calypso », 12 bis rue de la République 54140 JARVILLE;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bar-tabac « Le Calypso », situé 12 bis rue de la République 54140 JARVILLE, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0021**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Colette HOUCKERT, exploitante.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Colette HOUCKERT, exploitante

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Jarville

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 3 mars 2004 par M. Xavier SCHLIENGER, gérant du bureau de tabac « La Plume », situé 5 avenue de l'Europe 54280 SEICHAMPS;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « La Plume », situé 5 avenue de l'Europe 54280 SEICHAMPS, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0022**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Xavier SCHLIENGER, gérant.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Xavier SCHLIENGER, gérant

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Jarville

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 3 mars 2004 par M. Claude SCHMIT, proviseur du lycée Henri Poincaré, situé 2 rue de la Visitation 54042 NANCY;  
Vu le récépissé en date du 19 avril 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à l'entrée du lycée Henri Poincaré, rue Henri Poincaré 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0023**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. le proviseur de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Claude SCHMIT, proviseur du lycée

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 24 février 2004 par M. COLLOMBET, directeur des Hôpitaux de Brabois, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance du site du CHU (entrées et sorties des véhicules, accès aux urgences, parkings), rue du Morvan 54511 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 avril 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy-Brabois (entrées et sorties des véhicules, accès aux urgences, parkings), rue du Morvan 54511 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0025**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. le directeur des Hôpitaux de Brabois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. COLLOMBET, directeur des Hôpitaux de Brabois

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Vandoeuvre-Lès-Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 2 mars 2004 par M. HENQUEL, gérant du magasin « Sport 2000 », situé avenue de la Résistance 54520 LAXOU;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin « Sport 2000 », situé avenue de la Résistance 54520 LAXOU, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0026**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. HENQUEL, gérant.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. HENQUEL, gérant du magasin

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Laxou

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> mars 2004 par M. Arnold KOSTKA, président-directeur général de la société « Faienceries et Emaux de Longwy », située 3 rue des Emaux 54400 LONGWY;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la société « Faienceries et Emaux de Longwy », située 3 rue des Emaux 54400 LONGWY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0027**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Arnold KOSTKA, PDG de la société.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Arnold KOSTKA, PDG de la société

-M. le sous-préfet de Briey

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
-M. le maire de Longwy  
NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 1er mars 2004 par M. Louis PEPPOLONI, gérant du bureau de tabac « Tabac du logis », situé 13 bis rue des Tulipes 54800 CONFLANS-en-JARNISY;  
Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac « Tabac du logis », situé 13 bis rue des tulipes 54800 CONFLANS-en-JARNISY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0028

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Louis PEPPOLONI, gérant de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Louis PEPPOLONI, gérant du débit de tabac  
-M. le sous-préfet de Briey  
-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy  
-M. le maire de Conflans-en-Jarnisy  
NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;  
Vu la demande présentée le 2 mars 2004 par M. Robert BARON, gérant du bureau de tabac situé 7 quai Emile Benoît 54610 NOMENY;  
Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;  
Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance au bureau de tabac situé 7 quai Emile Benoît 54610 NOMENY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0029

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Robert BARON, gérant de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Robert BARON, gérant du débit de tabac

-M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Nomeny

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 23 mars 2004 par M. Benoît HIS, gérant de la station-service TOTAL, « Relais Jeanne d'Arc », 184 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 avril 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la station-service TOTAL « Relais Jeanne d'Arc », située 184 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0030

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1er, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Benoît HIS, gérant de la station-service.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Benoît HIS, gérant de la station-service

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 22 mars 2004 par le responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance des entrées 15 à 23 de l'immeuble « Cèdre bleu », rue Jean Mihé 54100 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 avril 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance aux entrées 15 à 23 de l'immeuble « Cèdre Bleu », rue Jean Mihé 54100 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0031

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1er, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Sylvain RICHARD, responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC de Nancy

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements;

Vu la demande présentée le 23 mars 2004 par le responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de l'entrée 11 bis de l'immeuble « Tilleul Argenté », rue Jean Mihé 54100 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 avril 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance à l'entrée 11 bis de l'immeuble « Tilleul Argenté », rue Laurent Bonnevey 54100 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0032

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Sylvain RICHARD, responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC de Nancy

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 délivrant l'autorisation n° 54.99.0065 permettant à la Communauté Urbaine du Grand Nancy d'équiper en matériel de vidéosurveillance les bus du réseau de transport urbain de l'agglomération nancéienne ;

Vu la demande présentée le 18 mars 2004 par la société CONNEX, sise 59 rue Marcel Brot 54006 NANCY, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de 25 tramways sur pneus affectés à la ligne 1 du réseau de transport urbain de Nancy ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'arrêté du 22 décembre 1999 délivrant l'autorisation n°

54.99.0065

est modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup> :**

*L'installation d'un système de vidéosurveillance sur les lignes du réseau de transport urbain de l'agglomération nancéienne est autorisée sous le n° 54.99.0065.*

*Cette autorisation concerne également l'équipement en matériel de vidéosurveillance de 25 tramways sur pneus affectés à la ligne 1 du réseau.*

**Article 2 :**

*Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images est la société CONNEX, sise 59 rue Marcel Brot 54006 NANCY.*

**ARTICLE 2**

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la société CONNEX à Nancy

-M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 19 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 publiée au journal officiel du 7 décembre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mai 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0081 à la Banque Populaire de Lorraine, sise 3 rue François de Curel 57021 METZ, pour l'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'agence bancaire située 14, boulevard d'Austrasie 54000 NANCY;

Vu le courrier en date du 19 février 2004 émanant du siège de la Banque Populaire de Lorraine, l'informant du transfert de l'agence citée ci-dessus au 4 b, boulevard de la Mothe 54000 NANCY : agence Stanislas Meurthe ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'arrêté du 27 mai 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0081

est modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup> :**

*L'installation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'agence de la Banque Populaire de Lorraine, 4 b, boulevard de la Mothe 54000 NANCY, est autorisée sous le n° 54.97.0081.*

**Article 2 :**

*Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéosurveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images est l'inspection du siège de la B.P.L.C, 3 rue François de Curel 57021 METZ.*

**ARTICLE 2**

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le secrétaire général de la Banque populaire de Lorraine

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

**AUTORISATION PREFECTORALE N° 154**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;



Vu la demande présentée par Monsieur Paul OFFEI, dirigeant de la société « G.P.S. PROTECTION », située 13 rue Edgar Degas à JARNY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - La société « G.P.S. PROTECTION » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Paul OFFEI.

NANCY, le 25 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

### DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

#### PREMIER BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA CREATION DU « SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES ISOLEES POUR LE SCOT » (SICISCOT)

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 fixant le périmètre du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Mosellan ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2004, notifié le 16 février 2004 fixant la liste des communes concernées par le projet de création d'un syndicat intercommunal à vocation unique ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

BATTIGNY en date du 20 février 2004

BOUZANVILLE en date du 25 mars 2004

CHENEVIERES en date du 4 mars 2004,

DIARVILLE en date du 20 février 2004,

FORCELLES SOUS GUGNEY en date du 25 février 2004

FOUG en date du 10 mai 2004,

FRAISNES EN SAINTOIS en date du 27 février 2004

GERBECOURT ET HAPLEMONT en date du 16 mars 2004,

MOIVRONS en date du 1<sup>er</sup> mars 2004

PAGNY SUR MOSELLE en date du 29 avril 2004,

QUEVILLONCOURT en date du 21 février 2004,

SAINT FIRMIN en date du 18 mars 2004,

SAULXEROTTE en date des 23 février 2004 et 10 mai 2004,

VILLERS LES MOIVRONS en date du 22 mars 2004,

VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de :

BRATTE en date du 28 mars 2004,

GUGNEY en date du 23 mars 2004

HOUSSEVILLE en date du 26 mars 2004,

JEVONCOURT en date du 2 avril 2004,

LANEUVEVILLE DERRIERE FOUÛ en date du 30 mars 2004,

PRAYE en date du 24 février 2004,

SAINT CLÉMENT en date du 4 mai 2004,

VANDIERES en date du 26 mars 2004,

VILCEY SUR TREY en date du 26 mars 2004,

VILLERS SOUS PRENY en date du 29 mars 2004,

CONSIDÉRANT que l'avis des communes qui n'ont pas délibéré dans le délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de périmètre est considéré comme favorable,

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée nécessaire à la création d'un syndicat de communes, telle que définie à l'article L5211-5 du code général des collectivités territoriales, a été atteinte ;

SUR proposition du secrétaire-général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Est autorisée, entre les communes de BAINVILLE AUX MIROIRS, BATTIGNY, BLENOD LES TOUL, BOUZANVILLE, BRALLEVILLE, BRATTE, CHENEVIERES, DIARVILLE, FORCELLES SOUS GUGNEY, FOUÛ, FRAISNES EN SAINTOIS, GERBECOURT ET HAPLEMONT, GUGNEY, HOUDREVILLE, HOUSSEVILLE, JEVONCOURT, LANEUVEVILLE DERRIERE FOUÛ, LARONXE, LEBEUVILLE, LEMENIL MITRY, MANGONVILLE, MARTHEMONT, MOIVRONS, NEUVILLER SUR MOSELLE, PAGNY SUR MOSELLE, PRAYE, PRENY, QUEVILLONCOURT, ROVILLE DEVANT BAYON, SAINT CLEMENT, SAINT FIRMIN, SAULXEROTTE, VANDIERES, VAUDEMONT, VAUDEVILLE, VIEVILLE EN HAYE, VILCEY SUR TREY, VILLERS LES MOIVRONS, VILLERS SOUS PRENY, VITREY et XIROCOURT, la création du « Syndicat Intercommunal des communes isolées pour le SCOT » (SICISCOT).

#### **ARTICLE 2 : Objet du syndicat :**

Le syndicat a pour objet de représenter les communes isolées au sein du Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle.

Son objectif est de promouvoir les idées de ses membres et d'assurer la sauvegarde de leurs intérêts.

Pour mener à bien cette mission, le syndicat peut notamment créer tout service utile, administratif, technique, financier...

**ARTICLE 3 :** Le syndicat est instauré pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4 :** Le siège du syndicat est fixé au siège de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle à LAXOU (54520).

**ARTICLE 5 :** Les fonctions de receveur du syndicat seront exercées par le trésorier de MAXÉVILLE.

**ARTICLE 6 :** Les statuts du syndicat sont annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets d'arrondissement et Monsieur le président de l'association des maires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat, à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**Statuts du « syndicat intercommunal des communes isolées pour le SCOT » (SICISCOT)**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est formé entre les communes de : BAINVILLE AUX MIROIRS, BATTIGNY, BLENOD LES TOUL, BOUZANVILLE, BRALLEVILLE, BRATTE, CHENEVIÈRES, DIARVILLE, FORCELLES SOUS GUGNEY, FOUG, FRAISNES EN SAINTOIS, GERBECOURT ET HAPLEMONT, GUGNEY, HOUDREVILLE, HOUSSEVILLE, JEVONCOURT, LANEUVEVILLE DERRIERE FOUG, LARONXE, LEBEUVILLE, LEMENIL MITRY, MANGONVILLE, MARTHEMONT, MOIVRONS, NEUVILLER SUR MOSELLE, PAGNY SUR MOSELLE, PRAYE, PRENY, QUEVILLONCOURT, ROVILLE DEVANT BAYON, SAINT CLEMENT, SAINT FIRMIN, SAULXEROTTE, VANDIERES, VAUDEMONT, VAUDEVILLE, VIEVILLE EN HAYE, VILCEY SUR TREY, VILLERS LES MOIVRONS, VILLERS SOUS PRENY, VITREY et XIROCOURT., un syndicat intercommunal à vocation unique (art. L.5212-1 et suivants) pour représenter les communes isolées au sein du Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle.

Il est dénommé « Syndicat Intercommunal des communes isolées pour le SCOT » (SICISCOT) ci après désigné par le syndicat.

**Article 2 : siège social**

Le siège social du syndicat est fixé au siège de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, à Laxou.

**Article 3 : objet**

Le syndicat a pour objet de représenter les communes isolées au sein du Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle.

Son objectif est de promouvoir les idées de ses membres et d'assurer la sauvegarde de leurs intérêts.

Pour mener à bien cette mission, le syndicat peut notamment créer tout service utile, administratif, technique, financier...

**Article 4 : durée**

En application des dispositions de l'article L.5212-5, le syndicat est formé pour une durée illimitée.

Le syndicat est dissous (article L.5212-33) :

- de plein droit s'il ne reste plus qu'une seule commune après que les autres membres aient rejoint un EPCI ayant compétence SCOT (art. R. 5212-17) ou à l'achèvement de l'opération qu'il avait pour objet de conduire
- par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés
- sur la demande motivée de la majorité de ces conseils municipaux et l'avis de la commission permanente du conseil général, par arrêté préfectoral
- d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du conseil général et du Conseil d'Etat.

Le syndicat qui n'exerce aucune activité depuis deux ans au moins peut être dissous par arrêté du représentant de l'Etat dans le département après avis des conseils municipaux des communes membres (art. L.5212-34).

**Article 5 : retrait**

Les membres du syndicat peuvent se retirer dans les conditions prévues aux articles L.5211-19, L.5212-29, L. 5212-29-1 et L. 5212-30

**Article 6 : institution du comité et représentation des communes**

Le syndicat est administré par un comité institué conformément aux articles L.5211-7, L.5211-8 et L.5212-7.

Chaque commune est représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et un suppléant.

La durée du mandat de délégué est liée à celle du conseil municipal qui l'a désigné. En cas de vacance d'un siège, le conseil municipal concerné pourvoit à son remplacement dans le délai d'un mois. A défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, elle est représentée par le maire et le premier adjoint (art. L.5211-8).

**Article 7 : fonctionnement du comité syndical**

Le comité syndical est soumis aux règles de fonctionnement qui régissent les conseils municipaux. Un règlement intérieur sera établi pour adapter le fonctionnement du comité syndical à ces règles. Les règles et règlements sur le contrôle administratif et financier des communes sont également applicables au syndicat.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par semestre (art. L.5211-11)

**Article 8 : attributions du comité**

Le comité administre le syndicat. Il exerce toutes les fonctions prévues par les textes légaux et en particulier :

- la définition des programmes d'activité annuels
- le vote du budget préparé par le Bureau
- l'examen des comptes rendus d'activités annuels et le vote du compte administratif....

Le comité élit le Bureau.

**Article 9 : composition du Bureau**

Les membres du bureau sont élus par le comité syndical en son sein.

Le Bureau est composé comme suit (art. L.5211-10) :

- un président
- deux vice-présidents
- un secrétaire

**Article 10 : attributions du Bureau**

Le Bureau peut, par délégation du comité, être chargé du règlement de certaines affaires (art L. 5211-10).

**Article 11 : compétences du président (art. L. 5211-9)**

Il est l'organe exécutif du syndicat. Il prépare et exécute les délibérations du comité. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat. Chargé de l'administration, il représente également le syndicat en justice.

A partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du président, les fonctions de président seront assurées par le doyen d'âge.

Le président peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception des matières prévues à l'article L. 5211-10.

**Article 12 : ressources**

Les recettes du syndicat sont définies conformément aux dispositions de l'article L.5212-19.

**Article 13 : modification des statuts**

Elle intervient conformément aux dispositions de l'article L. 5211-20.

**Article 14 :** toute disposition relative au fonctionnement général du syndicat, non prévue aux présents statuts sera réglée conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

**Article 15 :** les présents statuts sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant de la création du syndicat.

Lu et approuvé  
(signatures)

*Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.*

NANCY, le 28 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A L'ADHESION DE LA COMMUNE DE CHOLOY-MENILLOT  
AU SYNDICAT D'AMENAGEMENT ET D'ENTRETIEN DE L'INGRESSIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1966, modifié par l'arrêté du 3 août 1998, autorisant la création du syndicat d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin ;

Vu les délibérations du comité syndical des 23 mai et 27 août 2003 et 6 février 2004 relatives à l'adhésion de la commune de CHOLOY-MENILLOT et à la modification des statuts ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de CHOLOY-MENILLOT (25/3/2004), ECROUVES (26/3/2004), FOUG (10/5/2004) et TOUL (17/3/2004) ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

## A R R E T E

**Article 1er** : La commune de CHOLOY-MENILLOT est autorisée à adhérer au syndicat d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin. Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

**Article 2** : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du syndicat d'aménagement et d'entretien de l'Ingressin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Madame et Messieurs les maires de CHOLOY-MENILLOT, ECROUVES, FOUG et TOUL. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

ARRÊTÉ A.R.H. DE LORRAINE N° 11/04 DU 19 MAI 2004

PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR JEAN-PIERRE NOEL,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA MEUSE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L6115-3 et l'article R. 710-17-2,

VU la Convention Constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 31 décembre 1996,

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2003 portant nomination de Monsieur Jacques SANS dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

VU l'arrêté N° 941 du 23 avril 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre NOEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meuse,

VU l'arrêté n° 01888 du 3 mai 2002 portant nomination de Monsieur Daniel WILBOIS, inspecteur principal à la DDASS de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002,VU l'arrêté n°03950 du 20 novembre 2002 portant nomination de Madame Sandrine SAINT-HUBERT, inspectrice des affaires sanitaires et sociales à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2002.

VU l'arrêté n°15/03 du 4 septembre 2003, portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre NOEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse ;

VU l'arrêté n°02454 du 24 juillet 2002, portant nomination de Monsieur Paul Charles AUBERT, inspecteur principal des affaires sanitaires et sociales à la D.D.A.S.S. de la Meuse à compter du 1<sup>er</sup> mai 2002.

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Délégation est donnée à Monsieur Jean-Pierre NOEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse, à l'effet de signer dans le cadre des attributions et compétences de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine s'exerçant dans ce département :

**A/ En ce qui concerne les établissements publics de santé :**

Les décisions relatives à l'exercice du contrôle de légalité défini par l'article L. 6143-4- 1er du code de la santé publique,

- à l'exclusion de celles justifiant :

- . la saisine, pour avis, de la chambre régionale des comptes et la demande conjointe d'un sursis à exécution ;
- . le déféré au tribunal administratif, des délibérations estimées illégales ;

Les décisions relatives à l'approbation détaillée par les articles L. 6143-4- 2e, L. 6145- 1 et 4 et L. 6161-7 du code de la santé publique à l'exception de celles concernant :

- le projet d'établissement y compris le projet médical,
- les programmes d'investissement relatifs aux travaux et équipements matériels lourds,
- les conventions passées en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 des textes pris pour son application et de l'article L. 6161-10 du code de la santé publique,
- le tableau des emplois médicaux ainsi que le renouvellement des chefs de service ou de département mentionnées aux articles L. 6146-3 et 6151-3 du code de la santé publique ;

Les décisions d'approbation des contrats fixant les modalités d'exercice de l'activité libérale des praticiens temps plein, en application des dispositions de l'article L. 6154-4 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de suspension et de retrait ;

Les décisions autorisant les médecins généralistes à dispenser à l'hôpital local au titre de leur activité libérale des soins de courte durée et éventuellement des soins de suite ou de longue durée, en application des dispositions de l'article R. 711-6-10 du code de la santé publique, à l'exception des décisions de radiation de la liste des médecins autorisés.

Les décisions désignant le médecin responsable de la coordination des activités médicales dans les hôpitaux locaux, en application des dispositions de l'article R. 711-6-18 du code de la santé publique.

**B/ En ce qui concerne les établissements privés admis à participer au service public hospitalier et les établissements privés à but non lucratif sous dotation globale :**

Les décisions relatives au budget et aux décisions modificatives telles que prévues aux articles L. 6145-1 à L. 6145-4 du code de la santé publique.

C/ En ce qui concerne l'ensemble des établissements publics et privés :

Les transmissions au Ministre Chargé de la Santé des dossiers relevant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Les lettres ayant pour objet au titre de l'article R. 712-40 du code de la santé publique de reconnaître complets ou non les dossiers déposés dans le cadre de demande d'autorisations ou de renouvellement d'autorisations.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre NOEL, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Daniel WILBOIS directeur adjoint, et par Madame Sandrine SAINT-HUBERT ou Monsieur Paul Charles AUBERT en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel WILBOIS.

**ARTICLE 3** - Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse et de la Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4** - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 03/04 du 25 février 2004.

NANCY, le 19 mai 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE DDASS/AES/N° 106 - EXERCICE DE LA PHARMACIE - LICENCE N° 514

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5126-1, L.5126-7, L.5126-9, L.5126-10 et R.5104-15 à R.5104-27 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur ;

VU la demande, présentée le 9 juillet 2002 et complétée par les envois des 6 août, et 29 octobre 2002, par Monsieur ROYER Gérard, Président du Conseil d'Administration du **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**, en vue d'obtenir l'autorisation de créer une pharmacie à usage intérieur au Centre Logistique, Zone Industrielle de Ludres, 75 rue Lavoisier, 54710 LUDRES ;

VU la délivrance de récépissé de cette demande en date du 30 juillet 2002 ;

VU l'avis du Conseil Central de la Section « D » de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 6 juin 2003 ;

VU le rapport du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique en date du 19 mars 2004 ;

VU l'avis du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine en date du 24 mars 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Une licence, enregistrée sous le n° **514**, est accordée autorisant la création d'une pharmacie à usage intérieur sise à **LUDRES** (Centre Logistique, Zone Industrielle de Ludres, 75 rue Lavoisier, 54710 LUDRES), au profit du **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)**.

**ARTICLE 2** : Cette pharmacie ne pourra fonctionner que :

- si elle est placée sous la responsabilité d'un pharmacien de sapeurs pompiers, dont le temps de présence au sein de la pharmacie à usage intérieur doit être au moins l'équivalent de cinq demi-journées par semaine
- et si les dispositions prévues à l'article R 5104-79 et R 5104-80 du Code de la Santé Publique sont respectées.

Elle sera obligatoirement fermée si le pharmacien-gérant autorisé cesse ses fonctions et tant qu'un nouveau responsable ne sera pas habilité.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur ROYER Gérard, Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section D),
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie).

NANCY, le 3 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE DDASS/AES/N° 107

#### PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 98 - AMBULANCES J.L.B., 1 RUE DE NOIRVAL - 54600 VILLERS LES NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> bis du livre 1<sup>er</sup> du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU la demande de Monsieur BONNARD Jean-Loup tendant à obtenir l'autorisation d'ouvrir une agence 40 rue de Neuves Maisons 54230 CHAVIGNY ;

VU la visite des locaux effectuée le 27.04.2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié les 12 novembre 2002 et 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré le 06/08/1987 sous le n° **98** à l'entreprise **Ambulances J.L.B.**, représentée par Monsieur BONNARD Jean-Loup est modifié comme suit à compter du 27 avril 2004 :

**Siège social :** 1 rue de Noirval  
54600 VILLERS LES NANCY  
**Agence :** 40 rue de Neuves Maisons  
54230 CHAVIGNY

**ARTICLE 2 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS, BNPS...)

**ARTICLE 3 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 4 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.-F. LHUILLIER

---

## POLE RESSOURCES

### ORDONNATEUR SECONDAIRE - SUBDELEGATION DE SIGNATURE

#### LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations et de leurs accessoires servis aux fonctionnaires et agents des services civils de l'Etat ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements et notamment des articles 15 et 17 ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2001 nommant M. Philippe MICHEL en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 novembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2001 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, et notamment son article 5 ;

VU les arrêtés de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire du 30 novembre 2001 et du 16 octobre 2003 ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'article de subdélégation de signature du 30 novembre 2001 est modifié comme suit :

- délégation est retirée à : Mme COURTY Dominique
- délégation est donnée à : Mme BERG Myriam

**ARTICLE 2 :** La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle et M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

**ARTICLE 3 :** M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Mme CALOT Francine, Mme BERG Myriam, M. LHUILLIER Jean-François, Mme DELFORGE Irène, M. MARTINEZ José-Luis, M. le Trésorier Payeur Général de Moselle, M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 13 mai 2004

Le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Philippe MICHEL

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

### AMENAGEMENT FONCIER

#### ARRETE PREFECTORAL 2004/188 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre I du Livre I du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08/01/1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11/12/1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 82-389 et 82-390 du 10/05/1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 01/07/1992 portant charte de la déconcentration ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18/09/2003 portant modification de la constitution de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle ;  
VU la délibération du Conseil Général de Meurthe et Moselle en date du 01/04/2004 ;  
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

L'article 2/2 de l'arrêté préfectoral du 18/09/2003 est modifié.

**ARTICLE 2 :**

La Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle est ainsi composée :

**2/ Conseillers Généraux :**

- M. Maurice VILLAUME, BAYON, titulaire
- M. Alain GERARD, CIREY SUR VEZOUZE, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, THIAUCOURT REGNIEVILLE, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, VEZELISE, titulaire
- Mme Michèle PILLOT, TOUL NORD, suppléante
- M. Michel MARCHAL, ARRACOURT, suppléant
- M. René MANGIN, JARVILLE, suppléant
- M. Jean-Pierre MINELLA, HOMECOURT, suppléant

**ARTICLE 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

**Pour information :**

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de NANCY et aux membres de la Commission Départementale

**Pour exécution :**

- Mme la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle

**Pour publication :**

- A un journal du département
- Au recueil des actes administratifs

NANCY, le 4 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES****ARRETE PREFECTORAL DDSV/54/04/30  
RELATIF A LA PESTE PORCINE CLASSIQUE CHEZ LES SANGLIERS SAUVAGES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, titre II du livre II ;  
VU le Code Rural et notamment son article R 228-1 relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 mars 1985 relatif à la prévention de certaines maladies réputées légalement contagieuses ;  
VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;  
VU l'arrêté interministériel du 23 juin 2003 fixant les mesures de lutte contre la peste porcine classique ;  
VU l'arrêté ministériel du 29 juin 1993 modifié relatif à la prophylaxie de la peste porcine classique ;  
VU les instructions du ministère de l'agriculture et de la pêche relatives au plan d'urgence contre la peste porcine classique chez les sangliers sauvages ;  
VU la déclaration d'un cas de peste porcine classique sur un sanglier sauvage trouvé mort le 10 avril 2002 dans le Nord du département de la Moselle ;  
VU la décision de la Commission européenne du 10 octobre 2002 modifiant pour la troisième fois la décision 2002/383/CE concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine classique en France, en Allemagne et au Luxembourg ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 2003-62 en date du 07 novembre 2003 relatif à la peste porcine classique chez les sangliers sauvages ;  
VU les conclusions de la réunion interdépartementale qui s'est tenue au sujet de la peste porcine classique à la Préfecture de STRASBOURG le 06 novembre 2003 ;  
VU le rapport de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe et Moselle ;  
VU le rapport de madame la directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe et Moselle ;  
SUR proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup>**

Dans le cadre de la lutte contre la peste porcine classique chez les sangliers sauvages, sont définies une zone d'observation et une zone de surveillance.

\* La zone d'observation de la propagation du virus de la peste porcine classique est définie comme une bande de protection de 10 à 25 km autour de la zone infectée située dans le département de la Moselle et comprend l'ensemble des territoires communaux figurant à l'annexe 1.

\* La zone de surveillance est définie comme une zone de 10 à 15 km située le long de la frontière belge et luxembourgeoise et comprend l'ensemble des territoires communaux figurant à l'annexe 2.

Le périmètre d'intervention de la peste porcine classique des sangliers est constitué de la zone d'observation et de la zone de surveillance.

**Article 2**

Dans le périmètre d'intervention décrit ci-dessus les détenteurs de droit de chasse et leurs ayant droits, sont chargés du prélèvement des échantillons nécessaires au suivi épidémiologique de la peste porcine classique.

**Article 3**

Dans le cadre de ce dispositif, **tous les sangliers abattus feront l'objet d'un prélèvement sanguin et d'un prélèvement de rate** en vue de la recherche de la peste porcine classique.

Une fiche de commémoratifs dûment complétée conforme à l'annexe 3 doit accompagner chaque prélèvement. L'annexe 4 indique les modalités de prélèvements.

**Article 4**

10 animaux au minimum doivent être abattus chaque mois jusqu'à la date d'ouverture générale de la chasse dans le département de Meurthe et Moselle - campagne 2004-2005.,

**Article 5**

Après application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, les sangliers abattus peuvent être commercialisés et utilisés pour la consommation humaine librement dans et hors de la zone du périmètre d'intervention. Aucune mise en consigne préalable n'est exigée.

**Article 6**

Les sangliers tués dans le périmètre d'intervention resteront la propriété des tireurs et seront munis d'un bracelet conformément à la réglementation en vigueur.

Jusqu'au 31 mai 2004, il sera apposé sur les sangliers tués des bracelets remis gracieusement par la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe et Moselle.

A partir du 01 juin 2004, les bracelets à apposer seront ceux de l'attribution du plan de chasse de la saison 2004-2005.

En cas de partage, le dispositif des volets numérotés de transport prévu à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1989 reste applicable.

**Article 7**

Tout sanglier trouvé mort doit être déclaré aux membres du réseau SAGIR « surveillance sanitaire de la faune sauvage » - fédération départementale des chasseurs de Meurthe et Moselle à NANCY (03 83 32 33 21) ou aux agents du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage à LUNEVILLE (03 83 73 24 74) ou aux agents de l'office national des forêts ou aux agents chargés de la police de la Meurthe et Moselle.

Ces représentants établissent une fiche de commémoratifs SAGIR prénommée (modèle national de couleur verte) et assurent un transport étanche du cadavre au laboratoire vétérinaire chargé de la réalisation des analyses nécessaires à la recherche du virus de la peste porcine classique (transmission de prélèvements - rate, ganglions, amygdales... au laboratoire de référence de l'AFSSA Ploufragan).

Au cas où le laboratoire vétérinaire recevrait un cadavre de sanglier d'une personne autre que l'un des représentants sus-nommés, il le traitera de la même façon, avec établissement d'une fiche SAGIR.

Les cadavres sont ensuite détruits à l'équarrissage.

**Article 8**

La direction départementale des services vétérinaires pourvoit à l'approvisionnement des chasseurs en matériel de prélèvement. Elle organise la collecte des prélèvements et se charge de leur acheminement au laboratoire d'analyses vétérinaires.

**Article 9**

L'arrêté préfectoral n° 2003-62 en date du 17 novembre 2003 relatif à la peste porcine classique chez les sangliers sauvages est abrogé.

**Article 10**

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Mme et Ms. les sous-préfets de Meurthe et Moselle, Mmes et Ms. les maires des communes concernées, Mme la directrice départementale des services vétérinaires, M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie, Ms. les chefs des services départementaux de l'office national des forêts et de l'office nationale de la chasse et de la faune sauvage, Ms. les lieutenants de louveterie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*Les annexes 1, 2, 3 et 4 peuvent être consultées à la Direction Départementale des Services Vétérinaires - Domaine de Pixérécourt à MALZEVILLE.*

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2004/DDE/213/CDES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral initial n° 2003/DDE/361/CDES en date du 5 juin 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral de prolongation n° 2003/DDE/862/CDER en date du 26 décembre 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'étanchéité du viaduc d'AUTREVILLE sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819 de l'autoroute A31, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les arrêtés préfectoraux n° 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003 et n° 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003 sont abrogés à compter du 24 mai 2004.

**ARTICLE II****Phase 1**

A compter du 24 mai 2004 au 5 juin 2004, la circulation s'établit comme suit, entre les PR 267+587 et 267+819 de l'A.31 :

Dans le sens METZ - NANCY :

- la BAU est neutralisée

- la circulation s'effectue sur les deux voies décalées réduites

- la vitesse est limitée de manière dégressive à 70 km/h

- Il est interdit de doubler pour les poids lourds.

**Phase 2**

A compter du 7 juin 2004 au 6 juillet 2004, la circulation s'établit comme suit entre les PR 267+587 et 267+819 sur l'A.31.

Dans le sens NANCY - METZ :

- la BAU est neutralisée
- la circulation s'effectue sur les deux voies décalées réduites
- la vitesse est limitée de manière dégressive à 70 km/h
- Il est interdit de doubler pour les poids lourds.

#### **ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### **ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

#### **ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Belleville et Autreville, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

### **ARRETE 2004/DDE/214/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy/Val de Lorraine ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose de glissières de sécurité « Ecran moto » sur la bretelle EPINAL - PARIS du croisement autoroutier A330/A.33, sis aux PR 4+000 de l'A.330 et 9+800 de l'A.33, sur le territoire de la commune de LUDRES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

### **ARRETE**

**ARTICLE I** - La nuit du lundi 24 mai 2004 au mardi 25 mai 2004, de 22 H à 5 H, toute circulation est interdite sur la bretelle EPINAL - PARIS du croisement autoroutier A.330/A.33.

#### **ARTICLE II**

Les usagers circulant sur l'A. 330 dans sens EPINAL - NANCY et désirant rejoindre l'A. 33 en direction de PARIS doivent emprunter la déviation suivante :

Section courante A. 330

- Bretelle EPINAL - HOUEMONT (sortie n° 4) - accès ZAC de FROCOURT - diffuseur de HOUEMONT n° 4 - FLEVILLE - Rond point ZAC de FROCOURT - RD 570 direction LUDRES puis bretelle HOUEMONT - EPINAL

Les usagers retrouveront la signalisation permanente PARIS - METZ - Accès A. 33 par bretelle NANCY - PARIS.

#### **ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### **ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

#### **ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine Alsace à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Madame le Maire de Houdemont, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

### **ARRETE 2004/DDE/217/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;



Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM sud-ouest 54 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparations des corniches, gardes-corps et des trottoirs sur l'ouvrage des cinq tranchées au PR 244+930 de l'autoroute A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

#### ARTICLE I

##### **Phase 1**

Les nuits du lundi 24 mai et des mardi et mercredi 1<sup>er</sup> et 2 juin, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 248+950 et 244+050 de l'A.31 :

- **dans le sens NANCY/TOUL**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens TOUL/NANCY à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.
- **dans le sens TOUL/NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

##### **Phase 2**

Les nuits du mardi 25 mai et du jeudi 3 juin 2004, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 242+900 et 247+800 de l'A. 31 :

- **dans le sens TOUL/NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY/TOUL à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.
- **dans le sens NANCY/TOUL**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

#### ARTICLE II

Du lundi 24 mai 2004 à 21h au vendredi 11 juin 2004 à 6h, la circulation sur l'ouvrage A31-140 sera interdite à la circulation des VL et PL, les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

- **venant de TOUL :**
  - sortie TOUL/GONDREVILLE, giratoire GONDREVILLE direction VELAIN, DR 400 poste de VELAIN, parc de loisirs, zone des baraques, site ST-Jacques II. Dans le cas où les usagers manqueraient la sortie TOUL/GONDREVILLE, ils seraient redirigés sur leurs destinations par A31 NANCY, bretelle TOUL/LUNEVILLE, A33, bretelle de sortie TOUL/NANCY/BRABOIS, échangeur de BRABOIS, bretelle d'entrée NANCY/BRABOIS/TOUL, A33 vers TOUL, bretelle LUNEVILLE/TOUL, échangeur de VELAIN sortie NANCY-VELAIN et RD 400.
- **venant de NANCY :**
  - pour se rendre à la forêt de Haye (à l'opposé du Parc de loisir) sortie NANCY/VELAIN, RD 400 vers VELAIN, poste de VELAIN, giratoire de GONDREVILLE, bretelle GONDREVILLE/NANCY, A31 sortie forêt de Haye.
- **venant de VELAIN :**
  - pour se rendre à NANCY, RD 400 direction GONDREVILLE, giratoire de GONDREVILLE, bretelle GONDREVILLE/NANCY, puis A31 direction NANCY.

#### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

#### ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de VELAIN en HAYE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 13 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

ARRETE 2004/DDE/218/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de LAXOU en date du 5 mars 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparation des corniches, garde-corps et trottoirs sur l'ouvrage d'art n°170 de l'autoroute A31 sur les bretelles de liaison : PARIS/METZ et LAXOU/PARIS ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits du lundi 7 juin au jeudi 10 juin 2004, de 21h à 6h00, la circulation s'établit comme suit sur l'A31 :

- **bretelle PARIS/METZ** du PR 247+300 au 247+650  
La section courante est fermée à la circulation
- **bretelle LAXOU/PARIS** du feu tricolore à la bretelle LAXOU/STRASBOURG  
La circulation s'effectue sur une seule voie sur l'axe médian de la chaussée,  
Il est interdit de doubler.

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter la déviation par NANCY, rue de la résistance, rue du Saulnois, avenue des 4 vents, puis A31 direction METZ

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de LAXOU, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/220/CDES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/213/2004 en date du 19/05/2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'étanchéité du viaduc d'AUTREVILLE sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 268+200 et 267+300 de l'autoroute A31, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le présent arrêté modifie les PR de début et de fin des travaux de l'Autoroute A. 31 cités ci-dessus.

**ARTICLE II****Phase 1**

Dans le sens METZ - NANCY (sens décroissant) lire :

A compter du 24 mai 2004 au 5 juin 2004, la circulation s'établit comme suit, entre les PR 268+200 et 267+300 de l'A.31 :

**Phase 2**

Dans le sens NANCY - METZ (sens croissant) lire :

A compter du 7 juin 2004 au 6 juillet 2004, la circulation s'établit comme suit entre les PR 267+300 et 268+200 de l'A.31.

**ARTICLE III**

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le

directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de Belleville et Autreville, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 25 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/221/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/683/CDER du 20 octobre 2003;

Considérant la nécessité de créer un rétrécissement de chaussée afin de procéder à la construction de la pile n°27 d'un ouvrage du LGV au PR 3+250 de la RN 57, sur le territoire de la commune de CHAMPEY;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2003/DDE/738/CDER du 27 octobre 2003 est prorogé pour une durée de 3 mois, du 28 mai au 28 août 2004.

**ARTICLE II**

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE****ARRETE DDE/INF/04-38 - AERODROME DE DONCOURT LES CONFLANS  
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié, accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de Monsieur Didier SAEZ du 12 novembre 2003, sollicitant la résiliation de l'autorisation d'occupation temporaire sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS,

VU l'arrêté DDE/INF/03/45 du 22 décembre 2003 portant résiliation de l'autorisation d'occupation temporaire,

Vu la demande de Monsieur SAEZ du 7 avril 2004 sollicitant la reprise de l'autorisation d'occupation temporaire pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2008,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

L'arrêté DDE/INF/03/45, portant résiliation de l'autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS, octroyée à Monsieur Didier SAEZ, est nul et non avenu.

**ARTICLE 2**

Monsieur Didier SAEZ, dénommé ci-après le bénéficiaire est autorisé à occuper temporairement une parcelle de terrain d'une superficie de 400 m<sup>2</sup> (cf. plan ci-joint) sur l'aérodrome de DONCOURT-LES-CONFLANS aux clauses et conditions définies ci-après.

**ARTICLE 3 :**

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'occupation d'un terrain sur lequel est construit un hangar type "Frisomat" destiné au stationnement d'aéronefs.

**ARTICLE 4 :**

La présente autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

Le bénéficiaire peut, avec l'agrément du Directeur Régional de l'Aviation Civile pour la Lorraine, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des installations données en occupation.

Dans ce cas, il demeure personnellement et pécuniairement responsable, solidairement avec le sous-traitant, de l'accomplissement des obligations résultant de la présente autorisation.

La désignation du sous-traitant, ainsi que le contrat de sous-traité, devra être soumis à l'agrément préalable de l'Etat.

#### **ARTICLE 5 :**

Etant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34.1 à L 34.9 du Code du Domaine de l'Etat.

#### **ARTICLE 6 :**

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'Etat, Administration de l'Aviation Civile, les projets de travaux qu'il entend réaliser dans le cadre de la présente autorisation.

Il appartient au bénéficiaire de requérir les autorisations administratives (permis de construire, etc. ...) réglementaires.

#### **ARTICLE 7 :**

L'exécution des travaux sera conduite de manière à satisfaire en toute circonstance aux conditions de sécurité de la navigation aérienne et à gêner le moins possible l'exploitation générale de l'aérodrome. En particulier, les chantiers devront être balisés de jour, et s'il y a lieu de nuit, selon les dispositions réglementaires. Les travaux seront réalisés en concertation avec l'administration de l'Aviation Civile.

#### **ARTICLE 8 :**

L'Etat ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien et de réparations nécessaires pour assurer l'utilisation normale des lieux.

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit leur importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'usage et en assurer l'entretien.

#### **ARTICLE 9 :**

Le bénéficiaire s'engage à ne commettre aucun acte susceptible d'entraver l'exploitation normale de l'aérodrome et son utilisation pour les autres usagers. Il est tenu de se conformer aux règlements généraux et particuliers de l'aérodrome. Il veillera en outre à l'exécution de cette clause par toutes les personnes dont il est responsable.

#### **ARTICLE 10 :**

Le bénéficiaire aura à sa charge l'entretien, le nettoyage et la surveillance du terrain et des installations qui s'y trouvent, objet de la présente autorisation, ainsi que les abords immédiats. Le cas échéant, il fera son affaire de l'enlèvement des déchets et ordures. Il supporte, en outre, seul intégralement, la responsabilité directe de la conservation des aéronefs, matériels et objets entreposés.

#### **ARTICLE 11**

Les dommages causés aux personnels, aux matériels, ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le bénéficiaire sous sa responsabilité, et les frais et indemnités qui en résulteraient sont à la charge du bénéficiaire dans les conditions de droit commun.

Le bénéficiaire répondra du risque d'incendie. Il devra en outre souscrire une police d'assurance pour dommages causés, y compris la responsabilité civile.

Cette police devra obligatoirement porter une clause de renonciation à tout recours contre l'Etat aussi bien de la part des assurés que de celle des assureurs en cas d'accident ou dommage pouvant intervenir à la suite de cette occupation. Les polices et quittances correspondantes devront être communiquées à l'Etat sur simple demande.

#### **ARTICLE 12**

L'usage de l'électricité et de l'eau, ainsi qu'éventuellement du téléphone dans les lieux occupés sera déterminé et payé conformément aux règlements de l'aérodrome.

#### **ARTICLE 13**

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de BRIEV**, pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation, **une redevance de 439 € (six cent dix euros)**, payable chaque année.

Il devra régler également **le droit de 10 € (dix euros)** prévu à l'article L 29 du Code du Domaine de l'Etat **à la recette principale des impôts de BRIEV**.

#### **ARTICLE 14**

Le bénéficiaire s'interdit toute publicité dans les lieux occupés sauf accord écrit de l'Etat.

#### **ARTICLE 15**

Le bénéficiaire aura la charge des impôts liés à l'occupation, objet de la présente autorisation.

#### **ARTICLE 16**

La durée de l'autorisation est fixée à **CINQ (5) ANS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004**.

#### **ARTICLE 17**

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un **préavis de Trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances,
- en cas de force majeure,
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable,
- en cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire),
- en cas de cessation de l'usage des installations pendant une durée **d'un (1) an**.

En cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu, siège d'implantation du hangar, sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

#### **ARTICLE 18**

A la cessation, pour quelque cause que ce soit, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le bénéficiaire. A défaut d'accomplissement de cette obligation dans un délai **d'un (1) an** à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par le gestionnaire aux frais et risques du bénéficiaire.

#### **ARTICLE 19**

Le bénéficiaire Monsieur Didier SAEZ fait élection de domicile 10, Grande Rue à 57640 MALROY

#### **ARTICLE 20**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,  
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliements seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 14 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

## OFFICE NATIONAL DES FORETS

### ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER COMMUNE DE AVRAINVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et Départements ;

VU les délibérations du Conseil Municipal de la Commune de AVRAINVILLE en date du 21 Février 2002 et du 5 Septembre 2002 demandant l'application du régime forestier à 16 ha 65 a 35 ca ;

VU les procès-verbaux de reconnaissance des Ingénieurs de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts en date du 13 mai 2002 ;

VU le plan des lieux ;

### ARRETE

**Article 1er** : Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne Morale Propriétaire	Désignations Cadastres			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des Parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE Et MOSELLE	Commune de AVRAINVILLE	ZD	48	EN BETREY	8,7575	AVRAINVILLE
		ZE	9	A LA MARE DE CHE	4,9071	AVRAINVILLE
		ZH	75	LA COTE DE LUXEMBOURG	2,0535	AVRAINVILLE
		ZH	76	LA COTE DE LUXEMBOURG	0,9354	AVRAINVILLE

**Article 2** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de AVRAINVILLE,

\* Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE et MOSELLE.

NANCY, le 24 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues à la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1er septembre 2003 et d'y ajouter les mandataires suivants :

Les modifications concernent les points suivants :

Point 2 de la délégation sur les déclarations de créances du Trésor au passif des procédures collectives

Mlle Catherine TEULLE, Inspecteur, chef du service Recouvrement en lieu et place de Mlle France BERNIZ.

Point 7 de la délégation spéciale sur le fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas, et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- Mlle Catherine TEULLE, Inspecteur, chef du service Recouvrement en lieu et place de Mlle France BERNIZ.

- Mlle France BERNIZ, Inspecteur, Chargée de la formation professionnelle et de la documentation.

NANCY, le 27 mai 2004

Le Trésorier-Payeur Général,  
Christian BRUNET

## MATERNITE REGIONALE "A. PINARD" DE NANCY

### DELEGATION DE SIGNATURE

M. Bruno CARRIERE,

Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé Maternité Régionale de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2001 nommant Mme Marie-Christine PRUD'HOMME directeur adjoint de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2004 nommant Mme Marlène PASSAVANT directeur adjoint de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de délégation de signature n° 1 du 1<sup>er</sup> juillet 2002,

#### DECIDE

##### ARTICLE 1 :

En cas d'empêchement ou d'absence de M. CARRIERE, directeur d'établissement, délégation est donnée à Mme PRUD'HOMME pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

##### ARTICLE 2 :

En cas d'empêchement ou d'absence conjoint de M. CARRIERE et de Mme PRUD'HOMME, délégation est donnée à Mme PASSAVANT.

##### ARTICLE 3 :

La décision n° 1 du 1<sup>er</sup> juillet 2002 est rapportée.

NANCY, le 18 mai 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

#### DELEGATION DE SIGNATURE - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

M. Bruno CARRIERE,

Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé Maternité Régionale de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu les articles L. 1111-7 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2004 nommant Mme Marlène PASSAVANT directeur adjoint de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Mme Michèle GUEFVENEU à la Maternité régionale de NANCY,

#### DECIDE

##### ARTICLE 1 :

Délégation permanente est donnée à Mme PASSAVANT pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines et de la communication.

##### ARTICLE 2 :

Délégation permanente est donnée à Mme PASSAVANT pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,
- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A,
- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

##### ARTICLE 3 :

En cas d'empêchement ou d'absence de M. CARRIERE et de Mme PASSAVANT, délégation est donnée à Mme GUEFVENEU, attachée d'administration hospitalière à la D.R.H., pour signer les documents suivants :

- décisions d'autorisation de départ en congés,
- notes se rapportant à l'organisation de la direction des ressources humaines,
- documents financiers.

NANCY, le 24 mai 2004

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

#### RESEAU FERRE DE FRANCE

#### DECISION DE DECLASSERMENT DU DOMAINE PUBLIC FERROVIAIRE

##### LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu la loi n°97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public « Réseau Ferré de France » en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

Vu le décret n°97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France ;

Vu le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

Vu la décision du 12 juillet 2002 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit Conseil a délégué à son Président une partie de ses pouvoirs et a défini les principes de délégation à certains responsables de l'établissement ;

Vu la décision du 25 janvier 2001 portant nomination de Madame Anne FLORETTE en qualité de Directeur du patrimoine ;

Vu la décision du 16 décembre 2002 portant délégation de signature ;

Considérant la non-utilité du terrain décrit ci-après pour les missions d'aménagement, de développement, de cohérence et de mise en valeur de l'infrastructure du réseau ferré national dévolues à RFF,

#### DECIDE

##### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Le terrain partiellement bâti sis à TIERCELET (54) Lieu-dit Welchebuche sur la parcelle cadastrée A 123p pour une superficie de 17499 m<sup>2</sup>, tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune<sup>1</sup>, est déclassé du domaine public ferroviaire.

##### ARTICLE 2

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et sur le site Internet de Réseau Ferré de France (<http://www.rff.fr/>).

PARIS, le 12 mai 2004

Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur du Patrimoine,  
Anne FLORETTE

<sup>1</sup> Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés sur place, au siège de Réseau Ferré de France 92, avenue de France - 75013 Paris ou à l'Agence Immobilière Régionale de la SNCF de METZ NANCY 14 Viaduc J-F Kennedy - 54052 NANCY CEDEX.

## AVIS DE RECRUTEMENT

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

**34 postes d'agent d'entretien spécialisé**

**I. MODALITÉS DE CANDIDATURES**

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

**II. MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE**

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

**III. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES**

Les dossiers de candidatures constitués d'une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées sont à adresser avant la date mentionnée ci-dessous à :

*La Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY  
Bureau 14 - Gestion des Carrières  
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO n° 34  
54035 NANCY CEDEX*

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 14 - gestion des carrières contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :  
LE 15 AOÛT 2004, le cachet de la poste faisant foi**

NANCY, le 26 mai 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT ADMINISTRATIF  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

**40 postes d'agent administratif**

**I. MODALITÉS DE CANDIDATURES**

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

**II. MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE**

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

**III. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES**

Les dossiers de candidatures constitués d'une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées sont à adresser avant la date mentionnée ci-dessous à :

*La Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY  
Bureau 14 - Gestion des Carrières  
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO n° 34  
54035 NANCY CEDEX*

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 14 - gestion des carrières contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :  
LE 15 AOÛT 2004, le cachet de la poste faisant foi**

NANCY, le 26 mai 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

VACANCES DE POSTES DANS LE GRADE D'AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIÉ DE 2<sup>ÈME</sup> CATÉGORIE  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

**120 postes d'agent des services hospitaliers qualifié de 2<sup>ème</sup> catégorie**

**I. MODALITÉS DE CANDIDATURES**

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

**II. MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE**

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des dossiers de candidature transmis par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

**III. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURES**

Les dossiers de candidatures constitués d'une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées sont à adresser avant la date mentionnée ci-dessous à :

*La Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY  
Bureau 14 - Gestion des Carrières  
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CO n° 34  
54035 NANCY CEDEX*

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 14 - gestion des carrières contre la remise d'une attestation de dépôt.

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :  
LE 15 AOÛT 2004, le cachet de la poste faisant foi**

NANCY, le 26 mai 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

**AVIS DE CONCOURS**

**AVIS D'OUVERTURE D'UN CONCOURS INTERNE SUR TITRES  
EN VUE DU RECRUTEMENT DE 4 INFIRMIER(ES) CADRE DE SANTE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statuts particuliers du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière et notamment son article 2, un concours interne sur titres pour le recrutement de 4 infirmier(es) cadre de santé est ouvert au Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou.

**Conditions d'inscription :**

- être titulaire du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 et n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989,
- compter au 1<sup>er</sup> janvier 2003, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités

**Dossier de candidature :**

- demande d'inscription au concours
- curriculum vitae
- copie des diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le **31 août 2004** au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

LAXOU, le 1<sup>er</sup> juin 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CADRE DE SANTE  
AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT**

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel dans les conditions fixées à l'article 2 du décret du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir des postes de Cadre de Santé vacants dans les établissements et les filières suivantes :

- Centre Hospitalier REMIREMONT : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier GERARDMER : 2 postes filière infirmière
- Centre Hospitalier ST DIE : 1 poste filière médico-technique  
et 3 postes filière infirmière
- Centre Hospitalier NEUFCHATEAU : 1 poste filière infirmière
- Centre Hospitalier RAVENEL : 5 postes filière infirmière dont 1 à pourvoir en externe

**Concours sur titres interne :**

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, âgées de quarante cinq ans au plus et comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un corps de la filière dans laquelle elles postulent, le tout au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours. La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

**Concours sur titres externe :**

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, ayant exercées dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.



Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

**CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL**  
**Direction des Ressources Humaines**  
**B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX**

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété **au plus tard le 19 septembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 3 juin 2004

### ARRETES INTERPREFECTORAUX

#### ARRETE INTERPREFECTORAL EN DATE DU 4 MAI 2004 PORTANT AUTORISATION, AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE-AVAL

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
 PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
 PREFET DE LA MOSELLE  
 Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2224-8 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 214-1 et suivants, et L 432-2 ;

Vu le décret du n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 et suivants du Code de l'Environnement ;

Vu les arrêtés du 22 décembre 1994 concernant les prescriptions techniques relatives aux systèmes d'assainissement de plus de 2 000 équivalents-habitant et à l'autosurveillance ;

Vu le S.D.A.G.E. Rhin Meuse approuvé par le Préfet Coordonnateur de Bassin le 15 novembre 1996 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 11 Septembre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur les Communes de MONTAIS-LA-MONTAGNE, MOYEVRE-GRANDE, RONCOURT, SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE, SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (département de la Moselle) et AUBOUÉ, HATRIZE, HOMECOURT, JOEUF, MOINEVILLE, MOUTIERS, VALLEROY (département de la Meurthe-et-Moselle) ;

Vu le dossier présenté par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne-Aval ;

Vu l'avis favorable de la commission d'enquête à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 octobre 2003 au 24 novembre 2003 ;

Vu les avis des conseils municipaux consultés ;

Vu les avis des sous-préfets concernés ;

Vu les avis des services consultés (Mission Inter-Services de l'Eau, Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Moselle, Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Conseil Supérieur de la Pêche, Direction Régionale de l'Environnement) ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Moselle en date du 19 février 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Meurthe-et-Moselle du 4 mars 2004 ;

Sur proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle et du Directeur Départemental de l'Équipement de la Meurthe-et-Moselle ;

Considérant l'intérêt que présente, pour le milieu naturel, la réalisation des travaux concernés ;

### A R R E T E

#### ARTICLE 1 : AUTORISATION

Les ouvrages d'assainissement collectif du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne-Aval, réalisés par le pétitionnaire, sont autorisés au titre des articles L 214-1 et suivants du Code de l'Environnement et des décrets n°s 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993

Ils correspondent à la définition ci-dessous des rubriques du décret n°93-743 :

Désignation des activités	Rubrique	Déclaration ou Autorisation	Importance du projet
Station d'épuration - le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement étant supérieure à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5.1.0.	AUTORISATION	3060 kg de DBO <sub>5</sub> /j en capacité nominale
Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 120 kg de DBO <sub>5</sub> .	5.2.0.	AUTORISATION	6 déversoirs d'orage concernés
Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier compris entre 12 et 120 kg de DBO <sub>5</sub> .	5.2.0.	DÉCLARATION	43 déversoirs d'orage concernés
Rejet dans les eaux superficielles susceptibles de modifier le régime des eaux, le rejet étant supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /j	2.2.0	AUTORISATION	Rejet de 10 200 m <sup>3</sup> /j

La présente autorisation est délivrée au titre de la police de l'eau (articles L 214-1 et suivants du Code de l'environnement).

Les travaux devront être réalisés conformément au dossier d'incidences police de l'eau déposé par le demandeur.

#### ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX

Ces travaux se dérouleront conformément aux dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation sur les 12 communes de : MONTAIS-LA-MONTAGNE, MOYEVRE-GRANDE, RONCOURT, SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE, SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (département de la Moselle) et AUBOUÉ, HATRIZE, HOMECOURT, JOEUF, MOINEVILLE, MOUTIERS, VALLEROY (département de la Meurthe-et-Moselle).

Ils consisteront notamment en :

- la réhabilitation et la création d'un collecteur syndical, destiné à envoyer les eaux usées vers une station d'épuration unique,
- la mise en place de bassins de pollution destinés à stocker la pollution en période de temps de pluie, d'une capacité totale de 7 490 m<sup>3</sup> (cf. liste en annexe),
- la création ou l'aménagement de déversoirs d'orage, de bassins de pollution (cf liste en annexe) et de stations de relevage,
- l'installation d'un système de télégestion des postes de relèvement,
- la construction d'une station d'épuration ayant les caractéristiques suivantes :
  1. site : sur le ban de la commune de MOYEVRE-GRANDE (Moselle)
  2. capacité :

	Débit en m <sup>3</sup> /h	Capacité en EH	Capacité en kg/j de DBO <sub>5</sub>
- par temps sec	425	34 000	2 040
- pour la capacité nominale	850	51 000	3 060

3. lieu de rejet : l'Orne

### **ARTICLE 3 : SYSTEME DE COLLECTE**

#### **3.1 : Généralités**

##### **• Indicateurs de performance**

Le taux de collecte devra être supérieur ou égal à 80%, le taux de dilution inférieur à 100% en période humide ou de nappe haute, à partir du 31 décembre 2006.

##### **• Effluents non domestiques**

Par ailleurs, le pétitionnaire instruira les autorisations de déversements pour tout raccordement d'effluents non domestiques, en fonction de la composition des effluents. Ces effluents ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages ;
- une liste, mise à jour, de ces raccordements sera fournie régulièrement au service de la police de l'eau.

#### **3.2 : Les déversoirs d'orage et stations de relevage**

Le réseau sera doté des déversoirs d'orages et stations de relevages ayant les caractéristiques définies dans le dossier déposé par le pétitionnaire et rappelées en annexe jointe.

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

#### **3.3 : Les bassins de pollution**

Le volume correspondant à la pluie de référence choisie sera stocké dans les bassins de pollution ayant les caractéristiques définies dans le dossier déposé par le pétitionnaire et rappelées en annexe jointe.

Les bassins de pollution destinés à stocker la pollution en période de temps de pluie auront une capacité totale de 7 490 m<sup>3</sup>.

La définition détaillée de ces bassins (volume définitif, implantation, dates de réalisation) fera l'objet, si nécessaire, d'une nouvelle demande auprès du préfet (article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993).

#### **3.4 : Réception du réseau du syndicat**

Les ouvrages de collecte devront faire l'objet d'une procédure de réception après réalisation ou réhabilitation sur la base d'essais réalisés par un prestataire qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux, avant leur mise en fonctionnement. Cette réception portera notamment sur le contrôle de l'étanchéité, la bonne exécution des fouilles et de leur remblaiement, l'état des raccordements, la qualité des matériaux et le dossier de récolement. Le procès verbal de cette réception sera adressé au maître d'ouvrage, à l'entreprise chargée des travaux, au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

### **ARTICLE 4 : SYSTEME DE TRAITEMENT**

#### **4.1 : Filière de traitement**

La filière de traitement devra comprendre : traitement de la pollution carbonée, azotée (dénitrification anoxique) et phosphorée (co-précipitation). L'installation sera réalisée en deux files de traitement identique.

#### **4.2 : Rejets**

##### **4.2.1 : Caractéristique des effluents rejetés**

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Ils devront, à partir du 31 décembre 2006, respecter les caractéristiques ci-après :

- débit maximum ci-dessus en article 2 ;
- température < 25 °C ;
- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs ;
- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices ;
- rendement minimum et concentrations maximales journalières ci après :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO <sub>5</sub>	25 mg/l	90
DCO	100 mg/l	75
MES	30 mg/l	90
NT	15 mg/l	70
N-NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	10 mg/l	75
PT	2 mg/l	80

Les concentrations sont déterminées selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

① Les exigences ci-dessus (concentration et rendement) sont à respecter lorsque le débit d'eaux brutes est inférieur ou égal au débit moyen journalier de temps sec ;

② Les exigences se limitent au respect d'un paramètre (rendement ou concentration) en temps de pluie lorsque le débit d'eaux brutes est compris entre le débit moyen journalier de temps sec et le débit nominal ;

③ Le débit maximum que la station pourra recevoir sera de 850 m<sup>3</sup>/h.

#### **4.3 : Boues**

Les boues seront déshydratées sur le site avant évacuation.

Avant le 31 décembre 2006, le pétitionnaire fournira le dossier de déclaration ou d'autorisation relatif au projet de valorisation agricole des boues dans l'hypothèse où il choisit ce mode d'élimination des boues.

#### **4.4 : Déchets**

Les déchets seront dans toute la mesure du possible valorisés.

Les produits de dégrillage, graisses, et produits de curage seront éliminés en centre spécialisé, ou traités par une voie appropriée.

### **ARTICLE 5 : SURVEILLANCE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

#### **5.1 : Auto-surveillance**

Le pétitionnaire tient un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'agence de l'eau, comportant les éléments objets de ce paragraphe 5.1.

Il rédige et tient à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dresse un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adresse aux deux services ci-avant.

##### **• le réseau de collecte**

Le pétitionnaire vérifie la qualité des branchements particuliers et réalise chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.

Sur les déversoirs d'orage et les surverses de bassins de pollution, situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre :

- 120 et 600 kg de DBO<sub>5</sub> par jour, le pétitionnaire estime les périodes de déversement et les débits rejetés :
- supérieur à 600 kg de DBO<sub>5</sub> par jour (10 000 EH), le pétitionnaire réalise la mesure en continue du débit et estime la charge polluante (MES, DCO) par temps de pluie.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent pour le déversoir d'orage ou le by-pass situé en amont immédiat de la station.

Le pétitionnaire réalise le suivi du réseau de canalisations et tient à jour le plan de son réseau et de ses branchements.

Le pétitionnaire tient à jour les conventions de raccordement prévues à l'article L 1331-10 du code de la santé publique.

#### ● la station d'épuration, rejets et sous produits

Le pétitionnaire enregistre l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Il doit mettre en place à ses frais et sous sa responsabilité un programme d'autosurveillance :

- de chacun de ses principaux rejets ;
- des flux de ses sous produits (y compris ceux du réseau de collecte)

Le pétitionnaire devra mettre en place des dispositifs de mesure et d'enregistrement du débit amont et aval de la station d'épuration et de préleveurs automatiques asservis au débit.

Il devra conserver au froid et à l'obscurité pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Les mesures devront être réalisées selon un planning soumis au début de chaque année au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau. Le nombre annuel de mesures devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

Paramètre	Débit	MES	DBO5	DCO	NTK	NH4	N02	N03	PT	Boues (1)
Fréquence des mesures	365	104	52	104	52	52	52	52	52	104

(1) quantité et matière sèche

Règles de tolérance par rapport aux paramètres DBO5, DCO, MES, NTK et PT

Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils prévus à l'article 4.2 ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

Nombre d'échantillons prélevés dans l'année	Nombre maximal d'échantillons non conformes
41 à 53	5
96 à 110	9

#### 5.2 : Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration, le traitement complet des effluents par la station d'épuration pourra être interrompu dans les conditions suivantes :

- ♦ La demande sera faite au moins un mois avant le début de la période d'arrêt au service chargé de la police de l'eau.
- ♦ Une estimation des flux journaliers de pollution rejetés ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe.
- ♦ L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé.
- ♦ L'arrêt du traitement des eaux usées sera interdit lors des périodes d'étiage (juin à septembre inclus).

#### 5.3 : Evénements exceptionnels et incidents

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous. Cette évaluation sera envoyée au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.

Conformément au décret n° 93-742 du 29 mars 1993 (art. 36), tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au préfet et au maire intéressé. Le service chargé police de l'eau sur le secteur concerné sera informé directement par le pétitionnaire. Le permissionnaire devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

#### ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DU RESEAU D'EAU POTABLE

Une installation de disconnexion devra être mise en place au niveau de l'arrivée du réseau d'eau public d'eau potable à l'intérieur du site de la station d'épuration.

#### ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NUISANCES AUDITIVES ET OLFACTIVES

##### 7.1 : Bruit

Les surpresseurs seront placés dans un local insonorisé.

Une mesure d'urgence devra être réalisée un an après mise en service de la station. Les résultats devront être envoyés au service police de l'eau et à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Les émergences ne devront pas dépasser les seuils fixés par la réglementation sur le bruit (articles R1336-6 à R1336-10 du code de la santé publique).

##### 7.2 : Odeurs

Les prétraitements, la filière de traitement des boues et la fosse à matière de vidange seront installés dans le même bâtiment. Ces ouvrages seront ventilés et l'air vicié sera traité dans une installation de désodorisation.

#### ARTICLE 8 : AUTRES MESURES COMPENSATOIRES

##### 8.1 : Incidences sur le paysage

Une haie dense composée d'espèces autochtones de différentes tailles (arbres et arbustes) adaptées aux conditions du milieu sera implantée autour du site.

##### 8.2 : Incidences sur la nappe alluviale de l'Orne

Une aire bétonnée et un bassin de rétention, récupérant les ruissellements du dépotage du chlorure ferrique et des matières de vidange, seront mis en place.

#### ARTICLE 9 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES

Les agents des services chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, une ou plusieurs fois par an, par le service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service et de façon inopinée, à des prélèvements dans l'effluent et dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le permissionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant

A titre indicatif, le nombre de contrôles à la charge du permissionnaire ne devrait pas excéder trois par an, sauf dans le cas où les conditions techniques imposées dans le présent arrêté ne seraient pas respectées.

#### ARTICLE 10 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet (service chargé de la police de l'eau), avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 11 : CHANGEMENT DE PETITIONNAIRE**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

**ARTICLE 12 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Conformément à l'article L 214-4 du Code de l'Environnement susvisé, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- dans l'intérêt de la salubrité publique
- pour prévenir ou faire cesser les inondations
- en cas de menace pour la sécurité publique
- en cas de menace majeure pour le milieu aquatique
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

**ARTICLE 13 : VALIDITE DE L'AUTORISATION**

Elle sera périmée au bout de quatre ans à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 14 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 15 : INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera :

- affiché dans les communes de MONTOIS-LA-MONTAGNE, MOYEVRE-GRANDE, RONCOURT, SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE, SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (département de la Moselle) et AUBOUÉ, HATRIZE, HOMECOURT, JOEUF, MOINEVILLE, MOUTIERS, VALLEROY (département de la Meurthe-et-Moselle) pendant au moins un mois. Un procès verbal constatant cet affichage sera dressé par les maires des communes susvisées et communiqué aux services chargés de la police des eaux.
- publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Un avis sera inséré au frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans chacun des deux départements.

**ARTICLE 16 : EXECUTION DE L'ARRETE**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle,
- Le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Orne Aval,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Moselle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement de la Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG :

- par le permissionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

METZ, le 4 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**Annexe 1****Liste par communes des déversoirs d'orage, des bassins de pollution****1 - Liste des déversoirs d'orage**

Nomenclature	Localisation du déversoir	Cours d'eau Concerné	Pollution (E.H.)	Régime
<b>Communes de Moselle</b>				
MT1	MONTOIS-LA-MONTAGNE - Chemin du BO de Montois	BO n° 1	880	D
MT2	MONTOIS-LA-MONTAGNE - Rue Jean Burger	BO n° 2	510	-
MT 3	MONTOIS-LA-MONTAGNE - Rue de la Mine	Fossé	180	-
MT4	MONTOIS-LA-MONTAGNE - Allée des Platanes	Fossé	30	-
	RONCOURT	BO	630	D
SP1	ST-PRIVAT-LA-MONTAGNE - Amont BO SP1	BO SP1	600	D
SP2	ST-PRIVAT-LA-MONTAGNE - Amont BO SP2	BO SP2	350	D
A	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue des Giroflées	Ru de l'Abreuvaux	490	D
B	STE-MARIE-AUX-CHENES - Lotissement entre 2 prés	Ru de l'Abreuvaux	370	D
C	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue du Roussillon	Ru de l'Abreuvaux	44	-
D	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue de Rombas	Ru de l'Abreuvaux	754	D
E	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue du Gal de Gaulle	Ru de l'Abreuvaux	274	D
F	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue des Hortensias	Ru de l'Abreuvaux	20	-
G	STE-MARIE-AUX-CHENES - Chemin du Gatinais	Ru de l'Abreuvaux	10	-
H	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue de Metz	Ru de l'Abreuvaux	2 190	A
I	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue Berthelot	Fossé	106	-
J	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue Arago	Fossé	900	D
K	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue Rabelais	Ruisseau de l'Abreuvaux	1 132	D
L	STE-MARIE-AUX-CHENES - Rue de Metz	Fossé	3 428	A
<b>Communes de Meurthe et Moselle</b>				
A1	AUBOUÉ - Rue Emile Chemin	L'Orne	1 630	D
A2	AUBOUÉ - Place de la Mairie	L'Orne	130	-

A3	AUBOUÉ - Rue Emile Chemin	L'Orne	120	
A4	AUBOUÉ - Rue Emile Chemin	L'Orne	100	
A5	AUBOUÉ - Rue de l'Eglise	L'Orne	1 500	D
A6	AUBOUÉ - Rue de Louvière	Le Woigot	180	
A7	AUBOUÉ - Chemin de Valleroy	L'Orne	708	D
A8	AUBOUÉ - Rue du 8 Mai	L'Orne	250	D
A9	AUBOUÉ - Rue de Metz	Ruisseau Ste Marie	470	D
A10	AUBOUÉ - Rue Pederzoli	Ruisseau Ste Marie	370	D
A11	AUBOUÉ - Rue Pederzoli	Ruisseau Ste Marie	90	
A12	AUBOUÉ - Rue du Lavoir	L'Orne	1 476	D
A13	AUBOUÉ - Rue Eugène Jacqué	Le Woigot	350	D
A14	AUBOUÉ - Chemin de Trennel	Le Woigot	850	D
HA RD1	HATRIZE - Rue de Verdun	L'Orne	156	
HA RD2	HATRIZE -	L'Orne	45	
HA RG1	HATRIZE - Rue des prés	L'Orne	210	D
HA RG2	HATRIZE - Lotissement de la Croix	DO HA RG 3	105	
HA RG3	HATRIZE - Rue des Quintières	Fossé sous la voie SNCF	48	
HA RG4	HATRIZE - Rue de Verdun	Fossé sous la voie SNCF	402	D
HA RG5	HATRIZE - Rue de l'Eglise	Fossé sous la voie SNCF	51	
HA RG6	HATRIZE	Fossé sous la voie SNCF	15	
H1	HEMELCOURT - Friche de la cockerie, embranchement de l'arrivée de Montois	Ru La Ramevaux	900	D
H2	HEMELCOURT - Angle Place Foch	L'Orne	540	D
H3	HEMELCOURT - Rue République, conc. Fiat	La Ramevaux	750	D
H4	HEMELCOURT - Rue République, terrain SNCF	La Ramevaux	1 500	D
H5	HEMELCOURT - Rue des Tunnels, salle de sport		Supprimé	
H6	HEMELCOURT - Au fon du chemin, Rue des Tunnels		Supprimé	
H7	HEMELCOURT - Angle Rue Jeanne d'Arc et Place Gal Leclerc	La Ramevaux	144	
H8	HEMELCOURT - Angle Rue Gambetta et Place Gal Leclerc		Supprimé	
H9	HEMELCOURT - Entrée Centre Culturel	La Ramevaux	Supprimé	
H10	HEMELCOURT - Place Leclerc	La Ramevaux	Supprimé	
H11	HEMELCOURT - n° 25 Rue Carnot	La Ramevaux	105	
H12	HEMELCOURT - Angle D. Rochereau et Rue Carnot	L'Orne	36	
H13	HEMELCOURT - Angle Rue Carnot et Rue de l'Abattoir	L'Orne	30	
H14	HEMELCOURT - Rue de l'Abattoir	La Ramevaux	66	
H15	HEMELCOURT - 21 Rue du Vieux Moulin	L'Orne	60	D
H16	HEMELCOURT - Carrefour Rue Pasteur et Rue du Vieux Moulin	L'Orne	225	D
H17	HEMELCOURT - 39 Rue Clemenceau	L'Orne	540	D
H18	HEMELCOURT - 2 Rue Barbesse	L'Orne	600	D
H19	HEMELCOURT - 82 Rue des Platanes	L'Orne	780	D
H20	HEMELCOURT - 41 Rue des Platanes	L'Orne	850	D
H21	HEMELCOURT - 18 Rue de la Prairie	L'Orne	2 350	A
H22	HEMELCOURT - Angle Pont de la Java et Rue de la Prairie	L'Orne	250	D
H23	HEMELCOURT - Rue des Tunnels derrière Salle des sports	La Ramevaux	30	
H24	HEMELCOURT - Rue Jean Moulin derrière Centre Commercial	L'Orne	66	
J1	JOEUF - Rue Haropré, rive gauche	L'Orne	100	
J2	JOEUF - Rue Haropré, face à l'ancien abattoir	L'Orne	148	
J3	JOEUF - Rive droite Orne, 1 <sup>er</sup> DO après Ravenne	L'Orne	36	
J4	JOEUF - Promenade l'Orne, 2 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	201	D
J5	JOEUF - Promenade Orne, 3 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	111	
J6	JOEUF - Promenade Orne, 4 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	900	D
J7	JOEUF - Promenade Orne, 5 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	210	D
J8	JOEUF - Promenade Orne, 6 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	156	
J9	JOEUF - Promenade Orne, 7 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	600	D
J10	JOEUF - Promenade Orne, 8 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	2 700	A
J11	JOEUF - Promenade Orne, 9 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	126	
J12	JOEUF - Promenade Orne, 10 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	63	
J13	JOEUF - Promenade Orne, 11 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	24	
J14	JOEUF - Promenade Orne, 12 <sup>ème</sup> DO après Ravenne	L'Orne	80	
J15	JOEUF - Place du Commissariat de Police	L'Orne	A supprimer	
J17	JOEUF - Angle Rue et Rue Pierre Bar	L'Orne	350	D
J18	JOEUF - Rive gauche de l'Orne, 26 Rue de l'Abattoir,	L'Orne	90	

-	JOEUF - DO du BP de 5 000 m <sup>3</sup>	L'Orne	29 400	A
-	JOEUF - DO du BP de 800 m <sup>3</sup>	L'Orne	4 600	A
MN1	MOINEVILLE - Rue Charles de Gaulle	Fossé CD 136	67	
MN2	MOINEVILLE - Rue Beaumont	Fossé Rue de Beaumont	75	
MN3	MOINEVILLE - Rue du Commerce	Orne	111	
MN4	MOINEVILLE - Rue de l'orne	Orne	180	
MN5	MOINEVILLE - Rue du Moulin	Rue de l'Abreuvaux	96	
MN6	MOINEVILLE - Rue Pasteur	Rue de l'Abreuvaux	48	
MT1	MOUTIERS - Rue Jean Jaurès	DO MT 2	3	
MT2	MOUTIERS - Amont nouvelle goulotte	DO MT3	645	D
MT3	MOUTIERS - Aval nouvelle goulotte	Le Woigot	651	D
MT4	MOUTIERS - Rue Foch	Le Woigot	588	D
MT5	MOUTIERS - Place de la Libération	Le Woigot	108	
MT6	MOUTIERS - Place Georges Rolland	Le Woigot	30	
MT7	MOUTIERS - Rue des Clairières	Le Woigot	75	
MT8	MOUTIERS - Rue de Metz	Le Woigot	228	D
MT9	MOUTIERS - Rue des Chenevières	Le Woigot	183	
V1	VALLEROY - Rue Alexandre Dreux	DO V5		
V2	VALLEROY - Rue de Lorraine	Orne	90	
V3	VALLEROY - Rue de l'Orne	Orne	345	D
V4	VALLEROY - Rue du Poncé	Orne	84	
V5	VALLEROY - Quartier Bel-Air	Orne	1 171	D
V6	VALLEROY - Sentier rejet de Sauvignon	Orne	150	

## 2 - Liste des bassins de pollution

N° de bassins	Localisation des bassins	Volume de stockage	Débit de fuite	Pollution EH
<b>Communes de Moselle</b>				
B01	MONTOY-LA-MONTAGNE	250 m <sup>3</sup>	5 L/s	2 200
B02	MONTOY-LA-MONTAGNE	200 m <sup>3</sup>	5 l/s	1 780
BP10	RONCOURT	180 m <sup>3</sup>	5 l/s	1 200
B08	ST PRIVAT LA MONTAGNE	180 m <sup>3</sup>	5 l/s	1 000
B09	ST PRIVAT LA MONTAGNE	180 m <sup>3</sup>	3 l/s	1 000
<b>Communes de Meurthe-et-Moselle</b>				
B03	HOME COURT	140 m <sup>3</sup>	5 l/s	1 200
B04	JOEUF	A supprimer	-	-
?	JOEUF	5 000 m <sup>3</sup>	113 l/s	29 400
?	JOEUF	800 m <sup>3</sup>	123 l/s	4 600
B05	HATRIZE	100 m <sup>3</sup>	16 l/s	1 000
B06	MOINEVILLE	300 m <sup>3</sup>	411 l/s	1 300
B07	MOUTIERS	160 m <sup>3</sup>	24 l/s	2 900
		Total = 7 490 m <sup>3</sup>		



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>520</b>
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>520</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>520</i>
ARRETE N° 04.BODE.15 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	520
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>521</b>
<i>TROISIEME BUREAU.....</i>	<i>521</i>
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DES FINANCES - MARCHÉ NEGOCIE APRES APPEL D'OFFRES SANS SUITE - RENOVATION PARTIELLE DE L'HOTEL DE LUDRE A NANCY.....	521
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>521</i>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN.....	521
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>522</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS LA BALLASTIERE DE L'AAPPMA DE RAON L'ETAPE .....	522
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT DANS LE PLAN D'EAU DE LA « SANGSUE » DE BRIEY .....	522
ARRETE DONNANT ACTE A LA SOCIETE PETROLIERE D'IMPORTATION DE L'ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX MINIERES ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS ASSOCIEES, LIES A LA CONCESSION DE MINES D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX DITE « CONCESSION DE FORCELLES » .....	523
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA COTE ROUGE DANS LE CADRE DE LA REFECTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT RUE DU GUERRE A SAULNES.....	523
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REPRISE EN BETON DU RADIER AMONT DE LA VANNE DITE DU HARAS SUR LE BRAS SECONDAIRE DE LA MEURTHE A ROSIERES-AUX-SALINES.....	524
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>526</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>526</i>
AUTORISATION PREFECTORALE N° 152.....	526
AUTORISATION PREFECTORALE N° 153.....	526
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>526</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>526</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE JEANDELAINCOURT ET SIVRY DU SIVOM DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE .....	526
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU MONT .....	527
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>527</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>527</b>
DELIBERATION N° 49/2004.....	527
DELIBERATION N° 54/2004.....	527
DELIBERATION N° 55/2004.....	528
DELIBERATION N° 56/2004.....	528
DELIBERATION N° 57/2004.....	529
DELIBERATION N° 58/2004.....	529
DELIBERATION N° 59/2004.....	530
DELIBERATION N° 60/2004.....	530
DELIBERATION N° 61/2004.....	531
DELIBERATION N° 62/2004.....	532
DELIBERATION N° 63/2004.....	532
DELIBERATION N° 64/2004.....	533
DELIBERATION N° 65/2004.....	533
DELIBERATION N° 66/2004.....	534
DELIBERATION N° 67/2004.....	535
DELIBERATION N° 68/2004.....	535
DELIBERATION N° 69/2004.....	536
DELIBERATION N° 70/2004.....	537
DELIBERATION N° 71/2004.....	538
DELIBERATION N° 72/2004.....	538
DELIBERATION N° 73/2004.....	539
DELIBERATION N° 74/2004.....	539
DELIBERATION N° 75/2004.....	539
ACCORD REGIONAL ENTRE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE ET LES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS REGIONALES REPRESENTATIVES DES ETABLISSEMENTS DE SANTE MENTIONNES AU D DE L'ARTICLE L. 162-22-6 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE DANS SA REDACTION ISSUE DE LA LOI N° 2003-1199 DU 18 DECEMBRE 2003 DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE POUR 2004 RELATIF AUX DISPOSITIONS PREVUES A L'ARTICLE L 162-22-4 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE.....	540

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>541</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>541</i>
ARRETE DDASS / AES / N° 118 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY .....	541
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>542</b>
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	542
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES.....	558
<i>ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>559</i>
ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/51 CONCERNANT LA COMPOSITION DE LA CDOA SECTION STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES.....	559
ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/52 CONCERNANT LA COMPOSITION DE LA CDOA SECTION CONTRATS D'AGRICULTURE DURABLE.....	560
ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/121 CONCERNANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 9 JUILLET 2002 DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DEPARTEMENTALE DES BAUX RURAUX POUR LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	562
<i>STATISTIQUE.....</i>	<i>563</i>
ARRETE PREFECTORAL DDAF/CEREALES/2004/190 PORTANT SUR LE RENOUVELLEMENT DU COMITE DEPARTEMENTAL DES CEREALES.....	563
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES .....</b>	<b>563</b>
ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/N° 31.....	563
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>564</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>564</i>
ARRETE 2004/DDE/159/CDSR.....	564
ARRETE 2004/DDE/210/CDER.....	564
ARRETE 2004/DDE/215/CDER.....	565
ARRETE 2004/DDE/216/CDER.....	566
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>566</i>
AVIS.....	566
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>567</b>
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAITRE OUVRIER AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	567
DECISION D'OUVREMENT D'UN CONCOURS SUR TITRES DE DIETETICIEN AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	567

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRETE N° 04.BODE.15 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets , à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté N° 02-508 du 9 juillet 2002 du ministre de l'intérieur nommant M. Mohand Azzi en qualité de chef de service administratif à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 nommant M. Mohand Azzi, en qualité de chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2004, accordant délégation de signature à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral N° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2004, est modifié comme suit :

**I - L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :**

Délégation de signature est également donnée à M. Mohand Azzi à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion (article 37-30, article 20 paragraphes ...14-10, 19-21, 24-30, 24-31, 24-32, 24-33, 24-34, 24-35, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10) pour les dépenses inférieures à 10 000 € .

**II - L'article 5 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1<sup>er</sup> et à l'article 2 sera exercée par :

- M. Alex Bailly et Mme Odile Sbuttoni, secrétaires administratifs, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations ;

- Mme Marie-Catherine Toussaint et Mlle Yolande Vaudin, secrétaires administratifs de classe supérieure, M. Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives ;

- Mme Edith Charriau-Coron, attachée, Mmes Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratifs de classe supérieure, Mme Anne-Marie Lecaque, M. Franck Ménégatti et M. David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité ;



- Mme Marie-Françoise Klouse ou M. Olivier Ronjat, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau de la circulation et de la sécurité routière.

**III - L'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi et de M. Kieffer, délégation de signature est donnée à M. Olivier Ronjat pour les arrêtés de suspension du permis de conduire et les arrêtés limitant la validité des permis de conduire.

**IV - L'article 8 est remplacé par les dispositions suivantes :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi, de M. Kieffer, de M. Olivier Ronjat et de Mme Marie-Françoise Klouse, délégation de signature est donnée à M. Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la section des cartes grises et à Mme Danielle Collotte, adjoint administratif pour les matières relevant de la section des permis de conduire.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 19 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**TROISIEME BUREAU**

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES  
AU NOM DU MINISTRE DES FINANCES - MARCHE NEGOCIE APRES APPEL D'OFFRES SANS SUITE  
RENOVATION PARTIELLE DE L'HOTEL DE LUDRE A NANCY**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

VU le décret 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

VU le code des marchés publics, et notamment ses articles 20 et 21;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire du ministre de l'économie et des finances, du ministre délégué au budget et du ministre délégué aux finances du 29 mai 1997 relative à la déconcentration de la gestion immobilière du ministère de l'économie et des finances;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2004 portant composition de la commission d'appel d'offres pour la passation des marchés engagés par la préfecture ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Délégation de signature est donnée à M. Gérard DALSTEIN, chef du bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de présider en mon nom la commission chargée de proposer un classement des offres dans le cadre de la procédure de marché négocié après appel d'offres sans suite pour les travaux de rénovation partielle de l'Hôtel de Ludre à Nancy et de signer en cette qualité le procès verbal correspondant.

**ARTICLE 2 :** La séance de cette commission se tiendra à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet Claude Erignac, le vendredi 28 mai 2004 à 9h30 (salle de Commandement au 1<sup>er</sup> étage).

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**QUATRIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par Mme la sous-préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 13 mai 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la sous-préfète de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe & Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 7 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT  
DANS LA BALLASTIERE DE L'AAPPMA DE RAON L'ETAPE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 436-5, R 236-18, R 236 19, R236-30 et R236-53 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande du 22 mars 2004, déposée par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de RAON-L'ETAPE ;

VU l'avis du 16 avril 2004 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 21 avril 2004 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** -

La pêche de la carpe de nuit est autorisée jusqu'au 31 octobre 2004 dans la ballastière de l'AAPPMA de RAON L'ETAPE sur le territoire des communes de BERTRICHAMPS et LA CHAPELLE.

**ARTICLE 2** -

Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

**ARTICLE 3** -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du Code de l'Environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

**ARTICLE 4** -

▪ M. le Secrétaire général de la préfecture,  
▪ M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE,  
▪ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- MM. le Maire des communes de LACHAPELLE et BERTRICHAMPS
- M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de RAON-L'ETAPE
- M. le Chef de Brigade du C.S.P. de MEURTHE & MOSELLE.

NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA PECHE DE LA CARPE DE NUIT  
DANS LE PLAN D'EAU DE LA « SANGSUE » DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement notamment les articles L 436-5, R 236-18, R 236 19 et R 236-53 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande du 12 mars 2004 déposée par l'Association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de BRIEY ;

VU l'avis du 26 mars 2004 de M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du 21 avril 2004 de M. le Délégué Régional du Conseil Supérieur de la Pêche ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** -

La pêche de la carpe de nuit est autorisée dans le plan d'eau de la « Sangsue » de BRIEY, durant les nuits ci après : 05 au 06 juin ; 10 au 13 juin ; 19 au 20 juin ; 26 au 27 juin ; 05 au 11 juillet ; 24 au 25 juillet ; 31 juillet au 01 août ; 07 au 08 août ; 14 au 15 août ; 23 au 29 août ; 04 au 05 septembre ; 11 au 12 septembre ; 18 au 19 septembre et 25 au 26 septembre 2004.

**ARTICLE 2** -

Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen.

**ARTICLE 3** -

En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R236-18 du Code Rural, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

**ARTICLE 4** -

▪ M. le Secrétaire général de la préfecture,  
▪ M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,  
▪ M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe & Moselle  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de BRIEY,
  - M. le Président de la Fédération de Meurthe & Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
  - M. le Président de l'Association pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de BRIEY,
  - M. le Chef de Brigade du C.S.P. de MEURTHE & MOSELLE.
- NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE DONNANT ACTE A LA SOCIETE PETROLIERE D'IMPORTATION DE L'ARRET DEFINITIF  
DES TRAVAUX MINIERES ET D'UTILISATION D'INSTALLATIONS ASSOCIEES,  
LIES A LA CONCESSION DE MINES D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX  
DITE « CONCESSION DE FORCELLES »**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code minier ;  
Vu le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié, relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;  
Vu le décret du 19 mai 1983 accordant la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux de FORCELLES (Meurthe-et-Moselle) à la Société REPLOR, à la Société EUROFREP et à la Société Pétrolière d'Importation, conjointes et solidaires, ensemble le cahier des charges y annexé ;  
Vu le décret du 14 septembre 1990 autorisant la mutation de la concession de FORCELLES au profit de la Société REPLOR et de la Société Pétrolière d'Importation, conjointes et solidaires ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1992 (n° 917 du registre départemental des titres miniers) autorisant l'ouverture des travaux d'exploitation de la concession de FORCELLES.  
Vu la déclaration en date du 31 janvier 2001, référencée JG-SP 1606, présentée par la Société Pétrolière d'Importation complétée le 13 août 2001 et réceptionnée à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 13 août 2001 ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 07 février 2002 (n° 975 du registre départemental des titres miniers) autorisant l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, liés à la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession de FORCELLES » par la Société Pétrolière d'Importation.  
Vu le procès-verbal de la visite de récolement réalisée par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine le 30 mars 2004 ;  
Vu le rapport n° RD/SP/DB-L-0304-395 du 1<sup>er</sup> avril 2004 de l'inspecteur des installations classées ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est donné acte à la Société Pétrolière d'Importation dont le siège social est 11 route de Pompierre - 44100 NANTES, de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations minières associées, attachés à la concession de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Concession de FORCELLES ».

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté préfectoral du 18 septembre 1992 (n° 917 du registre départemental des titres miniers) autorisant l'ouverture des travaux d'exploitation de la concession de FORCELLES est abrogé à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY ou d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre délégué à l'Industrie dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Metz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Pétrolière d'Importation, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont ampliation sera adressée pour information à

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord-Est ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de CHAOUILLEY, ETRÉVAL, FORCELLES-SAINT-GORGON, OGNEVILLE, PRAYE, QUEVILLONCOURT, SAXON-SION, THOREY-LYAUTEY, VAUDEMONT et VRONCOURT.

NANCY, le 5 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE  
A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA COTE ROUGE  
DANS LE CADRE DE LA REFECTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT RUE DU GUERRE A SAULNES**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;  
VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;  
VU l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements ;  
VU la demande de Monsieur le Directeur de l'Établissement Public Foncier de Lorraine en date du 21/11/04 ;  
CONSIDÉRANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,  
VU le rapport de M. le Directeur Départemental de l'Équipement en date du 18/03/04 ;  
VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 2 avril 2004 ;

SUR les propositions du Secrétaire Général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE**

Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine est autorisé à procéder aux travaux de réparation du mur de soutènement situé rue du Guerre le long du ruisseau de la Côte Rouge à SAULNES dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la Côte Rouge consisteront :

- à démolir le mur existant,
- à terrasser pour la mise en place du mur,
- à mettre en œuvre le béton d'assise et mettre le mur en L préfabriqué,
- à remblayer côté voirie par tout venant,
- à remblayer le pied du mur pour stabiliser la berge,
- à réaliser d'une fascine constituée d'une enveloppe géotextile fixée par des piquets en bois.

**ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE :**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX :**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

**ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE :**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

**ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

**ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de M. le Préfet de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 10 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Maire de SAULNES,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,

Monsieur le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont une ampliation sera adressée au pétitionnaire pour notification et affichée en mairie de Saulnes

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REPRISE EN BETON  
DU RADIER AMONT DE LA VANNE DITE DU HARAS  
SUR LE BRAS SECONDAIRE DE LA MEURTHE A ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu la demande déposée par le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle en date du 2 mars 2004 ;  
Vu l'avis favorable du Gestionnaire du Domaine Public Fluvial ;  
Vu le rapport de M. le Directeur Interrégional de la Navigation du Nord-Est en date du 23 mars 2004 ;  
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 2 avril 2004 ;  
Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

#### AR R E T E

#### ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

- Rubrique 2-5-3 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Ouvrages dans le lit mineur constituant un obstacle à l'écoulement des crues"  
AUTORISATION Durée prévisionnelle : du 20 mai 2004 au 25 juin 2004
- Rubrique 4-1-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Zone d'assèchement supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha"  
DECLARATION Durée prévisionnelle : du 20 mai 2004 au 25 juin 2004

La reprise en béton du radier amont de la vanne dite "du Haras", sise sur le bras principal de la Meurthe, est donc soumise à autorisation temporaire.

#### ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Les travaux seront réalisés avec le souci permanent de limiter les impacts sur l'écoulement des eaux, les berges du bras principal de la Meurthe et le milieu aquatique.

##### **2-1 - Description de l'aménagement**

Le radier amont sera asséché par la pose de deux batardeaux positionnés dans le lit mineur du bras principal de la Meurthe, plus précisément en amont et en aval de la route départementale n°16 ROSIERES-AUX-SALINES/DAMELEVIERS. Ces batardeaux, constitués de matériaux terreux, seront reliés par une canalisation de diamètre 400 mm en PVC pour permettre d'assurer la continuité de l'écoulement.

Le pétitionnaire devra reconstituer la ripisylve (saules) présente sur les berges en cas de préjudice lors des travaux.

Le Conseil Supérieur de la pêche procédera à l'enlèvement des poissons par épuisette.

##### **2-2 - Impacts**

Le pétitionnaire apportera une attention toute particulière à la mise en place du béton afin que les éventuelles pertes de laitance de ce béton ne polluent pas les eaux du bras principal de la Meurthe.

Le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle.

#### ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

##### **3-1 - Libre écoulement des eaux**

Les travaux seront entrepris à compter du 20 mai 2004 si l'hydrologie de la rivière le permet. Ils s'achèveront le 25 juin 2004.

Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux dans le bras secondaire de la Meurthe, de la DIREN Lorraine, service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Meurthe.

##### **3-2 - Relations avec les services chargés de la gestion du domaine public fluvial et de la police de l'eau et de la pêche**

Huit jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit le directeur de l'Etablissement Public Industriel et Commercial Voies Navigables de France, gestionnaire de la rivière Meurthe ainsi que les services chargés de la police de l'eau et de la pêche, et en particulier le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur de NANCY, la Fédération Départementale des Pêcheurs ainsi que les Sociétés de Pêche concernées.

Les représentants du Conseil Supérieur de la Pêche et de la Fédération Départementale des Pêcheurs fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

#### ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES

##### **4-1 - Surveillance des ouvrages provisoires - Sécurité du chantier**

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

##### **4-2 - Risque inondation**

Le pétitionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur du débit de la Meurthe à la station de DAMELEVIERS.

#### ARTICLE 5 : MESURES DE SECURITE PUBLIQUE

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

#### ARTICLE 6 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

#### ARTICLE 7 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES.

#### ARTICLE 8 : EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est et M. le maire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire pour notification et affichée en mairie de Rosières aux Salines.

Ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle .
- Monsieur le Directeur du Conseil Supérieur de la Pêche.

NANCY, le 11 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

## DEUXIEME BUREAU

## AUTORISATION PREFECTORALE N° 152

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Monsieur Marwan AL HAJJAR, dirigeant de la société « PHENIX SECURITE PROTECTION », située 17 bis rue Laurent Bonnevey à NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - La société « PHENIX SECURITE PROTECTION » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Marwan AL HAJJAR.

NANCY, le 4 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## AUTORISATION PREFECTORALE N° 153

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu la demande présentée par Monsieur Alain OLLANDO, dirigeant de la société « J.B.O. SECURITE », située 74 rue Emile Zola à VANDOEUVRE LES NANCY, entreprise de surveillance et de gardiennage en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - La société « J.B.O. SECURITE » précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Alain OLLANDO.

NANCY, le 5 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## PREMIER BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE JEANDELAINCOURT ET SIVRY  
DU SIVOM DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1994 autorisant la création du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère ;

VU la délibération en date du 21 novembre 2003 par laquelle la commune de SIVRY demande son retrait du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère ;

VU la délibération en date du 28 novembre 2003 par laquelle la commune de JEANDELAINCOURT demande son retrait du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère ;

VU la délibération du 18 mars 2003 par laquelle le conseil syndical du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère accepte ces retraits,

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

BRATTE en date du 28 mars 2004

MOIVRONS en date du 29 mars 2004,

VILLERS-LES-MOIVRONS en date du 22 mars 2004,

favorables à ces retraits;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le retrait des communes de JEANDELAINCOURT et SIVRY du SIVOM de la Natagne et de la Mauchère est autorisé.

Ce retrait s'effectue dans les conditions prévues à l'article 10 des statuts du syndicat et à l'article L5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Natagne et de la Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU MONT

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-33;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 autorisant la création du syndicat intercommunal du Mont ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant l'adhésion des communes de VITERNE, THÉLOD et XEUILLEY à la communauté de communes Moselle et Madon;

CONSIDÉRANT que la totalité des compétences exercées par le syndicat sont exercées par la communauté de communes;

CONSIDÉRANT que la totalité du périmètre du syndicat est englobé dans celui de la communauté de communes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Le syndicat intercommunal du Mont est dissous.

La totalité des biens du syndicat est transférée à la communauté de communes de Moselle et Madon.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat intercommunal du Mont et le président de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### DELIBERATION N° 49/2004

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée,

Vu la loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999 de financement de la sécurité sociale pour 2000 et notamment son article 33,

Vu l'accord national entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004,

Vu l'article L. 6115-4 mentionnant les délibérations de la Commission Exécutive,

Vu l'avis favorable du Comité Régional d'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine en date du sur les orientations régionales qui président à l'allocation de ressources aux établissements de santé pour l'année 2004,

Vu la délibération n° 85/2003 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine fixant les orientations qui président à l'allocation de ressources aux établissements de santé,

#### D E C I D E

D'approuver l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse, de la Moselle, des Vosges et de la région Lorraine conformément aux dispositions prévues à l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 54/2004

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n°49 /2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et La Maison de Repos et de convalescence "Les Elieux" à Seichamps

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	71.93	78.16
Forfait pharmacie	2.45	2.30
Chambre particulière	9.93	11.86
Surveillance Médicale	4.57	4.57
PMSI	6.21	6.21
Forfait d'Entrée	60.31	60.31

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 55/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Jeanne d'Arc à Lunéville

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Chirurgie S.P.C	Réanimation Chirurgicale
Prix de Journée	106.67	215.14	287.49
Forfait pharmacie	3.92	5.67	3.10
Chambre particulière	25.79	20.74	
Frais de salle d'opération	3.54	3.75	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.81	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de Petit Matériel	18.24		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 56/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint Don à Maxéville

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :



Prestations	Convalescence	Médecine
Prix de Journée	83.39	104.00
Forfait pharmacie	2.43	1.86
Chambre particulière	11.86	16.44
Frais de transport de sang		1.81
Majoration PMSI	6.21	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31
FANP		42.23

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.**

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 57/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Espace Chirurgical Ambroise Paré à Nancy

#### D E C I D E

**D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004**

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Chirurgie S.P.C	Réanimation Chirurgicale
Prix de Journée	130.29	199.00	287.83
Forfait pharmacie	7.20	6.38	5.50
Chambre particulière	21.19	25.11	
Frais de salle d'opération	3.54	3.75	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.81	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de Petit Matériel	18.24		
Forfait Consommable onéreux	255.74		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.**

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 58/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint André à Vandœuvre

#### D E C I D E

**D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004**

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Médecine	Chirurgie S.P.C
Prix de Journée	111.27	107.74	205.48
Forfait pharmacie	5.94	5.59	5.94
Chambre particulière	13.56		25.00
Frais de salle d'opération	3.54	3.54	3.75
Frais d'environnement	2.66	2.66	2.81
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de Petit Matériel	18.24		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 59/2004

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint Jean à Nancy

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Convalescence
Prix de Journée	83.25
Forfait pharmacie	2.26
Chambre particulière	11.52
Forfait d'Entrée	60.31
PMSI	6.21

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 60/2004

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy.

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Chirurgie S.P.C.	Réanimation Polyvalente	USIC	Soins Hautement Coûteux en Chirurgie
Prix de Journée	121.25	214.31	528.81	513.02	388.56
Forfait pharmacie	14.13	8.46	11.08	11.08	19.93
Chambre particulière	31.97	29.99			
F C O	255.74	255.74		255.74	255.74
Frais de salle d'opération	3.54	3.75	3.54	3.54	3.54

Frais d'environnement	2.66	2.81	2.66	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81	1.81	1.81
Frais de petit matériel	18.24				
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31	60.31	60.31
FANP	42.23	42.23	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32				
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48				

Prestations	Médecine	Gynéco-Chirurgicale
Prix de Journée	116.02	121.25
Forfait pharmacie	17.72	12.55
Chambre particulière		29.41
Frais de salle d'opération	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81
Majoration PMSI	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23
Forfait séance Chimiothérapie	87.53	
Séance dialyse (avec EPREX)	320.57	

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 61/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly à Nancy

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Chirurgie - S.P.C.	Réanimation Chirurgicale
Prix de Journée	124.91	208.56	382.41
Forfait pharmacie	5.19	6.51	4.39
Chambre particulière	32.67	30.39	
Frais de salle d'opération	3.54	3.75	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.81	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de petit matériel	18.24		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
FANP	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		

Prestations	Médecine	Chimiothérapie	Soins Hautement Coûteux
Prix de Journée	119.68	151.03	424.14
Forfait pharmacie	10.38	86.60	5.42
Chambre particulière	29.87	30.31	
Frais de salle d'opération	3.54	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
FANP	42.23	42.23	42.23
Forfait séance Chimiothérapie		123.16	
Supplément forfait séance chimio		45.98	
Séance dialyse (avec EPREX)	323.04		

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 62/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Maison de Repos et de Convalescence "Le Château" à Baccarat

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	71.54	78.22
Forfait pharmacie	2.46	2.61
Chambre particulière	10.34	11.00
PMS	6.21	6.21
Forfait d'Entrée	60.31	60.31

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 63/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Médecine	Néonatal	Chirurgie S.P.C
Prix de Journée	114.57	101.41	334.18	204.63
Forfait pharmacie	5.61	1.93	7.97	5.61
Chambre particulière	20.33			36.24
Frais de salle d'opération	3.54	3.54	3.54	3.75
Frais d'environnement	2.66	2.66	2.66	2.81
Frais de transport de sang	1.81	3.33	3.33	1.81
Frais petit matériel	18.24			
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31	60.31
ANP	42.23	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32			
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48			

Prestations	Gynéco-Obstétrique	Gynécologie Chirurgicale	Soins Intensifs en Néonatalogie
Prix de Journée	134.69	114.57	429.83
Forfait pharmacie	2.02	5.01	7.97
Chambre particulière	22.27	18.10	
Frais de salle d'opération	3.54	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
FST Simple	806.16		
FST Gémellaire	896.57		
Forfait Nouveau-Né	201.23		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
FANP	42.23	42.23	

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 64/2004

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique du Parc à Bar le Duc

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Réanimation	Médecine
Prix de Journée	128.65	345.82	116.33
Forfait pharmacie	7.95	10.56	15.17
Chambre particulière	35.14		32.73
Frais de salle d'opération	3.54	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de petit matériel	18.24		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
Forfait d'activité non programmée	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		
Forfait séance de Chimiothérapie			87.53
Supplément forfait séance chimio			45.98

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 65/2004

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint Joseph à Verdun

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie
Prix de Journée	99.33
Forfait pharmacie	5.64
Chambre particulière	17.77
Frais de salle d'opération	3.54
Frais d'environnement	2.66
Frais de transport de sang	1.81
Frais de petit matériel	18.24
Majoration PMSI	4.45
Forfait d'entrée	60.31
Forfait d'activité non programmée	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 66/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU l'article 26 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération 49/2004 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 avril 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Saint-Nabor à SAINT-AVOLD ;

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Médecine (DMT 174)	Chirurgie (DMT 181)
Prix de Journée	101.89 €	102.56 €
Forfait pharmacie	7.37 €	5.45 €
Chambre particulière		56.92 €
	<b>Chirurgie orthopédique et traumatologique (DMT 153)</b>	<b>Réanimation chirurgicale (DMT 141)</b>
Prix de Journée	144.55 €	376.66 €
Forfait pharmacie	5.17 €	4.22 €
Chambre particulière	83.51 €	
	<b>Obstétrique (DMT 165)</b>	<b>Chirurgie gynécologique (DMT 631)</b>
Prix de Journée	123.68 €	99.78 €
Forfait pharmacie	2.18 €	5.45 €
Chambre particulière	54.47 €	54.47 €
Forfait salle de travail (acc. simple)	703.53 €	
	<b>Chirurgie ambulatoire (DMT 181)</b>	
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32 €	
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48 €	
Frais de salle d'opération	3.54 €	
Anesthésie et réanimation	3.54 €	
Frais d'environnement	2.64 €	
Frais de transport de sang		
- jusqu'à 5 km	1.81 €	
- au-delà de 5 km	3.33 €	
- au-delà de 15 km	4.85 €	
Majoration PMS (MDT 03 et 23)	4.45 €	
Forfait prise en charge nouveau-né	201.23 €	
Forfait d'entrée	60.31 €	
Forfait d'activité non programmée	42.23 €	
Forfait petit matériel	18.42 €	

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 67/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU l'article 26 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération 49/2004 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 avril 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Ambroise Paré à THIONVILLE ;

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1er mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie (DMT 181)	Chirurgie SPC (DMT 143)
Prix de Journée	104.25 €	232.55 €
Forfait pharmacie	5.33 €	8.35 €
Chambre particulière	40.65 €	40.65 €
FSO		3.75 €
Forfait ARE		3.75 €
Frais d'environnement		2.82 €
	Réanimation chirurgicale (DMT 141)	Convalescence (DMT 170)
Prix de Journée	367.68 €	95.69 €
Forfait pharmacie	4.21 €	1.21 €
Chambre particulière		24.29 €
	Chirurgie ambulatoire (DMT 181)	
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32 €	
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48 €	
Frais de salle d'opération	3.54 €	
Anesthésie et réanimation	3.54 €	
Frais d'environnement	2.64 €	
Frais de transport de sang		
- jusqu'à 5 km	1.81 €	
- au-delà de 5 km	3.33 €	
- au-delà de 15 km	4.85 €	
Majoration PMS (MDT 03 et 23)	4.45 €	
Forfait de prestation PMS (SSR)	6.00 €	
Forfait d'entrée	60.31 €	
Forfait d'activité non programmée	42.23 €	
Forfait petit matériel	18.42 €	

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 68/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU l'article 26 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération 49/2004 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 avril 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Notre Dame à THIONVILLE ;

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1er mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie (DMT 181)
Prix de Journée	103.16 €
Forfait pharmacie	5.53 €
Chambre particulière	34.72 €
	<b>Chirurgie ambulatoire (DMT 181)</b>
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32 €
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48 €
Frais de salle d'opération	3.54 €
Anesthésie et réanimation	3.54 €
Frais d'environnement	2.64 €
Frais de transport de sang	
- jusqu'à 5 km	1.81 €
- au-delà de 5 km	3.33 €
- au-delà de 15 km	4.85 €
Majoration PMS (MDT 03 et 23)	4.45 €
Forfait d'entrée	60.31 €
Forfait d'activité non programmée	42.23 €
Forfait petit matériel	18.42 €

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 69/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU l'article 26 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération 49/2004 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 avril 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à METZ ;

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1er mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Médecine (DMT 174)	Réanimation médicale (DMT 104)
Prix de Journée	119.63 €	522.40 €
Forfait pharmacie	6.72 €	12.67 €
Chambre particulière	32.81 €	
Forfait consommable onéreux	255.74 €	
	<b>Surveillance médicale continue (DMT 106)</b>	<b>Chirurgie (DMT 181)</b>
Prix de Journée	165.44 €	121.87 €
Forfait pharmacie	13.02 €	5.07 €
Chambre particulière		38.51 €
Forfait consommable onéreux	255.74 €	
	<b>Chirurgie SPC (DMT 143)</b>	<b>Chirurgie hautement spécialisée (DMT 718)</b>
Prix de Journée	242.59 €	434.58 €
Forfait pharmacie	8.01 €	7.16 €
Forfait consommable onéreux	255.74 €	
FSO	3.75 €	
Forfait ARE	3.75 €	
Frais d'environnement	2.82 €	
	<b>Obstétrique (DMT 165)</b>	<b>Chirurgie gynécologique (DMT 631)</b>
Prix de Journée	140.81 €	121.87 €
Forfait pharmacie	6.94 €	5.07 €
Chambre particulière	41.12 €	41.12 €



Forfait salle de travail	703.53 €	
- Accouchement simple	743.36 €	
- Accouchement gémellaire		
	<b>Chimiothérapie en HC</b> (DMT 302)	<b>Chirurgie cardio-vasculaire</b> sous CEC (DMT 150)
Prix de Journée	150.61 €	524.31 €
Forfait pharmacie	86.60 €	12.73 €
Chambre particulière	33.31 €	
Forfait consommable onéreux		255.74 €
FSO		4.36 €
Forfait ARE		3.54 €
Frais d'environnement		3.23 €
	<b>Néonatalogie</b> (DMT 112)	<b>Soins intensifs de Néonatalogie</b> (DMT 235)
Prix de Journée	334.18 €	429.83 €
Forfait pharmacie	7.97 €	7.97 €
	<b>Chirurgie ambulatoire</b> (DMT 181)	
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32 €	
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48 €	
	<b>Chimiothérapie ambulatoire</b> (DMT 302)	
Forfait de séance	123.16 €	
Supplément forfait chimiothérapie	45.98 €	
Frais de salle d'opération	3.54 €	
Anesthésie et réanimation	3.54 €	
Frais d'environnement	2.64 €	
Frais de transport de sang		
- jusqu'à 5 km	1.81 €	
- au-delà de 5 km	3.33 €	
- au-delà de 15 km	4.85 €	
Majoration PMS		
- Hosp.compl. et Chir.ambulatoire (MDT 03 et 23)	4.45 €	
- Chimio. ambulatoire (MDT 19)	1.12 €	
Forfait prise en charge nouveau-né	201.23 €	
Forfait d'entrée	60.31 €	
Forfait d'activité non programmée	42.23 €	
Forfait petit matériel	18.42 €	

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 70/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;

VU l'article 26 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale, et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération 49/2004 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 20 avril 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Sainte-Marguerite à NOVEANT s/MOSELLE ;

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1er mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004.

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Psychiatrie générale (DMT 230)
Prix de Journée	113.82 €
Chambre particulière	32.94 €
Forfait d'entrée	60.31 €
Prestation PMSI (PMS)	4.03 €

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de la Moselle.**

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 71/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique "L'Arc en Ciel" à Epinal

#### D E C I D E

**D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004**

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Gynéco-Obstétrique
Prix de Journée	125.60
Forfait pharmacie	1.58
Chambre particulière	21.92
Frais de salle d'opération	3.54
Frais d'environnement	2.66
FST simple	703.53
FST gémellaire	793.95
Forfait Nouveau Né	201.23
Frais de transport de sang	1.81
Majoration PMSI	4.45
Forfait d'entrée	60.31
Forfait d'activité non programmée	42.23

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges.**

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 72/2004

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Maison de Repos "Mon Repos" à Rasey-Xertigny

#### D E C I D E

**D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004**

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	70.88	78.12
Forfait pharmacie	2.47	2.47
Chambre particulière	10.88	11.00
Forfait d'Entrée	60.31	60.31
PMS	6.21	6.21
Surveillance Médicale (inchangé)	6.29	6.29

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges.**

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 73/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
 VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
 VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004  
 VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;  
 VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;  
 VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;  
 VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,  
 VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Maison de Repos "La Louvière" à Senones

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Repos	Convalescence
Prix de Journée	79.71	80.63
Forfait pharmacie	2.65	2.37
Chambre particulière	1.86	2.08
Forfait d'Entrée	60.31	60.31
PMS	6.21	6.21
Surveillance Médicale	4.57	4.57

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
 Jacques SANS

## DELIBERATION N° 74/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
 VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
 VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004  
 VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;  
 VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;  
 VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;  
 VU la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,  
 VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et SA CARDEO- clinique Notre Dame à Saint Dié

## D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Médecine	Réanimation Médicale
Prix de Journée	107.93	291.48
Forfait pharmacie	3.40	7.43
Chambre particulière	27.73	
Frais de salle d'opération	3.54	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81
Majoration PMSI	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31
Forfait d'activité non programmée	42.23	42.23

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
 Jacques SANS

## DELIBERATION N° 75/2004

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
 VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
 VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004  
 VU l'arrêté du 25 février 2004 pris en application de l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale, fixant l'objectif quantifié national pour l'année 2004 des établissements mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique ;

VU l'accord national du 22 mars 2004 entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la santé publique pris en application de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

VU l'accord régional entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et les organisations régionales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L. 162-22-3 du code de la sécurité sociale pour l'année 2004, signé le 22 avril 2004 ;

VU la délibération n° 49/2004 de la commission exécutive de l'ARH Lorraine du 20 avril 2004,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique "La Ligne Bleue" à Epinal

#### D E C I D E

D'approuver les modifications tarifaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2004 telles que définies dans l'accord régional du 22 avril 2004

Les nouveaux tarifs sont fixés comme suit :

Prestations	Chirurgie	Chirurgie - S.P.C.	Médecine
Prix de Journée	115.74	203.72	103.52
Forfait pharmacie	7.95	8.71	10.60
Chambre particulière	19.04	26.82	17.13
Frais de salle d'opération	3.54	3.75	3.54
Frais d'environnement	2.66	2.81	2.66
Frais de transport de sang	1.81	1.81	1.81
Frais de petit matériel	18.24		
Majoration PMSI	4.45	4.45	4.45
Forfait d'entrée	60.31	60.31	60.31
Forfait d'activité non programmée	42.23	42.23	42.23
Frais d'accueil et de suivi 1	101.32		
Frais d'accueil et de suivi 2	64.48		

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe et Moselle et des Vosges.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### ACCORD REGIONAL ENTRE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE ET LES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS REGIONALES REPRESENTATIVES DES ETABLISSEMENTS DE SANTE MENTIONNES AU D DE L'ARTICLE L. 162-22-6 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE DANS SA REDACTION ISSUE DE LA LOI N° 2003-1199 DU 18 DECEMBRE 2003 DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE POUR 2004 RELATIF AUX DISPOSITIONS PREVUES A L'ARTICLE L 162-22-4 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

LE PRESIDENT DE LA REGION LORRAINE DE LA FEDERATION DE L'HOSPITALISATION PRIVEE (F.H.P.) DU NORD EST

LE DELEGUE REGIONAL DE LA FEDERATION DES ETABLISSEMENTS D'HOSPITALISATION ET D'ASSISTANCE PRIVES  
A BUT NON LUCRATIF (F.E.H.A.P.)

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.6114-3, L.6115-3 et L.6115-4 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-2, L.162-22-4, L.162-22-8, L.162-22-7, R 162-41 et D 162-17-1 ;

Vu l'accord national, signé le 22 mars 2004, entre l'Etat et les organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés à l'article L.6114-3 du code de la santé publique relatif aux dispositions prévues à l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale, pour l'année 2004 ;

Vu la délibération n° 85/2003 de la Commission Exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine en date du 20 mai 2003 ;

Vu l'avis du Comité Régional de l'organisation sanitaire et sociale sur les orientations relatives à l'allocation de ressources aux établissements de santé pour l'année 2004 en date du 2 mai 2003 ;

Vu l'avis du comité régional des contrats du 30 mars 2004

Vu la délibération n°49/2004 de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine en date du 20 avril 2004 ;

#### Considérant

Que les parties signataires, dans la continuité des accords conclus les années précédentes, ont pour objectif commun de réduire les inégalités de ressources entre établissements,

#### C O N V I E N N E N T

#### Dispositions générales

##### Art 1

Le taux d'évolution moyen des tarifs en région Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> mai est arrêté comme suit :

- Médecine : 6,48%
- Chirurgie : 4,59%
- Obstétrique : 4,69%
- Soins de suite : 5,05%
- Psychiatrie : 3,50%

##### Art 2

La valeur unitaire du FAU est fixée à 345 000 euros pour un nombre de passages inférieur à 12500. Ce forfait est majoré de 90 000 euros par tranche de 5000 passages supplémentaires.

##### Art 3

Les règles générales de modulation des tarifs des prestations afférentes aux activités d'alternatives à la dialyse en centre d'hospitalisation à domicile seront fixées par avenant au présent accord à compter de la publication de l'arrêté mentionné à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale.

#### Dispositions applicables aux tarifs de prestations de médecine, de chirurgie et d'obstétrique

##### Art 4

Les tarifs de prestation des établissements se voient appliquer une augmentation de 3,53 %.

##### Art 5

A l'issue de la revalorisation prévue à l'article 4, les prix de journée des Disciplines Médico Tarifaires (126, 302) réalisant de la cancérologie sont majorés de 20,9 euros .

**Art 6**

A l'issue de la revalorisation prévue à l'article 4, les prix de journée des Disciplines Médico Tarifaires réalisant de la réanimation chirurgicale (718, 150, 141) et de la réanimation médicale ( 641,639, 105, 104, 717) sont majorés de 90,1 euros.

**Art 7**

La prestation Forfait Nouveau Né (FNN) est revalorisée de 13,79% afin de porter sa valeur à 201,23 euros pour les établissements autorisés à pratiquer l'activité d'obstétrique.

**Dispositions applicables aux tarifs de prestations « Repos »****Art 8**

Les forfaits journaliers de séjour et de soins (PJ), les forfaits de médicaments (PHJ), et les suppléments pour chambre particulière (SHO) constituant la recette globale journalière (RGJ) des établissements sont augmentés de la façon suivante :

- Une majoration de 3,15% pour les établissements dont la RGJ est supérieure à la RGJ moyenne pondérée constatée en 2003 (soit 74,98) ;
- Une majoration de 4,50% pour les établissements dont la RGJ est inférieure ou égale à la RGJ moyenne pondérée constatée (soit 74,98) en 2003

**Art 9**

Le SSM 2004 dont la valeur est inférieure à 2,50 euros est revalorisé de 99,17% .

**Dispositions applicables aux tarifs de prestations « Convalescence »****Art 10**

Les forfaits journaliers de séjour et de soins (PJ), les forfaits de médicaments (PHJ), et les suppléments pour chambre particulière (SHO) constituant la recette globale journalière (RGJ) des établissements classés en catégorie A sont augmentés de la façon suivante :

- Une majoration de 3,15% pour les établissements dont la RGJ est supérieure à la RGJ moyenne pondérée constatée (soit 82,15) en 2003
- Une majoration de 4,10% pour les établissements dont la RGJ est inférieure ou égale à la RGJ moyenne pondérée constatée (soit 82,15) en 2003

**Art 11**

Le SSM 2004 dont la valeur est inférieure à 2,50 euros est revalorisé de 99,17%.

Le présent accord sera publié au bulletin des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et au bulletin des actes administratifs de la préfecture des départements de la Meuse, des Vosges, de la Moselle, Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 avril 2004

Le Directeur  
de l'Agence Régionale  
de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Le Président de la Région Lorraine  
de la Fédération Hospitalière Privée  
du Nord-Est,  
Jacques DELFOSSE

Le Délégué Régional  
de la Fédération des Etablissements d'Hospitalisation  
et d'Assistance Privés à but non lucratif,  
Jacques CHANLIAU

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES****ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****ARRETE DDASS / AES / N° 118 FIXANT POUR 2004**

**LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS ET LE FORFAIT GLOBAL DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE L'ALSAD A VILLERS LES NANCY**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n° 81-448 du 8 mai 1981 modifié relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

VU les propositions budgétaires de l'ALSAD gérant un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à VILLERS LES NANCY, reçues le 12 novembre 2003 ;

VU le rapport budgétaire adressé à l'association le 7 avril 2004 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-après désigné :

**A.L.S.A.D.- 2 bis, rue Saint Odile - 54600 VILLERS LES NANCY**

N° FINESS : 54 000 5329

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 000,00	828 350,12
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	733 850,12	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	65 500,00	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	827 850,12	828 350,12
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	500,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 ou compte 11519 pour un montant de : 0 Euro.

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004 :

- le forfait global annuel de soins est fixé à 827 850,12 Euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004,
- le forfait journalier afférent aux soins est fixé à 30,24 Euros.

**Article 4 :** Les recours contentieux dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale à l'adresse suivante : Secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Tiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication, ou , pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, les tarifs fixés à l'article 3 seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au Président de l'Association gestionnaire du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est,
- à la caisse d'assurance maladie chargée de verser le tarif.

NANCY, le 7 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

### DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/03/2004 par Monsieur GEORGE Bernard à MARTINCOURT concernant 31,82 ha situés à MANONCOURT EN WOEVRE ; la motivation et les résultats étant les suivants : projet d'installation du fils Monsieur Damien GEORGE - .

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur GEORGE Bernard est autorisé à exploiter 31,82 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de la réalisation de l'installation de Monsieur Damien GEORGE dans le délai d'un an et sous réserve de céder 9 ha sur la commune de GEZONCOURT, conformément à la demande qu'il a déposée.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGE Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGE Bernard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANONCOURT EN WOEVRE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/01/2004 par **Monsieur GEORGE Bernard à MARTINCOURT concernant 59 ha situés à MARTINCOURT ; la motivation et les résultats étant les suivants : projet d'installation du fils**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur GEORGE Bernard est autorisé à exploiter 59,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de la réalisation de l'installation de Monsieur Damien GEORGE dans le délai d'un an et sous réserve de céder 9 ha sur la commune de GEZONCOURT, conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GEORGE Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GEORGE Bernard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MARTINCOURT pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/03/2004 par **Monsieur MOMBELLI Olivier à PUXIEUX concernant 2,59 ha situés à PUXIEUX dans le cadre d'un projet d'installation.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur MOMBELLI Olivier est autorisé à exploiter 2,59 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOMBELLI Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOMBELLI Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PUXIEUX pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 04/03/2004 par **Messieurs NOEL à CHAOUILLEY concernant 20,66 ha situés à CHAOUILLEY ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente et l'accord conclu entre les repreneurs

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Messieurs NOEL sont autorisés à exploiter 20,66 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs NOEL.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Messieurs NOEL, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,



VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/01/2004 par **Monsieur LAMBERT Laurent à HALLOVILLE concernant 6,96 ha situés à GELACOURT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente et l'accord conclu entre les repreneurs  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur LAMBERT Laurent est autorisé à exploiter 6,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LAMBERT Laurent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LAMBERT Laurent, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GELACOURT pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/02/2004 par **Monsieur MELLE Benoit à BURIVILLE concernant 3,49 ha situés à RECLONVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
CONSIDERANT que Monsieur LARGENTIER d'OGEVILLER a fait une demande concurrente pour un agrandissement et que la dimension économique de son exploitation est moins importante au regard du schéma départemental des structures  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur MELLE Benoit n'est pas autorisé à exploiter 3,49 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MELLE Benoit, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RECLONVILLE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/02/2004 par **Monsieur COUSTEUR Hervé à BARBAS concernant 7,26 ha situés à PARUX** ;  
CONSIDERANT que Monsieur Jacky DUVAL de CIREY SUR VEZOUZE qui s'était également porté candidat n'a pas donné suite et que la demande d'agrandissement est sans concurrence.  
CONSIDERANT que Monsieur COUSTEUR s'est installé récemment  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur COUSTEUR Hervé est autorisé à exploiter 7,26 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COUSTEUR Hervé.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COUSTEUR Hervé, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PARUX pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/02/2004 par **Monsieur JOLE Thierry** à HALLOVILLE concernant 5,24 ha situés à PARUX ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Monsieur Jacky DUVAL de CIREY SUR VEZOUZE qui s'était également porté candidat n'a pas donné suite et que la demande d'agrandissement est sans concurrence.

CONSIDERANT que Monsieur JOLE s'est installé récemment

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur JOLE Thierry est autorisé à exploiter 5,24 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JOLE Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JOLE Thierry, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PARUX pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/02/2004 par **Monsieur CARRIER Ghislain** à SAINT MARTIN concernant 8,45 ha situés à SAINT MARTIN - CHAZELLES SUR ALBE ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente et le lien de parenté entre le cédant et le demandeur

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur CARRIER Ghislain est autorisé à exploiter 8,45 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CARRIER Ghislain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CARRIER Ghislain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT MARTIN - CHAZELLES SUR ALBE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/01/2004 par **Monsieur CARRIER Roger à BARBAS concernant 7,35 ha situés à CHAZELLES ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement suite à une cessation d'activité.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande est soumise à autorisation du fait de la distance qui dépasse 8 kilomètres,  
CONSIDERANT que les deux demandes concurrentes ont été déposées ; ces demandes ne sont pas soumises à autorisation du fait de leurs dimensions économiques et de leur proximité par rapport aux surfaces sollicitées,  
CONSIDERANT que ces deux exploitations concurrentes sont toutes les deux de dimensions économiques plus faibles que celle de Monsieur CARRIER et qu'il convient de leur donner la priorité,

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur CARRIER Roger n'est pas autorisé à exploiter 7,35 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CARRIER Roger.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CARRIER Roger, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAZELLES pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/03/2004 par **Monsieur MASSON Christophe à VERDENAL concernant 17,99 situés à MANONVILLER - MARAINVILLER - BAUZEMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente,

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er :**

Monsieur MASSON Christophe est autorisé à exploiter 17,99 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MASSON Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MASSON Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MANONVILLER - MARAINVILLER - BAUZEMONT pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2004 par Monsieur PAQUIN David à MURVILLE concernant 23,43 ha situés à THUMEREVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement sur une parcelle exploitée par son père.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente et le lien de parenté entre le cédant et le demandeur

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur PAQUIN David est autorisé à exploiter 23,43 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PAQUIN David.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PAQUIN David, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de THUMEREVILLE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/03/2004 par **Madame BURTIN Céline à DROUVILLE concernant 3,92 ha situés à DROUVILLE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement sur terrains communaux.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Madame BURTIN Céline est autorisée à exploiter 3,92 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame BURTIN Céline.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BURTIN Céline, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DROUVILLE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/03/2004 par **Madame BERGER Francine à ANTHELUPT concernant 16,74 ha situés à DEUXVILLE - VITRIMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
VU la demande de Monsieur Arnaud BERARD qui s'est installé en 2003 avec les aides de l'Etat en reprenant pour partie l'exploitation de Monsieur Christian THOMASSIN et notamment les surfaces qui sont l'objet de la présente demande,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que Monsieur BERARD a reçu une autorisation d'exploiter pour ces parcelles et qu'il est prioritaire,  
CONSIDERANT qu'il existe un différend entre le propriétaire, Monsieur FROMENT, et l'exploitant de ces surfaces et en l'attente du règlement judiciaire, les terres ne peuvent être considérées comme disponibles,

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Madame BERGER Francine n'est pas autorisée actuellement à exploiter 16,74 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BERGER Francine, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DEUXVILLE VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/04/2003 par **Madame BOTTIN Fabienne à COURCELLES concernant 9,66 ha situés à TRAMONT SAINT ANDRE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée,  
VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Madame BOTTIN Fabienne est autorisée à exploiter 9,66 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame BOTTIN Fabienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BOTTIN Fabienne, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TRAMONT Saint André pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2004 par **Monsieur GREGOIRE Eric** à **GEMONVILLE** concernant **6,79 ha** situés à **COURCELLES** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur GREGOIRE Eric est autorisé à exploiter 6,79 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GREGOIRE Eric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GREGOIRE Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de COURCELLES pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2004 par **Mesdames et Messieurs LOUIS et MARC** à **BOUVRON** concernant **0,66 ha** situés à **TOUL** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée ,

VU l'absence de demande concurrente,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Mesdames et Messieurs LOUIS et MARC sont autorisés à exploiter 0,66 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Mesdames et Messieurs LOUIS et MARC.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames et Messieurs LOUIS et MARC, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de TOUL pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.



LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/03/2004 par **Monsieur HECHON Jacques à GONDREVILLE concernant 13,15 ha situés à VILLEY LE SEC ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement suite à une autorisation de défrichement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur HECHON Jacques est autorisé à exploiter 13,15 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HECHON Jacques.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HECHON Jacques, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLEY LE SEC pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23/03/2004 par **Monsieur VERDENAL Frédéric à BAUZEMONT concernant 5,10 ha situés à BAUZEMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement avec achat d'un bâtiment.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur VERDENAL Frédéric est autorisé à exploiter 5,10 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VERDENAL Frédéric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VERDENAL Frédéric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BAUZEMONT pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 31/03/2004 par Monsieur VERDENAL Benoit à EINVILLE concernant 3,76 ha situés à CHANTEHEUX ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur VERDENAL Benoit est autorisé à exploiter 3,76 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VERDENAL Benoit.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VERDENAL Benoit, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHANTEHEUX pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/03/2004 par **Monsieur PERRIN Dominique à LANEUVEVILLE AUX BOIS concernant 4,14 ha situés à LANEUVEVILLE AUX BOIS ; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur PERRIN Dominique est autorisé à exploiter 4,14 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PERRIN Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PERRIN Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LANEUVEVILLE AUX BOIS pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/02/2004 par **Monsieur DEFRANCE Philippe à RECHICOURT LA PETITE concernant 5,20 ha situés à RECHICOURT LA PETITE ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.  
VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur DEFRANCE Philippe est autorisé à exploiter 5,20 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEFRANCE Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEFRANCE Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de RECHICOURT LA PETITE pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/03/2004 par Monsieur PEULTIER Eric à XEUILLEY concernant 16,51 ha situés à BAINVILLE - MAIZIERES - XEUILLEY; la motivation et les résultats étant les suivants : Agrandissement.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur PEULTIER Eric est autorisé à exploiter 16,51 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PEULTIER Eric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PEULTIER Eric, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BAINVILLE - MAIZIERES - XEUILLEY pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/02/2004 par **Monsieur VARINOT Dominique** à **PETIT XIVRY** concernant **1,79 ha situés à PETIT FAILLY** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **agrandissement**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente et les accords conclus entre le cédant et le demandeur

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur VARINOT Dominique est autorisé à exploiter 1,79 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VARINOT Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VARINOT Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETIT FAILLY pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2004 par **Monsieur THOUVENIN Philippe** à **FLAVIGNY** concernant **1,60 ha situés à FLAVIGNY** ; la motivation et les résultats étant les suivants : **régularisation**.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur THOUVENIN Philippe est autorisé à exploiter 1,60 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOUVENIN Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FLAVIGNY pour affichage.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2004 par Monsieur MOREL Philippe à REHAINVILLER concernant la transformation du GAEC d'Adoménil en EARL conformément au jugement du tribunal de grande instance de Nancy en date du 23/02/2004.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 21/04/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E :

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Monsieur MOREL Philippe est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

##### ARTICLE 2 :

L'EARL est constituée avec 137.82 ha des 171.09 ha que comptait le GAEC d'ADOMENIL.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

#### DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23/03/ 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 21/04/2004,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées,

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction, les demandes d'autorisation d'exploiter les terres agricoles de l'exploitation libérée par Madame Marie-Thérèse CONTAL sur la commune de VITRIMONT sont portées de 4 à 6 mois.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

**ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER****ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/51 CONCERNANT LA COMPOSITION DE LA CDOA  
SECTION STRUCTURES ET ECONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

VU le décret n° 2003-675 du 22 juillet 2003 portant modification du code rural et relatif aux contrats d'agriculture durable.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 15 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 1999 fixant la composition de la section structures et économie des exploitations agricoles de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture

**A R R E T E****ARTICLE 1**

La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle, **section structures et économie des exploitations agricoles**, est composée comme suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant - Président
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant,
- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant.
- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant
- Mme la Présidente de la Caisse de Mutualité sociale agricole ou son représentant.

*Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :*

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

*Au titre de la chambre d'agriculture (nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001):*

**Titulaires :** Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE

Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

*(au titre des sociétés coopératives agricoles)*

Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY

**Suppléants :** Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS

Madame Rachel THOMAS - 54800 JOUAVILLE

Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY

Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL

Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

*Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :*

*Entreprises agro alimentaires non coopératives :*

**Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER

**Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE

*Coopératives Agricoles :*

**Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY

Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

*Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées (nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001):*

**Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE

**Suppléants :** Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC

Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE

**Titulaire :** Monsieur Pascal CHATA - 54360 MEHONCOURT

**Suppléants :** Monsieur Didier BOURDON - 54370 DROUVILLE

Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

**Titulaire :** Monsieur François MAIRE - 54110 HARAUCOURT

**Suppléants :** Monsieur Francis TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY

Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

**Titulaire :** Monsieur Charles BAUDOIN - Villancy - 54260 LONGUYON

**Suppléants :** Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

Monsieur Denis WAHU - 54800 - SPONVILLE

**Titulaire :** Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS  
Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

**Titulaire :** Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

**Suppléants :** Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT  
Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUELMONT

**Titulaire :** Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont- 54870 MONTIGNY sur CHIERS

**Suppléants :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS  
Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

**Titulaire :** Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

**Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON  
Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

*Au titre du financement de l'agriculture :*

**Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1  
Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY

*Au titre des fermiers métayers :*

**Titulaire :** Monsieur Claude AUBRION - 54560 BEUVILLERS

**Suppléant :** Monsieur Michel MERLIN 54330 - FORCELLES ST GORGON

*Au titre des propriétaires agricoles :*

**Titulaire :** Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL

**Suppléants :** Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL  
Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

*Au titre de la propriété forestière :*

**Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE

**Suppléants :** Monsieur François HELLUY - 54520 LAXOU  
Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

*Au titre des personnes qualifiées :*

**Titulaires :** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS

Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

#### **ARTICLE 2 -**

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif:

- Madame Catherine CHAIX - Lycée agricole Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE
- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT
- Monsieur - Benoit SIDEL Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1
- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3
- Monsieur le directeur de la FDSEA
- Monsieur le directeur de l'ADASEA (*dans la mesure où cet organisme n'est pas rapporteur*)

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

#### **ARTICLE 3 -**

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

#### **ARTICLE 4 -**

La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés *ès qualité*, est de trois ans à compter de leur nomination. La date de nomination est la date du présent arrêté sauf pour les membres nommés au titre de la chambre départementale d'agriculture, nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001, au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles, nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

#### **ARTICLE 5 -**

Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

### **ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/52 CONCERNANT LA COMPOSITION DE LA CDOA SECTION CONTRATS D'AGRICULTURE DURABLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural, notamment les articles R-313-1 et suivants

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements

VU le décret n° 2003-675 du 22 juillet 2003 portant modification du code rural et relatif aux contrats d'agriculture durable.

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1999 fixant la composition de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 25 avril 2000, 22 mars 2001, 28 septembre 2001 et 15 mars 2004.

VU l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2000 fixant la composition de la section contrats territoriaux d'exploitation de la commission départementale d'orientation agricole, modifié par les arrêtés des 4 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001.

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la liste des organisations syndicales du département répondant aux critères des décrets n° 90-187 du 28 février 1990 n° 2000-139 du 16 février 2000.

VU les propositions des organisations professionnelles consultées

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture

#### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1**

Dans tous les arrêtés préfectoraux susvisés, les mots « *contrats territoriaux d'exploitations* » sont remplacés par « *contrats d'agriculture durable* ».



**ARTICLE 2**

La Commission départementale d'orientation agricole de Meurthe et Moselle, **section contrats d'agriculture durable**, est composée ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Préfet ou son représentant - Président
- Monsieur le Président du conseil régional ou son représentant,
- Monsieur le Président du conseil général ou son représentant.
- Monsieur le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- Monsieur le Trésorier payeur général ou son représentant,
- Mme la Présidente de la Caisse de Mutualité sociale agricole ou son représentant

*Au titre d'établissement public de coopération intercommunale :*

- Monsieur Olivier JACQUIN - 54470 THIAUCOURT

*Au titre de la chambre d'agriculture (nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001) :*

**Titulaires :** Monsieur Michel GROJEAN - 54200 VILLEY ST ETIENNE

Monsieur Hubert GRALLET - 54290 ROZELIEURES

*(au titre des sociétés coopératives agricoles)*

Monsieur François THOMAS - 54134 CEINTREY

**Suppléants :** Mademoiselle Sophie LEHE - 54450 DOMEVRE sur VEZOUZE

Monsieur Bruno COLIN - 54450 BARBAS

Madame Rachel THOMAS - 54800 JOUAVILLE

Monsieur Yvonnick MANGEOT - 54800 OLLEY

Madame Véronique CHONE - 54580 HABONVILLE ST AIL

Monsieur Michel MAGRON - 54450 ANCERVILLER

*Au titre des activités de transformation des produits de l'agriculture :*

*Entreprises agro alimentaires non coopératives :*

**Titulaire :** Monsieur Bernard SEIGNERT - 54450 HERBEVILLER

**Suppléant :** Monsieur LECLERC - 54330 VEZELISE

*Coopératives Agricoles :*

**Titulaire :** Monsieur René SCHUTZ - 54800 THUMEREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Bernard BATHO - 54450 LEINTREY

Monsieur Michel THOMAS - 54830 FRANCONVILLE

*Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées (nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001):*

**Titulaire :** Monsieur Gérard RENOARD - 54470 BOUILLONVILLE

**Suppléants :** Monsieur Laurent PAQUIN - 54150 NORROY LE SEC

Monsieur Bernard PLONGUE - 54113 GYE

**Titulaire :** Monsieur Pascal CHATA - 54360 MEHONCOURT

**Suppléants :** Monsieur Didier BOURDON - 54370 DROUVILLE

Monsieur Maurice HERIAT - 54290 BREMONCOURT

**Titulaire :** Monsieur François MAIRE - 54110 HARAUCOURT

**Suppléants :** Monsieur Francis TOUSSAINT - 54740 VAUDIGNY

Monsieur Thierry WUCHER - 54290 HAMMEVILLE

**Titulaire :** Monsieur Charles BAUDOIN - Villancy - 54260 LONGUYON

**Suppléants :** Monsieur Christian RENAUDIN - 54490 DOMPRIX

Monsieur Denis WAHU - 54800 - SPONVILLE

**Titulaire :** Monsieur Stéphane PEULTIER - 54160 PIERREVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jérôme BERTRAND - 54560 BEUVILLERS

Monsieur Alain GENY - 54580 SAINT AIL

**Titulaire :** Monsieur Jean Philippe BASTIEN - 54380 MARTINCOURT

**Suppléants :** Monsieur Sébastien CLAUDE - 54380 MARTINCOURT

Monsieur Mathieu PEULTIER - 54330 HOUELMONT

**Titulaire :** Monsieur Emmanuel PIERRET - Fermont- 54870 MONTIGNY sur CHIERS

**Suppléants :** Monsieur Laurent ROUYER - 54470 ESSEY et MAIZERAIS

Monsieur Vincent JEANPIERRE - 54370 ARRACOURT

**Titulaire :** Monsieur Christian BARBIER - 54800 PUXE

**Suppléants :** Monsieur Joseph THIEBAUT - 54450 REILLON

Madame Agnès CHONE - 54121 VANDIERES

*Au titre des organisations syndicales des salariés des exploitations agricoles les plus représentatifs (nommés par arrêté préfectoral du 14 janvier 2000) :*

**Titulaire :** Monsieur Gilles LAFFON DE RIBEYROLLES - 54540 BADONVILLER

**Suppléants :** Madame Jacqueline GIET - 54170 DOLCOURT

Monsieur Hervé GERARD - 54300 MARAINVILLER

*Au titre de la distribution des produits agro alimentaires :*

*Distribution en général :*

**Titulaire :** Monsieur Jean Luc REMY - 54000 NANCY

**Suppléant :** Monsieur Alain EVEN - 54000 NANCY

*Commerce indépendant :*

**Titulaire :** Monsieur Michel CUSEY - 54000 NANCY

**Suppléant :** Monsieur Michel MARCHAND - 54000 NANCY

*Au titre du financement de l'agriculture :*

**Titulaire :** Monsieur Alex VOIRY - 54110 VARANGEVILLE

**Suppléants :** Monsieur Jacques STEENHAUT 57021 METZ Cedex 1

Monsieur François FLORENTIN 54990 XEUILLEY

*Au titre des fermiers métayers :*

**Titulaire :** Monsieur Claude AUBRION - 54560 BEUVILLERS

**Suppléant :** Monsieur Michel MERLIN 54330 - FORCELLES ST GORGON

*Au titre des propriétaires agricoles :*

**Titulaire :** Monsieur Jean Marie PARFAIT - 54200 TOUL

**Suppléants :** Monsieur Hubert GOUDOT - 54370 HENAMENIL

Madame Jacqueline PANIS - 54280 SEICHAMPS

*Au titre de la propriété forestière :*

**Titulaire :** Madame Marie Alix DESARS - 54540 BIONVILLE

**Suppléants :** Monsieur François HELLOY - 54520 LAXOU

Monsieur Michel GEORGES - 54000 NANCY

*Au titre d'associations agréées pour la protection l'environnement :*

**Titulaire :** Monsieur Jean Pierre SIMOUTRE - Président FDC - 54450 CHAZELLES sur ALBE

**Suppléants :** Monsieur Guy SAPRANI - Président FDAAPPMA 54150 BRIEY

Monsieur Philippe SUGG - FDAAPPMA 54300 CHANTEHEUX

**Titulaire :** Monsieur Alain SALVI - Président CSL - 57930 FENETRANGE

**Suppléants :** Monsieur Laurent GIGOUT - directeur CSL - 57930 FENETRANGE

Monsieur Damien AUMAITRE - CSL - 57930 FENETRANGE

*Au titre de l'artisanat :*

**Titulaire :** Monsieur Raymond RECEVEUR - 54520 LAXOU

**Suppléants :** Monsieur Francis CHRETIEN - 54200 TOUL

Monsieur Guy OLRÉ - 54930 HOUSSEVILLE

*Au titre des consommateurs :*

**Titulaire :** Madame Madeleine PEIGNIER Familles Rurales - 54000 NANCY

**Suppléants :** Madame Michèle PATIES CSF - 54000 NANCY

*Au titre des personnes qualifiées :*

**Titulaires :** Monsieur Jean Luc MILLARD - 54470 MANDRES AUX 4 TOURS

Monsieur Louis CHRETIEN - 54385 TREMBLECOURT

### **ARTICLE 3 -**

Sont nommés à titre d'expert, à titre consultatif :

- Madame Catherine CHAIX - Lycée agricole Pixérécourt - 54220 MALZEVILLE

- Maître Philippe CLAUDEL - Notaire B.P. 12 - 54120 BACCARAT

- Monsieur Benoît SIDEL - Banque Populaire Lorraine 57021 METZ Cedex 1

- Monsieur Adrien CLOQUART - Crédit Mutuel - B.P. 5023 - 57071 METZ Cedex 3

- Monsieur le directeur de la FDSEA

- Monsieur le directeur régional de l'environnement ou son représentant

- Monsieur le directeur du Parc Naturel Régional de Lorraine ou son représentant

- Monsieur le directeur régional de l'agriculture ou son représentant

- Monsieur le directeur de l'ADASEA (*dans la mesure où cet organisme n'est pas rapporteur*)

Le président peut appeler à participer aux travaux de la section, à titre consultatif, tout autre expert compétent sur les objets à traiter.

### **ARTICLE 4 -**

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**ARTICLE 5 -** La durée du mandat des membres, qui ne sont pas désignés *ès qualité*, est de trois ans à compter de leur nomination. La date de nomination est la date du présent arrêté sauf pour les membres nommés au titre de la chambre départementale d'agriculture, nommés par arrêté préfectoral du 22 mars 2001, au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles, nommés par arrêté préfectoral du 28 septembre 2001 et au titre des organisations syndicales de salariés d'exploitation, nommés par arrêté préfectoral du 14 janvier 2000.

Lorsque, au cours de son mandat, un membre décède ou démissionne, ou perd la qualité au titre duquel il a été désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

Les membres de la commission restent en fonction jusqu'à nomination de leur successeur.

**ARTICLE 6 -** Le Secrétaire Général de la préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 29 mars 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## **ARRETE PREFECTORAL DDAF/SEAAF N° 2004/121 CONCERNANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 9 JUILLET 2002 DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE DEPARTEMENTALE DES BAUX RURAUX POUR LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le livre IV du code rural (partie réglementaire) et son article R 414-1 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux,

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 1995 fixant la liste des membres élus assesseurs aux tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001 fixant la représentativité syndicale dans le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral des baux ruraux DDAF 2001-449 du 12 novembre 2001 fixant la liste des membres de droit de ladite commission,

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2002 fixant la liste des membres élus assesseurs aux tribunaux paritaires des baux ruraux,

VU la lettre de Monsieur Stéphane PEULTIER, Président des Jeunes Agriculteurs, en date du 25 février 2004,

### **A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> -** L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2002 est modifié.

**Article 2 -** La commission consultative paritaire départementale des baux ruraux prévue à l'article R 414-1 du code rural est constituée ainsi qu'il suit pour le département de Meurthe-et-Moselle :

#### **1°) Membres de droit :**

- M. l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant
- M. le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant
- M. Guy THIERY, représentant la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles
- M. Jean-Philippe BASTIEN, représentant les Jeunes Agriculteurs
- M. Michel GOIJOT, représentant la Confédération Paysanne
- M. le Président du Syndicat Départemental de la Propriété Agricole ou son représentant
- M. le Président de l'Organisation Départementale des Fermiers et des Métayers ou son représentant
- M. le Président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant.

**Article 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture et Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à chacun des intéressés, à titre de notification et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## STATISTIQUE

### ARRETE PREFECTORAL DDAF/CEREALES/2004/190 PORTANT SUR LE RENOUELEMENT DU COMITE DEPARTEMENTAL DES CEREALES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 53-12-77 du 23 décembre 1953, modifié par le décret n° 73-997 du 18 octobre 1973 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'Office National Interprofessionnel des Céréales,

VU le décret n° 81-267 du 18 mars 1981 stipulant que les comités départementaux des céréales seraient renouvelés totalement tous les trois ans,

VU le décret n° 82-389 du 10 Mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

VU l'avis des organisations professionnelles intéressées,

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Sont nommés, jusqu'au 30 avril 2007, au sein du comité départemental des céréales :

#### A - EN QUALITÉ DE MEMBRES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES

*Parmi les présidents ou administrateurs de coopératives de céréales (4)*

- M. GRALLET Hubert - 16, rue du Capitaine Durand - 54290 ROZELIEURES
- M. HYPOLITE Jean-Marie - 13, rue Jules Barbé - 54150 LES BAROCHES
- M. OUDOT Jean-Marc - 3, Chemin des Chanelles - 54840 VELAIN- EN-HAYE
- M. PETIT Jacques - 103, route de Martincourt - 54470 MAMEY

*Proposés par la Chambre d'Agriculture (2)*

- M. JEANPIERRE Vincent - 5, Grande rue - 54370 ARRACOURT
- M. GIGLEUX Albert - Chemin de Faulx - 54700 SAINTE GENEVIEVE

*Proposés par les organisations syndicales (2)*

- M. JACQUES François - 23, Grande rue - 54620 SAINT-SUPPLET
- M. CLAUDE Sébastien - 21, Grande rue - 54800 PUXIEUX

#### B - REPRÉSENTANT LES NÉGOCIANTS (1)

- M. BIDON Antoine - 15, Grande rue - 55260 MENIL-AUX-BOIS

#### C - REPRÉSENTANT LES MEUNIER (2)

- M. MOULLET André - G.M.P. - 57, rue de Château-Salins - 54000 NANCY
- M. KLING Jean-Paul - Grands Moulins de Strasbourg - B.P. 80 - 67016 STRASBOURG CEDEX

#### D - REPRÉSENTANT LES FABRICANTS D'ALIMENTS DU BÉTAIL (1)

- M. UNTEREINER Arsène - Sanders Est - 13 route de Maixe - 54370 EINVILLE AU JARD

#### E - REPRÉSENTANT LES BOULANGERS (1)

- M. LUDMANN Daniel - 10, rue Sadi Carnot - 54220 MALZEVILLE

**F** - LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ou son représentant

**G** - LE DIRECTEUR INTERREGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE METZ ou son représentant

**H** - ASSISTENT AUX SÉANCES AVEC VOIX CONSULTATIVE

- Le Président du Crédit Agricole de Lorraine ou son représentant
- Le Chef des services régionaux de l'Office National Interprofessionnel des Céréales (ONIC) à NANCY représentant le Directeur Général de l'Office National Interprofessionnel des Céréales.

**ARTICLE 2** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Chef des services régionaux de l'Office Interprofessionnel des Céréales, sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 5 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

### ARRETE PREFECTORAL N° DDSV/54/04/SA/N° 31

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et notamment ses articles L221-11 -- L242-6 - L242-7 - L243-1 - R221-4 - R221-16 -R241-23 - R241-76 ;

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles et professionnelles ;

VU la loi n° 2002-1066 du 06 août 2002 portant amnistie ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 avril 2004 portant suspension du mandat sanitaire au Docteur MESSIN Pascal demeurant à 22 chemin des Brigeottes à SAINT MAX 54130 et membre de la SCP Vétérinaire ANTOINE - HOERNER - MESSIN - THIRIET - VROMANN à MORHANGE (57) ;

VU la demande de bénéfice de la loi d'amnistie déposée par la SCP susvisée auprès du Conseil Supérieur de l'Ordre des Vétérinaires le 15 avril 2004 ;

#### A R R E T E

**Article 1** - L'arrêté préfectoral du 09 avril 2004 susvisé est abrogé

**Article 2** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale des Services Vétérinaires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 4 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/159/CDSR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 1991 relatif au classement, à la réglementation et à l'équipement des passages à niveau,  
Vu les arrêtés préfectoraux du 26 août 1980 et du 12 septembre 1973 portant classement des PN 58 et 59 de la ligne de chemin de fer de MOHON à THIONVILLE,  
Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/602/CDSR du 29 septembre 2003 ordonnant une enquête de commodo et incommodo,  
Vu les propositions de la SNCF (région de METZ-NANCY) agissant au nom et pour le compte de réseau ferré de France en date du 20 janvier 2003,  
Vu le certificat d'affichage de monsieur le maire de MERCY LE HAUT du 18 novembre 2003,  
Vu le registre d'enquête et son annexe clos par monsieur le maire de MERCY LE HAUT le 18 novembre 2003,  
Vu le procès-verbal du 25 novembre 2003 de monsieur Michel SCHUTZ, commissaire enquêteur, favorable au projet de suppression définitive des passages à niveau publics gardés n° 58 et 59 situés aux points kilométriques 249.866 et 250.529 de la ligne de chemin de fer de MOHON à THIONVILLE, sur le territoire de la commune de MERCY-LE-HAUT,  
Vu les délibérations du 2 juin 2000 et du 20 janvier 2004 du conseil municipal de MERCY-LE-HAUT, favorables au projet de suppression,  
considérant qu'ainsi rien ne s'oppose à la suppression définitive des passages à niveau publics gardés n° 58 et 59,  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE I -**

A dater de la publication du présent arrêté, la fiche individuelle de classement des passages à niveau n°58 et 59 de la ligne SNCF de MOHON à THIONVILLE est retirée de la collection et les passages à niveau s'y rapportant sont supprimés définitivement.

**ARTICLE II**

Le présent arrêté préfectoral abroge celui du 26 août 1980 en ce qui concerne le PN 58 et celui du 12 septembre 1973 en ce qui concerne le PN 59 et n'entrera en application qu'à la date effective de la suppression des PN.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- Monsieur le maire de MERCY LE HAUT;
- M le sous-préfet de BRIEY;
- M. le directeur délégué infrastructure pôle maintenance passages à niveau à METZ;
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle;
- M le directeur départemental de la sécurité publique;
- M. le directeur des archives départementales;
- préfecture, D.A.C.I./1;
- Subdivision de l'équipement de BRIEY;
- SOM/préfecture.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE 2004/DDE/210/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la route et tous ses modificatifs,  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets, et secrétaires généraux de préfecture,  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie - « Signalisation temporaire »), approuvée par l'arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifié les 4 et 5 janvier 1995,  
Vu la circulaire du Ministre des Transports n° 96-36 du 11 juin 1996 relative à la nomenclature des autoroutes,  
Vu le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée entre l'état et la SANEF pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, modifié par les décrets subséquents (12 avril 1991, 18 septembre 1992 et 26 octobre 1995),  
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75/DE/995/INF en dates des 7, 17 et 21 juillet 1975 portant réglementation provisoire de la police de la section d'autoroute de l'Est A4 Verdun - Auboué,  
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 75-REG-CIRC-225 en date des 27 novembre et 8 décembre 1975 portant réglementation provisoire de la police sur la section d'autoroute Auboué - A31 de l'autoroute A4 Paris-Strasbourg,  
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 76-REG/CIRC-89 en date des 6 septembre et 28 octobre 1976 portant modification de l'arrêté inter préfectoral susvisé,  
Vu la circulaire n° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,  
Vu l'arrêté préfectoral n° 99/DDE/521/CDES du 24 août 1999 portant autorisation permanente de chantiers sur l'autoroute A4 concédée à la SANEF dans le département de la Meurthe et Moselle,,  
Vu le dossier particulier d'exploitation sous chantier établi par la SANEF et transmis à la Direction Départementale de l'Equipement,  
Vu le guide de signalisation temporaire du services d'études des routes et autoroutes (SETRA), manuel du chef de chantier sur routes à chaussées séparées, CONSIDERANT qu'en raison de travaux inhérents à la réfection des équipements des corniche et de garde-corps de l'Ouvrage d'Art PI Y4 - Viaduc de l'Orne au PR 293+890 dans les deux sens de circulation de l'autoroute A4, il est nécessaire pour assurer la sécurité des automobilistes et pour permettre l'exécution du chantier de réglementer la circulation routière au droit des travaux considérés.  
A la demande de la société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF),  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1**

La circulation autoroutière des véhicules toutes catégories subira des restrictions sur l'autoroute A4 dans les deux sens de circulation au PR 293+890 sur la section comprise entre la barrière de péage de Beaumont et le diffuseur de Jarny du mercredi 5 mai 2004 au vendredi 20 août 2004.

Ces restrictions de circulation se décomposent en deux phases et consisteront en :

1<sup>ère</sup> Phase :

Un basculement de chaussée sur l'autoroute A4 sera mis en place juste après la barrière de péage de Beaumont entre le PR 294+610 et le PR 293+430; le sens Strasbourg→Paris sera neutralisé et la circulation se fera dans le sens Paris→Strasbourg.

Au droit de la zone basculée, la vitesse des véhicules sera limitée à 70 km/h.

Ce basculement de chaussée sera mis en place en permanence, de jour comme de nuit, y compris le samedi et le dimanche, les jours fériés, et les jours « hors chantiers ».

2<sup>ème</sup> Phase :

Un basculement de chaussée sur l'autoroute A4 sera mis en place entre le PR 293+430 et le PR 294+610 (barrière de péage de Beaumont); le sens Paris→Strasbourg sera neutralisé et la circulation se fera dans le sens Strasbourg→Paris.

Au droit de la zone basculée, la vitesse des véhicules sera limitée à 70 km/h.

Ce basculement de chaussée sera mis en place en permanence, de jour comme de nuit, y compris le samedi et le dimanche, les jours fériés, et les jours « hors chantiers ».

**ARTICLE 2**

En cas d'accident sur la chaussée circulée à double sens, la chaussée en travaux servira de voie d'accès pour les secours et de voie de délestage pour la circulation.

**ARTICLE 3**

Les interdistances entre le chantier faisant l'objet du présent arrêté et un autre chantier courant ou non courant concernant la neutralisation de voie lente ou rapide seront ramenées de 20 km à 10 km pendant la période du 26 avril 2004 au 20 août 2004.

Les interdistances entre le chantier faisant l'objet du présent arrêté et un autre chantier courant ou non courant concernant un basculement de chaussée seront ramenées de 30 km à 20 km pendant la même période.

**ARTICLE 4**

La signalisation des prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de la Société SANEF, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie - « Signalisation Temporaire ».

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par voie de presse, affichage aux extrémités de la section réglementée, apposition de panneaux et matériels de signalisation réglementaires.

**ARTICLE 6**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

Monsieur le sous-préfet de Briey,

Monsieur le directeur départemental de l'Équipement,

Monsieur le colonel commandant le groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle,

et Monsieur le directeur d'exploitation de la SANEF, réseau de Reims, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- Monsieur le président du conseil général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à Bron,
- Monsieur le directeur du CRICR à Metz,
- Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est à Metz, Etat-Major bureau mouvement et transport,
- Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle  
NANCY, le 4 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

## ARRETE 2004/DDE/215/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003

Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'étanchéité sur le viaduc d'AUTREVILLE dans le sens METZ/NANCY sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819 de l'autoroute A31, sur le territoire de la commune de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Sur l'A31, la vitesse entre les PR 267+587 et 267+819 est réduite à 70 km/h dans le sens METZ/NANCY sur le viaduc d'Autreville, la bande d'arrêt d'urgence étant supprimée. Cette limitation débute le 11 mai 2004 à 0h00 et se termine le 07 juin 2004 à 24h00.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 7 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/216/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Mont Saint Martin ;

Considérant la nécessité de procéder à la refécution de joints de dilatation de l'ouvrage 280 de la RN 52 au PR 23+456, sur le territoire de la commune de MONT SAINT MARTIN ;

A la demande de la subdivision de l'Equipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le mardi 11 mai 2004 de 7 H 30 à 19 H 00, la circulation s'établit comme suit sur la R.N 52 entre les PR 23+300 et 24+200 dans le sens Belgique - Longwy :

- la voie rapide est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie lente
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée à 90 km/h,
- la section courante est ensuite fermée à la circulation au droit de la bretelle de sortie du Val St Martin (échangeur d'Aubange).

**ARTICLE II**

Durant la période indiquée à l'article I du présent arrêté les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

- bretelle du Val St Martin sens Belgique - Longwy - traversée de la RD 918 pour reprendre l'accès de la RN 52 par la bretelle d'entrée direction Metz.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision territoriale de l'Equipement de LONGWY.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Mont Saint Martin, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 23867 en date du 4 mai 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste DP Paradis, sur la commune de PONT A MOUSSON.

Par arrêté préfectoral n° 33369 en date du 4 mai 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT d'un réservoir RD 182, sur la commune de PIERRE PERCEE.

Par arrêté préfectoral n° 33800 en date du 4 mai 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation CORA Développement DP parking RN 57, sur la commune d'HOUEMONT.

---

## AVIS DE CONCOURS

AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE MAÎTRE OUVRIER  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir 5 postes :

- ✦ 2 postes Spécialité Mécanique
- ✦ 1 poste Spécialité Serrurerie
- ✦ 1 poste Spécialité Menuiserie
- ✦ 1 poste Spécialité Plomberie

## ① Conditions d'inscription :

## A - Conditions générales :

- ✦ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2004 et titulaires soit de :
  - ✦ Deux Certificats d'Aptitude Professionnelle
  - ✦ Un Brevet d'Étude Professionnelle et d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle.
  - ✦ Deux Brevets d'Étude Professionnelle.
  - ✦ Ou de Diplômes de niveau au moins équivalent.

## B - Conditions particulières :

- ✦ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

## ② Réception et clôture des inscriptions :

- ➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse - affranchie à 1,11 € - format 21 x 29,7 à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY  
Service Concours et Examens - Bureau n° 9  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- ✦ par lettre recommandée avec A.R. ou simple courrier
- ou
- ✦ par dépôt au service concours et examens contre la remise d'une attestation de dépôt

✦ Date limite d'inscription : 11 juin 2004  
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 10 mai 2004

Pour le Directeur des Ressources Humaines,  
Le Directeur Adjoint,  
Murielle HANNION

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES DE DIÉTÉTICIEN  
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

## LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance d'un poste de diététicien diffusé le 27 janvier 2004 non pourvue par des candidats à la mutation,

## D E C I D E

**Article 1** : un concours sur titres est ouvert à partir du 17 juin 2004 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir un poste vacant de diététicien

**Article 2** : peuvent être candidats les personnes titulaires du brevet de Technicien Supérieur de diététicien ou du diplôme universitaire de technologie, spécialité biologie appliquée option diététique âgés de 45 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

\*Cette limite d'âge est reculée ou supprimée dans les conditions prévues (par les textes en vigueur).

**Article 3** : les candidatures doivent parvenir au plus tard le 13 juin 2004 au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une fiche d'Etat civil et de nationalité française ayant moins de 3 mois de date,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme de diététicien,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions,
- un curriculum vitae.

**Article 4** : une décision ultérieure fixera la composition du jury.

VERDUN, le 14 mai 2004

Le Directeur,  
C. WINGERT



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>480</b>
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b>	<b>480</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	480
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST	480
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.16 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS	481
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.17 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	482
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.18 PORTANT DELEGATIONS D'INGENIERIE PUBLIQUE	483
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>484</b>
<i>PREMIER BUREAU</i>	484
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	484
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	484
ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION EN MATIERE DE BAUX D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL	484
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES PERIODIQUES DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE	485
<i>CINQUIEME BUREAU</i>	486
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE CONROI PAR LA COMMUNE DE BERTRICHAMPS B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	486
ARRETE N° 995 AUTORISANT LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LES CONCESSIONS MINIERES DE DROUVILLE ET COURBESSEUX	489
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DU PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES	493
ARRETE 04/DDAF/187/FORETS PRECISANT LES CONDITIONS D'UTILISATION PAR VOIE AERIENNE DU PRODUIT DE TRAITEMENT UTILISE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA PROCESSIONNAIRE DU CHENE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	494
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	<b>495</b>
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	495
AUTORISATION PREFECTORALE N° 142	495
<i>QUATRIEME BUREAU</i>	495
ARRETE PORTANT AGREMENT DE GARDIEN DE FOURRIERE A MLE SABINE CHEVRE, GERANTE DU GARAGE BELLEVILL'AUTOS	495
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>496</b>
<i>PREMIER BUREAU</i>	496
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DU GROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL DU VALMONT - ATTON - LOISY	496
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MORTAGNE AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54)	497
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b>	<b>497</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1, 5 ET 7 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE RAMASSAGE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DU SECTEUR DE BRIEY, VALLEE DE L'ORNE ET JARNISY	497
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY	498
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DU SYNDICAT DU RESEAU CABLE DE VIDEOCOMMUNICATION DE LA VALLEE DU WOIGOT	498
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	<b>499</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>499</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	499
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 23 DU 23 AVRIL 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS H 54 000 0668 - B 54 000 9586	499
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	<b>500</b>
<i>SANTE ENVIRONNEMENT</i>	500
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE	500
<b>DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE</b>	<b>500</b>
DECISION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION AUTOMATISE DES HORAIRES ET DE CONTROLE D'ACCES A LA DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE	500
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>500</b>
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCEMENT SECONDAIRE	500
DECISION ADMINISTRATIVE CONJOINTE	501



COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EXAMEN DE RECOURS GRACIEUX EN MATIERE D'EXCLUSION DU BENEFICE DU REVENU DE REPLACEMENT DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI.....	502
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	<b>503</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i> .....	503
ARRETE 2004/DDE/208/CDER .....	503
ARRETE 2004/DDE/211/CDER .....	503
<i>SERVICE DE L'HABITAT</i> .....	504
ARRETE PORTANT CREATION D'UN PROGRAMME D'INTERET GENERAL D'AMELIORATION DE L'HABITAT (P.I.G.).....	504
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE</i> .....	504
AERODROME D'AZELOT - ARRETE DDE/INF/04/07 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT .....	504
AERODROME D'AZELOT - ARRETE DDE/INF/04/08 PORTANT RESILIATION DE LA CONVENTION D'AMODIATION DU DROIT DE CULTURE SUR UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT .....	505
AERODROME D'AZELOT - ARRETE DDE/INF/04/09 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT .....	505
AERODROME D'AZELOT - ARRETE DDE/INF/04/10 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT .....	506
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES</i> .....	506
AVIS .....	506
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	<b>506</b>
DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS .....	506
<b>CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY</b> .....	<b>507</b>
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM .....	507
ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM .....	508
DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS) RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917 .....	511
DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989 - REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM .....	512
DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES N° 253618 .....	512
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY</b> .....	<b>513</b>
DECISION D'INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	513
<b>AVIS DE RECRUTEMENT</b> .....	<b>514</b>
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 4 AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU .....	514
AVIS DE RECRUTEMENT D'UN AGENT ADMINISTRATIF AU CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL A ROSIERES-AUX- SALINES .....	514
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	<b>514</b>
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	514
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE REEDUCATION - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	515
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	515
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTE - FILIERE INFIRMIERE - AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	516
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER CADRE DE SANTE POUR USLD ET MAISON DE RETRAITE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE .....	516
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE AIDES SOIGNANTS AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER .....	517
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE INFIRMIERES D.E. AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER .....	517
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE</b> .....	<b>517</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE</b> .....	<b>517</b>
ARRETE D.R.A.S.S. N° 2004-35 EN DATE DU 23 MARS 2004 RELATIF A L'AGREMENT DE L'ECOLE D'AIDES-SOIGNANTS DU C.H.U. DE NANCY .....	517
ARRETE D.R.A.S.S. N° 04-49 EN DATE DU 9 AVRIL 2004 PORTANT ORGANISATION DES CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE SECRETAIRES ADMINISTRATIFS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA REGION LORRAINE (FEMMES ET HOMMES) .....	517

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

#### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements; tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret N° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant M. Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'Etat, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mai 2002 accordant délégation de signature à M. Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est ajouté à l'article 1 alinéa 1 « GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL » de l'arrêté N° 02.DEC.21 du 21 mai 2002 l'attribution suivante :

21) les décisions favorables simples et les décisions favorables assorties de prescriptions relatives aux demandes de permis de construire et de déclarations de travaux en application de l'article R 421-38-14 du code de l'urbanisme (selon l'annexe ci-jointe)

**ARTICLE 2 :** L'article 1, chapitre II de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

#### **II - RÉGLEMENT DE POLICE ET DE NAVIGATION**

1) autorisation de manifestations sur les voies navigables,

2) interruption de navigation,

3) contravention à la police de la navigation :

a) instruction des procès-verbaux,

b) transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

4) règlement de la navigation de plaisance à l'exception des règlements particuliers visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret 73-912 modifié du 21 septembre 1973.

**ARTICLE 3 :** L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence simultanée de MM. Didier Cauville, Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à :

- M. André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V

- M. Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II

- M. Philippe Thirion, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article III.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 3 mai 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

#### ANNEXE

#### FORMULATION DES DECISIONS

En application de l'article R 421-38-15 du code de l'urbanisme qui prévoit que le préfet s'oppose ou donne son accord ou l'assortit de prescriptions, les décisions devront être formulées de la manière suivante :

#### **Avis favorable :**

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé »

#### **Avis favorable avec prescriptions :**

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé sous réserve du respect des prescriptions suivantes... »

#### **Avis défavorable :**

« Je m'oppose à la délivrance du permis de construire demandé pour les raisons suivantes... »

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.16 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2003 nommant M. Philippe BAILLET en qualité de directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;

VU la décision administrative N° 3008 du 17 mars 2004 affectant à Nancy M. Luc PERIGNE, directeur adjoint des douanes ;

VU la décision administrative N° 2555 du 22 mai 2001 affectant à Nancy M. Denis GUILLAUME, receveur principal des douanes ;

VU la décision administrative N° 7221 du 28 septembre 1984 affectant à Nancy M. Dominique LAURAIN, inspecteur des douanes ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003 accordant délégation de signature à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BAILLET, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Luc PERIGNE, directeur adjoint, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, soit par M. Denis GUILLAUME, receveur principal, soit par M. Dominique LAURAIN, inspecteur.

**ARTICLE 3 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1 - à la Présidence de la République et au Premier Ministre,

2 - aux ministres,

3 - aux parlementaires,

4 - au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional,

5 - au Président du Conseil Général,

6 - au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2003 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 10 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.17 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A MONSIEUR PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;

VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2001 de Mme le Ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, portant nomination à compter du 6 novembre 2001, de M. Philippe MICHEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 2002, 12 novembre 2002 et du 18 septembre 2003 accordant délégation de signature à M. Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MICHEL, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Madame Myriam BERG ou Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeurs-adjoints.

**ARTICLE 2** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002 est modifié comme suit "(...) :

En cas d'absence simultanée de Monsieur Philippe MICHEL, de Madame Myriam BERG et de Monsieur Jean-François LHUILLIER, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Mme Francine Calot, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1 et 1.6., 2.2.
- Mme Irène Delforge, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4, 1.5, 1.6, 2.2
- Mme Françoise Wanson, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.4. et 1.1.10., 2.2.
- Mme Dominique Courty, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, chargée de l'unité de travail « politiques en faveur des handicapés », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant le paragraphe 1.6.
- Mme Stéphane Reverre, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.9
- Mme Noëlle De Silvestri, conseillère technique en travail social, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.9 et 2.2.
- M. Christian Mannschott, ingénieur en chef du génie sanitaire, chef du service « santé environnement », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.3., et 2.2.
- Melle Stéphanie Lhuillier, ingénieur d'études sanitaires, M. Philippe Vannier, technicien sanitaire en chef, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur le paragraphe 1.3.
- Mmes les Docteurs Simone Albiser, Eliane Piquet, médecins inspecteurs de santé publique, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4.8. à 1.4.10. et 2.2.
- Mme Marie-Hélène Covelli, MM. Gérard Gauer, Jean-Marc Le Moigne, Mme Brigitte Mennessier, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4.1 à 1.4.7., 1.5., 1.6. et 2.2.
- M. José-Louis Martinez, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 2.1. et 2.2.

Le reste sans changement.

**ARTICLE 3** : Les arrêtés préfectoraux susvisés du 12 novembre 2002 et du 18 septembre 2003 sont abrogés.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 10 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.18 PORTANT DELEGATIONS D'INGENIERIE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Didier CAUVILLE, Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 18 avril 2001 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 5 juin 2001 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, et à M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à M. Serge HECTOR, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 3** : Délégation est donnée à M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à M. Philippe PETITJEAN, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 4** : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à M. Daniel MORLON, chef du service de l'ingénierie publique, à M. Roland SPITZBARTH, chef de l'arrondissement territorial Sud par intérim, et à M. Antoine VOGRIE, chef de l'arrondissement territorial Nord à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 4 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de M. le Directeur Départemental de l'Equipement.**ARTICLE 6** : Délégation est donnée à M. Philippe THIRION, chef de l'arrondissement études et grands travaux au services navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 7** : Délégation est donnée à M. Joël CHARBONNEL, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral N° 02.DEC.44 du 21 octobre 2002 est abrogé.**ARTICLE 9** : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

- M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,

- M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 10 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 27 avril 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS CONF-DIST, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à l'extension de l'hypermarché LECLERC de 3 580 m<sup>2</sup> à CONFLANS EN JARNISY - ZAC du Val de l'Orne portant la surface de vente totale à 8 700 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de CONFLANS EN JARNISY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 27 avril 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SICAMO SAS, en qualité de propriétaire et exploitant, en vue de procéder à l'extension d'une jardinerie de 772,80 m<sup>2</sup> à l'enseigne POINT VERT à LONGUYON portant la surface totale de vente à 1 472,80 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de LONGUYON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 28 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

ARRETE PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION  
EN MATIERE DE BAUX D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX A USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU ARTISANAL

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 88-18 du 5 janvier 1988 relative au renouvellement des baux commerciaux ;

Vu le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 88-694 du 9 mai 1988 relatif aux commissions départementales de conciliation en matière de baux d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu la circulaire de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de M. le Ministre délégué auprès du Ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, chargé du commerce et de l'artisanat du 3 août 1988 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 2001 portant composition de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal ;

Vu les propositions de :

- Mme la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy du 5 février 2004,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle du 5 février 2004,
- M. le Président de la Chambre de Métiers de Meurthe-et-Moselle du 21 janvier 2004,
- M. le Président de la Chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires de Meurthe et Moselle et Vosges du 22 janvier 2004,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral du 12 février 2001 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : La commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeuble ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est constituée comme suit :

## a) Représentants des bailleurs

## ♦ membres titulaires

- M. Roger MATHIOT  
Vice - Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe et Moselle  
SOLORENOV  
3, rue Guerrier de Dumast  
54000 NANCY
- M. Michel SANNER  
Administrateur à la chambre syndicale des propriétaires et des copropriétaires  
5-7, rue Saint Georges  
54000 NANCY

## ♦ membres suppléants

- M. Jean VENTURINI  
Trésorier de la Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe et Moselle  
10, rue Maréchal Gallieni  
54000 NANCY

- M. René JALET  
Artisan charcutier  
9, route de Gerardcourt  
54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

**b) Représentants des locataires**

- ♦ *membres titulaires*
  - M. Jean Marie BENOIT  
Garagiste  
17, route de Frouard  
54250 CHAMPIGNEULLES
  - Mme Martine GAMAIN  
Trésorière - adjointe de la Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe et Moselle  
Société Dom's sport  
46, rue des Dominicains  
54000 NANCY
- ♦ *membres suppléants*
  - M. Michel MILLION  
Hôtelier - restaurateur  
Château d'Adoménil  
54300 REHAINVILLER
  - Mme Liliane TOUSSAINT  
Artisan brodeuse  
9 bis, rue Victor Basch  
54500 VANDOEUVRE

**c) Personnes qualifiées**

- ♦ *membre titulaire*
  - M. Etienne BLOCH  
Conseiller Honoraire  
Clos de Médeville - bât. 9  
53, rue de Laxou  
54000 NANCY
- ♦ *membre suppléant*
  - M. Jacques HARDY  
Vice-Président honoraire  
9, rue de Villey le Sec  
54600 VILLERS LES NANCY

**ARTICLE 3** : La durée du mandat des membres titulaires et suppléants de la commission départementale de conciliation en matière de baux d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal est fixée à trois ans.

**ARTICLE 4** : La commission est présidée par M. Etienne BLOCH, membre désigné au titre des personnes qualifiées.

**ARTICLE 5** : Le secrétariat de la commission est assuré par la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Meurthe-et-Moselle. Il s'assure de l'application des dispositions réglementaires définies par les textes susvisés.

**ARTICLE 6** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 3 mai 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DE SOLDES PERIODIQUES  
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au débailage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu l'avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe & Moselle après consultation des organisations professionnelles concernées ;

Vu l'avis émis par le comité départemental de la consommation lors de sa réunion du 23 avril 2004 ;

Considérant l'intérêt d'une harmonisation des dates des soldes pour les départements de la région Lorraine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : Dans le département de Meurthe et Moselle, les soldes d'été débiteront le 23 juin 2004 et se termineront le 3 août 2004, soit une période de six semaines.

**ARTICLE 2** : Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne peuvent porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

**ARTICLE 3** : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à madame et messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement.

NANCY, le 4 mai 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

## ARRETE PREFECTORAL PORTANT :

## 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

## A) DE LA DERIVATION DU CAPTAGE DE CONROI PAR LA COMMUNE DE BERTRICHAMPS

## B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU

2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL  
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

LE PREFET DE MEURTHE &amp; MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3 et L.1324-3 et R.1321-6 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°551350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 10/09/2002 ;

VU la délibération du Conseil municipal du 12/11/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage DE CONROI à BERTRICHAMPS ;

VU l'arrêté préfectoral du 11/08/2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage de la source de CONROI par et en commune de BERTRICHAMPS ;

VU les pièces du dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé dans la commune ;

VU le registre d'enquête et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête ;

VU l'avis favorable du 13/11/2003 du Commissaire Enquêteur à l'issue de cette enquête ;

VU l'avis favorable du 07/11/2003 du Sous-Préfet de LUNEVILLE ;

VU le rapport en date du 08/03/2004 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 09/04/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

## TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

## ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de BERTRICHAMPS dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage de la source de CONROI à BERTRICHAMPS,

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à BERTRICHAMPS,

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

## TITRE II - DERIVATION DES EAUX

## ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage à exploiter est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert I		Altitude
				X =	Y =	
Source de CONROI	BERTRICHAMPS	A4	269-8-0034	932762	2390097	294 m

## ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 500 m<sup>3</sup>/j ni 25 m<sup>3</sup>/h.

## ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

## ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

## ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

## TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

**ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de CONROI est situé sur la commune de BERTRICHAMPS, parcelle A4, lieudit "BOIS DES HAIES". Il couvre une surface de 12 a 75 ca.

**7-2 Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 95 ha 76 a, située dans la parcelle A3, lieudit "BOIS DES HAIES", territoire de BERTRICHAMPS.

**7-3 Périmètre de protection éloignée**

Le périmètre de protection éloignée couvre une superficie de 37 ha située sur le territoire de BERTRICHAMPS.

**ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection****8-1 Périmètre de protection immédiate**

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du captage ou de ses abords sont interdites.

Les surfaces du périmètre de protection immédiate devront être régulièrement entretenues. Aucun épandage ou dépôt de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé. Les terrains seront déboisés, régulièrement entretenus (au moins deux fois par an) et toutes les dispositions seront prises pour empêcher ou faciliter le transit des eaux superficielles qui seraient susceptibles d'y pénétrer.

Le périmètre de protection immédiate est propriété de la commune et doit le rester. Il devra être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du captage.

**8-2 Périmètre de protection rapprochée**

**A l'intérieur de ce périmètre est interdit** tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

*\* en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :*

- les forages, puits, captages des tiers dans le même aquifère,
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur sauf pour le passage des conduites AEP et des gaines techniques,
- les sondages et forages de reconnaissance,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- la réalisation de mares et d'étangs.

*\* sont interdits les stockages et dépôts :*

- d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- de produits chimiques, de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers),
- d'hydrocarbures et de liquides inflammables dans des cuves enterrées,
- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

*\* sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées domestiques collectives,
- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.

*\* sont interdits les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- d'effluents agricoles,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

*\* sont interdites les constructions :*

- soumises à permis de construire,
- de camping, caravanning et annexes,
- de cimetières,
- de silos produisant des jus de fermentation,
- de voies de communication, aires de stationnement à moins de 100 mètres du captage.

*\* en ce qui concerne les activités forestières sont interdits :*

- les défrichements,
- les coupes à blanc,
- l'épandage de boues de station d'épuration,
- l'emploi de produits de traitement (pesticides) sauf en cas de force majeure (menace sur le peuplement forestier),
- les aires de débardage à moins de 250 m en amont des limites du périmètre de protection immédiate,
- le traitement du bois stocké,
- la construction ou la modification de routes forestières et de chemins d'exploitation dans un rayon de 100 m autour du captage,
- l'affourage ou l'agrenage de gibier dans un rayon de 300 m en amont des limites du périmètre de protection immédiate.

**A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

*\* en ce qui concerne les travaux souterrains :*

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'altérer la qualité des eaux souterraines.

*\* en ce qui concerne les stockages et dépôts :*

- les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables seront réalisés dans des cuves aériennes à double enveloppe ou munies de cuve de rétention d'une capacité au moins égale au volume stocké et isolé des eaux pluviales pour éviter tout débordement.

*\* en ce qui concerne les constructions :*

- les travaux de voirie (à plus de 100 m du captage) devront utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux pluviales.

**8-3 Périmètre de protection éloignée****A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :**

*\* en ce qui concerne les travaux souterrains :*

- la création de sondages, forages ou de puits, le captage de sources devra faire l'objet, avant réalisation, d'une étude hydrogéologique d'influence. Ces ouvrages devront être exécutés dans les règles de l'art. Ils seront cadénassés et cimentés après usage, sauf s'ils sont destinés à la surveillance de la nappe



- l'ouverture de carrière ne pourra se faire qu'après réalisation d'une étude hydrogéologique,
- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide des matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et ne risquant pas d'affecter la qualité des eaux souterraines.

*\* en ce qui concerne les constructions :*

- la construction de voies de communication, aires de stationnement devra utiliser des matériaux naturels issus de carrières ou gravières et imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement

*\* d'une manière générale tous faits ou activités non explicitement cités mais susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, d'en modifier les caractéristiques ou le sens d'écoulement seront soumis à l'avis de l'hydrogéologue agréé.*

#### **ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- Au captage :
  - Mise en place des clôtures autour du périmètre de protection immédiate
  - Nettoyage de la parcelle, création d'un chemin d'accès au captage
  - Création d'un fossé étanche le long de la route forestière
- A la station de traitement et de refoulement :
  - Réfection du joint du capot et pose d'in grillage afin d'éviter aux insectes de pénétrer
  - Pose d'un clapet sur l'exutoire de trop-plein / vidange
- Au réservoir :
  - Réfection de l'étanchéité du tour du chapeau du réservoir
  - Pose d'une crépine sur la conduite de sortie du réservoir vers la distribution
  - Dégagement et pose d'un clapet sur l'exutoire de trop-plein / vidange
  - Pose de grillage sur les cheminées d'aération afin d'éviter aux insectes de pénétrer

#### **ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

#### **ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

#### **ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de BERTRICHAMPS est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

#### **ARTICLE 13 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Monsieur le Maire de BERTRICHAMPS est chargé d'effectuer ces formalités.

### **TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

#### **ARTICLE 15 - Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de correction du pH et du caractère agressif de l'eau un dispositif de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

#### **ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

### **TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **ARTICLE 17 - Voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

#### **ARTICLE 18 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le maire de la commune de BERTRICHAMPS, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 23 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Georges AMBROISE

**ARRETE N° 995 AUTORISANT LA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST  
A POURSUIVRE L'EXPLOITATION DU SEL PAR DISSOLUTION DANS LES CONCESSIONS MINIERES DE DROUVILLE ET COURBESSEUX**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code minier ;

VU la loi n° 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau, ensemble les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 modifiés respectivement relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations ;

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour application de son article 2 ;

VU le décret n° 95-696 du 09 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU le décret du 24 novembre 1894 instituant la concession de mines de sel de DROUVILLE au profit de la S.A. des Produits Chimiques et Soudières de la Meurthe ;

VU le décret du 09 janvier 1973 instituant la concession de mines de sel de COURBESSEUX au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

VU l'arrêté du 16 juin 1999 autorisant la mutation des concessions de DROUVILLE et de COURBESSEUX au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ;

VU la demande présentée le 03 juin 2003 par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, sollicitant l'autorisation d'ouverture de nouveaux travaux miniers dans les concessions minières de DROUVILLE et COURBESSEUX ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 août 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 15 septembre 2003 au 15 octobre 2003 inclus sur le territoire des communes de COURBESSEUX, DROUVILLE et GELLENONCOURT ;

VU les observations formulées au cours de l'enquête publique et lors de la consultation des communes et services administratifs intéressés ;

VU le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur, en date du 14 novembre 2004 ;

Vu le rapport et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine en date du 2 mars 2004 ;

VU l'avis exprimé par le Conseil Départemental d'Hygiène consulté sur cette demande au cours de la séance du 9 avril 2004 ;

VU la lettre de la société en date du 14 avril 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**Article 1 :**

La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - Etablissement de VARANGEVILLE (CSME), est autorisée à poursuivre l'exploitation du sel par dissolution dans les concessions de mines de sel de COURBESSEUX et de DROUVILLE en Meurthe-et-Moselle dans les conditions définies au dossier produit à l'appui de sa demande susvisée et sous réserve que celles-ci ne soient pas contraires aux prescriptions énoncées aux articles suivants.

**CHAPITRE I**

**Article 2 : Caractéristiques de la méthode par cavités stables**

La méthode par cavités stables d'exploitation de sel gemme par dissolution au moyen de sondages d'injection d'eau douce et d'extraction de saumure présente la caractéristique de créer des cavités souterraines conçues pour garantir sur le long terme la stabilité des formations géologiques encaissantes et recouvrant lesdites cavités, et par conséquent de préserver l'intégrité des terrains de surface.

**Article 3 : Création d'un nouveau champ d'exploitation du sel**

CSME est autorisée à créer un nouveau champ d'exploitation du sel par dissolution, par la méthode par cavités stables, dans une zone située au nord de la concession de DROUVILLE et au sud de la concession de COURBESSEUX, sur le ban des communes de COURBESSEUX, DROUVILLE et GELLENONCOURT.

**Article 4 : Configuration du champ d'exploitation**

Le champ d'exploitation comportera 36 sondages isolés verticaux, dénommés SG45 à SG80.

Les sondages seront dimensionnés et implantés conformément au dossier de demande ; leurs axes seront parallèles, implantés selon un maillage hexagonal, dont le pas - distance entre deux sondages consécutifs - sera de 120 m minimum. Cette distance minimale sera également respectée vis-à-vis des sondages du champ d'exploitation de GELLENONCOURT.

Chaque sondage d'exploitation sera foré verticalement jusqu'à une distance minimale de 5 m du mur du troisième faisceau.

**Article 5 : Dimensionnement des cavités salines et des piliers intercalaires après dissolution du sel**

La conduite de la dissolution du sel devra être telle que, au stade final, les cavités salines et les piliers intercalaires ainsi créés puissent présenter les caractéristiques suivantes :

**1. Cavités salines**

- Toit des cavités présentant un profil plat ;

- Présence d'une planche de sel non exploitée :

\* de 10 m d'épaisseur au toit du gisement et au droit du forage d'exploitation ;

\* de 5 m minimum après fourniture par l'exploitant et validation par la DRIRE des éléments démontrant que la maîtrise de la dissolution garantit l'existence d'une planche de sel au toit continue d'au moins 5 m d'épaisseur sur la totalité de l'emprise de la cavité (et pas uniquement au droit du sondage d'exploitation). Ces éléments consisteront notamment :

- en la configuration du toit du 1<sup>er</sup> faisceau sur l'emprise de la cavité ;

- en la configuration du toit de la cavité, avant réduction de la planche au toit de 10 m ;

- en les prévisions d'évolution de la géométrie de cette planche au toit durant le processus de réduction d'épaisseur ;

Le comité d'experts visé à l'article 8 du présent arrêté pourra être consulté.

- Présence d'une planche de sel non exploitée de 5 m d'épaisseur minimale au mur du 3<sup>ème</sup> faisceau ;

- Largeur maximale ponctuelle : 80 m.

**2. Piliers intercalaires**

- Largeur minimale ponctuelle : 40 m.

Cette largeur minimale ponctuelle de 40 m sera également respectée vis-à-vis des cavités salines du champ d'exploitation de GELLENONCOURT.

**Article 6 : Utilisation de fluide de protection**

Aux fins de maîtrise de la dissolution du sel au toit des cavités, seul est autorisé l'emploi de l'air.

L'utilisation d'air comprimé dans la phase finale d'exploitation des cavités salines, devra faire l'objet, bien avant que l'exploitation n'atteigne la limite haute prescrite à l'article 5, mais que le retour d'expérience aura apporté des enseignements sur la forme prise par le toit provisoire des cavités, d'une réflexion approfondie permettant de confirmer ou non ce mode de protection et dans l'affirmative, de définir ses conditions de mise en œuvre.

Le fruit de cette réflexion et, le cas échéant, les conditions de mise en œuvre de ce mode de protection seront portés dans les meilleurs délais à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, qui pourra éventuellement s'opposer à cette pratique, par décision motivée et notifiée à l'exploitant, en fonction de l'analyse qu'elle en fera. Le Comité d'experts désigné à l'article 8 du présent arrêté pourra être consulté.

**Article 7 : Contrôle de la maîtrise du processus de dissolution**

Le processus de dissolution du sel au droit des cavités créées sera contrôlé à partir du dispositif minimal de contrôle suivant :

### 1. Contrôles permanents

Un système automatisé doté d'un dispositif de supervision informatique permettra d'acquérir, de stocker et de traiter les données nécessaires à la maîtrise du processus de dissolution du sel. Seront en particulier enregistrés :

- les débits injectés et soutirés ;
- les pressions correspondantes ;
- la densité de la saumure extraite.

Toutes les informations ainsi collectées seront comparées et analysées en continu et automatiquement. Toute dérive de l'un ou plusieurs des paramètres d'exploitation précités devra faire l'objet d'une alarme reportée à un poste de surveillance occupé en permanence par du personnel formé quant à la conduite à tenir en la circonstance.

En tout état de cause, ce dispositif devra pouvoir commander à distance l'action corrective appropriée en cas de dérive d'un ou plusieurs paramètres d'exploitation et, en cas de dysfonctionnement persistant, devra pouvoir mettre très rapidement à l'arrêt, à titre conservatoire, les pompes d'injection concernées.

Toute reprise d'exploitation après un accident ayant entraîné l'arrêt automatique de l'exploitation du sel est subordonnée à l'analyse de la situation par l'exploitant et à la mise en œuvre des mesures correctives appropriées.

### 2. Contrôles mensuels

L'exploitant fera procéder au moins mensuellement à une analyse de la qualité de la saumure produite au droit de chaque sondage (degré de saturation).

### 3. Contrôles semestriels

L'exploitant fera procéder au moins semestriellement à une détection altimétrique du sommet des cavités salines exploitées au moins 30 jours dans le trimestre par le procédé de mesure appelé « diagraphie gamma-ray » ou tout autre procédé équivalent ; cette détection passera à fréquence trimestrielle dès l'attaque du 1<sup>er</sup> faisceau de sel (faisceau supérieur).

Si nécessaire, plus particulièrement en cas d'anomalie constatée quant à la vitesse de dissolution verticale du sel en certains points ou bien à l'approche de la limite supérieure d'exploitation constituée par la base de la planche de sel qu'il y a lieu de préserver au toit de chaque cavité, la fréquence de réalisation des contrôles de diagraphie gamma-ray sera augmentée en tant que de besoin et sera au moins hebdomadaire.

### 4. Contrôles annuels

L'exploitant fera procéder annuellement au moins aux contrôles suivants :

- inspections par échométrie afin de visualiser la forme et le dimensionnement des cavités résultant de la dissolution du sel et exploitées au moins 30 jours dans l'année ;

En outre, une augmentation de la fréquence des inspections des cavités salines devra avoir lieu, dès l'entrée dans le 1<sup>er</sup> faisceau, en fonction de la vitesse observée de montée de voûte des cavités, avec au minimum une mesure à l'attaque, à mi-exploitation et en fin d'exploitation du 1<sup>er</sup> faisceau.

- relevé altimétrique de la surface rapporté à une base de référence IGN à partir d'un ensemble de repères de nivellement constitués par :

- ✓ les bornes quadrillant la concession ;
- ✓ les têtes ou les plates-formes des sondages ;
- ✓ des repères situés le long de la D70 et de la D80A ;
- ✓ des repères implantés dans les communes de COURBESSEUX, DROUVILLE et GELLENONCOURT.

Un relevé altimétrique de la surface sera réalisé avant la mise en exploitation du nouveau champ. Le réseau de nivellement sera raccordé à des bases de référence IGN situées en dehors de toute influence minière.

En cas d'évolution de manière significative ( $\geq 2$  cm) de l'altitude de l'un des repères lors du dernier relevé, la fréquence sera semestrielle.

### 5. Communication des résultats du contrôle

Les résultats des contrôles prescrits en application des dispositions spécifiques au point 3 (détection altimétrique) et 4 (inspections par échométrie et relevé altimétrique de la surface) seront analysés et interprétés avant d'être communiqués périodiquement à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, à fréquence semestrielle pour les premiers, et à fréquence annuelle pour les seconds.

Cette communication pourra se faire tout ou partie dans le cadre du rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95-696 susvisé du 09 mai 1995.

### Article 8 : Etude complémentaire – Constitution d'un comité d'experts

Avant le démarrage de l'exploitation du 1<sup>er</sup> faisceau, l'exploitant transmettra à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, une étude relative à la stabilité des cavités salines créées, dans le cas défavorable où la garde finale de sel au toit du 1<sup>er</sup> faisceau ne remplirait pas sa fonction de soutènement, et qu'une remontée de voûte dans les terrains sus-jacents se produirait.

Cette étude devra confirmer, soit la stabilité de la cavité (sans l'effet de soutènement de la planche au toit), soit son caractère auto-comblant, notamment à partir de l'influence du foisonnement des insolubles (volume, caractéristiques, compacité,...), de la forme de la voûte résultante, de la surface dégagée sous la Dolomie de Beaumont et éventuellement de l'apport extérieur d'insolubles par injection.

Un comité d'experts, dont les membres seront proposés par l'exploitant et soumis à l'approbation du Préfet, sera consulté et l'avis communiqué à la DRIE.

### Article 9 : Mise en sécurité des cavités salines en cas d'instabilité

Dans l'éventualité où, malgré les mesures envisagées par l'exploitant, et celles prescrites au présent arrêté, la stabilité d'une ou plusieurs cavités salines résultant de l'exploitation, dont la stabilité des terrains sus-jacents et de surface, ne pourrait être garantie sur le long terme, en particulier parce que le dimensionnement ou parce que la planche de sel abandonnée au toit des cavités prescrit à l'article 5 n'aurait pu être respecté par l'exploitant, le comité d'experts visé à l'article 8 ci-dessus sera consulté.

L'avis de ce comité d'experts sera communiqué à la DRIE Lorraine.

La mise en sécurité desdites cavités se ferait dans les conditions rappelées au dossier de demande, sur la base des recommandations du comité d'experts et après une autorisation du Préfet au titre de l'article 14 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 sus-visé.

## CHAPITRE II : PREVENTION DES RISQUES POUR LA SECURITE PUBLIQUE

### Article 10 : Mesures générales d'intervention

Toutes installations ou parties d'installations présentant un danger pour le public, seront clôturées et leur accès en sera réglementé.

Des panneaux en nombre suffisant, disposés sur toutes les voies desservant l'exploitation minière, devront signaler au public l'interdiction d'accès aux installations de surface.

L'accès à la zone de travaux se fera prioritairement à partir de la départementale D80A par le chemin rural dit « des Cinq Grands Champs ».

### Article 11 : Propriété des terrains de surface

L'exploitant restera propriétaire des terrains de surface sous lesquels sont entrepris les travaux miniers autorisés par le présent arrêté, ainsi que des terrains périphériques lui appartenant à la date de notification du présent arrêté susceptibles d'être influencés par l'exploitation, y compris en cas de dysfonctionnement du processus de dissolution du sel, pendant toute la durée de validité des concessions de DROUVILLE et de COURBESSEUX et des renouvellements successifs éventuels de ces dernières.

## CHAPITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

### Article 12 : Prélèvement d'eau industrielle

#### 1. Portée juridique du présent arrêté

Le présent arrêté préfectoral vaut autorisation au titre de la loi n° 92.3 du 03 janvier 1992 susvisée sur l'eau.

## 2. Prélèvement d'eau industrielle

L'eau utilisée pour procéder à l'exploitation du sel dans les conditions spécifiées au présent arrêté sera prélevée dans le circuit de recyclage des eaux issues des installations de l'usine de VARANGEVILLE.

Les débits seront les suivants :

- Débit moyen : 350 m<sup>3</sup>/h ;
- Débit instantané : 390 m<sup>3</sup>/h ;

L'appoint sera prélevé dans le canal de la Marne au Rhin, aux débits maximaux suivants :

- 140 m<sup>3</sup>/h à CREVIC (PK 183.110) ;
- 250 m<sup>3</sup>/h à VARANGEVILLE (PK 175.520 et PK 175.509).

Ces prélèvements feront l'objet d'une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial avec le gestionnaire du réseau, Voies Navigables de France.

## Article 13 : Rejet d'effluents liquides

A l'exception de la situation accidentelle évoquée au point 3 de l'article 15, et qui serait à gérer dans les conditions fixées audit point, l'exploitant n'est pas autorisé à rejeter des effluents liquides, y compris des eaux pluviales éventuellement polluées, dans le réseau hydrologique local. Cette interdiction ne concerne que l'exploitation minière conduite dans les concessions de DROUVILLE et COURBESSEAUX et relative au présent champ d'exploitation.

Les rejets d'effluents industriels résultant du traitement et de la transformation de la saumure ainsi produite, dans l'usine de VARANGEVILLE, sont réglementés dans le cadre de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (Code de l'Environnement)

## Article 14 : Protection et isolement des nappes d'eaux souterraines traversées

### 1. Réalisation des sondages d'exploitation

La foration des sondages s'effectuera avec des fluides (air, eau, boue de bentonite) non susceptibles de polluer les niveaux aquifères rencontrés.

Les formations géologiques traversées par les sondages, qui sont peu ou prou le siège de nappes aquifères (grès du Rhétien, calcaires à Gryphées), seront isolées les unes des autres au droit des ouvrages, de même qu'elles seront isolées des couches sous-jacentes de sel gemme et de la surface. Pour ce faire, les sondages verticaux seront tubés jusqu'à la base du gisement à exploiter, l'espace annulaire compris entre tubes et terrains devant faire l'objet d'une cimentation. En outre, la foration des sondages réalisés, dans les conditions précisées à l'alinéa précédent, ne sera entreprise qu'après mise en place d'un premier tube de protection extérieure cimenté au terrain, descendant au moins jusqu'à la profondeur fixée à 5 mètres sous la base du grès Rhétien, l'espace annulaire compris entre les deux tubes étant également cimenté.

La bonne réalisation des cimentations annulaires spécifiées aux deux alinéas précédents sera vérifiée par diagraphie (mesure CBL).

Le cuvelage des différents sondages sera conçu, établi et contrôlé conformément aux dispositions de l'article 26 du titre « Recherche par forage, exploitation de fluides par puits et traitement de ces fluides » introduit au Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.) par décret n° 2000-278 du 22 mars 2000, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000 (articles 1<sup>er</sup> à 9) pris en application de l'article 26 précité et relatif aux cuvelages des sondages et des puits.

En application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 22 mars 2000, les diagrammes d'essais d'étanchéité des cuvelages de sondages seront tenus à la disposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine.

### 2. Protection des tubes de sondages vis-à-vis de la corrosion

Pour maîtriser tout risque vis-à-vis de la corrosion :

- Les tubes des sondages seront en métal approprié, neufs et certifiés. Ils seront conformes à la norme API-spécification 5CT - grade acier K55, ou à une norme présentant des caractéristiques équivalentes ;
- L'eau de dissolution du sel sera de l'eau provenant de l'usine de VARANGEVILLE ou du Canal de la Marne au Rhin, ayant les caractéristiques suivantes :
  - température : inférieure à 30°C ;
  - teneur en oxygène dissous : inférieure à 12,5 mg/l ;
  - pH : supérieur à 7,et garantissant la neutralité de celle-ci vis-à-vis des matériaux utilisés dans les sondages, en contact avec elle.

### 3. Surveillance de la nappe des Grès du Rhétien

Afin de surveiller l'évolution de la nappe des Grès, un piézomètre sera implanté entre le secteur à exploiter et les forages dit « Forage V1 de Haraucourt », en exploitation, et "Forage V2 de Drouville", à l'arrêt, situés sur la commune de DROUVILLE. Ce piézomètre sera positionné en limite du périmètre de protection rapproché du forage en exploitation, sur l'axe théorique représenté par le centre du secteur à exploiter et ledit forage.

L'ouvrage devra être réalisé dans les règles de l'art, de manière à assurer l'isolation totale de la nappe des Grès des autres niveaux aquifères sus-jacents. Pour ce faire, le forage sera équipé, entre la surface et le toit des Grès, d'un tubage cimenté à l'extrados sur toute sa hauteur, préalablement à la foration des Grès.

La tête du piézomètre sera nivelée et protégée par un capot verrouillable et fermé à clef.

Outre les mesures piézométriques, seront réalisés des prélèvements en vue d'analyses périodiques de conductivité, sodium, chlorures et sulfates.

Les prélèvements d'échantillons d'eau en vue d'analyse, seront effectués après pompage prolongé, de manière à assurer la représentativité de l'échantillon analysé.

Le niveau piézométrique de la nappe sera relevé mensuellement.

La périodicité des prélèvements et des analyses sera, après chaque phase de forage des puits d'exploitation, trimestrielle la première année, semestrielle les années suivantes. Les résultats du suivi et leur interprétation pourraient conduire éventuellement à modifier la fréquence des mesures.

L'état initial piézométrique et physico-chimique de la nappe des Grès sera réalisé avant le démarrage de l'exploitation du gisement de sel.

Les résultats de ces mesures seront communiqués régulièrement à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Cette communication pourra également se faire dans le cadre du rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 sus visé.

L'exploitant sera tenu d'informer le maire de la commune de DROUVILLE en cas d'apparition d'une salinité significative dans l'eau prélevée dans le piézomètre ainsi que le président du Syndicat des Eaux de la Praye.

## Article 15 : Prévention du risque de pollution des eaux de surface

### 1. Collecte et traitement des effluents liquides au droit de chaque plate-forme de forage

Sur chaque plate-forme de forage, une fosse cylindrique imperméable centrée sur l'axe de sondage, devra permettre de recueillir la totalité des égouttures de fluides de forage et de recycler celles-ci.

### 2. Collecte et traitement des eaux de ruissellement en régime d'exploitation normale

En surface, les têtes de sondages seront implantées au droit des plates-formes imperméabilisées et présenteront une pente en direction d'un puisard étanche, convenablement dimensionné, permettant de récupérer les pertes éventuelles de saumure à partir des têtes de sondages.

Les eaux ainsi recueillies dans lesdits puisards seront injectées dans les cavités salines en exploitation, de façon à éviter tout rejet d'effluents liquides à caractère polluant dans le réseau hydrographique local.

### 3. Mesures spécifiques à l'exploitation des saumoducs

Les canalisations susceptibles de transporter de la saumure entre le lieu de production et le lieu d'utilisation seront éprouvés au minimum à 1,5 fois la pression maximale de service.

Les canalisations enterrées seront enfouies à plus de 0,80 m de profondeur et seront repérées sur un plan détaillé. Ces conduites seront revêtues intérieurement et extérieurement d'un produit d'enrobage protégeant celles-ci de l'action corrosive des terrains (côté extérieur) et de la saumure (côté intérieur).

Les canalisations aériennes en acier seront protégées au passage des voies routières accessibles aux véhicules.

Ces canalisations feront l'objet d'inspections fréquentes, au moins annuelles, comprenant des contrôles non destructifs d'épaisseur. Les parties de tuyauteries présentant des anomalies significatives seront réparées ou remplacées.

L'exploitant devra prendre toutes dispositions utiles pour que les travaux de terrassement prévus à proximité ou au droit des canalisations enterrées ne soient pas entrepris avant que soient définies par l'exploitant et prises par l'opérateur les mesures préventives adaptées à chaque cas d'espèce.

Un système automatisé et informatisé permettant de comparer en permanence les débits entrant et sortant de chaque conduite de transport de saumure devra identifier les écarts significatifs de débit pouvant être interprétés comme les conséquences d'une rupture ou d'une fuite ayant eu lieu sur cette conduite. Si un tel écart devait être constaté, le pompage de saumure sur la canalisation douteuse serait interrompu immédiatement et toute reprise de ce pompage serait subordonnée à une vérification préalable des installations et, le cas échéant, à la remise en état de celles-ci.

#### **CHAPITRE IV - PERIODE DE POST-EXPLOITATION**

##### **Article 16 : Définition de la période de post-exploitation**

La période de post-exploitation fait suite à la période d'exploitation effective par dissolution du sel.

L'exploitant informera par écrit la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine de la date d'arrêt définitif du processus de dissolution du sel dans chacune des cavités souterraines. Cette date constituera le début de la période de post-exploitation afférente à la cavité concernée.

##### **Article 17 : Surveillance des cavités salines pendant la période de post-exploitation**

Durant la période de post-exploitation, le dispositif de surveillance prescrit aux points 1 à 5 de l'article 7, et aux points 2 et 3 de l'article 14 sera maintenu.

A compter du terme de la première année de post-exploitation, le comité d'experts prescrit à l'article 8 pourra être consulté à la demande de la DRIRE en tant que de besoin sur l'analyse faite par l'exploitant des résultats d'auto-surveillance des cavités souterraines placées sous le régime de la post-exploitation, dont l'objectif est d'évaluer si lesdites cavités continuent ou non à évoluer vers un état ultime stable.

Le comité d'experts précité pourra proposer à la DRIRE toutes investigations supplémentaires qu'il conviendrait d'entreprendre pour atteindre l'objectif constitué pendant la période de post-exploitation, de même que celui-ci pourra proposer une augmentation ou une diminution de la fréquence des différents contrôles prescrits en application du premier alinéa.

##### **Article 18 : Mise en sécurité des travaux miniers en cas d'évolution des cavités salines vers un état d'instabilité**

En cas d'évolution des cavités salines vers un état d'instabilité confirmée par le comité d'experts, l'exploitant procédera à la mise en sécurité des travaux miniers concernés dans les conditions prescrites à l'article 9 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité pourra être demandée à tout moment, en particulier pendant la période de post-exploitation, par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine.

##### **Article 19 : Gestion des cavités salines pendant la période de post-exploitation**

Pendant la période de post-exploitation, les cavités salines seront maintenues pleines de saumure saturée en sel.

La saumure excédentaire résultant du rééquilibrage thermique entre les terrains encaissants et le fluide contenu, et résultant également de la restriction inévitable du volume des cavités, devra être gérée de telle manière que la pression de la saumure confinée dans les cavités ne soit pas susceptible de créer des dommages dans les terrains encaissants et sur les tubes des sondages. Les modalités de cette gestion seront portées à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine et feront l'objet d'une consultation du comité d'experts.

La saumure prélevée périodiquement dans les cavités salines pendant la phase de post-exploitation sera soit recyclée dans une des cavités des champs d'exploitation en activité, soit utilisée à l'usine de VARANGEVILLE, et ne sera en aucun cas rejetée dans le milieu naturel.

#### **CHAPITRE V - REAMENAGEMENT DU SITE EXPLOITE**

##### **Article 20 : Réaménagement des sols**

La terre végétale présente au droit des ouvrages de surface à réaliser pour les besoins de l'exploitation minière sera découpée et conservée de façon à permettre sa réutilisation ultérieure dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

La terre végétale ainsi entreposée sera réutilisée en particulier pour recouvrir, les arasements d'ouvrages divers de surface (pistes, digues, fossés, plates-formes,...) qu'il y aura lieu d'effectuer dans le cadre des réaménagements paysagers du site.

Ces réaménagements feront l'objet d'un dossier ayant un échéancier, soumis à l'approbation de la DRIRE. Le comité d'experts désigné à l'article 8 pourra être consulté à la demande de la DRIRE.

Les réaménagements paysagers du site, précédés le cas échéant par la mise en sécurité des travaux miniers, devront avoir été achevés au plus tard à l'échéance fixée à l'article 28.

##### **Article 21 : Remise en culture - Reboisement du site**

Consécutivement au réaménagement des sols prescrit aux articles précédents, l'exploitant procédera si nécessaire à une opération de reboisement sur une surface équivalente à la surface défrichée.

Ce reboisement, et d'une manière générale la revégétalisation du site, seront menés en accord avec les services concernés de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

#### **CHAPITRE VI - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

##### **Article 22 : Travaux interdits**

La pressurisation des sondages ou des cavités salines à des niveaux de pression susceptibles d'engendrer la fracturation des roches encaissantes ou le décollement des strates de terrains, à quelque niveau que ce soit, est formellement interdite.

Dans les cavités salines, le dénoyage de celles-ci est interdit.

##### **Article 23 : Lutte contre les émissions sonores**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés sur le site, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 23 janvier 1995, les véhicules de transport au code de la route,...).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le Préfet (DRIRE) sera informé du début de chaque campagne de forage.

Les émissions sonores respecteront les dispositions du décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

Lors de chaque campagne de forage, des contrôles de la situation acoustique seront effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation du Préfet (DRIRE). Les résultats des mesures seront transmis au Préfet (DRIRE).

Il pourra être demandé à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore au voisinage des zones habitées des communes de DROUVILLE, COURBESSEAUX, GELLENONCOURT. Les résultats des mesures seront transmis au Préfet (DRIRE).

##### **Article 24 : Découvertes de vestiges archéologiques**

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) devra être immédiatement portée à la connaissance du Service Régional de l'Archéologie de Lorraine - 6, place de Chambre - 57045 - METZ CEDEX 1- Tél : 03 87 56 41 00, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Mairie et de la Préfecture, en application du titre III de la loi du 27 septembre 1945.

Les vestiges découverts ne devront pas être détruits.

**Article 25 : Rapport annuel d'exploitation**

Le rapport annuel d'exploitation prévu aux articles 38 et 39 du décret n° 95-696 du 09 mai 1995 susvisé pourra, à la demande des maires des communes concernées par les travaux d'exploitation, faire l'objet d'une présentation devant les conseils municipaux.

**Article 26 : Information de la DIRE LORRAINE**

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sera immédiatement informée de tout incident ou accident susceptible de mettre en cause la sécurité publique ou le personnel, ou bien la protection de l'environnement.

**Article 27 : Autres autorisations administratives**

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives, celles notamment ayant trait aux opérations de construction et (ou) de défrichement le cas échéant, dont l'exploitant aura à se pourvoir en tant que de besoin préalablement à toute exécution des travaux intéressés.

**CHAPITRE VII - PRESCRIPTIONS FINALES****Article 28 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée jusqu'à la date de fin de validité desdites concessions minières, soit le 31 décembre 2018, sauf si une demande de prolongation des titres miniers est introduite dans les délais prescrits à l'article 25 du décret n° 95-427 du 19 avril 1995 relatif aux titres miniers.

**Article 29 : Possibilités de recours**

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux mois compté à partir de la date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique devant Madame la Ministre Déléguée à l'Industrie, par courrier motivé ;
- contentieux, devant le Tribunal Administratif de NANCY.

**Article 30 : Publication de l'arrêté**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage au maire de chaque commune intéressée : COURBESSEAUX, DROUVILLE et GELLENONCOURT.

**Article 31 : Notification et exécution de l'arrêté**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - Usine de Varangéville - et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Monsieur le Général, Commandant la 6<sup>ème</sup> Région Militaire.

NANCY, le 23 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Georges AMBROISE

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION  
DU PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le règlement n° 259.93 du Conseil des Communautés européennes du 1<sup>er</sup> février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;

Vu la directive n° 75.442 du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la directive n° 91.516 du 18 mars 1991, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2224.13, L 3211.1, L 3221.1 et suivants, L 5213.1, L 5213.15, L 5214.1, L 5214.16 à L 5214.22, L 5215, L 5216.1 et L 5216.16 ;

Vu le code de l'environnement (livre V) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (titre 1<sup>er</sup>) et à l'élimination des déchets et à la récupération de matériaux (titre IV) ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 92-377 du 1<sup>er</sup> avril 1992 portant application pour les déchets résultant de l'abandon des emballages de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu le décret n° 96.1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu le décret n° 96.1009 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets spéciaux, notamment son article 5 ;

Vu la circulaire du 30 décembre 1996 de Mme le Ministre de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mai 1993 portant création de la commission du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 10 juin 1993, 13 mars 1997 et 10 septembre 2002 portant modification de cette commission ;

Vu la délibération du 9 avril 2004 par laquelle le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle désigne ses nouveaux représentants au sein de la commission du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés à l'issue du renouvellement partiel des membres de l'assemblée départementale lors des élections des 21 et 28 mars 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>**

La commission consultative prévue à l'article 5 du décret n° 96-1008 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés comprend les membres désignés ci-après :

- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant, président de la commission,
- M. le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :**

- Mme Evelyne DIDIER, conseiller général de Meurthe-et-Moselle,
- M. Alain GERARD, conseiller général de Meurthe-et-Moselle,
- M. Jean Jacques HENRY, conseiller général de Meurthe-et-Moselle,
- M. Michel MARCHAL, conseiller général de Meurthe-et-Moselle.

**Représentants des communes de Meurthe-et-Moselle :**

- M. Daniel CERUTTI, maire de PAGNEY derrière BARINE,
- M. Laurent RIGHI, maire de HUSSIGNY-GODBRANGE,
- M. Michel BOQUEL, maire de DENEUVRE,
- M. Gérard RENOARD, maire de BOUILLONVILLE.

Représentants des établissements publics de coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle :

- M. Olivier JACQUIN, président de la communauté de communes des trois vallées ;
- M. Philippe MARGEOTTE, communauté de communes de l'agglomération de Longwy ;
- M. Jean-François HUSSON, communauté urbaine du Grand Nancy.

Services de l'Etat :

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'équipement ou son représentant,
- M. le directeur départemental des affaires sociales ou son représentant,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant.

Représentant de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie :

- M. le délégué régional ou son représentant.

Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle :

- M. Xavier MISS.

Représentant de la Chambre des Métiers de Meurthe-et-Moselle :

- M. Raymond RECEVEUR.

Représentant de la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle :

- M. Michel GROJEAN.

Représentants de professionnels concourant à la production et à l'élimination des déchets :

- M. Michel MOSER, délégué régional de la Fédération du Commerce de Distribution,
- M. Jean-Louis RECEVEUR, Fédération Nationale des Activités du Déchet et de l'Environnement,
- M. Gérard DE KEYSER, responsable régional environnement-recyclage (verrière BSN GLASSPACK)
- M. Emile BORGEAUD, syndicat de la récupération pour la gestion industrielle de l'environnement et du recyclage (FEDEREC).

Représentants des organismes agréés en application du décret du 1<sup>er</sup> avril susvisé :

- M. René PAUVRET, société ECO-EMBALLAGE,
- M. Jean DEVISME, société ADELPHÉ.

Représentants d'associations agréées de protection de l'environnement :

- M. Jean-François SEGAULT, fédération départementale des familles rurales,
- M. Serge HERBUVAUX, association « Entente pour la Défense de l'Environnement Nancéen » (EDEN),
- M. Jean Marie DEMANGE, association des villages lorrains,
- M. Christian VILLAUME, Association de Sauvegarde des Vallées et de Prévention des Pollutions (ASVPP).

**ARTICLE 2**

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre de la commission du plan.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre.

En cas d'absence à l'une des réunions d'un membre titulaire, il sera communiqué à M. le Préfet dans les meilleurs délais, les nom et qualité de la personne susceptible de le remplacer.

**ARTICLE 3**

La commission du plan définit, avec son programme de travail, les modalités de son fonctionnement.

**ARTICLE 4**

Le secrétariat de la commission est assuré par M. le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 5**

L'arrêté préfectoral du 10 septembre 2002 est abrogé.

**ARTICLE 6**

M. le secrétaire général de la préfecture est chargé du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission du plan ainsi qu'à :

- M. le Ministre de l'écologie et du développement durable,
- M. le Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
- M. et M. les sous-préfets de TOUL, BRIEY et LUNEVILLE.

NANCY, le 29 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE 04/DDAF/187/FORETS PRECISANT LES CONDITIONS D'UTILISATION PAR VOIE AERIEENNE  
DU PRODUIT DE TRAITEMENT UTILISE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA PROCESSIONNAIRE DU CHENE  
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'article L.253-1 du code rural soumettant à Autorisation de Mise sur le Marché l'utilisation des produits de défense contre les vertébrés et invertébrés nuisibles aux cultures et aux produits agricoles,

Vu l'article L.253-3 du code rural autorisant l'autorité administrative à déterminer les conditions d'utilisation desdits produits dans l'intérêt de la santé publique et de l'environnement,

Vu l'arrêté du 5 mars 2004 relatif à l'utilisation par voie aérienne de produits mentionnés à l'article L.253-1 du code rural,

Vu l'arrêté du 25 février 1975 concernant les dispositions relatives à l'application des produits antiparasitaires à usage agricole,

Vu le code de la santé publique, et notamment l'article L.1321-2,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.332-1 à L.332-27,

Vu le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Considérant la présence importante dans certaines chênaies de Meurthe-et-Moselle de la chenille processionnaire du chêne pouvant provoquer des troubles graves pour l'homme à proximité de secteurs fréquentés par le public (habitations, sites touristiques, zones d'activités professionnelles) et pour les animaux domestiques ou d'élevage,

Considérant la nécessité de procéder sur certains peuplements forestiers très infestés à une régulation des populations de la chenille processionnaire du chêne réalisable uniquement par traitement aérien,

Considérant la nature du produit utilisé autorisé contre la chenille processionnaire du chêne, FORAY 48 B composé de *Bacillus thuringiensis*, substance active biologique spécifique des larves de lépidoptères (chenilles), sans danger pour l'homme, les animaux, la faune utile et en particulier les abeilles,

Vu l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Vu l'avis du Directeur Départemental des Services Vétérinaires,  
Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine,  
Vu l'avis du chef du service régional de la forêt et du bois de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine,  
Vu l'avis du chef du service régional de la protection des végétaux de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine,  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1**

Il est décidé la mise en place en Meurthe-et-Moselle d'une opération de lutte contre la processionnaire du chêne sur les peuplements forestiers les plus infestés, par traitement aérien à ultra bas volume avec un produit phytosanitaire autorisé à base de *Bacillus thuringiensis* (FORAY 48 B).

Selon le stade d'avancement de la végétation et l'évolution du ravageur, les traitements auront lieu pendant le mois de mai 2004, sous la conduite et la surveillance de l'Office National des Forêts.

**ARTICLE 2**

L'Office National des Forêts fera parvenir à la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine (service régional de la protection des végétaux) le formulaire complété de déclaration préalable de traitement aérien, comportant en particulier la localisation précise des points de ravitaillement de l'aéronef. Cette déclaration doit parvenir au service concerné 24 heures au moins avant le début de réalisation des traitements.

Dans les 5 jours qui suivent le traitement, l'Office National des Forêts fera parvenir au même service le formulaire prévu à cet effet, donnant toutes informations utiles sur le déroulement et les caractéristiques du traitement.

**ARTICLE 3**

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté du 5 mars 2004 et compte tenu des risques sur la santé publique et celle des animaux de la présence des chenilles, il ne sera pas tenu compte lors des traitements aériens de la distance minimale de sécurité de 50 mètres vis à vis des lieux suivants :

- a) habitations et jardins,
- b) bâtiments et parcs où des animaux sont présents,
- c) points d'eau consommables par l'homme et les animaux, périmètres de protection immédiate des captages pris en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique,
- d) bassins de pisciculture, aquaculture et marais salants,
- e) cours d'eau, canaux de navigation, d'irrigation et de drainage, lacs et étangs d'eau douce ou saumâtre,
- f) ruches et ruchers déclarés,
- g) parcs d'élevage de gibier, et réserves naturelles au titre des articles L.332-1 à L.332-27 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4**

L'Office National des Forêts portera à la connaissance du public, préalablement aux traitements aériens, la réalisation de ces traitements, notamment par voie d'affichage.

**ARTICLE 5**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, les maires concernés, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le chef du service régional de la forêt et du bois de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine, le chef du service régional de la protection des végétaux de la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Lorraine, le Directeur Régional de l'Office National des Forêts sont chargés, avec le concours des correspondants observateurs du Département de la Santé des Forêts, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 30 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****DEUXIEME BUREAU****AUTORISATION PREFECTORALE N° 142**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°142 du 25 avril 2003 autorisant Madame Judith LEDOUX à exploiter une société de gardiennage, de sécurité et de surveillance à l'enseigne « PROTECTION 54 », 3 rue de la Meuse à LAXOU ;

Vu la demande de modification présentée par Mademoiselle Judith LEDOUX, responsable de la société « PROTECTION 54 » ;

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Le siège social de l'entreprise précitée ne se situe plus à LAXOU, 3 rue de la Meuse, mais à NANCY, 240 avenue de la Libération, à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Mademoiselle Judith LEDOUX.

NANCY, le 20 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Georges AMBROISE

**QUATRIEME BUREAU****ARRETE PORTANT AGREMENT DE GARDIEN DE FOURRIERE  
A MME SABINE CHEVRE, GERANTE DU GARAGE BELLEVILL'AUTOS**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la route ;



VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres ;  
VU la demande formulée par Melle Sabine CHEVRE, gérante du garage BELLEVILL'AUTOS situé route nationale à BELLEVILLE (54940) ;  
VU le rapport émis par le commandant la communauté de brigades de DIEULOUARD en date du 26 mars 2004 ;  
VU l'avis favorable émis par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le 16 avril 2004,  
VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la sécurité routière le 19 avril 2004 ;  
CONSIDERANT que les installations du garage BELLEVILL'AUTOS satisfont aux conditions d'agrément prévues à l'article R 325-24 du code de la route ;  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 : Agrément du gardien de fourrière :**

Melle Sabine CHEVRE, gérante du garage BELLEVILL'AUTOS est agréée pour exercer les fonctions de gardien de fourrière conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

**ARTICLE 2 : Agrément des installations de fourrière :**

Les installations du garage BELLEVILL'AUTOS sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

**ARTICLE 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :**

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans, à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par Melle Sabine CHEVRE, deux mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit, dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

**ARTICLE 4 : Fonctionnement :**

Melle Sabine CHEVRE devra respecter les engagements écrits le 27 janvier 2004 dans sa demande d'agrément.

**ARTICLE 5 : Retrait de l'agrément :**

En cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou lorsqu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être retiré.

**ARTICLE 6 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Mme la Sous-préfète de TOUL,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle,
- M. le Maire de BELLEVILLE.

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 29 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS  
DU REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE INTERCOMMUNAL DU VALMONT - ATTON - LOISY****LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral autorisant la création du syndicat scolaire ATTON-LOISY ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 autorisant l'adhésion du SIVOM du Valmont au syndicat et sa transformation en syndicat mixte prenant le nom de "Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT - ATTON -LOISY" ;

VU la délibération en date du 4 novembre par laquelle le conseil syndical décide de modifier l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations favorables des conseils des collectivités suivantes :

- SIVOM du Valmont en date du 24 mars 2003,
- ATTON en date du 14 janvier 2004,
- LOISY en date du 22 janvier 2004 ;

CONSIDÉRANT que toutes les collectivités membres ont répondu favorablement à l'issue de la procédure de consultation et que les conditions de majorité qualifiée requises par l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales sont atteintes,

SUR proposition de secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** La modification de l'article 2 des statuts du Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT-ATTON-LOISY est autorisée comme suit :

**Ajouter :**

"Le R.P.I. exerce également, en lieu et place des communes où se situent les écoles du regroupement, la compétence investissements et travaux dans les domaines scolaires et périscolaires, mobiliers et immobiliers."

Le reste sans changement.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du Regroupement Pédagogique Intercommunal du VALMONT-ATTON-LOISY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 27 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA MORTAGNE  
AU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DE MEURTHE-ET-MOSELLE (SDE54)**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5214-27 et L 5721-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 1998 autorisant la création du syndicat départemental d'électricité ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2003 autorisant la création de la communauté de communes de la Mortagne;

VU la délibération en date du 12 janvier 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes de la Mortagne demande son adhésion au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle ;

VU la délibération en date 2 février 2004 par laquelle le bureau du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle accepte cette adhésion conformément à l'article 10 de ses statuts ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'adhésion de la communauté de communes de la Mortagne au syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle est autorisée.

La communauté de communes de la Mortagne sera représentée au sein du comité syndical par 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des collectivités concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 29 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

---

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 1, 5 ET 7 DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE RAMASSAGE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES  
DU SECTEUR DE BRIEY, VALLEE DE L'ORNE ET JARNISY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy ;

VU la délibération en date du 2 décembre 2003 du comité du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy, décidant la modification des articles 1, 5 et 7 des statuts ;

VU les délibérations concordantes des communes et EPCI suivants :

- ANOUX en date du 6 février 2004
- AVRIL en date du 3 février 2004
- LES BAROCHES en date du 27 janvier 2004
- BATILLY en date du 20 février 2004
- BRIEY en date du 20 janvier 2004
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 19 février 2004
- GIRAUMONT en date du 29 mars 2004
- JARNY en date du 26 janvier 2004
- LABRY en date du 21 janvier 2004
- LANTEFONTAINE en date du 20 janvier 2004
- MANCE en date du 24 février 2004
- MANCIEULLES en date du 9 janvier 2004
- SAINT-AIL en date du 13 février 2004
- TRIEUX en date du 29 mars 2004
- TUCQUEGNIEUX en date du 13 janvier 2004
- Communauté de communes du Pays de l'Orne en date du 28 janvier 2004 ;

VU la délibération en date du 27 février 2004 du conseil municipal de MAIRY-MAINVILLE, défavorable au projet ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et EPCI membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : La modification des articles 1, 5 et 7 des statuts du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy, est autorisée comme suit :

« **Article 1<sup>er</sup>** : Dénomination du syndicat

Un syndicat *mixte* intitulé « syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères » (*SIRTOM*) est constitué entre les communes suivantes du secteur de Briey, de la vallée de l'Orne et du Jarnisy : Anoux, Anderny, Auboué, Avril, les Baroches, Batilly, Briey, Doncourt-les-Conflans, Giraumont, Hatriz, Homécourt, Jarny, Jouaville, Joeuf, Labry, Lantéfontaine, Mairy-Mainville, Mancieulles, Mance, Moineville, Moutiers, Puxe, Saint-Ail, Trieux, Tucquegnieux, Valleroy ou leurs groupements. »

« Article 5 : Le syndicat prendra toutes les décisions qui lui paraîtront adaptées à la réalisation de cette mission, notamment en se dotant des installations, équipements et outils nécessaires.

Il dispose de toutes les compétences concernant la création et la gestion de ces équipements que ce soit en régie directe ou par délégation à des prestataires extérieurs.

Par ailleurs, il peut être à l'initiative ou encore participer à des groupes de réflexion ou à des syndicats d'études dans le cadre de la recherche de solutions en matière de traitement des déchets. »

« Article 7 : Administration du syndicat

Le syndicat est administré par un comité composé de délégués désignés par les communes membres à raison de :

- deux délégués par communes comptant jusqu'à 4000 habitants,
- un délégué supplémentaire par tranche ou partie de tranche de 2000 habitants au-delà de 4000 habitants.

Dès qu'un groupement de communes adhère, il est représenté par un nombre de délégués identique à celui des communes déjà représentées au sein du syndicat.

Le comité élit un bureau comprenant un président et quatre vice-présidents. Deux membres du comité peuvent également être élus au bureau ».

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, Vallée de l'Orne et Jarnisy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des maires des communes et au président de l'EPCI intéressés, et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ; il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 16 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1999 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2002 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU la délibération en date du 5 février 2004 du conseil de la communauté de communes du pays de Briey décidant la modification de l'article 2 « Production et adduction d'eau potable » des statuts ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- ANOUX en date du 19 mars 2004
- AVRIL en date du 15 mars 2004
- LES BAROCHES en date du 22 mars 2004
- BETTAINVILLERS en date du 18 février 2004
- BRIEY en date du 2 mars 2004
- LANTEFONTAINE en date du 29 mars 2004
- LUBEY en date du 18 mars 2004
- MANCE en date du 24 février 2004
- MANCIEULLES en date du 30 mars 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

#### ARRETE

**Article 1er** : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de Briey est autorisée comme suit :

« Production et adduction d'eau potable :

La communauté de communes assurera la production et l'adduction d'eau potable pour l'ensemble des communes de son territoire intercommunal. Elle gèrera en fonctionnement et en investissement les installations de production d'eau brute et potable à partir du carreau de la mine de Saint-Pierremont à Mancieulles ainsi que l'ensemble des canalisations et installations créées et à créer, **hors réseaux et installations communaux**.

La communauté de communes aura la faculté d'acheter ou de vendre de l'eau à d'autres communes ou groupements de communes ».

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à chacun des maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 22 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DU SYNDICAT DU RESEAU CABLE DE VIDEOCOMMUNICATION DE LA VALLEE DU WOIGOT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 2004 autorisant la création du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la vallée du Woigot ;

VU la délibération en date du 28 janvier 2004 du comité du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la vallée du Woigot décidant la modification de l'article 2 des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- ANOUX en date du 19 mars 2004
- AUDUN-LE-ROMAN en date du 2 avril 2004
- BETTAINVILLERS en date du 18 février 2004

- MAIRY-MAINVILLE en date du 27 février 2004
- MANCE en date du 15 mars 2004
- MANCIEULLES en date du 30 mars 2004
- SANCY en date du 29 mars 2004
- TRIEUX en date du 29 mars 2004
- TUCQUEGNIEUX en date du 16 février 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;  
Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 2 des statuts du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la vallée du Woigot est autorisée comme suit :

« Article 2 :

*Ce syndicat a pour objet la construction et l'exploitation d'un réseau câblé de vidéocommunication.*

*Dans le cadre de la réalisation d'une zone d'aménagement concerté ou d'un lotissement privé ou communal, le lotisseur assurera l'ensemble des investissements nécessaires à l'équipement du lotissement, y compris le raccordement ou l'extension au réseau existant situé sous domaine public ainsi que toutes modifications sur le réseau public consécutives à la réalisation de cette opération.*

*Dans le cas de l'extension du réseau existant, dans le cadre de l'aménagement ou l'extension d'un quartier, les communes assureront l'ensemble des investissements.*

*Les travaux déjà engagés à la date d'établissement des nouveaux statuts, par une collectivité dans les opérations susvisées (ZAC, lotissement privé ou communal, extension du réseau existant, aménagement ou extension d'un quartier, sont considérés comme étant bien à la charge de ladite collectivité.*

*Le syndicat a pour objet également la mise en place et la gestion d'une chaîne de télévision locale, dont le syndicat aura la responsabilité ».*

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat du réseau câblé de vidéocommunication de la vallée du Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ; il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 22 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

##### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/ 23 DU 23 AVRIL 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON N° FINESS H 54 000 0668 - B 54 000 9586

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 02/04 du 25 février 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : A partir du 1<sup>er</sup> avril 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Service de suite et réadaptation.....**252.90 €** soit 1 658.92 F

70 - Hospitalisation à domicile.....**127.46 €** soit 836.02 F

50 - Hospitalisation de jour.....**129.05 €** soit 846.51 F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....**13 936 924.00 €** soit 91 420 228.56 F

Le montant du forfait global de soins accordé pour l'année 2003 est reconduit sur l'exercice 2004 :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins).....**2 099 710.21 €** soit 13 773 196.10 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers - CO 071 - 54036 NANCY CEDEX.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le D.D.A.S.S.,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## SANTÉ ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES MEMBRES  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 1416.1 et R 1416-16 à R. 1416-23 relatifs aux Conseils Départementaux d'Hygiène ;

VU le décret interministériel n° 88-573 du 5 mai 1988 relatif aux Conseils Départementaux d'Hygiène ;

VU les circulaires n° 735 du 4 juillet 1988 et n° 89-00198/C du 29 Juin 1989 de Madame la Ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, relatives à la composition du Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2001 portant constitution du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle ;

VU le procès verbal de délibération en date du 9 avril 2004 désignant les conseillers généraux aux différentes commissions et conseils d'administrations ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

## ARTICLE 1

Les articles 2b et 3 de l'arrêté préfectoral susvisé sont modifiés comme suit en ce qui concerne les conseillers généraux :

**Titulaires :** M. Claude BOURA ;

M. Olivier JACQUIN.

**Suppléants :** Mme Dominique OLIVIER ;

M. Maurice VILLAUME.

## ARTICLE 2

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous-Préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

NANCY, le 28 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE

DECISION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE GESTION AUTOMATISE DES HORAIRES ET DE CONTROLE D'ACCES  
A LA DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n°78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n°78-1223 du 28 décembre 1978 et n°79-421 du 30 mai 1979 et n°80-1030 du 18 décembre 1980.

Vu l'arrêté préfectoral S.G.A.R. n° 2002-261 en date du 16 juillet 2002 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Yves POIRIER, directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine

Vu le décret n°2000-815 du 25.08.2000 mettant en place l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 18 septembre 2002

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** il est créé à la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine un traitement automatisé d'informations nominatives dont l'objet est la gestion du temps de travail des agents dans le cadre de l'aménagement et la réduction du temps de travail et le contrôle des accès.**ARTICLE 2 :** les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

- pointages quotidiens
- profil horaire (amplitude de la journée, plages fixes, plages variables)
- code horaire (répartition des jours ou demi-journées de travail sur la semaine)
- section horaire (service)
- absences (date et nature)
- crédit/débit journalier
- crédit/débit mois
- nombre d'heures badgées sur l'année
- la date et l'heure du passage du badge devant le contrôle d'accès

L'historique est de 210 semaines. La durée de sauvegarde des données est de 6 mois.

**ARTICLE 3 :** Ces informations sont à usage interne.**ARTICLE 4 :** le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle.**ARTICLE 5 :** le Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 22 avril 2004

Le Directeur Régional,  
Yves POIRIER

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

## ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE - ORDONNANCE SECONDAIRE

VU l'ordonnance n°59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°70-1049 modifié relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuées au plan local, et sa circulaire d'application du 21 janvier 1971,

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et notamment ses articles 15 et 17, et sa circulaire d'application (SC) du 12 juillet 1982 ;

VU le décret n°92-1310 du 15 décembre 1992, portant simplification du code des marchés publics, notamment son article 42 ;

VU le décret n°96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales,

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Jean-Paul JOLY, à l'exception des dépenses relatives aux élections prud'homales,

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Subdélégation de signature (sauf en ce qui concerne la fonction de personne responsable des marchés) est donnée à :

- Monsieur DIDELOT Philippe, directeur adjoint
- Monsieur ESTIENNE Christian, directeur-adjoint,
- Monsieur DI CERTO Salvatore, directeur-adjoint,

à effet de signer les mandats des dépenses publiques, les pièces justificatives annexées ainsi que les titres de perception.

**Article 2** : en cas d'absence ou d'empêchement du soussigné, de M. ESTIENNE de M. DIDELOT et de M. DI CERTO, compte tenu de l'urgence et dans l'intérêt des usagers, cette subdélégation de signature est également accordée à :

- Mme BOUBAGRA Martine,
- M. LORRAIN Fernand,
- Mme TOUSSAINT Astrid,
- Mme ROBERT Michèle,
- Mr GASNIER Jean-René
- Mme VINCENT Marie-Françoise
- Mme DIRHEIMER Lucienne
- M. TROGNON Guy

Inspecteurs du travail.

**Article 3** : le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Article 4** : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle qui en recevra un exemplaire original comportant les échantillons de signature.

**Article 5** : Le Directeur Départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle soussigné et M. ESTIENNE, M. DIDELOT, M. DI CERTO, Mme BOUBAGRA, M. LORRAIN, Mme TOUSSAINT, Mme ROBERT, M. GASNIER, Mme VINCENT Marie-Françoise, Mme DIRHEIMER, M. TROGNON ainsi que M. le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Directeur Départemental,  
Jean-Paul JOLY

#### DECISION ADMINISTRATIVE CONJOINTE

Les Inspecteurs du Travail de Meurthe-et-Moselle, soussignés responsables des première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections d'inspection du travail

Section d'inspection d'affectation	Inspecteurs
Première section	Madame Martine BOUBAGRA
Deuxième section	Madame Marie-Françoise VINCENT
Troisième section	Madame Astrid TOUSSAINT
Quatrième section	Monsieur Fernand LORRAIN
Cinquième section	Monsieur Guy TROGNON

Vu les articles L231-12 et L611-12 et R231-12 à R231-12-4 du Code du Travail,

Vu la décision du Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Lorraine publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE du 6 novembre 1998 et relative à la compétence territoriale des Inspecteurs du Travail de MEURTHE et MOSELLE

Vu les décisions du Directeur Départemental Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 11 mars 2004 concernant l'affectation des inspecteurs en section et organisant l'affectation des contrôleurs du travail en section

Vu les décisions du Directeur Départemental Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE du 11 mars 2004 organisant l'intérim des inspecteurs en section et du 11 mars 2004 organisant l'intérim des contrôleurs

CONSIDERANT qu'en application des décisions précitées, le Directeur Départemental Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de MEURTHE-et-MOSELLE peut être amené à tout moment, en cas d'absence ou d'empêchement, à confier l'intérim d'un Inspecteur du Travail à l'un des autres Inspecteurs et de même pour les Contrôleurs du Travail

#### D E C I D E N T

Chacun pour ce qui le concerne dans la section dont il a la charge et dans la limite des intérim des autres sections.

#### Article premier

Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail figurant dans le tableau ci-après, aux fins de prendre toutes mesures utiles, et notamment l'arrêt temporaire de travaux, propres à soustraire immédiatement de cette situation le ou les salariés dont ils auront constaté qu'ils se trouvent exposés, sur un chantier du bâtiment ou des travaux publics, à un risque grave et imminent de chute de hauteur ou d'ensevelissement, ou exposés à l'inhalation de fibres d'amiante.

SECTION	CONTROLEURS
Première section	Madame Martine LECOMTE Madame Sylvie DIVOUX
Deuxième section	Monsieur Patrick JULY Monsieur Philippe ADAM
Troisième section	Monsieur Marc CORCHAND Madame Valérie VIRIOT
Quatrième section	Madame Gisèle MALJEAN Jean-Michel ALCARAZ
Cinquième section	Madame Sylvie BOUR Madame Sonia GUICHARD

**Article deux**

Délégation est donnée aux Contrôleurs du Travail visés à l'article premier aux fins d'autoriser la reprise des travaux dont l'arrêt aura été prescrit en application de l'article L231-12 du Code du Travail, lorsque toutes les mesures ont été prises pour faire cesser la situation de danger grave et imminent.

**Article trois**

Les délégations visées aux articles premier et deux sont accordées dans les limites de la section d'Inspection à laquelle ils ont été affectés et des intérimis dont ils sont chargés.

**Article quatre**

Les décisions d'arrêt et de reprise s'exercent sous l'autorité de l'Inspecteur du Travail titulaire de la section ou des Inspecteurs du Travail en assurant l'intérim.

**Article cinq**

La présente décision qui abroge toute décision antérieure de même objet prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Article six**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Meurthe-et-Moselle.

VANDOEUVE, le 11 mars 2004

L'Inspectrice du Travail,  
Martine BOUBAGRA

L'Inspectrice du Travail,  
Astrid TOUSSAINT

L'Inspecteur du Travail,  
Guy TROGNON

L'Inspectrice du Travail,  
Marie-Françoise VINCENT

L'Inspecteur du Travail,  
Fernand LORRAIN

**COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EXAMEN DE RECOURS GRACIEUX  
EN MATIERE D'EXCLUSION DU BENEFICE DU REVENU DE REMPLACEMENT DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

Vu le Décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

Vu la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 24,

Vu l'article R.351-34 du Code du Travail portant création de la commission départementale de recours gracieux en matière d'exclusion temporaire ou définitive du bénéfice du revenu de remplacement versé par les Assédic,

Vu les propositions des organisations professionnelles et syndicales les plus représentatives à l'échelon départemental,

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2000 relatif à cette commission,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du 8 décembre 2000 relatif à la composition de la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi est abrogé.

**Article 2** : La commission départementale de recours gracieux en matière d'exclusion temporaire ou définitive du bénéfice du revenu de remplacement, est constituée comme suit :

**Représentants de l'Administration**

- Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ou son représentant,
- Monsieur le chef du service départemental du travail et de la protection sociale agricole ou son représentant.

**Représentants des Employeurs**

Organisations Syndicales	Membres titulaires	Membres suppléants
FDSEA de Meurthe-et Moselle	Monsieur Pierre CHAMPIGNEUL 2, rue de Lorraine 54330 OMELMONT	Mademoiselle Sophie VU-CONG FDSEA, 5, rue de la Vologne 54524 LAXOU
MEDEF/UIMM	Monsieur Bernard ADAM 56, avenue de Wagram 75854 PARIS CEDEX 17	Monsieur André BERTHON 12, avenue de la Libération 54600 VILLERS les NANCY
MEDEF	Monsieur Denis PIERSON Maison de l'Entreprise 8, rue Alfred Kerstler MAXEVILLE 54524 LAXOU CEDEX	Madame Isabelle CHEHU MEDEF - 8, rue Alfred Kerstler MAXEVILLE 54524 LAXOU CEDEX
MEDEF/BTP	Monsieur André SCHORTZ 12, Chemin de Merrey 54136 BOUXIERES-aux-DAMES	Madame Sylvie PETIOT Fédération du BTP 62, rue de Metz BP 3339 54014 NANCY CEDEX
MEDEF	Monsieur Georges TSCHINSCHANG 15, rue Wildric 1 <sup>er</sup> 54600 VILLERS-les-NANCY	Monsieur Jacques MAZEAU 33, rue Gustave Simon 54000 NANCY

**Représentants des organisations syndicales des salariés**

Organisations Syndicales	Membres titulaires	Membres suppléants
CFDT	Monsieur Daniel Fabien NEMBER 8, quai Claude Le Lorrain 54000 NANCY	Monsieur Francis TERLE 18, rue du Chemin de Ville 54300 DAMELEVIERES
CGT	Monsieur Bernard SEIROLLE Rue de l'Eglise 54200 FRANCHEVILLE	Monsieur BOUFERGUENE Pascal 1, rue des Tallintes 54250 CHAMPIGNEULLES

CFTC	Madame Caroline TYKOCZINSKY 39, rue du Général Hoche 54000 NANCY	Madame Michèle ROUSSEL 7, allée des Poiriers 54840 GONDREVILLE
FO	Madame BEYNA Christine Résidence Apollon 5, rue de Malines 54500 VANDOEUVRE	Monsieur MENGIN Michel 40, rue du Stade HEUMONT 54430 REHON
CGC	Monsieur BERGER Jacques 30, avenue des Héleux 54280 SEICHAMPS	Monsieur RICHY Jean-Louis 23, rue Blanc Mur 54210 SAINT-NICOLAS DE PORT

**Article 3 :** La durée du mandat des membres titulaires et suppléants représentant les organisations syndicales d'employeurs et de salariés est fixée à 3 ans.

**Article 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 13 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/208/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité de procéder à la mise en conformité du terre-plein central de l'autoroute A31 nord ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/204/CDER du 1<sup>er</sup> avril 2004

A la demande de la société des autoroutes PARIS RHIN RHONE (SAPRR) ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté et ce jusqu'au 30 novembre 2004, sauf samedi, dimanche, jours fériés et durant les mois de juillet et août, la circulation s'établit comme suit dans les deux sens de circulation entre les PR 195+650 et 225+000 de l'autoroute A 31 nord, par section successive d'une longueur maximale de 10 km :

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée à 90 km/h,
- il est interdit de doubler.

**ARTICLE II**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/204/CDER du 1<sup>er</sup> avril 2004

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera mise en place, entretenue et surveillée par la société des autoroutes PARIS RHIN RHONE

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V**

Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité de la section réglementée.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous préfet de TOUL, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le directeur régional d'exploitation de CHAMPAGNE LORRAINE de la SAPRR, Monsieur le directeur du CRICR de l'est, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE 2004/DDE/211/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;



Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/683/CDER du 20 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/738/CDER du 27 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté de voirie portant permis de stationnement (autorisation de surplomb) du 15 mars 2004,

Vu l'arrêté préfectoral n°2004/DDE/199/CDER du 16 mars 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la construction de la culée C 28 et de la pile P 27 au moyen d'une grue à tour dans le cadre du chantier LGV, au PR 3+250 de la RN 57, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

##### ARTICLE I

L'arrêté préfectoral n°2004/DDE/199/CDER du 16 mars 2004 est prorogé jusqu'au mercredi 30 juin 2004.

##### ARTICLE II

Toutes les dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

##### ARTICLE III

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

#### SERVICE DE L'HABITAT

##### ARRETE PORTANT CREATION D'UN PROGRAMME D'INTERET GENERAL D'AMELIORATION DE L'HABITAT (P.I.G.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L 321-1 ;

VU le décret du 20 avril 2001 relatif aux compétences de l'A.N.A.H. ;

VU la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général ;

VU l'avis favorable de la Commission d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 24 février 2004, en application de l'article R 321-10 du Code de la construction et de l'habitat ;

Sur la proposition du directeur départemental de l'équipement,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** : Afin de favoriser la production de logement social par la mise en oeuvre d'opérations de conventionnement liées à des programmes de transformation d'usage de bâtiments en vue de créer du logement locatif privé, un programme d'intérêt général d'amélioration de l'habitat (P.I.G.) est instauré sur les territoires ne faisant pas partie d'une procédure d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.).

**ARTICLE 2** : La commission départementale d'amélioration de l'habitat pourra accorder prioritairement les aides de l'agence nationale d'amélioration de l'habitat (A.N.A.H.) à ces opérations dans le respect des règles définies par son conseil d'administration.

**ARTICLE 3** : Les dispositions des articles 1 et 2 sont applicables pendant une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004 et pourront être prolongées en fonction des bilans soumis à la commission d'amélioration de l'habitat.

**ARTICLE 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 5 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

##### AERODROME D'AZELOT

##### ARRETE DDE/INF/04/07 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDE/INF/01/28 du 14 septembre 2001 portant autorisation d'occupation temporaire d'un terrain au Centre-Ecole Régional de parachutisme et venant à expiration le 13 septembre 2006,

VU la convention signée entre le Ministère de l'Equipeement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DGAC) et la commune d'Azelot portant transfert de gestion de l'aérodrome,

#### AR R E T E

##### ARTICLE 1 :

L'arrêté DDE/INF/01/28, portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 2 335 m<sup>2</sup> sur l'aérodrome d'AZELOT, signée le 14 septembre 2001 et venant à expiration le 13 septembre 2006 délivrée au Centre-Ecole Régional de parachutisme représenté par M. Yves GROSSE Aérodrome d'AZELOT - 54210 AZELOT, est résilié à compter du 31 mars 2004.

**ARTICLE 2 :**

L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliements seront adressés par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**AERODROME D'AZELOT****ARRETE DDE/INF/04/08 PORTANT RESILIATION DE LA CONVENTION D'AMODIATION  
DU DROIT DE CULTURE SUR UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 16 janvier 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDE/INF/01/16 du 1<sup>er</sup> juin 2001 portant autorisation d'occupation temporaire à M. Jean-François GUILLAUME et venant à expiration le 30 juin 2006,

VU la convention signée entre le Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DGAC) et la commune d'Azelot portant transfert de gestion de l'aérodrome,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

La convention d'amodiation DDE/INF/01/16, portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 6 ha 57 a sur l'aérodrome d'AZELOT, signée le 1<sup>er</sup> juin 2001 et venant à expiration le 31 juin 2006 délivrée à Monsieur Jean-François GUILLAUME demeurant à VILLE-EN-VERMOIS est résiliée à compter du 31 mars 2004.

**ARTICLE 2 :**

L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliements seront adressés par les soins du Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**AERODROME D'AZELOT****ARRETE DDE/INF/04/09 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'Etat,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDE/INF/01/25 du 30 juillet 2001 portant autorisation d'occupation temporaire à la commune d'AZELOT et venant à expiration le 31 décembre 2005,

VU la convention signée entre le Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DGAC) et la commune d'Azelot portant transfert de gestion de l'aérodrome,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :**

L'arrêté DDE/INF/01/25, portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 21 817 m<sup>2</sup> sur l'aérodrome d'AZELOT, signée le 30 juillet 2001 et venant à expiration le 31 décembre 2005 délivrée à la commune d'AZELOT représentée par M. Jean-Claude PISSÉNEM, Maire de la commune, est résiliée à compter du 31 mars 2004.

**ARTICLE 2 :**

L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliements seront adressés par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**AERODROME D'AZELOT**  
**ARRETE DDE/INF/04/10 PORTANT RESILIATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE**  
**D'UNE PARCELLE DE TERRAIN APPARTENANT A L'ETAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,

VU les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57 et A.31 à A.39 du Code du Domaine de l'État,

VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'État,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 10 juillet 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté DDE/INF/99/299 du 19 avril 1999 portant autorisation d'occupation temporaire au GAEC des Neiges et venant à expiration le 31 mars 2004,

VU la convention signée entre le Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer (DGAC) et la commune d'Azelot portant transfert de gestion de l'aérodrome,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

L'arrêté DDE/INF/99/299, portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de terrain d'une superficie de 53 ha sur l'aérodrome d'AZELOT, signée le 19 avril 1999 et venant à expiration le 31 mars 2004 délivrée au GAEC des Neiges représenté par MM. DRON - Ferme Saint-Louis à 54110 VARANGEVILLE est résilié à compter du 31 mars 2004.

**ARTICLE 2 :**

L'original du présent arrêté est transmis au permissionnaire à titre de notification.

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- La Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine,

- Le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle,

Ampliements seront adressés par les soins du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 5 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**AVIS**

Par arrêté préfectoral n° 23258 en date du 23 avril 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau HTAS voie de la vallée de l'Amezule, sur les communes d'ESSEY LES NANCY et d'AGINCOURT.

Par arrêté préfectoral n° 33609 en date du 23 avril 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement réseau HTA liaison RD 910-RD 42A sur la commune de BOUXIERES SOUS FROIDMONT.

---

**TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DELEGATION DE SIGNATURE - MODIFICATIONS**

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues à la délégation de signature notifiée dans ma lettre du 1er septembre 2003 et d'y ajouter les mandataires suivants :

Les modifications concernent les points suivants :

Point 1 de la délégation spéciale sur le fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1 - 1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à

- Mme Marie-France MARCHAL, Inspecteur chef du service de la comptabilité en lieu et place de Mlle Odile GAMBETTE

Point 6 de la délégation spéciale sur le fonctionnement du service Audit

Procuration spéciale est donnée à Mlle Odile GAMBETTE, inspecteur du Trésor en lieu et place de Monsieur Francis VAHE pour :

- signer les procès verbaux des vérifications des régies d'avance et/ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des établissements d'enseignement privé et des établissements d'enseignement agricole qu'elle assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur

- signer les procès verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ou de recettes qu'elle assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur

- signer les procès verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisées

- tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit

Point 7 de la délégation spéciale sur le fonctionnement des services

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas, et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

- Mme Marie-France MARCHAL, Inspecteur, chef du service comptabilité  
- Monsieur Francis VAHE, Inspecteur, chargé de mission SPL en lieu et place de Mme Claire ESCHBACH.  
NANCY, le 20 février 2004

Le Trésorier-Payeur Général,  
Christian BRUNET

## CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY

### ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DU SYSTEME SIAM

#### LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,  
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,  
VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,  
VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,  
VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),  
VU la décision de la CNIL n° 89-117 du 24 octobre 1989 relative à la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,  
VU la décision du 8 novembre 1989 du Directeur de la CNAMTS relative au répertoire nationale des thèmes de recherche utilisables dans le cadre du système SIAM,  
VU la déclaration d'adhésion de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,  
VU l'avis favorable de la CNIL relatif à la liste de thèmes présentés,

#### D E C I D E

##### Article 1<sup>er</sup> - Les thèmes de recherche :

- Assistance respiratoire à domicile,
- Endoscopie digestive,
- Contrôle des séjours d'une journée en établissements privés,
- Cumul d'actes,
- Cumul de prestations ambulatoires avec un forfait,
- Honoraires de surveillance et actes en K (cumul)
- Honoraires d'assistance opératoire,
- Forfaits de salle d'opération,
- Bilans biologiques pré-opératoires,
- Honoraires de réanimation continue,
- Honoraires facturés pendant les 15 jours suivant une anesthésie,
- Actes de diagnostic et exonération du ticket modérateur,
- Anesthésies péridurales,
- Actes effectués par les pédiatres en service maternité,
- Majorations de nuit ou de dimanche en cliniques privées,
- Chambres d'isolement en maisons de santé mentale,
- Chimiothérapie intensive en maison de santé mentale,
- Pharmacie en maison de repos,
- Cumul des remboursements de pharmacie ou de soins infirmiers en SCM,
- Consommation médicale en établissement d'hébergement pour personnes âgées,
- Soins infirmiers à domicile pour personnes âgées,
- Prise en charge CMPP et soins ambulatoires d'orthophonie,
- Dérogation d'âge dans les établissements pour enfants inadaptés,
- Forfaits de séances en CMPP,
- Echographies au cours de la grossesse,
- Dialyse à domicile,
- Activité d'un praticien, d'un auxiliaire médical, d'un tiers,
- Frais de séjours en cliniques privées : facturation en double,
- Consommation médicale de soins infirmiers,
- Consommation médicale de soins d'orthophonie,
- Consommation médicale de soins de masse-kinésithérapie,
- Application du décret n° 86-1378 (plan de rationalisation),
- F.S.O. liés aux actes d'odonto-stomatologie en clinique privée,
- Centres de soins infirmiers,
- Urgences médicales,

décrits en annexe sont mis en œuvre dans la circonscription de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, dans le cadre du programme SIAM.

**Article 2** - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Les thèmes de recherche seront publiés dans la presse locale et dans le recueil départemental des actes administratifs.

Les thèmes de recherche utilisés seront tenus à la disposition du public par affichage dans les locaux fréquentés par les assurés.

**Article 3** - La présente décision sera portée à la connaissance des intéressés par affichage dans les locaux de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Le droit d'accès aux informations contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées, il s'exercera auprès du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, 9 boulevard Joffre à Nancy.

En outre, toute personne se voyant opposer les résultats de l'exploitation d'informations découlant de la mise en œuvre des présents thèmes fera l'objet d'une information individualisée lui faisant savoir qu'elle a le droit de connaître et de contester les raisonnements utilisés.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,  
J.L. PETIT

## ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE DE LA FONCTION « ETUDES STATISTIQUES » DU SYSTEME SIAM

## LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE DE NANCY

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,  
 VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret n° 69-14 du 6 janvier 1969,  
 VU le décret n° 85-420 du 3 avril 1985 relatif à l'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques par les organismes de sécurité sociale,  
 VU l'avis délivré par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés à la suite de sa délibération n° 88-31 du 22 mars 1988,  
 VU la décision du 22 avril 1988 du Directeur de la CNAM relative à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie d'un système d'analyse de fichiers (SIAM),  
 VU la déclaration d'adhésion de la CPAM de NANCY au système SIAM en date du 20 septembre 1991 et l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 24 novembre 1991,  
 VU l'avis favorable de la CNIL en date du 16 juillet 1993,

## D E C I D E

**Article 1<sup>er</sup>** - La fonction « Etudes statistiques non nominatives », décrite en annexe est mise en œuvre dans la circonscription de la CPAM de NANCY, dans le cadre du programme SIAM.

**Article 2** - Le droit d'accès prévu par la loi du 6 janvier 1978 s'exercera auprès du Directeur de la CPAM de NANCY.

**Article 3** - La CPAM de NANCY s'engage :

- à n'utiliser que les seuls quatre groupes de données mentionnées dans la décision du 22 avril 1988 de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie,
- à ne pas interroger les bases de SIAM en introduisant des critères de sélection ne figurant pas dans les quatre groupes de données précitées et provenant de fichiers extérieurs,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation,
- à ne pas aboutir à des résultats faisant apparaître une population identifiable de façon précise en raison d'échantillons d'étude trop réduits,
- à ne réaliser que des études portant uniquement soit sur les seuls assurés, soit sur les seuls professionnels de santé, soit sur les seuls établissements de soins, soit sur les seuls actes et prescriptions, en excluant toute combinaison de ces catégories de données.

**Article 4** - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de NANCY.

Elle décrira la fonction « Etudes statistiques non nominatives », notamment :

- les fichiers et les informations concernés,
- les types de raisonnement utilisés,
- la liste des informations produites,
- la liste des informations non disponibles en cours de traitement ou dans les fichiers résultats.

NANCY, le 17 janvier 1994

Le Directeur,  
J.L. PETIT

**Annexe 1 à l'acte réglementaire concernant la description de la fonction « Etudes statistiques »  
du système informationnel de l'assurance maladie (SIAM)**

**1 - Fichiers et informations**

Voir copie de la décision initiale de mise en œuvre du système ci-joint.

**2 - Types de raisonnement utilisés**

Les différents travaux statistiques envisageables sont définis comme suit :

**2.1 - Somme de valeurs**

Exemple : recherche du montant total des consultations remboursées par la caisse au titre de la législation des assurances sociales :  
 Select sum (remmnt-act) from vact where prsnat-act = « C » and assnat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93 307 F

Expression 1

93 307

**2.2 - Dénombrements**

Exemple : comptage du nombre total de personnes protégées présentes au fichier :  
 Select count (assmac-ben, benidf-ben) from vben

Résultat du traitement : 1 639 personnes protégées

Expression 1

1 639

**2.3 - Répartition de variables en classes**

Exemple : comptage du nombre de personnes protégées par tranche d'âge :  
 Select agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by agecls-ben

Résultat du traitement : pyramide des âges de l'ensemble de la population protégée

(classe d'âge)	(nombre d'individus)
AGECLS-BEN	EXPRESSION 1
00	4
01	70
05	105
10	83
15	125
20	199
25	146
30	135
35	132
40	107
45	76
50	70
55	89
60	87
65	67

70	35
75	41
80	37
85	21
90	6
95	3
CT	1

**2.4 - Croisement de variables**

Exemple : dénombrement des personnes protégées par sexe et par tranche d'âge :

Select bensex-ben, agecls-ben, count (agecls-ben) from vben group by bensex-ben

(sexe) bensex- ben	(classe d'âge) agecls-ben	(nbre d'individus expres- sion 1)	bensex- ben	agecls-ben	expres- sion 1
1	00	3	2	00	1
1	01	38	2	01	32
1	05	53	2	05	52
1	10	43	2	10	40
1	15	63	2	15	62
1	20	104	2	20	95
1	25	68	2	25	78
1	30	62	2	30	73
1	35	59	2	35	73
1	40	48	2	40	59
1	45	38	2	45	32
1	50	36	2	50	34
1	55	35	2	55	54
1	60	38	2	60	49
1	65	22	2	65	45
1	70	12	2	70	23
1	75	11	2	75	30
1	80	12	2	80	25
1	85	5	2	85	16
1	90	1	2	90	5
			2	95	3
			2	CT	1

**2.5 - Moyennes**

Exemple : recherche du montant moyen de la base de remboursement par consultation au titre de la législation des assurances sociales :  
select avg (rembse-act) from vact where prsnat-act = « C » and asunat-act = « AS »

Résultat du traitement : 93,67 F

Expression 1

93.6712

**3 - Liste des informations produites****3.1 - Caractéristiques générales de la population assurée**

- âge
- sexe
- régime et caisse d'affiliation
- nature d'exonération du ticket modérateur (maternité, affection de longue durée, etc...)
- commune de résidence
- qualité des bénéficiaires (conjoint, enfant, etc...)

**3.2 - Consommation d'actes ou de prescriptions**

- nature de la prestation (consultation acte infirmier, etc...)
- quantité
- coefficients
- lieu d'exécution
- date des soins
- soins en rapport avec une affection de longue durée
- type d'assurance (maladie, maternité, etc...)

**3.3 - Ventilation des prestations versées**

- centre de paiement
- montant de la dépense
- base de remboursement
- taux de remboursement
- nature du destinataire du règlement (assuré ou tiers)
- quantième de liquidation

**3.4 - Hospitalisation**

- dates d'entrée et de sortie
- nature de l'hospitalisation
- discipline et activité
- taux de prise en charge

**4 - Liste des informations non disponibles en cours de traitement ou dans les fichiers résultats****4.1 - Assurés et ayants droit**

- matricule
- clé

- date de naissance
- identification du bénéficiaire

#### 4.2 - Professionnels de santé (prescripteurs ou exécutants)

- matricule
- clé
- n° national d'identification
- n° pivot

### 4.3 - Etablissements

- n° d'identification (FINESS)
- n° pivot

#### 4.4 - Prestations

- références
- n° de factures
- n° de destinataires de règlement
- n° de prise en charge
- n° d'entrée (hospitalisation)
- n° d'accident de travail
- n° de sinistre

## Annexe 2 à l'acte réglementaire

Copie de l'article de la décision initiale de mise en œuvre décrivant les fichiers et informations traités

**Article 2** - Les catégories d'informations potentiellement concernées sont celles qui constituent les fichiers permanents des applications nationales de liquidation des prestations « V1 », « VR » et « LASER ».

Ces applications ont fait l'objet d'autorisations de mise en œuvre délivrées par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Liste des fichiers concernés :

Assurés (et ayants droit), praticiens (et auxiliaires médicaux et professions paramédicales), établissements, destinataires de règlements, historique des prestations payées, pensions d'invalidité, rentes d'accident du travail et de maladie professionnelle, hospitalisation (prises en charge et séjours), indemnités journalières (historique), préparation des tableaux statistiques d'activité des praticiens et des relevés d'honoraires, recours contre tiers, dépenses d'accidents du travail (incapacité temporaire), périodes d'arrêt de travail assimilées à une activité salariée, tarifs des actes médicaux, ventilations statistiques et comptables.

Informations contenues dans ces fichiers :

Elles sont regroupées dans les quatre groupes suivants :

- groupe ASSURES (et ayants droit)
- groupe PRATICIENS (et auxiliaires médicaux et professions para-médicales)
- groupe ETABLISSEMENTS
- groupe CONSOMMATION (prises en charge et dépenses de prestations)

[illegible]

Divers	- caractéristiques des prestations prescrites, exécutées et versées (nature, quantité, montant, taux de remboursement, prescripteur, exécutant, lieu, date, nature d'assurance...)	x	x		x
	- caractéristiques des prises en charges accordées ou refusées (traitement, hospitalisation, accidents du travail, maternité...)	x			
	- mode de règlement des prestations	x	x	X	x
	- durée, volume des droits et nature de modulation ou d'exonération du T.M.	x			x
	- existence d'un accident dans lequel un tiers est impliqué	x			x
	- catégorie de nationalité (français, CEE ou autre)	x	x		
	- nature et montant des retenues sur prestations				x
	- nature et réf. du décompte de prestations				x
	- sélection du décompte de prestations dans le cadre du contrôle a priori				x
	- nature du rattachement de l'assuré à la caisse	x			

**DELIBERATION N° 96-002 DU 16 JANVIER 1996 PORTANT AVIS SUR UN PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE MODIFICATIF  
PRESENTE PAR LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES (CNAMTS)  
RELATIF AU SYSTEME INFORMATIONNEL DE L'ASSURANCE MALADIE (SIAM) - DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE N° 104917**

**LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES**

VU la convention n° 108 du 28 janvier 1981 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 pris pour son application,

VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,

VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 22 décembre 1967 modifié par le décret du 6 janvier 1969,

VU les conventions nationales à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,

VU la délibération n°88-31 du 22 mars 1988 concernant la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie du système SIAM,

VU la délibération n° 89-117 du 24 octobre 1989 portant avis sur la création d'un répertoire national de thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

VU la délibération n° 95-081 du 20 juin 1995 portant avis sur un projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS relatif au système SIAM,

VU le projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS,

APRES avoir entendu M. Maurice VIENNOIS en son rapport et Mme Charlotte-Marie PITRAT, commissaire du gouvernement, en ses observations,

CONSIDERANT que la commission a rendu le 22 mars 1988 un avis favorable à la mise à disposition des caisses primaires d'assurance maladie, par la CNAMTS, d'un système d'analyse des fichiers, dénommé SIAM, dont l'objet est de permettre aux caisses d'améliorer leur connaissance statistique de l'activité des acteurs de santé et de la pertinence des contrôles réalisés, par le traitement automatisé de données issues de fichiers de gestion déjà déclarés,

CONSIDERANT que la commission s'est également prononcée favorablement le 24 octobre 1989 sur la création par la CNAMTS d'un répertoire national de 35 thèmes de recherche utilisables dans le cadre de SIAM,

CONSIDERANT que la CNAMTS a saisi la CNIL d'une demande d'avis modificative portant notamment sur l'adjonction de quatre nouveaux thèmes de recherche qui sont les suivants :

- le thème n° 36, intitulé « études à vocation statistique », a pour objet de réaliser des études dont les résultats ne sont pas nominatifs et qui concernent la population protégée, les professionnels de santé et les établissements,
- le thème n° 37 est consacré à la « commission médicale », sa finalité étant de réaliser des études économiques sur les actes et les soins consommés et de vérifier le respect de la réglementation ainsi que la détection des pratiques abusives ou frauduleuses,
- le thème n° 38 concerne « l'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins », thème qui permettrait notamment l'étude du comportement d'un groupe de praticiens,
- le thème n° 39, intitulé « comportement des consommateurs » tend à étudier et à suivre le comportement des bénéficiaires de prestations tant d'un point de vue individuel que collectif,

CONSIDERANT que le comité médical paritaire national a émis un avis favorable sur ces nouveaux thèmes,

CONSIDERANT que la commission, avant de se prononcer sur l'adjonction de ces thèmes, a estimé nécessaire et a décidé, par délibération n° 95-080 et n° 95-081 du 20 juin 1995, de procéder à une visite sur place auprès d'une caisse primaire d'assurance maladie afin de mieux apprécier les modalités pratiques actuelles de fonctionnement de SIAM,

CONSIDERANT que la vérification sur place de ce traitement, effectuée le 30 juin 1995 auprès de la CPAM des Yvelines, a permis de constater que les conditions émises par la CNIL, lors des avis rendus sur ledit système, étaient dans leur ensemble respectées ; qu'en particulier, l'accès au traitement était limité à un nombre restreint de personnes habilitées et qu'un dispositif de journalisation des interrogations avait été instauré,

CONSIDERANT que l'adjonction des quatre nouveaux thèmes au répertoire national est légitime et conforme aux missions dévolues aux caisses primaires et aux services médicaux,

CONSIDERANT qu'il importe, lors de la mise en œuvre d'un des thèmes du répertoire national, que les caisses primaires ou les services médicaux respectent l'ensemble des conditions formulées par la CNIL lors des avis rendus sur le système SIAM et qu'en particulier, elles procèdent à l'enregistrement systématique, selon une procédure journalière, des thèmes de recherche, critères et raisonnements programmés, à l'aide du système SIAM afin d'en permettre un contrôle a posteriori ; qu'ainsi les caisses doivent être en mesure de présenter à la CNIL, à sa demande et pour une période donnée, la liste des requêtes effectuées, en cours ou décidées ainsi que les actions entreprises sur le fondement de ces requêtes,

CONSIDERANT que, s'il n'y a plus lieu d'exiger des caisses primaires ou des services médicaux, lorsqu'ils mettent en œuvre un thème du répertoire national, de saisir la CNIL de la demande d'avis alléguée prévue par les délibérations n° 88-31 du 22 mars 1988 et n° 89-117 du 24 octobre 1989, toute utilisation du système SIAM pour la mise en œuvre de thèmes autres que ceux figurant dans le répertoire national devra, en revanche, faire l'objet d'une demande d'avis spécifique,

CONSIDERANT que, conformément à la délibération du 22 mars 1988, la mise en œuvre locale du système doit être précédée dans chaque circonscription de caisses, d'actions d'information auprès des assurés et professionnels de santé, précisant l'objet et les conditions d'utilisation de l'application ainsi que les conditions d'exercice du droit d'accès et de rectification telles que prévues aux articles 34 et suivants de la loi,



PRENANT acte de ce que les thèmes de recherche et de contrôle ainsi que les critères d'observation sont déterminés et évalués en concertation avec les représentants des assurés sociaux et des professionnels de santé, notamment dans le cadre des instances conventionnelles et des unions professionnelles dès lors que les thèmes de recherche et de contrôle relèvent du champ d'action de ces instances,  
EMET un avis favorable au projet d'acte réglementaire modificatif présenté par la CNAMTS.

Le Président,  
J. FAUVET

**DECISION RELATIVE A LA MODIFICATION DE LA DECISION DU 8 NOVEMBRE 1989  
REPERTOIRE NATIONAL DES THEMES DE RECHERCHE UTILISABLES DANS LE CADRE DU SYSTEME SIAM**

LE PRESIDENT DE LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIES  
VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,  
VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,  
VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,  
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,  
VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),  
VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),

**D E C I D E**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le répertoire national de thèmes de recherche annexé à la décision du 8 novembre 1989 est complété par quatre nouveaux thèmes :

- n° 36 - Etudes à vocation statistique
- n° 37 - La consommation médicale
- n° 38 - L'activité des professionnels de santé, des tiers et des établissements de soins
- n° 39 - Le comportement des consommateurs

**Article 2** - La présente décision sera publiée au bulletin juridique de l'UCANSS, affichée dans les locaux des CPAM accessibles au public et portée à la connaissance des professionnels de santé et des établissements par l'intermédiaire des publications qui leur sont régulièrement adressées par les organismes d'assurance maladie.

PARIS, le 27 février 1996

J.C. MALLET

**DEMANDE D'AVIS MODIFICATIVE RELATIF A UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES N° 253618**

VU la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel,  
VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le décret d'application n° 78-774 du 17 juillet 1978,  
VU la loi n° 93-8 du 4 janvier 1993 relative aux relations entre les professions de santé et l'assurance maladie,  
VU l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale, ainsi que le décret d'application n° 67-1232 du 27 décembre 1967 modifié par le décret n° 67-14 du 6 janvier 1969,  
VU les conventions nationales destinées à organiser les rapports entre les établissements et professions de santé et les caisses d'assurance maladie,  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés LASER (avis tacite n° 84-130 - décision du 12 juillet 1984),  
VU l'avis de la CNIL en date du 21 juin 1988 (délibération n° 88-69 - décision du 13 juillet 1988) sur le système central de traitement complémentaire de LASER « CONVERGENCE »,  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 22 mars 1988 (délibération n° 88-31) et du 24 octobre 1989 (délibération n° 89-117),  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 16 janvier 1996 (délibération n° 96-002),  
VU l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (avis tacite n° 78-17 - décision du 21 mai 2002),

**LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

**D E C I D E**

**Article 1** - A l'aide du programme MIAM, la CPAM interroge ses fichiers pour connaître des statistiques de consommations concernant une cohorte d'assurés suivis dans le cadre de l'étude.

**Article 2** - La CPAM s'engage :

- à ne donner aucune information d'ordre strictement médical,
- à ne pas utiliser les données pour des fins propres (contrôle - gestion des risques...),
- à ne pas mémoriser les informations à l'issue de l'étude,
- à prohiber tout affichage de données nominatives en cours d'interrogation
- à ne transmettre aucune information sur l'identité des praticiens ou professionnels auteurs des actes médicaux ou paramédicaux.

**Article 3** - Les informations sont transmises au Service Social. Toute les précautions nécessaires sont prises pour préserver la sécurité et l'anonymat des données lors du transfert.

**Article 4** - Conformément à l'engagement qu'il a pris et qui est publié dans les locaux de la CPAM, le Service Social s'engage, au vu des signalements transmis, à ne les utiliser qu'à des fins de constitution de dossiers Prestations Supplémentaires.

**Article 5** - La présente décision sera affichée dans les locaux de la CPAM de Nancy.

NANCY, le 21 mars 2002

Le Directeur,  
H. MOLON

**ANNEXE AU PROJET D'ACTE REGLEMENTAIRE**

**1 - THEME**

Arrêt de travail supérieur à 4 mois.

**2 - CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

Plan local (social) d'action concertée.

**3 - OBJET**

Proposition d'une aide aux assurés.

**4 - POPULATIONS SELECTIONNEES**

Assurés en arrêt de travail au-delà de 120 jours.

**5 - PERIODE HISTORIQUE TRAITEE**

6 mois.

**6 - FICHIERS UTILISES**

Historique des prestations

**PROTOCOLE DE COLLABORATION CONCLU**

Entre

- d'une part le Service Social de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Nancy représenté par Madame HOUARD, Chef de Service  
 - d'autre part la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy représentée par son Directeur, Monsieur MOLON

**PREAMBULE**

Le Protocole Local d'Action Concertée (PLAC) est signé depuis 1994 entre les directions de la CPAM, de la CRAM et du Service Médical,

Pour l'année 2002, le PLAC social est constitué de 5 avenants.

C'est en particulier pour la réalisation du 5<sup>ème</sup> avenant que la collaboration de la CPAM est recherchée.

L'idée est de recueillir l'information déjà enregistrée dans les fichiers de la CPAM dès lors qu'un règlement d'indemnités journalières est intervenu.

Le présent protocole décrit les modalités de ces échanges d'informations et les obligations de chaque partie signataire.

**Article 1** - Le service Statistique de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie transmet tous les mois à compter de la signature du présent protocole, les informations concernant les assurés ciblés par l'étude.

Ces informations sont pour chaque assuré :

- son numéro national d'identité
- sa date de naissance
- son code régime
- son adresse
- le montant de l'indemnité journalière versée
- le nombre de jours indemnités

Ces données sont transmises via une messagerie sécurisée.

**Article 2** - Chaque signalement concernera les personnes en arrêt de travail indemnisé excédant 4 mois.**Article 3** - La CPAM mettra en œuvre le Système Informatique de l'Assurance Maladie (MIAM) dans le cadre d'un thème statistique déclaré à la CNIL.**ENGAGEMENT DES DEUX PARTIES****Article 4** - Conformément aux engagements signés par les deux parties signataires, aucune utilisation de ces données ne sera faite en dehors du cadre strict du PLAC.

En particulier, les deux parties s'engagent à ne faire apparaître, dans aucune publication que ce soit, des données nominatives.

Les engagements pris vis à vis de la CNIL seront respectés par les deux parties (notamment affichage des actes réglementaires).

**Article 5** - Les deux parties se tiennent régulièrement informées du bon déroulement de l'opération. En particulier, tous les problèmes d'exploitation devront être signalés rapidement.**Article 6** - Le présent accord est valable durant toute la validité du PLAC sauf dénonciation de l'une des deux parties.

Toute dénonciation devra être adressée à l'autre partie par lettre recommandée et sera effective dans les deux mois suivant sa réception.

Tout manquement grave aux engagements pris par les deux parties vis à vis de la CNIL entraîne automatiquement la résiliation de l'accord.

Fait à NANCY, le

Pour la CPAM

Pour le Service Social

**ANNEXE 12****La CPAM réalise une requête SIAM à partir des fichiers VIJC et VBen**

```
Select assmac_ijk, benidf_ben, nomstd_ben, nomprm_ben, voinum_drg, voicnu_drg, voityp_drg, voilib_drg, adrcpl_drg, bdicod_drg, rsdlib_drg, ijcdrd_ijk,
ijcdrf_ijk, ijcdnt_ijk
From vijc,vben
Where assmac_ijk=assmac_ben
and(ijcdnt_ijk-ijcdnt_ijk+1)>120
and gescai_ben=gescai_ijk
and ijcdnt_ijk>'&&&&&&&'
and asunat_ijk='AS'
```

Les résultats de la requête seront exploités sous EXCEL.

Le fichier transmis au Service Social contiendra les informations suivantes :

- matricule de l'assuré
- nom
- prénom
- adresse
- date de début de l'acte
- date de fin de l'acte
- nombre d'actes

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DECISION D'INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****LE DIRECTEUR GENERAL**

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n° 78-1223 du 28 décembre 1978 et n° 79-421 du 30 mai 1979 et n° 80-1030 du 18 décembre 1980,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, en date du 8 avril 2004,

**D E C I D E****ARTICLE 1er :**

Il est créé au sein du Département d'Anesthésie-Réanimation de l'Hôpital Brabois Adultes du CHU de NANCY un traitement automatisé d'informations, dont l'objet est la gestion des patients d'une consultation d'anesthésie.

**ARTICLE 2 :**

Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

- Identification du patient
- Santé

**ARTICLE 3 :**

Les destinataires de ces informations nominatives sont les secrétaires, l'infirmière et les médecins anesthésistes.

**ARTICLE 4 :**

Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur Général du CHU de NANCY.

**ARTICLE 5 :**

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée.  
NANCY, le 22 avril 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**AVIS DE RECRUTEMENT****AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 4 AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 28 juin 2004 un recrutement sans concours de 4 agents administratifs.

**Conditions d'inscription :***Conditions générales :*

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 55 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sans conditions de titres ou de diplômes.

*Dispositions particulières :*

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Les candidats feront l'objet d'une sélection par une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre +CV détaillé précisant les formations suivies, les emplois occupés et leur durée) doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX  
avant le 25 juin 2004  
le cachet de la poste faisant foi

LAXOU, le 19 avril 2004

Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

**AVIS DE RECRUTEMENT D'UN AGENT ADMINISTRATIF  
AU CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL A ROSIERES-AUX-SALINES**

Le CAPs-EPDTPH recrute un agent administratif.

En application du décret n°2004-118 du 6 février 2004, la sélection des candidats est confiée à une commission composée de trois membres.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, la commission auditionnera ceux dont elle aura retenu la candidature. Cette audition est publique.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée, devront être envoyées pour le 7 juillet 2004 au plus tard à :

MONSIEUR LE DIRECTEUR  
CAPs-EPDTPH  
Carrefour d'Accompagnement Public Social  
4, rue Léon Parisot  
54110 ROSIERES AUX SALINES

---

**AVIS DE CONCOURS****AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES DE SANTÉ - FILIERE INFIRMIERE -  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

*Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière*

Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 6 postes :

- ↳ 5 postes d'Infirmier Cadre de Santé } au CHU de NANCY  
↳ 1 poste d'Infirmier de Bloc Op. Cadre de Santé }

**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert :

**① Aux fonctionnaires hospitaliers**

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988,

- comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/04), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

**② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière,**

- titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 88-1077 du 30/11/88, et du diplôme de cadre de santé,
- ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre Infirmier; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique ; certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique ; certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

**II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,02 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Service des Examens et Concours - Bureau n° 9  
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 16 avril 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTÉ - FILIERE REEDUCATION -  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière  
Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 1 poste de Diététicien Cadre de Santé au CHU de NANCY

**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 89-609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989,
- comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/04), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

- titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 89-609 du 01/09/89, et du diplôme de cadre de santé,
- ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière de rééducation.

**II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,02 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Service des Examens et Concours - Bureau n° 9  
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 16 avril 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTÉ - FILIERE MEDICO-TECHNIQUE -  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière  
Un concours sur titres interne est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 1 poste de Manipulateur d'Electroradiologie Médicale Cadre de Santé au CHU de NANCY

**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert :

① Aux fonctionnaires hospitaliers

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989,
- comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/04), au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité.

② Aux agents non titulaires de la fonction publique hospitalière

- titulaires de l'un des diplômes d'accès au corps régis par le décret n° 89-613 du 01/09/89, et du diplôme de cadre de santé,
- ayant accompli au moins 5 ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique.

Les candidats titulaires des certificats suivant sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours :  
certificat de moniteur cadre manipulateur d'électroradiologie ; certificat de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale.

**II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,02 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Service des Examens et Concours - Bureau n° 9  
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 16 avril 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE CADRE DE SANTÉ - FILIERE INFIRMIERE -  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière  
Un concours sur titres externe est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

↳ 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé au CHU de NANCY

**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, et titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent
- ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats doivent être âgés de quarante cinq ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours (soit au 01/01/04).

La limite d'âge mentionnée ci-dessus peut être reculée dans certaines conditions.

Les candidats titulaires des certificats suivants sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé pour se présenter au concours : certificat de cadre Infirmier; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier surveillant ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier moniteur ; certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier cadre de santé publique ; certificat de cadre infirmier de secteur psychiatrique ; certificat de moniteur de formation professionnelle du personnel soignant de secteur psychiatrique.

**II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,02 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY  
Direction des Ressources Humaines  
Service des Examens et Concours - Bureau n° 9  
29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 34  
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DEPOSER LE DOSSIER D'INSCRIPTION  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

NANCY, le 16 avril 2004

Le Directeur des Ressources Humaines,  
Philippe WERNERT

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT D'UN INFIRMIER CADRE DE SANTE POUR USLD  
ET MAISON DE RETRAITE A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE**

Référence : Décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001

Un concours sur titres interne est organisé à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004 à l'Hôpital Local de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE en vue de pourvoir :

- 1 poste d'Infirmier Cadre de Santé pour USLD et Maison de Retraite à l'HLI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux candidats :

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret du 30 novembre 1988
- comptant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

**II - MODALITES ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

Les demandes d'admission à concourir doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- lettre de motivation
- copies certifiées conformes des diplômes ou certificats dont sont titulaires les candidats et notamment le diplôme de cadre de santé
- curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre

Les dossiers ainsi constitués peuvent être déposés contre la remise d'une attestation de dépôt ou peuvent être adressés sous pli recommandé à l'adresse suivante :

HLI de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE  
3 rue de l'Avant-Garde  
54340 POMPEY

**UN DELAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR S'INSCRIRE AU CONCOURS  
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS**

POMPEY, le 6 mai 2004

La Directrice,  
M.-N. QUENTON

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE AIDES SOIGNANTS  
AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER**

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de GERARDMER dans les conditions fixées par le décret n° 89-241 du 18 avril 1989 portant statuts particuliers des aides soignants de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 4 postes d'Aide soignant vacants dans l'établissement. Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires du diplôme professionnel d'aide soignant âgé(e)s au plus de 45 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours.

La candidature (lettre de motivation et C.V.) devra parvenir dans un délai d'un mois à Madame le Directeur du Centre Hospitalier de GERARDMER.

GERARDMER, le 11 mai 2004

Pour Le Directeur et par délégation,  
L'Attaché d'Administration,  
F. ETIENNE

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE INFIRMIERES D.E.  
AU CENTRE HOSPITALIER DE GERARDMER**

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de GERARDMER dans les conditions fixées par le décret n° 88-1077 du 30 Novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 4 postes d'Infirmière D.E. vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires du diplôme d'Etat infirmier, âgé(e)s au plus de 45 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, inscrits sur la liste départementale professionnelle d'enregistrement du diplôme permettant l'exercice de la profession.

La lettre de candidature devra parvenir dans le délai d'un mois à Madame le Directeur du centre hospitalier de GERARDMER et être accompagnée d'une note précisant en quelques lignes les objectifs professionnels de l'intéressé(e).

GERARDMER, le 11 mai 2004

Pour Le Directeur et par délégation,  
L'Attaché d'Administration,  
F. ETIENNE

---

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LORRAINE**

**ARRETE D.R.A.S.S. N° 2004-35 EN DATE DU 23 MARS 2004**

**RELATIF A L'AGREMENT DE L'ECOLE D'AIDES-SOIGNANTS DU C.H.U. DE NANCY**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la Santé Publique, Livre IV,

VU le décret n° 94-626 du 22 juillet 1994 relatif à la formation des aides-soignantes et des auxiliaires de puériculture et de l'arrêté du 22 juillet 1994 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignante et au certificat d'aptitude aux fonctions d'auxiliaire de puériculture,

VU le décret n° 96-729 du 12 août 1996 modifiant le décret n° 94-626 du 22 juillet 1994 relatif à la formation des aides-soignants et des auxiliaires et puériculture et modifiant le décret n° 47-1544 du 13 août 1947 modifié instituant un diplôme d'Etat de puériculture,

VU l'arrêté préfectoral S.G.A.R. n° 2003-680 du 8 décembre 2003, portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle en date du 22 mars 2004,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'école d'aides-soignants du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY - 31, rue Lionnois à NANCY, est agréée pour une capacité d'accueil de 140 places, répartie sur deux sessions. Cette capacité peut être révisée chaque année.

**ARTICLE 2** : Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, publié au recueil des actes administratifs de la région Lorraine, du département de Meurthe-et-Moselle et sera affiché à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
Pierrette GRANDEMANGE

---

**ARRETE D.R.A.S.S. N° 04-49 EN DATE DU 9 AVRIL 2004**

**PORTANT ORGANISATION DES CONCOURS EXTERNE ET INTERNE POUR LE RECRUTEMENT  
DE SECRETAIRES ADMINISTRATIFS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
DE LA REGION LORRAINE (FEMMES ET HOMMES)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n°94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de catégorie B,

VU le décret n°94-1017 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues,

VU le décret n° 2000-1317 du 26 décembre 2000 portant déconcentration en matière de recrutement de certains personnels relevant du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité,

VU le décret n°2002-1294 du 24 octobre 2002 fixant les dispositions générales relatives à la situation et aux modalités de classement des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, nommés dans un corps de fonctionnaires de l'Etat ou de ses établissements publics,

VU le décret n°2003-20 du 6 janvier 2003 relatif à l'ouverture de certains corps et emplois de fonctionnaires de l'Etat aux ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France,

VU l'arrêté ministériel du 28 juillet 1995 fixant les modalités d'organisation, la nature et le programme des épreuves des concours externe et interne de recrutement des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues,

VU l'arrêté ministériel du 26 décembre 2000 portant délégation en matière de recrutement de certains personnels relevant du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité,

VU l'arrêté ministériel du 16 mars 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de deux concours externe et interne pour le recrutement de secrétaires administratifs des affaires sanitaires et sociales (femmes et hommes),

VU l'arrêté SGAR n°2003-680 en date du 8 décembre 2003 modifiant l'arrêté n°2003-300 du 23 juillet 2003 portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Les épreuves écrites du concours organisé par arrêté ministériel en vue de pourvoir les 5 postes vacants de secrétaires administratifs des affaires sanitaires et sociales (femmes et hommes) de la région Lorraine (3 externes et 2 internes) se dérouleront le 18 juin 2004 à NANCY.

Les épreuves orales d'admission se dérouleront à NANCY à des dates qui seront fixées par le jury.

**ARTICLE 2** : La clôture d'inscription est fixée au 24 mai 2004 (le cachet de la poste faisant foi).

**ARTICLE 3** : Les postes sont répartis de la façon suivante :

- concours externe : 3 postes réservés aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 5 (I) du décret n°94-1017 du 18 novembre 1994

- concours interne : 2 postes réservés aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 5 (II) du décret n°94-1017 du 18 novembre 1994

**ARTICLE 4** : La composition du jury fera l'objet d'un arrêté pris par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale et la liste des candidats admis à concourir d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 5** : Le jury établira la liste principale des candidats admissibles aux épreuves orales.

Les candidats admissibles recevront avec leur convocation aux épreuves orales, une fiche de vœux précisant par ordre de préférence, les résidences dans lesquelles ils souhaitent être nommés.

A l'issue des épreuves orales, le jury prononcera la liste principale et la liste complémentaire des candidats admis aux concours interne et externe, par ordre de mérite.

L'affectation de chaque candidat sera fonction de son rang de classement au concours, et sera prononcée par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (D.A.G.P.B.) après vérification des conditions d'accès au concours.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales,  
La Directrice Adjointe,  
Karine STEBLER



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>451</b>
<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>451</b>
<i>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	451
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE DU VENDREDI 23 AVRIL 2004 - PROCES-VERBAL N° 18/2004	451
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b>	<b>451</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i>	451
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.11 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES	451
ARRÊTÉ N° 04.BODE.14 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR FRANÇOIS DUMUIS, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	452
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>453</b>
<i>TROISIEME BUREAU</i>	453
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE LA JUSTICE - AVENANT N°1 AU MARCHE 03 00004 210 54 70 POUR LA RENOVATION DES ASCENSEURS PRINCIPAUX DE LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY	453
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	<b>453</b>
<i>DEUXIEME BUREAU</i>	453
LISTE DES AGENTS IMMOBILIERS - ANNEE 2004	453
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b>	<b>459</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT	459
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b>	<b>459</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS	459
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU TERROUIN	460
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE GRISCOURT ET VILLERS-EN-HAYE	460
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	<b>460</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>460</b>
<b>UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE</b>	<b>460</b>
DECISION CONJOINTE ARH/URCAM - FINANCEMENT SUR LA DRDR - NUMERO 10	460
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM	461
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM	464
NOTIFICATION DE DECISION DEFAVORABLE ARH/URCAM	467
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>468</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	468
ARRETE N° 1 DU 18 MARS 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE	468
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b>	<b>469</b>
ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE	469
<b>AMENAGEMENT FONCIER</b>	<b>469</b>
ARRETE PREFECTORAL 04/060/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU PERIMETRE DE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE CHENEVIERES	469
ARRETE PREFECTORAL 04/119/DDAF/REMBT RECTIFICATIF DU REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE AZERAILLES	470
ARRETE PREFECTORAL 04/176/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LOISY	470
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b>	<b>471</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES</i>	471
ARRETE 2004/DDE/119/CDER	471
ARRETE 2004/DDE/140/CDER	472
ARRETE 2004/DDE/141/CDER	472
ARRETE 2004/DDE/199/CDER	473
ARRETE 2004/DDE/200/CDER	473
ARRETE 2004/DDE/204/CDER	474
ARRETE 2004/DDE/207/CDER	475
<b>INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>476</b>
CALENDRIER SCOLAIRE DEROGATOIRE AU CALENDRIER NATIONAL - ANNEE SCOLAIRE 2003-2004	476



ARRETES INTERPREFECTORAUX .....	476
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DES FRICHES INDUSTRIELLES DE LA VALLEE DE L'ALZETTE .....	476
ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT LES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA SEILLE MOYENNE.....	477

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**CABINET DU PREFET**

**SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

**EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE SECURITE ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE  
DU VENDREDI 23 AVRIL 2004 - PROCES-VERBAL N° 18/2004**

**43 CANDIDATS ONT ETE RECUS :**

ARGINTHE	FREDY	VANDOEUVRE
ARNOUX	BENEDICTE	EPINAL
BELTZ	CHARLINE	NANCY
BROS	EMILIE	LUDRES
BRUN	JERÔME	DOMMARTIN LES TOUL
BUCHMANN	VINCENT	NANCY
CLAUDE	ADRIAN	HEILLECOURT
COLAS	ALEXANDRA	LAIMONT
CORNAT	CHARLINE	NANCY
CROCE	JULIETTE	LAXOU
CUNY	ESTELLE	SAINT DIE
DESCHAMPS	CELINE	NANCY
FLOREK	SABRINA	CREPY EN VALOIS
FROMENT	LORRAINE	GONDREVILLE
GENESTIER	JULIE	NANCY
GOUEPO	ALOU	VILLERS LES NANCY
GOUTAUDIER	CHRISTOPHE	NANCY
GRAZIANO	MAGALI	NANCY
GUILLIER	CORENTIN	NANCY
HACQUARD	MELINDA	SARREGUEMINES
HATTON	JULIEN	TOUL
HEINRICH	FRANCOIS	NANCY
JEANGEORGES	AMELIE	VANDOEUVRE
LARRANAGA	STEVE	MULHOUSE
LAUTAR	REMI	CUSTINES
LIEUTARD	MICKAËL	NANCY
LUCHINI	JULIEN	NANCY
MACHIN	MELAINE	ECROUVES
MAILLARD	CAROLE	MALZEVILLE
MICHEL	PIERRE YVES	CHALIGNY
MOREIRA	NATALIA	NANCY
PADAR	TIBOR	NANCY
PELLETIER	NICOLAS	NANCY
PEREIRA	GILLES	SAINT GERMAIN
PIQUET	ANNE-SOPHIE	NANCY HDL
PISTER	EMILIE	NANCY
RASTEIRO AMORIM	MARTA ISABEL	DUDELANGE Luxembourg
SARAGONI	AMELIE	VILLERS LES NANCY
SCHUSTER	CATHERINE	VANDOEUVRE
SOULIE	HELENE	ALTVILLER
THOMAS	JIMMY	CHAMPIGNEULLES
TRITZ	CLEMENT	MAXEVILLE
WISNIEWSKI	TANGUY	TOUL

**SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

**BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.11 PORTANT MODIFICATION  
DE LA DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE  
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP)  
ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE  
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT  
POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté n° 03.BODE.32 du 10 décembre 2003 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

VU l'arrêté du 22 mars 2004 portant modification de la délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1** : L'arrêté préfectoral du 22 mars 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur du cabinet sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRÊTÉ N° 04.BODE.14 PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR FRANÇOIS DUMUIS, SOUS-PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture, tel qu'il a été modifié et complété ;

VU le décret N° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret N° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2001 nommant M. François Dumuis, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 18 juillet 2001 nommant M. Michel Zinger, conseiller de chambre régionale des comptes détaché en qualité de sous-préfet de 1<sup>ère</sup> classe, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne Chauvin, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2003 accordant délégation de signature à M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2004 ;

#### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.17 du 27 juin 2003 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Dumuis, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey et à Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul.  
Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral du 28 janvier 2004 portant modification de la délégation de signature de M. François Dumuis, secrétaire général de la préfecture, est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. Ambroise, sous-préfet de Briey, à Mme Chauvin, sous-préfète de Toul, à M. Michel Zinger, sous-préfet chargé de mission, à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 15 avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## TROISIEME BUREAU

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES  
AU NOM DU MINISTERE DE LA JUSTICE - AVENANT N°1 AU MARCHE 03 00004 210 54 70  
POUR LA RENOVATION DES ASCENSEURS PRINCIPAUX DE LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le décret 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 21;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, et sa circulaire d'application du 12 juillet 1982 ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2002 désignant les personnes responsables des marchés passés au nom de l'Etat (ministère de la Justice)

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 2004 portant composition de la commission d'appel d'offres pour la passation des marchés des services du ministère de la Justice ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à Mme Dominique FAVRE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle au bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de présider en mon nom la commission chargée d'émettre un avis sur l'avenant N°1 concernant les travaux supplémentaires d'un montant supérieur à 5% du marché initial de gros œuvre pour la rénovation des ascenseurs principaux de la Cité Judiciaire de Nancy et de signer en cette qualité le procès verbal correspondant.

**ARTICLE 2** : La séance de cette commission se tiendra à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet Claude Erignac, le vendredi 16 avril 2004 à 10 h 00 (salle de la Bibliothèque.2<sup>e</sup> étage).

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

## DEUXIEME BUREAU

## LISTE DES AGENTS IMMOBILIERS - ANNEE 2004

T	G	RAISON SOCIALE	ADRESSE	COMMUNE	Nom du responsable	Garant Transaction	Garant Gestion	Montant Transaction	Montant Gestion	Etablissement Bancaire
68	67	IMMOBILIER CONSEIL DEBEVER	14 place Carnot	NANCY	M. Gérard ABRAHAM	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	160 000	3.600.000	LA HENIN NANCY
213		ALBI MAUD IMMOBILIER	1 place Thiers	NANCY	Mme Maud ALBI	LLOYD'S		110.000		B.P.L. NANCY
409		ALLIANCE IMMOBILIER CONSEIL	32 rue de Metz	NANCY	M. Didier ANDRE	F.N.A.I.M.		120.000		Crédit Mutuel NEUVES MAISONS
388		Société Lorraine d'Investissement et de Gestion	39 avenue de la Garenne	NANCY	M. Claude ARDUINI	B.N.P. NANCY		30.500		B.N.P. NANCY
395	327	ARTIS IMMOBILIER	137 Grande Rue	NANCY	M. Philippe ARTIS	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	400.000	S.N.V.B.
356		IMMO PLUS +	22 place des Vosges	NANCY	Melle Elodie BALDUCCI	B.P.L. METZ		30 000		B.P.L. ESSEY les NANCY
336	303	A.D.M. IMMOBILIER	6 rue Dom Calmet	NANCY	M. Stanislas BARTKOWI AK	SOCAP	SOCAP	110.000	137.200	B.P.L. NANCY
235	122	2 B IMMOBILIER	4 rue du Pont des Cordeliers	TOUL	Mme Marie-Christine BECKER	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	750.000	SOCIETE GENERALE NANCY
342		EST IMMOBILIER	30 rue de la Tarère	LAXOU	M. Philippe BERRODIER	Q.B.E. FRANCE		30 000		SOCIETE GENERALE
214	119	FINANCIER E ST EXUPERY	11 bis rue Carnot	LUNEVILLE	M. Olivier BERTRAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	260 000	CAISSE D'EPARGNE LUNEVILLE
163		VIEIRA	109 rue de Liverdun	FROUARD	Mme Mylène BIDU	B.P.L. NANCY		30.000		B.N.P. VILLERS

368		3B IMMOBILIER	73 rue Gabriel Péri	DOMBASLE sur MEURTHE	M. Didier BODINIER	CEGI		30 000		B.P.L. METZ
316		PARAPHE CONSEIL	56 rue des Jardins	MONT le VIGNOBLE	M. Pascal BONNE	Q.B.E. FRANCE		30 000		B.P.L. NANCY
345		BOUKO IMMOBILIER	29 avenue Anatole France	SAINT NICOLAS de PORT	M. Julien BOUKO	Q.B.E. FRANCE		30 000		SOCIETE GENERALE
174	144	CABINET UNIVERS	34 avenue Anatole France	NANCY	M. Alain BOUR	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	500 000	B.P.L. NANCY
335	312	O.B.S. CONSEIL	10 rue du Faubourg des III Maisons	NANCY	Mme Dominique BOURMANCE SAY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M. PARIS	30.000	120 000	B.P.L.
256		B.G. IMMOBILIER	15 rue de la Commanderie	NANCY	M. Gérard BOUTHIER	B.P.L. METZ		30.000		B.P.L. NANCY
394		Lucio BRUNETTI	9 rue de la Grande Roche	DIEULOUARD	M. Lucio BRUNETTI	S.O.C.A.F.		30.000		CREDIT AGRICOLE
386		LE HETRE	4 rue du Faubourg Saint Jean	AMANCE	M. Thierry BURNET	CFCM CEE		30.000		CR MUTUEL
201	4	FONCIA SOLONIM	45 rue Henri Poincaré	NANCY	M. Henry BUZY - CAZAUX	F.N.A.I.M.	C.G.I.A.	160 000	6.920.000	CREDIT LYONNAIS PARIS
298		AD VALORIM	47 rue Charles Keller	NANCY	M. Jean- Claude CALISESI	SOCAP		110 000		B.N.P. LAXOU
391		GESTION IMMOBILIER SERVICES	91 rue du Maréchal Oudinot	NANCY	M. Christian CAULLET	F.N.A.I.M.		120 000		CAISSE D'EPARGNE EPINAL
16	310	G. CHAR- BONNIER	34 rue Saint Jean	NANCY	M. Gérard CHARBON- NIER	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	140.000	120 000	CREDIT LYONNAIS NANCY
332		CONCEPT IMMO	27 rue Sadi Carnot	MALZEVILLE	M. Régis CHRETIEN	LE MANS CAUTION		30.000		BNP- PARIBAS NANCY
292		COLLIN IMMOBILIER	18 place de la République	SAINT NICOLAS DE PORT	Melle Delphine COLLIN	AXA Courtage		120 000		CREDIT AGRICOLE LUNEVILLE
383	323	IMMOBI- LIERE DUROC	75 rue Saint Georges	NANCY	M. Jean- Louis COLSON	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	120.000	B.P.L.C. ESSEY LES NANCY
	125	DENIS CONTEAU	7 rue Saint Martin	BOUXIERES AUX DAMES	M. Denis CONTEAU		SOCAP		110.000	CREDIT AGRICOLE LAXOU
121	73	CABINET COURNE- ROUX	4 place Vaudémont	NANCY	M. Jacques COURNE- ROUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	640 000	S.N.V.B. NANCY
408		FRENCH HOME CONNECTION	8 route de Tonnoy	VELLE SUR MOSELLE	M. François- Xavier CREMEL	Socamab Assurances		110.000		B.P.L.C.
301		SERVICES IMMOBILIERS	11 pl. de la Commanderie	NANCY	M. Jean De BIDART	F.N.A.I.M.		120.000		CREDIT MUTUEL
18	12	IMM. DE LA RAVINELLE	10 rue Saint Dizier	NANCY	M. Geoffroy De WARREN	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	160 000	4 580 000	S.N.V.B. NANCY
387	326	ARIANE IMMOBILIER	2 bis Anatole France	NANCY	Mme Eliane DEBARD	B.P.L.C. METZ	B.P.L.C. METZ	110.00	110.000	B.P.L.C. NANCY
416	320	ATIM	38 chemin de la Poste	VELAINE en HAYE	M. Jean- Marc DEBAUSSART	LLOYD'S	LLOYD'S	30.000	110 000	BPL NANCY
71	48	REALISA- TIONS IMMO LORRAINE	81-83 rue Saint Georges	NANCY	M. Jacques DEMANGEL	KOLB	KOLB	30.000	780 000	KOLB MIRECOURT
125	76	Cabinet DEVAUX SARL	127 rue Saint Dizier	NANCY	M. Hugues DEVAUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	1.440 000	S.N.V.B. NANCY
249	126	HABITAT ET DEVE- LOPPMENT	5 rue du Château	ARRAYE ET HAN	M. Jean-Paul DONNY	F.N.A.I.M.		120.000		B.P.L. P.A.M.
	317	SYNERGIE et HABITAT	5 rue du Château	ARRAYE ET HAN	M. Jean-Paul DONNY		B.P.L.C.		110.000	B.P.L. PONT à MOUSSON

259		HOMNIS	110 rue Saint Dizier	NANCY	Mme Josette DOSCH	S.O.C.A.F.		110.000		CAIXA BANK STRASBOURG
	129	M.G.E.L. LOGEMENT	92-94 avenue du Général Leclerc	NANCY	M. Patrice DREXLER		B.P.L.		490.000	B.P.L.C.
384		AEDIFICARE	21 avenue du Général Leclerc	NANCY	M. Jean-Louis DUBOIS	B.P.L.		30.000		B.P.L. NANCY
230		DUGESCO	22 rue du Général Hoche	NANCY	M. Philippe DUPONT	Q.B.E. FRANCE		30.000		CREDIT AGRICOLE METZ
185	102	SARL DUPUICH	14 rue Aristide Briand	LONGWY	M. Alain DUPUICH	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	540 000	CREDIT AGRICOLE LONGWY
287		THOUILLOT et DURAND IMMO.	17 route de Mirecourt	NANCY	M. Philippe DURAND	B.P.L.		30.000		B.P.L. NANCY
282	143	F.D. PATRIMOINE	2 rue Georges de la Tour	NANCY	M. Frédéric DURAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	500 000	CREDIT AGRICOLE ESSEY
378		PATRIMOINE PLUS	57bis rue de Metz	NANCY	M. Patrice EYL	COVEA RISKS		30 000		CREDIT AGRICOLE NANCY
403	329	G.F. IMMOBILIER	9 rue Maréchal Foch	BRIEY	MM. Laurent et Stéphane FEDELI et GLABAY	Q.B.E. FRANCE	C.N.P. CAUTION	30.000	50.000	CRCA LORRAINE
349	306	ACF-EST IMMOBILIER	9 square de Liège Montet-Octroi	VANDOEUVRE les NANCY	Melle Fanny FELLER et M. François GNAEDIG	CEGI	CEGI	110 000	110.000	CREDIT LYONNAIS NANCY
41	30	IMMOBILIERE VENNER	98 rue Stanislas	NANCY	M. Edmond FERRY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	460.000	CREDIT LYONNAIS NANCY
406		JPF LONGWY IMMOBILIER	3 rue Pershing	LONGWY	Mme Jacqueline FILIPPUTI	B.P.L.C. METZ		30.000		BPLC LONGWY
	324	DEFIGERE	37 rue Gambetta	JARNY	M. Georges FONTAINE		LLOYD'S		110 000	BPL ARS sur MOSELLE
242		DOMUS CONSEIL	14 rue Gustave Simon	NANCY	M. Thierry FOURNIER	B.P.L. METZ		30 000		B.P.L. METZ
211		CONTACT IMMOBILIER	8 avenue Victor Hugo	TOUL	M. Jean-Luc GAULARD	F.N.A.I.M.		120 000		B.N.P. TOUL
188	15	CREPOL	5 rue Lafayette	NANCY	MM. Bernard et Richard GAUTHIER	B.P.L. METZ	B.P.L. METZ	115 000	641 000	B.P.L. NANCY
321	118	GESIM	44 avenue de la Garenne	NANCY	M. Patrick GEORGEL	Q.B.E. PARIS	Q.B.E. PARIS	30 000	760 000	KOLB NANCY
212		FAST IMMO	109 boulevard Jean Jaurés	NANCY	M. Patrick GEORGEL	LE MANS CAUTION		30 000		KOLB NANCY
398		MULLER IMMOBILIER	45 bis rue de Metz	NANCY	Mme Elisabeth GIPSON	A.G.F.		30.000		CREDIT LYONNAIS
313		Agence GIOVAGNINI	22 rue du Capitaine Caillon	NEUVES MAISONS	M. Julien GIOVAGNINI	AIG EUROPE		30.000		CREDIT AGRICOLE
285		A. GLAUDEL IMMOBILIER	18 rue Verlaine	NANCY	Mme Annick GLAUDEL	F.N.A.I.M.		120 000		BANQUE PARIBAS
358		CG IMMOBILIER	117 rue de Nancy	MARON	M. Jean-Claude GOUTIER	BANQUE KOLB		30 000		BANQUE KOLB
352		ARCADE IMMOBILIER	11 rue des Ecoles	BLAINVILLE sur l'EAU	M. Jean-Pierre GREGOIRE	CREDIT AGRICOLE		30 000		CREDIT AGRICOLE LUNEVILLE
259		HOMNIS	110 rue Saint Dizier	NANCY	M. Alain GROSJEAN	S.O.C.A.F.		110.000		CAIXA BANK STRASBOURG
308		ESPACE IMMO	4 rue Thiers	TOUL	M. Olivier GUERIN	A.X.A.		30.000		SOCIETE GENERALE NANCY

279		ESPACE FINANCE CONSEIL	4 rue Thiers	TOUL	M. Olivier GUERIN	COVEA RISKS		30.000		SOCIETE GENERALE NANCY
343		HOM'EGA IMMOBILIER	8 rue Charles Vue	LUNEVILLE	M. François GUNTZ	QBE FRANCE		30 000		B.P.L. FROUARD
274	145	A.C.1	Rue Victor Hugo	PONT A MOUSSON	M. Johann HOCQUARD- LAJOUX	S.O.C.A.F.	S.O.C.A.F.	110.000	110 000	CAISSE D'EPARGNE METZ
382		LA COMMAN- DERIE COMMERCES	20 rue de la Commanderie	NANCY	M. Marc HOMMELL	SOCAC PARIS		30 000		CREDIT MUTUEL NANCY
402		LOGIMMO CONSEIL	4 place Carnot	NANCY	Mme Elisabeth HOCQUET	CFCM Strasbourg		30.000		CREDIT MUTUEL LUTZEL- BOURG
252	128	CENTRAL IMMOBILIER	1 place du Luxembourg	NANCY	M. José IZQUIERDO	C.N.P. CAUTION	C.N.P. CAUTION	30.000	458.000	B.P.L. NANCY
318	330	CONCORDIS IMMOBILIER	40 rue Raymond Poincaré	NANCY	Melle Caroline JEANROY	F.N.A.I.M. PARIS	F.N.A.I.M. PARIS	180 000	120.000	S.N.V.B. NANCY
410		BONAPPART	21 rue Eugène Bastien	JOEUF	Mme Valérie JONAS	SEGAP		30.000		B.P.L. JOEUF
221		LIBERTY HOME	102 rue Stanislas	NANCY	M. Michel KATZ	F.N.A.I.M.		120 000		B.P.L. NANCY
316b		ANTHEA IMMOBILIER	1 rue Anne Franck	FROUARD	Mme Marie- Isabelle KIPP	FNAIM		120 000		CREDIT MUTUEL
317		AGORA	3 rue Léon Winsbach	BRIEY	M. Belkacem KLAA	A.G.F.		110 000		BPL METZ
107		AGENCE KLAA	2 rue Saint Mansuy	NANCY	M. Mohamed KLAA	A.G.F.		30 000		B.P.L. LAXOU
240		CLASSIMMO	33 rue Hermite	NANCY	M. Gille KRERBI	SOCAC		110 000		BANQUE KOLB
	114	C.A.L	12 rue de la Monnaie	NANCY	M. Yvon KRIZAN		Crédit Lyonnais		114 336.76	CREDIT LYONNAIS
295		IMMOBILIERE DU PONT	9 route de Rosières	VELLE sur MOSELLE	M. Benoît L'HUILLIER	A.G.F.		30 000		B.P.L. VILLERS les NANCY
398		MULLER IMMOBILIER	45 bis rue de Metz	NANCY	M. Thierry LALON- DRELLE	A.G.F.		30.000		CREDIT LYONNAIS
12	5	STE EMMANUEL LAMIRAND	2 rue Gilbert	NANCY	M. Claude LAMIRAND	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	480.000	SOCIETE GENERALE
	304	EST HABITAT CONSTRUC- TION	59 rue Pierre Sémard	NANCY	M. Gilles LE BARBIER DE BLIGNIERES		B.P.L. NANCY		130 000	B.P.L. NANCY
14	7	CABINET LEMESRE	1 rue des Michottes	NANCY	M. Francis LEMESRE	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	200 000	2 140 000	LA HENIN LYON
312	302	REGIE NOUVELLE 54	81/83 rue Saint Georges	NANCY	Mme Nathalie LEMOINE	Socamab Assurances	Socamab Assurances	30 000	300 000	CREDIT COOPERAT IF NANCY
377		MAILIS- LOGEKA	29 rue des Carmes	NANCY	M. Yannick LISSY	SO.C.A.F		110 000		B.P.L REIMS
372		BERGAMOTE IMMOBILIER	1 boulevard de Lattre de Tassigny	PONT à MOUSSON	M. Eric LOEUILLET	FNAIM		120 000		FNAIM
159	111	IMMO- BILIERE POINCARÉ	43 rue Raymond Poincaré	NANCY	M. Hugues LOPPINET	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	120 000	B.N.P. NANCY
411		J.V. IMMOBILIER CONSEIL	81 rue Jeanne d'Arc	NANCY	M. Jean- Christophe LOUIS	LE MANS CAUTION		30.000		B.P.L.C. Château Salins
363		MICATEX- EUROPE IMMO	38 rue Carnot	VILLERUPT	Mme Sophie LUCHETTI née KORNEK	LE MANS CAUTION		30 000		CAISSE EPARGNE BRIEY
351		OPTI IMMO	9 rue Paul Langevin	MAXEVILLE	M. Philippe MAIGÉ	Q.B.E. FRANCE		30 000		B.P.L. SARRE- BOURG
95		MANSON IMMOBILIER	61 rue Jolain	SAINT NICOLAS de PORT	M. Jean- Pierre MANSON	CEGI PARIS		110 000		S.N.V.B.

284		IMMO SERVICES	59 rue des IV Eglises	NANCY	M. Fabien MARCHAL	AGF NEUILLY		30 000		S.N.V.B. PONT à MOUSSON
269		IMMO-BILIERE MARTIN	125 rue Saint Dizier	NANCY	Mme Francine MARTIN-POUJOL	B.P.L. METZ		30 000		B.P.L. SAINT-MIHIEL
223		FORMATION ET DEVELOPPEMENT IMMO	3 rue Guerrier de Dumast	NANCY	M. Alain MATHIOT	Crédit Lyonnais		30.489,80		CREDIT LYONNAIS NANCY
339	325	AGENCE MAUDOUX HANRIOT	15 rue Philippe de Gueldres	PONT A MOUSSON	M. Philippe MAUDOUX	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	120.000	Crédit Mutuel P.A.M.
341		ALPIMETO 4% IMMOBILIER	1 rue du Général Leclerc	CUSTINES	M. Alexandre MENEGHINI	LE MANS CAUTION.		30.000		CREDIT AGRICOLE FROUARD
	140	EXPERTS FORESTIERS	10 rue des Dominicains	NANCY	M. Arnaud MICHAUT		S.O.C.A.F.		745 200	S.N.V.B.
361		S.D.I.-IXL	116 rue Saint Dizier	NANCY	M. Benoît MICHAUX	C.E.G.I.		30.000		S.N.V.B. NANCY
226		HABITAT-PYRAMIDE	16 rue Victor Hugo	NANCY	M. Benoît MICHAUX	SOCAF		110 000		CREDIT AGRICOLE TOUL
191		MICHAUX IMMOBILIER -LOGIA	16 rue Victor Hugo	NANCY	M. Benoît MICHAUX	SOCAF		110 000		CREDIT AGRICOLE TOUL
362		IMVALOR-IXL	59 rue Raymond Poincaré	NANCY	MM. Benoît MICHAUX et Pierre-Olivier DUBOIS	CEGI		30 000		B.P.L. NANCY
354		IXL-POLYHOME	7 place de le République	ESSEY les NANCY	MM. Benoît MICHAUX et Cyrille SALMON	SO.CA.F.		110 000		CREDIT MUTUEL NANCY
32	23	MICHEL ET NEUMAYER	22 rue Saint Nicolas	NANCY	MM. Jacques et Patrick MICHEL	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	2 800 000	B.N.P. NANCY
305		M.B. IMMOBILIER	16 avenue Carnot	SAINT MAX	M. Jean-François MIDON	FNAIM PARIS		120 000		CREDIT MUTUEL SAINT MAX
	87	AGENCE MIDON-BAUDOIN	16 avenue Carnot	SAINT-MAX	Mme Anne MIDON		F.N.A.I.M.		460 000	B.P.L.
289		AB PARTE-NAIRES	10 avenue de Rosières	DOMBASLE sur MEURTHE	M. Hervé MOCHI	B.P.L. METZ		30 000		B.P.L.C.
415		EVOLUTION IMMO	45 rue Gabriel Peri	DOMBASLE SUR MEURTHE	M. Adrien MORETTI	CEGI		30.000		B.P.L.C.
361 b		FLORIAN IMMO-BILERE	15 avenue Marcel Ney	PAGNY sur MOSELLE	Mme Patricia MORIN	F.N.A.I.M.		120 000		B.P.L. PONT à MOUSSON
165	92	ALPHA CONSEIL	82 rue Saint Georges	NANCY	M. François MOTTY	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	780 000	B.P.L. NANCY
400		J.M.D.M.	3 avenue de la Liberté	PIENNES	M. Roland NENICH	Q.B.E. FRANCE		30.000		BANQUE POPULAIRE
158	307	D.N.C.	22 rue Isabey	NANCY	M. Didier NICOLAS	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	120 000	B.N.P. NANCY
234		IMMO-BILIERE 54	34 Chemin d'Amance	DOMMARTE MONT	M. Gérard PAILLOT	Crédit Lyonnais NANCY		30.000		CREDIT LYONNAIS NANCY
	331	HOMNIS GESTION	110 rue Saint Dizier	NANCY	Melle Isabelle PAINE		S.O.C.A.F.		110.000	B.P.L.C. NANCY
31	22	BONNABELLE	15 rue Maurice Barrès	NANCY	M. Gérard PAQUIN	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120.000	3.000.000	CREDIT LYONNAIS NANCY
404		DARGENT IMMOBILIER	7 rue Labro	LONGWY	Melle Stéphanie PATRIGNANI	SOCAMAB Assurances		110.000		CREDIT MUTUEL LONGWY

413		SARL IMP ASSOCIES	25 avenue Carnot	SAINT MAX	M. Samuel PECHIODAT	CEGI		110.000		Crédit Mutuel NANCY
412		SDVI-PENZORAMA	99 rue Charles III	NANCY	M. Manuel PENSALFINI	CEGI		30.000		B.P.L.C. NANCY
134		INTER-FRANCE IMMOBILIER	5 rue Saint Thiébaut	NANCY	M. Robert PERRIER	CEGI		30 000		B.N.P. PARIS
167		C.I.M DEVELOPPEMENT	Esplanade des Capucins	VEZELISE	M. Jean PETITCOLAS	KOLB Mirecourt		30 000		KOLB
236		IMMOBILIER PHULPIN	32 rue de Mercy	LONGWY	M. François PHULPIN	F.N.A.I.M.		120 000		SOCIETE GENERALE LONGWY
350		PICARD IMMOBILIER D'ENTREPRISE	1 place Carnot	NANCY	MM. Jean-Jacques et J-M PICARD et GILSON	F.N.A.I.M.		120.000		PARIBAS
	89	P.G. et ASSOCIES	1 place Carnot	NANCY	MM. Jean-Jacques PICARD et Jean-Marc MENNUNI		F.N.A.I.M.		5 060 000	S.N.V.B.
348	305	ADB IMMOBILIER	30 rue G; Simon	NANCY	M. Grégory PIERRE	F.N.A.I.M.	F.N.A.I.M.	120 000	160 000	B.P.L. NANCY
156		CENTURY 21 JOEL PIERRE IMMO.	76 rue Stanislas	NANCY	M. Joël PIERRE	LLOYD'S FRANCE		153 000		B.P.L.C. METZ
344		STANISLAS PATRIMOINE	1 rue Girardet	NANCY	M. Laurent PIERSON	COVEA RISKS		30 000		B.P.L. LAXOU
319		LAVIE	134 rue Saint Dizier	NANCY	Mme Françoise ROCH	SO.CA.F.		110 000		S.N.V.B. NANCY
203		TOP IMMO	15 rue Ch. Guérin	LUNEVILLE	M. Jacques SCHAL	LE MANS CAUTION		30 000		B.P.L.C.
237		IMMOBILIE RE DUCALE	3 rue Grandville	NANCY	M. Laurent SERRIER	F.N.A.I.M.		120.000		B.N.P. PARIBAS
61		LAVAUX IMMOBILIER	11 place de la Carrière	NANCY	M. Benoît SIMON	SOCAF		110 000		S.N.V.B. VANDOEUVRE
105		AGNUS PERE AGENCE VILLAUME	10 rue Raymond Poincaré	NANCY	M. Bertrand SZLAGMAN	F.N.A.I.M.		120 000		S.N.V.B. NANCY
340		ACTE IMMOBILIER	28 rue Héré	NANCY	M. Vincent THOMASSIN	SOCAF		30 000		BANQUE KOLB MIRECOURT
287		THOUILLOT et DURAND IMMO.	17 route de Mirecourt	NANCY	M. Thierry THOUILLOT	B.P.L.		30 000		B.P.L. NANCY
254	135	LE FIL A L'IMMO	96 rue Jeanne d'Arc	NANCY	Melle Marie-Françoise TOUSSAINT	C.E.G.I.	LLOYD'S FRANCE	30.000	228 000	B.N.P. NANCY
311		AGENCE DE LA PLACE	9 place des Vosges	NANCY	M. Gilles TREMEAU	FNAIM PARIS		120 000		B.P.L. ESSEY
405		Bernard TYRA-KOWSKI	1 place de l'Arsenal	NANCY	M. Bernard TYRA-KOWSKI	LE MANS CAUTION		30.000		CREDIT AGRICOLE
334	311	AGIMMO	6 rue Lafayette	NANCY	M. Dominique VUILLEMIN	LLOYD'S	LLOYD'S	110.000	110 000	B.P.L. SAINT DIE
366	313	WEGA	3bis rue Jean Jaurès	MAXEVILLE	M. André WEBER	Caisse d'Epargne	Caisse d'Epargne	30.000	1.524.490	CAISSE D'EPARGNE PAM
182		AGENCE IMMO. MUSSIPONTAINE	51 rue Gambetta	PONT A MOUSSON	M. Marc WITTMAN	C.E.G.I.		110.000		CREDIT MUTUEL PONT A MOUSSON.
239	134	ZACHARY IMMOBILIER	17 rue de Metz	BRIEY	M. Jean-Paul ZACHARY	QBE FRANCE	Crédit Agricole	30.000	114.337	S.N.V.B. HOME-COURT
290	146	AZ PARTNER	5 rue des Armoises	PULLIGNY	M. Alain ZIETEK	Q.B.E. FRANCE		30 000		S.N.V.B.



## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 7 DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat rivière Woigot ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1998 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot » ;

VU la délibération du 18 décembre 2003 du comité du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot décidant la modification de l'article 7 des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

- AVRIL en date du 3 février 2004
- BETTAINVILLERS en date du 16 janvier 2004
- BRIEY en date du 20 janvier 2004
- LANTEFONTAINE en date du 20 janvier 2004
- MAIRY-MAINVILLE en date du 27 février 2004
- MANCE en date du 24 février 2004
- MANCIEULLES en date du 9 janvier 2004
- TRIEUX en date du 29 mars 2004
- TUCQUEGNIEUX en date du 13 janvier 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 7 des statuts du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot est autorisée comme suit :

« Article 7 : Administration

*Le syndicat est administré par un comité de délégués désignés par les conseils municipaux des communes membres.*

*La représentation des communes est fonction de la population : 1 délégué par commune, plus un délégué par tranche de 1000 habitants entamée.*

*Les communes désignent des délégués suppléants en nombre égal aux délégués titulaires.*

*Le comité élit un bureau où chaque commune est représentée.*

*Composition : - un président*

*- six vice-présidents*

*- un membre par commune non encore représentée*

*- un membre supplémentaire pour la commune ayant la présidence.*

*Les missions du président et du bureau son régies par les articles L 5212.11 et L 5212.12 du code général des collectivités territoriales.*

*Le comité se réunit au moins une fois par trimestre et le bureau 2 fois par trimestre.*

*Le compte rendu des réunions de bureau est diffusé à l'ensemble du comité. »*

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 16 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TOULOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 1966 autorisant la création du district urbain de TOUL, modifié par les arrêtés préfectoraux des 18 novembre 1974, 11 janvier 1996, 4 octobre 1996, 3 avril 1997, 1<sup>er</sup> août 1997, 3 novembre 1997, 21 novembre 1997 et 8 octobre 1998 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1999 relatif à la transformation du district urbain de TOUL en une communauté de communes dénommée "communauté de communes du Toulouis" ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes du Toulouis en date du 11 décembre 2003 relative à l'élargissement des compétences communautaires dans le domaine "actions d'études et d'entretien des rivières restaurées" ;

VU les délibérations des communes de BICQUELEY (27/1/04), BOUCQ (27/2/04), BRULEY (19/1/04), CHARMES-LA-COTE (30/1/04), CHAUDENEY-SUR-MOSELLE (28/1/04), DOMGERMAIN (30/1/04), DOMMARTIN-LES-TOUL (9/2/04), ECROUVES (30/1/04), GYE (8/1/04), LAGNEY (6/2/04), LAY-SAINT-REMY (23/1/04), MENIL-LA-TOUR (26/1/04), PAGNEY-DERRIERE-BARINE (19/1/04), PIERRE-LA-TREICHE (20/2/04) et TOUL (4/2/04) ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par cet article est atteinte ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les compétences de la communauté de communes du Toulouis dans le domaine "Actions d'études et d'entretien des rivières restaurées" sont étendues à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage déléguée, à la demande des communes nom membres de la communauté de communes du Toulouis, pour la partie des études les concernant.

**Article 2** : La sous-préfète de TOUL, la présidente de la communauté de communes du Toulais sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes membres de la communauté de communes,
- Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le directeur des archives départementales,

Il sera en outre, inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

---

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA MODIFICATION DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DU TERROUIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1998 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin ;

Vu la délibération du comité syndical du 29 janvier 2004 relative à la modification des statuts ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes d'ANDILLY (15/1/04 et 26/2/04), MENIL-LA-TOUR (25/3/04), ROYAUMEIX (28/1/04) et SANZEY (16/3/04) ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux des communes membres d syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par l'article L 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Les compétences du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont étendues à la réalisation des investissements nécessaires à la scolarisation des enfants d'âge préscolaire et du 1<sup>er</sup> degré.

Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

**Article 2** : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du syndicat intercommunal scolaire du Terrouin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Messieurs les maires d'ANDILLY, MENIL-LA-TOUR, ROYAUMEIX et SANZEY. Il sera en outre inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 6 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Toul.*

---

**ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE GRISCOURT ET VILLERS-EN-HAYE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de GRISCOURT (24/6/03,13/3/04) et VILLERS-EN-HAYE (17/6/03,30/3/04) qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du syndicat intercommunal d'assainissement de Griscourt et Villers-en-Haye ;

VU les statuts ;

VU l'avis du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 29 août 2003 ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - La constitution du " Syndicat intercommunal d'assainissement de Griscourt et Villers-en Haye est autorisée.

**Article 2** - Le syndicat a pour objet la réalisation (acquisition de terrains, études, travaux, exploitation) d'une station d'épuration intercommunale.

**Article 3** - Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

**Article 4** - le siège du syndicat est fixé en mairie de Villers-en-Haye.

**Article 5** - Les fonctions de receveur du syndicat intercommunal d'assainissement de Griscourt et Villers-en-Haye seront assurées par le trésorier VANDIERES ;

**Article 6** - Mme la sous-préfète de TOUL est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres, à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 13 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Corinne CHAUVIN

*Les statuts peuvent être consultés à la sous-préfecture de Toul.*

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE**

**DECISION CONJOINTE ARH/URCAM - FINANCEMENT SUR LA DRDR - NUMERO 10**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L 162-43 à L 162-46 du code de la sécurité sociale

Vu la convention passée le 15 avril 2003 entre le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

Vu le dossier déposé par le promoteur désigné ci après, répondant à l'appel à projets national: Expérimentation du dispositif autour de l'annonce d'un cancer lancé par le Ministère de la santé, de la famille et des personnes

Vu la liste des projets retenus par le jury national

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale des réseaux pour 2004

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

*Au réseau* **ONCOLOR (réseau lorrain de Cancérologie)**  
*représenté par son promoteur* **Madame le Professeur Danièle SOMMELET,**  
 Présidente du réseau ONCOLOR  
 6, avenue de Bourgogne  
 54500 VANDOEUVRE lès NANCY

**ARTICLE 1 :**

Le promoteur du projet **ONCOLOR** bénéficie d'un financement dans le cadre de la dotation nationale de développement des réseaux de **160 000 €** au titre de

« l'expérimentation du dispositif de l'annonce d'un cancer »

Ce projet est identifié sous le Numéro d'identification **960410108**

**ARTICLE 2 :**

La caisse primaire de **Nancy**, désignée "caisse pivot" est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre, après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau ou le directeur de l'établissement présentant le projet **ONCOLOR**.

**ARTICLE 3 :**

La dotation déterminée à l'article 1 couvrant l'ensemble des types de dépenses du projet sera versée en une seule fois par la caisse pivot.

**ARTICLE 4 :**

L'évaluation de cette expérimentation sera faite au niveau national pour tous les projets retenus. Les modalités pratiques seront communiquées par le Ministère ultérieurement.

**ARTICLE 5 :**

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et le Directeur de l'URCAM de la région Lorraine sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région de Lorraine.

**ARTICLE 6 :**

Toute modification à la présente décision fera l'objet d'une décision modificative.

NANCY, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
 Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
 Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
 LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu l'Article L6112-7 du Code de Santé Publique relatif à la délivrance de soins palliatifs

Vu la circulaire DGS/3D du 26 août 1986 relative à l'organisation des soins et à l'accompagnement des malades en phase terminale

Vu la loi N° 91-748 du 31 juillet 1991 relative à la réforme hospitalière, les soins palliatifs font partie des missions du service public.

Vu la loi N° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs.

Vu la circulaire DH/EO2/2000/295 du 30 mai 2000 relative à l'hospitalisation à domicile (complétée par la circulaire du 11 décembre 2000)

Vu le Décret N° 2000-1004 du 16 octobre 2000 relative à la convention type concernant les conditions d'intervention des bénévoles accompagnant les personnes en soins palliatifs dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Vu la circulaire DHOS/02/DGS/SD5D/2002/n° 2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et à l'accompagnement en application de la loi 99-447

Vu le Décret N° 2002-194 du 11 novembre 2002 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier.

Vu l'avenant 12 de la Convention nationale des médecins généralistes instaurant un Contrat de Santé Publique pour la prise en charge des soins palliatifs paru au Journal Officiel du 17.09.2003

Vu la circulaire DHOS/O/n°44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile.

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

*Au réseau* **LE PALLIDUM**  
*représenté par son promoteur*  
*Nom Prénom* **Docteur David REVOL**  
*Statut professionnel* **Praticien hospitalier**  
*Adresse* **1 Bis, Place du Château - 57680 GORZE**

**Préambule :**

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Régionale de Développement des Réseaux. Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires) et la périodicité (échéances de paiement).

**Article 1 : Présentation du réseau financé**Nom du réseau **LE PALLIDUM**Numéro d'identification **960410082**

Thème « Prise en charge globale et continue, reposant sur l'articulation entre les acteurs libéraux du terrain effecteurs et une équipe de coordination, des patients en soins palliatifs à domicile »

Zone géographique (codes INSEE) Périmètre de 25 km autour de la commune de Gorze (57) comprenant des communes en Moselle, Meurthe et Moselle et Meuse.

Caisses d'assurance maladie concernées : les CPAMs de Metz, Nancy, Longwy, Bar le Duc, MSA de Lorraine, CMR de Lorraine, URSSME.

**Article 2 : Décision de financement**• Montant total accordé **964 709 €**• Durée du financement **3 ans**

• Mode de versement :

- Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

**Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

**Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année 2004 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année 2005.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de **964 709 €** pour 3 ans du 01 avril 2004 au 31 mars 2007 soit **68%** des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT	3 000	3 000		
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES				
Directeur (médecin coordonnateur)	18 060	33 000	33 660	6 015
Coordonnateur administratif	25 560	86 000	87 720	8 521
Infirmières (3)	88 265	119 000	121 380	29 417
Psychologue	27 060	48 500	49 470	9 015
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Honoraires divers		2 500	2 500	
Actions de sensibilisation	1 500	2 000	2 000	
Location voitures, essence, assurance	19 200	26 000	26 000	6 366
Dossier médical des patients		4 000		
Recueil des données, suivi et évaluation			10 000	
FORMATION				
EVALUATION	18 000	24 000	24 000	
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	200 645	348 000	356 730	59 334

Coût total du projet sur trois ans : 1 420.410 €

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

• Le CH de Gorze 42 000 €

• Le FAQSV 114 200 €

Financement accordé le 06/11/2002 pour un montant de 203 315 €

Un nouveau recours au FAQSV n'est plus possible.

• Collectivités locales 4 000 €

• Fondation de France 14 000 €

• CPAM 227 700 €

• Conseil Général 29 801 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 220 sur trois ans (60 en 2004 ; 80 en 2005 ; 80 en 2006)

**Article 6 : Détail des dérogations accordées**

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

**Rémunérations spécifiques pour Equipe mobile de coordination salariée du réseau**

• Type de professionnel de santé

**Médecin coordonnateur**

• Nature de la dérogation

**forfait de coordination**

• Modalité de versement

**un forfait mensuel**

• Conditions d'interruption du versement

**sortie du médecin du réseau**

• Nombre prévisionnel de professionnels

**un**

• Type de professionnel de santé

**Infirmiers**

- Nature de la dérogation
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement

forfait de coordination

un forfait mensuel

✓ sortie d'un infirmier du réseau

✓ Modification suite à parution d'un avenant à la convention des infirmières pour coordination et prise en charge des soins palliatifs

- Nombre prévisionnel de professionnels
- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de professionnels
- Type de professionnel de santé
- Nature de la dérogation
- Modalité de versement
- Conditions d'interruption du versement
- Nombre prévisionnel de professionnels

trois

Psychologue

forfait de coordination

un forfait mensuel

sortie du médecin du réseau

un

coordonnateur administratif

forfait de coordination

un forfait mensuel

confère contrat de travail

un

#### **Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**

##### Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion patients en soins palliatifs
- Respect des critères administratifs d'inclusion
  - Localisation
  - Adhésion du médecin traitant
  - Malade à domicile
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

##### Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
  - Décès
  - Amélioration clinique
  - Stabilisation de la pathologie
  - Rémission de la pathologie
- Départ volontaire (possible à tout moment)

##### Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau
- Adhésion à la charte de qualité du réseau

##### Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

#### **Article 8 : engagements du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention.
  - A fournir à l'ARH et à L'URCAM les conventions passées par le réseau
    - ✓ pour la mise à disposition des professionnels de santé de l'équipe mobile
    - ✓ avec une Hospitalisation à domicile
    - ✓ avec des associations d'accompagnements bénévoles
  - A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
  - A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
  - A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
  - A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
  - A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
  - A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
  - A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
  - A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
  - A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.
- Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.
- A se conformer aux recommandations du SROS 1999-2004 en matière de soins palliatifs-accompagnement douleur
  - A faire appliquer aux professionnels de santé libéraux les textes conventionnels en vigueur en matière de soins palliatifs-accompagnement douleur (ACBUS et avenant aux conventions...)

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer la réalité de son fonctionnement l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation, à partir de la tenue d'un tableau de bord :

Nombre de patients

inclus - durée de prise en charge

sortis - à la demande de qui - motifs (dont décès à domicile et hospitalisation)

Formations

nature - nombre

Coordination

type de professionnels de santé - nombre de professionnels de santé

nombre de réunions de l'équipe de coordination

nombre de dossiers patients examinés

dont évaluation psychologique

dont prise en charge de la douleur

Professionnels libéraux

nombre participant aux réseaux par catégorie

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **31 décembre 2006** au plus tard.

En plus des rapport d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié, il se base sur la mesure, par des indicateurs adaptés, des processus, des résultats de soins dans un cadre de référence incorporant :

- ✓ L'évaluation structurelle
- ✓ L'évaluation fonctionnelle
- ✓ L'évaluation organisationnelle
- ✓ L'évaluation économique
- ✓ L'évaluation de qualité

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

**Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Metz; désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Moselle, département dans lequel se situe le siège du réseau.

**Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

NANCY, le 7 avril 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,

Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,

Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu l'Article L6112-7 du Code de Santé Publique relatif à la délivrance de soins palliatifs

Vu la circulaire DGS/3D du 26 août 1986 relative à l'organisation des soins et à l'accompagnement des malades en phase terminale

Vu la circulaire DHOS/O2/DGS/SD5D/2002/n° 2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et à l'accompagnement en application de la loi 99-447

Vu la loi n° 99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit à l'accès aux soins palliatifs.

Vu la circulaire DH/EO2/2000/295 du 30 mai 2000 relative à l'hospitalisation à domicile (complétée par la circulaire du 11 décembre 2000)

Vu le Décret N° 2000-1004 du 16 octobre 2000 relative à la convention type concernant les conditions d'intervention des bénévoles accompagnant les personnes en soins palliatifs dans les établissements de santé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Vu la circulaire DHOS/O2/DGS/SD5D/2002/n° 2002/98 du 19 février 2002 relative à l'organisation des soins palliatifs et à l'accompagnement en application de la loi 99-447

Vu le Décret N° 2002-194 du 11 novembre 2002 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier.

Vu l'avenant 12 de la Convention nationale des médecins généralistes instaurant un Contrat de Santé Publique pour la prise en charge des soins palliatifs paru au Journal Officiel du 17.09.2003

Vu la circulaire DHOS/O/n°44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile.

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**Au réseau**TRAIT D'UNION**représenté par son promoteurNom Prénom**Monsieur Philippe BRACH**

Statut professionnel

Infirmier Diplômé d'Etat

Adresse

27, rue du Breuil - 54230 Neuves Maisons

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Régionale de Développement des Réseaux. Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires) et la périodicité (échéances de paiement).

Article 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau

TRAIT D'UNION

Numéro d'identification

960410116

Thème

« Soins palliatifs à domicile pour tout patient qui le désire »

Zone géographique (codes INSEE)

Bassin de santé 14

Caisse d'assurance maladie concernées : les CPAMs de Nancy, MSA de Lorraine, CMR de Lorraine, URSSME.

Article 2 : Décision de financement

- Montant total accordé 590 275 €

- Durée du financement 3 ans

- Mode de versement :

- Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année 2004 et de chaque nouvelle année fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année 2005, 2006 et 2007.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 590 275 € pour 3 ans du 01 avril 2004 au 31 mars 2007 soit 53,3% des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT				
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES				
Médecin coordonnateur	45 000	84 000	110 250	15 000
Infirmière	15 750	33 500	44 500	5 250
Psychologue (35 €/heure)	3 750	7 875	11 000	1 250
Pharmacien	7 500	5 250	5 500	2 500
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
Frais kilométriques	3 750	6 000	8 000	1 250
FORMATION				
EVALUATION				
ÉTUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
Astreintes médicales (100 € par jour)	27 450	38 500	40 500	9 150
Astreintes téléphoniques (50 € par jour)	13 725	19 250	20 250	4 575
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	116 925	194 375	240 000	38 975

Coût total du projet : 1 107 844 €

Les autres financeurs sont selon le promoteur:

- Le FAQSV 184 996 €
- CPAM de Nancy 69 584 €
- Collectivités locales 92 728 €
- Participation privée 75 760 €
- Autres (Formation continue) 92 800 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 200 sur 3 ans.

Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Rémunérations spécifiques pour Equipe mobile de coordination salariée du réseau

- Type de professionnel de santé **Médecin coordonnateur**
- Nature de la dérogation **forfait de coordination**
- Modalité de versement **un forfait mensuel**
- Conditions d'interruption du versement **sortie du médecin du réseau**
- Nombre prévisionnel de professionnels **un**
- Type de professionnel de santé **Infirmière**
- Nature de la dérogation **forfait de coordination**
- Modalité de versement **un forfait mensuel**
- Conditions d'interruption du versement **✓ sortie de l'infirmière du réseau**
- **✓ Modification suite à la parution de l'avenant 6 à la convention des infirmières pour coordination et prise en charge des soins palliatifs**
- Nombre prévisionnel de professionnels **une**
- Type de professionnel de santé **Psychologue**
- Nature de la dérogation **forfait de coordination**
- Montant unitaire (en €) **35 €**
- Modalité de versement **un forfait par heure**
- Conditions d'interruption du versement **sortie du psychologue du réseau**
- Nombre prévisionnel de professionnels **un**
- Type de professionnel de santé **Pharmacien**
- Nature de la dérogation **forfait de coordination**
- Modalité de versement **un forfait mensuel**
- Conditions d'interruption du versement **Sortie du pharmacien du réseau**
- Nombre prévisionnel de professionnels **un**

**Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion
  - Désir du patient, ne présentant pas de symptôme aigus nécessitant une hospitalisation, de rentrer à domicile
  - Compréhension et acceptation de la famille
  - Prise en charge possible par l'entourage ou une tierce personne
  - Compréhension et acceptation du traitement
  - Etat neurologique et psychologique permettant les soins à domicile
  - Présence d'un entourage 24h/24h
  - Accord du médecin traitant pour assurer le suivi dans les conditions de fonctionnement du réseau
- Respect des critères administratifs d'inclusion
  - Localisation
  - Aménagement possible du domicile
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
  - Décès
  - Sur avis de l'équipe de coordination
  - A la demande du médecin traitant, validée par l'équipe de coordination
  - Sur avis du service médical de l'organisme de prise en charge
- Départ volontaire (possible à tout moment)
  - A la demande du patient ou de son entourage

Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau en respectant l'éthique des soins palliatifs (art 37 et 38 du Code de Déontologie Médicale)
- Adhésion à la charte de qualité du réseau
- Participer aux actions de formation

Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

**Article 8 : Engagements du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention.
- A fournir à l'ARH et à L'URCAM les conventions passées par le réseau
  - ✓ pour la mise à disposition des professionnels de santé de l'équipe mobile
  - ✓ avec une Hospitalisation à domicile
  - ✓ avec des associations d'accompagnements bénévoles
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.



- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.  
Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.
- A se conformer aux recommandations du SROS 1999-2004 en matière de soins palliatifs-accompagnement douleur
- A faire appliquer aux professionnels de santé libéraux les textes conventionnels en vigueur en matière de soins palliatifs-accompagnement douleur (ACBUS et avenant aux conventions...)

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer la réalité de son fonctionnement l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation, à partir de la tenue d'un tableau de bord :

Nombre de patients	inclus - durée de prise en charge sortis - origine de la décision - motifs (dont décès à domicile et hospitalisation)
Formations	nature - nombre type de professionnels de santé - nombre de professionnels de santé
Coordination	nombre de réunions de l'équipe de coordination nombre de dossiers patients examinés dont évaluation psychologique dont prise en charge de la douleur
Professionnels libéraux	nombre participant aux réseaux par catégorie

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **31 décembre 2006** au plus tard. En plus des rapport d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié, il se base sur la mesure, par des indicateurs adaptés, des processus, des résultats de soins dans un cadre de référence incorporant :

- ✓ L'évaluation structurelle
- ✓ L'évaluation fonctionnelle
- ✓ L'évaluation organisationnelle
- ✓ L'évaluation économique
- ✓ L'évaluation de qualité

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**

##### Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

#### **Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

#### **Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Moselle, département dans lequel se situe le siège du réseau.

#### **Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif de Nancy.

NANCY, le 7 avril 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

#### **NOTIFICATION DE DECISION DEFAVORABLE ARH/URCAM**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relative aux réseaux de santé

Vu l'avis défavorable du Comité Technique Régional des Réseaux réuni le 30 mars 2004

**décident conjointement, en l'état du dossier, de ne pas attribuer de financement sur la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

*Au réseau*

**URGILO**

Représenté par son promoteur

*Nom prénom*

**Docteur Pascale BLISCAUX**

*Statut professionnel*

**Cardiologue**

*Adresse*

**29b, boulevard de Lorraine  
57500 SAINT AVOLD**

Résumé du projet

Mise à la disposition des patients, atteints d'une affection de longue durée (ALD30), d'une carte « URGILOR » permettant l'accès, par les professionnels de santé, à une base de données médicales d'urgence. La production et la mise à jour des antécédents médicaux sont effectuées par les patients eux-mêmes.

Motifs de la décision

Le dossier concerne davantage un outil qu'un réseau de santé tel que défini à l'art. L.6321-1 du code de santé publique.

URGILOR n'offre pas toutes les garanties de fiabilité, de qualité, de sécurité et de confidentialité des données médicales

URGILOR doit être cohérent avec les spécifications des chantiers importants en cours au niveau national, d'une part du point de vue informationnel, d'autre part du point de vue interopérabilité avec les futurs systèmes, et doit présenter des qualités intrinsèques et des garanties d'évolutivité pour pouvoir communiquer avec les futurs systèmes.

Voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

NANCY, le 7 avril 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE N° 1 DU 18 MARS 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE

##### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté du 23 octobre 2002 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE ;

VU la correspondance de Madame QUENTION, Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2003 relative aux remplacements de :

- Madame DAUMAS Nadine et proposant la candidature d'elle-même
  - Monsieur TREFFEL Bruno et proposant la candidature de Madame SAINT MARD Catherine,
- SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

**1 - Cinq représentants des communes concernées**

- Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur MATHIEU Richard, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007,
- Madame PRADURAT Marilyne conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007.

**2 - Un représentant du département désigné par le conseil général**

- Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2004.

**3 - Le président et le vice-président de la CME**

- Madame TROTZIER Marie-Claire, Présidente, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006,
- Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2006.

**4 - Un autre membre de la CME**

- Madame BADET Christelle, médecin généraliste, fin du mandat en octobre 2006.

**5 - Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame KOSTKA Marie-Laure, cadre infirmier supérieur, fin du mandat en octobre 2005.

**6 - Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, en remplacement d'elle-même, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, en remplacement de Monsieur TREFFEL Bruno, ouvrier spécialisé, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**7 - Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat fin octobre 2005
- Madame BARTHELEMY Michèle, IDE libérale, fin du mandat fin octobre 2005,
- Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat fin octobre 2005.

**8 - Deux représentants des usagers**

- Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat fin octobre 2005,
- Madame PEUREUX Claude, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat fin octobre 2005.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH en date du 23 octobre 2002.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 mars 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## ARRETE DE SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992, ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 et 4 février 1986 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002, relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU la nomination à compter du 5 juin 2000 de M. Maurice DUBOL, en qualité de Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral OSD 0302 du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**Article 1** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, subdélégation est donnée à M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables émises dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, conformément aux décisions de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

**Article 2** - En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Maurice DUBOL, directeur départemental, et de M. Philippe PETITJEAN, directeur départemental adjoint, subdélégation est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale.

**Article 3** - Subdélégation permanente est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale, pour signer l'ensemble des pièces d'engagement, de liquidation et d'ordonnement relatives aux titres III de la nomenclature d'exécution budgétaire du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** - Les subdélégations vues aux articles 1, 2 et 3 ne s'étendent pas à l'exercice de prérogative de la personne responsable des marchés tel que mentionné aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral OSD 0302 du 29 juillet 2002.

**Article 5** - L'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire délégué daté du 22 août 2002 est annulé.

**Article 6** - Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire original sera adressé à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 29 mars 2004

Le Directeur Départemental  
de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

## AMENAGEMENT FONCIER

## ARRETE PREFECTORAL 04/060/DDAF/REMBT PORTANT MODIFICATION DU PERIMETRE DE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE CHENEVIERES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau

VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la Route Nationale 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, publié au journal officiel du 29/04/2000

VU les articles L. 123-24, R. 123-30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;

VU l'arrêté préfectoral du 27/11/2002 ordonnant le remembrement de CHENEVIERES avec exclusion d'emprise et déterminant le périmètre de cette opération;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de CHENEVIERES dans sa séance du 25/11/2003 ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 09/01/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 09/02/2004;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

## A R R E T E

## ARTICLE 1er

Le périmètre de remembrement de CHENEVIERES défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27/11/2002 est modifié ainsi :

## Territoire de CHENEVIERES

## Parcelles exclues :

Section X : 306 - 308 - 310 - 312 - 314 - 316 - 318 - 320 - 322 - 324 - 326 - 328 - 330 et 333

## ARTICLE 2

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

## ARTICLE 3

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, le maire de CHENEVIERES, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle; à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général, à monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, à monsieur le directeur départemental de l'Equipement

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

NANCY, le 5 mars 2004

**ARRETE PREFECTORAL 04/119/DDAF/REMBT RECTIFICATIF DU REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE AZERAILLES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;  
VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;  
VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;  
VU l'article L 211 du code de l'environnement  
VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;  
VU le décret n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982 modifiés, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration;  
VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;  
VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;  
VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;  
VU le décret du 21/04/2000 déclarant d'utilité publique (D.U.P.) les travaux d'aménagement à 2 x 2 voies de la route Nationale 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES, publié au journal officiel du 29/04/2000  
VU les articles L 123 - 24, R 123.30 et suivants du Code Rural, relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09/12/2003 ordonnant le remembrement de la propriété foncière d'AZERAILLES,  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

Il y a lieu d'exclure du périmètre de remembrement d'AZERAILLES les parcelles suivantes:

**Territoire d'AZERAILLES :**

Section AB : n° 68

Section ZB : n°57, 137, 213, 215.

Section ZN : n° 191p01, 198.

Il y a lieu d'inclure du périmètre de remembrement d'AZERAILLES les parcelles suivantes

**Territoire d'AZERAILLES**

Section ZA : n° 113, 114, 117, 118.

Section ZB : n° 319, 323, 357, 363, 366, 384, 389, 392, 395, 398, 401, 408, 413, 418, 421, 424, 426, 431, 469, 471, 473, 475.

Section ZC : n° 131 à 192, 195, 197 à 201, 203 à 209, 289 à 293, 295, 296, 299.

Section ZD : n° 198p01.

Section ZH n° 74.

Section ZN : n° 191.

**Territoire de GELACOURT**

Section ZA : n° 6 à 8.

**ARTICLE 2**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé restent inchangées. L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Prefet de LUNEVILLE, le Maire d' AZERAILLES, BROUVILLE, GLONVILLE, GELACOURT, et HABLAINVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée:

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle; à Monsieur le Président du Conseil Général, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,  
NANCY, le 30 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

**ARRETE PREFECTORAL 04/176/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT  
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LOISY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;  
VU la Loi 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau;  
VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;  
VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;  
VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;  
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 Mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 03 Janvier 1992 sur l'Eau ;  
VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;  
VU le décret n° 82.389 du 10 Mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 09/04/1997 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;  
VU l'arrêté modificatif du 15/04/1999 du remembrement de la propriété foncière de LOISY ;  
VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 09/01/2003 ;  
SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

**Territoire de la commune de LOISY :**

Sections ZB - ZC - ZD - ZE - ZH - ZI - ZK - ZL

**Territoire de la commune d'ATTON :**

Sections YA - YB

**Territoire de la commune de BEZAUMONT :**

Section YA

**Territoire de la commune de SAINTE GENEVIEVE :**

Section YB

**ARTICLE 2**

Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de LOISY le **29 Avril 2004**. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY, le Procès-Verbal.

**ARTICLE 3**

L'association foncière et/ou la commune de LOISY est autorisée à réaliser au titre de la loi sur l'eau les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier..

**ARTICLE 4 - RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant, est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Maire de LOISY, Mesdames ou Messieurs les Maires d'ATTON, BEZAUMONT, SAINTE GENEVIEVE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Georges AMBROISE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2004/DDE/119/CDER****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder à une enquête de circulation sur la liaison A330-RD2bis-RN74 dans les deux sens de circulation dans le cadre du projet d'actualisation des études générales sur le réseau de transports en commun et la réalisation des études de la ligne 3 du tram ;

A la demande de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le mardi 24 février 2004 de 7h à 19h30 la circulation s'établit comme suit entre les PR 38+500 et 40+000 de la liaison A330-RD2bis-RN74 dans les deux sens de circulation :

- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h,

**ARTICLE II**

Le bureau d'étude Municipalité Services est autorisé à procéder à des enquêtes de circulation par questions posées aux usagers sur les accotements et la voie de contournement prévus pour les transports exceptionnels le mardi 24 février 2004 de 7h à 19h30.

Les usagers volontaires seront invités par le personnel de la CUGN à se rendre sur les aires de stationnement prévues à cet effet pour répondre aux questions des enquêteurs.

**ARTICLE III**

Les postes d'enquête seront signalés de façon apparente par des panneaux portant l'indication:

**ENQUETE DE CIRCULATION****ARTICLE IV**

Les usagers devront se conformer aux demandes des agents chargés de diriger la circulation aux abords et à l'emplacement des postes d'enquête.

**ARTICLE V**

Les forces de l'ordre seront présentes durant toute la durée de l'enquête pour assurer la sécurité des usagers de la route et des personnels enquêteurs sur les lieux d'enquête.

**ARTICLE VI**

En cas d'intempéries, l'opération prévue au préambule du présent arrêté est susceptible d'être reportée au jeudi 26 février 2004.

**ARTICLE VII**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par le service entretien des autoroutes-centre de FLEVILLE ;

**ARTICLE VIII**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 11 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures p.i.,

R. SPITZBARTH

---

**ARRETE 2004/DDE/140/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de mettre en place une protection spécifique au droit du chantier de la LGV Est européenne sur l'A31 ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A partir du vendredi 20 février 2004 à 0h00 et jusqu'au vendredi 19 mars 2004 à 24h00, la vitesse est limitée à 110 km/h sur l'A31 dans le sens Dijon/Luxembourg du PR 280+400 au PR 281+700. La Bande d'Arrêt d'Urgence sur la section courante est réduite à 2,50m sur la zone de chantier. La voie rapide est réduite à 2,80m et est interdite aux poids lourds du PR 280+400 au PR 281+700.

A partir du vendredi 20 février 2004 à 0h00 et jusqu'au vendredi 19 mars 2004 à 24h00, la vitesse est limitée à 110 km/h sur l'A31 dans le sens Luxembourg/Dijon du PR 281+525 au PR 280+400. La Bande d'Arrêt d'Urgence sur la section courante est réduite à moins de 2,50m sur la zone de chantier. La voie rapide est réduite à 2,80m et est interdite aux poids lourds du PR 281+525 au PR 280+400.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de CUSTINES, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/141/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de la Communauté Urbaine du Grand Nancy du 19 février 2004,

Considérant la nécessité de réparer les glissières le long de la bretelle de Gentilly (sortie 19) dans le sens Luxembourg Dijon sur l'A31,

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes",

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

La bretelle de sortie Nancy Gentilly - Laxou (sortie n°19), dans le sens Luxembourg/Dijon de l'A31, est fermée la nuit du 19 au 20 février 2004 de 20h30 à 06h00.

Durant cette période, dans le sens Luxembourg/Dijon, la voie réservée aux véhicules lents est neutralisée du PR 251+600 au PR 250+100 de l'A31.

**ARTICLE II**

Durant les travaux, l'itinéraire de déviation est le suivant :

Les usagers voulant se rendre à Nancy Gentilly/Laxou sont invités à prendre la sortie n° 20.

Les usagers peuvent aussi emprunter la sortie 2B de l'A33 afin de reprendre ce même axe en direction de Metz. Leur sortie s'effectuera par la bretelle Strasbourg-Gentilly.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire ainsi que les panneaux de déviation seront fournis, posés, entretenus et déposés par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U. ainsi qu'à Monsieur le Maire de Nancy.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 19 février 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/199/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/683/CDER du 20 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003/DDE/738/CDER du 27 octobre 2003 ;

Vu l'arrêté de voirie portant permis de stationnement (autorisation de surplomb) du 15 mars 2004

Considérant la nécessité de procéder à la construction de la culée C 28 et de la pile P 27 au moyen d'une grue à tour dans le cadre du chantier LGV, au PR 3+250 de la RN 57, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du mercredi 17 mars au lundi 15 avril 2004 , du lundi au vendredi de 8h à 12h et 13h à 17h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 3+100 et 3+400 de la RN 57:

- limitation de vitesse à 50 km/h,
- interruption momentanée de la circulation au moyen de piquets K 10.

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise EIFFAGE TP

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/200/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de dépose de la ligne aérienne haute tension EDF 63 KV MILLERY- VANDIERES, surplombant l'autoroute A313 au droit de son PR 1+800, sur le territoire de la commune de ATTON;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

Le mardi 16 mars 2004 de 9h à 11h, la circulation s'établit comme suit sur l'autoroute A313 au droit de son PR 1+800:

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente;
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 Km/h puis à 30 Km;
- il est interdit de doubler.

et ce dans les deux sens de circulation.

##### ARTICLE II

La circulation sera interrompue momentanément par micro-coupures par les forces de police pour permettre la dépose et l'évacuation de chaque câble conducteur haute tension.

##### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés au mercredi 17 mars 2004 dans les mêmes conditions.

##### ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

##### ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de PONT A MOUSSON et ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

G. GEAI

#### ARRETE 2004/DDE/204/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Considérant la nécessité de procéder à la mise en conformité du terre-plein central de l'autoroute A31 nord ;

A la demande de la société des autoroutes PARIS RHIN RHONE (SAPRR) ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE I

A compter de la date de signature du présent arrêté et ce jusqu'au 30 novembre 2004, de 6h à 22h, sauf week end, jours fériés et les mois de juillet et août, la circulation s'établit comme suit dans les deux sens de circulation entre les PR 195+650 et 225+000 de l'autoroute A 31 nord, par section successive d'une longueur maximale de 10 km :

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée à 90 km/h,
- il est interdit de doubler.

##### ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera mise en place, entretenue et surveillée par la société des autoroutes PARIS RHIN RHONE

##### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

##### ARTICLE IV

Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité de la section réglementée.

##### ARTICLE V

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous préfet de TOUL, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le directeur régional d'exploitation de CHAMPAGNE LORRAINE de la SAPRR, Monsieur le directeur du CRICR de l'est, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS



## ARRETE 2004/DDE/207/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM sud-ouest 54;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de réparations des corniches, gardes-corps et des trottoirs sur l'ouvrage des cinq tranchées au PR 244+930 de l'autoroute A31;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I****Phase 1**

Les nuits du lundi 19 avril au jeudi 22 avril 2004, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 248+950 et 244+050 :

**• dans le sens NANCY/TOUL**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- il est interdit de doubler,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens TOUL/NANCY à 90 km/h,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.

**• dans le sens TOUL/NANCY**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
- il est interdit de doubler.

**Phase 2**

La nuit du jeudi 22 avril au vendredi 23 avril 2004 de 21h à 6h et les nuits du lundi 26 avril au mercredi 28 avril 2004, de 21h à 6h, la circulation s'établit comme suit entre les PR 242+900 et 247+800 :

**• dans le sens TOUL/NANCY**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- il est interdit de doubler,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens NANCY/TOUL à 90 km/h,
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.

**• dans le sens NANCY/TOUL**

- la voie rapide est neutralisée,
- la circulation s'effectue sur la voie lente,
- la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
- il est interdit de doubler.

**ARTICLE II**

Du lundi 19 avril à 21h au vendredi 11 juin 2004 à 6h, la circulation sur l'ouvrage A31-140 sera interdite à la circulation des VL et PL, les usagers doivent emprunter les déviations suivantes :

**• venant de TOUL :**

- sortie TOUL/GONDREVILLE, giratoire GONDREVILLE direction VELAINNE, DR 400 poste de VELAINNE, parc de loisirs, zone des baraques, site ST-Jacques II. Dans le cas où les usagers manqueraient la sortie TOUL/GONDREVILLE, ils seraient redirigés sur leurs destinations par A31 NANCY, bretelle TOUL/LUNEVILLE, A33, bretelle de sortie TOUL/NANCY/BRABOIS, échangeur de BRABOIS, bretelle d'entrée NANCY/BRABOIS/TOUL, A33 vers TOUL, bretelle LUNEVILLE/TOUL, échangeur de VELAINNE sortie NANCY-VELAINNE et RD 400.

**• venant de NANCY :**

- pour se rendre à la forêt de Haye (à l'opposé du Parc de loisir) sortie NANCY/VELAINNE, RD 400 vers VELAINNE, poste de VELAINNE, giratoire de GONDREVILLE, bretelle GONDREVILLE/NANCY, A31 sortie forêt de Haye.

**• venant de VELAINNE :**

- pour se rendre à NANCY, RD 400 direction GONDREVILLE, giratoire de GONDREVILLE, bretelle GONDREVILLE/NANCY, puis A31 direction NANCY.

**ARTICLE III** - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de VELAINNE en HAYE, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU



- RUSSANGE en date du 11 décembre 2003  
- THIL en date du 18 décembre 2003  
- VILLERUPT en date du 18 décembre 2003 ;  
VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 10 février 2004 ;  
VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 5 mars 2004,  
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

#### ARRETEMENT

**ARTICLE 1ER :** Le syndicat intercommunal pour l'aménagement des friches industrielles de la vallée de l'Alzette est dissous.

**ARTICLE 2 :** Le comité du syndicat intercommunal pour l'aménagement des friches industrielles de la vallée de l'Alzette se réunira avant le 30 juin 2004 pour voter son compte administratif et définir les conditions de répartition des résultats et de transfert de l'actif et du passif entre les communes membres.

A défaut, un liquidateur sera nommé.

Les communes membres corrigeront alors leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif du syndicat.

Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise sera joint en annexe des budgets communaux de reprise des résultats.

Les communes disposeront alors de 2 mois à compter de l'adoption du compte administratif et de la détermination de la répartition du résultat ainsi que de l'actif et du passif pour présenter un recours en annulation de ces documents devant le tribunal administratif de Nancy.

**ARTICLE 3 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de BRIEY et de THIONVILLE et le président du syndicat intercommunal pour l'aménagement des friches industrielles de la vallée de l'Alzette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

NANCY, le 26 mars 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
François DUMUIS

METZ, le 8 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

#### ARRETE INTERPREFECTORAL DECLARANT D'INTERET GENERAL ET AUTORISANT LES TRAVAUX DE RESTAURATION DE LA SEILLE MOYENNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 211-7, L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 ;

VU le Code Rural et notamment les articles L 151-36 à L 151-40 et R 151-40 à R 151-50 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 modifié pris en application de l'article L211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU la demande déposée par M le Président du Syndicat Interdépartemental d'assainissement et de curage de la SEILLE à l'effet de déclarer d'intérêt général les travaux de restauration de la SEILLE MOYENNE;

VU l'arrêté interpréfectoral du 07 octobre 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que les enquêtes ont été menées en mairies de :

- Département de Meurthe-et-Moselle :

ABAUCCOURT, ARMAUCOURT, ARRAYE-ET-HAN, BEY-SUR-SEILLE, BRIN-SUR-SEILLE, CHENICOURT, CLEMERY, EPLY, LANFROICOURT, LESMESNILS, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, MANONCOURT-SUR-SEILLE, MONCEL-SUR-SEILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, PORT-SUR-SEILLE, ROUVES, THEZEY-SAINT-MARTIN.

- Département de Moselle :

ABONCOURT-SUR-SEILLE, AJONCOURT, ATTILLONCOURT, AULNOIS-SUR-SEILLE, BIONCOURT, CRAINCOURT, FOSSIEUX, MALAUCOURT-SUR-SEILLE, MANHOUE, PETTONCOURT, CHEMINOT.

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 27 jours en mairies précitées ;

VU l'avis favorable, le 30 décembre 2003, du commissaire enquêteur ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle du 23 janvier 2004 ; ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle du 29 janvier 2004 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle du 4 mars 2004 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Moselle du 19 mars 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETEMENT

#### **ARTICLE 1er - OBJET, DECLARATION D'INTERET GENERAL ET AUTORISATION**

Le Syndicat Interdépartemental d'assainissement et de curage de la SEILLE est autorisé, en référence aux articles L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 du code de l'environnement, à mettre en œuvre les travaux de restauration de la SEILLE MOYENNE dans les conditions du présent règlement.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

#### **ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés dans les communes de :

- Département de Meurthe-et-Moselle :

ABAUCCOURT, ARMAUCOURT, ARRAYE-ET-HAN, BEY-SUR-SEILLE, BRIN-SUR-SEILLE, CHENICOURT, CLEMERY, EPLY, LANFROICOURT, LESMESNILS, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, MANONCOURT-SUR-SEILLE, MONCEL-SUR-SEILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, PORT-SUR-SEILLE, ROUVES, THEZEY-SAINT-MARTIN.

- Département de Moselle :

ABONCOURT-SUR-SEILLE, AJONCOURT, ATTILLONCOURT, AULNOIS-SUR-SEILLE, BIONCOURT, CRAINCOURT, FOSSIEUX, MALAUCOURT-SUR-SEILLE, MANHOUE, PETTONCOURT, CHEMINOT.

#### **ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE**

Pendant les travaux, les riverains de la SEILLE devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

#### **ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux consisteront pour l'essentiel en :

- le traitement de la végétation des berges et du lit de la rivière ( coupe sélective d'arbres, élagage, enlèvement d'embâcles) ;
- l'enlèvement d'encombrants dans le lit et sur les berges (végétaux rémanents, bois mort, objets hétéroclites) ;
- la suppression localisée d'atterrissements et de leur végétation ;
- la restauration et la renaturation des berges fortement dégradées ;
- la plantation d'arbres et arbustes ;
- la restauration et le confortement d'ouvrages hydrauliques (ponts, passerelles, seuils) ;
- l'amélioration locale des conditions d'écoulement des crues ;
- la stabilisation du lit en secteur d'érosion active.

Ils seront réalisés conformément au projet déposé.

#### **ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Les ouvrages et la rivière la SEILLE, au droit de l'emprise des travaux, seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux les Fédérations de Meurthe-et-Moselle et de Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et les D.D.A.F. de Meurthe-et-Moselle et de Moselle chargées de la police de l'eau et de la police de la pêche.

#### **ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 8 - ACCORD PREALABLE POUR CERTAINS TRAVAUX**

Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés.

L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

#### **ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'entretien de la SEILLE MOYENNE devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 31 décembre 2005.

Les travaux concernant la SEILLE MOYENNE devront être terminés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 10 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 11 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages et travaux doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet concerné par leur situation.

#### **ARTICLE 12 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

#### **ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE,

Monsieur le Président du Syndicat Interdépartemental d'Assainissement et de Curage de la SEILLE ;

Les Maires des communes de :

##### **- Département de Meurthe-et-Moselle :**

ABAUCOURT, ARMAUCOURT, ARRAYE-ET-HAN, BEY-SUR-SEILLE, BRIN-SUR-SEILLE, CHENICOURT, CLEMERY, EPLY, LANFROICOURT, LESMESNILS, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, MANONCOURT-SUR-SEILLE, MONCEL-SUR-SEILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, PORT-SUR-SEILLE, ROUVES, THEZEY-SAINT-MARTIN.

##### **- Département de la Moselle :**

ABONCOURT-SUR-SEILLE, AJONCOURT, ATTILLONCOURT, AULNOIS-SUR-SEILLE, BIONCOURT, CRAINCOURT, FOSSIEUX, MALAUCOURT-SUR-SEILLE, MANHOUE, PETTONCOURT, CHEMINOT.

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de MEURTHE & MOSELLE et de MOSELLE et affiché en mairies de :

##### **- Département de Meurthe-et-Moselle :**

ABAUCOURT, ARMAUCOURT, ARRAYE-ET-HAN, BEY-SUR-SEILLE, BRIN-SUR-SEILLE, CHENICOURT, CLEMERY, EPLY, LANFROICOURT, LESMESNILS, LETRICOURT, MAILLY-SUR-SEILLE, MANONCOURT-SUR-SEILLE, MONCEL-SUR-SEILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, NOMENY, PHLIN, PORT-SUR-SEILLE, ROUVES, THEZEY-SAINT-MARTIN.

##### **- Département de Moselle :**

ABONCOURT-SUR-SEILLE, AJONCOURT, ATTILLONCOURT, AULNOIS-SUR-SEILLE, BIONCOURT, CRAINCOURT, FOSSIEUX, MALAUCOURT-SUR-SEILLE, MANHOUE, PETTONCOURT, CHEMINOT.

METZ, le 16 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENQ

NANCY, le 16 avril 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

François DUMUIS

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	883
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	883
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....	883
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 04.BODE.26 DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PRÉFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY CHARGE DE LA SUPPLÉANCE DE LA SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL DU 23 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE 2004 .....	883

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 04.BODE.26 DÉLÉGATION DE SIGNATURE À M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PRÉFET  
DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY CHARGE DE LA SUPPLÉANCE DE LA SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL  
DU 23 AOÛT AU 5 SEPTEMBRE 2004**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire NOR INT A 0400072C du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales du 10 juin 2004 relative à la suppléance et intérim des fonctions préfectorales, absences et congés des préfets et sous-préfets ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.19 du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, modifié par les arrêtés du 6 octobre 2003 et du 12 juillet 2004 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R Ê T É

**ARTICLE 1 :** M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, est chargé de la suppléance de Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Toul du 23 au 29 août 2004, dans les limites de la circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE****1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements****3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boisson et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser

- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS****1) Cartes nationales d'identité****2) Passeports** (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)**3) Associations** (délivrance des récépissés de déclaration)**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Toul
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES****1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
- du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
- du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
- de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
- de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

**2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints****3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville****4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

**5) Intercommunalité :**

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

**6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs****7) Divers**

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF****1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales****2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)****3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :**

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

**4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :**

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

**5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes****6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.****VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME****1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif****2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques****3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.**

**VII - ENVIRONNEMENT****Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

**VIII - SUBVENTIONS D'ETAT**

- accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :  
des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoires (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

**IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

**X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commission susvisées est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale pour la sous-préfecture de Toul (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42).

**ARTICLE 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 5 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés à l'articles 1 du présent arrêté, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 4 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 et visés à l'article 4 de l'arrêté 03.BODE.19 du 30 juin 2003.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et dans les sous-préfectures de Toul et Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 25 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....	886
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....	886
DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	886

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

DECISION PORTANT NOMINATION DU DELEGUE TERRITORIAL DE L'AGENCE NATIONALE  
POUR LA RENOVATION URBAINE DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;

Vu le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 11 mars 2004 portant nomination de M. Philippe VAN DE MAELE en qualité de Directeur général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;

Vu la proposition du préfet, concernant la désignation du délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine du département de Meurthe-et-Moselle ;

## DECIDE

## ARTICLE 1 :

De nommer M. Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle en qualité de délégué territorial de l'agence nationale pour la rénovation urbaine dans le ressort de cette circonscription territoriale.

## ARTICLE 2 :

La présente décision prendra effet à compter de la date de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Paris, le 23 août 2004

Philippe VAN DE MAELE





## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1236</b>
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>1236</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>1236</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 04 BODE 47 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	1236
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1236</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>1236</i>
COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE .....	1236
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1238
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1239
ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DES SOLDES D'HIVER 2005 DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1239
<i>TROISIEME BUREAU.....</i>	<i>1239</i>
ARRETE PORTANT FIXATION EN EUROS DE L'AVANCE DE LA REGIE D'AVANCES OUVERTE A LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE (MODIFICATION DE L'ARRETE DU 25 MARS 1994) .....	1239
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>1240</i>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY- CUGN.....	1240
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY- CUGN.....	1240
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>1241</i>
PECHE EN EAU DOUCE - PERIODES D'OUVERTURE DE LA PECHE EN 2005 - AVIS ANNUEL - DISPOSITIONS DU TITRE III - LIVRE IV DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET NOTAMMENT DE L'ARTICLE L. 436-5 REGLEMENTANT LA PECHE EN EAU DOUCE ET DE L'ARRETE REGLEMENTAIRE PERMANENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA PECHE EN EAU DOUCE EN MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1241
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>1241</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>1241</i>
ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE .....	1241
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE .....	1245
ARRETE MODIFICATIF CONCERNANT LA SOCIETE CYNO SECURITE 2000 .....	1251
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1251</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>1251</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES FONTAINES DU MADON .....	1251
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY .....	1252
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE LEMENIL MITRY ET VAUDEMONT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS .....	1253
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1254</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1254</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>1254</i>
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/53 DU 28 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS H 54 000 0072 .....	1254
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/54 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT LES ARRETES N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004 ET N° 04/30 DU 30 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031 .....	1255
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/55 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/13 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN) - N° FINESS H 54 000 3019 .....	1255
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/56 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/27 DU 09 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767 .....	1256
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/57 DU 5 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 31 DU 3 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS H 54 000 9701 .....	1256
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/58 DU 5 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/27 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104 .....	1257
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/59 DU 8 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/28 DU 9 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS H 54 000 0866 .....	1257
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/60 DU 8 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/23 DU 23 AVRIL 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS H 54 000 0668 .....	1258

ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/61 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/11 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT-ELOI A NEUVES-MAISONS - N° FINESS H 54 000 0858 .....	1259
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/62 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/21 DU 1 <sup>ER</sup> MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT - N° FINESS H 54 000 0726 .....	1259
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/63 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/20 DU 1 <sup>ER</sup> MARS 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT-CHARLES A NANCY - N° FINESS H 54 000 0395 .....	1260
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>1260</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</i>	<i>1260</i>
ARRETE N° 315 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 159 .....	1260
ARRETE N° 320 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-49 .....	1261
<i>COHESION SOCIALE .....</i>	<i>1262</i>
ARRETE N° 904 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA) GERE PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (ARS) .....	1262
ARRETE N° 905 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE GERE PAR L'ASSOCIATION A.R.S. ....	1262
<i>POLE SOCIAL .....</i>	<i>1263</i>
ARRETE RELATIF AU RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT POUR L'EMPLOI D'ENFANTS ACCORDE A L'AGENCE DE MANNEQUINS « DANIELE MODELS AGENCY » .....	1263
<i>SOLIDARITE - AUTONOMIE .....</i>	<i>1263</i>
ARRETE DDASS / AES / N° 803 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GERE PAR LE CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON .....	1263
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>1264</b>
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES .....</i>	<i>1264</i>
ARRETE N° 317/DDAF/ITEPSA FIXANT, POUR L'ANNEE 2004, LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE, INVALIDITE ET MATERNITE, D'ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE, DE PRESTATIONS FAMILIALES DUES AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES, AINSI QUE LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES DUES POUR L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE SALARIEE .....	1264
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER .....</i>	<i>1265</i>
ARRETE BAUX RURAUX DDAF 2004/309 - CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL .....	1265
ARRETE PREFECTORAL 04/308/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BOUXIERES AUX CHENES .....	1265
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1267</b>
<i>SERVICE DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS .....</i>	<i>1267</i>
ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/277 DE DECLASSEMENT DE LA RN 4 DU PR 73.765 AU PR 78.255 (RD 99 - NEZ DE L'ILOT DU GIRATOIRE SUD) DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1267
ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/279 DE DECLASSEMENT DE LA RN 57 NORD ET SUD DANS L'AGGLOMERATION NANCEIENNE DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1268
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</i>	<i>1268</i>
ARRETE 2004/DDE/283/CDER .....	1268
ARRETE 2004/DDE/285/CDER .....	1269
ARRETE 2004/DDE/286/CDER .....	1269
ARRETE 2004/DDE/287/CDER .....	1270
ARRETE 2004/DDE/288/CDER .....	1271
<i>SERVICE DE L'HABITAT .....</i>	<i>1271</i>
ARRETE PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DU FOYER DES TRAVAILLEURS DE PROCHEVILLE COMME GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE SOCIALE-FOYER DE PROCHEVILLE A PONT-A-MOUSSON .....	1271
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....</i>	<i>1272</i>
AVIS .....	1272
<b>RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ .....</b>	<b>1272</b>
ARRETE DE DELEGATION RECTORALE DE SIGNATURE A MONSIEUR CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1272
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>1273</b>
DELEGATION DE SIGNATURE .....	1273
DELEGATION DE SIGNATURE .....	1273
DELEGATION DE SIGNATURE .....	1274
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>1275</b>
AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	1275
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER DE 2 <sup>E</sup> CATEGORIE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....	1275
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AUTOMOBILE DE 2 <sup>E</sup> CATEGORIE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....	1276
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....	1276

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 04 BODE 47 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE,  
INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 mars 2002 portant nomination de M. Guy Stievenard en qualité d'inspecteur d'académie adjoint ;

VU l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 portant nomination de Mme Dominique Guilini en qualité de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00.DEC.112 du 21 décembre 2000 accordant délégation de signature à M. Paul-Jacques Guiot, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, modifié par l'arrêté du 19 juin 2003 ;

VU le courrier du 12 novembre 2004 du directeur de cabinet du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche informant le Préfet de la nomination de M. Claude Bisson-Vaivre dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle à compter du 15 novembre 2004 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Bisson-Vaivre, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Guy Stievenard, inspecteur d'académie adjoint au directeur du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et par Mme Dominique Guilini, secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

**ARTICLE 4** : Les arrêtés préfectoraux du 21 décembre 2000 et du 19 juin 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, affiché, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 22 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

## COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'ACTION TOURISTIQUE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la Loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours et son décret d'application n° 94-490 du 13 juin 1994 ;

Vu la Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat modifiant la Loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 et son décret d'application n° 96-1018 du 26 novembre 1996 ;

Vu le décret n° 85-249 du 14 février 1985 relatif à la Commission Départementale d'Action Touristique ;

Vu le décret n° 98-149 du 3 mars 1998 relatif à la nouvelle composition et à l'élargissement des attributions de la Commission Départementale de l'Action Touristique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2002 fixant la composition de la commission départementale de l'action touristique ;

Sur les propositions des organismes consultés ;

Sur proposition de M. le secrétaire général ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 29 janvier 2002 modifié est abrogé ;

**ARTICLE 2** : La composition de la commission départementale de l'action touristique est fixée comme suit :

**1 - En qualité de membres permanents**

- ♦ M. le délégué régional au tourisme, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur départemental des services fiscaux, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur départemental de l'équipement, ou son représentant,
- ♦ M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, ou son représentant.

**Un représentant des offices de tourisme et syndicats d'initiative**

- ♦ M. Daniel DENINGER, titulaire
- ♦ Mme Anne HARBONVILLE, suppléante.

**Un représentant du comité départemental du tourisme**

- ♦ la directrice du comité départemental du tourisme, titulaire
- ♦ M. Stéphane LOSER, suppléant

**Un représentant de la chambre de commerce et d'industrie**

- ♦ M. Michel MILLON, titulaire
- ♦ M. Yves SCHULTZ, suppléant

**Un représentant de la chambre de métiers**

- ♦ M. Raymond RECEVEUR, titulaire
- ♦ M. Thierry LATARCHE, suppléant

**Un représentant de la chambre d'agriculture**

- ♦ M. Jean-Luc MILLARD, titulaire
- ♦ Mme Jacqueline PANIS-GRANDIDIER, suppléante

**Un représentant des consommateurs**

- ♦ M. Pierre VIDAL, titulaire
- ♦ Mme Marie-Louise MARION, suppléante

**Un représentant des usagers handicapés à mobilité réduite**

- ♦ M. Laurent DELOGE, titulaire
- ♦ M. Rémy BLAISE, suppléant

**2 - En qualité de membres représentant les professionnels du tourisme siégeant dans l'une des trois formations suivantes pour les affaires les intéressant directement****Première formation compétente en matière de classement, d'agrément et d'homologation****Représentants des hôteliers et des restaurateurs****Hôteliers**

- ♦ Mme Nicole GIRARD, titulaire
- ♦ Mme Véronique CHEVRY, suppléant
- ♦ M. Etienne GIRARD, titulaire
- ♦ M. Philippe GIRARD, suppléant
- ♦ M. Jean-Louis JOURDAIN, titulaire
- ♦ M. Gérard GATINOIS, suppléant

**Restaurateurs**

- ♦ M. Michel BEDU, titulaire
- ♦ M. Jean-Marie ZENDEN, suppléant

**Représentants des loueurs de meublés saisonniers classés et des agents immobiliers, au titre de la première catégorie****Loueurs de meublés saisonniers**

- ♦ Mme Marie-France MILLARD, titulaire
- ♦ Mme Maryse THOUVENIN, suppléante
- ♦ Mme Véronique CHONE, titulaire
- ♦ M. Luc LECLAIRE, suppléant

**Agents immobiliers**

- ♦ M. Francis LEMESRE, titulaire
- ♦ M. Gérard PAQUIN, suppléant

**Représentants des gestionnaires et des usagers des terrains de camping-caravanage****Gestionnaires**

- ♦ M. Pierre ITENEY maire de TONNOY, titulaire
- ♦ M. Jean-Yves SIBERT, maire de BAINVILLE AUX MIROIRS, suppléant
- ♦ M. Maurice GRIVEL maire de MESSEIN, titulaire
- ♦ M. Louis ULRICH, maire de BAYON, suppléant

**Usagers**

- ♦ M. Gérard PITZ, titulaire
- ♦ M. Jean CHARTON, titulaire
- ♦ M. Edmond GASTON, suppléant

**Représentants des offices de tourisme et syndicats d'initiative**

- ♦ Mme Geneviève FONTAINE, titulaire
- ♦ M. Michel VAUTRIN, suppléant

**Représentants des entreprises de remise et de tourisme**

- ♦ M. Martial TOUSSAINT, titulaire
- ♦ M. Daniel MUREAU, suppléant

**Représentants de la fédération française d'équitation**

- ♦ M. Jean COLLIN, titulaire
- ♦ M. Christian RISS, suppléant

**Représentants du tourisme équestre et de l'équitation de loisirs**

- ♦ M. Yvon HERMANN, titulaire
- ♦ Mme Georgette NOVAK, suppléante

**Représentants des professionnels des activités hippiques**

- ♦ M. Richard JEANDEL, titulaire
- ♦ M. Gilles PIRUS, suppléant

**Représentants de la circonscription du haras**

- ♦ M. Denis PARMENTELOT, titulaire
- ♦ M. Guy-Noël CADET, suppléant

**Deuxième formation compétente en matière de délivrance d'autorisations administratives pour la commercialisation des prestations touristiques****Représentants des agents de voyage**

- ♦ M. Didier OUAKNINE, titulaire

- ♦ M. Hervé CAILLAU, suppléant
- ♦ Mme LEINSTER-RENAUX, titulaire
- ♦ M. Xavier COMTE, suppléant

**Représentants des associations de tourisme agréées au sens de la loi du 13 juillet 1992**

- ♦ M. Robert BARON, titulaire
- ♦ M. Alain MEYER, suppléant
- ♦ M. M. THIERSE, titulaire
- ♦ Melle C. HALL, suppléante

**Représentants des organismes locaux de tourisme**

- ♦ Mme Geneviève FONTAINE, titulaire
- ♦ M. Michel VAUTRIN, suppléant
- ♦ Mme Myriam BARNABE, titulaire
- ♦ M. Frédéric CHAUSSON, suppléant

**Représentants des gestionnaires d'hébergements classés**Hôtels

- ♦ Mme Nicole GIRARD, titulaire
- ♦ M. Etienne GIRARD, suppléant
- ♦ Mme Véronique CHEVRY, titulaire
- ♦ M. Philippe GERARD, suppléant

Campings

- ♦ M. Pierre ITENEY, titulaire
- ♦ M. Jean-Yves SIBERT, suppléant
- ♦ M. Maurice GRIVEL, titulaire
- ♦ M. Louis ULRICH, suppléant

**Représentants des gestionnaires d'activités de loisirs**

- ♦ M. Robert BARON, titulaire
- ♦ M. Claude COLIN, suppléant

**Représentants des agents immobiliers et administrateurs de biens**

- ♦ M. Hugues DEVAUX, titulaire
- ♦ M. Claude MOESSNER, suppléant

**Représentants des organismes de garantie financière**Association professionnelle de solidarité du tourisme

- ♦ M. François PIOT, titulaire
- ♦ Mme Gaétana FRIGI, suppléante

Comité local des banques

- ♦ Mme Annette-GILEWICZ, titulaire

**Représentant des transporteurs routiers de voyageurs**

- ♦ M. Yves HELLUY, titulaire

**Troisième formation compétente en matière de projets d'établissements hôteliers****Représentants des hôteliers**

- ♦ Mme Nicole GIRARD, titulaire
- ♦ M. Gérard GATINOIS, suppléante
- ♦ M. Philippe GIRARD, titulaire
- ♦ M. Etienne GIRARD, suppléant
- ♦ M. Jean-Louis JOURDAIN, titulaire
- ♦ Mme Catherine PILOT, suppléante
- ♦ M. Michel BEDU, titulaire
- ♦ Mme Véronique CHEVRY, suppléante

**Représentants des agents de voyage**

- ♦ M. Didier OUAKNINE, titulaire
- ♦ M. Hervé CAILLAU, suppléant
- ♦ Mme Francine LEINSTER-RENAUX, titulaire
- ♦ M. Xavier COMTE, suppléant

**ARTICLE 3** : Les membres de la commission sont nommés pour une période de trois ans renouvelable.

**ARTICLE 4** : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission départementale de l'action touristique.

Publication en sera faite au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 4 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 9 novembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI Lorline, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à l'extension de 3990 m<sup>2</sup> de vente d'un magasin de bricolage à l'enseigne BRICOMARCHE à ECROUVES - Zone du Polygone portant la surface totale de vente à 5 990 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de ECROUVES.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipeement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 9 novembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI MCB, en qualité de promoteur et futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un centre commercial de 26 500 m<sup>2</sup> de vente à NANCY, rue Marcel Brot, par transfert d'activités de 10 625 m<sup>2</sup> et extension de 15 875 m<sup>2</sup> de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipelement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

ARRETE PREFECTORAL FIXANT LES DATES DES SOLDES D'HIVER 2005  
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE & MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 310 - 3 du code du commerce ;

Vu le décret n° 374 - 2004 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 pris pour l'application du titre III, chapitre 1er de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usines ;

Vu l'avis émis après consultation des organisations professionnelles concernées et des chambres consulaires ;

Vu l'avis émis par le comité départemental de la consommation lors de sa réunion du 16 novembre 2004 ;

Vu la circulaire de M. le Ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation du 24 septembre 2004 relative à l'organisation des soldes d'hiver 2005 ;

Considérant l'intérêt d'une harmonisation des dates des soldes pour les départements de la région lorraine ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Dans le département de Meurthe et Moselle, les soldes d'hiver 2005 débuteront le 12 janvier 2005 et se termineront le 22 février 2005, soit une période de six semaines.

**ARTICLE 2** : Conformément au deuxième paragraphe de l'article 28 de la loi du 5 juillet 1996, les ventes ne peuvent porter que sur des marchandises proposées à la vente et payées depuis au moins un mois à la date de début de la période de soldes considérée.

**ARTICLE 3** : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à Madame et Messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement.

NANCY, le 25 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## TROISIEME BUREAU

ARRETE PORTANT FIXATION EN EUROS DE L'AVANCE DE LA REGIE D'AVANCES OUVERTE  
A LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE  
(MODIFICATION DE L'ARRETE DU 25 MARS 1994)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-070 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993, notamment son titre III, habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès des services actifs territoriaux de police ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 1994 portant constitution d'une régie d'avances auprès de la direction départementale de la sécurité publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 mai 2004 fixant le montant de l'avance consentie au régisseur à 10.500 € ;

VU la demande présentée par le régisseur de la direction départementale de la sécurité publique en vue de ramener le montant de l'avance qui lui est consentie ;

VU l'avis émis par Monsieur le trésorier payeur général le 29 octobre 2004 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 17 mai 2004, fixant à 10.500 € le montant de l'avance consentie au régisseur est annulé.

**ARTICLE 2** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 25 mars 1994 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le montant de l'avance consentie au régisseur est fixé à 6.000 € (SIX MILLE EUROS).

Les autres articles demeurent sans changement.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de parution au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**ARTICLE 4** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 18 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## QUATRIEME BUREAU

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 9 décembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 23 décembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## CINQUIEME BUREAU

**PECHE EN EAU DOUCE - PERIODES D'OUVERTURE DE LA PECHE EN 2005 - AVIS ANNUEL  
DISPOSITIONS DU TITRE III - LIVRE IV DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET NOTAMMENT DE L'ARTICLE L. 436-5 REGLEMENTANT LA PECHE EN EAU DOUCE  
ET DE L'ARRETE REGLEMENTAIRE PERMANENT RELATIF A L'EXERCICE DE LA PECHE EN EAU DOUCE EN MEURTHE-ET-MOSELLE**

La pêche par tout procédé est interdite dans le département de Meurthe-et-Moselle pour les écrevisses, les grenouilles et toutes les espèces de poissons, en dehors des périodes d'ouverture générale ci-après :

- Eaux de première catégorie : **du 12 mars au 18 septembre 2005.**

- Eaux de deuxième catégorie : **du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005** pour la pêche aux lignes.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la pêche des espèces suivantes est interdite en dehors des temps d'ouverture ci-après :

ESPECES	EAUX de 1 <sup>re</sup> CATEGORIE	EAUX de 2 <sup>e</sup> CATEGORIE
Truite arc-en-ciel Saumon de fontaine Truite fario	du 12 mars au 18 septembre du 12 mars au 18 septembre du 12 mars au 18 septembre	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre du 12 mars au 18 septembre du 12 mars au 18 septembre
Ombre commun	du 21 mai au 18 septembre	du 21 mai au 31 décembre
Brochet Sandre	du 12 mars au 18 septembre du 12 mars au 18 septembre	du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 janvier et du 14 mai au 31 décembre
Ecrevisses à pattes rouges, à pattes grêles, à pattes blanches et des torrents	du 23 juillet au 1 <sup>er</sup> août	du 23 juillet au 1 <sup>er</sup> août
Grenouilles vertes et rousses	du 15 avril au 18 septembre	du 15 avril au 02 octobre
Toutes espèces de poissons non mentionnées ci-dessus	du 12 mars au 18 septembre	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre

Les jours indiqués ci-dessus sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche dans le lac de Pierre-Percée, classé grand lac intérieur de montagne de deuxième catégorie piscicole, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

La pêche de la carpe, de nuit, est réglementée par arrêté préfectoral spécifique.

**NOTA :**

- le nombre de prises de salmonidés est limité à **6** par pêcheur et par jour,
- la taille minimale de capture des salmonidés est fixée à **0,23 m** sur tout le département, à l'exception de La Plaine où la taille est fixée à **0,20 m**,
- la taille minimale de l'ombre est fixée à **0,30 m**,
- la taille minimale du brochet est fixée à **0,50 m**, dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie,
- la taille minimale du sandre est fixée à **0,40 m**, dans les eaux de la 2<sup>ème</sup> catégorie.

**GRENOUILLES**

La mutilation, la naturalisation, le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et de la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, sont interdits en toute période dans les conditions déterminées par les articles L.411-1 à 4 et R.\*211-1 à 5 du code de l'environnement, et l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. La capture ou l'enlèvement des œufs et des spécimens des autres espèces de grenouilles est totalement interdite, ainsi que le transport, le colportage, l'utilisation, la mise en vente, la vente et l'achat des spécimens vivants ou morts.

Toute pêche est interdite dans les réserves définies par arrêtés préfectoraux.

**A afficher dès réception**

NANCY, le 5 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****DEUXIEME BUREAU****ARRETES MODIFICATIFS D'AUTORISATION D'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 mai 2002 délivrant l'autorisation n° 54.02.0017 au Groupement Informatique des Caisses Régionales de Crédit Agricole de Lorraine et d'Alsace-Vosges, 12 rue de la Saône 54520 LAXOU;

Vu la demande présentée le 16 septembre 2004 par le Centre Informatique Région Est du Crédit Agricole Mutuel (CIRECAM), 12 rue de la Saône 54520 LAXOU ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

L'arrêté du 14 mai 2002 délivrant l'autorisation n°

**54.02.0017**

est modifié comme suit :



ARTICLE 1<sup>er</sup> -

M. Alain DELVERT, responsable sécurité du Centre Informatique Région Est du Crédit Agricole Mutuel (CIRECAM), 12 rue de la Saône 54520 LAXOU, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant vingt caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes sur le site du Centre Informatique, sous le n° 54.02.0017.

ARTICLE 2 -

Le service de sécurité de l'établissement est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Alain DELVERT, responsable sécurité de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Laxou

NANCY, le 10 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 délivrant l'autorisation n° 54.02.0027 au syndicat de copropriété du Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY;

Vu la demande présentée le 23 septembre 2004 par le syndicat de copropriété du Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

ARTICLE 1<sup>er</sup> -

L'arrêté du 14 octobre 2002 délivrant l'autorisation n°

54.02.0027

est modifié comme suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup> -

Le syndicat de copropriété du Centre Commercial Saint-Sébastien 54045 NANCY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant trente-cinq caméras intérieures fixes, six caméras intérieures mobiles, deux caméras extérieures fixes et deux caméras extérieures mobiles sur le site du Centre Commercial, sous le n° 54.02.0027.

ARTICLE 2 -

Le service de sécurité du Centre Commercial est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean BROGAT, directeur du Centre Commercial

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 10 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2004 par M. Guy Oun LIM, gérant de la s.a.r.l VENG-HOUR (Traiteur - Epicerie fine), sise Centre Commercial Saint-Sébastien - 54000 NANCY

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie les 5 juillet et 18 octobre 2004;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2004 délivrant l'autorisation n° 54.04.0043 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

L'arrêté du 28 juillet 2004 délivrant l'autorisation n°

54.04.0043

est modifié comme suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

M. Guy Oun LIM, gérant de la s.a.r.l VENG-HOUR, sise Centre Commercial Saint-Sébastien 54000 NANCY, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes (une au self, une à l'épicerie, une dans chaque réserve), sous le n° 54.04.0043.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. Guy Oun LIM, gérant de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0180 à la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> septembre 2004 par la Société Nancéienne Varin-Bernier, 4 place André Maginot 54074 NANCY;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

L'arrêté du 18 juillet 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0180

est modifié comme suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

Le directeur de l'organisation et des systèmes d'information de la Banque SNVB est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes à l'agence SNVB, 44 rue des Dominicains 54000 NANCY, ainsi réparties :

\* à l'entrée de l'agence

\* sur le guichet

\* dans le hall

\* dans le sas d'entrée

sous le n° 54.97.0180.

**ARTICLE 2 -**

Le service de sécurité générale de la banque, 4 place André Maginot 54074 NANCY est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de l'organisation et des systèmes d'information de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 10 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n° 54.97.0273 à la Caisse de Crédit Mutuel, 84 avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD;

Vu la demande présentée le 31 août 2004 par la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

##### ARTICLE 1er -

L'arrêté du 20 juin 1997 délivrant l'autorisation n°

54.97.0273

est modifié comme suit :

##### ARTICLE 1er -

*La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe à l'agence du Crédit Mutuel, 84 avenue du Général de Gaulle 54380 DIEULOUARD, sous le n° 54.97.00273.*

##### ARTICLE 2 -

*Le service de sécurité de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel, 16 rue Pierre Simon de Laplace 57071 METZ, est chargé du droit d'accès aux images.*

*La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.*

*Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.*

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Dieulouard

NANCY, le 10 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 modifié le 14 mai 2002 délivrant l'autorisation n° 54.99.0016 au District du Pays de PONT-A-MOUSSON;

Vu la demande présentée le 29 juillet 2004 par la Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON, Domaine de Charmilly, Chemin des Clos 54700 PONT-A-MOUSSON ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance réunie le 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

##### ARTICLE 1er -

L'arrêté du 16 avril 1999 modifié le 14 mai 2002 délivrant l'autorisation n°

54.99.0016

est modifié comme suit :

##### ARTICLE 1<sup>er</sup> -

*La Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON, Domaine de Charmilly, Chemin des Clos - 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes sur le site de la piscine de PONT-A-MOUSSON, ainsi réparties :*

*\* à l'accueil*

*\* à l'entrée du bassin à bulles (2<sup>ème</sup> étage)*

*\* dans le couloir du vestiaire des dames*

*\* dans le couloir du vestiaire des hommes*

*sous le n° 54.99.0016.*

##### ARTICLE 2 -

*La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de la piscine.*

*La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.*

*Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.*

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le président de la Communauté de Communes du Pays de PONT-A-MOUSSON

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 10 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 12 août 2004 par M. Laurent SCHWALLER, gérant du garage « Au Service de l'Auto », avenue Léon Sogeur 54180 HEILLECOURT;

Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - M. Laurent SCHWALLER est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, sur le site du garage « Au Service de l'Auto », avenue Léon Sogeur 54180 HEILLECOURT, sous le numéro :

54.04.0056

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Laurent SCHWALLER, gérant du garage.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Laurent SCHWALLER, gérant du garage

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Heillecourt

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 août 2004 par M. le maire de LEXY ;

Vu le récépissé en date du 3 septembre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - M. le maire de LEXY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures mobiles, sur le site de l'Hôtel de Ville de LEXY, sous le numéro :

54.04.0057

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de LEXY.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de Lexy

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le sous-préfet de Briey

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,

Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 30 juillet 2004 par M. le maire de la ville de PONT-A-MOUSSON;  
Vu le récépissé en date du 3 septembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La commune de PONT-A-MOUSSON est autorisée à installer un système de vidéosurveillance urbaine comportant neuf caméras extérieures mobiles, sur neuf sites de la ville de PONT-A-MOUSSON (liste détaillée jointe en annexe au présent arrêté), sous le numéro :

**54.04.0058**

**ARTICLE 2** - Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont les personnels en fonction au poste central de surveillance de la police municipale, Hôtel de Ville, place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Il sera tenu un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification substantielle du système de vidéosurveillance autorisé devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de PONT-A-MOUSSON

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

*La liste des neufs sites d'implantation des caméras annexée au présent arrêté est consultable à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - DRLP2 - 6, rue Sainte-Catherine - 54000 NANCY.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 10 juin 2004 par M. Michel DUGOIS, exploitant du « Café des Sports », 35 route de Mirecourt 54930 DIARVILLE;  
Vu le récépissé en date du 3 septembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - M. Michel DUGOIS est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures mobiles au « Café des Sports », 35 route de Mirecourt 54930 DIARVILLE, sous le numéro :

**54.04.0060**

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Michel DUGOIS, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Michel DUGOIS, exploitant de l'établissement

-M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Diarville

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 8 juillet 2004 par M. Georges RUOTTE, exploitant du « Bar-tabac de l'Avenue », 120 avenue du Général Leclerc 54600 VILLERS-Lès-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 3 septembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - M. Georges RUOTTE est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe au « Bar-tabac de l'Avenue », 120 avenue du Général Leclerc 54600 VILLERS-Lès-NANCY, sous le numéro :

54.04.0061

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Georges RUOTTE, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Georges RUOTTE, exploitant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Villers-Lès-Nancy

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> juillet 2004 par M. le maire de LUNEVILLE ;  
Vu le récépissé en date du 3 septembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - M. le maire de LUNEVILLE est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes sur le site de l'Hôtel de Ville de LUNEVILLE, sous le numéro :

54.04.0062

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le maire de LUNEVILLE.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de Lunéville

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le sous-préfet de Lunéville

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 14 septembre 2004 par M. le directeur du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, 71 rue de la Grande Haie 54510 TOMBLAINE;  
Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - M. Hubert PERRIER, directeur du Laboratoire Régional des Ponts-et-Chaussées, 71 rue de la Grande Haie 54510 TOMBLAINE, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras extérieures fixes, sous le numéro :

**54.04.0063**

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. le directeur du Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Tomblaine

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 8 septembre 2004 par Mme Yvette VICINO, exploitante du bar-restaurant « La Mühleria », 83 avenue Patton 54410 LANEUVEVILLE-devant-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Mme Yvette VICINO est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes au bar-restaurant « La Mühleria », 83 avenue Patton 54410 LANEUVEVILLE-devant-NANCY, sous le numéro :

**54.04.0064**

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Yvette VICINO, exploitante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Yvette VICINO, exploitante de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de Laneuville-devant-Nancy

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 3 septembre 2004 par Mme Agnès DOLVECK, exploitante du bureau de tabac - point presse « Le Mouzimpuré », bâtiment « Héliodore » 54270 ESSEY-Lès-NANCY;  
Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Mme Agnès DOLVECK est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes au bureau de tabac - point presse « Le Mouzimpuré », bâtiment « Héliodore » 54270 ESSEY-Lès-NANCY, sous le numéro :

54.04.0065

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Agnès DOLVECK, exploitante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Agnès DOLVECK, exploitante de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire d'ESSEY-Lès-NANCY

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;  
Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
Vu la demande présentée le 15 juillet 2004 par M. Etienne HINGRAY, exploitant du bar-tabac « Le Chancenay », 14 boulevard Lobau 54000NANCY;  
Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;  
Considérant la finalité du système ;  
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - M. Etienne HINGRAY est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes au bar-tabac « Le Chancenay », 14 boulevard Lobau 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0066

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Etienne HINGRAY, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Etienne HINGRAY, exploitant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*



LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 10 septembre 2004 par Mme Corinne BRIQUE, exploitante de la boutique « Ca cartonne », 29 rue de Franchepré 54240 JOEUF;

Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - Mme Corinne BRIQUE est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes à la boutique « Ca Cartonne », 29 rue de Franchepré 54240 JOEUF, sous le numéro :

54.04.0067

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est Mme Corinne BRIQUE, exploitante de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Corinne BRIQUE, exploitante de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de JOEUF

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 1<sup>er</sup> octobre 2004 par la direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais, 3 rue Devosge 21012 DIJON;

Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - La direction d'exploitation de l'Est du Crédit Lyonnais est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes à l'agence bancaire située 5-5 bis rue Saint-Léon 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0068

**ARTICLE 2** - Le service d'accueil du site est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Jean-Claude NESEN, responsable sécurité de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 modifié de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 6 octobre 2004 par M. Thierry MAIGE, gérant de la société « Trajectoire », 93 boulevard de Scarppone 54000 NANCY

Vu le récépissé en date du 15 octobre 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 18 octobre 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - M. Thierry MAIGE est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes au magasin de cycles et motocycles « Trajectoire », 93 boulevard de Scarppone 54000 NANCY, sous le numéro :

54.04.0069

**ARTICLE 2** - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thierry MAIGE, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Thierry MAIGE, gérant de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique

-M. le maire de NANCY

NANCY, le 2 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

#### ARRETE MODIFICATIF CONCERNANT LA SOCIETE CYNO SECURITE 2000

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 144 du 24 septembre 2003, modifié le 10 février 2004, autorisant Monsieur Steve BRUNOIS, 3 chemin de la Côte Leprêtre à MAXEVILLE, à gérer une entreprise en nom propre et sous la dénomination « CYNO SECURITE 2000 » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Vu la modification de siège social en date du 8 juillet 2004

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à ROSIERES AUX SALINES, 33 rue du Colonel Thiébaud.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Monsieur Steve BRUNOIS.

NANCY, le 9 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

##### PREMIER BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES FONTAINES DU MADON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5212-2 et suivants;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes suivantes qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du syndicat intercommunal d'assainissement des fontaines du Madon ;

BENNEY en date du 13 septembre 2004,  
 LEMAINVILLE en date du 16 septembre 2004,  
 ORMES-ET-VILLE en date du 10 septembre 2004,  
 SAINT-REMIMONT en date du 6 septembre 2004,  
 VAUDIGNY en date du 26 août 2004 ;  
 VU la proposition du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle en date du 9 septembre 2004;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est autorisée entre les communes de BENNEY, LEMAINVILLE, ORMES-ET-VILLE, SAINT-REMIMONT et VAUDIGNY la création du Syndicat intercommunal d'assainissement des fontaines du Madon.

Les statuts du syndicat resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** : Le syndicat est habilité à exercer la compétence assainissement, travaux pour le compte des communes adhérentes à savoir :

- Etudes préalables nécessaires à l'établissement d'un projet global d'assainissement comprenant collecte, transport et traitement des eaux usées des communes adhérentes,
- Collecte, transport et traitement des eaux usées (études- travaux -fonctionnement),
- Évacuation des eaux pluviales.

**ARTICLE 3** : Le syndicat est instauré pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4** : Le siège du syndicat est fixé en mairie de BENNEY - 1, rue Saint Martin - 54740.

**ARTICLE 5** : Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées.

Chaque commune est représentée au sein du comité par trois délégués titulaires.

Chaque commune désigne deux délégués suppléants appelés à siéger au comité, avec voix délibérante en cas d'empêchement de l'un des délégués titulaires.

**ARTICLE 6** : Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier d'HAROUÉ.

**ARTICLE 7** : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - DRCL1 - 1, rue Préfet Claude Erignac - 54000 NANCY.*

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'EXTENSION DES COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L5215-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la Communauté Urbaine du Grand NANCY,

VU la délibération du 9 juillet 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand NANCY a décidé de soumettre aux communes membres une proposition d'extension de ses compétences ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

ART-SUR-MEURTHE en date du 21 septembre 2004,

DOMMARTEMONT en date du 28 septembre 2004,

ESSEY-LES-NANCY en date du 20 septembre 2004,

FLEVILLE-DEVANT-NANCY en date du 23 septembre 2004,

HEILLECOURT en date du 27 septembre 2004,

HOUEMONT en date du 21 septembre 2004,

JARVILLE-LA-MALGRANGE en date du 27 septembre 2004,

LANEUVILLE-DEVANT-NANCY en date du 13 septembre 2004,

LAXOU en date du 23 septembre 2004,

LUDRES en date du 27 septembre 2004,

MAXEVILLE en date du 6 septembre 2004,

NANCY en date du 20 septembre 2004,

PULNOY en date du 23 septembre 2004,

SAINT-MAX en date du 18 octobre 2004,

SAULXURES-LES-NANCY en date du 28 septembre 2004,

SEICHAMPS en date du 27 septembre 2004,

TOMBLAINE en date du 28 septembre 2004,

VANDOEUVRE-LES-NANCY en date du 30 août 2004,

VU l'avis défavorable des conseils municipaux des communes de :

MALZEVILLE en date du 29 septembre 2004 portant sur la compétence relative à l'établissement, à l'exploitation et à l'acquisition d'infrastructures et réseaux de télécommunication ;

VILLERS-LES-NANCY en date du 28 septembre 2004 sur l'ensemble des compétences proposées ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la Communauté Urbaine du Grand NANCY est complété par un article 4-7 ainsi rédigé :

**Article 4-7**

« Les compétences de la communauté urbaine sont étendues aux matières suivantes:

- À l'entretien et à la gestion du palais des congrès ainsi qu'à la création, l'entretien et à la gestion d'un nouveau centre de congrès.
- À l'entretien et à la gestion de la piscine ronde de NANCY-Thermal.
- À la réalisation, l'entretien et la gestion d'un équipement sportif en rive droite de Meurthe sur le site de l'ancien musée de l'aéronautique.

- À l'entretien et à la gestion d'un chenil chatterie destiné à accueillir les animaux en pension.
- À l'établissement, à l'exploitation et à l'acquisition d'infrastructures et réseaux de télécommunication, conformément à l'article L1425-1 du code général des collectivités territoriales découlant de la loi pour la confiance dans l'économie numérique.»

**ARTICLE 2 :** Les conditions relatives à ces transferts de compétences à savoir :

- L'évaluation des charges transférées par la commission spécialisée prévue à cet effet et l'ajustement correspondant à des dotations de compensations de taxe professionnelle pour les communes concernées,
  - La substitution de plein droit de la Communauté Urbaine aux communes dans les contrats passés avec des tiers,
  - L'intégration au sein de la Communauté Urbaine de l'agent affecté à la gestion du chenil chatterie et de façon générale de la mise à disposition des matériels et des bâtiments affectés aux équipements transférés.
- sont approuvées.

**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président de la Communauté Urbaine du Grand NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 17 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE LEMENIL MITRY ET VAUDEMONT  
A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1998 autorisant la création de la communauté de communes du Saintois;

VU la délibération en date du 25 novembre 2003, par laquelle la commune de VAUDÉMONT demande son adhésion à la communauté de communes du Saintois,

VU l'acceptation de cette demande par le conseil communautaire de la communauté de communes en date du 19 janvier 2004,

VU la notification de cette demande en date du 27 janvier 2004, demandant aux conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de délibérer sur cette adhésion ;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes suivantes :

AFFRACOURT en date du 11 mars 2004,

AUTREY-SUR-MADON en date du 6 février 2004,

BENNEY en date du 4 février 2004,

CEINTREY en date du 20 février 2004,

CHAOUILLEY en date du 26 février 2004,

CRANTENOY en date du 27 février 2004,

DOMMARIE-EULMONT en date du 12 mars 2004,

ETREVAL en date du 25 mars 2004,

FORCELLES-SAINT-GORGON en date du 29 janvier 2004,

GERMONVILLE en date du 11 mars 2004,

GOVILLER en date du 22 janvier 2004,

GRIPPORT en date du 16 février 2004,

HAMMEVILLE en date du 30 janvier 2004,

HAROUÉ en date du 20 février 2004,

HOUELMONT en date du 3 mars 2004,

LALOEUF en date du 29 janvier 2004,

LANEUVEVILLE DEVANT BAYON en date du 20 février 2004,

LEMAINVILLE en date du 5 février 2004,

OMELMONT en date du 2 mars 2004,

PAREY-SAINT-CÉSAIRE en date du 1<sup>er</sup> mars 2004,

SAINT-REMIMONT en date du 15 mars 2004,

SAXON SION en date du 17 mars 2004,

TANTONVILLE en date du 5 mars 2004,

VAUDIGNY en date du 11 février 2004,

VÉZELISE en date du 6 février 2004,

VOINÉMONT en date du 10 mars 2004,

VRONCOURT en date du 16 février 2004 ;

VU la délibération en date du 26 mars 2004, par laquelle la commune de LEMÉNIL-MITRY demande son adhésion à la communauté de communes du Saintois,

VU l'acceptation de cette demande par le conseil communautaire de la communauté de communes en date du 29 avril 2004,

VU la notification de cette demande en date du 7 mai 2004, demandant aux conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes de délibérer sur cette adhésion ;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes suivantes :

AFFRACOURT en date du 10 juin 2004,

AUTREY-SUR-MADON en date du 28 mai 2004,

BENNEY en date du 23 juin 2004,

CEINTREY en date du 11 juin 2004,

CHAOUILLEY en date du 27 mars 2004,

CRANTENOY en date du 4 juin 2004,

DOMMARIE-EULMONT en date du 4 juin 2004,

ETREVAL en date du 21 mai 2004,

FORCELLES-SAINT-GORGON en date du 4 juin 2004,

GERMONVILLE en date du 9 juin 2004,

GRIPPORT en date du 17 mai 2004,

HAMMEVILLE en date du 11 juin 2004,  
 HOUELMONT en date du 18 mai 2004,  
 LALOEUF en date du 4 juin 2004,  
 LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 27 mai 2004,  
 LEMAINVILLE en date du 28 mai 2004,  
 OMELMONT en date du 8 juin 2004,  
 ORMES-ET-VILLE en date du 2 juillet 2004,  
 PAREY-SAINT-CÉSAIRE en date du 28 mai 2004,  
 SAINT-REMIMONT en date du 24 mai 2004,  
 SAXON-SION en date du 15 juin 2004,  
 TANTONVILLE en date du 4 juin 2004,  
 THEY-SOUS-VAUDEMONT en date du 11 juin 2004,  
 THOREY-LYAUTEY en date du 27 mai 2004,  
 VAUDIGNY en date du 24 mai 2004,  
 VÉZELISE en date du 30 juin 2004,  
 VOINÉMONT en date du 3 juin 2004,  
 VRONCOURT en date du 21 mai 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes du Saintois, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-18 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'adhésion de la commune de VAUDEMONT à la communauté de communes du Saintois est autorisée.

La commune de VAUDEMONT est représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2** : L'adhésion de la commune de LEMÉNIL-MITRY à la communauté de communes du Saintois est autorisée.

La commune de LEMÉNIL-MITRY est représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Saintois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes membres de la communauté de communes du Saintois et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 novembre 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/53 DU 28 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT APPLICABLE A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS H 54 000 0072

#### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....**510 477.81€** soit 3 348 514.93 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière de BACCARAT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
 et par délégation,  
 Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
 L'Inspecteur Principal,  
 I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/54 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT LES ARRETES N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004  
ET N° 04/30 DU 30 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT  
ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
VU la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Les articles 1 des arrêtés N° 04/01 du 24 février et N°04/30 du 30 août 2004, sont modifiés ainsi qu'il suit :  
A partir du **1<sup>er</sup> novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

- Hospitalisation complète :

12 - Gynécologie obstétrique.....	<b>795.00€</b>	soit	5 214.86 F
20 - Réanimation adultes.....	<b>1 280.00€</b>	soit	8 396.25 F
21- Médecine néonatale et réanimation néonatale.....	<b>1 130.00€</b>	soit	7 412.31 F
- 50 - Hospitalisation de jour.....	<b>565.00€</b>	soit	3 706.16 F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général..... **39 817 526.82 €** soit 261 185 854.40 F

**ARTICLE 3 :** Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité Régionale d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **52 €** soit 341.10 F par jour dans les disciplines suivantes :

12 - Gynéco - obstétrique

**ARTICLE 4 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maternité Régionale** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/55 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/13 DU 27 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE REGIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER (CENTRE ALEXIS VAUTRIN) - N° FINESS H 54 000 3019**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 17/03 du 4 septembre 2003 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 27 février 2004, sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1<sup>er</sup> novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

20 - Spécialités coûteuses.....	<b>800.00€</b>	soit	5 247.66 F
51 - Hôpital de jour.....	<b>540.00€</b>	soit	3 542.17 F

**ARTICLE 2 :**La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**38 286 328.57€** soit 251 141 852.30F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Régional de Lutte contre le Cancer (Centre Alexis Vautrin)** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **43.00€** soit 282.05F par jour dans les disciplines suivantes :

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Régional de Lutte contre le Cancer (Centre Alexis Vautrin)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/56 DU 02 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N°04/27 DU 09 AOUT 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS H 54 000 0767**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

VU la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté du 09 août 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1er novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

- Hospitalisation de jour :

56 - Médecine physique et réadaptation.....**262.80€** soit 1 723.85 F

- Hospitalisation complète :

11 - Médecine et spécialités médicales.....**488.00€** soit 3 201.07 F

12 - Chirurgie et spécialités chirurgicales, gynécologie.....**580.60€** soit 3 808.49 F

20 - Réanimation.....**1 254.45€** soit 8 228.65 F

30 - Moyen Séjour.....**218.35€** soit 1 432.28 F

31 - Médecine physique et réadaptation.....**388.80€** soit 2 550.36 F

13 - Psychiatrie adultes.....**310.60€** soit 2 037.40 F

54 - Psychiatrie Hospitalisation de jour.....**265.75€** soit 1 743.21 F

60 - Psychiatrie Hospitalisation de nuit.....**114.05€** soit 748.12 F

33 - Psychiatrie Infanto-juvénile (PFT).....**237.75€** soit 1 559.54 F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....**48 177 217.66 euros** soit 316 021 831.65 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du **Centre Hospitalier de BRIEY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/57 DU 5 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/ 31 DU 3 SEPTEMBRE 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS H 54 000 9701**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

VU la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 3 septembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....33 980 322.00 € soit 222 896 300.78 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Institut Régional de Réadaptation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/58 DU 5 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/27 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS H 54 000 1104

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004, sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....3 374 430.92 € soit 22 134 815.83F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/59 DU 8 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/28 DU 9 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) N° FINESS H 54 000 0866

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;



VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

VU la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté du 9 août 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1<sup>er</sup> novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine .....	<b>374.55€</b>	soit	2 456,89 F
50 - Hospitalisation de jour : Médecine.....	<b>387.70€</b>	soit	2 543,15 F
12 - Chirurgie .....	<b>403.25€</b>	soit	2 645,15 F
20 - Spécialités coûteuses .....	<b>880.30€</b>	soit	5 774,39 F
52 - Dialyse.....	<b>518.75€</b>	soit	3 402,78 F
30 - Soins de suite.....	<b>128.30€</b>	soit	841,59 F
13 - Hospitalisation complète : psychiatrie.....	<b>234.05€</b>	soit	1 535,27 F
54 - Hospitalisation de jour : psychiatrie.....	<b>135.00€</b>	soit	885,54 F
33 - Placement familial thérapeutique.....	<b>107.00€</b>	soit	701,87 F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....**43 652 673.49€** soit 286 342 767,44 F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers l'**Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN)** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **36.60€** soit 240,08 F par jour dans les disciplines suivantes :

Médecine (générale et spécialités)

Chirurgie

La majoration est fixée à **48.30€** soit 316,83F pour la gynéco-obstétrique

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Association Hospitalière du Bassin de LONGWY (Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation

et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

L'Inspecteur Principal,

I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/60 DU 8 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/23 DU 23 AVRIL 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS H 54 000 0668

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;

VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 23 avril 2004 sus visé est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1<sup>er</sup> novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

30 - Service de suite et réadaptation.....	<b>257.06€</b>	soit	1 686,20F
70 - Hospitalisation à domicile .....	<b>127.46€</b>	soit	836,02F
50 - Hospitalisation de jour .....	<b>129.05€</b>	soit	846,51F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....**14 210 416.68€** soit 93 214 222,94F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/61 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/11 DU 27 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT-ELOI A NEUVES-MAISONS - N° FINESS H 54 000 0858**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** :L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....1 885 181.54 € soit 12 365 980.27F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint-Eloi à NEUVES-MAISONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/62 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/21 DU 1<sup>er</sup> MARS 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE SANITAIRE « LES RIVES DU CHATEAU » A BLAMONT - N° FINESS H 54 000 0726**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....1 643 808.68€ soit 10 782 678.10F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Sanitaire « Les Rives du Château » à BLAMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/63 DU 9 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/20 DU 1<sup>ER</sup> MARS 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT-CHARLES A NANCY - N° FINESS H 54 000 0395**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants ;  
VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L.174 -1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
VU le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
VU l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
VU la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la sécurité sociale ;  
VU la circulaire DHOS - F 20 / DSS 1 A N°36 du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
VU les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
VU le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du 1<sup>er</sup> novembre 2004 seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

11 - Médecine .....274.00 € soit 1 797.32 F  
30 - Soins de suite et réadaptation.....176.00 € soit 1 154.48 F

**ARTICLE 2 :** La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....4 640 931.78 € soit 30 442 516.88 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE N° 315 PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 159**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé Publique, notamment les articles L.6312-1 à 6312-5 relatifs aux transports sanitaires ;  
VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 modifié relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ;  
VU le décret n° 87-965 du 30 novembre 1987 modifié relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;  
VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;  
VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
VU la demande présentée le 20 avril 2004 par Monsieur HUNAULT Dominique tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise M.Z TOUL, sise 40 rue de la Savonnière à 54570 FOUG ;  
VU la visite des locaux effectuée le 25 mai 2004 répondant aux normes ;  
VU l'arrêté DDASS/AES n° 117 du 28 mai 2004 portant autorisation provisoire d'effectuer des transports sanitaires terrestres à l'entreprise MZ TOUL sise 40 rue de la Savonnière à 54570 FOUG sous l'agrément n° 159 ;  
VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 22 octobre 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif à compter du 25 mai 2004, sous le n° 159, à l'entreprise M.Z. TOUL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

**Raison sociale** : Ambulances M.Z. TOUL  
40 rue de la Savonnière  
54570 FOUG

**Gérant** : Monsieur ADENOT Bruno

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 8 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE N° 320 PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES  
DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-49**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 modifiée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;  
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;  
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;  
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;  
VU l'arrêté du 15 octobre 1980 autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 248 avenue de Strasbourg à 54000 NANCY, avec pour directeur Monsieur NEUMANN Jean-Louis, sous le n° 54-49 ;  
VU la décision de fermeture définitive à compter du 23 octobre 2004 prise par Monsieur NEUMANN Jean-Louis ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 23 octobre 2004, le laboratoire d'analyses de biologie médicale NEUMANN sis 248 avenue de Strasbourg à 54000 NANCY, agréé sous le n° 54-49.

**ARTICLE 2** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur NEUMANN Jean-Louis,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de NANCY,
- M. le Directeur du conseil départemental des médecins,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 9 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

## COHESION SOCIALE

ARRÊTÉ N° 904 PORTANT AUTORISATION DE CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR LES DEMANDEURS D'ASILE (CADA)  
GERE PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (ARS)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,  
VU les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux,  
VU le courrier du Directeur de la Population et des Migrations du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale en date du 7 juillet 2004 relatif à la création de places de CADA en Meurthe et Moselle  
VU la lettre du Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale en date du 13 août 2004 relative à l'ouverture de nouvelles places de CADA.  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : L'association ARS, dont le siège est situé 6 boulevard d'Austrasie - 54000 NANCY, est autorisée à ouvrir à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004, un Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) en habitat dispersé. Le siège administratif du CADA est situé 35 boulevard d'Austrasie - 54000 NANCY.

**Article 2** : La capacité de l'établissement est de 70 places.

**Article 3** : La création de cet établissement fera l'objet d'une information des membres du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS).

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association ARS, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

ARRÊTÉ N° 905 FIXANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE GERE PAR L'ASSOCIATION A.R.S.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;  
VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 904 en date du 29 octobre 2004 autorisant la création d'un Centre d'accueil des demandeurs d'asile, géré par l'association A.R.S.;  
VU le budget présenté par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'accueil des demandeurs d'asile;  
VU la délégation de crédits n° 3016393 du 13 août 2004,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'accueil des demandeurs d'asile sont autorisées comme suit du 1<sup>er</sup> novembre au 31 décembre 2004 :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 857,40	104 637,40
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	41 735	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	49 045	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	104 637,40	104 637,40
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	-	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	-	

**Article 2** : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

Aucun résultat à reprendre

**Article 3** : La dotation globale de financement du Centre d'accueil des demandeurs d'asile est fixée à 104 637,40 euros pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2004 au 31 décembre 2004.

La fraction forfaitaire mensuelle attribuée en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003 est égale à 52 318,70 euros.

**Article 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S., gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 6** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le tarif fixé à l'article 3 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 17 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## POLE SOCIAL

### ARRETE RELATIF AU RENOUVELLEMENT DE L'AGREMENT POUR L'EMPLOI D'ENFANTS ACCORDE A L'AGENCE DE MANNEQUINS « DANIELE MODELS AGENCY »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du travail et notamment les articles L 211-6 à L 211-14 et R 211-1 à R 211-13 relatifs à l'emploi des enfants dans les spectacles et les professions ambulantes et à l'emploi des enfants comme mannequins dans la publicité et la mode ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 fixant la composition de la commission relative à l'emploi des enfants dans le spectacle et les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode en Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2001 renouvelant la licence d'agence de mannequins n° 54/01/01 à l'Agence DANIELE MODELS AGENCY sise 33 rue la Haie le Comte à SAINT MAX (54130) ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 accordant à compter du 7 août 2003 le renouvellement d'agrément pour l'emploi des enfants en qualité de mannequins dans la publicité et la mode à l'agence DANIELE MODELS AGENCY ;

VU la demande de renouvellement d'agrément pour l'emploi d'enfants en qualité de mannequin pour l'agence DANIELE MODELS AGENCY, reçue le 8 septembre 2004 ;

VU l'avis de la Commission relative à l'emploi des enfants dans le spectacle et les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode, consultée le 13 septembre 2004 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Le renouvellement d'agrément est accordé à l'agence DANIELE MODELS AGENCY pour une durée d'un an, à compter du 8 octobre 2004, en vue de l'emploi de mineurs de moins de 16 ans en qualité de mannequins dans la publicité et la mode.

**ARTICLE 2** : Le présent renouvellement d'agrément ne pourra être reconduit que sur demande expresse préalable de la société DANIELE MODELS AGENCY, déposée dans les délais légaux et sur avis conforme de la commission.

**ARTICLE 3** : Dans la limite de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES D'EUROS (152,45 EUROS), par année civile, la rémunération de l'enfant est laissée à la disposition de ses représentants légaux. Au-delà de cette somme, une part correspondant à 80 % de la rémunération sera versée à la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions prévues à l'article L 211-8 du Code du Travail.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Madame le Juge des Enfants,
- Monsieur l'Inspecteur d'Académie en résidence à Nancy, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale,
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Madame le Médecin Inspecteur de Santé Publique,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SOLIDARITE - AUTONOMIE

### ARRETE DDASS / AES / N° 803 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU CENTRE GERMAINE MARCHAL DE NANCY GERE PAR LE CENTRE JACQUES PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Le forfait global 2004 du centre Germaine Marchal à BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS E.J. : 54 000 670 7      N° FINESS E.T. : 54 001 095 6  
est fixé à 20 892 €.

**ARTICLE 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du centre Germaine Marchal à BAINVILLE SUR MADON

N° FINESS E.J. : 54 000 670 7      N° FINESS E.T. : 54 001 095 6  
est fixé à 9,90 €.

**ARTICLE 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 17 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

### SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

#### ARRETE N° 317/DDAF/ITEPSA FIXANT, POUR L'ANNEE 2004, LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCE MALADIE, INVALIDITE ET MATERNITE, D'ASSURANCE VIEILLESSE AGRICOLE, DE PRESTATIONS FAMILIALES DUES AU REGIME DE PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES NON SALARIEES DES PROFESSIONS AGRICOLES, AINSI QUE LES TAUX DES COTISATIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES DUES POUR L'EMPLOI DE MAIN-D'ŒUVRE SALARIEE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et notamment son livre VII ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code général des impôts ;

VU la loi n° 1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, notamment l'article 19 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 ;

VU le décret n° 50-444 du 20 avril 1950 modifié, relatif au financement des assurances sociales agricoles ;

VU le décret n° 52-645 du 3 juin 1952 modifié, relatif au régime des cotisations dues aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles ;

VU le décret n° 60-1482 du 30 décembre 1960 modifié, fixant les conditions dans lesquelles sont déterminées les cotisations affectées aux dépenses complémentaires des organismes de mutualité sociale agricole ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'État dans la région et aux décisions de l'État en matière d'investissement public ;

VU le décret n° 84-936 du 22 octobre 1984 modifié, relatif à la périodicité des cotisations de sécurité sociale des personnes non salariées agricoles, au recouvrement de ces cotisations par voie d'appel ou de prélèvement et aux majorations de retard ;

VU le décret n° 96-1230 du 27 décembre 1996 fixant les taux de la cotisation de prestations familiales due par les employeurs de main-d'œuvre agricole en application de l'article 1062 (2°) du code rural ;

VU le décret n° 2001-1153 du 29 novembre 2001 modifiant le décret n° 80-807 du 14 octobre 1980 relatif à l'assujettissement aux régimes de protection sociale des membres non salariés des professions agricoles, et notamment aux conditions d'affiliation des personnes mentionnées à l'article L.722-6 du code rural ;

VU le décret n° 2000-319 du 7 avril 2000 portant application de l'article L.321-5 du code rural relatif au statut de conjoint collaborateur d'exploitation ou d'entreprise agricole modifiant l'article R.351-4 du code de la sécurité sociale ;

VU le décret n° 2001-584 du 4 juillet 2001 relatif au calcul des cotisations sociales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles ;

VU le décret n° 2004-1064 du 6 octobre 2004 relatif au financement du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles pour 2004 ;

VU l'arrêté du 6 mars 1961 relatif à la couverture des dépenses complémentaires du régime agricole des assurances sociales et de l'assurance vieillesse des non salariés ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1991, relatif aux Comités départementaux des prestations sociales agricoles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 422 du 7 septembre 2001 portant renouvellement des membres du Comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du Comité départemental des prestations sociales agricoles du 4 novembre 2004 ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Pour l'année 2004, les taux complémentaires des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales, d'assurance vieillesse agricole, ainsi que les taux complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main d'œuvre, sont fixés par les articles suivants :

##### Section 1 - Assurance maladie, invalidité et maternité

**ARTICLE 2** - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L.731-14 à L.731-21 du code rural, est fixé à 2,71 %.

##### Section 2 - Prestations familiales agricoles

**ARTICLE 3** - Le taux des cotisations complémentaires de prestations familiales assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L.731-14 à L.731-21 du code rural, est fixé à 1,04 %.

##### Section 3 - Assurance vieillesse agricole

**ARTICLE 4** - Les taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, prévues au a) du 2° et au 3° de l'article L.731-42 du code rural pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L.731-14 à L.731-21 du même code, sont fixés respectivement à 2,53 % dans la limite du plafond prévu à l'article L.241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,25 % sur la totalité des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire.

**ARTICLE 5** - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, dues pour les conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole au sens de l'article L.321-5 du code rural, prévues au b) du 2° de l'article L.731-42 du même code et assises sur l'assiette minimum prévue au II de l'article 11 du décret du 4 juillet 2001 susvisé, est fixé à 2,53 %.

**ARTICLE 6** - Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole dues pour les aides familiaux majeurs prévues au b) du 2° de l'article L.731-42 du code rural et assises sur l'assiette minimum prévue au II de l'article 11 du décret du 4 juillet 2001 susvisé, est fixé à 2,53 %.

##### Section 4 - Cotisations d'assurances sociales agricoles

**ARTICLE 7** - Le taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles afférentes aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est fixé à 1,80 % à la charge de l'employeur, sur la totalité des rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier.

Les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles, afférentes au risque vieillesse, sont fixés à 1,00 % à la charge de l'employeur, sur les rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier, dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,20 % à la charge de l'employeur, sur la totalité desdits salaires ou gains.

Ces taux sont applicables aux cotisations complémentaires dues au titre de l'activité des métayers mentionnés à l'article L 722-21 du code rural. Pour les rentes d'accident du travail répondant aux conditions édictées par l'article 19 de la loi du 2 août 1949 susvisée, le taux de 0,20 % sur la totalité de la rente n'est pas applicable.

**ARTICLE 8** - Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles sont fixés comme suit, pour les catégories suivantes :

	Maladie, Maternité, Invalidité, décès	Vieillesse	
	Sur la totalité des rémunérations ou gains	Dans la limite du plafond	Sur la totalité des gains ou rémunérations
Stagiaires en exploitation agricole	0,9 %	0,5 %	0,1 %
Bénéficiaires de l'indemnité en faveur de certains travailleurs agricoles, aides familiaux ou salariés (ITAS)	1,62 %	1 %	0,2 %
Employés des sociétés d'intérêt collectif agricole "électricité" (SICAE)	1,45 %		
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension)	1,65 %		
Anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques maladie, maternité, décès et soins aux invalides	0,1 %	1 %	0,2 %
Titulaires de rente AT (retraités)	1,8 %		
Titulaires de rente AT (non retraités)	1,8 %	1 %	

**ARTICLE 9** - Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à tous les membres du Comité.

NANCY, le 4 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

#### ARRETE BAUX RURAUX DDAF 2004/309 - CHANGEMENT DE DESTINATION D'UNE PARCELLE AGRICOLE AUTORISATION DE RESILIATION DE BAIL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les dispositions du livre IV - titre premier - du code rural relatif aux baux ruraux et notamment l'article L.411.32-alinéa 2,

VU la demande présentée le 16 juillet 2004 par Monsieur Jean-François SCHMIT, représentant l'indivision MATHE/PERTUY/SCHMIT, tendant à obtenir l'autorisation de résilier un bail rural,

VU les motifs de la demande et les pièces du dossier s'y rapportant,

VU l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 22 septembre 2004,

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'indivision MATHE/PERTUY/SCHMIT, représentée par Monsieur Jean-François SCHMIT, demeurant 1, rue du Champ aux Trous à 57290 FAMECK, est autorisée à résilier par anticipation le bail verbal consenti à Monsieur Luc LEMAIRE portant sur des parcelles de terre AH469 et 470 d'une superficie totale de 2 ha 44 a 15, situées sur la commune de MEXY.

**ARTICLE 2** - Conformément aux dispositions de l'article R 421.1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 3** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera notifiée aux parties intéressées.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL 04/308/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BOUXIERES AUX CHENES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;



VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU les articles L 512-1 à L512-7 du code forestier.;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de BOUXIERES AUX CHENES dans ses séances des 03/03/2004 et 16/06/2004;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 14/04/2004 au 29/04/2004, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de BOUXIERES AUX CHENES ;

VU l'avis du conseil municipal de LAITRE SOUS AMANCE, AMANCE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de BOUXIERES AUX CHENES;

VU l'absence d'avis dans le délai d'un mois, conformément à l'article R 121-21-1 du code rural, du conseil municipal de BOUXIERES AUX CHENES, EULMONT, DOMMARTIN SOUS AMANCE, LEYR,

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 05/07/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 06/09/2004;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

## ARRETE

### ARTICLE 1er

Un remembrement des propriétés foncières est ordonné à BOUXIERES AUX CHENES avec extension sur AMANCE.

### ARTICLE 2

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit :

#### TERRITOIRE DE BOUXIERES AUX CHENES :

Section AA : n° 35 - 40 - 41 - 42 - 101 à 109 - 302 à 304 - 312 à 326 - 412 - 413 -

Section AB : n° 1 à 14 - 16 à 18 - 23 à 88 - 111 à 157 - 168 à 185 - 204 - 205 - 209 à 211 - 217 à 219 - 223 à 225 - 233 à 236 - 255 à 264 - 266 à 280 - 297 - 298 - 300 - 301 - 305 - 309 à 311 - 313 - 315 - 325 à 328 - 336 à 338 -

Section AC : n° 72 à 89 - 101 à 105 - 110 à 115 - 153 à 174 - 180 à 218 - 220 à 231 - 233 - 235 -

Section AD : n° 32 à 96 - 104 à 254 - 256 à 287 - 289 à 291 - 298 - 299 - 317 -

Section AE : n° 10 - 18 - 19 - 39 - 42 à 67 - 70 - 71 - 78 - 79 -

Section AH : n° 1 à 106 - 126 à 131 - 135 à 169 - 171 - 172 à 175 -

Section AI : n° 1 à 106 - 117 à 129 - 132 à 138 - 146 à 198 - 203 à 264 - 269 - 270 - 274 - 275 - 297 à 335 - 342 à 345 - 347 à 350 -

Section AK : n° 28 à 74 - 78 à 88 - 105 à 148 - 257 à 261 - 289 à 342 - 348 - 349 -

Section AL : n° 14 à 20 - 22 à 34 - 36 à 50 - 58 à 68 - 71 - 72 -

Section AM : Totalité -

Section A : Totalité -

Section B : Totalité -

Section C : n° 132 à 134 - 154 - 158 à 160 - 176 - 208 - 209 - 232 à 242 - 248 - 270 - 271 - 884 - 934 à 940 - 992 - 1008 à 1012 -

Section E : n° 1 à 165 - 219 à 237 -

Section F : Totalité -

Section G : Totalité -

Section ZB : Totalité -

Section ZC : Totalité -

Section ZD : Totalité -

Section ZE : Totalité -

Section ZH : Totalité -

Section ZI : n° 1 à 25 -

Section ZK : Totalité -

Section ZL : n° 2 à 5 - 7 -

Section ZM : 1 à 26 - 28 à 30 -

Section ZN : Totalité -

Section ZO : Totalité -

Section ZP : n° 35 à 56 - 61 - 66 à 72 -

#### TERRITOIRE D'AMANCE :

Section ZH : n° 9 à 13 - 15 à 18 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

### ARTICLE 3

Les opérations commenceront ce jour.

### ARTICLE 4

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

### ARTICLE 5

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dûs éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

### ARTICLE 6

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3812 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

**ARTICLE 7**

La commission communale d'aménagement foncier de BOUXIERES AUX CHENES est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

**COURS D'EAU**

- interdiction de modifier le tracé;
- préserver ou améliorer les ripisylves existantes;
- se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau;
- prévenir les effondrements de rives et berges;
- les zones et prairies humides seront préservées.

**FOSSÉS**

- tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant
- le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle
- le drainage, exclu en zone inondable, devra être accompagné de bassins de rétention pour les projets intéressant les talus des Monts d'AMANCE et du GRAND COURONNE.

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de BOUXIERES AUX CHENES saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau :

**ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

**ARTICLE 9**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Maire de BOUXIERES AUX CHENES et d'AMANCE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 9 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****SERVICE DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS****ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/277 DE DECLASSEMENT DE LA RN 4  
DU PR 73.765 AU PR 78.255 (RD 99 - NEZ DE L'ÎLOT DU GIRATOIRE SUD)  
DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la voirie routière et notamment son article R 123.2 et ses modificatifs

VU le décret n° 90.739 du 14 août 1990 modifiant l'article R 123.2 du code de la voirie routière

VU le décret du 6 mai 1995, prorogé par le décret du 3 mai 2000, déclarant d'utilité publique les travaux de la RN 4.

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

VU la délibération du 3 septembre 2004 du Conseil Général de Meurthe et Moselle acceptant dans le domaine public départemental la RN 4 du PR 73.765 au PR 78.255 (RD 99 - nez de l'îlot du giratoire Sud)

VU la convention financière du 9 novembre 2004 entre l'État (Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle) et le Conseil Général de Meurthe et Moselle relative au versement d'une participation financière, par l'État au Conseil Général de Meurthe et Moselle, destinée à la remise en état normal d'entretien des chaussées, ouvrages d'art et équipements de la section de RN 4 objet du présent déclassement

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 08 novembre 2004.

**A R R E T E****ARTICLE 1**

Est déclassée de la voirie nationale et reclassée dans la voirie départementale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, la section de la RN 4 du PR 73.765 au PR 78.255.

Ces sections figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Le déclassement - reclassement de cette voie prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'Équipement, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Archives Départementales.

NANCY, le 9 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*Le plan annexé au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Équipement - Service des Etudes et des Grands Travaux Routiers - rue du Pont-de-Pierre - 54271 ESSEY-LES-NANCY.*

**ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/279 DE DECLASSEMENT DE LA RN 57 NORD ET SUD DANS L'AGGLOMERATION NANCEIENNE  
DANS LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la voirie routière et notamment son article R 123.2 et ses modificatifs

VU le décret n° 90.739 du 14 août 1990 modifiant l'article R 123.2 du code de la voirie routière

VU le décret du 26 mars 1985, prorogé par le décret du 20 mars 1989, déclarant d'utilité publique les travaux de la construction de la liaison A 330 (ex B 33) - CD 2 bis - RN 74

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

VU la délibération du 3 septembre 2004 du Conseil Général de Meurthe et Moselle acceptant dans le domaine public départemental les sections suivantes:

- RN 57 Nord - du PR 33.4 (Limite communale de Maxéville ) au PR 36.1 (rue Stanislas )
- RN 57 Sud - du PR 37.0 (Avenue de Strasbourg) au PR 38.0 (Carrefour Jeanne d' Arc)
- Bretelle de Saulxures les Nancy

VU la convention financière du 9 novembre 2004 entre l'État (Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle) et le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle relative d'une part, au transfert gratuit de domanialité de la bretelle de Saulxures les Nancy, et d'autre part, au versement d'une participation financière, par l'État au Conseil Général de Meurthe et Moselle, destinée à la remise en état normal d'entretien des chaussées, ouvrages d'art et équipements des sections de RN 57 Nord et Sud objet du présent déclassement

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 08 novembre 2004.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1**

Sont déclassées de la voirie nationale et reclassées dans la voirie départementale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, les sections suivantes:

- RN 57 Nord - du PR 33.4 (Limite communale de Maxéville ) au PR 36.1 (rue Stanislas )
- RN 57 Sud - du PR 37.0 (Avenue de Strasbourg) au PR 38.0 (Carrefour Jeanne d' Arc)
- Bretelle de Saulxures les Nancy

Ces sections figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Le déclassement - reclassement de ces voies prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 3**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'Équipement, Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à Madame la Directrice des Archives Départementales.

NANCY, le 9 novembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

*Le plan annexé au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Équipement - Service des Etudes et des Grands Travaux Routiers - rue du Pont-de-Pierre - 54271 ESSEY-LES-NANCY.*

**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/283/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDES du 5 juin 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/215/CDER du 7 mai 2004.

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/232/CDER du 11 juin 2004,

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/245/CDER du 15 juillet 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder, dans les deux sens de circulation de l'A. 31 sur le viaduc d'AUTREVILLE, aux travaux d'étanchéité sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819, situé sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 30 novembre 2004, la circulation s'établit comme suit :

**Dans le sens NANCY - METZ entre les PR 266+587 et 268+110**

- o la bande d'arrêt d'urgence est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur deux voies décalées et réduites
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h.
- o il est interdit de dépasser pour les poids lourds.

**Dans le sens METZ - NANCY entre les PR 268+500 et 267+340**

- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 110 km/h.
- o il est interdit de dépasser pour les poids lourds.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

**ARRETE 2004/DDE/285/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commune de REHON ;

Vu l'avis favorable de la commune de LONGWY ;

Vu l'avis favorable du commissariat de Police de LONGWY ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de LONGWY et BRIEY - Secteur Nord ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réparation des évacuations d'eau sous tablier sur la 52 entre les PR 14+128 et 18+247 - Viaduc de la Chiers entre les échangeurs de MEXY et LONGUYON ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du lundi 15 novembre à 8 H 00 au vendredi 26 novembre 2004 à 18 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la R.N. 52 entre les PR 14+128 et 18+247, de l'échangeur de MEXY à l'échangeur de LONGUYON.

**ARTICLE II**

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

**□ Sens METZ - LONGWY - (RN 52)**

Sortie Echangeur de MEXY, prendre la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY jusqu'au giratoire du Pulventeux, carrefour avec la R.N. 18 et ensuite emprunter l'échangeur de la R.N. 52 direction Luxembourg.

**□ Sens LONGWY - METZ - (RN 52)**

A l'échangeur du Pulventeux, prendre sortie "Verdun - Longuyon", la R.N. 18, la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY puis emprunter l'échangeur de MEXY direction METZ.

**□ Sens R.N. 18 - METZ**

Sur la R.N. 18, prendre le giratoire Ouest du Pulventeux en direction de LONGWY, puis la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de LONGWY) et ensuite prendre l'échangeur de MEXY direction METZ. (RN 52)

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de REHON et LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U. et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/286/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise aux normes de glissières dans le terre plein central sur l'A.31, dans le sens METZ - NANCY, entre les PR 282+000 et 279+000 ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter de la date de signature du présent arrêté et ce jusqu'au 26 novembre 2004 inclus, de 9h00 à 16h00, la circulation des usagers de l'A.31, entre les PR 282+275 et 278+800, s'établit comme suit :

- o **dans le sens METZ - NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée à 90 km/h
  - il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

Ce chantier est un chantier non-courant au sens de la circulaire ministérielle n°96-14 en dérogeant aux interdistances entre chantiers définies dans le cas des chantiers courants.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/287/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;  
Vu l'avis favorable de l'Udam de Nancy - Val de Lorraine en date du 16 novembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de la commune d'ATTON ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de commune de PONT à MOUSSON ;  
Considérant la nécessité de procéder sur l'A. 313 à un exercice "plan rouge" et d'assurer la sécurité de son déroulement et des usagers, sur le territoire de la commune de PONT à MOUSSON ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Le mardi 30 novembre 2004 de 20 h 00 à 6 h 00, toute circulation est interdite sur les bretelles d'entrée et de sortie de l'échangeur n°26 de l'A. 31 et sur l'autoroute A313 sur le territoire de la commune de Pont à Mousson.

**ARTICLE II**

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

- **Sens Pont à Mousson - Nancy**
  - Prendre la direction ATTON - NOMENY par la RD 120 - traverser l'agglomération d'ATTON et prendre ensuite la bretelle ATTON - NANCY de l'échangeur n° 27
- **Sens Nancy - Pont à Mousson**
  - Rester sur l'A. 31 puis prendre la bretelle Nancy - Atton de l'échangeur n° 27 - RD 120 - traverser l'agglomération d'ATTON en direction de Pont à Mousson.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, l'exercice prévu au préambule du présent arrêté est susceptible d'être reporté au mercredi 1<sup>er</sup> décembre ou au jeudi 2 décembre 2004 dans les mêmes conditions.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de PONT A MOUSSON et ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 24 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/288/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de forages dirigés pour la réalisation d'un réseau de fibre optique entre les CIGT de MOULINS les METZ et CHAMPIGNEULLES sur l'A. 31, au droit des échangeurs d'ATTON (n° 27) et de PONT à MOUSSON (n° 28) dans le sens Metz- Nancy, sur le territoire des communes d'ATTON et de PONT à MOUSSON ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I** - Le mercredi 24 novembre 2004 de 8 H 00 à 16 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 27 METZ/ATTON

Le jeudi 25 novembre 2004 de 8 H 00 à 16 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 27 ATTON/NANCY

Le vendredi 26 novembre 2004 de 8 H 00 à 16 H 00, toute circulation est interdite sur la bretelle de l'échangeur n° 26 PONT à MOUSSON - NANCY

**ARTICLE II** - Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

▪ **Fermeture de la bretelle n°27 (Metz-Atton) Echangeur de d'Atton (le 24 novembre 2004):**

Les usagers désirant se rendre à Atton sont invités à prendre l'A. 31 vers Nancy jusqu'à l'échangeur de Belleville, sortie Belleville jusqu'à Marbache par la RN 57, puis emprunter la RD 40 b vers l'A. 31 - bretelle de Belleville - Metz vers A. 31, puis l'A. 31 jusqu'à l'échangeur d'Atton, sortie Atton.

▪ **Fermeture de la bretelle n°27 (Atton - Nancy) Echangeur d'Atton (le 25 novembre 2004) :**

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre l'A. 31 vers METZ jusqu'à l'échangeur n° 28 de LESMENILS, puis retour vers Nancy par l'A. 31.

▪ **Fermeture de la bretelle n°26 (Pont à Mousson - Nancy) Echangeur de Pont à mousson (le 26 novembre 2004):**

Les usagers désirant se rendre à Nancy sont invités à prendre la RD 120 vers Atton, traverser Atton puis emprunter la bretelle Atton- Nancy, A31 en direction de Nancy.

**ARTICLE III** - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN des AUTOROUTES.

**ARTICLE V** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de ATTON et PONT A MOUSSON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**SERVICE DE L'HABITAT**

**ARRETE PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION  
DU FOYER DES TRAVAILLEURS DE PROCHEVILLE COMME GESTIONNAIRE  
DE LA RESIDENCE SOCIALE-FOYER DE PROCHEVILLE A PONT-A-MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 94-1128 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux subventions pour l'acquisition et l'amélioration des logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU le décret n° 94-1129 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux conventions passées entre l'Etat, l'organisme propriétaire et l'organisme gestionnaire pour les logements-foyers dénommés résidences sociales ;  
 VU le décret n° 94-1130 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux logements-foyers dénommés résidences sociales ;  
 VU la circulaire n° 95-33 du 19 avril 1995 relative à la modification de la réglementation logements-foyers créant les résidences sociales ;  
 VU la circulaire DPM/CI n° 2000/140 du 13 mars 2000 relative à la mise en œuvre de l'article 1<sup>er</sup> de la convention Etat / UESL du 14 mai 1997 concernant le plan quinquennal de traitement des foyers de travailleurs migrants ;  
 VU la circulaire DPS-ACI4/CILPI n° 2002/515 du 3 octobre 2002 relative à la prorogation du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants ;  
 VU les statuts et le rapport d'activité 2003 de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer des Travailleurs de Procheville ;  
 VU le projet de réhabilitation du Foyer de Procheville ;  
 VU le projet social élaboré par l'A.G.A.F.T.P. dans le cadre de la transformation du Foyer de Procheville en résidence sociale ;  
 VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement ;  
 CONSIDERANT que l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer des Travailleurs de Procheville, actuellement gestionnaire du Foyer de Procheville présente les aptitudes pour assurer la gestion de la résidence sociale-Foyer de Procheville sous les angles sociaux, techniques et financiers ;  
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'Association de Gestion et d'Animation du Foyer des Travailleurs de Procheville (A.G.A.F.T.P.) est agréée comme gestionnaire de la Résidence Sociale-Foyer de Procheville sise rue Alexandre Fleming à PONT-A-MOUSSON (54700).

**ARTICLE 2** : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer des Travailleurs de Procheville à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer de Travailleurs de Procheville.

NANCY, le 8 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

#### SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

##### AVIS

Par arrêté préfectoral n° 33259 en date du 24 novembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA TJ TGV Bât. SE radio+Schetter poste 24 site 263, sur la commune de PRENY.

Par arrêté préfectoral n° 33700 en date du 24 novembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste DP type Tour "Village" rue Jean Janel, sur la commune de PAGNEY DERRIERE BARINE.

Par arrêté préfectoral n° 43164 en date du 24 novembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la pose éoliens "le Haut des Ailes" sur les communes d'IGNEY et de AVRICOURT.

Par arrêté préfectoral n° 43412 en date du 24 novembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation TJ SCI Médipôle-SCI Gérofali, rue de la Vologne, sur la commune de LUNEVILLE.

#### RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

##### ARRETE DE DELEGATION RECTORALE DE SIGNATURE A MONSIEUR CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE DE MEURTHE ET MOSELLE

##### LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

VU le décret du 16 juillet 2004 nommant Monsieur Michel LEROY, Recteur de l'Académie de NANCY-METZ ;

VU le certificat administratif du 12 novembre 2004 nommant Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Inspecteur pédagogique régional, dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à compter du 15 novembre 2004 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2002 portant détachement de Monsieur Guy STIEVENARD, Inspecteur d'Académie, Inspecteur pédagogique régional (administration et vie scolaires), dans l'emploi d'Inspecteur d'Académie adjoint de Meurthe et Moselle, à compter du 15 février 2002 au 30 septembre 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 septembre 2003 nommant Monsieur Jean Luc STRUGAREK, Inspecteur de l'Education Nationale, dans l'Académie de NANCY-METZ, Inspection Académique de Meurthe et Moselle, circonscription de Nancy IV, adjoint à l'Inspecteur d'Académie de Meurthe et Moselle, à compter du 01 septembre 2003 ;

VU l'arrêté ministériel du 07 avril 2003 portant nomination et détachement de Madame Dominique GUILINI, conseillère d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi de Secrétaire Générale d'administration scolaire et universitaire de l'Inspection Académique de Meurthe et Moselle, à compter du 01 mai 2003.

#### A R R E T E

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, et dans le respect de la réglementation en vigueur, les décisions suivantes :

1 - Actes pris en application de l'article D.222-20 et D.222-27 du Code de l'Education.

1.1 - Au niveau départemental, fonctionnement des examens et concours : désignation des jurys ; déroulement des épreuves, notamment organisation des épreuves d'éducation physique et sportive des baccalauréats général, technologique et professionnel ; établissement des diplômes.

1.2 - Au niveau académique, organisation et sujets du concours de recrutement de professeurs des écoles.

1.3 - Gestion et attribution des bourses nationales d'études du second degré et des bourses d'adaptation.

2 - Actes pris en application du décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié et des arrêtés pris pour son application.

2.1 - Gestion des élèves professeurs des écoles et des professeurs des écoles stagiaires :

Toutes décisions énumérées par l'arrêté du 23 septembre 1992 à l'exception de celles relatives à la nomination, à l'affectation dans un département de l'Académie, à l'autorisation de renouvellement de l'année du cycle préparatoire au second concours interne, à la délivrance du diplôme professionnel de professeur des écoles, ainsi qu'à l'autorisation de prolongation de stage.

- 3 - Pour tous les personnels en fonction dans le département, à l'exception de ceux affectés dans les établissements d'enseignement supérieur.
- 3.1 - Autorisations d'absence autres que celles qui, en vertu des dispositions qui les réglementent, relèvent expressément de la compétence de l'Inspecteur d'Académie ou du « Chef de Service ». Sont ainsi notamment concernées les autorisations spéciales d'absence prévues par l'article 14 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.
- 3.2 - Congés pour formation syndicale avec traitement d'une durée maximale de douze jours ouvrables par an, prévus par le décret n° 84-474 du 15 juin 1984.
- 3.3 - Décisions relatives aux demandes de dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction et à l'obligation de résidence.
- 3.4 - Décisions d'imputabilité au service des accidents du travail.
- 4 - Gestion des établissements et des personnels d'enseignement privés (décret n° 60-389 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 60-390 du 22 avril 1960 modifié, décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié).
- 4.1 - Actes de gestion relatifs aux maîtres contractuels ou agréés et auxiliaires, délégués rectoraux, en fonction dans les établissements d'enseignement privés du premier degré (écoles), y compris autorisations d'absence telles que définies au paragraphe 3.1 ci-dessus, à l'exclusion de la prolongation d'activité au-delà de 60 ans.

**ARTICLE 2**

Pour l'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations des personnels civils de l'Etat, et, au vu des dispositions de l'arrêté du 21 décembre 1962 modifié, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués relatif au Ministère de l'Education Nationale et de l'arrêté préfectoral donnant au Recteur de l'Académie de NANCY-METZ délégation d'ordonnateur secondaire, subdélégation de signature est donnée à Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes pièces relatives à la gestion des traitements et de leurs accessoires des personnels enseignants du premier degré de l'enseignement public et du privé.

**ARTICLE 3**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude BISSON-VAIVRE, la délégation et la subdélégation de signature qui lui sont confiées par les articles 1 et 2 du présent arrêté, seront exercées par :

- Monsieur Guy STIEVENARD  
Inspecteur d'Académie Adjoint
- Monsieur Jean Luc STRUGAREK  
Inspecteur de l'Education Nationale Adjoint
- Madame Dominique GUILINI  
Secrétaire Générale de l'Inspection Académique

**ARTICLE 4**

Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
NANCY, le 25 novembre 2004

Le Recteur,  
Michel LEROY

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DELEGATION DE SIGNATURE**

BENOIT PERICARD, DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

VU la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,  
VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissements,  
VU l'arrêté ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant en qualité de Directeur Général du CHU de Nancy,

**ARTICLE 1 :**

Donne délégation à Monsieur Daniel KIEFFER, Directeur de l'Hôpital Jeanne d'Arc, des archives et du patrimoine, pour signer en son nom et place les avis d'admission et toutes les pièces administratives relatives aux hospitalisations sous contrainte en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 27 juin 1990.

**ARTICLE 2 :**

Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à Monsieur Fernand LAROSE, Adjoint des Cadres Hospitaliers, en l'absence de Monsieur Daniel KIEFFER.

**ARTICLE 3 :**

Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, dans le cadre des gardes administratives assurées par eux, conformément aux tableaux de garde trimestriels arrêtés par le Directeur Général.

**ARTICLE 4 :**

La présente délégation prend effet à compter du 2 août 2004 ; elle se renouvellera annuellement par tacite reconduction.  
Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs et Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 3 novembre 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

**DELEGATION DE SIGNATURE**

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

VU l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,  
VU l'Arrêté Ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

**ARTICLE 1 :****En matière de gestion :**

- De la formation professionnelle continue des personnels hospitaliers contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.
  - Des études promotionnelles afférentes à ces personnels,
  - Et des formations initiales représentées par les écoles et instituts gérés par le CHU de Nancy,
- Donne délégation à Mademoiselle HANNION Murielle, Directeur de la Formation et des Ecoles.

**ARTICLE 2 :**

En matière de convention de prestations, donne délégation à la bénéficiaire susvisée, pour signer les conventions de prestations de service destinées à la rémunération des intervenants extérieurs des écoles et des instituts de formation du CHU de Nancy.

**ARTICLE 3 :**

En l'absence de Mademoiselle HANNION Murielle, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.



**ARTICLE 4 :**

La délégation octroyée est assortie de l'obligation :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances et par la délégation régionale de l'ANFH,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**ARTICLE 5 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**ARTICLE 6 :**

Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 5 novembre 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

---

**DELEGATION DE SIGNATURE****LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

VU l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,

VU l'Arrêté Ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

**ARTICLE 1 :**

En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**ARTICLE 2 :**

En matière de gestion du personnel, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur STARK Gérard, Directeur des Ressources Humaines et à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité ou contrat emploi jeune ou contrat d'apprentissage.

**ARTICLE 3 :**

En l'absence de Monsieur STARK Gérard et de Madame LEPAND Sophie la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.

**ARTICLE 4 :**

En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYROU Marius
- Monsieur CŒUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Monsieur DUCROZ Sylvain
- Madame GABRIEL Geneviève
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Madame HERBELET Danielle
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Madame LEPAND Sophie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur PEREZ Robert
- Mademoiselle RISTERUCCI Sylvie
- Monsieur STARK Gérard
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitalier qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle MERSY Anne
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur REMY Patrick
- Monsieur THOMAS Gérard.

Dans le cadre de la délégation donnée en b), les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur STARK Gérard pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

**ARTICLE 5 :**

En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**ARTICLE 6 :**

Donne délégation à Mademoiselle Isabelle BERTHÉLEMY, Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

**ARTICLE 7 :**

En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur STARK Gérard, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.) ou sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.) et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de cette dernière à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**ARTICLE 8 :**

La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**ARTICLE 9 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**ARTICLE 10 :**

Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 15 novembre 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

**AVIS DE CONCOURS****AVIS DE CONCOURS EXTERNE SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPÉCIALISÉ  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91/45 du 14.01.1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Externe sur Titres d'Ouvrier Professionnel Spécialisé, afin de pourvoir :

↳ 6 postes d'O.P.S. - Spécialité Cuisine

**① Conditions d'inscription****A - Conditions générales :**

- ☞ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2004 et titulaires d'un des titres suivants :
  - Un C.A.P.
  - Un B.E.P.
  - Un diplôme au moins équivalent, figurant sur une liste arrêtée par le Ministère chargé de la santé.

**B - Conditions particulières :**

- ☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus peut être reculée dans certaines conditions.

**② Réception et clôture des inscriptions**

➔ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY  
Service Concours et Examens - Bureau n° 9

29, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

↳ par lettre recommandée avec A.R.

ou

↳ par dépôt au Service Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt.

☞ Date limite d'inscription : 18 décembre 2004  
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 18 novembre 2004

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines,  
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER DE 2<sup>E</sup> CATEGORIE  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 un concours sur titres de conducteur ambulancier de 2<sup>e</sup> catégorie afin de pourvoir 2 postes.

**Conditions d'inscription :****Conditions générales :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et titulaires du certificat de capacité d'ambulancier et des permis B et C ou D.

**Dispositions particulières :**

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre + CV + copie des permis et du CCA) doivent être adressées à

**Madame le Directeur des Ressources Humaines**  
**Centre Psychothérapique de Nancy**  
**BP 1010**  
**54521 LAXOU CEDEX**

**avant le 31 décembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.  
LAXOU, le 23 novembre 2004

Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AUTOMOBILE DE 2<sup>E</sup> CATEGORIE**  
**AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 un concours sur titres de conducteur d'automobile de 2<sup>e</sup> catégorie afin de pourvoir 2 postes.

**Conditions d'inscription :****Conditions générales :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours et titulaires des permis B, C et D

**Dispositions particulières :**

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre + CV + copie des permis) doivent être adressées à

**Madame le Directeur des Ressources Humaines**  
**Centre Psychothérapique de Nancy**  
**BP 1010**  
**54521 LAXOU CEDEX**

**avant le 31 décembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.  
LAXOU, le 23 novembre 2004

Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

---

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE**  
**AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le C.P.N. à LAXOU organise à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 un concours externe sur titres d'ouvriers professionnels spécialisés afin de pourvoir 8 postes :

- 4 postes spécialité blanchisserie
- 1 poste spécialité mécanique automobile
- 2 postes spécialité environnement-voirie
- 1 poste spécialité restauration

**Conditions d'inscription :****Conditions générales :**

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et titulaires des titres suivants :

- 1 CAP ou 1 BEP ou 1 diplôme au moins équivalent

**Dispositions particulières :**

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à

**Madame le Directeur des Ressources Humaines**  
**Centre Psychothérapique de Nancy**  
**BP 1010**  
**54521 LAXOU CEDEX**

**avant le 31 décembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.  
LAXOU, le 23 novembre 2004

Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1180</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1180</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS - PROMOTION DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2005 .....	1180
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1181</b>
<b>QUATRIEME BUREAU .....</b>	<b>1181</b>
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY .....	1181
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE ET CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT .....	1181
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE BRIEY .....	1182
ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE .....	1182
<b>CINQUIEME BUREAU .....</b>	<b>1183</b>
ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES .....	1183
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1183</b>
<b>PREMIER BUREAU .....</b>	<b>1183</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DE L'ARRETE DU 26 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE .....	1183
<b>DEUXIEME BUREAU .....</b>	<b>1184</b>
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE TOUL .....	1184
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON .....	1184
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL .....</b>	<b>1184</b>
ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A PLUSIEURS PARCELLES SUR LA COMMUNE DE COLOMBEY-LES-BELLES .....	1184
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1185</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1185</b>
<b>UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE .....</b>	<b>1185</b>
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ONCOLOR .....	1185
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ANTIBIOLOR .....	1188
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ALCAD .....	1190
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ONCODENT .....	1193
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET HERMES .....	1195
DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT MODIFICATIVE ARH/URCAM DE LA DECISION DU 15 DECEMBRE 2003 DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET MEDIGARDE 54 .....	1197
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1200</b>
DELIBERATION N° 130/04 DU 19/10/04 .....	1200
DELIBERATION N° 131/04 DU 19/10/04 .....	1200
DELIBERATION N° 132/04 DU 19/10/04 .....	1201
DELIBERATION N° 133/04 DU 19/10/04 .....	1201
DELIBERATION N° 134/04 DU 19/10/04 .....	1201
DELIBERATION N° 135/04 DU 19/10/04 .....	1202
DELIBERATION N° 136/04 DU 19/10/04 .....	1202
DELIBERATION N° 137/04 DU 19/10/04 .....	1203
DELIBERATION N° 138/04 DU 19/10/04 .....	1203
DELIBERATION N° 139/04 DU 19/10/04 .....	1203
DELIBERATION N° 140/04 DU 19/10/04 .....	1204
DELIBERATION N° 141/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004 DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN .....	1204
DELIBERATION N° 142/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004 DE LA CLINIQUE ST JOSEPH DE VERDUN .....	1205
DELIBERATION N° 143/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006 DU 2 JUILLET 2002 DU CENTRE HOSPITALIER DE JURY .....	1205
DELIBERATION N° 144/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005 DU 25 JUIN 2002 DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE .....	1206
DELIBERATION N° 145/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU 24 SEPTEMBRE 2004 DE LA MATERNITE-HOPITAL SAINTE-CROIX .....	1206

DELIBERATION N° 146/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006 DU 22 AVRIL 2003 DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE .....	1206
DELIBERATION N° 147/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 4 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006 DU 22 AVRIL 2003 DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE .....	1207
DELIBERATION N° 148/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2003 DU 19 MARS 2002 DU CENTRE HOSPITALIER DE SARREGUEMINES .....	1207
DELIBERATION N° 149 /2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL .....	1208
DELIBERATION N° 150/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL .....	1208
DELIBERATION N° 151/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL .....	1209
DELIBERATION N° 152/04 DU 19/10/04 .....	1209
DELIBERATION N° 153/04 DU 19/10/04 .....	1209
DELIBERATION N° 154/04 DU 19/10/04 .....	1210
DELIBERATION N° 155/04 DU 19/10/04 .....	1210
DELIBERATION N° 156/04 DU 19/10/04 .....	1211
DELIBERATION N° 157/04 DU 19/10/04 .....	1211
DELIBERATION N° 158/04 DU 19/10/04 .....	1212
DELIBERATION N° 159/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DE L'ASSOCIATION ALPHA-SANTE .....	1212
DELIBERATION N° 160/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DE L'HOPITAL BELLE-ISLE .....	1212
DELIBERATION N° 161/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005 DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE .....	1213
DELIBERATION N° 162/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2006 DE LA MATERNITE-HOPITAL SAINTE-CROIX .....	1213
DELIBERATION N° 163/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006 DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL (C.H.R.) DE METZ-THIONVILLE .....	1214
DELIBERATION N° 164/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005 DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE .....	1214
DELIBERATION N° 165/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004 DU CENTRE THIONIS .....	1215
DELIBERATION N° 166 /2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL .....	1215
DELIBERATION N° 167/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N°3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004 DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN .....	1215
DELIBERATION N° 168/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2003 DU CENTRE HOSPITALIER "LE PARC" DE SARREGUEMINES .....	1216
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>1216</b>
ARRETE N° 10 DU 22 OCTOBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL .....	1216
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/52 DU 22 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/03 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056 .....	1217
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>1218</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE .....</b>	<b>1218</b>
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES COSTA - OUDIN - RONCOLATO, 6, RUE PASTEUR - 54800 JARNY - N° 54-94-033 .....	1218
<b>POLE MEDICO-SOCIAL .....</b>	<b>1219</b>
ARRETE DDASS / PMS / N° 810 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX .....	1219
ARRETE DDASS / PMS / N° 811 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE .....	1219
ARRETE DDASS / PMS / N° 812 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE .....	1220
ARRETE DDASS / PMS / N° 813 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE .....	1220
ARRETE DDASS / PMS / N° 814 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON .....	1221
<b>POLE SOCIAL .....</b>	<b>1221</b>
ARRETE N° 766 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF, 13, RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY .....	1221
ARRETE N° 779 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE, 1161, AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY GERE PAR L'ALAGH .....	1222
ARRETE N° 780 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE, AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES GERE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES .....	1223
ARRETE N° 781 MODIFIANT L'ARRETE DU 16 JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES	

ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT MEDICO-EDUCATIF, 46, RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	1224
ARRETE N° 786 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'EDUCATION MOTRICE, 46, RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE.....	1225
ARRETE N° 787 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - INSTITUT DE REEDUCATION « LES TERRASSES DE MEHON », 24, RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE .....	1225
ARRETE N° 788 MODIFIANT L'ARRETE DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004 DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE, 17 BIS, RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY GERE PAR LA PEP 54.....	1226
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>1227</b>
<i>SERVICE AMENAGEMENT FONCIER .....</i>	<i>1227</i>
ARRETE PREFECTORAL 04/292/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BIONVILLE .....	1227
ARRETE PREFECTORAL CDAF 303 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1228
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....</i>	<i>1230</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004-304 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHENEVIÈRES.....	1230
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1230</b>
<i>SERVICE DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS.....</i>	<i>1230</i>
ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/278 .....	1230
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>1231</i>
AERODROME DE PONT SAINT VINCENT - ARRETE DDE/INF/04/54 PORTANT RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU, APPARTENANT A L'ETAT POUR RECOLTE DES HERBAGES ET DROIT DE PACAGE.....	1231
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>1232</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BATTIGNY (MEURTHE-ET-MOSELLE) A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EPCI DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOUS .....	1232
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SIVOM DU PAYS DE LONGUYON .....	1233

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT ATTRIBUTION DE LA MEDAILLE D'HONNEUR DES TRAVAUX PUBLICS - PROMOTION DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924,  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,  
VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics,  
VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement,  
VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le Préfet du département territorialement compétent,  
SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- **M. LANOUE Alain**  
Restituteur  
18 rue des Etangs - 54550 SEXEY-LES-FORGES
- **M. LEDUC Yves**  
Chef d'équipe d'exploitation des TPE  
Maison éclusière n°2 - 54460 AINGERAY
- **Mme Monique MESMIN**  
Agent d'exploitation spécialisé des TPE  
3 rue de la Colline - 54300 JOLIVET

**ARTICLE 2** : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.

NANCY, le 5 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## QUATRIEME BUREAU

**ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES  
A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de NANCY-CUGN,

VU le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy en date du 5 octobre 2004,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est ainsi complété.**ARTICLE 2 :** Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN avec voix consultative**• Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale**

- Monsieur Jean-Paul LACRESSE, président de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle - 21, rue Saint Lambert - 54046 NANCY

**• Au titre de la personne juriste**

- une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

**ARTICLE 3 :** Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.**ARTICLE 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet à la ville et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

**ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES  
A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE ET CANTON DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port et notamment son article 3,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port,

VU le courrier de Madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy en date du 5 octobre 2004,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est ainsi complété.

**ARTICLE 2 :** Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de LUNEVILLE et canton de Saint-Nicolas-de-Port avec voix consultative

• **Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale**

- Monsieur Patrice FLOQUET, responsable de l'agence UDAF de LUNEVILLE 30, rue Gambetta- 54300 LUNEVILLE

• **Au titre de la personne juriste**

- une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

**ARTICLE 3 :** Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

**ARTICLE 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet à la ville et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

**ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES  
A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral modificatif portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY,

VU le courrier de Madame la Première Présidente de la cour d'appel de Nancy en date du 5 octobre 2004,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est ainsi complété.

**ARTICLE 2 :** Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY avec voix consultative

• **Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale**

- Madame Brigitte KOSINSKI - service tutelle UDAF - 15 C, rue Anatole France - 54400 LONGWY

• **Au titre de la personne juriste**

- une personne proposée par Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy.

**ARTICLE 3 :** Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

**ARTICLE 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet à la ville et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

**ARRETE COMPLEMENTAIRE PORTANT COMPOSITION DES MEMBRES NOMMES  
A LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE TOUL ET NANCY-CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment son article L. 331-1,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,



VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine et notamment son titre III,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL et Nancy-Campagne et notamment son article 3,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de TOUL et Nancy-Campagne,  
Vu le courrier de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel en date du 5 octobre 2004,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté préfectoral du 23 février 2004 est ainsi complété.

**ARTICLE 2 :** Sont nommés pour faire partie de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL et Nancy-Campagne avec voix consultative

• **Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale**

- Mme Djamilia COLSON, Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle - 21, rue Saint Lambert - 54046 NANCY

• **Au titre de la personne juriste**

- une personne proposée par madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy

**ARTICLE 3 :** Ces personnes sont nommées pour une durée d'un an renouvelable.

**ARTICLE 4 :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet à la ville et aux affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.  
NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**CINQUIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES**

Par arrêté préfectoral du 25 octobre 2004, la société SEVIA-SRRHU, dont le siège social est Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBES a été agréée pour effectuer

→ le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de Meurthe et Moselle,

conformément aux dispositions de l'article de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 visé ci dessus.

L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 DE L'ARRETE DU 26 OCTOBRE 2004  
RELATIF A LA CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et L5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2004 portant création de la communauté de communes du Mirabée ;

CONSIDÉRANT que le libellé de l'article 4 de l'arrêté préfectoral précité doit être modifié suite à une erreur matérielle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'article 4 de mon arrêté du 26 octobre 2004 autorisant la création de la communauté de communes du Mirabée est remplacé comme suit :

« **ARTICLE 4 :** La communauté est administrée par un conseil, constitué de membres délégués des communes, selon la représentation suivante :

- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

La composition du conseil communautaire est la suivante :

BOUZANVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

BRALLEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

DIARVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FORCELLES-SOUS-GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FRAISNES-EN-SAINTOIS : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

HOUSSEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

JEVONCOURT : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

SAINT-FIRMIN : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

Pour un total de 18 délégués titulaires et 18 délégués suppléants »

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## DEUXIEME BUREAU

## ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE TOUL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;  
VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;  
VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de TOUL ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 portant nomination de M. Michel JOLY en qualité de régisseur et Mmes Marie-Paule VARNIER et Monique MICHEL en qualité de suppléantes ;  
VU la lettre du 31 mars 2004 du maire de TOUL proposant la nomination de M. Michel BREDa en qualité de régisseur suppléant, en remplacement de Mmes VARNIER et MICHEL ;  
VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 8 octobre 2004 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 susvisé est modifié comme suit : Monsieur Michel BREDa, garde-champêtre principal, est nommé régisseur suppléant.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de TOUL, le maire de TOUL et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;  
VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;  
VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;  
VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;  
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;  
VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de BLÉNOD-LES-PONT-A-MOUSSON ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 portant nomination de M. Bruno SZALAMACHA en qualité de régisseur et M. Marc CISZEWICZ en qualité de suppléant ;  
VU la lettre du 31 mars 2004 du maire de BLÉNOD-LES-PONT-A-MOUSSON proposant la nomination de M. Jérémy TUGEND en qualité de régisseur suppléant, en remplacement de M. Marc CISZEWICZ ;  
VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 8 octobre 2004 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 susvisé est modifié comme suit : Monsieur Jérémy TUGEND, gardien de police municipale, est nommé régisseur suppléant.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de BLÉNOD-LES-PONT-A-MOUSSON et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER  
A PLUSIEURS PARCELLES SUR LA COMMUNE DE COLOMBEY-LES-BELLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 111-1 et L 141-1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141-1 à R 141-8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action et à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de COLOMBEY-LES-BELLES du 8 septembre 2004 demandant l'application du régime forestier à 5 ha 3 a 82 ca à diverses parcelles indiquées ci-après ;

VU le procès-verbal de reconnaissance du technicien de l'Office national des forêts en date du 11 août 2004 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de l'application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de NANCY-Sud de l'Office national des forêts en date du 26 septembre 2004 ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : Commune de COLOMBEY-LES-BELLES

Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
C	156	Faverosse	07 a 65	COLOMBEY-LES-BELLES
C	157	Faverosse	62 a 50	
C	158	Grand Coin	12 a 50	
C	159	Grand Coin	27 a 50	
C	160	Faverosse	20 a 00	
C	161	Faverosse	75 a 00	
ZK	223	A la Vallée de la Poche	46 a 75	
ZK	226	A la Vallée de la Poche	77 a 39	
ZK	228	A la Vallée de la Poche	88 a 13	
ZK	260	A la Vallée de la Poche	43 a 20	
ZK	261	A la Vallée de la Poche	08 a 80	
ZK	263	A la Vallée de la Poche	08 a 80	
ZL	126	En Corrre	25 a 60	
			5 ha 3 a 82	

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la sous-préfète de TOUL et M. le directeur de l'Agence de NANCY-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de COLOMBEY-LES-BELLES.

TOUL, le 28 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

#### DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ONCOLOR

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu le SROS volet thématique cancérologie 1999-2004

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

Au réseau ONCOLOR

représenté par son promoteur

Nom Prénom

Madame le Professeur Danièle SOMMELET

Statut professionnel

Professeur des Universités

Adresse

6, avenue de Bourgogne - 54500 Vandœuvre les Nancy

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement.

**Article 1 : Présentation du réseau financé**

Nom du réseau  
Numéro d'identification  
Thème

ONCOLOR  
960410199

« Réseau régional en cancérologie créé en 1998 entre les établissements de santé publics et privés impliquant les médecins libéraux généralistes et spécialistes et les autres acteurs de santé concernés. La montée en charge progressive des activités du réseau, depuis sa création et pour les trois années à venir, nécessite un renforcement des moyens et en particulier humains au niveau de l'équipe de coordination pour maintenir les actions initiées dont l'actualisation des référentiels et permettre le développement de nouveaux projets répondant à la mise en œuvre du plan cancer »

Zone géographique (codes INSEE)  
Caisses d'assurance maladie concernées

Région Lorraine  
Les Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy, Longwy, Metz, Thionville, Sarreguemines, Epinal, Bar le Duc, la Mutualité Sociale Agricole, l'Assurance Maladie des Professions indépendantes, l'URSSME

#### Article 2 : Décision de financement

- Montant total accordé 541 746 €
- Durée du financement à partir de la date de signature de la présente décision jusqu'au 31/12/2005
- Mode de versement :
  - Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

#### Article 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

#### Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

#### Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 541 746 € jusqu'au 31 décembre 2005, soit 43% des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2004	DRDR 2005
EQUIPEMENT	20 500 €	
SYSTEME D'INFORMATION		
FONCTIONNEMENT		
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)		
Cadre administratif de coordination	12 000 €	48 000 €
Adjoint cadre administratif	9 500 €	38 000 €
Médecin coordonnateur	25 573 €	102 290 €
Médecins salariés	43 425 €	125 990 €
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
FRAIS GERERAUX	5 333 €	42 660 €
FORMATION DU PERSONNEL	13 175 €	
CONSEIL JURIDIQUE	800 €	800 €
FORMATION		
EVALUATION		
ETUDE ET RECHERCHE		
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS		
INDEMNISATION MEDECINS LIBERAUX		53 700 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS		
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS		
TOTAL	130 306 €	411 440 €

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- L'ARH réseau agréé en 1998 689 660 €
- Le FAQSV Nouvelle demande en cours (accordé à ce projet 404 581,66 € sur les années 2001 et 2002 pour financer les référentiels régionaux en cancérologie et la mise à disposition d'un outil d'aide au suivi des patients traités pour cancer auprès des médecins généralistes et spécialistes libéraux de la région lorraine.
- Cotisations membres actifs 86 000 €
- Activité formation 120 000 €
- DRDR Dispositif d'annonce 160 000 € (2004)

#### Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Le dossier du promoteur ne fait pas apparaître de demande de cette nature.

Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

- Type de professionnel de santé Médecins libéraux
- Nature de la dérogation Chefferie de projet
- Montant unitaire (en €) 59.24 € par heure
- Modalité de versement honoraires
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés 2

#### Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les établissements de santé

Modalités d'adhésion des professionnels libéraux

- Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des professionnels libéraux

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité
- Départ volontaire

Modalités d'adhésion des établissements de santé

- Adhésion à la charte de qualité du réseau

Modalités de sortie des établissements de santé

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité
- Départ volontaire

**Article 8 : Engagements du promoteur du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- **A mettre en place les axes de mutualisation avec le réseau ONCODENT dont l'intégration de la coordination, la concertation en matière de soins dentaires.**
- **A mettre à la disposition des directeurs de l'ARH et de l'URCAM toutes les conventions de partenariat signées avec les professionnels libéraux et les établissements de santé.**
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux usagers.
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation.
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau.
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

**Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

**Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité pour le **01 octobre 2005** concernant les trois premiers trimestres 2005 dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- **Le temps, la qualité des intervenants concernant :**
  - ✓ l'élaboration des nouveaux référentiels,
  - ✓ l'actualisation des référentiels existants,
- **Le nombre et la nature :**
  - ✓ des actions de sensibilisation des professionnels et établissements de santé à l'utilisation des référentiels,
  - ✓ des systèmes d'aide à l'organisation des Comité de Concertation pluridisciplinaire...
- **Le nombre et la thématique des réunions**
- **Le nombre et la nature des formations**

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Le rapport annuel présenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2006 précise également les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **01 octobre 2005** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

**Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

**Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration

et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM  
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ANTIBIOLOR**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu la circulaire DHOS/DS5A n°272 du 02 mai 2002 relative au bon usage des antibiotiques dans les établissements de santé et à la mise en place à titre expérimental de centres de conseil en antibiothérapie pour les médecins libéraux

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

Au réseau ANTIBIOLOR

représenté par son promoteur

*Nom Prénom*

Monsieur le Professeur Thierry MAY

*Statut professionnel*

Service des maladies infectieuses et tropicales

*Adresse*

CHU Nancy Brabois - 54511 VANDOEUVRE CEDEX

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement.

**Article 1 : Présentation du réseau financé**

*Nom du réseau*

ANTIBIOLOR

*Numéro d'identification*

960410231

*Thème*

Améliorer la qualité de l'usage des antibiotiques dans les infections communautaires ou nosocomiales dans les établissements de santé qu'en médecine libérale.

*Zone géographique (codes INSEE)*

Région Lorraine

*Caisses d'assurance maladie concernées :*

Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy, Longwy, Bar le Duc, Epinal, Metz, Sarreguemines, Thionville, la Mutualité Sociale Agricole, la caisse régionale maladie des professions indépendantes, URSSME,

**Article 2 : Décision de financement**

- Montant total accordé 581 000 €
- Durée du financement 2 ans
- Mode de versement :
  - Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

**Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

**Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de 581 000 € pour 2 ans, soit 98% des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2005	DRDR 2006
EQUIPEMENT		
SYSTEME D'INFORMATION	10 000	10 000
FONCTIONNEMENT		
CHARGE DE PERSONNELS MIS A DISPOSITION		
Secrétaire $\frac{1}{2}$ temps	20 000	20 000
Coordonnateur PH	103 500	103 500
Attaché Pharmacie et biologie	13 000	13 000
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
FRAIS DE DEPLACEMENT COORD	1 500	1 500

FRAIS DE COLLOQUES	1 500	1 500
FRAIS GÉNÉRAUX	10 000	10 000
REUNIONS DE FORMATION (15)	19 950	19 950
REFERENTIELS LETTRES D'INFORMATION	29 400	28 650
INTERNET STANDARD	1 650	2 400
FORMATION		
EVALUATION	20 000	20 000
ETUDE ET RECHERCHE		
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS HONORAIRES DES MEDECINS ET PHARMACIENS 60 €	60 000	60 000
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS		
TOTAL	290 500	290 500

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le FAQSV 170 500 € (année 2004)
- Cotisations adhérents 12 000 €

#### **Article 6 : Détail des dérogations accordées**

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Aucune demande de cette nature dans le dossier du promoteur.

#### **Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**

##### Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau
- Adhésion à la charte de qualité du réseau

##### Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

#### **Article 8 : Engagements du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
- A effectuer, auprès de la Commission de l'Informatique et des Libertés, les démarches de déclaration prescrites par la loi de 1978.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- Nombre et nature des actions de proximité
- Nombre de professionnels libéraux par catégorie adhérent au réseau
- Nombre d'établissement de santé adhérent au réseau
- Nombre, nature et origine des conseils téléphoniques par mois

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 01 octobre 2006 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante et des recommandations de l'ANAES. Il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**

##### Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

**Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM  
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ALCAD**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

Au réseau ALCAD

représenté par son promoteur

*Nom Prénom*

Monsieur le Professeur François PAILLE

*Statut professionnel*

Professeur de Médecine Interne

*Adresse*

Hôpital Villemin 47, rue de Nabécor - 54035 NANCY CEDEX

*Préambule :*

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement

**Article 1 : Présentation du réseau financé**

*Nom du réseau*

ALCAD

*Numéro d'identification*

960410215

*Thème*

« Réseau de santé ayant pour objectif de repérer et de prendre en charge précocement, dans le cadre d'une prise en charge globale et de soins coordonnés, le mesurage d'alcool associé ou non à d'autres conduites addictives, il est le lieu de concertation de tous les acteurs du sud de la Meurthe-et-Moselle intéressés par la prévention et l'accompagnement psychosocial de patients en difficulté avec l'alcool... »

*Zone géographique (codes INSEE)*

Le sud de la Meurthe-et-Moselle

*Caisse d'assurance maladie concernées :*

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy, Mutualité Social Agricole, Assurance Maladie des Professions Indépendantes, URSMME

**Article 2 : Décision de financement**

• Engagement financier total

154 092 €

• Durée du financement

A partir de la signature de la décision - jusqu'au 31/12/2005

• Mode de versement :

- Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

**Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

**Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

Le réseau ALCAD bénéficie d'un engagement financier de 154 092 € au titre de la Dotation régionale de Développement des Réseaux mentionné à l'article L 162-43 du code de la sécurité sociale. La poursuite du financement 2005/2006 sera étudiée à l'appui du bilan de fonctionnement des 3 premiers trimestres 2005.

	DRDR 2004	DRDR 2005
EQUIPEMENT	22 960	3 000
SYSTEME D'INFORMATION		



<b>FONCTIONNEMENT</b> CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler) Secrétaire ½ temps Coordonnateur ½ temps Infirmière ½ temps Psychologue vacation		8 200 26 000 12 000 2 000
<b>AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b> PREVENTION DE RECHUTE DOSSIER MEDICAL PATIENT FRAIS GENERAUX HONORAIRES DIVERS DEPLACEMENTS		4 332 4 000 10 000 2 000 3 000
<b>FORMATION</b>		10 000
<b>ÉVALUATION</b>		21 000
<b>ETUDE ET RECHERCHE</b>		
<b>REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS</b> MODULE 1 : 120 € MODULE 2 : 120 € MODULE 3 : 480 € MODULE 4 : 360 € MODULE 6 : 800 € INDEMNISATION SPECIALISTES-PARA-MEDICAUX : 200 €		6 000 3 000 4 800 1 800 8 000 2 000
<b>REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS</b>		
<b>DEROGATIONS POUR LES PATIENTS</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>22 960</b>	<b>131 132</b>

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Le FAQSV 50 174.45 € (de 2000 à 2003)
- LORALCO mutualisation à rechercher

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de **50 en 2005**

#### Article 6 : Détail des dérogations accordées

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

#### Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins

- Type de professionnel de santé **Médecins généralistes**
- Nature de la dérogation Evaluation médicale
- Montant unitaire (en €) C3 : 60 €
- Modalité de versement 2 fois C3 - Module I (consultations de médecine générale, consultations spécialisées psychologue, travailleur social, psychiatre, consultations de suivi)
- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation 2005 : 10
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 50
- Type de professionnel de santé **Médecins généralistes**
- Nature de la dérogation Entretiens entre le médecin et le patient
- Montant unitaire (en €) C2 : 40 €
- Modalité de versement 3 fois C2 - Module II (entretiens)
- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation 2005 : 10
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 25
- Type de professionnel de santé **Prise en charge globale du patient**
- Nature de la dérogation Orientation vers un sevrage ambulatoire ou hospitalier
- Montant unitaire (en €) C2 : 40 €
- Modalité de versement 12 fois C2 - Module III (entretiens)
- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation 2005 : 10
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 10
- Type de professionnel de santé **Médecins généralistes**
- Nature de la dérogation Sevrage ambulatoire
- Montant unitaire (en €) C2 : 40 €
- Modalité de versement 9 fois C2 - Module IV (Consultation tous les 2 jours pendant 10 jours puis 1 par semaine/mois)
- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation 2005 : 10
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 5
- Type de professionnel de santé **Prise en charge globale/post sevrage**
- Nature de la dérogation Soutien psychologique individuel ou en groupe
- Montant unitaire (en €) C2 : 40 €
- Modalité de versement 20 fois C2 par patient - Module VI (activité, diététique, soutien social, suivi médical...)
- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation 2005 : 10
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 10
- Type de professionnel de santé **Spécialistes libéraux et paramédicaux**
- Nature de la dérogation
- Montant unitaire (en €) 200 €
- Modalité de versement 1 forfait par patient

- Conditions d'interruption du versement patient suivi par le PS sorti du réseau
- Nombre prévisionnel de professionnels concernés par la dérogation
- Nombre prévisionnel de dérogations versées 2005 : 10

#### **Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**

##### Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion des patients adulte en difficulté avec l'alcool détectée par soit les travailleurs sociaux, la médecine du travail, le système judiciaire, les urgences hospitalières, associations de patients, médecin libéral ou hospitalier...
- Respect des critères administratifs d'inclusion le patient doit résider dans le sud de la Meurthe et Moselle
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

##### Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment, cas de déménagement)
- A la fin du contrat de soins
- En cas de refus de son médecin traitant ou de désaccord quant aux actions du réseau
- En cas de motif rendant impossible le suivi du réseau

##### Modalités d'adhésion des professionnels

- Prise en charge d'un patient inclus dans le réseau
- Adhésion à la charte de qualité du réseau
- S'engager à suivre la formation aux protocoles de soins, au fonctionnement du réseau, et au système d'information
- S'engager à respecter la personne humaine, sa dignité et sa liberté

##### Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

#### **Article 8 : Engagements du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- **A mettre en place des axes de mutualisation avec le réseau régional agréé ARH LORALCO.**
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention.
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation.
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau.
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmettra pour le **01 octobre 2005** un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- **Nombre de patients pris en charge,**
- **La liste des professionnels libéraux adhérant au réseau**
- **La liste des établissements de santé adhérant au réseau**
- **Le nombre de module mis en place par type au cours des 3 premiers trimestres 2005**
- **Le nombre et la nature des formations par catégorie de professionnels**

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, **soit le 01 octobre 2005** au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**

##### Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision

de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot », est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

**Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM  
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET ONCODENT**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 25 février 2004 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2004

Vu le SROS volet thématique cancérologie 1999 - 2004

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

Au réseau ONCODENT

représenté par son promoteur

*Nom Prénom* Docteur Michel PASDZIERNY  
*Statut professionnel* Chirurgien dentiste  
*Adresse* 25/29 rue de Saurupt - NANCY

Préambule :

Les réseaux de santé ont pour objet de favoriser l'accès aux soins, la coordination, la continuité ou l'interdisciplinarité des prises en charges sanitaires, notamment de celles qui sont spécifiques à certaines populations, pathologies ou activités sanitaires.

Les réseaux de santé qui satisfont à des critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation peuvent bénéficier de financements publics, parmi lesquels au sein de l'ONDAM, la Dotation Nationale de Développement des Réseaux répartie en Dotation Régionale de Développement des Réseaux (DRDR). Cette enveloppe est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement des réseaux et les dérogations aux dispositions du code de la sécurité sociale.

La décision de financement qui ne peut excéder 3 ans, détermine la hauteur du financement ainsi que les modalités de versement (règlement forfaitaire à la structure gestionnaire du réseau ou règlement direct aux professionnels et/ou aux praticiens des prestations dérogatoires).

**Article 1 : Présentation du réseau financé**

<i>Nom du réseau</i>	ONCODENT
<i>Numéro d'identification</i>	960410207
<i>Thème</i>	« Le réseau vise à organiser et à améliorer la prise en charge bucco dentaire des personnes en cours ou ayant eu un traitement anticancéreux avec des chirurgiens dentistes référencés, par la communication Oncologues et chirurgiens dentistes et la formation de ces derniers »
<i>Zone géographique (codes INSEE)</i>	La région lorraine
<i>Caisse d'assurance maladie concernées :</i>	Les Caisses primaires d'assurance maladie de Nancy, Longwy, Metz, Thionville, Sarreguemines, Epinal, Bar le Duc, la Mutualité Sociale Agricole, l'Assurance Maladie des Professions indépendantes, l'URSSME

**Article 2 : Décision de financement**

- Montant total accordé 167 413 €
- Durée du financement 1 an
- Mode de versement :  
- Forfait global « tout compris », décliné en tant que de besoin en sous forfaits, versé au réseau

**Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

**Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

Le réseau ONCODENT bénéficie d'un engagement financier, au titre de la dotation régionale de développement des réseaux, sur 1 an de 167 413 €, soit 94.7% des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2005
EQUIPEMENT	10 047 €
SYSTEME D'INFORMATION	16 631 €
FONCTIONNEMENT	
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)	
Secrétariat	16 146 €
Coordonnateur administratif réseau	24 000 €
Coordonnateur médical réseau	16 000 €
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	
COMITE DE PILOTAGE	6 676 €
FRAIS GENERAUX	30 558 €
COMMUNICATION	5 980 €
FORMATION	27 000 €
EVALUATION	14 375 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS	
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS	
TOTAL	167 413 €

Les autres financeurs sont, selon le promoteur :

- Comité Régional de Coordination des Ordres de Lorraine 9 288 €
- FAQSV 364 132,34 €

Le nombre prévisionnel (limitatif) de patients pris en charge dans le réseau est de 5 à 6 patients par an par praticien référent de ville. Sur 3 ans 120 praticiens référents soit environ 720 patients.

#### **Article 6 : Détail des dérogations accordées**

Est considérée comme dérogation, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du code de la sécurité sociale.

Le dossier du promoteur ne prévoit pas de demande de cette nature.

#### **Article 7 : Modalités d'entrée et de sortie du réseau pour les professionnels de santé et les patients**

##### Modalités d'inclusion des patients

- Respect des critères médico-sociaux d'inclusion : patient en cours ou ayant débuté un traitement anticancéreux.
- Respect des critères administratifs d'inclusion : patient résident dans l'un des 4 départements de la région Lorraine
- Prise en charge par des professionnels de santé adhérant à la charte de qualité du réseau
- Adhésion au document d'information à destination des patients

##### Modalités de sortie des patients

- Exclusion liée au non respect des critères médico-sociaux et administratifs
- Départ volontaire (possible à tout moment)

##### Modalités d'adhésion des professionnels

- Prendre en charge un patient inclus dans le réseau
- Respecter les protocoles de soins selon les standards S.O.R.
- Utiliser l'outil réseau santé ONCODENT
- Suivre les séances d'information et de formation dispensées par ONCODENT
- Être informatisé et disposé d'un accès Internet
- Souscrire à la charte du réseau ONCODENT

##### Modalités de sortie des professionnels

- Exclusion liée au non respect de la charte de qualité ou à la sortie du patient
- Départ volontaire

#### **Article 8 : Engagements du promoteur du réseau**

Le promoteur du réseau, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A mettre en place les axes de mutualisation avec HERMES.
- A mettre en place les axes de mutualisation avec le réseau ONCOLOR dont l'intégration de la coordination, la concertation en matière de soins dentaires.
- A fonctionner dans le respect des dispositions prévues dans la convention constitutive du réseau, la charte de qualité et le document d'information aux patients annexés à la présente convention.
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du réseau
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie, qui interviennent notamment dans la vérification du respect des critères d'inclusion dans le réseau.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Le réseau financé par la dotation régionale de développement des réseaux transmet un rapport d'activité des 3 premiers trimestres 2005, dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- Nombre de patients par chirurgiens dentistes référents
- Nombre de chirurgiens dentistes libéraux impliqués dans le réseau
- Nombre de chirurgiens dentistes référents formés
- Liste des établissements de santé publics ou privés adhérant au réseau
- Nombre de protocoles de soins mis en place
- Nombre de diagnostic/bilan odontologique

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du réseau et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Le rapport annuel transmis au cours du 1<sup>er</sup> trimestres 2006 précisera également les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le **01 octobre 2005** au plus tard. En plus du rapport d'activité précédent, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du réseau et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le réseau**

##### **Suspension**

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### **Retrait de la décision de financement**

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

#### **Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

#### **Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Lorraine et la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

#### **Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

### **DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT ARH/URCAM DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET HERMES**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE  
LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation Régionale de Développement des Réseaux Lorraine)

**Décident conjointement d'attribuer un financement dans le cadre de la dotation de développement des réseaux :**

**Au projet** HERMES  
**représenté par son promoteur**

**Nom Prénom**

**Professeur SCHMITT Michel**

**Statut professionnel**

Professeur de médecine,  
chef de service de chirurgie infantile viscérale CHU Nancy  
29, Avenue du Mal de Latrre de Tassigny - 54000 NANCY

**Adresse**

#### **Article 1 : Modification du financement**

**Nom du projet**

**HERMES**

**Numéro d'identification**

**960410033**

**Thème**

« Coordonner et mutualiser les systèmes d'information des réseaux de santé lorrains, mettre en place une plateforme régionale pour apporter de la compétence technique aux acteurs de réseaux qui veulent s'échanger des données »

#### **Article 2 : Décision de financement**

- ☐ Montant total accordé 536 605 €
- ☐ Durée du financement du 21/10/2004 au 31/12/2005
- ☐ Mode de versement :  
- Forfait global versé à la structure de gestion du réseau

#### **Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM /Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

**Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

**Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de **536 605 €** jusqu'au 31 décembre 2005, soit **82%** des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2004	DRDR 2005
EQUIPEMENT		
SYSTEME D'INFORMATION		
FONCTIONNEMENT		
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)		
Médecin coordonnateur (1/2 temps)	19 956 €	51 000 €
INGENIEURS SYSTEMES (3 ETP)	64 565 €	165 000 €
PHARMACIEN (1/2 TEMPS)	19 956 €	51 000 €
RESPONSABLE WEB (1/2 TEMPS)	10 760 €	27 500 €
ASSISTANTE (1 ETP)	11 347 €	39 000 €
INGENIEUR DEVELOPPEMENT (1 ETP)	21 521 €	55 000 €
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT		
FORMATION		
EVALUATION		
ETUDE ET RECHERCHE		
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS		
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS		
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS		
TOTAL	<b>148 105 €</b>	<b>388 500 €</b>

• DRDR 2003/2004 221 000 €

Les autres financeurs sont :

• FAQSV 219 101 €

**Article 6 : Détail des dérogations accordées**

Est considéré comme dérogations, toute prestation ou indemnisation financée par l'assurance maladie au titre des dispositions visées par l'article L162-45 du CSS.

Il n'y a pas de demande de cette nature faite dans le dossier promoteur

**Article 7 : Engagements du promoteur**

Le promoteur d'HERMES, bénéficiaire du financement DRDR, s'engage :

- **A mettre en place les axes de mutualisation avec ONCOLOR et ONCODENT**
- **A intégrer les préconisations nationales en matière de développement de la télésanté**
- A fonctionner dans le respect des recommandations en matière de systèmes d'information des réseaux de santé annexées à la présente convention :
  - ✎ principes de l'identification standardisée des patients, d'identification des professionnels des structures (annuaires)
  - ✎ principes de distribution des données dans le système (échange et/ou partage) et principes de gestion de l'authentification et des autorisations d'accès des utilisateurs (utilisation de la carte professionnel de santé)
  - ✎ gestion des mises à jour, de la disponibilité, de la sécurité et de l'archivage des données notamment du point de vue du respect des droits du patient
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité du projet
- A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées.
- A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire du réseau ou de son promoteur.
- A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises.
- A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives ; à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
- A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

**Article 8 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

**Article 9 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le promoteur du projet financé par la dotation de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement :

- Nombre de réseaux adhérents (liste)
- Nombre de professionnels libéraux adhérents par catégorie
- Nombre d'établissements de santé adhérents (liste)
- Compte rendu sur la mise en place de la plate-forme régionale intéropérable, la plate forme de service (nombre d'utilisateurs, de FLUX)
- Compte rendu des travaux sur le DMP
- Point sur l'identification, l'authentification et la circulation des données

• **Nombre et nature des conseils sur l'informatisation d'information formation en informatique par catégorie d'adhérents**

l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du projet et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 1<sup>er</sup> Octobre 2005 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du projet et des conditions de sa pérennité.

**Article 10 : Non respect des engagements pris par le projet**

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

**Article 11 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 12 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège de la permanence des soins d'autre part.

**Article 13 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

**DECISION CONJOINTE DE FINANCEMENT MODIFICATIVE ARH/URCAM DE LA DECISION DU 15 DECEMBRE 2003  
DANS LE CADRE DE LA DOTATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DES RESEAUX DU PROJET MEDIGARDE 54**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

LE DIRECTEUR DE L'UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE

Vu les articles L162-43 à L162-46 du code de la sécurité sociale

Vu l'article L6321-1 du code de la santé publique

Vu le décret n°2002-1298 du 25 octobre 2002 relatif au financement des réseaux

Vu le décret n°2002-1463 du 17 décembre 2002 relatif aux critères de qualité et conditions d'organisation, de fonctionnement et d'évaluation des réseaux de santé

Vu la circulaire MIN/DHOS/DSS/CNAMTS n°610 du 19 décembre 2002 et ses annexes relatives aux réseaux de santé

Vu la circulaire inter-régimes n° 175/2002 du 30 décembre 2002

Vu l'arrêté ministériel du 27 janvier 2003 portant détermination de la dotation nationale de développement des réseaux pour 2003 (article 3 Dotation régionale de développement des réseaux lorraine)

**Décident conjointement de modifier le financement de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux**

**Au projet** MEDIGARDE 54 « Régulation de la permanence des soins »

représenté par son promoteur

*Nom Prénom*

Docteur Philippe NAUDE (depuis le 30 juin 2004)

*Statut professionnel*

Médecin généraliste

*Adresse*

URMLL - Centre d'Affaires « Les Nations » - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY

**Article 1 : Modification du financement**

*Nom du projet*

**MEDIGARDE 54**

*Numéro d'identification*

**960410041**

*Motif*

- Mise en œuvre d'un renforcement de l'activité de régulation des appels assurée par des médecins libéraux à compter du 01 novembre 2004 :
  - Le dimanche de 8h à 12h
  - Le samedi de 12h à 20h
 en raison du flux des appels doublement des médecins régulateurs les samedis, dimanches et jours fériés.
- Rapport d'activité 2003 (ouverture du centre d'appels 20/12/2003)

**Article 2 : Décision de financement**

- Montant total accordé le 04/12/2003 **467 860 €**
- Durée du financement **3 ans (du 15/12/2003 au 14/12/2006)**
- Mode de versement :
  - Forfait global versé à la structure de gestion du réseau
- Décision pour 2003 **7 200 €** réalisé 6 000 - 1 200 avance 2004
- Modification de la décision pour 2004 **160 800 €** réalisé 162 000 - versements 2004 effectués 115 920
- Modification de la décision pour 2005 **194 160 €**
- 2006 **105 700 €**

L'ajustement 2006 sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

### **Article 3 : Modalités de versement du forfait global**

Echéancier des versements du forfait global :

• Octobre 2004	12 960 €
• Novembre 2004	15 960 €
• Décembre 2004	15 960 €
• Janvier 2005	16 180 €
• Février 2005	16 180 €
• Mars 2005	16 180 €
• Avril 2005	16 180 €
• Mai 2005	16 180 €
• Juin 2005	16 180 €
• Juillet 2005	16 180 €
• Août 2005	16 180 €
• Septembre 2005	16 180 €
• Octobre 2005	16 180 €
• Novembre 2005	16 180 €
• Décembre 2005	16 180 €
• 2006	105 700 € (l'échéancier sera déterminé fin 2005)

### **Article 4 : Conditions de modification des clauses de financement**

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le promoteur, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N+1.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

### **Article 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR**

La dotation de développement des réseaux intervient pour le financement du réseau pour un montant maximum de **467 860 €** pour **3 ans**, soit **36,4%** des produits et ressources du budget prévisionnel présenté par le réseau :

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
EQUIPEMENT				
SYSTEME D'INFORMATION				
FONCTIONNEMENT				
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (à détailler)				
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
FORMATION				
EVALUATION				
ETUDE ET RECHERCHE				
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS				
REGULATION DES APPELS 60 € PAR HEURE	7 200 €	160 800 €	194 160 €	105 700 €
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX - SOINS				
DEROGATIONS POUR LES PATIENTS				
TOTAL	7 200 €	160 800 €	194 160 €	105 700 €

**Financement FAQSV 96 200 €**

Les autres financeurs sont selon le promoteur :

- Le CHU de NANCY URMLL FPC

### **Article 6 : Détail des dérogations accordées**

**Rémunération forfaitaire du médecin régulateur sur la base de 3 consultations (60 €) par heure de régulation versée à la structure gestionnaire du réseau.**

**Rémunérations spécifiques pour les professionnels de santé libéraux - hors soins**

- Médecins généralistes régulateurs
- Forfait de régulation
- Montant : 60 € par heure de régulation médicale libérale
- Modalité de versement : forfait global versé à la structure de gestion
- Conditions d'interruption du versement : signature de l'accord relatif à la permanence des soins hors des périodes d'ouverture normale des cabinets médicaux prévoyant le financement de la régulation par l'assurance maladie
- La régulation des appels, en coopération avec le SAMU, en dehors de l'ouverture des cabinets médicaux est organisée dans le département de Meurthe-et-Moselle depuis le 20 décembre 2003 :

**En 2003 et jusqu'au 31 octobre 2004**

Du lundi au vendredi	20 h à 24 h
Dimanches Fériés	8 h à 24 h
Samedi	12 h à 24 h

**A compter du 01 novembre 2004**

Du lundi au vendredi	20 h à 24 h
Dimanches Fériés	8 h à 24 h
2 <sup>e</sup> médecin	8 h à 12 h
Samedi	12 h à 24 h
2 <sup>e</sup> médecin	12 h à 20 h

### **Article 7 : Modalités pour les professionnels de santé et les patients**

#### **Modalités pour les patients**

- Mise à disposition
  - ↳ D'un numéro d'appel unique paraissant régulièrement dans la presse
  - ↳ Centralisation des appels
  - ↳ Conseils, orientations
- Accès aux soins en dehors des périodes d'ouverture normale des cabinets médicaux sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle

#### **Modalités pour les professionnels**

- Adhésion volontaire pour les médecins régulateurs



- Adhésion volontaire pour les médecins effecteurs

#### **Article 8 : Engagements du promoteur**

Le promoteur du projet MEDIGARDE 54, bénéficiaire du financement, s'engage :

- A fonctionner dans le respect de la réglementation concernant la « régulation »
  - ↳ Circulaire n° 195/DHOS/O1/2003 du 16 avril 2003 relative à la prise en charge des urgences
  - ↳ Décret 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire
  - ↳ Décret 2003-880 du 15.09.2003 relatif à la permanence des soins
  - ↳ SROS Urgences
- A fonctionner en suivant les recommandations :
  - ↳ Coopération avec le Centre 15 - Règlement intérieur avec le Centre 15
  - ↳ Adhésion aux principes du réseau Lorraine Urgences
- A assurer la formation des permanenciers (PARM) et des médecins régulateurs
- A respecter les obligations et modalités prévues pour les versements successifs, l'établissement des rapports d'activité et d'évaluation
- A mettre à la disposition de l'ARH et de l'URCAM, tous les trois mois, un bilan comportant les différentes étapes de réalisation du projet : les embauches prévues, les différents travaux effectués, l'élaboration du règlement intérieur, les réunions de suivi, les dysfonctionnements repérés
- De transmettre tous les trois mois le bilan de l'activité à partir des indicateurs recueillis (cf fiche en annexe)
  1. Données chiffrées en différenciant appels et affaires
  2. Analyse de l'activité en fonction des tranches horaires (nuits en semaine, samedis, dimanches et jours fériés)
  3. Analyse de l'origine des appels
  4. Le profil des appelants (sexe, âge, zone géographique, secteur de garde, médecin traitant)
  5. Analyse de la nature des réponses engagées, des décisions de régulation : conseil, visite...
  6. Analyse globale et classe par classe des décisions de régulation selon la CCMU
- Evaluer l'activité à partir des données chiffrées dissociées des régulations :
  - de la permanence des soins
  - du centre 15 effectuée par des médecins hospitaliers et libéraux
- Elaborer avec la CPAM de Nancy un dispositif de suivi des dérogations versées par le réseau aux médecins généralistes régulateurs permettant de suivre les dépenses correspondantes
- Elaborer en lien avec le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins et la CPAM de Nancy et de Longwy un dispositif de suivi des astreintes des médecins effecteurs dans les secteurs
  - A contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'assurance maladie, à tirer un bilan détaillé de l'activité
  - A accorder un accès libre aux services habilités par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM ou au mandataire de leur choix pour procéder à toute vérification administrative, juridique ou comptable relative aux sommes versées
  - A accorder un accès libre aux services médicaux de l'assurance maladie
  - A soumettre sans délai aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM toute modification juridique, administrative ou statutaire
  - A tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises
  - Mettre à la disposition de l'URCAM et de l'ARH tout élément statistique et financier et toute pièce justificative relative au projet financé et à son état d'avancement utiles au suivi de la présente décision et tous les éléments permettant son évaluation
  - A se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales
  - A fournir à l'ARH et à l'URCAM le dossier de déclaration à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ainsi que le récépissé de déclaration auprès de la CNIL, en cas de traitement informatisés de données nominatives : à ne pas effectuer les traitements avant l'expiration du délai de 2 mois à compter du récépissé et à fournir les observations de la CNIL dans ce délai.
  - A autoriser l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du réseau et le cas échéant créer des liens entre leurs sites et les coordonnées internet du réseau.

Le promoteur disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (article 34 de la loi Informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser aux directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

#### **Article 9 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

#### **Article 10 : Modalités de suivi et d'évaluation**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, le promoteur du projet financé par la dotation de développement des réseaux transmet un rapport d'activité dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (nombre d'appels, nombre de médecins régulateurs, nombre de médecins effecteurs, secteurs de garde), l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité des procédures d'auto évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus.

Il présente le budget exécuté de l'année en recettes et dépenses et fait état des modalités de financement global du projet et retrace, le cas échéant, la part des dépenses consacrées aux rémunérations des professionnels de santé hors champ conventionnel et aux dérogations accordées.

L'analyse du rapport par l'ARH et l'URCAM permet notamment d'ajuster le montant des financements attribués en fonction de l'état du développement du réseau et de ses résultats budgétaires dans la limite du montant de la dotation régionale disponible.

Un rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision, soit le 1<sup>er</sup> Octobre 2005 au plus tard. En plus des rapports d'activité précédents, il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

L'ARH et l'URCAM analysent ce rapport, afin de procéder à une évaluation de l'apport du projet et des conditions de sa pérennité.

#### **Article 11 : Non respect des engagements pris par le projet**

##### Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

##### Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

#### **Article 12 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements**

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre - 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement modificative entre son directeur et le promoteur du réseau.

**Article 13 : Publication de la décision**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région lorraine d'une part, et de la Préfecture de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège de la permanence des soins d'autre part.

**Article 14 : Voies de recours**

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20). Le promoteur de réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

NANCY, le 27 octobre 2004

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,  
Jacques SANS

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,  
Jean-Louis PETIT

---

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**DELIBERATION N° 130/04 DU 19/10/04**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé le 4 mai 2004 entre le Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative au transfert de 60 lits de réadaptation fonctionnelle et des alternatives à l'hospitalisation a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens du 4 mai 2004 conclu avec le Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 131/04 DU 19/10/04**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier de Lunéville et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la constitution d'un pôle de santé unique du Lunévillois a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Lunéville,

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 132/04 DU 19/10/04**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Clinique Jeanne d'Arc de Lunéville et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la constitution d'un pôle de santé unique du Lunévillois a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » du contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Nouvelle Clinique Jeanne d'Arc de Lunéville.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 133/04 DU 19/10/04**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le CHU de Nancy et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative au rapprochement du service de moyen séjour par transfert du Centre Spillman de Lay St Christophe sur le site de St Julien, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le CHU de Nancy.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 134/04 DU 19/10/04**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT que l'opération relative au rassemblement de la filière cardiologique médicale et chirurgicale, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » du contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le CHU de Nancy .  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 135/04 DU 19/10/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la construction d'un S.A.U a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le CHU de Nancy .

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 136/04 DU 19/10/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre la Maternité Régionale et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la construction d'un bâtiment pour la néonatalogie et la chirurgie ambulatoire, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Maternité Régionale de Nancy .

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 137/04 DU 19/10/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Clinique de Gentilly et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la mise en œuvre d'une UPATOU et la liaison physique entre les cliniques du médipôle, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec la Polyclinique de Gentilly .

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 138/04 DU 19/10/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Alexis Vautrin et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à l'extension du bâtiment B pour le développement des alternatives à l'hospitalisation, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Alexis Vautrin.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 139/04 DU 19/10/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Alexis Vautrin et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT que l'opération relative à la restructuration du système d'information hospitalier, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Alexis Vautrin (Plan Cancer).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

### DELIBERATION N° 140/04 DU 19 OCTOBRE 2004

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier de Verdun et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la restructuration des services de psychiatrie, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant « Hôpital 2007 » au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec le Centre Hospitalier de Verdun.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

### DELIBERATION N° 141/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004 DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé le 8 novembre 2001 entre le Centre Hospitalier de VERDUN et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la restructuration et l'extension du service d'accueil des urgences du Centre Hospitalier de Verdun a été retenue au titre du fonds d'investissement sur la modernisation des hôpitaux (FIMHO)

CONSIDERANT que les modalités de délégation des crédits d'aide à l'investissement ont été revues dans le cadre du plan Hôpital 2007

CONSIDERANT que le Centre Hospitalier de Verdun peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien du plan « Hôpital 2007 », sous forme d'une aide en exploitation de crédits ONDAM,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens 2001-2004 du Centre Hospitalier de Verdun.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 142/2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004  
DE LA CLINIQUE ST JOSEPH DE VERDUN**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Clinique St Joseph de VERDUN et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la mise en place de la chirurgie ambulatoire a été retenue au titre du fonds d'investissement sur la modernisation des hôpitaux (FIMHO)

CONSIDERANT que les modalités de délégation des crédits d'aide à l'investissement ont été revues dans le cadre du plan Hôpital 2007

CONSIDERANT que la Clinique de Verdun peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien du plan « Hôpital 2007 », sous forme d'une aide en exploitation de crédits ONDAM,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens de la clinique St Joseph de Verdun

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 143/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006  
DU 2 JUILLET 2002 DU CENTRE HOSPITALIER DE JURY**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé le 2 juillet 2002 entre le centre hospitalier de JURY et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la rénovation de la Clinique « Tivoli » et de l'U.S.3.A. a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens du 2 juillet 2002 du Centre Hospitalier Spécialisé de JURY.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 144/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005  
DU 25 JUIN 2002 DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre l'hôpital SAINTE-BLANDINE et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la restructuration du service de soins de suite et de réadaptation a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du 25 juin 2002 de l'Hôpital SAINTE-BLANDINE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 145/2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008  
DU 24 SEPTEMBRE 2004 DE LA MATERNITE-HOPITAL SAINTE-CROIX**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé le 24 septembre 2004 entre la maternité-hôpital SAINTE-CROIX et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT que l'opération relative à la reconstruction de l'établissement et à l'accueil de l'activité du S.I.H. de néonatalogie a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du 24 septembre 2004 de la maternité-hôpital Sainte-Croix.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 146/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006  
DU 22 AVRIL 2003 DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THONVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;



VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT l'opération relative à la construction d'un nouvel hôpital dans le cadre d'un médipôle a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 3 au contrat d'objectifs et de moyens du 22 avril 2003 du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 147/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 4 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006  
DU 22 AVRIL 2003 DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,

VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,

VU la décision de Madame la Ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 26 janvier 1998,

VU le programme national de lutte contre le cancer 2003-2007,

VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT l'opération relative au remplacement d'un accélérateur sur le site de l'hôpital Bon Secours à METZ (Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE) bénéficie d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 4 au contrat d'objectifs et de moyens du 22 avril 2003 du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 148/2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2003  
DU 19 MARS 2002 DU CENTRE HOSPITALIER DE SARREGUEMINES**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés modifié,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS/F/2003/139 du 20 mars 2003 relative au Plan d'Investissement national « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS/F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS/F2/F3 n° 141 du 26 mars 2004 relative au financement en 2004 par le FMESPP du plan d'investissement « Hôpital 2007 »,  
VU la circulaire DHOS-F2/F3/2004 n° 419 du 6 septembre 2004 relative au financement en 2004 du volet investissement du plan « Hôpital 2007 »,  
VU le contrat d'objectif et de moyens signé entre le Centre Hospitalier de SARREGUEMINES et l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT que l'opération relative à la reconstruction de l'établissement a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien financier dans le cadre du dispositif « Hôpital 2007 »,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

#### DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du 19 mars 2002 du Centre Hospitalier de SARREGUEMINES.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

### DELIBERATION N° 149 /2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier d'Epinal, approuvé le 28 septembre 2001 avec des réserves ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Hospitalier d'Epinal

VU l'annexe N° 3 déposée par le Centre Hospitalier d'EPINAL pour la construction d'un hôpital neuf et son financement dans le cadre de l'opération "Hôpital 2007"

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs tiennent compte des réserves émises dans la décision ARH n°122/01 du 28 septembre 2001 portant approbation du projet d'établissement du centre hospitalier Jean Monnet;

CONSIDERANT que le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens concourt à l'amélioration de la prise en charge médicale des patients dans les domaines de la médecine, gériatrie, neurologie, oncologie, cardiologie, diabétologie et chirurgie.

CONSIDERANT que le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens permet de promouvoir et renforcer les actions de coopérations auxquelles l'établissement est partie

CONSIDERANT l'opération relative à la reconstruction de l'hôpital a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »

#### DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant N° 3 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal pour la période 2001-2005.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant ainsi que tout document permettant le déblocage des fonds nécessaires à son exécution auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

### DELIBERATION N° 150/2004 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005 DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier d'Epinal, approuvé le 28 septembre 2001 avec des réserves ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Hospitalier d'Epinal

VU l'annexe N° 2 déposée par le Centre Hospitalier d'EPINAL pour le rachat et l'agrandissement de la Clinique Arc-en-Ciel et leur financement dans le cadre de l'opération "Hôpital 2007"

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs tiennent compte des réserves émises dans la décision ARH n°122/01 du 28 septembre 2001 portant approbation du projet d'établissement du centre hospitalier Jean Monnet;

CONSIDERANT que le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens permet de promouvoir et renforcer les actions de coopérations auxquelles l'établissement est partie et favorise en particulier la structuration d'un pôle mère-enfant unique sur l'agglomération spinalienne, conformément aux orientations du S.R.O.S., en collaboration avec la clinique d'Epinal;

CONSIDERANT que l'opération relative à la création d'un pôle mère/enfant, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I.) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »

#### DE C I D E

D'approuver les clauses de l'avenant N° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal pour la période 2001-2005.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant ainsi que tout document permettant le déblocage des fonds nécessaires à son exécution auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 151/2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005  
DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier d'Epinal, approuvé le 28 septembre 2001 avec des réserves ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Hospitalier d'Epinal

VU l'annexe N° 1 déposée par le Centre Hospitalier d'EPINAL pour le rachat et la restructuration de la Clinique Saint-Jean et son financement dans le cadre de l'opération "Hôpital 2007"

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs tiennent compte des réserves émises dans la décision ARH n°122/01 du 28 septembre 2001 portant approbation du projet d'établissement du centre hospitalier Jean Monnet;

CONSIDERANT que le projet d'avant au contrat d'objectifs et de moyens entend positionner le centre hospitalier d'Epinal comme pôle de référence pour le département des Vosges, tant sur la période intermédiaire, en lui dégageant des locaux pour son action, que dans la perspective de sa restructuration.

CONSIDERANT l'opération relative au rachat par le Centre Hospitalier du bâtiment et la mise en place des services de consultations et de soins ambulatoires, a été retenue dans l'Objectif Régional Prévisionnel d'Investissement (O.R.P.I) et peut bénéficier, à ce titre, d'un soutien dans le cadre du plan « Hôpital 2007 »

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant N° 1 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal pour la période 2001-2005.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant ainsi que tout document permettant le déblocage des fonds nécessaires à son exécution auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 152/04 DU 19/10/04**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Psychothérapique de Nancy de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,

CONSIDERANT le déficit constaté par le Centre Psychothérapique de Nancy Laxou au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant au Contrat d'Objectifs et de Moyens relatif à l'apurement du passif conclu avec le Centre Psychothérapique de Nancy Laxou.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 153/04 DU 19/10/04**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Hospitalier de Lunéville de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de son hôpital dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,  
CONSIDERANT le déficit constaté par le Centre Hospitalier au terme de l'exercice comptable 2003,  
CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre Hospitalier de Lunéville s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant au Contrat d'Objectifs et de Moyens relatif à l'apurement du passif conclu avec le Centre Hospitalier de Lunéville.  
D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 154/04 DU 19/10/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Hospitalier Universitaire de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,  
CONSIDERANT le « report de charges » déclaré par le Centre Hospitalier Universitaire au terme de l'exercice comptable 2003,  
CONSIDERANT les perspectives de clôture estimées par le Centre Hospitalier Universitaire au terme de l'exercice comptable 2004,  
CONSIDERANT les mesures structurelles que le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable, au terme de l'année 2010,  
CONSIDERANT les actions engagées à court terme (stabilisation des dépenses du groupe 2, mise en place de la nouvelle gouvernance), à moyen terme (structuration définitive de la nouvelle gouvernance, modernisation du système d'information, négociation de la convention tripartite), et à long terme (révision du plan directeur, accélération du processus de restructuration architectural et réduction des coûts d'exploitation),  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant au Contrat d'Objectifs et de Moyens relatif à l'apurement du passif conclu avec le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 155/04 DU 19/10/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale, VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive, CONSIDERANT la nécessité pour la Maternité Régionale de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité, CONSIDERANT le déficit constaté par le Maternité Régionale au terme de l'exercice comptable 2003, CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que la Maternité s'est engagée à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable, CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant au Contrat d'Objectifs et de Moyens relatif à l'apurement du passif conclu avec la Maternité Régionale de Nancy.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 156/04 DU 19/10/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT la nécessité pour l'Association Hospitalière de St Eloi de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,

CONSIDERANT le déficit constaté par l'Association Hospitalière au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que l'Association Hospitalière s'est engagée à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant relatif à l'apurement du passif conclu avec l'Association Hospitalière Saint Eloi.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 157/04 DU 19/10/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Hospitalier de Toul de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,

CONSIDERANT le déficit constaté par le Centre Hospitalier de Toul pour ses activités au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre Hospitalier de Toul s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant relatif à l'apurement du passif conclu avec le Centre Hospitalier Saint Charles de Toul.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 158/04 DU 19/10/04

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Alexis Vautrin de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,

CONSIDERANT le déficit constaté par le Centre Alexis Vautrin au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre Alexis Vautrin s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant relatif à l'apurement du passif conclu avec le Centre Alexis Vautrin.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 159/04 DU 19 OCTOBRE 2004

**RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005  
DE L'ASSOCIATION ALPHA-SANTE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens (2001-2005) signé le 13 février 2002,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT la nécessité pour les établissements de santé gérés par l'association ALPHA-SANTE de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable de ses hôpitaux dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité,

CONSIDERANT le déficit constaté par l'association ALPHA-SANTE pour ses activités sanitaires (hôpitaux d'HAYANGE, ALGRANGE et THIONVILLE) au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que l'association ALPHA-SANTE s'est engagée à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation à cette occasion,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens de l'association ALPHA-SANTE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 160/04 DU 19 OCTOBRE 2004

**RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005  
DE L'HOPITAL BELLE-ISLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU le contrat d'objectifs et de moyens (2001-2005) approuvé le 19 juin 2001,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT le déficit constaté par l'hôpital BELLE-ISLE au terme de l'exercice comptable 2003,  
CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le l'hôpital BELLE-ISLE s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,  
CONSIDERANT la nécessité pour le l'hôpital BELLE-ISLE de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital BELLE-ISLE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

#### DELIBERATION N° 161/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005 DE L'HOPITAL SAINT-ANDRE

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens (2002-2005) signé le 9 décembre 2002,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT le déficit constaté par l'hôpital SAINT-ANDRE au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le l'hôpital SAINT-ANDRE s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

CONSIDERANT la nécessité pour le l'hôpital SAINT-ANDRE de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

#### DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital SAINT-ANDRE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

#### DELIBERATION N° 162/04 DU 19 OCTOBRE 2004 RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2006 DE LA MATERNITE-HOPITAL SAINTE-CROIX

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens (2004-2006) signé le 24 septembre 2004,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT le déficit constaté par la maternité-hôpital SAINTE-CROIX au terme de l'exercice comptable 2003,  
CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que la maternité-hôpital SAINTE-CROIX s'est engagée à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,  
CONSIDERANT la nécessité pour la maternité-hôpital SAINTE-CROIX de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens la maternité-hôpital SAINTE-CROIX.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 163/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2006  
DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL (C.H.R.) DE METZ-THIONVILLE**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens approuvé le 22 avril 2003,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT le report de charges constaté par le C.H.R. de METZ-THIONVILLE au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le C.H.R. de METZ-THIONVILLE s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

CONSIDERANT la nécessité pour le C.H.R. de METZ-THIONVILLE de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.R. de METZ-THIONVILLE.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 164/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2002-2005  
DE L'HOPITAL SAINTE-BLANDINE**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé le 25 juin 2002,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT le déficit constaté par l'hôpital SAINTE-BLANDINE au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le l'hôpital SAINTE-BLANDINE s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

CONSIDERANT la nécessité pour le l'hôpital SAINTE-BLANDINE de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital SAINTE-BLANDINE.



D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 165/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004  
DU CENTRE THIONIS**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens (2001-2004) approuvé le 5 février 2002,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT le déficit constaté par le centre THIONIS au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le centre THIONIS s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

CONSIDERANT la nécessité pour le centre THIONIS de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 3 au contrat d'objectifs et de moyens du centre THIONIS.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 166 /2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2005  
DU CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier d'Epinal, approuvé le 28 septembre 2001 avec des réserves ;

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens déposé par le Centre Hospitalier d'Epinal

VU l'annexe N° 4 déposée par le Centre Hospitalier d'EPINAL pour l'apurement du passif

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d' Epinal s'inscrivent dans les orientations du Schéma Régional d'Organisation Sanitaire 1999-2004 de Lorraine ;

CONSIDERANT que ces objectifs tiennent compte des réserves émises dans la décision ARH n°122/01du 28 septembre 2001 portant approbation du projet d'établissement du centre hospitalier Jean Monnet;

CONSIDERANT que le centre hospitalier d'EPINAL s'est engagé à prendre des mesures permettant de contenir les dépenses dans les limites des crédits autorisés lui permettant de prétendre aux mesures mises en place par l'agence pour apurer le passif de certains établissements sanitaires

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant N° 4 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier d'Epinal pour la période 2001-2005, en accordant à l'établissement un montant **NON RECONDUCTIBLE** de 1 000 000 €.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant ainsi que tout document permettant le versement des fonds .

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département des Vosges.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 167/2004 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N°3 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2004  
DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,  
VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,  
VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,  
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé le 8 novembre 2001,  
VU l'autorisation notifiée par l'ARH de LORRAINE au Centre Hospitalier de VERDUN le 17 octobre 2002 pour l'acquisition d'une IRM fixe,  
VU la délibération n° 2002-89 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de VERDUN en date du 13 décembre 2002, relative à l'installation d'une IRM fixe,  
VU la délibération n° 2004-74 du conseil d'administration du Centre Hospitalier de VERDUN en date du 16 septembre 2004, relative aux reports de charges,  
VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,  
CONSIDERANT le dossier du Centre Hospitalier de VERDUN relatif aux modalités de financement (investissement et exploitation) de l'IRM fixe, ainsi que les prévisions de l'activité et des recettes subsidiaires attendues  
CONSIDERANT le report de charges constaté par le Centre Hospitalier de VERDUN au terme de l'exercice comptable 2003,  
CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre Hospitalier de VERDUN s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,  
CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Hospitalier de VERDUN de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.  
CONSIDERANT le concours apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de ces objectifs,

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 3 au contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de VERDUN.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et du département de Meuse.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**DELIBERATION N° 168/04 DU 19 OCTOBRE 2004  
RELATIVE A L'AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2001-2003  
DU CENTRE HOSPITALIER "LE PARC" DE SARREGUEMINES**

**LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L. 111-3 et L. 174-1-1 du Code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

VU l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation,

VU la circulaire DH/EO n°97-22 du 13 janvier 1997 relative aux contrats d'objectifs et de moyens des établissements de santé,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°36 du 2 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU l'instruction DHOS-F2-O/DSS-1A/N°268 du 14 juin 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU la circulaire DHOS-F2-O/DSS-1A/2004/n°352 du 21 juillet 2004 relative à la campagne budgétaire pour 2004 des établissements financés par dotation globale,

VU le contrat d'objectifs et de moyens approuvé par délibération de L' ARH de Lorraine N°281/01 du 20 novembre 2001 et signé le 19 mars 2002,

VU le projet d'avenant au contrat d'objectifs et de moyens soumis à l'approbation de la commission exécutive,

CONSIDERANT le report de charges constaté au travers des documents comptables et financiers du centre hospitalier "le Parc" de Sarreguemines au terme de l'exercice comptable 2003,

CONSIDERANT les mesures d'économie structurelles que le Centre Hospitalier "le Parc" de Sarreguemines s'est engagé à réaliser afin de parvenir à l'équilibre comptable,

CONSIDERANT le concours financier apporté par l'agence régionale de l'hospitalisation dans la mise en œuvre de cet objectif,

CONSIDERANT la nécessité pour le Centre Hospitalier "le Parc" de Sarreguemines de recouvrer l'équilibre budgétaire et comptable dans le cadre de l'application de la tarification à l'activité.

**D E C I D E**

D'approuver les clauses de l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier du Parc de Sarreguemines.

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE N° 10 DU 22 OCTOBRE 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL**

**LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 9 du 23 juillet 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL,  
 VU la correspondance de Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle en date du 27 mai 2004 et relative au renouvellement de son mandat ;  
 VU la correspondance de Madame Michèle CREPIEUX, Présidente de l'Association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité » en date du 27 septembre 2004 et proposant la candidature de Monsieur le Docteur Bernard WURMS en remplacement de Madame Françoise JANOT ;  
 SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Madame Lucette LALEVEE, adjointe au maire de TOUL, Présidente, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
  - Monsieur Gérard HOWALD, adjoint au maire de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Catherine GAY, administrateur, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Alain ANSTETT, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame GASSER, adjointe au maire, représentant la commune d'ECROUVES, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Michel LAMAZE, maire de FOUÛ, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général**
  - Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional**
  - Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
  - Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente, fin du mandat en mai 2007,
  - Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice Présidente, fin du mandat en mai 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME**
  - Madame le Docteur CLAUSET, fin du mandat en mai 2007,
  - Madame le Docteur CHARPENTIER, fin du mandat en mai 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Sylviane MACHIN, aide soignante, fin du mandat en février 2006.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Madame Marianne PIERSON, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Angéla RICO, infirmière, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Sylvie BERNARD, aide-soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur Michel HACHET, conservateur du Musée d'Art et d'Histoire de TOUL, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur le Docteur Anto PAVLJASEVIC, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2006,
  - Madame Danielle DUSSAUX, infirmière, fin du mandat en juin 2006.
- 11 Deux représentants des usagers**
  - Monsieur le Docteur Bernard WURMS, chirurgien dentiste en retraite, représentant l'association « Pour le Droit de Mourir dans la Dignité », en remplacement de Madame Françoise JANOT, fin du mandat en septembre 2007,
  - Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe et Moselle, fin du mandat en mai 2007.

**ARTICLE 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 9 du 23 juillet 2004.

**ARTICLE 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
 Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/52 DU 22 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/03 DU 24 FEVRIER 2004  
 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
 APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056**

**Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine**

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
 Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
 Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
 Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
 Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
 Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
 Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
 Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
 Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
 Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
 Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté du 24 février 2004 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1er novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

13 - Psychiatrie, hospitalisation complète.....	390.00 €	soit	2 558,23 F
33 - Placement familial thérapeutique.....	190.00 €	soit	1 246,32 F
34 - Centre de Post-Cure.....	330.00 €	soit	2 164,66 F
54 - Hôpital de jour- psychiatrie.....	290.00 €	soit	1 902,28 F
60 - Hospitalisation de nuit.....	220.00 €	soit	1 443,11 F
70 - Hospitalisation à domicile.....	200.00 €	soit	1 311,91 F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... **70 040 749.00 €** soit 459 437 195.92 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES COSTA - OUDIN - RONCOLATO 6, RUE PASTEUR - 54800 JARNY - N° 54-94-033

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2000 portant modification de la S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES COSTA - OUDIN à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ;

VU la décision de Madame COSTA Roberte, gérante de la SCP, de procéder à une cession de parts au profit de Madame FRANCOIS née GRAND Danielle, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 et la présentation complète du dossier le 11 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le dossier déposé est conforme à la réglementation :

- Demande de modification d'enregistrement de la société,
- Exemple de statuts modifiés de la société,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54 93 0194 de Madame FRANCOIS née GRAND Danielle, nouvelle associée,
- Attestation du greffier du Tribunal de commerce de Briey constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces et actes nécessaires à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : La SCP d'Infirmières COSTA - OUDIN, inscrite le 27 juin 1994 sous le n° 54-94-033 pour une durée de 50 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmières de Meurthe et Moselle, est modifiée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 :

Raison sociale : SCP d'infirmières SIGHELE - GOFFEZ - FRANCOIS

Siège social : 6 rue Pasteur  
54800 JARNY

**ARTICLE 2** : La société civile professionnelle est composée de trois associées :

- Madame OUDIN née SIGHELE Corinne, co-gérante,
- Madame RONCOLATO née GOFFEZ Marie-Hélène, co-gérante,
- Madame FRANCOIS née GRAND Danielle, co-gérante.

**ARTICLE 3** : Toute modification de la SCP sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
- à Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de Briey,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

## POLE MEDICO-SOCIAL

**ARRETE DDASS / PMS / N° 810 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0262

- Forfait global de soins : 866 723,70 €

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 16,29 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / PMS / N° 811 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE A CIREY-SUR-VEZOUZE :**

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

- Forfait global de soins : 948 288,86 €

- Forfait journalier de soins : 23,67 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / PMS / N° 812 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 0080**

- Forfait global de soins : 1 210 012,63 €

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 17,76 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / PMS / N° 813 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :**

**N° FINESS (EJ) 54 000 339 9**

- Forfait global de soins : 2 502 748,84 €

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 25,49 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / PMS / N° 814 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;  
VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;  
VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0106

- Forfait global de soins : 747 715,85 €

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 26,97 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**POLE SOCIAL**

**ARRETE N° 766 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF, 13, RUE DE LA REPUBLIQUE - 54320 MAXEVILLE  
GERE PAR L'ASSOCIATION DE L'INSTITUTION JEAN-BAPTISTE THIERY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ;  
VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 1999 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 13 rue de la République - 54320 MAXEVILLE et géré par l'Association de l'Institution Jean-Baptiste THIERY ;  
VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;  
VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	941 405,70	6 304 629,46 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 000 681,36	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 362 542,40	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	6 035 297,78	6 244 764,70 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	209 466,92	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 59 864,76 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 359,03 €
- Semi-internat : 171,68 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 779 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE, 1161, AVENUE PINCHARD - 54100 NANCY  
GEREE PAR L'ALAGH**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 06 août 1980 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise 1161 avenue Pinchard - 54100 NANCY et gérée par l'ALAGH ;

VU le courrier transmis le 28 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 22 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	629 522,28	<b>4 834 107,96 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 402 989,69	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	801 595 ,99	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	4 643 506,61	<b>4 803 386,61 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	159 880,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 30 721,35 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 220,34 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux -



CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 780 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE, AVENUE DES VOSGES - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES  
GEREE PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC COMMUNAL DE ROSIERES-AUX-SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1998 autorisant la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée, sise Avenue des Vosges - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES et gérée par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter la Maison d'Accueil Spécialisée a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de la Maison d'Accueil Spécialisée sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	460 293,00	3 272 299,06 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 035 576,57	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	776 429 ,49	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	3 034 952,52	3 035 452,52 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	500,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 110 pour un montant de : excédent de 236 846,54 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de la Maison d'Accueil Spécialisée est fixée comme suit :

Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 151,05 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 781 MODIFIANT L'ARRETE DU 16 JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT MEDICO-EDUCATIF, 46, RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;  
VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 03 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut Médico-Educatif a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut Médico-Educatif sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 164 370,00	8 126 465,82 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	5 707 026,19	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 255 069,63	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	8 677 938,93	8 753 438,93 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	75 500,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :  
compte 11519 pour un montant de : déficit de 626 973,11 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut Médico-Educatif est fixée comme suit :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Internat : 306,45 €

- Semi-internat : 162,12 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 786 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'EDUCATION MOTRICE, 46, RUE DU DOYEN PARISOT - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 885 563,00	8 870 850,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	4 836 686,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	1 148 601,00	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	8 774 873,98	8 864 873,98 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	90 000,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : 5 976,02 €

**Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre d'Education Motrice est fixée comme suit :

**Prix de journée moyen annuel :**

- Semi-internat 24 bis : 406,03 €
- Internat 24 bis : 490,12 €
- Internat 24 ter : 561,15 €

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 787 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
INSTITUT DE REEDUCATION « LES TERRASSES DE MEHON », 24, RUE FRANÇOIS RICHARD - 54300 LUNEVILLE  
GERE PAR L'OFFICE D'HYGIENE SOCIALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut de Rééducation, dénommé « Les Terrasses de Méhon » sis 24 rue François Richard - 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

VU le courrier transmis le 3 décembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter l'Institut de Rééducation a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'Institut de Rééducation sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	283 720,00	2 395 597,08 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 864 135,00	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	247 742,08	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 349 491,95	2 355 001,95 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	5 510,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 40 595,13 €

##### Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations de l'Institut de Rééducation est fixée comme suit :

##### Prix de journée moyen annuel :

- Internat : 306,24 €
- Semi-internat : 255,82 €

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 788 MODIFIANT L'ARRETE DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2004, FIXANT LES TARIFS DES PRESTATIONS JOURNALIERES  
ET LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIAUX POUR 2004  
DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE MEDICO-PSYCHO-PEDAGOGIQUE, 17 BIS, RUE DE BOISMONT - 54400 LONGWY  
GERE PAR LA PEP 54**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1975 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 17 bis rue de Boismont - 54400 LONGWY et géré par la PEP 54;

VU le courrier transmis le 26 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 3 juin 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles de Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	34 855,91	755 298,68 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	678 708,,21	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	41 734,56	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	713 865,79	715 580,79 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 715,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- compte 11510 pour un montant de : excédent de 39 717,89 €

## **Article 3:**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la tarification des prestations du Centre Médico-Psycho-Pédagogique de Longwy est fixée comme suit :

**Prix moyen annuel de la séance : 110,68 €**

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 29 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

# **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

## **SERVICE AMENAGEMENT FONCIER**

### **ARRETE PREFECTORAL 04/292/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BIONVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU les articles L 512-1 à L512-7 du code forestier.;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de BIONVILLE dans ses séances des 02/02/2004 et 14/04/2004;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 02/03/2004 au 16/03/2004, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de BIONVILLE;

VU l'arrêté préfectoral du 14/09/2004 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de BIONVILLE aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis du conseil municipal de BIONVILLE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de BIONVILLE;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 14/05/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 08/06/2004;  
SUR proposition de monsieur le secrétaire général;

**ARRETE****ARTICLE 1er**

Un Aménagement Foncier Agricole et Forestier des propriétés foncières est ordonné à BIONVILLE.

**ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit :

**TERRITOIRE DE BIONVILLE**

**Section B** : En totalité sauf n° 23 à 25 - 29 - 35 à 36 - 179 à 194 - 204

**Section C** : En totalité sauf n° 62 à 64 - 108 à 121 - 172 - 175

**Section D** : En totalité sauf n° 30 à 35 - 38

**Section AD** : En totalité sauf n° 1 à 15 - 17 à 52 - 59 à 62 - 128 - 130 à 131 - 133 - 143 à 149 - 154 - 166 - 170 - 171 - 173 à 174 - 176 à 180 - 183 à 191 - 194 à 198 - 203 à 206 - 209 - 252 à 260

**Section AC** : En totalité sauf n° 44

**Section AB** : En totalité

**Section F** : En totalité sauf n° 1 - 16 - 17 - 19 - 20 - 22 à 27 - 29 à 34 - 36 à 56 - 58 - 192 - 193 - 201 à 205 - 225 - 226

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Les opérations commenceront ce jour.

**ARTICLE 4**

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

**ARTICLE 5**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

**ARTICLE 6**

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux d'exploitation du bois et les plantations sont subordonnés à une déclaration préalable à la procédure d'évaluation des apports et à une autorisation du représentant de l'Etat dans le département, après avis de la commission communale d'aménagement foncier.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 812 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

**ARTICLE 7**

La commission communale d'aménagement foncier de BIONVILLE est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

**COURS D'EAU**

\* Interdiction de modifier le tracé

\* Préserver ou améliorer les ripisylves existantes;

\* Se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

\* Prévenir les effondrements de rives et berges, voire y remédier;

\* Préserver les zones humides de fond de vallée .

**FOSSES**

\* Tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

\* Entretien voire réhabilitation des "meroyes "

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de BIONVILLE saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

**ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier , tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992.

**ARTICLE 9**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE le maire de BIONVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ; à Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général ; à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 14 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL CDAF 303 PORTANT MODIFICATION DE LA COMPOSITION  
DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE MEURTHE ET MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre I du Livre I du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU la loi n° 93-24 du 08/01/1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret 92-1290 du 11/12/1992 relatif à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 04/05/2004 portant modification de la constitution de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 04/05/2004 est modifié.

##### ARTICLE 2 :

La Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle est ainsi composée :

###### 1/ Président

- Mme Nathalie LECLERC-PETIT, Présidente
- Mme Geneviève CAZENAVE-LACROUTZ, Présidente suppléante

###### 2/ Conseillers Généraux :

- M. Maurice VILLAUME, BAYON, titulaire
- M. Alain GERARD, CIREY SUR VEZOUZE, titulaire
- M. Olivier JACQUIN, THIAUCOURT REGNIEVILLE, titulaire
- M. Jean-Jacques HENRY, VEZELISE, titulaire
- Mme Michèle PILLOT, TOUL NORD, suppléante
- M. Michel MARCHAL, ARRACOURT, suppléant
- M. René MANGIN, JARVILLE, suppléant
- M. Jean-Pierre MINELLA, HOMECOURT, suppléant

###### 3/ Maires des communes rurales

- M. Serge WAHU, SPONVILLE, titulaire
- M. Michel MALGRAS, HOEVILLE, titulaire
- M. Michel JACQUEL, THIAVILLE SUR MEURTHE, suppléant
- M. Jean-Pierre MARCHAL, SERRES, suppléant

###### 4/ Membres fonctionnaires

###### a - Représentant le Directeur Départemental de l'Equipement

- M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire
- M. Robert COUPOIS, suppléant

###### b - Représentant le Directeur des Services Fiscaux

- M. Georges FAURE, titulaire
- M. Bernard ETIENNE, titulaire
- Mme Anna HENARD, suppléante
- M. Eric CORROY, suppléant

###### c - Représentant le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

- M. Yves ROYER, titulaire
- M. Gérard MARET, titulaire
- M. Bernard MOMPEURT, titulaire
- M. Philippe PETITJEAN, suppléant
- M. Ahmed ABDELGHANI, suppléant
- M. Christophe CAMBERLIN, suppléant

###### 5/ M. le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant.

###### 6/ M. le Président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles ou son représentant.

###### 7/ M. le Président des Jeunes Agriculteurs ou son représentant.

###### 8/ M. le Chef de centre de l'Institut National des Appellations d'Origine de COLMAR ou son représentant.

###### 9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département

- M. Michel MERLIN, FORCELLES ST. GORGON, titulaire
- M. Raymond FRANCOIS, THEZEY ST. MARTIN, suppléant

###### 10/ M. le Président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant.

###### 11/ Membres choisis sur les listes présentées par la Chambre d'Agriculture

###### a - Propriétaires bailleurs

- M. François D'HAUSEN, BLAMONT, titulaire
- M. Pierre DU PONT DE ROMEMONT, BUISSONCOURT, titulaire
- M. Hubert GOUDOT, LUNEVILLE, suppléant
- M. Jean-Marie PARFAIT, TOUL, suppléant

###### b - Propriétaires exploitants

- M. Michel HOLLINGER, MONTAUVILLE, titulaire
- M. Albert GIGLEUX, SAINTE GENEVIEVE, titulaire
- M. André FERRY, MORVILLER, suppléant
- M. Michel GIRARD, JOUAVILLE, suppléant

###### c - Exploitants preneurs

- M. Charles BAUDOIN, LONGUYON, titulaire
- M. Joël MARCHAL, CRION, titulaire
- M. Daniel BAUMANN, COINCOURT, suppléant
- M. Philippe HENNEBERT, NANCY, suppléant

###### d - Propriétaires forestiers

- M. François HELLUY, NANCY, titulaire
- M. Paul PEROUX, CREPEY, titulaire
- M. Michel GEORGES, NANCY, suppléant
- M. Philippe PARMENTIER, OCHEY, suppléant

###### 12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

- M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
- M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire

- M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
- M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant
- 13/ M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière ou son représentant.
- 14/ M. le représentant de l'Office National des Forêts.
- 15/ M. le Président du Syndicat Départemental des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs ou son représentant.
- 16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises
  - M. Bernard CLAUDON, TANCONVILLE, titulaire
  - M. Marcel BONTEMPS, FONTENOY LA JOUTE, titulaire
  - M. Pierre PERIN, CHARENCEY VEZIN, suppléant
  - M. André CAMAILLE, FREMONVILLE, suppléant
- 17/ M. le représentant de l'Institut National des Appellations d'Origine
  - M. Frédéric BACH.

**ARTICLE 3 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

**Pour information :**

▪ M. le Secrétaire Général de la Préfecture de NANCY et aux membres de la Commission Départementale.

**Pour exécution :**

▪ Mme la Présidente de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe et Moselle.

**Pour publication :**

- A un journal du département.
- Au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004-304  
PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER  
COMMUNE DE CHENEVIÈRES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le fait que la forêt relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 4 mars 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 19 octobre 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 20 octobre 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

**A R R E T E**

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de CHENEVIÈRES	CHENEVIÈRES	Le Fays	B	14	6,0180
		Dessous le Fays	Y	415	0,3430
		Dessous le Fays	Y	416	0,1540
		Total			6,5150

**Article 2** - Le présent arrêté prendra effet à compter de sa date de signature.

**Article 3** - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au Maire de CHENEVIÈRES et au Président du Conseil régional de Lorraine.

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

## SERVICE DES ETUDES ET DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS

**ARRETE N° 04/DDE/SERGEI/278**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de la voirie routière et notamment son article R 123.2

Vu le décret n° 90.739 du 14 août 1990 modifiant l'article R 123.2 du code de la voirie routière

Vu le décret du 26 mars 1985, prorogé par le décret du 20 mars 1989, déclarant d'utilité publique les travaux de la construction de la liaison A330 (ex B33)-CD 2 bis-RN 74

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements

Vu la délibération du 25 juin 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy acceptant dans le domaine public communautaire les sections suivantes :

- RN74 - du PR 36.0 (rue Saint Dizier) au PR 41.7 (entrée de Seichamps)
- Bretelle de Pulnoy
- Rue du Doyen Roubault
- Rue Victor Hugo

Vu la convention financière du 22 octobre 2004 entre l'État (Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle) et la Communauté Urbaine du Grand Nancy relative d'une part, au transfert gratuit de domanialité de la rue Victor Hugo et de la bretelle de Pulnoy, et d'autre part, au versement



d'une participation financière, par l'État à la Communauté Urbaine du Grand Nancy, destinée à la remise en état normal d'entretien des chaussées, ouvrages d'art et équipements des sections de RN 74 et de la rue du Doyen Roubault objet du présent déclassement  
Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 18 octobre 2004.

**A R R E T E****Article 1**

Sont déclassées de la voirie nationale et reclassées dans la voirie communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy les sections suivantes :

- RN74 - du PR 36.0 (rue Saint Dizier) au PR 41.7 (entrée de Seichamp)
- Brette de Pulnoy
- Rue du Doyen Roubault
- Rue Victor Hugo

Ces sections figurent sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 2**

Le déclassement - reclassement de ces voies prendront effet à compter de la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le Directeur des Archives Départementales

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*Le plan annexé au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Équipement - Service des Etudes et des Grands Travaux Routiers - rue du Pont-de-Pierre - 54271 ESSEY-LES-NANCY.*

**SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE**

**AERODROME DE PONT SAINT VINCENT - ARRETE DDE/INF/04/54 PORTANT RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION  
D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN TERRAIN NU, APPARTENANT A L'ETAT  
POUR RECOLTE DES HERBAGES ET DROIT DE PACAGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'aviation civile,  
VU le code du domaine de l'Etat,  
VU le décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié, portant organisation des services extérieurs de l'Etat,  
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 en date du 16 janvier 2003 modifié accordant délégation de signature à Monsieur Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle,  
VU la demande de la EARL BIMA, représentée par Madame BIDON Elisabeth sollicitant le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire DDE/INF/99.700 sur l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT,  
VU l'avis de la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine en date du 8 octobre 2004,  
VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle chargé du Service des Bases Aériennes,  
VU la décision du Directeur des Services fiscaux de Meurthe-et-Moselle en date du 24 août 2004,

**A R R E T E****ARTICLE 1**

La Société EARL BIMA, représentée par Madame BIDON Elisabeth, dénommée ci-après le bénéficiaire est autorisée à occuper temporairement une parcelle de 161 ha sur l'aérodrome de PONT-SAINT-VINCENT aux clauses et conditions définies ci-après.

**ARTICLE 2**

Le bénéficiaire ne pourra utiliser la présente autorisation que pour l'exercice des droits de pacage et récolte des herbages. Il est donc tenu de se conformer aux clauses du cahier des charges annexé au présent acte.

**ARTICLE 3**

L'autorisation précaire et révocable est accordée à titre personnel. Toutefois, un simple changement de raison sociale ne met pas fin à l'autorisation, si ce changement est porté préalablement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la connaissance du Préfet.

Toute cession, totale ou partielle des droits faisant l'objet de la présente autorisation est interdite.

**ARTICLE 4**

Étant donné le caractère de domanialité publique des terrains d'emprise de l'aérodrome, le bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque propriété, même commerciale ou industrielle.

En tout état de cause, le titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu par les articles L 34-1 à L 34-9 du Code du Domaine de l'Etat.

**ARTICLE 5**

L'autorisation est valable pour une durée de **CINQ (5) ANS** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La demande de renouvellement de l'autorisation par le bénéficiaire devra être présentée **Trois (3) mois** avant l'expiration de la période d'autorisation.

**ARTICLE 6**

L'Etat ou le bénéficiaire ont, à tout moment, la faculté de dénoncer l'autorisation sous réserve d'un préavis de **trois (3) mois**.

L'autorisation sera retirée par l'Etat, immédiatement, sans préavis, par simple lettre recommandée avec accusé de réception :

- en cas de retard dans le paiement des redevances ;
- en cas de force majeure ;
- en cas de troubles graves occasionnés sur l'aérodrome par le bénéficiaire ou les personnes dont il est responsable ;
- au cas où le signataire viendrait à cesser son existence légale (dissolution, liquidation judiciaire) ;
- en cas de cessation de l'usage du terrain pendant une durée d'**un (1) an**.
- en cas de transfert de gestion à un organisme, autre que l'Etat, la présente autorisation deviendra caduque. Une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de terrain nu sera à solliciter auprès du nouveau gestionnaire de la plate-forme.

**ARTICLE 7**

Le bénéficiaire devra payer à l'Etat, **recette principale des impôts de Nancy-Sud Ouest** pour l'occupation du terrain objet de la présente autorisation,

une redevance de 3 420 € (trois mille quatre cent vingt euros), payable chaque année.

Il devra également régler le droit de 10.00 € (dix euros) prévu à l'article L. 29 du Code du Domaine de l'Etat à la recette principale des impôts de Nancy-Sud Ouest.

En cas de paiement tardif de la redevance, les intérêts moratoires, dont le tarif est fixé par décision du Ministre chargé des Finances et aligné sur le taux légal par décision ministérielle du 9 avril 1985, courront de plein droit (art. L. 32 du Code du Domaine de l'Etat).

#### ARTICLE 8

Le bénéficiaire fait éléction de domicile à :

Société EARL BIMA  
Mme BIDON Elisabeth  
Route de Flavigny  
54160 PULLIGNY

#### ARTICLE 9

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Déléguée Régionale de l'Aviation Civile pour la Lorraine, le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de Meurthe-et-Moselle.

Ampliations seront adressées par les soins du Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe-et-Moselle à :

- Monsieur le Directeur des Services Fiscaux,
- Monsieur le Directeur de l'Aviation Civile Nord-Est.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

*Le cahier des charges annexé au présent arrêté est consultable à la Direction Départementale de l'Equipeement - Service de l'Ingénierie Publique - 100, 102, rue du faubourg des Trois Maisons - 54000 NANCY.*

### ARRETES INTERPREFECTORAUX

#### ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE BATTIGNY (MEURTHE-ET-MOSELLE) A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EPCI DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DES VOSGES  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les arrêtés préfectoraux des 31 décembre 1991 et 12 février 1992 portant création du district de l'EPCI du pays de COLOMBEY-LES-BELLES et du sud Toulousin, lequel se substitue au SIVOM existant ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 relatif à la transformation du district en communauté de communes dénommée "EPCI du pays de COLOMBEY et du sud Toulousin" ;

VU la demande d'adhésion formulée par la commune de BATTIGNY en date du 9 décembre 2003 ;

VU la délibération du conseil communautaire de l'EPCI du pays de COLOMBEY et du sud Toulousin en date du 5 décembre 2003 acceptant la demande d'adhésion de BATTIGNY ;

VU la lettre du 5 janvier 2004 par laquelle la sous-préfète de TOUL a notifié la délibération du conseil de communauté aux communes membres ;

VU les délibérations suivantes par lesquelles les conseils municipaux de :

ALLAIN en date du 16 janvier 2004,  
ALLAMPS en date du 30 janvier 2004,  
AROFFE en date du 27 janvier 2004,  
BAGNEUX en date du 17 février 2004,  
BARISEY LA COTE en date du 6 février 2004,  
BEUVEZIN en date du 27 février 2004,  
BULLIGNY en date du 6 février 2004,  
COLOMBEY-LES-BELLES en date du 23 janvier 2004,  
CREPEY en date du 5 février 2004,  
CREZILLES en date du 6 février 2004,  
FAVIERES en date du 30 janvier 2004,  
GEMONVILLE en date du 13 février 2004,  
GERMINY en date du 6 février 2004,  
GIBEAUMEIX en date du 29 janvier 2004,  
MONT LE VIGNOBLE en date du 27 février 2004,  
MOUTROT en date du 29 janvier 2004,  
OCHEY en date du 19 décembre 2003,  
SELAINCOURT en date du 30 janvier 2004,  
SEXEY AUX FORGES en date du 23 janvier 2004,  
THUILLEY AUX GROSEILLES en date du 30 janvier 2004,  
TRAMONT-EMY en date du 27 mars 2004,  
TRAMONT-LASSUS en date du 26 février 2004,  
TRAMONT-SAINT-ANDRE en date du 17 mars 2004,  
URUFFE 31 janvier 2004,  
VANNES LE-CHATEL en date du 23 janvier 2004,  
VILLEY-LE-SEC en date du 30 janvier 2004,

ont émis un avis favorable à cette adhésion,

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée édictées par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales sont réunies,

VU l'avis favorable de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 14 avril 2004 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

#### ARRETEMENT

**ARTICLE 1er :** L'adhésion de la commune de BATTIGNY à la communauté de communes de l'EPCI du pays de COLOMBEY et du sud Toulousin est autorisée. La commune de BATTIGNY sera représentée au sein du conseil communautaire par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de TOUL et NEUFCHATEAU, la présidente de l'EPCI du pays de COLOMBEY et du sud Toulinois sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

NANCY, le 4 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

EPINAL, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Yvon ALAIN

#### ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT LA DISSOLUTION DU SIVOM DU PAYS DE LONGUYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 septembre 1970 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple de LONGUYON ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 mars 1989 transformant le SIVOM de LONGUYON en syndicat à la carte dénommé « SIVOM du canton de LONGUYON » ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 18 et 29 juillet 1997 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « SIVOM du Pays de LONGUYON » ;

VU les délibérations des conseils des collectivités membres du SIVOM du Pays de LONGUYON demandant la dissolution du syndicat, à savoir :

COLMEY-FLABEUVILLE en date du 24 mars 2003

GRAND-FAILLY en date du 10 mars 2003

PETIT-FAILLY en date du 31 mars 2003

RUPT-SUR-OTHAIN en date du 10 mars 2003

VILLERS-LE-ROND en date du 31 mars 2003

Communauté de communes des Deux Rivières en date du 29 mars 2003 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 10 juin 2003 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 30 août 2004 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

#### A R R E T E N T

**ARTICLE 1er** : Le SIVOM du Pays de LONGUYON est dissous.

**ARTICLE 2** : Le comité du SIVOM du Pays de LONGUYON se réunira avant le 30 juin 2005 pour voter son compte administratif 2004 et définir les conditions de répartition des résultats et de transfert de l'actif et du passif entre les collectivités membres.

A défaut, un liquidateur sera nommé.

Les collectivités membres corrigeront alors leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif du syndicat.

Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise sera joint en annexe des budgets communaux de reprise des résultats.

Les collectivités disposeront alors de 2 mois à compter de l'adoption du compte administratif et de la détermination de la répartition du résultat ainsi que de l'actif et du passif pour présenter un recours en annulation de ces documents devant le tribunal administratif de Nancy.

**ARTICLE 3** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de BRIEY et de VERDUN et le président du SIVOM du Pays de LONGUYON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes et au président de la communauté de communes intéressées, ainsi qu'aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 8 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

BAR-LE-DUC, le 21 octobre 2004

Le Préfet,  
Richard SAMUEL



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	1125
<b>CABINET DU PREFET</b>	1125
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</i>	1125
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU LUNDI 25 OCTOBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 43/2004	1125
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES</b>	1125
<b>PREMIER BUREAU</b>	1125
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1125
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1126
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1126
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1126
<b>QUATRIEME BUREAU</b>	1126
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	1126
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	1127
<b>CINQUIEME BUREAU</b>	1127
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION DE SAINT-FIRMIN SOUMIS AU REGIME DE DECLARATION PREALABLE	1127
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A VITERNE	1128
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REALISATION D'UN REMBLAI EN VUE DE RECONSTRUIRE LES ATELIERS DU FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE SUR LA COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES	1131
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES DE LA RIVIERE VEZOUZE, AU TITRE DES ARTICLES L. 214-1 A L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, DANS LA TRAVERSEE DE LA COMMUNE DE LUNEVILLE	1132
ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE NEUVES-MAISONS, AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	1134
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE ET A AUTREPIERRE, AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 ET L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	1139
ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE FONTENOY-GONDREVILLE, AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	1140
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	1144
<b>PREMIER BUREAU</b>	1144
ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES POUR L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE LA VALLEE DU BRENON ET DE LA CONFLUENCE AVEC LE MADON	1144
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PIPISTRELLE	1145
ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE	1149
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE</b>	1152
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE VEZOUZE - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL	1152
SYNDICAT D'ENTRETIEN DE LA VALLEE DE LA VEZOUZE - TRANSFERT DU SIEGE EN MAIRIE DE THIEBAUMENIL ET MODIFICATION DE L'ARTICLE 3	1152
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b>	1153
S.I.V.M. DES HAUTS DE MAD - MODIFICATION DES STATUTS	1153
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	1153
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	1153
DELIBERATION N° 120/04 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DE L'HOPITAL - MATERNITE SAINTE CROIX	1153
DELIBERATION N° 121/04 RELATIVE AU CONTRAT RELAIS POUR LA PRISE EN CHARGE DES GRANDS BRULES	1154
DELIBERATION N° 122/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « GRANDS BRULES » CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE	1154
LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE	1154
DELIBERATION N° 123/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « GRANDS BRULES » CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE	1154
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	1154
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	1154
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 160	1154
<b>POLE SOCIAL</b>	1155
ARRETE N° 737 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE » GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL	1155
ARRETE N° 738 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL	1155
ARRETE N° 739 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIES (C.E.F.R.)	1156

ARRETE N° 740 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS .....	1156
POLE SANTE - BATIMENT.....	1157
ARRETE N° 784 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB.....	1157
ARRETE N° 785 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX REALISES D'OFFICE .....	1158
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	1159
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	1159
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....	1170
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/306 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROMAIN.....	1170
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/307 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PULNEY .....	1170
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	1171
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	1171
ARRETE 2004/DDE/274/CDER.....	1171
ARRETE 2004/DDE/281/CDER.....	1171
ARRETE 2004/DDE/282/CDER.....	1172
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	1173
ARRETE N° 04 DE 006 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE SAULXEROTTE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME .....	1173
ARRETE PREFECTORAL 20 DE 04 SERUJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - CONSTRUCTION D'UNE VOIE ROUTIERE ENTRE LE CARREFOUR DIT "DE LA SOLERE" AVENUE DU CHATEAU A SAULXURES LES NANCY ET LA RUE DE SAULXURES A PULNOY - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE .....	1173
AVIS.....	1174
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....	1175
AFFAIRES DEPARTEMENTALES.....	1175
ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE DE MEURTHE ET MOSELLE .....	1175
OFFICE NATIONAL DES FORETS .....	1175
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE OTHE.....	1175
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ.....	1176
ARRETE PORTANT CREATION DU TRAITEMENT AUTOMATISE DE DONNEES SITIZ .....	1176
ARRETES INTERPREFECTORAUX.....	1177
ARRETE INTERPREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE PRESENTEE PAR M. LE DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE, A L'EFFET D'OBTENIR L'AUTORISATION ET LA DECLARATION D'INTERET GENERAL EN VUE DE LA REALISATION D'UN ITINERAIRE DE PROMENADE SUR LES BERGES DE L'ORNE DE MOINEVILLE (54) A ROMBAS (57), AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	1177

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

#### EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU LUNDI 25 OCTOBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 43/2004

#### 8 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

BALOSSO	VALERIE	PAGNY/MOSELLE
BRUNELLO	DOROTHEE	THIAUCOURT
CARPE	JULIEN	DOMBASLE SUR MEURTHE
CORON	CYRIL	JARNY
DA SILVA	ELISABETH	VANDOEUVRE
DARDINIER	DAMIEN	HAROUÉ
LUQUET	DANIELE	COURBESSEUX
THOUVENOT	LUDOVIC	LONGWY

### DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

#### PREMIER BUREAU

#### EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 14 octobre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Immo Contrôle, en qualité de futur propriétaire et futur exploitant, en vue de procéder à la création d'un magasin non spécialisé non alimentaire à l'enseigne NOZ à MONCEL LES LUNEVILLE - Lotissement d'activités « Les Wagons » d'une surface de vente de 1 381 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONCEL LES LUNEVILLE.

NANCY, le 15 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 octobre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL VMONT Promotion, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin non spécialisé non alimentaire à l'enseigne GIFI à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery d'une surface de vente de 1 800 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 15 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 octobre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI Avenir, en qualité de propriétaire et promoteur, en vue de procéder à la création d'un magasin d'optique à l'enseigne KRYSS à PULNOY - ZAC de la Porte Verte d'une surface de vente de 165 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PULNOY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 15 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 octobre 2004, la Commission Départementale d'Equipe ment Commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI Meurthe, en qualité de propriétaire, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de vente de cuisines et bains de 255 m<sup>2</sup> à l'enseigne Cuisines SCHMIDT à MONCEL LES LUNEVILLE portant la surface totale de vente à 1 000 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONCEL LES LUNEVILLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 15 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**QUATRIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du mercredi 10 novembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 25 novembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**CINQUIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF RELATIF A L'EPANDAGE DES BOUES  
ISSUES DU TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA STATION DE SAINT-FIRMIN  
SOUIS AU REGIME DE DECLARATION PREALABLE**

LE PREFET DE MEURTHE &amp; MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l' Environnement ;  
VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles cités ci-dessus ;  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'état dans les départements ;  
VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées et l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;  
VU l'arrêté préfectoral autorisant l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la commune de SAINT-FIRMIN du 23 octobre 2000 ,  
VU la demande du Maire de la commune de SAINT-FIRMIN relative à l'autorisation d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées sur sols agricoles ;  
VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de Meurthe et Moselle au cours de sa séance du 28 septembre 2004.  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA DEMANDE**

L'arrêté préfectoral autorisant l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées de la station d'épuration de la commune de SAINT-FIRMIN du 23 octobre 2000 est complété par les dispositions suivantes :

- La liste, la cartographie des parcelles retenues dans le cadre de cette modification du plan d'épandage, les coordonnées Lambert des points de prélèvement pour analyses de sols ( en annexe au présent arrêté).
- L'épandage sur des terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg

**ARTICLE 2 : PROBLEMATIQUE NICKEL**

Les îlots 1-02, 1-08, 1-09, implantés sur le territoire de la commune de SAINT-FIRMIN présente des teneurs naturelles en Nickel supérieures à la norme de 50 mg/kg, en conséquence la commune de SAINT-FIRMIN met en place un protocole de suivi sur cette parcelle (en annexe au présent arrêté).

Ce protocole a été établi à partir de l'étude réalisée par l'E.N.S.A.I.A. sur la biodisponibilité du nickel, il est conforme au protocole de suivi, pour l'épandage sur les terrains dont la teneur en nickel dépasse les 50 mg/kg, validé par le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France requis sur ce thème.

Le point de prélèvement de référence aura pour coordonnées Lambert : X 881,572 ; Y 2386,423, les échantillons feront l'objet d'une analyse de pH, Nickel total et Nickel disponible (DTPA) et de même un suivi de la qualité des cultures sera mis en place.

**ARTICLE 3 :**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2000 restent inchangées.

**ARTICLE 4 : RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le déclarant.  
Le délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée (articles L214-10 et L514-6 du Code de l'environnement)

**ARTICLE 5 : PUBLICATION-EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,  
Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe et Moselle,  
Messieurs les Maires des communes de SAINT-FIRMIN, DIARVILLE et PRAYE, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera transmise à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.  
NANCY, le 12 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS  
DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A VITERNE**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 et notamment l'article 35 ;  
**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;  
**VU** le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;  
**VU** les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;  
**VU** le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;  
**VU** le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;  
**VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
**VU** l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;  
**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;  
**VU** le dossier déposé le 23 mars 2004 par le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon relatif à la mise aux normes du système de collecte et de transport des eaux et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à VITERNE;  
**CONSIDERANT** que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°), 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;  
**VU** l'arrêté préfectoral du 06 mai 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes du système d'assainissement collectif de la commune de VITERNE au titre du code de l'environnement ;  
**VU** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 03 au 24 juin 2004 en communes de VITERNE et MAIZIERES;  
**VU** l'avis du commissaire enquêteur, le 28 juin 2004;  
**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du ...28 septembre 2004;  
**SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 - OBJET**

La Communauté de Communes Moselle et Madon est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et une station d'épuration des eaux usées à VITERNE dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

- 2.2.0. (1°) - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000 m<sup>3</sup>/j ou à 25 % du débit- Autorisation ;
- 5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;
- 5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;

**ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande d'autorisation moyennant les prescriptions ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 900 équivalents - habitants sur le territoire de VITERNE, à proximité rive gauche du ruisseau de VITERNE, à l'aval du village.  
L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration-percolation comportant successivement un ouvrage de pré-traitement (dégrillage), une lagune de décantation dimensionnée pour 900 équivalents-habitants et provisoirement 4 filtres à sable(cloisonnés chacun en 10 casiers) d'une capacité de 600 équivalents-habitants. Dès que la situation démographique de la commune de Viterne le nécessitera, cette dernière capacité sera portée à 900 équivalents par création de 2 filtres à sable supplémentaires.  
Les boues en excès seront stockées en fosse (aménagée en sur-profondeur de la lagune de décantation) aux fins d'épandage.
- l'aménagement de déversoirs d'orage sur le réseau d'égouts et d'un poste régulateur de débit en entrée de station d'épuration.

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS**

La commune devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.  
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
Le déclarant devra, dans un délai de 6 (six) mois après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites.



4. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	70 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

#### **ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS**

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, et à la DDASS tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

#### **ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

#### **ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 7 - RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon,

Le Maire de la commune de VITERNE,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies de VITERNE et MAIZIERES.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

#### **Arrêtent :**

**Art. 1 - Objet** - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO<sub>5</sub>), mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub>, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

#### **CHAPITRE I**

#### **Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier**

#### **SECTION 1**

#### **Conception et implantation**

**Art. 2 - Dispositions générales** - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

## SECTION 2

### Rejet

**Art. 3 - Protection du milieu naturel** - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

- 1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;
- 2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;
- 3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

**Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface** - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

**Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités** - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

**Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

## SECTION 3

### Entretien des installations et élimination des boues et des graisses

**Art. 7 - Entretien** - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

**Art. 8 - Destination des boues et des graisses** - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;
- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

## CHAPITRE II

Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

## SECTION 1

### Conception

**Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé** - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

**Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement** - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

**Art. 11 - Raccordements** - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau** - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

## SECTION 2

### Obligations de résultat

**Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface** - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

**Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités** - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

**Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

### SECTION 3

#### Implantation

**Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives** - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Art. 17 - Protection contre les crues** - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

### SECTION 4

#### Équipements annexes et préservation du site

**Art. 18 - Voie d'accès** - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

**Art. 19 - Clôture des ouvrages** - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

**Art. 20 - Protection contre le gel** - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

**Art. 21 - Bassin d'orage** - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

**Art. 22 - Dégrillage** - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

### SECTION 5

#### Exploitation, maintenance et contrôle

**Art. 23 - Exploitation** - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

**Art. 24 - Maintenance** - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

**Art. 25 - Contrôle des rejets** - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

**Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration** - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO<sub>5</sub> : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO<sub>5</sub> : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO<sub>5</sub>, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

**Art. 27 - Dispositions complémentaires** - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

## ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA REALISATION D'UN REMBLAI EN VUE DE RECONSTRUIRE LES ATELIERS DU FOYER D'ACCUEIL SPECIALISE SUR LA COMMUNE DE ROSIERES-AUX-SALINES

### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'environnement, Livre II Titre 1<sup>er</sup>, transposant partiellement la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau;

Vu les décrets N° 93-742 et n°93-743 modifié du 29 mars 1993 portant application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement;

Vu la demande présentée par Monsieur le Directeur de Carrefour d'Accompagnement Public Social - Établissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement le 17 février 2004 relative à la réalisation d'un remblai dans le cadre de la démolition et de la reconstruction des ateliers du Foyer d'Accueil Spécialisé de ROSIERES-AUX-SALINES;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 1995 approuvant le Plan de Prévention des Risques inondation de ROSIERES-AUX-SALINES;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 mai 2004 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique préalable à l'autorisation de démolition et de reconstruction sur remblai des ateliers du Foyer d'Accueil Spécialisé de ROSIERES-AUX-SALINES;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée durant la période du 7 au 28 juin inclus sur le territoire de la commune de ROSIERES-AUX-SALINES.

Vu le rapport et les conclusions de M.BASLY Michel, commissaire enquêteur, en date du 7 juillet 2004 ;

Vu le rapport du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est en date du 17 septembre 2004 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 septembre 2004;

Considérant que le projet de remblai en vue de reconstruire les ateliers du Foyer d'Accueil Spécialisé de ROSIERES-AUX-SALINES se situe dans le lit majeur de la Meurthe ;

Considérant qu'en application du règlement du Plan de Prévention des Risques inondation, le plancher des ateliers doit se situer au-dessus de la cote de la crue de référence 209.90 (IGN 69), et que la rehausse du terrain sur remblai est indispensable pour l'aménagement des accès destinés aux personnes à mobilité réduite.

Considérant enfin que les travaux de démolition de 6 bâtiments existants sur le site constituent une mesure compensatoire suffisante pour restituer au champ d'expansion des crues de la Meurthe le volume soustrait par le remblai;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

##### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Le remblai envisagé dans le cadre de la démolition et de la reconstruction des ateliers du Foyer d'Accueil Spécialisé de ROSIERES-AUX-SALINES, est autorisé au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et des décrets d'application n°93-742 et 93-743 modifié du 29 mars 1993.

Il correspond à la définition de la rubrique suivante du décret n°93-743 :

Désignation de l'opération	Rubrique	Régime
Installations, ouvrages, digues ou remblais d'une hauteur maximale supérieure à 0,50 m au-dessus du niveau du terrain naturel dans le lit majeur d'un cours d'eau, la surface soustraite à l'expansion des crues étant supérieure ou égale à 1000 m <sup>2</sup> ;	2.5.4	autorisation

##### **ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DE L'OPERATION**

Les travaux de remblaiement se dérouleront selon les dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation, sur la commune de ROSIERES-AUX-SALINES.

Ces travaux consisteront à réaliser un remblai afin de reconstruire, hors d'atteinte des crues de la Meurthe, les ateliers du Foyer d'Accueil Spécialisé.

Le remblai et les vides sanitaires occuperont une superficie totale de 3048 m<sup>2</sup>.

Le remblai aura une hauteur maximale de 1,15 mètre par rapport au niveau du terrain naturel et représente un volume de 1240 m<sup>3</sup>.

Les vides sanitaires resteront submersibles en cas d'inondation du terrain par l'intermédiaire de buses de diamètre Ø80 placées sous le remblai, au niveau du terrain naturel.

La compensation du remblai consistant à démolir 6 bâtiments présents sur le site, permettra de restituer au champ d'expansion des crues un volume d'environ 1135 m<sup>3</sup>.

##### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DU REMBLAI**

Le remblai devra être réalisé dans les règles de l'art.

Le talus du remblai devra être protégé et stabilisé par une végétation adaptée de manière à résister à l'érosion des eaux et à rester stable en crue et en décrue.

Le remblai devra être muni de dispositifs de drainage interne pour évacuer les eaux d'infiltration susceptibles de le déstabiliser.

##### **ARTICLE 4 : ENTRETIEN DES OUVRAGES**

Les ouvrages devront être entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement du dispositif en cas de crue.

L'entrée des buses sera entretenue régulièrement afin de faciliter la ventilation des vides sanitaires et permettre la circulation des eaux en période de crue et de décrue.

Aucun obstacle ne devra obturer l'entrée des buses.

Des visites régulières du remblai devront être effectuées de façon à prévenir de tout risque d'érosion et de déstabilisation de l'ouvrage.

Ces visites devront faire l'objet d'un rapport qui sera tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau, en cas de contrôle.

##### **ARTICLE 5 : EXECUTION DES MESURES COMPENSATOIRES.**

Les travaux de démolition des 6 bâtiments devront être réalisés avant la réalisation du remblai.

Les matériaux issus de ces démolitions devront être évacués en dehors de toute zone inondable, dans le respect des textes en vigueur relatif au stockage et au traitement des déchets.

##### **ARTICLE 6 : RECOLEMENT DES TRAVAUX**

Le pétitionnaire devra avertir le Service Navigation du Nord-Est, chargé de la police de l'eau dès l'achèvement des travaux de remblaiement, en certifiant l'exécution de ceux-ci, conformément au dossier déposé initialement.

##### **ARTICLE 7 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

##### **ARTICLE 8 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

##### **ARTICLE 9 : INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de ROSIERES-AUX-SALINES.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du permissionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

##### **ARTICLE 10 : PUBLICATION ET EXECUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, M. le Directeur de la Navigation du Nord Est et le Maire de ROSIERES-AUX-SALINES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire.

Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à :

- M le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LES TRAVAUX D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES DE LA RIVIERE VEZOUE, AU TITRE DES ARTICLES L. 214-1 A L.214-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT, DANS LA TRAVERSEE DE LA COMMUNE DE LUNEVILLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, L. 123-1, L. 211-1, L.214-1 à L. 214-6 ;

Vu le Code rural ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée ;

Vu le décret n° 2004-374 en date du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1995 portant répartition des compétences en matière de police des eaux dans le département de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 15 novembre 1996 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2004 autorisant le président de la Communauté de Communes du LUNEVILLOIS à réaliser des travaux temporaires de rehausse de la digue sise Quai de la Vezouze à LUNEVILLE ;  
Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 janvier 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire des communes de JOLIVET et LUNEVILLE ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 août 2004 prorogeant le délai dans lequel le préfet doit statuer sur la demande d'autorisation ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 déclarant d'utilité publique les travaux d'aménagements hydrauliques de la basse vallée de la Vezouze ;  
Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du LUNEVILLOIS en date du 14 octobre 2002 autorisant son président à se porter maître d'ouvrage des travaux d'aménagements hydrauliques de la basse vallée de la Vezouze ;  
Vu la demande déposée par le président de la Communauté de Communes du LUNEVILLOIS en date du 10 octobre 2003 ;  
Vu les registres intéressant l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 février 2004 au 17 mars 2004 sur les communes de JOLIVET et LUNEVILLE ;  
Vu les délibérations des conseils municipaux de :  
- JOLIVET en date du 25 mars 2004  
- LUNEVILLE en date du 30 mars 2004  
Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 mai 2004 ;  
Vu le rapport du service chargé de la police de l'eau et son avis en date du 17 septembre 2004 ;  
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 septembre 2004 ;  
Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

### **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **1-1 - Objet de l'autorisation**

Le président de la communauté de Communes du LUNEVILLOIS est autorisé à réaliser les interventions et travaux désignés ci-après et réglementés selon les dispositions de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau codifiée et des textes réglementaires pris pour son application (articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement) :

- Rubrique 2-5-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Modification du profil en long ou en travers d'un cours d'eau" **AUTORISATION.**
- Rubrique 2-5-4 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Installation d'ouvrages, digues ou remblais, d'une hauteur maximale de 1,50 mètre au-dessus du terrain naturel dans le lit majeur d'un cours d'eau ; surface soustraite supérieure ou égale à 1000 m²" **AUTORISATION.**
- Rubrique 6-1-0 du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié : "Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, le montant des travaux étant supérieur ou égal à 160000 euros mais inférieur à 1 900000 euros" **DECLARATION.**

#### **1-2 - Consistance des installations, ouvrages et travaux**

Les travaux autorisés de défense contre les inondations dans la traversée de la commune de LUNEVILLE, plus précisément du pont de l'Europe au pont de la route départementale n° 31, sont prévus en lits mineur et majeur de la rivière Vezouze à l'effet d'abaisser la ligne d'eau de la crue centennale, c'est-à-dire la crue d'octobre 1998.

##### **1-2-1- Compatibilité avec le SDAGE**

Les travaux ci-après sont compatibles avec les préconisations du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) approuvé le 15 novembre 1996, plus précisément avec les actions n°4 (restauration de la qualité du cours d'eau), n°6 (améliorer la fiabilité et la performance de la dépollution), n°7 (limiter les risques dus aux inondations par des mesures préventives), n°8 (conserver et protéger les formations aquifères en nappes alluviales), n°9 (renforcer la protection des zones humides et des espaces écologiques remarquables) et n°10 (prendre en compte la gestion des eaux dans les projets d'aménagement et de développement économique).

##### **1-2-2- Travaux en lit mineur**

**1-2-2-1-** Les travaux temporaires, à l'effet de rehausser en matériaux argileux la digue sise Quai de la Vezouze d'une hauteur maxima de 50 centimètres, et consistant à combler la légère et limitée encoche d'érosion en pied de berge puis à recouvrir la berge momentanément d'un treillis de coco pour limiter le risque d'érosion en cas de crue, seront récolés après achèvement, soit le 15 octobre 2004.

**1-2-2-2-** Le fond de la rivière Vezouze sera curé à l'amont du débouché du canal des Petits Bosquets sur un linéaire de 60 mètres environ et sur une profondeur de 1 à 1,50 mètre. Cette opération sera accompagnée de la pose d'enrochements avec bêche d'ancrage en pied de berge et, sur la partie supérieure, d'une plantation d'une végétation arbustive composée notamment de saules.

**1-2-2-3-** Le lit au droit du débouché du canal des Petits Bosquets sera élargi.

**1-2-2-4-** La digue privée sise au lieu-dit "Pré des Ours", en aval du pont de Chanzy, en rive gauche, sera arasée.

**1-2-2-5-** 50 centimètres de palplanches fichées en rive droite à l'amont du pont de Chanzy seront récépés sur un linéaire de 290 mètres environ, notamment le long du parking Leclerc.

**1-2-2-6-** 5 clapets anti-retour seront mis en place au débouché des 5 buses équipant l'ouvrage de franchissement du canal des petits Bosquets, par le Quai des Frères Muller.

**1-2-2-7-** Un dispositif de franchissement sera construit sur le barrage des Verres de Montre pour permettre la montaison et la dévalaison des poissons ainsi que pour maintenir un débit réservé garantissant en permanence la vie et la reproduction des espèces. Cet ouvrage devra être constamment entretenu et fonctionnel.

##### **1-2-3- Travaux en lit majeur**

**1-2-3-1-** Un chenal de crue sera créé en rive droite, par creusement, sur 400 mètres environ, en aval du pont de Chanzy, au lieu-dit "La Grande Embanie". Des hélophytes (salicaires, iris notamment) seront plantés. Le linéaire de pied de berge du chenal sera végétalisé avec des bosquets de saules.

**1-2-3-2-** Un chenal de crue sera créé en rive gauche, par creusement, sur 500 mètres environ, en aval du pont de Chanzy, au lieu-dit "Pré des Ours". Des hélophytes (salicaires, iris notamment) seront plantés. Le linéaire de pied de berge du chenal sera végétalisé avec des bosquets de saules.

**1-2-3-3-** 5 diguettes dotées d'une protection végétale enherbées et arbustives ainsi que 2 murets seront construits en limite de l'extension de la crue d'octobre 1998. Ces ouvrages hydrauliques auront une hauteur comprise entre 0,50 et un mètre.

### **ARTICLE 2 : INCIDENCE DU PROJET EN PHASE CHANTIER**

#### **2-1- Milieu eaux superficielles**

**2-1-1-** Dans le cadre des travaux de terrassement, les décapages seront limités au strict nécessaire des emprises de travaux.

**2-1-2-** Dès le début du chantier, le pétitionnaire mettra en place et entretiendra des dispositifs anti-érosion et anti-ruissellement le long des pistes et des aires de travail.

**2-1-3-** le pétitionnaire prendra toutes les précautions techniques pour éviter toute pollution accidentelle (présence d'absorbants, kit de pollution).

Sur le ou les sites d'installations de chantier, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas permettant la récupération des eaux souillées.

Toute vidange et entretien, hors aire prévue à cet effet, seront interdits.

**2-1-4-** Dans le cas d'engins présents dans le lit mineur, ces derniers devront être positionnés sur des édifices assurant la transparence hydraulique.

**2-1-5-** Les engins seront évacués hors du lit dès l'achèvement de la phase de travail, les week-ends ou à l'occasion d'épisodes pluvieux.

2-1-6- Les travaux seront réalisés en période d'étiage. Le pétitionnaire prendra l'attache, avant le démarrage des travaux, de la DIREN Lorraine, service d'annonce des crues, 41 rue de Malzéville, 54000 NANCY, tel : 03-83-17-32-81, pour mettre en place un dispositif de surveillance des débits de la Vezouze. Huit jours avant le démarrage des travaux, le pétitionnaire sera tenu de prévenir par écrit le service chargé de la police de l'eau et de la pêche, le chef de la brigade des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle, la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ainsi que le locataire du bail de pêche.

Le chef de la brigade des gardes-pêche de Meurthe-et-Moselle et la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique fixeront les modalités pratiques d'intervention et les précautions relatives à la préservation des espèces piscicoles.

2-1-7- Les travaux seront soumis à récolement dès leur achèvement.

#### **ARTICLE 3 : SUIVI DES AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES**

3-1-1- Les berges seront surveillées régulièrement et entretenues.

3-1-2- Des relevés topographiques au droit de certains profils en travers seront exécutés pour vérifier l'impact des aménagements effectués. Ces profils seront levés après une crue exceptionnelle ou selon une fréquence biannuelle.

3-1-3- Les zones humides seront restaurées de manière à améliorer la rétention des eaux et à préserver la diversité des milieux.

#### **ARTICLE 4 : GESTION ET SECURITE DES OUVRAGES**

Le pétitionnaire interdira à toutes personnes extérieures au chantier l'accès aux zones de travaux. Des pancartes indiquant le danger seront apposées au droit de tous les accès existants ou potentiels.

#### **ARTICLE 5: MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

En cas d'incident, le pétitionnaire devra appliquer les prescriptions définies à l'article 18 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifié à l'article L. 211-5 du Code de l'environnement.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'autorité administrative pourra, après mise en demeure du pétitionnaire - sauf cas d'urgence - prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions du présent arrêté ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du pétitionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

#### **ARTICLE 6 : DUREE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est accordée à titre permanent.

#### **ARTICLE 7 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 8: VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, par le demandeur et dans un délai de quatre ans pour les tiers dès sa publication ou son affichage.

#### **ARTICLE 9: INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera affichée durant un mois à la mairie des communes de JOLIVET et LUNEVILLE. Les maires de ces communes sont tenus de dresser procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

#### **ARTICLE 10 : EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur du Service Interrégional de la Navigation du Nord-Est, les maires des communes de JOLIVET et LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié, sous pli recommandé, au président de la Communauté de Communes du LUNEVILLOIS, 92 rue de Viller 54300 LUNEVILLE.

#### **Ampliation sera adressée pour information à :**

- Monsieur le Sous-Préfet de Lunéville
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement Lorraine
- Monsieur le Directeur du Conseil Supérieur de la Pêche,
- Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

### **ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE NEUVES-MAISONS AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu la directive européenne n° 91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, notamment le livre Ier, titre III, chapitre I et II concernant la conservation et la gestion du domaine public fluvial ;

Vu le Code du domaine de l'Etat et notamment les articles L.28 à L.33, R.53 à R.57, A.12 à A.19 et A.26 à A.29 ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifiée ;

Vu le décret du 6 février 1932 modifié, portant règlement général de la police de la navigation intérieure (art.63) et le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié ;

Vu le décret n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 modifié du 29 mars 1993 ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994, modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, et son arrêté modificatif du 3 juin 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mars 1998 définissant le périmètre de l'agglomération de NEUVES-MAISONS en matière d'assainissement ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 19 mars 2004 portant autorisation temporaire pour la mise en essai de la station d'épuration de Neuves-Maisons ;  
 Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur les communes de Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Flavigny-sur-Moselle, Maizières, Maron, Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent et Richardménénil ;  
 Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet Coordonnateur de bassin le 15 novembre 1996 ;  
 Vu le dossier présenté par Monsieur le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon, ci-après désigné par le pétitionnaire ;  
 Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 13 avril 2004 au 13 mai 2004 ;  
 Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur présenté à l'issue de l'enquête publique ;  
 Vu l'avis des services et établissements publics consultés ;  
 Vu l'avis des conseils municipaux consultés ;  
 Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Meurthe-et-Moselle en date du 28 septembre 2004 ;  
 Considérant qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux ;  
 Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les ouvrages d'assainissement collectif des communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL sont autorisés au titre des articles L.214-1 et L.214-6 du Code de l'environnement et des décrets d'application n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 de la loi sur l'eau.

Ils correspondent à la définition des rubriques de la nomenclature du décret n° 93-743 :

Désignation des activités	Rubrique	Régime
Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur ou égal à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5.1.0.	Autorisation
Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur ou égal à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5.2.0.	Autorisation
Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 2 000 m <sup>3</sup> /j ou à 5 % du débit mais inférieure à 10 000 m <sup>3</sup> /j et à 25 % du débit	2.2.0.	Déclaration

La présente autorisation, délivrée au titre de la police de l'eau, ne vaut pas autorisation d'occupation pour la partie des installations située sur le domaine public fluvial pour laquelle une convention devra être conclue avec Voies Navigables de France.

**ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Ces travaux se dérouleront conformément aux dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation, sur les communes mentionnées ci-avant.

Ils consisteront notamment en :

- la mise en fonctionnement d'une station d'épuration intercommunale qui aura les caractéristiques suivantes :
  - ① site : sur le ban des communes de NEUVES-MAISONS et PONT-SAINT-VINCENT
  - ② capacité : 1620 kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 30 000 équivalent-habitants sur la base d'une consommation journalière de 135 L/j/habitant ou 54 g/EH de DBO<sub>5</sub>
  - ③ filière de traitement : épuration biologique type boues activées en aération prolongée
  - ④ lieu de rejet : en rive droite de la Moselle naturelle
- la réhabilitation des réseaux communaux et la création de collecteurs destinés à envoyer les eaux usées vers une station d'épuration unique ;
- la mise en place de bassins de pollution destinés à stocker le premier flot de rinçage en période de pluie ;
- la création ou l'aménagement de déversoirs d'orage sur le réseau.

**ARTICLE 3 : SYSTEME DE COLLECTE****3.1. Généralités****3.1.1. type de réseau**

A l'issue des travaux, ce réseau mixte concernera les communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL.

**3.1.2. indicateurs de performance**

Le taux de collecte de la DBO<sub>5</sub> devra être supérieur ou égal à 80 % et le taux de dilution inférieur à 100 %.

**3.1.3. effluents non domestiques**

Par ailleurs, le pétitionnaire instruira les autorisations de déversements pour tout raccordement d'effluents non domestiques, en fonction de la composition des effluents.

Ces effluents ne doivent pas contenir :

- ♦ des produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- ♦ des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- ♦ des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Pour tout raccordement de ce type, une étude spécifique devra être réalisée : cette étude devra démontrer la possibilité de traiter les effluents sur la station d'épuration ainsi que l'innocuité des effluents rejetés au réseau sur les boues produites par la station d'épuration et sur le rejet de cette dernière.

**3.2. Déversoirs d'orage**

Le réseau sera doté de déversoirs d'orage selon les caractéristiques définies dans le dossier déposé par le pétitionnaire.

Ces déversoirs seront calés sur une intensité de pluie critique.

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

La liste des déversoirs d'orage actuellement programmés est définie en annexe 1.

Si des modifications interviennent dans le cadre de la réalisation des travaux, le service chargé de la police de l'eau devra en être tenu informé. Une liste actualisée, ainsi qu'un plan du réseau d'assainissement de l'agglomération, devront être fournis au service chargé de la police de l'eau à la fin des travaux.

**3.3. Bassins de pollution**

La liste des bassins de pollution actuellement programmés est définie en annexe 2.

Des études temps de pluie devront être menées ultérieurement afin de vérifier la conformité des impacts des rejets pluvieux avec les exigences relatives aux milieux récepteurs, et de proposer, si nécessaire, des équipements supplémentaires de gestion du temps de pluie. Ces études seront soumises à l'avis du

Service chargé de la Police de l'Eau et de l'Agence de l'Eau, au plus tard trois ans après la mise en service de la station. A l'issue de ces études, les ouvrages programmés seront ou non réalisés en fonction de leur opportunité. La liste des ouvrages définie en annexe 2 sera alors actualisée.

#### 3.4. Réception du réseau

Les ouvrages de collecte devront faire l'objet d'une procédure de réception après réalisation ou réhabilitation sur la base d'essais réalisés par un prestataire qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux, avant leur mise en fonctionnement. Cette réception portera notamment sur le contrôle de l'étanchéité, la bonne exécution des fouilles et de leur remblaiement, l'état des raccordements, la qualité des matériaux et le dossier de récolement. Le procès-verbal de cette réception sera adressé au maître d'ouvrage, à l'entreprise chargée des travaux, au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

A l'issue des travaux, un plan de situation des réseaux et des ouvrages devra être communiqué au service chargé de la police de l'eau.

### ARTICLE 4 : SYSTEME DE TRAITEMENT

#### 4.1. Filière de traitement

Les effluents collectés seront traités dans une station dimensionnée pour traiter les débits suivants :

- débit moyen journalier de temps sec : 8000 m<sup>3</sup>/j

- débit nominal : 12000 m<sup>3</sup>/j

correspondant au traitement :

- des effluents de 30 000 équivalent-habitants

- d'eaux pluviales correspondant environ à une pluie critique (débit maximal de 16080 m<sup>3</sup>/j soit 670 m<sup>3</sup>/h).

#### 4.2. Rejets

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur les eaux réceptrices.

Les rejets devront, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, respecter les caractéristiques ci-après :

- température < 25° C

- pH compris entre 6 et 8,5

- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs

- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices

- concentrations maximales journalières ci-après :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO <sub>5</sub>	25 mg/L	90 %
DCO	100 mg/L	75 %
MES	30 mg/L	90 %
N Kjeldahl	10 mg/L	75 %
NH <sub>4</sub>	10 mg/L	75 %
N total	15 mg/L	70 %
P total	2 mg/L	80 %

Les valeurs énoncées précédemment pourront être revues par le service chargé de la police de l'eau si nécessaire et afin de respecter les contraintes liées au milieu récepteur.

Les concentrations sont déterminées selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

Par temps sec, c'est-à-dire pour un débit entrant inférieur au débit moyen journalier de temps sec, les exigences ci-dessus sont à respecter en concentration et en rendement pour les paramètres DBO<sub>5</sub>, DCO, MES et Njeldahl.

Par temps de pluie et de vidange des bassins de pollution, c'est-à-dire pour un débit entrant compris entre le débit moyen journalier de temps sec et le débit nominal, les exigences se limitent au respect d'un critère : rendement ou concentration.

Pour les paramètres NH<sub>4</sub>, Ntotal et Ptotal, les règles de conformité sont définies à l'article 5.1.3

Dans tous les cas, les valeurs seuils suivantes sont à respecter :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)
DBO <sub>5</sub>	50 mg/L
DCO	250 mg/L
MES	85 mg/L
Azote total	20 mg/L

#### 4.3. Boues

La filière d'élimination des boues sera la valorisation agricole.

Le pétitionnaire devra déposer à cet effet un dossier de déclaration au titre de la rubrique 5.4.0. du décret nomenclature du 29 mars 1993. Ce dossier sera déposé parallèlement à la mise en service de la station d'épuration et sera instruit par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

Les capacités et modalités de stockage des boues seront adaptées et conformes à la législation en vigueur.

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront mises en décharge de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

#### 4.4. Déchets

Les autres sous-produits seront si possible valorisés.

Les produits de dégrillage seront éliminés en centre d'enfouissement technique, ou traités par voie appropriée.

Les graisses seront envoyées pour traitement dans une unité spécialisée, ou traitées par voie appropriée.

Les produits de curage des réseaux seront éliminés en Centre d'Enfouissement Technique, ou traités par une voie appropriée.

### ARTICLE 5 : SURVEILLANCE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

#### 5.1. Auto-surveillance

Le pétitionnaire tiendra un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse comportant les éléments, objets de ce paragraphe 5.1.

Il rédigera et tiendra à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dressera un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adressera aux services ci-avant.

##### 5.1.1. Réseau de collecte

Le pétitionnaire vérifiera la qualité des branchements particuliers et réalisera chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.



Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure à 600 kg de DBO<sub>5</sub> par jour (soit 10000 EH), le pétitionnaire réalise en continu la mesure du débit et estime la charge polluante (MES, DCO) déversée par temps de pluie.

Sur les déversoirs d'orage situés sur des tronçons destinés à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec comprise entre 120 et 600 kg de DBO<sub>5</sub> par jour (soit entre 2000 et 10000 EH), le pétitionnaire estimera les périodes de déversement et les débits rejetés.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent pour le déversoir d'orage ou le by-pass situé en amont immédiat de la station.

Le pétitionnaire réalisera le suivi du réseau de canalisations et tiendra à jour le plan de son réseau.

Le pétitionnaire tiendra à jour les conventions de raccordement prévues à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique.

#### 5.1.2. Station d'épuration, rejets et sous-produits

Le pétitionnaire enregistrera l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Il devra mettre en place à ses frais et sous sa responsabilité un programme d'autosurveillance :

- de chacun de ses principaux rejets,
- des flux de ses sous-produits (y compris ceux du réseau de collecte)

La station sera équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis à la mesure débitmétrique pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet.

L'exploitant conservera au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Les mesures devront être réalisées selon un planning soumis au début de chaque année au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Les résultats de ces mesures devront être transmis au service police de l'eau. Tout dépassement des prescriptions définies à l'article 4.2. devra être signalé au service police de l'eau dans les plus brefs délais. Le nombre annuel de mesures devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

- cas n° 1 : pour une charge brute de pollution organique reçue par la station comprise entre 120 et 600 kg/j de DBO<sub>5</sub> :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	N Kjeldahl	NH <sub>4</sub>	NO <sub>2</sub>	NO <sub>3</sub>	Pt	BOUES quantité et matière sèche
fréquence des mesures	365	24	12	24	12	12	12	12	12	24

- cas n° 2 : pour une charge brute de pollution organique reçue par la station supérieure à 600 kg/j de DBO<sub>5</sub> :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	N Kjeldahl	NH <sub>4</sub>	NO <sub>2</sub>	NO <sub>3</sub>	Pt	BOUES quantité et matière sèche
fréquence des mesures	365	52	12	52	12	12	12	12	12	24

#### 5.1.3. Règles de tolérance

Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils prévus à l'article 4.2. ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

- pour la DBO<sub>5</sub> : 2
- pour la DCO et les MES : 3 dans le cas n°1, 5 dans le cas n°2
- pour l'azote : le respect des exigences se fera en moyenne annuelle pour Ntotal et sur 100% des échantillons 24 heures en temps sec pour NH<sub>4</sub> pour des températures supérieures à 12°C dans le bassin ;
- pour le phosphore : le respect des exigences se fera en moyenne annuelle pour Ptotal et sur 100% des échantillons 24 heures en temps sec durant la période estivale (15 avril- 15 octobre) ;

#### 5.2. Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration, le traitement complet des effluents par la station d'épuration pourra être interrompu dans les conditions suivantes :

- La demande sera faite au moins un mois avant le début de la période d'arrêt au service chargé de la police de l'eau ;
- Une estimation des flux journaliers de pollution rejetés ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe ;
- L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé.
- L'arrêt du traitement des eaux usées sera interdit lors des périodes d'étiage (juin à septembre inclus).

#### 5.3. Evénements exceptionnels et incidents

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous. Cette évaluation sera envoyée au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Conformément à l'article 36 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au préfet et au maire intéressé. Le service chargé de la police de l'eau sur le secteur concerné, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle, le gestionnaire des puits de captage de Chaligny et le maire de Chaligny seront informés directement et dans les plus brefs délais par le pétitionnaire. Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

#### ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DU RESEAU D'EAU POTABLE

Une installation de disconnection devra être mise en place au niveau de l'arrivée du réseau public d'eau potable à l'intérieur du site de la station d'épuration.

#### ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NUISANCES AUDITIVES ET OLFACTIVES

Les mesures correctrices pour réduire les nuisances sonores et olfactives seront mises en œuvre conformément aux dispositions définies dans le dossier de demande d'autorisation.

Ces mesures devront être vérifiées une fois la mise en service des installations par la réalisation d'une étude acoustique et olfactive.

Un système de désodorisation devra être mis en œuvre.

#### ARTICLE 8 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police de l'eau.

Les agents du service chargé de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, par le service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service et de façon inopinée, à des prélèvements tant dans l'effluent que dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le pétitionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion, un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

**ARTICLE 9 : MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet (service chargé de la police de l'eau) avec tous les éléments d'appréciation.

**ARTICLE 10 : CHANGEMENT DE PETITIONNAIRE**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

**ARTICLE 11 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Conformément à l'article L.214-4-II du Code de l'environnement, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- dans l'intérêt de la salubrité publique
- pour prévenir ou faire cesser les inondations
- en cas de menace pour la sécurité publique
- en cas de menace majeure pour le milieu aquatique
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Le pétitionnaire est responsable :

- 1) des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux et aux ouvrages publics du fait du déversement d'eaux usées par ses installations ou des travaux qu'il effectue.
- 2) des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation de l'installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

**ARTICLE 12 : VALIDITE DE L'AUTORISATION**

Elle sera périmée au bout de trois ans à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

**ARTICLE 13 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 14 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 15 : EXECUTION ET PUBLICATION DE L'ARRETE**

M. Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

M. Le Président de la Communauté de Communes Moselle et Madon ;

MM. Les maires des communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ;
- M. Le Directeur Interrégional de Navigation du Nord-Est.

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et affiché en communes de BAINVILLE-SUR-MADON, CHALIGNY, CHAVIGNY, FLAVIGNY-SUR-MOSELLE, MAIZIERES, MARON, MESSEIN, NEUVES-MAISONS, PONT-SAINT-VINCENT et RICHARDMENIL pendant un mois.

NANCY, le 25 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ANNEXE 1 : liste des déversoirs d'orage**

N°	Localisation de l'ouvrage	Milieu récepteur	Flux DBO <sub>5</sub> ( EH )	Régime
Commune de BAINVILLE-SUR-MADON				
BAIN1	Croisement rue de la gare - rue le Compte	Ruisseau de Viterne	200	D
BAIN2	Croisement rue de la Louvière - rue des Jardins	Ruisseau de Viterne	30	-
BAIN3	Croisement rue de la Louvière - chemin du cimetière	Ruisseau de Viterne	5	-
BAIN4	Croisement rue Jacques Callot - rue de l'Amiral Courbe	Ruisseau de Viterne	340	D
BAIN5	Au bout de la rue de la Filature côté voie SNCF	Ruisseau de Viterne	230	D
Commune de CHALIGNY				
CHAL1	Croisement rue de la Libération - CD 909	Ruisseau du Fleuron	900	D
CHAL2	CD 909 proche passage sous voie SNCF	Ruisseau de Fleuron	100	-
CHAL3	Croisement rue Edmond Pintier - rue René Cassin	Ruisseau de Fleuron	1800	D
CHAL4	CD 909 proche croisement de la Louvière - rue de Planterre	Ruisseau de Fleuron	500	D
Commune de CHAVIGNY				
CHAV1	Croisement rue de Neuves-Maisons et ancienne voie de Tramway	Ruisseau du Mazot	140	-
CHAV2	Prolongement rue Haldat, dans le virage	Ruisseau du Mazot	1600	D
Commune de MESSEIN				
MESS1	Croisement rue du Gal Leclerc - chemin rural des Ecoles	Canal de la Moselle	100	-
Commune de NEUVES-MAISONS				
NEUV0	En tête de station	Canal de la Moselle	30000	A
NEUV1	Voie SNCF Toul/Blainville à la hauteur croisement rue Curie - sentier Boyard	Canal de la Moselle	1300	D
NEUV2	Passage voie SNCF Nancy/Merey sur rue Curie	Canal de la Moselle	270	D
NEUV3	Rue Nicolas Geny proche place des Fusillés	Canal de la Moselle	130	-
NEUV4	Passage voie SNCF Nancy/Merey sur rue Victor de l'Espinats	Canal de la Moselle	650	D

NEUV5	Rue de la Paix - quartier le Mazot	Canal de la Moselle	100	-
NEUV6	Croisement rue du Stade - rue du Lieutenant Bigot	Canal de la Moselle	1000	D
NEUV7	Croisement rue Anatole France - avenue Abbé Muths	Canal de la Moselle	70	-
NEUV8	Avenue Abbé Muths amont croisement rue Anatole France	Canal de la Moselle	150	-
NEUV9	Croisement rue du Gal Thiry - rue Jean Jaures	Canal de la Moselle	300	D
NEUV10	Aval rue Roger Salengro proche voie SNCF Toul/Blainville	Canal de la Moselle	280	D
<b>Commune de PONT-SAINT-VINCENT</b>				
PSV1	Rue Jean Jaurès hauteur rue de Provence	Moselle	100	-
PSV2	Croisement rue des Cazottes - rue Aristide Briand	Moselle	500	D
PSV3	Croisement rue Jean Jaurès - chemin de la Vieille Côte	Moselle	630	D
PSV4	Croisement rue de Touraine - rue de Lorraine	Moselle	460	D
PSV5	Rue Jean Jaurès face N°57	Moselle	500	D
PSV6	Rue Jean Jaurès face Hôtel de Ville	Moselle	150	-

**ANNEXE 2 : liste des bassins de pollution programmés**

N°	Localisation de l'ouvrage	Capacité de stockage (m³)
<b>Commune de BAINVILLE-SUR-MADON</b>		
	Rue du Fort, secteur gare, le long du ruisseau du Viterne	50
	Extrémité de la rue de la Filature, le long du ruisseau du Viterne	35
<b>Commune de CHALIGNY</b>		
	Le long du ruisseau Pré Fleuron, au lieu dit Bonne Fontaine	35
<b>Commune de CHAVIGNY</b>		
	En sortie de la commune, au lieu dit "village sud"	135
<b>Commune de MAIZIERES</b>		
	En sortie de la commune, le long de la route de Blaville	500
<b>Commune de MARON</b>		
	En sortie de la commune de Chaligny	390
<b>Commune de MESSEIN</b>		
	Le long du canal	300
<b>Commune de PONT SAINT VINCENT</b>		
	Rue Albert Thomas, derrière hôtel de ville	225
<b>Commune de NEUVES-MAISONS</b>		
	Cite Messein	2500
	Parking de la rue des saules	120
	Rue du docteur Schweitzer, le long du Mazot	320

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT ET DECLARANT D'INTERET GENERAL  
LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RUISSEAU DE ET A AUTREPIERRE,  
AU TITRE DES ARTICLES L 214-1 A L 214-6 ET L 432-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment les articles L 211-7, L 214-1 à L 214-6 et L 432-3 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 93-1182 du 21 octobre 1993 modifié pris en application de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la demande déposée le 08 mars 2004 par Monsieur le Maire d'AUTREPIERRE à l'effet d'autoriser et de déclarer d'intérêt général les travaux d'aménagement du ruisseau d'AUTREPIERRE ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 avril 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation et la déclaration d'intérêt général des travaux précités ;

VU les pièces constatant que l'enquête a été menée en mairie d'AUTREPIERRE ;

**CONSIDERANT** que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 15 jours en mairie précitée ;

VU l'avis favorable, le 23 juin 2004, du commissaire enquêteur ;

VU le rapport de M. Le Directeur Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 28/07/2004 ;

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 28 septembre 2004 ;

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général ;

**A R R E T E****ARTICLE 1er - OBJET ET DECLARATION D'INTERET GENERAL**

La commune d'AUTREPIERRE est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux d'aménagement du ruisseau de et à AUTREPIERRE.

Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés en commune d'AUTREPIERRE, lieu-dit La Maison Rouge, en aval du pont RD 21.

**ARTICLE 3 - SERVITUDE DE PASSAGE**

Pendant les travaux, les riverains du ruisseau d'AUTREPIERRE devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

**ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages, concernant un linéaire de 35 m de cours d'eau, consistent en :

- l'arasement des talus de berge;
- la réalisation de bèches d'ancrage des enrochements ;
- la réalisation, le cas échéant, d'un batardeau temporaire constitué des déblais de la bêche d'ancrage ;
- la pose des enrochements sur berges arasées;
- la mise en place d'un garde-corps en bordure de voie communale ;

**ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la D.D.A.F. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

**ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux d'aménagement du ruisseau d'AUTREPIERRE devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 31 décembre 2005.

Les travaux concernant devront être terminés dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 9 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

**ARTICLE 10 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 11 - VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement)

**ARTICLE 12 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Monsieur le Maire de la commune d'AUTREPIERRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et affiché en mairie d'AUTREPIERRE.

NANCY, le 25 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT  
DE L'AGGLOMERATION DE FONTENOY-GONDREVILLE, AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'honneur

Vu la directive européenne n° 91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, notamment le livre Ier, titre III, chapitre I et II concernant la conservation et la gestion du domaine public fluvial ;

Vu le Code du domaine de l'Etat et notamment les articles L 28 à L 33, R 53 à R 57, A 12 à A 19 et A 26 à A 29 ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, codifiée ;

Vu le décret du 6 février 1932 modifié, portant règlement général de la police de la navigation intérieure (art. 63) et le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 modifié ;

Vu le décret n° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 modifié du 29 mars 1993 ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994, modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, et son arrêté modificatif du 3 juin 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 2000 définissant le périmètre d'agglomération de Fontenoy-Gondreville en matière d'assainissement;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur les communes de Fontenoy et Gondreville;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux RHIN-MEUSE adopté le 02 Juillet 1996, approuvé par le Préfet Coordonnateur de bassin le 15 novembre 1996 ;  
Vu le dossier présenté par Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Fontenoy-Gondreville, ci-après désigné par le pétitionnaire ;  
Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> juin au 22 juin 2004 ;  
Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur présenté à l'issue de l'enquête publique ;  
Vu l'avis des services et établissements publics consultés ;  
Vu l'avis des conseils municipaux consultés ;  
Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène de la Meurthe-et-Moselle en date du 28 septembre 2004 ;  
Considérant qu'il peut être donné suite à la requête ci-dessus visée, sous réserve que toutes dispositions soient prises pour éviter toute modification de la nature et du régime des eaux,  
Sur les propositions du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

Sous réserve des dispositions du présent arrêté, les ouvrages d'assainissement collectif des communes de FONTENOY-SUR-MOSELLE et GONDREVILLE, traitant les eaux usées domestiques de ces communes et de la Zone Internationale d'Activités, sont autorisés au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et des décrets d'application de la loi sur l'eau n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993.  
Ils correspondent à la définition des rubriques de la nomenclature du décret n° 93-743 :

Désignation des activités	Rubrique	Régime
Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement étant supérieur ou égal à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5.1.0.	Autorisation
Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , mais inférieur à 120 kg de DBO <sub>5</sub>	5.2.0.	Déclaration

La présente autorisation est délivrée au titre de la police de l'eau. Celle-ci ne vaut pas autorisation d'occupation pour la partie des installations situées sur le Domaine Public Fluvial pour laquelle une convention devra être conclue avec Voies Navigables de France. A cet effet, les aménagements relatifs au rejet de la station d'épuration seront soumis au gestionnaire du Domaine Public Fluvial pour validation.

Le zonage de l'assainissement devra être réalisé conformément aux dispositions définies par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2 : SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Ces travaux se dérouleront conformément aux dispositions du dossier présenté à l'appui de la demande d'autorisation, sur les communes de Fontenoy-sur-Moselle et Gondreville.

Ils consisteront notamment en :

- la mise en fonctionnement d'une station d'épuration intercommunale qui aura les caractéristiques suivantes :
  - ① site : sur le ban de la commune de FONTENOY-SUR-MOSELLE, au lieu-dit "Au dessus du Pralot" ;
  - ② capacité : 240 kg/j de DBO<sub>5</sub>, soit 4000 équivalent-habitants ;
  - ③ filière de traitement : traitement biologique de type boues activées ;
  - ④ lieu du rejet : en rive droite de la Moselle ;
- la réhabilitation des réseaux communaux et la création de collecteurs destinés à envoyer les eaux usées vers une station d'épuration unique ;
- la création ou l'aménagement de déversoirs d'orage sur le réseau.

**ARTICLE 3 : SYSTEME DE COLLECTE****3.1. Généralités****3.1.1. type de réseau**

A l'issue des travaux, ce réseau mixte concernera la commune de FONTENOY-SUR-MOSELLE et GONDREVILLE.

**3.1.2. indicateurs de performance**

Le taux de collecte de la DBO<sub>5</sub> devra être supérieur ou égal à 80 % et le taux de dilution inférieur à 100 %.

**3.1.3. effluents non domestiques**

Par ailleurs, le pétitionnaire instruira les autorisations de déversements pour tout raccordement d'effluents non domestiques, en fonction de la composition des effluents.

Ces effluents ne doivent pas contenir :

- ♦ de produits susceptibles de dégager directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- ♦ de substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites ;
- ♦ de matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Pour tout raccordement de ce type, une étude spécifique devra être réalisée ; cette étude devra démontrer l'innocuité des effluents rejetés au réseau sur les boues produites par la station d'épuration et sur le rejet de cette dernière.

**3.2. Déversoirs d'orage**

Le réseau sera doté de déversoirs d'orage selon les caractéristiques définies dans le dossier déposé par le pétitionnaire.

Ces déversoirs seront calés sur une intensité de pluie critique.

Aucun déversement dans le milieu naturel n'aura lieu par temps sec.

La liste des déversoirs d'orage actuellement programmés est définie en annexe 1.

Si des modifications interviennent dans le cadre de la réalisation des travaux, le service chargé de la police de l'eau devra en être tenu informé. Une liste actualisée, ainsi qu'un plan du réseau d'assainissement de l'agglomération, devront être fournis au service chargé de la police de l'eau à la fin des travaux.

**3.3. Réception du réseau**

Les ouvrages de collecte devront faire l'objet d'une procédure de réception après réalisation ou réhabilitation sur la base d'essais réalisés par un prestataire qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux, avant leur mise en fonctionnement. Cette réception portera notamment sur le contrôle de l'étanchéité, la bonne exécution des fouilles et de leur remblaiement, l'état des raccordements, la qualité des matériaux et le dossier de récolement. Le procès verbal de cette réception sera adressé au maître d'ouvrage, à l'entreprise chargée des travaux, au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

A l'issue des travaux, un plan de situation des réseaux et des ouvrages devra être communiqué au service chargé de la police de l'eau.

**ARTICLE 4 : SYSTEME DE TRAITEMENT****4.1. Filière de traitement**

Les effluents collectés seront traités dans une station dimensionnée pour traiter les débits suivants :

- débit moyen journalier de temps sec : 998 m<sup>3</sup>/j
  - débit nominal : 2142 m<sup>3</sup>/j
- correspondant au traitement :
- des effluents de 4000 équivalent-habitants
  - d'eaux pluviales correspondant environ à une pluie critique.

#### 4.2. Rejets

Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au maximum les effets des déversements sur les eaux réceptrices.

Les rejets devront respecter les caractéristiques ci-après :

- température < 25° C
- pH compris entre 6 et 8,5
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs
- absence de substances susceptibles d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices
- concentrations maximales journalières ci-après :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)	Rendement sur échantillon moyen 24 heures
DBO <sub>5</sub>	25 mg/L	70 %
DCO	125 mg/L	75 %
MES	35 mg/L	90 %
N total	20 mg/L	60 %

Les valeurs énoncées précédemment pourront être revues par le service chargé de la police de l'eau si nécessaire et afin de respecter les contraintes liées au milieu récepteur.

Les concentrations sont déterminées selon les protocoles normalisés sur échantillon homogénéisé, non filtré, ni décanté.

Par temps sec, c'est-à-dire pour un débit entrant inférieur au débit moyen journalier de temps sec, les exigences ci-dessus sont à respecter en concentration et en rendement.

Par temps de pluie, c'est-à-dire pour un débit entrant compris entre le débit moyen journalier de temps sec et le débit nominal, les exigences se limitent au respect d'un critère : rendement ou concentration.

Pour un débit entrant supérieur au débit nominal, les valeurs seuils suivantes sont à respecter :

Paramètres	Concentration maximale (échantillon moyen 24 heures)
DBO <sub>5</sub>	50 mg/L
DCO	250 mg/L
MES	85 mg/L
Azote total	20 mg/L

#### 4.3. Boues

La filière d'élimination des boues sera la valorisation agricole.

Le pétitionnaire devra déposer à cet effet un dossier de déclaration au titre de la rubrique 5.4.0. du décret nomenclature du 29 mars 1993. Ce dossier sera déposé parallèlement à la mise en service de la station d'épuration et sera instruit par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

Les capacités et modalités de stockage des boues seront adaptées et conformes à la législation en vigueur. Un stockage minimal de neuf mois sera assuré sur le site de la station.

En cas d'impossibilité d'épandage, les boues seront mises en décharge de classe II ou éliminées par toute voie respectant les textes en vigueur.

#### 4.4. Déchets

Les autres sous-produits seront si possible valorisés.

Les produits de dégrillage seront éliminés en centre d'enfouissement technique, ou traités par voie appropriée.

Les graisses seront envoyées pour traitement dans une unité spécialisée, ou traitées par voie appropriée.

Les produits de curage des réseaux seront éliminés en Centre d'Enfouissement Technique, ou traités par une voie appropriée.

### ARTICLE 5 : SURVEILLANCE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES OUVRAGES

#### 5.1. Auto-surveillance

Le pétitionnaire tiendra un registre mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau et de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse comportant les éléments, objets de ce paragraphe 5.1.

Il rédigera et tiendra à jour un manuel décrivant de manière précise son organisation interne, ses méthodes d'analyse et d'exploitation, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.

Il dressera un rapport annuel de synthèse du fonctionnement du système de traitement qu'il adressera aux services ci-avant.

##### 5.1.1. Réseau de collecte

Le pétitionnaire vérifiera la qualité des branchements particuliers et réalisera chaque année un bilan du taux de raccordement, du taux de collecte et du taux de dilution.

Le pétitionnaire réalisera le suivi du réseau de canalisations et tiendra à jour le plan de son réseau.

Le pétitionnaire tiendra à jour les conventions de raccordement prévues à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique.

##### 5.1.2. Station d'épuration, rejets et sous-produits

Le pétitionnaire enregistrera l'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de son installation de traitement et de sa fiabilité.

Il devra mettre en place à ses frais et sous sa responsabilité un programme d'autosurveillance :

- de chacun de ses principaux rejets,
- des flux de ses sous-produits (y compris ceux du réseau de collecte)

La station sera équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits amont et aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis à la mesure débitmétrique pour l'eau usée à l'entrée de la station et l'eau épurée avant rejet.

L'exploitant conservera au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Les mesures devront être réalisées selon un planning soumis au début de chaque année au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Les résultats de ces mesures devront être transmis au service police de l'eau. Tout dépassement des prescriptions définies à l'article 4.2. devra être signalé au service police de l'eau dans les plus brefs délais. Le nombre annuel de mesures devra être au moins égal aux valeurs du tableau ci-après :

PARAMETRE	DEBIT	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO	N Kjeldahl	NH <sub>4</sub>	NO <sub>2</sub>	NO <sub>3</sub>	BOUES quantité et matière sèche
Fréquence Des Mesures	365	12	4	12	12	12	12	12	4

### 5.1.3. Règles de tolérance

Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils prévus à l'article 4.2. ne dépasse pas le nombre prescrit ci-après :

- pour la DBO<sub>5</sub> : 1
- pour la DCO et les MES : 2

Pour l'azote total, le respect des exigences se fera en moyenne annuelle et sur 100% des échantillons 24 heures en temps sec.

### 5.2. Maintenance et entretien

Le pétitionnaire assurera à ses frais l'entretien régulier du système d'assainissement concerné par le présent arrêté.

Les obligations visées au présent article pourront être assurées par toute structure mandatée par le pétitionnaire.

Dans le cadre de travaux d'entretien ou d'amélioration, le traitement complet des effluents par la station d'épuration pourra être interrompu dans les conditions suivantes :

- La demande sera faite au moins un mois avant le début de la période d'arrêt au service chargé de la police de l'eau ;
- Une estimation des flux journaliers de pollution rejetés ainsi qu'une note sur les mesures prises pour en réduire l'impact sur le milieu récepteur sera jointe ;
- L'impact du rejet sur la qualité du milieu et sa compatibilité avec les divers usages de l'eau en fonction du débit réel devra être déterminé.
- L'arrêt du traitement des eaux usées sera interdit lors des périodes d'étiage (juin à septembre inclus).

### 5.3. Evénements exceptionnels et incidents

En cas de dysfonctionnement du système d'assainissement, le pétitionnaire devra évaluer la pollution rejetée dans le milieu ainsi que son impact. Cette évaluation portera au minimum sur le débit, la DCO, les MES, l'azote ammoniacal et l'oxygène dissous. Cette évaluation sera envoyée au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Conformément à l'article 36 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, tout incident ou accident intéressant cette autorisation doit être déclaré au préfet et au maire intéressé. Le service chargé de la police de l'eau sur le secteur concerné, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle seront informés directement et dans les plus brefs délais par le pétitionnaire. Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

#### **ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA PROTECTION DU RESEAU D'EAU POTABLE**

Une installation de disconnexion devra être mise en place au niveau de l'arrivée du réseau public d'eau potable à l'intérieur du site de la station d'épuration.

#### **ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX NUISANCES AUDITIVES ET OLFACTIVES**

Les mesures correctrices pour réduire les nuisances sonores et olfactives seront mises en œuvre conformément aux dispositions définies dans le dossier de demande d'autorisation.

Le système de déshydratation des boues sera installé dans un local fermé.

Une étude acoustique et olfactive devra être réalisée après la mise en service des installations. Des prescriptions complémentaires pourront être édictées le cas échéant.

#### **ARTICLE 8 : PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CAPTAGE DU PRALOT**

Le site d'implantation de la station d'épuration se situant dans le périmètre de protection éloignée du captage du Pralot, le pétitionnaire sollicitera l'autorisation de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle pour démarrer les travaux de réalisation de la station.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DES INSTALLATIONS, DES EFFLUENTS ET DES EAUX RECEPTRICES**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police de l'eau.

Les agents du service chargé de la police de l'eau, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Par ailleurs, il pourra être procédé, par le service chargé de la police de l'eau, à des dates choisies par ce service et de façon inopinée, à des prélèvements tant dans l'effluent que dans les eaux réceptrices et à leur analyse. Le pétitionnaire supportera les frais de ces analyses et prélèvements. A cette occasion un double des échantillons sera remis à l'exploitant.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages et à leurs modes d'utilisation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet (service chargé de la police de l'eau) avec tous les éléments d'appréciation.

#### **ARTICLE 11 : CHANGEMENT DE PETITIONNAIRE**

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'installation.

#### **ARTICLE 12 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Conformément à l'article L.214-4-II du Code de l'environnement, l'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

- dans l'intérêt de la salubrité publique
- pour prévenir ou faire cesser les inondations
- en cas de menace pour la sécurité publique
- en cas de menace majeure pour le milieu aquatique
- lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Le pétitionnaire est responsable :

- 1) des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux et aux ouvrages publics du fait du déversement d'eaux usées par ses installations ou des travaux qu'il effectue.
- 2) des conséquences de l'occupation en cas de cession non autorisée des installations.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation de l'installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

#### **ARTICLE 13 : VALIDITE DE L'AUTORISATION**

Elle sera périmée au bout de trois ans à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **ARTICLE 14 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 15 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 16 : INFORMATION ET EXECUTION DE L'ARRETE**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Gondreville-Fontenoy,

MM. les maires des communes de FONTENOY-SUR-MOSELLE et de GONDREVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Mme la Sous-Préfète de Toul, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et M. le Directeur Interrégional de Navigation du Nord-Est.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché en mairies de FONTENOY-sur-MOSELLE et de GONDREVILLE.

NANCY, le 25 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ANNEXE 1 : liste des déversoirs d'orage**

N° de l'ouvrage	Localisation de l'ouvrage	Milieu récepteur	Flux DBO <sub>5</sub> (kg/j)	Régime
<b>GONDREVILLE</b>				
DO1	Rue du Saussi	Moselle	1.5 kg/j	-
DO2	Rue du Bac	Moselle	7.5 kg/j	-
DO3	Place De Lattre de Tassigny	Canal du Moulin	70 kg/j	D
DO4	Rue des 3 saints	Canal du Moulin	33 kg/j	D
DO5	Rue des Vignes	Moselle	3.6 kg/j	-
DO6	Rue du Gué	Moselle	2.4 kg/j	-
DO7	Rue de la Grève	Canal du Moulin	2.4 kg/j	-
<b>FONTENOY-SUR-MOSELLE</b>				
DO1	Rue du Monument	Moselle	2 kg/j	-
DO2	Rue de la Loi	Moselle	2 kg/j	-
DO3	Rue de la Libération	Moselle	3.2 kg/j	-

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ETUDES  
POUR L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE LA VALLEE DU BRENON ET DE LA CONFLUENCE AVEC LE MADON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5212-33;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 1997 portant création du syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le MADON (SEA Brénon-Madon) ;

VU la délibération du comité syndical du SEA Brénon-Madon en date du 1<sup>er</sup> juin 2004 demandant la dissolution du syndicat et fixant la répartition de l'excédent ;

CONSIDÉRANT que l'achèvement de l'opération du syndicat entraîne sa dissolution de plein droit ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le Madon est dissous.

**ARTICLE 2** : L'excédent financier du syndicat est réparti de la manière suivante :

AUTREY-SUR-MADON	644.37 €
BATTIGNY	461.59 €
CEINTREY	1799.63 €
CHAOUILLEY	432.87 €
CREPEY	1235.37 €
DOLCOURT	504.52 €
DOMMARIE-EULMONT	519.06 €
ETREVAL	332.14 €
FAVIERES	1910.98 €
FECOCOURT	577.67 €
FORCELLES-SAINT-GORGON	626.43 €
GELAUCOURT	476.66 €
GOVILLER	1007.68 €
GRIMONVILLER	448.46 €
HAMMEVILLE	612.29 €
HOUELDMONT	736.05 €
HOUDREVILLE	1050.08 €
LALOEUF	731.55 €
OGNEVILLE	481.83 €
OMELMONT	617.94 €



PAREY-SAINT-CESAIRE	703.70 €
PIERREVILLE	921.49 €
PULLIGNY	2847.84 €
PULNEY	408.92 €
QUEVILLONCOURT	439.85 €
SAULXEROTTE	460.50 €
SAXON SION	487.34 €
SELAINCOURT	664.74 €
THELOD	848.72 €
THOREY-LYAUTEY	478.34 €
VANDELEVILLE	742.35 €
VAUDEMONT	369.49 €
VEZELISE	3688.06 €
VITREY	610.97 €
VOINEMONT	833.57 €
VRONCOURT	525.30 €
XEUTILLEY	2341.54 €

**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture, Madame la sous préfète de TOUL et le président du syndicat intercommunal d'études pour l'assainissement des communes de la vallée du Brénon et de la confluence avec le Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PIPISTRELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et 5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2004 fixant la liste des communes concernées par le projet de création d'une communauté de communes ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes favorables au projet :

BAINVILLE AUX MIROIRS en date du 26 août 2004,

LEBEUVILLE en date du 9 septembre 2004,

MANGONVILLE en date du 19 septembre 2004,

NEUVILLER SUR MOSELLE en date du 10 septembre 2004,

PRAYE en date du 17 septembre 2004,

ROVILLE DEVANT BAYON en date du 10 septembre 2004,

XIROCOURT en date du 27 août 2004,

VU la délibération défavorable du conseil municipal de la commune de VAUDEVILLE en date 17 septembre 2004 ;

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée nécessaire à la création de la communauté de communes, telle que définie à l'article L5211-5 II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est autorisée entre les communes de BAINVILLE AUX MIROIRS, LEBEUVILLE, MANGONVILLE, NEUVILLER SUR MOSELLE, PRAYE, ROVILLE DEVANT BAYON, VAUDEVILLE et XIROCOURT la communauté de communes « La Pipistrelle ».

Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le siège de la communauté de communes est fixé à XIROCOURT (54740) - 3, rue du Général MICHAUX.

**ARTICLE 3 :** La communauté de communes est instaurée pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4 :** Le conseil de communauté est composé selon la répartition suivante :

Jusque 400 habitants : 2 délégués titulaires

De 401 à 600 habitants : 3 délégués titulaires

De 601 à 800 habitants : 4 délégués titulaires

et un délégué titulaire supplémentaire par tranche de 200 habitants commencée.

Chaque délégué titulaire aura un délégué suppléant.

*Composition du conseil de communauté :*

BAINVILLE AUX MIROIRS : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

LEBEUVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

MANGONVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

NEUVILLER SUR MOSELLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

PRAYE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

ROVILLE DEVANT BAYON : 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants

VAUDEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

XIROCOURT : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants

pour un total de 19 délégués titulaires et 19 délégués suppléants.

**ARTICLE 5 :** La communauté de communes exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

#### COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

##### 1) Aménagement de l'espace communautaire :

- Mise en œuvre d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces naturels d'intérêt communautaire
- Mise en commun de moyens humains et techniques pour l'entretien des espaces naturels
- Participation à l'élaboration et à la gestion de schémas pour la protection des espaces naturels sensibles (Vallée de la Moselle, Vallée du Madon...)

- Schéma de Cohérence Territorial (S.C.O.T.) par la participation à un syndicat
- 2) Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté
- Actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques. (Association des acteurs économiques aux travaux de la communauté via la commission de développement économique; mise en place d'une politique promotionnelle commune...)
- Gestion des potentiels foncier et bâti à vocations économiques. (Etude, réalisation, gestion d'une pépinière d'entreprises inter-villages à partir d'un recensement des unités foncières ou des locaux inoccupés, à l'abandon ou représentant une implantation stratégique au cœur des villages.)
- Guide de l'installation et du maintien des investisseurs.
- Mise en œuvre d'un programme de développement et de promotion des activités de loisir et du tourisme (tourisme vert, tourisme fluvial, agrotourisme, création et gestion de plates-formes d'accueil pour camping-cars, promotion et soutien de l'hébergement rural -gîte ruraux, accueil à la ferme, camping...).
- Participation aux politiques publiques pour l'emploi, la formation, l'insertion, la lutte contre l'exclusion (plan local d'insertion, mission locale pour l'emploi, fonds local pour l'emploi et la solidarité et d'une manière générale toute action et tout programme à venir).
- Création et gestion de zones d'activité à vocation industrielle, artisanale, commerciale et touristique

#### COMPÉTENCES OPTIONNELLES

##### 1) Mise en œuvre d'actions communautaires favorisant une politique du logement

- Recherche, étude et mise en œuvre d'une politique du logement venant soutenir les actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Définition d'un programme local de l'habitat (PLH) et suivi opérationnel avec mise en œuvre d'une campagne de valorisation du patrimoine bâti (rénovation, mise en valeur, ravalement des façades.)

##### 2) Protection et mise en valeur de l'environnement

- Gestion de la collecte et du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés. Etude, réalisation, entretien et gestion des équipements suivants : déchetterie, points tri, composterie.
- Campagnes de sensibilisation et d'information des habitants
- Soutien, participation et élaboration de programmes de sauvegarde, de rénovation du petit patrimoine communal et privé présentant un intérêt historique, architectural.
- Mise en place d'actions de gestion de l'environnement, de préservation et de mise en valeur des paysages, et de sensibilisation à la sauvegarde et la protection des espaces naturels.

##### 3) Enseignement du premier degré

- Construction, entretien et fonctionnement des écoles élémentaires et préélémentaires.

##### 4) Culture, sport, loisirs

- Mise en œuvre d'actions culturelles, sportives, socio-éducatives communautaires en accompagnement et en soutien aux activités communales et associatives

##### 5) Distribution d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de 1er établissement, renforcement, amélioration et perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique

L'adhésion au syndicat départemental d'électricité (SDE54) se fera sur simple délibération du conseil communautaire.

##### 6) Autres compétences :

- La communauté pourra, sous certaines conditions établies par le conseil communautaire et à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.
- La communauté pourra, sous certaines conditions, fournir des prestations de service à toute commune ou groupement de communes, dans le respect de la réglementation en vigueur. Une convention de prestation de services en fixera les conditions techniques et financières.

**ARTICLE 6 :** L'intérêt communautaire sera déterminé par délibération des communes concernées à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté de communes dans un délai de 2 ans à compter de la date du présent arrêté. A défaut la communauté de communes exercera la totalité de la compétence.

**ARTICLE 7 :** Les fonctions de receveur sont assurées par le trésorier d'HAROUÉ.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 26 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### COMMUNAUTE DE COMMUNES « LA PIPISTRELLE » - STATUTS

##### *Communes membres, objet et siège*

##### **Article 1<sup>er</sup> - Constitution**

- En application des articles L.5211-1 à L.5211-58, R.5211-1 à R.5311-52 et L.5214-1 à L.5214-29 du Code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de : BAINVILLE AUX MIROIRS, LEBEUVILLE, NEUVILLER SUR MOSELLE, MANGONVILLE, PRAYE, ROVILLE DEVANT BAYON, VAUDEVILLE et XIROCOURT.
- Elle prend le nom de COMMUNAUTE DE COMMUNES LA PIPISTRELLE

##### **Article 2 - Objet**

- La communauté de communes a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace.
- Elle exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences suivantes :

##### COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

###### ① - **Aménagement de l'espace communautaire :**

- Mise en œuvre d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces naturels d'intérêt communautaire
- Mise en commun de moyens humains et techniques pour l'entretien des espaces naturels
- Participation à l'élaboration et à la gestion de schémas pour la protection des espaces naturels sensibles (Vallée de la Moselle, Vallée du Madon...)
- Schéma de Cohérence Territorial (S.C.O.T.) par la participation à un syndicat

###### ② - **Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté**

- Actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques. (Association des acteurs économiques aux travaux de la communauté via la commission de développement économique; mise en place d'une politique promotionnelle commune...)
- Gestion des potentiels foncier et bâti à vocations économiques. (Etude, réalisation, gestion d'une pépinière d'entreprises inter-villages à partir d'un recensement des unités foncières ou des locaux inoccupés, à l'abandon ou représentant une implantation stratégique au cœur des villages.)
- Guide de l'installation et du maintien des investisseurs.

- Mise en œuvre d'un programme de développement et de promotion des activités de loisir et du tourisme (tourisme vert, tourisme fluvial, agrotourisme, création et gestion de plates-formes d'accueil pour camping-cars, promotion et soutien de l'hébergement rural -gîte ruraux, accueil à la ferme, camping...).
- Participation aux politiques publiques pour l'emploi, la formation, l'insertion, la lutte contre l'exclusion (plan local d'insertion, mission locale pour l'emploi, fonds local pour l'emploi et la solidarité et d'une manière générale toute action et tout programme à venir).
- Création et gestion de zones d'activité à vocation industrielle, artisanale, commerciale et touristique

## COMPETENCES OPTIONNELLES

## ① - Mise en œuvre d'actions communautaires favorisant une politique du logement

- Recherche, étude et mise en œuvre d'une politique du logement venant soutenir les actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
- Définition d'un programme local de l'habitat (PLH) et suivi opérationnel avec mise en œuvre d'une campagne de valorisation du patrimoine bâti (rénovation, mise en valeur, ravalement des façades.)

## ② - Protection et mise en valeur de l'environnement

- Gestion de la collecte et du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés. Etude, réalisation, entretien et gestion des équipements suivants : déchetterie, points tri, composterie.
- Campagnes de sensibilisation et d'information des habitants
- Soutien, participation et élaboration de programmes de sauvegarde, de rénovation du petit patrimoine communal et privé présentant un intérêt historique, architectural.
- Mise en place d'actions de gestion de l'environnement, de préservation et de mise en valeur des paysages, et de sensibilisation à la sauvegarde et la protection des espaces naturels.

## ③ - Enseignement du premier degré

- Construction, entretien et fonctionnement des écoles élémentaires et préélémentaires.

## ④ - Culture, sport, loisirs

- Mise en œuvre d'actions culturelles, sportives, socio-éducatives communautaires en accompagnement et en soutien aux activités communales et associatives

● - Distribution d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de 1<sup>er</sup> établissement, renforcement, amélioration et perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique

L'adhésion au syndicat départemental d'électricité (SDE54) se fera sur simple délibération du conseil communautaire.

## ⑥ Autres compétences :

- La communauté pourra, sous certaines conditions établies par le conseil communautaire et à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage fixera les conditions techniques et financières de cette prestation.
- La communauté pourra, sous certaines conditions, fournir des prestations de service à toute commune ou groupement de communes, dans le respect de la réglementation en vigueur. Une convention de prestation de services en fixera les conditions techniques et financières.

L'intérêt communautaire sera déterminé par délibération des communes concernées à la majorité qualifiée.

Article 3 - Sièges

- Le siège de la communauté est fixé 3 rue du Général Michaux 54740 XIROCOURT.

*Organe délibérant*Article 4 - Composition du conseil et répartition des délégués

- La communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé "conseil de communauté" composé de délégués des communes membres, selon la répartition suivante :

- jusque 400 hab : 2 délégués titulaires
  - de 401 à 600 hab : 3 délégués titulaires
  - de 601 à 800 : 4 délégués titulaires
- et un délégué titulaire suppléantaire  
par tranche de 200 habitants commencée,  
chaque délégué titulaire ayant  
un(e) suppléant(e)

COMMUNES	POP	DELEGUES		
		TITUL	SUPL	TOTAL
BAINVILLE AUX MIROIRS	328	2	2	4
LEBEUVILLE	155	2	2	4
NEUVILLER SUR MOSELLE	253	2	2	4
MANGONVILLE	229	2	2	4
PRAYE	217	2	2	4
ROVILLE DEVANT BAYON	684	4	4	8
VAUDEVILLE	176	2	2	4
XIROCOURT	403	3	3	6
<b>TOTAUX</b>	<b>2445</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>38</b>

- Cette répartition tient compte des résultats de chaque recensement, total ou partiel.

La population prise en compte est la population municipale de chaque commune (celle prise en compte en matière électorale), le réajustement éventuel intervenant lors du renouvellement général du conseil de communauté ou dans un délai de trois mois suivant chaque recensement général.

- Chaque délégué suppléant pourra assister aux séances du conseil de communauté avec voix consultative. Il disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

Article 5 - Composition et rôle du bureau

- Le bureau est composé du président, d'un premier vice-président et d'un second vice-président.
- Le bureau peut recevoir délégation de l'organe délibérant, pour une partie de ses attributions (à l'exception des mêmes attributions que celles qui ne peuvent pas être déléguées au président -citées à l'article 8 des présents statuts- et que celles qui ont été déléguées à celui-ci).
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte, le cas échéant, des travaux du bureau et des attributions que celui-ci a exercées par délégation.
- Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

*Dispositions financières, fiscales et budgétaires*Article 6 - Recettes

- Les recettes de la communauté comprennent :
- les ressources fiscales suivantes :
  - . les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquiés C du Code général des impôts ou, le cas échéant, à l'article 1609 nonies C du CGI.
  - . le revenu de ses biens meubles ou immeubles,

- . les sommes reçues des administrations publiques, associations, particuliers, en échange d'un service rendu,
- . les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes,
- . le produit des dons et legs,
- . le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- . le produit des emprunts.

**Article 7 – Dépenses**

- Les dépenses de la communauté comprennent :
  - les dépenses de tous les services qui lui sont confiés, au titre des compétences de droit, optionnelles ou facultatives,
  - les dépenses relatives aux services propres à la communauté.
- La communauté peut attribuer des fonds de concours aux communes membres, afin de contribuer à la réalisation ou au fonctionnement d'équipements dont l'utilité dépasse manifestement l'intérêt communal.

**Article 8 – Établissement d'un budget annexe en cas de prestations de services**

- Si la communauté assure une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses de fonctionnement correspondantes sont retracées dans un budget annexe, dont les recettes comprennent :
  - le produit des redevances ou taxes correspondant au service assuré,
  - les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée.

*Modifications statutaires***Article 9 – Modifications relatives aux compétences**

- Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer, en tout ou partie, certaines de leurs compétences, ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.
- Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes :
  - de l'organe délibérant de la communauté,
  - des conseils municipaux, à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.
- Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la délibération de la communauté, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, la décision du conseil municipal est réputée favorable.
- La restitution d'une compétence par la communauté à l'ensemble des communes membres s'effectue dans les mêmes conditions.

**Article 10 – Adhésion de nouvelles communes**

- Le périmètre de la communauté peut être étendu, par arrêté du représentant de l'Etat, sous réserve de l'absence d'opposition de plus du tiers des conseils municipaux des communes membres :
  - soit à la demande des conseils municipaux des communes nouvelles, l'accord du conseil de communauté étant nécessaire,
  - soit sur l'initiative de l'organe délibérant de la communauté, l'accord du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire,
  - soit sur l'initiative du représentant de l'Etat, l'accord du conseil de communauté et du ou des conseils municipaux concernés étant nécessaire.
- A compter de la notification de la délibération de la communauté aux maires des communes membres, chaque conseil municipal dispose de trois mois pour se prononcer sur l'admission de la(les) nouvelle(s) commune(s). A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.
- Les mêmes règles s'appliquent aux conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée, ainsi qu'à l'organe délibérant de la communauté, lorsqu'il n'est pas à l'origine de l'initiative.
- L'admission de nouvelles communes entraîne notamment la mise à disposition par celles-ci des biens et services nécessaires à l'exercice des compétences par la communauté.
- Le conseil communautaire peut fixer en préalable à l'admission de nouvelles communes, des conditions financières visant à compenser la non-participation de la commune entrante au travail collectif fait avant son adhésion.

**Article 11 – Retrait de communes membres**

- Une commune peut se retirer de la communauté avec le consentement de l'organe délibérant de celle-ci. Le retrait ne peut pas intervenir si plus du tiers des communes membres s'y opposent.
- Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de la communauté au Maire pour se prononcer.
- A défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée défavorable.

**Article 12 – Adhésion de la communauté à un syndicat mixte**

- L'adhésion de la communauté à un syndicat mixte est décidée par le conseil de communauté, statuant à la majorité des 2/3.
- Le retrait de la communauté s'effectue dans les mêmes conditions.
- Pour l'élection des délégués de la communauté au comité du syndicat mixte, le choix du conseil communautaire peut porter sur :
  - l'un de ses membres,
  - ou tout conseiller municipal d'une commune membre.

*Démocratisation et transparence***Article 13 – Consultation du conseil municipal concerné**

- Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule commune membre ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune.
- S'il n'a pas été rendu dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable.
- Si l'avis est défavorable, la décision ne peut être prise qu'à la majorité des 2/3 des membres du conseil de communauté.

**Article 14 – Consultation des maires des communes membres**

- Lorsque le maire d'une commune membre n'est pas délégué élu de sa commune, il peut être associé aux travaux de la communauté de communes au même titre que tout citoyen membre ou non d'une commission.
- Toutefois le président de la communauté peut consulter les maires de toutes les communes membres, à la demande :
  - soit de l'organe délibérant de la communauté,
  - soit du tiers des maires des communes membres.

**Article 15 – Transmission du rapport d'activité et du compte administratif**

- Le Président de la communauté adresse chaque année, avant le 30 septembre au Maire de chaque commune membre :
  - un rapport retraçant l'activité de l'établissement,
  - le compte administratif arrêté.
- Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal, en séance publique. Au cours de cette réunion, les délégués de la commune sont entendus.
- Le président peut être entendu par le conseil municipal :
  - soit à sa demande,
  - soit à la demande du conseil municipal.
- Les délégués de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de la communauté.

*Durée - Dispositions diverses***Article 16 - Durée de la communauté**

- La communauté est formée pour une durée illimitée.

**Article 17 - Dispositions diverses**

Pour toutes les questions non explicitement mentionnées dans les présents statuts, relatives au fonctionnement et à l'administration de la communauté de communes, il sera fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

*PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE*

*Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour*

NANCY, le 26 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT CREATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU MIRABEE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et L5214-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2004 fixant la liste des communes concernées par le projet de création d'une communauté de communes ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes favorables au projet :

BRALLEVILLE en date du 13 octobre 2004

DIARVILLE en date du 17 septembre 2004,

FORCELLES-SOUS-GUGNEY en date du 29 septembre 2004,

FRAISNES-EN-SAINTOIS en date du 10 septembre 2004,

GUGNEY en date du 27 septembre 2004,

HOUSSEVILLE en date du 10 septembre 2004,

JEVONCOURT en date du 27 août 2004,

SAINT-FIRMIN en date du 16 septembre 2004 ;

VU l'avis défavorable du conseil municipal de la commune de BOUZANVILLE en date du 9 septembre 2004 ,

CONSIDÉRANT que la majorité qualifiée nécessaire à la création de la communauté de communes, telle que définie à l'article L5211-5 II du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est autorisée entre les communes de BOUZANVILLE, BRALLEVILLE, DIARVILLE, FORCELLES-SOUS-GUGNEY, FRAISNES-EN-SAINTOIS, GUGNEY, HOUSSEVILLE, JEVONCOURT et SAINT-FIRMIN la création de la communauté de communes du Mirabée.

Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Le siège de la communauté est fixé à la mairie de DIARVILLE - 1, place du docteur Midon. (54 930)

**ARTICLE 3 :** La communauté de communes est instaurée pour une durée illimitée.

**ARTICLE 4 :** La communauté est administrée par un conseil, constitué de membres délégués des communes, selon la représentation suivante :

2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

La composition du conseil communautaire est la suivante :

BRALLEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

DIARVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FORCELLES-SOUS-GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FRAISNES-EN-SAINTOIS : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

HOUSSEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

JEVONCOURT : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

SAINT-FIRMIN : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

Pour un total de 16 délégués titulaires et 16 délégués suppléants

**ARTICLE 5 :** Elle exerce de plein droit, aux lieu et place des communes membres, pour la conduite d'activités d'intérêts communautaires, les compétences suivantes :

**COMPÉTENCES OBLIGATOIRES****Aménagement de l'espace**

- mise en œuvre d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces naturels d'intérêt communautaire,
- définition d'un programme local de l'habitat (PLH) avec mise en œuvre d'une politique de valorisation du patrimoine (ravalements de façades, réfections de toitures),
- réalisation d'études en vue de l'aménagement des villages,
- schéma de cohérence territoriale.

**Développement économique**

- mise en œuvre d'un programme en faveur de l'activité agricole, artisanale et commerciale en milieu rural,
- promotion des produits du terroir,
- mise en œuvre d'un programme de développement du tourisme vert, (l'agro tourisme, accueil et camping à la ferme, gîtes, chambres d'hôtes),
- actions favorisant le maintien, l'extension et l'installation de nouvelles entreprises.

**COMPÉTENCES OPTIONNELLES**

- collecte, tri, transport et traitement des ordures ménagères,
- aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire (balayage, déneigement, fauchage),
- distribution d'énergie électrique, à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de 1<sup>er</sup> établissement, renforcement, amélioration et perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique,  
L'adhésion au syndicat départemental d'électricité se fera sur simple délibération du conseil syndical.
- étude et aide aux opérations de protection et rénovation du petit patrimoine communal, public ou privé (croix de mission, lavoir, usoirs),
- actions visant à favoriser la vie associative, culturelle et sportive.

**ACTION SOCIALE**

- favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées en aménageant les infrastructures du domaine public,
- étude et mise en place de services aux personnes (transport, maintien à domicile, auxiliaires de vie, soins médicaux et infirmiers).

**ARTICLE 6 :** L'intérêt communautaire sera déterminé par délibération des communes concernées à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté de communes dans un délai de 2 ans à compter de la date du présent arrêté. A défaut la communauté de communes exercera la totalité de la compétence.

**ARTICLE 7 :** Les fonctions de receveur sont assurées par le trésorier d'HAROUÉ.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée aux maires de chaque commune concernée et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 26 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU MIRABÉE****ARTICLE 1<sup>er</sup> - Périmètre - Dénomination**

Entre les communes de BOUZANVILLE, BRALLEVILLE, DIARVILLE, FORCELLES-SOUS-GUGNEY, FRAISNES-EN-SAINTOIS, GUGNEY, HOUSSEVILLE, JEVONCOURT, SAINT-FIRMIN, est créée une communauté de communes dénommée : **Communauté de communes du Mirabée**.

**ARTICLE 2 - Durée**

La communauté de communes est constituée pour une durée illimitée.

**ARTICLE 3 - Siège**

Le siège de la communauté est fixé à la mairie de DIARVILLE - 1, place du docteur Midon. (54 930)

**ARTICLE 4 - Compétences**

Elle exerce de plein droit, aux lieu et place des communes membres, pour la conduite d'activités d'intérêts communautaires, les compétences suivantes :

**COMPÉTENCES OBLIGATOIRES****Aménagement de l'espace**

- mise en œuvre d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces naturels d'intérêt communautaire,
- définition d'un programme local de l'habitat (PLH) avec mise en œuvre d'une politique de valorisation du patrimoine (ravalements de façades, réfections de toitures),
- réalisation d'études en vue de l'aménagement des villages,
- schéma de cohérence territoriale.

**Développement économique**

- mise en œuvre d'un programme en faveur de l'activité agricole, artisanale et commerciale en milieu rural,
- promotion des produits du terroir,
- mise en œuvre d'un programme de développement du tourisme vert, (l'agro tourisme, accueil et camping à la ferme, gîtes, chambres d'hôtes),
- actions favorisant le maintien, l'extension et l'installation de nouvelles entreprises.

**COMPÉTENCES OPTIONNELLES**

- collecte, tri, transport et traitement des ordures ménagères,
- aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire (balayage, déneigement, fauchage),
- distribution d'énergie électrique, à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de 1<sup>er</sup> établissement, renforcement, amélioration et perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique,  
L'adhésion au syndicat départemental d'électricité se fera sur simple délibération du conseil syndical.
- étude et aide aux opérations de protection et rénovation du petit patrimoine communal, public ou privé (croix de mission, lavoir, usoirs),
- actions visant à favoriser la vie associative, culturelle et sportive.

**ACTION SOCIALE**

- favoriser l'implantation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées en aménageant les infrastructures du domaine public,
- étude et mise en place de services aux personnes (transport, maintien à domicile, auxiliaires de vie, soins médicaux et infirmiers).

**Pour toutes les compétences, l'intérêt communautaire sera déterminé par délibération des communes concernées à la majorité qualifiée.**

**ARTICLE 5 - Habilitation à conventionner**

Habilitation à conventionner avec des collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale ou autre entité extérieure à son territoire, dans le cadre de la réalisation d'une opération présentant un lien avec ses compétences statutaires et un caractère exceptionnel et temporaire. Une convention de prestation de service en fixera les conditions techniques et financières.

**ARTICLE 6 - Conseil de communauté**

La communauté est administrée par un conseil, constitué de membres délégués des communes, selon la représentation suivante :

2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

**ARTICLE 7 - Élection des délégués**

Les délégués sont élus par chaque conseil municipal au scrutin secret, à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Les délégués suivent le sort du conseil municipal quant à la durée de leur mandat. Mais, en cas de suspension, de dissolution de celui-ci ou de démission de tous les membres en exercice, ce mandat est poursuivi jusqu'à la nomination des délégués par le nouveau conseil.

En cas d'élection d'un nouveau maire en cours de mandat, le conseil municipal concerné doit se prononcer sur la nomination de ses délégués.

Les délégués sortants sont rééligibles.

En cas de vacance parmi les délégués, par suite de décès, démission ou toute autre cause, le conseil municipal pourvoit au remplacement dans un délai d'un mois.

Si un conseil néglige de nommer les délégués, le maire et (le cas échéant) le 1<sup>er</sup> adjoint représentent la commune dans le conseil de communauté.

**ARTICLE 8 - Fonctionnement du conseil**

La communauté de communes est responsable, dans les conditions prévues par les articles L. 2123-31, 32 et 33 du code général des collectivités territoriales, pour les conseillers municipaux ou les maires, des accidents survenus aux membres du conseil de communauté et à son président dans l'exercice de leurs fonctions.

Les conditions de validité des délibérations du conseil de communauté et, le cas échéant, de celles du bureau procédant par délégation du conseil, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances sont celles que fixe le code général des collectivités territoriales pour les conseils municipaux.

Toutefois, si cinq membres présents ou le président le demande, le conseil décide de se former en comité secret (sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés).

Les lois et règlements qui concernent le contrôle administratif et financier des communes sont applicables à la communauté de communes.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, au siège de la communauté ou dans un autre lieu choisi par le conseil dans l'une des communes membres.

Le président est obligé de convoquer le conseil à la demande de la majorité des membres du conseil.

Les règles relatives à l'élection et à la durée du mandat du président et des membres du bureau sont celles que fixent les articles L. 2122-4, 7 et 10 du code général des collectivités territoriales pour le maire et les adjoints.

L'administration des éventuels établissements issus ou faisant l'objet de la communauté est soumise aux règles de droit commun.

Les décisions du conseil de communauté dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet, l'avis est réputé favorable.

Lorsque cet avis est défavorable, la décision doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de communauté.

#### **ARTICLE 9 - Rôle du président**

Le président est l'organe exécutif de la communauté. A ce titre :

- il prépare et exécute les délibérations du conseil,
- il ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes,
- il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions, aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau,
- il est chef des services que la communauté a créés,
- il représente la communauté en justice.

#### **ARTICLE 10 - Composition et rôle du bureau**

Le bureau est composé d'un délégué pour chaque commune, parmi lesquels sont élus :

- 1 président,
- 1 vice-président,
- 1 secrétaire.

Lors de chaque réunion du conseil, le président rend compte des travaux du bureau.

#### **ARTICLE 11 - Conditions financières, patrimoniales et d'affectation des personnels**

Le transfert de patrimoine porte sur tout bien, mobilier ou immobilier, nécessaire à l'exercice des compétences ; il se fait sous la forme :

- soit d'une simple affectation du bien, sans transfert de propriété (*mise à disposition*),
- soit d'un transfert effectif de propriété, ne donnant lieu à aucune indemnité.

Les conditions précises de ces transferts (*y compris la prise en charge éventuelle du service de la dette des communes correspondant aux compétences transférées*) sont décidées par délibérations concordantes du conseil de communauté et de la majorité qualifiée des conseils municipaux.

Les biens acquis ou réalisés par la communauté sont sa propriété. Ils peuvent être mis à disposition des communes adhérentes.

#### **ARTICLE 12 - Recettes**

Les recettes de la communauté comprennent :

- le produit de la fiscalité directe (4 taxes), dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CI du code général des impôts,
- les dotations de l'État,
- le fonds de compensation pour la T.V.A.,
- le produit des taxes, redevances ou contributions correspondant aux services assurés,
- les sommes qu'elle perçoit des administrations publiques, associations ou particuliers en échange d'un service,
- les subventions de l'État, des collectivités territoriales, de la communauté européenne ou toute autre aide publique,
- le revenu de ses biens meubles ou immeubles,
- le produit des emprunts, des dons et des legs.

Si le conseil de communauté le décide à la majorité, une taxe professionnelle de zone peut être instituée à l'intérieur d'une zone d'activité créée ou gérée par la communauté. Cette taxe s'applique dans les conditions fixées par l'article 1609 quinquies CII du code général des impôts.

#### **ARTICLE 13 - Dépenses**

Les dépenses de la communauté comprennent :

- les dépenses relatives à l'exercice des compétences de la communauté de communes.

#### **ARTICLE 14 - Admission de nouvelles communes**

Des communes autres que celles primitivement membres peuvent être admises à faire partie de la communauté avec le consentement du conseil de communauté.

La délibération de celui-ci est notifiée aux maires de chacune des communes membres. Les conseils municipaux doivent être consultés dans un délai de 3 mois à compter de la notification. La décision d'admission est prise par l'autorité qualifiée. Elle ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux représentant au moins la moitié de la population des communes membres, s'oppose à l'admission.

#### **ARTICLE 15 - Retrait d'une commune**

Une commune peut se retirer de la communauté avec le consentement du conseil de communauté. Celui-ci fixe, en accord avec le conseil municipal concerné, les conditions auxquelles s'opère le retrait.

La délibération du conseil de communauté est notifiée aux maires de chacune des communes membres. Les conseils municipaux doivent être consultés dans un délai de 3 mois à compter de la notification.

La décision de retrait est prise par l'autorité qualifiée. Elle ne peut intervenir si plus d'un tiers des conseils municipaux s'oppose au retrait.

#### **ARTICLE 16 - Extension des attributions et modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée**

Le conseil de communauté délibère sur l'extension des attributions et de la modification des conditions initiales de fonctionnement ou de durée de la communauté.

La délibération du conseil de communauté est notifiée aux maires de chacune des communes membres. Les conseils municipaux doivent être consultés dans un délai de 3 mois à compter de la notification.

La décision d'extension des attributions ou de modification de la durée est prise par l'autorité qualifiée. Elle est subordonnée à l'accord de la majorité qualifiée des communes membres telles qu'elle est définie à l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales.

#### **ARTICLE 17 - Adhésion de la communauté à un autre établissement public de coopération intercommunale**

L'adhésion de la communauté à un établissement public de coopération intercommunale est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes membres de la communauté, donné dans les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales pour la création.

#### **ARTICLE 18 - Substitution de la communauté aux communes membres**

Conformément à l'article L 5214-21 du code général des collectivités territoriales, pour l'exercice de ses compétences, la communauté est substituée aux communes membres, lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté. Elle représente ses adhérents dans les instances délibérantes du syndicat intervenant dans les domaines de compétences de la communauté et les contributions aux dépenses syndicales sont pour elle des dépenses obligatoires.

#### **ARTICLE 19 - Dissolution**

La communauté de communes est dissoute par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.

Elle est dissoute dans les conditions fixées par les articles L. 5214-28 et L. 5214-29 du code général des collectivités territoriales.

La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.

Les biens propres de la communauté sont redistribués aux communes membres, selon les modalités prévues par l'acte de dissolution, soit par convention, soit, en cas de désaccord, par le représentant de l'État.

**ARTICLE 20 - Règlement intérieur**

Un règlement intérieur approuvé par le conseil de communauté peut préciser, en tant que de besoin, toute autre disposition non prévue aux présents statuts.

**ARTICLE 21 -**

Pour toutes les questions non explicitement mentionnées dans les présents statuts et relatives à l'administration et au fonctionnement de la communauté de communes, il sera fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

*PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE*

*Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour*

NANCY, le 26 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE VEZOUBE - TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5111.1 et suivants et L.5214.1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1994 autorisant la création de la communauté de communes de la Haute Vezouze ;

VU la délibération en date du 18 juin 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays de la haute vezouze a décidé de fixer son siège au 6 place Chevandier à Cirey sur Vezouze ;

VU les lettres de consultation du 28 juin 2004 invitant les communes adhérentes à délibérer sur ce transfert ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

BERTRAMBOIS en date du 12 août 2004

CIREY SUR VEZOUBE en date du 6 juillet 2004

PARUX en date du 2 août 2004

PETITMONT en date du 6 août 2004

TANCONVILLE en date du 5 juillet 2004

VAL ET CHATILLON en date du 28 juillet 2004

acceptant le transfert considéré ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, Sous Préfet de Lunéville ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le siège social de la communauté de communes de la haute vezouze est transféré au 6 place Chevandier à Cirey sur Vezouze.

**ARTICLE 2** : Le sous préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du pays de la haute vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 11 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,  
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

**SYNDICAT D'ENTRETIEN DE LA VALLEE DE LA VEZOUBE - TRANSFERT DU SIEGE  
EN MAIRIE DE THIEBAUMENIL ET MODIFICATION DE L'ARTICLE 3**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5111.1 et suivants et L.5212.1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 juillet 1997 autorisant la transformation du syndicat intercommunal d'études et de réalisation pour l'aménagement de la vallée de la Vezouze en syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze ;

VU la délibération en date du 21 juin 2004 par laquelle le comité syndical du syndicat d'entretien de la Vezouze décide de modifier l'article 3 des statuts ;

VU les lettres de consultation du 30 juillet 2004 invitant les collectivités adhérentes à délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

BLEMEREY en date du 9 août 2004

CIREY SUR VEZOUBE en date du 26 août 2004

DOMJEVIN en date du 22 septembre 2004

FREMENIL en date du 9 juillet 2004

FREMONVILLE en date du 19 août 2004

HERBEVILLER en date du 20 juillet 2004

SAINT MARTIN en date du 24 août 2004



VERDENAL en date du 16 août 2004

Communauté de communes du Lunévillois en date du 29 septembre 2004

acceptant la modification de l'article 3 des statuts

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, Sous Préfet de Lunéville ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

**ARTICLE 2** : Le trésorier de Lunéville est désigné en qualité de receveur du syndicat d'entretien de la vezouze à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**ARTICLE 3** : Le sous préfet de Lunéville, le président du syndicat et le trésorier de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires et président des collectivités membres, au trésorier-payeur général et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 11 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,  
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la sous-préfecture de LUNEVILLE.*

### SOUS-PREFECTURE DE TOUL

#### S.I.V.M. DES HAUTS DE MAD - MODIFICATION DES STATUTS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL.

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1962 portant création du syndicat intercommunal à vocation multiple des Hauts de Mad ;

VU les arrêtés préfectoraux des 9 novembre 1965 et 25 avril 2004 modifiant les statuts de ce syndicat ;

VU la délibération du comité syndical du 6 juillet 2004 décidant le retrait de la compétence "transport des élèves" ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux de FLIREY (3/9/ 2004 ), LIMEY-REMENAUVILLE (16/9/2004), LIRONVILLE (27/8/2004) et SEICHEPREY (19/10/2004) ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée des conseils municipaux telle que définie par l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La compétence "transport des élèves" est supprimée des compétences exercées par le SIVM des Hauts de Mad.

**ARTICLE 2** : Mme la sous-préfète de TOUL et M. le président du syndicat à vocation multiple des Hauts de Mad sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à MM. les maires de FLIREY, LIMEY-REMENAUVILLE, LIRONVILLE et SEICHEPREY; Il sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs du département.

TOUL, le 26 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### DELIBERATION N° 120/04 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DE L'HOPITAL - MATERNITE SAINTE CROIX

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

délibérant régulièrement, conformément à l'article L. 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine, publiée au Journal Officiel de la République française du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 et L. 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé,

VU le projet d'établissement 2003-2007 de l'Hôpital - Maternité Sainte Croix approuvé le 22 mai 2003,

VU le projet de contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital - Maternité Sainte Croix,

CONSIDERANT que les objectifs retenus dans le cadre du projet de contrat d'objectifs et de moyens s'inscrivent dans les orientations du schéma régional de l'organisation sanitaire de Lorraine,

CONSIDERANT que ces objectifs sont conformes aux orientations du projet d'établissement approuvé de l'Hôpital - Maternité Sainte Croix ,

CONSIDERANT que le projet de contrat d'objectifs et de moyens confirme le développement de l'activité vers un niveau suffisant, comparable à celui enregistré lors de la signature du protocole en 2001, et la réduction du pourcentage de césariennes pour tendre vers la moyenne des maternités de même niveau,

CONSIDERANT que l'établissement s'engage au renforcement de l'équipe de gynécologues obstétriciens notamment dans le domaine de la chirurgie gynécologique,

CONSIDERANT que ce projet permet de solder l'opération de fusion avec les cliniques des Berceaux et des Primevères avec la prise en charge de 2.89 E.T.P. de gynécologues obstétriciens,

CONSIDERANT que l'établissement s'engage à un retour à l'équilibre financier par des mesures d'économie,

#### DECIDE

D'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens de l'Hôpital - Maternité Sainte Croix.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et du département de Moselle.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive  
de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 121/04 RELATIVE AU CONTRAT RELAIS POUR LA PRISE EN CHARGE DES GRANDS BRULES

VU l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles R 712.68 et R 712.69 du Code de la Santé Publique ;

VU le projet de contrat relais ainsi présenté par les établissements contractants ;

VU la délibération n° 04/03 du 28 janvier 2004 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Saint-Charles de TOUL ;

VU la délibération n° 2001/40 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville prise le 4 mai 2001 ;

VU l'arrêté n° 2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences » ;

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

DELIBERATION N° 122/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « GRANDS BRULES »  
CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE REMIREMONT  
ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE

VU l'article R. 712-69 du code de la santé publique ;

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants ;

VU la délibération du 21 juin 2004 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier de Remiremont et la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional du 4 mai 2001, tous deux établissements contractants de statut public ;

VU l'arrêté N° 2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences » ;

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

DELIBERATION N° 123/2004 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT DE RELAIS « GRANDS BRULES »  
CONCLU ENTRE LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DIE DES VOSGES  
ET LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE METZ-THIONVILLE

VU l'article R. 712-69 du code de la santé publique ;

VU le projet de contrat de relais ainsi présenté par les établissements contractants ;

VU la délibération du 3 juillet 2003 du Conseil d'administration du Centre Hospitalier de Saint-Dié des Vosges et la délibération du Conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional du 4 mai 2001, tous deux établissements contractants de statut public ;

VU l'arrêté N° 2/99 du 15 janvier 1999 relatif au schéma régional d'organisation sanitaire de Lorraine, activité de soins « accueil et traitement des urgences » ;

## LA COMMISSION EXECUTIVE APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes du contrat de relais présenté par les établissements contractants.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,  
Jacques SANS

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

## ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES - AGREMENT N° 160

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.6312-1 à 6312-5 relatifs aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 modifié relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 modifié relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 30 août 2004 par Monsieur VOINESSON Mickaël tendant à obtenir l'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise LORRAINE AMBULANCES TAXIS, sise ZAC du Breuil - rue Robert Schumann à 54850 MESSEIN ;

VU la visite des locaux effectuée le 19 octobre 2004 répondant aux normes ;

VU l'avis rendu par le sous-comité des transports sanitaires dans sa séance du 22 octobre 2004 ;

## CONSIDERANT

➤ Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,

➤ Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département.

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre définitif, à compter du 22 octobre 2004, sous le n° 160, à l'entreprise LORRAINE AMBULANCES TAXIS, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : LORRAINE AMBULANCES TAXIS

ZAC du Breuil

Rue Robert Schumann

54850 MESSEIN

Gérant : Monsieur VOINESSON Mickaël

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 28 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

#### POLE SOCIAL

**ARRETE N° 737 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE « MARGUERITE VALLETTE »  
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 décembre 1976 autorisant la création d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE », sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'association Le Gîte Familial,

VU l'arrêté préfectoral n° 331 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement du C.H.R.S. « Marguerite VALLETTE » pour l'année 2004,

VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **34 140,01 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association Le Gîte Familial afin de financer le déficit 2002 du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Marguerite VALLETTE ».

**ARTICLE 2** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n° 331 du 26 juillet 2004 susvisé demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 8 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRÊTÉ N° 738 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - ADAPTATION A LA VIE ACTIVE  
GERE PAR L'ASSOCIATION LE GITE FAMILIAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des

établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ; VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 1981 autorisant dans le cadre de l'adaptation à la vie active, la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé « Ateliers 18 »**, sis 87 bis avenue du Général Leclerc et géré par l'**association Le Gîte Familial**,  
VU l'arrêté préfectoral n°326 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement des Ateliers 18 pour l'année 2004,  
VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **23 331,52 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association Le Gîte Familial afin de financer le déficit 2002 des Ateliers 18.

**ARTICLE 2** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n° 326 du 26 juillet 2004 susvisé demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Gîte Familial gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 8 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 739 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE  
GERE PAR L'ASSOCIATION COMITE D'ENTRAIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIES (C.E.F.R.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 17, rue Laurent Bonnevey - Tilleul Argente - 54100 NANCY et géré par l'**association C.E.F.R.**;

VU l'arrêté en date 6 mai 2004 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements sanitaires et sociaux à but non lucratif,

VU l'arrêté préfectoral n°319 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement du C.E.F.R. de Nancy pour l'année 2004,

VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de la revalorisation de la valeur du point de la convention collective nationale du 31 octobre 1951, une dotation complémentaire non reconductible de **1 523 euros** est attribuée au C.E.F.R. de NANCY au titre de l'année 2004.

**ARTICLE 2** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n°319 du 26 juillet 2004 demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association C.E.F.R. gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 8 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 740 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES  
GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1957 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de Jeunes**, sis 9, bis avenue Paul Déroulède 54520 LAXOU et géré par l'association **CLAIR LOGIS**;

VU l'arrêté en date 6 mai 2004 relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements sanitaires et sociaux à but non lucratif,

VU l'arrêté préfectoral n°328 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement du Foyer de Jeunes pour l'année 2004,

VU le recours gracieux introduit le 26 août 2004 contre l'arrêté préfectoral susvisé,

VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **15 685 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association **CLAIR LOGIS** pour la gestion du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Foyer de Jeunes » et répartie comme suit :

**GROUPE II – dépenses afférentes au personnel : 10 086 euros,**

**GROUPE III – dépenses afférentes à la structure : 5 599 euros.**

**ARTICLE 2** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n°328 du 26 juillet 2004 demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association **CLAIR LOGIS** gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 5** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 8 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### POLE SANTE - BATIMENT

#### ARRETE N° 784 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8 ;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - Sont agréés, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés suivantes :

##### **EXSA expertises**

3700 avenue de Toulouse

33 140 CADAUJAC

##### **AADENA**

240 rue de Cumène

54 230 NEUVES MAISONS

##### **Erik VILLEMIN**

Géomètre expert

126, boulevard Pierquin

08 000 WARCQ La Mal campée

##### **ATIB**

3, rue de Fontenoy

54 000 NANCY

##### **Cabinet LABRIET**

Eurobase - PIA

54 810 LONGLAUVILLE

##### **DIAGAMI**

BP 2

54 850 MESSEIN

##### **SOCOTEC**

Agence de Nancy

84, Quai Claude le Lorrain

54 014 NANCY CEDEX

**GROUPE SEDEMAP**

ZA du Parc - Bâtiment 10  
Secteur Gampille  
42 490 FRAISSES

**AXMETRIC**

4, chemin du grand Bois  
BP 37  
69 511 VAULX EN VELIN CEDEX

**CS BTP**

9 bis rue des Censes  
51 110 WARMERIVILLE

**ARTICLE 2** - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.
2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-5 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écailles et poussières.

**ARTICLE 4** - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée de un an (1 an), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Ph. MICHEL

**ARRETE N° 785 PORTANT AGREMENT D'OPERATEURS POUR DES MISSIONS DE DIAGNOSTIC  
ET CONTROLE DU RISQUE D'INTOXICATION PAR LE PLOMB  
ET POUR DES MISSIONS DE SUIVI DE TRAVAUX REALISEES D'OFFICE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1334-1 à L.1334-4 et R.1334-2 à R.1334-8 ;

VU la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 123 relatif aux mesures d'urgence contre le saturnisme ;

VU les décrets n° 99-483 et 99-484 du 9 Juin 1999 relatifs aux mesures d'urgence contre le saturnisme prévues aux articles L.1334-1 à L.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures pris pour application de l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 12 Juillet 1999 concernant le contrôle des locaux après réalisation de travaux d'urgence en vue de vérifier la suppression de l'accessibilité au plomb pris pour application de l'article R.1334-5 du Code de la Santé Publique ;

VU la circulaire DGS/VS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99-58 du 30 Août 1999 relative à la mise en œuvre et au financement des mesures d'urgence contre le saturnisme ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Sont agréés, en qualité d'opérateur, au titre des articles L.1334-4 et R.1334-6 du Code de la Santé Publique, les sociétés suivantes :

**LET**

97, avenue Paul Marcellin  
69120 VAULX-EN-VELIN

**BET RH**

24, rue Clémenceau  
54 140 JARVILLE LA MALGRANGE

**ENVIROTECH**

50, rue du Centre  
88 200 SAINT NABORD

**ARTICLE 2** - Cet agrément vaut habilitation :

1. Pour une mission de diagnostic visée aux articles L.1334-1 et R.1334-3 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce diagnostic doit déterminer s'il existe un risque d'intoxication ou d'accessibilité au plomb pour les occupants d'un immeuble ou partie d'immeuble.
2. Pour une mission de contrôle visée aux articles L.1334-3 et R.1334-5 du Code de la Santé Publique et dont le contenu est précisé dans l'arrêté du 12 Juillet 1999. Ce contrôle doit déterminer que l'accessibilité au plomb est supprimée.
3. Pour une mission de suivi de travaux réalisés d'office visant à supprimer l'accessibilité au plomb, prévus au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.1334-2 et à l'article R.1334-3 du Code de la Santé Publique.

**ARTICLE 3** - Conformément à l'article R.1334-6, les compétences requises pour accomplir cette mission sont relatives à l'utilisation des appareils de mesure dans les immeubles et aux techniques de prélèvement des écailles et poussières.

**ARTICLE 4** - Cet agrément, renouvelable, est accordé pour une durée d'un an (1 an), mais pourra être retiré en cas de manquement grave aux obligations contractées et après mise en demeure restée infructueuse.

**ARTICLE 5** - L'opérateur disposant d'un agrément pour la réalisation de travaux, visée au 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.1334-2 du Code de la Santé Publique et l'article R.1334-4 du Code de la Santé Publique, il ne pourra être missionné pour une même opération pour l'ensemble des trois compétences visées à l'article 2.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Ph. MICHEL

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

### DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2004 par Madame COLIN Christine, Monsieur et Madame JUSNEL - associés du GAEC des Vayattes à CLAYEURES, concernant 16,57 ha situés à SAINT REMY AUX BOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement par achat.  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E :

##### **ARTICLE 1er :**

Madame COLIN Christine, Monsieur et Madame JUSNEL - associés du GAEC des Vayattes à CLAYEURES - sont autorisés à exploiter 16,57 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

##### **ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

##### **ARTICLE 3 :**

La présente décision annule et remplace celle prise le 10 septembre 2004.

##### **ARTICLE 4 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés, Madame COLIN Christine, Monsieur et Madame JUSNEL, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMY AUX BOIS pour affichage.

NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 08/09/2004 par Monsieur DEDENON Michel à BERTRICHAMPS concernant 12,99 ha situés à NEUVILLER LES BADONVILLER ; la motivation et le résultat étant la régularisation d'un échange.

VU l'absence de demande concurrente et la situation de preneur évincé de Monsieur Michel DEDENON sur les terres objet de l'échange réalisé avec Madame WARING

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E :

##### ARTICLE 1er :

Monsieur DEDENON Michel est autorisé à exploiter 12,99 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEDENON Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEDENON Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de NEUVILLER LES BADONVILLER pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2004 par Monsieur PERRIN Régis à FRAIMBOIS concernant 66,74 ha situés à MONT SUR MEURTHE - XERMAMENIL - REHAINVILLER - HERIMENIL ; la motivation et le résultat étant un agrandissement consécutif à son installation.

VU la lettre de Monsieur Jean Paul Marin en date du 6 septembre 2004 faisant part de son intention de déposer une demande d'autorisation d'exploiter.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT l'absence de dépôt de demande d'autorisation d'exploiter concurrente à la date du 13 octobre 2004

CONSIDERANT que la demande de Monsieur PERRIN est de nature à conforter son installation qui s'est réalisée sans apport de foncier.

#### D E C I D E :

##### ARTICLE 1er :

Monsieur PERRIN Régis est autorisé à exploiter 66,74 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PERRIN Régis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PERRIN Régis, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT SUR MEURTHE - XERMAMENIL - REHAINVILLER - HERIMENIL pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER



Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/08/2004 par **Messieurs GEOFFROY Gérard et Jean Marie à MORIVILLER concernant 10,87 ha situés à EINVAUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de favoriser l'installation d'un jeune agriculteur**  
VU la présence d'un fils disposant de la capacité professionnelle pour s'installer en remplacement d'un associé  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que cette surface est de nature à conforter le projet d'installation

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Messieurs GEOFFROY Gérard et Jean Marie sont autorisés à exploiter 10,87 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée, sous condition de réaliser l'installation de Monsieur Cyril GEOFFROY dans un délai de deux ans.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs GEOFFROY Gérard et Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs GEOFFROY Gérard et Jean Marie, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EINVAUX pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2004 par Monsieur DENIS Jean Paul à MORIVILLER concernant 13,60 ha situés à BREMONCOURT - EINVAUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation d'un fils et la rétrocession d'une parcelle de 3 ha située sur la commune de FLIN

VU la présence d'un fils disposant de la capacité professionnelle pour s'installer.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que cette surface est de nature à conforter le projet d'installation et de permettre une restructuration de l'exploitation

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur DENIS Jean Paul est autorisé à exploiter 13,60 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous condition de rétrocéder une surface de 3 ha à FLIN et de réaliser l'installation de Monsieur Guillaume DENIS dans un délai de deux ans.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DENIS Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DENIS Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREMONCOURT - EINVAUX pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/08/2004 par Monsieur BOURGEOIS Dominique associé du GAEC du SALVON à MORIVILLER concernant 6,64 ha situés à EINVAUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

VU la présence d'un fils disposant de la capacité professionnelle pour s'installer,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que les parcelles, objet de la demande, conviennent particulièrement au GAEC du SALVON du fait de leur position,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur BOURGEOIS Dominique est autorisé à exploiter 6,64 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOURGEOIS Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BOURGEOIS Dominique, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EINVAUX pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/09/2004 par Monsieur **CHOFFEL Daniel** à **EINVAUX** concernant **2,80 ha situés à EINVAUX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à la suppression d'un échange**,

VU l'emplacement des parcelles objet de la demande qui conviennent particulièrement à cette exploitation et l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur **CHOFFEL Daniel** est autorisé à exploiter 2,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur **CHOFFEL Daniel**.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur **CHOFFEL Daniel**, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de **EINVAUX** pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/09/2004 par Monsieur ANTOINE Robert à BREMONCOURT concernant 9,46 ha situés à EINVAUX - BREMONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de permettre une installation, VU la présence d'un fils disposant de la capacité professionnelle pour s'installer et l'emplacement de cet îlot de cultures qui jouxte l'exploitation de Monsieur ANTOINE et favorise l'exploitation d'une de ses parcelles, VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée, CONSIDERANT que cette surface est de nature à conforter le projet d'installation,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur ANTOINE Robert est autorisé à exploiter 9,46 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous condition de réaliser l'installation de Monsieur Guillaume ANTOINE dans un délai de deux ans.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ANTOINE Robert.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ANTOINE Robert, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de EINVAUX - BREMONCOURT pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/08/2004 par Monsieur MICHEL Walter à ORMES ET VILLE concernant 6,07 ha situés à ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur des terrains communaux.

VU les demandes d'autorisation concernant la cession de l'exploitation du cédant et l'absence de demande concurrente sur les terrains objet de la présente demande,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur MICHEL Walter est autorisé à exploiter 6,07 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MICHEL Walter.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MICHEL Walter, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/07/2004 par Monsieur PUREL Guillaume à ORMES ET VILLE concernant 20,84 ha situés à ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.  
VU la demande d'autorisation de Monsieur Cyril GENAY qui dispose de la capacité professionnelle et projette de s'installer, hors cadre familial, avec les aides de l'Etat, en reprenant notamment les parcelles objet de la demande précitée,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que le projet d'installation de Monsieur GENAY est prioritaire par rapport à la demande d'agrandissement de Monsieur PUREL,

D E C I D E :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur PUREL Guillaume n'est pas autorisé à exploiter les 20,84 ha qui correspondent à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PUREL Guillaume.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PUREL Guillaume, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/09/2004 par **Monsieur DRON Pascal** à **VAUDEVILLE** concernant **28,71 ha situés à LEMAINVILLE -- BENNEY - ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU la demande d'autorisation de Monsieur Cyril GENAY qui dispose de la capacité professionnelle et projette de s'installer, hors cadre familial, avec les aides de l'Etat, en reprenant notamment 3,92 ha de la demande précitée,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

CONSIDERANT que le projet d'installation de Monsieur GENAY est prioritaire par rapport à la demande d'agrandissement de Monsieur DRON,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur DRON Pascal n'est pas autorisé à exploiter 3,92 ha qui correspondent aux parcelles cadastrales suivantes : 54062 ZO 50 et 54309 ZB 107, sur les communes de BENNEY et LEMAINVILLE.

Monsieur DRON Pascal est autorisé à exploiter 24,79 ha qui correspondent aux parcelles cadastrales suivantes sur la commune de VAUDEVILLE :

54411	ZB	42	7,85
54411	ZD	41	4,57
54411	ZB	46	3,62
54411	ZC	40	3,5
54411	ZB	45	3,11
54411	ZD	42	1,36
54411	ZD	40	0,78

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DRON Pascal.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DRON Pascal, , ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEMAINVILLE -- BENNEY - ORMES & VILLE ET VAUDEVILLE pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2004 par **Monsieur LOUIS Olivier** à **BELLEAU** concernant **4,00 ha situés à BELLEAU ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur terrains communaux,**

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur LOUIS Olivier est autorisé à exploiter 4,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LOUIS Olivier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LOUIS Olivier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BELLEAU pour affichage.  
NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/09/2004 par **Messieurs MARCHAL associés du GAEC SAINT LOUIS, à BATHELEMONT concernant 2,70 ha situés à SERRES ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Messieurs MARCHAL, associés du GAEC SAINT LOUIS, sont autorisés à exploiter 2,70 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs MARCHAL.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs MARCHAL, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERRES pour affichage.  
NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/08/2004 par **Monsieur BAUSCH Christian à ANOUX concernant son installation.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur BAUSCH Christian est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 28/09/2004 par **Monsieur SESMAT Mathieu à CHAMPENOIX concernant son installation avec les aides de l'Etat.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :****ARTICLE 1er :**

Monsieur SESMAT Mathieu est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

**ARTICLE 2 :**

La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation cédante

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,



VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2004 par **Monsieur GENAY Cyril à TANTONVILLE concernant son installation, hors cadre familial, avec les aides de l'Etat.**  
VU les demandes d'agrandissement concurrentes déposées par Messieurs Guillaume PUREL et Pascal DRON,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée,  
CONSIDERANT que le projet d'installation de Monsieur GENAY est prioritaire par rapport aux demandes d'agrandissement précitées,

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur GENAY Cyril est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, aux propriétaires, à Messieurs Guillaume PUREL et Pascal DRON et dans les Mairies d'ORMES ET VILLE, BENNEY et LEMAINVILLE pour affichage.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 4/10/2004 par **Monsieur OGER Francis à SELAINCOURT concernant son installation hors cadre familial.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 13/10/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur OGER Francis est autorisé à exploiter conformément à sa demande.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

NANCY, le 20 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

## SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/306**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE ROMAIN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 02 août 1982 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de ROMAIN;

VU l'arrêté préfectoral du 02 septembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de ROMAIN en date du 29 juin 2001 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 02 août 1982 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 26ha 92a 95ca situés sur le territoire de la Commune de ROMAIN ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
ROMAIN	B 3	N° 113 à 118 et N° 171
	B 4	N° 127 à 131

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROMAIN.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROMAIN.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROMAIN sera affichée pendant 1 mois dans la commune de ROMAIN par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE et M. le Maire de Commune de ROMAIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de ROMAIN,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
 Yves ROYER

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/307**  
**MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE**  
**DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE PULNEY**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
 Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 26 mars 1973 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de PULNEY;

VU l'arrêté préfectoral du 02 septembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision motivée adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de PULNEY en date du 13 septembre 2002 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 26 mars 1973 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 39ha 86a 12ca situés sur le territoire de la Commune de PULNEY ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
PULNEY	C	N° 170 à 173, N° 480, 490 et N° 520
	ZH	N° 4, 5 et 7
	ZD	N° 18 à 20, N° 31 à 44, N° 49, N° 51 à 54 et N° 57 et 58

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de PULNEY.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de PULNEY.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de PULNEY sera affichée pendant 1 mois dans la commune de PULNEY par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de TOUL et M. le Maire de Commune de PULNEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de PULNEY,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/274/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu la circulaire ministérielle n° 96-14 en date du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder au lancement de l'ouvrage d'art définitif - LGV Est Européenne en surplomb de l'A.31 sur le territoire de la commune de LESMENILS ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Durant la nuit du 27 au 28 octobre 2004 de 21 H 00 à 6 H 00, sur l'A. 31, du PR 278+600 au PR 283+300 la circulation des usagers s'établit comme suit :

**Dans le sens NANCY - METZ**

- ☐ la circulation s'effectue sur la voie rapide
- ☐ il est interdit de doubler
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement (PR 280+100)
- ☐ puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens METZ - NANCY à 90 km/h
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 282+050).

**Dans le sens NANCY - METZ**

- ☐ la voie rapide est neutralisée
- ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- ☐ il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

La bretelle d'entrée LESMENILS - METZ (échangeur n° 28) est fermée à toute circulation durant la période des travaux

**ARTICLE III**

Les usagers de la RD 910 désirant se rendre à METZ sont priés d'emprunter la déviation suivante :

Reprendre l'A. 31 par la bretelle LESMENILS - NANCY, sortir à l'échangeur d'ATTON et reprendre l'A. 31 vers METZ.

**ARTICLE IV**

Ce chantier déroge à toutes inter-distances fixées dans la circulaire ministérielle n° 96-14 en matière de basculement.

**ARTICLE V**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE VI**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES

**ARTICLE VII**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Monsieur le Maire de LESMENILS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/281/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la R.N. 52 entre les PR 15+800 et 16+500, entre les échangeurs de MEXY et du PULVENTEUX ;  
Vu l'avis favorable de la commune de REHON en date du 14/10/2004 ;  
Vu l'avis favorable de la commune de LONGWY en date du 14/10/2004 ;  
Vu l'avis favorable du commissariat de Police de LONGWY en date du 18/10/2004 ;  
Vu l'avis favorable de l'UDAM de LONGWY et BRIEY - Secteur Nord en date du 20/10/2004 ;  
A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du lundi 25 octobre à 8 H 00 au vendredi 29 octobre 2004 à 19 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la R.N. 52 entre les PR 14+128 et 18+247, de l'échangeur de MEXY à l'échangeur de LONGUYON.

**ARTICLE II**

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

**□ Sens METZ - LONGWY - (RN 52)**

Sortie Echangeur de MEXY, prendre la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY jusqu'au giratoire du Pulventeux, carrefour avec la R.N. 18 et ensuite emprunter l'échangeur de la R.N. 52 direction Luxembourg.

**□ Sens LONGWY - METZ - (RN 52)**

A l'échangeur du Pulventeux, prendre sortie "Verdun - Longuyon", la R.N. 18, la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY puis emprunter l'échangeur de MEXY direction METZ.

**□ Sens R.N. 18 - METZ**

Sur la R.N. 18, prendre le giratoire Ouest du Pulventeux en direction de LONGWY, puis la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de LONGWY) et ensuite prendre l'échangeur de MEXY direction METZ. (RN 52)

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de REHON et LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/282/CDE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine en date du 21 octobre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de génie civil préalable à la pose de fibre optique sur l'A31, au droit de l'échangeur de Belle ville dans le sens Metz- Nancy, sur le territoire de la commune de BELLEVILLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

La nuit du 21 au 22 octobre 2004 et les nuits du 25 au 27 octobre 2004 (2 nuits), de 21 h 00 à 6 h 00, toute circulation est interdite sur les bretelles METZ - BELLEVILLE et BELLEVILLE - NANCY de l'échangeur n°25 (BELLEVILLE) de l'A31.

**ARTICLE II**

Les usagers sont priés d'emprunter les déviations suivantes :

▪ **Fermeture de la sortie n°25 (Metz-Belleville) Echangeur de Belleville :**

Sortir de l'A31 par la sortie 24 de l'échangeur de CUSTINES, reprendre l'A31 dans le sens Nancy-Metz, sortir à la sortie n°25 (Echangeur de BELLEVILLE)

▪ **Fermeture de la bretelle d'entrée BELLEVILLE-NANCY (Echangeur n°25 Belleville) :**

Suivre la RN 57, traverser MARBACHE, entrer dans POMPEY direction CUSTINES par RD 90, au giratoire de la ZI de POMPEY, prendre RD 40 puis entrer sur A31 par l'échangeur de CUSTINES (n°24).

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision l'entreprise SODEER, sous contrôle de la SUBDIVISION ENTRETIEN des AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de AUTREVILLE SUR MOSELLE, BELLEVILLE, CUSTINES, MARBACHE, POMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Pour le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,

Le Chef de la CDER,

C. GIRARDY

---

**SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES****ARRETE N° 04 DE 006 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE SAULXEROTTE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2003 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 19 janvier 2004 au 19 février 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 2 avril 2004 ;

VU la délibération du conseil municipal de SAULXEROTTE en date 10 mai 2004 du approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Equipement.

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1**

La carte communale de SAULXEROTTE, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**ARTICLE 2**

Le dossier comprend :

- la délibération du conseil municipal
- un rapport de présentation,
- une planche de zonage au 1/2000
- une planche d'assainissement au 1/2000
- une planche d'eau potable au 1/2000
- une planche de servitude au 1/5000

**ARTICLE 3**

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratif de la Préfecture.

**ARTICLE 4**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement et Monsieur le Maire de SAULXEROTTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 2 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL 20 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY  
CONSTRUCTION D'UNE VOIE ROUTIERE ENTRE LE CARREFOUR DIT "DE LA SOLERE" AVENUE DU CHATEAU A SAULXURES LES NANCY  
ET LA RUE DE SAULXURES A PULNOY - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet de construction d'une voie routière entre le carrefour dit "de la Solère", avenue du Château à SAULXURES LES NANCY et la rue de Saulxures à PULNOY, sur le territoire des communes précitées ;

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant :

- la notice explicative précisant notamment l'objet de l'opération et les caractéristiques principales des ouvrages,
- le plan de situation au 1/100 000°,
- les plans généraux des travaux au 1/500°, 1/1000° et 1/0500°,

- l'appréciation sommaire des dépenses,
- une étude d'impact et son résumé non technique.

Vu la délibération n° 3 du 23 avril 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, sollicitant de Monsieur le préfet la déclaration d'utilité publique de l'opération ;

Vu l'annexe à la délibération susvisée, analysant et répondant aux observations du public formulées lors de l'enquête ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et notamment son article 2 ;

Vu le décret d'application n° 77-1141 du 12 octobre 1977 de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée,

Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation au service des domaines ;

Vu la loi n° 89-412 du 22 juin 1989 portant codification des textes législatifs et le décret n° 89-631 du 4 septembre 1989 portant codification des textes réglementaires concernant la voirie routière ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques modifiant le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et l'annexe du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 précité ;

Vu la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures des transports terrestres ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières, pris pour l'application du décret n° 95-22 susvisé ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et notamment son article 19 ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 à L 11-2, L 11-4, L 11-5, L 11-6, L 11-7 et R 11-1 à R 11-18 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de SAULXURES LES NANCY approuvé le 3 février 1981, révisé une première fois le 4 mars 1987, une seconde le 11 mai 1989, modifié le 29 mai 1998 et actuellement en cours de révision ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de PULNOY approuvé le 18 juillet 1979, révisé le 14 mars 1984, le 18 mai 1989, le 21 mai 1991 et le 24 mars 2000, modifié le 9 mai 1985, le 4 août 1988, le 31 juillet 1990, le 26 janvier 1993, le 7 mars 1995 et le 11 juillet 2002 ;

Vu le code de l'environnement (partie législative), annexe de l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le chapitre III du titre II du livre Ier ;

Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'avis du service des domaines du 11 décembre 2002 ;

Vu le dossier et les résultats de l'enquête ouverte dans les communes de SAULXURES LES NANCY et PULNOY, en exécution de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003, en vue de la déclaration d'utilité publique du projet ;

Vu l'avis favorable émis par Monsieur le commissaire enquêteur dans son rapport et ses conclusions du 4 décembre 2003 ;

Considérant la nécessité de réaliser cette opération qui permettra :

- de desservir la ZAC des Sables en cours d'aménagement à PULNOY et à terme, de réaliser les programmes d'urbanismes de la zone 2NA prévus aux documents d'urbanisme de SAULXURES et PULNOY ;
- de relier l'agglomération pulnéenne à la voie routière de contournement Sud Est de NANCY,
- d'améliorer les conditions de circulation dans le secteur.

Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération ;

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** - Sont déclarés d'utilité publique, les terrains à acquérir et les travaux à exécuter nécessaires à la construction d'une voie routière entre le carrefour dit "de la Solère" avenue du Château à SAULXURES LES NANCY et la rue de Saulxures à PULNOY, conformément aux dispositions des plans des travaux au 1/500° et 1/1000°, ainsi qu'au document joint justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 2** - La Communauté Urbaine du Grand Nancy est autorisée à acquérir les immeubles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 3** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Madame le maire de SAULXURES LES NANCY et Monsieur le maire de PULNOY, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Madame le maire de SAULXURES LES NANCY
- Monsieur le maire de PULNOY
- Monsieur Pierre GOUPIL, commissaire enquêteur
- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy
- Monsieur le président du tribunal administratif
- Madame la directrice des archives départementales
- Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

NANCY, le 11 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### AVIS

Par arrêté préfectoral n° 33864 en date du 15 octobre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique TJ menuiserie WUCHER, 13 rue St Hilaire, sur la commune d'HAMMEVILLE.

## DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

## AFFAIRES DEPARTEMENTALES

## ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'instruction 98-002 du 5 janvier 1998 portant création des conseils départementaux de la jeunesse

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1998 portant création du conseil départemental de la jeunesse de Meurthe et Moselle

Vu le décret 2002-708 du 30 avril 2002 relatif au Conseil national et aux Conseils départementaux de la jeunesse

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 2002 relatif à la composition et aux modalités de renouvellement des conseils départementaux de la jeunesse

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Le Conseil Départemental de la Jeunesse de Meurthe et Moselle est renouvelé comme suit :• Premier collège : représentants des associations de jeunesse et des conseils locaux de jeunes.**BRAUD Julien**

4 rue Jacques Lemoine - 54540 BADONVILLER

**DENIS Julien**

15 rue Kléber - 54000 NANCY

**LAVAUX Annelise**

10 rue de la Halle - 54760 MONTENOY

**MALLICK Cédric**

1 bis rue Henner Rés. Parc Ste Marie - 54000 NANCY

**MONERET Jean**

4 rue Alain Fournier - 54500 VANDOEUVRE

**MOUQUE Essenam**

12 rue de la Primatiale - 54000 NANCY

**MULLER Julien**

16 rue Albert Schweitzer - 54510 ART/MEURTHE

**OLIVEIRA Sandrine**

24 rue de Mulhouse - 54000 NANCY

**PARMENTIER Gabrielle**

24 grand rue - 54300 SIONVILLER

**YILDIZ Cevat**

2 rue Frédéric de Salm - 54160 PULLIGNY

**METROT Arnold**

18 Grande rue - 54290 NEUVILLER/MOSELLE

• Second collège : représentants des organisations de jeunes, mouvements politiques représentés au parlement et organisations syndicales de jeunes, mouvements lycéens et étudiants :**ADENOT Gaëlle**

55 rue Brocard - 54600 VILLERS LES NANCY

**DEMONET Thibault**

20 rue Saint Antoine - 54360 BLAINVILLE /L'EAU

**PIERRON Rudy**

Résidence universitaire Boudonville - 54000 NANCY

**HARDOUIN Rémy**

4 rue du Four - 54610 ABAUCOURT

**MANGEOT Etienne**

4 rue Haute - 54200 TOUL

**PAULUS Alban**

7 rue du Moulin - 54450 FREMONVILLE

**THIERY Guillaume**

52 rue de Forté - 54640 TUCQUEGNIEUX

**ARTICLE 2 :** Le C.D.J. est présidé par le Préfet ou son représentant, il est destiné à donner des avis ou formuler des propositions sur toutes les questions qui lui sont soumises par son président. Il peut en outre réaliser des études, des actions, et formuler des propositions sur tout sujet d'ordre économique, social ou culturel intéressant directement les jeunes.**ARTICLE 3 :** Les membres du CDJ sont élus pour un mandat de deux ans renouvelable une fois. Ils sont âgés de 16 ans au moins et de 26 ans au plus à la date de leur nomination.**ARTICLE 4 :** Le CDJ se réunit en séance plénière sur convocation du Préfet ou de son représentant. Il peut créer des groupes de travail thématiques, procéder à des auditions, proposer des actions ou des animations.**ARTICLE 5 :** Le secrétariat, l'organisation et l'animation du CDJ sont assurés par le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.**ARTICLE 6 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 29 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## OFFICE NATIONAL DES FORETS

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER  
COMMUNE DE OTHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations du Conseil Municipal de la Commune de OTHE en date du 19 Août 2004 demandant l'application du régime forestier à 7 ha 14 a 60 ca ;

VU les procès-verbaux de reconnaissance des Ingénieurs de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE .

## A R R E T E

**ARTICLE 1er :** Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne Morale Propriétaire	Désignations Cadastres			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de OTHE	ZA	10	COTE DE POUILLA	0,1685	OTHE
		ZA	11	COTE DE POUILLA	0,0505	OTHE
		ZA	12	COTE DE POUILLA	0,8900	OTHE
		ZA	13	COTE DE POUILLA	4,7790	OTHE
		ZA	55	COTE DE POUILLA	0,0040	OTHE
		ZB	30	LES SORTS	0,4356	OTHE
		ZB	31	LES SORTS	0,1398	OTHE
		ZB	32	LES SORTS	0,1276	OTHE
		ZC	33	SUR BAZEILLES	0,5510	OTHE

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de OTHE.

NANCY, le 19 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

### ARRETE PORTANT CREATION DU TRAITEMENT AUTOMATISE DE DONNEES SITIZ

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet modifié,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 24 juillet 2004,

LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ, CHANCELIER DES UNIVERSITES,

### A R R E T E

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est créé au Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz, Missions Tice, 10, rue de Santifontaine, 54000 NANCY, un traitement automatisé d'informations nominatives dans le cadre duquel sont mis en œuvre les traitements automatisés d'informations nominatives suivants :

- la collecte de données personnelles par le biais de l'application Scolarité dont la finalité est l'attestation du B2i ;
- l'accès restreint pour les élèves aux données qui les concernent et les enseignants aux données qui les concernent et à celles qui concernent les élèves pour lesquels ils assurent le suivi du B2i ;
- l'accès restreint pour les personnels de direction des établissements et des écoles, des Inspections académiques et du Rectorat à des statistiques pour la gestion des feuilles de position et la gestion des correspondants B2i (enseignants d'un établissement ou d'une école chargés de la mise en œuvre du B2i).

#### **ARTICLE 2 :**

Les catégories d'informations nominatives traitées sont :

- pour les élèves, le nom, le prénom, la date de naissance, l'éléonot (numéro national d'identification des élèves),
- pour les enseignants, l'identifiant Mèl ouvert et le mot de passe de messagerie, les disciplines enseignées

#### **ARTICLE 3 :**

Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont, s'agissant de :

- la collecte de données personnelles par le biais de formulaires, l'extraction de données personnelles à partir de l'application Scolarité : les enseignants gérant le B2i dans l'établissement ou l'école et les personnels de direction
- l'accès à ces données : les utilisateurs (élèves - qui n'accèdent qu'aux données les concernant - et enseignants)

#### **ARTICLE 4 :**

Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du gestionnaire de l'application Sitiz de l'établissement ou de l'école dont le nom figure sur les écrans de l'application.

Les personnes disposent d'un droit d'opposition à la diffusion sur le site d'informations les concernant. Les utilisateurs du site sont informés de leurs droits au moyen de mentions figurant au sein des pages du site concernant leur profil.

#### **ARTICLE 5 :**

Le Conseiller TICE auprès du Recteur de l'Académie de Nancy-Metz est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site de l'Académie de Nancy-Metz.

Le Recteur de l'Académie de Nancy-Metz,  
Chancelier des Universités,  
Michel LEROY



## ARRETES INTERPREFECTORAUX

ARRETE INTERPREFECTORAL PROROGANT LE DELAI POUR STATUER SUR LA DEMANDE PRESENTEE  
PAR M. LE DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LORRAINE, A L'EFFET D'OBTENIR L'AUTORISATION  
ET LA DECLARATION D'INTERET GENERAL EN VUE DE LA REALISATION D'UN ITINERAIRE DE PROMENADE SUR LES BERGES DE L'ORNE  
DE MOINEVILLE (54) A ROMBAS (57), AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 repris dans les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement, et notamment l'article 8 du décret n° 93-742 ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu la demande de M. le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine à l'effet d'être autorisé à réaliser un itinéraire de promenade sur les berges de l'Orne de MOINEVILLE (54) à ROMBAS (57) ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 4 juin 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable au projet de réaliser les travaux susvisés ;

Vu le déroulement de l'enquête publique du lundi 21 juin 2004 au vendredi 9 juillet 2004 inclus ;

Vu le rapport de M. Pierre IDOUX, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 19 juillet 2004 ;

Considérant :

- que ce dossier doit être soumis aux Conseils Départementaux d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;
- que l'instruction de ce dossier ne pourra être terminée dans le délai imparti à l'article 8 du décret n°93-742 du 29 mars 1993 ;
- qu'il y a lieu, en conséquence, de proroger le délai dans lequel doit intervenir la décision ;

Sur proposition de Messieurs les Secrétaires Généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

## A R R E T E N T

**ARTICLE 1er** : Le délai de 3 mois prévu à l'article 8 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pour statuer sur la demande de M. le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine est prorogé de 2 mois à compter de la date de réception à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle du rapport du commissaire-enquêteur, soit jusqu'au 19 décembre 2004.

**ARTICLE 2** : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3** : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe & Moselle, M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, M. le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine, pétitionnaire ;
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de la Moselle.

NANCY, le 18 octobre 2004

METZ, le 18 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1097
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b> .....	1097
<i>TROISIEME BUREAU</i> .....	1097
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1097
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MADAME LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1097
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR .....	1097
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	1098
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR .....	1098
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	1099
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX (BUDGET ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE CODE 07) .....	1100
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION ARRETE MODIFIANT L'ARRETE DU 20 OCTOBRE 2003 .....	1100
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1101
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES .....	1102
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....	1103
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. GERARD DECLUNDER, DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT OPERATIONNEL ET LOGISTIQUE DE LA SECURITE CIVILE DE L'EST (E.S.O.L.) .....	1103
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1104
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. DANIEL KIEFER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1105
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES .....	1105
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. JEAN-YVES MAY, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1106
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. DOMINIQUE SIMON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1107
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1107
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b> .....	1108
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b> .....	1108
DELIBERATIONS RELATIVES A LA COMMISSION EXECUTIVE DU 21 SEPTEMBRE 2004 .....	1108
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	1109
<i>ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i> .....	1109
ARRETE PREFECTORAL 2004/293 FIXANT LA PERIODE DES VANDANGES EN MEURTHE-ET-MOSELLE RECOLTE 2004 .....	1109
ARRETE PREFECTORAL 2004/295 CONSTATANT L'INDICE DES FERMAGES ET SA VARIATION POUR L'ANNEE 2004 .....	1110
<b>CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY</b> .....	1111
DECISION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES .....	1111
<b>TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b> .....	1111
<i>SERVICE RESSOURCES HUMAINES</i> .....	1111
DELEGATION DE SIGNATURE EN DATE DU 1ER OCTOBRE 2004 .....	1111
LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1111
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	1113
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LA NOMINATION DE SIX MAITRES OUVRIERS AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES .....	1113
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE</b> .....	1113
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES</b> .....	1113
A R R E T E N°2004- 357 S.G.A.R. EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 2004 RELATIF AUX ORGANISMES, INSTITUTIONS, GROUPEMENTS, FEDERATIONS OU SYNDICATS REPRESENTES ADMIS A SIEGER AU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO- SOCIALE (CROSMS) DE LORRAINE .....	1113
ARRETE N°2004-358 S.G.A.R. EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSMS) .....	1115

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## TROISIEME BUREAU

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 29 avril 2002 portant nomination de Monsieur Hugues CORBEAU en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'équipement ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 31 mai 2002 est complété par les dispositions suivantes.

Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 31 mai 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtes portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence et d'empêchement de M. Hugues CORBEAU, et sous sa responsabilité, M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, est autorisé à signer les actes dévolus à la personne responsable des marchés.

**ARTICLE 4 :** Le directeur départemental de l'équipement m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 5 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le directeur départemental de l'équipement peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MADAME LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES VETERINAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU l'arrêté ministériel du 7 mars 2002 portant nomination de Madame Régine MARCHAL NGUYEN en qualité de directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 29 juillet 2002 est complété par les dispositions suivantes.

Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services vétérinaires, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des services vétérinaires pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services vétérinaires à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3** : Le directeur départemental des services vétérinaires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, le directeur départemental des services vétérinaires peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des services vétérinaires et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de Monsieur Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 28 août 2000 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2001 portant nomination de Monsieur Philippe MICHEL en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 novembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2001 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

#### ARRÊTÉ

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 26 novembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 26 novembre 2001 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX  
(BUDGET ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE CODE 07)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU l'arrêté ministériel du 22 février 2002 portant nomination de Monsieur Marc CANO en qualité de directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 29 août 2002 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 27 août 2002 complété par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 relatif au compte de commerce 904-06, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental des services fiscaux ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral susvisé du 27 août 2002 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 27 août 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur départemental des services fiscaux m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le directeur départemental des services fiscaux peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des services fiscaux et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION  
ARRETE MODIFIANT L'ARRETE DU 20 OCTOBRE 2003**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 22 novembre 2000 portant nomination de Monsieur Paul-Jacques GUIOT en qualité d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000 ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU la circulaire de Monsieur le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche DAF A2/FD/n°03-214 du 19 juin 2003

VU l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2003, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. l'inspecteur d'académie ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 2 de l'arrêté du 20 octobre 2003 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtes portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3** : L'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006 ;

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture, à l'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU la nomination du 22 juin 1999 de Monsieur Raymond AUBRY en qualité de directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 25 mars 2003 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 25 mars 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2003 portant nomination de Monsieur Philippe BAILLET en qualité de directeur régional des douanes à compter du 31 décembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur régional des douanes ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 24 décembre 2003 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur régional des douanes, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 24 décembre 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur régional des douanes pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur régional des douanes à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur régional des douanes m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, le directeur régional des douanes peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.



**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des douanes et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'arrêté préfectoral susvisé du 2 septembre 2004 est complété par les dispositions suivantes :

Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 3 :** Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 4 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. GERARD DECLUNDER, DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT OPERATIONNEL ET LOGISTIQUE  
DE LA SECURITE CIVILE DE L'EST (E.S.O.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1996 nommant M. Gérard DECLUNDER en qualité de directeur de l'établissement opérationnel et logistique de la sécurité civile de l'Est ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R Ê T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est accordée à M. Gérard DECLUNDER à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Gérard DECLUNDER m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Gérard DECLUNDER à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Gérard DECLUNDER indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3** : M. Gérard DECLUNDER peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution.

Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulés.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Gérard DECLUNDER et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R Ê T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est accordée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Michel PONSARD-CHAREYRE m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Michel PONSARD-CHAREYRE indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3 :** M. Michel PONSARD-CHAREYRE peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4 :** Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Michel PONSARD-CHAREYRE et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. DANIEL KIEFER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2002 nommant M. Daniel KIEFER en qualité de directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er :** Délégation de signature est accordée à M. Daniel KIEFER à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Daniel KIEFER m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2 :** Délégation de signature est également donnée à M. Daniel KIEFER à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Daniel KIEFER indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3 :** M. Daniel KIEFER peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4 :** Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Daniel KIEFER et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 1993 nommant M. Jacques SCHIELE en qualité de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

**Article 1er** : Délégation de signature est accordée à M. Jacques SCHIELE à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Jacques SCHIELE m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SCHIELE à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Jacques SCHIELE indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3** : M. Jacques SCHIELE peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution.

Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006 ;

**Article 5** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Jacques SCHIELE et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. JEAN-YVES MAY, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la nomination de M. Jean-Yves MAY en qualité de chef des services du trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRÊTE

**Article 1er** : Délégation de signature est accordée à M. Jean-Yves MAY à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Jean-Yves MAY m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Yves MAY à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Jean-Yves MAY indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3** : M. Christian Jean-Yves MAY peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4 :** Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Christian Jean-Yves MAY et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES**  
**A M. DOMINIQUE SIMON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 2001 nommant M. Dominique SIMON en qualité de directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> mai 2001 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er :** Délégation de signature est accordée à M. Dominique SIMON à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Dominique SIMON m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2 :** Délégation de signature est également donnée à M. Dominique SIMON à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Dominique SIMON indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3 :** M. Dominique SIMON peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4 :** Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture, M. Dominique SIMON et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES**  
**A M. LE CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU l'arrêté ministériel du 13 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Lorenzo DIEZ en qualité de chef du service de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er octobre 2004 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** : Délégation de signature est accordée à M. Lorenzo DIEZ, chef du service de l'architecture et du patrimoine à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. le chef du service de l'architecture et du patrimoine m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**Article 2** : Délégation de signature est également donnée pour l'exercice budgétaire 2004 à M. le chef de l'architecture et du patrimoine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. le chef de l'architecture et du patrimoine indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**Article 3** : M. le chef de l'architecture et du patrimoine peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**Article 4** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution.

Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006. Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**Article 5** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture, M. le chef de l'architecture et du patrimoine et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 14 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

#### SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

#### AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

#### DELIBERATIONS RELATIVES A LA COMMISSION EXECUTIVE DU 21 SEPTEMBRE 2004

##### Délibération n°116/04

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 modifié .  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 48  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

#### DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens portant attribution d'une subvention de **47 024 €** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés. Ce fonds est destiné à financer les charges (dépenses de personnel ou de matériel) supportées par l'établissement pour participer à l'expérimentation de la nouvelle version de la procédure d'accréditation.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 21 septembre 2004

Le président de la commission exécutive  
Jacques SANS

---

##### Délibération n°117/04

#### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004  
VU la délibération n° 88/2004 du 15 juin 2004 autorisant la création de 8 places d'hospitalisation à temps partiel de jour en gynécologie-obstétrique,  
VU les conclusions favorables de la visite de conformité réalisée le 27 juillet 2004,

#### DECIDE

D'approuver les tarifs fixés, à compter du 27 juillet 2004, pour 8 places d'hospitalisation à temps partiel en gynécologie-obstétrique à la Polyclinique Majorelle à Nancy

Prestations	Gynécologie-obstétrique Hospitalisation à temps partiel
Forfait d'accueil et de surveillance groupe 1	17.65 €
Forfait d'accueil et de surveillance groupe 2	54.43 €
Forfait d'accueil et de surveillance groupe 3	52.81 €
Frais de salle d'opération	3.54 €
Frais d'anesthésie et de réanimation	3.54 €
Frais d'environnement	2.66 €
Frais de transport de sang	1.81 €
Majoration PMSI	4.45 €

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.**

#### Délibération n°118/04 concernant l'avenant au C.O.M. du Centre « Alexis Vautrin » de Vandoeuvre les Nancy

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU l'article L 6114-4 du Code de la Santé Publique,  
 VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés,  
 VU la circulaire du 27 juillet 2004 précisant les conditions d'attribution des subventions pour l'expérimentation de la nouvelle version de la procédure d'accréditation,

##### DECIDE

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens portant attribution d'une subvention de 48 996 euros au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés. Ce fonds est destiné à financer les charges (dépendances de personnel ou de matériel) supportées par l'établissement pour participer à l'expérimentation de la nouvelle version de la procédure d'accréditation.

**La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.**

Fait à Nancy, le 21 septembre 2004

Le président de la commission exécutive  
 Jacques SANS

#### Délibération n°119/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

- VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;  
 VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L. 162-22-8 et R. 162-41 ;  
 VU l'accord national du 22 mars 2004, conclu entre l'Etat et les représentants des organisations nationales représentatives des établissements de santé mentionnés au d de l'article L 162-22-6 du code de la sécurité sociale dans sa rédaction issue de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, pris en application de l'article L 162-22-3 du code de la sécurité sociale et fixant les taux d'évolution des tarifs des prestations d'hospitalisation et des montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L 162-22-8 du code de la sécurité sociale pour 2004 ;  
 VU la délibération 294/01 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 18 décembre 2001 ;  
 VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz ;

##### DÉCIDE

D'approuver l'avenant n°3 au contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'Agence et l'Hôpital-Clinique Claude Bernard à Metz  
 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

Fait à Nancy, le 21 septembre 2004

Le président de la commission exécutive  
 Jacques SANS

#### DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

##### ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

#### ARRETE PREFECTORAL 2004/293 FIXANT LA PERIODE DES VANDANGES EN MEURTHE-ET-MOSELLE RECOLTE 2004

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la légion d'honneur

- VU les articles 407 et 408 du code général des impôts  
 VU le décret du 31 mars 1998 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul",  
 VU l'article 2 du décret n° 68-807 du 13 septembre 1968, modifié par le décret n° 72-309 du 1 avril 1972,  
 VU le règlement CE n° 1282/2001 du 28 juin 2001 de la commission européenne  
 VU l'article 1er du décret n° 70-175 du 2 mars 1970  
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du Président de la République en conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle,  
 VU l'avis du Comité Régional d'Experts des Vins d'Alsace, réuni les 7 et 14 septembre 2004,  
 SUR proposition M. le Secrétaire général de la Préfecture,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", le début des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, est fixé comme suit :  
 au 08 octobre 2004 pour les cépages AUXERROIS, PINOT NOIR et PINOT MEUNIER  
 au 13 octobre 2004 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées à partir du 2 octobre 2004 sur demande individuelle écrite auprès du Service Régional de l'INAO - 12, avenue de la Foire aux Vins - 68012 à COLMAR.

**ARTICLE 2** - Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2004, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, au Service des Douanes et droits Indirects de NANCY

(Service Régional de la Viticulture 150, rue Alfred Krug 54052 NANCY).

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

**ARTICLE 3** - Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

**ARTICLE 4** - Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects, l'Inspecteur départemental de la répression des fraudes, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 5 octobre 2004

Le Préfet,  
 Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL 2004/295 CONSTATANT L'INDICE DES FERMAGES ET SA VARIATION POUR L'ANNEE 2004**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
 Chevalier de la légion d'honneur

VU le code rural et notamment l'article L. 411-11,

VU la loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative aux prix des fermages,

VU le décret n° 95-623 du 6 mai 1995 déterminant les modalités de calcul et de variation de l'indice des fermages et modifiant le code rural,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales en date du 07 juillet 2004, constatant pour 2004 les indices des revenus bruts d'entreprise agricole servant au calcul des indices des fermages,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/399 du 13 septembre 2001 fixant la composition de l'indice des fermages,

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/400 portant application des dispositions du statut du fermage pour le département de Meurthe-et-Moselle,

VU la décision prise par la commission départementale des bénéfices agricoles forfaitaires le 28 mai 2004,

VU l'avis émis par la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux le 22 septembre 2004,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2004 à la valeur de **107,4**.

Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au 30 septembre 2005.

**Article 2** - La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de - 0,28 %.

**Article 3** - A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 et jusqu'au 30 septembre 2005, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale	Valeur maximale
		EURO/ha	EURO/ha
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	85,89	98,34
	Moyenne	55,27	85,89
	Inférieure	40,49	55,27
Woëvre et Haye	Supérieure	81,99	94,44
	Moyenne	52,67	81,99
	Inférieure	37,78	52,67
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	78,62	92,29
	Moyenne	50,09	78,62
	Inférieure	36,10	50,09

2) pour les cultures maraîchères :

minimum : 509,62 Euro/ha

maximum : 815,39 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes

minimum : 857,65 Euro/ha

maximum : 1.715,30 Euro/ha



Terres à vignes

minimum 367,57 Euro/ha  
maximum 612,61 Euro/ha

**Article 4** - Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1<sup>er</sup> octobre 2004 à 111,70 euro (inchangé).

**Article 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 29 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY****DECISION RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN TRAITEMENT AUTOMATISE D'INFORMATIONS NOMINATIVES****LE DIRECTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY**

Vu la Loi N° 78.17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret N° 78.774 du 17.07.1978 modifié par les décrets N° 78.1823 du 23.12.1978 et N° 79.421 du 20.05.1979,

Vu le décret N° 60.452 du 12.05. 1960,

Vu la Convention Collective Nationale du Travail du 8 Février 1957,

Vu l'avis réputé favorable de la CNIL du 06 Août 2004

**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Meurthe-et-Moselle (NANCY) met en place un système informatisé de gestion des temps du personnel dénommé INCOTEC

**Article 2** Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

Matricule, Nom patronymique, Prénom, Direction, Département, Service, Sexe, Date de naissance, Date d'entrée dans l'entreprise, Date de sortie, Date d'ancienneté, Statut, Catégorie de l'employé, Type de Contrat.

**Article 3** Les destinataires ou catégories de destinataires de ces informations sont :

la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY.

**Article 4** Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi N° 78.17 du 06.01.1978 s'exerce auprès de la :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY

Service du Personnel

9 Boulevard Joffre

54047 NANCY CEDEX

Responsable du service: Mme Denise HENQUEL Téléphone: 03 83 85 50 67

**Article 5** Le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée dans les locaux (tableau d'affichage réservé au personnel) de la Caisse Primaire et dans le Recueil Départemental des Actes Administratifs du département de Meurthe-et-Moselle, après avis favorable de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Fait à Nancy , le 30 Septembre 2004.

Le Directeur  
H. MOLON

---

**TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****SERVICE RESSOURCES HUMAINES****DELEGATION DE SIGNATURE EN DATE DU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2004****LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Je soussigné, Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général du département de Meurthe-et-Moselle, constitue comme mandataires à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004, les personnes suivantes :

**I - DELEGATIONS GENERALES**

Jean-Yves MAY, Chef des Services du Trésor Public, assure, sous mon autorité et en qualité de fondé de pouvoir, la direction des services déconcentrés du Trésor de Meurthe-et-Moselle. Il reçoit procuration générale à l'effet de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer, seul ou concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y attachent. Il est autorisé à agir en justice, et pour effectuer les déclarations de justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives.

Procuration générale et autorisation à agir en justice et pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif de procédures collectives notamment sont par ailleurs données, pour n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de ma part ou de M. Jean-Yves MAY, mais sans que cette condition ne soit opposable aux tiers, à :

-M. Jean-François BOYMOND,	Trésorier principal
-M. Hervé FRIDRICK,	Inspecteur principal auditeur
-M. Eric PIQUE,	Inspecteur principal auditeur
-Mme Marie-France COLOMBEY,	Receveur perceuteur Chef de division
-Mme Anne-Marie FLAMANT,	Receveur perceuteur Chef de division
-M. Claude ZINZIUS,	Receveur perceuteur Chef de division
-M. Michel ROUSSEAU,	Receveur perceuteur Chef de division

**II- DELEGATIONS SPECIALES**

1/ Fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France

1/1 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement et documents nécessaires au fonctionnement du compte courant du Trésor à la Banque de France, à :

-Mme Marie-France MARCHAL,	Inspecteur chef du service Comptabilité
-Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion bancaire
-M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, chef du service CEPL-Gestion

-Mme Eliane GRANIE,  
-M. Sébastien GENDRE,  
-Mme Brigitte LEININGER,  
-Mlle Evelyne CANTENER,  
-Mme Evelyne ROQUES,  
-M. Bernard LAROSE,  
-Mme Angélique MARTIN ,

Inspecteur chef du service CFD  
Inspecteur chef du service Dépense  
Contrôleur principal, service Gestion Bancaire  
Contrôleur, service Gestion Bancaire  
Contrôleur, service Gestion Bancaire  
Contrôleur, service Comptabilité  
Contrôleur, service Comptabilité

**1/2 Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les ordres de virement PTCLI à :**

-Mme Martine HOUTMANN, Contrôleur principal, service Recouvrement centralisation-Amendes  
-Mme Martine FROST, contrôleur principal, service Dépense

**2/ Déclaration de créances du Trésor au passif des procédures collectives**

Procuration spéciale est donnée pour effectuer les déclarations de créances du Trésor Public au passif des procédures collectives à :

-Mme Emmanuelle DI MEGLIO, Inspecteur, chef du service Recouvrement Contentieux  
-M. Claude DAUVAN, Inspecteur, chef du service Recouvrement Produits Divers

**3/ Significations des actes d'Huissiers de Justice et d'Huissiers du Trésor.**

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les significations de tous actes d'huissiers de Justice ou huissiers du Trésor à :

-Mlle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire  
-Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur principal service Gestion Bancaire

**4/ Fichier central des chèques**

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer tous les documents relatifs au fichier central des chèques à :

-M. Michel ROUSSEAU, Receveur percepteur Chef de division  
-Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur principal service Gestion Bancaire  
-Mlle Nicole SIMONIN, Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire

**5/Audit**

Procuration spéciale est donnée à Mlle Odile GAMBETTE et M. Thierry LUSQUE, inspecteurs du Trésor Public pour :

Signer les procès verbaux des vérifications des régies d'avance et/ ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des établissements d'enseignement privé et des établissements d'enseignement agricole qu'ils assumeront dans le cadre de leurs fonctions d'assistants auditeurs.

Signer les procès verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et/ ou de recettes qu'ils assumeront dans le cadre de leurs fonctions d'assistants auditeurs.

Signer les procès verbaux de destruction de formules hors d'usage ou non utilisées.

Tout acte ou opération de gestion courante liée à l'activité d'audit

**6/ Fonctionnement des services**

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les chèques sur le Trésor et les ordres de paiement, les visas, et certifications diverses, les remises de titres, les autorisations de paiement pour mon compte, les récépissés, déclarations de recettes et de dépôts, les accusés de réception, les endossements de chèques et effets divers, les bordereaux d'envoi et les affaires courantes, mais seulement lorsque ces opérations concernent leur service, sans que cette condition soit opposable aux tiers ou puisse être revendiquée par eux, à :

-Mlle Catherine TEULLE,	Inspecteur, chef du service Budget Logistique
-Mlle France BERNIZ,	Inspecteur, chargée de la formation professionnelle et la documentation
Mlle Nathalie SAULNIER,	Inspecteur, chargée du pôle recouvrement contentieux et chef du service
Recouvrement-Centralisation-Amendes.	
-Mlle Nicole SIMONIN,	Inspecteur, chef du service Gestion Bancaire
-Mme Eliane GRANIE,	Inspecteur, chef du service Contrôle Financier Déconcentré
-Mme Marie France MARCHAL,	Inspecteur, chef du service Comptabilité
-Mme Dominique CRABOUILLET,	Inspecteur, chargée des Affaires Economiques et de la Communication
-Mme Sylvie ROMAIN,	Inspecteur, chef du service Ressources Humaines
-Mme Emmanuelle DI MEGLIO,	Inspecteur, chef du service Recouvrement Contentieux
-Mme Bénédicte OLLIER,	Inspecteur, chargée des Affaires Economiques
-M. Gilles CLEMENT,	Inspecteur, chargé de mission Informatique et Bureautique
-M. Sébastien GENDRE,	Inspecteur, chef du service Dépense
-M. François JABOUILLE,	Inspecteur, chargé des Affaires Economiques
-M. Michel MULIC,	Inspecteur, chef du service CEPL Conseil
-M. Julien PEYRISSAGUET,	Inspecteur, chef du service CEPL Gestion
-M. Patrick METTAVANT,	Inspecteur, chargé de mission Secteur Public Local
-M. Claude DAUVAN,	Inspecteur, chef du service Recouvrement Produits Divers
-M. Michel ROUSSEAU,	Receveur Percepteur chef de division, chargé des contrôles internes

**7/ Fonctionnement du service « Recouvrement Produits divers »**

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les certificats de paiement pour le compte de l'Office National des Forêts, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus, les états de poursuites par voie de saisie à :

-Mme Véronique DI GENNI, Contrôleur  
-Mme Jacqueline BIGEREL, Contrôleur

**8/ Fonctionnement du service « Recouvrement centralisation - Amendes »**

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les récépissés, déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les demandes de renseignements et accusés de réception du service Recouvrement, les états annuels des certificats reçus, les états de poursuites par voie de saisie à :

-Mme Martine HOUTMANN, Contrôleur principal  
-Mme Maryse DE DONATO, Contrôleur principal  
-M. Bertrand FLOC'H, Contrôleur

**9/ Fonctionnement du service « Ressources Humaines »**

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer les documents nécessaires à la paie des agents du Trésor adressés au Département Informatique auprès de la Trésorerie générale de la Moselle à :

-Mme Sylvie ROMAIN, Chef du service  
-Mme Simone GOIMIER, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée, à l'effet de signer en l'absence du chef de service Ressources Humaines le courrier interne au service à :

-Mme Simone GOIMIER, Contrôleur  
-Mme Anne-Marie CAMBEFORT, Contrôleur principal

#### 10/ Fonctionnement du service « Budget Logistique »

Procuration spéciale destinée à apposer la mention « service fait » sur les factures concernant la Trésorerie Générale est donnée à :

-Mlle Catherine TEULLE, Inspecteur chef du service  
-Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur  
-Mlle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Budget Logistique le courrier interne au service à :

-Mme Martine HOUSTLER, Contrôleur  
-Mlle Fabienne MATHIOT, Contrôleur

#### 11/ Fonctionnement du service « Recouvrement contentieux »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Recouvrement contentieux le courrier courant interne au service à :

-Mlle Marie-Christine RENAULD, Contrôleur principal

#### 12/ Fonctionnement du service « Dépense »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service Dépense le courrier interne au service à :

-Mme Marie-Christine JUHEL, Contrôleur  
-Mme Martine FROST, Contrôleur principal

#### 13/ Fonctionnement du service « Comptabilité »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service comptabilité le courrier courant interne au service à :

-M. Bernard LAROSE, Contrôleur  
-Mme Angélique MARTIN, Contrôleur

#### 14/ Fonctionnement du service « CEPL-Gestion »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service CEPL-Gestion le courrier courant interne au service à :

-M. Fabrice ARNET, Contrôleur principal  
-M. André THOUVENIN, Contrôleur principal

#### 15/ Fonctionnement du service « CEPL-Conseil »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service CEPL-Conseil le courrier courant interne au service à :

-Mme Noëlle MARIANI, Contrôleur principal  
-Mme Annette KIEFFER, Contrôleur principal

#### 16/ Fonctionnement du service « Gestion bancaire »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les déclarations de recettes ou de dépôts, les bordereaux d'envoi, les documents relatifs à l'ouverture et au fonctionnement des comptes de dépôts ou de comptes-titres, des quittances et ordres de Bourse à :

-Mme Brigitte LEININGER, Contrôleur principal  
-Mlle Evelynne CANTENER, Contrôleur  
-Mme Evelynne ROQUES, Contrôleur

#### 17/ Fonctionnement du service « Contrôle Financier Déconcentré »

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer en l'absence du chef de service « Contrôle Financier Déconcentré » le courrier courant interne au service à :

-M. Pascal AUBERT, Contrôleur principal

Vous trouverez, ci-après, en regard du nom de chacun des mandataires, un spécimen de leur signature à laquelle je vous prie d'ajouter foi comme à la mienne. Je déclare que les pouvoirs ci-avant produisent effet à compter de ce jour.

Fait à Nancy, le 1 octobre 2004.

Le Trésorier Payeur  
Christian BRUNET

### AVIS DE CONCOURS

#### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LA NOMINATION DE SIX MAÎTRES OUVRIERS AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - SAINT-CHARLES

Un concours sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de Toul - Saint-Charles - dans les conditions fixées par l'article 14 du Décret n°91-45 modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière en vue de la nomination de six maîtres ouvriers.

-Peuvent faire acte de candidature les personnels ouvriers professionnels qualifiés titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle ou d'un brevet d'études professionnelles ou du diplôme ait au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services publics.

-La lettre de candidature devra parvenir dans le délai d'un mois à :

**Monsieur le Directeur Centre Hospitalier Saint Charles 54200 TOUL**

TOUL le lundi 25 octobre 2004

Le Directeur  
W.STRAUSS

### PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

#### SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

A R R E T N°2004- 357 S.G.A.R. EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 2004

RELATIF AUX ORGANISMES, INSTITUTIONS, GROUPEMENTS, FEDERATIONS OU SYNDICATS REPRESENTES  
ADMIS A SIEGER AU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE (CROSMS) DE LORRAINE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code de la santé publique, article L. 1411-3

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, article L. 312-3

VU le décret 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale,

VU le décret 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux,  
 VU l'arrêté n° 500 SGAR du 9 octobre 2003 déterminant les syndicats, groupements, institutions et organismes représentatifs au plan régional,  
 Sur proposition de Mr le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Sont admis à siéger au Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-sociale de Lorraine les représentants proposés par les organismes, institutions, groupements, fédérations ou syndicats suivants :

**A) EN FORMATION PLENIERE :****Le président :**

**Titulaire :** Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY 1 siège

**Suppléant :** Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine 1 siège

■ Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice-président, ou son représentant	1 siège
■ Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant	1 siège
■ Le trésorier-payeur général de la région Lorraine, ou son représentant ;	1 siège
■ Le directeur régional de la protection judiciaire de la Jeunesse, ou son représentant	1 siège
■ Le recteur de l'académie, ou son représentant ;	1 siège
■ Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ou son représentant ;	1 siège
■ Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;	1 siège
■ Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :	1 siège
Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France	2 sièges
■ Un maire proposé par l'Association des Maires de France.	1 siège
■ Un président de centre intercommunal d'action sociale	1 siège
■ Caisses Régionales d'Assurance Maladie des travailleurs salariés du Nord-Est et d'Alsace-Moselle	4 sièges

**Représentants des régimes d'assurance maladie autres que le régime général**

Régime de Sécurité Sociale Minière 1 siège

Régime de Protection Sociale Agricole 1 siège

**Représentants des groupements ou fédérations représentatifs des institutions sociales et médico-sociales:** 20 sièges au total :

- soit 5 sièges pour chacune des institutions : accueillant des personnes handicapées, accueillant des personnes âgées, des personnes en difficultés sociales, de protection administrative ou judiciaire de l'enfance :

Union Hospitalière du Nord-Est (Fédération Hospitalière de France)	2 sièges
Union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (URIOPSS)	3 sièges
Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés (FEHAP)	2 sièges
Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (UNCASS)	1 siège (au titre des personnes âgées)
Association Mosellane d'Aide aux Personnes Agées (AMAPA)	1 siège
Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)	2 sièges
Union Régionale des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés..(URAPEI).	1 siège
Syndicat National des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (SNAPEI)	1 siège
Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale (FNARS)	1 siège
Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et Union Nationale des Associations des Sauvages de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)	2 sièges

Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)

1 siège

Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie (ANIT)

1 siège

Association « Moissons Nouvelles »

1 siège

Union Nationale des Associations Laïques Gestionnaires d'Institutions du Secteur Sanitaire, social et médico-social, médico-éducatif et éducatif spécialisé (UNALG)

1 siège

**Représentants des organisations syndicales des personnels non médicaux**

Confédération Française Démocratique du travail (CFDT) 1 siège

Confédération Générale du Travail (C.G.T.) 1 siège

Union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O) 1 siège

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) 1 siège

Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.) 1 siège

**Représentant des usagers**

Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTROCL) 1 siège

Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH) 1 siège

Fédération des associations gestionnaires et des établissements De réadaptation pour handicapés (FAGERH est) 1 siège

Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA) 1 siège

**Représentants des travailleurs sociaux** 2 sièges

**Représentants des syndicats médicaux** 1 siège

**Personnalités qualifiées** 2 sièges

**Membres du CROSS sanitaire** 2 sièges

**B) LES 4 SECTIONS SPECIALISEES** compétentes pour les établissements et services pour personnes âgées, pour personnes handicapées, pour personnes en difficultés sociales, pour enfants relevant d'une protection administrative ou judiciaire, sont composées des membres suivants :

**Le président :**

**Titulaire :** Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY 1 siège

**Suppléant :** Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine 1 siège

■ Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice président, ou son représentant 1 siège

Dans la section spécialisée « protection administrative ou judiciaire de l'enfance », le DRASS est remplacé par le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse,

■ Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant 1 siège

■ Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ; 1 siège

■ Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine : 1 siège

Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France 2 sièges

■ Un maire proposé par l' Association des Maires de France.	1 siège
■ Un président de centre intercommunal d'action sociale	1 siège
Caisses Régionales d' Assurance Maladie des travailleurs salariés du Nord-Est et d' Alsace-Moselle	2 sièges
Représentant des régimes d'assurance maladie autres que le régime général	1 siège
<u>Représentants des groupements ou fédérations représentatifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux, au titre des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services :</u>	
- pour personnes âgées	5 sièges
- pour personnes handicapées	5 sièges
- pour personnes en difficultés sociales.	5 sièges
- pour enfants relevant d'une protection administrative ou judiciaire	5 sièges
soit 20 sièges au total :	
Union Hospitalière du Nord-Est (Fédération Hospitalière de France)	1 siège
Union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (URIOPSS).	3 sièges
Fédération des Etablissements Hospitaliers et d' Assistance Privés (FEHAP)	2 sièges
Syndicat National des établissements et résidences Pour personnes âgées (SYNERPA)	1 siège
- Association Départementale des établissements d'hébergement Pour personnes âgées (ADEHPA).....	1 siège
Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSSO)	3 sièges
Union Régionale des Associations de Parents d' Enfants Inadaptés..(URAPEI).	1 siège
Syndicat National des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales (SNAPEI)	1 siège
Fédération Nationale des Associations d' Accueil et de Réadaptation Sociale (FNARS)	1 siège
Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et Union Nationale des Associations des Sauvages	
de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)	2 sièges
Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)	1 siège
Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie (ANIT)	1 siège
Association « Moissons Nouvelles »	1 siège
Union Nationale des Associations Laïques Gestionnaires d'Institutions du Secteur Sanitaire, social et médico-social, médico-éducatif et éducatif spécialisé (UNALG)	1 siège
<u>Représentants des organisations syndicales des personnels non médicaux :</u>	
-5 sièges :	
Confédération Française Démocratique du travail(CFDT)	1 siège
Confédération Générale du Travail (C.G.T.) .....	1 siège
Union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)	1 siège
Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)	1 siège
Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E-C.G.C.)	1 siège
<u>Représentant des usagers</u>	
-4 sièges pour chacune des institutions accueillant des personnes handicapées, accueillant des personnes âgées, des personnes en difficultés sociales, de protection administrative ou judiciaire de l'enfance :	
soit 16 sièges au total, répartis comme suit :	
Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTROCL)	4 sièges
Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH)	1 siège
Fédération des associations gestionnaires et des établissements De réadaptation pour handicapés (FAGERH est)	1 siège
Comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA)	1 siège
Union Hospitalière du Nord-Est(Fédération Hospitalière de France)	1 siège
Union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (URIOPSS)	2 sièges
Union Hospitalière du Nord-Est (Fédération Hospitalière de France)	2 sièges
Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSSO)	1 siège
Union Régionale des Associations de Parents d' Enfants Inadaptés..(URAPEI)	1 siège
Centre Communale d' Action Sociale	2 sièges
Association d' Aide aux Personnes Agées (AMAPA)	1 siège
<u>Représentant des syndicats médicaux</u>	1 siège
<u>Représentants des travailleurs sociaux</u>	2 sièges
<u>Personnalités qualifiées</u>	2 sièges
<u>Membres du CROSS sanitaire</u>	2 sièges
<u>ARTICLE 3 :</u> Les dispositions relatives à la section sociale des comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale, figurant aux articles R.712-22 à R. 712-36 du code de la santé publique sont supprimées.	
<u>ARTICLE 4 :</u> Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.	

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

**ARRETE N°2004-358 S.G.A.R. EN DATE DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION NOMINATIVE  
DU COMITE REGIONAL DE L'ORGANISATION SOCIALE ET MEDICO-SOCIALE DE LORRAINE (CROSSMS)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le Code de la santé publique, article L. 1411-3  
VU le Code de l' Action Sociale et des Familles, article L. 312-3  
VU l'arrêté n° 2003-519 SGAR en date du 16 octobre 2003 fixant la composition nominative du comité régional de l'organisation sanitaire et sociale de Lorraine  
VU l'arrêté du Préfet de Région n° 357 SGAR du 22 septembre 2004 relatif aux organismes, institutions, groupements et syndicats représentatifs admis à siéger au Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la région LORRAINE,  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Sociales de Lorraine :

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale de Lorraine est composé des personnalités suivantes :

**1) FORMATION PLENIERE****Le président :**

Titulaire : M. Bernard COMMENVILLE, Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY,  
Suppléant : M. Philippe BLANQUEFORT, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine

- Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice président, ou son représentant ;
- Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant ;
- Le trésorier-payeur général de la région Lorraine, ou son représentant ;
- Le directeur régional de la protection judiciaire de la Jeunesse, ou son représentant ;
- Le recteur de l'académie, ou son représentant ;
- Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ou son représentant ;
- Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;

Titulaire : le DDASS de la Moselle ou son représentant ;

Suppléant : le DDASS des Vosges ou son représentant ;

- Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :

Titulaire : Monsieur Bertrand MERTZ, 57100 THIONVILLE

Suppléant : Madame Solange DUCAMIN, 57000 NANCY

- Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France :

Titulaire : Monsieur Alain CASONI, Meurthe-et-Moselle,

Suppléant : Madame Michèle PILOT, Meurthe-et-Moselle,

Titulaire : Monsieur LAVERGNE, Moselle

Suppléant : Monsieur LANGLOIX, Vosges

- Un maire proposé par l'Association des Maires de France

Titulaire : Monsieur DIDIERJEAN Gilbert, maire de VINCEY

Suppléant : Madame Christine GENET, adjointe au Maire de METZ

- Un président de centre intercommunal d'action sociale

Titulaire : M. Jean Marie WEITIG, UNCASS Lorraine

Suppléant : M. Jean Marie SCHLERET, CCAS NANCY

- Quatre représentants des Caisses Régionales d'Assurance Maladie du Nord-Est et d'Alsace-Moselle :

titulaire : le directeur de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,

suppléant : le directeur de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,

titulaire : le directeur du service médical de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,

suppléant : le directeur du service médical de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,

titulaire : M. Armand MATHIEU, administrateur de la CRAM Alsace-Moselle,

Suppléant : Mme Brigitte FIDRY, administrateur de la CRAM Alsace-Moselle,

titulaire : M. Jacky BOYE, président du conseil d'administration de la CRAM du Nord-Est,

Suppléant : M. Christian BIRON, administrateur de la CRAM du Nord-Est,

- Deux représentants des régimes d'assurance maladie autres que le régime général

**proposés par le régime de sécurité sociale minière**

Titulaire : M. Henri ZIBELLI, Président

Suppléant : M. Francis DELHOUSTAL, Directeur

**proposés par le régime de protection sociale agricole**

Titulaire : M. Jean Pierre L'HUILLIER, administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges

Suppléant : M. Claude NACIVET, Administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges

- Vingt représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

**représentant les institutions accueillant des personnes âgées****proposés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés (F.E.H.A.P.)**

Titulaire : M. Bernard MATHIEU, Directeur de la Maison Hospitalière « St-Charles » à NANCY

Suppléant : Mme Anne Marie VUAGNOUX, Directrice de la M. R. « St-Dominique » à METZ

**proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)**

Titulaire : M. Michel ROBAUX,

Suppléant : Mme Florence GALMICHE,

**proposés par l'union Hospitalière du Nord-est (Fédération Hospitalière de France)**

Titulaire : Mme Christine BRAMI, directeur de la maison de retraite de LIGNY EN BARROIS (55)

Suppléant : Mme Nadine VAUTRIN, directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT (54210)

**proposés par l'association mosellane d'aide aux personnes âgées (AMAPA)**

Titulaire : M. Henri MARTINI, Trésorier de l'association

Suppléant : M. Thibaud de la CORBIERE, Directeur Général

**proposés par l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (U.N.C.C.A.S.)**

Titulaire : M. Jean Marie SCHLERET, Vice-Président du C.C.A.S. de NANCY

Suppléant : M. Jean Marie WEITIG, délégué régional de l'UNCASS Lorraine

**représentant les institutions accueillant des personnes handicapées****proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSE)**

Titulaire : M. Christian MYTYCH, directeur de l'EPICHREAS - 88400 MONTHUREUX

Suppléant : M. Yves LECRIQUE, directeur du CSA - 55121 LES ISLETTES

**proposés par l'union Régionale de Parents d'Enfants Inadaptés (U.R.A.P.E.I.)**

Titulaire : M. André DELAYEN, Président,

Suppléant : M. Jean-Marie STADELMANN, secrétaire général,

proposés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés (F.E.H.A.P.)

Titulaire : M. Michel DUFRAISSE, Directeur Général de l'O.H.S. à NANCY  
 Suppléant : M. Michel REBILLON, Directeur de l'A.L.A.G.H. à NANCY

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

Titulaire : Mme Brigitte HENNEQUIN, Directrice du Foyer AGI, à VANDOEUVRE  
 Suppléant : M. Alain SCHIO,

proposés par le syndicat national des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales gestionnaires d'établissements et de services spécialisés (SNAPEI)

Titulaire : M. Bernard MARIE, UDAPEIM à METZ,  
 Suppléant : M. Jean Pierre HARTEL, président AFAEI SARREGUEMINES,

**représentant les institutions accueillant des personnes en difficultés sociales**proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

Titulaire : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,  
 Suppléant : M. Alain AUBERT, Délégué Régional UNASEA,

proposés par la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale (F.N.A.R.S.)

Titulaire : M. Alain BUFFONI, Directeur de l'Association FOMAL à METZ-57000  
 Suppléant : M. Jean Marie MOREL Directeur du Foyer du Jeune Ouvrier « au Grand Sauvoy » à MAXEVILLE -54320-

proposés par l'union Hospitalière du Nord-est UHNE (Fédération Hospitalière de France)

Titulaire : M. Laurent FLO, directeur du centre hospitalier de REMIREMONT(88)  
 Suppléant : M. André BURY, directeur adjoint du CHS de SARGUEMINES (57)

proposés par l'association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)

Titulaire : M. Pierre COLNOT, délégué régional, NANCY  
 Suppléant : M. le Docteur Yves ETIENNE, président du conseil régional lorraine ANPAA

proposés par l'association nationale des intervenants en toxicologie (ANIT) union régionale Champagne-Ardenne-Lorraine

Titulaire : M. Olivier ROMAIN, CSST « porte des allemands » à METZ  
 Suppléant : M. Daniel BOVADILLA, CSST « porte des allemands » à METZ

**représentant les institutions accueillant des enfants sous protection administrative ou judiciaire**proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)

Titulaire : M. Yves LECRIQUE, directeur du CSA - 55121 LES ISLETTES  
 Suppléant : M. Christian MYTYCH, directeur de l'EPICHREAS - 88400 MONTHUREUX

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

Titulaire : M. Jean Luc THIRION,  
 Suppléant : M. Dominique LELEUX,

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

Titulaire : M. Alain AUBERT, Délégué Régional UNASEA,  
 Suppléant : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,

proposés par l'association « Moissons Nouvelles »

Titulaire : M. LELEUX, directeur du CES de REMILLY,  
 Suppléant : M. LIENARD, directeur du foyer des jeunes de WOIPPY,

proposés par l'union nationale des associations laïques gestionnaires d'institutions du secteur sanitaire, social, médico-social, médico-éducatif et éducatif spécialisé (UNALG)

Titulaire : M. Serge SINS, directeur des PEP de la Moselle à METZ,  
 Suppléant : M. Guy RENARD, directeur du centre d'activités familiales sociales et culturelles à RAMBERVILLERS,

## □ cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)

Titulaire : M. Pascal DEBAY  
 Suppléant : M. Sylvain FAION

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

Titulaire : M. Claude ROMBACH  
 Suppléant : M. Nacéra KHATLA

proposés par l'union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)

Titulaire : M. Didier BIRIG  
 Suppléant : M. Sylvain THOMAS

proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

Titulaire : Mme Dominique RAVEY  
 Suppléant : Mme Annie BERTHIER

proposés par la Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.)

Titulaire : M. Bernard PASTURAUD  
 Suppléant : M. Armand MATHIEU

## □ quatre représentants des usagers

proposés par le Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTRO)

Titulaire : M. Gérard BOITOUZET  
 Suppléant : Mme Françoise TARAL

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

Titulaire : Mme GAUCHE, URIOPSS/ADMR,  
 Suppléant : M. PHILIPPOT, URIOPSS/ADAPAH,

proposés par l'union Régionale de Parents d'Enfants Inadaptés (U.R.A.P.E.I.)

Titulaire : M. Guy HANRIOT, administrateur AT Vosges,  
 Suppléant : M. Pierre DIDIER, président AT Moselle,

proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)

Titulaire : Mme Emmanuella CHACHAY, CAPS de ROSIERES AUX SALINES,  
 Suppléant : M. Yves LECRIQUE, directeur du centre social d'Argonne aux ISLETTES (55)

- deux représentants des travailleurs sociaux
  - titulaire : Le responsable du service social régional de la CRAM d' Alsace-Moselle, ou son représentant,
  - suppléant : la conseillère technique en travail social de la DRASS, ou sa représentante,
  - titulaire : la conseillère technique en travail social de la DRASS, ou sa représentante,
  - suppléant : l'assistante sociale régionale de la CRAM du Nord-Est, ou sa représentante,
- un représentant des Syndicats Médicaux  
proposé par l'union régionale des médecins libéraux de lorraine (URML)
  - Titulaire : M. le Docteur Patrice LABURTE,
  - Suppléant : M. le Docteur Alain PROCHASSON,
- deux personnalités qualifiées dont une proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)  
proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)
  - Titulaire : M. Jean Claude BLANGUERIN, trésorier de la Mutualité de Meurthe-et-Moselle,
  - Suppléant : M. Jean Claude BOUCHON, Président de la Mutualité française Meuse,proposée par le centre régional d'études et d'actions en faveur des personnes inadaptées de lorraine (C.R.E.A.I.)
  - Titulaire : M. François Richard JOUBERT, Président,
  - Suppléant : M. Nasser MAATAR, Administrateur,
- deux représentants du comité régional de l'organisation sanitaire
  - Titulaire : Mme la conseillère technique régionale en soins infirmiers de la DRASS de lorraine,
  - Suppléant : Mme Geneviève GABRIEL, coordinatrice générale des soins au C.H.U de NANCY
  - Titulaire : M. Francis DELHOUSTAL,
  - Suppléant : M. Henri ZIBELLI,

## 2) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES AGEES

### Le président :

- Titulaire : M. Bernard COMMENVILLE, Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY,
- Suppléant : M. Philippe BLANQUEFORT, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine
- Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice président, ou son représentant ;
- Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant ;
- Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;
  - Titulaire : le DDASS de la Meuse ou son représentant ;
  - Suppléant : le DDASS de Meurthe-et-Moselle ou son représentant ;
- Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :
  - Titulaire : Monsieur Bertrand MERTZ, 57100 THIONVILLE
  - Suppléant : Madame Solange DUCAMIN, 57000 NANCY
- Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France :
  - Titulaire : Monsieur Alain CASONI, Meurthe-et-Moselle,
  - Suppléant : Madame Michèle PILOT, Meurthe-et-Moselle,
  - Titulaire : Monsieur LAVERGNE, Moselle
  - Suppléant : Monsieur LANGLOIX, Vosges
- Un maire proposé par l' Association des Maires de France
  - Titulaire : Monsieur DIDIERJEAN Gilbert, maire de VINCEY
  - Suppléant : Madame Christine GENET, adjointe au Maire de METZ
- Un président de centre intercommunal d'action sociale
  - Titulaire : M. Jean Marie WEITIG, UNCASS Lorraine
  - Suppléant : M. Jean Marie SCHLERET, CCAS NANCY.
- Deux représentants des Caisses Régionales d' Assurance Maladie du Nord-Est et d' Alsace-Moselle :
  - titulaire : le directeur de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,
  - suppléant : le directeur du service médical de la CRAM Alsace-Moselle, ou son représentant,
  - titulaire : le directeur de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,
  - suppléant : le directeur du service médical de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,
- un représentant des régimes d'assurance maladie autres que le régime général  
proposés par le régime de protection sociale agricole
  - Titulaire : M. Jean Pierre L' HUIILLIER, administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges
  - Suppléant : M. Claude NACTIVET, Administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges
- cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux  
proposés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d' Assistance Privés (F.E.H.A.P.)
  - Titulaire : M. Bernard MATHIEU, Directeur de la Maison Hospitalière « St-Charles » à NANCY
  - Suppléant : Mme Anne Marie VUAGNOUX, Directrice de la M. R. « St-Dominique » à METZproposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)
  - Titulaire : M. Michel ROBAUX,
  - Suppléant : Mme Florence GALMICHE,proposés par l'union Hospitalière du Nord-est (Fédération Hospitalière de France)
  - Titulaire : M. Philippe BOUC, directeur de l'hôpital local de COMMERCY
  - Suppléant : Mme Simone BAAKE, directeur de la maison de retraite de PUTTELANGE AUX LACSproposés par le SYNERPA
  - Titulaire : Mme Marie MAGNIER, résidence HOTELIA à LAXOU
  - Suppléant : Docteur Bernard MARTINET, résidence OSERAIE à LAXOUproposés par l'ADEHPA
  - Titulaire : M. Robert LAVAL, maison de retraite la Charmille à SAINT QUIRIN (57)
  - Suppléant : Mme Sylvie SOMBRET, hôpital de SENONES (88210)
- cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux  
proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)
  - Titulaire : M. Gérard MERTZ
  - Suppléant : M. Jean Marie CROVISIERproposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)
  - Titulaire : Mme Blandine NEUMANN,
  - Suppléant : Mme Nacéra KHATLA



proposés par l'union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)

Titulaire : Mme Brigitte FIDRY  
 Suppléant : Mme Véronique GUENIOT

proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

Titulaire : Mme Dominique RAVEY  
 Suppléant : Mme Annie BERTHIER

proposés par la Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.)

Titulaire : Melle Annick PRIGENT  
 Suppléant : M. Armand MATHIEU

## ■ quatre représentants des usagers

proposé par le Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTRO)

Titulaire : M. Gérard BOITOUZET  
 Suppléant : Mme Françoise TARAL

proposés par l'association mosellane d'aide aux personnes âgées (AMAPA)

Titulaire : M. Thibaud de la CORBIERE, Directeur Général  
 Suppléant : M. Henri MARTINI, Trésorier

proposés par l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (U.N.C.C.A.S.)

Titulaire : M. DUPONT, CCAS de BAR LE DUC  
 Suppléant : M. TREBUCHET, C.C.A.S. de NANCY

proposés par le comité départemental des retraités et personnes âgées (CODERPA)

Titulaire : Mme Monique BOGE,  
 Suppléant : M. Roland KRUMMENACKER,

## ■ deux représentants des travailleurs sociaux

titulaire : Mme l'assistante sociale régionale de la CRAM du Nord Est, ou sa représentante,  
 suppléant : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
 titulaire : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
 suppléant : Le responsable du service social régional de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,

## ■ un représentant des Syndicats Médicaux

proposé par l'union régionale des médecins libéraux de lorraine (URML)

Titulaire : M. le Docteur Patrice LABURTE,  
 Suppléant : M. le Docteur Alain PROCHASSON,

## ■ deux personnalités qualifiées dont une proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaire : M. Jean Claude BLANGUERIN, trésorier de la Mutualité de Meurthe-et-Moselle,  
 Suppléant : M. Jean Claude BOUCHON, Président de la Mutualité française Meuse,

un gériatre

Titulaire : M. le Docteur BEAUMONT,  
 Suppléant : Mme le Docteur PREVOT-ANDRE,

## ■ deux représentants du comité régional de l'organisation sanitaire

Titulaire : Mme la conseillère technique régionale en soins infirmiers de la DRASS de lorraine,  
 Suppléant : Mme Geneviève GABRIEL,  
 Titulaire : M. Henri ZIBELLI,  
 Suppléant : M. Francis DELHOUSTAL,

**3) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES HANDICAPEES**Le président :

Titulaire : M. Bernard COMMENVILLE, Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY,  
 Suppléant : M. Philippe BLANQUEFORT, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine

## ■ Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice président, ou son représentant ;

## ■ Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant ;

## ■ Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;

Titulaire : le DDASS des Vosges ou son représentant ;  
 Suppléant : le DDASS de Meurthe-et-Moselle ou son représentant ;

## ■ Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :

Titulaire : Monsieur Bertrand MERTZ, 57100 THIONVILLE  
 Suppléant : Madame Solange DUCAMIN, 57000 NANCY

## ■ Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France :

Titulaire : Monsieur Alain CASONI, Meurthe-et-Moselle,  
 Suppléant : Madame Michèle PILOT, Meurthe-et-Moselle,  
 Titulaire : Monsieur LAVERGNE, Moselle  
 Suppléant : Monsieur LANGLOIX, Vosges

## ■ Un maire proposé par l'Association des Maires de France

Titulaire : Monsieur DIDIERJEAN Gilbert, maire de VINCEY  
 Suppléant : Madame Christine GENET, adjointe au Maire de METZ

## ■ Un président de centre intercommunal d'action sociale

Titulaire : M. HOCEWAR, CCAS de FREYMING MERLEBACH  
 Suppléant : M. Jean Marie SCHLERET, CCAS de NANCY

## ■ Deux représentants des Caisses Régionales d'Assurance Maladie du Nord-Est et d'Alsace-Moselle :

titulaire : le directeur de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,  
 suppléant : le directeur du service médical de la CRAM Alsace-Moselle, ou son représentant,  
 titulaire : le directeur de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,  
 suppléant : le directeur du service médical de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,

## ■ un représentant des régimes d'assurance maladie autres que le régime général

proposé par le régime de protection sociale agricole

Titulaire : M. Jean Pierre L'HUILLIER, administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges  
 Suppléant : M. Claude NACIVET, Administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges

- cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux  
proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)  
Titulaire : M. Guy RUDLOFF, directeur de l'EMPS à LORQUIN  
Suppléant : M. Denis BUREL, directeur du CAPS à ROSTIERES AUX SALINES,  
proposés par l'union Régionale de Parents d'Enfants Inadaptés (U.R.A.P.E.I.)  
Titulaire : M. André DELAYEN, Président,  
Suppléant : M. Jean-Marie STADELMANN, secrétaire général,  
proposés par la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés (F.E.H.A.P.)  
Titulaire : M. Michel DUFRAISSE, Directeur de l'O.H.S. à NANCY  
Suppléant : M. Michel REBILLON, Directeur de l'A.L.A.G.H. à NANCY  
proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)  
Titulaire : Mme Brigitte HENNEQUIN, Directrice du Foyer AGI, à VANDOEUVRE  
Suppléant : M. Alain SCHIO,  
proposés par le syndicat national des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales gestionnaires d'établissements et de services spécialisés (SNAPEI)  
Titulaire : M. Bernard MARIE, UDAPEIM à METZ,  
Suppléant : M. Jean Pierre HARTEL, président AFAEI SARREGUEMINES,
- cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux  
proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)  
Titulaire : M. Fabien LERATE  
Suppléant : M. Flavien PUAUD  
proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)  
Titulaire : Mme Marie Claude PINTIAU  
Suppléant : Mme Nacéra KHATLA  
proposés par l'union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)  
Titulaire : M. Jean BERTOZZO  
Suppléant : M. Djamel OTMANI  
proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)  
Titulaire : Mme Dominique RAVEY  
Suppléant : Mme Annie BERTHIER  
proposés par la Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.)  
Titulaire : M. Jacky MUTEL  
Suppléant : M. Armand MATHIEU
- quatre représentants des usagers  
proposés par le Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTRO)  
Titulaire : M. Gérard BOITOUZET  
Suppléant : Mme Françoise TARAL  
proposés par la fédération des associations gestionnaires et des établissements de réadaptation pour handicapés (FAGERH)  
Titulaire : Mme Marie GILLIET, directrice de l'IRE de GONDREVILLE,  
Suppléant : M. Bernard AMREIN, directeur du centre ALPHA de PLAPPEVILLE  
proposés par la fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH)  
Titulaire : Mme Josiane REMOND-REMONT,  
Suppléant : Mme Marie Paule JACQUINOT,  
proposés par l'union Hospitalière du Nord-est (Fédération Hospitalière de France)  
Titulaire : M. Yves BOUYSET, directeur du CPN de NANCY  
Suppléant : M. Wilfried STRAUSS, directeur du centre hospitalier de TOUL
- deux représentants des travailleurs sociaux  
. titulaire : Mme l'assistante sociale régionale de la CRAM du Nord Est, ou sa représentante,  
. suppléant : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
. titulaire : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
. suppléant : Le responsable du service social régional de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,
- un représentant des Syndicats Médicaux  
proposé par l'union régionale des médecins libéraux de lorraine (URML)  
Titulaire : M. le Docteur Patrice LABURTE,  
Suppléant : M. le Docteur Alain PROCHASSON,
- deux personnalités qualifiées dont une proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)  
proposées par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)  
Titulaire : M. Jean Claude BLANGUERIN, trésorier de la Mutualité de Meurthe-et-Moselle,  
Suppléant : M. Jean Claude BOUCHON, Président de la Mutualité française Meuse,  
proposées par le centre régional d'études et d'actions en faveur des personnes inadaptées de lorraine (C.R.E.A.I.)  
Titulaire : M. François Richard JOUBERT, Président,  
Suppléant : M. Nasser MAATAR, Administrateur,
- deux représentants du comité régional de l'organisation sanitaire  
Titulaire : Mme la conseillère technique régionale en soins infirmiers de la DRASS de lorraine,  
Suppléant : Mme Geneviève GABRIEL,  
Titulaire : M. Henri ZIBELLI,  
Suppléant : M. Francis DELHOUSTAL,
- 4) SECTION SPECIALISEE POUR LES PERSONNES EN DIFFICULTES SOCIALES**  
**Le président :**  
Titulaire : M. Bernard COMMENVILLE, Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY,  
Suppléant : M. Philippe BLANQUEFORT, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine
- Le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, Vice président, ou son représentant ;
- Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant ;
- Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;  
titulaire : le DDASS de la Moselle ou son représentant ;  
suppléant : le DDASS de Meurthe-et-Moselle ou son représentant ;

- Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :
  - Titulaire : Monsieur Bertrand MERTZ, 57100 THIONVILLE
  - Suppléant : Madame Solange DUCAMIN, 57000 NANCY
- Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France :
  - Titulaire : Monsieur Alain CASONI, Meurthe-et-Moselle,
  - Suppléant : Madame Michèle PILOT, Meurthe-et-Moselle,
  - Titulaire : Monsieur LAVERGNE, Moselle
  - Suppléant : Monsieur LANGLOIX, Vosges
- Un maire proposé par l'Association des Maires de France
  - Titulaire : Monsieur DIDIERJEAN Gilbert, maire de VINCEY
  - Suppléant : Madame Christine GENET, adjointe au Maire de METZ
- Un président de centre intercommunal d'action sociale
  - Titulaire : Monsieur Marc KREMER, CCAS de SARREGUEMINES
  - Suppléant : Monsieur CONTAUX, CCAS de CREHANGE
- deux représentants des Caisses Régionales d'Assurance Maladie du Nord-Est et d'Alsace-Moselle :
  - titulaire : le directeur de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,
  - suppléant : le directeur du service médical de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,
  - titulaire : le directeur de la CRAM d'Alsace Moselle, ou son représentant,
  - suppléant : le directeur du service médical de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant
- un représentant des régimes d'assurance maladie autres que le régime général  
proposé par le régime de protection sociale agricole
  - Titulaire : M. Jean Pierre L'HUILLIER, administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges
  - Suppléant : M. Claude NACIVET, Administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges
- cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux  
proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvegardes de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)
  - Titulaire : M. Alain AUBERT, Délégué Régional UNASEA,
  - Suppléant : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,
- proposés par la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réadaptation Sociale (F.N.A.R.S.)
  - Titulaire : M. Alain BUFFONI, Directeur de l'Association FOMAL à METZ-57000
  - Suppléant : M. Jean Marie MOREL, Directeur du Foyer du Jeune Ouvrier « au Grand Sauvoy » à MAXEVILLE -54320-
- proposés par l'association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)
  - Titulaire : M. Pierre COLNOT, délégué régional, NANCY
  - Suppléant : M. le Docteur Yves ETIENNE, président du conseil régional lorraine ANPAA
- proposés par l'association nationale des intervenants en toxicologie (ANIT) union régionale Champagne-Ardenne-Lorraine
  - Titulaire : M. Olivier ROMAIN, CSST « porte des allemands » à METZ
  - Suppléant : M. Daniel BOVADILLA, CSST « porte des allemands » à METZ
- proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)
  - Titulaire : Mme Emmanuella CHACHAY, CAPS de ROSIERES AUX SALINES
  - Suppléant : M. Yves LECRIQUE, directeur du CSA - 55121 LES ISLETTES
- cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux  
proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)
  - Titulaire : Mme Christine PICARD
  - Suppléant : M. Yannick JALLET
- proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)
  - Titulaire : Mme Jocelyne BERTRAND
  - Suppléant : M. Claude ROMBACH
- proposés par l'union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)
  - Titulaire : M. Raymond GEORGES
  - Suppléant : M. Patrick FEUILLATRE
- proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)
  - Titulaire : Mme Dominique RAVEY
  - Suppléant : Mme Annie BERTHIER
- proposés par la Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.)
  - Titulaire : M. Jean Noël DUCHENE
  - Suppléant : M. Roger VIOLETTI
- quatre représentants des usagers  
proposés par le Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTRO)
  - Titulaire : M. Gérard BOITOUZET
  - Suppléant : Mme Françoise TARAL
- proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)
  - Titulaire : M. Philippe CARMINATTI
  - Suppléant : Mme Sylvie MATHIEU
- proposés par l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (U.N.C.C.A.S.)
  - Titulaire : M. CONTAUX, CCAS de CREHANGE
  - Suppléant : M. Marc KREMER, CCAS de SARREGUEMINES
- proposés par l'union Hospitalière du Nord-est (Fédération Hospitalière de France)
  - Titulaire : Mme Françoise BRIGUE, directeur de la maison de retraite et de l'IME de VIC SUR SEILLE (57)
  - Suppléant : Mme Mireille RAUCOURT, directeur de la maison de retraite de VAUCOULEURS (55)
- deux représentants des travailleurs sociaux
  - titulaire : Le responsable du service social régional de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,
  - suppléant : la conseillère technique en travail social de la DRASS de Lorraine ou sa représentante,
  - titulaire : la conseillère technique en travail social de la DRASS de Lorraine ou sa représentante,
  - suppléant : l'assistante sociale régionale de la CRAM du Nord-Est, ou sa représentante,

un représentant des Syndicats Médicaux

proposé par l'union régionale des médecins libéraux de lorraine (URML)

Titulaire : M. le Docteur Patrice LABURTE,

Suppléant : M. le Docteur Alain PROCHASSON,

■ deux personnalités qualifiées dont une proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

proposées par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaire : M. Jean Claude BLANGUERIN, trésorier de la Mutualité de Meurthe-et-Moselle,

Suppléant : M. Jean Claude BOUCHON, Président de la Mutualité française Meuse,

proposées par le centre régional d'études et d'actions en faveur des personnes inadaptées de lorraine (CREAF)

Titulaire : M. François Richard JOUBERT, Président,

Suppléant : M. Nasser MAATAR, Administrateur,

■ deux représentants du comité régional de l'organisation sanitaire

Titulaire : Mme la conseillère technique régionale en soins infirmiers de la DRASS de lorraine, ou sa représentante,

Suppléant : Mme Geneviève GABRIEL, coordinatrice générale des soins au C.H.U de NANCY

Titulaire : M. Pierre VIDAL

Suppléant : Mme Françoise LACOTE

## 5) SECTION SPECIALISEE POUR REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS ACCUEILLANT DES ENFANTS SOUS PROTECTION ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE

Le président :

Titulaire : M. Bernard COMMENVILLE, Vice-Président du Tribunal Administratif de NANCY,

Suppléant : M. Philippe BLANQUEFORT, Conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine

■ Le directeur régional de la protection judiciaire de la Jeunesse, Vice président, ou son représentant ;

■ Le médecin inspecteur régional de santé publique de Lorraine, ou son représentant ;

■ Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, ou son représentant ;

Titulaire : le DDASS de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

Suppléant : le DDASS de la Meuse ou son représentant

■ Un conseiller régional proposé par le président du conseil régional de Lorraine :

Titulaire : Monsieur Bertrand MERTZ, 57100 THIONVILLE

Suppléant : Madame Solange DUCAMIN, 57000 NANCY

■ Deux présidents de conseil général ou élus départementaux proposés par l'assemblée des départements de France :

Titulaire : Monsieur Alain CASONI, Meurthe-et-Moselle,

Suppléant : Madame Michèle PILOT, Meurthe-et-Moselle,

Titulaire : Monsieur LAVERGNE, Moselle

Suppléant : Monsieur LANGLOIX, Vosges

■ Un maire proposé par l'Association des Maires de France

Titulaire : Monsieur DIDIERJEAN Gilbert, maire de VINCEY

Suppléant : Madame Christine GENET, adjointe au Maire de METZ

■ Un président de centre intercommunal d'action sociale

Titulaire : M. TREBUCHET, CCAS de NANCY

Suppléant : M. Jean Marie SCHLERET, CCAS de NANCY

■ deux représentants des Caisses Régionales d'Assurance Maladie du Nord-Est et d'Alsace-Moselle :

titulaire : le directeur de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant,

suppléant : le directeur du service médical de la CRAM d'Alsace-Moselle, ou son représentant,

titulaire : le directeur de la CRAM d'Alsace Moselle, ou son représentant,

suppléant : le directeur du service médical de la CRAM du Nord-Est, ou son représentant

un représentant des régimes d'assurance maladie autres que le régime général

proposé par le régime de protection sociale agricole

Titulaire : M. Jean Pierre L'HUILLIER, administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges

Suppléant : M. Claude NACTIVET, Administrateur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole de Meurthe-et-Moselle et Vosges

■ cinq représentants des personnes morales gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux

proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)

Titulaire : M. Eric PEROCHON, directeur de l'IMT de NEUFCHATEAU

Suppléant : M. Jean CONTEY, directeur de l'EPME la Fédération de BAR LE DUC

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

Titulaire : M. Jean Luc THIRION,

Suppléant : M. Dominique LELEUX,

proposés par le Syndicat National au Service des Associations du Secteur Social et Médico-social (SNASEA) et l'Union Nationale des Associations des Sauvages de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes (UNASEA)

Titulaire : M. Alain AUBERT, Délégué Régional UNASEA,

Suppléant : M. Hubert DOLLEN, Délégué Régional SNASEA,

proposés par l'association « Moissons Nouvelles »

Titulaire : M. LELEUX, directeur du CES de REMILLY,

Suppléant : M. LIENARD, directeur du foyer des jeunes de WOIPPY,

proposés par l'union nationale des associations laïques gestionnaires d'institutions du secteur sanitaire, social, médico-social, médico-éducatif et éducatif spécialisé (UNALG)

Titulaire : M. Serge SINS, directeur des PEP de la Moselle à METZ,

Suppléant : M. Guy RENARD, directeur du centre d'activités familiales sociales et culturelles à RAMBERVILLERS,

■ cinq représentants des personnels des établissements et services sociaux et médico-sociaux

proposés par la Confédération Générale du Travail (C.G.T.)

Titulaire : Mme Martine KONATE

Suppléant : M. Yves PICARD

proposés par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)

Titulaire : Mme Maryse NOUHEN

Suppléant : M. Anne-Marie CALTERRA-MAUSS

proposés par l'union régionale des syndicats force ouvrière de lorraine (F.O)

Titulaire : M. Renaud DENAYER

Suppléant : M. Didier BIRIG

proposés par la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.)

Titulaire : Mme Dominique RAVEY  
Suppléant : Mme Annie BERTHIER

proposés par la Confédération Française de l'Encadrement C.G.C. (C.F.E.-C.G.C.)

Titulaire : M. Gérard CONRAUX  
Suppléant : M. Bernard PASTURAUD

## ■ quatre représentants des usagers

proposés par le Centre Technique Régional des Organisations de Consommateurs de Lorraine (CTRO)

Titulaire : M. Gérard BOITOUZET  
Suppléant : Mme Françoise TARAL

proposés par l'union Régionale Interfédérale des Organismes privés Sanitaires et Sociaux de Lorraine (U.R.I.O.P.S.S.)

Titulaire : M. Bernard PASTURAUD  
Suppléant : Mme Annick ANTONNY

proposés par l'union Régionale de Parents d'Enfants Inadaptés (U.R.A.P.E.I.)

Titulaire : M. Pierre DIDIER, président AT Moselle,  
Suppléant : M. Guy HANRIOT, administrateur AT Vosges,

proposés par le Groupe National des Etablissements et Services Publics Sociaux (GEPSO)

Titulaire : Mme Emmanuella CHACHAY, CAPs de ROSIERES AUX SALINES,  
Suppléant : M. Yves LECRIQUE, directeur du CSA des ISLETTES

## ■ deux représentants des travailleurs sociaux

titulaire : Mme l'assistante sociale régionale de la CRAM du Nord Est, ou sa représentante,  
suppléant : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
titulaire : Mme la conseillère technique en travail social à la DRASS de Lorraine, ou sa représentante,  
suppléant : Le responsable du service social régional de la CRAM d' Alsace-Moselle, ou son représentant,

## ■ un représentant des Syndicats Médicaux

proposé par l'union régionale des médecins libéraux de lorraine (URML)

Titulaire : M. le Docteur Patrice LABURTE,  
Suppléant : M. le Docteur Alain PROCHASSON,

## ■ deux personnalités qualifiées dont une proposée par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

proposées par la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaire : M. Jean Claude BLANGUERIN, trésorier de la Mutualité de Meurthe-et-Moselle,  
Suppléant : M. Jean Claude BOUCHON, Président de la Mutualité française Meuse,

proposée par le centre régional d'études et d'actions en faveur des personnes inadaptées de lorraine (C.R.E.A.I.)

Titulaire : M. François Richard JOUBERT, Président,  
Suppléant : M. Nasser MAATAR, Administrateur,

## ■ deux représentants du comité régional de l'organisation sanitaire

Titulaire : Mme la conseillère technique régionale en soins infirmiers de la DRASS de lorraine, ou son représentant,  
Suppléant : Mme Geneviève GABRIEL,  
Titulaire : Mme Françoise LACOTE  
Suppléant : M. Pierre VIDAL

**ARTICLE 2 :** La durée du mandat des titulaires et des suppléants est de cinq ans. Il est renouvelable.

**ARTICLE 3 :** Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2003-519 SGAR en date du 16 octobre 2003 sont abrogés.

**ARTICLE 4 :** Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de la Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région lorraine et des préfectures de départements.

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1037</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1037</b>
<i>SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE .....</i>	<i>1037</i>
ARRETE N° 41/2004/SIDPC DU 1 OCTOBRE 2004 PORTANT CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE (C.C.D.S.A.) .....	1037
ARRETE N° 42/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES .....	1039
ARRETE N° 43/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (I.G.H.) .....	1041
ARRETE N° 44/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR L'HOMOLOGATION DES ENCEINTES SPORTIVES .....	1042
ARRETE N° 45/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE DES TERRAINS DE CAMPING ET DE STATIONNEMENT DE CARAVANES .....	1043
ARRETE N° 46/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AUX COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) .....	1044
ARRETE N° 47/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 PORTANT CONSTITUTION DES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES .....	1045
ARRETE N° 48/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AU GROUPE DE VISITE DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (I.G.H.) .....	1046
ARRETE N° 49/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AU GROUPE DE VISITE DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) .....	1047
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>1048</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....</i>	<i>1048</i>
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL .....	1048
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.40 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES .....	1048
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.41 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....	1051
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.42 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES .....	1051
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTRIELLES .....</b>	<b>1052</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>1052</i>
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1052
<i>TROISIEME BUREAU .....</i>	<i>1052</i>
ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1052
<i>QUATRIEME BUREAU .....</i>	<i>1053</i>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN .....	1053
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY-CAMPAGNE .....	1053
<i>CINQUIEME BUREAU .....</i>	<i>1054</i>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE POIRE HAIE ET DES ENSANGES PAR LA COMMUNE DE SELAINCOURT B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE .....	1054
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....</b>	<b>1057</b>
<i>PREMIER BUREAU .....</i>	<i>1057</i>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS DU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE .....	1057
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SANON A EXERCER LA COMPETENCE « PETITE ENFANCE » .....	1057
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.II.A DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS .....	1058
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE SAULXEROTTE AU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE .....	1058
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS DU SYNDICAT D'EPURATION DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGEVILLE .....	1059
<i>DEUXIEME BUREAU .....</i>	<i>1059</i>
ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE JARVILLE-LA-MALGRANGE .....	1059

ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'HOUEMONT .....	1060
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE JARVILLE-LA-MALGRANGE .....	1060
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BACCARAT .....	1061
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'HOUEMONT .....	1061
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b> .....	<b>1062</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT .....	1062
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b> .....	<b>1063</b>
ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT L'APPLICATION DU REGIME FORESTIER A UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE GEMONVILLE .....	1063
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b> .....	<b>1063</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b> .....	<b>1063</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i> .....	<i>1063</i>
DELIBERATION N° 92 / 2004 DU 13 JUILLET 2004 RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ALTIR DE VANDOEUVRE LES NANCY DE CREATION D'UNE UNITE D'AUTODIALYSE MEDICALISEE DE 6 APPAREILS A MONT SAINT MARTIN .....	1063
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/30 DU 30 AOUT 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031 .....	1063
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/31 DU 3 SEPTEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/16 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS H 54 000 9701 .....	1064
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/32 DU 04 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/10 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS H 54 000 2078 .....	1065
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/33 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE VILLERUPT (HOTEL MEDICAL PASTEUR) - N° FINESS B 54 001 0584 .....	1065
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/34 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES-MAISONS - N° FINESS B 54 001 3836 .....	1066
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/35 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS B 54 000 6459 .....	1066
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/36 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY (CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS B 54 000 4488 .....	1067
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/37 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT-CHRISTOPHE - N° FINESS B 54 001 0782 .....	1067
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/38 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS B 54 001 2747 .....	1068
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/39 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS B 54 001 3158 .....	1068
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/40 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY - N° FINESS B 54 000 9503 .....	1069
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/41 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS B 54 000 6780 .....	1069
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/42 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS B 54 000 9586 .....	1070
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/43 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS B 54 000 8737 .....	1070
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/44 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS B 54 000 9578 .....	1071
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/45 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS B 54 000 6665 .....	1071
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/46 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS B 54 001 4057 .....	1072
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/47 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS B 54 000 8364 .....	1072
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/48 DU 11 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/09 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS H 54 002 0112 .....	1073
ARRETE N° 15 DU 6 OCTOBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY .....	1073
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	<b>1074</b>
<i>POLE MEDICO-SOCIAL</i> .....	<i>1074</i>
ARRETE DDASS / PMS / N° 678 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY .....	1074
ARRETE DDASS / PMS / N° 681 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT .....	1075
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE</b> .....	<b>1075</b>
<i>SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE</i> .....	<i>1075</i>
ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1075
AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 77 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1076
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	<b>1076</b>
DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	1076

DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	1077
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL .....	1085
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF FORETS/N° 2004/288 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT - TERRITOIRE COMMUNAL D'ANCERVILLER ET DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES .....	1085
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/296 MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 1974 RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION .....	1086
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....	1087
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	1087
ARRETE 2004/DDE/268/CDER .....	1087
ARRETE 2004/DDE/269/CDER .....	1088
ARRETE 2004/DDE/270/CDER .....	1088
ARRETE 2004/DDE/271/CDER .....	1089
ARRETE 2004/DDE/272/CDER .....	1090
ARRETE 2004/DDE/273/CDER .....	1090
ARRETE 2004/DDE/275/CDER .....	1091
ARRETE 2004/DDE/276/CDER .....	1092
SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES .....	1093
ARRETE PREFECTORAL 18 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNE DE SERRES - POSE D'UNE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES RUE DE LA COUR, JUSQU' AU COLLECTEUR EXISTANT, DESTINEE A LUTTER CONTRE LES CRUES DU RUISSEAU DE L'ETANG - ARRETE DE CESSIBILITE .....	1093
ARRETE N° 04 DE 007 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GIBEAUMEIX EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME .....	1093
ARRETE N° 04 DE 009 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE PETTONVILLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME .....	1094
AVIS .....	1094
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE .....	1094
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....	1094
ARRETE S.G.A.R. N° 2004-292 EN DATE DU 25 AOUT 2004 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST .....	1094

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTEriel DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

#### ARRETE N° 41/2004/SIDPC DU 1 OCTOBRE 2004 PORTANT CONSTITUTION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET D'ACCESSIBILITE (C.C.D.S.A.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales ;  
 VU le code de l'urbanisme ;  
 VU le code de la construction et de l'habitation ;  
 VU le code du travail, notamment son article R.235.4.17 ;  
 VU le code forestier, notamment son article R.321.6 ;  
 VU la loi n° 84.610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, notamment son article 42.1 ;  
 VU la loi n° 91.663 du 13 juillet 1991 portant diverses mesures destinées à favoriser l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des lieux de travail et des installations recevant du public ;  
 VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;  
 VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
 VU l'arrêté interministériel du 27 mai 1994 relatif aux seuils de compétence de la commission nationale de sécurité des enceintes sportives en matière d'homologation ;  
 VU l'arrêté du 11 juin 1996 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public ;  
 VU l'arrêté interministériel du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;  
 VU l'arrêté interministériel du 06 février 1995 fixant le modèle du cahier de prescriptions de sécurité destiné aux gestionnaires de terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible ;  
 VU l'arrêté du 10 octobre 2001 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (C.C.D.S.A.) ;  
 SUR proposition de M. le sous-préfet, directeur de cabinet,

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.

Ces avis ne lient pas l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (articles R.122.19 à R.122.29 et R.123.1 à R.123.55 du code de la construction et de l'habitation).
2. l'accessibilité aux personnes handicapées :
  - dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et dérogations à ces dispositions dans les établissements et installations recevant du public (articles R.111.19.3, R.111.19.5, R.111.19.7 et R.111.19.10 du code de la construction et de l'habitation)



- dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les logements (articles R.111.16 et R.111.18.4 du code de la construction et de l'habitation)
- dérogations aux dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées dans les lieux de travail (article R. 235.3.18 du code du travail) ;
- 3. les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail visées à l'article 235.4.17 du code du travail ;
- 4. la protection des forêts contre les risques d'incendie (article R. 321.6 du code forestier) ;
- 5. l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations sportives (article 42.1 de la loi du 16.7.1984 modifiée susvisée) ;
- 6. les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes (article 3 du décret du 13 juillet 1994 susvisé).

**ARTICLE 2** - La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité donne également son avis sur toutes les questions dont le Préfet la saisit, notamment dans les domaines suivants :

- la prévention et la prévision des risques de toute nature
- l'élaboration du plan ORSEC ou des plans d'urgence
- les mesures prévues pour la sécurité du public et l'organisation des secours lors des grands rassemblements
- les aménagements destinés à rendre accessibles aux personnes handicapées les installations ouvertes au public et la voirie.

**ARTICLE 3** - La commission n'a pas compétence en matière de solidité. Elle ne peut rendre un avis dans les domaines mentionnés à l'article 1er ci-dessus que lorsque les contrôles techniques obligatoires selon les lois et règlements en vigueur ont été effectués et que les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**ARTICLE 4** - Le préfet préside la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Il peut se faire représenter par un autre membre du corps préfectoral ou par le directeur de cabinet.

**ARTICLE 5** - Sont membres de la commission avec voix délibérative :

1. Pour toutes les attributions de la commission :
  - a) Dix représentants des services de l'Etat :
    - le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales  
*suppléant* : Mme BERG Myriam, directrice adjointe  
*suppléant* : M. LHUILLIER Jean-François, directeur adjoint
    - le chef du service interministériel de défense et de protection civile  
*suppléant* : M. MULLER Olivier, adjoint au chef du service interministériel de défense et protection civile
    - le directeur départemental de la sécurité publique  
*suppléant* : M. KOTNIK Denis, commissaire de police
    - le commandant du groupement de gendarmerie départemental  
*suppléant* : Lieutenant-colonel LEMOND Jean-Charles  
*suppléant* : Capitaine BOSQUET Jean-luc  
*suppléant* : Lieutenant FONTAINE Jean Pierre
    - le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
*suppléant* : M. Jean-Marie LEGOUGE, ingénieur de l'industrie et des mines.
    - le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
*suppléant* : M. FRANCOIS Michel, inspecteur principal  
*suppléant* : Mlle UBEAUD Évelyne, inspectrice principale
    - le directeur départemental de l'équipement  
*suppléant* : M. Dominique LOUIS, ingénieur des Ponts-et-Chaussées  
*suppléant* : M. Jean-louis FELMY, ingénieur divisionnaire des T.P.E
    - le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt  
*suppléant* : Mme DURAND Anne-Marie, inspecteur du travail  
*suppléant* : M. JANEL Jean-Luc, ingénieur divisionnaire des travaux ruraux
    - le directeur régional de l'environnement  
*suppléant* : M. Armand BELLOTT
    - le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports  
*1<sup>er</sup> suppléant* : M. Alain MATHIS, conseiller départemental
  - b) Le directeur départemental des services d'incendie et de secours :  
*suppléant* : Lieutenant colonel Jean-Jacques HORB  
*suppléant* : Commandant Pierre FELICANI
  - c) Trois conseillers généraux :  
*titulaire* : Mme Dominique OLIVIER  
*suppléant* : M. Alde HARMAND  
*titulaire* : M. Marc SAINT DENIS  
*suppléant* : M. Alain CASONI  
*titulaire* : M. Maurice VILLAUME  
*suppléant* : M. André CORZANI
  - d) Trois maires :  
*titulaire* : Mme Françoise NICOLAS, maire de Vandoeuvre-lès-Nancy  
*suppléant* : M. Daniel CERUTTI, maire de Pagny derrière Barine  
*titulaire* : Mme Gisèle FROMAGET, maire de Cerville  
*suppléant* : M. J. Fernand BESSON, maire de Gondrecourt-Aix  
*titulaire* : M. J. Paul VINCHELIN, maire de Neuves-Maisons  
*suppléant* : M. Claude GRIVEL, maire de Messein
2. En fonction des affaires traitées :
  - le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.
  - le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent pour le dossier inscrit à l'ordre du jour. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné.
3. En ce qui concerne les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur :
  - un représentant de la profession d'architecte  
*titulaire* : M. Denis GUILLERMIN  
*suppléant* : M. Alain CONRADT
4. En ce qui concerne l'accessibilité des personnes handicapées :

- A.L.A.G.H. : titulaire : M. Claude ARNOULD  
suppléant : M. Michel REBILLON
- A.P.F. : titulaire : M. Guy PEYROUX  
suppléant : M. Rémy BLAISE
- G.I.H.P. : titulaire : M. Oscar GOEBEL  
suppléant : M. Claude APFFEL

5. En ce qui concerne l'homologation des enceintes sportives destinées à recevoir des manifestations sportives ouvertes au public :  
titulaire : M. Louis JACQUOT, CDOS (comité départemental olympique et sportif)  
suppléant : M. Marcel MAREY.  
titulaire : M. HUSSON Daniel membre du conseil d'administration qualisport de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisations de sports et de loisirs.  
suppléant : M. CRENNER Paul.
6. En ce qui concerne la protection des forêts contre les risques d'incendie :  
— Office National des forêts  
titulaire : M. Marc DEROY  
suppléant : M. Jacques BECKEL  
— Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs  
titulaire : Mme Alix de SARS  
suppléant : M. François HELLUY
7. En ce qui concerne la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement des caravanes :  
— Représentant des exploitants :  
titulaire : M. Claude GRIVEL, maire de Messein
8. En ce qui concerne les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (E.R.P. type G.A.) :  
— Représentant de l'inspection générale de sécurité incendie (I.G.S.I.) de la S.N.C.F.  
titulaire : M. MALLARD Jacques, chef de l'inspection générale de sécurité incendie  
suppléant : M. BEULAIGNE Jean Pierre, chef du groupe contrôle d'exploitation de l'I.G.S.I.

**ARTICLE 6** - Les suppléants des membres de la commission désignés à l'article 5 précédent ne siègent avec voix délibérative qu'en l'absence des membres titulaires respectifs.

**ARTICLE 7** - La durée du mandat des membres non fonctionnaires de la commission est de trois ans. En cas de décès ou de démission d'un membre titulaire en cours de mandat, son premier suppléant siège pour la durée restante du mandat, avec voix délibérative.

**ARTICLE 8** - La commission ne délibère valablement que si les trois conditions suivantes sont réunies :

- présence des membres concernés par l'ordre du jour, mentionnés à l'article 5 ci-dessus (1°, a et b)
- présence de la moitié au moins des membres prévus à l'article 5 ci-dessus (1°, a et b)
- présence du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou du conseiller municipal désigné par lui, lorsqu'un point de l'ordre du jour requiert une telle présence.

**ARTICLE 9** - Le secrétariat de la commission est assuré par le service interministériel de défense et de protection civile.

**ARTICLE 10** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission, dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 11** - Le président peut appeler à siéger à titre consultatif les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**ARTICLE 12** - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 susvisé, la commission émet un avis favorable ou un avis défavorable.

**ARTICLE 13** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**ARTICLE 14** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

**ARTICLE 15** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission pour les attributions prévues à l'article 1er ci-dessus. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 16** - Les attributions relatives à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, l'accessibilité des personnes handicapées, l'homologation des enceintes sportives, la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, la protection des forêts contre les risques d'incendie sont exercées en séance plénière ou en sous-commissions spécialisées, créées au choix par le préfet après avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 17** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 10 octobre 2004. Toutefois, les sous-commissions spécialisées chargées de la sécurité dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, de l'accessibilité aux personnes handicapées et de l'homologation des enceintes sportives, les commissions de sécurité d'arrondissement, et leurs groupes de visite sont maintenus à titre provisoire et de transition jusqu'à la mise en place des nouvelles commissions issues de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 18** - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2001 sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 19** - Le directeur de cabinet du préfet, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 42/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE  
POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;  
VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous commission pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;  
VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1ER** - Une sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou par un membre désigné à l'article 4 - alinéa 1 - du présent arrêté ou son suppléant.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

**ARTICLE 2** - La sous-commission départementale exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées à mobilité réduite dans les établissements recevant du public, dans le cadre des demandes d'autorisation préalable à la réalisation de travaux soumis ou non à délivrance de permis de construire,
- avis sur les demandes de dérogation aux règles d'accessibilité aux personnes handicapées à mobilité réduite dans les établissements et installations neuves recevant du public, les bâtiments d'habitation et les logements qu'ils contiennent,
- examen des aménagements destinés à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations existantes ouvertes au public et la voirie,
- visites de réception (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public de 1ère catégorie et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture (articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code),
- avis sur toutes questions dont le préfet la saisit, notamment en matière de circulation des personnes handicapées et de l'accessibilité à ces personnes des bâtiments de toute nature.

**ARTICLE 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 4** - 1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

2. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- A.L.A.G.H. : titulaire : M. Claude ARNOULD suppléant : M. Michel REBILLON
- A.P.F. : titulaire : M. Guy PEYROUX suppléant : M. Maurice PACHOT
- G.I.H.P. : titulaire : M. Oscar GOEBEL suppléant : M. Claude APFFEL

3. Sont membres avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.
- les autres représentants des services de l'Etat membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité non mentionnés au 1, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.

**ARTICLE 5** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**ARTICLE 6** - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la sous-commission doit être assurée.

**ARTICLE 7** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**ARTICLE 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental de l'équipement.

**ARTICLE 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 10** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123.16 du code de la construction et de l'habitation, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**ARTICLE 11** - Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 relatif à l'homologation des enceintes sportives, la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**ARTICLE 12** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**ARTICLE 13** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission départementale peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**ARTICLE 14** - Un compte-rendu signé du président et approuvé par les membres est établi au cours des réunions de la sous-commission, ou à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication de documents administratifs.

**ARTICLE 15** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 16** - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. de 1ère catégorie doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

**ARTICLE 17** - La durée du mandat des membres non fonctionnaires de la sous-commission est de trois ans.

**ARTICLE 18** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 19** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville, Nancy, Toul, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 43/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE  
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS  
RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (I.G.H.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Une sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.), créée, au sein de la commission consultative départementale de sécurité d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral. Elle peut être présidée également par l'un des membres titulaires prévus à l'article 4 - alinéa 1 du présent arrêté ou l'adjoint en titre de l'un de ces membres, sous réserve que cet adjoint soit un fonctionnaire de catégorie A ou un militaire du grade d'officier ou de major. Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

**ARTICLE 2** - La sous-commission départementale pour la sécurité dans les E.R.P. et les I.G.H. exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- examen des projets de construction, d'extension, d'aménagement et de transformation, subordonnés ou non à délivrance de permis de construire, pour les E.R.P. de toutes catégories et les I.G.H.
- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) desdits établissements - limités aux E.R.P. de 1ère catégorie et aux I.G.H. -, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du C.C.H.)
- délibération, en séance plénière, une fois toutes les trois semaines, sur les avis du groupe de visite de la sous-commission départementale, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.
- avis sur les demandes de dérogation au règlement de sécurité
- avis, en vue de leur agrément, sur la conformité des E.R.P. flottants et stationnaires (E.F.) et des chapiteaux, tentes et structures itinérants (C.T.S.).

**ARTICLE 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 4** - Sont membres avec voix délibérative les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

1/ pour tous les E.R.P. et les I.G.H.

- le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours (son suppléant doit être titulaire du brevet de prévention)

2/ en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné
- les autres représentants des services de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1/ ci-dessus, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- l'inspection générale de sécurité incendie (IGSI) de la SNCF pour les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (ERP type GA).

**ARTICLE 5** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**ARTICLE 6** - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**ARTICLE 7** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

**ARTICLE 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 10** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément à l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**ARTICLE 11** - Sans préjudice des dispositions du 2ème alinéa de l'article 4 du décret du 27 mars 1993 relatif à l'homologation des enceintes sportives, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**ARTICLE 12** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6, sont pris en compte lors de ce vote.

**ARTICLE 13** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**ARTICLE 14** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 15** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 16** - La sous-commission n'a pas compétence en matière de solidité.

**ARTICLE 17** - Lors de l'examen de la demande de permis de construire prévu à l'article L 421-1 du code de l'urbanisme ou d'autorisation de travaux prévue à l'article R 123-23 du code de la construction et de l'habitation, la sous-commission prend acte de l'engagement, versé au dossier, du maître d'ouvrage de respecter les règles générales de construction, notamment celles relatives à la solidité.

En l'absence de ce document, la sous-commission ne peut examiner le dossier.

Le délai d'instruction recommence à courir à partir du moment où le dossier complet parvient au secrétariat de la sous-commission.

**ARTICLE 18** - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la sous-commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

**ARTICLE 19** - La saisine par le maire de la sous-commission départementale en vue de l'ouverture d'un E.R.P. de 1ère catégorie - y compris les établissements itinérants - ou d'un I.G.H. doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la sous-commission en informe immédiatement le maire.

**ARTICLE 20** - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis 48 heures avant la visite d'ouverture, à la sous-commission.

**ARTICLE 21** - En l'absence des documents visés aux articles 18 et 20, qui doivent être remis avant la visite, la sous-commission ne peut se prononcer.

**ARTICLE 22** - La sous-commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**ARTICLE 23** - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la sous-commission.

**ARTICLE 24** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004. A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 25** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville, Nancy et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE N° 44/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR L'HOMOLOGATION DES ENCEINTES SPORTIVES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant création de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1ER** - Il est constitué, au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, une sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives, dont la capacité d'accueil en spectateurs assis est comprise entre 500 et 8 000 en milieu couvert, et entre 3 000 et 30 000 en plein air.

**ARTICLE 2** - Sans préjudice des dispositions du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation applicables aux établissements recevant du public, la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- donner son avis sur les demandes d'homologation des enceintes sportives existantes ou à construire, ou des parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, notamment quant à la conformité de l'enceinte et des ouvrages qui la composent aux dispositions et normes techniques relatives à la construction, à la desserte et à l'accès des bâtiments qui leur sont applicables, ainsi qu'au respect de toute prescription particulière rendue nécessaire par la configuration de l'enceinte, son environnement ou l'usage auquel elle est destinée,
- proposer l'effectif maximal des spectateurs qui peuvent être admis simultanément dans l'enceinte, et la répartition de cet effectif par tribune, fixe ou provisoire, et hors tribune,
- déterminer, en fonction de cet effectif et de la configuration de l'enceinte, les conditions d'aménagement d'installations provisoires destinées à l'accueil du public,
- éventuellement, proposer l'aménagement d'un poste de surveillance dans l'enceinte.

**ARTICLE 3** - La sous-commission départementale est présidée par un membre du corps préfectoral ou par un membre titulaire de la sous-commission désigné au 1 du présent article.

1. Sont membres avec voix délibérative pour toutes les attributions les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours

2. Est membre avec voix délibérative en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

3. Sont membres à titre consultatif en fonction des affaires traitées :

- le représentant du comité départemental olympique et sportif
- les représentants des fédérations sportives concernées
- le représentant de l'organisme professionnel de qualification en matière de réalisation de sports et de loisirs et le propriétaire de l'enceinte sportive

- les représentants des associations des personnes handicapées siégeant à la sous commission départementale pour l'accessibilité, dans la limite de trois membres.

**ARTICLE 4** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**ARTICLE 5** - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leurs suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**ARTICLE 6** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées ou membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, est entendu à la demande de la sous-commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la sous-commission.

**ARTICLE 7** - Les avis de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports.

**ARTICLE 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 10** - La sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives émet un avis favorable ou un avis défavorable.

**ARTICLE 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 5, sont pris en compte lors de ce vote.

**ARTICLE 12** - Un compte-rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 14** - La sous-commission départementale ne peut délibérer valablement, que si le dossier de la demande d'homologation est constitué en conformité des dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 mai 1994 relatif à la procédure d'homologation des enceintes sportives ouvertes au public pour les enceintes sportives à construire ou parties d'enceintes existantes à agrandir ou à modifier, ou des dispositions de l'article 3 du même arrêté ministériel pour les enceintes sportives existantes à la date du 11 juin 1994.

**ARTICLE 15** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'homologation des enceintes sportives sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 16** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville, Nancy et Toul, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE N° 45/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF A LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE DES TERRAINS DE CAMPING ET DE STATIONNEMENT DE CARAVANES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Une sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes, créée au sein de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, est présidée par un membre du corps préfectoral ou l'un des membres titulaires prévus à l'article 4 - alinéa 1 du présent arrêté.

Si le président appartient à un service, il peut simultanément représenter celui-ci.

**ARTICLE 2** - La sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- avis sur les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible.

**ARTICLE 3** - Les avis de la sous-commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes ont valeur d'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**ARTICLE 4** - Sont membres avec voix délibérative les personnes énumérées ci-après ou leurs suppléants :

1 / pour toutes les attributions :

- le chef du service interministériel de défense et de protection civile
- le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départemental, selon les zones de compétence
- le directeur départemental de l'équipement
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- le directeur régional de l'environnement
- le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours

2 / en fonction des affaires traitées :

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné
- les autres fonctionnaires de l'Etat, membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, non mentionnés au 1/ ci-dessus, mais dont la présence s'avère nécessaire pour l'examen des dossiers inscrits à l'ordre du jour.
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'autorisation d'aménagement de terrain de camping et de caravanage lorsqu'il existe un tel établissement. Le président peut être représenté par un vice-président ou à défaut par un membre du comité ou du conseil de l'établissement public qu'il aura désigné.

3 / est membre avec voix consultative :

- un représentant des exploitants.

**ARTICLE 5** - Ne peuvent siéger à la sous-commission les membres qui fournissent une prestation à l'exploitant ou au maître d'ouvrage.

Par ailleurs, dans le cas où un service de l'Etat exercerait une mission de maîtrise d'oeuvre, de conduite d'opération ou de mandat de maîtrise d'ouvrage sur une opération soumise à l'avis de la sous-commission, le représentant du service concerné à la sous-commission ne devra pas appartenir à l'unité ayant participé à cette mission d'ingénierie pour le compte du maître d'ouvrage.

**ARTICLE 6** - En cas d'absence des représentants des services de l'Etat ou des fonctionnaires territoriaux membres de la sous-commission départementale ou de leur suppléants, du maire de la commune concernée ou de l'adjoint ou conseiller municipal désigné par lui, ou faute de leur avis écrit motivé, la sous-commission départementale ne peut délibérer.

Cette disposition ne fait pas obstacle aux règles générales de quorum selon lesquelles la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative doit être assurée.

**ARTICLE 7** - Le président de la sous-commission départementale peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la sous-commission ainsi que toute personne qualifiée, pouvant éclairer les travaux de la sous-commission.

**ARTICLE 8** - Le secrétariat de la sous-commission est assuré par le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

**ARTICLE 9** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la sous-commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la sous-commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 10** - La sous-commission départementale émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**ARTICLE 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les avis écrits motivés, favorables ou défavorables, prévus à l'article 6 sont pris en compte lors de ce vote.

**ARTICLE 12** - Un compte rendu est établi au cours des réunions de la sous-commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la sous-commission pour les attributions prévues à l'article 2. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 14** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004.

A cette même date, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution de la sous commission départementale pour la sécurité des terrains de camping et de stationnement de caravanes sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 15** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets territoriaux de Briey, Lunéville, Nancy et Toul, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur régional de l'environnement, le directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 46/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AUX COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT  
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous-commission départementale de sécurité ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) autres que ceux de 1ère catégorie.

**ARTICLE 2** - La commission d'arrondissement pour la sécurité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

- visites de réception (article R 123-45 du code de la construction et de l'habitation) des E.R.P. autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la délivrance du certificat de conformité (article L 460-2 du code de l'urbanisme) et de l'autorisation d'ouverture au public de ces établissements (R 123-45 et R 123-46 du code de la construction et de l'habitation)
- examen de toutes questions soumises par le maire de la commune concernée, qui relèvent de sa compétence
- délibération en séance plénière sur les avis du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité, qui est chargé des contrôles périodiques ou inopinés sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. autres que ceux de la 1ère catégorie (R 123-48 du C.C.H.).

La fréquence des séances plénières de la commission d'arrondissement pour la sécurité est fixée comme suit pour chaque arrondissement :

Arrondissements de

TOUL

1<sup>er</sup> jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture

LUNEVILLE

2<sup>ème</sup> jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture

BRIEY  
NANCY

3<sup>ème</sup> jeudi de chaque mois, à la sous-préfecture  
4<sup>ème</sup> jeudi de chaque mois au SDIS

**ARTICLE 3** - La commission d'arrondissement pour la sécurité est présidée par le sous-préfet. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Sont membres de la commission d'arrondissement pour la sécurité avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

- le chef de la circonscription de sécurité publique ou le commandant de compagnie de gendarmerie territorialement compétent

- un agent de la direction départementale de l'équipement

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention

- le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné
- un représentant de l'inspection générale de sécurité incendie de la SNCF en ce qui concerne les locaux accessibles au public situés sur le domaine public du chemin de fer (ERP type 6A).

**ARTICLE 5** - En cas d'absence d'un des membres désignés à l'article 4, la commission d'arrondissement pour la sécurité ne peut émettre d'avis.

**ARTICLE 6** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**ARTICLE 7** - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ; à défaut par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 9** - Le maître d'ouvrage, l'exploitant, l'organisateur, le fonctionnaire ou l'agent spécialement désigné conformément aux dispositions de l'article R 123-16 du code de la construction et de l'habitation, est tenu d'assister aux visites de sécurité.

Il est entendu à la demande de la commission ou sur sa demande. Il n'assiste pas aux délibérations de la commission.

**ARTICLE 10** - La commission d'arrondissement pour la sécurité émet un avis favorable ou un avis défavorable.

L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**ARTICLE 11** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**ARTICLE 12** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123-35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**ARTICLE 13** - Un compte rendu est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte rendu est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 14** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 15** - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour la sécurité en vue de l'ouverture d'un E.R.P., y compris les établissements itinérants, doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

**ARTICLE 16** - La commission d'arrondissement pour la sécurité n'a pas compétence en matière de solidité.

**ARTICLE 17** - Lors de la demande d'autorisation d'ouverture, la commission constate que les documents suivants figurent au dossier :

- l'attestation par laquelle le maître de l'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité
- l'attestation du bureau de contrôle lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

**ARTICLE 18** - Avant toute visite d'ouverture, les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est prescrite doivent être fournis à la commission.

**ARTICLE 19** - En l'absence des documents visés aux articles 17 et 18, qui doivent être remis avant la visite, la commission ne peut se prononcer.

**ARTICLE 20** - La commission ne peut rendre un avis que lorsque les contrôles techniques obligatoires ont été réalisés et les conclusions de ceux-ci lui ont été communiquées.

**ARTICLE 21** - Dans le cadre des visites de réception après travaux ou des contrôles périodiques, il appartient au maire de la commune concernée de notifier à l'exploitant l'obligation pour lui d'assister à la visite de son établissement ou de s'y faire représenter par une personne qualifiée.

Dans le cas d'une direction unique de plusieurs exploitations de types divers ou similaires dans un même bâtiment, l'exploitant désigné comme directeur informe chaque exploitant concerné de la visite de la commission.

**ARTICLE 22** - Le président de la commission tient informée la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. de la liste des établissements et des visites effectuées.

Le président de la commission d'arrondissement présente un rapport d'activité à la sous-commission départementale au moins une fois par an.

**ARTICLE 23** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 12 octobre 2001, relatives aux commissions de sécurité d'arrondissement, sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 24** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE, NANCY et TOUL, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départemental, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE N° 47/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 PORTANT CONSTITUTION DES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95.260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;



## A R R E T E

**ARTICLE 1ER** - Il est constitué, dans chacun des arrondissements du département de Meurthe-et-Moselle, une commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public autres que ceux de la 1ère catégorie, et à l'exception des établissements de 5ème catégorie au sens de l'article R. 123.19 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 2** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité exerce, par délégation du préfet et au nom de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, les attributions suivantes :

— visites de réception, (article R 111.19.10 du code de la construction et de l'habitation) des établissements recevant du public autres que ceux de 1ère catégorie, et avis sur la conformité à l'autorisation de travaux et sur l'autorisation d'ouverture respectivement prévues aux articles L 111.8.1 et L 111.8.3 dudit code.

**ARTICLE 3** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité est présidée par le sous-préfet territorial. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, la présidence est assurée par un autre membre du corps préfectoral, le directeur de cabinet, le secrétaire général de la sous-préfecture ou par un fonctionnaire du cadre national des préfetures de catégorie A ou B désigné par arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Sont membres de la commission avec voix délibérative les personnes désignées ci-après ou leurs suppléants :

— un agent de la direction départementale de l'équipement  
— un agent de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales  
— un représentant des associations de personnes handicapées :

• pour les arrondissements de BRIEY et TOUL, parmi ceux désignés à l'article 4.2 de l'arrêté susvisé portant constitution de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

• pour l'arrondissement de LUNEVILLE

ACAPAR : titulaire : Mme Anne-Marie FARRUDJA

suppléant : M. Claude RICHARD

• pour l'arrondissement de NANCY

ALAGH : titulaire : M. Michel REBILLON

suppléant : Mlle Elisabeth BONHOMME

— le maire de la commune concernée ou l'adjoint désigné par lui. Le maire peut aussi, à défaut, être représenté par un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**ARTICLE 5** - Conformément aux règles générales de quorum qui s'appliquent aux commissions administratives, la présence effective de la moitié des membres ayant voix délibérative à la commission doit être assurée.

**ARTICLE 6** - Le président peut appeler à siéger, à titre consultatif, les administrations intéressées non membres de la commission, ainsi que toute personne qualifiée.

**ARTICLE 7** - Le secrétariat de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité est assuré par la direction départementale de l'équipement.

**ARTICLE 8** - La convocation écrite comportant l'ordre du jour est adressée aux membres de la commission dix jours au moins avant la date de chaque réunion.

Ce délai ne s'applique pas lorsque la commission souhaite tenir une seconde réunion ayant le même objet.

**ARTICLE 9** - La commission d'arrondissement pour l'accessibilité émet un avis favorable ou un avis défavorable. L'avis défavorable sera motivé par la référence aux principaux articles du règlement non respectés.

**ARTICLE 10** - L'avis est obtenu par le résultat du vote à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

**ARTICLE 11** - Dans le cadre de sa mission d'étude, de contrôle et d'information prévue à l'article R 123.35 du code de la construction et de l'habitation, la commission peut proposer à l'autorité de police la réalisation de prescriptions.

**ARTICLE 12** - Un compte-rendu reflétant la position de chaque membre est établi au cours de la réunion de la commission ou, à défaut, dans les huit jours suivant la réunion. Il est signé par le président de séance et approuvé par tous les membres présents.

Ce compte-rendu est versé au dossier conservé par le secrétaire de la commission.

Il n'est pas communicable à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 13** - Le président de séance signe le procès-verbal portant avis de la commission. Ce procès-verbal est transmis à l'autorité investie du pouvoir de police.

**ARTICLE 14** - La saisine par le maire de la commission d'arrondissement pour l'accessibilité en vue de l'ouverture d'un établissement recevant du public doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue.

A défaut du respect de ce délai, le dossier est irrecevable et le secrétaire de la commission en informe immédiatement le maire.

**ARTICLE 15** - Le président de la commission tient informé la sous-commission départementale d'accessibilité de la liste des établissements et des visites effectuées et, une fois par an au moins, présente un rapport d'activité.

**ARTICLE 16** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004. A cette même date, les dispositions des arrêtés préfectoraux des 12 octobre 2001, relatives aux commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 17** - Le directeur de cabinet du préfet, Mme et MM. les sous-préfets de Briey, Lunéville, Nancy et Toul, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement, les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

ARRETE N° 48/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AU GROUPE DE VISITE  
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (I.G.H.)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H. ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Un groupe de visite, créé, au sein de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., est chargé des contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et de la réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. de 1ère catégorie et les I.G.H.

**ARTICLE 2** - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants, titulaire du brevet prévention
- le directeur départemental de l'équipement ou l'un de ses suppléants,
- le commandant du groupement de gendarmerie départemental ou le directeur départemental de la sécurité publique ou l'un de leurs suppléants,
- le maire ou l'adjoint désigné ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**ARTICLE 3** - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la sous-commission départementale ne procède pas à la visite.

**ARTICLE 4** - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la sous-commission départementale sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la sous-commission départementale. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 5** - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2 est rapporteur du groupe de visite devant la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H., en séance plénière.

**ARTICLE 6** - Le secrétariat est assuré par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 7** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution du groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) et les immeubles de grande hauteur (I.G.H.) sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 8** - Le directeur de cabinet du préfet, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 49/2004/SIDPC DU 4 OCTOBRE 2004 RELATIF AU GROUPE DE VISITE DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT  
POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2004 portant constitution de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 portant constitution de la commission d'arrondissement pour la sécurité ;

SUR proposition du directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** - Un groupe de visite, créé, au sein de chaque commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P., est chargé des attributions suivantes :

- contrôles périodiques ou inopinés (article R 123-48 du code de la construction et de l'habitation) sur l'observation des dispositions réglementaires et réception de travaux ne conditionnant pas une autorisation d'ouverture ou de réouverture dans les E.R.P. du 1er groupe, autres que ceux de la 1ère catégorie ;
- éventuellement, visites des E.R.P. de 5ème catégorie sur demande des maires (R 123-14 du C.C.H.), en priorité ceux comportant des locaux à sommeil.

**ARTICLE 2** - Le groupe de visite comprend obligatoirement :

- un sapeur-pompier titulaire du brevet de prévention, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou un de ses suppléants ;
- un agent de la direction départementale de l'équipement, membre de la commission d'arrondissement pour la sécurité ou l'un de ses suppléants ;
- le commandant de la compagnie de gendarmerie ou le chef de la circonscription locale de sécurité publique ou l'un de leurs suppléants ;
- le maire ou l'adjoint désigné par lui ou, à défaut, un conseiller municipal qu'il aura désigné.

**ARTICLE 3** - En l'absence de l'un des membres désignés à l'article 2, le groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité ne procède pas à la visite.

**ARTICLE 4** - Le groupe de visite constate sur place l'application de la réglementation, puis présente en séance plénière de la commission d'arrondissement pour la sécurité sa conclusion sous forme de rapport de visite, assorti d'une proposition d'avis formelle, favorable ou défavorable, signé de tous les membres présents en faisant apparaître la position de chacun.

Le rapport de visite est versé au dossier conservé par le secrétariat de la commission d'arrondissement pour la sécurité. Il n'est pas destiné à être communiqué à l'exploitant, sauf sur demande expresse écrite de celui-ci, selon les règles relatives à la communication des documents administratifs.

**ARTICLE 5** - Un sapeur-pompier préventionniste, membre de la commission d'arrondissement ou l'un de ses suppléants mentionnés à l'article 2, est rapporteur du groupe de visite devant la commission d'arrondissement, lors de sa séance plénière.

**ARTICLE 6** - Le secrétariat est assuré par la sous-préfecture de l'arrondissement siège de la commission ou, à défaut, par la direction départementale des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 7** - Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 12 octobre 2004. A cette même date les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2001 portant constitution du groupe de visite de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (E.R.P.) sont et demeurent rapportées.

**ARTICLE 8** - Le directeur de cabinet, Mme et MM. les sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE, NANCY et TOUL, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, les maires des communes du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.32 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.23 du 15 septembre 2003 accordant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, modifié par l'arrêté n° 04.BODE.12 du 13 avril 2004 ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 1<sup>er</sup> alinéa X social de l'arrêté n° 03.BODE.23 du 15 septembre 2003 est modifié comme suit :

**X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2** : L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (chapitre 37-30 article 20) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont elle a la responsabilité.

**ARTICLE 3** : L'article 7 modifié de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 2 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

**ARTICLE 4** : L'article 8 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par M. Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.40 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;  
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;  
VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.27 du 7 octobre 2003 accordant délégation de signature à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles et les arrêtés modificatifs des 11 décembre 2003, 28 janvier, 1<sup>er</sup> mars et 2 avril 2004 ;

Considérant les mouvements de personnel intervenus au sein de la direction des actions interministérielles ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

# **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer :

## **I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :
  - \* la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
  - \* les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
  - \* les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
  - \* les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
  - \* les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

## **II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DE L'ACTION ÉCONOMIQUE (D.A.C.I./1)**

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C,
- les décisions d'utilisation des autorisations de programme,
- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés de classement des meublés du tourisme,
- les décisions concernant les ventes en liquidation et au déballage en application des dispositions de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et du décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

## **III - POUR LE BUREAU DE LA PROGRAMMATION ET DES FONDS EUROPEENS (D.A.C.I./2)**

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes

## **IV - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ÉTAT (D.A.C.I./3)**

- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les contrats dont le montant est inférieur au seuil prévu par le code des marchés publics,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les documents de liaison de la paye des agents de la préfecture et des sous-préfectures (décision N° 65-845 du 4 octobre 1965).
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au dessus du seuil de 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).

## **V - POUR LE BUREAU DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE (D.A.C.I./4)**

- les décisions relatives au fonds d'aide aux jeunes en difficultés,
- les décisions du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- les décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté,
- les décisions de la cellule d'urgence en matière d'impayés d'énergie,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les agréments des maîtres d'apprentissage.

## **VI - POUR LE BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT (D.A.C.I./5)**

- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions visées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Francis Giroux à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des actions interministérielles assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10).

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Giroux, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Mme Annie Lebel, attaché principal ou par M. Guy-Michel Durivaux, attaché.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis Giroux, de

Mme Annie Lebel et de M. Guy-Michel Durivaux, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, seront exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

### **- Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Patrice Petit, attaché,
- \* Mme Dorine Grave, attaché,
- \* Mme Laurence Piekarski, attaché,
- \* Mlle Thérèse Brun, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

### **- Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Monique Colire, attaché, chef du bureau de la programmation et des fonds européens,
- \* Mme Frédérique Bello-Lapanne, attaché.

**- Bureau des Finances de l'Etat**

- \* M. Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau des finances de l'Etat, ou, en son absence,
- \* Mme Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale,
- \* Mme Favre Dominique, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**- Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mme Françoise Gabrion, attaché, chef du bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville,
- \* Mlle Dominique Cratelet, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**- Bureau de l'environnement**

- \* Mlle Anne Roussel, attaché,
- \* Mme Evelynne Gauvain, attaché.

**ARTICLE 6** : Dans la limite de la délégation consentie à M. Francis Giroux et en cas d'absence simultanée ou d'empêchement de celui-ci ainsi que de Mme Annie Lebel, de M. Guy-Michel Durivaux et du chef de bureau compétent ainsi que de leurs adjoints directs ayant reçu délégation en application de l'article 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux autres chefs de bureau de la direction :

- M. Gérard Dalstein,
- Mme Monique Colire,
- Mme Françoise Gabrion.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence simultanée de M. Francis Giroux, de Mme Annie Lebel, de M. Guy-Michel Durivaux ainsi que des chefs de bureau et de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les ampliations d'arrêtés préfectoraux, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

**- Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Faride Fellague,
- \* Mme Marilyne Ambs,
- \* Mme Michèle Muchielli,
- \* Mme Cécile Cuny.

**- Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Michèle Wiss,
- \* Mlle Françoise Chaudron,
- \* Mme Martine Gillet,
- \* Mme Gisèle Mansuy,
- \* M. Stéphane Blaise,
- \* Mme Marie-Claire Got.

**- Bureau des Finances de l'Etat**

- \* Mme Dominique Favre,
- \* Mme Corinne Smalcerz,
- \* Mme Bernadette Dederichs,
- \* Mme Evelynne Feeser,
- \* M. Roger Stephant.

**- Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mme Dominique Demangeon,
- \* M. Frédéric Demangeon,
- \* Mlle Virginie Andrews,
- \* Mme Marthe Badie,
- \* Mme Sophie Mulet,
- \* M. Angelo Curto,
- \* Mme Virginie Didot.

**- Bureau de l'environnement**

- \* M. Gérard Bernardin,
- \* Mme Christine Debaize,
- \* M. Driss Daghmous,
- \* Mme Patricia Rome,
- \* Mlle Chantal Moitrot,
- \* Mlle Dominique Salas,
- \* Mlle Amandine Sutter,
- \* Mlle Stéphanie Renard,
- \* Mlle Laurence Lamesle.

**ARTICLE 8** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

7°) aux maires.

**ARTICLE 9** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 10** : Les arrêtés préfectoraux des 7 octobre et 11 décembre 2003, 28 janvier, 1er mars et 2 avril 2004 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 11** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 18 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.41 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;

VU le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 1999 portant nomination de M. Raymond Aubry, inspecteur principal de la jeunesse dans l'emploi de directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1er septembre 1999 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de M. Bernard Fuss, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'emploi de directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine à compter du 13 septembre 1999 au 31 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.07 du 25 mars 2003 accordant délégation de signature à MM. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine et Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine ;

Compte tenu des mouvements de personnel intervenus au sein de la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.07 du 25 mars 2003 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, la délégation sera exercée par M. Bernard Fuss.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Raymond Aubry et Bernard Fuss, la délégation de signature qui leur est consentie par les articles 1 et 2 du présent arrêté sera exercée par MM. Jean-Louis Lamarre, Olivier Ferré et Yvon Laurons, inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs ; Mme Mireille Torchy et M. Christophe Reb, attachés d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, M. Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 18 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.42 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE**

**POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE  
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH),  
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP,  
LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1 août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2003 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée pour présider ladite commission aux membres titulaires selon l'ordre suivant :

- Mme Françoise REPOSEUR, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. Michel PONSARD CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Lieutenant-Colonel, Guy CAZENAVE-LACROUTZ, commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence,
- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement,
- M. le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours,

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

- M. Olivier MULLER, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Lieutenant-Colonel Jean-Charles LEMOND, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,
- M. Dominique LOUIS, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,
- M. le Lieutenant-Colonel Jean-Jacques HORB, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfetures suivants :

**Commissions d'arrondissement de Nancy**

- Mme REPOSEUR Françoise, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. MULLER Olivier, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. BOSC CABROL Francis, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile
- Mme. BALLE Christiane, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile

**Commission d'arrondissement de Briey**

- Mme BRIZON Eléna, attachée à la sous-préfecture de Briey,
- Mme LAVAUX Annie, attaché à la sous-préfecture de Briey.

**Commission d'arrondissement de Lunéville**

- M. FREGIERS Bernard, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville,
- Mme SIMON Françoise, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville.

**Commission d'arrondissement de Toul**

- Mme THIRION Danièle, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Toul.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral du 10 décembre 2003 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et pour présider les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées est abrogé.

**ARTICLE 5** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme et MM. les sous préfets de Briey, Lunéville et Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres désignés et à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 25 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**PREMIER BUREAU**

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 15 juillet 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SARL Aldi Marché Ennery, en qualité de futur exploitant, en vue de procéder à la création d'un supermarché de type maxidiscount à l'enseigne ALDI à BRIEY de 762 m<sup>2</sup> de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de BRIEY.

NANCY, le 19 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
L'Attaché Chef du Bureau,  
G.M. DURIVAUX

---

**TROISIEME BUREAU**

**ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN REGISSEUR DE RECETTES ET D'AVANCES  
AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1994 habilitant les préfets à instituer des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif à des régies d'avances et de recettes (JO N° 287 du 12 décembre 2003) ;

VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 portant nomination de Mme Françoise CANIN en qualité de régisseur d'avances auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 2003 portant nomination de Mme Valérie HOFFMANN en qualité de régisseur de recettes auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2004 portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis émis par Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle le 31 août 2004 relatif à la nomination d'un nouveau régisseur de recettes et d'avances ;

Sur les propositions de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle et de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame KNIDEL Corinne, Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe, est nommée régisseur de recettes et d'avances auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

**Article 2** : Le régisseur constituera un cautionnement dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 septembre 2003 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics, et percevra une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par ce même arrêté.

**Article 3** : L'arrêté préfectoral du 28 mars 2003 nommant Mme Valérie HOFFMANN, régisseur de recettes auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**Article 4** : L'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 nommant Mme Françoise CANIN régisseur d'avances auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**Article 5** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Corinne KNIDEL et dont une ampliation, comportant les échantillons de sa signature, sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

**Article 6** : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

NANCY, le 7 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**QUATRIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 28 octobre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 7 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY-CAMPAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,



VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
 VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
 VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
 VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
 VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,  
 VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,  
 Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du lundi 18 octobre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
 NANCY, le 7 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

**CINQUIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL PORTANT :****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DES SOURCES DE POIRE HAIE ET DES ENSANGES PAR LA COMMUNE DE SELAINCOURT****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de février 2002 ;

VU la délibération du conseil municipal du 26/01/1994 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de Poiré Haie et des Ensanges à SELAINCOURT ;

VU l'arrêté préfectoral du 26/02/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources de Poiré Haie et des Ensanges à SELAINCOURT par et en commune de SELAINCOURT

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur la commune de SELAINCOURT.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 10/05/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 12/05/2004 de Mme la Sous-Préfète de TOUL ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29/07/2004

**CONSIDERANT** la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1<sup>er</sup> - Objet**

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de SELAINCOURT dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources de Poiré Haie et des Ensanges à SELAINCOURT

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à SELAINCOURT

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

**TITRE II - DERIVATION DES EAUX****ARTICLE 2 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par des ouvrages de captage dont la situation est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	

Source des Ensanges	SELAINCOURT	ZD 45	267-7-0048	868156	2394932	375
Source Poiré Haie	SELAINCOURT	ZD 18	267-7-0029	867926	2394873	365

**ARTICLE 3 - Débits prélevés**

Le volume à prélever pour l'ensemble des sources ne pourra excéder 120 m<sup>3</sup>/j

**ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

**ARTICLE 5 - Mesures de débits**

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

**ARTICLE 6 -**

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

**TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU****ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection**

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

**7-1 Périmètres de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate de la source des Ensanges est situé sur le territoire de la commune de SELAINCOURT, section ZD parcelle 45 lieudit "AUX ENSANGES". Il couvre une surface 48 a 48 ca.

Le périmètre de protection immédiate de la source de Poiré Haie est situé sur le territoire de la commune de SELAINCOURT, section ZD parcelles 18, 19 et 85, lieudit "LA GRAVIERE". Il couvre une surface de 1 ha 97 a 81 ca.

**7-2 Périmètres de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée de la source des Ensanges s'étend sur une surface 9 ha 06 a 20 ca environ sur le territoire de SELAINCOURT, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
ZD	Aux Ensanges	41 ; 44 pp ; 42 ; 43 ; 46 pp ; 47

Le périmètre de protection rapprochée de la source de Poiré Haie s'étend sur une surface 20 ha 64 a 61 ca environ sur le territoire de SELAINCOURT, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Section	Lieudit	N° de parcelles
ZD	La Gavière	17 ;
	Aux Ensanges	46 pp ; 47 à 52 ; 78
	Poiré Haie	53 à 76 ;
	Chemin rural dit de la Ferrée pour partie Chemin rural dit de Favières pour partie	

**ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection****8-1 Périmètres de protection immédiate**

Les parcelles constituant les périmètres de protection immédiate doivent être propriété de la commune et le rester.

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien des captages sont interdites. Les arbres poussant à moins de 10 m des captages et de leurs drains devront être abattus et les débris végétaux résultant de l'abattage évacués en dehors des périmètres de protection immédiate. Les prairies seront fauchées mais ne seront ni pâturées ni engraisées. L'emploi de produits phytosanitaires y est interdit.

**8-2 Périmètres de protection rapprochée**

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement.

Sont notamment interdits :

- ✓ l'ouverture ou l'exploitation de mines et carrières,
- ✓ le décapage des terres végétales ou l'ouverture d'excavations destinées au stockage de produits agricoles ou de matériaux,
- ✓ le forage de puits ou le captage de sources autres que pour la distribution publique destinées à la consommation humaine,
- ✓ le remblaiement d'excavations et de carrières sauf avec des matériaux inertes,
- ✓ les canalisations de toute sorte autres que celles d'alimentation en eau potable,
- ✓ les stockages et dépôts de toute nature,

- ✓ les rejets d'eaux usées domestiques, agricoles ou industrielles,
- ✓ les constructions d'habitations ou de locaux agricoles,
- ✓ les constructions superficielles ou souterraines classées,
- ✓ les campings et annexes,
- ✓ la création de cimetières,
- ✓ l'épandage de lisiers,
- ✓ les dépôts de fumiers, meules ainsi que d'ensilages,
- ✓ les sols nus en automne et en hiver,
- ✓ les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris à moins de 150 mètres des captages,
- ✓ le retournement des prairies permanentes existantes avec changement de destination des sols,
- ✓ l'utilisation d'herbicides pour le traitement des accotements des chemins d'exploitation,
- ✓ le défrichement,
- ✓ l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'exploitation forestière ou le traitement du bois stocké.

**A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :**

- ✓ les fouilles et excavations pour le passage de conduites d'alimentation en eau potable et de gaines techniques sous réserve de remblayage avec des produits qui en auront été extraits ou inertes devront prévoir la pose, à intervalles réguliers, de bouchons d'argiles corroyées pour éviter que les remblais ne fonctionnent en système drainant,
- ✓ les fouilles et excavations de plus de deux mètres de profondeur pour une durée supérieure à trois mois devront prévoir une protection contre les ruissellements et les infiltrations de ces ruissellements,
- ✓ le remblaiement d'excavations de plus de 2 m de profondeur sera réalisé à l'aide des matériaux extraits ou de matériaux naturels inertes en provenance de carrières,
- ✓ les sondages de reconnaissance pénétrant ou traversant le même aquifère, seront soumis à autorisation et rendus étanches (après utilisation) au droit de cet aquifère,
- ✓ l'autorisation d'exploiter des captages d'eau au profit d'autres collectivités, ne pourra se faire qu'après évaluation hydrogéologique et technique des projets qui devront obligatoirement comporter une étude d'influence sur la ressource de Selaincourt,
- ✓ les travaux de voirie devront utiliser des matériaux inertes pour la couche de forme et ne pas réaliser de couche de roulement en enrobés bitumineux,
- ✓ le pacage du bétail est autorisé sous réserve que la charge d'animaux à la parcelle maintienne un couvert végétal permanent,
- ✓ le stationnement sans surveillance des véhicules à moteur.

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- ✓ la clôture de périmètres de protection immédiate
- ✓ mise en place d'une grille anti insectes sur les regards munis de capots aérés
- ✓ mise en place de joints étanches sur l'ensemble des capots
- ✓ réfection de l'ouvrage C4 bis des Ensanges afin de remédier aux infiltrations superficielles dans le puits de regard
- ✓ scellement des regards de l'ouvrage de Poiré Haye

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de SELAINCOURT est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Maire de SELAINCOURT est chargé d'effectuer ces formalités.

**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

**ARTICLE 14 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

**ARTICLE 15 - Traitement**

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**ARTICLE 16 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 17 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 18 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, Mme la Sous-Préfète de TOUL, M. le maire de la commune de SELAINCOURT, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté sera adressé au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 5 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****PREMIER BUREAU****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS  
DU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, L5212-1 et suivants et L5711-1 et suivants;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 1998 autorisant la création du syndicat intercommunal d'électricité des communes de la Vallée et des coteaux de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 portant création de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU la délibération en date du 3 mars 2004 par laquelle la communauté de commune du Saintois au Vermois demande son retrait du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle ;

VU la délibération en date du 26 mars 2004 par laquelle le conseil syndical du syndicat mixte accepte cette demande de retrait ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :

PRAYE en date du 24 mai 2004,

QUEVILLONCOURT en date du 21 mai 2004,

VAUDÉMONT en date du 15 juin 2004,

acceptant ce retrait ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le retrait de la communauté de communes du Saintois au Vermois du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est autorisé.

Ce retrait s'effectue sans condition financière.

**ARTICLE 2 :** Le syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est transformé en syndicat intercommunal à vocation unique.

Les statuts du syndicat devront être adaptés en conséquence.

**ARTICLE 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de communes membres, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DU SANON  
A EXERCER LA COMPETENCE « PETITE ENFANCE »**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes du Pays du Sanon ;

VU la délibération en date du 23 février 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du pays du Sanon demande le transfert, par les communes adhérentes, de la compétence « petite enfance » ;

VU les lettres de consultation du 26 mai 2004 invitant les communes de la communauté à délibérer sur ce transfert de compétence ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

ANTHELUP en date du 20 août 2004,

ARRACOURT en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004,

ATHIENVILLE en date du 27 mai 2004,

BAUZEMONT en date du 9 juin 2004,

BEZANGE LA GRANDE en date du 9 juin 2004,

BONVILLER en date du 5 juillet 2004,

BURES en date du 3 août 2004,

COINCOURT en date du 30 juin 2004,  
CREVIC en date du 15 juillet 2004,  
CRION en date du 10 juin 2004,  
DEUXVILLE en date du 22 juin 2004,  
DROUVILLE en date du 13 août 2004,  
EINVILLE AU JARD en date du 5 juillet 2004,  
FLAINVAL en date du 30 juin 2004,  
HENAMENIL en date du 27 août 2004,  
JUVRECOURT en date du 2 juillet 2004,  
MAIXE en date du 28 juin 2004,  
PARROY en date du 30 juillet 2004,  
RAVILLE SUR SANON en date du 22 juin 2004,  
RÉMÉREVILLE en date du 21 juin 2004,

acceptant de transférer à la communauté de communes du pays du Sânon la compétence « petite enfance » ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application de l'article L5211-17 du code général des collectivités territoriales, la majorité telle que définie par ce même article est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de LUNÉVILLE en date du 23 septembre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La communauté de communes du pays du Sânon est autorisée à exercer la compétence « Petite enfance » :

- élaboration et accompagnement des projets locaux et intercommunaux en faveur de l'accueil des jeunes enfants
- création d'un relais assistantes maternelles
- soutien au développement de l'accueil périscolaire
- étude de faisabilité d'une ludothèque

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE et le président de la communauté de communes du pays du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 4 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.II.A DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SAINTOIS AU VERMOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2003 portant création de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;

VU la décision du conseil communautaire en date du 19 mai 2004 décidant la modifications de l'article 2.II-A des statuts de la communauté de communes ;

VU l'avis favorable des conseils municipaux des communes suivantes :

FERRIERES en date du 2 juillet 2004,  
FLAVIGNY SUR MOSELLE en date du 9 juin 2004,  
FROLOIS en date du 28 mai 2004,  
LUPCOURT en date du 21 juin 2004,  
MEREVILLE en date du 10 juin 2004,  
PIERREVILLE en date du 5 juillet 2004,  
PULLIGNY en date du 29 juin 2004,  
SAFFAIS en date du 24 août 2004,  
TONNOY en date du 29 juin 2004,

VU l'avis défavorable du conseil municipal de la commune de VILLE EN VERMOIS en date du 18 juin 2004,

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée requises par les article L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales sont atteintes,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'article 2.II-A des statuts de la communauté de communes du Saintois au Vermois est modifié comme suit :

"Collecte, transport, traitement et valorisation des déchets ménagers en provenance des ménages et des établissements municipaux, à l'exclusion de tout autre déchet ne rassemblant pas l'une ou l'autre de ces caractéristiques".

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Saintois au Vermois sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur de Meurthe-et-Moselle; et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 11 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE SAULXEROTTE AU SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DES COMMUNES DE LA VALLEE ET DES COTEAUX DE LA MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, L5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 1998 autorisant la création du syndicat intercommunal d'électricité des communes de la Vallée et des coteaux de la Moselle ;  
VU la délibération en date du 23 février 2004 par laquelle la commune de SAULXEROTTE demande son adhésion au syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle ;  
VU la délibération en date du 26 mars 2004 par laquelle le conseil syndical du syndicat mixte accepte cette demande d'adhésion,  
VU la notification de cette décision en date du 10 mai 2004 par laquelle le syndicat mixte demande à ses collectivités membres de délibérer sur cette adhésion ;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes suivantes :  
PRAYE en date du 24 mai 2004,  
QUEVILLONCOURT en date du 21 mai 2004,  
VAUDÉMONT en date du 15 juin 2004,  
acceptant cette adhésion ;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des collectivités, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
VU l'avis de Madame la sous-préfète de TOUL en date du 7 septembre 2004;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'adhésion de la commune de SAULXEROTTE au syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle est autorisée.

La commune de SAULXEROTTE sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat mixte d'électricité des communes de la vallée et des coteaux de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de communes membres, au trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS  
DU SYNDICAT D'EPURATION DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGÉVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;  
VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1997 autorisant la création du syndicat d'épuration de SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGÉVILLE ;  
VU la délibération en date du 23 mars 2004 par laquelle le comité syndical décide de modifier l'article 5 de ses statuts relatif à l'objet du syndicat;  
VU les délibérations favorables des conseils municipaux de toutes les communes membres du syndicat à savoir :  
SAINT-NICOLAS-DE-PORT en date du 11 juin 2004;  
VARANGÉVILLE en date du 28 avril 2004;  
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par les articles L5211-5 II et L5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'article 5 des statuts du syndicat d'épuration de SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGÉVILLE est rédigé comme suit :

**" ARTICLE 5 - "OBJET DU SYNDICAT"**

Le syndicat a pour objet :

- La construction d'une station d'épuration ;
- L'entretien et l'exploitation de cette station ;
- L'installation et l'exploitation des postes et conduites de refoulement nécessaires au bon fonctionnement de la station ;
- La réalisation d'une étude sur la présence de sulfure d'hydrogène (H2S) dans les ouvrages et les canalisations appartenant au syndicat d'épuration et sur les réseaux d'assainissement des deux communes adhérentes au syndicat. "

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat d'épuration de SAINT-NICOLAS-DE-PORT - VARANGÉVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 12 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**DEUXIEME BUREAU****ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE JARVILLE-LA-MALGRANGE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;  
VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 21 juin 2004 du maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 24 septembre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est institué auprès de la police municipale de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

**ARTICLE 3** : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général et le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE DE CREATION DE REGIE DE RECETTES DE L'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'HOUEMONT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment son article 18 ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;

VU la lettre du 15 mars 2004 du maire d'HOUEMONT demandant la création d'une régie de recettes pour l'encaissement des amendes de police ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 24 septembre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Il est institué auprès de la police municipale de la commune d'HOUEMONT une régie de recettes de l'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : Le régisseur, responsable de la police municipale, peut être assisté d'autres agents de police municipale désignés comme mandataires.

**ARTICLE 3** : Le régisseur et ses mandataires encaissent et reversent les fonds à la trésorerie de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général et le maire d'HOUEMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE JARVILLE-LA-MALGRANGE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

VU la lettre du 21 juin 2004 du maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE proposant la nomination de M. Jérôme FOUCAL en qualité de régisseur et M. Guy SEIVERT en qualité de suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 24 septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de JARVILLE-LA-MALGRANGE ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. Jérôme FOUCAL, gardien de police municipale de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : M. Jérôme FOUCAL est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

**ARTICLE 3** : M. Guy SEIVERT, agent d'entretien qualifié, est nommé régisseur suppléant.

**ARTICLE 4** - Les autres policiers municipaux de la commune de JARVILLE-LA-MALGRANGE sont désignés mandataires.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de JARVILLE-LA-MALGRANGE et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de BACCARAT.

VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 portant nomination de M. Guy LEDRAPPIER en qualité de régisseur et Mlle Marie-Christine CUNIN en qualité de suppléante ;

VU la lettre du 30 mars 2004 du maire de BACCARAT proposant la nomination de Mlle Marie-Christine CUNIN en qualité de régisseur en remplacement de M. Guy LEDRAPPIER et M. Pierre GRANDJEAN en qualité de suppléant ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 24 septembre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Mlle Marie-Christine CUNIN, brigadier-chef de la police municipale de BACCARAT est nommée régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : Mlle Marie-Christine CUNIN est dispensée de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

**ARTICLE 3** : M. Pierre GRANDJEAN, brigadier-chef, est nommé régisseur suppléant.

**ARTICLE 4** - Les autres policiers municipaux de la commune de BACCARAT sont désignés mandataires.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de LUNÉVILLE, le maire de BACCARAT et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE D'HOUEMONT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

VU la lettre du 15 mars 2004 du maire d'HOUEMONT proposant la nomination de M. Jean-Claude DAUL en qualité de régisseur et Mme Reine-Marie MULLER en qualité de suppléante ;

VU l'avis du trésorier-payeur général en date du 24 septembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale d'HOUEMONT ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,



## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. Jean-Claude DAUL, garde-champêtre de la commune d'HOUEMONT, est nommé régisseur pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

**ARTICLE 2** : M. Jean-Claude DAUL est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

**ARTICLE 3** : Mme Reine-Marie MULLER, secrétaire de mairie, est nommée régisseur suppléant.

**ARTICLE 4** - Les autres policiers municipaux et garde-champêtre de la commune d'HOUEMONT sont désignés mandataires.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'HOUEMONT et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 DES STATUTS  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU CONTRAT RIVIERE WOIGOT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 septembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal de mise en œuvre du contrat rivière Woigot ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1998 approuvant les nouveaux statuts du syndicat qui porte désormais le nom de « syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot » ;

VU la délibération du 22 avril 2004 du comité du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot décidant la modification de l'article 5 des statuts du syndicat ;

VU les délibérations concordantes des communes suivantes :

- AVRIL en date du 14 mai 2004
- BETTAINVILLERS en date du 10 mai 2004
- BRIEY en date du 14 septembre 2004
- LANTEFONTAINE en date du 12 août 2004
- MAIRY-MAINVILLE en date du 28 mai 2004
- MANCE en date du 24 mai 2004
- MANCIEULLES en date du 25 juin 2004
- TRIEUX en date du 13 mai 2004
- TUCQUEGNIEUX en date du 19 juin 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La modification de l'article 5 des statuts du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot est autorisée comme suit :

« Article 5 : *Objet du syndicat*

*Le syndicat exerce en lieu et place de toutes les communes membres les compétences suivantes :*

Assainissement collectif et non collectif : le syndicat reprend l'intégralité, sur leur domaine public, de la compétence des communes membres en matière d'assainissement. Dans ce cadre, il assure ainsi la gestion des services assainissement des communes adhérentes (investissement et fonctionnement) et devient propriétaire des réseaux et ouvrages communaux sous domaine public.

La vocation du syndicat est d'assurer les études, la réalisation, l'exploitation, l'entretien de l'ensemble des ouvrages (station d'épuration, réseaux, aménagements, matériels, équipements, locaux) nécessaires à la gestion et l'exécution du service public de l'assainissement :

- Construction des ouvrages nécessaires à la collecte des eaux usées et des eaux pluviales dans le cadre d'un réseau unitaire,
- Construction, exploitation et entretien des ouvrages nécessaires au transport et à l'évacuation des eaux usées (réseau syndical, secondaire et station d'épuration) ainsi qu'à l'évacuation des eaux pluviales consécutives au mode de collecte unitaire,
- Entretien, renouvellement et fonctionnement des réseaux communaux rétrocedés.

En vue de l'intégration d'un réseau d'assainissement vers le domaine public, le syndicat ne reprendra les réseaux issus du domaine privé ou domaine privé communal qu'après vérification du bon état général de ces derniers et, le cas échéant, qu'après leurs réfection et mise aux normes actuelles à la charge du concédant.

Dans le cadre de la réalisation d'une zone d'aménagement concerté, ou d'un lotissement privé ou communal, le lotisseur assurera l'ensemble des investissements nécessaires à la viabilité et à l'équipement du lotissement y compris le raccordement ou l'extension au réseau existant situé sous domaine public ainsi que toutes modifications sur le réseau public consécutives à la réalisation de cette opération.

Dans le cadre d'une extension de réseau hors de la réalisation d'une zone d'aménagement concerté, ou d'un lotissement privé ou communal, le pétitionnaire privé ou communal assurera l'ensemble des investissements nécessaires à la viabilité et à l'équipement y compris le raccordement ou l'extension au réseau existant situé sous domaine public ainsi que toutes modifications sur le réseau public consécutives à la réalisation de cette opération.

Le syndicat a compétence assainissement, il entretient à ce titre les réseaux unitaires et séparatifs de collecte. Le surdimensionnement des ouvrages unitaires consécutifs à l'évacuation des eaux pluviales sera réalisé et entretenu par le syndicat en contrepartie d'une contribution financière des communes, la collecte, le transfert et le traitement exclusif des eaux pluviales restant une compétence communale.

Environnement : aménagement des cours d'eau, restauration aménagement des berges. Assurer le respect de la législation en vigueur pour le maintien de la qualité des eaux de rivières et le soutien du débit d'étiage ainsi que l'entretien des plans d'eau publics.

Energies nouvelles : dans le cadre des besoins importants d'énergie pour assurer l'exploitation et l'entretien de l'ensemble des ouvrages, le syndicat pourra assurer les études et la production d'énergies nouvelles. »

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal du contrat rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 8 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

ARRETE PREFECTORAL PRONONÇANT L'APPLICATION  
DU REGIME FORESTIER A UNE PARCELLE SUR LA COMMUNE DE GEMONVILLELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 111-1 et L 141-1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141-1 à R 141-8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action et à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de GEMONVILLE du 27 décembre 2001 ;

VU le procès-verbal de reconnaissance du technicien de l'Office national des forêts en date du 25 août 2004 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de l'application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de NANCY-Sud de l'Office national des forêts en date du 30 septembre 2004 ;

**A R R E T E****Article 1<sup>er</sup>** : le régime forestier est appliqué à la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : Commune de GEMONVILLE

Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	Numéro des parcelles	Lieux-dits		
B	180	La Vau du Bois	0.4780	GEMONVILLE

**Article 2** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme la sous-préfète de TOUL, et M. le directeur de l'Agence de NANCY-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de GEMONVILLE.

TOUL, le 5 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE****DELIBERATION N° 92 / 2004 DU 13 JUILLET 2004****RELATIVE A LA DEMANDE DE L'ALTIR DE VANDOEUVRE LES NANCY****DE CREATION D'UNE UNITE D'AUTODIALYSE MEDICALISEE DE 6 APPAREILS A MONT SAINT MARTIN**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE, délibérant régulièrement conformément à l'article L. 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la Convention Constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 6122-1 à L 6122-20 fixant le régime des autorisations,

VU le dossier reconnu complet au 29 février 2004 présenté par Monsieur le Président de l'ALTIR de VANDOEUVRE en vue d'obtenir l'autorisation de création d'une unité d'autodialyse médicalisée d'une capacité maximale de 6 appareils à MONT SAINT MARTIN dans le cadre des capacités d'autodialyse autorisées à l'ALTIR,

VU l'avis émis par le Comité Régional de l'Organisation Sanitaire et Sociale de Lorraine le 13 mai 2004,

CONSIDERANT que l'ouverture d'une unité d'autodialyse médicalisée sur MONT SAINT MARTIN doit permettre de diversifier les techniques et les lieux de dialyse en particulier en proposant une prise en charge supplémentaire hors centre lourd,

CONSIDERANT que le nombre de patients originaires de la région de MONT SAINT MARTIN relevant potentiellement d'une telle prise en charge justifie la création d'une telle unité,

CONSIDERANT que la localisation prévue est optimale, à proximité du service de néphrologie de l'hôpital de MONT SAINT MARTIN,

CONSIDERANT que l'indice de besoins pour le traitement de l'insuffisance rénale chronique ne s'applique pas à l'autodialyse et que par ailleurs cette demande ne modifie pas le nombre de postes d'autodialyse autorisés,

**D E C I D E**

D'autoriser l'ALTIR de VANDOEUVRE à créer une unité d'autodialyse médicalisée d'une capacité maximale de 6 appareils à MONT SAINT MARTIN dans le cadre des capacités d'autodialyse autorisées à l'ALTIR.

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine et des départements de Moselle et de Meurthe et Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du Code de la Santé Publique.

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/30 DU 30 AOUT 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/01 DU 24 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** :L'article 1er de l'arrêté du 24 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**40 055 075.00 €** soit 262 744 068,32 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maternité Régionale** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/31 DU 3 SEPTEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/16 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'INSTITUT REGIONAL DE READAPTATION - N° FINESS H 54 000 9701

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1** :L'article 1er de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1er septembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

-Hospitalisation complète :

30 - Soins de suite et réadaptation .....**418.30 €** soit 2 743.87 F

55 - Hospitalisation à temps partiel de jour .....**222.25 €** soit 1 457.86 F

50 - Forfait de réadaptation de soins externes ..... **78.60 €** soit 515.58 F

**ARTICLE 2** :La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**33 878 616.72 €** soit 222 229 157,88 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Institut Régional de Réadaptation** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/32 DU 04 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/10 DU 26 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINSS H 54 000 2078**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** :L'article 1 de l'arrêté du 26 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1er septembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

❖ Hospitalisation complète :

11 - Médecine .....	<b>614.00 €</b>	soit 4 027.58 F
12 - Chirurgie .....	<b>898.00 €</b>	soit 5 890.49 F
13 - Psychiatrie.....	<b>388.00 €</b>	soit 2 545.11 F
20 - Spécialités coûteuses .....	<b>1 697.00 €</b>	soit 11 131.59 F
30 - Service de suite et réadaptation.....	<b>309.00 €</b>	soit 2 026.91 F

❖ Hospitalisation incomplète :

51 - Hôpital de jour A .....	<b>1 150.00 €</b>	soit 7 543.51 F
50 - Hôpital de jour B.....	<b>364.00 €</b>	soit 2 387.68 F
52 - Dialyse.....	<b>945.00 €</b>	soit 6 198.79 F
90 - Chirurgie ambulatoire .....	<b>898.00 €</b>	soit 5 890.49 F
60 - Hôpital de nuit .....	<b>246.00 €</b>	soit 1 613.65 F

**ARTICLE 2** :La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**405 266 762.86 €** soit 2 658 375 699.65 F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à **40 euros** soit 262.40F par jour dans les disciplines suivantes:

- 11 - Médecine
- 12 - Chirurgie
- 20 - Spécialités coûteuses
- 30 - Service de suite et réadaptation

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/33 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DES FORFAITS JOURNALIERS DE SOINS  
APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE VILLERUPT (HOTEL MEDICAL PASTEUR) - N° FINSS B 54 001 0584**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du **1er juillet 2004** le forfait journalier de soins applicable à l'établissement est fixé à :

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**44.20 €** soit 289.93 F

A partir du **1er septembre 2004** le forfait journalier de soins applicable à l'établissement est fixé à :

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**44.60 €** soit 292.56 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière de Villerupt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/34 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE SAINT ELOI A NEUVES-MAISONS  
N° FINESS B 54 001 3836**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**43.90 €** soit 287.97 F

**ARTICLE 2** :Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**207 673.00 €** soit 1 362 245.58 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Association Hospitalière Saint Eloi à NEUVES-MAISONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/35 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY  
N° FINESS B 54 000 6459**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**47.10 €** soit 308.96 F

**ARTICLE 2** :Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) ..... **2 967 051.00 €** soit 19 462 578.73 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/36 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY  
(CENTRE HOSPITALIER DE MONT SAINT MARTIN) - N° FINESS B 54 000 4488**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**35.50 €** soit 232.86 F

**ARTICLE 2** :Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**2 126 720.00 €** soit 13 950 368.71 F

**ARTICLE 3** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'**Association Hospitalière du Bassin de LONGWY ( Centre Hospitalier de MONT SAINT MARTIN)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/37 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT-CHRISTOPHE  
N° FINESS B 54 001 0782**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**46.40 €** soit 304.36 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) ..... **603 331.00€** soit 3 957 591.93F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT-CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/38 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE DE BACCARAT - N° FINESS B 54 001 2747**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**AR R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**42.80 €** soit 280.75 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) ..... **1 049 646.00 €** soit 6 885 226.41 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière de BACCARAT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/39 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS  
ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DE JOEUF - N° FINESS B 54 001 3158**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**41.10 €** soit 269.60 F

**ARTICLE 2 :**Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**143 523. €** soit 941 449.17 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Association Hospitalière de JOEUF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/40 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEV - N° FINESS B 54 000 9503

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**44.20 €** soit 289.93 F

**ARTICLE 2 :**Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**541 315. €** soit 3 550 793.63 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEV sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/41 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS B 54 000 6780

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;



Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**45.90 €** soit 301.08 F

**ARTICLE 2 :**Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**954 268 €** soit 6 259 587.74 F.

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/42 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE JACQUES PARISOT A BAINVILLE SUR MADON - N° FINESS B 54 000 9586

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**40.20 €** soit 263.69 F

**ARTICLE 2 :**Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**2 173 932 €** soit 14 260 059.13 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/43 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS B 54 000 8737

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**43.20 €** soit 283,37 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**1 523 464 €** soit 9 993 268,75 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/44 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A LA MAISON HOSPITALIERE SAINT CHARLES A NANCY - N° FINESS B 54 000 9578**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**37.00 €** soit 242,70 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**1 823 723.€** soit 11 962 838,68 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la **Maison Hospitalière SAINT CHARLES à NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/45 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS B 54 000 6665**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**46.70 €** soit 306.33 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**1 327 744 €** soit 8 709 429.71 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal **3 H SANTE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/46 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS B 54 001 4057**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**46.60 €** soit 305.68 F

**ARTICLE 2 :** Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**266 186 €** soit 1 746 065.70 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/47 DU 06 SEPTEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DU FORFAIT GLOBAL ANNUEL DE SOINS ET DU FORFAIT JOURNALIER APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS B 54 000 8364**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** A partir du **1er septembre 2004** est appliqué pour la facturation des soins aux malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- U.S.L.D. ( forfait journalier de soins).....**43.10 €** soit 282.72 F

**ARTICLE 2 :**Le Forfait Global représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- U.S.L.D. ( forfait global de soins) .....**1 480 930 €** soit 9 714 264 F

**ARTICLE 3 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
Le Directeur Adjoint,  
J.F. LHUILLIER

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/48 DU 11 OCTOBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/09 DU 26 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.)  
N° FINESS H 54 002 0112**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**L'article 1er de l'arrêté du 26 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

-budget général .....**38 222 366.97 €** soit 250 722 291.71 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du **Syndicat Interhospitalier Nanceen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.)**, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRÊTÉ N° 15 DU 6 OCTOBRE 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 14 du 30 août 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY ;

VU la correspondance de Madame le Docteur Catherine SCHERMACK DE KORWIN, Présidente du Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, proposant la candidature de Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, en remplacement de Madame Thérèse JAY-BEGIN.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en avril 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
  - Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en avril 2007
  - Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en avril 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
  - Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
  - Madame BEZAZ Daouia, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**
  - Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat 31 mars 2007,
  - Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU, Vice-Présidente, Praticien Hospitalier, fin de mandat 31 mars 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Professeur Jean-Louis BOUTROY, gynécologue-obstétricien, fin du mandat 31 mars 2007,
  - Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Poste non pourvu
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat le 14 juin 2007,
  - Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Philippe BITSCHINE, représentant non hospitalier des professions paramédicales, fin du mandat le 12 janvier 2006.
- 10 Deux représentants des usagers**
  - Monsieur Rémi DEHAYE, médecin généraliste, représentant le Comité d'Accueil à l'Enfant et d'Aide aux Futures Mères, en remplacement de Madame Brigitte JAY-BEGIN, fin du mandat en juin 2007,
  - Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 30 août 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### POLE MEDICO-SOCIAL

#### ARRETE DDASS / PMS / N° 678 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE « MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 / DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0767

- Forfait global de soins : 351 457,32 €

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 16,49 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, la directrice du Centre Hospitalier de BRIEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRETE DDASS / PMS / N° 681 FIXANT POUR 2004

LE FORFAIT GLOBAL ANNUEL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU BUDGET ANNEXE  
« MAISON DE RETRAITE » DU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les Codes de la Santé Publique et de l'Action Sociale et des Familles;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé ;

VU l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée ;

VU le décret n° 92-776 du 31 juillet 1992 modifié relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire ministérielle DHOS-F2 /DGAS-2C/DSS-1A n° 73 du 18 février 2004 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2004 dans les établissements et services médico-sociaux et sanitaires accueillant des personnes âgées ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** - Le forfait global annuel et le forfait journalier de soins 2004 du budget annexe « maison de retraite » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

**CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE SAINT NICOLAS DE PORT :**

N° FINESS (EJ) 54 000 0114

- Forfait global de soins : 980 397,30 € (y compris 130 334,57 € de clapet anti-retour)

- Forfait journalier de soins à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 : 16,23 €

**ARTICLE 2** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa notification à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le directeur du Centre Hospitalier Spécialisé de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 6 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L.133.1 et suivants du code du travail, et notamment les articles L.133.10 - L.133.14 - R.133.2 et R.133.3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du Ministre de l'Agriculture portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention,

VU l'avenant n° 68 du 20 juillet 2004 dont les signataires demandent l'extension,

VU l'avis d'extension publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,

VU l'avis des membres de la Commission Nationale de la Négociation Collective (Sous Commission Agricole des Conventions et Accords),

VU l'accord donné conjointement par le Ministre Chargé du Travail et le Ministre de l'Agriculture,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

**Article 1er** - Les clauses de l'avenant n° 68 en date du 20 juillet 2004 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

**Article 2** - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 68 du 20 juillet 2004 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

**Article 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Chef du Service Régional et le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 7 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 77 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations horticoles et des pépinières du département de Meurthe-et-Moselle, l'avenant n° 77 à la convention collective du travail du 19 juin 1969, conclu le 13 septembre 2004

entre :

- le Syndicat Horticole de Meurthe-et-Moselle,  
d'une part,

et :

- l'Union départementale des syndicats CGT-FO,  
- l'Union départementale des syndicats CFTC,  
- l'Union départementale des syndicats CFDT,  
- la Confédération Française de l'Encadrement CFE-CGC,  
d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Le texte en a été déposé le 21 septembre 2004 au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions de l'Etat - CO n° 31 - 54038 NANCY CEDEX.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

**DECISION PORTANT A 6 MOIS LES DELAIS D'INSTRUCTION  
DES DEMANDES D'AUTORISATION D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU le décret 99-964 du 25 novembre 1999 pris pour l'application des articles L 331-1 à L 331-6 du code rural et relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'Agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1999 modifié les 25 avril 2000, 22 mars 2001 et 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans des départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental adjoint de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU l'avis émis par la CDOA du 8 septembre 2004,

CONSIDERANT que l'exploitation de Monsieur CARRIER Raymond de CHAZELLES SUR ALBE est de nature à permettre l'installation d'un jeune agriculteur

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de s'assurer que les candidatures prioritaires éventuelles ont pu être recensées et sont de nature à maintenir l'unité de production actuellement en place ou de favoriser une installation.

SUR proposition de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er :**

En application de l'article R 331-5 du code rural, le délai d'instruction de la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur Joël RENARD de VERDENAL, déposée le 30 juin 2004, est porté de 4 à 6 mois concernant les terres agricoles de l'exploitation de Monsieur CARRIER Raymond de CHAZELLES SUR ALBE.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision dont une ampliation sera adressée aux intéressés demandeurs et sera publiée au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 15 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification s'il est estimé qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte la contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif.

## DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/07/2004 par Messieurs PIERRON Pascal et Martial; JOLE Thierry, associés du GAEC des Troènes à HALLOVILLE concernant 26,89 ha situés à BERTRAMBOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU le courrier de Madame Laurette BERNOT exploitante agricole à Bertrambois faisant connaître son intention de reprendre plusieurs parcelles voisines de celles qu'elle exploite sur Bertambois ; la surface de ces parcelles portant sur 3,36 ha.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Madame BERNOT n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation, que ces parcelles sont de nature à agrandir ses îlots de cultures et que la dimension économique de son exploitation est plus petite que celle du GAEC des Troènes

CONSIDERANT que l'exploitation par Madame BERNOT de ces 3,36 ha aurait un impact particulièrement positif sur la restructuration foncière de son exploitation

## D E C I D E

## ARTICLE 1er :

Suite à la demande d'autorisation qu'ils ont déposée, Messieurs PIERRON Pascal et Martial; JOLE Thierry sont autorisés à exploiter les parcelles figurant sur leur demande à l'exception des parcelles suivantes qui totalisent 3.36 ha : 54 064 A 200/201/202/310/311/312/307/308 - B 101/102/108/109/118.

En conséquence, l'autorisation d'exploiter est accordée sur 23,53 ha, et refusée sur 3,36 ha.

## ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs PIERRON Pascal et Martial; et Monsieur JOLE Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

## ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PIERRON Pascal et Martial; Monsieur JOLE Thierry, aux propriétaires à Madame Laurette BERNOT, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BERTRAMBOIS pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,



VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/06/2004 par **Monsieur HENRYON Ghislain à CUTRY concernant 2,89 ha situés à MONT SAINT MARTIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU la demande concurrente de Monsieur Emmanuel KORNIAC déposée dans le cadre de son projet d'installation, en qualité de jeune agriculteur en reprenant l'exploitation de Monsieur Albert PROTIN

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que Monsieur KORNIAC, jeune agriculteur, bénéficiant des aides de l'Etat pour son installation, est prioritaire selon les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2001

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Monsieur HENRYON Ghislain n'est pas autorisé à exploiter 2,89 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HENRYON Ghislain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HENRYON Ghislain, à Monsieur Emmanuel KORNIAC, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT SAINT MARTIN pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/06/2004 par **Monsieur JACQUEMER Joël à LAY ST CHRISTOPHE concernant 18,50 ha situés à BOUXIERES AUX CHENES - EULMONT - LAITRE SOUS AMANCE - AGINCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Monsieur JACQUEMER Joël est autorisé à exploiter 18,50 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JACQUEMER Joël.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JACQUEMER Joël, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BOUXIERES AUX CHENES - EULMONT - LAITRE SOUS AMANCE - AGINCOURT pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2004 par **Monsieur MALGLAIVE Christian à VALLOIS concernant 17,28 ha situés à XERMAMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur MALGLAIVE Christian est autorisé à exploiter 17,28 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MALGLAIVE Christian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MALGLAIVE Christian, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XERMAMENIL pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/08/2004 par **Madame HINZELIN Monique** à **HAUSSONVILLE** concernant **24,09 ha situés à FERRIERES ; la motivation et le résultat étant la reprise d'un bien familial** .

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Madame HINZELIN Monique est autorisée à exploiter 24,09 ha conformément à la demande qu'elle a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame HINZELIN Monique, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FERRIERES pour affichage.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2004 par **Madame COLIN Christine** à **CLAYEURES** concernant **16,57 ha situés à SAINT REMY AUX BOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement par achat**.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Madame COLIN Christine est autorisée à exploiter 16,57 ha conformément à la demande qu'elle a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame COLIN Christine, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMY AUX BOIS pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/08/2004 par **Monsieur MICHEL Walter à ORMES ET VILLE concernant 19,65 ha situés à ORMES & VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement. Cette parcelle était prévue dans son EPI.**  
VU l'étude prévisionnelle d'installation de Monsieur Michel Walter où figure cette parcelle,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Monsieur MICHEL Walter est autorisé à exploiter 19,65 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MICHEL Walter.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MICHEL Walter, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ORMES & VILLE pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/06/2004 par **Monsieur LECLERE Philippe à VRONCOURT concernant 9,79 ha situés à CHAOUILLEY - ETREVAL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente et la lettre de Monsieur René NOEL, exploitant précédemment la parcelle,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

##### ARTICLE 1er :

Monsieur LECLERE Philippe est autorisé à exploiter 9,79 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LECLERE Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LECLERE Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de CHAOUILLEY - ETREVAL pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/06/2004 par Monsieur SIMONIN Rémy à LAITRE SOUS AMANCE concernant 16,12 ha situés à LAITRE SOUS AMANCE - LANEUVEVILLE DEVANT NANCY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur SIMONIN Remy est autorisé à exploiter 16,12 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur SIMONIN Remy, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LAITRE SOUS AMANCE - LANEUVEVILLE DEVANT NANCY pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2004 par **Monsieur COLET Johann à VEHO concernant 13,87 ha situés à EMBERMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur des parcelles non exploitées depuis 1998.**  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E****ARTICLE 1er :**

Monsieur COLET Johann est autorisé à exploiter 13,87 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLET Johann.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLET Johann, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'EMBERMENIL pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/07/2004 par **Monsieur MESSENGER Jean Paul, associé du GAEC de la BONNE FONTAINE à DOMJEVIN, concernant 7,96 ha situés à DOMJEVIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E****ARTICLE 1er :**

Monsieur MESSENGER Jean Paul est autorisé à exploiter 7,96 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MESSENGER Jean Paul.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MESSENGER Jean Paul, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMJEVIN pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/07/2004 par **Monsieur COLIN Didier à DOMEVRE sur VEZOUZE concernant 59,07 ha; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation de Mademoiselle Adeline COLIN.**  
VU la modification apportée le 8 septembre 2004 par Monsieur COLIN pour favoriser une installation sur le département de la Moselle et satisfaire aux désirs de plusieurs propriétaires ; la demande d'autorisation d'exploiter étant ramenée à 41,25 ha,  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de privilégier cette demande pour favoriser l'installation de Mademoiselle Adeline COLIN,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er :**

Monsieur COLIN Didier est autorisé à exploiter les surfaces faisant l'objet de sa demande modifiée par son courrier du 8 septembre 2004, soit une surface de 41,25 ha

Cette autorisation est donnée à la condition de réaliser, avant le 31 décembre 2006, sur cette surface l'installation de sa fille, Mademoiselle COLIN.

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur COLIN Didier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur COLIN Didier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DOMEVRE SUR VEZOUZE pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/08/2004 par Monsieur JEANJEAN Guy et Monsieur AUBRY Didier, associés du GAEC des GRANDES PRAIRIES à REHERREY, concernant 3,79 ha situés à BARBAS et DOMEVRE SUR VEZOUZE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande de Monsieur Didier COLIN modifiée par son courrier du 8 septembre 2004

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 08/09/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Messieurs JEANJEAN Guy - AUBRY Didier sont autorisés à exploiter 3,79 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANJEAN Guy et Monsieur AUBRY Didier.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANJEAN Guy - AUBRY Didier, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARBAS et DOMEVRE SUR VEZOUZE pour affichage.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

#### SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

#### ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF FORETS/N° 2004/288 RELATIF A UNE AUTORISATION DE DEFRICHEMENT TERRITOIRE COMMUNAL D'ANCERVILLER ET DE SAINT-MAURICE-AUX-FORGES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 311-1 à L 311-5, R 311-1 et suivants et R 312-1 et suivants ;

VU la demande de la société Louis THIRIET et Cie en date du 5 juillet 2002, sollicitant l'autorisation de défricher 14 ha 15 a 16 ca de bois situés sur les communes d'ANCERVILLER dans les parcelles cadastrées section D numéros 88, 89 et 90 et de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES dans les parcelles cadastrées section B numéros 180 à 184, 187 à 191, 201 à 205, 471 et 592 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2004 accordant l'autorisation de défrichement sous conditions ;

VU le courrier en date du 19 août 2004 de la société Louis THIRIET et Cie ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1** - L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 5 mars 2004 visé ci-dessus est modifié comme suit :

*"Article 1 - La société Louis THIRIET et Cie est autorisée à procéder au défrichement de 11,150 ha dans les parcelles suivantes :*

Commune d'ANCERVILLER		
Lieudit	Section	Parcelles
Devant le Bois de la WOIVRE	D	88, 89 et 90
Commune de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES		
Lieudit	Section	Parcelles
Le grand BADOU	B	180 à 184, 187 à 191, 201 à 203, 471 et 592
Devant VOIRIN	B	204 et 205

##### à l'exclusion

- dans la parcelle B 205 : de 0,3776 ha d'aulnaie en bordure de la Blette (cf. plan annexé au présent arrêté)
  - et d'une bande de 15 m de large en bordure des rivières La Blette (soit 0,7021 ha) et la Brême (1,0596 ha) qui seront matérialisées sur le terrain ;
- et sous réserve** de la délivrance de l'autorisation d'exploitation de carrière.

Le défrichement aura lieu selon le plan de phasage suivant (cf. annexe 2) :

- à compter de l'année N : 4,5969 ha
- à compter de l'année N+5 : 3,3509 ha
- à compter de l'année N+10 : 3,1672 ha."

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché

- dans les mairies de chaque commune, au moins quinze jours avant le début des travaux et pendant une durée de deux mois ;

- sur le site, par les soins de la société Louis THIRIET et Cie, de manière visible vers l'extérieur, au moins quinze jours avant le début des travaux de défrichement et pendant toute la durée d'exécution de ceux-ci.

**ARTICLE 3** - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, les Maires d'ANCERVILLER et de SAINT-MAURICE-AUX-FORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 16 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG



Le dossier peut être consulté  
à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
45 rue Sainte-Catherine - 54043 NANCY CEDEX

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/296  
MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL DU 18 JUIN 1974  
RELATIF A LA LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la Commune de CRION ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 Juin 1974 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée CRION ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 Septembre 2004 portant délégation de signature à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la demande de M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - L'annexe 1 de l'arrêté du 18 Juin 1974 est abrogée.

**ARTICLE 2** - Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du Code de l'Environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de CRION.

**ARTICLE 3** - Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de CRION par les soins du maire.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le Maire de la Commune de CRION sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de CRION,
- M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- M. le Président de la Fédération départementale des chasseurs,

NANCY, le 23 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL DU 23 SEPTEMBRE 2004  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION  
TERRAINS A COMPRENDRE DANS LE TERRITOIRE DE L'ASSOCIATION**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
<b>CRION</b>		<p>Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p><b>Commune de CRION</b> n° 25 - 29 - 35a - 35b - 34 - 38 - 39 - 49 - 50 et 51 Soit au total 80 ha 70 a 80 ca</p> <p><b>Etat</b> au total 118 ha</p> <p><b>M. Raymond GOUDOT</b> n° 20 à 22 et 15 n° 99 et 105 n° 40 Soit au total 66 ha 10 a 73 ca</p> <p><b>ACCA de BEZAUMONT</b> n° 4 - 6 - 5a - 5b - 8 - 10a - 10b - 11 et 2 n° 100 - 101 - 102 et 104 Soit au total 9 ha 01 a 70 ca (dans le cadre du 1/10<sup>ème</sup> du territoire)</p> <p><b>Commune de RAVILLE</b> n° 26 - 27 et 28 Soit au total 24 ha 22 a 65 ca (dans le cadre du 1/10<sup>ème</sup> du territoire)</p>

ANNEXE II A L'ARRETE PREFECTORAL DU 23 SEPTEMBRE 2004  
PORTANT LISTE DES TERRAINS DEVANT ETRE SOUMIS  
A L'ACTION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE CRION  
**ENCLAVES**

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
CRION	A	n° 23 et 24 - 54 et 55 soit au total 16 ha 30 a	

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT**  
**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

**ARRETE 2004/DDE/268/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A.31 sens Nancy - Metz du PR 277+000 AU PR 284+473 sur le territoire des communes de MOUSSON, LESMENILS, BOUXIERES sous FROIDMONT ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Les nuits suivantes de 21 h 00 à 7 h 00 :

- du 20 au 21 septembre 2004 du PR 276+000 au PR 280+100
- du 21 au 22 septembre 2004 du PR 276+000 au PR 280+100
- du 22 au 23 septembre 2004 du PR 278+000 au PR 282+050
- du 23 au 24 septembre 2004 du PR 280+100 au PR 286+200
- du 27 au 28 septembre 2004 du PR 280+100 au PR 284+200

la circulation des usagers sur l'A.31 s'établit comme suit :

• **dans le sens NANCY - METZ**

- ☐ la circulation s'effectue sur la voie rapide METZ - NANCY
- ☐ il est interdit de doubler
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
- ☐ puis la circulation s'effectue sur la voie rapide sens METZ - NANCY entre les deux basculements
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.

• **dans le sens METZ - NANCY**

- ☐ la voie rapide est neutralisée
- ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
- ☐ la vitesse est limitée à 90 km/h
- ☐ il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

Les nuits du 20 au 23 septembre 2004 de 21 h 00 à 7 h 00, l'accès et la sortie de l'aire de repos du Bois du Juré à LESMENILS sont interdits à la circulation.

**ARTICLE III**

Durant les nuits du 22 au 24 septembre 2004 et du 27 au 28 septembre de 21 H 00 à 7 h 00, les bretelles de l'échangeur de LESMENILS n° 28 - - Nancy - Lesménils sont fermées à la circulation.

Les usagers désirant se rendre à LESMENILS - ST AVOLD sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- sortir à l'échangeur de FEY n° 29 puis retour sur l'A.31 direction Nancy et prendre la sortie n° 28 direction LESMENILS

Les usagers désirant se rendre à METZ sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- prendre la bretelle d'accès à l'A.31 - LESMENILS - NANCY, sortir à l'échangeur n° 27 - ATTON, puis retour sur l'A. 31 direction METZ

**ARTICLE IV**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de MOUSSON - LESMENILS - BOUXIERES-sous-FROIDMONT

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.  
En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.  
NANCY, le 16 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/269/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;  
Vu l'avis favorable de monsieur le maire de MONT ST MARTIN,  
Vu l'avis favorable de l'UDAM de CONFLANS antenne de LONGUYON,  
Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement entre les PR 19+970 et 21+200 de la RN 52 du viaduc de PIEDMONT à L'échangeur de LONGLAVILLE, sur le territoire de la commune de MONT ST MARTIN ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement de LONGWY ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Du lundi 27 septembre à 8 h au vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2004 à 19 h toute circulation est interdite sur la RN 52 entre les PR 19+970 et 21+200 dans les deux sens de circulation.

**ARTICLE II**

Les usagers doivent emprunter les déviations suivantes:

- **DéviatiON METZ/ARLON**

Prendre la direction d'ARLON au droit du diffuseur de MONT ST MARTIN, emprunter la pénétrante - RD 918 (AUBANGE) - RD 52 (ARLON).

- **DéviatiON ARLON/METZ**

Prendre la direction METZ au droit de l'échangeur de VAL ST MARTIN, emprunter la RD 918 (MONT ST MARTIN) et (LONGWY) puis la pénétrante jusqu'au diffuseur de MONT ST MARTIN.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise EUROVIA et la signalisation temporaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de l'équipement de LONGWY.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de LONGWY, et MONT ST MARTIN, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S., du S.A.M.U et du SMUR de LONGWY/MONT ST MARTIN et Monsieur le directeur de la SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/270/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à la pose de glissières de sécurité "Ecran moto" sur la bretelle de l'échangeur origine de l'A. 31 sens LAXOU - STRASBOURG - PR 248+000 sur le territoire de la commune de LAXOU ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

la nuit du 27 septembre 2004 de 21 h à 6 h 00, la bretelle de l'échangeur origine - sens Laxou - Strasbourg sur l'A. 31 est fermée à la circulation

**ARTICLE II**

La circulation des usagers sur l'A. 31 s'établit comme suit :

**Dans le sens LAXOU - STRASBOURG**

- Les usagers emprunteront l'itinéraire suivant :

Continuer sur l'A.31 jusqu'à l'échangeur n° 17 de Velaine, prendre ensuite la bretelle de Nancy - Velaine puis faire demi-tour par la bretelle Velaine - Nancy A.31 section courante pour retrouver la signalisation permanente direction STRASBOURG par la bretelle Paris - Strasbourg - A. 33

**ARTICLE V**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE VI**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VII**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de LAXOU - VELAINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/271/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'avis favorable de l'Udam de Nancy - Val de Lorraine en date du 12 août 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en place de poutres métalliques au-dessus de la RN 57 - Lot n° 39 - Viaduc de la Moselle - LGV Est, sur le territoire de la commune de CHAMPEY ;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Durant les nuits du 18 au 21 octobre 2004, du 2 au 5 novembre 2004 et du 8 au 10 novembre 2004 de 21 H 00 à 5 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la R.N. 57 au PR 3,250.

**ARTICLE II**

Durant les périodes indiquées à l'article 1, les usagers emprunteront la déviation suivante :

RD 91 - RD 952 et RD 910 B

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'Entreprise BAUDIN CHATEAUNEUF et la signalisation temporaire de déviation sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de PONT à MOUSSON

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires d'ARNAVILLE - VANDIERES - NORROY LES PONT à MOUSSON - PAGNY SUR MOSELLE - CHAMPEY- NOVEANT et CORNY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 21 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/272/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;  
Vu l'avis favorable de Messieurs les Maires de LONGWY et REHON ;  
Vu l'avis favorable de l'Udam de Longuyon du 15 septembre 2004 ;  
Vu l'avis favorable de Monsieur le Responsable de la sécurité Publique de LONGWY ;  
Considérant la nécessité de procéder à des travaux de réalisation de carotages sur la R.N. 52 entre les PR 15+800 et 16+500, entre les échangeurs de MEXY et de LONGUYON ;  
A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de LONGWY ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Le 20 septembre de 8 H 30 à 16 H 00, toute circulation est interdite dans les deux sens de circulation sur la R.N. 52 entre les PR 14+128 et 18+247, de l'échangeur de MEXY à l'échangeur de LONGUYON.

**ARTICLE II**

Les usagers emprunteront la déviation suivante :

☐ **Sens METZ - LONGWY**

Prendre la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY jusqu'au giratoire du Pulventeux et du carrefour avec la R.N. 18 et ensuite emprunter l'échangeur de la R.N. 52 direction Arlon - Luxembourg.

☐ **Sens LONGWY - METZ**

Prendre la R.N. 18, la RD 520 - traversée de la commune de LONGWY puis emprunter l'échangeur de METZ direction METZ.

☐ **Sens R.N. 18 - METZ**

Sur la R.N. 18, prendre le giratoire Ouest du Pulventeux en direction de LONGWY, puis la RD 520 au giratoire Est du Pulventeux (traverse de la commune de LONGWY) et ensuite prendre l'échangeur de MEXY direction METZ.

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision de LONGWY.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de REHON et LONGWY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. du S.A.M.U et du SEMITUL.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/273/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;  
Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;  
Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/268/CDER en date du 16 septembre 2004 ;  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A.31 sens Nancy - Metz du PR 277+000 AU PR 284+473 sur le territoire des communes de MOUSSON, LESMENILS, BOUXIERES sous FROIDMONT ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/268/CDER est modifié comme suit :

Les nuits suivantes de 21 h 00 à 7 h 00 :

- du 23 au 24 septembre 2004 du PR 278+000 au PR 286+200
- du 27 au 28 septembre 2004 du PR 278+000 au PR 284+000
- du 28 au 29 septembre 2004 du PR 282.50 au PR 286+200
- du 29 au 30 septembre 2004 du PR 282+050 au PR 286+200
- du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2004 du PR 280+100 au PR 284+000

**ARTICLE II**

Les nuits du 23 au 24 septembre et du 27 au 30 septembre 2004, de 18 H 00 à 7 H 00, l'accès et la sortie de l'aire de repos du Bois du juré à LESMENILS sont interdits à la circulation

**ARTICLE III**

Durant les nuits du 23 au 24 septembre, du 27 au 28 et du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2004, les bretelles de l'échangeur de LESMENILS n° 28 - Nancy Lesménils sont fermées à la circulation.

**ARTICLE IV**

Toutes les autres dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de MOUSSON - LESMENILS - BOUXIERES-sous-FROIDMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

ARRETE 2004/DDE/275/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux de renouvellement de la couche de roulement suite à des affaissements sur l'A. 330, sens NANCY - EPINAL entre les PR 4+600 au PR 5+000, sur le territoire de la commune de LUDRES ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Durant les nuits du 11 au 14 octobre 2004 et du 18 au 19 octobre 2004, de 21 h 00 à 6 h 00, sur l'A. 330 du PR 3,700 au PR 7+000, la circulation des usagers s'établit comme suit :

• Pour les nuits du 11 au 14 octobre 2004

**Dans le sens NANCY - EPINAL**

- ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
- ☐ il est interdit de doubler
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement (PR 4+690)
- ☐ puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens EPINAL - NANCY à 90 km/h
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 5+950)

**Dans le sens EPINAL - NANCY**

- ☐ la voie rapide est neutralisée
- ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h
- ☐ il est interdit de doubler

• Pour la nuit du 18 au 19 octobre 2004

**Dans le sens NANCY - EPINAL**

- ☐ la circulation s'effectue sur la voie rapide
- ☐ la vitesse est limitée à 90 km/h
- ☐ il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE III**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE IV**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière

Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LUDRES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 6 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/276/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/268/CDER en date du 16 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004DDE/273CDER en date du 21 septembre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A.31 sens Nancy - Metz du PR 277+000 AU PR 284+473 sur le territoire des communes de MOUSSON, LESMENILS, BOUXIERES sous FROIDMONT ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de référence n° 2004/DDE/268/CDER reproduit ci-dessous,

**Les nuits suivantes de 21 h 00 à 7 h 00 :**

- du 20 au 21 septembre 2004 du PR 276+000 au PR 280+100
- du 21 au 22 septembre 2004 du PR 276+000 au PR 280+100
- du 22 au 23 septembre 2004 du PR 278+000 au PR 282+050
- du 23 au 24 septembre 2004 du PR 280+100 au PR 286+200
- du 27 au 28 septembre 2004 du PR 280+100 au PR 284+200

la circulation des usagers sur l'A.31 s'établit comme suit :

• **dans le sens NANCY - METZ**

- ☐ la circulation s'effectue sur la voie rapide METZ - NANCY
- ☐ il est interdit de doubler
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
- ☐ puis la circulation s'effectue sur la voie rapide sens METZ - NANCY entre les deux basculements
- ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement.

• **dans le sens METZ - NANCY**

- ☐ la voie rapide est neutralisée
- ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
- ☐ la vitesse est limitée à 90 km/h
- ☐ il est interdit de doubler

est complété comme suit :

**Les nuits suivantes de 21 h 00 à 7 h 00 :**

- du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2004 du PR 278+000 au PR 286+200

**ARTICLE II** - L'article II de l'arrêté préfectoral de référence n° 2004/DDE/268/CDER reproduit ci-dessous,

**Les nuits du 20 au 23 septembre 2004 de 21 h 00 à 7 h 00, l'accès et la sortie de l'aire de repos du Bois du Juré à LESMENILS sont interdits à la circulation.**

est complété comme suit :

**Les nuits du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2004 de 21 h 00 à 7 h 00, l'accès et la sortie de l'aire de repos du Bois du Juré à LESMENILS sont interdits à la circulation.**

**ARTICLE III** - La vitesse est limitée à 110 km/h, de 7 H 00 à 21 H 00 du PR 281+000 au PR 284+400.

**ARTICLE IV** - Toutes les autres dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE V** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de MOUSSON - LESMENILS - BOUXIERES-sous-FROIDMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 28 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Pour le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
Le Chef de la CDER,  
C. GIRARDY

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ARRETE PREFECTORAL 18 DE 04 SERUAT/AJF - COMMUNE DE SERRES  
POSE D'UNE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES RUE DE LA COUR, JUSQU'AU COLLECTEUR EXISTANT,  
DESTINEE A LUTTER CONTRE LES CRUES DU RUISSEAU DE L'ETANG - ARRETE DE CESSIBILITE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet relatif aux travaux de pose d'une canalisation d'eaux pluviales rue de la Cour, jusqu'au collecteur existant, sur une longueur de 210m, destinée à lutter contre les crues du ruisseau de l'Etang, sur le territoire de la commune de SERRES ;

Vu le plan parcellaire au 1/500° et l'état parcellaire du tréfonds à acquérir ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de SERRES du 4 mai 2004 sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle l'arrêté de cessibilité, ainsi que la demande d'ordonnance d'expropriation du tréfonds des parcelles concernées ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1 et L 11-8, L 13-7, L 13-8, L 13-10, L 13-11, L 13-15, L 13-16, L 13-28, L 16-7, L 21-1 et L 21-3 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé, en exécution de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2003 ;

Vu l'avis favorable du 8 janvier 2004 de Monsieur le commissaire enquêteur ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu l'avis de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE du 3 février 2004 ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le décret n° 2004-376 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2004 déclarant d'utilité publique les travaux de pose de canalisations d'eaux pluviales rue de la Cour, sur une longueur de 210m ;

Considérant que toutes les formalités de publicité légale ont été régulièrement accomplies ;

Considérant la nécessité d'acquérir le tréfonds de parcelles de terrains aux fins de réaliser les travaux de pose d'une canalisation d'eaux pluviales destinée à lutter contre les crues du ruisseau de l'Etang ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

**A R R E T E**

**Article 1** - Afin de procéder à la réalisation des travaux, il est institué une servitude de tréfonds sur terrains privés de deux fois 1,50m, sur l'ensemble des parcelles concernées, ainsi qu'une zone de non aëficiandi de deux fois 4m de part et d'autre de l'ouvrage, destinée à assurer l'entretien de la canalisation.

Ladite canalisation de Ø 315, sera enfouie en terrains privés à une profondeur moyenne de 1,75m (de 1,20m à 1,90m entre début et fin de tracé), dans une bande de terrains de 3m de large (soit 1,50m de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage), et sur une longueur totale de 210m.

**Article 2** - Le tréfonds des parcelles de terrains désigné sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaire à la réalisation du projet, est déclaré immédiatement cessible à la commune de SERRES.

**Article 3** - A défaut de cession amiable du tréfonds des parcelles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

**Article 4** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le maire de SERRES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE

- Monsieur le maire de SERRES

- Madame la directrice des archives départementales

- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.

NANCY, le 23 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 04 DE 007 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE GIBEAUMEIX  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2003 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 5 janvier 2004 au 5 février 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 3 mars 2004 ;

VU la délibération du conseil municipal de GIBEAUMEIX en date du 29 juin 2004 approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement ;

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L.110 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****Article 1**

La carte communale de GIBEAUMEIX, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2**

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation

- deux planches de zonage au 1/10000 et 1/2000°

- des annexes (servitudes d'utilité publique - sanitaires - règles générales d'aménagement et d'urbanisme).

**Article 3**

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.



**Article 4**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et Monsieur le Maire de Gibeauveix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.  
NANCY, le 11 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE N° 04 DE 009 PFU APPROUVANT LA CARTE COMMUNALE DE PETTONVILLE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;  
VU l'arrêté du 10 mai 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;  
VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 1<sup>er</sup> juin au 1<sup>er</sup> juillet 2004 inclus  
VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 6 juillet 2004 ;  
VU la délibération du conseil municipal de PETTONVILLE en date du 17 juillet 2004  
approuvant la carte communale ;  
VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement.  
Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L.110 du code de l'urbanisme ;  
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1**

La carte communale de PETTONVILLE, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

**Article 2**

Le dossier comprend :

- ☐ la délibération du conseil municipal
- ☐ un rapport de présentation
- ☐ documents graphiques
- ☐ une planche de zonage au 1/2000<sup>e</sup>
- ☐ une planche des réseaux au 1/2000<sup>ème</sup>
- ☐ une planche de servitude au 1/5000<sup>ème</sup>

**Article 3**

La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 4**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et Monsieur le Maire de Pettonville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.  
NANCY, le 1<sup>er</sup> octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**AVIS**

Par arrêté préfectoral en date du 7 octobre 2004, la commune de MILLERY a été autorisée à exécuter les travaux en vue d'une viabilisation sur le pôle d'activités "les Sablons", sur la commune de MILLERY.

Par arrêté préfectoral n° 33792 en date du 7 octobre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement postes Lycée et Poincaré, rue Henri Poincaré, sur la commune de NANCY.

---

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE**

**SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES**

**ARRETE S.G.A.R. N° 2004-292 EN DATE DU 25 AOUT 2004  
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE LA CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Sécurité Sociale, et notamment l'article L 215-2 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 96-344 du 24 avril 1996 portant mesures relatives à l'organisation de la sécurité sociale et les articles L. 231-1 à L. 231-6 et D. 231-1 à D. 231-4 ;  
VU le décret n° 2001-889 du 28 septembre 2001 relatif à la composition des conseils d'administration des organismes du régime général de sécurité sociale et modifiant le Code de la Sécurité Sociale ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1ER :**

Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :

- la C.G.T.

Titulaires : M. Jean PIERREL  
M. Francis ROY  
Suppléants : Melle Ghislaine STEPHANN  
Mme Sylvette DUFILS née POCHET

- la CGT-FO  
Titulaires : M. André PENAUD  
M. Jacky BOYÉ  
Suppléants : M. Daniel BOURET  
M. Roger ZONCA
- la CFDT  
Titulaires : M. Hubert ATTENONT  
M. Gérard ROBINET  
Suppléants : M. Michel VILLAUME  
M. Jean-François MEURVILLE
- la CFTC  
Titulaire : Mlle Caroline TYKOCZINSKY  
Suppléant : M. Christian BIRON
- la CFE - CGC  
Titulaire : M. Jean-Marie VARIOT  
Suppléant : M. Roger VIOLETTI
- *En tant que représentants des employeurs :*
  - sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale :  
Titulaires : M. Robert BUGUET  
M. André POIREL  
Suppléants : M. Michel GERAULD  
M. Jean-François PETIT
- *En tant que représentants de la Fédération nationale de la mutualité française :*  
Titulaire : M. Jean-Louis OLAÏZOLA  
Suppléant : M. André DELABAERE
- *En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de la région :*  
Mme Sylvie MATHIEU née LAMBOLEZ  
Mme Jacqueline CHATEAU  
Mme Joelle BACH  
Mme Isabelle SALCIARINI
- *En tant que représentants des associations familiales sur désignation des Unions Régionales des associations familiales de la circonscription de la caisse :*  
Titulaire : M. Benoît MULLER  
Suppléant : M. Daniel D'HIVER

**ARTICLE 2 :**

L'arrêté S.G.A.R. n° 2003-587 du 6 novembre 2003 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est est abrogé.

**ARTICLE 3 :**

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine, le Préfet du Département de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la Région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Pour le Préfet de la Région Lorraine,  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,  
Philippe-Xavier PIMOR



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	1005
<b>CABINET DU PREFET</b>	1005
ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS DE SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1005
ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1006
<b>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE</b>	1007
ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT N° 18/2004/SIDPC54/SECOURISME A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS	1007
EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MARDI 28 SEPTEMBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 39/2004	1007
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b>	1007
<b>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</b>	1007
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.36 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR LORENZO DIEZ, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1007
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.37 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR YVES BOULANGER, DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE	1008
ARRETE PREFECTORAL N°04 BODE 38 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE BRIEY	1008
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.39 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET	1009
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	1009
<b>PREMIER BUREAU</b>	1009
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1009
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1009
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1010
COMMISSION DEPARTEMENTALE DES OBJETS MOBILIERES	1010
<b>QUATRIEME BUREAU</b>	1011
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	1011
<b>CINQUIEME BUREAU</b>	1011
ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A AZELOT	1011
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	1015
<b>DEUXIEME BUREAU</b>	1015
ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE PONT-A-MOUSSON	1015
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b>	1015
ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JARNISY	1015
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	1017
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	1017
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	1017
ARRETE N° 6 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE	1017
ARRETE N° 9 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX	1017
ARRETE N° 11 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON	1018
ARRETE N° 12 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY	1019
ARRETE N° 12 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	1020
ARRETE N° 14 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY	1021
ARRETE N° 15 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	1021
ARRETE N°16 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1022
ARRETE N° 17 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT	1023
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	1024
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	1024
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES DE REHON HEUMONT 6A, RUE DES ROSES, CITE MARCHANDE - 54430 REHON HEUMONT - N° 54-87-008	1024
<b>POLE SOCIAL</b>	1025
ARRETE DDASS/SEMS/N° 432/DECISION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY POUR LA CREATION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DE MONT-SAINT-MARTIN	1025

ARRETE N° 551 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE - GERE PAR L'AEIM .....	1025
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	1026
ARRETE N° 300 DU 29 SEPTEMBRE 2004 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE .....	1026
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES .....	1027
DELEGATION DE SIGNATURE EN FAVEUR DE MME OLLIVIER CATHERINE, INSPECTEUR DU TRAVAIL, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DES VOSGES .....	1027
SERVICE DEPARTEMENT PRIMES AGRICOLES .....	1028
ARRETE DAF/SEAAF - 2004/231 RELATIF A LA MISE EN PLACE DES PRETS BONIFIES CALAMITES AGRICOLES .....	1028
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT</b> .....	1028
ARRETE N° 04 DE 008 PFU FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DU SECTEUR SAUVEGARDE DE NANCY .....	1028
<b>HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE</b> .....	1028
DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE .....	1028
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY</b> .....	1029
DECISION D'INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	1029
<b>AVIS DE RECRUTEMENT</b> .....	1029
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS POUR UN EMPLOI D'AGENT DE SERVICE TECHNIQUE - FORMATION RECHERCHE (FONCTION PUBLIQUE D'ETAT / FEMMES ET HOMMES) AU CENTRE ENGREF NANCY .....	1029
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DANS LE GRADE D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	1030
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	1030
AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT D'INFIRMIERS CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER FRANÇOIS MAILLOT DE BRIEY .....	1030
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX</b> .....	1031
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-053 EN DATE DU 2 SEPTEMBRE 2004 PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION ET DE CONSTRUCTION DU COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SAINTE-MARIE-AUX-CHENES .....	1031
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DDAF/3-368 EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 2004 PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (ANCIENNEMENT LOI SUR L'EAU), DE LA CONSTRUCTION DE LA LGV EST-EUROPEENNE, SUR L'UNITE HYDROGRAPHIQUE «SEILLE» (OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE LA SEILLE) .....	1031
ARRETE INTERPREFECTORAL N° 1763/04 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DES COMMUNES DU PAYS DE CHARMES .....	1033
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (57) AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE-AVAL .....	1034

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ARRETE PREFECTORAL PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS DE SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article D 180 et suivants du Code de procédure pénale relatifs aux commissions de surveillance instituées auprès des établissements pénitentiaires, notamment les alinéas 18 et 19 de l'article D 180 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 28 mai 2002 et 24 avril 2003 portant nomination des membres des commissions de surveillance, d'une part de la Maison d'arrêt de NANCY et du Centre de semi-liberté de MAXEVILLE et, d'autre part, des Centres de détention de TOUL et ECROUVES ;

SUR propositions de M. le Sous-Préfet, Directeur de cabinet et de Mme la Sous-préfète de l'arrondissement de TOUL ;

#### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - Sont nommés membres des commissions de surveillance des établissements pénitentiaires de Meurthe-et-Moselle, pour une période de deux ans :

1° - Commission de surveillance de la Maison d'Arrêt de NANCY et du Centre de semi-liberté de MAXEVILLE :

- au titre de représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale :
  - M. Michel HOUILLON, directeur de l'association " REALISE " ;
- au titre des personnes appartenant à des œuvres sociales ou choisies en raison de l'intérêt qu'elles portent aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux :
  - M. Philippe LESCANNE, président de l'Association lorraine d'assistance aux libérés (ASLORAL) ;
  - Mme Nathalie AUSSÉDÉ, Centre de documentation et d'information femmes et familles (CEDIFF) ;
  - Mme Nathalie MORLOT, déléguée au Secours catholique ;
  - Mme Martine MANNEVILLE, secrétaire générale de l'association TREMPIN ;
  - M. J. METIVIER, directeur de l'Association lorraine d'aide aux sans abri (ALASA) ;

2° - Commission de surveillance des Centres de détention de TOUL et ECROUVES

- au titre de représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale :
  - M. Philippe LESCANNE, Président de l'Association lorraine d'assistance aux libérés (ASLORAL) ;
- au titre des personnes appartenant à des œuvres sociales ou choisies en raison de l'intérêt qu'elles portent aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux :
  - Mme Chantal BERNARD-FLAYEUX, présidente du Comité Toulinois de la Croix Rouge Française ;
  - M. Michel BALSON, président départemental de l'association Croix Bleue ;
  - M. le Colonel Maxime JAY (e.r.) membre de la Croix Rouge Française ;
  - M. Jean-Marie MOREL, directeur du foyer le Grand Sauvoy ;

**Article 2** - Les arrêtés préfectoraux des 28 mai 2002 et 24 avril 2003 sont abrogés.

**Article 3** - M. le Sous-Préfet, Directeur de cabinet de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des intéressés, dont ampliation sera adressée à Mmes les Juge de l'Application des Peines et à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

NANCY, le 20 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# ARRETE PORTANT COMPOSITION DU COMITE D'HYGIENE ET DE SECURITE DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

VU le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 modifié relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2003 fixant les modalités des consultations des personnels organisées en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales au sein des comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2001 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité des services de la police nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire INT/C/99/00102/C du 26 avril 1999 concernant les modalités d'organisation et de fonctionnement des comités d'hygiène et de sécurité départementaux de la police nationale ;

VU les effectifs des personnels de police dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU les résultats des élections des représentants au comité technique paritaire départemental de la police nationale du 17 au 20 novembre 2003 ;

VU les propositions des organisations syndicales ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

## ARRETE

**ARTICLE 1ER** : La composition du comité d'hygiène et de sécurité des services de la police nationale est fixée comme suit :

### a/ représentants de l'administration

#### TITULAIRES

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur départemental de la sécurité publique
- M. le directeur du service régional de police judiciaire
- M. le commandant de la CRS 39

#### SUPPLEANTS

- M. le sous-préfet, directeur de cabinet
- M. le commissaire central de Nancy
- M. le directeur départemental de la police aux frontières
- M. le directeur départemental des renseignements généraux

### b/ représentants désignés par les organisations syndicales

#### CORPS DE COMMANDEMENT ET D'ENCADREMENT

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.O.P.	FLORENTIN MICHEL CSP NANCY	CAMMARATA Fabrice RG LONGWY

#### CORPS DE MAITRISE ET D'APPLICATION

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
ALLIANCE	AUBERT JEAN-FRANÇOIS CSP NANCY	BEAUCHARD Christophe CRS 39
	DEHAMEAU PHILIPPE CSP LONGWY	PARMENTIER ALBAN CSP LONGWY
	SCHEMMELE ALEXANDRA CSP NANCY	MIGNOT ERIC CSP NANCY
S.N.P.T.	ZIMMERMANN DENIS CSP BRIEY JOEUF	DALIER GUY CSP NANCY

#### REPRESENTANTS DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.I. P.A.T.	MORLOT Régine CSP PONT A MOUSSON	BRENDE DENISE SRPJ NANCY

**ARTICLE 2** : La durée du mandat des membres du comité technique paritaire départemental est fixée à 3 ans.

**ARTICLE 3** : L'arrêté du 21 août 2001 portant composition du comité d'hygiène et de sécurité des services de la police nationale de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**ARTICLE 4** : Un recours contre cet arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Nancy.

#### ARTICLE 5 :

- ♦ M. le sous-préfet, directeur de cabinet,
- ♦ M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- ♦ M. le directeur départemental des renseignements généraux,
- ♦ M. le directeur départemental de la police aux frontières,
- ♦ M. le directeur du service régional de police judiciaire,

♦ M. le commandant de la CRS 39,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du présent comité.  
NANCY, le 29 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

### ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT N° 18/2004/SIDPC54/SECOURISME A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 portant agrément à la fédération nationale de protection civile pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 1994 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association départementale de protection civile de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux des 8 février 1996, 30 mars 1998, 18 mai 2000 et 1<sup>er</sup> août 2002, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association départementale de protection civile de Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 22 septembre 2004 par M. le Président de l'association départementale de protection civile de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Directeur de Cabinet ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'association départementale de protection civile de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer différentes formations aux premiers secours mentionnées dans le paragraphe 5 de la demande du 22 septembre 2004, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 2** : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

**ARTICLE 3** : M. le Directeur de Cabinet, et M. le Président de l'association départementale de protection civile de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 28 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

### EXAMEN DE SECOURISME - BREVET NATIONAL DE MONITEUR DES PREMIERS SECOURS DU MARDI 28 SEPTEMBRE 2004 - PROCES-VERBAL N° 39/2004

#### 7 CANDIDATS ONT ETE RECUS

BESSOT STEPHANE	SEICHAMPS
DAVID ARNAUD	HOUELAINCOURT
HEINRICH SEBASTIEN	SAULXURES LES NANCY
NOEL MARIE-VALERIE	NANCY
PAULINE EMMANUELLE	VELAINE EN HAYE
STRYJSKI OLIVIER	HEILLECOURT
ZAENKER CEDRIC	COLMAR

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

### BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.36 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR LORENZO DIEZ, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret n° 96-492 du 4 juin 1996 ;

VU le décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n° 88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministre de la culture du 13 septembre 2004, nommant M. Lorenzo Diez, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.BODE.35 du 29 juillet 2002 accordant délégation de signature à Mme Agnès Cailliau, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine, modifié par l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est conférée à M. Lorenzo Diez à l'effet de signer :

- a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;
- b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie B et C, à l'exception des fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires ;

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo Diez, la délégation consentie à l'article 1a de l'arrêté susvisé sera exercé par Mme Christine BOULAY, architecte, et M. Yann VISSEAU, ingénieur des Services Culturels et du Patrimoine, à l'exclusion de la signature des avis conformes.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : Les arrêtés préfectoraux du 29 juillet 2002 et du 29 juillet 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lorenzo Diez, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 29 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.37 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A MONSIEUR YVES BOULANGER, DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004 portant nomination de M. Yves Boulanger en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne - Ardenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00.DEC.84 du 28 août 2000 accordant délégation de signature à M. Noël Delemarre ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Yves Boulanger, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Boulanger, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée dans l'ordre suivant par M. Alain Sommacal, directeur régional adjoint ou M. Gérard Albert, attaché principal.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 00.DEC.84 du 28 août 2000 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 4 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL N°04 BODE 38 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral N° 03.BODE.19 du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey, modifié par les arrêtés préfectoraux du 6 octobre 2003 et du 12 juillet 2004 ;

Considérant les mouvements de personnels intervenus au sein de la sous-préfecture de Briey ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 7 modifié de l'arrêté préfectoral N° 03.BODE.19 du 30 juin 2003 est remplacé par les dispositions suivantes :

En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence de la commission de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à M. Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mmes Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Citerlé.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Briey sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey, notifié à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 4 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.39 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 19 mars 2004 accordant délégation de signature à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.33 du 21 septembre 2004 ;

Considérant l'affectation de M. Yann Negro, attaché de préfecture, en qualité de chef de bureau du cabinet à compter du 4 octobre 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 4 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 19 mars 2004 est modifié comme suit :

**BUREAU DU CABINET** :

- M. Yann Negro, chef du bureau du cabinet
- M. Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet

Le reste sans changement.

**ARTICLE 2** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yann Negro, sous couvert de M. le directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 8 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**PREMIER BUREAU**

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 septembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la société Bouygues Immobilier, en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial composé d'un supermarché et d'une galerie marchande à NANCY - Boulevard d'Austrasie de 2 000 m<sup>2</sup> de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de NANCY.

NANCY, le 17 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

---

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 14 septembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Lidl, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à l'extension d'un magasin de type maxidiscount à l'enseigne LIDL à TOUL - Rue de Verdun de 522,20 m<sup>2</sup> portant la surface totale de vente à 821,20 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de TOUL.

NANCY, le 17 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX



EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 14 septembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SNC Lidl, en qualité d'exploitant, en vue de procéder à la création d'un supermarché de type maxidiscompte à l'enseigne LIDL à PONT A MOUSSON - Rue des Etats Unis de 980 m<sup>2</sup> de vente.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de PONT A MOUSSON.

NANCY, le 17 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

## COMMISSION DEPARTEMENTALE DES OBJETS MOBILIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu la loi n° 70-1219 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la susdite loi ;

Vu le code du patrimoine, livre VI, titre II, chapitre II ;

Vu le décret n° 71-858 DU 19 OCTOBRE 1971 prévoyant la constitution d'une commission départementale des objets mobiliers ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 94-83 du 19 janvier 1994 relatif à la composition de la commission départementale des objets mobiliers et de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

Vu la circulaire du ministère de la culture et de la francophonie du 31 janvier 1994 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2001 modifié portant composition de la commission départementale des objets mobiliers

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 11 juillet 2001 est rapporté.

**ARTICLE 2** : La commission départementale des objets mobiliers est composée des membres suivants :

**I. Membres de droit**

- le préfet, ou son représentant, président
- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant
- le conservateur du patrimoine, chargé de mission d'inspection des monuments historiques pour les objets mobiliers du département de Meurthe et Moselle
- le conservateur régional des monuments historiques, ou son représentant
- le conservateur régional de l'inventaire général, ou son représentant
- le conservateur des antiquités et objets d'art, ou son délégué
- l'architecte des bâtiments de France, ou son représentant
- le directeur des services d'archives du département de Meurthe et Moselle, ou son représentant
- le directeur départemental de la sécurité publique, ou son représentant
- le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, ou son représentant

**II. Membres désignés****1) Conseillers généraux***Titulaires*

- M. HARMAND, conseiller général du canton de TOUL SUD
- M. MINELLA, conseiller général du canton de HOMECOURT

*Suppléants*

- M. MULLER, conseiller général du canton de BADONVILLER
- M. WILLER, conseiller général du canton de GERBEVILLER

**2) Maires***Titulaires*

- M. BINSINGER, maire de SAINT NICOLAS DE PORT
- Mme NICOLAS, maire de VANDOEUVRE LES NANCY
- M. COUTEAU, maire de VILLEY SAINT ETIENNE

*Suppléants*

- M. LAPOINTE, maire d'AGINCOURT
- M. DARTOY, maire de BURTHECOURT AUX CHENES
- M. PINHO, maire de CHALIGNY

**3) Conservateurs de musée***Titulaire*

- Mme CHAVANNE, conservateur du musée des Beaux Arts de NANCY

*Suppléante*

- Mme HARENT conservateur adjoint au musée des Beaux Arts de NANCY

**4) Conservateurs de bibliothèque***Titulaire*

- M. MARKIEWICZ, conservateur en chef de la bibliothèque-médiathèque de NANCY

*Suppléant*

- M. TOURON, conservateur adjoint à la bibliothèque-médiathèque de NANCY

**5) Sept personnalités choisies en raison de leurs compétences scientifiques**

- M. l'abbé BONNECHOSE, responsable de la commission diocésaine d'Art Sacré
- M. HACHET, conservateur du musée municipal de TOUL
- M. l'abbé JACQUOT, correspondant de la commission diocésaine d'Art Sacré
- M. REMY, attaché de conservation du patrimoine au musée de l'histoire du fer,
- M. PUPIL, professeur à l'Université de NANCY II,
- Mme ROZE, conservateur à la société d'histoire de la lorraine et du musée lorrain,
- M. SIMONIN, ancien conservateur départemental des antiquités et objets d'art.

**ARTICLE 3** : Les membres désignés sont nommés pour une durée de quatre ans

**ARTICLE 4** : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission départementale des objets mobiliers et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### QUATRIEME BUREAU

##### ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre I° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 14 octobre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

NANCY, le 28 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### CINQUIEME BUREAU

##### ARRETE PREFECTORAL FIXANT DES PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DE TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF A AZELOT

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 et notamment l'article 35 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2224-8 et L 2224-10 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 214-1 à L 214-6 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU le décret 94-469 du 03 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du code des communes ;

VU le décret 97-1133 du 08 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin RHIN-MEUSE adopté le 02 juillet 1996 et approuvé par le Préfet coordonnateur le 15 novembre 1996 ;

VU le dossier déposé le 17 février 2004 par le Maire de la commune d'AZELOT relatif à la mise aux normes du système de collecte et de transport des eaux et à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à AZELOT;

**CONSIDERANT** que le projet est répertorié sous les rubriques 2-2-0 (1°) , 5-1-0 (2°) et 5-2-0 (2°) de la nomenclature annexe au décret 93-743 et relève du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation de la mise aux normes du système d'assainissement collectif de la commune d'AZELOT au titre du code de l'environnement ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 04 au 26 mai 2004 en communes d'AZELOT et LUPCOURT;

VU l'avis du commissaire enquêteur, le 28 mai 2004;

VU le rapport en date du 1<sup>er</sup> juillet 2004 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29 juillet 2004;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 - OBJET**

La commune d'AZELOT est autorisée à réaliser et exploiter les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées et une station d'épuration des eaux usées à AZELOT dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

2.2.0. (1°) - Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant supérieure à 10 000 m<sup>3</sup>/j ou à 25 % du débit- Autorisation ;

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;

5.2.0. (2°) - Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant supérieur à 12 kg de DBO<sub>5</sub>, mais inférieur à 120 kg de DBO<sub>5</sub> - Déclaration ;

**ARTICLE 2 - SITUATION ET NATURE DES TRAVAUX**

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande d'autorisation moyennant les prescriptions ci-après.

Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 600 équivalents - habitants sur le territoire d'AZELOT, à proximité rive droite du ruisseau de VILLERS, à l'aval du village.  
L'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration-percolation comportant successivement un ouvrage de prétraitement (dessableur), une lagune de décantation (400 m<sup>3</sup>), deux filtres à sable (500 m<sup>2</sup> chacun) cloisonnés en casiers de 50 m<sup>2</sup>.  
Les boues en excès seront stockées en fosse (20 m<sup>3</sup>) aux fins d'épandage.
- l'aménagement de déversoirs d'orage et d'un poste de refoulement sur le réseau d'égouts.

**ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS**

La commune devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté.  
Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en Préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.
3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :  
Le déclarant devra, dans un délai de 6 (six) mois après la publication du présent arrêté, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites.
4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité à la station de refoulement mise en place sur le réseau ; la station de refoulement doit être conçue pour éviter les fuites vers le milieu naturel ;
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO <sub>5</sub>	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	80 %	10 mg/l
MES	90 %	35 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

6. Les dispositions visées à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 concernant l'autosurveillance du fonctionnement des installations sont renforcées et complétées comme suit :

Paramètre	Débit et pH	DBO <sub>5</sub>	DCO	NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	MES
Fréquence annuelle des mesures	365	4	12	4	12

**ARTICLE 4 - EVENEMENTS EXCEPTIONNELS ET INCIDENTS**

Le déclarant est tenu de signaler au Préfet, aux maires intéressés, au service chargé de la police de l'eau, et à la DDASS tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés.

Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

**ARTICLE 5 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

**ARTICLE 6 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 8 - EXECUTION DE L'ARRETE**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Le Maire de la commune d'AZELOT,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental des Affaires sanitaires et Sociales et au Directeur Départemental de l'Équipement.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairies d'AZELOT et LUPCOURT.

NANCY, le 7 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles 10 et 19 à 21 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 29 mars 1996 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 4 avril 1996 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 23 avril 1996,

**Arrêtent :**

**Art. 1 - Objet** - L'objet du présent arrêté est de fixer les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

Il est intégralement applicable aux opérations soumises à déclaration relevant des rubriques :

- 5.1.0 (2°) : stations d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5), mais inférieur à 120 kg de DBO5 ;

- 5.2.0 (2°) : déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égouts destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur à 120 kg de DBO5, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993.

Les chapitres Ier et III du présent arrêté sont applicables aux ouvrages collectifs de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés de déclaration ou d'autorisation en application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé.

## CHAPITRE I

### Prescriptions générales applicables à l'ensemble des ouvrages visés à l'article premier

#### SECTION 1

##### Conception et implantation

**Art. 2 - Dispositions générales** - Les ouvrages d'assainissement doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à limiter les risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.

Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptés aux caractéristiques des eaux collectées et du milieu naturel (pédologie, hydrogéologie et hydrologie).

Une étude doit être réalisée pour définir les bases de conception, d'implantation, de dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien de ces dispositifs et le choix du lieu de rejet.

#### SECTION 2

##### Rejet

**Art. 3 - Protection du milieu naturel** - Les eaux usées ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement approprié de manière à :

1° Assurer la protection des nappes d'eaux souterraines, des eaux estuariennes et marines ;

2° Assurer le respect des objectifs de qualité assignés aux milieux hydrauliques superficiels et des schémas départementaux de vocation piscicole fixés par le préfet ;

3° Le cas échéant, assurer la compatibilité avec les objectifs de réduction des flux de substances polluantes, définis par le préfet en vertu de l'article 14 du décret du 3 juin 1994 susvisé.

**Art. 4 - Rejet dans les eaux de surface** - Les points de rejet dans les eaux superficielles doivent être localisés pour minimiser l'effet sur les eaux réceptrices et assurer une diffusion optimale. Le choix de leurs emplacements doit tenir compte de la proximité de captages d'eau potable, de baignades, de zones piscicoles et conchylicoles.

L'ouvrage de déversement ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux. Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges et éviter la formation de dépôts.

Le rejet doit s'effectuer dans le lit mineur du cours d'eau.

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 30 °C et son pH compris entre 5,5 et 8,5.

**Art. 5 - Rejet dans le sol des effluents traités** - Les effluents sont traités en fonction de l'aptitude des sols à l'infiltration et à l'épuration. Les dispositifs mis en œuvre doivent assurer la permanence de l'infiltration des effluents et leur évacuation par le sol.

**Art. 6 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - L'épandage ne peut être utilisé que dans les cas où ce procédé ne provoque pas de nuisances portant atteinte au sol, au couvert végétal et aux eaux souterraines et ne crée pas de risques pour la santé publique.

L'effluent ne doit pas contenir des substances qui, du fait de leur toxicité ou de leur bioaccumulation, sont susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement ou la santé publique.

Le pH de l'effluent doit être compris entre 6,5 et 8,5.

Le stockage éventuel des effluents traités est opéré dans des équipements étanches assurant une réserve suffisante : ces derniers seront protégés afin d'éviter tout risque pour la population.

#### SECTION 3

##### Entretien des installations et élimination des boues et des graisses

**Art. 7 - Entretien** - Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement ou de surveillance.

**Art. 8 - Destination des boues et des graisses** - Les boues et graisses sont valorisées ou traitées conformément aux réglementations applicables, en particulier :

- au régime de déclaration ou d'autorisation au titre de la rubrique 5.4.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 susvisé ;

- aux dispositions prescrites par le plan départemental de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant la quantité de boues extraites (quantité brute et évaluation de la quantité de matières sèches) et leur destination.

## CHAPITRE II

Dispositions techniques complémentaires applicables aux seules opérations soumises à déclaration  
en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et relevant des rubriques 5.1.0 (2°) et 5.2.0 (2°)  
de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993

## SECTION 1

## Conception

**Art. 9 - Obligations au titre du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé** - Les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé doivent être respectés, ceux-ci ne pouvant être contraires aux dispositions du présent arrêté.

En outre, lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, ou dans l'exercice de l'activité, les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature ne doivent en aucun cas être dépassés, sans que soit faite au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et que soit obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation.

**Art. 10 - Dimensionnement des ouvrages de traitement** - Le dimensionnement des ouvrages doit faire l'objet d'une étude technique, jointe au dossier de déclaration et permettant de justifier que les capacités projetées des ouvrages sont compatibles avec :

- le flux polluant à traiter par temps sec et les caractéristiques des effluents à traiter (domestiques, industriels, etc.) dans la zone d'assainissement collectif desservie, tenant compte des variations saisonnières ;
- la part de polluants supplémentaire acheminée par temps de pluie selon l'option retenue par le déclarant ;
- le plan et les caractéristiques du réseau de collecte, compte tenu des extensions prévues ;
- les apports d'eaux parasites résiduelles.

**Art. 11 - Raccordements** - Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte sauf justification expresse du maître d'ouvrage.

Le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé comporte :

- une notice justifiant l'aptitude des ouvrages à traiter les effluents raccordés autres que domestiques ou dont le flux de polluants dépasse 25 p. 100 de la capacité journalière des ouvrages de traitement exprimée en DBO5 ;
- les autorisations de déversement en réseau d'assainissement pris en application de l'article L. 35-8 du Code de la santé publique.

Toute modification susceptible de faire évoluer la composition de l'effluent donne lieu à une déclaration conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

**Art. 12 - Déversoirs d'orage et réseau** - Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés sur la station ne doivent pas déverser par temps sec. Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites et les apports d'eaux claires. Des mesures sont prises pour limiter les flux de polluants rejetés en milieu naturel par temps de pluie : ces mesures sont adaptées à la qualité requise par les usages des eaux réceptrices.

## SECTION 2

## Obligations de résultat

**Art. 13 - Prescriptions minimales sur la qualité des rejets dans les eaux de surface** - Les effluents sont au minimum traités par voie physico-chimique, ou, si nécessaire, traités par voie biologique.

Les performances minimales des ouvrages de traitement physico-chimique sont de 30 p. 100 sur la DBO5 et de 50 p. 100 sur les matières en suspension (MES).

Les performances minimales des ouvrages de traitement biologique sont :

- soit un rendement minimal de 60 p. 100 sur la DBO5 ou la demande chimique en oxygène (DCO) ;
- soit une concentration maximale de l'effluent traité de 35 mg/l de DBO5.

Ces exigences sont renforcées ou étendues à d'autres paramètres par le préfet, après avis du conseil départemental d'hygiène, lorsqu'elles ne permettent pas de satisfaire aux objectifs fixés à l'article 3.

**Art. 14 - Rejet dans le sol des effluents traités** - L'aptitude des sols à l'infiltration est établie par une étude soumise à l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique et jointe au dossier de déclaration. L'étude doit déterminer :

- l'impact de l'infiltration sur les eaux souterraines ;
- les dimensions du dispositif de traitement et d'infiltration à mettre en place ;
- les protections visant à limiter les risques pour la population.

**Art. 15 - Épandage sur le sol de l'effluent traité** - Le dossier de déclaration fait apparaître :

- les caractéristiques hydrogéologiques du sol établies par un expert compétent ;
- l'emplacement et la superficie des parcelles où l'effluent est épandu ;
- le volume et la fréquence des épandages.

## SECTION 3

## Implantation

**Art. 16 - Protection contre les nuisances auditives et olfactives** - Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. Cette implantation doit tenir compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Les équipements sont conçus et exploités de façon à ce que leur fonctionnement minimise l'émission d'odeurs, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Art. 17 - Protection contre les crues** - Les stations ne doivent pas être implantées dans des zones inondables, sauf impossibilité technique. Dans ce dernier cas, la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation sur les zones inondables doivent être justifiées dans le dossier de déclaration visé à l'article 29 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

## SECTION 4

## Équipements annexes et préservation du site

**Art. 18 - Voie d'accès** - Tous les équipements de la station nécessitant un entretien régulier doivent être pourvus d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

**Art. 19 - Clôture des ouvrages** - L'ensemble des installations doit être délimité par une clôture.

**Art. 20 - Protection contre le gel** - En fonction du climat du lieu d'implantation, les équipements permettent d'éviter le rejet direct des effluents non traités pendant les périodes de gel non exceptionnelles perturbant le fonctionnement des installations.

Les moyens mis en œuvre pourront être déterminés en liaison avec ceux qui sont évoqués à l'article 24.

**Art. 21 - Bassin d'orage** - Les bassins d'orage éventuels doivent être étanches. Leur vidange doit être assurée dans un délai de vingt-quatre heures maximum.

**Art. 22 - Dégrillage** - Un dégrillage doit être placé en amont des dispositifs de traitement ou, le cas échéant, de prétraitement.

## SECTION 5

## Exploitation, maintenance et contrôle

**Art. 23 - Exploitation** - Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être mesurés périodiquement conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée. Les résultats de ces mesures ainsi que tous les incidents survenus doivent être portés

sur un registre et tenus à la disposition des agents chargés du contrôle. Les paramètres visés sont au moins les quantités de boues produites, l'énergie consommée, les quantités de réactifs utilisés et les débits traités estimés.

**Art. 24 - Maintenance** - Le dossier de déclaration précise :

- l'échéancier et la durée des périodes de maintenance pouvant entraîner l'arrêt partiel ou total des équipements de traitement ;
- les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

**Art. 25 - Contrôle des rejets** - La station doit être équipée d'un canal de mesure de débit pouvant être muni d'un déversoir.

Le dispositif de rejet doit comporter un regard de prélèvement, facilement accessible. Les mesures visées à l'article 26 sont effectuées au point de rejet et, le cas échéant, au point d'entrée de la station, lorsque les obligations de résultats, exigées au titre de l'article 13, sont exprimées en rendement.

**Art. 26 - Autosurveillance de la station d'épuration** - L'autosurveillance du fonctionnement des installations est assurée selon la périodicité suivante :

- flux polluant journalier reçu ou capacité de traitement journalier supérieur à 60 kilogrammes DBO5 : 2 fois par an ;
- flux polluant journalier reçu et capacité de traitement journalier inférieur à 60 kilogrammes DBO5 : 1 fois par an.

Cette autosurveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, DBO5, DCO, MES, sur un échantillon moyen journalier. Les résultats sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau.

**Art. 27 - Dispositions complémentaires** - En application des dispositions de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, le préfet peut fixer par arrêté, pris après avis du conseil départemental d'hygiène, des prescriptions complémentaires applicables sur une zone déterminée en fonction de ses spécificités, et notamment de la vulnérabilité de la ressource en eau et de la sensibilité des milieux aquatiques, de manière à garantir les principes mentionnés par l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée.

---

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

### DEUXIEME BUREAU

#### ARRETE DE NOMINATION D'UN REGISSEUR D'ETAT AUPRES DE LA POLICE MUNICIPALE DE PONT-A-MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n°76-70 du 15 janvier 1976 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le code de la route, notamment son article R 130-2 ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de PONT-A-MOUSSON ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 portant nomination de M. Michel FRAVAL en qualité de régisseur et M. Jean-Pierre DROUOT en qualité de suppléant ;

VU la lettre du 22 mars 2004 du maire de PONT-A-MOUSSON confirmant que la commune emploie un garde-champêtre ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2003 susvisé est modifié comme suit : les autres policiers municipaux et le garde-champêtre de la commune de PONT-A-MOUSSON sont désignés mandataires.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de PONT-A-MOUSSON et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

NANCY, le 22 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
Jacques SABLAYROLLES

---

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

#### ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU JARNISY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Jarnisy ;

VU les délibérations en date du 22 juin 2004 du conseil de la communauté de communes du Jarnisy décidant la modification de l'article 2 des statuts ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

#### - collecte et traitement des déchets ménagers

##### Avis favorable :

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 10 septembre 2004
- BECHAMPS en date du 30 août 2004
- BONCOURT en date du 16 juillet 2004
- BRAINVILLE en date du 2 juillet 2004
- BRUVILLE en date du 16 septembre 2004

- CONFLANS-EN-JARNISY en date du 26 juin 2004
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 8 juillet 2004
- FRIAUVILLE en date du 19 juillet 2004
- GIRAUMONT en date du 19 juillet 2004
- JARNY en date du 20 septembre 2004
- JEANDELIZE en date du 23 septembre 2004
- LABRY en date du 21 septembre 2004
- OLLEY en date du 6 juillet 2004 ;

**Avis défavorable :**

- FLEVILLE-LIXIERES en date du 2 juillet 2004
- SAINT-MARCEL en date du 15 septembre 2004
- THUMEREVILLE en date du 23 juillet 2004

**- mise en place, signature et suivi d'un contrat éducatif local**

**Avis favorable :**

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 10 septembre 2004
- BECHAMPS en date du 30 août 2004
- BONCOURT en date du 16 juillet 2004
- BRAINVILLE en date du 2 juillet 2004
- BRUVILLE en date du 16 septembre 2004
- CONFLANS-EN-JARNISY en date du 26 juin 2004
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 8 juillet 2004
- FLEVILLE-LIXIERES en date du 2 juillet 2004
- FRIAUVILLE en date du 19 juillet 2004
- GIRAUMONT en date du 19 juillet 2004
- JARNY en date du 20 septembre 2004
- JEANDELIZE en date du 23 septembre 2004
- LABRY en date du 21 septembre 2004
- OLLEY en date du 6 juillet 2004 ;

**Avis défavorable :**

- SAINT-MARCEL en date du 15 septembre 2004
- THUMEREVILLE en date du 23 juillet 2004

**- contingent départemental « incendie et secours »**

**Avis favorable :**

- ABBEVILLE-LES-CONFLANS en date du 10 septembre 2004
- BECHAMPS en date du 30 août 2004
- BONCOURT en date du 16 juillet 2004
- BRAINVILLE en date du 2 juillet 2004
- BRUVILLE en date du 16 septembre 2004
- CONFLANS-EN-JARNISY en date du 26 juin 2004
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 8 juillet 2004
- FLEVILLE-LIXIERES en date du 2 juillet 2004
- FRIAUVILLE en date du 19 juillet 2004
- GIRAUMONT en date du 19 juillet 2004
- JARNY en date du 20 septembre 2004
- JEANDELIZE en date du 23 septembre 2004
- LABRY en date du 21 septembre 2004
- OLLEY en date du 6 juillet 2004 ;

**Avis défavorable :**

- SAINT-MARCEL en date du 15 septembre 2004
- THUMEREVILLE en date du 23 juillet 2004

VO l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du Jarnisy est autorisée comme suit :

**Article 2 :**

.....

**B) Compétences optionnelles**

- collecte et traitement des déchets ménagers

.....

**C) Compétences facultatives**

- mise en place, signature et suivi d'un contrat éducatif local

- la communauté de communes du Jarnisy acquittera en lieu et place des communes le contingent départemental « incendie et secours »

.....

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 27 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE N° 6 DU 30 AOÛT 2004

FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 5 du 4 juillet 2002 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE,

VU la correspondance du 15 mars 2004 de Madame Nadine VAUTRIN, Directrice par intérim de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, relative aux remplacements de :

- Monsieur le Docteur SEYER, Président de la CME et proposant la candidature de Monsieur le Docteur MATHIAS,
- Monsieur le Docteur ROCH, Vice-Président de la CME et proposant la candidature de Monsieur TRESCHER,
- Monsieur le Docteur MALINBAUM, membre de la CME et proposant la candidature de Monsieur KENNEL.

VU les élections des représentants du Conseil Général en mars 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## A R R E T E

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :**1 Cinq représentants des communes concernées**

- Monsieur Jean-Marie HOSTERT, maire de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Christian HUSSON, conseiller municipal, représentant la commune de CIREY SUR VEZOUZE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Louis DUCHAMP, Maire-Adjoint de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Monique ROCH, maire de BLAMONT, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Bernard MULLER, représentant la commune de BADONVILLER, fin du mandat en mars 2007.

**2 Un représentant du département désigné par le conseil général**

- Monsieur Alain GERARD, conseiller général, se succédant, fin du mandat en mars 2007.

**3 Le président et le vice-président de la CME**

- Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, médecin, Président de la CME, en remplacement de Monsieur le Docteur SEYER, fin du mandat en octobre 2007 ;
- Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Pharmacien, Vice Président de la CME, en remplacement de Monsieur le Docteur ROCH, fin du mandat en octobre 2007.

**4 Un autre membre de la CME**

- Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin, en remplacement de Monsieur le Docteur MALINBAUM, fin du mandat en octobre 2007.

**5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame Marie-Thérèse OLIGER, fin du mandat en décembre 2004.

**6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Monsieur Jean-Luc VILLA, fin du mandat en février 2005,
- Madame Laurence LAZARI, infirmière, fin du mandat en février 2005.

**7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Madame Marie-Madeleine BOOG, fin du mandat en février 2005,
- Monsieur le Docteur René THOMAS, médecin non hospitalier, fin du mandat en février 2005,
- Madame Danièle TEPINIER, fin du mandat en février 2005.

**8 Deux représentants des usagers**

- Madame Jacqueline THIERY, Présidente du service de soins des 4 cantons ADMR, représentant l'ADMR, fin du mandat en février 2005,
- Monsieur René CHATELAIN, représentant l'UDAF, fin du mandat en février 2005.

**Article 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 5 du 4 juillet 2002.**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Directeur,  
La Directrice-Adjointe,  
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRÊTÉ N° 9 DU 22 SEPTEMBRE 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 8 du 26 février 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX ;

VU Les élections des conseillers généraux et régionaux en mars 2004 ;

VU La correspondance de Monsieur Thierry PECHEY, administrateur national de Convergence Infirmière en date du 11 février 2004 et relative au remplacement de Monsieur Yves MARTINOT et proposant la candidature de Madame SOMMER Annette, infirmière libérale ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;



**AR R E T E**

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Bernard LECLERC, conseiller général, renouvellement du mandat jusqu'en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
  - Monsieur BARBIER, conseiller général, renouvellement du mandat jusqu'en mars 2007,
  - Monsieur BISTON, conseiller général, renouvellement du mandat jusqu'en mars 2007,
  - Madame PILOT Michèle, conseillère générale, en remplacement de Monsieur HUSSON, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur MARCHAL Michel, conseiller général, en remplacement de Monsieur LE DEAUT, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, en remplacement de Monsieur LEMOINE, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
  - Monsieur Jean-Pierre CARRIERE, Maire de FAULX, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
  - Monsieur GRANDBASTIEN Jean-François, conseiller régional, en remplacement de Madame Claudine BARTHELEMY, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**
  - Postes non pourvus
- 6 Deux autres membres de la CME**
  - Postes non pourvus
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Sylvie SAUVAGE, infirmière, fin du mandat en décembre 2006.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Rémi DONNOT, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Joëlle HUGNIN, aide soignante, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jean-Yves LANG, délégué CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Madame Nathalie FRANQUET, assistante sociale, renouvellement du mandat jusqu'en mai 2007,
  - Monsieur le Docteur Eric MAGNE, médecin généraliste, fin du mandat en novembre 2005,
  - Madame SOMMER Annette, infirmière libérale, en remplacement de Monsieur Yves MARTINOT, fin du mandat en février 2007.
- 10 Deux représentants des usagers**
  - Monsieur CHENUT Pierre, représentant l'ADMR de PONT A MOUSSON, en remplacement de Madame ANTOINE Andrée, fin du mandat en mai 2007,
  - Madame DELHAYE, maire d'ARRAYE et HAN, représentant l'Association « Retraite en Campagne », renouvellement du mandat jusqu'en juillet 2007.

**Article 2.** - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 8 du 26 février 2004.

**Article 3.** - : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRÊTÉ N° 11 DU 22 SEPTEMBRE 2004**  
**FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**DU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

**VU** la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

**VU** l'arrêté n° 10 du 4 février 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

**VU** Les élections des conseillers régionaux et généraux en mars 2004 ;

**VU** Les correspondances de Monsieur D. PIERRE, Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, en date du 10 juin 2004 et du 6 juillet 2004 et relatives à :

- ❖ la nomination de Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, praticien hospitalier, désigné par la Commission Médicale d'Etablissement pour remplacer Monsieur le Docteur François GALMICHE,
  - ❖ le renouvellement du mandat de Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, en qualité de représentant de la Commission de Soins Infirmiers ;
- VU** Les renouvellements des mandats de :
- ❖ Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée,
  - ❖ Madame le Docteur Isabelle COUTROT, médecin, représentant l'Ordre des Médecins,
  - ❖ Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux,
  - ❖ Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'UDAF de Meurthe et Moselle,
  - ❖ Madame Patricia VIRTEL, représentant VMEH ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1er.** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Henry LEMOINE, Maire de la ville de PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
  - Madame Monique BERNARD, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Jean BARDIN, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Jean-Claude FAGNONI, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame Sylvie DISINT-MALLARD, représentant la commune de MONTAUVILLE, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Guy SOUHAIT, représentant la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON, fin du mandat en mars 2007.

- 4 **Un représentant du conseil général**
  - Monsieur GUERARD Noël, conseiller général, en remplacement de Monsieur Jean-Louis COSSIN, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
  - Monsieur LECLERCQ Philippe, conseiller régional, en remplacement de Monsieur François MULLER, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice président de la CME**
  - Président : Monsieur le Docteur ROBERT, fin du mandat en avril 2007 qui sera représenté au Conseil d'Administration par Madame le Docteur Noëlle CHERY,
  - Vice-Président : Madame le Docteur CHERY, Chef de service UPATOU, fin du mandat en avril 2007 qui sera représentée au Conseil d'Administration par Madame GOURMEL.
- 7 **Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur BERTRAND, fin du mandat en avril 2007, qui sera représenté au Conseil d'Administration par Monsieur le Docteur Boualem BOUNAAS,
  - Monsieur le Docteur Patrice BERTRAND, praticien hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur GALMICHE, fin du mandat en avril 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Patricia STOSSE, cadre de santé, renouvellement du mandat jusqu'en janvier 2007.
- 9 **Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Gilles MOLINARI, ambulancier, fin du mandat au 31 décembre 2007,
  - Madame Joëlle SCHOOR, infirmière, fin du mandat au 31 décembre 2007,
  - Madame Emmanuelle SIFFERT, secrétaire médicale, fin du mandat au 31 décembre 2007.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur Hubert DARDAINE, personne qualifiée, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
  - Madame le Docteur Isabelle COURTROT, médecin, renouvellement du mandat jusqu'en janvier 2007,
  - Madame Anne-Marie DRAPIED, infirmière libérale, renouvellement du mandat jusqu'en janvier 2007.
- 11 **Deux représentants des usagers**
  - Monsieur Pierre VIDAL, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
  - Madame Patricia VIRTEL, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les établissements hospitaliers (VMEH), renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 10 du 4 février 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## ARRÊTÉ N° 12 DU 30 AOUT 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 11 du 26 février 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY ;

VU Les élections des conseillers généraux et régionaux en mars 2004 ;

VU la correspondance de Monsieur Régis LEFAS, Président du Secours Catholique, en date du 7 juin 2004 et confirmant le renouvellement du mandat de Madame BECKER Danielle ;

VU la correspondance de Monsieur BREARD Philippe, Président du Comité de Meurthe et Moselle « La Ligue Contre le Cancer », en date du 15 juin 2004 relative au remplacement de Madame Marie-Paule PERSON et proposant la candidature de Monsieur CREHANGE .

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Guy VATTIER, maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
  - Monsieur François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Jean WOJDACKI, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HOME COURT, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
  - Monsieur CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, renouvellement du mandat jusqu'en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
  - Monsieur Christian ECKERT, conseiller régional, renouvellement du mandat jusqu'en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice-président de la CME**
  - Président : Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, fin du mandat en avril 2007,
  - Vice-Président : Monsieur le Docteur Denis BRAUN, fin du mandat en avril 2007.
- 7 **Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur Stanislas LUCAS, chirurgien - chef de service, fin du mandat en avril 2007,
  - Monsieur le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, fin du mandat en avril 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Monsieur Gérard POLEGATO, manipulateur, cadre supérieur de santé, fin du mandat en 5 juin 2006.

- 9 **Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
- Madame Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
- Maître Pierre LACROIX, avocat, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
  - Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2006,
  - Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2006.
- 11 **Deux représentants des usagers**
- Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
  - Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, en remplacement de Madame Marie-Paule PERSON, fin du mandat en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 11 du 26 février 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Directeur,  
La Directrice-Adjointe,  
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

### ARRÊTÉ N° 12 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment l'article L 6143-5, L 6143-6 et R 714-2-1 à R 714-2-27 ;

**VU** la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

**VU** l'arrêté n° 11 du 18 juillet 2003 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

**VU** la correspondance de Monsieur G. CROISSANT, Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, en date du 27 février 2004 relative au remplacement de :

- Madame Nadia KRUUM, représentante de la Commission du Service Infirmier et proposant la candidature de Madame Evelyne GRANDJEAN

**VU** Les élections des représentants du personnel en date du 22 avril 2004 relatives aux :

- renouvellement de mandat de :
  - Madame PARISET Catherine,
  - Monsieur THOMAS Sylvain
- et au remplacement de :
  - Mademoiselle TANEN Caroline et proposant la candidature de Madame MALERIAT Véronique.

**VU** Les élections des conseillers généraux et régionaux en mars 2004 ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Michel CLOSSE, Maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
  - Madame Marie-Paule DUCLAUX, conseillère municipale de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Mademoiselle Rachel LE PAIGE, adjointe au maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
  - Monsieur Philippe FLEURENTIN, conseiller général, en remplacement de Monsieur Jacques LAMBLIN, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
  - Madame Laurence DEMONET, conseillère régionale, en remplacement de Madame Annie VILLA, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice président de la CME**
  - Président : Madame Edith DUFAY, fin du mandat en mai 2007,
  - Vice-Président : Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, chirurgien chef de service, fin du mandat en mai 2007.
- 7 **Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur Elias MANACHE, fin du mandat en mai 2007,
  - Monsieur le Docteur Henri PIERSON, praticien hospitalier, fin du mandat en mai 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Evelyne GRANDJEAN, cadre de santé en chirurgie, en remplacement de Madame Nadia KRUUM, fin du mandat en 30 janvier 2007.
- 9 **Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Madame Véronique MALERIAT, IDE, représentante FO, en remplacement de Mademoiselle Caroline TANEN, fin du mandat en janvier 2008,
  - Madame Catherine PARISET, adjoint administratif, représentant FO, renouvellement du mandat jusqu'en janvier 2008,
  - Monsieur Sylvain THOMAS, ambulancier, représentant FO, renouvellement du mandat jusqu'en janvier 2008.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
  - Monsieur le Docteur Georges GRANGE, médecin généraliste, renouvellement du mandat jusqu'en décembre 2006,

- Madame Nelly MONTCOURTOIS, infirmière libérale représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux, renouvellement du mandat jusqu'en décembre 2006.

#### 11 Deux représentants des usagers

- Madame Michelle CHALON, Présidente de l'ADMR d'EINVILLE ARRACOURT, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007,
- Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, renouvellement du mandat jusqu'en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 11 du 18 juillet 2003.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

### ARRÊTÉ N° 14 DU 30 AOUT 2004

#### FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MATERNITE REGIONALE DE NANCY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

**VU** la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

**VU** l'arrêté n° 13 du 15 juin 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY ;

**VU** Les élections des conseillers régionaux en mars 2004 ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration de la Maternité Régionale de NANCY est fixée comme suit :

#### 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration

- Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en avril 2007.

#### 2 Cinq représentants du conseil général

- Madame Dominique OLIVER, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Yves WILLER, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Maurice VILLAUME, fin du mandat en avril 2007
- Monsieur Jean-François HUSSON, fin du mandat en avril 2007.

#### 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal

- Madame Elisabeth LAITHIER, fin du mandat en mars 2007.

#### 4 Un représentant du conseil régional

- Madame BEZAZ Daouia en remplacement de Madame Monique FRANCOIS, fin du mandat en mars 2007.

#### 5 Le président et le vice-président de la CME

- Monsieur le Professeur Jean-Michel HASCOET, Président, Professeur de Pédiatrie, fin de mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Françoise BAYOUMEU, Vice-Présidente, Praticien Hospitalier, fin de mandat 31 mars 2007.

#### 6 Deux autres membres de la CME

- Monsieur le Professeur Jean-Louis BOUTROY, gynécologue-obstétricien, fin du mandat 31 mars 2007,
- Madame le Docteur Jeanne FRESSON, Praticien Hospitalier, fin du mandat 31 mars 2007.

#### 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

- Poste non pourvu

#### 8 Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

- Monsieur Guy CORNU, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame DEVAUX Elisabeth, sage femme, représentant CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame DURAND Anne-Marie, auxiliaire de puériculture, représentant l'UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.

#### 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

- Monsieur le Professeur Claude HURIET, Professeur émérite de la Faculté de Médecine de NANCY, fin du mandat le 14 juin 2007,
- Monsieur le Docteur Jean COLSON, représentant du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Philippe BITSCHINE, représentant non hospitalier des professions paramédicales, fin du mandat le 12 janvier 2006.

#### 10 Deux représentants des usagers

- Madame Brigitte JAY-BÉGIN, représentant l'Association « Info Allaitement 54 », fin du mandat le 14 juin 2004, en attente de renouvellement,
- Madame Thérèse VAUTRIN, représentant « Familles Rurales », fin du mandat en juin 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 15 juin 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Directeur,  
La Directrice-Adjointe,  
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

### ARRÊTÉ N° 15 DU 30 AOUT 2004

#### FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

**VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 14 du 15 juin 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU les élections des représentants du Conseil Régional en mars 2004 ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
  - Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
  - Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
  - Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**
  - Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
  - Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur Guy VERRA, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007,
  - Monsieur le Docteur Claude DEMOGOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Monsieur Pascal NICOLLE, fin du mandat février 2005.
- 8 Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
  - Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
  - Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Madame Chantal DEHAYE, Présidente de l'Association du Grand Sauvoy, fin du mandat en juin 2007,
  - Monsieur le Docteur Philippe CANTON, médecin non hospitalier, fin du mandat en avril 2004. En attente de nomination par le Conseil de l'Ordre.
  - Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007
- 10 Deux représentants des usagers**
  - Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,
  - Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 15 juin 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Directeur,  
La Directrice-Adjointe,  
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRÊTÉ N°16 DU 22 SEPTEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 15 du 29 juin 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU l'expiration du mandat de Monsieur Jacques LEQUEUE et la proposition de l'URIOPSS de Lorraine proposant la candidature de Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal**
  - Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
  - Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
  - Madame Sylvie SCHLITTE-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.

- 4 **Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général**
  - Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007,
  - Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007.
- 5 **Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional**
  - Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 **Le président et le vice président de la CME**
  - Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,
  - Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007
- 7 **Quatre autres membres de la CME**
  - Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 **Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame Marie-Odile PAULY, membre de la CSSI, fin du mandat en septembre 2005.
- 9 **Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 **Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2007,
  - Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en février 2006,
  - Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en février 2006.
- 11 **Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical**
  - Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en janvier 2007.
- 12 **Deux représentants des usagers**
  - Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin du mandat en mai 2007,
  - Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'éducation nationale, représentant l'URIOPSS de Lorraine en remplacement de Monsieur Jacques LEQUEUE, fin du mandat en mai 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 29 juin 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 septembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

#### ARRÊTÉ N° 17 DU 30 AOUT 2004

#### FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 16 du 23 janvier 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT ;

VU Les élections des conseillers régionaux et généraux en mars 2004 ;

VU la correspondance de Monsieur Serge NIVEL, Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, en date du 18 juin 2004 et relative au remplacement de Monsieur Patrice MURAT, membre de la commission du service de soins infirmiers et proposant la candidature de Madame Christine MAFIOLY ;

VU La correspondance de l'UNAFAM de Meurthe et Moselle en date du 28 mars 2004 relative au renouvellement du mandat de Madame Marie-Louise DOUBLIEZ ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### A R R E T E

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 **Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007.
- 2 **Trois représentants du conseil municipal**
  - Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 **Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 4 **Un représentant du conseil général**
  - Monsieur PISSENNEM Jean-Claude, conseiller général, en remplacement Monsieur Robert BLAISE, fin du mandat en mars 2007.
- 5 **Un représentant du conseil régional**
  - Madame DUCAMIN Solange, conseillère régionale en remplacement de Monsieur Pierre BARDELLI, fin du mandat en mars 2007.

**6 Le président et le vice président de la CME**

- Président : Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, fin du mandat en mars 2007,
- Vice-Président : Madame le Docteur Florence PERREIN, médecin, en remplacement de Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, fin de mandat en mars 2007.

**7 Deux autres membres de la CME**

- Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier - chef de service, en remplacement de Madame le Docteur Florence PERREIN, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, en remplacement de lui-même, fin de mandat en mars 2007.

**8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**

- Madame MAFIOLY Christine, cadre de santé, en remplacement de Monsieur Patrice MURAT, fin du mandat en juin 2007.

**9 Trois représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, infirmière et représentant le Syndicat CFDT, en remplacement d'elle-même fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame BEYDON Nadine, agent administratif représentant le Syndicat FO, en remplacement de Madame Martine THOMAS, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, en remplacement de lui-même, fin du mandat le 31 décembre 2007.

**10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**

- Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée, renouvellement de mandat jusqu'en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin de mandat en septembre 2004,
- Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2005.

**11 Deux représentants des usagers**

- Madame Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), renouvellement de mandat jusqu'en juin 2007,
- Monsieur Jean PETITGAND, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat en mars 2004, en attente de nomination.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 23 janvier 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Directeur,  
La Directrice-Adjointe,  
Danielle MOUFFARD

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

#### ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES DE REHON HEUMONT 6A, RUE DES ROSES, CITE MARCHANDE - 54430 REHON HEUMONT - N° 54-87-008

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**VU** la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

**VU** le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 16 juillet 2003 portant modification de la S.C.P. CABINET D'INFIRMIERES DE REHON HEUMONT à compter du 6 mai 2003 ;

**VU** la décision de Madame LOCATELLI Marie-Paule, gérante de la SCP, de procéder à une cession de parts au profit de Madame APOLLONI née HAMES Annie, à compter du 4 mai 2004 et la présentation complète du dossier le 27 août 2004 ;

**CONSIDERANT** que le dossier déposé est conforme à la réglementation :

- Demande de modification d'enregistrement de la société,
- Exemplaire des statuts modifiés de la société,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54 07 0219 de Madame APOLLONI née HAMES Annie, nouvelle associée,
- Attestation du greffier du Tribunal de commerce de Briey constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces et actes nécessaires à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : La S.C.P. Cabinet d'Infirmières de REHON HEUMONT, inscrite le 27 février 1987 sous le n° 54-87-008 pour une durée de 30 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle, est modifiée comme suit à compter du 4 mai 2004 :

Raison sociale : SCP Cabinet d'infirmières de REHON HEUMONT

Siège social : 6A rue des Roses - Cité Marchande  
54430 REHON HEUMONT

**ARTICLE 2** : La société civile professionnelle est composée de quatre associées :

- Madame LOCATELLI née ALFF Marie-Paule, gérante,
- Madame ANDRE née GUARISCO Corinne, co-gérante,
- Madame FERNANDES née HAICHAIS Brigitte, co-gérante,
- Madame APOLLONI née HAMES Annie, co-gérante.

**ARTICLE 3** : Toute modification de la SCP sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
  - à Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de Briey,
  - à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
  - à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- NANCY, le 7 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental  
des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

---

POLE SOCIAL

**ARRETE DDASS/SEMS/N° 432/DECISION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION  
A L'ASSOCIATION HOSPITALIERE DU BASSIN DE LONGWY  
POUR LA CREATION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE DE MONT-SAINT-MARTIN**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;

VU le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation de pouvoir propre aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture, tel qu'il a été complété et modifié et notamment son article 2 ;

VU le décret n° 64-250 du 14 mars 1964 relatif au pouvoir des Préfets, à l'organisation des services de l'État dans les départements et à la déconcentration administrative,

VU le décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 portant déconcentration des décisions de l'État en matière d'investissements publics ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des Directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

VU le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement modifié par le décret n° 2003-367 du 18 avril 2003 ;

VU l'arrêté du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie du 5 juin 2003 relatif aux pièces à produire à l'appui des demandes de subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

VU la demande de subvention présentée le 24 juillet 2004 par le Président de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy conformément à la délibération du Conseil d'Administration du 5 avril 2000 relative au plan de financement de la création d'une Maison d'Accueil Spécialisée de 50 places à MONT-SAINT-MARTIN ;

VU l'avis favorable du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU la dérogation accordée par le Ministère du Budget ;

VU la décision de subdélégation d'autorisation de programme du Préfet de Région Lorraine du 17 juin 2004 d'un montant de 1 570 225 euros correspondant à l'opération susvisée ;

SUR proposition du Secrétaire Général à la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Une subvention de 1 570 225 € calculée au taux de 25,99 % de la dépense subventionnable arrêtée à la somme 6 042 000 € est attribuée à l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy pour la construction et l'équipement d'une Maison d'Accueil Spécialisée.

**ARTICLE 2 :** Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 66-20, article 10.

**ARTICLE 3 :** Le versement de la subvention sera effectué par acomptes.

**ARTICLE 4 :** L'autorité compétente pourra exiger le remboursement total ou partiel de la subvention versée au titre d'un équipement dont l'affectation aura été modifiée sans autorisation de cette autorité.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au :

- Préfet de la Région Lorraine,
- Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,
- Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental de Archives,
- Directeur des Actions de l'État,
- ainsi qu'au Directeur de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy.

NANCY, le 31 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**ARRETE N° 551 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX  
DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;



VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	388 416,28	2 143 562,25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 452 184,66	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	302 961,31	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 021 193,00	2 142 878,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	121 685,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

## **ARTICLE 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de : excédent de 684,25 €**

## **ARTICLE 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Villers-la-Montagne est fixé[e] à **2 021 193,00 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **168 432,75 €**

## **ARTICLE 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **ARTICLE 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **ARTICLE 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **ARTICLE 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 15 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

### **ARRETE N° 300 DU 29 SEPTEMBRE 2004 - SUBDELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE DELEGUE**

#### **LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992, ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 et 4 février 1986 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002, relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, en qualité de Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à effet du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral DU 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ;

# **A R R E T E**

**ARTICLE 1** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, subdélégation est donnée à M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint, à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables émises dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, conformément aux décisions de l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Yves ROYER, directeur départemental, et de M. Philippe PETITJEAN, directeur départemental adjoint, subdélégation est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale.

**ARTICLE 3** - Subdélégation permanente est donnée à Mme Yolande FISCHER, secrétaire générale, pour signer l'ensemble des pièces d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement relatives aux titres III de la nomenclature d'exécution budgétaire du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales, dans le cadre des activités de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 4** - Les subdélégations vues aux articles 1, 2 et 3 ne s'étendent pas à l'exercice de prérogative de la personne responsable des marchés tel que mentionné aux articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral OSD 0302 du 29 juillet 2002.

**ARTICLE 5** - L'arrêté de subdélégation de signature de l'ordonnateur secondaire délégué daté du 22 août 2002 et établi au nom de M. Maurice DUBOL est annulé.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et Monsieur le Trésorier Payeur Général de Meurthe et Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire original sera adressé à Monsieur le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 29 septembre 2004

Le Directeur Départemental  
de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

DELEGATION DE SIGNATURE EN FAVEUR DE MME OLLIVIER CATHERINE,  
INSPECTEUR DU TRAVAIL, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DES VOSGES

LE CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**VU** le Code du Travail,

**VU** l'arrêté du 30 juin 1998 portant nomination de **Melle DURAND Anne-Marie** en qualité d'Inspecteur du Travail et son affectation comme Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle,

**VU** L'arrêté du 3 Août 1988 portant affectation de Mme Catherine OLLIVIER en qualité de Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles des Vosges,

**VU** l'arrêté du 19 juillet 2004 portant nomination de Mme Sophie GODON en qualité d'Inspecteur du Travail et son affectation comme Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la Moselle,

**VU** l'arrêté du 19 juillet 2004 portant affectation de Mme Nathalie ROCHE en qualité de Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la Meuse,

**VU** l'arrêté du 26 décembre 2003... portant affectation de Mme Marie-France RENZI, en qualité de Directeur Adjoint du Travail, au Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine,

**VU** L'arrêté du 28 septembre 2004..., portant affectation de Mme Emiliana CARRETERO en qualité de Directeur Adjoint du Travail au Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine,

**VU** L'arrêté du 27 août 1997 portant affectation de M. Christian PONCET en qualité de Directeur du Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine,

**VU** l'arrêté du 11 mai 2001 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Régionales et Départementales de l'Agriculture et de la Forêt, concernant les services de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociales Agricoles, et notamment son article 2, dernier alinéa,

**CONSIDERANT** que les nécessités du service rendent indispensable l'octroi d'une délégation de signature pour certaines matières où la compétence doit être au moins celle d'un Inspecteur du Travail,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1er :**

Délégation est donnée à **Mme Catherine OLLIVIER** à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement (pour congé annuel, congé de maladie ou toute autre cause) du Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociales Agricoles, les décisions et correspondances qui relèvent normalement de la compétence et de la responsabilité de ce dernier.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine OLLIVIER, délégation est donnée dans les mêmes conditions à **Mme Sophie GODON**, Inspecteur du Travail, Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la Moselle.

**ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine OLLIVIER et de Mme Sophie GODON, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Mme **Nathalie ROCHE**, Inspecteur du Travail, Chef du Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la Meuse.

**ARTICLE 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine OLLIVIER, de Mme Sophie GODON et de Mme NATHALIE ROCHE, délégation est donnée dans les mêmes conditions à **Mme Marie-France RENZI**, Directeur Adjoint du Travail au Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine.

**ARTICLE 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine OLLIVIER, Mme Sophie GODON, Mme Nathalie ROCHE et Mme Marie-France RENZI, délégation est donnée dans les mêmes conditions à **Mme Emiliana CARRETERO**, Directeur Adjoint du Travail au Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine.

**ARTICLE 6 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine OLLIVIER, Mme Sophie GODON, Mme Nathalie Roche, Mme Marie-France RENZI et Mme Emiliana CARRETERO, délégation est donnée dans les mêmes conditions à **M. Christian PONCET**, Directeur Travail, Chef du Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de la région Lorraine.

**ARTICLE 7 :**

La présente décision qui a pris effet le **1<sup>er</sup> Octobre 2004** sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 1<sup>er</sup> octobre 2004

Le Chef du Service Départemental  
de l'Inspection du Travail, de l'Emploi  
et de la Politique Sociale Agricoles  
de Meurthe-et-Moselle,  
Anne-Marie DURAND

## SERVICE DEPARTEMENT PRIMES AGRICOLES

## ARRETE DAF/SEAAF - 2004/231 RELATIF A LA MISE EN PLACE DES PRETS BONIFIES CALAMITES AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L.361-1 à 21 du Code rural organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles

Vu les articles R\*.361-36 à 52 du Code rural.

Vu le décret n°79-824 du 21 septembre 1979 modifié par le décret n°89-946 du 22 décembre 1989 relatif à la distribution des prêts bonifiés

Vu l'arrêté du 22 octobre 1979 modifié par les arrêtés du 19 mars 1993 et du 27 février 1997

Vu l'arrêté du 9 septembre 2003 relatif aux taux des prêts consentis aux victimes de sinistres agricoles survenus à la suite de la sécheresse 2003

Vu l'avis favorable des demandes de reconnaissance en calamité agricole des pertes sur cultures fourragères, céréales à paille, maïs grain, féverole, pois, colza, cultures maraîchères, pisciculture et héliciculture, consécutives à la sécheresse 2003, émis par le Comité départemental d'expertise pour les Calamités agricoles lors de ses réunions du 19 août 2003 ; 30 octobre 2003 et 19 janvier 2004

Vu les arrêtés interministériels du 9 septembre 2003, 12 novembre 2003, 14 janvier 2004 et 1<sup>er</sup> mars 2004, reconnaissant le caractère de calamité agricole des dommages, ci-dessus, mentionnés (sécheresse 2003), subis par les agriculteurs de Meurthe et Moselle et fixant le taux d'indemnisation

Sur rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1ER** : Sont déclarés sinistrés au titre de perte de récoltes, les dommages occasionnés par la sécheresse 2003 sur cultures fourragères, céréales à paille, maïs grain, féverole, pois, cultures maraîchères, pisciculture et héliciculture sur l'ensemble du département de Meurthe et Moselle.

La culture de colza est reconnue sinistrée dans les cantons suivants : Baccarat, Badonviller, Bayon, Blâmont, Colombey les belles, Gerbéviller, Haroué, Toul sud et Vézelize.

**ARTICLE 2** : Les agriculteurs ou les propriétaires ruraux du département, victimes de cette calamité climatique, peuvent bénéficier du dispositif des crédits prévus par l'article R.\*361-41 du code rural dans les conditions requises par la réglementation, notamment :

➤ une perte en valeur d'au moins 25% par culture sinistrée,

➤ une perte de récolte représentant au moins 12% de la production brute totale de l'exploitation.

**ARTICLE 3** : Les exploitants devront formuler leur demande de prêts spéciaux auprès des établissements de crédits habilités à délivrer des prêts bonifiés dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.**ARTICLE 4** : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Délégué Régional du Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles, les maires des communes concernées et les Directeurs des établissements de crédits sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 5 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

## ARRETE N° 04 DE 008 PFU

## FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION LOCALE DU SECTEUR SAUVEGARDE DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.313-1 et R. 313-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la communauté urbaine du Grand Nancy ;

VU le décret du 30 juillet 1996 portant approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur de NANCY ;

VU la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 et notamment son article 26 ;

VU la loi Urbanisme et Habitat n° 2003-590 du 2 juillet 2003 et notamment son article 46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 mai 2004 fixant la composition de la commission locale du secteur sauvegardé de NANCY ;

VU les délibérations des 1<sup>er</sup> février 2002 et 12 mars 2004 du conseil de communauté du Grand Nancy désignant ses représentants à la commission locale du secteur sauvegardé de NANCY ;

VU la lettre de la chambre d'Agriculture désignant son représentant à la commission locale du secteur sauvegardé ;

VU la lettre de la chambre de Métiers désignant son représentant à la commission locale du secteur sauvegardé ;

VU la lettre de la chambre de Commerce et d'Industrie désignant son représentant à la commission locale du secteur sauvegardé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1**

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2004 est modifié ainsi qu'il suit :

- sont associés, avec voix consultative, aux travaux de la commission :

- Madame Martine GAMAIN (suppléant Monsieur MICLO), représentant la chambre de Commerce et d'Industrie,

**Le reste sans changement****ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**ARTICLE 3**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- chacun des membres de la commission,

- Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 23 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE

## DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR PAR INTERIM DE L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE

VU la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière, notamment en son article L 714-12,

VU le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des Etablissements Publics de santé,  
VU le décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des Directeurs des Etablissements Publics de santé,  
VU le décret n° 94-392 du 18 mai 1994 modifié, relatif à la composition des groupes fonctionnels et aux virements de crédits du Directeur,  
VU le décret n°95-424 du 20 avril 1995 modifiant le décret n° 94-392,  
VU la circulaire interministérielle n° 95-6512 du 24 janvier 1996 relative à la mise à jour de la nomenclature budgétaire et comptable,

**D E C I D E****Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation de signature est donnée à Madame **CHANE Isabelle**, Attachée d'Administration Hospitalière, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, mandats, mandats d'investissement, les décisions relatives au personnel, les contrats de travail, tous courriers, les documents relatifs aux marchés de travaux, fournitures et équipements, les factures des prestations annexes ainsi que les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à Madame **FORINI Evelyne**, Adjoint des Cadres, pour signer des courriers administratifs courants, recettes, les mandats, les décisions relatives au personnel, les contrats de travail, les factures des prestations annexes, hormis les mandats d'investissement.

Délégation de signature est donnée à Mesdames **Françoise WITZ**, **Annaëlle BOURST**, **Nadine HALVICK**, **Thérèse JACQUEMIN** ainsi que les agents d'astreintes administratives pour signer les déclarations de décès.

Délégation de signature est donnée à Madame **Edith BONNETIER** pour signer les attestations de consommation mensuelle de beurre de revente interdite.

Délégation de signature est donnée à Madame **Edith BONNETIER** et Mademoiselle **Elisabeth POTIER** pour signer les commandes de la section d'exploitation et l'état des services faits.

Délégation de signature est donnée à Monsieur **Jean-Sébastien TRESCHER** pour signer les factures de médicaments (circulaire 85 H 1809 du 19 décembre 1985).

Délégation de signature est donnée à tous les responsables administratifs de chaque service pour signer les courriers afférents à leurs fonctions. En cas d'absence pour maladie, congés ou tout autre motif, un agent remplace dans la signature : « par délégation du Responsable ».

**Article 2 :**

La présente délégation prend effet au 1<sup>er</sup> septembre 2004. Elle sera portée à la connaissance du Conseil d'Administration.

CIREY-SUR-VEZOUZE, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Le Directeur par Intérim Délégué,  
G. CROISSANT

---

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DECISION D'INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****LE DIRECTEUR GENERAL,**

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n° 78-1223 du 28 décembre 1978 et n° 79-421 du 30 mai 1979 et n° 80-1030 du 18 décembre 1980,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, en date du 29 juin 2004,

**D E C I D E****ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Il est créé au sein du Laboratoire d'Histocompatibilité de l'Hôpital Brabois Adultes du CHU de NANCY un traitement automatisé d'informations nominatives, dont l'objet est la Gestion et l'exploitation des dossiers du Laboratoire.

**ARTICLE 2 :**

Les catégories d'informations nominatives traitées sont les suivantes :

- identification,
- santé,
- éléments d'activité.

**ARTICLE 3 :**

Les destinataires de ces informations nominatives sont les médecins traitants, les services cliniques et l'administration hospitalière.

**ARTICLE 4 :**

Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur Général du CHU de NANCY.

**ARTICLE 5 :**

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée.

NANCY, le 20 août 2004

Pour le Directeur Général et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Christian VUILLEMIN

---

**AVIS DE RECRUTEMENT****AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS****POUR UN EMPLOI D'AGENT DE SERVICE TECHNIQUE - FORMATION RECHERCHE  
(FONCTION PUBLIQUE D'ETAT / FEMMES ET HOMMES) AU CENTRE ENGREF NANCY**

En application de l'arrêté du 10 mai 2004, fixant au titre de la session 2004 le nombre des emplois offerts aux recrutements sans concours organisés au ministère de l'agriculture et de la pêche en application de l'article 17 de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001, est ouvert un recrutement sans concours visant à pourvoir un emploi d'agent de service technique formation recherche au centre ENGREF Nancy.

Ce recrutement permettra au candidat retenu d'accéder au corps des agents de service technique formation recherche.

Il sera chargé de concourir à l'exécution des tâches du service de documentation (traitement du fonds photographique et classement du fonds ancien) et de communication (participation aux mises à jour sur INTERNET) du centre ENGREF à Nancy.

Ce recrutement est ouvert à tous publics remplissant les conditions générales d'accès à la Fonction publique :

- posséder la nationalité française;
- jouir des droits civiques;
- ne pas avoir de mentions incompatibles avec l'exercice des fonctions, inscrites au bulletin n° 2 du casier judiciaire ;
- se trouver en position régulière au regard du code du service national;
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Il n'y a pas de condition de diplôme.

La limite d'âge - qui s'apprécie au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du recrutement - est de 55 ans pour les agents administratifs et les agents des services techniques des services déconcentrés.

Le dossier de candidature comporte :

- une lettre de candidature
- un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés en précisant leur durée.

Le candidat joint tout justificatif qu'il estime utile.

Le dossier de candidature est à envoyer à

Monsieur le Directeur délégué  
Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts  
Centre de Nancy  
14 rue Girardet - CS 4216  
54042 NANCY Cedex

dans le délai d'un mois à dater de la publication du présent avis de recrutement au recueil des actes administratifs de l'Etat, le cachet de la poste faisant foi.

Les demandes de renseignement devront être faites à la même adresse et des fiches de poste seront fournies sur demande.

Une commission effectuera une première **sélection** à partir des dossiers de candidature. La sélection définitive sera faite à l'issue d'une **audition** publique.

**Seuls seront convoqués à cette audition les candidats dont les dossiers auront été retenus par la commission.**

La liste des candidats retenus pour participer à l'audition sera affichée dans les locaux du centre ENGREF de Nancy à partir du 1er décembre 2004.

Elle mentionnera la date et le lieu de l'audition. L'audition est publique.

Les agents retenus pour cette audition recevront une convocation individuelle.

L'agent recruté sera nommé stagiaire puis titularisé au bout d'un an si sa manière de servir a donné satisfaction. Pour être nommé, il devra fournir les justificatifs attestant qu'il remplit les conditions générales d'accès à la Fonction publique mentionnées ci-dessus.

**AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DANS LE GRADE  
D'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatifs à la résorption de l'emploi précaire, sont à pourvoir au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy après inscription sur une liste d'aptitude :

↳ **2 postes d'AGENT D'ENTRETIEN SPECIALISE :**

**① CONDITIONS D'INSCRIPTION**

↳ Cette procédure est réservée aux candidats remplissant les conditions suivantes :

- Justifier au moins de 2 mois de fonction en qualité d'agent non titulaire de droit public au cours des 12 mois précédant la date du 10 juillet 2000,
- Justifier à la date de clôture des inscriptions du présent avis d'une durée de services publics effectifs au moins égale à 3 ans équivalent temps plein au cours des 8 dernières années,

**② DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

→ Les demandes d'inscription constituées d'une lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sont à adresser avant la date mentionnée ci-dessous à :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY  
Gestion des Carrières - bureau n° 14  
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54035 NANCY CEDEX

La demande d'inscription peut être valablement :

- adressée par lettre recommandée avec accusé de réception,
- déposée au bureau n° 14 - Gestion des carrières contre la remise d'une attestation de dépôt.

↳ Date limite du dossier de candidature :  
**le 5 décembre 2004**  
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 4 octobre 2004

Le Directeur Adjoint,  
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS**

**AVIS DE CONCOURS INTERNE SUR TITRE POUR RECRUTEMENT D'INFIRMIERS CADRES DE SANTE  
AU CENTRE HOSPITALIER FRANÇOIS MAILLOT DE BRIEY**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier François Maillot de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir **2 postes d'Infirmiers Cadres de Santé** vacants dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats

- \* titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989
- \* comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à

Madame la Directrice du Centre Hospitalier François Maillot  
31 Avenue Albert de Briey  
B.P. 99  
54 151 BRIEY CEDEX

dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis.

BRIEY, le 20 septembre 2004

La Directrice,  
D. LAMBALLAIS

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DRCL/1-053 EN DATE DU 2 SEPTEMBRE 2004  
PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION ET DE CONSTRUCTION  
DU COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SAINTE-MARIE-AUX-CHENES**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE

Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-25-1 et L. 5212-33 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 3 août 1966 autorisant la création du syndicat intercommunal pour la gestion du collège d'enseignement secondaire de Sainte-Marie-aux-Chênes modifié ou complété par l'arrête interpréfectoral n° 72-AC/1-082 des 3 et 26 mai 1972 ;

VU les délibérations du comité syndical en date du 25 avril 2004 et du 24 mai 2004 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres du syndicat : AMANVILLERS (26 septembre 2003), MONTOIS-LA-MONTAGNE (18 septembre 2003), RONCOURT (7 novembre 2003), SAINT-AIL (30 octobre 2003), SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE (20 novembre 2003), SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (1<sup>er</sup> septembre 2003) et VERNEVILLE (13 novembre 2003) sollicitant, à l'unanimité, la dissolution du syndicat intercommunal pour la gestion du collège d'enseignement secondaire de Sainte-Marie-aux-Chênes ;

VU l'avis des Sous-Préfets de Metz-Campagne et de Briey ;

SUR proposition des Secrétaires Généraux de la Préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E N T**

**ARTICLE 1** - Le SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LA GESTION DU COLLEGE D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE SAINTE-MARIE-AUX-CHENES, composé des communes de :

⇒ AMANVILLERS

⇒ MONTOIS-LA-MONTAGNE

⇒ RONCOURT

⇒ SAINT-AIL

⇒ SAINT-PRIVAT-LA-MONTAGNE

⇒ SAINTE-MARIE-AUX-CHENES

⇒ VERNEVILLE

EST DISSOUS, dans les conditions fixées aux présentes délibérations.

**ARTICLE 2** - Le comité du syndicat se réunira pour voter son compte administratif. Les communes membres corrigeront alors leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif du syndicat.

Les communes disposeront alors de 2 mois à compter de l'adoption du compte administratif et de la détermination de la répartition du résultat ainsi que de l'actif et du passif pour présenter un recours en annulation de ces documents devant le tribunal administratif.

**ARTICLE 3** - Un exemplaire des délibérations précitées sera annexé au présent arrêté, qui sera publié, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Moselle et de Meurthe et Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la Préfecture.

**ARTICLE 4** - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Metz-Campagne et Briey, les Trésoriers-Payeurs Généraux, le président du syndicat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au Président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

METZ, le 2 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

NANCY, le 16 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 2004-DDAF/3-368 EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 2004  
PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (ANCIENNEMENT LOI SUR L'EAU),  
DE LA CONSTRUCTION DE LA LGV EST-EUROPEENNE, SUR L'UNITE HYDROGRAPHIQUE «SEILLE»  
(OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DE LA SEILLE)**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, Livre II, titre 1<sup>er</sup>, notamment les articles L 214-1 à L 214-6, et Livre IV, titre 3, notamment l'article L 432-3 ;

Vu les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 Mars 1993, et 99-736 du 27 Août 1999 modifiés, portant application de l'article 10 de la «Loi sur l'Eau» du 3 Janvier 1992 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SGAR 561 du 19 Novembre 1996 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du Bassin Rhin-Meuse ;

Vu la demande présentée par M. le Directeur de Réseau Ferré de France, ci-après désigné «le pétitionnaire», en vue de modifier l'autorisation au titre du Code de l'Environnement, concernant la LGV Est-européenne - unité hydrographique de la Seille -, en ce qui concerne l'ouvrage de franchissement de la Seille ;

Vu l'avis des Conseils Départementaux d'Hygiène de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle en date respectivement des 29 et 12 Juillet 2004 ;

SUR proposition des Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT que la modification de l'ouvrage de franchissement de la Seille par la LGV Est-européenne n'entraînera ni dangers ni inconvénients pour l'environnement ;

**A R R E T E N T**

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA MODIFICATION AUTORISEE**

L'article 2 de l'arrêté n° 2002-DDAF/3-244 en date du 10 Juillet 2002, portant autorisation de la construction, par Réseau Ferré de France, de la LGV Est-européenne, sur l'unité hydrographique «Seille» est partiellement modifié comme suit :

**« ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES HYDRAULIQUES (franchissement des cours d'eau et des écoulements temporaires)**

Les ouvrages devront avoir une ouverture hydraulique ou une section au moins égale à celle figurant au dossier. Ils ne devront pas aggraver les conditions

d'écoulement de la crue centennale ni perturber le fonctionnement des réseaux de drainage agricole existants ; ils ne devront pas constituer de seuil à leur ouverture amont.

**2.1 - Les cours d'eau sont franchis par des ouvrages présentant les principales caractéristiques suivantes :**

Cours d'eau	Communes	S. du B.V. (km <sup>2</sup> )	Q MNA5 (en l/s)	Q 10 (m <sup>3</sup> /s)	Q 100 (m <sup>3</sup> /s)	Caractéristiques
La Voivrotte	LESMENILS	1,10	0,17	2,22	4,20	Buse Ø 1500 L = 100 m + dérivation et enrochement
La Seille	LESMENILS CHEMINOT	1 052	1 100	120	190	Pont-rails à 5 travées et 4 piles L = 83 m Ouverture hydro = 30 m tirant d'air/NPHE = 5,75 m et pont-rails à 3 travées (décharge de crue) L = 33 m OH = 10 m tirant d'air/NPHE = 4,37 m
Le Grand Breuil	CHEMINOT	1 052 avec la Seille	0,10	compris dans le lit majeur de la Seille		Pont-rail de type cadre enterré L = 31 m OH = 6m tirant d'air/NPHE = 1m
Le Moince	PAGNY-LES GOIN	39,50	6	11,22	17,95	pour mémoire : non franchi par la LGV
Le Vigny	PAGNY-LES- GOIN SAINT-JURE	3,23	0,46	3,2	5,64	Buse Ø 2000 L = 60 m dissipateur énergie, blocage en pierres
Le Faugoui	SOLGNE SECOURT	3,99	0,58	3,04	5,40	Buse Ø 2000 L = 40m blocage en pierres
Le Bérup	SECOURT	7,46	1,1	3,98	8,13	Pont-rail à 3 travées L = 34,50 m OH = 8 m tirant d'air mini = 4 m avec passage grande faune de 3 m de large en rive gauche

**Cas particulier du franchissement de la Seille**

Cette rivière est franchie par un pont-rails à cinq travées et 4 piles, d'ouverture hydraulique 30 m, qui ne modifie pas son cours. Cet ouvrage principal s'accompagne de deux ouvrages de décharge : un pont-rails à trois travées, d'ouverture hydraulique 10 m, en lit majeur, un pont-rails en cadre, d'ouverture 6 m, sur le ruisseau du Grand Breuil.

Le remous maximum généré en amont par ces différents ouvrages est de 18 cm pour la crue centennale et de 9 cm pour la crue décennale ; 3 km à l'amont, le remous résiduel est de 4 cm pour la crue centennale et 0 cm pour la crue décennale.

Outre les communes de LESMENILS (54) et de CHEMINOT (57) directement concernées par les ouvrages de franchissement de la Seille, le remous concerne trois communes situées à l'amont : MORVILLE-SUR-SEILLE, EPLY et PORT-SUR-SEILLE, lors des crues centennales ; celui-ci n'est plus sensible à partir du pont de PORT-SUR-SEILLE.

Les vitesses d'écoulement étant modérées, des dispositifs de protection des berges des ouvrages de franchissement seront réalisés par techniques végétales pour les berges en amont et en aval des ouvrages (plantations d'arbres en haut de berge, mise en place d'une couverture herbacée sur les talus, protection du pied de berge par des fascines et plantations d'hélophytes) ; les enrochements étant limités aux berges situées sous les ouvrages, et aux abords immédiats de ceux-ci.

Les travaux de construction de l'ouvrage principal (pont-rails) de franchissement de la Seille devront être réalisés conformément au dossier modificatif déposé par le pétitionnaire ».

Le reste de l'article 2 du 10 Juillet 2002, est sans changement.

**ARTICLE 3 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 4 - PUBLICITE, INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et sera déposé en mairies de :

**- Département de la Meurthe-et-Moselle (54)**

- ✓ EPLY
- ✓ LESMENILS
- ✓ MORVILLE-SUR-SEILLE
- ✓ PORT-SUR-SEILLE

**- Département de la Moselle (57)**

- ✓ CHEMINOT

Un extrait de l'arrêté sera affiché dans les communes d' EPLY, LESMENILS, MORVILLE-SUR-SEILLE, PORT-SUR-SEILLE, CHEMINOT, pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal sera dressé par les Maires des communes susvisées et transmis respectivement aux Préfets de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle - Direction de l'Administration Générale.

Un avis sera inséré, par les soins respectifs des Préfets de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans chacun des deux départements.

**ARTICLE 5 - EXECUTION DE L'ARRETE**

- le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- les Maires des communes de LESMENILS, et CHEMINOT,
- les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg ;

- par le permissionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

METZ, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ

---

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° 1763/04 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GESTION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DES COMMUNES DU PAYS DE CHARMES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DES VOSGES

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Locales en ses articles L 5211-1 et suivants et notamment l'article L 5211-20,

VU l'arrêté préfectoral n° 2030/93 du 18 octobre 1993 portant création du Syndicat Intercommunal de Gestion des Services d'Incendie et de Secours des Communes du Pays de Charmes,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 2176/95 des 1<sup>er</sup> septembre et 11 octobre 1995 autorisant le rattachement de la commune de Gripport (Meurthe-et-Moselle) au syndicat susvisé,

VU l'arrêté interpréfectoral n° 174/98 des 20 février et 9 mars 1998 autorisant le rattachement de Gugney-aux-Aulx au syndicat susvisé,

VU la délibération du 2 janvier 2004 par laquelle le comité syndical du Syndicat Intercommunal de Gestion des Services d'Incendie et de Secours des Communes du Pays de Charmes a décidé de modifier ses statuts,

VU les délibérations favorables émises à ce sujet par les conseils municipaux des communes membres,

CONSIDERANT que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Locales sont réunies,

SUR la proposition des secrétaires généraux de la préfecture des Vosges et de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E N T**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les communes de Avrainville, Battexey, Bettoncourt, Bouxurulles, Brantigny, Chamagne, Charmes, Essegney, Evaux-et-Ménil, Florémont, Gugney-aux-Aulx, Gircourt-les-Viéville, Gripport, Hergugney, Langley, Marainville-sur-Madon, Pont-sur-Madon, Portieux, Rapey, Rugney, Savigny, Socourt, Ubexy, Varmonzey, Vincey, Vomécourt-sur-Madon et Xaronval sont associées à la modification des statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique, qui prend la dénomination de :

**SYNDICAT POUR LA RECONSTRUCTION D'UN CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DU PAYS DE CHARMES A CHARMES**

**Article 2** : Le syndicat a pour objet :

- les opérations de grosses réparations, d'extension, de reconstruction ou d'équipement d'un centre d'incendie et de secours menées sur le fondement d'une convention passée avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Vosges.

**Article 3** : Le syndicat est créé pour une durée illimitée.

**Article 4** : Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Charmes.

**Article 5** : Le syndicat est administré par un comité composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres à raison d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant. Le comité syndical se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, sur convocation de son Président et en tout état de cause, au moins une fois par trimestre. Le Président a l'obligation de le convoquer à la demande du tiers au moins de ses membres.

**Article 6** : Le comité syndical élit en son sein un bureau composé de :

- un Président
- deux vice-présidents
- un secrétaire

Le Président prépare le budget à soumettre à l'appréciation et à la décision du comité. Il fixe la date des réunions du comité syndical et décide éventuellement des réunions extraordinaires.

Le bureau peut, par délégation du comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires, conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Article 7** : Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et d'investissement du syndicat.

Le syndicat assure toutes les dépenses et encaisse toutes les recettes.

**Article 8** : Les recettes du syndicat comprennent :

- la contribution annuelle des communes associées
- le produit des emprunts
- les subventions
- les dons et legs.

La contribution des communes sera calculée sur la base de la population totale telle qu'elle ressort du dernier recensement connu.

**Article 9** : Les modalités de fonctionnement interne du syndicat pourront faire l'objet d'un règlement intérieur qui sera adopté par le comité syndical.

**Article 10** : Les fonctions de receveur du syndicat seront assurées par M. le Trésorier de Charmes.

**Article 11** : Un exemplaire de chaque délibération restera annexé au présent arrêté.

**Article 12** : Pour toutes les questions non explicitement mentionnées dans le présent arrêté, relatives au fonctionnement et à l'administration du syndicat, il sera fait application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**Article 13** : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du Syndicat, le Président du Syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs des départements des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 14 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

EPINAL, le 22 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Yvon ALAIN



**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (57)  
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE L'ORNE-AVAL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE-EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal d'assainissement de l'ORNE-AVAL ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2003 du conseil municipal de Sainte-Marie-aux-Chênes demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal d'assainissement de l'ORNE-AVAL ;

VU la délibération en date du 12 février 2004 du comité du syndicat intercommunal d'assainissement de l'ORNE AVAL acceptant cette adhésion ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- AUBOUÉ en date du 10 mars 2004
- HATRIZE en date du 22 mars 2004
- HOMÉCOURT en date du 24 mars 2004
- JOEUF en date du 31 mars 2004
- MOINEVILLE en date du 12 mars 2004
- MONTAIS-LA-MONTAGNE en date du 28 juin 2004
- MOUTIERS en date du 26 mars 2004
- RONCOURT en date du 23 juin 2004
- VALLEROY en date du 21 avril 2004;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ-Campagne en date du 6 juillet 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 20 juillet 2004;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie à l'article L5211-20 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

**A R R E T E N T**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'adhésion de la commune de SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (Moselle) au syndicat intercommunal d'assainissement de l'ORNE-AVAL est autorisée.

La commune de SAINTE-MARIE-AUX-CHENES sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

**Article 2** : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Metz-Campagne, et le président du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

NANCY, le 4 octobre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

METZ, le 13 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc-André GANIBENQ



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>950</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>950</b>
<i>SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE.....</i>	<i>950</i>
ARRETE N° 2004/39/SIDPC DU 16 AOUT 2004 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC .....	950
ARRETE N° 2004/40/SIDPC DU 16 AOUT 2004 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR .....	950
ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT N° 15/2004/SIDPC54/SECOURISME A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS.....	951
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....</b>	<b>952</b>
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....</i>	<i>952</i>
ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS, CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	952
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.33 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET .....	952
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>952</b>
<i>PREMIER BUREAU.....</i>	<i>952</i>
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS - AMENAGEMENT DE LA BASSE VALLEE DE LA VEZOUE, MISE EN PLACE D'UN PLAN DE PROTECTION DES LIEUX HABITES DE LUNEVILLE CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE .....	952
<i>TROISIEME BUREAU.....</i>	<i>953</i>
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	953
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT.....	954
DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE LA JUSTICE - CREATION D'UN POLE SPECIALISE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE A LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY - APPEL D'OFFRES OUVERT POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX - SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS DE CANDIDATURE .....	955
<i>QUATRIEME BUREAU.....</i>	<i>955</i>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN .....	955
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN .....	956
<i>CINQUIEME BUREAU.....</i>	<i>956</i>
ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES.....	956
ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES (ENSEMBLE DE LA COLLECTE).....	956
MODIFICATIF - ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USAGEES, A LA SOCIETE SEVIA-SRRHU .....	956
ARRETE PORTANT CREATION D'UNE ZONE DE PROTECTION DES BIOTOPES DES MILIEUX HUMIDES DE LA PRESQU'ILE DE LA SAUSSAIE VOIRIN.....	957
ARRETE PREFECTORAL RENOUVELANT L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DU 21 AOUT 1972 RELATIVE A L'AMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION A SAINT-CLEMENT D'UN ETANG .....	958
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A ECROUVES L'EXPLOITATION D'UNE PISCICULTURE EXTENSIVE DE POISSONS D'ETANG EN DERIVATION DU RUISSEAU DE PANTOUX .....	960
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>961</b>
<i>DEUXIEME BUREAU.....</i>	<i>961</i>
MODIFICATION DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 127 .....	961
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY .....</b>	<b>961</b>
ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DES EPOUX DIDIER - COMMUNE DE VILLETTE.....	961
ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 9 B ET 12 A DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY .....	962
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>963</b>
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE.....</b>	<b>963</b>
<i>SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE.....</i>	<i>963</i>
AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 68 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	963
AVENANT N°68 DU 20 JUILLET 2004 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 AVRIL 1977 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	963
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>965</b>
<i>SERVICE AMENAGEMENT FONCIER.....</i>	<i>965</i>
ARRETE PREFECTORAL 04/247/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BARISEY LA COTE .....	965
ARRETE PREFECTORAL 04/248/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT DE LA PROPRIETE FONCIERE DE VANNES LE CHATEL .....	966
<i>SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL .....</i>	<i>967</i>
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/225 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE D'AZERAILLES .....	967
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/226 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE CHENEVIERES .....	968

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/227 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - COMMUNE DE FLIN.....	968
ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/228 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER - TERRITOIRE COMMUNAL DE LARONXE.....	969
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>969</b>
ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT LA QUALITE DE SCOP A LA SOCIETE PARTNERS SOLUTION INFORMATIQUE SITUÉE A PONT-A-MOUSSON.....	969
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>970</b>
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....</i>	<i>970</i>
ARRETE 2004/DDE/254/CDER PORTANT AUTORISATION DE CIRCULER SUR L' AUTOROUTE A. 4 SITUÉE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR LES BESOINS DE L'EXPLOITATION .....	970
ARRETE 2004/DDE/256/CDER.....	970
ARRETE 2004/DDE/258/CDER - AUTORISATION DE PORTEE LOCALE CIRCULATION ET AU TRANSPORT DE MACHINES, INSTRUMENTS ET ENSEMBLES AGRICOLES.....	971
ARRETE 2004/DDE/259/CDER.....	974
ARRETE 2004/DDE/260/CDER.....	974
ARRETE 2004/DDE/261/CDER.....	975
ARRETE 2004/DDE/262/CDER.....	976
ARRETE 2004/DDE/263/CDER.....	976
ARRETE 2004/DDE/264/CDER.....	977
ARRETE 2004/DDE/265/CDER.....	978
ARRETE 2004/DDE/266/CDER.....	978
ARRETE 2004/DDE/267/CDER.....	979
<i>SERVICE DE L'HABITAT.....</i>	<i>980</i>
ARRETE MODIFIANT LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION.....	980
<i>SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE.....</i>	<i>980</i>
ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LA LISTE DES COMMUNES ET DES GROUPEMENTS DE COMMUNES QUI PEUVENT BENEFICIER DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT).....	980
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>983</i>
ARRETE N° 04 DE 005 PFU REFUSANT D'APPROUVER LA CARTE COMMUNALE DE FLIN EN APPLICATION DE L' ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME .....	983
AVIS .....	984
ARRETE PREFECTORAL 17 DE 04 SERUJ/AJF - COMMUNE DE SERRES - POSE D'UNE CANALISATION D'Eaux PLUVIALES RUE DE LA COUR JUSQU' AU COLLECTEUR EXISTANT DESTINEE A LUTTER CONTRE LES CRUES DU RUISSEAU DE L'ETANG - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE.....	984
<b>DIRECTION DES SERVICES FISCAUX.....</b>	<b>985</b>
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE DE PAGNEY DERRIERE BARINE.....	985
BIENS VACANTS ET SANS MAITRE - ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE - COMMUNE DE LABRY.....	985
ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE - COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT.....	986
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE BERNECOURT .....	986
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE EUVEZIN.....	986
ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE GROSROUVRES.....	987
ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE DE LA COMMUNE DE THUILLEY AUX GROSEILLES.....	987
<b>EDF - GDF .....</b>	<b>987</b>
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM D'EDF DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE NANCY.....	987
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM DE GAZ DE FRANCE DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE NANCY .....	989
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM D'EDF DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE LORRAINE TROIS FRONTIERES .....	991
DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM DE GAZ DE FRANCE DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DE LORRAINE 3 FRONTIERES.....	992
<b>FEDERATION REGIONALE DES MSA DE LORRAINE.....</b>	<b>994</b>
ETUDE DE LA CONSOMMATION DE MEDICAMENTS ANTIDEPRESSEURS EN LORRAINE - ACTE REGLEMENTAIRE - DECISION RELATIVE A L'INFORMATISATION DES SERVICES MEDICAUX DE L'ASSURANCE MALADIE EN LORRAINE.....	994
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....</b>	<b>995</b>
DELEGATION DE SIGNATURE .....	995
<b>AVIS DE RECRUTEMENT.....</b>	<b>996</b>
AVIS DE RECRUTEMENT COMMUN A L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ - NANCY 1 ET L'UNIVERSITE NANCY 2 .....	996
AVIS DE RECRUTEMENT A L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE.....	997
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 3 AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU .....	997
AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 2 AGENTS D'ENTRETIEN SPECIALISES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU .....	997
RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE DE 2 <sup>E</sup> CATEGORIE A LA MAISON DE RETRAITE DE ROSIERES-AUX-SALINES (ARTICLE 17 DE LA LOI DU 3 JANVIER 2001).....	998
<b>AVIS DE CONCOURS .....</b>	<b>998</b>
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR D'AUTOMOBILE AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	998
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY .....	998
ARRETE D.R.A.S.S. - N° 04- 115 EN DATE DU 8 SEPTEMBRE 2004 FIXANT L'ORGANISATION DU CONCOURS RESERVE POUR L'ACCES AU CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS DES SERVICES DECONCENTRES (FEMMES ET HOMMES) DES REGIONS BOURGOGNE, CHAMPAGNE-ARDENNE, FRANCHE-COMTE, LORRAINE.....	999
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE DIETETICIEN AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT .....	1000
ARRETE DDASS/AES N° 258-04 DU 10 SEPTEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 239-04 DU 11 AOUT 2004 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - CONCOURS SUR TITRES DE TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER.....	1000

ARRETES INTERPREFECTORAUX .....	1001
ARRETE-CADRE INTERDEPARTEMENTAL N° 275 RELATIF A LA MISE EN PLACE DE PRINCIPES COMMUNS DE VIGILANCE ET DE GESTION DES USAGES DE L'EAU DANS LES BASSINS VERSANTS DE LA MEUSE ET DE LA MOSELLE .....	1001
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1003
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	1003
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT .....	1003
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.35 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MICHEL SINGER, DIRECTEUR REGIONAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES, CHARGE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1003

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

#### ARRETE N° 2004/39/SIDPC DU 16 AOUT 2004 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R 123.11 et R 123.12 ;  
 VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;  
 VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;  
 VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité des établissements recevant du public ;  
 VU la demande d'agrément de la SARL Euro Maintenance Incendie du 7 juillet 2004 ;  
 VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux trois degrés de qualification du personnel permanent du service de sécurité des établissements recevant du public est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 16 août 2004 :

**SARL EURO MAINTENANCE INCENDIE - 17 rue Principale - 55300 XIVRAY MARVOISIN**

**ARTICLE 2** : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE N° 2004/40/SIDPC DU 16 AOUT 2004 PORTANT AGREMENT D'ORGANISME POUR LA FORMATION DU PERSONNEL PERMANENT DE SECURITE INCENDIE DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article R 122.17 ;  
 VU le code du travail, et notamment les articles L 920.4 à L 920.13 ;  
 VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
 VU l'arrêté interministériel du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment ses articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;  
 VU l'arrêté du 18 mai 1998, relatif à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des immeubles de grande hauteur ;  
 VU la demande d'agrément de la SARL Euro Maintenance Incendie du 7 juillet 2004 ;  
 VU l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux trois premiers degrés de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 16 août 2004 :

**SARL EURO MAINTENANCE INCENDIE - 17 rue Principale - 55300 XIVRAY MARVOISIN**

**ARTICLE 2** : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### Liste des organismes de formation agréés pour assurer la formation du personnel de sécurité des Etablissements Recevant du Public et Immeubles de Grande Hauteur

Nom et adresse	Formation et degré		Validité	
	ERP	IGH	Du	Au
VERITAS ZAC de l'observatoire 12, rue du Saulnois 54520 Laxou	1, 2 ème		08/08/2000	08/08/2005

CFSI 39, avenue du Gard 54460 Liverdun	1, 2, 3ème	1, 2, 3ème	05/04/2001	05/04/2006
VERITAS 4, rue du parc oberhausbergen 67088 Strasbourg cedex 2		1, 2ème	26/01/2001	26/01/2006
COFISEC 1, rue Pavlov 93157 Le Blanc Mesnil cedex	1, 2, 3ème	1, 2, 3ème	08/01/2001	08/01/2006
IPS formation 30, rue Pierre de Bar - BP 45 54240 Jœuf	1, 2, 3ème	1, 2, 3ème	12/03/2001	12/03/2006
132° bataillon cynophile de l'armée de terre - Fréme du Piémont 51601 SUIPPES cedex		1, 2ème	18/12/2001	18/12/2006
Centre de formation incendie 1, rue principale 10400 Bouy sur Orvin	3ème	1, 2, 3ème	18/06/2002	18/06/2007
Lycée professionnel régional J. Morette 1 rue du collège 54970 LANDRES	1, 2ème		09/08/2002	09/08/2007
Société CEFOP 87, rue de Chaligny 54000 NANCY	1, 2ème		09/08/2002	09/08/2007
SARL CEFISS 52, ave Gabriel Koenigs 31300 Toulouse	1, 2, 3ème		09/01/2003	09/01/2008
GRETA de JARNY rue Albert 1er - BP 78 54802 Jarny cedex	1, 2ème		23/07/2003	23/07/2008
AFOREST ZI 5, rue Beau soleil 54920 Villers la Montagne	1er		23/07/2003	23/07/2008
SARL Euro Maintenance Incendie 17, rue Principale 55300 Xivray Marvoisin	1, 2, 3ème	1, 2, 3ème	16/08/2004	16/08/2009

**ARRETE PORTANT RENOUVELLEMENT D'AGREMENT N° 15/2004/SIDPC54/SECOURISME  
A ASSURER LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 92-514 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours

VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté ministériel du 24 mai 1993 portant agrément à l'union nationale des associations de secouristes sauveteurs PTT pour les formations aux premiers secours ;

VU l'arrêté préfectoral du 02 décembre 1993 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association des secouristes et sauveteurs des PTT de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux des 15 mars 1996, 2 mars 1998 et 8 juin 2000, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à l'association des secouristes et sauveteurs des PTT de Meurthe-et-Moselle ;

VU la déclaration de changement de dénomination en date du 27 décembre 2001 déposée par M. le Président de l'association des secouristes et sauveteurs PTT de Meurthe-et-Moselle devenant ainsi l'association des secouristes et sauveteurs LA POSTE - France TELECOM de Meurthe-et-Moselle ;

VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 30 juillet 2004 par M. le Président de l'association des secouristes et sauveteurs LA POSTE - France TELECOM de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le Directeur de Cabinet ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'association des secouristes et sauveteurs LA POSTE - France TELECOM de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les différentes formations aux premiers secours (AFPS - CFAPSE - BNMPs) mentionnées à la page 2 de la demande, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2** : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours.

**ARTICLE 3** : M. le Directeur de Cabinet, et M. le Président de l'association des secouristes et sauveteurs LA POSTE - France TELECOM de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 24 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet Directeur du Cabinet,  
Sébastien DAZIANO

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

**ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS  
A MONSIEUR GERARD MULLER, INGENIEUR DIVISIONNAIRE DES TRAVAUX DES EAUX ET FORETS,  
CHEF DU SERVICE COMMERCIAL DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'article 1° de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l' Office national des forêts ;

VU l'article R.134-9 du code forestier concernant la composition du bureau d' adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le rapport de M. le Directeur départemental de l' Office national des forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 :** Délégation de pouvoirs est donnée à :

- M. MULLER Gérard, Ingénieur divisionnaire des Travaux des Eaux et Forêts, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts,

afin de présider la vente par adjudication publique sur soumission de coupes de bois en bloc et sur pied le mercredi 6 octobre 2004 (8 heures) au Campus, Parc-de-Haye, Velaine-en-Haye (54840).

**ARTICLE 2 :** M. le Secrétaire Général de la préfecture est chargé de l' exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office national des forêts, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.33 PORTANT MODIFICATION DE LA DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 19 mars 2004 accordant délégation de signature à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 :** L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.06 du 19 mars 2004 est modifié comme suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Daziano, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Marc Burg, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 2 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 21 septembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LUNEVILLOIS - AMENAGEMENT DE LA BASSE VALLEE DE LA VEZOUE,  
MISE EN PLACE D'UN PLAN DE PROTECTION DES LIEUX HABITES DE LUNEVILLE CONTRE LES CRUES DE LA VEZOUE  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-2, L.11-4 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955

VU le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU la délibération du 16 décembre 2002 par laquelle le conseil de communauté de la communauté de communes du Lunévillois a décidé de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de réaliser l'aménagement de la basse vallée de la Vezouze en vue d'assurer une meilleure protection des riverains contre les inondations.

VU le dossier établi par la communauté de communes du Lunévillois en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, complet le 25 août 2003;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du lundi 16 février au mercredi 17 mars 2004 inclus;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur Monsieur Jacques KREBS, en date du 15 avril 2004 ;

CONSIDERANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Sont déclarés d'utilité publique, les terrains à acquérir (parcelles cadastrées AL 1 - 250 à AL 9, AL 11 - 360 et BH 80 sur le territoire de la commune de Lunéville) et les travaux à exécuter dans le cadre du projet d'aménagement de la basse vallée de la Vezouze en vue d'assurer une meilleure protection des lieux habités de Lunéville contre les crues de la Vezouze. Un document présentant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération est annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2** - Les parcelles cadastrées AL 1 - 250 à AL 9, AL 11 - 360 et BH 80 sur le territoire de la commune de Lunéville seront acquises soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, par la communauté de communes du Lunévillois, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

**ARTICLE 3** - La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si l'expropriation n'est pas accomplie dans un délai de cinq ans à la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Lunéville et le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par voie d'affiche en mairie de Lunéville, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le sous-préfet de Lunéville, M. le maire de Lunéville, M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur, M. le président du tribunal administratif de Nancy et Mme la directrice des archives départementales.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### MOTIFS ET CONSIDERATIONS JUSTIFIANT LE CARACTERE D'UTILITE PUBLIQUE DE L'OPERATION

##### *Plan de protection des lieux habités de Lunéville contre les crues de la Vezouze*

La crue historique de la Vezouze survenue le 29 Octobre 1998 a surpris par sa soudaineté. Les niveaux exceptionnels atteints et les dégâts considérables, essentiellement survenus à Lunéville, ont justifié la prise d'un arrêté de catastrophe naturelle paru au Journal Officiel du 5 février 1999. 225 habitations ont été concernées. Depuis cette date, d'autres crues, de moindre importance, ont également été subies par les riverains engendrant un traumatisme cumulatif bien compréhensible.

Le dernier épisode de crue du 14 janvier 2004 tend à démontrer que les crues de cette ampleur ont une période de retour de plus en plus resserrée, liées à la fois à une pluviométrie excessive depuis quelques années et à des modifications des écoulements dans le bassin versant.

L'acquisition d'un ensemble de parcelles situées sur la commune de Lunéville au lieu dit le Pré des Ours, en rive gauche et la Grande Embarie en rive droite de la Vezouze présentait une double utilité :

- garantir une maîtrise foncière et des usages sur un domaine naturel soumis aux inondations de la Vezouze et classé comme tel dans les documents d'urbanisme et le plan d'occupation des sols ;
- exécuter des travaux dans le cadre de la protection des lieux habités contre les inondations.

Une levée de terre privée, située en rive gauche de la Vezouze, provoquant le resserrement des écoulements actifs rehausse la ligne d'eau des crues en amont. Son arasement couplé avec l'approfondissement du chenal de crue de part et d'autre de la rivière, permettra un abaissement d'environ 50 cm de la ligne d'eau à l'aval de canal des Petits Bosquets, à l'amont duquel près de 50% des sinistres de 1998 ont été recensés.

La création de diguettes et de murets complète le dispositif et permet d'obtenir une protection contre la crue centennale pour la quasi totalité des quartiers inondés par la crue de 1998.

Parmi les nombreuses hypothèses élaborées, la création d'un chenal de crue présentait l'impact le plus intéressant en matière d'écoulement des eaux tout en limitant les interventions sur les ouvrages d'art et les immeubles bâtis.

L'emplacement est justifié hydrauliquement. En effet pour être efficace la zone d'expansion de crue devait être située, au plus proche possible du secteur inondé.

Le projet améliore les caractéristiques environnementales de la rivière par la restauration de la végétation de berges, la création de zones humides et de passes à poissons permettant d'accroître la biodiversité écologique de la vallée et l'attractivité piscicole du secteur.

L'impact sur l'habitat naturel est réduit puisque le chenal est réalisé sur des terrains à vocation agricole et maraîchère.

*VU pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour*

NANCY, le 6 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### TROISIEME BUREAU

#### ARRETE PORTANT CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

##### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique et notamment son article 18,

VU le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes des organismes publics,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'instruction codificatrice 93-75 A.B.K.O.P.R. du 19 juin 1993 relative aux régies d'avances et aux régies de recettes,

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1994 habilitant les préfets à instituer des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des directions départementales de l'agriculture et de la forêt,

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 portant création d'une régie de recettes auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 portant création d'une régie d'avances auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté ministériel du 24 novembre 2003 relatif à des régies d'avances et de recettes (J.O. n° 287 du 12 décembre 2003)

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004;

VU l'avis en date du 31 août 2004 émis par le Trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle relatif à la création d'une régie d'avance et de recettes à la DDAF de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle et du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### AR R E T E

**ARTICLE 1** - Il est institué auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle une régie d'avances et de recettes.

**ARTICLE 2** - Le montant maximum autorisé de l'avance est fixé à 800 euros.

**ARTICLE 3** - La régie est autorisée à payer les dépenses visées à l'article 3 de l'arrêté du ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des affaires rurales en date du 28 janvier 1994.

**ARTICLE 4** - La régie est autorisée à encaisser les recettes visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des affaires rurales en date du 28 janvier 1994.

**ARTICLE 5** - Le montant maximum de l'encaisse de la régie est fixée par l'arrêté du ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et des affaires rurales, daté du 24 novembre 2003.

**ARTICLE 6** - L'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 portant création d'une régie de recettes à la DDAF de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**ARTICLE 7** - L'arrêté préfectoral du 24 mars 1994 portant création d'une régie d'avances à la DDAF de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**ARTICLE 8** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

NANCY, le 2 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 et 4 février 1986 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 29 juillet 2002 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne :

a) Le budget du ministère de l'agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales (code 03), pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, y compris sur le fonds national de l'eau (code 003- compte spécial 902-00), ainsi que de l'activité du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles.

b) Le budget du ministère de l'écologie et du développement durable (code 37), pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués. Toutefois, cette possibilité de subdélégation ne peut s'appliquer en ce qui concerne les prérogatives de la personne responsable des marchés.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, au titre de l'exercice budgétaire 2004, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'officier des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.



**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour l'exercice budgétaire 2004 à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt soumettra à mon visa préalable copie des avis d'appel public à la concurrence (AAPC) concernant les marchés supérieurs à 90 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature

**ARTICLE 10** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DECISION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PASSES AU NOM DU MINISTERE DE LA JUSTICE  
CREATION D'UN POLE SPECIALISE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ORGANISEE A LA CITE JUDICIAIRE DE NANCY  
APPEL D'OFFRES OUVERT POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX - SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS DE CANDIDATURE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu le code des marchés publics, et notamment ses articles 20, 21 et 58 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée à Mme Dominique DETRAYE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle au bureau des finances de l'Etat à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de représenter la personne responsable des marchés dans le sens des articles 20 et 58 du code des marchés publics en vue de procéder à l'ouverture et l'enregistrement du contenu des plis de candidatures reçus dans le cadre de l'appel d'offres ouvert relatif à l'exécution des travaux nécessaires à la création d'un pôle spécialisé de lutte contre la criminalité organisée à la Cité Judiciaire de Nancy.

**ARTICLE 2** : La séance de cette commission se tiendra à la préfecture de Meurthe et Moselle, 1 rue préfet Claude Erignac, le mardi 14 septembre 2004 à 16 h 00 (salle de la Bibliothèque.2<sup>e</sup> étage)

**ARTICLE 3** : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 10 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**QUATRIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,

VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,

VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,

VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,

VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,

VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),

VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,

VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du vendredi 17 septembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 14 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 30 septembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.  
NANCY, le 14 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**CINQUIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES**

Par arrêté préfectoral du 3 mai 2004, la société Gilles HENRY, dont le siège social est situé 465 bis, avenue de la Libération à 54000 NANCY a été agréée pour effectuer

→ le ramassage des pneumatiques usagés dans les départements de la Moselle, de la Meuse et de Meurthe et Moselle,  
et

→ le tri et le regroupement de pneumatiques usagés dans son installation classée basée Route de Dommartin les Toul, 54200 Chaudeney Sur Moselle, conformément aux dispositions de l'article de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 visé ci dessus.  
L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

---

**ARRETE PREFECTORAL D'AGREMENT RELATIF A LA COLLECTE DES PNEUMATIQUES USAGES  
(ENSEMBLE DE LA COLLECTE)**

Par arrêté préfectoral du 18 mai 2004, la société DIMOFF CARCASSE SA, sise 824, rue du Bois le Prêtre, 54700 PONT-A-MOUSSON a été agréée pour effectuer l'ensemble des opérations de collecte de pneumatiques usagés décrites à l'article 1 de l'arrêté du 8 décembre 2003 susvisé, soit :

→ le ramassage des pneumatiques usagés dans le département des Vosges  
et

→ le regroupement de pneumatiques usagés et leur tri sur l'une ou l'autre des deux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement situées 824, rue du Bois le Prêtre et 111, rue Robert Blum à PONT-A-MOUSSON, conformément aux dispositions de l'article de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 visé ci-dessus.  
L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

---

**MODIFICATIF**

**ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USAGEES, A LA SOCIETE SEVIA-SRRHU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par le décret n° 89-648 du 31 août 1989 et le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 1996 agréant la société SODETECA, dont le siège social est situé 6, rue Lyautey à 54000 NANCY, pour assurer le ramassages des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 5 novembre 1997 et 11 mars 1998 prorogeant la validité de l'agrément de cette société pour le ramassage des huiles usagées ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 16 janvier 2001 par la société SODETECA ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2002-507 du 1<sup>er</sup> mars 2002 prenant acte de la reprise des activités de SODETECA par la société SRRHU ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2004-520 du 5 juillet 2004 prenant acte de la reprise des activités de la société SRRHU par la société SEVIA-SRRHU, dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBE ;

Vu l'avis de la commission départementale d'agrément des activités de ramassage des huiles usagées dans sa séance du 18 août 2004 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture ;

#### ARRETE

##### ARTICLE 1<sup>er</sup>

L'agrément délivré à la société SEVIA-SRRHU, dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBE, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

##### ARTICLE 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

##### ARTICLE 3 - Recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

##### ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SEVIA-SRRHU

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

- M. le directeur régional de l'environnement,

- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

NANCY, le 20 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PORTANT CREATION D'UNE ZONE DE PROTECTION DES BIOTOPES DES MILIEUX HUMIDES DE LA PRESQU'ILE DE LA SAUSSAIE VOIRIN

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 411-1, L.411-2, R. 211-1 à R. 211-15 et R. 215-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 modifié par l'arrêté du 15 septembre 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale ;

Vu les arrêtés interministériels, modifiés, du 17 avril 1981 fixant la liste des mammifères et oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire national ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-604 du 14 mars 2003 autorisant la société GSM à exploiter à ciel ouvert une carrière de sables et graviers alluvionnaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 avril 2003 autorisant le transfert de 200 tiges de Stellaires glauques ;

Vu l'avis de la commission « Flore » au Conseil National de Protection de la Nature en date du 24 décembre 2002 ;

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement du 31 octobre 2002 ;

Vu l'avis de la chambre d'Agriculture de Meurthe et Moselle en date du 6 octobre 2003;

Vu l'avis du 9 juin 2004 de la Commission des sites, perspectives et paysages de Meurthe et Moselle, réunie en formation "protection de la nature";

Considérant le rapport scientifique de septembre 2002 justifiant la protection du territoire considéré ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

#### ARRETE

##### I. - DELIMITATION

**Article 1<sup>er</sup>** - Les mesures figurant dans le présent arrêté concernent les milieux humides de la presqu'île de la Saussaie Voirin. Les parcelles cadastrales sont listées ci-dessous et indiquées sur le plan au 1/ 25 000<sup>e</sup> annexé au présent arrêté.

Cette zone est située sur la commune de PONT A MOUSSON.

Lieu dit	N° de parcelle	Surface
Saussaie Voirin	AP 34 pp	1 ha 39 a
	AP 36	5 ha 21 a 60

La surface totale couverte par l'arrêté est de 6 ha 60 a 60 ca.

##### II. - MESURES DE PROTECTION

**Article 2** - Les mesures de protection sont destinées à assurer la conservation des biotopes nécessaires au maintien de la flore des milieux humides notamment de la Stellaire glauque (*Stellaria palustris*), espèce végétale protégée en Lorraine par l'arrêté ministériel du 3 janvier 1994.

Ces dispositions seront :

- applicables sur la parcelle AP 36 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté,

- applicables sur la parcelle AP 34 pp à la date de fin des travaux autorisés par l'arrêté préfectoral n° 2000-604 du 14 mars 2003, dûment constatés par la DIRE et par la DIREN.

**Article 3** - Afin de prévenir la destruction ou l'altération des biotopes par piétinement, arrachage, enlèvement de la végétation ou du substrat :

- La pénétration ou la circulation des personnes est interdite en dehors des sentiers, des chemins ruraux et des voies ouvertes à la circulation publique existants, sauf pour les propriétaires, leurs ayants droit et les services publics en nécessité de services. Toutefois, la chasse s'exerce conformément à la réglementation en vigueur. De même, la destruction des nuisibles peut être effectuée selon les arrêtés préfectoraux en cours.

- Les animations à caractère éducatif sont autorisées seulement à partir des chemins ruraux ;

- La circulation des véhicules à moteur, de quelques natures qu'ils soient, est interdite sur l'ensemble de la zone de protection, excepté sur les voies classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées ouvertes à la circulation publique des véhicules à moteur ;

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules utilisés :

- Pour remplir une mission de service public,
- A des fins professionnelles de recherche scientifique, d'exploitation ou d'entretien des espaces naturels,
- Par les propriétaires ou leurs ayants droit.

- La pratique du vélo tout terrain est interdite en dehors des chemins ruraux et des voies ouvertes à la circulation ;

- Les activités de bivouac, camping, camping-caravaning, camping-car, mobile home ou toutes autres formes dérivées, sont strictement interdites sur la zone couverte par l'arrêté.

- L'exploitation des ressources minières, par ouverture de carrière à ciel ouvert ou de galeries souterraines, est interdite ;

- La construction ou l'édification de toute infrastructure est interdite.

**Article 4** - Afin de conserver les biotopes nécessaires au maintien de la flore des milieux humides, il est interdit :

- de pratiquer l'écobuage, le brûlage des chaumes, le broyage des végétaux sur pied, le retournement des sols, le drainage des terres, la destruction des talus, des haies, des chemins ruraux et des chemins creux ;

- de porter ou d'allumer du feu sauf pour l'incinération en cas de rémanents forestiers, ou pour les opérations d'entretien des installations de signalisation ou de balisage, et à des fins de sécurité ;

- d'épandre des produits phytosanitaires, antiparasitaires ou associés, des engrais et des amendements sur les parcelles couvertes par l'arrêté ;

- de planter et de reboiser avec des essences végétales non spontanées ou allochtones sur le territoire couvert par l'arrêté.

Des contrats seront passés entre les propriétaires et les ayants droit afin de préciser les conditions de gestion écologique du site, notamment en ce qui concerne les possibilités de fauche et de pâturage.

**Article 5** - Afin de préserver les biotopes contre toutes atteintes susceptibles de nuire à la qualité des eaux, de l'air, du sol et du sous-sol, il est interdit :

- De jeter, déverser ou laisser écouler, d'abandonner, de déposer, directement ou indirectement, tous produits chimiques ou radioactifs, tous matériaux, résidus, déchets ou substances de quelque nature que ce soit, en dehors des lieux prévus à cet effet, sur tout le territoire couvert par l'arrêté ;

- De modifier par quelque moyen que ce soit, la température, le niveau et le débit des eaux ;

- De rejeter des eaux usées.

**Article 6** - Afin de conserver les biotopes nécessaires à la survie de la Stellaire glauque (*Stellaria palustris*), l'organisme gestionnaire assurera la gestion écologique et le maintien de l'intérêt patrimonial du dit site sous réserve des dispositions suivantes :

Toutes constructions, installations ou ouvrages nouveaux, ainsi que tous travaux sont interdits à l'exception :

- De ceux et celles nécessaires à l'entretien, à l'aménagement, dans un but de préservation des espaces naturels ou de sauvegarde des territoires ;

- Des installations légères liées à des études scientifiques et à des actions éducatives (balisage, panneaux d'information, sentier de découverte, observatoire...) ;

- De ceux et celles liés à l'activité des services publics pour des motifs de sécurité publique.

### III. - SANCTIONS

**Article 7** - Seront punis des peines prévues aux articles L. 415-1 ou R. 215-1 du Code de l'environnement les infractions aux dispositions du présent arrêté.

### IV. - EXECUTION

**Article 8** - Le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera notifiée :

- aux propriétaires des parcelles couvertes par l'arrêté :
  - Monsieur le maire de PONT A MOUSSON
  - Monsieur le directeur interrégional de Voies Navigables de France
- au président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle
- au directeur régional de l'environnement
- au président de la fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle

Une ampliation sera affichée à la mairie de PONT A MOUSSON et sera adressée pour information à GSM.

### V. - PUBLICITE

**Article 9** - Publication de l'arrêté sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département.

NANCY, le 23 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## ARRETE PREFECTORAL RENOUELANT L'AUTORISATION ADMINISTRATIVE DU 21 AOUT 1972 RELATIVE A L'AMENAGEMENT ET L'EXPLOITATION A SAINT-CLEMENT D'UN ETANG

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'Environnement, et notamment les articles L 431-6, L 431-7, L 432-2, L 432-5, L 432-9, L 432-10, L 432-11, L 432-12 et R 231-7 à R 231-44 ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la demande du 14 mars 2003 par laquelle M. STOUVENOT Hervé sollicite le renouvellement de l'arrêté préfectoral du 21 août 1972 autorisant M. STOUVENOT Pierre à aménager et exploiter à SAINT-CLEMENT un étang avec prise d'eau sur un ruisseau ;

VU l'avis du 22 mai 2003 de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ;

VU le rapport établi le 26 mai 2003 par Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ainsi que le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;

VU l'avis favorable du 26 juin 2003 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'avis favorable du 9 juin 2004 de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Monsieur STOUVENOT Hervé est autorisé à exploiter, dans les conditions fixées par le présent arrêté et pour une durée de 30 ans, une pisciculture de poissons d'étang en dérivation d'un ruisseau.

Cet étang, destiné à l'élevage extensif du poisson et à la pêche de loisir, a statut de « pisciculture à valorisation touristique ».

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les ouvrages sont situés à SAINT-CLEMENT, lieu-dit « LE village », parcelle ZD 89.

**ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES ET FONCTIONNEMENT DE LA PISCICULTURE ET DES OUVRAGES**

La « pisciculture » est constituée, d'un plan d'eau de surface 8200 m<sup>2</sup> en dérivation d'un ruisseau.

Le plan d'eau, réalisé par endiguement avec matériaux du site, est vidangeable par moine et vanne pour permettre la pêche et l'entretien.

Un déversoir bétonné équipé de grilles à barreaux maintient les eaux à un niveau maximal inférieur de 50 cm par rapport à la crête de la digue.

Une prise d'eau en amont de l'étang permet son remplissage après vidange et l'appoint.

La « pisciculture » de type extensif assure une production (carpe, gardon, tanche) essentiellement destinée à la pêche de loisir et, accessoirement lors de la vidange, la récupération.

**ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DU COURS D'EAU**

De l'entrée de l'ouvrage de prise d'eau alimentant l'étang à la sortie de l'ouvrage de restitution des eaux, le ruisseau ne sera en rien modifié en ce qui concerne ses caractéristiques hydrauliques actuelles (largeur, pente, section).

**ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Les ouvrages, l'étang et le ruisseau au droit de la « pisciculture » seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Les eaux prélevées à l'amont de la « pisciculture » seront restituées en totalité à l'aval dans le ruisseau et dans les limites de l'établissement.

Le débit minimal du ruisseau, entre les ouvrages de prise et de restitution des eaux de pisciculture, ne devra pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau.

Les eaux restituées au ruisseau devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction du poisson.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau ou à des tiers.

Le pétitionnaire est tenu de clore ses étangs au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux ne devra pas dépasser 10 mm ou tout autre moyen approprié.

L'introduction des espèces mentionnées à l'article L 432-10 du code de l'environnement est interdite.

La vente de poissons à destination du repeuplement des rivières est subordonnée à l'agrément préalable de la pisciculture prévu par l'article L 432-12 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du demandeur qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 - CONTROLE DES OUVRAGES**

Les ouvrages seront munis de dispositifs de contrôle simple et rapide des débits à l'entrée de la pisciculture et du ruisseau au droit de l'établissement.

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche accès aux ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

**ARTICLE 9 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

**ARTICLE 10 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le détenteur aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 11 - RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION - RETRAIT**

Lors du renouvellement de l'autorisation le propriétaire adressera une demande au Préfet dans un délai de 2 ans au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée ou est retirée, le demandeur pourra être tenu de remettre le site dans son état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concernant la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**ARTICLE 12 - VOIES DE RECOURS**

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Sous-Préfet de LUNEVILLE,

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CLEMENT,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle, et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT A ECROUVES L'EXPLOITATION D'UNE PISCICULTURE EXTENSIVE DE POISSONS D'ETANG EN DERIVATION DU RUISSEAU DE PANTOUX**

LE PREFET DE MEURTHE &amp; MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'Environnement, et notamment les articles L 214-1 à L 214-6, L 431-6, L 432-2, L 432-5, L 432-9, L 432-10 à L 432-12 et R 231-7 à R 231-44 ;  
VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'Environnement (article 10 de la loi 92-3 du 03 janvier 1992 sur l'eau) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du 06 novembre 2003 par laquelle M. RENAULD Jean sollicite à ECROUVES l'autorisation relative l'aménagement d'un étang en dérivation du ruisseau de PANTOUX aux fins de loisirs familiaux, notamment la pêche, et l'élevage extensif de poissons d'étang ;

VU l'avis du 26 mars 2004 de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique ;

VU le rapport établi par Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ainsi que le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ;

VU l'avis favorable du 18 juin 2004 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

VU l'avis favorable du 9 juin 2004 de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

**A R R E T E****ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Monsieur RENAULD Jean est autorisé à exploiter, dans les conditions fixées par le présent arrêté et pour une durée de 30 ans, une « pisciculture » de poissons d'étang en dérivation du ruisseau de PANTOUX. Cet élevage a statut de « pisciculture à valorisation touristique ».

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les ouvrages sont situés en parcelle A 724, lieu-dit « Le point du jour », à ECROUVES.

**ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES ET FONCTIONNEMENT DE LA PISCICULTURE ET DES OUVRAGES**

La « pisciculture » est constituée d'un étang de 600 m<sup>2</sup>.

L'alimentation d'appoint en eau sera assurée par dérivation du ruisseau de PANTOUX.

Un moine permet l'évacuation des eaux excédentaires par surverse et les vidanges éventuelles.

La « pisciculture » de type extensif permettra la production de poissons d'étangs destinés à la consommation et la pêche familiales, et le cas échéant, à la vente.

Les principales espèces élevées seront la carpe, le brochet, le gardon, la perche et la tanche.

**ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DU COURS D'EAU**

De l'entrée de l'ouvrage de prise d'eau alimentant l'étang à la sortie de l'ouvrage de restitution des eaux, le ruisseau ne sera en rien modifié en ce qui concerne ses caractéristiques hydrauliques actuelles (largeur, pente, section).

**ARTICLE 5 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Les ouvrages, l'étang et le ruisseau de PANTOUX au droit de la pisciculture seront constamment entretenus aux frais du pétitionnaire en bon état de fonctionnement.

Les eaux prélevées à l'amont de la pisciculture seront restituées en totalité à l'aval dans le ruisseau de PANTOUX et dans les limites de l'établissement.

Le débit naturel du ruisseau entre les ouvrages de dérivation des eaux vers l'étang et de restitution devra être prioritairement maintenu de sorte à préserver la vie et la circulation du poisson.

Les eaux restituées au ruisseau devront être dans un état de nature à ne pas apporter de trouble préjudiciable à la qualité des eaux, à la salubrité publique, à la santé des animaux susceptibles de s'abreuver dans le ruisseau, à la conservation, à la nutrition et la reproduction du poisson.

La vidange de l'étang se fera dans un étalement convenable dans le temps de sorte à ne pas modifier de façon appréciable les conditions d'écoulement des eaux dans le ruisseau, d'éviter l'exportation de matières en suspension susceptible d'entraîner des nuisances dommageables au ruisseau de PANTOUX ou à des tiers.

Le pétitionnaire sera tenu de clore ses étangs au moyen de grilles en fer, permanentes et inamovibles dont l'espacement des barreaux ne devra pas dépasser 10 mm ou tout autre moyen approprié.

L'introduction des espèces mentionnées à l'article L 432-10 du code de l'environnement est interdite.

La vente de poissons à destination du repeuplement des rivières est subordonnée à l'agrément préalable de la pisciculture prévu par l'article L 432-12 du code de l'environnement.

Le pétitionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 6 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du pétitionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du demandeur qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 7 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 8 - CONTROLE DES OUVRAGES**

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche accès aux ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

**ARTICLE 9 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le pétitionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

**ARTICLE 10 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le détenteur aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 11 - RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION - RETRAIT**

Lors du renouvellement de l'autorisation, le demandeur adressera une demande au Préfet dans un délai de 2 ans au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée ou est retirée, le demandeur pourra être tenu de remettre le site dans son état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou aucun inconvénient pour les éléments concernant la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**ARTICLE 12 - VOIES DE RECOURS**

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 13 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Madame la Sous-Préfète de TOUL,

Monsieur le Maire de la commune d'ECROUVES,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe et Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****DEUXIEME BUREAU****MODIFICATION DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 127**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 94 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 127 du 5 février 2001, modifié le 15 octobre 2003, portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne EST VALEURS S.A., à MAXEVILLE, 1 rue Jean Jaurès;

Vu le changement de gérant intervenu dans les statuts de l'entreprise ;

Vu la demande présentée par madame Laurence LICOMEDÉ, représentant la société EST VALEURS S.A., en vue d'obtenir l'agrément en tant que responsable légal de cette société pour monsieur François MANGEOT;

Considérant que cette dernière est constituée conformément à la législation en vigueur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** - La direction de la société EST VALEURS S.A., située à MAXEVILLE, 1 rue Jean Jaurès sera, désormais, exercée par monsieur François MANGEOT.

**ARTICLE 2** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à monsieur François MANGEOT, et dont ampliation sera adressée à M. le directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE AU PROFIT DES EPOUX DIDIER - COMMUNE DE VILLETTE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1612-17;

VU le II de l'article 1 de la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le jugement du tribunal paritaire des baux ruraux de Longwy du 13 septembre 2002 par lequel la commune de Villette a été condamnée à verser une somme de 800 € à M. et Mme Robert DIDIER au titre des frais de l'article 700 du nouveau code de procédure civile;

VU le jugement de la cour d'appel de Nancy du 23 mai 2003 qui a confirmé le jugement susvisé dans toutes ses dispositions et qui a condamné une 2<sup>ème</sup> fois la commune de Villette à verser une somme de 800 € à M. et Mme Robert DIDIER au titre des frais de l'article 700 du nouveau code de procédure civile;

VU le courrier du 9 août 2004 par lequel l'avocat de M. et Mme Robert DIDIER a demandé la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office, prévue par la loi susvisée, afin d'obtenir le recouvrement de ladite somme;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003, accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

CONSIDERANT que le jugement de la cour d'appel de Nancy est passé en force de chose jugée ;

CONSIDERANT qu'il convient d'apurer la dette de la commune de Villette envers M. et Mme Robert DIDIER ;

CONSIDERANT que l'assemblée délibérante de la commune de Villette a inscrit les crédits nécessaires au chapitre 011 «charges à caractère général» du budget primitif 2004 de la commune ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

**A R R E T E**

**Article 1er** : Une somme de 1 600 €, correspondant à la dette de la commune de Villette due au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure civile sera versée à M. et Mme Robert DIDIER.

**Article 2** : La dépense correspondante sera mandatée sur la base des crédits inscrits au chapitre 011 «charges à caractère général» du budget primitif 2004 de la commune de Villette.

**Article 3** : Le présent arrêté tient lieu de mandat.

**Article 4** : Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5** : M. le Comptable de la trésorerie de Longuyon, receveur de la commune de Villette, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de Villette et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Président de la chambre régionale des comptes de Lorraine,

• M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.  
• Maître TASSIGNY, avocat de M. et Mme Robert DIDIER.  
BRIEY, le 2 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

**ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DES ARTICLES 9 B ET 12 A  
DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'AGGLOMERATION DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral du 27 février 1960 autorisant la création du district urbain de l'agglomération longovicienne ;  
VU les arrêtés préfectoraux des 31 juillet et 14 décembre 1998 approuvant les nouveaux statuts du district urbain de Longwy dénommé « district de l'agglomération de Longwy » ;  
VU l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2002 transformant le district de l'agglomération de Longwy en une communauté de communes dénommée « communauté de communes de l'agglomération de Longwy » ;  
VU les délibérations en date du 6 mai 2004 du conseil de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy décidant la modification de l'article 9 B et 12 A des statuts de la communauté de communes ;  
VU les délibérations des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

*Concernant la modification de l'article 9 B (urbanisme opérationnel) :*

Avis favorable :

- CONS-LA-GRANDVILLE en date du 28 juin 2004
- COSNES-ET-ROMAIN en date du 2 juillet 2004
- CUTRY en date du 5 juillet 2004
- GORCY en date du 30 juin 2004
- HAUCOURT-MOULAINES en date du 14 juin 2004
- HERSERANGE en date du 29 juin 2004
- HUSSIGNY-GODBRANGE en date du 29 juin 2004
- LAIX en date du 21 juin 2004
- LEXY en date du 28 juin 2004
- LONGLAVILLE en date du 28 juin 2004
- LONGWY en date du 22 juin 2004
- MEXY en date du 30 août 2004
- MONT-SAINT-MARTIN en date du 29 juin 2004
- MORFONTAINE en date du 17 juin 2004
- REHON en date du 29 juin 2004
- SAULNES en date du 28 juin 2004
- UGNY en date du 27 mai 2004 ;

Avis défavorable :

- CHENIERES en date du 8 juillet 2004 ;

*Concernant la modification de l'article 12 A :*

Avis favorable :

- CHENIERES en date du 8 juillet 2004
- CONS-LA-GRANDVILLE en date du 28 juin 2004
- CUTRY en date du 5 juillet 2004
- GORCY en date du 30 juin 2004
- HAUCOURT-MOULAINES en date du 14 juin 2004
- HERSERANGE en date du 29 juin 2004
- HUSSIGNY-GODBRANGE en date du 29 juin 2004
- LAIX en date du 21 juin 2004
- LONGLAVILLE en date du 28 juin 2004
- LONGWY en date du 22 juin 2004
- MEXY en date du 30 août 2004
- MORFONTAINE en date du 17 juin 2004
- REHON en date du 29 juin 2004
- SAULNES en date du 28 juin 2004
- UGNY en date du 27 mai 2004 ;

Avis défavorable :

- COSNES-ET-ROMAIN en date du 2 juillet 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant qu'à l'issue des procédures de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**A R R E T E**

**Article 1er :** La modification des statuts de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy est autorisée comme suit :

⇒ « **Article 9 B -** S'agissant d'urbanisme opérationnel, la communauté de communes est compétente :

- en matière de création de ZAD, de création et réalisation de ZAC ou de lotissements à usage d'activités dont l'intérêt communautaire aura été reconnu par la charte d'agglomération, ou sera manifeste du fait de son impact économique, financier ou social sur tout ou partie de l'agglomération ;



- en matière de réalisation d'opérations immobilières (acquisition, construction, gestion) sur les ZAC ou lotissements communautaires à usage d'activités ;
- en matière de maîtrise d'ouvrage des travaux de création et d'entretien des voiries de desserte des ZAC communautaires, et de liaison figurant dans la charte d'agglomération ;
- en matière de création et de gestion des aires de stationnement des gens du voyage ;
- en matière de création de la voirie de desserte du centre de secours. »

⇒ **Article 12 A** : tous les termes sont supprimés et remplacés par :

« **Création et gestion d'une médiathèque d'agglomération** ».

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ; il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 7 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

#### SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE

#### AVIS RELATIF A L'EXTENSION DE L'AVENANT N° 68 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

envisage de prendre en application des articles L.133.10 et L.133.11 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoire pour tous les employeurs et salariés des exploitations de polyculture et d'élevage et des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA du département de Meurthe-et-Moselle, l'avenant n° 68 à la convention collective du travail du 29 avril 1977, conclu le 20 juillet 2004

entre :

- la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,
- le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,
- la fédération départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle,

d'une part,

et :

- l'Union départementale des syndicats F.O.
- l'Union départementale des syndicats C.F.T.C.
- la Confédération française de l'encadrement CFE-CGC

d'autre part.

Cet avenant a pour objet de modifier les salaires au temps et à la tâche à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004..

Le texte en a été déposé le 26 juillet 2004 au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément aux dispositions des articles L.133.14 et R.133.2 du code du travail, de faire connaître dans un délai de quinze jours, leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée.

Leurs communications devront être adressées à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions de l'Etat -

#### AVENANT N°68 DU 20 JUILLET 2004 A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 29 AVRIL 1977 CONCERNANT LES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ELEVAGE, DE PRODUCTION DE FRUITS, DES ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, D'AMENAGEMENTS RURAUX ET FORESTIERS ET DES CUMA DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Entre :

- la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles,
- le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
- la Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle,

d'une part,

et :

- l'Union départementale des Syndicats F.O.
- l'Union départementale des Syndicats C.F.T.C.
- la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C.

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

#### "ANNEXE II

Convention collective de travail des exploitations  
de polyculture et d'élevage de Meurthe-et-Moselle

#### Article 1<sup>er</sup>

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004, l'annexe II de la convention collective est modifiée comme suit :

Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 7,61 € depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004.

#### Article 2

Dans les entreprises ayant réduit le temps de travail en application des lois dites « AUBRY », les salaires mensuels doivent tenir compte de la garantie conventionnelle de rémunération prévue à l'article 6.6. de l'accord national du 23 décembre 1981."

**BAREME DES SALAIRES AU TEMPS**  
(article 12 de la convention collective)

A compter du 1er juillet 2004, les salaires des personnels d'exécution et d'encadrement sont fixés comme suit :

**SALAIRES DES OUVRIERS**

Positions	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I - échelon A	7,61	1154,21
Niveau I - échelon B	7,64	1158,76
Niveau II - échelon A	7,70	1167,86
Niveau II - échelon B	7,77	1178,48
Niveau III - échelon A	7,78	1179,99
Niveau III - échelon B	7,91	1199,71
Niveau IV - échelon A	8,15	1236,11
Niveau IV - échelon B	8,42	1277,06

**SALAIRES DES CADRES**

Catégories	Indices	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Cadre du 3ème groupe	180	8,43	1278,58
Cadre du 3ème groupe	225	9,25	1402,95
Cadre du 2ème groupe	280	10,86	1647,14
Cadre du 1er groupe	350	13,28	2014,18

**GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE**  
(article 18 de la convention collective)

**GRILLE DES SALAIRES A LA TACHE**

**Chapitre 1 : Base de calcul**

Base de calcul : taux horaire du niveau I - échelon A + indemnité de congés payés de 10 % soit au 1.07.2004 : 7,61 € + 0,76 = **8,37 €**

**Chapitre 2 : Normes de récolte à l'heure**

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

- ① **Mirabelles cueillies** : 32 kilos à l'heure, soit 2 caisses de 16 kilos  
0,27 € le kilo, soit 4,32 € la caisse  
**Mirabelles cueillies sur vergers piétons** : gré à gré  
**Mirabelles ramassées et triées** : 60 kilos à l'heure, soit 3,75 caisses de 16 kilos  
0,14 € le kilo, soit 2,24 € la caisse  
**Mirabelles tout venant** : 90 kilos à l'heure, soit 5,625 caisses de 16 kilos  
0,10 € le kilo, soit 1,60 € la caisse
- ② **Quetsches cueillies** : 64 kilos à l'heure, soit 4 caisses de 16 kilos  
0,14 € le kilo, soit 2,24 € la caisse  
**Quetsches ramassées et triées** : 80 kilos à l'heure, soit caisses de 16 kilos  
0,11 € le kilo, soit 1,76 € la caisse  
**Quetsches tout venant** : 110 kilos à l'heure, soit 6,875 caisses de 16 kilos  
0,08 € le kilo, soit 1,28 € la caisse
- ③ **Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes**  
Première et dernière semaines de cueillette : 10 kilos à l'heure, soit 0,84 € le kilo.  
Autres semaines : 15 kilos à l'heure, soit 0,56 € le kilo.
- ④ **Pommes et poires saines, mises en palox et non calibrées** :  
Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo  
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kilos à l'heure, soit 0,08 € le kilo  
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kilos à l'heure, soit 0,06 € le kilo  
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kilos à l'heure, soit 0,07 € le kilo
- ⑤ **Framboises de plein air en barquettes** :  
3,5 kilos à l'heure, soit 2,40 € le kilo
- ⑥ **Myrtilles** :  
5,5 kilos à l'heure, soit 1,53 € le kilo
- ⑦ **Cerises** :  
**Cerises douces** :  
Cerisiers de moins de 3 mètres : 15 kg à l'heure, soit 0,56 € le kilo  
Cerisiers de plus de 3 mètres : 12 kilos à l'heure, soit 0,70 € le kilo  
**Cerises acides** :  
9 kilos à l'heure, soit 0,93 € le kilo.

**Chapitre 3 : Pesée**

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

**Article 2** : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Meurthe-et-Moselle.

FAIT à NANCY, le 20 juillet 2004

Ont, après lecture, signé :

- Pour la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles : M. RENOARD Gérard
- Pour la Fédération Départementale des CUMA : M. ROESER Daniel
- Pour le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine : M. LEMOINE
- Pour l'Union Départementale des Syndicats C.F.T.C. : M. GOURY Pierre
- Pour l'Union Départementale des Syndicats C.G.T.-F.O. : M. PIERSON Roger, Mme BEYNA Christine
- Pour la Confédération Française de l'Encadrement C.F.E.-C.G.C. : M. MULLER

Le présent avenant a été déposé au Service départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de NANCY, le 26 Juillet 2004.

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET****SERVICE AMENAGEMENT FONCIER****ARRETE PREFECTORAL 04/247/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BARISEY LA COTE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA COTE dans ses séances des 17/02/2004 et 05/05/2004;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 15/03/04 au 29/03/04, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA COTE ;

VU l'avis du conseil municipal de BARISEY LA COTE, ALLAMPS, sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de BARISEY LA COTE;

VU l'absence d'avis dans le délai d'un mois, conformément à l'article R 121-21-1 du code rural, du conseil municipal de BAGNEUX, BARISEY AU PLAIN, BULLIGNY

VU l'arrêté préfectoral du 24 Mai 2004 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA COTE aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 06/05/2004;

VU l'avis du conseil général en date du 08/06/2004;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général;

**A R R E T E****ARTICLE 1er**

Un remembrement des propriétés foncières est ordonné à BARISEY LA COTE avec extension sur ALLAMPS, BAGNEUX, BARISEY AU PLAIN, BULLIGNY.

**ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit :

**TERRITOIRE DE BARISEY LA COTE :**

Section A1 : En totalité sauf n° 1 -

Section A2 : En totalité -

Section C : En totalité -

Section D : En totalité sauf n° 1 et 2 -

Section E : En totalité -

Section ZA : En totalité sauf n° 56 - 57 - 58

Section ZB : En totalité -

Section ZC : En totalité -

Section ZD : En totalité -

**TERRITOIRE D'ALLAMPS :**

Section B : n° 51 - 62 à 87 - 566 - 595 -

Section E : En totalité sauf n°1 à 12 - 14 à 21 - 576 à 595 - 597 à 603 - 605 à 627 - 629 à 642 -

644 à 654 - 656 - 657 - 659 à 668 - 672 - 679 à 682 - 688 à 691 -

698 - 700 - 701 - 705 à 710 -

Section ZA : n° 26 à 55 - 86

**TERRITOIRE DE BARISEY AU PLAIN :**

Section ZC : n° 1 à 32 -

Section ZD : n° 12 à 25 -

**TERRITOIRE DE BAGNEUX :**

Section ZI : En totalité -

**TERRITOIRE DE BULLIGNY :**

Section G : 277 - 278 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Les opérations commenceront ce jour.

**ARTICLE 4**

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

**ARTICLE 5**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

**ARTICLE 6**

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés.

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 812 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

**ARTICLE 7**

La commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA COTE est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

**COURS D'EAU**

- \* interdiction de modifier le tracé ;
- \* préserver ou améliorer les ripisylves existantes ;
- \* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau ;
- \* prévenir les effondrements de rives et berges ;
- \* les zones et prairies humides seront préservées.

**FOSSES**

- \* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant ;
- \* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle ;
- \* le drainage en zone inondable est exclu.

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de BARISEY LA COTE saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau.

**ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

**ARTICLE 9**

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL, le Maire de BARISEY LA COTE, Mesdames ou Messieurs les maires de ALLAMPS, BAGNEUX, BARISEY AU PLAIN, BULLIGNY, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général, à monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 20 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

**ARRETE PREFECTORAL 04/248/DDAF/REMBT ORDONNANT LE REMEMBREMENT  
DE LA PROPRIETE FONCIERE DE VANNES LE CHATEL**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural, relatives à l'aménagement foncier rural;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre I (nouveau) du Code Rural;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU l'article L 211.1 du code de l'Environnement ;

VU le décret 95-88 du 27 janvier 1995 adoptant certaines dispositions du livre Ier nouveau du Code Rural relatives aux procédures d'aménagement foncier en application de l'article L 211.1 du code de l'environnement et de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements de l'Etat ;

VU le décret 81.67 du 25 janvier 1981, relatif aux règles de publicité foncière ;

VU la loi 374 du 6 Juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et modifiée par les lois 57-391 du 28 mars 1957 et 92-1236 du 16 décembre 1992 ;

VU l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892 ;

VU l'avis émis par la commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHATEL dans ses séances des 18/06/2003 et 10/02/2004;

VU l'avis du commissaire-enquêteur, suite à l'enquête publique du 25/08/03 au 09/09/03, sur le périmètre d'aménagement foncier proposé par la commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHATEL ;

VU l'arrêté préfectoral du 27/02/04 fixant les prescriptions que la commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHATEL aura à observer pour la réalisation des travaux connexes ;

VU l'avis du conseil municipal de VANNES LE CHATEL, URUFFE sur les recommandations hydrauliques proposées par la Commission communale d'Aménagement Foncier de VANNES LE CHATEL;

VU l'avis de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle dans sa séance du 06/05/2004 ;

VU l'avis du conseil général en date du 08/06/2004;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er**

Un remembrement des propriétés foncières est ordonné à VANNES LE CHATEL

**ARTICLE 2**

Le périmètre de remembrement des opérations est déterminé comme suit :

**TERRITOIRE DE VANNES LE CHATEL :**

**Section B :** 1 à 17 - 19 - 23 à 41 - 43 à 94 - 107 à 111 - 123 à 155 - 158 à 162 - 165 à 205 - 212 à 234 - 236 à 309 - 348 à 351 - 451 à 477 - 489 à 494 - 519 à 633 - 655 - 692 à 694 - 755 à 759 - 761 à 772 - 796 - 797 - 805 à 807 - 809 - 811 - 812 - 1010 à 1024 - 1122 - 1123 - 1190 - 1191 -

**Section C :** 220 à 223 - 229 à 232 - 234 à 243 - 278 à 288 - 316 à 324 - 326 - 327 - 597 à 601 - 619 - 620 - 722 à 731 - 746 à 768 - 783 à 840 - 858 - 881 - 882 - 885 - 886 -

**Section D :** 1 à 25 - 28 - 40 à 60 - 64 à 67 - 69 à 183 - 188 à 414 - 416 à 433 - 474 à 478 - 570 à 578 - 581 - 610 - 612 à 616 - 618 - 695 - 696 - 711 - 761 - 762 -

**Section ZA :** 4 - 5 - 11 à 13 - 20 à 69 - 80 -

**Section ZB :** 10 à 17 - 20 à 57 -

**Section ZC :** 1 à 4 - 8 - 14 - 18 - 19 - 21 - 23 - 24 - 27 à 32 - 36 à 39 - 61 à 69 -

L'énumération ci-dessus des parcelles désignées ne tient pas compte des modifications non portées à ce jour sur le plan cadastral.

**ARTICLE 3**

Les opérations commenceront ce jour.

**ARTICLE 4**

Les agents de l'administration et toutes personnes chargées des opérations de remembrement sont autorisées à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées situées dans le périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article 1er de la loi du 29 Décembre 1892.

**ARTICLE 5**

La destruction, la détérioration ou le déplacement des signaux, bornes et repères donnent lieu à l'application des articles 131-55, 322-1 à 322-4 et 433-11 du code pénal et à la loi n° 374 du 6 Juillet 1943 modifiée.

En outre, les dommages-intérêts pouvant être dus éventuellement à l'Etat, aux départements et aux communes, pourront atteindre le montant des dépenses nécessitées par la reconstitution des éléments de signalisation y compris celles afférentes aux opérations topographiques qu'entraîne cette reconstitution.

**ARTICLE 6**

A compter du présent arrêté et jusqu'à la clôture des opérations, sont interdites à l'intérieur du périmètre de remembrement ainsi défini, la préparation et l'exécution de tous travaux modifiant l'état des lieux, tels que les semis et plantations d'essences forestières et fruitières, l'établissement de clôtures, la réalisation de travaux de drainage, la création de fossés ou de chemins, la création de puits, l'arrachage ou la coupe d'arbres fruitiers ainsi que la coupe à blanc de parcelles boisées ou de haies et la pose de canalisations ou de câbles enterrés

Ces interdictions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Les travaux exécutés en violation des dispositions ci-dessus ne sont pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées et ne donnent pas lieu au paiement d'une soulte. La remise en état pourra être faite aux frais des contrevenants, dans les conditions fixées par le décret en Conseil d'Etat. Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues au présent article sera puni d'une amende de 3 812 euros conformément à l'article L 121-23 du code rural.

**ARTICLE 7**

La commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHATEL est tenue de se conformer en matière d'intervention sur le milieu aquatique aux prescriptions ci-après :

**COURS D'EAU**

\* interdiction de modifier le tracé

\* préserver ou améliorer les ripisylves existantes

\* se limiter aux opérations d'entretien visant à maintenir ou rétablir les conditions morphodynamiques adaptées aux cours d'eau

\* prévenir les effondrements de rives et berges

\* les zones et prairies humies seront préservées

**FOSSES**

\* tout fossé créé aboutira à un émissaire suffisant

\* le débit sur l'ensemble du fossé sera limité à 1,5 l/s/ha de bassin versant desservi avec mise en place de sections de contrôle

\* le drainage en zone inondable est exclu

Avant mise à l'enquête du programme de travaux connexes à l'aménagement foncier, le secrétariat de la commission communale d'aménagement foncier de VANNES LE CHATEL saisira pour avis à émettre avant la fin de l'enquête, la D.D.A.F. chargée de la police de l'eau ;

**ARTICLE 8**

A compter du présent arrêté, doivent être portés pour avis à la Commission communale d'aménagement foncier, tout projet de mutation de propriété entre vifs, conformément à l'article R 121-28 du décret 92.1290 du 11 Décembre 1992, ainsi que l'exploitation des parcelles boisées dont la gestion doit être assurée en bon père de famille.

**ARTICLE 9**

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de TOUL, le maire de VANNES LE CHATEL, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le Président de la commission communale d'aménagement foncier, publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général, à monsieur le président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

NANCY, le 20 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL

ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/225  
PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER  
COMMUNE D'AZERAILLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le fait que la forêt relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 7 mars 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 4 septembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 juin 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

#### ARRETE

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune d'AZERAILLES	Poutot Martin Bouxard	AB B	102	0,4766	AZERAILLES
				69	0,1016	
				71	0,0238	
				73	3,1710	
				76	0,2658	
				79	0,0877	
				81	0,2256	
				83	0,6203	
				Total	4,9724	

**Article 2** - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire d'AZERAILLES.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/226 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE DE CHENEVIÈRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le fait que la forêt relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 4 mars 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 4 septembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 juin 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

#### ARRETE

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de CHENEVIÈRES	Le Fays	B	12	0,1154	CHENEVIÈRES
				13	0,0091	
				Total	0,1245	

**Article 2** - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de CHENEVIÈRES.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/227 PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU REGIME FORESTIER COMMUNE DE FLIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le fait que la forêt relève du régime forestier depuis des temps immémoriaux ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 29 janvier 2003 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 4 septembre 2003 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 juin 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

#### ARRETE

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de FLIN	Le Feys	B	586	6,7121	FLIN

**Article 2** - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de FLIN.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL FORETS/N° 2004/228**  
**PRONONÇANT UNE DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER - TERRITOIRE COMMUNAL DE LARONXE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU l'arrêté de soumission au régime forestier du 24 juillet 1956 ;

VU la délibération du Conseil municipal de SAINT-CLEMENT en date du 29 avril 2002 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du Directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts en date du 23 juin 2004 ;

VU l'avis favorable du Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 14 juin 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture

**A R R E T E**

**Article 1** - Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrains désignées ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire communal
		Lieudit	Section	N° de parcelle		
Meurthe-et-Moselle	Commune de SAINT-CLEMENT	Le Bourgon	ZD	84	4,1340	LARONXE

**Article 2** - Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le Maire de SAINT-CLEMENT.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**ARRETE PREFECTORAL ACCORDANT LA QUALITE DE SCOP**  
**A LA SOCIETE PARTNERS SOLUTION INFORMATIQUE SITUÉE A PONT-A-MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,

Vu la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production et notamment son article 54,

Vu la loi n° 92-643 du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives,

Vu le nouveau code des marchés publics et notamment l'article 54,

Vu l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements,

Vu le décret n° 87-276 du 16 avril 1987 portant modification du décret n° 79-376 du 10 mai 1978 fixant les conditions d'établissement de la liste des sociétés coopératives ouvrières de production,

Vu le décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production,

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

Vu l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général et notamment son article 17,

Vu l'avis favorable en date du 23 janvier 2004 de la confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production,

**A R R E T E**

**Article 1** : La société PARTNERS SOLUTION INFORMATIQUE sise Chemin de Monrichard 54700 PONT-A-MOUSSON est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

**Article 2** : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

**Article 3** : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;

2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

**Article 4** : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

**Article 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture. et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

NANCY, le 29 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre des affaires sociales du travail et de la solidarité (127 rue de Grenelle - 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière - 54000 NANCY).

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2004/DDE/254/CDER PORTANT AUTORISATION DE CIRCULER SUR L'AUTOROUTE A. 4  
SITUEE DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE POUR LES BESOINS DE L'EXPLOITATION**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code pénal et le code de procédure pénale ;
  - Vu le code de la route et notamment son article R. 432.7 ;
  - Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000 relative à la partie législative du nouveau Code de la Route ;
  - Vu le décret 2001-250 du 22 mars 2001 relatif à la partie réglementaire du nouveau Code de la Route et notamment l'article R. 432-7 ;
  - Vu la loi n° 55-435 du 18 avril 1955 portant statut des autoroutes modifiée notamment par le décret n° 70.398 du 12 mai 1970 ;
  - Vu le décret n° 56-1425 du 27 décembre 1956, portant règlement d'administration publique pris pour son application ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de déconcentration ;
  - Vu le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée le 27 juin 1990 entre l'Etat et la SANEF pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation d'autoroutes, modifié par les décrets subséquents des 12 avril 1991, 18 septembre 1992 et 26 octobre 1995, et notamment l'article 13 du cahier des charges annexé à la dite convention de concession ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes,
  - Vu l'arrêté préfectoral n° 01/DDE/422/CDES en date du 26 juin 2001 autorisant les salariés de la SANEF et les tiers intervenant à circuler sur l'autoroute A. 4 ;
  - Considérant la nécessité pour la SANEF d'intervenir ou de faire intervenir, à tout moment et en tout lieu, du personnel et du matériel sur son réseau, à savoir l'autoroute A4, département de Meurthe-et-Moselle, dans des conditions dérogatoires aux règles du code de la route pour assurer l'exploitation du réseau autoroutier et en particulier, conformément à l'article R. 432 - 7 du Code de la Route.
- A la demande de la société des autoroutes du nord et de l'est de la France (SANEF) en date du 15 juillet 2004 ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E****ARTICLE 1**

L'arrêté préfectoral N° 01/DDE/422/CDES en date du 26 juin 2001 est abrogé.

**ARTICLE 2**

Sont autorisés à circuler à pied :

- pour les besoins de l'exploitation sur la section de l'autoroute A 4, du département de Meurthe et Moselle ;
- tous les membres du personnel de la société concessionnaire pour l'exercice de leurs fonctions ;
- tous les membres du personnel des tiers intervenants dans le cadre de leurs fonctions et attributions travaillant régulièrement ou occasionnellement pour ladite société et dûment déclarés auprès du chef de district de Jarny de SANEF.

**ARTICLE 3**

Est autorisée :

- pour les besoins de l'exploitation sur la section de l'autoroute A 4, du département de Meurthe-et-Moselle ;
- la circulation des matériels utilisés par la société concessionnaire ainsi que ceux utilisés par les tiers intervenants dans le cadre de leurs fonctions et attributions appelés à travailler régulièrement ou occasionnellement pour son compte et dûment déclarés auprès du chef de district de Jarny de SANEF

**ARTICLE 4**

Le directeur de l'exploitation de la SANEF dressera la liste des personnels et des matériels de la société concessionnaire et la tiendra à jour.

Le chef de district de Jarny de la SANEF dressera la liste des personnels et matériels des entreprises appelées à travailler pour le compte de la société concessionnaire et la tiendra à jour.

**ARTICLE 5**

Dans ce cadre, la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France organise son exploitation sous sa responsabilité.

**ARTICLE 6**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de Briey, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le directeur d'exploitation de la SANEF, Monsieur le chef de district de Jarny de la SANEF sont chargés chacun de ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le président de la mission de contrôle des sociétés concessionnaires d'autoroutes à BRON, Monsieur le général commandant la RMD Nord Est à Metz, à Monsieur le directeur du CRICR à Metz, à Madame la directrice des archives départementales et à Messieurs les directeurs du SDIS et du SAMU.

En outre, le présent arrêté sera inséré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de meurthe-et-moselle.

NANCY, le 30 juillet 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE 2004/DDE/256/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;



- Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;  
- Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;  
- Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;  
- Vu l'avis favorable de l'UDAM de NANCY et Val de Lorraine ;  
- Considérant la nécessité de procéder à l'aménagement des carrefours giratoires d'accès à la RD 570 (giratoire Est) de la ZAC de FROCOURT à HOUEMONT et à la fermeture de la bretelle - sortie n° 3 - sens EPINAL - NANCY sur l'A. 330 ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits des 18 au 19 et du 23 au 24 août 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, et la nuit du 19 au 20 août 2004 de 21 h 00 à 5 h 00, la bretelle de sortie n° 3 Centre Commercial sur l'A330 - sens EPINAL - NANCY sera fermée à toute circulation.

**ARTICLE II**

• sens EPINAL - NANCY

Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :  
sortie n° 2 - Echangeur d'HEILLECOURT - RD 570 vers giratoire

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/258/CDER - AUTORISATION DE PORTEE LOCALE  
CIRCULATION ET AU TRANSPORT DE MACHINES, INSTRUMENTS ET ENSEMBLES AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de la route, notamment les articles R. 433-1 à R. 433-6 et R. 433-8 ;  
- Vu le code de la voirie routière ;  
- Vu le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
- Vu l'arrêté du 16 juillet 1954 modifié relatif à l'éclairage et à la signalisation des véhicules ;  
- Vu l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;  
- Vu l'arrêté du 26 juillet 1983 relatif à la circulation des grues automotrices ;  
- Vu l'arrêté du 20 janvier 1987 modifié relatif à la signalisation complémentaire des véhicules d'intervention d'urgence et des véhicules à progression lente ;  
- Vu l'arrêté interministériel en date du 26 novembre 2003 relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules ;  
- Vu l'avis favorable du Président du Conseil Général, en date du 19 juillet 2004 ;  
Sur proposition du directeur départemental de l'équipement ;

**A R R E T E****ARTICLE 1. Champ d'application**

Lorsque des besoins locaux permanents le justifient, le transport de marchandises ou la circulation de certains véhicules présentant un caractère exceptionnel en raison de leurs dimensions ou de leur masse est autorisé par le présent arrêté conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules, susvisé dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 2. Transports autorisés**

Sont exclusivement concernés le transport de marchandises et la circulation de véhicules décrits ci-dessous.

Les caractéristiques maximales décrites dans les articles ci-après concernent le convoi en ordre de marche.

**ARTICLE 2-1. Circulation et transport de machine, instrument et ensemble agricoles**

Les parties mobiles ou aisément démontables des véhicules et des matériels agricoles doivent être repliées ou démontées lors des trajets sur route.

**ARTICLE 2-1.1. Circulation d'ensembles agricoles comprenant une ou plusieurs remorques**

L'ensemble agricole visé dans cet article, est destiné au transport de produits, matériaux ou marchandises en provenance ou à destination d'une exploitation agricole. Les dispositions décrites ci-dessous peuvent être étendues à la circulation d'un tracteur agricole isolé, s'il est équipé de dispositifs permettant de lutter contre le tassement des sols, sur le trajet entre son lieu de remisage et le lieu d'exploitation agricole.

**Les caractéristiques maximales du convoi sont les suivantes :**

- longueur hors tout :
  - limite générale du code de la route pour un véhicule isolé ou un ensemble routier à une seule remorque incluant éventuellement un dépassement arrière de la charge de 3 m maximum ;
  - 20 m pour un ensemble routier comportant plusieurs remorques et aucun dépassement de la charge ;
- largeur hors tout du convoi :
  - limite générale du code de la route. Cependant, la largeur maximale du convoi est portée à 3,50 m si le tracteur, équipé de dispositifs permettant de lutter contre le tassement des sols, circule seul ou tracte une seule remorque d'une largeur maximale de 3 m équipée elle aussi des mêmes dispositifs ;
- masse totale roulante : limite générale du code de la route ;
- charges à l'essieu : limites générales du code de la route.

**ARTICLE 2-1.2. Circulation de matériels agricoles automoteurs ou remorqués, circulation de matériels forestiers automoteurs ou remorqués**

La circulation soit d'une machine agricole automotrice, soit d'un ensemble agricole composé d'une ou plusieurs machines ou d'un ou plusieurs instruments agricoles remorqués, attelés à un tracteur agricole ou à une machine agricole automotrice, soit d'un tracteur muni d'un outil porté est autorisée dans les conditions décrites ci-après. Les matériels forestiers sont destinés à l'exploitation forestière et répondent aux critères identiques que ceux retenus pour les véhicules et appareils agricoles.

**Les caractéristiques maximales du convoi sont les suivantes :**

- longueur hors tout du convoi :
  - limite générale du code de la route pour un véhicule automoteur ou un ensemble routier comportant un seul matériel remorqué ;
  - 25 m pour un ensemble routier comportant plusieurs matériels remorqués et dont la largeur hors tout est inférieure ou égale à 3 m ;
  - 18 m pour un ensemble routier comportant plusieurs matériels remorqués et dont la largeur hors tout est supérieure à 3 m ;
- aucun dépassement n'est autorisé ;
- largeur hors tout définie par le matériel ;
- masse totale roulante : limite générale du code de la route ;
- charges à l'essieu : limites générales du code de la route.

#### **ARTICLE 2-1.3. Transport de matériels agricoles ou forestiers**

Ce transport concerne celui des matériels agricoles ou forestiers qui doivent, du fait de leur gabarit ou de leur vitesse, être déplacés à l'aide d'un convoi.

**Les caractéristiques maximales du convoi sont les suivantes :**

- longueur hors tout du convoi :
  - 15 m pour un véhicule isolé incluant un dépassement éventuel maximal de la charge de 3 m ;
  - 22 m pour un ensemble routier incluant un dépassement éventuel maximal de la charge de 3 m ;
- largeur hors tout : 3 m ;
- masse totale roulante : limite générale du code de la route ;
- charges à l'essieu : limites générales du code de la route.

#### **ARTICLE 3. Itinéraires**

Les transports autorisés seront effectués conformément aux prescriptions figurant en annexe 1.

#### **ARTICLE 4. Règles de circulation**

##### **ARTICLE 4-1. Règles générales**

Le conducteur doit avoir la présente autorisation à bord du véhicule.

Il doit se conformer à toutes prescriptions du code de la route et des arrêtés d'application qui en découlent et auxquels il n'est pas dérogé dans le présent arrêté, ainsi qu'aux arrêtés préfectoraux, départementaux et municipaux réglementant la circulation des véhicules.

Il doit être en règle avec la réglementation du transport routier de marchandises.

Il doit s'assurer de la possibilité d'emprunter l'itinéraire en fonction des caractéristiques de son convoi et en tenant compte que la circulation normale doit toujours avoir la prépondérance, sauf en cas de réquisition. Le convoi ne doit en aucun cas stationner sur la voie publique. En cas de panne, le conducteur doit prendre immédiatement toutes dispositions pour signaler son convoi et permettre au plus tôt le rétablissement de la circulation conformément aux dispositions du code de la route.

Le conducteur doit respecter les inter-distances entre véhicules prévues par le code de la route ainsi qu'une inter-distance avec un véhicule qui le précède, d'au moins 500 m s'il s'agit d'un autre convoi exceptionnel et de 10 m en agglomération.

##### **ARTICLE 4-2. Interdictions générales de circulation**

La circulation des véhicules effectuant des transports exceptionnels est interdite :

- sur les autoroutes, sauf dérogation concernant les éventuels itinéraires autorisés figurant à l'annexe 1 ;
- sur les routes à accès réglementé, sauf pour leur traversée :
  - pour la circulation des ensembles agricoles comprenant une ou plusieurs remorques ;
  - pour la circulation de matériels agricoles ou forestiers, automoteurs ou remorqués ;
- sur les routes à caractère prioritaire, sauf pour leur traversée :
  - pour la circulation des ensembles agricoles comprenant une ou plusieurs remorques lorsque la largeur du convoi dépasse 3 m, sauf pendant les périodes de récoltes et de semailles ;
  - pour la circulation de matériels agricoles ou forestiers, automoteurs ou remorqués lorsque la largeur du convoi dépasse 3 m sauf pendant les périodes de récoltes et de semailles ;
- la nuit :
  - pour la circulation d'ensembles agricoles comprenant une ou plusieurs remorques et dont la largeur du convoi dépasse 3 m ;
  - pour la circulation de matériels agricoles ou forestiers, automoteurs ou remorqués et dont la largeur du convoi dépasse 3 m, sauf pendant les périodes de récoltes et de semailles pour le matériel spécialisé ;
- sur l'ensemble du réseau routier et autoroutier du samedi ou veille de fête douze heures au lundi ou lendemain de fête six heures. Toutefois,
  - pour la circulation d'ensembles agricoles comprenant une ou plusieurs remorques, pour la circulation de matériels agricoles ou forestiers, automoteurs ou remorqués ou pour le transport de matériels agricoles ou forestiers, cette interdiction est levée pendant les périodes de récoltes et de semailles pour le matériel spécialisé ;
- pendant les périodes et sur les itinéraires d'interdiction de circulation des véhicules de transports de marchandises et de matières dangereuses, définis annuellement par arrêté interministériel ;
- par temps de neige ou de verglas ou lorsque la visibilité est insuffisante (inférieure à 150 mètres) ;
- pendant la mise en place des barrières de dégel, sur les itinéraires qu'elles concernent.

##### **ARTICLE 4-3. Circulation sur autoroute**

Néant.

##### **ARTICLE 4-4. Franchissement des voies ferrées**

Le franchissement d'une voie ferrée par un passage à niveau dont la durée de franchissement est toujours limitée, peut être également soumis à des contraintes en hauteur et largeur utiles et présenter un profil routier présentant des difficultés de franchissement pour les véhicules à faible garde au sol.

##### **ARTICLE 4-4.1. Conditions imposées pour le franchissement des voies ferrées par un passages à niveau**

Lors de la reconnaissance de l'itinéraire préalable à tout transport, le transporteur doit s'assurer que les caractéristiques de son convoi lui permettent de franchir les passages à niveau sans causer de dommages aux installations ni risquer de rester immobilisé sur la voie ferrée, en respectant les conditions de durée de franchissement, de hauteur, de garde au sol et de largeur précisées ci-après.

Lorsque ces conditions ne peuvent pas être remplies, il appartient au transporteur :

- de soumettre le programme de circulation de son convoi au minimum huit jours avant son passage, au service régional ou local de l'exploitant ferroviaire qui définira les mesures de sécurité nécessaires et les conditions spécifiques de franchissement des passages à niveau concernés ;
- de prendre contact, au minimum deux jours avant le passage du convoi, avec l'exploitant ferroviaire régional ou local, afin de lui permettre de prendre les mesures de sécurité prévues et de fixer les conditions de franchissement du passage à niveau (horaire, présence d'agents du chemin de fer,...).

Les frais occasionnés par ces consultations et la mise en œuvre des mesures sont à la charge du permissionnaire.

Si l'exploitant ferroviaire émet un avis défavorable motivé pour le franchissement d'un passage à niveau par un convoi, ce franchissement sera interdit.

**ARTICLE 4-4.2. Durée de franchissement des voies ferrées**

Les caractéristiques du convoi (longueur, vitesse de circulation...) doivent lui permettre de franchir les passages à niveau dans les délais maxima suivants :

- 7 secondes lorsque le passage à niveau est équipé ou non d'une signalisation automatique lumineuse et sonore complétée par des demi-barrières, ou démunie de barrières ou de demi-barrières ;
- 20 secondes lorsque le passage à niveau est gardé par un agent.

**ARTICLE 4-4.3. Conditions de hauteur**

Lorsque la hauteur des fils de contact est inférieure à 6 m, des portiques de limitation de hauteur G 3 sont installés de part et d'autre de la voie ferrée, et une signalisation avancée et de position (panneau B 12) indique la limitation de hauteur applicable.

Le transporteur ne peut franchir un passage à niveau que s'il a l'accord écrit de l'exploitant ferroviaire précisant les conditions de franchissement du passage à niveau quand la hauteur du convoi est supérieure :

- à celle indiquée sur les panneaux B 12 si le passage à niveau est équipé de portiques G3 ;
- à 4,80 m quand il n'existe pas de portiques G3.

**ARTICLE 4-4.4. Garde au sol des véhicules**

Le transporteur doit s'assurer qu'en ce qui concerne la garde au sol, le convoi et notamment s'il s'agit d'un véhicule surbaissé, respecte les conditions minimales de profil inférieur, à savoir la possibilité de franchir :

- un arrondi en creux ou en saillie de 50 m de rayon reliant une pente et une rampe de 6 % ;
- un dos d'âne constitué par deux plans symétriques, faisant une dénivellation de 0,15 m sur un développement total de 6 m.

Lorsque le convoi répond à ces conditions, seuls les PN signalés comme présentant des difficultés de franchissement doivent faire l'objet d'un examen particulier par le transporteur et tous dans le cas contraire.

Les exploitants ferroviaires actualisent et adressent chaque année aux directions départementales de l'équipement la liste des passages à niveau présentant des difficultés de franchissement pour les convois ne satisfaisant pas aux dispositions ci-dessus. Cette liste figure en **annexe 3** de cette autorisation de portée locale.

**ARTICLE 4-4.5. Conditions de largeur**

Lorsque la largeur du convoi excède la limite générale du code de la route, notamment en cas de circulation d'engins agricoles, le transporteur doit s'assurer que la largeur libre de la voie de circulation à emprunter au droit du passage à niveau est suffisante pour qu'il puisse le franchir sans entraîner l'immobilisation du convoi ou de la circulation routière venant en sens inverse sur la voie ferrée, ni porter atteinte à l'intégrité des installations routières et ferroviaires.

**ARTICLE 4-5. Accompagnement du convoi**

Conformément à l'article 13 de l'arrêté interministériel relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules, susvisé, un véhicule d'accompagnement est obligatoire :

- pour la circulation de machine, instrument et ensemble agricoles, lorsque la largeur du convoi dépasse 3 m ou lorsque la largeur de la chaussée de la route empruntée et celle du convoi sont telles que ce dernier doit empiéter sur la moitié gauche de la chaussée ;

**ARTICLE 4-6. Conditions générales de chargement**

Les dispositions relatives aux principes de chargement des véhicules, figurant à l'article 15 de l'arrêté interministériel relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules, susvisé, doivent être respectées.

**ARTICLE 4-7. Éclairage et signalisation**

L'éclairage et la signalisation des convois et véhicules d'accompagnement doivent être conformes aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté interministériel relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules, susvisé, rappelées dans l'**annexe 2**.

**ARTICLE 5. Vitesse**

Sans préjudice de l'application de prescriptions plus restrictives, imposées par arrêtés préfectoraux, départementaux ou municipaux sur certaines routes ou sections de route, la vitesse maximale des convois doit toujours être adaptée aux conditions de circulation imposées par le trafic ou par les caractéristiques de la route (en particulier les carrefours des routes à caractère non prioritaires) et conforme aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté interministériel susvisé relatif aux transports exceptionnels de marchandises, d'engins ou de véhicules rappelés ci-après :

*Convois de 1<sup>ère</sup> catégorie (Poids maximum = 48 tonnes, longueur maximale = 20 m, largeur maximale = 3 m) :*

- 60 km/h sur les routes hors agglomération
- 50 km/h sur les routes en agglomération

*Convois de 2<sup>ème</sup> catégorie (Poids maximum = 72 tonnes, longueur maximale = 25 m, largeur maximale = 4 m) :*

- 60 km/h sur les routes hors agglomération
- 40 km/h sur les routes en agglomération

La vitesse des machines et ensembles agricoles ou forestiers, des matériels de travaux publics non immatriculés (suivant les définitions de l'article R. 311-1) ainsi que des ensembles routiers mixtes (véhicule immatriculé et non immatriculé attelés) doit être conforme à l'article R. 413-12 du code de la route.

**ARTICLE 6**

Les bénéficiaires de la présente autorisation et leurs ayants droits sont responsables vis-à-vis de l'Etat, des départements et des communes traversés, de l'Administration des P et T, d'Electricité de France et de la SNCF des accidents de toute nature, des dégradations ou des avaries qui pourraient éventuellement être occasionnés aux routes et leurs dépendances, aux ouvrages d'art, aux lignes téléphoniques ou électriques et aux ouvrages SNCF et RFF à l'occasion de ces transports.

En cas de dommages occasionnés à des ouvrages publics dûment constatés comme étant le fait d'un transport accompli en vertu de la présente autorisation, le propriétaire des véhicules sera tenu d'en rembourser le montant à la première réquisition du service compétent et sur les bases d'une estimation qui sera faite par les agents de l'administration concernée.

**ARTICLE 7. Recours**

Aucun recours contre l'Etat, les départements ou les communes ne pourra être exercé en raison des accidents qui pourraient être causés au propriétaire des véhicules ou ses préposés, des dommages ou des avaries de toute nature qui pourraient résulter de l'inadaptation des routes ou de leurs dépendances à la circulation ou au stationnement du convoi.

Les dommages visés incluent ceux résultant de la perte de temps, retards de livraison, etc.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés à l'occasion de l'exécution des transports.

**ARTICLE 8**

Cet arrêté annule et remplace les deux arrêtés préfectoraux réglementaires antérieurs relatifs aux besoins locaux de circulation et de transport de machines, instruments et ensembles agricoles et énumérés ci-dessous :

- Arrêté n° 76/DE/380/INF. relatif au transport exceptionnel d'ensembles agricoles comprenant plusieurs remorques, en date du 8 mars 1976 ;
- Arrêté n° 76/DE/381/INF relatif au transport exceptionnel des machines agricoles automotrices et des ensembles comprenant un ou plusieurs machines ou instruments agricoles remorqués, dont la largeur excède la limite réglementaire, en date du 8 mars 1976 ;

**ARTICLE 9**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Messieurs les Sous-Préfets, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Commandant de la CRS Autoroutière Lorraine à Champigneulle, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Mesdames et Messieurs les Maires de Meurthe-et-Moselle, sont

chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture, publié et affiché dans toutes les communes du département.

Il entrera en vigueur à la date de sa publication dans le recueil des actes administratifs.

NANCY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

*Les annexes 1, 2 et 3 peuvent être consultées à la Direction Départementale de l'Équipement - Service Gestion et Exploitation des Infrastructures - CDER - 1, rue des Blanches Terres - 54250 CHAMPIGNEULLES.*

---

**ARRETE 2004/DDE/259/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral n° 04/DDE/253/CDER en date du 9 août 2004 ;
  - Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A. 33 entre les PR 12+000 et 10+660 dans le sens PARIS - STRASBOURG
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/253/CDER est modifié comme suit :

Les nuits du 7 au 9 septembre 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation sur l'A. 33 s'établit comme suit entre les PR 12+000 et 10+660.

**ARTICLE II**

Toutes les autres dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de Fléville-devant-Nancy, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du SERGEI p.i.,  
K. NARCY

---

**ARRETE 2004/DDE/260/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;
  - Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de CHAMPIGNEULLES ;
  - Vu l'avis favorable de la subdivision de l'équipement de Nancy Nord ;
  - Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement de la bretelle d'entrée de l'A. 31, Nancy Faubourg des Trois Maisons, sens MAXEVILLE - METZ - sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Durant la journée du lundi 6 septembre 2004 de 6 h 00 à 20 h 00, la bretelle d'entrée n° 21 de l'A.31 : Nancy Maxéville Faubourg des Trois maisons - sens MAXEVILLE - METZ - est fermée à toute circulation.

**ARTICLE II**

La circulation des usagers s'établit comme suit :

- Emprunter la R.N. 57 direction CHAMPIGNEULLES, traverser l'agglomération de CHAMPIGNEULLES, puis à la sortie de CHAMPIGNEULLES prendre l'A. 31, direction METZ

**ARTICLE III**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE IV**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE V**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de MAXEVILLE et CHAMPIGNEULLES, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 31 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

---

**ARRETE 2004/DDE/261/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;
  - Vu l'avis favorable des Maires de BELLEVILLE, MILLERY, AUTREVILLE sur MOSELLE, LOISY et ATTON ;
  - Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine, secteur Sud ;
  - Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement de l'autoroute A31 entre les PR 267+300 et 268+000 dans le sens Nancy - Metz, sur le territoire des communes de BELLEVILLE et d'AUTREVILLE SUR MOSELLE ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
- Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits du jeudi 9 au vendredi 10 septembre 2004 et du mercredi 15 au 16 septembre 2004 de 21h à 6h, entre les PR 264+370 et 270+950 sur l'A31, la circulation des usagers s'établit comme suit :

- **dans le sens NANCY - METZ**
  - réduction des deux voies de circulation à une voie
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - il est interdit de doubler,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 Km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement (PR 265+620)
  - puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens METZ - NANCY à 90 km/h,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 269+850)
- **dans le sens METZ - NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée,
  - la circulation s'effectue sur la voie lente,
  - la vitesse est limitée dégressivement à 90 km/h,
  - il est interdit de doubler.

**ARTICLE II** - La bretelle d'entrée BELLEVILLE-METZ de l'échangeur n°25 de l'A31 est fermée à toute circulation durant les nuits du jeudi 9 au vendredi 10 septembre 2004 et du mercredi 15 au jeudi 16 septembre 2004, de 21 h 00 à 6 h 00.

**ARTICLE III** - Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- Emprunter la RD 40a direction MILLERY, puis la RD 40 direction ATTON, traverser les communes d'AUTREVILLE sur MOSELLE, LOISY et ATTON, puis prendre l'échangeur N° 27 d'ATTON, A. 31 direction METZ.

**ARTICLE IV** - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les maires de BELLEVILLE, MILLERY, AUTREVILLE SUR MOSELLE, LOISY et ATTON, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/262/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;
  - Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de la ville de Laxou ;
  - Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine, secteur Sud ;
  - Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement de la bretelle PARIS - METZ de l'autoroute A31 entre les PR 249+098 et 249+548 sur le territoire de la commune de LAXOU ;
  - A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
- Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

ARTICLE I

Durant la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 septembre 2004 de 22h à 6h, la bretelle TOUL - METZ de l'échangeur n° 18 de l'A. 31 est fermée à toute circulation.

A cet effet,

- la vitesse en amont de la bretelle TOUL - METZ de l'échangeur n° 18 de l'A. 31 sera limitée dégressivement à 90 km/h.

ARTICLE II

Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- Prendre la direction de NANCY, rue de la Résistance, rue du Saulnois, Avenue des 4 vents puis A. 31 direction METZ.

ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

ARTICLE IV

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LAXOU, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/263/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;
  - Considérant la nécessité de procéder aux remplacements de joints de chaussée sur l'A.31, (OA A.31-030 -OA A.31-040 - OA A.31-06) sens DIJON - Luxembourg entre les PR 229+550 et 231+080 sur le territoire de la commune de VALCOURT
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;
- Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

ARTICLE I

La nuit du 6 au 7 septembre 2004, de 20h00 à 6h00, la circulation des usagers de l'A.31 et de la RN. 4 s'établit comme suit :

➤ dans le sens DIJON - Luxembourg

- réduction des deux voies de circulation à une voie
- la circulation s'effectue sur une voie
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1er basculement sur la R.N. 4 - PR 9+800

- puis la circulation s'effectue à contre sens sur la voie rapide du sens LUXEMBOURG - DIJON à 90 km/h
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 232+600)
- **dans le sens Luxembourg - DIJON**
  - la voie rapide est neutralisée
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée à 90 km/h
  - il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES et Monsieur le Maire de VALCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/264/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;
  - Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire d'AUTREVILLE ;
  - Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre des enrobés hors ouvrage d'art sur l'A31-380, Viaduc d'AUTREVILLE, sens NANCY - METZ sur le territoire d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Les nuits du 9 au 10 septembre et du 15 au 16 septembre 2004, de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit :

- **dans le sens NANCY - METZ**
  - la circulation s'effectue sur la voie rapide METZ - NANCY
  - il est interdit de doubler
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement - PR 265+620
  - puis la circulation s'effectue sur la voie rapide sens NANCY - METZ entre les PR 265+620 et 269+850
  - la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 269+850)
- **dans le sens METZ - NANCY**
  - la voie rapide est neutralisée
  - la circulation s'effectue sur la voie lente
  - la vitesse est limitée à 90 km/h
  - il est interdit de doubler

**ARTICLE II** - Les nuits du 9 au 10 et du 15 au 16 septembre 2004, de 21h00 à 6h00, la bretelle d'accès à l'A.31 - BELLEVILLE - METZ n° 25 est fermée à toute circulation.

**ARTICLE III** - En raison de la fermeture de la bretelle à l'A31 - Belleville - Metz, les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

RD 40 B - MILLERY - RD 40 direction AUTREVILLE - LOISY - Echangeur d'ATTON n° 27

**ARTICLE IV** - En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE V** - La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VI** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE, MILLERY, LOISY et ATTON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/265/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.02 en date du 28 mai 2004 ;
  - Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre d'enrobés sur le viaduc d' AUTREVILLE en terre plein central, entre les PR 267+900 et 267+300 de l'autoroute A31, sur le territoire de la commune de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Du 1<sup>er</sup> septembre à 15 h 00 au 2 septembre 2004 de 5 h 00, la circulation s'établit comme suit sur l'A. 31, entre les PR 267+900 et 267+300, dans les deux sens de circulation :

- neutralisation des voies rapides
- limitation de vitesse à 70 km/h

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de AUTREVILLE et BELLEVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## ARRETE 2004/DDE/266/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;
  - Vu l'avis favorable de Monsieur le maire de la ville de Laxou ;
  - Vu l'avis favorable de l'UDAM de Nancy-Val de Lorraine, secteur Sud ;
  - Vu l'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/262/CDER en date du 1<sup>er</sup> septembre 2004 ;
  - Considérant la nécessité de procéder au renouvellement de la couche de roulement de la bretelle PARIS - METZ de l'autoroute A31 entre les PR 249+098 et 249+548 sur le territoire de la commune de LAXOU ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

L'arrêté préfectoral n° 2004/DDE/262/CDER est modifié comme suit :

Durant la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 septembre 2004 de 22h à 6h, la bretelle TOUL - METZ de l'échangeur n° 18 de l'A. 31 est fermée à toute circulation.

**ARTICLE II**

Toutes les autres dispositions antérieures formulées dans l'arrêté préfectoral de référence demeurent inchangées.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Maire de LAXOU, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.



En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

---

**ARRETE 2004/DDE/267/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;
  - Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
  - Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
  - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;
  - Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;
  - Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;
  - Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;
  - Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004 ;
  - Considérant la nécessité de procéder aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur l'A.31 sens Nancy - Metz du PR 271+000 au PR 277+000 sur le territoire des communes de ATTON et PONT à MOUSSON ;
- A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE I**

Les nuits suivantes de 21 h 00 à 6 h 00 :

- du 13 au 14 septembre 2004 du PR 269+850 au PR 273+950
- du 14 au 15 septembre 2004 du PR 271+800 au PR 276+000
- du 15 au 16 septembre 2004 du PR 273+950 au PR 277+000
- du 16 au 17 septembre 2004 du PR 275+950 au PR 277+000

la circulation des usagers sur l'A.31 s'établit comme suit :

- dans le sens NANCY METZ
  - ☐ la circulation s'effectue sur la voie rapide METZ - NANCY
  - ☐ il est interdit de doubler
  - ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement
  - ☐ puis la circulation s'effectue sur la voie rapide sens METZ - NANCY entre les deux basculements
  - ☐ la vitesse est limitée de manière dégressive à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement
- dans le sens METZ - NANCY
  - ☐ la voie rapide est neutralisée
  - ☐ la circulation s'effectue sur la voie lente
  - ☐ la vitesse est limitée à 90 km/h
  - ☐ il est interdit de doubler

**ARTICLE II**

Les nuits du 13 au 15 septembre 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, l'accès et la sortie de l'aire de service de LOISY sont interdits à la circulation.

**ARTICLE III**

Les nuits du 14 au 16 septembre 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, la sortie de l'A. 31 n° 26 - Nancy - Pont à Mousson est fermée à la circulation.

Les usagers sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- *sortir à l'échangeur de LESMENILS n° 28 puis prendre la direction Pont à Mousson par la RD 910*

**ARTICLE IV**

Les nuits du 14 au 17 septembre 2004 de 21 h 00 à 6 h 00, les bretelles de l'échangeur d'ATTON n° 27 - NANCY - ATTON et ATTON - METZ sont fermées à la circulation.

Les usagers désirant se rendre à ATTON sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- *sortir à l'échangeur de LESMENILS (sortie n° 28) pour retourner sur l'A.31 et prendre la bretelle ATTON/NOMENY*

Les usagers désirant se rendre à METZ sont priés d'emprunter la déviation suivante :

- *sortir à l'échangeur d'ATTON n° 27 - prendre la RD 120 direction PONT A MOUSSON puis emprunter la RD 910 et prendre ensuite la bretelle de l'échangeur de LESMENILS direction METZ*

**ARTICLE V**

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

**ARTICLE VI**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE VII**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires de PONT à MOUSSON - LESMENILS - LOISY et ATTON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 10 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## SERVICE DE L'HABITAT

## ARRETE MODIFIANT LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 2000 - 1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et notamment son article 188 modifiant la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs ;

VU le décret n° 2001 - 653 du 19 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 fixant la liste des organisations de bailleurs et de locataires constituant la commission départementale de conciliation compétente en matière d'examen des litiges résultant de l'application des dispositions de l'article 20 de la loi n° 89 - 462 du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2002 et l'arrêté préfectoral modificatif du 19 septembre 2002 désignant les membres de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs ;

VU la lettre de la Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipelement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 février 2002 modifié par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2002 est modifié comme suit :

**I - AU TITRE DES ORGANISATIONS DE BAILLEURS :****Chambre Syndicale des propriétaires et copropriétaires de Meurthe et Moselle, Meuse et Vosges :****Titulaire :**

M. GINSBURGER Jean - 63, rue de Viller - 54 300 Lunéville

**EST REMPLACÉ PAR :**

M. HELLUY Jacques  
19, rue du Grand Sauvoy  
54 320 MAXEVILLE

**Suppléants :**

Messieurs HERR Bernard - Résidence Hermès - 2, Allée de Saurupt - 54 000 Nancy  
HELLUY Jacques - 19, rue du Grand Sauvoy - 54 320 Maxéville

**SONT REMPLACÉS PAR :**

M. PANARD Philippe  
16 bis, rue Jennesson  
54 000 NANCY

M. JACQUOT Daniel  
34, rue des Jardiniers  
54 000 NANCY

Les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres intéressés.

NANCY, le 16 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SERVICE DE L'INGENIERIE PUBLIQUE

**ARRETE PREFECTORAL CONSTATANT LA LISTE DES COMMUNES ET DES GROUPEMENTS DE COMMUNES  
QUI PEUVENT BENEFICIER DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE  
ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2334-2, L.2334-4, L.5211-29, L.5211-30 et L.5212-1 ;

VU le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.-1, L.141-1 et L.161-1 ;

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 modifiée portant loi organique relative aux lois de finances, notamment son article 5 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république, notamment son article 7-1 issu de la loi du n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier ;

VU le décret du 2002-1209 du 27 septembre 2002 relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'Etat au bénéfice des communes et de leurs groupements .

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## A R R E T E

**Article 1** - La liste des 546 communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2005 de l'Assistance Technique de l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 1 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

**Article 2** - Les listes des 24 groupements de communes et des 3 syndicats de communes qui peuvent bénéficier pour l'année 2005 de l'Assistance Technique de l'Etat pour des raisons de Solidarité Aménagement du Territoire (ATESAT) compte tenu des critères définis à l'article 2 du décret du 27 septembre 2002 susvisé, sont jointes en annexes 2 et 3 du présent arrêté.

**Article 3** : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de l'Equipelement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 27 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ANNEXE 1**

**COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)**

INSEE	COMMUNES				
54001	ABAU COURT	54075	BIONVILLE	54153	DAMPVITOUX
54002	ABBEVILLE-LES-CONFLANS	54076	BLAINVILLE-SUR-L'EAU	54154	DENEUVRE
54003	ABONCOURT	54077	BLAMONT	54155	DEUXVILLE
54004	AFFLEVILLE	54078	BLEMEREY	54156	DIARVILLE
54005	AFFRACOURT	54080	BLENOD-LES-TOUL	54158	DOLCOURT
54006	AGINCOURT	54081	BOISMONT	54160	DOMEVRE-EN-HAYE
54007	AINGERAY	54082	BONCOURT	54161	DOMEVRE-SUR-VEZOUZE
54008	ALLAIN	54083	BONVILLER	54162	DOMGERMAIN
54009	ALLAMONT	54084	MONT-BONVILLERS	54163	DOMJEVIN
54010	ALLAMPS	54085	BORVILLE	54164	DOMMARIE-EULMONT
54011	ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	54086	BOUCQ	54165	DOMMARTEMONT
54012	AMANCE	54087	BOUILLONVILLE	54166	DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE
54013	AMENONCOURT	54088	BOUVRON	54167	DOMMARTIN-LES-TOUL
54014	ANCERVILLER	54089	BOUXIERES-AUX-CHENES	54168	DOMMARTIN-SOUS-AMANCE
54015	ANDERNY	54090	BOUXIERES-AUX-DAMES	54169	DOMPRIX
54016	ANDILLY	54091	BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT	54170	DOMPTAIL-EN-L'AIR
54017	ANGOMONT	54092	BOUZANVILLE	54171	DONCOURT-LES-CONFLANS
54018	ANOUX	54093	BRAINVILLE	54172	DONCOURT-LES-LONGUYON
54019	ANSAUVILLE	54094	BRALLEVILLE	54173	DROUVILLE
54020	ANTHELUP	54095	BRATTE	54174	ECROUVES
54021	ARMAUCOURT	54096	BREHAIN-LA-VILLE	54175	EINVAUX
54022	ARNAVILLE	54097	BREMENIL	54176	EINVILLE-AU-JARD
54023	ARRACOURT	54098	BREMONCOURT	54177	EMBERMENIL
54024	ARRAYE-ET-HAN	54100	BRIN-SUR-SEILLE	54178	EPIEZ-SUR-CHIERS
54025	ART-SUR-MEURTHE	54101	BROUVILLE	54179	EPLY
54026	ATHIENVILLE	54102	BRULEY	54180	ERBEVILLER-SUR-AMEZULE
54027	ATTON	54103	BRUVILLE	54181	ERROUVILLE
54028	AUBOUE	54104	BUISSONCOURT	54182	ESSEY-ET-MAIZERAIS
54029	AUDUN-LE-ROMAN	54105	BULLIGNY	54183	ESSEY-LA-COTE
54030	AUTREPIERRE	54106	BURES	54185	ETREVAL
54031	AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	54107	BURVILLE	54186	EULMONT
54032	AUTREY	54108	BURTHECOURT-AUX-CHENES	54187	EUVEZIN
54033	AVILLERS	54109	CEINTREY	54188	FAULX
54034	AVRAINVILLE	54110	CERVILLE	54189	FAVIERES
54035	AVRICOURT	54111	CHALIGNY	54190	FECOCOURT
54036	AVRIL	54112	CHAMBLEY-BUSSIERES	54191	FENNEVILLER
54037	AZELOT	54113	CHAMPENOUX	54192	FERRIERES
54038	AZERAILLES	54114	CHAMPEY-SUR-MOSELLE	54193	FEY-EN-HAYE
54040	BADONVILLER	54116	CHANTEHEUX	54194	FILLIERES
54041	BAGNEUX	54117	CHAOUILLEY	54195	FLAINVAL
54042	BAINVILLE-AUX-MIROIRS	54118	CHARENCY-VEZIN	54196	FLAUVIGNY-SUR-MOSELLE
54043	BAINVILLE-SUR-MADON	54119	CHAREY	54198	FLEVILLE-LIXIERES
54044	BARBAS	54120	CHARMES-LA-COTE	54199	FLIN
54045	BARBONVILLE	54121	CHARMOIS	54200	FLIREY
54046	BARISEY-AU-PLAIN	54122	CHAUDENEY-SUR-MOSELLE	54201	FONTENOY-LA-JOUTE
54047	BARISEY-LA-COTE	54123	CHAVIGNY	54202	FONTENOY-SUR-MOSELLE
54048	LES BAROCHES	54124	CHAZELLES-SUR-ALBE	54203	FORCELLES-SAINT-GORGON
54049	BASLIEUX	54125	CHENEVIERES	54204	FORCELLES-SOUS-GUGNEY
54050	BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT	54126	CHENICOURT	54206	FRAIMBOIS
54052	BATTIGNY	54127	CHENIERES	54207	FRAISNES-EN-SAINTOIS
54053	BAUZEMONT	54128	CHOLOY-MENILLOT	54208	FRANCHEVILLE
54054	BAYON	54129	CIREY-SUR-VEZOUZE	54209	FRANCONVILLE
54055	BAYONVILLE-SUR-MAD	54130	CLAYEURES	54210	FREMENIL
54056	BAZAILLES	54131	CLEMERY	54211	FREMONTVILLE
54057	BEAUMONT	54132	CLEREY-SUR-BRENON	54212	FRESNOIS-LA-MONTAGNE
54058	BECHAMPS	54133	COINCOURT	54213	FRIAUVILLE
54059	BELLEAU	54134	COLMEY	54214	FROLOIS
54060	BELLEVILLE	54135	COLOMBEY-LES-BELLES	54216	FROVILLE
54061	BENAMENIL	54136	CONFLANS-EN-JARNISY	54217	GELACOURT
54062	BENNEY	54137	CONS-LA-GRANDVILLE	54218	GELAU COURT
54063	BERNECOURT	54138	COSNES-ET-ROMAIN	54219	GELLENONCOURT
54064	BERTRAMBOIS	54139	COURBESSEAUX	54220	GEMONVILLE
54065	BERTRICHAMPS	54140	COURCELLES	54221	GERBECOURT-ET-HAPLEMONT
54066	BETTAINVILLERS	54141	COYVILLER	54222	GERBEVILLER
54067	BEUVEILLE	54142	CRANTENOY	54223	GERMINY
54068	BEUVEZIN	54143	CREPEY	54224	GERMONVILLE
54069	BEUVILLERS	54144	CREVECHAMPS	54225	GEZONCOURT
54070	BEY-SUR-SEILLE	54145	CREVIC	54226	GIBEAUMEIX
54071	BEZANGE-LA-GRANDE	54146	CREZILLES	54227	GIRAUMONT
54072	BEZAUMONT	54147	CRION	54228	GIRIVILLER
54073	BICQUELEY	54148	CROISMARE	54229	GLONVILLE
54074	BIENVILLE-LA-PETITE	54149	CRUSNES	54230	GOGNEY
		54151	CUTRY	54231	GONDRECOURT-AIX
		54152	DAMELEVIERES	54233	GONDREXON
				54234	GORCY

54235	GOVILLER	54320	LOISY	54406	OGEVILLER
54236	GRAND-FAILLY	54322	LONGUYON	54407	OGNEVILLE
54237	GRIMONVILLER	54324	LOREY	54408	OLLEY
54238	GRIPPORT	54325	LOROMONTZEY	54409	OMELMONT
54239	GRISCOURT	54326	LUBEY	54410	ONVILLE
54240	GROSROUVRES	54327	LUCEY	54411	ORMES-ET-VILLE
54241	GUGNEY	54330	LUPCOURT	54412	OTHE
54242	GVE	54331	MAGNIERES	54413	OZERAILLES
54243	HABLAINVILLE	54333	MAILLY-SUR-SEILLE	54414	PAGNEY-DERRIERE-BARINE
54244	HAGEVILLE	54334	MAIRY-MAINVILLE	54416	PANNES
54245	HAIGNEVILLE	54335	MAIXE	54417	PAREY-SAINT-CESAIRE
54246	HALLOVILLE	54336	MAIZIERES	54418	PARROY
54247	HAMMEVILLE	54337	MALAVILLERS	54419	PARUX
54248	HAMONVILLE	54338	MALLELOY	54420	PETIT-FAILLY
54249	HANNONVILLE-SUZEMONT	54340	MAMEY	54421	PETITMONT
54250	HARAUCCOURT	54341	MANCE	54422	PETTONVILLE
54251	HARBOUEY	54342	MANCIEULLES	54423	PEXONNE
54252	HARQUE	54343	MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS	54424	PHLIN
54253	HATRIZE	54344	MANGONVILLE	54425	PIENNES
54254	HAUCOURT-MOULAIN	54345	MANONCOURT-EN-VERMOIS	54426	PIERRE-LA-TREICHE
54255	HAUDONVILLE	54346	MANONCOURT-EN-WOEVRE	54427	PIERRE-PERCEE
54256	HAUSSONVILLE	54348	MANONVILLE	54428	PIERREPONT
54258	HENAMENIL	54349	MANONVILLER	54429	PIERREVILLE
54259	HERBEVILLER	54350	MARAINVILLER	54432	PONT-SAINT-VINCENT
54260	HERIMENIL	54351	MARBACHE	54433	PORT-SUR-SEILLE
54262	HOEVILLE	54352	MARON	54434	PRAYE
54263	HOMECCOURT	54353	MARS-LA-TOUR	54435	PRENY
54264	HOUELMONT	54354	MARTHEMONT	54436	PREUTIN-HIGNY
54266	HOUDREVILLE	54355	MARTINCOURT	54437	PULLIGNY
54268	HOUSSEVILLE	54356	MATTEXEY	54438	PULNEY
54269	HUDIVILLER	54358	MAZERULLES	54440	PUXE
54270	HUSSIGNY-GODBRANGE	54359	MEHONCOURT	54441	PUXIEUX
54271	IGNEY	54360	MENIL-LA-TOUR	54442	QUEVILLONCOURT
54272	JAILLON	54362	MERCY-LE-BAS	54443	RAON-LES-L'EAU
54275	JAULNY	54363	MERCY-LE-HAUT	54444	RAUCOURT
54276	JEANDELAINCOURT	54364	MEREVILLE	54445	RAVILLE-SUR-SANON
54277	JEANDELIZE	54365	MERVILLER	54446	RECHICOURT-LA-PETITE
54278	JEVONCOURT	54366	MESSEIN	54447	RECLONVILLE
54279	JEZAINVILLE	54367	MEXY	54449	REHAINVILLER
54281	JOLIVET	54368	MIGNEVILLE	54450	REHERREY
54282	JOPPECOURT	54369	MILLERY	54451	REHON
54283	JOUAVILLE	54370	MINORVILLE	54452	REILLON
54284	JOUDREVILLE	54371	MOINEVILLE	54453	REMBERCOURT-SUR-MAD
54285	JUVRECOURT	54372	MOIVRONS	54455	REMEVILLE
54286	LABRY	54373	MONCEL-LES-LUNEVILLE	54456	REMEREVILLE
54287	LACHAPELLE	54374	MONCEL-SUR-SEILLE	54457	REMONCOURT
54288	LAGNEY	54375	MONTAUVILLE	54458	REPAIX
54289	LAITRE-SOUS-AMANCE	54376	MONTENOY	54459	RICHARDMENIL
54290	LAIX	54377	MONTIGNY	54460	ROGEVILLE
54291	LALOEUF	54378	MONTIGNY-SUR-CHIERS	54461	ROMAIN
54292	LAMATH	54379	MONT-L'ETROIT	54462	ROSIERES-AUX-SALINES
54293	LANDECOURT	54380	MONT-LE-VIGNOBLE	54463	ROSIERES-EN-HAYE
54294	LANDREMONT	54381	MONTREUX	54464	ROUVES
54295	LANDRES	54383	MONT-SUR-MEURTHE	54465	ROVILLE-DEVANT-BAYON
54296	LANEUVELOTT	54385	MORFONTAINE	54466	ROYAUMEIX
54297	LANEUVEVILLE-AUX-BOIS	54386	MORIVILLER	54467	ROZELIEURES
54298	LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG	54387	MORVILLE-SUR-SEILLE	54468	SAFFAIS
54299	LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON	54388	MOUACOURT	54469	SAINT-AIL
54301	LANFROICOURT	54389	MOUAVILLE	54470	SAINT-BAUSSANT
54302	LANTEFONTAINE	54390	MOUSSON	54471	SAINT-BOINGT
54303	LARONXE	54391	MOUTIERS	54472	SAINT-CLEMENT
54305	LAY-SAINT-CHRISTOPHE	54392	MOUTROT	54473	SAINT-FIRMIN
54306	LAY-SAINT-REMY	54393	MOYEN	54474	SAINTE-GENEVIEVE
54307	LEBEUVILLE	54394	MURVILLE	54475	SAINT-GERMAIN
54308	LEINTREY	54396	NEUFMAISONS	54476	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON
54309	LEMAINVILLE	54398	NEUVILLER-LES-BADONVILLER	54477	SAINT-JULIEN-LES-GORZE
54310	LEMENIL-MITRY	54399	NEUVILLER-SUR-MOSELLE	54478	SAINT-MARCEL
54311	LENONCOURT	54400	NOMENY	54479	SAINT-MARD
54312	LESMENILS	54401	NONHIGNY	54480	SAINT-MARTIN
54313	LETRICOURT	54402	NORROY-LE-SEC	54481	SAINT-MAURICE-AUX-FORGES
54315	LEYR	54403	NORROY-LES-PONT-A-MOISSON	54484	SAINT-POLE
54316	LIMEY-REMENAUVILLE	54404	NOVIAANT-AUX-PRES	54485	SAINT-PANCRE
54317	LIRONVILLE	54405	OCHEY	54486	SAINT-REMIMONT
				54487	SAINT-REMY-AUX-BOIS
				54488	SAINT-SAUVEUR

54489	SAINT-SUPPLET	54527	TONNOY	54567	VILLACOURT
54490	SAIZERAIS	54529	TRAMONT-EMY	54568	VILLE-AU-MONTOIS
54491	SANCY	54530	TRAMONT-LASSUS	54569	VILLE-AU-VAL
54492	SANZEY	54531	TRAMONT-SAINT-ANDRE	54570	VILLECEY-SUR-MAD
54493	SAULNES	54532	TREMBLECOURT	54571	VILLE-EN-VERMOIS
54494	SAULXEROTTE	54533	TRIEUX	54572	VILLE-HOUDLEMONT
54496	SAULXURES-LES-VANNES	54534	TRONDES	54573	VILLERS-EN-HAYE
54497	SAXON-SION	54535	TRONVILLE	54574	VILLERS-LA-CHEVRE
54498	SEICHAMPS	54536	TUCQUEGNIEUX	54576	VILLERS-LE-ROND
54499	SEICHEPREY	54537	UGNY	54577	VILLERS-LES-MOIVRONS
54500	SELAINCOURT	54538	URUFFE	54579	VILLERS-SOUS-PRENY
54501	SERANVILLE	54539	VACQUEVILLE	54580	VILLERUPT
54502	SERRES	54540	VAL-ET-CHATILLON	54581	VILLE-SUR-YRON
54504	SERROUVILLE	54541	VALHEY	54582	VILLETTE
54505	SEXÉY-AUX-FORGES	54542	VALLEROY	54583	VILLEY-LE-SEC
54506	SEXÉY-LES-BOIS	54543	VALLOIS	54584	VILLEY-SAINT-ETIENNE
54507	SIONVILLER	54544	VANDELAINVILLE	54585	VIRECOURT
54508	SIVRY	54545	VANDELEVILLE	54586	VITERNE
54509	SOMMERVILLER	54548	VANNES-LE-CHATEL	54587	VITREY
54510	SORNEVILLE	54550	VATHIMENIL	54588	VITRIMONT
54511	SPONVILLE	54551	VAUCOURT	54589	VITTONVILLE
54512	TANCONVILLE	54552	VAUDEMONT	54590	VIVIERS-SUR-CHIERS
54513	TANTONVILLE	54553	VAUDEVILLE	54591	VOINEMONT
54514	TELLANCOURT	54554	VAUDIGNY	54592	VRONCOURT
54515	THELOD	54555	VAXAINVILLE	54593	WAVILLE
54516	THEY-SOUS-VAUDEMONT	54556	VEHO	54594	XAMMES
54517	THEZEY-SAINT-MARTIN	54558	VELAINE-SOUS-AMANCE	54595	XERMAMENIL
54518	THIAUCOURT-REGNIEVILLE	54559	VELLE-SUR-MOSELLE	54596	XEUILLEY
54519	THIAVILLE-SUR-MEURTHE	54560	VENEY	54597	XIROCOURT
54520	THIEBAUMENIL	54561	VENNEZEY	54598	XIVRY-CIRCOURT
54521	THIL	54562	VERDENAL	54599	XONVILLE
54522	THOREY-LYAUTEY	54563	VEZELISE	54600	XOUSSE
54523	THUILLEY-AUX-GROSEILLES	54564	VIEVILLE-EN-HAYE	54601	XURES
54524	THUMEREVILLE	54565	VIGNEULLES	54602	HAN-DEVANT-PIERREPONT
54525	TIERCELET	54566	VILCEY-SUR-TREY		

**ANNEXE 2**

GROUPEMENTS DE COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

INSEE	GROUPEMENTS		
245400437	CC DU PAYS DE BRIEY	245400783	CC DU SAINTOIS
245400478	CC DE HAZELLE	245400809	CC DU PAYS DE BADONVILLER
245400510	CC COLOMBEY/SUD TOULOIS	245400825	CC DU PAYS AUDUNOIS
245400593	CC DU PAYS DE LA HAUTE VEZOUZE	245400833	CC DU MAD A L'YRON
245400635	CC DU FROIDMONT	245400841	CC DES DEUX RIVIERES
245400718	CC DU PAYS DE LA VEZOUZE	245400866	CC GRAND COURONNE
245400726	CC DU GRAND VALMON	245400890	CC ENTRE MEURTHE ET VERDURETTE
245400734	CC DES TROIS VALLEES	245400908	CC DU CRISTAL
245400742	CC DES COTES EN HAYE	245400916	CC DE LA MORTAGNE
245400759	CC DU PAYS DU SANON	245400924	CC DU VAL DE MEURTHE
245400767	CC DES VALS DE MOSELLE ET DE L'ESCH	245400932	CC DU BAYONNAIS
245400775	CC DE SEILLE ET MAUCHERE	245400940	CC DU SAINTOIS AU VERMOIS

**ANNEXE 3**

SYNDICATS DE COMMUNES DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE ELIGIBLES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ETAT POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ATESAT)

INSEE	SYNDICATS
	GROUPEMENT (syndicat) DE COMMUNES DE LA VALLEE DE L'OTHAIN
	SYNDICAT DU PAYS DE CHARENCEY-VEZIN
245400692	SIVOM DE LA NATAGNE ET DE LA MAUCHERE

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

ARRETE N° 04 DE 005 PFU REFUSANT D'APPROUVER LA CARTE COMMUNALE DE FLIN  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 124-7 DU CODE DE L'URBANISME

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU l'arrêté du 13 janvier 2004 prescrivant la mise à enquête publique ;

VU l'enquête publique, qui a eu lieu du 3 février au 5 mars 2004 ;

VU le rapport du commissaire enquêteur en date du 10 mars 2004

VU la 1<sup>ère</sup> délibération du conseil municipal de FLIN en date du 27 avril 2004 arrivée en sous préfecture le 4 mai 2004 approuvant la carte communale ;

Vu la 2<sup>ème</sup> délibération du conseil municipal de FLIN en date du 27 avril 2004 rapportant la 1<sup>ère</sup> délibération, reçue en sous préfecture le 21 juin 2004 et approuvant la carte communale ;

VU le rapport établi par le Directeur Départemental de l'Équipement.

Considérant que le document ne respecte pas les principes d'aménagement retenus au cours de l'étude,

Considérant que le document ne répond pas aux exigences en matière de sécurité et de salubrité publique ;

Considérant que le document ne respecte pas l'article I121-1 du code de l'urbanisme

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### Article 1

La carte communale de FLIN, qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est refusée.

##### Article 2

L'Arrêté préfectoral qui refuse la carte communale est affiché pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

##### Article 3

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire de FLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### AVIS

Par arrêté préfectoral n° 33402 en date du 25 août 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement du poste de transformation cabine haute chemin d'Aumetz, sur la commune d'ERROUVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 33520 en date du 24 août 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement du réseau 20 KV Matériaux SA, chemin rural, sur la commune de BLENOD LES PONT A MOUSSON.

Par arrêté préfectoral n° 33852 en date du 24 août 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA IMMOTEP bât. A/B/C/, rue du Bois le Prêtre, sur la commune de PONT A MOUSSON.

Par arrêté préfectoral n° 43011 en date du 10 septembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste Village et déplacement HTAA route de Velaine, sur la commune de CERVILLE.

Par arrêté préfectoral n° 14003 en date du 10 septembre 2004, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la mise en souterrain HTA lotissement Longereau, chemin de Longereau, sur la commune de PONT A MOUSSON.

#### ARRETE PREFECTORAL 17 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNE DE SERRES POSE D'UNE CANALISATION D'EAUX PLUVIALES RUE DE LA COUR JUSQU'AU COLLECTEUR EXISTANT DESTINEE A LUTTER CONTRE LES CRUES DU RUISSEAU DE L'ETANG - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet relatif aux travaux de pose d'une canalisation d'eaux pluviales rue de la Cour, jusqu'au collecteur existant, sur une longueur de 210m, destinée à lutter contre les crues du ruisseau de l'Etang, sur le territoire de la commune de SERRES ;

Vu le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant :

- la notice explicative précisant notamment l'objet de l'opération,
- les plans de situation au 1/25000° et au 1/10000°,
- le plan général des travaux au 1/500°,
- les caractéristiques principales des ouvrages et le profil en long,
- l'appréciation sommaire des dépenses.

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de SERRES du 4 mai 2004, analysant et répondant aux observations figurant au registre d'enquête et sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle la déclaration d'utilité publique relative à ladite opération ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, notamment son article 23 ;

Vu le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation au service des domaines ;

Vu le décret n° 2004-734 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1, L 11-2, L 11-4, L 11-5, L 11-6, L 11-7 et R 11-1 à R 11-18 ;

Vu l'avis du service des domaines du 20 juin 2003 ;

Vu le dossier et les résultats de l'enquête ouverte dans la commune de SERRES, en exécution de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2004, en vue de la déclaration d'utilité publique du projet ;

Vu l'avis favorable émis par Monsieur le commissaire enquêteur dans son rapport et des conclusions du 8 janvier 2004 ;

Vu l'avis de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE du 3 février 2004 ;

Considérant la nécessité de réaliser cette opération qui permettra de limiter les risques d'inondations dans la rue de la Cour, en évacuant les eaux pluviales à 500m en aval du village ;

Vu le document joint au présent arrêté, justifiant l'utilité publique de l'opération ;

Considérant que toutes les formalités de publicité ont été régulièrement accomplies, ainsi que l'attestent les pièces jointes au dossier ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Sont déclarés d'utilité publique, les travaux de pose d'une canalisation d'eaux pluviales, rue de la Cour, jusqu'au collecteur existant, destiné à lutter contre les crues du ruisseau de l'Etang, sur le territoire de la commune de SERRES, conformément aux dispositions du plan général des travaux au 1/500°, ainsi qu'au document joint, justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

**Article 2** - Afin de procéder à la réalisation des travaux, il est institué une servitude de tréfonds sur terrains privés de deux fois 1,50m sur l'ensemble des parcelles concernées, ainsi qu'une zone de non aëfïcandi, de deux fois 4m, de part et d'autre de l'ouvrage, destinée à assurer l'entretien de la canalisation. Ladite canalisation de Ø 315 sera enfouie en terrains privés à une profondeur moyenne de 1,75m (de 1,20m à 1,90m entre début et fin de tracé), dans une bande de terrains de 3m de large (soit 1,50m de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage), et sur une longueur totale de 210m.

**Article 3** - La commune de SERRES est autorisée à réaliser les travaux de pose de la canalisation, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**Article 4** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE et Monsieur le maire de SERRES, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE
  - Monsieur le maire de SERRES
  - Monsieur Robert PASSEMARD, commissaire enquêteur
  - Monsieur le président du tribunal administratif
  - Madame la directrice des archives départementales
  - Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.
- NANCY, le 1<sup>er</sup> septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## DIRECTION DES SERVICES FISCAUX

### BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE COMMUNE DE PAGNEY DERRIERE BARINE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de PAGNEY DERRIERE BARINE du 29 juillet 2004 .

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n'a plus de propriétaires connus.

COMMUNE DE PAGNEY DERRIERE BARINE				
Section	N°	Lieu-dit	Contenance	Nature
ZI	151	Grand Trait	2 a 10 ca	Verger

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture, à la Sous-Préfecture de Toul ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.

**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de Toul, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

### BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE ARRETE DE CONSTATATION DE LA VACANCE D'IMMEUBLE COMMUNE DE LABRY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article L 27 bis du Code du Domaine de l'Etat, ainsi conçu :

"Lorsqu'un immeuble n'a pas de propriétaire connu, et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années, cette situation est constatée par arrêté préfectoral, après avis de la Commission Communale des Impôts Directs. Il est procédé par les soins du Préfet à une publication et à un affichage de cet arrêté et, s'il y a lieu à une notification aux derniers domicile ou résidence connue du propriétaire. En outre, si l'immeuble est habité ou exploité, une notification est également adressée à l'habitant ou exploitant.

"Dans le cas où le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues ci-dessus, l'immeuble est présumé sans maître au titre de l'article 539 du Code Civil, et l'attribution de sa propriété à l'Etat fait l'objet d'un arrêté préfectoral".

Vu l'avis favorable émis par la Commission Communale des Impôts Directs de LABRY du 01 septembre 2004.

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** - Il est constaté que l'immeuble ci-après désigné et dont les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années n'a plus de propriétaires connus.

COMMUNE DE LABRY				
Section	N°	Lieu-dit	Contenance	Nature
AE	146	Derrière l'Eglise	2 a 90 ca	Jardin

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera affiché à la Préfecture, à la Sous-Préfecture de Briey ainsi que dans la commune intéressée dont le Maire établira un certificat de publication et d'affichage. Il sera notifié aux derniers domicile ou résidence connus des anciens propriétaires.

**ARTICLE 3** - Si le propriétaire ne s'est pas fait connaître dans le délai de 6 mois à dater des mesures de publicité prévues par l'article 2, l'immeuble sera présumé vacant et sans maître et son attribution à l'Etat fera l'objet d'un arrêté préfectoral.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Maire intéressé et Monsieur le Directeur des Services Fiscaux à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du SOM,  
Christine BITTEL

**ARRETE D'ATTRIBUTION A L'ETAT  
DES BIENS PRESUMES VACANTS ET SANS MAITRE  
COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine de l'Etat, notamment son article L 27 bis ;

Vu le Code Civil, notamment son article 539 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 2001 publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, numéro 6 du 20 mars 2003, constatant que les immeubles ci-après désignés n'ont pas de propriétaires connus et que les contributions foncières y afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de cinq années ;

Vu le certificat de publication et d'affichage dudit arrêté établi par Monsieur le Maire de SAINT NICOLAS DE PORT en date du 06 décembre 2002 (affichage en Mairie du 12 avril 2001 au 31 octobre 2001) ;

Vu qu'aucun propriétaire ne s'est manifesté à l'expiration d'un délai de six mois courant à partir de la dernière mesure de publicité.

**A R R E T E**

**Article 1** : L'immeuble ci-après désigné :

COMMUNE DE SAINT NICOLAS DE PORT				
Section	N°	Lieudit	Contenance	Nature
AI	55	Haut d'Armont	4 a 46 ca	Bois Taillis

est attribué à l'Etat.

**Article 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le Directeur des Services Fiscaux chargé d'en assurer la publication à la conservation des Hypothèques de NANCY.

NANCY, le 30 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

**ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE  
DE LA COMMUNE DE BERNECOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 avril 2003 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de BERNECOURT ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de BERNECOURT est fixée au 30 septembre 2004.

**ARTICLE 2** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de Toul sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de BERNECOURT, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

**ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE  
DE LA COMMUNE DE EUVEZIN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de EUVEZIN, à partir du 15 septembre 2004.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.



**ARTICLE 2** - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

**ARTICLE 3** - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

**ARTICLE 4** - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de Toul sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de EUVEZIN ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

---

**ARRETE PORTANT CLOTURE DES TRAVAUX DE REMANIEMENT DU CADASTRE  
DE LA COMMUNE DE GROSROUVRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 avril 2003 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de GROSROUVRES ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de GROSROUVRES est fixée au 30 septembre 2004.

**ARTICLE 2** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de Toul sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Maire de GROSROUVRES, ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

---

**ARRETE D'OUVERTURE DES TRAVAUX LIES AU REMANIEMENT DU CADASTRE  
DE LA COMMUNE DE THUILLEY AUX GROSEILLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 29 décembre 1892 ;

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de M. le Directeur des Services Fiscaux ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** - Les opérations de remaniement du cadastre seront entreprises dans la commune de THUILLEY AUX GROSEILLES, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004.

L'exécution, le contrôle et la direction de ces opérations seront assurés par la Direction des Services Fiscaux de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 2** - Les agents chargés des travaux, dûment accrédités, et leurs auxiliaires, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire de la commune et, en tant que de besoin, sur celui de la commune limitrophe.

**ARTICLE 3** - Les dispositions de l'article 257 du code pénal sont applicables dans le cas de destruction, de détérioration ou de déplacement des signaux, bornes ou repères.

En outre, les contrevenants s'exposent au remboursement de la dépense consécutive à la reconstitution des éléments devenus inutilisables par leur fait.

**ARTICLE 4** - Le Présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie de la commune intéressée et publié dans la forme ordinaire. Les agents chargés des travaux devront être porteurs d'une ampliation dudit arrêté et la présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 5** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de Toul sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme le Maire de THUILLEY AUX GROSEILLES ainsi qu'à M. le Directeur des Services Fiscaux et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 9 septembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de Bureau,  
Jacqueline THOUVENIN

---

**EDF - GDF**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM D'EDF  
DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE NANCY**

LE DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRE EST D'EDF GAZ DE FRANCE DISTRIBUTION

*Vu la décision du Directeur de la Direction d'EDF Gaz de France Distribution au Directeur de Groupement de Centres en date du 5 Août 2004.*

**Délègue au Directeur du Centre de Nancy du Groupement de Centres EST**

dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues,

**les pouvoirs suivants :**

Dans le cadre des délégations et procédures en vigueur dans le domaine d'activités dévolu à EDF Gaz de France Distribution : exercer la responsabilité des activités d'exploitation technique des réseaux de distribution d'électricité, réaliser les travaux de maintenance et de développement, réaliser les activités de comptage, assurer les relations de proximité avec les collectivités locales et les autorités concédantes ainsi que la gestion de la clientèle résidentielle dans le cadre de la politique commerciale d'EDF.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution publique d'électricité d'EDF sur le territoire du centre de Nancy EDF Gaz de France Distribution contribue à la réussite des missions de gestionnaire de réseau de distribution dans les domaines d'activités dévolus à EDF Réseau Distribution sur le territoire métropolitain continental qui sont : gérer l'économie des activités de distribution d'électricité, définir les politiques techniques, définir et conduire les politiques d'investissement et de développement de ses actifs de réseaux, gérer les processus d'accès aux réseaux de distribution d'électricité, assurer la responsabilité des relations avec les autorités de régulation.

**1. FONCTIONNEMENT GENERAL DES SERVICES PLACES SOUS SON AUTORITE :**

- ☐ Prendre toute décision réglementaire d'organisation des services placés sous son autorité ; prendre toute décision réglementaire ou individuelle relative au recrutement, à la gestion, à la rémunération et à la discipline des personnels statutaires et non statutaires placés sous son autorité, conformément aux procédures en vigueur au sein du groupe EDF, excepté pour les cadres dirigeants.
- ☐ Assurer de façon permanente et effective la sécurité des personnels travaillant dans les locaux et chantiers dépendant des services placés sous son autorité, qu'ils appartiennent à EDF ou qu'il s'agisse d'intervenants placés sous l'autorité d'autres employeurs.
- ☐ Prendre toutes les mesures nécessaires pour, d'une part, assurer l'efficacité, la sécurité et la sûreté du réseau public de distribution et, d'autre part, assurer le caractère non discriminatoire des décisions prises pour l'exécution des missions du gestionnaire de réseau.
- ☐ Autoriser, faire tous actes et mettre en œuvre tout traitement automatisé d'informations nominatives, dans les conditions légales et en liaison avec la direction juridique.

**2. POUVOIRS D'ACTION EN JUSTICE :**

- ☐ Agir devant toutes juridictions, instances arbitrales, tant en demande qu'en défense, au nom d'EDF, dans les matières qui entrent dans les compétences des services placés sous son autorité ou sa supervision avec l'obligation d'en confier le suivi au Directeur d'EDF Réseau Distribution, à l'exception des contentieux opposant EDF à l'Etat, pour lesquels une autorisation spéciale du Conseil d'administration est exigée, et des contentieux dont le suivi est confié au Secrétaire Général et au Directeur Général Ressources Humaines.
- ☐ A cet effet, faire tous actes utiles, y compris déposer plainte, avec ou sans constitution de partie civile, effectuer les actes de nature à mettre fin à l'action engagée et ceux relatifs à l'exécution des décisions de justice.
- ☐ Après information de la division des affaires fiscales groupe, former et suivre au stade de la réclamation préalable toutes demandes de dégrèvement, réduction, décharge, remise d'impôts, contributions, taxes et redevances relatives au patrimoine d'EDF dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.

**3. FONCTIONS DE REPRESENTATION :**

- ☐ Représenter EDF auprès de toutes sociétés, établissements, associations, syndicats, groupements ou organismes divers ; prendre part à toutes assemblées générales, à tous conseils d'administration, comités et réunions de quelque nature qu'ils soient, formuler toutes propositions, prendre part à toute délibération, émettre tous avis et tous votes, donner ou refuser quitus ou approbation.
- ☐ Représenter EDF auprès des pouvoirs publics, notamment des autorités administratives et judiciaires, ainsi que les organisations internationales ; faire tous actes dans ce cadre.

**4. EXPLOITATION DU RESEAU :**

- ☐ En tant que maître d'ouvrage, dans le cadre de la répartition des missions en matière d'investissement sur les réseaux HTA et BT entre EDF Réseau Distribution et EDF Gaz de France Distribution, et en tant qu'exploitant, prendre toutes dispositions nécessaires concernant les ouvrages de transport ne relevant pas du réseau public de transport et les ouvrages de distribution d'électricité, ainsi que les ouvrages nécessaires à l'activité de recherche - développement dépendant des services placés sous son autorité, en vue :
  - d'obtenir une autorisation, un accord, une décision ou une approbation concernant l'étude, la réalisation et le fonctionnement de ces ouvrages ;
  - d'assurer la mise en service, le fonctionnement, l'arrêt et les actes qui suivent l'arrêt de ces ouvrages ; de faire tous actes afférents à l'égard de l'administration et des tiers ;
  - d'assurer la protection, la garde et la surveillance de tous terrains, installations et appareils appartenant ou concédés à EDF et de faire constater tous délits et contraventions ; de faire commissionner dans ce but tous agents.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution d'EDF sur les territoires définis pour les missions du centre. (La définition de ces territoires et de ces missions résultent des documents d'organisation présentés en CMP et des décisions consécutives).

- ☐ Conclure et signer avec les collectivités concédantes de la distribution publique d'électricité, les collectivités locales et les entreprises locales de distribution toute convention de prestations de services ou de coopération technique.

**5. ENGAGEMENT DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA CLIENTELE RESIDENTIELLE :**

- ☐ En cohérence avec la politique commerciale d'EDF, conclure avec les clients résidentiels tout contrat de vente d'énergie et opérations s'y rapportant, y compris prestations de services ; faire tous actes et notamment toutes déclarations à cet effet.
- ☐ Décider toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre dans la limite des seuils de 1 M €, pour le fonctionnement courant des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties ; Pour la consultance la limite est de 50 k€. Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

**6. DOMAINE FINANCIER RELATIF A LA CLIENTELE :**

- ☐ Payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers EDF à tous paiements dans la limite d'un seuil de 1 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à EDF à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Réseau Distribution.

**7. PATRIMOINE IMMOBILIER :**

- ☐ Dans les limites du budget annuel du centre, faire tous actes en vue de prendre à bail un actif immobilier, effectuer tous les actes de gestion et réaliser les travaux d'aménagement, d'entretien ou de réparation nécessaires dans la limite d'un montant de 100 k€.
- ☐ Pour ce qui concerne l'actif immobilier industriel d'EDF et l'actif immobilier tertiaire non dissociable de l'exploitation, bâtis ou non bâtis, et dans les limites du budget annuel du centre :
  - Faire tous actes en vue de l'achat, la vente, l'échange, le transfert de ces actifs dans la limite de 1 M€ par opération ;
  - Faire tous actes en vue d'assurer la construction, l'aménagement, l'entretien et la réparation de ces actifs dans la limite de 1 M€ par opération.

**8. PATRIMOINE MOBILIER :**

- ☐ Prendre toute mesure en vue de développer et protéger la propriété intellectuelle d'EDF.
- ☐ Vendre tous biens désaffectés de l'actif mobile et tout matériel stocké ne présentant plus d'utilité.

**9. ENGAGEMENTS RELATIFS AU RESEAU :**

- ☐ Dans la limite du budget annuel et du plan pluriannuel du centre, prendre les décisions d'engagements suivantes :
  - procéder à toute dépense et signer toute commande sur marché cadre dans les domaines relatifs aux réseaux de distribution d'électricité dans

la limite d'un montant de 6 M€ par opération ; pour la consultation, la limite est de 50 k€.

- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, en ce qui concerne EDF :
  - décider toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre pour le fonctionnement courant des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite 1 M€ ; pour la consultation, la limite est de 50 k€.
- ☐ Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

**10. DOMAINE FINANCIER RELATIF AU RESEAU :**

- ☐ Dans le cadre des orientations stratégiques définies par EDF, contribuer pour ce qui le concerne à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan pluriannuel de l'activité distribution.
- ☐ Payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers EDF à tous paiements dans la limite d'un seuil de 6 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à EDF à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Réseau Distribution.

**11. GESTION DE TRESORERIE ET DEPOTS :**

- ☐ Faire fonctionner, au nom d'EDF, des comptes postaux ou bancaires en euros ou en devises, dans les établissements de crédit ou institutions bancaires, ainsi que dans toutes sociétés ou caisses publiques.
- ☐ Prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts.

**12. RECouvreMENTS :**

- ☐ Faire tous actes en vue du recouvrement amiable des créances dues à EDF ; le cas échéant, décider d'abandonner tout ou partie desdites créances dans la limite de 10 k€.

**13. COTISATIONS, DONS ET SUBVENTIONS :**

- ☐ Dans le cadre des procédures en vigueur, autoriser le versement de cotisation, subventions et dons à une association ou une personne morale dans la limite de 8500€ par bénéficiaire et par an.

D'une façon générale et aux effets ci-dessus, faire le nécessaire.

Subdéléguer une partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs, avec ou sans faculté de subdélégation ; déléguer sa signature à ses collaborateurs dans les mêmes conditions.

Désigner un des ses collaborateurs pour le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

PARIS, le 9 août 2004

Le Directeur de Groupement de Centres,  
Norbert DURAND

**DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM DE GAZ DE FRANCE  
DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE NANCY**

LE DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST D'EDF GAZ DE FRANCE DISTRIBUTION

*Vu la décision du Directeur d'Electricité Gaz de France Distribution au Directeur de Groupement de centres en date du 4 Août 2004.*

**Délègue au Directeur du Centre de Nancy Groupement de Centres EST**

dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues,

**les pouvoirs suivants :**

Dans le cadre des délégations et procédures en vigueur dans le domaine d'activités dévolu à EDF Gaz de France Distribution : exercer la responsabilité des activités d'exploitation technique des réseaux de distribution gaz, réaliser les travaux de maintenance et de développement, réaliser les activités de comptage, assurer les relations de proximité avec les collectivités locales et les autorités concédantes ainsi que la gestion de la clientèle résidentielle dans le cadre de la politique commerciale de Gaz de France.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution de Gaz de France sur le territoire du centre de Nancy EDF Gaz de France Distribution contribue à la réussite des missions de gestionnaire de réseau de distribution dans les domaines d'activités dévolus à Gaz de France Réseau Distribution qui sont : gérer l'économie des activités de distribution de gaz, définir les politiques techniques, définir et conduire les politiques d'investissement et de développement de ses actifs de réseaux, négocier, conclure et gérer les contrats de concession, gérer le processus d'acheminement et de livraison de gaz, assurer la responsabilité des relations avec les autorités de régulation.

**1. FONCTIONNEMENT GENERAL DES SERVICES PLACES SOUS SON AUTORITE :**

- ☐ Prendre toute décision réglementaire d'organisation des services placés sous son autorité ; prendre toute décision réglementaire ou individuelle relative au recrutement, à la gestion, à la rémunération et à la discipline des personnels statutaires et non statutaires placés sous son autorité, conformément aux procédures en vigueur au sein du groupe Gaz de France, excepté pour les cadres dirigeants.
- ☐ Assurer de façon permanente et effective la sécurité des personnels travaillant dans les locaux et chantiers dépendant des services placés sous son autorité, qu'ils appartiennent à Gaz de France ou qu'il s'agisse d'intervenants placés sous l'autorité d'autres employeurs.
- ☐ Prendre toutes les mesures nécessaires pour, d'une part assurer dans son domaine d'activité l'efficacité, la sécurité et la sûreté du réseau public de distribution, d'autre part, assurer le caractère non discriminatoire des décisions prises pour l'exécution de ses missions.
- ☐ Autoriser, faire tous actes et mettre en œuvre tout traitement automatisé d'informations nominatives, dans les conditions légales et en liaison avec la direction juridique.

**2. POUVOIRS D'ACTION DEVANT LES JURIDICTIONS ET LES AUTORITES PUBLIQUES :**

- ☐ Agir, lorsque les montants en jeu ne dépassent pas 5 millions d'euros, devant toutes juridictions, ou instances arbitrales, tant en demande qu'en défense, au nom de Gaz de France, dans les matières qui entrent dans les compétences des services placés sous son autorité, à l'exception des contentieux opposant Gaz de France à l'Etat, pour lesquels une autorisation spéciale du Conseil d'administration est exigée, et des contentieux relevant de la compétence du Directeur Financier, du Directeur des Ressources Humaines, du Secrétaire général et du Directeur Juridique au titre des maladies professionnelles visées aux articles 30 et 30 bis de l'annexe 3 du code de la sécurité sociale, consulter et agir en étroite coordination, lorsque la préservation des intérêts patrimoniaux et financiers de l'entreprise le nécessite, avec les services de la Direction des Ressources Humaines en matière sociale et de droit du travail ainsi qu'avec la Direction Juridique pour les contentieux portés devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits, les juridictions européennes.
- ☐ A cet effet, faire tous actes utiles, y compris déposer plainte, avec ou sans constitution de partie civile, effectuer les actes de nature à mettre fin à l'action engagée et ceux relatifs à l'exécution des décisions de justice, produire toutes créances au redressement ou à la liquidation de débiteurs.
- ☐ Traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de Gaz de France, dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution, dans les conditions fixées par la loi et dans la limite du montant figurant au paragraphe ci-dessus.
- ☐ Pratiquer toutes saisies mobilières ou immobilières jusqu'à leur entière exécution et requérir toutes inscriptions hypothécaires ou autres dans les matières dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.
- ☐ Après information de la Direction Financière (pour sa compétence fiscale), former et suivre au stade de la réclamation préalable toutes demandes de dégrèvement, réduction, décharge, remise d'impôts, contributions, taxes et redevances relatives au patrimoine de Gaz de France dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.

- ☐ Représenter Gaz de France à l'effet d'obtenir toutes expropriations, servitudes, autorisations de toutes sortes en vue de l'implantation de tout ouvrage de distribution sur le domaine public ou privé de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics, ainsi que de toutes propriétés. A défaut d'accord, exercer toutes voies de recours devant les juridictions compétentes pour faire fixer toutes indemnités.
- ☐ Faire toutes inscriptions, modifications et radiations au registre du commerce.

### 3. FONCTIONS DE REPRESENTATION :

- ☐ Représenter et engager Gaz de France dans les limites du domaine confié à EDF Gaz de France Distribution et des montants figurant aux paragraphes suivants, en France et à l'étranger, vis-à-vis de tous tiers, y compris les pouvoirs publics, l'administration et les autorités communautaires, ainsi que dans toutes assemblées générales et réunions, de quelque nature qu'elles soient, de sociétés, établissements, associations, syndicats, groupements ou organismes divers dans lesquels il posséderait des droits ou intérêts ; formuler toutes propositions, prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes, donner ou refuser tous quitus ou approbations et généralement faire tous actes dans ce cadre à l'égard de l'Administration et des tiers.
- ☐ Accepter, au nom de Gaz de France et dans les limites du domaine confié à EDF Gaz de France Distribution, toutes fonctions et dans le cas où celles d'administrateur seraient conférées à Gaz de France, assurer sa représentation à toutes réunions de conseils d'administration et autres organes statutaires.

### 4. EXPLOITATION DU RESEAU :

- ☐ Prendre toutes dispositions nécessaires concernant les ouvrages de distribution du gaz, en vue :
  - d'obtenir une autorisation, un accord, une décision ou une approbation concernant l'étude, la réalisation et le fonctionnement de ces ouvrages ;
  - d'assurer le développement, la construction, l'exploitation et la sûreté des ouvrages et matériels de distribution de gaz qui sont sous la responsabilité de Gaz de France ;
  - d'assurer la mise en service, le fonctionnement, la maintenance, l'arrêt et les actes qui suivent l'arrêt de ces ouvrages ; faire tous actes à l'égard de l'administration et des tiers ;
  - d'assurer la protection, la garde et la surveillance de tous terrains, installations et appareils appartenant et/ou concédés à Gaz de France et de faire constater tous délits et contraventions ; faire commissionner dans ce but tous agents ;
  - de conduire et de mettre en œuvre l'ensemble des activités de comptage nécessaires pour répertorier les activités de distribution de gaz.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution de Gaz de France sur les territoires définis pour les missions du centre. (La définition de ces territoires et de ces missions résultent des documents d'organisation présentés en CMP et des décisions consécutives) .

- ☐ Préparer pour le compte de Gaz de France Réseau Distribution et mettre en œuvre, le cas échéant, des conventions de prestation ou de coopération technique, avec les collectivités concédantes de la distribution, les collectivités locales et les entreprises locales de distribution.
- ☐ Conclure et signer avec les gestionnaires des réseaux de transport tous protocoles et contrats relevant de l'exercice de ses missions.

### 5. ENGAGEMENT DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA CLIENTELE RESIDENTIELLE :

- ☐ Dans le cadre du budget et du plan d'investissement approuvés par Gaz de France, prendre les décisions d'engagements suivantes :
  - décider toute dépense et signer toute commande sur marché cadre pour la gestion de la clientèle résidentielle dans la limite toutefois d'un montant de 300 k€ par opération ; pour la consultance la limite est de 50 k€,
  - dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

### 6. DOMAINE FINANCIER RELATIF A LA CLIENTELE :

- ☐ Conformément aux procédures en vigueur et aux orientations stratégiques définies par le groupe Gaz de France, participer, pour son domaine d'activités, à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan d'investissement pluriannuel pour les activités de gestion de la clientèle résidentielle.
- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, partie Gaz de France, décider toute dépense et signer toutes commandes sur marché cadre pour le fonctionnement des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite de 1 M€ ; pour la consultance la limite est de 50 k€ ;  
Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- ☐ En conformité stricte avec la politique financière du Groupe Gaz de France :
  - ouvrir, faire fonctionner et clore, au nom de Gaz de France, tous comptes postaux ou bancaires,
  - prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts,
  - payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers Gaz de France à tous paiements dans la limite d'un seuil de 1 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à Gaz de France à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Gaz de France Distribution, pour la partie concernant Gaz de France.

### 7. PATRIMOINE IMMOBILIER :

- ☐ Pour répondre aux besoins des entités placées sous son autorité, et dans les limites du budget approuvé par le délégant, faire tous actes en vue de prendre à bail un actif immobilier tertiaire et/ou technique dans la limite d'un montant de 100 k€ par opération ; effectuer tous les actes de gestion et réaliser les travaux d'aménagement, d'entretien ou de réparation nécessaires, dans la limite d'un montant de 100 k€ pour chaque opération.

### 8. ENGAGEMENTS RELATIFS AU RESEAU :

- ☐ Mettre en œuvre les investissements sur le réseau de distribution décidés par Gaz de France Réseau Distribution.
- ☐ Dans le cadre du budget et du plan d'investissement approuvés par Gaz de France, prendre les décisions d'engagements suivantes :
  - Procéder à toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre dans les domaines relatifs aux réseaux de distribution de gaz dans la limite toutefois d'un montant de 6 M€ par opération ; pour la consultance la limite est de 50k€,
  - Prendre les décisions d'investissement relatives à la mise en sécurité immédiate des ouvrages de distribution placés sous sa responsabilité,
  - Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

### 9. DOMAINE FINANCIER RELATIF AU RESEAU :

- ☐ Conformément aux procédures en vigueur et aux orientations stratégiques définies par le groupe Gaz de France, participer, pour son domaine d'activités, à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan d'investissement pluriannuel de l'activité distribution France.
- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, partie Gaz de France, décider toute dépense et signer toute commande sur marché cadre pour le fonctionnement des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite de 1 M€ ; pour la consultance la limite est de 50k€ ;  
Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- ☐ En conformité stricte avec la politique financière du Groupe Gaz de France :
  - ouvrir, faire fonctionner et clore, au nom de Gaz de France, tous comptes postaux ou bancaires,
  - prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts,
  - payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers Gaz de France à tous paiements dans la limite d'un seuil de 6 M€ par opération,

exiger toutes sommes dues à Gaz de France à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Gaz de France Distribution, pour la partie concernant Gaz de France.

#### 10. RECOUVREMENTS :

- ☐ Faire tous actes en vue du recouvrement amiable de créances dues ; le cas échéant, décider d'abandonner tout ou partie desdites créances dans la limite du seuil de 10 k€ par débiteur.

#### 11. ENVIRONNEMENT :

- ☐ Prendre toute mesure que le délégataire juge utile pour les domaines d'activité qui lui sont dévolus afin d'assurer une exploitation des infrastructures comprises dans ces domaines, conforme aux législations et réglementations en vigueur en matière d'environnement, exclusion étant faite des sites des anciennes usines à gaz dont les questions environnementales sont exclusivement du ressort du Secrétaire Général.

#### 12. COTISATIONS, DONNS ET SUBVENTIONS :

- ☐ Dans le cadre des procédures en vigueur, autoriser le versement de cotisations, subventions et dons à une association ou une personne morale dans la limite de 8500€ par bénéficiaire et par an.

D'une façon générale et aux effets ci-dessus, faire le nécessaire.

Subdéléguer une partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs, avec ou sans faculté de subdélégation ; déléguer sa signature à ses collaborateurs dans les mêmes conditions.

Désigner un des ses collaborateurs pour le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

PARIS, le 9 août 2004

Le Directeur de Groupement de Centres,  
Norbert DURAND

### DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM D'EDF DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DU CENTRE DE LORRAINE TROIS FRONTIERES

#### LE DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRE EST D'EDF GAZ DE FRANCE DISTRIBUTION

*Vu la décision du Directeur de la Direction d'EDF Gaz de France Distribution au Directeur de Groupement de Centres en date du 5 Août 2004.*

#### Délègue au Directeur du Centre de Lorraine Trois Frontières du Groupement de Centres EST

dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues,

#### les pouvoirs suivants :

Dans le cadre des délégations et procédures en vigueur dans le domaine d'activités dévolu à EDF Gaz de France Distribution : exercer la responsabilité des activités d'exploitation technique des réseaux de distribution d'électricité, réaliser les travaux de maintenance et de développement, réaliser les activités de comptage, assurer les relations de proximité avec les collectivités locales et les autorités concédantes ainsi que la gestion de la clientèle résidentielle dans le cadre de la politique commerciale d'EDF.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution publique d'électricité d'EDF sur le territoire du centre de Lorraine Trois Frontières EDF Gaz de France Distribution contribue à la réussite des missions de gestionnaire de réseau de distribution dans les domaines d'activités dévolus à EDF Réseau Distribution sur le territoire métropolitain continental qui sont : gérer l'économie des activités de distribution d'électricité, définir les politiques techniques, définir et conduire les politiques d'investissement et de développement de ses actifs de réseaux, gérer les processus d'accès aux réseaux de distribution d'électricité, assurer la responsabilité des relations avec les autorités de régulation.

#### 1. FONCTIONNEMENT GENERAL DES SERVICES PLACES SOUS SON AUTORITE :

- ☐ Prendre toute décision réglementaire d'organisation des services placés sous son autorité ; prendre toute décision réglementaire ou individuelle relative au recrutement, à la gestion, à la rémunération et à la discipline des personnels statutaires et non statutaires placés sous son autorité, conformément aux procédures en vigueur au sein du groupe EDF, excepté pour les cadres dirigeants.
- ☐ Assurer de façon permanente et effective la sécurité des personnels travaillant dans les locaux et chantiers dépendant des services placés sous son autorité, qu'ils appartiennent à EDF ou qu'il s'agisse d'intervenants placés sous l'autorité d'autres employeurs.
- ☐ Prendre toutes les mesures nécessaires pour, d'une part, assurer l'efficacité, la sécurité et la sûreté du réseau public de distribution et, d'autre part, assurer le caractère non discriminatoire des décisions prises pour l'exécution des missions du gestionnaire de réseau.
- ☐ Autoriser, faire tous actes et mettre en œuvre tout traitement automatisé d'informations nominatives, dans les conditions légales et en liaison avec la direction juridique.

#### 2. POUVOIRS D'ACTION EN JUSTICE :

- ☐ Agir devant toutes juridictions, instances arbitrales, tant en demande qu'en défense, au nom d'EDF, dans les matières qui entrent dans les compétences des services placés sous son autorité ou sa supervision avec l'obligation d'en confier le suivi au Directeur d'EDF Réseau Distribution, à l'exception des contentieux opposant EDF à l'Etat, pour lesquels une autorisation spéciale du Conseil d'administration est exigée, et des contentieux dont le suivi est confié au Secrétaire Général et au Directeur Général Ressources Humaines.
- ☐ A cet effet, faire tous actes utiles, y compris déposer plainte, avec ou sans constitution de partie civile, effectuer les actes de nature à mettre fin à l'action engagée et ceux relatifs à l'exécution des décisions de justice.
- ☐ Après information de la division des affaires fiscales groupe, former et suivre au stade de la réclamation préalable toutes demandes de dégrèvement, réduction, décharge, remise d'impôts, contributions, taxes et redevances relatives au patrimoine d'EDF dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.

#### 3. FONCTIONS DE REPRESENTATION :

- ☐ Représenter EDF auprès de toutes sociétés, établissements, associations, syndicats, groupements ou organismes divers ; prendre part à toutes assemblées générales, à tous conseils d'administration, comités et réunions de quelque nature qu'ils soient, formuler toutes propositions, prendre part à toute délibération, émettre tous avis et tous votes, donner ou refuser quitus ou approbation.
- ☐ Représenter EDF auprès des pouvoirs publics, notamment des autorités administratives et judiciaires, ainsi que les organisations internationales ; faire tous actes dans ce cadre.

#### 4. EXPLOITATION DU RESEAU :

- ☐ En tant que maître d'ouvrage, dans le cadre de la répartition des missions en matière d'investissement sur les réseaux HTA et BT entre EDF Réseau Distribution et EDF Gaz de France Distribution, et en tant qu'exploitant, prendre toutes dispositions nécessaires concernant les ouvrages de transport ne relevant pas du réseau public de transport et les ouvrages de distribution d'électricité, ainsi que les ouvrages nécessaires à l'activité de recherche - développement dépendant des services placés sous son autorité, en vue :
  - d'obtenir une autorisation, un accord, une décision ou une approbation concernant l'étude, la réalisation et le fonctionnement de ces ouvrages ;
  - d'assurer la mise en service, le fonctionnement, l'arrêt et les actes qui suivent l'arrêt de ces ouvrages ; de faire tous actes afférents à l'égard de l'administration et des tiers ;
  - d'assurer la protection, la garde et la surveillance de tous terrains, installations et appareils appartenant ou concédés à EDF et de faire constater tous délits et contraventions ; de faire commissionner dans ce but tous agents.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution d'EDF sur les territoires définis pour les missions du centre. (La définition de ces territoires et de ces missions résultent des documents d'organisation présentés en CMP et des décisions consécutives).

- ☐ Conclure et signer avec les collectivités concédantes de la distribution publique d'électricité, les collectivités locales et les entreprises locales de distribution toute convention de prestations de services ou de coopération technique.
- 5. ENGAGEMENT DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA CLIENTELE RESIDENTIELLE :**
- ☐ En cohérence avec la politique commerciale d'EDF, conclure avec les clients résidentiels tout contrat de vente d'énergie et opérations s'y rapportant, y compris prestations de services ; faire tous actes et notamment toutes déclarations à cet effet.
- ☐ Décider toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre dans la limite des seuils de 1 M €, pour le fonctionnement courant des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties ; Pour la consultance la limite est de 50 k€. Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- 6. DOMAINE FINANCIER RELATIF A LA CLIENTELE :**
- ☐ Payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers EDF à tous paiements dans la limite d'un seuil de 1 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à EDF à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Réseau Distribution.
- 7. PATRIMOINE IMMOBILIER :**
- ☐ Dans les limites du budget annuel du centre, faire tous actes en vue de prendre à bail un actif immobilier, effectuer tous les actes de gestion et réaliser les travaux d'aménagement, d'entretien ou de réparation nécessaires dans la limite d'un montant de 100 k€.
- ☐ Pour ce qui concerne l'actif immobilier industriel d'EDF et l'actif immobilier tertiaire non dissociable de l'exploitation, bâtis ou non bâtis, et dans les limites du budget annuel du centre :
- Faire tous actes en vue de l'achat, la vente, l'échange, le transfert de ces actifs dans la limite de 1 M€ par opération ;
  - Faire tous actes en vue d'assurer la construction, l'aménagement, l'entretien et la réparation de ces actifs dans la limite de 1 M€ par opération.
- 8. PATRIMOINE MOBILIER :**
- ☐ Prendre toute mesure en vue de développer et protéger la propriété intellectuelle d'EDF.
- ☐ Vendre tous biens désaffectés de l'actif mobile et tout matériel stocké ne présentant plus d'utilité.
- 9. ENGAGEMENTS RELATIFS AU RESEAU :**
- ☐ Dans la limite du budget annuel et du plan pluriannuel du centre, prendre les décisions d'engagements suivantes :
- procéder à toute dépense et signer toute commande sur marché cadre dans les domaines relatifs aux réseaux de distribution d'électricité dans la limite d'un montant de 6 M€ par opération ; pour la consultance, la limite est de 50 k€.
- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, en ce qui concerne EDF :
- décider toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre pour le fonctionnement courant des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite 1 M€ ; pour la consultance, la limite est de 50 k€.
- ☐ Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- 10. DOMAINE FINANCIER RELATIF AU RESEAU :**
- ☐ Dans le cadre des orientations stratégiques définies par EDF, contribuer pour ce qui le concerne à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan pluriannuel de l'activité distribution.
- ☐ Payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers EDF à tous paiements dans la limite d'un seuil de 6 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à EDF à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Réseau Distribution.
- 11. GESTION DE TRESORERIE ET DEPOTS :**
- ☐ Faire fonctionner, au nom d'EDF, des comptes postaux ou bancaires en euros ou en devises, dans les établissements de crédit ou institutions bancaires, ainsi que dans toutes sociétés ou caisses publiques.
- ☐ Prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts.
- 12. RECouvreMENTS :**
- ☐ Faire tous actes en vue du recouvrement amiable des créances dues à EDF ; le cas échéant, décider d'abandonner tout ou partie desdites créances dans la limite de 10 k€.
- 13. COTISATIONS, DONS ET SUBVENTIONS :**
- ☐ Dans le cadre des procédures en vigueur, autoriser le versement de cotisation, subventions et dons à une association ou une personne morale dans la limite de 8500€ par bénéficiaire et par an.

D'une façon générale et aux effets ci-dessus, faire le nécessaire.

Subdéléguer une partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs, avec ou sans faculté de subdélégation ; déléguer sa signature à ses collaborateurs dans les mêmes conditions.

Désigner un des ses collaborateurs pour le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

PARIS, le 9 août 2004

Le Directeur de Groupement de Centres,  
Norbert DURAND

#### DECISION PORTANT DELEGATION DE POUVOIRS AU NOM DE GAZ DE FRANCE DU DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST AU DIRECTEUR DE LORRAINE 3 FRONTIERES

LE DIRECTEUR DE GROUPEMENT DE CENTRES EST D'EDF GAZ DE FRANCE DISTRIBUTION

*Vu la décision du Directeur d'Electricité Gaz de France Distribution au Directeur de Groupement de centres en date du 4 Août 2004.*

**Délègue au Directeur du Centre de Lorraine 3 Frontières Groupement de Centres EST**

dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues,

**les pouvoirs suivants :**

Dans le cadre des délégations et procédures en vigueur dans le domaine d'activités dévolu à EDF Gaz de France Distribution : exercer la responsabilité des activités d'exploitation technique des réseaux de distribution gaz, réaliser les travaux de maintenance et de développement, réaliser les activités de comptage, assurer les relations de proximité avec les collectivités locales et les autorités concédantes ainsi que la gestion de la clientèle résidentielle dans le cadre de la politique commerciale de Gaz de France.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution de Gaz de France sur le territoire du centre de Lorraine Trois Frontières EDF Gaz de France Distribution contribue à la réussite des missions de gestionnaire de réseau de distribution dans les domaines d'activités dévolus à Gaz de France Réseau Distribution qui sont : gérer l'économie des activités de distribution de gaz, définir les politiques techniques, définir et conduire les politiques d'investissement et de développement de ses actifs de réseaux, négocier, conclure et gérer les contrats de concession, gérer le processus d'acheminement et de livraison de gaz, assurer la responsabilité des relations avec les autorités de régulation.

**1. FONCTIONNEMENT GENERAL DES SERVICES PLACES SOUS SON AUTORITE :**

- ☐ Prendre toute décision réglementaire d'organisation des services placés sous son autorité ; prendre toute décision réglementaire ou individuelle relative au recrutement, à la gestion, à la rémunération et à la discipline des personnels statutaires et non statutaires placés sous son autorité, conformément aux procédures en vigueur au sein du groupe Gaz de France, excepté pour les cadres dirigeants.

- ☐ Assurer de façon permanente et effective la sécurité des personnels travaillant dans les locaux et chantiers dépendant des services placés sous son autorité, qu'ils appartiennent à Gaz de France ou qu'il s'agisse d'intervenants placés sous l'autorité d'autres employeurs.
- ☐ Prendre toutes les mesures nécessaires pour, d'une part assurer dans son domaine d'activité l'efficacité, la sécurité et la sûreté du réseau public de distribution, d'autre part, assurer le caractère non discriminatoire des décisions prises pour l'exécution de ses missions.
- ☐ Autoriser, faire tous actes et mettre en œuvre tout traitement automatisé d'informations nominatives, dans les conditions légales et en liaison avec la direction juridique.

## 2. POUVOIRS D'ACTION DEVANT LES JURIDICTIONS ET LES AUTORITES PUBLIQUES :

- ☐ Agir, lorsque les montants en jeu ne dépassent pas 5 millions d'euros, devant toutes juridictions, ou instances arbitrales, tant en demande qu'en défense, au nom de Gaz de France, dans les matières qui entrent dans les compétences des services placés sous son autorité, à l'exception des contentieux opposant Gaz de France à l'Etat, pour lesquels une autorisation spéciale du Conseil d'administration est exigée, et des contentieux relevant de la compétence du Directeur Financier, du Directeur des Ressources Humaines, du Secrétaire général et du Directeur Juridique au titre des maladies professionnelles visées aux articles 30 et 30 bis de l'annexe 3 du code de la sécurité sociale, consulter et agir en étroite coordination, lorsque la préservation des intérêts patrimoniaux et financiers de l'entreprise le nécessite, avec les services de la Direction des Ressources Humaines en matière sociale et de droit du travail ainsi qu'avec la Direction Juridique pour les contentieux portés devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Tribunal des conflits, les juridictions européennes.
- ☐ A cet effet, faire tous actes utiles, y compris déposer plainte, avec ou sans constitution de partie civile, effectuer les actes de nature à mettre fin à l'action engagée et ceux relatifs à l'exécution des décisions de justice, produire toutes créances au redressement ou à la liquidation de débiteurs.
- ☐ Traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de Gaz de France, dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution, dans les conditions fixées par la loi et dans la limite du montant figurant au paragraphe ci-dessus.
- ☐ Pratiquer toutes saisies mobilières ou immobilières jusqu'à leur entière exécution et requérir toutes inscriptions hypothécaires ou autres dans les matières dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.
- ☐ Après information de la Direction Financière (pour sa compétence fiscale), former et suivre au stade de la réclamation préalable toutes demandes de dégrèvement, réduction, décharge, remise d'impôts, contributions, taxes et redevances relatives au patrimoine de Gaz de France dont la gestion est confiée à EDF Gaz de France Distribution.
- ☐ Représenter Gaz de France à l'effet d'obtenir toutes expropriations, servitudes, autorisations de toutes sortes en vue de l'implantation de tout ouvrage de distribution sur le domaine public ou privé de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics, ainsi que de toutes propriétés. A défaut d'accord, exercer toutes voies de recours devant les juridictions compétentes pour faire fixer toutes indemnités.
- ☐ Faire toutes inscriptions, modifications et radiations au registre du commerce.

## 3. FONCTIONS DE REPRESENTATION :

- ☐ Représenter et engager Gaz de France dans les limites du domaine confié à EDF Gaz de France Distribution et des montants figurant aux paragraphes suivants, en France et à l'étranger, vis-à-vis de tous tiers, y compris les pouvoirs publics, l'administration et les autorités communautaires, ainsi que dans toutes assemblées générales et réunions, de quelque nature qu'elles soient, de sociétés, établissements, associations, syndicats, groupements ou organismes divers dans lesquels il posséderait des droits ou intérêts ; formuler toutes propositions, prendre part à toutes délibérations, émettre tous votes, donner ou refuser tous quitus ou approbations et généralement faire tous actes dans ce cadre à l'égard de l'Administration et des tiers.
- ☐ Accepter, au nom de Gaz de France et dans les limites du domaine confié à EDF Gaz de France Distribution, toutes fonctions et dans le cas où celles d'administrateur seraient
- ☐ Conférées à Gaz de France, assurer sa représentation à toutes réunions de conseils d'administration et autres organes statutaires.

## 4. EXPLOITATION DU RESEAU :

- ☐ Prendre toutes dispositions nécessaires concernant les ouvrages de distribution du gaz, en vue :
  - d'obtenir une autorisation, un accord, une décision ou une approbation concernant l'étude, la réalisation et le fonctionnement de ces ouvrages ;
  - d'assurer le développement, la construction, l'exploitation et la sûreté des ouvrages et matériels de distribution de gaz qui sont sous la responsabilité de Gaz de France ;
  - d'assurer la mise en service, le fonctionnement, la maintenance, l'arrêt et les actes qui suivent l'arrêt de ces ouvrages ; faire tous actes à l'égard de l'administration et des tiers ;
  - d'assurer la protection, la garde et la surveillance de tous terrains, installations et appareils appartenant et/ou concédés à Gaz de France et de faire constater tous délits et contraventions ; faire commissioner dans ce but tous agents ;
  - de conduire et de mettre en œuvre l'ensemble des activités de comptage nécessaires pour répertorier les activités de distribution de gaz.

La présente délégation s'exerce dans le cadre des activités de distribution de Gaz de France sur les territoires définis pour les missions du centre. (La définition de ces territoires et de ces missions résultent des documents d'organisation présentés en CMP et des décisions consécutives).

- ☐ Préparer pour le compte de Gaz de France Réseau Distribution et mettre en œuvre, le cas échéant, des conventions de prestation ou de coopération technique, avec les collectivités concédantes de la distribution, les collectivités locales et les entreprises locales de distribution.
- ☐ Conclure et signer avec les gestionnaires des réseaux de transport tous protocoles et contrats relevant de l'exercice de ses missions.

## 5. ENGAGEMENT DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA CLIENTELE RESIDENTIELLE :

- ☐ Dans le cadre du budget et du plan d'investissement approuvés par Gaz de France, prendre les décisions d'engagements suivantes :
  - décider toute dépense et signer toute commande sur marché cadre pour la gestion de la clientèle résidentielle dans la limite toutefois d'un montant de 300 k€ par opération ; pour la consultance la limite est de 50 k€,
  - dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

## 6. DOMAINE FINANCIER RELATIF A LA CLIENTELE :

- ☐ Conformément aux procédures en vigueur et aux orientations stratégiques définies par le groupe Gaz de France, participer, pour son domaine d'activités, à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan d'investissement pluriannuel pour les activités de gestion de la clientèle résidentielle.
- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, partie Gaz de France, décider toute dépense et signer toutes commandes sur marché cadre pour le fonctionnement des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite de 1 M€ ; pour la consultance la limite est de 50 k€ ;  
Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- ☐ En conformité stricte avec la politique financière du Groupe Gaz de France :
  - ouvrir, faire fonctionner et clore, au nom de Gaz de France, tous comptes postaux ou bancaires,
  - prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts,
  - payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers Gaz de France à tous paiements dans la limite d'un seuil de 1 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à Gaz de France à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Gaz de France Distribution, pour la partie concernant Gaz de France.

**7. PATRIMOINE IMMOBILIER :**

- ☐ Pour répondre aux besoins des entités placées sous son autorité, et dans les limites du budget approuvé par le délégant, faire tous actes en vue de prendre à bail un actif immobilier tertiaire et/ou technique dans la limite d'un montant de 100 k€ par opération ; effectuer tous les actes de gestion et réaliser les travaux d'aménagement, d'entretien ou de réparation nécessaires, dans la limite d'un montant de 100 k€ pour chaque opération.

**8. ENGAGEMENTS RELATIFS AU RESEAU :**

- ☐ Mettre en œuvre les investissements sur le réseau de distribution décidés par Gaz de France Réseau Distribution.
- ☐ Dans le cadre du budget et du plan d'investissement approuvés par Gaz de France, prendre les décisions d'engagements suivantes :
  - Procéder à toute dépense ou signer toute commande sur marché cadre dans les domaines relatifs aux réseaux de distribution de gaz dans la limite toutefois d'un montant de 6 M€ par opération ; pour la consultance la limite est de 50k€,
  - Prendre les décisions d'investissement relatives à la mise en sécurité immédiate des ouvrages de distribution placés sous sa responsabilité,
  - Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.

**9. DOMAINE FINANCIER RELATIF AU RESEAU :**

- ☐ Conformément aux procédures en vigueur et aux orientations stratégiques définies par le groupe Gaz de France, participer, pour son domaine d'activités, à l'élaboration de la proposition de budget annuel et de plan d'investissement pluriannuel de l'activité distribution France.
- ☐ Dans la limite du budget annuel du centre, partie Gaz de France, décider toute dépense et signer toute commande sur marché cadre pour le fonctionnement des services placés sous son autorité et l'exercice des missions qui lui sont imparties dans la limite de 1 M€ ; pour la consultance la limite est de 50k€ ;  
Dans la limite d'un plafond de 10 k€, signer tous actes, protocoles ou conventions, contrats et marchés relatifs à des dépenses régulièrement engagées.
- ☐ En conformité stricte avec la politique financière du Groupe Gaz de France :
  - ouvrir, faire fonctionner et clore, au nom de Gaz de France, tous comptes postaux ou bancaires,
  - prendre en location tous coffres en banque, y effectuer ou en retirer tous dépôts,
  - payer et recevoir toutes sommes, obliger à l'égard des tiers Gaz de France à tous paiements dans la limite d'un seuil de 6 M€ par opération, exiger toutes sommes dues à Gaz de France à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités d'EDF Gaz de France Distribution, pour la partie concernant Gaz de France.

**10. RECouvreMENTS :**

- ☐ Faire tous actes en vue du recouvrement amiable de créances dues ; le cas échéant, décider d'abandonner tout ou partie desdites créances dans la limite du seuil de 10 k€ par débiteur.

**11. ENVIRONNEMENT :**

- ☐ Prendre toute mesure que le délégataire juge utile pour les domaines d'activité qui lui sont dévolus afin d'assurer une exploitation des infrastructures comprises dans ces domaines, conforme aux législations et réglementations en vigueur en matière d'environnement, exclusion étant faite des sites des anciennes usines à gaz dont les questions environnementales sont exclusivement du ressort du Secrétaire Général.

**12. COTISATIONS, DONs ET SUBVENTIONS :**

- ☐ Dans le cadre des procédures en vigueur, autoriser le versement de cotisations, subventions et dons à une association ou une personne morale dans la limite de 8500€ par bénéficiaire et par an.

D'une façon générale et aux effets ci-dessus, faire le nécessaire.

Subdéléguer une partie de ses pouvoirs à ses collaborateurs, avec ou sans faculté de subdélégation ; déléguer sa signature à ses collaborateurs dans les mêmes conditions.

Désigner un des ses collaborateurs pour le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.

PARIS, le 9 août 2004

Le Directeur de Groupement de Centres,  
Norbert DURAND

---

**FEDERATION REGIONALE DES MSA DE LORRAINE****ETUDE DE LA CONSOMMATION DE MEDICAMENTS ANTIDEPRESSEURS EN LORRAINE - ACTE REGLEMENTAIRE  
DECISION RELATIVE A L'INFORMATISATION DES SERVICES MEDICAUX DE L'ASSURANCE MALADIE EN LORRAINE****LE DIRECTEUR GENERAL DE LA FEDERATION REGIONALE DES MSA DE LORRAINE**

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés notamment les articles 15 à 19,

Vu le décret n°78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n°78-1222 du 28 décembre 1978 et 79-421 du 30 mai 1979 et n°80-1030 du 18 décembre 1980,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés n°1001446 en date du 14 avril 2004,

Afin de mener une étude, dans le cadre d'un projet de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie (URCAM) de Lorraine sur les traitements par les médicaments de la classe des antidépresseurs,

**D E C I D E****Article 1**

De créer un fichier nominatif de bénéficiaires d'un ou plusieurs remboursements de médicaments antidépresseurs.

**Article 2**

Les informations nominatives contenues dans le fichier comportent :

- n° de la caisse MSA dont dépend l'assuré
- n° d'immatriculation de l'assuré
- date de naissance du bénéficiaire
- nom - prénom et adresse du bénéficiaire
- nom et adresse des médecins prescripteurs
- des données concernant la prescription et la délivrance de certains médicaments de la classe des anti-dépresseurs.

La durée de conservation des données est de deux ans à compter de la date de mise en œuvre des requêtes informatiques.

**Article 3**

Ces informations sont destinées à réaliser une évaluation de l'utilisation de ces médicaments.

Les données nominatives énumérées ci-dessus sont partagées entre le praticien-conseil responsable de l'étude au niveau régional et les différents praticiens-conseils chargés de l'étude. Aucun destinataire extérieur de ces informations nominatives n'est à relever.

**Article 4**

Le droit d'accès prévu par l'article 34 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du médecin conseil chef de service de la fédération régionale des MSA.



**Article 5**

Le Directeur Général de la fédération régionale des MSA de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera portée à la connaissance des intéressés par voie d'affichage dans tous les accueils MSA.

Le Directeur Général,  
Jean-Marie GERARD

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DELEGATION DE SIGNATURE****LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU**

VU l'Article D.714-12-1 du Code de la Santé Publique,

VU l'Arrêté Ministériel en date du 1<sup>er</sup> février 2004 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY,

**Article 1 :**

En matière de gestion du personnel, donne délégation à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

**Article 2 :**

En matière de gestion du personnel, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Monsieur WERNERT Philippe, Directeur des Ressources Humaines et à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat emploi solidarité ou contrat emploi jeune ou contrat d'apprentissage.

**Article 3 :**

En l'absence de Monsieur WERNERT Philippe et de Madame LEPAND Sophie la délégation visée à l'article 2 est donnée à Monsieur VUILLEMIN Christian.

**Article 4 :**

En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) Pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur BOULANGÉ Philippe
- Madame BOUVIER Véronique
- Monsieur CARRAYRO Marius
- Monsieur CŒUR Jean Jacques
- Monsieur COLOMBEL Patrick
- Monsieur DOSSMANN Marcel
- Madame GABRIEL Geneviève
- Monsieur GUEPRATTE Charles
- Mademoiselle HANNION Murielle
- Madame HERBELET Danielle
- Monsieur KIEFFER Daniel
- Monsieur le Professeur KOHLER
- Madame LEPAND Sophie
- Monsieur MASSARD Stéphane
- Monsieur PEREZ Robert
- Mademoiselle RISTERUCCI Sylvie
- Madame TOUSSAINT Eliane
- Madame VIDREQUIN Isabelle
- Monsieur VIRION Jean Marc
- Monsieur WERNERT Philippe.

b) Pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de bloc opératoire, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitalier qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

- Madame GOND Eliane
- Mademoiselle MERSY Anne
- Mademoiselle PIERSON Véronique
- Monsieur REMY Patrick
- Monsieur THOMAS Gérard.

Dans le cadre de la délégation donnée en b), les Directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Dans le cadre des délégations données en a) et b) donne délégation à Monsieur WERNERT Philippe pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de cadrage annuelle du Centre Hospitalier Universitaire.

**Article 5 :**

En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article 4 a) pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisation d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

**Article 6 :**

Donne délégation à Mademoiselle Isabelle BERTHÉLEMY, Madame Claudie BOUYSSSET, Madame Janick COMPAIN, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Jean Louis BELCOURT, Monsieur Gérald UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Jeanine LHOMMÉE, Adjoint des Cadres Hospitaliers pour signature des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

**Article 7 :**

En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Monsieur Philippe WERNERT, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat Emploi Solidarité (C.E.S.) ou sous Contrat Emploi Jeune (C.E.J.) et sous contrat d'apprentissage.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame LEPAND Sophie, Directeur Adjoint ainsi qu'en l'absence de cette dernière à Monsieur VUILLEMIN Christian, Directeur Général Adjoint.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

**Article 8 :**

La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

**Article 9 :**

Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 10 :**

Cette délégation prendra effet à sa date de publication et se substituera aux précédentes délégations.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 23 août 2004

Le Directeur Général,  
Benoît PERICARD

**AVIS DE RECRUTEMENT****AVIS DE RECRUTEMENT COMMUN A L'UNIVERSITE HENRI POINCARÉ - NANCY 1 ET L'UNIVERSITE NANCY 2**

Dans le cadre du dispositif de recrutement externe sans concours, l'Université Henri Poincaré, Nancy I et l'Université Nancy 2 organisent, au titre de l'année 2004, des recrutements dans le corps des Agents des Services Techniques de Recherche et de Formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ces recrutements s'effectuent par référence à la réglementation définie par le décret n°85-1534 du 31 décembre 1985, modifié par le décret n° 2002-133 du 1er février 2002. Ce décret confie aux présidents ou directeurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou des établissements publics administratifs la responsabilité de la conduite de ces recrutements.

Ils sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type (cf. tableau ci-dessous).

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2004
Sciences du Vivant	Agent de Laboratoire	Université Henri Poincaré, Nancy I	1
Patrimoine, logistique, prévention	Aide logistique	Université Henri Poincaré, Nancy I	2
Patrimoine, logistique, prévention	Aide logistique	Université Nancy II	2
Gestion Scientifique et Technique	Aide en Administration Scientifique et Technique	Université Henri Poincaré, Nancy I	1

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

La sélection des candidats sera effectuée par une commission mise en place par chacun des Présidents d'Université concernés.

Elle examinera les dossiers de chaque candidat, qui sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant la formation initiale et éventuellement continue du candidat et, le cas échéant, son parcours professionnel antérieur.

Au terme de l'examen des dossiers, la commission auditionnera les candidats dont elle aura retenu la candidature et établira, par ordre d'aptitude, une liste des candidats déclarés aptes, en se fondant notamment sur des critères professionnels.

Contacts pour le retrait des dossiers d'inscription :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Université Henri Poincaré, NANCY I	Service du Personnel et des Traitements 18-30 rue Lionnois BP 60 54 003 NANCY Cedex	03.83.68.20.52	03.83.68.21.04
Université NANCY 2	Service du Personnel et de la Gestion des Ressources Humaines 25 rue Baron Louis BP 454 54 001 NANCY Cedex	03.83.34.46.36	03.83.30.05.65

Références : Bulletin Officiel de l'Education Nationale n° 28 du 15 juillet 2004.

## AVIS DE RECRUTEMENT A L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE

En application de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique, l'Institut National Polytechnique de Lorraine (INPL), organise des recrutements par voie de liste classée par ordre d'aptitude dans le corps des Agents des Services Techniques de Recherche et de Formation des établissements relevant du ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche au titre de l'année 2003.

Ces recrutements s'effectuent par référence à la réglementation définie par le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État. Ce décret confie aux présidents ou directeurs des établissements publics d'enseignement supérieur ou des établissements publics administratifs la responsabilité de la conduite de ces recrutements.

Ils sont ouverts aux agents non titulaires remplissant les conditions fixées aux paragraphes I et II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 janvier 2001 précitée.

Les agents non titulaires remplissant les conditions susvisées ne peuvent faire acte de candidature que pour l'accès à un corps de l'administration dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat.

Leur attention est attirée sur le fait qu'ils ne peuvent présenter leur candidature au titre d'une même année qu'à une seule liste classée par ordre d'aptitude.

Les recrutements prévus au titre de 2004 seront organisés, conformément à la réglementation, par branche d'activité professionnelle et par emploi type suivant les indications du tableau ci-dessous :

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement	Nombre de postes ouverts au recrutement 2004
Patrimoine, logistique, prévention	Aide logistique	Institut National Polytechnique de Lorraine	1

Les registres d'inscription sont ouverts auprès de l'INPL dès la date de publication du présent avis au Bulletin des Actes du Département. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature devront comporter une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé.

Au vu du nombre de postes à pourvoir et des dossiers de candidature ainsi constitués et après examen de l'aptitude de chaque candidat aux fonctions sollicitées, une liste classée par ordre d'aptitude sera établie par l'autorité compétente pour opérer le recrutement.

Contacts pour le retrait des dossiers d'inscription :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Institut National Polytechnique de Lorraine (INPL)	Service de Gestion des Ressources Humaines. BP 358 54 500 VANDOEUVRE les NANCY	03.83.59.59.82	03.83.59.59.55

**AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 3 AGENTS ADMINISTRATIFS HOSPITALIERS  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004 un recrutement sans concours de 3 agents administratifs.

**Conditions d'inscription :**

*Conditions générales :*

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 55 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sans condition de titres ou de diplômes.

*Dispositions particulières :*

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Les candidats feront l'objet d'une sélection par une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre de motivation + CV détaillé précisant les formations suivies, les emplois occupés et leur durée) sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le **19 novembre 2004** au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

LAXOU, le 14 septembre 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

**AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS DE 2 AGENTS D'ENTRETIEN SPECIALISES  
AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2004 un recrutement sans concours de 2 agents d'entretien spécialisés

**Conditions d'inscription :**

*Conditions générales :*

Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 55 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sans condition de titres ou de diplômes.

*Dispositions particulières :*

La limite d'âge mentionnée ci dessus est reculée dans certaines conditions.

Les candidats feront l'objet d'une sélection par une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

**Réception et clôture des inscriptions :**

Les candidatures (lettre de motivation + CV détaillé précisant les formations suivies, les emplois occupés et leur durée) sont à adresser à :

Madame le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines  
Centre Psychothérapique de Nancy  
BP 1010  
54521 LAXOU CEDEX

pour le 19 novembre 2004 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.  
LAXOU, le 15 septembre 2004

Pour le Directeur,  
Le Directeur Adjoint  
Chargé des Ressources Humaines,  
I. CAILLIER

**RÉSORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - AVIS DE RECRUTEMENT SANS CONCOURS  
D'UN AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIÉ DE 2<sup>ÈME</sup> CATÉGORIE A LA MAISON DE RETRAITE DE ROSIÈRES-AUX-SALINES  
(ARTICLE 17 DE LA LOI DU 3 JANVIER 2001)**

La Maison de Retraite de Rosières-aux-Salines recrute un Agent des Services Hospitaliers Qualifié de 2<sup>ème</sup> catégorie dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup> du titre I - DISPOSITIONS RELATIVES A LA RÉSORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Les candidats ne peuvent faire acte de candidature que pour les recrutements ouverts en vue de l'accès au corps d'accueil de l'établissement dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat. Ils ne peuvent se présenter, au titre de la même année qu'à un seul recrutement organisé en application du présent titre.

Les agents recrutés selon les dispositions du titre I du décret n° 2004-118 susvisé devront remplir les conditions fixées par l'article 12 de la Loi du 3 Janvier 2001.

Les dossiers comportant une lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé devront être adressés, au plus tard, deux mois après la date de parution du présent avis au recueil des actes administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi à :

Monsieur le Directeur  
MAISON DE RETRAITE  
Rue du Paquis des Toiles  
BP 09  
54110 ROSIÈRES-AUX-SALINES

**AVIS DE CONCOURS**

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR D'AUTOMOBILE  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91/45 du 14.01.1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Conducteur d'automobile, afin de pourvoir :

↳ 2 postes de Conducteur d'Automobile 2<sup>o</sup> catégorie.

**① CONDITIONS D'INSCRIPTION**

A - Conditions générales :

☞ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2004 et titulaires des permis de conduire suivants :

- Catégorie B : tourisme et véhicules utilitaires légers
- Catégorie C : poids lourds
- Catégorie D : transports en commun

B - Conditions particulières :

☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

**② RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

→ Les dossiers d'inscription à ce concours sont à retirer :

Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY - Service Concours et Examens - bureau n° 9  
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

Le dossier dûment rempli et accompagné de toutes les pièces justificatives peut être valablement :

➤ adressé par lettre recommandée avec A.R.

ou

➤ déposé au service concours et examens contre remise d'une attestation de dépôt.

☞ Date limite d'inscription : 2 octobre 2004  
le cachet de la poste faisant foi

NANCY, le 2 septembre 2004

Pour le Directeur des Ressources Humaines,  
Le Directeur Adjoint,  
Sophie LEPAND

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE CONDUCTEUR AMBULANCIER  
AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**

En application du décret n° 91/45 du 14.01.1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Conducteur ambulancier, afin de pourvoir :

↳ 6 postes de Conducteur ambulancier 2<sup>o</sup> catégorie.

**① CONDITIONS D'INSCRIPTION**

A - Conditions générales :

☞ Peuvent faire acte de candidature les personnes âgées de 45 ans au plus au 01.01.2004 et titulaires du Certificat de Capacité d'ambulancier, justifiant des permis de conduire suivants :

- Catégorie B : tourisme et véhicules utilitaires légers
- Catégorie C : poids lourds ou Catégorie D : transports en commun.

B - Conditions particulières :

☞ La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

**② RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

→ Les dossiers d'inscription à ce concours sont à retirer :

**Direction des Ressources Humaines C.H.U. de NANCY - Service Concours et Examens - bureau n° 9**  
29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY

Le dossier dûment rempli et accompagné de toutes les pièces justificatives peut être valablement :

➤ adressé par lettre recommandée avec A.R.

ou

➤ déposé au service concours et examens contre remise d'une attestation de dépôt.

☞ Date limite d'inscription : **2 octobre 2004**

**le cachet de la poste faisant foi**

NANCY, le 2 septembre 2004

Pour le Directeur des Ressources Humaines,  
Le Directeur Adjoint,  
Sophie LEPAND

**ARRETE D.R.A.S.S. - N° 04- 115 EN DATE DU 8 SEPTEMBRE 2004**  
**FIXANT L'ORGANISATION DU CONCOURS RESERVE**  
**POUR L'ACCES AU CORPS DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS**  
**DES SERVICES DECONCENTRES (FEMMES ET HOMMES)**  
**DES REGIONS BOURGOGNE, CHAMPAGNE-ARDENNE, FRANCHE-COMTE, LORRAINE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE

Officier de la Légion d'Honneur

VU l'article 29 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 90-713 du 1<sup>er</sup> août 1990 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat,

VU le décret n° 2000-1317 du 26 décembre 2000 portant déconcentration en matière de recrutement de certains personnels du ministère de l'emploi et de la solidarité,

VU le décret n° 2001-835 du 12 septembre 2001 portant organisation de concours et examens professionnels réservés d'accès à certains corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2002-1294 du 24 octobre 2002 fixant les dispositions générales relatives à la situation et aux modalités de classement des ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, nommés dans un corps de fonctionnaires de l'Etat ou de ses établissements publics,

VU le décret n°2003-20 du 6 janvier 2003 relatif à l'ouverture de certains corps et emplois de fonctionnaires de l'Etat aux ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autres que la France,

VU l'arrêté du 26 décembre 2000 portant délégation de pouvoirs en matière de recrutement de certains personnels du ministère de l'emploi et de la solidarité,

VU l'arrêté du 14 mars 2002 fixant les règles d'organisation générale, la nature et le programme des épreuves des concours prévus à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2001-835 du 12 septembre 2001 instituant des concours réservés pour l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'Etat de catégorie C,

VU l'arrêté du 3 juin 2004 fixant au titre de l'année 2004 le nombre de postes offerts aux concours réservés pour l'accès au corps des adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) organisés en application du titre Ier de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté du 3 juin 2004 autorisant au titre de l'année 2004 l'ouverture de concours réservés pour l'accès au corps des adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) organisés en application du titre Ier de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2003-300 en date du 23 juillet 2003 portant délégation de signature en faveur de M. Ramiro PEREIRA, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (fonctionnement du service),

SUR proposition du Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargée d'organiser, pour l'interrégion Bourgogne - Champagne-Ardenne - Franche-Comté - Lorraine, un concours réservé pour l'accès au corps des adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 sus visée, afin de pourvoir les 6 postes offerts au concours de la manière suivante :

- Secteur santé : 3 postes
- Secteur travail : 3 postes

Les résidences administratives susceptibles d'être proposées aux candidats admis seront décidées en fonction de l'origine géographique des lauréats.

**ARTICLE 2 :**

L'épreuve écrite d'admissibilité aura lieu le mercredi 20 octobre 2004, dans les centres d'épreuves suivants :

DIJON - TROYES - BESANCON - NANCY.

L'adresse exacte du centre d'épreuves sera précisée sur la convocation des candidats.

L'épreuve orale d'admission aura lieu le mercredi 10 novembre 2004, à NANCY uniquement.

**ARTICLE 3 :**

Les demandes d'inscription établies sur un imprimé du modèle réglementaire ainsi que la notice d'information sur la nature des épreuves et les perspectives de carrière, sont à retirer :

- soit dans l'une des 4 Directions Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales de l'inter-région (DRASS)
  - soit dans l'une des 4 Directions Régionales du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'inter-région (DRTEFP).
- La date de clôture des inscriptions est fixée au mercredi 6 octobre 2004, le cachet de la poste faisant foi.

**ARTICLE 4 :**

Ce concours est ouvert aux personnes remplissant les conditions suivantes :

- justifier avoir eu, pendant au moins deux mois au cours de la période de douze mois précédant la date du 10 juillet 2000, la qualité d'agent non titulaire de droit public de l'Etat ou des établissements publics de l'Etat, recruté à titre temporaire et ayant exercé des missions dévolues aux agents titulaires,
- avoir été, durant la période de deux mois visée ci-dessus, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret pris sur le fondement de l'article 7 de la loi du 11 janvier 1984,
- justifier, au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics effectifs au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

Les candidats ne peuvent se présenter qu'aux concours ouverts pour l'accès au corps d'accueil de l'administration dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat. Ils ne peuvent en outre se présenter, au titre de la même année, qu'à un seul concours d'accès à un corps de chaque catégorie organisé en application de la loi du 3 janvier 2001.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Lorraine.

Pour le Préfet et par délégation,  
Par empêchement du Directeur Régional  
des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine,  
Le Directeur Adjoint,  
Pierrette GRANDEMANGE

---

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE DIETETICIEN  
AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT**

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste de Diététicien vacant dans notre établissement.

**Condition pour concourir :**

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires, soit du BTS de diététicien ou du DUT spécialité Biologie appliquée, option diététique ou d'un titre de qualification admis en équivalence, âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

**CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL  
Direction des Ressources Humaines  
B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX**

au plus tard **le 26 novembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété pour **le 6 décembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 9 septembre 2004

---

**ARRETE DDASS/AES N° 258-04 DU 10 SEPTEMBRE 2004**

**MODIFIANT L'ARRETE N° 239-04 DU 11 AOUT 2004 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS  
DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - CONCOURS SUR TITRES DE TECHNICIEN SUPERIEUR HOSPITALIER**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 91.868 du 05 septembre 1991 modifié portant statuts particuliers des personnels techniques de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC 53 du 7 janvier 2002, modifié le 10/05/04, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU les déclarations des postes vacants à offrir aux concours réservés ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Un concours sur titres, au titre des emplois réservés, est ouvert en vue de pourvoir :

- ❖ **1 poste de Technicien Supérieur Hospitalier (domaine : gestion technique) à la Maternité Régionale de NANCY.**

**ARTICLE 2 :** Les épreuves se dérouleront à compter du **15 octobre 2004** à la Maternité Régionale de NANCY.

**ARTICLE 3 :** Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;

- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

Les candidats ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes exigibles pour l'accès au corps concerné fourniront la décision de l'autorité préfectorale prise en application du décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001.

**ARTICLE 4 :** Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratif, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à monsieur le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY, Direction des ressources humaines, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

**ARTICLE 5 :** Le secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale de NANCY et affiché dans les établissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

## ARRETES INTERPREFECTORAUX

### ARRETE-CADRE INTERDEPARTEMENTAL N° 275

#### RELATIF A LA MISE EN PLACE DE PRINCIPES COMMUNS DE VIGILANCE ET DE GESTION DES USAGES DE L'EAU DANS LES BASSINS VERSANTS DE LA MEUSE ET DE LA MOSELLE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE, PREFET DE LA MOSELLE  
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
LE PREFET DE LA MEUSE  
LE PREFET DES VOSGES  
LE PREFET DES ARDENNES

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 211-3 relatif aux mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie, L 215-7 à L 215-13 relatifs à la police et à la conservation des eaux et L 432-5 à L 432-9 concernant les obligations relatives aux ouvrages ;

Vu le code du domaine public fluvial, et notamment l'article 25 ;

Vu le code civil, et notamment les articles 640 à 645 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et en particulier ses articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2215-1 ;

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L.1321-1 à L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-66 ;

Vu la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs ;

Vu le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la police des eaux ;

Vu le décret n° 87-154 du 27 février 1987 modifié relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau, et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le décret n° 88-622 du 6 mai 1988 relatif aux plans d'urgence, pris en application de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 portant application de l'article 9-1 de la loi sur l'eau relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

Vu le décret n° 204-379 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 15 novembre 1996 ;

### A R R E T E N T

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

Le présent arrêté a pour objet :

- de mettre en oeuvre des mesures coordonnées à l'échelon interdépartemental pour la gestion des étiages dans les bassins versants de la Meuse et de la Moselle, définis à l'article 2 comme zones d'alerte ;
- de fixer les débits-seuils des cours d'eau, et les conditions dans lesquelles s'appliqueront des règles de gestion générales, définies à l'article 4, permettant d'anticiper la gestion des étiages prononcés et faire face à la menace ou aux conséquences d'un épisode de sécheresse ;
- de déterminer des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau.

Les valeurs de débits moyens journaliers observés aux stations d'hydrométrie générale des zones d'alerte définies servent de référence pour la mise en oeuvre de mesures coordonnées. En complément, un ensemble d'indicateurs communs est mis à disposition de façon périodique dans les conditions définies à l'article 5 afin de favoriser une vision d'ensemble commune de la situation et de son évolution, et donc renforcer la coordination interdépartementale.

Les mesures mises en oeuvre par chaque Préfet de département dans le cadre d'une gestion de crise sont progressives dans les intervalles définis à l'article 4.

#### **ARTICLE 2 : Définition des zones d'alerte**

Il est défini 2 zones d'alerte dans lesquelles sont susceptibles d'être prises des mesures de vigilance, de restriction ou d'interdiction provisoire des usages de l'eau au titre du présent arrêté :

- zone d'alerte n° 1 : bassin versant de la Moselle ;
- zone d'alerte n° 2 : bassin versant de la Meuse.

La carte de délimitation de ces bassins versants est annexée au présent arrêté (annexe 1).

#### **ARTICLE 3 : Définition des débits seuils**

Les stations hydrométriques de référence par bassin versant et les valeurs seuils de pré alerte et d'alerte sont définies à l'annexe 2.

#### **ARTICLE 4 : Règles de gestion**

Dans les bassins définis à l'article 2, sont arrêtés des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau applicables lorsque les conditions explicitées ci-dessous sont remplies. Les mesures de restriction qui seront instaurées en application du présent arrêté présenteront un caractère temporaire et exceptionnel.

Ces principes sont les suivants et concernent les prélèvements agricoles et d'irrigation, les prélèvements domestiques et les prélèvements industriels opérés dans les cours d'eau et dans leur nappe d'accompagnement.

#### **Période de « vigilance » :**

Il est défini une période de **vigilance** dans un ou plusieurs bassin(s) versant(s) lorsque les conditions correspondantes définies en annexe 3 sont remplies, l'indicateur hydrologique de synthèse pour ce (ces) bassin(s) versant(s) établi de façon hebdomadaire traduisant alors cette situation de « vigilance ».

Dès le déclenchement de la période de vigilance, un comité de suivi est mis en place sur les territoires concernés par le présent arrêté. Présidé par M. le Préfet coordonnateur de bassin, il rassemble les représentants des Préfets de département et les représentants des services de l'État concernés. Son secrétariat est assuré par la DIREN Lorraine. Il a pour objectif de collecter et partager l'information sur les premières difficultés rencontrées et sur les mesures prises pour y faire face. Il veillera en outre à assurer la coordination de l'action avec les dispositions prises dans les bassins versants voisins.

Les mesures susceptibles d'être adoptées par les Préfets de département concernés, dans les conditions définies à l'article 6, en période de « vigilance » sont notamment les suivantes :

- mise en place d'un « observatoire départemental de la sécheresse » dont la mission est notamment d'organiser la communication telle qu'elle peut être dictée par le contexte et en particulier pour appliquer les mesures ci après ;
- sensibiliser l'usager, par voie de presse ou par relais des organisations professionnelles, aux règles de bon usage et d'économie de l'eau ;
- procéder à une information spécifique à destination des maires et de la population pour sensibiliser à l'importance de limiter l'usage de l'eau, voire premières mesures de restriction d'usage par type d'utilisation et horaires selon les cas ;
- mettre en place la concertation avec les utilisateurs et les acteurs économiques, y compris les producteurs d'électricité, en vue notamment d'anticiper sur les dispositions à prendre en cas d'aggravation (crise ou étiage sévère) ;
- renforcer la sensibilisation des responsables de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine sur la vérification du bon fonctionnement et de l'absence de colmatage des ouvrages de captage, ainsi que sur le repérage et la suppression des fuites sur les réseaux de distribution ;
- sensibiliser les exploitants sur la collecte d'informations concernant l'évolution quantitative des ressources utilisées ;
- sensibiliser les acteurs qui sont responsables de rejets autorisés (voire déclarés) sur la surveillance de leurs installations, des défaillances et des problèmes accidentels qui peuvent survenir ;
- organiser des opérations de contrôle du respect des déclarations et des autorisations de prélèvement ;
- collecter l'information sur les difficultés rencontrées (quantité, modification de la qualité).

#### **Période de « crise » :**

Il est défini une période de **crise** pour un ou plusieurs bassin(s) versant(s) lorsque les conditions correspondantes définies en annexe 3 sont remplies, l'indicateur hydrologique de synthèse pour ce (ces) bassin(s) versant(s) établi de façon hebdomadaire traduisant alors cette situation de « crise ».

Les mesures susceptibles d'être adoptées par les Préfets de département concernés en fonction des menaces qui pèsent sur les eaux superficielles, souterraines et sur les grands réservoirs, dans les conditions définies à l'article 6, en période de « crise » sont notamment les suivantes :

- restrictions d'usage et d'horaires correspondant à une réduction minimale des débits prélevés, réduction des débits d'entrée aux prises d'eau des canaux ;
- interdiction des prélèvements d'eau qui ne sont pas indispensables dans les processus et l'exercice des activités économiques ainsi qu'aux autres usages de l'eau sans lien avec l'alimentation en eau potable, la santé publique ou la sécurité civile ;
- toute mesure complémentaire qui apparaîtra utile et acceptable au vu de la situation locale.

#### **ARTICLE 5 : État de la ressource en eau**

Au-delà des éléments mentionnés aux articles précédents, un dispositif de production d'indicateurs thématiques d'état de la ressource en eau est mis en place et permet de mettre à la disposition de l'ensemble des Préfets concernés une information synthétique comportant notamment, outre le débit des cours d'eau, la situation piézométrique des nappes, le niveau des retenues, ainsi que des éléments météo-climatiques.

Ces indicateurs, établis au pas de temps bimensuel ou hebdomadaire en fonction du contexte, ainsi que les informations issues du réseau d'observation de crise des assècs (ROCA) des cours d'eau situés en tête de bassin, mis en œuvre par le Conseil Supérieur de la Pêche, participeront à la connaissance de la situation et à la mise en œuvre de mesures spécifiques locales sur des bases coordonnées.

La DIREN Lorraine assure une diffusion de la synthèse des données collectées, traduites sous la forme de ces indicateurs, notamment à l'ensemble des Préfets concernés, et assure la liaison avec ses correspondants des bassins et des zones de défense voisins.

#### **ARTICLE 6 : Conditions d'application opérationnelle**

Dans chaque département, des arrêtés préfectoraux spécifiques détaillent les mesures de vigilance et de restriction à prendre en fonction des usages de première nécessité à préserver en priorité, comme prévu par l'article 2 du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992, à l'échelle des zones d'alerte, en cohérence avec les dispositions prévues à l'article 4.

Ces arrêtés préfectoraux peuvent éventuellement prévoir des mesures dérogatoires ou complémentaires aux dispositions prévues ci-avant, notamment en fonction des éléments relatifs à la situation locale et son évolution constatée ou prévisible. Ces mesures sont arrêtées après concertation interdépartementale, si la situation le justifie, dans un souci de cohérence.

#### **ARTICLE 7 : Levée des mesures et fin de crise**

Sauf disposition spécifique explicitée dans les arrêtés préfectoraux, l'entrée et la sortie des périodes de « vigilance » et de « crise » sont déterminées par les conditions mentionnées à l'article 4.

#### **ARTICLE 8 : Évaluation**

La mise en application de cet arrêté fera l'objet d'une évaluation. A la lumière du retour d'expérience, il pourra être adapté en tant que de besoin.

#### **ARTICLE 9 : Exécution**

Les Secrétaires généraux des préfectures de la Moselle, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, des Vosges et des Ardennes, le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Lorraine, le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine - Délégué de Bassin Rhin-Meuse, les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt des départements mentionnés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs des départements de la Lorraine et du département des Ardennes.

METZ, le 5 août 2004

NANCY, le 5 août 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Préfet de la Moselle,  
Bernard HAGELSTEEN

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,  
Jean-François CORDET

BAR-LE-DUC, le 5 août 2004

EPINAL, le 5 août 2004

Le Préfet de la Meuse,  
Richard SAMUEL

Le Préfet des Vosges,  
Jacques REILLER

CHARLEVILLE-MEZIERES, le 5 août 2004

Le Préfet des Ardennes,  
Adolphe COLRAT

*Les annexes 1, 2 et 3 peuvent être consultées à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle - Direction des Actions Interministérielles - Bureau de l'Environnement - 6, rue Sainte-Catherine - 54038 NANCY CEDEX.*



## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.35 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MONSIEUR MICHEL SINGER,  
DIRECTEUR REGIONAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES,  
CHARGE DE L'INTERIM DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION  
ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2001-1178 du 12 décembre 2001 relatif à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant Monsieur Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la lettre du 3 septembre 2004 de Monsieur le Directeur Général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes informant le

Préfet de la mise en place d'un intérim assuré par M. Michel SINGER, Directeur Régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Délégation est donnée à Monsieur Michel SINGER, Directeur Régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes, à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires, au président du Conseil Général et au président du Conseil Régional lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

**I - ATTRIBUTIONS ET COMPETENCES**

## 1.1 - Prélèvement, analyse et expertise des échantillons de marchandises

- réception et enregistrement des procès-verbaux, conservation des échantillons prélevés, envoi des échantillons aux laboratoires (code de la consommation, article R. 215-11)

- mesures concernant les échantillons non fraudés (code de la consommation, article R. 215-21)

- transmission au Parquet des dossiers concernant les échantillons présumés fraudés (code de la consommation, article R. 215-22 et 215-23)

## 1.2 - Hygiène, salubrité et qualité

- mesures réglementaires de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou l'arrêt de plusieurs de ses activités (code de la consommation, article L. 218-3)

- mesures réglementaires de consignation ou de rappel de produits susceptibles de présenter un danger pour la santé publique (article L. 218-4 du code de la consommation)

- mesures réglementaires d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de marchandises dont la remise en conformité est impossible (article L. 218-5 du code de la consommation)

- avertissements concernant les ateliers de pasteurisation du lait (loi du 2 juillet 1935 modifiée, article 6, et décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, article 18)

- enregistrement et récépissé des déclarations d'installation :

• fabricants de crèmes glacées et glaces (décret n° 49-438 du 29 mars 1949 modifié, article 10)

• fabricants, distributeurs ou vendeurs en gros de produits surgelés (décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 modifié, article 5)

• fabricants de laits destinés à la consommation humaine et de laits fermentés (décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, articles 5 et 11)

• fabricants de laits stérilisés ou de laits aromatisés (arrêté ministériel du 26 mars 1956)

• fabricants et importateurs de denrées alimentaires et boissons destinées à une alimentation particulière : déclaration d'un nouveau produit (décret n° 91-827 du 29 août 1991)

• activités concernant la commercialisation des produits et substances destinés à l'alimentation animale (décret n° 73-1101 du 28 novembre 1973 modifié, article 7)

- immatriculation :

• des ateliers de découpe et d'emballage des fromages (décret n° 70-559 du 23 juin 1970 modifié, article 3)

• des fromageries (arrêté ministériel du 21 avril 1954)

- code emballeur (arrêté ministériel du 20 octobre 1978)

- destruction et dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu (décret n° 55-241 du 10 février 1955 modifié, article 4)

- opérations relatives à la vinification et à la conservation du vin (décret du 19 août 1921 modifié, article 3)

- déclassement des vins de qualité produits dans des régions déterminées (V.Q.P.R.D.) (règlement CEE 2903 du 20 décembre 1979 modifié, décret n° 72-309 du 21 avril 1972 modifié, article 7)

- déclaration des installations des établissements disposant de matériel utilisant des rayons ultra violets (décret n° 97-617 du 30 mai 1997)

## 1.3 - Aides de l'Etat aux entreprises

- liquidation des Primes d'Aménagement du Territoire (PAT) (circulaire du 24 avril 1995)

**II - GESTION DU SERVICE**

## 2.1 - Gestion personnel

- Congés des personnels

## 2.2 - Gestion matériel

- Engagements et mandatement des dépenses courantes de fonctionnement

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel SINGER, Directeur Régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, la délégation de signature pour les décisions définies à l'article 1<sup>er</sup> est donnée à Mademoiselle Éveline UBEAUD et Monsieur Michel FRANÇOIS, Inspecteurs Principaux.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 00.DEC.48 du 28 août 2000 est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

NANCY, le 23 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	897
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	897
<b>QUATRIEME BUREAU</b>	897
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	897
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS- DE- PORT	898
ARRETE MODIFICATIF PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY	898
ARRETE REJETANT LA DEMANDE DE TRANSFERT D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE PRESENTEE PAR MADAME WILHELM DANIELLE	899
<b>CINQUIEME BUREAU</b>	899
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SNCF A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU LE TREY ANS LE CADRE DU PROLONGEMENT DE L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DU TREY A VANDIERES	899
ARRETE PREFECTORAL PORTANT 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DU FORAGE AVENTURE PARC PAR LE SYNDICAT MIXTE DES LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE	900
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SOCIETE BATIGERE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE LA CRUSNES DANS LE CADRE DE LA REFECTION D'UN BARRAGE A LONGUYON	903
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE PIENNES DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 154 A BERTRAMEIX	904
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA MAUCHERE DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 90 A MALLELOY	905
ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USEEES, AUX ETABLISSEMENTS GRANDIDIER	906
ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USEEES, A LA SOCIETE CRDT-EST	907
ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USEEES, A LA SOCIETE SODETECA	907
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	908
<b>DEUXIEME BUREAU</b>	908
ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE	908
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	918
<b>DEUXIEME BUREAU</b>	918
ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE DE LA COMMUNE DE VAUDEVILLE AU PROFIT DU SIVOM DISTRICT RURAL D'HAROUÉ	918
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b>	918
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE AVILLERS, DOMPRIX ET SAINT-SUPPLET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT DU PAYS AUDUNOIS	918
ARRETE AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VILLE-SUR-YRON AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE RAMASSAGE DES ORDURES MENAGERES	919
ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY	920
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	920
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	920
DELIBERATION N° 93/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON	920
DELIBERATION N° 94/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE	921
DELIBERATION N° 95/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA NOUVELLE CLINIQUE JEANNE-D'ARC DE LUNEVILLE	921
DELIBERATION N° 96/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE C.H.U. DE NANCY	921
DELIBERATION N° 97/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA MATERNITE « ALBERT PINARD » DE NANCY	922
DELIBERATION N° 98/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA POLYCLINIQUE GENTILLY DE NANCY	922
DELIBERATION N° 99/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE « ALEXIS VAUTRIN » DE VANDOEUVRE-LES-NANCY	922
DELIBERATION N° 100/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC	922
DELIBERATION N° 101/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	923
DELIBERATION N° 102/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA CLINIQUE « SAINT JOSEPH » DE VERDUN	923
DELIBERATION N° 103/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE JURY-LES-METZ	923
DELIBERATION N° 104/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE S.I.H. LORQUIN / SARREBOURG / ABRESCHVILLER	923
DELIBERATION N° 105/04 DU 13/07/04 CONCERNANT L'HOPITAL « SAINTE BLANDINE » DE METZ	924
DELIBERATION N° 106/04 DU 13/07/04 CONCERNANT L'HOPITAL-MATERNITE « SAINTE CROIX » DE METZ	924
DELIBERATION N° 107/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE C.H.R. DE METZ-THIONVILLE	924
DELIBERATION N° 108/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER « LE PARC » DE SARREGUEMINES	924
DELIBERATION N° 109/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL	925
DELIBERATION N° 110/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT DIE	925
DELIBERATION N° 111/04 DU 13/07/04 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008 DU CENTRE HOSPITALIER DE GORZE	925
DELIBERATION N° 112/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LES TARIFS DE L'UNITE DE METZ	926

<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b> .....	926
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i> .....	926
ARRETE PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE	
AUTORISATION N° 54-72.....	926
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES «BELLEC-PETITGENET - GEOFFROY-HENCK - POUSSARDIN»	
INSCRIPTION N° 54-99-037 .....	926
ARRETE AES 2 / N° 489 MODIFIANT LA COMPOSITION DES MEMBRES DU COMITE DEPARTEMENTAL DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES (CO. DE. R. P. A.) DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	927
ARRETE DDASS / AES / N° 164 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE.....	927
<i>POLE SOCIAL</i> .....	928
A R R Ê T É N° 428 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2004 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRES D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.) .....	928
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET</b> .....	928
DÉCISIONS CONCERNANT D'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES .....	928
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/285 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MONT L'ETROIT.....	943
ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/287 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE EPIEZ SUR CHIERS.....	943
<i>AMENAGEMENT FONCIER</i> .....	944
ARRETE PREFECTORAL 04/268/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LACHAPELLE-THIAVILLE/MEURTHE.....	944
ARRETE PREFECTORAL 04/250/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FRESNOIS LA MONTAGNE.....	945
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES</b> .....	945
ARRETE PREFECTORAL N° 2004-DDSV/54/SA/04/034RELATIF A LA REGLEMENTATION SANITAIRE ET A LA PROTECTION ANIMALE LORS DES MANIFESTATIONS RASSEMBLANT DES ANIMAUX.....	945
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY</b> .....	946
INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	946

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

**QUATRIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
 VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
 VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
 VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
 VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
 VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
 VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
 VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
 VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
 VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
 VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
 VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 2 septembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Fait à NANCY, le 17 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
 Le Secrétaire Général,  
 Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DE LUNEVILLE - SAINT-NICOLAS- DE- PORT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le Directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de LUNEVILLE-Saint-Nicolas-de-Port pour la séance du vendredi 3 septembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe & Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Fait à NANCY, le 17 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE MODIFICATIF PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT  
DES PARTICULIERS POUR L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995 ;  
Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre 1er de son titre II;  
Vu la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;  
Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;  
Vu le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1er de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989, relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles ;  
Vu le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du Code de la Consommation ;  
Vu le décret n° 99-65 du 1er février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du Code de la Consommation ;  
Vu le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire) ;  
Vu la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation ;  
Vu la circulaire interministérielle du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant constitution d'une commission d'examen des situations des particuliers pour l'arrondissement de Briey ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant composition de la Commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de BRIEY;  
Vu les propositions de l'Association Française des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en date du 26 janvier 2004;  
Vu la proposition de l' Association Française des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement en date du 12 août 2004 ;  
Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : l'article 2 de l'arrêté du 11 mars 2004 est ainsi modifié :

**Au titre des associations françaises des établissements de crédit**

*Suppléant*

- M. Raphaël CAILLO, responsable Contentieux et du Surendettement au Crédit Mutuel de Longwy-Bas - place Leclerc - 54400 LONGWY

**ARTICLE 2** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Le Sous-Préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la Commission.

NANCY, le 24 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## ARRETE REJETANT LA DEMANDE DE TRANSFERT D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE PRESENTEE PAR MADAME WILHELM DANIELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la santé Publique et notamment ses articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 ;

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU la demande présentée par **Madame WILHELM Danielle** tendant au transfert de l'officine de pharmacie du Centre Commercial Leclerc - 5 rue Aristide Briand 54200 DOMMARTIN LES TOUL au Centre Commercial ZAC du Jonchery 54200 DOMMARTIN LES TOUL, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, en date du 30 avril 2004 ;

VU l'avis défavorable émis le 25 juin 2004 par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

VU l'avis défavorable émis le 29 juin 2004 par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle ;

VU l'avis émis le 4 juin 2004 par l'Inspection Régionale de la Pharmacie

VU l'absence de réponse de l'Union Régionale des Pharmaciens de Lorraine sollicitée le 11 mai 2004

**CONSIDERANT :**

-que la pharmacie est implantée à DOMMARTIN LES TOUL, commune de 1644 habitants (recensement en 1999) estimée actuellement à près de 2000 habitants, se doit d'assurer l'approvisionnement en médicaments aux communes de DOMMARTIN LES TOUL, de CHAUDENEY et de VILLERS LE SEC conformément à l'arrêté préfectoral n°2002-203 du 08 avril 2002 ;

-que le transfert envisagé s'effectue à l'intérieur de la commune de DOMMARTIN LES TOUL ;

-que le lieu du transfert est dans un centre commercial implanté sur la ZAC de Jonchery ;

-que la notion de proximité disparaît étant donné que cette zone se situe à plus de 1 Km de toute zone d'habitation ;

-que les habitants de CHAUDENEY et de DOMMARTIN LES TOUL se trouvent éloignés de cette pharmacie implantée actuellement de façon optimale au centre de DOMMARTIN ;

-que l'infrastructure routière du centre commercial ne prévoit pas de liaisons piétonnières avec la commune et à l'intérieur de DOMMARTIN ;

-qu'il apparaît que la future implantation ne répond pas à un besoin nouveau de population à venir ;

-qu'ainsi le transfert ne permettra que la réponse à un besoin de clientèle de passage ;

-que la conception du local ne respecte pas le code de la Santé Publique, son entrée principale se situe dans le mail du centre commercial

-que cette implantation est donc en contradiction avec le code de la Santé Publique ;

**SUR**proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La demande de transfert d'une officine de pharmacie présentée par **Madame WILHELM Danielle** est rejetée.

**ARTICLE 2 :** Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 .

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à :

- Madame WILHELM Danielle,
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection Régionale de la Pharmacie),
- Madame la Présidente du Conseil Régional de L'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

NANCY, le 30 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CINQUIEME BUREAU

ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SNCF A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU LE TREY  
ANS LE CADRE DU PROLONGEMENT DE L'OUVRAGE DE FRANCHISSEMENT DU TREY A VANDIERES.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le récépissé de déclaration du 14 juin 2004 relatif au projet de prolongement de l'ouvrage SNCF de franchissement du TREY à VANDIERES ;

VU la demande de la SNCF, le 30 juin 2004, relative à l'autorisation de travaux temporaires liés aux travaux de prolongement de l'ouvrage de franchissement du TREY;

VU le rapport en date du 2 juillet 2004 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29 juillet 2004 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;**A R R E T E****ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

La SNCF est autorisée à réaliser à VANDIERES, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau du TREY nécessaires à la réalisation du prolongement de l'ouvrage SNCF de franchissement du TREY.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter du 01 août 2004.

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de VANDIERES, au droit et de part et d'autre du pont SNCF franchissant le TREY.

**ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages consistent à :

- assécher la zone de travail par aménagement de batardeaux temporaires reliés par une conduite des eaux du ruisseau de diamètre 1000 mm ou par une évacuation équivalente en débit,
- prolonger définitivement l'ouvrage de franchissement du TREY ;
- enlever les batardeaux et la conduite temporaires ;
- remettre les lieux en l'état.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau du TREY, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

**ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

**ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 11- PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Maire de la commune de VANDIERES,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Ampliation sera notifiée au permissionnaire et affichée en mairie de VANDIERES .

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

Fait à NANCY, le 17 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT****1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE****A) DE LA DERIVATION DU FORAGE AVENTURE PARC PAR LE SYNDICAT MIXTE DES LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE****B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CE POINT D'EAU****2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL****EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1321-2, L. 1321-3, L. 1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 31/12/2001 ;

VU la délibération du Conseil syndical du 09/06/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage FORAGE AVENTURE PARC à BADONVILLER ;

VU l'arrêté préfectoral du 02/02/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du Forage AVENTURE PARC à BADONVILLER par le Syndicat Mixte des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE en commune de BADONVILLER

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les commune de BADONVILLER

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans la commune ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 02/04/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 05/04/2004 du sous-préfet de LUNEVILLE ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29/07/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRETE

### TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1er - Objet

Est déclaré d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par le Syndicat Mixte des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage du FORAGE AVENTURE PARC à BADONVILLER,

2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à BADONVILLER,

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

### TITRE II - DERIVATION DES EAUX

#### ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Forage Aventure Parc	BADONVILLER	B 223	270-5-0114.	938427	2395255	420 m

#### ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 10 m³/j ni 3 m³/h.

#### ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

#### ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

#### ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux

### TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

#### ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire annexé au présent arrêté précise la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### 7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage FORAGE AVENTURE PARC est situé sur la commune de BADONVILLER, parcelle B 223, Lieu-dit "LA ROCHE DES CORBEAUX".

Il couvre une surface de 50 ares.

##### 7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 7 ha 25 ca dans la parcelle B 223, Lieu-dit "LA ROCHE DES CORBEAUX sur le territoire de BADONVILLER. Cette parcelle appartient à l'Etat; MINISTERE DE L'AGRICULTURE. Elle est gérée par l'OFFICE NATIONAL DES FORETS.

#### ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

##### 8-1 Périmètre de protection immédiate

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du périmètre et à la maintenance des installations ou de leurs abords sont interdites.

Le périmètre de protection immédiate est propriété de l'Etat. Une convention d'occupation sera établie entre l'Office National des Forêts, gestionnaire de cette forêt et le Syndicat Mixte d'Aménagement des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE.

Le périmètre de protection immédiate devra être clôturé et n'être accessible qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du forage.

**8-2 Périmètre de protection rapprochée**

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- **en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :**
  - les forages, puits et captages des tiers dans le même aquifère,
  - les sondages de reconnaissance,
  - l'exploitation de carrières,
  - la réalisation de mares et d'étangs.
- **sont interdits les stockages et dépôts :**
  - d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
  - de produits chimiques, de produits destinés aux cultures,
  - d'hydrocarbures et liquides inflammables,
  - d'effluents industriels ou domestiques collectifs,
  - station d'épuration,
  - les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.
- **sont interdites les canalisations :**
  - d'eaux usées domestiques collectives,
  - d'eaux usées industrielles,
  - d'hydrocarbures, produits chimiques liquides.
- **sont interdits les rejets liquides :**
  - d'eaux usées domestiques ou industrielles,
  - d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
  - de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.
- **en ce qui concerne les constructions sont interdits :**
  - les habitations,
  - le camping, caravaning et annexes,
  - les cimetières,
  - les installations classées,
  - les bâtiments d'élevage et d'engraissement,
  - les silos produisant des jus de fermentation,
- **en ce qui concerne les activités forestières sont interdits :**
  - les défrichements,
  - les aires de débardage,
  - l'utilisation de pesticides,
  - l'affouragement ou l'agrenage de gibiers,
  - le traitement du bois stocké.
- **Le traitement des accotements des voiries de communication (routes, chemins,... ) avec des pesticides chimiques est interdit.**

A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

- **en ce qui concerne les travaux souterrains :**
  - l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de deux mètres de profondeur, sur une période de plus de trois mois est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
  - le remblaiement de carrières, fouilles tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant de carrières.
- **en ce qui concerne les constructions :**
  - les travaux de voirie devront utiliser des matériaux provenant de carrière.

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- **clôture du périmètre de protection immédiate**
- **la tête du forage devra être dotée d'un capot de protection munie d'une aération et de fermetures.**

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Le maire de la commune de Badonviller est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président du Syndicat Mixte des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE est chargé d'effectuer ces formalités.



**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE****ARTICLE 14- Situation**

Le Syndicat Mixte des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE est autorisé à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par les personnes accueillies sur le site de l'Aventure Parc.

**ARTICLE 15- Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de correction du Ph et du caractère agressif de l'eau et un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

**ARTICLE 16- Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 17-**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication aux au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 18 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE, M. le maire de la commune de BADONVILLER, M. le Président du Syndicat Mixte des LACS DE PIERRE-PERCEE ET DE LA PLAINE, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de MEURTHE ET MOSELLE.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

Fait à NANCY, le 24 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA SOCIETE BATIGERE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT  
DE LA RIVIERE LA CRUSNES DANS LE CADRE DE LA REFECTION D'UN BARRAGE A LONGUYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

VU la demande de Monsieur le Directeur de la société BATIGERE ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,

VU le rapport en date du 15 juillet 2004 de la Direction Départementale de l'Équipement ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 29 juillet 2004 ;

SUR les propositions du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE**

Monsieur le Directeur de la société BATIGERE est autorisé à procéder aux travaux de reconstruction du barrage situé sur la parcelle n°137 sur un bras de dérivation de la CRUSNES à LONGUYON dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière la CRUSNES consisteront à :

- mettre en œuvre un piste d'accès constitué de buses pour assurer le passage des engins,
- mettre en place deux batardeaux afin d'assécher le bras de dérivation,
- démolir le barrage actuel,
- reconstruire le barrage avec les mêmes caractéristiques,
- remettre en état le site.

**ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Tout déversement accidentel devra immédiatement être signalé en préfecture pour permettre de prendre les mesures nécessaires à la sécurisation de la prise d'eau destiné à la consommation humaine de la Communauté de Communes de LONGWY à MONTMEDY et des sources situées en bordure de la rivière qui alimentent les communes de FLABEUVILLE et COLMEY.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE :**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX :**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

**ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE :**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

**ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

**ARTICLE 9 -**

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de monsieur le préfet de Meurthe et Moselle.

**ARTICLES 10 - VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 11 -**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Maire de LONGUYON,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement,

Monsieur le Directeur de la société BATIGERE,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Ampliation sera notifiée au pétitionnaire et affichée en mairie de LONGUYON.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

Fait à NANCY, le 24 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE ET MOSELLE A EFFECTUER DES TRAVAUX INTERESSANT LE LIT DE LA RIVIERE PIENNES DANS LE CADRE DE LA REFECTION DU PONT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 154 A BERTRAMEIX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement ;

VU l'article 20 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements.

VU la demande de Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle ;

CONSIDERANT que les travaux ont une durée inférieure à 1 an et n'ont pas d'effets importants sur les eaux et le milieu aquatique,

VU le rapport en date du 12 juillet 2004 de la Direction Départementale de l'Equipeement ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 29 juillet 2004 ;

SUR les propositions du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle;

**A R R E T E****ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE**

Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle est autorisé à procéder aux travaux de réparation du pont de franchissement de la rivière PIENNES sur la route départementale n°154 à BERTRAMEIX dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté.

Les travaux devront être réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages dans le lit de la rivière PIENNES consisteront à :

- démolir et reconstruire la chaussée et les trottoirs,
- remettre en état l'étanchéité du tablier,
- construire un radier en béton armé,
- nettoyer et remettre en état les parements de l'ouvrage.

**ARTICLE 3 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans la rivière de matériaux divers.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore de la rivière.

Les ouvrages et la rivière au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE :**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

**ARTICLE 5 - RESERVE DU DROIT DES TIERS :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX :**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit de la rivière sera remis en bon état après travaux.

**ARTICLE 7 - CLAUSE DE PRECARITE :**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages du présent règlement.

**ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les travaux devront être interrompus en cas de brusque montée des eaux. Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires afin d'éviter toute pollution lors des travaux.

**ARTICLE 9 -**

Toute modification apportée par le pétitionnaire aux ouvrages doit être portée, avant exécution, à la connaissance de monsieur le préfet de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 10 -**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle,

Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY,

Monsieur le Maire de BERTRAMEIX,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs. Ampliation sera notifiée au pétitionnaire et affichée en mairie de BERTRAMEIX.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée au conseil supérieur de la pêche.

Fait à NANCY, le 25 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
A EFFECTUER DES TRAVAUX TEMPORAIRES INTERESSANT LE LIT DU RUISSEAU DE LA MAUCHERE  
DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION DU PONT RD 90 A MALLELOY.**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU l'article L 432-3 du Code de l'environnement ;

VU la loi 92-3 sur l'Eau du 03 janvier 1992 ;

VU les décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement ;

VU l'article 20 du décret 93-742 du 29 mars 1993;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, le 27 mai 2004, relative à l'autorisation de reconstruire le pont de la route départementale 90 sur le ruisseau de la MAUCHERE à MALLELOY;

VU le rapport en date du 15 juin 2004 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis du Conseil départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 29 juillet 2004

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er - OBJET ET DUREE**

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle est autorisé à réaliser à MALLELOY, dans les conditions du présent règlement et conformément au projet présenté, les travaux et ouvrages dans le lit du ruisseau de la MAUCHERE nécessaires à la reconstruction du pont RD 90.

Ces travaux devront être réalisés dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 - SITUATION**

Les travaux seront réalisés sur le territoire de la commune de MALLELOY, au droit et de part et d'autre du pont du ruisseau de la MAUCHERE.

**ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX**

Les travaux et ouvrages consistent à :

-assécher la zone de travail par aménagement de merlons temporaires;

-démolir le pont existant, tablier notamment ;

-reconstruire le pont (réhabilitation des culées ; élargissement du tablier ; réhabilitation des superstructures);

-réaménager un radier au droit de l'ouvrage d'art ;

-remettre les lieux en l'état.

**ARTICLE 4 - MESURES DE SAUVEGARDE**

Toutes précautions devront être prises visant à éviter la pollution, notamment par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.

Des dispositions devront être prises pour permettre de limiter au maximum toute submersion qui viendrait à être provoquée par les ouvrages provisoires en cas de crue du ruisseau de la MAUCHERE, voire à dégager le lit du cours d'eau.

Le garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche du secteur sera associé à la première réunion de chantier pour déterminer s'il y a lieu les mesures particulières à mettre en œuvre préalablement et durant les travaux, visant la préservation de la faune et de la flore du ruisseau.

Les ouvrages et le ruisseau au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

#### **ARTICLE 5 - MESURES DE SECURITE PUBLIQUE**

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

#### **ARTICLE 6 - RESERVE DU DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 7 - EXECUTION DES TRAVAUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Les travaux seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et au projet présenté par le permissionnaire.

Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Le lit du ruisseau sera remis en bon état après travaux.

#### **ARTICLE 8 - CLAUSE DE PRECARITE**

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux, des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent règlement.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DES OUVRAGES**

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du Préfet.

#### **ARTICLE 10 - VOIES DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

#### **ARTICLE 11 - PUBLICATION ET EXECUTION**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE,

Monsieur le Maire de la commune de MALLELOY,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Ampliation sera notifiée au permissionnaire et affichée en mairie de MALLELOY.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, et au Chef de la brigade départementale des garde-pêche du Conseil Supérieur de la Pêche.

Fait à NANCY, le 25 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

### **ARRETE DE RENOUELEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USAGEES, AUX ETABLISSEMENTS GRANDIDIER**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par le décret n° 89-648 du 31 août 1989 et le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mai 1990 agréant les Etablissements GRANDIDIER, dont le siège social est situé 30 "La Gare" à 88330 REHAINCOURT, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 9 mai 1995, 9 novembre 1995, 10 avril 1996 et 23 avril 1996 prorogeant la validité de l'agrément de cette société pour le ramassage des huiles usagées ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 19 décembre 2000 par les Etablissements GRANDIDIER.

Vu l'avis de la commission départementale d'agrément des activités de ramassage des huiles usagées dans sa séance du 18 août 2004 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture ;

#### **ARRETE**

##### **ARTICLE 1er**

L'agrément délivré aux Etablissements GRANDIDIER, dont le siège social est situé 30 "La Gare" à 88330 REHAINCOURT, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

##### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

##### **ARTICLE 3 - Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

**ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur des Etablissements GRANDIDIER

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

- M. le directeur régional de l'environnement,

- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

Fait à NANCY, le 20 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USAGEES, A LA SOCIETE CRDT-EST**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par le décret n° 89-648 du 31 août 1989 et le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 agréant la société CRDT-EST, dont le siège social est situé ZI la Haie Sorette à 54450 DOMJEVIN, pour assurer le ramassages des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 12 mars 2001 par la société CRDT-EST ;

Vu l'avis de la commission départementale d'agrément des activités de ramassage des huiles usagées dans sa séance du 18 août 2004 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'agrément délivré à la société CRDT-EST, dont le siège social est situé ZI la Haie Sorette à 54450 DOMJEVIN, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

**ARTICLE 3 - Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

**ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société CRDT-EST

et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

- M. le directeur régional de l'environnement,

- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,

- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

Fait à NANCY, le 20 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT, POUR ASSURER LE RAMASSAGE DES HUILES USAGEES, A LA SOCIETE SODETECA**

LE PREFET DE MEURTHE & MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées, modifié notamment par le décret n° 89-648 du 31 août 1989 et le décret n° 97-503 du 21 mai 1997 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 avril 1996 agréant la société SODETECA, dont le siège social est situé 6, rue Lyautey à 54000 NANCY, pour assurer le ramassages des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 5 novembre 1997 et 11 mars 1998 prorogeant la validité de l'agrément de cette société pour le ramassage des huiles usagées ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément présentée le 16 janvier 2001 par la société SODETECA ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2002-507 du 1<sup>er</sup> mars 2002 prenant acte de la reprise des activités de SODETECA par la société SRRHU ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2004-520 du 5 juillet 2004 prenant acte de la reprise des activités de la société SRRHU par la société SEVIA-SRRHU, dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBE ;  
Vu l'avis de la commission départementale d'agrément des activités de ramassage des huiles usagées dans sa séance du 18 août 2004 ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la Préfecture ;

**ARRETE****ARTICLE 1<sup>er</sup>**

L'agrément délivré à la société SEVIA-SRRHU, dont le siège social est situé Immeuble Le Colombus, 1 Rond Point de l'Europe à 92250 LA GARENNE COLOMBE, pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de Meurthe-et-Moselle, selon les conditions fixées par les textes susvisés, est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

**ARTICLE 3 - Recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif.

En application de l'article L 514-6 du code de l'environnement susvisé, le délai de recours est fixé à :

- 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,
- 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication.

**ARTICLE 4 - Exécution de l'arrêté**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société SEVIA-SRRHU  
et dont une ampliation sera adressée à :
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le délégué régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie,
- M. le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

Fait à NANCY, le 20 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****DEUXIEME BUREAU****ARRETES AUTORISANT L'INSTALLATION DE SYSTEMES DE VIDEOSURVEILLANCE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 2 mars 2004 par M. MAILLARD, directeur de l'hôtel Carnot, situé 4 cours Léopold 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 19 mars 2004 ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004;

Vu le plan de l'installation produit par le directeur de l'établissement ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant deux caméras intérieures fixes, dans le hall d'entrée de l'hôtel Carnot, 4 cours Léopold 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

<b>54.04.0024</b>
-------------------

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. MAILLARD, directeur de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

- M. MAILLARD, directeur de l'établissement
- M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy
- M. le maire de Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande présentée le 21 avril 2004 par la Communauté Urbaine du Grand Nancy, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de deux carrefours situés dans le périmètre de la Communauté Urbaine ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 26 avril 2004 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance (comportant une caméra par site) à l'emplacement de deux carrefours situés dans le périmètre de l'agglomération nancéienne :

-n° 136 : Rue Grandville / Rue de Malzéville

-n° 131 : Faubourg des III Maisons / Rue Jean Lamour

est autorisée sous le numéro :

**54.04.0033**

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le Pôle Déplacements (service circulation) de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

-M. directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996 ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu la demande présentée le 18 juin 2004 par M. Hervé COLNOT, gérant du magasin « Rayon Bio », 45 avenue de la Libération 54520 LAXOU ;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes, au magasin « Rayon Bio », situé 45 avenue de la Libération 54520 LAXOU, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0034**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Hervé COLNOT, gérant du magasin.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Hervé COLNOT, gérant du magasin

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Laxou

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 16 juin 2004 par M. Henri de la GRAVIÈRE, directeur du site de Toul de l'usine « Pneumatiques KLEBER », Zone Industrielle « Croix de Metz » 54206 TOUL Cedex;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures fixes, sur le site de l'usine « Pneumatiques KLEBER », Zone Industrielle « Croix de Metz » 54206 TOUL, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0035**

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est le service de sécurité de l'usine.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Henri de la GRAVIÈRE, directeur du site de Toul

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Toul

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 18 mai 2004 par Mme Françoise BAILLY, proviseur du lycée Jeanne d'Arc, 16 rue Pierre Fourier 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004 ;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant trois caméras intérieures fixes, au lycée Jeanne d'Arc, 16 rue Pierre Fourier 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0036**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme le proviseur de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Françoise BAILLY, proviseure de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI



LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 26 avril 2004 par Mme Nathalie FRANCOIS, exploitante du magasin de presse situé 46 rue Sadi Carnot 54220 MALZEVILLE;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes, au magasin de presse situé 46 rue Sadi Carnot 54220 MALZEVILLE est autorisée sous le numéro :

54.04.0037

**ARTICLE 2** - Les personnes chargées de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès desquelles pourra être exercé le droit d'accès aux images, sont Mme Nathalie FRANCOIS, exploitante, et M. Philippe CLAUDEL.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Nathalie FRANCOIS, exploitante

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Malzéville

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 27 avril 2004 par les établissements COLIN, sis 7 rue d'Harbouey 54450 FREMONVILLE;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant deux caméras intérieures fixes, dans les locaux des établissements COLIN, situés 7 rue d'Harbouey 54450 FREMONVILLE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0038

**ARTICLE 2** - Les personnes chargées de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès desquelles pourra être exercé le droit d'accès aux images, sont M. et Mme COLIN.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. et Mme COLIN, exploitants

-M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Frémonville

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 11 mai 2004 par M. Daniel BERTEAUX, directeur du magasin « Optique 2000 », situé place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes, au magasin « Optique 2000 », situé 27 place Duroc 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée sous le numéro :

54.04.0039

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. BERTEAUX.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. BERTEAUX, exploitant

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Pont-à-Mousson

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 18 mai 2004 par M. André SCHAFF, directeur de l'Ecole Supérieure d'Informatique et Applications de Lorraine (ESIAL), située Campus Victor Grignard 54506 VANDOEUVRE-Lès-NANCY ;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes, à l'Ecole Supérieure d'Informatique et Applications de Lorraine (ESIAL), située Campus Victor Grignard 54506 VANDOEUVRE-Lès-NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0040

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. SCHAFF, directeur de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. André SCHAFF, directeur de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 5 mai 2004 par M. le maire de MAXEVILLE, en vue de l'équipement du Centre Technique Municipal en matériel de vidéosurveillance;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant deux caméras extérieures fixes, au Centre Technique Municipal de MAXEVILLE, 4 rue André Fruchard, est autorisée sous le numéro :

54.04.0041

**ARTICLE 2** - Le service chargé de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès duquel pourra être exercé le droit d'accès aux images, est « ACDM Concept », 3 rue Alfred Kastler 54320 MAXEVILLE.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Henri BEGORRE, maire de Maxéville

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 26 mai 2004 par le responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy, en vue de l'équipement en matériel de vidéosurveillance de l'immeuble « Hêtre Pourpre », place Alain Fournier 54100 NANCY;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant six caméras intérieures fixes, sur le site de l'immeuble « Hêtre Pourpre », place Alain Fournier 54100 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0042

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Sylvain RICHARD, responsable de l'agence du Haut du Lièvre de l'OPAC de Nancy.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le directeur général de l'OPAC de Nancy

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Malzéville

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2004 par M. Guy Oun LIM, gérant de la s.a.r.l VENG-HOUR (Traiteur - Epicerie fine), sise Centre Commercial Saint-Sébastien 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant une caméra intérieure fixe sur chaque site, est autorisée au self et à l'épicerie VENG-HOUR, sous le numéro :

54.04.0043

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Guy Oun LIM, gérant de la société.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Guy Oun LIM, gérant de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2004 par M. Claude THOLLET, exploitant de la station-service « Relais de Velaine », située 13 route de Nancy 54840 VELAINE-en-HAYE;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant une caméra extérieure fixe, à la station-service « Relais de Velaine », située 13 route de Nancy 54840 VELAINE-en-HAYE, est autorisée sous le numéro :

54.04.0044

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Claude THOLLET, exploitant.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Claude THOLLET, exploitant

-M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

-M. le maire de Velaine-en-Haye

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2004 par Mme Marie-José MERLIN, gérante du bureau de tabac - point presse situé 58 rue Isabey 54000 NANCY;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant une caméra intérieure fixe, au bureau de tabac - point presse situé 58 rue Isabey 54000 NANCY, est autorisée sous le numéro :

54.04.0045

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme MERLIN.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme MERLIN, gérante du bureau de tabac

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 24 mai 2004 par M. Eddie DEPPEZ, directeur de l'agence de Nancy du groupe HEPPNER - Transport et logistique -, rue Pierre et Marie Curie 54712 LUDRES;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant six caméras intérieures fixes, dans les locaux de l'agence de Nancy du groupe HEPPNER - Transport et logistique -, située rue Pierre et Marie Curie 54712 LUDRES, est autorisée sous le numéro :

54.04.0046

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Eddie DEPPEZ, directeur.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Eddie DEPPEZ, directeur de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Ludres

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 4 juin 2004 par Mme Marie-Thérèse GIOVAGNOLI, exploitante du bar-tabac situé 23 rue Paul Langevin 54880 THIL;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, au bar-tabac « Le Pénalty », situé 23 rue Paul Langevin 54880 THIL, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0047**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est Mme Marie-Thérèse GIOVAGNOLI, exploitante de l'établissement.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-Mme Marie-Thérèse GIOVAGNOLI, exploitante de l'établissement

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-Mme le maire de Thil

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 7 juin 2004 par M. Christophe KESTEL, cogérant de la société ROMAPRUD, sise 18-19 route de Damelevières 54360 CHARMOIS, pour l'équipement en matériel de vidéosurveillance de l'établissement situé rue Louis Braille 54710 FLEVILLE-devant-NANCY;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant quatre caméras extérieures fixes, sur le site de la société ROMPRUD, rue Louis Braille - ZI - 54710 FLEVILLE-devant-NANCY, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0048**

**ARTICLE 2** - Les personnes chargées de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès desquelles pourra être exercé le droit d'accès aux images, sont M. et Mme KESTEL, cogérants.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Christophe KESTEL, cogérant de la société

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Fléville-devant-Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 25 mai 2004 par M. le maire de BRIEY pour cinq sites différents de l'Hôtel de Ville;

Vu le récépissé en date du 28 juin 2004 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant une caméra extérieure fixe sur chaque site, est autorisée à cinq endroits différents de l'Hôtel de Ville de BRIEY, sous les numéros :

- 54.04.0050 : rue du Temple, sur le candélabre
- 54.04.0051 : 9, rue du Temple, sur la façade avant
- 54.04.0052 : square Szczawno-Zdroj
- 54.04.0053 : rue Lyautey
- 54.04.0054 : rue du Temple (Belvédère)

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre des systèmes de vidéo-surveillance visés à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. le maire de Briey.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. le maire de Briey

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité et sa circulaire d'application du 22 octobre 1996;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la demande présentée le 30 juin 2004 par M. Franck GOUDEAU, gérant du magasin de prêt-à-porter « ALTER EGO », situé 3 rue du Maréchal Joffre 54700 PONT-A-MOUSSON ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance en date du 5 juillet 2004;

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - L'installation d'un système de vidéosurveillance, comportant une caméra intérieure fixe, au magasin de prêt-à-porter « ALTER EGO », situé 3 rue du Maréchal Joffre 54700 PONT-A-MOUSSON, est autorisée sous le numéro :

**54.04.0055**

**ARTICLE 2** - La personne chargée de la mise en œuvre du système de vidéo-surveillance visé à l'article 1<sup>er</sup>, auprès de laquelle pourra être exercé le droit d'accès aux images, est M. Franck GOUDEAU, gérant.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

**ARTICLE 3** - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

**ARTICLE 4** - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

**ARTICLE 5** - Tout manquement aux dispositions de l'article 10 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

**ARTICLE 6** - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à :

-M. Franck GOUDEAU, gérant du magasin

-M. le directeur départemental de la sécurité publique à Nancy

-M. le maire de Pont-à-Mousson

NANCY, le 28 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

*Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.*

## DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

## DEUXIEME BUREAU

## ARRETE PORTANT MANDATEMENT D'OFFICE DE LA COMMUNE DE VAUDEVILLE AU PROFIT DU SIVOM DISTRICT RURAL D'HAROUÉ

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

VU la saisine de la chambre régionale des comptes effectuée le 25 juin 2004 pour défaut d'inscription au budget primitif principal de la commune de VAUDEVILLE de la somme de 28 706,54 €, au titre de sa participation au SIVOM district rural d'HAROUÉ pour l'exercice 2004 ;

VU l'avis de la chambre régionale des comptes du 29 juillet 2004, reçu en préfecture le 5 août 2004, proposant de procéder au mandatement d'office de la somme de 28 706,54 € ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu de s'écarter des propositions de la chambre régionale des comptes ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

ARTICLE 1<sup>er</sup> - Une somme de 28 706,54 € (VINGT HUIT MILLE SEPT CENT SIX EUROS CINQUANTE QUATRE CENTIMES) sera mandatée à l'article 6554 du budget 2004 de la commune de VAUDEVILLE, par affectation d'une partie du résultat de fonctionnement et versée au profit du SIVOM district rural d'HAROUÉ, correspondant à la contribution pour l'exercice 2004 de la commune de VAUDEVILLE aux frais de fonctionnement du SIVOM d'HAROUÉ.

ARTICLE 2 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de VAUDEVILLE et le trésorier d'HAROUÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général et au président du SIVOM district rural d'HAROUÉ.

Fait à NANCY, le 19 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

## ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE AVILLERS, DOMPRIX ET SAINT-SUPPLET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT DU PAYS AUDUNOIS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juin 1995 autorisant la création du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2001 portant création de la communauté de communes du pays audunois ;

VU la délibération en date du 18 septembre 2001 du conseil municipal d'AVILLERS demandant le retrait de la commune du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois ;

VU la délibération en date du 31 août 2001 du conseil municipal de DOMPRIX demandant le retrait de la commune du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois ;

VU la délibération en date du 25 septembre 2001 du conseil municipal de SAINT-SUPPLET demandant le retrait de la commune du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois ;

VU la délibération en date du 23 avril 2003 du comité du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois acceptant le retrait de ces 3 communes, sans conditions financières ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes membres, à savoir :

ANDERNY .....	12 décembre	2001
AUDUN-LE-ROMAN.....	29 octobre	2001
AVILLERS .....	6 décembre	2001
BEUVILLERS.....	30 septembre	2001
CRUSNES .....	15 octobre	2001
DOMPRIX .....	5 décembre	2001
JOPPECOURT .....	5 novembre	2001
MERCY-LE-HAUT .....	29 octobre	2001
MURVILLE .....	25 octobre	2001
PREUTIN-HIGNY .....	5 novembre	2001
SAINT-SUPPLET .....	30 novembre	2001
SANCY .....	12 décembre	2001

VU la délibération en date du 23 avril 2003 du comité du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois transférant l'actif et le passif à la communauté de communes du pays audunois ;

VU la délibération en date du 23 avril 2003 du comité du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois transférant l'ensemble du personnel du syndicat à la communauté de communes du pays audunois ;

VU l'avis en date du 17 juin 2004 de la commission administrative paritaire de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant l'annulation par le tribunal administratif de Nancy, le 15 octobre 2002, de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2002 portant autorisation de retrait des communes de Avillers, Domprix et Saint-Supplet du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois et substitution de plein droit de la communauté de communes du pays audunois au syndicat susmentionné ;



Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte et que le retrait des communes d'AVILLERS, DOMPRIX et SAINT-SUPPLET peut être autorisé ;  
Considérant que, dans ces conditions, le périmètre du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois se trouve inclus en totalité dans celui de la communauté de communes du pays audunois ;  
Considérant que l'ensemble des compétences exercées par le syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois ont été transférées par les communes membres à la communauté de communes du pays audunois ;

ARRETE :

Article 1<sup>er</sup> : Le retrait des communes de AVILLERS, DOMPRIX et SAINT-SUPPLET du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois est autorisé.

Article 2 : La communauté de communes du pays audunois est substituée de plein droit au syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois pour la totalité des compétences exercées par celui-ci.

Article 3 : L'ensemble de l'actif et du passif, tel qu'arrêté par le compte de gestion en date du 31 décembre 2001 ci-annexé, ainsi que l'ensemble du personnel du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois sont transférés à la communauté de communes du pays audunois.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal pour le développement et l'aménagement du pays audunois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au président de la communauté de communes du pays audunois, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 4 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

*L'ensemble de l'actif et du passif, tel qu'arrêté par le compte de gestion en date du 31 décembre 2001, annexé au présent arrêté est consultable à la sous-préfecture de BRIEY*

**ARRETE AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE VILLE-SUR-YRON AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
POUR LE RAMASSAGE DES ORDURES MENAGERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1973 autorisant la création du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 approuvant les nouveaux statuts du syndicat ;

VU la délibération du conseil municipal de VILLE-SUR-YRON en date du 25 septembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy ;

VU la délibération du comité syndical en date du 3 octobre 2003 acceptant cette adhésion ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- ANDERNY en date du 27 décembre 2003
- ANOUX en date du 31 octobre 2003
- AUBOUE en date du 8 décembre 2003
- AVRIL en date du 8 novembre 2003
- LES BAROCHES en date du 9 décembre 2003
- BATILLY en date du 28 octobre 2003
- BRIEY en date du 21 octobre 2003
- DONCOURT-LES-CONFLANS en date du 23 octobre 2003
- GIRAUMONT en date du 13 novembre 2003
- HATRIZE en date du 27 octobre 2003
- HOMECOURT en date du 22 décembre 2003
- JARNY en date du 10 novembre 2003
- JOEUF en date du 23 novembre 2003
- JOUAVILLE en date du 13 octobre 2003
- LABRY en date du 27 octobre 2003
- LANTEFONTAINE en date du 12 novembre 2003
- MAIRY-MAINVILLE en date du 28 novembre 2003
- MANCE en date du 12 novembre 2003
- MANCIEULLES en date du 26 novembre 2003
- MOINEVILLE en date du 10 novembre 2003
- MOUTIERS en date du 7 novembre 2003
- PUXE en date du 8 octobre 2003
- SAINT-AIL en date du 16 octobre 2003
- TRIEUX en date du 22 décembre 2003
- TUCQUEGNIEUX en date du 20 octobre 2003
- VALLEROY en date du 5 novembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 29 juin et 19 juillet 2004 portant dissolution du syndicat mixte intercommunal de nettoyage du Haut Plateau Messin ;

Considérant que la totalité des communes membres du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy, s'est prononcée en faveur de l'adhésion de VILLE-SUR-YRON ;

**ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> : L'adhésion de la commune de VILLE-SUR-YRON au syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy, est autorisée.

La commune de VILLE-SUR-YRON sera représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal pour le ramassage et le traitement des ordures ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

**ARRETE AUTORISANT LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5214-1 et suivants et R 5214-1 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 1999 autorisant la création de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2002 approuvant les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de Briey ;

VU la délibération en date du 9 juin 2004 du conseil de la communauté de communes du pays de Briey décidant la modification de l'article 2 « Services à la population » des statuts ;

VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

- ANOUX en date du 22 juillet 2004
- AVRIL en date du 29 juin 2004
- LES BAROCHES en date du 29 juin 2004
- BETTAINVILLERS en date du 30 juin 2004
- BRIEY en date du 12 juillet 2004
- LANTEFONTAINE en date du 12 août 2004
- LUBEY en date du 12 août 2004
- MANCE en date du 26 juillet 2004
- MANCIEULLES en date du 25 juin 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du projet ;

**ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> : La modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes du pays de Briey est autorisée comme suit :

« 3 - *Compétences facultatives*

*B - Services à la population*

- *La communauté de communes, en partenariat avec les associations locales, participera à toute réflexion visant à la définition d'une politique communautaire en faveur de la petite enfance, de la jeunesse, des personnes âgées, des personnes handicapées et des publics rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle. Si le projet concerne plus d'une commune, la communauté de communes pourra réaliser les équipements et les actions nécessaires à leur concrétisation.*

*En matière de petite enfance et de jeunesse, la communauté de communes pourra mettre en œuvre les actions suivantes :*

- *Signature d'un contrat enfance intercommunal et d'un contrat temps libres avec la caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle.*
- *Création et gestion d'un relais assistantes maternelles intercommunal.*
- *Création et gestion d'une maison de l'enfance permettant l'accueil régulier (crèche) ou occasionnel (halte-garderie) d'enfants de moins de 6 ans.*
- *Création et gestion de garderies périscolaires pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et primaires des communes membres.*
- *Création et gestion de centres de loisirs sans hébergement (CLSH) pour les enfants de moins de 12 ans ».*

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes du pays de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée aux maires des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle. Il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 23 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet,  
Georges AMBROISE

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**DELIBERATION N° 93/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE PARISOT DE BAINVILLE SUR MADON**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

- VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
- VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre Parisot de Bainville sur Madon intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre Parisot de Bainville sur Madon, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 94/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

- VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
- VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier de Lunéville intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier de Lunéville, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 95/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA NOUVELLE CLINIQUE JEANNE-D'ARC DE LUNEVILLE****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

- VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
- VU le projet d'opération d'investissement présenté par la nouvelle Clinique Jeanne d'Arc de Lunéville intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la nouvelle Clinique Jeanne d'Arc de Lunéville, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 96/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE C.H.U DE NANCY****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

- VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;
- VU le projet d'opération d'investissement présenté par le C.H.U. de Nancy intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le C.H.U. de Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 97/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA MATERNITE « ALBERT PINARD » DE NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Maternité régionale « Albert Pinard » de

Nancy intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Maternité « Albert Pinard » de Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 98/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA POLYCLINIQUE GENTILLY DE NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Polyclinique Gentilly de Nancy intégré

dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Polyclinique Gentilly de Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 99/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE « ALEXIS VAUTRIN » DE VANDOEUVRE-LES-NANCY**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre « Alexis Vautrin » de

Vandoeuvre-lès-Nancy intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre « Alexis Vautrin » de Vandoeuvre-lès-Nancy, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 100/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE BAR LE DUC**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier de Bar le Duc en

collaboration avec la Polyclinique « du Parc » de Bar le Duc intégré dans l'objectif régional

pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier de Bar le Duc en collaboration avec la Polyclinique « du Parc » de Bar le Duc, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Meuse.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 101/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier de Verdun intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier de Verdun, en vue de financer un projet d'investissement par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Meuse.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 102/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LA CLINIQUE « SAINT JOSEPH » DE VERDUN**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par la Clinique « Saint Joseph » de Verdun intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec la Clinique « Saint Joseph » de Verdun, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Meuse.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 103/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE DE JURY-LES-METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier spécialisé de Jury-lès-Metz intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier spécialisé de Jury-lès-Metz, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 104/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE S.I.H. LORQUIN / SARREBOURG / ABRESCHVILLER**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le S.I.H. Lorquin / Sarrebourg / Abreschviller intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le S.I.H. Lorquin / Sarrebourg / Abreschviller, en vue de financer un projet d'investissement par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV). Les crédits seront respectivement attribués aux trois établissements

membres du S.I.H..

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 105/04 DU 13/07/04 CONCERNANT L'HOPITAL « SAINTE BLANDINE » DE METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par l'Hôpital « Sainte Blandine » de Metz  
intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec l'Hôpital « Sainte Blandine » de Metz, en vue de financer un projet d'investissement par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 106/04 DU 13/07/04 CONCERNANT L'HOPITAL-MATERNITE « SAINTE CROIX » DE METZ**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par l'Hôpital-Maternité « Sainte Croix » de Metz  
intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec l'Hôpital-Maternité « Sainte Croix » de Metz, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 107/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE C.H.R. DE METZ-THIONVILLE**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

**VU** le projet d'opération d'investissement présenté par le C.H.R. de Metz-Thionville intégré dans  
l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

**VU** la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le C.H.R. de Metz-Thionville, en vue de financer un projet d'investissement par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

---

**DELIBERATION N° 108/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER « LE PARC » DE SARREGUEMINES**

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

**VU** les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclu entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

- VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier « Le Parc » de Sarreguemines intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;
- VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier « Le Parc » de Sarreguemines, en vue de financer un projet d'investissement par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de la Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 109/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER D'EPINAL****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier d'Epinal en collaboration avec la Polyclinique « La Ligne Bleue » d'Epinal intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier d'Epinal en collaboration avec la Polyclinique « La Ligne Bleue » d'Epinal, en vue de financer trois projets d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et par une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département des Vosges.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 110/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LE CENTRE HOSPITALIER DE SAINT DIE****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'opération d'investissement présenté par le Centre hospitalier de Saint Dié en collaboration avec la Clinique « Notre Dame » de Saint Dié intégré dans l'objectif régional pluriannuel d'investissement (O.R.P.I.) ;

VU la circulaire D.H.O.S. / F n°495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des crédits du volet investissement du Plan « Hôpital 2007 » ;

**DECIDE**

D'approuver les clauses de l'accord contractuel « Hôpital 2007 » conclu avec le Centre hospitalier de Saint Dié avec la Clinique « Notre Dame » de Saint Dié, en vue de financer un projet d'investissement par une subvention issue du F.M.E.S.P.P. et une prise en charge des surcoûts d'exploitation (groupe IV).

D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit accord.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département des Vosges.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe  
Danielle MOUFFARD

**DELIBERATION N° 111/04 DU 13/07/04 RELATIVE AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2004-2008  
DU CENTRE HOSPITALIER DE GORZE****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du Code de la Santé Publique et à l'article 12 de la convention constitutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997.

VU les articles L 6114-1 et L 6114-2 du Code de la Santé Publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les Agences Régionales de l'Hospitalisation et les établissements de santé ;

VU le projet d'établissement du Centre Hospitalier de GORZE approuvé le 18 mars 2003 ;

VU la délibération du conseil d'administration du Centre Hospitalier de GORZE relative au projet de contrat d'objectifs et de moyens ;

**CONSIDERANT** que les objectifs retenus dans le contrat d'objectifs et de moyens de l'hôpital de GORZE sont conformes au volet S.S.R. et au volet personnes âgées du S.R.O.S. de Lorraine.

**CONSIDERANT** que la mise en place des nouvelles activités d'H.A.D. et de soins de suite polyvalents est réalisée par le C.H. de GORZE en coordination avec les autres établissements de santé en particulier de l'agglomération messine. Elle s'inscrit donc dans la perspective du projet médical de territoire.

**CONSIDERANT** les aides financières apportées au C.H. de GORZE pour procéder à l'humanisation et à la restructuration de ses locaux.

**DECIDE**

d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens du Centre Hospitalier de GORZE pour la période 2004-2008.

D'autoriser le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe & Moselle et du département de Moselle.

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe,  
Danielle MOUFFARD

## DELIBERATION N° 112/04 DU 13/07/04 CONCERNANT LES TARIFS DE L'UNITE DE METZ

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU l'article 26 de la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004

VU la délibération n° 69/02 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 16 juillet 2002 autorisant une unité d'autodialyse de 9 postes à Metz en remplacement de l'unité d'autodialyse de 8 postes de Montigny les Metz ;

VU la délibération n° 50/03 de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 18 février 2003 autorisant la création d'une unité de dialyse médicalisée de 8 postes à Metz;

VU les conclusions favorables de la visite de conformité réalisée le 30 juin 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et l'Association Lorraine pour le Traitement de l'Insuffisance Rénale à Vandoeuvre les Nancy

## DECIDE

D'approuver à compter du 30 juin 2004, les tarifs de l'unité de Metz, fixés comme suit :

Disciplines	Tarifs en Euros
Unité d'autodialyse de Nancy	237.77
Unités d'autodialyse médicalisée	310.82

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 13 juillet 2004

P/ Le président de la commission exécutive,  
La directrice-adjointe,  
Danielle MOUFFARD

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE PORTANT RADIATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE  
AUTORISATION N° 54-72

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;

VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeur adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou de directeur adjoint de laboratoire d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;

VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologie ;

VU l'arrêté du 16 septembre 1997, autorisant le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 38 avenue Foch à 54000 NANCY, avec pour directeur Monsieur LUPORSI Paul au sein de la SELCA « Les laboratoires d'analyses de biologie médicale LUPORSI-TRABOULSY », sous le n° 54-72 ;

VU la décision de fermeture au 31 décembre 2003 prise par Monsieur LUPORSI Paul;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe et Moselle, à compter du 31 décembre 2003, le laboratoire d'analyses de biologie médicale LUPORSI-TRABOULSY sis 38 avenue Foch à 54000 NANCY, agréé sous le n° 54-72.**ARTICLE 2 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur LUPORSI Paul
- Monsieur TRABOULSY Michel,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de NANCY,
- M. le Directeur du conseil départemental des médecins,
- M. le Directeur de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Mme le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 26 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation  
P/ Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales  
L'Inspecteur Principal  
Irène DELFORGE

ARRETE PORTANT MODIFICATION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERES «BELLEC-PETITGENET - GEOFFROY-HENCK - POUSSARDIN»  
INSCRIPTION N° 54-99-037

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;



- VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 2002 portant modification de la S.C.P. d'infirmières BELLEC-PETITGENET - GEOFFROY-HENCK - POUSSARDIN à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002 ;
- VU la décision de Mademoiselle POUSSARDIN Marie-Noëlle de cesser son activité au sein de la S.C.P. et de céder ses parts à Madame AUVRAY Michèle à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004 ;

**CONSIDERANT** que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme :

- Exemplaire des statuts modifiés de la société,
- Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juin 2004,
- Exemplaire de la cession de parts sociales entre Mademoiselle POUSSARDIN Marie-Noëlle et Madame AUVRAY Michèle,
- Procès-verbal de la décision de la gérance du 12 juillet 2004,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 73-54-0012 de Madame AUVRAY Michèle,

**SUR** proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : La S.C.P. d'Infirmières « BELLEC-PETITGENET-GEOFFROY-HENCK-POUSSARDIN », inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe et Moselle sous le n° 54-99-037, est modifiée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004:

**-Raison sociale** : S.C.P. d'infirmières «AUVRAY - BELLEC-PETITGENET - GEOFFROY-HENCK»

**-Siège social** : 104ter, avenue du Général Leclerc 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE

**ARTICLE 2** : Mesdames AUVRAY Michèle, BELLEC-PETITGENET Florence, GEOFFROY-HENCK Myriam sont nommées co-gérantes de la société.

**ARTICLE 3** : Toute modification des statuts sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
- à Maître BOURGEOIS, Avocat à la cour,
- à Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 26 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation  
P/ Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales  
L'Inspecteur Principal  
Irène DELFORGE

#### ARRETE AES 2 / N° 489 MODIFIANT LA COMPOSITION DES MEMBRES DU COMITE DEPARTEMENTAL DES RETRAITES ET PERSONNES AGEES (CO. DE. R. P. A.) DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le décret 82-697 du 4 août 1982 modifié instituant un Comité National et des Comités Départementaux des Retraités et Personnes Agées ;
- VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics d'Etat dans les départements ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juin 2003 fixant la composition du CO. DE. R. P. A. de Meurthe-et-Moselle ;
- VU l'extrait du procès-verbal officiel des délibérations du Conseil Général au 9 avril 2004 relatif à la liste des différentes commissions et conseils d'administration dans lesquels siègent es qualités des conseillers généraux ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

##### Article 1

M. le président du Conseil Général est représenté par M. CASONI

-Les conseillers généraux désignés sont :

<i>Titulaires</i>	Mme PILOT	<i>Suppléants</i>	Mme CREUZOT
	M. MARIUZZO		Mme OLIVIER
	M. SAINT DENIS		M. BARBIER
			M. ROYER

**Article 2** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE DDASS / AES / N° 164 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Code de l'action sociale et des familles ;
- VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;
- VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de VEZELISE

N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283 est fixé à 234 608 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de VEZELISE

N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283 est fixé à 25,64 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de NANCY Campagne, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**POLE SOCIAL**

**A R R Ê T É N° 428 ATTRIBUANT POUR L'ANNEE 2004 UNE DOTATION EXCEPTIONNELLE DE FINANCEMENT  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRES D'HEBERGEMENT  
ET DE REINSERTION SOCIALE GERES PAR L'ASSOCIATION ACCUEIL ET REINSERTION SOCIALE (A.R.S.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 13 juillet 2001 autorisant la réorganisation des centres d'hébergement et de réinsertion sociale gérés par l'association A.R.S., dont le siège social est situé 6, boulevard d'Austrasie à NANCY,

VU la convention signée le 13 août 2003 entre la Fédération de la Santé et de l'Action sociale CGT et l'association A.R.S. relative à la mise à disposition syndicale d'un salarié à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2003 ;

VU la demande présentée par l'association le 28 janvier 2004;

VU les crédits inscrits sur le chapitre 46-81 article 30 du budget du Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre de la mise à disposition syndicale d'un personnel relevant d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association A.R.S., une dotation exceptionnelle de financement d'un montant de **20 038,67 euros** est attribuée à l'association au titre de l'année 2004.

**Article 2** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 3** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

**Article 4** : En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**Article 5** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NANCY, le 11 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET****DÉCISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/04/2004 par Monsieur MUSQUAR Christophe à JOUAVILLE concernant 64,85 ha situés à SAINT AIL - JOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : installation avec les aides de l'Etat.

VU la demande concurrente de Monsieur et Madame CHONE d'Habonville-Saint Ail pour l'installation de leur fils Bertrand.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que les deux demandes concurrentes présentées ont même rang de priorité.

#### D E C I D E :

**ARTICLE 1er :** Monsieur MUSQUAR Christophe est autorisé aux fins de sa demande à la condition de réaliser son installation avant le 31/12/06

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MUSQUAR Christophe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MUSQUAR Christophe, au gérant du GFA propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT AIL - JOUAVILLE pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/04/2004 par Madame et Messieurs CHONE à HABONVILLE SAINT AIL concernant 5,00 ha situés à BATILLY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

#### D E C I D E :

**ARTICLE 1er :** Madame et Messieurs CHONE sont autorisés à exploiter 5,00 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame et Messieurs CHONE.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Messieurs CHONE, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BATILLY pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1er août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1er février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/04/2004 par **Madame CHONE Claudine à MOINEVILLE concernant 65,45 ha situés à JOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement préalable à l'installation d'un fils**  
VU la demande concurrente de Monsieur Christophe MUSQUAR pour son installation  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que les deux demandes concurrentes présentées ont même rang de priorité.

#### DECIDE :

**ARTICLE 1er** : Madame CHONE Claudine est autorisée à exploiter 65,45 ha sous condition de l'installation de son fils BERTRAND avant le 31/12/2006 et de lui céder les dites surfaces lors de son installation.

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame CHONE Claudine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame CHONE Claudine, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JOUAVILLE pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/05/2004 par **Monsieur GENY Alain à SAINT AIL concernant 12,04 ha situés à JOUAVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : Agrandissement.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole de Meurthe et Moselle réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole de Moselle réunie le 01/07/2004 sur la demande précitée et la décision prise à ce t effet par le pr2fet de la Région LRRRAINE portant refus d'exploiter 4,51 ha sur la commune de VERNEVILLE en Moselle

#### DECIDE

**ARTICLE 1er** : Monsieur GENY Alain  
est autorisé à exploiter 7,54 ha sur la commune de JOUAVILLE en Meurthe et Moselle,  
n'est pas autorisé à exploiter 4,51 ha sur la commune de VERNEVILLE en Moselle

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GENY Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GENY Alain, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de JOUAVILLE pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/05/2004 par **Monsieur BARRY Alain à ANTHELUPT concernant 22,29 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et les résultats étant les suivants : agrandissement en pluriactivité avec projet d'installation d'un fils, Pierre Charles BARRY en formation BTS.**  
VU la décision préfectorale délivrée le 27 janvier 2004 au profit de Monsieur Alain BARRY pour l'installation de son fils  
VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Yvon DRIE et Christophe RAGON d'ANTHELUPT, Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT  
VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
VU que Monsieur Pierre Charles BARRY a déjà été autorisé à reprendre une exploitation sur la commune de VITRIMONT pour réaliser son installation.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur BARRY Alain est autorisé, sous condition d'installer un fils dans un délai de deux ans, à exploiter tout ou partie des 22 ha 29 ha de sa demande.

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BARRY Alain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARRY Alain, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2004 par **Monsieur CAROUX Philippe à HENAMENIL concernant 53,44 ha situés à VITRIMONT et à DEUXVILLE ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement en vue d'exercer l'activité d'agriculteur à titre principal au 01/01/2005.**  
VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT  
VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Yvon DRIE et Christophe RAGON d'ANTHELUPT, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT les demandes de Messieurs BARRY, CAROUX, et MONIN ont pour effet de permettre la réalisation d'une activité agricole à titre principale

CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité

CONSIDERANT que les autres demandes ne sont pas prioritaires

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur CAROUX Philippe est autorisé, à condition de s'installer au 1<sup>er</sup> janvier 2005, à exploiter 53,44 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CAROUX Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CAROUX Philippe, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DEUXVILLE et VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2004 par Monsieur RAGON Christophe à ANTHELUPT concernant 2,92 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : Compensation suite à une diminution de 6 ha.

VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT

VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Yvon DRIE, Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité

CONSIDERANT que les demandes concurrentes de Messieurs BARRY, CAROUX et MONIN sont prioritaires puisqu'elles ont pour motivation une installation à titre principal

CONSIDERANT que la demande de Monsieur RAGON n'est pas prioritaire au regard des demandes précitées

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur RAGON Christophe n'est pas autorisé à exploiter 2,92 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RAGON Christophe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/03/2004 par **Monsieur DRIE Yvon à ANTHELUPT concernant 10,59 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Christophe RAGON, Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT  
VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité  
CONSIDERANT que les demandes concurrentes de Messieurs BARRY, CAROUX et MONIN sont prioritaires puisqu'elles ont pour motivation une installation à titre principal  
CONSIDERANT que la demande de Monsieur DRIE n'est pas prioritaire au regard des demandes précitées

#### DECIDE :

**ARTICLE 1er :** Monsieur DRIE Yvon n'est pas autorisé à exploiter 10,59 ha conformément à la demande qu'il a déposée  
**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DRIE Yvon.  
Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.  
**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DRIE Yvon, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/04/2004 par **Monsieur PETITJEAN Nicolas à LARONXE concernant 4,42 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement pour permettre un échange avec Monsieur DRIE**  
VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT  
VU le courrier de Monsieur DRIE en date du 16 avril 2004 mettant un terme au projet d'échange.  
VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Yvon DRIE, Christophe RAGON d'ANTHELUPT Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité

CONSIDERANT que les demandes concurrentes de Messieurs BARRY, CAROUX et MONIN sont prioritaires puisqu'elles ont pour motivation une installation à titre principal

CONSIDERANT que la demande de Monsieur PETITJEAN n'est pas prioritaire au regard des demandes précitées

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur PETITJEAN Nicolas n'est pas autorisé à exploiter 4,42 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITJEAN Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITJEAN Nicolas, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

\_\_\_\_\_  
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/03/2004 par **Madame et Monsieur GROSSE Clotilde et Jean Marc à VITRIMONT concernant 8,52 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**

VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT

VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Yvon DRIE, Christophe RAGON d'ANTHELUP, Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT

VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées, notamment celles de Messieurs Marc ANTOINE et Sylvain MONIN et qui sont complémentaires de celle de Monsieur Jean Marc GROSSE

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité

CONSIDERANT que les demandes concurrentes de Messieurs BARRY, CAROUX et MONIN sont prioritaires puisqu'elles ont pour motivation une installation à titre principal

CONSIDERANT que les parcelles demandées conviennent particulièrement à cette exploitation du fait de leur proximité

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Madame et Monsieur GROSSE Clotilde et Jean Marc sont autorisés à exploiter 8,52 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame et Monsieur GROSSE Clotilde et J Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame et Monsieur GROSSE Clotilde et J Marc, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

\_\_\_\_\_  
LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,



VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/04/2004 par **Monsieur MONIN Sylvain à HUDIVILLER concernant 22,74 ha situés à VITRIMONT ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement sur l'exploitation de Monsieur CONTAL de VITRIMONT de manière à permettre une activité agricole à temps plein.**

VU la décision préfectorale du 28 avril 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par l'exploitation CONTAL de VITRIMONT

VU les demandes d'autorisation d'exploiter déposées et concernant la cession de l'exploitation CONTAL de VITRIMONT, à savoir Messieurs Alain BARRY, Yvon DRIE et Christophe RAGON d'ANTHELUP, Monsieur Philippe CAROUX de HENAMENIL, Monsieur Sylvain MONIN de HUDIVILLER, Monsieur Nicolas PETITJEAN de LARONXE, Messieurs Marc ANTOINE et Jean Marc GROSSE de VITRIMONT

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT les demandes de Messieurs BARRY, CAROUX, et MONIN ont pour effet de permettre la réalisation d'une activité agricole à titre principale

CONSIDERANT que la demande concurrente de Monsieur Marc ANTOINE n'est pas soumise à autorisation du fait de la taille de son exploitation et de sa proximité

CONSIDERANT que les autres demandes ne sont pas prioritaires

#### DECIDE :

**ARTICLE 1er :** Monsieur MONIN Sylvain est autorisé à exploiter 22,74 ha conformément à la demande qu'il a déposée, à condition qu'il devienne agriculteur à titre principal avant le 1<sup>er</sup> juillet 2005.

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MONIN Sylvain.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MONIN Sylvain, aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITRIMONT pour affichage.

NANCY, le 17 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 18/02/2004 par **Monsieur Thibault LECLERC à SAXON SION concernant 66,72 ha; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement terre et bâtiment devant permettre une activité d'élevage de bovin viande et équine en reprenant une exploitation en liquidation judiciaire**

VU l'ordonnance rendue le 13 décembre 2003 par le Tribunal de Grande Instance de Nancy autorisant le liquidateur judiciaire à céder les actifs dépendant du GAEC de la PETITE CORVEE à Monsieur Thibault LECLERC

VU l'acte du 24 janvier et 27 janvier 2007 de la SCP HUMBERT et FROMENT contenant bail sur 41,81 ha de terres entre les membres de la famille JORY et Monsieur Thibault LECLERC

VU la décision préfectorale du 11 mars 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par le GAEC de la PETITE CORVEE pour permettre le dépôt d'éventuelles candidatures à l'installation

VU le procès verbal de l'adjudication de terrains communaux du 7 mai 2004 au profit des exploitations de SAXON SION dont Monsieur Thibault LECLERC pour 7 ha 25.

VU la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur Bertrand BERNE sur les terrains communaux exploités par le GAEC de la PETITE CORVEE, modifiée suite à l'adjudication précitée et qui porte sur 3, 50 ha sans concurrence avec la demande de Monsieur LECLERC

VU l'embauche de Monsieur Rémy JORY, ex co-gérant du GAEC de la PETITE CORVEE par contrat à durée indéterminée,

VU la demande concurrente déposée le 9 mars par les associés du GAEC de LONGENE portant sur 20.71 ha ayant pour motivation l'agrandissement de leur exploitation.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la prorogation de 6 mois n'a pas favorisé le dépôt de nouvelles demandes

CONSIDERANT l'intérêt de maintenir une exploitation,

CONSIDERANT l'absence de concurrence sur une partie des parcelles faisant l'objet de la demande de Monsieur LECLERC,

CONSIDERANT que les parcelles en concurrence ont une superficie supérieure à 20 % de l'unité de référence, qu'elles relèvent de l'article 2B du schéma départemental des structures et que les deux demandes concurrentes relèvent du même niveau de priorité défini au § B6,

#### DECIDE :

**ARTICLE 1er :** Monsieur LECLERC Thibault est autorisé à exploiter 7,25 ha de terrains communaux sur SAXON SION et 41,81 ha de surfaces propriétés de la famille JORY, conformément à la demande qu'il a déposée sous condition du maintien de Monsieur Rémy JORY ex associé du GAEC de la PETITE CORVEE, comme salarié agricole sous contrat à durée indéterminée.

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LECLERC Thibault.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LECLERC Thibault, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAXON SION pour affichage.

NANCY, le 11 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 01/03/2004 et modifiée par Monsieur BERNE Bertrand à SAXON SION concernant 3,53 ha situés à SAXON SION ; la motivation et le résultat étant les suivants : **agrandissement**.

VU la décision préfectorale du 11 mars 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées par le GAEC de la PETITE CORVEE pour permettre le dépôt d'éventuelles candidatures à l'installation

VU le procès verbal de l'adjudication de terrains communaux du 7 mai 2004 au profit des exploitations de SAXON SION dont Monsieur Bertrand BERNE pour 3 ha 53.

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

#### DECIDE :

**ARTICLE 1er :** Monsieur BERNE Bertrand est autorisé à exploiter 3,53 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Bertrand.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Bertrand, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAXON SION pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/03/2004 par **Messieurs Daniel et Eric TREVILLOT, et Madame Marie Louise TREVILLOT à HOUSSEVILLE concernant 20,71 ha situés à SAXON SION ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**  
VU la décision préfectorale du 11 mars 2004 portant à 6 mois le délai d'instruction des demandes d'autorisation des terres libérées sur SAXON par le GAEC de la PETITE CORVEE pour permettre le dépôt d'éventuelles candidatures à l'installation  
VU la demande concurrente de la SCEA LES GRANDS CHAMPS et l'absence de projet d'installation sur les terres libérées sur SAXON.  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
VU la capacité de production du GAEC de LONGEME, calculée à 126 unités SCOP par UMO,  
CONSIDERANT que les surfaces en concurrence sont supérieures à 20 % de l'unité de référence et que le demandeur occupe le rang de priorité défini au paragraphe B6 de l'article 2 du schéma des structures « agrandissement d'exploitation en vue d'atteindre une capacité de production dans la limite de 150 unités SCOP par UTH. »  
CONSIDERANT qu'il y lieu de tenir compte du maintien d'activité agricole de Monsieur JORY sur l'exploitation familiale  
CONSIDERANT que les deux demandes concurrentes relèvent de la priorité B6 et qu'elles ont même rang de priorité

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Messieurs Daniel et Eric TREVILLOT, et Madame Marie Louise TREVILLOT sont autorisés à exploiter 20,71 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs Daniel et Eric TREVILLOT, et Madame Marie Louise TREVILLOT.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs Daniel et Eric TREVILLOT, et Madame Marie Louise TREVILLOT aux propriétaires, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAXON SION pour affichage.

NANCY, le 11 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/03/2004 par **Monsieur MOUREAU Jean François représentant l'EARL du FORT à LANEUVEVILLE DT NANCY concernant 6,83 ha situés à VILLE EN VERMOIS ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement en péalable à une reprise de 8 ha en occupation précaire**  
VU l'autorisation d'exploiter accordée au GAEC de la CORRE et qui n'a pu aboutir en raison de l'exploitation, sans autorisation. par l'EARL du FORT  
VU le maintien de la demande d'autorisation du GAEC de la CORRE  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT qu'il n'y a pas de changement de situation par rapport aux demandes initialement déposées.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er** :Monsieur MOUREAU Jean François n'est pas autorisé à exploiter 6,83 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2** :Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MOUREAU Jean François.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** :Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MOUREAU Jean François, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VILLE EN VERMOIS pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/06/2004 par Monsieur DIEUDONNE Bernard à LAY SAINT REMY concernant 26,76 ha situés à FOUG - CHOLOY MENILLOT ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

## D E C I D E :

**ARTICLE 1er** :Monsieur DIEUDONNE Bernard est autorisé à exploiter 26,76 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2** :Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DIEUDONNE Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** :Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DIEUDONNE Bernard, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FOUG - CHOLOY MENILLOT pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 07/06/2004 par **Monsieur PACARD Philippe et HENRY Jacques à DAMPVITOUX concernant 0,68 ha situés à DAMPVITOUX ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur PACARD Philippe et Monsieur HENRY Jacques sont autorisés à exploiter 0,68 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PACARD Philippe et HENRY Jacques.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PACARD Philippe et HENRY Jacques, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DAMPVITOUX pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/04/2004 par **Monsieur PIERRON Michel à ANCERVILLER concernant 17,88 ha situés à PEXONNE - BADONVILLER - FENNEVILLER ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.**

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

VU l'absence de demande concurrente

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur PIERRON Michel est autorisé à exploiter 17,88 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PIERRON Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PIERRON Michel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PEXONNE - BADONVILLER - FENNEVILLER pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 27/04/2004 par **Messieurs PICHANCOURT et FERRY associés du GAEC de FAGIVAUX à SAULXURES LES VANNES concernant 22,13 ha situés à BARISEY AU PLAIN** ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.  
Vu la demande concurrente de Monsieur BRABANT qui a obtenu une autorisation d'exploiter ces parcelles en 2003  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que les demandes déposées occupent un rang de priorité comparable

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er** : Messieurs PICHANCOURT et FERRY sont autorisés à exploiter 22,13 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs PICHANCOURT et FERRY.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PICHANCOURT et FERRY, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/05/2004 par **Monsieur BRABANT Philippe à BARISEY au Plain concernant 14,17 ha situés à BARISEY AU PLAIN** ; la motivation et le résultat étant les suivants : agrandissement.  
VU la demande des associés du GAEC de FAGIVAUX  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.  
CONSIDERANT que les demandes déposées occupent un rang de priorité comparable

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er** : Monsieur BRABANT Philippe est autorisé à exploiter 14,17 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.  
Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BRABANT Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BRABANT Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 03/06/2004 par **Monsieur VINOT Damien à SAINT MARCEL son installation avec les aides de l'Etat sur les communes de GIRAUMONT - TRONVILLE - MARS LA TOUR - CHAMBLEY BUSSIERES - VIONVILLE - GORZE** ;  
VU le projet d'installation présenté  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er** : Monsieur VINOT Damien est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VINOT Damien.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VINOT Damien, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GIRAUMONT - TRONVILLE - MARS LA TOUR - CHAMBLEY BUSSIERES - VIONVILLE - GORZE pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/05/2004 par **Monsieur MALGRAS Stéphane à IGNEY concernant 95,48 ha situés à REMONCOURT ; la motivation et le résultat étant les suivants : installation.**  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er** : Monsieur MALGRAS Stéphane est autorisé, sous réserve de l'installation, à exploiter 95,48 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2** : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MALGRAS Stéphane.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MALGRAS Stéphane, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de REMONCOURT pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/06/2004 par **Monsieur HUMBERT Pierre Jean à MAGNIERES concernant 142,61 ha situés à HERIMENIL - MOYEN - VALLOIS - MAGNIERES ; la motivation et le résultat étant les suivants : Installation avec les aides de l'Etat sur l'exploitation familiale.**  
Vu le projet d'installation présenté  
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 30/06/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur HUMBERT Pierre Jean est autorisé à exploiter 142,61 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HUMBERT Pierre Jean.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HUMBERT Pierre Jean, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de HERIMENIL - MOYEN - VALLOIS - MAGNIERES pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 23 mars 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 10/06/2004 par **Monsieur KORNIAK Emmanuel à VERDUN concernant 146,40 ha situés à MONT SAINT MARTIN ; la motivation et le résultat étant les suivants : installation hors cadre familial.**  
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le sur la demande précitée.

**D E C I D E :**

**ARTICLE 1er :** Monsieur KORNIAK Emmanuel est autorisé à exploiter 146,40 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :** Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur KORNIAK Emmanuel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.



**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur KORNIAC Emmanuel, aux propriétaires, notamment à la Direction Départementale de l'Équipement, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de pour affichage.

NANCY, le 7 juillet 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, Place de la Carrière - C.O.38 -

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/285 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE MONT L'ETROIT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 4 Avril 1974 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de MONT L'ETROIT ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de MONT L'ETROIT en date du 24 avril 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 4 Avril 1974 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 43 ha 80 a 31 ca situés sur le territoire de la Commune de MONT L'ETROIT ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
MONT L'ETROIT	ZE	n° 3 à 11 - 13 - 20 à 22 - 24 à 27 - 38 et 39 .

faisant partie du territoire de l' Association Communale de Chasse Agréée de MONT L'ETROIT.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l' Association Communale de Chasse Agréée de MONT L'ETROIT.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l' Association Communale de Chasse Agréée de MONT L'ETROIT sera affichée pendant 1 mois dans la commune de MONT L'ETROIT par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, Mme la Sous-Préfète de TOUL et M. le Maire de Commune de MONT L'ETROIT sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

M. le Président de l' Association Communale de Chasse Agréée de MONT L'ETROIT,

M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 26 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

**ARRETE PREFECTORAL CHASSE N° 2004/287 MODIFIANT L'EMPLACEMENT DE LA RESERVE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE DE L'ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DE EPIEZ SUR CHIERS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU les articles L 422-23 et R 222-65 à R 222-68 du Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 27 septembre 1978 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de EPIEZ SUR CHIERS ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 Mars 2004 portant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU la décision adoptée par l'Assemblée Générale de l'ACCA de EPIEZ SUR CHIERS en date du 29 juin 2001 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R E T E :**

**ARTICLE 1** - La décision préfectorale du 27 septembre 1978 est annulée.

**ARTICLE 2** - Sont érigés en réserve de chasse et de faune sauvage les terrains d'une contenance de 27 ha 84 a 55 ca situés sur le territoire de la Commune de EPIEZ SUR CHIERS ainsi désignés :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
EPIEZ SUR CHIERS	A	n° 422 à 428 - 436 et 437 - 439 à 461 - 468 - 470 à 475 - 574 à 578 - 689 - 715 - 734 - 737 et 738 - 741 et 742 - 744 et 745 - 749 et 750 - 835 à 837

faisant partie du territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de EPIEZ SUR CHIERS.

**ARTICLE 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le Préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

**ARTICLE 4** - La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'Association Communale de Chasse Agréée de EPIEZ SUR CHIERS.

**ARTICLE 5** - La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de EPIEZ SUR CHIERS sera affichée pendant 1 mois dans la commune de EPIEZ SUR CHIERS par les soins du Maire.

**ARTICLE 6** - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. Sous-Préfet de BRIEY et M. le Maire de Commune de EPIEZ SUR CHIERS sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

M. le Président de l'Association Communale de Chasse Agréée de EPIEZ SUR CHIERS,

M. le Chef du Service Départemental de Garderie de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

NANCY, le 26 août 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Maurice DUBOL

## AMENAGEMENT FONCIER

### ARRETE PREFECTORAL 04/268/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE LACHAPELLE-THIAVILLE/MEURTHE

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

**VU** l'article L.211.1 du Code de l'Environnement ;

**VU** la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

**VU** le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

**VU** le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

**VU** le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 03/10/1994 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

**VU** la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 20/06/2002 ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

**Territoire de la commune de THIAVILLE/MEURTHE**

Sections ZA - ZB - ZC - ZD

**Territoire de la commune de LACHAPELLE**

Sections ZA - ZB - ZC

**ARTICLE 2** Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de LACHAPELLE et de THIAVILLE/MEURTHE le 1ER Septembre 2004. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de LUNEVILLE, le Procès-Verbal.

**ARTICLE 3** L'association foncière et/ou les communes de LACHAPELLE et de THIAVILLE/MEURTHE sont autorisées à réaliser au titre de l'article L.211.1 du Code de l'Environnement les travaux connexes à l'aménagement foncier conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

## ARTICLE 4 - RECOURS

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

## ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle , Monsieur le Sous Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, le Maire de LACHAPELLE et de THIAVILLE/MEURTHE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle à madame la Présidente de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

Fait à NANCY, le 18 août 2004

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL 04/250/DDAF/REMBT CLOTURANT LES OPERATIONS DE REMEMBREMENT  
ET ORDONNANT LE DEPOT DES PLANS DEFINITIFS DE FRESNOIS LA MONTAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU les dispositions du titre II du Livre I (nouveau) du Code Rural relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU l'article L.211.1 du Code de l'Environnement ;

VU la Loi 93-24 du 08 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages;

VU le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application de la Loi n°92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural ;

VU le décret n° 95.88 du 27 Janvier 1995 adaptant certaines dispositions du Livre 1er (nouveau) du code rural ;

VU le décret 81.67 du 25 Janvier 1981 relatif aux règles de publicité foncière ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 09/02/1999 ordonnant le remembrement et déterminant le périmètre de cette opération ;

VU la décision de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle du 09/01/2003 ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

**Territoire de la commune de FRESNOIS LA MONTAGNE**

Sections ZI - ZK - ZL - ZM - ZN - ZO - ZP - ZR - ZS

**Territoire de la commune de MONTIGNY SUR CHIERS**

Section YA

**Territoire de la commune de TELLANCOURT**

Section YA

**Territoire de la commune de VIVIERS SUR CHIERS**

Section YA

**ARTICLE 2** Le plan désigné à l'article 1er ci-dessus sera déposé en Mairie de FRESNOIS LA MONTAGNE le 1ER Septembre 2004. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de BRIEY, le Procès-Verbal.

**ARTICLE 3** L'association foncière et/ou la commune de FRESNOIS LA MONTAGNE est autorisée à réaliser au titre de l'article L.211.1 du Code de l'Environnement les travaux connexes à l'aménagement foncier conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

**ARTICLE 4 - RECOURS**

La présente décision ne pourra être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours, pour le déclarant est de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 5 - DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe & Moselle, Monsieur le Sous Préfet de l'arrondissement de BRIEY, le Maire de FRESNOIS LA MONTAGNE, Mesdames ou Messieurs les maires de MONTIGNY SUR CHIERS, TELLANCOURT, VIVIERS SUR CHIERS, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le président de l'association foncière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ; à monsieur le trésorier payeur général de Meurthe et Moselle à monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à monsieur le Président du conseil général de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 20 Juillet 2004

Le Préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Pour le secrétaire général absent  
Le sous-préfet de Toul  
Corinne CHAUVIN

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES****ARRETE PREFECTORAL N° 2004-DDSV/54/SA/04/034RELATIF A LA REGLEMENTATION SANITAIRE ET A LA PROTECTION ANIMALE  
LORS DES MANIFESTATIONS RASSEMBLANT DES ANIMAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-2 et L.2215-1 ;

Vu le code rural, et notamment son article R.214-34 ;

Vu la note de service n°DGAL/SDSPA/MCSI/N2003-8175 en date du 23 octobre 2003 relative aux conditions sanitaires pour les expositions et concours de volailles, autres oiseaux et lapins et pour les lâchés de pigeons voyageurs sur le territoire national ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juin 2003 relatif à la réglementation sanitaire et à la protection animale lors des manifestations rassemblant des animaux ;

Considérant qu'il convient d'harmoniser les règles sanitaires des divers rassemblements d'animaux qui se déroulent dans le département

Sur proposition e la Directrice départementale des services vétérinaires,

**ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> - Le présent arrêté s'applique aux concours, expositions, comices, foires, ventes aux enchères et autres rassemblements d'animaux organisés dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des centres d'allotement, des marchés aux bestiaux agréés régulièrement organisés et des rassemblements à l'issue desquels les animaux sont dirigés exclusivement vers un abattoir.

Article 2 - Les manifestations désignées à l'article 1<sup>er</sup> doivent être déclarées au moins 20 jours à l'avance au directeur départemental des services vétérinaires. Celui-ci communique des conditions sanitaires auxquelles doivent répondre les animaux qui y sont présentés, telles que définies par la réglementation en vigueur.

**Article 3** - Un règlement intérieur doit être établi à l'occasion de ces manifestations. Ce règlement sera adressé au moins 20 jours à l'avance au directeur départemental des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle. Le contrôle du respect des exigences de ce règlement intérieur est réalisé sous la seule responsabilité des organisateurs.

Lorsque la manifestation concerne des animaux des espèces bovine, ovine, caprine ou porcine, ce règlement intérieur prévoit des dispositions à l'égard des maladies non réglementées. Il doit être validé par le groupement départemental de défense sanitaire du bétail et le groupement technique vétérinaire, avant transmission au directeur départemental des services vétérinaires.

**Article 4** - Le contrôle d'admission des animaux est obligatoire. Il est assuré à la diligence et aux frais des organisateurs par un vétérinaire titulaire du mandat sanitaire dans le département de Meurthe-et-Moselle et dont ils communiquent le nom au directeur départemental des services vétérinaires au plus tard 20 jours avant l'ouverture de la manifestation. Il est réalisé dans des plages horaires définies conjointement par le vétérinaire sanitaire et les organisateurs. Les organisateurs sont tenus de refouler les animaux qui ne répondent pas aux conditions sanitaires applicables à la manifestation.

**Article 5** - Les signes cliniques de maladie et les mortalités survenant sur les animaux exposés doivent être signalés au vétérinaire désigné à l'article 4 ou, en cas d'empêchement, à un autre vétérinaire sanitaire. Les animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie réputée contagieuse doivent être isolés immédiatement.

**Article 6** - Les organisateurs sont tenus d'enregistrer l'identité et l'adresse des participants ainsi que l'espèce, le nombre et l'identification des animaux présentés. L'enregistrement de ces informations doit être conservé par les organisateurs pendant un an à compter de la clôture de la manifestation, et doit être présenté à toute demande du directeur départemental des services vétérinaires.

**Article 7** - L'arrêté préfectoral du 16 juin 2003 susvisé relatif à la réglementation sanitaire et à la protection animale lors des manifestations rassemblant des animaux est abrogé.

**Article 8** - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets, le commandant du groupement départemental de gendarmerie, le directeur départemental des services vétérinaires et les maires sont chargés chacun de ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 16 juin 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

### INFORMATISATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### LE DIRECTEUR GENERAL DU CHU :

Vu la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le décret n° 78.774 du 17 juillet 1978 pris pour l'application de la loi du 6 janvier 1978 modifié par les décrets n° 78.1223 du 28 décembre 1978, n° 79.421 du 30 mai 1979 et n° 80-1030 du 18 décembre 1980,

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 5 juillet 2004,

#### DECIDE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé au sein du Service de Maladies Infectieuses et Tropicales de l'Hôpital Brabois Adultes du CHU de NANCY un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé NADIS 2000 dont les finalités sont de contribuer :

Principalement à améliorer la prise en charge médicale des personnes suivies dans le service, à savoir : celles infectées par le Virus de l'Immunodéficience Humaine (VIH), celles infectées par les Virus des Hépatites C (VHC) ou B (VHB), celles ayant eu un Accident d'Exposition Sanguine ou Sexuelle (AES) :

en proposant au médecin de disposer de l'ensemble des données médicales de son patient et d'un ensemble d'outils facilitateurs,

en encourageant la réflexion médicale et la recherche de consensus de prise en charge,

en améliorant le recueil des informations nécessaires à la décision médicale,

en améliorant la gestion et la qualité des dossiers médicaux,

en facilitant la formation et l'information par la consultation en ligne de banques de données médicales et d'outils d'aide à la décision,

en facilitant la communication entre les différents professionnels de santé d'une prise en charge pluridisciplinaire centrée sur le patient,

en proposant la présélection d'un patient pour participer à un des protocoles d'étude mis en place dans le service,

en proposant l'ajout d'une rubrique modulable permettant la saisie d'une nouvelle information médicale pour répondre à un événement incident majeur.

Secondairement de disposer d'une base de données de qualité permettant le développement en interne d'études et d'évaluations contribuant à la finalité principale,

Secondairement de permettre de mieux participer aux évaluations nationales contribuant à la finalité principale :

En proposant la remontée des informations nécessaires pour le Service de l'Information Médicale à la constitution des RUM (Résumés d'Unité Médicale) afin d'alimenter la base PMSI (Programmation Médicalisée des Systèmes d'Information) de l'établissement ;

En proposant la remontée des informations nécessaires pour la base locale DMI2 (Dossier Médico-économique de l'Immunodéficience humaine version 2) également située dans le service qui à son tour permet la constitution de :

la base nationale anonyme DMI2 du Bureau EO2 de la Direction des Hôpitaux,

la base nationale anonyme de l'INSERM (Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale) unité SC4,

et la base régionale anonyme du CISIH (Centre d'Information et de Soins de l'Immunodéficience Humaine),

En répondant à l'évaluation nationale anonyme de l'InVS (Institut de Veille Sanitaire) sur le suivi de la prise en charge des AES.

**Article 2** : Les catégories d'informations nominatives enregistrées localement, et conservées sur le serveur propre du service hospitalier, sont les suivantes :

Données d'identités :

Nom de naissance, prénoms, sexe, nom usuel, date de naissance, adresse, numéros de téléphone, situation socioprofessionnelle, situation familiale, coordonnées des médecins correspondants, coordonnées du médecin consultant du service, type de protection sociale, numéro de l'unité médicale, numéro d'hospitalisation, numéro hospitalier d'Identité Permanent Patient, numéro de dossier médical du service, numéro(s) de participation aux protocoles du service.

Données médicales :

Données concernant les modes de transmission présumés des infections à VIH, VHC, VHB, caractéristiques cliniques et biologiques des infections à VIH, VHC, VHB, statuts sérologiques, participation aux protocoles du service, antécédents médicaux, événements thérapeutiques, données paracliniques du recours, données cliniques et diagnostics médicaux du recours, prescriptions thérapeutiques et paracliniques du recours, conclusion, commentaires médicaux et caractéristiques du recours aux soins, type d'exposition et circonstances de l'AES, statut VIH, VHC et VHB de la source, vaccination antiVHB.

**Article 3** : Les destinataires des informations visées à l'article 2, dans leur totalité ou partiellement, sont les suivants :

Les médecins consultants du service, appelés à dispenser des soins aux patients à partir desquels ils recueillent les informations médicales, sont destinataires de l'ensemble des informations visées à l'article 2 concernant chacun de leurs patients,

Le Chef de Service et le médecin référent hospitalier à temps plein nommément désigné par le Chef de service sont destinataires :

de l'ensemble des informations visées à l'article 2,

des informations nécessaires à la constitution de la base DMI2 du service,  
des informations nécessaires au recueil de données de l'InVS sur les AES.

Les patients sont destinataires de l'ensemble des données les concernant individuellement,

Le personnel paramédical du service hospitalier, impliqué dans le diagnostic et/ou la prise en charge thérapeutique des patients, est destinataire de la partie des informations nécessaires à ces activités,

Les médecins des autres services médicaux ou médico-techniques et les pharmaciens, assurant la prise en charge complémentaire des patients du service, sont destinataires de la partie des informations médicales nécessaires à ce suivi, uniquement à partir de documents papier édités par le médecin du service à l'issue de sa consultation,

Le médecin hospitalier, chef de Service de l'Information Médicale de l'établissement, est destinataire des données nécessaires aux RUM,

Le médecin référent de l'InVS est destinataire, uniquement à partir de documents papier édités par le médecin du service à l'issue de sa consultation, de la partie des informations nécessaires à l'évaluation sur les AES.

**Article 4** : En application des articles 26 et 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978, les patients sont informés individuellement sous la responsabilité du médecin traitant hospitalier de l'objet du traitement informatisé, du caractère facultatif des réponses, des conséquences à leur égard d'un défaut de réponse, des destinataires des informations et de l'existence d'un droit d'accès et de rectification.

Il est précisé au patient le caractère absolument confidentiel de l'enregistrement et son consentement écrit est recueilli. Le droit d'accès et de rectification des patients prévu par les articles 34 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Directeur Général du CHU de NANCY.

**Article 5** : Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée.

Nancy le 7 juillet 2004

Le Directeur Général  
Benoît PERICARD



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	887
<b>SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION</b> .....	887
<i>BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT</i> .....	887
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.28 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MADAME HELENE SAY, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	887
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.29 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE.....	888
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.30 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	890
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.31 PORTANT DELEGATIONS D'INGENIERIE PUBLIQUE.....	892
<b>AVIS DE CONCOURS</b> .....	893
ARRETE DDASS/AES N° 240-04 DU 11 AOUT 2004 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - CONCOURS SUR TITRES DE PSYCHOLOGIE .....	893
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'INFIRMIER(E) A L'HOPITAL LOCAL DE CHATEL-SUR-MOSELLE - 88330.....	894
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	894
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE CADRES DE SANTE AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	894
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE PSYCHOMOTRICIEN AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT .....	895
AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'ERGOTHERAPEUTE AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT .....	895

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

## BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.28 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A MADAME HELENE SAY, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.22 du 8 septembre 2003 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision d'affectation du ministre de la culture et de la communication du 2 juillet 2004 concernant M. Pierre-Frédéric Brau, nommé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) *gestion du service départemental d'archives :*

- correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;

- engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) *contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :*

- correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;

- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.

c) *contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :*

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;

- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) *coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département :*

- correspondances et rapports.

**ARTICLE 2 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 3 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 4 :** La directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ces délégations.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence de Mme Hélène SAY, la délégation qui lui est conféré par l'article premier sera exercée par M. Pierre-Frédéric Brau, conservateur du patrimoine, directeur adjoint du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral n° 03.BODE.22 du 8 septembre 2003 est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours en préfecture de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général ainsi qu'à M. le président du conseil général.

NANCY, le 31 août 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.29 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE  
A M. ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-846 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant M. Eric Maire, administrateur civil, nommé en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU les arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2001 relatifs aux commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2002 portant modification de l'organisation des services de la préfecture ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière

- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements**

**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L. 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boisson et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser

- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur

- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS****1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)****2) Passeports****3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES****1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

**2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints****3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville****4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

**5) Intercommunalité :**

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

**6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs****7) Divers**

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF****1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales****2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)****3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :**

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

**4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :**

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

**5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes****6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.****VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME****1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif****2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques****3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.****VII - ENVIRONNEMENT****Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des



coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

- accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoires (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equipeement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

#### **IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2 :** En vertu des arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2001 susvisés, délégation est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Maire, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultanée de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard Frériers, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (Chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
  - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
  - . de permis étrangers dont la conversion est possible
  - . de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard Frériers, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville seront exercées par Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul.

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 6 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### **ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.30 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 accordant délégation de signature à M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;  
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

#### **CHAPITRE I : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

100 - Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), la PMSEE (prime au maintien du système d'élevage extensif).

101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats agriculture durable).

105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PAM (plan d'amélioration matériel), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

110 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

111 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

112 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

113 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

#### **CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU**

200 - recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques au profit du FNDAE (instructions ministérielles du 1<sup>er</sup> juin 1955).

201 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

#### **CHAPITRE III : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU**

300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432-3 du code de l'environnement).

302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

#### **CHAPITRE IV : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**

400 - arrêtés individuels de plans de chasse (art. R 225-8 et R 225-9 du code de l'environnement).

401 - autorisations individuelles de destruction des nuisibles (art. R 227-17 et R 227-20 de l'environnement).

402 - arrêtés de battues administratives (art. L 427-4 à L 427-7 du code de l'environnement).

403 - agréments des piégeurs (art. R 227-14 du code de l'environnement).

404 - arrêtés modificatifs concernant les ACCA (Associations Communales de Chasse Agréées) et notamment la délimitation du territoire de chasse, des réserves de chasse, des enclaves, des territoires relevant du droit de non chasse.

405 - visa des règlements intérieurs et des règlements de chasse des ACCA.

406 - arrêtés individuels de tir du grand cormoran.

407 - autorisation de capture du gibier pour le repeuplement, utilisation de sources lumineuses pour les comptages et les captures à des fins scientifiques ou de repeuplement (articles 11 et 11 bis de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1986 du ministère de l'environnement).

408 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

409 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après visa du contrôleur financier du CNAEA.

410 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes d'autorisation de défrichement et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

411 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes de distraction du régime forestier et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

412 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, organisation des contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement).

413 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les contrats *Natura*, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

**CHAPITRE V : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SECRETARIAT GENERAL**

500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative.

502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**CHAPITRE VI : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).

601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

**ARTICLE 2 :** - Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés relatifs aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre I ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV - rubrique 412.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (Association Communale de Chasse Agréée),
- la délivrance des récépissés pour les actions relevant du régime de la déclaration au titre de la loi sur l'eau.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint ou, en cas d'absence de M. Philippe PETITJEAN, par M. Joël CHARBONNEL.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Philippe PETITJEAN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - . des rubriques 104 - 108 - 111 - 112
  - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Joël CHARBONNEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
- Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- Mme Yolande FISCHER pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
- Melle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
- MM. Philippe PETITJEAN, Joël CHARBONNEL, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN, Yolande FISCHER et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand-Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7 :** L'arrêté préfectoral du 23 mars 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 2 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.31 PORTANT DELEGATIONS D'INGENIERIE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 1er août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Didier CAUVILLE, Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, et à M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à M. Serge HECTOR, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 3** : Délégation est donnée à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à M. Philippe PETITJEAN, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 4** : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à M. Daniel MORLON, chef du service de l'ingénierie publique, à M. Roland SPITZBARTH, chef de l'arrondissement territorial Sud par intérim, et à M. Antoine VOGRIQ, chef de l'arrondissement territorial Nord à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 4 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de M. le Directeur Départemental de l'Équipement.

**ARTICLE 6** : Délégation est donnée à M. Philippe THIRION, chef de l'arrondissement études et grands travaux au services navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 7** : Délégation est donnée à M. Joël CHARBONNEL, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral N° 04.BODE.18 du 10 mai 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9** : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,
- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 2 septembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### AVIS DE CONCOURS

#### ARRETE DDASS/AES N° 240-04 DU 11 AOUT 2004 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - CONCOURS SUR TITRES DE PSYCHOLOGIE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 91.129 du 31 janvier 1991 modifié portant statuts particuliers des psychologues de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n°01.DEC.53 du 07 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU les déclarations des postes vacants à offrir aux concours réservés ;  
SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Un concours sur titres, au titre des emplois réservés, est ouvert en vue de pourvoir :

- ❖ 1 poste de psychologue au CHU de NANCY,
- ❖ 1 poste de psychologue au CPN de LAXOU ;

**ARTICLE 2** : Les épreuves se dérouleront à compter du 01 décembre 2004 au CHU de NANCY

**ARTICLE 3** : Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;
- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

**ARTICLE 4** : Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratif, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à monsieur le Directeur Général du CHU de NANCY, service des concours, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du CHU de Nancy sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Général du CHU de Nancy et affiché dans les établissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'INFIRMIER(E)  
A L'HOPITAL LOCAL DE CHATEL-SUR-MOSELLE - 88330**

Un concours sur titres pour le recrutement de 1 infirmier(e) est ouvert à l'Hôpital Local de CHATEL-sur-MOSELLE - 88330.

Les candidats(es) devront adresser leur demande (lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae et de la photocopie certifiée conforme à l'original de leur diplôme) à Mme la Directrice de l'Etablissement avant le 30 septembre 2004.

CHATEL-SUR-MOSELLE, le 27 août 2004

La Directrice,  
G. GUILLAUME

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES EXTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE DEUX CADRES DE SANTE  
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 - 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de six postes de Cadres de santé diffusée le 9 juillet 2004 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

**D E C I D E**

**Article 1** : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004 pour pourvoir deux postes vacants de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers".

**Article 2** : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins cinq ans en équivalence temps plein, âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Cette limite d'âge est reculée dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Elle n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge et qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

**Article 3** : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

**Article 4** : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

VERDUN, le 30 août 2004

Le Directeur,  
C. WINGERT

**DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES INTERNE POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE CADRES DE SANTE  
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN**

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 - 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de six postes de Cadres de santé diffusée le 9 juillet 2004 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

#### D E C I D E

**Article 1 :** Un concours sur titres **INTERNE** est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004 pour pourvoir quatre postes vacants de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers".

**Article 2 :** Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière (comptant au 1<sup>er</sup> janvier 2004

au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités).

**Article 3 :** Les candidatures doivent parvenir dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

**Article 4 :** Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

VERDUN, le 30 août 2004

Le Directeur,  
C. WINGERT

#### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES DE PSYCHOMOTRICIEN AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 3 postes de psychomotriciens vacants dans notre établissement.

**Condition pour concourir :**

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme d'Etat de Psychomotricien ou d'un titre de qualification admis en équivalence, inscrites sur la liste départementale professionnelle d'enregistrement du diplôme permettant l'exercice de la profession et âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

**CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL**  
**Direction des Ressources Humaines**  
**B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX**

au plus tard le **29 octobre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété pour le **15 novembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 3 septembre 2004

#### AVIS DE CONCOURS SUR TITRES D'ERGOTHERAPEUTE AU CENTRE HOSPITALIER RAVENEL DE MIRECOURT

Un concours sur titres aura lieu au centre hospitalier de Ravenel en application du décret n° 89- 609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 modifié portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 2 postes d'Ergothérapeutes vacants dans notre établissement.

**Condition pour concourir :**

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme d'Etat d'Ergothérapeute ou d'un titre de qualification admis en équivalence, âgées de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est supprimée ou reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Pour les candidats européens, être ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen, être titulaire d'un diplôme reconnu équivalent et avoir obtenu une autorisation d'exercice.

Les demandes d'inscription au concours sont à adresser par courrier au :

**CENTRE HOSPITALIER DE RAVENEL**  
**Direction des Ressources Humaines**  
**B.P.199 - 88507 MIRECOURT CEDEX**

au plus tard le **29 octobre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

Dès réception de votre demande, un courrier vous sera transmis, celui-ci devra nous parvenir dûment complété pour le **15 novembre 2004**, le cachet de la poste faisant foi.

MIRECOURT, le 3 septembre 2004



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1278
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	1278
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1278
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.01 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES .....	1278
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.02 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. SÉBASTIEN DAZIANO, SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DU CABINET .....	1280
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.03 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY .....	1281
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.04 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE.....	1284
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.05 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PRÉFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL .....	1286
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.06 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À MME CHRISTINE BITTEL, ATTACHE PRINCIPAL, CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	1289
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.07 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SABLAYROLLES, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....	1291
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.08 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....	1292
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.09 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES .....	1293
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.10 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE SAY, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1294
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.11 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL RENUIT, DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST .....	1295
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.12 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PRESTREAU, CONSERVATEUR REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE DE LORRAINE .....	1296
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.13 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....	1296
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.14 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1298
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.15 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT .....	1302
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.16 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....	1311
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.17 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PONSARD-CHAREVRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	1312
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.18 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME REGINE MARCHAL-N'GUYEN, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES VETERINAIRES.....	1314
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.19 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-PAUL JOLY, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	1315
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.20 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS.....	1316
ARRETE N° 04.BODE.INT.21 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PAUL MICHELET, DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT .....	1317
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.22 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. BARROY, DIRECTEUR REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE.....	1318
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.23 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES BOULANGER, DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.....	1318
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.24 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX.....	1319
ARRETE PREFECTORAL N°04 BODE.INT.25 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	1321
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.26 ACCORDANT DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE.....	1321
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.27 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....	1322
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.28 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME YVETTE VOGLIMACCI, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE .....	1324
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.29 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	1325

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.30 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS.....	1325
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.31 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES, ET A M. MIGUEL FABBRI, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT DE LA POLICE AUX FRONTIERES.....	1326
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.32 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE LASSAUCE, DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE LA S.A.N.E.F.....	1327
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.33 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. LORENZO DIEZ, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1327
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.34 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN BRUNET, TRESORIER PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1328
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.INT.35 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	1328
ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.INT.36 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN JEANNOT, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES.....	1330

## **PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

### **SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

#### **BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

##### **ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.01**

##### **ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES**

##### **LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret N° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'Etat effectuée au plan local ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.40 du 18 octobre 2004 accordant délégation de signature à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles ;

#### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer :

#### **I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- \* la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- \* les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- \* les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- \* les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- \* les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

#### **II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DE L'ACTION ÉCONOMIQUE (D.A.C.I./1)**

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C,
- les décisions d'utilisation des autorisations de programme,
- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés de classement des meublés du tourisme,
- les décisions concernant les ventes en liquidation et au déballage en application des dispositions de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et du décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

#### **III - POUR LE BUREAU DE LA PROGRAMMATION ET DES FONDS EUROPEENS (D.A.C.I./2)**

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes

#### **IV - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ÉTAT (D.A.C.I./3)**

- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les contrats dont le montant est inférieur au seuil prévu par le code des marchés publics,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'Etat et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'Etat, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les documents de liaison de la paye des agents de la préfecture et des sous-préfectures (décision N° 65-845 du 4 octobre 1965).



- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au dessus du seuil de 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).

**V - POUR LE BUREAU DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE (D.A.C.I./4)**

- les décisions relatives au fonds d'aide aux jeunes en difficultés,
- les décisions du Fonds de Solidarité pour le Logement,
- les décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté,
- les décisions de la cellule d'urgence en matière d'impayés d'énergie,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les agréments des maîtres d'apprentissage.

**VI - POUR LE BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT (D.A.C.I./5)**

- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions visées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Francis Giroux à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des actions interministérielles assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10).

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Giroux, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Mme Annie Lebel, attaché principal ou par Mme Françoise Gabrion, attaché.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis Giroux, de Mme Annie Lebel et de Mme Françoise Gabrion, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, seront exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

**Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Guy-Michel Durivaux, attaché, chef du bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique,
- \* M. Patrice Petit, attaché,
- \* Mme Dorine Grave, attaché,
- \* Mme Laurence Piekarski, attaché,
- \* Mlle Thérèse Brun, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Monique Colire, attaché, chef du bureau de la programmation et des fonds européens,
- \* Mme Frédérique Bello-Lapanne, attaché,
- \* Mme Christine Seibt, attaché.

**Bureau des Finances de l'Etat**

- \* M. Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau des finances de l'Etat ou, en son absence,
- \* Mme Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale,
- \* Mme Favre Dominique, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mlle Dominique Crotelet, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de l'environnement**

- \* Mlle Anne Roussel, attaché,
- \* Mme Evelynne Gauvain, attaché,

**ARTICLE 6** : Dans la limite de la délégation consentie à M. Francis Giroux et en cas d'absence simultanée ou d'empêchement de celui-ci ainsi que de Mme Annie Lebel, de M. Guy-Michel Durivaux et du chef de bureau compétent ainsi que de leurs adjoints directs ayant reçu délégation en application de l'article 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux autres chefs de bureau de la direction :

- M. Guy-Michel Durivaux,
- Mme Monique Colire,
- M. Gérard Dalstein.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence simultanée de M. Francis Giroux, de Mme Annie Lebel, de Mme Françoise Gabrion ainsi que des chefs de bureau et de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les ampliations d'arrêtés préfectoraux, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

**Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Faride Fellague,
- \* Mme Marilyne Ambs,
- \* Mme Michèle Muchielli,
- \* Mme Cécile Cuny.

**Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Michèle Wiss,
- \* Mlle Françoise Chaudron,
- \* Mme Martine Gillet,
- \* M. Stéphane Blaise,
- \* Mme Marie-Claire Got.

**Bureau des Finances de l'Etat**

- \* Mme Corinne Smalcerz,
- \* Mme Bernadette Dederichs,
- \* Mme Evelyne Feeser,
- \* M. Roger Stephant.

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mme Dominique Demangeon,
- \* M. Frédéric Demangeon,
- \* Mme Gisèle Mansuy,
- \* Mlle Virginie Andrews,
- \* M. Angelo Curto.

**Bureau de l'environnement**

- \* M. Gérard Bernardin,
- \* Mme Christine Debaize,
- \* M. Driss Daghmous,
- \* Mme Patricia Rome,
- \* Mlle Chantal Moitrot,
- \* Mlle Dominique Salas,
- \* Mlle Amandine Sutter,
- \* Mlle Stéphanie Renard,
- \* Mlle Laurence Lamesle.

**ARTICLE 8** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

7°) aux maires.

**ARTICLE 9** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 10** : L'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté qui notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général

de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.02  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. SÉBASTIEN DAZIANO,  
SOUS-PRÉFET, DIRECTEUR DU CABINET**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

**BUREAU DU CABINET**

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, à la conférence départementale de prévention, à la commission départementale d'accès à la citoyenneté (CODAC), au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, aux élections, distinctions honorifiques et aux transports de fonds

**BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE**

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

**SERVICE INTERMINISTEriel DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises

b) Les Arrêtés d'hospitalisation d'office, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants du préfet et du secrétaire général de la préfecture

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Sébastien Daziano, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet (Chapitre 37-30 article 20-paragraphes 11-20, 12-20, 15-11, 15-21, 19-12, 19-21, 25-12, 28-50, 33-22, 34-22, 34-32, et 34-42) et au titre du centre de responsabilité budgétaire des services du cabinet, chapitre 37-30 - article 20 paragraphes 14-10, 19-20, 19-30, 24-20, 24-35, 25-10, 25-20, 25-30, 27-10, 41-00, 43-00, 44-10, 44-20, 47-00, 48-00, 49-00, 66-20 et 99-10.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Daziano, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Marc Burg, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 4** : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercées dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

**BUREAU DU CABINET**

- M. Yann Negro, chef du bureau du cabinet

- M. Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mme Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Mme Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE**

- M. Daniel Pucelle, attaché de préfecture, chef de bureau

- Mlle Béatrice Mougel, attaché de préfecture, adjointe au chef de bureau

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- Mme Françoise Reposeur, Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

- M. Olivier Muller, attaché de préfecture, adjoint au chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale, à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Reposeur, chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile :

- M. Olivier Muller, attaché, adjoint au chef de bureau du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,

- M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,

- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative,

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 7** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.03  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. GEORGES AMBROISE,  
SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.19 du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey, modifié par les arrêtés préfectoraux du 6 octobre 2003, des 12 juillet et 4 octobre 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au débailage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

1) cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) passeports

3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :

du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral

du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande

de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale

de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
- signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

#### **VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

- 1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### **VII - ENVIRONNEMENT**

##### **Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'État : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État-Région

#### **IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mmes Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

délivrance des primata et duplicata :

- . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- . de permis étrangers dont la conversion est possible
- . de permis internationaux

délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à M. Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mmes Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie Citerlé.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, les fonctions de sous-préfet de Briey seront exercées par M. Marc Burg, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 9** : Les arrêtés préfectoraux du 30 juin 2003, du 6 octobre 2003, du 12 juillet 2004 et du 4 octobre 2004 sont abrogés.

**ARTICLE 10** : Le sous-préfet de Briey est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.04  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. ERIC MAIRE,  
SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant M. Eric Maire, administrateur civil, nommé en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

## 7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

1) Cartes nationales d'identité (autorisation de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

2) Passeports

3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

7) Divers

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

**VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

**VII - ENVIRONNEMENT**

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des

coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)

- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

- accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equipeement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

#### **IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Maire, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultanée de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard Frégières, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet, au titre des dépenses relevant des centres de responsabilité (résidence et services administratifs) dont il a la charge.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est donnée à M. Eric Maire, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
  - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
  - . de permis étrangers dont la conversion est possible
  - . de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7** : Délégation permanente de signature est donnée à M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard Frégières, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 8** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville seront exercées par Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul.

**ARTICLE 9** : Le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.05  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À MME CORINNE CHAUVIN,  
SOUS-PRÉFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;



VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;  
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;  
VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;  
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.23 du 15 septembre 2003 accordant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, modifié par les arrêtés n° 04.BODE.12 du 13 avril 2004 et n° 04.BODE.32 du 25 octobre 2004 ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de Toul dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

#### **I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

- 1) Octroi du concours de la force publique :
  - pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
  - autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale
- 2) Réquisition de logements
- 3) Police des débits de boissons :
  - délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
  - fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- 4) Police des armes :
  - visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
  - délivrance des permis de chasser
  - visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France
- 5) Manifestations sportives sur la voie publique :
  - arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
  - réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
  - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
- 6) Police funéraire :
  - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
  - autorisation de transport de corps en territoire étranger
- 7) Professions et activités réglementées :
  - agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
  - autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi n° 96-603 du 5 juillet 1996)
  - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
  - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

#### **II - ETAT-CIVIL ET ASSOCIATIONS**

- 1) Cartes nationales d'identité
- 2) Passeports, visas et laissez-passer
- 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

#### **III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Toul
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

#### **IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

- 1) Affaires électorales
  - créations ou suppressions de bureaux de vote
  - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
  - fixation des dates limites :
    - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
    - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
    - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
    - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
  - création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987

- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992

#### **V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

#### **VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME**

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

#### **VII - ENVIRONNEMENT**

Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT**

"accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

#### **IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) Décisions concernant le fonds de solidarité pour le logement
- 2) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
- 3) Présidence du comité du fonds d'aide aux jeunes en difficultés

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative à la sous-préfecture de TOUL.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (chapitre 37-30 article 20) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont elle a la responsabilité.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
  - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires

- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux
- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 2 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par M. Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

**ARTICLE 9 :** Les arrêtés préfectoraux susvisés de délégation de signature à Mme Chauvin sont abrogés.

**ARTICLE 10 :** La sous-préfète de l'arrondissement de Toul est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.06**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A Mlle CHRISTINE BITTEL, ATTACHE PRINCIPAL,**  
**CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipements des services placés sous leur autorité ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 15 mai 2001 nommant Mlle Christine Bittel, attaché principal, à compter du 1er janvier 2001 ;

VU la décision préfectorale du 26 juin 2002 nommant Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation à compter du 1er septembre 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.34 du 2 janvier 2004 accordant délégation de signature à Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Mlle Christine Bittel, attaché principal, à l'effet de signer :

1) Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat (BODE):

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

a) l'organisation des services de l'Etat dans le département et la mise en œuvre des actions communes (articles 25 à 29 du décret 2004-374 du 29 avril 2004)

b) les relations générales entre le préfet et les chefs de services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat :

- délégations de signature (article 43 du décret susvisé),
- préparation, secrétariat et suivi des réunions du collège des chefs de services (articles 40 et 41 du décret susvisé),

c) le fonds pour la réforme de l'Etat (F.R.E.)

d) le fonds interministériel d'accessibilité aux personnes handicapées (F.I.A.H.)

e) la commission départementale de présence postale territoriale

f) la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics

g) les affaires immobilières inter services :

- « schéma départemental des implantations des services de l'Etat » (article 42-I du décret susvisé),
- opérations immobilières (articles 19, 42 II)

- « cité administrative » (article 43-III).
- h) en ce qui concerne spécifiquement la préfecture :
  - organigramme de la préfecture et des sous-préfectures,
  - courrier : tri, préparation du courrier réservé,
  - documentation et mise en place d'un centre de documentation,
  - pré-archivage et archivage.
  - pôle de compétence immobilière
- i) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux (Chapitre 37-30 article 20 § 21).
  - les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.
- 2) Bureau de la formation et de la modernisation (BFM):
  - tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :
    - a) la formation du personnel titulaire et contractuel affecté à la préfecture et dans les sous-préfectures, l'élaboration et la mise en œuvre du plan local de formation, les relations avec la sous-direction du recrutement et de la formation et la délégation interrégionale à la formation,
    - b) la communication interne aux services préfectoraux,
    - c) le pré-accueil des citoyens à la préfecture,
    - d) la coordination, sous l'autorité du secrétaire général et la responsabilité du chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, des différentes actions de modernisation de la préfecture et notamment :
      - plan pluriannuel des préfectures,
      - directive nationale d'orientation des préfectures,
      - charte de l'amélioration de l'accueil des usagers de la préfecture,
      - projet de restructuration immobilière.
  - e) en matière de formation, toutes pièces comptables et états de liquidation des frais s'y rapportant (chapitre 37-30 - article 20 § 22 et 98) et en particulier :
    - titres de transport et réservations d'hôtels destinés aux participants aux stages de formation,
    - visas obligatoires de l'animatrice de formation sur les fiches d'inscription aux stages et convocations.
- 3) Service départemental d'action sociale (SDAS) :
  - tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision,
  - les actes et documents correspondant à une décision d'autorité dans les matières suivantes :
    - a) la gestion de l'action sociale du Ministère de l'Intérieur ordonnancement secondaire,
    - b) le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale.
- 4) Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine (BLIP) :
  - tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :
    - a) le service intérieur :
      - maintenance technique des installations,
      - entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts,
    - b) l'imprimerie,
    - c) la gestion et la maintenance du patrimoine : (acquisitions, travaux, maintenance) :
      - tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau du budget assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30 article 20 § 12.4, 12.5, 14.2, 15.4, 15.5, 19, 24, 33.2 et 33.3).
- 5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :
  - tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :
    - a) permanence des liaisons gouvernementales
    - b) analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT)
    - c) gestion technique des matériels et des réseaux
    - d) cartographie et multimédia, assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
    - e) standard.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services ainsi que les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30 - article 20 - § 12, 14, 15.3, 21, 22, 25.10, 27.1, 27.2, 33.2, 33.3, 91, 94, 95, 96, 97, 98 et 99.10).

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est donnée à M. Lionel Thiébaud, chef du Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication, à l'effet de signer les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30, article 20 - § 12.3, 15.3, 27.1, 27.2, 91, 94, 95, 96 et 97).

**ARTICLE 4** : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après.

Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat :

\* Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau.

Bureau de la formation et de la modernisation :

\* Mlle Jacqueline Thouvenin, attaché principal de 2<sup>ème</sup> classe, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée en matière de formation à Mme Muriel Feuiltaine, secrétaire administrative, animatrice de formation.

Service départemental d'action sociale :

\* M. Hervé Froment, secrétaire administratif de classe normale, chef du service départemental d'action sociale.

Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine :

\* M. Claude Charpentier, contrôleur des services techniques, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à :

\* M. Denis Lapointe, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

\* M. Lionel Thiébaud, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Christine Bittel, délégation de signature est donnée à Mlle Jacqueline Thouvenin, chef du bureau de la formation et de la modernisation, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 1 et 2 du présent arrêté à l'exception de l'article 1-5<sup>ème</sup>, et à M. Lionel Thiébaud, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 - 5<sup>ème</sup>.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Thouvenin, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Thiébaud, délégation de signature est donnée à M. Pierre Camaille, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

**ARTICLE 7** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 8** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 9** : L'arrêté préfectoral du 2 janvier 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté sera notifié à Mlle Christine Bittel, attaché principal, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.07

#### ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SABLAYROLLES, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 03/0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Jacques SABLAYROLLES à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant M. Jacques SABLAYROLLES, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.20 du 9 septembre 2003 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, modifié par l'arrêté du 11 décembre 2003 ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des services de préfecture, directeur des relations avec les collectivités locales, dans la limite des attributions de ce service, à l'exception :

- des circulaires aux maires,
- des arrêtés de modification des limites territoriales des communes,
- des arrêtés portant création, modification ou dissolution des établissements publics de coopération intercommunale,
- des lettres d'observation et de recours gracieux,
- des déférés devant les juridictions administratives
- des saisines de la chambre régionale des comptes
- des arrêtés de règlement d'office des budgets,
- des arrêtés d'inscription et de mandatement d'office des dépenses obligatoires
- des arrêtés de versement des dotations de l'Etat à l'exception de ceux relatifs à l'attribution du Fonds de compensation pour la T.V.A..

Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer :

- les ampliements dans la limite des attributions de son service,
- les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes commodo et incommodo prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre communes.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- M. Gérard GEISSLER, attaché, chef du bureau du conseil aux élus, du contrôle de la légalité et de la coopération intercommunale .
- Mme Danièle VALCK, attaché, chef du bureau du contrôle budgétaire et des concours financiers de l'Etat .

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10).

**ARTICLE 4** : En cas d'absence simultanée de M. Jacques SABLAYROLLES et de M. Gérard GEISSLER, délégation est donnée à Mme Danièle VALCK, dans la limite des attributions de M. SABLAYROLLES.

En cas d'absence simultanée de M. Jacques SABLAYROLLES et de Mme Danièle VALCK, délégation est donnée à M. Gérard GEISSLER, dans la limite des attributions de M. Jacques SABLAYROLLES.

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général les correspondances adressées :

1. à la Présidence de la République
2. aux ministres
3. aux parlementaires
4. au préfet de région
5. au président du conseil régional
6. au président du conseil général
7. au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux des 9 septembre et 11 décembre 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales et sera affiché pendant 5 jours en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.08**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE À M. MOHAND AZZI, CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF,**  
**DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté N° 02-508 du 9 juillet 2002 du ministre de l'intérieur nommant M. Mohand Azzi en qualité de chef de service administratif à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 nommant M. Mohand Azzi, en qualité de chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.24 du 18 septembre 2003, accordant délégation de signature à M. Mohand Azzi, modifié par les arrêtés préfectoraux des 15 janvier, 19 mai et 7 juillet 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- \* du contrôle des arrêtés municipaux,
- \* des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,
- \* des recours devant les juridictions administratives,
- \* des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,
- \* des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,
- \* des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,
- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy de moins de 10 000 habitants.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Mohand Azzi à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion (article 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 24-30, 24-31, 24-32, 24-33, 24-34, 24-35, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10) pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mohand Azzi, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée par :

- pour le bureau des élections et des associations (DRLP/1) par M. Pascal Seyller, chef de bureau,
- pour le bureau de la réglementation générale et des polices administratives (DRLP/2) par M. Jean-Pierre Devidet, chef de bureau,
- pour le bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité (DRLP/3) par Mme Brigitte Dédisse, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Melle Sandrine Hézelot, adjointe au chef de bureau,
- pour le bureau de la circulation et de la sécurité routière (DRLP/4) par M. Jean-Marc Kieffer, chef de bureau.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1er et à l'article 2 sera exercée par :

- M. Alex Bailly et Mme Odile Sbuttoni, secrétaires administratifs, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations ;
- Mme Marie-Catherine Toussaint et Mlle Yolande Vaudin, secrétaires administratifs de classe supérieure, M. Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives ;
- Mme Edith Charriau-Coron, attachée, Mmes Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratifs de classe supérieure, M. Francis Piekarski, M. Renaud Planat, M. Franck Ménégatti et M. David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité ;
- Mme Marie-Françoise Klouse ou M. Olivier Ronjat, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau de la circulation et de la sécurité routière.

**ARTICLE 6** : Sous le contrôle et l'autorité de M. Mohand Azzi et de Mme Brigitte Dédisse, délégation de signature est donnée à Mlle Bilot Sylviane, Mmes Vigneron Christine, Claudin-Vincent Catherine, Stender Gerhilt, Dijeu Lorino Monique, Mlles Roy Gwenaëlle, Schoni Cristelle, adjoints administratifs et Mmes Richard Sylviane, Herry Thérèse, adjoints administratifs principaux et également à MM. Elophe Fabrice, Guillemin Bruno, adjoints administratifs et Guien Robert, adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi, de M. Kieffer, de M. Olivier Ronjat et de Mme Marie-Françoise Klouse, délégation de signature est donnée à M. Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la section des cartes grises et à Mme Danielle Collotte, adjoint administratif pour les matières relevant de la section des permis de conduire.

**ARTICLE 8** : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par M. le secrétaire général ou par M. le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à M. Mohand Azzi pour présider les dites commissions.

**ARTICLE 9** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 10** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 11** : Les arrêtés préfectoraux des 18 septembre 2003, 15 janvier, 19 mai et 7 juillet 2004 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 12** : Le présent arrêté qui sera notifié à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 5 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.09

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.42 du 25 octobre 2004 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée pour présider ladite commission aux membres titulaires selon l'ordre suivant :

- Mme Françoise REPOSEUR, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- M. Michel PONSARD CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Colonel Guy CAZENAVE-LACROUTZ, commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence,

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement,

- M. le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours,

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

- M. Olivier MULLER, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Lieutenant-Colonel Jean-Charles LEMOND, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,

- M. Dominique LOUIS, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,

- M. le Lieutenant-Colonel Jean-Jacques HORB, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfectures suivants :

**commissions d'arrondissement de Nancy**

- Mme REPOSEUR Françoise, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- M. MULLER Olivier, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- M. BOSC CABROL Francis, secrétaire administratif au service interministériel de défense et protection civile  
- Mme. BALLE Christiane, secrétaire administratif au service interministériel de défense et protection civile  
**commission d'arrondissement de Briey**  
- Mme BRIZON Eléna, attachée à la sous-préfecture de Briey,  
- Mme LAVAUX Annie, attaché à la sous-préfecture de Briey.

**commission d'arrondissement de Lunéville**

- M. FREGIERS Bernard, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville,  
- Mme SIMON Françoise, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville.

**commission d'arrondissement de Toul**

- Mme THIRION Danièle, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Toul.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral du 25 octobre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 5** : M. le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme et Mrs les sous préfets de Briey, Lunéville et Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres désignés et à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.10**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE SAY,**  
**DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.28 du 31 août 2004 accordant délégation de signature à Mme Hélène SAY, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision d'affectation du ministre de la culture et de la communication du 2 juillet 2004 concernant M. Pierre-Frédéric Brau, nommé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) *gestion du service départemental d'archives* :

- correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;

- engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) *contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales* :

- correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;

- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.

c) *contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives* :

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;

- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) *coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département*.

- correspondances et rapports.

**ARTICLE 2** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 3** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence de Mme Hélène SAY, la délégation qui lui est conféré par l'article premier sera exercée par M. Pierre-Frédéric Brau, conservateur du patrimoine, directeur adjoint du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.28 du 31 août 2004 susvisé est abrogé.



**ARTICLE 6** : Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 5 jours en préfecture de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.11  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL RENUIT,  
DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;  
Vu la loi N° 98-1171 du 18 décembre 1998 relative à l'organisation de certains services au transport aérien ;  
Vu le décret N° 60-516 du 2 juin 1960, modifié par le décret N° 93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;  
Vu le décret N° 60-652 du 28 juin 1960, modifié par le décret N° 93-478 du 24 mars 1993 portant réorganisation des services extérieurs métropolitains de l'aviation civile ;  
Vu le décret N° 2001-26 du 9 janvier 2001 modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie) et relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;  
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu l'arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;  
Vu le Code de l'aviation civile ;  
Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;  
Vu le décret N° 97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
Vu l'arrêté ministériel du 4 juin 1993 nommant M. Daniel Rénuit directeur de l'aviation civile Nord-Est à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 ;  
Vu la circulaire conjointe N° 980349 du 11 mars 1998 du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la défense, relative à la mise en œuvre de la déconcentration des décisions individuelles ;  
Vu l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.40 du 29 juillet 2002 accordant délégation de signature à M. Daniel Rénuit, directeur de l'aviation civile Nord-Est, modifié par l'arrêté préfectoral du 27 mars 2003 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Daniel Rénuit, directeur de l'aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1<sup>er</sup> du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code,
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département de Meurthe et Moselle,
3. de procéder à l'élaboration des servitudes aéronautiques de dégagement, aux autorisations de travaux et aux mesures provisoires de sauvegarde sur les ouvrages frappés de servitudes ainsi que les décisions prescrivant le balisage des obstacles dangereux dans le département de Meurthe et Moselle,
4. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne et de prescrire l'établissement de dispositifs visuels ou radio-électriques d'aides à la navigation aérienne,
5. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale,
6. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome,
7. d'approuver ou de modifier les redevances fixées à l'article R.224-3 du code de l'aviation civile pour les plate formes ayant assuré en moyenne au cours des trois dernières années un trafic de moins de 200 000 passagers par an embarqués ou débarqués,
8. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique,
9. d'homologuer les pistes d'aérodrome autres que celles permettant des décollages de précision ou des approches des précision de catégorie II ou III,
10. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,
11. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie,
12. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service,
13. d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs dans les aérodromes,
14. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant,
15. de délivrer l'agrément des agents AFIS,
16. de saisir la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) des demandes d'avis concernant l'exploitation de fichiers informatisés ;

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Rénuit, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée, dans la limite de leurs attributions,

- pour les alinéas 1.1 à 1.4 par M. Didier Dubois, chef du département opérations de la direction de l'aviation civile Nord-Est ;
- pour les alinéas 1.5 à 1.13 par M. Michel Hupays, chef du département programmes de la direction de l'aviation civile Nord-Est ;
- pour les alinéas 1.14 à 1.15 par Mme Sophie Lejeune, délégué régional de Lorraine.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Hupays, la délégation de signature prévue aux alinéas 1.10 à 1.13 ci-dessus est exercée, dans la limite de ses attributions par Mme Sophie Lejeune, délégué régional de Lorraine.

**ARTICLE 4** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres ( cabinets ),  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional  
5°) au président du conseil général  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux du 29 juillet 2002 et du 27 mars 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 7** : M. le directeur de l'aviation civile Nord-Est est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.12**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PRESTREAU,**  
**CONSERVATEUR REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE DE LORRAINE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code de l'Urbanisme :

VU la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques ;

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi N° 83.3 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat en matière d'urbanisme ;

VU le décret 86.192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme ;

VU le décret N° 91.786 du 14 août 1991 pris pour l'application de la loi du 27 septembre 1941 susvisée ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU la circulaire du 12 octobre 1987 relative aux relations entre l'archéologie, l'urbanisme et diverses servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU la circulaire du 7 octobre 1991 relative à l'organisation du service de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles ;

VU l'arrêté n° 0102964 du ministre de la culture et de la communication nommant M. Michel Prestreau, conservateur du patrimoine au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, en qualité de conservateur régional de l'archéologie

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.31 du 10 juillet 2001 accordant délégation de signature à M. Michel Prestreau, conservateur régional de l'archéologie de Lorraine ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Michel Prestreau, conservateur régional de l'archéologie de Lorraine, à l'effet de donner tous les avis réglementaires requis par les services instructeurs des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol susceptibles de compromettre la conservation d'un site archéologique.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Prestreau, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté, sera exercée par M. Jean-Pierre Legendre et Mme Muriel Leroy, conservateurs du patrimoine.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 01.DEC.31 du 10 juillet 2001 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le conservateur régional de l'archéologie, le directeur régional des affaires culturelles, le directeur départemental de l'équipement, les sous-préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.13**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.30 du 2 septembre 2004 accordant délégation de signature à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**CHAPITRE I : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

100 - Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), l'ADL (aide directe laitière).

101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).

104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats agriculture durable).

105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PAM (plan d'amélioration matériel), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

110 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

111 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

112 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

113 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

**CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU**

200 - recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques au profit du FNDAE (instructions ministérielles du 1<sup>er</sup> juin 1955).

201 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

**CHAPITRE III : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU**

300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432-3 du code de l'environnement).

302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

**CHAPITRE IV : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**

400 - arrêtés individuels de plans de chasse (art. R 225-8 et R 225-9 du code de l'environnement).

401 - autorisations individuelles de destruction des nuisibles (art. R 227-17 et R 227-20 de l'environnement).

402 - arrêtés de battues administratives (art. L 427-4 à L 427-7 du code de l'environnement).

403 - agréments des piégeurs (art. R 227-14 du code de l'environnement).

404 - arrêtés modificatifs concernant les ACCA (Associations Communales de Chasse Agréées) et notamment la délimitation du territoire de chasse, des réserves de chasse, des enclaves, des territoires relevant du droit de non chasse.

405 - visa des règlements intérieurs et des règlements de chasse des ACCA.

406 - arrêtés individuels de tir du grand cormoran.

407 - autorisation de capture du gibier pour le repeuplement, utilisation de sources lumineuses pour les comptages et les captures à des fins scientifiques ou de repeuplement (articles 11 et 11 bis de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1986 du ministère de l'environnement).

408 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

409 - aides à l'élaboration des plans simples de gestion.

410 - subventions liées à l'accueil du public en forêt.

411 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après visa du contrôleur financier du CNASEA.

412 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes d'autorisation de défrichement et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

413 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes de distraction du régime forestier et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.

414 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, organisation des contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement).

415 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les contrats *Natura*, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

**CHAPITRE V : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SECRETARIAT GENERAL**

500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.

501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative.

502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.

503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.

504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans

concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

**CHAPITRE VI : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).

601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

**ARTICLE 2** : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés relatifs aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre I ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV - rubrique 412.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (Association Communale de Chasse Agréée),
- la délivrance des récépissés pour les actions relevant du régime de la déclaration au titre de la loi sur l'eau.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint ou, en cas d'absence de M. Philippe PETITJEAN, par M. Joël CHARBONNEL.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Philippe PETITJEAN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
  - . des rubriques 104 - 108 - 111 - 112
  - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
- M. Joël CHARBONNEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
- M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
- Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
- Mme Yolande FISCHER pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
- Mlle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
- MM. Philippe PETITJEAN, Joël CHARBONNEL, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN, Yolande FISCHER et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le Secrétaire général les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand-Nancy.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.30 du 2 septembre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.14  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE MICHEL,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;

VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2001 de Mme le Ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, portant nomination à compter du 6 novembre 2001, de M. Philippe MICHEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002 accordant délégation de signature à M. Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, modifié par l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.17 du 10 mai 2004 ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation est donnée à M. Philippe Michel, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, tous arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale, tous les actes se rapportant aux questions et affaires ou matières suivantes :

#### I. ATTRIBUTIONS ET COMPETENCES

##### 1.1. Aide sociale et action sociale, lutte contre les exclusions

###### 1.1.1. - Dispositions générales

- Propositions aux commissions en vue de l'admission à l'aide sociale (article 125 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale),
- Admission d'urgence à l'aide médicale aux tuberculeux en ce qui concerne le placement en établissements de cure (article 134 du C.F.A.S.),
- Décisions en matière d'aide médicale en application du Titre III bis du C.F.A.S. et dans les conditions prévues à l'article L. 182-4 du Code de la Sécurité Sociale,
- Formule exécutoire sur les recouvrements au profit du service de l'aide sociale (article 196 du C.F.A.S.),
- Exercice d'actions en justice devant les tribunaux judiciaires, administratifs (article 145, 146, 147, 149 et 195 du CFAS et article 13 du décret n° 59.143 du 7 janvier 1993),
- Inscriptions hypothécaires et radiations dans les conditions prévues à l'article 148 du C.F.A.S.,
- Recours devant la commission départementale et centrale d'aide sociale à l'encontre des décisions des commissions d'admission (article 131 du CFAS, 190.1, 193 et 194 du C.F.A.S.).

###### 1.1.2. - Aide sociale aux familles

- Allocations aux familles dont les soutiens indispensables accomplissent le service national actif (article 156 du C.F.A.S.).

###### 1.1.3. - Aide et action sociale aux personnes âgées

- Allocations simples à domicile aux personnes âgées (article 158 du C.F.A.S.),
- Traitement des demandes d'allocation spéciale du Fonds Spécial d'Allocation Vieillesse (article D.814-4 du Code de la Sécurité Sociale).

###### 1.1.4. - Aide et actions sociale aux personnes handicapées

- Allocations différentielles aux adultes handicapés visées à l'article 59 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, d'orientation en faveur des personnes handicapées,
- Frais de fonctionnement des centres d'aide par le travail (article 168 du C.F.A.S.),
- Prise en charge à titre subsidiaire des frais d'hébergement et d'entretien des personnes handicapées dans les établissements de rééducation professionnelle (article 168 du C.F.A.S.),
- Délivrance et retrait des cartes d'invalidité prévus aux articles 173 et 184 du C.F.A.S.,
- Délivrance et retrait de la carte "Station Debout Pénible" (arrêté du 30 juillet 1979),
- Délivrance du macaron "Grand Invalide Civil" (décret n° 90/1083 du 3 décembre 1990),
- Financement des services d'auxiliaires de vie et des actions innovantes de maintien en milieu ordinaire de personnes handicapées, (circulaire n° 81-15 du 19 juin 1981).

###### 1.1.5. - Aide sociale en matière de logement, d'hébergement et de réadaptation sociale

- Mesures d'aide sociale en matière de logement, d'hébergement et de réadaptation sociale prévues au chapitre VIII du Titre III du C.F.A.S.),
- Arrêtés d'attribution de subventions ou d'acomptes prévisionnels relatifs aux centres d'hébergement pour les réfugiés.

###### 1.1.6. - Protection de la famille

- Financement des établissements d'information, de consultation ou de conseil familial (loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 modifiée),
- Conventions et avenants relatifs aux subventions pour le conseil familial et conjugal,
- Arrêtés d'attribution de subventions ou d'acomptes prévisionnels relatifs à la lutte contre la prostitution.

###### 1.1.7. - Protection de l'enfance

- Exercice des fonctions de tuteur des pupilles de l'Etat et organisation du Conseil de Famille (article 60 du C.F.A.S.),
- Etablissement de tous les actes d'administration des deniers des pupilles de l'Etat (article 64 du C.F.A.S.),
- Financement des actions innovantes d'accueil de la petite enfance.

###### 1.1.8. - Tutelle et curatelle d'Etat et tutelles aux prestations sociales

- Arrêtés fixant le prix de revient des mensualités de tutelle,
- Correspondances concernant les demandes d'attribution sur le fond spécial de l'UNAF,
- Saisine du juge des tutelles pour provoquer une tutelle aux prestations sociales (décret n° 69-399 du 25 avril 1969),
- Exercice de la tutelle d'Etat envers les incapables majeurs (décret n° 74-930 du 6 novembre 1974),
- Appel des décisions du juge des tutelles confiant une tutelle aux prestations sociales à une personne physique ou morale non agréée (article 16 du décret n° 69-399 du 25 avril 1969).

###### 1.1.9. - Actions sociale et lutte contre les exclusions

- Décisions relatives au dispositif de réponse à l'urgence sociale et à la lutte contre la pauvreté en application de l'article 43 de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 notamment :

- \* décisions et financement relatifs à la lutte contre l'illettrisme,
- \* mesures d'accueil et d'hébergement d'urgence mises en œuvre dans le cadre des programmes annuels de lutte contre la pauvreté et la précarité,
- \* actions menées à partir des centres d'hébergement et de réadaptation sociale,
- \* aides à la prise en charge des factures impayées d'eau et d'énergie
- \* dispositif d'accès aux soins des plus démunis,
- \* plan départemental d'action pour le logement des personnes les plus défavorisées,
- \* fonds d'aide aux jeunes en difficulté,
- \* fonds départemental d'appui à l'insertion
- \* mesures favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre les exclusions professionnelles notamment par l'insertion économique, la politique de la ville et le développement social des quartiers,

\* décisions et financement concernant l'appui social individualisé (loi n° 93-1313 du 28 décembre 1993).

- Arrêtés d'attribution de subventions ou d'acomptes prévisionnels relatifs aux crédits de lutte contre les exclusions (chap. 46-81, art. 20),
- Notifications des décisions de la cellule d'urgence en matière d'impayés d'énergie.

#### 1.1.10. - Revenu Minimum d'Insertion

- En application de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 modifié, décisions relatives à l'attribution, la prorogation, le renouvellement, le maintien, la révision, la suspension et la radiation de l'allocation de R.M.I.,
- Décisions relatives aux demandes de dispense de faire valoir les créances d'aliments (article 23 de la loi n° 88-1088 susmentionnée),
- Décisions de faire procéder au versement d'acomptes ou d'avances sur droits supposés,
- Décisions de remise ou de réduction sur les paiements indus d'allocations (article 29),
- Actions en récupération des sommes servies au titre de l'allocation (article 30),
- Décisions relatives au mandatement de l'allocation au nom d'un organisme agréé (article 31).

#### 1.1.11 - Réseau solidarité-école

- Financement des actions dans le cadre du dispositif d'accompagnement scolaire réseau solidarité école.

#### 1.2. Mutualité

- Toutes décisions, correspondances et contrôles relevant de l'application du Code de la Mutualité (article 25 du décret n° 86-565 du 14 mars 1986 / Circulaire n° 83 du 17 novembre 1992).

#### 1.3. Santé-Environnement

- Mesures d'hygiène de salubrité générale, à l'exception des arrêtés renforçant la réglementation sanitaire (article L.2 du Code de la Santé Publique) et notamment :

- \* salubrité des immeubles, îlots insalubres à l'exception des arrêtés d'insalubrité (articles L.26 à L.32 et L.36 à L.43.1 du C.S.P),
- \* évacuation des eaux usées,
- \* eaux destinées à la consommation humaine à l'exception des arrêtés d'autorisation visés aux articles L.19 à L.25.1 du C.S.P),
- \* piscines et baignades, à l'exception des arrêtés de fermeture administrative d'une installation et des arrêtés fixant la fréquence des analyses d'eau (article L.25.2 à L.25.5. du C.S.P),
- \* hygiène alimentaire, à l'exception des arrêtés de fermeture administrative de commerces alimentaires,
- \* conseil départemental d'hygiène (article L.776 du CSP et décret n° 88-573 du 5 mai 1988 relatif au conseil départemental d'hygiène) à l'exception des arrêtés portant nomination des membres du conseil (article 4 du décret n° 88-573),
- \* notification des réunions du conseil départemental d'hygiène,
- \* mesures d'urgence contre le saturnisme, (article 123 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 de lutte contre l'exclusion).

#### 1.4. Santé publique, actions de santé

##### 1.4.1. - Transports sanitaires

- Agrément des entreprises de transports sanitaire (article 51.2 du C.S.P),
- Autorisation de mise en service des véhicules de transports sanitaires terrestres et transfert d'autorisation,
- Délivrance des cartes professionnelles d'ambulancier.

##### 1.4.2. - Transports de corps

- Agrément des véhicules de transports de corps avant mise en bière (décret n° 94-941 du 24 octobre 1994).

##### 1.4.3. - Installation de radio-diagnostic

- Délivrance, renouvellement et retrait de l'agrément des installations dans les conditions fixées par l'arrêté du 23 avril 1969.

##### 1.4.4. - Pharmacies

- Enregistrement du dossier des demandes de licence pour les créations et les transferts d'officines pharmaceutiques (article L. 570 du C.S.P.),
- Reconnaissance du dossier complet de la déclaration préalable à l'exploitation d'une officine (article 574 du C.S.P),
- Autorisation de gérance temporaire des officines pharmaceutiques (article L. 580 du C.S.P.),
- Autorisation de gérance d'une pharmacie dans les cas prévus aux articles R. 5091 et R. 5091.1 du C.S.P. (article R. 5091.6 du C.S.P.).

##### 1.4.5. - Laboratoires d'analyses de biologie médicale

- Enregistrement et décision d'autorisation de fonctionner des laboratoires (article L. 757 du C.S.P),
- Remplacement temporaire des directeurs et directeurs adjoints de laboratoires (décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975),
- Inscription, rejet et radiation sur la liste des sociétés civiles professionnelles de directeurs de laboratoires (décret n° 78.326 du 15 mars 1978),
- Agrément, refus et retrait des sociétés d'exercice libéral (décret n° 92-545 du 17 juin 1992).

##### 1.4.6. - Professions médicales, paramédicales et sociales

- Autorisation d'exercer en qualité d'opticien-lunetier (article 510 du C.S.P),
- Enregistrement des diplômes et inscription sur les listes départementales des professions médicales et des auxiliaires médicaux mentionnées au livre IV du C.S.P,
- Enregistrement des diplômes d'assistants ou auxiliaires de service social (article 222 du C.F.A.S),
- Délivrance des cartes professionnelles aux auxiliaires médicaux mentionnés au livre IV du C.S.P, aux assistants de service social (article 224 du C.F.A.S),
- Inscription sur les listes des sociétés civiles professionnelles des infirmières et des masseurs-kinésithérapeutes (décret n° 79.949 du 9 novembre 1979 et 81-509 du 12 mai 1981),
- Délivrance et retrait de l'autorisation d'exercice dans un lieu secondaire aux infirmiers (décret n° 93-221 du 16 février 1993),
- Autorisation de remplacement des médecins et des chirurgiens-dentistes (article L. 359 du CSP), des sages-femmes et infirmiers (article L 478 du C.S.P),
- Désignation des jurys :
- \* de sélection des candidats en vue de l'entrée dans les écoles d'aides-soignants (article 7 de l'arrêté du 22 juillet 1994 modifié),
- \* de l'examen en vue de l'obtention des diplômes professionnels d'aide-soignant (article 30 de l'arrêté susmentionné),
- \* de l'épreuve d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant concernant un ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen (article 7 de l'arrêté susmentionné),
- Délivrance des diplômes professionnels d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture (article 37 de l'arrêté du 22 juillet 1994 susmentionné),
- Attribution de bourses d'études pour la préparation aux diplômes d'Etat des professions du secteur sanitaire.

##### 1.4.7. - Lutte contre les fléaux sociaux

- Conventions et avenants relatifs aux programmes et dispositifs de lutte contre le sida et les maladies transmissibles,
- Arrêtés d'attribution de subventions ou d'acomptes prévisionnels relatifs aux crédits déconcentrés destinés à financer les dispositifs de lutte contre les pratiques addictives,
- Arrêtés d'attribution de subventions ou d'acomptes prévisionnels relatifs aux crédits de lutte contre l'alcoolisme,
- Arrêtés attribuant des acomptes prévisionnels pour le fonctionnement des centres de soins aux toxicomanes,
- Décisions prises dans les domaines mentionnés au livre III du CSP à l'exception du Titre IV - Lutte contre les maladies mentales, notamment en matière de :
- \* lutte contre l'alcoolisme (titre V) ;
- \* lutte contre la toxicomanie (titre VI) ;

- \* lutte contre l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine (titre VII) ;
- \* lutte contre le tabagisme (titre VIII).

#### 1.4.8. - Lutte contre les maladies mentales

- Notification des nom, prénom, profession et domicile de la personne hospitalisée et de celle qui a demandé l'hospitalisation au Procureur de la République dans le cadre d'une hospitalisation à la demande d'un tiers (article L. 335 du C.S.P.).

#### 1.4.9. - Comité médical - Commission de réforme

- Fonctionnement des comités médicaux et des commissions de réforme compétents pour les personnels appartenant à la fonction publique de l'Etat (décret n° 86.442 du 14 mars 1986), à la fonction publique territoriale (décret n° 87-602 du 30 juillet 1987) et fonction publique hospitalière (décret n° 88-386 du 19 avril 1988) :

- \* établissement de la liste des médecins agréés,
- \* désignation des membres du comité médical départemental,
- \* présidence de la commission de réforme départementale,
- \* arrêtés portant désignation des membres de la commission départementale de réforme des agents hospitaliers.

#### 1.4.10. - Actions diverses

- Autorisations à faire fonctionner un dépôt de sang dans un établissement,
- Instruction et financement des dossiers de promotion de la santé et d'éducation pour la santé,
- Instruction et financement des dossiers relatifs aux actions de santé en faveur des publics en situation de précarité et des détenus.

### 1.5. Etablissements de santé

#### 1.5.1. - Personnel médical

- Arrêtés relatifs à la carrière des praticiens hospitaliers à temps plein (décret n° 84.131 du 24 février 1984 modifié) et des praticiens hospitaliers à temps partiel (décret n° 85.384 du 29 mars 1985 modifié) :

- \* avancements d'échelon,
- \* nomination de suppléants pour assurer les remplacements,
- \* nomination de praticiens à titre provisoire,
- \* composition et saisine du comité médical chargé de donner un avis sur l'aptitude physique et mentale des praticiens à exercer leurs fonctions,
- Arrêtés de renouvellement et de non renouvellement des praticiens à temps partiel à l'issue de chaque période quinquennale (article L. 714.29 du C.S.P.),
- Arrêtés relatifs à la carrière des pharmaciens à temps partiel (décret n° 6-182 du 7 mars 1996) :
  - \* avancements d'échelon (article 18),
  - \* nomination de pharmaciens à titre provisoire (article 14),
  - \* composition et saisine du comité médical chargé de donner un avis sur l'aptitude physique et mentale des pharmaciens à exercer leurs fonctions (article 27),
  - \* renouvellement ou non renouvellement à l'issue de chaque période quinquennale (article 53),
- Arrêtés relatifs aux remplacements des pharmaciens gérants (décret n° 43-891 du 17 avril 1943 et article 65 du décret n° 96-182 du 7 mars 1996),
- Approbation des contrats d'exercice d'activité libérale (article L. 714.33 du C.S.P.),
- Composition de la commission de l'activité libérale dans les établissements publics de santé (article L. 714.34 du C.S.P.).

#### 1.5.2. - Personnel non médical

- Organisation des concours et examens professionnels pour le recrutement des personnels dont les statuts particuliers prévoient expressément qu'elle relève du représentant de l'Etat dans le département (article 30 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986),
- Organisation et fonctionnement des commissions administratives locales et départementales de la fonction publique hospitalière (décret n° 97-794 du 14 août 1992 modifié),
- Délivrance aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 des autorisations d'absence, congés, accident du travail,
- Désignation des directeurs intérimaires dans les établissements mentionnés à l'article 3 de la loi susmentionnée,
- Fixation des primes de service et des indemnités de responsabilité attribuées aux personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi susmentionnée.

#### 1.5.6. - Les marchés

- Contrôle de légalité des marchés de travaux, de fournitures et contrats de toute nature des établissements et services publics (sous réserve en matière de marchés des limitations apportées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1982 donnant délégation de signature en matière d'ordonnancement des dépenses de l'Etat).

### 1.6. Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

- Mémoires en défense concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale,
- Accusé de réception des demandes d'autorisation de création, de transformation et d'extension des établissements et services médico-sociaux et sociaux, réclamation des pièces complémentaires en cas de présentation de dossier incomplet et transmission des dossiers au secrétariat du comité régional de l'organisation sanitaire et sociale (article 11 du décret n° 95-185 du 14 février 1995),
- Organisation des visites de conformité des établissements et services médico-sociaux et sociaux prévues à l'article 20 du décret n° 95-185 du 14 février 1995,
- Exercice du contrôle de légalité sur les délibérations des conseils d'administration des établissements publics médico-sociaux et sociaux et sur les actes du directeur dans les conditions de droit commun fixées par les lois n° 82-213 du 2 mars 1982, n° 83-663 du 22 juillet 1983, n° 86.17 du 6 janvier 1986,
- Propositions budgétaires de prix de journée et de dotations globales adressées aux établissements et services médico-sociaux et sociaux dans le cadre de la procédure contradictoire (article 26 du décret n° 88-279 du 24 mars 1988),
- Approbation des décisions des conseils d'administration des établissements sociaux et médico-sociaux et sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat (article 26.1 et 27 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975).

## II GESTION DU SERVICE

### 2.1. Ressources humaines

- Actes de gestion des personnels mentionnés aux décrets n° 92-737, n° 92-738 du 27 juillet 1992, modifiés par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1988 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A, B, C des services déconcentrés des affaires sanitaires et sociales,
- Actes de gestion des techniciens et agents sanitaire selon les dispositions des décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 novembre 1998,
- Actes de gestion des personnels contractuels à temps complet et incomplet ainsi que des personnels vacataires,
- Décisions relatives à l'action sociale menée en faveur des personnels de la D.D.A.S.S. (article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983).

**2.2. Divers**

- Remboursement des organisations accueillant des objecteurs de conscience,
- Ampliation des arrêtés préfectoraux et copies conformes de documents administratifs et comptables.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MICHEL, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Madame Myriam BERG ou Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeurs-adjoints.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence simultanée de Monsieur Philippe MICHEL, de Madame Myriam BERG et de Monsieur Jean-François LHUILLIER, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Mme Francine Calot, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1 et 1.6., 2.2.
- Mme Irène Delforge, inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4, 1.5, 1.6, 2.2
- Mme Françoise Wanson, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.4. et 1.1.10., 2.2.
- Mme Dominique Courty, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, chargée de l'unité de travail « politiques en faveur des handicapés », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant le paragraphe 1.6.
- Mme Stéphane Reverre, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.5, 1.1.6, 1.1.9
- Mme Noëlle De Silvestri, conseillère technique en travail social, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.1.9 et 2.2.
- M. Christian Mannschott, ingénieur en chef du génie sanitaire, chef du service « santé environnement », à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.3., et 2.2.
- Melle Stéphanie Lhuillier, ingénieur d'études sanitaires, M. Philippe Vannier, technicien sanitaire en chef, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur le paragraphe 1.3.
- Mmes les Docteurs Simone Albiser, Eliane Piquet, médecins inspecteurs de santé publique, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4.8. à 1.4.10. et 2.2.
- Mme Marie-Hélène Covelli, MM. Gérard Gauer, Jean-Marc Le Moigne, Mme Brigitte Mennessier, inspecteurs de l'action sanitaire et sociale à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 1.4.1 à 1.4.7., 1.5., 1.6. et 2.2.
- M. José-Louis Martinez, inspecteur de l'action sanitaire et sociale, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes 2.1. et 2.2.

**ARTICLE 4** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand-Nancy.

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 2002 et du 10 mai 2004 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 7** : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.15  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement, en date du 29 avril 2002 nommant M. Hugues Corbeau, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle, à compter du 3 juin 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.02 du 16 janvier 2003 accordant délégation de signature à M. Hugues Corbeau directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle et les arrêtés modificatifs des 16 avril et 10 juillet 2003, des 28 mai et 30 juillet 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :



N° CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
	<u>1 - ADMINISTRATION GENERALE</u> <u>a/ Personnel de l'Etat</u>	
A1 a1	Les actes de gestion suivants concernant exclusivement certains agents de catégorie C et D  1 - sont concernés les agents de catégorie C et D appartenant aux corps des services extérieurs suivants : * dessinateurs * agents administratifs * adjoints administratifs  2 - actes de gestion concernés : * nominations * notations * décisions d'avancement * mutations * décisions disciplinaires * décisions de détachement et de mise en disponibilité, de congé parental et d'accomplissement du service national * la réintégration * la cessation définitive de fonctions * les décisions d'octroi de congé * les décisions d'octroi d'autorisations * la mise en cessation progressive d'activité * la constitution des commissions administratives paritaires locales compétentes pour les agents administratifs et les adjoints administratifs 3 - à l'exclusion des actes suivants : * en matière d'avancement, l'établissement des tableaux d'avancement aux grades supérieurs, et de promotion au groupe supérieur de rémunération * en matière de recrutement, l'établissement des listes d'aptitude pour l'accès aux emplois des corps supérieurs * en matière de congés, les congés de longue durée ou de longue maladie qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur * le détachement, lorsqu'il nécessite l'avis d'un ou plusieurs ministres ou un arrêté interministériel * la mise en position hors cadres * la mise à disposition	Décret N° 90.302 du 4 avril 1990 modifiant le décret N° 86.351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme du logement et des transports  Arrêtés ministériels du 4 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et portant création de commissions administratives paritaires locales.
A1 a2	Nomination et gestion des agents des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation de l'Etat à l'exclusion des actes suivants : décharge de service pour mandat syndical - mise à disposition - détachement - hors cadres - les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur	Décret N° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a3	Nomination et gestion des conducteurs de travaux publics à l'exclusion des actes suivants : décharge de service pour mandat syndical - mise à disposition - détachement - hors cadres, les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur.	Décret N° 66.900 du 18 novembre 1966
A1 a4	Gestion des conducteurs principaux des TPE sauf en ce qui concerne la nomination - les sanctions disciplinaires - la fin de fonction (retraite, CPA, licenciement, démission, radiation), la décharge de service pour mandat syndical - la mise à disposition - le détachement - hors cadres - la disponibilité sur demande - le reclassement pour inaptitude physique - les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur.	Décret N° 66.900 du 18 novembre 1966
A1 a5	Gestion des contrôleurs des travaux publics de l'Etat pour ce qui concerne la notation, les mutations, les avancements d'échelon et les actes de gestion visés aux paragraphes A1 a6 à A1 a11, A1 a13 à A1 a15, A1 a17, A1 a19 à A1 a21.	Décret N° 88.399 du 21 avril 1988
A1 a6	Autorisations d'accomplir un service à temps partiel.	Décrets N°84.959 du 25 octobre 1984, N°82.624 du 20 juillet 1982, N°86.83 du 17 juillet 1986
A1 a7	Attributions de congés pour naissance d'un enfant.	Loi N° 46.1085 du 18 mai 1946
A1 a8	Autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.	Art. 12 et suivants du décret N° 82.447 du 28 mai 1982 modifié par décret N°84.954 du 25 octobre 1984
A1 a9	Autorisations des congés pour l'accomplissement du service national ou d'une période d'instruction militaire.	Art 53 de la loi du 11 janvier 1984 et art 26 du décret du 17 janvier 1986
A1a10	Attribution aux fonctionnaires du congé parental.	Art. 54 de la loi du 11 janvier 1984
A1a11	Attribution des congés annuels, des congés de maladie "ordinaire", des congés pour maternité ou adoption, des congés pour formation professionnelle, des congés pour formation syndicale et des congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées et destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs.	A1 1, 2, 5, 6, 8 de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984

A1a12	Attribution aux agents non titulaires de l'Etat, des congés annuels, des congés pour formation syndicale, des congés en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs de la jeunesse, des congés de maladie "ordinaire", des congés occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle, des congés de maternité ou d'adoption, des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.	Art 10, 11 par 1 et 2, 12, 14, 15, 26 du décret du 17 janvier 1986
A1a13	Attributions des congés de maladie "ordinaire" étendus aux stagiaires.	Circulaire FP N° 1268 bis du 3 décembre 1979
A1a14	Attribution aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement et du congé parental ainsi que l'attribution des congés de longue maladie et de longue durée.	Art 6 et 13.1 du décret du 13 septembre 1949
A1a15	Attribution des congés à plein traitement susceptibles d'être accordés aux fonctionnaires réformés de guerre, attribution des congés occasionnés par un accident de service, des congés de longue maladie et des congés de longue durée.	Art 41 de la loi du 19 mars 1928 3° et 4° alinéa de l'art 34 de la loi du 11 janvier 1984
A1a16	Attribution aux agents non titulaires des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement.	Art 13, 16, 17 du décret du 17 janvier 1986
A1a17	Mise en disponibilité des fonctionnaires * à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie * pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'accident ou d'une maladie grave * pour élever un enfant de moins de 8 ans * pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne. * pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire	Art 43 et 47 du décret N° 85.986 du 16 septembre 1985
A1a18	Attribution aux agents non titulaires des congés parentaux, des congés pour élever un enfant de moins de 8 ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus et des congés pour raisons familiales	Art 19, 20, 21 du décret du 17 janvier 1986
A1a19	Autorisations spéciales d'absence prévues par le statut de la fonction publique, d'une part pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Chap III a1. 1-1, 1-2, 2-1 et 2-3 de l'instruction N°7 du 23 mars 1950
A1a20	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel * tous les fonctionnaires de catégorie B * les fonctionnaires suivants de catégorie A : . attachés administratifs ou assimilés . ingénieurs TPE ou assimilés Toutefois, la délégation des chefs de subdivision territoriale de catégorie A ou B est exclue de la présente délégation. . Tous les agents non titulaires de l'Etat	Art 60 de la loi du 11 janvier 1984
A1a21	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires de catégorie C et D	Décret N° 90.302 du 4 avril 1990
A1a22	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires : * au terme d'une période de travail à temps partiel * après accomplissement du service national sauf pour les ingénieurs TPE et attachés administratifs des services extérieurs * au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie * mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie et de longue durée * au terme d'un congé de longue maladie	Art 53 de la loi du 11 janvier 1984 Art 26 al 1 du décret du 17 janvier 1986  Circulaire ministère du budget 2A/122/FP/1388 du 18 août 1980
A1a23	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident.	Décret N° 86.442 du 14 mars 1986 Art 26
A1a24	Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail	Circulaire A31 du 19 août 1947
A1a25	Activités extra-professionnelles des agents de la DDE Autorisation pour l'exercice de certaines activités extra-professionnelles concernant : * les enseignements donnés dans les établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée * les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires ou administratifs	Circulaire MEL DPOS du 7 juin 1971
A1a26	Demandes amiables de réparation pour les accidents survenus à l'occasion ou en dehors du service et dont les conséquences dommageables sont inférieures à 76,22 €	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 1948 modifié
A1a27	Concessions de logement Sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme) * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer	Arrêté du 13 mars 1957

A1a28	La signature des ordres de mission à l'étranger pris en charge sur des crédits déconcentrés sur la ligne budgétaire 34.97 / 10 & 56 ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret N° 86.416 du 12 mars 1986 - Circulaire B-2E-22 du M.E.F.B & M.A.E. - Circulaires M.E.L.T. des 09 mai 1995 et 06 novembre 1995
A1a29	1 - Examens et Concours concours et examens concernés : les concours locaux organisés pour les recrutements d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. * actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution du jury, arrêtés portant constitution de la commission locale d'examen. 2 - Particularités * concours de chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  * concours d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  * concours agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Loi N°83.634, art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée  Loi N°84.16 du 11 janvier 1984 modifiée  Arrêtés des 24 janvier et 14 août 1991 Arrêté du 8 février 1973 Circulaire AED/91.15 du 11 juillet 1991 - DP/RF Circulaires DP/RF1 du 30 août 1991 et DP/GB2 du 26 avril 1991 Décret n° 86/83 du 17 janvier 1986 et circulaire METT/DPS SF1 94120 du 16 mars 1994 Circulaire METL/DPS du 2 août 2001
A1a30	Recrutement personnel non titulaire occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire, en vue d'effectuer une vacation de durée déterminée.	Décret n° 86/83 du 17 janvier 1986 et circulaire METT/DPS SF1 94120 du 16 mars 1994
A1a31	Arrêté déterminant les postes éligibles à la nouvelle bonification indiciaire et le nombre de points N.B.I. attribués à chacun d'eux.	Circulaire METL/DPS du 2 août 2001
A1a32	Arrêté individuel portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles à la N.B.I. <u>b/ Responsabilité Civile</u>	Circulaire METL/DPS du 2 août 2001
A1 b1	Indemnisation des dommages matériels causés à des biens ou à des usagers jusqu'à une somme de 20 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b2	Règlements amiables portant sur des dommages corporels jusqu'à une somme de 1 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par tiers payeur.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b3	Exécution des décisions de justice dans la limite d'une somme de 150 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A1 b4	Frais judiciaires (honoraires d'experts, médecins, avocats ...) dans la limite d'une somme de 15 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par année civile pour une même affaire. <u>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u>  <u>a/ Gestion et conservation du domaine public routier</u>	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQUG 0310295 C
A2 a1	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * permis de stationnement ou de dépôt * permissions de voirie (à l'exclusion des autorisations visées en A2 a2 ci-après)	Code du domaine de l'Etat, article R-53 ; Code de la voirie routière art L113.2 Arrêté préfectoral 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a2	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * accès aux propriétés industrielles ou commerciales * accès aux distributeurs de carburant et stations services * voies ferrées particulières	Code du domaine de l'Etat, article R-53; Code de la voirie routière art. L113.2 Arrêté préfectoral 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a3	Refus de toutes autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national	dito A2 a2
A2 a4	Approbation d'opérations domaniales  <u>b/ Travaux routiers</u>	Arrêté du 4 août 1948 (art 1er) modifié par arrêté du 23 décembre 1970
A2 b1	Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II. <u>c/ Exploitation du réseau routier national</u>	Décret N° 70-1047 du 13 novembre 1970 et circulaire N° 71-337 du 22 janvier 1971
A2 c1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels	Code de la route Art R-48 à R-52 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 c2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route art. 225, instruction interministérielle du 15 juillet 1974 modifiée Arrêté préfectoral 90DE88 du 26 janvier 1990
A2 c3	Etablissement des barrières de dégel et classement du réseau	Code de la route art. R45 et R225 - Arrêté préfectoral N° 89-DE.996.INF du 21 décembre 1989
A2 c4	Réglementation de la circulation sur les ponts	Code de la route art R-46
A2 c5	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994.

A2 c6	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations	Arrêté ministériel du 27 décembre 1974 modifié
	<u>3 - PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES</u>	
	<u>a/ Cours d'eau non domaniaux</u>	
A3 a1	Police et conservation des eaux	Code rural art 103 à 113
A3 a2	Curage, élargissement et redressement	Code rural art 114 à 122
	<u>4 - CONSTRUCTIONS</u>	
	<u>a/ logement</u>	
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction, de l'habitation L 641-6 à 641-8
A4 a2	a/ autorisation de transformation et changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable	Code de la construction, de l'habitation art L 631-7
	b/ autorisation de transformation et changement d'affectation de logements HLM	Code de la construction, de l'habitation art L 443-11
A4 a3	Décisions relatives aux O.P.A.H.	Instruction 77-3 du 30 septembre 1977 précisé par le texte 805- fascicule 80-33 TER "aménagement urbain"
A4 a4	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République	Code de l'urbanisme article R.480 4 et 5
A4 a5	Conventions passées entre l'Etat et les bailleurs publics et privés.	Code de la construction et de l'habitation art L.351-2 et L.353-2
A4 a6	Contrats d'amélioration passés entre l'Etat et les bailleurs de secteur privé.	Loi N° 82.526 du 22 juin 1982, art. 59
A4 a7	Accord de principe et décisions définitives pour l'attribution des primes aux opérations de logements neufs obtenant le label "haute performance Energétique" (H.P.E.) et solaire.	Décret N° 84.498 du 22 juin 1984
A4 a8	Décision de répartition des crédits A.N.A.H. pour le secteur "parc ancien".	Circulaire conjointe direction de la construction et direction générale de l'A.N.A.H. du 7 avril 1989
	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.	
	<u>b/ H.L.M.</u>	
A4 b1	Elargissement de la liste des entreprises appelées à soumissionner à des marchés de sociétés de H.L.M.	Décret modifié N° 61 du 23 mai 1961 article 32
A4 b2	Accord préalable à la consultation des entreprises en vue d'une reconduction des marchés passés par une société H.L.M.	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 article 9
A4 b3	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner projets de construction, études, préparation des marchés et exécution des travaux, tels que offices et sociétés.	Décret N° 53.846 du 18 septembre 1953 article 7
A4 b4	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations d'éléments des patrimoines immobiliers des organismes H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation art L 443-7 et L 443-14
	b/ Autorisation de vendre un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines.	Code de la construction et de l'habitation art L443-12
	c) Autorisation de vendre des logements HLM avant le délai normal.	
A4 b5	Décision d'attribution ou de refus de : "LABEL CONFORT ACOUSTIQUE"	Décret N° 69-596 du 14 juin 1969
A4 b6	Avis favorable à l'attribution de prêt par la caisse des dépôts et consignations et par le crédit foncier de France pour les opérations du secteur locatif et du secteur accession à la propriété	Décrets N° 77-934 du 27 juillet 1977 et N° 77-944 du 27 juillet 1977 et code de la construction et de l'habitation - Art R.331.1, 331.3 et 331.6
A4 b7	* signature des décisions de clôture financière des opérations H.L.M. locatives	Circulaire N° 70-116 du 27 octobre 1970
A4b8	* autorisations de traiter par marché négocié à la suite d'un appel à la concurrence infructueux	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 modifié, article 29/5°
A4b9	* autorisations de traiter par marché négocié pour la reconduction de marchés	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 modifié, art 29/3° et 6°
A4b10	Dérogation à l'ordre de classement des offres des soumissionnaires	Art R 433-39 du Code de la construction et de l'habitation
A4b11	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux	Art. R323-1 R323-5 du Code de la construction et de l'habitation
A4b12	Attribution des décisions favorables d'agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, transformation, aménagement de logements locatifs sociaux conventionnés bénéficiant de taux de T.V.A. réduit	Code de la construction et de l'habitation art. R.326-1 à R.326-5
A4b13	Attribution des décisions favorables d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou du Crédit Foncier de France et des décisions de subventions y afférent	Code de la construction et de l'habitation art R.333-1, R.331-3, R.331-6, R.331-14, R.331-15 et R.331-17

A4b14	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations	Code de la construction et de l'habitation art R.331-1, R.331-3, R.331-6, R.331-14 et R 331-15
A4b15	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social	Code de la construction et de l'habitation art. R.323-1 et circulaire ministérielle du 11 juillet 1988 annexe 2
	<u>c/ Section départementale des aides publiques au logement</u>	
A4 c1	La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la S.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notifications des suppressions ou maintiens A.P.L. en matière d'impayés de loyers (locatifs ou accessions), * Signature des notifications des décisions prises par la commission en matière de contestations ou demandes de remises de dettes et levées des prescriptions, * Notifications des décisions de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351-14, R.351-47, R.351-49 à 52
	<u>5 - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME</u>	
	<u>a/ - Règles d'urbanisme</u>	
A5 a1	Dérogrations permettant l'attribution du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes projetées.	Décret N° 58-1316 du 23 décembre 1958 - Art. 2
A5 a2	Approbation du cahier des charges des terrains équipés compris dans les Zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et Zones d'aménagement concerté (Z.A.C.)	Décrets N° 60-554 du 1er juin 1960 et N° 69-401 du 16 avril 1969
	<u>b/ - Lotissements</u>	
A5 b1	SIGNATURE DES DECISIONS ET AMPLIATIONS POUR : L'approbation des projets de lotissements (sauf pour les cas dans lesquels les avis du maire et du directeur départemental de l'Equipement sont divergents), autorisation de vente de lots, délivrance des certificats de l'article R 315.36	Code de l'urbanisme articles R315-26 à R315-39
A5 b2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de lotissement devra lui être notifiée	Code de l'urbanisme article R315-15
A5 b3	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R315-16
A5 b4	Modification de la date limite fixée pour la décision	Code de l'urbanisme article R315-20
	<u>c/ - Lotissements défectueux</u>	
A5 c1	Lotissement défectueux. Approbation de procès-verbaux d'adjudications et de marchés. Fixation des clauses et conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions en matière d'exécution de travaux.	Code de l'urbanisme art R317-45 à R317-46
	<u>d/ - Formalités préalables à l'acte de construire ou d'occuper le sol</u>	
A5 d1	Délivrance du certificat d'urbanisme lorsque la D.D.E. retient les observations du maire.	Code de l'urbanisme art L421.2.1 L421.2.2b, R410.23 et R410.19
A5 d2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant qu'à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire	Art R421.12 et R421.42, L 421.2.1
A5 d3	Demande de pièces complémentaires	Art R421.13 et R421.42, L 421.2.1
A5 d4	Lettre d'annulation des dossiers de certificats d'urbanisme et de permis de construire	Art R421.12 et R421.42, L 421.2.1
A5 d5	Modification de la date limite fixée pour la décision	Art R421.20 et R421.42, L 421.2.1
	SIGNATURE DES DECISIONS ET AMPLIATIONS POUR :	
A5 d6	Les permis de construire délivrés ou nom de l'Etat concernant les constructions édifiées pour le compte de l'Etat ou du département, de leurs établissements publics ou de concessionnaires de services publics de l'Etat, de la région ainsi que pour le compte d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale.	
A5 d7	Les permis de construire pour une construction à caractère précaire située dans un emplacement réservé prévu par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers.	Art L 423.1, L 421.2.1
A5 d8	Les permis de construire pour les constructions précaires à usage industriel à édifier dans les zones affectées à un autre usage par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers.	Art L 423.4, L 421.2.1
A5 d9	Les permis de construire pour les constructions compatibles avec les dispositions d'un plan d'aménagement de zone en cours d'élaboration et qui a reçu l'avis favorable du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public saisi en application de l'article R 311.12 du code de l'urbanisme.	Art R 311.14, L 421.2.1
A5d10	Les constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la superficie de planchers hors oeuvre est égale ou supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> au total.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d11	Les immeubles de grande hauteur, au sens de l'article R 122.2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de ce qui est dit à l'article R 421.47.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d12	Lorsqu'il est imposé au constructeur, le paiement de la participation prévue à l'article L 421.3 (alinéas 3 et 4) ou l'obligation de participer financièrement aux dépenses d'équipements publics ou celle de céder gratuitement des terrains en vertu des dispositions du présent code à une collectivité publique autre que la commune intéressée.	Art L 421.2.1 et R 421.36

A5d13	Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées aux articles R421.15 (alinéa 3) est nécessaire.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d14	Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d15	Les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie ainsi que les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d16	Les travaux concernant l'édification d'installations nucléaires de base ou les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d17	Les constructions susceptibles d'être exposées au bruit autour des aérodromes et comprises dans les secteurs définis par arrêté du préfet.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d18	Les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L 631.7 du code de la construction et de l'habitation.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d19	Dans les cas prévus à l'article R 421.38.8, si les constructions ne se trouvent pas à l'intérieur d'un site inscrit.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d20	Les constructions situées dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d21	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un ouvrage militaire.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d22	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un polygone d'isolement.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d23	Les prorogations d'un permis de construire délivré par le préfet.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d24	Les permis de démolir lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département sont conformes.	Art L 421.2.1, R 430.15.6
	- la lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée	Art R 430.7.1, R 430.15.6
	- la lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes	Art R 430.8 et R 430.15.6
A5d25	Décisions sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et de déclaration de clôture.	Articles L 421.2.1 R 442.9 et R 421.42
A5d26	Les certificats de conformité.	Art L 421.2.1 et R 460.3
A5d27	Les autorisations d'installation et de travaux divers (alinéa 2.3.4 de l'article R 442.6.4)	Art L 421.2.1 et R 442.6.6
	- la lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée	Art R 442.4.4 R 442.4.16 et R 442.6.6
	- la lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes	Art R 442.4.5 R 442.4.16 et R 442.6.6
A5d28	Les autorisations d'ouverture de terrains aménagés pour le stationnement de plus de six tentes ou caravanes à la fois.	Art L 421.2.1 et R 443.7.5
A5d29	Les accords préalables et les autorisations d'ouverture des terrains de camping aménagés.	Art L 421.2.1 - Décret N° 68.134 du 9 février 1968 modifié pris en application - Décret N° 59.275 du 7 février 1959
A5d30	Autorisations de coupes et d'abattages d'arbres compris dans un espace boisé soumis à autorisation préalable.	Art L 421.2.1 et R 130.11
A5d31	Notification du délai d'instruction pour déclaration préalable et de demande de pièces complémentaires.	Art L 421.2.1, R 441.6.12
A5d32	Autorisation de stationnement de caravanes.	Art L 421.2.1 R 443.5.3 et R 443.5.2
A5d33	Avis conforme du représentant de l'Etat sur la construction projetée dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.2.b.	Art R 421.22 et R 421.42
A5d34	Décision sur autorisation ou actes relatifs à l'utilisation du sol dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.1.b lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art R 421.33 (2e alinéa) et R 421.42
A5d35	Avis du préfet sur permis de démolir quand le bâtiment est situé dans l'une des communes visées dans les dispositions mentionnées à l'alinéa a/ de l'article L 430.1.	Art R 430.10.2 et R 430.15.6
A5d36	Avis conforme du préfet sur permis de démolir dans les cas prévus au b/ de l'article L 421.2.2 lorsque les avis du maire ou du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art R 430.10.3 et R 430.15.6
A5d37	Avis conforme du préfet sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et déclaration de clôture dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Article R 422.8
A5d38	Avis conforme du préfet sur autorisation de coupe et abattage d'arbres dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Article R 130.4
A5d39	Sanctions prises suite à infractions.	Art R 480.4 - Décret N° 77.1314 du 29 novembre 1977
	e) - <u>Formalités relatives aux enquêtes publiques</u>	
A5 e1	Lettre d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux...	
A5 e2	Ampliations des arrêtés préfectoraux, visa des pièces annexées	
	f) - <u>Zones d'aménagement concerté et déclaration d'utilité publique</u>	
A5 f1	Transmission des documents au maire ou président EPCI, à l'aménageur, aux journaux, au commissaire enquêteur...	
A5 f2	Ampliations des arrêtés.	
	g) - <u>Arrêté de cessibilité et demande d'ordonnance d'expropriation</u>	
	Ampliation des arrêtés, lettres du Préfet au Juge de l'expropriation.	
	h) - <u>Documents d'urbanisme</u>	
A5 h1	Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 h2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés. (Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 h3	Ampliations des arrêtés d'approbation des cartes communales et visa des pièces annexées.	

	i) - <u>Droit de préemption</u>	
A5 i1	Zones d'aménagement différé. Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	Article R 212.6
A5 i2	Délivrance du récépissé de la déclaration d'intention d'aliéner dans les Z.A.D. et consultations diverses.	Code de l'urbanisme Art. R 221.4, R 212.5, R 212.6 et R 213.2
	j) - <u>Taxes d'urbanisme - Redevance archéologique préventive</u>	
A5 j1	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme Art. L.332.6.4
	6 - <u>TRANSPORTS TERRESTRES</u>	
A6 a1	Réglementation des transports publics routiers de personnes : - inscriptions et radiations au registre des transporteurs - autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes. - transports routiers internationaux de voyageurs : . autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels. - Contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié, art. 1 à 11 Décret du 16 août 1985 modifié, art. 32 à 39  Décret du 6 mars 1979 art 9  Décret du 16 août 1985 modifié, art. 44
A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes	Décret du 7 avril 1987
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - contrôle.	Décret du 14 mars 1986 Art. 47
	7 - <u>CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL</u>	
A7 a1	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A7 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 2 000 000 F.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
	8 - <u>GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR - AERODROMES CIVILS</u>	
A8 a1	Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat art L 28, L 29, R 53, A 12 et A 30
A8 a2	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Code de l'aviation civile - article D 233
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Arrêté du 4 août 1948 - art. 9 paragraphe C
	9 - <u>DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE</u>	
A9 a1	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 - art. 49 et 50
A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 - art. 56
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 art. 63
	10 - <u>CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT</u>	
A10a1	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat	Code de l'urbanisme - art. R 421-1-1
A10a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat	Article R.410-1
	11 - <u>SECURITE CIVILE ET DEFENSE</u>	
A11a1	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense	Circulaire METL - numéro 98.56 du 18 février 1998
	12 - <u>ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</u>	
A12a1	Signature des conventions ATESAT	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.01.2003

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services, ainsi qu'aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent :  
Madame Katy NARCY, Messieurs Jean-Louis FELMY, Maurice FREDERIC, Grégoire GEAI, René LEHMANN, Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIG.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief par lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Hugues Corbeau, la délégation consentie à l'article 1, 2 et 3 ci-dessus, sera exercée par M. Dominique Louis, directeur adjoint.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

- 1 - M. Maurice FREDERIC, chargé du service du « secrétariat général » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a27 ; A1 a30 (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement) ; A1 a32.
- 2 - M. Jean-Louis FELMY, chargé du service de « l'habitat » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2 ; A4 a5 à A4 a9 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b5 ; A4 b6 ; A4 b8 à A4 b14 ; A4 c1.
- 3 - Mme Katy NARCY, chargée du service de « l'urbanisme et des affaires juridiques » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 ; A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 b1 à A1 b4 ; A3 a1 ; A3 a2 ; A5 a1 à A5 a2 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d39 ; A5 e1 ; A5 e2 ; A5 f1 ; A5 f2 ; A5 g1 ; A5 h3 ; A5 i1 ; A5 i2 ; A5 j1 ; A9 a1 à A9 a3.
- 4 - M. Grégoire GEAI, chargé du service de « gestion et d'exploitation des infrastructures » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A2 a1 à A2 a3 ; A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6 ; A7 a1 à A7 a5.
- 5 - M. René LEHMANN, directeur du cabinet du directeur à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A6 a1 à A6 a3 ; A11 a1.
- 6 - MM. Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIQ, Mme Katy NARCY, chargés des services et arrondissements de la direction départementale de l'équipement, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A5 j1 (uniquement pour MM. Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIQ).
- 7 - Mesdames et Messieurs Roddy ARMEDE, Séverine BESSON, Michel BOUNEAUD, Nathalie CABLAN, Pascal CAMPANER, David CHEVALLIER, Bernadette CLAVEL, Martine COUDERT, Florent FEVER, Marie-Claude GIROT, Elina GREINER-GUERRE, Michèle HARMAND, Stéphane HEBENSTREIT, Vincent KREMER, Claude LECLERC, Xavier MANGIN, Karl MAROTTA, Jean-Jacques MARTEL, Karim MIKSA, Philippe MOREL, Sylvain PIERROT, Carine RAUCH, Christian SAUGET, Christophe SAUNIER, Frédéric SCHMITZ, Marie-Christine SIBILLE, Frédéric TARTIVEL, Karim TAZIR, Claude THOUVENIN, Pierre VEILLERETTE, Olivier VERMOREL, chargés des cellules de la D.D.E. à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).
- 8 - Mesdames Hélène GUIDAT, Françoise ROUILLON, Isabelle THOMAS, messieurs Patrice ARNAULT, Michel FRANCOIS, Joël LAQUENAIRE, Francis SALS, Yann TABERKANE, Frédéric THORNER, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires, dans les limites territoriales de leurs subdivisions à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d26 ; A5 d31 ; A5 j1.
- 9 - Madame Christiane ALNOT, chef de la cellule « Application du droit des sols » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 à A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d12 à A5 d29 ; A5 d31 à A5 d37 ; A5 j1.
- 10 - Madame Colette LUTZ, chargée du bureau « Aménagement foncier » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 i1 ; A5 i2.
- 11 - Monsieur Francis MALLET, chef de la cellule « Procédure et Financement de l'Urbanisme » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 a2 ; A5 i1 ; A5 i2.
- 12 - Mme Isabelle ROUYER, chef de la cellule « logement privé » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2.
- 13 - Mlle Isabelle REINSTADLER, chef de la cellule « logement social » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a2 ; A4 a5 à A4 a7 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b8 à A4 b10 ; A4 b14 ; A4 c1.
- 14 - M. Cédric GIRARDY, chargé de la « cellule départementale d'exploitation de la route » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A2 c1 ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6.
- 15 - Messieurs Michel ALOSI, Patrick DAUVERGNE, Pierre DEVOCELLE, Alain DUKARSKI, Pierre FIQUET, Timothée FRITZSCH, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Claude PESTELARD, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Corinne COLIN, Clothilde DELFOUR, Brigitte LAURENT, Sylvie LOIZON, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Jocelyne RECLIN, Marie-Thérèse RODRIGUEZ, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d2 ; A5 d3 ; A5 d31.
- 16 - MM. Bruno COLLIN, Thierry DURAND, Hervé KLEIN, François VALLEE, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires dans les limites territoriales de la subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).
- 17 - M. Jean MOSSBACH, chargé de la cellule « personnel » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les fonctionnaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés pour maternité ou adoption, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle, les congés de maternité ou d'adoption, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a13 (agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a14 (pour les fonctionnaires stagiaires de catégorie C et B, l'attribution des congés de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a15 (pour les fonctionnaires réformés de guerre de catégorie C et B, les congés de longue maladie et de longue durée, les congés occasionnés par un accident de service, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a16 (pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de grave maladie, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a23 (pour les agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule), A1 a30 (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement).
- 18 - M. Emmanuel PETITJEAN, chargé de la cellule « affaires juridiques et foncières » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A9 a1 et A9 a2.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés aux articles 4 et 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur départemental de l'équipement et à défaut de cette décision :

- 1 - en remplacement de M. Dominique LOUIS, directeur adjoint :
  - par M. Grégoire GEAI, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a4 ; A2 c4.
  - par M. Daniel MORLON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A8 a1 à A8 a3.
- 2 - en remplacement de M. Maurice FREDERIC :
  - par M. Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a19 ; A1 a21 à A1 a24 pour les agents titulaires et non titulaires de catégorie B, C et D.
- 3 - en remplacement de M. Jean-Louis FELMY :
  - par Mlle Isabelle REINSTADLER.



4 - en remplacement de Mme Katy NARCY :

- par Mme Christiane ALNOT.
- par M. Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.
- par Mme Estelle RABY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A3 a1 ; A3 a2.

5 - en remplacement de M. Grégoire GEAI :

- par M. Cédric GIRARDY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a1 à A2 a3 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).
- par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.
- par les fonctionnaires visés à l'article 5 (paragraphe 1 à 6) pour les décisions de l'article 1 portant les numéros A2 c5 et A2 c6 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

6 - en remplacement de M. Antoine VOGRIG :

- par M. Roddy ARMEDE

7 - en remplacement de M. Cédric GIRARDY

- par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 et A2 c6.

**ARTICLE 7** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinet),

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional.

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 8** : Les correspondances d'un importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

**ARTICLE 9** : Les arrêtés préfectoraux susvisés de délégation de signature à M. Hugues Corbeau sont abrogés.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général

de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.16

#### ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;

VU le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 1999 portant nomination de M. Raymond Aubry, inspecteur principal de la jeunesse dans l'emploi de directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1999 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de M. Bernard Fuss, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'emploi de directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine à compter du 13 septembre 1999 au 31 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.07 du 25 mars 2003 accordant délégation de signature à MM. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine et Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine et l'arrêté modificatif n° 04.BODE.41 du 18 octobre 2004 ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, exerçant les fonctions de directeur départemental de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;

- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N° 84-610 du 16 juillet 1984 ;

- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;

- décisions de non opposition à la déclaration d'ouverture des séjours en centres de vacances ;

- décisions d'habilitation des séjours en centre de loisirs sans hébergement ;

- décisions de première ouverture des établissements de vacances ;

- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;

- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;

- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliatiions des arrêtés relevant de ses services.

**ARTICLE 2** : La présente délégation de signature est consentie à M. Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports chargé notamment des affaires du département en application de l'article 4 du décret, pour exercer sous la responsabilité de M. Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, les attributions énumérées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, la délégation sera exercée par M. Bernard Fuss.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Raymond Aubry et Bernard Fuss, la délégation de signature qui leur est consentie par les articles 1 et 2 du présent arrêté sera exercée par MM. Jean-Louis Lamarre, Olivier Ferré et Yvon Laurans, inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs ; Mme Mireille Torchy et M. Christophe Reb, attachés d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 4** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux du 25 mars 2003 et du 18 octobre 2004 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera notifié à M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, M. Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliatiion sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.17**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté ministériel n° 520 du 6 août 2003 nommant M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.07 du 10 juin 2004 accordant délégation de signature à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : Cette délégation peut également être exercée par :

- |                          |                                |
|--------------------------|--------------------------------|
| - M. Razurel Lionel      | commissaire divisionnaire      |
| - M. Kotnik Denis        | commissaire de police          |
| - M. Barot Michel        | commandant échelon fonctionnel |
| - M. Bluteau Jean-Claude | commandant échelon fonctionnel |
| - M. Bourgois François   | commandant échelon fonctionnel |
| - M. Finance Jérôme      | commandant échelon fonctionnel |

- M. Friderich Pierre
- M. Kowalski Daniel
- M. Magny Jean-Marie
- M. Deray Charles
- M. Florentin Michel
- M. Herlem Philippe
- M. Lambolez Alain
- M. Maquinghen Eric
- M. Rzadkowski Jean Pierre
- Mme Audoin Nancy
- M. Bart Bernard
- M. Crespo Jean-Louis
- M. Dauphin Bruno
- M. Escolano Robert
- M. Hussen Jean-Marie
- M. Imbert Francis
- M. Klein Hervé
- M. Louis Eric
- M. Luthi Michel
- M. Messain Etienne
- M. Noël Gérard
- M. Noël Jean-Paul
- M. Rengshausen André
- M. Rollin Patrick
- M. Romens Bernard
- Mme Romens Claude
- Mme Toni Isabelle
- M. Weber Christian
- M. Wunsch Thierry
- M. Ambroise Frédéric
- Melle Azard Cécile
- Mme Bouabbas Noura
- M. Bresciani Pascal
- M. Camus Joël
- M. Chardin Alain
- M. Cote Emmanuel
- M. Cremer Pierre
- M. Dautel Jean-Charles
- M. Exposta Patrick
- M. Felten Cyrille
- M. Gauzail Olivier
- M. Giglio Philippe
- M. Grimont Benoît
- M. Hoffmann Pierre
- M. Houot Stéphane
- Mme Jézequel Michelle
- M. Joliot Henri
- Mme Koehler Christine
- M. Koudlansky Christophe
- Mme Lamothé Céline
- M. Laprevotte Eric
- M. Maffeis Pierre
- Mme Nicolas Delphine
- M. Ory Serge
- Melle Ouvrard Aurélie
- M. Perry Jean-Michel
- M. Prouvé Robert
- M. Schuller philippe
- M. Tisserant Jean-Luc
- M. Tonnelier Bruno
- Mme Turpin Chantal
- M. Vaz Marcelin
- M. Vit Philippe
- M. Voegin Emmanuel
- M. Zoall Christian

- [illegible]

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la sécurité publique, ainsi que des personnels administratifs de catégorie C.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Ponsard-Chareyre, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 3 du présent arrêté sera exercée par M. Lionel Razurel, commissaire divisionnaire.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

7°) aux maires.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : L'arrêté préfectoral du 10 juin 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.18**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME REGINE MARCHAL-N'GUYEN,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES VETERINAIRES**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code Rural modifié ;

VU le Code de la Santé Publique modifié ;

VU le Code de l'Environnement ;

Vu le Code de la Consommation ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;

VU le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales des services vétérinaires ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté n° 02.DEC.34 du 29 juillet 2002 nommant Mme MARCHAL-N'GUYEN, directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mme MARCHAL-N'GUYEN, inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

**ADMINISTRATION GENERALE :**

L'octroi des congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;

La fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;

Le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;

Le commissionnement des agents des services vétérinaires ;

**DECISIONS INDIVIDUELLES PREVUES :**

a) En ce qui concerne l'hygiène et la sécurité sanitaire des aliments, et notamment l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale :

L'article L.221-13 du code rural relatif à la qualification de vétérinaire officiel ;

L'article L.233-1 du code rural et l'article L. 218-3 du code de la consommation relatif à la fermeture d'établissement ou l'arrêt de certaines activités ;

L'article L.233-2 du code rural relatif à l'agrément sanitaire et ses arrêtés d'application ;

L'arrêté du 3 mai 1957 relatif à la livraison à l'état cru, pour la nourriture des animaux, de certaines viandes saisies dans les abattoirs publics, modifié et complété par l'arrêté du 25 septembre 1962 relatif à la livraison à l'état cru, pour la nourriture des animaux, des abats saisis dans les abattoirs ;

Les arrêtés pris en application de l'article 3 du décret n° 71-636 du 21 juillet 1971 pris pour l'application des articles L.231-1, L.231-2 et L.231-5 du code rural et relatif à l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale et fixant les normes sanitaires auxquelles doivent satisfaire les denrées animales ou d'origine animale pour être reconnues propres à la consommation humaine ;

L'arrêté du 20 juillet 1998 modifié fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments ;

Les décrets n° 63-301 du 19 mars 1963 relatif à la prophylaxie de la tuberculose bovine et n° 65-014 du 12 février 1965 fixant les conditions d'attribution de la patente vétérinaire et médicale prévue par l'article 12 du décret n° 63-301 du 19 mars 1963 relatif à la prophylaxie de la tuberculose bovine ;

b) en ce qui concerne la santé et l'alimentation animale :

Les décrets et les arrêtés ministériels pris en application des articles L.221-1, L.221-2, L.224-1 et L.225-1 du code rural fixant les mesures applicables aux maladies animales ;

Les articles L.223-6 à L.223-8 du code rural sur les mesures en cas de maladie réputée contagieuse ;

L'article L.233-3 du code rural concernant l'agrément des négociants et centre de rassemblement ;

L'arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration ;

La réglementation concernant le contrôle sanitaire des reproducteurs, des centres d'insémination artificielle ou de transplantation embryonnaire et de la monte publique ;

L'arrêté ministériel du 11 août 1980 concernant l'organisation de la lutte contre les maladies réputées contagieuses des abeilles ;

L'arrêté ministériel du 22 mars 1985 relatif à la prévention de certaines maladies réputées contagieuses des animaux en ce qui concerne l'alimentation animale ;

Les décrets n° 90-1032 et n° 90-1033 du 19 novembre 1990 relatif au mandat sanitaire institué par l'article L.221-11, L.221-12 et L.221-13 du code rural et l'article L.241-1 du code rural relatif au contrôle de l'exercice du mandat sanitaire et la profession vétérinaire ;

L'article L.224-3 du code rural et l'ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959, pour l'exécution des mesures de prophylaxie d'office et des mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses (réquisition de service) ;

c) en ce qui concerne la traçabilité des animaux et des produits animaux :

Le décret n° 91-823 du 28 novembre 1991 relatif à l'identification des carnivores domestiques ;

d) en ce qui concerne le bien-être et la protection des animaux :

Les décrets et arrêtés ministériels pris en application des articles L.214-3, L.214-6, L.214-22 et L.214-24 du code rural ;

L'article L.214-7 du code rural et le décret n° 91-823 du 28 août 1991 relatif à l'identification des chiens, des chats et autres carnivores domestiques et à la tenue des locaux où se pratiquent de façon habituelle l'élevage en vue de la vente, la commercialisation, le toilettage, le transit ou la garde de ces animaux pris pour l'application des articles L.214-3, L.214-5 et L.214-6 du code rural, en ce qui concerne la cession des animaux ;

Le décret n° 97-903 du 1<sup>er</sup> octobre 1997 pour exécution de mesures d'urgence pour abréger la souffrance d'animaux (réquisition de service) ;

e) en ce qui concerne la protection de la faune sauvage captive :

L'article L.413-3 du code de l'environnement et les articles R.213-4 et R.213-5 du code rural concernant la détention d'animaux d'espèces non domestiques et leurs arrêtés d'application ;

f) en ce qui concerne l'exercice de la médecine vétérinaire, la fabrication, la distribution et l'utilisation du médicament vétérinaire :

Les articles L.5143-3 et R.5146-50 bis du code de la santé publique sur la fabrication d'aliments médicamenteux à la ferme ;

g) en ce qui concerne la maîtrise des résidus et des contaminations dans les animaux et les aliments :

L'article L.232-2 du code rural et les articles L.218-4 et L.218-5 du code de la consommation relatifs au rappel ou à la consignation d'animaux, produits animaux ou produits d'origine animale présentant ou susceptibles de présenter un danger pour la santé publique ;

h) en ce qui concerne les conditions sanitaires d'élimination des cadavres d'animaux et des déchets d'origine animale :

L'article L.226-2, L.226-3, L.226-8 L.226-9 et L.269-1 du code rural, ainsi que les autorisations et retraits d'autorisation de détention de matériels à risques spécifiés, délivrées en application de dispositions ministérielles ; les arrêtés de réquisition des entreprises d'équarrissage pour l'enlèvement des cadavres d'animaux, au cas où le maire refuse ou néglige d'assurer ses pouvoirs de police générale en matière de sécurité et salubrité publique (article L.2212-2 du code général des collectivités locales) ;

i) en ce qui concerne l'inspection d'installations classées pour la protection de l'environnement, exerçant des activités agricoles et agroalimentaires :

Le livre V du titre I<sup>er</sup> du code de l'environnement, à l'exception des décisions d'autorisation ou de suspension d'installations classées ainsi que toutes les décisions ou actes nécessaires à la mise en œuvre de l'enquête publique ;

j) en ce qui concerne le contrôle des échanges intracommunautaires et avec les pays tiers des animaux et des aliments et la certification de leur qualité sanitaire :

Les articles L.236-1, L.236-2, L.236-8 du code rural et leurs arrêtés d'application sur l'agrément des opérateurs et de leurs installations ;

La délégation de signature attribuée à Mme MARCHAL-NGUYEN s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme MARCHAL-NGUYEN, les délégations de signature qui sont conférées par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, seront exercées par :

- Mme Hélène RADIGUE, inspecteur de la santé vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène RADIGUE par :

- Mme Catherine NICOLEY, inspecteur de la santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine NICOLEY par :

- Mme Emmanuelle LARIVIERE, inspecteur de la santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle LARIVIERE par :

- Mme Isabelle VIRBEL, ingénieur des travaux agricoles

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : La directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général

de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.19

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-PAUL JOLY,

DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 novembre 1999 portant nomination de M. Jean-Paul Joly en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.04 du 21 février 2003 accordant délégation de signature à M. Jean-Paul Joly ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations,

visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :

- \* titre I : apprentissage ;
- \* titre II : associations intermédiaires.

- livre II : réglementation du travail

- \* titre II : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.

- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :

- \* titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;
- \* titre IV : main-d'œuvre étrangère ;
- \* titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ; recours en annulation de la suspension des allocations chômage.

- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :

- \* titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
- \* titre IV : de l'aide à l'Etat aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
- \* titre VIII : des formations professionnelles en alternance.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également donné à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés préfectoraux préparés par ses services.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Joly, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par M. Philippe Didelot, M. Christian Estienne, M. Salvatore Di Certo, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Mme Michèle Robert, Mme Martine Boubagra, Mme Lucienne Dirheimer, Mme Astrid Toussaint, Mme Marie-Françoise Vincent, M. Jean-René Gasnier, M. Fernand Lorrain, M. Patrick Oster, inspecteurs du travail,

à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

- M. Manneville François, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres III et IX du code du travail,

- Mmes Genin Nathalie, Turostowski Corinne, coordonnatrices emploi-formation, à l'effet de signer les décisions d'attribution des bourses d'accès à l'emploi,

- MM. Delacour Jean-Pierre, Othman Edbaiech, coordonnateurs emploi formation à l'effet de signer les décisions d'attribution des bourses d'accès à l'emploi.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7 :** L'arrêté préfectoral n° 03.BODE.04 du 21 février 2003 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté sera notifié à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général

de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.20  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE BAILLET,  
DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;

Vu le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 novembre 2003 nommant M. Philippe BAILLET en qualité de directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;

Vu la décision administrative N° 3008 du 17 mars 2004 affectant à Nancy M. Luc PERIGNE, directeur adjoint des douanes ;

Vu la décision administrative N° 7221 du 28 septembre 1984 affectant à Nancy M. Dominique LAURAIN, inspecteur des douanes ;

Vu la décision administrative N° 13099 du 5 novembre 2004 affectant à Nancy M. Charles BIRDEN, receveur principal des douanes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.16 du 10 mai 2004 accordant délégation de signature à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BAILLET, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Luc PERIGNE, directeur adjoint, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, soit par M. Charles BIRDEN, receveur principal, soit par M. Dominique LAURAIN, inspecteur.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1 - à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2 - aux ministres,
- 3 - aux parlementaires,
- 4 - au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional,
- 5 - au Président du Conseil Général,
- 6 - au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.16 du 10 mai 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera notifié à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

## ARRETE N° 04.BODE.INT.21

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PAUL MICHELET,  
DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de la faune et la flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

VU le règlement (CE) n°939/97 de la Commission du 26 mai 1997 portant modalités d'application du règlement du Conseil du 9 décembre 1996 susvisé ;

VU le code de l'Environnement, notamment l'article L.412-1 ;

VU le Code Rural, notamment ses articles R 212-1 à R.212-7 ;

VU la loi n° 77-1423 du 27 décembre 1977 autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de la flore et la faune sauvages menacées d'extinction ;

VU la loi n° 88-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 78-959 du 30 Août 1978 modifié portant publication de la convention sur le commerce international des espèces de la flore et la faune sauvages menacées d'extinction ;

VU le décret n° 91-1139 du 4 novembre 1991 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

VU le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du Conseil européen et (CE) n°939/97 de la commission européenne ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 nommant M. Paul MICHELET directeur régional de l'environnement de Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 2000 relatif à la procédure d'agrément des institutions scientifiques dans le cadre des échanges internationaux de spécimens d'espèces relevant de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES).

Vu l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2001 accordant délégation de signature à M. Claude GAUMAND directeur régional de l'environnement de Lorraine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions relatives aux documents CITES (Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction et des règlements C E 338/97 du conseil européen et C E 939/97 de la Commission européenne).

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul MICHELET, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par Mme Catherine LHOTE, adjointe au directeur.

**ARTICLE 3** : La délégation de signature conférée à M. Paul MICHELET à l'article 1<sup>er</sup> est également exercée dans le cadre de leurs attributions respectives par :

- Mme Catherine LHOTE, adjointe au directeur, chef du service nature aménagement et paysages,
- Mlle Claire TEXIER, chargée de mission Inventaires.

**ARTICLE 4** : Demeurent réservés, en toutes matières, à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : L'arrêté préfectoral du 29 janvier 2001 est abrogé.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera notifié à M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.22  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. BARROY,  
DIRECTEUR REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU le décret n°86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles ;

VU le décret n°2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté du 7 août 2002 de M. le ministre de la culture et de la communication nommant M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.45 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 accordant délégation de signature à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution de ses missions culturelles sur le département de Meurthe-et-Moselle : aménagement culturel des territoires, patrimoine, arts vivants, action culturelle, éducation artistique.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Daniel BARROY en matière de délivrance des licences d'entrepreneur de spectacles, à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BARROY, et sur sa proposition, les délégations de signature conférées aux articles 1 et 2 seront exercées par M. Antoine BOLZINGER, adjoint au directeur régional des affaires culturelles.

**ARTICLE 4** : Délégation est en outre donnée à M. Daniel BARROY à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BARROY, et sur sa proposition, la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 4 sera exercée par M. Jacques LAMIOT, conservateur régional des monuments historiques, et Mme Marie-Agnès SONRIER, conservateur des monuments historiques chargé de l'inspection.

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1) à la Présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 7** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral n° 02.DEC.45 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté qui sera notifié à M. Daniel BARROY directeur régional des affaires culturelles de Lorraine et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.23  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES BOULANGER,  
DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;

Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;



VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004 portant nomination de M. Yves Boulanger en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne - Ardenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.37 du 4 octobre 2004 accordant délégation de signature à M. Yves Boulanger ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Yves Boulanger, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Boulanger, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée dans l'ordre suivant par M. Alain Sommacal, directeur régional adjoint ou M. Gérard Albert, attaché principal.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.37 du 4 octobre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général

de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

chargé de l'administration de l'Etat dans le département,

Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.24 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;

Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 juillet 2001 nommant la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour assurer l'expérimentation d'une nouvelle organisation de la gestion des patrimoines privés ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 nommant M. Marc CANO en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle à compter du 29 août 2002 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.31 du 15 janvier 2004, accordant délégation de signature à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et, d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	NATURE DES ATTRIBUTIONS	REFERENCES
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L.69-1, R.32, R.66, R.76-1, R.78, R.128-3, R.128-7, R.129, R.130, R.144, R.148, R.148-3, A.102, A.103, A.110, A.115, A.115-1 et A.116 du Code du Domaine de l'Etat
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat.	Art. R.18 du Code du Domaine de l'Etat
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.1 du Code du Domaine de l'Etat Art. R.58 du Code du Domaine de l'Etat
4	Autorisation de transfert de gestion des biens du domaine public.	Décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 Art. R.81 à R.87 du Code du Domaine de l'Etat
5	Prononciation des affectations, changements d'affectation et changements d'utilisation des immeubles destinés au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.	Art. R.83-1, R.89 et A.106 du Code du Domaine de l'Etat
6	Acceptation de remise des biens de toute nature au domaine et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	

7	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2 <sup>e</sup> alinéa) et A.91 du Code du Domaine de l'Etat
8	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent au recouvrement des produits domaniaux.	Art. R.158, R.158-1, R.159, R.160 et R.163 du Code du Domaine de l'Etat
9	Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R.4 et R.105 du Code du Domaine de l'Etat
10	Gestion et réalisation des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiés au service des domaines.	Loi validée du 5.10.1940 Loi validée du 20.11.1940 Ordonnance du 5.10.1944 Décret du 23.11.1944 Ordonnance du 6.01.1945 Art. 627 à 641 du Code de Procédure Pénale Art. 187 à 198 du Code de Justice Militaire
11	Autorisation de cession amiable des biens vacants et sans maître à destination agricole.	Art. 31 de la loi 90-85 du 23 janvier 1990
12	Tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R.179 et R.180 du Code du Domaine de l'Etat.  Dans le cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les Services de la Direction Générale des Impôts.	Art. R.176 à R.178 et R.181 du Code du Domaine de l'Etat Décret n° 67-568 du 12.07.1967  Art. 10 du décret n° 82-389 du 10.05.1982

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. CANO, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. NAERT, directeur départemental des impôts, ou à défaut, par MM. MUNIER, CLERMONT, BACH et CALDERARI, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M. DIGUIO, inspecteur principal, MM. CLAUDOT, LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, Mme BALANDIER, inspecteur.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO est exercée par M. DIGUIO, inspecteur principal, Mme KLEIN, inspecteur divisionnaire et par M. GATTICO, contrôleur principal.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à M. CANO pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Mme KLEIN, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par M. GATTICO, contrôleur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 7 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 03.BODE.31 du 15 janvier 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera notifié à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N°04 BODE.INT.25**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE,**  
**DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du 14 mars 2002 portant nomination de M. Guy Stievenard en qualité d'inspecteur d'académie adjoint ;  
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;  
VU l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 portant nomination de Mme Dominique Guilini en qualité de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.47 du 22 novembre 2004 accordant délégation de signature à M. M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale ;  
VU le courrier du 12 novembre 2004 du directeur de cabinet du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche informant le Préfet de la nomination de M. Claude Bisson-Vaivre dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle à compter du 15 novembre 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Bisson-Vaivre, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Guy Stievenard, inspecteur d'académie adjoint au directeur du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et par Mme Dominique Guilini, secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.47 du 22 novembre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera notifié à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, affiché, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.26**  
**ACCORDANT DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code des Marchés Publics ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;  
VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;  
VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;  
VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;  
VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Didier CAUVILLE, Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;  
VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Equipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;  
VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, et à M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, pour :

- 1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée
- 2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à M. Serge HECTOR, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 3** : Délégation est donnée à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à M. Philippe PETITJEAN, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 4** : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à M. Daniel MORLON, chef du service de l'ingénierie publique, à M. Roland SPITZBARTH, chef de l'arrondissement territorial Sud par intérim, et à M. Antoine VOGRIË, chef de l'arrondissement territorial Nord à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 4 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de M. le Directeur Départemental de l'Equipeement.

**ARTICLE 6** : Délégation est donnée à M. Philippe THIRION, chef de l'arrondissement études et grands travaux au services navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 7** : Délégation est donnée à M. Joël CHARBONNEL, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral N° 04.BODE.31 du 2 septembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9** : Le présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,
- M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,
- M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

affiché pendant 5 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.27**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DIDIER CAUVILLE,**  
**DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret N° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant M. Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'Etat, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.21 du 21 mai 2002 accordant délégation de signature à M. Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est, modifié par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions pour le département de la Meurthe-et-Moselle tous actes, arrêtés, décisions et pièces administratives, dans les domaines énumérés ci-après :

**I - GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL**

- 1) occupations temporaires,
- 2) établissements ayant pour effet de modifier le régime, le cours et le niveau des eaux - prises d'eau,
- 3) déversements et rejets,
- 4) travaux sur les voies d'eau domaniales :
  - a) prise en considération du projet,
  - b) ouverture de l'enquête,
  - c) approbation de l'acte de concession.
- 5) outillages publics ; ports de plaisance :

- a) prise en considération du projet,
- b) ouverture de l'enquête,
- c) approbation de l'acte de concession.
- 6) outillages privés avec obligation de service public :
  - a) instruction de la demande, ouverture de l'enquête,
  - b) délivrance de l'autorisation.
- 7) commissions permanentes d'enquêtes :
  - a) nomination des membres.
- 8) tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine fluvial et dans les ports de plaisance,
  - a) affichage et consultation de la commission permanente d'enquête,
  - b) opposition éventuelle dans le cas de modifications.
- 9) usine hydraulique, à l'exclusion de la mise à l'enquête,
- 10) réglementation des usines hydrauliques autorisées,
- 11) extraction de matériaux :
  - a) attestation de fin d'instruction domaniale
- 12) remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles,
- 13) transfert de gestion et superposition de gestion :
  - a) signature du procès-verbal
- 14) échanges et acquisition de terrains,
- 15) délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête,
- 16) déclassement de cours d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
- 17) radiations des voies d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services.
- 18) concessions de voies d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services.
- 19) affermage des produits de francs bords,
- 20) concessions de ports de commerce et de plaisance :
  - a) approbation des conventions de sous-traités et des avenants.
- 21) les décisions favorables simples et les décisions favorables assorties de prescriptions relatives aux demandes de permis de construire et de déclarations de travaux en application de l'article R 421-38-14 du code de l'urbanisme (selon l'annexe ci-jointe)

#### II - RÉGLEMENT DE POLICE ET DE NAVIGATION

- 1) autorisation de manifestations sur les voies navigables,
- 2) interruption de navigation,
- 3) contravention à la police de la navigation :
  - a) instruction des procès-verbaux,
  - b) transmission des procès-verbaux au procureur de la République.
- 4) règlement de la navigation de plaisance à l'exception des règlements particuliers visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret 73-912 modifié du 21 septembre 1973.

#### III - PROCÉDURE D'EXPROPRIATION

- 1) préparation du dossier de l'enquête préalable à la D.U.P. éventuellement,
- 2) levée des plans et recherche de propriétaires,
- 3) préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalités de l'article L. 13.2 du code de l'expropriation.

#### IV - CONTENTIEUX DE GRANDE VOIRIE

- 1) notification des procès-verbaux,
- 2) saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie,
- 3) notification et exécution des jugements.

#### V - PÊCHE

- 1) affermage de la pêche,
- 2) délits de pêche :
  - a) décisions transactionnelles,
  - b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République
  - c) interdiction temporaire de la pêche,
  - d) autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles.

#### VI - CHASSE

- 1) affermage de la chasse au gibier d'eau,
- 2) délits de chasse sur le domaine public fluvial :
  - a) octroi de transactions,
  - b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Cauville, la délégation prévue à l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Serge Hector, directeur adjoint.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence simultanée de MM. Didier Cauville et Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à :  
- M. André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V  
- M. Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II  
- M. Philippe Thirion, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article III.

**ARTICLE 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional.

**ARTICLE 5 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

**ARTICLE 6** : Les arrêtés préfectoraux du 21 mai 2002 et du 3 mai 2004 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera notifié à M. Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.28**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A Mlle YVETTE VOGLIMACCI,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU l'ordonnance N° 59-69 du 7 janvier 1959 portant réorganisation de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 93-7 du 4 janvier 1993 relative aux conditions d'attribution de la carte du combattant et du titre de reconnaissance de la Nation ;

VU le décret N° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté du 29 août 2001 du directeur général de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre portant nomination, à compter du 16 novembre 2001, de Mlle Yvette Voglimacci en qualité de directrice départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.48 du 22 octobre 2002 accordant délégation de signature à Mlle Yvette Voglimacci, directeur départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, modifié par l'arrêté préfectoral du 3 mars 2003 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mlle Yvette Voglimacci, directrice départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer toutes décisions dans les matières suivantes :

A - En matière financière :

- Opération de dépenses concernant la gestion des biens des pupilles de la nation mineurs sous tutelle ;

B - En matière de délivrance de documents :

- Etablissement et signature des cartes de pupilles de la nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention "Station debout pénible" et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L.18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile "gratis" aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des civils de la guerre et de leurs ayant-droits (veuves, orphelins, ascendants), des attestations en vue du raccordement prioritaire au réseau téléphonique général aux grands mutilés de guerre et aux grands invalides de guerre.

C - En matière de délivrance de titres après délibération des commissions départementales spécialisées :

a) Etablissement et signature des cartes du combattant au titre des opérations effectuées entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918, après le 11 novembre 1918, après le 2 septembre 1939 et pour celles effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962, des cartes du combattant volontaire de la résistance, des cartes de réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des cartes de personne transférée en pays ennemi, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi.

b) Etablissement des diplômes d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

D - En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions et de prêts, après délibération du conseil départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre :

- Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, de prêts sociaux et au mariage aux ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

E - En matière de gestion de la direction départementale :

a) Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la nation délivrés en application du décret N° 93-1117 du 16 septembre 1993.

b) Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant.

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et, en particulier, leur convocation et la notification des décisions.

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion de la direction départementale, à destination soit de l'administration centrale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires.

e) Notation et appréciation écrite des personnels de la direction départementale des catégories B, C et D et attribution de congés de maladie ou de cures.

f) Présidence des commissions départementales spécialisées du service :

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,

\* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de personnes contrainte au travail en pays ennemi,

\* Sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,

\* Commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,

\* Commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité de la mention "Station debout pénible".

F - En matière de gestion et d'instruction des dossiers concernant les mesures pérennes et les secours sociaux en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine et de leurs familles :

a) signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à l'instruction des dossiers.

b) signature des ampliements des arrêtés se rapportant au mandatement des aides citées ci-dessus.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Raymond Didelon, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : Les arrêtés préfectoraux du 22 octobre 2002 et du 3 mars 2003 susvisés sont abrogés.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera notifié à Melle la directrice départementale des anciens combattants et victimes de guerre, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.29**  
**ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-NORD**  
**DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;

VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 2 novembre 2004 nommant M. Marc DEROY, directeur de l'agence de Nancy-Nord ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.51 du 22 octobre 2002 accordant délégation de signature à M. Pierre Bénéville en sa qualité de directeur départemental de l'Office National des Forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de pouvoirs est donnée à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à Nancy-Nord, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de Nancy-Nord :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral du 22 octobre 2002 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera notifié à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Nancy-Nord, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.30**  
**ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD**  
**DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;

VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 15 juin 2004 nommant M. Jacques Beckel, directeur de l'agence de Nancy-Sud ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.23 du 30 juillet 2004 accordant délégation de pouvoirs à M. le Directeur d'agence de Nancy-Sud de l'Office National des Forêts pour la Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de pouvoirs est donnée à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à Nancy-Sud, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de Nancy-Sud :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)
- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral du 30 juillet 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Nancy-Sud, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.31**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SCHIELE,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES,**  
**ET A M. MIGUEL FABBRI,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT DE LA POLICE AUX FRONTIERES**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

VU le décret n° 2003-734 du 1<sup>er</sup> août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;

VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 1993 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Jacques Schiele, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté en date du 16 septembre 1988 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Miguel Fabbri, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.08 du 10 juin 2004 accordant délégation à MM. Jacques Schiele, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à :

M. Jacques Schiele, commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle en résidence à Mont-Saint-Martin, habilité à exercer les fonctions d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;

à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : La délégation de signature définie à l'article 1 du présent arrêté sera également exercée par M. Miguel Fabbri, commandant de police, adjoint au directeur .

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral du 10 juin 2004 susvisé est abrogé.



**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à M. Schiele, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.32**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE LASSAUCE,**  
**DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE LA S.A.N.E.F.**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

Vu le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes et modifiant les articles R26-1, R43-1 et R43-3 du code de la route ;

Vu le code de la route et notamment les articles R43-3 modifié, R43-4 et R138 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00.DEC.88 du 28 août 2000 accordant délégation de signature à M. Philippe Lassauce, directeur de l'exploitation de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Philippe Lassauce, directeur de l'exploitation de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France, B.P. 38 - 51431 TINQUEUX CEDEX, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences les autorisations de circulation sur l'autoroute A4, sur le territoire du département de la Meurthe-et-Moselle, à ses propres personnels, matériels et véhicules ainsi qu'à ceux des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Lassauce, la délégation de signature qui lui est consentie par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Rémy Gentner, chef du District de Jarny, Echangeur de Jarny, 54800 - JARNY.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral du 28 août 2000 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Philippe Lassauce, directeur de l'exploitation de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.33**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. LORENZO DIEZ,**  
**CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N°96-492 du 4 juin 1996 ;

Vu le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

Vu l'arrêté du ministre de la culture du 13 septembre 2004, nommant M. Lorenzo Diez, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.36 du 29 septembre 2004 accordant délégation de signature à M. Lorenzo Diez, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est conférée à M. Lorenzo Diez à l'effet de signer :

a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;

b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie B et C, à l'exception des fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires ;

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo Diez, la délégation consentie à l'article 1a de l'arrêté susvisé sera exercée par Mme Christine BOULAY, architecte, et M. Yann VISSEAU, ingénieur des Services Culturels et du Patrimoine, à l'exclusion de la signature des avis conformes

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional

5°) au président du conseil général

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.36 du 29 septembre 2004 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté qui sera notifié à M. Lorenzo Diez, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.INT.34**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN BRUNET,**  
**TRESORIER PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU le décret du Président de la République en date du 1er août 2003 nommant M. Christian Brunet en qualité de trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral 03.BODE.25 du 7 octobre 2003 accordant délégation de signature à M. Christian Brunet, trésorier payeur général ;

VU la circulaire DE/n° 65-82 du 9 août 1982 du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'emploi, concernant le traitement des entreprises en difficultés ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Christian Brunet, trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, en mon nom et en cas d'absence ou d'empêchement de ma part, les décisions du C.O.D.E.F.I (Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises).

Demeurent réservées à ma signature celles relatives à l'attribution de prêts du fonds de développement économique et social (F.D.E.S.).

**ARTICLE 2** : Demeurent réservées, pour la matière énoncée à l'article 1, à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 3** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral 03.BODE.25 du 7 octobre 2003 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté sera notifié à M. Christian Brunet, trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 5 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

---

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.INT.35**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2002 accordant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

VU les arrêtés préfectoraux des 20 juin 2003, 1<sup>er</sup> septembre 2003 et 21 janvier 2004, portant modification de la délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

1 - Développement industriel et technologique

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

2 - Mines, sous-sol et eaux minérales

Instruction des demandes et surveillance au titre des législations suivantes :

- 2.1. Recherche et exploitation des substances minérales (classe des mines),
- 2.2. Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 2.3. Eaux minérales,
- 2.4. Explosifs à l'exception des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

3 - Canalisations

- 3.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 3.2. Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.

4 - Equipements sous pression et instruments de mesure

- 4.1. Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle,
- 4.2. Réception ou contrôle d'équipements neufs, réparés ou en service,
- 4.3. Surveillance des organismes de contrôle et des détenteurs d'équipement sous pression,
- 4.4. Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,
- 4.5. Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,

à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

5 - Véhicules

- 5.1. Agrément des contrôleurs et des centres de contrôle pour les visites techniques de véhicules poids lourds, à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale,
- 5.2. Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :
  - . des véhicules de transport en commun de personnes,
  - . des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
  - . des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses.
- 5.3. Visites techniques des véhicules :
  - . de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes,
  - . de transport en commun de personnes,
  - . de transports de matières dangereuses.
- 5.4. Retrait des cartes grises,
- 5.5. Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules.

6 - Energie

Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative au

- 6.1. transport et distribution du gaz et de l'électricité,
- 6.2. à l'utilisation de l'énergie,
- 6.3. aux grands barrages.

7 - Environnement industriel

Instruction des demandes et surveillance au titre de

- 7.1. la législation des ICPE,
- 7.2. la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- 7.3. la loi sur les déchets,
- 7.4. le règlement européen relatif aux transports transfrontaliers des déchets,
- 7.5. la déclaration de sondage dans le cadre des eaux souterraines.

8 - Radioprotection

Délivrance d'accusés de réception de déclaration d'appareils de radiodiagnostic médical ou dentaire en application des articles R.1333-22 du code de la santé publique et R.162-53 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 2 :** Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, les délégations de signature qui lui sont conférées sont exercées par MM. Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Norbert LAMBIN, chef de mission, Marie-Christine LEGOT, secrétaire générale, chef de mission.

**ARTICLE 4 :** Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Gérard FOLNY et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Bruno FERRY, attaché principal d'administration centrale, Michel DELVOT, ingénieur de l'industrie et des mines, Mlle Stéphanie MONIN, Emmanuelle PINEY, ingénieurs de l'industrie et des mines, Mme Véronique GILLOIS-PASTEAU, attachée d'administration centrale.
  - b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Alain MARNET, chef de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Gérard FOLNY, chef de mission.
  - c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines.
  - d) Pour les matières visées en 4, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Claire MERMET, MM. André AVENEL, Olivier LESIEUR et Guy MAROTTA, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines.
  - e) Pour les matières visées en 5, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Mlle Emilie RACHENNE et Mme Isabelle VAN DER SCHOT, ingénieurs de l'industrie et des mines, ainsi que par
- M. Alain VRIGNAUD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,

- M. Erwan PINVIDIC, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
  - M. Richard NICOLAS, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - Mlle Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Denis TOUSSAINT, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. René VILLAIN, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
  - M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Marcel BLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Yves CHARBONNEL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Jean-Pierre CHARON, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Claude COLIATTI, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Cyrille COLLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Thierry DUBOIS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Gilles DURUPT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Frédéric FILLAUDEAU, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Michel GUERIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Dominique LEJARS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Pascal MARIE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Damien PERRIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Jean-Claude SOMEIL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Eric STEIB, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Alain VIGENT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
  - M. Dominique WITTOZ, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- f) Pour les matières visées en 6, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'équipement.
- g) pour les matières visées en 7, par MM. Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Gérard FOLNY, Chefs de mission, Maxime COURTY, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.
- h) pour les matières visées en 8 par MM. Guillaume WACK, ingénieur des mines, Xavier MANTIN, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Hervé VISSEAU, ingénieur, et Michael BERTIN, ingénieur de l'industrie et des mines.

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Secrétaire général, les correspondances adressées :

- 1°) à la préfecture de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : L'arrêté préfectoral modifié du 30 décembre 2002 est abrogé.

**ARTICLE 8** : Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL N°04.BODE.INT.36**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN JEANNOT,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES**

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2001-1178 du 12 décembre 2001 relatif à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc BURG secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 20 novembre 2004 nommant M. Jean-François CORDET, Préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu la lettre du 9 novembre 2004 de Monsieur le Directeur Général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes informant le Préfet de la nomination de M. Christian Jeannot Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004 ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Délégation est donnée à Monsieur Christian Jeannot, Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes, à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires, au président du Conseil Général et au président du Conseil Régional lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

**I - ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES**

1.1 - Prélèvement, analyse et expertise des échantillons de marchandises

- réception et enregistrement des procès-verbaux, conservation des échantillons prélevés, envoi des échantillons aux laboratoires (code de la consommation, article R. 215-11)

- mesures concernant les échantillons non fraudés (code de la consommation, article R. 215-21)
- transmission au Parquet des dossiers concernant les échantillons présumés fraudés (code de la consommation, article R. 215-22 et 215-23)
- 1.2 - Hygiène, salubrité et qualité
- mesures réglementaires de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou l'arrêt de plusieurs de ses activités (code de la consommation article L. 218-3)
- mesures réglementaires de consignation ou de rappel de produits susceptibles de présenter un danger pour la santé publique (article L. 218-4 du code de la consommation)
- mesures réglementaires d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de marchandises dont la remise en conformité est impossible (article L. 218-5 du code de la consommation)
- avertissements concernant les ateliers de pasteurisation du lait (loi du 2 juillet 1935 modifiée, article 6, et décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, article 18)
- enregistrement et récépissé des déclarations d'installation :
  - fabricants, distributeurs ou vendeurs en gros de produits surgelés (décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 modifié, article 5)
  - fabricants de laits destinés à la consommation humaine et de laits fermentés (décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, articles 5 et 11)
  - fabricants de laits stérilisés ou de laits aromatisés
  - fabricants et importateurs de denrées alimentaires et boissons destinées à une alimentation particulière : déclaration d'un nouveau produit (décret n° 91-827 du 29 août 1991)
  - activités concernant la commercialisation des produits et substances destinés à l'alimentation animale (décret n° 73-1101 du 28 novembre 1973 modifié, article 7)
- immatriculation :
  - des ateliers de découpe et d'emballage des fromages (décret n° 70-559 du 23 juin 1970 modifié, article 3)
  - des fromageries (arrêté ministériel du 21 avril 1954)
- code emballer (arrêté ministériel du 20 octobre 1978)
- destruction et dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu (décret n° 55-241 du 10 février 1955 modifié, article 4)
- opérations relatives à la vinification et à la conservation du vin (décret du 19 août 1921 modifié, article 3)
- déclassement des vins de qualité produits dans des régions déterminées (V.Q.P.R.D.) (règlement CEE 2903 du 20 décembre 1979 modifié)
- déclaration des installations des établissements disposant de matériel utilisant des rayons ultra violets (décret 97-617 du 30 mai 1997)
- 1.3 - Aides de l'État aux entreprises
- liquidation des Primes d'Aménagement du Territoire (PAT) (circulaire du 24 avril 1995)

## II - GESTION DU SERVICE

### 2.1 - Gestion personnel

#### - Congés des personnels

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Jeannot, Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, la délégation de signature pour les décisions définies à l'article 1<sup>er</sup> est donnée à Monsieur Michel FRANÇOIS et Mademoiselle Évelyne UBEAUD, Inspecteurs Principaux.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.35 du 23 septembre 2004 accordant délégation de signature à M. Michel Singer, Directeur Régional de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, charge de l'intérim du directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général  
de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,  
chargé de l'administration de l'État dans le département,  
Marc BURG



## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1334</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>1334</b>
ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1334
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....</b>	<b>1335</b>
<b>PREMIER BUREAU.....</b>	<b>1335</b>
ARRETE RELATIF A L'INSCRIPTION SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE DES MONUMENTS HISTORIQUES D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A LA COMMUNE DE GERBEVILLER .....	1335
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL .....	1335
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1336
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1336
<b>TROISIEME BUREAU .....</b>	<b>1336</b>
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MADAME LA SECRETAIRE GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE (INTERIM DE MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE) .....	1336
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MME VERONIQUE CHERON, PREMIERE PRESIDENTE DE LA COUR D'APPEL DE NANCY, ET A M. GILLES LUCAZEAU, PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE NANCY .....	1337
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE .....	1338
<b>CINQUIEME BUREAU.....</b>	<b>1338</b>
ARRETE PREFECTORAL PORTANT : 1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE A) DE LA DERIVATION DES CAPTAGES DES SOURCES DES NEUF FONTAINES ET DES QUATRE TILLEULS PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE MEXY B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU 2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE .....	1338
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>1342</b>
<b>QUATRIEME BUREAU.....</b>	<b>1342</b>
ARRETE MODIFIANT LA LISTE DES GARAGISTES AGREES EN QUALITE DE DEPANNEUR SUR AUTOROUTES NON CONCEDEES ET VOIES EXPRESS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1342
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE .....</b>	<b>1342</b>
DELIBERATION N° 170/04.....	1342
DELIBERATION N° 171/04 .....	1342
DELIBERATION N° 172/04.....	1343
DELIBERATION N° 173/04.....	1343
DELIBERATION N° 174/04.....	1343
DELIBERATION N° 175/04.....	1344
DELIBERATION N° 176/04.....	1344
DELIBERATION N° 177/04.....	1344
DELIBERATION N° 178/04.....	1344
DELIBERATION N° 179/04.....	1345
DELIBERATION N° 180/04.....	1345
DELIBERATION N° 181/04.....	1345
DELIBERATION N° 182/04.....	1346
DELIBERATION N° 183/04.....	1346
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</b>	<b>1346</b>
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/64 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/17 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESS H 54 000 0262 .....	1346
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/65 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/14 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0585.....	1347
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/66 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/15 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0973 .....	1347
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/67 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/18 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS H 54 001 9007 .....	1348
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/68 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/32 DU 4 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS H 54 000 2078 .....	1348
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/69 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/05 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS H 54 000 3399 .....	1349

ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/70 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/29 DU 16 AOUT 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS H 54 000 0080.....	1349
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/71 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/52 DU 22 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056.....	1350
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/72 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS H 54 000 0114.....	1350
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/73 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/54 DU 2 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031.....	1351
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/74 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/48 DU 11 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS H 54 002 0112.....	1351
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/75 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/08 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS H 54 000 106.....	1352
ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/76 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/02 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS H 54 000 0049.....	1352
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....</b>	<b>1353</b>
<i>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....</i>	<i>1353</i>
ARRETE DDASS/AES N° 287-04 DU 29 NOVEMBRE 2004 PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE - CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'ADJOINT ADMINISTRATIF.....	1353
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT CHEF DEUXIEME CATEGORIE.....	1354
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE.....	1354
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTES DE MAITRE OUVRIER.....	1354
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE.....	1354
NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE - AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT TECHNIQUE D'ENTRETIEN.....	1355
<i>COHESION SOCIALE.....</i>	<i>1355</i>
ARRETE N° 911 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY.....	1355
ARRETE N° 912 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS.....	1355
ARRETE N° 918 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT - CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.).....	1356
<i>SOLIDARITE - AUTONOMIE.....</i>	<i>1356</i>
ARRETE DDASS / AES / N° 802 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE BAYON.....	1356
ARRETE DDASS / AES / N° 997 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LABRY.....	1356
ARRETE DDASS / AES / N° 998 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SIMON BENICHO » DE NANCY.....	1357
ARRETE DDASS / AES / N° 1000 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE GERBEVILLER.....	1357
ARRETE DDASS / AES / N° 1001 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGUYON.....	1358
ARRETE DDASS / AES / N° 1002 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE PONT A MOUSSON.....	1358
ARRETE DDASS / AES / N° 1003 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT.....	1359
ARRETE DDASS / AES / N° 1004 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY.....	1359
ARRETE DDASS / AES / N° 1005 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES AUX SALINES.....	1360
ARRETE DDASS / AES / N° 1007 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE.....	1360
ARRETE DDASS / AES / N° 789 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE BLAINVILLE SUR L'EAU.....	1360
ARRETE DDASS / AES / N° 790 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES D'INVILLE AU JARD.....	1361
ARRETE DDASS / AES / N° 922 AUTORISANT LE CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY A ACCUEILLIR DES PERSONNES AGEES DEPENDANTES DANS L'ENSEMBLE DE LA CAPACITE DE MAISON DE RETRAITE DE 100 PLACES.....	1361
ARRETE DDASS / AES / N° 926 AUTORISANT LA S.A. « SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL CLUB DE NANCY » A TRANSFORMER « L'HOTEL CLUB » SIS A SAINT MAX EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES.....	1362
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE.....</b>	<b>1363</b>
<i>SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINE.....</i>	<i>1363</i>
ARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1363
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET .....</b>	<b>1363</b>
DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES.....	1363

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	1367
COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EXAMEN DE RECOURS GRACIEUX EN MATIERE D'EXCLUSION DU BENEFICE DU REVENU DE	
REPLACEMENT DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI.....	1367
COMPOSITION DE LA COMMISSION EMPLOI DU C.O.D.E.F. ....	1367
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....	1368
SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....	1368
ARRETE 2004/DDE/284/CDSR.....	1368
ARRETE 2004/DDE/289/CDER.....	1369
OFFICE NATIONAL DES FORETS .....	1370
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER COMMUNE DE COLMEY-FLABEUVILLE .....	1370
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER COMMUNE DE SAINT-JEAN-LES-LONGUYON.....	1370
MATERNITE REGIONALE "A. PINARD" DE NANCY .....	1371
DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVE A LA PHARMACIE .....	1371
AVIS DE CONCOURS .....	1371
DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE KINESITHERAPEUTES AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN .....	1371

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ARRETE

#### MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE DEPARTEMENTAL DES SERVICES DE LA POLICE NATIONALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

VU le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

VU le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 modifié relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2003 fixant les modalités des consultations des personnels organisées en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales au sein des comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2003 portant répartition des sièges des représentants au comité technique paritaire départemental des services de la police nationale dans le département de la Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux du 7 janvier 2004 portant composition du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale de Meurthe-et-Moselle et du 7 juin 2004, modifiant la désignation des représentants du Syndicat national des policiers en tenue ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1ER :** La composition du comité technique paritaire départemental des services de la police nationale est modifiée comme suit :

#### **a/ représentants de l'administration**

##### **TITULAIRES**

- M. le Préfet, président,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- M. le directeur du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Nancy
- M. le directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle
- M. le commandant de la CRS 39
- M. le directeur départemental de la police aux frontières
- M. le commissaire central de Nancy
- M. le commissaire de Longwy
- M. le chef du service de police de proximité de Nancy
- M. le chef du service d'ordre public et de sécurité routière

##### **SUPPLEANTS**

- M. le sous-préfet, directeur de cabinet
- M. le directeur adjoint du SRPJ de Nancy
- M. le chef du service d'investigations et de recherches du SRPJ de Nancy
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Briey-Joeuf
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Conflans-Jarny
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Dombasle sur Meurthe
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique à Lunéville
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Pont-à-Mousson
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Toul
- M. le chef de la circonscription de sécurité publique de Villerupt

#### **b/ représentants désignés par les organisations syndicales**

#### CORPS DE COMMANDEMENT ET D'ENCADREMENT

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.O.P.	FLORENTIN MICHEL CSP NANCY	CAMMARATA FABRICE RG LONGWY



## CORPS DE MAITRISE ET D'APPLICATION

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
ALLIANCE	AUBERT JEAN-FRANÇOIS CSP NANCY	SCHEMMEL ALEXANDRA CSP NANCY
	DEHAMEAU PHILIPPE CSP LONGWY	BEAUCHARD CHRISTOPHE CRS 39
	MEYER MICHELLE CSP NANCY	MIGNOT ERIC CSP NANCY
	LOUIS ERIC CSP PONT-A-MOUSSON	FRIDERICH PIERRE CSP NANCY
	DALIER GUY CSP NANCY	DUPIN XAVIER CSP LONGWY
S.N.P.T.	WANKIEWICZ XAVIER CSP DOMBASLE	GUENOT JEAN-BERNARD CSP DOMBASLE
	ZIMMERMANN DENIS CSP BRIEY/JOEUF	LUCAS JEAN-JACQUES CSP NANCY

## REPRESENTANTS DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS

	TITULAIRES	SUPPLEANTS
S.N.I. P.A.T.	MORLOT RÉGINE CSP PONT A MOUSSON	BRENDLE DENISE SRPJ NANCY
	GIGON MICHELE CSP NEUVES-MAISONS	MULLER MARTINE DETACHEE SNIPAT

ARTICLE 2 : Un recours contre cet arrêté peut être formé dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Nancy.

## ARTICLE 3 :

- ♦ M. le sous-préfet, directeur de cabinet,
- ♦ M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- ♦ M. le directeur départemental des renseignements généraux,
- ♦ M. le directeur départemental de la police aux frontières,
- ♦ M. le directeur du service régional de police judiciaire,
- ♦ M. le commandant de la CRS 39

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du présent comité.

NANCY, le 3 décembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

ARRETE RELATIF A L'INSCRIPTION SUR L'INVENTAIRE SUPPLEMENTAIRE DES MONUMENTS HISTORIQUES  
D'UN OBJET MOBILIER APPARTENANT A LA COMMUNE DE GERBEVILLER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titre 2 ;

Vu la Loi n° 70 -1019 du 23 décembre 1970 modifiant et complétant la Loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques et le décret n° 71 -858 du 19 octobre 1971 pris pour l'application de ladite loi;

Vu le décret n° 82 -389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'avis de la Vème section de la commission supérieure des Monuments Historiques du 10 juin 2004 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

## A R R E T E

**Article 1. :** L'objet mobilier ci-après désigné, appartenant à la commune, est inscrit sur l'inventaire supplémentaire à la liste des objets mobiliers classés :

**GERBEVILLER. Eglise Saint Pierre et Saint Sylvestre**

- Orgue dans sa totalité, construit en 1865 par Aristide CAVAILLE-COLL.

**Article 2. :** M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Maire de GERBEVILLER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au clergé affectataire, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Ministre de la Culture et de la Communication
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Mme la directrice des archives départementales
- M. le Conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Meurthe et Moselle

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION NATIONALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL

Par décision du 4 novembre 2004, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 6 mai 2004 a **refusé** à la SAS VGM l'autorisation de procéder à l'extension de 325 m<sup>2</sup> de vente d'un magasin de chaussures à l'enseigne CHAUSSEA à COSNES ET ROMAIN portant la surface totale de vente à 623 m<sup>2</sup>.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de COSNES ET ROMAIN.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 1<sup>er</sup> décembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI NAMIB, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 3 100 m<sup>2</sup> de vente à MONCEL LES LUNEVILLE comprenant un magasin de bricolage lourd à l'enseigne BATIGRO de 1 500 m<sup>2</sup> et un magasin non spécialisé à l'enseigne FOLLENVIE de 1600 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de MONCEL LES LUNEVILLE.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Equipe-ment Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Réunie le 1<sup>er</sup> décembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par Monsieur CHARABIAS, en qualité de futur exploitant, en vue de procéder à la création d'un magasin non spécialisé non alimentaire à l'enseigne LA FOIR'FOUILLE à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
F. GIROUX

**TROISIEME BUREAU****DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE  
ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MADAME LA SECRETAIRE GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE  
(INTERIM DE MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADEMIE)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 22 novembre 2000 portant nomination de Monsieur Paul-Jacques GUIOT en qualité d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000;

Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 portant nomination de Madame Dominique GUILINI en qualité de secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle

Vu la circulaire de Monsieur le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche DAF A2/FD/n°03-214 du 19 juin 2003 ;

Vu l'arrêté de Monsieur le recteur de l'académie de Nancy-Metz du 2 novembre 2004 chargeant Madame Dominique GUILINI, secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire, de l'intérim des fonctions d'inspecteur d'académie de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 20 octobre 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire, et 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur Paul-Jacques GUIOT, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux des services de l'éducation nationale;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 20 octobre 2003 et 14 octobre 2004 sont annulés.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget ordinaire du ministère de l'éducation nationale, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne l'ensemble des dépenses et des recettes liées à l'activité de ses services.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à Mme Dominique GUILINI pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 4** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 5** : Mme Dominique GUILINI peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 6** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES**

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée à Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2 de l'arrêté susvisé du 29 juillet 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

**ARTICLE 8 :** Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de préinformation à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

**ARTICLE 9 :** Au delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée à Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtes portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 10 :** Délégation de signature est accordée à Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article 8. Au delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 11 :** Mme la secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 12 :** En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 1er du présent arrêté, Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle, peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire, la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics et de son ou ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

**ARTICLE 13 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 14 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 2 novembre 2004

**ARTICLE 15 :** Le secrétaire général de la préfecture, la secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 2 novembre 2004

Le Préfet,

Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE  
ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MME VERONIQUE CHERON, PREMIERE PRESIDENTE DE LA COUR D'APPEL DE NANCY,  
ET A M. GILLES LUCAZEAU, PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

Vu le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François CORDET, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

Vu le décret du président de la République en date du 24 avril 1998 nommant Mme Véronique CHERON, en qualité de Première Présidente de la Cour d'Appel de Nancy ;

Vu le décret du président de la République en date du 25 janvier 1993 nommant M. Gilles LUCAZEAU, en qualité de procureur général près la Cour d'Appel de Nancy ;

Vu le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** Délégation de signature est accordée pour l'exercice budgétaire 2004 conjointement à Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU m'adresseront conjointement, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel des besoins exprimés au niveau des articles de la nomenclature définie au I du titre II du règlement susvisé.

Sont exclus de cette délégation la signature des engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quelque soit leur montant ;

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également donnée conjointement à Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU indiqueront conjointement, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 3 :** Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU, peuvent, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer conjointement leur signature à un ou plusieurs de leurs collaborateurs.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 5** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture, Mme Véronique CHERON, M. Gilles LUCAZEAU et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la légion d'honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret en conseil des ministres du président de la République du 1<sup>er</sup> août 2000 nommant M. Jean-François Cordet, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du Président de la République du 3 juin 2004 portant nomination de M. Marc BURG commissaire divisionnaire de la police nationale détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Marc BURG, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en cas d'empêchement de ma part la fonction de personne responsable des marchés publics dans le département de Meurthe-et-Moselle telle qu'elle résulte de l'article 20 du code des marchés publics.

Cette délégation s'étend également à l'engagement des procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés dont j'assurerai le choix des titulaires et la signature des pièces constitutives, délégation de signature est accordée au secrétaire général de la préfecture pour me représenter en tant que personne responsable du marché.

**ARTICLE 3** : La délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché ainsi qu'aux arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres.

Monsieur le secrétaire général pourra, en tant que de besoin, se faire également représenter par une personne de son choix dont la fonction est en lien avec la gestion du marché considéré, sauf pour le choix des titulaires et la signature des pièces du marché qui resteront soumis à sa signature.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est également accordée au secrétaire général de la préfecture en vue de signer l'ensemble des pièces de marchés passés dans le cadre des procédures adaptées prévues à l'article 28 du code des marchés publics.

Cette délégation ne fait toutefois pas obstacle au maintien des délégations déjà accordées en la matière aux centres de responsabilité de la préfecture ainsi qu'aux fonctionnaires de préfecture chargés de l'engagement des crédits qui me sont délégués.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 1<sup>er</sup> décembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**CINQUIEME BUREAU**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT :**

**1°) DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**A) DE LA DERIVATION DES CAPTAGES DES SOURCES DES NEUF FONTAINES ET DES QUATRE TILLEULS  
PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE MEXY**

**B) D'ETABLISSEMENT DES PERIMETRES DE PROTECTION DE CES POINTS D'EAU**

**2°) AUTORISATION DE POURSUIVRE L'UTILISATION D'EAU PRELEVEE DANS LE MILIEU NATUREL  
EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1324-3 et R.1321-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le Code de l'Expropriation et notamment les articles L11-1 à L11-8 et R11-1 à R11-31 ;

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 14/06/2001 ;

VU la délibération du Conseil syndical du 31/03/1999 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du captage des Neuf Fontaines à MEXY et des Quatre Tilleuls à BASLIEUX ;

VU l'arrêté préfectoral du 14/05/2004 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes ;

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages de la source des Neuf Fontaines à Mexy et de la source des Quatre Tilleuls à Baslieux par le Syndicat Intercommunal des Eaux de MEXY en communes de MEXY, CHENIERES, HAUCOURT-MOULAINES et BASLIEUX,

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur les communes de MEXY, CHENIERES et BASLIEUX.

VU les pièces du dossier des enquêtes auxquelles il a été procédé dans les communes ;

VU les registres d'enquêtes et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du 26/07/2004 du Commissaire Enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU l'avis favorable du 04/08/2004 du Sous-Préfet de BRIEY ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 04/11/2004 ;

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

### TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 1er - Objet

Sont déclarés d'Utilité Publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, les prélèvements par le Syndicat Intercommunal des Eaux de MEXY dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

1°) la dérivation par captage des sources des Neuf Fontaines à MEXY et des Quatre Tilleuls à BASLIEUX

2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à MEXY, CHENIERES, HAUCOURT-MOULAINES et BASLIEUX

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

### TITRE II - DERIVATION DES EAUX

#### ARTICLE 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par deux ouvrages de captage. La situation des ouvrages est précisée ci-après :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		altitude
				X =	Y =	
Source des Neuf Fontaines	MEXY	B 34-35	113-1-0046	849 165	2 504 867	275 m
Source des Quatre Tilleuls	BASLIEUX	ZH 183	112-4-0019	847 152	2 498 894	307 m

#### ARTICLE 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder :

- 1 200 m<sup>3</sup>/j et 60 m<sup>3</sup>/h pour la source des Neuf Fontaines
- 240 m<sup>3</sup>/j et 10 m<sup>3</sup>/h pour la source des Quatre Tilleuls

#### ARTICLE 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

#### ARTICLE 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

#### ARTICLE 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

### TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

#### ARTICLE 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

##### 7-1 Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source des Neuf Fontaines est situé sur la commune de MEXY, lieudit "Entre les Bois" parcelles B 33 et 34 et sur la commune de CHENIERES, lieudit "Bois de Chenières" parcelles B 34 et 35. Il couvre une surface de 1 ha 17 a 14 ca.

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source des Quatre Tilleuls est situé sur la commune de BASLIEUX, lieudit "Le Fond de Mouet" parcelle ZH 183. Il couvre une surface de 20 a 44 ca.

##### 7-2 Périmètres de protection rapprochée

Les périmètres de protection rapproché regroupent les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Captage	Commune	Lieudit	Section	N° parcelles
Source des Neuf Fontaines	CHENIERES	Bois de Chenières	B	11 ; 14 pp ;
		A l'Osse	ZC	9 pp ; 10 ; 11
		La Graffe	ZC	12 à 14
		La Hogne	ZC	15
		Sous La Hogne	ZC	16 à 19
		Le Fond Bord	ZC	20 à 21
		Grandes Corvées sur le Fond Bord	ZC	24 ; 67 ; 69 ; 71
		La Hayette	ZC	35
		La Bouvrie du Fond Bord	ZC	38 ; 39
		La Warbrèche	ZC	40 à 42
		La Simonette	ZC	43 ; 44 ; 62
		Grande Corvée d'Haucourt	ZC	64
Source des Quatre Tilleuls	BASLIEUX	Le Fond de Mouet	ZE	1 à 3 ; 62 ; 64 ; 65 ; 80 à 82
		Fond de la Roche	ZH	39 ; 43
		Fond de Chenet	ZH	40 à 42 ; 54
		Le Groseiller	ZH	48 à 50

#### 7-2 Périmètre de protection éloignée de la source des Neuf Fontaines

Le périmètre de protection éloigné du captage de la source des Neuf Fontaines s'étend sur une surface 90 ha environ sur les communes de CHENIERES et HAUCOURT-MOULAIN.

#### ARTICLE 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

##### 8-1 Périmètre de protection immédiate

Les parcelles constituant les périmètres de protection immédiate doivent être propriété du Syndicat et le rester.

A l'intérieur de ces périmètres, toute activité autre que celle directement liée à l'entretien des ouvrages sera interdite. L'herbe fauchée sera évacuée

##### 8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

- la création de forage ou de puits à des fins autres que celles nécessaires à l'alimentation en eau potable de la collectivité,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,
- les dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- l'installation de canalisations ou de réservoirs d'hydrocarbures liquides ou gazeux,
- l'implantation de canalisations ou de dépôts de produits chimiques polluants,
- les canalisations d'eaux usées domestiques (à l'exception de la conduite du SIAAL moyennant un contrôle annuel d'étanchéité),
- les constructions nouvelles,
- le camping, caravanning,
- les rejets et l'épandage d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- l'épandage de lisiers, boues industrielles et boues de station d'épuration,
- le retournement des prairies pour un changement de culture,
- les activités de loisir avec utilisation d'engins motorisés ou concentration humaine importante,
- le défrichement,
- le traitement du bois stocké,
- l'installation de chantier de bucheronnage à moins de 200 m des captages,
- toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier ses caractéristiques.

##### A l'intérieur de ces périmètres sont réglementés :

- les captages d'eau existants peuvent être maintenus après avis de l'hydrogéologue agréé qui définit les conditions de maintien et d'exploitation compatibles avec les équipements d'intérêt publics,
- les travaux nécessitant des creusements importants par décapage de matériaux ou les travaux de déblai remblai doivent faire l'objet d'une information préalable au service chargé de la police de l'eau qui examine le projet et détermine les dispositions à prendre pour éviter toute infiltration d'eau de surface vers la nappe,
- le remblaiement d'excavations est réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe,
- les épandages agricoles sont conduits selon le code des bonnes pratiques agricoles,
- le pacage des animaux est autorisé sous réserve que la stagnation du troupeau n'entraîne pas une formation de lisier avec risque d'infiltration des jus.

##### 8-3 Périmètre de protection éloignée du captage de la source des Neuf Fontaines :

- les captages d'eau captant le même aquifère seront soumis à déclaration quel que soit le débit capté. L'incidence sur l'ouvrage actuel est ainsi étudiée.
- les carrières ne sont pas souhaitables et l'étude d'impact prévue par la réglementation générale doit inclure une étude hydrogéologique complète.
- l'ouverture d'excavations de plus de 2 mètres de profondeur est soumise à l'avis préalable de l'hydrogéologue agréé,
- le remblaiement d'excavations est réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.
- les stockages de produits polluants et de déchets solides sont réalisés sur des aires étanches dont les eaux pluviales sont traitées avant rejet ou sur des aires étanches couvertes.

- les stockages liquides de produits polluants sont réalisés dans des cuves étanches à double enveloppe ou munies de bassin de rétention étanche. Ces bassins présentent une capacité égale au volume stocké et sont isolés des eaux pluviales pour éviter des débordements.
- les canalisations transportant des eaux usées font l'objet d'un contrôle à leurs mises en service conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement d'eaux usées mentionnés aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes. Par ailleurs elles sont contrôlées conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionné aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes. Ce contrôle peut être renforcé si les résultats de surveillance de la station d'épuration présentent une anomalie.
- dans la mesure du possible les épandages de boues de station d'épuration, de boues industrielles et de lisiers sont évités. Une étude d'incidence, le cas échéant doit être réalisée.

**ARTICLE 9 - Travaux à réaliser**

Dans le délai de deux ans les travaux ci-dessous seront réalisés :

- o clôture des périmètres de protection immédiate
- o les parcelles des périmètres de protection immédiate seront déboisées, enherbées.
- o en amont du périmètre de protection immédiate de la source des Quatre Tilleuls sera réalisé un fossé destiné à recueillir les eaux de ruissellement qui seront évacuées latéralement en aval des captages.
- o Le fossé en contre bas de la source des Quatre Tilleuls dont le niveau est plus haut que le niveau d'un des captages de la source et qui véhicule des eaux usées sera étanchéifié sur la partie traversant le périmètre de protection rapprochée.
- o un bac de rétention avec siphon permettant l'évacuation des eaux de précipitation, tout en retenant les huiles du transformateur qui auraient pu s'écouler, sera placé sous le transformateur EDF de la source des Quatre Tilleuls
- o nettoyage de la carrière proche de la source des Neuf Fontaines de tous détritus.

**ARTICLE 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté**

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

**ARTICLE 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté**

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au Préfet de MEURTHE & MOSELLE, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration est faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fait connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, sont réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il est constitué, par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique intervient.

**ARTICLE 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions**

Les maires des communes de MEXY, CHENIERES, BASLIEUX, HAUCOURT-MOULAINES sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

**ARTICLE 13 - Cessibilité**

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires doivent être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 14 - Publicité**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la Conservation des Hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté doit être faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Monsieur le Président du SIE de MEXY est chargé d'effectuer ces formalités.

**TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE****ARTICLE 15 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité

**ARTICLE 16 - Traitement**

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement comprenant un dispositif de désinfection agréée par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

**ARTICLE 17 - Contrôle de la qualité de l'eau**

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, selon la réglementation en vigueur.

**TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES****ARTICLE 18 -**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

**ARTICLE 19 -**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE & MOSELLE, M. le Sous-Préfet de BRIEY, MM. les maires des communes de MEXY, CHENIERES, BASLIEUX ET HAUCOURT-MOULAINES, M. le Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de MEXY, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation du présent arrêté est adressée au bureau des Recherches Géologiques et Minières, à la Direction Régionale de l'Environnement, à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, à l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

## QUATRIEME BUREAU

ARRETE MODIFIANT LA LISTE DES GARAGISTES AGREES EN QUALITE DE DEPANNEUR  
SUR AUTOROUTES NON CONCEDEES ET VOIES EXPRESS DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur

VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 25 juin 2001, de M. le Ministre de l'équipement, des transports et du logement, modifiant l'arrêté du 30 septembre 1975 relatif à l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 fixant la liste des garagistes agréés en qualité de dépanneur sur autoroutes non concédées et voies express du département de Meurthe et Moselle ;

VU le cahier des charges définissant les conditions de dépannage sur les autoroutes non concédées et les voies express du département de Meurthe et Moselle approuvé par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU la demande de radiation formulée par M. Daniel VIRY, inscrit en qualité de dépanneur agréé sous le n° 2004-26 ;

VU la demande de radiation formulée par la SIAL PEUGEOT de Lunéville, inscrite en qualité de dépanneur agréé sous le n° 2004-20 ;

VU les demandes d'agrément formulées par M. Thomas DOSDA et par M. Olivier MEYER ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express, lors de sa séance du 5 octobre 2004 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004, les dispositions du tableau annexé à l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004 susvisé, sont modifiées ainsi qu'il suit :

*Radiation de :*

- M. Daniel VIRY, 2 rue de la Justice à BLAINVILLE SUR L'EAU (54360) agréé sous le n° 2004-26 ;
- S.I.A.L. PEUGEOT, 18 rue de Pologne à LUNEVILLE (54300) agréé sous le n° 2004-20.

*Inscription de :*

- M. Thomas DOSDA, gérant de la SARL GARAGE THOMAS DOSDA, demeurant 2 rue de la Justice à BLAINVILLE SUR L'EAU (54360) agréé sous le n° 2004-27 ;
- M. Olivier MEYER, gérant de la Sté Assistance Auto Dépannage, demeurant 8 rue François Richard à LUNEVILLE (54300) agréé sous le n° 2004-28.

**Article 2** : Les nouveaux dépanneurs agréés s'engagent à respecter les clauses du cahier des charges dont une copie leur sera adressée.

**Article 3** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 18 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

## DELIBERATION N° 170/04

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3, L. 6115-3 dernier alinéa et L. 6115-4, R.710-17-7,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1, L. 162-22-5, L. 162-22-7 et L. 162-22-8,

VU le décret n° 2002-780 du 3 mai 2002 fixant le contrat type des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens mentionnés à l'article L. 6114-3 du code de la Santé Publique,

VU l'avis émis par le Comité Régional des contrats du 6 décembre 2004,

CONSIDERANT QUE

- le socle contractuel et ses annexes (documents ci-joints), présentés par Mme BONDU, directeur de la clinique Notre Dame à Thionville, répondent aux obligations législatives et réglementaires en s'inscrivant dans le respect du S.R.O.S.,
- l'établissement n'est pas engagé dans l'auto-évaluation et reconnaît être au niveau 0 de la procédure d'accréditation telle que définie à l'annexe 4,

## D E C I D E

D'approuver les clauses du nouveau contrat d'objectifs et de moyens à conclure entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Notre Dame à Thionville qui prendra effet au 1<sup>er</sup> décembre 2004 pour une durée de 5 ans.

D'autoriser le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine à signer ledit contrat.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 171/04

LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux ;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Pasteur à Essey les Nancy



**D E C I D E**

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **10 000 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 172/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Clinique Saint Jean à Nancy**

**D E C I D E**

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **2 352.50 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 173/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Polyclinique de Gentilly à Nancy**

**D E C I D E**

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **10 000 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

**DELIBERATION N° 174/04****LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Polyclinique Majorelle à Nancy**

**D E C I D E**

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **10 000 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 175/04

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;  
VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;  
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Clinique Saint Don à Maxéville**

## D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **1 720 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 176/04

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;  
VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;  
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Maison de Repos "Les Elieux" à Seichamps**

## D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **8 710.90 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 177/04

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;  
VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;  
VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;  
VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Clinique Saint André à Vandoeuvre lès Nancy**

## D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **10 000 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

## DELIBERATION N° 178/04

## LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,  
VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,  
VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;  
VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;  
VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Polyclinique du Parc à Bar le Duc**

#### DECI DE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **2 700 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 179/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la Clinique Saint Joseph à Verdun**

#### DECI DE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **20 000 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 180/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la clinique Sainte Marguerite à NOVEANT s/Moselle**

#### DECI DE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **6 627.25 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

#### DELIBERATION N° 181/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et **la clinique Saint-Nabor à SAINT-AVOLD**

#### DECI DE

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de **2 750.80 euros** au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

#### DELIBERATION N° 182/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique "La Ligne Bleue" à Epinal

#### D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de 10 000 euros au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

#### DELIBERATION N° 183/04

##### LA COMMISSION EXECUTIVE DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3,

VU le code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-8 et R.162-41,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 et notamment son article 40 ;

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés ;

VU la circulaire DHOS/E4 DGAS/2C n°207 du 5 mai 2004 relative au rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé et des établissements médico-sociaux;

VU la circulaire n° DHOS/F2/F3/2004/361 du 26 juillet 2004 relative aux conditions d'attribution de subventions d'investissement du FMESPP pour le rafraîchissement de l'air des locaux des établissements de santé privés financés sous OQN et des USLD au titre de l'année 2004;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Maison de Repos La Louvière à Senones

#### D E C I D E

D'autoriser le Directeur de l'ARH de Lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de Moyens portant attribution d'une subvention de 4 806 euros pour le site n° 1 et de 10 000 euros pour le site n° 2 au titre du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés 2004.

L'attribution de ce fonds est destinée à financer des dépenses d'investissement engagées au titre du rafraîchissement de l'air des locaux.

Ces tarifs feront l'objet d'un avenant au contrat d'objectifs et de moyens signé entre le représentant de l'établissement et le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 16 novembre 2004

Le Président de la Commission Exécutive,  
Jacques SANS

---

#### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

##### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/64 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/17 DU 27 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE DE MOYEN SEJOUR DE FAULX - N° FINESSE H 54 000 0262

##### LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 1 788 907.56 € soit 11 734 464.36 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/65 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/14 DU 27 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A LA MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0585**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 3 825 748.68 € soit 25 095 266.27 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison de Repos et de Convalescence de FLAVIGNY SUR MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/66 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/15 DU 27 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES  
AU CENTRE D'OBSERVATION ET DE CURE POUR ENFANTS EPILEPTIQUES A FLAVIGNY SUR MOSELLE - N° FINESS H 54 000 0973**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 6 518 296.37 € soit 42 757 221.32 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre d'Observation et de Cure pour Enfants Epileptiques à FLAVIGNY SUR MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/67 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/18 DU 27 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3 H SANTE - N° FINESS H 54 001 9007**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 27 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 2 620 802.64 € soit 17 191 338.37 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/68 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/32 DU 4 OCTOBRE 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY - N° FINESS H 54 000 2078**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 4 octobre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... **410 286 997,86 €** soit 2 691 306 282,55 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du **Centre Hospitalier Universitaire de NANCY** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/69 DU 19 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/05 DU 25 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES  
A L'HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE - N° FINESS H 54 000 3399**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 25 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... **1 977 253,55 €** soit 12 969 933,07 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY - LAY SAINT CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/70 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/29 DU 16 AOUT 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE - N° FINESS H 54 000 0080**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 1 de l'arrêté du 16 août 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

A partir du **1er novembre 2004** seront appliqués pour la facturation des soins et de l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

11 - Médecine et obstétrique .....	<b>496.00 €</b>	soit	3 253.55 F
12 - Chirurgie et gynécologie .....	<b>535.00 €</b>	soit	3 509.37 F
20 - Spécialités coûteuses .....	<b>874.00 €</b>	soit	5 733.06 F

**ARTICLE 2** : La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général.....**23 172 770.40 €** soit 152 003 409.53 F

**ARTICLE 3** : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 714-3-24 du Code de la Santé Publique sont redevables envers **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 34.00 euros soit 223.03 F par jour dans les disciplines suivantes:

12 - Gynécologie- obstétrique

**ARTICLE 4** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 5** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de LUNEVILLE** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/71 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/52 DU 22 OCTOBRE 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU - N° FINESS H 54 000 0056**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;  
Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;  
Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.  
Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;  
Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;  
Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'article 2 de l'arrêté du 22 octobre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....**70 120 770.40 €** soit 459 961 981.20 F

**ARTICLE 2** : Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur **Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

**ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/72 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/06 DU 25 FEVRIER 2004  
PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS  
APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT - N° FINESS H 54 000 0114**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;  
Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;  
Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;  
Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;  
Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;  
Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;



Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté du 25 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 11 280 613.61 € soit 73 995 974.62 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/73 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/54 DU 2 NOVEMBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES A LA MATERNITE REGIONALE - N° FINESS H 54 000 0031

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté du 2 novembre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....39 846 073.82 € soit 261 373 110.45 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale , Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/74 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/48 DU 11 OCTOBRE 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR (S.I.N.C.A.L.) - N° FINESS H 54 002 0112

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19 , R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG , Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté du 11 octobre 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....**38 245 534.97 €** soit 250 874 263.82 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Secrétaire Général du **Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/75 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/08 DU 26 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON - N° FINESS H 54 000 106

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté du 26 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général .....**11 539 482.15 €** soit 75 694 040.93 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du **Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

#### ARRETE A.R.H. - D.D.A.S.S. 54 N° 04/76 DU 22 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT L'ARRETE N° 04/02 DU 24 FEVRIER 2004 PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT ET DES TARIFS DE PRESTATIONS APPLICABLES AU CENTRE HOSPITALIER DE TOUL - N° FINESS H 54 000 0049

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.614-5-1 et suivants et R. 714-3-19, R. 714-3-20 et R. 714-3-26 et suivants;

Vu le Code de la Sécurité Sociale, notamment ses articles L. 174-1, L. 174-1-1, L. 174-3 et L. 174 -4 ;

Vu le décret n° 90-359 du 11 avril 1990 relatif au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

Vu le décret n°92-776 du 31 juillet 1992 relatif au régime budgétaire, financier et comptable des établissements de santé publics et privés participant au service public hospitalier;

Vu l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996 portant réforme de l'hospitalisation publique et privée;

Vu l'arrêté n° 70/04 du 5 juillet 2004 du Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation portant délégation de signature à Monsieur Philippe MICHEL, Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Jean-François LHUILLIER Directeur-Adjoint et Madame Myriam BERG, Directrice-Adjointe, ainsi qu'à Madame Irène DELFORGE Inspecteur Principal;

Vu la dotation régionale limitative découlant de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2004, notamment son art. 34;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2003 fixant les montants du forfait hospitalier prévu à l'article L. 174-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Vu la circulaire DHOS- F20/DSS 1 A du 2 février 2004, relative à la campagne budgétaire pour 2004 ;

Vu les documents budgétaires et comptables présentés par l'établissement;

Vu le taux de l'euro fixé à 1 euro= 6.55957 F

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 2 de l'arrêté du 24 février 2004 sus visé, est modifié ainsi qu'il suit :

La Dotation Globale représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée pour l'exercice 2004, comme suit :

- budget général ..... 16 354 934.20 € soit 107 281 335.73 F

**ARTICLE 2 :** Les recours contre les dispositions du présent arrêté pourront être formés dans le délai d'un mois franc à compter de sa notification conformément aux dispositions des articles L. 351-1 à L. 351-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles auprès de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale, Immeuble les Thiers CO 071 54036 NANCY CEDEX

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
I. DELFORGE

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

#### ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

ARRETE DDASS/AES N° 287-04 DU 29 NOVEMBRE 2004

PORTANT SUR L'OUVERTURE D'UN CONCOURS DANS LE CADRE DE LA RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE  
CONCOURS INTERNE SUR EPREUVES D'ADJOINT ADMINISTRATIF

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ;

VU le décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique hospitalière ;

VU le décret n° 2001-1341 du 28 décembre 2001 relatif à la résorption de l'emploi précaire dans la F.P.H. pris en application du chapitre III du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction Publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la circulaire DHOS/P2 n° 2002-287 du 03 mai 2002 relative à la remise en place dans la fonction publique hospitalière du dispositif de résorption de l'emploi précaire prévu par la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC 53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004 accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la déclaration de poste vacant à offrir au concours réservé ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Un concours sur épreuves, au titre des emplois réservés, est ouvert en vue de pourvoir Un poste d'adjoint administratif au Centre Hospitalier St Charles de TOUL.

**ARTICLE 2 :** Les épreuves se dérouleront à compter du 1 avril 2005 au Centre Hospitalier St Charles de TOUL ;

**ARTICLE 3 :** Le dossier de candidature doit comporter :

- Justifier entre le 10 juillet 1999 et le 10 juillet 2000, pendant une durée minimale de deux mois, de la qualité d'agent non titulaires de droit public, recruté à titre temporaire et ayant assuré des missions dévolues aux agents titulaires, dans un ou des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 ;
- Avoir été, pendant cette période, en fonctions ou avoir bénéficié d'un congé en application du décret n° 91-155 du 6 février 1991 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels ;
- Justifier au plus tard à la date de nomination dans le corps, des titres ou diplômes requis pour la présentation du concours d'accès au corps concerné ;
- Justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics au moins égale à trois ans d'équivalent temps plein, au cours des huit dernières années, effectuées en tant qu'agent non titulaire dans les trois fonctions publiques, d'Etat, Hospitalière ou Territoriale ou dans leurs établissements publics à caractère administratif.

Les candidats ayant obtenu la reconnaissance de leur expérience professionnelle en équivalence des conditions de titres ou de diplômes exigibles pour l'accès au corps concerné fourniront la décision de l'autorité préfectorale prise en application du décret n° 2001-1340 du 28 décembre 2001.

**ARTICLE 4 :** Les candidatures devront être adressées au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à monsieur le Directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL, Cours Raymond Poincaré - BP 310 - 54201 TOUL, auprès duquel pourront être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

**ARTICLE 5 :** Le secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre Hospitalier St Charles de TOUL sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier St Charles de TOUL et affichée dans les établissements, Préfecture et Sous Préfecture du Département.

Pour le Directeur Départemental,  
L'Inspectrice,  
Brigitte MENNESSIER

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT CHEF DEUXIEME CATEGORIE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (2°), l'établissement bénéficiaire de nomination au choix **au titre de l'année 2004**, devant être pourvus dans le grade d'**agent chef de deuxième catégorie** est le suivant :

**Centre Hospitalier**  
Place Colombé  
**54701 PONT A MOUSSON**

**1 POSTE**

Peuvent faire acte de candidature :

- les contremaîtres principaux, les maîtres ouvriers principaux, les agents techniques d'entretien principaux, les chefs de garage principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les contremaîtres, les maîtres ouvriers, les agents techniques d'entretien, les chefs de garage et les conducteurs ambulanciers de 1<sup>ère</sup> catégorie comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur corps

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
AVIS DE VACANCE DE POSTE DE CONTREMAITRE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 9 (2°), l'établissement bénéficiaire de nomination au choix **au titre de l'année 2004**, devant être pourvus dans le grade de **contremaître** est le suivant :

**C.H. Maillot de BRIEY**  
31 avenue Albert de Briey  
BP 99

**1 POSTE**

Peuvent faire acte de candidature :

- les maîtres ouvriers comptant 3 ans de services effectifs dans leur grade et les ouvriers professionnels qualifiés parvenus au 5ème échelon de leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur des établissements susnommés, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
AVIS DE VACANCES DE POSTES DE MAITRE OUVRIER**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), les établissements suivants bénéficient de nomination au choix **au titre de l'année 2004** pour le grade de **maître ouvrier** :

<b>C.P.N. de LAXOU</b> 1 rue du Dr Archambault <b>54521 LAXOU</b>	<b>6 POSTES</b>
<b>H.L.I de POMPEY</b> 3 rue de l'avant garde <b>54340 POMPEY</b>	<b>1 POSTE</b>
<b>Hôpital Intercommunal 3H santé</b> 62 rue R Poincaré <b>54480 CIREY sur VEZOUZE</b>	<b>3 POSTES</b>
<b>Maternité Régionale de NANCY</b> 10 rue du Dr Heydenreich <b>54000 NANCY</b>	<b>2 POSTES</b>
<b>Maison de retraite de LONGWY</b> 2 rue St Louis <b>54400 LONGWY</b>	<b>1 POSTE</b>
<b>Maison de retraite de LONGUYON</b> 29 rue Louis Quinquet <b>54260 LONGUYON</b>	<b>1 POSTE</b>

Peuvent faire acte de candidature :

- les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et les ouvriers professionnels spécialisés comptant au moins neuf ans de services effectifs dans le corps.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

**NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
AVIS DE VACANCE DE POSTE D'OUVRIER PROFESSIONNEL SPECIALISE**

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), l'établissement suivant bénéficie d'une nomination au choix **au titre de l'année 2004** pour le grade d'**ouvrier professionnel spécialisé** :

<b>HOPITAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE</b> BP 8 - 62 rue R. Poincaré <b>54480 CIREY SUR VEZOUZE</b>	<b>1 POSTE</b>
--	----------------

Peuvent faire acte de candidature :

- les fonctionnaires hospitaliers appartenant à un corps ou emploi classé dans les catégories C ou D, comptant au moins 9 ans de services publics.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

NOMINATION AU CHOIX - PROMOTION INTERNE  
AVIS DE VACANCE DE POSTE D'AGENT TECHNIQUE D'ENTRETIEN

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 39 (2°), l'établissement suivant bénéficie d'une nomination au choix au titre de l'année 2004 pour le grade d'agent technique d'entretien :

Hôpital Intercommunal 3H santé CIREY SUR VEZOUZE      1 POSTE  
62 rue R. Poincaré  
54480 CIREY SUR VEZOUZE

Peuvent être inscrits sur cette liste les fonctionnaires hospitaliers appartenant à un corps classé en catégorie C et D et comptant au moins neuf ans de services publics. Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au **Recueil des Actes Administratifs**.

COHESION SOCIALE

**ARRETE N° 911 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'ADAPTATION A LA VIE ACTIVE GERE PAR L'ASSOCIATION LE GRAND SAUVOY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 4 août 1982 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dans le cadre de l'adaptation à la vie active**, sis 17, route de Metz 54 320 MAXEVILLE et géré par l'association **Le Grand Sauvoy**;  
VU l'arrêté préfectoral n°322 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active,  
VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **9 052,07 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association Le Grand Sauvoy afin de financer le déficit 2003 du centre d'adaptation à la vie active.

**ARTICLE 2** : La somme allouée sera inscrite au compte 10686 - réserve de compensation - ouvert à la comptabilité de l'établissement.

**ARTICLE 3** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n° 322 du 26 juillet 2004 susvisé demeurent inchangés.

**ARTICLE 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association Le Grand Sauvoy gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE N° 912 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE - FOYER DE JEUNES - GERE PAR L'ASSOCIATION CLAIR LOGIS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1957 autorisant la création d'un **centre d'hébergement et de réinsertion sociale dénommé Foyer de Jeunes**, sis 9, bis avenue Paul Déroulède 54 520 LAXOU et géré par l'association **CLAIR LOGIS**;  
VU l'arrêté préfectoral n°328 du 26 juillet 2004 fixant la dotation globale de financement du Foyer de Jeunes pour l'année 2004 et l'arrêté préfectoral n°740 du 8 octobre 2004 attribuant une dotation complémentaire non reconductible,  
VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **16 448,39 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association CLAIR LOGIS afin de financer le déficit 2003 du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Foyer de Jeunes » dont elle assure la gestion.

**ARTICLE 2** : La somme allouée sera inscrite au compte 10686 - réserve de compensation - ouvert à la comptabilité de l'établissement.

**ARTICLE 3** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n°328 du 26 juillet 2004 demeurent inchangés.

**ARTICLE 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association CLAIR LOGIS gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETÉ N° 918 ATTRIBUANT POUR 2004 UNE DOTATION COMPLEMENTAIRE DE FINANCEMENT NON RECONDUCTIBLE  
A UN ETABLISSEMENT SOCIAL DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIALE  
GERE PAR L'ASSOCIATION LORRAINE D'ASSISTANCE AUX LIBERES (A.S.L.O.R.A.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7 ainsi que les articles R.314-1 à R.314-196;  
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus à l'article R.314-49 du code de l'action sociale et des familles;  
VU la lettre préfectorale en date du 11 avril 1990 autorisant la réouverture du **centre d'hébergement et de réinsertion sociale**, sis 36 rue Pierre Villard et géré par l'association **ASLORAL** ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 325 du 26 juillet 2004 fixant, pour l'année 2004, la dotation globale de financement du centre d'hébergement et de réinsertion sociale géré par l'association **ASLORAL**,  
VU les crédits non reconductibles inscrits au chapitre 46-81-30 du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale,  
SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Une dotation complémentaire non reconductible de **23 456,34 euros** est attribuée, au titre de l'année 2004, à l'association **ASLORAL** afin de financer le déficit 2003 du centre d'hébergement et de réinsertion sociale dont elle assure la gestion.

**ARTICLE 2** : La somme allouée sera inscrite au compte 10686 - réserve de compensation - ouvert à la comptabilité de l'établissement.

**ARTICLE 3** : Le tarif ainsi que la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement fixés par l'arrêté n°325 du 26 juillet 2004 demeurent inchangés.

**ARTICLE 4** : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association **ASLORAL** gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du code de l'action sociale et des familles, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**SOLIDARITE - AUTONOMIE**

**ARRETE DDASS / AES / N° 802 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE BAYON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de BAYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1302, N° FINESS E.T. : 54 000 3134  
est fixé à 1 285 713,78 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de BAYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1302, N° FINESS E.T. : 54 000 3134  
est fixé à :  
- pour les GIR 1 et 2 : 30,16 €  
- pour les GIR 3 et 4 : 22,60 €  
- pour les GIR 5 et 6 : 15,05 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 997 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LABRY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du Secrétaire Générale de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de LABRY

N° FINESS E.J. : 54 000 1187, N° FINESS E.T. : 54 000 2581

est fixé à 432 647,92 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de LABRY

est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 24,81

- GIR 3 et 4 : 18,70

- GIR 5 et 6 : 12,59

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 998 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SIMON BENICHOU » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de "Simon Bénichou" de NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 1245, N° FINESS E.T. : 54 000 2656

est fixé à 328 825,68 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE

N° FINESS E.J. : 54 000 1245, N° FINESS E.T. : 54 000 2656

est fixé à :

- GIR 1 et 2 : 16,83 €

- GIR 3 et 4 : 13,45 €

- GIR 5 et 6 : 10,07 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1000 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE GERBEVILLER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

## A R R E T E

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de GERBEVILLER  
N° FINESS E.J. : 54 000 1179, N° FINESS E.T. : 54 000 2573  
est fixé à 815 590 €

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de GERBEVILLER  
est fixé à :  
- GIR 1 et 2 : 29,22  
- GIR 3 et 4 : 21,12  
- GIR 5 et 6 : 13,02

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

ARRETE DDASS / AES / N° 1001 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION  
DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGUYON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

## A R R E T E

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de LONGUYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1088, N° FINESS E.T. : 54 000 0791  
est fixé à 468 966,17 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de LONGUYON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1088, N° FINESS E.T. : 54 000 0791  
est fixé à 17,29 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

ARRETE DDASS / AES / N° 1002 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE PONT A MOUSSON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

## A R R E T E

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1229, N° FINESS E.T. : 54 000 2623  
est fixé à 575 319,43 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 1229, N° FINESS E.T. : 54 000 2623  
est fixé à :  
- GIR 1 et 2 : 22,17 €  
- GIR 3 et 4 : 16,00 €  
- GIR 5 et 6 : 9,82 €



**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1003 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION  
DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de THIAUCOURT

N° FINESS E.J. : 54 000 1237, N° FINESS E.T. : 54 000 2631

est fixé à 730 432,34 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de THIAUCOURT

N° FINESS E.J. : 54 000 1237, N° FINESS E.T. : 54 000 2631

est fixé à 19,64 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de TOUL et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1004 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION  
DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE LONGWY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de LONGWY

N° FINESS E.J. : 54 000 1203, N° FINESS E.T. : 54 000 2607

est fixé à 450 472,32 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de LONGWY

N° FINESS E.J. : 54 000 1203, N° FINESS E.T. : 54 000 2607

est fixé à 12,67 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1005 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE ROSIERES AUX SALINES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2003 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2441, N° FINESS E.T. : 54 000 2466  
est fixé à 1 357 489,04 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2003 de la maison de retraite de ROSIERES AUX SALINES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2441, N° FINESS E.T. : 54 000 2466  
est fixé à :  
- GIR 1 et 2 : 38,26 €  
- GIR 3 et 4 : 28,45 €  
- GIR 5 et 6 : 18,63 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1007 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION  
DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE VEZELISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 2342  
est fixé à 565 406,69 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 2342  
est fixé à 18,01 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 789 AUTORISANT L'EXTENSION  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;  
VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;  
VU le décret 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile ;  
VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1997 autorisant l'association locale d'aide à domicile en milieu rural « SAD LES 3 RIVIERES » dont le siège est situé 1 rue du Presbytère à 54360- BLAINVILLE SUR L'EAU, à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées qu'elle gère, de 35 à 42 places ;

VU le dossier reconnu complet au 31 mai 2004, présenté par l'association susvisée, en vue d'être autorisée à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 42 à 45 places, soit une extension « non importante » de 3 places ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU l'avis émis le 29 juin 2004 par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 24 septembre 2004 par la direction régionale du service médical du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 28 septembre 2004 par le Médecin Inspecteur de Santé Publique ;

VU la lettre du 8 juin 2004 de M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales notifiant l'enveloppe 2004 allouée à la Meurthe et Moselle pour les établissements et services pour personnes âgées, et en particulier 30 nouvelles places de SSIAD ;

CONSIDERANT que bien que le taux d'équipement du secteur desservi par le S.S.I.A.D. (21,07 places pour 1000 personnes âgées de 75 ans ou plus) soit supérieur à la moyenne départementale (16,12 pour 1000), il existe des demandes non satisfaites régulièrement dans l'année ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1 :** L'association « SAD LES 3 RIVIERES » dont le siège est situé 1 rue du Presbytère à 54360- BLAINVILLE SUR L'EAU, est autorisée à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 42 à 45 places, soit une extension « non importante » de 3 places, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Président de l'association « SAD LES 3 RIVIERES ».

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE DDASS / AES / N° 790 AUTORISANT L'EXTENSION DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES D'EINVILLE AU JARD

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.313-1, L.313-2, L.313-3 et L. 313-4 ;

VU la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU le décret 81-448 du 8 mai 1981 relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2004-613 du 25 juin 2004 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 AVRIL 2000 autorisant l'association locale d'aide à domicile en milieu rural « SIAD DES ETANGS » dont le siège est situé 9 rue du Puits Gros Yeux à 54370 - EINVILLE, à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, de 35 à 39 places ;

VU le dossier reconnu complet au 31 mai 2004, présenté par l'association susvisée, en vue d'être autorisée à porter la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 39 à 45 places, soit une extension « non importante » de 6 places ;

VU le schéma gérontologique départemental adopté conjointement par le Conseil Général de Meurthe et Moselle et l'Etat le 9 juillet 2002 ;

VU l'avis émis le 29 juin 2004 par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 24 septembre 2004 par la direction régionale du service médical du Nord-Est ;

VU l'avis émis le 28 septembre 2004 par le Médecin Inspecteur de Santé ;

VU la lettre du 8 juin 2004 de M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales notifiant l'enveloppe 2004 allouée à la Meurthe et Moselle pour les établissements et services pour personnes âgées, et en particulier 30 nouvelles places de SSIAD ;

CONSIDERANT que le secteur desservi par le S.S.I.A.D. est relativement bien doté en équipement général (service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et USLD) mais qu'il existe néanmoins des demandes non satisfaites ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1 :** L'association « SIAD DES ETANGS » dont le siège est situé 9 rue du Puits Gros Yeux à 54370 - EINVILLE, est autorisée à porter la capacité de son service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de 39 à 45 places, soit une extension non importante de 6 places, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004.

**Article 2 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Présidente de l'association « SIAD DES ETANGS ».

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE DDASS / AES / N° 922 AUTORISANT LE CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY A ACCUEILLIR DES PERSONNES AGEES DEPENDANTES DANS L'ENSEMBLE DE LA CAPACITE DE MAISON DE RETRAITE DE 100 PLACES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 mai 2004 présenté par le Centre Hospitalier de BRIEY tendant à la transformation de la maison de retraite « Les Merisiers » de 50 lits accueillant actuellement des personnes âgées valides et de la maison de retraite médicalisée du site STERN d'une capacité de 50 lits, en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 100 lits ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 12 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que les moyens proposés répondent aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma gérontologique 2002-2006 pour le territoire de BRIEY et satisfont aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

CONSIDERANT que le montant de la dotation de crédits d'assurance maladie destinée à la Meurthe-et-Moselle permet de financer le coût des prestations du projet du Centre Hospitalier de BRIEY à la charge des organismes de sécurité sociale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**Article 1 :** Le Centre Hospitalier de BRIEY est autorisé à accueillir des personnes âgées dépendantes dans l'extension de maison de retraite, le bâtiment « Les Merisiers », d'une capacité de 50 lits.

**Article 2 :** Le Centre Hospitalier de BRIEY est autorisé, compte -tenu de cette extension de maison de retraite, à accueillir des personnes âgées dépendantes pour l'ensemble des capacités de maison de retraite, soit 100 lits.

**Article 3 :** L'autorisation est accordée sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, en ce qui concerne l'organisation des soins.

L'autorisation devra être suivie de la signature de la convention tripartite prévue à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 4 :** La présente autorisation vaut autorisation de dispenser des prestations prises en charge par les organismes de sécurité sociale pour l'ensemble de la capacité autorisée.

**Article 5 :** La présente autorisation sera réputée caduque si celle-ci n'a pas été mise en œuvre avant l'expiration d'un délai de trois ans.

**Article 6 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée à la Directrice du Centre Hospitalier de BRIEY.

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE DDASS / AES / N° 926 AUTORISANT  
LA S.A. « SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL CLUB DE NANCY »  
A TRANSFORMER « L'HOTEL CLUB » SIS A SAINT MAX  
EN ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L 312-1 à L 312-6, L 313-1 à L 313-13 et L 342-1 à L 342-6 ;

VU l'ordonnance n° 2003-850 du 4 septembre 2003 portant simplification de l'organisation et du fonctionnement du système de santé ainsi que des procédures de création d'établissements ou de services sociaux ou médico-sociaux soumis à autorisation ;

VU le décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités d'autorisation de création, de transformation ou d'extension d'établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2003-1136 du 26 novembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2004-65 du 15 janvier 2004 relatif aux comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale ;

VU le dossier reconnu complet le 31 mai 2004 présenté par la société anonyme « SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL CLUB DE NANCY » dont le siège est fixé 1 rue du Maquis de Ranzey à SAINT MAX tendant à la transformation de l'HOTEL CLUB sis à la même adresse en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité globale de 120 lits autorisés et 112 lits installés ;

VU l'avis émis par la section personnes âgées du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale en sa séance du 12 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le promoteur s'engage à adapter les procédures d'admission, à mettre en place une médicalisation de l'établissement avec l'élaboration d'un projet de soins et à modifier l'imputation tarifaire de certaines fournitures conformément au décret 99-316 du 26 avril 1999 modifié ;

CONSIDERANT que le niveau de dépendance des personnes accueillies, le projet de vie, l'engagement de réaliser un projet de soins et le recrutement prévu d'un médecin coordonnateur permettent l'accueil de personnes âgées dépendantes et la médicalisation progressive de l'établissement ;

CONSIDERANT l'existence des besoins et la qualité du projet ;

CONSIDERANT que le dossier tel qu'il est présenté dans sa globalité permet la modification de l'agrément de l'établissement et sa qualification en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### AR R E T E

**Article 1 :** La société anonyme « SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL CLUB DE NANCY » dont le siège est fixé 1 rue du Maquis de Ranzey à SAINT MAX est autorisée à héberger des personnes âgées dépendantes dans la résidence-maison de retraite « l'HOTEL CLUB » sis à la même adresse, d'une capacité de 120 lits ;

**Article 2 :** L'autorisation est accordée sous réserve d'une visite de conformité à réaliser conformément à l'article L. 313-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, en ce qui concerne l'organisation des soins.

La mise en œuvre de cette autorisation doit faire l'objet d'une convention tripartite prévue à l'article L. 312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et dont ampliation sera adressée au président directeur général de la S.A. « SOCIETE D'EXPLOITATION DE L'HOTEL CLUB DE NANCY ».

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET DE LORRAINE

SERVICE REGIONAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES DE LORRAINEARRETE PORTANT EXTENSION D'UN AVENANT A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
CONCERNANT LES EXPLOITATIONS HORTICOLES ET LES PEPINIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L.133.1 et suivants du code du travail, et notamment les articles L.133.10 - L.133.14 - R.133.2 et R.133.3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté du 4 juillet 1972 du Ministre de l'Agriculture portant extension de la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention,

VU l'avenant n° 77 du 13 septembre 2004 dont les signataires demandent l'extension,

VU l'avis d'extension publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture,

VU l'avis des membres de la Commission Nationale de la Négociation Collective (Sous Commission Agricole des Conventions et Accords)

VU l'accord donné conjointement par le Ministre Chargé du Travail et le Ministre de l'Agriculture,

## A R R E T E

**Article 1er** - Les clauses de l'avenant n° 77 en date du 13 septembre 2004 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et les pépinières sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

**Article 2** - L'extension des effets et sanctions de l'avenant n° 77 du 13 septembre 2004 visé à l'article 1er est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée ; elle est prononcée sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le salaire minimum de croissance.

**Article 3** - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Chef du Service Régional et le Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 3 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## DECISIONS CONCERNANT L'EXPLOITATION DE BIENS AGRICOLES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/09/2004 par Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc à LALOEUF concernant 2,11 ha situés à LALOEUF ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU le courrier en date du 27/09/2004, de Monsieur Geoffrey JACQUET faisant connaître qu'il maintient sa candidature

VU le courrier en date du 27 août 2004 de Monsieur Armand SIMONIN, propriétaire, adressé à Monsieur JACQUET lui signifiant de ne pas disposer de la parcelle en questions

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

CONSIDERANT que la demande de Monsieur Geoffrey JACQUET non soumise à autorisation n'a, jusqu'à présent, pas abouti

## D E C I D E

**ARTICLE 1er :**

Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc sont autorisés à exploiter 2,11 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JACQUOT Noël et Jean Luc, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LALOEUF pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 14/10/2004 par Messieurs THIENNEMENT Marin et Jérôme à LEBEUVILLE concernant 7,09 ha situés à LEMAINVILLE et ORMES ET VILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

**D E C I D E****ARTICLE 1er :**

Messieurs THIENNEMENT Marin et Jérôme sont autorisés à exploiter 7,09 ha conformément à la demande qu'ils ont déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Messieurs THIENNEMENT Marin et Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs THIENNEMENT Marin et Jérôme, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LEMAINVILLE et d'ORMES ET VILLE pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 30/09/2004 par **Monsieur MALGLAIVE Daniel à VALLOIS concernant 1,90 ha situés à MOYEN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

**ARTICLE 1er :**

Monsieur MALGLAIVE Daniel est autorisé à exploiter 1,90 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MALGLAIVE Daniel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MALGLAIVE Daniel, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MOYEN pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,  
VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,  
VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,  
VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,  
VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,  
VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,  
VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,  
VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,  
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 22/10/2004 par **Monsieur BODARD Yvon à AFFRACOURT concernant 5,22 ha situés à AFFRACOURT et BAYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.**  
VU l'absence de demande concurrente  
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

#### D E C I D E

**ARTICLE 1er :**

Monsieur BODARD Yvon est autorisé à exploiter 5,22 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BODARD Yvon.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BODARD Yvon, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AFFRACOURT et de BAYON pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 25/10/2004 par Monsieur DELAIRE Philippe à MARTINCOURT concernant 8,13 ha situés à GEZONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

D E C I D E

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Monsieur DELAIRE Philippe est autorisé à exploiter 8,13 ha conformément à la demande qu'il a déposée

**ARTICLE 2 :**

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DELAIRE Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

**ARTICLE 3 :**

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DELAIRE Philippe, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GEZONCOURT pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.
- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

---

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 331-1 à L 331-16 du code rural,

VU la loi n° 84-741 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative au contrôle des structures des exploitations agricoles et au statut du fermage,

VU la loi n° 95-95 du 1<sup>er</sup> février 1995 de modernisation de l'agriculture,

VU la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 et le décret 99-964 du 25 novembre 1999,

VU le décret n° 65-1048 du 2 décembre 1965 portant réorganisation des commissions administratives fonctionnant dans le cadre du département et règlement d'administration publique pour l'application de certaines dispositions législatives, notamment son titre II,

VU le décret n° 99-731 du 26 août 1999 relatif à la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2001 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 novembre 1999 modifié le 28 septembre 2001 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mars 2004 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section structures et économie des exploitations agricoles,

VU le décret 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral portant délégation de signature à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 2 septembre 2004,



VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 15/10/2004 par Monsieur CONARD Etienne à MOUACOURT concernant 7,80 ha situés à EMBERMENIL ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU l'absence de demande concurrente

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section structures et économie agricole réunie le 10/11/2004 sur la demande précitée.

#### DECIDE

##### ARTICLE 1er :

Monsieur CONARD Etienne est autorisé à exploiter 7,80 ha conformément à la demande qu'il a déposée

##### ARTICLE 2 :

Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CONARD Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

##### ARTICLE 3 :

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CONARD Etienne, au propriétaire, ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'EMBERMENIL pour affichage.

NANCY, le 15 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Yves ROYER

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

#### COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EXAMEN DE RECOURS GRACIEUX EN MATIERE D'EXCLUSION DU BENEFICE DU REVENU DE REMPLACEMENT DES PERSONNES EN RECHERCHE D'EMPLOI

##### LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 24,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'article R.351-34 du Code du Travail portant création de la commission départementale de recours gracieux en matière d'exclusion temporaire ou définitive du bénéfice du revenu de remplacement versé par les ASSEDIC,

Vu les propositions des organisations professionnelles et syndicales les plus représentatives à l'échelon départemental,

Vu l'arrêté du 13 avril 2004 fixant la composition de la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

**Article 1er** : L'arrêté préfectoral du 13 avril 2004 relatif à la commission départementale d'examen de recours gracieux en matière d'exclusion du bénéfice du revenu de remplacement des personnes en recherche d'emploi est modifié comme suit :

##### Représentants des organisations syndicales des salariés

Organisations Syndicales  
CGC

Membres titulaires  
M. Bertrand FINCK  
160 avenue du Gal Leclerc  
54500 VANDOEUVRE

Membres suppléants  
M. Joël BROYER  
22 rue des Plantes  
57420 FEY

**Article 2** : La durée du mandat des membres représentants les organisations syndicales d'employeurs et de salariés est fixée à trois ans à compter du 13 avril 2004.

**Article 3** : M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### COMPOSITION DE LA COMMISSION EMPLOI DU C.O.D.E.F.

##### LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'article 77 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993,

Vu le décret n° 94-575 du 11 juillet 1994 relatif aux attributions du Comité Départemental de la Formation Professionnelle, de la Promotion Sociale et de l'Emploi, C.O.D.E.F.,

Vu la circulaire n° 94-16 du 24 Août 1994 relative aux C.O.D.E.F.,

Vu l'article 152 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale instituant les comités régionaux de coordination de l'emploi et de la formation et relatif aux comités départementaux de l'emploi,

Vu les arrêtés des 14 juin et 23 octobre 2000, et du 31 août 2002 fixant la composition de la commission emploi du C.O.D.E.F.,

Vu l'avis de M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

## A R R E T E

**Article 1 :** Les arrêtés préfectoraux susvisés sont abrogés.

**Article 2 :** La commission emploi du comité départemental de l'emploi est composée ainsi qu'il suit :

**1) représentants de l'administration :**

M. le Trésorier Payeur Général

M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Mme le chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

M. le chef de la subdivision de Nancy de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

M. le directeur délégué départemental de l'ANPE

**2) représentants des organisations représentatives de salariés :**

pour la C.G.T. : M. Bernard ADRIAN, titulaire

M. Pierre MOCQUERY, suppléant

pour la C.F.D.T. : M. Philippe FAVEAUX, titulaire

M. Frédéric JACQUE, suppléant

pour la C.F.T.C. : M. Patrick DELGRANDE, titulaire

Mme Caroline TYKOCZINSKI, suppléante

pour la C.G.T. F.O. : M. Daniel PECHE, titulaire

M. Daniel RUSCONI, suppléant

pour la C.F.E.C.G.C. : M. Paul KELLER, titulaire

M. Jean-Noël DUCHENE, suppléant

**3) représentants des organisations représentatives d'employeurs :**

pour l'Union Professionnelle Artisanale :

Mme Ginette CASPAR, titulaire

M. Frédéric DERELLE, suppléant

pour la C.G.P.M.E. 54 : M. Edgard MERIGOT, titulaire

M. Daniel RODER, suppléant

pour la F.D.S.E.A. : M. Gérard RENOARD, titulaire

Mme Sophie VU-CONG, suppléante

pour le M.E.D.E.F.54 : M. Gérard LEOUTRE

M. Jean BOONEN, titulaires

Mlle Fanny FELLER

M. Thierry BLONDEY, suppléants

**Article 3 :** La durée du mandat des membres de la commission emploi du CODE est de 3 ans. Son secrétariat est assuré par les services de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

**Article 4 :** M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié à l'ensemble des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES

ARRETE 2004/DDE/284/CDSR

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, notamment les articles 1 et 4 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

Vu la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 20 août 1825 relative aux enquêtes administratives de commodo et incommodo

Vu la requête en date du 12 octobre 2004 par laquelle le directeur délégué infrastructure de la société nationale des chemins de fer français (région de METZ-NANCY), délégation régionale infrastructure, agissant au nom et pour le compte de réseau ferré de France, demande qu'il soit procédé dans la commune de CHENEVIERES à l'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo sur le projet de suppression définitive du passage à niveau public non gardé n° 22 situé au point kilométrique 398.704 de la ligne de chemin de fer de LUNEVILLE à SAINT DIE, sur le territoire de la commune de CHENEVIERES;

Vu la notice explicative présentée par la SNCF;

Vu le plan des lieux ;

## A R R E T E

**ARTICLE I**

Il sera procédé dans la commune de CHENEVIERES à une enquête de "commodo et incommodo" sur le projet présenté par la société nationale des chemins de fer français, relatif à la suppression du passage à niveau public non gardé n°22, situé au point kilométrique 398.704 de la ligne de chemin de fer de LUNEVILLE à SAINT DIE, sur le territoire de la commune de CHENEVIERES.

**ARTICLE II**

Dès réception du dossier, l'enquête sera annoncée aux habitants dans la forme ordinaire et par voie de publication et d'affiches par les soins de la mairie concernée.

**ARTICLE III**

Le dossier sera déposé à la mairie pendant 15 jours consécutifs du **mardi 18 janvier au mardi 1<sup>er</sup> février 2005** inclus et pourra y être consulté **en mairie de CHENEVIERES**, le mardi de 17h à 19h, le jeudi de 9h à 12h et le samedi de 11h à 12h.

Ce délai de 15 jours ne courra qu'à partir de l'annonce de l'enquête.

**ARTICLE IV**

Monsieur Jacques KREBS domicilié 6 rue Voltaire - 54520 LAXOU, est nommé commissaire enquêteur et recevra les déclarations des habitants sur le projet dont il s'agit - le **mardi 1<sup>er</sup> février 2005 de 17h à 19h** en mairie de CHENEVIERES.

**ARTICLE V**

Le maire de la commune remettra au commissaire enquêteur, avant l'enquête, le certificat constatant l'accomplissement des formalités prescrites à l'article II.

Ce certificat sera annexé au procès-verbal du commissaire-enquêteur.

**ARTICLE VI**

Le commissaire enquêteur mentionnera et certifiera, sur un procès-verbal établi à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites oralement et que les déclarants seront invités à signer.

Il joindra à ce document, en leur donnant un numéro d'ordre, celles qui lui auront été transmises par écrit au cours de l'enquête.

Le procès-verbal devra être complété par l'avis personnel et motivé du commissaire enquêteur, qui visera en outre les pièces du dossier et remettra sous huitaine celui-ci au maire.

**ARTICLE VII**

Le conseil municipal de la commune délibérera le plus tôt possible sur le projet après clôture de l'enquête et, au plus tard, deux mois après la remise du dossier au maire.

Au cas où le conseil municipal n'aurait pas examiné le projet dans ce délai, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

**ARTICLE VIII**

Le maire de la commune transmettra immédiatement à la préfecture après cette délibération, toutes pièces constitutives au dossier de l'enquête.

**ARTICLE IX**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le maire de CHENEVIERES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental de l'équipement;
- Subdivision de l'équipement de LUNEVILLE;
- M. le directeur déléguée infrastructure- direction SNCF METZ-NANCY
- M. Jacques KREBS, commissaire enquêteur;
- M.M la directeur des archives départementales;
- préfecture, DACI./1.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE 2004/DDE/289/CDER****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 50-722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, sous-préfets et secrétaires généraux de préfecture ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livres I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/152/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau routier national (routes bidirectionnelles et à chaussées séparées) du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03/BODE/02 du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19, en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité d'organiser la traversée de la RN 57 par des engins de chantier, dans le cadre des travaux de la ligne LGV, sur le territoire de la commune de CHAMPEY;

A la demande de la subdivision territoriale de l'équipement de PONT A MOUSSON;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

A compter de la date du présent arrêté et jusqu'au 31 juillet 2005, la traversée d'engins de chantier est autorisée sur la RN 57 au PR 3+170, sous les conditions suivantes:

- la vitesse sur la RN 57 est limitée à 70 km/h entre les PR 2+750 et 3+450 et ce dans les deux sens de circulation,
- la traversée doit être perpendiculaire à l'axe de la RN 57,
- un régime de priorité "STOP" est imposé aux véhicules souhaitant traverser la RN 57, les usagers de la RN 57 étant prioritaires.

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par l'entreprise EIFFAGE TP

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le maire de CHAMPEY, Monsieur le général commandant la RMD Nord-Est, Monsieur le directeur des archives départementales et Messieurs les directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Directeur Adjoint,  
D. LOUIS

## OFFICE NATIONAL DES FORETS

ARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER  
COMMUNE DE COLMEY-FLABEUVILLELE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations du Conseil Municipal de la Commune de COLMEY-FLABEUVILLE en date du 16 juillet 2004 demandant l'application du régime forestier à 2 ha 48 a 88 ca ;

VU les procès-verbaux de reconnaissance des Ingénieurs de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE .

## A R R E T E

**Article 1er** : Sont soumises au Régime Forestier les parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignations Cadastreales			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de COLMEY-FLABEUVILLE	A	472	AUX LENOUX	0,1900	COLMEY-FLABEUVILLE
			473	AUX LENOUX	0,1340	
			807	LES DOUARES	0,0122	
			809	BOIS DE LA CROIX	1,7719	
			815	LE BREUIL	0,3807	

**Article 2** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de COLMEY-FLABEUVILLE.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURGARRETE PREFECTORAL RELATIF A UNE AUTORISATION DE SOUMISSION AU REGIME FORESTIER  
COMMUNE DE SAINT-JEAN-LES-LONGUYONLE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code Forestier et notamment les articles L.111-1, L.141-1 et R.141-1 à R.141-8;

VU le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les délibérations du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JEAN-LES-LONGUYON en date du 26 mars 2003 demandant l'application du régime forestier à 1 ha 51 a 50 ca ;

VU les procès-verbaux de reconnaissance des Ingénieurs de l'Office National des Forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au Régime Forestier de leurs bois désignés ci-après ;

VU l'avis favorable du Chef de l'Agence de Meurthe et Moselle Nord de l'Office National des Forêts ;

VU le plan des lieux

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE .

## A R R E T E

**Article 1er** : Est soumise au Régime Forestier la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après :

Département	Personne morale propriétaire	Désignations Cadastreales			Contenance (ha)	Territoire Communal
		Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
MEURTHE et MOSELLE	Commune de SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	ZA	62 C	AU POTEAU	1,5150	SAINT-JEAN-LES-LONGUYON

**Article 2** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de l'Agence de MEURTHE et MOSELLE Nord de l'Office National des Forêts à NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE et dont ampliation sera adressée à :

\* Monsieur le Maire de la Commune de SAINT-JEAN-LES-LONGUYON.

NANCY, le 26 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## MATERNITE REGIONALE "A. PINARD" DE NANCY

## DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVE A LA PHARMACIE

M. Bruno CARRIERE,

Directeur du Centre Hospitalier Spécialisé Maternité Régionale de NANCY,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2002 nommant M. Bruno CARRIERE directeur de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2000 nommant Mlle Monique LUX chef de service de la pharmacie de la Maternité Régionale de NANCY,

D E C I D E

**ARTICLE 1 :**

Délégation permanente est donnée à Mlle LUX, praticien hospitalier, chef de service de la pharmacie, de l'établissement pour signer en mon nom et place :

- toutes pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux ;
- les documents relatifs à une consultation, une mise en concurrence préalable à la conclusion d'un marché public à l'exclusion du rapport de la personne responsable du marché et de l'acte d'engagement.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'empêchement ou d'absence conjoint de M. CARRIERE, directeur d'établissement, et de Mlle LUX, praticien hospitalier, chef de service, subdélégation est donnée à :

- Mlle PIERRAT, Pharmacien assistant spécialiste
- Mlle VIDAL, Pharmacien assistant spécialiste

pour viser toutes les pièces administratives relatives à une commande, un engagement de dépenses et à une liquidation dans les domaines des spécialités pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

**ARTICLE 3 :**

Les bons de commande et actes d'engagement visés aux articles 1 et 2 de la présente décision sont déterminés en annexe 1.

**ARTICLE 4 :**

Chaque délégataire doit s'assurer de la légalité de chacun des actes administratifs et documents qu'il vise en application de cette décision.

Fait à NANCY, le 2 décembre 2004, en cinq exemplaires originaux

Le Directeur,  
Bruno CARRIERE

## ANNEXE 1 : Liste des comptes budgétaires

60211	SPECIALITES PHARMACEUTIQUES AVEC AMM
602151	PRODUITS SANGUINS LABILES
602152	PRODUITS SANGUINS STABLES
60216	FLUIDES ET GAZ MEDICAUX
60217	PRODUITS DE BASE
60218	AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES
60221	LIGATURES ET SONDES
60222	PETIT MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL NON STERILE
60223	MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL A USAGE UNIQUE STERILE
60227	PANSEMENTS
602281	AUTRES FOURNITURES MEDICALES
602431	GAZ DE LABORATOIRES
602432	GAZ INDUSTRIELS
611182	CENTRALE GAZ MEDICAUX

## AVIS DE CONCOURS

DECISION D'OUVERTURE D'UN CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT DE QUATRE KINESITHERAPEUTES  
AU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance de 4 postes de kinésithérapeute diffusé le 30 août 2004 non pourvue par des candidats à la mutation,

D E C I D E

**Article 1 :** Un concours sur titres est ouvert à partir du 10 janvier 2005 au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir **4** postes vacants de kinésithérapeute.**Article 2 :** Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat de masseur kinésithérapeute ou d'un titre admis comme équivalent, âgés de 45 ans au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

\* Cette limite d'âge est reculée ou supprimée dans les conditions prévues (par les textes en vigueur).

**Article 3 :** Les candidatures doivent parvenir **au plus tard le 5 janvier 2005** au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme de masseur kinésithérapeute,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions, (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines)
- un curriculum vitae.

**Article 4 :** Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

VERDUN, le 8 décembre 2004

Le Directeur,  
C. WINGERT

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1373
SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION .....	1373
BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT.....	1373
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.48 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1373
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.49 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET .....	1374
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.50 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. GEORGES AMBROISE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY .....	1375
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.51 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. ERIC MAIRE, SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE .....	1378
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.52 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME CORINNE CHAUVIN, SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL .....	1380
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.53 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME CHRISTINE BITTEL, ATTACHE PRINCIPAL, CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION.....	1382
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.54 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE DURAND, ATTACHE PRINCIPAL, CHEF DU BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET.....	1384
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.55 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MOHAND AZZI, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1385
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.56 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES .....	1386
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.57 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SABLAYROLLES, DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES .....	1388
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.58 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PAUL MICHELET, DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	1389
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.59 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER, DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT .....	1390
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.60 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE BAILLET, DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS.....	1392
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.61 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. BARROY, DIRECTEUR REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE .....	1392
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.62 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL RENUIT, DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST .....	1393
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.63 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN BRUNET, TRESORIER PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1394
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.64 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DIDIER CAUVILLE, DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST.....	1394
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.65 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT .....	1396
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.66 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX.....	1405
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.67 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN JEANNOT, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES.....	1406
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.68 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	1407
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.69 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME MARCHAL-N' GUYEN, DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	1409
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.70 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE MICHEL, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES .....	1412
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.71 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-PAUL JOLY, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	1413
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.72 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. RAYMOND AUBRY, DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS .....	1414
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.73 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE, INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	1415
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.74 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. LORENZO DIEZ, CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1415
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.75 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME YVETTE VOGLIMACCI, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE .....	1416
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.76 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE.....	1417
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.77 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES .....	1419

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.78 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES BOULANGER, DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE.....	1419
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.79 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	1420
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.80 ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS.....	1420
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.81 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE SAY, DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1420
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.82 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE LASSAUCE, DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE LA S.A.N.E.F.....	1421
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.83 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PRESTREAU, CONSERVATEUR REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE DE LORRAINE.....	1422
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.84 ACCORDANT DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE.....	1422
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.85 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES.....	1423
ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.86 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE AU COLONEL GUY CAZENAVE-LACROUTZ, COMMANDANT DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE.....	1424
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MME VERONIQUE CHERON, PREMIERE PRESIDENTE DE LA COUR D'APPEL DE NANCY, ET M. GILLES LUCAZEAU, PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE NANCY.....	1425
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. GERARD DECLUNDER, DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT DE SOUTIEN OPERATIONNEL ET LOGISTIQUE DE LA SECURITE CIVILE DE L'EST (E.S.O.L.).....	1425
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1426
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. DANIEL KIEFER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1427
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES.....	1427
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. JEAN-YVES MAY, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1428
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. DOMINIQUE SIMON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1429
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1429
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. L'INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE.....	1430
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	1431
DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE.....	1432
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT.....	1433
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1434
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	1435
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES.....	1436
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX.....	1437
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE ET MOSELLE.....	1438
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES.....	1439
DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES.....	1440

# **PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

## **SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION**

### **BUREAU DE L'ORGANISATION DECONCENTREE DE L'ETAT**

#### **ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.48**

#### **ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC BURG, SOUS-PREFET, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

#### **LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges AMBROISE sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 23 août 2003 nommant Mme Corinne Chauvin sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Marc Burg, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Burg, la délégation définie à l'article 1 du présent arrêté est donnée à Mme Corinne Chauvin, sous-préfet de l'arrondissement de Toul et à M. Georges Ambroise, sous-préfet de l'arrondissement de Briey.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Marc BURG, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.21 du 21 juin 2004 est abrogé.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Ambroise, sous-préfet de Briey, à Mme Chauvin, sous-préfet de Toul, à M. Daziano, directeur du cabinet, ainsi qu'à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.49 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. SEBASTIEN DAZIANO, SOUS-PREFET, DIRECTEUR DU CABINET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 6 juin 2003 nommant M. Sébastien Daziano, administrateur civil de 2<sup>ème</sup> classe, en qualité de sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 3 juin 2004 nommant M. Marc Burg secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

##### BUREAU DU CABINET

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, à la conférence départementale de prévention, à la commission pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté (COPEC), au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, aux élections, distinctions honorifiques et aux transports de fonds

##### BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

##### SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises

b) Les Arrêtés d'hospitalisation d'office, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants du préfet et du secrétaire général de la préfecture

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Sébastien Daziano, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet (Chapitre 37-30 article 20-paragraphes 11-20, 12-20, 15-11, 15-21, 19-12, 19-21, 25-12, 28-50, 33-22, 34-22, 34-32, et 34-42) et au titre du centre de responsabilité budgétaire des services du cabinet, chapitre 37-30 - article 20 paragraphes 14-10, 19-20, 19-30, 24-20, 24-35, 25-10, 25-20, 25-30, 27-10, 41-00, 43-00, 44-10, 44-20, 47-00, 48-00, 49-00, 66-20 et 99-10.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien Daziano, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Marc Burg, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 4** : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être exercés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

##### BUREAU DU CABINET

- M. Yann Negro, chef du bureau du cabinet

- M. Jean-François Goujon-Fischer, attaché de préfecture, adjoint au chef du bureau du cabinet

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mme Valérie Scholl, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Mme Geneviève Laskowski, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

##### BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- M. Daniel Pucelle, attaché de préfecture, chef de bureau

- Mlle Béatrice Mougél, attaché de préfecture, adjointe au chef de bureau

##### SERVICE INTERMINISTRIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Mme Françoise Reposeur, Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

- M. Olivier Muller, attaché de préfecture, adjoint au chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif de classe normale, à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative.



En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Reposeur, chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile :

- M. Olivier Muller, attaché, adjoint du chef de bureau du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. Francis Bosc-Cabrol, secrétaire administratif,
- Mme Christiane Balle, secrétaire administrative.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Sébastien Daziano, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière,
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,
- les arrêtés fixant le pays de renvoi.

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet :

- a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire
- b) les correspondances adressées :
  - 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires,
  - 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 7** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.02 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Sébastien Daziano, directeur du cabinet, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.50**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. GEORGES AMBROISE,**  
**SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi n° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 14 mai 2003 nommant M. Georges Ambroise en qualité de sous-préfet de Briey ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
- 6) Police funéraire :
  - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
  - autorisation de transport de corps en territoire étranger
- 7) Professions et activités réglementées :
  - agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
  - autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
  - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
  - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

## **II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

- 1) cartes nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)
- 2) passeports
- 3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)

## **III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Briey
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

## **IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

- 1) Affaires électorales
  - créations ou suppressions de bureaux de vote
  - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
  - fixation des dates limites :
    - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
    - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
    - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
    - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
- 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
- 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Briey
- 4) Limites territoriales :
  - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
  - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
- 5) Intercommunalité :
  - création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
  - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
  - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
  - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
  - acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
- 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
- 7) Divers
  - délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
  - délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992

## **V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

## **VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

- 1) enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

## **VII - ENVIRONNEMENT**

### **Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)

- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equiperment des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État - Région

#### **IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Briey pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Briey pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mmes Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet, au titre des dépenses de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30) pour les paragraphes (11-20, 12-20, 12-50, 15-11, 19-12, 19-21, 25-13, 27-10, 28-10, 28-50, 33-12, 33-22, 33-32, 34-22, 34-32, 34-42) dont il assure la responsabilité de gestion.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Georges Ambroise, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

délivrance des primata et duplicata :

- . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- . de permis étrangers dont la conversion est possible
- . de permis internationaux

délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Georges Ambroise, sous-préfet de Briey sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet de Briey, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er, paragraphe I alinéas 3, 4, 5, 6 et 7 ; paragraphes II, III, paragraphe IV alinéa 6, paragraphe V alinéas 2, 5 et 6, paragraphes VI, VII, VIII, IX et X, à l'exception de la présidence des commissions de surendettement.

Délégation de signature permanente est également donnée à M. Jean-Marie Citerlé pour signer :

- les ampliations des arrêtés,
- tous documents relatifs aux matières énumérées aux articles 3 et 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie Citerlé, secrétaire général de la sous-préfecture de Briey, délégation de signature est donnée à Mmes Annie Lavaux et Elena Brizon, attachées à l'effet de signer les matières déléguées à M. Jean-Marie Citerlé.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Ambroise, sous-préfet, les fonctions de sous-préfet de Briey seront exercées par M. Marc Burg, secrétaire général de la préfecture.

**ARTICLE 9 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.03 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de Briey sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Briey et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.51  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. ERIC MAIRE,  
SOUS-PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE LUNEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 août 2004 nommant M. Éric Maire, administrateur civil, nommé en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Éric Maire, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE**

**1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements**

**3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L. 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi n° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS**

**1) Cartes nationales d'identité** (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)

**2) Passeports**

**3) Associations** (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Lunéville
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

**2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints**

**3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville**

**4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

**5) Intercommunalité :**

- création et dissolution des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

**6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs****7) Divers**

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

- 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
- 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
- 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
  - signature des recours gracieux et lettres d'observation
  - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
- 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :
  - saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
  - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
- 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
- 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

**VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

- 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
- 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
- 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

**VII - ENVIRONNEMENT****Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

**VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS**

- accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
  - des fonds structurels européens
  - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

**IX - ADMINISTRATION GENERALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
  - 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
  - 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
  - 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
  - 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

**X - SOCIAL**

- 1) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à M. Éric Maire, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Lunéville pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Lunéville pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Éric Maire, sous-préfet, cette présidence est assurée par M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard Frériers, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à M. Éric Maire, sous-préfet, au titre des dépenses relevant des centres de responsabilité (résidence et services administratifs) dont il a la charge.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à M. Éric Maire, sous-préfet, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- délivrance des primata et duplicata :
  - . de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
  - . de permis étrangers dont la conversion est possible
  - . de permis internationaux

- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentricrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Binsinger, secrétaire général de la sous-préfecture de Lunéville, délégation de signature est donnée à M. Bernard Frégiers, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise Simon, secrétaire administrative de classe normale.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric Maire, sous-préfet de Lunéville, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville seront exercées par Mme Corinne Chauvin, sous-préfète de l'arrondissement de Toul.

**ARTICLE 9 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.04 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Lunéville et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.52  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME CORINNE CHAUVIN,  
SOUS-PREFETE DE L'ARRONDISSEMENT DE TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 25 III de la loi N° 99-553 du 25 juin 1999, relatif à l'action du sous-préfet d'arrondissement ;

VU le décret N° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 28 août 2003 nommant Mme Corinne CHAUVIN, en qualité de sous-préfète de l'arrondissement de Toul ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de l'arrondissement de Toul dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE**

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visas des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

5) Manifestations sportives sur la voie publique :

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)

- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)

- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap

## 6) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

## 7) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers (loi du 12 avril 1892)
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (loi N° 96-603 du 5 juillet 1996)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS**

## 1) Carte nationales d'identité

## 2) Passeports, visas et laissez-passer

## 3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)

**III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- constitution et fonctionnement d'une commission de retrait des permis de conduire pour l'arrondissement de Toul
- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**

## 1) Affaires électorales

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

## 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

## 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul

## 4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

## 5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

## 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

## 7) Divers

- délivrance des dérogations concernant les tarifs des cantines scolaires et de la demi-pension pour les élèves de l'enseignement public, en application de l'article 2 du décret N° 87-654 du 11 août 1987
- délivrance des dérogations quant à l'application d'un forfait de facturation d'eau, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992

**V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF**

## 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

## 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

## 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

## 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

## 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

## 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par la loi du 21 juin 1865 et ses textes d'application.

**VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME**

## 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

## 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

## 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

**VII - ENVIRONNEMENT****Police des forêts**

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes

- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article 7 du décret N° 73-349 du 12 mai 1973 relatif au mode de vente des coupes et des produits des coupes de bois et forêts soumises au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application de l'article 8 du décret N° 61-602 du 13 juin 1961 modifié par le décret N° 83-69 du 2 février 1983)

#### **VIII - SUBVENTIONS D'ETAT:**

"accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Equipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

#### **IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
- 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
- 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
- 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

#### **X - SOCIAL**

- 1) Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

**ARTICLE 2 :** Délégation est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Jean-Louis BIOU, secrétaire général de la sous-préfecture de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative à la sous-préfecture de TOUL.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfet de l'arrondissement de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (chapitre 37-30 article 20) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont elle a la responsabilité.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

\* délivrance des primata et duplicata :

- de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
- de permis étrangers dont la conversion est possible
- de permis internationaux

\* délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés de reconduite à la frontière
- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les décisions de maintien d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire
- les arrêtés fixant le pays de renvoi

**ARTICLE 6 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général.

**ARTICLE 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis Biou, secrétaire général de la sous-préfecture de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet de Toul, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Biou, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie Zander, secrétaire administrative de classe supérieure.

**ARTICLE 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul seront exercées par M. Eric MAIRE, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville.

**ARTICLE 9 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.05 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de l'arrondissement de Toul sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ainsi qu'à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.53  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME CHRISTINE BITTEL,  
ATTACHE PRINCIPAL, CHEF DU SERVICE DE L'ORGANISATION ET DE LA MODERNISATION

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions



VU la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipements des services placés sous leur autorité ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 15 mai 2001 nommant Mlle Christine Bittel, attaché principal, à compter du 1er janvier 2001 ;

VU la décision préfectorale du 26 juin 2002 nommant Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation à compter du 1er septembre 2002 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mlle Christine Bittel, attaché principal, à l'effet de signer :

**1) Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat (BODE) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

a) l'organisation des services de l'État dans le département et la mise en œuvre des actions communes (articles 25 à 29 du décret 2004-374 du 29 avril 2004)

b) les relations générales entre le préfet et les chefs de services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat :

- délégations de signature (article 43 du décret susvisé),
- préparation, secrétariat et suivi des réunions du collège des chefs de services (articles 40 et 41 du décret susvisé),

c) le fonds pour la réforme de l'État (F.R.E.)

d) le fonds interministériel d'accessibilité aux personnes handicapées (F.I.A.H.)

e) la commission départementale de présence postale territoriale

f) la commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics

g) les affaires immobilières inter services :

- « schéma départemental des implantations des services de l'Etat » (article 42-I du décret susvisé),
- opérations immobilières (articles 19, 42 II)
- « cité administrative » (article 43-III).

h) en ce qui concerne spécifiquement la préfecture :

- organigramme de la préfecture et des sous-préfectures,
- courrier : tri, préparation du courrier réservé,
- documentation et mise en place d'un centre de documentation,
- pré-archivage et archivage.
- pôle de compétence immobilière

i) tous documents et pièces comptables se rapportant aux frais postaux (Chapitre 37-30 article 20 § 21).

- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'État.

**2) Bureau de la formation et de la modernisation (BFM) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

a) la formation du personnel titulaire et contractuel affecté à la préfecture et dans les sous-préfectures, l'élaboration et la mise en œuvre du plan local de formation, les relations avec la sous-direction du recrutement et de la formation et la délégation interrégionale à la formation,

b) la communication interne aux services préfectoraux,

c) le pré-accueil des citoyens à la préfecture,

d) la coordination, sous l'autorité du secrétaire général et la responsabilité du chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, des différentes actions de modernisation de la préfecture et notamment :

- plan pluriannuel des préfectures,
  - directive nationale d'orientation des préfectures,
  - charte de l'amélioration de l'accueil des usagers de la préfecture,
  - projet de restructuration immobilière.
- e) en matière de formation, toutes pièces comptables et états de liquidation des frais s'y rapportant (chapitre 37-30 - article 20 § 22 et 98) et en particulier :
- titres de transport et réservations d'hôtels destinés aux participants aux stages de formation,
  - visas obligatoires de l'animatrice de formation sur les fiches d'inscription aux stages et convocations.

**3) Service départemental d'action sociale (SDAS) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision,

- les actes et documents correspondant à une décision d'autorité dans les matières suivantes :

a) la gestion de l'action sociale du Ministère de l'Intérieur ordonnancement secondaire,

b) le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale.

**4) Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine (BLIP) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision pour les attributions suivantes :

a) le service intérieur :

- maintenance technique des installations,
  - entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts,
- b) l'imprimerie,

c) la gestion et la maintenance du patrimoine : (acquisitions, travaux, maintenance) :

- tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau du budget assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30 article 20 § 12.4, 12.5, 14.2, 15.4, 15.5, 19, 24, 33.2 et 33.3).

**5) Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision dans les matières suivantes :

a) permanence des liaisons gouvernementales

b) analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT)

c) gestion technique des matériels et des réseaux

d) cartographie et multimédia, assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels

e) standard

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à Mlle Christine Bittel, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services ainsi que les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30 - article 20 - § 12, 14, 15.3, 21, 22, 25.10, 27.1, 27.2, 33.2, 33.3, 91, 94, 95, 96, 97, 98 et 99.10).

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est donnée à M. Lionel Thiébaut, chef du Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication, à l'effet de signer les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale (chapitre 37-30, article 20 - § 12.3, 15.3, 27.1, 27.2, 91, 94, 95, 96 et 97).

**ARTICLE 4** : Les délégations visées à l'article 1 ci-dessus peuvent également être exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents désignés ci-après.

Bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat :

\* Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau.

Bureau de la formation et de la modernisation :

\* Mlle Jacqueline Thouvenin, attaché principal de 2<sup>ème</sup> classe, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée en matière de formation à Mme Muriel Feuillat, secrétaire administrative, animatrice de formation.

Service départemental d'action sociale :

\* M. Hervé Froment, secrétaire administratif de classe normale, chef du service départemental d'action sociale.

Bureau de la logistique, de l'immobilier et du patrimoine :

\* M. Claude Charpentier, contrôleur des services techniques, chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée à :

\* M. Denis Lapointe, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne la signature des bons de commande de petits équipements et pour des sommes ne dépassant pas 700 €.

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

\* M. Lionel Thiébaut, inspecteur des Systèmes d'Information et de Communication, chef du service.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Christine Bittel, délégation de signature est donnée à Mlle Jacqueline Thouvenin, chef du bureau de la formation et de la modernisation, à l'effet de signer les affaires visées aux articles 1 et 2 du présent arrêté à l'exception de l'article 1-5<sup>ème</sup>, et à M. Lionel Thiébaut, chef du service départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1 - 5<sup>ème</sup>.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Thouvenin, la délégation est dans les mêmes conditions donnée à Mme Evelyne Freidinger, attaché, chef du bureau de l'organisation déconcentrée de l'Etat.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lionel Thiébaut, délégation de signature est donnée à M. Pierre Camaille, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 3.

**ARTICLE 7** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 8** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 9** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.06 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 10** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Christine Bittel, attaché principal, chef du Service de l'Organisation et de la Modernisation, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.54  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE DURAND,  
ATTACHE PRINCIPAL, CHEF DU BUREAU DU PERSONNEL ET DU BUDGET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipements des services placés sous leur autorité ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 29 juillet 1993 nommant Mme Hélène Durand, attaché principal, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1992 ;

VU la décision préfectorale du 26 juin 2002 nommant Mme Hélène Durand, chef du bureau du personnel et du budget à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03.BODE.18 du 27 août 2003 accordant délégation de signature à Mme Hélène Durand, chef du bureau du personnel et du budget ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mme Hélène Durand, attaché principal, Chef du bureau du personnel et du budget, à l'effet de signer :

a) tous actes et documents n'entraînant ni avis ni décision ;

b) les actes et documents constituant une décision pour les attributions relevant du bureau du personnel et du budget :

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives,
  - les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires,
  - le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité,
  - l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel,
  - la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération).
- c) les procès-verbaux des décisions prises en commission de réforme départementale des fonctionnaires de l'État ;

- d) les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de rémunération et de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau du personnel et du budget assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30 du Ministère de l'Intérieur) ;
- e) le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de responsabilité) ;
- f) la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène Durand, délégation de signature est donnée à Mlle Anne Pierre, attaché adjoint au chef du bureau du personnel et du budget, chargée du budget, à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1.

En cas d'absence simultanée de Mme Hélène Durand et de Mlle Anne Pierre, délégation de signature est donnée à Mme Jeannine Boff, secrétaire administrative de classe supérieure à l'effet de signer les affaires visées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances destinées aux collectivités territoriales et qui revêtent une importance particulière doivent être adressées sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.37 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hélène Durand, attaché principal, chef du bureau du personnel et du budget, à charge pour elle d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.55**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MOHAND AZZI,**  
**DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 02-508 du 9 juillet 2002 du ministre de l'intérieur nommant M. Mohand Azzi en qualité de chef de service administratif à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2002 nommant M. Mohand Azzi, en qualité de chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de signer dans la limite des attributions de la direction :

1) Tous documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant du service.

2) Tous actes, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

\* du contrôle des arrêtés municipaux,

\* des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires,

\* des recours devant les juridictions administratives,

\* des autorisations de création ou de suppression de bureaux de vote,

\* des arrêtés relatifs à l'organisation des élections,

\* des arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à l'effet de :

- signer les ampliations des documents relevant de ses attributions,

- désigner les délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy de moins de 10 000 habitants.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Mohand Azzi à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction de la réglementation et des libertés publiques assure la responsabilité de gestion (article 37-30, article 20 paragraphes ...14-10, 19-21, 24-30, 24-31, 24-32, 24-33, 24-34, 24-35, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10) pour les dépenses inférieures à 10 000 €.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mohand Azzi, la délégation de signature définie aux articles 1, 2 et 3 sera exercée par :

- pour le bureau des élections et des associations (DRLP/1) par M. Pascal Seyller, chef de bureau,

- pour le bureau de la réglementation générale et des polices administratives (DRLP/2) par M. Jean-Pierre Devidet, chef de bureau,

- pour le bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité (DRLP/3) par Mme Brigitte Dédisse, chef de bureau ou, en l'absence de cette dernière, par Melle Sandrine Hézelot, adjointe au chef du bureau,

- pour le bureau de la circulation et de la sécurité routière (DRLP/4) par M. Jean-Marc Kieffer, chef de bureau.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi et du chef de bureau ou adjoint au chef de bureau compétent, la délégation définie à l'article 1, alinéa 1er et à l'article 2 sera exercée par :

- M. Alex Bailly et Mme Odile Sbuttoni, secrétaires administratifs, en ce qui concerne les attributions du bureau des élections et des associations ;

- Mme Marie-Catherine Toussaint et Mlle Yolande Vaudin, secrétaires administratifs de classe supérieure, M. Serge Marceron, secrétaire administratif, pour les matières relevant du bureau de la réglementation générale et des polices administratives ;

- Mme Edith Charriau-Coron, attachée, Mmes Sylvie Klein et Yvette Gaertner, secrétaires administratifs de classe supérieure, M. Francis Piekarski, M. Renaud Planat, M. Franck Ménégatti et M. David André, secrétaires administratifs, pour les matières relevant du bureau des étrangers, de l'immigration et de la nationalité ;

- Mme Marie-Françoise Klouse ou M. Olivier Ronjat, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, pour les matières relevant du bureau de la circulation et de la sécurité routière.

**ARTICLE 6** : Sous le contrôle et l'autorité de M. Mohand Azzi et de Mme Brigitte Dedisse, délégation de signature est donnée à Mlle Bilot Sylviane, Mmes Vigneron Christine, Claudin-Vincent Catherine, Stender Gerhilt, Dijeau Lorino Monique, Mlles Roy Gwenaëlle, Schoni Cristelle, adjoints administratifs et Mmes Richard Sylviane, Herry Thérèse, adjoints administratifs principaux et également à MM. Elophe Fabrice, Guillemain Bruno, adjoints administratifs et Guien Robert, adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe pour les actes suivants :

- cartes de séjour temporaires valables un an
- récépissés
- autorisations provisoires de séjour sauf celles accordées à titre humanitaire et dérogatoire
- demandes de contrôles médicaux
- convocations
- bordereaux d'envoi
- envoi par télécopies de documents ne comportant ni avis ni décision

**ARTICLE 7** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Mohand Azzi, de M. Kieffer, de M. Olivier Ronjat et de Mme Marie-Françoise Klouse, délégation de signature est donnée à M. Michel Perney, agent administratif pour les matières relevant de la section des cartes grises et à Mme Danielle Collotte, adjoint administratif pour les matières relevant de la section des permis de conduire.

**ARTICLE 8** : La commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées de l'arrondissement de Nancy et la commission de sécurité de l'arrondissement de Nancy sont présidées par M. le secrétaire général ou par M. le sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'un et de l'autre, délégation est donnée à M. Mohand Azzi pour présider les dites commissions.

**ARTICLE 9** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 10** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 11** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.08 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mohand Azzi, chef de service administratif, directeur de la réglementation et des libertés publiques, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché en préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant 15 jours et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.56**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. FRANCIS GIROUX,**  
**DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'intérieur n° 511A en date du 2 août 2000 affectant M. Francis Giroux en qualité de directeur de préfecture dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2000 ;

VU l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant M. Francis Giroux directeur des services de préfecture

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer :

**I - POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION**

- tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- \* la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- \* les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- \* les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- \* les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- \* les visas des pièces annexées aux arrêtés d'enquêtes publiques.

**II - POUR LE BUREAU DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DE L'ACTION ÉCONOMIQUE (D.A.C.I./1)**

- les décisions concernant la recevabilité des dossiers soumis à la C.D.E.C,
- les décisions d'utilisation des autorisations de programme,
- les décisions concernant la vente des coupes de bois,
- les arrêtés de classement des meublés du tourisme,
- les décisions concernant les ventes en liquidation et au déballage en application des dispositions de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 et du décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996,

- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**III - POUR LE BUREAU DE LA PROGRAMMATION ET DES FONDS EUROPEENS (D.A.C.I./2)**

- les accusés de réception des demandes de subvention,
- les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes

**IV - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ÉTAT (D.A.C.I./3)**

- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les contrats dont le montant est inférieur au seuil prévu par le code des marchés publics,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les documents de liaison de la paye des agents de la préfecture et des sous-préfectures (décision N° 65-845 du 4 octobre 1965).
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée (seuil inférieur à 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux), à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre.
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés (au dessus du seuil de 150 000 € H.T. pour les fournitures et services et 230 000 € H.T. pour les travaux) et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix).

**V - POUR LE BUREAU DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA VILLE (D.A.C.I./4)**

- les décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté,
- les arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants de rapatriés,
- les indemnités pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives,
- les arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés,
- les notifications d'attributions ou de refus de ces rentes et de ces aides,
- les agréments des maîtres d'apprentissage.

**VI - POUR LE BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT (D.A.C.I./5)**

- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau,
- les autorisations d'importation de déchets étrangers,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les arrêtés portant dérogation à l'assainissement non collectif,
- les arrêtés autorisant la création ou l'exploitation des piscicultures,
- les arrêtés autorisant l'ouverture d'établissements d'élevage ou de vente d'animaux d'espèces non domestiques,
- les certificats de capacité pour exercer l'élevage, l'entretien, la vente ou le transit d'animaux d'espèces non domestiques,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant des attributions visées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Francis Giroux à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des actions interministérielles assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10).

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Giroux, la délégation visée aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus est exercée par Mme Annie Lebel, attaché principal ou par Mme Françoise Gabrion, attaché.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis Giroux, de Mme Annie Lebel et de Mme Françoise Gabrion, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus, seront exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

**Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Guy-Michel Durivaux, attaché, chef du bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique,
- \* M. Patrice Petit, attaché,
- \* Mme Dorine Grave, attaché,
- \* Mme Laurence Piekarski, attaché,
- \* Mlle Thérèse Brun, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Monique Colire, attaché, chef du bureau de la programmation et des fonds européens,
- \* Mme Frédérique Bello-Lapanne, attaché,
- \* Mme Christine Seibt, attaché.

**Bureau des Finances de l'Etat**

- \* M. Gérard Dalstein, attaché, chef du bureau des finances de l'Etat ou, en son absence,
- \* Mme Danièle Guizot, secrétaire administrative de classe normale,
- \* Mme Favre Dominique, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mlle Dominique Cratelet, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

**Bureau de l'environnement**

- \* Mlle Anne Roussel, attaché,
- \* Mme Evelyne Gauvain, attaché,

**ARTICLE 6** : Dans la limite de la délégation consentie à M. Francis Giroux et en cas d'absence simultanée ou d'empêchement de celui-ci ainsi que de Mme Annie Lebel, de M. Guy-Michel Durivaux et du chef de bureau compétent ainsi que de leurs adjoints directs ayant reçu délégation en application de l'article 4 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux autres chefs de bureau de la direction :

- M. Guy-Michel Durivaux,
- Mme Monique Colire,
- M. Gérard Dalstein.

**ARTICLE 7** : En cas d'absence simultanée de M. Francis Giroux, de Mme Annie Lebel, de Mme Françoise Gabrion ainsi que des chefs de bureau et de leurs collaborateurs ayant reçu délégation de signature en application de l'article 5 du présent arrêté, délégation de signature est donnée aux agents énumérés ci-après à l'effet de signer les ampliations d'arrêtés préfectoraux, les bordereaux de transmission et les bordereaux de télécopies pour ce qui relève de leurs attributions respectives :

**Bureau de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'action économique**

- \* M. Faride Fellague,
- \* Mme Marilynne Ambs,
- \* Mme Michèle Muchielli,
- \* Mme Cécile Cuny.

**Bureau de la programmation et des fonds européens**

- \* Mme Michèle Wiss,
- \* Mlle Françoise Chaudron,
- \* Mme Martine Gillet,
- \* M. Stéphane Blaise,
- \* Mme Marie-Claire Got.

**Bureau des Finances de l'Etat**

- \* Mme Corinne Smalcerz,
- \* Mme Bernadette Dederichs,
- \* Mme Evelyne Feeser,
- \* M. Roger Stephant.

**Bureau de l'emploi, de la solidarité et de la ville**

- \* Mme Dominique Demangeon,
- \* M. Frédéric Demangeon,
- \* Mme Gisèle Mansuy,
- \* Mlle Virginie Andrews,
- \* M. Angelo Curto,

**Bureau de l'environnement**

- \* M. Gérard Bernardin,
- \* Mme Christine Debaize,
- \* M. Driss Daghmous,
- \* Mme Patricia Rome,
- \* Mlle Chantal Moitrot,
- \* Mlle Dominique Salas,
- \* Mlle Amandine Sutter,
- \* Mlle Stéphanie Renard,
- \* Mlle Laurence Lamesle.

**ARTICLE 8** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :  
1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,  
2°) aux ministres,  
3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,
- 7°) aux maires.

**ARTICLE 9** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 10** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.01 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 11** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Francis Giroux, directeur des actions interministérielles, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.57****ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SABLAYROLLES,  
DIRECTEUR DES SERVICES DE PREFECTURE, DIRECTEUR DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 03/0485 du 23 juin 2003 du ministre de l'intérieur portant mutation de M. Jacques SABLAYROLLES à un poste vacant de directeur à la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2003 nommant M. Jacques SABLAYROLLES, sur le poste de directeur des relations avec les collectivités locales ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des services de préfecture, directeur des relations avec les collectivités locales, dans la limite des attributions de ce service, à l'exception :

- des circulaires aux maires,
- des arrêtés de modification des limites territoriales des communes,
- des arrêtés portant création, modification ou dissolution des établissements publics de coopération intercommunale,
- des lettres d'observation et de recours gracieux,
- des déférés devant les juridictions administratives
- des saisines de la chambre régionale des comptes
- des arrêtés de règlement d'office des budgets,
- des arrêtés d'inscription et de mandatement d'office des dépenses obligatoires

- des arrêtés de versement des dotations de l'Etat à l'exception de ceux relatifs à l'attribution du Fonds de compensation pour la T.V.A..
- Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, à l'effet de signer :
- les ampliements dans la limite des attributions de son service,
  - les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite des enquêtes commodo et incommodo prescrites en vue de modifier les limites territoriales entre communes.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, la délégation de signature définie à l'article 1 est donnée à :

- M. Gérard GEISSLER, attaché, chef du bureau du conseil aux élus, du contrôle de la légalité et de la coopération intercommunale .
- Mme Danièle VALCK, attaché, chef du bureau du contrôle budgétaire et des concours financiers de l'Etat .

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SABLAYROLLES à l'effet de signer tous les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont la direction des relations avec les collectivités locales assure la responsabilité de gestion (chapitre 37-30, article 20 paragraphes 14-10, 19-21, 25-10, 27-10, 28-70 et 99-10).

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence simultanée de M. Jacques SABLAYROLLES et de M. Gérard GEISSLER, délégation est donnée à Mme Danièle VALCK, dans la limite des attributions de M. SABLAYROLLES.

En cas d'absence simultanée de M. Jacques SABLAYROLLES et de Mme Danièle VALCK, délégation est donnée à M. Gérard GEISSLER, dans la limite des attributions de M. Jacques SABLAYROLLES.

**ARTICLE 5 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1. à la Présidence de la République
2. aux ministres
3. aux parlementaires
4. au préfet de région
5. au président du conseil régional
6. au président du conseil général
7. au président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.07 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur des relations avec les collectivités locales, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté. Le présent arrêté sera affiché pendant 15 jours en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.58**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PAUL MICHELET,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de la faune et la flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;

VU le règlement (CE) n° 939/97 de la Commission du 26 mai 1997 portant modalités d'application du règlement du Conseil du 9 décembre 1996 susvisé ;

VU le code de l'Environnement, notamment l'article L.412-1 ;

VU le Code Rural, notamment ses articles R 212-1 à R.212-7 ;

VU la loi n° 77-1423 du 27 décembre 1977 autorisant l'approbation de la

convention sur le commerce international des espèces de la flore et la faune sauvages menacées d'extinction ;

VU la loi n° 88-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 78-959 du 30 Août 1978 modifié portant publication de la convention sur le commerce international des espèces de la flore et la faune sauvages menacées d'extinction ;

VU le décret n° 91-1139 du 4 novembre 1991 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

VU le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du Conseil européen et (CE) n°939/97 de la commission européenne ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 nommant M. Paul MICHELET directeur régional de l'environnement de Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 2000 relatif à la procédure d'agrément des institutions scientifiques dans le cadre des échanges internationaux de spécimens d'espèces relevant de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES).

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation est donnée à M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions relatives aux documents CITES (Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction et des règlements C E 338/97 du conseil européen et C E 939/97 de la Commission européenne).

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul MICHELET, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par Mme Catherine LHOE, adjointe au directeur.

**ARTICLE 3 :** La délégation de signature conférée à M. Paul MICHELET à l'article 1<sup>er</sup> est également exercée dans le cadre de leurs attributions respectives par :

- Mme Catherine LHOE, adjointe au directeur, chef du service nature aménagement et paysages,
- Mlle Claire TEXIER, chargée de mission Inventaires.

**ARTICLE 4 :** Demeurent réservés, en toutes matières, à la signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 5 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.21 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Paul MICHELET, directeur régional de l'environnement, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.59**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEROME GOELLNER,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 83-567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 relatif à l'organisation des directions régionales de l'industrie et de la recherche ;

VU le décret n° 92-626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et aux conditions de désignation des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU les décrets n° 97-1184 à 97-1209 des 19 et 24 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 5 juillet 2001 nommant M. Jérôme GOELLNER, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Jérôme GOELLNER, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pour la région Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences de caractère départemental, pour la Meurthe-et-Moselle, tous documents et correspondances dans les domaines suivants :

**1 - Développement industriel et technologique**

Application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983 susvisé.

**2 - Mines, sous-sol et eaux minérales**

**Instruction des demandes et surveillance au titre des législations suivantes :**

- 2.1. Recherche et exploitation des substances minérales (classe des mines),
- 2.2. Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 2.3. Eaux minérales,
- 2.4. Explosifs à l'exception des procédures relevant de la législation sur les installations classées.

**3 - Canalisations**

- 3.1. Instruction des demandes et surveillance au titre des réglementations relatives aux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz ou de produits chimiques,
- 3.2. Procès-verbaux d'épreuve de résistance et d'étanchéité de canalisation.

**4 - Equipements sous pression et instruments de mesure**

- 4.1. Agrément ou reconnaissance d'organismes de contrôle,
  - 4.2. Réception ou contrôle d'équipements neufs, réparés ou en service,
  - 4.3. Surveillance des organismes de contrôle et des détenteurs d'équipement sous pression,
  - 4.4. Aménagement aux obligations de contrôle et de surveillance,
  - 4.5. Vérifications primitives et périodiques des instruments de mesure réglementés,
- à l'exclusion des décisions de retrait d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale.

**5 - Véhicules**

- 5.1. Agrément des contrôleurs et des centres de contrôle pour les visites techniques de véhicules poids lourds, à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission nationale,
- 5.2. Délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation :
  - . des véhicules de transport en commun de personnes,
  - . des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage,
  - . des véhicules et citernes de transport de matières dangereuses.
- 5.3. Visites techniques des véhicules :
  - . de transport de marchandises de plus de 3,5 tonnes,
  - . de transport en commun de personnes,
  - . de transports de matières dangereuses.
- 5.4. Retrait des cartes grises,
- 5.5. Réceptions par type ou à titre isolé de véhicules.

**6 - Energie**

**Instruction des demandes et surveillance au titre de la législation relative au**

- 6.1. transport et distribution du gaz et de l'électricité,
- 6.2. à l'utilisation de l'énergie,
- 6.3. aux grands barrages.



**7 - Environnement industriel****Instruction des demandes et surveillance au titre de**

- 7.1. la législation des ICPE,
- 7.2. la législation sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- 7.3. la loi sur les déchets,
- 7.4. le règlement européen relatif aux transports transfrontaliers des déchets,
- 7.5. la déclaration de sondage dans le cadre des eaux souterraines.

**8 - Radioprotection**

Délivrance d'accusés de réception de déclaration d'appareils de radiodiagnostic médical ou dentaire en application des articles R.1333-22 du code de la santé publique et R.162-53 du code de la sécurité sociale.

**ARTICLE 2** : Sont exceptées de ces délégations les décisions qui, comprises dans les matières visées à l'article 1, mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des collectivités territoriales ou font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme GOELLNER, les délégations de signature qui lui sont conférées sont exercées par MM. Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Norbert LAMBIN, chef de mission, Marie-Christine LEGOT, secrétaire générale, chef de mission.

**ARTICLE 4** : Les délégations de signature qui sont conférées à M. Jérôme GOELLNER à l'article 1 sont également exercées :

- a) pour les matières visées au paragraphe 1, par MM. Jean-François CHAMPIGNY, ingénieur des ponts et chaussées, Gérard FOLNY et Michel GOUTFREIND, chefs de mission, Bruno FERRY, attaché principal d'administration centrale, Michel DELVOT, ingénieur de l'industrie et des mines, Mlles Stéphanie MONIN, Emmanuelle PINEY, ingénieurs de l'industrie et des mines, Mme Véronique GILLOIS-PASTEAU, attachée d'administration centrale.
- b) pour les matières visées au paragraphe 2, par MM. Pierre-Lionel FORBES, ingénieur en chef des mines, Alain MARNET, chef de mission, Bertrand HELBLING et Robert MAZZOLENI, ingénieurs divisionnaires de l'industrie et des mines, Gérard FOLNY, chef de mission.
- c) pour les matières visées en 3, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines.
- d) pour les matières visées en 4, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Mlle Emilie RACHENNE, ingénieur de l'industrie et des mines, Mme Claire MERMET, MM. André AVENEL, Olivier LESIEUR et Guy MAROTTA, techniciens supérieurs de l'industrie et des Mines.
- e) pour les matières visées en 5, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Gilbert BOUVIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, et pour les affaires visées en 5.2, 5.3, 5.4 et 5.5 par Mlle Emilie RACHENNE et Mme Isabelle VAN DER SCHOT, ingénieurs de l'industrie et des mines, ainsi que par

- M. Alain VRIGNAUD, technicien supérieur en chef de l'industrie et des mines,
- M. Erwan PINVIDIC, technicien supérieur principal de l'industrie et des mines,
- M. Richard NICOLAS, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Jean-Luc RAUBER, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- Mlle Frédérique TABARY, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Denis TOUSSAINT, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. René VILLAIN, technicien supérieur de l'industrie et des mines,
- M. Michaël ALBRECHT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Marcel BLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Yves CHARBONNEL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Pierre CHARON, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude COLIATTI, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Cyrille COLLIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Claude DEREANT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Thierry DUBOIS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Gilles DURUPT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Frédéric FILLAUDEAU, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Michel GUERIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Louis HAVETTE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Dominique LEJARS, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Pascal MARIE, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Damien PERRIN, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Jean-Claude SOMEIL, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Eric STEIB, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Alain VIGENT, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,
- M. Dominique WITTOZ, technicien du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- f) pour les matières visées en 6, par MM. Norbert LAMBIN et Gérard FOLNY, chefs de mission, Yan SAUVALLÉ, ingénieur des travaux publics de l'Etat, Jacques-Louis GEISLER, technicien supérieur de l'équipement.
- g) pour les matières visées en 7, par MM. Cédric BOURILLET, ingénieur des mines, Jacques MOLE et Gérard FOLNY, Chefs de mission, Maxime COURT, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.
- h) pour les matières visées en 8 par MM. Guillaume WACK, ingénieur des mines, Xavier MARTIN, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, Hervé VISSEAU, ingénieur, et Michael BERTIN, ingénieur de l'industrie et des mines.

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la préfecture de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinets),
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.35 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.60**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE BAILLET,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret N° 82-632 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services douaniers ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 18 novembre 2003 nommant M. Philippe BAILLET en qualité de directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy ;  
VU la décision administrative N° 3008 du 17 mars 2004 affectant à Nancy M. Luc PERIGNE, directeur adjoint des douanes ;  
VU la décision administrative N° 7221 du 28 septembre 1984 affectant à Nancy M. Dominique LAURAIN, inspecteur des douanes ;  
VU la décision administrative N° 13099 du 5 novembre 2004 affectant à Nancy M. Charles BIRDEN, receveur principal des douanes ;  
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe BAILLET, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Luc PERIGNE, directeur adjoint, et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, soit par M. Charles BIRDEN, receveur principal, soit par M. Dominique LAURAIN, inspecteur.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1 - à la Présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2 - aux ministres,
- 3 - aux parlementaires,
- 4 - au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional,
- 5 - au Président du Conseil Général,
- 6 - au Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.20 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes et droits indirects, à charge pour lui d'informer ses collaborateurs nommés dans le présent arrêté. Ce dernier sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.61**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. BARROY,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;  
VU le décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles ;  
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance susvisée relative aux spectacles ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 7 août 2002 de M. le ministre de la culture et de la communication nommant M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2002 ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine, à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique liées à l'exécution de ses missions culturelles sur le département de Meurthe-et-Moselle : aménagement culturel des territoires, patrimoine, arts vivants, action culturelle, éducation artistique.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donnée à M. Daniel BARROY en matière de délivrance des licences d'entrepreneur de spectacles, à l'exception des décisions de refus ou de retrait de la licence.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BARROY, et sur sa proposition, les délégations de signature conférées aux articles 1 et 2 seront exercées par M. Antoine BOLZINGER, adjoint au directeur régional des affaires culturelles.

**ARTICLE 4** : Délégation est en outre donnée à M. Daniel BARROY à l'effet de signer les correspondances d'ordre technique en matière d'objets mobiliers, et notamment celles consenties au conservateur des antiquités et objets d'art, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BARROY, et sur sa proposition, la délégation de signature qui lui est accordée à l'article 4 sera exercée par M. Jacques LAMIOT, conservateur régional des monuments historiques, et Mme Marie-Agnès SONRIER, conservateur des monuments historiques chargé de l'inspection.

**ARTICLE 6** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1) à la Présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 7 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 8 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.22 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Daniel BARROY, directeur régional des affaires culturelles de Lorraine,

- Michel PRESTREAU, conservateur régional de l'archéologie de Lorraine,

et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à MM les sous-préfets, M. le trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle et à M. le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.62  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DANIEL RENUIT,  
DIRECTEUR DE L'AVIATION CIVILE NORD-EST**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi N° 98-1171 du 18 décembre 1998 relative à l'organisation de certains services au transport aérien ;

VU le décret N° 60-516 du 2 juin 1960, modifié par le décret N° 93-479 du 24 mars 1993 portant harmonisation des circonscriptions administratives ;

VU le décret N° 60-652 du 28 juin 1960, modifié par le décret N° 93-478 du 24 mars 1993 portant réorganisation des services extérieurs métropolitains de l'aviation civile ;

VU le décret N° 2001-26 du 9 janvier 2001 modifiant le code de l'aviation civile (troisième partie) et relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes ;

VU le Code de l'aviation civile ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 97-1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 du décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU l'arrêté ministériel du 4 juin 1993 nommant M. Daniel Rénuit directeur de l'aviation civile Nord-Est à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1994 ;

VU la circulaire conjointe N° 980349 du 11 mars 1998 du ministre de l'équipement, des transports et du logement et du ministre de la défense, relative à la mise en œuvre de la déconcentration des décisions individuelles ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Daniel Rénuit, directeur de l'aviation civile Nord-Est, dans le cadre de ses missions et compétences en vue :

1. de prononcer la décision de retenir tout aéronef français ou étranger ne remplissant pas les conditions pour se livrer à la circulation aérienne prévues par le livre 1<sup>er</sup> du code de l'aviation civile ou dont le pilote a commis une infraction au sens de ce code,
2. de prononcer les mesures d'interdiction de survol du département de Meurthe et Moselle,
3. de procéder à l'élaboration des servitudes aéronautiques de dégagement, aux autorisations de travaux et aux mesures provisoires de sauvegarde sur les ouvrages frappés de servitudes ainsi que les décisions prescrivant le balisage des obstacles dangereux dans le département de Meurthe et Moselle,
4. de prescrire le balisage de jour et de nuit de tous les obstacles jugés dangereux pour la navigation aérienne et de prescrire l'établissement de dispositifs visuels ou radio-électriques d'aides à la navigation aérienne,
5. de délivrer, mettre en demeure d'apporter les mesures correctives nécessaires, suspendre ou retirer l'agrément des organismes d'assistance en escale,
6. de sélectionner les prestataires d'assistance en escale, lorsque cette sélection ne relève pas du gestionnaire de l'aérodrome,
7. d'approuver ou de modifier les redevances fixées à l'article R.224-3 du code de l'aviation civile pour les plate formes ayant assuré en moyenne au cours des trois dernières années un trafic de moins de 200 000 passagers par an embarqués ou débarqués,
8. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA) la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique,
9. d'homologuer les pistes d'aérodrome autres que celles permettant des décollages de précision ou des approches des précision de catégorie II ou III,
10. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes,
11. de signer les décisions d'octroi, de retrait ou de suspension des agréments des personnels chargés du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie,
12. de contrôler le respect des dispositions applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie par les exploitants d'aérodromes ou les organismes auxquels ils ont confié le service,
13. d'organiser l'examen théorique de présélection du responsable du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs dans les aérodromes,
14. d'autoriser le redécollage d'aéronefs ayant dû se poser en campagne suite à des problèmes graves, à l'exclusion des aéronefs venant de l'étranger ou s'y rendant,
15. de délivrer l'agrément des agents AFIS,
16. de saisir la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) des demandes d'avis concernant l'exploitation de fichiers informatisés ;

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Rénuit, la délégation de signature prévue à l'article premier ci-dessus est exercée, dans la limite de leurs attributions,

- pour les alinéas 1.1 à 1.4 par M. Didier Dubois, chef du département opérations de la direction de l'aviation civile Nord-Est ;

- pour les alinéas 1.5 à 1.13 par M. Michel Hupays, chef du département programmes de la direction de l'aviation civile Nord-Est ;

- pour les alinéas 1.14 à 1.15 par Mme Sophie Lejeune, délégué régional de Lorraine.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Hupays, la délégation de signature prévue aux alinéas 1.10 à 1.13 ci-dessus est exercée, dans la limite de ses attributions par Mme Sophie Lejeune, délégué régional de Lorraine.

**ARTICLE 4 :** Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

- 2°) aux ministres ( cabinets ),  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional  
5°) au président du conseil général  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.11 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur de l'aviation civile Nord-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.63**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN BRUNET,**  
**TRESORIER PAYEUR GENERAL DU DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en date du 1er août 2003 nommant M. Christian Brunet en qualité de trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire DE/n° 65-82 du 9 août 1982 du ministre de l'économie et des finances et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'emploi, concernant le traitement des entreprises en difficultés ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Christian Brunet, trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement du préfet, les décisions du C.O.D.E.F.I (Comité départemental d'examen des problèmes de financement des entreprises).

Demeurent réservées à la signature du préfet celles relatives à l'attribution de prêts du fonds de développement économique et social (F.D.E.S.).

**ARTICLE 2** : Demeurent réservées, pour la matière énoncée à l'article 1, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,  
2°) aux ministres,  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,  
5°) au président du conseil général,  
6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 3** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.34 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 5** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Christian Brunet, trésorier payeur général du département de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.64**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. DIDIER CAUVILLE,**  
**DIRECTEUR DU SERVICE DE LA NAVIGATION DU NORD-EST**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;

VU le décret N° 82-627 modifié du 21 juillet 1982 pris en application de l'article 3 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de navigation, notamment son article 4 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement en date du 15 mars 2002 nommant M. Didier Cauville, architecte et urbaniste en chef de l'État, directeur du service de la navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02.DEC.21 du 21 mai 2002 accordant délégation de signature à M. Didier Cauville, directeur du service navigation du Nord-Est, modifié par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2004 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions pour le département de la Meurthe-et-Moselle tous actes, arrêtés, décisions et pièces administratives, dans les domaines énumérés ci-après :

**I - GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL**

- 1) occupations temporaires,
- 2) établissements ayant pour effet de modifier le régime, le cours et le niveau des eaux - prises d'eau,
- 3) déversements et rejets,
- 4) travaux sur les voies d'eau domaniales :
  - a) prise en considération du projet,

- b) ouverture de l'enquête,
- c) approbation de l'acte de concession.
- 5) outillages publics ; ports de plaisance :
  - a) prise en considération du projet,
  - b) ouverture de l'enquête,
  - c) approbation de l'acte de concession.
- 6) outillages privés avec obligation de service public :
  - a) instruction de la demande, ouverture de l'enquête,
  - b) délivrance de l'autorisation.
- 7) commissions permanentes d'enquêtes :
  - a) nomination des membres.
- 8) tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine fluvial et dans les ports de plaisance,
  - a) affichage et consultation de la commission permanente d'enquête,
  - b) opposition éventuelle dans le cas de modifications.
- 9) usine hydraulique, à l'exclusion de la mise à l'enquête,
- 10) réglementation des usines hydrauliques autorisées,
- 11) extraction de matériaux :
  - a) attestation de fin d'instruction domaniale
- 12) remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles,
- 13) transfert de gestion et superposition de gestion :
  - a) signature du procès-verbal
- 14) échanges et acquisition de terrains,
- 15) délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête,
- 16) déclassement de cours d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête.
- 17) radiations des voies d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services.
- 18) concessions de voies d'eau :
  - a) envoi des propositions à l'administration centrale,
  - b) consultation des services.
- 19) affermage des produits de francs bords,
- 20) concessions de ports de commerce et de plaisance :
  - a) approbation des conventions de sous-traités et des avenants.
- 21) les décisions favorables simples et les décisions favorables assorties de prescriptions relatives aux demandes de permis de construire et de déclarations de travaux en application de l'article R 421-38-14 du code de l'urbanisme (selon l'annexe ci-jointe)

## **II - RÈGLEMENT DE POLICE ET DE NAVIGATION**

- 1) autorisation de manifestations sur les voies navigables,
- 2) interruption de navigation,
- 3) contravention à la police de la navigation :
  - a) instruction des procès-verbaux,
  - b) transmission des procès-verbaux au procureur de la République.
- 4) règlement de la navigation de plaisance à l'exception des règlements particuliers visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret 73-912 modifié du 21 septembre 1973.

## **III - PROCÉDURE D'EXPROPRIATION**

- 1) préparation du dossier de l'enquête préalable à la D.U.P. éventuellement,
- 2) levée des plans et recherche de propriétaires,
- 3) préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalités de l'article L. 13.2 du code de l'expropriation.

## **IV - CONTENTIEUX DE GRANDE VOIRIE**

- 1) notification des procès-verbaux,
- 2) saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie,
- 3) notification et exécution des jugements.

## **V - PÊCHE**

- 1) affermage de la pêche,
- 2) délits de pêche :
  - a) décisions transactionnelles,
  - b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République
  - c) interdiction temporaire de la pêche,
  - d) autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles.

## **VI - CHASSE**

- 1) affermage de la chasse au gibier d'eau,
- 2) délits de chasse sur le domaine public fluvial :
  - a) octroi de transactions,
  - b) transmission de procès-verbaux au procureur de la République.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Cauville, la délégation prévue à l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Serge Hector, directeur adjoint.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence simultanée de MM. Didier Cauville et Serge Hector, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à :

- M. André Magnier, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.4 ; I.9 à I.11 et V
- M. Jean-Louis Aubertein, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant sur les paragraphes I.2 à I.5 ; I.9 à I.11 ; I.15 et II
- M. Philippe Thirion, ingénieur divisionnaire des TPE, à l'effet de signer les décisions de l'article III.

**ARTICLE 4 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres (cabinet),
- 3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional.

**ARTICLE 5 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.27 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Didier Cauville, directeur du service de la navigation du Nord-Est, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### ANNEXE FORMULATION DES DECISIONS

En application de l'article R 421-38-15 du code de l'urbanisme qui prévoit que le préfet s'oppose ou donne son accord ou l'assortit de prescriptions, les décisions devront être formulées de la manière suivante :

**Avis favorable :**

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé »

**Avis favorable avec prescriptions :**

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé sous réserve du respect des prescriptions suivantes... »

**Avis défavorable :**

« Je m'oppose à la délivrance du permis de construire demandé pour les raisons suivantes... »

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.65 ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. HUGUES CORBEAU, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n° 88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministère de l'équipement, des transports et du logement, en date du 29 avril 2002 nommant M. Hugues Corbeau, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de la Meurthe-et-Moselle, à compter du 3 juin 2002 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N° CODE	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
	<b><u>1 - ADMINISTRATION GENERALE</u></b>	
	<b><u>a/ Personnel de l'Etat</u></b>	
A1 a1	Les actes de gestion suivants concernant exclusivement certains agents de catégorie C et D  1 - sont concernés les agents de catégorie C et D appartenant aux corps des services extérieurs suivants : * dessinateurs * agents administratifs * adjoints administratifs  2 - actes de gestion concernés : * nominations * notations * décisions d'avancement * mutations * décisions disciplinaires * décisions de détachement et de mise en disponibilité, de congé parental et d'accomplissement du service national * la réintégration * la cessation définitive de fonctions * les décisions d'octroi de congé * les décisions d'octroi d'autorisations * la mise en cessation progressive d'activité * la constitution des commissions administratives paritaires locales compétentes pour les agents administratifs et les adjoints administratifs	Décret n° 90.302 du 4 avril 1990 modifiant le décret n° 86.351 du 6 mars 1986 portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministre chargé de l'urbanisme du logement et des transports  Arrêtés ministériels du 4 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et portant création de commissions administratives paritaires locales.

	<p>3 - à l'exclusion des actes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* en matière d'avancement, l'établissement des tableaux d'avancement aux grades supérieurs, et de promotion au groupe supérieur de rémunération</li> <li>* en matière de recrutement, l'établissement des listes d'aptitude pour l'accès aux emplois des corps supérieurs</li> <li>* en matière de congés, les congés de longue durée ou de longue maladie qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur</li> <li>* le détachement, lorsqu'il nécessite l'avis d'un ou plusieurs ministres ou un arrêté interministériel</li> <li>* la mise en position hors cadres</li> <li>* la mise à disposition</li> </ul>	
A1 a2	Nomination et gestion des agents des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation de l'Etat à l'exclusion des actes suivants : décharge de service pour mandat syndical - mise à disposition - détachement - hors cadres - les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur	Décret N° 91.393 du 25 avril 1991
A1 a3	Nomination et gestion des conducteurs de travaux publics à l'exclusion des actes suivants : décharge de service pour mandat syndical - mise à disposition - détachement - hors cadres, les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur.	Décret N° 66.900 du 18 novembre 1966
A1 a4	Gestion des conducteurs principaux des TPE sauf en ce qui concerne la nomination - les sanctions disciplinaires - la fin de fonction (retraite, CPA, licenciement, démission, radiation), la décharge de service pour mandat syndical - la mise à disposition - le détachement - hors cadres - la disponibilité sur demande - le reclassement pour inaptitude physique - les congés de longue maladie ou de longue durée qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur.	Décret N° 66.900 du 18 novembre 1966
A1 a5	Gestion des contrôleurs des travaux publics de l'Etat pour ce qui concerne la notation, les mutations, les avancements d'échelon et les actes de gestion visés aux paragraphes A1 a6 à A1 a11, A1 a13 à A1 a15, A1 a17, A1 a19 à A1 a21.	Décret N° 88.399 du 21 avril 1988
A1 a6	Autorisations d'accomplir un service à temps partiel.	Décrets N°84.959 du 25 octobre 1984, N°82.624 du 20 juillet 1982, N°86.83 du 17 juillet 1986
A1 a7	Attributions de congés pour naissance d'un enfant.	Loi N° 46.1085 du 18 mai 1946
A1 a8	Autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.	Art. 12 et suivants du décret N° 82.447 du 28 mai 1982 modifié par décret N°84.954 du 25 octobre 1984
A1 a9	Autorisations des congés pour l'accomplissement du service national ou d'une période d'instruction militaire.	Art 53 de la loi du 11 janvier 1984 et art. 26 du décret du 17 janvier 1986
A1a10	Attribution aux fonctionnaires du congé parental.	Art. 54 de la loi du 11 janvier 1984
A1a11	Attribution des congés annuels, des congés de maladie "ordinaire", des congés pour maternité ou adoption, des congés pour formation professionnelle, des congés pour formation syndicale et des congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées et destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs.	A1 1, 2, 5, 6, 8 de l'article 34 de la loi du 11 janvier 1984
A1a12	Attribution aux agents non titulaires de l'Etat, des congés annuels, des congés pour formation syndicale, des congés en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs de la jeunesse, des congés de maladie "ordinaire", des congés occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle, des congés de maternité ou d'adoption, des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.	Art 10, 11 par 1 et 2, 12, 14, 15, 26 du décret du 17 janvier 1986
A1a13	Attributions des congés de maladie "ordinaire" étendus aux stagiaires.	Circulaire FP N° 1268 bis du 3 décembre 1979
A1a14	Attribution aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement et du congé parental ainsi que l'attribution des congés de longue maladie et de longue durée.	Art 6 et 13.1 du décret du 13 septembre 1949
A1a15	Attribution des congés à plein traitement susceptibles d'être accordés aux fonctionnaires réformés de guerre, attribution des congés occasionnés par un accident de service, des congés de longue maladie et des congés de longue durée.	Art 41 de la loi du 19 mars 1928 3° et 4° alinéa de l'art 34 de la loi du 11 janvier 1984
A1a16	Attribution aux agents non titulaires des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement.	Art 13, 16, 17 du décret du 17 janvier 1986
A1a17	Mise en disponibilité des fonctionnaires <ul style="list-style-type: none"> <li>* à l'expiration des droits statutaires à congés de maladie</li> <li>* pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'accident ou d'une maladie grave</li> <li>* pour élever un enfant de moins de 8 ans</li> <li>* pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne.</li> <li>* pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, à raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire</li> </ul>	Art 43 et 47 du décret N° 85.986 du 16 septembre 1985
A1a18	Attribution aux agents non titulaires des congés parentaux, des congés pour élever un enfant de moins de 8 ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus et des congés pour raisons familiales	Art 19, 20, 21 du décret du 17 janvier 1986

A1a19	Autorisations spéciales d'absence prévues par le statut de la fonction publique, d'une part pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels et, d'autre part, pour les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Chap III a1. 1-1, 1-2, 2-1 et 2-3 de l'instruction N°7 du 23 mars 1950
A1a20	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel * tous les fonctionnaires de catégorie B * les fonctionnaires suivants de catégorie A : . attachés administratifs ou assimilés . ingénieurs TPE ou assimilés Toutefois, la délégation des chefs de subdivision territoriale de catégorie A ou B est exclue de la présente délégation. . Tous les agents non titulaires de l'Etat	Art 60 de la loi du 11 janvier 1984
A1a21	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires de catégorie C et D	Décret N° 90.302 du 4 avril 1990
A1a22	Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires : * au terme d'une période de travail à temps partiel * après accomplissement du service national sauf pour les ingénieurs TPE et attachés administratifs des services extérieurs * au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie * mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie et de longue durée * au terme d'un congé de longue maladie	Art 53 de la loi du 11 janvier 1984 Art 26 al 1 du décret du 17 janvier 1986  Circulaire ministère du budget 2A/122/FP/1388 du 18 août 1980
A1a23	Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident.	Décret N° 86.442 du 14 mars 1986 Art 26
A1a24	Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail	Circulaire A31 du 19 août 1947
A1a25	Activités extra-professionnelles des agents de la DDE Autorisation pour l'exercice de certaines activités extra-professionnelles concernant : * les enseignements donnés dans les établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée * les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires ou administratifs	Circulaire MEL DPOS du 7 juin 1971
A1a26	Demandes amiables de réparation pour les accidents survenus à l'occasion ou en dehors du service et dont les conséquences dommageables sont inférieures à 76,22 €	Arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 1948 modifié
A1a27	Concessions de logement Sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme) * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer	Arrêté du 13 mars 1957
A1a28	La signature des ordres de mission à l'étranger pris en charge sur des crédits déconcentrés sur la ligne budgétaire 34.97 / 10 & 56 ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret N° 86.416 du 12 mars 1986 - Circulaire B-2E-22 du M.E.F.B & M.A.E. - Circulaires M.E.L.T. des 09 mai 1995 et 06 novembre 1995
A1a29	1 - Examens et Concours concours et examens concernés : les concours locaux organisés pour les recrutements d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. * actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution du jury, arrêtés portant constitution de la commission locale d'examen. 2 - Particularités * concours de chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  * concours d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat.  * concours agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Loi N°83.634, art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée  Loi N°84.16 du 11 janvier 1984 modifiée  Arrêtés des 24 janvier et 14 août 1991 Arrêté du 8 février 1973 Circulaire AED/91.15 du 11 juillet 1991 - DP/RF Circulaires DP/RF1 du 30 août 1991 et DP/GB2 du 26 avril 1991
A1a30	Recrutement personnel non titulaire occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire, en vue d'effectuer une vacation de durée déterminée.	Décret n° 86/83 du 17 janvier 1986 et circulaire METT/DPS SF1 94120 du 16 mars 1994
A1a31	Arrêté déterminant les postes éligibles à la nouvelle bonification indiciaire et le nombre de points N.B.I. attribués à chacun d'eux.	Circulaire METL/DPS du 2 août 2001
A1a32	Arrêté individuel portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles à la N.B.I.	Circulaire METL/DPS du 2 août 2001
<b><u>b/ Responsabilité Civile</u></b>		
A1 b1	Indemnisation des dommages matériels causés à des biens ou à des usagers jusqu'à une somme de 20 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQUG 0310295 C



A1 b2	Règlements amiables portant sur des dommages corporels jusqu'à une somme de 1 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par tiers payeur.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQU6 0310295 C
A1 b3	Exécution des décisions de justice dans la limite d'une somme de 150 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQU6 0310295 C
A1 b4	Frais judiciaires (honoraires d'experts, médecins, avocats ...) dans la limite d'une somme de 15 000 €, T.T.C., intérêts légaux compris par année civile pour une même affaire.	Circulaire n° 2003.69 du 3 novembre 2003 EQU6 0310295 C
<b><u>2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u></b>		
<b><u>a/ Gestion et conservation du domaine public routier</u></b>		
A2 a1	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * permis de stationnement ou de dépôt * permissions de voirie (à l'exclusion des autorisations visées en A2 a2 ci-après)	Code du domaine de l'Etat, article R-53 ; Code de la voirie routière art L113.2 Arrêté préfectoral 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a2	Gestion des autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national désignées ci-après : * accès aux propriétés industrielles ou commerciales * accès aux distributeurs de carburant et stations services * voies ferrées particulières	Code du domaine de l'Etat, article R-53; Code de la voirie routière art. L113.2 Arrêté préfectoral 80 DE1/INF du 15 janvier 1980 modifié
A2 a3	Refus de toutes autorisations d'occupation temporaire sur le réseau national	ditto A2 a2
A2 a4	Approbation d'opérations domaniales	Arrêté du 4 août 1948 (art 1er) modifié par arrêté du 23 décembre 1970
<b><u>b/ Travaux routiers</u></b>		
A2 b1	Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des équipements de catégorie II. <b><u>c/ Exploitation du réseau routier national</u></b>	Décret N° 70-1047 du 13 novembre 1970 et circulaire N° 71-337 du 22 janvier 1971
A2 c1	Autorisations individuelles de transports exceptionnels	Code de la route Art R-48 à R-52 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 c2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route art. 225, instruction interministérielle du 15 juillet 1974 modifiée Arrêté préfectoral 90DE88 du 26 janvier 1990
A2 c3	Etablissement des barrières de dégel et classement du réseau	Code de la route art. R45 et R225 - Arrêté préfectoral N° 89-DE.996.INF du 21 décembre 1989
A2 c4	Réglementation de la circulation sur les ponts	Code de la route art R-46
A2 c5	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994.
A2 c6	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations	Arrêté ministériel du 27 décembre 1974 modifié
<b><u>3 - PORTS MARITIMES ET VOIES NAVIGABLES</u></b>		
<b><u>a/ Cours d'eau non domaniaux</u></b>		
A3 a1	Police et conservation des eaux	Code rural art 103 à 113
A3 a2	Curage, élargissement et redressement	Code rural art 114 à 122
<b><u>4 - CONSTRUCTIONS</u></b>		
<b><u>a/ logement</u></b>		
A4 a1	Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction, de l'habitation L 641-6 à 641-8
A4 a2	a/ autorisation de transformation et changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable b/ autorisation de transformation et changement d'affectation de logements HLM	Code de la construction, de l'habitation art L 631-7 Code de la construction, de l'habitation art L 443-11
A4 a3	Décisions relatives aux O.P.A.H.	Instruction 77-3 du 30 septembre 1977 précisé par le texte 805- fascicule 80-33 TER "aménagement urbain"
A4 a4	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République	Code de l'urbanisme article R.480 4 et 5
A4 a5	Conventions passées entre l'Etat et les bailleurs publics et privés.	Code de la construction et de l'habitation art L.351-2 et L.353-2
A4 a6	Contrats d'amélioration passés entre l'Etat et les bailleurs de secteur privé.	Loi N° 82.526 du 22 juin 1982, art. 59
A4 a7	Accord de principe et décisions définitives pour l'attribution des primes aux opérations de logements neufs obtenant le label "haute performance Energétique" (H.P.E.) et solaire.	Décret N° 84.498 du 22 juin 1984

A4 a8	Décision de répartition des crédits A.N.A.H. pour le secteur "parc ancien".  Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.  <u>b/ H.L.M.</u>	Circulaire conjointe direction de la construction et direction générale de l'A.N.A.H. du 7 avril 1989
A4 b1	Elargissement de la liste des entreprises appelées à soumissionner à des marchés de sociétés de H.L.M.	Décret modifié N° 61 du 23 mai 1961 article 32
A4 b2	Accord préalable à la consultation des entreprises en vue d'une reconduction des marchés passés par une société H.L.M.	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 article 9
A4 b3	Approbation du choix du mandataire commun désigné par les sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner projets de construction, études, préparation des marchés et exécution des travaux, tels que offices et sociétés.	Décret N° 53.846 du 18 septembre 1953 article 7
A4 b4	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations d'éléments des patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c) Autorisation de vendre des logements HLM avant le délai normal.	Code de la construction et de l'habitation art L 443-7 et L 443-14 Code de la construction et de l'habitation art L443-12
A4 b5	Décision d'attribution ou de refus de : "LABEL CONFORT ACOUSTIQUE"	Décret N° 69-596 du 14 juin 1969
A4 b6	Avis favorable à l'attribution de prêt par la caisse des dépôts et consignations et par le crédit foncier de France pour les opérations du secteur locatif et du secteur accession à la propriété	Décrets N° 77-934 du 27 juillet 1977 et N° 77-944 du 27 juillet 1977 et code de la construction et de l'habitation - Art R.331.1, 331.3 et 331.6
A4 b7	* signature des décisions de clôture financière des opérations H.L.M. locatives	Circulaire N° 70-116 du 27 octobre 1970
A4 b8	* autorisations de traiter par marché négocié à la suite d'un appel à la concurrence infructueux	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 modifié, article 29/5°
A4 b9	* autorisations de traiter par marché négocié pour la reconduction de marchés	Décret N° 61-552 du 23 mai 1961 modifié, art 29/3° et 6°
A4b10	Dérogation à l'ordre de classement des offres des soumissionnaires	Art R 433-39 du Code de la construction et de l'habitation
A4b11	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux	Art. R323-1 R323-5 du Code de la construction et de l'habitation
A4b12	Attribution des décisions favorables d'agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, transformation, aménagement de logements locatifs sociaux conventionnés bénéficiant de taux de T.V.A. réduit	Code de la construction et de l'habitation art. R.326-1 à R.326-5
A4b13	Attribution des décisions favorables d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou du Crédit Foncier de France et des décisions de subventions y afférant	Code de la construction et de l'habitation art R.333-1, R.331-3, R.331-6, R.331-14, R.331-15 et R.331-17
A4b14	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations	Code de la construction et de l'habitation art R.331-1, R.331-3, R.331-6, R.331-14 et R 331-15
A4b15	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social	Code de la construction et de l'habitation art. R.323-1 et circulaire ministérielle du 11 juillet 1988 annexe 2
<u>c/ Section départementale des aides publiques au logement</u>		
A4 c1	La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la S.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notifications des suppressions ou maintiens A.P.L. en matière d'impayés de loyers (locatifs ou accessions), * Signature des notifications des décisions prises par la commission en matière de contestations ou demandes de remises de dettes et levées des prescriptions, * Notifications des décisions de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351-14, R.351-47, R.351-49 à 52
<b>5 - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME</b>		
<u>a/ - Règles d'urbanisme</u>		
A5 a1	Dérogations permettant l'attribution du permis de construire sur des terrains compris dans les emprises de routes projetées.	Décret N° 58-1316 du 23 décembre 1958 - Art. 2
A5 a2	Approbation du cahier des charges des terrains équipés compris dans les Zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.) et Zones d'aménagement concerté (Z.A.C.)	Décrets N° 60-554 du 1er juin 1960 et N° 69-401 du 16 avril 1969
<u>b/ - Lotissements</u>		
A5 b1	SIGNATURE DES DECISIONS ET AMPLIATIONS POUR :  L'approbation des projets de lotissements (sauf pour les cas dans lesquels les avis du maire et du directeur départemental de l'Equipeement sont divergents), autorisation de vente de lots, délivrance des certificats de l'article R 315.36	Code de l'urbanisme articles R315-26 à R315-39
A5 b2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de lotissement devra lui être notifiée	Code de l'urbanisme article R315-15

A5 b3	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R315-16
A5 b4	Modification de la date limite fixée pour la décision c/ - <u>Lotissements défectueux</u>	Code de l'urbanisme article R315-20
A5 c1	Lotissement défectueux. Approbation de procès-verbaux d'adjudications et de marchés. Fixation des clauses et conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions en matière d'exécution de travaux.  d/ - <u>Formalités préalables à l'acte de construire ou d'occuper le sol</u>	Code de l'urbanisme art R317-45 à R317-46
A5 d1	Délivrance du certificat d'urbanisme lorsque la D.D.E. retient les observations du maire.	Code de l'urbanisme art L421.2.1 L421.2.2b, R410.23 et R410.19
A5 d2	Lettre indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant qu'à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire	Art R421.12 et R421.42, L 421.2.1
A5 d3	Demande de pièces complémentaires	Art R421.13 et R421.42, L 421.2.1
A5 d4	Lettre d'annulation des dossiers de certificats d'urbanisme et de permis de construire	Art R421.12 et R421.42, L 421.2.1
A5 d5	Modification de la date limite fixée pour la décision  SIGNATURE DES DECISIONS ET AMPLIATIONS POUR :	Art R421.20 et R421.42, L 421.2.1
A5 d6	Les permis de construire délivrés ou nom de l'Etat concernant les constructions édifiées pour le compte de l'Etat ou du département, de leurs établissements publics ou de concessionnaires de services publics de l'Etat, de la région ainsi que pour le compte d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale.	
A5 d7	Les permis de construire pour une construction à caractère précaire située dans un emplacement réservé prévu par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers.	Art L 423.1, L 421.2.1
A5 d8	Les permis de construire pour les constructions précaires à usage industriel à édifier dans les zones affectées à un autre usage par un plan d'occupation des sols opposable aux tiers.	Art L 423.4, L 421.2.1
A5 d9	Les permis de construire pour les constructions compatibles avec les dispositions d'un plan d'aménagement de zone en cours d'élaboration et qui a reçu l'avis favorable du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public saisi en application de l'article R 311.12 du code de l'urbanisme.	Art R 311.14, L 421.2.1
A5d10	Les constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la superficie de planchers hors oeuvre est égale ou supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> au total.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d11	Les immeubles de grande hauteur, au sens de l'article R 122.2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de ce qui est dit à l'article R 421.47.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d12	Lorsqu'il est imposé au constructeur, le paiement de la participation prévue à l'article L 421.3 (alinéas 3 et 4) ou l'obligation de participer financièrement aux dépenses d'équipements publics ou celle de céder gratuitement des terrains en vertu des dispositions du présent code à une collectivité publique autre que la commune intéressée.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d13	Lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure aux dispositions mentionnées aux articles R421.15 (alinéa 3) est nécessaire.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d14	Lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d15	Les ouvrages de production, de transport, de stockage et de distribution d'énergie ainsi que les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d16	Les travaux concernant l'édification d'installations nucléaires de base ou les travaux effectués sur ces ouvrages.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d17	Les constructions susceptibles d'être exposées au bruit autour des aéroports et comprises dans les secteurs définis par arrêté du préfet.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d18	Les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé en application de l'article L 631.7 du code de la construction et de l'habitation.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d19	Dans les cas prévus à l'article R 421.38.8, si les constructions ne se trouvent pas à l'intérieur d'un site inscrit.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d20	Les constructions situées dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d21	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un ouvrage militaire.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d22	Les constructions soumises à l'autorisation du ministre des armées, en raison de leur emplacement à proximité d'un polygone d'isolement.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d23	Les prorogations d'un permis de construire délivré par le préfet.	Art L 421.2.1 et R 421.36
A5d24	Les permis de démolir lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département sont conformes. - la lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée - la lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes	Art L 421.2.1, R 430.15.6 Art R 430.7.1, R 430.15.6 Art R 430.8 et R 430.15.6
A5d25	Décisions sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et de déclaration de clôture.	Articles L 421.2.1 R 442.9 et R 421.42
A5d26	Les certificats de conformité.	Art L 421.2.1 et R 460.3
A5d27	Les autorisations d'installation et de travaux divers (alinéa 2.3.4 de l'article R 442.6.4) - la lettre de notification de la date avant laquelle la décision devra être notifiée - la lettre avec la liste des pièces obligatoires manquantes	Art L 421.2.1 et R 442.6.6 Art R 442.4.4 R 442.4.16 et R 442.6.6 Art R 442.4.5 R 442.4.16 et R 442.6.6

A5d28	Les autorisations d'ouverture de terrains aménagés pour le stationnement de plus de six tentes ou caravanes à la fois.	Art L 421.2.1 et R 443.7.5
A5d29	Les accords préalables et les autorisations d'ouverture des terrains de camping aménagés.	Art L 421.2.1 - Décret N° 68.134 du 9 février 1968 modifié pris en application - Décret N° 59.275 du 7 février 1959
A5d30	Autorisations de coupes et d'abattages d'arbres compris dans un espace boisé soumis à autorisation préalable.	Art L 421.2.1 et R 130.11
A5d31	Notification du délai d'instruction pour déclaration préalable et de demande de pièces complémentaires.	Art L 421.2.1, R 441.6.12
A5d32	Autorisation de stationnement de caravanes.	Art L 421.2.1 R 443.5.3 et R 443.5.2
A5d33	Avis conforme du représentant de l'Etat sur la construction projetée dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.2.b.	Art R 421.22 et R 421.42
A5d34	Décision sur autorisation ou actes relatifs à l'utilisation du sol dans les cas mentionnés à l'article L 421.2.1.b lorsque les avis du maire et du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art R 421.33 (2e alinéa) et R 421.42
A5d35	Avis du préfet sur permis de démolir quand le bâtiment est situé dans l'une des communes visées dans les dispositions mentionnées à l'alinéa a/ de l'article L 430.1.	Art R 430.10.2 et R 430.15.6
A5d36	Avis conforme du préfet sur permis de démolir dans les cas prévus au b/ de l'article L 421.2.2 lorsque les avis du maire ou du responsable du service de l'Etat dans le département, chargé de l'urbanisme, sont conformes.	Art R 430.10.3 et R 430.15.6
A5d37	Avis conforme du préfet sur déclaration de travaux exemptés de permis de construire et déclaration de clôture dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Article R 422.8
A5d38	Avis conforme du préfet sur autorisation de coupe et abattage d'arbres dans les cas prévus à l'article L 421.2.2.b.	Article R 130.4
A5d39	Sanctions prises suite à infractions.	Art R 480.4 - Décret N° 77.1314 du 29 novembre 1977
	<b>e) - Formalités relatives aux enquêtes publiques</b>	
A5 e1	Lettre d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux...	
A5 e2	Ampliations des arrêtés préfectoraux, visa des pièces annexées	
	<b>f) - Zones d'aménagement concerté et déclaration d'utilité publique</b>	
A5 f1	Transmission des documents au maire ou président EPCI, à l'aménageur, aux journaux, au commissaire enquêteur...	
A5 f2	Ampliations des arrêtés.	
	<b>g) - Arrêté de cessibilité et demande d'ordonnance d'expropriation</b>	
	Ampliation des arrêtés, lettres du Préfet au Juge de l'expropriation.	
	<b>h) - Documents d'urbanisme</b>	
A5 h1	Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 h2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés. (Compte tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	
A5 h3	Ampliations des arrêtés d'approbation des cartes communales et visa des pièces annexées.	
	<b>i) - Droit de préemption</b>	
A5 i1	Zones d'aménagement différé. Attestation établissant que le bien n'est plus soumis au droit de préemption.	Article R 212.6
A5 i2	Délivrance du récépissé de la déclaration d'intention d'aliéner dans les Z.A.D. et consultations diverses.	Code de l'urbanisme Art. R 221.4, R 212.5, R 212.6 et R 213.2
	<b>j) - Taxes d'urbanisme - Redevance archéologique préventive</b>	
A5 j1	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	Code de l'urbanisme Art. L.332.6.4
	<b>6 - TRANSPORTS TERRESTRES</b>	
A6 a1	Réglementation des transports publics routiers de personnes : - inscriptions et radiations au registre des transporteurs - autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes. - transports routiers internationaux de voyageurs : . autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels. - Contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié, art. 1 à 11 Décret du 16 août 1985 modifié, art. 32 à 39  Décret du 6 mars 1979 art 9  Décret du 16 août 1985 modifié, art. 44

A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes	Décret du 7 avril 1987
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - contrôle.	Décret du 14 mars 1986 Art. 47
<b>7 - <u>CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL</u></b>		
A7 a1	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
A7 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 2 000 000 F.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
<b>8 - <u>GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR - AERODROMES CIVILS</u></b>		
A8 a1	Autorisation d'occupation temporaire.	Code du domaine de l'Etat art L 28, L 29, R 53, A 12 et A 30
A8 a2	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Code de l'aviation civile - article D 233
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Arrêté du 4 août 1948 - art. 9 paragraphe C
<b>9 - <u>DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE</u></b>		
A9 a1	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	Décret du 29 juillet 1927 - art. 49 et 50
A9 a2	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 - art. 56
A9 a3	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 art. 63
<b>10 - <u>CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT</u></b>		
A10a1	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat	Code de l'urbanisme - art. R 421-1
A10a2	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat	Article R.410-1
<b>11 - <u>SECURITE CIVILE ET DEFENSE</u></b>		
A11 a1	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense	Circulaire METL - numéro 98.56 du 18 février 1998
<b>12 - <u>ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</u></b>		
A12a1	Signature des conventions ATESAT	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.01.2003

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services, ainsi qu'aux personnes suivantes, chacune pour les affaires qui la concernent :

Madame Katy NARCY, Messieurs Jean-Louis FELMY, Maurice FREDERIC, Grégoire GEAI, René LEHMANN, Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIE.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief par lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Hugues Corbeau, la délégation consentie à l'article 1, 2 et 3 ci-dessus, sera exercée par M. Dominique Louis, directeur adjoint.

**ARTICLE 5 :** Délégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - M. Maurice FREDERIC, chargé du service du « secrétariat général » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a27 ; A1 a30 (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement) ; A1 a32.

2 - M. Jean-Louis FELMY, chargé du service de « l'habitat » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2 ; A4 a5 à A4 a9 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b5 ; A4 b6 ; A4 b8 à A4 b14 ; A4 c1.

3 - Mme Katy NARCY, chargée du service de « l'urbanisme et des affaires juridiques » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 ; A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A1 b1 à A1 b4 ; A3 a1 ; A3 a2 ; A5 a1 à A5 a2 ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d39 ; A5 e1 ; A5 e2 ; A5 f1 ; A5 f2 ; A5 g1 ; A5 h3 ; A5 i1 ; A5 i2 ; A5 j1 ; A9 a1 à A9 a3.

4 - M. Grégoire GEAI, chargé du service de « gestion et d'exploitation des infrastructures » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A2 a1 à A2 a3 ; A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6 ; A7 a1 à A7 a5.

5 - M. René LEHMANN, directeur du cabinet du directeur à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A6 a1 à A6 a3 ; A11 a1.

6 - MM. Norbert MAINFRAY, Daniel MORLON, Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIE, Mme Katy NARCY, chargés des services et arrondissements de la direction départementale de l'équipement, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous son autorité) ; A5 j1 (uniquement pour MM. Roland SPITZBARTH et Antoine VOGRIE).

7 - Mesdames et Messieurs Roddy ARMEDE, Séverine BESSON, Michel BOUNEAUD, Nathalie CABLAN, Pascal CAMPANER, David CHEVALLIER, Bernadette CLAVEL, Martine COUDERT, Florent FEVER, Marie-Claude GIROT, Elina GREINER-GUERRE, Michèle HARMAND, Stéphane HEBENSTREIT, Vincent KREMER, Claude LECLERC, Xavier MANGIN, Karl MAROTTA, Jean-Jacques MARTEL, Karim MIKSA, Philippe MOREL, Sylvain PIERROT, Carine RAUCH, Christian SAUGET, Christophe SAUNIER, Frédéric SCHMITZ, Marie-Christine SIBILLE, Frédéric TARTIVEL, Karim TAZIR, Claude THOUVENIN, Pierre VELLERETTE, Olivier VERMOREL, chargés des cellules de la D.D.E. à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence ci-après : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).

8 - Mesdames Hélène GUIDAT, Françoise ROUILLON, Isabelle THOMAS, messieurs Patrice ARNAULT, Michel FRANCOIS, Joël LAQUENAIRE, Francis SALS, Yann TABERKANE, Frédéric THORNER, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires, dans les limites territoriales de leurs subdivisions à

l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents placés sous leur autorité) ; A2 a1 ; A5 b2 à A5 b4 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d26 ; A5 d31 ; A5 j1.

9 - Madame Christiane ALNOT, chef de la cellule « Application du droit des sols » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 à A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 b1 à A5 b4 ; A5 c1 ; A5 d1 à A5 d5 ; A5 d12 à A5 d29 ; A5 d31 à A5 d37 ; A5 j1.

10 - Madame Colette LUTZ, chargée du bureau « Aménagement foncier » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 i1 ; A5 i2.

11 - Monsieur Francis MALLET, chef de la cellule « Procédure et Financement de l'Urbanisme » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A5 a2 ; A5 i1 ; A5 i2.

12 - Mme Isabelle ROUYER, chef de la cellule « logement privé » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a1 à A4 a2.

13 - Mlle Isabelle REINSTADLER, chef de la cellule « logement social » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A4 a2 ; A4 a5 à A4 a7 ; A4 b1 à A4 b4 ; A4 b8 à A4 b10 ; A4 b14 ; A4 c1.

14 - M. Cédric GIRARDY, chargé de la « cellule départementale d'exploitation de la route » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A2 c1 ; A2 c3 ; A2 c5 ; A2 c6.

15 - Messieurs Michel ALOSI, Patrick DAUVERGNE, Pierre DEVOCELLE, Alain DUKARSKI, Pierre FIQUET, Timothée FRITZSCH, Michel KONCZAK, Jean-Pierre LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Claude PESTELARD, Dominique SCHORB, Mesdames Renée AUBIN, Corinne COLIN, Clothilde DELFOUR, Brigitte LAURENT, Sylvie LOIZON, Odette PERRET, Nicole PICCHIARELLI, Jocelyne RECLIN, Marie-Thérèse RODRIGUEZ, Laurence THEUNISSEN, Estelle ZIRARI, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A5 b2 à A5 b4 ; A5 d2 ; A5 d3 ; A5 d31.

16 - MM. Bruno COLLIN, Thierry DURAND, Hervé KLEIN, François VALLEE, ingénieurs et techniciens des TPE, subdivisionnaires dans les limites territoriales de la subdivision, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous leur autorité).

17 - M. Jean MOSSBACH, chargé de la cellule « personnel » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence :

**A1 a11** (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les fonctionnaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés pour maternité ou adoption, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a12** (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité et, pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de maladie « ordinaire », les congés occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle, les congés de maternité ou d'adoption, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a13** (agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a14** (pour les fonctionnaires stagiaires de catégorie C et B, l'attribution des congés de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a15** (pour les fonctionnaires réformés de guerre de catégorie C et B, les congés de longue maladie et de longue durée, les congés occasionnés par un accident de service, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a16** (pour les agents non titulaires de catégorie C et B, les congés de grave maladie, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a23** (pour les agents de catégorie C et B, à l'exclusion des chefs de cellule),

**A1 a30** (à l'exception du contrat annuel de M. l'Architecte Conseil intervenant auprès du directeur départemental de l'équipement).

18 - M. Emmanuel PETITJEAN, chargé de la cellule « affaires juridiques et foncières » à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a11 et A1 a12 (congés annuels exclusivement des agents de catégorie C et D placés sous son autorité) ; A9 a1 et A9 a2.

**ARTICLE 6** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés aux articles 4 et 5 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée par lesdits articles sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur départemental de l'équipement et à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de M. Dominique LOUIS, directeur adjoint :

➤ par M. Grégoire GEAI, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a4 ; A2 c4.

➤ par M. Daniel MORLON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A8 a1 à A8 a3.

2 - en remplacement de M. Maurice FREDERIC :

➤ par M. Jean MOSSBACH, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 a1 à A1 a19 ; A1 a21 à A1 a24 pour les agents titulaires et non titulaires de catégorie B, C et D.

3 - en remplacement de M. Jean-Louis FELMY :

➤ par Mlle Isabelle REINSTADLER.

4 - en remplacement de Mme Katy NARCY :

➤ par Mme Christiane ALNOT.

➤ par M. Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A1 b1 ; A1 b2 ; A1 b3 ; A1 b4 ; A9 a3.

➤ par Mme Estelle RABY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A3 a1 ; A3 a2.

5 - en remplacement de M. Grégoire GEAI :

➤ par M. Cédric GIRARDY, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 a1 à A2 a3 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois).

➤ par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A7 a1 à A7 a5.

➤ par les fonctionnaires visés à l'article 5 (paragraphe 1 à 6) pour les décisions de l'article 1 portant les numéros A2 c5 et A2 c6 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés).

6 - en remplacement de M. Antoine VOGRIG :

➤ par M. Roddy ARMEDE

7 - en remplacement de M. Cédric GIRARDY

➤ par Mme Séverine BESSON, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A2 c1 ; A2 c2 (exclusivement lorsque la durée du chantier est inférieure à 1 mois) ; A2 c3 ; A2 c5 et A2 c6.

**ARTICLE 7** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le Préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinet),

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional.

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 8** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné, hors les cas de convention de mise à disposition ou d'ingénierie publique.

**ARTICLE 9** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.15 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 10 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues Corbeau, directeur départemental de l'équipement, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.66**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MARC CANO,**  
**DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'Administration ;  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;  
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
Vu le décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 portant déconcentration de procédures domaniales et modification du code du domaine de l'Etat ;  
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
Vu le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe et Moselle ;  
Vu l'arrêté interministériel du 29 janvier 1973 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R 176 à R 184 du code du domaine de l'Etat et par le décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements ;  
Vu l'arrêté du directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle du 2 décembre 2002 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R.179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n° 67-568 du 12 juillet 1967 susvisés ;  
Vu l'arrêté ministériel du 9 juillet 2001 nommant la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour assurer l'expérimentation d'une nouvelle organisation de la gestion des patrimoines privés ;  
Vu l'arrêté ministériel du 22 février 2002 nommant M. Marc CANO en qualité de directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle à compter du 29 août 2002 ;  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et, d'une façon plus générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

N°	NATURE DES ATTRIBUTIONS	REFERENCES
1	Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux.	Art. L.69-1, R.32, R.66, R.76-1, R.78, R.128-3, R.128-7, R.129, R.130, R.144, R.148, R.148-3, A.102, A.103, A.110, A.115, A.115-1 et A.116 du Code du Domaine de l'Etat
2	Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics de l'Etat.	Art. R.18 du Code du Domaine de l'Etat
3	Autorisation d'incorporation au domaine public des biens du domaine privé de l'Etat.	Art. R.1 du Code du Domaine de l'Etat Art. R.58 du Code du Domaine de l'Etat
4	Autorisation de transfert de gestion des biens du domaine public.	Décret n° 92-606 du 1er juillet 1992 Art. R.81 à R.87 du Code du Domaine de l'Etat
5	Prononciation des affectations, changements d'affectation et changements d'utilisation des immeubles destinés au fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat.	Art. R.83-1, R.89 et A.106 du Code du Domaine de l'Etat
6	Acceptation de remise des biens de toute nature au domaine et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires.	
7	Octroi des concessions de logements.	Art. R.95 (2è alinéa) et A.91 du Code du Domaine de l'Etat
8	Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent au recouvrement des produits domaniaux.	Art. R.158, R.158-1, R.159, R.160 et R.163 du Code du Domaine de l'Etat
9	Participation du Domaine à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.	Art. R.4 et R.105 du Code du Domaine de l'Etat
10	Gestion et réalisation des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiés au service des domaines.	Loi validée du 5.10.1940 Loi validée du 20.11.1940 Ordonnance du 5.10.1944 Décret du 23.11.1944 Ordonnance du 6.01.1945 Art. 627 à 641 du Code de Procédure Pénale Art. 187 à 198 du Code de Justice Militaire

11	Autorisation de cession amiable des biens vacants et sans maître à destination agricole.	Art. 31 de la loi 90-85 du 23 janvier 1990
12	Tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, à l'exclusion de ceux visés aux articles R.179 et R.180 du Code du Domaine de l'Etat.  Dans le cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les Services de la Direction Générale des Impôts.	Art. R.176 à R.178 et R.181 du Code du Domaine de l'Etat Décret n° 67-568 du 12.07.1967  Art. 10 du décret n° 82-389 du 10.05.1982

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. CANO, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. NAERT, directeur départemental des impôts, ou à défaut, par MM. MUNIER, CLERMONT, BACH et CALDERARI, directeurs divisionnaires des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO sera exercée, à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M. DIGUIO, inspecteur principal, MM. CLAUDOT, LOISY, KERDONCUFF, SZUBARGA, ALBERT, SCHNEIDER et WARIS, Mme BALANDIER, inspecteur.

En ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 10 de l'article 1, la délégation de signature conférée à M. CANO est exercée par M. DIGUIO, inspecteur principal, Mme KLEIN, inspecteur divisionnaire et par M. GATTICO, contrôleur principal.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

La délégation de signature conférée à M. CANO pour les attributions désignées ci-dessous est exercée par Mme KLEIN, chargée des fonctions de responsable du pôle Domaine à la direction des services fiscaux, ou à défaut, par M. GATTICO, contrôleur principal :

- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 1 de l'article 1, pour signer les actes de location ou les conventions d'occupation précaire des biens domaniaux de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 2 de l'article 1, pour stipuler au nom de l'Etat ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 7 de l'article 1, pour l'octroi des concessions de logement ;
- en ce qui concerne les attributions visées sous le numéro 12 de l'article 1, pour signer les notifications dans le cadre de la phase administrative de la procédure d'expropriation.

Mme KLEIN et M. GATTICO exerceront la présente délégation dans les conditions et les limites fixées par le directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 3 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.24 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Marc CANO, directeur des services fiscaux de Meurthe et Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.67  
ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CHRISTIAN JEANNOT,  
DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2001-1178 du 12 décembre 2001 relatif à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude Baland, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 novembre 2004 portant nomination de M. Christian Jeannot en qualité de directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Délégation est donnée à Monsieur Christian Jeannot, Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes, à l'exclusion toutefois des correspondances destinées aux administrations centrales, aux parlementaires, au président du Conseil Général et au président du Conseil Régional lorsqu'elles n'ont pas le caractère de correspondances relatives à la gestion courante ou au fonctionnement du service.

**I - ATTRIBUTIONS ET COMPÉTENCES**

1.1 - Prélèvement, analyse et expertise des échantillons de marchandises

- réception et enregistrement des procès-verbaux, conservation des échantillons prélevés, envoi des échantillons aux laboratoires (code de la consommation, article R. 215-11)

- mesures concernant les échantillons non fraudés (code de la consommation, article R. 215-21)



- transmission au Parquet des dossiers concernant les échantillons présumés fraudés (code de la consommation, article R. 215-22 et 215-23)
- 1.2 - Hygiène, salubrité et qualité
- mesures réglementaires de fermeture de tout ou partie d'un établissement ou l'arrêt de plusieurs de ses activités (code de la consommation article L. 218-3)
- mesures réglementaires de consignation ou de rappel de produits susceptibles de présenter un danger pour la santé publique (article L. 218-4 du code de la consommation)
- mesures réglementaires d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de marchandises dont la remise en conformité est impossible (article L. 218-5 du code de la consommation)
- avertissements concernant les ateliers de pasteurisation du lait (loi du 2 juillet 1935 modifiée, article 6, et décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, article 18)
- enregistrement et récépissé des déclarations d'installation :
  - fabricants, distributeurs ou vendeurs en gros de produits surgelés (décret n° 64-949 du 9 septembre 1964 modifié, article 5)
  - fabricants de laits destinés à la consommation humaine et de laits fermentés (décret n° 55-771 du 21 mai 1955 modifié, articles 5 et 11)
  - fabricants et importateurs de denrées alimentaires et boissons destinées à une alimentation particulière : déclaration d'un nouveau produit (décret n° 91-827 du 29 août 1991)
  - activités concernant la commercialisation des produits et substances destinés à l'alimentation animale (décret n° 73-1101 du 28 novembre 1973 modifié, article 7)
- immatriculation :
  - des ateliers de découpe et d'emballage des fromages (décret n° 70-559 du 23 juin 1970 modifié, article 3)
  - des fromageries (arrêté ministériel du 21 avril 1954)
- code emballer (arrêté ministériel du 20 octobre 1978)
- destruction et dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu (décret n° 55-241 du 10 février 1955 modifié, article 4)
- opérations relatives à la vinification et à la conservation du vin (décret du 19 août 1921 modifié, article 3)
- déclassement des vins de qualité produits dans des régions déterminées (V.Q.P.R.D.) (règlement CEE 2903 du 20 décembre 1979 modifié)
- déclaration des installations des établissements disposant de matériel utilisant des rayons ultra violets (décret 97-617 du 30 mai 1997)

### 1.3 - Aides de l'État aux entreprises

- liquidation des Primes d'Aménagement du Territoire (PAT) (circulaire du 24 avril 1995)

## II - GESTION DU SERVICE

### 2.1 - Gestion personnel

- Congés des personnels

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian Jeannot, Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, la délégation de signature pour les décisions définies à l'article 1<sup>er</sup> est donnée à Monsieur Michel FRANÇOIS et Mademoiselle Évelyne UBEAUD, Inspecteurs Principaux.

**ARTICLE 3 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2°) aux ministres,
- 3°) aux parlementaires,
- 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5°) au président du conseil général,
- 6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.36 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.68**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES ROYER,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt, modifié par le décret n° 98-419 du 27 mai 1998 et par le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel (Agriculture et Pêche) du 26 août 2004 nommant M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Yves ROYER, Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus. Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

### **CHAPITRE I : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER**

100 - Décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PSBM (prime spéciale aux bovins mâles), la PBC (prime à la brebis et à la chèvre), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), l'ACS (aide compensatoire pour les surfaces des terres arables), la PAB (prime à l'abattage), l'ADL (aide directe laitière).

- 101 - décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.
- 102 - décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.
- 103 - décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1<sup>er</sup> décembre 1994).
- 104 - agrément, signature du contrat, liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats agriculture durable).
- 105 - décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.
- 106 - agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PAM (plan d'amélioration matériel), organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.
- 107 - décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.
- 108 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).
- 109 - arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).
- 110 - décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).
- 111 - décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.
- 112 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.
- 113 - agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

#### **CHAPITRE II : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE INGENIERIE DE L'EAU**

- 200 - recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques au profit du FNDAE (instructions ministérielles du 1<sup>er</sup> juin 1955).
- 201 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention notamment en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

#### **CHAPITRE III : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE ENVIRONNEMENT-EAU**

- 300 - autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).
- 301 - autorisation de travaux en rivière au titre de la police de la pêche (art L 432-3 du code de l'environnement).
- 302 - agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

#### **CHAPITRE IV : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL**

- 400 - arrêtés individuels de plans de chasse (art. R 225-8 et R 225-9 du code de l'environnement).
- 401 - autorisations individuelles de destruction des nuisibles (art. R 227-17 et R 227-20 de l'environnement).
- 402 - arrêtés de battues administratives (art. L 427-4 à L 427-7 du code de l'environnement).
- 403 - agréments des piégeurs (art. R 227-14 du code de l'environnement).
- 404 - arrêtés modificatifs concernant les ACCA (Associations Communales de Chasse Agréées) et notamment la délimitation du territoire de chasse, des réserves de chasse, des enclaves, des territoires relevant du droit de non chasse.
- 405 - visa des règlements intérieurs et des règlements de chasse des ACCA.
- 406 - arrêtés individuels de tir du grand cormoran.
- 407 - autorisation de capture du gibier pour le repeuplement, utilisation de sources lumineuses pour les comptages et les captures à des fins scientifiques ou de repeuplement (articles 11 et 11 bis de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1986 du ministère de l'environnement).
- 408 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.
- 409 - aides à l'élaboration des plans simples de gestion.
- 410 - subventions liées à l'accueil du public en forêt.
- 411 - décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après visa du contrôleur financier du CNASEA.
- 412 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes d'autorisation de défrichement et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.
- 413 - délivrance du récépissé mentionnant la complétude du dossier pour les demandes de distraction du régime forestier et tous documents relatifs à l'instruction de ces demandes.
- 414 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention, organisation des contrôles, liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDAF au titre du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 (mesures relatives au remembrement et aux travaux connexes, au développement de la voirie et des réseaux divers agricoles, à l'amélioration de l'environnement).
- 415 - agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention concernant les contrats *Natura*, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles.

#### **CHAPITRE V : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**

- 500 - l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur.
- 501 - la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative.
- 502 - la fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation.
- 503 - le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet.
- 504 - en application de l'article 17 de la loi 2001-2 du 3 janvier 2001 et de l'article 20 du décret 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de catégorie C de la fonction publique de l'Etat : actes de gestion relatifs au recrutement externe sans concours pour l'accès au corps des agents administratifs de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

#### **CHAPITRE VI : DELEGATIONS LIEES AUX MISSIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES**

- 600 - décisions individuelles d'attribution d'une aide aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise (circulaire DGEFP N° 99 18 du 6 avril 1999).
- 601 - décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

**ARTICLE 2 :** Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,

- les arrêtés relatifs aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre I ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et les crédits du programme européen Objectif 2 FEOGA 2000-2006 visés au chapitre IV - rubrique 412.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (Association Communale de Chasse Agréée),
- la délivrance des récépissés pour les actions relevant du régime de la déclaration au titre de la loi sur l'eau.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence, d'empêchement ou d'intérim de M. Yves ROYER, les délégations de signature qui lui sont confiées à l'article 1 sont exercées par M. Philippe PETITJEAN, directeur adjoint ou, en cas d'absence de M. Philippe PETITJEAN, par M. Joël CHARBONNEL.

**ARTICLE 4 :** Délégation de signature est donnée en toute période à :

- M. Philippe PETITJEAN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre I, à l'exception :
    - . des rubriques 104 - 108 - 111 - 112
    - . pour les autres rubriques, les décisions intervenant à l'issue d'un contrôle.
  - M. Joël CHARBONNEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre II.
  - M. Jean-Luc JANEL pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre III.
  - Mme Catherine NORMANDIN pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre IV, à l'exception des rubriques 400, 402, 404, 407, 409 et 412 et pour la rubrique 408, les décisions intervenant à l'issue des contrôles.
  - Mme Yolande FISCHER pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre V à l'exception des rubriques 501, 502 et 504, et, pour la rubrique 500, des congés des chefs de service.
  - Melle Anne-Marie DURAND pour signer l'ensemble des décisions prévues au chapitre VI.
  - MM. Philippe PETITJEAN, Joël CHARBONNEL, Jean-Luc JANEL, Mmes Catherine NORMANDIN, Yolande FISCHER et Anne-Marie DURAND pour signer des ampliations de décisions prises par M. Yves ROYER dans le cadre du présent arrêté de délégation de signature.
- ARTICLE 5 :** Demeurent réservées en toutes matières à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées :
- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2°) aux ministres,
  - 3°) aux parlementaires,
  - 4°) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5°) au président du conseil général,
  - 6°) au président de la communauté urbaine du grand-Nancy.

**ARTICLE 6 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.13 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à charge pour lui d'informer les collaborateurs cités dans le présent arrêté, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.69**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME MARCHAL-N'GUYEN,**  
**DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code Rural modifié ;  
 VU le Code de la Santé Publique modifié ;  
 VU le Code de l'environnement ;  
 VU le Code de la Consommation ;  
 VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;  
 VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
 VU le Décret 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture ;  
 VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;  
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions individuelles ;  
 VU le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales des Services Vétérinaires ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
 VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant Monsieur Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté du 7 mars 2002 nommant Madame MARCHAL-N'GUYEN, Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle ;  
 SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Madame MARCHAL-N'GUYEN, Inspecteur en Chef de la santé publique vétérinaire, Directrice Départementale des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activités énumérés ci-après :

**Administration générale:**

- l'octroi de congés et autorisations d'absence des personnels dans le cadre des instructions ministérielles en vigueur, et plus généralement, la gestion du personnel dont les changements d'affectation n'entraînent pas de changement de résidence administrative ;
- la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- le recrutement des personnels temporaires vacataires dans la limite des crédits délégués à cet effet ;

- la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- le commissionnement des agents des services vétérinaires tel que prévu aux articles L214-20, L221-6 R221-22 du Code Rural et aux articles L514-5 et L514-13 du Code de l'environnement ;

#### Décisions individuelles dans les domaines suivants :

##### 1) Santé Animale :

- délivrance du mandat sanitaire (article L221-11, R221-4 et R221-6 du Code Rural) ;
- désignation des vétérinaires sanitaires (article R221-9 du Code rural) ;
- mise sous surveillance d'un élevage en cas de suspicion de maladie réputée contagieuse (article L223-6 du Code Rural) ;
- déclaration d'infection d'un élevage en cas d'apparition de maladie contagieuse (L223-8 du Code Rural) ;
- mesures applicables dans les abattoirs et équarrissages (article R223-20 du Code Rural) ;
- l'arrêté du 20 juillet 1998 modifié fixant les conditions techniques et hygiéniques applicables au transport des aliments,
- prophylaxie de la tuberculose bovine (article R224-51 et R224-23 du Code Rural) ;
- attribution de la patente sanitaire (article R224-64 du Code Rural) ;

##### mesures de lutte contre les maladies réputées légalement contagieuses :

- rage (article L223-9 du Code Rural) ;
- fièvre aphteuse (article L223-20, R223-44, R223-47, R223-49, R223-50, R223-51, R223-52, R223-53, R223-54, R223-55 du Code Rural) ;
- péripneumonie contagieuse bovine (article L223-24, R223-63, R223-64, R223-65, R223-66, R223-66, R223-67, R223-68 du Code Rural) ;
- morve des équidés (article R223-60 et R223-61 du Code Rural) ;
- peste bovine (article L223-25 et R223-69 à R223-78 du Code Rural) ;
- brucellose bovine (article R223-84 et R223-85 du Code Rural) ;
- clavelée (article R223-88, R223-89, R223-90, R223-91, R223-92 du Code Rural) ;
- dourine (article R223-93 du Code Rural) ;
- fièvre charbonneuse (article R223-95, R223-96, R223-97, R223-98 du Code Rural) ;
- peste équine (article R223-101, R223-102, R223-103, R223-104 et R223-106, R223-107, R223-108, R223-109) ;
- encéphalites virales des équidés (abrogé par l'Arrêté ministériel du 27/07/2004) ;
- maladie des abeilles (Arrêté ministériel du 11 août 1980) ;
- peste porcine africaine (abrogé par l'arrêté ministériel du 11/09/2003) ;
- maladie d'Aujeszky (Arrêté ministériel du 15 février 1984) ;
- tuberculose bovine (article R223-115 du Code Rural de l'arrêté ministériel du 16 mars 1990) ;
- encéphalopathie spongiforme bovine (Arrêté ministériel du 03 décembre 1990) ;
- leucose bovine enzootique (Arrêté ministériel du 30 décembre 1990) ;
- métrite contagieuse des équidés (Arrêté ministériel du 07 février 1992) ;
- anémie infectieuse des équidés (Arrêté ministériel du 23 septembre 1992) ;
- peste porcine classique (Arrêté ministériel du 29 juin 1993) ;
- maladie de Newcastle (Arrêté ministériel du 08 juin 1994) ;
- maladie vésiculeuse des suidés (Arrêté ministériel 08 juin 1994) ;
- influenza aviaire (Arrêté ministériel du 08 juin 1994) ;
- peste équine (Arrêté ministériel du 02 février 1996) ;
- tremblante ovine et caprine (abrogé par arrêté du 15/03/2002) ;
- brucellose ovine et caprine (Arrêté ministériel du 13 octobre 1998) ;
- maladie des poissons (Arrêté ministériel du 22 septembre 1999) ;
- fièvre catarrhale du mouton (Arrêté ministériel du 21 août 2001) ;
- brucellose des suidés domestiques et sauvages en élevage (article R223-117 du Code Rural de l'arrêté ministériel du 15 mars 2002) ;

autorisation d'utilisation d'eaux grasses et de déchets de cuisine pour l'alimentation de porcs et carnivores domestiques (Arrêté ministériel du 22 mars 1985 relatif à la prévention de certaines maladies réputées contagieuses des animaux)

fixation du montant d'estimation des cheptels (Arrêté ministériel du 30 mars 2001 modifié fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration)

##### 2) Reproduction animale :

- autorisation sanitaire d'utilisation des reproducteurs bovins du Centre d'Insémination Artificielle (article 5 de l'Arrêté ministériel du 12 juillet 1994 relatif aux conditions exigées pour l'agrément sanitaire des CIA autorisés).
- agent sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans les espèces ovine et caprine (Arrêté ministériel du 31 mars 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces ovine et caprine)
- agent sanitaire des équipes de transplantation et production embryonnaire dans l'espèce bovine (Arrêté ministériel du 13 juillet 1994 fixant les conditions sanitaires relatives à la transplantation et aux échanges intracommunautaires d'embryons d'animaux domestiques des espèces bovines)

##### 3) Protection animale :

- mesures destinées à réduire la souffrance des animaux gravement malades, blessés ou en état de misère physiologique du fait d'un mauvais traitement ou une absence de soin (article R214-17 du Code Rural) ;
- expérimentation animale :
  - remise en liberté d'animaux (article R214-89 du Code Rural)
  - octroi de l'autorisation d'expérimenter (article R214-93 du Code Rural)
  - recours à un fournisseur occasionnel (article R214-97 du Code Rural)
  - octroi de l'agrément des établissements d'expérimenter (article R214-101 du Code Rural)
- transport des animaux :
  - mesures nécessaires pour épargner toute souffrance aux animaux au cours des transports (article R214-58 du Code Rural)
  - délivrance du certificat de capacité (animaux domestiques) prévu par l'article L214-6 du Code Rural et par l'article R214-25 du Code Rural

##### 4) Garde, cession et rassemblement d'animaux :

- Dérogation à l'interdiction de vente d'animaux de compagnie sur des lieux non réservés à cet effet (article L214-7 du Code Rural)
- Mesures de nature à faire cesser l'insalubrité de locaux d'élevage d'animaux de compagnie destinés à la vente ou de locaux de vente ou de transit d'animaux de compagnie pouvant comprendre l'interdiction de cession (article R214-33 du Code Rural)
- Agréments des négociants, centres de rassemblement et marchés (article L233-3 du Code Rural)
- Mise en demeure de remédier au non respect des conditions d'application (article L233-3 du Code Rural)
- Octroi et suspension de l'agrément de centres de rassemblement (Arrêté ministériel du 09 juin 1994 relatif aux échanges d'animaux vivants, de semence, embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)

5) Hygiène alimentaire :

- Consignation ou rappel de lots de denrées ou d'animaux (article L232-2 du Code Rural)
- Agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L233-2 du Code Rural alinéa 3 de l'arrêté du 28/06/1994)
- Dispense d'agrément ou retrait de dispense d'agrément des établissements préparant, traitant, transformant, manipulant ou entreposant des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine (article L223-2 alinéas e et 5 du Code Rural)
- Attribution de la qualification de vétérinaire officiel (article L221-13 du Code Rural)
- Octroi de la patente vétérinaire et médicale (article R224-64 du Code Rural)
- Suspension ou retrait de la patente vétérinaire et médicale (article R224-65 du Code Rural)
- Octroi et retrait de la patente sanitaire (Arrêté ministériel du 03 août 1984 fixant les conditions de l'attribution et du maintien de la patente sanitaire)
- Autorisation d'insufflation mécanique pour la dépouille des agneaux et chevreux (arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- Octroi de l'autorisation de détenir des carcasses de bovins contenant l'os vertébral (Arrêté ministériel du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- Autorisation de sortie de matériaux à risque spécifié à destination d'un établissement de recherche scientifique (Arrêté du 17 mars 1992 relatif aux conditions auxquelles doivent satisfaire les abattoirs d'animaux de boucherie pour la production et la mise sur le marché de viandes fraîches et déterminant les conditions de l'inspection sanitaire de ces établissements)
- Dérogation pour l'abattage et la présentation de volailles à usage gastronomique reconnu (Arrêté ministériel du 17 mars 1994 fixant les conditions sanitaires auxquelles doivent satisfaire les établissements d'abattage de volailles)
- Dérogation pour la mise sur le marché local de viandes issues d'ateliers de traitement de faible capacité (Arrêté ministériel du 02 août 1995 fixant les conditions sanitaires de collecte, de traitement et de mise sur le marché de viandes fraîches de gibier sauvages)

6) Déchets animaux :

- Agrément pour le traitement de déchets hors service public de l'équarrissage (article L226-8 du Code Rural)
- Agrément pour la destruction des agents pathogènes (article L226-9 du Code Rural)
- Agrément pour l'incinération individuelle des cadavres d'animaux (article L226-2 du Code Rural)
- Détermination de l'état de nécessité sanitaire (article L226-3 et L226-5 du Code Rural)
- Dérogation à l'interdiction de dépeçage des cadavres dans les dépôts d'équarrissage (article R226-3 du Code Rural)
- Autorisation de s'approvisionner dans les abattoirs en viandes et abats saisis comme impropres à la consommation humaine (Arrêté ministériel du 03 mai 1957 relatif à la livraison à l'état cru pour la nourriture des animaux, de certaines viandes saisies dans les abattoirs publics et Arrêté ministériel du 25 septembre 1962 relatif à la livraison à l'état cru pour la nourriture des animaux, des abats saisis dans les abattoirs)
- Autorisation d'utilisation de déchets animaux pour les besoins scientifiques, l'alimentation de certains animaux et l'approvisionnement de verminières (Arrêté ministériel du 30 décembre 1991 relatif à la transformation de déchets aux animaux et régissant la production d'aliments d'animaux d'origine animale)

7) Pharmacie vétérinaire :

- Agrément pour la préparation extemporanée des aliments médicamenteux (Code de la Santé Publique L5143-3 et R5146-50 bis)

8) Alimentation animale :

- Agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article L235-1 du Code Rural)
- Agrément et enregistrement des établissements d'alimentation animale (article 9 et 11 de l'Arrêté ministériel du 28 février 2000 relatif à l'agrément et à l'enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale)

9) Désinfection :

- Ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les lieux de rassemblement ouverts au public (article L214-16 du Code Rural)
- Ordre d'exécution de mesures de nettoyage et de désinfection préconisées par le vétérinaire sanitaire dans les foires et marchés communaux (article L214-17 du Code Rural)
- Interdiction d'utilisation des lieux de rassemblement d'animaux insalubres (article L214-18 du Code Rural)
- Désignation des établissements habilités à réaliser les opérations de désinfection (article R\* 223-42 du Code Rural)

10) Protection de la nature :

- Délivrance, suspension, retrait des certificats de capacité (article R213-4 du Code de l'environnement)
- Autorisation d'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques (article R213-7 et R213-18 du Code de l'environnement)
- Allongement du délai d'instruction du dossier de demande d'autorisation d'ouverture (article R213-17 du Code de l'environnement)
- Euthanasie des animaux (article R213-50 du Code de l'environnement)
- Autorisation de transport (article 5 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 1993)

11) Echanges internationaux :

- Agrément des destinataires de marchandises importées (article L236-1 du Code Rural)
- Agrément des opérateurs en échanges intra-communautaires et exportations (article L236-2 et 17 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires)
- Enregistrement des opérateurs (article L236-8 et article 7 de l'arrêté du 09 juin 1994 relatif aux règles applicables aux échanges d'animaux vivants, de semences et embryons et à l'organisation des contrôles vétérinaires et à l'article 7 de l'arrêté du 11 mars 1996 relatif aux règles sanitaires et aux contrôles vétérinaires applicables aux produits d'origine animale provenant d'un autre État membre de la Communauté européenne et ayant le statut de marchandises communautaires)
- Agrément des établissements d'importation des poissons, mollusques et crustacés aquatiques vivants (article 9 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2002 fixant les conditions sanitaires pour l'importation et le transit, sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, des animaux vivants et de certains de leurs produits visés à l'article L236-1 du Code Rural)

12) Répression des fraudes :

- Rappel de denrées alimentaires, matières premières (article L218-4 et L218-5 du Code de la consommation)
- Ordre d'utilisation à d'autres fins, de réexpédition ou de destruction de denrées (article L218-4 du Code de la consommation)

La délégation de signature attribuée à Madame MARCHAL-NGUYEN s'étend aux décisions individuelles négatives ou de refus relevant de ses attributions dans les matières citées ci-dessus.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame MARCHAL-NGUYEN, les délégations de signature qui sont conférées par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, seront exercées par :

- 1) Madame Catherine NICOLEY, Inspecteur de la santé publique vétérinaire
- En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine NICOLEY par :
- 2) Monsieur Michel POTTIEZ, Inspecteur de la santé publique vétérinaire

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel POTTIEZ par :

- 3) Madame Anne DELEPORTE, Inspecteur de la santé publique vétérinaire
- 4) Madame Yolande FISCHER, Attaché principal, pour les décisions relevant du domaine de l'administration générale

**ARTICLE 3 :** Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires
- 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
- 5) au président du conseil général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 4 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.18 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.70**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE MICHEL,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;

VU le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;

VU le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2001 de Mme le Ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, portant nomination à compter du 6 novembre 2001, de M. Philippe MICHEL dans les fonctions de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion Sociale, du Ministère des Solidarités, de la Santé et de la Famille et du Ministère de la Parité et de l'Égalité Professionnelle à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- les décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinales et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1<sup>er</sup> - chapitre III du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation)

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MICHEL, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par Madame Myriam BERG, ou Monsieur Jean-François LHUILLIER, directeurs adjoints.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence simultanée de Monsieur Philippe MICHEL, de Madame Myriam BERG et de Monsieur Jean-François LHUILLIER, la délégation de signature sera donnée, chacun en ce qui le concerne à :

- Madame le Docteur Simone ALBISER, médecin inspecteur en chef de santé publique,
- Madame le Docteur Eliane PIQUET, médecin inspecteur de santé publique,
- Madame Francine CALOT, inspecteur principal des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Brigitte DEMPTE, inspecteur principal des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Irène DELFORGE, inspecteur principal des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Françoise WANSON, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Marie-Hélène COVELLI, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Noëlle DE SILVESTRI, conseillère technique en travail social,

- Monsieur Jean-Marc LE MOIGNE, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Brigitte MENNESSIER, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Madame Stephanie REVERRE, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Monsieur Christian MANNSCHOTT, ingénieur en chef du génie sanitaire,
- Monsieur José-Louis MARTINEZ, inspecteur des affaires sanitaires et sociales,
- Mademoiselle Stéphanie LHUILLIER, ingénieur d'études sanitaires,
- Monsieur Philippe VANNIER ingénieur d'études sanitaires,

**ARTICLE 4** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 6** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.14 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7** : Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.71**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JEAN-PAUL JOLY,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 , relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 4 novembre 1999 portant nomination de M. Jean-Paul Joly en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1999 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux et décisions d'agrément, les décisions, conventions, états liquidatifs des dépenses et recettes, attestations, visas, récépissés, autorisations, diplômes, et de manière générale, tous actes d'instruction et toutes correspondances courantes relevant de la compétence des services départementaux déconcentrés du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, telles qu'elles sont définies par le décret N° 77-1288 du 24 novembre 1977 portant organisation des Services extérieurs du travail et de l'emploi (J.O. du 26 novembre 1977) modifié par le décret n° 94-1166 du 28 décembre 1994 (J.O. du 30 décembre 1994), notamment les compétences régies par les textes du Code du travail ci-après :

- livre I : des conventions relatives au travail en particulier :

- titre I : apprentissage ;
- titre II : associations intermédiaires.

- livre II : réglementation du travail :

- titre II : repos et congés : arrêtés de demande de dérogation au repos dominical.

- livre III : du placement et de l'emploi en particulier :

- titre II : fonds national de l'emploi, dispositions régissant les personnes handicapées et assimilées ;
- titre IV : main-d'œuvre étrangère ;
- titre V : travailleurs privés d'emploi (régime de solidarité, chômage partiel contrôle de la recherche d'emploi) ;  
recours en annulation de la suspension des allocations chômage.

- livre IX : de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente, en particulier :

- titre II : des conventions et contrats de formation professionnelle ;
- titre IV : de l'aide à l'État aux actions de formation professionnelle et au remplacement de certains salariés en formation ;
- titre VIII : des formations professionnelles en alternance.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992.

- Les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret N° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est également donné à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés préfectoraux préparés par ses services.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est par ailleurs donnée à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, dans le cadre de ses attributions à l'effet de signer les mémoires et pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Joly, la délégation de signature qui lui est consentie aux articles 1 et 2 ci-dessus sera exercée par M. Philippe Didelot, M. Christian Estienne, M. Salvatore Di Certo, directeurs adjoints.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, cette délégation sera exercée par :

- Mme Michèle Robert, Mme Martine Boubagra, Mme Lucienne Dirheimer, Mme Astrid Toussaint, Mme Marie-Françoise Vincent, M. Jean-René Gasnier, M. Fernand Lorrain, M. Guy Trognon, inspecteurs du travail,

à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres I, II, III, IX du code du travail, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés par les décrets et arrêtés du 27 juillet 1992, les décisions relatives à la gestion des personnels déconcentrés de catégories A et B (décret n° 92-1057 et arrêté du 25 septembre 1992).

- M. Manneville François, chargé de mission, à l'effet de signer les actes prévus à l'article 1<sup>er</sup> portant sur les livres III et IX du code du travail,

**ARTICLE 5** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,  
2°) aux ministres,  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,  
5°) au président du conseil général,  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 6** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 7** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.19 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 8** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Paul Joly, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.72**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. RAYMOND AUBRY,**  
**DIRECTEUR REGIONAL ET DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2002-892 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche ;

VU le décret N° 2002-951 du 16 mai 2002 relatif aux attributions du ministre des sports ;

VU le décret N° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres, en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel en date du 2 mai 1997 pris pour l'application de l'article 4 du décret N° 94-169 du 25 février 1994 relatif à l'organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 1999 portant nomination de M. Raymond Aubry, inspecteur principal de la jeunesse dans l'emploi de directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1999 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1999 portant nomination de M. Bernard Fuss, inspecteur principal de la jeunesse, des sports et des loisirs dans l'emploi de directeur régional adjoint de la jeunesse, des sports et des loisirs de Lorraine à compter du 13 septembre 1999 au 31 août 2004 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, exerçant les fonctions de directeur départemental de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

- décisions d'agrément des associations sportives, de jeunesse et d'éducation populaire ;
- décisions de non ouverture ou de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi N° 84-610 du 16 juillet 1984 ;
- délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée, et délivrance de la carte professionnelle correspondante ;
- décisions de non opposition à la déclaration d'ouverture des séjours en centres de vacances ;
- décisions d'habilitation des séjours en centre de loisirs sans hébergement ;
- décisions de première ouverture des établissements de vacances ;
- décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement ;
- décisions autorisant du personnel titulaire du Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur) ;
- ordres de mission concernant les agents placés sous son autorité, ainsi que ceux relevant du Centre d'éducation populaire et de sports (C.R.E.P.S.) lorsqu'ils sont amenés à se déplacer hors du département de Meurthe-et-Moselle mais dans la limite de la métropole, que ce soit ou non à l'initiative de l'administration centrale ;
- mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des centres de vacances et de loisirs ;
- ampliations des arrêtés relevant de ses services.

**ARTICLE 2** : La présente délégation de signature est consentie à M. Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports chargé notamment des affaires du département en application de l'article 4 du décret, pour exercer sous la responsabilité de M. Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, les attributions énumérées à l'article 1.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, la délégation sera exercée par M. Bernard Fuss.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Raymond Aubry et Bernard Fuss, la délégation de signature qui leur est consentie par les articles 1 et 2 du présent arrêté sera exercée par MM. Jean-Louis Lamarre, Olivier Ferré et Yvon Laurans, inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs ; Mme Mireille Torchy et M. Christophe Reb, attachés d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 4** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,  
2°) aux ministres,  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional,  
5°) au président du conseil général,  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 5** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.



**ARTICLE 6** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.16 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7** : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Raymond Aubry, directeur régional et départemental de la jeunesse et des sports de Lorraine, M. Bernard Fuss, directeur régional adjoint de la jeunesse et des sports, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.73**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. CLAUDE BISSON-VAIVRE,**  
**INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 mars 2002 portant nomination de M. Guy Stievenard en qualité d'inspecteur d'académie adjoint ;

VU l'arrêté ministériel du 7 avril 2003 portant nomination de Mme Dominique Guilini en qualité de secrétaire général d'administration scolaire et universitaire de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle ;

VU le courrier du 12 novembre 2004 du directeur de cabinet du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche informant le Préfet de la nomination de M. Claude Bisson-Vaivre dans l'emploi d'inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle à compter du 15 novembre 2004 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, à l'effet de signer les décisions d'exonération en matière de taxe d'apprentissage.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Bisson-Vaivre, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté sera exercée par M. Guy Stievenard, inspecteur d'académie adjoint au directeur du service départemental de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, et par Mme Dominique Guilini, secrétaire générale d'administration scolaire et universitaire.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.25 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Claude Bisson-Vaivre, inspecteur d'académie, affiché, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.74**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. LORENZO DIEZ,**  
**CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 instituant les services départementaux de l'architecture, ensemble les textes visés par ce décret, modifié par le décret N°96-492 du 4 juin 1996 ;

VU le décret N° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret N° 90-302 du 4 avril 1990 et les arrêtés N° 88-2153 du 8 juin 1988, N° 88-3389 du 21 septembre 1988, N° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990, portant déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du ministre de la culture du 13 septembre 2004, nommant M. Lorenzo Diez, architecte et urbaniste de l'Etat, en qualité de chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2004 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est conférée à M. Lorenzo Diez à l'effet de signer :

a) les actes et documents liés à l'exécution des missions prévues par le décret N° 79-180 du 6 mars 1979 modifié, particulièrement l'article 2 définissant les missions des services départementaux de l'architecture ;

b) les actes de gestion concernant les personnels de catégorie B et C, à l'exception des fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires ;

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lorenzo Diez, la délégation consentie à l'article 1a de l'arrêté susvisé sera exercé par Mme Christine BOULAY, architecte, et M. Yann VISSEAU, ingénieur des Services Culturels et du Patrimoine, à l'exclusion de la signature des avis conformes

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,  
2°) aux ministres,  
3°) aux parlementaires,  
4°) au préfet de région et au président du conseil régional  
5°) au président du conseil général  
6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.33 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Lorenzo Diez, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.75**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME YVETTE VOGLIMACCI,**  
**DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre ;

VU l'ordonnance N° 59-69 du 7 janvier 1959 portant réorganisation de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 93-7 du 4 janvier 1993 relative aux conditions d'attribution de la carte du combattant et du titre de reconnaissance de la Nation ;

VU le décret N° 59-166 du 7 janvier 1959 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 29 août 2001 du directeur général de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre portant nomination, à compter du 16 novembre 2001, de Mme Yvette Voglimacci en qualité de directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à Mme Yvette Voglimacci, directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer toutes décisions dans les matières suivantes :

**A - En matière financière :**

Opération de dépenses concernant la gestion des biens des pupilles de la nation mineurs sous tutelle ;

**B - En matière de délivrance de documents :**

Etablissement et signature des cartes de pupilles de la nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention "Station debout pénible" et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L.18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de la délivrance de la vignette automobile "gratis" aux grands mutilés de guerre et grands invalides de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des civils de la guerre et de leurs ayants-droits (veuves, orphelins, ascendants), des attestations en vue du raccordement prioritaire au réseau téléphonique général aux grands mutilés de guerre et aux grands invalides de guerre.

**C - En matière de délivrance de titres après délibération des commissions départementales spécialisées :**

a) Etablissement et signature des cartes du combattant au titre des opérations effectuées après le 2 septembre 1939, pour celles effectuées en Afrique du Nord entre le 1<sup>er</sup> janvier 1952 et le 2 juillet 1962, et celles effectuées en mission extérieure, des cartes du combattant volontaire de la résistance, des cartes de réfractaire, des cartes de patriote transféré en Allemagne, des cartes de personne transférée en pays ennemi, des attestations modèle T. 11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi.

b) Etablissement des diplômes d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre.

**D - En matière de secours, d'aides ménagères, de subventions après délibération du de la commission du conseil départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre :**

Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles aux ressortissants de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

**E - En matière de gestion de la direction départementale :**

a) Transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la nation délivrés en application du décret N° 93-1117 du 16 septembre 1993.

b) Certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant.

c) Signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et, en particulier, leur convocation et la notification des décisions.

d) Signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à la gestion du service départemental, à destination soit de l'administration centrale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, soit de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures de même que des demandes d'enquêtes administratives adressées aux maires.

e) Notation et appréciation écrite des personnels de la direction départementale des catégories B, C et D et attribution de congés de maladie ou de cures.

f) Présidence des commissions départementales spécialisées du service :

- \* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant,
- \* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance,
- \* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire,
- \* Commission départementale chargée de l'attribution du titre de personnes contrainte au travail en pays ennemi,
- \* Sous-commission d'action sociale et des enfants victimes de guerre,
- \* Commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur des porte-drapeaux des associations d'anciens combattants et victimes de guerre,
- \* Commission départementale médicale chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition sur la carte d'invalidité de la mention "Station debout pénible".

F - En matière de gestion et d'instruction des dossiers concernant les mesures pérennes et les secours sociaux en faveur des rapatriés d'origine nord-africaine et de leurs familles :

a) signature de tout le courrier ordinaire se rapportant à l'instruction des dossiers.

b) signature des ampliations des arrêtés se rapportant au mandatement des aides citées ci-dessus.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice du service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté est exercée par M. Raymond Didelon, adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.28 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 6** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme la directrice du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.76**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des États de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel n° 520 du 6 août 2003 nommant M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique dans le département de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Michel Ponsard-Chareyre, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : Cette délégation peut également être exercée par :

- M. Razurel Lionel	commissaire divisionnaire
- M. Kotnik Denis	commissaire de police
- M. Vançon Lionel	commissaire de police
- M. Barot Michel	commandant échelon fonctionnel
- M. Bluteau Jean-Claude	commandant échelon fonctionnel
- M. Bourgois François	commandant échelon fonctionnel
- M. Finance Jérôme	commandant échelon fonctionnel
- M. Friderich Pierre	commandant échelon fonctionnel
- M. Kowalski Daniel	commandant échelon fonctionnel
- M. Magny Jean-Marie	commandant échelon fonctionnel
- M. Deray Charles	commandant de police
- M. Florentin Michel	commandant de police
- M. Herlem Philippe	commandant de police
- M. Lambolez Alain	commandant de police
- M. Maquinghen Eric	commandant de police
- M. Rzadkowski Jean Pierre	commandant de police
- Mme Audoine Nancy	capitaine de police
- M. Bart Bernard	capitaine de police



**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.77**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. JACQUES SCHIELE,**  
**DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et notamment son article 33 ;  
VU la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;  
VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;  
VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;  
VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;  
VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;  
VU le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;  
VU le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret n° 2003-734 du 1<sup>er</sup> août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;  
VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 1993 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Jacques Schiele, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté en date du 16 septembre 1988 du procureur général près la cour d'appel de Nancy, habilitant M. Miguel Fabbri, capitaine de police à exercer les attributions attachées à la fonction d'officier de police judiciaire dans les limites territoriales du département de Meurthe-et-Moselle ;  
Sur proposition du commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à :

**M. Jacques Schiele**, commandant de police, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle en résidence à Mont-Saint-Martin, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2 :** La délégation de signature définie à l'article 1 du présent arrêté sera également exercée par M. Miguel Fabbri, commandant de police, adjoint au directeur .

**ARTICLE 3 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.31 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Schiele, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée pour information à M. le sous-préfet de l'arrondissement de Briey ainsi qu'à M. le Trésorier Payeur Général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.78**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. YVES BOULANGER,**  
**DIRECTEUR REGIONAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions  
VU l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ;  
Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2004 portant nomination de M. Yves Boulanger en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Lorraine Champagne - Ardenne ;  
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Délégation est donnée à M. Yves Boulanger, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les conventions nominatives portant règlement et contrôle des placements ordonnés par le juge pour enfants dans les lieux de vie situés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Boulanger, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée dans l'ordre suivant par M. Alain Sommacal, directeur régional adjoint ou M. Gérard Albert, attaché principal.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.23 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.79**

**ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-SUD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;

VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 15 juin 2004 nommant M. Jacques Beckel, directeur de l'agence de Nancy-Sud ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de pouvoirs est donnée à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à Nancy-Sud, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de Nancy-Sud :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.30 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Nancy-Sud, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.80**

**ACCORDANT DELEGATION DE POUVOIRS A M. LE DIRECTEUR DE L'AGENCE DE NANCY-NORD DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code forestier et les décrets n° 79-113 et 79-114 du 25 janvier 1979 portant révision du code forestier ;

VU la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 article 1er (article L.121- 1 du code forestier) créant l'Office National des Forêts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret n° 65-1065 du 7 décembre 1965 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 1er de la loi précitée ;

VU le décret n° 2003-539 du 20 juin 2003 portant diverses dispositions relatives à l'Office National des Forêts et modifiant le code forestier ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du directeur général de l'Office National des Forêts en date du 2 novembre 2004 nommant M. Marc DERROY, directeur de l'agence de Nancy-Nord ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de pouvoirs est donnée à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts à Nancy-Nord, dans la limite des attributions et compétences transférées à cet établissement public, à l'effet de signer les décisions suivantes pouvant être prises dans l'Agence de Nancy-Nord :

- Autorisation de vente ou d'échange de la quantité de bois tant de chauffage que de construction réservée en faveur des régions, des départements, des communes et sections de communes, des établissements publics, et des établissements d'utilité publique, des sociétés mutualistes et des caisses d'épargne, lors des ventes de coupes et produits de coupes de ces organismes (art. L 144-3 et R 144-5 du code forestier)

- Déclaration de la déchéance de la vente de coupes ou produits de coupes à l'encontre de l'acheteur qui n'a pas fourni les cautions exigées dans le délai prescrit (L 134-5 et R 134-3 du code forestier)

**ARTICLE 2** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.29 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de l'Agence de l'Office National des Forêts de Nancy-Nord, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.81**

**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A MME HELENE SAY,  
DIRECTRICE DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHIVES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code du Patrimoine, ensemble les décrets d'application n° 79-1037, n° 79-1038, n° 79-1039 et n° 79-1040 du 3 décembre 1979 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles R. 1421-1 à R. 1421-16 ;

VU le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mars 2003 nommant Mme Hélène SAY, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 18 août 2003 ;

VU la décision d'affectation du ministre de la culture et de la communication du 2 juillet 2004 concernant M. Pierre-Frédéric Brau, nommé aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### AR R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes correspondances, rapports, visas et décisions relatifs aux matières énumérées ci-dessous :

a) *gestion du service départemental d'archives :*

- correspondances relatives à la gestion du personnel de l'Etat mis à disposition auprès du conseil général pour exercer leurs fonctions dans le service départemental d'archives ;

- engagement de dépenses pour les crédits d'Etat dont elle assure la gestion.

b) *contrôle scientifique et technique des archives des collectivités territoriales :*

- correspondances, rapports et avis relatifs à l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales, à l'exclusion des décisions et mises en demeure concernant le dépôt des archives des communes aux Archives départementales en application des articles L. 1421-7 à L. 1421-9 du code général des collectivités territoriales ;

- avis sur les projets de construction, extension et réaménagement des bâtiments à usage d'archives des collectivités territoriales (à l'exclusion du département) et de leurs groupements ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des collectivités territoriales.

c) *contrôle des archives publiques et privées découlant du code du patrimoine et des décrets du 3 décembre 1979 relatifs aux archives :*

- documents liés au contrôle de la conservation, du tri, du classement, de l'inventaire et de la communication des archives des services de l'Etat, des établissements et entreprises publics, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public et des officiers publics ou ministériels ;

- visas préalables à l'élimination des documents d'archives des services de l'Etat ;

- documents liés à la protection du patrimoine archivistique privé.

d) *coordination de l'activité des services d'archives dans les limites du département.*

- correspondances et rapports.

**ARTICLE 2 :** Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

**ARTICLE 3 :** Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 4 :** La directrice des archives du département de Meurthe-et-Moselle rend compte périodiquement au préfet des décisions prises à l'occasion de ces délégations.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence de Mme Hélène SAY, la délégation qui lui est conféré par l'article premier sera exercée par M. Pierre-Frédéric Brau, conservateur du patrimoine, directeur adjoint du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 6 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.10 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Hélène SAY, directrice du service départemental d'archives de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours en préfecture de Meurthe-et-Moselle, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général ainsi qu'à M. le président du conseil général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.82

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. PHILIPPE LASSAUCE,  
DIRECTEUR D'EXPLOITATION DE LA S.A.N.E.F.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 96-982 du 8 novembre 1996 relatif à la police de la circulation sur les autoroutes et modifiant les articles R26-1, R43-1 et R43-3 du code de la route ;

VU le code de la route et notamment les articles R43-3 modifié, R43-4 et R138 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### AR R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe Lassauce, directeur de l'exploitation de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France, B.P. 38 - 51431 TINQUEUX CEDEX, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences les autorisations de circulation sur l'autoroute A4, sur le territoire du département de la Meurthe-et-Moselle, à ses propres personnels, matériels et véhicules ainsi qu'à ceux des entreprises appelées à travailler sur l'autoroute.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Lassauce, la délégation de signature qui lui est consentie par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par M. Rémy Gentner, chef du District de Jarny, Echangeur de Jarny, 54800 - JARNY.

**ARTICLE 3 :** L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.32 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 4** : M. le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe Lassauce, directeur de l'exploitation de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France, affiché, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement, à Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, et à Monsieur le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.83**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE A M. MICHEL PRESTREAU,**  
**CONSERVATEUR REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE DE LORRAINE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU la loi du 27 septembre 1941 modifiée portant réglementation des fouilles archéologiques ;

VU la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi N° 83.3 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'État en matière d'urbanisme ;

VU le décret 86.192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme ;

VU le décret N° 91.786 du 14 août 1991 pris pour l'application de la loi du 27 septembre 1941 susvisée ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire du 12 octobre 1987 relative aux relations entre l'archéologie, l'urbanisme et diverses servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ;

VU la circulaire du 7 octobre 1991 relative à l'organisation du service de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles ;

VU l'arrêté n° 0102964 du ministre de la culture et de la communication nommant M. Michel Prestreau, conservateur du patrimoine au Service Régional de l'Archéologie de Lorraine, en qualité de conservateur régional de l'archéologie

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée à M. Michel Prestreau, conservateur régional de l'archéologie de Lorraine, à l'effet de donner tous les avis réglementaires requis par les services instructeurs des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol susceptibles de compromettre la conservation d'un site archéologique.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel Prestreau, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1 du présent arrêté, sera exercée par M. Jean-Pierre Legendre et Mme Muriel Leroy, conservateurs du patrimoine.

**ARTICLE 3** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.12 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 4** : Le Secrétaire général de la préfecture, le conservateur régional de l'archéologie, le directeur régional des affaires culturelles, le directeur départemental de l'équipement, les sous-préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.84**  
**ACCORDANT DELEGATIONS INGENIERIE PUBLIQUE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code des Marchés Publics ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi N° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi N° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret N° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret N° 82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret N° 84-1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret N° 2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 15 mars 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Didier CAUVILLE, Directeur du Service de la Navigation du Nord-Est à compter du 18 mars 2002 ;

VU l'arrêté du 29 avril 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant M. Hugues CORBEAU, Directeur Départemental de l'Équipement de la Meurthe-et-Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU l'arrêté du 26 août 2004 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant M. Yves ROYER, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation est donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, et à M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 2** : Délégation est donnée à M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est, et à M. Serge HECTOR, directeur adjoint, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.



**ARTICLE 3** : Délégation est donnée à M. Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, et à M. Philippe PETITJEAN, adjoint au directeur, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 4** : Délégation est donnée, chacun pour leurs compétences et territoires géographiques respectifs, à M. Daniel MORLON, chef du service de l'ingénierie publique, à M. Roland SPITZBARTH, chef de l'arrondissement territorial Sud par intérim, et à M. Antoine VOGRIE, chef de l'arrondissement territorial Nord à la direction départementale de l'équipement, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 4 du présent arrêté, la délégation qui leur est confiée par ledit article sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, désigné par décision de M. le Directeur Départemental de l'Equipeement.

**ARTICLE 6** : Délégation est donnée à M. Philippe THIRION, chef de l'arrondissement études et grands travaux au services navigation du Nord-Est, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 7** : Délégation est donnée à M. Joël CHARBONNEL, chef du service ingénierie de l'eau à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, pour :

1 - autoriser les services de l'Etat à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 90 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée

2 - et signer les offres et les marchés de prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 230 000 euros hors taxes à la valeur ajoutée et toutes les pièces afférentes.

**ARTICLE 8** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.26 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 9** : Le Secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle,

- M. Maurice DUBOL, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle,

- M. Didier CAUVILLE, directeur du service de la navigation du Nord-Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de Lorraine,

- M. le Trésorier Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.85

ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE POUR PRESIDER LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR (IGH), LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP, LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité notamment son article 13 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2004 relatif à la sous-commission départementale pour la sécurité notamment les articles 1 et 4 concernant la présidence et les membres de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) notamment l'article 3 concernant la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2004 portant constitution des commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées notamment l'article 3 relatif à la présidence de ladite commission ;

VU l'arrêté préfectoral n° 04.BODE.42 du 25 octobre 2004 accordant délégation de signature pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH), les commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les commissions d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

#### ARRETE

**ARTICLE 1** : En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du corps préfectoral pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée pour présider ladite commission aux membres titulaires selon l'ordre suivant :

- Mme Françoise REPOSEUR, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- M. Michel PONSARD CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Colonel Guy CAZENAVE-LACROUTZ, commandant du groupement de gendarmerie départemental selon les zones de compétence,

- M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement,

- M. le Colonel Bernard MODERE, directeur départemental des services d'incendie et de secours,

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement des membres titulaires énumérés à l'article 1<sup>er</sup>, délégation est donnée pour présider la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur à leur adjoint en titre selon l'ordre suivant :

- M. Olivier MULLER, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. Lionel RAZUREL, commissaire divisionnaire adjoint au directeur départemental de la sécurité publique ou M. le Lieutenant-Colonel Jean-Charles LEMOND, adjoint au commandant du groupement de gendarmerie selon les zones de compétences,
- M. Dominique LOUIS, directeur-adjoint de la direction départementale de l'équipement,
- M. le Lieutenant-Colonel Jean-Jacques HORB, adjoint au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement du sous-préfet territorial, d'un autre membre du corps préfectoral, du secrétaire général de la sous-préfecture pour présider la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées, délégation est donnée pour présider lesdites commissions aux fonctionnaires du cadre national des préfectures suivants :

**commissions d'arrondissement de Nancy**

- Mme REPOSEUR Françoise, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. MULLER Olivier, attaché, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. BOSC CABROL Francis, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile
- Mme BALLE Christiane, secrétaire administratif au service interministériel de défense et de protection civile

**commission d'arrondissement de Briey**

- Mme BRIZON Eléna, attachée à la sous-préfecture de Briey,
- Mme LAVAUX Annie, attaché à la sous-préfecture de Briey.

**commission d'arrondissement de Lunéville**

- M. FREGIERS Bernard, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville,
- Mme SIMON Françoise, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Lunéville.

**commission d'arrondissement de Toul**

- Mme THIRION Danièle, secrétaire administratif à la sous-préfecture de Toul.

**ARTICLE 4** : L'arrêté préfectoral n° 04.BODE.INT.09 du 13 décembre 2004 est abrogé.

**ARTICLE 5** : M. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur de cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Mme et Mrs les sous préfets de Briey, Lunéville et Toul sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres désignés et à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**ARRETE PREFECTORAL N° 04.BODE.86**  
**ACCORDANT DELEGATION DE SIGNATURE AU COLONEL GUY CAZENAVE-LACROUTZ,**  
**COMMANDANT DU GROUPEMENT DE GENDARMERIE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU l'article 43-7° du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU le décret du Président de la République en Conseil des Ministres en date du 2 décembre 2004 nommant M. Claude Baland, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le titre de commandement du directeur général de la gendarmerie nationale en date du 27 juin 2002 désignant le Colonel Guy Cazenave-Lacroutz pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> août 2002 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de signature est donnée au Colonel Cazenave-Lacroutz, commandant du groupement de gendarmerie, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article 33 de l'ordonnance modifiée N° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement du Colonel Cazenave-Lacroutz, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1 du présent arrêté sera exercée par le Lieutenant Colonel Lemond.

**ARTICLE 3** : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

**ARTICLE 4** : Les correspondances d'une importance particulière doivent être adressées aux maires sous-couvert du sous-préfet d'arrondissement concerné.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Colonel Cazenave-Lacroutz, commandant du groupement de gendarmerie, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A MME VERONIQUE CHERON, PREMIERE PRESIDENTE DE LA COUR D'APPEL DE NANCY,  
ET M. GILLES LUCAZEAU, PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 24 avril 1998 nommant Mme Véronique CHERON, en qualité de première présidente de la Cour d'Appel de Nancy ;  
VU le décret du président de la République en date du 25 janvier 1993 nommant M. Gilles LUCAZEAU, en qualité de procureur général près la Cour d'Appel de Nancy ;  
VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Mme la Première Présidente de la cour d'appel de Nancy, conjointement à M. le Procureur Général près la cour d'appel de Nancy ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 26 novembre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée conjointement à Mme Véronique CHERON, Première Présidente de la cour d'appel de Nancy et M. Gilles LUCAZEAU, Procureur Général près la cour d'appel de Nancy, à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable. Les seuils de 150 000 et 230 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU m'adresseront conjointement, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel des besoins exprimés au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé. Sont exclus de cette délégation la signature des engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est également donnée conjointement à Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU indiqueront conjointement, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4 :** Mme Véronique CHERON et M. Gilles LUCAZEAU peuvent, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer conjointement leur signature à un ou plusieurs de leurs collaborateurs.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6 :** Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8 :** Le secrétaire général de la préfecture, Mme Véronique CHERON, M. Gilles LUCAZEAU et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. GERARD DECLUNDER, DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT DE SOUTIEN OPERATIONNEL ET LOGISTIQUE  
DE LA SECURITE CIVILE DE L'EST (E.S.O.L.)**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;  
VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1996 nommant M. Gérard DECLUNDER en qualité de directeur de l'établissement de soutien opérationnel et logistique de la sécurité civile de l'Est ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'établissement de soutien opérationnel et logistique de la sécurité civile de l'Est ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Gérard DECLUNDER à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Gérard DECLUNDER m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Gérard DECLUNDER à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Gérard DECLUNDER indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Gérard DECLUNDER peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006 ;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Gérard DECLUNDER, directeur de l'établissement de soutien opérationnel et logistique de la sécurité civile de l'Est et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. MICHEL PONSARD-CHAREYRE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA SECURITE PUBLIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 6 août 2003 nommant M. Michel PONSARD-CHAREYRE en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 8 septembre 2003 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la sécurité publique ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Michel PONSARD-CHAREYRE m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Michel PONSARD-CHAREYRE à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Michel PONSARD-CHAREYRE indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Michel PONSARD-CHAREYRE peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Michel PONSARD-CHAREYRE, directeur départemental de la sécurité publique et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. DANIEL KIEFER, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES RENSEIGNEMENTS GENERAUX DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2002 nommant M. Daniel KIEFER en qualité de directeur départemental des renseignements généraux de Meurthe-et-Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental des renseignements généraux ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Daniel KIEFER à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Daniel KIEFER m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Daniel KIEFER à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Daniel KIEFER indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Daniel KIEFER peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Daniel KIEFER, directeur départemental des renseignements généraux et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

---

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. JACQUES SCHIELE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA POLICE AUX FRONTIERES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle;  
VU l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> septembre 1993 nommant M. Jacques SCHIELE en qualité de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la police aux frontières ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Jacques SCHIELE à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable. Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Jacques SCHIELE m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Jacques SCHIELE à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, les actes d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Jacques SCHIELE indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Jacques SCHIELE peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Jacques SCHIELE, directeur départemental de la police aux frontières et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. JEAN-YVES MAY, CHEF DES SERVICES DU TRESOR PUBLIC DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU la nomination de M. Jean-Yves MAY en qualité de chef des services du trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Jean-Yves MAY à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable. Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Jean-Yves MAY m'adressera, pour le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Yves MAY à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Jean-Yves MAY indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Jean-Yves MAY peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Jean-Yves MAY, chef des services du Trésor public de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES**  
**A M. DOMINIQUE SIMON, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle;

VU l'arrêté du 28 mai 2001 nommant M. Dominique SIMON en qualité de directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse de Meurthe-et-Moselle à compter du 1<sup>er</sup> mai 2001 ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Dominique SIMON à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000 € sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. Dominique SIMON m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée à M. Dominique SIMON à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. Dominique SIMON indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. Dominique SIMON peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Dominique SIMON, directeur départemental de la protection judiciaire de la jeunesse et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES**  
**A M. LE CHEF DU SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté ministériel du 13 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Lorenzo DIEZ en qualité de chef du service de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er octobre 2004 ;  
VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;  
VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté préfectoral susvisé du 14 octobre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à M. Lorenzo DIEZ, chef du service de l'architecture et du patrimoine à l'effet de passer en mon nom les marchés sur procédure adaptée (seuils inférieurs à 150 000 € pour les fournitures et services et 230 000 € pour les travaux), dans les formes et conditions prévues par le règlement départemental susvisé du 6 octobre 2004. La signature de ces marchés devra être précédée ou accompagnée d'un engagement comptable préalable.

Les seuils de 150 000 et 230 000€ sont appréciés au niveau des structures définies au B du titre I du règlement susvisé.

Pour la mise en œuvre de cette évaluation, M. le chef du service de l'architecture et du patrimoine m'adressera, pour le 1er septembre de chaque année, l'état prévisionnel de ses besoins exprimé au niveau des articles de la nomenclature définie au 1 du titre II du règlement susvisé.

Sont exclues de cette délégation les commandes relatives aux marchés ayant pour objet les engagements juridiques effectués par voie de baux ou contrats ou abonnements pouvant couvrir plusieurs exercices ainsi que les marchés formalisés quel que soit leur montant ;

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée pour l'exercice budgétaire 2004 à M. le chef de l'architecture et du patrimoine à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Toutefois, l'acte d'adhésion ou d'engagement juridique à ces marchés restent soumis à ma signature.

De la même façon que pour l'application de l'article 1er en ce qui concerne l'évaluation des seuils, M. le chef de l'architecture et du patrimoine indiquera, dans l'état des besoins prévu au dit article, la nature et le montant prévisibles des marchés à passer dans le cadre d'une mise en concurrence nationale, de conventions de prix nationales ou de groupements d'achats.

**ARTICLE 4** : M. le chef de l'architecture et du patrimoine peut, en ce qui concerne la procédure d'engagement juridique et le visa du service rendu, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs de ses collaborateurs.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux marchés n'ayant pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006. Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006 ;

**ARTICLE 6** : Toutes dispositions contraires figurant dans les arrêtés de délégations générales sont annulées.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 8** : Le secrétaire général de la préfecture, M. Lorenzo DIEZ, chef du service de l'architecture et du patrimoine et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. L'INSPECTEUR D'ACADEMIE, DIRECTEUR DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE**

**LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU la circulaire de Monsieur le ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche DAF A2/FD/n°03-214 du 19 juin 2003 ;

VU le courrier du 12 novembre 2004 du directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche informant le Préfet de la nomination de M. Claude BISSON-VAIVRE dans l'emploi d'inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Meurthe-et-Moselle à compter du 15 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Madame la secrétaire générale de l'inspection académique ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté susvisé du 2 novembre 2004 est annulé.

**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget ordinaire de la jeunesse et de l'enseignement scolaire (code 106), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne l'ensemble des dépenses et des recettes liées à l'activité de ses services.



Délégation de signature est également donnée à M. Claude BISSON-VAIVRE pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : M. Claude BISSON-VAIVRE peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation de la personne responsable des marchés est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'Office des publications de l'Union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics, des avenants au marché et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article 8. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : M. l'inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, M. l'inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, M. l'inspecteur d'Académie peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur d'Académie de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 4 février 1986 et 2 mai 2002 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté ministériel du 2 septembre 2004 portant nomination de Monsieur Yves ROYER en qualité de directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle à compter du 30 août 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux susvisés du 2 septembre et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Yves ROYER, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne :

a) Le budget du ministère de l'agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales (code 03), pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, y compris sur le fonds national de l'eau (code 003- compte spécial 902-00), ainsi que de l'activité du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles.

b) Le budget du ministère de l'écologie et du développement durable (code 37), pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4 :** Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8 :** Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental de l'agriculture peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du Président de la République du 3 juin 2004 portant nomination de M. Marc BURG commissaire divisionnaire de la police nationale détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en conseil des ministres du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Monsieur Marc BURG, secrétaire général de la préfecture ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er :** L'arrêté préfectoral susvisé du 1er décembre 2004 est annulé.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Marc BURG, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en cas d'empêchement de ma part la fonction de personne responsable des marchés publics dans le département de Meurthe-et-Moselle telle qu'elle résulte de l'article 20 du code des marchés publics.

Cette délégation s'étend également à l'engagement des procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats.

**ARTICLE 3** : Pour les marchés dont j'assurerai le choix des titulaires et la signature des pièces constitutives, délégation de signature est accordée au secrétaire général de la préfecture pour me représenter en tant que personne responsable du marché.

**ARTICLE 4** : La délégation prévue à l'article 1er s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché ainsi qu'aux arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres.

Monsieur le secrétaire général pourra, en tant que de besoin, se faire également représenter par une personne de son choix dont la fonction est en lien avec la gestion du marché considéré, sauf pour le choix des titulaires et la signature des pièces du marché qui resteront soumis à sa signature.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est également accordée au secrétaire général de la préfecture en vue de signer l'ensemble des pièces de marchés passés dans le cadre des procédures adaptées prévues à l'article 28 du code des marchés publics.

Cette délégation ne fait toutefois pas obstacle au maintien des délégations déjà accordées en la matière aux centres de responsabilité de la préfecture ainsi qu'aux fonctionnaires de préfecture chargés de l'engagement des crédits qui me sont délégués.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 7** : Le secrétaire général de la préfecture et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE L'EQUIPEMENT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 95-105 du 2 février 1995, notamment son article 13, ensemble les décrets 95-1115 du 17 octobre 1995 et 2000-1143 du 21 novembre 2000 relatifs au fonds de prévention des risques naturels majeurs

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville.

VU l'arrêté interministériel du 1er mars 2002 portant affectation des sommes nécessaires à la préparation et à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels ;

VU l'arrêté ministériel du 29 avril 2002 portant nomination de Monsieur Hugues CORBEAU en qualité de directeur départemental de l'équipement de Meurthe et Moselle à compter du 3 juin 2002 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 31 mai 2002 et 14 octobre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental de l'équipement ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 31 mai 2002 et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat d'une part, et, d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne :

a) **Le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire (code 06)**, pour les dépenses et les recettes relatives aux opérations d'investissements concernant les bâtiments appartenant à l'Etat.

b) **Le budget de l'équipement (section commune code 23), le budget des transports et de la sécurité routière (code 26, et le budget du logement (code 31)**, pour les dépenses et les recettes relatives à l'activité de la direction départementale de l'équipement, y compris fonds national d'investissements des transports terrestres et voies navigables et le fonds spécial 904-21 -compte de commerce de la direction départementale de l'équipement-

c) **Le budget des sports (code 32)** pour les dépenses et les recettes relatives aux dépenses d'investissements imputables sur le titre V de ce budget et sur le chapitre IX du fonds national de développement du sport (Equipements sportifs appartenant à l'Etat).

d) **Le budget de l'écologie et du développement durable (code 37)** pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'équipement.

e) **Le budget de la ville (code 39)**, pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de l'équipement.

f) **Le fonds de prévention des risques naturels majeurs**. Compte 466-1686 pour les ordres de paiement et toutes opérations relevant de la compétence de l'ordonnateur.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental de l'équipement pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : M. le directeur départemental de l'équipement peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

## DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental de l'équipement à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8 :** Le directeur départemental de l'équipement m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental de l'équipement peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental de l'équipement peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10 :** En cas d'absence et d'empêchement de M. Hugues CORBEAU, et sous sa responsabilité, M. Dominique LOUIS, directeur adjoint, est autorisé à signer l'ensemble des actes dévolus à la personne responsable des marchés

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 13 :** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2001 nommant M. Philippe MICHEL en qualité de directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle à compter du 6 novembre 2001 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 26 novembre 2001 et 14 octobre 2004 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er :** Les arrêtés préfectoraux des 26 octobre 2001 et 14 octobre 2004 sont annulés.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est donnée à M. Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, sur le **budget santé, famille, personnes handicapées et solidarité (code 35)** pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus sur les allocations du RMI.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Philippe MICHEL, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget des affaires sociales et de la solidarité nationale, du travail, de la santé et de l'emploi ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 1999 portant nomination de M. Jean-Paul JOLY en qualité de directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à compter du 1er novembre 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 28 août 2000 et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, sur le budget du travail (code 36) en ce qui concerne les activités de la direction départementale du travail et de l'emploi, à l'exception toutefois de ceux relatifs à la gestion du chapitre 37-62/10 (dépenses relatives à l'organisation des élections prud'homales), qui restent soumis à ma signature.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles demandes de passer outre aux avis défavorables du contrôleur financier déconcentré, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4 :** M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Paul JOLY, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8 :** Le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9 :** En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12 :** M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et M. le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A MME LA DIRECTRICE DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 29 décembre 1982, 4 janvier 1984 4 février 1986 et 2 mai 2002 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de l'environnement, et l'arrêté interministériel du 2 mai 2002, portant même objet pour l'exécution du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU l'arrêté interministériel du 17 avril 2003 modifiant l'arrêté du 27 janvier 1992, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués sur le budget de l'écologie et du développement durable ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mars 2002 portant nomination de Madame Régine MARCHAL-N'GUYEN en qualité de directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2002, modifié par l'arrêté préfectoral du 20 août 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à Mme la directrice départementale des services vétérinaires.

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés à Mme la directrice départementale des services vétérinaires.

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er :** Les arrêtés préfectoraux susvisés des 29 juillet 2002, 20 août 2003 et 14 octobre 2004 sont annulés.

## DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est accordée à Madame Régine MARCHAL-NGUYEN, directrice départementale des services vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part, en ce qui concerne :

a) **Le budget du ministère de l'agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales (code 03)**, pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale des services vétérinaires.

b) **Le budget du ministère de l'écologie et du développement durable (code 37)**, pour les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale des services vétérinaires en matière d'inspection d'installations classées pour la protection de l'environnement et en matière de protection de la faune sauvage captive.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental des services vétérinaires pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4 :** Le directeur départemental des services vétérinaires peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5 :** La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

## DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6 :** Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services vétérinaires, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des services vétérinaires pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7 :** Délégation de signature est accordée à la directrice départementale des services vétérinaires à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8 :** La directrice départementale des services vétérinaires m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9 :** En matière de marchés publics pour lesquels elle assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Madame la directrice départementale des services vétérinaires peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Madame la directrice départementale des services vétérinaires peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 11 :** Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des services vétérinaires et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES  
A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES FISCAUX

## LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

VU l'arrêté ministériel du 22 février 2002 portant nomination de M. Marc CANO en qualité de directeur départemental des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 29 août 2002 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 août 2002 modifié par l'arrêté du 10 décembre 2002 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur départemental des services fiscaux pour l'exécution du budget du ministère de l'économie, des finances et du budget ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental des services fiscaux ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux des 27 août et 10 décembre 2002 et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Marc CANO, directeur départemental des services fiscaux, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (code budgétaire 07), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 modifié sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale des services fiscaux ainsi qu'au comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle.

La présente délégation s'étend également aux dépenses payées par l'intermédiaire de la régie d'avances des services sociaux pour le compte de la direction du personnel ainsi qu'à la signature des actes juridiques et comptables relatifs aux opérations imputées sur le compte de commerce 904-06.

Délégation de signature est également donnée au directeur départemental des services fiscaux pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : Le directeur départemental des services fiscaux peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental des services fiscaux à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Le directeur départemental des services fiscaux m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental des services fiscaux peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur départemental des services fiscaux peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des services fiscaux et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR REGIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE LORRAINE, DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DE MEURTHE ET MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels des 30 décembre 1982, et 20 juin 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté interministériel du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;



VU la nomination, le 22 juin 1999, de M. Raymond AUBRY en qualité de directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine à compter du 1er septembre 1999;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur régional de la jeunesse et des sports en ce qui concerne les activités de la direction départementale de Meurthe et Moselle ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur régional de la jeunesse et des sports en ce qui concerne les activités de la direction départementale de Meurthe et Moselle ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 25 mars 2003 et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Raymond AUBRY, directeur régional de la jeunesse et des sports exerçant les fonctions de directeur départemental de la jeunesse et des sports de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses ordinaires du **budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire (code budgétaire 06)** et du **budget du sport (code budgétaire 32)**, y compris sur le fonds national de développement du sport (compte 902-17 chapitre 06-10) d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié) sur ces mêmes budgets, d'autre part, en ce qui concerne les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de la jeunesse et des sports (code ordonnateur 078054).

Délégation de signature est également donnée au directeur régional de la jeunesse et des sports pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : Le directeur régional de la jeunesse et des sports peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports, à l'effet d'exercer en mon nom, en ce qui concerne les activités de la direction départementale de la jeunesse et des sports de Meurthe et Moselle, la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur régional de la jeunesse et des sports à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Le directeur régional de la jeunesse et des sports m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur régional de la jeunesse et des sports peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur régional de la jeunesse et des sports peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de la jeunesse et des sports et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

VU la nomination, en date du 18 novembre 2003 de Monsieur Philippe BAILLET en qualité de directeur régional des douanes, à compter du 31 décembre 2003 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2003 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne responsable des marchés à M. le directeur régional des douanes pour l'exécution du budget du ministère de l'économie, des finances et du budget ;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur régional des douanes ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux susvisés des 24 décembre 2003 et 14 octobre 2004 sont annulés.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à Monsieur. Philippe BAILLET, directeur régional des douanes, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (code budgétaire 07), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié) sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction régionale des douanes.

Délégation de signature est également donnée au directeur régional des douanes pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 3** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 4** : Le directeur régional des douanes peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 5** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est accordée au directeur directeur régional des douanes, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur régional des douanes pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur régional des douanes à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Le directeur régional des douanes m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 9** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur régional des douanes peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur régional des douanes peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 10** : Le présent arrêté s'applique aux marchés qui n'auront pas encore fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence à sa date de parution. Il est pris à titre transitoire en ce qui concerne les marchés de fournitures ou de service qui auront fait l'objet d'une publication en 2004 ou 2005 pour les besoins correspondant à l'exercice 2005, à l'exception des marchés à passer pour couvrir des besoins de l'exercice 2006.

Un nouvel arrêté interviendra dans le courant de 2005 en vue de la mutualisation de certains besoins en fournitures ou services en 2006.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional des douanes et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE ET DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES A M. LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION ET DE LA REPRESSION DES FRAUDES

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances, ensemble le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré, ensemble l'arrêté du ministre du budget du 29 juillet 1996, pris pour son application ;

VU le décret 98-81 du 11 février 1998 relatif à la prescription quadriennale ;

VU le décret n°85-1152 du 5 novembre 1985 portant création d'une direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes au ministère de l'économie, des finances et du budget

VU le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et notamment ses articles 20, 21 et 28 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;

VU le décret du 2 décembre 2004 du président de la République en conseil des ministres nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 15 novembre 2004 nommant M. Christian JEANNOT directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 août 2000 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour l'exécution du budget de l'économie, des finances et du budget;

VU le règlement départemental du 6 octobre 2004 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés passés sur procédure adaptée ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2004 portant délégation de signature de la personne responsable des marchés au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : Les arrêtés préfectoraux des 28 août 2000 et 14 octobre 2004 sont annulés..

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est donnée à M. Christian JEANNOT, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses du budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (code budgétaire 07), d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes, exécutoires en application des dispositions du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié) sur ce même budget, d'autre part, en ce qui concerne les dépenses et les recettes liées à l'activité de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Cette délégation s'étend également aux dépenses concernant l'aide aux associations de consommateurs.

**ARTICLE 3** : Délégation de signature est également donnée au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2000 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 4** : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier payeur général, qui restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 5** : Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

**ARTICLE 6** : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier payeur général.

#### DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne responsable des marchés publics dont la dépense est imputée sur les lignes budgétaires concernées par la délégation accordée à l'article 2.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € pour les marchés de fournitures et services et 5 900 000 € pour les marchés de travaux.

Au-delà des seuils susvisés, délégation de signature est accordée au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes pour me représenter en tant que personne responsable du marché. Cette délégation s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché, à l'exception de celles constitutives du marché au sens de l'article 11 du code des marchés publics et des décisions de toute nature concernant le choix du titulaire, qui restent soumises à ma signature.

Les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres restent également soumis à ma signature.

**ARTICLE 8** : Délégation de signature est accordée au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

**ARTICLE 9** : Le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 150 000 € en matière de fournitures et services et à 230 000 € en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

**ARTICLE 10** : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de personne responsable des marchés en application de l'article 7 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peut se faire représenter pour assumer la fonction de personne responsable des marchés et signer les actes qui découlent de cette fonction, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

**ARTICLE 11** : Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 2004.

**ARTICLE 12** : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 20 décembre 2004

Le Préfet,  
Claude BALAND

## REPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

## SOMMAIRE

<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE</b>	<b>1444</b>
<b>CABINET DU PREFET</b>	<b>1444</b>
ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES - HABILITATION ET TARIFS POUR L'ANNEE 2005	1444
<b>SECRETARIAT GENERAL</b>	<b>1445</b>
ARRETE PORTANT APPROBATION DU PROJET D'ACTION STRATEGIQUE DE L'ETAT DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1445
<b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES</b>	<b>1446</b>
<b>PREMIER BUREAU</b>	<b>1446</b>
ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX ET TUCQUEGNIEUX	1446
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1446
EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1446
<b>QUATRIEME BUREAU</b>	<b>1446</b>
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY-CAMPAGNE	1446
ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN	1447
<b>CINQUIEME BUREAU</b>	<b>1447</b>
ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE FILLIERES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	1447
ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CONCERNANT LE DROIT D'EAU AFFERENT AU MOULIN DE GONDREVILLE	1448
<b>DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES</b>	<b>1448</b>
<b>DEUXIEME BUREAU</b>	<b>1448</b>
ARRETE MODIFICATIF CONCERNANT L'ENTREPRISE PRESTAN'S	1448
RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 58	1449
<b>DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES</b>	<b>1449</b>
<b>PREMIER BUREAU</b>	<b>1449</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE BRALLEVILLE, DIARVILLE, HOUSSEVILLE, SAINT FIRMIN ET VAUDEMONT DU SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE AINSI QUE LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE LEMENIL-MITRY DE LA COMPETENCE "ORDURES MENAGERES" DU MEME SYNDICAT	1449
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON A EXERCER LA COMPETENCE « EAU » ET ADOPTANT LES STATUTS ACTUALISES A COMPTER DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER 2005	1450
ARRETE PORTANT EXTENSION DE COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY	1453
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY</b>	<b>1453</b>
ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE	1453
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE</b>	<b>1454</b>
ARRETE DU 24 NOVEMBRE 2004 MODIFIANT LES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BADONVILLOIS	1454
<b>SOUS-PREFECTURE DE TOUL</b>	<b>1455</b>
ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES COTES DE SAINT-AMON	1455
ARRETE PREFECTORAL PORTANT SOUMISSION AU REGIME FORESTIER DE 1 HA 55 DE TERRAIN APPARTENANT A LA COMMUNE DE PIERRE-LA-TREICHE	1455
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT</b>	<b>1456</b>
<b>AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE</b>	<b>1456</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	<b>1456</b>
ARRETE N° 16 DU 8 DECEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	1456
ARRETE N° 18 DU 8 DECEMBRE 2004 FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT	1457
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES</b>	<b>1457</b>
<b>ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</b>	<b>1458</b>
ARRETE DDASS / AES / N° 1006 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR	1458
ARRETE DDASS / AES / N° 1009 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-REMY » DE NANCY	1458
ARRETE DDASS / AES / N° 1010 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME D'ESSEY-LES-NANCY	1458
ARRETE DDASS / AES / N° 1011 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE JARVILLE	1459
ARRETE DDASS / AES / N° 1013 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-SAUVEUR » DE NANCY	1459
ARRETE DDASS / AES / N° 1014 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION SOINS COURANTS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE « MA MAISON » GEREE PAR LES PETITES SOEURS DES PAUVRES	1460

ARRETE DDASS / AES / N° 1015 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « LES OPHELIADÈS » DE NANCY.....	1460
ARRETE DDASS / AES / N° 1016 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE VANDOEUVRE-LES-NANCY.....	1461
ARRETE DDASS / AES / N° 1017 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « HOTELIA » DE LAXOU.....	1461
ARRETE DDASS / AES / N° 1044 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE BOUXIERES AUX DAMES.....	1462
ARRETE DDASS / AES / N° 1046 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE ONVILLE.....	1462
ARRETE DDASS / AES / N° 1047 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE HAROUÉ.....	1462
ARRETE DDASS / AES / N° 1048 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE COLOMBEY-LES-BELLES.....	1463
ARRETE DDASS / AES / N° 1049 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE PONT A MOUSSON.....	1463
ARRETE DDASS / AES / N° 1050 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BACCARAT.....	1464
ARRETE DDASS / AES / N° 1051 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU.....	1464
ARRETE DDASS / AES / N° 1052 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME D'EINVILLE AU JARD.....	1464
ARRETE DDASS / AES / N° 1059 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY.....	1465
ARRETE DDASS / AES / N° 1085 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE SAINT FIRMIN.....	1465
ARRETE DDASS / AES / N° 1086 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « L'OSERAIE » A LAXOU.....	1466
ARRETE DDASS / AES / N° 1103 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH » GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY.....	1466
ARRETE DDASS / AES / N° 1104 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE MAXEVILLE.....	1467
ARRETE DDASS / AES / N° 1105 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « LES BRUYERES » A JOUDREVILLE.....	1467
ARRETE DDASS / AES / N° 1106 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE « CENTRE BRANCON » A ROYAUMEIX.....	1467
ARRETE DDASS / AES / N° 1107 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE JARNY.....	1468
ARRETE DDASS / AES / N° 1109 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « PROTESTANTE » DE NANCY.....	1468
ARRETE DDASS / AES / N° 1110 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE DOMBASLE SUR MEURTHE.....	1469
ARRETE DDASS / AES / N° 1113 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME « NOTRE MAISON » DE NANCY.....	1469
ARRETE DDASS / AES / N° 1115 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « HOTEL CLUB » DE SAINT MAX.....	1470
ARRETE DDASS / AES / N° 1122 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU.....	1470
ARRETE DDASS / AES / N° 1124 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PRIVE AUTONOME DE EINVILLE AU JARD.....	1471
ARRETE DDASS / AES / N° 1140 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE.....	1471
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-68.....	1471
ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE - SELARL 11 - AUTORISATION N° 54-05 -	
AUTORISATION N° 54-68 - AUTORISATION N° 54-70 - AUTORISATION N° 54-80.....	1472
ARRETE PORTANT INSCRIPTION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERS VITALI DURIEUX, 5 RUE ARISTIDE BRIAND - 54400 LONGWY - N° 54-94-038.....	1473
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 161 -	
SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS, 83 RUE ALBERT DENIS - 54200 TOUL.....	1474
ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES AGREMENT N° 162 -	
SARL AMBULANCE BERTRAND, 12 ROUTE DE THIENVILLE - 54120 LA CHAPELLE.....	1475
<b>POLE SOCIAL</b> .....	1475
ARRETE N° 1087 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 13 RUE DU FOUR - 54700 PONT-A-MOUSSON (ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) GERE PAR L'AEIM.....	1475
ARRETE N° 1088 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY - ZONE INDUSTRIELLE COTE BARRY - 54154 BRIEY CEDEX - GERE PAR L'AEIM.....	1476
ARRETE N° 1089 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX - GERE PAR L'AEIM.....	1477
ARRETE N° 1090 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZONE INDUSTRIELLE DE LA MOURIERE BP N° 8 - 54490 PIENNES - GERE PAR L'AEIM.....	1478

ARRETE N° 1091 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ROUTE DE FROUARD - BP N° 10 - 54460 LIVERDUN - GERE PAR L'AEIM.....	1479
ARRETE N° 1092 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAC DE LA CROISSETTE - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT - GERE PAR L'AEIM.....	1480
ARRETE N° 1093 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « ANDRE LANCIOT » ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ERABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX - GERE PAR L'AEIM.....	1480
ARRETE N° 1094 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 38 RUE PIERRE ET MARIE CURIE - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX - GERE PAR L'AEIM.....	1481
ARRETE N° 1095 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE - GERE PAR L'AEIM.....	1482
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT .....</b>	<b>1483</b>
<i>CABINET.....</i>	<i>1483</i>
ARRETE N° 2004/001/DDE/CAB CONSTATANT L'EXTENSION DU PERIMETRE DES TRANSPORTS URBAINS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY.....	1483
<i>SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES .....</i>	<i>1483</i>
ARRETE 2004/DDE/280/CDER.....	1483
ARRETE 2004/DDE/290/CDER.....	1484
ARRETE 2004/DDE/291/CDER.....	1485
<i>SERVICE DE L'HABITAT.....</i>	<i>1486</i>
ARRETE PORTANT AGREMENT DU CENTRE COMMUNAL D' ACTION SOCIALE DE JARNY COMME GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE SOCIALE GUY MOQUET A JARNY.....	1486
ARRETE PORTANT AGREMENT DE L' ASSOCIATION DE GESTION ET D' ANIMATION DU FOYER ARISTIDE BRIAND COMME GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE SOCIALE JACQUES CORDIER A TOUL .....	1486
<i>SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES.....</i>	<i>1486</i>
ARRETE N° 04 DE 010 PFU PORTANT SUPPRESSION DU PLAN D' EXPOSITION AU BRUIT DE L' AERODROME DE TOUL - ROSTERES.....	1486
ARRETE PREFECTORAL 21 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY - CONSTRUCTION D'UNE VOIE ROUTIERE ENTRE LE CARREFOUR DIT "DE LA SOLERE" AVENUE DU CHATEAU A SAULXURES LES NANCY ET LA RUE DE SAULXURES A PULNOY - ARRETE DE CESSIBILITE .....	1487
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU .....</b>	<b>1488</b>
DECISION N° 015/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE.....	1488
<b>PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....</b>	<b>1488</b>
<b>SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES .....</b>	<b>1488</b>
DECISION CONCERNANT M. MARC BURG, SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1488
DECISION CONCERNANT M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES A LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....	1489
<b>ARRETES INTERPREFECTORAUX .....</b>	<b>1489</b>
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BERG-SUR-MOSELLE, BECHAMPS, BONCOURT, BRUVILLE, HAN-DEVANT-PIERREPONT, MONT-BONVILLERS, PARFONDROPT ET PIERREPONT AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS AINSI QUE LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE METZ-METROPOLE DU MEME SYNDICAT .....	1489
ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE NOVIANT-AUX-PRES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1 <sup>ER</sup> CYCLE DANS LE SECTEUR DE THIAUCOURT.....	1491

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET DU PREFET

#### ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES HABILITATION ET TARIFS POUR L'ANNEE 2005

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée, relative aux annonces judiciaires et légales,

VU l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre,

VU le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955, modifié fixant le minimum de diffusion dont doivent justifier les journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales,

VU les circulaires n° 4230 du 7 décembre 1981 et n° 3805 du 8 octobre 1982 du ministre de la communication et la circulaire du 30 novembre 1989 du ministre délégué chargé de la communication,

VU les demandes présentées par les journaux,

VU les avis favorables formulés par la commission consultative départementale instituée par application de l'article 2 de la loi précitée,

SUR proposition de M. le directeur de cabinet,

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'arrêté du 17 décembre 2003 est abrogé à compter du 16 décembre 2004.

**ARTICLE 2** : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2005, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

## POUR LE DEPARTEMENT

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy - 57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.4 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

**ARTICLE 3** : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à **3,41 euros** hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à **1,51 euro** hors taxe.

**ARTICLE 4** : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

**ARTICLE 5** : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

**ARTICLE 6** : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

**ARTICLE 7** : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
  - M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
  - MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
  - MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
  - MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
  - M. le président de la chambre départementale des notaires
  - MM. les directeurs des journaux habilités,
  - MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
  - M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,
- et inséré au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 16 décembre 2004

Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

## SECRETARIAT GENERAL

ARRETE PORTANT APPROBATION DU PROJET D'ACTION STRATEGIQUE DE L'ETAT  
DANS LE DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire du Premier Ministre n°4.994/SG du 13 mai 2004 relative à la préparation des projets d'action stratégique de l'Etat ;

VU le projet d'action stratégique de l'Etat en Région Lorraine présenté au comité national de suivi le 30 juillet 2004 et adopté par le comité de l'administration régionale le 21 octobre 2004 ;

VU l'accord du comité de pilotage du 20 octobre 2004 sur le projet d'action stratégique de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU la présentation du document au collège des chefs de service du 10 novembre 2004 et l'avis favorable de cette instance ;

CONSIDERANT que les projets d'action stratégique de l'Etat déterminent pour la période 2004/2006 la stratégie de mise en œuvre des politiques de l'Etat dans les régions et départements ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,

## ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le projet d'action stratégique de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle (PASED) pour la période 2004/2006 est arrêté.

**ARTICLE 2** : Le projet d'action stratégique de l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle se compose de 4 parties :

- une 1<sup>re</sup> partie diagnostic présentant les caractéristiques du territoire meurthe-et-mosellan ;
- une deuxième partie intervention de l'Etat qui comprend trois aspects : la récapitulation des attentes des usagers et des partenaires de l'Etat, l'appréciation des forces et faiblesses de l'organisation interne de l'Etat, l'articulation avec les priorités nationales définies notamment par les directives nationales d'orientation ;
- une 3<sup>ème</sup> partie pilotage du projet qui prévoit le suivi des actions
- une 4<sup>ème</sup> partie, le projet d'action lui-même, qui comprend 5 orientations, 14 objectifs stratégiques et 25 fiches actions.

L'annexe au présent arrêté décline les fiches actions du PASED de Meurthe-et-Moselle.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture, madame et messieurs les sous-préfets, les chefs de service déconcentrés de l'Etat sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 24 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

*L'annexe au présent arrêté est consultable au Secrétariat Général - Pôle Juridique et Réforme de l'Etat.*

## DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

## PREMIER BUREAU

## ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT L'ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERS SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX ET TUCQUEGNIEX

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment ses articles 40.1. à 40.7 issus de la loi 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;  
Vu la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;  
Vu le décret 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;  
Vu le décret 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles 94 et 95 du code minier ;  
Vu l'avis n° 2003-02 de l'agence de prévention et de surveillance des risques miniers en date du 11 juillet 2003 ;  
Vu les études de modélisation de l'aléa minier présentées en conseil scientifique de la CIAM, le 21 mars 2002 ;  
Considérant que ces études mettent en évidence au regard de l'existence des risques pour la sécurité des personnes et des biens, la nécessité de maîtriser et réglementer les possibilités d'urbanisation ;

## A R R E T E

**Article 1** - L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) est prescrite sur le territoire des communes de ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES, SANCY, TRIEUX et TUCQUEGNIEX.

**Article 2** - Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

**Article 3** - Le Directeur Départemental de l'Équipement, en liaison avec les services concernés de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est chargé de l'instruction et de l'élaboration du P.P.R.M., objet du présent arrêté.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié :

- aux Maires des communes concernées,
- au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera publié dans :

- le Républicain Lorrain
- l'Est Républicain

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de MEURTHE et MOSELLE.

**Article 5** - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANCY, le 19 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 décembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI Euro Toul, en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un magasin d'équipement et de la décoration de la maison à l'enseigne VIMA à DOMMARTIN LES TOUL - ZAC du Jonchery d'une surface de vente de 1 285 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de DOMMARTIN LES TOUL.

## EXTRAIT DE DECISION DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT COMMERCIAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Réunie le 15 décembre 2004, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SAS Disvalor, en qualité d'exploitant en vue de procéder à l'extension d'un hypermarché de 1 500 m<sup>2</sup> de vente à l'enseigne Centre LECLERC à VANDOEUVRE LES NANCY portant la surface totale de vente à 5 481 m<sup>2</sup>.

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de VANDOEUVRE LES NANCY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la Commission Nationale d'Équipement Commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

## QUATRIEME BUREAU

## ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE TOUL - NANCY-CAMPAGNE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I° de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1° de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1° février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,



VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de TOUL-NANCY-Campagne,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE à la présidence de la commission de surendettement de TOUL - NANCY-Campagne pour la séance du jeudi 30 décembre 2004.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le Sous-Préfet de LUNEVILLE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PREFECTORAL : COMMISSION D'EXAMEN DES SITUATIONS DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS DE NANCY-CUGN****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la consommation et notamment ses articles L. 331-1 à L. 333-8 et R. 331-1 à R. 333-4,  
VU la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, complétée par la loi n° 95-125 du 8 février 1995,  
VU la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et notamment le chapitre I<sup>er</sup> de son titre II,  
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif au pouvoir des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,  
VU le décret n° 90-171 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,  
VU le décret n° 95-660 du 9 mai 1995 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers pris en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU le décret n° 99-65 du 1<sup>er</sup> février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant certaines dispositions du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la circulaire interministérielle du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers, prise en application du titre III du livre III du code de la consommation,  
VU la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine,  
VU le décret n° 2004-180 du 24 février 2004 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers et modifiant le titre III du code de la consommation (partie réglementaire),  
VU la circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,  
VU l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant création et composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de NANCY-CUGN,  
VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2004 portant composition des membres nommés à la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,  
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : M. le préfet sera remplacé par M. le directeur de la DACI à la présidence de la commission de surendettement de NANCY-CUGN pour la séance du jeudi 6 janvier 2005.

**ARTICLE 2** : M. le secrétaire général de la préfecture et M. le directeur de la DACI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**CINQUIEME BUREAU****ARRETE PREFECTORAL MODIFIANT L'ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION  
DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE FILLIERES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT****LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code rural et notamment l'article L.232-2 ;  
Vu le code des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 ;  
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-6 ;  
Vu le décret N° 87-154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;  
Vu le décret N° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration ;  
Vu le décret N° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;  
Vu le décret N° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;  
Vu l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et au traitement des eaux usées ;  
Vu l'arrêté du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;  
Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2002 autorisant la réalisation d'une station d'épuration sur la commune de FILLIERES ;  
Sur les propositions du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle;

**AR R E T E****ARTICLE 1<sup>er</sup> : MODIFICATION**

L'article 5.1 de l'arrêté du 21 mars 2002 susvisé est modifié ainsi « La station sera équipée de dispositifs de mesure et d'enregistrement du débit aval en canal ouvert et de préleveurs d'échantillons automatiques asservis à la mesure débitmétrique pour l'eau épurée avant rejet dans le milieu naturel. ».

**ARTICLE 2 : DROITS DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS**

Le présent arrêté sera :

- affiché dans la commune de FILLIERES pendant un mois. Un procès-verbal constatant cet affichage sera dressé par le maire de la commune susvisée et communiqué au service chargé de la police des eaux.
- publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un avis sera inséré au frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux ou régionaux.

**ARTICLE 4 : RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le bénéficiaire et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

**ARTICLE 5 : EXECUTION DE L'ARRETE**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle
- Le Sous Préfet de Briey
- Le Maire de FILLIERES
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la forêt et au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 22 octobre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PREFECTORAL MODIFICATIF CONCERNANT LE DROIT D'EAU AFFERENT AU MOULIN DE GONDREVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code rural ;

Vu la loi modifiée du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

Vu la loi de finances pour 1991 n° 90.1168 du 29 décembre 1990 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 91.327 du 25 mars 1991 portant classement de la rivière Moselle, département de Meurthe-et-Moselle, en application de l'article L.232.6 du Code rural ;

Vu le décret n° 91.696 du 18 juillet 1991 pris pour l'application de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (loi n° 90.1168 du 29 décembre 1990) et portant statut de Voies Navigables de France ;

Vu le décret n° 91.796 du 20 août 1991 relatif au domaine confié à Voies Navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991 ;

Vu le décret n° 95-1204 du 6 novembre 1995 relatif à l'autorisation des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique, notamment son article 10 ;

Vu le règlement d'eau du 19 octobre 1931 portant réglementation de la prise d'eau de Monsieur Mercier ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 pris pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 91.796 du 20 août 1991 précité ;

Vu la lettre en date du 08 décembre 2003 de Monsieur Jean-Louis MERCIER confirmant la création d'une SCI familiale constituée le 5 novembre 2003 ;

Considérant que le successeur prend l'engagement de respecter les clauses du règlement d'eau du 4 novembre 1932 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE 1 : CESSION DU DROIT D'EAU**

L'article 1 du règlement d'eau du 4 novembre 1932 est modifié comme suit :

"Article 1 - Le droit d'eau afférent au Moulin de Gondreville, sise, sur la Moselle est transféré au bénéfice de la SCI du MOULIN de GONDREVILLE."

**ARTICLE 2 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

**ARTICLE 3 : PUBLICATION ET EXECUTION**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

- Mme la Sous-Préfète de Toul,

- Monsieur le Maire de la commune de GONDREVILLE,

- Monsieur le Directeur de Navigation du Nord-Est,

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Alsace-Lorraine,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la SCI du MOULIN de GONDREVILLE - 1 rue du Moulin - 54840 GONDREVILLE, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une ampliation sera adressée à chacun des services précités.

NANCY, le 10 décembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES****DEUXIEME BUREAU****ARRETE MODIFICATIF CONCERNANT L'ENTREPRISE PRESTAN'S**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté n° 156 du 5 juillet 2004 autorisant mademoiselle Carine GAGNERE, 38 place du Docteur Louis Michel, à gérer une entreprise sous la dénomination « PRESTAN'S » exerçant l'activité de gardiennage, de sécurité et de surveillance, à la même adresse;

Vu la demande de modification du siège social du 25 novembre 2004

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'entreprise précitée, ayant pour activité le gardiennage, la surveillance et la sécurité, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté à l'adresse du nouveau siège social, à savoir à VANDOEUVRE LES NANCY, Immeuble « Les Nations », 2 boulevard de l'Europe.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié à Mademoiselle Carine GAGNERE.

NANCY, le 1<sup>er</sup> décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### RETRAIT DE L'AUTORISATION PREFECTORALE N° 58

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

Vu la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants;

Vu le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

Vu l'arrêté n° 58 du 6 janvier 1989 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne DETECT ELECTRONIC NANCEIEN, située à NANCY, 37 rue Saint Julien;

Vu la radiation de l'entreprise du registre du commerce et des sociétés en date du 30 juin 2000, pour cause de suppression du fonds de commerce ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1er** - L'arrêté n° 58 du 6 janvier 1989 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne DETECT ELECTRONIC NANCEIEN, située à NANCY, 37 rue Saint Julien, est abrogé.

**ARTICLE 2** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à Madame Marie-Anne BELIN.

NANCY, le 16 décembre 2004

Pour le Secrétaire Général et par délégation,

Le Directeur de la Réglementation et des Libertés Publiques,  
Mohand AZZI

#### DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

##### PREMIER BUREAU

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DES COMMUNES DE BRALLEVILLE, DIARVILLE, HOUSSEVILLE, SAINT FIRMIN ET VAUDEMONT DU SIVOM DE LA HAUTE-MOSELLE AINSI QUE LE RETRAIT DE LA COMMUNE DE LEMENIL-MITRY DE LA COMPETENCE "ORDURES MENAGERES" DU MEME SYNDICAT

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1965 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Haute-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2000 autorisant la transformation du syndicat en syndicat à la carte dénommé "SIVOM de la Haute-Moselle en SIVOM à la carte";

VU les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes demandant leur retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte :

- BRALLEVILLE en date du 29 mars 2004,

- DIARVILLE en date du 5 mars 2004,

- HOUSSEVILLE en date du 26 mars 2004,

- SAINT FIRMIN en date du 18 mars et 27 mai 2004;

VU la délibération du conseil syndical du SIVOM en date du 31 mars 2004 acceptant ces demandes de retrait;

VU la notification du syndicat aux conseils des collectivités membres en date du 25 août 2004 leur demandant de délibérer sur ces quatre retraits;

VU les délibérations des conseils des collectivités suivantes favorables aux retraits de ces communes :

- Communauté de communes du Bayonnais représentant CREVECHAMPS en date du 8 septembre 2004,

- Communauté de communes du Saintois au Vermois représentant FERRIERES en date du 30 août 2004,

- BAINVILLE-AUX-MIROIRS en date du 26 août 2004,

- BRALLEVILLE en date du 15 septembre 2004,

- DIARVILLE en date du 17 septembre 2004,

- GRIPPORT en date du 18 octobre 2004,

- HOUSSEVILLE en date du 10 septembre 2004,

- LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 8 octobre 2004,

- LEBEUVILLE en date du 9 septembre 2004,

- LEMENIL MITRY en date 9 octobre 2004.

- MANGONVILLE en date du 19 novembre 2004,

- NEUVILLER SUR MOSELLE en date 10 septembre 2004,

- PRAYE en date du 17 septembre 2004,

- ROVILLE-DEVANT-BAYON en date du 10 septembre 2004,

- SAINT-FIRMIN en date du 16 septembre 2004,

- VAUDEMONT en date du 7 septembre 2004;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de VAUDEMONT en date du 4 mai 2004 demandant son retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de LEMENIL-MITRY en date du 12 juin 2004 demandant son retrait du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte pour la compétence "ordures ménagères";

VU la délibération du conseil syndical du SIVOM en date du 1<sup>er</sup> septembre 2004 acceptant ces demandes de retrait;

VU la notification du syndicat aux conseils des collectivités membres en date du 2 septembre 2004 leur demandant de délibérer sur ces deux retraits;

VU les délibérations favorables des conseils des collectivités suivantes :

- Communauté de commune du Bayonnais représentant CREVECHAMPS en date du 8 septembre 2004,

- BAINVILLE-AUX-MIROIRS en date du 23 septembre 2004;

- BRALLEVILLE en date du 15 septembre 2004;

- DIARVILLE en date du 17 septembre 2004;

- GRIPPORT en date du 18 octobre 2004

- HOUSSEVILLE en date du 10 septembre 2004;

- LEBEUVILLE en date du 9 septembre 2004;

- LEMENIL-MITRY en date du 9 octobre 2004;

- MANGONVILLE en date du 19 septembre 2004;

- NEUVILLER-SUR-MOSELLE en date du 10 septembre 2004;

- PRAYE en date du 17 septembre 2004,

- ROVILLE DEVANT BAYON en date du 10 septembre 2004;

- SAINT-FIRMIN en date du 16 septembre 2004;

CONSIDERANT que le conseil municipal de la commune de VAUDEMONT et le conseil communautaire de la communauté de communes du Saintois au Vermois représentant FERRIERES n'ont pas délibéré dans le délai de trois mois et que leur avis est réputé défavorable;

CONSIDERANT que la rédaction de la délibération de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON en date du 8 octobre 2004 ne permet pas de considérer l'avis comme favorable;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée telle que définie par les articles L 5211-19 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture;

#### ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le retrait des communes de BRALLEVILLE, DIARVILLE, HOUSSEVILLE, SAINT FIRMIN et VAUDEMONT du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte est autorisé.

**ARTICLE 2** : Le retrait de la commune de LEMENIL-MITRY de la compétence "ordures ménagères" du SIVOM de la Haute-Moselle à la carte est autorisé.

**ARTICLE 3** : Ces retraits s'effectuent dans les conditions suivantes :

- Les communes devront s'acquitter des sommes dues à la date du présent arrêté.
- Le SIVOM s'engage à rembourser le trop-perçu à la date du présent arrêté.
- Les communes s'engagent à prendre en compte les impayés de leurs propres administrés.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal à vocation multiple de la Haute-Moselle à la carte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes membres, à chacun des présidents des communautés de communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 7 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON A EXERCER LA COMPETENCE « EAU » ET ADOPTANT LES STATUTS ACTUALISES A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2005

LE SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 1965 autorisant la création du district urbain de NEUVES-MAISONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2000 transformant le district urbain de NEUVES-MAISONS en communauté de communes de NEUVES-MAISONS ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2001 autorisant le changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes Moselle et Madon » ;

VU les délibérations en date du 22 juillet 2004 par lesquelles le conseil communautaire décide de prendre la compétence "eau" à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et d'actualiser ses statuts ;

VU la notification en date du 23 juillet 2004 par laquelle la communauté de communes demande aux conseils municipaux membres de la communauté de communes de délibérer sur ces deux points ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- BAINVILLE-SUR-MADON en date du 8 octobre 2004,

- CHALIGNY en date du 18 octobre 2004,

- CHAVIGNY en date du 15 octobre 2004,

- MAIZIERES en date du 17 août 2004,

- MARON en date du 11 octobre 2004,

- MESSEIN en date du 10 septembre 2004,

- NEUVES-MAISONS en date du 15 octobre 2004,

- RICHARDMENIL en date du 16 septembre 2004,

- VITERNE en date du 3 septembre 2004,

- XEUILLEY en date du 15 septembre 2004,

favorables à la prise de la compétence "eau" par la communauté de communes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ;

VU la délibération favorable de la commune de THELOD en date du 3 novembre 2004, prise postérieurement au délai de 3 mois ;

CONSIDÉRANT que la délibération de la commune de PONT-SAINT-VINCENT en date du 28 octobre 2004 n'acceptant le transfert de compétence "eau" qu'à partir de 2016 prise postérieurement au délai de 3 mois est considérée comme favorable;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes de :

- CHALIGNY en date du 18 octobre 2004,
- MAIZIERES en date du 17 août 2004,
- MESSEIN en date du 10 septembre 2004,
- NEUVES MAISONS en date du 15 octobre 2004,
- RICHARDMENIL en date du 16 septembre 2004,
- THELOD en date du 8 septembre 2004,
- XEUILLEY en date du 15 septembre 2004,

favorables à l'actualisation des statuts de la communauté de communes ;

CONSIDÉRANT que les conditions de majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales sont atteintes,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### A R R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La communauté de communes Moselle et Madon est autorisée à exercer la compétence "eau" à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**ARTICLE 2** : L'actualisation des statuts de la communauté de communes Moselle et Madon est autorisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes Moselle et Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Marc BURG

#### STATUTS DE LA CCMM

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 1965 instituant le district urbain de Neuves-Maisons, regroupant les communes de Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Messein, Neuves-Maisons et Pont-Saint-Vincent,

Vu les différents arrêtés préfectoraux portant modification des statuts, notamment les arrêtés :

- ✓ du 6 mars 1991 : adhésion de la commune de Maizières
- ✓ du 21 janvier 1992 : adhésion de la commune de Maron
- ✓ du 12 janvier 1998 : nouveaux statuts du district urbain
- ✓ du 29 décembre 2000 : transformation en communauté de communes Moselle et Madon
- ✓ du 29 décembre 2002 : adhésion de Richardménil, Thélod, Viterne et Xeulley
- ✓ du 26 avril 2002 : élargissement des compétences et répartition des sièges au sein du conseil communautaire

Les statuts de la communauté de communes Moselle et Madon sont arrêtés comme suit :

##### Article 1

La communauté de communes Moselle et Madon regroupe au jour de l'adoption des présents statuts les communes de Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Maizières, Maron, Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Richardménil, Thélod, Viterne et Xeulley.

Le cas échéant, elle peut accepter l'adhésion d'autres communes par délibération du conseil communautaire et dans les conditions prévues aux articles L5211-5 et L5211-18 du code général des collectivités territoriales.

L'extension du périmètre est prononcée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

##### Article 2

Le siège de la communauté de communes est fixé au 145 Rue du Breuil à Neuves-Maisons.

#### FONCTIONNEMENT

##### Article 3

Chaque commune est représentée au sein du conseil communautaire par deux délégués plus un titulaire pour la tranche de 500 à 1000 habitants, et un délégué titulaire supplémentaire par tranche **entamée** de 1000 au-delà du premier millier.

##### Article 4

Au jour de l'adoption des présents statuts, sur la base du recensement de 1999, le conseil communautaire est composé comme suit :

Communes	Nombre de délégués
Bainville-sur-Madon	4
Chaligny	5
Chavigny	4
Maizières	3
Maron	3
Messein	4
Neuves-Maisons	9
Pont-Saint-Vincent	5
Richardménil	5
Thélod	2
Viterne	3
Xeulley	3
<b>Total</b>	<b>50</b>

##### Article 5

Les représentants des communes au conseil communautaire sont élus conformément aux articles L5211-6 et 7 du code général des collectivités territoriales et suivent le sort de cette assemblée quant à la durée de leur mandat communautaire.

Il est pourvu à leur remplacement dans les cas et conditions prévus par l'article L 5211-8 de ce même code.

##### Article 6

Le conseil communautaire élit en son sein un président, des vice-présidents et **des membres** qui constituent le bureau. Le nombre de vice-présidents et de membres est fixé par le conseil communautaire, sur proposition du président.

##### Article 7

Le conseil communautaire règle, par ses délibérations, les affaires qui sont de sa compétence.

Le président ou le bureau peuvent être chargés du règlement de certaines affaires et recevoir à cet effet délégation du conseil, dans les conditions prévues à l'article L5211-10 du code général des collectivités territoriales. Ils rendent compte de leurs travaux au conseil et représentent la communauté de communes Moselle et Madon dans les actes de la vie civile.

#### Article 8

Les conditions d'adoption et d'exécution des délibérations du conseil sont celles applicables au conseil municipal, sauf lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les modifications des statuts : voir articles 1 et 10.

#### COMPETENCES

#### Article 9

La communauté de communes exerce, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :

##### Compétences obligatoires

#### I - Aménagement de l'espace

- ✓ Création et réalisation de Zones d'Aménagement Concerté à vocation relevant des compétences de la communauté de communes sur proposition des communes ayant réservé des espaces spécifiques dans le Plan Local d'Urbanisme (espace entrée de ville Chaligny et Neuves-Maisons)
- ✓ Etude, mise en place et gestion d'un système de transports collectifs dans le cadre d'un périmètre de transports urbains
- ✓ Aménagement du plateau de Brabois à Chaligny
- ✓ Aménagement et requalification des friches industrielles
- ✓ Acquisitions foncières à vocation économique, touristique et environnementale
- ✓ Mise en cohérence et en réseau des Plans Locaux d'Urbanisme communaux et mise en place d'outils communautaires de conseil et d'information, comme un système d'informations géographiques communautaire (SIG)
- ✓ Adhésion à un syndicat mixte pour la réalisation d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), à son élaboration, sa gestion et son suivi
- ✓ Développement de programmes de protection et promotion des espaces naturels

#### II - Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté

- ✓ Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires et artisanales.
- ✓ Gestion et entretien des centres d'activités à vocation économique, dont le centre d'activités de Chaligny, et le centre Ariane
- ✓ Actions d'animation et de soutien pour le maintien, le développement et l'accueil des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, touristiques et des porteurs de projet (Agence de Développement du Sud Nancéen)
- ✓ Adhésion et participation à des structures d'accompagnement financier de la création et du développement des entreprises telles les plates-formes d'initiatives locales en coopération, si nécessaire, avec d'autres structures intercommunales
- ✓ Elaboration et mise en œuvre du programme concerté de développement et de promotion touristique, dont animation d'un point d'information touristique
- ✓ Participation aux politiques publiques de formation, d'insertion et de lutte contre l'exclusion animée par le Plan Local de l'Insertion et de l'Emploi, la Mission Locale et le Fonds Local pour l'Emploi et la Solidarité
- ✓ Animation d'un pôle emploi intercommunal

##### Compétences optionnelles

#### III - Protection et mise en valeur de l'environnement

- ✓ Assainissement collectif, contrôle et suivi de l'assainissement autonome
- ✓ Elimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés (collecte et traitement des ordures ménagères, gestion de la déchetterie et des objets hétérogènes)
- ✓ Balayage de la voirie
- ✓ Définition et mise en valeur de chartes paysagères
- ✓ Définition et mise en œuvre d'actions globales de prévention, d'information, de sensibilisation et de coordination à l'échelle intercommunale contribuant à la protection et à la mise en valeur des espaces naturels et urbains
- ✓ Création et entretien de sentiers de randonnées pédestres
- ✓ Etudes de travaux d'amélioration de l'environnement
- ✓ Eau

#### IV - Politique du logement et cadre de vie

- Elaboration d'un schéma directeur de l'habitat
- Programme Local de l'Habitat (PLH)
- Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Participation au financement d'une opération de ravalement de façades
- Elaboration et mise en œuvre d'une politique de logement, et de maintien à domicile des personnes âgées et/ou handicapées
- Construction et gestion des logements de la Gendarmerie
- Réalisation et gestion de l'aire des gens du voyage
- Construction, réhabilitation et requalification de bâtiments publics intercommunaux.

#### V - Création, aménagement et entretien de la voirie

- Aménagement de voiries structurantes nouvelles, dont la voirie d'accès aux sites industriels et les voiries internes des zones industrielles, et/ou tout espace réservé par les communes relevant des compétences communautaires
- Curage des avaloirs
- Eclairage public (entretien des ampoules, vasques, réflecteurs et platines)

#### VI - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et l'enseignement élémentaire

- Construction, aménagement et gestion des équipements sportifs (piscine) et culturels (bibliothèques en réseau)

##### Compétences facultatives

#### VII - Renforcement de la cohésion sociale, de l'identité locale et de la démocratie participative

- Elaboration d'une politique communautaire de développement culturel, sportif et socio-éducatif
- Mise en œuvre d'actions culturelles, sportives, socioéducatives en accompagnement et en soutien aux activités communales, notamment par l'animation d'un réseau enfance
- Définition et mise en œuvre d'une action intercommunale de diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment par la création et la gestion d'espaces multimédia
- Mise en œuvre d'actions et de projets de développement permettant la mobilisation de tous les habitants du bassin
- Organisation de sessions d'information ou de formation destinés aux élus et aux personnels communaux et intercommunaux

VIII - Autres compétences

- Secours et incendie.
- Distribution d'énergie électrique
- Etudes dans tout domaine relevant des compétences communautaires, ou préalables à toute prise de compétence

**Article 10**

Les communes membres peuvent, à tout moment, transférer à la communauté de communes de nouvelles compétences, par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux, dans les conditions prévues à l'article 5211-17 du code général des collectivités territoriales.

En particulier, le transfert de compétences doit être approuvé par au moins les deux tiers des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de la communauté de communes, ou par au moins la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de toute commune représentant plus du quart de la population totale.

Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

**DISPOSITIONS FINANCIERES****Article 11**

Les recettes du budget de la communauté de communes comprennent :

- ✓ le produit de la taxe professionnelle unique
- ✓ le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la redevance d'assainissement et le produit de la distribution d'eau potable
- ✓ le revenu des biens, meubles ou immeubles de la communauté de communes Moselle et Madon
- ✓ les sommes qu'elle perçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu
- ✓ les subventions des instances européennes, de l'Etat, de la région, du département et des communes
- ✓ le produit des dons et legs
- ✓ les produits des emprunts
- ✓ la contribution des communes intéressées, pour le fonctionnement de services assurés à la demande de ces dernières (autres que celles de la communauté de communes)
- ✓ ainsi que toute recette instituée par le conseil communautaire, conformément à la législation en vigueur, pour assurer l'exercice des compétences communautaires.

**DUREE**

La communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute dans les conditions prévues à l'article L5214-28 du code général des collectivités territoriales.

**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour*

NANCY, le 13 décembre 2004

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Marc BURG

---

**ARRETE PORTANT EXTENSION DE COMPETENCES DE LA COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5215-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1995 portant création de la communauté urbaine du grand Nancy ;

VU la délibération du 9 juillet 2004, par laquelle le conseil communautaire de la communauté urbaine du grand Nancy a décidé de soumettre aux communes membres une proposition d'extension de ses compétences ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2004 portant extension de compétences de la communauté urbaine du grand Nancy ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de préciser la date de mise en œuvre de ce transfert de compétences ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2004, portant extension de compétences de la communauté urbaine du grand Nancy, est complété de l'alinéa suivant :

« Le transfert prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ».

**ARTICLE 2** - Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté urbaine du grand Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 24 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****ARRETE PREFECTORAL AUTORISANT LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX RIVIERES  
DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES DE VILLERS-LA-MONTAGNE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 1980 autorisant la création du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 2001 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2002 créant la communauté de communes des Deux Rivières ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières en date du 6 avril 2004 demandant le retrait de la communauté de communes du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

VU la délibération du comité du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne en date du 31 août 2004 acceptant le retrait de la communauté de communes des Deux Rivières du syndicat et fixant les conditions financières ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes des Deux Rivières en date du 25 novembre 2004 acceptant les conditions financières de son retrait ;

VU les délibérations concordantes des communes membres :

- BETTAINVILLERS en date du 1<sup>er</sup> octobre 2004
- BEUVILLERS en date du 29 septembre 2004
- BOISMONT en date du 8 novembre 2004
- ERROUVILLE en date du 27 octobre 2004
- JOPPECOURT en date du 19 octobre 2004
- MALAVILLERS en date du 22 octobre 2004
- MERCY-LE-BAS en date du 27 septembre 2004
- MERCY-LE-HAUT en date du 16 novembre 2004
- SANCY en date du 11 octobre 2004
- VILLE-AU-MONTOIS en date du 27 novembre 2004
- VILLERS-LA-MONTAGNE en date du 8 octobre 2004
- XIVRY-CIRCOURT en date du 15 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2003 accordant délégation de signature à M. Georges AMBROISE, sous-préfet de Briey ;

Considérant que la communauté de communes des Deux Rivières est substituée à la commune de BAZAILLES au sein du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne ;

Considérant que la totalité des communes membres s'est prononcée en faveur du retrait ;

#### AR R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Le retrait de la communauté de communes des Deux Rivières, du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne, est autorisé.

Le retrait s'effectue dans les conditions suivantes :

- restitution de la somme de 1494,19 € à la communauté de communes ;
- règlement des dépenses de fonctionnement dues au syndicat par la communauté de communes jusqu'au 31 décembre 2004.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal de collecte des ordures ménagères de Villers-la-Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au président de la communauté de communes des Deux Rivières, aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

BRIEY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de BRIEY,  
Georges AMBROISE

#### SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

ARRETE DU 24 NOVEMBRE 2004

MODIFIANT LES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BADONVILLOIS

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2004 donnant délégation de signature à Monsieur Eric MAIRE, sous-préfet de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2001, modifié par les arrêtés des 7 octobre 2002, 6 janvier 2003 et 7 juin 2004, portant création de la communauté de communes du Badonvillois ;

VU la délibération en date du 7 juin 2004 par laquelle le conseil communautaire de la communauté de communes du Badonvillois décide de modifier ses statuts en supprimant dans le volet « action sociale » la ligne « soutien aux opérations communales en matière d'accueil périscolaire » et en ajoutant « actions en faveur des enfants de 0 à 6 ans hors compétences périscolaire et centres de loisirs maintenues aux communes » ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- ANGOMONT en date du 24 août 2004
- BADONVILLER en date du 9 juillet 2004
- BREMENIL en date du 9 juin 2004
- FENNEVILLER en date du 24 juin 2004
- MONTIGNY en date du 19 juillet 2004
- NEUFMAISONS en date du 12 juillet 2004
- PEXONNE en date du 23 juin 2004
- SAINT MAURICE AUX FORGES en date du 9 juillet 2004
- SAINTE POLE en date du 29 juin 2004

approuvant la modification des statuts engagée par la communauté de communes du Badonvillois ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

#### AR R E T E

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**. - L'article 4 - 5 - (Action sociale) de l'arrêté constitutif du 6 décembre 2001 et l'article 2. 5 - (Action sociale) des statuts sont ainsi rédigés :

- « Actions en faveur des enfants de 0 à 6 ans hors compétences périscolaire et centres de loisirs maintenues aux communes ;
- « Soutien aux opérations communales en faveur des personnes âgées (aide au maintien à domicile) »

**ARTICLE 2**. - Les statuts ci-joints sont approuvés.



**ARTICLE 3.** - Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Badonvillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LUNEVILLE, le 24 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de LUNEVILLE,  
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)

*Les statuts annexés au présent arrêté sont consultables à la sous-préfecture de LUNEVILLE.*

## SOUS-PREFECTURE DE TOUL

### ARRETE PREFECTORAL RELATIF A LA CREATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DES COTES DE SAINT-AMON

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003, modifié par l'arrêté du 13 avril 2004, donnant délégation de signature à Mme Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes suivantes qui ont fait connaître leur volonté de s'associer en vue de la création du Syndicat intercommunal des Côtes de saint Amon :

BATTIGNY.....	15/7/04	GRIMONVILLER.....	21/6/04
CREPEY.....	02/7/04	PULNEY.....	30/6/04
DOLCOURT.....	10/7/04	SELAINCOURT.....	25/6/04
FAVIERES.....	30/7/04	VANDELEVILLE.....	27/9/04
FECOCOURT.....	17/6/04		

VU les statuts ;

VU la proposition du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle en date 3 décembre 2004 relative à la désignation du receveur syndical ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Est autorisée entre les communes de BATTIGNY, CREPEY, DOLCOURT, FAVIERES, FECOCOURT, GRIMONVILLER, PULNEY, SELAINCOURT et VANDELEVILLE la création du Syndicat intercommunal d'assainissement des Côtes de Saint Amon.

Les statuts resteront annexés au présent arrêté.

**Article 2** - Le syndicat est habilité à exercer la compétence assainissement pour le compte des communes adhérentes, à savoir :

- mise en œuvre des études diagnostics et des travaux nécessaires à la réalisation de ces études en vue de l'établissement des contrats pluriannuels avec l'Agence de l'eau Rhin Meuse et le conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- exploitation des réseaux existants,
- extensions de réseaux hors travaux liés à l'urbanisation d'une zone
- transport des effluents,
- collecte des eaux,
- traitement des eaux usées,
- élimination des eaux claires parasites,
- études, travaux et gestion du service public,
- maîtrise d'ouvrage déléguée, sur demande d'autres communes et EPCI pour l'exécution de travaux coordonnés sur les réseaux et voirie à l'occasion de la réalisation de travaux d'assainissement.

**Article 3** - Le syndicat est créé pour une durée limitée à la réalisation de son objet.

**Article 4** - Le siège du syndicat est fixé en mairie de DOLCOURT - 18, grande rue - 54170.

**Article 5** - Le syndicat est administré par un comité syndical composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes associées.

Chaque commune est représentée par deux délégués titulaires.

Chaque commune désigne un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérante en cas d'empêchement de l'un des délégués titulaires.

**Article 6** - Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier de COLOMBEY-LES-BELLES.

**Article 7** - La sous-préfète de TOUL et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à au maire de chaque commune concernée. Il fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

TOUL, le 9 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

### ARRETE PREFECTORAL PORTANT SOUMISSION AU REGIME FORESTIER DE 1 HA 55 DE TERRAIN APPARTENANT A LA COMMUNE DE PIERRE-LA-TREICHE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU les articles L 111-1 et L 141-1 du Code Forestier ;

VU les articles R 141-1 à R 141-8 du Code Forestier ;

VU le décret n° 2006374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2003 donnant délégation de signature à Madame Corinne CHAUVIN, sous-préfète de TOUL ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de PIERRE-LA-TREICHE du 29 septembre 2004 demandant l'application du régime forestier aux parcelles indiquées ci-après à 1 ha 55 a ;

VU le procès-verbal de reconnaissance du technicien de l'Office National des Forêts en date du 7 octobre 2004 mentionnant les dires et observations de la collectivité propriétaire au sujet de l'application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après ;

VU le plan des lieux ;

Sur proposition du directeur de l'Agence de Nancy-Sud en date du 3 décembre 2004 ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le régime forestier est appliqué aux parcelles de terrain désignées au tableau ci-après :

Département : Meurthe-et-Moselle

Personne morale propriétaire : Commune de PIERRE-LA-TREICHE

Commune de PIERRE-LA-TREICHE

Désignations cadastrales			Contenance (ha)	Territoire communal
Section	N° des parcelles	Lieux-dits		
D	77	Bois Gaillard	0 ha 74 a 40	Chaudeney-sur-Moselle
D	82	Bois Gaillard	0 ha 80 a 60	Chaudeney-sur-Moselle
		TOTAL	1 ha 55 a 00	

**Article 2** : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète de TOUL et M. le Directeur de l'Agence de Nancy-Sud de l'Office National des Forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de PIERRE-LA-TREICHE.

TOUL, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de TOUL,  
Corinne CHAUVIN

*SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT*

**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE**

**ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE**

**ARRETE N° 16 DU 8 DECEMBRE 2004**

**FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 15 du 30 août 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU la correspondance de Monsieur Y. BOUYSET, Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU en date du 19 novembre 2004 relative à la démission de Monsieur le Docteur Guy VERRA, représentant la Commission Médicale d'Etablissement et proposant la candidature de Monsieur le Docteur Didier BEAU .

VU la correspondance de Monsieur le Professeur Philippe CANTON, Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle en date du 21 octobre 2004 et proposant la candidature de Monsieur le Docteur Jean-Paul SCHLITTER pour le remplacer ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1 Le président du conseil général - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Cinq représentants du conseil général**
  - Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal**
  - Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil régional**
  - Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Le président et le vice-président de la CME**
  - Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
  - Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 6 Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Guy VERRA, fin du mandat le 3 avril 2007,
  - Monsieur le Docteur Claude DEMOGOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.
- 7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Monsieur Pascal NICOLLE, fin du mandat février 2005.
- 8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
  - Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008,
  - Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 1<sup>er</sup> janvier 2008.
- 9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Madame Chantal DEHAYE, Présidente de l'Association du Grand Sauvoy, fin du mandat en juin 2007,
  - Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, médecin non hospitalier, en remplacement de Monsieur le Docteur Philippe CANTON, fin du mandat en octobre 2007.
  - Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007
- 10 Deux représentants des usagers**

- Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,
- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 15 du 30 août 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE N° 18 DU 8 DECEMBRE 2004  
FIXANT LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT NICOLAS DE PORT**

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5, L. 6143-6 et R. 714-2-1 à R. 714-2-27 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 17 du 30 août 2004 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT ;

VU la correspondance en date du 30 septembre 2004 de Monsieur le Docteur Bruno BOYER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle relatif au renouvellement du mandat de Monsieur le Docteur Christophe LAINE ;

VU la proposition de l'Association ALZHEIMER 54 proposant la candidature de Madame VAUTRIN Gisèle en remplacement de Monsieur Jean PETITGAND.

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1er.-** : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune - Président de droit du Conseil d'administration**
  - Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la commune de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal**
  - Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de SAINT NICOLAS DE PORT, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Patrick LAUGEL, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur Georges MIKULA, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
  - Madame Marie-Laure DEMONTE, représentant la commune de ROSIERES AUX SALINES, fin du mandat en mars 2007,
  - Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de DOMBASLE SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général**
  - Monsieur PISSENEM Jean-Claude, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional**
  - Madame DUCAMIN Solange, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
  - Président : Monsieur le Docteur Gilles CAHEN, psychiatre des hôpitaux et praticien hospitalier, fin du mandat en mars 2007,
  - Vice-Président : Madame le Docteur Florence PERREIN, médecin, fin de mandat en mars 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME**
  - Monsieur le Docteur Jacques NEYROUD, praticien hospitalier - chef de service, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, praticien hospitalier, fin de mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
  - Madame MAFIOLY Christine, cadre de santé, fin du mandat en juin 2007.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
  - Madame Henriette SALTEL-ISELLA, infirmière et représentant le Syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Madame BEYDON Nadine, agent administratif représentant le Syndicat FO, fin du mandat le 31 décembre 2007,
  - Monsieur Daniel VILLAUME, infirmier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
  - Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée, fin du mandat en mars 2007,
  - Monsieur le Docteur Christophe LAINE, médecin généraliste, fin du mandat en septembre 2007,
  - Monsieur Paul LETE, masseur-kinésithérapeute, fin du mandat en mars 2005.
- 11 Deux représentants des usagers**
  - Madame Marie-Louise DOUBLIEZ, représentant l'Union des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM), fin du mandat en juin 2007,
  - Madame Gisèle VAUTRIN, représentant l'Association ALZHEIMER 54, en remplacement de Monsieur Jean PETITGAND, fin du mandat en novembre 2007.

**Article 2.-** : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 30 août 2004.

**Article 3.-** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 8 décembre 2004

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,  
Jacques SANS

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

## ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

**ARRETE DDASS / AES / N° 1006 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE MARS LA TOUR**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de MARS LA TOUR

N° FINESS E.J. : 54 000 1211, N° FINESS E.T. : 54 000 2615

est fixé à 461 262,06 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de MARS LA TOUR

N° FINESS E.J. : 54 000 1211, N° FINESS E.T. : 54 000 2615

est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,56 €

GIR 3 et 4 : 20,75 €

GIR 5 et 6 : 13,95 €

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1009 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-REMY » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « SAINT-REMY » de NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 1294, N° FINESS E.T. : 54 000 3118

est fixé à 585 815,68 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « SAINT-REMY » de NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 1294, N° FINESS E.T. : 54 000 3118

est fixé à 12,90 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1010 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME D'ESSEY-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite d'ESSEY-les-NANCY  
N° FINESS E.J. : 67 000 0124, N° FINESS E.T. : 54 000 8703  
est fixé à 439 923,22 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite d'ESSEY-les-NANCY  
N° FINESS E.J. : 67 000 0124, N° FINESS E.T. : 54 000 8703  
est fixé à :  
GIR 1 et 2 : 12,89 €  
GIR 3 et 4 : 10,24 €  
GIR 5 et 6 : 7,60 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1011 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME DE JARVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
VU l'arrêté n°277 du 17 novembre 2003 autorisant le centre communal d'action social de JARVILLE à transformer la maison de retraite « Le Haut du Bois » à JARVILLE en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;  
SUR proposition du secrétaire générale de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de JARVILLE  
N° FINESS E.T. : 54 001 2838  
est fixé à 162 891,21 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de JARVILLE  
est fixé à 7,44 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1013 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT-SAUVEUR » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « SAINT-SAUVEUR » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 94 072 1418, N° FINESS E.T. : 54 000 8372  
est fixé à 393 547,49 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « SAINT-SAUVEUR » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 94 072 1418, N° FINESS E.T. : 54 000 8372  
est fixé à :  
GIR 1 et 2 : 19,82 €  
GIR 3 et 4 : 14,66 €  
GIR 5 et 6 : 9,50 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1014 FIXANT POUR 2004****LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION SOINS COURANTS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE « MA MAISON » GERE PAR LES PETITES SOEURS DES PAUVRES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « Ma maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 001 9304 N° FINESS E.T. : 54 000 8208  
est fixé à 79 730,46 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « Ma maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 001 9304 N° FINESS E.T. : 54 000 8208  
est fixé à 3,40 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1015 FIXANT POUR 2004****LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « LES OPHELIADDES » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 de la maison de retraite «Les Ophéliades» à NANCY  
N° FINESS E.J. :54 002 0104 N° FINESS E.T. : 54 001 3323  
est fixé à 613 824,26 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite «Les Ophéliades»  
N° FINESS E.J. :54 002 0104 N° FINESS E.T. : 54 001 3323  
est fixé à :  
GIR 1 et 2 : 22,80 €  
GIR 3 et 4 : 17,41 €  
GIR 5 et 6 : 11,27 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1016 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE VANDOEUVRE-LES-NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de VANDOEUVRE-lès-NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 6889, N° FINESS E.T. : 54 000 3126

est fixé à 183 790,93 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de VANDOEUVRE-lès-NANCY

N° FINESS E.J. : 54 000 6889, N° FINESS E.T. : 54 000 3126

est fixé à 8,96 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1017 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « HOTELIA » DE LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « Hôtelia » de LAXOU

N° FINESS E.J. : 90 081 1645 N° FINESS E.T. : 54 000 8216

est fixé à 636 155,53 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « Hôtelia » de LAXOU

N° FINESS E.J. : 90 081 1645 N° FINESS E.T. : 54 000 8216

est à :

GIR 1 et 2 : 18,53 €

GIR 3 et 4 : 14,24 €

GIR 5 et 6 : 9,64 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1044 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE BOUXIERES AUX DAMES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de BOUXIERES AUX DAMES  
N° FINESS E.T. : 54 000 4611  
est fixé à 90 039,90 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de BOUXIERES AUX DAMES est fixé à :

GIR 1 et 2 : 3,96 €

GIR 3 et 4 : 3,17 €

GIR 5 et 6 : 2,38 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1046 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE ONVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de ONVILLE  
N° FINESS E.T. : 54 000 4579  
est fixé à 240 307,96 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de BOUXIERES AUX DAMES est fixé à :

GIR 1 et 2 : 12,62 €

GIR 3 et 4 : 10,42 €

GIR 5 et 6 : 8,22 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1047 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE HAROUÉ**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;



VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de HAROUE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209  
est fixé à 616 632,40 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de HAROUE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1344, N° FINESS E.T. : 54 000 3209  
est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,44 €

GIR 3 et 4 : 16,39 €

GIR 5 et 6 : 11,94 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1048 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE COLOMBEY-LES-BELLES**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de COLOMBEY-les-BELLES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2102, N° FINESS E.T. : 54 000 2994  
est fixé à 210 139,77 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de COLOMBEY-les-BELLES  
N° FINESS E.J. : 54 000 2102, N° FINESS E.T. : 54 000 2994  
est fixé à :

GIR 1 et 2 : 18,17 €

GIR 3 et 4 : 13,42 €

GIR 5 et 6 : 8,67 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de TOUL et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1049 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE PONT A MOUSSON**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851  
est fixé à 369 556,25 €

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de PONT A MOUSSON  
N° FINESS E.J. : 54 000 2318, N° FINESS E.T. : 54 001 3851  
est fixé à 32,09 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1050 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BACCARAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** - Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BACCARAT

N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592

est fixé à 396 775,88 €.

**Article 2** - Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BACCARAT

N° FINESS E.J. : 54 000 1914, N° FINESS E.T. : 54 001 0592

est fixé à 33,24 €.

**Article 3** - Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1051 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé à 488 496,29 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé à 32,15 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1052 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME D'EINVILLE AU JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile d'EINVILLE AU JARD

N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018

est fixé à 379 934,35 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile d'EINVILLE AU JARD

N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018

est fixé à 29,48 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de LUNEVILLE, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 2 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE DDASS / AES / N° 1059 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES, DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE JARNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de JARNY

N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853

est fixé à 380 028,80 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de JARNY

N° FINESS E.J. : 54 000 7010, N° FINESS E.T. : 54 001 2853

est fixé à 31,68 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

#### ARRETE DDASS / AES / N° 1085 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE SAINT FIRMIN

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**Article 1** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de SAINT FIRMIN

N° FINESS E.J. : 70 078 3558, N° FINESS E.T. : 54 000 8539

est fixé à 378 394,54 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de SAINT FIRMIN

N° FINESS E.J. : 70 078 3558, N° FINESS E.T. : 54 000 8539

est fixé à :

GIR 1 et 2 : 19,99 €

GIR 3 et 4 : 15,87 €

GIR 5 et 6 : 11,74 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1086 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « L'OSERAIE » A LAXOU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « L'Oseraie » à LAXOU

N° FINESS E.T. : 54 001 14008

est fixé à 173 668,18 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « L'Oseraie » à LAXOU est fixé à :

GIR 1 et 2 : 11,90 €

GIR 3 et 4 : 9,56 €

GIR 5 et 6 : 7,23 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1103 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « SAINT JOSEPH »  
GEREE PAR DOCTRINE CHRETIENNE A NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « St Joseph » à NANCY

N° FINESS E.T. : 54 000 3498

est fixé à 244 802,46 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « St Joseph » à NANCY est fixé à :

GIR 1 et 2 : 21,63 €

GIR 3 et 4 : 16,15 €

GIR 5 et 6 : 10,67 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1104 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE MAXEVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de MAXEVILLE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1336, N° FINESS E.T. : 54 000 3367  
est fixé à 1 069 589,39 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de MAXEVILLE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1336, N° FINESS E.T. : 54 000 3367  
est fixé à :  
GIR 1 et 2 : 26,86 €  
GIR 3 et 4 : 20,98 €  
GIR 5 et 6 : 15,09 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1105 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE « LES BRUYERES » A JOUDREVILLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite «Les Bruyères» de JOUDREVILLE  
N° FINESS E.J. : 77 000 115 4 N° FINESS E.T. : 54 001 958 5  
est fixé à 307 963,96 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite «Les Bruyères» de JOUDREVILLE  
N° FINESS E.J. : 77 000 115 4 N° FINESS E.T. : 54 001 958 5  
est fixé à :  
GIR 1 et 2 : 17,21 €  
GIR 3 et 4 : 13,24 €  
GIR 5 et 6 : 9,25 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.  
NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1106 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE « CENTRE BRANCION » A ROYAUMEIX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de la Famille et de l'Aide Sociale ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite «Centre Brancion» de ROYAUMEIX

N° FINESS E.J. : 54 000 855 4 N° FINESS E.T. : 54 001 898 3

est fixé à 464 399,76 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite «Centre Brancion» de ROYAUMEIX

N° FINESS E.J. : 54 000 855 4 N° FINESS E.T. : 54 001 898 3

est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,82 €

GIR 3 et 4 : 21,70 €

GIR 5 et 6 : 15,57 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

ARRETE DDASS / AES / N° 1107 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE JARNY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'Action et des Familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

#### ARRETE

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de JARNY

N° FINESS E.J. : 54 000 1393, N° FINESS E.T. : 54 000 0775

est fixé à 264 275,15 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de JARNY

est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,63 €

GIR 3 et 4 : 16,01 €

GIR 5 et 6 : 11,39 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de BRIEY et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

ARRETE DDASS / AES / N° 1109 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME « PROTESTANTE » DE NANCY

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite protestante de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1377, N° FINESS E.T. : 54 000 4512  
est fixé à 220 029,24 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite protestante de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 1377, N° FINESS E.T. : 54 000 4512  
est fixé à 19,89 €.

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1110 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE AUTONOME DE DOMBASLE SUR MEURTHE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1146, N° FINESS E.T. : 54 000 2219  
est fixé à 439 915,33 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite de DOMBASLE SUR MEURTHE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1146, N° FINESS E.T. : 54 000 2219  
est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,05 €

GIR 3 et 4 : 17,73 €

GIR 5 et 6 : 12,41 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1113 FIXANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS DE LA SECTION DE CURE MEDICALE  
DE LA MAISON DE RETRAITE PUBLIQUE AUTONOME « NOTRE MAISON » DE NANCY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**AR R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « Notre Maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 6871, N° FINESS E.T. : 54 000 4520  
est fixé à 781 378,22 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « Notre Maison » de NANCY  
N° FINESS E.J. : 54 000 6871, N° FINESS E.T. : 54 000 4520  
est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,37 €

GIR 3 et 4 : 15,74 €

GIR 5 et 6 : 11,11 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1115 FIXANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DE LA MAISON DE RETRAITE PRIVEE A BUT LUCRATIF « HOTEL CLUB » DE SAINT MAX**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la Santé Publique ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié, relatif notamment à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1-** Le forfait global 2004 de la maison de retraite « Hôtel Club » de SAINT MAX

N° FINESS E.T. : 54 000 6400

est fixé à 387 726,67 €.

**Article 2-** Le forfait journalier de soins 2004 de la maison de retraite « Hôtel Club » de SAINT MAX

est fixé à :

GIR 1 et 2 : 14,66 €

GIR 3 et 4 : 10,63 €

GIR 5 et 6 : 6,60 €

**Article 3-** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4-** Le secrétaire général de la préfecture, et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**ARRETE DDASS / AES / N° 1122 MODIFIANT POUR 2004 LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE BLAINVILLE SUR L'EAU**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la famille et de l'aide sociale ;

VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;

VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;

VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;

VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;

VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;

VU l'arrêté préfectoral n°789 autorisant l'extension de 3 places du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de BLAINVILLE SUR L'EAU, portant de 42 à 45 places sa capacité ;

CONSIDERANT que ces trois places sont financées à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004, soit pour un mois de fonctionnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé soit 490 951,04 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de BLAINVILLE SUR L'EAU

N° FINESS E.J. : 54 000 2045, N° FINESS E.T. : 54 001 1288

est fixé soit 27,45 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG



**ARRETE DDASS / AES / N° 1124 MODIFIANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PRIVE AUTONOME DE EINVILLE AU JARD**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique ;  
VU le code de la famille et de l'aide sociale ;  
VU la loi n°75-535 du 30 juin 1975 modifiée, relative aux institutions sociales et médico-sociales ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°78-478 du 29 mars 1978, relatif à la détermination forfaitaire des frais de soins dans les établissements qui assurent l'hébergement des personnes âgées ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
VU le décret n°82-389 du 10 mai 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans le département ;  
VU l'arrêté préfectoral n°790 autorisant l'extension de 3 places du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de EINVILLE AU JARD, portant de 39 à 45 places sa capacité ;  
CONSIDERANT que ces six places sont financées à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004, soit pour un mois de fonctionnement ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de EINVILLE AU JARD  
N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018  
est fixé soit 384 843,85 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de EINVILLE AU JARD  
N° FINESS E.J. : 54 000 2110, N° FINESS E.T. : 54 001 3018  
est fixé soit 27,45 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat de la commission interrégionale de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 8 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE DDASS / AES / N° 1140 MODIFIANT POUR 2004  
LE FORFAIT GLOBAL ET LE FORFAIT JOURNALIER DE SOINS  
DU SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES,  
DE STATUT PUBLIC AUTONOME DE VEZELISE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la santé publique ;  
VU le Code de l'action sociale et des familles ;  
VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34-III ;  
VU la loi n°86-17 du 06 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;  
VU le décret n°81-448 du 8 mai 1981, relatif aux conditions d'autorisation et de prise en charge des services de soins à domicile pour personnes âgées ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;

**A R R E T E**

**Article 1** Le forfait global 2004 du service de soins infirmiers à domicile de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283  
est modifié soit 215 365,62 €.

**Article 2** Le forfait journalier de soins 2004 du service de soins infirmiers à domicile de VEZELISE  
N° FINESS E.J. : 54 000 1153, N° FINESS E.T. : 54 000 7283  
est modifié soit 25,76 €.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Secrétariat de la Commission Interrégionale de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°17 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

**Article 4** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet d'arrondissement de NANCY Campagne, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 14 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT  
D'UN LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE - AUTORISATION N° 54-68**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975 complétée relative aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs Directeurs et Directeurs adjoints ;  
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;  
VU le décret n° 75-1344 du 30 décembre 1975 modifié relatif aux Directeurs et Directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 modifié fixant les conditions d'autorisation des laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 80-987 du 3 décembre 1980 modifié fixant les catégories de personnes habilitées à effectuer certains actes de prélèvement en vue d'analyses de biologie médicale ;  
VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;  
VU l'arrêté du 4 novembre 1976 portant autorisation d'exercer les fonctions de directeur ou directeur adjoint de laboratoires d'analyses de biologie médicale exécutant des actes d'anatomie et de cytologie pathologiques ;  
VU l'arrêté du 4 novembre 1980 modifié fixant la liste des actes réservés de bactériologie et virologies ;  
VU l'arrêté du 8 septembre 1995 autorisant, sous le n° 54-68, le fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54390 FROUARD, 2, rue de Nancy, laboratoire exploité au sein de la SELARL LABM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT ;  
VU le dossier, présenté par Monsieur THIEBLEMONT Jean-Luc, relatif à l'entrée le 1<sup>er</sup> janvier 2005 d'un nouveau directeur, Monsieur FOUGNOT Sébastien, en lieu et place de Madame METAIZEAU Dominique ;  
VU l'avis favorable émis par le Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section G le 2 novembre 2004 ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;  
SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté du 8 septembre 1995 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-68, du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à 54390 FROUARD - 2, rue de Nancy est modifié comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

**Raison sociale :** Laboratoire d'analyses de biologie médicale

2, rue de Nancy à 54390 FROUARD

exploité au sein de la SELARL LABM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT

dont le siège social est situé 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY.

**Directeur :** Monsieur FOUGNOT Sébastien, médecin biologiste.

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur FOUGNOT Sébastien,
- SELARL « LABM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »,
- M. le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- M. le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- M. le Maire de FROUARD,
- M. le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- M. le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- M. le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 17 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**ARRETE PORTANT MODIFICATION DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT  
DE LABORATOIRE D'ANALYSES DE BIOLOGIE MEDICALE  
SOUS FORME DE SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE - SELARL 11  
AUTORISATION N° 54-05 - AUTORISATION N° 54-68 - AUTORISATION N° 54-70 - AUTORISATION N° 54-80**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté du 11 août 1977, modifié le 17 juillet 2001, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-05, d'un laboratoire sis 2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY ;

VU l'arrêté du 8 septembre 1995 modifié le 17 décembre 2004 autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-68, d'un laboratoire sis 2, rue de Nancy à 54390 FROUARD ;

VU l'arrêté du 16 septembre 1996, modifié le 15 septembre 2003, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-70, d'un laboratoire sis 820, avenue du Bon Curé - Centre Médico Social à 54710 LUDRES ;

VU l'arrêté du 8 février 2002, modifié le 19 novembre 2003, autorisant le fonctionnement, sous le n° 54-80, d'un laboratoire sis 5, rue de la Carrière à 54330 VEZELISE ;

VU l'arrêté du 8 septembre 1995 modifié autorisant le fonctionnement desdits laboratoires sous forme de SELARL L.A.B.M. BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT, sous le n° 11 ;

VU le dossier relatif à l'inscription de Monsieur FOUGNOT Sébastien en qualité de nouvel associé et directeur du laboratoire de FROUARD et à la réinscription de Madame METAIZEAU Dominique en qualité de Directeur du Laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à NANCY 2 rue de la Commanderie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 après la cession de parts intervenue entre Madame Dominique METAIZEAU-PETIT, Monsieur Michel BARTHEL, Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT et Monsieur Sébastien FOUGNOT ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens - Section G le 2 novembre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée, agréée sous le n° 11, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 :

**Raison sociale :** SELARL LABM. BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT

2, rue de la Commanderie à 54000 NANCY

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
2, rue de la Commanderie  
54000 NANCY

Autorisation n° 54-05

Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
2, rue de Nancy  
54390 FROUARD

Autorisation n° 54-68

Laboratoire d'analyses de biologie médicale  
820, avenue du Bon Curé - Centre Médico Social  
54710 LUDRES

Autorisation n° 54-70

Laboratoire d'analyses médicales du Saintois  
5, rue de la Carrière  
54330 VEZELISE

Autorisation n° 54-80

Cogérants :

Monsieur BARTHEL Michel, Pharmacien biologiste  
Madame METAIZEAU Dominique, Pharmacien biologiste  
Monsieur THIEBLEMONT Jean-Luc, Pharmacien biologiste  
Monsieur FOUGNOT Sébastien, médecin biologiste  
Madame COLIN Michèle, Pharmacien biologiste.

Objet de la société :

- l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale,
- l'accomplissement de toutes opérations juridiques, économiques ou financières, industrielles, civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement.

**ARTICLE 2 :** Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur BARTHEL Michel
- Madame METAIZEAU Dominique
- Monsieur THIEBLEMONT Jean-Luc
- Monsieur FOUGNOT Sébastien
- Madame COLIN Michèle
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie
- Monsieur le Maire de NANCY
- Monsieur le Maire de FROUARD
- Monsieur le Maire de LUDRES
- Monsieur le Maire de VEZELISE
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 20 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**ARRETE PORTANT INSCRIPTION DE LA S.C.P. D'INFIRMIERS VITALI DURIEUX,  
5 RUE ARISTIDE BRIAND - 54400 LONGWY - N° 54-94-038**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles ;

VU le décret n° 79-949 du 9 novembre 1979 portant règlement d'administration publique pour l'application à la profession d'infirmier ou d'infirmière de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande d'agrément d'une société civile professionnelle d'infirmiers déposée par Monsieur VITALI Joël le 27 octobre 2004 avec pour associée Madame Patricia DURIEUX à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004 et la présentation complète du dossier réceptionné le 29 octobre 2004 ;

CONSIDERANT que le dossier déposé est conforme à la réglementation :

- Demande d'agrément de la société civile professionnelle,
- Exemplaire des statuts de la société,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54 92 0457 de Monsieur Joël VITALI,
- Diplôme d'état d'infirmière n° 54.85.0489 de Madame Patricia DURIEUX,
- Extrait du registre du commerce et des sociétés;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** La SCP d'Infirmiers VITALI - DURIEUX est inscrite le 20 décembre 2004 sous le n° 54-94-038 pour une durée de 99 ans sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers de Meurthe et Moselle à compter du 1<sup>er</sup> avril 2004.

Raison sociale : SCP d'infirmiers VITALI DURIEUX

Siège social : 5 rue Aristide Briand  
54400 LONGWY

**ARTICLE 2** : La société civile professionnelle est composée de deux associés :

- Monsieur VITALI Joël, gérant,
- Madame DURIEUX Patricia, gérante.

**ARTICLE 3** : Toute modification de la SCP sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

**ARTICLE 4** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- aux titulaires de l'agrément,
- à Monsieur le Greffe du Tribunal de Commerce de Briey,
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

NANCY, le 20 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 161 - SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS, 83 RUE ALBERT DENIS - 54200 TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n° 87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n° 2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 16 décembre 2004 par Monsieur GIORDANO Joseph tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise «AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS» en cours d'immatriculation, sise 83 rue Albert Denis à 54200 TOUL en lieu et place de l'entreprise ELIOT 54, à compter du 14 décembre 2004 ;

CONSIDERANT

- Que l'attestation fournie par la SCP BAYLE ET GEOFFROY, administrateurs judiciaires confirme l'arrêté du plan de cession de la SARL ELIOT 54 sise 83 rue Albert Denis 54200 TOUL par jugement du Tribunal de Commerce de NANCY en date du 14 décembre 2004 au profit de la société AMBULANCES MODERNES représentée par Monsieur et Madame GIORDANO pour le compte d'une société à constituer,
- Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département,
- Que le dossier sera présenté au sous-comité des transports sanitaires le 28 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre provisoire, à compter du 14 décembre 2004, sous le n° 161, à l'entreprise «AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS », pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

**Raison sociale** : SARL AMBULANCES MODERNES DU TOULOIS

83 rue Albert Denis  
54200 TOUL

**Gérant** : Madame GIORDANO Chantal

**ARTICLE 2** : Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3** : Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4** : Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5** : L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6** : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 21 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**ARRETE PORTANT AUTORISATION D'EFFECTUER DES TRANSPORTS SANITAIRES TERRESTRES  
AGREMENT N° 162 - SARL AMBULANCE BERTRAND, 12 ROUTE DE THIAVILLE - 54120 LA CHAPELLE**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre I du livre III du Code de la santé Publique, relatif aux transports sanitaires ;

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires ;

VU le décret n° 87-964 du 30 novembre 1987 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires et notamment son article 6 ;

VU le décret n°87-965 du 30 novembre 1987 relatif à l'agrément des transports sanitaires terrestres, modifié par le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 20 mars 1990 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01.DEC.53 du 7 janvier 2002, modifié le 10 mai 2004, accordant délégation de signature à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

VU la demande présentée le 24 novembre 2004 par Monsieur Bertrand THUILLIER tendant à obtenir l'agrément provisoire nécessaire pour effectuer des transports sanitaires pour l'entreprise AMBULANCE BERTRAND, sise 12 route de Thiaville à 54120 LA CHAPELLE à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 ;

CONSIDERANT

- Que le dossier fourni à l'appui de cette demande est conforme,
- Que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département,
- Que le dossier sera présenté au sous-comité des transports sanitaires le 28 janvier 2005 ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'agrément nécessaire pour effectuer des transports sanitaires terrestres est délivré à titre provisoire, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, sous le n° 162, à l'entreprise «**AMBULANCE BERTRAND**» SARL, pour l'accomplissement :

- 1) des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- 2) et des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale.

Raison sociale : SARL AMBULANCE BERTRAND

12 route de Thiaville  
54120 LA CHAPELLE

Gérant : Monsieur Bertrand THUILLIER

**ARTICLE 2 :** Dès réception de cet arrêté, le transporteur relevant du secteur des métiers, ou de celui du commerce, devra transmettre à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales l'extrait du registre correspondant.

**ARTICLE 3 :** Le responsable de l'entreprise agréée devra porter à la connaissance du Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales du Département, siège de ladite entreprise :

- toute modification de l'entreprise (raison sociale, statuts...),
- toute mise en service de véhicule nouveau (photocopie de chaque passage aux mines),
- toute cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel,
- les obtentions par le personnel déjà en fonction dans l'entreprise de diplôme (Certificat de capacité d'ambulancier, AFPS,...)

**ARTICLE 4 :** Une liste du personnel et du parc automobile doit être tenue à jour par l'entrepreneur. Celle-ci sera adressée annuellement, avec effet du 1<sup>er</sup> janvier, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe et Moselle.

**ARTICLE 5 :** L'inobservation par les responsables d'entreprises de transports sanitaires de l'une des dispositions susvisées pourra entraîner le retrait d'agrément de ladite entreprise.

**ARTICLE 6 :** Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément
- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- à Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY
- à Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

NANCY, le 23 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,  
L'Inspecteur Principal,  
Irène DELFORGE

**POLE SOCIAL**

**ARRETE N° 1087 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 13 RUE DU FOUR - 54700 PONT-A-MOUSSON  
(ADRESSE POSTALE : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 13 rue du Four - 54700 PONT-A-MOUSSON et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	166 755,04	712 002,88 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	472 488,96	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	72 758,88	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	668 923,02	712 002,88 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	43 079,86	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

## **Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : 0,00 €**

## **Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Pont-à-Mousson est fixé[e] à **668 923,02 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **55 743,59 €**

## **Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

## **Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

## **Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

## **Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

# **ARRETE N° 1088 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL DE BRIEY - ZONE INDUSTRIELLE COTE BARRY - 54154 BRIEY CEDEX - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Zone Industrielle Côte Barry - 54154 BRIEY CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 24 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

# **A R R E T E**

## **Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	266 838,23	1 292 589,47 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	886 933,71	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	138 817,53	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 291 581,15	1 360 199,15 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	68 618,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :** Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** déficit de 67 609,68 €

**Article 3 :** Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Briey est fixé[e] à **1 291 581,15 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **107 631,76 €**

**Article 4 :** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1089 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAD DE CHANTEHEUX - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 13 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	313 242,97	1 492 077,51 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	987 000,53	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	191 834,01	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 415 256,51	1 492 077,51 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	75 030,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 791,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** 0,00 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Lunéville est fixé[e] à **1 415 256,51 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **117 938,04 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1090 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZONE INDUSTRIELLE DE LA MOURIERE - BP N° 8 - 54490 PIENNES - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 1999 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Zone Industrielle de la Mourière - BP n° 8 - 54490 PIENNES et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 19 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>171 263,32</b>	<b>686 447,85 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	<b>394 366,94</b>	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	<b>120 817,59</b>	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	<b>678 355,55</b>	<b>714 024,77 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>35 669,22</b>	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	<b>0,00</b>	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 27 576,92 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Piennes est fixé[e] à **678 355,55 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **56 529,63 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.



**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1091 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ROUTE DE FROUARD - BP N° 10 - 54460 LIVERDUN - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis Route de Frouard - BP n° 10 - 54460 LIVERDUN et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 21 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	405 958,87	2 101 578,06 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 508 157,95	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	187 461,24	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	1 983 488,80	2 101 578,06 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	118 089,26	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 ou compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : 0,00 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004 la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Liverdun est fixé[e] à **1 983 488,80 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **165 290,73 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1092 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - ZAC DE LA CROISETTE - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis ZAC de la Croisette - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 20 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
<b>Dépenses</b>	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>245 066,79</b>	<b>1 069 506,49 €</b>
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	<b>668 972,73</b>	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	<b>155 466,97</b>	
<b>Recettes</b>	Groupe I : Produits de la tarification	<b>1 091 862,74</b>	<b>1 153 418,74 €</b>
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>58 742,00</b>	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	<b>2 814,00</b>	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 83 912,25 €**

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Saint Nicolas de Port est fixé[e] à **1 091 862,74 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **90 988,56 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1093 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL « ANDRE LANCIOT »  
ZONE INDUSTRIELLE - 15 RUE DES ERABLES - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail dénommé « André Lanciot », sis Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 20 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	360 948,23	2 079 733,86 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 447 898,06	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	270 887,57	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 008 189,20	2 134 797,20 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	124 311,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	2 297,00	

##### Article 2 :

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de : déficit de 55 063,34 €**

##### Article 3 :

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail d'Heillecourt est fixé[e] à **2 008 189,20 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **167 349,10 €**

##### Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

##### Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

##### Article 6 :

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

##### Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE N° 1094 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVE DE LA COMPETENCE DE L'ETAT CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - 38 RUE PIERRE ET MARIE CURIE - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX - GERE PAR L'AEIM

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1996 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis 38 rue Pierre et Marie Curie - BP 42 - 54713 LUDRES CEDEX et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

#### ARRETE

##### Article 1<sup>er</sup> :

Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	309 870,08	1 507 221,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	960 712,25	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	236 639,31	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 536 976,80	1 614 168,71 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	76 082,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	1 109,91	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11519 (établissements privés) pour un montant de :** déficit de 106 947,07 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Ludres est fixé[e] à **1 536 976,80 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **128 081,40 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE N° 1095 MODIFIANT POUR 2004 LES DOTATIONS GLOBALES DE FINANCEMENT  
DES ETABLISSEMENTS SOCIAUX DONT LA TARIFICATION RELEVÉ DE LA COMPETENCE DE L'ETAT  
CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL - BP 3 - ZONE INDUSTRIELLE - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE - GERE PAR L'AEIM**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.313-8 et L.314-3 à L.314-7;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L. 6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles, et des établissements mentionnés au 2° de l'article L.6111-2 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 1998 autorisant la création du Centre d'Aide par le Travail, sis BP 3 - Zone Industrielle - 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE et géré par l'AEIM ;

VU le courrier transmis le 17 novembre 2003 par lequel la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Aide par le Travail a adressé ses propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2004 ;

VU les propositions de modifications budgétaires transmises par courrier(s) en date du 28 mai 2004 ;

SUR RAPPORT du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup> :** Pour l'exercice budgétaire 2004, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	388 416,28	2 145 631,48 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 452 184,66	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	305 030,54	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 023 262,23	2 144 947,23 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	121 685,00	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00	

**Article 2 :**

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

- **compte 11510 (établissements privés) pour un montant de :** excédent de 684,25 €

**Article 3 :**

Pour l'exercice budgétaire 2004, la dotation globale de financement ou le forfait global soins du Centre d'Aide par le Travail de Villers-la-Montagne est fixé[e] à **2 023 262,23 €** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article 108 du décret du 22 octobre 2003, au douzième de la dotation globale de financement est égale à : **168 605,19 €**

**Article 4 :**

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

**Article 5 :**

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**Article 6 :**

En application des dispositions du III de l'article 35 du décret du 22 octobre susvisé, le ou les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT****CABINET****ARRETE N° 2004/001/DDE/CAB  
CONSTATANT L'EXTENSION DU PERIMETRE DES TRANSPORTS URBAINS  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE POMPEY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 modifiée d'Orientation des Transports Intérieurs, notamment son article 9,

VU le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports non urbains de personnes,

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 constatant la création du périmètre de transports urbains du Bassin de Pompey,

VU la délibération prise par le conseil de Communauté de Communes du Bassin de Pompey au cours de sa séance du 24 juin 2004 demandant l'extension du périmètre de transports urbains (PTU) de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey,

VU la délibération prise par la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 3 septembre 2004 émettant un avis favorable à l'extension du périmètre de transports urbains de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Il est constaté l'intégration des communes de MONTENOY et LAY-SAINT-CHRISTOPHE au périmètre des transports urbains de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey.

Le périmètre des transports urbains de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey comprend les communes adhérentes à la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, à savoir :

- |                        |             |
|------------------------|-------------|
| - BOUXIERES-AUX-DAMES  | - LIVERDUN  |
| - CHAMPIGNEULLES       | - MALLELOY  |
| - CUSTINES             | - MARBACHE  |
| - FAULX                | - MONTENOY  |
| - FROUARD              | - POMPEY    |
| - LAY-SAINT-CHRISTOPHE | - SAIZERAIS |

**ARTICLE 2 :** Monsieur le secrétaire général de la préfecture et M. le président de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- M. le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle,
- Madame et Messieurs les maires des communes citées à l'article 1<sup>er</sup>,
- M. le directeur départemental de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 8 décembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

---

**SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES****ARRETE 2004/DDE/280/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif ;

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n°03.BODE.02, en date du 16 janvier 2003 ;  
Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n°04.BODE.19, en date du 18 mai 2004  
Considérant la nécessité de procéder aux travaux d'aménagement du terre plein central en enrobés sur l'A.31 dans le sens NANCY - METZ entre les PR 252+900 et 253+300, sur le territoire de la commune de MAXEVILLE ;  
A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;  
Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

Durant 5 jours de 9 h 00 à 16 h 00, du 22 au 26 novembre 2004, sur l'A. 31 entre les PR 253+300 et 252+900, la circulation des usagers s'établit comme suit :

**Sens Metz - Nancy (section à 3 voies) de 9 H 00 à 16 H 00 (sauf le lundi à 9 H 30)**

- neutralisation de la voie rapide
- la circulation s'effectue sur les deux autres voies
- la vitesse est limitée à 90 km /h
- interdiction de doubler aux poids lourds

**Sens Metz - Nancy (section à 3 voies) de 21 h 00 à 6 H 00**

- neutralisation de la voie rapide
- la circulation s'effectue sur les deux autres voies
- la vitesse est limitée à 90 km /h
- interdiction de doubler aux poids lourds

**Sens Nancy Metz de 21 H 00 à 6 H 00 du PR 252+650 au PR 253+500**

- neutralisation de la voie rapide
- la circulation s'effectue sur la voie lente
- la vitesse est limitée à 110 km/h
- interdiction de doubler aux poids lourds

**ARTICLE II**

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

**ARTICLE III**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES et Monsieur le Maire de la commune de MAXEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 22 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental,

Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

**ARRETE 2004/DDE/290/CDER**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDER en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/361/CDER du 5 juin 2003,

Vu l'arrêté préfectoral 2003/DDE/862/CDER du 26 décembre 2003,

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/215/CDER du 7 mai 2004,

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/232/CDER du 11 juin 2004,

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/245/CDER du 15 juillet 2004,

Vu l'arrêté préfectoral 2004/DDE/283/CDER du 26 octobre 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder, dans les deux sens de circulation de l'A. 31 sur le viaduc d'AUTREVILLE, aux travaux d'étanchéité sur le platelage métallique (tablier de l'ouvrage) entre les PR 267+587 et 267+819, situé sur le territoire des communes de BELLEVILLE et AUTREVILLE SUR MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

**A R R E T E****ARTICLE I**

En raison des mauvaises conditions météorologiques, les travaux prévus par arrêté n° 2004/DDE/287/CDER n'ont pu être réalisés. Afin d'assurer la sécurité des usagers la signalisation temporaire du chantier reste installée jusqu'au 30 juin 2005.

A compter du 1<sup>er</sup> décembre 2004, la circulation s'établit comme suit :

**Dans le sens NANCY - METZ entre les PR 266+587 et 268+110**

- o la bande d'arrêt d'urgence est neutralisée
- o la circulation s'effectue sur deux voies décalées et réduites
- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 90 km/h.
- o il est interdit de dépasser pour les poids lourds.

Dans le sens METZ - NANCY entre les PR 268+500 et 267+340

- o la vitesse est limitée de manière dégressive à 110 km/h.
- o il est interdit de dépasser pour les poids lourds.

#### ARTICLE II

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

#### ARTICLE III

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### ARTICLE IV

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Messieurs les Maires de BELLEVILLE et AUTREVILLE, Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 30 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur Départemental,  
H. CORBEAU

### ARRETE 2004/DDE/291/CDER

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de la route et tous ses modificatifs ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et tous ses modificatifs sur la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral permanent n° 97/DDE/153/CDES en date du 10 juin 1997 portant réglementation de la mise en oeuvre de chantiers courants exécutés sur le réseau autoroutier non concédé et les routes nationales à chaussées séparées du département de Meurthe-et-Moselle, en raison de leur caractère répétitif

Vu l'arrêté préfectoral de délégation de signature n° 03/BODE/02 en date du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif de délégation de signature n° 04.BODE.19 en date du 28 mai 2004 ;

Considérant la nécessité de procéder aux travaux de mise en oeuvre des enrobés hors ouvrage d'art sur l' A31-380, Viaduc d'AUTREVILLE, sens NANCY - METZ sur le territoire d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE ;

A la demande de la subdivision de l'équipement "Entretien des autoroutes" ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

### A R R E T E

#### ARTICLE I

La nuit du 15 au 16 décembre 2004, de 21 h 00 à 6 h 00, la circulation s'établit comme suit :

##### **Dans le sens NANCY - METZ**

- la circulation s'effectue sur la voie rapide METZ - NANCY
- il est interdit de doubler
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 1<sup>er</sup> basculement - PR 265+620
- puis la circulation s'effectue sur la voie rapide sens NANCY - METZ entre les PR 265+620 et 269+850
- la vitesse est limitée dégressivement à 50 km/h au droit du 2<sup>ème</sup> basculement (PR 269+850)

##### **Dans le sens METZ - NANCY**

- la voie rapide est neutralisée
- la circulation s'effectue sur la voie lente
- la vitesse est limitée à 90 km/h
- il est interdit de doubler

#### ARTICLE II

la nuit du 15 au 16 décembre 2004, de 21h00 à 6h00, la bretelle d'accès à l'A.31 - BELLEVILLE - METZ n° 25 est fermée à toute circulation.

#### ARTICLE III

En raison de la fermeture de la bretelle à l'A31 - Belleville - Metz, les usagers en provenance de la RN 57 doivent emprunter la déviation suivante :

- MARBACHE - BELLEVILLE - DIEULOUARD - BLENOD LES PONT A MOUSSON

et les usagers en provenance du RD 40 doivent emprunter la déviation suivante :

- RD 40 B - MILLERY - RD 40 direction AUTREVILLE - LOISY - Echangeur d'ATTON n° 27

#### ARTICLE IV

En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries.

#### ARTICLE V

La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision ENTRETIEN DES AUTOROUTES.

#### ARTICLE VI

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le président du conseil général, Monsieur le directeur départemental de l'équipement, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à CHAMPIGNEULLES, Messieurs les Maires d'AUTREVILLE-sur-MOSELLE, MILLERY, LOISY MARBACHE, BELLEVILLE, DIEULOUARD, BLENOD LES PONT A MOUSSON et ATTON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Général commandant la RMD Nord-Est, Madame la directrice des archives départementales et Messieurs les Directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

NANCY, le 14 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Départemental,  
Le Chef du Service Gestion et Exploitation des Infrastructures,  
G. GEAI

## SERVICE DE L'HABITAT

**ARRETE PORTANT AGREMENT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE JARNY  
COMME GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE SOCIALE GUY MOQUET A JARNY**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 94-1128 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux subventions pour l'acquisition et l'amélioration des logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU le décret n° 94-1129 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux conventions passées entre l'Etat, l'organisme propriétaire et l'organisme gestionnaire pour les logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU le décret n° 94-1130 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU la circulaire n° 95-33 du 19 avril 1995 relative à la modification de la réglementation logements-foyers créant les résidences sociales ;

VU la circulaire DPS-ACI4/CILPI n° 2002/515 du 3 octobre 2002 relative à la prorogation du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants ;

VU les statuts du Centre Communal d'Action Sociale de Jarny ;

VU la délibération du C.C.A.S. de Jarny du 26 octobre 2004 relative à la transformation en résidence sociale ;

VU le projet social élaboré par le C.C.A.S. dans le cadre de la transformation du Foyer Guy Moquet en résidence sociale ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement ;

CONSIDERANT les besoins en résidence sociale sur le secteur de Jarny ;

CONSIDERANT que le Centre Communal d'Action Sociale présente les aptitudes pour assurer la gestion de la résidence sociale Guy Moquet sous les angles sociaux, techniques et financiers ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le Centre Communal d'Action Sociale de Jarny est agréé comme gestionnaire de la Résidence Sociale Guy Moquet sise Place Aristide Briand à JARNY (54800), sous réserve de l'obtention de l'agrément Foyer de Jeunes Travailleurs, après avis du Comité Régional de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et de la Commission Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs.

**ARTICLE 2 :** Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves du Centre Communal d'Action Sociale à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 4 :** Le Sous-Préfet de Briey et le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président du C.C.A.S. de Jarny.

NANCY, le 26 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

**ARRETE PORTANT AGREMENT DE L'ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION  
DU FOYER ARISTIDE BRIAND COMME GESTIONNAIRE DE LA RESIDENCE SOCIALE JACQUES CORDIER A TOUL**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 94-1128 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux subventions pour l'acquisition et l'amélioration des logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU le décret n° 94-1129 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux conventions passées entre l'Etat, l'organisme propriétaire et l'organisme gestionnaire pour les logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU le décret n° 94-1130 du 23 décembre 1994 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et relatif aux logements-foyers dénommés résidences sociales ;

VU la circulaire n° 95-33 du 19 avril 1995 relative à la modification de la réglementation logements-foyers créant les résidences sociales ;

VU la circulaire DPS-ACI4/CILPI n° 2002/515 du 3 octobre 2002 relative à la prorogation du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants ;

VU les statuts de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand ;

VU la délibération de l'A.G.A.F.A.B. du 23 avril 2004 relative à la reprise de la gestion du Foyer Jaques Cordier à Toul ;

VU l'accord de l'Office HLM de Toul en date du 26 juillet 2004, autorisant l'A.G.A.F.A.B. pour la reprise de la gestion du Foyer Jacques Cordier à Toul ;

VU le projet social élaboré par l'A.G.A.F.A.B. dans le cadre de la transformation du Foyer Jacques Cordier en résidence sociale ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement ;

CONSIDERANT que l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand, gestionnaire, par ailleurs, du Foyer Aristide Briand de Neuves Maisons, présente les aptitudes pour assurer la gestion de la résidence sociale Jacques Cordier sous les angles sociaux, techniques et financiers ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand (A.G.A.F.A.B.) est agréée comme gestionnaire de la Résidence Sociale Jacques Cordier sise rue du Champ de Foire à TOUL (54200).

**ARTICLE 2 :** Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand à ses obligations et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

**ARTICLE 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'A.G.A.F.A.B.

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

## SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

**ARRETE N° 04 DE 010 PFU PORTANT SUPPRESSION DU PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT DE L'AERODROME DE TOUL - ROSIERES**

LE PREFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 147-1 à L. 147-8 ;



VU le code de l'aviation civile ;

VU le décret n° 88-315 du 28 mars 1988 pris pour l'application de la loi n° 85-696 du 11 juillet 1985 relative à l'urbanisme au voisinage des aérodromes et déterminant l'autorité chargée d'établir la liste prévue à l'article L. 147-2 du code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1974 relatif au plan d'exposition au bruit de la base aérienne de TOUL - ROSIERES ;

VU l'arrêté ministériel du 28 mars 1988 fixant la liste des aérodromes non classés en catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifiant la liste des aérodromes non classés en catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit et radiant de la liste l'aérodrome de Toul - Rosières ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes consultées qui ont toutes émis un avis favorable à la suppression du plan d'exposition au bruit de TOUL - ROSIERES ;

- Villers en Haye en date du 3 août 2004

- Rogéville en date du 5 août 2004

- Francheville en date du 19 août 2004

- Villey Saint Etienne en date du 7 septembre 2004

- Saizerais en date du 9 septembre 2004

- Jaillon en date du 10 septembre 2004

- Avrainville en date du 16 septembre 2004

- Rosières en Haye en date du 17 septembre 2004

- Griscourt en date du 18 septembre 2004

- Toul en date du 29 septembre 2004

- Dieulouard en date du 30 septembre 2004

- Jezainville en date du 28 octobre 2004

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture ;

#### AR R E T E

**Article 1** : L'arrêté préfectoral du 12 novembre 1974, déclarant le plan d'exposition au bruit des aéronefs autour de la Base Aérienne 136 de TOUL - ROSIERES disponible au sens de la circulaire du 30 juillet 1973 relative à la construction dans les zones de bruit des aérodromes, EST ABROGE.

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Equipement, Mesdames et Messieurs les maires des communes intéressées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 29 novembre 2004

Le Préfet,  
Jean-François CORDET

#### ARRETE PREFECTORAL 21 DE 04 SERUAJ/AJF - COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY CONSTRUCTION D'UNE VOIE ROUTIERE ENTRE LE CARREFOUR DIT "DE LA SOLERE" AVENUE DU CHATEAU A SAULXURES LES NANCY ET LA RUE DE SAULXURES A PULNOY - ARRETE DE CESSIBILITE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le projet de construction d'une voie routière entre le carrefour dit "de la Solère", avenue du Château à SAULXURES LES NANCY et la rue de Saulxures à PULNOY, sur le territoire des communes précitées ;

Vu l'état et le plan parcellaires des immeubles à acquérir ;

Vu la délibération n° 03 du 23 avril 2004 de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, sollicitant de Monsieur le préfet de Meurthe et Moselle l'arrêté de cessibilité des parcelles touchées par le projet ainsi que la demande d'ordonnance d'expropriation ;

Vu les lettres de la Communauté Urbaine du Grand Nancy des 7 juin et 23 août 2004 ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié, portant réforme de la publicité foncière, ensemble le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

Vu le décret n° 77-392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 77-393 du 28 mars 1977 portant codification des textes réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'expropriation, notamment les articles L 11-1, L 11-8, L 13-7, L 13-8, L 13-10, L 13-11, L 13-15, L 13-16, L 13-28, L 16-7, L 21-1 et L 21-3 ainsi que les articles R 11-19 à R 11-31 ;

Vu le dossier d'enquête parcellaire à laquelle il a été procédé, en exécution de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2003 ;

Vu l'avis favorable du 4 décembre 2003 de Monsieur le commissaire enquêteur ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée, notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 2004-376 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2004 déclarant d'utilité publique la construction d'une voie routière entre le carrefour dit "de la Solère", avenue du Château à SAULXURES LES NANCY, et la rue de Saulxures à PULNOY ;

Considérant que toutes les formalités de publicité légales ont été régulièrement accomplies ;

Considérant la nécessité d'acquérir des parcelles de terrain afin de réaliser les travaux de construction de la voie routière susvisée, destinée notamment à desservir le secteur d'habitat en cours et à venir et à améliorer la circulation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

#### AR R E T E

**Article 1er** - Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint qui restera annexé au présent arrêté et nécessaires à la réalisation du projet, sont déclarés immédiatement cessibles à la Communauté Urbaine du Grand Nancy.

**Article 2** - A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

**Article 3** - Monsieur le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame le maire de SAULXURES LES NANCY et à Monsieur le maire de PULNOY, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à :

- Madame le maire de SAULXURES LES NANCY

- Monsieur le maire de PULNOY

- Monsieur le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy

- Madame la directrice des archives départementales  
- Monsieur le directeur départemental de l'Équipement.  
NANCY, le 6 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Marc BURG

---

**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU****DECISION N° 015/04 DE DELEGATION DE SIGNATURE****LE DIRECTEUR**

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;  
VU les articles D 714-12-1 à D 714-12-4 du Code de la Santé Publique ;  
VU l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 10 décembre 2004 ;  
VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;  
VU l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;  
VU l'arrêté ministériel du 21 novembre 2000 nommant **Madame Marie Andrée PORTIER** dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

**D E C I D E****ARTICLE 1**

La décision n° 017/03 du 2 décembre 2003 est annulée.

**ARTICLE 2**

Délégation permanente est donnée à Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer les courriers relevant de sa compétence à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Monsieur Charles NICLOT, Attaché d'Administration Hospitalière, à effet de signer tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction des Usagers et de la Communication.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint, délégation est donnée à Monsieur Francis LEJEUNE, Responsable Qualité, à effet de signer tous documents, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité de la Direction Qualité.

**ARTICLE 3**

Délégation permanente est donnée à Madame Marie Andrée PORTIER, Directeur Adjoint Chargé de la Direction des Usagers, de la Qualité et de la Communication à effet de signer au nom de Monsieur Yves BOUYSET, Directeur, en son absence et en l'absence de Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint et de Madame Isabelle CAILLIER, Directeur Adjoint :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

**ARTICLE 4**

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Andrée PORTIER, Directeur Adjoint à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 5**

Délégation permanente est donnée à Monsieur Charles NICLOT, Attaché d'Administration Hospitalière, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

**ARTICLE 6**

Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

L'initiale du prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

**ARTICLE 7**

La présente délégation prend effet à sa date de signature, elle sera renouvelée annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

LAXOU, le 3 décembre 2004

Le Directeur,  
Y. BOUYSET

---

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES****DECISION CONCERNANT M. MARC BURG,  
SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de la déconcentration

Vu la circulaire du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

Vu la lettre du 30 avril 2001 du Préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la lettre du 08 janvier 2002 du Préfet de Meurthe-et-Moselle

**D E C I D E****Article 1 :**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Monsieur Marc BURG, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

est habilité pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, et les mesures A 8, A 10, A 11, A 12, A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5 et B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5, D6, D7 et D9 du DOCUP, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre du département :

- à recevoir les dossiers de demandes de subventions ;
- à délivrer les accusés de réception ;
- à instruire et suivre les dossiers de demandes ;
- à notifier aux maîtres d'ouvrage les avis des comités de pré-examen ;
- à proposer les dossiers complets au comité de programmation ;
- à informer et notifier aux maîtres d'ouvrage les décisions du Préfet de Région et les avis rendus par le comité de programmation ;
- à réaliser le suivi et la gestion des dossiers ;
- à attester du service fait au moment des demandes de paiement ;
- à procéder au paiement des factures au moyen des crédits qui lui sont délégués (Ministère de l'Intérieur - Chapitre 6758-30) ;
- à archiver les dossiers et à les conserver pendant le délai de 10 ans prévu par la réglementation ;
- à signer tout document concernant la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et l'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle ;
- à organiser au plan départemental les modalités et les moyens qu'il met en œuvre pour sélectionner, instruire, suivre, contrôler et archiver les dossiers relevant des fonds structurels ;
- à organiser, le cas échéant au plan départemental, un comité informel de sélection des projets s'il l'estime nécessaire.

Pour l'ensemble des actions relevant de cet article, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de département.

Toutefois, le Préfet, s'il l'estime nécessaire pourra, le cas échéant, associer les Sous-Préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

#### **Article 2 :**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales sont chargés de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 6 décembre 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

### **DECISION CONCERNANT M. FRANCIS GIROUX, DIRECTEUR DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES A LA PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets de Région, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région et aux décisions de l'Etat en matière d'investissements publics

Vu le décret n° 92-604 du 01 juillet 1992 portant charte de la déconcentration

Vu la circulaire du 15 juillet 2002 relative à l'amélioration du dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les fonds structurels européens

Vu la lettre du 30 avril 2001 du Préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **D E C I D E**

#### **Article 1 :**

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Objectif 2 Lorraine 2000/2006, Monsieur Francis GIROUX, Directeur des Actions Interministérielles à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est habilité pour les actions A3-2 à A3-4, A3-7, A4-6, A8-1 à A8-8, A10-1 à A10-9, A11-1, A11-2, A12-1 à A12-3 et la mesure A 14 ; les actions B1-2, B2-2, et les mesures B3, B4, B5 et B7 ; les mesures C1 et C2, les actions C3-3, C3-4, C3-6 à C3-8 et la mesure C7, l'action D4-3 et les mesures D5, D7 du DOCUP, lorsqu'elles ne dépassent pas le cadre du département :

- à proposer des dossiers complets au comité technique de programmation ;
- à attester du service fait au moment des demandes de paiement ;
- à signer tout document de mise en œuvre, de suivi, de contrôle et d'évaluation des fonds européens en Meurthe-et-Moselle
- en l'absence de Monsieur Marc BURG, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, à notifier aux maîtres d'ouvrage les avis des comités techniques de programmation et les décisions attributives de subvention.

#### **Article 2 :**

Pour l'ensemble des actions relevant de l'article 1, le lieu unique de dépôt, d'instruction et de suivi des dossiers est la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Toutefois, le Préfet, s'il l'estime nécessaire, pourra, le cas échéant, associer les Sous-Préfets d'arrondissement à la mise en œuvre des fonds européens dans son département.

#### **Article 3 :**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales sont chargés de la mise en œuvre de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

METZ, le 13 juillet 2004

Le Préfet de la Région Lorraine,  
Bernard HAGELSTEEN

### **ARRETES INTERPREFECTORAUX**

**ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DES COMMUNES DE BERG-SUR-MOSELLE,  
BECHAMPS, BONCOURT, BRUVILLE, HAN-DEVANT-PIERREPONT, MONT-BONVILLERS, PARFONDRUPT ET PIERREPONT  
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION UNIQUE DU CHENIL DU JOLI BOIS  
AINSI QUE LE RETRAIT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE METZ-METROPOLE DU MEME SYNDICAT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
Officier de la Légion d'Honneur

LE PREFET DE LA MEUSE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY ;  
 VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;  
 VU la délibération du conseil municipal de BECHAMPS en date du 14 janvier 2004 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de BERG-SUR-MOSELLE en date du 5 septembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de BONCOURT en date du 24 octobre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de BRUVILLE en date du 26 septembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de HAN-DEVANT-PIERREPONT en date du 14 novembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de MONT-BONVILLERS en date du 26 décembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de PARFONDRUPT en date du 22 octobre 2003 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération du conseil municipal de PIERREPONT en date du 19 février 2004 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération en date du 25 mars 2004 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant ces adhésions ;  
 VU la délibération du conseil de la communauté d'agglomération de Metz Métropole en date du 15 décembre 2003 demandant le retrait de la communauté du SIVU du chenil du Joli Bois ;  
 VU la délibération en date du 25 mars 2004 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant ce retrait sans conditions financières ;  
 VU les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :

Concernant les adhésions :

ANDERNY (23 mai 2004) - ANOUX (30 avril 2004) - APACH (14 mai 2004) - AUBOUE (10 mai 2004) - AUDUN-LE-ROMAN (17 juin 2004) - AVILLERS (24 mai 2004) - AVRIL (14 mai 2004) - LES BAROCHES (18 mai 2004) - BASLIEUX (3 mai 2004) - BASSE-HAM (15 mai 2004) - BATILLY (14 mai 2004) - BAZAILLES (27 mai 2004) - BEUVILLERS (21 avril et 28 mai 2004) - BOULANGE (23 avril 2004) - BREHAIN-LA-VILLE (24 mai 2004) - CHAILLY-LES-ENNERY (30 avril 2004) - CHAMBLEY-BUSSIERES (13 mai 2004) - CHENIERES (8 juillet 2004) - CLOUANGE (18 mai 2004) - CONS-LA-GRANDVILLE (3 mai 2004) - CONTZ-LES-BAINS (14 mai 2004) - CUTRY (17 mai 2004) - DONCOURT-LES-CONFLANS (24 mai 2004) - ERROUVILLE (26 avril 2004) - FILLIERES (17 juin 2004) - FLEVILLE-LIXIERES (14 mai 2004) - GANDRANGE (29 avril 2004) - GIRAUMONT (10 mai 2004) - HERSERANGE (12 mai 2004) - HOMECOURT (1er juin 2004) - HUNTING (27 mai 2004) - HUSSIGNY-GODBRANGE (27 avril 2004) - JEANDELIZE (18 juin 2004) - JOPPECOURT (14 mai 2004) - JOUAVILLE (22 juin 2004) - JOUDREVILLE (22 mai 2004) - KERLING-LES-SIERCK (29 avril 2004) - LABRY (9 juin 2004) - LAIX (21 juin 2004) - LANDRES (21 juin 2004) - LANTEFONTAINE (3 mai 2004) - LEXY (10 mai 2004) - LONGLAVILLE (24 mai 2004) - MAIRY-MAINVILLE (28 mai 2004) - MAIZIERES-LES-METZ (30 avril 2004) - MALAVILLERS (16 juin 2004) - MALLING (3 juin 2004) - MANCE (24 mai 2004) - MANCIEULLES (29 avril 2004) - MARANGE-SILVANGE (13 mai 2004) - MERCY-LE-BAS (6 mai 2004) - MERCY-LE-HAUT (17 mai 2004) - MEXY (8 juin 2004) - MOINEVILLE (19 mai 2004) - MONTIGNY-SUR-CHIERS (27 mai 2004) - MONT-SAINT-MARTIN (28 mai 2004) - MOUTIERS (3 juin 2004) - MOYEUVRE-PETITE (24 juin 2004) - MURVILLE (1er juin 2004) - NORROY-LE-SEC (7 mai 2004) - NORROY-LE-VEEUR (27 avril 2004) - OLLEY (6 juillet 2004) - OTHE (3 avril et 12 juin 2004) - OZERAILLES (26 mai 2004) - PIENNES (12 mai 2004) - PLESNOIS (16 juin 2004) - PREUTIN-HIGNY (17 mai 2004) - PUXE (11 juin 2004) - REHON (18 mai 2004) - REMELING (18 juin 2004) - REZONVILLE (27 mai 2004) - ROMBAS (24 juin 2004) - RONCOURT (20 avril et 14 mai 2004) - ROSSELANGE (27 mai 2004) - RUSSANGE (2 juin 2004) - SAINT-AIL (23 avril 2004) - SAINT-PANCRE (27 mai 2004) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (3 mai 2004) - SANCY (10 juin 2004) - SAULNES (3 juin 2004) - SERROUVILLE (30 avril 2004) - TELLANCOURT (10 juin 2004) - THIL (30 juin 2004) - THUMEREVILLE (21 avril 2004) - TRESSANGE (14 mai 2004) - TRIEUX (13 mai 2004) - UGNY (27 mai 2004) - VALLEROY (14 mai 2004) - VILLE-AU-MONTOIS (27 mars 2004) - VILLERS-LA-MONTAGNE (7 mai 2004) - VILLERUPT (21 juin 2004) - VILLE-SUR-YRON (30 avril 2004) - VIONVILLE (28 mai 2004) - YUTZ (25 mai 2004) ;

Concernant le retrait de la communauté d'agglomération de Metz Métropole :

ABBEVILLE-LES-CONFLANS (11 juin 2004) - ANOUX (30 avril 2004) - APACH (14 mai 2004) - AUBOUE (10 mai 2004) - AUDUN-LE-ROMAN (17 juin 2004) - AVILLERS (24 mai 2004) - AVRIL (14 mai 2004) - LES BAROCHES (18 mai 2004) - BASLIEUX (3 mai 2004) - BASSE-HAM (15 mai 2004) - BATILLY (14 mai 2004) - BAZAILLES (27 mai 2004) - BEUVILLERS (28 mai 2004) - BOULANGE (4 juin 2004) - BREHAIN-LA-VILLE (24 mai 2004) - BRONVAUX (24 mai 2004) - CHAILLY-LES-ENNERY (30 avril 2004) - CHENIERES (8 juillet 2004) - CLOUANGE (18 mai 2004) - CONS-LA-GRANDVILLE (3 mai 2004) - CONTZ-LES-BAINS (14 mai 2004) - CUTRY (17 mai 2004) - DONCOURT-LES-CONFLANS (24 mai 2004) - ERROUVILLE (26 avril 2004) - FILLIERES (17 juin 2004) - FLEVILLE-LIXIERES (14 mai 2004) - GANDRANGE (29 avril 2004) - GIRAUMONT (10 mai 2004) - HERSERANGE (12 mai 2004) - HOMECOURT (1er juin 2004) - HUNTING (27 mai 2004) - HUSSIGNY-GODBRANGE (27 avril 2004) - JEANDELIZE (18 juin 2004) - JOPPECOURT (14 mai 2004) - JOUAVILLE (22 juin 2004) - JOUDREVILLE (22 mai 2004) - KERLING-LES-SIERCK (29 avril 2004) - LABRY (9 juin 2004) - LANTEFONTAINE (3 mai 2004) - LEXY (10 mai 2004) - LONGLAVILLE (24 mai 2004) - MAIRY-MAINVILLE (28 mai 2004) - MAIZIERES-LES-METZ (30 avril 2004) - MALAVILLERS (16 juin 2004) - MALLING (3 juin 2004) - MANCE (24 mai 2004) - MANCIEULLES (29 avril 2004) - MARANGE-SILVANGE (13 mai 2004) - MERCY-LE-BAS (6 mai 2004) - MERCY-LE-HAUT (17 mai 2004) - MEXY (8 juin 2004) - MOINEVILLE (19 mai 2004) - MONTIGNY-SUR-CHIERS (27 mai 2004) - MONT-SAINT-MARTIN (28 mai 2004) - MOUTIERS (3 juin 2004) - MOYEUVRE-PETITE (24 juin 2004) - MURVILLE (1er juin 2004) - NORROY-LE-SEC (7 mai 2004) - NORROY-LE-VEEUR (27 avril 2004) - OTHE (12 juin 2004) - OZERAILLES (26 mai 2004) - PIENNES (12 mai 2004) - PLESNOIS (16 juin 2004) - PREUTIN-HIGNY (17 mai 2004) - PUXE (11 juin 2004) - REHON (18 mai 2004) - REMELING (18 juin 2004) - REZONVILLE (27 mai 2004) - ROMBAS (24 juin 2004) - RONCOURT (14 mai 2004) - ROSSELANGE (27 mai 2004) - RUSSANGE (2 juin 2004) - SAINT-AIL (23 avril 2004) - SAINT-PANCRE (27 mai 2004) - SAINTE-MARIE-AUX-CHENES (3 mai 2004) - SANCY (10 juin 2004) - SAULNES (3 juin 2004) - SERROUVILLE (30 avril 2004) - TELLANCOURT (10 juin 2004) - THIL (30 juin 2004) - THUMEREVILLE (21 avril 2004) - TRESSANGE (14 mai 2004) - TRIEUX (13 mai 2004) - UGNY (27 mai 2004) - VALLEROY (14 mai 2004) - VILLE-AU-MONTOIS (27 mars 2004) - VILLERS-LA-MONTAGNE (7 mai 2004) - VILLERUPT (21 juin 2004) - VILLE-SUR-YRON (30 avril 2004) - VIONVILLE (28 mai 2004) - YUTZ (25 mai 2004) ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de VERDUN en date du 2 septembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de THIONVILLE en date du 2 septembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de METZ-Campagne en date du 3 septembre 2004 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 19 octobre 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue des procédures de consultation des communes et communauté membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-18 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

**A R R E T E N T**

**ARTICLE 1ER :** L'adhésion des communes de BECHAMPS (Meurthe-et-Moselle), BERG-SUR-MOSELLE (Moselle), BONCOURT (Meurthe-et-Moselle), BRUVILLE (Meurthe-et-Moselle), HAN-DEVANT-PIERREPONT (Meurthe-et-Moselle), MONT-BONVILLERS (Meurthe-et-Moselle), PARFONDRUPT (Meuse) et PIERREPONT (Meurthe-et-Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du Chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de BECHAMPS sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de BERG-SUR-MOSELLE sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de BONCOURT sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de BRUVILLE sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de HAN-DEVANT-PIERREPONT sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de MONT-BONVILLERS sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de PARFONDRUPT sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

La commune de PIERREPONT sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

**ARTICLE 2 :** Le retrait de la communauté d'agglomération de Metz Métropole, du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois, est autorisé.

Ce retrait s'effectue sans conditions financières.

**ARTICLE 3 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne, Thionville et Verdun, et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

METZ, le 25 novembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc-André GANIBENQ

BAR-LE-DUC, le 3 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Hubert VERNET

#### **ARRETE INTERPREFECTORAL AUTORISANT L'ADHESION DE LA COMMUNE DE NOVIANT-AUX-PRES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'ENSEIGNEMENT DU 1<sup>ER</sup> CYCLE DANS LE SECTEUR DE THIAUCOURT**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

LE PREFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 juin et 5 juillet 1962 autorisant la création du syndicat intercommunal de ramassage et activités post et périscolaire de THIAUCOURT ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 2 et 23 juillet 1965 portant d'une part changement de dénomination et de statuts dudit syndicat qui fonctionne désormais sous le titre de "Syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle dans le secteur de THIAUCOURT" et, d'autre part, adhésion des communes BEAUMONT et HAMONVILLE ;

VU la délibération du conseil municipal de NOVIANT-AUX-PRÉS en date du 22 septembre 2003 demandant l'adhésion de la commune au syndicat ;

VU la délibération du comité syndical en date du 4 mars 2004 acceptant cette demande d'adhésion ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

ANSAUVILLE en date du 3 juin 2004,

BEAUMONT en date du 21 mai 2004,

BENEY EN WOEVRE en date du 28 mai 2004,

BOUILLONVILLE en date du 18 juin 2004,

CHAREY en date du 7 juin 2004,

DAMPVITOUX en date du 21 mars 2004,

DOMMARTIN LA CHAUSSEE en date du 24 mai 2004,

ESSEY ET MAIZERAIS en date du 7 mai 2004,

EUVEZIN en date du 11 mai 2004,

FLIREY en date du 6 avril 2004,

GROSROUVRES en date du 27 mai 2004,

HAMONVILLE en date du 28 mai 2004,

LIMEY REMENAUVILLE en date du 3 juin 2004,

LIRONVILLE en date du 19 mai 2004,

MANDRES AUX QUATRE TOURS en date du 29 avril 2004,

PANNES en date du 18 mai 2004,

SEICHEPREY en date du 8 avril 2004,

THIAUCOURT REGNIEVILLE en date du 6 avril 2004,

XAMMES en date du 24 mai 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des conseils municipaux effectuée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée telle que définie par ce même article est atteinte ;

VU l'avis favorable du préfet de la Meuse en date du 9 novembre 2004,

VU l'avis favorable du sous-préfet de BRIEY en date du 10 novembre 2004 et du sous-préfet de TOUL en date du 6 août 2004;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

#### **A R R E T E N T**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'adhésion de la commune de NOVIANT-AUX-PRÉS au syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle dans le secteur de THIAUCOURT est autorisée.

La commune de NOVIANT-AUX-PRÉS est représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires.

**ARTICLE 2 :** Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous préfets des arrondissements de BRIEY, COMMERCEY et TOUL et le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1<sup>er</sup> cycle dans le secteur de THIAUCOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

NANCY, le 10 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Marc BURG

BAR-LE-DUC, le 9 décembre 2004

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Hubert VERNET

